REVUE

DES

DEUX MONDES

XXIIIe ANNÉE

SECONDE SÉRIE DE LA NOUVELLE PÉRIODE

TOME IV. — 1er OCTOBRE 1853.

PARIS. — IMPRIMERIE J. CLAYE ET Cie
RUE SAINT-BENOÎT, 7

REVUE

DES

DEUX MONDES

XXIIIe ANNÉE

SECONDE SÉRIE DE LA NOUVELLE PÉRIODE

TOME TROISIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE SAINT-BENOIT, 20

1853

17146
c.
AP
20
R5
n. pér.
sér. 2
t. 3

SOUVENIRS

D'UNE STATION

DANS LES MERS DE L'INDO-CHINE.

LE ROI GEORGE, L'EMPEREUR Y-SHING ET LA REINE POMARÉ.

I.

Du moment que la colonie de Macao n'avait plus à redouter les attaques des troupes du Céleste Empire, notre présence sur les côtes méridionales de la Chine cessait d'être indispensable (1). Sur la foi de promesses avidement accueillies, nous avions pendant quelque temps nourri l'espoir que les premiers jours de l'année 1850 verraient *la Bayonnaise* tourner sa proue du côté de l'Europe; mais cette espérance n'avait été qu'un mirage trompeur. Les dernières nouvelles que nous avait apportées le paquebot du mois de décembre 1849 nous rendaient toutes nos incertitudes, et la France n'avait jamais été plus loin de nous. Il fallait cependant quitter Macao : c'était le seul moyen de tromper notre impatience et de mettre à profit pour notre instruction des délais dont nous avions hâte de voir le terme. L'heureux accord qui n'avait cessé de régner depuis trois ans entre la légation de France et la station navale, que composait à elle seule *la Bayonnaise,* avait assuré l'indépendance de nos mouve-

(1) Voyez la livraison du 1er mai.

mens. Chargés d'éclairer la justice sur les circonstances d'un drame maritime qui s'est dénoué plus tard devant la cour d'assises de Nantes et dont je me reprocherais de remuer la poussière, nous formâmes le projet de nous porter jusqu'à l'extrémité orientale du groupe des îles Carolines.

Le 3 janvier 1850, après une courte apparition au mouillage de Wampoa, apparition destinée à rappeler au vice-roi notre présence dans les mers de Chine, nous partîmes pour Manille, où nous nous arrêtâmes une quinzaine de jours. Notre nouvelle campagne excédait un peu les limites de notre station, et il était important de passer pour ainsi dire en revue les divers intérêts confiés à notre surveillance avant d'entreprendre un voyage dont nous avions pu apprécier les difficultés et les lenteurs, lorsqu'au mois de mai 1848 nous nous étions rendus aux îles Mariannes. Cette fois d'ailleurs il s'agissait d'aller plus loin encore et d'atteindre l'île Oualan, située à près de onze cents lieues du port de Macao.

Le 28 janvier nous reprîmes la mer. Nous avions longtemps à l'avance étudié la route que nous devions suivre et calculé avec le plus grand soin le tracé qui pouvait nous offrir les chances les plus favorables. Dans une autre saison, nous eussions essayé de franchir le canal des Bashis et nous eussions été chercher sur les côtes du Japon les vents variables qui nous auraient rapidement poussés vers l'est; mais au commencement de l'hiver, la navigation sous l'équateur nous parut devoir obtenir la préférence. Nous pénétrâmes donc une troisième fois dans le détroit de San-Bernardino, et nous nous dirigeâmes par la mer de Mindoro sur l'établissement espagnol de Samboangan, devant lequel nous mouillâmes le 3 février. De ce point, la route nous était ouverte vers l'Océan Pacifique. Le 8 février, nous avions laissé derrière nous la mer des Moluques, et nous n'avions plus que sept cents lieues à faire pour arriver au terme de notre voyage.

Jusqu'à la hauteur des îles Pellew, nous avançâmes assez rapidement : la brise soufflait souvent du nord, d'autres fois de lourds orages nous amenaient quelques heures de vents d'ouest; mais le méridien des îles Pellew était à peine dépassé, qu'il fallut de nouveau lutter contre des vents d'est obstinés, de pesantes rafales et des grains si violens, qu'ils nous obligeaient à carguer presque toutes nos voiles. De toutes nos traversées, celle-ci fut sans contredit la plus ennuyeuse et la plus pénible. Le métier de marin a ses plaisirs et ses émotions; il a malheureusement aussi ses longs jours de monotonie. Quand on se traîne lourdement sur une mer assoupie, quand un ciel orageux pèse de toutes parts sur l'océan, qu'on voit se succéder, sans qu'on puisse lutter contre l'inertie des flots, des heures chaudes et nauséabondes, on se prend malgré soi à envier le sort

des prisonniers dont les yeux ne s'arrêtent pas du moins sur la morne étendue des mers. De toutes les existences enfermées, la plus triste semble alors celle de l'officier de marine. Le navire qu'on aimait n'est plus que le pire de tous les cloîtres. On regrette amèrement de voir s'écouler dans une pareille torpeur le sable stérile de sa vie. Après trois années de campagne, ces momens difficiles soumettent à de rudes épreuves les plus heureux caractères. Ces physionomies sur lesquelles le regard s'arrête périodiquement à la même heure, ces voix dont le timbre ne varie jamais, ces saillies émoussées qui n'ont plus rien d'imprévu, harassent l'esprit et lui causent de secrètes nausées. Par désœuvrement on se recherche, et l'on gémit après s'être rencontré : c'est une sorte de scorbut moral dont les organisations les plus riches sont les premières à souffrir; mais dès que les noires vapeurs du ciel se dissipent, dès qu'une brise favorable fait frémir les voiles, l'horizon de la mer et l'horizon de l'âme semblent à la fois s'embellir. On accourt l'un vers l'autre comme des oiseaux joyeux sortant de dessous la feuillée; on se sourit, on s'aime, et un rapprochement universel salue la première apparition de la terre.

Le 21 mars, cinquante-deux jours après notre départ de Manille, nous aperçûmes l'île Oualan. Produit d'une éruption basaltique, cette île élève ses pitons aigus jusqu'à 650 mètres au-dessus du niveau de la mer. Elle est, comme l'île Pounipet (1), dont cent lieues environ la séparent, un des sommets culminans de cette vaste cordillère sous-marine qui, du 5e au 8e degré de latitude nord, sur un espace compris entre le 135e et le 160e degré de longitude orientale, a servi de base aux travaux des zoophytes et donné naissance à de longs récifs, aujourd'hui habités, que couronnent quelques arbres et qu'envahissent parfois les eaux soulevées par les ouragans. L'île

(1) L'île Pounipet fut visitée en 1840 par la corvette *la Danaïde*, que commandait alors M. Joseph de Rosamel. Deux officiers de ce bâtiment levèrent le plan de l'île, et l'un d'eux, M. Garnault, recueillit sur les traditions et les mœurs des peuples carolins de curieux renseignemens qu'il a bien voulu me communiquer. Parmi ces traditions, il en est une surtout qui semblerait assurer à l'île Pounipet la triste célébrité d'avoir été le tombeau des derniers débris de l'expédition de Lapérouse. — On sait qu'après avoir interrogé avec un soin religieux les souvenirs des vieillards de Vanikoro, le capitaine Dillon et le commandant Dumont d'Urville crurent pouvoir affirmer que les équipages des deux corvettes de Lapérouse n'avaient pas péri tout entiers sur l'île dont les récifs avaient brisé leurs navires. Un certain nombre d'hommes s'étaient embarqués dans une chaloupe qu'on avait mis six mois à construire. Cette embarcation avait dû, suivant les uns, se diriger sur les Moluques ou sur les Philippines; d'autres inclinaient à penser qu'elle avait pu faire route vers les îles Mariannes. Cette dernière supposition, pour des raisons toutes nautiques qu'il serait trop long de déduire, m'a toujours paru la plus probable. Quoi qu'il en soit, la chaloupe partit de Vanikoro, et les naufragés laissés en arrière n'en eurent jamais de nouvelles. Sur quel point de l'Océanie

Oualan s'aperçoit de plus de 50 milles. Placée sur le passage des navires qui se rendent de la Nouvelle-Hollande en Chine, elle ne pouvait échapper longtemps aux regards des navigateurs. Elle fut signalée pour la première fois en 1804 par le capitaine américain Crozer, qui lui donna le nom d'île Strong, sous lequel elle est encore désignée par la plupart des marins étrangers. Il paraît toutefois qu'aucun Européen n'y avait débarqué avant les officiers de la corvette *la Coquille*. Poursuivant l'exploration des divers archipels de l'Océanie, le commandant de cette corvette, M. Duperrey, reconnut le 5 juin 1824, au milieu des récifs qui s'étendent à un mille au large de la pointe nord-ouest, un havre parfaitement abrité. M. Duperrey y jeta l'ancre et donna au port qu'il venait de découvrir le nom de *havre de la Coquille*. Deux officiers de la corvette, MM. Lottin et Bérard, chargés de lever le plan de l'île, rencontrèrent sur la côte opposée un nouveau port défendu des vents du large par la petite île Lélé, sur laquelle la plupart des chefs d'Oualan avaient fixé leur résidence. Ce port reçut le nom de *havre Chabrol*. Le récif qui entoure l'île présentait deux autres coupures qui donnèrent accès au *port Lottin* et au *port Bérard*. Sur tout autre point, le débarquement fut jugé impossible.

De ces quatre mouillages, le havre de la Coquille et le havre Chabrol offrent seuls une sécurité complète; mais il est difficile d'entrer dans le premier, dont la passe se dirige vers l'ouest à travers de nombreux écueils; il est plus difficile encore de sortir du second, dont l'ouverture est directement exposée à tous les vents.

Les renseignemens que je devais me procurer ne pouvaient s'obtenir que dans le port Chabrol; il fallait y aller jeter l'ancre, dussions-nous y demeurer bloqués pendant plusieurs jours. J'envoyai un canot dans le milieu de la passe, brèche étroite autour de laquelle jaillissaient de hautes gerbes d'écume, et je donnai vent arrière entre

avait péri cette embarcation? Le récit du naufrage d'une chaloupe montée par des hommes blancs qui s'était échouée, disaient les habitans de Pounipet, sur les récifs de leur île il y avait une soixantaine d'années, éveilla l'attention des officiers de *la Danaïde*, qui finirent par apprendre que dans cette chaloupe se trouvait un pierrier marqué d'une fleur de lis. Les blancs avaient longtemps résisté aux attaques des insulaires, mais ils avaient enfin été surpris au milieu de la nuit et massacrés jusqu'au dernier. Le pierrier demeura comme un trophée dans l'île. Un navire de commerce anglais l'avait emporté, disaient les habitans, peu de mois avant le passage de *la Danaïde*. Si l'on jette les yeux sur la carte, on verra quel degré de probabilité acquiert la version qui, d'après ce récit, placerait à Pounipet le second et dernier naufrage des compagnons de Lapérouse se dirigeant vers les Mariannes. Tracez une ligne de Vanikoro aux Mariannes, vous verrez qu'elle passe au milieu de l'archipel des Carolines, à cent lieues environ de Pounipet. Cette erreur de cent lieues s'expliquerait aisément, car les Français avaient dû tenir compte de la régularité des vents alisés et des courans qu'ils avaient observés déjà dans l'Océan Pacifique. Ils avaient donc probablement gouverné depuis leur départ bien à l'est du point qu'ils voulaient atteindre.

deux chaînes de brisans à fleur d'eau. Un mouvement de surprise et d'admiration se fit entendre à bord de la corvette, quand, portés sur une dernière lame, nous eûmes doublé l'extrémité du récif. Java ni les Moluques n'ont rien qu'on puisse comparer à la majestueuse beauté du bassin qui s'ouvrait devant nous : un demi-cercle de montagnes encadrait dans un rideau de sombre verdure une baie calme et profonde. Reliée par un immense banc de madrépores à ce qu'on peut appeler la terre ferme, la petite île Lélé, dont nous rasions la côte, achevait gaiement vers le nord le contour de cette baie; elle agitait au-dessus des eaux bleues le clair feuillage de ses palmiers et les touffes jaunes de ses pandanus. Des blocs de coraux et des prismes de basalte lui faisaient un rivage inaccessible aux flots de la mer. A l'abri de cette ceinture, qu'on eût prise pour l'œuvre des Pélasges ou des Cyclopes, s'épanouissaient, comme autant de fleurs dont un jonc flexible aurait rassemblé les tiges, mille bosquets dont les branches s'inclinaient jusqu'à terre. La brise qui faisait blanchir la crête des vagues en dehors de la baie ne pouvait traverser l'épaisseur de ces frais berceaux. Nos voiles étaient retombées le long des mâts, et nous glissions vers le fond de la rade, comptant sur un reste de vitesse pour atteindre aisément le mouillage. Quelques cases bientôt se montrèrent à travers les arbres; nous nous écartâmes doucement de la rive, et *la Bayonnaise* laissa tomber l'ancre à moins de cinquante brasses du village de Lélé.

Depuis le passage de M. Duperrey, en 1824, et du capitaine Lutke, de la marine russe, en 1827, aucun navire de guerre n'avait, je crois, visité l'île Oualan : aucun du moins n'avait mouillé dans le havre Chabrol; mais les navires qui poursuivent le cachalot au milieu des archipels situés sous l'équateur ne tardèrent point à fréquenter les ports découverts par M. Duperrey. Ils y trouvèrent du bois et de l'eau, les seules choses dont les baleiniers, toujours abondamment pourvus de vivres, aient souvent besoin de s'approvisionner; ils y trouvèrent surtout, ce qui n'est point un médiocre avantage pour des bâtimens de commerce, une population douce et inoffensive. M. Duperrey n'avait vu entre les mains de ces insulaires aucune espèce d'armes. Séparés par une vaste étendue de mer des autres îles, dont ils ignoraient même l'existence, les habitans d'Oualan n'avaient jamais eu d'invasion étrangère à repousser : leurs pirogues ne s'éloignaient point des récifs. S'ils se livraient quelquefois à la pêche, c'était sans courir de dangers et sans déployer d'audace : aucun besoin réel ne les sollicitait à des courses aventureuses. Les arbres à pain et les cocotiers qui abondent dans l'île suffisaient amplement à leur nourriture; les indigènes pouvaient y ajouter, à l'aide d'une culture peu laborieuse, l'igname, le taro, la banane et la canne à sucre.

Le régime social de cette population, composée de deux ou trois mille âmes, ne différait guère de celui que Cook et Lapérouse avaient observé dans les autres îles de l'Océanie. Un souverain, quelques chefs et une classe inférieure vouée aux travaux et à l'obéissance, telle est l'organisation qui se retrouve dans tous les groupes de la Polynésie. Retranché sur la petite île Lélé, où il vivait au milieu d'une aristocratie docile, le vieux souverain qu'y avaient visité les officiers de *la Coquille* exerçait une autorité tyrannique sur les habitans et les chefs d'Oualan. Une scission eut lieu entre les deux parties du royaume : les *Kanaks* d'Oualan (1) envahirent l'île Lélé, et un de leurs chefs, le Pepin d'Héristal de cette révolution, fut investi du pouvoir suprême à la place du vieux souverain, que les vainqueurs reléguèrent dans les montagnes. Au moment où *la Bayonnaise* mouillait dans le havre Chabrol, ce soldat heureux occupait encore le trône sous le sobriquet de *king George*, que lui avaient imposé les baleiniers de Sydney. La vue d'un navire n'avait rien de nouveau pour les sujets du *roi George* ; cependant, avec sa vaste carène, *la Bayonnaise* était faite pour frapper leur imagination. Aussi, quand le nuage de voiles que portait sa mâture eut disparu comme par enchantement, quand son ancre eut touché le fond, et que subitement immobile elle s'arrêta en face de l'île Lélé, les Kanaks d'Oualan eurent un instant l'idée de fuir dans leurs forêts; mais rien dans nos manœuvres ne vint confirmer leurs craintes. *La Bayonnaise* se balançait nonchalamment sur ses ancres, semblable à un énorme lion endormi au soleil :

> Like a huge lion in the sun asleep.

Les Kanaks ne tardèrent pas à se rassurer. Avant que le soleil eût disparu derrière les hautes montagnes de la baie, l'état-major de la corvette se présentait désarmé au milieu des Polynésiens accroupis sur la rive, et, suivant la gracieuse image du poète, le nouveau monde tendait avec confiance sa main brune à la vieille Europe :

> The new world stretch'd its dusk hand to the old.

Le roi George était absent au moment de notre arrivée. Deux baleiniers américains, mouillés dans le havre de la Coquille, avaient attiré le souverain d'Oualan vers cette partie de ses domaines. Un messager courut l'avertir qu'un bâtiment de guerre, plus puissant à lui seul que toute une flotte de baleiniers, était mouillé sous les murs de sa capitale. Le lendemain, le roi George était de retour à Lélé. Nous lui fîmes savoir que nous le verrions avec plaisir à bord de la corvette. Notre invitation ne pouvait manquer de tenter sa curiosité;

(1) *Kanaks*, mot dérivé du dialecte havaïen, qui signifie *hommes*; on l'emploie pour désigner en général les habitans des îles de la Polynésie.

mais le prudent monarque hésitait à livrer sa royale personne aux périls qu'une méfiance peu flatteuse pour nous lui faisait appréhender. Il n'osa cependant s'exposer à blesser notre susceptibilité par un refus, et fit ses préparatifs de départ avec la gravité d'un Curtius prêt à se jeter dans le gouffre. Avant de le laisser sortir de son palais, la reine des îles d'Oualan voulut du moins ne négliger aucune des précautions que lui suggérait sa tendresse. Une matrone habile à conjurer les mauvais sorts fut appelée près du roi, promena lentement sa main décharnée sur son cou et sur ses épaules, en murmurant des mots mystérieux, et sa majesté, à demi tranquillisée par la vertu de cette incantation magique, se dirigea d'un pas plus ferme vers le canot qui l'attendait.

Le roi George nous trouva tous réunis sur le pont de la corvette pour le recevoir. On se figurerait difficilement l'émotion et l'étonnement de ce chef de sauvages à la vue de l'appareil militaire dont nous lui avions ménagé la surprise. Il porta un de ses doigts à sa bouche, comme un homme impuissant à traduire son extase, puis un long et sourd murmure, lentement modulé, exprima seul pendant quelques minutes la variété de ses sensations. Un pareil navire était si différent de tous les bâtimens qu'il avait vus jusqu'alors! Quand il descendit dans la batterie, son admiration sembla redoubler. Cette longue rangée de canons, ces énormes projectiles rassemblés autour des pièces, ces sabres, ces fusils, ces haches d'abordage rangés le long des cloisons ou suspendus aux massifs barreaux de chêne, lui donnaient une idée formidable de notre puissance. La parole cependant lui était revenue. Grâce à ses relations fréquentes avec les baleiniers, le roi George pouvait s'exprimer en anglais aussi couramment qu'un marchand de *China-street*. Il posa donc sa main d'un air pénétré sur mon épaule, et les premiers mots qui sortirent de sa bouche furent, je crois, une flatterie plutôt qu'une naïveté. Les sauvages ne sont pas, sur ce point, aussi sauvages qu'on le pense, et le roi George jugeait probablement qu'en fait d'éloges il ne faut jamais craindre de tomber dans l'exagération. « *Commodore*, me dit-il, *you are like god!* » Puis il ajouta aussitôt, en baissant sa main jusqu'à terre et poussant un long éclat de rire : « Voici les baleiniers, — et vous voilà, vous autres, » fit-il en se redressant de toute sa hauteur. Si le pont de la batterie n'eût arrêté son bras, le roi George nous eût donné cent coudées.

Ce monarque polynésien avait fait quelques frais de toilette pour venir à bord de *la Bayonnaise*. Au *maro* qui ceignait ses reins il avait ajouté une chemise de coton à raies bleues, qui couvrait ses larges épaules sans rien cacher de ses formes herculéennes. Sa haute stature, ses muscles fortement accusés, indiquaient une vigueur que

l'âge n'avait point encore affaiblie. Le roi George pouvait avoir alors de quarante-cinq à cinquante ans. Sa figure, d'une laideur intelligente, portait surtout l'empreinte d'une douceur craintive. Avec un peu plus de fierté et d'énergie dans les traits, il m'eût rappelé le type consacré de Chingachgook. Il était aisé cependant de découvrir dans les plis sensuels de ses lèvres, dans l'éclair, prompt à s'allumer, de ses noires prunelles, toutes les passions brutales du sauvage. L'eau de feu eût pu faire un tigre de cet agneau. Le roi George ne tarda pas à passer de la surprise à la familiarité, et me demanda pour première faveur une bouteille de *brandy*. Je la lui donnai, mais j'accompagnai ce présent d'un long sermon sur les funestes effets des boissons spiritueuses. Le roi George parut m'écouter avec componction. « Vous avez raison, me dit-il quand j'eus achevé ma harangue, *brandy very bad for the chiefs!* (l'eau-de-vie ne vaut rien pour les chefs); — je boirai la bouteille tout seul. » J'eus lieu de craindre le lendemain, en voyant sa face hébétée, que le malheureux souverain ne m'eût tenu parole.

Le rhum et le tabac sont les seuls articles recherchés sur le marché polynésien. Nous avions heureusement d'autres moyens d'exercer notre libéralité envers notre hôte. Chacun de nous s'empressa de lui apporter son présent, et bientôt le roi George se vit pourvu d'une garde-robe complète. Naïf comme un des géans de Pulci ou de l'Arioste, le sauvage se laissait habiller. Il endossait sans mot dire une longue veste rayée qui emprisonnait son buste comme une camisole de force; un col de satin qui serrait son cou comme un carcan. A chaque pièce nouvelle que notre fantaisie ajoutait à son ajustement, il se tournait vers le miroir en face duquel on l'avait posé, et se regardait avec complaisance. Un gilet à ramages et un large pantalon d'indienne complétèrent sa parure, mais il fut impossible de trouver chaussure à son pied. Le roi George était arrivé à bord de la corvette presque aussi peu vêtu que le lis dont parle l'Écriture: il crut rentrer dans ses états plus magnifiquement paré que Salomon dans toute sa gloire. Ses sujets, il faut le dire, partagèrent son illusion. Quand, débarqué sur la plage, il se dirigea d'un pas lent et majestueux vers son palais, il n'y eut sur son passage qu'un long hurlement d'enthousiasme. La reine, accourue à sa rencontre, demeurait ébahie, et, un doigt dans la bouche, levait les yeux au ciel; les enfans seuls se rejetaient en criant dans le sein de leur mère : le tricorne d'un de nos aspirans, balancé sur le chef du roi George, avait effrayé ces timides Astyanax.

Quand le souverain d'Oualan, fatigué de tant d'émotions, se fut laissé tomber sur la natte qui couvrait le sol fangeux de son palais, la reine, incapable de comprimer plus longtemps sa curiosité, l'ac-

cabla de questions. Qu'avait-il vu? que lui avait-on dit? quel motif amenait sur les côtes de leur île ces puissans étrangers? Vaine importunité : le roi George avait encore une fois perdu la parole. Il continuait à moduler son éternel murmure, semblable au bruit lointain des brisans sur la grève. Il avait vu ce que la langue polynésienne ne pouvait probablement décrire, et savourait intérieurement ses souvenirs. C'était mettre à forte épreuve la patience de sa royale compagne; mais la douceur des femmes polynésiennes ne se dément jamais. La reine s'assit donc silencieusement en face de son époux et le contempla dans le muet ravissement d'une épouse soumise. Après un quart d'heure d'attente, son seigneur et maître parut revenir du royaume des esprits. Il raconta d'une voix lente et basse les merveilles qu'avaient contemplées ses yeux. — Le pont était couvert d'hommes; il était descendu, il y avait des hommes encore. Le village de Lélé eût tenu tout entier dans ce bâtiment. Chaque chef avait sa maison, et en un seul jour on avait déployé devant lui plus de richesses que les baleiniers ne lui en avaient montré depuis sa naissance!

On devine l'effet que ces descriptions emphatiques devaient produire sur l'imagination de la reine. Il fallut que son époux consentît à la conduire le lendemain à bord de la corvette. Elle y vint accompagnée des femmes des principaux chefs. Vêtues, comme le roi l'était la veille, d'une chemise rayée qui ne voilait qu'à demi les bleus dessins de leur tatouage, les jambes entièrement nues, et ayant pour la plupart une pipe de terre bien noire passée dans le lobe inférieur de leur oreille gauche, ces dames portaient encore, comme aux jours où les virent les officiers de *la Coquille*, l'étroit *maro* tissé des fibres ligneuses du bananier et délicatement nuancé de couleurs indigènes. Elles étaient toutes d'une taille presque lilliputienne. La reine, déjà sur le retour, avait un certain air de fée Urgande et rappelait avec sa petite figure ridée ces bonnes vieilles qu'un chevalier compatissant prenait jadis en croupe, et qui, d'un coup de baguette transformant au milieu de la nuit la chaumière en palais, se changeaient elles-mêmes en nymphes éblouissantes. Il y avait en vérité une distinction singulière dans la physionomie douce et étonnée, dans la voix surtout, mélodieuse et plaintive, de cette étrange créature. C'était une fleur complétement fanée, mais qui avait eu sans doute autrefois son parfum. Sans cette affreuse pipe suspendue à son oreille, je l'aurais volontiers comparée à ces roses qu'un savant a pressées dans son herbier, ou qu'un amant oublieux a laissé se flétrir dans son portefeuille. Malheureusement cette petite reine était horriblement cagneuse. Cette difformité semblait d'ailleurs commune à la plupart des dames de la cour. Les femmes

d'Oualan qui sont nées dans une condition plus humble ne présentent pas un pareil vice de conformation: mais les grandes dames, les princesses, toute la journée accroupies sur leurs nattes, les deux cuisses repliées à la fois sous elles, peuvent à peine, quand elles veulent marcher, se soutenir sur leurs jambes amaigries. On éprouvait une sensation pénible à voir ces pauvres femmes s'avancer en trébuchant sur le pont. J'aurais encore préféré les petits pieds des dames chinoises.

En jetant les yeux sur les princesses qui accompagnaient la reine, on s'étonnait de trouver mêlées au type polynésien des physionomies presque européennes. La figure de ces femmes offrait, chose bizarre, avec des contours plus réguliers qu'on n'en rencontre d'habitude dans l'Océanie, je ne sais quelle délicatesse maladive qui annonçait un précoce étiolement. C'était la pâleur du nénuphar, la clarté défaillante d'une lampe qui s'éteint, l'apparence morbide d'une race qui s'en va. Le roi George m'avait fait de tristes confidences sur l'état sanitaire de son île, et la vue d'un village de lépreux que nous avions visité la veille n'avait que trop confirmé ces affreux renseignemens. Heureux les insulaires dont un récif mugissant défend les rivages! La civilisation du moins ne leur apportera pas ces affreux stigmates dont elle a marqué la population d'Oualan.

Les sensations de la reine ne furent pas moins vives que celles de son époux. Il n'y eut pas un coin de la corvette qui pût échapper à ses investigations. Elle s'en allait de droite et de gauche, furetant partout, trottinant comme une souris blanche, et tout émerveillée à son tour du spectacle qui avait si profondément impressionné la forte tête du roi George. Ses compagnes la suivaient, hurlant de surprise à chaque pas, et n'interrompant leur murmure admiratif que pour pousser parfois un joyeux éclat de rire. La reine ne cherchait point à dissimuler son ravissement. Elle semblait douée d'ailleurs de l'humeur la plus sociable, et son gai babil faisait plaisir à entendre : « J'aime les baleiniers, disait-elle: ils m'apportent toujours quelque petit cadeau, me font des complimens, m'appellent *good belly queen*. Ils donnent au roi George de l'huile de baleine, du rhum et du tabac. Quand nous passons plusieurs mois sans voir de navires, le peuple et le roi ne sont pas contens. » J'offris une modeste collation au couple royal. Les princesses se tinrent accroupies à la porte de la chambre, et la reine, en riant, leur jeta les miettes du festin: mais tout à coup le front du roi parut se rembrunir, et la reine écarta vivement sa chaise de la table. Mon domestique apportait en ce moment une anguille monstrueuse qu'un de nos canotiers, se promenant sur la plage, avait tuée le matin d'un coup de bâton. « Qu'avez-vous? » demandai-je au roi George. Il me montra du doigt le poisson que

mon domestique venait de déposer devant moi. J'eus alors comme un vague pressentiment de quelque superstition polynésienne. Je m'excusai de mon mieux, et je fis comprendre au roi que si nous avions assommé une des divinités de l'île, c'était par ignorance et sans mauvaise intention. Le roi, à ce discours, haussa les épaules comme un esprit fort qu'on offense. « Il ne faut pas manger de ce poisson, dit-il, parce qu'il donne la lèpre. » La reine fut plus franche; elle avoua qu'il n'en fallait pas manger parce qu'il était *tabou*. D'où venait cette interdiction, qui prend toujours, on le sait, dans les îles de l'Océanie, un caractère religieux, et dont la violation est infailliblement punie de mort? J'eus quelque peine à obtenir l'explication que je demandais. Je crus enfin comprendre qu'après un ouragan qui avait dévasté l'île, brisé les arbres à pain et ruiné les plantations de taro, les habitans n'avaient vécu, pendant près d'une année, que des murènes qu'ils allaient poursuivre au moment de la basse mer dans les anfractuosités des bancs de madrépores. C'était pour se ménager cette précieuse ressource que depuis cette époque on avait mis les anguilles de mer sous la protection de la superstition publique.

Le soleil allait disparaître quand le roi George se décida enfin à quitter la corvette. Depuis plus d'une heure, il avait trouvé une distraction qui semblait être tout à fait de son goût. Une aiguille et une paumelle de voilier à la main, il s'occupait gravement à coudre une voile que nos ouvriers réparaient dans la batterie. Je lui promis d'aller lui rendre sa visite, et le soir même, à l'heure où le peuple d'Oualan, assis sur ses talons, dévore gloutonnement la *popoïe* (1), je débarquai à l'entrée du village. Le premier insulaire que je rencontrai s'empressa de me conduire chez le roi. Une porte très basse me contraignit à me courber jusqu'à terre pour pénétrer dans une vaste cour qu'entourait une palissade de roseaux. J'avais déjà remarqué qu'aucun des habitans de l'île, fût-il au rang des chefs, n'osait se tenir debout devant le souverain d'Oualan. Les *Kanaks* que ce roi aux allures débonnaires appelait familièrement près de lui ne l'approchaient jamais qu'en rampant. Une aussi rigoureuse étiquette m'avait paru dépasser un peu les bornes de l'humilité orientale; mais comme la plupart des coutumes qui, au premier abord, étonnent ou scandalisent le voyageur, la posture des sujets du roi George avait son origine dans les nécessités d'une civilisation encore incomplète. Cette origine mystérieuse, le guichet de la case royale me la révélait. Les despotes polynésiens n'avaient dû pratiquer dans l'enceinte de leur

(1) La *popoïe*, servie d'ordinaire sur une feuille de bananier, n'est que le fruit de l'arbre à pain pétri avec de la noix de coco. On forme de ce mélange une énorme boulette au milieu de laquelle chaque convive trempe alternativement ses doigts.

demeure d'aussi étroites ouvertures, assujettir leurs sujets à d'aussi gênantes attitudes, que pour se tenir mieux en garde contre les assauts imprévus de la trahison. Ils ne voulaient pas qu'un ennemi pût venir à eux la tête haute et le bras prêt à frapper. N'ayant à redouter d'autre arme que le casse-tête, ils croyaient n'avoir rien à craindre de l'homme qui se tenait humblement courbé en leur présence. Celui qui se redressait devant la majesté royale, qui osait se placer au niveau ou même au-dessus de son souverain, devenant dangereux, était réputé criminel.

Une natte grossière couvrait le sol de la cour dans laquelle je venais de m'introduire. En face de l'entrée s'élevait la case du roi George. A voir cet édifice de style ogival, uniquement composé de roseaux et de brins d'herbe tressés, on eût dit une énorme ruche destinée à loger des abeilles. Ce palais rustique était cependant un chef-d'œuvre d'industrie et de patience. De toutes les cabanes d'Indiens, c'était sans contredit la plus élégante et la plus ingénieuse que j'eusse encore vue. Quant à l'ameublement, il était, je dois le dire, d'une extrême simplicité. Deux bancs de bois, une natte assez fine, un coffre sur lequel était posée une lampe remplie d'huile de baleine, voilà les seuls objets qui paraient la nudité de la royale demeure. La soirée était magnifique: la lune montait lentement dans le ciel. Le roi George et la reine s'accroupirent sur un coin de leur natte: je m'assis auprès d'eux, nous allumâmes nos cigares, et la conversation alla son train. L'anglais du roi George n'était pas malheureusement toujours intelligible; celui de la reine était un gazouillis difficile à déchiffrer. J'aurais donc quitté l'île Oualan très imparfaitement édifié sur les points que je m'efforçais d'éclaircir, si le roi n'eût eu l'excellente pensée de faire appeler deux linguistes attachés à sa cour, qui non-seulement nous servirent d'interprètes, mais prirent aussi bientôt une part active à la conversation.

Le roi George, — le moment est venu de lui rendre cet hommage, — pratiquait l'hospitalité comme un Médicis. Sa cour était ouverte à tous les étrangers que la fortune amenait dans son île. Il arrivait souvent qu'un bâtiment de Sydney ou des États-Unis, privé d'une partie de son équipage par la désertion, avait recueilli des renforts sur divers points de l'Océanie. Sa pêche terminée, ce navire ingrat jetait sur la première île venue les Indiens dont les services lui étaient devenus inutiles. Le roi George accueillait avec empressement ces épaves, et, grâce aux revenus considérables de sa liste civile, ses hôtes, si nombreux qu'ils fussent, n'avaient jamais à craindre de manquer de *popoïe*. Les insulaires débarqués à Oualan étaient des gens qui avaient vu le monde. Leur expérience venait souvent en aide aux notions un peu confuses que le roi George avait

acquises sur tout ce qui dépassait la limite de ses états. Le méfiant despote voyait d'ailleurs en eux le moyen d'éloigner des affaires quelques chefs trop remuans, dans lesquels il avait découvert depuis peu de secrets compétiteurs. Aussi avait-il transféré la plupart des grands offices de la couronne entre leurs mains. Un Indien de Rotoumah, à la peau noire et aux cheveux crépus, était devenu le capitaine de port du havre Chabrol; entraîné dans sa carrière aventureuse jusque sur les côtes d'Amérique, Tom avait servi dans la cavalerie péruvienne; il parlait à la fois l'espagnol et l'anglais. Un autre étranger venait des îles Sandwich. Un troisième, Antonio, était né dans les îles Tonga. Un navire américain l'avait abandonné, après un voyage infructueux, sur l'île Pleasant. Cette île, entourée d'un récif presque infranchissable, se trouve jetée au milieu de l'Océan Pacifique comme un écueil. Peu de navires osent s'en approcher. Un *convict* anglais, le *grand Bill*, y régnait par le droit de la force et de la violence. Après avoir empoisonné un déserteur français, longtemps son rival et son seul frein, il était parvenu à exercer une autorité absolue sur les naturels. Antonio saisit la première occasion qui s'offrit à lui d'échapper à ce despotisme farouche; il paya son passage sur un baleinier du prix de cinq cochons et fut déposé à Oualan. Ce malheureux, ainsi ballotté d'île en île, s'exprimait en anglais avec une merveilleuse facilité; je lui dois la majeure partie des renseignemens que j'ai pu recueillir dans mes conférences avec le roi George.

Le pouvoir n'est pas nécessairement héréditaire dans l'île Oualan. A la mort du souverain, tous les chefs se rassemblent dans la maison commune, celle où sont suspendues les grandes pirogues; ils n'en peuvent sortir qu'après avoir élu le nouveau roi. Les deux candidats à la succession du roi George étaient, en 1850, son frère Canker et son fils aîné, César; mais nous ne pûmes obtenir du monarque le plus circonspect de la Polynésie qu'il avouât de quel côté penchaient ses préférences personnelles.

Les attributions de la royauté ne se composent pas, dans ce chétif empire, de vaines prérogatives. Au roi seul appartient le sol d'Oualan et de Lélé. C'est à lui qu'appartient également le monopole du commerce. Dès qu'un baleinier se présente, que ce soit dans l'est ou dans l'ouest de l'île, le roi George est toujours le premier à monter à bord. Il offre des fruits, du taro, des ignames; il demande en échange du tabac et du rhum. Pour le rhum surtout, il se fait invariablement la part du lion. Ses sujets cependant, émus de ses largesses, le proclament un excellent roi, un habile politique, en un mot, suivant l'expression de la reine, un homme qui a du flair et y voit loin, — *a good look out.* — Quant au sol, le roi George le divise

entre les différens chefs. Il en a sa part personnelle; il a en outre la dîme qu'il prélève sur la part des autres. La classe inférieure cultive les domaines de l'aristocratie, et ses *fueros* paraissent se borner au droit de ne pas mourir de faim. Les priviléges des chefs sont plus sérieux : dès qu'ils ont payé la dîme, ils ne doivent plus rien au souverain. Ce dernier peut faire appel à leur dévouement, leur représenter la nécessité de contributions volontaires; mais le plus souvent, dans les occasions où sa liste civile est insuffisante, il faut qu'il puise dans sa *casbah*. Ce grand coffre, présent d'un baleinier, que j'avais remarqué en entrant dans la chambre du roi George, renferme les ressources secrètes à l'aide desquelles il pourvoit à tout. Là sont des chemises rayées, des paquets de tabac, deux ou trois poignées de dollars dont le roi George ne sait que faire, et, au milieu de ces objets de peu de valeur, les précieux hameçons de nacre, qui sont encore aujourd'hui considérés comme la seule monnaie courante de l'île. Ces hameçons sont apportés à Oualan par les navires européens, qui se les procurent à peu de frais dans les îles Marshall et Gilbert. Ils sont formés de deux morceaux de nacre, l'un large et plat, l'autre arrondi et pointu, qu'assemble un fil de bourre de cocotier. Le roi George a lentement amassé un grand nombre de ces hameçons; ce sera l'héritage de César, si Canker usurpe la couronne.

Ce que je m'étais proposé par-dessus tout d'approfondir, c'étaient les sentimens religieux du roi George et de ses sujets. Antonio prétendait que les naturels d'Oualan n'avaient pour toute religion que quelques superstitions grossières. « Lorsque le vent, disait-il, souffle avec violence et roule de gros nuages dans le ciel, je les ai vus s'armer de fusils ou de pierres pour mettre en fuite les esprits des morts qu'ils croient déchaînés. Quant au dieu qu'ils adorent, je n'ai jamais pu le connaître, à moins que ce ne soit les murènes du récif, le seul objet au monde que ces gens-ci paraissent vénérer. » Les naturels d'Oualan n'auraient-ils donc aucun soupçon d'un être supérieur, aucune idée, même grossière, de la Divinité? J'hésitais à le croire. Essayez cependant de parler au roi George d'un Dieu auteur tout-puissant de ce monde, créateur des hommes blancs et des kanaks, il vous répondra avec un sourire *qu'il ne l'a jamais vu*, mais que les baleiniers américains lui ont déjà raconté quelque chose de semblable. Quant à la reine, elle vous répliquera plus hardiment que toutes ces idées-là n'ont pas le sens commun : *All humbug!* dit-elle sans hésiter. Les deux époux seront du reste unanimes à reconnaître qu'un homme mort et enterré, avec de grosses pierres sur le corps, n'a plus rien à attendre ni à demander. « Quand vous serez mort, *king George*, qu'allez-vous devenir? — On me mettra dans un trou. » Retournez votre question de cent façons, vous n'obtiendrez pas d'autre réponse.

Je me rends garant que le roi George n'a jamais soupçonné l'immortalité de l'âme. Il peut exister à cet égard quelques superstitions plus ou moins grossières parmi ses sujets; à coup sûr sa philosophie brutale est loin de les partager. Si le roi George se montre débonnaire et pacifique, s'il est généralement réputé comme un *good belly man*, un bon cœur, ou plus littéralement un bon ventre, ce n'est point qu'il se flatte de trouver dans une autre vie la récompense de sa conduite sur cette terre. Ses vertus politiques ne prennent leur source que dans un heureux naturel, et surtout dans une excessive circonspection. Respecter les hommes blancs et vivre en paix avec les navires qui apportent à Oualan le tabac, les hameçons de nacre et surtout le précieux rhum, voilà les grands principes de morale dont jusqu'ici aucune circonstance n'a pu le faire dévier.

L'indifférence sceptique du roi George semblait avoir gagné le cœur de ses sujets. Rien dans l'île où nous avions abordé ne nous révélait l'existence d'un culte religieux. Le peuple d'Oualan, comme l'affirmait Antonio, n'avait foi qu'aux sorciers, ne croyait qu'aux fantômes et ne respectait que les anguilles. Les légendes si chères aux races polynésiennes, les traditions nationales, conservées partout ailleurs dans les danses et dans les chansons populaires, semblaient ici avoir disparu sans laisser de traces et sans causer de regrets. C'est à cent lieues d'Oualan, sur un autre point de l'archipel des Carolines, dans l'île Pounipet, qu'on retrouve quelques souvenirs d'une histoire primitive qui a dû être commune aux peuples des deux îles, dont l'origine est évidemment la même. Les traditions de Pounipet remontent jusqu'aux jours fabuleux où une race de géans habitait les îles de la Polynésie. C'était une race active, une infatigable famille de travailleurs. Les uns s'occupaient à tailler les montagnes, les autres creusaient des canaux sinueux et des ports, entouraient Pounipet d'une large ceinture de corail, ou remuaient en se jouant les gros blocs de basalte. C'est de cette époque que datent les monumens dont une végétation fougueuse finira peut-être un jour par effacer les ruines, mais qui rappellent encore au navigateur étonné les travaux des Aztèques et ceux des Égyptiens. Toute une ville, bâtie, sans ciment, de prismes pentagones, couvre de ses débris le sol où la génération présente a placé ses tombeaux. Ces ruines sont l'œuvre indestructible des géans. Les Indiens de Pounipet n'en approchent jamais sans frémir. Ils racontent que les architectes qui construisirent ces solides murailles, quand ils n'eurent plus de pierres à entasser l'une sur l'autre, se livrèrent bataille et ne songèrent plus qu'à s'entre-tuer. Trois seulement survécurent, un père et ses deux fils. Les enfans entreprirent d'élever un pic aigu qui devait monter jusqu'au ciel. Le père employa ses loisirs à couper l'île en deux; il ouvrit

d'abord le canal qui forme aujourd'hui le port de Métalélim : les deux roches qui divisent la passe lui servaient à poser au-dessus de l'eau ses larges pieds. Quand il eut poussé ses travaux jusqu'au fond de la baie, il voulut faire passer son canal à travers la montagne qu'édifiaient péniblement ses fils. Chacun d'eux s'obstinant à défendre son œuvre, une lutte dénaturée s'ensuivit, et la race des géans disparut. En ce moment débarquaient sur la plage de Métalélim cinquante hommes qu'une pirogue amenait de lointains rivages. Ils contemplèrent avec effroi les travaux gigantesques de leurs devanciers, et bâtirent leurs huttes de paille sur le bord de la mer. Ce fut d'eux que sortirent les cinq tribus de Pounipet.

Ainsi se conservent à quelques lieues d'Oualan les traditions de deux migrations distinctes. La première a érigé les monumens que Cook et Lapérouse ont observés dans l'île de Pâques, qu'Anson et les officiers de *l'Uranie* ont admirés aux Mariannes, que l'on retrouve à Pounipet, sur les points les plus étrangers l'un à l'autre de l'Océanie, et jusque dans l'île oublieuse que nous étions venus visiter. — A cette race industrieuse ont succédé des colonies nouvelles : ces derniers émigrans semblent n'avoir connu que les premiers rudimens de la civilisation. Leurs prédécesseurs, si on les jugeait à leurs œuvres, auraient apporté avec eux les arts et les besoins d'une vie sociale beaucoup plus avancée.

Ce que les officiers de *la Danaïde* purent entrevoir des idées religieuses des habitans de Pounipet pendant leur séjour dans l'île indiquait un peuple doux et paisible. Point de ces sacrifices humains ni de ces mutilations sanglantes par lesquels tant d'autres peuplades de l'Océanie s'imaginent rendre hommage à la Divinité. Chaque habitant semble avoir choisi sa déité protectrice. Pour les uns, le pigeon est l'objet d'un culte superstitieux; pour les autres, c'est, comme à Oualan, la murène. Ils entourent ces dieux de leur choix d'un respect inviolable. Tout Indien coupable d'un meurtre sacrilége, quand bien même ce meurtre serait involontaire, doit fuir de sa tribu. Un culte aussi simple ne demande ni temples ni ministres. Les tribus de Pounipet ont cependant des hommes habiles à lire dans l'avenir et à converser avec les esprits. Le pouvoir mystérieux qu'on leur attribue donne à ces thaumaturges une considération et une puissance à peine inférieures à celles des chefs. Dans toutes les cérémonies importantes, ils sont invariablement appelés à jouer un rôle. Leur place est marquée dans les fêtes, et la première coupe de *kawa* est pour eux. C'est surtout à guérir les malades que leur savoir s'applique. Si l'on veut chercher dans l'étude des superstitions populaires le berceau des nations dispersées sur la surface du globe, on ne reconnaîtra pas sans une certaine surprise dans les pratiques

médicales de ces sorciers polynésiens les procédés des bonzes chinois et ceux des magiciens mongols. Dès qu'un Indien se plaint d'être malade, ses parens s'empressent d'appeler à son aide le grand médecin de la tribu. Le mal est-il léger, il suffit des infusions que le médecin ordonne; mais si le cas est grave, il faut avoir recours aux moyens surnaturels. Il existe dans l'île de Pounipet des sommets sacrés près desquels les Indiens ne s'aventurent jamais; c'est sur ces hauts lieux que l'âme du malade s'est enfuie. Il faut la contraindre à revenir animer le corps qu'elle a déserté. Il importe surtout de ne pas perdre un instant, car des ailes gigantesques qui croissent à vue d'œil vont, si l'on ne se hâte, emporter dans les cieux cette âme vagabonde. Le médecin se met donc en route; il ose gravir la montagne. — S'il réussit à saisir l'âme qu'il est venu chercher, il l'enferme soigneusement dans une noix de coco, et, à son retour, la verse avec le lait sur la tête du malade. Trop souvent, hélas! l'âme a quitté la terre, elle est partie : le médecin l'a vue qui volait battant l'air de ses noires membranes. Où ses ailes, — question difficile à résoudre! — l'auront-elles portée? « Elle est allée bien loin, répondent les naturels, bien loin d'ici! Les âmes qui l'ont précédée l'attendent pour la recevoir et lui faire les honneurs de ce nouveau séjour. Il faut les prier; il faut préparer au parent que l'on pleure un bienveillant accueil, il faut dire quelles étaient ses vertus, sa bonté, son courage, afin que les morts se réjouissent du compagnon que la terre leur envoie. C'est pourquoi les vassaux, les amis, les parens, doivent se réunir souvent sur la tombe du défunt pour célébrer ses louanges et pour chanter ensemble de longs hymnes de deuil. » A ces naïfs discours, qui ne croirait reconnaître les vieux enfans des steppes de l'Asie, les honnêtes et crédules Mongols, sous la tente desquels ont si longtemps vécu nos deux héroïques missionnaires le père Huc et le père Gabet?

J'avais pressenti l'intérêt qui devait s'attacher à la théodicée mystique des Carolins; mais ce n'est pas le roi George qui pouvait satisfaire ma curiosité sur cette question. Nous nous entendions mieux quand nous parlions des ressources agricoles de son île. Le roi George était fier à juste titre de la merveilleuse fécondité de ses états, et, comme s'il eût voulu m'en éblouir, il ne cessait de me la vanter. Après sa seconde visite à bord de la corvette, il avait convoqué tous les chefs dans la case commune : il leur avait raconté les splendeurs de *la Bayonnaise*, il leur avait en même temps fait sentir qu'il convenait de mettre leur souverain en état de reconnaître l'accueil et les présens qu'il avait reçus de ces redoutables étrangers. Bientôt en effet des pirogues chargées de taros, de fruits de l'arbre à pain, d'ignames, de cannes à sucre et de noix de coco vinrent inonder

le pont de la corvette des libéralités du roi George. Je voulus protester, exposer à ce trop généreux prince que par de pareilles largesses il finirait par affamer son île : il sourit de mes craintes, et compta sur ses doigts dix espèces de racines qui pouvaient au besoin suppléer les fruits de l'arbre à pain et ceux du cocotier. La canne à sucre était la seule rareté de l'île, la seule propriété qui parût soumise au *tabou*. A toutes ces richesses je voulus ajouter, pour les années d'ouragan, de nouvelles ressources : j'offris au roi un panier de pommes de terre, deux ou trois sacs de riz de montagne et un baril de haricots de Canton. Je doute, hélas! malgré les promesses réitérées qui me furent faites, que jamais ces semences aient été confiées à la terre : les naturels d'Oualan sont incapables d'accorder une pensée à l'avenir; pour eux, le jour présent compose toute la vie, ils ont l'insouciance des enfans et cèdent sans effort à la mollesse qu'inspire le climat énervant des tropiques. La recherche d'une jouissance nouvelle ne vaut pas à leurs yeux les fatigues au prix desquelles il faudrait l'obtenir. Les animaux qui leur ont été laissés à diverses reprises par les baleiniers ont depuis longtemps recouvré leur indépendance : les cochons courent les bois, les poules abandonnées vivent à l'état sauvage. Avec les magnifiques pigeons à gorge d'opale et de rubis qui remplissent les forêts de l'île, ces poules nous offraient une chasse à la fois abondante et facile : c'est assurément un des gibiers les plus délicats qu'aient savouré nos palais cosmopolites. Les poules sauvages d'Oualan ne le cèdent en rien, pour le goût et pour le fumet, aux faisans d'Europe.

L'objet de notre mission cependant était rempli; il ne nous fallait plus qu'une circonstance favorable pour sortir du port. Des baleiniers y avaient été arrêtés des mois entiers, et ces navires avaient pris le parti de ne plus mouiller que dans la baie située sous le vent de l'île, celle dans laquelle M. Duperrey avait jeté l'ancre et qu'il avait nommée du nom de son bâtiment. Dans le havre Chabrol, la brise qui souffle quelquefois de terre pendant la nuit vient mourir à l'entrée de la rade. On trouve dans la passe une mer toujours sourdement agitée, en dehors des récifs un abîme sans fond. Nous ne devions donc songer à franchir ce canal resserré entre deux brisans ni à l'aide de nos câbles, ni avec le secours insuffisant de nos embarcations; le vent seul pouvait nous fournir le moyen de gagner la pleine mer. Ce qu'il y avait de plus grave peut-être dans cette situation, c'est que toute tentative faite pour en sortir devait être couronnée de succès, sous peine d'amener un résultat funeste. Un navire baleinier d'un faible tonnage pouvait bien, s'il manquait de sortir, tourner sur ses talons et rentrer dans le port; mais une pareille manœuvre était à peu près interdite à *la Bayonnaise*. Avec quelle impatience nos re-

gards suivaient dans le ciel la marche des gros nuages que les vents alisés chassaient toujours devant eux! avec quelle anxiété, abusés par une bouffée trompeuse, nous allions dans la passe observer la direction de la brise! Le roi George nous promettait quelques heures de vent plus propice pour le jour de la pleine lune. Épiant cet instant favorable, si nous descendions sur la côte, nous osions à peine perdre la corvette de vue; mais sans dépasser les limites de la baie, nous trouvions de majestueux ombrages sous lesquels nous pouvions, pendant des journées entières, promener nos ennuis. Le figuier des banians, avec la forêt de racines qui pendent comme une chevelure de ses longs rameaux, couvrait d'un abri touffu le sol sablonneux sur lequel croissaient pêle-mêle les arums et les pandanus. Le *barringtonia*, au feuillage dur et sombre comme celui du laurier, répandait sur la terre ses milliers de fruits pareils à la mitre d'un évêque, qu'on voyait germer de toutes parts et pousser vers le ciel d'innombrables rejetons. A quelques pas du bord de la mer, toute trace de sentier disparaissait. La forêt vierge avec ses branches entrelacées, ses troncs serrés l'un contre l'autre, s'étendait jusqu'au sommet des montagnes. Il fallait renoncer à percer ces dédales inextricables. Les insulaires qui n'avaient pu trouver place sur l'île Lélé occupaient le rivage de la grande île. Ils cultivaient sans effort quelques racines nutritives ou des cannes à sucre, et vivaient du produit de leurs cocotiers. Quelques-uns, n'ayant pour tout vêtement que le *maro* indigène, nous rappelaient le beau type carolin que nous avions admiré à Guam (1); c'était la même perfection de formes, la même pureté de lignes respirant à la fois la vigueur et la souplesse : c'est ainsi que l'homme dut sortir des mains du créateur. Un statuaire n'eût pu se lasser de contempler ces sauvages dans le calme de leurs poses, dans la noblesse innée de leurs attitudes : c'était l'idéal de la sculpture, la beauté mâle et forte devinée quelquefois par le génie. A côté de ces hommes que n'avait point atteints la lèpre héréditaire, fatal présent de la civilisation, se montraient des cadavres vivans, lentement rongés par d'affreux ulcères. Le regard se détournait de ces malheureux, qui semblaient supporter avec une résignation apathique le fléau qui les dévorait; c'était un hideux spectacle, qui ne pouvait manquer d'exciter dans nos cœurs une profonde compassion. Par quels crimes cette race innocente a-t-elle pu mériter la colère céleste? On s'est ému du sort des populations de la côte d'Afrique; les peuples de l'Océanie devraient, à plus de titres encore, éveiller les élans de notre sympathie. On ignore peut-être en Europe de quels affreux désordres, de quelles criminelles violences

(1) Voyez la livraison du 15 janvier 1852.

les archipels de la Polynésie sont devenus le théâtre. Les *convicts* de Sydney, les déserteurs des navires baleiniers ont infesté ces îles; ils ont associé des populations douces et inoffensives à leurs odieux excès et à leurs sanglantes querelles : ils les en ont rendues victimes. Des tribus ont été massacrées; des navires sont venus enlever des cargaisons de tripang et de nacre le mousquet à la main; des exécutions sommaires ont eu lieu; le plus chétif Européen s'est arrogé le droit de haute et basse justice sur des peuples sans défense, et toute une génération de flibustiers, sous le nom de *frères de la côte*, a planté le drapeau d'une ignoble tyrannie sur des archipels heureux et libres il y a moins d'un demi-siècle. On a dit non sans raison que nos navires de guerre devraient se montrer plus souvent dans ces parages; j'ajoute que ce n'est point assez : les peuples polynésiens ne peuvent plus vivre que sous la tutelle de l'Europe; les ressorts de leur civilisation sont brisés aujourd'hui; ils ne sauraient plus être les naïfs sauvages que Cook nous a dépeints. Il faut les sauver du joug que des aventuriers sans mandat ont appesanti sur eux, il faut surtout les sauver des funestes passions qui les dévorent. Je souhaite ardemment, pour ma part, que la France ait son rôle dans cette œuvre providentielle; mais si des soins plus pressans doivent la détourner d'une pareille entreprise, j'appelle de mes vœux le protectorat de toute autre puissance : il n'en est point dont l'intervention, dans ces circonstances désespérées, ne puisse être utile et tutélaire.

On n'a pas oublié sans doute le temps où la France semblait avoir conçu le projet d'assurer à son commerce quelques points de refuge et de ravitaillement dans ces mers, où l'Angleterre, l'Espagne et la Hollande s'étaient déjà emparées de toutes les positions importantes. L'île Oualan, explorée pour la première fois par un navire français, eût pu trouver place dans un système qui tendait moins à créer des colonies agricoles qu'à poser quelques jalons sur les grandes routes commerciales du globe. Cette île, que l'équipage d'un navire de guerre eût facilement tenue en respect, eût admirablement relié Taïti, Basilan et Mayotte. Je ne connais point de prétentions qui eussent pu, dans ce cas, prévaloir sur les nôtres. Notre action bienfaisante se fût étendue sur trois archipels. Les îles Carolines, les îles Gilbert et les îles Marshall auraient vu de meilleurs jours à l'ombre de notre pavillon, et peut-être le commerce du tripang, de la nacre et de l'écaille de tortue eût-il récompensé par d'importans profits la pensée généreuse qui aurait décidé notre occupation. Ce système d'expansion fut ruiné dès sa naissance par les embarras dont le protectorat de Taïti devint la source; une nouvelle situation politique pourrait ouvrir à la France de nouveaux horizons. Si jamais le monde européen fait enfin trêve à ses stériles querelles, il n'entrera sans

doute dans la pensée de personne d'enfermer notre action dans les étroites limites de la Méditerranée. Ce jour-là, je demande qu'on n'oublie point l'archipel si intéressant des Carolines.

En dépit de l'attrait que devait nous inspirer cette phase toute nouvelle de notre campagne, nous ne pouvions nous empêcher de maudire les délais qui nous retenaient à Oualan. Le 28 mars enfin, une légère brise d'ouest s'éleva du fond de la baie. J'allai immédiatement dans ma baleinière observer quel vent soufflait dans la passe. La houle était à peu près tombée, et en dehors des récifs la brise variait du nord-nord-est au nord-est. C'était un moment précieux à saisir. En quelques minutes, nous fûmes sous voiles; nos quatre embarcations nous remorquaient avec ardeur, et la marée nous était favorable. C'est ainsi que nous nous engageâmes dans la passe. Un instant la brise nous manqua complétement, nos huniers s'affaissèrent lourdement le long des mâts. La marée et l'effort de nos canots nous soutenaient à peine contre la houle. Tout à coup la brise qui régnait au large frappe nos voiles hautes, nos vergues sont rapidement orientées, et la corvette s'élance en avant; mais sa proue est tournée vers le récif du sud. La vague déferle en mugissant sur ce banc de madrépores dont nous nous sommes déjà rapprochés. Toutes les manœuvres que l'on pouvait exécuter sont faites; il faut en attendre le résultat. Un profond silence règne à bord de *la Bayonnaise*. Notre inquiétude est déjà dissipée : la corvette s'est rangée au vent, et, comme un dauphin qui fend l'onde, elle plonge gaiement sa proue dans l'écume qu'elle soulève. Les derniers écueils sont bientôt derrière nous, et nous voguons sans crainte sur une mer profonde.

Notre traversée de retour fut aussi rapide que notre voyage de Manille à Oualan avait été pénible et contrarié. Quelques jours après notre départ, nous passions entre les îles de Rota et de Guam, nous coupions la chaîne des Bashis le 12 avril, et le 17 nous jetions l'ancre sur la rade de Macao.

II.

Pendant les trois mois que nous avions employés à parcourir l'Océan Pacifique, une date mémorable prenait place dans les annales du Céleste Empire. Les premiers Chinois qui montèrent à bord de *la Bayonnaise* nous étonnèrent par l'apparence insolite de leur crâne; le rasoir avait respecté leurs cheveux depuis plus d'un mois. La dynastie tartare était-elle donc descendue du trône? Les fils de Han se préparaient-ils à reprendre cette antique coiffure dont le sabre des Mantchoux avait exigé le sacrifice, et dont on ne trouvait

plus la trace que sur les vieux vases de porcelaine? Non, l'empire n'avait pas changé de maîtres; mais les Chinois portaient le deuil de leur père. Après trente années de règne, le fils de Kia-king, le petit-fils du glorieux Kien-long, avait rejoint dans la tombe les cinq souverains de la dynastie mantchoue, laissant à son successeur un empire ébranlé et un avenir plein d'incertitudes.

L'empereur Tao-kouang, avant de mourir, avait désigné pour lui succéder le quatrième de ses fils, qui prit en montant sur le trône le nom de Y-shing. Ce prince était issu d'une femme tartare, car, suivant les lois de la dynastie Taï-tsing, les descendans des femmes chinoises ne peuvent avoir de droits à la couronne. L'avénement du nouveau souverain ne fut marqué par aucune réforme. Le respect que les princes, comme les moindres sujets du Céleste Empire, sont tenus de montrer pour la mémoire paternelle interdit, pendant une année au moins, à l'héritier du trône tout acte qui pourrait sembler une censure de la politique suivie par son prédécesseur. Bientôt cependant des rumeurs, accueillies par les uns, repoussées comme invraisemblables par les autres, annoncèrent aux habitans de Canton qu'une conspiration avait été ourdie par un des frères du vieil empereur, et qu'avec l'assistance de Lin, mandarin bien connu par ses tendances rétrogrades, cet oncle rebelle avait réussi à enlever le trône et la vie à son neveu. C'est alors qu'on put juger de la parfaite indifférence des populations de l'empire pour ce qui pouvait se passer à Pe-king. Ces bruits, qui eussent ému si profondément une nation moins habituée à considérer la suprême puissance comme le couronnement indispensable de l'édifice social et son action tutélaire comme indépendante de la personne du souverain, éveillèrent à peine l'attention des Cantonais. On les vit vaquer à leurs affaires avec le même calme et la même patience laborieuse que par le passé. Ils laissèrent les Européens mettre tout à leur gré les deux nationalités en présence et se figurer les Chinois, sous la conduite du vieux Lin, prêts à s'élancer contre les Mantchoux, à la tête desquels venait se placer naturellement le Tartare Ki-ing. Pour eux, ils continuèrent à cultiver leurs champs, à régler leurs comptes, à vendre leurs denrées, comme si les troubles du nord ne les eussent touchés en aucune façon. L'œil le plus pénétrant n'eût pu distinguer à cette époque le moindre symptôme d'agitation dans une province que l'on a toujours signalée à bon droit comme la plus turbulente du Céleste Empire. Je fus profondément frappé de cette apathie, et j'y crus reconnaître une des causes qui entravent le plus énergiquement en Chine le progrès des révolutions. Je compris combien les mécontens, s'ils osaient arborer la bannière de la révolte, auraient de peine à passionner le peuple et à éveiller son zèle pour des projets étrangers en réalité à ses inté-

rêts intimes, combien en un mot, dans une société où chacun vivait de son labeur, où les priviléges héréditaires étaient inconnus, il faudrait que l'administration commît de fautes et d'excès pour soulever contre elle l'indignation publique. Le gouverneur de Hong-kong voulut cependant être fixé sur le degré de confiance qu'il devait accorder à ces vagues rumeurs. Il expédia dans le golfe de Pe-tche-li son secrétaire, M. Johnstone, qui s'embarqua sur le navire à vapeur le *Reynard*. La mission de M. Johnstone avait, dit-on, pour but ostensible de complimenter le jeune empereur sur son avénement au trône, pour objet réel de solliciter l'ouverture d'un nouveau port plus rapproché que Shang-hai de Tien-tsin. Cette tentative de M. Bonham pour engager une correspondance directe avec la cour de Pe-king n'obtint même pas du gouvernement chinois l'honneur d'une réponse.

Il faudrait avoir des siècles devant soi pour pouvoir se flatter de voir aboutir la moindre affaire dans l'extrême Orient. Tout marche à cette extrémité du monde avec une lenteur incroyable. Depuis notre arrivée sur les côtes de Chine, au mois de janvier 1848, nous n'avions cessé de nous croire à la veille d'une crise décisive. Les mois s'étaient écoulés, les complications s'étaient évanouies, et le Céleste Empire avait continué à se mouvoir dans son orbe accoutumé. Un nouveau règne pouvait nous promettre l'intérêt d'une phase encore inconnue : les tendances libérales d'un réformateur allaient enfin triompher, si l'on en croyait certaines imaginations enthousiastes; c'était au contraire le rapide déclin de l'empire qui devait, suivant une version plus probable, signaler l'avénement d'un nouvel Augustule. Toutes ces prédictions nous trouvèrent incrédules ou indifférens. D'autres pensées occupaient déjà notre esprit, car nous venions de recevoir l'ordre de déposer entre les mains de M. Forth-Rouen les archives de la station et d'opérer notre retour en France en doublant le cap Horn, après avoir touché aux îles Sandwich et à Taïti.

Je n'essaierai point de retracer la joie que cette nouvelle répandit à bord de la corvette. Les deux mers qui nous séparaient des rivages de l'Europe n'étaient plus à nos yeux qu'un détroit à franchir. Il nous semblait que le jour où nous aurions quitté la rade de Macao, l'espace allait s'effacer rapidement devant nous. Une station dont on ignore le terme, c'est presqu'un exil : dès qu'on nous ouvrait le chemin du port, nous n'étions plus des exilés; nous redevenions de joyeux et confians voyageurs.

Nos préparatifs de départ furent bientôt terminés; mais nous voulûmes visiter une dernière fois Hong-kong et Canton. Notre première visite à Hong-kong avait eu lieu sous les auspices du brave commandant Lapierre. Nous avions dû nous montrer touchés à cette époque de l'éminent service que la marine britannique venait de rendre sur

les côtes de la Corée aux naufragés de *la Gloire* et de *la Victorieuse* et des égards dont elle avait su entourer cet honorable malheur. Une pareille circonstance devait assurer l'avenir de nos relations avec les autorités et les principaux habitans de la colonie anglaise. L'annonce de la révolution de février nous avait inspiré, il est vrai, quelques doutes sur le maintien de la paix européenne, et nous avait commandé une légitime défiance. Quand la marche des événemens nous permit de renouer des rapports un instant interrompus, les Anglais eurent le bon esprit de ne témoigner aucun ressentiment d'une conduite qu'ils n'eussent point manqué en pareille circonstance d'imiter, et qu'ils avaient franchement déclarée *sailor-like*, ce qui, pour des Anglais, est tout dire. Je me trouvai heureux, pour ma part, de pouvoir, avant de quitter les côtes de Chine, prendre congé d'officiers que j'estimais, et dont j'avais admiré les intrépides manœuvres dans le golfe du Tong-king et dans le canal des Jonques; mais ce fut surtout aux négocians américains qui nous avaient témoigné une si généreuse sympathie pendant cette crise difficile, que j'éprouvais le besoin de parler de ma reconnaissance. M. Forbes était parti depuis près d'une année pour les États-Unis; ses compatriotes étaient devenus les miens : je les vis presque tous à Canton, et j'échangeai avec eux les vœux les plus sincères. Puisse leur honorable et persévérante industrie prospérer sur ces lointains rivages! Puissent leurs efforts servir d'exemple aux nôtres, et le *hong* français être en état de rendre un jour à la marine américaine ce que la maison Russell et Sturgis a fait tant de fois pour la marine française!

Le 4 mai 1850 devait être le dernier jour que nous passerions sur la rade de Macao. C'était une magnifique journée de printemps, tiède et sereine. Une légère brise de sud ridait à peine la surface de la baie. Nos amis nous avaient accompagnés jusqu'à bord, et dans ce moment si longtemps attendu, si impatiemment désiré, je ne sais quelle secrète émotion venait attrister notre départ. Nos voiles cependant frémissaient impatientes au haut des mâts; la marée nous pressait de partir; nous donnâmes le signal. Un effort vigoureux arracha l'ancre de la vase épaisse dans laquelle elle était enfoncée, et *la Bayonnaise*, s'inclinant gracieusement sous ses huniers, s'élança vers le canal que nous devions franchir pour gagner la haute mer.

Notre fidèle *comprador*, Ayo, n'attendait que ce moment. Il était déjà descendu dans son bateau, et surveillait d'un œil attentif nos manœuvres. Quand il vit *la Bayonnaise* tourner sur elle-même, il fit faire volte-face à sa barque, qui, sous ses deux voiles de nattes, se jouait depuis quelques minutes autour de la corvette, et à l'instant une explosion formidable de pétards se fit entendre. De longues guirlandes d'artifices, qui pendaient du haut de chaque mât, éclatèrent

l'une après l'autre comme une fusillade; le gong déchira l'air de son aigre tocsin, et Ayo, souriant au milieu de cette pluie de feu, calme au milieu de ce vacarme, nous adressa de la main ses derniers *tchin-tchins*. Peu à peu le bruit s'éteignit, la fumée se dissipa, et le plus honnête Chinois que nous eussions connu fit voile vers Macao.

Les navires de guerre qui, venus en Chine par le cap de Bonne-Espérance, avaient reçu, comme *la Bayonnaise*, l'ordre de doubler le cap Horn pour rentrer en Europe, avaient suivi une route bien différente de celle qui nous était tracée. Ils avaient tous passé au sud de la Nouvelle-Hollande ou de la terre de Van-Diémen. Pour nous, qui avions la mission de toucher aux îles Sandwich, c'était dans les régions moyennes de l'hémisphère septentrional, par 34 ou 35 degrés de latitude, que nous devions aller chercher les vents variables. Nous ne pûmes atteindre le passage des Bashis qu'après plusieurs jours d'une laborieuse navigation. Des calmes d'abord, puis bientôt de violens vents d'est retardèrent notre marche. Enfin, le 16 mai dans la soirée, nous parvînmes à sortir de la mer de Chine. Notre manœuvre ne pouvait plus être douteuse. Il fallait nous hâter de gagner les côtes du Japon. C'était là que nous attendaient probablement les vents d'ouest. Nous savions que nous allions traverser des parages peu connus; mais nous étions loin de nous promettre l'émotion d'une découverte.

Le 31 mai, vers quatre heures du matin, nous n'étions plus qu'à quatre-vingts lieues environ de Jédo, cette immense capitale d'un mystérieux empire, quand on vint m'annoncer qu'on croyait apercevoir la terre devant nous. Cette nouvelle était loin de cadrer avec mes calculs, et je crus à une illusion. Je montai cependant sur le pont, et je vis en effet, à quelques milles de la corvette, cinq ou six sommets aigus autour desquels paraissaient voler des milliers d'oiseaux. Je refis mes calculs, je consultai la carte; il n'y avait plus à en douter, nous avions découvert une île. Comme de vieux époux qui ont longtemps attendu un héritier et dont le ciel couronne enfin les vœux, nous nous trouvions pris au dépourvu; nous n'avions pas de nom préparé pour l'enfant que nous envoyait la Providence. Fallait-il l'appeler l'île de *la Bayonnaise?* Fallait-il attacher à sa venue en ce monde un souvenir emprunté aux péripéties de notre campagne? La brise était fraîche, et nous approchions rapidement de notre île. Ses sommets cependant tardaient bien à grandir. Les premiers rayons du soleil portèrent un coup fatal à nos illusions. C'était l'éternelle histoire des bâtons flottans. Notre île n'était qu'une longue chaîne de roches, dont le sommet le plus élevé avait à peine six mètres de hauteur. Nous pouvions remercier le ciel que la nuit n'eût

pas été plus noire, car nous eussions couru le risque d'aller nous briser sur cette terre inconnue. Nous en passâmes aussi près que la prudence pouvait nous le permettre, et quand nous eûmes constaté que ce n'était qu'un misérable écueil, nous refusâmes de lui donner le nom de notre corvette. Nous l'inscrivîmes sur la carte de l'Océan Pacifique avec cette désignation dédaigneuse : *Île vue par la Bayonnaise le* 31 *mai* 1850, *par* 32° 0′ 41″ *de latitude nord et* 137° 39′ 12″ *de longitude est.*

Dès que nous eûmes doublé les côtes du Japon, nous trouvâmes de longs jours, un air frais et vivifiant, des brises qui nous faisaient faire des enjambées de quatre-vingts lieues d'un midi à l'autre. Nous eûmes soin de nous maintenir dans des parages si favorables, et nous ne redescendîmes vers le sud qu'après avoir dépassé le méridien des îles Sandwich. En approchant du tropique du Cancer, les vents alisés enflèrent de nouveau nos voiles. Le 29 juin 1850, nous étions mouillés sur la rade extérieure d'Honoloulou.

III.

J'ai souvent essayé de dégager, de toutes les controverses dont les peuples de l'Océan Pacifique sont devenus l'objet, un système qui pût rattacher leur existence à celle des deux grandes races orientales que sépare une ligne de démarcation bien tranchée. Si mon hypothèse pouvait être admise, la race noire et la race mongole auraient, par leur mélange, donné naissance aux populations de la Malaisie. Au sud de l'équateur, de la terre des Papous jusqu'aux Nouvelles-Hébrides, la première de ces races se présenterait encore dans toute sa pureté. Les peuples de la Polynésie proprement dite ne seraient au contraire que des colonies mongoles. Comment les fils de Sem se sont-ils répandus des îles Sandwich aux côtes de la Nouvelle-Zélande? Comment ont-ils peuplé le groupe des Carolines et l'archipel des Pomotou, les îles Tonga et les îles Marquises? C'est une question que je n'essaierai point de résoudre; mais rien ne me semble plus propre à expliquer la conformité de mœurs, de langage et de caractères physiques des diverses tribus polynésiennes, que l'idée de deux races s'épanchant sur la surface des mers aussi loin que les vents peuvent les porter, s'arrêtant, — la première, avec la mousson d'ouest, au groupe des îles Viti, — la seconde, avec les tempêtes de l'hémisphère nord, aux côtes du continent américain ou aux rivages des îles Sandwich. Quand nous débarquâmes à Honoloulou, ma première impression confirma l'hypothèse qui m'avait séduit. Je crus me retrouver au milieu des Carolins de l'île Oualan.

Les Polynésiens ne composent donc qu'un seul peuple à mes yeux. A peu d'exceptions près, les mêmes destinées les attendent, et la transformation qu'ils subissent, — aux îles Sandwich sous la direction des missionnaires américains, à Taïti sous l'influence de la domination française, — mérite d'autant plus d'être étudiée, qu'il s'agit sans aucun doute de fixer, dans un avenir peu éloigné, la condition future de cette intéressante portion de l'humanité.

Il faut distinguer deux sortes d'îles dans la Polynésie : les unes, comme l'écume d'une fournaise ardente, ont jailli du fond de l'océan, pour élever jusqu'aux cieux leurs sommets sillonnés par la lave; les autres, couronnées par les travaux des madrépores, ont à peine dépassé le niveau de la mer. Les vents et les oiseaux y ont apporté quelques graines, les flots ont jeté sur leurs rives quelques noix de cocos, et sur ce récif, dont la végétation avait fait une île, la vague est venue plus tard déposer des habitans. Ces îles basses sont de véritables camps de pêcheurs. Leur territoire n'offre aucune prise à la culture. Ce n'est point à cette formation incomplète qu'appartiennent les îles Sandwich. L'archipel découvert par Cook en 1778 n'a rien de commun avec la longue chaîne des Pomotou ni avec les îles à demi submergées du groupe des Carolines. Les îles Sandwich, au nombre de dix, peuvent être comparées aux Açores ou aux Canaries. Situées par 20 degrés environ de latitude nord, elles se trouvent sur le passage des navires que les vents alisés conduisent des ports de la Californie aux côtes méridionales du Céleste Empire. Les quatre îles les plus importantes de ce groupe ont reçu de leurs premiers habitans les noms d'Hawaii, de Mawi, de Wahou et de Taouaï. Hawaii est la plus grande de ces quatre îles; mais Wahou, qui possède un excellent port, est devenu le centre commercial de l'archipel. Les baleiniers viennent s'y ravitailler avant de pénétrer dans la mer d'Ochotzk ou dans le détroit de Behring, et la ville d'Honoloulou, qui leur doit sa prospérité, est aujourd'hui la première ville de la Polynésie. Bien que la superficie totale des îles Sandwich soit peu inférieure à celle de la Sicile ou de la Sardaigne, la population de cet archipel ne paraît guère dépasser cent ou cent vingt mille âmes. Sur un territoire sept fois moindre, l'île Majorque, dans la Méditerranée, offre deux fois plus d'habitans. C'est qu'aux Sandwich les naturels ne se sont pas encore éloignés des bords de la mer. L'intérieur des îles est presque entièrement inculte et dépeuplé. Comme dans toutes les contrées d'origine volcanique, le sol des Sandwich est profondément découpé. Des cratères éteints ou prêts à vomir sur la plaine leur feu qui sommeille, des vallées encaissées entre deux murailles de lave, de hautes chaînes de montagnes brusquement interrompues par des précipices, tel est l'aspect général de ces îles, où l'on

rencontre, suivant la hauteur à laquelle on s'élève, la même diversité de climats qu'à Java ou aux Philippines.

Il est généralement admis aujourd'hui que les Espagnols avaient eu connaissance des îles Sandwich avant le capitaine Cook; mais ce grand navigateur est le premier qui ait appris à l'Europe l'existence d'un archipel auquel il imposa le nom d'un des lords de l'amirauté britannique. Son navire apparut un matin, aux naturels de Taouai, *comme une forêt flottante*, et l'archipel des Sandwich, pléiade égarée qui avait échappé pendant bien des siècles à une attraction fatale, se trouva ramené, par cette découverte, dans le tourbillon général de l'univers. Il serait difficile d'apprécier le degré de civilisation qu'avaient atteint les premiers colons de la Polynésie avant que le hasard des flots les séparât du reste de l'humanité; je serais porté à croire cependant qu'ils apportèrent avec eux dans ces solitudes les germes d'une hiérarchie sociale que la force seule n'eût point suffi à fonder. De temps immémorial, il avait existé aux Sandwich une distinction profonde entre la classe des chefs et la classe inférieure. Adorés pendant leur vie, les chefs étaient déifiés après leur mort. La terre et l'océan étaient leur propriété. Le peuple n'avait d'autre mission que de servir et d'engraisser de son labeur cette race sacrée. Aussi pouvait-on reconnaître du premier coup d'œil un chef hawaïien à sa haute stature et à son embonpoint. L'archipel était divisé en plusieurs monarchies féodales. Le pouvoir du souverain, placé sous la protection des superstitions publiques, était sans limites. Une troupe de hiérophantes, dont les fonctions étaient héréditaires, prêtaient à ses volontés le secours de leurs artifices. Les interdictions qu'il avait prononcées étaient accueillies comme un arrêt des dieux, et nul ne pouvait les enfreindre sans encourir la peine capitale. Le *tabou* était donc la première loi de l'état; quelques-unes des prescriptions de ce code rigoureux enchaînaient à leur joug jusqu'au souverain lui-même. Ainsi, sous le chaume royal comme dans la plus humble cabane, les deux époux n'auraient jamais osé s'asseoir à la même table; les hommes et les femmes devaient prendre leur repas dans des appartemens séparés. Par un singulier abus de pouvoir, c'était surtout contre les femmes que s'était acharnée la législation du *tabou;* elle ne connaissait ni infractions légères ni châtimens gradués : en la violant, c'était la Divinité qu'on offensait. Il fallait s'attendre au dernier supplice, si l'on osait lancer une pirogue à la mer pendant l'un des jours interdits, si par le plus léger bruit on troublait la solennité des prières, si on laissait involontairement son ombre se projeter sur la personne du roi, si, lorsqu'on prononçait le nom du souverain dans une chanson, lorsqu'on rencontrait le serviteur qui lui portait son *maro,* on ne se proster-

nait point à l'instant jusqu'à terre. La peine de mort était prononcée contre les coupables dans de secrets conclaves et exécutée mystérieusement au milieu de la nuit. De hideux licteurs rôdaient dans les ténèbres, assommaient ou lapidaient les victimes qu'ils étaient parvenus à saisir, et traînaient ces horribles offrandes jusque sur les autels des dieux. On n'eût point édifié un nouveau temple sans le consacrer par quelques-uns de ces sanglans sacrifices.

Quels étaient donc ces dieux dont on courtisait ainsi la faveur? Les Hawaiiens reconnaissaient six divinités principales, purs esprits qui habitaient la région des nuages. Ils les honoraient sous la forme de grossières idoles et leur prêtaient les passions des chefs dont ils étaient habitués à vénérer les puérils et cruels caprices. Les habitans des Sandwich avaient, comme ceux des Carolines, une idée confuse de l'immortalité de l'âme : ils croyaient que les esprits des morts erraient pendant quelque temps autour de leurs cadavres, fantômes irrités qui fuyaient, au sein des antres les plus obscurs, la lumière du jour, et en sortaient, après le coucher du soleil, pour venir étrangler leurs ennemis. Ces fantômes prenaient enfin leur vol vers la région céleste qu'habitait Wakea, le père de la race hawaiienne. Un homme avait-il observé fidèlement pendant sa vie les rites religieux, respecté le *tabou*, offert aux jours voulus des prières et des sacrifices, son âme obtenait de rester dans ce séjour de félicité. L'âme des mécréans au contraire, impitoyablement chassée de cet asile, était poussée par une force invincible dans l'abîme. Ces notions religieuses, qui rappellent jusqu'à un certain point les superstitions bouddhiques, étaient étrangères à la masse du peuple. Dans l'asservissement où il vivait, le peuple n'avait guère le loisir d'égarer ses pensées au-delà de la tombe. Il laissait aux chefs et aux prêtres l'espoir d'une autre vie, et croyait à peine que de pareils soucis pussent le concerner.

L'arbre à pain et le cocotier sont les deux trésors de la Polynésie. Dans les îles où ces fruits spontanés abondent, les autres productions du sol sont un luxe à peu près superflu. Cependant aux îles Sandwich la subsistance des habitans n'eût point été assurée, s'ils n'eussent ajouté aux ressources insuffisantes de leurs côtes la culture du taro et de la patate douce. Le peuple avait donc à subir dans cet archipel, malgré la fécondité du sol et la beauté du climat, la dure loi du travail. Il lui fallait déchirer le sein de la terre et créer à l'entrée des vallées ou sur le penchant des collines des barrages destinés à rassembler les eaux qui doivent fertiliser la plaine. Ce n'était point cependant à ces soins agricoles que se bornaient les obligations de la classe inférieure. Avec ses haches de pierre, elle creusait patiemment dans de

larges troncs d'arbres les pirogues des chefs; elle en perçait les bordages à l'aide d'os humains lentement aiguisés, et les cousait ensuite l'un à l'autre avec les fils tordus du cocotier; elle tissait les mailles des grands filets de pêche, fabriquait les manteaux de plumes écarlates dont se paraient les rois dans les cérémonies religieuses, poursuivait au profit de ses maîtres le poisson sur les flots, l'oiseau des tropiques sur les montagnes, et fournissait les victimes humaines que l'on offrait aux dieux. L'arrivée des navires européens fut la source d'un nouveau labeur pour la population hawaïienne. Ce que les métaux précieux avaient été pour l'Amérique, le bois de sandal le fut pour les îles Sandwich. Ce funeste présent de la nature attira sur leurs rivages les trafiquans étrangers. Les boissons enivrantes, les étoffes de soie, le fer, les armes à feu, éveillèrent la cupidité des chefs, qui n'avaient pour payer ces trésors que le produit de leurs forêts. Dans l'espace de vingt ou trente ans, près de six mille tonneaux de bois de sandal furent exportés des îles Sandwich par les navires anglais ou américains, et vendus aux Chinois de Canton. Ce ne fut bientôt que dans les gorges les plus reculées et les plus sauvages, sur les sommets les plus inaccessibles, que l'on put rencontrer ces troncs aromatiques. Non moins pénible que le travail des mines, cette âpre exploitation des forêts n'eût point tardé à creuser le tombeau d'un peuple habitué à subir son fardeau sans murmure, si, par un bonheur providentiel, l'incurie et l'imprévoyance d'une génération n'eussent si complétement moissonné ce champ fatal, qu'elles n'y laissèrent rien à glaner pour les générations futures.

Le bois de sandal n'était point un appât qui pût mettre en péril l'indépendance des îles Sandwich, mais il contribua puissamment à hâter l'unité d'une monarchie indigène. Il joua, dans les destinées de ce chétif empire, le rôle que le coton a joué plus tard en Égypte. Ce fut ce produit, payé presque au poids de l'or par les habitans du territoire céleste, qui mit aux mains d'un chef entreprenant les armes avec lesquelles il parvint à dompter ses ennemis. En 1792, quand le capitaine Vancouver, — quatorze ans après Cook, six ans après Lapérouse, — visita l'archipel des Sandwich, Kamehameha régnait sur trois des districts d'Hawaii. Ce prince, dans lequel, — singulier effet de la promiscuité polynésienne, — deux souverains voulaient reconnaître leur fils, avait déjà livré de sanglantes batailles aux chefs qui avaient entrepris de contester ses droits à ce premier héritage. Ses armes étaient alors la massue de bois de fer et la lance garnie d'une double rangée de dents de requin. Kamehameha demanda au capitaine anglais des mousquets et de la poudre. Vancouver sut résister à ses importunités; mais le fils naturel du roi de

Mawi ne tarda point à trouver des capitaines moins scrupuleux; deux matelots européens qu'il avait retenus prisonniers combattirent à ses côtés et portèrent la terreur dans les rangs des indigènes. En 1796, l'archipel tout entier reconnaissait sa domination.

Kamehameha n'était point seulement un colosse dont la massue pouvait écraser la couronne sur la tête de ses compétiteurs; il possédait, avec les muscles de fer et les membres d'un géant, l'habileté cauteleuse et la subtilité tenace d'un homme qui avait dû gravir lentement les degrés du trône. Parvenu, à la suite de sept guerres sanglantes, au faîte de la puissance, il n'abusa point de son triomphe. Il sut contenir les ressentimens des vaincus par sa fermeté vigilante et rendre la paix au royaume par une judicieuse clémence. Il mourut dans son palais d'Hawaii, composé de six huttes de paille, le 8 mai 1819. Une femme qu'il avait associée depuis longtemps à ses plus secrets desseins, Kaahumanu, issue du vieux sang des chefs hawaiiens, fit monter sur le trône l'héritier dont les dernières volontés du souverain lui avaient confié la tutèle; mais elle se réserva la réalité du pouvoir.

Les coutumes primitives s'étaient maintenues presque sans altération durant le règne de Kamehameha. Le *tabou* était encore, dans cette partie de l'archipel polynésien, la base du gouvernement et la loi suprême. Déjà cependant l'Évangile avait été apporté par les missionnaires anglais à Taïti, et le bruit de ce grand changement était arrivé jusqu'aux îles Sandwich. Les récits des Hawaiiens qui commençaient à visiter les archipels de l'Océanie sur les navires baleiniers, les railleries des étrangers qui venaient chercher à Honoloulou du bois de sandal, ne pouvaient manquer de porter aux vieilles superstitions de sérieuses atteintes. Kaahumanu osa concevoir la pensée d'une révolution religieuse.

Quelques jours après la mort de Kamehameha, le nouveau souverain des Sandwich, Liholiho, avait revêtu la pourpre hawaiienne, le manteau de plumes que le peuple honorait encore comme l'insigne de la suprême puissance. En présence des chefs et des prêtres rassemblés pour cette cérémonie, Kaahumanu invita le jeune roi à violer le *tabou*. A cette proposition, Liholiho ne put s'empêcher de reculer d'effroi; mais le Rubicon était passé : Kaahumanu devait périr ou briser le joug qu'elle avait entrepris de secouer. Le souverain oublia dans l'ivresse ses scrupules et ses terreurs. Il viola le *tabou*, et le vieil édifice des rites hawaiiens s'écroula sous l'audace d'une femme.

Un chef releva l'étendard de l'idolâtrie. Il était jeune, courageux et rempli d'une sombre ferveur. Les prêtres l'entourèrent et lui promirent la couronne. A leur voix, une partie du peuple accourut sous

la bannière rebelle. Les deux armées se rencontrèrent dans une des plaines d'Havaii. La victoire fut longtemps disputée; le défenseur des dieux succomba enfin sous les coups des athées et des révolutionnaires. Le peuple se hâta de briser des idoles qui se montraient impuissantes à protéger leurs adorateurs. Toutefois ce scepticisme n'était qu'un premier pas vers des croyances nouvelles. Dépouillés de la foi de leurs pères, les naturels d'Hawaii subirent avec empressement le joug que leur apportèrent en 1820 les missionnaires des États-Unis. En quelques années, les îles Sandwich appartinrent au protestantisme. La conversion des principaux chefs et l'exemple tout-puissant de l'altière princesse qui avait la première osé violer le *tabou* amenèrent sur les bancs des écoles méthodistes des enfans et des femmes, des hommes dans la force de l'âge et des vieillards décrépits, troupeau d'aveugles habitués à marcher dans le sentier que choisissaient leurs maîtres. La Bible remplaça donc sans difficulté le *tabou*, et les commandemens de Dieu devinrent dans les îles Sandwich la base officielle de la morale publique. Peu de temps après, une constitution fut promulguée; les droits des chefs et les charges de la classe laborieuse furent minutieusement définis, l'administration de la justice fut régularisée, et chaque année, vers le mois d'avril, on vit s'ouvrir à Honoloulou l'assemblée dans laquelle les principaux chefs, assistés de sept députés élus par le peuple, étaient admis à discuter les lois et à voter l'impôt. A l'abri de cette fiction, les missionnaires concentrèrent dans leurs mains les pouvoirs politiques et exercèrent sur la population un empire absolu. Un grave incident vint cependant les troubler dans la jouissance de leur rapide conquête. Deux prêtres catholiques débarquèrent en 1827 à Honoloulou et comptèrent bientôt dans la classe inférieure de nombreux prosélytes. Les missionnaires protestans parurent oublier dans cette circonstance les principes que leurs coreligionnaires avaient tant de fois invoqués. Apôtres de la liberté religieuse, s'ils n'armèrent point eux-mêmes la persécution contre une église rivale, ils négligèrent d'arrêter le cours des plus odieuses violences, et laissèrent le pouvoir temporel devenir le champion d'une intolérante orthodoxie. Il fallut que le pavillon français intervînt dans cette querelle et que nos frégates se chargeassent d'obtenir pour les habitans des Sandwich le droit — qu'on leur contestait — d'adorer le Dieu des chrétiens selon le rite des États-Unis ou suivant celui de l'église française. Les missionnaires protestans avaient prédit qu'en brisant l'unité religieuse de la monarchie hawaiienne, on allait jeter dans ces îles paisibles le germe de graves désordres et de dangereuses commotions. L'événement ne justifia point leurs prophéties. Les Sandwich purent compter vingt-cinq mille catholiques,

sans que le successeur de Liholiho, le roi Kamehameha III, en fût moins solidement assis sur son trône, sans que les volontés de ses conseillers en fussent moins strictement obéies.

C'est une belle mission que celle qui attend nos navires dans ces mers lointaines, où on les voit trop rarement apparaître : ils n'y vont pas défendre les intérêts d'un étroit fanatisme; ils sont chargés d'y protéger les droits les plus sacrés de la conscience humaine et de réclamer pour l'humanité tout entière la liberté de choisir ses autels et de chercher son dieu. Tel était le devoir qui avait conduit à diverses époques devant Honoloulou les frégates *l'Artémise* et *la Vénus*, les corvettes *la Bonite* et *la Boussole*, *la Virginie* et *la Poursuivante*. *La Bayonnaise* venait à son tour jeter l'ancre à l'entrée de ce port. Nous n'avions plus ni réclamations à faire valoir, ni griefs à redresser. M. le contre-amiral Le Goarant, qui nous avait précédés de quelques mois, s'était amplement acquitté de ce soin. Nous venions rappeler au gouvernement des Sandwich que la France ne perdrait jamais de vue cet important archipel, et que, sérieusement attachée à son indépendance, elle ne souffrirait point qu'une domination étrangère vînt s'y établir sous le manteau de l'intolérance religieuse.

La Bayonnaise ne devait s'arrêter que quelques jours à Honoloulou, et nous vîmes arriver sans regret le terme fixé à notre mission. Des sentiers envahis par des flots de poussière, un peuple dans cet âge ingrat où les nations ont perdu la naïve élégance de leurs vieilles coutumes sans avoir eu le temps d'acquérir aucun des raffinemens de la civilisation, un gouvernement tremblant sous la férule des docteurs qu'il maudit et redoute, des trafiquans de tous les climats guettant de ce poste avancé l'occasion d'un voyage aux bords dorés de la Californie, telles étaient les séductions que la métropole des Sandwich pouvait nous offrir. Chaque matin, avant que le soleil eût rendu les quais poudreux d'Honoloulou et ses rues sans ombrage presque impraticables, nous venions débarquer au fond du canal qui serpente doucement entre deux longues chaînes de madrépores. Il était impossible de contempler sans intérêt l'activité de ce marché polynésien, dont les produits allaient incessamment s'échanger contre l'or du Nouveau-Monde. Des navires venant de San-Francisco, et prêts à repartir pour Hong-kong ou pour Calcutta, arrivaient à chaque instant sur la rade; d'autres se lançaient sous toutes voiles dans la passe étroite qui s'ouvre entre les coraux, et jetaient aux Kanaks rassemblés sur le récif une amarre qui servait à les traîner jusqu'au milieu du port. Si nous nous détournions vers les rues adjacentes, nous y trouvions encore le mouvement d'une grande ville et l'empreinte bizarre d'une civilisation naissante : de nombreux cavaliers se croisaient sur la chaussée avec d'intrépides amazones dont les

écharpes écarlates et les tresses de cheveux flottaient au vent. Ces hardies écuyères galopant à califourchon étaient, nous assuraient nos guides, des princesses ou des dames de haut lignage; les cavaliers qui leur souriaient familièrement ou qui se hâtaient de les saluer jusqu'à terre étaient les descendans des vieux guerriers de Kamehameha, des chefs dont les pères avaient vu les navires de Cook et de Lapérouse. La face osseuse et la peau rouge de ces fonctionnaires hawaiiens juraient étrangement avec leur costume exotique : on eût dit Lucifer vêtu en *gentleman* et prêt à s'insinuer sournoisement dans un prêche. Les fonctionnaires indigènes des Sandwich, dût l'ombre de Kamehameha en gémir, n'ont pas d'autre ambition que de copier servilement les habitudes de leurs pasteurs; ils s'appliquent à parler correctement l'anglais, devenu aux Sandwich la langue officielle et la langue commerciale; ils commandent la milice ou recueillent les impôts, font adroitement et patiemment leurs affaires, prennent du thé deux ou trois fois par jour, et lisent avec la gravité convenable la Bible ou le *Common prayers*, quand ils ne sont pas ivres.

Je ne voudrais point assurément méconnaître les bienfaits des missions protestantes : elles ont arrêté les peuples de l'Océanie sur le bord de l'abîme où cette race insouciante allait s'engloutir; mais, en étudiant le nouvel état social des îles Sandwich, je me rappelais involontairement l'Indien des Philippines heureux et libre encore sous le joug de la loi qu'il confesse, trouvant dans les cérémonies du culte le plus cher de ses délassemens, dans les croyances de sa foi naïve moins de sujets de découragement que d'espoir. Ni le zèle ni la ferveur n'ont manqué aux missionnaires des Sandwich; je crains qu'il ne leur ait manqué l'onction et l'indulgence. S'ils avaient fait un peuple heureux, j'applaudirais sans restriction à leur œuvre. Je me sens peu de sympathie pour la communauté maussade dont ils se sont contentés d'être les chefs.

IV.

Le 4 juillet 1850, nous quittâmes avec joie la rade d'Honoloulou. Nous n'avions plus qu'une île à visiter dans l'Océan Pacifique; mais cette île était Taïti. Située à huit cents lieues de l'archipel des Sandwich, entre le 17e et le 18e degré de latitude méridionale, la reine de l'Océanie, après vingt-huit jours de traversée, se montre enfin à nos regards. Ses sommets couronnés d'une verdure éternelle, ses rivages bordés de forêts de palmiers, au pied desquels le flot blanchissant vient mugir, n'ont pas trompé notre attente. Au milieu des pics qu'il domine, un piton plus hardi dessine sur l'azur du ciel cinq fleurons

de basalte; c'est le *Diadème*, dont le massif sépare la vallée de Papenoo de celle de Fataoua. Groupées autour de ce géant qui veille sur la vallée sainte, de nombreuses collines s'abaissent doucement vers la plage; la rive s'arrondit comme une coupe d'agate qu'un bras invisible élèverait au-dessus des flots; le récif qui la protége s'infléchit avec elle. L'œil suit complaisamment la mollesse de ces beaux contours et la frange d'écume qui les borde. Prêtez l'oreille, vous entendrez le bruit sourd de la vague qui vient se briser sur les madrépores et retombe incessamment dans l'abîme. Ne dirait-on pas l'aboiement irrité d'un cerbère, menace encore lointaine que le vent apporte au navire? N'approchez qu'avec précaution de ces bords enchantés; craignez l'écueil qui se cache sous ces eaux si bleues et en apparence si profondes. Attendez, pour serrer de plus près la côte, que vous ayez doublé la pointe Vénus et que les cocotiers de Matavaï balancent leur tête au-dessus du frais canal qu'ils ombragent. Ne cherchez point des yeux l'entrée du port, si une main amie ne vous la signale; vous essaieriez probablement en vain de la découvrir. Au milieu du tumulte des brisans, n'apercevez-vous pas ce sillon immobile où le calme des cieux se reflète? C'est la passe de Papeïti. Guidée par un pilote habile, *la Bayonnaise* s'engage sans crainte dans cette étroite coupure, anneau brisé de la chaîne qui entoure Taïti. Le vent d'une haleine plus fraîche a gonflé nos voiles; notre ancre tombe au centre d'un bassin limpide. A notre droite, se déploie la ville, composée d'un seul rang de maisons; notre poupe est tournée vers l'îlot de Motou-Outa.

Ce n'est pas dans ce port que vinrent aborder Wallis et Bougainville. Le havre de Papeïti n'était point encore découvert. Ces heureux navigateurs jetèrent l'ancre sur des rades moins sûres que celle qui venait de s'ouvrir pour *la Bayonnaise;* mais combien leurs sensations durent être plus vives et plus neuves que les nôtres! Un essaim de pirogues se jouait autour de leurs navires, des regards étonnés suivaient tous leurs mouvemens, un peuple simple et doux les accueillait comme des demi-dieux. Le sauvage et l'homme blanc étaient alors une merveille l'un pour l'autre. Les naturels de Taïti contemplaient avec une crainte respectueuse ces étrangers dont leur candeur s'exagérait la puissance; le marin comparait avec envie sa rude et pénible existence aux jouissances faciles, aux plaisirs sans labeur d'un peuple qui semblait n'avoir jamais connu ni la contrainte ni le travail. Cette société primitive subsistait, malgré ses imperfections, par l'absence des besoins et par l'ignorance presque absolue de la convoitise. L'arbre à pain et le cocotier, les forêts de *fëi* (bananier sauvage) portaient des fruits pour le peuple comme pour les plus grands chefs. La vie des Taïtiens était en réalité insouciante et facile.

Une température constamment égale et modérée, un sol plus fécond que celui des îles Sandwich, une mer plus poissonneuse, leur faisaient des conditions d'existence moins pénibles et moins laborieuses qu'aux habitans de ce grand archipel. Aussi la poésie, fille des doux loisirs, mêlait-elle quelquefois ses inspirations à leurs fêtes et son rhythme gracieux à leurs amours. Le bonheur des Taïtiens n'était fait cependant que pour eux. Quel Européen aurait pu le goûter longtemps sans lassitude? Ces enfans de la nature, étrangers aux passions qui s'allument dans nos cœurs, passaient sur cette terre comme des êtres plongés dans un demi-sommeil. Nulle inquiétude secrète n'aiguisait leurs désirs. Leurs appétits, aisément satisfaits, ne leur faisaient connaître ni les charmes ni les tourmens de la volupté. Ils arrivaient ainsi jusqu'au terme fatal sans regret des jours écoulés, sans souci des jours à venir, comme les feuilles que le vent roule sur le chemin, comme les vagues qui s'approchent insensiblement du rivage. L'arbre de la science porte des fruits amers, mais l'homme qui les a une fois approchés de ses lèvres aspire à des jouissances plus nobles que celles de cette existence apathique.

Le premier contact de la civilisation est presque toujours funeste aux peuples sauvages. Aucun d'eux n'a payé un plus terrible tribut à cette loi fatale que les heureux habitans de Taïti. Avant de les associer au bienfait de sa législation protectrice et de ses consolantes croyances, l'Europe leur apporta les fléaux qui dévorent et les vices qui dégradent. On vit dans l'espace d'un quart de siècle le chiffre de la population que, Cook avait porté à plus de 200,000 âmes, s'abaisser à moins de 7,000 habitans. Les plus riches districts de cette île féconde se trouvèrent transformés en déserts, et les goyaviers s'emparèrent des terrains qu'avait autrefois fécondés la culture. Les missionnaires protestans eurent la gloire de sauver les débris de cette race des fureurs de l'ivresse et des ravages de l'anarchie. Le roi Pomaré II, réfugié à Moréa, abjura entre leurs mains le culte des idoles. Les missionnaires l'aidèrent à remonter sur le trône, et, grâce à leurs conseils, vers la fin de 1815, la paix avait reparu à Taïti.

Le christianisme venait de triompher avec Pomaré II. Les fidèles du culte idolâtre firent de vains efforts pour atténuer les conséquences de leur défaite. La conversion des naturels eut l'entraînement d'une manifestation politique. Il n'y eut que les factieux et les esprits frondeurs qui persistèrent à méconnaître le Dieu qui avait donné la victoire au souverain légitime. Les nouvelles idées religieuses répondaient à un besoin réel. Les autels des idoles étaient renversés; le peuple n'avait plus ni espoir ni terreurs; tout frein avait disparu, toute poésie allait s'évanouir; le christianisme fut la planche de salut dans ce grand naufrage. Longtemps avant que la loi eût fait

aux Taïtiens un devoir de se rendre au temple érigé par les missionnaires, l'attrait de la prière prononcée en commun les y avait attirés. Le nouveau culte leur rendait les réunions si chères à leur race, les chants religieux, les inspirations expansives dont ce peuple discoureur et bavard cherche avec ardeur l'occasion. Les beautés littéraires de la Bible, image d'une civilisation qui se rapprochait bien plus de l'état social des Taïtiens que du nôtre, exercèrent aussi sur ce peuple naïf leur charme irrésistible. Peu de jours suffisent pour apprendre à déchiffrer une langue qui ne possède que douze lettres juxtaposées sans aucune combinaison. Aussi la plupart des habitans de Taïti se trouvèrent-ils bientôt en état de lire eux-mêmes la traduction des livres saints que les missionnaires répandaient avec profusion dans les îles de la Polynésie. Leur langue gracieuse et simple se colora en quelques années d'une teinte biblique qui parut lui prêter de nouvelles douceurs, et le *Cantique des Cantiques* devint le thème inévitable de toutes les déclarations d'amour. C'est ainsi que le livre de Dieu prit insensiblement à Taïti possession des intelligences. A cette limite poétique devait s'arrêter l'influence morale du protestantisme. Les dogmes de la vie future, les menaces de châtimens éternels ou les promesses de récompenses infinies ne rencontrèrent de la part des Taïtiens qu'une souveraine indifférence. Ils écoutèrent avec leur indulgente bonhomie, sans les croire et sans les contester, les vérités austères qu'ils ne pouvaient comprendre. Les préceptes de la loi chrétienne n'avaient point la sanction de l'opinion publique. Des amendes rigoureuses et la délation organisée pouvaient seules leur assurer une obéissance apparente. Si l'on reportait sa pensée à l'état d'anarchie d'où les missionnaires protestans avaient tiré la société taïtienne, il fallait bénir leurs efforts; mais la vieille civilisation, malgré ses abus, méritait bien encore quelques regrets, car elle n'avait fait place qu'à une civilisation incomplète. La supériorité incontestable des étoffes et des instrumens européens, la faculté de se les procurer par de faciles échanges, avaient causé la ruine de toute industrie indigène. On ne voyait plus les jeunes filles tisser sur leur métier le *maro* qui devait s'enrouler autour de leur ceinture; les garçons ne battaient plus sur la pierre de basalte l'écorce du mûrier pour fabriquer la *tapa;* ils ne creusaient plus les grandes pirogues avec lesquelles ils parcouraient jadis les îles de leur archipel. Ils achetaient des mousquets au lieu de fabriquer des casse-têtes, et poussaient le dédain des produits nationaux jusqu'à négliger d'enclore ou de cultiver leurs champs, pour se nourrir de la farine et du biscuit que leur apportaient les baleiniers. Jamais Taïti n'avait connu un pareil état d'oisiveté, jamais son sol complaisant et fécond n'avait été moins propre à nourrir une population nombreuse. A l'époque où

fut proclamé dans les îles de la Société le protectorat de la France, l'influence des missionnaires protestans avait donc porté tous les fruits qu'on devait en attendre, et notre domination, admirablement assortie au caractère aimable, à la gaieté naïve de ces bons insulaires, pouvait avoir aussi sa mission providentielle.

Il ne faut point s'étonner cependant que cette substitution n'ait pu avoir lieu sans des luttes sanglantes et de tristes orages. La présence des Français à Taïti ne blessait point seulement les préjugés religieux des indigènes, elle alarmait aussi la vénération que les Polynésiens ont vouée de tout temps à leurs chefs. Il fallut donc combattre et conquérir pour notre drapeau le droit de cité dans l'Océanie. Si nous eûmes, durant cette période regrettable, des ennemis secrets et d'autant plus dangereux qu'ils agissaient dans l'ombre, nous eûmes aussi des alliés pleins d'ardeur qui nous apprirent à mieux apprécier les qualités d'un peuple spirituel et brave qu'on était parvenu à fanatiser contre nous. A Mahahena, sur les hauteurs de Hapapé et dans la vallée de Papenoo, nous vîmes des Taïtiens figurer dans nos rangs. Le premier qui gravit le pic de Fataoua fut un chef indigène. Une sorte de fusion s'établit entre les deux races sur le champ de bataille. La terre de Taïti nous devint plus chère par le sang que nous y avions versé et par les glorieux souvenirs qui peuplent encore chacun de ses vallons. Ce qui, dans la pensée de nos ennemis, devait ébranler notre conquête lui apporta au contraire une consécration nouvelle. Les Indiens éprouvèrent le pouvoir de nos armes et se montrèrent touchés de notre clémence. L'intrépide gouverneur qui avait commencé la guerre eut l'honneur de la finir. Quand *l'Urania*, portant le pavillon du contre-amiral Bruat, fit voile pour l'Europe au mois de décembre 1846, la tranquillité d'une île si longtemps bouleversée par les séditions était assurée, et l'esprit impressionnable du peuple taïtien se chargeait de défendre de l'oubli la gloire de nos compatriotes.

Ce fut un véritable bonheur pour nous, qui errions depuis tant de mois d'un rivage à l'autre sans jamais rencontrer le drapeau de la France, de pouvoir nous reposer enfin à l'ombre des couleurs nationales. Je comprends la prédilection de nos officiers pour cette colonie lointaine. Sur aucun point du globe, on ne pourrait trouver un climat plus salubre, des sites plus enchanteurs, une population plus aimable et plus douce. La végétation même semble, à Taïti, vouloir modérer sa force pour ne point étouffer les plantes nourricières. Les Taïtiens sont encore dignes d'habiter ce paradis terrestre. Ce ne sont plus sans doute les beaux sauvages de Cook; ce ne sont point heureusement les *gentlemen* des îles Sandwich. On peut, au point de vue de l'art, regretter leur poétique nudité, leur élégant tatouage, *co-*

quetterie de l'homme pauvre et voile du paresseux qui ne savait pas fabriquer d'étoffes (1); mais on aurait tort de croire que cette race ingénieuse a perdu tout son charme en subissant l'empire de nos idées et de nos coutumes. Les femmes de Taïti surtout ont allié à leur grâce naturelle je ne sais quelle teinte légèrement spiritualiste qui contribue à rendre plus profonds et plus durables les attachemens qu'elles inspirent. Taïti n'offre au voyageur qui passe que le rebut de sa population : le colon qui s'y crée un foyer domestique s'étonne de trouver chez ces simples et naïves créatures un abandon plein de candeur, je dirai presque de pureté. L'affection des femmes taïtiennes qui ont pris au sérieux leurs unions morganatiques est douce et bienveillante comme leur sourire. Elles n'ont point les transports jaloux des femmes de Java; elles sont également éloignées de l'indifférence des Tagales de Manille. Elles ignorent les fureurs de l'amour, elles en possèdent toutes les délicatesses. J'ai tenu dans mes mains plus d'une lettre d'adieux dont la résignation touchante, — on en jugera par une citation, — eût attendri le cœur de don Juan lui-même.

« O mon bien-aimé, mon esprit est troublé maintenant, il ne peut s'apaiser; il est comme l'eau fraîche et profonde qui ne dort jamais et s'agite pour trouver le calme. Moi, je suis comme la branche que le vent a brisée : elle est tombée à terre et ne pourra plus se rattacher au tronc qui la portait. Tu es parti pour ne plus revenir. Ton visage m'a été caché, et je ne le verrai plus. Tu étais comme la liane que j'avais fixée près de ma porte : ses racines s'enfonçaient au loin dans la terre. Mon corps voudrait te rejoindre, mais il cherche vainement à se transplanter; il se brise et tombe comme la pierre qui roule jusqu'au fond de la mer immense. Oh! mon ami, tel est mon amour, il est lié à moi comme ma propre vie.

« Salut à toi, ô mon petit ami bien-aimé, au nom du vrai Dieu, en Jésus le Messie, le roi de la paix. »

La langue taïtienne n'est point faite pour exprimer les idées fortes et sérieuses : elle se prête merveilleusement aux modulations de la poésie. Les anciennes chansons ne s'attachaient souvent qu'à rassembler à la suite l'un de l'autre des mots harmonieux. Le rhythme musical semblait être dans ces compositions le seul souci du poète; c'était aux auditeurs de trouver dans les phrases décousues dont une accentuation chantée indiquait soigneusement la cadence une allusion lointaine ou une allégorie. Quelquefois cependant une pensée inspirée par l'amour venait éclore dans le cerveau du poète et donnait un sens plus précis aux mélodies que le peuple répétait en chœur. Le plus souvent la grâce des vers taïtiens était involontaire; on eût

(1) Telle est la gracieuse excuse que les Taïtiens convertis au christianisme ont su trouver pour cette coutume païenne.

pu adresser aux bardes qui les avaient composés ce couplet que les jeunes filles de Papeïti aiment encore à s'entendre redire :

« La fleur des collines répand son parfum sans avoir de but : — l'oiseau qui chante ne sait point si on l'entendra. — Ainsi ta beauté, sans que tu y songes, s'exhale de toi comme un parfum. »

Au milieu de ces chants, si vagues dans leur expression, inégal et timide effort d'une veine paresseuse, on s'étonne d'entendre résonner parfois comme une épithète homérique. Chacune des îles de l'archipel dans les chansons des Taïtiens a son surnom qui presque toujours l'accompagne. C'est Raiatéa *à la jambe molle*, Borabora *à l'aviron silencieux*, Huahiné *qui s'entête à la danse*.

Taïti était la Lesbos et non la Sparte de l'Océanie; elle avait plus de chants d'amour que de chants de guerre. Les îles Sandwich, les îles Viti préféraient l'épopée à l'idylle. Les îles Tonga redisaient sur un mode attendri les plaintes maternelles de leur reine Fiti-Maou-Pologa, dont le fils fut emporté par les vents loin de son île natale. Sa pirogue, longtemps errante sur des flots inconnus, aborda enfin aux rivages de Samoa. Un songe avait rassuré la reine, mais n'avait point consolé sa douleur. Chaque matin, elle venait s'asseoir sur la plage, et les yeux tournés vers le nord elle donnait un libre cours à son affliction.

« Regardez, disait-elle, le nuage du matin se lève. — Où repose ce nuage vermeil? — Est-ce sur la baie d'Omeata? — cette baie où est à présent mon fils! — mon fils chéri est loin de ma maison! — Que mes larmes soient un océan! — Mon fils est allé jusqu'à Samoa. — On dit qu'il joue aux boules sur le bord de la mer. — C'était un enfant qui gagnait tous les cœurs; — il était comme le *tiaré* (1), — dont le parfum apporté par les vents — réjouit au loin le voyageur qui passe! »

La souveraine de Taïti, Pomaré, n'a jamais, comme la reine des Tonga, composé de vers; elle aime à réciter ceux que, dès son enfance, lui ont appris ses folâtres compagnes. Vous l'entendrez souvent murmurer de ces mots sans suite qui tombent mollement en cadence, dont le sens échappe à votre esprit, mais caresse en secret les souvenirs de la reine. Cette princesse, qui, par ses terreurs et ses indécisions, faillit perdre sa couronne et mit un instant en péril la paix du monde, qui eut une folle jeunesse et une maturité soucieuse, qui, plus calme aujourd'hui, ne veut vivre désormais que pour ses enfans, héritiers de Taïti et des Pomotou, de Raiatéa, de Borabora et de Huahiné, — cette reine en un mot sur laquelle ont été fixés pendant quel-

(1) Le *tiaré* est la plante que les botanistes anglais ont nommée le *gardénia*, et dont les femmes polynésiennes mêlent, à cause de son odeur suave, la fleur à leurs cheveux.

ques mois les yeux de l'Europe, voulut bien honorer notre corvette de sa visite. Nous la reçûmes avec les égards et le cérémonial qu'on n'accorde en Europe qu'aux têtes couronnées. Le canon gronda aussitôt qu'elle parut sur la plage; lorsqu'elle posa le pied sur le pont de *la Bayonnaise,* la musique l'accueillit par les airs qu'elle aimait. Elle occupa, pendant le dîner qui lui fut offert, un fauteuil élevé sur une large estrade. Admis à bord de la corvette, les Taïtiens purent contempler leur reine dominant ses hôtes étrangers de toute la hauteur de ce trône. Pomaré fut sensible à tant d'attentions. Son visage basané se dérida pour nous. Elle resta longtemps à bord de la corvette et voulut, avant de partir, poser sa couronne de fleurs sur un front qui s'inclina gaiement pour subir ce modeste diadème. — Le volage époux de Pomaré, Arii-Faite, ne sut exprimer ses sensations que par un appétit digne de Gargantua; mais parmi les princesses qui avaient suivi leur grave souveraine, nous trouvâmes de plus agréables convives. La jeune Aïmata (1), compagne destinée par la reine à l'héritier du trône; Arii-Taïmai (2), majestueuse beauté d'un âge déjà plus mûr, se montrèrent naïvement heureuses de la fête à laquelle on les avait conviées. Lorsqu'au milieu d'une pluie de feu tombant du haut des vergues elles descendirent dans le canot qui les attendait le long du bord, elles semblaient regretter la discrète prévoyance qui abrégeait pour elles les plaisirs de cette longue soirée.

J'aurais mauvaise grâce à protester contre l'enthousiasme que les femmes de Taïti ont inspiré à tant de voyageurs. Leur gaieté sans malice et leur sourire candide sont pourtant, selon moi, leur plus grand attrait. Après avoir parcouru près de la moitié du monde, je me trouvais encore de l'avis des aimables princesses qui venaient de nous quitter et dont j'admirais intérieurement le bon goût : ce ne sont, me disais-je avec elles, ni les Chinoises, ni les Malaises, ni les Polynésiennes, ce sont les femmes françaises qui sont *jolies, vahiné farani ménéné;* mais quelle que puisse être mon opinion sur la beauté des femmes de l'Océanie, je ne m'en intéresse pas moins à l'avenir d'une race qui sait allier les plus nobles aux plus doux instincts. Dans la plupart de ces archipels semés au milieu de la Mer du Sud, vous trouverez un peuple brave sans férocité, aussi prompt à pardonner les offenses qu'à les ressentir, amoureux des longs discours et des chants mélodieux, fait pour les hasards de la guerre comme pour les loisirs de la paix, ennemi de toute contrainte et plus capable peut-être de vertu que d'hypocrisie. Si ce n'est point à nous que l'avenir réserve la tutèle de ces populations, puisse du moins le ciel leur

(1) Aïmata, en taïtien, *qui mange les yeux.*
(2) Arii-Taïmai, *la princesse qui pleure.*

envoyer des maîtres indulgens! La domination qui voudrait assujettir brusquement au travail ou à la vertu une race habituée à vivre d'air et de liberté, qui tenterait de ruiner la joyeuse insouciance de ce peuple, lui ravirait du même coup le souffle qui l'anime. Que notre civilisation se montre donc une fois réellement bienfaisante envers ces pauvres sauvages qu'elle a si souvent entrepris de moraliser et qu'elle n'a jusqu'à présent réussi qu'à détruire!

Des complications politiques que le gouverneur des îles de la Société parvint à dénouer sans notre concours nous retinrent pendant près d'un mois dans le port de Papeïti. Le moment arriva enfin où il nous fut permis de poursuivre notre voyage. Le 21 août 1850, dès la pointe du jour, nous étions en dehors des récifs. La brise du matin nous abandonna quand nous avions encore en vue les navires mouillés sur la rade; mais bientôt les vents alisés vinrent enfler nos voiles. Les sommets de Taïti s'abaissèrent l'un après l'autre sous l'horizon, ceux de Moréa ne tardèrent pas à disparaître; avant le coucher du soleil, *la Bayonnaise* n'avait plus devant elle que les vastes solitudes de l'Océan Pacifique. Cinquante-trois jours nous suffirent pour doubler le cap Horn et atteindre la baie de Rio-Janeiro. Le vent nous secondait; *la Bayonnaise* semblait avoir des ailes. Tout retard désormais nous était importun. Nous n'eussions point touché sur les côtes du Brésil, si les instructions du ministre de la marine ne nous en eussent fait un devoir. Nous résolûmes du moins de ne pas nous y arrêter. Le 19 octobre, nous bordions nos huniers pour un dernier appareillage, et le 6 décembre 1850, après avoir coupé six fois l'équateur, après avoir parcouru près de vingt-six mille lieues, nous laissions tomber l'ancre sur la rade de Cherbourg, que nous avions quittée au mois d'avril 1847.

Près de trois années se sont déjà écoulées depuis le retour de *la Bayonnaise* au port; mais, grâce à la fidélité d'affectueux souvenirs, je ne suis point resté complétement étranger aux événemens qui se sont accomplis pendant ces trois ans dans les mers de Chine. Je pressentais que l'extrême Orient ne tarderait point à attirer encore une fois les regards de l'Europe. La fièvre révolutionnaire semble agiter enfin ce monde impassible. Une troupe de bandits rassemblés par la famine a pris en quelques mois vis-à-vis du gouvernement de la Chine les proportions d'une armée de rebelles. La faiblesse de ce gouvernement est parvenue à transformer des projets de pillage en projets politiques, et la bannière d'un prétendant a flotté un moment sur les murs de Nan-king. Quelle sera l'issue d'un conflit auquel le peuple n'a point encore pris part? Les descendans de Kang-hi iront-ils rejoindre les fils de Gengis-Khan dans les vastes déserts de la terre des Herbes? La Chine verra-t-elle, ainsi que le proclament les insur-

gés, le retour de ces temps heureux où des mandarins intègres n'accordaient le bouton académique qu'aux veilles studieuses des lettrés? Est-ce Confucius qui va triompher de Bouddha et de Lao-tseu? — Je me garderai bien de prédire le jour où la dynastie Taï-tsing devra se résigner à descendre du trône; la route est encore longue des bords du Yang-tse-kiang à Pe-king. Si la révolte cependant continuait ses progrès, si les succès des insurgés finissaient par provoquer un véritable mouvement national, on serait en droit d'attribuer à la crise ainsi agrandie la portée d'un événement providentiel. Les peuples n'errent point éternellement dans le même sentier. Ce ne serait pas le règne des traditions antiques, mais des destins inconnus qui s'ouvriraient alors pour la race chinoise. Nos enfans assisteront probablement à d'étranges métamorphoses. Les distances s'effacent, les nations insensiblement se confondent. Quand des navires à vapeur remonteront le cours du Yang-tse-kiang et du Houang-ho, quand des chemins de fer sillonneront le territoire céleste et pénétreront jusqu'au cœur du Thibet, Bornéo et Célèbes, Mindanao et la Nouvelle-Guinée ne manqueront plus de bras pour exploiter les richesses de leur sol. Des bords de la Californie aux côtes du Camboge s'étendra tout un monde, plus fécond et plus prospère peut-être que notre vieille Europe. Je me félicite d'avoir pu visiter, avant une transformation qui semble inévitable, ces parages reculés, cette immense arène ouverte à l'activité des générations futures. Si j'ai pu supporter sans trop d'amertume les incertitudes d'un exil de quatre ans, c'est à l'intérêt éveillé en moi par ces régions lointaines de l'extrême Orient que j'en dois rendre grâce, c'est aussi, — dois-je l'ajouter en finissant? — aux compagnons de voyage qui ont partagé avec moi les épreuves et les fatigues d'une si longue campagne. De tous les souvenirs que je veux conserver des jours que nous avons passés ensemble, celui de leur amitié, — qu'ils n'en doutent jamais, — sera le dernier à s'effacer de ma mémoire.

E. Jurien de la Gravière.

LA HOLLANDE

SOUS DEUX RÈGNES

SOUVENIRS HISTORIQUES SUR LE ROI LOUIS ET SUR LE ROI GUILLAUME Ier.

La Hollande a toujours fixé les regards de la France. Nous ne parlons pas seulement des luttes glorieuses qui fondèrent jadis les Provinces-Unies, des capitaines et des hommes d'état qui les illustrèrent, ni de la part considérable qu'elles prirent, dans le XVIIe siècle, aux plus grands événemens de l'Europe : des rapports plus immédiats rattachent cette nation à la nôtre. Depuis soixante ans, la Hollande a été entraînée dans la sphère d'action, trop souvent violente, de la France. La république batave a été créée peu d'années après la république française; plus tard, le pouvoir absolu d'un roi a été le reflet de la dictature impériale à laquelle il céda bientôt la place; enfin, quand la France fut placée sous le régime constitutionnel, la Hollande, incorporée dans le nouveau royaume des Pays-Bas, en jouit de son côté, et, séparée de la Belgique, elle le conserva, peu développé d'abord, faussé dans son application, mais consolidé, étendu avec le temps, et, grâce à Dieu, encore debout aujourd'hui. L'histoire de la Hollande, surtout dans ces derniers temps, est donc liée à celle de la France, et on ne lira pas sans intérêt quelques documens, ignorés ou peu connus, qui s'y rapportent, et que nous empruntons aux souvenirs laissés par deux hommes dont la mémoire est

honorée en Hollande, — le comte Van der Duyn et le baron de Capellen (1).

Les noms du comte Van der Duyn et du baron de Capellen ne sont pas tout à fait nouveaux en France. Le premier y est connu comme ayant eu, avec M. de Hogendorp en 1813, la plus grande part au mouvement populaire qui releva l'indépendance de la Hollande, l'autre comme ayant gouverné les colonies néerlandaises, et à ce titre il a déjà été cité à plusieurs reprises dans les travaux aussi curieux qu'instructifs que la *Revue* a publiés sur ces colonies. Il n'est cependant pas inutile d'entrer dans quelques détails plus particuliers sur ces deux personnages, dont le caractère et la vie se distinguent par des traits singuliers, et qui, unis ensemble par une longue amitié et par une étroite alliance de famille, offraient cependant entre eux de profonds contrastes. Avant de les accepter pour témoins, il faut savoir et la position qu'ils occupaient et la confiance qu'ils méritent.

Le comte Van der Duyn, né en 1771 d'une famille noble, eut l'avantage, dont il se félicite avec raison, de recevoir une éducation publique. Il fut ainsi, comme il le dit, soustrait, dès sa première jeunesse, « au luxe et aux heures irrégulières de parens vivant dans le grand monde, surtout à la négligence, à l'instruction et aux idées souvent étroites d'un gouverneur suisse, alors fort à la mode. » Il contracta au collége l'amour de l'étude, la passion de la lecture, les idées d'égalité et l'absence de toute vanité de caste. Après qu'il eut passé deux années sous les drapeaux, sa famille, dans des vues d'ambition, le retira du service pour le faire entrer à l'université de Leyde. A la fin de 1791, il prit ses degrés, et après le mariage du prince héréditaire d'Orange, fils du stathouder Guillaume V, il entra comme gentilhomme de la chambre dans la maison du jeune prince. La mort d'un oncle lui ouvrit une place dans le corps équestre de la province de Hollande, dont il se trouva le membre le plus jeune, et à la fin de 1794, quand les armées françaises s'avançaient, il y votait pour qu'à défaut de secours prompts et efficaces de l'Angleterre, on traitât avec la France. Le rejet de cette proposition par une immense majorité fut presque immédiatement suivi de l'entrée des Français et de la révolution qui érigeait la république batave. M. Van der Duyn se retira alors des affaires, et vécut pendant huit ans, avec ses livres, à la campagne, où son séjour n'était interrompu que par

(1) Ces souvenirs ont été recueillis et mis en ordre par M. le baron S. de Grovestins, ancien secrétaire du cabinet et plus tard chambellan de Guillaume Ier, roi de Hollande, sous ce titre : *Notice et Souvenirs du comte Van der Duyn et du baron de Capellen;* ils forment un volume qui n'a pas été mis en vente, qu'on n'a tiré qu'à un petit nombre d'exemplaires pour des parens et quelques amis.

quelques visites à Amsterdam. A l'avénement du roi Louis, il ferma l'oreille aux ouvertures qui lui furent faites. « Soit par un reste de levain aristocratique et nobiliaire, dit-il lui-même, soit par ses principes de démocratie républicaine, il refusa de se mettre à la solde d'un étranger sans droit, sans mérite éclatant et même sans indépendance, puisqu'il n'exerçait qu'un pouvoir délégué. » Il avait donc conservé toute sa liberté d'action, et n'hésita pas, en 1812, à faire partie des conciliabules où les débris du parti d'Orange, grossis par le plus grand nombre des anciens patriotes oligarques et démocrates, également ulcérés de la réunion de la Hollande à l'empire français, préparaient les moyens de briser le joug de l'étranger. Secondée par les événemens de la guerre, la Hollande parvint, en 1813, à s'affranchir elle-même par un effort spontané, et eut ainsi la bonne fortune d'empêcher que sa délivrance fût la suite de la conquête du pays par les armées alliées. Ce mouvement ayant rappelé en Hollande le prince d'Orange, M. Van der Duyn, lors de la formation de la cour du nouveau souverain, y fut attaché avec le rang de grand-officier. A cet emploi purement honorifique, il joignit des fonctions qui lui permirent de déployer les facultés d'un esprit élevé et mûri par la réflexion et la solitude. Appelé à faire partie des commissions de constitution et de révision en 1814 et 1815, il se rangea par son vote, selon ses expressions, « du côté de ceux qui, abandonnant les souvenirs anciens et les institutions vieillies, désiraient que la constitution fût appropriée à l'esprit et aux besoins de l'époque. » En 1817, il fut placé, sans l'avoir demandé ni même désiré, à la tête de l'administration de la province de la Hollande méridionale à La Haye, avec le titre de gouverneur, et il conserva ces fonctions jusqu'en 1844. C'est dans ce poste, qui le mettait en rapports journaliers avec la cour, qu'il a recueilli les faits et les impressions dont nous nous occupons en ce moment.

Si la position officielle de M. Van der Duyn donne de l'autorité aux révélations sorties de sa plume, son caractère en explique la nature et le ton. Par son éducation, par la tournure de son humeur, M. Van der Duyn est un frondeur qui juge avec sévérité les événemens et les hommes, un esprit très libéral, presque républicain, que les circonstances ont égaré parmi des courtisans. Il y a en lui et dans son style même un reflet, bien effacé il est vrai, de Saint-Simon. Dans sa jeunesse, ses amis l'avaient surnommé Pétion: mais c'était, comme il le dit, avant le 10 août et la terreur. Bien que fonctionnaire, il n'est point obséquieux. Reçu habituellement au palais du roi, il ne sait point flatter. Guillaume le lui fit sentir un jour indirectement : « Monsieur Van der Duyn est toujours avec les dames. — Oui, sire, et je me trouve bien et fort honoré d'y être. » — « Un ami, écrit-il

en racontant ce petit dialogue, me dit que ceci était un reproche plus ou moins amical de ce que je ne me mets jamais en avant pour attraper quelques mots augustes ou partager la conversation d'après dîner, que même j'ai plutôt l'air de les éviter. Je ne crois pas que cet ami ait deviné juste; mais, quand cela serait, si l'on est curieux de mon opinion, si l'on attache quelque prix à la savoir ou à s'entretenir avec moi sur les événemens majeurs et les pénibles circonstances du moment (je le dis sans aucun sentiment vaniteux ou orgueilleux), que l'on m'appelle au conseil, ou au moins que l'on m'admette dans le cabinet. Mais pour traiter ces graves et importantes matières à l'antichambre, ou même dans les conversations toujours superficielles et décousues de salon, assis sur un bout de table, comme disait l'excellent comte de Mercy, je n'en suis pas et les évite autant que je puis. » Il se plaît à observer l'attitude de chacun, à suivre de l'œil les mouvemens des personnages importans, du roi surtout, et saisit avec plaisir un mot qui échappe dans la conversation. « L'occasion d'être témoin de pareilles petites scènes et celle de faire les observations qu'elles suggèrent, écrit-il en 1831, consolent parfois un peu, mais toujours bien imparfaitement, de se trouver dans une position courtisanesque, qui ressemble d'ailleurs beaucoup, surtout dans des momens pareils, à celle d'un acteur dans les chœurs de la tragédie grecque. » Il est l'admirateur de Lafayette et professe pour le caractère et les talens de M. Odilon Barrot la plus haute estime. Ses préférences le portent vers le gouvernement constitutionnel, « le meilleur des gouvernemens dans l'état actuel de la civilisation et dans les pays dont l'étendue rend l'établissement de la république encore difficile. » — « Royalistes, s'écrie-t-il quelque part, c'est-à-dire protecteurs du pouvoir héréditaire, efforcez-vous de l'établir, cette monarchie constitutionnelle, et de la faire marcher régulièrement; c'est le seul port qui reste à votre idée chérie. »

Le caractère de M. Van der Duyn n'est pas moins que ses opinions en opposition avec sa place : il est gouverneur d'une province et il déteste les affaires. Il cherche à se rendre compte à lui-même de cette antipathie, et les raisons qu'il en donne sont naïves et piquantes. « Ma place me déplaît, et je n'y suis pas propre à cause : 1° d'un manque de fermeté dans le caractère, 2° d'une défiance de moi-même qui tient moins toutefois à la modestie qu'à un scepticisme général; voir tous les côtés d'un objet ou d'une affaire rend indécis; les gens à vue courte et bourrés d'amour-propre sont bientôt décidés et obstinés; 3° aussi à cause des personnes difficiles à manier par leur humeur et leurs préjugés, avec lesquelles j'ai immédiatement et journellement à traiter, ce qui fait que je me trouve souvent entre l'enclume et le marteau, et continuellement occupé à verser l'eau de la

modération et du calme sur le feu des jalousies et des petites prétentions; 4° puis, parce qu'avec du goût et des habitudes studieuses les affaires et surtout leurs détails me causent un ennui insupportable. Je n'ai pas pour consolation les illusions de la vanité. Je ne jouis aucunement de titres qui à la vérité ne donnent pas d'avantages et de distinctions réelles, mais qui probablement me sont enviés par bien des gens. Oh! que j'aurais de plaisir à quitter tout cela, et à planter là toute cette belle chienne de boutique! Que je le ferais vite si j'étais seul et n'avais à songer qu'à moi! Que je me réduirais volontiers au plus strict nécessaire pour me retirer avec mes chers livres dans deux chambres, libre, indépendant, maître de ma personne et de l'emploi de mon temps! Mais avec mes enfans, qui me sont si chers, je ne puis vivre ainsi... Voilà donc mon devoir tracé : reprenons demain avec quelque courage ma pénible tâche, et souvenons-nous de ce que disait feue Mme de Charrière de spirituelle mémoire : « Il faut que la chèvre broute où elle est attachée. » Il resta pourtant vingt-sept ans gouverneur de la Hollande méridionale, et en 1842 les états de la province lui firent frapper une médaille en l'honneur de la part qu'il avait prise aux événemens de 1813 et d'*une administration éclairée d'un quart de siècle*.

Après les événemens de 1848, M. Van der Duyn, qui s'était retiré de la vie politique, crut devoir y rentrer sur l'appel que le roi Guillaume II fit à son dévouement; il fut nommé membre de la première chambre des états-généraux, et, fidèle aux opinions de toute sa vie, il écrivait le 14 septembre : « Vous aurez peut-être appris que je n'ai pu me refuser à faire partie ce que l'on nommait ci-devant en France une fournée de pairs. Oui, roi et ministres ont trouvé bon d'utiliser, pour ne pas dire exploiter, l'espèce de popularité que je puis dire que je possède encore, et de laquelle j'ai reçu des preuves touchantes à l'occasion de ma maladie, en dernier lieu. Les argumens employés pour m'engager à remonter sur les tréteaux de la scène politique étaient de nature à me rendre en conscience tout refus impossible. D'ailleurs, ce que l'on veut et espère obtenir coïncidait avec mon opinion ancienne déjà de la nécessité d'une révision de notre constitution politique. » Cette nouvelle phase de la vie de M. Van der Duyn ne fut pas de longue durée; le poids des années se faisait sentir; sa santé s'était altérée. Aux premières atteintes du mal, il écrivait : « C'est peut-être le commencement lent de la fin; » et au mois de décembre 1848 il expirait au milieu de ses enfans, leur laissant un nom respecté et de nobles exemples.

La carrière de M. de Capellen a été comme parallèle à celle de M. Van der Duyn; mais si leurs opinions politiques étaient les mêmes, leurs goûts différaient profondément. « Il possédait, dit l'éditeur de

ses *Souvenirs*, tout ce qu'il faut pour réussir. On remarquait en lui un grand fonds de dignité et de fierté sans aucune apparence d'orgueil, de la bienveillance sans familiarité, de la douceur dans les formes sans faiblesse. Il possédait le don d'imposer par son air noble, grave et calme; il avait le talent d'inspirer de la confiance et du respect à ses inférieurs, tout en conservant à leur égard un ton poli et plein d'aménité; en un mot, M. de Capellen se sentait lui-même fait pour les affaires, autant que M. Van der Duyn s'y sentait peu propre. »

Aussi fut-il appelé de bonne heure à occuper les emplois les plus élevés. Tandis que M. Van der Duyn vivait dans la retraite, M. de Capellen devenait ministre de l'intérieur du roi Louis Bonaparte. En 1814, M. Van der Duyn se contentait de siéger dans des commissions constituantes, et M. de Capellen était choisi par le prince souverain des Provinces-Unies comme un *alter ego* pour administrer la Belgique, placée par les puissances alliées sous l'autorité du prince destiné à en devenir roi. Enfin il remplit pendant dix ans une vice-royauté dans les colonies des Indes orientales. Lorsque plus tard il vivait éloigné des affaires publiques, l'occasion d'y reparaître ne lui manqua point. Sous le roi Guillaume II, on lui offrit des missions diplomatiques qu'il refusa; le portefeuille des affaires étrangères lui ayant été proposé en 1841, il exposa ses vues dans un mémoire au roi, dont nous citerons quelques passages comme un modèle de l'indépendance et de la fermeté d'opinions qui conviennent aux hommes politiques sous un gouvernement libre : « J'ai l'intime conviction, disait-il, que le système actuel ne répond ni aux besoins, ni aux vœux de la portion la plus éclairée des sujets du roi, et que par conséquent il est urgent d'y apporter des modifications promptes et énergiques. Ces remèdes sont désirables et indispensables autant dans l'intérêt de la nation que dans celui du roi... Un défaut d'ensemble se fait sentir; nous manquons d'une confiance mutuelle; les rapports du roi avec les représentans de la nation (si tant est qu'on puisse donner avec vérité ce nom aux états-généraux, composés comme ils le sont actuellement) ne sont pas ce qu'ils devraient être dans un véritable état ou gouvernement constitutionnel, et cependant une position équilibrée entre les deux puissances suprêmes est une des premières conditions pour maintenir une harmonie qui doit produire les fruits les plus durables et les plus salutaires... Le roi n'a pour exécuter ses ordres et pour la mise en vigueur des lois que des ministres isolés, mais il n'a pas un ministère agissant d'après un système arrêté d'avance, et se présentant aux yeux de la nation comme un corps homogène, placé vis-à-vis des chambres de manière à leur inspirer de la confiance dans le pouvoir. » Après avoir indiqué la né-

cessité de réviser la constitution et les modifications qu'elle réclame, le mémoire se termine ainsi : « Rien ne pourrait m'engager à faire le sacrifice de ma position actuelle que l'intime conviction de pouvoir rendre d'essentiels, de grands services au roi et à la patrie. Je ne dois pas être appelé seulement à remplacer un homme, mais aussi un système. Je dois avoir la certitude que les idées développées plus haut dans cet écrit, idées à l'égard desquelles je ne voudrais ni ne pourrais transiger, seront approuvées, adoptées et suivies de tous points... Il serait présomptueux de ma part de prétendre que votre majesté me fît connaître soit par écrit, soit par un arrêté, qu'elle approuve le contenu de cette note et qu'elle adopte les idées qui y sont développées. Je dois m'attendre à la voir renoncer à l'idée, si flatteuse pour moi, de m'appeler à siéger dans son conseil; mais ma reconnaissance envers elle n'en sera pas moins grande et ne cessera qu'avec ma vie. » Les propositions de M. de Capellen ne devaient être accueillies que par le successeur de Guillaume II et sous la pression des événemens de 1848 : aussi n'entra-t-il point au ministère. Les dernières années de sa vie s'écoulèrent doucement, dans l'amélioration de son domaine, qu'il ne quittait que pour venir passer l'hiver à Paris, où il avait de nombreux amis et jouissait d'une grande considération dans le monde. Il y était au mois de février 1848. La révolution l'affecta vivement et le détermina à retourner en Hollande. A peine arrivé dans sa terre de Vollenhoven, il y mourut à l'âge de soixante-dix ans.

MM. Van der Duyn et de Capellen, le premier surtout, étaient en correspondance habituelle avec leur compatriote M. de Grovestins, beaucoup plus jeune qu'eux, mais dont le caractère indépendant, l'esprit élevé et les habitudes studieuses devaient exciter leurs sympathies. M. de Grovestins, attaché au roi Guillaume par des fonctions qui pouvaient le conduire aux positions les plus élevées, y avait renoncé tout à coup, de son plein gré, pour se livrer à des compositions historiques qu'il publie en ce moment, et il était venu se fixer en France. Des relations formées à la cour de Guillaume, où elles avaient peu d'intimité, furent resserrées par cette circonstance, qui, avec d'autres hommes, les aurait tout à fait rompues : M. de Grovestins devint dépositaire de notes, de papiers, de lettres, qu'il était autorisé à publier quand les circonstances lui paraîtraient s'y prêter. C'est pour accomplir ce mandat de confiance, pour acquitter cette espèce de legs, qu'il a fait paraître le volume dont il nous reste à retracer les parties les plus curieuses (1).

(1) Nous nous aiderons en outre de mémoires manuscrits déjà rédigés par M. de Grovestins, qu'il a bien voulu nous communiquer, et d'une brochure qu'il a publiée en 1844 sous le titre de *la Conférence de Londres et Guillaume Ier*.

Comme on peut le pressentir d'après les événemens auxquels MM. Van der Duyn et de Capellen ont assisté ou pris part, leurs souvenirs embrassent toute la période écoulée depuis l'avénement du roi Louis Bonaparte jusqu'à ces dernières années. Nous suivrons, pour les faire connaître, l'ordre des temps.

M. de Capellen n'entre pas dans de grands détails sur le règne de Louis Bonaparte. Après avoir été successivement membre du conseil des finances, puis assesseur du département d'Utrecht, M. de Capellen, lors de la création du département de l'Ost-Frise, en fut nommé préfet : le roi Louis l'avait rappelé, « comme étant trop Ost-Frisois, » pour le placer au conseil d'état. Un jour, après une séance de ce conseil, il le manda dans son cabinet et lui annonça qu'il venait de réunir sur sa tête deux ministères, celui des cultes et celui de l'intérieur, jusque-là séparés, et qu'il l'attendait le soir même pour prêter serment, afin d'être installé le lendemain dans ses nouvelles fonctions. M. de Capellen se défendit d'accepter un fardeau qui lui paraissait au-dessus de ses forces. Le roi lui répondit : « C'est sur moi que tombe la responsabilité, puisque c'est moi qui vous ai choisi; les conséquences sont pour mon compte. »

Le gouvernement du roi Louis était despotique, selon l'expression de M. de Capellen. Les ministres ne formaient point un corps homogène; il leur était même interdit de délibérer entre eux. Chacun faisait les affaires de son département et en rendait compte au roi, qui entrait dans beaucoup de détails. Il présidait la réunion des ministres, qui lui présentaient individuellement leurs rapports et n'émettaient un avis que s'il les consultait. « Le corps législatif, dit M. de Capellen, était très insignifiant et adoptait presque toujours ce qui lui était présenté pour la forme. C'est au conseil d'état, où les ministres assistaient toujours et où le roi présidait, que les affaires, spécialement les projets de loi, étaient traitées sérieusement et à fond. Le roi prenait part aux discussions, et l'on a souvent remarqué la justesse de ses observations. Les discussions étaient d'ailleurs parfaitement libres en sa présence. Il s'était efforcé d'apprendre la langue hollandaise et avait pris des leçons de MM. Bilderdijk et Van Lennep; mais il n'y put parvenir. Il essaya plusieurs fois de parler cette langue, et en 1809 il prononça, à l'ouverture de l'ordre de l'Union, un discours hollandais qui fut à peine intelligible. « Il voulut, ajoute M. de Capellen, de bonne foi s'identifier avec la nation, et il épousa vivement ses intérêts; mais il se faisait illusion et voulait oublier qu'il ne devait son trône éphémère qu'à la volonté de son frère... Un de ses grands défauts était un esprit extrêmement soupçonneux. On aurait eu beau le servir avec la plus grande fidélité et le dévouement le plus absolu, on n'était jamais sûr d'être à l'abri de ses soupçons.

A la première apparence, sans examen approfondi, il retirait sa confiance à ceux qui en avaient joui pleinement. Il convenait de sa faiblesse, et m'a dit plus d'une fois que cette disposition était le fâcheux résultat de son expérience, faite surtout en France depuis sa jeunesse, ayant été si souvent trompé par ceux qu'il avait jugés les plus dignes de sa confiance. »

Le roi Louis, d'après M. de Capellen, s'est mépris lorsqu'il affirme dans ses documens que ses ministres, en 1810, lui ont conseillé de ne pas défendre le pays contre l'invasion de son frère. M. de Capellen proteste avec vivacité contre cette assertion. Il assure que la majorité des ministres, parmi lesquels il se trouvait avec Crayenhoff et Appelius, conseilla énergiquement au roi de défendre avec vigueur contre l'armée française le passage des rivières et les forteresses, et par conséquent la Hollande. Le roi leur donna d'abord de Paris des ordres en ce sens; mais un peu plus tard, intimidé sans doute par les menaces de Napoléon, il envoya contre-ordre, et commanda aux ministres de livrer les forteresses et de ne pas s'opposer au passage des rivières. « Moi entre autres, dit M. de Capellen, j'en fus désolé; je l'écrivis sans détour au roi Louis. Mais plus tard, et lorsque les provinces étaient envahies par l'armée française, Louis voulut défendre à outrance la ville d'Amsterdam et faire opérer les inondations. Il demanda encore l'avis de ses ministres, et alors nous fûmes tous d'accord que cette défense, qui pouvait durer quelques jours, serait la plus grande folie et avec cela la plus grande inconséquence, après avoir ouvert gratuitement accès à ces mêmes troupes françaises, qui, par suite de cette mesure-là, occupaient le pays et entouraient la ville d'Amsterdam; que les conséquences seraient terribles pour cette ville et pour toute la Hollande, qui, sans le moindre doute, allait être pillée, saccagée et ruinée de fond en comble, et que nous étions trop bons Hollandais pour vouloir faire ce sacrifice à une gloriole militaire. »

Ce fut à M. de Capellen le premier que le roi Louis fit confidence de son projet d'abdication en lui montrant la communication écrite de sa main qu'il le chargeait, en qualité de ministre de l'intérieur, de porter et de lire au corps législatif. « Il montra, dit M. de Capellen, beaucoup de fermeté et de caractère à cette occasion. » Le même jour eut lieu le départ du roi. Le conseil de régence qu'il avait institué, composé des ministres, envoya le général Janssens à Paris pour communiquer à l'empereur l'abdication de son frère et l'avénement du fils mineur du roi, sous la régence de sa mère, en ce moment à Plombières, et à qui le même message était adressé. La réponse ne se fit pas longtemps attendre. Le général Janssens trouva l'empereur à Rambouillet, où, après avoir exhalé sa fureur, Napoléon

dicta à un de ses secrétaires, en présence du général, le décret de 1810 qui prononçait la réunion de la Hollande à la France, la réduction de la dette publique au tiers, et l'envoi du prince architrésorier en qualité de lieutenant de l'empereur. Deux jours plus tard, ce haut-commissaire arrivait à Amsterdam et s'installait dans le palais du roi. Après avoir fait prêter aux ministres un serment provisoire, il leur ordonna au nom de l'empereur de continuer leurs fonctions et de se rassembler en conseil sous sa présidence jusqu'à l'établissement de l'organisation française, qui eut lieu le 1er janvier 1811. Après la première cérémonie, le prince Lebrun, voyant le ministre de l'intérieur triste et mécontent, lui demanda quelle était la cause de ce chagrin. « Je lui répondis sans détour, raconte M. de Capellen, qu'attaché à mon pays et au souverain qui venait de nous quitter, je considérais ce moment, qui rayait la Hollande des états de l'Europe, anéantissait son indépendance et son existence politique en l'incorporant à un grand empire, comme le plus malheureux de ma vie, ce qu'il devait comprendre en se mettant un moment à ma place. » Soit que le lieutenant de l'empereur ne comprît pas en effet cette douleur patriotique, soit qu'il crût devoir dissimuler ses propres impressions, il répondit à M. de Capellen : « Vous ne considérez pas la chose sous son vrai point de vue. La destinée de votre pays n'a jamais été aussi belle qu'aujourd'hui : le voilà associé aux destinées du grand empire, dont il va partager la gloire. » Puis, faisant appel à l'ambition du ministre : « Vous êtes jeune, ajouta-t-il, vous aurez un bel avenir. L'empereur y pourvoira dans sa sagesse; il vous nommera conseiller d'état ou vous placera au corps législatif, ou bien utilisera vos talens d'une autre manière. — Monseigneur, répliqua M. de Capellen, la seule et unique grâce que je vous demande, c'est de m'obtenir le plus tôt possible la démission de mes fonctions, car il m'est impossible de bien servir après avoir perdu ma patrie. Veuillez ne pas provoquer une nomination que je ne saurais accepter. » Lebrun ne put s'empêcher de rendre hommage à ces nobles sentimens; il combla de bontés M. de Capellen pendant le temps qu'il fut forcé de demeurer encore ministre, et ne prit pas en mauvaise part le refus qu'il lui fit de la croix de commandeur de l'ordre de la Réunion.

Le roi Louis s'était retiré en Styrie comme simple particulier, et y jouissait d'un revenu qui n'allait pas au-delà de 40,000 florins. Après s'être montré, pendant son règne, peu économe des deniers de l'état et surtout très généreux sur sa propre cassette, il conserva les mêmes habitudes dans sa retraite. Une grande partie de son revenu passait aux pauvres et souvent à des intrigans qui abusaient de sa facile charité. M. de Capellen dut l'engager à mettre un terme à ses prodigalités, afin de ne pas finir par se ruiner. Des relations s'étaient main-

tenues entre l'ancien ministre et le souverain dépossédé. En 1811, invité par le roi à venir le trouver dans son isolement, M. de Capellen s'y rendit, et passa environ une année près de lui. Louis avait acheté un jardin à la porte de Gratz, où il s'était établi. Tous les jours M. de Capellen y dînait avec lui, et ordinairement en tête à tête. Parfois quelque professeur, quelque savant, invité par le roi, venait animer la conversation. Le soir, on allait dans les maisons de la haute noblesse où il y avait réunion, et de temps en temps le roi recevait cette société chez lui. Il s'occupait d'ailleurs beaucoup de littérature et peu de politique. Dans ses promenades presque journalières avec M. de Capellen, il s'entretenait ordinairement de la Hollande, récapitulant les actes de son règne, regrettant de n'avoir pas pris certaines mesures favorables au pays, et songeant même, sous l'empire des illusions qui n'abandonnent jamais le cœur des hommes, aux améliorations qu'il pourrait faire, si la fortune le ramenait en Hollande. Un soir, le *Moniteur* apporta le récit du voyage de l'empereur en Hollande avec plusieurs des discours prononcés par les différens fonctionnaires. Cette lecture causa au roi Louis la plus vive irritation, témoignage d'une susceptibilité extraordinaire après l'expérience qu'il devait avoir acquise: mais, pour bien mesurer la bassesse des hommes, il faut en avoir personnellement ressenti les effets. « Il ne pardonnait pas, répétait-il, de telles lâchetés à des Hollandais qui avaient faussé leurs sermens envers lui, en se jetant dans les bras de celui qui venait de détruire leur nationalité. Il regrettait d'avoir eu si bonne opinion de ces Hollandais consciencieux, du moins l'avait-il cru, qui lui faisaient naguère de si chaudes protestations de fidélité et d'attachement. » Un de ces discours, commençant par ces mots : « Plus Français par le cœur que par les circonstances, » et prononcé par le président du tribunal d'Amsterdam, excita surtout son mécontentement. « Si un de vos anciens princes d'Orange, disait-il à M. de Capellen, venait se mettre à la tête du pays, je serais le premier à vous conseiller de lui offrir vos services: mais je ne puis que m'indigner de la conduite que les Hollandais tiennent aujourd'hui en prêtant serment à un souverain étranger pour eux, en se décorant d'un ordre substitué au mien par un jeu de mots qui fait de l'*union* du pays la *réunion* de ce pays à la France, sous la devise : *Tout pour l'empire!* » Il n'avait pas été le témoin des palinodies qui depuis cinquante ans ont salué l'avénement de chaque régime nouveau, et sa surprise peut s'expliquer. Aujourd'hui, à de pareils spectacles on ne s'étonne plus, et le mépris dispense de la colère.

Pour se distraire, il s'occupa de la composition d'un roman rempli de scènes et de personnages appartenant à la Hollande : *Marie, ou les Peines de l'amour*, fut imprimé à Gratz, où, selon toute appa-

rence, on n'avait jamais imprimé de livre français. M. de Capellen se chargea des corrections et de tous les détails de cette publication : il y employa beaucoup de temps; l'écriture du manuscrit était si peu lisible, qu'il lui fallut recopier tout l'ouvrage avant de livrer les feuilles à l'imprimerie. Ce monarque devenu romancier, cet ancien ministre copiste et correcteur d'épreuves, ce sont là des scènes qui n'appartiennent guère qu'à notre temps.

Cependant la campagne de Russie se préparait; le roi Louis en prévit les conséquences funestes. Deux sentimens se combattaient en lui : le souvenir des injures qu'il avait reçues d'un frère impérieux, et sa sympathie pour la gloire de Napoléon et de la France. Plus d'une fois il fut invité à revenir à Paris, mais il s'y refusa. Le rôle de roi exilé le flattait plus que les honneurs vulgaires qui l'attendaient en France.

Après une année de séjour, M. de Capellen, rappelé en Hollande par ses affaires et ses intérêts domestiques, annonça au roi l'intention de le quitter. Cette communication fut mal accueillie; Louis Bonaparte ne put se défendre de cet esprit ombrageux que ses serviteurs avaient toujours remarqué en lui. « Il me dit, raconte M. de Capellen, qu'il s'apercevait qu'il avait été ma dupe, que je n'étais venu le voir que pour l'espionner, et que, malgré toutes mes protestations contraires, il était sûr qu'à mon retour en Hollande il verrait ma nomination au conseil d'état ou à un autre poste, et que je finirais par me moquer de mon ancien roi. » Un pareil soupçon indigna M. de Capellen. Il répondit à cette apostrophe par écrit, avec mesure, mais avec fermeté, et la séparation se fit dans ces dispositions peu affectueuses.

M. de Capellen démentit les injurieuses suppositions du roi, et ne démentit pas son caractère. Ce fut seulement après que la Hollande eut été rendue à elle-même par les événemens de 1813, qu'il reprit des fonctions publiques. Le nouveau souverain de la Hollande l'avait institué en 1814 son commissaire général dans la Belgique, dont il attendait la royauté. Il l'envoya ensuite au congrès de Vienne pour défendre ses états héréditaires allemands, et en outre pour adhérer au traité secret qui venait de se conclure entre la France, l'Angleterre et l'Autriche, en vue de résister aux exigences de la Russie et de la Prusse. Il était chargé de promettre 40,000 hommes au nom de son maître.

Le 14 juin 1815, M. de Capellen était à Bruxelles, remplissant les fonctions de gouverneur général sous le titre de secrétaire d'état, lorsque le prince d'Orange, venu à Bruxelles de Nivelles, où il avait son quartier général, pour assister à un grand bal chez le duc de Richmond, l'informa le premier que les Français avaient passé la

Sambre à Buick. Le duc de Wellington le lui annonça également, et quitta le bal en même temps que le prince, pour se rendre à l'armée. Dans la journée du 18, l'agitation était extrême à Bruxelles. Tous les regards étaient tournés vers la maison de M. de Capellen; la foule en garnissait les abords pour observer sa contenance. Plusieurs fois les nouvelles les plus alarmantes lui furent apportées du champ de bataille. Il était décidé à tenir bon jusqu'au dernier moment, et à ne sortir par une des portes de la ville que quand les Français entreraient par une autre. Son cheval fut sellé toute la journée et une partie de la nuit, avec ceux du duc d'Ursel et du comte de Mercy-Argenteau; sa proclamation de congé était rédigée sur sa table. Dès le matin, les archives et les caisses du trésor avaient été envoyées à Anvers. Le commissaire général s'y rendit aussi sur l'ordre du gouverneur, et il lui écrivit aussitôt pour s'en féliciter, parce que, en traversant le faubourg, le cri de *vive l'empereur!* qui avait partout retenti à ses oreilles, lui avait fait présumer que l'entrée des Français avait suivi de très près son départ. Lorsque sa lettre parvint à M. de Capellen, le sort des batailles avait prononcé, et la ville ne courait plus aucun danger. Un incident de cette journée en fait ressortir les vicissitudes. Dans la matinée du 18, le chargé d'affaires du comte Lobau était venu trouver M. de Capellen pour lui dire, de la part du général, que, l'entrée des Français à Bruxelles ne paraissant pas douteuse, il pouvait laisser tous ses papiers et effets dans l'hôtel d'Arberg qu'il habitait, et qu'on s'engageait à en prendre le plus grand soin. Peu d'heures après, par un de ces retours fréquens à la guerre et surtout dans ce jour funeste, le comte Lobau, prisonnier, passait sous les fenêtres de M. de Capellen avec quinze cents de ses compagnons d'infortune. Vers les huit heures, le général Vincent, commissaire autrichien, revint du champ de bataille blessé par une balle qui lui était entrée dans la main et lui causait de cruelles souffrances. Cet officier, qui avait assisté à un grand nombre de batailles, était entièrement découragé, et considérait le duc de Wellington comme très compromis. Il insista vivement auprès de M. de Capellen pour le décider à quitter Bruxelles, mais celui-ci ne put s'y résoudre. Le lendemain matin, le duc de Wellington, revenu à Bruxelles, le fit prier de se rendre chez lui. Il lui dit, en voyant passer devant la maison un grand nombre de blessés, que la victoire avait été beaucoup plus complète qu'il n'avait osé l'espérer, qu'il avait toujours désiré se trouver en face de Napoléon et que Dieu lui avait accordé cette grâce, que tout ce qu'il avait vu en Espagne et ailleurs ne ressemblait en rien à la bataille de la veille, que jusqu'à sept heures du soir et à l'arrivée de Blücher il avait eu la plus grande appréhension sur l'issue de la journée. Il était ému et regrettait la perte de tant de braves. Ces détails donnés par

M. de Capellen n'ajoutent aux documens recueillis par l'histoire que le témoignage d'un homme impartial et grave.

Mais détournons les yeux de ces scènes douloureuses et revenons aux événemens qui s'étaient passés en Hollande, à l'établissement du nouveau royaume des Pays-Bas et au prince qui en avait reçu la souveraineté.

M. Van der Duyn trace le tableau des opinions qui en 1814 se partageaient la Hollande. Il les divise en quatre catégories et les peint sous des traits que nous lui emprunterons pour éviter le reproche d'allusions. Il y avait donc alors, selon lui, en Hollande : « 1° les anciens soi-disant orangistes (soi-disant, parce qu'après avoir participé à tous les gouvernemens qui s'étaient succédé, ils croyaient néanmoins, en 1813, reprendre les mêmes droits qu'ils avaient eus en 1785), anciens aristocrates, mécontens du roi pour n'avoir pas rétabli l'ancienne république, ou du moins mis leur personne au premier rang et dans les premiers emplois; 2° les véritables orangistes, fidèles à leurs anciens sermens et à un véritable attachement pour la maison d'Orange, rentrés dans les emplois et dans les affaires seulement après la révolution de 1813 (le nombre en était très petit); quelques-uns étaient de bonne foi devenus libéraux; 3° les renégats de la cause de la liberté, anciens révolutionnaires tâchant de faire oublier leurs antécédens par un zèle ardent pour le pouvoir, avides de grands emplois, d'une servilité dégoûtante et entraînant le prince dans des essais imprudens; c'étaient ceux que sa majesté préférait : champignons qu'on écrase, instrumens dociles que l'on brise et rejette loin de soi à volonté; 4° les libéraux véritables, hommes du XIXe siècle, marchant à la tête de la civilisation moderne, guidant et devant finir par faire triompher l'opinion publique, après avoir puissamment contribué à la former. » L'esprit public et tous les hommes de mérite étaient pour les libéraux. « Depuis longues années déjà, écrivait M. Van der Duyn en 1831, et même dans notre pays de *taupes*, car nous le sommes bien plus que *grenouilles*, les gens de quelque esprit et de quelques connaissances étaient du côté de ce que l'on pouvait appeler, il y a cinquante ans, l'opposition; par exemple, dans les petits troubles, tout au plus essais de révolution qui agitèrent la république de 1781 à 1787, les connaissances et l'habileté, à très peu d'exceptions près, se trouvaient dans le parti dit patriote. Je me rappelle à ce sujet que mon père me contait que, la cour se trouvant au château de Loo, en 1786, tout ce qui tenait au parti stathoudérien y abondait journellement. Mme de Dankelmann, grande gouvernante de Mme la princesse d'Orange et femme d'esprit, disait souvent à mon père lorsqu'elle rencontrait quelque individu fort nul et fort bête : « Ah! mon cher baron, il est sûrement des nôtres! » Le roi Guillaume

voulut asseoir sa nouvelle autorité sur les opinions divergentes qu'il trouvait en rentrant dans sa patrie. Gouverner l'état, comme les anciens stathouders, en maître à peu près, si ce n'est tout à fait absolu; diriger des états provinciaux avec l'aide de l'intérêt personnel, des complaisances et de l'esprit de cour; s'appuyer sur le peuple, suivant la politique de sa maison; introduire dans la constitution quelques-unes des anciennes dénominations, pour plaire à ceux qui y étaient demeurés attachés, — tel fut le but qu'il se proposa. La constitution fut donc modelée sur les vieilles formes de la république et en reproduisit quelques-unes encore chères : des états généraux et provinciaux, des ordres équestres, etc. La commission chargée de l'élaborer se composait d'hommes qui représentaient deux opinions fortement tranchées : les partisans de l'ancienne oligarchie républicaine exagérée, et les disciples de la révolution. Les premiers, à la faveur des vieilles dénominations, espéraient ressaisir les institutions du passé; les autres, rassurés par l'établissement d'un gouvernement monarchique, y cherchaient surtout la destruction définitive de l'ancien fédéralisme, véritable point d'appui des influences oligarchiques. Une constitution équivoque et bâtarde fut le fruit de cette double préoccupation. Lorsque, quelque temps après, la Belgique fut réunie à la Hollande, on sentit le besoin de modifier cette constitution, et ce second travail eut pour résultat des combinaisons fausses, un amalgame confus d'institutions disparates, une organisation politique qui consacrait le pouvoir direct et personnel du monarque, et ne reconnaissait pas la responsabilité ministérielle, tout en déniant au roi le droit de dissoudre les états-généraux.

Cette constitution participait des défauts mêmes de la réunion de la Belgique à la Hollande, alliance antipathique à deux pays que séparaient les contrastes les plus frappants de traditions historiques, de mœurs, de religion, de langage, d'intérêts commerciaux, alliance inspirée par la haine ou la crainte de la France, et qui était une des conceptions les plus malheureuses des cabinets européens. Pour faire face aux difficultés que l'établissement même de ce royaume devait faire naître, il eût été besoin de le confier à un chef d'un esprit élevé, étendu, également étranger à la Belgique et à la Hollande, et capable de lutter, par son impartialité, la hauteur de ses vues et l'absence de toute préoccupation personnelle, contre les divisions, les rivalités, les défiances qui devaient naturellement se former entre les deux parties du nouvel état. Le prince d'Orange, déjà rappelé par la Hollande, était imposé en quelque sorte aux souverains alliés. Loin d'accepter cet accroissement de territoire comme un présent dangereux, il le brigua. Les souvenirs de sa maison devaient pourtant l'avertir des obstacles que l'avenir lui réservait. Guillaume de Nassau-

Orange, premier du nom, fondateur de l'indépendance des Provinces-Unies, avait cru pouvoir concourir à affranchir la totalité des Pays-Bas de la domination espagnole, mais il avait tenté vainement de rallier à sa cause les Brabançons, les Flamands et les Wallons. Éclairés par cet exemple, ses fils Maurice et Frédéric-Henri n'essayèrent jamais de réunir aux Provinces-Unies le reste des Pays-Bas, demeuré fidèle à la foi romaine et redevenu espagnol. Plus tard, la cour de Madrid, ne pouvant défendre plus longtemps ces provinces, avait offert à Guillaume III d'en prendre l'administration, et ce prince prudent et éclairé, craignant d'y compromettre sa gloire et sa réputation, avait répondu par un refus. C'étaient là de graves avertissemens pour leur successeur, mais il ne les écouta pas. Il ne recula même pas devant des mesures qui, dès le début de son règne, durent faire croire à la Belgique qu'elle était livrée à la Hollande et asservie par les résolutions des puissances alliées. Cet état de dépendance apparut dans le vote même de la constitution. On sait que les délégués des provinces belges en votèrent le rejet; ce fut par un calcul peu loyal des votes, à l'aide de chiffres habilement groupés, c'est-à-dire par des adjonctions arbitraires à la minorité et des défalcations également arbitraires de la majorité, que l'on parvint à dénaturer le véritable résultat et à déclarer que la constitution avait été adoptée. On avait eu pourtant recours aux moyens les plus violens pour forcer les suffrages. M. de Capellen raconte à ce sujet un incident caractéristique : « M'étant aperçu, dit-il, que la très grande majorité des notables voterait contre la constitution, à moins qu'on n'eût recours à des moyens qui me paraissaient illégaux et de mauvaise foi pour obtenir une soi-disant majorité, je jugeai qu'il serait imprudent de pousser les choses. Il ne restait que très peu de temps. Je me rendis à La Haye pour donner au roi les informations nécessaires et lui faire prendre en considération de ne pas forcer l'opinion, mais d'aviser à d'autres moyens. Quelques heures après mon arrivée, le roi assembla son conseil, auquel j'assistai. Il fut décidé, après de longues discussions, que la chose était trop avancée pour reculer, que cela ferait le plus mauvais effet et serait considéré comme une marque de faiblesse de la part du gouvernement, et qu'on devait absolument passer outre et continuer comme on avait commencé. Je retournai dans la nuit à Bruxelles pour exécuter les ordres du roi. » Voilà sous quels auspices s'ouvrait le règne de la maison d'Orange en Belgique.

MM. de Capellen, Van der Duyn et de Grovestins peignent Guillaume Ier, chef de cette maison, et son caractère avec des traits peu flatteurs, où perce souvent le déplaisir que sa politique leur causait, mais qui portent le cachet de la vérité, étant le fruit d'observations longues, répétées et faites sur le modèle, si l'on peut ainsi parler.

Nous essaierons de dessiner, d'après eux, le portrait de ce prince, qui a, pendant quelques années, occupé l'Europe, qui joua tour à tour des rôles différens, exalté un jour par l'opposition et adopté plus tard par les légitimistes, comme le dernier défenseur de leurs principes. Il avait reçu de sa mère une éducation sévère, et d'instituteurs éminens une instruction développée; sa mémoire prodigieuse avait retenu les connaissances acquises dans sa jeunesse. Malheureusement il n'y avait rien ajouté; ses goûts ne le portaient point vers l'étude et la lecture, encore moins vers la littérature et les beaux-arts, qu'il considérait comme des futilités au moins inutiles; il avait beaucoup d'esprit, plus encore de finesse, mais sans largeur ni élévation. Son jugement, peu étendu, était ordinairement sain et d'une extrême promptitude. Il pratiquait la justice, attaché à ses devoirs de roi comme il les avait compris; aucune distraction, aucun goût plus ou moins futile ne l'en détournait un moment. Son économie parcimonieuse descendait aux moindres détails. Il pouvait faire ou laisser faire de grandes dépenses, mais il n'avait ni générosité naturelle, ni délicatesse dans sa manière de donner, et quand il ouvrait sa bourse, c'était plus par calcul, par devoir de religion ou intérêt de position que par inclination ou par le charme attaché à l'idée de faire des heureux. Quoiqu'il ne montrât pas de reconnaissance pour les services qui lui étaient rendus, il savait pourtant les apprécier, peut-être au-dessous de leur valeur réelle; mais il ne les oubliait pas toujours. S'il n'accordait point sa confiance, s'il appréciait mal le dévouement de ceux qui l'entouraient, il ne refusait pas son estime à la bonne conduite passée. Cependant il était dépourvu de sensibilité et exclusivement préoccupé de sa personne, défaut ordinaire des hommes qui exercent le commandement; il en avait aussi l'habitude de la défiance que donne l'expérience du monde, surtout à ceux dont la vie a été marquée par de nombreuses et éclatantes vicissitudes. On pouvait lui reprocher de faire trop de choses différentes, et par suite quelques-unes moins bien; il s'occupait en effet de toutes les affaires et voulait tout voir par lui-même. « C'était chose curieuse, dit M. de Grovestins après avoir rempli pendant deux ans les fonctions de secrétaire du cabinet, de voir la manière dont le roi Guillaume gouvernait son royaume pendant les cinq mois qu'il passait au Loo, sans y amener un seul de ses ministres, retenus à La Haye pour y *piocher* comme des commis. C'était un va-et-vient perpétuel de paperasses entre La Haye et le Loo, et l'on serait presque tenté de dire que celui qui jouait le rôle le plus important dans ce bizarre mode de gouvernement était le courrier qui le matin apportait ces montagnes de papiers au Loo, et qui les remportait le soir à La Haye. » Il ne savait donc pas résister, comme

le dit Saint-Simon, « à l'appât des détails qui sont la curiosité, les découvertes, tenir les gens en bride, briller aisément à ses propres yeux et à ceux des autres par une intelligence qui perce tant de différentes parties, le plaisir de paraître avec peu de peines, de sentir qu'on est maître et qu'on n'a qu'à commander, au lieu que le grand vous commande, oblige aux réflexions, aux combinaisons, à la recherche et à la conduite des moyens, occupe tout l'esprit sans l'amuser et fait sentir l'impuissance de l'autorité qui humilie au lieu de flatter. » On peut juger aisément qu'avec ces dispositions et la conscience de ses bonnes intentions, le roi Guillaume tenait peu de compte de l'opinion publique, il n'y croyait même pas. « L'opinion publique, disait-il un jour à M. Van der Duyn; qu'est-ce que cela? Chacun a son opinion, et elle varie selon l'intérêt du moment. » Il ajoutait une autre fois « qu'il s'en moquait comme de *Colin Tampon,* » et trouvait qu'il ne valait pas la peine de l'éclairer. Le dédain de l'opinion est salutaire quand il est réfléchi et prudent; mais il nous a été donné de voir où il peut conduire rois et ministres, quand il est aveugle et systématique, et Guillaume lui-même en fournit un exemple.

Quant à ses tendances politiques, elles étaient libérales, quoique ses actes de roi le fussent peu. En 1814, le baron de Vincent, gouverneur-général des Pays-Bas pour les hauts alliés, en lui remettant ces provinces, avait dit de lui après une longue conversation : « Il est trop libéral pour être roi et trop roi pour être libéral. » A la même époque, au moment de réunir l'assemblée des notables, il disait à M. de Capellen : « Il me tarde infiniment de voir la souveraineté dont je me trouve investi modifiée par une constitution sage et libérale. Élevé, comme je l'ai été, dans les principes républicains et stathoudériens, je ne m'arrange pas de ce pouvoir absolu, dont j'espère bientôt partager la responsabilité avec les autres pouvoirs dans l'état. » Mais le roi l'avait emporté sur le républicain, et cette responsabilité qu'il affectait de vouloir partager, il l'avait assumée tout entière dans la loi fondamentale, violemment imposée aux Belges. Cependant il n'était pas assez étranger aux idées nouvelles pour ne pas rester, dans une certaine mesure, l'homme de son temps. Il tenait peu de compte des distinctions de naissance, et il lui arriva plus d'une fois, notamment dans le choix des fonctionnaires, d'indisposer l'oligarchie républicaine des provinces du nord et la classe nobiliaire de la Belgique. Il s'entendait mal aux ménagemens personnels et aux compromis qu'impose le gouvernement constitutionnel. Après avoir admis dans la constitution des délibérations publiques, il s'étonnait et s'irritait quand ses projets de loi avaient éprouvé de l'opposition, et montrait de l'humeur à ceux dont le vote avait été

contraire; même quand la majorité lui avait été favorable, il ne savait pas dissimuler son mécontentement. C'était d'ailleurs la seule pression qu'il essayât d'exercer sur son parlement, et il ne cherchait à conquérir des voix ni par la séduction de l'argent ou des honneurs, ni par aucune autre influence; il gourmandait les opposans et ne récompensait pas même d'un mot ou d'un regard obligeant ceux qui appuyaient ses mesures. On eût dit qu'il considérait l'approbation comme une dette dont le paiement ne l'obligeait à aucune reconnaissance, et la contradiction comme une injure qui méritait punition. Ayant rayé de la constitution toute autre responsabilité que la sienne, il ne pouvait supporter qu'on s'en prît aux ministres des actes de son gouvernement : « Pourquoi mettre les ministres en cause? disait-il à M. de Grovestins; que sont les ministres? Rien du tout. Je puis, si je le trouve bon, gouverner sans ministres ou mettre à la tête des départemens ministériels qui bon me semble, fût-ce même un de mes palefreniers, car c'est moi, moi seul, qui suis l'homme qui agit et qui répond des actes du gouvernement. »

Les rapports que le roi eut avec son secrétaire du cabinet, M. de Grovestins, et, dans une sphère plus élevée, avec M. de Hogendorp, mettent en relief quelques-uns des traits que nous venons d'indiquer. M. de Grovestins était fort jeune, encore plein des souvenirs du collége, nourri par des lectures nombreuses, d'une vive et ardente imagination. Il voyait le roi avec le prestige dont un souverain est entouré pour ceux qui ne considèrent les têtes couronnées qu'à travers une auréole de gloire et de génie. Il s'attachait devant lui à donner à son langage une forme plus élevée, à exprimer, comme il le dit, des pensées empruntées à Tacite ou à Marc-Aurèle. Le roi le regardait avec un mélange de surprise et de pitié, cherchait à le dresser à son allure, et, s'apercevant qu'il y perdait ses peines, dit un jour : « C'est un homme dont on ne peut rien faire. » Quant à M. de Hogendorp, il pouvait prêter au roi l'appui d'une grande popularité et d'une capacité de premier ordre. Inspirateur et instrument le plus actif du mouvement de 1813, il siégeait dans le conseil des ministres à titre de vice-président du conseil d'état. Il ne tarda pas à devenir importun. Les rois en général ont peu de goût pour ceux qui, ayant contribué à leur élévation, peuvent prétendre à leur reconnaissance. Il faut convenir d'ailleurs que jamais deux hommes ne furent plus incompatibles. Le comte de Hogendorp, esprit vaste, aussi juste qu'étendu, plein de connaissances variées, surtout dans les matières d'économie politique et de gouvernement, joignait à ces qualités éminentes la résolution, la fermeté et le courage; mais il avait en même temps une ambition démesurée, des mouvemens de vanité puérils et presque ridicules, le besoin de dominer, plus encore celui

d'être écouté comme un oracle dont les moindres sentences font loi, et, ce qui était peut-être pire encore, la manie de témoigner au dehors ce besoin de domination exclusive qui se faisait sentir jusque dans sa parole lente et dogmatique et dans ses gestes d'une pédanterie qui prêtait parfois à rire. Qu'on juge de l'effet qu'il devait produire sur un roi non moins désireux de dominer, d'un caractère faible et par conséquent peu franc, empressé de se mêler de toutes choses, tourmenté d'une activité fatigante, sans but déterminé, adonné à un travail continuel de premier commis par goût et par habitude d'abord, puis par la crainte exagérée de perdre quelque parcelle de son autorité et de paraître soumis à une influence quelconque. Ni l'un ni l'autre ne possédait l'adresse et les formes conciliantes qui auraient pu permettre au ministre de subjuguer le prince sans qu'il s'en aperçût, ou au roi, en ménageant des faiblesses qui n'étaient guère que dans la forme, d'employer au profit de la chose publique les talens du seul homme d'état que lui offrissent les provinces du nord. Des rivalités privées provoquèrent les susceptibilités royales. Deux des ministres de Guillaume, hommes d'esprit, habiles à saisir les ridicules et à les livrer au persiflage, parvinrent bientôt à rendre le comte de Hogendorp, sinon odieux, du moins incommode et gênant, surtout lorsqu'ils eurent persuadé au roi que le vice-président du conseil d'état aspirait à exercer tout le pouvoir, et que, ne le voulût-il point, sa réputation et sa capacité feraient supposer qu'il était en effet l'âme du gouvernement. La rupture éclata à propos d'un écrit politique de M. de Hogendorp que le roi, à qui il l'avait communiqué, lui défendit de publier. M. de Hogendorp ayant donné sa démission, M. Van der Duyn, son ami, fut chargé de tenter un rapprochement; mais il reçut pour réponse ces mots qui avaient la forme sentencieuse habituelle au comte : « Le voile est déchiré et l'illusion détruite. » M. de Hogendorp continua de siéger dans la seconde chambre des états-généraux, et quoiqu'il y exerçât peu d'influence, faute de l'aménité et des manières bienveillantes qui ne sont pas moins nécessaires dans les assemblées que dans les conseils, il y fit ombrage à Guillaume, qui essaya de l'en éloigner en demandant à M. Van der Duyn de combattre sa réélection, et, sur le refus de celui-ci, en le nommant à la première chambre, faveur intéressée sur laquelle celui qui en était l'objet ne se fit pas illusion et qu'il déclina.

Des sentimens analogues à ceux qui amenaient l'éloignement de M. de Hogendorp avaient engagé Guillaume à s'attacher, comme ministre de la justice, M. Van Maanen, dont les fautes et l'impopularité eurent une grande part aux événemens de 1830. La faveur dont il jouit eut pour origine ce qui paraissait devoir l'éloigner du nouveau roi. Autrefois zélé partisan de la république batave et par consé-

quent adversaire ardent du stathoudérat et de la maison d'Orange, il avait, en qualité de procureur ou de fiscal près la cour de Hollande, soutenu énergiquement l'accusation portée contre Guillaume V et demandé contre le prince et sa maison un arrêt de proscription; l'héritier des droits de cette maison pensa sans doute que le zèle de l'ancien fiscal serait en proportion de ses torts. De même qu'avoir trop bien servi les princes inspire une fierté qui devient importune, de même avoir été leur ennemi commande une docilité qui plaît; c'est la source de beaucoup de fortunes politiques, ce fut celle de l'élévation de M. Van Maanen.

Un incident que M. Van der Duyn raconte avec détail achèvera de faire connaître le caractère de Guillaume Ier. Au commencement de 1814, quand Guillaume de Nassau n'était encore que prince souverain des Pays-Bas, un mariage avait été projeté entre le prince héréditaire d'Orange et la princesse Charlotte d'Angleterre; on était à peu près d'accord de part et d'autre. Déjà, en Hollande, les articles du contrat avaient été rédigés et communiqués aux ministres anglais. M. Van der Duyn, envoyé à Londres pour cette affaire avec le baron Fagel, trouvait les choses assez avancées pour proposer de fixer l'époque de la célébration, lorsque des difficultés s'élevèrent sur la résidence des futurs époux. Habiteraient-ils la Hollande ou l'Angleterre? C'était une question qui préoccupait le parlement britannique, et à laquelle on pensait que s'attacherait l'opposition, qui avait peu de goût pour ce mariage, de peur que les nouvelles relations qu'il ferait naître n'entraînassent l'Angleterre dans des guerres continentales. Guillaume insista pour que la dot et les revenus de la princesse Charlotte fussent dépensés en Hollande, et ne se prêta à aucune concession sur ce point secondaire. Il est juste de dire que le prince-régent, quoiqu'il aimât tendrement sa fille, ne s'opposait pas absolument à ce projet : peut-être, par une faiblesse qui n'était pas sans exemple, ne lui déplaisait-il pas que la présence de l'héritière du trône ne lui rappelât point à tout instant qu'il aurait à le lui transmettre; mais l'opinion se prononçait dans les trois royaumes. Le duc de Sussex, oncle de la princesse, qui désirait le mariage, entretint en particulier M. Van der Duyn des dangers auxquels on s'exposait, et le pria d'en informer sa cour. La communication de cet avis ne produisit aucun effet. « Le duc de Sussex est de l'opposition, dit-on autour du prince, par conséquent une espèce de jacobin. Il n'y a aucun compte à tenir de ses conseils. » A la faveur de cet argument, si souvent employé dans les pays constitutionnels, et qui y fait mépriser les plus sages avis, on ne s'arrêta pas aux avertissemens donnés par le duc, et Guillaume persista plus que jamais dans ses résolutions. Cependant il était urgent d'en finir : la princesse Caroline,

que le prince-régent avait blessée dans sa dignité de mère en insinuant aux envoyés hollandais de ne lui rendre aucun devoir et de ne pas lui demander, ne fût-ce que pour la forme, son consentement au mariage, était mécontente, irritée, et résolue à traverser les projets de son mari. Rien ne fut donc épargné pour les faire échouer. On circonvint la princesse Charlotte; on l'inquiéta sur les suites d'une expatriation qui pourrait compromettre ses droits à la succession; on l'associa aux griefs d'une mère qu'elle chérissait. Le ridicule, la caricature, cette arme familière à l'opposition chez nos voisins, tout fut mis en œuvre pour que l'union projetée devînt odieuse à une jeune fille fière, sensible et jalouse de ses droits. Pendant ces démêlés, arriva tout à coup à Londres la grande-duchesse Catherine de Russie, veuve du duc d'Oldenbourg, envoyée selon toute apparence pour créer de nouveaux obstacles. Pleine d'esprit, de finesse et d'astuce moscovite, elle connut bientôt tous les personnages qu'elle devait envelopper dans ses filets : le prince-régent, qui la craignait et la détestait; la princesse Charlotte, qui avait plus de caractère et d'instruction que d'esprit; le prince d'Orange enfin, peu épris d'une jeune personne qui avait, dit M. Van der Duyn, «l'air d'un garçon mutin en cotillon,» et songeant bien plus à chercher le plaisir dans les sociétés de Londres qu'à courtiser celle qu'on lui destinait pour épouse. La duchesse eut bientôt brouillé les cartes. Elle jeta le trouble dans l'esprit de la princesse Charlotte en irritant ses sentimens les plus secrets : son ambition, qui avait tout à craindre de l'alliance d'un prince destiné à régner de son côté et par conséquent peu disposé à se contenter du simple rôle de mari de la reine; son orgueil, qui devait souffrir du peu d'empressement dont elle se voyait l'objet; ses ressentimens de fille enfin. Peut-être fut-elle secondée par le penchant que commençait à lui inspirer le prince Léopold de Saxe-Cobourg, à cette époque à Londres, dans l'état-major d'un des souverains, et qui s'y faisait remarquer par ses avantages extérieurs, sa tournure militaire, un esprit sérieux et réfléchi qui contrastait avec la légèreté et l'inconsistance du prince d'Orange. Quoi qu'il en soit, au moment de la rédaction des articles, lorsqu'on était tombé d'accord sur le séjour des futurs époux tantôt à Londres et tantôt à La Haye, et lorsqu'on s'y attendait le moins, la princesse Charlotte s'échappa furtivement du palais du prince-régent, se réfugia chez sa mère, et déclara elle-même au prince d'Orange qu'il n'aurait jamais sa main. Ainsi deux femmes, dirigées, l'une par des rivalités de cour, l'autre par son orgueil blessé, trompaient les calculs de la politique, déjouaient les finesses de la diplomatie et renversaient les résolutions de deux souverains, et Guillaume eut lieu de regretter que ses lenteurs et ses prétentions exagérées, laissant à l'intrigue le loisir de se

déployer, eussent ainsi frustré sa maison du brillant avenir qui semblait alors s'ouvrir devant elle.

Tel était le roi que les puissances alliées avaient donné à la Belgique en la réunissant à la Hollande, et il suffit de considérer son humeur, ses goûts, ses défauts, la nature même de ses qualités, pour ne point s'étonner des fautes nombreuses qui rendirent inévitable la séparation des deux parties du royaume. Nous ne chercherons pas à retracer ces quinze ans de règne, sur lesquels le livre qui nous occupe, contenant plus de réflexions que de documens, ne nous offrirait rien à ajouter aux faits déja recueillis par l'histoire; mais nous y trouvons sur les événemens même accomplis en 1830 et dans les années suivantes quelques anecdotes intéressantes et curieuses.

M. le comte de Mercy-Argenteau, grand chambellan de la cour, avait depuis deux années adressé au roi des conseils dictés par la prudence. Dix jours avant l'insurrection de Bruxelles, voyant Guillaume partir pour le château de Loo, il s'efforça de lui faire comprendre la gravité des circonstances et le danger de cet éloignement. « Sire, lui disait-il au moment où le roi montait en voiture, une chose m'inquiète vivement : les autorités ici ne s'entendent point. Il y a trois polices qui se croisent et se nuisent réciproquement, et pas une qui soit bonne. D'un jour à l'autre, une explosion peut avoir lieu. Qui commandera? qui dirigera? » Le roi donnait des signes d'impatience; la montre à la main, il semblait surtout préoccupé du souci de ne pas manquer à l'exactitude qu'il s'imposait avec une sorte de pédantisme, et il se contentait de répondre : « Oui, oui, vous avez raison, ils ne s'entendent pas trop; mais il faut voir encore, et j'espère que cela s'arrangera mieux que vous ne pensez. » M. de Mercy, à la fois attéré et indigné, fit une profonde révérence en disant : « Sire, je l'espère aussi. » A quelques pas de là, le prince Frédéric ne répondait qu'en haussant les épaules au général qui lui faisait de son côté un rapport sur l'insuffisance de ses ressources militaires, et lui demandait des ordres pour le cas d'un mouvement populaire auquel on s'attendait. Le père et le fils quittèrent Bruxelles, que le premier ne devait jamais revoir, et dont le second devait seulement attaquer les faubourgs au mois de septembre suivant. Le mouvement éclate dans la nuit du 25 au 26 août. Aucune précaution n'a été prise. Le roi, les princes et les ministres sont absens. Bruxelles tombe bientôt au pouvoir des insurgés. Une députation se rend auprès du roi pour lui exposer les griefs de la Belgique. Que demande-t-elle? La responsabilité et le contre-seing ministériels, le renvoi de quelques ministres, et en particulier de M. Van Maanen. Le roi répond, sur le premier point, que la loi fondamentale n'a pas consacré ces théories, et qu'il pourra y avoir lieu de consulter à cet égard les états-généraux

qu'il vient de convoquer en session extraordinaire. Quant à ses ministres, sans témoigner d'humeur, sans s'expliquer sur les plaintes énumérées à leur charge, il fait observer que la loi fondamentale lui laisse le libre choix de ses ministres, et qu'il tient trop à l'honneur de sa couronne pour paraître céder « comme celui à qui l'on demande quelque chose *le pistolet sur la gorge.* » Le lendemain, le prince d'Orange prend la résolution courageuse d'entrer à Bruxelles avec quelques officiers seulement. La garde bourgeoise se porte au-devant de lui, les honneurs militaires lui sont rendus, et le cortége se dirige vers l'hôtel de ville; mais on engage le prince à n'y point monter : on lui fait pressentir qu'un danger sérieux l'y attend. Il s'inquiète, court des chances bien autrement graves en se jetant au milieu du peuple révolté, et gagne à toute bride le haut de la ville et son hôtel. Quel était ce danger? M. Van der Duyn repousse l'idée que la personne du prince fût menacée, et dit tenir de bonne part qu'on avait seulement formé le dessein de l'engager, et au besoin de le forcer à signer la séparation, par conséquent l'indépendance de la Belgique, dont le gouvernement lui aurait été remis. Quelques mois après, il parut regretter de s'être alors montré « fils respectueux, » comme le disait, non sans amertume, la princesse d'Orange. En effet, dans une société à Londres, où il se trouvait avec M. de Talleyrand, on vint à parler des chances qu'il avait eues, particulièrement lors de son entrée à Bruxelles, de porter la couronne belge. Le diplomate français témoigna son étonnement de ce que le prince n'avait pas profité de cette occasion; celui-ci répliqua : « Mais qu'aurait-on dit et fait en France? — Nous, répondit M. de Talleyrand, nous aurions crié comme de beaux diables; mais vous, monseigneur, n'en auriez pas moins été roi. »

Le prince d'Orange, rentré dans son palais, y avait réuni une commission pour délibérer sur les mesures propres à ramener le calme et la confiance. Les personnages les plus considérables par le rang ou l'influence sur l'opinion en faisaient partie. La commission demanda unanimement la séparation administrative de la Belgique et de la Hollande. Les exigences croissaient ainsi chaque jour. « Mais alors, disait le prince, promettez-vous de rester fidèles à la dynastie? — Oui, nous le jurons, répondaient les assistans. — Et si les Français entraient en Belgique, vous joindriez-vous à eux? — Non, non. — Marcherez-vous donc avec moi pour notre défense? — Oui, jusqu'à la mort. » De son côté, la régence de Bruxelles avait formé au-dessus d'elle une commission de sûreté générale, et parmi les pouvoirs dont elle l'avait investie, se trouvait au premier rang celui d'assurer le maintien de la dynastie. La cause des Nassau n'était donc pas encore perdue en Belgique. Pendant que ces tentatives de rapproche-

ment se faisaient à Bruxelles, le prince Frédéric, second fils du roi, avait établi son quartier général à Vilvorde, à quelques lieues de la ville. Des troupes s'y rassemblaient de toutes parts, et leur présence répandait l'inquiétude et la défiance. Le roi s'était pourtant décidé à écarter M. Van Maanen, quoiqu'on pût supposer qu'il cédait à la contrainte bien plus encore que quand il avait refusé cette satisfaction aux commissaires belges; mais M. Van Maanen se retirait comblé de dignités et d'honneurs, et on lui donnait un successeur si peu sérieux, qu'il pouvait être considéré comme prêt à reparaître à tout instant. Son renvoi n'était donc qu'une satisfaction incomplète et équivoque, et dans les révolutions concéder à demi est plus dangereux que de ne rien concéder. En même temps, la session extraordinaire des états-généraux s'était ouverte par un discours où les événemens de Bruxelles étaient flétris dans des termes qui ravivaient les blessures. Les députés belges s'étaient rendus à La Haye. Bien que leur vie n'y fût pas en sûreté, ils s'étaient fait un point d'honneur de ne pas se refuser à cette dernière épreuve, et ils donnèrent même leurs voix à l'adresse des états, qui, selon l'usage, n'était que la paraphrase du discours royal; mais les colères que ce discours avait soulevées à Bruxelles les y rappelèrent bientôt.

Les projets de violence reprirent alors le dessus. A La Haye et dans toute la Hollande, les passions populaires débordaient contre la Belgique, et elles flattaient trop les sentimens personnels du roi pour qu'il y résistât. Il fut décidé que Bruxelles serait reprise par la force des armes. Cette résolution fut arrêtée, au dire de M. Van der Duyn, en l'absence du prince Frédéric, qui était à la fois ministre de la guerre et de la marine, sans que les directeurs généraux de ces deux services fussent entendus, ni aucun militaire consulté, et par conséquent dans l'ignorance des ressources disponibles. Le choix du général auquel serait confié le commandement des troupes fut mis en délibération dans le conseil des ministres. Tous déclarèrent que dans cette lutte contre le peuple un prince de la famille royale ne pouvait être exposé, soit à un échec, soit à une victoire qui pouvait coûter beaucoup de sang. On proposa le général Chassé. « Son grand âge, dit le roi, ne lui permet pas de monter à cheval; » puis, sans tenir aucun compte des objections de ses ministres, il ajouta : « Ce sera Fritz (Frédéric). »

Nous ne dirons rien de cette lutte désespérée, qui, comme chacun le sait, se prolongea pendant plusieurs jours, et se termina par la défaite et l'éloignement des troupes hollandaises; elle rendit définitive la rupture des Belges avec la maison de Nassau. Pour exciter le courage du peuple, pour dissiper ses défiances, au milieu du combat, on s'était solennellement engagé envers lui à ne jamais traiter avec

la dynastie expulsée, et cet engagement avait été scellé dans le sang. Le roi Guillaume n'avait pourtant pas perdu tout espoir. Nous l'avons vu hésitant sans cesse entre l'emploi de la force confiée au second de ses fils et un accommodement remis aux négociations de l'aîné, l'un brandissant son épée à Vilvorde, l'autre proposant la paix à Anvers. La force avait échoué, Guillaume en revint aux voies de douceur. Le 4 octobre, il nomme le prince d'Orange gouverneur des provinces méridionales du royaume, sorte de reconnaissance de la séparation administrative. Le prince est chargé de recourir aux moyens de conciliation pour rétablir l'ordre. Des ministres, des conseillers d'état lui sont adjoints. Il se rend à Anvers, qui lui est assigné pour sa résidence. Il voulait emmener avec lui M. Van der Duyn, et s'aider de la longue expérience et de la popularité de ce vieux serviteur de sa famille. Le roi ne le permit point par des raisons que M. Van der Duyn n'a pu éclaircir. Toutefois, avant de partir, le prince voulut le voir; mais l'entrevue fut tout à fait insignifiante. Voici ce que M. Van der Duyn en raconte : « Le lundi, 4 octobre, j'eus une conversation oiseuse avec le prince d'Orange, quoique mandé expressément. Il voulait que je calmasse les esprits au sujet de son départ pour Anvers, et que j'expliquasse aux gens du nord qu'en essayant de ramener le sud, il ne les abandonnait pas. Ceci me fit entrer en matière, mais bientôt finir, m'apercevant que je parlais seul. Son altesse royale fut fort aimable, tendre même, puisque l'entretien finit par une embrassade de sa part, à laquelle je tendis bêtement la joue. Je m'en allai fort heureux d'avoir été trompé dans ma vaniteuse crainte (moi qui ai tant d'ambition!) d'être invité à l'accompagner dans ce voyage. » La mission du prince était difficile : il se trouvait en butte à la fois aux défiances des deux parties du royaume, des Hollandais qui repoussaient tout arrangement, et des Belges qui avaient prononcé la déchéance de sa dynastie. Il pensa que tous ses efforts devaient tendre à ramener ces derniers, et il s'y employa avec trop peu de ménagemens pour y réussir. On écrivait alors d'Anvers à M. de Grovestins : « Les efforts que fait ici le prince d'Orange pour conquérir la popularité n'obtiennent que du mépris. Il touche la main à tous les hommes qu'il rencontre, boit avec les soldats, leur dit qu'il est le héros de Waterloo, et fait si bien, que chaque jour il perd quelqu'un de ses partisans. » Toute l'attention du prince était exclusivement dirigée vers les militaires belges, encore à Anvers sous les drapeaux de la maison d'Orange. Les soldats hollandais, se voyant négligés, en murmuraient. Un chambellan du prince crut devoir l'en informer : « Que veulent donc ces Hollandais? dit-il. Ne sont-ils pas tranquilles? Ils ne comprennent donc pas que je dois tout faire pour calmer, pour gagner les Belges! Réfléchissez que je dois travailler ici à la conservation

de mon patrimoine et de celui de mes enfans, et que je dois leur transmettre l'héritage de mes pères. » Se concilier les catholiques et les séparer des libéraux, avec lesquels ils avaient fait une alliance purement accidentelle, et qui n'avait pour base que la communauté du mécontentement, paraissait être la mesure la plus habile et la plus urgente. Le prince en entretint l'internonce Capaccini, qui, avec la présence d'esprit que l'église ne perd jamais, accepta avidement cette ouverture. Le prélat conseilla de nommer sur-le-champ un évêque à Bruges et un autre à Bois-le-Duc, et désignant les deux personnages qui lui paraissaient devoir être appelés à ces postes éminens, il ajouta : « Le roi les nommera, et je prends sur moi de déclarer que c'est avec l'approbation du saint père. » Le prince adopte cette pensée et écrit au roi pour en proposer l'exécution immédiate. Il lui est répondu qu'on ne peut rien accorder ni conclure à ce sujet avant la décision de Rome à l'égard de négociations engagées avec elle. Informé de cette objection, monsignor Capaccini, sur l'invitation du prince, rédige un mémoire clair et concluant, afin de démontrer que les nominations proposées n'ont aucun rapport avec la réponse attendue de Rome. On expédie cette pièce à La Haye, mais sans succès. Les dispositions du roi étaient encore une fois changées. Son irritation n'avait plus de bornes. Il faisait rentrer M. Van Maanen au ministère, et adressait aux provinces du nord un appel aux armes. C'est alors que le prince d'Orange prend un parti désespéré. N'obtenant rien de son père, contrarié dans ses mesures, repoussé dans ses propositions, voyant la couronne belge fuir devant ses efforts, il s'arrête à un parti qui, un mois plus tôt, surtout au moment de son entrée à Bruxelles, aurait produit un effet décisif. Il déclare, par une proclamation datée d'Anvers, le 16 octobre, qu'il se fait le chef de la révolution. « Je me mets, dit-il aux Belges, dans les provinces que je gouverne, à la tête du mouvement qui vous mène vers un état de choses nouveau et stable dont la nationalité fera la force. Voilà le langage de celui qui versa son sang pour l'indépendance de votre sol, et qui vient s'associer à vos efforts pour établir votre nationalité politique. »

Il faut répéter ici ce mot fatal des révolutions, ce mot prononcé en France en 1830 et en 1848 : « Il était trop tard. » Le premier jour, les Belges se contentaient d'un changement de ministère et d'une réforme constitutionnelle. On n'accorde le changement et l'on ne promet la réforme constitutionnelle que quand ils en sont venus à provoquer la séparation administrative des deux parties du royaume. Cette séparation elle-même, on attend pour y consentir que les fautes commises aient fait prononcer la déchéance de la famille régnante. L'abîme est devenu si profond, que la rébellion même du fils qui se

pose en successeur de son père vivant n'est plus une satisfaction suffisante. Grande leçon pour ces politiques superbes qui repoussent toute concession comme un pas vers les révolutions, qui mettent leur orgueil à braver l'opinion, et qui trop souvent, comme le roi Guillaume, tout en pliant eux-mêmes sous la nécessité, ne savent pas s'y résoudre à propos! Il était donc trop tard. En Belgique, la proclamation fut accueillie avec dérision; en Hollande, elle souleva l'indignation. Un journal enjoignit au roi de changer l'ordre de succession au trône, en raison de l'indignité encourue par le prince d'Orange. La session ordinaire des états-généraux, auxquels les députés belges n'assistaient point cette fois, s'ouvrit le 18 octobre. Faisant allusion à l'incartade du prince, le roi se bornait à dire : « La nouvelle inattendue que je reçois aujourd'hui même d'Anvers est une nouvelle preuve du progrès quotidien de la séparation réelle des deux divisions du royaume. » Ce langage équivoque et obscur, dont l'indifférence laissait soupçonner une connivence du père avec le fils, ne fit qu'irriter les défiances à La Haye et à Bruxelles. Guillaume ne put s'en tenir à cette étrange réserve. Les deux ministres qui accompagnaient le prince à Anvers l'avaient quitté brusquement, considérant leur mission comme terminée. Le roi fut obligé de se prononcer; il suspendit les pouvoirs du gouverneur des provinces méridionales, et défendit aux généraux d'en recevoir aucun ordre. « Vraiment, écrit M. Van der Duyn, la position du prince est non-seulement fâcheuse, mais devient aussi ridicule. » Abandonné par l'armée, désavoué par son père, repoussé par les Belges, il n'était pas même en sûreté à Anvers. Il s'en éloigna en laissant pour adieux une nouvelle proclamation qui tendait à réserver les chances de l'avenir; mais on doutait qu'il pût affronter les mécontentemens de la Hollande. La princesse d'Orange, demeurée à La Haye, fit appeler le grand chambellan de la cour et M. Van der Duyn. « Conversation singulière, écrit M. Van der Duyn, plus qu'intéressante, quoique j'aie été singulièrement touché de ce qu'elle a dit de la position triste et embarrassante où elle se trouvait entre ses parens et son mari, tellement la pauvre femme avait le cœur gros et éprouvait le besoin de s'ouvrir à des personnes qu'elle considérait, nous dit-elle, comme particulièrement dévouées au roi et devant jouir de sa confiance. Le résultat comme le but de cette conversation singulière était des plaintes modérées sur les mesures du roi à l'égard de son fils et la justification de ce dernier, avec le désir que ce que l'on nous avait dit fût rapporté au roi, ce dernier point plus directement adressé à mon compagnon d'infortune, dirai-je, car je n'ai pas besoin de vous dire que tout cela était assez embarrassant pour lui surtout; aussi avait-il une drôle de mine

en promettant de s'acquitter de l'ambassade. » M. Van der Duyn fut d'avis que le prince revînt prendre sa place auprès du trône et de son père, et cet avis, qui n'était pas celui du grand chambellan, plus effrayé du mouvement de l'opinion, fut d'abord repoussé par le roi, qui, par un premier message, défendit à son fils de se présenter devant lui; mais le même jour l'ordre contraire lui fut expédié. Le prince revint en effet et se rendit à l'église avec la famille royale. Malgré la mauvaise humeur du public, en dépit de quelques murmures isolés, il ne fut pas mal accueilli à sa sortie, et le soir il y eut dîner à la cour, « comme si de rien n'était. » Deux jours après, il partit pour Londres, chargé d'une mission imaginée pour colorer son absence. Ce voyage, quoique le but en fût fort différent, lui rappela sans doute celui qu'il avait fait dans le même lieu plus de vingt-cinq ans auparavant. Le succès n'en fut pas plus heureux, et après le refus du trône par le duc de Nemours, quand le prince d'Orange, par une dernière proclamation, se présenta comme candidat au trône belge, il se vit encore une fois, par un singulier jeu de la fortune, préférer le prince Léopold.

Malgré ces nombreux échecs, le roi Guillaume, quoique plus d'une fois ceux qui l'entouraient eussent remarqué en lui un grand abattement, n'était pourtant pas découragé. Les promesses, les essais de conciliation, les moyens militaires, le coup de tête même de l'héritier du trône, rien n'avait réussi. Il dirigea d'un autre côté ses efforts. M. Van der Duyn croit qu'il aurait pu, en traitant directement et ouvertement avec la Belgique, et au moyen de sacrifices que les circonstances commandaient, conserver encore à sa famille le trône belge. Une conversation que M. de Capellen eut quelques années plus tard avec le roi Louis-Philippe donna lieu de penser que le gouvernement français n'y aurait pas fait obstacle. « J'ai vu avec peine, disait le roi des Français, le trône de Belgique échapper à la maison d'Orange. J'aurais vivement désiré le lui remettre. Il y aurait eu quelques chances de succès, si l'on avait proposé de donner ce trône au fils puîné du prince d'Orange (le prince Alexandre); mais comment aurait-on pu faire une proposition semblable à La Haye, où l'on voulait tout avoir à ce moment? Cette proposition, venant de moi surtout, ne pouvait être que mal reçue. Je ne devais pas, disait-on, rester six semaines en place. » Puis, faisant allusion au roi de Prusse, qui, à son retour d'Angleterre, avait évité de passer en France, il ajoutait : « On affecte encore de me tenir dans cette espèce de quarantaine. » Le roi Guillaume, irrité contre la France, tourna ses regards vers les plénipotentiaires des cinq grandes puissances qui, réunis à sa demande, formaient la conférence de Londres. Dès la

seconde séance, la conférence ordonna un armistice. Guillaume en fut consterné. D'abord on le plaçait sur un pied d'égalité avec des rebelles; puis on semblait révoquer en doute ses droits sur le Luxembourg, province dont il se considérait en quelque sorte comme propriétaire, l'ayant obtenue en échange de ses états héréditaires. Le congrès belge, qui était assemblé, se hâta d'adhérer à la résolution de la conférence. Guillaume, qui avait lui-même provoqué l'arbitrage des puissances, ne pouvait se permettre un refus formel; il s'efforça de gagner du temps, ressource ordinaire des faibles. « Ici, écrivait M. Van der Duyn, *on* est toujours nerveux et triste, d'autres fois furieux, mais par-là même indécis. *On* tergiverse, et je suppose, sans le savoir positivement, que les amis de l'autre côté de l'eau permettent, par un égard de politesse, que l'*on* ne s'explique positivement que quand les autres auront parlé. » Il fallut pourtant se prononcer. L'armistice fut accepté, mais on refusa de faire jouir Anvers du bénéfice de la disposition qui ordonnait la levée du blocus des ports. Le roi prétendit que cela regardait seulement les ports de mer, et que l'Escaut étant une navigation intérieure (d'eau douce apparemment, s'écrie M. Van der Duyn), Anvers n'était point compris dans la mesure. Les Belges se plaignirent; le secrétaire de l'ambassade anglaise Cartwright vint réclamer en leur nom, mais vainement. La guerre, la guerre générale, telle était la dernière espérance de Guillaume. Il ne se rendait pas compte de l'état de l'Europe, des embarras des puissances, du trouble que la révolution de juillet avait répandu partout et de tout ce qui, à cette époque plus encore peut-être qu'à présent, garantissait le maintien de la paix. M. Van der Duyn en éprouvait une impatience qu'il exprime avec une extrême vivacité : « Il est fou, notre homme, décidément il l'est, ou bien aveugle au point le plus incurable sur sa position et celle des affaires. Croiriez-vous, non, vous ne pourriez le croire, à moins que je ne vous l'affirme, que non-seulement il conserve, avec la prétention de reconquérir la Belgique perdue, l'espoir d'y parvenir et, qui plus est, le projet de l'essayer, et cela malgré les événemens de la Pologne et la non-arrivée à son secours des débris de la sainte-alliance, par conséquent seul à seul ou, pour mieux dire, deux contre quatre! Mieux encore : la Belgique reconquise par les armes, aidée d'insurrections contre-révolutionnaires, a perdu par sa révolte le droit de faire partie intégrante du royaume; elle est hors la loi, c'est-à-dire en dehors des droits que lui assurait la loi fondamentale. » M. Van der Duyn combattait les idées du roi : « Sire, lui disait-il, la guerre a ses chances; elle pourrait être défavorable aux puissances. Ne vaudrait-il pas mieux que, par la paix, un état intermédiaire fût con-

servé entre la France et nous? — Eh bien! monsieur, reprit le roi avec une expression de déplaisir, je vous accorde le danger de voir la Belgique conquise par la France, c'est beaucoup; mais ne peut-elle pas être reprise? Ne l'avons-nous pas vu à Waterloo? » Cette réponse surprit d'autant plus l'interlocuteur, qu'il avait appris qu'on disait déjà dans le monde diplomatique que quand même, par suite d'événemens imprévus, la Belgique se trouverait de nouveau à la disposition de l'Europe, comme en 1814, on ne rétablirait jamais le royaume des Pays-Bas sur ses anciennes bases. Le roi affectait de croire que la révolution d'août avait été amenée par la représentation de *la Muette* et la négligence des autorités, comme si ces grandes commotions populaires ne tenaient pas toujours à des causes plus sérieuses que les incidens secondaires qui en sont seulement l'occasion. Il semblait ne pas comprendre à quel point la Belgique était perdue pour lui. « Ce sont, disait-il à tout propos, des choses de ce bas monde qui s'arrangeront. » Tous les événemens du dehors lui rendaient sa confiance. Un jour, ce sont les troubles qui éclatent à l'enterrement du général Lamarque en France; il croit déjà à une révolution accomplie. On annonce qu'une flotte russe s'avance dans la Baltique; il y voit un secours protecteur. Une tempête agite l'océan; il s'imagine qu'elle a pu, en détruisant la flotte et l'armée de dom Pedro, venir en aide à dom Miguel, dont il associe la cause à la sienne. On dit devant lui qu'à Bruxelles on remeuble à neuf le palais du roi : « Tant mieux, reprend-il, je n'ai rien contre. » Et il ne manque pas de se trouver un courtisan qui s'empresse d'ajouter : « Les Français ont déjà une fois meublé des palais pour nous. » On comptait beaucoup sur les fautes des Belges, mais on se trompait encore. M. Van der Duyn écrit à ce sujet quelques lignes qui méritent d'être citées : « Le dîner de réception donné à lord Ponsonby par le comité diplomatique s'est fort convenablement passé. Ce diplomate, ainsi que M. Cartwright, ont été particulièrement contens du ton et des formes de M. Van de Weyer, président du comité. On m'assure aussi que les notes échangées entre le gouvernement provisoire belge et le gouvernement britannique sont rédigées dans un très bon style diplomatique : nouvelle preuve que ce n'est pas l'habileté qui manque de ce côté-là, ainsi qu'en général de nos jours elle est du côté des hommes nouveaux et de la jeunesse. Les vieilles races aristocratiques ont dégénéré, et cela aussi explique la nécessité des révolutions populaires et la facilité avec laquelle elles s'opèrent. »

Après de longues négociations, des protocoles sans fin et des lenteurs dont Guillaume avait profité pour essayer de surprendre la Belgique le 4 août 1832, tentative périlleuse et qui donna lieu, comme on

se le rappelle, à l'entrée des Français sur le territoire belge, le traité dit des 24 articles vint poser les bases définitives de la séparation des deux royaumes : Guillaume refusa d'y adhérer. La Russie tenait une conduite au moins singulière. Tandis que son ambassadeur concourait à Londres aux négociations destinées à maintenir la paix, l'empereur, par une lettre de sa propre main écrite au prince et à la princesse d'Orange, approuvait la levée de boucliers du 4 août, et faisait des vœux pour le succès de cette expédition. M. Van der Duyn affirme ce fait d'après une personne qui avait tenu dans ses mains et lu la lettre autographe de Nicolas. On a vu quelquefois de ces contradictions entre un roi et ses ministres dans les gouvernemens constitutionnels; mais c'était un spectacle nouveau sous un chef absolu. Cette position fausse ne pouvait durer : le comte Orloff fut envoyé à La Haye pour la faire cesser. Il était chargé d'engager le roi « à se soumettre à l'impérieuse loi de la nécessité. » Il représenta que l'empereur était toujours animé des mêmes sentimens d'amitié et d'affection pour le roi et sa famille, sentimens dont il croyait n'avoir cessé de donner des preuves, mais qu'avant tout « il se devait à la Russie, » et ne pouvait laisser un libre cours aux mouvemens de son cœur; qu'en conséquence il engageait le roi à accepter préalablement les 24 articles. Si le roi s'y prêtait, le comte devait se rendre à Londres et faire au nom de son maître tous ses efforts pour porter la conférence à consentir les modifications que le roi pourrait désirer, et qui auraient été admises par l'envoyé de la Russie. Comment cette proposition fut-elle accueillie? c'est ce que la cour put apprendre le même jour. Après le dîner auquel le comte avait été invité, le roi, suivant son usage, le prit à part, et, revenant sur la conversation du matin, se répandit en plaintes et en récriminations; il se monta peu à peu, au point de dire : « Non, j'aimerais mieux périr que de consentir à de telles conditions. » Aussitôt le comte Orloff s'éloigna de trois ou quatre pas en arrière, en faisant au roi un salut profond qui semblait dire qu'il considérait sa mission comme terminée. Le roi comprit ce mouvement, et, se rapprochant du comte, il s'empressa de dire : « Non, monsieur le comte, ce n'est pas là ma réponse à votre communication, » et la conversation changea d'objet; mais le roi n'en demeura pas moins inébranlable. Le comte Orloff prit son audience de congé et se rendit à Londres pour y porter, au nom de la Russie, la ratification du traité. On sait que Guillaume, malgré la prise d'Anvers, malgré la reconnaissance solennelle de la Belgique par l'Europe, continua de refuser son adhésion, et adopta la ligne de conduite qu'on a qualifiée de *système de persévérance*. Ces refus étaient mal vus par la Russie elle-même. Plusieurs années après, en 1835,

M. de Capellen se trouva à Bade avec le comte de Nesselrode, qui, la veille de son départ, l'entretint longuement des affaires de la Hollande : « Nous ne ferons certainement pas, lui disait-il, la guerre pour les intérêts de la Hollande: si nous avions voulu la faire, il y a longtemps que nous l'aurions entreprise. En attendant, le roi des Pays-Bas, en tergiversant plus longtemps, tient toute l'Europe en haleine: cet état de choses ne peut pas durer. » M. de Capellen, quoiqu'il fût, au fond, du même avis, s'attacha, comme Hollandais, à défendre la conduite tenue par le roi. Guillaume, à qui cette conversation fut rapportée, s'écria : « M. de Capellen a très bien répondu; mais, pour le comte de Nesselrode, il ferait mieux de se mêler de ses propres affaires que des miennes. »

La conférence de Londres était vivement contrariée des refus de Guillaume, et elle voyait avec peine les états-généraux cédant aux mêmes sentimens et encourageant la résistance du monarque. Il y avait cependant en Hollande un parti considérable, formé des personnages les plus éminens, qui comprenait tous les dangers du *statu quo*, et se montrait impatient d'en sortir : M. de Capellen était un des chefs de ce parti. La conférence, ne pouvant rien obtenir par les moyens ordinaires, crut pouvoir faire appel à la prudence de M. de Capellen, comme capable « d'agir, par le poids de son opinion et par le respect dû à son nom et à son caractère, sur un grand nombre de personnes influentes. » Elle lui fit communiquer officieusement en 1838 les notes adressées à Guillaume, pour qu'il connût bien l'état des négociations, et pût à la fois peser sur l'esprit du roi et sur l'opinion publique. Cette démarche insolite, et qui prouve à la fois la persistance peu éclairée du roi et l'estime dont jouissait M. de Capellen, contribua probablement à amener la conclusion qui la suivit de près.

Guillaume se rendit donc enfin, et *le système de persévérance* eut pour résultat l'accroissement de la dette publique et des conditions nouvelles qui modifiaient le traité des vingt-quatre articles au profit de la Belgique. La position était difficile : la Hollande avait perdu les illusions qui entretenaient depuis si longtemps sa résistance, et l'esprit public commençait à se réveiller. Ces difficultés découragèrent le vieux roi; trente-cinq années de travaux non interrompus l'autorisaient à placer, comme on disait autrefois, un intervalle entre la vie et la mort. Il espérait d'ailleurs goûter les plaisirs de la vie domestique en s'unissant à une personne qui lui avait inspiré une passion étrange à son âge. Belge et catholique, Mme la comtesse d'Oultremont ne pouvait pas, malgré son caractère honorable, sans parler des autres obstacles, être acceptée pour reine par la Hollande. Guillaume

prit la résolution d'abdiquer, et descendit du trône en 1840 sans bruit et sans éclat. La Prusse fut le lieu de sa retraite. Il y mourut le 13 décembre 1843. Par un rapprochement bizarre, M. Van der Duyn, qui, en 1813, était allé au-devant de lui à son retour en Hollande, fut encore chargé de recevoir ses dépouilles mortelles lorsqu'elles arrivèrent à Rotterdam. Il écrivait à cette occasion : « Il y a quelque chose de personnellement singulier pour moi d'avoir vécu assez longtemps et conservé une situation assez marquante pour être chargé de recevoir deux fois, l'une vivant, et l'autre mort, cet homme éloigné à deux reprises de sa patrie : la première par les fautes de son père, et l'autre par les siennes propres. » Il y avait quatre ans alors que le prince d'Orange régnait sous le nom de Guillaume II, en butte à tous les embarras intérieurs que son prédécesseur lui avait laissés en s'éloignant. Son caractère et le rôle qu'il avait joué sous le dernier règne le rendaient peu propre à les dissiper. Le désordre des finances avait nécessité la création de mesures extraordinaires, et les états-généraux, qui n'étaient plus entraînés par l'orgueil patriotique et les rivalités nationales, se montraient exigeans et pleins de méfiance. Les questions constitutionnelles, que la lutte avec la Belgique avait momentanément reléguées dans l'ombre, se soulevaient de nouveau avec une extrême vivacité, et acquéraient d'autant plus d'importance, que la gêne de l'état démontrait mieux le besoin des garanties politiques. Les événemens de 1848 précipitèrent la solution. La mort de Guillaume II fit passer la couronne sur la tête d'un prince étranger aux divisions créées par la séparation de la Belgique, libre dans ses mouvemens, appelé par les circonstances à introduire dans la constitution les changemens depuis longtemps réclamés par l'opinion publique, et à rétablir l'ordre dans les finances. La responsabilité ministérielle a été consacrée, et le système électoral élargi. Une ère plus heureuse s'est ouverte pour la Hollande. Maîtresse d'elle-même, n'ayant plus désormais à consulter que ses seuls intérêts, elle s'y est attachée avec le bon sens, le calme et la fermeté qui la caractérisent. Aujourd'hui les événemens dont nous venons de retracer quelques épisodes ne peuvent plus se présenter à la mémoire des Hollandais que pour leur fournir les enseignemens à l'aide desquels l'histoire éclaire les peuples et les rois.

VIVIEN.

LA

DERNIÈRE BOHÉMIENNE

SECONDE PARTIE.[1]

VI.

Célestin Piolot était l'unique héritier de sa grand'mère. Elle lui laissa douze mille francs environ, espèces sonnantes, le vieux logis, avec son mobilier du temps des ducs de Bretagne, de plus un petit jardin attenant, lequel n'avait pas été bêché de mémoire d'homme, et était devenu une espèce de pré forain où foisonnaient le chiendent et la bardane. Cette petite fortune éblouit le jeune ouvrier. Comme tous ceux qui ont l'habitude de vivre au jour le jour, il ne savait pas compter, et quelques sacs d'écus lui faisaient l'effet d'une mine inépuisable. Il s'installa dans sa maison, sans faire toutefois beaucoup de dépense pour l'approprier, et garda à son service la bonne femme qui avait assisté Cattel Piolot dans sa courte maladie. Cette façon de gouvernante était la veuve d'un douanier: elle avait voyagé et parlait français au besoin. Sa condition était, du reste, des plus faciles : elle faisait le ménage, apprêtait les repas, et s'en allait, le reste du jour, son tricot à la main, caqueter le long de l'unique rue de P...

Dès les premiers jours, Célestin Piolot avait manifesté une sorte d'éloignement pour la société avec laquelle il devait se trouver naturellement en contact. On ne l'avait pas vu une seule fois au café; il n'invitait jamais personne à entrer chez lui, et ne sortait guère que

(1) Voyez la livraison du 15 juin dernier.

le soir pour faire une promenade solitaire au bord de la mer. Comme le bruit courait que Cattel Piolot avait laissé des coffres pleins d'argent, les bonnes gens de P... se préoccupaient beaucoup de ce que faisait son héritier, et ils interrogeaient volontiers Magui, la vieille servante, laquelle ne se faisait pas prier pour les renseigner sur le compte de son jeune maître, qu'elle appelait familièrement Célestin tout court.

« On ne saurait définir le naturel de ce garçon-là, disait-elle; il n'est point sot, je crois, et pourtant on ne l'a pas encore entendu faire le moindre raisonnement : ça l'ennuie de parler. Toute la journée il rôde dans le logis, ou bien il se couche sous le grand poirier du jardin et regarde passer les nuages. Parfois il s'amuse un peu à la lecture; mais pour ce qui est de faire œuvre de ses mains, cela ne lui arrive jamais. Il verrait les lambris de la salle lui tomber sur la tête, qu'il ne se lèverait pas pour y mettre un clou. Son goût le porte à prendre soin de sa personne. Tous les matins, il se lave et se frise comme un bourgeois, et ses hardes sont des plus propres. C'est pour lui seul cependant qu'il s'adonise ainsi, car il ne sort que le soir pour aller le long de la grève, et j'ai remarqué qu'il faisait un détour pour ne point passer devant le poste de la douane, parce qu'il y a toujours du monde. Si par hasard il trouve quelqu'un sur son chemin qui lui donne le bonsoir, ne croyez pas qu'il s'arrête pour rendre le salut; il se contente de mettre la main à son chapeau, et passe aussi fier que s'il était un Kerbrejean. »

Le chevalier remplissait scrupuleusement les devoirs d'usage, même envers ses plus humbles voisins, et le jour des funérailles il ne manqua pas de venir faire son compliment de condoléance au petit-fils de Cattel Piolot. Quelque temps après, le jeune ouvrier se présenta au manoir pour lui rendre sa visite. C'était l'après-midi, le riant soleil de juin dardait obliquement ses rayons entre les lames vertes des persiennes, et répandait dans le salon un jour doux et frais. Le chevalier, installé dans son grand fauteuil, lisait à haute voix la relation d'un voyage aux Indes orientales; sa nièce, penchée sur son métier à tapisserie, écoutait avec une muette attention. Un peu plus loin, Mme Gervais, le panier aux laines sur ses genoux, choisissait les nuances du bouquet de pivoines roses que brodait Irène, et mettait la laine en peloton, tandis que Mimi, debout devant elle, l'écheveau sur ses bras, détournait la tête d'un air distrait et regardait à travers la fenêtre.

On eût fait un charmant tableau d'intérieur avec ces figures ainsi groupées, et chacune, prise isolément, aurait offert à l'artiste un beau modèle. Le chevalier avait une admirable tête de vieillard; ses grands traits, sa taille puissante, lui donnaient l'air d'un des personnages

de Corneille, et Mme Gervais, avec sa robe noire, son linge uni, sa physionomie austère et douce, représentait bien les dames pieuses du grand siècle, Mme de Combé ou Mme de Miramion. La beauté souveraine de Mlle de Kerbrejean, sa taille élancée, sa longue chevelure aux reflets dorés, faisaient songer aux temps fabuleux de la chevalerie. Telles devaient être les femmes de la cour du roi Artus, la blonde reine Ginevra et madame Iseult aux blanches mains. Au premier aspect, cette beauté resplendissante rejetait bien loin dans l'ombre la brune et pâle figure de Mimi; mais quand le regard revenait vers elle, on s'apercevait que la fille du pauvre saltimbanque avait de grands yeux d'un noir velouté, un profil élégant, des lèvres roses et une taille fine et cambrée. Le modeste costume qu'elle portait ordinairement seyait à son visage sans éclat, et en ce moment elle était charmante avec sa robe violette, son petit fichu festonné et son épais chignon noué d'un ruban noir.

— Ah! s'écria-t-elle tout à coup en apercevant Célestin qui sonnait à la grille, voici le petit-fils de Cattel Piolot.

— Tu le connais? lui demanda Irène.

— Sans doute, répondit-elle; je l'ai vu un soir qu'il se promenait dans le chemin; en passant, il a salué Mme Gervais qui était sur la terrasse. Je le reconnais bien, quoiqu'il soit en habit de cérémonie.

— C'est le grand deuil qu'il aura pris.

— Il est tout habillé de noir, avec une belle cravate blanche, comme M. Longemain le notaire, quand il vient faire sa visite de jour de l'an.

Le chevalier ôta ses lunettes et ferma son livre. Un instant après, Célestin parut. Il s'avança jusqu'au milieu du salon d'un pas rapide et en jetant un coup d'œil autour de lui; là, il s'arrêta, tira son chapeau, qu'il s'était bien gardé d'ôter dans l'antichambre, et salua comme M. Bocage dans les drames de la Porte-Saint-Martin. Le pauvre garçon avait fréquenté les théâtres du boulevard, et il se figurait que c'est ainsi qu'on se présente dans le monde.

— Asseyez-vous, mon cher Piolot, dit le chevalier en se levant à demi et en lui montrant un fauteuil près du sien. Je suis charmé de vous voir.

Célestin avait fait un grand effort pour exécuter son entrée; mais après ce premier pas, qui était pourtant le plus difficile, son assurance l'abandonna tout à coup : il trébucha contre un meuble et arriva sans savoir comment devant le métier à broder, qu'il faillit renverser en se retournant.

— Bonjour, Célestin, dit Mlle de Kerbrejean en réprimant un léger sourire; j'avais prié mon oncle de vous faire savoir la part que j'ai prise à votre affliction. Comment allez-vous maintenant?

— Très bien, mademoiselle, répondit-il d'une voix étranglée, et en cherchant à sortir de l'espèce de triangle que formaient autour de lui la gouvernante et les deux jeunes filles.

— Asseyez-vous, mon garçon, répéta le chevalier; il fait très chaud là dehors, n'est-ce pas?

— Très chaud, monsieur le chevalier, répondit-il toujours du même ton, et en se décidant à passer devant Mme Gervais pour gagner le siége qui l'attendait; mais dans ce mouvement il emporta le brin de laine que dévidait la gouvernante, et l'écheveau, brusquement enlevé des bras de Mimi, vint tomber sur les souliers du chevalier. Célestin se précipita pour ramasser l'écheveau, et s'assit ensuite, en le tenant à la main, d'un air de confusion effarée.

— Ce n'est rien, dit Irène après avoir relevé le peloton qui avait roulé aussi sur le parquet; mais voyez un peu cette petite folle qui trouve plaisant de barrer ainsi le passage aux gens avec un brin de laine rose!

En effet, Mimi riait de tout son cœur, sans prendre garde aux signes que lui faisait la gouvernante, à l'embarras où elle jetait Mlle de Kerbrejean et au mécontentement du chevalier. Quand cette explosion de gaieté fut un peu passée, elle vint droit à Célestin, et dit en s'arrêtant devant lui, les poignets étendus : — Ça, monsieur, rendez-moi, je vous prie, ce que vous venez de me prendre.

— Bien volontiers, balbutia-t-il en lui présentant l'écheveau; mais elle secoua la tête avec un petit geste d'impatience, et avança les bras comme pour lui faire comprendre qu'il devait rétablir les choses en l'état où il les avait trouvées. Quand il eut obéi, elle lui fit la révérence, et vint reprendre sa place devant Mme Gervais.

— Elle n'est pas timide, murmura le chevalier en regardant la gouvernante.

Célestin avait repris un peu de sang-froid, et le chevalier acheva de le mettre à l'aise par sa familiarité bienveillante.

— Eh bien! mon garçon, lui dit-il, à présent que vous avez recueilli l'héritage de votre grand'mère, n'avez-vous pas l'idée de vous établir ici?

— Je ne sais pas encore ce que je ferai, répondit Célestin; il n'y a pas grand agrément dans ce pays, surtout pour quelqu'un qui a un peu vu le monde.

— Eh! eh! c'est selon comment on envisage les choses. Et où préféreriez-vous demeurer?

— Dans la capitale.

— Vous avez tort, mon cher ami, répliqua vivement le chevalier; considérez votre position : avec le bien que vous avez et en travaillant un peu de votre état, vous pouvez vivre ici très commodément et vous procurer un bien-être que vous n'aurez certes pas dans une

grande ville. Si vous voulez faire quelque dépense dans votre maison, vous serez mieux logé que tel bourgeois de Paris qui paie un gros loyer, et à plus forte raison qu'un ouvrier obligé de demeurer dans une de ces affreuses mansardes dont les fenêtres ressemblent à des piéges pour les loups. Il en est de même pour tout le reste. Je la connais, la capitale, et je n'hésite pas à vous dire que c'est le séjour le plus malsain pour les jeunes gens comme vous; ils s'y perdent corps et âme, parce qu'il y a là une fange qui corrompt tout ce qu'elle touche, la fange des mauvaises traditions et des pernicieux exemples.

Après cette sortie, Célestin n'osa pas dire qu'il avait passé trois ans à Paris, et qu'il regrettait presque cette vie de la mansarde et de l'atelier dont le chevalier parlait avec tant de dédain et d'indignation.

— Pour le moment, dit-il, je ne fais aucun projet; il sera temps de choisir l'endroit où je dois me fixer lorsque je m'ennuierai ici.

— Ce temps pourrait arriver bientôt, observa Irène; vous vivez à peu près seul, à ce qu'on dit?

— J'ai quelques livres qui me font compagnie, répondit Célestin avec une certaine emphase.

— Vous profitez de vos loisirs pour vous instruire? C'est très bien, dit vivement le chevalier; j'ai une assez bonne bibliothèque, et je me ferai un plaisir de la mettre à votre disposition. Quels sont les auteurs que vous préférez?

— J'aime beaucoup les vers, répondit évasivement Célestin; il y a de bien beaux morceaux dans Auguste Ravachon.

— Eh! eh! je ne connais pas ce poète-là, murmura le chevalier.

— Il n'a pas beaucoup écrit peut-être, dit Irène.

— C'est un de mes amis, répondit naïvement Célestin; ses vers ne sont pas imprimés, mais il en court des copies; j'en possède une de sa belle satire sur le pouvoir, qui débute ainsi :

S'il fallait t'encenser, je briserais ma lyre!...

— Mon cher Piolot, je vous ferai lire mieux que cela, interrompit le chevalier; connaissez-vous les anciens auteurs, ceux qu'on appelle les classiques?

— J'en ai entendu parler, répondit-il avec quelque dédain.

— Je vous prêterai leurs œuvres plus tard; à présent, ce serait un peu trop fort pour vous peut-être; il faudra commencer par de moindres chefs-d'œuvre : vous viendrez visiter ma bibliothèque, et nous chercherons.

Célestin exprima sa reconnaissance en s'inclinant tout d'une pièce. Cette appréciation de son instruction et de son goût le flattait médiocrement; mais il ne jugea pas à propos de prouver sa compétence en

essayant quelques citations de son ami Ravachon, et abandonna prudemment la question littéraire.

— La nature est bien belle dans cette saison, s'écria-t-il en tournant les yeux vers le jardin.

— Elle est belle toujours dans notre Bretagne, dit vivement le chevalier; dès que les premières gelées ont emporté les feuilles des bois, nos haies d'ajoncs sont en fleurs, et au cœur de l'hiver la terre a déjà un air de printemps.

— C'est un spectacle qu'on ne se lasse pas de contempler, ajouta Célestin en cherchant ses phrases; la simple nature est si admirable! J'ai un de mes amis qui est artiste; il fait le paysage d'après nature. J'allais avec lui, et je l'ai vu peindre; il a fait devant moi son grand tableau pour l'exposition... C'était magnifique, écrasant... Eh bien! il a été refusé... Un tableau sur lequel il avait passé trois mois, qui aurait commencé sa réputation et fait peut-être sa fortune! Il fut obligé de le retirer, et alors les faux amis qui l'avaient porté aux nues le dénigrèrent partout; ils poussèrent l'infamie jusqu'à appeler son tableau une croûte aux épinards... Je crus qu'il en perdrait l'esprit.

— Ce pauvre garçon! Eh! qu'en a-t-il fait de cette peinture? demanda naïvement Irène.

— C'était un paysage par bonheur, ainsi que je viens de vous le dire. Il mit une belle vache au milieu, avec quelques poules, et il l'envoya à son père, qui est nourrisseur à Montmartre; le bonhomme crut qu'il l'avait peint tout exprès pour le mettre sur la porte de son établissement, et à l'heure qu'il est tout le monde peut le voir servant d'enseigne à la laiterie du père Robinart.

L'entretien se prolongea ainsi jusque vers l'heure du dîner. Célestin comprit alors que le moment était venu de s'en aller; mais c'était une terrible difficulté, pour lui, de sortir. Il s'agitait sur son siége et tordait les bords de son chapeau en méditant une formule pour prendre congé; enfin il se leva, comme poussé par un ressort, et dit en passant la main dans ses cheveux : — Il se fait tard; avec votre permission, je vais me retirer...

— Bonjour, mon cher Piolot; au revoir. — Bonjour, Célestin. — Bonjour, monsieur Célestin, répondirent à la fois le chevalier, Mlle de Kerbrejean et Mimi.

— Ne vous dérangez pas, ne vous dérangez pas! fit-il en gagnant la porte et en saluant vivement le chevalier, qui s'obstinait à le reconduire.

Quand il fut sorti, Mimi s'écria en le suivant des yeux jusqu'à la grille : — Qui croirait que c'est le petit-fils de cette vieille Cattel si laide, si déguenillée!... Il est frisé; il a des gants et une chaîne de montre...

— Tu trouves qu'il a bon air, n'est-ce pas? lui demanda Mlle de Kerbrejean.

— Mais, oui, répondit-elle; il ne ressemble pas à un ouvrier.

— Vous dites cela à cause de son habit noir, observa Mme Gervais avec une intention quelque peu railleuse.

Le même jour, après le dîner, Irène entraîna le chevalier au jardin, le fit asseoir auprès d'elle sur un banc, et lui dit d'un ton mystérieux : — Mon oncle, il m'est venu, je crois, une bonne idée.

— Laquelle, mon enfant?

— Savez-vous ce qu'il faut faire? Il faut marier Mimi avec Célestin Piolot.

Le chevalier hocha la tête, réfléchit un moment, et répondit en ouvrant sa tabatière, comme il faisait toujours en cas d'hésitation et de perplexité :

— Ton idée n'est pas absolument mauvaise; pourtant j'entrevois bien des difficultés. On ne peut guère proposer ce mariage à Célestin; il faudrait qu'il y songeât de lui-même.

— C'est vrai, murmura Irène.

— Il peut y songer s'il reste ici, reprit le chevalier; en attendant, ne parlons de rien, et surtout que Mimi ne se doute pas de cette espèce de projet.

— Soyez tranquille, mon oncle, répondit vivement Irène; elle n'en aura pas le moindre soupçon.

— Le sort de Mimi te préoccupe? ajouta le chevalier après un silence.

— Oui, j'y songe bien souvent, répondit Irène; cette pauvre enfant, je l'aime, et je voudrais qu'elle fût heureuse.

— Elle n'est pas méchante au fond, murmura le chevalier; mais c'est un naturel véritablement rebelle aux bienfaits de l'éducation.

— Si nous l'avions eue toute petite, elle ne serait pas si sauvage, répliqua Irène en souriant.

VII.

Quelques jours plus tard, le chevalier, Mlle de Kerbrejean et Mimi se promenaient le long du rivage, à la marée basse. Après avoir marché longtemps, ils s'arrêtèrent à un endroit où les rochers dessinaient une sorte d'enceinte circulaire. Quelques blocs de granit détachés par les eaux et à demi enfouis dans le sable formaient des espèces de siéges qui, par hasard, se trouvaient disposés presque symétriquement autour d'une longue roche plate que le chevalier appelait en plaisantant — le divan de ma nièce. Ce site était souvent le but de leur promenade, et ils s'y reposaient toujours avant de

retourner au manoir. Souvent on y faisait un léger goûter avec les fruits et le pain de blé noir qu'on trouvait dans une ferme voisine. C'était Mimi qui allait ordinairement faire cette petite provision. Ce jour-là, elle revint en courant, posa son panier devant Irène et dit tout essoufflée : — Savez-vous?... j'ai vu de loin M. Célestin; il vient de ce côté.

— Tant mieux, répondit gaiement Irène, il nous aidera à chercher des coquilles.

— Des coquilles pour la fontaine du jardin? murmura Mimi avec un soupir; ah! bon Dieu, nous en avons déjà ramassé je ne sais combien de panerées.

— Paresseuse! tu ne m'en as jamais apporté une seule, répliqua Irène en riant.

Célestin parut alors. Comme il saluait à distance et passait sans s'arrêter, Mlle de Kerbrejean l'appela.

— Pas si vite, Célestin, s'écria-t-elle d'un air de familiarité enjoué; venez çà, l'on a besoin de vous ici.

— Je suis tout à votre service, balbutia-t-il en s'approchant.

— Ce sera bientôt fait, reprit-elle. Voilà mon oncle qui depuis un quart d'heure remue le sable avec le bout de sa canne pour trouver quelques coquilles dont nous avons absolument besoin pour terminer une rocaille; nous aussi nous allons chercher. Vous nous aiderez un peu, n'est-ce pas?

— Très volontiers, mademoiselle, répondit Célestin avec empressement.

— Il faudrait goûter d'abord, dit Mimi en tirant de son panier un pain de sarrasin, une douzaine de magnifiques abricots et quelques poires hâtives.

Le chevalier s'était rapproché pour toucher la main au jeune ouvrier. Lorsque Mimi eut proprement étalé les fruits et le pain sur des feuilles de vigne, il engagea Célestin à s'asseoir et dit en plaisantant : — Le couvert est mis; sers donc, ma nièce!

Mlle de Kerbrejean coupa de ses belles main le gros pain noir et présenta le premier morceau à Célestin, qui accepta en faisant des cérémonies; puis elle se servit elle-même en disant : — Mon oncle ne goûte jamais; quant à Mimi, je crois qu'elle aimerait mieux mourir de faim que de manger une miette de pain bis.

— Ça n'est pas du pain, cette galette noire! répondit Mimi avec une petite grimace.

— Tu te contenteras du fruit, reprit Irène en badinant. Allons, sers-toi et offres-en à Célestin.

Mimi présenta le panier au jeune homme. Il prit un abricot en faisant de grands remerciemens; puis il chercha des yeux un endroit pour s'asseoir.

— Les siéges sont un peu éloignés les uns des autres, dit Irène.

En effet, le large bloc sur lequel elle était assise avec Mimi se trouvait à une certaine distance des quartiers de rochers épars entre les sables.

— Venez, venez, je vais vous faire place, s'écria Mimi en se rangeant de manière à laisser un espace vide entre elle et Mlle de Kerbrejean. Celle-ci se retira aussi un peu, comme pour engager Célestin à s'asseoir.

— Vous êtes bien bonne, mademoiselle Mimi, dit-il en rougissant et en hésitant.

Puis il s'assit d'un air confus, les coudes en arrière et les genoux serrés.

— Vous ne mangez pas? lui dit Mimi.

— Si fait, mademoiselle, répondit-il en s'efforçant de consommer son morceau de pain et en soupirant à chaque bouchée. Peu à peu cependant son trouble se dissipa, et il se sentit plus à l'aise que durant sa visite au manoir. La conversation l'embarrassait beaucoup moins: il parlait d'un ton naturel et ne se préoccupait plus de son attitude.

Après le goûter, on se hâta d'aller à la recherche des coquilles que chaque nouvelle marée jette sur la grève, et Célestin en découvrit quelques-unes qu'on ne trouve pas en abondance dans ces parages. C'étaient des bivalves de diverses couleurs qui n'ont pas le moindre prix aux yeux des naturalistes, mais avec lesquels on confectionne ces bouquets bizarres dont on voit parfois des échantillons chez les marchands de curiosités.

— Ah! les belles petites coquilles! s'écria Mimi en les mettant dans le panier: on pourrait faire avec cela toute sorte de dessins.

— Oa bien des fleurs, ajouta Irène. Si j'en avais beaucoup, j'essaierais de faire de grosses roses.

— Ce serait bien joli, dit Célestin.

On revint ensemble, et le jeune ouvrier accompagna les promeneurs jusqu'à la porte du manoir. Dès que Mlle de Kerbrejean fut seule avec le chevalier, elle lui dit d'un air triomphant : — Eh bien! mon bon oncle, vous avez vu : il est clair que ce brave jeune homme trouve Mimi fort à son gré. Elle a été très aimable pour lui. Il me semble que les choses vont à souhait et que ce mariage se fera.

— Oui, c'est possible, et j'en serai charmé, répondit le chevalier.

Deux jours après, Célestin revint au manoir. Cette fois il fit son entrée avec plus de succès. Mlle de Kerbrejean était seule avec Mimi. Il s'avança en tenant son chapeau à deux mains et salua sans lâcher prise, puis il s'assit dans le premier fauteuil qu'il trouva devant lui et reprit haleine un moment.

— Vous semblez un peu fatigué, lui dit Mlle de Kerbrejean, qui

s'aperçut alors que sa figure était hâlée comme s'il eût fait récemment une course en plein soleil.

— C'est que j'ai beaucoup marché, répondit-il. Et, tirant de son chapeau un foulard noué par les bouts, il ajouta : — Je suis allé chercher quelque chose que je promis l'autre jour à Mlle Mimi.

— A moi! s'écria-t-elle. Eh bien! je l'avais oublié. Voyons...

Célestin dénoua le foulard et répandit sur la table de marbre du salon toute une collection de coquilles d'espèces différentes et de diverses couleurs.

— Ah! bon Dieu! s'écria Irène en joignant les mains; ah! où avez-vous trouvé tout cela?

— Par-delà Roscof, dans l'île de Bats, dit-il; la plage en est couverte.

— Ah! fit Mimi en rougissant, vous êtes allé jusque-là pour moi!...

— Et parce que Mlle de Kerbrejean avait dit qu'elle voudrait avoir de ces coquilles pour faire des roses, répondit Célestin.

— Ah! je serais bien fâchée que vous eussiez fait tant de chemin et pris tant de peine afin de contenter cette fantaisie, s'écria Irène en riant, et je laisse à Mimi tout le fardeau de la reconnaissance que vous méritez.

Dès ce jour, on revit souvent le jeune ouvrier. De temps en temps il faisait d'assez longues visites, et presque toujours, quand on sortait, on le rencontrait à la promenade. Ces relations eurent tout d'abord sur lui une heureuse influence; son langage devint plus naturel et plus correct, ses manières moins apprêtées, sa tenue moins gauche. Le chevalier lui prêta des livres en vue de son instruction; mais ce côté de son éducation offrait de bien plus grandes difficultés. Comme la plupart des ouvriers, Célestin dédaignait beaucoup tout ce qui a été écrit en vue d'éclairer, par quelques notions exactes et simples, la profonde ignorance du peuple; sur le titre seul, il eût refusé de lire la *Science populaire de Claudius;* pourtant il lui était arrivé d'ouvrir des livres de politique transcendante dont il n'avait pas compris un seul mot, et qu'il citait, à l'occasion, avec un aplomb imperturbable. Son esprit était tourné à la rêverie et au mysticisme, les travaux historiques, les voyages, l'intéressaient peu; mais les œuvres d'imagination allaient mieux à son intelligence : il eût dévoré toute une bibliothèque de romans et de pièces de théâtre.

Cependant les prévisions et les désirs de Mlle de Kerbrejean semblaient en être déjà à un commencement de réalisation. Célestin saisissait toutes les occasions de se présenter au manoir, et lorsqu'il n'avait aucun prétexte pour renouveler sa visite, lorsque le mauvais temps rendait, durant deux ou trois jours, la promenade impossible, on le voyait rôder aux environs et regarder les murs de loin à travers la grêle et la pluie. Lorsque dans les champs, au détour d'une

haie, il se trouvait tout à coup en face du chevalier, et qu'il entendait de jeunes voix le saluer affectueusement, une pâleur subite couvrait son visage; il devenait tremblant, et c'était à grand'peine qu'il dissimulait son trouble et sa joie. Mimi avait été la première peut-être à comprendre ces symptômes, et cette espèce de découverte avait subitement développé ses instincts de coquetterie. Dès lors elle aima les rubans et s'occupa de sa parure; son désir de plaire se manifestait par le temps qu'elle mettait à se coiffer et le plaisir qu'elle prenait à considérer dans toutes les glaces ses bandeaux noirs bien lissés et son corsage orné d'un nœud rose ou bleu. Elle encourageait Célestin par des agaceries qu'une fille moins ingénue n'aurait pas osé se permettre, et laissait voir naïvement qu'elle le trouvait fort aimable. Ces marques de préférence n'enhardissaient pas le jeune ouvrier; il les acceptait timidement et n'y répondait que par de discrètes attentions.

Irène prenait grand plaisir à ce petit roman, dont toutes les scènes se passaient sous ses yeux et dont elle prévoyait avec une satisfaction infinie le dénouement. La pauvre enfant ne savait guère pourtant où en étaient les deux amoureux. Jamais elle n'avait ouvert un de ces livres où la physiologie des passions est expliquée si savamment, et elle ne se doutait pas de ce qui se passait au fond de ces âmes agitées. C'était un esprit véritablement innocent, une imagination calme et pure qui ne soupçonnait ni les entraînemens invincibles, ni les égaremens, ni les violences funestes de l'amour.

Cette pastorale durait depuis un certain temps, lorsque la manière d'être de Mimi changea subitement et sans aucun motif appréciable; une étrange froideur succéda à ses prévenances; on eût dit que la présence de Célestin l'importunait; sous prétexte qu'elle était malade, elle refusa de sortir, et durant plusieurs jours elle ne descendit pas au salon. Ce caprice, loin de rebuter Célestin, parut l'enflammer davantage; il vint assidûment demander des nouvelles de Mimi, et parut bien plus étonné qu'irrité de cette conduite inexplicable.

Cet incident déconcerta un peu Mlle de Kerbrejean, et un matin qu'elle était seule avec le bon oncle Pierre, elle lui dit d'un air attristé :

— Vraiment, je ne sais ce qui se passe dans l'esprit de Mimi; la voilà redevenue méchante comme autrefois... Elle reste dans sa chambre sans rien faire et ne parle à personne... On dirait qu'elle a du chagrin... mais pourquoi? Que lui est-il arrivé? que se passe-t-il dans le fond de son âme? Je ne puis le comprendre, et Mme Gervais ne le sait pas mieux que moi, quoiqu'elle l'ait interrogée.

— Écoute, mon enfant, c'est toi peut-être qui es cause de ceci, répondit le chevalier; tu auras commis une imprudence, tu auras parlé à Mimi de ce projet de mariage qui ne se réalise pas...

— Jamais, mon oncle, jamais! répondit-elle vivement; on ne peut parler de cela que lorsque Célestin Piolot aura fait sa demande.

— Sa demande, sa demande, il ne paraît pas près de la faire! murmura le chevalier; plus d'une fois déjà il a eu l'occasion de s'expliquer avec moi, et il ne m'a rien dit.

— Pourtant il aime Mimi, cela se voit.

— Eh! eh! je ne sais pas trop ce qu'il a dans le cœur; mais quand même il serait amoureux, ce mariage ne me paraîtrait pas une chose certaine. Le motif qui m'empêchera toujours de proposer à un jeune homme la main et la dot de Mimi empêche peut-être Célestin de se décider. J'ai jugé inutile de lui dire ce qu'était le père de Mimi et comment il est mort. Tout le monde ici le sait, et on doit lui avoir raconté cette histoire-là vingt fois. Tout dépendait de l'impression qu'elle ferait sur lui. Je crains que cette impression n'ait été mauvaise. Magui lui aura longuement rapporté tout ce que la vieille Cattel disait à ce sujet, et il aura réfléchi. Voilà, je pense, pourquoi il ne m'a fait aucune ouverture.

— Je n'avais pas songé à tout cela, murmura Irène.

— Par bonheur, il n'a été question de rien, si ce n'est entre nous, reprit le chevalier; les choses en resteront là sans inconvénient pour personne.

— C'est peut-être la timidité qui empêche Célestin de s'expliquer, dit Mlle de Kerbrejean en s'obstinant dans son idée; nous verrons bien.

Le même jour, Magui se présenta au manoir. Elle y portait, de la part de Célestin, un petit panier de figues, qu'il était allé cueillir à Roscoff, sur l'arbre aux vastes rameaux, qui est une des merveilles du pays. Ce fut Mlle de Kerbrejean qui reçut la vieille femme, et celle-ci ne la quitta pas sans lui parler longuement de son maître.

— C'est un sage garçon, lui dit-elle; assurément il ne fait pas mauvais usage de son bien. On ne l'a jamais vu au cabaret; le jour il se promène, et le soir, à la veillée, il repasse ses livres ou bien il s'amuse à écrire. Le seul défaut que je lui connaisse, c'est d'être fier avec les pauvres gens; il devrait se rappeler que personne n'a porté des habits de soie dans sa famille et que le jupon de sa grand'-mère avait pour le moins autant de pièces qu'il y a de jours dans l'année.

— Ça ne l'empêchait pas d'être glorieuse à sa façon, observa Irène.

— Célestin honore beaucoup sa mémoire, ajouta Magui, et, quand je lui raconte les bontés que les Kerbrejean ont eues pour elle, il est tout transporté de reconnaissance.

— Cette pauvre Cattel! reprit Irène, elle était d'un naturel un peu rude, mais bonne femme et charitable au fond. Elle l'a bien fait connaître, lorsqu'elle garda dans son logis le corps de ce malheureux...

— J'ai raconté cette histoire à Célestin, s'écria la vieille femme.

— Ah! ah! qu'en a-t-il dit?

— Pas grand'chose; mais il a été étonné quand il a su comment cette petite dont vous prenez soin est arrivée ici. Il ne voulait pas me croire, lorsque je lui ai dit dans quel équipage elle était, ainsi que son père. Mais voilà qu'un jour, en remuant un tas de vieilles boiseries qui sont empilées dans la salle basse, j'ai trouvé parmi les planches un paquet de hardes, celles-là même que le musicien et sa fille avaient sur le dos en arrivant; tout y était, l'habit, la culotte courte, la perruque et le reste. J'appelai Célestin pour lui montrer cela; je croyais qu'il allait rire, mais point du tout : en jetant les yeux sur ces guenilles, il détourna la tête, comme affligé, et me dit de les serrer en quelque lieu où personne ne pût les voir.

— Mon oncle pourrait bien avoir raison, pensa Mlle de Kerbrejean.

Le même jour, avant de se coucher, elle entra dans la chambre de Mimi. — Eh bien! méchante fille, lui dit-elle en plaisantant, tu ne veux donc pas te guérir?

— Je ne suis point malade, répondit tranquillement Mimi.

— Alors que fais-tu toute seule ici? s'écria Irène. Pourquoi ne veux-tu plus nous accompagner à la promenade?

— Ça me fatigue de marcher.

— Mais ça ne te fatiguerait pas de descendre au salon.

— Est-ce que vous avez besoin de moi pour dévider vos laines? demanda Mimi.

— Non, mais non, ce n'est pas pour te faire travailler que je te dis cela, répondit Mlle de Kerbrejean avec douceur; je t'engage à descendre au salon, parce que tu y trouveras compagnie.

— Je ne m'ennuie pas toute seule, répliqua Mimi d'un ton qui faisait bien connaître qu'elle avait au cœur quelque grande amertume.

Irène n'insista pas et regagna sa chambre. C'était une vieille femme de chambre de sa mère qui la couchait tous les soirs; cette bonne femme lui dit en la déshabillant : — En vérité, Mimi ne mérite guère les attentions que vous avez pour elle. Savez-vous, mademoiselle, savez-vous ce qu'elle a fait ce matin devant moi? Elle a jeté par la fenêtre ces belles grosses roses que vous avez pris tant de peine à fabriquer avec des coquilles.

— Elle a fait cela! s'écria Irène étonnée.

— Je le lui ai vertement reproché, reprit la femme de chambre, mais elle m'a répondu que les coquilles étaient à elle.

— C'est vrai, Célestin Piolot les lui avait données.

— Ce n'est pas une raison pour les mettre en pièces. Est-ce qu'il a jamais voulu lui faire de la peine, Célestin Piolot?

— Je ne crois pas, murmura Irène, mais il est clair qu'elle est en colère contre lui.

Toutes ces complications empêchèrent Mlle de Kerbrejean de dormir; elle passa une partie de la nuit à réfléchir sur les difficultés de la situation. Les paroles de Magui l'avaient frappée; elle se figurait que Célestin était combattu entre son amour et une sorte de préjugé, et elle préparait de grands raisonnemens pour lui prouver que Mimi n'était point indigne de son alliance parce qu'elle avait dansé dans les carrefours et que son père portait un accoutrement ridicule. Le sommeil la gagna au milieu de cette préoccupation; alors elle rêva qu'on célébrait ses noces dans le vieux logis et qu'au milieu du festin on voyait apparaître l'ombre courroucée de Cattel Piolot, qui chassait avec sa quenouille la fille du saltimbanque.

VIII.

Le lendemain, à l'heure de la promenade, Célestin Piolot sortit de son logis et remonta lentement la grève. On était à la fin de septembre, et depuis le matin de passagères ondées trempaient l'atmosphère; mais en ce moment l'arc-en-ciel apparaissait au-dessus de l'horizon grisâtre, les nuages fuyaient, poussés par une faible brise de sud-est, et un rayon de soleil commençait à sécher les sables de la plage. Le jeune homme suivit le chemin qui passait devant le manoir et alla jusqu'à l'enceinte de rochers, où quelques mois auparavant il avait eu l'honneur de faire collation en si belle compagnie. Ce souvenir lui était doux apparemment, car il s'assit à la même place, et resta là longtemps, le front appuyé sur sa main, et traçant sur le sable, avec une baguette de saule, des chiffres enlacés; puis il revint sur ses pas, en observant les épaisses nuées qui s'amoncelaient de nouveau au-dessus de la baie. En sortant le matin, il avait fait des vœux ardens pour que le soleil montrât sa face radieuse dans un ciel azuré, et en revenant de sa promenade solitaire, il souhaitait non moins vivement que tous ces nuages noirs crevassent à la fois sur sa tête; mais il ne put conjurer ni l'orage, ni le beau temps, et lorsqu'il arriva devant le manoir, la pluie ne tombait pas encore. Alors, prenant une subite détermination, il entra sans cause ni prétexte. Ordinairement il y avait du monde sur la terrasse et dans le vestibule; ce jour-là les gens étaient dispersés. Lorsque Célestin entra dans l'antichambre, il n'y trouva qu'un petit domestique étourdi, lequel courut ouvrir la porte du salon et tourna le dos sans rien dire.

Le jeune ouvrier, indécis et troublé, resta immobile sur le seuil; Mlle de Kerbrejean était là, seule à sa place accoutumée; elle avait quitté l'aiguille et lisait accoudée sur son métier à broder.

— Entrez donc, Célestin, dit-elle en levant la tête.

— Je vous dérange peut-être, murmura-t-il après avoir jeté un coup d'œil autour du salon.

— Pas du tout, répondit-elle vivement et en lui montrant une chaise basse qui se trouvait tout proche de son métier à broder; asseyez-vous là.

Il obéit tout tremblant et respirant à peine. Mlle de Kerbrejean s'aperçut de son trouble et reprit avec un léger sourire : — Qu'avez-vous donc? vous semblez contrarié...

— Moi! point du tout, mademoiselle, répondit-il d'une voix altérée.

— Cette pauvre Mimi n'est pas descendue aujourd'hui, ajouta Irène; elle est toujours un peu souffrante.

— Ah! tant pis, mon Dieu! murmura Célestin.

Il y eut un silence. Mlle de Kerbrejean jugeait que le moment était opportun pour provoquer une explication; mais elle ne savait comment aborder cette question délicate, le premier mot surtout l'embarrassait terriblement. Dans sa naïve préoccupation, elle regarda Célestin en face, comme pour tâcher de lire sur son visage quelles étaient en ce moment les dispositions de son esprit. A cette muette interrogation, le jeune homme baissa la tête tout éperdu, et, cachant son visage dans ses mains, il murmura quelques mots sans suite.

— Eh bien! qu'est-ce donc? lui dit doucement Irène; qui vous trouble et vous afflige ainsi?...

— Oh! les préjugés! les préjugés! s'écria-t-il en levant les yeux au ciel.

Ce mot amenait naturellement l'explication, et Mlle de Kerbrejean se hâta de le relever.

— Les préjugés n'ont d'empire que sur les têtes faibles, dit-elle avec un sérieux adorable; de telles chimères ne sauraient avoir la moindre influence sur les esprits éclairés.

— Mademoiselle! est-ce bien vous qui me parlez ainsi? s'écria Célestin.

— Mais oui, répondit-elle tranquillement, et je dis avec sincérité ce que je pense. Croyez-vous, par exemple, que je méprise Mimi parce qu'elle est la fille d'un pauvre homme qui gagnait son pain en jouant du violon dans les rues? Non, non, assurément. Ce serait certes une grande injustice de mesurer le degré d'estime et d'affection qu'on doit accorder aux gens sur la bonne ou la mauvaise fortune de ceux qui les ont mis au monde. Ai-je tort, Célestin? et ne sentez-vous pas cela comme moi?

— Oh! oui! murmura-t-il en appuyant sa main contre son cœur, comme quelqu'un qui se sent défaillir; oui... il me semble que je vous comprends... Mon Dieu! c'est trop de bonheur!...

— Allons, allons! remettez-vous! dit Irène touchée de l'émotion profonde que décelait la pâleur de son visage.

— C'est trop de bonheur!... répéta Célestin; ah! je voudrais mourir en ce moment...

— Peut-on parler ainsi! s'écria Mlle de Kerbrejean étonnée de cette exaltation.

Le jeune homme se rapprocha d'elle encore, et poursuivit sans oser la regarder : — Vous avez deviné mon secret... mais vous ne savez pas l'excès de la passion qui brûle mon sang... non, vous ne savez pas ce que c'est qu'un amour tel que le mien... il m'a donné des bonheurs, des tourmens capables de me faire mourir... — Tenez, ajouta-t-il en tirant de son gilet le bout d'une étoffe bariolée; voilà le fichu que vous avez fait de vos mains pour ma pauvre grand'-mère; depuis trois mois, je le porte sur mon cœur comme une relique...

Irène hésitait à le comprendre et se taisait stupéfaite.

— Me voici tout tremblant à vos pieds, reprit-il en s'exaltant; mon âme, ma vie, tout est à vous... Mademoiselle... Irène, je vous aime!...

— Vous! s'écria la fière Bretonne avec un mouvement indicible de dédain, de froide hauteur, et, sans ajouter un seul mot, elle lui montra la porte d'un geste impérieux.

Célestin pâlit excessivement et se leva les jambes tremblantes. Il y avait dans son regard une telle expression de douleur, de violence farouche, que Mlle de Kerbrejean recula instinctivement derrière le métier à tapisserie.

— N'ayez pas peur... je m'en vais, dit-il d'une voix sourde. Ah! ah! voilà donc comme ceci devait finir...

A ces mots il se précipita hors du salon et sortit rapidement du manoir.

Un moment après, Mme Gervais entra.

— Qu'est-ce donc? dit-elle. Je viens de rencontrer Célestin Piolot qui sortait d'ici sans chapeau, les yeux égarés... il a passé devant moi comme un éclair. Est-ce que vous lui avez parlé, ma chère Irène?

Au lieu de répondre, Mlle de Kerbrejean cacha sa figure dans son mouchoir avec un geste de confusion et de chagrin, et se prit à pleurer. La gouvernante vint à elle, lui saisit la main et s'écria pleine d'inquiétude : — Qu'avez-vous, ma pauvre enfant? Je ne vous ai jamais vue ainsi... Que s'est-il donc passé?...

— Ce n'est qu'à vous que j'oserai le dire, répondit-elle en appuyant sur l'épaule de Mme Gervais son visage brûlant et inondé de pleurs; puis, quand ce flot de larmes fut un peu passé, elle raconta tout, d'une voix entrecoupée et le cœur encore gonflé d'indignation. La sage gouvernante se garda bien d'augmenter son trouble et sa confusion en paraissant attacher beaucoup d'importance à ce qui venait d'arriver; elle en entendit tout le détail sans s'émouvoir, et dit ensuite en haussant les épaules : — Voilà certes une sotte et ridi-

cule scène! Mais, chère enfant, il n'y a pas lieu de vous affliger ainsi; vous n'avez rien à vous reprocher: votre intention était bonne, et vous ne pouviez prévoir de telles extravagances. Cela ne peut avoir aucune suite d'ailleurs: cet impertinent garçon n'osera plus reparaître ici, et il évitera aussi de vous rencontrer. Certainement vous êtes délivrée pour toujours de sa présence: dès lors je crois inutile d'avertir monsieur le chevalier.

Cette façon d'apprécier les choses calma subitement Irène, et soulagea son esprit des vagues scrupules qui la tourmentaient.

— Hélas! mon Dieu! dit-elle, qui se serait douté d'une pareille folie?

— Ni vous, ni moi, certainement, répondit Mme Gervais: mais Mimi a été plus clairvoyante peut-être.

— Vous avez raison, ma bonne amie! s'écria Mlle de Kerbrejean frappée de cette observation; voilà pourquoi elle est en colère contre ce jeune homme et pourquoi elle a jeté mes roses par la fenêtre: mais elle l'aime donc?

— Elle est si fantasque, si insouciante, que bientôt elle ne pensera plus à lui, répondit Mme Gervais: en attendant, ma chère Irène, il faut éviter toute explication et laisser Mimi oublier d'elle-même ses remarques et ses suppositions.

Irène serra la main de sa gouvernante d'un air consolé, et, après un moment de réflexion, elle lui dit avec une adorable candeur : — Ma bonne amie, qu'est-ce que l'amour?

— Eh! mon enfant, que me demandez-vous là? répliqua Mme Gervais un peu embarrassée: il est bien inutile que j'essaie de vous l'expliquer: vous ne pourriez me comprendre : votre esprit n'est pas assez mûr pour cela.

— Mimi l'a compris sans explication, observa naïvement Mlle de Kerbrejean.

La gouvernante ne releva pas ce mot: elle passa son bras sous celui de la jeune fille et lui dit affectueusement : — Venez, mon cœur, allons faire un tour dans le jardin. Vous avez encore les yeux rouges et les joues brûlantes; la promenade vous remettra.

— Mon oncle ne rentrera pas encore? dit Irène en regardant la pendule.

— C'est probable, répondit Mme Gervais: quand il va dans le domaine avec les fermiers, il n'est jamais de retour avant l'heure du dîner. Tenez, chère enfant, voilà le soleil qui reparaît; prenons votre album, votre boîte de couleurs, et allons passer le reste de l'après-midi au jardin.

Il y avait devant la serre un terrain en pente où l'on avait planté autrefois un de ces jardins à compartimens symétriques qu'on appe-

lait des parterres de fleurs. Les bordures de buis, qui avaient pour le moins cent ans, formaient sur le sable jaune des lignes parallèles d'un vert obscur, entre lesquelles s'élevaient les longues hampes de la rose trémière, les cocardes multicolores du dahlia sans parfum et les disques nuancés de l'élégante reine-marguerite. Les plantes plus délicates, les arbres exotiques, qui deviennent des arbustes dans nos climats brumeux, les orangers, les géraniums odorans, fleurissaient dans des caisses, autour d'une fontaine en rocaille dont le bassin était couvert de nénuphars et de nélumbiums.

Irène fit le tour du parterre, cueillit une branche de rose-thé et revint prendre place devant une petite table disposée à l'entrée de la serre, et sur laquelle Mme Gervais avait étalé déjà les godets, les pinceaux et les couleurs.

— Voilà encore bien des pages blanches! dit la gouvernante en ouvrant l'album.

— Je vais me dépêcher de les remplir, répondit vivement Mlle de Kerbrejean; vous savez, ma bonne amie, il faut que j'aie fini quand mon père arrivera, dans deux mois peut-être.

— Pas avant le jour de l'an, je crois, dit Mme Gervais.

— Mais pas après, j'espère! murmura Irène avec un soupir. Mon Dieu, plus ce moment tant désiré approche, et plus le temps me paraît long!

Deux heures plus tard, le chevalier rentra.

— Bonjour, ma petite reine, dit-il à sa nièce qui accourut joyeuse au-devant de lui; le temps s'est remis au beau; j'ai eu grand regret de ne t'avoir pas emmenée.

— Et moi un plus grand regret encore de ne pas vous avoir suivi, répondit-elle en l'embrassant,

— Qu'as-tu fait en mon absence? reprit-il tendrement.

— J'ai peint la belle rose-thé que nous avons vue fleurir pour la première fois cette année.

— Tu vas me montrer cela.

— Non, non, pas encore! s'écria Irène en lui barrant le passage; il faut que j'y retouche. Allez-vous-en vite; moi, je vais ranger mon album, et dans un moment je vous rejoins.

Elle retourna vers la serre, et le chevalier entra avec Mme Gervais dans le salon.

— Qu'est-ce que cela? dit le chevalier en avisant une lettre sur la table; un pli à l'adresse de Mlle de Kerbrejean?

Il sonna pour demander qui avait apporté cette missive. Le domestique répondit que c'était un enfant du village.

— Voyons, je vous prie, monsieur le chevalier, dit la gouvernante étonnée et vaguement inquiète.

— Vous ne connaissez pas cette écriture? lui demanda le chevalier.

Elle fit un geste négatif.

— Je prends sur moi de rompre le cachet, s'écria-t-il, et il lut à haute voix :

« Mademoiselle,

« Après l'affront que j'ai reçu, ma dignité me défend de reparaître en votre présence : je vais quitter le pays, ne sachant où je porterai mes pas. Si quelque jour vous entendez dire qu'un malheureux a mis fin à sa triste existence, souvenez-vous de mes dernières paroles... Celui qui se dira jusqu'à son dernier soupir votre dévoué

« CÉLESTIN PIOLOT. »

Pendant cette lecture, la prudente Mme Gervais ne savait ce qu'elle allait répondre; mais, lorsqu'elle eut entendu la dernière phrase, elle se décida à taire la vérité au chevalier, qui fronçait le sourcil, parce qu'il trouvait sans doute que le mot dévoué tout court n'était pas suffisamment respectueux.

— Qu'est-ce que cela signifie? dit-il en haussant les épaules; quel affront ma nièce peut-elle avoir fait à ce garçon?

— Aucun assurément, répondit Mme Gervais; il a été traité comme il le mérite, voilà tout. Cette après-midi il est venu, ainsi que cela lui arrive quelquefois. Irène a eu avec lui une sorte d'explication, et elle a vu clairement qu'il ne se souciait point du mariage auquel on avait pensé; alors elle lui a fait comprendre qu'il devait cesser ses visites.

— La déclaration était un peu brusque peut-être, observa le chevalier; je m'étonne qu'Irène n'ait pas eu plus de ménagemens.

— C'est que ce garçon l'aura blessée par ses façons d'agir, répondit évasivement Mme Gervais; il aura ouvertement dédaigné la pauvre Mimi...

— Le drôle en est bien capable! murmura le chevalier; mais pourquoi prend-il ces airs désespérés?

— Qui le sait? fit Mme Gervais en haussant les épaules.

— Il est inutile de remettre cette lettre à Irène, reprit le chevalier.

— C'est tout à fait mon avis, répondit vivement la gouvernante; elle n'a que faire de recevoir la confidence des sentimens et des résolutions de Célestin Piolot.

Irène entra un instant après, et il ne fut question de rien. Tout semblait fini là; mais dans la soirée Magui arriva, chargée de quelques volumes empruntés à la bibliothèque du chevalier; Célestin les renvoyait simplement en se faisant excuser de ne pas les rapporter lui-même. La vieille servante ne dépassa pas l'antichambre; mais Mme Gervais l'entendit qui disait avant de se retirer : — Je m'en retourne au plus vite... Célestin est rentré aujourd'hui avec un visage qui m'a fait peur... il s'est mis à écrire, et a déchiré pour le moins

vingt lettres avant d'en réussir une; puis il est ressorti, et puis revenu, toujours avec la même figure bouleversée... Je le crois très malade...

Célestin Piolot était sorti du manoir avec la ferme intention de partir le lendemain; mais un tel acte de raison et de fermeté était déjà au-dessus de ses forces. Une attraction fatale le retint dans les lieux qu'habitait Mlle de Kerbrejean; il lui sembla que le bonheur de l'apercevoir quelquefois de loin compensait suffisamment la douloureuse humiliation, les difficultés, les amertumes d'une telle situation. Après avoir lutté faiblement contre sa passion, il s'y abandonna avec les muettes ardeurs, les secrets transports d'une nature exaltée et portée aux voluptés mystiques. Le malheureux rôdait jour et nuit aux environs du manoir avec les allures d'un fou. Malgré les orages d'automne, si longs et si fréquens sur cette côte, il allait se promener un livre à la main sur les hauteurs boisées qui dominent la grève, et d'où son regard plongeait dans les vastes jardins du manoir. Souvent il restait là jusqu'au soir, assis contre un tronc d'arbre, les pieds dans la mousse humide, épiant avec une infatigable attention les moindres indices de ce qui se passait dans la demeure des Kerbrejean. La circonstance la plus insignifiante lui causait des émotions indicibles; une porte qui s'entr'ouvrait, le pli d'un rideau qu'une main invisible soulevait, une forme vague qui se dessinait derrière les vitres, faisaient battre son cœur avec violence et blêmir son visage. Plus d'une fois, la nuit, les douaniers l'avaient aperçu errant au bord de la mer; mais ils s'étaient contentés de le surveiller un moment à distance et n'avaient pas deviné le motif de sa course nocturne : s'ils l'eussent mieux observé, ils auraient vu qu'il marchait au hasard, les yeux fixés sur une petite clarté qui tremblottait derrière les rideaux blancs de la chambre d'Irène. Les bonnes gens de P..... appréciaient diversement cette manière de vivre : les uns disaient que Célestin avait perdu l'esprit; mais le plus grand nombre avait la conviction que le sang des Piolot s'était réveillé en lui, et qu'il rôdait ainsi pour faire la contrebande.

Cependant le triste amoureux s'enhardit jusqu'à venir sous les murs du manoir, et par une nuit sombre et pluvieuse il resta plusieurs heures au seuil de cette porte qu'il ne pouvait plus franchir désormais. Une fois enfin il osa escalader le mur de clôture et pénétrer dans le jardin; de là il gagna la serre et ne se retira qu'à l'aube, en emportant quelques brins de réséda qui se flétrissaient depuis trois ou quatre jours sur la table où Mlle de Kerbrejean laissait son petit attirail de peinture.

Le lendemain matin le chevalier vint au-devant de sa nièce en disant : — Bonjour, mon cœur; comment as-tu dormi cette nuit? fort mal, n'est-ce pas? les chiens ont fait un bruit horrible.

— Oh! j'ai eu peur, mon bon oncle, répondit-elle en l'embrassant.

Pyrame aboyait avec tant de furie dans la cour, que j'ai pensé qu'il flairait des voleurs là dehors.

— Les murs sont épais et les portes solides; nous aurions pu dormir tranquilles, fussent-ils une bande devant le manoir; pourtant j'ai été vingt fois au moment de me lever pour voir d'où provenait ce vacarme.

Mimi, qui se trouvait là, intervint alors dans la conversation.

— Ce n'est pas la première fois que pareille chose arrive, dit-elle en s'approchant de la fenêtre devant laquelle Irène et son oncle étaient debout : l'autre nuit, les chiens ont aboyé avec tant de colère, que je me suis levée pour regarder à travers les persiennes s'il n'y avait personne là dehors. Il faisait un peu de lune, et j'ai vu, j'ai vu très distinctement un homme arrêté là-bas, sous le troisième tilleul, de ce côté.

— Un homme! un étranger! s'écrièrent à la fois le chevalier et Mlle de Kerbrejean.

— Il avait la tournure de Célestin Piolot, ajouta froidement Mimi.

Irène releva la tête avec un mouvement de surprise inquiète, et le chevalier repartit en haussant les épaules :

— Célestin! eh! qu'aurait-il fait là, tout seul, au milieu de la nuit?...

— Ce qu'il fait tout le long du jour, répliqua Mimi; est-ce que vous ne l'avez pas vu cent fois passer et repasser là bas dans le chemin, le nez en l'air et les mains dans ses poches, comme un grand niais qu'il est?

— Ma foi, non, répondit le chevalier, je ne l'ai jamais rencontré; mais quand même, ce ne serait pas une raison pour me faire croire qu'il vient ici la nuit rêver au clair de la lune; vous vous êtes trompée, mademoiselle Mimi.

— Ah! par exemple! murmura-t-elle, blessée.

Et sur-le-champ elle sortit du salon.

Un moment après, le jardinier parut à la porte. C'était un bon vieux paysan léonais, à la face carrée, au regard sérieux, et d'une physionomie calme jusqu'à l'impassibilité.

— Monsieur le chevalier, dit-il, je vous fais mes excuses de vous déranger avant le déjeuner; mais il faut absolument que je vous parle.

— Avance, mon brave Pierre, et explique-toi, répondit le chevalier en prenant sous son bras le bras d'Irène, qui s'était rapprochée de lui, saisie d'une vague appréhension.

— Monsieur le chevalier ne voudra peut-être pas me croire, reprit Pierre; pourtant ce que je vais lui dire est certain : quelqu'un s'est promené cette nuit dans le parterre.

— Est-ce que tu l'as vu? demanda le chevalier d'un air incrédule.

— Le promeneur? non; mais j'ai vu les semelles de ses bottes, empreintes sur le sable; de vraies bottes; cela se connaît au talon. Depuis que M. le comte est parti, je n'ai jamais vu dans le jardin de traces semblables, sauf le respect que je vous dois; mais il y a bien autre chose encore : on est entré dans la serre...

— C'est quelque maraudeur qui aura volé nos citrons et nos oranges vertes.

— Non, non, monsieur le chevalier, il n'a rien pris; au contraire il a laissé quelque chose, il a laissé cela, répondit Pierre en tirant de sa poche un vieux carnet assez sale, imprégné d'une certaine odeur mélangée d'herbes aromatiques et de bouts de cigares.

Le chevalier ouvrit le carnet et lut à haute voix sur la première page:

Chaque jour, animé d'un plus tendre délire,
Pour chanter tes attraits j'accorderai ma lyre.
Oh! ange ailé.....

— Quelle platitude! interrompit Irène, saisie d'une mortelle confusion à la seule pensée que son nom se trouvait peut-être mêlé à ces détestables rimes.

— Oh! ange ailé!... répéta le chevalier en riant; le quidam n'a pas fait sa rhétorique.

Il acheva de feuilleter le carnet, dont toutes les pages étaient barbouillées de vers inachevés et de phrases décousues; puis il reprit d'un ton plus sérieux : — Ce n'est pas la peine de déchiffrer toute cette poésie saupoudrée de fautes d'orthographe. Évidemment c'est Célestin Piolot qui en est l'auteur, je reconnais son écriture.

— Vous l'aviez vue déjà? fit Irène avec surprise.

Le chevalier se mordit la lèvre et reprit : — Conçoit-on rien à la conduite de ce drôle! Assurément ce n'est point pour voler un bouquet qu'il s'est introduit dans la serre; mais quel pouvait être son but? Il faut que j'éclaircisse cela.

— A quoi bon? dit vivement Irène; mieux vaudrait, je crois, faire semblant d'ignorer cette extravagance, qui ne se renouvellera pas.

— J'y mettrai bon ordre, répondit le chevalier; à l'avenir, on lâchera Pyrame tous les soirs, et quand il fera sa ronde dans les jardins, personne ne sera tenté de sauter par-dessus la muraille. Entends-tu, Pierre? ajouta-t-il en se tournant vers le vieux jardinier.

— Oui, monsieur le chevalier, répondit celui-ci; la nuit je lâcherai les chiens de garde, et soyez tranquille, à la moindre alerte je serai sur pied. Si ce petit Célestin s'avise d'enjamber encore une fois la muraille, il peut être sûr d'avance de recevoir dans sa culotte toute la charge de mon fusil.

— Ah! mon Dieu, Pierre, ne faites pas cela, s'écria Irène; vous pourriez le tuer...

— Soyez tranquille, mademoiselle, répondit-il, je chargerai mon fusil avec une poignée de gros sel.

— Bien. Tu peux te retirer à présent, et pas un mot à personne de tout ceci, mon vieux Pierre, dit le chevalier en s'asseyant pour lire sa gazette.

Mlle de Kerbrejean alla aussitôt trouver sa gouvernante et lui raconta avec émotion ce qui venait de se passer. — Ah! ma bonne amie, j'ai été dans une terrible angoisse, dit-elle en finissant. Lorsque cette Mimi a nommé Célestin Piolot, j'ai eu comme une sueur froide, et tandis que mon oncle lisait les vers, j'étais prête à pleurer de confusion... A présent je n'oserai plus sortir ni regarder par la fenêtre, de peur d'apercevoir cette longue figure pâle... Mon Dieu! que tout cela me donne de tourment!

— Calmez-vous, chère petite, dit Mme Gervais en l'attirant doucement sur ses genoux et en la baisant au front. En vérité, il n'y a pas lieu de se mettre dans un tel souci... Tant pis pour ce jeune homme s'il a la manie de faire des promenades extravagantes et des vers ridicules, cela ne vous regarde pas.

— Je voudrais bien ne plus entendre parler de lui! murmura Irène.

— Vous serez satisfaite, je vous le promets, répondit simplement la gouvernante.

La prudente femme savait déjà une partie de ce qu'Irène venait de lui révéler; sa surveillance avait abouti aux mêmes découvertes que la jalouse curiosité de Mimi, et depuis quelque temps elle songeait aux moyens de couper court à l'absurde roman que Célestin Piolot filait avec une si déplorable persévérance. La scène d'escalade nocturne lui parut si audacieuse, qu'elle résolut d'agir immédiatement.

Ce jour-là même, après la veillée, lorsque Mlle de Kerbrejean se fut retirée dans sa chambre, la gouvernante redescendit au salon et vint reprendre sa place devant le guéridon où elle avait à dessein laissé son ouvrage. Le chevalier lisait encore au coin du feu : — Eh bien! madame Gervais, dit-il en posant son livre, que pensez-vous de ce qui est arrivé la nuit dernière? Évidemment il s'agit d'une amourette, et je n'ai pas voulu m'expliquer là-dessus devant ma nièce, mais je suis bien aise d'en causer avec vous. La chose est claire, ma chère madame Gervais : Célestin Piolot saute par-dessus les murailles et compose des vers exécrables pour les beaux yeux de Mlle Mimi.

— Il a grand tort, car elle ne peut le souffrir, répondit tranquillement la gouvernante.

— Voyez un peu! fit le chevalier en haussant les épaules. En vérité, on devrait déclarer cela à cet amoureux transi, afin que dorénavant il ne s'expose plus à se rompre le cou, à être mangé par

Pyrame, ou à prendre un rhume de cerveau pour l'amour de cette ingrate.

— Il s'apercevra bien lui-même qu'elle le dédaigne, et tout finira là, répliqua Mme Gervais d'un air indifférent. — Et après un silence elle ajouta, en laissant aller son ouvrage et en se rapprochant du foyer : — Avez-vous remarqué, monsieur le chevalier, combien l'humeur d'Irène est changée depuis quelque temps?

— Oui, ma chère madame Gervais, répondit-il avec un soupir; elle n'a plus la même sérénité, la même gaieté enfantine. Un rien la trouble et l'agite. Elle est triste ou joyeuse sans savoir pourquoi. Que voulez-vous? notre petite fille n'existe plus, le temps nous l'a changée en une grande demoiselle de dix-sept ans!

— Elle ne s'ennuie pas encore, mais elle s'inquiète, reprit Mme Gervais. L'espérance qu'elle a de revoir bientôt son père est mêlée d'une sorte d'anxiété. Elle compte les jours à présent, et moi je tremble que l'arrivée de M. le comte ne soit pas aussi prochaine que nous l'avions pensé.

— Je ne l'attends plus, répondit le chevalier en baissant la voix. S'il devait être ici avant la fin de l'année, j'aurais reçu, par la dernière malle de l'Inde, la nouvelle de son départ. Selon toutes les probabilités, nous ne le reverrons pas avant le printemps prochain.

— Ce retard fera verser bien des larmes à Irène, dit Mme Gervais. L'hiver va lui paraître bien long, si nous sommes seuls comme les autres années. Cette enfant tombera dans la mélancolie quand elle saura qu'il lui faut attendre encore plusieurs mois le bonheur qu'elle croit si prochain. Heureusement on n'est pas inconsolable à cet âge, et il suffit d'une petite distraction pour dissiper un grand chagrin. — Vous pouvez aisément consoler Irène, monsieur le chevalier.

— Je vous comprends, répondit-il en souriant. Vous croyez donc qu'il serait à propos de faire ce voyage sans plus attendre? J'y songeais déjà. Voici la dernière lettre de Mlle de Kersalion, ajouta-t-il en tirant un papier de son portefeuille; elle renouvelle son invitation dans des termes si pressans, que, n'étant pas encore décidé à accepter, je n'ai pas voulu montrer à Irène le passage qui la regarde. Notre bonne cousine lui dit qu'elle se meurt d'impatience de la voir, et Mme de Kersalion, qui affirme depuis trente ans qu'elle est au bord de la tombe, ajoute de sa main qu'elle ne veut pas quitter ce monde sans avoir serré sur son cœur l'héritière des Kerbrejean.

— Nous irons donc à Paris bientôt? s'écria Mme Gervais d'un air de vive satisfaction.

Ce mouvement spontané d'une personne ordinairement si calme et si contenue frappa le chevalier : — Ah! mon Dieu, fit-il, ma pauvre Irène commence donc à s'ennuyer dans notre solitude?

— Pas encore, pas encore, répondit gaiement Mme Gervais; le jeune oiseau reste volontiers dans sa mousse, mais il secoue ses petites ailes et avance la tête hors du nid.

Les préparatifs du voyage se firent si promptement, que personne n'en eut connaissance au dehors. Soit par hasard, soit à dessein, Mme Gervais occupa les gens de manière qu'ils n'eurent pas le temps d'aller jaser dans le village, et Magui elle-même, cette gazette ambulante de la localité, ignora jusqu'au dernier moment que les Kerbrejean allaient à Paris.

La veille de la Toussaint, Célestin Piolot sortit, comme d'habitude, vers midi, un livre sous le bras, son chapeau mou rabattu en gouttière devant les yeux, et son paletot boutonné jusqu'au menton. Le ciel était chargé de nuages sur tous les points de l'horizon, et une petite pluie froide tombait sans interruption depuis le matin. En passant devant le manoir, le triste amoureux remarqua avec quelque surprise que les persiennes du premier étage étaient toutes fermées; mais cette circonstance n'éveilla dans son esprit aucune supposition. Il poursuivit son chemin jusqu'à mi-côte d'une hauteur couverte d'arbres aux rameaux serrés, de halliers inextricables, et s'arrêta sous un rocher au pied duquel il y avait une excavation tapissée de lierre, où l'on était à peu près à l'abri de la pluie. Le temps devenait plus mauvais : d'impétueuses ondées bruissaient dans les feuillages jaunis et lavaient les sentiers glissans. Célestin s'assit contre le rocher, les jambes serrées et les coudes sur les genoux. De cette place, on apercevait le parterre avec ses méandres de buis, et par-delà les vitrières de la serre, dans laquelle on avait rentré déjà les plantes et les arbustes exotiques; mais en ce moment la pluie étendait comme un rideau grisâtre devant cette perspective, et Célestin essayait inutilement de distinguer s'il y avait du monde derrière le mur transparent qui garantissait les orangers frileux des rigueurs de la température. Une ou deux fois cependant il crut entrevoir une femme vêtue comme Mlle de Kerbrejean qui passait contre les vitrières. Cette illusion suffisait au bonheur de toute sa journée. Après une heure d'attente et de contemplation, il se leva et reprit le chemin de P..., l'esprit exalté, le cœur enflammé de passion et tout le corps pénétré d'une humidité glaciale. Comme il passait lentement sous la terrasse, il vit venir Magui; la vieille femme sortait du manoir, et elle accourait au-devant de Célestin.

— Voici une nouvelle surprenante! cria-t-elle en lui barrant le passage; savez-vous ce que je viens d'apprendre? M. le chevalier, mademoiselle et Mme Gervais, la gouvernante, sont partis ce matin...

— Ah! fit Célestin avec un soubresaut et en s'arrêtant la figure pâle et décomposée, comme si la foudre était tombée sur lui.

— Ils sont partis au petit jour, dans la berline, continua Magui; malgré le mauvais temps, ils auront été d'une traite à Morlaix, et à l'heure qu'il est ils sont déjà sur le bateau à vapeur. Demain, il seront au Havre, et après demain à Paris: c'est Mimi qui m'a conté tout cela; elle est aimable, cette petite, quand elle veut.

— Ah! ils l'ont laissée ici! murmura Célestin sans savoir ce qu'il disait.

— Elle est restée sous la garde de Perrine, la vieille femme de chambre, répondit Magui, et elle est contente... A présent il lui semble qu'elle est la maîtresse du manoir. — Ah! me disait-elle tantôt, je ne m'ennuierai pas toute seule... Dame Perrine ne me commandera pas... Je me lèverai quand je voudrai, et me coucherai de même... J'irai lire dans la bibliothèque... je me promènerai quand il me plaira, et je mettrai tous les jours mes robes du dimanche... Ensuite elle m'a demandé de vos nouvelles d'un certain air qui m'a prouvé qu'elle vous porte amitié... Que lui dirai-je de votre part quand je la verrai?

— Vous lui direz que je me porte bien, répondit brusquement Célestin; et sans écouter plus longtemps la vieille servante, il rebroussa chemin et s'en alla errer dans les bois jusqu'à la nuit close.

Magui était trop accoutumée à ces façons d'agir pour concevoir le moindre soupçon; après avoir fait le tour du village pour répandre et commenter la grande nouvelle, elle était rentrée au logis pour préparer le dîner de son maître, et l'avait patiemment attendu comme à l'ordinaire. Lorsqu'il revint, il avait l'air d'un naufragé que la mer vient de jeter sur le rivage; ses habits étaient ruisselans; son chapeau mou, rempli d'eau comme une éponge, lui tombait sur les yeux, et ses cheveux étaient collés en mèches plates le long de son visage blême.

— Bonté divine, comme vous voilà fait! s'écria Magui, qui, ayant prévu le cas, avait allumé un fagot dont les clartés réjouissantes remplissaient la salle; passez vite d'autres hardes et réchauffez-vous un peu avant de manger; vous avez l'air tout morfondu.

— Je n'ai pas froid, répondit laconiquement Célestin.

— Alors mettez-vous à table; voilà trois heures que le dîner vous attend.

— Je n'ai pas faim.

— En ce cas vous êtes malade. Ça n'est pas étonnant avec la vie que vous menez. Je vais vous faire une bonne infusion d'armoise; quand vous l'aurez dans l'estomac, vous vous mettrez bien chaudement dans votre lit clos pour suer la promenade d'aujourd'hui, et demain il n'y paraîtra plus.

— Je n'ai pas le temps de me coucher, répondit Célestin; il faut

que je veille cette nuit pour faire mes préparatifs de voyage : demain matin je pars...

— Que me dites-vous là? s'écria Magui stupéfaite, et où allez-vous?

— A Paris.

— Tiens! vous aussi? reprit la vieille femme de plus en plus étonnée; vous y verrez peut-être les Kerbrejean?

— C'est possible, répondit froidement Célestin.

— En voilà des événemens coup sur coup! murmura Magui, et que vais-je devenir, moi?

— Vous m'attendrez ici tranquillement et prendrez soin du logis.

Et sans plus tarder il alla ouvrir la vieille armoire, le vieux bahut, et commença à en tirer ses meilleurs effets.

Magui le considéra un moment en silence; puis, venant à lui, elle lui dit : — Écoutez, Célestin Piolot : je ne suis qu'une pauvre femme à vos gages; mais c'est précisément parce que je mange votre pain que je dois vous parler selon ma conscience. Vous suivez un train de vie qui gâte vos affaires et vous nuit de toutes façons. Je sais bien que vous êtes sage; mais mieux vaudrait pour vous dépenser quelque argent au cabaret, après avoir fait une bonne journée, que de courir du matin au soir à travers champs en bayant aux corneilles. Voulez-vous que je vous donne un bon conseil? Restez au logis, travaillez de votre état, et mariez-vous avant la fin de l'année.

Célestin Piolot haussa les épaules avec une espèce d'éclat de rire : — Que je me marie, moi! dit-il sourdement; c'est impossible...

— Impossible! pourquoi? répliqua Magui; les partis ne manquent pas. Un bel homme comme vous, qui a pignon sur rue et de bons écus chez le notaire, est sûr de ne pas mourir garçon, à moins qu'il n'ait l'ambition d'épouser la fille du roi de France ou bien une Kerbrejean!

Ces derniers mots firent tressaillir Célestin : il regarda Magui d'un air troublé, comme pour lui demander si elle avait surpris son secret; mais la vieille femme, qui n'avait jamais songé à une telle énormité, poursuivit en clignant des yeux : — On a été jeune; on sait par expérience comment l'amour vient aux filles; j'en connais une qui aura du chagrin en apprenant votre départ...

— Qui donc? Cette petite Mimi? fit Célestin avec un dédain superbe; j'espère qu'elle ne s'est pas mis en tête une pareille folie; si cela était par malheur, eh bien! mon absence la guérira!...

IX.

Célestin Piolot partit en effet le lendemain; sa vieille ménagère l'accompagna un bout de chemin, et, après lui avoir fait ses adieux,

elle se hâta de courir au manoir, afin d'être la première à raconter comment son jeune maître s'était décidé aussi à aller faire un tour jusqu'à Paris la grande ville.

A cette nouvelle, Mimi ne manifesta qu'une médiocre surprise et répondit laconiquement : — Il s'ennuyait ici, apparemment; eh bien! bon voyage!...

Pourtant, lorsque Magui l'eut quittée, elle alla se cacher au fond du jardin et elle pleura longtemps. Les jours suivans, elle fut triste et de mauvaise humeur, puis elle se consola et tâcha de se désennuyer en se permettant tout ce qui lui avait été jusque-là défendu. Souvent elle s'échappait pour aller se promener au loin dans la campagne, ou bien pour faire le tour de la baie dans la barque de quelque pêcheur. Au retour, elle essuyait sans s'émouvoir les remontrances de la bonne vieille Perrine, et, comme pour lui prouver le cas qu'elle faisait de ses admonestations, elle recommençait le lendemain ses courses vagabondes. Une fois elle s'en alla ainsi toute seule jusqu'à Roscoff, fit un tour sur le port, et revint enchantée d'avoir rencontré quelques matelots ivres qui couraient les cabarets bras dessus bras dessous en chantant des chansons à boire. Ses instincts s'étaient réveillés à leur aspect; elle avait éprouvé une vague tentation de poursuivre son chemin au hasard, et de recommencer la vie insouciante et libre qu'elle avait menée dans son enfance.

Cependant l'hiver avait emporté les dernières feuilles, et le soleil ne se montrait plus qu'à de rares intervalles à travers la pluie et les brouillards. Mimi ne put continuer ses promenades, et il lui arrivait parfois de passer toute une semaine sans que le mauvais temps lui permît de franchir la porte du manoir. Un jour de désœuvrement, d'ennui désespéré, elle s'avisa de bouleverser la bibliothèque du chevalier. Il y avait dans un recoin quelques volumes oubliés depuis vingt ans peut-être; c'étaient des romans du siècle dernier : *Gonzalve de Cordoue, Estelle* et deux ou trois livres du même genre; Mimi s'en empara et les lut avidement. Ces fictions l'intéressèrent beaucoup, non qu'elle comprît grand'chose aux langoureuses tendresses de l'amant d'Estelle, aux sentimens chevaleresques de l'héroïque serviteur d'Isabelle la Catholique; mais ces grandes aventures, ce mot d'amour écrit dans toutes les pages, ces portraits de héros tous jeunes et charmans, enchantaient son imagination, et lui faisaient rêver un amant beau comme Némorin, vaillant comme Gaston de Foix, et comblé d'honneurs et de puissance comme Gonzalve de Cordoue, le grand capitaine. Le souvenir de Célestin Piolot était bien effacé par ces nobles figures; Mimi ne songeait plus à lui qu'avec un amer dédain; il lui faisait l'effet d'un croquant, avec ses aïeux les contrebandiers, son talent pour fabriquer les serrures et son héritage de quinze mille francs.

Deux mois environ s'écoulèrent ainsi, et l'on attendait d'un moment à l'autre les maîtres du manoir, lorsque Nicolas, l'un des domestiques qu'ils avaient emmenés à Paris, arriva un matin chargé des ordres du chevalier et des commissions de Mlle de Kerbrejean. Le chevalier faisait savoir que son absence se prolongerait jusqu'à la fin de l'hiver, et Irène envoyait d'avance à tout le monde ses cadeaux du jour de l'an; de plus elle écrivait à Mimi une lettre de souvenir et d'amitié. Ce peu de lignes ne contenait aucun des épanchemens auxquels les jeunes filles se laissent volontiers aller dans leur correspondance, mais il y régnait comme une expansion involontaire des vives impressions, du complet bonheur d'une âme jeune qui s'ouvre à des émotions inconnues, à une nouvelle vie. Mimi s'en aperçut vaguement, et elle dit avec un soupir de regret, peut-être d'envie : — Ah! que je voudrais bien être à Paris, moi aussi... Mademoiselle est heureuse là-bas... elle ne songe guère à revenir.

Le soir, à la veillée, Nicolas raconta ses impressions de voyage. L'honnête garçon avait un esprit naturellement diffus, et la multitude de choses qu'il avait vues contribuait encore à embrouiller ses idées.

— Quand je songe à la vie qu'on mène là-bas, j'en suis encore tout ahuri, dit-il naïvement; bêtes et gens ne sont jamais en repos : les maîtres font des visites tout le jour et vont au bal toute la nuit, de manière que les voitures roulent d'un soleil à l'autre; mais grâce au ciel, dans la maison de Mme de Kersalion on n'a pas ces habitudes-là, et l'on n'y entend guère plus de bruit qu'ici. Le logis est au milieu d'un beau jardin, près du village de Neuilly. Quand je dis village, n'allez pas vous figurer deux ou trois ruelles avec des maisonnettes mal bâties et une petite place au milieu; on voit à Neuilly je ne sais combien de belles rues, et le roi y a un château. La maison de Mme de Kersalion n'est pas aussi grande que le manoir, mais elle est garnie de beaux meubles, et le beau linge, la belle argenterie, y foisonnent comme ici. Je sais cela, moi, qui ai aidé la femme de charge à ranger les armoires. L'appartement qu'on avait préparé pour M. le chevalier et pour mademoiselle est des plus magnifiques. Je n'en finirais pas si je voulais seulement vous détailler tout ce qu'il y a sur les cheminées et sur les étagères : il m'aurait fallu deux ou trois heures pour épousseter tout cela, si j'avais osé y toucher. Les premiers jours, on resta en famille; mais ensuite il vint beaucoup de monde. Toutes les dames que Mme la comtesse fréquentait de son vivant, lorsqu'elle venait à Paris, ont fait toute sorte de politesses à sa fille. Tous les jours il arrivait de nouvelles invitations. Mademoiselle est allée au bal plusieurs fois; on partait à dix heures, et c'est toujours moi qui suivais... Il fallait voir quand elle faisait son entrée, conduite par M. le chevalier; c'était un fracas, une admira-

tion... On sait bien dans l'antichambre tout ce qui se dit dans les salons, et j'étais glorieux.

— Qu'est-ce qu'on disait donc? interrompit brusquement Mimi, qui avait l'air de sommeiller au coin du feu.

— On disait que mademoiselle est la plus belle personne de France, répondit Nicolas, et de fait je crois que c'est la vérité. On ne s'en apercevait pas ici parce qu'on était accoutumé à la voir, et puis parce qu'elle n'avait jamais mis ces belles toilettes qui lui vont si bien.

— Quelles toilettes? demanda encore Mimi.

— Des robes de dentelle, des fleurs, des rubans dans les cheveux et des colliers de perles, et bien d'autres parures. C'était Mlle de Kersalion qui choisissait tout cela, et les jours de bal elle prenait plaisir à habiller de ses mains mademoiselle. Il faut vous dire qu'elles ont pris l'une pour l'autre autant d'amitié que si elles avaient passé toute leur vie ensemble.

— C'est fort naturel, dit alors la vieille femme de chambre; feu Mme la comtesse était une Kersalion, et il n'y a pas de parens plus proches, que je sache.

— Je vous demande excuse, dame Perrine, répondit Nicolas; il y a M. le duc de Renoyal.

— Je ne savais pas cela, dit-elle gravement. S'il s'agissait des Kerbrejean, je pourrais vous dire toutes leurs alliances; je ne suis pas aussi bien au fait pour les Kersalion.

— Le duc de Renoyal! répéta Mimi; c'est un grand seigneur?

La question parut impertinente et niaise à Nicolas; il haussa les épaules et reprit : — La parenté vient du côté de Mme de Kersalion; elle appelle M. le duc son neveu, ou bien Gaston, tout familièrement. Comme elle ne sort pas à cause de ses infirmités, il vient lui rendre visite souvent. Je courais toujours à la grille pour le voir arriver avec son bel attelage bai brûlé, son cocher poudré et ses valets de pied en grande livrée : certainement, sa majesté le roi n'a pas de plus beaux équipages que les siens.

Mimi se figura aussitôt un jeune homme fier, élégant, environné de luxe et habillé comme un prince des contes de fées; la pensée qu'il pourrait aimer Irène traversa vaguement son esprit, et, par une suite d'idées naturelle, elle dit tout à coup : — Et Célestin Piolot? est-ce que vous ne l'avez pas rencontré là-bas?

— J'allais oublier de vous parler de ce songe-creux! s'écria Nicolas. Je ne sais comment cela se fait, mais il est partout : on le rencontre à tous les coins de rue; souvent il a passé à côté de la voiture, et même une fois il faillit se faire écraser entre les roues. Un jour que M. le chevalier et mademoiselle sortaient du grand Opéra et que je venais de faire avancer la voiture, je me trouvai face à face

avec lui; il était en grande tenue : le gilet blanc, les gants jaunes et l'épingle d'or à la cravate; je lui donnai le bonsoir, mais il eut l'air de ne pas me reconnaître. Le lendemain, je le vis encore. On allait visiter l'église de Notre-Dame; j'étais sur le siége à côté du cocher, tenant un parapluie, parce qu'il pleuvait fort. En arrivant à la barrière, je reconnus Célestin Piolot qui s'en allait les bras balans et son chapeau sur le nez; apparemment il suivit la voiture au pas de course, car je le retrouvai devant Notre-Dame au moment où je descendais pour abaisser le marchepied.

— Il devait être bien crotté, fit dédaigneusement Mimi.

Le surlendemain, vers le soir, — c'était la veille de Noël, — dame Perrine dressait elle-même le couvert dans la salle où les gens prenaient leurs repas et se chauffaient durant l'hiver. Le soleil venait de disparaître à l'horizon embrumé, et les clartés du foyer, luttant victorieusement contre un dernier rayon de jour, illuminaient les lambris de reflets vacillans. Pierre, le vieux jardinier, apporta une brassée de menus branchages qu'il jeta dans la cheminée; puis il dit en regardant un tronc d'arbre debout près de la huche : — Je n'aurai pas le cœur gai ce soir, dame Perrine. Ça n'est jamais arrivé ici de brûler la bûche de Noël en l'absence des maîtres.

— Non, jamais, dit la bonne femme avec un soupir. Autrefois il y avait toujours grand gala la veille de Noël, et malgré les malheurs qui sont arrivés depuis, j'ai toujours vu la salle à manger ouverte ce jour-là et le couvert mis en cérémonie. Même l'année que le bon Dieu appela à lui Mme la comtesse et ses deux enfans, la collation fut servie comme les autres années, avec les candélabres allumés et le surtout garni de fleurs; mais on était bien triste à côté de ces places vides, et la pauvre petite Irène se prit à pleurer quand M. le chevalier lui présenta le gâteau monté, afin que, selon l'usage, elle mît la première la main au plat.

En ce moment, Mimi entra toute transie et vint s'asseoir au coin de la cheminée en disant : — Qu'il fait froid là dehors, dame Perrine! il gèle à pierre fendre. — Puis, avisant le couvert mis avec une recherche inaccoutumée, les pyramides de fruits symétriquement disposées aux coins de la table et les quatre chandeliers ornés de collerettes de papier blanc qui cantonnaient le napperon, elle ajouta : — Nous allons donc faire un grand souper?

— Oui, comme les autres années, répondit Perrine. M. le chevalier m'a envoyé ses ordres; il veut qu'on se régale céans. Ce soir nous avons une belle collation, et demain le dinde tournera à la broche. De plus, on tirera de la cave quelques bouteilles de bon vin pour boire à la santé des Kerbrejean.

Mimi croisa les mains sous son châle et se rencogna tristement

dans l'embrasure d'une fenêtre, les yeux tournés vers le chemin désert. Depuis deux jours, elle avait l'imagination remplie des récits de Nicolas, et elle comparait involontairement son sort avec celui de Mlle de Kerbrejean. Un vague sentiment d'envie, de douloureuse humiliation, remplissait son cœur; elle ne supportait plus la monotonie de son existence et se laissait aller à d'amères impatiences, à un chagrin profond.

Le vieux jardinier allait mettre au feu la bûche de Noël, et dame Perrine était en train de placer au centre de la table un gâteau de Savoie à cinq étages, lorsque Mimi, qui semblait plongée dans de mornes réflexions, se releva tout à coup et ouvrit brusquement la fenêtre en s'écriant : — Écoutez! écoutez!... j'entends une voiture: elle vient de ce côté...

En effet, un bruit de roues retentissait dans l'éloignement, et l'on apercevait à travers les ombres grises du crépuscule la lueur tremblottante des lanternes. Tout le monde courut à la grille, excepté Mimi, qui resta au seuil du manoir. Une chaise de poste arrivait; elle entra au grand trot et s'arrêta devant la porte.

— Monsieur le comte! s'écria la vieille femme de chambre en levant les mains au ciel.

Le comte descendit en donnant des poignées de main à tous ceux qui se pressaient autour de lui et en s'écriant : — Ma fille?... mon oncle?...

— Ils sont en bonne santé, répondit Perrine en pleurant d'émotion. Voici Nicolas qui nous a apporté de leurs nouvelles...

— Comment?... Où sont-ils?... demanda le voyageur avec une vive expression d'anxiété et d'inquiétude.

— On ne vous attendait pas, monsieur le comte, reprit Perrine, on ne vous attendait pas avant le printemps prochain, et comme mademoiselle était fort triste de ce retard, M. le chevalier l'a menée à Paris...

— Ah! c'est ma faute! murmura le comte; je devais écrire...

Il entra entouré de ses gens et aperçut alors Mimi, qui s'avançait en lui faisant la révérence.

— Mademoiselle, j'ai l'honneur de vous saluer, dit-il en ôtant sa casquette de voyage et en saluant d'un air étonné.

— Vous ne me reconnaissez pas, monsieur le comte? fit la jeune fille en riant: je suis Mimi.

— Est-il possible? s'écria-t-il; comme vous avez grandi et embelli, mon enfant! c'est miraculeux!

— Venez, venez bien vite vous chauffer, vous devez avoir bien froid, dit-elle en ouvrant la porte de la salle basse.

Il s'assit au coin de la cheminée avec Mimi, tandis que Perrine faisait ouvrir les appartemens et allumer du feu partout.

— Ah! je ne suis pas fâché d'être arrivé enfin! dit-il en se débarrassant de ses bottes fourrées et du manteau qui l'enveloppait jusqu'aux yeux. Savez-vous, ma petite, que j'ai failli mourir de froid en route, malgré toutes mes précautions?

— Et quelle fatigue aussi! répondit-elle en l'aidant à quitter la longue écharpe de cachemire roulée autour de son cou; vous venez de faire je ne sais combien de mille lieues.

— Je suis revenu par le plus court chemin, la Mer-Rouge et la Méditerranée : c'est l'affaire de quatre ou cinq semaines. En débarquant à Marseille, j'ai calculé que je pouvais être ici pour passer les fêtes de Noël, je suis monté en chaise de poste, et j'ai voyagé nuit et jour... Qui pouvait savoir que je ne trouverais personne ici?... Enfin je comptais faire une surprise, et j'ai été surpris moi-même désagréablement. C'est un malheur. Demain je me reposerai, et après-demain je partirai pour Paris.

— Ah! si tôt! murmura Mimi avec une expression de chagrin sincère; est-ce qu'il ne serait pas mieux que M. le chevalier et mademoiselle vinssent vous trouver?

— Oui peut-être, dit le comte en jetant un regard autour de lui; je me retrouve volontiers ici, nous y jouirions plus tranquillement du bonheur de nous revoir; mais la saison est si mauvaise, que je n'ose pas faire voyager ma fille et surtout mon oncle, qui est déjà vieux.

— M. le chevalier se porte à ravir, répondit Mimi; vous le trouverez rajeuni.

— Tant mieux, tant mieux! On ne me fera pas, à moi, le même compliment.

— Mais si, je vous assure, dit Mimi en arrêtant sur le comte ses grands yeux brillans.

En lui faisant ce compliment, elle disait jusqu'à un certain point la vérité : le comte était fort changé, mais ce n'était pas tout à fait à son désavantage. Le climat de l'Inde avait effacé le vermillon trop vif de son teint et donné à sa figure amaigrie une pâleur bistrée. L'obésité menaçante qui alourdissait ses mouvemens avait disparu; sa taille avait repris des proportions sveltes, et sa tournure était redevenue élégante. Par malheur, il n'avait pas ressaisi sans compensation ces précieux agrémens : durant ces quatre années, le temps avait creusé de nombreux sillons sur son front et presque blanchi sa chevelure brune.

— Vous avez une tournure jeune, reprit Mimi après l'avoir considéré un instant; c'est comme M. le chevalier; quand on le voit de loin, par derrière, avec sa taille droite et menue, bien serrée à la ceinture, on le prendrait pour un jeune homme de vingt ans.

En ce moment, Perrine entra.

— Pardon, dit-elle, pardon, monsieur le comte, de vous laisser ainsi; mais il faut que j'aie l'œil sur les gens : ils ne savent plus ce qu'ils font, tant ils sont aises. Quel bonheur de vous revoir, surtout un jour comme celui-ci! Grâce au ciel, la salle à manger ne restera pas fermée ce soir! Nicolas dresse la table, et Pierre a mis la bûche de Noël dans la cheminée. Je suis en mesure de vous servir une collation présentable, et tout ira aussi bien que si nous eussions été prévenus. Il ne vous manquera que le bonheur d'avoir à vos côtés mademoiselle et M. le chevalier.

— C'est très bien! Perrine, je suis content, répondit le comte ne allumant philosophiquement son cigare.

— Le souper ne sera prêt que dans une demi-heure, ajouta Perrine; monsieur le comte voudrait-il prendre en attendant un biscuit dans du vin, ou bien un fruit pour se rafraîchir la bouche?

— Merci, Perrine, je ne prendrai pas la moindre chose, répondit-il; veillez seulement à ce que le vin de Bordeaux soit mis d'avance sur le buffet : vous savez qu'il ne faut pas le boire frais.

— Je vais moi-même à la cave, dit-elle en prenant son trousseau de clés.

Quoique M. de Kerbrejean aimât tendrement sa fille, il avait déjà pris son parti du contre-temps qui le privait du bonheur de l'embrasser à son arrivée, et, sa bonne humeur naturelle l'emportant sur un premier mouvement de tristesse, il se mit à causer avec Mimi. La fillette lui rendit compte de tout ce qui s'était passé dans le pays durant son absence. Elle avait une certaine verve naïve et railleuse qui divertit fort le voyageur, elle le fit rire aux larmes en lui racontant de quelle manière Célestin Piolot avait recueilli l'héritage de sa grand'mère et en faisant le détail de tout ce qu'il avait trouvé dans ce caveau mystérieux où la vieille femme enfermait précieusement à côté de ses louis d'or les hardes délabrées de trois ou quatre générations.

— Maintenant, monsieur le comte, dit-elle en finissant, il faut me raconter quelque chose à votre tour : vous avez vu tant de choses extraordinaires!

— Je vous assure que non, répondit-il; on se figure que les pays étrangers sont remplis de merveilles : ma foi, je n'ai rien vu qui m'ait frappé l'imagination.

— Alors ceux qui écrivent leurs voyages sont de grands menteurs! s'écria Mimi. M. le chevalier nous a lu souvent de ces relations, et il y avait des choses curieuses. Je me rappelle un de ces livres où l'on disait qu'à Bombay les femmes portaient des bracelets aux pieds et des anneaux d'or au bout du nez.

— C'est vrai, cela, dit-il en riant; j'en ai rapporté, de ces bijoux : je vous les montrerai.

Un moment après, Nicolas vint annoncer que M. le comte était servi, et Perrine lui dit d'un air triomphant : — Monsieur sera content, j'espère.

L'atmosphère de la salle à manger était chaude et parfumée. Le vieux jardinier avait eu le temps d'aller cueillir des fleurs dans la serre; les candélabres étaient allumés, et la bûche de Noël flamboyait joyeusement dans l'âtre.

— Il fait bon ici, le dos au feu, le ventre à table, dit le comte en s'asseyant; mais palsambleu! je ne peux pas souper seul : allons, Mimi, venez vous mettre là, en face de moi!

— Oui, monsieur le comte, répondit-elle en rougissant de joie et d'orgueil.

C'était la première fois qu'elle s'asseyait à la table des maîtres. Les domestiques se regardèrent étonnés, et la vieille Perrine eut un mouvement de secrète indignation.

Un séjour de quelques années dans les colonies anglaises n'avait point fait perdre à M. de Kerbrejean certaines habitudes. Il y avait pratiqué la bonne coutume britannique du *pass wine*, et après son dîner il restait volontiers à table, en face de quelques bouteilles de vin vieux. Son cerveau n'était point troublé par ces libations; il buvait sec et souvent sans qu'il y parût, et, après plusieurs heures de ce passe-temps, on ne remarquait rien en lui qu'un peu d'animation. Ce soir-là il fit monter quelques vins fins, et lorsqu'il eut soigneusement constaté l'amélioration que ces quatre dernières années avaient produite dans sa cave, il se trouva dans une disposition d'esprit très gaie. Mimi, excitée par sa bonne humeur, plaisantait familièrement avec lui et le divertissait beaucoup par ses saillies. Le souper de Noël se prolongea ainsi jusqu'à minuit. Alors le comte remplit une dernière fois son verre et l'éleva en disant : — A votre santé, belle Mimi!

— A votre heureuse arrivée, monsieur le comte, répondit-elle joyeusement. Ah! que vous avez bien fait de venir, et que je me suis amusée ce soir!

— Je crois qu'il est temps d'aller se reposer, ajouta-t-il en se levant; bonsoir, Mimi; à demain.

Un quart d'heure après, la jeune fille se déshabillait lentement, et du fond de sa chambre, contiguë à celle où couchait dame Perrine, elle faisait la conversation avec la bonne femme. Celle-ci ne prenait pas son parti d'avoir vu Mimi Tirelon assise à la table des maîtres, en face d'un Kerbrejean, et une certaine aigreur perçait dans ses paroles.

— Quel malheur, disait-elle, quel malheur que M. le comte soit

arrivé ainsi à l'improviste. S'il avait écrit, sa famille se serait trouvée ici pour le recevoir, et il n'aurait pas été réduit à votre compagnie.

— Soyez tranquille, il ne s'est pas ennuyé, répliqua Mimi.

— Son intention est de partir après-demain, continua Perrine, et certainement il passera le reste de l'hiver en famille à Paris...

— M. le comte n'a pas dit cela, interrompit vivement Mimi.

— C'est vrai ; mais une fois qu'il sera là, on le décidera aisément à rester.

— Si M. le chevalier et mademoiselle savaient qu'il est ici, ils viendraient, dit Mimi après réflexion.

— Certainement, répondit Perrine ; mais ils ne le sauront pas. M. le comte arrivera sans avertir personne; quelle surprise et quelle joie pour sa fille !...

— Et c'est après-demain qu'il veut partir, murmura Mimi ; mais, s'il fait grand froid, il restera peut-être.

— C'est possible ; en attendant, faites votre prière et couchez-vous; bonsoir, répondit Perrine en éteignant sa lampe.

Mimi fit le tour de sa chambre, et alla regarder à travers les rideaux de la fenêtre.

— Quel beau temps pour voyager ! s'écria-t-elle en ricanant ; quoique nous soyons à Noël, il y a des papillons blancs dans l'air. Entendez-vous, dame Perrine?

— Si la neige fond en tombant, ce n'est rien, dit la bonne femme.

— Non, non, elle ne fond pas, répondit Mimi ; demain, vous verrez un beau coup d'œil ; la terre sera toute blanche, et il gèlera en l'air. Bonsoir et bonne nuit.

Elle ferma alors la porte de sa chambre ; mais, au lieu de se coucher, elle s'assit devant une petite table, dans le tiroir de laquelle il y avait pêle-mêle de vieilles plumes, un encrier à peu près vide et quelques feuilles de papier, barbouillées pour la plupart. Après avoir trouvé à grand'peine une page blanche, Mimi se mit à écrire pour annoncer à Mlle de Kerbrejean l'arrivée de son père. Quand sa lettre fut terminée, elle la cacheta, et mit l'adresse lisiblement ; puis, considérant cette lettre, la première qu'elle eût écrite en sa vie, elle murmura satisfaite : — S'il fait bien froid, M. le comte attendra, et avant qu'il se mette en route, les autres arriveront !...

Mme Charles Reybaud.

(La troisième partie au prochain n°.)

UN

HIVER EN CORSE

RÉCITS DE CHASSE ET SCÈNES DE LA VIE DES MAQUIS.

I.

Vers la fin de novembre 1848, nous avions débarqué à Ajaccio, un de mes amis et moi, le fusil en bandoulière et nos chiens en laisse. Nous venions là prendre notre revanche d'un passage de bécasses vainement attendu sur les coteaux du Dauphiné. Les chasseurs émigrent volontiers dans ces journées déjà froides de l'automne, où les bandes d'oiseaux voyageurs dessinent leurs triangles sur les nuages argentés. Nos premiers essais en Corse n'avaient pas été heureux. On voit du port de la ville quatre ou cinq promontoires qui découpent le rivage opposé : Capitello, l'Isolella, la Torre della Castagna, Capo-di-Muro. Toujours poussés en avant par la disette de gibier, nous avions visité successivement tous ces caps jusqu'à l'extrémité du golfe. Il faut l'avouer, malgré deux bonnes journées à Capo-di-Muro, nous étions inquiets pour l'avenir : mais le moyen de se plaindre quand on déjeune sur le sable de la grève, devant un des plus beaux golfes du monde, auprès d'un grand feu sur lequel on fait griller des anchois embrochées dans une baguette de myrte, au pied de rochers de granit rose ! D'ailleurs, la ville d'Ajaccio a aussi son charme : Naples elle-même n'a pas un climat plus beau. Au milieu de la ville, il y a des allées d'orangers qui sont couverts de fruits à la Noël ; la route de la Chapelle des Grecs, entre la mer et les jardins, adossée à un coteau qui la défend de la bise, peut rivaliser

avec les plus belles promenades de l'Italie. Faut-il parler encore des jouissances gastronomiques du pays, des merles gras à fendre à l'ongle, du *bruccio*, des vins du Cap Corse, de ces oranges *mandarines* si délicates, dont Malte semblait avoir le privilége et qui prospèrent bravement dans les jardins d'Ajaccio? Les merles surtout sont dignes de leur renommée. La saison de leur passage dure du 15 décembre au 15 février. C'est le moment où le myrte et l'arbousier sont couverts de fruits et les invitent à des festins parfumés. A ce joyeux métier, ils s'engraissent au point de perdre leurs formes sveltes et leur caractère goguenard. Il faut aller en Corse pour voir le merle abruti par les excès, le merle bouffi, le merle obèse! Les paysans les prennent au lacet et les apportent par centaines au marché. — Le *bruccio*, le mets national, est un gâteau de crème solidifié par la cuisson. Il n'a pas grand mérite comme fromage; mais quand on l'imbibe de rhum et qu'on le bat avec la cuiller, il atteint les proportions d'un mets rare et exquis.

Cependant nous n'étions pas venus à Ajaccio pour y passer notre saison d'hiver; encore sous le charme d'une dernière lecture de *Colomba*, nous voulions pénétrer dans ce pays dont M. Mérimée a dessiné la physionomie avec tant d'originalité et d'esprit. Il fallait donc songer à nous équiper. En Corse, comme en Orient, on voyage à cheval. Dans cette île étrange, on côtoie sans cesse l'état sauvage. Les mœurs des animaux s'en ressentent, et aussi, — faut-il le dire? — les habitudes des hommes. Les petits chevaux corses, mal pansés, mal nourris, abâtardis faute de soins, ont conservé cependant le caractère distinctif des grandes races. Abandonnés dans des clos, dans des marais, au milieu des bois, ils vivent à peu près en liberté jusqu'à ce qu'on les prenne au lacet, comme les chevaux des *pampas* américaines. Soumis à la servitude, ils conservent jusqu'à leur dernier jour une énergie remarquable. Les porcs eux-mêmes ressemblent peu à nos cochons domestiques. Les sangliers des forêts ne dédaignent point les femelles de cette portion de leur race qui a renoncé à la liberté, et ces relations secrètes produisent des métis rabougris comme les chevaux, mais alertes et couverts de longues soies grises comme leurs nobles aïeux. On s'explique, en les voyant, la méprise d'un seigneur anglais dont le yacht avait mouillé dans une des anses voisines de Bonifacio. Il était descendu à terre pour tirer quelques perdrix, quand au coin d'un mâquis il aperçut une troupe de sangliers qui dormaient dans la bauge. Il glissa des balles dans son fusil, s'approcha en rampant le long des buissons, et fit feu de ses deux coups. Deux sangliers restèrent sur la place se débattant dans la boue; les autres s'enfuirent à travers les joncs. Pendant que notre chasseur rechargeait son arme, n'osant approcher des deux animaux blessés, il fut

assailli par des bergers qui lui firent un mauvais parti. En vain fit-il briller ses livres sterling, ce dernier argument de notre vieille Europe. Les pâtres orgueilleux n'auraient eu garde d'accepter; mais en revanche ils s'emparèrent de son fusil. Encore le fier gentleman fut-il forcé, dit-on, de porter l'un après l'autre les deux cochons qu'il avait tués jusqu'à la cabane des bergers. Il s'en alla furieux de sa mésaventure. A la ville prochaine, il informa le magistrat de ce qui s'était passé. Le fusil fut rendu, et le voyageur, déjà calmé, insista pour que la procédure n'allât pas plus loin.

Nous choisîmes quatre petits chevaux velus comme des ours, mais bien découplés. Nous devions en monter deux; le troisième portait nos bagages, le dernier était pour le guide. On chercherait vainement ici de ces intrépides muletiers qui suivent à pied les caravanes dans les déserts de la Syrie. Les Corses ont un profond sentiment de l'égalité, et ils la mettent en pratique bon gré, mal gré. Les guides se posent tout d'abord sur ce pied-là. Celui-ci, du nom de Matteo, cordonnier à Ajaccio, daigna nous honorer de sa compagnie sur les bons renseignemens qu'il reçut de nous, et un matin notre petite caravane traversa la ville, en bon ordre, précédée de nos deux chiens anglais qui bondissaient joyeusement devant nous, comme s'ils avaient compris à quelle fête nous les conduisions.

Matteo nous charmait de sa conversation. Il avait à se plaindre particulièrement du préfet. « Il trahit la Corse! » s'écriait-il avec des éclats de voix sinistres. Pour beaucoup d'habitans, celui-là « trahit la Corse » qui n'a plus de places à distribuer, ou qui refuse de prendre part aux petites querelles de l'endroit. Ainsi cheminant, nous étions arrivés au sommet des montagnes. Le soleil se couchait sur la magnifique vallée d'Ornano; bientôt la lune se leva, adoucissant les aspérités du paysage, et éclaira notre entrée dans le village de Grossetto, où nous devions passer la nuit.

Nous prîmes possession de l'auberge. Pendant que nous étions attablés devant un mince souper, les habitans du hameau entraient un à un dans la salle. L'arrivée d'un étranger est un événement dans ces vallées. Ils s'étaient établis familièrement autour de nous et nous interrogeaient avec cette avidité de nouvelles qui est particulière au pays. Nous détournions habilement la conversation en leur proposant de trinquer avec nous, fort embarrassés que nous aurions été de faire à ces insulaires le portrait de tous les personnages qui occupaient en ce moment la scène politique. Le souper fini, nous étions les meilleurs amis du monde. Un des assistans tira de sa poche un *accordéon* et se mit à jouer un air de valse; voilà nos villageois qui se divisent par couples et se prennent à tourner comme des derviches. Nous considérions gravement, à travers la fumée, les tourbil-

lons de cette valse masculine, quand un des danseurs s'arrêta et proposa d'exécuter, pour l'agrément des étrangers, un pas national. Le solo commença. A peine les premières mesures étaient-elles marquées, que la porte s'ouvrit, et nous vîmes entrer un jeune homme mince et pâle, vêtu de velours, suivant la mode corse, et d'une tournure fière. Il introduisit après lui une jeune femme très-belle, la tête enveloppée de mouchoirs blancs, à la manière des Juives de Damas. La femme s'assit au coin du feu. La danse, un instant interrompue, recommença de plus belle, et nous vîmes avec un certain effroi se développer devant nous une danse qui n'eût pas été du goût des sergens de ville, et qui nous parut être tout bonnement la danse nationale de certains bals publics de Paris. Le jeune homme, jusqu'alors spectateur immobile, se leva brusquement au moment le plus vif, et marchant droit au danseur : « Misérable! tu n'as pas honte de danser de la sorte devant la personne qui est avec moi, ma sœur, ma femme, ma *compagnie* enfin! Sang de la madone!... » A ce mot, dix paysans se précipitent sur le jeune homme, la main dans la poche de leur veste, serrant déjà la poignée de leur stylet. Nous nous élancions pour intervenir; mais un homme de haute taille avait arrêté les agresseurs du geste, et posant la main sur l'épaule du nouveau venu : — Jeune homme, dit-il, tu as trop parlé. Nous occupions cette salle quand tu y es entré; si ce qu'on y faisait n'était pas à ton gré, il fallait demander une chambre avec ta *compagnie*, qui n'est ni ta femme, ni ta sœur, mais une fille d'Olmeto. Si ces étrangers n'étaient pas là, tu passerais un mauvais quart d'heure; pour les honorer, nous te pardonnons; seulement laisse-nous en paix!

— Je n'ai pas peur de vous, s'écria le jeune homme en reculant jusqu'au mur, où il s'adossa pour dégaîner son stylet.

Nous parvînmes à grand'peine à terminer la querelle; mais ce qui donnait à cette scène violente un singulier caractère d'étrangeté, c'était l'impassibilité de la jeune femme. Elle était assise devant le feu; elle ne se retourna même pas au moment où la dispute pouvait devenir sanglante; elle ne fit pas un geste; elle semblait complétement étrangère à tout ce qui se passait. J'aurais voulu connaître l'histoire de cette fille au cœur d'airain. Combien de romans le voyageur croise-t-il sur sa route dont il ne voit qu'une scène par échappée! La vie est moins complaisante que les livres, et nous assistons rarement au dénoûment des drames que nous avons vus s'engager sous nos yeux. Précisément cette fois nous marchions en sens inverse des personnages que nous aurions voulu connaître, et le lendemain, quand ces deux amans entraient à Ajaccio, nous arrivions nous-mêmes à Olmeto.

Nous partîmes de ce village, en compagnie d'un chasseur du pays,

pour aller faire une excursion au bord du Taravo. Pour la première fois, nous eûmes l'occasion d'une de ces chasses que nous avions entrevues en espérance à travers les brumes de la Méditerranée. Les perdrix pullulaient dans les maquis, et les canards le long des marais. En traversant une jachère, entre deux fourrés, je vis de loin mon chien, le nez au vent, la queue tendue et les yeux fixés sur un petit buisson qui occupait à peine la surface d'un mètre. Je m'approchai lentement, je fis le tour du buisson, je me baissai presque à fleur de terre, croyant surprendre un lièvre au gîte. Le buisson demeura impénétrable, et le chien immobile. Enfin, impatienté de cette longue recherche, je plongeai dans le massif le canon de mon fusil; une perdrix en jaillit de l'autre côté: pendant que je l'ajustais, une seconde prit son vol, et j'en vis sortir ainsi plus de douze les unes après les autres. Quand le gibier tient l'arrêt avec cette fermeté en plein hiver, on peut juger de la joie des chasseurs et de la fortune de la journée. Nous fîmes tant et si bien, que la nuit nous surprit au bord du Taravo à quatre ou cinq heures d'Olmeto.

Au lieu de retourner au village, nous prîmes le parti de passer la nuit dans une cabane en planches où s'abritaient quelques scieurs de long. Notre gibier fit les frais du souper, et les habitans du lieu partagèrent honnêtement avec nous leur lit de paille et leurs couvertures de laine. Le trajet du Taravo à Olmeto nous offrit plus d'une occasion de recommencer nos prouesses de la veille. Nos hôtes avaient mis à notre disposition un petit cheval qui nous soulagea du poids de nos carniers, et nous revînmes au village, rapportant une balle pleine de canards et de perdrix; mais, hélas! personne ne nous attendait au seuil de la maison pour nous souhaiter la bienvenue. Il n'y avait là ni maîtresse de maison, ni amis pour fêter notre glorieux retour : nous rentrâmes aussi obscurément que si nous n'avions tué qu'un moineau, et pour comble de disgrâce il n'y avait pas de broche. On fit sauter nos perdrix à la poêle. Nous pûmes prévoir ce jour-là qu'un des grands plaisirs du chasseur, la gloriole du retour, allait nous manquer pendant tout notre voyage. N'importe, nous partîmes d'Olmeto plus rassurés, et nous côtoyâmes le beau golfe de Propriano jusqu'à la vallée pittoresque au fond de laquelle coule le Valinco. A mesure que nous approchions de Sartène, les coteaux dépouillaient leur parure sauvage; leurs flancs étaient coupés de vignes et de champs de blé: nous vîmes bientôt au-dessus de la vallée la ville assise sur un des ressauts de la montagne.

Sartène est plutôt un bourg qu'une ville : elle jouit pourtant d'une célébrité justement acquise. C'est l'arrondissement de la Corse qui fournit les plus belles *vendette*. Ceci ne doit point être pris en mauvaise part. Les contrées sauvages où la *vendetta* s'est montrée le plus

vivace ne sont pas celles où l'on rencontre le moins de nobles qualités. C'est là que s'est conservée, dans toute son énergie, cette race de héros qui a lutté pendant tant de siècles pour la liberté de sa patrie. — On connaît le trait de ce généreux Cervoni, qui vint à la tête de ses parens et de ses amis secourir Paoli, son ennemi mortel, assiégé dans le couvent de Bozio, sacrifiant ainsi sa vengeance personnelle au salut du pays. Lorsque Paoli délivré chercha son libérateur pour lui serrer la main, celui-là était déjà parti, emportant sa haine intacte après le devoir accompli. — La *vendetta* en Corse est un préjugé social comme le duel chez nous. C'est le jugement de Dieu du moyen âge. Elle ne sert pas seulement à venger les injures, elle est censée redresser les torts. Des questions de limites, des contestations de propriété ont fait exterminer des familles entières. C'est comme un champ-clos où chacun soutient son dire au risque de sa vie; seulement ici le champ-clos est vaste, et s'étend du Cap Corse à Bonifacio. L'iniquité des oppresseurs de la Corse a accoutumé ce malheureux peuple à ne compter que sur ses propres forces. Le fusil et le stylet ont remplacé la verge de la justice. La magistrature française, en y apportant ses habitudes d'impartialité, n'a pu triompher encore de cette tradition barbare. « On ne voit autre chose dans les montagnes, écrit l'historien Filippini, que des troupes d'hommes portant arquebuse. Il n'y a pas d'individu, si pauvre qu'il soit, qui n'ait la sienne de cinq à six écus. Celui qui n'en a pas vendra, pour en acheter une, sa vigne et ses châtaigniers. N'est-il pas admirable de voir des gens dont tout le vêtement ne vaut pas un demi-écu, de pauvres hères qui n'ont pas de pain dans leur maison, se croire déshonorés s'ils n'ont pas une arquebuse? Aussi les terres restent-elles sans culture, et chaque jour enfante-t-il quelque nouvel homicide! » Ces lignes écrites au XVIe siècle, on pourrait les écrire aujourd'hui en changeant le mot d'arquebuse. L'arme s'est perfectionnée, l'homme est resté le même. Pendant ces vingt dernières années, on était parvenu, à force de patience, à opérer en partie le désarmement de la Corse. Un seul jour a anéanti le fruit de ce long travail. Un armurier du pays m'a assuré qu'il s'était vendu en Corse dans la seule année 1848 plus de vingt mille fusils de chasse. Ce que je sais, c'est qu'il est rare de rencontrer un paysan sans armes. Ici chacun porte un fusil par manière de contenance, comme on a porté l'épée, comme on porte encore la canne ou la cravache. Et le fusil ne suffit pas : il faut encore le pistolet et le stylet. Les vestes de velours à larges poches sont de véritables arsenaux. Au milieu de ces querelles, de ces guerres, la famille a acquis une importance énorme; nulle part les liens du sang ne sont aussi sacrés. Chacun a cherché dans le cercle de ses parens cette patrie qui manquait au citoyen. Chaque famille est devenue ainsi

une armée dont les membres sont solidaires, en sorte que la querelle de deux voisins partage quelquefois des villages entiers.

Ce sentiment profond, exagéré même, des devoirs de la famille, n'est sans doute pas étranger aux vertus domestiques qui distinguent le peuple corse. Nulle part on ne pratique plus généreusement l'hospitalité. Nous avions donc raison de dire que nous n'entendions point chercher noise aux habitans de Sartène. Il paraît, du reste, qu'on est malvenu à blesser l'orgueil de ces robustes montagnards. Un de nos camarades, qui appartient à une famille considérable de la ville, nous a exprimé en termes farouches toute son indignation contre un voyageur qui avait eu l'audace de prétendre que Sartène était le pays de prédilection de la gale. Ce voyageur était l'auteur d'un livre intéressant sur l'Italie, M. Valéry. En vain avait-il cherché à dissimuler, sous des périphrases étranges, la laideur de ce « mal *héroïque et populaire*, dont les vives excitations et l'agitation qu'elles produisent ont été prises souvent, dit-il, pour l'amour de la gloire! » Notre ami de Sartène, dans sa colère rétrospective, nous a avoué qu'un jour il était allé de Paris à Versailles, qu'habitait M. Valéry, dans l'intention de lui faire un mauvais parti. Dieu nous préserve donc de nous brouiller avec les habitans de Sartène!

Nous quittâmes la route pour gagner à travers les montagnes le village de la Monnaccia et le golfe de Figari, qui se déploie au pied de ce plateau. Nous traversâmes une montagne d'un accès difficile par des sentiers hérissés de rochers, et nous arrivâmes un peu tard au village de Caldarelli, voisin de la Monnaccia. La nuit était obscure, et nous allions de porte en porte, demandant un gîte que nous ne trouvions pas, quand Matteo s'écria : — Allons chez le *prête!*

Le *prête*, c'était le curé du lieu, qui nous installa devant un grand feu et tira de son bahut quelques œufs et des noix, tout humilié de ne pas avoir mieux à nous offrir. Une servante accorte, vêtue d'une robe noire à jupon court, avec des brodequins grossiers et des bas rouges, se démenait pour nous bien recevoir. Le lendemain était un dimanche. Nous assistâmes à la messe dans une pauvre église dont le clocher sans prétention était formé d'une poutre liée à deux pins parasols. Le curé, sa messe dite, prit son bâton de myrte et se mit en devoir de nous accompagner à la chasse.

Tout le plateau qui borde le golfe de Figari est inculte et couvert, à trois pieds de hauteur, de ce ciste vivace qu'on appelle ici du nom de *macchio*. C'est le repaire favori des compagnies de perdrix. Elles fuient devant le chien à travers ces plantes épaisses, et se font suivre ainsi, d'arrêts en arrêts, jusqu'à de longues distances. A l'heure des vêpres, le vieux curé nous dit adieu, en nous donnant rendez-vous au coucher du soleil. A notre retour, au lieu du maigre

souper de la veille, nous trouvâmes une table copieusement servie, du poisson de mer, du gibier, que sais-je encore? On avait mis le hameau au pillage pour nous recevoir. Ce bon curé nous retint plusieurs jours dans sa maison, et nous n'avons pas oublié, Dieu merci, son accueil bienveillant et les longues soirées passées à son foyer. Le maître d'école et les lettrés du village se réunissaient au presbytère; le magister et le curé étaient seuls à parler français, mais notre italien commençait à se plier au patois corse, et la conversation allait bon train. La politique se mêlait souvent à nos propos. Dans cette année 1848, le socialisme était la grande question du jour, et nous avons pu remarquer un bon sens exquis et un véritable sentiment de la liberté dans les observations de ces hommes primitifs. La Corse est le pays du monde où l'on use le moins de la propriété, mais où le droit de possession serait le plus vivement défendu. N'est-il pas singulier que ce soit dans cette Corse où l'on se tire des coups de fusil pour un pouce de terrain, que soient nées les premières idées d'égalité absolue? Le village de Cerbini, près de Levie, est le berceau de la secte des *Giovannali*, qui pratiquaient la communauté des femmes et l'association en une seule famille régie par une sorte de règle monacale.

Il faut le dire à la louange de la Corse, l'instruction y est plus répandue parmi les paysans que dans notre France civilisée. Presque tous les enfans savent lire et écrire, et nos causeurs de Caldarelli auraient semblé presque érudits à côté de certains fermiers de la Bretagne ou du Dauphiné. Les Corses, qui dédaignent volontiers les travaux manuels, estiment les travaux de l'esprit et sont tous doués d'une rare intelligence. Les bergers vêtus de peaux savent parler le *langage des dieux* comme les pasteurs de Virgile. Ce métier de pasteur convient mieux à leurs habitudes paresseuses que la culture de la terre. Leur frugalité leur permet de vivre à peu de frais. Je connais tel paysan qui vit du lait de son troupeau et des fruits de deux ou trois de ces énormes châtaigniers qui sont une des richesses de l'île. Des châtaignes ils font du pain, le *pollento*, et s'ils joignent à cela un fusil, un manteau grossier et un petit cheval, ils passent à l'état de grands seigneurs. C'est un peuple d'aristocrates en vestes rondes et en guêtres. On ne retrouve plus, sous ce climat béni, le caractère énergique de nos paysans, qui passent leurs journées courbés sur la bêche et sur la charrue. Les Corses abandonnent à des manœuvres étrangers les soins de la culture et de la récolte. Ceux d'entre eux qui travaillent en prennent à leur aise. Il ne rêvent point, comme nos cultivateurs, de moissons chargées de grains, ni de ceps couronnés de raisins. Leur rêve à eux, c'est d'être fonctionnaires, d'être employés par le gouvernement, et j'aime le mot de ce Diogène corse que j'ai rencontré sous le manteau poilu d'un berger, et

qui me disait avec amertume : « J'ai vu le moment où l'île de Corse allait mettre le cap sur Marseille pour aller à l'assaut des places! »

Il fallut cependant quitter ce bon gîte. Un jour le soleil levant nous trouva sur la route de Bonifacio. Nous avions laissé à notre droite le golfe de Ventilegne, et nous marchions vers une ligne de rochers qui découpaient l'horizon d'une façon bizarre. La route se glisse entre ces rochers par une ouverture semblable à une porte gigantesque : d'un côté, des montagnes couvertes de sapins; de l'autre, un rocher nu, portant une grande croix sur son sommet. Comme si ce passage nous avait introduits dans une terre nouvelle, le pays changea subitement d'aspect. C'étaient de toutes parts, au lieu de bergers vêtus de poils de chèvre, des cultivateurs et des vignerons en veste de toile blanche, des jardiniers portant des hottes pleines de légumes, de belles vignes, des champs de blé, des massifs d'oliviers, et devant nous, à l'extrémité du plan incliné que nous descendions, la ville de Bonifacio, mirant dans la mer ses clochers italiens. Au-delà du détroit, les villages de la Sardaigne blanchissaient sur les coteaux de l'île voisine.

L'entrée de la ville de Bonifacio a un singulier caractère de sauvagerie et de grandeur. On quitte tout à coup les champs cultivés pour s'enfoncer dans une gorge crayeuse dont les flancs blanchâtres sont coupés de quelques végétations vertes; on ne voit plus la mer ni le vaste horizon, et on arrive bientôt au fond d'une vallée sans issue, une *cangue*, comme on dit en Corse, fermée de tous côtés par des rochers à pic, au bord d'un petit lac tranquille où se balancent quelques bateaux pêcheurs. En levant la tête, on aperçoit au sommet d'une côte raide, pavée, coupée de longues bandes de pierre qui forment escalier, la ville hissée sur un rocher, dans un cercle de remparts brûlés par le soleil. Le petit lac, c'est le port de la ville, qui communique à la mer par un étroit passage.

Malheureusement Bonifacio est sale et d'un aspect sombre à l'intérieur. Cette ville est suspendue sur les flots, — car la base du rocher qu'elle occupe a été rongée par les tempêtes, — et cependant à peine y voit-on la mer, tant sont rares les échappées lumineuses dans ses rues tristes et mal percées. Mais, ô voyageur ami, que ta bonne étoile écarte de tes lèvres le bouillon de Bonifacio! J'ai oublié le nom du brave homme qui nous le servit, mais je me souviendrai de son potage. Le jour de notre arrivée, on nous avait placés dans une chambre précédée d'un couloir garni de rayons. Le soir, mon compagnon se plaignit d'une odeur fâcheuse, et, guidé par son nez, comme aurait pu le faire un de nos *pointers*, vint tomber en arrêt devant l'étagère du couloir; puis, à l'aide d'une chaise, il atteignit le dernier rayon, d'où son bras ramena un gigot colossal.

— Du moufflon! m'écriai-je; quelle chance!

— Non, dit mon ami après mûr examen, c'est du cheval!

— Du cheval!

— Regarde un peu ces jarrets; ils ne peuvent avoir appartenu qu'à un cheval.

Il fallut se rendre à l'évidence. Nous ouvrîmes la fenêtre, et le quartier impur alla tomber sur les glacis du rempart.

Nous nous perdîmes en conjectures sur l'usage que pouvait faire l'hôtelier de cette venaison peu orthodoxe; mais le sommeil coupa court à nos divagations, et le lendemain nous ne songions guère à l'aventure de la veille. Nous mangeâmes bel et bien à table d'hôte, et ce fut précisément le matin de notre départ, qu'en dégustant un potage exécrable, je m'avisai de demander à l'hôtelier, par forme de plaisanterie, s'il était dans ses habitudes de faire du bouillon de cheval.

— Quelquefois, monsieur, répondit-il d'un air doux. Ici la viande de boucherie est fade, et un peu de cheval ne gâte rien.

A ces mots, nous demeurâmes stupéfaits, la cuiller à deux doigts de la bouche, immobiles comme la femme de Loth surprise par le châtiment du ciel. Que répondre à cet aveu si naïvement exprimé? Notre réponse ne se fit pas attendre : nous allâmes chercher la fin de notre potage à Porto-Vecchio.

II.

Porto-Vecchio est une des parties les moins explorées de cette Corse si peu connue. Un village groupé sur une colline et dominant une vaste rade fermée par la nature comme celles de Smyrne et de Toulon; — dans cette rade, pas un seul vaisseau, à peine quelques canots de pêcheurs; — çà et là, de petites îles composées d'un bloc de rochers couronné de pins parasols; autour de la ville, une plaine couverte de forêts, coupée d'étangs; des flaques d'eau au milieu desquelles on voit percer les branches de quelque arbre noyé dans ces bas-fonds; — des promontoires chargés de forêts impénétrables où les lianes s'enchevêtrent sur une étendue de plusieurs lieues; des taillis de bruyères de vingt pieds de hauteur; des clairières de cistes semées de bouquets d'arbousiers; — tout cela enfermé dans un hémicycle de montagnes dont les flancs déserts ne montrent pas un seul village : voilà Porto-Vecchio. A cinq lieues de distance, nous sommes loin des honnêtes jardins de Bonifacio et de ses paysans italiens.

Ne croirait-on pas, à ce tableau, voir un de ces villages perdus sur les côtes de la Nouvelle-Hollande ou dans un coin reculé de l'Amérique du Nord? Et pour compléter l'analogie nous mettons la main,

en arrivant à Porto-Vecchio, sur un être merveilleusement approprié au pays, une sorte de trappeur, de chasseur de castors, un métis à moitié policé, à moitié sauvage, un de ces êtres comme on en rencontre aux confins de la civilisation, et qui portent à la fois le caractère des deux mondes qu'ils côtoient. Vu de profil, d'un côté c'est Bas-de-Cuir, le chasseur, le *trouveur* de sentiers, *path-finder*, le traqueur de sangliers et de moufflons; de l'autre, c'est le cuisinier italien, le laboureur lucquois, le marchand de sangsues, le négociant des petits commerces. Vu de face enfin, c'est Bourrasque (Burasca), un des originaux de la Corse. Comment est-il venu en Corse? qui le sait? Il a été laboureur au Migliaciaro. Pourquoi n'est-il pas retourné en Italie avec ses camarades? Avait-il des raisons plus ou moins graves de ne pas aimer le séjour de son pays? Voilà ce que lui seul pourrait dire, et ce qu'il ne dit pas, car le bavardage n'est pas son fort. Il faut l'accepter pour ce qu'il est, sans antécédens, implanté au milieu de ce pays extraordinaire, et vivant de cette vie libre et solitaire particulière aux individualités fortement accentuées.

Nous l'avions rencontré plusieurs fois dans les environs de la ville, et il se montrait peu disposé à entrer en relations avec nous; cependant un jour il se laissa aller à partager notre pain et notre gourde de vin. Nous achevâmes la chasse de concert. Mon compagnon de voyage est un des illustres chasseurs de ce temps-ci, où les vrais chasseurs sont clair-semés; il a des armes magnifiques, et quand il se décide à envoyer un coup de fusil, il est rare qu'il n'aille pas à son adresse. Bourrasque avait considéré avec étonnement le calibre énorme de son fusil, il en avait essayé la couche et fait jouer les batteries avec un certain attendrissement; mais quand il vit les perdrix tomber mortes à des distances fabuleuses, quand il eut pu comprendre à la justesse exacte du tir, à ce sang-froid invincible, à cette marche régulière, la valeur de l'homme qui maniait cette belle arme, il se dérida tout à coup, et nous proposa de son chef de nous conduire dans des endroits à lui, *dei posti segretti*, où il y avait des bécasses à foison. De ce jour nous fûmes amis. Cette nature concentrée devint expansive dans la mesure de ses instincts. Les bonnes gens de Porto-Vecchio traitent Bourrasque comme un excentrique, comme une espèce de fou; c'est tout simplement un homme rusé, qui a compris qu'il fallait acheter par l'isolement le droit de vivre dans ce pays difficile; il s'est créé une existence à part, ne rebutant et ne recherchant personne. Le meilleur moyen de n'avoir pas d'ennemis, c'est d'éviter de se faire des amis. Grâce à ce système, il est resté en dehors des querelles locales, et il a conservé sa qualité d'étranger, — chose précieuse dans cette île terrible, — quoiqu'il habite le pays depuis tantôt vingt années.

A dater de cette heure, nous pouvons dire que nous avons commencé à chasser. Plus de fausses marches, plus de temps perdu; nous réglions nos mouvemens comme des hommes qui vont à un but marqué par un chemin connu. Ce pays de Porto-Vecchio est admirablement disposé pour la chasse. Il y a moins de chasseurs qu'ailleurs, parce qu'il est moins habité, et la conformation même du terrain est favorable au gibier. Ces étangs où jamais bateau n'a glissé sont de véritables basses-cours à canards. On les voit de loin s'ébattre au milieu des joncs et des branches avec des cris insolens. Le *rouget* et le grand *col-vert* y coudoient la *capucine* à l'élégante collerette. Les perdrix, si elles sont vivement poussées, ont pour défense ces fourrés impénétrables qu'on appelle du nom spécial d'*alcette*. En outre, le pays presque tout entier est inculte, et la culture est un puissant moyen de destruction. C'est dans les semées que les bergers s'en vont la nuit pour surprendre les perdrix, portant une planche de chêne-liége sur laquelle est clouée une lanterne à réverbérateur. Abrités derrière l'ombre de la planche, ils vont à travers terres avec précaution, dirigeant le rayon lumineux sur tous les points. Dès que les perdrix aperçoivent la lumière, elles lèvent la tête d'un air curieux, éblouies par ce météore nocturne. Toute la compagnie se dessine alors sur le blé vert. On les prend d'un coup de filet, ou on les décime d'un coup de fusil. Ici, cette chasse meurtrière est impossible, et les perdrix dorment en paix à l'abri des plantes de ciste. Enfin l'absence des habitans pendant les mois de la reproduction laisse la place libre à ces pauvres oiseaux, qui peuvent faire leurs nids sans avoir à craindre d'autres ennemis que les renards et les oiseaux de proie. Dès les premières chaleurs de mai, la fièvre pernicieuse est maîtresse de la plaine, et il faut chercher un refuge dans le haut pays. Aussi presque tous les villages du bord de la mer ont leur pendant sur la montagne.

Che due case tiene
Una ne piove.

« Si on a deux maisons, dit le proverbe corse, il pleut dans l'une. » Dans les deux quelquefois, pourrait-il ajouter, car ces pauvres gens, avec leur maison d'hiver et leur maison d'été, sont logés à faire pitié. Toujours est-il que les perdrix profitent de ce moment pour nicher, et, quand la population redescend des montagnes, les perdreaux ont *piqué le vert*.

Le voisinage des hauteurs est aussi très favorable au passage des bécasses. La moindre gelée les fait descendre de leurs retraites dans la plaine. « Montagne poudrée à frimas — bécasse à foison vers les bas. » Ces jours-là, allez au bord des marais de Porto-Vecchio. Elles partent à découvert au-dessus des buissons, et font des *crochets* au

départ comme les bécassines. Je ne parle pas des faisans. Je n'en ai pas vu voler un seul. Il y en a cependant encore quelques-uns ici et dans le Fiumorbo, à ce que dit Bourrasque; mais ce n'est pas la peine d'y perdre son temps, tant ils sont clair-semés.

Nous voilà donc au milieu de cette volière, distribuant notre plomb le mieux possible, sous la conduite d'un guide émérite. Cet homme-là a sondé tous les recoins des deux côtes de l'île; il a sillonné le pays en tous sens, depuis le Cap Corse jusqu'à Bonifacio, de Carghèse à Aleria, de l'Ile-Rousse à Porto-Vecchio; il a chassé dans toutes les plaines, pêché dans tous les marais, couché dans toutes les cabanes de bergers, marqué tous les postes d'affût, et, en fin de compte, c'est à Porto-Vecchio qu'il s'est établi. Quand il entre dans un champ et qu'il dit avec un geste de prudence : *Ci sono parnici!* on peut être sûr que le chien va lever la tête et flairer une piste.

J'avouerai toutefois que, ma première ardeur une fois apaisée, j'ai laissé, plus d'un jour, mon ami s'en aller seul avec son infatigable compagnon. Je m'abandonnais à un doux *far niente* au bord de cette belle mer; j'assistais à des pêches miraculeuses, car le poisson est aussi abondant que le gibier, ou bien, à l'heure de midi, j'allais en bateau fumer sur la rade, bercé par le remous des vagues, en compagnie d'un aimable compatriote que ma bonne étoile m'avait fait rencontrer à Porto-Vecchio. M. de X..., ancien officier de marine, par un concours de circonstances singulières, s'est établi dans ce pays il y a quelques années et y a pris racine. Aujourd'hui il est conseiller municipal de la ville et l'un des hommes importans du canton.

M. de X..., en quittant le service, s'était trouvé en face d'une fortune plus que modique et d'une retraite de lieutenant de vaisseau. Il ne lui convenait pas à lui, vieux *loup de mer*, d'aller planter sa tente dans quelque ville de province, pour y vivre à table d'hôte et passer ses journées dans le café de l'endroit à faire des parties de piquet ou d'écarté. Il avait rêvé mieux que cela pour ses vieux jours : une petite maison sur une côte sauvage, au bord d'une forêt, avec un bateau bien armé qui lui permît d'entretenir quelques relations avec la mer, sa vieille amie. Il prit donc un sac de voyage, et se mit en route. Il arriva ainsi un beau matin à Porto-Vecchio, après avoir fait vainement le tour des côtes de la France. C'était à la fin de novembre. Le soleil était magnifique et animait de sa chaude lumière ce paysage, qui est un des plus beaux du monde. Il s'assit un instant au bord de la rade, à deux cents pas de la ville, à l'ombre de quelques chênes verts, précisément au bout d'un champ d'oliviers qui s'abaissait en pente douce jusqu'à un petit port protégé par un rocher. Une ligne d'arbres dont les branches pendaient sur la mer s'étendait le long de la grève. M. de X... crut revoir un pays déjà bien

des fois visité. « C'est bien cela! » dit-il, et, pressant sa marche, il entra dans la ville du pas délibéré d'un homme qui vient de découvrir son Amérique. Le lendemain, il acheta le champ d'oliviers et ses alentours au double de leur valeur, croyant faire un marché d'or; puis il revint en France chercher sa petite fortune et commença de bâtir sa maison. Les constructions sont chères en Corse; la main-d'œuvre y est hors de prix. Il dépensa là le plus clair de son patrimoine; mais la maison était debout, triomphante, à vingt pas du rivage, ouvrant sur le golfe les trois fenêtres de sa façade neuve, et la petite embarcation qu'il avait amenée de Bastia balançait gracieusement son mât au milieu des branches de chêne vert.

Le voilà donc établi dans sa nouvelle patrie, et, plus heureux que bien d'autres, venu à bout du rêve de sa vie. L'hiver se passa au milieu des joies de sa conquête, un de ces hivers dorés comme on en voit en Corse. Quand vint le printemps, il s'étonna de voir que chacun dans la ville fit des préparatifs de départ. — Que se passe-t-il donc? demanda-t-il. Est-ce que la ville déménage?

— On va partir pour la montagne.

— Et pourquoi faire?

— Pour fuir la fièvre. J'espère bien que vous viendrez avec nous.

— Moi quitter *la Propriété* (c'est le nom de son castel)! vous me la donnez belle avec vos fièvres! J'en ai vu de toutes les couleurs, moi; elles ne m'ont pas fait broncher.

— A votre aise, monsieur!

Et la ville, suivie de ses bagages, se mit en route pour la montagne. Notre philosophe resta seul dans la Propriété, n'ayant pour voisins que quelques douaniers. L'été se passa. La fièvre respecta le courageux propriétaire, qui rit au nez des gens de la ville, quand l'automne les ramena au bord de la mer. Le second hiver continua les joies du premier; seulement M. de X... put remarquer souvent, à l'ombre de ses oliviers, une jeune fille assez bien tournée, avec son mouchoir de couleur sur la tête. Elle brisait çà et là quelques branches de chêne ou d'olivier. M. de X... la pria poliment de cesser ses promenades, et lui défendit de toucher aux arbres de la Propriété. — Je ne fais point de mal, dit-elle. Et elle revint le lendemain rôder autour de l'enclos. Un soir même, elle entra dans la maison. M. de X... se fâcha et la mit dehors. Quelques jours après, en ouvrant sa porte, il trouva sur le seuil une lettre à son adresse; il la lut et ne fut pas médiocrement étonné. « Monsieur, disait la lettre, je sais que vous êtes homme d'honneur. La petite J. m'a confié que vous l'avez séduite. Elle n'a pas voulu s'adresser à ses frères de peur d'exposer votre vie; elle a préféré venir me trouver pour me prier d'accommoder cette affaire. Je vous écris donc la présente afin de vous engager

à l'épouser comme vous le devez. » Le tout était signé d'un nom inconnu, avec deux poignards en sautoir.

— Qui m'a envoyé ce poisson d'avril? dit M. de X... Cependant cette pensée le préoccupait, et il crut devoir prendre quelques renseignemens sur l'existence du personnage qui avait signé la lettre.

— C'est un bandit, lui dit-on; un très honnête homme, monsieur. Il ne vous demandera jamais rien que de juste; mais avec lui il ne faut pas gauchir, on y jouerait sa peau. Avez-vous affaire à lui?

— Non, dit-il. J'avais entendu prononcer son nom; je voulais savoir quel homme c'était.

L'habitant de *la Propriété* retourna soucieux à ses travaux ordinaires. En ce moment-là, il construisait à lui seul un quai devant son port. Chaque jour il apportait une grosse pierre et nivelait le terrain. Un soir qu'il était assis devant le feu de sa cuisine, fumant gravement sa pipe, un homme de haute taille entra, le salua poliment et lui demanda un instant d'entretien. M. de X... n'aimait pas la figure de cet inconnu; mais il n'était pas homme à reculer, et il ouvrit la porte de la chambre voisine. Quand ils furent seuls : — Monsieur, dit l'étranger, c'est moi qui ai eu l'honneur de vous écrire.

— En ce cas, monsieur, vous me permettrez de vous dire que vous avez la tête à l'envers.

— Non pas, monsieur. Cette petite effrontée est venue me trouver; elle sait que je suis honnête homme [*galant'homme*] et que je n'aime pas l'injustice. Elle a si bien entortillé ses phrases, que j'ai cru qu'elle allait vous rendre père. Elle sait que mes prières ont le bonheur d'être souvent exaucées.

— Celle-là n'est pas en chemin de réussir, murmura M. de X... d'un ton de colère contenue.

— Enfin, voyant que vous ne vous pressiez pas d'en finir, j'ai voulu aller aux renseignemens au risque de ma peau, monsieur. Hier soir je suis venu à la ville. Je voulais en avoir le cœur net, et il est résulté de mes renseignemens que la petite m'a trompé. Je lui ai dit deux mots à l'oreille qu'elle n'oubliera pas; mais je n'ai pas voulu quitter le pays sans venir vous faire mes excuses. Je serais désolé que vous me prissiez pour ce que je ne suis pas.

— Ma foi! vous êtes un galant homme, lui dit M. de X... en respirant plus à l'aise. Avez-vous soupé?

— Non, monsieur. J'ai toute la nuit devant moi.

Et les deux nouvelles connaissances soupèrent gaiement ensemble.

— Et qu'auriez-vous fait, dit le maître de la maison en congédiant son hôte sur le coup de minuit, si la petite avait dit vrai?

— Vous l'auriez épousée; je vous honore trop pour penser le contraire.

— Mais enfin?

— Enfin! nous autres, voyez-vous, voilà notre juge de paix! — Et il fit résonner sous sa large main le talon de son fusil.

Il est inutile de dire que la jeune fille ne revint pas se promener à l'ombre des oliviers de la Propriété; mais l'été suivant, la fièvre fut moins polie que le bandit. M. de X... fut gravement atteint; il résista grâce à un tempérament éprouvé par vingt ans de navigation. Cependant il fallut se résigner à aller passer la saison d'été à la ville. M. de X... prenait son mal en patience, quand nous l'avons connu, en attendant quelque nouvelle boutade de la fortune. Du reste, sans s'en apercevoir, il est devenu à peu près Corse: il croit fermement à l'avenir du pays qu'il a adopté, et il y travaille, selon ses forces, avec toute la sagacité d'un esprit droit et tout le courage d'un bon citoyen. Nous étions donc le mieux du monde à Porto-Vecchio, et si les lits avaient été moins durs, les perdrix un peu moins frites, nous aurions pu y passer le reste de notre vie; mais la destinée du voyageur est d'aller en avant, regrettant et se souvenant toujours.

Bourrasque était devenu, comme on le pense, notre compagnon inséparable, et il nous témoignait beaucoup d'attachement. Je me rappelle l'inquiétude que lui causa un jour ma disparition au milieu d'une partie de chasse. Vers la moitié de la journée, je m'étais laissé entraîner à poursuivre une bande de perdrix jusqu'au pied du Taglio-Rosso. Je rencontrai derrière un mur en pierre sèche un homme qui, après s'être informé, selon la coutume, de ce que je faisais dans le pays, me proposa de me conduire à un endroit voisin où je verrais des centaines de perdrix. J'eus la faiblesse de le suivre; mais au lieu de me conduire à vingt minutes de là, il me fit faire tout simplement l'ascension du Taglio-Rosso. Quand nous fûmes arrivés au sommet, après une heure de marche au pas de course, nous trouvâmes en effet les perdrix promises, et je puis dire que jamais je n'en ai vu pulluler de la sorte. Elles partaient de tous les côtés, comme un bouquet de feu d'artifice, mais sur un terrain très difficile, au milieu de rochers chancelans, de buissons épais, si bien qu'à peine en tuai-je trois ou quatre en vingt coups de fusil. Le crépuscule m'engageait au retour. Je priai mon guide improvisé de me reconduire jusqu'à la ville. Il commença en effet à descendre avec moi les pentes de la montagne, puis tout à coup il s'arrêta et me dit en se grattant l'oreille : — Je suis bandit; je voudrais bien vous accompagner plus loin, mais ce serait dangereux pour moi.

J'étais médiocrement satisfait, mais je sentis pourtant qu'il était inutile d'insister.

— Vous me donnerez, s'il vous plaît, quelques coups de poudre. Un pauvre bandit n'a guère de moyens de s'en procurer.

Je les lui donnai en rechignant, et je le quittai. Il me rejoignit au bout de quelques pas et me demanda des allumettes, puis du plomb, puis des capsules que je lui donnai. Et comme je me croyais quitte, il recommença à se gratter l'oreille d'une façon inquiétante.

— Vous avez une bien jolie poire à poudre, me dit-il d'une voix insinuante.

— C'est vrai; mais je n'en ai qu'une et je la garde.

— Elle me ferait bien plaisir.

— Allez-vous-en à tous les diables.

Et, sans attendre mon congé, je commençai à déguerpir à grands pas. Je me retournai au détour du chemin. Il était resté à la place où je l'avais laissé, et paraissait réfléchir. — S'il recommence à se gratter l'oreille, me disais-je, nous allons en voir de belles. — Cependant la nuit était venue. Je m'égarai dans la plaine, comme je l'avais prévu. Tantôt je tombais dans une fondrière, tantôt je prenais un chemin qui me conduisait à un étang. Je songeais involontairement à mon bandit et à cette maudite poire à poudre qui avait eu le malheur de lui plaire. Enfin, comme j'étais engagé dans un champ de bruyères, ne sachant guère ce que je faisais, j'entendis deux coups de fusil à une centaine de pas de moi; mon chien partit comme un trait dans cette direction, et je reconnus la voix de Bourrasque qui l'appelait. Je le rejoignis bien vite. Quand le brave homme m'aperçut, il se livra à des démonstrations de joie qui me touchèrent dans un gaillard de sa trempe. Il avait appris par un berger que j'avais gravi le Taglio-Rosso avec Giovan' Anton', et, quoiqu'il ne le pensât pas capable de me faire un mauvais parti, il errait depuis deux heures au pied de la montagne, dans l'espoir de me retrouver.

Ce bandit, alors si aimable, est devenu depuis un des plus redoutables membres de cette troupe *dei cuchi* qui désole encore en ce moment l'arrondissement de Sartène : c'est l'histoire de presque tous les bandits. Ils se jettent dans le maquis après une vendetta où les a contraints le préjugé du pays. S'ils ont quelques ressources, ils passent en Sardaigne; sinon, ils vivent dans les bois, aidés et nourris par les bergers. Puis les souffrances, les privations, les conduisent à aller emprunter de l'argent dans les maisons où ils sont connus. Bientôt ils taxent les habitans à de fortes sommes, et, si on leur résiste, ils mettent les terres en interdit, tuent les chevaux, les vaches, les troupeaux, enfin se font voleurs de grands chemins, ce qui est une extrémité rare chez un peuple qui méprise le vol.

Ce sont sans doute ces mêmes bandits qui, depuis notre passage, ont lassé M. de X... de leurs importunités, au point qu'il a été obligé de quitter la Propriété et de venir habiter Porto-Vecchio. Du reste,

on les traque à l'heure qu'il est comme des bêtes fauves. On en a tué je ne sais combien depuis six mois. Il court à ce propos, dans toutes les chaumières de la Corse, un bruit qui est venu jusqu'en France, et que nous donnons pour ce qu'il vaut. On prétend que ce sont leurs anciens amis, les bergers, qui les trahissent et qui les tuent. On nous a raconté l'histoire de deux bandits des environs de Calvi, Séraphino et Massone, liés d'une étroite amitié, qu'un berger a endormis en versant de l'opium dans leur eau-de-vie. Il les a livrés dans cet état à la gendarmerie. — Avec les derniers bandits disparaîtra la véritable Corse. Et déjà elle n'est plus, puisqu'on a pu trouver des traîtres parmi ces généreux bergers, autrefois si loyaux et si hospitaliers!

III.

Dès les premiers jours de notre connaissance avec Bourrasque, nous avions renvoyé nos chevaux et le guide Matteo. Nous louâmes un mulet pour porter notre valise, et nous partîmes gaiement de Porto-Vecchio à pied le long de la belle route de la côte orientale qui nous conduisit à la ferme du Migliaciaro.

On a à peu près renoncé aujourd'hui à l'exploitation de ce magnifique domaine. Les champs sont retournés en friche. Là comme ailleurs, le caractère violent des habitans, les querelles, les procès, ont découragé les étrangers qui venaient apporter dans le pays leur argent et leur industrie. Il faut dire aussi que les personnes chargées de la direction de cette entreprise n'ont pas peu contribué, si nous en croyons les détails recueillis sur les lieux, à ruiner cet établissement par leur ignorance, leur incurie, par ce laisser-aller de grands seigneurs qui perd tant de nouveaux propriétaires. Des capitaux immenses avaient été dépensés à la légère dans les premiers momens d'enthousiasme, et plus tard ces mêmes capitaux, appliqués avec intelligence, avec une connaissance plus exacte des difficultés à vaincre, auraient peut-être décidé le succès de l'entreprise. Toutefois il est permis de douter qu'on puisse obtenir des succès agricoles dans une plaine d'une merveilleuse fertilité, il est vrai, mais d'où les habitans sont chassés par la fièvre pendant l'été et une partie de l'automne.

Le petit fleuve qui passe au pied de la ferme a donné son nom à tout le canton. Le Fiumorbo est un des plateaux de la Corse où l'on rencontre le plus de bécasses. Il y a aussi beaucoup de cerfs dans la forêt de Pinia, qui borde la mer. Une personne d'Ajaccio nous avait envoyé une lettre de recommandation pour un de ses parens qui habite ce pays. Qu'on nous permette de transcrire ici cette lettre, qui est un des documens intéressans de notre voyage, et qui peut faire connaître certaines nuances du caractère corse : « Mon cher parent,

disait l'habitant d'Ajaccio, je vous adresse deux personnes à moi inconnues qui partent pour le Fiumorbo. Ce que je sais, c'est qu'ils sont grands chasseurs. J'ai cru comprendre que, s'ils prenaient quelque cerf ou sanglier, ce serait pour les envoyer à Paris. Je t'engage donc à rassembler tous nos amis pour faire faire à ces messieurs une belle chasse, et qu'on puisse dire sur le continent : Voilà le produit de la chasse des P... du Fiumorbo. »

Quelques jours avant notre départ de Porto-Vecchio, nous avions envoyé à son adresse cette singulière lettre d'introduction en précisant l'époque de notre passage au Migliaciaro. A notre arrivée, nous trouvâmes nos hôtes improvisés préparés à une grande chasse. Une heure après, nous vîmes défiler sur la route toute une caravane de chasseurs montés par couples sur le dos de malheureux petits chevaux qui portaient bravement cette double charge. C'était une nouvelle bande de chasseurs amenés à notre intention par un de nos amis du continent sur le bruit de notre passage. Contre la conclusion du proverbe, l'abondance de biens fut sur le point de nuire à nos plaisirs. Nous acceptâmes gaiement ce renfort, il nous semblait tout naturel de réunir les deux bandes en une seule pour une chasse générale; mais nous avions compté sans les mœurs du pays. Les deux bandes appartenaient à des partis ennemis; elles étaient divisées par des questions électorales, et ce sont ici questions de vie ou de mort. On dépense pour l'élection d'un conseiller général ou d'un député plus d'intrigues et de paroles que toute la diplomatie européenne dans un congrès. De plus, ces deux villages appartenaient, l'un au parti *anglais*, l'autre au parti *français*. Ceci a besoin d'explication; on s'étonnerait à juste titre que l'Angleterre eût un parti sur une terre française! On range dans le parti anglais tout membre d'une famille qui s'est prononcée pour les Anglais pendant l'occupation de l'île par l'Angleterre. On voit qu'en Corse, rien ne s'oublie. Nous étions fort empêchés, comme on pense. On ne voulait entendre à aucun accommodement. Les choses prenaient une tournure inquiétante; enfin, grâce à notre prudence, un traité fut conclu. S'il se fut agi d'un seul voyageur, l'accord eût été à peu près impossible. Pour deux, il devint facile. Il fut convenu qu'une des deux communes rivales chasserait avec mon camarade, et l'autre avec moi. La chose ainsi posée nous promettait une belle chasse, grâce à la lutte de ces amours-propres surexcités.

Le lendemain donc, au point du jour, les deux compagnies se mirent en route chacune de son côté. La commune de la Ghisonaccia, qui me faisait les honneurs de la chasse, avait convoqué le ban et l'arrière-ban de ses chasseurs. Tout le village y était, jusqu'à l'instituteur et à ses écoliers. Ceux-là avaient été amenés comme *voix*.

Les *voix* jouent un grand rôle dans cette chasse de traqueurs. On entoure un bois. Deux côtés sont occupés par des enfans qui sont chargés de pousser de grands cris dès que la bête est lancée. Le pauvre animal, pressé en croupe par les traqueurs et les chiens, n'osant se jeter à droite ni à gauche, à cause du bruit des voix, pousse droit à la portion du bois où il n'entend ni cris ni aboiemens, et là il rencontre dans les clairières et les sentiers le chasseur qui l'attend immobile, le fusil en main.

Nous avions, d'après ces principes stratégiques, formé autour d'un des quartiers de la forêt de Pinia une enceinte formidable. Les bergers étaient entrés avec leurs chiens dans le fourré, et bientôt nous entendîmes les hurlemens des chiens au *lancer*. Les enfans du maître d'école leur répondirent par un concert de cris aigus. J'étais posté sur la lisière du bois, au bord d'une vaste clairière coupée d'arbustes et de cistes, et j'attendais avec une certaine émotion le moment de voir bondir le cerf à travers le taillis; mais la voix des chiens changea bientôt de direction. Les cerfs, car il y en avait deux, avaient forcé la ligne des *voix*, et avaient gagné une autre partie de la forêt. Les bergers, accourus aux cris des enfans qui avaient vu passer les bêtes, *coupèrent* les chiens, et les ramenèrent dans l'enceinte. Cette fois, nous attendîmes longtemps; enfin un autre animal fut mis sur pied; les conques marines dont se servent les bergers, et qu'on appelle des cornets, retentirent dans les profondeurs de la forêt, et j'entendis deux coups de fusil éclater à des intervalles rapprochés sur la ligne où j'étais placé. Tout à coup je vis bondir à trente pas de moi quelque chose de fauve; je tirai un coup au hasard, et il me sembla voir disparaître la bête dans le fourré, comme si elle s'affaissait sur elle-même. Je courus dans cette direction, ce qui était imprudent vu la position des autres tireurs, et je ne trouvai rien, sinon quelques feuilles d'arbousier marquées de sang. Les chiens passèrent auprès de moi comme un troupeau de loups. Je retournai à mon poste. J'attendis là plus de vingt minutes, n'entendant que les cris des chiens, le cornet des bergers et les *voix* des enfans. Enfin on vint m'annoncer que la biche, — car c'était une biche, hélas! — s'était jetée dans un étang et avait été prise par les enfans. La pauvre bête captive, une liane passée autour du cou, en guise de collier, était debout, étonnée et farouche, au milieu d'un groupe de paysans. Elle ouvrait de grands yeux pleins de tristesse, et regardait autour d'elle d'un air effaré. De temps en temps elle essayait de bondir, et, retenue par ses liens, redevenait timide et découragée. Les paysans joyeux me la montraient d'un air d'orgueil.

— Il faut l'emmener vive, dit le maire; elle peut guérir de sa blessure. Vous l'emporterez à Paris.

Je ne savais que dire : mais, du fond du cœur, j'espérais que les lianes allaient se rompre: je proposai timidement de lui rendre la liberté. Des hourrahs d'indignation accueillirent mon avis. On songeait en ce moment à l'orgueil du retour : si nos rivaux étaient moins heureux! On essaya donc de faire marcher la pauvre prisonnière; mais elle se révoltait de temps en temps avec tant d'énergie, qu'on résolut de lui lier les pattes et de la placer sur le dos d'un cheval. Je demandai grâce pour elle, car, je l'avoue, j'avais le cœur navré. L'ardeur de la chasse ne me soutenait plus, et je trouvais ce jeu cruel. Le maire alors me demanda mon stylet et lui troua la gorge. La malheureuse bête resta debout sur les jambes tremblantes, poussant de temps en temps quelques soupirs, comme eût fait un être humain. Enfin elle tomba sur ses genoux. On dit que les cerfs pleurent avant de mourir; il me serait difficile de dire ce qu'a fait celui là, car j'avais moi-même les yeux troublés par les larmes. On chargea le cadavre sur un cheval, et nous reprîmes le chemin du village en longue ligne, sur trois de front, moi placé entre le maître d'école et le maire, au son des cornets, et en murmurant de loin en loin quelques couplets de l'air de *Charles VI* : « mort aux Anglais! » — J'étais du *parti français*.

Nous rentrâmes au village dans cet ordre imposant, précédés par le cheval sur les flancs duquel pendait le corps de la biche. L'autre bande de chasseurs n'était pas encore revenue. Ils arrivèrent une heure après et les mains vides. Ce furent alors de notre côté des transports de joie. Je passai la soirée dans une sorte d'inquiétude fiévreuse, craignant à chaque instant qu'une sotte querelle ne vînt terminer d'une façon terrible cette journée sanglante. Dieu merci, tout se passa convenablement. J'offris au maire le stylet dont il s'était servi pour le coup de grâce, et, de son côté, il m'offrit, au nom de sa commune, le corps de la biche. J'ai rapporté la peau de cette pauvre bête; mais c'est un trophée qui me rappelle un triste souvenir.

Du Migliaciaro nous allâmes à Puzzichello en chassant le long des maquis. Nous avions quitté les bords de la mer pour nous rapprocher des montagnes, et nous entrâmes au soleil couchant dans une petite vallée au-dessus de laquelle se dessinait une vaste maison blanche. C'est l'établissement de bains d'eau minérale de Puzzichello. Le régisseur nous fit préparer deux petites chambres propres, blanchies à la chaux et garnies de lits en fer. C'est là que nous découvrîmes pour la première fois les talens culinaires de Bourrasque. Jusque-là le sournois n'en avait rien dit, de crainte qu'on ne le détournât de la chasse pour l'employer à ces vils travaux; mais son amitié pour nous l'emporta, et, nous voyant réduits à des repas accommodés à la grâce de Dieu, il se mit un jour en devoir de nous

préparer un dîner. Les lacs salés des environs nous fournissaient d'excellens poissons et des huîtres vertes. Nous garnissions royalement la broche. Il ne fallait qu'un cuisinier pour mettre à profit ces riches élémens. Bourrasque fut cet homme. Il était de première force, et nous avons gardé le souvenir de ses salades d'huîtres et de ses lièvres à la *cacciatore*.

Pour la première fois depuis Ajaccio, nous rencontrions le *comfortable*, et ici dans des conditions nouvelles et meilleures, car on met un certain orgueil à fournir soi-même à ses besoins. D'ailleurs, pour des observateurs curieux, c'était une bonne fortune d'habiter cette maison. Il y avait dans cette grande caserne je ne sais combien de familles vivant en commun, comme dans un phalanstère. Les paysans d'un petit village voisin perché sur la montagne viennent y passer leur quartier d'hiver. Toute cette population, fière et paresseuse, jouissant du beau climat de la plaine, répandue sur les terrasses et dans le jardin, se chauffait au soleil, chassait, fumait, jouait aux cartes. Les femmes et les filles s'occupaient des travaux du ménage.

Comme chez tous les peuples accoutumés au *far niente*, on rencontre ici chez les femmes l'énergie et l'activité qui manquent aux hommes. Les femmes corses ne reculent pas devant les plus rudes travaux. Nous avons vu à Calvi une belle jeune femme porter la malle d'un voyageur sur ses épaules, pendant que le mari, les bras ballans et la pipe à la bouche, l'accompagnait seigneurialement en causant avec l'étranger. Du reste, ces mœurs datent de loin, et comme nous avons cité Filippini en parlant des hommes, nous pouvons chercher dans Pierre de Corse le portrait de ces vaillantes créatures : « Vous les verriez, dit-il, lorsqu'elles vont à la fontaine, portant un vase sur la tête, la bride d'un cheval passée à leur bras, et la quenouille à la main (*vas capite continentes, equum, si eum habent, brachio trahentes, linumque nentes*). Arrivées à la source, elles font boire le cheval, emplissent leur cruche d'eau, et reviennent à la maison par la même route, en tournant leur fuseau. Elles sont vertueuses et dorment peu. » Ne dirait-on pas une page détachée de la Bible ou de l'Odyssée?

Quel quartier-général que ce Puzzichello pour des touristes chasseurs! Nous tirions chaque jour quelques pièces de gibier pour entretenir le garde-manger. Le reste du temps, nous pêchions, nous prenions des bains, — un luxe rare en Corse, — et nous traquions les sangliers de concert avec nos camarades du phalanstère. On conçoit combien une chasse est facile à organiser au milieu de la famille armée qui habite cet établissement. Puzzichello est en outre le canton de la Corse où ce gibier est le plus abondant. On en *lance* quelquefois trois ou quatre dans le même fourré. On les chasse de la même façon que le cerf. La venaison se partage entre les chasseurs

par portions égales. La hure seule appartient à celui qui a abattu la bête. Dans un rayon d'une lieue autour de Puzzichello sont répandues quelques cabanes de bergers dont les chiens à oreilles droites et à longs poils servent à la fois de meute et de limiers.

Les cabanes de ces pasteurs sont construites de quelques pieux fichés en terre, sur lesquels on établit un lit de bruyères et de cistes; on recouvre le tout d'une couche de terre de façon à intercepter tout à fait la circulation de l'air. J'ai vu de ces cabanes qui contenaient des familles de sept ou huit personnes. Le feu est placé devant la porte qui sert en même temps de cheminée. Lorsqu'on approche la nuit de ces chaumières, on peut voir aux clartés du feu les têtes de tous les habitans entassés comme des cadavres sur leur lit de paille et couvrant tout le sol de la cabane. Le petit cheval, s'ils en ont un, est entravé à quelques pas de là. A côté de l'habitation, une cave grossièrement construite sert à enfermer les fromages. Les bergers s'appellent entre eux au moyen de ces *cornets* dont nous avons déjà parlé, formés d'une corne de bœuf ou d'une coquille percée par les deux bouts; le son doux et monotone de ces trompes s'entend à des distances énormes.

C'est dans l'intimité de ces paysans et de ces bergers que nous avons passé trois semaines à Puzzichello. Nos premières chasses avaient été heureuses, pour nos compagnons du moins; car pour notre part, nous ne brûlions notre poudre qu'aux renards. Les bergers ne s'en plaignaient pas, et je les soupçonne de nous avoir fait plus d'une fois chasser le renard sous prétexte de sanglier. Ici, où il n'y a pas de loups, les renards se donnent l'agrément d'emporter les petits agneaux. Quand on a passé deux ou trois heures, la main crispée et les yeux fixés sur un sentier, il n'est pas gai de se trouver en face de ce misérable gibier : mon ami et moi, nous en savions quelque chose.

Comme nous nous plaignions à Bourrasque de nos déconvenues, il nous conseilla une chasse à l'affût. Il alla reconnaître le pays pendant le jour, et le soir il nous conduisit au fond d'un ravin où il nous embusqua derrière des fourrés, après avoir enveloppé nos souliers dans des peaux de renard, pour tromper l'odorat du sanglier. Il avait eu soin de nous poster de façon à ce que le vent ne nous trahît pas. Nous étions placés tous trois sur la même ligne, de dix pas en dix pas. Devant nous s'ouvrait une clairière où la lune traçait un cercle lumineux. Nous demeurâmes ainsi plus de deux heures. Il faisait froid, et je commençais à perdre patience, quand à l'extrémité du cercle lumineux je vis passer l'ombre d'un sanglier qui marchait avec précaution, écoutant, s'arrêtant à tous les pas. Il était arrivé sans que le moindre bruit nous révélât sa marche. Il était à l'extrémité de

la clairière opposée à celle que j'occupais, et se dirigeait en droite ligne sur mon camarade. Cependant le coup de fusil attendu n'arrivait pas. Enfin, au moment où le sanglier effleurait le buisson derrière lequel mon compagnon était placé, un éclair illumina le hallier, et le sanglier roula sur l'herbe. Il se relevait, quand un second coup de fusil le fit trébucher, cette fois pour ne plus se relever.

— *Bene!* dit la voix de Bourrasque.

Nous avions attaché notre mulet à quelques centaines de pas; Bourrasque fut le chercher, et nous rentrâmes, au clair de lune, rapportant notre prise, qui était de belle taille. Bourrasque était calme, comme il convient à un sauvage.—Voilà, dit-il d'un ton bref, comme il faut tuer le sanglier; de cette façon, on n'est pas obligé de le partager.

Le plateau incliné qui conduit de Puzzichello à Aleria est un des plus giboyeux de la Corse, mais aussi le plus fréquenté des chasseurs étrangers. Le méchant petit village d'Aleria occupe l'emplacement de la ville romaine bâtie par Sylla; à peine en trouve-t-on çà et là quelques débris. Un petit fort et quelques masures occupent le sommet d'un mamelon isolé de toutes parts, qui se détache sur le fond bleu de la mer. Ce groupe jauni par le soleil, placé au-dessus de pentes abruptes où croissent de maigres oliviers, ressemble à s'y méprendre à un paysage des côtes de la Syrie ou de la Palestine. L'Étang de Diane, qui a été autrefois, dit-on, le port de la ville, est creusé au pied de ce mamelon.

Dans ce même village d'Aleria débarqua, au milieu du XVIIIe siècle, cet illustre aventurier qui fut roi de la Corse pendant quatre mois. On a fait un personnage ridicule de ce roi Théodore, et cependant, — voyez l'injustice de l'opinion! — toutes ses actions sont d'un grand cœur, presque d'un héros. Mais quoi! Voltaire l'a fait asseoir avec Candide à ce fameux dîner des rois détrônés, et de toutes ces majestés déchues, c'est le plus pauvre sire. Ses camarades d'infortune lui font l'aumône de quelques sequins pour s'acheter des habits et des chemises. Quel homme pourtant, ce Théodore de Newhoff, venu on ne sait d'où, élu roi par le libre suffrage de cette Corse indomptable, cet héroïque soldat qui se bat comme un lion, qui tient en échec la république de Gênes, cet esprit puissant qui organise en quelques jours un pays déchiré par tant de guerres; ce religieux observateur de sa parole, qui descend noblement du trône pour aller chercher des secours à sa patrie adoptive; ce diplomate hardi qu'aucun obstacle n'arrête, qu'aucune difficulté ne rebute, qui tire une armée du néant, et qui aurait sauvé encore une fois l'indépendance de la Corse sans l'intervention des armées françaises! Héros chevaleresque et malheureux qui mériterait une place dans l'histoire, et

qui ne vit cependant dans la mémoire des hommes que par les plaisanteries de Voltaire et la musique de Paisiello!

Nous étions venus jusqu'à Aleria en chassant sur les bords du Tavignano. Tout en poursuivant les perdrix, nous avions tué deux ou trois lièvres. Les lièvres ne sont pas rares en Corse, bien au contraire: mais dans ce pays couvert, dans ces plaines garnies de cistes, il est presque impossible de les tirer. Nous passâmes la nuit à Aleria pour retourner le lendemain à Puzzichello, cette fois en remontant les rives du Tagnone, un autre petit fleuve qui coupe la plaine. Nous rencontrâmes à l'auberge, venant de Bastia, un jeune médecin d'une figure aimable et d'une tournure distinguée. Il avait fait ses études en France, et à son retour il était venu se jeter dans une méchante affaire qui, dès les premiers jours, l'avait à peu près ruiné. En arrivant à son village, il avait trouvé son père mort de la fièvre et son petit patrimoine en désarroi. Il ne lui restait pour toute fortune que quelques coins de terre à peu près incultes. Or la médecine est un pauvre métier dans un pays où toute une famille s'abonne à l'année avec un médecin pour une somme de 12 à 15 francs. Il essaya donc de tirer parti de son mince héritage. Il possédait une maison où demeurait une famille pauvre depuis tantôt vingt années. Ces gens-là n'avaient jamais payé un sou de loyer. Le père du docteur les avait laissés sans les importuner, sachant qu'ils avaient des enfans à élever: mais les enfans avaient grandi et pouvaient se suffire à eux-mêmes. Le docteur pensa donc qu'il était temps de régulariser la position de ses locataires. Il leur fit entendre qu'il les tenait quittes de tous les termes passés, à la condition qu'à l'avenir le loyer serait payé exactement. On fit la sourde oreille. Au bout d'un an, le docteur leur envoya une assignation. Le vieux père entra en fureur à cette nouvelle. « Il y a assez longtemps que j'habite la maison, disait-il, elle m'appartient! » Cependant la procédure allait son train, lorsqu'un nouveau personnage entra en scène. Ce n'était ni plus ni moins que Decio, un bandit célèbre qui, à lui seul, avait mis à contribution des villages entiers. Le docteur reçut une lettre de ce misérable érigé en juge. Il le condamnait à payer les frais de la procédure et à laisser ses locataires en possession de la maison. Notre jeune médecin, tout frais émoulu des écoles de Montpellier, ne tint pas compte de cet étrange avertissement. Deuxième lettre de Decio, confirmant le premier jugement et sommant le docteur de payer au bandit 800 francs à titre de sanction pénale, faute de quoi il serait tué au coin du premier buisson. Notre homme envoya la lettre au procureur-général et *se garda*: mais se garder, c'était renoncer à sa profession et à sa clientèle. Au bout de six mois, il était ruiné. Il prit la résolution de mourir bravement ou de sortir de ce mauvais pas. Il écrivit donc au bandit

pour lui faire savoir qu'il se résignait à ses exigences et lui demanda un rendez-vous qui fut accepté, à la condition toutefois que le docteur y viendrait seul et sans armes. Celui-ci s'exécuta et partit sans armes apparentes, muni seulement de deux pistolets de poche. Au lieu fixé, il ne trouva pas Decio, mais un petit berger qui l'envoya à une demi-lieue de là. Le manége se répéta plusieurs fois. Il alla ainsi de berger en berger jusqu'à un lieu désert, dominé par un rocher escarpé. Decio était debout sur le rocher avec deux bandits armés jusqu'aux dents. C'est de là qu'il entama la conversation. Voici quelles étaient ses conditions : mise en liberté du locataire que le procureur-général avait fait arrêter; donation de la maison en bonne et due forme, et pour lui, Decio, souscription d'un effet de commerce de 2,000 francs au nom d'un tiers. Le docteur marchanda; la somme fut réduite à 1,200 francs. Decio avait tout ce qu'il fallait sur lui, — car c'était un lettré comme le curé dans *Colomba*, — écritoire, plume, papier timbré. Il descendit de sa forteresse.

— Si tu bouges, dit-il au médecin en montrant ses acolytes, voilà deux gaillards qui feront ton affaire.

— Vous voyez bien que je n'ai pas d'armes, dit le docteur.

Decio était descendu, et tirait de sa poche son écritoire et sa plume, quand le docteur lui brûla la cervelle d'un coup de pistolet, s'empara de son fusil, et se jeta derrière un rocher au moment où deux balles sifflaient à ses oreilles. De là, avec une agilité merveilleuse, il descendit les pentes de la montagne, glissant dans le mâquis comme une couleuvre, si bien qu'il échappa aux deux bandits. Ceux-ci ont dit plus tard que le docteur avait agi bravement, et que, comme Decio n'était pas leur parent, ils n'avaient plus rien à y voir.

Ce trait de courage a fait des amis au docteur; mais Decio a laissé un fils de dix ans qui s'exerce déjà à tirer à la cible, et le pauvre docteur ne voit pas l'avenir en rose. Il nous racontait cette triste histoire d'un ton dolent, sous la cheminée de cette misérable auberge. Ce qu'il y a d'effrayant, c'est que partout ce sont les mêmes histoires. Ce terrible refrain nous a poursuivis pendant tout notre voyage. L'institution du jury, déjà vicieuse en France, n'est guère faite pour extirper le mal au milieu de ce peuple sauvage. D'autre part, les faux témoignages, qui sont devenus une arme de guerre, entravent l'action de la justice, et sont eux-mêmes la cause de nouveaux malheurs. On n'a pas oublié ce terrible Santa-Lucia, qui, voyant son frère innocent envoyé aux galères, jura de punir les dix-huit faux témoins qui l'avaient fait condamner. Il a tenu parole : à ceux-ci il a logé une balle dans le cœur, à ceux-là il a crevé les yeux, à d'autres il a fait subir d'épouvantables mutilations. Un seul restait, le plus coupable de tous, l'instigateur du crime, qui vivait au fond de sa

maison à Ajaccio. Celui-là fut tué sur le seuil de l'église, à midi, d'un coup de stylet; Santa-Lucia, comme l'ange exterminateur, traversa la foule, courut à la mer, et remonta, aux yeux de toute la population, dans la barque qui l'avait amené. Il a passé depuis en Italie et s'est joint à la troupe de Garibaldi.

Et cependant qui ne l'aimerait, cette Corse où ne vit aucun animal malfaisant, ni le loup, ni le scorpion, ni la vipère, cette terre où les plantes des tropiques croissent auprès des ceps de la Bourgogne, où se pressent les forêts de hêtres gigantesques, de pins et de chênes-lièges, où croissent sans engrais tous les légumes et toutes les céréales; cette île aux rivages coupés de golfes comme celui de Naples, de rades comme celle de Smyrne, aux vallées riches de sources minérales, aux montagnes qui gardent dans leurs flancs inexploités le granit orbiculaire et le porphyre globuleux, — deux pierres uniques au monde, — le vert antique et la siénite, le plomb et l'antimoine, la serpentine et le marbre? Voilà ces montagnes, ces plaines, ces vallées, qui sont percées de belles routes : on défrichera les marais, on réparera les ports, on bâtira des églises; mais l'homme, le changera-t-on? Dans cette Corse désormais libre et française, combien faudra-t-il de siècles de liberté pour effacer l'empreinte de tant de désordres, pour détruire tant de cruels préjugés, tant de vices érigés en vertus, fruits amers de la servitude?

IV.

L'arrêté préfectoral qui fermait la chasse vint nous arracher le fusil des mains. Nous avions fait de notre mieux, et notre seul regret était de n'avoir pu faire une chasse aux moufflons. — Quoi! disait mon intrépide camarade, il n'y a ici qu'une chasse originale, et nous ne l'avons pas faite! Nous chasserons ailleurs le sanglier et la bécasse; mais le moufflon! un animal quasi fabuleux, le père de la grande race des moutons, à ce que dit Buffon. Pour un moufflon je donnerais tout le gibier que j'ai tué. — Mais avant le mois d'avril, nous disait-on, nous n'avions guère de chances de réussir. C'étaient six semaines à employer. Nous laissâmes à Puzzichello nos chiens et nos fusils, et pendant ces jours de loisir nous visitâmes le reste de l'île.

Ce qui nous a frappés surtout dans cette rapide excursion, c'est, avec la bienveillance des indigènes pour l'étranger qui voyage, la variété infinie des sites et des paysages. Il ne faut y chercher ni monumens, ni vestiges historiques. L'histoire de la Corse est pour ainsi dire isolée du mouvement européen. L'île est formée d'une longue chaîne de montagnes assez semblable à la carcasse d'un vaisseau renversé; elle est bordée d'un cordon de plaines plus ou moins

étroites, selon que la montagne s'avance en saillie vers la côte ou se replie sur elle-même. A ces élémens uniformes, on pourrait croire que la Corse est d'un aspect monotone, et cependant chaque province, chaque canton a sa physionomie propre. Ajaccio, ville neuve, à moitié française, à moitié corse, ne ressemble ni par sa structure ni par ses mœurs à Bastia, ville italienne qui porte jusque dans ses églises vêtues de marbre et dorées le reflet de la Toscane voisine. Corte, enfermé dans son cercle de montagnes, au pied du Monte-Rotondo, avec son château-fort, ses ponts élégans, ses deux rivières, son horizon borné, ne ressemble pas davantage à l'Ile-Rousse, petit port français bâti au bord de cette Provence corse qu'on appelle la Balagne. Bonifacio est génois, Carghèse est grec; le Cap Corse tient des bords du Rhône, des vignobles de l'Hermitage et de la Côte-Rôtie; le lac Nino, perdu dans les rochers sévères comme un lac alpestre, n'a point la physionomie des étangs d'Urbin et de Diane; la grotte élégante de Brando, avec ses corridors découpés à jour, ses stalactites fantastiques, n'a guère de parenté avec les coupoles rocailleuses du *Sdragunau* (grotte du dragon) de Bonifacio : là c'est une forêt de hêtres ou de pins laricio, ici les champs d'olivier ou les vignobles, ailleurs les châtaigniers. Quant aux oasis cultivées, elles n'occupent pas le dixième du terrain; elles sont pressées de tous côtés par les forêts envahissantes. Du reste, les vrais villages corses sont perdus dans les mâquis. On peut voir ailleurs des Bastia, des Corte, des Ile-Rousse; mais où trouver, sinon sur sa montagne, un village de Bocognano, au milieu de ses châtaigniers qui lui fournissent son pain, avec ses groupes de maisons brunes, ses traditions énergiques, ses sangliers domestiques qui fouillent le sol des rues? Ailleurs, c'est l'Italie, c'est la Provence, le Dauphiné, la Suisse, l'Orient; là, c'est la Corse avec ses manteaux en poil de chèvre, ses chapeaux pointus ou ses bonnets de laine brune, — la vieille commune du moyen âge avec ses partis irréconciables, ses familles armées, ses chefs traditionnels. Le passé s'y est conservé, au milieu de l'air pur de ces montagnes, comme à Pompéi le monde romain sous les cendres du Vésuve. Seulement là bas c'est un monde mort, un monde de revenans et de squelettes; ici, c'est un monde agité et bruyant, avec les couleurs de la santé et les palpitations de la vie.

Depuis vingt ans, bien des débouchés ont été ouverts; sans compter les chemins du Cap Corse et de Saint-Florent, une belle route, qui relie Ajaccio à Bastia, coupe l'île en diagonale avec un embranchement de Corte sur Calvi et l'Ile-Rousse; enfin la route de ceinture est achevée partout, hormis dans le tronçon qui relierait Ajaccio à Calvi en touchant à Carghèse. Nous avons parcouru toutes ces routes, gravi bien des montagnes, battu bien des sentiers en compagnie de

Bourrasque, qui nous éclairait de sa vieille expérience, et de tout ceci nous avons conclu que le vrai pays de chasse de l'île s'étend des bords du Taravo aux bords du Tavignano, en suivant les bords de la mer; il faut réserver toutefois une mention honorable pour le petit pays de Zilia, sur la côte occidentale. Mais revenons aux moufflons. De retour à Puzzichello au temps fixé, nous allâmes, au-dessus de la Conca, demander l'hospitalité à un berger qui nous reçut pour deux nuits dans sa cabane.

On sait que le moufflon a l'encolure, le pied et le pelage d'un cerf, la taille d'un daim à peu près et les cornes d'un bélier; ces cornes sont de la grosseur du bras au moins à la base, beaucoup plus longues que celles du bélier, plantées près des yeux, et se recourbent en cercle; ses mœurs participent à la fois du chamois et du cerf. Comme le chamois, il vit au sommet des plus hautes montagnes; mais il en descend souvent pour chercher les pâturages, et se cache dans les fourrés. C'est là que nous espérions le surprendre. Dans les plateaux où nous cherchions les moufflons, on les traque comme des sangliers. Notre première journée fut perdue : nous ne tuâmes qu'un renard. Le second jour, nous reconnûmes la trace de trois moufflons. On juge de notre joie. Malheureusement nous n'étions pas assez nombreux. Ils sortirent en bondissant du maquis, à quarante pas de mon compagnon, qui les salua de ses deux coups de fusil : c'est une carabine qu'il aurait fallu pour les abattre. Je les vis moi-même passer à travers les rochers avec une merveilleuse agilité et regagner leurs retraites inabordables. J'étais assez joyeux de les avoir vus courir; mais le tireur était désespéré. — Je tuerai le moufflon du Jardin-des-Plantes! s'écria-t-il dans un beau mouvement de rage.

Il fallait songer à quitter la Corse. Bourrasque allait pêcher les sangsues; nos amis de Puzzichello étaient retournés à leur montagne. Ce ne fut point sans un serrement de cœur que nous mîmes le pied à l'échelle du paquebot qui devait nous ramener à Marseille. En somme, nous avions passé notre hiver loin des bruits de Paris, loin des discussions politiques, et nous avions amassé des souvenirs qui ne sont pas sans charme. Maintenant que le temps et la distance en ont adouci les teintes un peu rudes, nous la revoyons souvent dans nos rêves, cette île sauvage, mais avec les yeux du poète corse : « O Cyrno! vêtue de bruyères et couronnée de myrte, tu souris au milieu des flots comme une vierge farouche! Les princes te font les yeux doux, mais tu veux garder ta liberté. »

CHARLES REYNAUD.

LA

POÉSIE ANGLAISE

DEPUIS SHELLEY

Julian Fane's Poems, London 1853.

En fait de littérature, l'Angleterre n'est jamais une, et, pour la juger, il faut rechercher laquelle triomphe des deux influences qui la dominent tour à tour. Normande ou Saxonne? La question se résume en ces deux mots, et M. Disraëli, en intitulant un de ses ouvrages *les Deux Nations*, n'a fait que constater ce dualisme pressenti depuis longtemps déjà. On reconnaît en Angleterre, on admet tacitement une foule de vérités que l'on se garderait bien de proclamer sous une forme plus explicite. Passe pour la chose, mais le nom? c'est à y regarder à deux fois. Or cette incontestable dualité de races, cet antagonisme se produisant encore aujourd'hui, en plein XIXe siècle, au milieu d'institutions qu'on tient volontiers pour inébranlables, a je ne sais quoi qui choque et trouble l'Anglais véritable, le *genuine Englishman*, lequel en cette qualité répugne à ne pas se croire, lui comme son pays, tout d'une pièce.

Il serait curieux, utile même peut-être, de suivre les modifications sociales et politiques de l'Angleterre, suivant que l'élément normand ou saxon la domine, et de voir laquelle des deux tendances rend la nation davantage à elle-même, en met les masses, pour ainsi dire,

plus à leur aise. — Les temps de la chevalerie accomplis, la réformation assise, l'esprit saxon atteint son apogée et règne pour la dernière fois en Angleterre sous la fille de Henri VIII. Il porte la couronne avec Élisabeth, et revendique tout entière la gloire de Shakspeare. Aussi ne voit-on à aucune autre époque l'Angleterre aussi homogène, aussi *anglaise*, et il y a cinquante ans encore le *John Bull* typique se reportait toujours avec orgueil, comme vers une sorte d'âge d'or, au règne de la « bonne » *queen Bess!* Ce composé de Teuton et de Franc, qui aspire à l'unité sous le nom de *true Briton*, marchait d'ensemble plus qu'il ne l'a jamais fait depuis. Ce qu'est pour la France Henri IV, Élisabeth l'est pour l'Angleterre, et « la poule au pot » du Béarnais trouve un pendant exact dans ce qu'on a justement appelé le *beef-and-beer-ism* de la dernière des Tudors (1).

Le développement de l'esprit saxon, tel que nous l'offre le règne d'Élisabeth, coexiste-t-il de toute nécessité avec la grandeur de l'Angleterre? en est-il le signe, ou bien présage-t-il d'affreux déchirements dans l'avenir? C'est le secret que garde peut-être la fin du siècle. Avec Élisabeth, et après avoir épuisé pour Shakspeare les trésors d'un silence de huit cents ans, le génie saxon s'éteint; tout change d'aspect. Les tendances normandes s'intronisent avec les Stuarts, et la littérature anglaise entre dans cette période d'imitation forcée où nous la voyons pendant plus de deux cents ans. Sous les républicains et Cromwell, nous assistons bien à l'insurrection de l'élément saxon; mais ici il *agit*, il prie, prêche, renverse et tue : il ne chante guère. La grande illustration de ce temps, la seule aussi, — Milton, — n'est ni Gaulois, ni Germain : c'est un classique. Enfin, depuis Charles II jusqu'à nos jours, l'esprit saxon lutte. Or c'est précisément dans cette nouvelle attitude d'antagoniste de l'élément souverain et dans le dernier moment de cette lutte que nous sommes amené à le suivre par une publication récente, où les tendances nouvelles de la poésie anglaise se révèlent avec une netteté singulière.

Que depuis vingt ans il se soit opéré en Angleterre un changement que les Anglais eux-mêmes commencent à avouer, ceci ne fait plus matière à discussion; mais, en examinant bien, ne trouverait-on pas quelque lien entre l'émancipation morale que nous signalons et la soudaine explosion de cet esprit saxon comprimé depuis deux siècles? Pour qui la connaissait à fond, l'Angleterre présentait jusqu'à ces dernières années un spectacle vraiment curieux, et qui justifiait parfaitement l'épithète de *la grande incohérente* appliquée à la nation anglaise par M. de Talleyrand. Incohérente en effet, elle l'était en tout. Vouée à la défense d'une foi dont la première base est le libre exa-

(1) Littéralement « *théorie du bœuf et de la bière.* »

men, elle interdisait d'examiner quoi que ce fût en matière de religion; fille d'une révolution qui ne reconnaissait à la royauté d'autre origine que le consentement populaire, le *original compact*, elle versait avec ardeur son or et son sang dans la cause de rois absolus dont elle niait le principe, et figurait, elle hérétique, en tête d'une alliance dont les premières formules étaient abominables à ses yeux. Ce qui se manifestait dans le monde de la politique et des grands événemens, la société, depuis le haut jusqu'en bas de l'échelle, se chargeait partout de le reproduire, et l'on peut dire sans exagération aucune que la contradiction vous heurtait dans les châteaux comme dans les chaumières. Dans le pays le plus libre du monde, certains sujets étaient mis d'avance à l'index, et il y avait défense absolue d'essayer même de les aborder. « L'analyse du cœur, dit quelque part Walter Scott dans les papiers qu'il laissa après sa mort, — quels trésors on doit y trouver! — *mais je n'ose m'y aventurer!* » Et il avait raison, car du temps où il vivait, trois pages consacrées à sonder les mystères du cœur, à dire *vrai* sur ses passions, ses souffrances, ses joies, eussent suffi peut-être pour ternir sa renommée et pour faire parler de lui les yeux baissés. Le *vrai!* pendant combien de temps a reculé devant ce fantôme le peuple anglais, ce peuple droit et loyal chez lequel un mensonge est la pire des infamies! Où trouver le mot de cette énigme, si ce n'est dans la toute-puissance du *cant?* Le faux était imposé sous peine d'excommunication, et les esprits qui trouvaient moyen de s'en arranger tombaient dans le niais; de là cette longue suite de poètes et de romanciers à l'eau de rose dont la littérature anglaise s'est affadie depuis vingt ans.

A l'heure où nous sommes, tout est changé. Le *cant*, je ne crains pas de l'affirmer, est mort; ce qui reparaît encore de lui n'est qu'une ombre capable seulement d'effrayer les gens faibles et superstitieux. Les Anglais d'aujourd'hui parlent de tout, discutent tout, laissent tout écrire, et commencent à comprendre l'injustice qu'ils se faisaient à eux-mêmes en craignant ce qui au fond ne pouvait leur nuire. Il y a vingt-trois ans, le plus grand poète que l'Angleterre ait eu depuis Shakspeare faillit être assommé par un homme qui, se faisant l'écho de la voix publique, l'appela « damné » et « *mécréant.* » Qu'on me cite à l'heure qu'il est dans les trois royaumes un homme ayant quelque valeur intellectuelle qui ne s'incline devant la victime du *cant* d'autrefois, de cet infortuné Shelley, mort sous la flétrissure publique, et de qui désormais procède plus ou moins tout ce qui, dans sa patrie, pense ou chante.

Ici une question se présente, et l'on se demande si de ce que l'Angleterre discute aujourd'hui bon nombre de choses qu'autrefois elle défendait de nommer, il s'ensuit qu'elle-même soit devenue de

mœurs moins rigides et moins pures? A cela on peut hardiment répondre : Non. Pour admettre l'extension du principe sur lequel elle a établi sa croyance, la nation anglaise n'est nullement menacée d'athéisme, — bien au contraire; — et depuis qu'elle examine et cherche davantage, on a pu voir de quel côté allaient ses tendances. De même en fait de morale; depuis que certains écrivains philosophes ont osé montrer le cœur humain à nu et rejeter loin d'eux le fatras sentimental à la mode, on ne voit pas que l'Angleterre ait à déplorer une femme compromise ou un homme ruiné de plus : l'Angleterre est plus vraie, voilà tout, et elle est partant plus libre; elle semble rentrer davantage en possession d'elle-même, et l'on peut dire qu'elle est plus anglaise que jamais.

Ce qui frappe surtout quiconque veut étudier les successives transformations de la littérature anglaise, c'est le peu de rapport existant entre cette littérature et la nation en masse depuis la fin du XVIIe siècle jusqu'aux premières années du nôtre. Durant cette longue période, les écrivains sont les écrivains de la cour, du *beau monde*, comme ils le disent eux-mêmes; et pendant que le théâtre monte toujours vers ce point culminant où la réaction le saisit, grâce aux efforts des Garrick, des Kemble et de tant d'autres pour restaurer le culte de l'esprit national avec Shakspeare, les auteurs dramatiques peignent une société corrompue, frivole, mais, il faut l'avouer, une société *étrangère*, une société toute d'imitation. Le marchand de la Cité, le *gentleman farmer*, le *squire*, toutes ces classes solides chez lesquelles se retrouvait le vrai caractère national, ne se manifestaient guère, et il est à remarquer qu'on les peignait toujours sous un aspect ridicule, ni plus ni moins que s'il se fût encore agi du temps où l'on ne parlait que français, sous peine de passer pour un rustre. Oh! braves et dignes Anglais de la glorieuse *queen Bess*, « moelle de la nation, » comme vous appelait cette rude Saxonne, qu'était devenue votre puissance? — Deux gloires néanmoins restent à l'Angleterre de cette époque, et deux gloires qui en valent bien d'autres : Fielding et Richardson.

Sous le règne d'Anne Stuart et sous les deux premiers George, la tradition française se perpétue; aussi est-on prodigieusement spirituel, mais aussi peu anglais qu'auparavant. Pope, Addison, Congrève, lady Montague, Horace Walpole, tout est français, et les plus zélés partisans de la ligne hanovrienne défendent les fils des Guelfes dans un idiome emprunté à Versailles. L'éloquence parlementaire même, cette suprême gloire britannique, se complaît encore, — et cela chez les plus fougueux orateurs, — dans certaines allures classiques; le « prosateur par excellence, » Junius, ce modèle du style, ne saurait être bien compris par qui ne serait pas fort au courant

des finesses de la langue française. La même tendance marque les premières années du XIXe siècle : Moore, Sheridan, le cercle du Régent à Carlton-House, perpétuent la tradition de Louis XV; ils aspirent à Beaumarchais et descendent de Crébillon fils.

Tout d'un coup, au moment où l'Angleterre arrive à l'apogée de ces *incohérences*, où salons, théâtres, bureaux de journaux, clubs, carrefours et cabarets retentissent du bruit de victoires gagnées pour une cause que la nation n'aime pas, et se remplissent d'étrangers qu'on subit en les accablant de fêtes; au moment de ce brouhaha général, qu'on désigne habituellement sous le nom de *la paix*, — une gloire nouvelle, éclose en un jour, vient épouvanter la société et les lettres. Au premier abord, Byron semble rompre avec la tradition et se séparer des tendances de ses devanciers : au fond, il n'en est que la conséquence inévitable, que l'expression dépouillée de tout artifice. Byron est la plus sublime et la dernière incarnation de l'esprit normand en Angleterre; mais chez lui l'inspiration vient si directement de la source étrangère, que c'est en étranger, en ennemi presque, qu'il entre en scène. Byron n'a absolument rien d'anglais; fils de Rousseau et de Voltaire, tout lui est antipathique dans un pays où personne ne veut le comprendre. Fort différent en cela de Shelley, aucun retour de tendresse, aucun mouvement de regret ne se trahit jamais chez lui à l'égard de sa patrie, qu'il hait *en étranger*, en homme qui prétend n'en pas être. *I am not one of you* (je ne suis pas des vôtres), écrit-il dans une de ses lettres. Si jamais œuvre littéraire fut opposée à l'esprit de la nation à qui elle appartient, cette œuvre est à coup sûr *Don Juan*. De ce monument immortel du génie de Byron, un Anglais très bien élevé doit au moins affecter d'ignorer les détails; de cette portion incontestée de sa gloire, il doit avoir honte. Cependant *Don Juan* n'est, à tout prendre, que la conséquence logique de cette *francomanie* qui possède l'Angleterre depuis deux siècles. Les galanteries de Charles II, les bons mots de ses favoris, les petits soupers de lady Mary Montague, les *Chocolate-houses* de Richard Steele, les bals où l'on s'habillait en Diane, et les médisances d'Horace Walpole, tout cela a préparé le terrain sur lequel Byron a bâti plus tard.

Le grand trait distinctif qui signale chez l'auteur de *Don Juan* l'influence du génie normand, c'est la légèreté, qualité essentiellement anti-anglaise. Tant que règne l'école dont nous venons de parler, on essaie de plaisanter sur le vice, ce qui est justement la chose que l'esprit national a le plus en horreur. L'Anglais, dans ses fautes comme dans ses vertus, dans ses plus saints enthousiasmes comme dans les égaremens de la passion, est toujours sérieux, toujours *in*

earnest (1), et l'idée d'être accusé d'une légèreté le révolte à l'égal d'un crime. Voilà, je crois, une des raisons pour lesquelles Byron, plus célèbre de son vivant et infiniment moins réprouvé que Shelley, n'a jamais fait école dans son pays, tandis que du chantre de *Prométhée* date, — ainsi que nous l'avons déjà dit, — tout le mouvement poétique de l'Angleterre.

La preuve de toute force est la fécondité. Or, de tant d'écrivains qui se succèdent depuis Charles II jusqu'à George IV, pas un ne fait souche; tous tirent leur héritage d'une commune source : la France; aucun n'est le successeur inévitable de son devancier, et ainsi de Byron. Sans doute en Angleterre des disciples de Byron se rencontrent, mais dans le monde des salons plutôt que dans la littérature. Quant à l'école littéraire de Byron, c'est en France surtout qu'il faudrait la chercher. En Angleterre, quel écrivain pourrait-on citer, — poète ou prosateur, — dont le talent ne fût pas arrivé au même degré de développement, si l'auteur de *Lara* n'eût jamais existé? Ceci, on le comprend, n'ôte rien au génie ni à la gloire de Byron; nous n'avons voulu que prouver combien il est anti-anglais.

Les choses se passent autrement pour Shelley. Contemporain de l'auteur de *Childe-Harold*, de race noble comme lui, le génie saxon le saisit et le marque au front dès le berceau. Avant de pouvoir lire les Allemands, on dirait qu'il les sait par cœur, et, chose curieuse, il descend à degré égal de deux maîtres dont le génie semble s'exclure : de Goethe et de Jean-Paul. Comme artiste et adorateur de la forme, — du beau, — c'est l'élève passionné du vieil olympien de Weimar; mais son culte de la nature, son amour de tout être créé, sa charité, sa tendresse, son exaltation, l'exubérance de toutes ses qualités, le rattachent indissolublement à Jean-Paul. S'il a pour pères les Germains, il a du reste pour ancêtres les Grecs, et Winckelmann lui-même n'est pas plus amoureux de l'antiquité que ne l'est Shelley. Son hellénisme vient du cœur; Shelley étudie, traduit et commente Platon, comme un homme qui n'a jamais appris à le faire de par l'université. On voit que, pour le proscrit des bords de la Spezzia, la Grèce est l'objet d'une passion profonde, et qu'à tout moment il reporte vers elle cette adoration de l'éternelle beauté qui, selon l'expression d'un illustre philosophe, n'est que « la splendeur du vrai. »

Mais ce mot de *proscrit* n'étonne-t-il pas quelque peu, quand on réfléchit à l'action exercée par Shelley sur les lettres contemporaines?

(1) *Earnest* ne veut point dire *sérieux*. Ce terme implique un mélange d'activité et de gravité. Il indique aussi une persistance infatigable à atteindre un but quelconque.

C'est cette action même que nous voudrions maintenant caractériser en nous aidant des *poésies* de M. Julian Fane. Le volume de M. Fane, publié il y a quelques mois à peine, est déjà parvenu à sa quatrième édition. Fils de lord Westmorland, neveu du duc de Wellington, l'auteur tient à tout ce que l'Angleterre a de plus haut placé, de plus irréprochable, on pourrait presque dire de plus austère. Aussi me demandais-je avec curiosité, dans les poésies de M. Fane, quel serait le sens d'une pièce de vers intitulée *le Tombeau de Shelley*. Je m'attendais bien, je l'avoue, de la part du jeune poète, à quelque acte de ce courage généreux dont le secret est dans sa famille, et dont sa belle et noble tante, lady Jersey, donna une si éclatante preuve lorsque, devant tout Londres en courroux, elle tendit vaillamment sa main à Byron la veille de son exil volontaire. Mais non : les vers de M. Fane sont mieux encore que cela; ils sont un nouveau témoignage de l'influence de Shelley. Je les traduis en entier, autant à cause de leur propre valeur que pour leur tendance :

« Venez, tressez les couronnes de vos chants, pour orner le tombeau de celui qui mourut *âme de toute poésie!* — Mort? — Oh! non, il ne l'est point. Brisant trop tôt sa chrysalide, vile enveloppe terrestre, il a seulement échappé à nos yeux. Emporté par le vol de son ardente pensée, gloire ailée, à travers l'univers, vers l'immortalité il a fui. Trop faibles sont nos regards pour le suivre; mais venez tous tresser l'offrande funéraire, couronne de musique, non de lauriers, — couronne de sons, dont la morne tristesse soit digne de *cette voix qui apprit tous leurs chants au monde et aux temps nouveaux.* Muse sacrée, nous t'invoquons! Fais que de nos lèvres froides et monotones découlent des hymnes désolés, inspire-nous l'art de réveiller la lyre si harmonieuse des sanglots! Toi, invisible toujours, quelle que soit ta demeure; — que tu habites les hauteurs de Delphes, que tu baignes tes pieds divins dans les flots de Castalie; que, libre de tous liens et sans asile prescrit, tu erres dans l'infini de Dieu, ton créateur, ou bien encore, comme aucuns le disent, que tu descendes te renfermer, souveraine solitaire, dans le cœur de l'homme; — en quelque lieu que tu sois, nous te saluons, ô Muse! Fais entendre ta voix céleste, mène le chœur de nos regrets, apprends à nos chants le secret des pleurs harmonieux!

« Mais tout se tait! Elle ne veut nous écouter ni venir! Nulle corde ne vibre, nulle lèvre ne frémit, nul son n'agite d'un souffle l'océan sans ondes du désespoir! Allez donc, ô vous, ses fidèles disciples, vous, *âmes vouées au vrai,* dirigez vos pas vers ce site funèbre (1) dont l'étrange beauté le ravissait d'amour pour la mort, *lui, que nous avons perdu.* — Allez silencieusement; qu'ici nulle main inhabile ne touche à une harpe mortelle; que le pâtre même se taise, et que le poète n'ose jeter les chétives fleurs d'une imagina-

(1) Shelley est enterré dans un cimetière protestant à Rome, endroit pittoresque où il avait l'habitude de passer des heures entières en disant qu'il y devenait « amoureux de la mort. »

tion éteinte sur le sépulcre de toute harmonie! Qu'ici le silence règne seul, qu'il veille seul sur son repos sacré, jusqu'au jour où quelque voix immortelle s'élèvera, digne de célébrer le chantre d'Adonais (1). »

Je vois d'ici l'étonnement de bien des gens et la suspicion dans laquelle ils tiendraient volontiers un jeune homme qui proclame aussi hautement que M. Fane une admiration illimitée pour Shelley. A ceux qui ne voient dans ce poète que le chantre athée de *Queen Mab*, il faut indiquer les principaux motifs qui rendent si puissante en Angleterre l'autorité de Shelley sur la génération actuelle. On peut leur rappeler d'abord que Shelley n'a pas fait que *la Reine Mab*, et qu'il n'est guère juste de reprocher sans cesse à un homme ce qui fut l'œuvre de ses dix-huit ans. Quelque nouvelle que puisse paraître cette opinion, nous dirons ensuite que Shelley attire et domine par ses qualités mystiques et en dépit de ses erreurs religieuses. Celles-ci font même à peine tache dans son œuvre, tandis qu'au fond débordent toutes les qualités chrétiennes. Quoi qu'on en dise, aucun impie ne sortira jamais de cette école. La raison d'être de Byron est la révolte. Sans elle, il n'aurait écrit ni ses premiers, ni ses derniers vers (2). La raison d'être de Shelley est l'amour. Les facultés en vertu desquelles il est poète auraient pu tout aussi bien faire de lui un missionnaire, un apôtre. Son essor une fois pris, rien ne l'arrête; plus il monte, plus il est à l'aise. Shelley est *le poète* par excellence, — « l'âme de toute poésie, » — comme le dit M. Fane, c'est-à-dire le terme opposé au matérialisme. Voilà le secret de son influence. Toute époque illustre par la puissance d'un principe quelconque voit, à un moment donné, surgir par milliers les ennemis, sinon les destructeurs de ce principe. L'industrie, depuis vingt-cinq ans, étend sur l'Angleterre son sceptre de fer; inévitablement dès lors, tout ce qu'il y a de jeune, d'ardent, de généreux, se voue d'instinct au spiritualisme, de même qu'au sortir de grandes guerres on se serait voué à la paix, ou, à la fin d'une époque de bigoterie, au scepticisme. Ainsi plus on aura le sentiment religieux, plus on pourra se passionner pour Shelley, précisément parce que, pour citer encore M. Fane, il appelle à lui « les âmes vouées au vrai. »

Panthéiste quant à la forme, Shelley domine la génération actuelle par des qualités qui s'associent à merveille aux idées religieuses, et l'on ne peut s'étonner de voir aller à lui de jeunes esprits, avides de connaître, pieux à la fois et curieux, mais surtout distingués en

(1) *Adonais* est le nom sous lequel Shelley chanta le poète Keats, son ami.

(2) Ses *Bardes anglais et Critiques écossais*, et *Don Juan*. Le premier de ces deux écrits fut, on le sait, provoqué par la sévérité des journaux à l'égard de ses *pièces fugitives*, le second par la société anglaise en masse qu'il voulait attaquer.

toute chose par cet attribut saxon dont j'ai parlé, le *earnestness*. Ils interrogent les pages de *la Sorcière de l'Atlas* ou du *Triomphe de la Vie*, comme j'ai vu d'ardens ecclésiastiques interroger le magnétisme. Shelley est pour eux non pas un rêveur, mais un clairvoyant. Ceux qui ont la constante habitude de nommer Shelley et Byron ensemble, et, à cause de l'amitié qui les rapprocha un moment, de se les figurer sous ce même ciel d'Italie, déversant sur la patrie absente les flots d'une commune haine, seraient peut-être surpris d'apprendre combien de secrètes sympathies rattachaient Shelley à l'Angleterre. Tandis que le superbe auteur de *Lara* prenait plaisir à froisser les préjugés de ses compatriotes, et, pis encore, à se moquer d'eux, Shelley les indignait, il est vrai, les ameutait contre lui, mais naïvement et en s'affligeant de leur colère. Le cri le plus féroce qui soit sorti de sa plume ne vient que d'un paroxysme de douleur; tout son fiel n'est que l'amertume d'une âme blessée, où l'orgueil, par exemple, n'a jamais eu de part. Tout le poète et tout l'homme se résument, si l'on veut y faire attention, dans le portrait suivant de Shelley à quatorze ans, et que vingt fois m'ont tracé certains de ses condisciples d'Éton. C'était un être étrange, méconnu de tous, aimé d'un seul, le vieux professeur Lind, pour lequel le jeune Percy garda une vénération éternelle. Quelque chose d'ombrageux, de curieux et de craintif distinguait l'enfant de tous ses camarades, et à voir sa démarche légèrement dégingandée, son regard vacillant et doux, et un je ne sais quoi de soupçonneux qui se révélait dans chacun de ses gestes, on l'eût pris volontiers pour un faon échappé aux profondeurs des bois. L'idée parut en venir à quelque *fantaisiste* de ses compagnons; de là cet odieux hallali : — Faisons la chasse à Shelley ! — qui retentit un jour au milieu de l'école. A dater de cette heure, la « chasse à Shelley » prit rang parmi les *récréations* admises. On *lançait* le malheureux écolier, qui mettait une agilité surnaturelle à échapper à ses persécuteurs. Sautant des bancs sur les pupitres, se cramponnant partout, passant par les fenêtres, escaladant les murs, il menait parfois chasseurs et meute en rase campagne; puis, au moment où l'on arrivait à le *forcer*, mais avant qu'on eût pu l'atteindre, il se retournait en poussant un rugissement à faire reculer la troupe. Le futur auteur des *Cenci* en restait quitte pour un accès de fièvre nerveuse. « Je vivrais cent ans que jamais je n'oublierais ce cri, me disait un de ceux qui autrefois *chassaient* Shelley; cela vous glaçait le sang dans les veines, et j'ai toujours cru qu'à ce moment il était complétement *hors de lui*. »

Plus tard, la même chose se reproduit : l'Angleterre chasse encore Shelley, et le cri d'anathème qu'il profère n'est que le résultat du délire. La haine de son pays est si peu dans son cœur, Shelley est si peu anti-anglais, que plusieurs de ses meilleures inspirations datent des

jours qu'il passait à rêver sur les bords de la Tamise ou sous l'ombre des grands hêtres du Buckinghamshire. Croyez-en plutôt le témoignage de Mme Shelley elle-même. « Dans l'année 1817, écrit-elle, nous nous établîmes à Marlow, dans le comté de Buckingham. Shelley fit choix de cette campagne à cause de sa proximité de la Tamise. Il faisait ses vers pendant que son bateau s'en allait à la dérive et glissait sous les branches des hêtres de Bisham, ou bien pendant qu'il entreprenait à pied de grandes promenades dans les environs, qui sont d'une beauté extrême. Les carrières, dont le pays est plein, s'élèvent parfois en rudes montées, et dominent la Tamise, tandis qu'à d'autres endroits elles se creusent en vallons verts remplis de beaux arbres. La partie inculte de la contrée était tout ce qu'il y avait de plus sauvage, ce qui ne laissait pas de faire un contraste charmant avec les *parks* et jardins des grands propriétaires et avec les beaux champs bien cultivés qui les entouraient. La population seule, au milieu de toute cette richesse de la nature, était pauvre et malheureuse. Les *poor laws* la minaient, et les suites d'une longue guerre achevèrent de la réduire à la plus cruelle misère. Shelley ne se lassait pas de chercher à soulager les souffrances de ceux qui nous environnaient. Au milieu de l'hiver, pendant qu'il publiait *la Révolte d'Islam*, il fut atteint d'une ophthalmie terrible qu'il gagna par suite des visites incessantes qu'en tout temps il faisait chez les pauvres. Je rappelle cela, parce que cette sympathie active et profonde pour ses semblables donne un intérêt véritable à ses théories philosophiques, et appose le sceau d'une sincérité réelle à ses plaidoiries en faveur du genre humain. »

A part la poésie, y a-t-il là quelque chose qui diffère de la conduite de tout bon gentilhomme au milieu de ses paysans? Si, au lieu de se gendarmer et de proscrire l'enfant qui venait d'écrire *Queen Mab*, on eût tout simplement pris ce poème pour ce qu'il était, — c'est-à-dire la première et confuse expression des utopies et des indignations d'un esprit amoureux du beau, du juste, du bien absolu, de l'impossible enfin, — quelles qualités *radicales* dans Shelley pouvaient l'empêcher d'être un des meilleurs citoyens de l'Angleterre en même temps que le premier de ses poètes? A cette vie simple, patriarcale, à cette vie foncièrement anglaise que mène Shelley à Marlow, et qui, remarquez-le bien, n'entrave en rien son inspiration poétique, comparez les orgies de Byron à Newstead! A Dieu ne plaise que je veuille abaisser le talent de Byron! Il fallait peut-être un peu de tout cela pour produire *Don Juan;* mais s'étonne-t-on beaucoup ensuite qu'en Angleterre Shelley, et non Byron, soit la source d'où descend la génération actuelle, — cette génération dont les tendances saxonnes paraissent surtout si franches? Ce caractère saxon de l'influence de

Shelley est peut-être ce qui sert le plus à l'étendre aujourd'hui. Il y a dans ce que j'appellerais le *shelleyisme* deux choses bien distinctes : l'élément philosophique d'un côté, aboutissant au libéralisme le plus complet, au plus entier affranchissement de la pensée, et de l'autre, le principe exclusivement littéraire, la forme. Du vivant de Shelley lui-même, ceux qui se sentaient le courage de le comprendre, d'être de son école, l'imitaient surtout par la phraséologie. Leigh Hunt, qui peut à bon droit passer pour le chef des *shelleyistes* de ce temps-là, ne s'élève guère au-dessus des proportions d'un parodiste, et l'on voit que chez le journaliste poursuivi pour attaques contre la personne sacrée du prince régent, c'est affaire de radicalisme et de philologie, rien de plus. Du vivant de Shelley d'ailleurs, ses disciples n'osaient avouer leur culte; on l'admirait d'une façon occulte et clandestine, et quiconque se fût permis de dire tout haut à l'auteur de *Prométhée*, comme Dante à Virgile : *Tu sei il mio maestro!* se serait à l'instant vu classer parmi les parias de la société. Les disciples de Shelley n'en existaient pas moins à cette époque : il y en avait, et de très fervens; mais, loin d'imprimer aucune tendance à l'opinion générale, ils en demeuraient exclus, et vivaient un peu à l'état de membres de sociétés secrètes. Le véritable mouvement commence avec Carlyle, ce grand poète en prose, autour duquel se groupe un beau jour la jeunesse studieuse, et qui révèle en quelque sorte l'Angleterre à elle-même. Pour ces jeunes gens qui, après avoir suivi de confiance les cours des professeurs d'Oxford et de Cambridge, se trouvaient tout à coup en présence du philosophe du *hero-worship*, un monde nouveau s'ouvrait, mais un monde où l'on ne pouvait se frayer un chemin qu'après avoir jeté bien loin de soi l'ancien bagage. Le temps, du reste, avait marché; on lisait Shelley sans trop de mystère, et tout ce qu'on risquait à s'avouer disciple de Carlyle, c'était de se voir traiter d'excentrique par les gens du monde, d'imbécile ou de fou par les universitaires.

Il faut bien en convenir : sur les questions de religion et de politique, les doctrines de Carlyle ne se piquaient point d'une très grande orthodoxie, et ce fut tout à fait en dehors des classes aristocratiques qu'elles commencèrent par faire leur chemin. Les hommes de lettres proprement dits, les esprits voués au progrès, tous ceux-là appartenaient à la nouvelle école, que les hautes classes affectaient de dédaigner, et dont les oisifs semblaient ignorer l'existence. Or la part que prennent à un mouvement les oisifs et les grands en peut seule constater la force irrésistible. Au groupe d'écrivains dominé par l'influence de Carlyle se rattachent deux des gloires actuelles les plus incontestables de l'Angleterre, M. et Mme Browning, dont la parenté avec Shelley se découvre dès l'abord. Cependant tout

cela ne dépassait point ce qu'on peut appeler le cercle des initiés, et, tandis que les esprits avancés, les intelligences militantes, toute cette ardente jeunesse qui en Angleterre arrive toujours à ses fins, pourvu qu'elle soit réellement dans le vrai, tandis que ces masses intellectuelles se précipitaient dans la voie ouverte par Shelley, la société proprement dite, le *monde*, se livrait plus que jamais aux *silver-fork novels* et aux poésies de *keepsake*. C'est par son ascendant littéraire que le *shelleyisme* se fit d'abord accepter des classes aristocratiques, et ici le roman a sa bonne part de la révolution. Sans vouloir appuyer trop absolument sur ce point, je dirai que M. Disraëli, dans *Coningsby*, dans *Sybil* et surtout dans *Tancred*, a puissamment aidé au mouvement actuel. La tradition saxonne, fondée par Chaucer, établie par Shakspeare, renouée par Shelley, fut continuée, après la mort de ce dernier, par Carlyle; mais le premier M. Disraëli l'intronisa dans le roman. Après les succès éclatans de l'auteur de *Coningsby*, le *cant* dut se reconnaître déchu, chassé de la sphère particulière de sa souveraineté. La *jeune Angleterre* se lança, selon la mesure de ses forces, mais sincèrement, ardemment, dans *le vrai*, et si les grands génies exceptionnels manquent, le sentiment élevé qui anime tous les talens moindres, les dirigeant tous par les mêmes chemins vers le même but, a droit à sa large part d'admiration. Pour comprendre la question dans toute son étendue, il faut songer à ce qu'était encore l'Angleterre il y a dix ans, à la puissance de certains préjugés, à l'horreur éveillée par certains noms, aux barrières morales qui, de tous côtés, enfermaient les *gens comme il faut*, et alors on appréciera l'importance de plus d'une œuvre dont la valeur intrinsèque pourrait paraître discutable. Je dis ceci pour tant de livres signés des plus beaux noms qui inondent l'Angleterre depuis huit ou neuf ans, et font pressentir l'heure où toutes les idées libérales triompheront sous les auspices de la jeune aristocratie.

Une charité inépuisable, une chaleureuse sympathie pour tout ce qui souffre, tels sont les traits qui distinguent l'école de Shelley et la rattachent (malgré elle quelquefois) à l'extrême libéralisme en fait de politique. Aussi, lorsqu'a paru le volume de M. Fane, a-t-on vu, — chose rare quand il s'agit d'un membre de l'aristocratie, — la presse avancée, la presse *radicale*, payer largement le tribut de ses éloges à ce talent naissant. Au fait, comment, lorsqu'on a pour mission de combattre le faux et le conventionnel sous toutes ses formes, comment ne se pas sentir attiré vers un poète qui, à son début, a le courage de s'écrier (dans une chanson à boire d'un remarquable entrain) : « Buvons à la mort de tout mensonge, buvons à la mort du *cant*, jusqu'à ce qu'il n'en soit plus question? »

La haine du faux et de l'injuste, ce sentiment inspire chacun des

vers de M. Fane, lequel se montre par-là le digne élève de son maître. Je citerai à ce propos un sonnet rempli de verve dédaigneuse, et d'une rare vigueur de ton. Ainsi qu'il arrive souvent aux meilleurs élans poétiques, le sujet ici est des plus simples. Il s'agit seulement d'un pauvre oiseau auquel on a appris à tirer de l'eau d'un puits fabriqué dans sa cage :

« Tu devrais à cette heure chanter la gloire de Dieu, malheureux! tandis que te voilà enchaîné et forcé par un travail mesquin, disgracieux, à te procurer péniblement ce qui te suffit à peine pour vivre! Et cela, pour distraire les regards hébétés d'un public d'imbéciles pour qui la nature ne vaut pas une paille, et qui ne savent apprécier que ce qui fausse ses lois et pervertit l'instinct de ses créatures! Les grands bois t'attendent parés de toutes leurs feuilles; c'est une limpide pluie de sons que tu dois tirer de ton bec, et non une misérable nourriture matérielle. Hélas! tu ressembles en cela à ce barde inspiré de Dieu pour charmer le monde par ses chansons, et que le monde condamna à jauger des tonneaux de bière pour vivre, — à Burns, l'immortel, à Burns, à moitié mort de faim! »

Les vers de M. Fane, ainsi que l'ont constaté du reste les critiques les plus sévères d'outre-Manche, se recommandent par de très remarquables qualités de *maestria*. Chez un tout jeune homme, chez un lauréat universitaire, cette richesse, cette infinie variété de rhythmes et cette aisance à manier la forme ont vraiment de quoi surprendre. Le volume de M. Fane se compose principalement de ce que l'on est convenu d'appeler des pièces fugitives; cependant la plupart de ces pièces se relient ensemble par une même idée, par un souvenir douloureux, et le livre se pourrait fort bien intituler *Kathleen*, du nom de celle qui en a inspiré les trois quarts. Kathleen, c'est Elvire, et ici encore, à la façon dont le poète ose s'adresser à sa bien-aimée, l'influence de Shelley se reconnaît. Si le règne est passé chez nos voisins du sentimentalisme, du clair de lune et du faux conventionnel en matière d'amour, on peut dire que nul n'y a contribué plus puissamment que Shelley. Écoutez-le plutôt lui-même :

« Il est un mot trop souvent profané pour que je le profane; il est un sentiment trop faussement dédaigné pour que tu le dédaignes..... Je ne puis donner *ce que les hommes appellent amour*, mais n'agréeras-tu point le culte qu'offre le cœur au ciel et que le ciel ne rejette pas : le désir de l'insecte pour la lumière, de la nuit pour l'aube, le dévouement à ce qui s'éloigne de la sphère de notre tristesse? »

L'amour chez Shelley est un culte, mais un culte passionné plutôt que mystique, et également éloigné du romantisme ossianique et de l'anacréontisme des poètes de la reine Anne. Ce qui mérite le nom de *passion*, c'est-à-dire la souffrance, le « mal d'amour » dans toute

sa force, dans toute son ardeur, dans tout son sérieux, était banni de ce que les Anglais appellent *polite literature*. Juliette et Desdémone cédaient la place à des ingénues qui, par crainte du *shocking*, n'osaient plus ouvrir la bouche, ou bien à des héroïnes extravagantes plus fausses, plus froides peut-être même que celles-ci. Shelley parut, et la tradition shakspearienne fut renouée encore une fois. La forme de Shakspeare elle-même fut retrouvée. Impossible de lire *les Cenci* et de ne pas reconnaître que chaque ligne dérive droit de *King John* et du *Roi Lear*. Rien n'est emprunté pourtant à Shakspeare, mais tout est *repensé*, ainsi que le voulait Goethe. Je citerai dans le livre de M. Fane une scène dramatique, un fragment qui rappelle en cela la manière des deux maîtres. Il s'agit simplement des adieux d'un fils de roi à sa fiancée. Par une chaude soirée d'été, Isabel, dans les jardins du palais, attend la venue de son amant.

« Ah! dit elle, que l'air me semble lourd et que sombre est la face du ciel, qui prête ses propres ténèbres à mes pensées! Un silence mystérieux plane sur la terre sans vie (*strange stillness broods above the swooning earth*); l'esprit de la solitude à possession de toute chose, chaque oiseau, chaque fleur est isolé, seul et abandonné comme moi. Les timides feuilles se penchent dans une tristesse muette, et attendent le souffle du vent amoureux pour se réveiller harmonieusement (*to flutter into sweet*); mais le vent se tait! L'onde unie du lac sollicite le baiser de la brise, mais la brise reste loin. Heures aux ailes de plomb! heures dont le vol est pour les heureux trop rapide, heures dont la marche s'arrête dès qu'on attend, pourquoi tarder à me ramener mon bien-aimé? Pourquoi laisse-t-il sur Isabel exhaler son âme en soupirs jetés au vent, ainsi que la rose jette ses parfums?

« (Une voix au loin appelle *Isabel!*)

« Sa voix! je l'ai entendue! — Mais non! cœur crédule, ce n'est point lui! — Âme trop tendre, force-toi à croire qu'il n'est pas près, de peur de te briser, en tombant du sommet de l'espoir! »

Le prince arrive enfin, sortant du conseil où la guerre a été résolue contre une puissance voisine. Il y a dans les paroles qu'adresse la jeune fille à son amant comme un vague souvenir de Roméo, comme une trace parfumée du passage de Juliette. Rien n'y manque, pas même les *concetti*. Isabel se plaint de sa tristesse. « Que cette tristesse ne réside-t-elle tout entière sur ta lèvre, s'écrie l'amant, afin que d'un baiser je la puisse chasser! » Sa fiancée lui répond alors : « Je crois qu'elle réside en effet sur ma lèvre, ou que tout au moins elle habite quelque partie extérieure de moi non garantie contre les sortiléges de ta présence, car à ta vue elle s'évanouit, et totalement expire sous la pression magique de ta main. Viens, que je pose ma tête sur ta poitrine, et tandis qu'une oreille s'enivrera de tes doux discours, l'autre, appuyée sur ton cœur, écoutera s'il bat juste avec

tes paroles. Parlez, lèvres adorées, quelles nouvelles m'apportez-vous? »

Je noterai encore dans un sentiment également passionné, mais plus sombre, une élégie à l'ombre de Kathleen sur le retour de l'an nouveau :

« Kathleen, ton âme le sait, une année nouvelle ne peut désormais que prolonger ma peine, et je n'attends d'elle aucune joie. L'année nouvelle, Kathleen, elle est vide de ma vie, étant vide de toi!... Ne jamais te revoir! ne t'entendre jamais! Jamais plus ne toucher aux trésors de ta lèvre embaumée! Hélas! ne plus voir, même de loin, sa fleur épanouie, et repaître mes yeux d'un baiser défendu à ma bouche!... O monde, veuf de ton éclat, lourde et ténébreuse terre, noir tombeau, abîme d'insondable obscurité qui me retiens, moi vivant, et enfouis dans ta sépulture mes désirs trépassés, que d'odieuses pensées ta seule vue m'inspire! Pour moi, les heures muettes se succèdent, mornes et funèbres, menant leur deuil de jour en jour, de mois en mois, leur deuil incessant autour d'une tombe où repose tout ce qui fut mon existence! »

Cette dernière ligne seule suffirait pour démontrer la difficulté qu'il y a à faire comprendre certains talens littéraires par la voie de la traduction. Dans l'original, l'expression : — *Bearing my dead life forwards on a bier,* — est d'une hardiesse et d'une beauté vraiment surprenantes, tandis que, revêtue d'une forme qui lui est non-seulement étrangère, mais en quelque sorte antipathique, l'idée ne s'élève guère au-dessus de l'ordinaire. « Dans la mesure qu'un écrivain est purement national, dit l'Américain Longfellow, dans cette même mesure il voit se diminuer ses chances de renommée. Toute la célébrité d'un auteur est due à ses qualités *non-patriotiques* (*his unpatriotic qualities*) (1). » Ceci est amplement prouvé du reste par le peu de rapport qui existe entre la réputation des poètes de l'école saxonne proprement dite en Angleterre même et celle dont ils jouissent sur le continent. Depuis dix ans pour le moins, chez nos voisins le nom de Shelley brille d'un éclat unique, de cet éclat qui, en Allemagne et en Italie, entoure les noms de Dante et de Goethe, tandis qu'à l'heure actuelle encore, un Français eût-il à signaler le poète anglais par excellence, il nommerait à coup sûr et sans hésiter Byron. C'est qu'il ne suffit pas de bien posséder la langue de Goldsmith et de Swift pour apprécier les beautés de l'école nouvelle. Un des plus grands railleurs, des plus fameux *wits* de l'Angleterre, Thomas Hood, disait que « la

(1) Le nom de Longfellow se trouve bien à sa place ici; car si d'un côté le talent de M. Fane offre plus d'un trait de ressemblance avec le sien, de l'autre l'auteur d'*Évangéline* et des *Voix de la Nuit* est ce que le shelleyisme a produit en Amérique de plus notable.

preuve convaincante de la non-existence des revenans se trouvait dans le fait que l'ombre du docteur Johnson laissait en paix Carlyle. » Or les œuvres que ce despote littéraire eût certes condamné à être brûlées, sous prétexte d'*incompréhensibilité*, peuvent bien demeurer quelque peu obscures pour des lecteurs étrangers, surtout pour ceux dont la langue natale dérive des racines latines. C'est dans cette difficulté d'interprétation que réside, je crois, la cause du peu de retentissement qu'a eu en France l'école anglo-saxonne.

En Angleterre, à l'heure où nous sommes, le vent est à la poésie. Un roman nouveau, même un livre politique, éveillent un écho moins immédiat dans le public qu'un petit volume de vers. Hier c'était Julian Fane, aujourd'hui c'est Alexander Smith (1) ; et depuis tantôt six ou huit mois les *revueurs*, gens peu poétiques de leur nature, sont obligés par l'opinion générale à *expliquer* des succès dont ils croyaient la mode passée depuis longtemps. Quant au premier de ces deux nouveau-venus, Julian Fane, il est facile de voir que l'amour de la forme domine chez lui, et c'est là un point d'une importance extrême lorsqu'il s'agit d'une langue dont les barrières sont à peu près détruites. A côté de l'esprit saxon, qui évidemment anime M. Fane et le pousse aux hardiesses de style, on découvre les marques infaillibles de ce goût « qui modère et *contient* tout, » ainsi que dit le vieux Goethe, de ce goût qui plus tard, et lorsqu'il a conscience de lui-même, devient de la réserve. C'est par ce sentiment passionné de la forme, par ce culte inné du beau, que Shelley arriva à dompter sa muse échevelée, et à régner en souverain sur une imagination effrénée au lieu de se laisser emporter par elle. Entre tous les *shelleystes* de ce temps-ci, M. Fane, qui est le dernier et qui a le moins produit, est peut-être celui qui de ce point de vue promet le plus pour l'avenir. C'est déjà un poète: il n'y aurait rien d'étonnant à ce qu'un jour ce fût un *maître*.

Parmi les talens littéraires qui depuis dix ans se sont fait jour en Angleterre, combien n'y en a-t-il pas que l'aristocratie peut réclamer à bon droit? Loin de nous l'idée de soutenir que tous les produits de cette littérature du *high life* soient bons, il nous suffit simplement de constater la tendance, que nous croyons excellente. Qu'on veuille bien se donner la peine de comparer les loisirs d'un homme à la

(1) M. Alexander Smith a vingt ans à peine, et son poème intitulé *a Life Drama* (*le Drame de la Vie*), publié au mois d'avril dernier, est déjà célèbre dans toute la Grande-Bretagne. Chez ce remarquable jeune homme, on reconnaît les défauts tout autant que les qualités de Shelley. L'imagination déborde; c'est presque de l'ivresse, du délire, et on sent qu'avec M. Alexander Smith le shelleyisme a atteint ses dernières limites; — plus loin on toucherait à l'extravagance.

mode en Angleterre avec ceux d'un dandy parisien, et je doute que notre amour-propre national soit fort satisfait de l'épreuve. On se fourvoie encore étrangement ici dans le jugement qu'on porte des Anglais, et surtout en leur attribuant, en leur empruntant même des travers et des ridicules qu'ils n'ont plus depuis cinquante ans. A dater du jour où a cessé le règne du *cant*, où l'Anglais véritable, le vrai Saxon, a été non-seulement rendu à lui-même, mais a osé se l'avouer, — à dater de ce jour, une transformation s'est opérée dans la société anglaise. Pour apprécier cette transformation, il faut peut-être appartenir à la société anglaise et en vivre séparé. Si on ne la quittait jamais, on subirait trop les influences qui la régissent pour pouvoir les constater. Si on ne la revoyait quelquefois, bien des nuances passeraient inaperçues. Dans l'opinion que l'on se fait d'un individu, on se laisse ordinairement beaucoup trop impressionner par le présent, c'est-à-dire par une foule d'accidens extérieurs qui ne sont que des modifications passagères et ne révèlent absolument rien sur le fond du caractère, tandis que, s'il s'agit de juger une nation, c'est le procédé contraire qu'on adopte. On se laisse guider par le passé, et l'on juge un peuple non point d'après l'idée qu'on s'en fait, mais d'après celle qu'on s'en est faite. Que d'anachronismes se commettent ainsi, que de préjugés s'enracinent! Je n'en connais, pour ma part, aucuns qui se puissent comparer aux erreurs d'appréciation échangées entre la France et l'Angleterre, erreurs, je dois le dire cependant, infiniment moins fréquentes de l'autre côté du détroit. A l'égard des Anglais, on en est encore ici au puritanisme, au *shocking* tempéré par l'excentricité. Le type conventionnel dure toujours, et l'Anglais tel qu'il est maintenant, — affranchi de tout préjugé, enthousiaste, ardent et sérieux à la fois, arrivant (à l'inverse des races méridionales) au sentiment du beau par la passion du vrai, — l'Anglais qui aujourd'hui a vingt-cinq ans, l'Anglais de l'*avenir*, est entièrement ignoré en France. On ne le connaît, comme ses auteurs, que par traduction; on ne le lit pas dans sa langue.

Il y a longtemps qu'en fait de politique on sait tous les malheurs qu'ont évités à l'Angleterre le bon sens et la droiture de son aristocratie, il y a longtemps qu'on est habitué à la voir conduire les affaires de l'état sans préoccupation de *caste;* il en est de même à l'heure actuelle pour la littérature, et nulle part on ne trouvera des idées plus libérales, plus larges que dans des livres portant sur leurs titres des noms comme ceux de Manners, de Russell, de Ponsonby, de Leweson Gower. Tous, quelle que soit la mesure de leur talent, *tendent au vrai*, et, si je ne me trompe, ceci vaut la peine d'être constaté. Si le mouvement général actuel des esprits en Angleterre est une chose intéressante à suivre, il n'est certes pas moins curieux de voir quelle

est la classe qui se met à sa tête. La manie de copier les institutions de l'Angleterre, sans jamais vouloir comprendre ses mœurs, a attiré trop de malheurs à ce pays-ci pour qu'à l'avenir il puisse lui être indifférent d'observer les diverses modifications intellectuelles ou morales de ses voisins. Le temps marche, les types s'effacent ou se métamorphosent, et, pour n'avoir pas noté les premiers indices d'une transformation évidente, on se trouve tout à coup en face d'un être nouveau aussi inexplicable que le serait l'Euphorion de Goethe pour qui ne connaîtrait ni Faust ni Hélène.

L'affranchissement moral, l'émancipation intellectuelle de toute une race esclave jusqu'ici de certains préjugés et vouée au positivisme le plus absolu, tel est le spectacle qu'offre en ce moment la jeune génération littéraire à laquelle appartient M. Julian Fane. A mon sens, les femmes se tiennent encore fort loin du niveau que cette génération a su atteindre. C'est, du reste, ce qu'on peut assez généralement remarquer en toute période de ce genre. La mission des femmes est essentiellement conservatrice : viennent elles après une époque de désordre, elles commandent le mouvement réactionnaire, voyez l'hôtel de Rambouillet, — tandis qu'au début d'une crise en quelque sorte *révolutionnaire*, à la naissance d'une liberté quelconque, elles restent comme hésitantes et embarrassées. Serait-ce que leur organisation délicate ne supporterait point sans fléchir le poids du vrai? Et ressemblent-elles à ce que dit Goethe à propos de *Hamlet*, à un beau vase de Chine dans lequel on a planté un jeune chêne? L'arbre croît, devient beau, sain, vigoureux; mais le vase éclate. Cela est-il ainsi? Peut-être, et cette instinctive inaptitude des femmes en général à concevoir les grandes vérités abstraites sans perturbation morale m'a toujours paru l'argument le plus victorieux en faveur de la suprématie masculine. Quelques exceptions à la règle pourraient se signaler pourtant, même en Angleterre, exceptions d'autant plus éclatantes qu'elles sont plus rares. Il est certaines femmes anglaises dont la supériorité intellectuelle et la supériorité morale marchent de pair, et qui sont de taille à tout comprendre sans jamais se troubler. On en pourrait citer quelques-unes que *la lumière n'effraie pas*, selon l'expression du poète Landor (1), et que « chaque année laisse, » ainsi que le dit M. Fane, « plus grandes de cœur et plus aimables, plus riches de science et plus sereines : »

Larger of heart, more gracious, gentle wise.

Il est vrai que la pièce de vers où se trouve cette ligne est inti-

(1) « L'humanité entière a peur, dit Landor, avec cette différence que les enfans tremblent lorsqu'on les mène dans l'obscurité, et les hommes quand on les conduit à la lumière. »

tulée *ad Matrem*, et, pour qui connaît lady Westmorland, c'est tout dire. La supériorité de la mère a empêché qu'on s'étonnât des succès du fils; mais on a su gré à celui-ci de comprendre si bien à vingt ans les rares qualités d'une personne sur l'excellence de laquelle la société de toute l'Europe était fixée depuis longtemps. En effet, l'amie de Humboldt, de Rauch, de Meyerbeer, de tout ce que l'Allemagne contemporaine a d'illustre ou d'artiste, à commencer par le roi de Prusse, la noble femme que son oncle, le vieux duc de Wellington, admirait, honorait entre toutes, n'a jamais été plus dignement appréciée.

Le positivisme se transforme facilement en frivolité chez les femmes; c'est pourquoi des exceptions pareilles à celle que j'ai citée ressortent avec tant d'éclat. L'Angleterre a quelques Julie d'Angennes qu'on ne soupçonne pas ici, et dont les portraits feraient une galerie charmante; mais je suis forcé d'avouer que chez la plupart des femmes anglaises de bonne compagnie on ne découvrirait aucune trace du mouvement intellectuel qui s'est opéré. On en est resté, pour le très grand nombre, à Byron, c'est-à-dire au représentant le plus complet du réalisme, au poète chez qui le *personnage* est tout. Avec Shelley, au contraire, l'individu disparaît; tout ce qui est réel le gêne; il s'en affranchit à chaque instant pour se donner plus entièrement aux *choses*, aux idées. L'auteur de *Prométhée*, dont les tendances prennent le dessus aujourd'hui sur celles de Byron, est, pour ainsi dire, toujours *en dehors de lui-même*. On conçoit ce qu'il a fallu de transformations pour qu'un semblable esprit pût exercer de l'influence en Angleterre; mais on conçoit aussi qu'arrivant à s'exercer, cette influence soit souveraine : l'ère d'émancipation, qui, en Allemagne, date des philosophes d'il y a soixante ans, n'a pu être inaugurée chez les Anglais que par les poètes. Ce mouvement s'étendra-t-il jamais plus loin? C'est là une grave question qu'il n'est pas temps encore d'aborder.

ARTHUR DUDLEY.

SAN FRANCESCO

A RIPA.[1]

Je traduis d'un chroniqueur italien le détail des amours d'une princesse romaine avec un Français. C'était en 1726, au commencement du dernier siècle. Tous les abus du népotisme florissaient alors à Rome. Jamais cette cour n'avait été plus brillante. Benoît XIII (Orsini) régnait, ou plutôt son neveu, le prince Campobasso, dirigeait sous son nom toutes les affaires, grandes et petites. De toutes parts, les étrangers affluaient à Rome; les princes italiens, les nobles d'Espagne, encore riches de l'or du Nouveau-Monde, y accouraient en foule. Tout homme riche et puissant s'y trouvait au-dessus des lois. La galanterie et la magnificence semblaient la seule occupation de tant d'étrangers et de nationaux réunis.

Les deux nièces du pape, la comtesse Orsini et la princesse Campobasso, se partageaient la puissance de leur oncle et les hommages de la cour. Leur beauté les aurait fait distinguer même dans les derniers rangs de la société. L'Orsini, comme on dit familièrement à Rome, était gaie et *disinvolta*, la Campobasso tendre et pieuse; mais cette âme tendre était susceptible des transports les plus violens. Sans être ennemies déclarées, quoique se rencontrant tous les jours chez le pape et se voyant souvent chez elles, ces dames étaient rivales en tout : beauté, crédit, richesses.

La comtesse Orsini, moins jolie, mais brillante, légère, agissante, intrigante, avait des amans dont elle ne s'occupait guère, et qui ne régnaient qu'un jour. Son bonheur était de voir deux cents personnes dans ses salons et d'y paraître en reine. Elle se moquait fort de sa

(1) Église de Rome dans le Trastevère.

cousine, la Campobasso, qui, après avoir eu la constance de se faire voir partout, trois ans de suite, avec un duc espagnol, avait fini par lui faire dire de quitter Rome dans les vingt-quatre heures, et ce sous peine de mort. « Depuis cette grande expédition, disait l'Orsini, ma sublime cousine n'a plus souri. Voici quelques mois qu'il est évident que la pauvre femme meurt d'ennui ou d'amour, et son mari, qui est adroit, fait passer cet ennui aux yeux du pape, notre oncle, pour de la haute piété. Un de ces jours, cette piété la conduira à entreprendre un pèlerinage en Espagne. »

La Campobasso était bien éloignée de regretter son duc espagnol, qui pendant son règne l'avait mortellement ennuyée. Si elle l'eût regretté, elle l'eût envoyé chercher, car c'était un de ces caractères naturels et naïfs dans l'indifférence comme dans la passion, qu'il n'est pas rare de rencontrer à Rome. D'une dévotion exaltée, quoique à peine âgée de vingt-trois ans et dans toute la fleur de la beauté, il lui arrivait de se jeter aux genoux de son oncle en le suppliant de lui donner la *bénédiction papale*, qui, comme on ne le sait pas assez, à l'exception de deux ou trois péchés atroces, absout tous les autres, *même sans confession*. Le bon Benoît XIII pleurait de tendresse. « Lève-toi, ma nièce, lui disait-il, tu n'as pas besoin de ma bénédiction, tu vaux mieux que moi aux yeux du Seigneur. »

C'était en quoi, bien qu'infaillible, sa sainteté se trompait, ainsi que Rome tout entière. La Campobasso était éperdument amoureuse, son amant partageait sa passion, et cependant elle était fort malheureuse. Il y avait plusieurs mois qu'elle voyait presque tous les jours le chevalier de Sénecé, neveu du duc de Saint-Aignan, alors ambassadeur de Louis XV à Rome.

Fils d'une des maîtresses du régent Philippe d'Orléans, le jeune Sénecé avait été l'objet des faveurs les plus singulières. Colonel depuis longtemps, quoiqu'il eût à peine vingt-deux ans, il avait quelques habitudes de fatuité, mais sans insolence. La gaieté, l'envie de s'amuser de tout et toujours, l'étourderie, le courage, la bonté, formaient les traits les plus saillans de ce singulier caractère, et l'on pouvait dire alors, à la louange de la nation, qu'il en était un échantillon parfaitement exact. Ce caractère, dès les premiers instans, avait séduit la Campobasso. « Je me méfie de vous, lui avait-elle dit, vous êtes Français; mais je vous avertis d'une chose : le jour où l'on saura dans Rome que je vous vois quelquefois en secret, je serai convaincue que vous l'avez dit, et je ne vous aimerai plus. »

Tout en jouant avec l'amour, la Campobasso s'était éprise d'une passion furieuse. Sénecé aussi l'avait aimée, mais il y avait déjà huit mois que leur intelligence durait, et le temps, qui redouble la passion d'une Italienne, tue celle d'un Français. La vanité du chevalier

le consolait un peu de son ennui; il avait déjà envoyé à Paris deux ou trois portraits de la Campobasso. Du reste, comblé de tous les genres de biens et d'avantages, pour ainsi dire, dès l'enfance, il portait l'insouciance de son caractère jusque dans les intérêts de la vanité, qui d'ordinaire maintient si inquiets les cœurs de sa nation.

Sénecé ne comprenait nullement le caractère de sa maîtresse, ce qui fait que quelquefois sa bizarrerie l'amusait. Bien souvent encore, le jour de la fête de sainte Balbine, dont elle portait le nom, il eut à vaincre les transports et les remords d'une piété ardente et sincère. Sénecé ne lui avait pas fait *oublier la religion*, comme il arrive auprès des femmes vulgaires d'Italie; il l'avait vaincue de vive force, et le combat se renouvelait souvent.

Cet obstacle, le premier que ce jeune homme comblé de tous les dons du hasard eût rencontré dans sa vie, maintenait vivante l'habitude d'être tendre et attentif auprès de la princesse; de temps à autre, il croyait de son devoir de l'aimer. Sénecé n'avait qu'un confident, c'était son ambassadeur, le duc de Saint-Aignan, auquel il rendait quelques services par la Campobasso, qui savait tout. D'autre part, l'importance qu'il acquérait aux yeux de l'ambassadeur le flattait singulièrement. La Campobasso, bien différente de Sénecé, n'était nullement touchée des avantages sociaux de son amant. Être ou n'être pas aimée était tout pour elle. « Je lui sacrifie mon bonheur éternel, se disait-elle; lui qui est un hérétique, un Français, ne peut rien me sacrifier de pareil. » Mais le chevalier paraissait, et sa gaieté, si aimable et cependant si spontanée, étonnait l'âme de la Campobasso et la charmait. A son aspect, tout ce qu'elle avait formé le projet de lui dire, toutes les idées sombres disparaissaient. Cet état, si nouveau pour cette âme altière, durait encore longtemps après que Sénecé avait disparu. Elle finit par trouver qu'elle ne pouvait penser, qu'elle ne pouvait vivre loin de Sénecé.

La mode à Rome, qui, pendant deux siècles, avait été pour les Espagnols, commençait à revenir un peu aux Français. On commençait à comprendre ce caractère qui porte le plaisir et le bonheur partout où il se produit. Ce caractère ne se trouvait alors qu'en France, et, depuis la révolution de 1789, ne se rencontre nulle part. C'est qu'une gaieté si constante a besoin d'insouciance, et il n'y a plus pour personne de carrière sûre en France, pas même pour l'homme de génie, s'il en est. La guerre est déclarée entre les hommes de la classe de Sénecé et le reste de la nation. Rome aussi était bien différente alors de ce qu'on la voit aujourd'hui. On ne s'y doutait guère, en 1726, de ce qui devait y arriver soixante-sept ans plus tard, quand le peuple, payé par quelques curés, égorgeait le jacobin Basseville, qui voulait, disait-il, civiliser la capitale du monde chrétien.

Pour la première fois, auprès de Sénecé la Campobasso avait perdu la raison, s'était trouvée dans le ciel ou horriblement malheureuse pour des choses non approuvées par le bon sens. Dans ce caractère sévère et sincère, une fois que Sénecé eut vaincu la religion, qui pour elle était bien plus, bien autre chose que la raison, cet amour devait s'élever rapidement jusqu'à la passion la plus effrénée.

La princesse avait distingué monsignor Ferraterra, dont elle avait entrepris la fortune. Que devint-elle quand Ferraterra lui annonça que non-seulement Sénecé allait plus souvent que de coutume chez l'Orsini, mais encore était cause que la comtesse venait de renvoyer un castrat célèbre, son amant en titre depuis plusieurs semaines!

Notre histoire commence le soir du jour où la Campobasso avait reçu cette annonce fatale.

Elle était immobile dans un immense fauteuil de cuir doré. Posées auprès d'elle sur une petite table de marbre noir, deux grandes lampes d'argent au long pied, chefs-d'œuvre du célèbre Benvenuto Cellini, éclairaient ou plutôt montraient les ténèbres d'une immense salle au rez-de-chaussée de son palais, ornée de tableaux noircis par le temps; car déjà, à cette époque, le règne des grands peintres datait de loin.

Vis-à-vis de la princesse et presque à ses pieds, sur une petite chaise de bois d'ébène garnie d'ornemens d'or massif, le jeune Sénecé venait d'étaler sa personne élégante. La princesse le regardait, et depuis qu'il était entré dans cette salle, loin de voler à sa rencontre et de se jeter dans ses bras, elle ne lui avait pas adressé une parole.

En 1726, déjà Paris était la cité reine des élégances de la vie et des parures. Sénecé en faisait venir régulièrement par des courriers tout ce qui pouvait relever les grâces d'un des plus jolis hommes de France. Malgré l'assurance si naturelle à un homme de ce rang, qui avait fait ses premières armes auprès des beautés de la cour du régent et sous la direction du fameux Canillac, son oncle, un des *roués* de ce prince, bientôt il fut facile de lire quelque embarras dans les traits de Sénecé. Les beaux cheveux blonds de la princesse étaient un peu en désordre; ses grands yeux bleus foncés étaient fixés sur lui: leur expression était douteuse. S'agissait-il d'une vengeance mortelle? était-ce seulement le sérieux profond de l'amour passionné?

— Ainsi vous ne m'aimez plus? dit-elle enfin d'une voix oppressée.

Un long silence suivit cette déclaration de guerre.

Il en coûtait à la princesse de se priver de la grâce charmante de Sénecé, qui, si elle ne lui faisait pas de scène, était sur le point de lui dire cent folies; mais elle avait trop d'orgueil pour différer de

s'expliquer. Une coquette est jalouse par amour-propre; une femme galante l'est par habitude; une femme qui aime avec sincérité et passionnément a la conscience de ses droits. Cette façon de regarder, particulière à la passion romaine, amusait fort Sénecé : il y trouvait profondeur et incertitude; on voyait l'âme à nu pour ainsi dire. L'Orsini n'avait pas cette grâce.

Cependant, comme cette fois le silence se prolongeait outre mesure, le jeune Français, qui n'était pas bien habile dans l'art de pénétrer les sentimens cachés d'un cœur italien, trouva un air de tranquillité et de raison qui le mit à son aise. Du reste, en ce moment il avait un chagrin : en traversant les caves et les souterrains qui, d'une maison voisine du palais Campobasso, le conduisaient dans cette salle basse, la broderie toute fraîche d'un habit charmant et arrivé de Paris la veille s'était chargée de plusieurs toiles d'araignée. La présence de ces toiles d'araignée le mettait mal à son aise, et d'ailleurs il avait cet insecte en horreur.

Sénecé, croyant voir du calme dans l'œil de la princesse, songeait à éviter la scène, à tourner le reproche au lieu de lui répondre; mais, porté au sérieux par la contrariété qu'il éprouvait : « Ne serait-ce point ici une occasion favorable, se disait il, pour lui faire entrevoir la vérité? Elle vient de poser la question elle-même; voilà déjà la moitié de l'ennui évité. Certainement il faut que je ne sois pas fait pour l'amour. Je n'ai jamais rien vu de si beau que cette femme avec ses yeux singuliers. Elle a de mauvaises manières, elle me fait passer par des souterrains dégoûtans; mais c'est la nièce du souverain auprès duquel le roi m'a envoyé. De plus, elle est blonde dans un pays où toutes les femmes sont brunes : c'est une grande distinction. Tous les jours j'entends porter sa beauté aux nues par des gens dont le témoignage n'est pas suspect, et qui sont à mille lieues de penser qu'ils parlent à l'heureux possesseur de tant de charmes. Quant au pouvoir qu'un homme doit avoir sur sa maîtresse, je n'ai point d'inquiétude à cet égard. Si je veux prendre la peine de dire un mot, je l'enlève à son palais, à ses meubles d'or, à son oncle-roi, et tout cela pour l'emmener en France, au fond de la province, vivoter tristement dans une de mes terres... Ma foi, la perspective de ce dévouement ne m'inspire que la résolution la plus vive de ne jamais le lui demander. L'Orsini est bien moins jolie : elle m'aime, si elle m'aime, tout juste un peu plus que le castrat Eutafocò que je lui ai fait renvoyer hier; mais elle a de l'usage, elle sait vivre, on peut arriver chez elle en carrosse. Et je me suis bien assuré qu'elle ne fera jamais de scène; elle ne m'aime pas assez pour cela. »

Pendant ce long silence, le regard fixe de la princesse n'avait pas quitté le joli front du jeune Français.

« Je ne le verrai plus, se dit-elle. » Et tout à coup elle se jeta dans ses bras et couvrit de baisers ce front et ces yeux qui ne rougissaient plus de bonheur en la revoyant. Le chevalier se fût mésestimé, s'il n'eût pas oublié à l'instant tous ses projets de rupture; mais sa maîtresse était trop profondément émue pour oublier sa jalousie. Peu d'instans après, Sénecé la regardait avec étonnement; des larmes de rage tombaient rapidement sur ses joues. « Quoi! disait-elle à demi-voix, je m'avilis jusqu'à lui parler de son changement; je le lui reproche, moi qui m'étais juré de ne jamais m'en apercevoir! Et ce n'est pas assez de bassesse, il faut encore que je cède à la passion que m'inspire cette charmante figure! Ah! vile, vile, vile princesse!... Il faut en finir. »

Elle essuya ses larmes et parut reprendre quelque tranquillité. — Chevalier, il faut en finir, lui dit-elle assez paisiblement. Vous paraissez souvent chez la comtesse... Ici elle pâlit extrêmement. — Si tu l'aimes, vas-y tous les jours, soit; mais ne reviens plus ici... Elle s'arrêta comme malgré elle. Elle attendait un mot du chevalier; ce mot ne fut point prononcé. Elle continua avec un petit mouvement convulsif et comme en serrant les dents : — Ce sera l'arrêt de ma mort et de la vôtre.

Cette menace décida l'âme incertaine du chevalier, qui jusque-là n'était qu'étonné de cette bourrasque imprévue après tant d'abandon. Il se mit à rire.

Une rougeur subite couvrit les joues de la princesse, qui devinrent écarlates. « La colère va la suffoquer, pensa le chevalier; elle va avoir un coup de sang. » Il s'avança pour délacer sa robe; elle le repoussa avec une résolution et une force auxquelles il n'était pas accoutumé. Sénecé se rappela plus tard que, tandis qu'il essayait de la prendre dans ses bras, il l'avait entendue se parler à elle-même. Il se retira un peu : discrétion inutile, car elle semblait ne le plus voir. D'une voix basse et concentrée, elle se disait, comme si elle eût été à cent lieues de lui : « Il m'insulte, il me brave. Sans doute, à son âge et avec l'indiscrétion naturelle à son pays, il va raconter à l'Orsini toutes les indignités auxquelles je m'abaisse... Je ne suis pas sûre de moi; je ne puis me répondre même de rester insensible devant cette tête charmante... » Ici il y eut un nouveau silence qui sembla fort ennuyeux au chevalier. La princesse se leva enfin en répétant d'un ton plus sombre : *Il faut en finir.*

Sénecé, à qui la réconciliation avait fait perdre l'idée d'une explication sérieuse, lui adressa deux ou trois mots plaisans sur une aventure dont on parlait beaucoup à Rome...

—Laissez-moi, chevalier, lui dit la princesse l'interrompant; je ne me sens pas bien...

« Cette femme s'ennuie, se dit Sénecé en se hâtant d'obéir, et rien de contagieux comme l'ennui. » La princesse l'avait suivi des yeux jusqu'au bout de la salle... « Et j'allais décider à l'étourdie du sort de ma vie! dit-elle avec un sourire amer. Heureusement, ses plaisanteries déplacées m'ont réveillée. Quelle sottise chez cet homme! Comment puis-je aimer un être qui me comprend si peu? Il veut m'amuser par un mot plaisant, quand il s'agit de ma vie et de la sienne!... Ah! je reconnais bien là cette disposition sinistre et sombre qui fait mon malheur! » Et elle se leva de son fauteuil avec fureur. « Comme ses yeux étaient jolis quand il m'a dit ce mot!... Et, il faut l'avouer, l'intention du pauvre chevalier était aimable. Il a connu le malheur de mon caractère; il voulait me faire oublier le sombre chagrin qui m'agitait, au lieu de m'en demander la cause. Aimable Français! Au fait, ai-je connu le bonheur avant de l'aimer? »

Elle se mit à penser et avec délices aux perfections de son amant. Peu à peu elle fut conduite à la contemplation des grâces de la comtesse Orsini. Son âme commença à voir tout en noir. Les tourmens de la plus affreuse jalousie s'emparèrent de son cœur. Réellement un pressentiment funeste l'agitait depuis deux mois; elle n'avait de momens supportables que ceux qu'elle passait auprès du chevalier, et cependant presque toujours, quand elle n'était pas dans ses bras, elle lui parlait avec aigreur.

Sa soirée fut affreuse. Épuisée et comme un peu calmée par la douleur, elle eut l'idée de parler au chevalier : « car enfin il m'a vue irritée, mais il ignore le sujet de mes plaintes. Peut-être il n'aime pas la comtesse. Peut-être il ne se rend chez elle que parce qu'un voyageur doit voir la société du pays où il se trouve, et surtout la famille du souverain. Peut-être si je me fais présenter Sénecé, s'il peut venir ouvertement chez moi, il y passera des heures entières comme chez l'Orsini.

« Non, s'écria-t-elle avec rage, je m'avilirais en parlant; il me méprisera, et voilà tout ce que j'aurai gagné. Le caractère évaporé de l'Orsini que j'ai si souvent méprisé, folle que j'étais, est dans le fait plus agréable que le mien, surtout aux yeux d'un Français. Moi, je suis faite pour m'ennuyer avec un Espagnol. Quoi de plus absurde que d'être toujours sérieux, comme si les événemens de la vie ne l'étaient pas assez par eux-mêmes!... Que deviendrai-je quand je n'aurai plus mon chevalier pour me donner la vie, pour jeter dans mon cœur ce feu qui me manque? »

Elle avait fait fermer sa porte; mais cet ordre n'était point pour monsignor Ferraterra, qui vint lui rendre compte de ce qu'on avait fait chez l'Orsini jusqu'à une heure du matin. Ce prélat avait servi de bonne foi les amours de la princesse; mais il ne doutait plus, de-

puis cette soirée, que bientôt Sénecé ne fût au mieux avec la comtesse Orsini, si ce n'était déjà...

« La princesse dévote, pensa-t-il, me serait plus utile que femme de la société. Toujours il y aura un être qu'elle me préférera : ce sera son amant; et si un jour cet amant est Romain, il peut avoir un oncle à faire cardinal. Si je la convertis, c'est au directeur de sa conscience qu'elle pensera avant tout et avec tout le feu de son caractère... que ne puis-je pas espérer d'elle auprès de son oncle! » Et l'ambitieux prélat se perdait dans un avenir délicieux; il voyait la princesse se jetant aux genoux de son oncle pour lui faire donner le chapeau. Le pape serait très reconnaissant de ce qu'il allait entreprendre... Aussitôt la princesse convertie, il ferait arriver sous les yeux de Benoît XIII des preuves irréfragables de son intrigue avec le jeune Sénecé. Pieux, sincère et abhorrant les Français, le pape aura une reconnaissance éternelle pour l'agent qui aura fait finir une intrigue aussi déplaisante à sa sainteté. — Ferraterra appartenait à la haute noblesse de Ferrare; il était riche, il avait plus de cinquante ans... Animé par la perspective si voisine du chapeau, il fit des merveilles; il osa changer brusquement de rôle auprès de la princesse. Depuis deux mois que Sénecé la négligeait, il eût pu être dangereux de l'attaquer, car à son tour le prélat, comprenant mal Sénecé, le croyait ambitieux.

Le lecteur trouverait bien long le dialogue de la jeune princesse, folle d'amour et de jalousie, et du prélat ambitieux. Ferraterra avait débuté par l'aveu le plus ample de la triste vérité. Après un début aussi saisissant, il ne lui fut pas difficile de réveiller tous les sentimens de religion et de piété passionnée qui n'étaient qu'assoupis au fond du cœur de la jeune Romaine; elle avait une foi sincère. — Toute passion impie doit finir par le malheur et par le déshonneur, lui disait le prélat. — Il était grand jour quand il sortit du palais Campobasso. Il avait exigé de la nouvelle convertie la promesse de ne pas recevoir Sénecé ce jour-là. Cette promesse avait peu coûté à la princesse : elle se croyait pieuse, et, dans le fait, avait peur de se rendre méprisable par sa faiblesse aux yeux du chevalier.

Cette résolution tint ferme jusqu'à quatre heures; c'était le moment de la visite probable du chevalier. Il passa dans la rue, derrière le jardin du palais Campobasso, vit le signal qui annonçait l'impossibilité de l'entrevue, et, tout content, s'en alla chez la comtesse Orsini.

Peu à peu la Campobasso se sentit comme devenir folle. Les idées et les résolutions les plus étranges se succédaient rapidement. Tout à coup elle descendit le grand escalier de son palais comme en dé-

mence, et monta en voiture en criant au cocher : « Palais Orsini. »

L'excès de son malheur la poussait comme malgré elle à voir sa cousine. Elle la trouva au milieu de cinquante personnes. Tous les gens d'esprit, tous les ambitieux de Rome, ne pouvant aborder au palais Campobasso, affluaient au palais Orsini. L'arrivée de la princesse fit événement; tout le monde s'éloigna par respect; elle ne daigna pas s'en apercevoir : elle regardait sa rivale, elle l'admirait. Chacun des agrémens de sa cousine était un coup de poignard pour son cœur. Après les premiers complimens, l'Orsini, la voyant silencieuse et préoccupée, reprit une conversation brillante et *disinvolta*.

— Comme sa gaieté convient mieux au chevalier que ma folle et ennuyeuse passion! se disait la Campobasso.

Dans un inexplicable transport d'admiration et de haine, elle se jeta au cou de la comtesse. Elle ne voyait que les charmes de sa cousine; de près comme de loin, ils lui semblaient également adorables. Elle comparait ses cheveux aux siens, ses yeux, sa peau. A la suite de cet étrange examen, elle se prenait elle-même en horreur et en dégoût. Tout lui semblait adorable, supérieur chez sa rivale.

Immobile et sombre, la Campobasso était comme une statue de basalte au milieu de cette foule gesticulante et bruyante. On entrait, on sortait; tout ce bruit importunait, offensait la Campobasso. Mais que devint-elle quand tout à coup elle entendit annoncer M. de Sénecé! Il avait été convenu, au commencement de leurs relations, qu'il lui parlerait fort peu dans le monde, et comme il sied à un diplomate étranger qui ne rencontre que deux ou trois fois par mois la nièce du souverain auprès duquel il est accrédité.

Sénecé la salua avec le respect et le sérieux accoutumés; puis, revenant à la comtesse Orsini, il reprit le ton de gaieté presque intime que l'on a avec une femme d'esprit qui vous reçoit bien et que l'on voit tous les jours. La Campobasso était atterée. « La comtesse me montre ce que j'aurais dû être, se disait-elle. Voilà ce qu'il faut être, et que pourtant je ne serai jamais! » Elle sortit dans le dernier degré de malheur où puisse être jetée une créature humaine, presque résolue à prendre du poison. Tous les plaisirs que l'amour de Sénecé lui avait donnés n'auraient pu égaler l'excès de douleur où elle fut plongée pendant toute une longue nuit. On dirait que ces âmes romaines ont des trésors d'énergie inconnus aux autres femmes pour souffrir.

Le lendemain, Sénecé repassa et vit le signe négatif; il s'en alla gaiement; cependant il fut piqué. « C'est donc mon congé qu'elle m'a donné l'autre jour? Il faut que je la voie dans les larmes, » dit sa vanité. Il éprouvait une légère nuance d'amour en perdant à tout jamais une aussi belle femme, nièce du pape. Il s'engagea dans les

souterrains peu propres qui lui dépaisaient si fort, et vint forcer la porte de la grande salle au rez-de-chaussée où la princesse le recevait.

— Comment! vous osez paraître ici! dit la princesse étonnée.

— Cet étonnement manque de sincérité, pensa le jeune Français; elle ne se tient dans cette pièce que quand elle m'attend.

Le chevalier lui prit la main; elle frémit. Ses yeux se remplirent de larmes; elle sembla si jolie au chevalier, qu'il eut un instant d'amour. Elle, de son côté, oublia tous les sermens que pendant deux jours elle avait faits à la religion; elle se jeta dans ses bras : « Et voilà le bonheur dont désormais l'Orsini jouira!... » Sénecé, comprenant mal, comme à l'ordinaire, une âme romaine, crut qu'elle voulait se séparer de lui avec bonne amitié, rompre avec des formes. « Il ne me convient pas, attaché que je suis à l'ambassade du roi, d'avoir pour ennemie mortelle (car telle elle serait) la nièce du souverain auprès duquel je suis accrédité. » Tout fier de l'heureux résultat auquel il croyait arriver, Sénecé se mit à parler raison. — Ils vivraient dans l'union la plus agréable; pourquoi ne seraient-ils pas très heureux? Qu'avait-on, dans le fait, à lui reprocher? L'amour ferait place à une bonne et tendre amitié. Il réclamerait instamment le privilége de revenir de temps à autre dans le lieu où ils se trouvaient; leurs rapports auraient toujours de la douceur...

D'abord la princesse ne le comprit pas. Quand, avec horreur, elle l'eut compris, elle resta debout, immobile, les yeux fixes. Enfin, à ce dernier trait de la *douceur de leurs rapports*, elle l'interrompit d'une voix qui semblait sortir du fond de sa poitrine et en prononçant lentement :

— C'est-à-dire que vous me trouvez, après tout, assez jolie pour être une fille employée à votre service!

— Mais, chère et bonne amie, l'amour-propre n'est-il pas sauf? répliqua Sénecé, à son tour vraiment étonné. Comment pourrait-il vous passer par la tête de vous plaindre? Heureusement jamais notre intelligence n'a été soupçonnée de personne. Je suis homme d'honneur; je vous donne de nouveau ma parole que jamais être vivant ne se doutera du bonheur dont j'ai joui.

— Pas même l'Orsini? ajouta-t-elle d'un ton froid qui fit encore illusion au chevalier.

— Vous ai-je jamais nommé, dit naïvement le chevalier, les personnes que j'ai pu aimer avant d'être votre esclave?

— Malgré tout mon respect pour votre parole d'honneur, c'est cependant une chance que je ne courrai pas, dit la princesse d'un air résolu, et qui enfin commença à étonner un peu le jeune Français. « Adieu! chevalier... » Et, comme il s'en allait un peu indécis : « Viens m'embrasser, » lui dit-elle.

Elle s'attendrit évidemment: puis elle lui dit d'un ton ferme : « Adieu, chevalier... »

La princesse envoya chercher Ferraterra. « C'est pour me venger, » lui dit-elle. Le prélat fut ravi. « Elle va se compromettre: elle est à moi à jamais. »

Deux jours après, et comme la chaleur était accablante, Sénecé alla prendre l'air au Cours sur le minuit. Il y trouva toute la société de Rome. Quand il voulut reprendre sa voiture, son laquais put à peine lui répondre : il était ivre; le cocher avait disparu; le laquais lui dit, en balbutiant, que le cocher avait pris dispute avec un *ennemi*.

— Ah! mon cocher a des *ennemis!* dit en riant Sénecé.

En revenant chez lui, il était à peine à deux ou trois rues du Corso, qu'il s'aperçut qu'il était suivi. Des hommes, au nombre de quatre ou cinq, s'arrêtaient quand il s'arrêtait, recommençaient à marcher quand il marchait. « Je pourrais faire le crochet et regagner le Corso par une autre rue, pensa Sénecé. Bah! ces malotrus n'en valent pas la peine: je suis bien armé. » Il avait son poignard nu à la main.

Sénecé parcourut, en pensant ainsi, deux ou trois rues écartées et de plus en plus solitaires. Il entendait ces hommes, qui doublaient le pas. A ce moment, en levant les yeux, il remarqua droit devant lui une petite église desservie par des moines de l'ordre de saint François, dont les vitraux jetaient un éclat singulier. Il se précipita vers la porte, et frappa très fort avec le manche de son poignard. Les hommes qui semblaient le poursuivre étaient à cinquante pas de lui. Ils se mirent à courir sur lui. Un moine ouvrit la porte; Sénecé se jeta dans l'église; le moine referma la porte précipitamment. Au même instant, les assassins donnèrent des coups de pied à la porte. Les impies! dit le moine. Sénecé lui donna un sequin. « Décidément ils m'en voulaient, dit-il. »

Cette église était éclairée par un millier de cierges au moins.

— Comment! un service à cette heure! dit-il au moine.

— Excellence, il y a une dispense de l'éminentissime cardinal-vicaire.

Tout le parvis étroit de la petite église de *San-Francesco a Ripa* était occupé par un mausolée magnifique: on chantait l'office des morts.

— Qu'est-ce qui est mort? quelque prince? dit Sénecé.

— Sans doute, répondit le prêtre, car rien n'est épargné: mais tout ceci, c'est argent et cire perdus: M. le doyen nous a dit que le défunt est mort dans l'impénitence finale.

Sénecé s'approchait; il vit des écussons d'une forme française; sa curiosité redoubla; il s'approcha tout à fait et reconnut ses armes! Il y avait une inscription latine :

Nobilis homo Johannes Norbertus Senece eques decessit Romæ.

« Haut et puissant seigneur Jean Norbert de Sénecé, chevalier, mort à Rome. »

« Je suis le premier homme, pensa Sénecé, qui ait eu l'honneur d'assister à ses propres obsèques... Je ne vois que l'empereur Charles-Quint qui se soit donné ce plaisir..... Mais il ne fait pas bon pour moi dans cette église. »

Il donna un second sequin au sacristain. — Mon père, lui dit-il, faites-moi sortir par une porte de derrière de votre couvent.

— Bien volontiers, répondit le moine.

A peine dans la rue, Sénecé, qui avait un pistolet à chaque main, se met à courir avec une extrême rapidité. Bientôt il entendit derrière lui des gens qui le poursuivaient. En arrivant près de son hôtel, il vit la porte fermée et un homme devant. « Voici le moment de l'assaut, » pensa le jeune Français; il se préparait à tuer l'homme d'un coup de pistolet, lorsqu'il reconnut son valet de chambre. — Ouvrez la porte, lui cria-t-il.

Elle était ouverte; ils entrèrent rapidement et la refermèrent.

— Ah! monsieur, je vous ai cherché partout; voici de bien tristes nouvelles; le pauvre Jean, votre cocher, a été tué à coups de couteau. Les gens qui l'ont tué vomissaient des imprécations contre vous. Monsieur, on en veut à votre vie.....

Comme le valet parlait, huit coups de tromblon partant à la fois d'une fenêtre qui donnait sur le jardin étendirent Sénecé mort à côté de son valet de chambre; ils étaient percés de plus de vingt balles chacun.

Deux ans après, la princesse Campobasso était vénérée à Rome comme le modèle de la plus haute piété, et depuis longtemps monsignor Ferraterra était cardinal.

Excusez les fautes de l'auteur.

HENRI BEYLE (1).

29 et 30 septembre 1831.

(1) Il y a un peu plus de dix ans, une mort subite enlevait aux lettres un esprit dont la vive et ferme initiative s'était fait sentir dans les directions les plus variées. M. Henri Beyle, ou, pour rappeler un pseudonyme bien connu, M. de Stendhal, laissait après lui, outre un ensemble d'œuvres qui méritaient de lui survivre, plusieurs manuscrits posthumes qu'un éditeur vient d'acquérir. Il devient ainsi possible de réunir tous les écrits de M. Beyle et d'en former une édition complète, qui n'existait pas encore, et qui ne peut manquer d'être recherchée. Le récit qu'on vient de lire appartient à cette portion inédite et posthume des œuvres d'Henri Beyle que l'éditeur, M. Michel Lévy, a bien voulu nous communiquer.

LES

PROTESTANS FRANÇAIS

EN EUROPE

Histoire des Réfugiés protestans de France depuis la révocation de l'édit de Nantes jusqu'à nos jours, par M. Charles Weiss.[1]

Deux faits également importans au point de vue politique et social, mais qui impliquent entre eux une évidente contradiction, — la déclaration de 1682 et la révocation de l'édit de Nantes, — dominent l'histoire religieuse du XVIIe siècle. L'un affranchit la royauté de la domination temporelle de la cour de Rome, et constitue, dans l'ordre des faits purement humains, l'indépendance de l'église nationale; l'autre au contraire soumet la conscience des citoyens à la domination religieuse de l'état. Le premier s'accomplit dans les régions sereines de la discussion théologique; le second se déroule comme un drame terrible au milieu des violences, des supplices, et sur tous les champs de bataille où la France se trouve aux prises avec l'Europe. Tous deux enfin marquent, chacun à sa date, l'apogée de la grandeur de Louis XIV et le point de départ de sa décadence.

Tacite dit avec raison qu'il y a dans la vie des peuples certains événemens sur lesquels l'histoire s'arrête toujours avec une curiosité nouvelle, parce qu'on y trouve, malgré la fuite du temps qui les éloigne sans cesse, l'émotion puissante que fait naître le spectacle des grandes fautes, des grandes vertus ou des grands malheurs. Cette remarque s'applique justement à la révocation de l'édit de Nantes, qui, placée entre le XVIe siècle et le XVIIIe, forme un point de jonction entre la terreur religieuse et la terreur révolutionnaire,

(1) 2 vol. in-18, 1853, chez Charpentier, rue de Lille.

entre la Saint-Barthélemy et 93. Aussi, depuis tantôt deux siècles, les historiens, les publicistes, les économistes, ont-ils insisté tout particulièrement sur ce grand épisode de nos annales. Il est resté pour les protestans le sujet d'une longue et vive polémique, et comme il marque pour eux dans la société moderne l'ère de la persécution et du martyre, ils en ont étudié l'histoire avec une fervente curiosité. Cette étude se rattache à un vaste ensemble de travaux entrepris par les églises réformées sur leurs doctrines et leurs annales, travaux qui depuis quelques années ont été extrêmement féconds. Le mouvement en France a commencé vers 1819 par la fondation de la *Société biblique*, et depuis lors il ne s'est point ralenti. La *Société des Traités religieux*, celle des *Missions évangéliques*, celle pour l'*Encouragement de l'instruction primaire*, s'établirent successivement de 1821 à 1829, et secondèrent la publication de nombreux ouvrages, parmi lesquels les traductions et les réimpressions des anciens écrivains de la réforme occupèrent le premier rang. Le *Mémoire* sur la liberté des cultes de M. Alexandre Vinet, les *Vues sur le protestantisme en France* de M. Vincent, le *Musée des Protestans célèbres* de M. Guizot, sont à peu près les seuls ouvrages originaux et vraiment notables qui sortirent des presses protestantes sous la restauration.

De 1830 à notre temps, le protestantisme a multiplié les preuves de son activité intellectuelle. Tandis que dans la communion catholique on réimprimait les écrivains du moyen âge, qu'on étudiait, pour les faire revivre, l'architecture et l'archéologie sacrées, et qu'on cherchait dans le passé, pour combattre l'indifférence du présent, de grandes leçons et de grands exemples, un mouvement analogue s'accomplissait dans les églises réformées. MM. Alexis Muston, Schmidt, Merle d'Aubigné, Borel, Monastier, Coquerel, Crottet, publièrent, dans l'espace de quelques années, l'histoire des *Vaudois*, des *Cathares*, de la *Réformation au* XVIe *siècle*, des *Pasteurs du Désert*, des *Églises de Nîmes, de Pons, de Gémozac*, etc. M. de Felice fit paraître en 1850 une *Histoire des Protestans de France*, livre d'une foi sévère et ardente, plein d'onction, éloquent même en plusieurs pages, mais trop évidemment écrit sous l'impression des souvenirs du XVIe et du XVIIe siècle. Enfin M. Weiss vient d'ajouter à cette importante série de travaux un livre qui les complète, et qui éclaire d'une lumière nouvelle l'un des côtés les plus curieux et les moins connus, non-seulement du protestantisme, mais même de notre histoire nationale. Jusqu'ici en effet, la question de la révocation de l'édit de Nantes était restée en bien des points obscure et vague. On savait que l'émigration avait été considérable, mais personne encore n'avait suivi les émigrés dans leur exil; on savait que leur départ, en appauvrissant la France, avait enrichi les états voisins, mais on n'avait point dressé l'inventaire exact des pertes de notre industrie, des bénéfices des industries étrangères; en un mot, on n'avait point constaté dans le détail et dans l'ensemble les résultats économiques, politiques et intellectuels de la proscription du XVIIe siècle, par rapport à l'Europe et à la France. C'est la recherche de ces résultats qui fait le sujet du livre de M. Weiss. Protestant très convaincu, mais supérieur à cet esprit de secte qui se montre en général plus exclusif encore que l'esprit de parti, l'historien des réfugiés français a gardé dans toutes ses appréciations une équité parfaite; il a marché toujours en s'appuyant sur des faits et des

preuves; il a parcouru une partie de l'Europe, consulté les archives des églises françaises établies hors de France, les traditions et les souvenirs des familles réfugiées, et après plusieurs années d'investigations, il est parvenu à reconstruire l'histoire complète du protestantisme français en Europe, depuis le XVIIe siècle jusqu'à nos jours. Cette histoire, on va en juger, est en bien des points celle même du mouvement des idées et du progrès matériel dans tous les états où s'est portée l'émigration française.

L'édit de Nantes, promulgué en 1598, en assurant aux protestans l'égalité civile, la liberté de conscience, la liberté de la parole et de la plume, mit fin aux guerres de religion, mais sans désarmer les haines religieuses. Les luttes avaient été trop ardentes pour ne point laisser après elles, d'un côté comme de l'autre, des ressentimens profonds. Quoi qu'on ait dit d'ailleurs du scepticisme qui avait pénétré dans la société française à l'époque de la renaissance, l'immense majorité de la nation était très sincèrement, très ardemment catholique. De plus, cette antique idée que le roi de France était le fils aîné de l'église laissait dans une foule d'esprits la conviction qu'on ne pouvait se séparer de l'église sans se séparer du roi, et par cela même on se montrait défiant à l'égard des réformés, car, à une époque où l'esprit d'association était si puissant, on ne croyait pas qu'il fût possible de former une secte sans former en même temps un parti complétement isolé du reste de la nation. L'assemblée de Saumur ne justifia que trop cette défiance; elle organisa au sein du royaume une véritable république représentative, dirigée par de grands seigneurs et administrée, — pour les affaires religieuses, par les consistoires, les colloques, les synodes provinciaux, les synodes nationaux, — pour les affaires civiles, par les conseils provinciaux, les assemblées de cercles et les assemblées générales. Ces assemblées, sous le règne de Louis XIII, se constituèrent souverainement. Celle qui fut convoquée à La Rochelle en 1621 fit une déclaration d'indépendance et partagea le royaume en divers gouvernemens militaires. Les réformés prirent les armes cette même année sans aucune provocation; ils les prirent encore en 1625, au moment même où la paix avec l'Espagne était rompue, car il semble qu'en France il soit dans la destinée fatale des partis politiques ou religieux de profiter, pour satisfaire leur ambition ou leurs rancunes, des malheurs publics ou des embarras de la guerre.

Cette agression dans un pareil moment, dit M. Weiss, qui ne dissimule jamais les torts, de quelque côté qu'ils viennent, souleva la juste colère du roi. Il était indispensable au salut de la France que les réformés cessassent de former un parti politique. Richelieu résolut de frapper un grand coup. Il fit la paix avec tous les ennemis qui pouvaient l'embarrasser au dehors, dépensa 40 millions pour s'emparer de La Rochelle, dernier boulevard du protestantisme armé, et termina la lutte en 1629 par le traité d'Alais, qui garantissait aux réformés le libre exercice de leur culte. Quand il les eut vaincus et réprimés par les armes, il songea, dit-on, à les ramener dans le sein de l'église par la persuasion ou les faveurs, non par zèle pour la foi catholique, mais parce qu'il craignait qu'en laissant subsister au sein de l'état une croyance dissidente, on ne la vît plus tard se réveiller comme parti. En ce

point d'ailleurs, Richelieu subissait l'influence de la tradition du moyen âge, qui posait comme un axiome de salut public ce précepte absolu : *Une loi, un roi, une foi.* Le grand ministre échoua dans cette tentative, et il se disposait à user de contrainte, quand la mort vint l'arrêter dans ses projets. Mazarin fut plus conciliant : il laissait chanter le peuple; il laissa de même les huguenots discuter et se livrer sans entraves à leur ardeur ou plutôt à leur monomanie pour la controverse. « Le petit troupeau, disait-il, peut brouter de mauvaises herbes, pourvu qu'il ne s'égare pas. » Dès ce moment, le protestantisme, accepté comme croyance, entra dans une phase nouvelle. La plupart des hommes qu'il avait ralliés à ses doctrines appartenaient à la partie riche et active de la population, et le nombre en était considérable, puisqu'ils avaient dans le royaume plus de huit cents églises. Habitués depuis longtemps à une vie difficile et à la lutte, les protestans français appliquèrent à l'industrie et au grand commerce leur intelligence et leur activité, et il en résulta tout à coup dans notre pays un progrès extraordinaire, un mouvement d'affaires jusqu'alors inconnu.

Ici se place une question intéressante et qui n'a jamais été jusqu'ici résolue d'une manière complète : nous voulons parler de l'incontestable supériorité que les protestans du XVIIe siècle acquirent dans le commerce et l'industrie sur la population catholique. Il est pour nous très évident que, si les réformés perfectionnèrent la fabrication des étoffes et des tapis, l'art du teinturier, du tanneur, etc., cela ne tenait point à leurs doctrines, et il nous paraît également fort difficile d'admettre qu'en fait d'intelligence ils se soient trouvés tout à coup, par le seul fait de leur séparation d'avec l'église romaine, beaucoup mieux partagés que leurs anciens coreligionnaires. Il faut donc chercher des causes plus positives et plus mondaines. Or ces causes, nous le pensons, tiennent avant tout à ce fait trop peu remarqué, qu'ils se trouvèrent complétement en dehors de l'ancienne constitution des corps d'arts et métiers, et qu'ils furent par cela même dégagés des entraves sans nombre que les statuts des corporations imposaient à ceux qui en faisaient partie. Par ces statuts, en effet, les procédés de fabrication étaient minutieusement réglés, ce qui rendait très difficile toute espèce de perfectionnement. Les heures de travail, l'emploi des matières premières, le nombre des ouvriers de chaque état, étaient réglés comme la fabrication, et les gens de métier se trouvaient par cela même emprisonnés dans la routine. Ils étaient de plus soumis à une foule d'impôts onéreux qui absorbaient une partie des profits du travail. L'association des capitaux et des bras était sévèrement interdite. Le chômage des fêtes, l'obligation d'assister aux *honneurs du corps*, c'est-à-dire aux noces, aux baptêmes, etc., la défense de travailler à la lumière, paralysaient les bras pendant une grande partie de l'année. Comme le remarque avec raison M. Weiss, les protestans travaillaient trois cent dix jours par an, tandis que les catholiques ne travaillaient que deux cent soixante jours, ce qui assurait aux premiers la supériorité d'un sixième de temps par année de travail. Les statuts des corps de métiers, en imposant à leurs membres l'obligation d'être nés dans l'église catholique, avaient affranchi fatalement les réformés de toutes les charges qui pesaient sur les métiers; libres de s'unir, par cela seul qu'ils étaient huguenots, ils réalisèrent les premiers en France

l'association des bras et du capital; ils formèrent les grandes entreprises des *manufactures réunies*, établirent le salaire proportionnel au travail, perfectionnèrent les procédés de fabrication, et se trouvèrent, en présence d'une législation qui datait du moyen âge, jouir de tous les bienfaits du régime moderne. Ils étaient arrivés à la liberté par l'exclusion, ils arrivèrent par la liberté à la fortune, et le dicton : *Riche comme un protestant*, fut bientôt populaire dans tout le royaume.

Vers 1660 cependant, une ère nouvelle commença pour les réformés français. L'esprit de persécution se réveilla dans le gouvernement, sans qu'aucun acte hostile eût provoqué de leur part la rigueur avec laquelle on les traitait. En 1662, Louis XIV fit raser vingt-deux temples dans le pays de Gex; en 1664, il interdit aux réformés l'exercice d'une foule de professions, et comme on ne s'arrête jamais dans la violence, on aggrava chaque jour la rigueur des mesures coërcitives. Les enfans, enlevés à leur famille, furent contraints, dès l'âge de sept ans, d'abjurer la croyance dans laquelle ils étaient nés. On supprima les pensions des officiers réformés et celles de leurs veuves; on abolit les lettres de noblesse récemment accordées, et, comme si la violence ne suffisait pas, on eut recours à l'argent. En 1677, Louis XIV établit une caisse secrète alimentée par les droits régaliens, et dont les fonds furent appliqués à l'achat des consciences. Cette caisse était administrée par Pélisson; l'argent était envoyé aux évêques, qui adressaient au roi les procès-verbaux d'abjuration et les quittances. Il en coûtait six livres par tête. Ce qu'il y a de plus étrange au milieu de tout cela, c'est que Louis XIV n'avait, à l'égard des protestans, aucune haine; il croyait sincèrement travailler à leur bonheur tout en travaillant à son propre salut, et il recommandait sans cesse de les traiter avec douceur. Il faut du reste reconnaître ce fait, que ce prince fut presque toujours trompé par ses agens; qu'on lui expédia souvent de fausses dépêches, et que dans la généralité de Paris, qui se trouvait pour ainsi dire plus près de ses yeux et de sa surveillance personnelle, la persécution fut beaucoup moins cruelle. Il subissait d'ailleurs des influences fatales auxquelles son manque absolu d'instruction le rendait très accessible, et Mme de Maintenon, entre autres, pour qui l'histoire a été, ce nous semble, beaucoup trop indulgente, irritait sa dévotion, mal entendue et tout extérieure. Après s'être montrée longtemps conciliante, la petite-fille de d'Aubigné, la veuve de Scarron devenue reine, la calviniste devenue catholique, se jeta en vieillissant dans le prosélytisme avec cette dureté que développe souvent chez les femmes mêlées à de grandes intrigues politiques l'impérieuse faiblesse de leur sexe. Louvois, dont l'humeur s'accommodait de la violence, activa la persécution; il y *mêla du militaire* suivant le mot de Mme de Caylus, et les dragons furent chargés de seconder les missionnaires. On ne sait que trop comment ils s'acquittèrent de cette tâche et par quels actes sauvages ils déshonorèrent leur titre de chrétiens et de soldats. Il y eut alors autour du roi comme une sorte de conspiration, d'une part pour lui cacher les cruautés exercées sur une partie de ses sujets, de l'autre pour lui faire croire que le miracle de la conversion s'était accompli dans tout le royaume. Trompé par de faux rapports et des abjurations arrachées par la contrainte et l'argent, Louis XIV se persuada qu'il avait à peu près complétement extirpé l'hérésie,

qu'il fallait en faire disparaître les derniers vestiges et frapper un coup décisif pour abattre le petit nombre de ceux qui s'obstinaient encore dans la foi nouvelle. Dans cette pensée, il signa, le 22 octobre 1685, la révocation de l'édit de Nantes. Les considérans de cet édit célèbre portaient que tous les efforts de son aïeul et de son père avaient eu pour but de faire triompher la religion chrétienne, mais que la mort de Henri IV et les guerres soutenues par Louis XIII avaient retardé l'accomplissement de ce grand dessein; qu'il avait, quant à lui, continué leur œuvre, et plus heureusement, « puisque la meilleure et la plus grande partie de ses sujets de la religion prétendue réformée avaient embrassé la religion catholique. » En conséquence, l'édit de Nantes était inutile, et il le révoquait, ainsi que tous les articles particuliers qui avaient été ajoutés depuis. Le grand roi cependant n'était point tellement rassuré sur son triomphe, qu'il ne crût devoir recourir aux mesures les plus rigoureuses pour le consolider. Par une contradiction singulière, après avoir déclaré que le protestantisme était abattu, il le traitait encore comme un ennemi redoutable, et il ordonnait que tous les temples fussent démolis, les enfans baptisés par les curés des paroisses et les écoles des religionnaires fermées dans tout le royaume. Les ministres devaient se convertir ou quitter la France dans un délai de quinze jours sous peine des galères, et, par une contradiction nouvelle, tandis que l'édit plaçait les pasteurs réformés entre l'exil ou la conversion, il défendait en même temps aux autres réformés de sortir du royaume. Après les avoir privés de toute liberté religieuse et civile, le roi les enchaînait ainsi à la persécution, *en attendant qu'il plût à Dieu de les éclairer.*

Le jour même où fut enregistré l'édit de révocation, on commença la démolition des temples. Ce fut une véritable croisade, et dans tous les rangs de la population catholique on applaudit à ce qu'on appelait la piété du roi et à la victoire qu'il venait de remporter sur l'hérésie. La révocation de l'édit de Nantes, il est triste de le dire, fut populaire comme la Saint-Barthélemy. Les jansénistes applaudirent, tout en recommandant la modération; les jésuites applaudirent en recommandant la violence, et parmi les personnages éminens qui combattirent ou blâmèrent les *convertisseurs*, on ne cite guère que le marquis d'Aguesseau, le cardinal de Noailles, le marquis de Pomponne, Catinat, Vauban, Colbert, Saint-Simon et Racine, qui dans la tragédie d'*Esther*, représentée en 1689, fit plusieurs allusions aux événemens qui s'accomplissaient sous ses yeux. Fénelon se prononça également pour la clémence; il adressa au roi un mémoire où il lui donnait des avis sévères et peignait le père Lachaise, son confesseur, *comme un aveugle qui en conduisait un autre* : « Vous n'aimez point Dieu, disait l'archevêque de Cambrai; vous ne le craignez même que d'une crainte d'esclave. C'est l'enfer et non pas Dieu que vous craignez. Votre religion ne consiste qu'en superstitions, en petites pratiques superficielles. Vous êtes scrupuleux sur des bagatelles et endurci sur des maux terribles, etc. » La voix de Fénelon ne fut point écoutée. Mme de Maintenon, par haine du père Lachaise, parut un instant incliner elle-même vers la modération; mais les rigueurs ne furent point adoucies.

Ce fut là la folie du grand règne, folie cruelle et qui n'eut point uniquement sa source dans les passions religieuses. On avait vu au XVIe siècle Condé

et Coligny se jeter avec ardeur dans le parti de la réforme, parce que les Guises étaient catholiques; on vit dans le siècle suivant Le Tellier et Louvois, ennemis de Colbert, s'acharner à représenter les protestans comme des sujets rebelles, parce que, suivant la juste remarque de Voltaire, Colbert les représentait comme des sujets utiles. Les protestans d'ailleurs étaient riches; ils possédaient d'importantes manufactures, de grandes propriétés. On vit dans la persécution un moyen de se débarrasser d'une concurrence redoutable, et dans la vente forcée de leurs biens une source de spéculations avantageuses. Une grande partie de la nation encouragea par ces motifs les rigueurs de Louis XIV, et Mme de Maintenon elle-même ne rougit pas de se montrer favorable à la *bande noire*.

Frappés tout à la fois dans leur conscience, leur liberté, leur fortune, menacés jusque dans leur existence, les réformés s'obstinèrent néanmoins à espérer; ils s'étaient habitués depuis si longtemps à regarder Louis XIV comme le père de ses sujets, qu'ils ne pouvaient croire qu'il fût le persécuteur acharné d'une partie d'entre eux. Il fallut bientôt renoncer à cette illusion : la pénalité fut aggravée d'une manière effrayante. Lorsque les huit cents temples du royaume eurent été rasés au niveau du sol, on décréta, contre ceux des réformés qui retourneraient aux anciennes pratiques de leur culte, le fouet, les galères, la marque du fer rouge, la mort. Défense fut faite sous les mêmes peines de quitter le royaume. Il n'y eut d'exception que pour le maréchal de Schomberg, le marquis de Ruvigny et le vieux Duquesne, alors âgé de quatre-vingts ans. Tout espoir était perdu désormais, et cependant les réformés semblaient confirmés dans leur foi par la persécution. Ils résistèrent obstinément, parce qu'ils se regardaient comme ayant un motif sacré de résister. On eut beau surveiller les côtes, les frontières et les chemins, encourager la délation, promettre des récompenses considérables à ceux qui ramèneraient les fugitifs, envoyer par bandes aux galères, en les chargeant des chaînes les plus gênantes et les plus lourdes qu'on pût trouver, les émigrans qu'on était parvenu à saisir; ils glissaient entre les mains des surveillans et des gardes, et bon nombre de catholiques, attendris par tant de malheurs, favorisèrent leur fuite. Que devinrent ces proscrits qui furent dispersés plus loin que les Juifs? Quel fut le sort de ces colonies françaises qui se fondèrent à la fin du XVIIe siècle sur tous les points de l'Europe? Qu'ont-elles fait pour payer l'hospitalité que leur accordèrent l'Allemagne, le Danemark, l'Angleterre, la Hollande, la Suisse et l'Amérique? Quels élémens nouveaux de prospérité ont-elles portés dans leurs patries adoptives? Quelles pertes leur éloignement a-t-il fait essuyer à cette terre natale qui les avait si durement repoussées de son sein? Telles sont les questions qui se posent maintenant à nous avec la récente *Histoire des Réfugiés français*, et auxquelles nous allons essayer de répondre.

La révocation de l'édit de Nantes était à peine connue en Europe, que tous les états protestans, amis ou ennemis de la France, s'empressèrent, par sympathie religieuse et par calcul politique, d'offrir un asile aux réfugiés. L'Europe entière avait compris le parti qu'elle pouvait tirer de l'émigration. L'électeur Frédéric-Guillaume, pour attirer les réformés proscrits dans le duché de Brandebourg, qui devait devenir bientôt le royaume de Prusse, leur assura, dès le mois d'octobre 1685, par l'édit de Potsdam, un asile inviolable dans

ses états et de nombreux priviléges. Le pays messin seul versa dans le Brandebourg plus de trois mille personnes qui y portèrent environ 2 millions d'écus, et comme les résidens prussiens épiaient les émigrans à leur sortie de France pour les engager à profiter des priviléges offerts par Frédéric-Guillaume, on en compta bientôt dans ses états plus de vingt-cinq mille, qui reçurent des avantages de toute espèce : on leur donna le droit de bourgeoisie, l'exemption de tout impôt, des terres, des maisons, des instrumens de travail, et des grades supérieurs à ceux qu'ils occupaient en France. Les soldats formèrent cinq régimens, et six cents officiers environ furent répartis dans les rangs de l'armée prussienne. Les marins recrutèrent la flotte que l'électeur avait formée, et allèrent fonder diverses colonies sur les côtes de la Guinée, au Sénégal et dans les îles de Saint-Thomas et de Saint-Eustache. La destinée militaire des réfugiés qui trouvèrent un asile en Prusse fut des plus brillantes, et les armées de Louis XIV les retrouvèrent en face d'elles à l'avant-garde aux batailles de Neuss, de Fleurus, de Malplaquet, aux siéges de Bonn et de Namur. Quelques-uns s'élevèrent aux grades de généraux, et contribuèrent puissamment dans la guerre contre les Suédois à assurer la prépondérance du Brandebourg dans le nord de l'Allemagne. Leurs descendans reparurent avec éclat dans la guerre de sept ans, et les noms de plusieurs d'entre eux, La Motte-Fouqué, Hautcharmoy, Dumoulin, Forcade, sont inscrits sur la colonne érigée à Berlin en l'honneur du grand Frédéric.

Les commerçans rendirent à leur nouvelle patrie des services non moins signalés, et l'on peut dire qu'ils créèrent complétement l'industrie prussienne, ou plutôt qu'ils enrichirent la Prusse des plus belles et des plus importantes industries de la France : la chapellerie, la ganterie, la teinturerie, les velours, les soies, les tapis d'Aubusson, etc. Grâce à leurs efforts intelligens, Halle et Magdebourg devinrent en peu d'années de grandes villes manufacturières. La concurrence anglaise et française fut écrasée, et en même temps qu'ils affranchissaient la Prusse des importations étrangères, ils lui créaient de nombreux débouchés avec la Pologne, la Russie et la Suède, et fondaient, par le comptoir d'escompte dit *bureau d'adresse,* le premier établissement de crédit commercial qu'ait possédé la monarchie de Frédéric.

L'influence des protestans français ne fut pas moins grande sous le rapport du développement intellectuel de la Prusse que sous le rapport industriel et commercial. Frédéric Ier, qui descendait par sa mère de l'amiral de Coligny, seconda puissamment les travaux scientifiques et littéraires des réfugiés. Il fonda en leur faveur le *collége français,* l'*académie des nobles* et l'*institut français.* Lacroze, Ancillon, Basnage, de Vignolles, Pelloutier, Formey, entrèrent à l'académie de Berlin, et créèrent en 1696 le *Nouveau journal des Savans.* La Prusse devint dès lors, comme la Hollande, une sorte de champ d'asile ouvert à ceux qu'on appellerait aujourd'hui les libres penseurs. Il s'y forma une littérature française, complétement indépendante, et surtout très hostile à la politique du gouvernement français. Les calvinistes frayèrent la route aux philosophes, et s'il est vrai que la réforme et plus tard la philosophie préparèrent la révolution française, on peut dire aussi sans exagération que les plus vives attaques contre la société française du XVIIIe siècle sont parties de Potsdam et de Berlin ; c'est même peut-être à l'influence des

réfugiés, à la haine qu'ils avaient semée autour d'eux contre la France, qu'on a dû de voir la Prusse marcher en tête de la coalition de 1792.

En suivant jusqu'à notre temps l'histoire de la descendance des réfugiés français en Prusse, on rencontre quelques-uns des noms les plus célèbres de l'Allemagne moderne. Par sa mère, M. de Humboldt appartient à la colonie française. Adalbert de Chamisso, que Hoffmann, le fantastique conteur, reconnaissait comme son maître; Frédéric Ancillon, à qui l'on doit le *Tableau des révolutions du Système politique de l'Europe*, et qui fut longtemps ministre dirigeant du cabinet de Berlin; Charles de Savigny, le restaurateur de la science du droit romain; Michelet, l'un des représentans les plus distingués de l'école hégélienne; La Motte-Fouqué, l'auteur du célèbre roman d'*Ondine*, sont tous les arrière-petits-fils de la France; ils ont gardé dans leur patrie adoptive la vive empreinte du génie national de leurs ancêtres, la méthode, la clarté, la tendance aux applications pratiques, et l'on peut dire sans exagération que l'Allemagne n'a point de savans ou d'écrivains plus populaires. Les travaux d'érudition de M. de Savigny, par exemple, ont créé en Prusse tout un système législatif et politique, système du reste complétement opposé à l'influence et aux idées françaises.

Les réfugiés de la Prusse ont gardé longtemps la constitution particulière et autonome qu'ils avaient adoptée au XVIIe siècle; ils ont formé longtemps des communes distinctes, et ce n'est qu'en 1808 que leur organisation fut complétement modifiée. Une réaction violente contre la langue et la littérature françaises s'était opérée après la mort de Frédéric II; les guerres de la révolution et de l'empire la rendirent plus vive encore. Le gouvernement prussien, après la bataille d'Iéna, proscrivit la langue des vainqueurs; les réfugiés en grand nombre germanisèrent leur nom, et aujourd'hui ils sont pour la plupart complétement absorbés dans la population indigène.

Dès le premier moment de la révocation de l'édit de Nantes, la Hollande ne se montra pas moins empressée que la Prusse à profiter de la faute immense que venait de commettre le gouvernement de Louis XIV. Depuis longtemps déjà, ce pays était ouvert aux vaincus de tous les partis, aux proscrits de toutes les croyances. Il s'était ouvert, pendant la guerre de trente ans, pour les Allemands fuyant Wallenstein, pour les Anglais fuyant Marie Tudor, pour les Wallons, les Brabançons et les Flamands fuyant le duc d'Albe et le prince de Parme. Lorsque Henri III, en 1583, publia l'édit de conversion, la Hollande reçut de nombreux émigrans français; elle en reçut encore un très grand nombre de 1668 à 1681, et elle les accueillit tous avec le plus vif empressement. Le prince d'Orange, qui déjà rêvait la couronne d'Angleterre, comprit toutes les ressources que lui offrait l'émigration militaire de la France : il fit voter par les états 180,000 florins affectés à la dépense des officiers, et pourvut avec une égale sollicitude à l'établissement des ouvriers et des commerçans. Le comte d'Avaux, ambassadeur en Hollande, en voyant le tort immense que l'émigration causait à la France, adressa des représentations fort justes à Louis XIV; mais le monarque ne vit dans les rapports de son ambassadeur que *les effets d'une imagination blessée*. Dans la seule année 1686, soixante quinze mille nouveaux réfugiés vinrent s'établir dans les Provinces-Unies, et, comme la plupart d'entre eux par-

venaient, malgré les efforts du gouvernement français, à réaliser leur fortune avant de franchir la frontière, l'argent afflua tellement dans la Hollande, qu'en 1687 le taux de l'intérêt à Amsterdam était tombé à 2 pour 100, et que cette ville seule servait aux protestans français 150,000 florins de rentes viagères.

Sous le rapport commercial, les résultats de l'émigration pour les Provinces-Unies ne furent pas moins importans. Harlem vit s'établir d'importantes fabriques de ces magnifiques étoffes de soie à fleurs qu'on appelait *belles triomphantes*. Amsterdam, qui jusqu'alors avait été exclusivement maritime, devint en peu d'années une des cités manufacturières les plus importantes de l'Europe. La Hollande, par son commerce cosmopolite, fit sur tous les marchés du monde une concurrence victorieuse au commerce français, en même temps qu'elle s'affranchissait vis-à-vis de la France d'un tribut annuel de plus de 42 millions qu'elle lui payait pour achat de montres, de dentelles, d'étoffes de soie, de gants, de quincaillerie, etc. Les colonies profitèrent comme la métropole. Trois mille réfugiés environ se rendirent au cap de Bonne-Espérance et peuplèrent une vallée qu'on désigne encore aujourd'hui sous le nom de *Vallée des Français*. Ils la transformèrent en un immense vignoble, et y produisirent pour la première fois ces vins fumeux du Cap, qui font sur tous les marchés de l'Angleterre une si rude concurrence à nos vins français. Perdue à l'extrémité du monde, la colonie française du Cap est encore représentée aujourd'hui par une population d'environ quatre mille âmes, et elle habite principalement deux grands villages nommés, l'un le village de Charron, du nom de son fondateur, l'autre le village de La Perle. Tout en gardant fidèlement le culte et la langue des ancêtres, elle est devenue tellement étrangère à cette vieille Europe, dont la sépare l'immensité des déserts ou des mers, que, parmi ceux qui la composaient en 1828, personne ne savait que la France, depuis la fin du dernier siècle, avait enfin proclamé la liberté de conscience comme le dogme inviolable des sociétés modernes.

Au double point de vue de la politique et de la guerre, les réfugiés français de la Hollande exercèrent sur les affaires de leur temps une très grande influence. Tandis que les réfugiés de Londres préparaient de longue main l'avénement du prince d'Orange au trône d'Angleterre, celui-ci recrutait principalement avec les réfugiés de la Hollande l'armée qui devait, à la bataille de la Boyne, lui assurer la couronne. Ce fut un réfugié, Brousson, qui conçut la pensée de la ligue d'Augsbourg, et plus tard, quand éclata la guerre de la succession, des ingénieurs français, sortis de l'école fondée par Louvois, dirigèrent les siéges entrepris par les armées des alliés. Enfin la haine contre la France était si ardente au cœur de ses enfans proscrits, qu'en 1708 des officiers protestans au service de la Hollande pénétrèrent de Courtrai jusqu'aux environs de Versailles, et vinrent enlever, sur le pont de Sèvres, le premier écuyer du roi, M. de Beringhen.

Nous avons dit que la colonie française de Berlin, religieuse ou philosophique, contribua puissamment à préparer la révolution française; on peut dire avec autant de raison que la colonie littéraire de la Hollande contribua à préparer en France l'avénement du scepticisme philosophique au XVIIIe siè-

cle. Aussi longtemps que les calvinistes étaient restés les sujets de Louis XIV, ils s'étaient tenus prudemment sur la défensive : du moment où ils eurent franchi la frontière, ils commencèrent l'attaque avec une vivacité sans égale. L'esprit de parti s'allia à l'esprit de secte. Bayle fraya la voie où bientôt Voltaire devait entraîner son siècle. En 1689, le livre intitulé *les Soupirs de la France esclave* mit en cause le principe de la royauté, et fit pour la première fois un appel à la nation contre le monarque qui la gouvernait. Claude, dans un autre écrit non moins célèbre, *les Plaintes des protestans de France*, publia un manifeste violent en faveur de la coalition contre Louis XIV. Jurieu se posa fièrement en adversaire de Bossuet. Les Hollandais, qui gardaient de notre injuste agression un profond ressentiment, laissaient faire et laissaient dire. Tous les livres proscrits, tous les livres précurseurs des grandes secousses politiques, les *Contes* de La Fontaine, le *Contrat social*, *la Nouvelle Héloïse*, l'*Émile*, et une foule de pamphlets hostiles au gouvernement français ou au catholicisme, furent imprimés dans les Provinces-Unies. C'est là qu'est née la presse périodique; c'est là qu'ont été fondées les premières *revues*, telles que la *Gazette de Harlem*, le *Mercure historique et politique*, qui devint plus tard la *Gazette de Leyde*, si célèbre dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, la *Bibliothèque universelle*, la *Bibliothèque choisie*, la *Bibliothèque des Sciences*, etc. Ce furent des réfugiés, tels que Basnage, Élie Benoît et Michel Janicon, qui dotèrent les premiers la Hollande de travaux vraiment sérieux sur sa propre histoire. La langue française se substitua partout à la langue latine, dont l'usage était général dans les écoles hollandaises. Cette propagation de l'idiome national fut, il faut en convenir, une faible compensation pour les dommages que les émigrés calvinistes causèrent à leur ancienne patrie, et cette importation de notre langue, au lieu d'étendre notre influence, ne servit qu'à la combattre et à l'atténuer. A l'exception de Bayle, les publicistes français naturalisés en Hollande furent avant tout des pamphlétaires et des controversistes de circonstance. D'ailleurs le français, tel qu'ils l'écrivirent, perdit bientôt sa verve et son éclat : il prit une tournure hollandaise, et devint, sous le nom de *français réfugié*, une langue à part, toute hérissée de barbarismes.

En Angleterre, les réfugiés n'avaient pas trouvé un accueil moins sympathique qu'en Hollande. Longtemps avant la révocation de l'édit de Nantes, la cause des protestans français était regardée en Angleterre comme une cause nationale. M. Weiss cite même un mémoire du *British Museum* dans lequel on cherchait à établir qu'en France le protectorat des réformés appartenait de droit à la Grande-Bretagne. Aussi, durant les longues guerres du XVIe siècle, le gouvernement anglais ne cessa-t-il jamais d'intervenir d'une manière plus ou moins directe dans nos luttes religieuses. Il aida puissamment au triomphe d'Henri IV, et ce fut là, sans aucun doute, un des services les plus signalés qu'une alliance anglaise ait jamais rendus à la France, car Henri IV représenta l'ordre après l'anarchie, la tolérance après l'esprit de fanatisme, la grandeur et la force du pays après de longues années d'épuisement et de faiblesse.

Déjà, dans les invasions des XIVe et XVe siècles, les Anglais, on le sait, avaient eu soin de transporter en Angleterre les ouvriers français les plus

habiles qu'ils trouvaient établis dans les villes momentanément soumises à leur domination. A plus forte raison devaient-ils profiter avec empressement du secours inespéré que la persécution apportait à leur industrie naissante, et ils en profitèrent en effet avec cette entente pratique des affaires qui les a distingués dans tous les temps. Le 28 juillet 1681, Charles II, tout pensionné qu'il était par Louis XIV, accorda, par l'édit de Hamptoncourt, des lettres de naturalisation et de grands priviléges aux émigrans. Onze cent cinquante d'entre eux furent naturalisés dans la même année, et en moins de dix ans, c'est-à-dire de 1680 à 1690, leur nombre s'éleva à plus de quatre-vingt mille. La plupart se fixèrent à Londres. Des habitans d'Amiens, de Cambrai et de Tournai formèrent à Édimbourg un quartier nouveau qui reçut le nom de *quartier de Picardie*. Les officiers et les soldats qui avaient suivi le prince d'Orange reçurent en Irlande, du gouvernement ou des propriétaires du pays, d'importantes concessions de terres, et formèrent autour de Dublin des colonies destinées à protéger cette ville. Le trésor public et la charité privée vinrent en aide en même temps aux familles pauvres. Jamais l'hospitalité d'un grand peuple ne s'exerça plus magnifiquement, et jamais, on peut le dire, l'hospitalité ne fut payée par de plus grands services.

Lorsque Guillaume d'Orange s'embarqua à Naerden pour conquérir le trône d'Angleterre, sur les douze mille hommes qui composaient sa petite armée, on ne comptait pas moins de trois régimens d'infanterie française et de sept cent trente officiers réfugiés, vieux soldats qui avaient appris la guerre sous Condé et Turenne. C'était un Français, Goulon, qui commandait l'artillerie; c'était un maréchal de France, Schomberg, qui dirigeait les opérations. En reconnaissant sur le champ de bataille le corps expéditionnaire que Louis XIV avait envoyé, sous les ordres du duc de Lauzun, pour combattre Guillaume, Schomberg dit aux régimens réfugiés : *Messieurs, voilà nos ennemis, en avant!* Ceux-ci se portèrent à l'attaque avec une fureur irrésistible et décidèrent la victoire. Un fait analogue se produisit sur le champ de bataille d'Almanza. Un régiment de réfugiés cévenols, qui combattait avec l'armée anglaise, se trouva placé en face d'un régiment français qui s'était signalé contre les camisards; les deux troupes, en se reconnaissant, s'élancèrent à la baïonnette l'une contre l'autre avec une telle furie, que des deux côtés il ne resta pas trois cents hommes debout. Le maréchal de Berwick, qui fut témoin de ce combat, n'en parlait jamais sans émotion, en disant que de sa vie il n'avait vu une pareille rage et une plus terrible action de guerre.

En contribuant à placer Guillaume d'Orange sur le trône d'Angleterre, les soldats protestans avaient couronné le plus redoutable ennemi de Louis XIV; les ouvriers protestans à leur tour, en portant dans la Grande-Bretagne leur intelligence et leurs bras, donnèrent un essor jusqu'alors inconnu à l'industrie de leur patrie adoptive, et l'affranchirent de 47 millions de marchandises qu'elle achetait, année moyenne, sur nos marchés. Toujours habiles à profiter de nos revers industriels, les Anglais ne se bornèrent point à attirer et à retenir chez eux les travailleurs protestans; ils recrutèrent également, et en très grand nombre, des ouvriers catholiques, en leur offrant, avec le libre exercice de leur culte, les mêmes avantages qu'aux réformés. Sur les vingt mille tisserands qui se trouvaient à Laval et aux environs, quatorze mille passèrent

dans la Grande-Bretagne et y naturalisèrent la fabrication des toiles à voiles, dont la France avait eu jusqu'alors le monopole. Tours, dont Henri IV avait voulu faire la capitale manufacturière de la France centrale, perdit trente mille habitans. Il en fut de même à Lyon, où le nombre des métiers de soieries était descendu, en 1698, de quinze mille à quatre mille. Pendant ce temps, les manufactures anglaises prospérèrent en raison directe de la décadence de nos propres manufactures. La fabrication des étoffes de soie occupait dès 1694 plus de mille métiers à Cantorbéry, et bientôt le commerce des soieries, dont nous avions eu jusque-là le monopole, nous fut disputé par nos voisins. Les réfugiés leur portèrent le secret de la fabrication du taffetas dit taffetas d'Angleterre, et cette branche fut complétement perdue pour nous, ainsi que les brocarts, les satins, les velours, les horloges, les cristaux, la quincaillerie, les instrumens de chirurgie, dont nous les avions en grande partie approvisionnés jusqu'alors. Il en fut de même pour les batistes, les tapisseries des Gobelins et les chapeaux en poil de lapin, de chèvre et de castor. Ces chapeaux, dits de Caudebec, avaient été longtemps pour la France l'objet d'un commerce important et tout à fait exceptionnel, car même dans le XVIIe siècle une foule de recettes industrielles étaient encore à l'état de *secrets*. Les procédés occultes de la fabrication des *caudebecs* furent emportés en Angleterre, et les cardinaux romains eux-mêmes, qui jusque-là s'en étaient fournis chez nous, furent obligés de les acheter à la manufacture de Wandsworth.

Ainsi, par la proscription de 1685, Louis XIV détruisait lui-même ce qu'il s'était efforcé de créer. Le père Lachaise avait presque ruiné l'œuvre immense de Colbert. La Grande-Bretagne, jusqu'alors tributaire, s'était affranchie de la France, et elle travaillait, avec les bras de nos ouvriers, à nous supplanter sur tous les marchés du monde. Par un brusque retour vers l'intolérance du moyen âge, par un démenti cruel donné aux progrès de la civilisation dont elle était si fière, la France s'était faite l'auxiliaire la plus active de la grandeur et de la prospérité d'une puissance rivale. Dans la seule année 1689, on convertit en argent anglais 900,000 louis d'or, perte d'autant plus irréparable que nous ne possédions guère à cette époque plus de 500 millions de numéraire. Quant à la littérature des réfugiés, elle eut de l'autre côté du détroit beaucoup moins d'influence qu'en Prusse et en Hollande, et le seul ouvrage important publié par les protestans français fut l'*Histoire d'Angleterre*, de Rapin Thoyras, qui prit, comme officier, une part très active à l'expédition de Guillaume d'Orange.

La Suisse, qui depuis longtemps était devenue, comme la Hollande et l'Angleterre, une terre d'asile pour tous les proscrits, reçut également un assez grand nombre d'émigrés protestans. Genève profita utilement, pour ses fabriques d'horlogerie, de la présence de ses nouveaux hôtes. Les paysans du Languedoc et du Dauphiné introduisirent dans les cantons la culture de la vigne et du mûrier; mais comme en général la Suisse était pauvre et peu commerçante, les réfugiés qui disposaient de quelques ressources furent à peu près les seuls qui s'y fixèrent. Ils y portèrent, comme partout, une haine irréconciliable contre la France, et leur rôle, à la fin du XVIIe siècle et au commencement du XVIIIe, fut avant tout un rôle politique. Berne, Zurich, Schaffhouse, Saint-Gall, tout en conservant leurs relations diplomatiques avec la

France, entretinrent des rapports suivis avec Guillaume d'Orange, devenu roi d'Angleterre, et donnèrent des troupes à la grande coalition européenne. Genève, sommée par Louis XIV d'expulser les réfugiés, fut contrainte d'obéir à cet ordre, mais elle se vengea par des menées occultes plus fatales au grand roi qu'une rupture ouverte. Tous les cantons embrassèrent sa querelle. Pendant la guerre des Cévennes, ils secondèrent activement les camisards. Il en fut de même lors de la guerre de la succession. Les réfugiés avaient tellement popularisé la haine contre leur propre pays, qu'en 1707, lorsque le prince de Conti éleva, concurremment avec la maison de Brandebourg, des prétentions sur la principauté de Neufchâtel, les cantons, excités par leurs intrigues, déférèrent la souveraineté de ce petit état à Frédéric Ier, et c'est là ce qui explique ce droit d'intervention que la Prusse n'a jamais cessé depuis de réclamer dans les affaires de la confédération helvétique. Louis XIV eut beau menacer, les cantons répondirent par des préparatifs de guerre. Cette fois encore, comme toujours, les réfugiés se placèrent à l'avant-garde; l'Europe coalisée leur promit son appui, et le grand roi fut forcé de céder. Ainsi, par rapport à la Suisse, la révocation de l'édit de Nantes eut encore pour la France des résultats funestes. Elle changea en hostilité sourde la neutralité jusqu'alors bienveillante d'un état voisin, et elle déposa dans les cantons les germes d'un esprit anti-français qui s'est depuis réveillé dans maintes circonstances.

Telle est l'histoire de l'émigration protestante dans les pays les plus rapprochés de la France ou dans ceux où elle exerça le plus d'influence; il faut la suivre maintenant aux extrémités de l'Europe septentrionale. On la retrouve en Danemark, où elle forme quatre colonies importantes, la première à Copenhague, la seconde à Altona, les deux autres à Frédéricia et à Glukstadt. On la retrouve aussi en Suède, où du reste le luthéranisme se montra peu bienveillant à son égard. Enfin on la retrouve en Russie, où les recommandations de l'électeur de Brandebourg, Frédéric-Guillaume, avaient préparé aux réfugiés un accueil hospitalier. En 1688, les czars Pierre et Ivan leur accordèrent, par un ukase, le libre accès de toutes les provinces moscovites. Plus de trois mille d'entre eux entrèrent dans le régiment modèle formé par Pierre le Grand, et leur influence se fit glorieusement sentir dans l'instruction et la discipline de l'armée qui devait plus tard triompher à Pultawa. Les sympathies de Pierre le Grand pour les réfugiés ne se démentirent jamais. Lorsqu'il eut bâti Saint-Pétersbourg, il leur permit d'y construire un temple. Il donna des terres à ceux qui voulaient se livrer à la culture, et aujourd'hui même il existe sur les bords du Volga une petite colonie française, agricole et commerçante, qui forme, au milieu de la grande famille moscovite, une famille distincte, dont les membres ont gardé, avec leur culte et leur langue maternelle, l'habit à basques et la perruque du règne de Louis XIV.

L'émigration protestante ne s'arrêta point aux limites de la vieille Europe; elle se fraya le chemin du Nouveau-Monde, pour chercher, au sein d'une nature sauvage encore et sur une terre inexplorée, cette liberté dont elle était si jalouse. Déjà, au XVIe siècle, Coligny avait formé le projet de réunir sous une seule et même direction et de fixer dans une même colonie de l'Amérique ceux de ses coreligionnaires qui préféraient l'exil à l'abjuration. Une première expédition fut tentée en 1555 par Durand de Villegagnon. Elle échoua

complétement. Quelques années plus tard, en 1562, Jean Ribault partit de Dieppe avec deux navires, et débarqua près de l'embouchure de la rivière Saint-Jean, qui sépare la Floride moderne de la province de Géorgie : il y construisit le fort Charles, la première citadelle de l'Amérique du Nord sur laquelle ait flotté le drapeau européen; mais cet établissement fut bientôt abandonné. Coligny cependant ne se découragea point. Une expédition nouvelle, dont le commandement fut confié à René Laudonnière, vint s'établir dans les mêmes contrées; les Espagnols, auxquels les nouveaux colons portaient ombrage, s'emparèrent par surprise du fort que ceux-ci avaient construit, et les pendirent en attachant cette inscription au-dessus de leur tête : *Pendus comme hérétiques et non comme Français.* Un gentilhomme de Mont-de-Marsan, Dominique de Gourgues, résolut de tirer vengeance de cet acte de cruauté : il vendit son patrimoine, recruta deux cents volontaires, et partit du port de Bordeaux en 1567 sur trois navires parfaitement équipés. Sa traversée fut heureuse. Il tomba à l'improviste sur les Espagnols qui s'étaient rendus coupables du meurtre de ses compatriotes, et les fit attacher au gibet avec cette devise : *Pendus comme assassins et non comme Espagnols.* Lorsqu'il revint en Europe, l'Espagne mit sa tête à prix, après en avoir au préalable obtenu l'autorisation du roi de France.

Dans le cours du XVIIe siècle et longtemps avant la révocation de l'édit de Nantes, un assez grand nombre de réfugiés se rendirent dans le Nouveau-Monde et s'établirent de préférence dans l'état de New-York, la Virginie, le Maryland, et surtout dans la Caroline du sud. De 1686 à 1699, l'émigration s'accrut considérablement. La colonie du Santee et celle de Charleston, la plus importante de toutes, atteignirent un remarquable degré de prospérité. Quatre cents familles environ parmi celles qui les composaient demandèrent au gouvernement de Louis XIV l'autorisation de s'établir dans la Louisiane, à la seule condition qu'on leur accorderait la liberté de conscience. Le ministre Pontchartrain leur répondit que le roi ne les avait pas chassés de ses états pour qu'ils formassent une république dans ses domaines du Nouveau-Monde. L'Angleterre, cette fois encore, s'empressa de profiter de cet incroyable aveuglement. Elle s'efforça, par des faveurs de toute espèce, de fixer les réfugiés dans ses colonies naissantes, « afin, dit l'acte de la législation de la Caroline du sud, de contribuer à l'établissement des manufactures de soie, et de hâter en même temps l'introduction de la vigne et de l'olivier. » Dès ce moment, les réfugiés de l'Amérique, attachés sans retour à leur nouvelle patrie, la fécondèrent par leur travail, la défendirent contre la France et l'Espagne, et s'associèrent à toutes ses luttes et à toutes ses gloires. Des sept présidens qui dirigèrent le congrès de Philadelphie pendant la guerre de l'indépendance, trois, Henri Laurens, Jean Jay, Élie Boudinot, étaient d'origine française. Après avoir suivi l'histoire des colonies protestantes en Amérique, on regrette avec M. Weiss que la pensée de Coligny n'ait pu se réaliser, et qu'il ne se soit pas rencontré un chef influent pour rallier sous un même drapeau tous les proscrits et fonder avec eux dans le Nouveau-Monde une France protestante.

On voit quel intérêt s'attache à l'histoire des protestans français en Europe comme dans le Nouveau-Monde. Il ne faudrait cependant pas s'exagérer l'im-

portance intellectuelle de l'émigration, et peut-être pourrait-on reprocher à l'écrivain qui vient de traiter avec des documens nouveaux cette question délicate — d'incliner un peu trop vers cette idée, qu'au XVIIe siècle la supériorité de l'intelligence était tout entière du côté des protestans. M. Weiss lui-même reconnaîtra qu'on peut, sans démentir l'histoire, réclamer l'égalité en faveur des catholiques; car le mérite de son livre, c'est de ne point s'adresser à telle communion religieuse plutôt qu'à telle autre, mais à tous ceux qui veulent s'instruire par les leçons du passé. Aujourd'hui, grâce aux recherches récentes, c'est avec une pleine connaissance du sujet que l'attention de la France peut se reporter sur les conséquences de la révocation de l'édit de Nantes. On peut mesurer dans toute son étendue et sous les aspects les plus divers le désastre occasionné par ce décret. On a peine à comprendre comment Louis XIV, qui fit de si grandes choses, a pu commettre une pareille faute, comment il ne s'est point arrêté devant la morale humaine, devant l'intérêt de l'état, devant la religion. On se demande comment, à l'exception de Fénelon et du cardinal de Noailles, personne ne s'est rencontré dans le haut clergé français pour lui représenter que jamais la véritable tradition catholique n'avait admis qu'on pût employer contre l'hérésie d'autres armes que les armes spirituelles, que saint Augustin avait recommandé de combattre l'erreur et non les hommes, et que l'église gallicane, dans la barbarie même du moyen âge, avait déclaré par la bouche du plus éloquent de ses apôtres, par la bouche de saint Bernard défendant les Juifs, qu'on doit enseigner et persuader la foi, et non l'imposer : *fides suadenda, non imponenda.*

Au point de vue religieux, la révocation fut un acte complétement inutile, car le protestantisme, comme il arrive toujours pour les croyances religieuses, se soutint et se fortifia par la persécution. En effet, vers 1680, la France comptait environ douze cent mille protestans sur une population totale de vingt millions d'habitans. Aujourd'hui, sur trente-six millions, elle compte environ dix-huit cent mille réformés, et de la sorte la proportion est restée la même. Au lieu de ramener dans le giron de l'église romaine ceux qui s'en étaient séparés, la révocation en éloigna au contraire une foule d'hommes qui se jetèrent dans le philosophisme par crainte d'un despotisme religieux, et le XVIIIe siècle vit se former un parti qui attaqua le catholicisme en prenant pour prétexte la haine de l'intolérance.

Au point de vue gouvernemental, la révocation fut un fait désastreux pour l'autorité royale et pour Louis XIV personnellement; car, en pénétrant dans le domaine de la conscience, ce prince, qui avait si nettement posé le principe de la séparation des deux pouvoirs, se plaçait pour ainsi dire en dehors du droit dont lui-même avait fixé les règles. Il démentait ainsi et la politique de sa race et sa propre politique; il reconstituait comme parti le protestantisme, depuis longtemps vaincu et désarmé, et il provoquait la résistance de la part de sujets fidèles et dévoués, qui, éblouis, comme le reste de la nation, par sa puissance et les splendeurs de son règne, n'avaient su jusqu'alors qu'admirer et obéir. Il donna en outre aux coalitions de l'Europe protestante un prétexte en quelque sorte permanent; il aggrava les rivalités politiques de toutes les haines implacables des passions religieuses, et se plaça par ses proscriptions, vis-à-vis des princes réformés de l'Europe, dans une

situation de tous points identique à celle où la convention, un siècle plus tard, se plaça vis-à-vis des rois par le meurtre de Louis XVI.

Au point de vue économique enfin, la révocation fut bien autrement désastreuse encore. Quatre cent mille personnes actives et énergiques, comme celles qui dans tous les temps se portent avec ardeur aux nouveautés téméraires, quittèrent le royaume pour n'y jamais rentrer. Plus de trois cent mille autres, y compris les victimes de la guerre des Cévennes, périrent sur les champs de bataille, sur les galères, sur les échafauds, ou moururent de misère et de faim en cherchant à fuir au-delà des frontières, ou à échapper, en se réfugiant dans les montagnes et dans les bois, à la persécution qui s'efforçait de les saisir partout. Il n'y a point là d'exagération. On n'a, pour vérifier ces chiffres, qu'à consulter les documens officiels du temps, et à faire le total ville par ville, province par province. Cette perte fut d'autant plus regrettable pour la France, que les derniers désastres de la guerre de la succession, et principalement l'hiver de 1709, causèrent dans le royaume une effrayante mortalité. Un nombre considérable de matelots expérimentés, de soldats d'élite, de vieux officiers formés à l'école de la grande guerre, d'ingénieurs formés à l'école de Vauban, tournèrent contre le pays qui les exilait leur bravoure et leur expérience. Nos manufacturiers les plus riches portèrent hors de France leurs capitaux, nos ouvriers les plus habiles le secret de nos plus belles industries. Nos fabriques, les premières du monde à cette date, furent brusquement paralysées dans leur essor. La Prusse, grâce aux réfugiés, se constitua pour la première fois comme puissance commerciale. Par eux, la Hollande et l'Angleterre furent initiées à la fabrication de toutes les denrées dont nous avions eu jusqu'alors le monopole exclusif, et notre commerce, perdant ce qu'elles cessèrent de nous acheter pour elles-mêmes, fut diminué de tout ce qu'elles vendirent à ceux que nous avions approvisionnés jusque-là. Après avoir retrouvé sur tous les marchés du monde le commerce des réfugiés, la France retrouva sur tous les champs de bataille leur haine et leur bravoure; car, il faut le dire, elle n'eut jamais, à de très rares exceptions près, d'ennemis plus implacables. Parmi les calvinistes marquans du XVIIe siècle, Duquesne fut le seul qui resta tout à la fois fidèle à sa croyance et à son pays; il fit jurer à ses enfans de ne jamais porter les armes contre la France, et ce fut là l'unique exemple de patriotisme que donnèrent ceux qu'atteignit la révocation. Triste effet des passions religieuses, qui sont, on peut le dire, le fléau de la véritable piété, et qui, plus implacables que les passions politiques, ne pardonnent jamais, étouffent dans le cœur des persécuteurs le sentiment de la justice et de la pitié, dans le cœur des proscrits le sentiment de la patrie, et font verser des flots de sang par ceux mêmes qui invoquent le Dieu de paix!

CHARLES LOUANDRE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

30 juin 1853.

Tel est le caractère de ces questions immenses qui ouvrent tout à coup de si étranges horizons pour le monde, en le mettant dans la cruelle alternative de la paix ou de la guerre : on les retrouve partout, sous toutes les formes, suspendant tous les intérêts, dominant les situations. Elles finissent par lasser et épuiser l'attention. Les notes diplomatiques, les memorandums, les ultimatums, se multiplient et ne les éclairent guère davantage. Les affaires d'Orient ont cela de particulier aujourd'hui, qu'elles sont arrivées à un point où d'un côté il y a un ensemble de faits et de complications dont la guerre semblerait le dénoûment invincible, tandis que d'un autre côté il y a dans l'opinion publique européenne une singulière obstination de confiance dans le maintien de la paix. La guerre apparaît presque comme le seul résultat logique de ces difficultés, et on n'y veut point croire; on n'y croit pas parce qu'on ne saurait s'arrêter à la pensée que de grands gouvernemens risquent avec une telle légèreté ou un tel aveuglement le repos du monde, parce que tout dit qu'un conflit serait sans motif, qu'un recours à la force serait illégitime, parce qu'enfin au-dessus de la logique des passions et des ambitions qui peut mener à la guerre, il y a la logique des grands intérêts de l'Europe qui mène à la paix. Que disent donc en ce moment les faits relativement à l'Orient? Ils montrent la situation sous le même aspect, la Russie persistant plus que jamais dans ses prétentions excessives, la Turquie conservant son attitude de résistance, l'Angleterre et la France poursuivant une politique commune en continuant à prêter à l'empire ottoman l'appui de leur nom, de leurs conseils et au besoin de leurs flottes. Seulement cette situation touche de plus en plus à son extrême période. Un dernier ultimatum de la Russie transmis au divan vient de rencontrer un nouveau refus de la Porte. Après le départ précipité du prince Menchikof, ce qui restait de la légation russe à Constantinople quitte aussi le sol turc. Il semblerait, par suite, que

nous soyons au moment des résolutions décisives, où il faut choisir entre le paix et la guerre, et c'est là, sans nul doute, ce qui a inspiré au cabinet de Saint-Pétersbourg la pensée de fixer l'état de la question au point de vue russe dans une note adressée à ses agens près des diverses puissances. Or en quoi se résume cette note, cette exposition solennelle placée sous l'autorité du nom de M. de Nesselrode? Est-elle de nature à modifier les impressions ressenties en Europe? Révèle-t-elle quelque grief de la Russie inconnu jusqu'à ce moment? Fait-elle apparaître comme beaucoup plus légitime toute tentative qui serait faite par le gouvernement russe pour obtenir par la voie des armes ce que les négociations n'ont pu lui donner? La Russie peut indubitablement encore recourir à la force en jetant son armée dans la Moldavie et la Valachie; rapprochée de sa déclaration, cette occupation n'en restera pas moins un acte de force que rien n'explique dans les difficultés d'un ordre général récemment suscitées, et que rien n'autorise dans les conditions spéciales faites aux provinces du Danube par le traité de Balta-Liman.

La note du cabinet de Saint-Pétersbourg a eu cet avantage et ce succès, de pouvoir être interprétée dans un sens favorable à la paix aussi bien que dans un sens moins rassurant; c'est toujours la merveille des documens diplomatiques dans les situations difficiles. Au fond, c'est dans cette note même qu'on pourrait trouver les meilleurs arguments contre les prétentions de la Russie en montrant les erreurs ou les confusions sur lesquelles ces prétentions reposent. Et d'abord il y a, ce nous semble, dans la communication émanée du cabinet du tsar, un simple mot où se révèle la singulière ambition de la Russie; ce mot, c'est la qualification d'église *gréco-russe* donnée aux églises orientales. N'est-ce point une prétention suffisamment réfutée et que repoussent, comme nous l'indiquions récemment, les communions mêmes auxquelles ce nom s'applique? Il n'y a point d'église gréco-russe en Orient, il y a des églises grecques nées et constituées avant même qu'il y eût une Russie, et qui ne pouvaient pas prendre apparemment un nom qui n'existait pas. Ce n'est point exclusivement, à vrai dire, d'une considération religieuse qu'est né ce rôle protecteur revendiqué aujourd'hui si entièrement par le gouvernement russe, c'est la politique qui l'a créé, c'est la décadence progressive de la puissance turque coïncidant avec l'agrandissement de la Russie qui a amené cette situation, ce protectorat de fait, qui ne rend pas plus vraie la qualification d'église gréco-russe donnée aux communions orientales, et qui surtout n'explique point comment la Russie se croirait le droit de faire consacrer par une convention diplomatique cette sorte d'absorption, dont le dernier mot serait inévitablement de réunir sous sa suprématie toutes les populations grecques de l'Orient. Quant à la nature même des difficultés les plus récentes, est-il nécessaire de dissiper une fois de plus la confusion faite par la Russie entre ses réclamations concernant les lieux saints et les exigences postérieures que le prince Menchikof a été chargé de faire triompher? La question des lieux saints a été réglée, la note russe elle-même l'avoue, sans difficulté de la part de la Turquie, sans obstacle de la part de la France. Comment donc serait-ce encore la question des lieux saints? Comment l'Europe pourrait-elle accepter sans contestation cette étrange connexité établie entre des réclamations portant sur un point spécial, auxquelles il a été pleinement satisfait

d'ailleurs, et un acte d'une portée générale, tendant à modifier si sensiblement les relations de l'empire russe et de la Porte, et à livrer au tsar une portion de l'autorité souveraine du sultan sur onze millions de ses sujets? Le cabinet de Saint-Pétersbourg répond à cela qu'il ne réclame rien d'inusité et de nouveau, que ces stipulations qu'il propose, elles existent déjà en sa faveur depuis le traité de Kaïnardgi, confirmé par tous les autres traités subséquens, qu'un acte nouveau n'aurait de valeur que comme réparation des mauvais procédés du passé en même temps que comme garantie plus étroite de l'avenir, et nullement comme titre à des avantages qui ne lui soient acquis. « Si nous sommes forts, dit la note russe, nous n'en avons pas besoin; si nous sommes faibles, un pareil acte ne nous rendrait pas plus à craindre. » On pourrait assurément contester cette manière de poser la question, qui semble si singulièrement faire abstraction du droit; mais enfin n'est-ce point là en substance ce qu'on dit depuis longtemps dans un autre sens? Si la Russie ne demande rien de nouveau, rien que ne lui assurent déjà les traités qu'elle a avec la Porte ottomane, où donc est la nécessité d'une convention nouvelle? Quelle force ajoutera cette convention aux stipulations antérieures? En quoi liera-t-elle plus strictement la Turquie? Si au contraire il y a quelque chose de nouveau dans les prétentions russes, comment la Porte ne serait-elle point en droit de peser, d'examiner, de repousser même les conditions et la forme de l'engagement qui lui est proposé ou plutôt imposé? Et en réalité, si par l'acte qu'elle réclame la Russie ne poursuivait pas un accroissement d'influence et de prépondérance réelle en Orient, comment s'expliquerait cette insistance poussée au point de suspendre la guerre sur l'empire ottoman et sur l'Europe? Évidemment personne ne s'y trompe. La Russie sent bien que, sous une forme quelconque, — traité, *sened* ou simple note diplomatique souscrite par le divan, — ce qu'elle réclame, c'est un accroissement d'influence; le gouvernement turc sent bien que ce serait pour lui une diminution d'indépendance; l'Europe ne sent pas moins qu'il en résulterait un déplacement de souveraineté en Orient, une atteinte peu déguisée à l'intégrité de l'empire ottoman, et voilà la raison de la situation de tout le monde, de la Russie, de la Porte et de l'Europe, dans cette question.

Quoi qu'il en soit, au dernier ultimatum russe parvenu à Constantinople, le divan a répondu par un refus; mais en même temps il paraît avoir joint à ce refus la proposition d'envoyer un ambassadeur extraordinaire à Saint-Pétersbourg pour expliquer sa situation et renouer les négociations si brusquement rompues par le prince Menchikof. Cette proposition doit d'autant plus peser dans la balance, que peu auparavant le gouvernement turc avait publié un firman par lequel il déclare de nouveau solennellement maintenir les priviléges et immunités des églises d'Orient. Le sultan ne semble même pas éloigné aujourd'hui de déclarer irrévocables les concessions faites aux chrétiens de toutes les communions, et de contracter, à défaut d'un engagement diplomatique, un engagement moral vis-à-vis de toutes les puissances chrétiennes. Tel est donc le terrain où se débat en ce moment cette souveraine question de la paix et de la guerre. Il s'agit de savoir si la Russie acceptera les engagemens de la Turquie, pris par le divan en vertu de sa souveraineté propre, sans aucun caractère synallagmatique, ou si, en persistant rigoureu-

sement dans son ultimatum, elle poursuivra une tentative personnelle, exclusive, et qu'on peut certainement qualifier de démesurée.

Pour tous ceux qui pèsent dans leur esprit les chances de la paix, il est une question qui a dû s'élever. Quelle est l'attitude de l'Autriche dans ces circonstances? De quel côté penche son influence? A-t-elle, comme on l'a dit, le rôle, sinon d'une médiatrice officielle, du moins d'une puissance s'interposant pour le maintien d'une paix à laquelle elle est la première intéressée? La situation de l'Autriche, à vrai dire, n'est point des plus faciles. Le concours énergique qu'elle a reçu du tsar en 1849 n'a point été peut-être, autant qu'on pourrait le croire, un acte de chevaleresque désintéressement, si, comme on l'assure, en retour de ce service éminent, elle a dû s'engager moralement à se ranger du côté de la Russie dans tout conflit qui pourrait éclater. L'exécution de cet engagement semble avoir été réclamée au moment où échouaient définitivement les négociations du prince Menchikof, et, d'après des versions accréditées, l'Autriche se serait ainsi trouvée entre l'intérêt évident qu'elle avait à s'opposer, plus encore que toute autre puissance, aux projets de la Russie, — et ses obligations morales de 1849. Quelles étaient cependant les limites de ces obligations? Un tel engagement pouvait-il s'appliquer à un conflit dont l'Autriche désapprouverait le principe aussi bien qu'à une guerre légitime? Le cabinet de Vienne ne paraît point être entré dans ces questions. Il aurait évité de discuter ses obligations; il aurait seulement objecté que s'il détournait ses forces militaires de leur destination actuelle en Hongrie, dans la Lombardie, dans la Vénétie, pour appuyer les mouvemens des Russes sur le bas Danube, le résultat le plus clair, ce serait de livrer de nouveau ces portions de l'empire à une explosion révolutionnaire, possible surtout à un moment où les circonstances générales feraient fermenter toutes les passions. En outre, l'armée autrichienne ne risquerait-elle pas de se trouver dans une situation fausse, qui serait la source de froissemens et de mécontentemens profonds? Si des mouvemens intérieurs éclataient, ne s'étendraient-ils pas à toute l'Allemagne, et la Russie elle-même, dans ce cas, serait-elle sûre de la Pologne? L'engagement pris en 1849, et qui avait pour but la répression de la révolution, de concert avec la Russie, aurait ainsi pour bizarre conséquence de lui frayer de nouveau la route. Après cela, le seul rôle qui reste à l'Autriche évidemment est celui d'une intervention conciliante et modératrice, aussi conforme à ses propres intérêts qu'aux intérêts de l'Europe. De toutes les médiations qui peuvent être tentées, c'est sans nul doute la plus efficace. On s'est un peu hâté peut-être de donner à cette médiation presque un caractère officiel. L'internonce autrichien, M. de Bruck, à son arrivée à Constantinople, a dû peser de ses conseils sur le cabinet ottoman. Il n'est point étranger, assure-t-on, à la résolution du divan d'étendre ses concessions, et de donner une forme irrévocable aux garanties en faveur des chrétiens. Quant à une médiation réelle, elle n'a pu être encore ni offerte, ni acceptée, et la question d'ailleurs est de savoir si elle serait agréée par le tsar, surtout lorsque l'on considère l'immensité des préparatifs militaires qui ont précédé la mission du prince Menchikof, et semblaient dénoter une résolution déjà fort arrêtée d'aller jusqu'au bout. Si donc les bons offices de l'Autriche peuvent être une des chances de la paix, sa médiation n'en est point

la garantie. La paix, elle est tout entière aujourd'hui dans la décision suprême que s'est réservée l'empereur Nicolas avant de donner à son armée l'ordre de franchir le Pruth.

Quel que soit cependant le résultat actuel de ces complications, paix ou guerre, — et il n'est point impossible encore que les considérations de la paix n'exercent leur souveraine influence sur l'esprit élevé du tsar, — ces complications n'en sont pas moins un symptôme nouveau du mouvement qui s'accomplit, qui peut être précipité ou retardé, mais qui se dessine avec une étrange puissance. Ce mouvement, c'est le développement immense de la Russie, que le ministre de l'empereur Nicolas constate avec orgueil dans sa note. Depuis plus d'un siècle, en effet, la Turquie dépérit, la Russie grandit, et l'Europe observe. Chaque lutte nouvelle a été l'occasion d'un accroissement et s'est terminée par un traité qui constatait une victoire de plus pour l'empire des tsars. Les étapes de cette carrière d'agrandissement sont les traités de Kainardgi, de Bucharest, d'Andrinople, d'Unkiar-Skelessi. Le rôle de la Russie a été sans cesse de s'introduire dans les affaires de la Turquie, d'enfoncer son coin dans cet empire vermoulu, tantôt agissant en ennemie, tantôt s'offrant comme alliée, passant habilement de l'hostilité à la protection, gagnant autant de terrain par la paix que par la guerre, et arrivant aujourd'hui à vouloir constater dans un traité nouveau une sorte de partage de la suzeraineté des sultans. C'est ainsi que s'est développé cet empire, qui s'appuie au pôle, fait face à l'Allemagne, étend son influence vers la Perse, est gardé presque sur tous les points par des frontières inaccessibles, et dont l'ambition, servie par d'ardentes passions religieuses, ne cesse d'avoir l'œil fixé sur Constantinople. Qu'a fait cependant l'Europe? Qu'a fait le pays en qui se résume plus particulièrement la civilisation occidentale, — la France? L'Europe s'est consumée dans des luttes intestines; la France a passé son temps à détruire ou à édifier des régimes politiques; elle s'est dévorée elle-même dans des perturbations qui enchaînaient ses forces, ou les tournaient vers des entreprises impossibles et qui affaiblissaient en elle l'instinct de ses grands intérêts dans le monde. Ce sont les révolutions surtout qui ont contribué à fausser ou à paralyser la politique de l'Occident. L'Europe a fait avec la Russie depuis un siècle ce qu'elle fait depuis cinquante ans avec les États-Unis : elle a vendu elle-même ses possessions à l'Union américaine; elle a favorisé les émancipations prématurées et les démembremens des états voisins de la république nouvelle. Quand le Texas a proclamé son indépendance, elle a approuvé, — et elle a approuvé encore quand le Texas s'est annexé aux États-Unis. Lorsque la guerre du Mexique a éclaté en 1846, elle n'a eu rien à y voir, c'était une affaire de l'autre monde, et de fait il n'y a eu que deux ou trois provinces mexicaines absorbées. Aujourd'hui c'est tout le Mexique que les Etats-Unis menacent, en même temps qu'ils professent comme politique l'exclusion de l'Europe de tout le continent américain, et le difficile est véritablement de savoir comment on s'y opposerait : de telle sorte qu'entre ces deux mouvemens d'expansion les plus immenses et les plus redoutables qu'ait vus la civilisation moderne, celui de la Russie et celui des États-Unis, la politique européenne se trouve hésitante, souvent divisée et impuissante à rien empêcher, après

avoir perdu les occasions d'interventions efficaces. Il serait difficile évidemment de pressentir ce qui peut résulter de ces grands mouvemens des peuples. Ce que nous savons, c'est que, si l'Europe ne retrouve sa liberté d'action et l'instinct de ses véritables intérêts, elle peut être exposée à des déceptions plus cruelles encore. Mais, pour ne parler que de la Russie, quel peut être le moyen d'arrêter ce développement gigantesque, du moins en ce qu'il a de plus menaçant pour l'Europe? C'est là toujours le difficile quand les crises sont arrivées à un certain degré. Un auteur anglais, dans une brochure, — *Solution de la question d'Orient*, — cherchait récemment une issue: il la trouvait dans la création d'un empire grec à Constantinople, sous l'autorité souveraine d'un prince chrétien indépendant. L'auteur oublie peut-être un peu qu'on ne crée point des empires et des princes à volonté et à jour fixe. Dans tous les cas, l'intérêt supérieur, c'est que, sous une forme quelconque, sous la forme de l'empire turc actuel ou d'un empire grec indépendant, l'intégrité de l'Orient demeure un fait acquis à la politique occidentale, comme elle est déjà consacrée par le droit. Tout le reste est sujet à discussion. Ce n'est point là d'ailleurs une œuvre facile, et la première condition pour l'accomplir, c'est que l'Europe puisse tourner vers l'étude et la défense de ces grandes questions un peu de ces forces qu'elle use trop souvent à se détruire elle-même en prétendant se rajeunir. Voilà pourquoi l'état intérieur d'un pays donne presque toujours la mesure de ce qu'il peut au dehors et de l'efficacité de sa politique dans le monde.

La vie intérieure de la France, il est superflu de le dire, est semée de peu d'incidens aujourd'hui, depuis que l'action politique, moins partagée, est soumise à des règles et à des limites qu'il serait difficile de franchir. Elle est organisée pour le repos, comme en d'autres temps elle est organisée pour l'agitation permanente. Les préoccupations actuelles les plus vives peut-être sont celles des affaires du dehors et celles des affaires industrielles, qui réagissent incessamment les unes sur les autres. La Bourse est un bruyant théâtre politique où l'on a déjà fait assez souvent franchir le Pruth par les troupes russes. Entre ces deux ordres de préoccupations diverses, il resterait peu à dire, si le gouvernement n'avait publié dans ces derniers jours un certain nombre de décrets modifiant l'organisation des départemens ministériels par suite de la suppression du ministère de la police générale, fixant l'état des princes de la famille impériale, soumettant à des conditions nouvelles la décoration de la Légion-d'Honneur et les décorations étrangères obtenues par des Français. Résumons rapidement ces diverses mesures. C'est toujours chose assez grave que de toucher à l'organisation du pouvoir ministériel, qui a déjà subi tant de modifications et de changemens. Combien de fois les administrations ne se sont-elles pas trouvées scindées, les intérêts intervertis et divisés moins encore dans la vue d'un service meilleur que par des considérations politiques accidentelles et peu durables! Il est cependant curieux de voir comme on finit toujours par revenir à des conditions plus rationnelles, basées sur l'analogie des services, sur l'identité des intérêts. Il y a deux ans bientôt, l'agriculture et le commerce, après avoir formé longtemps une administration spéciale, avaient été rattachés au ministère de l'intérieur; ils vont aujourd'hui composer, avec les travaux publics, un ministère unique et indé-

pendant. De toutes les combinaisons qui pouvaient être tentées, celle-là est sans doute la meilleure, parce qu'elle est la plus logique. N'y a-t-il point en effet les liens les plus étroits entre l'industrie, le commerce, l'agriculture et toutes les entreprises de travaux publics? N'y a-t-il point un avantage réel à réunir ces intérêts divers, qui touchent au développement matériel du pays, pour les soumettre dans leur ensemble à une même direction, à une même impulsion? Cette mesure se lie d'ailleurs à une mesure plus grave et d'un caractère politique qui n'est autre que la suppression du ministère de la police générale. C'est à l'intérieur qu'est rendue la direction de la police, comme elle lui appartenait autrefois. Aujourd'hui que l'inutilité du ministère de la police générale est reconnue par le gouvernement même qui l'a constitué, il est bien permis de croire que ce n'est là jamais qu'une institution transitoire. C'est un rouage qui risque souvent d'offrir moins d'avantages que de difficultés, ne fût-ce que par les conflits qui peuvent s'élever incessamment entre les fonctionnaires spéciaux de la police et les autres fonctionnaires administratifs, même assez fréquemment avec les autorités militaires. Nous ne parlons du reste ici que de ce genre de considérations. C'est une observation à faire. Depuis cinquante ans, dans notre histoire, le ministère de la police reparaît par intervalles : il a existé sous l'empire, il a existé même sous la restauration; jamais il n'est parvenu à s'établir d'une manière permanente; né dans certaines circonstances, il a disparu avec elles. A quel titre et à quelle condition la police pourrait-elle donc être une institution permanente? A la condition qu'elle fût ce qu'elle n'a jamais été, ce qu'elle ne peut pas être, — une sorte de gouvernement supérieur embrassant la direction politique, la direction intellectuelle, la direction morale du pays. Mais alors c'est un gouvernement universel tenant dans sa dépendance tous les services, et comme ce gouvernement ne peut pas se réaliser, la police, constituée d'une manière indépendante, reste toujours ce qu'elle est, — une hiérarchie de surveillance, ayant à sa tête un ministre et finissant par un agent vulgaire souvent disposé à faire sentir l'action du pouvoir dans tous les détails de la vie des populations, — car, s'il est dans une localité où l'on ne conspire pas, il faut bien qu'il fasse quelque chose. Dans un temps normal, la police n'est qu'une partie de l'administration ordinaire. Observer l'état du pays, les courans de l'opinion, les besoins et les vœux des populations, n'est-ce point la mission de toutes les autorités administratives? Dès lors un ministère spécial n'est plus qu'une superfétation inutile.

Quant au décret qui règle l'état des princes de la famille impériale, il suffira de dire que, s'inspirant du décret de 1806, il constitue l'autorité de l'empereur sur sa famille; il donne au chef de l'état un droit souverain qui s'étend à tous les actes de l'existence des princes, lesquels ne peuvent s'éloigner de Paris ou de la France sans un congé de l'empereur, et sont même soumis, au besoin, à une hiérarchie de punitions allant des arrêts à l'exil. Des diverses mesures récentes dont nous parlions, une des plus importantes, à un autre point de vue, est celle qui a trait aux décorations, soit nationales, soit étrangères. Il ne faut point certes se plaindre des garanties plus rigoureuses qui peuvent être imposées à ce sujet. Rien n'est plus fait pour ôter de leur valeur à ces distinctions que la profusion avec laquelle elles étaient distribuées,

si bien que cela a pu être quelquefois une manière de se signaler que de ne point porter la plus petite décoration, ruban, collier ou plaque. Le gouvernement a donc attaché des conditions assez sévères principalement au droit de porter des décorations étrangères. La première de ces conditions est l'acquittement d'une rétribution, qui ne laisse point que d'être élevée, comme préliminaire indispensable de toute autorisation. La seconde, qui n'est pas la moins grave, doit réduire singulièrement le nombre de ceux qui peuvent porter des décorations d'un certain ordre. Ainsi les officiers supérieurs et les fonctionnaires civils d'un rang analogue ont seuls droit à la décoration en sautoir; les plaques et les grands cordons appartiennent exclusivement aux généraux et aux fonctionnaires civils d'un rang équivalent. Il va en résulter un assez grand massacre de décorés. En vérité, il n'y a point de mal à ce que ceux qui reçoivent des ordres étrangers en soient réduits, pour toute ressource, à faire annoncer leur bonne fortune par le journal, afin que l'univers en soit instruit. La mesure adoptée par le gouvernement ne semble-t-elle pas seulement impliquer toute une organisation hiérarchique du pays? La hiérarchie militaire est prise ici comme type. Il est sans doute des fonctions civiles dont l'analogie avec les fonctions militaires peut être facilement établie, il en est d'autres pour lesquelles cela n'est point peut-être aussi aisé. D'un autre côté, un membre de l'Institut, par exemple, est-il un fonctionnaire, et de quel rang est-il? Un ancien ministre conserve-t-il le droit de porter des décorations en rapport avec la position qu'il a occupée? Nous ne parlons pas des simples particuliers, qui ne sont rien, n'ont jamais rien été, et n'en sont pas moins décorés de plusieurs ordres; ceux-là sont la justification même de la mesure du gouvernement. Il est enfin un décret qui touche à un intérêt bien différent, et qui assurément a une place particulière dans cet ensemble de dispositions récentes : c'est celui qui établit une exposition universelle des beaux-arts, coïncidant avec l'exposition universelle de l'industrie qui doit avoir lieu en 1855.

Mais ici n'est-ce point déjà toucher à ce monde des arts, de l'imagination, de l'intelligence, qui a ses incidens propres, et dont chaque évolution se mesure aux œuvres que chaque jour produit, à toutes les manifestations nouvelles de la pensée? Dans ce monde idéal où tout vient se mêler et où tout se renouvelle, où toutes les tentatives ont leur place, et où la vie se produit sous les formes les plus diverses, — histoire ou philosophie, récit poétique ou drame; — dans ce monde enfin qui apparaît souvent moins comme l'expression que comme le contraste de la réalité, un des charmes les plus élevés pour l'esprit sans doute est celui qui consiste à reproduire l'existence, les traits, la physionomie d'un de ces hommes qui ont eu leur heure d'éclat, en qui se résume toute une portion morale et intellectuelle du passé, et dont l'originalité est empreinte d'un caractère profond, presque saisissant. C'était une de ces figures que M. Mignet faisait revivre l'autre jour au sein de l'Académie des sciences morales, en traçant le portrait d'un philosophe moderne, de Jouffroy, mort avant l'âge, il y a plus de dix ans déjà. M. Mignet a consacré à Jouffroy une de ces notices substantielles, élégantes et sobres, qui lui sont devenues familières, et qui sont moins un éloge académique vulgaire qu'un portrait savant et animé. Il a reproduit l'homme et le temps avec un

accent particulier de sympathie, qui se reportait naturellement sur tout ce mouvement intellectuel au milieu duquel le philosophe avait vécu, et dont il avait été l'un des organes. Cela est bien simple, M. Mignet est du temps de Jouffroy par les idées, par les goûts, par les espérances politiques. M. Mignet est resté pour voir le naufrage de plus d'une de ces espérances, de plus d'une de ces idées, sans cesser d'y croire. Jouffroy est tombé avant l'heure, épuisé et vaincu par les luttes intérieures, et après avoir révélé un talent qui semblait capable de plus d'œuvres qu'il n'en a produit. C'était au reste une des natures les plus rares, chez qui le travail philosophique prenait une forme animée et vivante; la poésie se mêle, chez Jouffroy, à l'observation des phénomènes de la conscience, qui furent l'objet principal de ses études; une sorte d'émotion contenue et palpitante se faisait sentir dans ses écrits comme dans sa parole. Ce mélange d'observation psychologique, de poésie, d'émotion, d'angoisse intérieure même parfois, est ce qui fait l'originalité de Jouffroy, dont les idées philosophiques seules seraient loin, certes, de donner une idée suffisante.

A un certain point de vue, Jouffroy peut passer pour un des types mélancoliques et douloureux de toute une classe d'esprits de notre temps, de ceux que le scepticisme envahit sans les satisfaire. Qu'on se souvienne de ces émouvantes et éloquentes pages dans lesquelles il raconte cette nuit, cette fatale nuit de décembre, où, seul dans sa chambre étroite, voyant la nuit s'écouler, la lune décroître, les étoiles jeter leur clarté vacillante, il sentit la foi de sa mère pâlir dans son âme, et, à la place de sa foi détruite, ne trouva plus que le vide, un vide désolant et nu. Qui n'a point eu aussi de nos jours sa nuit de décembre? Qui n'a point éprouvé à un moment donné les mêmes angoisses, les mêmes défaillances? C'est par-là que Jouffroy est véritablement le type d'une certaine classe d'esprits à un certain moment de ce siècle. Le penseur qui sera le type des jours nouveaux, qui exprimera le besoin renaissant des âmes lassées, sera celui qui aura eu, lui aussi, sa veillée nocturne, où, à la clarté des étoiles, au milieu des murmures de la nuit, il aura senti la foi reprendre possession de son âme, retrouvant ainsi toutes ces règles simples et sévères de l'existence que Jouffroy regrettait, et qui arrêtent les esprits sur cette pente au bout de laquelle on ne trouve que la désolation et la ruine. Plus avancé dans la vie, Jouffroy n'eût point écrit sans doute cet article terrible tracé au milieu des émotions frémissantes de la jeunesse : *Comment les dogmes finissent!* Il eût senti où cela conduisait, et que le véritable titre d'un tel sujet était : Comment les civilisations finissent! comment les peuples finissent! — Les civilisations et les peuples, en effet, ne se forment ni ne vivent au hasard. C'est un ensemble de croyances religieuses qui les vivifie et les soutient. Proclamer la déchéance d'un dogme, c'est proclamer la fin d'une civilisation. Mais alors il faudrait avoir à donner au monde une autre âme, une foi nouvelle et supérieure. Ce n'est donc point sans utilité que les œuvres de Jouffroy peuvent être encore interrogées et étudiées, et ce n'est point sans à-propos que M. Mignet, l'autre jour, rendait la vie à cette rare nature, à ce talent profond et fin, où il y avait presque autant du poète que du philosophe.

Ce n'est point là d'ailleurs seulement qu'on peut aller chercher quelque chose de la vie intellectuelle contemporaine. On touche de trop près encore

au mouvement moral et politique. L'esprit littéraire se produit sous mille formes différentes, depuis le récit de voyage jusqu'au drame ou à la comédie, depuis la poésie jusqu'à la critique. Quelle séduction plus vive et plus charmante, par exemple, que celle d'un livre fait avec tous les souvenirs, toutes les impressions d'une vie promenée à travers toutes les contrées du monde, et avec un talent, un art de récit difficile à égaler! C'est là véritablement le genre d'attrait des *Scènes et Récits des pays d'outre-mer* de M. Théodore Pavie. M. Pavie est un voyageur universel : quelle est la région qu'il n'ait point visitée? L'Égypte et toute cette partie de l'Orient lui sont familières; il a vu l'Inde et la Chine; il a parcouru l'Amérique tout entière, bivouaquant dans la *pampa*, pénétrant jusqu'au cœur des provinces Argentines, traversant les neiges des Andes, passant en un mot au milieu de tous les spectacles, au milieu de tous les contrastes de la nature morale et physique. Il a connu quelques-uns de ces farouches personnages qui sont la sombre et terrible poésie de ces contrées, Facundo Quiroga notamment, qui avait été surnommé à Buenos-Ayres le tigre de la *pampa*. On devine ce que cette vie volontairement adonnée aux excursions les plus lointaines a pu laisser de souvenirs variés, d'impressions vives dans un esprit observateur et fin, dans une imagination délicate et curieuse de nouveauté. Ici d'ailleurs les récits de M. Pavie ne prennent point cette forme directe où le voyageur se met perpétuellement en scène et est le principal personnage qu'il aime à reproduire. L'auteur voyage non pour se voir lui-même, mais pour voir les autres, et c'est d'ordinaire dans le cadre d'une petite histoire, d'une fiction rapide, qu'il fait entrer la description des lieux, la peinture des mœurs, l'étude des passions et des caractères : sorte de drame multiple qui se déroule ainsi en Égypte avec *Ismaël Er-Raschydi*, dans l'Amérique du Sud avec *les Pinchevras* ou *Pepita*, dans l'Inde avec *Sougandhie*, au Canada avec *la Peau d'Ours*, sur la côte de Coromandel avec *Padmavati*, et qui fait éclater dans la vie familière l'originalité diverse des races humaines. Chose plus étrange encore, M. Pavie réussit à faire oublier qu'il est un savant connaissant à peu près toutes les langues des pays qu'il a visités et dont il reproduit quelques scènes. Il ne songe qu'à charmer l'imagination, et ne dit point un mot de l'aiguille de Cléopâtre quand il est en Égypte. C'est ainsi qu'en s'effaçant modestement il réussit à vous intéresser dans un livre qui est tout à la fois un voyage et un roman, une fiction et une peinture exacte de la vie humaine dans ses manifestations les plus variées et les plus caractéristiques.

De tels livres simples et sans faste sont faits pour montrer ce qu'il y a encore de talens fidèles et sûrs, gracieux et charmans, et ce que peut produire cette alliance de l'imagination et de l'observation réelle dans un genre littéraire dont on a tant usé et qu'on n'a point épuisé. Si le roman, ou plus simplement le récit, a de ces bonnes fortunes trop rares, il n'en est pas toujours ainsi au théâtre, où l'on voit assez souvent mettre en jeu de grands élémens pour aboutir à de médiocres résultats. C'est en réalité l'histoire d'une tentative récente faite pour transporter un roman de M. de Balzac, *le Lys dans la Vallée*, sur la scène du Théâtre-Français. L'auteur d'*Eugénie Grandet* n'eut jamais de bonheur au théâtre; ses œuvres n'en ont point encore aujourd'hui. Il ne gagne pas de batailles après sa mort. *Le Lys dans la Vallée* n'est point le meilleur roman de M. de Balzac, mais c'est un de ceux où il a sonde le

plus hardiment et avec le plus de puissance les mystères de la vie privée. On sait ce qui se cache sous ce titre séraphique : c'est l'histoire, la lamentable histoire d'une pauvre âme opprimée, froissée dans ses instincts et sa délicatesse par le despotisme conjugal d'un homme égoïste, et qui, dans la résignation même où elle vit, subit les atteintes de la passion, — passion inavouée d'abord, déguisée sous toute sorte de tromperies charmantes, ardente pourtant et mortelle. Reproduire tout cela, c'est l'œuvre d'une analyse pénétrante et forte, habile à scruter les secrets du cœur. Comment le drame y réussirait-il? comment pourrait-il peindre ces nuances intimes, ces progrès, ces mouvemens de la passion? Là où le roman triomphe, le drame échoue. Le drame n'a qu'un avantage, c'est que ses héros sont un peu moins bavards, les conditions scéniques ne peuvent se prêter aux développemens infinis; mais alors les situations se dessinent moins, la logique des caractères est faussée, la passion ne s'explique plus; les personnages, à force d'être transformés, sont écourtés, la noble et douce héroïne de Clochegourde devient presque vulgaire; lady Arabelle est une intrigante éhontée. Quant à ce pauvre Félix de Vandenesse, qui n'avait point déjà un beau rôle dans le roman, il joue un personnage légèrement stupide dans le drame. M. de Mortsauf seul conserve quelque chose de sa physionomie première, et c'est peut-être grâce à l'acteur. Tout cela s'agite sans vivre réellement, jusqu'à ce que cette malheureuse comtesse exhale son dernier soupir, ballottée comme elle le fut dans sa vie entre son amour et sa vertu, jusqu'à ce que cette âme dévorée et consumée s'envole purifiée de son enveloppe terrestre, — et alors on se demande à quoi bon transporter sur la scène ce qui est du domaine du roman, à quoi bon défigurer ce qu'il y a parfois de charmant et de profond dans l'œuvre de Balzac, sans effacer ce qu'il y a trop souvent aussi de grossier et de choquant? On se demande si cette manie de traduire en drame ou en comédie tout ce que le génie romanesque invente n'est pas le plus triste signe d'indigence, et si les victoires que gagne le Théâtre-Français avec ces travestissemens n'équivalent pas à des défaites.

Rentrons maintenant dans l'histoire politique. Nous laissions récemment la Hollande sous l'empire d'une émotion religieuse assez vive et de complications intérieures qui n'étaient point sans gravité. C'était tout un changement de direction dans le gouvernement, changement provoqué par l'organisation du culte catholique. Quelle est maintenant la situation de la Hollande? Quels sont les résultats des élections qui viennent d'avoir lieu? Quelle est la politique destinée à prévaloir à l'issue d'une crise où bien des questions délicates, bien des intérêts, étaient engagés? Le résultat le plus évident peut-être des élections récentes, c'est la défaite qu'a éprouvée cette portion du libéralisme dont l'ancien ministre, M. Thorbecke, est le principal chef. Le parti dit des réformés historiques a gagné quelques voix; le nombre des députés catholiques est d'une quinzaine environ. La fraction la plus considérable de la seconde chambre, et qui semble devoir constituer la majorité, appuie le cabinet nouveau, dont la politique jusqu'ici paraît devoir prendre un caractère conservateur plus prononcé, sans déroger essentiellement à la constitution. C'est dans ces conditions que s'ouvraient les états-généraux le 14 juin. Le roi lui-même inaugurait cette session extraordinaire. On n'était point d'ailleurs sans attendre avec quelque impatience l'expression de la pensée du gouver-

nement. Il résulte du discours royal que les difficultés avec Rome ne sont point aplanies, et que le gouvernement est dans l'intention de présenter une loi interprétative des dispositions constitutionnelles qui garantissent la liberté religieuse et assurent une égale protection à tous les cultes, en stipulant néanmoins la surveillance de l'état. C'est cette surveillance qu'il s'agit d'organiser, et, à vrai dire, c'est là l'unique affaire de la session qui vient de s'ouvrir à La Haye.

Peu de jours sont encore écoulés depuis l'ouverture de cette session, et les chambres hollandaises ont eu à peine le temps de préparer et de discuter la réponse au discours royal. Dans ces discussions, du reste, il faut le remarquer, il s'est manifesté un esprit réel de conciliation et de modération bien éloigné des tendances complétement réactionnaires qu'on redoutait. Les adresses présentées au roi par les deux corps des états-généraux se ressemblent en cela : elles sont une offre de concours au gouvernement dans les circonstances actuelles, en vue de la loi annoncée; mais elles mettent au-dessus de tout le principe de la liberté, de la tolérance religieuse, si profondément enraciné en Hollande. Elles sont même empreintes d'une certaine réserve au sujet des causes de la récente agitation religieuse, qu'elles s'abstiennent de caractériser et de juger, et c'est sur ce point principalement qu'ont roulé les discussions de l'adresse. C'est ainsi que, dans la première chambre, M. Van Dam van Isselt avait proposé un amendement tendant à exprimer une sorte de ressentiment contre l'organisation catholique, contre l'allocution papale surtout. Cet amendement a été repoussé à une quasi-unanimité. Dans la seconde chambre, M. Van der Bruggen s'est fait l'organe des mêmes griefs et des mêmes plaintes; il n'a point réussi davantage à faire modifier le sens général de l'adresse. Maintenant quelle sera la loi que le cabinet hollandais médite pour organiser la surveillance de l'état sur les diverses communions? D'un côté, l'égalité de protection pour tous les cultes est garantie par la constitution, la liberté religieuse est un droit; de l'autre, il n'est point douteux que cette liberté ne saurait être absolue, que l'état a le droit de veiller au respect des lois du pays. Ce sont deux principes également sacrés. S'il n'est pas toujours facile de les faire vivre en bon accord, de les empêcher de se heurter, il n'est point certainement impossible d'arriver à une transaction convenable, qui ne blesse en rien les droits de la conscience religieuse. A mesure que s'apaise l'émotion récemment soulevée en Hollande, peut-être cette œuvre devient-elle plus facile au gouvernement et aux chambres. Ce n'est point lorsque l'irritation s'en va, lorsqu'on revient à une plus exacte appréciation des choses, qu'il serait sage d'imprimer à une loi un caractère de réaction, et telle n'est point, à ce qu'il semble, l'intention du cabinet hollandais. Comme nous le disions, le ministère de La Haye ne paraît vouloir s'éloigner en rien de la constitution, il veut seulement la pratiquer dans un sens plus conservateur. Si l'on considérait bien, peut-être trouverait-on que le véritable résultat de la crise récente de la Hollande a été encore plus politique que religieux; il a consisté à ramener au pouvoir des hommes plus conservateurs que ne l'étaient les précédens ministres. L'essentiel est aujourd'hui que ce déplacement d'influence ne tourne point contre le principe souverain de la liberté religieuse. Au milieu de ces diversions politiques, les esprits s'étaient quelque peu détournés des progrès industriels et commerciaux; l'attention publique y re-

vient aujourd'hui à l'occasion de l'établissement récent d'une ligne de télégraphie sous-marine entre la Hollande et l'Angleterre, de Scheveningue à Harwich. Le télégraphe de l'état est maintenant en communication avec plus de quatre cent vingt villes en Angleterre, en France, en Belgique, en Allemagne, en Italie. Cette accélération des communications est un des stimulans nouveaux du commerce.

Si la Hollande a été un moment sous le poids d'une crise qui pouvait sembler menaçante pour sa constitution même, l'Espagne est depuis plus longtemps déjà dans une situation qu'il serait difficile de caractériser, mais qui n'est point à coup sûr une situation normale. En peu de mois, trois ministères différens se sont succédé; chacun à son jour est arrivé avec la pensée de modifier la politique de celui qu'il venait remplacer. Au fond cependant, le changement n'était point aussi essentiel qu'on pourrait le supposer. Et en effet quelles modifications sérieuses ont été apportées dans la situation politique de l'Espagne? Des questions d'un ordre supérieur et touchant à la nature même des institutions ont été posées, elles n'ont été résolues ni dans un sens ni dans l'autre. Aucune réforme n'a été accomplie, il est vrai; mais ce serait s'aventurer singulièrement de dire que la constitution actuelle en est beaucoup plus intacte. La vérité est qu'il est utile pour l'Espagne que ces difficultés soient franchement étudiées, et se dénouent d'une manière quelconque, pour rétablir un peu de certitude. En attendant, le cabinet actuel vient de passer par une crise nouvelle et d'achever de se compléter, par la nomination de M. Moyano au ministère de *fomento*, de M. Calderon de la Barca, ministre aux États-Unis, au ministère des affaires étrangères; M. Luis-Maria Pastor remplace, comme ministre des finances, M. Manuel Bermudez de Castro, qui a donné sa démission. Quelle a été la cause de cette crise? Le cabinet espagnol, il faut bien le dire, a vécu depuis deux mois à une condition, celle de ne point aborder un certain nombre de questions brûlantes, sur lesquelles les divergences étaient faciles à prévoir. Le jour où ces questions ont été abordées, l'antagonisme a éclaté, et c'est la tendance représentée par M. Bermudez de Castro qui a été vaincue. Par exemple, M. Bermudez de Castro était d'avis de fixer dès ce moment l'époque de la convocation des cortès, de faire cesser l'espèce de proscription qui pèse encore sur le général Narvaez, de renvoyer aux chambres, conformément à l'opinion du conseil d'état, la décision à intervenir sur la concession du chemin de fer du nord, enfin d'ajourner indéfiniment les réclamations adressées par les héritiers du prince de la Paix pour la restitution de leurs biens. C'est sur ces divers points que M. Bermudez de Castro s'est trouvé en désaccord complet avec ses collègues, et notamment avec le président du conseil, le général Lersundi. Maintenant le cabinet de Madrid aura-t-il plus d'unité? Marchera-t-il d'un pas plus ferme? Parviendra-t-il à se créer une situation assurée en évitant de se prononcer sur les questions les plus essentielles? C'est, dit-on, l'espoir de M. Egaña, ministre de l'intérieur, d'arriver à un apaisement des partis et des irritations qui permette de résoudre avec plus de liberté les problèmes politiques restés jusqu'ici en suspens. Toujours est-il qu'une telle situation ne saurait se prolonger longtemps sans que les plus sérieux intérêts à l'Espagne ne finissent par en ressentir les contre-coups.

Le Nouveau-Monde, pas plus que l'ancien, n'est exempt en ce moment de périls et de causes de perturbation. D'un bout à l'autre de l'Amérique, on pourrait voir s'agiter bien des questions redoutables; mais il n'est point certainement de pays qui, plus que le Mexique, soit assailli par toute sorte de complications, — et comme si ce n'était pas assez de l'anarchie intérieure qui désole toutes les provinces mexicaines depuis plus d'un an, il vient de s'y joindre une de ces difficultés qui surviennent toujours à point pour fournir un prétexte aux Américains : c'est au sujet de la vallée de Messilla, qui se trouve sur la frontière du Mexique et des Etats-Unis. D'après le traité qui a cédé diverses provinces mexicaines à l'Union après la guerre de 1846, la vallée de Messilla paraît incontestablement appartenir au Mexique; mais les autorités américaines l'ont fait envahir à main armée. Les autorités mexicaines, à leur tour, l'ont fait occuper de nouveau par la force, en expulsant les soldats américains. Le gouvernement de Washington a blâmé et destitué le gouverneur du Nouveau-Mexique, qui avait ordonné la première invasion; mais en même temps il a envoyé un général pour reprendre possession de la vallée de Messilla. Cet incident, on le pense, a suffi pour soulever toutes les passions américaines et pour irriter, d'un autre côté, les susceptibilités nationales au Mexique, de telle sorte que, si un conflit s'engage entre les troupes des deux pays sur le point contesté et que le sang coule, il est peut-être assez difficile que la guerre n'éclate pas de nouveau d'une manière plus générale, surtout plus décisive qu'en 1846. Cette redoutable éventualité est d'autant moins facile à conjurer, que les gouvernemens semblent jusqu'ici peu disposés à se faire de mutuelles concessions. C'est le parti démocrate qui occupe le pouvoir aux Etats-Unis, on le sait, et on ne peut guère espérer qu'il laisse échapper l'occasion de satisfaire une ambition qui ne se déguise plus. D'un autre côté, le général Santa-Anna, depuis qu'il est rentré au Mexique et qu'il a repris la dictature, semble prendre à tâche de préparer une nouvelle lutte. Cependant cette lutte, quelle autre issue peut-elle avoir que la ruine complète du Mexique déjà à demi dissous par l'anarchie? C'est le triste, mais infaillible dénoûment d'une guerre inégale qui serait entreprise aujourd'hui.

Dans ces conditions, il est facile de le comprendre, il reste assez peu de chances pour la solution de la question de l'isthme de Tehuantepec, qui avait été récemment l'objet d'un nouveau traité. Si l'on s'en souvient, le 14 mai 1852, un décret du congrès général de Mexico autorisait le gouvernement à faire une concession nouvelle de la ligne de communication interocéanique. Cette concession a été faite à une compagnie mixte, composée d'Américains et de Mexicains. C'est sur la base de ce traité de concession qu'une convention a été signée à Mexico, le 21 mars dernier, par deux délégués du gouvernement mexicain et par M. Conkling pour le gouvernement de Washington. D'après ce traité, la voie de communication par l'isthme de Tehuantepec doit être libre et franche pour toutes les nations du globe. Maintenant c'est aux événemens à prononcer sur le sort de ce traité et peut-être sur le sort du Mexique.

CH. DE MAZADE.

V. DE MARS.

LA

DERNIÈRE BOHÉMIENNE

DERNIÈRE PARTIE.[1]

X.

Le lendemain, en se levant, M. de Kerbrejean aperçut à travers les vitres le ciel sans soleil, la campagne couverte de neige, et les vagues sombres de la marée montante qui balayait la grève avec un bruit rauque. L'aspect de ce paysage glacé le fit frissonner; il s'installa près de la cheminée dans un de ces fauteuils moelleux et profonds où l'on est aussi chaudement que dans son lit, et déclara qu'il ne mettrait pas le pied dehors de la journée. A l'heure du déjeuner, Mimi parut; elle revenait de l'église toute pimpante et dans ses plus beaux atours. Il ne pouvait lui venir à l'esprit de se mettre en frais de coquetterie pour un homme de quarante-cinq ans; mais l'approbation et les éloges du comte la flattaient, et elle avait la bonne volonté de lui plaire. Peut-être même entrevoyait-elle déjà la possibilité de prendre quelque influence sur son esprit et d'obtenir ainsi certaines choses qui flattaient sa vanité. Lorsqu'elle parut, M. de Kerbrejean s'écria d'un air satisfait : — Bonjour, Mimi; vous venez à propos pour déjeuner avec moi; mais d'abord venez vous chauffer un peu, et dites-moi le temps qu'il fait là dehors.

— Un temps affreux, répondit-elle en ôtant son manteau de mérinos et sa petite capote de paille noire; malgré mes gants de laine, j'ai pris l'onglée; voyez...

(1) Voyez les livraisons du 15 juin et du 1er juillet.

A ces mots, elle étendit ses mains fines et potelées en montrant le bout de ses doigts couleur de rose.

— Ah! pauvre petite, dit le comte en plaisantant; c'est comme en Russie; les mains sont gelées, et peut-être le nez aussi...

— Je ne crois pas, fit-elle en dilatant ses narines délicates avec un sourire qui laissait voir de petites dents égales et blanches qui ressemblaient à un rang de perles.

— Tant mieux! reprit le comte toujours du même ton; mais cela pourrait arriver, si ce grand froid continue; pour empêcher un tel malheur, je vais vous donner un cache-nez.

Et aussitôt il alla chercher lui-même dans ses coffres de voyage une écharpe de soie qu'il jeta au cou de Mimi.

— Merci, monsieur le comte, grand merci! s'écria-t-elle ravie; ah! que c'est beau, cette étoffe-là!

Elle courut devant une glace, admira l'effet de ce tissu bariolé; puis elle l'ôta de son cou pour le rouler en turban autour de sa tête.

— Regardez donc, monsieur le comte, fit-elle en se retournant; est-ce que je ne suis pas jolie ainsi?

— Oh! *beautiful!* dit-il entre ses dents d'un air d'admiration.

Elle était en effet d'une beauté fort attrayante; par une sorte de coquetterie instinctive, elle relevait les bras en cambrant sa taille flexible, comme pour rattraper les bouts flottans de l'écharpe, et il y avait en ce moment, dans sa physionomie, dans son regard, quelque chose qui rappelait les grâces effrontées de sa mère la bohémienne.

Presque au même instant dame Perrine entra.

— Est-ce que Nicolas n'a pas averti monsieur le comte qu'il est servi? dit-elle en regardant Mimi de travers et en lui faisant signe d'ôter au plus vite la coiffure de fantaisie qu'elle chiffonnait en se mirant dans la glace; mais la jeune fille ne tint pas compte de cette injonction muette, et sans tourner la tête, elle dit tranquillement : — Voyez-vous, dame Perrine, je m'habille en sultane.

— Allons, follette; vous avez entendu, le déjeuner est servi, dit le comte en se levant et en l'invitant du geste à le suivre dans la salle à manger.

Mimi posa l'écharpe au dossier d'un fauteuil, lissa ses cheveux en jetant encore un coup d'œil sur la glace, et dit en passant triomphante devant la vieille Perrine : — M. le comte a bien des bontés pour moi ; il veut que je lui fasse compagnie, et il m'a fait cadeau de cette jolie écharpe. Aussi je l'aime de tout mon cœur.

Les jours suivans, la campagne demeura ensevelie sous son linceul de neige; il faisait un froid rigoureux, et le comte, enfermé dans les appartemens bien chauffés du manoir, ne songea même pas à se

mettre en route. Il se serait assurément fort ennuyé, s'il n'y avait eu en face de lui que l'honnête figure de Nicolas et le visage ridé de dame Perrine; mais Mimi lui faisait si bonne compagnie, qu'il ne trouvait pas le temps trop long. C'étaient toujours les mêmes affinités qui l'entraînaient irrésistiblement; une personne plus spirituelle et plus distinguée que Mimi l'aurait moins attiré; cette petite lui plaisait surtout par ses côtés vulgaires, et il se laissait aller à l'agrément de sa société tout comme il en était venu jadis à passer sa vie au milieu des gabelous et des habitués du café de Neptune. La fillette, glorieuse et charmée de son succès, prenait des airs d'enfant gâté; elle s'épanouissait en quelque sorte dans la familiarité du comte, sautillait autour de lui, l'agaçait, le cajolait du matin au soir, tout cela sans malice, sans calcul arrêté, sans aucune prévision intéressée.

Dès les premiers jours, elle avait engagé M. de Kerbrejean à lui montrer les curiosités qu'il rapportait de son voyage, et ils avaient ouvert ensemble une caisse remplie des produits de l'industrie indienne. Tous ces objets avaient été réunis sans beaucoup de discernement et formaient un pêle-mêle devant lequel Mimi s'extasia toute une matinée. Le comte l'ayant invitée à choisir ce qui lui plairait le mieux, elle prit une étoffe de soie rose brochée d'argent, un flacon d'essence de santal, un bouquet de plumes d'argus disposées en éventail, et des bracelets de laque rouge pailletés d'or; c'était là ce qui avait le plus excité sa convoitise, et elle ne fit pas grand cas d'un carré de cachemire que le comte lui donna pour remplacer son manteau de mérinos.

Les faveurs dont Mimi était l'objet causaient un certain étonnement à la domesticité du manoir, et dame Perrine en était toute bouleversée de surprise et d'indignation. Le respect lui fermait la bouche; mais elle s'épanchait en secret avec son vieux camarade Pierre le jardinier et avec le fidèle Nicolas. — M. le comte est trop bon, leur disait-elle; il encourage des familiarités dont il devrait s'offenser. Cette péronnelle lui manque de respect à tout moment. Jour de Dieu! comme M. le chevalier la remettrait à sa place, s'il l'entendait babiller avec tant de liberté! Depuis qu'elle dîne tous les jours avec M. le comte, elle est d'une arrogance sans égale, et il n'y a plus moyen de lui faire la moindre remontrance; je ne crois pas que Mme Gervais elle-même en vînt à bout maintenant. Il lui passe par l'esprit toute sorte d'idées fantasques; par exemple, elle prend l'habitude de veiller dans sa chambre, quand tout le monde est couché; la nuit dernière, m'étant aperçue qu'elle n'avait pas éteint sa lumière, je me suis levée pour savoir ce qu'elle faisait, et je l'ai vue, par le trou de la serrure, qui taillait cette belle étoffe que M. le comte lui a donnée.

— Elle a osé mettre les ciseaux là-dedans! s'écria Nicolas.

— Oui, mon cher enfant, elle coupait et rognait à son idée ce beau satin à fleurs d'argent, elle qui n'est pas seulement en état de tailler un tablier de cuisine. Enfin patience: ce grand froid ne durera pas toujours, M. le comte s'en ira à Paris, et alors tout cela finira.

Deux ou trois jours après, Mimi s'esquiva à l'issue du dîner, et le comte passa seul au salon pour prendre sa tasse de café. La vieille femme de chambre entra alors sous un prétexte et se mit à rôder autour du guéridon où Nicolas venait d'apporter le plateau chargé de liqueurs et tout l'attirail nécessaire pour fumer, non pas le vulgaire cigare ou l'âcre cigarette, mais cette longue pipe indienne dont le tuyau serpentin aboutit à une carafe de métal. Tandis que M. de Kerbrejean, renversé dans un fauteuil au coin du feu, buvait son café à petites gorgées et fumait son houcca, dame Perrine s'approcha en se frottant les mains et en disant : — Il semble que le temps s'adoucit un peu; si cela continue, nous pourrions bien avoir demain un commencement de dégel.

— Peuh! fit le comte; il n'y a pas apparence; j'ai mis le nez à la fenêtre tantôt; le vent soufflait du nord-est, et je vous assure qu'il n'était pas chaud.

— C'est pourtant terrible que cette neige et cette froidure retiennent monsieur le comte comme prisonnier, ajouta Perrine.

— Oh! oui, murmura-t-il en s'agitant dans son fauteuil.

— Ce mauvais temps n'est pas général, à ce qu'il paraît, continua la bonne femme; un douanier qui vient de Morlaix disait ce matin que par-delà les chemins sont praticables; Dieu veuille que cela soit vrai! Monsieur le comte doit être si impatient d'embrasser sa fille!

— Je donnerais tout au monde pour qu'elle fût ici! murmura M. de Kerbrejean avec un soupir.

En ce moment, la porte s'ouvrit brusquement; Mimi entra comme un tourbillon et vint se placer en face du comte, après avoir tourné lentement sur elle-même comme pour lui montrer l'ensemble de sa parure.

— Bonté divine, quelle mascarade! murmura dame Perrine en levant les mains au ciel.

— Tournez-vous encore, petite, qu'on vous voie mieux! s'écria le comte; c'est très joli, ce costume-là! Moi qui me figurais que vous ne sauriez rien faire de cette belle étoffe rose et argent! Eh! eh! vous en avez fait une robe de bal qui vous sied très bien.

Il disait vrai : elle était d'une beauté triomphante avec son corsage un peu décolleté, ses manches courtes et ses bracelets de clinquant attachés au-dessus du coude, comme les portent les bayadères. Pour compléter sa parure, elle avait planté dans son chignon le bouquet

de plumes d'argus et attaché à sa ceinture, avec un ruban, le flacon émaillé qui contenait l'essence de santal. Tout cela était d'un effet bizarre et charmant; elle ressemblait à une princesse des romans de chevalerie tombant comme des nues dans un vieux château. — Qu'elle est gentille ainsi! reprit le comte en se tournant vers Perrine comme pour l'engager à s'avancer et à exprimer aussi son admiration; mais la vieille femme, se contenant à grand'peine, répondit froidement : — L'ajustement est un peu léger pour la saison; Mlle Mimi risque de gagner un gros rhume. — Et là-dessus elle sortit du salon en faisant signe à Nicolas de la suivre.

— C'est vrai, petite, vous devez geler avec vos bras nus, dit le comte en tisonnant pour ranimer le feu. Approchez-vous donc de la cheminée.

— Bah! je ne crains pas le froid, répondit-elle. — Et comme pour prouver que c'était la vérité, elle prit un écran pour s'en servir en guise d'éventail. Puis tout à coup elle se mit à danser en chantant l'air d'un boléro. Les pas qu'elle improvisait n'étaient pas très corrects, et il y avait plus de vigueur que de grâce dans ses mouvemens. Cette espèce de pantomime était une réminiscence de ses exercices d'autrefois. L'écran lui servait de tambour de basque; elle l'élevait au-dessus de sa tête en arrondissant les bras, et bondissait sur le tapis avec une verve, un entrain incroyables. Chose bizarre! en ce moment certains instincts s'éveillaient en elle et la jetaient dans de vagues regrets : elle songeait à l'effet prodigieux qu'elle produirait en dansant ainsi en public avec sa belle robe rose brodée d'argent et son diadème de plumes.

— Bien! très bien! s'écriait le comte en battant la mesure avec le pied et en jetant de grosses bouffées de fumée par le nez. Certes, je ne m'attendais guère à avoir ce soir le ballet et la pantomime.

— Ah! c'est fatigant de chanter et de danser tout à la fois, dit Mimi en s'arrêtant enfin et en tombant haletante dans un fauteuil.

— Je le crois bien! répliqua le comte; vous n'en pouvez plus, petite follette.

— Voyez comme le cœur me bat, répondit-elle en se penchant pour qu'il appuyât la main sur son corsage.

— Oh! oh! je n'en doute pas, fit-il un peu ému et en riant de cette ingénuité; vous êtes toute en moiteur. Il faudrait prendre quelque chose de chaud.

— Je veux bien, répondit-elle.

Le comte ne sonna pas; il prit lui-même sur le guéridon du sucre, du rhum et de l'eau qu'il mit dans une tasse; puis il fit tiédir devant le feu cette espèce de punch et le présenta à Mimi, qui but d'un trait et lui rendit la tasse en disant simplement : — Merci, c'est très bon.

— Vous avez assez dansé comme cela, petite Mimi, reprit le comte; faisons une partie, cela vous reposera.

— Volontiers, répondit-elle; jouons comme hier, aux dominos.

Le comte n'aimait pas les jeux qui exigeaient des combinaisons profondes, mais il faisait volontiers sa partie de dominos. D'ailleurs Mimi avait une manière de jouer qui le divertissait singulièrement : elle riait, se passionnait, s'emportait à propos du double blanc ou du double six; parfois elle essayait de tricher, et lorsqu'elle avait perdu, elle se livrait à une désolation comique. La partie se prolongea ainsi toute la soirée.

Au premier coup de minuit, Mimi se leva, repoussa vivement la table de jeu, et dit en s'avançant avec une grande révérence : — Monsieur le comte, je vous souhaite une bonne année suivie de beaucoup d'autres également heureuses.

Là-dessus elle lui tendit les deux joues et l'embrassa cordialement.

— Je n'y pensais pas! s'écria-t-il : c'est demain le jour de l'an.

— C'est aujourd'hui, reprit Mimi en regardant la pendule; voyez, l'année est commencée depuis une minute.

— Et moi qui n'ai pas songé à vos étrennes! ajouta le comte en fouillant machinalement dans ses poches.

— Oh! rien ne presse, répondit Mimi en riant; j'attendrai bien encore un peu.

— Il y a donc huit jours que je suis ici? murmura M. de Kerbrejean d'un air sincèrement étonné; cela me semble impossible.

— Vous n'avez donc pas une seule fois regardé l'almanach? lui demanda Mimi.

— Ma foi! non, répondit-il. Grâce à vous, petit lutin, je ne me suis pas ennuyé un moment, et le temps a passé sans que j'y prisse garde.

En rentrant dans sa chambre, Mimi passa et repassa deux ou trois fois devant la glace pour s'admirer encore; puis elle se déshabilla lentement, sans tenir compte des observations de dame Perrine, qui lui disait à travers la porte : — Tenez, Mimi, cela fait pitié de voir qu'une fille de votre âge, élevée dans une maison comme celle-ci, ait si peu de jugement et de retenue. M. le comte, qui est la bonté même, vous passe toutes ces impertinences et même il s'en amuse; mais à quoi cela vous mènera-t-il? Que diraient les gens du dehors, s'ils vous avaient vue ce soir habillée comme une comédienne? Je vous le dis de bonne amitié, ma pauvre Mimi, vous avez tort de vous abandonner à vos mauvais penchans de malice et d'orgueil; ils vous font commettre des fautes qui retomberont sur vous quelque jour.

La bonne femme continua une demi-heure sur ce ton; de temps en temps elle faisait une petite pause, comme pour attendre l'effet de son discours. Enfin, n'obtenant pas un seul mot et n'entendant plus

aucun mouvement, elle alla regarder par le joint de la porte : Mimi dormait déjà profondément. La robe rose, le bouquet de plumes et le flacon gisaient pêle-mêle devant le lit, et la lampe fumait et pétillait sur la table de nuit. Perrine considéra un instant ce tableau, puis elle s'avança sans bruit, éteignit la lampe, et se retira en murmurant : — C'est inutile; jamais avec la queue d'un corbeau on n'a fait un panache blanc.

Le lendemain, quand Mimi s'éveilla, un rayon de soleil passait à travers ses rideaux, et l'on entendait au dehors le mugissement des bestiaux qui sortaient de l'étable.

La jeune fille comprit qu'il était tard déjà.

— Ah! grand Dieu! fit-elle tout haut et en se levant précipitamment, il est pour le moins neuf heures!...

— Neuf heures trois quarts! lui cria dame Perrine du fond de l'autre chambre. Dépêchez-vous de vous vêtir, on a peut-être besoin de vous là-bas.

— Qui donc? M. le comte? demanda vivement Mimi.

— Point du tout, répondit dame Perrine en se montrant, c'est Mme Gervais qui tantôt demandait après vous.

— Mme Gervais! elle est ici!

— Oui, ma petite, et M. le chevalier, et mademoiselle aussi. Ils sont tous arrivés ce matin vers sept heures.

— Est-il possible?... je n'ai rien entendu, murmura Mimi.

— Mademoiselle a demandé de vos nouvelles deux ou trois fois, ajouta Perrine; vous devriez descendre.

— Dans un moment, répondit-elle; puis, allant vers la glace, elle se mit à arranger lentement ses cheveux.

— Ah! sournoise, vous aviez écrit en cachette, poursuivit la vieille femme, c'est ce qui fait que M. le chevalier et mademoiselle sont revenus.

— Vous voyez que j'ai eu une bonne idée, répliqua Mimi avec un sourire contraint. A présent, les voilà réunis, et tout est pour le mieux.

— Non pas, non pas, fit dame Perrine entre ses dents; je crois qu'il aurait mieux valu que M. le comte allât à Paris!

— Il fait beau temps aujourd'hui, n'est-ce pas? reprit Mimi avec un soupir.

— Un temps magnifique; le vent a tourné cette nuit. Il a fait une grosse pluie qui a balayé toute la neige; puis le soleil s'est levé, clair comme au mois de mars. Dehors l'air est très doux, et il fera bon se promener sur l'heure de midi. Et tenez, ajouta la vieille femme en regardant par la fenêtre, voilà M. le comte et mademoiselle qui sont déjà dans le jardin.

Elle s'en alla à ces mots. Dès qu'elle fut sortie, Mimi vint regarder à travers les vitres, et elle aperçut dans la grande allée Mlle de Kerbrejean, qui marchait appuyée au bras de son père. A cette vue, une poignante jalousie lui gonfla le cœur, des larmes roulèrent dans ses yeux, et elle murmura avec une amertume profonde : — Le voilà avec sa fille qu'il aime... A présent je vais retourner dans un coin, et personne ne fera plus attention à moi!

Un quart d'heure après, elle descendit. La famille allait se mettre à table. Mimi, entendant parler dans la salle à manger, s'arrêta sur le seuil et jeta un coup d'œil à travers la porte entr'ouverte. Le comte était debout entre sa fille et Mme Gervais, qui étaient assises déjà, et il n'avait pas l'air de se souvenir que la veille c'était Mimi qui se trouvait en face de lui à la place du chevalier. La jeune fille comprit que, si elle ne parvenait pas sur-le-champ à reprendre sa position, elle était reléguée pour toujours à l'office. Elle entra résolument et vint faire ses complimens de bienvenue à Irène. Celle-ci l'embrassa cordialement et lui dit avec effusion : — Tu as bien fait de m'écrire, ma chère Mimi. Nous sommes venus le surprendre, ce méchant père qui ne donnait pas de ses nouvelles... Il m'a dit que tu avais été bien gentille pour lui, et je t'en remercie de tout mon cœur.

La jeune fille fit une nouvelle révérence et resta debout devant la table en regardant le comte. Celui-ci eut un instant d'embarras et d'hésitation, puis il dit, en faisant signe à Nicolas de mettre un couvert à côté du chevalier : — Petite Mimi, allons, placez-vous là.

Elle n'attendit pas une seconde invitation et s'assit triomphante. Mme Gervais et le chevalier firent un mouvement de surprise; Nicolas regarda tout effaré du côté de l'office, où dame Perrine était occupée à compter ses pots de confiture, et la charmante Irène dit avec un sentiment de délicate bonté : — Ce pauvre père! il n'aime pas à dîner seul; par bonheur Mimi lui aura fait compagnie en notre absence.

— Elle est si gaie, si drôlette quand elle veut, reprit le comte en regardant Mimi comme pour l'engager à se départir de l'air sérieux et posé qu'elle avait pris subitement.

Mais elle ne changea pas de contenance et demeura silencieuse tout le temps du déjeuner. Sa curiosité était d'ailleurs fort excitée par le tour qu'avait pris la conversation. Le chevalier parlait à son neveu de l'affection que les dames de Kersalion avaient conçue pour Irène, et il lui faisait entrevoir que désormais les deux familles passeraient ensemble une partie de l'année.

Le comte n'opposait aucune objection à ce projet, mais au fond il n'en était nullement charmé, et l'idée de se retrouver au milieu d'un certain monde l'effarouchait singulièrement. Le chevalier s'en

aperçut, et il se hâta d'ajouter : — Nous serons ici encore plus souvent qu'à Neuilly. Mme de Kersalion est convaincue que ce changement de résidence sera favorable à sa santé; quant à sa fille, elle ne désire qu'une chose, c'est de se réunir pour toujours à Irène. L'affection réciproque, les liens de parenté, les intérêts de famille, ont naturellement amené ces arrangemens que tu approuveras, je n'en doute pas, mon cher Jean.

Celui-ci se contenta de répondre par un signe d'assentiment et dit, en s'adressant à sa fille : — Mlle de Kersalion était fort jolie autrefois; elle te ressemblait un peu.

— Ah! cher papa, vous me flattez! s'écria Irène. Voulez-vous que je vous fasse son portrait? Ma chère Louise est très belle encore : elle a une taille élégante, des yeux charmans et la plus magnifique chevelure blonde. Par malheur elle s'obstine à croire qu'elle a le visage et la tournure d'une vieille demoiselle, et elle s'habille en conséquence : point de fleurs, ni de rubans, ni d'étoffes de couleur claire; toujours des fichus unis, des robes noires ou grises, pas un pauvre petit chiffon rose ou bleu.

— Mais elle doit faire tache dans le monde, observa M. de Kerbrejean.

— Le monde! elle n'y va jamais. Je n'ai pu la décider une seule fois à m'accompagner lorsque mon bon oncle me menait au spectacle ou au bal.

— Mais chez elle?

— Oh! les visites ne l'obligent pas à se mettre en frais de toilette. Ma tante de Kersalion ne quitte presque pas sa chambre. Sans être précisément infirme, elle est d'une santé très délicate; le bruit la fatigue, le monde l'ennuie; depuis longtemps elle ne reçoit personne.

— Et M. le duc de Renoyal? murmura étourdiment Mimi.

— Ah! il a l'honneur d'être connu de vous? fit le chevalier en regardant la fillette à travers ses gros sourcils.

— C'est Nicolas qui nous a parlé de lui, répondit-elle un peu interdite.

— Le duc de Renoyal! je l'ai vu grand comme cela, dit M. de Kerbrejean en mettant sa main à la hauteur de la table; sa mère était une Kersalion. Il doit avoir aujourd'hui vingt-six ou vingt-sept ans. C'était un très joli petit garçon, bien adoré, bien gâté...

— Il se souvient aussi de toi, interrompit le chevalier; quand nous irons à Paris, vous renouvellerez connaissance.

Les voyageurs avaient passé soixante heures en chaise de poste; ils étaient accablés de fatigue. Aussitôt après le déjeuner, Mme Gervais emmena Irène, afin qu'elle prît un peu de repos, et le chevalier monta chez lui pour se mettre au lit pendant quelques heures. Lors-

que Mimi fut seule avec le comte, elle s'écria joyeusement : — Ah! enfin! nous allons rire un peu!

— Eh! eh! je ne demande pas mieux, répliqua-t-il subitement égayé; mais, dites-moi, mignonne, pourquoi donc étiez-vous si sérieuse durant le déjeuner?

— Parce que je voyais du coin de l'œil les gros sourcils froncés de M. le chevalier, répondit-elle effrontément.

— Venez çà, que je vous donne vos étrennes, reprit le comte en tirant de sa poche une de ces boîtes ornées de fines incrustations d'ivoire et d'argent qu'on fabrique à Bombay.

— Des bonbons! ah! grand merci! je les aime beaucoup, s'écria Mimi en ouvrant la boîte. Puis elle ajouta d'un air désappointé : — Ce sont des pièces de vingt francs!

— Rien que cela, simplette! fit le comte avec un gros rire; soyez tranquille, il y en a assez pour acheter des dragées et autre chose encore.

— Merci, grand merci, monsieur le comte, répéta Mimi en mettant négligemment la boîte dans sa poche.

— Voulez-vous venir vous promener un peu là dehors? reprit M. de Kerbrejean; tantôt je suis sorti et j'ai trouvé qu'il faisait bon au soleil.

— Allons, je le veux bien, répondit gaiement la jeune fille; si le dégel n'avait pas rempli les chemins de boue, nous irions faire un tour jusqu'au village.

— Essayons toujours, répondit le comte en mettant son chapeau.

Ils sortirent ensemble. Mimi n'osa pas prendre le bras du comte, mais elle marcha près de lui en folâtrant et en babillant avec sa verve ordinaire. L'air s'était subitement attiédi, un vent doux et léger séchait la plage, et les bateaux pêcheurs réunis au fond de la baie formaient une escadrille prête à gagner la haute mer.

Mimi s'arrêta en disant : — Est-ce qu'il ne serait pas plus commode et plus agréable de se promener en bateau que de traîner ses souliers à travers les galets et les herbes marines?

— C'est tout à fait mon sentiment, répondit le comte en hélant une barque.

Quelques momens après, ils voguaient sur les flots tranquilles de la baie. Le comte tira sa montre, — Midi trois quarts, dit-il; nous avons le temps d'aller faire un tour en pleine mer. Le voulez-vous, petite Mimi?

— De tout mon cœur, s'écria-t-elle ravie.

Cette proposition venait de lui faire comprendre que le comte n'était pas entièrement absorbé par le bonheur de revoir sa famille, et elle en conclut naturellement qu'il aurait toujours le même besoin

d'être distrait, cajolé et amusé : elle ne se trompait pas, l'habitude était prise déjà, et il était subjugué bien plus encore qu'elle ne pouvait se le figurer.

Bien avant l'heure du dîner, Mlle de Kerbrejean et le bon oncle descendirent au salon, pensant y trouver le comte. Ils apprirent, non sans quelque étonnement, qu'il était encore à la promenade avec Mimi.

— Je vais au-devant de lui jusque sur la terrasse, dit Irène en s'enveloppant de sa pelisse; voici la nuit, il ne saurait tarder.

Le chevalier resta seul à tisonner devant le feu. Un instant après, Mme Gervais entra. Elle était soucieuse : dame Perrine venait de lui faire part de tout ce qui s'était passé depuis huit jours, et elle avait comme un pressentiment de l'ascendant funeste que Mimi pourrait prendre sur le comte. La chose lui paraissait si grave, qu'elle n'hésita pas à en parler au chevalier; mais celui-ci ne partagea pas ses appréhensions.

— Je connais Jean, lui répondit-il, c'est un pauvre esprit, toujours livré à quelque influence qui le domine à son insu. J'espérais, je l'avoue, que durant ces quatre années il se serait un peu relevé de l'espèce d'affaissement moral où il était tombé; je reconnais que c'était une illusion : il n'y a rien de changé en lui que sa corpulence et la couleur de ses cheveux. Malgré son petit génie et la faiblesse de son caractère, il est incapable de manquer à certains devoirs. Je ne vois pas d'inconvénient à ce que Mlle Mimi lui fasse compagnie tant qu'elle voudra, et même qu'elle le divertisse par ses imaginations folâtres; d'ailleurs tout cela ne saurait durer, je vais m'occuper sérieusement d'établir cette enfant, et, dussé-je doubler la dot que lui donnera l'oncle Tirelon, je viendrai à bout de lui trouver un mari.

Il était presque nuit lorsque le comte rentra au manoir. Irène avait pris son bras, et Mimi les suivait en chantonnant. On fit cercle autour du foyer avant de passer à table, et le chevalier dit à son neveu : — Si tu n'étais pas revenu si tard, nous aurions pu jeter un coup d'œil dans les appartemens, où je veux mettre les ouvriers au plus tôt.

— Quels appartemens? demanda le comte.

— Eh! mais ceux que Mme de Kersalion et sa fille occuperont ce printemps. J'avais donné des ordres déjà, et l'on devait se mettre à l'œuvre en notre absence; à présent, tu donneras ton avis, et nous dirigerons ensemble les ouvriers. Il y aura aussi quelques travaux à faire dans le jardin : Irène veut une serre pareille à celle qu'il y avait sous son balcon, à Neuilly.

— Ah! mon oncle, vous ai-je dit cela? s'écria Irène en rougissant, comme si ces paroles eussent renfermé quelque allusion.

— Mon Dieu, non, répliqua le chevalier avec un sourire; mais j'ai deviné... quand nous aurons arrangé ce réduit, tu iras volontiers t'y asseoir avec Louise.

— Avec ma bonne, ma charmante Louise! murmura Mlle de Kerbrejean; ah! que je serai heureuse de la revoir!

Dès le lendemain, le chevalier parcourut le manoir en dressant ses plans, et deux ou trois jours plus tard il commençait à les mettre à exécution : les meilleurs ouvriers qu'il y eût à quelques lieues à la ronde furent mandés, et tandis qu'ils travaillaient à l'intérieur, une escouade de terrassiers bouleversait les jardins.

XI.

Moins d'une semaine après le retour des Kerbrejean, Célestin Piolot arriva un soir à P..., le bâton du voyageur à la main et le havresac sur le dos. Quoiqu'il fût harassé de fatigue, il passa sans s'arrêter devant son logis et poursuivit son chemin jusqu'à l'endroit où, après avoir tourné un petit promontoire, on découvrait l'anse au fond de laquelle était situé le manoir. Il faisait sombre; le vent soufflait du large, et la mer agitée se brisait contre les rochers avec un bruit rauque et profond. Au premier plan, les sinuosités du rivage et les pentes gazonnées qui dominaient la grève se confondaient dans les ténèbres; par-delà ces lignes confuses, la demeure des Kerbrejean s'élevait comme une masse noire, percée çà et là de points lumineux, et plus loin encore la cime des bois séculaires se découpait nettement sur le ciel parsemé d'étoiles scintillantes. A l'aspect de ce paysage nocturne, Célestin s'arrêta saisi d'une émotion inexprimable; des larmes d'attendrissement et d'amour coulèrent de ses yeux, et il murmura pénétré de joie : — Maintenant, du moins, je pourrai l'apercevoir tous les jours...

Puis, tout haletant et brisé, il s'en revint chez lui. Magui avait déjà verrouillé la porte du vieux logis: en reconnaissant la voix de son jeune maître qui l'appelait après avoir soulevé le heurtoir, elle accourut sa lampe à la main.

— Jésus! s'écria-t-elle, vous voici de retour! Je ne vous attendais pas, savez-vous! C'est égal, vous trouverez le logis bien approprié et toute chose à sa place. Entrez vite; il y a du feu, et, sans aller chez les voisins, j'aurai bien de quoi vous faire souper.

— J'ai surtout besoin de me reposer, répondit Célestin en la suivant d'un pas alourdi.

— Comme vous voilà maigre et écloppé! fit-elle en le considérant. Ah! mon pauvre garçon, est-ce que vous vous seriez comporté comme l'enfant prodigue?

Célestin secoua la tête et répondit en souriant tristement : — Ce ne sont pas les plaisirs qui m'ont mis ainsi.

— Ce n'est pas le travail non plus, répliqua la bonne femme en regardant les mains du jeune ouvrier.

— Ah! reprit-il après avoir jeté un coup d'œil autour de lui, j'aime mieux être ici qu'à Paris!

— Je le crois bien! s'écria la vieille servante. Ici, vous êtes chez vous.

Après un moment de silence, Célestin ajouta, le cœur palpitant et d'une voix tremblante : — Que fait-on par ici? Avez-vous vu les gens du manoir?

— Oh! il y a du nouveau, répondit vivement Magui. D'abord M. le comte est arrivé.

— Ah! s'écria Célestin, voilà donc pourquoi Mlle Irène est revenue!

— Vous savez déjà qu'elle est ici? dit Magui étonnée.

— Oui, j'ai appris cela vaguement, balbutia le jeune homme; mais vous devez le savoir mieux que moi, si vous avez vu Mlle de Kerbrejean.

— Pas plus tard qu'aujourd'hui je l'ai rencontrée à la porte du manoir avec M. le chevalier; ils étaient là surveillant une bande d'ouvriers qui travaillent chez eux.

— Ah! ah! ils font donc bâtir?

— Pas que je sache; mais on fait de grands embellissemens. Les peintres, les vitriers, les menuisiers, remettent tout à neuf. C'est là qu'il y aurait maintenant de la besogne pour un bon ouvrier comme vous!...

Célestin ne releva pas cette insinuation; il s'accouda d'un air rêveur sur la table que Magui venait de pousser devant lui et ne répondit plus que par monosyllabes aux discours de la vieille servante.

Le jour suivant, lorsque le chevalier sortit pour faire sa ronde matinale, il trouva à la porte du manoir Célestin Piolot qui l'attendait. Le jeune ouvrier avait repris la casquette et la blouse, et il portait sous son bras le sac qui renfermait ses outils de serrurier. Malgré une nuit de repos et le déjeuner réconfortant que lui avait donné Magui, il avait encore l'air fatigué, et sa figure hâve semblait accuser de longues privations : la folle passion qui le dévorait avait fait en lui les mêmes ravages que la misère ou les excès. Le chevalier fut touché de compassion à sa vue; il pensa que les ardeurs de la jeunesse l'avaient entraîné et qu'il revenait humilié, meurtri et surtout repentant.

— Bonjour, mon garçon, dit-il en lui tendant la main. Vous avez été à Paris; je vous ai rencontré deux ou trois fois, ce me semble. Ce séjour ne vous a guère réussi, à ce que je vois. Vous avez bien

fait de revenir. Dites-moi ce que vous comptez faire à présent et si je puis vous servir en quelque chose.

— Vous êtes bien bon, monsieur le chevalier, répondit Célestin encouragé par cet accueil bienveillant; on m'a dit que vous faisiez faire de grands embellissemens au manoir, et je viens vous demander du travail.

— Il y en aura pour vous tant que vous voudrez, dit vivement le chevalier; mais avant de vous mettre à l'ouvrage, vous devriez prendre quelques jours de repos pour vous rétablir un peu.

— C'est inutile, monsieur le chevalier: le travail ne me nuira pas, au contraire, répondit Célestin en regardant autour de lui comme pour chercher la place où il allait s'installer.

— Puisque vous avez si bon courage, venez, dit le chevalier en l'emmenant dans une salle transformée en chantier.

A déjeuner, le digne homme ne manqua pas de raconter comment Célestin Piolot s'était présenté devant lui, et la commisération dont il avait été saisi en le revoyant le visage hâve, le corps voûté, l'air maladif et presque nécessiteux.

— Qui sait, dit-il, qui sait où ont passé les vieux écus de cette pauvre Cattel? Son petit fils ne les a pas trop ménagés peut-être; mais le voilà qui rentre dans la bonne voie : en m'abordant ce matin, il m'a demandé du travail; je lui en ai donné, et il s'est mis sur-le-champ à l'ouvrage.

En entendant ces paroles, Mimi fit un petit éclat de rire et regarda furtivement Irène; celle-ci garda un silence indifférent, et Mme Gervais dit au chevalier : — Ce garçon est habile, dit-on; il fera mieux peut-être que les autres ouvriers, qui ne peuvent parvenir à restaurer les belles serrures du salon.

Le même jour, Mlle de Kerbrejean entra dans la salle où Célestin travaillait avec plusieurs compagnons; elle le salua d'un air de froide bienveillance, comme on salue quelqu'un dont on se souvient à peine et à qui l'on n'a jamais songé, puis elle détourna la tête sans affectation. Le jeune homme s'inclina sans pouvoir proférer un mot et sans oser lever les yeux sur elle. C'était la première fois depuis plusieurs mois qu'il entendait le son de sa voix, qu'il respirait le léger parfum qu'exhalaient ses vêtemens, et les forces de son âme ne suffisaient pas à une telle félicité. Lorsque Irène fut sortie, il s'assit à l'écart, la tête dans ses mains, s'enivrant de ses propres émotions et plongé dans une sorte d'extase.

— Qu'a-t-il donc? fit un de ses camarades en le considérant à la dérobée; est-ce qu'il est malade?

— Eh! non, murmura un autre; il est fatigué et mol au travail.

Dès lors Célestin bénit sa destinée et pria le ciel de prolonger son

bonheur. Pour que ses vœux fussent complétement exaucés, il aurait fallu que toutes les ferrures du manoir se rompissent l'une après l'autre, et il ne l'espérait pas; mais il se flattait que le travail dont il était chargé pourrait durer jusqu'à la fin de l'hiver. Cette époque fut véritablement la plus heureuse de sa vie; la présence d'Irène attendrissait et calmait son âme; lorsqu'il la voyait passer si sereine et si belle, il était tenté de se prosterner et de l'adorer comme une vision céleste; mais aucune manifestation ne trahit ses secrets transports. Mme Gervais elle-même, qui d'abord l'observait avec méfiance, avait fini par croire qu'il était guéri de sa folie. Quant à Mimi, elle ne se souciait plus de pénétrer ses sentimens et ne prenait pas même garde à lui. La fillette continuait à environner le comte de ses cajoleries, et elle avait réussi à se mettre sous sa protection immédiate; lorsqu'elle avait à craindre les sévérités de Mme Gervais ou les gronderies de dame Perrine, elle se réfugiait près de lui, et de là elle les bravait ouvertement. M. de Kerbrejean n'avait pas repris ses anciennes habitudes : il ne sortait presque jamais du manoir; mais il tenait si peu de place dans son intérieur, qu'on ne s'apercevait pour ainsi dire pas de sa présence. Il se levait tard, fumait le houcca dans son appartement une partie de la journée, et ne se retrouvait guère avec sa famille qu'à l'heure des repas. Après le dîner, il jouait aux dominos avec Mimi, soutenait, non sans effort, un moment de conversation avec le chevalier, parlait affectueusement à sa fille de la pluie et du beau temps, et s'allait coucher au premier coup de dix heures.

Quelques semaines s'écoulèrent ainsi. On était au milieu de février; déjà la température s'était radoucie, et par momens il y avait dans l'air de tièdes bouffées qui faisaient pressentir les brises embaumées du printemps. Les travaux exécutés sous la direction du chevalier marchaient rapidement; déjà les ouvriers avaient mis la dernière main à la serre qu'il faisait construire, et les jardiniers achevaient de la complanter. Les parois étaient tapissées de lierre; une fontaine rustique murmurait dans le fond, au pied d'un rocher dont les anfractuosités étaient remplies de terre végétale. Deux grands magnolias entrecroisaient leurs rameaux au-dessus de la vasque où flottaient des plantes aquatiques, et les violettes commençaient à fleurir au bord du petit sentier qui serpentait autour du rocher. On eût dit un paysage en miniature environné d'une muraille de verre. Le jour même où ces travaux furent terminés, Irène emmena triomphalement son père dans la serre.

— Cher père, lui dit-elle tendrement, nous mettrons ici quelques-uns des arbres que vous avez vus dans vos voyages : ne seriez-vous pas content de vous asseoir avec moi sous une touffe de lataniers et de voir fleurir entre ces rochers quelques-unes des belles plantes de l'Inde?

— Certainement, cela me ferait plaisir, répondit-il en se rangeant pour laisser passer Mimi, qui venait d'un pas nonchalant et sans manifester la moindre curiosité.

La jeune fille jeta un coup d'œil autour d'elle, et dit entre ses dents : — Voilà cette merveille! ce n'est pas la peine d'en parler. Je ne vois rien qu'un peu de verdure au-dessus d'un tas de pierres, dans un endroit qui ressemble tout à fait à une grande lanterne.

Le comte se prit à rire en entendant cette comparaison, et, faisant un signe de tête à Mimi, il murmura : — Elle est amusante, cette petite!

Mlle de Kerbrejean, subitement attristée, quitta le bras de son père pour aller au-devant du chevalier, qui venait les rejoindre. La présence de ce dernier mettait toujours un terme aux saillies de Mimi: malgré sa hardiesse naturelle, jamais elle n'avait osé se livrer devant lui aux espiégleries qui divertissaient le comte. Quoique celui-ci l'invitât du geste à rester, elle alla s'asseoir en dehors de la serre, les bras croisés sur ses genoux et les pieds au soleil. Un instant après, M. de Kerbrejean vint la trouver. Irène le suivit des yeux, puis elle se tourna vers le chevalier, et lui dit avec un soupir : — Ce pauvre père! il était habitué à une vie active, le repos l'accable; à présent qu'il ne change plus de place, il s'ennuie.

— Tu t'es aperçue de cela? fit le chevalier d'un air pensif.

— Hélas! dès le premier jour. Il nous aime bien, je le sais, mais notre présence ne lui suffit pas; il aurait besoin de quelques distractions. Son humeur n'est point triste naturellement; le babil de Mimi l'amuse, et il n'est content que lorsqu'il la voit bourdonner autour de lui, ce qui prouve qu'il aime le bruit et le mouvement.

Le chevalier réfléchit un peu, puis il dit, subitement décidé : — Je ne vois qu'un moyen de le distraire, c'est de l'emmener à Paris.

— Ah! murmura Irène, partirions-nous bientôt?

— Dans huit jours, au plus tard.

— Si tôt! mon Dieu!

— Quoi! tu voudrais différer? dit le chevalier avec un sourire; je ne m'attendais pas à cela.

— Eh! mon bon oncle, c'est à vous de décider, répondit-elle en rougissant. Je vous obéirai toujours avec joie.

— Tu seras heureuse de revoir ta chère Louise, reprit le chevalier d'un air de bonhomie. Va, mon enfant, va vite dire tout cela à Mme Gervais.

— Oh! elle aussi sera bien contente, elle m'aime tant! répondit Irène.

Le chevalier se rapprocha de son neveu, et, lui prenant le bras sans affectation, il l'emmena sur la terrasse pour lui faire part de ses projets de voyage. Il s'attendait à quelque difficulté, à quelque

objection; le comte n'en fit aucune; la proposition parut au contraire lui être agréable, et il répondit sans hésiter : — Allons à Paris, j'y consens; ce voyage fera plaisir à tout le monde. Les jeunes filles ne sont jamais si contentes que lorsqu'elles peuvent changer de place.

— Je crois en effet qu'Irène retournera volontiers à Paris, dit gaiement le chevalier.

Il n'y eut pas pour le moment d'autre explication, et, par une sorte d'accord tacite, le soir, à table, il ne fut question de rien en présence de Mimi.

Le lendemain matin, Mme Gervais descendit avant l'heure ordinaire et vint trouver le chevalier, qui était déjà dans le salon.

— Est-ce qu'Irène est souffrante? s'écria-t-il en voyant entrer la gouvernante tout attristée et soucieuse.

— Non, monsieur le chevalier, grâce au ciel, répondit-elle; je viens seulement vous avertir d'une chose qui m'afflige encore plus qu'elle ne m'étonne. Hier soir, en rentrant dans sa chambre, Mimi était toute transportée de joie, et elle a dit à Perrine : — Eh bien! on vous laisse toute seule ici!... nous allons passer les derniers jours du carnaval à Paris.

— Qui donc a parlé de l'emmener? s'écria le chevalier.

— M. le comte, apparemment.

— Nous le ferons renoncer à cette idée; Mlle Mimi restera, je vous le jure.

— Il vaudrait encore mieux qu'elle s'en allât, répondit Mme Gervais. Je crains bien que cette enfant ne vous donne du souci; on ne peut plus la garder ici sans danger.

— Sans danger pour qui? s'écria le chevalier. Est-ce qu'elle filerait quelque amourette avec un de nos ouvriers?

— Plût au ciel! murmura la gouvernante.

— Que soupçonnez-vous donc?

— Je ne soupçonne plus, je vois. — Et, après un moment d'hésitation, elle ajouta : — Je vois la faiblesse de M. le comte.

— Moi aussi, je m'en suis aperçu, répondit tranquillement le chevalier; mais je connais mon neveu : cela ne tire pas à conséquence. Jadis il passait sa vie au café de Neptune, en compagnie de ses amis les douaniers; aujourd'hui il se complaît dans la société de Mlle Mimi; mais qu'il la perde de vue quelques jours, et il ne songera plus à elle....

— Il faudrait d'abord en venir là, murmura Mme Gervais d'un air peu convaincu.

Le chevalier sentit qu'une explication devenait nécessaire, et il monta sur-le-champ chez son neveu. Il trouva celui-ci en pantoufles et en robe de chambre, dissertant avec Nicolas devant une

grande malle qu'il avait fait apporter dans son cabinet de toilette.

— Tu fais déjà tes préparatifs de départ? lui dit le chevalier en entrant; c'est s'y prendre d'avance.

— Je calcule les dimensions de cette malle, répondit-il; assurément elle pourra voyager avec nous.

Le chevalier fit signe à Nicolas de sortir, et reprit en s'asseyant : — Bon Dieu! que veux-tu faire de cette machine-là; c'est à peine si elle pourrait tenir sur l'impériale d'une diligence. — Puis il ajouta avec intention : — Nous irons en poste dans la berline.

— Il n'y a que quatre places, observa le comte.

— Eh bien? fit le chevalier.

— Je ne vois pas qu'il y ait moyen d'aller ainsi?

— Comment! Irène et Mme Gervais dans le fond, nous deux sur la banquette de devant.

— Et Mimi? où la mettrons-nous? dit résolument le comte.

— Nous la laisserons où elle est, répliqua le chevalier; tu voulais emmener cette petite? Quelle idée!... cela ne se peut pas.

M. de Kerbrejean hocha la tête de l'air d'un homme qui s'obstine et ne veut pas discuter.

— Cela ne se peut pas, répéta le chevalier.

— Pourquoi donc? s'écria le comte d'un air presque irrité.

— Devrais tu me le demander? répondit le chevalier en haussant les épaules. Mlle Mimi est une petite personne qui n'est pas destinée à rester au milieu de nous; elle serait déplacée dans le monde où nous allons vivre. C'est un tort peut-être de l'avoir admise dans notre intimité, et je trouve qu'il sera bien de profiter de cette occasion pour rompre des habitudes qui ne sauraient durer.

Le comte avait changé de visage à cette espèce de déclaration; évidemment elle l'irritait et l'embarrassait. Au lieu d'y répondre, il dit en se contenant : — Personne ici n'aime cette enfant, je le sais bien; c'est une raison pour que je la protége. Je lui ai promis de la mener à Paris, elle y viendra.

— Vraiment! interrompit le chevalier assez froidement; mais tu as donc perdu l'esprit!... Que feras-tu de cette petite en arrivant chez Mme de Kersalion? A quel titre lui sera-t-elle présentée? Quelle figure fera-t-elle dans son salon? et que va-t-on dire quand on entendra annoncer en même temps que la famille Kerbrejean Mlle Mimi Tirelon? Un beau nom, ma foi!...

— Elle peut en changer, dit sourdement le comte.

A ce mot, le chevalier regarda son neveu avec une sorte de stupeur; il comprit tout à coup l'empire que Mimi avait pris sur ce pauvre esprit et les conséquences que pourrait avoir cette monstrueuse folie. Il fut près d'éclater; mais, le premier moment passé,

il sut se contenir et dissimuler son indignation, et le comte put croire que, s'il l'avait entendu, il ne l'avait pas compris.

Il y eut un silence; puis le chevalier dit, en changeant brusquement de propos : — J'ai remis d'un jour à l'autre de te faire une communication importante; il s'agit de l'établissement de ta fille.

— Ah! vous avez quelque parti en vue?

— Un grand parti; nous reparlerons de cela bientôt, répondit le chevalier en se levant; à présent, je crois qu'il est temps de marier Irène.

Mme Gervais attendait dans le salon.

— Eh bien? dit-elle en allant au-devant du chevalier.

Le digne chevalier s'assit, encore tout suffoqué d'étonnement et d'indignation : — Vous aviez raison, s'écria-t-il; cette drôlesse a ensorcelé mon neveu.

— C'est sans le vouloir, répondit la gouvernante; elle n'a pas conscience du mal qu'elle fait. L'orgueil, une sorte de jalousie envieuse la dominent; elle a voulu partager avec Irène l'affection de M. le comte, et, sans le savoir, elle a dépassé son but... Soyez assuré qu'elle ne se doute pas des véritables sentimens qu'il a pour elle...

— Cette innocence perverse est pire que le vice! s'écria le chevalier.

— Ainsi M. le comte a déclaré sa volonté? poursuivit Mme Gervais; il veut emmener Mimi à Paris?

Le chevalier fit un signe affirmatif; il n'osa pas répéter à Mme Gervais le mot qui l'avait fait trembler, et dit seulement : — Qui sait maintenant jusqu'où peut aller cette folie?... Le jour où nous en aurions par malheur quelque témoignage évident, j'emmènerais ma nièce, et je ne crois pas que son père osât me la redemander... D'ailleurs, s'il plaît à Dieu! le temps n'est pas éloigné où elle aura un autre protecteur...

Irène entra en ce moment.

— Qu'est-il donc arrivé? dit-elle après avoir embrassé le bon oncle; vous avez un air terrible, et Mme Gervais est toute triste.

— M. le chevalier est contrarié, répondit simplement la gouvernante; ce voyage dont vous avez parlé hier n'aura pas lieu peut-être...

— Tu ne reverras pas encore ta chère Louise, ajouta le chevalier en attirant sa petite-nièce auprès de lui et en la baisant au front.

— C'est un bonheur qui n'est que différé, répondit-elle d'un air de timide regret.

On ne parla plus d'aller passer la fin de l'hiver à Paris, et il n'y eut rien de changé, en apparence, dans la manière d'être des habitans du manoir. Pourtant le contentement et la paix ne régnaient pas dans tous les cœurs : M. de Kerbrejean avait par momens une phy-

sionomie qui trahissait les secrets emportemens d'une passion inassouvie, et le chevalier, qui l'observait avec une colère contenue, s'apercevait qu'il commençait à être très malheureux. Quant à Mimi, elle s'était lassée tout à coup de lui prodiguer ses prévenances et ses cajoleries; soit qu'elle fût certaine de son influence, soit par l'effet d'un simple caprice, elle ne faisait plus aucuns frais pour lui plaire, et une sorte d'apathie avait succédé à sa turbulente gaieté. La seule Irène avait toujours la même douceur enjouée, la même sérénité d'esprit. Elle semblait porter sur son front pur et fier le sceau d'une heureuse destinée, et son aspect commandait irrésistiblement l'admiration, le respect et l'amour.

Le chevalier avait résolu d'éloigner Mimi. M. de Kerbrejean, qui soupçonnait son dessein, ne négligeait aucune occasion de lui faire comprendre qu'il exigeait qu'elle restât. Une sourde irritation régnait entre eux; elle aurait éclaté indubitablement, si la catastrophe la plus imprévue n'eût fait diversion à ces troubles intérieurs et changé subitement la situation.

Un matin, la nouvelle des événemens de février arriva au manoir; un seul journal apportait de vagues détails et faisait pressentir de grands malheurs. Le lendemain, on eut la certitude de tous ces désastres. Le pillage et l'incendie de Neuilly étaient des faits accomplis; d'effroyables excès avaient été commis, et l'on ne savait pas encore le nombre des victimes. Le courrier n'avait apporté aucune lettre des dames de Kersalion, et ce silence paraissait d'un funeste augure. Mlle de Kerbrejean était dans les larmes; le chevalier, mortellement inquiet, avait résolu de partir pour Paris, si l'on ne recevait point de nouvelles les jours suivans, et Mme Gervais consternée ne savait comment relever le courage d'Irène.

La nouvelle de la révolution avait produit une grande agitation parmi les ouvriers qui travaillaient au manoir. Ils s'étaient dispersés dès le premier jour et ne semblaient pas disposés à reprendre bientôt leur tâche. Jamais le café de Neptune n'avait été visité par des consommateurs aussi nombreux. Déjà les orateurs improvisés péroraient debout sur les tables chancelantes, et du matin au soir les refrains patriotiques retentissaient dans cet abominable bouge.

Dans l'après-midi du troisième jour, Célestin Piolot se présenta au manoir, chamarré de rubans tricolores et un paquet de journaux à la main : il venait offrir sa protection aux Kerbrejean.

— J'ai reçu de bonnes nouvelles, dit-il d'un air important; il y a grande apparence que Ravachon sera envoyé dans le département avec des pouvoirs très étendus.

Malgré ses inquiétudes et la gravité de la situation, le chevalier ne put s'empêcher de sourire.

— Votre ami le poète? s'écria-t-il. Tudieu! quel homme politique nous aurons là!...

— Il écrit aussi bien en prose qu'en vers, répondit sérieusement le jeune homme.

— Oh! je n'en doute pas.

— Avec sa capacité, il ira loin, je le prédis. Dès aujourd'hui sa position est très belle; il a des amis intimes dans le gouvernement. Quand il arrivera, je vous présenterai à lui, si vous le désirez.

— Grand merci, dit le chevalier, je n'ai rien à lui demander. Toute mon ambition se borne à vivre tranquille au milieu de ma famille. Il faut espérer que les gens qui sont, comme nous, en dehors des affaires publiques pourront dormir chez eux en sûreté.

— Le peuple n'abusera pas de sa victoire! répondit emphatiquement Célestin.

Et là-dessus il se retira. En sortant, il aperçut derrière une fenêtre le visage pâle et abattu d'Irène. A cette vue, il tressaillit, et murmura, le cœur gonflé d'orgueil et de joie : — A présent la fraternité n'est plus un vain mot... Les préjugés sont abolis; je suis l'égal des Kerbrejean!...

Ce jour-là même, vers la tombée de la nuit, toute la famille était réunie dans le salon. Irène, Mme Gervais et le chevalier formaient à l'écart un groupe silencieux; le comte, enfoncé dans son fauteuil, semblait dormir les yeux ouverts, et Mimi, assise sur un coussin à l'angle de la cheminée, bâillait derrière un journal qu'elle s'était amusée à plisser en forme d'éventail.

Un violent coup de sonnette interrompit ce silence et fit tressaillir tout le monde. En même temps les chiens aboyèrent avec fureur dans la cour, et la levrette du chevalier sauta par terre en jappant.

— Il y a des étrangers à la grille! s'écria Irène.

M. de Kerbrejean et le chevalier s'étaient levés, et Mimi avait tourné la tête en murmurant : — Bon! voici du monde.

— Les gens n'ouvriront pas sans mon ordre, dit le chevalier. Restez tous; je vais voir ce que c'est. Du temps de la première république, parfois on recevait comme cela des visites auxquelles on ne s'attendait pas.

Il prit son chapeau et sortit. Irène le suivit jusqu'à la porte du manoir. Déjà Nicolas et le vieux jardinier attendaient munis d'une lanterne. Il n'y avait guère qu'une centaine de pas de l'entrée du manoir à la grille. Irène, arrêtée sur le seuil, écouta un moment avec anxiété; puis elle jeta un cri étouffé et rentra dans le salon, les jambes tremblantes, le visage pâle et radieux. Elle s'assit près de Mme Gervais et balbutia, en tâchant de dominer son émotion : — Je ne sais pas,... mais j'ai cru reconnaître... Il me semble que ce sont des amis qui arrivent.

Avant qu'elle se fût autrement expliquée, le chevalier entra donnant le bras à une dame âgée. Derrière lui venaient une autre dame et un jeune homme.

— Ma tante!... ma chère Louise!... s'écria Mlle de Kerbrejean.

Toutes trois s'embrassèrent avec des exclamations et des larmes de joie. Tandis qu'elles se livraient à cette première effusion, le chevalier présentait le jeune homme à son neveu en lui disant : — Mon cher Jean, voici M. le duc de Renoyal, que tu ne reconnaîtrais peut-être pas, si je ne le nommais ..

M. de Kerbrejean tendit la main au jeune duc, et s'avança pour saluer les dames de Kersalion; puis on s'assit autour du foyer tous ensemble, en s'adressant mutuellement des questions entrecoupées d'exclamations de surprise et de joie. La vieille dame prit la parole pour expliquer ce voyage précipité et cette arrivée inattendue.

— Savez-vous que ma maison de Neuilly doit être en cendres à l'heure qu'il est? dit-elle de sa petite voix dolente et flûtée; quand nous sommes partis, on était en train de brûler le château, et comme nous sommes à si peu de distance, on entendait de chez nous les chants et les cris des pillards et des incendiaires... Je ne veux pas vous parler de ces horreurs; vous en verrez de reste le récit dans les journaux... Je vous dirai seulement qu'à l'aspect de ces bandes déguenillées qui arrivaient de tous côtés avec des fusils, j'ai eu si grand'peur, que je suis sortie de ma chambre... Au premier moment de danger, mon neveu était accouru avec quelques-uns de ses gens, on avait barricadé les portes et braqué des fusils derrière les fenêtres; mais je ne me souciais pas du tout de soutenir un siége... J'ai supplié Gaston de ne pas risquer sa vie pour nous défendre, et de nous emmener tout simplement, si c'était possible. Il me semblait que nous ne pourrions jamais nous en aller trop loin de la capitale du monde civilisé! Louise n'était pas aussi effrayée, elle aurait, je crois, fait bonne contenance devant l'ennemi; mais quand j'ai parlé de nous réfugier en Bretagne, elle a été encore plus pressée que moi de partir. Mon neveu n'a pas hésité à nous accompagner; grâce à lui, nous avons pu traverser ce pays bouleversé. Je vous assure qu'il n'est pas commode de voyager sur le territoire de la république; il nous fallait à chaque instant exhiber des passeports qui n'étaient pas en règle; heureusement les gens chargés de ces formalités ne savaient pas lire, et Gaston parvenait à leur donner des explications qui prouvaient que notre voyage ne mettait pas la patrie en danger. En arrivant à Morlaix, nous n'avons point trouvé de chevaux; il aurait fallu attendre jusqu'à demain peut-être; nous avons préféré laisser là notre chaise de poste et prendre une petite voiture de louage. Cette affreuse machine nous a cahotés jusqu'à un demi-quart de lieue d'ici; mais en prenant le chemin de traverse, nous sommes tombés

dans une ornière dont nous n'avons pu nous tirer. Je me suis bravement décidée à faire le reste de la route à pied, moi qui depuis vingt ans n'ai jamais marché qu'autour de ma chambre! Mais j'étais si heureuse d'arriver que je ne sentais pas la fatigue.

— Chère tante, si nous avions su, nous serions tous allés au-devant de vous, dit Irène en serrant les mains de la vieille dame; mais nous ne nous doutions pas du bonheur qui était près de nous arriver!

— Savez-vous, chère enfant, que nous avons fait de grands projets durant notre voyage? dit alors Mlle de Kersalion; mon cousin veut échanger son hôtel du faubourg Saint-Germain contre quelque vieux château au bord de la mer, et ma mère est très décidée à acheter une terre dans ces environs, afin de s'établir pour toujours en Bretagne.

— Qu'est-il besoin de faire toutes ces acquisitions? répliqua gaiement le chevalier; il y a place pour tous ici, et s'il le faut, nous ajouterons une aile au manoir. Mon cher duc, telle est l'hospitalité bretonne; j'espère que vous ne la refuserez pas.

— Je l'accepte d'un cœur plein de reconnaissance, répondit le jeune homme avec émotion.

— Par bonheur, nous avions fait quelques dispositions, continua le chevalier, toujours du même ton enjoué. En attendant qu'on ait bâti l'aile neuve, nos hôtes voudront bien se contenter des appartemens qui viennent d'être restaurés et remeublés. Irène avait comme un pressentiment de ce qui arrive; elle a tant pressé les ouvriers, que tout s'est trouvé prêt comme par enchantement.

— Oui, ma tante, tout était prêt pour vous recevoir, dit Irène en s'asseyant aux pieds de la vieille dame. Vous pourrez monter quand vous voudrez dans votre appartement; Perrine et votre femme de chambre doivent avoir tout disposé chez vous selon vos habitudes: on vous servira comme à Paris.

— Non pas, mignonne, répondit-elle vivement; je ne veux pas me remettre sur ma chaise longue; je dînerai à table avec vous. L'air de ce pays m'a déjà rendu mes forces; je ne sens plus mes maux.

Une heure après, Nicolas ouvrit la porte à deux battans et annonça que le dîner était servi. M. de Kerbrejean s'avança pour donner le bras à la vieille dame, le chevalier emmena de même Mlle de Kersalion, et le duc s'approcha d'Irène en lui disant à demi-voix : — Chez ma tante, j'avais l'heureux privilége de vous conduire quelquefois; voulez-vous accepter mon bras comme à Neuilly?

Elle ne répondit que par un timide regard, et, appuyant sa petite main au bras du duc, elle se laissa emmener lentement en écoutant ce qu'il lui disait encore presque à voix basse.

Alors Mimi sortit du coin où on l'avait oubliée. Après avoir hésité un moment, elle passa aussi dans la salle à manger et se glissa der-

rière le comte. Celui-ci se tourna vers elle tandis qu'on prenait place à table, et lui dit avec une expression de regret, de chagrin, de passion contenue : — Vous ne dînez pas avec nous, ma pauvre Mimi... mais ne vous chagrinez pas, cela ne durera pas longtemps, je vous le jure.

Mme Gervais avait prévu cette petite complication. Elle attendait dans l'antichambre. — Venez, Mimi, dit-elle en s'approchant de la jeune fille, qui sortait de la salle à manger le visage assombri; venez, on va nous servir chez moi.

— Merci, je n'ai pas faim, répondit-elle sans s'arrêter.

Mme Gervais essaya de la retenir; mais elle ne l'écouta pas et franchit rapidement l'escalier comme pour lui échapper. En rentrant dans sa chambre, elle tomba sur un siége et se prit à pleurer avec un transport de dépit et de colère. Jamais son cœur n'avait été si rempli d'amertume, jamais elle n'avait éprouvé un sentiment si profond d'humiliation et de jalousie : elle venait de comprendre que, malgré l'espèce d'ascendant qu'elle avait pris sur le comte, sa position restait tout à fait inférieure, et, chose qui la blessait par-dessus tout, qu'elle n'était rien aux yeux de ces étrangers qui venaient en quelque sorte prendre place dans la famille.

Elle était là depuis deux heures, plongée dans un sombre abattement et ne s'apercevant ni de l'obscurité qui régnait autour d'elle ni du froid qui commençait à la gagner, lorsqu'on frappa un léger coup à la porte; d'abord elle ne répondit pas, pensant que c'était Perrine ou Mme Gervais; puis, comme on ouvrait doucement, elle cria, impatientée : — Qui va là?

— C'est moi, Mimi, répondit le comte; où donc êtes-vous, ma pauvre enfant, et que faites-vous ici sans lumière?

— Rien, dit-elle en allant au-devant de lui pour le guider; on n'y voit goutte par ici, n'est-ce pas? mais je vais allumer la bougie.

Le comte frissonna au contact de cette main froide et douce; sa lourde imagination s'émut, et il murmura avec un soupir : — Ah! ma chère Mimi!

— Asseyez-vous là, dit-elle en le poussant à tâtons vers une chaise; ensuite elle alluma les deux bougies qui étaient sur la cheminée.

Le comte s'était un peu remis de son émotion; il rapprocha machinalement sa chaise du foyer, étendit les mains pour se chauffer, quoiqu'il n'y eût pas trace de feu, et dit, sans lever les yeux sur Mimi : — Ah! je me suis bien ennuyé ce soir!

— Vous aviez pourtant belle compagnie, répondit-elle assez froidement; deux grandes dames et un grand seigneur. Vous avez dû les trouver fort aimables?

— Assurément; mais ils ont trop d'esprit pour moi, cela me gêne.

Tenez, petite Mimi, j'aime cent fois mieux être là à vous entendre babiller que d'écouter leur conversation alambiquée.

— Qu'est-ce qu'ils disent donc?

— Que sais-je! ils parlent de tant de choses et changent si souvent de propos, que c'est très difficile à retenir. Je me souviens pourtant que Mlle de Kersalion a parlé de vous.

— De moi! elle m'a donc vue?

— Oui, quand vous sortiez, et elle trouve que vous avez de grands yeux mauresques les plus beaux du monde.

— Et M. le duc?

— Le duc n'a rien dit.

Mimi s'accouda sur la cheminée, et considéra un moment dans la glace ses yeux veloutés, sa petite bouche épanouie et le gracieux contour de son visage, puis elle dit en se penchant vers le comte avec un geste coquet : — Je suis donc jolie?

— Vous êtes belle, s'écria-t-il entraîné, vous êtes belle à rendre fous d'amour tous ceux qui vous verront.

— Vraiment! fit-elle en se redressant d'un air fier et ravi; eh bien! tant mieux!

Le comte vit clairement qu'elle ne l'avait pas compris et qu'elle ne soupçonnait même pas les ardeurs qui le consumaient. Cette conviction refoula l'aveu prêt à lui échapper peut-être; il détourna les yeux, recula sa chaise et dit en maîtrisant son émotion : — Il se fait tard; ces dames s'étaient retirées quand je suis monté; à présent, Irène veille dans la chambre de Mlle de Kersalion, et mon oncle cause avec le duc au coin de son feu. Ce que j'ai de mieux à faire, c'est de m'aller coucher de ce pas. Bonsoir, ma petite Mimi.

Dame Perrine monta un instant après; elle apportait elle-même le souper sur un plateau. La bonne femme était intérieurement charmée que Mimi eût été remise, comme elle disait, à sa place; mais elle était aussi disposée à faire tout ce qu'elle pourrait pour la consoler de ce revers. — Tenez, mauvaise, lui dit-elle en posant le plateau sur une table; j'étais en peine de vous ce soir, quoique vous ne le méritiez guère. Pourquoi n'avez-vous pas voulu faire compagnie à Mme Gervais?

— Parce que je préférais être seule, répondit brusquement Mimi.

— Est-ce que dorénavant vous comptez vivre enfermée dans votre chambre? reprit la bonne vieille Perrine en haussant les épaules.

— Oh! non pas! répliqua vivement Mimi. Tenez, ajouta-t-elle en élevant les bras et en faisant claquer ses doigts comme si elle jouait des castagnettes, tenez, mon chagrin est passé déjà; je suis contente.

— Alors il vous passe par l'esprit quelque malice! s'écria Perrine.

— Point du tout; je pense à la compagnie qui est arrivée ici ce

soir, et cela me met de bonne humeur. Savez-vous que cette vieille madame est bien drôle avec sa petite taille, sa petite voix et sa petite santé?...

— Vous perdez le respect, mademoiselle Mimi, interrompit Perrine scandalisée.

— Sa fille ne lui ressemble pas, continua imperturbablement Mimi; c'est un autre genre : elle a l'air d'une sauterelle verte avec son cou grêle et sa longue taille menue.

— La figure de M. le duc vous revient sans doute davantage? s'écria Perrine avec intention.

— Je n'ai pas pris garde à lui, répondit hypocritement Mimi.

— Vraiment! fit Perrine d'un air incrédule, vous n'avez pas remarqué que c'est un très bel homme?

Mimi secoua la tête.

— Pourtant vous avez eu tout le temps de le voir, reprit malicieusement la bonne femme. Quand ces dames sont montées chez elles avant le dîner, vous n'avez pas bougé de votre coin; vous étiez là, regardant de tous vos yeux M. le duc; puis, au moment où il sortait pour aller s'habiller, vous vous êtes glissée tout doucement dans l'antichambre afin de vous trouver sur son passage apparemment, et quand il est descendu pour le dîner, vous êtes rentrée sur ses talons...

La fillette haussa les épaules en souriant et s'écria : — Qu'il était bien chaussé, dame Perrine, avec ses bas de soie et ses petits souliers vernis!

XII.

Dans les familles qui ont conservé leurs traditions et où l'on trouve encore une certaine simplicité de mœurs, le foyer domestique est un centre inaccessible aux influences extérieures. On ressentait à peine chez les Kerbrejean le contre-coup des événemens qui venaient de bouleverser tant d'existences: les habitans du manoir oubliaient dans leur retraite les calamités du temps présent; après le premier mouvement de surprise et de consternation, ils avaient détourné leurs regards de l'orgie politique et s'étaient réfugiés dans le sanctuaire paisible de la vie intime et murée. Leurs hôtes avaient pris place dans ce tranquille intérieur, et chacun s'y était promptement créé des occupations et des habitudes.

Dès le matin, Mme de Kersalion faisait transporter son fauteuil de malade sur la terrasse, afin de respirer toute la journée les brises toniques de la mer. Souvent elle disait, avec l'égoïsme mignard d'une femme qui a passé sa vie sur une chaise longue, en proie à toutes les variétés de névralgies qui font la fortune et le désespoir des mé-

decins : — Vraiment, ces messieurs qui voulaient mettre le feu à ma maison m'ont rendu un signalé service; depuis qu'ils m'ont fait si grand'peur, je me porte infiniment mieux.

M. de Renoyal passait une partie de son temps dans la bibliothèque, en compagnie du chevalier, qui s'occupait avec lui d'archéologie. Gaston de Renoyal était un homme élégant et sérieux, assez désabusé pour vivre heureux loin du monde, où il avait eu pourtant une position très haute et très enviée. Sa cousine, la douce et charmante Louise, partageait ses sentimens; elle se trouvait si heureuse, qu'elle bénissait dans son cœur la tempête qui l'avait tout à coup jetée sur cette plage hospitalière.

Lorsque le soleil de mars eut reverdi les champs, et que les violettes et les pervenches commencèrent à pousser le long des sentiers, on fit de longues promenades aux environs du manoir, dans les vallées agrestes, autrefois couvertes de forêts, au fond desquelles les druides célébraient leurs sacrifices. Il y avait, non loin de la mer, dans une lande inculte qu'on appelle encore aujourd'hui *Parc-an-Dolmen*, un de ces monumens du culte druidique dont la vieille terre de Bretagne est couverte. De grandes mousses brunes tapissaient les pierres amoncelées en forme d'autel; un églantier avait poussé entre ces blocs informes, et ses rameaux élégans se balançaient au-dessus de l'espèce de déversoir par lequel s'écoulait le sang des victimes humaines. Les bois profonds qui à une époque reculée environnaient ce lieu sinistre n'existent plus; mais un chêne, unique rejeton de la forêt sacrée, projette encore son ombre sur le dolmen. Les promeneurs s'arrêtaient quelquefois devant ce débris des anciens âges et se reposaient sur l'épais gazon qui croissait à l'entour. Lorsque Irène s'asseyait ainsi au pied du dolmen et rejetait en arrière sa chevelure blonde en relevant son front, où rayonnait une douce et sereine fierté, on eût dit qu'une de ces jeunes druidesses auxquelles les peuples de l'ancienne Armorique attribuaient des dons divins revenait visiter le sanctuaire désert et dévasté de son terrible dieu.

Depuis l'arrivée des nouveaux habitans du manoir, Mimi se tenait à l'écart avec une persévérance obstinée; jamais elle ne paraissait dans le salon, même aux heures où elle était sûre de n'y rencontrer qu'Irène et Mlle de Kersalion causant familièrement, un ouvrage de broderie à la main. Le comte lui-même ne la voyait qu'en passant; elle le fuyait évidemment, ennuyée de sa présence. Pourtant elle ne vivait pas confinée dans sa chambre; comme disait Perrine, on ne pouvait faire un pas dans le manoir sans apercevoir le bout de sa robe, et elle semblait toujours aux aguets dans l'escalier ou dans les corridors. En effet, elle cherchait sans cesse quelqu'un dont la vue

la jetait dans d'inexprimables émotions, et Gaston de Renoyal aurait pu dire qu'il la trouvait à chaque instant sur son passage, tantôt vive, pimpante et souriante, tantôt languissante et triste; mais il ne prenait pas garde à elle et ne se doutait nullement que cette belle jeune fille était éperdûment amoureuse de lui.

Quelques semaines s'écoulèrent ainsi. On était au commencement d'avril, et presque chaque jour les habitans du manoir faisaient de longues excursions à travers la contrée pittoresque qui s'étend de la rade de Morlaix à l'anse de Goulven. Un matin, on décida d'aller visiter les fertiles jardins qui environnent Roscoff; c'était une promenade de deux ou trois lieues. Mme de Kersalion et le chevalier montèrent en voiture avec M. de Kerbrejean, tandis que M. de Renoyal, Irène et Mlle de Kersalion partaient à cheval et galopaient le long de la grève. Dès qu'ils eurent franchi la grille, Mimi descendit sur la terrasse, et, s'accoudant sur la balustrade de pierre, elle suivit longtemps du regard le cavalier et les deux amazones; puis, lorsque la petite cavalcade eut disparu, elle passa son mouchoir sur ses yeux secs et brûlans, en disant avec une sombre amertume : « Ils sont heureux!... »

Presque au même instant, une voix cria sous la terrasse : — Bonjour, mademoiselle Mimi.

Elle s'avança aussitôt et répondit en saluant de la main : — Bonjour, Célestin Piolot; que faites-vous là-bas? Entrez donc, vous vous reposerez un moment.

Le jeune homme paraissait hésiter.

— Entrez, entrez donc, répéta Mimi, il n'y a personne : ils sont tous à la promenade; si vous étiez venu un moment plus tôt, vous les auriez rencontrés.

Célestin alla passer par la grille, et Mimi vint au-devant de lui.

— Il y a bien longtemps qu'on ne vous a vu, dit-elle en l'emmenant sur la terrasse; est-ce que vous ne viendrez plus travailler au manoir?

— C'est selon, répondit-il évasivement; depuis que Ravachon est arrivé, j'ai toujours été avec lui; nous avons fait une tournée ensemble dans le département, et je ne suis revenu qu'hier soir.

— Il y a encore de l'ouvrage ici pour vous, reprit Mimi en insistant; rien n'est fini, il faut que vous veniez mettre la dernière main à la nouvelle serre...

— Je ne demande pas mieux; mais ce ne sera que dans quelques jours : les affaires publiques passent avant tout.

— Ah! ah! vous êtes donc dans le gouvernement?

— Je lui dois mon concours; Ravachon sera ici demain. Il y a de

grandes questions sur le tapis à cause des élections, et nous viendrons en parler avec les Kerbrejean.

— Eh! eh! vous trouverez belle compagnie au salon, fit Mimi en jetant un coup d'œil sur le costume du jeune homme.

— Vous voulez dire ces dames de Paris et leur cousin? Qu'est-ce que cela me fait! Vous verrez comme je les aborderai : à présent, nous allons de pair avec tout ce beau monde, et même, savez-vous, j'ai le pas sur les Kerbrejean comme premier magistrat municipal : ma nomination est arrivée ce matin, je suis maire de la commune de P...

— Ça ne fera pas beaucoup d'effet sur eux, murmura Mimi.

— Il ne tenait qu'à moi d'avoir une autre position, reprit Célestin Piolot d'un air important : avec les amis que j'ai, on arrive à tout, ils m'auraient envoyé où j'aurais voulu avec une belle place; mais je ne veux pas m'éloigner d'ici.

— Ah! dit Mimi, vous avez toujours la même idée?

Célestin ne prit pas garde à ce mot, et il ajouta en considérant la jeune fille : — Mais parlons un peu de vous, mademoiselle Mimi; je vous trouve fort amaigrie et défaite. Est-ce que vous avez été malade?

— Non, répondit-elle froidement, mais je crois que je me meurs.

— Ah! mon Dieu! et pourquoi? s'écria Célestin Piolot.

— Je me meurs de chagrin, ajouta Mimi, toujours du même ton.

Le jeune homme lui prit la main et la regarda d'un air touché qui semblait solliciter une confidence plus entière; mais elle secoua la tête comme pour lui faire entendre qu'il y avait au fond de son cœur quelque chose qu'elle ne voulait pas dire. Un soupçon traversa l'esprit de Célestin, il se prit à sourire et murmura avec intention : — Il y avait de bien aimables jeunes gens parmi les ouvriers qui travaillaient ici...

— Qu'osez-vous dire là? s'écria Mimi révoltée et en rougissant d'indignation.

— Ne vous offensez pas, répondit Célestin en s'excusant; quand même vous auriez donné votre cœur à l'un de ces braves garçons, cela ne saurait vous faire tort aux yeux de qui que ce soit, une telle inclination ne pouvant avoir d'autre fin que le mariage.

— Je ne me marierai jamais, jamais! interrompit-elle de plus en plus courroucée et humiliée.

— Vous aimez donc quelqu'un que vous ne pouvez pas épouser? répliqua Célestin sans soupçonner la portée de ses paroles.

Mimi trembla de s'être trahie, et elle se hâta d'ajouter : — C'est l'ennui qui me consume; je ne peux plus me souffrir ici.

— Est-il possible? dit Célestin étonné; voilà pourtant bien des années que vous êtes chez les Kerbrejean, et ils vous ont toujours bien traitée : j'en ai été témoin.

— Je ne me plains pas d'eux, répondit Mimi d'un air sombre; mais maudit soit le jour où je suis entrée dans leur maison! Je n'étais pas faite pour y vivre, et, voyez-vous, jamais, jamais je ne m'y suis habituée. Ils eussent mieux fait de me laisser chez votre vieille grand'mère: elle m'aurait mise à la porte, et je serais retournée d'où je venais en gagnant ma vie au hasard. A présent je songe souvent au temps où je m'en allais ainsi avec mon père... mon pauvre père qui m'aimait tant...

Ce souvenir l'attendrit, et les larmes lui vinrent aux yeux. — Vous voyez là-bas ce gazon, ajouta-t-elle en se penchant sur la balustrade; c'est là que mon père s'est assis avec moi pour la dernière fois. Hier, deux pauvres enfans, deux vagabonds, comme on dit, s'étaient arrêtés à la même place, le frère et la sœur, je crois. Le garçon avait une grosse veste avec de gros souliers, et il portait sur son dos une caisse où il y avait une vilaine bête, une marmotte. La petite fille était encore plus mal vêtue que son frère, et elle avait une mauvaise vielle toute démantibulée, avec un paquet de chansons passé dans la ceinture; mais tous deux avaient une bonne figure réjouie, et ils riaient de tout leur cœur parce que la marmotte faisait des gentillesses sur l'herbe. J'ai pleuré en les voyant et j'ai été tentée de les suivre. Oui, si, au lieu de prendre le chemin de Saint-Pol, ils étaient allés du côté de Morlaix, je serais partie avec eux!

— Vous n'aimez donc personne ici? s'écria Célestin d'un air de reproche.

— Non, répondit-elle franchement.

Ce mot révolta le jeune homme et refroidit subitement la sympathie avec laquelle il écoutait les confidences de Mimi. Il laissa aller sa main qu'il tenait encore dans les siennes, et, après un silence, il reprit en tournant les yeux vers le jardin : — Vous dites qu'il y a encore quelque chose à faire dans la serre?

— Venez voir, répondit-elle en se levant.

Elle le conduisit devant le fragile édifice dont les vitrières relevées laissaient apercevoir la fontaine rustique murmurant sous un cintre de verdure et les plantes rares qui commençaient à fleurir au pied des rochers.

— C'est pourtant Mlle de Kerbrejean qui a donné le plan de cette petite merveille! s'écria Célestin avec admiration.

— Et vous y avez travaillé d'un grand courage, répliqua Mimi d'un air de sourde raillerie; c'est vous qui avez placé tous ces châssis et ajusté de vos mains toutes ces ferrailles. Certainement vous ne saviez pas pourquoi mademoiselle était si impatiente que vous eussiez fini cette espèce de cage en verre.

Célestin n'entendit pas ces derniers mots. Il était entré dans la

serre et regardait autour de lui avec un sentiment de mélancolique bonheur. En ce moment, il aurait voulu être seul pour se mettre à genoux devant le siége où s'asseyait Mlle de Kerbrejean, et baiser la trace que ses pieds d'enfant avaient laissée sur le sable. Mimi le considéra un instant; puis, venant à lui et le touchant au bras, elle lui dit à voix basse : — Est-ce que vous êtes toujours amoureux de mademoiselle?

A cette question inattendue, Célestin se troubla et balbutia quelqnes mots sans suite.

— Vous l'aimez encore, cela se voit, reprit Mimi avec un geste d'amère commisération; eh bien! vous êtes fou et je vous plains... Elle ne vous aimera jamais.

— Jusqu'à présent je n'ai rien espéré, répondit Célestin.

— Et à présent? demanda Mimi.

— A présent, qui sait? répondit Célestin avec une naïve présomption.

Mimi haussa les épaules avec une espèce d'éclat de rire, et, regardant le jeune ouvrier en face, comme pour voir l'effet du coup qu'elle allait porter, elle lui dit : — Vous vous flattez que son cœur n'est à personne? Eh bien! détrompez-vous : elle aime M. de Renoyal.

Célestin pâlit et baissa la tête sur ses mains sans proférer un mot.

— Elle l'aimait déjà à Paris, continua impitoyablement Mimi. C'est Mlle de Kersalion qui est sa confidente. J'ai écouté aux portes et j'ai entendu. Savez-vous pourquoi elle a fait arranger ainsi cette serre? Parce que c'est dans un endroit tout semblable qu'elle a vu pour la première fois M. de Renoyal. Quand elle venait toute seule ici, c'était pour songer à lui, et elle se complaisait tant dans ce souvenir, qu'elle restait là des journées entières...

— Et il l'aime aussi? interrompit Célestin.

Mimi secoua la tête et répondit avec conviction : — Non, il n'aime personne.

Les préoccupations du moment avaient distrait jusqu'à un certain point le jeune homme de sa passion; mais elle se réveilla plus ardente à cette révélation inattendue. Il éprouva un effroyable transport de jalousie en songeant à ce rival indifférent qui n'avait eu qu'à se montrer pour gagner le cœur d'Irène, et une envieuse haine l'anima contre lui; mais c'était un de ces hommes dont la tête est remplie d'illusions tenaces, et il ne renonça pas aux vagues espérances que le dernier cataclysme politique avait fait naître en lui.

— Eh bien! reprit Mimi après un long silence, avez-vous toujours l'idée de rester ici?

— Oui, répondit-il sans hésiter.

— Alors vous avez un espoir?

— Oui, tant qu'elle n'est pas mariée.

Un moment après, le jeune ouvrier se retira, et Mimi passa le reste de la journée à marcher le long de la terrasse les yeux tournés vers le chemin. Elle était encore là le soir lorsque les promeneurs rentrèrent, et le comte l'aperçut en passant, quoiqu'elle se fût précipitamment retirée derrière une charmille. Depuis deux jours, il ne l'avait pas vue, car elle ne se souciait plus de lui plaire et de l'amuser, et elle le fuyait, lasse du rôle qu'elle s'était imposé vis-à-vis de lui.

Le jour tombait; les fenêtres du manoir s'illuminèrent l'une après l'autre; on voyait de grandes ombres s'allonger sur les rideaux transparens; les sonnettes résonnaient au fond des corridors; les gens allaient et venaient pour le service, et l'on entendait de tous côtés ce léger tumulte qui, dans les maisons nombreuses, précède l'heure du dîner. Mimi s'approcha d'une des fenêtres du rez-de-chaussée, et, collant son visage contre la persienne, elle regarda ce qui se passait dans le salon. M. de Renoyal, habillé déjà pour le dîner, était seul et debout devant la cheminée; son profil élégant se dessinait sur le fond obscur des lambris, et il semblait considérer avec une admiration mélancolique le tableau qui représentait la comtesse et ses enfans.

— Qu'il est fier! qu'il est beau! murmura Mimi avec un tressaillement de cœur inexprimable; que je l'aime, mon Dieu!

Presque au même instant la porte s'ouvrit, et Mlle de Kerbrejean parut souriante et belle comme un ange, avec sa robe de mousseline blanche et ses nœuds de rubans dans les cheveux; elle rougit en s'apercevant que le duc était seul, et s'arrêta comme embarrassée de ce tête-à-tête. Alors M. de Renoyal s'approcha d'elle avec un geste respectueux, la conduisit à sa place, et passa aussitôt dans l'appartement de Mlle de Kersalion, qui était contigu au salon. Cette petite scène n'avait duré qu'une minute; mais, dans un si court espace de temps, Mimi avait éprouvé toutes les alternatives dont les âmes fougueuses comme la sienne sont susceptibles; la violence de son émotion faisait bouillonner son sang et fléchir ses genoux. Lorsqu'elle vit que M. de Renoyal se retirait, elle murmura avec une joie indicible et une expression de triomphe : — Non, il ne l'aime pas!...

Quelques momens après, tout le monde entra à la fois dans le salon, et presque aussitôt l'on passa à table. Mimi se rassit alors contre la charmille sans songer que la nuit était venue et qu'il était temps de rentrer. Il faisait sombre autour d'elle sous les arbres qui déjà s'étaient couverts d'un léger feuillage; mais la lune se levait à l'horizon et éclairait en plein le banc sur lequel Mimi était comme affaissée. Il n'y avait pas longtemps qu'elle était là, lorsque M. de Kerbrejean parut tout à coup devant elle en disant : — Ma pauvre

Mimi, que faites-vous donc ici? je viens de vous chercher partout dans le manoir.

Elle releva brusquement la tête, et s'écria étonnée : — C'est vous, monsieur le comte? Vous ne vous êtes donc pas mis à table?

— Non, répondit-il; j'ai prétexté la fatigue de notre promenade à Roscoff pour me retirer, et l'on me croit dans ma chambre... J'ai fait cela, parce que je voulais profiter de ce moment pour vous parler...

Mimi se releva à demi comme pour le suivre.

— Non, non, reprit-il, restez ici; nous ne serions peut-être pas seuls là haut, et j'ai à vous dire des choses que personne autre que vous ne doit entendre... Ah! ma chère Mimi, voilà un mois passé que vous ne savez plus que devenir ni moi non plus; mais cela va changer enfin...

— Est-ce que quelqu'un doit partir? interrompit-elle frappée d'une vague inquiétude.

— Oui, nous deux, répondit-il.

— Vous voulez partir et m'emmener? s'écria-t-elle avec un geste de refus involontaire.

Il crut comprendre qu'elle se faisait un scrupule de s'en aller seule avec lui, et il se hâta d'ajouter : — Vous ne savez pas, Mimi, tout ce que je veux faire pour vous... Allez! vous serez heureuse, je vous le promets...

Elle le regarda interdite, en faisant dans son esprit de folles suppositions, qui certes n'approchaient pas de la vérité; un moment elle se figura qu'il allait lui déclarer qu'il l'adoptait et qu'elle serait aussi sa fille. A cette pensée, elle tressaillit d'une joie triomphante, et elle se baissa pour effleurer de ses lèvres la main du comte.

— Oh! Mimi, ma belle Mimi! fit celui-ci avec un mouvement passionné; — puis il recula jusqu'à l'autre extrémité du banc et reprit d'un ton plus calme : — Je ne déclarerai mes intentions qu'au dernier moment, quand tout sera prêt pour notre départ. Auparavant il va se passer ici un grand événement : je marie ma fille.

— Ah! tant mieux! s'écria Mimi, et c'est bientôt?...

— Oui, bientôt, répondit le comte d'un air de satisfaction; dans quinze jours, Irène de Kerbrejean s'appellera madame la duchesse de Renoyal.

— Ah! c'est lui qu'elle épouse!... dit Mimi d'une voix étranglée.

— Elle restera ici, heureuse avec le mari qu'elle a choisi, poursuivit le comte; elle vivra au milieu d'une famille qui l'aime. Moi, je m'en irai et je n'aurai que vous, Mimi; mais je ne regretterai rien. Me comprenez-vous à présent?

Elle ne répondit pas; c'était à peine si elle l'avait entendu.

— Mimi, reprit le comte en lui prenant la main, dans quelques se-

maines vous serez ma femme, vous serez la comtesse de Kerbrejean....

— Moi, votre femme! s'écria-t-elle avec une espèce d'éclat de rire insultant; je ne veux pas!

La possibilité d'un tel refus ne s'était pas présentée à l'esprit du comte, et il regarda Mimi d'un air stupéfait.

— Non! reprit-elle énergiquement, je ne veux pas épouser un homme de votre âge.

Elle se leva à ces mots et s'éloigna précipitamment. Le comte ne songea pas à la retenir; il était comme pétrifié d'étonnement et de confusion. L'espèce d'outrage qu'il venait de recevoir en face avait subitement calmé les effervescences de son imagination. Il se prit à réfléchir et à former des résolutions sensées. Par momens, certains retours le troublaient encore; mais sa faiblesse n'alla pas jusqu'à chercher Mimi pour lui adresser des reproches ou des supplications. Il remonta courageusement chez lui et ne sortit plus de sa chambre. Pourtant, lorsque Perrine vint, comme de coutume, lui donner le bonsoir en faisant sa ronde, il la retint, et, après quelques questions insignifiantes, il lui demanda en soupirant ce que faisait Mimi.

— Elle vient de se coucher sans souper, répondit la bonne femme. Depuis quelque temps, elle est d'une humeur de plus en plus farouche et extravagante. Certainement elle a dans l'esprit quelque chose qui la tourmente grandement...

— Avez-vous deviné ce que c'est? interrompit le comte.

— Peut-être bien, répondit dame Perrine en clignant les yeux. Aujourd'hui elle a passé plus d'une heure dans la serre, en tête à tête avec Célestin Piolot.

— Cette drôlesse! s'écria M. de Kerbrejean avec une sourde colère; mais ce premier mouvement s'évanouit à l'instant, et il ajouta comme en se parlant à lui-même : — Il aurait fallu savoir cela plus tôt!...

Mimi s'était en effet retirée dans sa chambre; mais, au lieu de se coucher, elle avait fait sans bruit ses préparatifs de départ. Vers une heure après minuit, lorsqu'elle comprit que tout le monde dormait dans le manoir, elle descendit à tâtons, ouvrit doucement les portes, et franchit sans peine, en faisant un détour, les limites du domaine des Kerbrejean. Lorsqu'elle eut atteint la grève, elle se retourna une dernière fois vers le manoir, et murmura avec une imprécation : — Je m'en irais au bout du monde pour ne pas voir leur bonheur!...

Il faisait une belle nuit de printemps claire et sereine; la lune à son déclin répandait sur les flots assoupis sa lumière bleuâtre, et aucun autre bruit que le murmure égal des vagues ne troublait le silence universel. Mimi marchait d'un pas rapide sans jeter les yeux sur ce paisible tableau. Quand elle fut devant le logis de Célestin Piolot, elle frappa à la fenêtre derrière laquelle rayonnait la clarté

d'une lampe. Le jeune homme était encore levé, et il ouvrit aussitôt le volet.

— C'est vous! ici, à cette heure! s'écria-t-il en voyant Mimi enveloppée dans son châle, un petit paquet au bras et sa capote de paille posée en l'air sur son chignon.

— Je pars, répondit-elle avec beaucoup de sang-froid; ces enfans dont je vous ai parlé doivent être encore à Saint-Pol; je vais tâcher de les rejoindre.

— Et où irez-vous ensuite?

— A la grâce de Dieu, devant moi, comme autrefois, quand j'étais petite.

— Quelle folie! s'écria Célestin; une fille de votre âge ne peut pas voyager ainsi! et puis que ferez-vous? comment gagnerez-vous votre vie?...

Elle entr'ouvrit son châle et lui montra suspendu à son côté le rouleau de fer-blanc qui contenait ses papiers, et son tambour de basque, qu'elle portait sous le bras.

— Oui, je m'en vais, dit-elle avec résolution, et je vous conseille de faire comme moi : mademoiselle épouse dans quelques jours M. de Renoyal.

Célestin s'appuya aux barreaux de la fenêtre comme un homme qui sent tout à coup le sol manquer sous ses pieds, et dont le cerveau est comme frappé de vertige; puis il murmura d'une voix étouffée : — Est-ce bien vrai ce que vous dites là?...

— Vous le verrez, puisque c'est devant vous qu'ils se marieront, répliqua Mimi; n'êtes-vous pas le maire de P.....

— Je donnerai ma démission, s'écria Célestin, et, vous avez raison, je m'en irai! Tous mes liens sont rompus... je me dévoue à ma patrie... J'irai retrouver Ravachon.

— Adieu, reprit-elle en croisant son châle. Si l'on me cherche demain, dites que je suis partie et que je ne reviendrai plus.

Ce fut ainsi que la fille du saltimbanque quitta le manoir. Le lendemain, lorsqu'on apprit son départ, Irène pleura beaucoup, M. de Kerbrejean s'étonna, et le chevalier fit courir après elle pour lui envoyer de l'argent. Le digne homme s'inquiétait de ce qu'elle était partie avec un si léger bagage, et il demanda à Perrine, qui était occupée à ranger la chambre de la fugitive, si elle avait pris du moins ses meilleurs effets.

— Point du tout, monsieur, répondit la vieille femme de chambre en ouvrant l'un après l'autre les tiroirs; tout son petit trousseau est en place; elle n'a rien emporté qu'un bouquet de plumes et sa belle robe de soie rose à fleurs d'argent. Allez! c'est une vraie bohémienne.

Mme CHARLES REYBAUD.

REMBRANDT

SA VIE ET SES ŒUVRES.

Rembrandt, né en 1606 à Leyerdorp, était le fils d'un meunier nommé Gerretsz. Comme son père avait amassé par son travail une certaine aisance, Rembrandt fut destiné à l'étude des lettres. Peut-être le meunier rêvait-il pour son fils la gloire du barreau ou la dignité de magistrat. Ce que nous savons d'une manière positive, c'est que Rembrandt, dès qu'il eut entre les mains une grammaire latine, manifesta son aversion pour ce genre d'étude. Au lieu d'apprendre docilement les déclinaisons et les conjugaisons, il s'occupait à dessiner tout ce qu'il voyait, depuis la tête du professeur jusqu'aux bancs de la classe. Quand il s'agissait de réciter sa leçon, il restait court, et son maître, pour punir sa paresse, le condamnait à étudier tandis que ses camarades allaient jouer. Comme la peinture, dans les premières années du XVIIe siècle, jouissait en Hollande d'une grande faveur, le meunier Gerretsz ne se fit pas longtemps prier pour renoncer à ses premières espérances. Voyant que son fils témoignait du dégoût pour l'étude des lettres latines, il ne s'obstina pas dans l'ambition qu'il avait conçue, et ne songea qu'au bonheur de son enfant. Il avait trouvé dans son moulin une sorte de richesse : pourquoi son fils, dans la pratique de la peinture, n'aurait-il pas une chance égale? Gerretsz eut bientôt pris son parti. Il y avait alors à Leyde, c'est-à-dire à quelques lieues de son moulin, un peintre dont le nom serait aujourd'hui complétement oublié, s'il n'était associé dans l'histoire au nom de Rembrandt : ce peintre s'appelait Swanenburg. Gerretsz résolut de lui confier son fils.

Dès les premiers jours, le fils du meunier montra les plus heureuses dispositions. Son intelligence rétive, si obstinément fermée lorsqu'il s'agissait d'étudier la grammaire latine, s'ouvrit rapidement pour recueillir les leçons de Swanenburg. Il copiait avec une fidélité surprenante et très rapidement les modèles que son maître lui fournissait. Il possédait une aptitude si merveilleuse pour l'imitation, qu'au bout de quelques mois Swanenburg n'avait plus rien à lui enseigner et le confessait franchement. Le meunier, fier et joyeux des progrès de son fils, ne perdit pas un instant et s'enquit d'un maître plus habile. Après avoir quitté Swanenburg, Rembrandt étudia tour à tour chez Lastman et Pinas. Les ouvrages qui nous restent de ces deux maîtres se recommandent par l'exactitude des détails, mais n'offrent pas un grand charme. Quand on les compare aux ouvrages de leur élève, on voit qu'ils n'ont pu lui enseigner que la pratique matérielle du métier; quant à l'art de concevoir un sujet, de grouper les personnages, de concentrer l'attention, ce n'est pas dans leurs leçons que Rembrandt l'a puisé. Toutefois, bien qu'il pressentît sans doute l'insuffisance de leur savoir, il se montra docile et assidu, comme s'il eût espéré la révélation de secrets importans. Rembrandt copiait Lastman et Pinas comme il avait copié Swanenburg. Malgré la confiance que lui inspirait son génie précoce, il ne dédaignait pas leur expérience. S'il devinait sa supériorité, il mettait à profit leurs conseils. Animé du désir, soutenu par l'espérance de les surpasser, il suivait fidèlement la voie qu'ils lui indiquaient; il avait pour eux la même déférence que Raphaël pour le Pérugin.

Cependant Lastman et Pinas devaient s'avouer vaincus au bout de quelques années, et s'ils ne confessaient pas leur défaite aussi franchement que Swanenburg, ils n'essayaient pas de cacher leur admiration pour les ouvrages de leur élève. Satisfaits de la réputation dont ils jouissaient, ils surent fermer leur cœur au démon de la jalousie. En sortant de leur atelier, Rembrandt ne devait plus avoir d'autre maître que la nature. Il le comprit et revint au moulin de son père. L'imitation avait pour lui tant d'attrait, lui offrait un intérêt si puissant, qu'il n'éprouvait pas le besoin de renouveler souvent le sujet de ses études. Un arbre contemplé attentivement aux différentes heures de la journée, éclairé à demi par l'aube naissante, inondé de lumière à midi, doré à la fin du jour par les derniers rayons du soleil couchant, suffisait pour occuper toutes ses facultés. Toutes les faces de la réalité lui étaient bonnes, parce qu'elles avaient toutes quelque chose à lui apprendre. Il serait temps de faire un choix quand il saurait ce qu'il voulait savoir : aussi ne se pressait-il pas de quitter le moulin de son père. Tous les jeux de la lumière trouvaient en lui un observateur attentif et passionné. Comme s'il eût pressenti qu'il ne

devait pas essayer de lutter avec l'Italie pour la pureté des lignes, pour l'élégance des contours, pour la noblesse de l'expression, il s'attachait sans relâche à saisir, à fixer sur la toile les accidens les plus fugitifs; il épiait, il guettait la lumière, il la suivait jusque dans ses dernières dégradations. Je ne m'étonne pas qu'il ait trouvé plus tard dans cet agent mystérieux de si puissantes ressources; il avait compris de bonne heure qu'il devait chercher dans l'emploi de la lumière une voie nouvelle, une voie inattendue; son espérance s'est pleinement réalisée.

On se tromperait pourtant si l'on rangeait Rembrandt parmi les imitateurs naïfs de la nature. Ce fils de meunier qui ne voulait pas entendre parler de la grammaire latine, qui se trouvait heureux dans le moulin de son père et passait des journées entières à étudier, à copier l'ombre d'une branche sur un ruisseau, n'était rien moins que naïf; il savait bien qu'il ne lui était pas donné de lutter avec la nature. Si la ligne et la forme se laissent aborder, la lumière défie l'imitation. Aussi résolut-il bientôt de tourner la difficulté en éclairant les objets d'une manière toute personnelle, et en effet toutes ses œuvres se distinguent par une distribution de lumière qui n'appartient qu'à lui; il ne s'est pas contenté de représenter ce qu'il voyait, ou plutôt il n'a pas essayé de le représenter. Désespérant de reproduire sur la toile ce que ses yeux avaient aperçu, il s'est décidé à ne plus voir, à ne plus regarder que ce qu'il pouvait montrer. Il a mesuré avec une précision mathématique la quantité de lumière qu'il pouvait soumettre à sa puissance, et n'a jamais franchi la limite qu'il avait marquée.

Rien au monde n'est moins neuf qu'un pareil procédé; pour le concevoir et pour l'appliquer, il faut avoir longtemps étudié la nature sans parti pris, sans arrière-pensée, sans doctrine exclusive, en dehors de toutes les traditions d'écoles. Or c'est précisément par cette épreuve laborieuse que Rembrandt se préparait à fonder la méthode qui lui appartient, et, je pourrais ajouter, dont il a emporté le secret, car les plus habiles ont échoué lorsqu'ils ont voulu marcher sur ses traces. Pour la découverte et l'application du procédé que j'ai tâché de formuler, les études faites au moulin de Leyerdorp valaient mieux que les leçons de Lastman et de Pinas. Le maître le plus habile n'en dit pas autant que l'observation personnelle. Il y a des ruses que l'atelier n'enseignera jamais et que l'esprit conçoit en présence de la nature. Au moulin de Leyerdorp, Rembrandt n'avait à se préoccuper d'aucune manière, d'aucune tradition; il copiait de son mieux ce qu'il voyait, et quand, après des efforts multipliés pour imiter ce qu'il avait devant lui, il comprit toute son impuissance, il abandonna l'imitation pour l'interprétation. Sans prendre le temps

d'analyser la marche de sa pensée, il renonça au but qu'il s'était proposé d'abord et qu'il ne pouvait atteindre, et se donna une tâche plus modeste, quoique bien difficile encore. Il est probable qu'il fût arrivé plus lentement à la découverte de son procédé, s'il eût prolongé son séjour dans les ateliers de Lastman et de Pinas. Pour mesurer ses facultés, pour déterminer les ressources de son art, il valait mieux qu'il fût livré à lui-même et n'eût d'autre interlocuteur que la nature. Ses maîtres lui avaient appris tout ce qu'ils pouvaient lui apprendre, la composition des couleurs et le maniement du pinceau; la nature seule devait lui enseigner où commence, où finit le domaine de l'art. C'est en parcourant la campagne, c'est en observant tour à tour l'ombre du feutre sur le front d'un paysan ou l'image brisée d'un chêne dans l'eau courante, qu'il a conçu nettement toute la stérilité de l'imitation pure, de l'imitation littérale, toute la puissance, toute la fécondité de l'interprétation appuyée sur de solides études. La solitude était pour lui pleine de leçons qu'il eût vainement cherchées dans l'atelier des maîtres les plus savans.

Cependant, parmi les amis de son père, il se trouvait plus d'un amateur éclairé. Une composition du jeune Rembrandt ayant éveillé leur attention d'une manière toute particulière, ils lui conseillèrent de la porter à La Haye. C'était là seulement qu'elle serait dignement appréciée. Ils lui donnèrent le nom et l'adresse d'un connaisseur qui ne pouvait manquer d'acheter son tableau, et Rembrandt partit plein d'espérance. Parfaitement accueilli par le Mécène qui lui avait été indiqué, il savourait avidement les louanges qui lui étaient prodiguées. Quel ne fut pas son étonnement, lorsque son nouvel ami lui offrit cent florins en échange de son œuvre! Rembrandt n'avait jamais vu une somme pareille. Pour qu'un tel trésor lui fût offert, il fallait de toute nécessité que son tableau se recommandât par une valeur réelle. Aussi, à dater de ce jour, Rembrandt conçut de lui-même une très haute opinion; il n'y avait en effet, dans le bonheur qui lui arrivait, ni prestige de renommée, ni piége tendu par une louange anticipée. Il était venu à La Haye inconnu; il lui avait suffi de montrer son tableau pour tirer de la poche d'un amateur une somme de cent florins. Il pouvait donc sans présomption croire qu'il possédait dans son talent un instrument et un gage de fortune. Il avait fait à pied le voyage de Leyde à La Haye; pour revenir plus vite au moulin de son père et lui montrer sans tarder le trésor qu'il ne devait qu'à lui-même, il prit le chariot de poste. Les biographes racontent que le chariot s'étant arrêté pour la dînée, tous les voyageurs descendirent, à l'exception de Rembrandt, à qui peut-être la joie avait ôté l'appétit; et comme le garçon d'auberge, en donnant l'avoine aux chevaux, avait négligé de les dételer et de les attacher,

ceux-ci, leur repas achevé, partirent dans la direction de Leyde, n'emmenant que Rembrandt. Quand le jeune peintre eut étalé devant son père les cent florins qu'il venait de recevoir, le meunier ouvrit de grands yeux et s'applaudit d'avoir cédé à temps aux instincts de son fils. Il se sut bon gré de n'avoir pas persisté à vouloir faire de lui un savant.

Si je raconte avec tant de détails cette première aubaine de Rembrandt, c'est qu'elle exerça sur sa destinée une action décisive. D'après le témoignage de ses contemporains, son premier voyage à La Haye éveilla en lui une passion nouvelle qui n'a rien à démêler avec l'art et qui ne devait plus sommeiller un seul jour : dès qu'il eut compté cent florins, il devint avare. Que voyait-il dans l'or? Il est assez difficile de le dire. L'or ne représentait pas pour lui toutes les jouissances qui peuvent s'acheter, car au temps de sa plus grande richesse, il n'a jamais changé la première simplicité de ses habitudes. Ni ses vêtemens ni sa table ne révélaient son opulence. Il est donc permis de croire que l'or avait pour lui une autre signification. Peut-être n'y voyait-il que le témoignage irrécusable de l'estime accordée à son talent. Quelle que soit la valeur de cette dernière conjecture, il est hors de doute que la vie de Rembrandt s'est partagée entre deux passions, celle de l'art et celle de l'or, et pour être juste, nous ajouterons que la première de ces deux passions, sans le secours de la seconde, n'eût peut-être pas suffi pour enfanter les œuvres si nombreuses, si variées, qui nous étonnent chaque jour par un charme nouveau. Épris de l'amour unique de l'art, il n'eût pas songé à multiplier les formes de sa pensée, et comme sa pensée ne le portait pas vers l'élégance et la pureté des lignes, ses loisirs, ses tâtonnemens, fussent demeurés sans profit pour nous; aiguillonné par l'amour de l'or, il n'a pas perdu un seul jour. Tout ce qu'il a vu, il a voulu le rendre; tout ce qu'il a tenté d'exprimer s'est révélé à nous avec une pleine évidence. Avons-nous donc le droit de nous plaindre? Affranchi de l'avarice, eût-il produit, outre des tableaux dont le nombre n'est pas connu, trois cent soixante-seize eaux-fortes qui, avec les variantes, s'élèvent à six cent quatre-vingt-sept? Il est au moins permis d'en douter. J'insiste d'autant plus volontiers sur cette considération, que, dans l'œuvre de Rembrandt, rien n'indique la précipitation ou la négligence. Il a multiplié ses productions pour multiplier ses profits; mais il ne lui est pas arrivé une seule fois d'abandonner son travail avant d'avoir réalisé sa pensée. S'il a su tirer parti de son talent comme un négociant très habile, rendons-lui cette justice, qu'il a toujours poursuivi l'accomplissement de sa volonté comme un artiste désintéressé qui tient avant tout à se contenter lui-même.

Si l'avarice lui eût inspiré dans sa vie une seule mauvaise action, je condamnerais en lui comme en tout autre une passion qui se concilie difficilement avec les sentimens élevés; mais comme elle n'a jamais attiédi dans son âme la passion du beau tel qu'il le comprenait, loin de la condamner, j'y applaudis. Quelle que fût la fécondité naturelle de son esprit, il est à peu près certain que, s'il n'eût pas été dévoré de l'amour de l'or, nous posséderions à peine la moitié de son œuvre. Il aurait eu beau ressasser vingt fois sa pensée, il n'eût jamais rencontré l'élévation, la pureté familières à Rome et à Florence. Il était dans sa nature de produire promptement; eh bien! cette heureuse faculté, abandonnée à elle-même, n'eût pas porté tous ses fruits : l'amour de l'or en a doublé la puissance, en obligeant Rembrandt à l'appliquer plus souvent. Les esprits inattentifs m'accuseront d'avoir entrepris l'apologie de l'avarice; je ne perds pas mon temps à leur répondre. Quant à ceux qui ont suivi pas à pas le développement de ma pensée, ils ne se méprendront pas sur mon intention, et leur approbation me suffit. Si l'avarice eût dominé chez Rembrandt l'amour de l'art, comme cela est arrivé plusieurs fois, l'avarice eût été un malheur. Servant d'aiguillon au travail sans jamais le hâter, c'est presque un surcroît de génie.

Le mariage de Rembrandt suffirait seul à nous prouver que l'avarice n'avait pas envahi son âme tout entière. Fêté, recherché comme il l'était, il lui eût été facile, à coup sûr, de faire un riche mariage, et pourtant il choisit pour compagne une paysanne du village de Ransdorp, dans la province de Waterland, une fille qui n'avait d'autre fortune que sa jeunesse et sa beauté. Certes, si Rembrandt n'eût écouté que le démon de l'avarice, il n'aurait jamais pris une telle détermination. Riche déjà du fruit de son travail, il pouvait doubler sa richesse en se mariant, et pourtant il n'en fit rien. Il faut donc croire que l'or gagné par son burin ou son pinceau avait pour lui un prix particulier, et qu'il trouvait dans les florins dont on couvrait ses gravures un charme qu'il n'eût pas trouvé dans la dot la plus opulente. A peine marié, il s'empressa de reproduire sa jeune femme dans tout l'éclat de sa fraîcheur et de sa beauté. D'ailleurs il ne changea rien à sa manière de vivre : toujours même simplicité, poussée souvent jusqu'à la parcimonie. La seule dépense inutile qu'il se permît, c'était la toilette de sa femme, car il aimait à la voir parée; mais il n'oubliait jamais son origine villageoise, et voulait que la paysanne se retrouvât sous les plus riches parures.

Il est curieux de voir à quelles ruses Rembrandt avait recours pour contenter son avarice. Tantôt il mettait ses gravures en vente publique et allait lui-même surenchérir, tantôt il chargeait son fils d'aller les vendre, en disant aux acheteurs qu'il les lui avait dérobées.

Ce dernier trait mérite d'être noté comme un trait de génie. Plaute et Molière en eussent été jaloux. Sans approuver toutes ces supercheries, je suis loin cependant de partager la colère des biographes qui accusent Rembrandt d'avoir déshonoré son art par son ignoble passion pour l'or. Conseiller le mensonge à son fils pour élever le prix de ses œuvres n'était certes pas une action louable; mais il est probable que l'auteur de ce coupable conseil n'en avait pas mesuré toute la portée morale, et n'y voyait qu'une espièglerie, une manière ingénieuse d'exploiter l'engouement de ses compatriotes. Ramené à ces proportions, le stratagème de Rembrandt ne mérite plus la colère de l'historien.

Encouragé par le succès, Rembrandt imagina un jour une ruse plus hardie que toutes les précédentes : il disparut et répandit le bruit de sa mort. Son atelier, mis en vente, produisit une somme fabuleuse, et le mort reparut au milieu des acheteurs ébahis. Il serait difficile, pour ne pas dire impossible, de justifier une telle action, car les œuvres d'un peintre doublent de valeur dès que la main qui les traçait s'est glacée. Il y a donc dans une telle conduite une indélicatesse qui touche à l'improbité, et cette accusation est trop bien fondée pour que j'essaie de la combattre. Cependant des juges plus indulgens pourraient répondre : « Le prix payé pour les œuvres de Rembrandt, qui passait pour mort, était un prix librement consenti, et reposait sur l'estimation personnelle des acheteurs. La résurrection inattendue de l'auteur ne change pas la valeur intrinsèque de ses œuvres. Ceux qui les avaient acquises pour en jouir, pour les garder, n'ont rien perdu; quant à ceux qui voulaient spéculer sur le prix de leur marché, ils ne sauraient nous inspirer une bien vive compassion. Ils ont agi légèrement et portent la peine de leur étourderie. » Voilà ce que pourraient dire des juges indulgens; mais l'histoire ne s'est pas associée à cette interprétation complaisante de la conduite de Rembrandt.

Il serait difficile d'imaginer un caractère et des habitudes plus contraires au libre développement de la fantaisie. La parcimonie, la lésinerie, ne s'accordent guère avec la vie de l'imagination, et cependant Rembrandt est un des esprits les plus féconds qui se rencontrent dans la série entière des artistes européens; car, jusqu'à son dernier jour, — et il mourut à l'âge de soixante-huit ans, en 1674, — il ne cessa de produire. Il y a dans cette contradiction un mystère que je ne me charge pas de pénétrer. C'est un génie à part, sans aïeux ni descendans. S'il appartient à son temps et à son pays par le costume de ses personnages, il appartient au monde entier par l'énergie et la vérité de la pantomime, par l'expression toujours vraie des physionomies. La tradition était pour lui comme

non avenue, et l'on peut se demander, en feuilletant ses œuvres, ce qu'il eût gagné à la consulter. Ses armoires étaient pleines de vieilles étoffes, de costumes chargés de clinquant, de vieilles armures de tous les temps et de tous les pays. Il disait, en montrant cet amas confus de casques et de turbans, de sabres et de boucliers, de serge et de brocart : « Voilà mes antiques. » C'était pour lui, en effet, une source inépuisable d'inspirations, et il est permis de croire que les œuvres de l'art antique lui eussent porté moins de profit, car il y a cela de particulier dans le génie de Rembrandt, qu'il ne tient compte ni du temps ni du lieu dans la représentation d'aucune scène. Qu'il s'adresse à l'Ancien, au Nouveau-Testament, l'aspect du pays, le costume des personnages, sont pour lui sans importance. La vérité telle que la comprend l'érudition ne saurait entrer dans l'esprit de Rembrandt; il ne cherche et ne poursuit que la vérité humaine, sans acception ni de lieu ni de temps. Pourvu que les personnages expriment la pensée qu'il a conçue, pourvu que la lumière et l'ombre, habilement distribuées, mettent le paysage en harmonie avec le sujet, Rembrandt ne demande rien de plus. Je ne songe pas à lui faire un mérite de son ignorance volontaire, mais je crois qu'une étude plus attentive des lieux et des temps n'eût pas élevé de beaucoup la valeur de ses œuvres. Entendons-nous cependant : je ne voudrais conseiller à personne de mépriser, à l'exemple de Rembrandt, la vérité locale et historique; cette ignorance, que j'absous dans le peintre d'Amsterdam, serait sans excuse chez un peintre de nos jours. Amplement rachetée chez lui par des qualités de premier ordre, elle ne saurait se comprendre aujourd'hui chez un peintre, même très habile, tant les moyens d'information sont multipliés. Les renseignemens que Rembrandt dédaignait sont aujourd'hui à la portée de tout le monde; les posséder n'est pas un mérite, les négliger est une faute qui ne saurait se concevoir.

Pour bien comprendre le génie de Rembrandt, il faut se pénétrer d'une vérité qui domine l'histoire entière de l'art, à savoir qu'il y a dans toutes les œuvres de l'intelligence humaine deux parts bien distinctes : l'une qui relève de la passion pure et qui s'adresse à la passion, l'autre qui relève de la science et qui s'adresse à la science. De ces deux parts, Rembrandt n'a choisi que la première, mais il la possède pleine et entière, et sur ce terrain il ne craint pas de rival. Il a si complétement négligé la seconde part, qu'il y aurait de l'injustice à s'en préoccuper dans l'étude de ses œuvres. Je sais très bien qu'on peut faire aux œuvres de Rembrandt une objection d'une autre nature, et cette objection est tellement grave, qu'il est impossible de la passer sous silence : la vérité historique et locale n'est pas la seule chose qui lui manque, la noblesse prise dans le sens le

plus élevé du mot est presque toujours absente. Je ne veux pas parler de la noblesse telle que l'enseignent les académies de tous les temps et de tous les pays, de la noblesse exprimée par un style convenu; non, je parle de la noblesse qui tient au choix de la forme. Or Rembrandt n'a pas traité l'élévation de la forme avec moins de dédain que la vérité historique et locale, et cependant, cette réserve faite, je ne crains pas d'affirmer qu'il demeure, sur le terrain qu'il a choisi, comparable aux maîtres les plus habiles, à ceux mêmes qui ont respecté toute leur vie les conditions qu'il a négligées. Certes, pour mériter un pareil éloge, qui lui est décerné d'une voix unanime par tous les esprits vraiment impartiaux, il faut être singulièrement fort, et nous verrons que l'étude attentive de ses œuvres ne permet pas d'élever un doute à cet égard. En demeurant Hollandais dans l'acception la plus étroite du mot, Rembrandt a trouvé moyen d'être éternellement vrai. C'est l'homme qu'il interroge, c'est l'homme qu'il veut exprimer, c'est l'homme qu'il émeut et qu'il attendrit, qu'il exalte ou qu'il plonge dans la rêverie, qu'il emporte d'un vol puissant dans les régions les plus hautes de la fantaisie, ou qu'il étreint d'une douleur poignante. Quel plus beau, quel plus glorieux triomphe l'art peut-il se proposer? et combien peuvent se vanter de l'avoir obtenu parmi les maîtres mêmes qui ont ajouté à la connaissance parfaite des temps et des lieux une noblesse constante dans le choix de la forme? S'il ne possède pas toutes les parties de son art, ce que je ne songe pas à nier, il en possède du moins la partie la plus précieuse, la plus intime, celle qui ne s'enseigne dans aucune école, que le génie peut seul deviner et qui assure à ses œuvres une éternelle durée. Le premier venu, sans être bien savant, peut relever aujourd'hui ce qu'on est convenu d'appeler les erreurs de Rembrandt; ces erreurs frappent tous les yeux, et sont d'autant plus faciles à compter, qu'elles n'appartiennent pas au hasard, mais bien à un parti pris. Qu'on le sache bien en effet, Rembrandt, lorsqu'il se trompait, se trompait volontairement. Il n'avait pas oublié l'histoire, il ne voulait pas s'en souvenir. Il ne voyait dans l'Ancien, dans le Nouveau-Testament, que des passions à exprimer. Il ne tenait aucun compte du théâtre où s'accomplissait le drame qu'il avait choisi.

Bien que l'érudition n'eût pas encore réuni, à l'époque où il vivait, tous les documens que nous possédons aujourd'hui sur le paysage et les costumes de l'Orient, il aurait pu, sans de grands efforts, contenter ceux qui ont étudié le passé. Il ne l'a pas voulu, et je ne m'en plains pas. Renfermé dans l'expression de la vérité purement humaine, c'est-à-dire tout simplement de la vérité éternelle, il n'a rien négligé pour résoudre le problème qu'il s'était posé, et les esprits les plus sévères avoueront qu'il n'a pas failli à sa tâche. Si Rembrandt

n'est pas un peintre savant dans le sens historique du mot, c'est à coup sûr un peintre philosophe. S'il ignore ou s'il n'exprime pas le côté local et passager de la vie humaine, il connaît à fond, il exprime admirablement le côté intime, le côté éternel de son art, je veux dire la passion. Quoiqu'il manque de noblesse, il sait pourtant varier la physionomie de ses personnages selon leurs diverses conditions. Cette variété de physionomies suffit pour assurer l'intérêt de ses compositions. Refuser de se placer à son point de vue, ce n'est pas vouloir le juger, mais se résoudre d'avance à le condamner. Prendre l'art grec et l'art italien comme point de départ et tenter d'estimer Rembrandt d'après les modèles qu'Athènes et Rome ont légués à notre admiration est tout bonnement la plus folle de toutes les pensées. En procédant ainsi, nous n'arriverions pas à la justice, mais à la négation absolue. Or nier un maître aussi puissant ne va pas à moins qu'à nier l'évidence. En dehors de la beauté telle que la Grèce et l'Italie l'ont comprise, il y a bien des manières d'émouvoir et de charmer par l'expression des sentimens humains : la manière choisie par Rembrandt, dépourvue d'élégance et de noblesse, rachète par l'énergie les défauts que je viens de signaler. Aussi je ne crains pas de le proposer pour modèle dans tout ce qui touche à la vérité de la pantomime. Outre les parties purement matérielles de son art, dans lesquelles il a excellé, où personne même ne s'est élevé aussi haut que lui, je veux dire la distribution de l'ombre et de la lumière, il offre encore un côté purement moral qui ne sera jamais étudié sans fruit. Les nuances les plus délicates du sentiment sont saisies et rendues par lui avec une finesse qui atteste les plus profondes méditations. Ce peintre, que le vulgaire s'est habitué à regarder comme un génie capricieux, amoureux de l'ébauche, inhabile à rendre sa pensée d'une façon complète, est un des philosophes les plus profonds qui aient jamais manié le pinceau. Pour ceux qui savent lire dans ses œuvres, il est évident qu'il n'a rien ébauché, qu'il a tout achevé, qu'il a dit tout ce qu'il voulait dire, et que sa conception n'est jamais demeurée au-dessous du sujet.

L'enseignement de Rembrandt, tel que nous le révèlent ses biographes, offre un caractère particulier et qui mérite d'être noté. Cet homme, qui connaissait si parfaitement tous les procédés de son art, ne permettait pas à ses élèves d'étudier en commun. Il avait établi dans son atelier ce que nous appelons aujourd'hui le régime cellulaire. Chacun de ses élèves, placé dans une chambre à part, étudiait le modèle vivant sans savoir ce que faisaient ses camarades. Je ne veux pas exagérer la portée de cette mesure; cependant il est impossible de n'y pas voir un respect profond pour l'indépendance, une déférence réfléchie pour l'originalité native. Rembrandt, qui ne pro-

cédait de personne, qui ne ressemblait à personne, voulait que tous ses élèves gardassent la même liberté. Il craignait les dangers de l'imitation involontaire. Tous ceux qui ont fréquenté les ateliers où se trouvent réunis de nombreux élèves savent en effet que trop souvent l'élève qui a devant les yeux le modèle vivant, au lieu de copier ce qu'il voit, reproduit volontiers ce qu'il voit copié près de lui. Il est vrai que le régime cellulaire adopté par Rembrandt détruit à peu près toute espèce d'émulation: mais il n'est pas moins vrai que l'élève, mis aux prises avec la nature vivante, obligé de lutter avec le modèle qu'il a sous les yeux, ne pouvant compter que sur son travail personnel, ne pouvant invoquer un secours étranger, fait une dépense d'énergie à laquelle il n'aurait pas songé, s'il eût pu compter sur l'épreuve tentée par un camarade. Il est malheureusement vrai que cent élèves qui ont vécu cinq ans dans un même atelier, sous le régime de l'enseignement en commun, le quittent presque toujours en possession d'un procédé uniforme qui ne permet pas de discerner leurs instincts personnels. Rembrandt, qui connaissait ce danger, avait cru le prévenir en soumettant tous ses élèves à des études solitaires. Je ne prétends pas donner sa méthode comme excellente et souveraine. Il y a cependant dans ce respect pour l'indépendance des facultés naturelles quelque chose qui mérite d'être noté. Si les écoles offrent un avantage, c'est à coup sûr l'enseignement des procédés matériels, sur lesquels repose la pratique de l'art: mais à côté de cet avantage que je ne veux pas contester, elles offrent un danger que Rembrandt avait compris : c'est l'uniformité de l'expression. Contre ce danger, il n'avait rien trouvé de mieux que l'enseignement cellulaire; or je crois qu'il avait fait fausse route. Si l'étude solitaire du modèle vivant respecte en effet l'indépendance des facultés naturelles, elle éteint complétement l'émulation, et n'est pas moins dangereuse que l'imitation involontaire et mécanique des ateliers où se pratique l'enseignement en commun. Il est bon sans doute que chacun garde sa nature et mette dans ses œuvres, même informes et inachevées, l'empreinte de son caractère: mais il n'est pas moins salutaire que les hommes voués à la représentation de la forme trouvent dans leurs jeunes années, à tous les momens de leur travail, l'aiguillon sans cesse ravivé de l'émulation. Or l'enseignement cellulaire, considéré par Rembrandt et par quelques-uns de ses biographes comme si propice à l'indépendance du génie, anéantit toute espèce d'émulation; c'est pourquoi je ne saurais m'associer aux éloges qu'ils lui décernent. Je crois que tous les maîtres qui ont pratiqué l'enseignement sont de mon avis, qu'il est possible de concilier l'indépendance et l'émulation. Je crois qu'un peintre habitué à discerner les facultés natives de ses élèves peut, tout en respec-

tant le caractère original de leur esprit, les stimuler par l'exemple de leurs camarades. L'émulation et l'imitation ne sont pas synonymes; c'est une vérité banale que je n'ai pas besoin de démontrer, il me suffit de l'énoncer. Rembrandt, en partant d'un principe vrai, n'avait pas su s'arrêter à temps. L'idée qui servait de base à son enseignement, juste en elle-même, finissait par devenir fausse en arrivant à ses dernières conséquences. L'indépendance de l'esprit, respectée jusqu'à l'excès, manquait de ressort, parce qu'elle n'avait plus devant elle l'aiguillon de l'émulation; toutefois ce trait méritait d'être rappelé, parce qu'il prouve que Rembrandt demeurait dans son enseignement fidèle aux principes qu'il pratiquait lui-même, c'est-à-dire qu'il ne voulait pas imposer à ses élèves la tradition, qu'il avait lui-même dédaignée. Si je le mentionne et si je le discute, c'est uniquement parce qu'il se coordonne d'une façon parfaite avec l'ensemble du caractère que j'ai tâché d'esquisser. S'il s'agissait d'un autre homme, ce trait serait sans importance; mais avec un homme comme Rembrandt, tout est bon à noter.

Quand on étudie un caractère aussi entier, rien n'est à dédaigner. A cet enseignement se rapporte une anecdote qui ne doit pas être omise, parce qu'elle rappelle l'avarice de Rembrandt. Ses élèves s'amusaient à peindre des florins sur des morceaux de carton; Rembrandt ne manquait jamais de les ramasser. Je ne garantis pas l'exactitude du fait; mais l'anecdote est caractéristique, car elle rappelle la passion du maître pour l'or. Il avait d'ailleurs habitué ses élèves au trompe-l'œil. Un jour, pour mystifier les bourgeois d'Amsterdam, il imagina d'enlever le châssis d'une de ses fenêtres; à la place du châssis, il mit une peinture représentant sa servante dans l'attitude d'une fille curieuse qui regarde dans la rue : la réalité de cette image était si fidèlement rendue, que plusieurs passans s'y laissèrent prendre; ce ne fut qu'au bout de quelques jours qu'on s'aperçut de la supercherie. Les élèves d'un tel maître n'avaient pas grand'peine à représenter des florins capables de tromper l'œil le plus exercé. Je ne veux pas négliger un fait mentionné par Sandrart, contemporain de Rembrandt : c'est qu'il demandait à chacun de ses élèves 100 florins pour étudier dans son atelier, et qu'il ajoutait à ce profit déjà fort honnête, car il s'agit de 100 florins d'or, la vente des copies exécutées par eux, et que les amateurs achetaient comme des œuvres du maître.

Dans tout ce que j'ai dit jusqu'ici, je n'ai fait aucune mention des sources auxquelles Rembrandt avait pu puiser. Les biographes n'en mentionnent qu'une seule, mais elle est d'une haute importance : il s'agit en effet des gravures de Marc-Antoine Raimondi. Ce graveur, demeuré sans rival jusqu'ici, a reproduit, comme chacun le sait, de

nombreux dessins de Raphaël qui ne sont jamais passés à l'état de peinture. Les gravures de Marc-Antoine seront l'éternel désespoir des artistes modernes. Il est impossible, en effet, d'épouser plus fidèlement la forme; toutes les ruses du burin inventées depuis trois siècles n'ont pas réussi à détrôner la suprématie de Marc-Antoine. Edelinck, Drevet, Bolswert, qui passent à bon droit pour des prodiges d'habileté, n'ont pas effacé Marc-Antoine. Rembrandt recueillait avidement et achetait à grand prix toutes les œuvres du maître bolonais; mais il est probable qu'il ne négligeait pas les œuvres d'Albert Dürer.

Quel profit a-t-il tiré de ce double enseignement? — Question délicate, insoluble au premier aspect, et qui pourtant se résout d'elle-même dès qu'on veut prendre la peine de l'étudier avec attention. Marc-Antoine et Albert Dürer représentent en effet deux faces de l'art qui n'ont rien à démêler avec la manière de Rembrandt. Or, à mon avis, c'est précisément dans la diversité même des procédés qu'il faut chercher la solution de la question. Marc-Antoine et Albert Dürer cherchent, avant tout, la précision de la forme. Je laisse de côté la mélancolie et l'austérité qui caractérisent le maître allemand; je ne veux m'occuper que de la simplicité des contours qui lui est commune avec le maître bolonais. Or j'imagine que Rembrandt, en étudiant les gravures de Marc-Antoine et d'Albert Dürer, n'avait en vue qu'une seule chose : ce qu'ils avaient voulu et rendu d'une manière excellente, ce qu'il ne devait pas tenter de reproduire après eux. Il a dû se dire : « Voilà des hommes d'une habileté consommée, qui ont traduit en pleine lumière des personnages nettement dessinés; je ne peux pas espérer les surpasser, pas même les égaler dans le champ qu'ils ont choisi; je n'ai qu'un seul profit à tirer de leurs œuvres, c'est de tenter une voie nouvelle dans un champ nouveau. Ce qu'ils ont essayé, ce qu'ils ont réussi à faire au milieu de la lumière diffuse, je veux le tenter, je le ferai dans une lumière avarement ménagée. » C'est, à mon avis, la seule manière d'expliquer la passion de Rembrandt pour les gravures de Marc-Antoine, car il est impossible de saisir en son œuvre si abondant et si varié l'imitation la plus légère du maître bolonais. Il consultait Marc-Antoine, non pas pour le suivre, mais pour éviter avec soin tous les sentiers qui auraient pu le mener sur sa trace. Voulant demeurer lui-même et ne ressembler à personne, il interrogeait les maîtres les plus habiles, non pas pour les suivre, mais pour se frayer une route nouvelle : méthode périlleuse pour les esprits débiles, méthode victorieuse pour les esprits vraiment puissans. J'aime à croire que tous les juges impartiaux se rangeront à mon avis.

Reste à vider une dernière question : Rembrandt a-t-il voyagé?

Quelques-uns de ses biographes l'affirment, et la seule preuve qu'ils invoquent, c'est la date de Venise, inscrite sur trois gravures. Quant à moi, je ne crois pas que Rembrandt ait jamais quitté la Hollande. J'incline à penser que la date de Venise, inscrite sur ces trois gravures, est tout simplement une supercherie ajoutée à tant d'autres pour amadouer la curiosité de ses compatriotes.

Si Rembrandt eût visité Venise, comme l'affirment quelques-uns de ses biographes, il serait impossible de comprendre sa persistance dans le procédé qu'il avait adopté. Titien, Paul Véronèse, Bonifazio et Giorgione auraient nécessairement modifié sa manière. L'école vénitienne, si faible sur tant de points, sur le contour, sur le style, sur l'élévation, garde aujourd'hui et gardera éternellement le mérite incontestable d'une couleur lumineuse et vraie. Aucun des maîtres que je viens de citer n'a jamais songé à tricher sur le contour; ils ont toujours éclairé en pleine lumière les objets qu'ils voulaient représenter. Il ne leur est jamais arrivé de dérober dans la pénombre la forme vraie d'un personnage. Si Rembrandt eût connu familièrement ces maîtres illustres, s'il eût été témoin de l'enchantement produit par la magie de leur talent, s'il eût séjourné pendant quelques années sous le climat qui les avait inspirés, eût-il résisté à la tentation de marcher sur leurs traces? Pour ma part, je ne le crois pas. Je disais tout à l'heure qu'il avait consulté Marc-Antoine et Albert Dürer pour ne pas les imiter, et la pensée que j'énonce semblerait me mettre en contradiction avec moi-même. Je ne crois pas qu'il soit possible de comparer l'habileté du graveur à l'attrait du peintre. Rembrandt pouvait se garder de l'imitation de Marc-Antoine, d'Albert Dürer, comme d'un danger sérieux; mais je ne pense pas qu'il eût contemplé impunément les toiles de Titien et de Paul Véronèse. D'ailleurs, les trois gravures de Rembrandt qui portent le nom de Venise ont toutes la date de 1635, et ces trois gravures n'ont rien qui les distingue des œuvres précédentes. Est-il probable qu'un esprit aussi fin, aussi exercé, aussi curieux, ait visité la patrie de Paul Véronèse et de Titien sans rapporter dans son pays le souvenir d'un tel voyage? N'eût-il même séjourné qu'un an à Venise, est-il probable qu'il ait pu, de retour en Hollande, continuer sans trouble et sans distraction l'application de sa méthode? Les fresques de Saint-Antoine de Padoue, les admirables peintures du buffet d'orgues de Saint-Sébastien n'auraient pas manqué d'influer d'une manière décisive sur la manière du maître hollandais; c'est pourquoi je ne crois pas au voyage de Rembrandt à Venise. En 1635, Rembrandt n'avait que vingt-neuf ans; il était dans la fleur de sa popularité. S'il eût fait un voyage à Venise, il n'aurait pas manqué d'en tirer parti. Les trois gravures datées de 1635 sont à mes yeux un travail sans importance

pour un esprit aussi industrieux. L'école de Venise, qui ne saurait entrer en balance avec les écoles de Florence et de Rome sous le rapport de l'élévation et du style, n'a rien à démêler avec la manière de Rembrandt.

S'il y avait dans l'Italie une école à choisir pour y chercher les origines de ce talent singulier, ce serait à Parme qu'il faudrait s'adresser; encore faudrait-il bien se garder de pousser trop loin la comparaison des procédés. Si les fresques d'Allegri rappellent en effet dans plusieurs parties, je devrais dire présagent, la manière de Rembrandt, il serait puéril de rapporter au maître parmesan la dégradation des teintes que nous admirons dans le maître hollandais. La coupole de Parme, qui malheureusement est beaucoup trop élevée et qu'on ne peut étudier qu'en montant dans les combles de l'église, n'a rien à démêler avec les procédés de Rembrandt. Il est très vrai que Corrége est le seul maître italien dont la manière offre quelque parenté avec celle du maître hollandais. Cependant il ne faudrait pas abuser de cette similitude, car les procédés du maître parmesan, étudiés avec attention, ne sauraient se confondre avec les procédés du maître hollandais. Depuis le *Mariage mystique de sainte Catherine*, que nous possédons au Louvre, jusqu'à *la Vierge couronnée par le Christ*, qui se voyait autrefois sous une des portes de Parme, et qui se trouve aujourd'hui dans la bibliothèque de la ville, il n'y a rien dans la manière du maître parmesan qui se puisse comparer précisément aux compositions de Rembrandt, et si ces exemples ne suffisaient pas, je citerais l'*Antiope*, modelée en pleine lumière. Je ne veux pas pourtant contester l'analogie qui semble relier Corrége à Rembrandt. Il est certain, en effet, que le maître parmesan a plusieurs fois noyé les contours de ses figures dans une demi-teinte que le peintre d'Amsterdam semble affectionner, il est certain qu'il a plusieurs fois suivi une méthode qui semble initier l'œil du spectateur à la méthode du maître hollandais; mais je ne crois pas que Rembrandt ait connu Corrége : il s'est rencontré avec lui, et rien de plus. Ce n'est ni un disciple, ni un rival du maître parmesan, c'est tout simplement un génie solitaire, qui, en cheminant dans le sentier qu'il s'était frayé, a retrouvé sans plagiat ce qu'un maître illustre avait trouvé avant lui. Je ne crois pas que l'érudition la plus patiente puisse découvrir les origines de Rembrandt, et si je mentionne l'allusion faite à Corrége par plusieurs de ses biographes, c'est de ma part pure complaisance, car l'Italie n'a rien à réclamer dans le génie du maître hollandais.

Entamons maintenant l'examen des œuvres de Rembrandt. Elles sont nombreuses et variées; les unes appartiennent à la fantaisie pure, et lors même que je réussirais à prouver qu'elles se recom-

mandent par des qualités excellentes, je n'aurais pas gagné la cause du maître hollandais devant les amis de la grande peinture. Aussi n'est-ce pas par l'étude des œuvres de pure fantaisie que je veux ouvrir la discussion. J'aborderai franchement et de prime abord ses compositions bibliques, et je prendrai deux œuvres capitales, *le Christ en Croix* et *le Christ détaché de la Croix*. Tous ceux qui ont visité Venise connaissent une composition du Tintoret qui représente le même sujet, placée dans une salle du couvent de Saint-Roch; le maître vénitien a prodigué dans cette œuvre toutes les richesses de son imagination, mais sa prodigalité n'est qu'un pur gaspillage, car malgré les trois gibets qui dominent toute la toile, l'œil ne sait où se fixer. La foule est tellement nombreuse, que le spectateur ne sait où arrêter son regard. Quoique la toile n'ait pas moins de trente pieds de long, il semble que l'imagination du peintre s'y trouve encore à l'étroit. Que l'on compare la composition du Tintoret à celle de Rembrandt, et l'on comprendra l'intervalle qui sépare le caprice d'une fantaisie effrénée — de la prévoyance d'un esprit habitué à la réflexion. Dans *le Christ en Croix* de Rembrandt, la foule est nombreuse et drue; mais avec quel art l'ombre et la lumière sont distribuées! A gauche, la canaille, qui se rue toujours avec empressement au spectacle des supplices, foule sans nom, qui n'a pas besoin d'être éclairée, qui accepte sans murmure le triomphe de la force sur le droit, du mensonge sur la vérité, qui contemple aujourd'hui sans colère, avec une curiosité sauvage, le martyre du Christ, et qui quatorze siècles plus tard recueillera avec la même avidité le dernier soupir de Jean Huss sur le bûcher. L'ombre suffit à ce troupeau inintelligent, pour qui la vue du sang versé n'est qu'une distraction. Dans la partie gauche de sa composition, l'auteur s'est conduit tout autrement. L'œil saisit sans peine la douleur peinte sur les visages de la Vierge mère, de Madeleine et de saint Jean. Quoique ces trois figures ne soient pas modelées en pleine lumière, il est facile cependant de deviner le sentiment qui les anime, et le caractère des trois personnages est admirablement rendu : affliction sans mesure, mais pourtant mêlée de résignation, pour la Vierge même; affliction passionnée pour la pécheresse repentante; affliction tendre et pieuse pour le disciple bien-aimé. C'est ainsi que Rembrandt a conçu la partie pathétique de son sujet. On me dira que le Christ n'est pas beau, et certes, si l'on entend comparer le torse du divin supplicié à l'Antinoüs de la villa Albani, on aura trop facilement raison. On me dira que les deux larrons sont présentés d'une façon étrange, et qu'on a peine à discerner leurs dernières convulsions : je répondrai que la pénombre même où Rembrandt a plongé les deux larrons est à mes yeux un artifice de composition. Il n'a pas voulu distraire

l'attention du sujet principal, et, pour atteindre plus sûrement son but, il s'est contenté d'indiquer les deux larrons. Pour la question de l'expression religieuse, la discussion devient plus délicate. Il est certain que je ne voudrais pas comparer *le Christ en Croix* de Rembrandt au *Christ en Croix* de Fra Angelico, qui se voit au couvent de Saint-Marc de Florence : ce serait engager une partie déjà perdue d'avance. Le peintre de Fiesole lutte en effet d'onction et de ferveur avec la prose rimée de Jean de Todi, connue dans la liturgie catholique sous le nom de *Stabat Mater*, et qui a inspiré à Pergolèse des accens si pathétiques. Entamer une telle comparaison serait pure folie; mais il y a diverses manières de comprendre le même sujet. Si Fra Giovanni est supérieur à Rembrandt par l'énergie de l'expression religieuse, si les saintes femmes placées au pied de la croix, dans le couvent de Saint-Marc, répandent des larmes sincères et témoignent par leur attitude une affliction poignante que rien ne saurait surpasser, Rembrandt a trouvé dans le côté populaire du sujet des ressources auxquelles nul maître n'avait songé avant lui. Son œuvre n'est pas l'œuvre d'un croyant, je le veux bien, mais c'est à coup sûr l'œuvre d'un maître qui comprend le côté poétique de la tradition chrétienne. La canaille curieuse et sauvage qui assiste à la crucifixion de l'homme-Dieu est à mes yeux une trouvaille sans prix. Rembrandt seul était peut-être capable de l'imaginer et de nous la montrer. Le contraste de cette foule ignorante et sans pitié avec le disciple désolé et la mère désespérée qui recueille les dernières paroles du Christ est une invention pleine à la fois de délicatesse et de profondeur, que les maîtres les plus habiles et les plus savans ne dédaigneraient pas. Parlerai-je du Christ lui-même? Quoiqu'il ne soit pas placé sur le premier plan, quoiqu'il soit séparé par la foule de l'œil du spectateur, il exprime cependant très nettement une douleur infinie, mêlée d'une confiance sans bornes dans la miséricorde divine. Son visage respire la conscience et l'orgueil d'un sacrifice glorieusement accompli. Dans le visage de la victime, on lit clairement que son sang est un sang fécond qui fructifiera pour la rédemption du genre humain. Quant à moi, plus je contemple cette composition, plus j'y découvre de beautés inattendues; les rayons qui tombent d'en haut et viennent éclairer la face du Sauveur suffiraient seuls pour exciter notre admiration; ils semblent répondre d'une manière éloquente aux paroles que l'Évangile nous a transmises, et qui sont les dernières prononcées par le Christ : « Seigneur, Seigneur, ayez pitié de moi! » La lumière qui se projette sur les traits du supplicié semble dire que le ciel vient d'accueillir sa prière. C'est pourquoi *le Christ en Croix* de Rembrandt, si discutable sous tant de rapports, me paraît une œuvre capitale.

J'arrive au *Christ détaché de la Croix*, composition plus généralement connue et bien souvent attaquée. Il existe sur ce sujet deux œuvres qui jouissent d'une légitime popularité : la fresque de Daniel de Volterre, à la Trinité-du-Mont, et le tableau de Rubens, dans la cathédrale d'Anvers. La fresque de Daniel se recommande certainement par des mérites considérables; cependant l'amour de la précision dégénère trop souvent chez l'auteur en sécheresse, et quoiqu'elle puisse être étudiée avec fruit, on peut dire qu'elle n'offre pas un très-vif intérêt. Quant au tableau de Rubens, bien qu'il ait été endommagé d'une façon très fâcheuse par les savonnages des prétendus restaurateurs qui abondent en tout pays, et qu'il semble aujourd'hui à demi effacé si on le compare au *Christ en Croix* du même auteur, qui lui sert de pendant, c'est à coup sûr une des compositions les plus savantes que l'on puisse citer. Rubens, né en 1570, était mort en 1640. Il est donc certain que Rembrandt a dû connaître la composition de Rubens; mais il s'est bien gardé de l'imiter. Il a compris qu'il ne pouvait pas lutter avec le maître d'Anvers en restant sur le même terrain que lui. Rubens avait prodigué avec une sorte d'ostentation son savoir anatomique; Rembrandt s'est proposé une autre tâche : l'expression des sentimens éprouvés par les acteurs de ce drame suprême. Au premier plan, sur le devant de la composition, une sorte de bourgmestre vêtu d'une redingote à brandebourgs, appuyé sur une canne richement ornée, qui assiste à la cérémonie funèbre comme un homme chargé d'en dresser le procès-verbal; — sur la croix, le corps du Christ à demi détaché, dont le torse rigide et incliné sur la hanche droite indique nettement l'absence de la vie; — sur les branches mêmes de la croix et sur l'échelle qui s'y appuie, des hommes à peine vêtus qui semblent appartenir à la plus humble condition et dont le visage respire une compassion profonde. Si la composition de Daniel de Volterre offre aux regards des morceaux très finement étudiés, si la composition de Rubens se recommande par une rare élégance, on ne peut nier que la composition de Rembrandt n'exprime plus fidèlement la nature intime du sujet. Il y a dans son *Christ détaché de la Croix* un côté passionné que ni Daniel, ni Rubens ne paraissent avoir entrevu. Est-ce à dire que l'œuvre de Rembrandt soit à l'abri de tout reproche? Telle n'est pas ma pensée; tout en reconnaissant ce qu'il y a d'excellent dans l'expression des visages, tout en admirant l'affaissement de la victime, l'empressement attendri des gueux qui déclouent ses mains et ses pieds, je suis forcé de reconnaître que chacun de ces personnages offre à l'œil des lignes souvent disgracieuses. Je passerais volontiers condamnation sur les gueux, qui sont peut-être des croyans faisant office de valets de bourreau, mais il me semble que le Christ pourrait offrir des lignes plus

élégantes: sans lui prêter la beauté païenne, sans essayer de le transformer et de lui donner les traits d'Endymion, d'Adonis ou d'Apollon, il me semble qu'il eût été facile de le montrer sous un aspect moins rabougri. L'expression paraîtra peut-être grossière, et cependant je crois qu'elle peut seule rendre ma pensée. Le Christ de Rembrandt semble en effet appartenir à cette race chétive, appauvrie, étiolée depuis plusieurs générations faute d'air et de lumière, qui se rencontre trop souvent dans les faubourgs des grandes villes industrielles, et qui ne peut offrir ni un soldat à l'armée ni un laboureur à l'agriculture. Or rien n'autorise à représenter le Christ sous cet aspect. Je pense donc que Rembrandt a eu tort de lui refuser tous les signes de la force et de l'élégance: mais, ces réserves faites, je m'empresse d'ajouter que *le Christ détaché de la Croix* est à mes yeux une œuvre aussi importante au moins que *le Christ crucifié* du même auteur.

Si j'avais même une préférence à exprimer, ce serait en faveur du *Christ détaché de la Croix*, car dans cette dernière composition l'intérêt, concentré sur un plus petit nombre de figures, a quelque chose de plus saisissant. Il est impossible de contempler sans un profond attendrissement cet épisode suprême de la rédemption humaine. L'absence de noblesse et d'élégance qui frappe tous les yeux n'atténuit pourtant pas l'émotion du spectateur. Il y a dans cette manière de comprendre et d'interpréter la tradition chrétienne une puissance qui se rit de toutes les poétiques et défie toutes les objections. Oui, sans doute, ce proconsul romain n'est qu'un bourgmestre d'Amsterdam; oui, sans doute, ces valets déguenillés qui déchouent la victime ressemblent à des mendians; oui, le Christ, le Christ même, par sa nature chétive, semblerait devoir imprimer au tableau un cachet prosaïque, et pourtant il n'en est rien. Malgré tous ces défauts, que je ne songe pas à contester, *le Christ détaché de la Croix* est encore aujourd'hui et demeurera sans doute éternellement une des œuvres les plus poétiques de la peinture. Comment expliquer ce prodige? D'une manière bien simple, par la profondeur et la sincérité de l'expression. *Le Christ détaché de la Croix*, dont les incorrections sont faciles à noter, sans être cependant aussi nombreuses qu'on le dit généralement, ne peut manquer de garder longtemps la popularité dont il jouit parmi les artistes et les amateurs, parce que sa popularité repose sur un solide fondement. S'il ne possède pas l'élégance et la noblesse dont toutes les écoles se vantent d'avoir et de transmettre la recette, il possède une qualité plus précieuse, que nulle école n'a jamais enseignée. Il exprime admirablement sous une forme évidente et victorieuse la tradition évangélique. Aussi, tant que la foi chrétienne sera debout, *le Christ*

détaché de la Croix comptera parmi les œuvres les plus vraies de la peinture moderne.

La Résurrection de Lazare et *le Christ chassant les vendeurs du Temple* se placent sur la même ligne. Le Christ debout commande à Lazare de se lever, et Lazare sort à demi de son tombeau. La stupeur des assistans est rendue avec une étonnante variété : chez les uns, l'étonnement se traduit en effroi; chez d'autres, il est mêlé d'attendrissement et de reconnaissance. La tête de Lazare, languissante et pâle, ressemble à celle d'un homme qui s'éveillerait d'un long sommeil et chercherait à rassembler ses pensées confuses. La disposition des groupes, l'attitude des personnages, tout révèle la main d'un maître puissant et prévoyant. La physionomie du Christ est pleine de grandeur et de mansuétude, et les plis de son manteau ont une ampleur qui ajoute encore à la beauté du personnage. Rembrandt n'eût-il fait que *la Résurrection de Lazare,* son rang serait marqué parmi les plus habiles. Il y a dans la distribution de la lumière quelque chose de mystérieux et de magique. Quoiqu'il ait traité avec son dédain habituel le choix des costumes, il serait difficile au spectateur de s'en préoccuper, tant le peintre a su mettre d'évidence et de vivacité dans l'expression des sentimens. Ici toute comparaison avec les écoles d'Italie serait oiseuse. Rembrandt a traité le récit évangélique avec une liberté, une familiarité de style que Florence n'eût peut-être pas acceptée au xve siècle, mais qui pourtant n'enlève rien à l'effet pathétique du miracle. La résurrection de Lazare, telle qu'il l'a comprise et rendue, émeut profondément tous ceux qui mettent la vérité de l'expression au-dessus des traditions académiques. Dans cette composition d'ailleurs, la figure du Christ respire une telle majesté, qu'elle ne permet pas aux regards de s'arrêter sur les parties secondaires. A peine remarque-t-on que le pied droit du Christ est dessiné d'une façon incomplète.

Le Christ chassant les vendeurs du Temple est une composition pleine de verve et d'énergie. La canaille, balayée par le fouet du Christ, fuit épouvantée, essayant pourtant d'emporter dans sa fuite quelques débris des denrées qu'elle exposait dans le sanctuaire. Il règne dans toute cette scène une confusion qui s'accorde merveilleusement avec le sujet. Le Christ frappe à coups redoublés. Tonneaux défoncés, pièces d'or et d'argent semées sur les dalles, bétail et publicains, tout se mêle et se confond sous le regard du spectateur. Le Christ attire d'abord tous les yeux, car il occupe le centre de la composition, et le fouet qu'il tient à deux mains ne laisse aucun doute sur la mission qu'il va remplir. Au fond, vers la droite, on aperçoit le grand-prêtre qui vient assister au châtiment des publicains. Cette figure calme et majestueuse contraste heureusement

avec le caractère tumultueux de la scène. Je ne dis rien de l'architecture du temple, car si elle ne s'accorde pas avec les données que nous possédons aujourd'hui, elle n'offre pourtant rien de singulier, rien qui étonne ou blesse le goût.

Abordons maintenant un autre genre de composition. Nous savons tout ce que Rembrandt a su faire dans le genre religieux, suivons-le dans le domaine de la fantaisie. *La Ronde de nuit*, placée au musée d'Amsterdam, est, de l'aveu de tous les artistes, de l'aveu même de ceux qui sont loin de partager les doctrines de Rembrandt, un prodige d'exécution. Jamais peut-être la magie de la couleur n'a été poussée plus loin. D'instant en instant, le regard découvre un nouveau personnage qui semble se détacher de la toile. On dirait que la baguette d'un enchanteur, en frappant les murailles, anime les pierres et les transforme en figures vivantes. Soldats, chef de ronde, bourgmestre, sont rendus avec un relief qui touche à la réalité même. La jeune fille placée à gauche du spectateur est charmante de grâce et d'ajustement. C'est d'ailleurs une œuvre de fantaisie s'il en fut jamais, car le titre sous lequel ce tableau est connu est loin d'exprimer nettement ce que l'œil y découvre. On dit que c'est une ronde de nuit; mais alors comment expliquer le tambour qui précède la troupe? Que signifie cette jeune fille dont le regard effaré semble implorer secours? Que signifie la plume attachée au chapeau du chef de ronde comme en un jour de parade? Quel rôle joue dans la scène le bourgmestre? Dans quel monde sommes-nous? Est-ce un souvenir, est-ce un rêve que le peintre a voulu représenter? Je laisse à de plus habiles le soin de décider cette question. Quelque opinion qu'on adopte à cet égard, il est impossible de méconnaître la vie et le mouvement qui animent toute cette toile. Rêve ou réalité, souvenir ou caprice, c'est une des œuvres les plus puissantes que le pinceau ait jamais enfantées. Ici Rembrandt n'a pas à redouter les objections des puristes, car ils ne peuvent discuter *la Ronde de nuit*, comme *le Christ en Croix*, au nom des traditions consacrées par l'école; placé sur un terrain nouveau, sur un terrain qui lui appartient tout entier, il n'a pas à craindre qu'on lui oppose les efforts tentés par ses devanciers pour le développement du même thème. Pour ma part, malgré ma profonde admiration pour *la Ronde de nuit*, je ne la mets ni au-dessus du *Christ en Croix* ni au-dessus de *Lazare sortant du tombeau;* mais je conçois très bien que les défenseurs des traditions académiques se trouvent plus à l'aise en face de cette toile que devant les compositions bibliques de Rembrandt. Ils peuvent en effet la louer sans se rendre coupables d'impiété : célébrer le mérite d'une telle œuvre n'est pas un cas de conscience, car, après tout, ce n'est, disent-ils, qu'un tableau de genre. Ne parlons

pas de Rembrandt lorsqu'il s'agit de grande peinture, de sujets de haut style. Ici, à la bonne heure, il a traité un sujet qui ne dépasse pas ses forces; aussi s'en est-il tiré adroitement. — Je n'essaierai pas de troubler la conscience des puristes; je les laisserai admirer en paix *la Ronde de nuit* et dédaigner *la Résurrection de Lazare.* Toutes les convictions sincères ont droit au respect; cependant il sera toujours permis de plaindre les esprits exclusifs qui voient dans une manière unique l'accomplissement des conditions de l'art, et s'interdisent ainsi des sources fécondes et variées de joie et d'admiration.

La Leçon d'anatomie, du musée de La Haye, nous montre le talent de Rembrandt sous un aspect nouveau. C'est ici en effet une œuvre de pure réalité; mais quelle réalité! Le docteur Tulp explique à ses élèves les fonctions des muscles fléchisseurs de la main; il soulève avec la pince les tendons qui leur servent d'attache. Les élèves, réunis autour du cadavre, suivent d'un œil attentif la démonstration du professeur. Quoi de plus simple, quoi de plus aride en apparence qu'un tel sujet? Et pourtant Rembrandt a tiré d'une telle donnée un tableau qui, sans acception de doctrine et d'école, peut passer à bon droit pour une des œuvres les plus solides de la peinture moderne. Je veux bien reconnaître que le thorax offre une convexité trop prononcée; ce détail, sans importance, n'enlève rien à la réalité générale du *sujet.* Les membres sont dessinés avec une précision magistrale. Réduite à ces élémens, la composition que j'étudie serait déjà très digne d'attention; mais ce n'est pas le seul mérite qui la recommande. Ce qui donne à ce tableau une valeur inestimable, ce qui fait de cette scène d'amphithéâtre quelque chose d'intéressant pour ceux mêmes que la science n'a jamais intéressés, c'est l'étonnante variété que Rembrandt a su imprimer à la physionomie des élèves. Toutes les nuances, je dirais volontiers tous les degrés de l'intelligence, se peignent dans l'attitude et le regard des auditeurs : l'un, qui a deviné la démonstration, se borne à constater par le regard ce qu'il savait d'avance; un autre contemple d'un œil étonné ce qu'il n'a pas su deviner; un troisième regarde sans comprendre; un quatrième suit d'un œil distrait la démonstration du professeur, comme s'il ne trouvait pas dans son intelligence la force d'accorder ce qu'il voit avec ce qu'il entend. C'est à mes yeux la vérité prise sur le fait, car toutes les sciences qui s'adressent à la fois aux yeux et à l'intelligence permettent de contrôler sûrement les sentimens exprimés par Rembrandt. Qu'il s'agisse de l'analyse d'une fleur, de sa décomposition en calice, en corolle, en ovaire, en pistil, en étamine, ou de l'action chimique des corps les uns sur les autres, il n'est que trop facile de retrouver chaque jour les nuances variées d'intelligence exprimées par les auditeurs du docteur Tulp. Depuis

ceux qui comprennent tout à fait jusqu'à ceux qui ne comprennent absolument rien, quelle diversité de physionomie! Rembrandt, qui très certainement avait assisté aux leçons de son ami le docteur Tulp, a rendu à merveille ce qu'il avait vu. L'écueil naturel d'un tel sujet était la trivialité. Rembrandt l'a si bien évité, que le spectateur ne peut pas même se douter du danger auquel le peintre a échappé. Ce sujet en effet serait devenu trivial, si l'artiste se fût borné à reproduire littéralement le spectacle qu'il avait eu sous les yeux; mais Rembrandt introduit dans cette donnée purement matérielle un intérêt moral. L'impassibilité du professeur devant le cadavre qui sert à la démonstration, l'attention des auditeurs, vive ou languissante selon le degré de leur intelligence, font de *la Leçon d'anatomie* une leçon de philosophie, car c'est à la philosophie seule qu'il appartient de régler l'expression du visage selon l'état du cœur et de l'intelligence. Je ne m'arrêterai pas à discuter le reproche adressé par quelques esprits chagrins au docteur Tulp: je n'essaierai pas de justifier son impassibilité devant le cadavre, sujet de la leçon. Que signifie en effet cette étrange accusation? Si le professeur, pour complaire à ces esprits damerets, se laissait aller à l'émotion, si le spectacle de la mort l'attendrissait au point d'amener la pâleur sur son visage, que deviendrait son enseignement? Quel profit ses élèves pourraient-ils tirer de sa parole? Si le médecin, pour pratiquer utilement son art, doit demeurer impassible devant la souffrance, exigerons-nous qu'il s'émeuve au spectacle de la mort? Il suffit d'énoncer une pareille accusation; la réfutation est écrite d'avance dans l'esprit du lecteur.

Un coloriste aussi habile que Rembrandt ne pouvait manquer de montrer tout son savoir dans un tel sujet. Il a su en effet représenter la lividité cadavérique sans rien exagérer. Le mort placé devant nos yeux n'a rien de hideux, rien qui repousse le regard; la chair inanimée n'est pas encore atteinte par la décomposition. Si le sang ne circule plus dans les veines et dans les artères, les tissus placés entre la chair et la peau n'ont pas encore été dénaturés. C'est, de la part du peintre, une preuve de bon goût. Si la valeur philosophique de Rembrandt avait besoin d'être démontrée, il suffirait d'invoquer *la Leçon d'anatomie*. Cette toile en effet n'a pu être conçue que par un esprit habitué dès longtemps à la méditation. Un esprit vulgaire et frivole n'eût tiré d'un tel sujet qu'un parti mesquin; un esprit profond pouvait seul l'agrandir et le féconder. Si la donnée appartient à la réalité, si elle ne relève ni de l'histoire, ni de la poésie, ni de la légende, il n'est pas moins vrai que Rembrandt a su l'idéaliser par l'expression variée des physionomies. Les nuances d'attention que je décrivais tout à l'heure sont en effet une véritable création dont la réalité a sans doute fourni les élémens, mais qu'un esprit puissant

était seul capable de réunir et de coordonner. Envisagée sous cet aspect, *la Leçon d'Anatomie* n'est plus un tableau purement anecdotique, un souvenir d'amitié, mais un tableau de l'ordre le plus élevé. L'intérêt moral, ajouté à l'intérêt de l'imitation, recommande cette œuvre non-seulement à ceux qui veulent copier habilement la réalité, mais bien aussi aux esprits plus délicats qui cherchent dans les traits du visage l'expression tout à la fois précise et variée des sentimens humains.

Quelle richesse, quelle abondance dans ce maître hollandais que les puristes dédaignent comme un faiseur d'ébauches! Éloquent et passionné dans la peinture religieuse, maître souverain dans le domaine de la fantaisie, imitateur fidèle de la réalité, sous quelque aspect que nous l'envisagions, il nous étonne et nous éblouit. Les reproches mêmes que nous sommes obligé de lui adresser n'entament pas notre admiration. Lorsqu'il manque de noblesse, il rachète ce défaut par l'énergie de l'expression. Quand il néglige de dessiner avec précision les extrémités d'une figure, l'œil du spectateur trouve à peine le temps de s'en apercevoir, tant il y a de spontanéité dans l'attitude du personnage. Personne plus que moi n'admire et ne chérit l'harmonie des lignes, que la Grèce et l'Italie ont consacrée par tant de chefs-d'œuvre; mais en présence des œuvres de Rembrandt, j'oublie sans peine pour quelques instans les affections que j'ai puisées dans mes études. Je jette un voile sur la Grèce et sur l'Italie pour ne plus songer qu'à la vérité librement comprise, librement rendue. Que les apôtres du style s'indignent tout à leur aise et me traitent d'impie et de blasphémateur, je ne me crois pas hérétique pour adorer en même temps les fresques du Vatican et les toiles de Rembrandt. Sans vouloir établir aucune comparaison, sans vouloir mettre sur la même ligne le chef de l'école romaine et le fils du meunier de Leyerdorp, ce qui serait une folie, mon enthousiasme pour *l'École d'Athènes* ne m'empêche pas d'admirer sincèrement *la Résurrection de Lazare* et *la Leçon d'anatomie.*

La manière dont Rembrandt a compris le portrait lui assigne un rang à part parmi les peintres qui ont traité cette partie de l'art. Nous possédons à Paris même les preuves de ce que j'avance, plusieurs portraits de l'auteur par lui-même. Chacun a pu voir dans la galerie de Sébastien Érard, à la Muette, deux portraits à mi-corps, de grandeur naturelle, désignés dans le catalogue de vente sous le nom des *Deux époux,* l'un vêtu de velours, l'autre vêtu de satin, qui excitaient une admiration unanime. Malheureusement ces deux merveilles ont aujourd'hui quitté la France. Ces deux morceaux de premier ordre suffiraient seuls pour démontrer que Rembrandt n'est inférieur, comme peintre de portraits, ni à Rubens, ni à Van Dyck.

Toutefois ces deux argumens victorieux ne sont pas les seuls que nous puissions invoquer. Il y a dans le recueil de ses eaux-fortes des têtes délicieuses de jeunes filles dont le charme et l'éclat n'ont jamais été surpassés, des têtes blondes et dorées dont le sourire nous ravit en extase, et qu'on dirait dessinées par la main d'une fée. Le portrait du bourgmestre Six n'est pas au-dessous des portraits de Van Dyck gravés à l'eau-forte par Van Dyck lui-même. La tête du bourgmestre se détache en pleine lumière dans l'embrasure de la fenêtre. C'est un des morceaux les plus précieux dans le recueil des eaux-fortes de Rembrandt.

Ce qui caractérise, au premier aspect, la manière du maître hollandais dans la série de ses portraits, c'est le respect scrupuleux de tous les détails. Cependant ce n'est certes pas le seul mérite qui le recommande : tout en ayant l'air de s'en tenir à la réalité pure, il sait lui imprimer un cachet d'originalité qui n'appartient qu'à lui. Il ne se contente pas de copier servilement ce qu'il voit, il accentue, il exagère au besoin les traits caractéristiques de son modèle, et c'est là précisément ce qui fait de tous ses portraits de véritables créations. Un œil exercé reconnaît sur-le-champ un portrait sorti de sa main. Rembrandt dédaigne ou plutôt il évite avec soin toutes les attitudes convenues : il s'attache surtout à saisir la physionomie individuelle des modèles qui posent devant lui ; il n'essaie pas de les ennoblir, sa préoccupation constante est de les laisser tels qu'ils sont. Pour atteindre ce but, il étudie avec soin, il rend avec une exactitude qui peut parfois sembler puérile tous les plis de la peau du visage; mais il prend si bien ses mesures, que jamais aucun de ces détails ne distrait l'attention de l'ensemble de la physionomie. Nous avons vu de nos jours bien des peintres essayer de copier la nature, sans omettre aucun des élémens de la réalité, mais ils se heurtaient presque tous contre un écueil que Rembrandt a su éviter : ils attribuaient à tous les détails une importance égale, et, dans cette imitation acharnée, l'ensemble de la physionomie perdait son unité. Ils copiaient les rides des tempes, les gerçures mêmes des lèvres; s'ils rencontraient une verrue sur la joue, ils l'accueillaient comme une bonne fortune et se hâtaient de la transcrire. Chacun sait s'ils ont réussi, par ce procédé, à composer de beaux portraits. Rembrandt, qui aux yeux des esprits frivoles semble appartenir à l'école de l'imitation pure, est loin pourtant de mériter cette qualification. Il imite avec une habileté rare ce qu'il voit, mais il ne se contente pas d'imiter. Par cela seul qu'il a résolu d'accentuer, d'exagérer au besoin les traits caractéristiques de son modèle, il se trouve amené à introduire dans sa composition un élément nouveau, l'idéal. L'exagération des détails caractéristiques équivaut en effet, sinon au sacrifice complet, du

moins à l'atténuation des détails secondaires; or, pour tous ceux qui ont étudié la théorie générale des arts du dessin, sculpture et peinture, qu'on est convenu d'appeler arts d'imitation, il est évident que le sacrifice des détails secondaires compte parmi les conditions fondamentales de la beauté.

C'est pour avoir respecté toute sa vie ce principe consacré par les maîtres de tous les temps que Rembrandt occupe un rang si élevé parmi les peintres de portraits. Toutefois, dans l'application même de ce principe, il a su garder son originalité. Quoique ses portraits de jeunes filles se recommandent par la suavité la plus exquise, quoique ses portraits d'hommes respirent souvent l'austérité la plus profonde, il ne saurait être confondu ni avec Rubens ni avec Van Dyck. Il comprend d'une manière toute personnelle l'interprétation du modèle. Chez lui, l'art disparaît tout entier sous la naïveté de l'expression. Il n'y a pas en effet une tête peinte ou gravée par lui qui ne semble au premier aspect transcrite littéralement : c'est, à mon avis, le triomphe de l'art. Il ne cherche pas l'élégance, et il la rencontre souvent. Ces jeunes filles qui sourient, dont l'œil humide exprime le bonheur et appelle le désir, prodiges de grâce et de fraîcheur, semblent n'avoir rien à démêler avec la fantaisie; le spectateur croit avoir devant les yeux la nature prise sur le fait. Oui, sans doute, c'est l'image de la nature, mais l'image qui est venue se peindre dans l'œil d'un artiste consommé et qu'une main habile pouvait seule retracer. Rembrandt voit la nature comme les yeux vulgaires ne sauraient la voir, et il transforme ce qu'il a vu par une action mystérieuse qui échappe à toute analyse. Il est frappé tout d'abord par le côté individuel de son modèle, qui échapperait à bien des regards, et c'est ce côté qu'il s'attache à reproduire. C'est ce qui explique l'infinie variété des portraits qu'il nous a laissés. Si toutes ces œuvres, si excellentes par leur exécution, portent l'empreinte de sa manière, elles nous étonnent surtout par la diversité des attitudes, par le caractère personnel de chaque physionomie. Sous ce rapport, Rembrandt ne redoute aucune comparaison; dans toutes les écoles de l'Europe, il n'y a pas un maître qui ait traité le portrait avec plus de souplesse et de variété. Dans ses œuvres capitales, le côté matériel ne mérite pas une moindre attention que le procédé intellectuel sur lequel je viens d'insister. L'empâtement est d'une incroyable hardiesse et pratiqué avec une telle habileté, qu'il n'exclut jamais ni la délicatesse ni l'élégance. On raconte que Rembrandt, voyant un jour dans son atelier un amateur s'approcher d'un de ses tableaux, comme s'il eût espéré saisir son secret, l'arrêta court par le bras en lui disant : « La peinture sent mauvais et ne veut pas être flairée. » Cette boutade, bien interprétée, signifie tout simplement qu'il attachait une grande importance à l'effet et ne voulait pas que sa peinture fût étudiée à la

loupe. Elle ne fait pas de lui, comme on l'a dit, un charlatan qui a recours, pour étonner, aux plus grossières supercheries et redoute l'attention des connaisseurs. Les portraits de Rembrandt, malgré leur empâtement, soutiennent l'examen aussi victorieusement que les portraits mêmes dont la couleur est employée avec tant d'avarice qu'elle laisse apercevoir la trame de la toile.

Les paysages de Rembrandt complètent dignement la série de ses œuvres : j'y retrouve la simplicité, la familiarité de style qui charment tous les yeux dans ses autres compositions. La donnée la plus insignifiante en apparence lui suffit pour intéresser : un moulin, une chute d'eau, une barque arrêtée au bord d'un canal, deviennent sous sa main des élémens poétiques. Ses biographes racontent que le goût du paysage lui vint dans ses fréquentes excursions chez le bourgmestre Six, qui possédait une maison de plaisance à quelques lieues d'Amsterdam. Il est possible en effet que ces visites au bourgmestre lui aient inspiré plus d'une œuvre dans ce genre; mais il est probable qu'avant de connaître Six, il avait déjà tenté le paysage plus d'une fois. Les études solitaires qu'il avait poursuivies avec acharnement à Leyerdorp, pendant quelques années, avaient dû attirer son talent de ce côté. Devenu riche par son travail, explorant les environs d'Amsterdam dans ses momens de loisir, il a choisi sur sa route quelques bouquets d'arbres, quelques accidens de terrain, et les a reproduits à l'eau-forte. Ce n'était pour lui qu'une distraction, un délassement qui tenait peu de place dans sa vie; mais il a trouvé dans cette distraction l'occasion de montrer son talent sous une face que ses admirateurs les plus fervens n'eussent pas devinée. Ici en effet il ne pouvait pas distribuer, j'allais dire manier la lumière, comme dans ses compositions bibliques, dans ses portraits. Il lui fallait accepter la forme des objets telle qu'elle se révèle à tous les regards; il n'a point bronché en face de cette nouvelle difficulté. Le paysage connu sous le nom des *Trois Arbres* est un modèle de finesse et de profondeur : plus on le regarde et plus on le voit s'agrandir. L'horizon semble reculer devant l'œil étonné. Des nuages que le spectateur n'aperçoit pas, mais qu'il devine, plongent dans l'ombre les premiers plans, et une lumière abondante inonde le fond du tableau. S'il fallait chercher quelque part un terme de comparaison, on ne le trouverait guère que dans les œuvres de Ruysdael, et encore la ressemblance serait-elle incomplète; car Ruysdael, qui trouve souvent des effets si puissans, surtout lorsqu'il s'attache à reproduire un paysage d'automne, donne beaucoup plus d'importance que Rembrandt à l'exécution des détails, et ses tableaux, qui étonnent l'œil le plus attentif par la précision des terrains et du feuillage, produisent à l'instant même l'effet qu'ils doivent produire. Les paysages de Rembrandt agissent autrement sur la pensée du spectateur. L'œil ne dé-

couvre pas en un instant toutes les richesses de la composition. Par un artifice, que je ne me charge pas d'expliquer, l'auteur trouve moyen d'éveiller plusieurs sentimens, comme pourrait le faire la musique ou la poésie : il agit sur nous graduellement, au lieu d'agir instantanément. Je ne veux pas pousser plus loin ce rapprochement, qui finirait par devenir subtil jusqu'à la puérilité; il me suffit de l'avoir indiqué. Ce que je voudrais faire bien comprendre, c'est la manière toute personnelle dont Rembrandt interprète la nature. En général, ses paysages ont un caractère mélancolique, mais ils se distinguent pourtant par une incontestable variété. Il s'attache plutôt à retracer l'impression produite par les choses que l'aspect des choses elles-mêmes, c'est-à-dire, en d'autres termes, que le paysage, en passant de son œil à sa pensée, se modifie sans se dénaturer.

Je ne voudrais pas entamer ici une discussion en règle sur les procédés de l'intelligence; on m'accuserait à bon droit de pédantisme. Cependant il m'est impossible de ne pas insister sur ce point délicat. Il y a parmi les paysagistes comme parmi les peintres de figures deux classes d'hommes bien distinctes. Les uns regardent et copient plus ou moins fidèlement ce qu'ils ont vu; ils transcrivent et n'interprètent pas; on dirait que tout le travail se passe entre l'œil et la main. Les autres ne prennent le pinceau qu'après avoir soumis le témoignage de leurs yeux à l'épreuve de la méditation; parfois même la volonté n'intervient pas dans la transformation qu'ils font subir au sujet de leurs études. Attristés ou réjouis par le spectacle d'un fleuve, d'une prairie ou d'une forêt, ils éprouvent le besoin d'associer le spectateur à leur émotion, et traduisent presque à leur insu plutôt ce qu'ils ont senti que ce qu'ils ont vu. C'est à cette famille d'élite qu'appartient Rembrandt. Philosophe pénétrant lorsqu'il s'agit d'exprimer, de deviner les passions humaines, il se montre poète dans la peinture de paysage, il nous oblige à partager sa joie et sa tristesse. Et comment s'y prend-il? Il met en évidence le sens qu'il a découvert dans le spectacle d'un ravin, d'une vallée ou d'un ruisseau qui chemine paisiblement sur un lit de cailloux. Dans son œuvre, le cœur et l'intelligence jouent un rôle plus important que l'œil ou la main. Si son regard est pénétrant, si sa main est habile, son cœur s'émeut facilement, son intelligence est amoureuse de la rêverie, et c'est là ce qui explique pourquoi ses paysages, après nous avoir charmés au premier aspect, nous attachent, nous attendrissent comme pourrait le faire la plus touchante élégie. Il semble qu'il nous transporte dans un monde nouveau. C'est bien le terrain que nous foulons aux pieds, c'est bien l'herbe fraîche dont la senteur parfume l'air que nous respirons, c'est bien le feuillage agité par le vent que le promeneur solitaire prend parfois pour le bruit d'une mer lointaine; tout cela est bien réel; mais on dirait qu'un esprit mystérieux prend possession

de nous dès que nous jetons les yeux sur le paysage retracé par Rembrandt; la rêverie nous envahit, comme si la voix d'un guide invisible murmurait à notre oreille une formule d'initiation. C'est pourquoi les paysages de Rembrandt passent à bon droit auprès des esprits éclairés pour de véritables poèmes, car la pensée n'y tient pas moins de place que l'imitation de la nature. Ils parlent vivement aux yeux et ne parlent pas moins vivement à l'intelligence; or c'est à cette double condition que les œuvres du ciseau et du pinceau prennent rang à côté de la poésie. Quelle que soit la diversité des procédés, toutes les formes de l'imagination doivent se proposer l'émotion comme but suprême : la mélodie des vers, l'éclat de la couleur, la pureté des contours, ne sont que des moyens pour l'artiste vraiment digne de ce nom. L'art ne s'adresse à l'oreille ou aux yeux que pour atteindre l'intelligence. C'est ce que Rembrandt avait parfaitement compris, comme le prouvent toutes ses œuvres.

Quel rang faut-il assigner à Rembrandt dans l'histoire de la peinture? Cette question serait difficile à résoudre et peut-être insoluble, si l'on voulait tenir compte de tous les genres de mérite; mais elle se simplifie singulièrement dès qu'on la ramène à des termes plus précis. Il y a en effet deux manières d'envisager les maîtres de toutes les écoles : le côté général ou purement intellectuel, et le côté technique ou relatif aux procédés de l'art. Si je voulais assigner le rang de Rembrandt en n'examinant que le côté intellectuel de ses œuvres, je me trouverais fort embarrassé, car j'aurais devant moi des hommes nombreux, d'une valeur considérable, qui, sous le rapport de l'intelligence, ne lui sont pas inférieurs. La question posée en ces termes serait de nature à décourager les plus hardis; à proprement parler, elle serait sans issue; aussi je me hâte de la transformer, et voici comment je la pose : quelle est la valeur de Rembrandt dans l'emploi des procédés techniques de la peinture? La question ainsi simplifiée, je ne la crois pas difficile à résoudre. Il suffit de jeter un regard général sur l'histoire de la peinture. Trois maîtres souverains dominent dans l'expression de la forme par la couleur : Léonard de Vinci, Michel-Ange et Raphaël; deux maîtres moins savans, mais non moins habiles, viennent après eux : Titien et le Corrége. Après les maîtres italiens que je viens de nommer, Rubens est le seul qui exprime une manière nouvelle, et après Rubens je ne vois que Rembrandt qui donne à la peinture un aspect inattendu.

Michel-Ange représente la science sous sa forme la plus absolue. Bien qu'il ait montré dans la voûte de la chapelle Sixtine une grâce, une délicatesse, une suavité que les admirateurs les plus fervens de ses œuvres précédentes n'eussent pas osé prévoir; bien qu'il ait traité les premiers chapitres de la Genèse avec une élégance que Raphaël n'eût pas dédaignée, à ne considérer que l'ensemble de son talent, il

faut reconnaître pourtant qu'il s'est surtout attaché à la démonstration de la forme; c'est là en effet ce qui caractérise le talent de Michel-Ange. Depuis la chapelle des Médicis à Florence jusqu'au *Christ* de la Minerve à Rome, depuis le *Moïse* de Saint-Pierre-aux-Liens jusqu'à la *Piéta* de Saint-Pierre, jusqu'au *Jugement dernier* de la chapelle Sixtine, nous retrouvons partout le même caractère : la démonstration de la forme. Je ne m'arrête pas aux reproches formulés par quelques esprits chagrins qui l'accusent de révéler son savoir avec une sorte d'ostentation; je m'en tiens à mes impressions personnelles. Or il est certain que toutes les œuvres de Michel-Ange, y compris même la *Sainte Famille* de la Tribune de Florence et *les Parques* de la galerie Borghèse, expriment une prétention uniforme et constante. Michel-Ange, pour nous, signifie la science absolue. Je ne parle pas de la chapelle Pauline pour une raison excellente, c'est que les sacristains du Vatican ont trouvé moyen de la réduire à néant. L'attention la plus persévérante, le regard le plus pénétrant ne réussiront jamais à deviner ce que Michel-Ange a voulu peindre sur les murailles de cette chapelle; nous en serions réduit à invoquer le témoignage de George Vasari et d'Ascanio Condivi, sans pouvoir le contrôler; il vaut mieux nous taire.

Ainsi Michel-Ange représente pour nous l'expression scientifique de la forme. Léonard de Vinci, aussi savant que Michel-Ange, nous offre pourtant la science sous un aspect nouveau. En même temps qu'il tient à montrer le fruit de ses études, il s'attache constamment à concilier l'élégance avec le savoir. Qu'il me suffise d'indiquer *la Cène* de Sainte-Marie-des-Grâces et *l'Adoration des Mages* de la galerie des Offices. Ces deux compositions suffisent à résumer toute la manière du maître florentin, qui est devenu plus tard le chef de l'école milanaise. Dans ces deux œuvres si puissantes, on retrouve tout le savoir de Michel-Ange enrichi d'un élément nouveau, la grâce, que Michel-Ange n'a sans doute pas ignoré, mais qu'il n'a guère mis en œuvre que dans la voûte de la Sixtine, et surtout dans *la Naissance d'Ève.*

J'arrive au divin Sanzio, que les historiens appellent le prince de la peinture, bien qu'il soit certainement moins savant que Michel-Ange et Léonard de Vinci. Or quelle est la qualité qui le distingue, qui le recommande à l'admiration éternelle de tous les artistes? C'est la suavité des contours et l'harmonie des lignes. Sous ce rapport, Raphaël n'a jamais été dépassé. *L'École d'Athènes, le Parnasse,* sont là pour attester ce que j'affirme. S'il a montré dans *l'Incendie du Borgo* et dans *les Sibylles* de Sainte-Marie-de-la-Paix une science anatomique comparable à celle de Michel-Ange et de Léonard de Vinci, il est certain pourtant que la science n'est pas le caractère

distinctif de son talent. Ce qui le recommande avant tout, c'est l'élégance de la composition. Depuis *la Vierge* de Dresde, si habilement gravée par Müller, jusqu'à *la Vierge à la Chaise*, qu'on admire au palais Pitti; depuis *la Vierge* de Foligno, qui se voit au Vatican, jusqu'à la grande *Sainte Famille* que nous possédons au Louvre, achetée par François Ier deux ans avant la mort de l'auteur, toutes les œuvres de Raphaël sont avant tout des œuvres gracieuses.

Titien marque dans l'histoire de la peinture un pas nouveau. Moins préoccupé de la science que Léonard et Michel-Ange, quoiqu'il soit loin d'être ignorant, il s'attache surtout à la couleur. *L'Assomption de la Vierge* et *la Présentation au Temple*, placées aujourd'hui à l'Académie de Venise, sont des sujets d'étude inépuisables. Les trois maîtres qui ont précédé Titien n'avaient jamais rencontré, peut-être même jamais cherché, une telle splendeur de coloris. Il y a dans ces deux compositions un charme divin qui ne tient pas à la forme des personnages, mais bien à l'éclat lumineux dont le peintre a su les revêtir. C'est dans la peinture un accent nouveau, une note nouvelle que personne ne connaissait. Les apôtres qui regardent la Vierge ravie au ciel par les anges nous éblouissent par la splendeur de leur visage. Les anges qui ravissent la Vierge sont la lumière même. Dans *la Présentation au Temple*, nous retrouvons les mêmes qualités tempérées par la nature du sujet. Tous les personnages sont éclairés d'une lumière abondante que Michel-Ange, Léonard et Raphaël n'ont jamais trouvée au bout de leur pinceau.

Corrége, dans la coupole de Parme, a fait un pas de plus: il a montré la forme dans l'ombre que Michel-Ange, Léonard, Raphaël et Titien n'avaient pas devinée, ou du moins qu'ils n'avaient montrée que d'une manière passagère. Dans l'accomplissement de cette tâche difficile, il a révélé une habileté que personne ne songe à contester. Au point de vue de la science, je suis loin de le mettre sur la même ligne que Michel-Ange et Léonard; mais sous le rapport du charme et de l'expression, je n'hésite point à le placer au même rang, ce qui n'est point un mince éloge. Au lieu de s'attacher à nous offrir la forme du corps en pleine lumière, Antonio Allegri a tenté surtout d'exprimer ce que Milton appelle, dans *le Paradis perdu*, les ténèbres visibles, c'est-à-dire qu'il s'est efforcé de peindre les corps dans la pénombre, en ménageant si habilement la dégradation des teintes, que l'œil découvre la forme malgré la pénurie de la lumière.

Ici, on le sent bien, en parlant des cinq maîtres italiens, je ne m'attache pas à la chronologie rigoureuse, je m'attache uniquement aux accens nouveaux introduits dans la peinture par le chef de l'école florentine, le chef de l'école milanaise, le chef de l'école romaine, le chef de l'école vénitienne et le chef de l'école de Parme. La diversité

des accens suffit à justifier la manière dont je les envisage. Ainsi, sans sortir d'Italie, nous avons la science pure, représentée par Michel-Ange; la science alliée à la grâce, représentée par Léonard de Vinci; la grâce alliée à la science, mais la dominant, représentée par Raphaël; l'éclat de la couleur lumineuse et vraie, représenté par Titien; le dessin de la forme dans l'ombre, représenté par Corrége.

Quelle manière nouvelle rencontrons-nous après les cinq manières que je viens de signaler? Une seule mérite un rang à part dans l'histoire de la peinture, la manière de Rubens. Rubens, en effet, qui avait fait un long séjour en Italie et avait étudié avec un soin particulier l'école vénitienne, ne l'a pourtant pas copiée. S'il est possible de reconnaître dans ses compositions la trace de Titien et de Paul Véronèse, il faut avouer cependant que le maître né à Cologne, qui a passé la plus grande partie de sa vie dans les murs d'Anvers, introduit à son tour une note nouvelle dans la peinture. La forme, que Michel-Ange et Léonard avaient comprise sous l'aspect purement scientifique; la forme, que Raphaël, Titien et Allegri avaient représentée tour à tour par l'harmonie des lignes, l'éclat de la couleur, les ténèbres visibles, — Rubens a tenté de l'exprimer par un procédé nouveau, et chacun reconnaîtra qu'il a pleinement réussi dans sa tentative. On peut lui contester, dans plusieurs de ses compositions, la noblesse, l'élévation du style, on ne peut lui contester la réalité de l'imitation. Personne avant Rubens n'avait rendu la chair d'une manière aussi vivante. Sous ce rapport, les cinq maîtres italiens que j'ai nommés tout à l'heure ne sauraient lui être comparés. Depuis les naïades de la galerie de Médicis composée pour le palais du Luxembourg, et que nous possédons aujourd'hui au Louvre, jusqu'à *la Descente de Croix* de la cathédrale d'Anvers; depuis *la Crucifixion de saint Pierre,* qui se voit aujourd'hui à Saint-Pierre de Cologne, jusqu'à *la Sainte Famille* qu'on admirait naguère dans la galerie Boursault, et qui aujourd'hui a quitté la France, il n'y a pas une seule toile de Rubens qui ne révèle pleinement ce qu'il a tenté, ce qu'il a voulu. Le but constant de toutes ses préoccupations, c'est la chair vivante et frémissante, et nul maître n'a jamais réussi aussi bien que lui à exprimer la chair. Qu'importe qu'il n'ait pas toujours choisi ses modèles avec un soin scrupuleux, qu'importe qu'il ait copié la forme flamande, réduite à ses élémens primitifs, aussi souvent, plus souvent peut-être que la forme flamande modifiée, enrichie par le mélange du sang espagnol, telle que nous l'admirons à Bruges? Ce qui demeure constant, à l'abri de toute contestation, c'est que Rubens a exprimé la vérité de la chair comme personne n'avait su le faire avant lui.

Venu après les cinq maîtres italiens qu'il connaissait d'une façon incomplète, à l'exception de Raphaël, que Marc-Antoine Raimondi

avait dû lui révéler, après Rubens qu'il possédait certes tout entier, que pouvait faire Rembrandt pour laisser une trace durable de son passage? Il n'avait qu'un parti à prendre, et c'est celui qu'il a choisi : tenter une manière nouvelle. Sa manière en effet diffère manifestement des six manières que je viens de signaler. Lumineux au besoin comme Titien, imitateur fidèle de la chair comme Rubens, inférieur à Michel-Ange et à Léonard sous le rapport du savoir, dédaigneux des contours ou inhabile à les reproduire d'une façon aussi harmonieuse que Raphaël (le lecteur choisira), — s'il était permis de lui assigner un modèle, Antonio Allegri serait le seul qui se présenterait: mais, la supposition admise, quelle différence entre le maître et l'élève! Antonio Allegri n'abandonne jamais la suavité des contours: Rembrandt semble en faire peu de cas. Le peintre de Parme relève directement de Léonard de Vinci, Léonard de Vinci n'a rien à réclamer dans la manière de Rembrandt. Le style du maître hollandais est un style à part, ses procédés ont été créés par lui et ne relèvent que de lui seul. L'emploi de la lumière tel qu'il le comprend, tel qu'il le pratique, est infiniment plus savant, plus ingénieux que l'emploi de la lumière conçu et pratiqué par Antonio Allegri. Aucun maître italien n'avait imaginé les procédés que Rembrandt a mis en usage: c'est pourquoi je ne crains pas de lui assigner le septième rang dans le gouvernement de la peinture. Je me représente en effet le domaine de cet art comme régi par sept maîtres souverains constituant une sorte d'heptarchie. La forme pure appartient à Michel-Ange et à Léonard: la forme moins savante, mais plus harmonieuse, appartient à Raphaël; la splendeur du coloris, à Titien; la forme dessinée dans la pénombre, au Corrége; la chair vivante, à Rubens; la forme tracée dans les ténèbres mystérieuses et pourtant intelligibles, au fils du meunier de Leyerdorp. Le maître hollandais a introduit à son tour une note nouvelle dans la peinture, que personne avant lui ne peut revendiquer, et qui établit son incontestable originalité.

Sans doute il se rencontre dans les écoles de France, d'Espagne et d'Allemagne des maîtres qui ne lui sont pas inférieurs sous le rapport intellectuel; mais aucun de ces maîtres, si éminent qu'il soit, ne peut se vanter d'avoir introduit dans la peinture une note nouvelle. Nicolas Poussin se place d'emblée par la composition à côté des premiers maîtres d'Italie; mais sa manière de peindre n'a rien qui le sépare d'eux. Aussi savant, plus savant peut-être que Raphaël dans l'art de grouper ses personnages, de varier leurs attitudes et l'expression de leur visage, il n'a pas une manière de peindre qui lui appartienne en propre; s'il est l'expression la plus haute de la raison dans l'histoire de son art, il n'a pas d'originalité technique. Murillo et Velasquez ne peuvent, pas plus que Nicolas Poussin, se

vanter d'avoir mis en œuvre des procédés nouveaux. La valeur qui leur appartient ne signale pas un progrès dans le maniement du pinceau. Albert Dürer et Holbein, si habiles dans l'imitation de la réalité et souvent si éloquens, demeurent sans importance dans la question que nous agitons. Il n'y a rien en effet dans leurs procédés qui leur assigne une place à part. Leur manière d'employer la couleur n'offre rien d'inattendu, rien d'individuel.

Rembrandt seul, après Michel-Ange, Léonard de Vinci, Raphaël, Titien, Corrége et Rubens, nous offre une manière vraiment nouvelle, un procédé nouveau, un progrès réel dans le maniement du pinceau. Lors donc que j'assigne à Rembrandt le septième rang dans l'heptarchie de la peinture, je n'entends pas le mettre au-dessus de Nicolas Poussin, de Velasquez et de Murillo, au-dessus d'Albert Dürer ou d'Holbein sous le rapport de la composition ou de l'expression; telle n'est pas ma pensée : je veux seulement constater qu'il a manié le pinceau comme personne ne l'avait fait avant lui, et c'est à nos yeux ce qui lui donne droit au septième rang. En effet, après Michel-Ange, Léonard, Raphaël, Titien, Corrège, Rubens et Rembrandt, l'esprit le plus érudit chercherait vainement un artiste qui pût leur être comparé sous le rapport de l'originalité. En dehors de cette heptarchie, il n'y a guère eu jusqu'ici qu'imitation, plagiat au point de vue technique : des maîtres habiles se sont produits, mais aucun de ces maîtres ne mérite dans l'histoire de la peinture une place aussi importante. Variété, finesse, fidélité d'imitation, élégance de lignes, sobriété de style, profondeur de composition, ils ont pu tout prodiguer, sans détrôner les rois que je viens de nommer.

Arrivé au terme de cette étude, je ne voudrais pas qu'on se méprît sur le sens de ma pensée. Je ne voudrais pas laisser croire que les œuvres de Rembrandt sont aussi salutaires pour les jeunes artistes que les œuvres de Léonard et de Raphaël. Comme la beauté est le but suprême des arts du dessin, il est évident que les chefs de l'école milanaise et de l'école romaine sont des guides plus sûrs que le maître hollandais; mais après avoir suivi ces guides presque divins, il sera toujours bon, toujours utile de s'adresser au maître hollandais pour essayer de lui dérober le secret de ses procédés. Pour ma part, je ne vois pas pourquoi il serait défendu de dessiner aussi purement que Léonard et Raphaël, en noyant le contour des corps dans une ombre mystérieuse, comme l'a fait Rembrandt. C'est, je l'avoue, un problème difficile à résoudre; je ne crois pas pourtant qu'il soit absolument insoluble. Je me contente d'affirmer que Rembrandt est dans l'histoire de la peinture un des sept maîtres qui représentent vraiment une manière à part.

GUSTAVE PLANCHE.

LES FRANÇAIS

DU CANADA.

Histoire du Canada depuis sa découverte jusqu'à nos jours, par M. F.-X. Garneau; 3 vol. in-8°. Quebec 1852.

On a dit souvent et l'on répète tous les jours que les Français ne savent pas coloniser. Dans notre nation, composée de tant d'élémens divers, on affecte de voir un peuple léger, mobile, à la façon de celui d'Athènes, prompt à s'enflammer pour une entreprise hasardeuse, héroïque le plus souvent, mais trop vite rebuté par les obstacles qui s'opposent à la rapide exécution de ses projets. Ce jugement nous paraît injuste; il permet de supposer chez ceux qui l'expriment une connaissance imparfaite de l'histoire. En admettant qu'il y ait dans le caractère de la nation française, prise en masse, un fonds de mobilité, peut-on reprocher ce défaut aux Normands, aux Bretons, aux Basques, qui formèrent, avec les habitans des côtes de la Guyenne et de la Saintonge, le noyau de nos colonies? Si la France n'avait eu ni le génie des entreprises commerciales, ni l'esprit de colonisation, on ne l'aurait pas vue, la première, explorer les solitudes de l'Amérique du Nord, occuper les Antilles, former des comptoirs en Asie et en Afrique, bâtir des forts sur tous les points du globe. N'avait-elle pas eu le premier rôle dans les croisades, qui furent les grandes expéditions du moyen âge? Certes, l'énergie, la persévérance, l'opiniâtreté même, ne manquèrent pas aux pionniers qui, au milieu de tant de vicissitudes, campèrent sur les bords du Saint-Laurent, des grands lacs, de l'Ohio, du Missouri, du Mississipi, et dans les territoires de l'ouest, où on les retrouve encore. Ils ne se laissèrent pas abattre par

les difficultés incessantes qu'ils rencontrèrent, ces Normands, ces Bretons, hommes de fer et capables de supporter tous les climats, eux qui chassaient, commerçaient, défrichaient le désert depuis la baie des Chaleurs jusqu'au Mexique, préparant ainsi à leur pays tout un continent auquel on pût un jour donner le nom de Nouvelle-France.

Reconnaissons donc que la France possédait dans les populations diverses qui se sont partagé son territoire, — et dont elle a su faire la nation la plus homogène de l'Europe, — tous les élémens qui pouvaient concourir à son agrandissement dans le Nouveau-Monde. On a reproché aux premiers explorateurs de s'être laissé dominer par l'ardeur des aventures, qui est le trait distinctif du caractère national. En plus d'une occasion, les gentilshommes auxquels furent confiés les intérêts et la direction de nos établissemens d'outre-mer, poussant droit devant eux, l'épée à la main, reculèrent les limites de nos possessions sans avoir les moyens nécessaires pour consolider leur conquête. Le mal n'eût pas été grand et ces entreprises auraient même tourné à l'avantage de la métropole, si celle-ci se fût occupée plus activement d'envoyer des colons derrière eux; mais à cette époque la France n'était point surchargée de population, le nouveau continent, à peine découvert et dont on ne parlait guère ailleurs que dans les provinces maritimes, n'attirait pas encore les émigrans. Quelque misérable que fût au XVe et au XVIe siècle le sort des paysans, le sentiment de la patrie les attachait au sol. Un colon de l'Acadie, qui écrivait au XVIIe siècle, Lescarbot, fait cette judicieuse et consolante remarque dans ses *Mémoires* : « Si l'on ne réussit pas (et on ne réussit jamais en Acadie), il faut l'attribuer partie à nous-mêmes, qui sommes en trop bonne terre pour nous en éloigner et nous donner de la peine pour les commodités de la vie. » Il dit vrai, le naïf écrivain. La population de nos villes et de nos campagnes n'est pas si tourmentée du besoin d'acquérir les commodités de la vie, qu'elle consente à s'expatrier. Cependant il a pu remarquer aussi, lui qui fut un vrai colon, intelligent et courageux, combien les Français se façonnent aisément aux exigences d'un climat nouveau : cette facilité d'acclimatation témoigne d'un esprit actif et prompt à se créer des ressources, et ce sont là des qualités sans lesquelles on ne peut mener à bien la colonisation.

Quand la France s'occupa de fonder des colonies à l'exemple de l'Espagne et du Portugal, elle n'était point en mesure de fournir des émigrans à ses nouvelles possessions. La prospérité de ces colonies naissantes, considérables par leur étendue, mais pauvrement peuplées, intéressait l'avenir plus que le présent. Cet avenir, quelques hommes de génie surent le deviner. Malheureusement pour ces établissemens lointains, ce fut précisément durant les deux siècles qui suivirent la découverte de l'Amérique que la France se sentit de

plus en plus attirée dans les voies nouvelles où elle a marché jusqu'à ce jour avec des chances diverses et à travers bien des transformations. A chaque guerre qui éclata en Europe, la France dut concentrer toute son action sur le continent, quitte à abandonner momentanément le soin de ses colonies, ce qui arriva trop souvent, comme on le verra en étudiant l'histoire du Canada. François Ier n'eut ni le loisir ni le pouvoir de soutenir les établissemens d'outre-mer, qu'il encouragea toutefois à diverses reprises. Plus heureux que lui, Richelieu, qui avait eu la joie de voir la maison d'Autriche abaissée, songea à relever du même coup la marine, le commerce et les colonies, qui sont une seule et même chose. Après Richelieu, Louis XIV, tout glorieux que fut son règne et même à cause de son éclat, ne sut pas maintenir à ces possessions d'outre-mer la prospérité qu'il leur avait d'abord assurée. Il détourna la France des expéditions lointaines en fournissant un aliment plus prochain à ses ambitions et à son ardeur guerrière; enfin, en l'entraînant dans une guerre ruineuse, mais gigantesque, il lui révéla le secret de ses destinées. La nation française, si prompte à s'élever à la hauteur des grands hommes qui la gouvernent, ne renonça point à l'idée de dominer sur l'Europe. Le faible gouvernement qui laissa la France s'allanguir au milieu du XVIIIe siècle acheva la destruction des colonies, qui avaient cessé d'occuper l'esprit public, si ce n'est par intervalles, et pour la ruine du plus grand nombre. Sous le règne de Louis XV, le Canada nous fut définitivement enlevé; de braves colons, que n'avait point atteints la démoralisation générale et qui avaient si bien mérité de leur pays, perdirent leur nationalité. Séparés à jamais de leur patrie, ils en ont conservé un pieux souvenir, ils en ont obstinément gardé la langue, les traditions et même l'esprit. Récemment même a paru à Québec une histoire complète du Canada, écrite dans notre langue et empreinte de ce sentiment de sympathie filiale pour la France. C'est ce livre curieux à tous égards et plein de documens précieux qui nous fournit le sujet de cette étude. Il ne peut manquer d'être lu avidement par les voyageurs, assez nombreux aujourd'hui, qui visitent les bords du Saint-Laurent. Ceux qui ne connaissent ni le Canada ni ses habitans ne pourront se défendre, nous l'espérons, de ressentir de l'affection et du respect pour ce petit peuple soumis à de si rudes épreuves, et qui, séparé de nous par des événemens sur lesquels il n'y a plus à revenir, témoigne de la vitalité de notre nation dans le Nouveau-Monde, comme aussi de son aptitude à s'implanter sur un sol étranger.

I.

L'histoire de nos établissemens au Canada s'ouvre par une double lutte des hardis émigrans qui s'y installent, d'une part contre l'indif-

férence de la métropole, de l'autre contre les peuplades indigènes et les colonies rivales. S'il convient de laisser au Vénitien Sébastien Cabot l'honneur d'avoir découvert les côtes de l'Amérique septentrionale depuis la Floride jusqu'au Labrador, il faut reconnaître aussi qu'il fut suivi de près par nos marins. A la tête de l'expédition dont Henri VII d'Angleterre lui avait confié le commandement, Cabot visita ces parages en 1497, et, trois ans après le voyage du navigateur vénitien, — à l'époque où le Portugais Cortereal explorait ces mêmes rivages, — les Bretons, les Normands, les Basques, disent des documens anciens, pêchaient déjà la morue sur le banc de Terre-Neuve et sur les côtes du Canada. Un peu plus tard, en 1518, un Français, le baron de Léry, tenta de fonder un établissement dans le nord de l'Acadie, aux lieux que fréquentaient le plus volontiers nos bâtimens pêcheurs : son projet échoua. En 1523, le Florentin Verazzani, envoyé par François Ier, mit à la voile avec *la Dauphine*, qui portait cinquante hommes d'équipage, toucha les côtes de la Floride et remonta jusqu'au 50e degré de latitude nord. La triste fin de Verazzani, qui périt à son troisième voyage, les guerres d'Italie et la captivité de François Ier empêchèrent les Français de former aucune entreprise de colonisation jusqu'en 1534.

A cette époque, l'amiral Philippe de Chabot, voyant le succès des Portugais et des Espagnols dans l'Amérique méridionale, proposa au roi de reprendre ses desseins sur le Nouveau-Monde. Les pêcheries considérables que nos navigateurs avaient établies sur les côtes de Terre-Neuve devaient servir de noyau aux colonies futures. Jacques Cartier s'embarqua, avec une soixantaine de Malouins, sur deux petits bâtimens. Poussé par un vent favorable, il atteignait Terre-Neuve en vingt jours. Dans un second voyage, il découvrit le Saint-Laurent, qu'il reconnut jusqu'à Montréal. Cette fois il avait quitté Saint-Malo à la tête d'une petite escadre de trois navires portant ensemble cent dix hommes; des gentilshommes bretons l'accompagnaient en qualité de volontaires, et l'évêque, revêtu de ses habits pontificaux, avait béni ces pieux et hardis aventuriers après une messe solennelle « à laquelle ils avaient tous communié très dévotement. » L'expédition hiverna au Canada, au pied de la bourgade indienne nommée *Stadaconé*, et qui devint la belle et forte ville de Québec. Les naturels accueillirent partout les Français avec des marques de respect. Ils baisèrent les bras de Jacques Cartier, qui leur apparaissait comme un personnage extraordinaire. A Hochelaga (Montréal), ils lui présentèrent les malades et les infirmes pour qu'il les touchât de ses mains, et le chef indien lui offrit le bandeau de fourrure rouge, simple diadème qui ceignait son propre front. Toutefois la rigueur du climat et le scorbut, qui ne tarda pas à se déclarer parmi les Français, réduisit la petite troupe de Jacques Cartier aux plus

tristes extrémités. Au mois d'avril de l'année suivante (1535), vingt-six hommes avaient succombé. Cartier, contraint d'abandonner un de ses navires au Canada, fit voile pour la France aux premiers jours du printemps.

La guerre s'était allumée de nouveau entre François Ier et Charles-Quint, et pour la seconde fois on oublia des explorations qui avaient livré à la France une vaste étendue de territoire propre à la colonisation. Il en fut ainsi jusqu'en 1763 en ce qui touche le Canada. Chaque fois que la France se trouva engagée dans les grandes guerres qui éclataient en Europe, le contre-coup s'en fit sentir en Amérique d'une façon désastreuse. L'insuccès de ces tentatives avait refroidi les esprits. Le Canada, disait-on, était un pays insalubre, couvert de neige pendant six mois, dans lequel on ne trouvait ni or ni argent. Cependant François Ier ne renonçait pas facilement à ses desseins : sa vie entière en fournit la preuve. En 1540, François de La Roque, seigneur de Roberval, gentilhomme picard, obtint le gouvernement des contrées déjà découvertes; Cartier fut choisi pour commander l'escadre et y transporter des colons. Malheureusement ils durent interrompre leur tâche, à peine commencée. Trois ans après leur départ, le roi faisait revenir en France le gouverneur Roberval et ses compagnons; il voulait utiliser la valeur de ce gentilhomme et son influence sur les populations de la Picardie, qui allait devenir le théâtre des hostilités.

A la paix (1545), Roberval, qui s'était illustré sur les champs de bataille pendant ces deux années de séjour en Europe, organisa une nouvelle expédition. Il prit avec lui son frère, que le roi François Ier appelait volontiers *le gendarme d'Hannibal*, comme il surnomma François de Roberval lui-même le *petit roi de l'Oneux* (son pays natal). Les deux Roberval partirent en 1549, la troisième année du règne d'Henri II; ils périrent avec tous leurs compagnons sans qu'on ait jamais entendu parler d'eux. Pour la quatrième fois, on oublia le Canada et toute l'Amérique. Douze ans plus tard, l'amiral Coligny obtint de la cour la permission d'établir des huguenots à la Caroline. La petite colonie existait depuis trois ans déjà lorsque Philippe II, sous prétexte que ce territoire relevait de sa couronne, la fit attaquer par une flotte de six vaisseaux aux ordres de don Pedro Menendez. Surpris dans leur fort, les Français furent massacrés froidement par les Espagnols avec leurs femmes et leurs enfans; ceux qui échappèrent, ayant été faits prisonniers presque aussitôt, furent fusillés et pendus, sous prétexte qu'ils étaient *hérétiques et ennemis de Dieu*. Catherine de Médicis n'avait point paru ressentir cet affront, mais la nation tout entière aspirait à la vengeance. Un gentilhomme gascon, Dominique de Gourgues, bon catholique, se chargea de châtier les Espagnols. Il avait de la rancune contre eux. Fait prisonnier par les troupes de

Charles-Quint à la suite d'un engagement où tous ses soldats avaient été tués, de Gourgues s'était vu jeté sur une galère. Pris par les Turcs peu de temps après, les chevaliers de Malte l'avaient enfin délivré de cette double captivité. Homme de guerre distingué, excellent marin, il se met en tête d'aller en Caroline venger le massacre de ses compatriotes. Il vend tout son bien, arme trois navires, enrôle quatre-vingts matelots et cent cinquante hommes de guerre, la plupart gentilshommes, et cingle vers Cuba. De là, tout son monde se trouvant réuni, il se transporte sur les côtes de la Caroline. Les trois forts élevés par les Espagnols sont pris et les garnisons détruites. Les prisonniers ayant été amenés sur le lieu où Menendez avait fait graver ces mots : *Je ne fais ceci comme à des Français, mais comme à des luthériens,* — de Gourgues les fit pendre avec cette inscription : *Je ne fais ceci comme à Espagnols, mais comme à traîtres, voleurs et meurtriers.* Coup de main hardi, fait d'armes glorieux, s'il n'eût été accompagné d'odieuses représailles!

La cour de France, on le voit, subordonnait ses entreprises d'outre-mer aux affaires qui l'occupaient sur le continent. François Ier était jaloux des agrandissemens de l'Espagne, de l'influence prestigieuse de cette puissance contre laquelle il luttait plutôt en chevalier qu'en habile politique. Il eut trop peu de succès dans les grandes guerres qu'il conduisait en personne pour qu'il lui fût possible de mener à bien de lointaines expéditions. Les entreprises qui eurent lieu sous son règne et sous les suivans émanaient moins de la cour que des villes maritimes, des provinces du littoral, représentées par un gentilhomme comme Roberval ou par un marin comme Jacques Cartier. Cependant elles avaient besoin d'être appuyées par le gouvernement pour porter des fruits. Le coup de main hardi exécuté par de Gourgues contre les Espagnols de la Floride est une nouvelle preuve de l'esprit d'indépendance qui animait à cette époque tant de gentilshommes intrépides. Ces aventuriers audacieux, même quand ils avaient en vue la gloire et l'intérêt de leur pays, l'entraînèrent trop souvent dans des difficultés inextricables par suite des querelles qui éclataient entre les colonies de deux nations rivales. En attendant que le gouvernement décidât, on se battait, on s'entr'égorgeait; la force tenait lieu de droit. L'esprit d'aventure avait seul animé les premiers explorateurs. L'amiral de Coligny, que ses opinions religieuses tenaient en suspicion, fut le premier à comprendre que le Nouveau-Monde devait servir d'asile aux malcontens, aux dissidens de toute sorte, à ceux qui ne trouvaient plus en Europe assez d'espace pour respirer. L'idée de Coligny fut reprise avec succès par l'Angleterre. Le protestantisme, secte nouvelle, se tourna avec espérance vers un monde nouveau; son génie raisonneur et pratique avait besoin d'aller fonder loin de la vieille Europe une société véritablement

réformée, qui ne s'inspirât du passé ni par le cœur ni par l'esprit.

Quoique abandonné par la cour de France, le Canada était toujours visité par nos pêcheurs. En 1578, à Terre-Neuve seulement il vint cent cinquante navires français. Deux neveux de Cartier, héritiers des priviléges accordés auparavant à celui-ci, se livraient au commerce des pelleteries sur les bords du Saint-Laurent et de ses affluens. Ces priviléges furent révoqués vingt années plus tard; le gouvernement de Henri III conféra au marquis de La Roche, gentilhomme breton, la charge de lieutenant-général du Canada, de l'Acadie et des îles adjacentes. C'est de cette époque, 1598, que date l'organisation permanente du pays qui reçut plus tard le nom de Nouvelle-France. Aussi, sous le règne de Henri IV, le commerce des pelleteries prit-il une extension considérable au Canada. Le capitaine Champlain, qui a légué son nom à l'un des plus gracieux lacs de l'Amérique, remonta le Saint-Laurent à la tête d'une flottille composée de barques de douze à quinze tonneaux, frayant ainsi la route aux voyageurs qui devaient un jour explorer les profondeurs de ce grand continent aussi loin qu'ils trouveraient un ruisseau capable de porter leurs pirogues. Deux vaisseaux chargés d'émigrans catholiques et huguenots, partis du Havre en 1604, arrivèrent en Acadie sous la conduite de M. de Monts, gentilhomme de Saintonge. L'Acadie, fréquentée par les traitans, passait pour le plus beau pays de la Nouvelle-France. On y trouvait d'excellens ports, un climat tempéré, un sol fertile dans l'intérieur, et sur la côte une grande quantité de poissons, la morue, le saumon, le hareng, le maquereau, l'alose, le phoque et la baleine. Les Micmacs ou Souriquois, indigènes de la contrée, se faisaient remarquer par leur bravoure et aussi par la douceur de leurs mœurs; ils accueillaient les Français avec une bienveillance qui ne s'est jamais démentie. Enfin l'Acadie avait sur le Canada ce précieux avantage, que les vaisseaux pouvaient y aborder en toute saison. Après avoir visité la côte jusqu'au cap Cod (près de Boston), les colons vinrent fonder la ville de Port-Royal, aujourd'hui Annapolis. Jusque-là les émigrans ne s'étaient point occupés de défricher les terres. Lescarbot, à qui l'on doit de si excellens mémoires sur la colonisation de l'Acadie, fit enfin comprendre à ses compagnons que la culture de la terre était la seule garantie du succès de leur entreprise. Par ses paroles et surtout par ses exemples, il entraîna les colons; ceux-ci firent du charbon de bois pour lutter contre les rigueurs de l'hiver: ils ouvrirent des routes, dressèrent des fourneaux et des alambics pour clarifier la gomme du sapin et en tirer le goudron, et les Indiens, émerveillés de ces simples travaux d'un peuple civilisé, s'écriaient avec admiration : « Oh! les Normands savent bien des choses! » Sur ces entrefaites, les Hollandais de la Nouvelle-York, poussés par un sentiment de jalousie et de convoitise, attaquèrent à

l'improviste nos colons de l'Acadie; ils enlevèrent toutes les pelleteries acquises par la société pendant le cours d'une année, et le gouvernement français retira le privilége de ce trafic à la colonie qui le possédait. Contraint d'abandonner le pays, le gouverneur Poutrincourt fut reconduit jusqu'au rivage par les indigènes qui versaient des larmes, et quand les Français revinrent trois ans après, ils reconnurent que les sauvages Souriquois avaient respecté leurs propriétés comme si elles eussent été un dépôt confié à leur fidélité. Le fort, les maisons et les meubles étaient encore dans l'état où ils les avaient laissés.

Quelques années plus tard, l'Acadie recevait de nouveaux colons; les jésuites avaient formé un établissement sur les bords de la rivière Penobscot. La France prétendait avoir le droit de s'étendre vers le sud jusqu'au 40e degré; mais l'Angleterre réclamait la possession de toute la côte d'Amérique depuis la Virginie jusqu'au 45e degré. Bien qu'on fût en pleine paix, une flotte anglaise vint ravager et livrer aux flammes les habitations des colons français. Pour la troisième fois Port-Royal était détruit. Une partie des habitans de l'Acadie abandonna l'Amérique avec l'ancien gouverneur Poutrincourt, qui vint se faire tuer en France au siége de Mery-sur-Seine; les autres se réfugièrent au Canada, dans les établissemens fondés sur le Saint-Laurent par Champlain. Refoulés au-delà du 45e degré, les Français tournèrent tous leurs efforts vers les régions de l'ouest. De Monts, muni d'un nouveau privilége concédé pour un an, gardait l'espoir de pénétrer par le Saint-Laurent jusqu'à l'Océan Pacifique et de là en Chine. Cette même année (1608), Champlain, qu'il avait pris pour lieutenant, fonda Québec. Les Indiens établis à Stadaconé et à Hochelaga au temps de Jacques Cartier avaient disparu pour faire place à une nation plus puissante, plus intelligente aussi, celle des Iroquois, qui occupaient les forêts situées à l'ouest du lac Ontario. Champlain crut de son intérêt de prêter aux tribus opprimées le secours de ses armes; il attaqua et battit sans peine les Iroquois, reconnut le lac Ontario et fit construire, à son retour de ses expéditions multipliées, le château de Saint-Louis à Québec, qui servit de résidence aux gouverneurs du Canada jusqu'en 1834, époque à laquelle un incendie l'a réduit en cendres.

Le prince de Condé et le duc de Montmorency avaient porté le titre de lieutenant-général du Canada, et cependant ce fut en 1628 seulement qu'on vit les bœufs attelés à la charrue labourer les terres fertiles des bords du Saint-Laurent. Jusqu'alors la traite des pelleteries avait occupé presque exclusivement les Français, dont les comptoirs étaient établis à Tadoussac, à Québec, aux Trois-Rivières et au Sault-Saint-Louis. Les priviléges accordés aux compagnies avaient été souvent révoqués; tantôt la colonie commerçait librement et avec de pleins pouvoirs, tantôt elle retombait sous le régime du monopole.

Ces brusques changemens, si préjudiciables aux intérêts des colons et à ceux de la France, désolaient Champlain. Il s'en plaignit à Richelieu, qui organisa la compagnie des *Cent Associés* et concéda à ceux-ci, à perpétuité, la Nouvelle-France et la Floride, « à la réserve de la foi et hommage au roi et de la nomination des officiers de la justice souveraine, lesquels devaient être présentés par la compagnie, mais confirmés par la couronne. » C'était ce même principe des associations particulières déjà mis en pratique par lui-même dans l'île de Saint-Christophe, en 1625. En l'appliquant sur une plus grande échelle par son acte de 1628, Richelieu traça le plan que suivirent plus tard les puissantes sociétés des Indes, et dont la compagnie anglaise a su tirer un si admirable parti.

II.

L'enfance de la colonie avait duré tout un siècle, et à mesure qu'elle grandissait, les obstacles naissaient autour d'elle. M. de Monts avait abandonné l'Acadie après le retrait de son privilége. « Il tourna entièrement ses vues du côté du Canada, où deux motifs le firent persister dans ses projets, dit M. Garneau : l'augmentation des possessions françaises et l'espoir de pénétrer quelque jour par le Saint-Laurent jusqu'à l'Océan Pacifique et de là en Chine. » C'étaient là de beaux rêves; mais pour les réaliser il eût fallu jouir d'une longue paix. On avait fait un grand pas dans la colonisation: la compagnie des Cent Associés comptait parmi ses membres le cardinal Richelieu, le maréchal d'Effiat, le commandeur de Razilli et Champlain, sur qui reposait son avenir. Peu s'en fallut cependant que le Canada, envahi par les Anglais sans motif légitime, ne fût une fois encore abandonné, après que le traité de Saint-Germain-en-Laye l'eut rendu à la France. Dans cette guerre inattendue qui avait livré momentanément à l'Angleterre la Nouvelle-France et la ville de Québec, les huguenots français avaient pris parti pour les ennemis de leur nation. Cette conduite blâmable à tous égards exaspéra Richelieu: il interdit le séjour de la colonie entière à tous ceux qui professaient la religion réformée (1). Ce fut à cette époque que l'on donna le nom de Nouvelle-France aux pays de l'Amérique septentrionale occupés par nos colons; ce nom s'appliquait à l'immense contrée qui embrasse la baie d'Hudson, le Labrador, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, le Canada et une partie des provinces septentrionales des États-Unis. Lescarbot, que nous avons déjà cité, disait dans ses *Mémoires* : « Notre Nouvelle-France a pour limites, du côté de l'ouest, les terres

(1) Bientôt après, les colonies anglaises, effrayées de l'influence que les jésuites prenaient sur l'esprit des sauvages, défendirent, *sous peine de mort*, à tout prêtre catholique de s'établir sur le territoire de la Nouvelle-Angleterre.

jusqu'à l'Océan Pacifique au-deçà (*sic*) du tropique du Cancer, au midi les îles de la mer Atlantique, au levant la Mer du Nord, et au septentrion cette terre qui est dite inconnue vers la mer glacée jusqu'au pôle arctique. » C'était pousser un peu loin les prétentions; autant valait dire : Nous réclamons la propriété de toutes les terres à découvrir jusqu'à l'Océan Pacifique à l'ouest et au nord! Cependant il ne faut pas perdre de vue que des Canadiens parcoururent plus tard toutes ces contrées, y fondèrent des comptoirs pour la traite des pelleteries et en prirent en quelque sorte possession, puisque les premiers ils donnèrent des noms aux fleuves, aux lacs et aux baies qu'aucun Européen n'avait visités avant eux.

Le Canada ayant été restitué à la France, Champlain y retourna avec une escadre richement chargée et reprit aussitôt la direction des affaires. Cet homme de bien, énergique et intelligent, qui avait été l'ami de Henri IV et qu'on avait vu pendant trente années se dévouer à la prospérité de la colonie, mourut bientôt après, en 1635, au moment où les jésuites jetaient les fondemens du collége de Québec, et quand des ouvriers industrieux venus des diverses provinces de la France commençaient à s'établir sur les bords du Saint-Laurent. Sept années plus tard, M. de Maisonneuve arrivait au Canada. « Il avait commencé le métier des armes dans la Hollande à l'âge de treize ans, dit un vieux chroniqueur, et avait conservé sa piété au milieu de ces pays hérétiques. Il avait appris à pincer du luth pour passer son temps seul et n'être pas obligé d'aller dans la compagnie des méchans. » Ce personnage à la fois sérieux et doux, remontant le fleuve sans se laisser intimider par le voisinage des Iroquois, éleva une bourgade entourée de palissades, qu'il nomma Ville-Marie. Il y appela les sauvages chrétiens et ceux qui voulaient le devenir, et leur enseigna l'art de cultiver la terre. La bourgade nommée d'abord Ville-Marie est le berceau de la noble et grande ville de Montréal. A cette même époque, la duchesse d'Aiguillon faisait construire l'Hôtel-Dieu de Québec, et une jeune veuve de distinction, Mme de la Peltrie, commençait à bâtir le couvent des Ursulines, où elle s'enfermait pour le reste de ses jours.

Ces pieuses fondations, dont le Canada s'honore encore aujourd'hui, ne s'élevaient pas au sein de l'abondance et de la sécurité que procure la paix. Les colons avaient semé du blé pour la première fois en 1644, et, vu le petit nombre des cultivateurs, la récolte était bien faible. De plus, les Iroquois, devenus puissans depuis la défaite des Algonquins et ennemis des Français, qui avaient soutenu ceux-ci, se glissaient par troupes nombreuses si près des fermes, que le paysan canadien n'allait plus aux champs sans emporter son mousquet avec lui. Munis d'armes à feu que leur avaient vendues les Hollandais de la Nouvelle-York, ces terribles sauvages menaçaient la colonie sur tous

les points. Leur fureur se tourna contre les Hurons et particulièrement contre les paisibles bourgades où les jésuites missionnaires avaient réuni quelques centaines de familles. Un grand nombre de ces néophytes fut massacré impitoyablement; d'autres, faits prisonniers, expirèrent dans les tortures, et l'on vit les prêtres dévoués qui avaient consacré leur vie à ce malheureux troupeau encourager jusqu'à la fin les Hurons éperdus, recevoir la mort avec eux, et comme eux aussi endurer sans se plaindre tous les tourmens que la rage inspirait aux vainqueurs. Les incursions des Iroquois semèrent partout le carnage et la terreur: la famine suivit de près, et les Hurons qui avaient survécu au massacre de leur tribu, chassés des campagnes et des forêts, n'osant s'abriter derrière les palissades de la ville naissante de Montréal, durent s'enfuir par des chemins détournés jusqu'à Québec; quelques-uns s'allèrent même cacher vers les grands lacs et jusque sur les bords de la Susquehanna, en Pensylvanie. Ainsi fut dispersée, en 1650, la nation des Hurons, la plus florissante du Canada douze années auparavant. Les colons de la Nouvelle-France perdirent en elle une alliée utile; privés de cette avant-garde qui protégeait leurs frontières, ils se trouvèrent face à face avec des ennemis nombreux, implacables, rusés comme des renards et féroces comme des loups. Telle était la puissance des Iroquois, que les colons de la Nouvelle-Angleterre refusèrent d'aider les Canadiens à les combattre, soit qu'ils redoutassent cette race indomptée, soit qu'il leur convînt de laisser les Français exposés à ses attaques (1). On a presque perdu le souvenir de ces sauvages en Europe, et leur nom fait rire celui qui l'entend prononcer. Cependant on voit quel rôle sérieux ils ont joué dans l'histoire de nos établissemens d'outre-mer. M. Garneau, qui les connaît par la tradition et par l'étude qu'il a faite des relations anciennes, donne sur ces hordes oubliées de curieux détails: il les décrit et les dénombre avec un soin scrupuleux, de telle sorte qu'on peut, en lisant son ouvrage, suivre leurs mouvemens comme, dans les *Commentaires* de César, on suit ceux des nations gauloises luttant contre les aigles romaines.

On se passa du secours des Anglais. Pendant plusieurs années, la colonie fut dans de continuelles alarmes; les Iroquois rôdaient par bandes, dans le silence de la nuit. Ils se glissaient partout, à la manière des serpens. On surprit parfois jusque dans la cime des arbres

(1) La réponse du conseil de Boston aux propositions que lui firent deux pères jésuites est curieuse; elle ressemble à celle du rat de la fable : « Nous ne pouvons douter que Dieu ne bénisse et vos armes et les nôtres, puisqu'elles sont employées pour la défense des sauvages chrétiens, tant vos alliés que les nôtres, contre des barbares infidèles qui n'ont ni foi ni Dieu..... comme vous pouvez l'apprendre plus au long desdits sieurs nos députés, qui vous assureront du désir sincère que nous avons que le ciel aille toujours bénissant vos provinces et vous comble de ses faveurs. »

des sentinelles perdues qui épiaient depuis vingt-quatre heures le mouvement des colons. Ce fut au milieu de ces désastres et de ces périls que le pays situé autour de Montréal et des Trois-Rivières fut conquis à la civilisation. Le fondateur de Montréal, M. de Maisonneuve, qui était allé chercher des travailleurs en Europe, reparut en 1653 avec des paysans honnêtes et fermes, choisis dans l'Anjou, le Maine, le Poitou et la Bretagne. Fatigués eux-mêmes de tant de combats, les Iroquois se décidèrent à demander la paix, et on la conclut dans une entrevue « où le père Lemoine, dit la chronique, leur adressa un discours qui dura au moins deux heures, parlant comme un chef, allant et venant comme un acteur, suivant l'usage indien. »

L'esprit des sauvages est mobile comme celui des enfans, auxquels ils ressemblent d'ailleurs par l'impétuosité de leurs désirs. Bientôt les hostilités recommencèrent, et cependant la colonie prospérait. Il arrivait des renforts à Québec; on osait enfin le prendre de plus haut avec les Iroquois, qui, de leur côté, baissaient le ton; Colbert était ministre. La compagnie des *Cent Associés*, fondée par Richelieu, avait produit d'assez pauvres résultats : elle fut dissoute, et la colonie reçut une nouvelle organisation. Le cardinal-ministre qui régnait au nom de Louis XIII avait vu dans les associations particulières le moyen le plus efficace d'intéresser au sort des colonies les villes maritimes et les riches négocians; satisfait d'avoir établi en France d'une façon définitive l'unité du pouvoir monarchique, il croyait utile de laisser aux établissemens d'outre-mer une certaine indépendance. Le ministre d'état contrôleur général des finances sous Louis XIV dut suivre une marche tout opposée. Dans les colonies d'Amérique comme dans le royaume de France, tout releva du souverain. Le système féodal fut introduit au Canada. On y établit les tenures en *franc-aleu* et à titre de fiefs, ainsi que les seigneuries; les seigneurs reçurent par délégation le droit de haute, moyenne et basse justice, ce dont, à la vérité, ils ne songèrent point à se prévaloir. Le pouvoir des gouverneurs, qui était d'abord absolu, fut tempéré par l'institution d'une cour souveraine, revêtue d'attributions analogues à celles des parlemens, et où siégeaient, à côté du gouverneur et de l'évêque, cinq conseillers nommés par ceux-ci « conjointement et annuellement, » et assistés du procureur du roi et de l'intendant. Cette réforme était due à Colbert, qui avait envoyé un commissaire au Canada pour examiner l'état du pays et l'éclairer sur les abus de l'ancienne administration. Cependant, en 1664, la compagnie des Indes occidentales ayant été créée par ordonnance royale, Québec fut érigé en prévôté, et c'est de cette époque que date l'introduction au Canada des coutumes de Paris, qui survécurent à l'existence éphémère de la compagnie et régissent encore

l'ancienne colonie française. Au spirituel, le Canada relevait alors de l'archevêché de Rouen. Tant que le pays avait été considéré comme pays de missions, les récollets et après eux les jésuites y avaient seuls desservi les paroisses. Érigé en vicariat apostolique, l'an 1657, par le pape, le Canada eut un évêque particulier qui résida à Québec, et un clergé régulier, qui a su, à travers bien des orages et des vicissitudes, se concilier l'affection et le respect des habitans. La concorde ne régna pas toujours entre le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel: des luttes éclatèrent aussi entre les gouverneurs et le conseil. En somme, la colonie se trouva organisée assez solidement pour résister aux crises qui la menaçaient.

Par l'édit royal de 1664, la compagnie des Indes occidentales se trouvait maîtresse de toutes les régions possédées par la France dans les deux hémisphères. Sur la demande de la compagnie, Louis XIV voulut nommer le vice-roi de toute l'Amérique et le gouverneur provincial du Canada : son choix se fixa sur le marquis de Tracy, lieutenant-général dans ses armées pour la première de ces deux charges, et il conféra la seconde à Daniel de Rémi, seigneur de Courcelles. M. Talon, intendant en Hainault, passa en cette qualité au Canada, et bientôt débarquèrent à Québec les vingt-quatre compagnies du régiment de Carignan, qui venait de se distinguer en Hongrie contre les Turcs. Le marquis de Tracy avait pris Cayenne aux Hollandais et soumis plusieurs îles avant d'arriver à Québec. Conduit processionnellement à la cathédrale par l'évêque et tout son clergé, il refusa le prie-dieu et s'agenouilla sur le pavé nu de la basilique : c'était un homme de la trempe des anciens chevaliers, courageux, pieux et modeste. La population entière l'accueillit avec des cris de joie, et les sauvages, accourus à la ville, virent avec une admiration mêlée d'effroi les chevaux montés par les officiers du régiment de Carignan. C'étaient les premiers qu'on eût encore amenés au Canada. Le marquis de Tracy fit construire des forts pour tenir en respect les Iroquois. Une expédition ayant été dirigée contre ces sauvages, M. de Courcelles, à pied, chaussé de *raquettes*, comme ses braves soldats, et portant ses vivres sur son dos, parcourut près de trois cents lieues de forêt, en plein hiver, au milieu des neiges. Les Iroquois épouvantés abandonnaient leurs villages, que les vieilles troupes françaises traversaient tambour battant, enseignes déployées; pour la seconde fois ils demandèrent la paix. De son côté, l'intendant Talon encourageait l'industrie, organisait de nombreux essais de culture, établissait de nouvelles branches de commerce, nouait des relations avec Madère, les Antilles et l'ancien continent. Il donna une telle impulsion à la pêche du loup marin, que bientôt le Canada exporta une grande quantité d'huile en France et dans les îles du golfe

du Mexique. Ce fut aussi l'intendant Talon qui le premier envoya dans nos ports des échantillons des diverses espèces de bois dont la marine du roi pouvait tirer parti. En 1668, on compta onze vaisseaux mouillés dans la rade de Québec. Pour augmenter le nombre des colons, on eut l'idée de licencier au Canada le beau régiment de Carignan, à la condition que les soldats consentiraient à s'établir dans la colonie. Ces terribles guerriers, qui avaient dévasté le Palatinat sous Turenne, se transformèrent en cultivateurs paisibles; leurs officiers, presque tous gentilshommes, ayant obtenu des seigneuries, se fixèrent eux-mêmes sur ces fiefs et avec empressement, comme s'ils eussent été encore sous les lois de la discipline militaire.

Jusqu'en 1685, la colonie continua de prospérer. Courcelles et Talon, l'un à la tête des troupes, l'autre en dirigeant l'administration, avaient rendu aux colons la sécurité qui leur manquait auparavant et la confiance dans l'avenir de ces établissemens si souvent menacés. Sous M. de Frontenac, qui succéda à Courcelles, les missionnaires et les voyageurs étendirent leurs explorations au nord, à l'ouest et au midi. Les lacs Erié, Huron et Michigan sont successivement visités; deux jeunes traitans pénètrent dans le pays des Sioux, jusqu'à l'extrémité du Lac Supérieur, et deux jésuites arrivent, en poursuivant leurs courses apostoliques, dans la vallée du Mississipi. Là des indigènes apprennent aux missionnaires qu'un grand fleuve arrose le pays. Deux autres pères, envoyés par l'intendant Talon pour reconnaître cette vallée, atteignent le Mississipi (en juin 1673), et le descendent jusqu'à la rivière Arkansas. Ce fut alors que le Normand Robert de La Salle résolut d'atteindre l'embouchure du fleuve immense, dont le cours n'était pas encore entièrement connu. A son arrivée à Québec, il s'achemina vers le fort de Cataroquoi (Kingstown), où il construisit un grand navire, qui entra bientôt dans le lac Ontario, toutes voiles au vent. Ce navire traversa l'Ontario et vint jeter l'ancre près des chutes du Niagara, à l'entrée de la rivière de ce nom, où devait s'élever une forteresse. Les compagnons de La Salle contemplaient avec admiration la gigantesque cascade, tandis que les sauvages regardaient avec surprise et épouvante le gros vaisseau dont la retentissante artillerie ébranlait les échos de ces rives silencieuses depuis tant de siècles. Quel devait être alors l'aspect sauvage de ces forêts, dans lesquelles il nous souvient de nous être égaré nous-même, et d'avoir erré toute une nuit il y a vingt ans! Avec un second navire, La Salle parcourut le lac Érié, et s'avança jusqu'aux rives du lac Michigan. Dans un second voyage, il atteignit le Mississipi, passa au milieu des Chicachas, des Taenzas, des Chactas et des Natchez, tribus puissantes alors, les unes éteintes et ignorées, les autres immortalisées par la plume de Chateaubriand

et dispersées dans l'ouest; enfin il aperçut l'Océan. Ses projets étaient accomplis; il venait d'obtenir la récompense des fatigues, des dangers sans nombre qu'il lui avait fallu surmonter. A ce beau pays, voisin du tropique, éclairé par un soleil étincelant, il donna le nom de Louisiane en l'honneur de Louis XIV. La cour de France, satisfaite du rapport qui lui avait été fait de ces importantes découvertes, confia au courageux explorateur la tâche difficile de commencer la colonisation de la Louisiane.

III.

Tout était donc magnifiquement préparé sur le continent américain pour l'agrandissement des possessions françaises. Un reflet de la gloire de Louis XIV semblait échauffer le Canada. Sous l'impulsion d'un intendant éclairé, le pays prospérait, et les émigrans commençaient à venir. L'embouchure du Saint-Laurent, celle du Mississipi, tout le cours de ces grands fleuves, avec les lacs et les rivières intermédiaires, appartenaient à la France. Pour consolider la colonie et lui assurer dans un prochain avenir un développement merveilleux, il avait suffi de quelques années de paix et d'un bon administrateur secondé par des hommes intelligens et hardis. L'incurie du gouverneur qui remplaça Frontenac faillit tout perdre. Les Iroquois ne sommeillaient jamais. Battus par les Français, refoulés dans les bois, ils ne laissaient échapper aucune occasion de se venger, et faisaient aux colons tout le mal possible. En 1689, une troupe de quatorze cents sauvages traversa le lac Saint-Louis en pleine nuit, au milieu d'une tempête de pluie et de grêle, et débarqua dans le plus profond silence à la pointe de l'île de Montréal. Les colons dormaient, quand tout à coup un cri terrible retentit dans l'obscurité. Hommes, femmes et enfans sont égorgés; la flamme dévore les maisons et force les fuyards à se précipiter entre les mains de l'ennemi, qui exerce sur eux toutes les cruautés que lui inspire sa férocité naturelle, excitée par le désir de la vengeance. La plume se refuse à décrire les horreurs qui épouvantèrent cette nuit terrible. On appelle encore, dans le Canada, cette fatale année de 1689 l'*année du massacre*. Pendant deux mois, les Iroquois restèrent maîtres des campagnes. Le gouverneur Denonville, se jugeant trop faible pour les combattre, tremblait devant ces barbares exaspérés, qui l'avaient endormi à force de ruses. Denonville était pourtant un homme d'esprit, mais il ne sut rien faire à propos. Il s'occupa constamment de nouer des alliances avec les tribus indiennes, et perdit leur confiance en leur manquant de parole; il rêva de grands armemens, et ne trouva jamais assez de soldats pour accomplir le plus simple projet. Son exemple

prouve une fois de plus que dans les colonies il faut surtout des hommes d'action, qui se fient moins à leurs lumières qu'à celles de l'expérience, des gens pratiques, doués de sang-froid, persévérans dans leurs entreprises, dussent-ils passer pour n'avoir ni imagination ni esprit. Pour expliquer cet affaiblissement subit de la colonie, il faut se rappeler qu'on était, en France, au lendemain de la révocation de l'édit de Nantes et à la veille de nouvelles guerres. L'émigration forcée des protestans avait appauvri la population française. Prêt à lutter seul contre l'Europe, Louis XIV n'avait pu envoyer au Canada que deux cents hommes de troupes, et on ne comptait pas alors dans tout le pays plus de treize cent cinquante habitans en âge de porter les armes.

M. de Frontenac revint au Canada l'année suivante (1690). Il avait à se défendre contre les colonies anglaises et contre la confédération des tribus iroquoises. Cependant on le vit, par son énergie et son habileté, triompher de tous les obstacles. La guerre qu'il soutint contre les colonies voisines, plus puissantes et mieux organisées, fut l'une des plus glorieuses dont le Canada ait gardé le souvenir. Non-seulement Frontenac repoussa les attaques dirigées de toutes parts contre les ports du littoral et les villes de l'intérieur, non-seulement il sut inspirer à ses braves Canadiens une patience héroïque dans les momens de crise, mais encore il osa prendre l'offensive, et enleva aux Anglais Terre-Neuve et les établissemens formés par eux à la baie d'Hudson. L'histoire de nos colonies se lie trop souvent à celle de nos malheurs pour que nous prenions plaisir à l'étudier, et nos armées ont accompli trop de merveilleux exploits dans le vieux monde pour que ces expéditions entreprises à travers les solitudes du nouveau continent nous émeuvent beaucoup. Cependant nos marins n'ont point oublié le brillant fait d'armes du commandant d'Iberville, qui, surpris avec un seul vaisseau, dans la baie d'Hudson, par trois vaisseaux anglais, en fit sombrer un, captura le second et força le troisième à prendre la fuite. A la paix de Ryswick, le gouverneur Frontenac, se voyant débarrassé des Anglais, traita avec la confédération iroquoise, qui « envoya dix ambassadeurs pour pleurer les Français tués pendant la guerre. » Cette manière de demander excuse après les atrocités commises paraîtra assez naïve, surtout si l'on songe que les Iroquois coupaient par quartiers les Français tués dans le combat, afin de les faire bouillir dans leurs chaudières et de les manger.

En 1701, un nouveau traité fut conclu avec les Indiens, qui envoyèrent treize cents des leurs pour assister à cette solennelle entrevue. Jamais on n'avait vu tant de tribus indiennes représentées en un même lieu. Il y avait là, dans cette enceinte où siégeaient les dames et les notables de la colonie au milieu d'un cercle de soldats

et de miliciens, des députés de toutes les nations sauvages qui occupaient alors l'ouest et le nord de l'Amérique, depuis l'embouchure du Saint-Laurent jusqu'aux vallées du Bas-Mississipi. Les colonies voisines ne voyaient pas sans inquiétude et sans jalousie cette conférence, dans laquelle les indigènes venaient en masse reconnaître l'ascendant de la France. Les Iroquois *ensevelirent en terre* la hache sanglante qu'ils avaient si longtemps tenue levée sur les blancs. Cette paix était en partie l'ouvrage d'un chef huron doué d'un esprit, on devrait presque dire d'un génie extraordinaire. Les Canadiens le nommaient *le Rat*, traduction du mot huron *Kondiaronk*. Ce Huron avait été l'âme de la dernière guerre qui venait d'ensanglanter le pays; on l'avait vu déployer, durant ces luttes acharnées, tout ce qu'il peut y avoir de sagacité, d'énergie et d'astuce dans un cerveau humain. Contraint de céder devant la force, convaincu, par les récens succès des Français, de leur supériorité et de leur véritable puissance, il avait senti que l'intérêt des tribus indiennes exigeait désormais qu'elles fissent la paix. Durant la cérémonie et pendant qu'un chef iroquois pérorait longuement, le Rat se trouva mal. On le plaça sur un fauteuil, comme un sage digne de respect; il fit signe qu'il voulait parler, et on s'approcha de lui pour l'écouter. La dignité de ses paroles et la profonde justesse de ses pensées émurent toute l'assemblée. Il s'exprima avec la dignité d'un héros et aussi avec cette haute sagesse particulière aux esprits supérieurs, qui, après avoir réfléchi beaucoup, semblent, au moment de la mort, posséder le don de prophétie. Les sauvages applaudissaient, et les blancs écoutaient encore, qu'il avait fini de parler. Le Rat se trouvait si faible, qu'on le transporta à l'Hôtel-Dieu, où il expira bientôt. Ainsi mourut cet homme étonnant qui avait compris les grandeurs du christianisme et de la civilisation, sans être dupe des intrigues et de l'ambition des nations européennes. Dans sa naïve fierté, il disait n'avoir rencontré parmi les Français que deux hommes d'esprit, M. de Frontenac et le père Carheil, de qui il avait reçu le baptême. Sa mort causa un deuil général. On lui fit de magnifiques obsèques; sa dépouille mortelle, accompagnée des autorités civiles et militaires et des députations des tribus indiennes, fut déposée dans l'église paroissiale. Les Canadiens se rappellent avec un orgueil mêlé de tristesse ces *grands jours* où les chefs sauvages tenaient leurs assises sous la présidence du gouverneur, dans la ville de Québec. M. Garneau a une manière simple, attachante, de raconter ces événemens effacés et de les faire revivre sous nos yeux. Nourri, comme ses compatriotes, des traditions de son pays, il semble qu'il ait été le témoin de ces scènes étranges et qu'il les écrive de souvenir.

Une nouvelle ère de calme et de prospérité semblait donc s'ouvrir

pour le Canada. Cette même année 1701, une troupe de colons alla s'établir à Détroit, position avantageuse que le père Hennepin avait découverte lorsqu'il marchait en avant-garde comme compagnon de La Salle, et dont il avait dit : « Ceux qui auront le bonheur de posséder un jour les terres de cet agréable et fertile pays auront de l'obligation aux voyageurs qui leur en ont frayé le chemin. » Ce point devait relier le Canada à la Louisiane; il était comme la clé de voûte de l'édifice qu'il s'agissait de consolider. Cependant la guerre de succession venait d'éclater. La France n'avait qu'une population de 18,000 habitans, dispersée sur de grands espaces, à opposer aux 262,000 habitans des colonies anglaises. Confians en leur propre valeur, les colons canadiens proposèrent tout simplement au gouvernement français de conquérir la Nouvelle-Angleterre. D'Iberville offrait d'enlever Boston et New-York en plein hiver; il ne demandait que 1,000 Canadiens et 400 soldats. Le traité de Montréal, conclu avec les Indiens, assurait la paix du côté de l'ouest et du sud-ouest. Il s'agissait donc de pousser à de nouveaux combats ces sauvages que l'on avait eu tant de peine à calmer. Ceux-ci commençaient à se lasser de ces expéditions multipliées entreprises pour le compte des blancs, et qui troublaient sans cesse leurs solitudes. L'un d'eux disait avec fierté, et non sans raison : « Il faut que ces gens-là aient l'esprit bien mal fait. Après la paix conclue, un rien leur fait reprendre la hache. Nous, quand nous avons fait un traité, il nous faut des raisons puissantes pour le rompre. » L'alliance des Indiens était avidement recherchée par les deux nations; Anglais et Français se la disputaient avec plus d'acharnement que de dignité. Le gouverneur du Canada, redoutant les menées de l'ennemi et se sentant trop faible pour se défendre sans le secours des auxiliaires sur lesquels il s'habituait à compter, résolut de prendre l'offensive et de compromettre les Indiens au début de la campagne. Il lança une de leurs tribus du côté de Boston. Chaussés de longues *raquettes,* Indiens et Canadiens traversèrent la forêt sur une neige haute de quatre pieds, en plein hiver, et s'élançant, comme des patineurs, à travers le pays ennemi, où personne ne les attendait, ils se mirent à le ravager à leur aise, pillant les bourgades et détruisant les fermes. Contrairement aux usages de l'époque, les Canadiens accueillirent avec bienveillance les prisonniers qui tombèrent entre leurs mains. Ceux qui étaient jeunes finissaient par embrasser le catholicisme, et on leur accordait volontiers des lettres de *naturalité;* mais pour quelques-uns que l'on arrachait ainsi à la mort, combien d'autres tombaient sous la hache des sauvages!

Cette première expédition fut le prélude de beaucoup d'autres accomplies avec la même audace. Les Canadiens excellaient dans ces

attaques impétueuses, hardies, véritables coups de main à la sauvage, qui ressemblaient un peu aux invasions des anciens Normands. Les Indiens, une fois animés au combat, s'y mêlaient avec enthousiasme, avec rage, sans prévoir qu'ils finiraient par être eux-mêmes la proie du vainqueur, s'ils ne périssaient pas les premiers dans ces luttes acharnées. Pour ces barbares, il ne s'agissait pas de contraindre une nation rivale à se renfermer dans les limites de son territoire, mais bien d'anéantir une tribu ennemie, de diminuer le nombre des chasseurs et des guerriers répandus dans les forêts. Un épisode de cette guerre même fait voir jusqu'où pouvait aller la férocité de ces dangereux alliés. A l'ouest du lac Michigan, dans les savanes, vivait la nation des Outougamis, vulgairement appelés *les Renards*. Ces *Renards*, moins rusés que les Iroquois, mais devenus odieux à tous les autres Indiens par leur mauvaise foi et leurs rapines, promirent aux Anglais, dont ils avaient accepté l'alliance, de brûler l'établissement canadien de Détroit. Dans le fort de cette petite ville, il n'y avait alors que trente Français; mais à leur appel 600 Indiens de diverses tribus se hâtèrent d'accourir. Les Renards, cernés dans leur camp, qu'ils avaient entouré de palissades, comprirent qu'il ne leur restait plus de salut que dans la fuite. Ils essayèrent de s'échapper à la faveur d'une nuit orageuse. Surpris dans leur retraite par l'ennemi, qui faisait bonne garde autour du camp, ils furent entourés et massacrés jusqu'au dernier. Guerriers, femmes, enfans, la tribu entière des Outougamis fut anéantie en quelques heures.

Le traité d'Utrecht, survenu en 1713, fut plus funeste au Canada que ces tristes guerres dont la colonie supportait si héroïquement les chances diverses. Louis XIV cédait à l'Angleterre la baie d'Hudson, l'île de Terre-Neuve, l'Acadie, renonçait à ses droits sur le pays des Iroquois. Il restait donc à la France l'embouchure du Mississipi où la colonisation n'avançait pas, l'embouchure du Saint-Laurent avec les rives du fleuve; mais le Canada se trouvait de toutes parts menacé et cerné par un ennemi puissant qui recevait des renforts nombreux. Ce fut pour remédier en quelque manière à ce fatal traité que de sages esprits conçurent la pensée de fonder une colonie nouvelle au Cap-Breton, situé au midi de l'île de Terre-Neuve, dont il est séparé par une des bouches du Saint-Laurent, large d'environ quinze lieues; on y bâtit la ville de Louisbourg, qui ne coûta pas moins de 30 millions de francs à fortifier, et cependant on n'y exerçait pas d'autre industrie que celle de la pêche. Malgré l'importance que prit peu à peu cet établissement, il n'était guère de nature à consoler le Canada des pertes immenses qu'il venait d'éprouver. Il ne dut qu'à l'imprudence même des Anglais un assez rapide accroissement de population. A cette époque, le gouverneur anglais de l'A-

cadie et de Terre-Neuve, fort surpris de voir que ses subordonnés parlaient leur langue propre, professaient leur religion et entretenaient des communications journalières avec leurs frères du Cap-Breton, prétendit *anglifier* en masse ces vieux Canadiens. Sa tentative brutale et impolitique eut pour résultat de provoquer parmi ceux-ci une désertion considérable : les uns passèrent au Cap-Breton, d'autres s'établirent à l'île Saint-Jean, que l'on songeait aussi à coloniser.

A l'autre extrémité de la Nouvelle-France ainsi démembrée se déroulait une série d'événemens désastreux. Les premiers colons de la Louisiane furent des Canadiens. Tandis qu'une partie de ce petit peuple disputait aux traitans anglais les bords glacés de la baie d'Hudson, une autre était allée s'établir sous des latitudes brûlantes voisines du tropique, où elle se trouvait en lutte avec les Espagnols. Il fallait des émigrans pour peupler ce fertile pays. Le gouvernement français afferma la colonie naissante au commerçant Crozat, qui, après des tentatives infructueuses, remit au roi son privilége. Pendant cette période, — elle n'avait duré que cinq années, de 1712 à 1717, — la colonie déclina rapidement; on ne trouva rien de mieux que de la concéder à la trop célèbre compagnie d'Occident établie par Law. Les suites de cette aventure financière sont trop connues pour qu'il soit utile de s'y arrêter. A la ruine des affaires succéda la famine. En 1772, un ouragan détruisit de fond en comble la ville oubliée de Biloxi et la Nouvelle-Orléans, fondée depuis peu d'années. Pour comble de malheur, les Français, trop confians dans l'apparente sincérité des Chicachas et des Natchez, ne se gardèrent point avec assez de précaution. Ces deux peuplades formèrent ensemble le projet de massacrer les colons : ce fut celle des Natchez qui l'exécuta. Sous le prétexte d'une chasse dont le produit devait servir à fêter l'arrivée de deux bateaux chargés de munitions pour les forts et de marchandises précieuses, les Natchez achètent des fusils et se répandent en nombre autour des habitations. Trois coups de feu retentissent bientôt. A ce signal, les Indiens se précipitent sur les blancs, égorgent ceux qu'ils trouvent désarmés; deux cents personnes sont tuées en quelques instans; soixante femmes et cent enfans faits prisonniers expirent au milieu d'horribles tourmens. Les Français prirent leur revanche, et bientôt les Natchez furent contraints de se disperser chez les tribus voisines; ceux qui essayèrent de résister se virent réduits à demander la paix. Le parlementaire était un de leurs chefs, nommé *le Soleil;* Perrier, qui commandait les Français, eut la lâcheté de le faire saisir et la cruauté de l'envoyer en esclavage à Saint-Domingue. Cette trahison ranima l'orgueil des Natchez. Pour venger ce chef illustre, dont la famille les gouvernait de temps immémorial, ils se battirent en désespérés et si longtemps,

que, les principaux d'entre eux ayant tous péri, ils cessèrent d'exister à l'état de nation. Quant aux Chicachas, ils avaient eu l'habileté de se retirer à temps du complot; ce sont leurs descendans que l'on voyait encore, il y a peu d'années, chasser sur les bords de la Rivière-Rouge et du Yashita, avec les Chactas, fraction de la tribu des Natchez qui n'avait pas pris part à la lutte.

IV.

Durant une période de vingt-cinq années, le Canada n'avait pas joui de quatre ans de paix. Beaucoup d'hommes valides étaient morts les armes à la main; un plus grand nombre venait de partir pour occuper les postes établis sur les grands lacs et dans la vallée du Mississipi. L'émigration était à peu près nulle. Tandis que les Canadiens, transformés par la force des choses en véritables soldats, se disséminaient sur de grands espaces, les Anglais des provinces voisines défrichaient le sol en colonnes serrées. A la différence des hardis Canadiens, qui se croyaient largement indemnisés de leurs peines et de leurs misères, s'ils plantaient le drapeau de la France sur un fort perdu dans les bois, les habitans de la Nouvelle-Angleterre songèrent à leur intérêt propre autant qu'à la gloire de leur pays. Partout où abordent les émigrans venus de la Grande-Bretagne, on voit commencer un peuple nouveau; partout où les Français mettent le pied, c'est un rameau de la vieille France qui s'implante avec sa sève native. On conçoit très bien que le voisinage des Canadiens turbulens, aventureux, inquiétât les planteurs de Boston, tout occupés de défrichement et de commerce. La paix ne pouvait exister entre ces deux nations que ne séparait point la mer : l'une devait céder la place à l'autre, et il fut facile de deviner de quel côté pencherait enfin la victoire, quand on vit les colonies anglaises se peupler rapidement et le Canada rester à peu près stationnaire (1). Ce dernier pays continuait à suivre les anciens erremens, à compter sur son propre courage, à rêver des conquêtes chimériques, et auprès de lui la civilisation, aidée par l'arrivée de nombreux émigrans, marchait avec une force irrésistible. Le commerce des pelleteries, si important alors en Amérique, avait passé presque entièrement entre les mains d'une compagnie canadienne, qui l'avait pour ainsi dire conquis au prix de guerres sanglantes. Les Anglo-Américains, peu soucieux de remporter sur les sauvages de si coûteuses victoires, songèrent à attirer ceux-ci dans leurs intérêts.

(1) En 1744, la population du Canada était de 50,000 habitans; elle avait plus que doublé depuis 1719, non par l'effet de l'immigration, mais par l'augmentation des familles établies dans le pays.

Au temps où Montréal était le principal comptoir de la compagnie des pelleteries, les sauvages arrivaient chaque année en juin avec leurs canots d'écorce chargés de pelleteries. Comme on les traitait bien, chaque année aussi ils amenaient quelque tribu nouvelle, et ce fut bientôt une foire à laquelle se rendaient tous les indigènes du nouveau continent. Après avoir eu une audience publique du gouverneur, les Indiens déposaient leurs marchandises dans les comptoirs; on leur donnait en échange des pièces d'une étoffe dite *écarlatine*, du vermillon, des couteaux, de la poudre, des fusils. Le traité de 1713, dont nous avons parlé plus haut, fit perdre aux Canadiens les fourrures de la baie d'Hudson. Bientôt le gouverneur de New-York, Burnet, interdit aux traitans français l'entrée de son territoire, et il ouvrit à Oswégo, sur la rive méridionale de l'Ontario, un comptoir qui épargnait aux Indiens des grands lacs et des pays de l'ouest la peine de descendre le Saint-Laurent. Aux lois qui défendaient à tout Français de commercer avec la Nouvelle-Angleterre, la France répondit par des ordonnances non moins rigoureuses. Les compagnies canadiennes durent abandonner entre les mains du roi leurs comptoirs de traite, qui furent affermés à des marchands investis de priviléges. Ceux-ci eurent recours à la ruse pour faire rapidement fortune; ils enivraient les sauvages et les trompaient avec effronterie. De ce jour, la traite des pelleteries fut un commerce à jamais compromis, sinon perdu. Chaque traitant enrichi s'en allait vivre ailleurs à sa guise, en répétant ce déplorable adage : « Après moi le déluge (1). » Enfin il résulte des documens officiels que le Canada ne rapporta jamais à la France au-delà du tiers de ce qu'il lui coûtait (2). Par suite des besoins toujours croissans de la colonie, le gouvernement lui permit d'établir des manufactures et de fabriquer des étoffes, priviléges que l'on avait, avant 1716, obstinément refusés à l'Amérique. On vit se dresser partout des métiers à tisser, dans les villes, dans les campagnes, dans les seigneuries. Le paysan des bords du Saint-Laurent, aussi laborieux dans la paix qu'infatigable dans la guerre, se montrait apte aux travaux les plus divers, et ces précieuses qualités, il les dut à la défense qu'avait faite Louis XIV d'introduire des esclaves au Canada.

Lorsque la guerre éclata de nouveau entre la France et l'Angle-

(1) Le père Lafitau avait introduit au Canada la culture du *jin-seng*, cette plante si prisée des Chinois. On en vendit une seule année pour 500,000 fr. Pour aller plus vite en besogne, les spéculateurs firent sécher la plante au four, au lieu de la faire sécher à l'ombre et lentement. Les Chinois refusèrent cette marchandise détériorée, et cette industrie s'éteignit complètement.

(2) Soit, vers 1750, 2 millions et 1/2 pour les exportations, et 8 millions pour les importations.

terre, il pouvait y avoir de l'embouchure du Saint-Laurent au lac Érié dix-huit cents soldats pour garder la colonie; sur ce nombre, mille environ étaient disséminés dans les postes, et huit cents au plus tenaient garnison à Louisbourg, sur l'île du Cap-Breton. Cette place forte était la clé du Canada, qu'elle protégeait du côté de la mer; de plus, elle couvrait la retraite des corsaires intrépides qui, en temps de guerre, ruinaient le commerce des colonies voisines. Les Anglais, au lieu d'attaquer leurs ennemis du côté de la terre, résolurent de détruire Louisbourg, dont la prise valait à leurs yeux les victoires qu'ils ne se flattaient pas de pouvoir remporter sur des miliciens difficiles à surprendre. Prompts à prendre l'offensive, les Canadiens se jetèrent tout d'abord sur l'Acadie; ils ravagèrent la côte de Terre-Neuve, et la consternation se répandit dans le Massachusetts, quand Louisbourg n'était pas menacé encore. Une révolte, qui éclata parmi les soldats de la garnison, éveilla tout à coup l'ardeur belliqueuse des Anglo-Américains. Dans cette ville forte et facile à défendre, il ne régnait plus d'union ni de confiance entre les soldats et les officiers. Bientôt Louisbourg, assiégé par des forces considérables, tomba au pouvoir de l'ennemi. La nouvelle de cette catastrophe arriva en France au lendemain de la victoire de Fontenoy.

Les Canadiens consternés virent dans cet échec terrible le prélude d'une attaque sur Québec. M. de Beauharnais, qui commandait en Canada, demanda des secours que M. de Maurepas lui envoya sans délai. Trois mille hommes de troupes sont embarqués sur onze vaisseaux. La flotte, battue des vents, est dispersée sur la côte; une maladie contagieuse décime les matelots et les soldats, et en peu de semaines cette expédition formidable semble s'être évanouie comme un rêve. Ce désastre jeta dans l'âme des Canadiens un profond désespoir. Une seconde tempête fit échouer la tentative de débarquement que l'on voulut essayer avec les débris de l'escadre. Qu'étaient auprès de ces malheurs sérieux les succès multipliés, mais partiels, que les Canadiens remportaient sur les postes ennemis? La France comptait alors d'intrépides et habiles marins, La Jonquière, L'Estanduère et d'autres; cependant la marine, trop négligée par le cardinal Fleury, qui abhorrait la guerre, éprouva de si cruels revers, qu'après trois combats où nos marins avaient fait des prodiges de valeur, il ne nous restait plus que deux vaisseaux. Comment secourir des colonies quand on n'a plus de flottes? Louis XV disait un grand mot vide de sens lorsqu'il s'écriait à propos du traité d'Aix-la-Chapelle : « Je veux faire la paix non en marchand, mais en roi! » On rendit le Cap-Breton à la France en échange de Madras, pris sur les Anglais par La Bourdonnaie, et des conquêtes faites en Flandre ; mais on ne nous rendit point nos flottes détruites.

La question des frontières entre les colonies anglaises et françaises n'était point encore résolue. L'ambassadeur anglais à Paris se plaignait des empiétemens des Français; la France, de son côté, se plaignait de la conduite des Anglais sur l'Océan, où ils agissaient en maîtres. Le point que se disputaient avec le plus d'acharnement les deux nations était la vallée de l'Ohio, pays plus fertile, plus agréable à habiter que les bords des grands lacs et les froides régions du nord-ouest. Les forts élevés par les Canadiens depuis le lac Érié jusqu'auprès de l'Ohio inquiétaient les colons de la Virginie. Enfin les Français en bâtirent un dernier, qu'ils nommèrent fort Duquesne, sur les bords mêmes de la rivière. Un corps de troupes anglaises ne tarda pas à marcher contre eux. Avec leur seule mousqueterie, les Canadiens firent taire neuf pièces de canon qui garnissaient les retranchemens anglais, et l'ennemi sortit si précipitamment, après avoir capitulé, qu'il oublia derrière lui un drapeau. L'officier qui commandait les troupes anglaises, c'était le colonel Washington! Cette affaire, dans laquelle éclata la valeur des Canadiens, conduits par M. de Villiers, eut lieu en 1742; elle fut le premier acte du grand drame de trente ans qui coûta à la France tant de braves soldats et de si fortes possessions, et qui fit perdre à sa rivale ses propres colonies. Avec la guerre de sept ans, les hostilités recommencèrent en Amérique. Le Canada, épuisé par tant de combats, n'avait plus d'autres ressources que le zèle et l'ardeur de ses habitans. On se battait de part et d'autre avec acharnement; il arriva même une fois encore que les bandes canadiennes, pour se venger de l'envahissement de l'Acadie et des terres adjacentes, défirent les Anglais, et se ruèrent sur le pays ennemi avec des hordes d'Indiens, ravageant tout, faisant trembler jusque dans les villes ceux qui la veille les croyaient vaincues et domptées.

En 1756, Montcalm arriva au Canada avec des renforts, qui se composaient de 1,000 soldats et 400 recrues. En y joignant les troupes venues de France l'année précédente et celles de la colonie, l'armée régulière s'élevait à 4,000 hommes; avec les miliciens et les sauvages, elle formait en tout 12,000 combattans. Les colonies anglaises venaient de mettre sur pied 25,000 hommes, miliciens et soldats. Au début de la campagne, la victoire se déclara pour les Français; pendant deux années, les Canadiens se donnèrent le plaisir de raser les forts construits par les Anglais. Malheureusement ils eurent la douleur de voir, sans être capables de les en empêcher, leurs sauvages alliés massacrer les prisonniers après le combat. Les rigueurs de l'hiver n'arrêtaient point ces courses effrénées. Épouvantée de cette irruption violente, l'Angleterre porta son armée à 50,000 hommes, dont la moitié à peu près consistait en soldats réguliers, et la France abandonnait sa colonie victorieuse! « Nous combattrons, écrivait Montcalm au ministre; nous nous ensevelirons, s'il le faut, sous les

ruines de la colonie! » Et pourtant, le 1er mai 1758, le général n'avait que 6,000 soldats réguliers, bataillons de ligne, troupes de marine et troupes coloniales, pour défendre cinq cents lieues de frontières! Le Canada fut envahi par l'ouest et par l'est, par les lacs et par la mer; après un siége mémorable, Louisbourg devint pour la seconde fois la proie de l'ennemi. A la tête de 16,000 hommes, le général Abercromby courut attaquer 3,500 Français retranchés sur une hauteur entre le lac George et le lac Champlain. Montcalm attendit de pied ferme les Écossais et les grenadiers anglais; quand ceux-ci furent arrivés à vingt pas des retranchemens, le feu commença. Pendant six heures consécutives, les colonnes ennemies renouvelèrent leurs attaques avec un sang-froid et une valeur extraordinaires : toujours repoussées, elles durent se retirer en laissant sur le champ de bataille plus de deux mille morts. Cette brillante victoire ne pouvait sauver le Canada, que les troupes anglaises envahissaient de toutes parts. Il n'arrivait point de renforts. Les Indiens abandonnèrent le parti de la France qu'ils avaient embrassé jadis avec ardeur et fidèlement soutenu. Les troupes du Canada étaient mal payées et manquaient du nécessaire; une sourde animosité se déclarait entre les Français d'Europe et les créoles. On n'ignorait pas dans les colonies anglaises à quelles extrémités se trouvait réduite la Nouvelle-France, dont la conquête n'était plus qu'une affaire de temps. Afin de porter un coup décisif et d'utiliser sur un même point ses puissantes armées, l'Angleterre résolut d'attaquer Québec. De leur côté, les Canadiens se préparèrent à une défense héroïque. On fit, dans l'hiver de 1759, le dénombrement des hommes capables de porter les armes : il se trouva 15,000 habitans âgés de seize à soixante ans. L'armée se composait de 5,300 soldats. Au mois d'avril, l'évêque ordonna des prières publiques dans toutes les églises, et les habitans s'y portèrent en foule : ces braves gens avaient gardé la foi des anciens temps à une époque où la France semblait prendre plaisir à fouler aux pieds ses croyances.

Il n'entre point dans notre plan de retracer la mémorable et triste campagne qui se termina par la conquête du Canada. Les péripéties de ce drame lugubre sont bien connues, et il en a été parlé en diverses occasions ici même; tout récemment encore, une plume habile en a esquissé les dernières scènes (1). — On sait quelle oppression pesa sur les Canadiens durant la première phase de l'occupation anglaise, quelles mesures brutales et impolitiques furent adoptées plusieurs fois contre les restes de ce petit peuple indompté, notamment en Acadie. Il ne nous appartient pas non plus de suivre l'auteur de

(1) Voyez, dans la série de M. Ampère sur l'Amérique, *la Nouvelle-Angleterre et la Nouvelle-France*, livraison du 15 janvier 1853.

l'*Histoire du Canada* dans la partie de son travail qui se rapporte aux événemens récens. Ce que nous avons cherché dans ce précieux ouvrage, c'est l'histoire des Canadiens, des premiers colons établis sur les bords du Saint-Laurent, depuis le commencement du XVIe siècle jusqu'à l'époque de la prise de Québec. La France ne peut refuser ses sympathies à ceux qui furent ses enfans et semblent l'être encore; mais elle a dû forcément demeurer neutre dans les querelles qui ont surgi, depuis 1763, entre les colons anciens et le gouvernement nouveau qui les régit. L'auteur de cette histoire semble s'être proposé de mettre complétement en lumière tous les titres qu'ont les Canadiens aux égards des nations de l'Europe. Il a gardé le culte d'un passé glorieux, et il se montre le champion du parti français. Il lutte avec énergie et conviction en faveur des libertés que ses pères ont sauvées du naufrage de leur nationalité, et cette noble cause, il la défend avec l'énergie d'un Canadien de vieille souche. Il y a peut-être à la surface de ses idées une certaine ébullition, une ardeur gauloise qui va jusqu'à l'entraînement; il a lu beaucoup, et ses citations feraient supposer qu'il n'est pas assez en garde contre l'exagération et l'emphase de certains écrivains déclamatoires, Raynal par exemple. Cependant, sur les questions fondamentales, il a des jugemens solides et empreints d'impartialité; aussi son livre est-il beaucoup meilleur qu'on ne le supposerait à première vue. Ce qui lui donne une véritable importance, c'est l'abondance des documens qu'il renferme. Un pareil ouvrage mérite d'attirer notre attention, car il retrace (plus complétement qu'on ne l'avait fait jusqu'ici) une grande et belle page de notre propre histoire. En le lisant, on est ému; il semble qu'une voix fraternelle nous dise avec l'accent d'un reproche tempéré par l'affection : « Depuis un siècle, nous sommes séparés de vous, et nous sommes restés ce que nous étions; vous nous avez abandonnés, puis oubliés, et nous n'avons cessé de penser à la patrie, de l'aimer et de tourner nos cœurs vers elle. » Enfin on éprouve quelque chose de cette surprise agréable et triste dont on est saisi quand on entend parler français en débarquant à Québec.

Lorsque le Canada tomba aux mains de l'Angleterre, il ne comptait pas plus de 60,000 habitans (1). Durant deux siècles, il eut à lutter tantôt contre les Indiens, tantôt contre les colonies voisines, et ne reçut que rarement les secours dont il avait besoin pour assurer son entier développement. L'émigration ne vint point ranimer, à des intervalles réguliers, ses forces épuisées; à peine si quelques milliers de laboureurs, pris dans l'intérieur de la France, se groupèrent autour des Normands, des Basques et des Bretons qui formaient le noyau de la colonie. Ce petit peuple de pêcheurs et de fermiers

(1) Aujourd'hui le nombre des Canadiens s'élève à 700,000.

ne se lassa jamais de lutter contre les rigueurs du climat et les difficultés de sa position. A force de persévérance et de valeur, il conquit un vaste territoire qu'il eût été du devoir de la France de peupler. La place était prête; les émigrans n'avaient qu'à venir s'installer sur des terres débarrassées d'ennemis. Les premiers colons avaient fait leur devoir de pionniers. Le Canadien fut dès le principe entreprenant et avide d'aventures; la nécessité le rendit industrieux; le travail le maintint probe et honnête; la guerre développa en lui des instincts belliqueux jusqu'à l'héroïsme. Fidèle à son pays, dont elle eut plus d'une fois à se plaindre, la nation canadienne ne ressentit jamais, à aucune époque, cette jalousie secrète qui pousse les colonies à l'indépendance; elle resta européenne par l'esprit en face des États-Unis émancipés, l'Angleterre même eut à se féliciter de sa loyauté. Le sentiment de répulsion pour le vieux monde, qui s'appelle de nos jours *américanisme*, ne germe point dans le cœur des Canadiens, et quand même leurs voisins leur en feraient un reproche, nous devons leur en faire un mérite. Absorbés dans les flots croissans d'une population imbue d'idées nouvelles et qui leur est peu sympathique, ils sont ombrageux à l'endroit de leur nationalité effacée. Que les États-Unis prennent un accroissement gigantesque et rêvent des destinées merveilleuses, que l'Angleterre étende sa domination au fond des contrées asiatiques, — le Canadien ne saurait s'associer intimement et avec enthousiasme à ces triomphes de la race anglo-saxonne. Il a son patriotisme à lui, l'amour de sa nationalité, la fierté innée chez les descendans de ceux qui fondaient sur un continent inconnu la Nouvelle-France. A travers tout le pays qui porta ce beau nom et jusqu'aux bords de l'Océan Pacifique, il existe encore des hommes hardis, aventureux, hospitaliers aussi, de mœurs simples et naïves, qui, devenus habitans des solitudes américaines depuis des générations, n'entendent point prononcer sans tressaillir les *douces appellations* de la patrie. Remercions donc M. Garneau d'avoir retracé les annales de ce peuple sorti du milieu de nous. De l'immense territoire où flotta longtemps notre pavillon, il ne nous reste rien aujourd'hui, rien que des souvenirs amers et des leçons dont on peut profiter. Soixante années après la perte du Canada, la Providence nous a donné un autre désert à coloniser. L'Algérie, assise sur les bords de la Méditerranée, à trois jours de nos ports, est occupée par nos troupes. Aujourd'hui nos armées ont ouvert à la colonisation un pays immense, plus fertile, plus facile à peupler que ne le fut le Canada. Puisse la France, qui regorge d'habitans, déverser sur ce sol choisi les émigrans laboureurs que les bords du Saint-Laurent ne virent point arriver en assez grand nombre, et qu'attend avec impatience l'avant-garde des premiers colons!

TH. PAVIE.

PROMENADE

EN AMÉRIQUE.

LA HAVANE ET L'ILE DE CUBA [1].

ASPECT DE LA HAVANE. — CHARME DU CLIMAT. — LA FIÈVRE JAUNE. — ÉTABLISSEMENS UTILES. — L'ILE DE CUBA. — COLOMB A RENCONTRÉ L'AMÉRIQUE EN CHERCHANT L'ASIE. — MATANZAS. — VALLÉE D'YOUMOURI. — LA NATURE TROPICALE. — UNE PREMIÈRE REPRESENTATION A MATANZAS. — SUCRERIES. — L'ESCLAVAGE A CUBA. — LA TRAITE. — LES CHINOIS EN AMÉRIQUE. — RIVALITÉ DE LA BETTERAVE ET DE LA CANNE. — LE TABAC. — HISTOIRE DE L'USAGE DE FUMER ET DE PRISER. — POLITIQUE DE L'ESPAGNE. — CAUSES DE MÉCONTENTEMENT. — DÉPART POUR LE MEXIQUE.

En vue de Cuba, 30 janvier 1852.

J'ai laissé derrière moi tout ce qui ressemblait à l'hiver et aux frimas. Sur ma tête est le ciel des tropiques. A l'horizon, je vois les montagnes de Cuba au lieu des côtes plates du continent américain. Il me semble que j'ai passé de la Mer du Nord à la Méditerranée. Une chaude lumière baigne les contours gracieux et hardis des rivages bleuâtres qui se déroulent devant mes regards. Le soleil va se coucher derrière les sommets enflammés; l'un d'eux se dresse là-bas comme une pyramide lumineuse dans une vapeur d'or. Le bateau se hâte, car il faut être arrivé à l'entrée du port de La Havane avant la nuit pour pouvoir aborder ce soir. Les Espagnols ont gardé les précautions prudentes du passé : les pilotes ne sortent point après le coucher du soleil, et comme les compagnies d'assurance ne répondent de rien si l'on ne prend un pilote, nous n'essaierons pas d'entrer

(1) Voyez les livraisons des 1er et 15 janvier, des 1er et 15 février, du 15 mars et du 1er avril, du 1er mai, des 1er et 15 juin 1853.

sans être munis de ce secours et de cette garantie. Il en résulte que, bien qu'il fasse encore jour, comme le soleil est couché depuis dix minutes, nous emploierons la nuit à nous promener en vue de la ville. S'il s'agissait d'entrer dans un port des États-Unis, les choses ne se passeraient pas ainsi; mais nous avons quitté le pays de la liberté et de l'audace, nous sommes retombés sous l'empire des règlemens. Du reste, la nuit est superbe, l'air d'une extrême douceur; mais il est impatientant d'aller et de venir en présence du phare pendant douze heures, comme un soldat en faction marche devant sa guérite.

31 janvier.

Nous entrons de grand matin dans cette rade de la Havane, qu'on dit la plus belle rade fermée du monde. En effet, elle s'enfonce au pied des collines qui la dominent, et va tourner derrière la ville, présentant ainsi l'abri le plus parfait qu'on puisse imaginer. Ces collines sont verdoyantes, tapissées de fleurs jaunes; en quelques endroits, des groupes de palmiers s'inclinent sur leurs flancs. A droite, la ville s'étale avec ses maisons blanches ou colorées et ses quais magnifiques. Une petite barque nous porte à terre. A peine débarqué sous un immense hangar, qui s'étend sur tout l'emplacement où s'opère le chargement et le déchargement des navires et qui avertit des ardeurs du climat, je me trouve au milieu d'une cohue bruyante, dans laquelle domine la population de couleur. Ces hommes à demi nus font voir des épaules, des bras et des poitrines qui sont souvent d'une grande beauté de forme; on dirait des statues vivantes d'ébène ou de bronze. Leur travail s'exécute au milieu des cris, des rires et des chants; ils jouent et se culbutent comme des singes. Une singularité me frappe : durant cinq mois que j'ai passés aux États-Unis, je ne me souviens pas d'avoir entendu un seul ouvrier chanter en travaillant. Le peuple américain est trop sérieux et trop appliqué pour se donner ce genre de distraction. Sur la terre des hommes libres, tout s'accomplissait en silence. Voici des esclaves, et ils chantent. Certes je n'en conclurai pas qu'ils sont plus heureux; incontestablement ils sont plus gais, mais la gaieté n'est pas le bonheur. Je trouve aussi des oisifs, des gens qui regardent travailler et ne travaillent pas, des *flâneurs*, ce qui est rare en Angleterre et inconnu aux États-Unis.

La Havane offre cette particularité, qu'elle a l'aspect d'une ville espagnole avec un mouvement commercial qui rappelle les villes des États-Unis. Après avoir remarqué en passant cette scène animée, nous entrons dans des rues en général assez étroites, bordées de maisons de pierre, ce qui m'est nouveau et agréable. Mes yeux commençaient à se lasser de cette éternelle ville à larges rues, se prolongeant entre

des maisons de briques, et que sous différens noms je rencontrais partout. Les églises ne sont plus bâties sur ce même modèle de faux gothique ou de grec plus faux encore qu'élève aux États-Unis un art sans originalité et sans caractère. Ce n'est pas que ce que je vois soit bien remarquable comme architecture : c'est le genre espagnol du dernier siècle un peu lourd, un peu surchargé; mais je retrouve de la physionomie et de la variété, des monumens qui ne sont pas d'hier et qui disent quelque chose. Les maisons blanches ou peintes en bleu, en vert, en rose, en jaune, offrent un aspect bariolé qui étonne d'abord le regard, mais qui le réjouit. Partout des toits plats en terrasse à la manière de l'Orient. Des vases de faïence coloriée sont placés au bord de ces terrasses et se détachent avec élégance sur le ciel. Ce ciel est splendide; les hommes portent des pantalons blancs, beaucoup d'entre eux des vestes blanches et de grands chapeaux de paille. Tout a un air de canicule, et nous sommes au 31 janvier.

L'hôtel où nous descendons est tenu par une famille de réfugiés de Saint-Domingue. Comme en Espagne, les chambres à coucher sont petites; elles sont défendues par des barreaux et des volets, mais n'ont pas de vitres. Les lits sont des lits de sangle sans matelas, ce qui est plus frais, et au bout de quelques jours ne semble pas trop dur. L'endroit qui me plaît surtout dans l'hôtel, c'est une terrasse d'où l'on découvre une foule de clochers de toutes formes et de toutes nuances, et où je jouis de l'aspect à demi oriental de la ville étagée à mes pieds dans sa pittoresque irrégularité. Aux États-Unis, dans les promenades publiques, je ne rencontrais guère que quelques pauvres diables lisant un journal; nulle part il n'y avait un lieu fréquenté à une certaine heure par la bonne compagnie, comme le Corso à Rome, Chiaja à Naples, les Champs-Elysées ou le bois de Boulogne à Paris. Ici, j'ai rencontré une promenade admirable aux portes de la ville. Une longue allée part de la mer et suit les remparts; d'autres allées viennent aboutir à celle-là : c'est un véritable *cours*, où, avant le coucher du soleil, on se promène en voiture, surtout en *volantes*. Les *volantes* méritent une description, car elles entrent pour beaucoup dans la physionomie particulière de La Havane : ce sont des voitures ouvertes, à un cheval et à deux places, dont les roues sont rès hautes; un nègre en postillon les conduit. C'est dans ces chars que les dames vont goûter la fraîcheur du soir. L'extrémité de leurs robes se rabat un peu des deux côtés de la volante. J'aime à voir ces voitures d'un aspect singulier passer rapidement, emportant deux ou trois femmes seules dont le regard vous frappe en passant, et à suivre les plis flottans de leur robe blanche aux derniers rayons du jour, en vue de la mer, à travers une allée de palmiers. Puis on revient, à l'autre bout de la ville, gagner une place carrée qui est la

promenade d'hiver. Au centre s'élève une eau jaillissante entourée de fleurs et d'arbustes parmi lesquels on remarque la végétation exotique et bizarre des cycas; on fait le tour de cette place tandis que la musique militaire retentit en plein air. En ce moment, le clair de lune achève d'embellir ces heures nocturnes. Un ciel incomparable, d'un bleu velouté comme l'air qu'on respire, et dans lequel notre regard plonge avec des délices infinies, semble une immense vague d'azur qui se recourberait mollement sur nos têtes. Les choux-palmistes qui encadrent le bassin dessinent à nos pieds l'ombre noire de leurs troncs un peu inclinés et l'ombre entremêlée de lumière que jettent leurs palmes. Nulle part je n'ai autant éprouvé dans une ville, dans une foule, le charme des impressions que la nature réserve d'ordinaire pour la solitude; rien n'est poétique comme cette promenade au cœur d'une capitale, sous les tropiques, parmi les palmiers et les cycas. Il est fâcheux seulement que l'indolence naturelle aux créoles ne permette pas aux dames havanaises de marcher. A Cadix, à Séville, on fait de même tous les soirs le tour d'une place plantée d'arbres; mais les belles Andalouses viennent y montrer leur taille cambrée et leur pied mignon. A La Havane, les femmes comme il faut restent dans leurs volantes, qui s'arrêtent tout autour de la promenade. C'est de là qu'elles jouissent du charme de ces belles soirées en prenant des glaces et en causant avec les hommes de leur connaissance debout auprès de la volante. On les voit beaucoup moins bien ainsi. Se défieraient-elles de l'effet de leur beauté, et craindraient-elles qu'on ne trouvât pas au même degré chez elles les agrémens dont je parlais tout à l'heure? Je ne saurais le croire. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'elles ne mettent jamais pied à terre. La femme du gouverneur actuel a voulu joindre cette réforme à celles que son mari s'efforce d'introduire dans la colonie : elle a essayé de marcher; mais le scandale a été si grand, qu'elle a dû renoncer à une tentative qui semblait ajouter aux causes de la révolution dont l'île est menacée.

Il ne faut pas que cette magnificence de la nature tropicale, cette gaieté d'une ville espagnole, l'élégance des volantes et même les beaux yeux des Havanaises fassent oublier la condition de la population esclave dont la présence attriste tout ce spectacle. Du reste, les renseignemens que je recueille me portent à penser que le sort des noirs de La Havane n'est pas rigoureux. Le laisser-aller des manières espagnoles permet une familiarité que ne tolérerait pas la fierté froide et sévère de la race anglo-saxonne. Ici les esclaves appellent leur maître *niño* et leur maîtresse *niña*, terme caressant qu'on adresse communément à un jeune homme ou à une jeune fille. Lorsque le propriétaire loue ses nègres comme manœuvres ou portefaix, ce qu'ils font au-delà de la tâche ordinaire est pour eux. Quand ils ont gagné cent piastres, ils ont le droit de forcer leur maître à

prendre cette somme en à-compte, et de cent piastres en cent piastres données successivement, ils arrivent à se racheter. Ils ont un syndic chargé de défendre leurs intérêts. S'ils sont mécontens de leur maître, on leur permet de le quitter, et le maître doit leur donner une *licence* de trois jours pour en chercher un autre. Comment le préjugé de la couleur, qui existe cependant, serait-il aussi absolu à Cuba qu'aux États-Unis, quand les mélanges sont bien plus fréquens? On me dit que beaucoup de familles blanches ont du sang noir dans les veines. Aux États-Unis, rien ne ferait admettre dans la société un homme d'origine africaine; ici on ferme souvent les yeux sur cette origine, on peut même, en payant une certaine somme, être déclaré blanc ou du moins être autorisé à *passer pour blanc*, ce qui quelquefois n'empêche pas d'avoir un teint qui ailleurs serait désigné par une tout autre épithète.

On m'a raconté l'histoire d'une négresse esclave qui, s'étant rachetée, est retournée dans son pays. Elle était propre tante du roi de sa nation; malgré tous les avantages de cette situation, elle n'a pu s'en accommoder. La grossièreté, la cruauté de son peuple, l'ont révoltée; elle a voulu parler religion, on ne l'a point écoutée, et elle est revenue à la Havane.

4 février.

J'ai retrouvé le charme de la vie méridionale, de cette existence au dehors, en plein air, dans laquelle c'est un bonheur constant de voir et de respirer. Le matin, je me lève avant le soleil; je monte sur la terrasse à plusieurs compartimens qui forme au-dessus de la maison que j'habite une véritable promenade. Toutes les autres maisons ont une terrasse du même genre, comme dans les villes d'Orient. Nulle part autour de moi ces tristes toits pointus de Paris ou de Londres. Je jouis de la rapide fraîcheur du matin; puis le soleil se lève derrière une église à demi ruinée. En venant des États-Unis, on n'est pas fâché de trouver quelque chose qui ressemble à une ruine. Le lever du soleil est admirable, mais il dure peu; c'est l'inconvénient des tropiques. Je ne puis m'empêcher de regretter mes beaux levers de soleil de Sorrente, quand, sur une terrasse assez semblable à celle-ci, je contemplais les teintes innombrables qui se succédaient longtemps dans le ciel et les nuances variées dont se teignaient tour à tour les îles, le Vésuve et la mer. Je descends ensuite pour aller rôder par la ville avant que la chaleur du jour se fasse sentir. J'entre çà et là dans une cour ou dans un cloître remplis de fleurs et de lianes, où s'élèvent quelques touffes de bananiers au puissant feuillage. Je vais visiter chaque jour le marché aux poissons. C'est en général un lieu peu attirant. Que de fois j'ai maudit celui qui, à Rome, déshonore le portique d'Octavie! Mais ici les poissons, étince-

lant des plus vives couleurs, rouges, roses, verts, dorés, donnent aux yeux un éblouissant spectacle. Je m'assieds sous un arbre du côté de la rade; je vois les bâtimens franchir son étroite entrée, passer sous le fort et glisser, les voiles tendues, au pied des collines qui élèvent en face de la ville leurs pentes vertes couronnées de palmiers. Je fais ensuite quelques visites à des Havanais de conditions diverses, et je recueille partout l'expression d'un mécontentement universel contre l'Espagne. Je vais souvent terminer la matinée à la chancellerie, où je prends des notes dans les journaux de l'île et les documens que M. d'Hauterive, notre consul général, veut bien m'indiquer, ou, ce qui vaut encore mieux, dans sa conversation instructive et animée. Je reviens dîner à l'hôtel; je trouve un dîner français, une table d'hôte française. Le dîner est assez bon et se prolonge raisonnablement; puis mes compagnons de voyage et moi nous sortons pour aller à l'Alameda, munis de cigares du cru, voir les dames passer en *volantes* et fuir à nos regards comme de beaux oiseaux des tropiques. Le soleil se couche trop vite, mais magnifique, en coup de foudre, et laissant après lui dans le ciel ces teintes ineffables que ne connaissent point nos pâles climats. Les premières étoiles apparaissent sur un fond couleur de fleur de pêcher ou d'améthyste. Après les nuances violacées se montrent le rose, le blanc, l'oranger, et tout à coup la nuit s'abat sur la ville. On revient alors par la promenade d'été, maintenant déserte, car il ne faut pas oublier que nous sommes en hiver et qu'on le dit cette année fort rigoureux. Il est vrai qu'au mois de janvier nous n'avons ici que la température de notre mois de juillet.

Cette promenade, qui longe la rade, est délicieuse. La lune se lève; les navires se détachent en noir au sein de la blancheur incomparable qu'elle répand sur les collines et sur les eaux. De ce calme, de ce silence nous passons au bruit, au joyeux tumulte d'un immense café où l'on se réunit pour prendre des glaces. L'absence de cafés attriste singulièrement pour un Français les villes anglaises et américaines. En sortant, il m'arrive de retourner seul sur la petite place si remplie tout à l'heure et où je ne trouve plus d'autre compagnie que les palmiers et les eaux qui jaillissent solitaires. Je m'abreuve de la fraîcheur, de la suavité de la nuit. Je ne puis détacher mes regards de ce ciel qui semble envelopper la terre avec amour; je ne me lasse point de contempler la *nuit brillante,* comme a dit Louis Racine d'après Homère :

Nuit brillante, dis-nous qui t'a donné tes voiles!

Je m'écrie comme lord Byron : « Non, belle nuit, tu n'es pas faite pour le sommeil! » Et tout en disant cela je rentre pour me coucher; mais ce n'est qu'après être monté encore sur la terrasse afin de me

rapprocher un peu plus de ce beau ciel qui vous attire et vous fascine ainsi que l'azur des eaux tranquilles attire et fascine le pêcheur dans la ballade de Goethe. Ce ciel au reste n'est pas toujours pur. Quelquefois il se couvre en partie. La nature prend un air de tempête, mais de tempête des tropiques, ardente et sombre. Le ciel alors est à la fois éclatant et orageux comme une vie de poète. Je me décide enfin, bien à regret, à rentrer dans ma cellule sans vitres, où la lune me suit encore à travers les barreaux de fer, seule clôture de ma fenêtre, et, plein de ces images et de ces souvenirs d'une journée de La Havane, je m'endors au chant des *serenos* (1).

Les jours de spectacle, nous nous rendons au théâtre. Le coup d'œil du grand théâtre de La Havane est éblouissant. La salle est vaste, les toilettes brillantes. Les loges ne sont séparées du couloir que par une sorte de grillage qui permet d'admirer les dames havanaises. Elles sonten général fort belles. C'est le type espagnol, un peu plus fort et un peu moins fin, mais très séduisant encore. On a eu à La Havane d'assez bonnes troupes italiennes. Cette année elles font défaut, et l'on est obligé de se contenter d'un ballet français, de quelques farces espagnoles et d'une famille d'équilibristes et de danseurs de corde. Près du théâtre sont des bals publics, où le même couple exécute pendant plusieurs heures une danse nationale à la fois assez indécente et très monotone.

J'ai trouvé des maisons fort agréables à La Havane et de bonnes conversations; mais ce qu'on a dit de la guerre, qu'elle gâte la conversation, on peut bien le dire de la fièvre jaune. J'étais hier chez une dame très gracieuse et très spirituelle. On n'a parlé pendant deux heures que fièvre jaune, avec des intervalles consacrés au tétanos. Le tétanos en effet paraît très fréquent ici. On raconte toute sorte d'histoires terribles de tétanos survenu pour s'être lavé le visage avec de l'eau froide ou s'être coupé en se rasant. Pour la fièvre jaune, c'est la peste du Nouveau-Monde. Peut-être provient-elle des Indiens; ceux qui habitaient la baie de Massachusetts avaient eu avant l'arrivée des colons une maladie qui les rendait jaunes. Du reste, la fièvre jaune ne jaunit pas toujours. Le vomissement noir, qui lui a donné ici et au Mexique son redoutable nom (*vomito negro*), n'est pas même un symptôme constant. Heureusement cette maladie, si souvent funeste aux étrangers, semble, comme il arrive avec le temps à la plupart des maladies, devenir plus rare et plus bénigne. M. Grand-

(1) On nomme ainsi les *watchmen*, qui, selon l'usage espagnol, annoncent avec une sorte de psalmodie lente et grave l'heure de la nuit et l'état du ciel. Leur nom de *serenos* n'a pu leur être donné que sous un beau climat. Dans quelques cantons de la Suisse, on est réveillé par les veilleurs de nuit qui font entendre ces lugubres paroles : « Priez pour les pauvres trépassés. » On ne s'aviserait point d'un pareil refrain dans un pays où les gens du guet s'appellent *serenos*.

Boulogne, médecin français distingué établi à La Havane depuis plusieurs années, me dit avoir vu peu de cas de fièvre jaune. Elle semble aussi s'adoucir à la Nouvelle-Orléans; le nombre des malades admis à l'hôpital qui ont succombé à ce fléau en 1850 a été moindre qu'en 1849, bien que le nombre des admissions ait été plus considérable. Probablement les améliorations sanitaires dans les deux villes ont contribué à ce résultat. On a contesté la transmission contagieuse de la fièvre jaune comme celle de la peste. L'opinion la plus vraisemblable est l'opinion moyenne, qui admet pour les deux maladies l'influence des circonstances locales et de la prédisposition des individus sur l'explosion et le développement du mal, mais qui admet aussi que des personnes ou des objets venant d'un pays infecté peuvent, par leur présence, produire cette éclosion et favoriser ce développement. Toutefois je m'arrête et ne veux pas mériter, en m'étendant trop sur un si triste sujet, le reproche que j'adressais tout à l'heure aux conversations de La Havane.

Il vaut mieux aller lire des ouvrages espagnols sur Cuba à la bibliothèque de l'Université. L'Université est un lieu très agréable. Imaginez un cloître entourant une cour remplie, on pourrait dire encombrée d'une végétation admirable, d'arbres à formes pour moi nouvelles, au sommet desquels s'enroulent des lianes et pendent de belles fleurs rouges parmi la verdure. La bibliothèque est placée entre cette cour et une autre cour au milieu de laquelle jaillit en murmurant une fontaine. J'aurais eu grand plaisir à lire dans ce lieu de délices, entre la verdure et l'eau. Malheureusement le bibliothécaire était à la campagne et avait prudemment emporté la clé, comme faisaient, dit-on, jadis les gardiens de notre cabinet de médailles quand ils allaient à Rome. Je me suis présenté plusieurs fois sans plus de succès. Enfin j'ai pu pénétrer dans la bibliothèque. J'y ai trouvé nos traités scientifiques récens et les œuvres de M. Cousin. Comme je commençais à lire, le bibliothécaire, après avoir causé très poliment avec moi, m'a averti qu'il était professeur, que l'heure de sa classe était arrivée, et a mis de nouveau la clé dans sa poche. Voilà le laisser-aller et la bonhomie des habitudes méridionales. De même à Rome, quand vous vous présentez chez un banquier pendant le mois d'octobre, il se peut qu'on vous réponde : « Il est à la campagne et fait *son mois d'octobre, — fa l'ottobre.* » Ce sans-gêne indolent, qui a bien ses inconvéniens, ne me déplaît pas ici; il me repose de l'ardente et incessante activité des États-Unis, activité que j'admirais fort, mais qui avait fini par m'étourdir comme le ferait le spectacle d'une roue toujours en mouvement. J'ai trouvé du reste une autre bibliothèque dont les entours ne sont pas si charmans, mais qui a l'avantage d'être ouverte tous les jours.

Il n'y a pas, comme on peut croire, un très grand mouvement

scientifique et littéraire à la Havane. Cependant on constate un progrès marqué dans le nombre des élèves qui suivent les écoles. Il existe à la Havane une école de mécaniques (*escuela de machinas*). Le gouverneur actuel, général Concha, a fait beaucoup pour cet établissement : il y a établi quinze bourses d'une once par mois (environ 80 francs) réservées aux orphelins des officiers et des familles émigrées de la terre ferme. L'école est maintenant ouverte à 240 élèves.

On doit reconnaître que beaucoup d'améliorations ont été introduites à La Havane depuis un certain nombre d'années. Le gouverneur Tacon, homme d'une volonté énergique, a rétabli la sécurité, qui était loin d'exister avant lui. Les vols et les assassinats étaient alors des événemens ordinaires. Un gouverneur auquel on se plaignait qu'un garçon de caisse eût été volé dans les rues de la capitale, se bornait à répondre : Je ne sors pas le soir; faites comme moi. Un de ses parens ayant tué le consul de Suisse pour le voler, il fallut que les consuls de France et d'Angleterre s'unissent pour obtenir, avec de grandes difficultés, que l'assassin fût exécuté. Depuis l'administration de Tacon, il ne se passe plus rien de pareil.

La prison, qui au dehors semble un palais, n'est pas, dit-on, aussi bien tenue au dedans que les prisons des États-Unis, dont l'aspect extérieur est si triste. Il y a bon nombre d'établissemens charitables à La Havane, et entre autres une société de bienfaisance pour les Catalans. Ce que l'on paie pour obtenir un permis de voyage dans l'île est affecté à ces divers établissemens : ainsi ce serait faire une bonne action que de la parcourir dans son entier; mais ce voyage, car c'en serait un, offrirait d'assez grandes difficultés. En certains endroits, la population est rare. On peut, dans le centre de l'île, faire trente lieues sans trouver une goutte d'eau. Je me bornerai donc à quelques excursions. L'un des points que l'on nous dit mériter le mieux d'être visité, c'est la petite ville de Matanzas et ses environs, à une trentaine de lieues de La Havane.

Avant de partir, nous avons voulu voir la *villa Fernandina*. Une villa tropicale est encore autre chose que les villas italiennes. C'est un jardin qui ressemble à une serre. Tous ces arbres exotiques, au feuillage étrange et gracieux, que l'on a vus ailleurs comme des raretés mises sous verre, et qu'on n'imagine guère que formant des forêts impénétrables, sont là plantés en allées ou groupés en bosquets. Un tel jardin a tout le charme de l'invraisemblable, il semble qu'on se promène dans un rêve.

L'île de Cuba a environ cent cinquante lieues de longueur, on la compare à une langue d'oiseau. Dans son premier voyage, Colomb, n'étant pas arrivé jusqu'à l'extrémité de l'île, la prit pour un continent et crut qu'il avait vu la côte orientale de l'Asie. Il fit même signer à l'équipage et au pilote une déclaration constatant que cette terre

était le continent asiatique, car Colomb a découvert l'Amérique et ne l'a point connue. Après quatre voyages dans le Nouveau-Monde, il est mort convaincu qu'il avait quatre fois passé d'Europe en Asie et ne soupçonnant pas l'existence d'un continent nouveau. On a dit de très belles choses sur le génie de Colomb, qui lui avait fait deviner l'existence d'un monde; mais rien n'est plus contraire à la vérité. Colomb voulait aller aux Indes par l'ouest, comme les Portugais y étaient allés par l'est; il pensait trouver la ville aux toits d'or de Cipango, dont avaient parlé les voyageurs du moyen âge, et qu'on supposait exister à l'extrémité de l'Asie. Arrivé à l'embouchure de l'Orénoque, il se demandait s'il n'était pas à l'embouchure d'un des quatre fleuves du paradis terrestre. Le nom d'Indes Occidentales donné aux possessions espagnoles du Nouveau-Monde, et que conservent encore aujourd'hui les Antilles anglaises, est un monument qui atteste l'erreur de ce grand homme. Ce n'est pas la première fois qu'on a dû une découverte aux illusions du génie. Peut-être même Colomb n'eût-il pas tenté d'aller à travers une mer inconnue chercher la pointe orientale de l'Asie, si une autre erreur, celle des géographes alexandrins et des premiers géographes modernes (1), ne lui avait fait croire que le but de ses efforts était moins éloigné de l'Espagne qu'il ne l'était réellement (2). Ce n'est donc point par une vue géographique supérieure aux idées de son temps, vue que Colomb n'a point eue et ne pouvait guère avoir, qu'il mérite une gloire immortelle; c'est par la persévérance, le courage qu'il déploya dans son entreprise, c'est par l'humanité dont il fit preuve envers les Indiens, par son désintéressement, sa grandeur d'âme et ses malheurs. Colomb fut surtout un grand caractère, et le Tasse l'a bien chanté quand il l'a appelé ce *cœur magnanime*. Du reste, il a attaché justement son nom à la découverte que lui doit le genre humain, et dont il ne lui a pas été donné à lui-même de connaître ici-bas la véritable nature. La gloire est la récompense de ceux qui osent et réussissent dans une entreprise hardie et utile, même quand ils se trompent. Colomb est assez grand pour n'avoir pas besoin qu'on fasse à sa renommée l'aumône insultante d'un mérite qui n'a pas été le sien. Les déclamations vulgaires et erronées sur sa divination d'un continent auquel il n'a jamais cru, même après l'avoir rencontré, doivent être oubliées; mais n'est-ce pas un fait bien plus frappant, bien plus propre à sug-

(1) Ptolémée prolongeait beaucoup trop à l'est l'extrémité de l'Asie. Sur le globe de Behaim, terminé l'année même du départ de Colomb, Cipango, que celui-ci allait chercher et qu'il croyait seulement à sept cent cinquante lieues des Canaries, était placé au 280e degré de longitude orientale, tout juste où devait se trouver l'Amérique.

(2) Un reste de cette erreur s'est propagé jusqu'au XVIIe siècle. Sanson s'obstinait toujours à reculer les côtes orientales de la Chine au 180e degré, bien qu'elles soient au 165e. (Walckenaër, *Biographie universelle*, t. II, p. 2, art. Delisle.)

gérer des méditations profondes, que cette illusion d'où sort une immense découverte, cette chimère, ce rêve qui enfante un monde?

Bien que Colomb ait trouvé l'Amérique comme M. Jourdain faisait de la prose, sans le savoir, je n'en aurais pas été moins curieux de voir le tombeau d'un des hommes célèbres dont l'âme a été la plus noble et le caractère le plus pur. Ce tombeau est dans la cathédrale de La Havane. Malheureusement on la répare en ce moment; elle n'est pas ouverte, et je suis obligé de me contenter d'un souvenir de la cathédrale de Séville, où j'ai lu, sur la pierre tumulaire du fils de Colomb, ce magnifique hommage à la mémoire de son père, qui a fait croire à quelques voyageurs que là reposaient les os de Christophe Colomb lui-même :

A Castilla y a Leon
Nuevo mundo dió Colon.

Matanzas, 5 février.

Nous sommes arrivés ce matin dans la jolie ville de Matanzas. Le balcon de notre hôtel donne sur une rade dans laquelle se trouvent un assez grand nombre de bâtimens des États-Unis et un bâtiment français. Des deux côtés, de gracieuses collines s'abaissent vers la mer. Nous nous amusons quelque temps à regarder des pélicans qui se tiennent immobiles et comme endormis jusqu'au moment où ils se laissent tomber dans l'eau sur leur proie; puis nous allons voir notre consul, M. Vergne, qui, avec une obligeance toute magnifique, arrive bientôt à notre porte suivi de deux *volantes*, et nous conduit au plus beau point de vue des environs de Matanzas, celui d'où l'on embrasse la vallée d'Youmouri.

C'est là que j'ai eu pour la première fois le spectacle complet de la nature tropicale. On commence par suivre en montant un chemin très raboteux. A mesure qu'on s'élève, on voit se développer la rade de Matanzas. Du côté opposé, on découvre, par une soudaine échappée de vue, la vallée d'Youmouri, avec ses palmiers et ses cocotiers irrégulièrement jetés sur ses parois inclinées et verdoyantes. Cet éclair est incomparable; c'est comme si le rideau d'un théâtre se levait tout à coup pour laisser apercevoir un moment une décoration fugitive; en continuant à monter, on voit les palmiers et les cocotiers border la route; les haies sont formées de grands cierges et d'autres cactus qui ont la forme de candélabres. La vallée commence à reparaître au-dessous de la route, et l'œil ne se lasse pas d'y errer parmi cette végétation extraordinaire. Nous sommes arrivés ainsi à une habitation délaissée par ses propriétaires, et qui n'est plus occupée que par des esclaves. En général, dans l'île de Cuba, on n'habite guère la campagne pour son plaisir; on n'y est retenu que par l'exploitation des sucreries, et alors y vivre, c'est à peu près comme vivre dans une manufacture ou une usine. Ce lieu a donc été abandonné, quoique

l'un des plus ravissans de l'univers. Cet abandon ajoute peut-être à son charme; une teinte de mélancolie vient se refléter sur le plus splendide paysage qui fut jamais. La mer, la vallée, les montagnes, la végétation inaccoutumée des tropiques, vous jettent dans une sorte d'extase pleine d'étonnement. Il est impossible de ne pas se rappeler vivement les descriptions de Bernardin de Saint-Pierre dans *Paul et Virginie*. Je trouve jusqu'à l'ajoupa construit avec des feuilles de bananiers. Voilà un vieux noir qui ressemble à Domingo; mais a-t-il une maîtresse aussi bonne que Mme de La Tour ou Marguerite? Un négrillon monte sur un cocotier et en rapporte un fruit que nous ouvrons. Je trouve assez agréable le liquide qu'il contient, c'est une eau sucrée légèrement acidulée et très rafraîchissante. Nous sommes entourés de noirs et de négresses de tous les âges. On me dit leurs prix à mesure qu'ils passent près de nous : cela varie depuis 600 piastres, prix moyen d'un nègre, jusqu'à 80 piastres, que peut valoir un négrillon. J'apprends que la mère a le droit de racheter d'avance son enfant en donnant 20 piastres avant sa naissance et 30 un mois après. L'esclavage seul gâte un peu l'impression d'enchantement qui m'arrive de partout. Je me dis avec un certain contentement : J'ai vu la nature tropicale dans son éclat; à cette heure, toutes les sortes de végétation ont passé devant mes yeux, depuis les sapins et les bouleaux nains qui expiraient dans les marais de la Laponie jusqu'à ces palmiers, ces cocotiers, ces bananiers, ces yuccas, ces cactus, cette flore équinoxiale qui est la même des deux côtés de l'équateur. J'ai donc maintenant contemplé les principaux aspects de la nature et parcouru toute la gamme des harmonies divines ici-bas.

On donnait ce soir la première représentation d'une tragédie. J'ai voulu, pour la singularité du fait, aller au spectacle à Matanzas. Le sujet de la tragédie était Pélage; presque à tous les vers éclatait un sentiment de patriotisme espagnol que le public me semblait partager. Le mot Espagne faisait toujours applaudir. Dans la disposition où sont les esprits, je m'étonnais de cet enthousiasme; mais j'ai appris que c'étaient les Espagnols et non les créoles qui applaudissaient. Il y a entre ces deux parties de la population une irréconciliable inimitié. Les Cubans ne veulent pas être Espagnols et ne se regardent pas comme tels. On m'a parlé de deux enfans, l'un né d'une mère créole, l'autre d'une mère espagnole, et qui étaient déjà des *frères ennemis*. A la fin de la pièce, on a appelé l'auteur, il a paru; en même temps un nuage est descendu derrière lui. De ce nuage est sorti un petit génie, lequel tenait une couronne. Cette couronne a été placée sur la tête du poète par deux actrices qui l'accompagnaient. Ne saluant point le public, mais souriant et couronné, le nuage et le petit génie à ses côtés, il faisait le plus drôle de triomphateur qu'on puisse imaginer.

Avant de quitter Matanzas, nous sommes allés à quelque distance voir des sucreries. J'étais bien aise de comparer l'organisation de ces établissemens, et surtout la condition des esclaves, avec ce que j'avais vu à la Louisiane. Nous avons pris un chemin de fer dont les départs ne sont point d'une extrême exactitude. Les précautions n'abondent pas à Cuba plus qu'aux États-Unis. L'indolence créole produit le même effet que l'activité fiévreuse de la race anglo-saxonne. Là on n'a pas le temps de penser au danger, ici on ne se donne pas la peine de le prévenir. Il est curieux de regarder à travers les deux portières d'un wagon pendre au vent les grandes feuilles du bananier. Ce que nous voyons, ce sont de véritables champs de bananes, comme nos terres labourées sont des champs de blés; le bananier est même, de tous les végétaux alimentaires, celui qui, sur une même étendue de terrain, peut nourrir le plus grand nombre d'hommes. Par moment, on traverse un magnifique fouillis de végétation primitive qui est presque impénétrable aux yeux, comme il doit l'être au pied du voyageur. Ailleurs, les cocotiers et les choux-palmistes fuient derrière nous avec les rails du chemin de fer, sur lequel ils inclinent leur tronc léger et leur élégante couronne. Une jeune fille, qui a de très beaux yeux, est assise en face de moi, dans une attitude de nonchalance, mangeant des oranges; puis elle se met à peigner ses cheveux noirs, et finit par prendre une épingle et s'en servir en guise de curedent.

Nous avons vu d'abord une petite sucrerie dont le propriétaire est le type du colon français de Saint-Domingue, gai, cordial, actif, hospitalier. Son établissement offre un exemple de la plus petite sucrerie qui puisse marcher avec avantage. M... a 200 nègres, dont 40 sont ce qu'on appelle *bons nègres,* et fait 500 caisses de sucre. Il y a dans l'île une sucrerie de 800 nègres, qui produit 10,000 caisses; c'est trop vaste : la surveillance des esclaves et le soin de leur santé sont trop difficiles. Une mortalité parmi les noirs, un incendie dans un champ de cannes, peuvent causer un dommage immense; mais en général il y a profit à avoir une plantation un peu considérable, car les frais sont en partie les mêmes dans une petite plantation et dans une grande. Il faut également payer un *majoral* et un *maître de sucre.* Celui-ci reçoit jusqu'à 5,000 francs, tout juste comme un professeur du Collége de France. Le prix de la terre est la moindre dépense. En somme, une sucrerie qui produit de 3 à 5,000 caisses est la plus profitable.

Je recueille ces renseignemens avec un mélange de curiosité et de déplaisir : je ne puis m'accoutumer à ces évaluations de capitaux et de bénéfices dans lesquelles le travail de l'homme est compris et compté comme une force brute dont on dispose sans la participation de celui qui la fournit. Un fait qu'on me raconte vient fort à propos

pour me rafraîchir l'âme; il s'agit d'un nègre qui avait sauvé M.... enfant lors du massacre de Saint-Domingue, et qui a vieilli dans sa maison, traité par lui comme un père et assis à sa table, chacun se faisant un honneur de toucher la main du bon noir; je ne sais si l'on pourrait citer quelque chose de semblable aux États-Unis. Il y a soixante ans que cette terre est cultivée; épuisée par la culture, elle a besoin d'être fumée à grands frais. M... est attaché à sa propriété et y reste; mais son fils, qui a été élevé aux États-Unis et dont les manières américaines font avec les manières françaises du père le plus frappant contraste, voudrait, comme un véritable *Yankee*, abandonner cette exploitation usée pour aller cultiver une terre nouvelle.

Nous avons visité ensuite un établissement considérable, qui passe pour un des mieux tenus qui soient dans l'île. C'est là que pour la première fois j'ai vu les noirs, hommes et femmes, travailler à abattre la canne. Ce spectacle était triste. L'empressement forcé des travailleurs se hâtant de frapper ces grandes cannes qui tombaient autour d'eux, la présence des surveillans armés de fouets, la pensée surtout que ces êtres humains agissaient par une volonté étrangère, comme une meule tourne parce qu'on la fait tourner, me serraient le cœur. Quelques momens après, l'administrateur me fit sourire en me disant : « On prétend que les esclaves sont malheureux; vous pouvez en juger. Je suis sûr que vous n'avez pas entendu un coup de fouet retentir. » — Il y avait un quart d'heure que nous étions dans la plantation!

Je crois en effet que les cruautés sont rares, bien qu'on nous avoue que les suicides sont fréquens. J'entends dire : « Ils se pendent assez souvent; *on ne sait vraiment pas pourquoi;* » mais ce travail dont je viens d'être témoin est rude. Puis il faut placer la canne sous les rouleaux, remuer et transvaser la liqueur sucrée, etc. C'est encore une besogne très pénible, et, pendant le temps de la roulaison, les nègres qui y sont employés travaillent seize et même quelquefois dix-huit heures par jour. Ce labeur, tout violent et excessif qu'on peut le trouver, n'est pas ce qui a soulevé en moi le plus d'indignation contre l'esclavage tel qu'il existe dans l'île de Cuba. J'ai demandé quelle espèce d'instruction morale et religieuse recevaient les nègres de la plantation, et j'ai appris que cette instruction était nulle : « On les baptise, m'a-t-on répondu; on les marie, s'ils le désirent. A leur mort, on va quelquefois chercher M. le curé, pour les confesser; mais il demeure assez loin, et nous n'aimons pas à le déranger. Le soir, on fait la prière, sauf à l'époque de la roulaison, parce qu'alors on n'a pas le temps. » Mais ni catéchisme, ni prédication pour les noirs; nul moyen que la notion du bien et du mal parvienne à leur intelligence : ils sont exclus de toute idée morale. On dit que les colons espagnols sont en général moins durs pour leurs

esclaves que les habitans des États-Unis. Si je compare cette plantation, qui passe pour une des mieux administrées, avec celles que j'ai vues à la Louisiane, je ne suis pas frappé de la grande douceur des maîtres. Dans l'île espagnole, le maximum des coups de fouet est plus considérable. Le *majoral* peut en donner vingt de son autorité; à la Louisiane, chez M. Roman, ce n'était que cinq. M. Roman ouvrait les portes de son habitation à des prêtres catholiques, même à des méthodistes qui pouvaient apporter quelque enseignement religieux. Ici il n'y a rien de pareil, et on ne fait pas plus pour cultiver le sens moral du nègre que pour développer celui du porc qu'on lui permet d'élever et de vendre à son profit.

J'admettrai que dans le détail les esclaves soient assez bien logés, suffisamment nourris, soignés dans leurs maladies; je conviendrai que pendant le déjeuner Mme ..., femme du directeur de la sucrerie, nous a avoué en souriant que nous n'aurions pas beaucoup de lait pour notre café, parce qu'on le réservait pour les malades. Tout cela n'empêche point que cette activité forcée, sans espoir, sans désir personnel, ne soit semblable à celle d'un animal ou d'une machine, et cette absence complète de développement moral suffirait seule, — quand même, ce qui est impossible, il n'y aurait aucune cruauté employée dans le traitement des noirs, — pour faire condamner l'esclavage non pas seulement comme une barbarie contre le corps, mais surtout comme un meurtre de l'âme.

La traite, interdite par la loi, se fait notoirement à Cuba. La plupart des gouverneurs qui ont précédé le général Concha la toléraient, sauf à se faire donner une ou deux onces d'or par tête de nègres introduits, tandis qu'on en donnait autant à d'autres fonctionnaires. Le général Concha a repoussé cet odieux marché; il a prévenu les traitans qu'ils eussent à bien prendre leurs mesures, car si l'importation d'esclaves noirs dans l'île venait à sa connaissance, il sévirait. Malgré cette restriction, il ne leur est pas très difficile de continuer leur infâme commerce, quelquefois même ils ne prennent pas la précaution de se cacher. Récemment une cargaison de nègres a été débarquée effrontément, et la ville de Matanzas a été un beau jour presque affamée par les achats faits pour les nourrir. Cette impudence a contraint l'autorité à saisir la pacotille humaine. Tant que l'esclavage sera maintenu, la traite existera en fait partout où il n'y aura pas, comme aux États-Unis, une population suffisante d'esclaves, ce qui est une autre source d'immoralité; car l'absence de la traite encourage les haras humains qui existent en Virginie, et qui offrent une difficulté de plus pour l'émancipation par la multiplication toujours croissante des esclaves à affranchir. Quoi qu'on fasse, les conséquences d'un mauvais principe sont toujours mauvaises.

L'introduction des appareils perfectionnés pour la production du

sucre est beaucoup plus difficile ici qu'à la Louisiane. J'ai dit qu'il fallait faire de grands frais préalables pour l'acquisition et l'installation de ces appareils qui sont dispendieux avant d'être économiques. Or très souvent ceux qui entreprennent l'exploitation d'une sucrerie manquent des capitaux nécessaires, ils empruntent et paient avec les produits; mais c'est une rude affaire d'emprunter dans un pays où le taux légal de l'intérêt est à 12 pour 100. En général les choses se passent ainsi : le marchand d'esclaves, qu'on appelle l'importateur de noirs, en avance un certain nombre au planteur sur la promesse d'être remboursé par lui. Les fournisseurs avancent de même les alimens des esclaves. Un incendie dans la plantation suffit pour mettre l'emprunteur dans un grand embarras; aussi beaucoup de planteurs sont-ils gênés et hors d'état d'employer des procédés qui pourraient augmenter la production et permettre ainsi de se passer du travail esclave.

On sait que l'Angleterre a cherché à remplacer dans ses colonies les esclaves qu'elle avait émancipés par des engagés malais ou chinois. De même à Cuba on a fait venir depuis quelque temps un assez grand nombre de Chinois, et on s'en trouve bien; ils supportent la fatigue continue de l'époque de la roulaison comme les nègres. Quand on a voulu les frapper, ils ont résisté et n'ont pas consenti à recevoir des coups de fouet; mais on a nommé un chef parmi eux qui leur donne des coups de bâton, et ils acceptent. En effet, le bâton est dans leurs mœurs; l'énumération des coups à recevoir remplit tout leur code pénal, et forme l'ensemble de leur législation criminelle. Les Chinois commencent à connaître les chemins de l'Amérique, on sait à quel point ils abondent en Californie; déjà ils occupent un quartier de la ville de San-Francisco, où ils ont bâti une pagode. Le jour anniversaire de la déclaration de l'indépendance américaine, ils ont figuré avec leurs étendards, sur lesquels étaient peints des dragons, dans la procession civique en l'honneur du congrès et de Washington.

Un argument a été mis en avant contre l'emploi des esclaves dans l'île de Cuba, et je le reproduis ici sans me prononcer sur sa valeur, mais avec le désir qu'il soit bon. L'abolition de l'esclavage pourrait, à quelques égards, être favorable à la culture générale de cette île. Les plantations de sucre absorbent tous les capitaux, car les plantations de café sont de plus en plus abandonnées, par suite de la concurrence du Brésil et de Java. Peut-être l'île gagnerait-elle à une culture plus variée de produits tels que le maïs, le blé, le cacao, qui, comme le tabac, n'ont nul besoin du travail esclave.

Enfin il est un adversaire puissant de l'esclavage, le plus puissant de tous peut-être, la betterave. La première chose à faire par les abolitionistes, ce serait de ne jamais mettre un morceau de sucre dans leur thé, ou, s'ils n'ont cette vertu, au moins de se servir tou-

jours d'un sucre différent du sucre de canne. Aux États-Unis, l'on fabrique et l'on consomme chaque année une assez grande quantité de sucre d'érable; mais, bien que très suffisant pour l'usage, le produit de l'érable ne vaut pas celui de la canne, tandis que le sucre de betterave est identique au sucre de canne, et pourrait lui être substitué sans nul inconvénient pour les consommateurs.

Le *Diario,* journal du gouvernement, après avoir raconté, d'après l'*Économist,* tous les progrès qui ont été accomplis en Europe dans la production du sucre de betterave, s'efforce de se dissimuler à lui-même et de déguiser aux autres les craintes que lui fait concevoir pour le sucre colonial la rivalité du sucre européen. Il tâche de se rassurer en disant que dans les pays très peuplés on n'abandonnera pas à la betterave le terrain destiné aux céréales, que les gouvernemens désirent maintenir l'existence du sucre colonial, que la zone où croît la betterave est limitée. On pourrait opposer aussi aux chances d'envahissement du sucre de betterave la nécessité d'avoir sous la main le combustible et l'engrais. Malgré tout cela, la France, la Belgique, l'Allemagne, offrent encore un beau champ de bataille. Le *Diario* termine par cette conclusion où perce un certain effroi à travers un langage qui veut être confiant : « Sans nier que la betterave ne soit une rivale terrible pour la production sucrière des tropiques dans de nombreux marchés de l'ancien monde et dans les plus importans d'entre eux, il n'y a pas cependant de raisons suffisamment fondées de prophétiser avec assurance qu'elle en conquerra bientôt et absolument le monopole. »

On voit que la sécurité du sucre de canne n'est pas très grande; j'avoue que je suis peu attendri sur son sort et peu touché de ses inquiétudes. Que la canne soit remplacée par la betterave, ou, si elle veut échapper à ce destin, qu'elle s'ingénie comme son ennemie, que sa production devienne plus économique en se simplifiant et se perfectionnant : dans les deux cas, un coup aura été porté à l'esclavage, et des millions d'êtres humains ne seront plus dégradés pour que nous puissions manger des confitures et boire de l'eau sucrée.

On ne saurait venir à La Havane et passer sous silence le tabac, qui a fait la célébrité de cette ville. J'y suis pour ma part aussi peu disposé que qui que ce soit, et je recueille avec empressement le plus de documens qu'il m'est possible sur la culture, la préparation du tabac et son histoire.

Le tabac est en général cultivé dans cette île par de petits propriétaires qui se livrent à ce travail minutieux en famille, ce qui est la meilleure condition pour que la plante atteigne toute la perfection de son développement; puis le tabac est acheté par des courtiers qui parcourent l'île, et vendu par eux à des négocians de La Havane;

ceux-ci préparent ces cigares si renommés qu'on fume ou qu'on croit fumer dans toutes les parties du monde. Les chemins de fer, en se multipliant dans l'île de Cuba, augmenteront les bénéfices des petits planteurs en les soustrayant à l'impôt que lèvent sur eux les courtiers ambulans, et en leur permettant d'envoyer directement les feuilles de tabac à La Havane ou dans les autres villes. Il est certain qu'il se fume en Europe beaucoup de cigares qui portent le nom de cette capitale et qui ont une tout autre origine. Cependant il faut reconnaître que de médiocres cigares peuvent venir réellement de Cuba. Il y a pour le tabac, comme pour le vin, des *crus*, des qualités diverses. Le vin de Suresne est français aussi bien que le vin de Bordeaux, et il arrive à La Havane, des différentes parties de l'île, des feuilles de tabac qui sont loin de se valoir.

Il se produit dans le monde environ 374 millions de livres de tabac, dans lesquels Cuba ne figure que pour 10 millions. Les États-Unis en fournissent 219 millions, et l'Europe 136, dont la Russie 21 millions, la France 20 millions, et l'Allemagne plus de 40 millions. Quant à la consommation, l'Allemagne tient encore le premier rang parmi les états européens; sa consommation en tabac s'élève à une valeur de 45 millions de livres sterling, celle de l'empire britannique à 21 millions. Chose singulière, il paraît qu'eu égard à la population, c'est la nation anglaise qui fume le plus, *la mas fumadora*, dit la statistique havanaise que j'ai sous les yeux. La France, qui a presque le double d'habitans, n'y figure que pour la moitié, c'est-à-dire pour une valeur de 10 millions. L'Espagne fume très peu de tabac de Cuba, car il est frappé à son entrée dans le royaume d'un droit assez élevé. C'est un des griefs de Cuba.

La consommation du tabac augmente rapidement partout. On sait que chaque année en France la perception de l'impôt sur cette matière donne un produit plus considérable. En Angleterre, on a importé pour la consommation près de 4 millions de livres de plus en 1852 qu'en 1851 (1). A New-York, on dépense moins pour le pain que pour le tabac (2). Il faut remarquer que, conformément au principe démocratique, les cigares de luxe y sont frappés de droits assez forts, et sont par conséquent un peu chers, tandis que le tabac commun y est au contraire à bas prix.

C'est un fait bien curieux que l'usage universel dans le monde de cette plante, dont on ne connaissait pas l'existence il y a trois cent

(1) En 1851, 27,853,253 livres; en 1852, 31,049,654 livres. *Galignani's Messenger*, 2 août 1852.

(2) En 1838, on dépensait dans cette ville pour le pain 3,493,050 dollars, et pour le tabac, 3,650,000 dollars. *American Almanack*, 1838. — Cette différence n'a pu qu'augmenter depuis.

cinquante ans. Depuis lors, tous les peuples ont adopté la coutume de fumer, coutume dont l'empire est, comme on l'a remarqué, plus vaste que ne le fut jamais l'empire romain. Cette habitude presque universelle du monde civilisé est, il faut bien le reconnaître, originairement une invention de sauvages. Les peuples de l'antiquité ne l'ont pas connue; l'on sait seulement que les Thraces respiraient la fumée du chanvre, fumée enivrante sans doute, car c'est du chanvre qu'on tire le hachich aux propriétés exhilarantes. L'usage du tabac semble avoir été général parmi les nations américaines; les antiquités de l'Ohio nous ont prouvé qu'il existait dans la vallée du Mississipi au moins cinq cents ans avant la découverte du nouveau continent. Jacques Cartier le trouva en vigueur au Canada, et Cortez au Mexique. C'est à Haïti et dans l'île de Cuba qu'on l'a observé pour la première fois; et, chose remarquable, les naturels de cette île prédestinée connaissaient déjà le cigare, car ils fumaient des feuilles de tabac roulées. Du reste, l'historien Oviedo est aussi sévère pour cet emploi du tabac que pourraient l'être aujourd'hui ses plus mortels ennemis : « Les Indiens de cette île, dit-il, parmi leurs mauvaises habitudes, ont une coutume particulièrement détestable, qui est d'aspirer des fumées qu'ils appellent *tobaco* (1), et qui leur font perdre le sentiment... » Évidemment c'est une exagération des effets narcotiques du tabac. « Et ils font cela, poursuit le même auteur, avec une herbe qui, à ce que je puis croire, a la qualité d'un poison. » Le même auteur nous apprend que les Indiens cultivaient le tabac dans leurs jardins. De son temps, l'usage de fumer n'était pas encore adopté par les Européens; il en parle avec mépris, et ajoute que les nègres seuls y avaient recours pour se délasser (2).

C'est aussi dans l'île de Cuba qu'on voit paraître pour la première fois l'habitude de prendre le tabac par les narines. L'usage de priser s'y montre à côté de l'usage de fumer. On se servait, d'après le témoignage d'Oviedo, d'un tube bifurqué; on insérait dans chaque narine une des deux extrémités de la fourche, et on humait ainsi le tabac en poudre. M. le docteur Roulin a vu près du fleuve Méta un Indien faire arriver ainsi dans son nez une poudre appelée *yopo*.

Les Mexicains fumaient après dîner la pipe et le cigare; ils se pinçaient le nez pendant cette opération, apparemment pour ne rien perdre de la fumée qu'ils avalaient souvent. La fumée du tabac

(1) *Tobaco* ou *Tobacco* était le nom du roseau percé à travers lequel les Indiens d'Haïti aspiraient la fumée; ils appelaient le tabac *cohoba* ou *cohobba*. C'est par confusion que le nom du tuyau de pipe a été transporté à la plante. Telle est la véritable origine du mot tabac, qui ne vient point, comme on l'a dit souvent, de l'île de *Tabago*.

(2) La première nouvelle de la pipe fut apportée en Europe l'an 1498 par un prêtre nommé Romano Paño que Colomb avait laissé à Haïti lors de son second voyage.

était chez les peuples de race mexicaine, comme chez les sauvages de l'Amérique septentrionale, une chose sacrée. Elle joua un rôle dans les cérémonies du sacre de Montezuma, et sur un bas-relief du Yucatan on voit deux hommes offrant à une sorte de croix la fumée d'un cigare, comme le major Long a vu les Omahwas dans la vallée du Mississipi, quand ils ont rencontré et tué des bisons, fumer en action de grâces avant d'y toucher, disant : « Maître de la vie, voici de la fumée. »

Les Indiens de la Virginie croyaient que le Manitou (l'esprit) résidait dans la fumée de tabac. Chez les Natchez, le prêtre, marchant à la tête du peuple, allait sur un tertre attendre le lever du soleil, et alors il lançait une bouffée de tabac en l'honneur de l'astre que ces peuples adoraient. Encore aujourd'hui, certains sauvages, s'ils rencontrent un serpent-sonnette, animal qu'ils appellent leur *grand-père*, dirigent tout à coup vers lui la fumée de leur pipe. Peut-être est-ce un moyen de l'engourdir. La pipe ou, comme disent tous ceux qui croient faire de la couleur locale en employant un vieux mot français, le *calumet* ne figure pas seulement dans les conseils des Indiens et dans leurs assemblées pacifiques; il y a le calumet de la guerre aussi bien que le calumet de la paix. Quand on prépare une expédition, on fait circuler la pipe rouge; chacun en tire une gorgée, et par là s'enrôle dans l'expédition. Outre cet emploi du tabac dans les cérémonies religieuses et les délibérations politiques, les naturels de l'Amérique s'en servaient encore soit comme remède, ce que pratiquaient les Mexicains, soit pour rendre à la vie les noyés, ainsi que Diereville l'observa chez les Indiens de l'Acadie.

Le tabac a aussi son histoire dans l'ancien monde. D'abord il y fut employé comme plante médicinale. A la fin du XVIe siècle, l'illustre Raleigh introduisit l'usage de fumer à la cour d'Angleterre. On raconte que son domestique, lui voyant une pipe allumée à la bouche, crut qu'il brûlait et lui jeta un seau d'eau sur la tête. On rapporte aussi qu'un jour Raleigh décida la reine Élisabeth à l'imiter et fit fumer une pipe à sa majesté. On ajoute qu'Élisabeth ayant parié avec lui qu'il ne pourrait peser la fumée qu'il produisait, Raleigh compara le poids du tabac avant l'opération et après : il détermina ainsi celui de la fumée exhalée, et la reine, admirant cette analyse, qui peut-être n'était pas très rigoureuse, dit à l'illustre voyageur, après avoir payé le pari, qu'il était le premier qui eût fait de l'or avec de la fumée. Élisabeth ne manquait jamais une occasion de se montrer bel esprit. Jacques Ier n'imita point l'indulgence d'Élisabeth pour ce goût nouveau, et, bien que fondateur de la Virginie, dans laquelle le tabac était la culture presque unique et même servait de monnaie pour solder les appointemens des employés civils et des ministres anglicans,

il écrivit contre une habitude qu'il détestait un livre auquel il donna pédantesquement le titre grec de *Misocapnos* (ennemi de la fumée). Jacques ne fut pas le seul souverain qui se montrât hostile à l'usage de fumer. Cet usage fut interdit en Russie sous peine de mort; il le fut également dans la Nouvelle-Angleterre. En Turquie les sultans à l'instigation des muphtis, en Chine les empereurs de la dynastie des Ming, proscrivirent le tabac comme en Russie les tzars et en Amérique les puritains. Ceux-ci comparaient la fumée de la pipe à celle qui s'exhale du puits de l'abîme, et pendant l'horrible immolation des prétendues sorcières appelée la *tragédie de Salem*, une des victimes ayant allumé sa pipe sur l'échafaud, on s'écria : « Voyez comme elle est entourée des flammes et de la fumée de l'enfer! » Cromwell, malgré son puritanisme, ne s'interdisait point cette jouissance. On raconte même que, pendant ses incertitudes au sujet du titre de roi qu'il était tenté de prendre, il se faisait apporter des pipes et une chandelle; puis, après avoir fumé abondamment, il revenait à la grande affaire.

L'usage de priser a inspiré aussi quelques scrupules. Le pape Urbain VIII excommunia ceux qui useraient du tabac dans les églises. Clément XI, plus indulgent, restreignit l'interdiction à l'église de Saint-Pierre. Ainsi le tabac, qui chez les indigènes du continent américain faisait partie du culte, que les natifs de l'île de Cuba tenaient, au dire d'Oviedo, pour une chose sainte, était à Boston, à Constantinople, à Rome, une chose profane. On assure même qu'un candidat à la canonisation fut privé des honneurs de la sainteté, parce que l'avocat du diable prouva qu'il avait la coutume de priser. D'autres papes, il est vrai, se montrèrent moins rigoureux et consacrèrent l'usage de la tabatière en y puisant eux-mêmes. L'un d'eux ayant présenté la sienne à un cardinal qui refusa en répondant : « Saint père, je n'ai pas ce vice, » le pape, justement mécontent de la forme de ce refus, lui dit : « Si c'était un vice, tu l'aurais. »

On sait que la pipe en Allemagne et en Hollande, en Espagne le cigare et surtout la cigarette, sont depuis longtemps un besoin universel. En France, l'usage de fumer fut jusqu'à ces derniers temps le propre des marins et des soldats. On le vit par intervalles se glisser passagèrement dans le beau monde, mais à titre de fantaisie et de débauche, durant l'époque de la fronde, et au XVIIIe siècle, sous la régence. Aujourd'hui cet usage est si répandu qu'un homme de la génération actuelle qui ne fume pas est presque une exception. Cette coutume, inconnue avant la découverte de l'Amérique, a fait en trois siècles littéralement le tour du globe, et, à travers tout l'Orient, où elle est plus générale que partout ailleurs, est remontée jusqu'à la Chine. On a de la peine à s'imaginer les Orientaux sans chibouk et

sans narguilé; cependant il est certain qu'ils ne connaissaient rien de semblable avant Colomb (1).

Un usage aussi universellement adopté doit avoir sa raison d'être dans l'effet légèrement narcotique du tabac, dans son action sur le système nerveux. Il n'est permis qu'aux matelots à bord de trouver un plaisir dans le goût du tabac mâché. Pour tous ceux qui fument, ce n'est pas ce goût, fort désagréable en lui-même, qui constitue l'attrait; c'est évidemment l'effet moral et intellectuel que le principe narcotique contenu dans le tabac produit sur le cerveau, et par suite la disposition rêveuse qu'il communique à la pensée. Excitée et reposée tout ensemble et bercée vaguement, elle semble onduler et s'exhaler avec la fumée qui monte ou flotte capricieusement dans les airs.

En venant à la Havane, j'étais convaincu que ce que l'on m'avait dit aux États-Unis du mécontentement des habitans de l'île était au moins très exagéré, et même que les Yankees supposaient ce mécontentement pour avoir le droit d'en profiter; mais, depuis que je suis ici, je le vois se manifester à chaque instant, et cela dans toutes les classes, depuis les plus grands personnages jusqu'à ceux dont la condition est la plus modeste. Tout le monde est d'accord pour se plaindre de l'Espagne. « Ce qui a tué dans l'île la culture du café, me dit un riche propriétaire, c'est qu'on a frappé les farines américaines d'un droit qui en quadruple la valeur : maintenant les États-Unis portent leurs farines au Brésil et en rapportent du café. » Une dame ajoute à propos des fêtes qu'on va célébrer pour l'accouchement de la reine : « Elles seront bien tristes. » Voici comment la conversation s'engage entre moi et un créole très honorable que je me dispenserai de nommer. Nous parlions législation, et il m'apprenait que l'Espagne songe à se donner un code. « Mais, ajouta-t-il vivement, il n'y aura rien de semblable pour Cuba. Notre île est bonne pour payer des impôts d'importation et d'exportation qui montent l'un dans l'autre à 33 pour 100. L'Espagne trouve toujours moyen de tirer de nous quelque argent : voilà tout ce que sait faire notre gouvernement; si vous voulez, nous vous le donnerons à bon marché. En ce qui concerne la justice, il y a une amélioration. On a supprimé les épices des juges,

(1) Un fait remarquable prouve que l'usage de fumer n'est pas très ancien en Orient : c'est que dans les *Mille et une Nuits*, dont la dernière rédaction paraît être du XVIe siècle, et où les mœurs orientales sont peintes avec une merveilleuse fidélité, il n'est jamais fait mention de la pipe. On n'y voit pas non plus fumer le café. Aujourd'hui le tabac et le café sont devenus des besoins si impérieux pour les Turcs, que pendant le jeûne du ramadan, aussitôt qu'un coup de canon a annoncé le coucher du soleil, ces hommes à jeun depuis son lever allument une pipe et prennent une tasse de café avant de toucher à aucun aliment.

ils ont 5,000 piastres d'appointemens (25,000 francs). Aussi ce ne sont plus eux qui font traîner les procès; ce sont les employés inférieurs qui maintenant les rendent interminables. Du moindre clerc, souvent d'un simple expéditionnaire dépend le sort des parties. Dans la justice criminelle, point de contradiction de témoins. On n'est pas présent à leur déposition; on peut seulement, pour sa satisfaction, les voir jurer. Toutes les questions sont faites par écrit, et on y répond de même. Cela forme un dossier dont on lit un extrait aux juges. Les jugemens sont incroyables. L'autre jour, un avocat avait deux procès. Il se croyait sûr de gagner l'un et se croyait sûr de perdre l'autre : le contraire est arrivé. » Mon interlocuteur conclut comme Pantagruel que le meilleur serait de jouer la décision des tribunaux à beaux petits dés, comme disait le sage Brid'oison.

Ce n'est pas que l'île de Cuba ne jouisse en somme d'une prospérité réelle; la population s'accroît (1), le mouvement général du commerce, les revenus des douanes augmentent chaque année (2). Les écrivains des États-Unis ont soin de faire remarquer que ce progrès correspond à celui des États-Unis, qui tient la plus grande place dans le commerce de Cuba. Il est certain que, sauf le café, dont la production a baissé sensiblement, tous les autres produits de l'île suivent une progression constante (3); mais les habitans de Cuba sont peu touchés de ces progrès, dont l'Espagne profite plus qu'eux-mêmes, et que des impôts pesans qu'ils ne sont point appelés à voter diminuent considérablement.

Le gouvernement, dans son journal officiel, affirme que l'on paie en somme plus de taxes aux États-Unis que dans l'île de Cuba. Il en conclut que les habitans de Cuba sont plus heureux que les citoyens des États-Unis, parce que les états de l'Ohio, de New-York, de Maryland et de Pensylvanie ont graduellement augmenté l'impôt de 80 pour 100. Quand le fait serait vrai, qu'importe? Tout est dans la nature et l'emploi de l'impôt; celui qu'on prélève aux États-Unis n'est point destiné à favoriser une métropole jalouse et à solder des

(1) En 1850, la population fixe de la Havane et de ses dépendances rurales s'est élevée de 142,000 âmes à 150,161. En 1849, la population de l'île a augmenté de 5 pour 100.

(2) Selon le *Diario* de Cadix, les douanes de Cuba ont en 1850 rapporté 7,729,685 piastres; en 1851, 8,462,834.

(3) De 1826 à 1849, l'exportation du tabac en feuilles a triplé; celle des cigares a presque quadruplé. Pendant la même période, l'exportation des mélasses s'est élevée de 71,600 à 228,400 boucauts (70 kil.), celle du rhum de 3,600 pipes à 14,900, et celle de la cire de 25,800 arobes (11 1/2 kil.) à 48,900 (*Annales du commerce extérieur*, 3e série des avis divers, n° 543, p. 7). Le progrès a continué. En 1849, le commerce général de Cuba à l'entrée et à la sortie était de 48,757,016 piastres; en 1850, il a été de 54,615,175 piastres; en 1851, il a encore augmenté, pour les importations, de 2,662,767 piastres, et pour les exportations, de 3,195,391 piastres, d'après les documens officiels les plus récens.

fonctionnaires détestés. Le citoyen des États-Unis paie volontiers parce qu'il est libre, parce que lui-même est appelé à diriger pour sa quote-part l'emploi des sommes votées, parce qu'il s'appartient, qu'on ne lui envoie pas de deux mille lieues des soldats pour le garder, des administrateurs pour le gouverner, des juges pour le juger, que chacun est appelé à défendre le pays comme milicien, à le gouverner comme administrateur, à lui donner la justice comme juré. Cette différence a été bien exprimée par un écrivain de Cuba : « Le fisc est tout dans ce pays-ci, dit-il; l'action protectrice du gouvernement s'y fait sentir dans toutes les institutions, et il n'y a pas une entreprise publique ou privée de quelque importance où l'on ne compte sur l'assistance du trésor. » Prenez le contre-pied absolu, et vous aurez une idée exacte de la manière d'agir des États-Unis.

Les deux sujets les plus sérieux de mécontentement contre l'Espagne sont d'une part les impôts indirects dont elle frappe la colonie par ses douanes, et de l'autre l'impossiblité pour les créoles d'obtenir aucun emploi.

Le gouvernement espagnol a conservé le vieux système, qui était autrefois celui de tous les états vis-à-vis de leurs colonies, et qui consiste à sacrifier constamment les intérêts de celles-ci aux intérêts de la mère-patrie, au lieu de favoriser le développement colonial et d'en profiter. Ainsi, par des droits exorbitans sur les farines des États-Unis, on force les habitans de faire venir d'Espagne le blé qui les nourrit, et qui lui-même paie un droit considérable. Ce qui blesse encore plus les créoles, c'est qu'aucunes fonctions, depuis les plus élevées jusqu'aux plus infimes, ne leur sont jamais confiées : à quoi les Espagnols répondent qu'en Espagne des postes importans sont occupés par des natifs de Cuba; mais cela n'empêche point les autres natifs de sentir très amèrement l'exclusion dont ils sont frappés dans leur patrie. Un personnage considérable de l'île me disait : « Je ne pourrais être garde-chasse. » On remarque avec un vif déplaisir qu'il n'y a point eu de grâce pour les créoles compromis dans les derniers événemens, mais que la reine a mis le plus grand empressement à gracier les Américains des États-Unis. Les jeunes gens apprennent l'anglais, et quand on leur parle de leur nationalité espagnole, ils répondent : « Nous ne sommes point Espagnols; nous voudrions pouvoir oublier notre langue. » En somme, la désaffection de la colonie est arrivée au comble. La Havane s'appelle la cité très fidèle et a des clefs pour armoiries. Cette fidélité pourrait bien consister un de ces jours à se servir de ces clefs pour ouvrir la porte aux États-Unis. Ce n'est pas que les habitans de Cuba aient un goût particulier pour les Américains du Nord. De plus, la mollesse ordinaire aux créoles n'en a pas fait en général des hommes

bien entreprenans et bien hardis. Tant que l'Espagne aura, comme aujourd'hui, une armée et une flotte pour contenir Cuba, Cuba ne se soulèvera pas facilement; mais on peut affirmer que la force est le seul lien qui la rattache à la métropole. Or ce n'est pas là une garantie d'avenir. Cette situation a pour l'Espagne un grave inconvénient; tous les revenus qu'elle tire de sa colonie sont employés maintenant à l'entretien de l'armée et de la flotte. Que l'Espagne ait besoin de ses soldats ou de ses marins dans une lutte européenne, et Cuba lui échappe sans retour. Le parti violent prévaut aujourd'hui dans les conseils de l'Espagne, les passions sont excitées au plus haut degré contre la colonie. J'ai entendu des Espagnols déclarer que c'était avec elle une guerre à mort, qu'il n'y avait rien à faire et rien à accorder, qu'on allait interdire aux habitans de Cuba d'envoyer leurs fils étudier aux États-Unis, etc. C'est une politique désespérée. On ne se maintient pas longtemps par ces moyens extrêmes. D'autre part, je crois savoir de bonne source que le gouverneur actuel, le général Concha, qui a si vigoureusement anéanti les bandes de Lopez, réprimé les tentatives d'émeute, et par là conservé Cuba à l'Espagne, est menacé d'un rappel, et cela parce que cet homme si ferme est en même temps un homme sage, parce qu'il pense qu'il faudrait profiter du moment où l'on est victorieux et fort pour faire aux créoles quelques concessions qui pourraient les ramener (1).

Les États-Unis ne renoncent point à s'emparer de Cuba, cette île magnifique qui est à leurs portes et que touchent leurs bateaux à vapeur en allant de la Nouvelle-Orléans à New-York. Les états du sud aimeraient fort qu'un état à esclaves de plus fût introduit dans l'Union; aussi les associations pour préparer la conquête de Cuba se multiplient et s'étendent chaque jour. La société de *l'Étoile solitaire* est organisée dans toutes les grandes villes des États-Unis, tient des *meetings* publics et réclame hautement l'annexion de l'île espagnole. Les argumens qui se débitent ou s'écrivent à ce sujet sont quelquefois incroyables : tantôt on insiste sur la nécessité d'avoir un pays dont le climat soit doux pour l'usage des poitrinaires, tantôt on soutient que Cuba est une partie intégrante du continent qui a été accidentellement détachée de la Floride par le *gulf stream*. A ce compte, la France, qui, aux époques antédiluviennes, tenait probablement à l'Angleterre, pourrait, au nom de la géologie, en revendiquer la possession! Jusqu'ici, ces argumens n'ont pas persuadé le gouvernement des États-Unis, et il ne s'est point prêté aux plans d'invasion; mais en supposant que l'honnêteté politique soit toujours représentée dans la présidence américaine, ce dont je ne voudrais

(1) Depuis que ces lignes ont été écrites, le général Concha a été destitué brutalement.

pas répondre, la constitution donne au président trop peu de pouvoir sur les états pour lui permettre d'empêcher des coups de main semblables à celui de Lopez. Je ne crois pas que ces coups de main réussissent, surtout tant que la flotte et l'armée espagnoles seront là; mais, comme je l'ai dit, elles peuvent être appelées ailleurs. Est-il possible de conserver longtemps un pays qu'on possède malgré lui? Enfin, si les créoles parvenaient à organiser dans l'île une insurrection sérieuse et à tenir sur un point quelconque, ils se trouveraient dans une situation assez semblable à celle des colonies anglaises, quand elles s'insurgèrent contre la métropole pour des griefs beaucoup moindres. Il serait bien difficile alors au congrès et au président de l'Union américaine, poussés par l'opinion, d'empêcher que des secours fussent portés aux insurgés, et même de ne pas soutenir à Cuba le principe auquel les États-Unis doivent leur existence.

23 février.

Il y a un pays plus menacé que Cuba, parce qu'il est encore plus mal gouverné; ce pays, c'est le Mexique. Comme le Mexique est toujours au moment de se briser et de se dissoudre, si on veut le trouver à peu près vivant, il faut se hâter de le visiter. J'en ai grande envie, et mon compagnon de voyage, M. de Villeneuve, y est tout disposé (1). L'on nous dit que la nature y est aussi puissante que la société y est faible, et que de magnifiques spectacles nous y attendent; mais comment faire? il n'y a pas en ce moment de bateau à vapeur entre La Havane et Vera-Cruz. Nous sommes allés voir, il y a quelques jours, un petit bâtiment à voiles; il était si encombré de passagers, que nous n'aurions su où nous loger pendant une traversée qui, dans cette saison, peut être orageuse. Enfin le ciel nous a envoyé une corvette espagnole; elle a touché à La Havane et va continuer sa route jusqu'à Vera-Cruz. Aller voir la corvette, retenir nos cabines est l'affaire d'une demi-heure; mais le vent favorable est moins pressé de souffler que nous de partir. Le départ est remis d'un jour à l'autre. Ce matin, nous sommes venus encore une fois à bord apprendre qu'on ne partait point. Au moment où nous nous retirions piteusement, le capitaine se ravise, et nous dit de rester jusqu'à midi pour voir si le vent ne se lèverait pas. En effet, une heure après, nos voiles s'enflaient doucement, nous sortions de la rade, et nous voguions vers le Mexique pour de moins grandes aventures, mais presque avec autant d'enthousiasme que Fernand Cortez.

J.-J. Ampère.

(1) Mon autre compagnon de voyage, M. de Béarn, nous avait quittés à mon grand regret, rappelé à Washington par ses devoirs diplomatiques. Depuis, il a visité lui-même le Mexique.

BEAUMARCHAIS

SA VIE, SES ÉCRITS ET SON TEMPS.

IX.

LA GUERRE DES ÉTATS-UNIS. — LA FLOTTE DE BEAUMARCHAIS.

I. — BEAUMARCHAIS ET LA DÉPUTATION AMÉRICAINE A PARIS.

Nous avons laissé Beaumarchais au moment où il reçoit secrètement du ministère des affaires étrangères une subvention d'un million pour fonder une maison de commerce destinée à l'approvisionnement des colonies américaines insurgées contre l'Angleterre (1). Le fait de cette avance d'un million est constaté par le reçu de Beaumarchais que nous avons cité. La destination de ce million est également constatée par ce passage d'une lettre de M. de Vergennes à Louis XVI, en date du 2 mai 1776, publiée pour la première fois en 1809 (2). « Sire, écrit M. de Vergennes, j'ai l'honneur de mettre aux pieds de votre majesté la feuille qui doit m'autoriser à fournir *un million de livres* pour le service des colonies anglaises, si elle daigne la revêtir de son approuvé. Je joins pareillement, sire, le projet de la réponse que je me propose de faire au sieur de Beaumarchais; si votre majesté l'approuve, je la supplie de vouloir bien me la ren-

(1) Voyez, dans la livraison du 1er juin 1853, les *Débuts politiques de Beaumarchais*, et pour les premiers chapitres de la série, les livraisons des 1er, 15 octobre, 1er, 15 novembre 1852, 1er janvier, 1er mars, 1er mai 1853.

(2) Dans l'*Histoire de la Diplomatie française*, de M. de Flassan.

voyer tout de suite. Elle ne partira pas écrite de ma main, ni même de celle d'aucun de mes commis ou secrétaires : j'y emploierai celle de mon fils, qui ne peut être connue, et, quoiqu'il ne soit que dans sa quinzième année, je puis répondre affirmativement de sa discrétion. »

Nous n'avons pas retrouvé la réponse dont parle ici M. de Vergennes dans les papiers de Beaumarchais; mais quoique ce dernier ait constamment refusé, et avec raison, aux États-Unis le droit de lui demander compte de ce million, — afin d'achever de mettre hors de doute qu'il l'a reçu, et qu'il l'a reçu pour s'en servir dans son entreprise en faveur des colonies insurgées, — nous citerons encore ces lignes d'une lettre confidentielle écrite par Beaumarchais à l'un de ses agens en Amérique, vingt ans plus tard, le 15 avril 1795 :

« J'ai donné ce reçu d'un million que le roi ordonnait que l'on ajoutât à mes forces; je l'ai donné dans la même forme que celui de tous les autres millions que j'ai rassemblés, moi tout seul, chez mes différens associés. A quel titre mes débiteurs américains prétendent-ils tordre à leur profit et faire entrer mes récépissés en Europe, acquittés ou non acquittés, dans leur refus de me payer, comme si je les avais chargés de faire honneur à mes engagemens, quand depuis vingt ans ils ont manqué à tous les leurs à mon égard? »

Ici en effet se présente une question qu'il faut traiter tout de suite, au début même de la grande opération que nous avons à exposer, car elle a été la source de toutes les difficultés que Beaumarchais va rencontrer, et l'appréciation de la moralité de son entreprise dépend avant tout de la solution de cette question, en quelque sorte préjudicielle. A quelles conditions le gouvernement français accordait-il cette avance secrète d'un million à Beaumarchais? — Entendait-il que ce dernier serait tenu de livrer *gratis* aux Américains tout ou partie des cargaisons qu'il leur adressait? — Ou bien cette subvention secrète d'un million avait-elle seulement pour but d'aider Beaumarchais à former avec l'argent des particuliers une maison de commerce qui pût faire aux Américains, dont le crédit en Europe à ce moment était nul, les meilleures conditions possibles, leur demander, à défaut d'argent, des retours en nature, subir les risques de ces retours, les attendre patiemment, mais s'alimenter et se soutenir par eux? C'est sous cette dernière physionomie qu'il convient, — nous l'avons dit en racontant les débuts de cette affaire (1), — d'envisager l'opération entreprise par Beaumarchais avec l'assentiment et l'appui secret du ministère. Il faut maintenant démontrer ce que nous n'avons fait qu'affirmer, car si cette partie de la vie de Beaumarchais est restée peu connue en France, elle a beaucoup oc-

(1) Voyez la livraison du 1er juin 1853.

cupé l'Amérique, où elle a été souvent et complétement dénaturée.

Voici le thème de quelques écrivains américains hostiles à Beaumarchais : suivant eux, l'auteur du *Barbier de Séville* aurait indignement exploité les États-Unis. Il aurait reçu à titre gratuit du gouvernement français et du gouvernement espagnol, non-seulement un million, mais tous les millions convertis par lui en fournitures; il les aurait reçus avec la mission expresse d'envoyer ces fournitures *gratis* aux Américains, il en aurait audacieusement exigé le paiement, et comme les nécessités de la politique par rapport à l'Angleterre imposaient aux gouvernemens donateurs le silence sur leurs véritables intentions, Beaumarchais, leur agent, aurait profité de cette circonstance pour extorquer aux États-Unis des sommes énormes (1). A ce roman injurieux pour Beaumarchais il faut opposer la vérité, qui serait peu honorable pour le gouvernement des États-Unis, si l'on ne savait combien les gouvernemens qui se fondent sont entourés de tiraillemens et de désordres, et qu'il suffit quelquefois d'un homme malintentionné et jaloux pour entraîner d'autres hommes qui ignorent les faits à des actes d'une injustice flagrante et d'une révoltante ingratitude. Beaumarchais a reçu, non pas des millions, mais un million, du gouvernement français, pour se charger à ses risques et périls d'une opération qui en un an l'avait entraîné à une mise en dehors de plus de 5 millions. Nous le verrons tout à l'heure, en un moment d'extrême détresse occasionnée par la négligence qu'apportait le congrès dans l'exécution des engagemens les plus formels, implorer vainement de M. de Vergennes un nouveau secours d'un million qui lui est refusé (2). Reçut-il en plus du gouvernement espagnol un million? C'est une question au moins douteuse, car je n'ai pas trouvé trace dans ses papiers de ce million, et je ne vois à l'appui de l'opinion qui présente Beaumarchais comme l'ayant reçu qu'une phrase de la lettre de M. de Vergennes au roi citée plus haut, dans laquelle le ministre, en demandant l'autorisation de délivrer un million à Beaumarchais, parle de son intention de proposer au *ministère* espagnol de *doubler l'opération*. Ce qui me porterait à douter

(1) Ce thème est amplement développé dans l'ouvrage intitulé : *A Political and civil History of the United States of America from* 1763 *to* 1797, by Timothy Pitkin. Je n'ai pu me procurer l'ouvrage de M. Pitkin, mais j'ai lu un résumé très complet du chapitre consacré à Beaumarchais dans un journal français publié aux États-Unis; j'ai entre les mains tous les documens soumis au congrès à diverses époques sur cette affaire; j'ai enfin sous les yeux les *Mémoires* d'Arthur Lee, l'adversaire le plus acharné de Beaumarchais, qui le premier a mis en circulation la thèse adoptée par M. Pitkin. Je crois donc pouvoir réfuter cette thèse en connaissance de cause.

(2) Neuf ans après l'époque où nous sommes arrivés, en 1785, Beaumarchais reçut du gouvernement une indemnité de plus de 2 millions, mais pour une affaire toute spéciale, et qui n'a point trait aux fournitures faites pour les États-Unis.

que cette intention de M. de Vergennes ait été réalisée, c'est que dans la collection de documens publiés sous le titre de *Vie d'Arthur Lee* (1), il n'est pas question d'un million donné à Beaumarchais par le gouvernement espagnol. Arthur Lee, l'ennemi déclaré de l'auteur du *Barbier de Séville*, envoyé précisément vers cette époque en Espagne pour solliciter des secours, n'aurait pas manqué de chercher à constater ce fait, s'il eût existé. Il résulte au contraire des informations recueillies dans cet ouvrage que le gouvernement espagnol avait chargé un négociant de Bilbao, nommé Guardoqui, d'une opération à peu près semblable à celle dont Beaumarchais était chargé en France. Ce fait d'un million reçu de l'Espagne me paraît donc au moins douteux; ce qui est certain, c'est que Beaumarchais, confiant dans les engagemens pris au nom du congrès par le premier agent des États-Unis à Paris, avait formé une association avec divers armateurs de Nantes, du Havre, de Rochefort, de Dunkerque, et avec des banquiers hollandais, qu'il avait expédié au congrès plus de 5 millions de cargaisons, et qu'au bout de deux ans le congrès n'avait pas encore répondu à une seule de ses lettres, qu'il avait tout reçu avec le plus grand plaisir, mais qu'il n'avait rien payé, ni en argent ni en nature, et que, grâce à lui, Beaumarchais avait été deux ou trois fois sur le point de faire faillite. Ce ne fut qu'après que la guerre déclarée entre la France et l'Angleterre eut permis à M. de Vergennes d'intervenir dans la question, que le congrès, passant tout à coup du plus dédaigneux et du plus inconcevable silence au plus poétique enthousiasme, envoya à Beaumarchais une adresse flamboyante, que l'on trouvera plus loin, en y joignant non pas de l'argent, mais des lettres de change à trois ans de date, destinées à régler *la moitié* d'une créance qui datait déjà de près de trois ans! Quant à l'autre moitié, qui n'était pas encore payée vingt ans plus tard, à la mort de Beaumarchais, elle ne le fut jamais complétement. Il est clair que, si l'auteur du *Barbier de Séville* s'enrichit par son commerce en Amérique, ce n'est pas dans ses rapports avec le congrès, au moins durant cette première période. C'est quand il eut pris le parti de vendre non plus au gouvernement, mais aux particuliers, et dans tous les cas, de ne plus rien livrer à personne que contre des marchandises ou de l'argent.

Reste à expliquer par quelles circonstances le congrès des États-Unis fut conduit à considérer si longtemps Beaumarchais comme un être fictif destiné à lui envoyer *gratis* et indéfiniment des canons, des fusils, de la poudre, des habits, des souliers, des tentes, des couvertures, etc. On se souvient de l'ardeur avec laquelle Beaumarchais à

(1) *Life of Arthur Lee*, by Richard-Henri Lee; Boston, 1829.

Londres, dès le début de l'insurrection américaine, plaidait pour les *insurgens* auprès de Louis XVI et de ses ministres, avec quelle souplessse d'argumentation il travaillait sans relâche à démontrer que le moment était venu de secourir secrètement les Américains. Nous ne dirons pas avec l'ami Gudin qu'en agissant ainsi, Beaumarchais ne songeait absolument qu'à la gloire de servir une cause juste en même temps que les intérêts de son pays. L'auteur du *Barbier de Séville* aimait la gloire incontestablement, mais il faudrait être doué de la candeur qui distingue l'honnête Gudin pour ne pas reconnaître qu'il aimait aussi les affaires, qu'il ne détestait pas *la bonne, la douce, la trois, quatre, six, dix fois agréable recette,* comme dit Figaro. Les citoyens des États-Unis, qui jusqu'ici du moins ne passent pas pour le peuple le plus chevaleresque dans les questions de *make money,* ne sauraient faire un crime à un particulier de n'avoir point songé, pendant les trois années les plus laborieuses peut-être de sa carrière si agitée, à leur consacrer toutes ses facultés, à leur procurer, au milieu d'obstacles de toute nature, les moyens de soutenir une campagne décisive qui entraîna l'alliance déclarée de la France et par suite le triomphe de leur indépendance, le tout pour l'unique plaisir de se voir qualifié par Arthur Lee d'*aventurier,* et par le congrès d'*homme généreux qui a gagné l'estime d'une république naissante et mérité les applaudissemens du Nouveau-Monde.* Beaumarchais tenait sans doute à mériter les applaudissemens du Nouveau-Monde, mais il tenait aussi à ce que ses opérations fussent à la fois profitables au Nouveau-Monde et à lui. Cependant la première partie de sa correspondance avec Louis XVI et M. de Vergennes prouve qu'il ne songeait pas d'abord à se lancer dans une entreprise aussi considérable et aussi chanceuse que celle de se faire à ses risques et périls le fournisseur direct des colonies insurgées, même avec une subvention du gouvernement. Il demandait au ministère français une somme de 2 ou 3 millions, en se chargeant de la transformer en fournitures et de remettre lui-même ces fournitures, avec une commission apparemment, aux agens de l'Amérique. Il avait communiqué cette première idée à un Américain qui se trouvait à Londres à la fin de 1775, et qu'il est nécessaire de bien faire connaître à cause du rôle important qu'il va jouer dans la suite de cette affaire. C'était un Virginien nommé Arthur Lee, encore jeune et inconnu, qui étudiait le droit à Londres au moment où éclata la révolution américaine, dont les frères avaient pris une part active à cette révolution, qui fut depuis membre de la députation américaine à Paris et ensuite membre du congrès. Un écrivain des États-Unis, le seul qui à ma connaissance ait esquissé avec exactitude les rapports de Beaumarchais et d'Arthur Lee, M. Jared Sparks, peint ainsi le caractère de ce dernier :

« Il méritait, dit-il, de la considération par ses talens naturels et acquis. Il était bon écrivain, et il défendit la cause de son pays avec ardeur et persévérance; mais son caractère était inquiet et violent. Jaloux de ses rivaux, se défiant de tout le monde, il s'engageait lui-même et il engageait tous ceux qui se trouvaient en rapport avec lui dans une succession de disputes et de difficultés (1). » Il faut ajouter à ce portrait qu'Arthur Lee était dévoré d'ambition et toujours disposé à se faire valoir aux dépens d'autrui. Sa correspondance avec le comité secret du congrès, à l'époque où il faisait partie de la députation américaine à Paris avec Silas Deane et Franklin, n'est qu'une série d'insinuations amères, et souvent des plus injurieuses, contre ses deux collègues. Il ne tint pas à lui que Franklin notamment ne passât pour un voleur, et qu'on ne crût en Amérique que c'était Arthur Lee qui seul avait décidé l'alliance entre les États-Unis et la France. — Son biographe, qui porte le même nom et qui sans doute est son parent, semble adopter cette dernière opinion avec une bonne foi très respectable, mais très mal renseignée sur ce point. Nous avons eu occasion d'étudier de près les travaux de la députation américaine à Paris, et nous pouvons affirmer qu'Arthur Lee n'y exerça aucune influence, qu'il n'avait aucun crédit sur le gouvernement français, et qu'il joua réellement auprès de lui le rôle de *la mouche du coche*. C'est ce qui explique parfaitement son irritation permanente contre ses deux collègues.

Tel était l'homme que Beaumarchais rencontra à Londres à la fin de 1775 chez Wilkes, et à qui il fit part de ses instances auprès du gouvernement français pour obtenir des secours secrets en faveur des Américains. Enchanté de trouver une occasion de se donner de l'importance, Arthur Lee écrit tout de suite au comité secret du congrès « qu'à la suite de ses *actives démarches* auprès *de l'ambassadeur de France à Londres*, M. de Vergennes *a envoyé à lui, Arthur Lee*, un *agent secret pour l'informer* que la cour de France ne peut songer à faire la guerre à l'Angleterre, mais qu'elle est prête à envoyer pour cinq millions d'armes et de munitions au Cap Français, pour les faire passer de là aux États-Unis. » Il n'y avait pas un mot de vrai dans cette nouvelle. M. de Vergennes n'avait envoyé nul agent à Arthur Lee pour lui faire des promesses de ce genre. Beaumarchais l'avait rencontré chez Wilkes, lui avait parlé de ses plans, de ses espérances, de ses instances auprès de M. de Vergennes. Arthur Lee, pour se grandir aux yeux du congrès, avait complétement dénaturé cette conversation, et la preuve que l'invention venait de lui et non de Beaumarchais, c'est qu'au même moment ce dernier sollicitait

(1) *Life of Benj. Franklin*, by Jared Sparks, p. 447.

ardemment et vainement de M. de Vergennes ces secours secrets, en joignant précisément à ses instances celles d'Arthur Lee, qui se déclarait prêt à venir à Paris, si le ministre le désirait. Les étranges amplifications du jeune Américain avaient naturellement fait sur le comité secret du congrès une impression profonde; c'était la première nouvelle de ce genre qui arrivait en Amérique; on en avait conclu qu'Arthur Lee était un très habile négociateur, et comme avant d'avoir reçu cette nouvelle, on avait déjà envoyé en France un agent particulier pour solliciter les mêmes secours qu'Arthur Lee assurait lui être promis, on se réserva d'adjoindre celui-ci au nouvel agent.

En attendant, Beaumarchais poursuivait ses instances auprès de M. de Vergennes, qui non-seulement n'avait rien promis, mais qui refusait toujours. Les chances de triomphe des colonies étaient encore trop incertaines pour qu'on s'exposât à une guerre avec l'Angleterre, guerre qui résulterait nécessairement d'une indiscrétion des Américains divulguant les secours donnés. Comment s'assurer de leur discrétion? On a vu Beaumarchais proposer, dans ses mémoires au roi, divers moyens. Le plus sûr parut être de changer la physionomie de l'opération, de cacher aux *insurgens* eux-mêmes la source des secours qu'ils recevraient, et, au lieu de donner ces secours gratuitement, de subventionner en secret plusieurs (1) maisons de commerce qui enverraient aux Américains des fournitures, en leur accordant toute facilité pour des paiemens en nature. C'est dans ces conditions qu'une subvention fut concédée à Beaumarchais. Qui ne comprend en effet que, — lorsque le gouvernement français, suivant d'ailleurs l'exemple que lui avait donné si souvent l'Angleterre et dans la guerre de Corse et dans nos guerres civiles du XVIe siècle, se décidait à secourir les *insurgens* sous cette forme indirecte pour éviter la guerre, — il devait non-seulement permettre, mais il devait vouloir que les secours fournis ne le fussent pas à titre gratuit? Cette gratuité eût manifestement dénoncé à l'Angleterre sa coopération. Ainsi Beaumarchais accepta de se faire le fournisseur direct des Américains avec une subvention secrète d'un million, sous la condition non pas d'accorder gratuitement ce million, et à plus forte raison une série indéfinie de millions qu'on ne lui donnait pas, mais d'accepter le mode de paiement qui conviendrait le mieux aux Américains, de braver en même temps les chances d'une entreprise qui offrait des difficultés et des dangers sans nombre, et dont cette première avance

(1) La lettre de M. de Vergennes au roi, citée plus haut, une lettre de Louis XVI au roi d'Espagne, publiée par M. de Flassan, et quelques autres documens trouvés dans les papiers de Beaumarchais me portent à penser que plusieurs maisons de commerce furent en effet subventionnées également dans la même intention.

d'un million n'était qu'une juste compensation (1). Il est donc certain que Beaumarchais n'a trompé personne, qu'il a fidèlement rempli, on le verra, les intentions de M. de Vergennes, et qu'il a au contraire été trompé par les Américains sous l'influence d'Arthur Lee.

En revenant de Londres à Paris, Beaumarchais avait continué avec ce dernier une correspondance en chiffres. Lorsqu'il eut été convenu avec M. de Vergennes que l'opération aurait un caractère exclusivement individuel et commercial, que la coopération du gouvernement se bornerait à une subvention secrète d'un million, et que cette coopération serait cachée aux Américains eux-mêmes, Beaumarchais, deux jours après avoir reçu le million, le 12 juin 1776, écrit à Arthur Lee, conformément aux instructions ministérielles, le billet suivant :

« Les difficultés que j'ai trouvées dans ma négociation auprès du ministère m'ont fait prendre le parti de *former une compagnie* qui fera passer au plus tôt les secours de munitions et de poudre à *votre ami*, moyennant des retours en tabac au Cap Français. »

Sur ces entrefaites, l'agent américain envoyé directement par le congrès à Paris, Silas Deane, arrive. Comme il était seul muni des pouvoirs du congrès pour traiter en son nom, Beaumarchais contracte naturellement avec lui et n'écrit plus à Arthur Lee. Celui-ci avait compté sur la coopération de Beaumarchais pour se grandir aux yeux du congrès; « il espérait, dit l'auteur de la *Vie de Franklin*, jouer le rôle principal dans l'opération. En apprenant qu'elle passait dans les mains de M. Deane, il accourut à Paris, accusa M. Deane d'intervenir dans ses propres affaires, s'efforça de faire naître une querelle entre lui et Beaumarchais, et, ne pouvant y parvenir, retourna à Londres vexé de son désappointement et furieux contre M. Deane (2). » A ce récit très exact, il faut ajouter que Lee n'était pas moins furieux contre Beaumarchais que contre Deane. Afin de se venger de l'un et de l'autre, il imagina d'écrire à leur insu au comité secret du congrès que tous deux s'entendaient pour tromper à la fois le gouvernement français et les États-Unis, en transformant en une opération commerciale ce qui, dans les intentions du ministère, devait être un don gratuit. C'est de ce roman insidieux d'Arthur Lee que sont nés tous les embarras de Beaumarchais dans ses

(1) En admettant même que Beaumarchais n'a point eu à restituer ce million au gouvernement français sous une forme ou sous une autre, je fais une supposition qui me paraît probable, mais qui n'est encore qu'une supposition. Ce qui est incontestable, c'est que, six mois après l'avance de ce million, un certificat de M. de Vergennes, avec un *bon* écrit de la main du roi, constate que *l'application de cette avance a été faite suivant les intentions du roi*. Par conséquent Beaumarchais, comptable envers le roi seul et M. de Vergennes, est complétement déchargé de ce côté-là.

(2) *Life of Franklin*, by Jared Sparks, p. 449.

rapports avec le congrès. Nous verrons plus tard M. de Vergennes lui-même s'expliquer très nettement sur ce point; mais comme sa réponse officielle, à l'époque où elle fut adressée au congrès, pourrait être considérée comme dictée par les convenances politiques, nous devons, en exposant les arrangemens contractés entre Silas Deane et Beaumarchais sous l'œil même de M. de Vergennes, chercher à démêler les véritables intentions du ministre dans une affaire qui, par sa nature même d'affaire secrète, a laissé naturellement peu de documens écrits de la main de ce dernier.

Une première preuve en faveur de Beaumarchais nous est fournie par un de ces incidens un peu comiques qui, dans la vie de l'auteur du *Barbier de Séville*, se mêlent toujours aux choses les plus sérieuses, et que nous devons raconter parce qu'il vient à l'appui de notre thèse. Au moment où le premier agent du congrès, Silas Deane, arriva à Paris, en juillet 1776, Beaumarchais, quoique le plus ardent, n'était pas le seul avocat des *insurgens* auprès du ministère. Avec lui rivalisait de zèle un vieux médecin, nommé Dubourg, assez savant en botanique, qui s'était lié autrefois en Angleterre avec Franklin, et qui se remuait beaucoup pour la cause américaine. Franklin, avant d'être envoyé lui-même en France, avait adressé Silas Deane au docteur Dubourg. Ce docteur, à qui M. de Vergennes accordait quelque confiance, avait été mis dans la confidence des intentions du ministre, de subventionner secrètement diverses entreprises commerciales destinées à envoyer des fournitures aux Américains, et il avait compté qu'il serait choisi pour diriger une opération de ce genre, lorsqu'il apprit que le ministre, plus confiant sans doute dans l'habileté de Beaumarchais que dans la sienne, avait donné la préférence à ce dernier. Mécontent de se voir supplanté par l'auteur du *Barbier de Séville*, le vieux docteur écrit à M. de Vergennes la lettre suivante :

« Monsieur le comte,

« J'ai vu ce matin M. de Beaumarchais, et j'ai conféré volontiers avec lui sans réserve. Tout le monde connaît son esprit, et personne ne rend plus justice que moi à son honnêteté, sa discrétion, son zèle pour tout ce qui est grand et bon. Je le crois un des hommes du monde les plus propres aux négociations politiques, mais peut-être en même temps un des moins propres aux négociations commerciales. Il aime le faste, on assure qu'il entretient des demoiselles; il passe enfin pour un bourreau d'argent, et il n'y a en France *ni marchand ni fabriquant qui n'en ait cette idée et qui n'hésitât beaucoup à faire la moindre affaire de commerce avec lui*. Aussi m'étonna-t-il bien lorsqu'il m'apprit que vous l'aviez chargé non-seulement de nous aider de ses lumières, mais de concentrer en lui seul *l'ensemble et les détails de toutes les opérations de commerce tant en envois qu'en retours, soit des munitions de*

guerre, soit des marchandises ordinaires de la France aux colonies unies et des colonies en France, la direction de toutes les affaires, le règlement des prix, la conclusion des marchés, les engagemens à prendre, les recouvremens à faire, etc. Peut-être est-il cent, peut-être mille personnes en France, qui, avec des talens fort inférieurs à ceux de M. de Beaumarchais, pourraient mieux remplir vos vues, en inspirant plus de confiance à tous ceux avec lesquels elles auraient à traiter. »

Avant de montrer l'auteur du *Barbier de Séville* réfutant à sa manière les accusations du docteur, nous devons faire remarquer combien cette lettre est importante pour l'éclaircissement d'une affaire assez difficile à débrouiller, et qui, on le verra, a fait naître aux États-Unis les contestations les plus acharnées. Cette lettre, qui prouve que le docteur Dubourg était dans la confidence des intentions du ministre, prouve en même temps jusqu'à la dernière évidence, par les passages que nous avons soulignés, qu'en accordant à l'opération fondée par Beaumarchais, à ses risques et périls, une subvention secrète d'un million, M. de Vergennes n'entendait pas que l'opération n'aurait qu'un caractère commercial *fictif*, qu'il entendait encore moins lancer Beaumarchais dans une mise en dehors de cinq ou six millions, uniquement pour les beaux yeux des *insurgens*, mais qu'il pensait que l'opération s'alimenterait avec l'argent du commerce, et qu'elle se soutiendrait par les bénéfices résultant des retours en nature sur lesquels Beaumarchais avait le droit de compter d'après les engagemens formels pris par l'agent du congrès.

Il faut dire maintenant l'effet que produisit la lettre du docteur Dubourg accusant Beaumarchais par-devant M. de Vergennes d'*entretenir des demoiselles*. Le ministre, malgré sa gravité, trouva plaisant de communiquer la lettre du docteur à Beaumarchais, qui de son côté, sans doute pour égayer le ministre, lui envoya une copie de sa réponse au docteur Dubourg. Elle est ainsi conçue :

« Ce mardi, 16 juillet 1776.

« Jusqu'à ce que M. le comte de Vergennes m'ait montré votre lettre, monsieur, il m'a été impossible de saisir le vrai sens de celle dont vous m'avez honoré. Ce monsieur *qui ne veut ni ne peut rien prendre sur lui avec moi* était une chose inexplicable (1). J'entends fort bien maintenant que vous avez voulu vous donner le temps d'écrire au ministre à mon sujet ; mais, pour en recevoir des notions vraies, était-il bien nécessaire de lui en offrir de fausses? Eh! que fait à nos affaires que je sois un homme répandu, fastueux, et qui entretient des filles? Les filles que j'entretiens depuis vingt ans, monsieur, sont bien vos très humbles servantes. Elles étaient cinq, dont quatre sœurs

(1) Ce passage s'applique à Silas Deane, qui venait d'arriver, et que Beaumarchais n'avait pas encore vu, parce que le docteur Dubourg le dissuadait sans doute de s'aboucher avec lui.

et une nièce. Depuis trois ans, deux de ces filles entretenues sont mortes à mon grand regret. Je n'en entretiens plus que trois, deux sœurs et ma nièce, ce qui ne laisse pas d'être encore assez fastueux pour un particulier comme moi. Mais qu'auriez-vous donc pensé, si, me connaissant mieux, vous aviez su que je poussais le scandale jusqu'à entretenir aussi des hommes, deux neveux fort jeunes assez jolis, et même le trop malheureux père qui a mis au monde un aussi scandaleux entreteneur (1)? Pour mon faste, c'est encore bien pis. Depuis trois ans, trouvant les dentelles et les habits brodés trop mesquins pour ma vanité, n'ai-je pas affecté l'orgueil d'avoir toujours mes poignets garnis de la plus belle mousseline unie? Le plus superbe drap noir n'est pas trop beau pour moi, quelquefois même on m'a vu pousser la faquinerie jusqu'à la soie, quand il fait très chaud; mais je vous supplie, monsieur, de ne pas aller écrire ces choses à M. le comte de Vergennes : vous finiriez par me perdre entièrement dans son esprit.

« Vous avez eu vos raisons pour lui écrire du mal de moi que vous ne connaissiez pas; j'ai les miennes pour ne pas en être offensé, quoique j'aie l'honneur de vous connaître. Vous êtes, monsieur, un honnête homme tellement enflammé du désir de faire un grand bien, que vous avez cru pouvoir vous permettre un petit mal pour y parvenir.

« Cette morale n'est pas tout à fait celle de l'Évangile; mais j'ai vu beaucoup de gens s'en accommoder. C'est même en ce sens que, pour opérer la conversion des païens, les pères de l'église se permettaient quelquefois des citations hasardées, de saintes calomnies qu'ils nommaient entre eux des fraudes pieuses. Cessons de plaisanter. Je n'ai point d'humeur, parce que M. de Vergennes n'est pas un petit homme, et je m'en tiens à sa réponse. Que ceux à qui je demanderai des avances en affaires se défient de moi, j'y consens; mais que ceux qui seront animés d'un vrai zèle pour les amis communs dont il s'agit y regardent à deux fois avant de s'éloigner d'un homme honorable qui offre de rendre tous les services et de faire toutes les avances utiles à ces mêmes amis. M'entendez-vous maintenant, monsieur?

« J'aurai l'honneur de vous voir cette après-midi d'assez bonne heure pour vous trouver encore assemblés. J'ai celui d'être avec la plus haute considération, monsieur, votre très humble et très-obéissant serviteur bien connu sous le nom de *Roderigue Hortalez et compagnie* (2). »

(1) Cette réponse de Beaumarchais avait eu, à ce qu'il paraît, du succès dans sa famille, car je vois Julie saisir la balle au bond et écrire à ce sujet à son frère une lettre qui commence ainsi : « *Monsieur l'entreteneur,* je me sens forcée de vous dire que votre lettre à M. le docteur a fait fortune parmi nous; les filles que vous entretenez sont bien *vos très humbles servantes,* mais pourvu que vous les augmentiez, » et après avoir développé ce thème, Julie conclut à son ordinaire par des vers plus gais que poétiques, comme elle en mêlait volontiers à tout ce qu'elle écrivait :

Car si vous voulez nous en croire,
Vous augmenterez fort la gloire
Des bienfaits dont vous nous comblez
En nous doublant les fonds que vous nous accordez.

« Je suis en attendant ce moment désiré, monsieur l'entreteneur, votre, etc. JULIE B. »
Il est probable que Julie gagna à la lettre du docteur un supplément d'*entretien*.

(2) Le docteur Dubourg garda toujours rancune à Beaumarchais des préférences de

L'Espagne ayant déjà porté bonheur à l'auteur du *Barbier de Séville*, c'est sous ce nom de *Roderique Horta'ez et compagnie*, destiné à dépister l'ambassadeur d'Angleterre, que Beaumarchais couvrit ses opérations d'armateur secrètement appuyé par la cour de France. Malgré le mauvais vouloir du docteur Dubourg, il fallut bien que Beaumarchais et Silas Deane s'abouchassent enfin.

L'agent du congrès avait été présenté secrètement par ce même docteur Dubourg à M. de Vergennes le 17 juillet 1776. La situation des colonies insurgées était à cette époque extrêmement critique. Elles luttaient vaillamment, mais elles avaient épuisé la ressource ruineuse du papier-monnaie; elles manquaient d'armes, de munitions, leurs troupes étaient à moitié nues, tandis que l'Angleterre, résolue aux derniers sacrifices pour étouffer la rébellion, avait envoyé en Amérique le général Howe avec des renforts considérables. Les troupes américaines avaient perdu plusieurs batailles, et bientôt le congrès lui-même allait être obligé de fuir de Philadelphie, occupée par les Anglais, pour s'établir à Baltimore. La campagne suivante devait être décisive, et l'on pensait généralement en Europe que les Américains seraient écrasés. C'est dans cet état de choses que le congrès envoyait Silas Deane à Paris, pour tâcher de se procurer à crédit du gouvernement ou des particuliers deux cents pièces de canon, des armes, des munitions, des effets d'habillement ou de campement pour vingt-cinq mille hommes. M. de Vergennes répondit naturellement aux demandes de l'agent du congrès par un refus formel, motivé sur les rapports pacifiques entre la France et l'Angleterre. Seulement il lui indiqua Beaumarchais comme un *négociant* qui pourrait peut-être lui venir en aide à des conditions raisonnables. Le lendemain Beaumarchais écrit à Silas Deane la lettre suivante :

« Paris, ce 18 juillet 1776.

« Je ne sais, monsieur, si vous avez avec vous quelqu'un de confiance pour vous traduire les lettres françaises qui traitent d'affaires importantes; de mon côté, je ne serai pas en état de conférer avec vous en anglais jusqu'après le retour d'une personne que j'attends en ce moment de Londres et qui nous servira d'interprète (1). En attendant, j'ai l'honneur de vous informer que

M. de Vergennes, et comme il était très lié avec Franklin, lorsque ce dernier eut rejoint Silas Deane en France, le docteur l'indisposa contre Beaumarchais, ce qui fut un nouvel obstacle ajouté à tous ceux qui croisaient ses opérations. Du reste, le docteur fut puni de sa jalousie, car, n'ayant pu obtenir pour ses projets de commerce la coopération du ministère, il voulut équiper un petit navire à lui tout seul; ce navire fut arrêté et confisqué par les Anglais, qui s'adjugèrent *gratis* la pacotille du docteur.

(1) Silas Deane, à son arrivée en France, savait très peu le français; toutes ses lettres, soit au ministre, soit à Beaumarchais, sont écrites en anglais. Beaumarchais, de son côté, quoiqu'il eût séjourné en Angleterre, ne savait guère de l'anglais que ce fameux mot qu'il donne dans *le Mariage de Figaro* comme le fond de la langue.

j'ai depuis quelque temps conçu le projet d'aider les braves Américains à secouer le joug de l'Angleterre. J'ai déjà essayé différens moyens d'ouvrir une secrète et sûre correspondance entre le congrès général et une maison de commerce que je suis en train de former, et dont le but sera de fournir le continent, soit par la voie de nos îles, soit directement, si cela est possible, de tous les articles dont les Américains ont besoin, et qu'ils ne peuvent plus tirer de l'Angleterre. J'ai déjà parlé de mon plan à un *gentleman* à Londres qui se dit très attaché à l'Amérique (1); mais notre correspondance, depuis que j'ai quitté l'Angleterre, se poursuivant avec difficulté et en chiffres, je n'ai reçu aucune réponse à ma dernière lettre, dans laquelle je fixais quelques points de cette grande et importante affaire. Puisque vous êtes revêtu, monsieur, d'un caractère qui me permet d'avoir confiance en vous, je serai très satisfait de renouer d'une manière plus certaine et plus régulière une négociation qui n'a été jusqu'ici qu'effleurée. Mes moyens ne sont pas encore très considérables, mais ils s'accroîtront beaucoup, si nous pouvons établir ensemble un traité dont les conditions soient honorables et avantageuses, et dont l'exécution soit exacte. J'ai l'honneur d'être, monsieur, etc.

« CARON DE BEAUMARCHAIS (2). »

On le voit, dès les premières relations de Beaumarchais avec l'agent du congrès, il n'y a nulle ambiguité sur la nature de l'affaire. Il ne s'agit pas d'un don que Beaumarchais serait chargé de transmettre, mais d'un traité commercial dont l'exécution soit exacte. Toutefois, comme l'opération était trop chanceuse pour qu'un vrai négociant, dans la situation des affaires d'Amérique, l'eût entreprise uniquement à ses risques et périls, et comme Beaumarchais n'était point négociant de profession, il n'était pas difficile à Silas Deane de soupçonner que l'homme qu'on lui indiquait et qui s'adressait à lui était plus ou moins soutenu par le ministère. Il devait donc, à moins d'une connivence coupable dont Arthur Lee l'a très injustement accusé, il devait, tout en acceptant Beaumarchais tel qu'on le lui présentait, c'est-à-dire comme un négociant agissant en son propre nom, tenir le ministère au courant des engagemens que ce négociant lui demandait de prendre. Aussi l'a-t-il fait, et c'est ce qui résulte de la lettre suivante, écrite par Silas Deane, en date du 19 juillet 1776, à l'homme de confiance de M. de Vergennes, M. Gérard, depuis Gérard de Rayneval, alors premier commis aux affaires étrangères. Cette lettre prouve que Silas Deane a communiqué à M. Gérard la première lettre de Beaumarchais qu'il n'a pas encore vu, et qu'il a demandé conseil sur ce qu'il devait faire. « Je n'ai pas encore

(1) On comprend que le *gentleman* dont il est question ici est Arthur Lee.

(2) Cette première lettre à Silas Deane, qui est importante pour tout ce qui va suivre, n'ayant pas été retrouvée par moi dans les papiers de Beaumarchais, j'ai été obligé de la traduire aussi exactement que possible sur la traduction anglaise, qui figure dans les documens fournis au congrès des États-Unis par Silas Deane.

eu le plaisir de voir M. de Beaumarchais, écrit Silas Deane à M. Gérard; mais je suis plein de confiance, d'après les renseignemens que vous m'avez donnés sur lui, qu'il sera en état de me procurer les choses dont j'ai besoin, et que je dois m'adresser à lui de préférence à toute autre personne. Je pense que par lui les fournitures mentionnées dans mes instructions me seront procurées avec le plus grand secret et la plus grande certitude. » Le même jour a lieu la première conférence entre Beaumarchais et l'agent du congrès, car le lendemain Silas Deane écrit à Beaumarchais la lettre suivante :

« Paris, hôtel Grand-Villars, 20 juillet 1776.

« Monsieur,

« Conformément à votre demande dans notre entrevue d'hier, je vous envoie ci-incluse une copie de ma commission et un extrait de mes instructions, qui vous donneront la certitude que je suis autorisé à faire les acquisitions pour lesquelles je me suis adressé à vous. Pour l'intelligence de cet extrait, il est nécessaire de vous informer que j'avais reçu ordre de m'adresser d'abord aux ministres, afin d'obtenir d'eux par voie d'achat ou d'emprunt les fournitures dont nous avons besoin, et, au cas où le crédit et l'influence du congrès dans les circonstances présentes ne seraient pas suffisans pour les obtenir par ce moyen, j'avais mission de tâcher de me les procurer partout ailleurs. Je vous ai déjà fait part de ma demande au ministre et de sa réponse.

« A l'égard du crédit que nous vous demanderons pour les fournitures et les munitions que je compte obtenir de vous, j'espère qu'un long crédit ne sera pas nécessaire. Un an est le crédit le plus long que mes compatriotes sont habitués à prendre, et le congrès ayant engagé une grande quantité de tabac dans la Virginie et dans le Maryland, ainsi que d'autres articles qui seront embarqués aussitôt qu'on pourra se procurer des navires, je ne doute pas que des retours considérables en nature vous seront faits d'ici à *six mois* et que *le tout sera soldé d'ici un an*. C'est ce dont je presserai le congrès dans mes lettres. Cependant les événemens de la guerre sont incertains, et notre commerce est exposé à en souffrir; mais j'espère que, quoi qu'il arrive, vous recevrez bientôt des retours assez considérables pour pouvoir attendre. Dans le cas où une somme quelconque vous resterait due, après que le crédit dont nous conviendrons serait expiré, il est bien entendu que l'intérêt d'usage vous serait alloué pour cette somme.

« Aussitôt que vous aurez pu faire traduire cette lettre et l'incluse, j'aurai l'honneur de me présenter chez vous. En attendant, je suis avec tout le respect et l'attachement possibles, votre, etc.

« SILAS DEANE. »

A cette lettre de Silas Deane Beaumarchais répond par une lettre en date du 22 juillet, dans laquelle, après avoir accepté la forme des *retours en nature* et les délais demandés par l'agent du congrès, sur la question de la fixation du prix des fournitures il s'exprime ainsi :

« Comme je crois avoir affaire à un peuple vertueux, il me suffira de tenir par devers moi un compte exact de toutes mes avances. Le congrès sera le

maître ou de payer les marchandises sur leur valeur usuelle au temps de leur arrivée au continent, ou de les recevoir suivant les prix d'achat, les retards et les assurances, avec une commission proportionnée aux peines et soins qu'il est impossible de fixer aujourd'hui. J'entends servir votre pays comme s'il était le mien propre, et j'espère trouver dans l'amitié d'un peuple généreux la véritable récompense de mes travaux que je lui consacre avec plaisir. »

L'agent du congrès accepte avec reconnaissance cet arrangement par la lettre suivante, qui nous donnera en même temps une idée des difficultés de l'entreprise et par conséquent des services rendus par Beaumarchais :

« Paris, ce 24 juillet 1776.

« Monsieur, j'ai lu avec attention la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 22, et je pense que vos propositions pour le règlement du prix des marchandises et fournitures sont justes et équitables. La généreuse confiance que vous placez dans la vertu et la justice de mes constituans m'inspire la plus grande joie, me donne les espérances les plus flatteuses pour le succès de l'entreprise à leur satisfaction aussi bien qu'à la vôtre, et me permet de vous assurer de nouveau que les colonies unies prendront les mesures les plus efficaces pour vous envoyer des retours et justifier sous tous les rapports les sentimens qui vous animent pour elles. Toutefois, comme le prix des effets d'équipement seuls s'élèvera déjà à 2 ou 3 millions et comme les canons, les armes, les munitions, feront monter la somme beaucoup plus haut, je ne puis, à cause de l'incertitude de l'arrivée des navires pendant la guerre, aller jusqu'à vous affirmer que des retours pour la totalité vous seront faits dans les délais indiqués; mais dans ce cas, ainsi que je vous l'ai écrit antérieurement, je compte qu'on vous allouera pour la balance un intérêt satisfaisant. Quant aux cargaisons envoyées d'Amérique, soit en France, soit aux Indes occidentales, à titre de retours pour vos avances, je pense qu'il n'y a aucune objection à ce qu'elles soient adressées, soit à votre maison en France, soit à vos agens partout où elles pourront arriver.

« Je vois ici que l'exportation des canons, armes et autres munitions de guerre est prohibée, et que par conséquent ces objets ne pourront être exportés qu'en secret. Cette circonstance me donne beaucoup d'inquiétudes, car si je ne puis les embarquer publiquement, je ne puis aussi me les procurer ouvertement sans éveiller des alarmes qui seront peut-être fatales à nos opérations. Vous savez que l'ambassadeur d'Angleterre est attentif à tout ce que je fais, que ses espions surveillent tous mes mouvemens, et surveilleront probablement de même tous les mouvemens de ceux avec qui je serai en relation. Dans une telle situation, connaissant très peu votre langue, je prévois bien des difficultés auxquelles je ne sais comment faire face, et qui vous embarrasseront peut-être beaucoup vous-même, malgré votre intelligence supérieure et votre habileté. Deux choses, vous en conviendrez, sont dans ce moment aussi essentielles que de se procurer les canons, les armes, etc., etc. : la première, c'est que les objets soient de bonne qualité (1); la seconde, qu'ils

(1) On a écrit souvent que les fournitures faites par Beaumarchais au congrès étaient

puissent être embarqués sans être arrêtés et retenus. La destinée de mon pays dépend en grande partie de l'arrivée de ces secours. Je ne puis donc être trop inquiet sur ce point, et il n'est pas de dangers ou de frais, si grands qu'ils soient, qui ne doivent être hasardés, si cela est nécessaire, pour un objet aussi capital et aussi important. Je vous prie de réfléchir mûrement là-dessus et de me communiquer vos réflexions. J'ai passé chez vous ce matin avec le docteur Bancroft dans l'intention d'en conférer avec vous, mais vous étiez parti pour Versailles. Permettez-moi d'appeler vivement votre attention sur ces derniers points, et de vous assurer que j'ai l'honneur d'être avec le plus profond respect, monsieur, votre, etc.

« SILAS DEANE. »

Ces lettres suffisent, ce nous semble, pour préciser nettement la nature de l'opération et les engagemens très formels et très incontestables pris par l'agent du congrès. Nous avons dû entrer dans ces détails, parce que le résultat qui va suivre est des plus étranges. S'il était besoin d'une nouvelle preuve que ni Beaumarchais ni Silas Deane ne contractèrent à l'insu du ministre, je la trouverais encore dans ce passage d'une lettre de Silas Deane à M. de Vergennes, en date du 18 novembre 1776, qui constate que l'agent du congrès, tout en acceptant, comme il devait le faire, la position prise par le gouvernement, qui se déclarait complétement étranger à l'opération, n'en tient pas moins le ministre au courant de tout ce qui se passe entre lui et Beaumarchais.

« Je vous écris, dit Silas Deane à M. de Vergennes, à la suite de votre entrevue avec M. de Beaumarchais ce matin. Je voudrais avoir votre direction générale et votre avis sur cette délicate, critique et importante affaire, préalablement à toute application d'une manière plus publique. »

L'opération était en effet des plus difficiles, car il s'agissait d'un commerce prohibé officiellement, dont la prohibition était rigoureusement surveillée par l'ambassadeur d'Angleterre, et qui ne devait recevoir l'appui officieux du gouvernement français qu'à la condition que cet appui serait soigneusement caché. La moindre indiscrétion, le moindre embarras diplomatique occasionné par l'affaire allait transformer immédiatement l'appui du ministère en persécution. C'est dans ces conditions que l'auteur du *Barbier de Séville* devait faire extraire sans bruit, et par fractions, de divers arsenaux de l'état, 200 pièces de canon, des mortiers, des bombes, des boulets, 25,000 fusils, 200 milliers de poudre (1), faire fabriquer des effets d'habille-

en général de mauvaise qualité. Il a pu y avoir sur ce point quelques négligences de détail qui s'expliquent par les obstacles dont l'opération était entourée; mais pour l'ensemble l'accusation n'est pas fondée: je vois dans les papiers de Beaumarchais la preuve que les agens de l'Amérique inspectaient avec soin les cargaisons avant le départ.

(1) Il paraît que les Américains, à cette époque, manquaient de poudre; les moyens

ment et de campement pour 25,000 hommes, réunir tous ces objets dans divers ports, les expédier aux *insurgens*, le tout sans éveiller les soupçons de l'ambassadeur d'Angleterre. Mais ce n'est pas en vain que Beaumarchais a pris pour devise : *Ma vie est un combat.* Les choses compliquées lui conviennent mieux que les choses simples. Une fois rassuré sur les résultats de l'opération par les engagemens de Silas Deane, il loue dans le faubourg du Temple une immense maison connue sous le nom d'hôtel de Hollande, il s'y installe avec ses bureaux, ses commis, et passe du jour au lendemain de l'état d'auteur comique à l'état de négociant espagnol connu sous le nom de *Roderigue Hortalez et compagnie.* En quelques mois, au milieu d'obstacles dont le détail serait trop long, il avait réuni au Havre et à Nantes tous les objets mentionnés plus haut. Silas Deane avait promis de fournir des navires américains pour transporter les cargaisons; mais ces navires n'arrivaient pas, et il était important que les secours parvinssent assez tôt pour servir dans la campagne de 1777. Beaumarchais s'arrange avec des armateurs et fournit les navires. Sur une lettre d'Arthur Lee, qui lui en fit un crime plus tard, Silas Deane demandait à enrôler des officiers d'artillerie et du génie, et à les expédier en même temps que les canons et les boulets. Beaumarchais obtient du ministère qu'il fermera les yeux sur cette opération; il enrôle lui-même quarante ou cinquante officiers qui doivent se rendre isolément au Havre et s'embarquer sous la conduite d'un général d'artillerie nommé Ducoudray (1).

Cependant, malgré les précautions prises, l'expédition avait fait du bruit. Je lis dans une lettre du lieutenant de police à M. de Vergennes, en date du 12 décembre 1776, les lignes suivantes : « L'arrivée du docteur Franklin à Nantes fait beaucoup de sensation, et *le départ de M. de Beaumarchais, que l'on dit partout s'être rendu au Havre, n'en fait pas moins.* » Pour éviter des querelles avec l'ambassadeur anglais, il avait été arrêté entre les ministres que ce convoi

de fabrication n'étaient pas sans doute assez perfectionnés pour leur permettre de s'en procurer chez eux. Il faut dire ici que les armes ou munitions tirées des arsenaux de l'état n'étaient point données *gratis* à Beaumarchais. C'est ce qui résulte du passage suivant d'une lettre inédite du ministre de la guerre, le comte de Saint-Germain, en date du 25 août 1776, au comte de Vergennes, que j'extrais des papiers de Beaumarchais : « Cette compagnie, écrit M. de Saint-Germain, paiera comptant les bouches à feu sur le pied de 40 sous la livre de fonte, les fers coulés 90 fr. le millier, et les fusils 23 fr. Dans *le cas où elle demanderait des délais, elle en donnerait une caution valable.* » Dans une autre lettre adressée à Beaumarchais, en date du 30 juin 1776, le ministre de la guerre lui écrit à propos de la poudre qu'on lui a livrée et qu'il doit remplacer dans trois mois : « Je dois vous prévenir que la poudre que vous aurez à remplacer ne pourra être reçue qu'après qu'elle aura été éprouvée suivant les règlemens. »

(1) Ces officiers, enrôlés par Beaumarchais et Silas Deane, et qui précédèrent Lafayette en Amérique, ne réussirent pas tous également. Plusieurs apportaient des pré-

de munitions et d'officiers serait présenté comme une expédition faite par le ministre de la marine pour les besoins des colonies françaises; mais l'expédition était considérable, on employait des bâtimens de commerce au lieu d'employer des navires de l'état, les officiers qui devaient s'embarquer avaient été indiscrets, la présence de Beaumarchais au Havre avait mis le comble à l'inquiétude de l'ambassadeur anglais. Bien que Beaumarchais fût parti sous le faux nom de Durand, si j'en juge par une lettre d'un des officiers à Silas Deane, il avait trahi son incognito en mêlant à une aussi importante affaire des préoccupations littéraires qui peignent l'homme au naturel. « Je crois, écrit cet officier, que le voyage de M. de Beaumarchais a fait plus de mal que de bien. Il est connu de beaucoup de monde, et il s'est fait connaître de toute la ville par la représentation de *ses comédies*, où il a été faire répéter les acteurs pour qu'ils jouassent mieux. Tout cela a rendu inutile la précaution qu'il avait prise de se cacher sous le nom de Durand. »

Beaumarchais assure au contraire que lui seul avait pu tempérer l'indiscrétion des officiers. Quoi qu'il en soit, lord Stormont avait adressé au gouvernement les remontrances les plus véhémentes. Le roi, qui ne voulait pas la guerre, le ministère, qui ne se sentait pas prêt à la faire, avaient craint de trop s'avancer. Un contre-ordre avait été envoyé au Havre et à Nantes, avec défense aux officiers de s'embarquer et aux navires de partir: mais lorsque le contre-ordre arriva au Havre, le plus fort des trois navires de Beaumarchais, *l'Amphitrite*, qui portait la plus grande partie des officiers et des munitions, avait déjà pris la mer. Les deux autres restèrent seuls séquestrés. Beaumarchais revient en toute hâte et se met en quatre pour obtenir la révocation du contre-ordre. Le billet suivant de M. de Vergennes à son premier commis, M. Gérard, peint assez bien ce qu'avait de délicat la situation des ministres dans une affaire de ce genre.

tentions supérieures à leur capacité; les Américains de leur côté étant très jaloux, il en résulta des froissemens. Cependant c'est Beaumarchais qui expédia aux États-Unis les officiers français ou étrangers qui se distinguèrent le plus après Lafayette, notamment le marquis de La Rouërie, très aimé de Washington, dont Chateaubriand parle avec éloge dans ses *Mémoires d'Outre-Tombe*, le comte de Conway, Irlandais de mérite, le général polonais Pulawski, et surtout le vieux général Steuben, compagnon d'armes de Frédéric, qui rendit de grands services en organisant sur un très bon pied les milices américaines. Il est assez plaisant de voir l'auteur du *Barbier de Séville* recommandant au congrès ce vieux général et dissertant sur la guerre : « L'art de faire la guerre avec succès, écrit-il, étant le fruit du courage combiné avec la prudence, les lumières et l'expérience, un compagnon d'armes du grand Frédéric, qui ne l'a pas quitté pendant vingt-deux ans, nous paraît à tous un des hommes les plus propres à seconder M. Washington. »

« M. de Beaumarchais, dit M. de Vergennes, m'écrit sur le même sujet et me marque qu'il veut tenir de moi cette permission (la révocation du contre-ordre) : je me garderai bien de la lui énoncer, quoique *je l'aie par écrit* (1); mais comme très heureusement M. de Sartines a été chargé de cette besogne, je vais le renvoyer à lui. Je vous prie de vous expliquer de même dans votre réponse aux Américains, sans cependant désigner les masques. »

Beaumarchais obtient enfin la permission de faire partir les deux navires séquestrés; mais voilà qu'au moment où ils vont prendre la mer, on apprend que *l'Amphitrite*, que l'on croyait déjà bien loin, au lieu de suivre sa route, a fait deux relâches, une à Nantes, l'autre à Lorient, où le navire est encore, et cela parce que le général Ducoudray ne s'est pas trouvé commodément installé sur ce bâtiment. Nouvelles clameurs de lord Stormont; M. de Vergennes, irrité de se voir de nouveau compromis, s'en prend à Beaumarchais et retire la permission accordée. Le général Ducoudray écrit à Beaumarchais une longue lettre d'explications embarrassées et d'excuses. Beaumarchais, furieux à son tour, lui répond :

« Paris, le 22 janvier 1777.

« Toute votre conduite, monsieur, en cette affaire, étant inexplicable, je ne prendrai pas le soin inutile de l'étudier; il me suffit de chercher à m'en garantir pour l'avenir, ainsi que mes amis. En conséquence, et comme véritable armateur du vaisseau *l'Amphitrite*, je joins ici l'ordre au capitaine Fautrelle d'y garder l'autorité sans partage. Vous avez assez de sagacité pour être persuadé que je n'ai pas pris un parti aussi tranchant sans en avoir conféré sérieusement avec des amis puissans et sages. Vous aurez donc la bonté, monsieur, de vous y conformer ou de chercher un autre vaisseau pour passer où il vous plaira d'aller, sans que je prétende gêner votre conduite en rien autre chose que sur les objets qui me sont relatifs et tendent à me nuire. Vous voudrez bien, au reçu de cette lettre, remettre au capitaine Fautrelle tous les paquets, instructions et lettres destinés à opérer la remise directe de la cargaison de son navire, et me faire passer par M. de Francy un compte en règle et figuré de tout l'argent que vous avez dépensé dans vos courses aussi étonnantes que peu nécessaires, si votre intention toutefois est de nous en faire supporter les frais, ce que nous examinerons avec équité dans le comité de nos affaires. J'ai l'honneur, etc.

« CARON DE BEAUMARCHAIS. »

En même temps Beaumarchais écrit à son agent de confiance, M. de Francy (2), qui est parti pour Lorient :

(1) Ceci me paraît indiquer que, vu la gravité possible des conséquences de cette demi-complicité du gouvernement dans les opérations de Beaumarchais, chaque ministre, quand il fallait prendre une détermination, demandait un ordre écrit de la main du roi. C'est ainsi seulement que peut s'expliquer la phrase de M. de Vergennes.

(2) Nous devons dire un mot de ce M. de Francy dont il va souvent être question. C'était un jeune homme très distingué, auquel Beaumarchais avait donné toute sa con-

« Paris, ce 22 janvier 1777.

« Il faut dire comme Bartholo, *le diable est entré dans mon affaire*, et remédier comme nous pourrons au mal passé, en l'empêchant de renaître. Remettez la lettre ci-jointe à M. Ducondray. Je vous l'envoie ouverte, afin que vous puissiez répondre à ses objections, de ma part, s'il en faisait. Exhibez au capitaine Fautrelle l'ordre que nous lui donnons ci-joint en qualité de propriétaire du vaisseau qu'il commande, et prenez sa parole d'honneur qu'il s'y conformera entièrement. Je reçus hier une lettre de mon neveu avec la

France, et qu'il chargea plus tard d'aller le représenter en Amérique, où il lui fut fort utile. Francy, en servant loyalement les intérêts de son patron, fit lui-même, à la grande satisfaction de Beaumarchais, une assez belle fortune; malheureusement il était poitrinaire, et il mourut jeune encore. J'ai de nombreuses lettres de lui qui contiennent des détails assez curieux sur les hommes et les choses en Amérique au moment de la révolution, et qui, en même temps qu'elles font honneur à son intelligence et à l'élévation de ses sentimens, prouvent la sincérité et la vivacité d'une affection que Beaumarchais inspirait à tous ceux qui l'entouraient. Je dois ajouter que Francy était le frère cadet de Thevenean de Morande, dont il a été déjà question dans un des chapitres précédens, mais qu'il ne ressemblait point à son frère sous le rapport de la moralité; aussi Beaumarchais, en tenant l'un à distance, avait su distinguer le mérite de l'autre et se l'était attaché. J'ai dû parler sévèrement de Morande, parce qu'il m'est démontré qu'une partie de sa vie a été peu estimable; je n'ai fait du reste que reproduire avec des adoucissemens ce qu'ont déjà dit de lui plusieurs écrivains, j'ai tâché remarquer le premier que l'âge avait apporté une notable amélioration dans la vie de ce libelliste. Cependant j'apprends que Morande a laissé une famille honorable, qui s'est affligée de ce qui a été publié dans ce recueil sur l'auteur du *Gazetier cuirassé* à propos de ses relations avec Beaumarchais. Tout ce que je puis faire, en restant fidèle au premier devoir d'un écrivain, qui est de dire la vérité, c'est d'insister un peu plus sur la meilleure partie de la vie de Morande. Il est certain qu'après avoir vécu d'abord à Londres en trafiquant de l'injure et de la diffamation, cet écrivain, par la protection même de Beaumarchais, avait conquis une position plus avouable : il rédigea pendant plusieurs années en Angleterre le *Courrier de l'Europe*, que j'ai parcouru et qui est écrit en général avec une décence qu'on n'attendrait pas de l'auteur du *Gazetier cuirassé*. Plus tard, au commencement de la révolution, il rentra en France. On aurait pu croire, en raison de ses antécédens, qu'il allait se ranger du côté du plus fort et *hurler avec les loups*, c'est-à-dire les jacobins; il n'en fit rien. Il fonda, sous le titre de *l'Argus patriote*, un journal que je ne connaissais pas et que sa famille m'a communiqué. Dans ce journal, publié de 1791 à 1792, Morande défend avec autant de courage que de talent le parti monarchique constitutionnel, le parti de la modération, de la raison et de la justice, le parti pour lequel combattait à la même époque le noble et malheureux André Chénier. L'auteur de *l'Argus patriote* se montre plein de respect pour Louis XVI à une époque où le roi-martyr était exposé livré aux plus infâmes outrages, et plein d'intrépidité contre une faction redoutable et forcenée : ce journal est certainement un titre en faveur de l'homme qui le rédigeait. C'est à cette attitude que Morande dut l'honneur d'être arrêté après le 10 août, et de n'échapper que par un hasard heureux aux massacres de septembre. Il est donc juste de lui tenir compte de cette partie de sa vie; mais, si elle peut mitiger une rigoureuse appréciation des écarts très graves de sa jeunesse, elle ne doit pas la faire disparaître. L'homme à qui Beaumarchais pouvait écrire amicalement et sans l'offenser : « Vous êtes devenu un honorable citoyen, ne redescendez jamais de la hauteur où vous voilà, » est un homme à qui sa conscience disait incontestablement qu'il n'avait pas toujours été un citoyen honorable.

vôtre. Aussi enfant que les autres, mon neveu paraît avoir de l'inquiétude de remonter sur *l'Amphitrite* (1). Vous sentez le peu d'égards que je dois à cette puérilité; recommandez-le seulement de nouveau à M. de Conway et au chevalier de Bore. Ordonnez au capitaine de recevoir sur son bord M. le marquis de La Rouërie, qui nous est spécialement recommandé. Remettez au capitaine la règle générale et secrète de sa route, et de ce qu'il doit faire en suivant sa vraie destination. Si la force majeure des circonstances l'obligeait à relâcher à Saint-Domingue, convenez avec lui et M. de Conway de ne s'y point arrêter, mais d'écrire à M. le comte d'Emery (2), de la rade, pour le prévenir que l'inquiétude seule des mauvaises rencontres a fait diriger l'ordre fictif de la marche de *l'Amphitrite* sur Saint-Domingue, et prendre de lui un nouvel ordre fictif pour la France, afin de se mettre à l'abri par cet ordre, en cas de rencontre anglaise entre Saint-Domingue et la vraie destination du navire. Vous savez bien que toutes les précautions du ministère se prennent d'accord avec nous; c'est là-dessus qu'on peut compter.

« Aussitôt après le départ de *l'Amphitrite* vous passerez par Nantes, où je crains pourtant que vous ne trouviez *le Mercure* parti, car il est prêt à mettre à la voile. Bonjour, mon cher Francy; revenez bien vite à Paris. C'est assez trotter pour une fois : d'autre ouvrage vous attend ici; mais j'en partagerai le travail. Rapportez-moi cette lettre. »

Malgré tous ces contre-temps, les trois premiers navires de Beaumarchais purent enfin partir; ils échappèrent heureusement aux croiseurs anglais et arrivèrent, au commencement de la campagne de 1777, dans la rade de Portsmouth. En recevant pour la première fois d'Europe une telle cargaison de canons, de poudre, de fusils, d'habits et de souliers pour 25,000 hommes, le peuple américain battit des mains. De son côté, l'agent américain à Paris, Silas Deane, dès le 29 novembre 1776, écrivait au comité secret du congrès :

« Je ne serais jamais venu à bout de remplir ma mission sans les efforts infatigables, généreux et intelligens de M. de Beaumarchais, à qui les États-Unis sont plus redevables sous tous les rapports qu'à toute autre personne de ce côté de l'Océan. Il est grandement en avance pour des munitions, des effets d'habillement, d'équipement, et d'autres objets, et j'ai la ferme confiance que vous lui ferez passer le plus promptement possible des retours considérables. Il vous a écrit par M. Macrery, et il vous écrira de nouveau par ce navire. Je ne saurais, dans une lettre, rendre pleine justice à M. de Beaumarchais pour son habileté et son zèle à soutenir notre cause. Tout ce que je puis dire, c'est que dans cette opération il s'est conduit d'après les prin-

(1) Ce neveu de Beaumarchais, nommé Des Épiniers, partait pour l'Amérique en qualité d'officier d'artillerie. La veille d'un combat, il écrivait à son oncle : « Votre neveu, mon très cher oncle, peut bien se faire tuer, mais il ne fera jamais rien d'indigne de quelqu'un qui a l'honneur de vous appartenir; c'est aussi certain que la tendresse qu'il aura toujours pour le meilleur de tous les oncles. » Des Épiniers mourut, je crois, en Amérique, avec le grade de major.

(2) Le gouverneur de Saint-Domingue.

cipes les plus larges et les plus libéraux, et qu'il a fait de nos affaires les siennes propres. Son influence et son crédit, qui sont grands, ont été entièrement employés à servir nos intérêts, et j'espère que les résultats égaleront ses vœux. »

Beaumarchais s'attendait naturellement à recevoir au plus vite du congrès beaucoup de remerciemens et beaucoup de tabac de Virginie et de Maryland : il ne reçut pas même de réponse à ses lettres. Ces retours, qui, d'après les promesses formelles de Silas Deane, devaient arriver en six mois, n'arrivèrent point. Beaumarchais envoya encore deux navires et deux cargaisons : pas de nouvelles du congrès. Silas Deane confus ne savait comment expliquer ce silence. Tous deux avaient compté sans Arthur Lee, qui venait d'être adjoint, ainsi que Franklin, à la députation américaine en France. Franklin était arrivé à Paris en décembre 1776; Arthur Lee arriva à la fin du même mois. Sa première lettre confidentielle au comité secret du congrès, en date du 3 janvier 1777, le caractérise très bien : « Les politiques de cette cour, écrit-il, sont dans une sorte d'hésitation tremblante (*in a kind of trembling hesitation*). » On ne se douterait pas pourquoi.

« C'est parce que, ajoute Lee, les promesses qui me furent faites par l'agent français à Londres, et que je vous communiquai par M. Story, n'ont pas été entièrement remplies. Le changement du mode de transmission de ce qu'on avait promis a été combiné avec M. Deane, qu'Hortalez ou Beaumarchais a trouvé ici à son retour de Londres, et avec lequel tous les arrangemens ont été faits. »

Dans une autre lettre confidentielle, Lee a l'audace d'écrire :

« M. de Vergennes, le ministre, et son secrétaire *nous ont assuré à plusieurs reprises* (*have repeatedly assured us*) qu'aucun retour n'était attendu pour les cargaisons envoyées par Beaumarchais. Ce *gentleman* n'est pas un négociant; il est connu pour être un agent politique employé par la cour de France. »

Les documens que nous avons cités, la déclaration très nette de M. de Vergennes que nous citerons en son lieu, ainsi que les lettres de Beaumarchais au ministre, nous autorisent à affirmer que cette assertion d'Arthur Lee était un insigne mensonge. Il paraît éprouver lui-même une certaine gêne de ce mensonge, car, dans une lettre qui suit celle que nous venons de citer, il écrit : « Le ministère *nous a souvent donné à entendre* (*has often given us to understand*) que nous n'avions rien à payer pour les cargaisons fournies par Beaumarchais; cependant ce dernier, avec la persévérance des aventuriers de son espèce, persiste dans ses demandes. »

Il est inutile de faire remarquer que les lettres de ce genre sont

toujours des lettres signées par Arthur Lee tout seul et écrites à l'insu de ses deux collègues. Placé entre les affirmations contradictoires de Silas Deane et d'Arthur Lee, le comité secret du congrès attendait le témoignage de Franklin, et Franklin gardait le silence. Dès le premier jour de la réunion des trois commissaires américains à Paris, Deane et Arthur Lee étaient à couteaux tirés. Franklin, déjà prévenu contre l'auteur du *Barbier de Séville* par son ami le docteur Dubourg, et dans la vaine espérance d'avoir la paix avec Arthur Lee, avait pris le parti de lui sacrifier Beaumarchais, en déclarant à Deane qu'il ne voulait se mêler en rien de la transaction faite entre lui et ce dernier. Il faut ajouter à cela que ce même général Ducoudray que nous avons vu plus haut si vertement réprimandé par Beaumarchais était arrivé en Amérique furieux contre lui, et après lui avoir écrit en France la lettre la plus embarrassée et la plus humble, il avait débuté aux États-Unis par l'insulter dans le pamphlet le plus violent (1).

Enfin, pour achever d'expliquer l'attitude du comité secret du congrès, qui sans cela serait inexplicable, il faut dire que les lettres de Beaumarchais lui-même étaient assez bizarrres par un mélange de *patriotisme* et de *négociantisme*, également sincères chez lui, pour inspirer de la défiance à des esprits déjà prévenus. Qu'on se figure en effet de sérieux *Yankees*, qui presque tous avant de faire la guerre avaient fait le commerce, recevant des masses de cargaisons embarquées souvent à la dérobée, pendant la nuit, et dont les factures présentaient par conséquent quelques irrégularités, le tout sans autre lettre d'avis que des missives un peu ébourriffées, signées du nom romanesque de *Roderigue Hortalez et compagnie*, dans lesquelles Beaumarchais mêlait des protestations d'enthousiasme, des offres de services illimités, des conseils sur la politique à suivre, à des demandes de *tabac*, d'*indigo* ou de *poisson salé*, et qui se terminaient par des tirades comme celle-ci par exemple :

« Messieurs, considérez ma maison comme la tête de toutes les opérations utiles à votre cause en Europe, et ma personne comme le plus zélé partisan de votre nation, l'*âme de vos succès* et l'homme le plus profondément pénétré de la respectueuse estime avec laquelle j'ai l'honneur d'être, etc.

« RODERIGUE HORTALEZ et Cie. »

L'esprit calculateur des Yankees était naturellement porté à penser qu'un être aussi ardent et aussi fantastique, si toutefois cet être existait réellement, jouait une comédie commerciale convenue entre le gouvernement français et lui, et qu'on pouvait en toute sûreté de

(1) Peu de temps après son arrivée en Amérique, ce général se noya au passage d'une rivière.

conscience utiliser ses fournitures, lire ses amplifications, et se dispenser de lui envoyer du tabac.

Beaumarchais cependant était indignement sacrifié. Il avait reçu à la vérité une subvention d'un million, il le cachait parce qu'il lui était expressément ordonné de le cacher; mais avec ce million, sur la foi des engagemens formels de Silas Deane, il s'était embarqué dans la plus dangereuse des opérations: il avait emprunté de l'argent de partout, fait des commandes considérables qu'il n'avait point payées, et il était harcelé de créanciers. « J'ai été, écrivait-il à cette époque, pendant quinze jours entre la vie et la mort. » Plus tard, Franklin, appréciant enfin sa situation avec plus de justice, écrivait à Robert Morris : « Quand il est venu me solliciter de lui donner une cargaison à valoir sur son paiement, il avait des larmes dans les yeux en m'exposant la détresse à laquelle lui et ses associés se trouvaient réduits par le retard de nos envois. » Malheureusement à cette époque Franklin se laissait persuader par Lee que Beaumarchais tirait tout son argent des coffres de l'état, tandis qu'à la date du 18 février 1777, en expédiant un cinquième navire, il demandait en vain à M. de Vergennes un deuxième million que le ministre lui refusait net. Il écrivait aussi en vain au congrès, à la date du 20 décembre 1777 : « Je suis épuisé d'argent et de crédit. Comptant trop sur des retours tant de fois promis, j'ai de beaucoup outrepassé mes fonds, ceux de mes amis; j'ai même épuisé d'autres secours puissans que je m'étais d'abord procurés sous ma promesse expresse de rendre avant peu. » Le congrès continuait à faire la sourde oreille, et cependant Beaumarchais ne pouvait plus s'arrêter : une opération l'entraînait dans une autre. Persuadé que ses débiteurs finiraient par ouvrir les yeux, il se préparait à commercer, non plus avec le gouvernement américain, mais avec les particuliers. L'hypothèse d'une guerre prochaine entre la France et l'Angleterre devenant chaque jour plus probable, il achetait de l'état un vaisseau à trois ponts fort avarié de 60 canons, qui se nommait *l'Hippopotame;* il le faisait radouber complétement, le baptisait du nom plus poétique de *Fier Roderigue* (1), et il écrivait au ministre de la marine, qui ne voulait pas laisser partir son vaisseau pour complaire à lord Stormont : « Ce vaisseau est plutôt armé contre les Américains que pour

(1) Comment l'usait-il face à toutes ces dépenses? Je serais embarrassé pour le préciser bien nettement; ses lettres nous indiqueront plus bas quelques-uns de ses associés. Je vois dans ses papiers qu'il en a de toute espèce, armateurs ou négocians, et même d'un genre assez inattendu. Ainsi il écrit au subrécargue du *Fier Roderigue*, à la date du 14 mars 1778 : « Dans la facture générale que vous m'enverrez de la livraison entière, aux articles qui regardent le marquis de Saint-Aignan et le marquis de l'Aubespine, au lieu de mettre leurs noms en toutes lettres, ne les désignez que par des initiales; ils

eux, puisque je le destine à m'aller chercher promptement et d'autorité des retours que l'indolence ou la pénurie de mes débiteurs me retiennent depuis trop longtemps. *L'Amérique aujourd'hui me doit cinq millions.* » A la même époque, en proposant à M. de Vergennes un projet d'emprunt pour les Américains, il écrit : « Si l'on est surpris que, malgré les *mécontentemens excessifs* que j'ai des Américains, mon zèle pour eux soit toujours aussi chaud, le mot de l'énigme, c'est que je vois toujours la France dans l'Amérique. »

N'est-il pas évident pour tout homme de sens que si, comme l'affirmait si effrontément Arthur Lee, Beaumarchais eût été chargé par le ministère d'envoyer gratis ses cargaisons en Amérique, il n'aurait jamais eu l'audace d'écrire aux ministres eux-mêmes des lettres où il se plaint sans cesse de ses *débiteurs d'Amérique,* et que, s'il eût ainsi frauduleusement dénaturé sa mission, la Bastille en eût fait justice?

II. — LES FLOTTES DE BEAUMARCHAIS DANS LA GUERRE D'AMÉRIQUE.

Déterminé à voir clair dans l'intrigue qui empêchait le congrès de remplir les engagemens de Silas Deane, Beaumarchais envoya enfin en Amérique le jeune de Francy, avec la double mission d'obtenir justice du congrès pour le passé et d'empêcher qu'à l'avenir ses cargaisons fussent livrées gratis. Je citerai ici deux de ses lettres inédites à Francy, parce qu'elles le montrent bien sous son véritable aspect, aussi ardent dans ses correspondances intimes que dans ses lettres officielles, et avec cette étrange variété d'allures et d'instincts qui le caractérise.

« Paris, ce 28 décembre 1777.

« Je profite, mon cher Francy, de toutes les occasions pour vous donner de mes nouvelles; qu'il en soit ainsi de vous, je vous prie.

« Quoiqu'il soit aujourd'hui le 20 décembre 1777, mon grand vaisseau n'est point encore parti; mais c'est un sort à peu près commun à tous les vaisseaux marchands destinés pour l'Amérique. Le ministère a craint que le commerce n'enlevât à la fois trop de matelots dans un temps où il peut en avoir besoin d'un moment à l'autre. Les ordres les plus rigoureux ont été donnés dans tous les ports, mais surtout dans celui où j'arme. Il paraît que la force et la capacité de mon navire ont fait faire au lord Stormont quelques levées de boucliers sur lesquelles le ministère a craint qu'on ne le soup-

peuvent désirer un jour que leurs noms ne soient pas cités dans une affaire de commerce; et pourvu que nous nous y reconnaissions eux et moi, cela suffit quant à présent. » Ainsi le goût du commerce n'était pas seulement l'attribut de l'auteur du *Barbier de Séville :* voici de très grands seigneurs qui, au lieu d'aller « se faire *casser la tête aux insurgens,* » comme on disait alors, préfèrent leur vendre des pacotilles par l'intermédiaire de Beaumarchais.

connât de favoriser une opération qui, dans le vrai, se fait sans lui et même malgré lui. Prêt à mettre à la voile, mon artillerie m'a été enlevée, et l'embarras de la ravoir ou d'en former une autre est ce qui me retient au port. Je lutte contre des obstacles de toute nature, mais je lutte de toutes mes forces, et j'espère vaincre avec de la patience, du courage et de l'argent. Les pertes énormes que tout cela me cause ne paraissent toucher personne; le ministre est inflexible; il n'y a pas jusqu'à MM. les députés de Passy (1) qui ne prétendent aussi à l'honneur de me contrarier, moi, le meilleur ami de leur pays! A l'arrivée de *l'Amphitrite*, qui enfin a débarqué à Lorient un faible chargement de riz et d'indigo, ils ont eu l'injustice de s'emparer de la cargaison, en disant qu'elle leur était adressée, et non à moi; mais, comme dit fort bien M. de Voltaire,

L'injustice à la fin produit l'indépendance.

« On avait probablement pris ma patience pour de la faiblesse et ma générosité pour de la sottise. Autant je suis attaché aux intérêts de l'Amérique, autant je me suis tenu offensé des libertés peu honnêtes que les députés de Passy ont voulu prendre avec moi. Je leur ai écrit la lettre dont je vous envoie copie, et qu'ils ont laissée sans réponse jusqu'à ce moment. En attendant, j'ai fait arrêter la cargaison entre les mains de MM. Bérard frères, de Lorient, et en cela je n'ai point cru déroger à ma conduite franche et généreuse envers le congrès, mais seulement user du droit le plus légitime sur le premier et très faible retour d'une avance énorme : cette cargaison ne vaut que 150,000 livres. Vous voyez qu'il y a bien loin de cette goutte d'eau à l'océan de mes créances (2).

« Quant à vous, mon cher, je vous crois arrivé. Je crois que vous avez obtenu du congrès un à-compte raisonnable et tel que la situation des affaires d'Amérique a permis qu'on vous le donnât. Je crois, suivant mes instructions, que vous avez acquis et acquérez encore tous les jours des tabacs, je crois que moi ou mes vaisseaux trouveront leurs retours prêts à embarquer aussitôt qu'ils arriveront où vous êtes. J'espère encore que si les événemens les retardaient ici plus que je ne le crois, vous aurez suivi le conseil de notre ami Montieu, et que vous m'enverrez au moins par *le Flamand* et tel autre adjoint que vous pourrez lui donner, en usant du superflu de l'armement dont Landais a surchargé ce vaisseau, une cargaison qui me tire un peu de la presse horrible où je suis.

« Je ne sais si je me flatte, mais je compte sur l'honnêteté, sur l'équité du congrès comme sur la mienne et la vôtre. Ses députés ici ne sont pas à leur aise, et le besoin rend souvent les hommes peu délicats : voilà comment j'explique l'injustice qu'ils ont essayé de me faire (3). Je ne désespère pas même de

(1) La députation américaine, dont le chef, Franklin, était établi à Passy.

(2) C'était en effet le premier retour qui arrivait en Europe sur un des vaisseaux de Beaumarchais. Franklin et Lee, qui dans cette circonstance agissaient malgré Silas Deane, n'osèrent point insister, et la cargaison resta à Beaumarchais.

(3) Cette explication peut paraître étrange; mais elle n'est pas dénuée de probabilité, au moins pour une époque un peu antérieure à celle où Beaumarchais la donnait, ignorant alors que le gouvernement français venait d'avancer secrètement de l'argent aux

les ramener à moi par la douceur de mes représentations et la fermeté de ma conduite. Il est bien malheureux, mon ami, pour cette cause, que ses intérêts en France aient été confiés à plusieurs personnes à la fois; un seul eût bien mieux réussi, et pour ce qui me regarde, je dois à M. Deane la justice, qu'il est honteux et chagrin tout à la fois de la conduite de ses collègues avec moi, dont le tort appartient tout entier à M. Lee.

« J'éprouve aussi des désagrémens de la part du congrès provincial de la South-Caroline, et j'écris par L'Estargette à M. le président Rutledge pour demander justice de lui-même à lui-même. L'Estargette, qui correspondra avec vous, vous apprendra quel succès aura ma juste représentation (1).

« A travers tous ces désagrémens, les nouvelles d'Amérique me comblent de joie. Brave, brave peuple! dont la conduite militaire justifie mon estime et le bel enthousiasme que l'on a pour lui en France! Enfin, mon ami, je ne veux des retours que pour être en état de le servir de nouveau, pour faire face à mes engagemens, de façon à pouvoir en contracter d'autres en sa faveur (2).

« Il me semble, si j'en crois les nouvelles, que nos Français ont fait des merveilles dans toutes les batailles de Pensylvanie. Il eût été bien honteux pour moi, pour mon pays, pour le nom français, que leur conduite n'eût pas répondu à la noblesse de la cause qu'ils ont épousée, aux efforts que j'ai faits pour procurer de l'emploi à la plupart d'entre eux, enfin à la réputation des corps militaires dont ils ont été tirés.

« La ville de Londres est dans une combustion épouvantable; le ministère est aux abois. L'opposition triomphe, et même avec dureté. Et le roi de France, comme un aigle puissant qui plane sur tous ces événemens, se ré-

députés d'Amérique. Le fait est que ces derniers ne recevaient pas plus de fonds du congrès que Beaumarchais n'en recevait de retours en nature. Silas Deane avait été obligé d'abord d'emprunter à Beaumarchais les sommes nécessaires à son entretien personnel. Arthur Lee cherchait à abuser de ce fait contre son collègue; mais il n'y avait sur ce point aucun mystère. Loin de le cacher, Beaumarchais en parle souvent dans ses lettres au congrès avec une insistance qui n'est peut-être pas toujours de très bon goût, mais qui prouve du moins la parfaite innocence de cet emprunt, que la nécessité seule avait forcé Silas Deane à contracter, puisque son pays ne lui envoyait pas un sou. Quant à Franklin, lorsqu'il débarqua en France, il était un peu plus riche, car il écrit à son collègue Silas Deane, de Quiberon, en décembre 1776 : « Notre vaisseau a apporté en *indigo* pour le compte du congrès une valeur d'environ 3,000 livres sterling, qui doit être à nos ordres pour payer nos dépenses. » A défaut de lettres de change, le congrès lui avait au moins alloué de *l'indigo* pour subsister. C'est dans cette même année 1777 que le gouvernement français donna lui-même à diverses reprises de l'argent aux députés de Passy jusqu'à concurrence de 2 millions, qui furent consacrés en partie à l'entretien des agens et des sous-agens de l'Amérique en France, et en partie à l'achat de fournitures pour le congrès. L'emploi de ces millions occasionna plus tard au sein du congrès des discussions un peu scandaleuses.

(1) Après avoir commercé avec le congrès général, Beaumarchais livrait aussi des fournitures aux divers états, et n'en était guère mieux payé.

(2) Voilà le vrai Beaumarchais, à la fois spéculateur et enthousiaste. On ne peut pas dire qu'il pose ici, car il n'écrit pas officiellement à un pouvoir quelconque, mais confidentiellement à son agent d'affaires. Le mot *mon estime*, ainsi que le mot *pour moi* à l'autre paragraphe, sont encore bien dans son genre de fatuité naïve.

serve encore un moment le plaisir de voir les deux partis flottans entre la crainte et l'espérance de sa décision, qui doit être d'un si grand poids dans la querelle des deux hémisphères.

« Vous prescrire pédantesquement votre conduite à deux mille lieues de moi, mon cher ami, serait imiter la sottise du ministre anglais qui a voulu faire la guerre et dessiner la campagne de son cabinet! Je mets à profit sa leçon. Servez-moi de votre mieux, c'est le seul moyen de vous rendre utile à moi, à vous, et de devenir intéressant à l'Amérique elle-même.

« Faites comme moi : méprisez les petites considérations, les petites mesures et les petits ressentimens. Je vous ai affilié à une cause magnifique; vous êtes l'agent d'un homme juste et généreux. Souvenez-vous que les succès sont à la fortune, que l'argent qui m'est dû est au hasard d'un grand concours d'événemens, mais que ma réputation est à moi, comme vous êtes aujourd'hui l'artisan de la vôtre. Qu'elle soit toujours bonne, mon ami, et tout ne sera pas perdu quand tout le reste le serait. Je vous salue comme je vous estime et vous aime. »

Le passage qui suit est un *postscriptum* où l'on voit Beaumarchais appliquant à la politique les ressources de la comédie, et combinant ingénieusement les moyens d'éluder les ordres ministériels, comme il aurait arrangé une pièce de théâtre :

« Voici ce que je pense relativement à mon grand vaisseau : je ne puis manquer à la parole que j'ai donnée à M. de Maurepas, que mon vaisseau ne servirait qu'à porter à Saint-Domingue sept ou huit cents hommes de milice, et que je m'en reviendrais sans toucher au continent. Cependant la cargaison de ce vaisseau est très intéressante pour le congrès et pour moi : elle consiste en habits de soldats tout faits, en draps, couvertures, etc. Il porte une artillerie de 60 canons de bronze, dont 4 pièces de 33 livres, 24 pièces de 24 livres, 20 pièces de 16 livres, de 12 livres et de 8 livres de balles, plus 33 pièces d'artillerie de 4 livres de balles, ce qui fait en tout 100 canons de bronze et beaucoup d'autres marchandises.

« A force d'y rêver, j'ai pensé que vous pourriez vous arranger secrètement avec le comité secret du congrès, pour qu'on envoie un ou deux corsaires américains sur-le-champ à la hauteur de Saint-Domingue. L'un d'eux enverra sa chaloupe au Cap Français, ou bien il fera le signal convenu depuis longtemps pour tous les navires américains qui viennent au Cap, *de mettre une flamme blanche, d'arborer pavillon hollandais au grand mât et de tirer trois coups de canon;* alors M. Carabasse (1) ira à bord avec M. de Montaut, capitaine de mon vaisseau *le Fier Roderigue*. Ils s'arrangeront pour qu'à la sortie de mon vaisseau le corsaire américain s'en empare, sous quelque prétexte que ce soit, et qu'il l'emmène. Mon capitaine protestera de violence et fera un procès-verbal avec menace de ses plaintes au congrès. Le vaisseau sera conduit où vous êtes. Le congrès désavouera hautement le brutal corsaire, rendra la liberté au vaisseau, avec des excuses obligeantes pour le pavillon français : pendant ce temps, vous ferez mettre à terre la cargaison,

(1) L'agent de Beaumarchais au Cap.

vous emplirez le navire de tabac, et vous me le renverrez bien vite avec tous ceux que vous aurez pu y joindre. Comme M. Carmichaël (1) va fort vite, vous aurez le temps de faire cette manœuvre soit avec le congrès, soit avec un corsaire ami discret. Par ce moyen, M. de Maurepas se voit dégagé de sa parole envers ceux à qui il l'a donnée, et moi de la mienne envers lui, car nul ne peut s'opposer à la violence, et mon opération aura eu son succès, malgré tous les obstacles dont mes travaux sont semés

« Voilà sur quel fonds d'idées je vous prie, mon cher ami, de travailler fructueusement et vite, car mon vaisseau partira avant le 15 de janvier. Il aura ordre d'attendre de vos nouvelles au Cap Français.

« D'après tout ce que je fais, le congrès ne doutera plus, j'espère, que le plus zélé partisan de la république en France ne soit votre ami

« RODERIGUE HORTALEZ et Cie. »

La lettre suivante donnera une idée de l'importance des armemens de Beaumarchais. Elle est écrite au moment où la guerre vient d'éclater entre la France et l'Angleterre.

« Paris, le 6 décembre 1778.

« Je vous dépêche en avant le corsaire *le Zéphyr* pour vous prévenir que je suis prêt à mettre à la mer une flotte de plus de douze voiles à la tête desquelles est *le Fier Roderigue*, que vous m'avez renvoyé, et qui m'est arrivé à Rochefort le 1er octobre en bon état. Cette flotte peut contenir de cinq à six mille tonneaux, et elle est armée absolument en guerre. Arrangez-vous en conséquence. Si mon navire *le Ferragus*, parti de Rochefort en septembre, vous est parvenu, gardez-le pour le joindre à ma flotte en retour. Ceci est un armement commun entre M. de Montieu (2) et moi. Nous avons composé les cargaisons sur l'état de marchandises que vous m'avez envoyé par *le Fier Roderigue*, quoiqu'à dire vrai je me sois plus essentiellement occupé de moyens de revoir mes fonds que de les accumuler sans cesse. La plus forte partie du chargement sera donc de tafia, sucre, et d'un peu de café. Ayant beaucoup de place en allant, nous avons même pris le fret que nous avons trouvé; mais nous ne rapporterons rien à personne en revenant.

« Ainsi quincaillerie anglaise, draps, gazes, rubans, étoffes de soie, clous, toiles, agrès, des essais dans plusieurs genres de toiles peintes, papier, livres, brosses et généralement tous les articles que vous avez préférés, nous vous les envoyons. Faites en sorte que cette flotte reste à la planche le moins possible; car, quoiqu'elle soit forte et très bien armée, il ne faut pas que les avis qu'on aura de son séjour où vous êtes donnent le temps à nos ennemis de se disposer à barrer notre retour. 1° le commerce; 2° la guerre.

« Elle vous arrivera au plus tôt dans le cours de février, étant destinée à faire un détour en allant pour approvisionner nos colonies de farines et salaisons dont elles ont grand besoin, et dont le produit, nous rentrant en lettres de change sur nos trésoriers avant le retour de la flotte, nous mettra en

(1) C'était un agent de l'Amérique à qui Beaumarchais confiait sa lettre pour M. de Francy.

(2) C'était un armateur de Nantes associé avec Beaumarchais.

état de faire face, en l'attendant, à la terrible mise-hors que cet armement nous coûte. Elle ne doit mettre à la voile que dans les premiers jours de janvier.

« Vous recevrez par *le Fier Roderigue* tous mes comptes avec le congrès bien en règle, l'assurance comprise, et *sans polices fournies*, parce que j'ai été moi-même mon assureur, et que c'est une chose hors de doute, à la décision de tout le commerce d'Europe, qu'assurer ou courir les risques d'assurance donne un droit incontestable au paiement. Il en résulte seulement que le congrès ne paiera point les cargaisons qu'il n'aura pas reçues et qui auront été raflées en route sur les vaisseaux envoyés d'Europe. Je joindrai à mes comptes l'état exact de ce que j'ai reçu du congrès malgré l'infidèle députation de Passy, qui m'a disputé chaque cargaison de retour, et qui m'aurait encore arraché celle de *la Thérèse*, si M. Pelletier (1), bien instruit par moi, ne l'avait pas vendue d'autorité. Cette injure perpétuelle indigne mon cœur et m'a fait prendre l'irrévocable résolution de n'avoir plus aucune relation avec la députation tant que ce fripon de Lee en sera. Il faut que les Américains entendent bien mal leurs intérêts pour laisser à notre cour un homme aussi suspect et surtout aussi malhonnête (2).

« L'on m'a promis, mon cher, votre commission de capitaine, j'espère être assez heureux pour vous l'envoyer par *le Fier Roderigue*; mais pourtant n'y comptez que quand vous la tiendrez dans vos mains (3). Vous connaissez notre pays; il est si grand qu'il y a toujours bien loin de l'endroit où l'on promet à celui où l'on donne. Bref, je ne l'ai pas encore, quoiqu'elle soit promise.

« Tous les autres détails vous arriveront par *le Fier*. Eh! que diriez-vous si je vous mettais à même, à son arrivée, d'embrasser à bord notre ami Montieu? Il en a bonne envie; mais cela n'est pas encore décidé.

« Je n'ai reçu aucun autre argent pour M. le comte de Pulaski que celui qu'il m'a remis lui-même, sur lequel je viens de payer cent louis à son acquit. Je vous enverrai son compte bien net. Il devait m'écrire, et je n'ai jamais reçu de ses nouvelles.

« J'approuve ce que vous avez fait pour M. de Lafayette. Brave jeune homme qu'il est! c'est me servir à ma guise que d'obliger des hommes de ce caractère (4). Je ne suis pas encore payé des avances que vous lui avez faites; mais je suis sans inquiétudes. Il en est ainsi de M. de La Rouërie.

« Quant à vous, mon cher, je me réserve de vous écrire de ma main ce que je veux faire pour vous. Si vous me connaissez bien, vous devez vous attendre que je vous traiterai amicalement. Votre sort est désormais attaché au mien

(1) M. Pelletier Du Doyer, autre armateur également lié d'intérêts avec Beaumarchais.

(2) Il va sans dire que nous n'adoptons pas plus le jugement de Beaumarchais sur Lee que l'opinion de Lee sur Beaumarchais.

(3) C'était un brevet de capitaine au service des colonies que Francy demandait à Beaumarchais de lui obtenir du ministère pour augmenter sa considération en Amérique. Francy avait été élève de marine. Beaumarchais obtint le brevet qu'il demandait; il le lui envoie par la lettre qui suit celle-ci avec des épaulettes faites de la main de Mme de Beaumarchais.

(4) Lafayette était dévoré par les usuriers américains. Francy, qui s'était lié avec le jeune général, n'avait pas hésité à lui prêter de l'argent appartenant à Beaumarchais.

pour la vie. Je vous estime et vous aime, et vous ne tarderez pas à en recevoir les preuves. Rappelez-moi souvent au souvenir et à l'amitié de M. le baron de Steuben. Je me félicite bien, d'après ce que j'apprends de lui, d'avoir donné un aussi grand officier à mes amis les *hommes libres* et de l'avoir en quelque façon forcé de suivre cette noble carrière. Je ne suis nullement inquiet de l'argent que je lui ai prêté pour partir. Jamais je n'ai fait un emploi de fonds dont le placement me soit aussi agréable, puisque j'ai mis un homme d'honneur à sa vraie place. J'apprends qu'il est inspecteur général de toutes les troupes américaines; bravo! dites-lui que sa gloire est l'intérêt de mon argent et que je ne doute pas qu'à ce titre il ne me paie avec usure.

« J'ai reçu une lettre de M. Deane (1) et une de M. Carmichaël : assurez-les de ma tendre amitié. Ce sont là de braves républicains, et qui seraient autant utiles ici à la cause de leur pays que ce bas intrigant de Lee lui est funeste. Ils m'ont flatté l'un et l'autre du plaisir de les embrasser bientôt à Paris, ce qui ne m'empêchera pas de leur écrire par *le Fier Roderigue*, bien fier de se voir à la tête d'une petite escadre, qui, je l'espère, ne se laissera pas couper les moustaches. Elle a promis au contraire de m'en apporter quelques-unes.

« Adieu, mon cher Francy, je suis pour la vie tout à vous.

« CARON DE BEAUMARCHAIS. »

Cependant au milieu des préoccupations commerciales de Beaumarchais, et sous l'influence même de ses armemens, les rapports entre la France et l'Angleterre s'aigrissaient de plus en plus. Le succès des troupes américaines dans la campagne de 1777, succès auquel l'auteur du *Barbier de Séville* pouvait se flatter d'avoir puissamment contribué, avait relevé la cause des *insurgens* auprès de la cour de Versailles. On ne donnait plus d'argent à Beaumarchais, mais on donnait secrètement des millions à Franklin et à Silas Deane. L'Angleterre, de plus en plus irritée, s'arrogeait le droit de visiter en pleine paix nos navires de commerce, d'examiner les cargaisons et de s'emparer de toutes celles qui lui paraissaient suspectes. D'un autre côté, voyant la France disposée à s'allier avec les Américains, elle semblait renoncer enfin à l'espoir de les soumettre, et se préparait elle-même à traiter avec eux. On envoyait de Londres des émissaires secrets aux agens américains de Paris; on parlait hautement en Angleterre de s'arranger à tout prix avec l'Amérique et de se venger ensuite sur la France. Franklin et Silas Deane, tout en repoussant les propositions des agens anglais, les faisaient valoir auprès du gouvernement français, en le pressant de prendre un parti et de reconnaître enfin l'indépendance américaine. Louis XVI et M. de Maurepas hésitaient encore, le roi parce qu'il n'aimait pas la guerre, M. de Maurepas parce que son grand âge lui inspirait une vive répugnance pour les embarras que la guerre entraîne. M. de Vergennes, appuyé par M. de Sartines, était le plus résolu. Dès le mois

(1) Deane avait été rappelé en Amérique après la conclusion du traité d'alliance.

d'août 1777, en réponse à une proposition insidieuse de l'Angleterre demandant à la France de signer un traité de garantie pour la sûreté des possessions des deux couronnes en Amérique, le ministre écrivait au roi cette note restée inédite jusqu'à ce jour :

« Une assurance pour la sûreté des possessions des deux couronnes en Amérique semble aussi peu convenable qu'inutile. Ce serait nous lier les mains et placer dans la main de notre ennemi une verge toujours levée dont nous sentirions le redoutable effet chaque fois qu'il voudrait nous extorquer quelque injuste et nouvelle complaisance.

« Si les condescendances ne suffisent pas à l'Angleterre, il ne doit plus y avoir à opter, et il serait prudent, à tout événement, de faire passer dès aujourd'hui des ordres secrets à tous nos commissaires dans les ports de ne pas expédier les bâtimens français qui peuvent se préparer au départ, sous divers prétextes qu'on prolongera pendant quinze jours, — d'envoyer des bâtimens d'avis à Terre-Neuve, sur le grand banc, dans nos îles et dans le Levant, pour qu'on y soit sur ses gardes, et qu'on ne s'expose pas témérairement à l'incertitude des événemens (1). »

Beaumarchais, persuadé de son côté que les hésitations trop prolongées du gouvernement à reconnaître l'indépendance américaine amèneraient la paix entre l'Angleterre et l'Amérique aux dépens de la France, assiégeait M. de Maurepas et M. de Vergennes de mémoires volumineux où il exposait, avec sa pétulance ordinaire, l'alternative impérieuse sur laquelle il fallait opter. Dans un de ces mémoires inédits en date du 26 octobre 1777 et intitulé *Mémoire particulier pour les ministres du roi et Manifeste pour l'état*, Beaumarchais, après avoir examiné toutes les faces de la question et prouvé que le système de l'inaction ne doit pas être continué, rédige avec l'aplomb qui le caractérise un projet de manifeste pour le roi Louis XVI, dans le cas où on se déciderait enfin à reconnaître l'indépendance des États-Unis, et ce qui est assez curieux, c'est qu'à tout prendre la substance de ce projet proposé par Beaumarchais le 26 octobre 1777 se retrouve dans la déclaration officielle notifiée par le gouvernement français à la cour de Londres le 13 mars 1778. Après avoir rédigé son manifeste, Beaumarchais entre dans l'exposé des mesures à prendre, et discute la nuance d'opinion de chaque ministre absolument comme s'il faisait partie du conseil. On voit du reste qu'il ne fait que continuer par écrit une discussion entamée sans doute en sa présence chez M. de Maurepas.

« Tel est à peu près (écrit-il) le manifeste que je propose au conseil du roi. Bien est-il vrai que cet écrit, ne faisant qu'étendre les droits de la neutralité française et mettre une égalité parfaite entre les contendans, peut irriter les Anglais sans satisfaire les Américains. S'en tenir à ce point est peut-être laisser

(1) L'Angleterre, dans la guerre précédente, nous avait appris la défiance en attaquant nos navires à l'improviste et sans déclaration de guerre.

encore à l'Angleterre le pouvoir de nous prévenir et d'offrir à l'Amérique cette même indépendance au prix d'un traité d'union très offensif contre nous. Or, dans ce chaos d'événemens, dans ce choc universel de tant d'intérêts qui se croisent, les Américains ne préféreront-ils pas ceux qui leur offrent l'indépendance avec un traité d'union à ceux qui se contenteront d'avouer qu'ils ont eu le courage et le succès de se rendre libres?

« J'oserais donc, en me rangeant de l'avis de M. de Vergennes, proposer de réunir au troisième parti les conditions secrètes du second, c'est-à-dire qu'à l'instant où je déclarerais l'Amérique indépendante, j'entamerais secrètement un traité d'alliance avec elle; et comme c'est ici l'instant de répondre à l'objection de M. le comte de Maurepas et de le guérir de son inquiétude sur la division d'intérêts des députés de Passy ou le peu de consistance de leurs pouvoirs, pour me procurer toutes les sûretés dont un pareil événement est susceptible, je ne conclurais point le traité en France avec la députation de Passy, mais je ferais partir en secret un agent fidèle qui, sous le prétexte d'aller simplement régler les droits de commerce des deux nations, serait spécialement chargé d'accomplir avec le congrès les conditions particulières de ce traité, qui ne ferait que s'entamer en Europe et seulement pour contenir la députation.

« Cet agent bien choisi, ce voyage promptement fait, ces pouvoirs habilement confiés, si l'on fait donner par écrit aux députés du congrès en France leur engagement de ne rien entamer avec les Anglais jusqu'aux premières nouvelles de l'agent français en Amérique, on peut compter avoir trouvé le seul topique aux maux que M. de Maurepas appréhende.

« A l'instant donc où je déclarerais l'indépendance, où je me ferais donner l'engagement de la députation, où je ferais partir mon agent pour l'Amérique, je commencerais par garnir les côtes de l'Océan de soixante à quatre-vingt mille hommes, et je ferais prendre à ma marine l'air et le ton les plus formidables, afin que les Anglais ne pussent pas douter que c'est tout de bon que j'ai pris mon parti.

« Pendant ce temps, je ferais l'impossible pour arracher le Portugal à l'asservissement des Anglais, quand je devrais l'incorporer au pacte de la maison de Bourbon.

« Je ferais exciter en Turquie la guerre avec les Russes, afin d'occuper vers l'Orient ceux que les Anglais voudraient bien attirer à l'Occident. Ou, si je ne croyais rien pouvoir sur les Turcs, je ferais flatter secrètement l'empereur (1) et la Russie de ne pas m'opposer au démembrement de la Turquie, sauf quelques dédommagemens vers la Flandre autrichienne, — tous les moyens étant bons, pourvu qu'il en résulte l'isolement des Anglais et l'indifférence de la Russie pour leurs intérêts (2).

« Enfin, si pour conserver l'air du respect des traités je ne faisais pas rétablir Dunkerque, dont l'état actuel est la honte éternelle de la France, je ferais commencer un port sur l'Océan tel et si près des Anglais, qu'ils pussent regarder le projet de les contenir comme un dessein irrévocablement arrêté.

(1) D'Autriche sans doute.

(2) Ceci est la partie fantastique du *Mémoire* de Beaumarchais; mais elle nous montre combien la situation en 1777 était différente de celle d'aujourd'hui.

« Je cimenterais sous toutes les formes ma liaison avec l'Amérique, dont la garantie aujourd'hui peut seule nous conserver nos colonies, et comme les intérêts de ce peuple nouveau ne peuvent jamais croiser les nôtres, je ferais autant de fonds sur ses engagemens que je me défierais de tout engagement forcé de l'Angleterre. Je ne négligerais plus jamais une seule occasion de tenir dans l'abaissement ce perfide et fougueux voisin qui, après nous avoir tant outragés, fait éclater dans sa rage aujourd'hui plus de haine contre nous que de ressentimens contre les Américains, qui lui ont enlevé les trois quarts de son empire.

« Mais craignons de passer à délibérer le seul instant qui reste pour agir, et qu'à force d'user le temps à toujours dire : *Il est trop tôt*, nous ne soyons obligés de nous écrier bientôt avec douleur : *Oh ciel! il est trop tard.* »

Il nous a paru assez intéressant de montrer Beaumarchais discutant ainsi avec les ministres de Louis XVI sur le *parti à prendre*, disant : *Je ferais*, et se mettant naïvement à la place du roi de France. La vérité est qu'on fit une partie de ce qu'il conseillait de faire : en même temps qu'on notifiait à la cour de Londres la reconnaissance de l'indépendance américaine, on concluait secrètement un traité d'alliance avec les Américains, et l'on envoyait M. Gérard à Philadelphie en qualité de ministre plénipotentiaire pour veiller à la ratification du traité.

La cour de Londres, considérant la reconnaissance de l'indépendance des États-Unis comme une déclaration de guerre, rappela son ambassadeur, et les deux nations se préparèrent à la lutte. Le premier coup de canon fut tiré par l'Angleterre le 18 juin 1778. L'amiral Keppel, croisant avec une flotte en vue des côtes de France, à la hauteur de Morlaix, rencontre la frégate *la Belle-Poule*, commandée par le lieutenant Chadeau de La Clocheterie; il envoie une frégate anglaise ordonner à l'officier français de se rendre sous la poupe de son vaisseau pour être interrogé. La Clocheterie répond qu'il n'a point d'interrogatoire à subir de la part d'un amiral anglais. La frégate anglaise lui tire un coup de canon; La Clocheterie riposte par toute sa bordée. Le combat s'engage entre les deux frégates à la vue de l'escadre. Bientôt la frégate anglaise est mise hors de combat. L'amiral Keppel détache deux vaisseaux contre *la Belle-Poule*, qui se retire devant des forces supérieures et rentre à Brest avec vingt-cinq hommes tués et cinquante-sept blessés.

Ces premiers coups de canon furent accueillis en France avec un hourrah d'enthousiasme. On a discuté souvent depuis sur l'utilité et les résultats de cette guerre pour l'Amérique : il est certain que la puissance anglaise n'a pas été aussi affaiblie qu'on le croyait par la séparation des colonies; il n'est pas moins certain que les Américains ne se sont pas toujours montrés reconnaissans des sacrifices considérables que la France fit pour eux à cette époque; mais en dehors

de la question d'utilité, il y avait alors une question de sentiment qui primait tout chez un peuple non encore blasé par cinquante ans de crises révolutionnaires, et le gouvernement fut irrésistiblement entraîné par l'opinion. — A l'impulsion de la fierté nationale froissée par l'humiliant traité de 1763 et l'arrogance de l'Angleterre s'ajoutait l'admiration inspirée par les *insurgens*. Ces hommes, vus de loin luttant au nom du droit contre la force, semblaient plus grands que nature, et l'Angleterre, vers laquelle se tourne aujourd'hui avec des regards d'envie tout homme qui a le sentiment de la dignité humaine, tout homme qui aime d'une égale passion l'ordre et la liberté, l'Angleterre, avec qui une guerre aujourd'hui serait la plus déplorable calamité au point de vue de la civilisation, avait alors contre elle non seulement les vieilles préventions populaires, mais l'aversion qu'inspire toujours aux esprits élevés une politique injuste, égoïste et oppressive.

Beaumarchais se lança dans la guerre avec la même ardeur que dans le commerce. On va voir aux prises ses instincts patriotiques et ses calculs de négociant. Le voici d'abord demandant des matelots au ministre de la marine, M. de Sartines, pour le service de son grand vaisseau.

« Paris, ce 12 décembre 1778.

« Monsieur,

« J'ai l'honneur de vous demander une nouvelle lettre à M. de Marchais, sans laquelle il jure ses grands dieux qu'il ne donnera pas un seul homme au *Fier Roderigue*, qui deviendrait bientôt l'humble Roderigue, car il ne peut être fier que par vos bontés; — plus l'ordre de me livrer les canons, boulets, etc., etc., par voie de compensation, au lieu de ce mot si dur, *argent comptant*, qu'on nous jette à la tête pendant que nous avons les mains pleines de réclamations légitimes, et que nous demandons à être payés de nos avances faites et de nos fournitures pour la marine, les plus claires possibles.

« Je ne puis croire, monsieur, que je sois plus maltraité que le dernier des corsaires, parce que j'en suis le plus audacieux. Je vais croiser à travers l'Océan, convoyer, attaquer, brûler ou prendre des écumeurs, et parce que j'ai 60 canons et 160 pieds de quille, je me verrais moins bien accueilli que ceux qui ne nous vont pas à la jarretière! J'ai trop de confiance en votre équité pour le craindre. Mon *Fier Roderigue* est absolument en guerre et sans aucune cargaison. Pendant que les autres se videront et se rempliront, lui croisera fièrement et balaiera les mers d'Amérique. Voilà, monsieur, sa vraie destination. Voyez vous-même si votre sage ordonnance est moins applicable à lui qu'à tous les projets de frégate qui ne sont encore que dans les espaces de l'imagination, pendant que *le Fier Roderigue* est prêt à labourer l'Atlantique aussitôt que vous lui permettrez d'avoir des matelots.

« Si je me présentais aujourd'hui devant vous et que j'eusse l'honneur de vous proposer de construire et d'armer un vaisseau de cette importance, et toujours propre à tenir lieu d'un vaisseau de roi partout où je l'enverrai,

croyez-vous, monsieur, que vous lui refuseriez des canons et le titre de capitaine de brulôt pour son commandant? D'aussi faibles encouragemens pour d'aussi grands objets ne seraient rien à vos yeux. Comment donc vous est-il moins précieux étant tout fait que s'il était à faire?

« Je vous demande bien pardon; mais la multiplicité des objets qui vous occupent a pu vous dérober une partie de l'importance de mon armement, consacré au triple emploi d'encourager le commerce de France par mon exemple et mes succès, d'approvisionner les îles sur ou sous le vent qui en ont le plus grand besoin, et de conduire au continent de l'Amérique, dans le temps le plus orageux, une flotte française marchande si considérable, que les nouveaux états puissent juger par cet effort du vif désir que la France a de soutenir nos nouvelles liaisons de commerce avec eux.

« C'est à votre sagesse que je présente ces graves objets; il n'en est point, j'ose le dire, de plus dignes de l'attention et de la protection d'un ministre aussi éclairé. Agréez, etc.

« CARON DE BEAUMARCHAIS. »

Le Fier Roderique partit donc avec ses 60 canons, convoyant dix bâtimens de commerce. A la hauteur de l'île de la Grenade, il rencontra la flotte de l'amiral d'Estaing, qui se préparait à livrer bataille à celle de l'amiral anglais Biron. En voyant passer de loin ce beau vaisseau de guerre qui se prélassait au vent, l'amiral d'Estaing lui fit signe d'arriver; apprenant qu'il appartenait à sa majesté Caron de Beaumarchais, il se dit que ce serait dommage de ne pas en tirer parti, et vu l'urgence du cas, il lui assigna son poste de bataille sans en demander l'autorisation au propriétaire, laissant aller à la merci des flots et des Anglais les malheureux bâtimens de commerce que ce vaisseau de guerre protégeait. *Le Fier Roderique* se résigna bravement à son sort, prit une part glorieuse au combat de la Grenade, contribua à forcer à la retraite l'amiral Biron; mais il eut son capitaine tué, et il fut criblé de boulets. Le soir même du combat, le comte d'Estaing, éprouvant le besoin de consoler Beaumarchais, lui écrit à bord du vaisseau-amiral et lui envoie par l'intermédiaire du ministre de la marine le billet inédit suivant, qu'on n'est pas accoutumé à rencontrer dans les archives d'un auteur dramatique :

« A bord du *Languedoc*, en rade de Saint-George,
île de la Grenade, ce 12 juillet 1779.

« Je n'ai, monsieur, que le temps de vous écrire que *le Fier Roderique* a bien tenu son poste en ligne et a contribué au succès des armes du roi. Vous me pardonnerez d'autant plus de l'avoir employé aussi bien, que vos intérêts n'en souffriront pas, soyez-en certain. Le brave M. de Montaut (1) a malheureusement été tué. J'adresserai très incessamment l'état des grâces au ministre, et j'espère que vous m'aiderez à solliciter celles que *votre marine* a très justement méritées.

(1) C'est le capitaine de Beaumarchais.

« J'ai l'honneur d'être, avec tous les sentimens que vous savez si bien inspirer, monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur,

« ESTAING. »

Le ministre de la marine s'empresse de faire passer cette lettre à Beaumarchais, qui répond ainsi au ministre :

« Paris, ce 7 septembre 1779.

« Monsieur,

« Je vous rends grâce de m'avoir fait passer la lettre de M. le comte d'Estaing. Il est bien noble à lui, dans le moment de son triomphe, d'avoir pensé qu'un mot de sa main me serait très agréable. Je prends la liberté de vous envoyer copie de sa courte lettre, dont je m'honore comme bon Français que je suis, et dont je me réjouis comme l'amant passionné de ma patrie contre cette orgueilleuse Angleterre.

« Le brave Montaut a cru ne pouvoir mieux faire, pour me prouver qu'il n'était pas indigne du poste dont on l'honorait, que de se faire tuer : quoi qu'il puisse en résulter pour mes affaires, mon pauvre ami Montaut est mort au lit d'honneur, et je ressens une joie d'enfant d'être certain que ces Anglais, qui m'ont tant déchiré dans leurs papiers depuis quatre ans, y liront qu'un de mes vaisseaux a contribué à leur enlever la plus fertile de leurs possessions.

« Et les ennemis de M. d'Estaing, et surtout les vôtres, monsieur, je les vois ronger leurs ongles, et mon cœur saute de plaisir !

« Vous connaissez mon tendre et respectueux dévouement.

« BEAUMARCHAIS. »

Cependant la joie du patriote se trouvait un peu mitigée par les angoisses du négociant. Le rapport du capitaine en second du *Fier Roderigue*, qui avait pris le commandement après la mort de son chef, arrivait en même temps que le billet de l'amiral d'Estaing. Ce rapport était également très satisfaisant au point de vue de la gloire de Beaumarchais, mais il était très inquiétant au point de vue de sa caisse. Dans cette circonstance, l'armateur adresse au roi la lettre suivante :

« 11 septembre 1779.

« Sire,

« Je ne viens pas vous demander le prix de mes travaux; vos sages ministres savent que mon souverain bonheur serait qu'ils pussent être tous utiles à votre majesté.

« Je ne demande point le prix de la campagne du *Fier Roderigue*, trop honoré qu'un vaisseau à moi ait mérité l'éloge de l'amiral en combattant en ligne dans une escadre conquérante.

« Mais, sire, la guerre est un jeu de roi qui écrase les particuliers et les balaie comme la poussière. *Le Fier Roderigue* convoyait dix autres navires destinés à des opérations de commerce également utiles à l'état sous une autre forme.

« La mort de mon premier capitaine, trente-cinq hommes hors de service, le délabrement de mon vaisseau, le plus maltraité de l'escadre (ayant eu

trois boulets dans le flanc, quatre à la flottaison, dont deux ont percé à jour, cinq dans les mâtures qui les ont très offensées, un dans la grande pompe qui l'a mise en pièces, quarante dans les voiles qui les ont criblées, et le reste dans les gréements qui les ont hachés; l'épuisement total de matelots où l'on a mis mes autres navires à leur arrivée au Fort-Royal pour compléter les équipages de l'escadre; l'ordre donné au *Fier Roderigue* de se réparer et de suivre l'escadre; l'obligation où je suis d'envoyer de nouvelles instructions au nouveau chef de ma flotte, et l'impossibilité que de plus de trois mois cette flotte marchande, qui en a déjà perdu onze, parte sous convoi du *Fier Roderigue* pour sa vraie destination : — tout cela, sire, ruinant ma campagne, dont les avances ont été énormes, et jetant loin les rentrées de fonds qui devraient être faites à présent, me force d'implorer les bontés de votre majesté.

« Que je ne périsse point, sire, et je suis content. Le service que je demande est de peu d'importance.

« On me mande de la Grenade que l'on tire à vue sur moi 90,000 livres pour les réparations urgentes du *Fier Roderigue*. Sur plus de 2 millions que j'ai avancés cette année à ma flotte, il ne me reste plus à payer que cent mille écus, moitié le 25 de ce mois et moitié au 10 octobre. Je supplie votre majesté de vouloir bien ordonner que cette modique somme de 400,000 livres me soit prêtée pour quelques mois seulement de son trésor royal. M. le comte de Maurepas sait, par l'expérience de ses bontés pour moi, que je suis fidèle à mes engagemens. A l'arrivée des fonds considérables que j'attends de la Martinique, où mes denrées ont été vendues, je rembourserai au trésor le capital et les intérêts.

« Ce n'est qu'après un calcul, inappréciable aujourd'hui, qui aura mis sous les yeux des ministres mes pertes réelles, que j'invoquerai la justice de votre majesté pour leur remboursement; mais c'est à titre de grâce que je demande le prêt momentané de 400,000 livres que le désordre de cette campagne rend indispensables pour empêcher de périr un des plus fidèles sujets de votre majesté dont la perte entraînerait un découragement général (1).

« CARON DE BEAUMARCHAIS. »

En même temps Beaumarchais faisait décorer son capitaine en second de la croix de Saint-Louis, et il faisait passer dans la marine militaire un de ses officiers qui fut depuis amiral (2).

Bientôt le comte d'Estaing, qui avait fait avarier si glorieusement le vaisseau de l'auteur du *Barbier*, revient en France; Beaumarchais

(1) Beaumarchais reçut cette première indemnité de 400,000 livres à valoir sur une indemnité plus considérable dont le chiffre restait à établir. Il fut fixé par trois fermiers-généraux délégués par le ministre. Les dix navires convoyés par *le Fier Roderigue* ayant été dispersés et pour la plupart pris par les Anglais, les pertes de Beaumarchais dans cette campagne furent énormes, et, après bien des débats, l'indemnité fut fixée à 2 millions en plusieurs termes, qu'il toucha successivement, et dont le dernier lui fut payé en 1785, à sa sortie de la prison de Saint-Lazare.

(2) C'est l'amiral Ganteaume, qui fut successivement matelot et officier de Beaumarchais. J'ai plusieurs lettres de lui à l'auteur du *Barbier de Séville* empreintes du respect d'un sujet pour son souverain.

s'empresse d'aller lui présenter ses hommages; l'amiral était absent, et, pour excuser son absence, il écrit à Beaumarchais ce billet facétieux :

« Un vice-amiral peut être décrédité, prenant trop sur lui, ayant usé, *abusé même des forces navales* de M. de Beaumarchais. Ne pas recevoir la visite de *son souverain*, c'est ce qui ne s'est jamais vu; c'est bien malgré moi que cela a été. Les bontés excessives dont on avait honoré la veille, par une multitude de visites inattendues, le Jeannot aquatique lui avaient fait fermer sa porte sans en prévoir une qui lui aurait fait autant de plaisir.

« M. d'Estaing prie M. de Beaumarchais d'agréer ses excuses et ses regrets; ils sont d'autant plus grands, qu'il est obligé d'aller boiter à Versailles pour quelques jours. Les chirurgiens l'assurent qu'en vertu des escaliers et des révérences il en reviendra impotent pour au moins trois semaines. S'il ne l'est pas, il demandera un rendez-vous à Paris; sinon il tâchera d'obtenir par un billet une visite qui l'intéresse autant. »

« Passy, ce 26 décembre 1779. »

Beaumarchais riposte immédiatement et sur le même ton.

« 27 décembre 1779.

« Très digne et très respectable amiral, qui pouvez bien être attaqué, mais jamais décrédité, — comme vous n'avez usé de la marine de moi souverain que pour le service d'un autre aussi puissant qu'équitable, — espérons qu'il fera justice à tous deux, en vous comblant d'honneurs et en réparant mes pertes.

« Vous recevrez, quand vous pourrez, l'hommage de moi, souverain, votre serviteur, qui n'avais pas attendu vos grands exploits pour vous apprécier, et qui me suis battu cent fois de la langue contre l'armée de coquins qui vous faisait injure, pendant que vous frappiez si fièrement de l'épée contre les ennemis de l'état. Le plus pressant est de rétablir votre santé, dont nous avons grand besoin, et si par hasard vous formiez le projet de faire par écrit l'apologie de votre conduite militaire, comme on cherche à l'insinuer, je vous supplie de rejeter cette idée avec un grand signe de croix comme une tentation du démon. Je vous en conjure, et cela de la part de tout ce qui vous honore et nommément de la part d'un vieillard célèbre qui vous aime et qui brûle de vous voir assis à côté de lui un bâton à la main au grand tribunal de l'honneur dont vous remplissez si glorieusement les devoirs (1).

« Je prends la liberté, pour vous désopiler la rate, de vous adresser mon dernier opuscule politique, lequel n'a pas le bonheur de plaire à tout le monde. Lorsque vous m'accorderez un quart d'heure, vous serez bien sûr de combler de joie celui qui est avec le plus respectueux dévouement, à la fin comme au commencement et dans le cours de toutes les années, digne et respectable amiral, votre très humble serviteur.

« DE BEAUMARCHAIS. »

(1) Il s'agit sans doute de M. de Maurepas, qui désirait que l'amiral d'Estaing gardât le silence sur les critiques dont sa campagne avait été l'objet.

L'opuscule que Beaumarchais envoyait à l'amiral d'Estaing pour lui *désopiler la rate* était un ouvrage très sérieux qui allait également lui procurer de la gloire et des soucis. En échangeant des coups de canon, l'Angleterre et la France échangeaient aussi des *manifestes*. La cour de Londres avait chargé la plume de l'historien Gibbon de dénoncer au monde entier la perfidie de la cour de Versailles. Oubliant sa propre histoire, remplie d'artifices diplomatiques du même genre et bien plus graves, le gouvernement anglais exagérait et torturait la très faible part que la cour de France avait prise aux secours expédiés aux Américains avant la rupture des deux gouvernemens. Beaumarchais, qui venait de figurer dans le débat à coups de canon, crut devoir intervenir dans la querelle à coups de plume. Il y était en quelque sorte autorisé, car le mémoire justificatif de la cour de Londres, en reprochant au ministère français d'avoir protégé une compagnie de commerce dirigée par Beaumarchais, attaquait ce dernier en personne et très vivement. En demandant au ministère la permission de répondre en son nom personnel, Beaumarchais écrit : « Si cela est sans conséquence de la part d'un homme privé, cela ne sera peut-être pas sans force sous la plume d'un homme piqué. » Il obtint cette permission, et en décembre 1779 il publia, sous le titre d'*Observations sur le Mémoire justificatif de la cour de Londres*, une brochure qui a été insérée dans la collection de ses œuvres, et dont par conséquent nous parlerons peu. Cette brochure, écrite avec la verve un peu inégale quant au ton, mais toujours animée, qui le distingue, fit une grande sensation. Il mettait à son tour en relief toutes les perfidies anciennes du gouvernement anglais, toutes les vexations qu'il avait fait subir à notre commerce depuis trois ans, la patience avec laquelle le gouvernement français les avait supportées, et comment, pour complaire à lord Stormont, il s'y était lui-même plus d'une fois associé. Malheureusement l'auteur, entraîné par la vivacité de sa plume, avait commis une erreur grave : en insistant sur les conditions humiliantes du traité imposé par l'Angleterre en 1763, à la suite de la guerre de sept ans, il avait accepté sans vérification une opinion généralement répandue, qu'il existait dans ce traité un article secret par lequel la France accordait honteusement à l'Angleterre le droit de *limiter le nombre de ses vaisseaux*, et, sous l'impression de ce fait qu'il croyait vrai, Beaumarchais avait écrit les lignes suivantes : « Mon courage renaissait en pensant que ma patrie serait vengée de l'abaissement auquel on l'avait soumise en fixant par le traité de 1763 le petit nombre de vaisseaux qu'on daignait encore lui souffrir. »

A la lecture de cette phrase, le duc de Choiseul et tous les anciens ministres de Louis XV qui avaient signé le fatal traité de 1763, et qui

se sentaient déjà assez humiliés par les clauses réelles de ce traité, s'empressèrent de recourir au roi, invoquant sa justice contre un écrivain qui tendait à les déshonorer, et ils demandèrent que la brochure de Beaumarchais fût supprimée par arrêt du conseil, comme *fausse et calomnieuse*. L'assertion de Beaumarchais avait été faite de bonne foi, elle avait même été émise avant lui par des écrivains français et anglais. Il proposait une rectification, le duc de Choiseul insistait pour une suppression motivée. Le conseil des ministres s'assembla, et c'est dans cette circonstance que Beaumarchais adressa à tous les ministres réunis une lettre inédite qui m'a paru assez curieuse de ton pour être reproduite :

« 19 décembre 1779.

« Messeigneurs,

« Si un guerrier qui se bat pour son pays n'en doit pas recevoir un soufflet déshonorant parce que l'inégalité du terrain l'aurait fait broncher un instant, est-il de la justice du roi de ranger dans la classe des libellistes scandaleux, dont les arrêts suppriment les ouvrages, un écrivain qui repousse avec force et dignité les noires imputations des ennemis de la patrie, parce qu'il est tombé avec cent mille autres dans une erreur involontaire, mais facile, avantageuse même à relever dignement?

« Lorsque l'homme qui n'a prétendu qu'à l'honneur d'avoir raison ne rougit pas d'avouer publiquement son erreur et d'en tirer un grand fruit pour la cause qu'il défend, y a-t-il de l'inconvénient à le laisser s'en relever lui-même?

« Que peut-il en effet résulter de plus fort contre une assertion hasardée que le désaveu libre et franc de son auteur, lorsqu'il peut le répandre aussi rapidement que son ouvrage? Et doit-on garder au zèle, au travail, au patriotisme, le déshonneur des suppressions destinées à punir les écarts volontaires, les coupables gangrénés et les pécheurs impénitens?

« Avant de me traiter avec cette cruauté, je supplie les ministres du roi de lire ce que j'envoie au *Courrier de l'Europe*, à celui *du Nord*. La même chose en substance sera mise à l'instant dans tous les papiers publics, avec promesse à tous ceux qui me remettront l'exemplaire fautif de leur en faire tenir deux rectifiés.

« Je les supplie aussi de réfléchir que discréditer un semblable écrit par la flétrissure d'un arrêt est lui ravir tout ce qu'il renferme de bon et de louable, et rendre au reproche de perfidie du manifeste anglais toute sa force par le désaveu des grands principes de la réponse.

« A la douleur que j'en éprouve d'avance, je sens que je n'en pourrai supporter l'odieux effet. Ma tête échappe à ma raison, et j'ai passé la plus cruelle des nuits.

« On m'apporte à l'instant, de la part d'une parente de M. de Choiseul, un exemplaire émargé de sa main pour m'être remis, avec ces mots, page 35 : *Ce fait est faux et absurde*. Ce sont justement les termes de votre projet d'arrêt. Il les aura donc dictés lui-même!

« *Faux!* l'expression est juste, puisque le fait n'est pas vrai; mais *absurde!*

Après Dunkerque et son commissaire anglais, osera-t-on, sans baisser les yeux, qualifier d'absurde un fait maritime qui nous regarde, quelque dur qu'il puisse être?

« Détruire un port de France à dix lieues de l'ennemi par son ordre, et le tenir en ruine sous la honteuse inspection d'un commissaire à lui, voilà ce qui est vraiment *absurde* et n'en existe pas moins sous nos yeux indignes depuis cent ans.

« Je parle à des cœurs français, je dois être entendu. Eh! laissez-moi, messeigneurs, laissez-moi, je vous en conjure, me relever de mon erreur. Je puis le faire honorablement et avec fruit; mais je sens bien au mal qui me suffoque que j'en mourrai de douleur, si vous avez la cruauté de livrer ma personne et mon ouvrage à la dégradation d'une flétrissure.

« Il ne resterait plus à mes amis qu'à faire imprimer les douze ou quinze cents lettres exaltées que j'ai reçues depuis six jours (1), où le cœur des bons citoyens se montre à découvert par la vivacité de leurs remerciemens;

« Où l'un dit : *Je mettrai cet écrit dans une case à part, avec Tacite, le cardinal de Retz, Price et Sidney, car aucun monument aussi noble, aussi digne de la nation, n'honorera les événemens actuels;*

« Où l'autre écrit : *L'auteur a l'ivresse du patriotisme; sa plume étincelle. Il est donc vrai que l'homme ne fait de grandes choses que lorsqu'il est animé de grandes passions!*

« Où un troisième avoue *qu'il n'a jamais bien connu la question, et qu'avant moi tout le monde donnait le tort à la France, mais qu'enfin voilà l'opinion fixée;*

« Où tous me rendent grâce de mon zèle et de mon courage dans un pays où si peu de gens se soucient d'en montrer pour la gloire de la France. Ces lettres de mes concitoyens montreraient qu'une telle bizarrerie est attachée à mon sort, que je ne puis rien entreprendre de bien qui ne me porte dommage. Il a voulu, dirait-on, travailler, armer pour son pays, on a arrêté ses expéditions; il a voulu écrire pour défendre l'honneur de la France, on a supprimé ses ouvrages. Sa nation l'estimait, et l'autorité l'écrasait. Il n'avait donc plus d'autre choix que de mourir ou de s'enfuir.

« Par grâce, par humanité, si je ne puis l'obtenir par justice, ne me donnez pas le crève-cœur d'une suppression pendant que vous souffrez un Linguet! Il vous a tous insultés, je vous ai tous respectés; il a fait l'*aiguillonnade* et moi les *observations*. Quelle différence et d'œuvre et de récompense!

« Si cet affreux arrêt est lancé, je me regarde comme un membre coupé, mort, qui ne tient plus à rien, et je ne veux plus devoir à la France que l'extrême-onction ou un passeport.

« Je vous demande pardon, mais je suis au désespoir.

« CARON DE BEAUMARCHAIS. »

(1) Il y a un peu d'exagération dans les *douze* ou *quinze cents* lettres, et ce qui suit ne brille pas par la modestie; mais on n'a jamais dit que Beaumarchais était modeste. On comprend du reste que dans cette circonstance il cherchât assez naturellement à rehausser la valeur de sa brochure. Le fait est que si je n'ai pas trouvé dans ses papiers douze ou quinze cents lettres, j'en ai trouvé plusieurs très enthousiastes et qui prouvent l'effet produit par son ouvrage.

Malgré les ardentes prières de Beaumarchais, son ouvrage fut, je crois supprimé, mais sans qualification blessante pour lui. Il n'en circula pas moins, et l'auteur se contenta de rectifier la phrase qui avait blessé le duc de Choiseul, en la remplaçant par celle-ci, qui restait toujours bien dure pour le signataire du traité de 1763 : « Mon courage renaissait quand je pensais que ma patrie serait vengée de l'abaissement auquel on l'avait soumise par le traité de 1763; *que le voile obscur, le crêpe funéraire dont notre port de Dunkerque était enveloppé depuis soixante ans serait enfin déchiré.*

Cependant Beaumarchais, tout en guerroyant pour l'Amérique avec le canon ou la plume, attendait encore le paiement de ses fournitures. Le congrès persistait à le considérer comme un homme trop heureux de les lui envoyer gratis depuis deux ans et demi. Il n'avait été répondu à ses réclamations que par le plus dédaigneux silence, lorsque enfin il reçoit tout à coup la lettre suivante qui, rapprochée du glorieux billet de l'amiral d'Estaing, que nous avons cité plus haut, ajoute une bizarrerie de plus à la carrière de l'auteur du *Barbier de Séville.*

Par ordre exprès du congrès siégeant à Philadelphie.
A M. de Beaumarchais.

« 15 janvier 1779.

« Monsieur,

« Le congrès des États-Unis de l'Amérique, reconnaissant des grands efforts que vous avez faits en leur faveur, vous présente ses remerciemens et l'assurance de son estime. Il gémit des *contre-temps que vous avez soufferts pour le maintien de ces états.* Des circonstances malheureuses ont empêché l'exécution de ses désirs; mais il va prendre les mesures les plus promptes pour l'acquittement de la dette qu'il a contractée envers vous.

« Les sentimens généreux et les vues étendues qui seuls pouvaient dicter une conduite telle que la vôtre font bien l'éloge de vos actions et l'ornement de votre caractère. Pendant que, par vos rares talens, vous vous rendiez utile à votre prince, vous avez gagné l'estime de cette république naissante et mérité les applaudissemens du Nouveau-Monde.

« JOHN-JAY, président. »

Comment s'était opéré ce singulier revirement dans les dispositions du gouvernement des États-Unis? C'est ce que nous expliquerons en suivant Beaumarchais dans ses derniers débats avec le congrès américain, pendant qu'il publie sa grande édition de Voltaire et qu'il prépare *le Mariage de Figaro.*

LOUIS DE LOMÉNIE.

LES

BAINS DE MER.

I.

LA MAISON.

Sage qui tient son âme ouverte à l'avenir :
Hélas! je vis d'espoir moins que de souvenir.
Mon chant mêlé de plainte est pour tout ce qui tombe.
Je visite un berceau moins souvent qu'une tombe.
Ce que j'aime ira-t-il sous la commune loi?
Verrai-je en mon pays, ô mon cher de Belloy,
Tout pâlir, les enfans au langage infidèles,
Et les men-hir brisés pour les routes nouvelles?
Je veux, poète ami, dans un vivant tableau,
Montrer le temps ancien devant le temps nouveau.

La maison du marin, dans la mer réfléchie,
D'une chaux vive et claire est récemment blanchie;
Une vigne l'entoure, et devant l'humble lieu,
Son fils entre ses bras, est la mère de Dieu.
Malgré le poids des ans, brave encore et légère,
Voici comme un matin parlait la ménagère :

« — La chaleur est venue et la saison des bains;
Mon mari, mes enfans, n'épargnons pas nos mains :

Mettez dans chaque lit une couche de paille,
D'un bel enduit de chaux recouvrez la muraille,
A défaut de richesse ayons la propreté,
Une maison riante et pleine de clarté.
Ceux que l'été conduit sur ces pauvres falaises
Dans leurs grandes maisons avaient toutes leurs aises :
A ces corps épuisés, à ces esprits souffrans,
Soyons hospitaliers... Enfin, pour être francs,
Cette saison apporte au logis une somme
Telle que nul filet n'en recueille, mon homme!
La dot de notre fille ainsi va s'amassant,
Et le fils a déjà gagné son remplaçant.
Pour Dieu, ne grondez plus! Des moissons aux vendanges
Habitons le hangar, les étables, les granges;
A d'autres la maison : quand ils seront partis,
Riches nous rentrerons, pauvres étant sortis. »

D'une voix qui commande, ainsi parlait la mère;
Mais sombre était le fils et sombre aussi le père.

Avec leurs voiles verts, avec leurs feutres gris,
Arrive cependant de Nantes, de Paris,
Le monde des baigneurs. Assemblés sur la grève,
Ils contemplent les flots qu'ils n'avaient vus qu'en rêve.
Le grand spectacle emplit leur esprit et leurs yeux;
Tous, jusques aux parleurs, deviennent sérieux :
Quel magique opéra, quelle ardente peinture
Devant toi ne pâlit, souveraine nature!

Chaque jour a sa fête, et d'abord dans la mer,
Dans ces flots écumeux chargés de sel amer,
On se plonge, on reçoit les assauts de la lame,
Et le corps affaibli se ranime avec l'âme.
De nageurs se faisant apprentis matelots,
Ils suivent les pêcheurs au milieu des îlots.
Noirmoutiers à leurs pas ouvre son sanctuaire :
Moines qui blanchissez cet antique ossuaire,
Vous morts dans le silence et les austérités,
Que vous devez gémir de ces légèretés!...
Mais vous vous rendormez paisibles dans vos tombes
Au long roucoulement de vos sœurs les colombes. —
Visitant chaque îlot et leurs roches à pic,
Les barques vont ainsi tout le long de Pornic.

Dans les terres parfois de longues promenades
Emportent à grand bruit désœuvrés et malades.
Les dames, hardiment suivant leurs cavaliers,
Passent, brillans éclairs, à travers les halliers;
D'autres, qu'a transportés leur calèche superbe,
Descendent et gaîment font un repas sur l'herbe,
Tandis que sur le bord d'un taillis, à l'écart,
Son album déployé, rêve un ami de l'art.
Au retour, les bains frais où vient trembler la lune,
Le bal sous les bosquets, le concert sur la dune,
Mille intrigues; enfin, baigneurs, vous le savez,
Les plaisirs... et les maux de Paris retrouvés.

Quel est donc parmi vous, sous un chapeau de paille,
Ce porteur éternel d'un binocle d'écaille,
Tout de la tête aux pieds habillé de nankin,
Qu'une rime très riche a surnommé faquin?

Oh! le fils du marin et de la bonne hôtesse
A senti son esprit déborder de tristesse.
Il quitte pour trois mois son logis, son bateau.
Adieu! — Comme il passait sous les murs du château,
Trouvant le vieux recteur, il découvre sa tête;
Puis, sa course reprise, à la fin il s'arrête
Près d'un immense amas de dôl-men renversés,
Énigmes pour nos temps, titres des jours passés;
Là, tourné vers le port et sa maison natale,
Le jeune Gratien pleure, et son cœur s'exhale :

« Adieu donc, mon pays, puisqu'on n'y vit plus seul!
Enclos où dans ses bras me portait mon aïeul,
Église où tout enfant j'allais servir la messe,
D'où si léger, si pur, je sortais de confesse,
Adieu! Mais, flots amers, nids des bois, prés en fleurs,
J'emporte vos parfums, vos chansons, vos couleurs.
Ah! de loin j'aperçois ma barque et ses deux rames!
Demain avec un autre elle fendra les lames...
C'est une chose étrange en moi, cœur si chrétien,
Frère de tous, cherchant toujours quelque lien :
Tout, hors de mes amis, m'emplit d'inquiétude,
J'ai besoin du silence et de la solitude.
Bonheur de vivre seul et maître dans son bourg!
Tout le jour on travaille, et le soir on discourt

Attablés en buvant sur le seuil de l'auberge,
Puis chacun va dormir sous ses rideaux de serge.
Le dimanche, après messe et vêpres et sermon,
Les boules bruyamment courent sur le gazon.
Dans mon heureuse enfance ainsi vivaient nos pères :
Les fronts étaient joyeux, les mœurs étant sincères...
Oh! par les citadins nos champs sont envahis!
Mais nos souliers ferrés vont-ils dans vos pays,
Hommes vains et légers, et vous, ces élégantes
Par qui nos libres sœurs deviennent des servantes?
Ah! si là, dans ce fond, j'en voyais un marcher,
Ma main ferait bondir sur ses pas ce rocher!...
Non, adieu. Dans mon cœur n'allumons point la haine,
Et de retour, Seigneur, à la saison prochaine,
Que, passant mon chemin sans me voir coudoyer,
Je retrouve la paix assise à mon foyer! »

Il partait, mais Odette avait suivi son frère :
— « Vous me quittez, dit-elle, et vous quittez la mère? »
Puis elle s'arrêta, triste, sur le chemin,
Attendant sa réponse : il lui tendit la main,
D'une larme il mouilla ce gracieux visage,
Et sans autre parole : « O ma sœur, soyez sage! »

Il s'enfuit, et bientôt la poudre des sentiers
D'un nuage blanchâtre enveloppait ses pieds.

II.

L'ÉGLISE

Après six jours d'ennuis et de rudes travaux
Pour le pain nécessaire et pour tant d'autres maux,
Il est doux, lorsque luit le matin du dimanche,
De voir en beau costume, habit bleu, coeffe blanche,
A la messe du bourg venir ces travailleurs :
Ils marchent sérieux par les sentiers en fleurs,
A travers les grands blés, au bord des vertes haies,
Humant à pleins poumons la senteur des futaies,
Et ravivés par l'air, l'aspect de chaque lieu,
Ils entrent sourians dans la maison de Dieu.

Pornic, c'est votre fête aujourd'hui : cent villages
Dans les terres épars ou qui longent les plages
Sont venus, et pêcheurs, campagnards et bourgeois
Encombrent le chemin et le pied de la croix;
Les mains serrent les mains; on cause, on s'examine :
Plus d'un œil est perçant, plus d'une langue est fine.
Chut! la cloche a sonné, la foule entre, et chacun
Confond tous ses pensers dans le penser commun.
Voici le Kyrié, l'Épître, l'Évangile.
Tout le drame divin sur cet autel fragile
S'accomplit. Mais le prêtre ôte ses ornemens,
Monte en chaire, et de là, muet quelques momens,
Ce vieillard :

« Aimez-vous, enfans, les uns les autres,
Voilà ce que disait le plus doux des apôtres.
Après lui je dirai : Marins et paysans,
Chrétiens de toute classe, aimez-vous, mes enfans.
Ainsi vous parlerait Ève, mère des mères,
Et, serrés dans ses bras, nous nommerait tous frères...
Des frères cependant séparés, différens,
Par l'orgueil insensé de nos premiers parens,
Eux qui sortis pécheurs de l'unité suprême,
Nous somment d'y rentrer par le mot divin : J'aime!
Pour le bonheur commun, ô mes fils, aimez-vous!
Plus de riche orgueilleux, plus d'ouvrier jaloux.
Toujours lorsqu'à l'autel s'élèvera l'hostie,
Élevez tous votre âme et n'ayez qu'une vie.
Préparés par l'amour, hommes de la cité,
Ayez donc le respect de l'hospitalité;
Et vous, gens du pays, accueillez avec joie
Les frères que le ciel chaque été vous envoie. »

A ces mots, le bon prêtre ouvrit des bras tremblans,
Et chacun l'admirait sous ses beaux cheveux blancs;
Sur lui les jeunes gens fixaient leurs yeux de flammes,
Et les vieillards pensifs, les blonds enfans, les femmes,
Tels ceux-là qu'instruisit l'apôtre bien-aimé,
Savouraient ce discours, comme un miel, embaumé.

Il reprit : « Aimez-vous avec des âmes pures,
Et surtout aimez Dieu, vous tous ses créatures.
Oh! combien de motifs, marins et campagnards,
De tourner vers le ciel votre âme et vos regards!

Comme un père est heureux s'il a pour sa famille
Le pain qui la nourrit et le lin qui l'habille,
Lui, le père céleste, il vous a tout donné :
Le grain germe en vos champs dès que l'heure a sonné;
Il s'élève, il mûrit, et vos granges sont pleines;
Brebis sur vos coteaux et moissons dans vos plaines,
Tout abonde; la mer, immense réservoir,
D'innombrables poissons pour vous sait se pourvoir;
Vos barques sur ses flancs passent comme des reines :
Que vos bonheurs sont grands, si grandes sont vos peines!
Mais aimez le travail, c'est lui qui vous rend forts.
Tirez même un orgueil permis de vos efforts :
L'animal par instinct trouve sa nourriture,
L'homme, tel qu'un tribut, l'arrache à la nature,
Et vous, mes paroissiens d'un jour, que des ennuis
Autant que les plaisirs sur nos bords ont conduits,
Laissez-vous pénétrer par leurs charmes austères;
Tout entiers plongez-vous dans les eaux salutaires,
Et quand de la cité vous prendrez les chemins,
Plus riches des bienfaits répandus par vos mains,
Saluez d'un adieu d'amour et d'espérances
Le grand réparateur de toutes les souffrances. »
Bientôt le saint vieillard devant l'autel chantait :
« Allez, la messe est dite! » — Et le chœur répondait :
« Grâces à Dieu! »

Voyez la pieuse assemblée,
Dans quel ordre parfait elle s'est écoulée!
Sous le porche ils semblaient, passant avec lenteur,
Se rappeler encor la voix de leur pasteur...
Mais, aux bras des messieurs bruyans, les demoiselles
Avec de grands éclats déployaient leurs ombrelles;
Déjà, pendant la messe, on les vit maintes fois,
Sur leurs chaises penchés, causer à demi-voix,
Lorgner et se sourire, et c'était un scandale
Pour ceux qui gravement à genoux sur la dalle,
L'œil fixé sur l'autel, disaient leur oraison.
Et voici derechef sur ce pieux gazon,
Quand chacun prie encor pour un père, une mère,
Pour tous ceux qui sont là sous leur monceau de terre,
Qu'ils passent en dansant, tous ces couples légers!...
« Çà, que viennent ici faire ces étrangers? »

III.

LE BAL.

— « Non, ma mère, ce soir n'allons pas à la danse.
Je suis jeune et pourtant mûre pour la prudence.
Si mon frère était là, lui, mon ange gardien,
J'irais, j'irais danser : avec lui tout est bien.
— Ma fille, j'ai pour vous les plus fines dentelles,
Jamais riche à Pornic n'en porta de si belles.
Venez donc à ce bal, Odette, mon espoir :
Mes yeux dans votre éclat, mes yeux veulent vous voir. »
Elle dut obéir; puis, à tout ce qui brille,
Pourquoi tenter les yeux et l'esprit d'une fille?
Ajoutons que ce bal, le dernier de l'été,
Avec mille splendeurs, ce bal sera fêté :
Artifices, jongleurs. Un chanteur en vacances
Doit sur le piano soupirer ses romances.

La veille de ce jour, Gratien à son bord,
Cabotier de Paimbœuf près de quitter le port,
Lisait dans un billet sans nom : « Revenez vite!
Le mal qu'on voit en face est un mal qu'on évite. »
Aussitôt le marin vers Pornic voyageait,
L'âme et l'esprit troublés. Cependant chaque objet
Tout le long du chemin comme un ami l'accueille,
Sur sa tige la fleur et l'oiseau sous la feuille,
Si bien (comme à vingt ans ils savent s'enchanter!)
Qu'en mesurant ses pas il se prit à chanter :

« Marin, j'ai visité bien des terres, des îles,
Mais dans le nouveau monde et dans le monde ancien,
Je songeais à mon bourg parmi ces grandes villes;
Admirant ces pays, je regrettais le mien.

Dans les temples dorés, lorsque, plein de surprise,
J'entrais, cherchant celui qu'il faut chercher partout,
Pourquoi rêver au saint de ma petite église,
Entre deux pots à fleur dans sa niche debout?

Certe en ces beaux climats bien des filles sont belles;
Mes regards les suivaient et j'étais ébloui :

« Cependant ta moitié, jeune homme, vit loin d'elles? »
Me demandait mon cœur, et je répondais : « Oui. »

A ton chant de retour, marin, je veux moi-même
Unir un nouveau chant pour la terre que j'aime!

Le poète est heureux à qui le ciel donna
Un sol vierge et puissant que son cœur devina;

Quand d'autres murmuraient : « Terre inculte et sauvage! »
Moi, je t'aime, ai-je dit; tu n'es point de notre âge.

Oui, ton charme indicible est dans cette âpreté,
Et tu lui dois ta force et ta douce fierté.

Aussi je chanterai dans mes rimes dernières
Et tes antiques mœurs et tes nobles chaumières.

Et mon œuvre sera. Du fond de mes taillis
Je pourrai m'écrier : Breton, j'eus un pays!...

Homère ne chantait que les fils de l'Hellade :
Un ami me l'a dit, et sa voix persuade.

Mais finis, Gratien, ta chanson de retour
Où la tristesse calme alterne avec l'amour.

— Soutenez-moi, Seigneur! une heure, une heure encore,
Je verrai mes parens, mes amis, ma maison,
La Vierge que pour moi ma vieille mère implore :
Contre un bonheur si grand soutenez ma raison.

Hâtez-vous donc, mes pas! que votre course est lente!
Plus léger est mon cœur. Allez, allez, mes pas!
Ceux dont je suis aimé déjà sont dans l'attente;
Pour les bien embrasser ouvrez-vous, mes deux bras!

Que nul ne soit absent dans la chère famille.
Qu'au foyer je retrouve et le pain et l'honneur!
Si ce joyau du pauvre avec moins d'éclat brille,
Contre un malheur si grand soutenez-moi, Seigneur! —

Mais tous ces noirs pensers, de nouveau son jeune âge
Devant lui les chassa : le parfum de la plage

L'enivrait: dans le port il revoit son bateau;
Soudain, près des dôl-mén, sous les murs du château
Il passe comme un cerf sans détourner la tête,
Et baigné de sueur à sa porte il s'arrête.

Le logis est désert! Reprenant son bâton,
Ami fidèle et sûr qu'il ramène au canton,
Par le bourg il s'en va pour chercher ceux qu'il aime,
Sur la grève, à l'auberge... Ardeur chez tous la même!
La poitrine battante et les cheveux au vent,
Vers vous, objets aimés, que j'ai couru souvent!

Sous des arbres lointains, le son d'une musique
L'attire : c'est le bal où la noblesse antique
Et tous les étrangers s'assemblent; il accourt :
S'il a les pieds légers, Gratien n'est point sourd,
Car, sous l'ombrage, au cri d'une voix bien connue
Il s'élance d'un bond : « Ma sœur! » A sa venue,
Cette enfant, jusque-là courageuse, pâlit
Et, remerciant Dieu, sur l'herbe défaillit.
Le bâton du marin et le jonc du jeune homme
Que son habit nankin dans le pays renomme
Sonnèrent : l'étranger fut brave et de bon ton,
Mais un jonc est flexible et dur est un bâton.

Partout qu'ils sont pressés les noirs semeurs d'alarmes!
Les vieux parens d'Odette étaient chez eux en larmes.
Gratien, à son bras tenant sa jeune sœur,
Entra dans la maison, les yeux pleins de douceur :
« Mon père, la voici. » Puis, de ses deux mains fortes,
Maître dans sa chaumière, il en ferma les portes.
Et, montrant une fleur : « Qu'elle est fraîche! dit-il.
Cette fleur a vécu dans l'air seul du courtil. »

A. Brizeux.

LE STÉRÉOSCOPE

ET

DE LA VISION BINOCULAIRE.

Ἐισί μοι ὀφθαλμοί . . . . . ἀμφω,
Καί νόος ἐν στήθεσσι τετυγμένος οὐδὲν ἀεικής.
J'ai des yeux . . . . . deux yeux,
Et une sensation intérieure qui en résulte sans rien d'étrange.
(HOMÈRE, *Odyssée.*)

Le stéréoscope, l'un des instrumens magiques de la science et de l'industrie moderne, se présente sous la forme d'une boîte de grandeur moyenne armée de deux tuyaux de lorgnette qui appellent l'application des deux yeux. Une double peinture, un double dessin, une double miniature, une double figure géométrique, un double daguerréotype, sont placés au fond de la boîte et sont regardés par les deux yeux à la fois, au moyen des deux tuyaux implantés sur la boîte. Alors, par un effet vraiment magique, par une irrésistible illusion, avec une conviction complète de sensation, le dessin prend du relief, la peinture devient de la sculpture.

Ce curieux instrument, le plus nouveau et peut-être le plus répandu déjà de tous les instrumens de l'optique appliquée à l'industrie serait assez difficile à faire connaître au lecteur, même avec le secours de la gravure. Il en est de même au reste de tous les objets dont il faut représenter les trois dimensions, et non pas seulement le plan ou l'élévation; mais le grand nombre de stéréoscopes qui se construisent maintenant par milliers en France, en Angleterre, en Amérique, le bas prix de leur construction, dont on peut dire que les fabricans et les acheteurs ont *abusé* (nous reviendrons sur cette idée tout à l'heure), enfin les étonnans effets de cet appareil optique m'autorisent à parler du stéréoscope comme s'il était connu ou même sous les yeux de tous ceux qui liront ces pages.

Défini étymologiquement d'après son nom tiré de cette belle langue grecque qu'aucune autre n'a pu égaler dans l'expression de la pensée, le stéréoscope signifie « instrument qui montre tous les objets en relief; » un dessin, ainsi

que nous venons de le dire, devient une statue. La première partie du mot signifie un *corps solide*, un *corps saillant*, un *objet réel*, et non pas seulement une représentation sur le papier ou sur la toile. La seconde partie du mot signifie *vision*. Le nom de stéréoscope indique donc la *vision en relief*, et jamais instrument n'a été plus fidèle à son nom.

Défini par énumération, le stéréoscope a pour objet la représentation naturelle et pour ainsi dire statuaire de tous les objets de la nature que peuvent reproduire le crayon, le pinceau, la chambre noire, le daguerréotype, le talbotype, enfin tout ce que peut contenir l'album le plus riche et le plus varié.

Théoriquement, la portée de ce modeste instrument n'est pas moindre. Pour faire naître ses magiques illusions, il introduit dans chaque œil, au moyen d'un double dessin ou d'une double peinture, la même sensation que les yeux auraient reçue de la vision naturelle, et la conséquence est que la sensation qui en résulte est parfaitement celle que nos yeux reçoivent des objets eux-mêmes, en sorte que s'il reste encore aux physiciens ou même aux métaphysiciens des incertitudes sur les causes morales ou physiques qui nous font percevoir si bien le relief des corps par la vision naturelle, le stéréoscope n'a rien à voir dans ces discussions. Il suffit de dire qu'il peint au fond de nos yeux les objets de la nature, comme ils s'y peignent quand nous les regardons eux-mêmes, et qu'ainsi nous les *voyons* à l'aide du stéréoscope exactement comme s'ils existaient devant nous.

Il va sans dire que déjà la construction du stéréoscope a éprouvé bien des modifications. Partons du stéréoscope à boîte armée de deux tuyaux oculaires et mettons-y d'abord un double daguerréotype de paysage ou d'architecture monumentale. Le daguerréotype de droite sera vu par l'œil droit seulement, le daguerréotype de gauche sera vu de même exclusivement par l'œil gauche, et si l'artiste a pris les deux points de vue comme les aurait vus le spectateur, en fermant alternativement l'œil droit et l'œil gauche, le contemplateur stéréoscopique recevra par l'instrument la même impression qu'il eût reçue de la nature elle-même; le paysage, le monument, renaîtront devant lui. Il se promènera par la vue entre les arbres fuyant les uns derrière les autres comme dans une forêt, et les colonnes, les arcs-boutans, les statues du monument, laisseront la vue tourner tout à l'entour et pénétrer entre les parties saillantes et la masse centrale de la fabrique.

Si, au moyen d'une double représentation, on a dessiné une figure entière, un buste, un portrait, une machine d'industrie même très compliquée, un échantillon d'histoire naturelle, un solide géométrique, le stéréoscope rendra ces objets présens. Le sculpteur, le modeleur pourra les reproduire comme d'après nature; le peintre ou le dessinateur pourra les repeindre ou les redessiner en les prenant d'autres points de vue que ceux qui ont été primitivement choisis. Il n'est point de paroles qui puissent rendre les exclamations de surprise qui éclatent de tous côtés, lorsque l'introduction des stéréoscopes a lieu dans une société ou une soirée un peu nombreuse, et que chacun de ceux qui ont trouvé un effet étonnant de stéréoscope veut le faire admirer au point de vue qui le frappe lui-même le plus incroyablement. Au reste, la reproduction par la sculpture d'un double dessin stéréoscopique n'est point seulement une possibilité, l'épreuve en a été faite avec le plus grand succès.

Ainsi un habitant des îles Sandwich, ou du Japon, ou des antipodes (à la Nouvelle-Zélande) peut désormais envoyer à un sculpteur de Paris une double plaque daguerrienne (où n'y a-t-il pas maintenant un daguerréotype?), et il recevra son buste aussi bien modelé que s'il eût fait lui-même le voyage de Paris. Strictement parlant, avec le stéréoscope, une plaque, un dessin pesant un petit nombre de grammes, deviennent l'équivalent d'un buste difficile à transporter, à placer, à éclairer convenablement.

Un mot sur l'histoire du stéréoscope.

Le nom et une première esquisse de l'instrument appartiennent à un Anglais, M. Wheatstone, physicien de premier ordre et célèbre pour sa mesure de la vitesse de l'électricité, qu'il a trouvée être du même ordre que la vitesse de la lumière, laquelle ferait en une seconde sept ou huit fois le tour de la terre. M. Wheatstone a été aussi l'un des premiers et des plus habiles *établisseurs* des télégraphes électriques. Avant 1838, M. Wheatstone eut l'idée de prendre deux miroirs, de les assembler comme le sont deux couvertures d'un livre relié que l'on ouvre à moitié, et, mettant tout près du nez la ligne de jonction des deux miroirs, de regarder avec chaque œil dans chaque miroir deux dessins placés l'un à droite, l'autre à gauche de l'observateur. Lorsque celui-ci était parvenu à saisir la superposition des deux reflets des miroirs, alors l'effet du relief apparaissait; mais, comme l'a très bien dit M. Brewster, l'auteur du vrai stéréoscope populaire, c'était plutôt un appareil qu'un instrument, et cette belle invention fut oubliée pendant dix ou douze ans. Sir David Brewster, tout en réclamant sa part comme auteur du stéréoscope usuel à tuyaux oculaires avec verres grossissans, etc., rend pleine justice à son célèbre et habile compatriote. L'érudition, toujours un peu jalouse du mérite contemporain, n'a pas manqué de remonter à Léonard de Vinci et même à Galien pour trouver des observations relatives à la vision par les deux yeux, d'où, avec un peu de complaisance, on conclurait que ni M. Wheatstone ni M. Brewster ne sont les premiers inventeurs du stéréoscope, ni M. Jules Dubosq, de Paris, le premier grand constructeur dont les stéréoscopes à l'exposition de Londres aient fixé l'attention de la grande reine d'Angleterre. On irait jusqu'à trouver le nom du constructeur babylonien qui, sur les bords de l'Euphrate ou du Tigre, a présenté un stéréoscope à la fameuse Sémiramis, à l'exposition de l'an 1851 avant notre ère; mais laissons parler sir David Brewster lui-même, qui, ayant été élu *associé étranger de l'Institut de France* (la plus haute marque de considération que puisse recevoir un savant sur cette planète), visita la France en 1850, et vint prendre place aux fauteuils académiques du palais des Beaux-Arts. L'article dont nous citons un extrait est de M. Brewster, bien que le savant Anglais n'y prenne pas la parole en son nom :

« Après avoir esssayé, mais en vain, d'engager quelques-uns des opticiens ou des photographes de Londres à construire son stéréoscope et des doubles daguerréotypes pour cet instrument, M. Brewster apporta à Paris, au printemps de 1850, un très bel instrument exécuté par Loudon, opticien à Dundee, et un portrait binoculaire fait par lui-même. Il montra cet instrument à M. l'abbé Moigno, l'auteur distingué de l'ouvrage intitulé *l'Optique moderne*, à M. Soleil et à M. Dubosq-Soleil, éminens opticiens de Paris, ainsi qu'à quelques-

ques-uns des membres de l'Institut de France (et notamment à l'auteur du présent article). Ces messieurs comprirent tout de suite la valeur de l'instrument, non-seulement comme un joujou amusant par ses effets magiques, mais encore comme un important auxiliaire pour les arts du dessin et pour la sculpture. M. Dubosq se mit immédiatement à confectionner le nouveau stéréoscope, et exécuta en même temps une immense variété de beaux doubles daguerréotypes binoculaires sur des objets vivans ou inanimés, des hommes, des statues, des monumens d'architecture, des ornemens, des arbres, des bouquets de fleurs, des échantillons d'histoire naturelle, des solides et des figures de géométrie, etc., etc., que des milliers de personnes s'empressèrent de venir contempler avec le nouvel instrument...

« Dans la belle collection d'instrumens de physique et d'optique que M. Dubosq-Soleil présenta à la grande exposition de Londres en 1850, et pour laquelle il reçut la *grande médaille du conseil*, il plaça un des stéréoscopes à lentilles de sir David Brewster avec une belle série de daguerréotypes binoculaires. Cet instrument attira particulièrement l'attention de la reine, et M. Dubosq exécuta un beau stéréoscope qui fut offert en son nom à sa majesté par sir David Brewster. Par suite de cette exposition, M. Dubosq reçut une immense commande de stéréoscopes-Brewster qui furent introduits en ce pays (l'Angleterre). La demande devint néanmoins telle que des opticiens anglais se consacrèrent exclusivement à la manufacture des stéréoscopes, et en débitèrent en quelques mois plusieurs centaines, sinon plusieurs mille. Des sculpteurs entrevirent l'application du stéréoscope à leur art, et nous avons récemment appris de Paris qu'un artiste distingué de cette capitale a modelé une statue d'après le relief produit par le stéréoscope. »

Après s'être plaint de quelques journalistes qui ont parlé du stéréoscope-Brewster sans en nommer l'auteur, l'illustre patriarche des savans anglais procède à la théorie de l'instrument, qui nous semble fort simple, quand on veut bien la rapporter à la vision naturelle, comme nous l'avons dit plus haut. L'article du savant associé étranger de l'Institut de France contient sur la formation des images photographiques par des lentilles d'une ouverture plus ou moins grande un incroyable contre-sens scientifique, développé avec une complaisance non moins étonnante, et qui ne peut être attribué qu'à une inadvertance favorisée par l'éloignement des académies et des contradicteurs empressés qu'elles fournissent complaisamment et en abondance.

Voici donc pour tout le monde et en peu de mots la théorie, ou, pour parler moins superbement, le secret des effets magiques du stéréoscope. Quand nous regardons un objet ordinaire avec les deux yeux, nous le voyons tel qu'il est, saillant, solide, en relief. Nous faisons du relief, comme M. Jourdain faisait de la prose, sans le savoir, et la preuve, c'est que quand on veut approfondir pourquoi la vision par les deux yeux nous donne la sensation, la perception du relief, on rencontre plusieurs opinions fondées les unes sur la physique des sens, les autres sur les notions que l'intelligence, aidée du tact, aurait introduites dans l'habitude des jugemens de l'organe; heureusement la théorie du stéréoscope n'a pas besoin de remonter si haut.

Tout le monde conçoit en effet que, puisque la vision par les deux yeux nous donne le sentiment du relief, on produirait ce même résultat en intro-

duisant immédiatement dans chaque œil, au moyen de deux peintures différentes et prises de deux points de vue convenables, les mêmes images que reçoit l'œil de l'objet lui-même. Si donc les peintures qui se forment au fond de l'œil sur le tableau nerveux qu'on appelle la rétine, en venant directement de l'objet, sont remplacées par de fidèles peintures daguerriennes ou autres que l'instrument introduit au fond de chaque œil, cet organe se trouvera exactement dans le même cas que s'il eût reçu ces peintures de l'objet réel lui-même, et les impressions reçues étant les mêmes, les sensations et perceptions du relief et de toutes les autres propriétés de l'objet, comme ses couleurs, ses dégradations de teinte, ses détails de forme, etc., seront les mêmes aussi. En un seul mot, ce que fait la nature pour l'œil, le stéréoscope le fait pareillement.

Il serait trop long et trop fastidieux de faire connaître tous les détails du stéréoscope ou plutôt des stéréoscopes. Nous avons déjà dit que dans l'ancien appareil de M. Wheatstone, les deux dessins étaient ramenés à la superposition dans l'œil au moyen de deux miroirs. M. Brewster a remplacé les miroirs par des prismes réflecteurs qui opèrent de face. On peut même supprimer les miroirs en regardant les deux dessins chacun avec un œil, ce que l'on fait en disposant une espèce de cloison en avant du nez, de manière à forcer la vision de chaque œil à s'attacher à un seul dessin. Je crois que ces tours de force seraient fort dangereux pour les enfans et pour les personnes qui ont de la tendance à loucher. Pour ceux qui voudront s'exercer à produire simplement ces belles illusions, je recommanderai de placer sur une table le double dessin qu'ils veulent voir stéréoscopiquement, ensuite de placer la main ou une feuille de carton devant la figure, de manière que chaque œil ne voie qu'un des dessins, puis de fixer le regard, tantôt sur les dessins, tantôt sur l'extrémité de la feuille de carton ou des doigts de la main, en remuant la tête d'avant en arrière jusqu'à ce qu'on voie naître entre les deux dessins, qui paraissent écartés l'un de l'autre, un troisième dessin intermédiaire. Une fois cette apparition produite, il faut y diriger son attention; alors sans miroirs, sans loupes, sans boîte, sans appareil aucun, on reproduit l'effet du stéréoscope. Pour surcroît de bonheur, on est louche pour toute sa vie!

J'ai dit plus haut que les constructeurs et les acheteurs avaient abusé du stéréoscope. En effet, la grande facilité d'assembler les côtés d'une boîte de quelques décimètres de dimension, d'y implanter deux tuyaux garnis de loupes et de réflecteurs (chacun de ces objets, suivant M. Brewster, revenant en gros à 5 francs la douzaine!), et enfin d'y adapter des daguerréotypes éclairés en dessus ou par transparence, ont fait de cet instrument un article de pacotille que M. Dubosq a débité à près de dix mille, et les opticiens de Londres et de New-York avec autant de succès. Mais admettez qu'un double daguerréotype, une double photographie sur papier, enfin une double miniature exécutée avec tous les raffinemens de l'art, soient mis dans un stéréoscope de choix, et voyez l'admirable effet artistique qui en résultera : on rendrait impérissables les formes statuaires des plus beaux modèles, les poses artistiques des premiers artistes dramatiques, les traits chéris des parens, des amis et des bienfaiteurs, et l'on produirait l'immortalisation physique des

grandes renommées qui font la gloire des peuples. « Ne serions-nous pas heureux, s'écrie M. Brewster, de voir s'animer des tableaux photographiques, de voir Démosthènes lancant la foudre de son éloquence contre le roi de Macédoine, Brutus immolant César au pied de la statue de Pompée, saint Paul prêchant à Athènes, ou *celui dont le nom n'a pas besoin d'être prononcé*, dans l'attitude de la bonté et de la beauté céleste, proclamant la rédemption du genre humain? Avec quel ravissement nous contemplerions ces vivifications si sympathiques et si divines! Les héros et les sages des anciens temps, tout mortels qu'ils étaient, auraient pu être embaumés et seraient devenus plus impérissables que par les procédés de l'art égyptien, conservant les formes de la vie, des affections et de la puissance intellectuelle, et s'incarnant dans l'immortalité stéréoscopique bien mieux que dans les hideuses momies qui sauvent à grand'peine et bien incomplétement les dépouilles des rois de la corruption universelle. » S'il est une intelligence, un corps, une illustration qui ait mérité cette préservation pour l'éternité, c'est certainement l'auteur du stéréoscope, l'éminent physicien, l'infatigable doyen de la science optique, sir David Brewster.

Ceux qui ont visité à Londres la basilique sans rivale de Westminster ou les invalides maritimes de Greenwich ont vu avec un sentiment douteux d'admiration les figures en cire de Marie Stuart ou de Nelson, avec une couche plus ou moins épaisse de charbon de terre indigène. Qu'on remplace ces figures *à la Curtius* par des stéréoscopes, objets d'art avouables par le bon goût et par l'imagination, et quelle galerie bien supérieure aux galeries historiques de Versailles on obtiendrait! Et qu'on n'objecte pas la petitesse nécessaire des daguerréotypes et des stéréoscopes actuels; je me suis assuré que M. Dubosq possède tous les élémens d'amplitude et de grossissement qui peuvent arriver, quand on voudra, à la grandeur naturelle, au *full size*, des personnages à représenter.

Le stéréoscope fait encore de la carte plate d'un pays un plan en relief qui en fait ressortir toute la géographie physique. La carte de la lune reproduit avec les ombres du premier et du dernier quartier les volcans, les cratères, les chaînes de montagnes, les coulées de laves, les entassemens de rocs, les fentes du terrain que l'on avait pris pour des fortifications, les cirques, les plaines basses, les pics isolés, enfin toute la topographie de cette planète secondaire, dont la carte est beaucoup plus avancée, à une distance de 360,000 kilomètres, que la carte de l'Afrique, qui touche les populations musulmanes de la France.

Je ne finirais pas si je voulais passer en revue tout ce que l'activité intellectuelle et industrielle a déjà fait pour le stéréoscope. Sous le titre de bioscope, M. Dubosq a introduit dans cet instrument le mouvement et la vie, et en combinant les effets du stéréoscope avec ceux de la persistance des images dans l'œil, on arrive à des effets dont tout ce qu'on rapporte de fabuleux sur l'antique magie ne peut approcher; mais on perd en généralité d'effet ce qu'on gagne en merveilleux. La science la plus positive trouvera aussi un utile auxiliaire dans le stéréoscope. La superposition des objets doubles permet de jeter un fond bleu sur un fond rouge, et d'avoir par ce moyen un fond vert. Les physiciens savent ce qu'il y a encore à chercher sur le mélange

des couleurs, sur les couleurs complémentaires, les couleurs de contraste, et sur les couleurs propres des corps. Le stéréoscope deviendra un instrument de recherches, un véritable outil, dans ces difficiles spéculations théoriques et expérimentales. En physique comme en astronomie, l'art d'observer, qui n'est que le fondement de la science, est lui-même, comme dit Fontenelle, une très grande science.

J'ai trouvé plusieurs personnes qui s'affligeaient de voir que le stéréoscope, à la vérité construit et apprécié par des Français, fût une invention anglaise; mais le daguerréotype est français, et d'ailleurs il n'y a point de nationalité pour les sciences pas plus que pour l'intelligence du genre humain. C'est là une des belles paroles de Napoléon Ier. J'ai déjà dit ailleurs que, sans la haute protection de Napoléon III pour un Anglais, M. Brett, l'Angleterre, qui communique maintenant au continent par des fils électriques sous-marins aboutissant en France, en Belgique et en Hollande, serait encore, pour ses correspondances privées et politiques, à la merci des hasards météorologiques. Dans peu, non-seulement *il n'y aura plus de Pyrénées*, mais plus d'Alpes, plus de Caucase, plus d'Atlantique, plus de Pacifique.

La théorie du stéréoscope se réduit donc à dire que cet instrument fait, pour la vision avec les deux yeux, ce que les objets réels font eux-mêmes, et que, par suite, les doubles peintures stéréoscopiques apparaissent *comme si* elles existaient réellement; mais la question de la vision naturelle est si belle par elle-même, qu'il serait fâcheux de ne point aborder ici ce sujet, où la science et le raisonnement ont triomphé depuis longtemps. Des vérités acquises depuis longtemps n'en sont pas moins précieuses.

On connaît depuis bien des années l'expérience qui consiste à prendre l'œil d'un grand animal récemment tué, un œil de bœuf par exemple. Après avoir aminci, au moyen d'une lame bien tranchante, la partie postérieure de cet œil, on voit se peindre en transparence sur le fond une image des objets, celle des fenêtres, des maisons ou des arbres voisins se détachant sur le ciel. C'est une vraie chambre-noire ordinaire. Plusieurs penseurs ont été embarrassés de savoir comment une image sans relief, une image plate et sans épaisseur donnait à l'animal la sensation du relief et des distances. Voici comment s'opère ce jugement.

Si l'on regarde les objets avec un seul œil, on sait que, si l'on observe des objets inconnus où rien ne puisse aider la sensation matérielle, on juge fort mal leur relief, dès qu'ils sont à la distance de quelques décimètres. En effet, si l'œil agit seul, les divers points de l'objet, qui sont à diverses distances, ne peindront pas leurs images avec la même netteté dans l'œil, et il en résultera pour cet organe un moyen de juger ou plutôt de sentir les diverses distances par le plus ou moins de netteté qu'elles créent au fond de l'œil; mais dès que la distance de l'objet devient un peu plus considérable, un mètre par exemple, toutes les images ont sensiblement le même degré de netteté ou de trouble, et ce moyen de perception fait défaut à l'œil agissant seul. Employons maintenant les deux yeux.

Alors, à moins que la distance ne soit immense, par exemple plusieurs centaines de mètres, chaque œil reçoit une impression différente. L'œil droit atteint des points de l'objet que ne voit point l'œil gauche de son côté, et réciproquement. L'habitude, l'exercice, le tact appelé comme auxiliaire, les di-

verses circonstances de couleur, d'illumination, de formes, arrondies ou abruptes, techniquement de gaîbe, perçues par les deux yeux, donnent le relief. Remarquons, comme une utile déduction des effets du stéréoscope, que puisque les peintures plates de cet instrument donnent de merveilleux reliefs, les physiciens, qui ne voulaient pas admettre que les images sans épaisseur qui se forment au fond de l'œil pussent donner la sensation du relief, ne sont plus fondés dans leur objection, puisque on ne peut pas trop le répéter des images parfaitement planes et sans épaisseur, celles du stéréoscope, donnent complétement la sensation du relief.

Cependant, dira-t-on, pour les grandes distances, pour les paysages alpestres, pour les beaux paysages des Vosges, pour les immenses panoramas des contrées observées du sommet des monts, comme la Limagne d'Auvergne vue du sommet du Puy-de-Dôme, — pour ces grandes étendues, nous jugeons très bien les distances diverses, et l'art reproduit admirablement les fuyans des chaînes et des cimes situées à perte de vue les unes derrière les autres par rapport au point central qu'occupe l'observateur.

La réponse est simple. Il s'introduit là un nouvel élément : la perspective aérienne proprement dite, c'est-à-dire l'extinction de lumière que produit une grande masse d'air traversée par les rayons lumineux. Tout le monde a remarqué combien les montagnes éloignées sont *bleuies* par l'interposition de l'air, et dans certaines circonstances de pluie cessante et près des bords de la mer, j'ai pu observer des fonds de paysages teintés de l'outremer le plus violet possible. Cet effet de perspective aérienne, d'extinction de lumière, ne commence pas avant la distance de deux cents mètres, suivant les observations précises de M. Arago, quand l'air est serein. Par des temps de brouillard ou lorsqu'on s'élève dans les nuages, la perspective se fait à de bien faibles distances. Alors, dit Homère, chacun ne voit pas plus loin que la distance où il peut lancer une pierre. Dans certains nuages et dans certains brouillards de Paris et de Londres, cette distance est beaucoup moindre, et l'on voit à peine l'extrémité de la canne de quatre-vingts centimètres à un mètre de longueur que l'on tient à la main. Sans considérer les cas extrêmes, lorsque d'un lieu élevé de Paris, du sommet d'un monument, de l'arc de triomphe de l'Étoile par exemple, on observe vers la fin du jour les diverses collines qui s'étendent au couchant de la capitale, leurs divers plans et leurs diverses distances sont admirablement accusés par la perspective aérienne. Je dis ici perspective aérienne proprement dite, car, malgré les physiciens et leurs mesures de précision désespérantes pour les idées fausses, les artistes admettent la perspective aérienne et la dégradation des teintes pour des distances très petites. C'est un autre effet appelé du même nom. Si la science positive n'a rien à voir avec l'imagination qui crée les merveilles de la peinture, il n'en est pas moins vrai que l'art ne peut créer sans s'assujettir aux lois physiques de la nature. Si la nature n'est point l'art, il n'y a point d'art sans la nature.

Dans le thème, si souvent reproduit par les prédicateurs protestans, des merveilles de la création, l'œil et la vision ont été fréquemment l'objet de curieuses remarques; mais déjà, mettant de côté les grandes distances et regardant un objet, une statue, un tableau, une miniature, un daguerréotype, que nous disent la théorie et l'expérience? L'objet réel, la statue, sont vus avec toutes les ressources de l'organe. Si la statue est d'un excellent artiste, elle

donnera, sous huit points de vue divers, huit aspects heureux. L'art parlera sans efforts; mais si c'est un tableau, que dira la toile plate représentant des objets en relief?

Évidemment il y aura quelque chose de moins naturel; mais par la haute estime des chefs-d'œuvre de la peinture, on peut juger que ce qui manque physiquement au tableau est bien peu de chose comparativement à ce que le génie y a mis. Malgré tous les artifices de la couleur, des ombres, du dessin, quand on regarde un tableau avec les deux yeux, on trouve une différence entre l'effet produit par la toile, qui n'occupe qu'un seul plan, et ce que produiraient des objets réels plus ou moins distans du spectateur. Tout le monde sait qu'en fermant un œil, une grande partie de cette *invraisemblance* tacite disparaît, et que le tableau gagne tout de suite en naturel. C'est surtout au premier abord que cet effet est sensible. Plus tard l'imagination, entraînée par le talent de l'artiste, n'écoute plus les faibles réclamations de la sensation, pas plus qu'on ne résiste à l'entraînement des représentations théâtrales malgré les invraisemblances de la scène, des décorations, de l'illumination, de la pose des acteurs parlant au public, et enfin de la présence des spectateurs eux-mêmes.

Mais c'est surtout pour les peintures qui se voient de très-près, comme les épreuves daguerréotypes et les miniatures, que l'usage des deux yeux est fatal. Ces représentations planes d'objets en relief semblent vous dire elles-mêmes : fermez un œil, et il n'est point d'amateur montrant une collection de ces admirables chefs-d'œuvre qui n'invite son hôte à rehausser ainsi le mérite des plus belles miniatures. Une autre règle que l'on peut, je crois, admettre pour *donner du naturel* aux objets d'art, c'est de ne point rester fixément à la même place. Les mouvemens même très petits que se donne le spectateur sauvent une grande partie des invraisemblances physiques de l'art en ôtant à l'organe la possibilité de s'appesantir et de se fixer sur ce qui fait la différence entre la toile et le relief.

Pour revenir plus spécialement au stéréoscope, nous dirons que l'étonnant succès, la popularité de ce bel instrument, se sont produits d'eux-mêmes et sans le patronage tout-puissant et presque toujours indispensable de la presse scientifique et de la presse périodique. Il en a été de même pour le télégraphe électrique, et jusqu'à un certain point pour le daguerréotype, les locomotives, les agens médicaux qui suppriment la douleur, l'électrotypie ou sculpture électrique, et tant d'autres inventions capitales, l'honneur exclusif de notre siècle. Le stéréoscope est recherché, parce qu'indépendamment de ses applications utiles il produit de beaux effets, des effets vraiment artistiques, et que, pour passionner les hommes, plutôt que de répondre à la question : *A quoi bon?* il vaut mieux pouvoir répondre à la question : *En quoi beau?*

Une question m'a souvent été faite dans ces réunions si admirables de la société parisienne, où tant de bons esprits, peut-être un peu indolens, excités par l'instinct puissant de la sociabilité, apportent le tribut de leurs idées, et qui autrement, suivant l'expression de l'abbé Dubos, s'en iraient *sans déballer*, réunions dans lesquelles l'homme spécial que l'on interroge peut dire sans honte : *Je ne sais pas*, ou dire sans pédantisme ce qu'il sait, où enfin l'homme du monde peut poser sans inconvénient pour lui les problèmes les plus inso-

lubles, ceux du moins qui l'ont été depuis quarante siècles pour le genre humain. Pourquoi, me demande-t-on, la fin du dernier siècle et la première moitié de celui-ci ont-elles vu tant d'inventions physiques si neuves, si belles, si utiles, si merveilleuses, tandis que les progrès des arts d'imagination ou même ceux des sciences métaphysiques ou philosophiques n'ont point été aussi éclatans? Et là-dessus même plusieurs de ceux qui se servent le plus des chemins de fer, du télégraphe électrique et de l'éthérisation crient hautement à l'*utilitarisme!* c'est-à-dire à une trop grande prépondérance des intérêts matériels. J'admets plus que personne que l'homme *ne doit pas vivre seulement de pain*, qu'il a une âme et une imagination comme il a un corps, et que la puissance dominante est en définitive la puissance morale de la pensée bien plus que la puissance mécanique des agens soumis à l'homme par son intelligence, savoir : les animaux, l'eau, le fer, l'électricité; mais enfin, et en revenant à la question, pourquoi tant de progrès industriels depuis un demi-siècle?

Le voici. Lorsque dans les écoles et dans les livres on s'occupait de savoir si la matière pouvait être conçue sans la notion de l'espace et du temps, si les qualités essentielles de l'existence dépendaient de telle ou telle qualité nécessaire, si la matière, l'espace et le temps, ces trois grands fondemens de l'univers où nous vivons, ou plutôt où nous pensons; si, dis-je, ces trois grands élémens sont indispensables à l'existence des êtres, en sorte par exemple qu'on pût créer un monde sans substance matérielle, sans espace ou sans durée : quelle intelligence pouvait atteindre à la solution de pareilles questions? Mais la science moderne est plus modeste. Elle ne cherche point l'*absolu*, si difficile à trouver, elle se contente des rapports, lesquels sont bien plus accessibles à nos intelligences. Ainsi je ne sais pas que le est l'essence de la substance matérielle, mais je puis la comparer à un poids donné, le gramme, et dire que tel corps pèse autant que tant de grammes et de milligrammes. L'essence de l'espace m'est inconnue, mais je mesure tel espace que je veux, la terre entière, la France, Paris, en kilomètres et en mètres. J'ignore ce que c'est que le temps en lui-même, mais je puis dire que telle durée est de tant de secondes, la seconde étant la quatre-vingt-six mille quatre centième partie du jour, dont la période est invariable. Je ne sais pas ce que c'est en soi-même que la force mécanique et le mouvement, mais j'emprisonne la vapeur et j'en mesure l'élasticité pour l'employer plus tard à mouvoir des masses immenses. Le secret des découvertes de la science moderne, c'est tout simplement qu'elle n'a cherché que ce qui était accessible à nos moyens d'expérimentation : au lieu d'épuiser ses forces sur les notions inaccessibles de l'absolu dans la nature des êtres, elle en a observé les propriétés secondaires. Elle a expérimenté, elle a pesé, elle a mesuré, elle a comparé. L'homme ne connaît pas plus la nature intime de la force de la vapeur, dans la locomotive qu'il a créée qu'il ne connaissait, il y a quelque mille ans, la nature de la force dans le cheval, le chameau ou l'éléphant qu'il faisait servir à la locomotion. Ainsi la réponse très simple à cette question : Pourquoi *depuis peu d'années* la science a-t-elle tant trouvé? est la suivante : C'est que *depuis peu d'années* la science n'a cherché que ce qu'il était possible de trouver.

BABINET, de l'Institut.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 juillet 1853.

Voici près de quatre mois déjà que, jetés dans toutes les complications de cette malheureuse affaire d'Orient, les gouvernemens et les peuples en sont périodiquement à consulter les signes et à se demander où ils vont. Un jour, ce sont les influences pacifiques qui semblent triompher; un autre jour, c'est une conflagration qui paraît imminente; d'heure en heure, on s'avance sur un terrain qui devient de plus en plus étroit; les questions ne font que s'aggraver, les rapports entre les gouvernemens s'aigrissent, les intérêts s'inquiétent, les susceptibilités s'irritent, et on en arrive à cette situation qui a été résumée dans un mot d'un air presque paradoxal et qui n'est que juste : — C'est que la guerre semble inévitable et qu'elle est impossible; dernier mot des situations inextricables d'où chacun sent qu'il faut sortir au plus vite et dont personne n'entrevoit l'issue! Combinez ces deux choses contradictoires : telle est encore en définitive l'expression la plus exacte de la phase nouvelle où est entrée la question orientale. On se trouve en présence de l'inévitable et de l'impossible. Réunissez toutes les causes qui peuvent rendre un conflit probable et le précipiter même; aussitôt la conscience publique s'élèvera comme un obstacle souverain, pour réclamer une solution conforme aux besoins actuels du monde, au mouvement des intérêts, à la sécurité universelle. Énumérez toutes les raisons favorables à la paix; aussitôt vous vous heurterez aux deux mobiles les plus dangereux, parce qu'ils sont les plus difficiles à vaincre, — l'ambition exaltée d'un peuple, l'amour-propre engagé d'un gouvernement. On peut voir aujourd'hui, et ce n'est point la première fois au sujet des affaires orientales, quelle différence il y a entre la politique théorique, qui procède souvent de l'imagination ou de l'ambition, et la politique pratique. Que de théories n'a-t-on point faites sur l'Orient, sur la dissolution de l'empire turc et sur sa reconstruction! Que de combinaisons chimériques n'a-t-on point essayées! Que de transformations nouvelles n'a-t-on point ima-

gines! Arrivez au résultat, à une tentative quelconque d'application : alors la réalité éclate, les antagonismes s'éveillent, les intérêts s'entrechoquent, et le moins qui puisse s'ensuivre, c'est qu'on se trouve en face d'une conflagration pleine de redoutables mystères. Il semble en vérité, à certaines époques, qu'il soit nécessaire de voir le péril prendre les proportions les plus extrêmes pour qu'un peu de sagesse triomphe dans les conseils politiques du monde.

Pour le moment, est-ce en faveur de la guerre, est-ce en faveur de la paix, que se réunissent le plus de chances? Si on jugeait absolument d'après l'apparence des choses, il est évident qu'on ne saurait croire beaucoup à la paix. Les conséquences du dernier ultimatum transmis à Constantinople se développent aujourd'hui. L'armée russe est entrée le 25 juin dans les provinces moldo-valaques, opérant ainsi son premier mouvement sur le Pruth. Elle occupe naturellement les principautés sans résistance. Quelque prévue que fût cette occupation, elle n'en constitue pas moins un fait considérable, qui, s'il n'est pas la guerre, n'est point assurément la paix non plus; nous parlons d'une paix normale et sûre. Ce qu'il y a de plus grave peut-être d'ailleurs, c'est le commentaire dont le cabinet impérial a accompagné ce premier acte coërcitif vis-à-vis de la Turquie. M. le comte de Nesselrode, dans une nouvelle note circulaire, adressée aux agens diplomatiques russes, assure que c'est la paix. Il n'y a certes qu'à s'entendre à ce sujet. En réalité, les traités sur lesquels s'appuie la Russie stipulent les conditions dans lesquelles elle a le droit d'occuper les principautés danubiennes : ce sont des conditions toutes d'ordre intérieur. L'ordre a-t-il été troublé à Jassy ou à Bucharest? Il n'en est rien; dès lors, comment l'invasion actuelle, motivée par des considérations entièrement étrangères aux stipulations des traités, serait-elle un acte parfaitement pacifique et régulier? Se saisir d'un «gage matériel,» ainsi que le dit le chancelier de Russie, pour contraindre le divan à se rendre, sauf à aller plus avant, si la Turquie ne cède pas, — comment serait-ce là encore la paix? C'est une occupation matérielle qui n'a point trouvé de résistance matérielle, mais qui reste dépourvue à coup sûr de toute sanction de droit. Tout ce qu'a pu faire raisonnablement la Turquie, tout ce qu'a pu faire la modération de l'Europe, c'est de considérer la situation extrême où s'était placée la Russie et de laisser s'accomplir cet acte inévitable pour tenter de renouer sur ce terrain nouveau des négociations plus heureuses. Mais ici, malheureusement, il se trouve un fait plus sérieux et plus étrange encore, c'est la manière dont le gouvernement russe juge dans sa note l'attitude des puissances alliées de la Turquie. Aux yeux du cabinet de Saint-Pétersbourg, ce sont ces puissances mêmes, l'Angleterre et la France, qui, par une singulière interversion des rôles, ont placé la Russie sous le coup de démonstrations comminatoires; en se rendant dans les eaux turques, les deux flottes ont consommé une « occupation maritime » à laquelle la Russie a dû répondre par l'occupation territoriale des principautés. L'argument, il faut bien le dire, est assez peu sérieux et surtout peu digne d'un gouvernement comme celui du tsar. Cela ressemble un peu trop au fait d'un provocateur puissant qui dirait à un homme plus faible : Si vous appelez au secours, je vous tue. La Turquie cependant n'a point fait autre chose. Menacée de l'invasion de son territoire par un ultimatum hautain, elle a invoqué le secours de ses alliés,

non pas même comme moyen matériel de défense pour le moment, mais comme appui moral. Les flottes combinées de la France et de l'Angleterre n'ont point franchi les Dardanelles, comme elles en auraient eu le droit rigoureusement; elles sont restées à Besika, où elles sont encore. En quoi leur présence dans des eaux où toutes les marines peuvent se rencontrer aurait-elle été une provocation légitime à l'invasion des principautés? En quoi serait-elle en ce moment même un obstacle à des négociations nouvelles, ainsi que le disait tout récemment lord John Russell dans la chambre des communes? La présence des deux flottes dans les parages de Constantinople n'a eu qu'une signification : c'est que l'Angleterre et la France désapprouvaient les exigences du cabinet de Saint-Pétersbourg, et qu'il y avait dans une telle question un intérêt européen avec lequel la Russie avait à traiter au moins autant qu'avec l'intérêt turc. Ce qu'il y a de plus vrai, c'est que le gouvernement russe a cédé à des entraînemens plus forts que lui peut-être; il s'est trouvé placé au milieu de passions religieuses et nationales dont il n'est point complétement le maître, et qui comptent peu avec les traités, lorsqu'il s'agit de l'agrandissement de la Russie vers l'Orient. Il n'est guère possible de se faire illusion à cet égard après le manifeste publié par l'empereur Nicolas au moment où il donnait l'ordre à son armée de franchir le Pruth.

Quel est en effet le caractère de ce manifeste, remarquable à plus d'un titre? C'est une sorte de brûlant appel fait à l'instinct religieux du peuple. Assurément on ne saurait traiter avec légèreté le sentiment au nom duquel parle l'empereur Nicolas. Nous trouvons très heureux au contraire les peuples qui ont une foi, qui la défendent, qui y trouvent l'élément de leur grandeur nationale; mais il ne faut point oublier aussi qu'à côté du chef de la *foi orthodoxe*, pour parler le langage du manifeste, il y a le souverain lié par les traités, assujetti à toutes les conditions du droit international. Il serait trop aisé, au nom d'un principe supérieur, de se mettre au-dessus du droit positif et de justifier tous les moyens par une prétendue légitimité du but ou par une pensée d'agrandissement national en faveur de laquelle les peuples absolvent tout. Et puis, si ce droit positif est suspendu pour l'un au nom des intérêts de la religion grecque, pourquoi ne serait-il pas suspendu pour tous par d'autres motifs? Pourquoi la France n'aurait-elle pas le droit de se jeter sur le Rhin, l'Espagne sur le Portugal, les États-Unis sur Cuba, l'Angleterre un peu partout? La force seule, déguisée sous un prétexte quelconque, reste souveraine. Par malheur, ce n'est pas d'aujourd'hui que la politique russe est entrée dans cette voie. Les événemens actuels reportent naturellement vers une époque où ce système d'envahissement, décoré d'une couleur religieuse, a commencé à se développer. Un *Recueil de Documens* publié ces jours derniers rappelait une déclaration de l'impératrice Catherine II, qui a précédé de peu le partage de la Pologne. Catherine, elle aussi, bien qu'assez sceptique, comme on sait, mais très bonne Russe, revendiquait le protectorat des églises grecques de Pologne. Les intérêts de ses coreligionnaires lui servaient merveilleusement à s'introduire dans les affaires de cet infortuné pays; elle parlait le même langage qu'on parle aujourd'hui, — et elle servit si bien la religion, que les provinces polonaises bientôt se sont trouvées être des pro-

vinces russes. C'est le même système que la Russie semble pratiquer depuis longtemps avec la Turquie, et qu'elle poursuit avec une volonté d'autant plus inflexible que le but semble plus rapproché. Le tsar investi d'un droit de protection sur toutes les populations grecques de l'Orient, que resterait-il à faire? M. de Nesselrode, dans sa dernière note, renouvelle les déclarations qu'il a déjà faites en faveur de l'intégrité de l'empire ottoman, il proteste contre toute pensée de conquête. Seulement ces déclarations mêmes ne laisseraient pas d'avoir besoin de certains éclaircissemens, — car enfin de quelle intégrité s'agit-il? Est-ce de l'intégrité réelle, effective, se traduisant en une indépendance complète de la Porte? Est-ce de l'intégrité dont parlait l'illustre chancelier de Russie lui-même dans une dépêche adressée au grand-duc Constantin en 1830, lorsqu'il disait : « ..... Dans l'opinion de l'empereur, cette monarchie, réduite à n'exister que sous la protection de la Russie et à n'écouter désormais que ses désirs, convenait mieux à nos intérêts politiques et commerciaux que toute combinaison nouvelle qui nous aurait forcés, soit à trop étendre nos domaines par des conquêtes, soit à substituer à l'empire ottoman des états qui n'auraient pas tardé à rivaliser avec nous de puissance, de civilisation, d'industrie et de richesse? » On voit que, si la Russie voulait laisser vivre l'empire ottoman après la guerre de 1828, elle lui mesurait la vie. Elle ne voulait pas conquérir la Turquie, elle voulait seulement ce qu'elle appelait des *clés de position pour la tenir en échec*. Le protectorat réclamé aujourd'hui sur les Grecs n'est-il point une de ces *clés de position?* Mais alors une intégrité de ce genre n'est-elle pas cent fois pire qu'une incorporation pure et simple à la Russie? Nous n'insistons pas davantage sur ces souvenirs. Il serait digne de l'empereur Nicolas, non point certes d'abdiquer la grandeur de son pays, ce qu'on ne saurait réclamer de personne, mais de s'arrêter là où l'intérêt européen est en contradiction si éclatante avec ses prétentions actuelles. Dans les nouveaux essais de conciliation qui peuvent survenir, il est facile sans doute à des gouvernemens qui n'ont nourri jusqu'ici aucun mauvais vouloir contre la Russie — de tenir compte de sa dignité et de sa situation. Il n'en est pas moins vrai cependant que les chances de la paix diminueraient beaucoup, si le gouvernement russe continuait à poser comme condition préalable de tout arrangement la soumission absolue de la Turquie et la retraite des flottes combinées de la France et de l'Angleterre, selon la note de M. de Nesselrode. Pour tout dire, cela équivaudrait simplement à une rupture de toute négociation. Ce n'est au surplus, en ce moment, ni à Paris, ni à Londres, ni même à Saint-Pétersbourg, que cette redoutable question semble devoir être tranchée : c'est à Constantinople, où tous les efforts de la diplomatie sont tournés vers la recherche d'une issue pacifique. Il a même été question, assure-t-on, d'une note délibérée par les représentans de toutes les puissances, et qui, par la médiation de l'Autriche, serait soumise à l'assentiment de la Russie. Tel est donc aujourd'hui l'état de cette longue et obsédante affaire : la guerre dans la Mer-Noire, c'est pour le continent le point de départ d'une série d'événemens dont il serait impossible de calculer la portée; la paix, en laissant le destin de la Russie s'accomplir dans le Bosphore, c'est l'abdication de l'Europe. Entre ces deux extrêmes, la diplomatie intervient et dit, selon son habitude : Ajournons la

grande crise, le dénoûment suprême. — Mais quoi qu'il arrive aujourd'hui, après la durée déjà trop prolongée de ces graves complications, ce qui n'est point douteux, c'est qu'on ne saurait trop se hâter de faire cesser un état qui a presque tous les inconvéniens des situations tranchées sans en avoir les avantages, et où les intérêts de toute sorte s'allanguissent dans l'incertitude. Autrefois, lorsque les relations du commerce étaient moins nombreuses, lorsque la civilisation n'avait pas le caractère industriel qu'elle a pris de notre temps, lorsque la solidarité de tous les intérêts était moins intime et moins forte, une guerre ou une menace de guerre ne pouvait pas avoir une aussi prompte, une aussi désastreuse influence. Aujourd'hui tout s'arrête, tout est suspendu, les entreprises n'oseraient braver les chances d'un avenir si peu assuré; la stagnation d'une industrie se communique à l'autre; le développement de tous les pays est atteint dans son essence, dans ses premiers élémens. Nous ne savons s'il n'est point dans la politique de la Russie de prolonger cet état; dans tous les cas, ce ne peut être la politique de la France et de l'Angleterre, d'autant plus que l'une et l'autre auraient bientôt perdu en richesse matérielle, en production, en valeurs industrielles, ce que la Russie, par la nature même de sa civilisation, ne peut pas perdre, — et c'est en quoi, sans qu'on le remarque, la lutte n'est point égale. C'est l'intérêt de l'Angleterre et de la France de ne plus laisser cette incertitude peser sur l'Europe; c'est encore plus l'intérêt de la Turquie, qui épuise ses ressources en armemens peut-être inutiles, et qui finira par avoir dépensé autant que pour une guerre réelle. Faut-il croire cependant qu'il s'est élevé quelque divergence dans le cabinet anglais au moment de prendre une décision, qu'il y a eu le parti des résolutions hardies et le parti de la temporisation? On le dit, et on ajoute même que le chef du cabinet, lord Aberdeen, aurait un instant donné sa démission. Au fond, ce qui résulte de plus clair des déclarations récentes de lord Palmerston dans le parlement, c'est que ces divergences ne portaient pas sur le principe de la communauté d'action avec la France, puisque l'union des deux gouvernemens est attestée en termes des plus explicites. Or c'est cette union qui reste le moyen le plus efficace pour faire cesser toutes les obscurités de la situation actuelle, et pour décider promptement s'il faut que l'Europe songe à la défense d'un intérêt universel, ou si elle peut se rejeter avec sécurité vers tous les travaux de la paix, un moment interrompus ou du moins paralysés par cette crise de la politique extérieure.

Quant à l'état intérieur de la France, son histoire ne saurait être aujourd'hui ni aussi longue, ni aussi variée. Depuis que les affaires d'Orient sont venues remplir la scène et déplacer si subitement, si complétement l'intérêt, la vie intérieure de notre pays reflète toute cette animation du dehors sans y ajouter beaucoup. Le prince Menchikof est presque devenu un moment un de nos personnages politiques, dont on s'est plus occupé que de beaucoup d'autres, et bien des gens emploient consciencieusement leur temps à apprendre la géographie des principautés moldo-valaques et de la Mer-Noire. Au milieu de cette stagnation intérieure, devenue habituelle, il est cependant un incident sérieux dont nous voudrions dire un mot avec toute la réserve nécessaire. Ce n'est rien révéler de bien inconnu que de constater qu'il s'est répandu dans ces derniers temps plus d'un bruit sinistre de conspirations

secrètes tramées et dirigées contre la vie du chef de l'état. Récemment encore à la suite d'une soirée passée par l'empereur dans un théâtre, un bruit de ce genre a circulé. Si ces bruits étaient mal fondés, ce serait la chose la plus heureuse; s'ils avaient quelque fondement, il ne serait certainement point nécessaire de se placer à un point de vue politique pour juger comme elles le méritent de semblables tentatives. Lors même qu'il n'y aurait pas contre de tels crimes un sentiment de répulsion qui a sa source dans une sphère bien supérieure à la politique, tous les partis honorables seraient intéressés les premiers à les considérer sous le même jour, car quel est parmi eux celui qui n'a point vu depuis trente ans la même perversité sanguinaire s'exercer contre des princes en qui il personnifiait ses idées et ses affections? Le malheur est que ces actes odieux se sont décorés souvent d'une couleur politique et qu'on s'est plu quelquefois à leur laisser ce caractère, tandis qu'il ne sont en réalité que le fruit des plus violentes passions échauffées et excitées dans le secret des bouges révolutionnaires. Au milieu de leurs épreuves et de leurs fortunes diverses, dans un temps comme le nôtre, les partis sérieux et honnêtes ont du moins fait ce progrès, qu'ils n'ont même aucune peine à répudier de pareils auxiliaires. Celui qui arriverait au pouvoir par cette voie plierait sous le poids d'une invincible fatalité d'origine. Quant au fanatisme révolutionnaire, qui agit ici comme toujours pour son propre compte, il ne raisonne guère; indépendamment de ce qu'il y a d'odieux dans ses œuvres, il ne voit pas qu'il justifie toutes les sévérités, qu'il ne fait que discréditer davantage encore la révolution, dont il prétend servir la cause, et qu'en se remettant dans la mémoire de la France sous une forme nouvelle et plus repoussante, il ne fait que lui rappeler ce qu'il lui a coûté déjà, les spectacles dont il l'a effrayée, les épreuves dans lesquelles il l'a plongée, les excès qu'il a suspendus sur elle, les suprêmes nécessités auxquelles il l'a conduite pour échapper à son joug. Tel est l'enseignement permanent qu'offre le fanatisme révolutionnaire sous toutes les formes, et qu'il rend plus saisissant encore lorsqu'il se dépouille de tout voile pour n'être plus que le prosélytisme du meurtre.

Ce sont là au surplus des diversions douloureuses dans la vie d'un pays comme la France, qui, si les révolutions lui laissaient sa liberté, aurait tant de progrès à poursuivre, tant d'améliorations à réaliser, tant d'intérêts à faire grandir. Le premier de ces intérêts peut-être, c'est la civilisation de l'Afrique, œuvre immense qui ne sera accomplie que lorsque la colonisation sera venue achever ce que les armes ont commencé. Quelque opposition, quelque défiance qu'ait rencontrée parfois la conquête de l'Algérie, elle ne constitue pas moins la seule grande tâche qui soit échue à notre pays depuis plus de trente ans. Tandis que d'autres peuples s'agrandissaient de toutes parts et répandaient au loin leur civilisation, toute notre action, pourrait-on dire, s'est concentrée sur cette terre, d'abord infructueusement, puis avec des chances plus heureuses, et enfin on a pu pressentir le jour où l'Algérie deviendrait une possession florissante de la France, — possession doublement acquise par l'épée et par le travail. Ce n'est point de sitôt d'ailleurs que la protection de notre armée sera inutile à la colonisation africaine. Nous disions un mot, il y a peu de temps, d'une expédition nouvelle qui vient d'avoir lieu. Comme

toutes celles précédemment dirigées sur la Kabylie, cette expédition avait pour but de faire pénétrer et d'asseoir la domination de la France dans ce massif de montagnes où vivait une population indépendante et rebelle, qui interceptait jusqu'ici les communications entre les côtes et l'intérieur; c'est là même une des causes qui ont longtemps paralysé le développement des villes du littoral, telles que Dellys, Bougie, Djidjelli, Collo. L'expédition récente a pleinement atteint son but en amenant la soumission des tribus les plus hostiles. Après avoir commencé par quelques combats heureux, par des marches vaillantes, elle s'est terminée par un travail d'un autre genre, par l'ouverture d'une route entre Djidjelli et Constantine. Les armes ont fait place un moment à la pioche, et nos soldats se sont employés à cette œuvre nouvelle avec la même ardeur qu'aux combats de la veille. La dernière expédition, dite des Babors, a donc eu pour résultat la pacification complète de la Kabylie, et place par suite toute cette portion de l'Algérie dans des conditions plus normales et moins incertaines. A mesure cependant que s'affermit la domination militaire de la France sur le sol de l'Afrique, ce qui reste à faire devient plus sensible encore : c'est l'œuvre plus difficile et plus lente de la colonisation successivement étendue à toutes les portions de l'Algérie qui peuvent être facilement livrées à l'agriculture ou à l'industrie. L'histoire des progrès accomplis jusqu'ici en Afrique sous ce rapport est écrite dans une publication administrative pleine d'intérêt et assez récente, qui paraît sous le titre de *Tableau de la situation des établissemens français dans l'Algérie de* 1830 *à* 1852. C'est de l'histoire en chiffres comme toutes les statistiques, mais qui laisse apercevoir le mouvement d'intérêts dont notre possession est déjà le théâtre. Malheureusement ce qui manque le plus encore, c'est la population européenne, nous pourrions même ajouter la population française. Contre une population de plus de deux millons d'indigènes, le chiffre des Européens ne s'élevait en 1852 qu'à cent trente et un mille environ, et sur ce chiffre, le nombre des étrangers, Espagnols, Maltais, Italiens, etc., balançait celui des Français. Dans deux des provinces, à Alger et à Oran, le nombre des étrangers l'emporte même. Ce n'est point évidemment un résultat bien considérable encore que l'introduction de soixante mille Français et même de cent trente mille Européens depuis vingt ans, et il ne serait point inutile, il nous semble, de chercher aujourd'hui les moyens de détourner au profit de l'Afrique un peu de ce courant d'émigration qui se dirige vers le Nouveau-Monde. Une des parties les plus curieuses de ce livre sur les *établissemens français dans l'Algérie* est celle qui raconte tous les efforts imposés à l'administration pour réduire et transformer les populations indigènes en les assujettissant à une vie plus réglée, sans froisser trop directement leur religion, leurs usages et leurs mœurs. Ici les chiffres et les faits n'ont-ils pas une sorte d'éloquence particulière? N'aident-ils pas à pénétrer dans ce mystérieux travail d'assimilation, qui finira peut-être par modifier profondément ces races? Dans tous les cas, n'éclairent-ils pas cette lutte sourde, intime, permanente, qui existe entre une civilisation supérieure envahissante, et tout ce qu'il y a d'élémens de résistance dans la vie et dans la nature arabes? Ce serait à coup sûr un tableau saisissant et dramatique à retracer pour quelque esprit vigoureux et sagace en même temps que savant, et c'est ainsi que la littérature elle-même pourrait trouver en Afrique des élémens nouveaux d'inspiration et de science.

L'intelligence n'a pas trop de puiser à toutes les sources qui peuvent lui être offertes depuis l'étude des plus étranges et des plus curieux phénomènes de la civilisation jusqu'à l'observation des mœurs, de toutes les nuances sociales, depuis la connaissance de l'univers extérieur jusqu'à l'analyse attentive du monde intérieur, depuis l'étude des faits et de l'histoire jusqu'à la recherche philosophique de tous les problèmes de l'homme et de la destinée humaine. C'est ainsi qu'elle se nourrit, s'entretient, se développe, se multiplie, et forme ce qu'on nomme le mouvement intellectuel d'un temps, — mouvement qui a lui-même d'ailleurs ses périodes, ses phases, ses heures d'éclat ou de ralentissement. Pour ceux qui vivent de cette vie intellectuelle cependant, pour ceux-là surtout qui ont eu leur part d'influence acquise par la volonté et la puissance de leur esprit, il y a un moment presque solennel : c'est celui où ils s'arrêtent, au milieu de toutes les révolutions contemporaines, pour considérer ce qu'ils ont fait, quel espace ils ont parcouru; — c'est le moment où ils se replient sur eux-mêmes et s'interrogent pour savoir à quel point ils sont parvenus, et pour résumer une fois de plus leur pensée. M. Cousin donne cet exemple dans son livre récent : *Du Vrai, du Beau et du Bien*. Ce n'est point une œuvre nouvelle, c'est le résumé de ses leçons professées entre 1815 et 1821; mais à ceux qui demandent à M. Cousin une doctrine précisée et formulée en quelques pages, l'auteur répond par ce livre, où, sous cette triple invocation du vrai, du beau et du bien, sont rassemblés en effet tous les problèmes de la philosophie sur Dieu, sur l'âme humaine, sur la morale, sur le droit naturel, — et il se trouve même parfois que le professeur de 1818 n'a eu qu'à reproduire bien des démonstrations, bien des développemens, pour toucher à des questions dont plus d'une est restée actuelle. Qu'on relise par exemple le chapitre sur la morale, on retrouvera la revendication éloquente des plus justes et des plus fortes notions opposées aux morales frauduleuses ou incomplètes qui conduisent l'homme, ou à s'absorber dans les suggestions corruptrices de l'intérêt, ou à se méconnaître lui-même. Ce n'est point seulement en effet parce que la morale est un devoir, qu'une philosophie saine la relève à sa vraie hauteur; c'est aussi parce que seule elle forme des hommes virils par le cœur et par l'esprit, capables d'arriver à la liberté et de se gouverner justement, sans aller se heurter en aveugles aux rudes corrections que les événemens infligent parfois. Aussi M. Cousin a-t-il le droit de rappeler ces leçons en les appuyant au grand dogme chrétien, et de se moquer quelque peu de cette foule d'esprits superficiels qui se croient de profonds penseurs, « parce qu'après Voltaire ils ont découvert des difficultés dans le christianisme. » M. Cousin n'en a que plus d'autorité pour parler encore une fois à la jeunesse en résumant toute la philosophie dans un mot : *sursum corda!* Et quand il serait vrai que dans le cours d'une longue carrière philosophique M. Cousin eût émis parfois des opinions qui ne seraient point également admises par bien des esprits aux yeux desquels la philosophie n'explique pas tout, pas même tout ce qu'elle croit expliquer, il y a des momens qui se prêtent à ces polémiques intellectuelles, qui les rendent naturelles et utiles, comme aussi il y a des momens où elles ressemblent à quelque chose de beaucoup trop tardif ou beaucoup trop prématuré.

Ce n'est point sans raison à coup sûr que l'auteur *du Vrai, du Beau et du Bien* raille spirituellement ceux qui découvrent après Voltaire des diffi-

cultés dans le christianisme. Il n'a oublié d'y joindre, — et ce n'est point, il est vrai, de son sujet, — que cette autre famille d'esprits qui abusent véritablement du christianisme ou plutôt qui se font un christianisme à eux, fils de leurs rêves et de leurs fantaisies étranges, aussi commode et aussi large que possible, assez large pour contenir tout ce que l'esprit révolutionnaire peut enfanter de folies lugubres. Ils ont imaginé une philosophie de l'histoire d'après laquelle Jésus-Christ est quelque peu l'ancêtre de Robespierre, et le christianisme n'est que le premier acte d'un drame dont la révolution française est le dénouement. Dans l'intervalle naturellement, tout ce qui a eu le caractère d'une révolte ou d'une scission constitue la véritable tradition chrétienne. C'est une quintessence particulière qui a abouti souvent à de singuliers blasphèmes, sans compter tout ce que le bon sens a eu à souffrir en chemin; le bon sens était aussi respecté que le christianisme dans ces travestissemens. Malheureusement pour lui, l'auteur d'un livre récent sur *les Réformateurs du* XVIe *siècle*, M. Chauffour-Kestner, sans tomber dans cet excès, n'échappe point encore à cette triste influence. Vous aurez ici également la grande trilogie, le christianisme, la réforme, la révolution. Ce qu'il y a de plus bizarre, c'est que bien des inventeurs ou des sectateurs de ces idées ont cru quelquefois qu'ils réagissaient contre le scepticisme irréligieux du XVIIIe siècle : ils ne faisaient que le reproduire sous une forme nouvelle, déclamatoire, amphigourique, touchant même au mysticisme assez souvent. On a pu voir ainsi fréquemment plus d'une page du *Dictionnaire philosophique* mal déguisée sous un lyrisme prétentieux et faux. Considérées au point de vue littéraire, certes les biographies que M. Chauffour retrace d'Ulrich de Hutten le pamphlétaire et de Zwingli le réformateur de Zurich laisseraient encore beaucoup à désirer; mais ce qui nous frappe, c'est l'esprit; ce qui nous a souvent frappés, c'est cet amour singulier qu'on nourrit en France pour tous les hérésiarques, même quand on fait profession de ne point partager leurs doctrines. Cela touche de plus près qu'on ne pense à une des causes les plus sérieuses de nos grands désastres : c'est qu'en vérité nous aimons les résistances révolutionnaires, les oppositions qui vont jusqu'à la rupture, les réformes qui vont jusqu'à la destruction, si elles ne sont pas immédiatement satisfaites. Le radicalisme n'est ni dans nos goûts, ni dans nos mœurs peut-être : il est dans nos esprits. Nous ne connaissons pas cette opposition qui sait se soumettre au besoin et attendre, qui double sa force par le respect de la loi, concilie le culte des traditions avec le progrès, préfère une victoire ajournée à un triomphe onéreux obtenu par la violence, et ne finit par résister ouvertement qu'après avoir épuisé toutes les voies pacifiques et régulières; c'est ce qui fait que la liberté politique a été jusqu'ici parmi nous si incertaine et si peu durable, et qu'elle s'est fondée en Angleterre, où les oppositions ont toujours gardé dans le passé un certain caractère défensif et conservateur.

Il semble qu'il y ait certains peuples, certaines races qui se prêtent plus particulièrement à ce genre de résistance méthodique et calme qui n'est pas cependant moins forte. La Hollande est un de ces pays, et elle se personnifie à un certain moment dans Guillaume d'Orange, dont M. Eugène Mahon vient d'écrire l'histoire. Le héros de l'indépendance hollandaise, de la résistance des Pays-Bas à la domination espagnole, Guillaume le Taciturne, est certainement une des plus remarquables figures du XVIe siècle. Et à quoi est dû

surtout le succès de ses efforts? Justement à ce calme, à cette modération, à cet esprit de conduite qui l'ont accompagné depuis le jour où, jeune encore, il était le conseiller de Charles-Quint, jusqu'au moment où, victime dévouée à l'assassinat par la colère de Philippe II, il tombait sous le poignard de Gérard, après avoir mérité le nom de libérateur. Lui mort cependant, son œuvre restait debout, les Pays-Bas étaient indépendans et libres. Ces quelques années d'histoire, que raconte M. Mahon dans *Guillaume le Taciturne et les Pays-Bas*, forment une période digne d'être observée comme contenant le germe des plus grands événemens. Ce petit peuple qui se trempe dans les mâles et vigoureuses luttes de son indépendance, c'est celui qui tiendra tête à Louis XIV; ces gueux de mer que la rude main de Guillaume d'Orange discipline et pousse contre les flottes espagnoles, c'est le noyau de la marine hollandaise. Cet antagonisme déjà sensible entre les provinces du nord et celles du midi au sortir du joug de Philippe II, c'est toute l'histoire contemporaine, la séparation de la Hollande et de la Belgique. Ainsi les événemens se mêlent, s'engendrent, et le passé est la racine du présent. Il n'est point jusqu'aux difficultés religieuses les plus actuelles qui ne se tient encore à tout ce passé.

Ces difficultés religieuses sont l'incident le plus saillant de l'histoire de la Hollande aujourd'hui. On n'a point oublié que récemment, lors de l'ouverture des chambres, le roi avait fait pressentir la prochaine présentation d'une loi destinée à régler le principe constitutionnel de la liberté religieuse, en le faisant concorder avec la surveillance de l'état sur les divers cultes. Cette loi vient d'être présentée en effet à la seconde chambre des états-généraux, et la première impression, il faut bien l'avouer, n'a point été des plus favorables. Ce n'est jamais un problème bien facile à résoudre, surtout en matière religieuse, que de concilier la liberté avec la surveillance. Rien n'est plus aisé peut-être dans la pratique, lorsque la puissance civile et la puissance religieuse sont animées d'un égal esprit de modération. Le difficile est d'arriver à formuler cette transaction en projet de loi. Ainsi la loi nouvelle présentée par le cabinet hollandais pose bien le principe de la liberté entière des communions; mais immédiatement suit, pour les divers cultes, l'obligation de soumettre leur organisation à l'approbation de l'état, lequel peut évidemment en suspendre l'exécution. Le roi se réserve la faculté d'exiger un serment de fidélité et d'obéissance des ministres du culte qui auraient prêté un autre serment jugé dangereux. Ceci se rapporte au serment religieux des évêques. Les étrangers ne peuvent être admis à administrer le culte sans autorisation du gouvernement. Les sièges ecclésiastiques ne peuvent être établis sans l'approbation royale. Dans son ensemble, la loi nouvelle est certainement une application du mot qui a été dit autrefois : régler, c'est restreindre. Qu'en sera-t-il de ce projet? Jusqu'ici, son sort semble assez douteux. Les catholiques et les libéraux avancés le repoussent comme portant atteinte à la liberté religieuse. Les réformés historiques le considèrent avec une certaine défiance, parce qu'ils en craignent pour eux l'application; les rétrogrades le trouvent trop modéré. Le parti conservateur ministériel l'appuie, mais sans déguiser la pensée d'y apporter des modifications sérieuses, de telle sorte qu'on ne saurait dire encore comment le projet sortira des délibérations des chambres. Il sera sans nul doute adouci dans quelques-unes de ses dispositions; cela est d'autant plus probable, qu'une note récente du car-

dinal Antonelli, au sujet de l'organisation catholique d'où est née l'émotion religieuse en Hollande, est faite pour calmer bien des susceptibilités. Elle rend hommage au gouvernement hollandais actuel, repousse toute pensée d'immixtion dans les questions intérieures, et ajoute ce qui est vrai : c'est qu'en s'organisant, le culte catholique n'a fait que profiter d'un article de la constitution. Quant au serment prescrit aux évêques, le saint-siége lui-même reconnaît la nécessité de le changer dans les pays de cultes mêlés, afin d'ôter tout prétexte aux inquiétudes que pourrait faire naître la différence des religions. Ainsi les réclamations du gouvernement néerlandais sont déjà satisfaites sur ce point, et la note du cardinal Antonelli est empreinte d'un assez grand esprit de conciliation et de modération pour qu'il ne doive plus rester bientôt de traces de l'agitation religieuse récemment soulevée. C'est à la Hollande à faire le reste en ne s'écartant pas, dans la loi actuellement soumise aux états-généraux, de l'esprit de tolérance dont elle tire si justement orgueil comme d'une de ses traditions les plus chères. La Hollande a une histoire moins éclatante peut-être, mais plus sûre que bien d'autres pays, que le merveilleux fascine aisément, comme l'Italie par exemple.

L'Italie, depuis qu'elle est retombée dans la stagnation politique, n'offre plus les mêmes élémens d'intérêt ou de curiosité. Le Piémont seul a conservé l'activité normale de la vie constitutionnelle et libre, et en ce moment même vient de se clore à Turin une des plus longues et des plus laborieuses sessions législatives. Il y a quelques jours déjà que la chambre des députés ne se réunissait plus. Les dernières séances du sénat étaient consacrées à la discussion de la loi sur la navigation transatlantique, en vertu de laquelle un service régulier de paquebots va être établi entre Gênes et divers points de l'Amérique. Aujourd'hui enfin les travaux législatifs se trouvent légalement terminés pour le moment. C'est une session laborieuse qui vient de s'achever, disions-nous : le parlement piémontais en effet était resté réuni depuis le 19 novembre 1852 jusqu'à ces derniers jours sans interruption, et dans cet intervalle il a eu à discuter et à voter plus de cent projets de loi touchant aux intérêts les plus divers et les plus graves. Ce qu'il y a de remarquable, c'est qu'aucune crise politique sérieuse n'est venue interrompre ces travaux, et cependant il y a des momens où le Piémont s'est trouvé dans des situations difficiles, qui étaient assez propres à réveiller les passions soit dans la chambre, soit au dehors. Il suffit de rappeler notamment l'affaire des séquestres lombards. Les chambres piémontaises ont su éviter le piége des discussions irritantes pour rester dans le domaine des travaux utiles et pratiques. Budget, loi sur la contribution personnelle et mobilière, nouvelle réforme des tarifs de douanes, concession des biens domaniaux de Sardaigne, loi sur les sociétés anonymes et les assurances mutuelles, établissement de la ligne de navigation transatlantique, répression de la traite des noirs, télégraphie électrique, chemins de fer de Novare à Arona, de Gênes à Voltri, de Turin à Pinerolo, sans compter la ligne de Savoie, tels sont quelques-uns des plus sérieux objets que les chambres de Turin ont eu à régler législativement. Comme on voit, le régime constitutionnel n'est point si stérile et si infructueux pour le Piémont; l'activité pratique vient se joindre au développement d'une liberté modérée, et les Piémontais doivent d'autant plus tenir à cette modération même dans l'usage de la liberté politique, qu'ils peuvent

voir auprès d'eux, dans le reste de l'Italie, où conduisent les excès révolutionnaires. Il est des états où on n'en a pas encore fini avec les souvenirs et les legs douloureux de ces tristes années qui sont derrière nous maintenant. Voici deux ans déjà que s'instruit à Florence un procès politique contre M. Guerrazzi et un certain nombre de personnes mêlées aux mouvemens révolutionnaires de 1848 et 1849. Ce procès vient de finir, et M. Guerrazzi notamment a été condamné à quinze ans de travaux. On ne nous soupçonnera point sans doute d'une grande sympathie pour les révolutionnaires; mais enfin une telle condamnation, outre ce qu'elle a de rigoureux, ne vient-elle pas bien tard? Nous ne citerons qu'une des anomalies de ce triste procès. Les faits imputés à M. Guerrazzi, comme ministre après la fuite du grand-duc en 1848, se sont passés sous l'empire d'un statut constitutionnel accordé par le grand-duc lui-même, et qui déférait au sénat le jugement des ministres mis en accusation. Aujourd'hui le statut a disparu et le sénat aussi, de sorte qu'à la rigueur il n'y aurait point de juges réguliers en ce moment pour M. Guerrazzi. Cela ne prouve qu'une chose, c'est qu'après ces périodes révolutionnaires, où il est difficile de faire exactement la part de tout le monde, il faut se hâter de couper court à ces répressions posthumes. Le mieux est d'empêcher le retour des révolutions par la sagesse, par une fermeté prudente et par la satisfaction de tous les besoins légitimes d'un pays.

Quand on considère le monde et le drame contemporain dans la variété de ses scènes et de ses incidens, l'Europe seule a-t-elle donc le privilége de ces agitations mystérieuses qui travaillent les races et les peuples, et les font marcher, par des voies inconnues, vers une destinée plus inconnue encore? Non certes; regardez à l'extrémité orientale de l'univers : là aussi l'empire réputé le plus stationnaire, le plus livré à l'immobilité, s'agite dans une crise singulière et redoutable. La Chine elle-même a ses chocs de races, de dynasties, de civilisations, qui se résolvent dans une tentative de révolution jusqu'ici victorieuse. La question est de savoir aujourd'hui si la dernière heure de la domination tartare des Tsings va sonner, si la civilisation formaliste et corrompue des mandarins chinois sera définitivement vaincue dans cette lutte. Nous en disions un mot l'autre jour, et en ce moment même une nouvelle lumière est jetée par un livre curieux, — *l'Insurrection en Chine*, — sur ce mouvement bizarre, si compliqué, si confus, et trop peu suivi depuis son origine. Le dernier coup frappé par les insurgés chinois est la prise de Nankin, qui est fort probable, quoiqu'elle ait été mise en doute. Ainsi l'insurrection serait maîtresse de l'Athènes de l'empire du milieu, et il ne lui resterait plus qu'à marcher sur la capitale politique, sur Pékin.

Mais quelle est la nature, quels sont les moyens, les élémens, quelles sont les tendances de cette insurrection? Le mérite du livre de MM. Yvan et Callery est de faire assister à ce drame étrange et original et même de le décomposer parfois d'une manière piquante. Ce n'est point, il s'en faut, un mouvement ordinaire et sans consistance, il remonte déjà à trois années et est allé toujours en grandissant jusqu'à la dernière victoire. Son premier théâtre, habilement choisi, a été le Kouang-si, l'une des provinces chinoises les plus pauvres et les plus inaccessibles; ses premiers soldats ont été recrutés dans les tribus insoumises des Miao-tze, rudes et intrépides peuplades des montagnes. Il s'est enveloppé d'abord d'un certain mystère; on ne

connaissait point le sens de cette levée de boucliers; le gouvernement même affectait de traiter les insurgés comme des pirates du Fo-kien qui s'étaient retirés dans les montagnes. Bientôt le but et les moyens de l'insurrection se sont révélés. Le but, ce n'était rien moins que de renverser la domination des conquérans, la dynastie des Mantchoux, pour la remplacer par la vieille dynastie des Mings; le moyen principal, c'était de faire appel au sentiment national chinois. C'est ainsi que l'insurrection partant du Kouang-si est allée en s'étendant depuis 1850, et a rayonné dans les provinces de Kouang-toung, de Hou-nan, de Hou-pé, pour arriver en ce moment jusqu'à Nankin, où elle est entrée victorieuse. Il s'est trouvé là d'ailleurs bien à propos un descendant vrai ou supposé de la vieille famille des Mings, du nom de Tien-te, *lumière céleste*. Tien-te a vingt-trois ans à peine; c'est un adolescent, mais dont tous les actes décèlent une habileté singulière, une force rare de volonté et une surprenante précocité d'intelligence. Tien-te est le chefsuprême de l'insurrection; il est salué empereur par tous les siens, et a une armée de cent mille hommes sous ses ordres. Tous ces insurgés affectent de remettre en honneur les vieux usages, les anciens vêtemens chinois, et de détruire tous les signes distinctifs qui rappellent la domination des Mantchoux. Dans sa portée politique, la révolution chinoise tend à un fractionnement de l'empire. Sous l'autorité suprême de l'empereur Tien-te règneraient des rois feudataires qui sont déjà les chefs des divers corps de l'armée insurgée. Le plus considérable de ces chefs qui conquièrent leur royauté est Houng-sieou-tsiuen, qui porte le titre de *Taï-ping-wang*, roi grand pacificateur. Mais il est un côté de l'insurrection plus difficile à pénétrer, c'est le côté religieux. Quelle est la croyance religieuse des insurgés? Ce qu'il y a de plus clair jusqu'ici, c'est qu'ils procèdent, le fer et la flamme à la main, par la destruction des temples boudhiques, des monastères et des monumens. La tour de Nankin elle-même a semblé menacée malgré sa qualité de merveille du monde.

D'après quelques termes des proclamations insurrectionnelles, on a pu croire qu'un certain élément chrétien entrait dans l'insurrection chinoise; on a supposé d'abord que des missionnaires catholiques n'y étaient point étrangers. Il ne paraît pas qu'il en soit rien cependant. L'influence qui a pu se glisser est plutôt l'influence protestante, communiquée par les sociétés secrètes très nombreuses en Chine. L'une de ces sociétés, *l'Union chinoise*, a été créée par un Allemand du nom de Gutzlaff, qui avait été un émissaire des sociétés bibliques et avait acquis une grande influence en Chine. Un des principaux conseillers de Tien-te passe pour être un disciple de Gutzlaff. A cette formidable insurrection, qu'a eu cependant à opposer le gouvernement chinois? L'empereur a envoyé généraux sur généraux qui allaient successivement se faire battre; il multiplie les bulletins où il annonce la défaite des rebelles; il invoque les dieux, et n'en est pas plus avancé. Seulement de temps à autre il destitue ou fait exécuter ceux de ses généraux qui sont battus. Une des plus malheureuses et des plus amusantes de ces victimes dont MM. Yvan et Callery racontent les tribulations est ce pauvre Siu, gouverneur du Kouang-toung. Siu, qui se serait bien passé d'aller châtier les rebelles, ne crut mieux faire, pour être agréable à son maître, que de lui envoyer dans une cage de fer un prisonnier qu'il dit être le faux empereur Tien-te. En effet, le prisonnier de Siu fit les aveux les plus complets, qui furent insérés au journal officiel de

Pékin, puis il fut exécuté; mais au même instant le véritable Tien-te gagnait une bataille sur les troupes impériales, et il en est résulté finalement l'exécution du malheureux Sin lui-même. Cela ne prouve qu'une chose, c'est que le gouvernement chinois se détend faiblement, avec désordre, comme les pouvoirs qui se sentent mourir. Après la prise de Nankin, il a appelé à son aide les étrangers, ceux qu'il traitait naguère de *barbares*; mais il est douteux que ceux-ci répondent à l'appel. Maintenant l'insurrection a dû se diriger sur Pékin. Quel sera l'avenir de ce mouvement? MM. Yvan et Callery, en terminant, rapportent une prophétie chinoise, d'après laquelle ce sont les Fo-lan-si, en d'autres termes les Français, qui doivent chasser les Tartares. Les Fo-lan-si, cela veut dire l'esprit chrétien que la France est allée porter en Chine depuis deux siècles. N'est-il point stimulant de voir ainsi le nom de la France vivre au loin, tandis que nous avons étrangement mis notre patriotisme à détruire ces choses qui faisaient son ascendant et en entretiennent encore le souvenir?

CH. DE MAZADE.

DU MYSTICISME AU XVIIIe SIÈCLE. *Essai sur la Vie et la Doctrine de Saint-Martin, le Philosophe inconnu*, par E. Caro, professeur agrégé de philosophie au lycée de Rouen (1). — Il se pourrait très bien que le mysticisme reprît du crédit. Lorsque l'esprit humain est mécontent des réalités, lorsque l'expérience a déçu la raison et que notre sagesse s'est vue la risée des événements, on se sent triste et humilié, et si l'on ne se jette dans une incrédulité moqueuse ou dans l'activité absorbante des intérêts matériels, on est tenté de se réfugier dans le monde spirituel et de remonter vers l'invisible. Dans toute société policée, ce refuge existe, il est publiquement, officiellement ouvert à tous, c'est la religion établie, et parmi nous, grâce à Dieu, la religion établie, c'est le christianisme. Toute religion est au fond un mysticisme, et le christianisme lui-même en est un, si l'on prend ce mot dans sa meilleure part, et s'il n'exprime que la foi dans une révélation directe de Dieu à l'homme; mais on sait que ce mot a un sens particulier; car dans le sein même du christianisme il y a des mystiques, secte innocente, toujours haute, admirable quelquefois, et qui peut rester orthodoxe, quoique toujours au moment de cesser de l'être; secte dangereuse, hérétique, profanatrice, et qui peut arriver aux plus grands égarements sur le dogme et la morale. C'est que la disposition mystique, le tour d'esprit qu'elle suppose et le genre d'idées auxquelles elle conduit, sont en soi des choses difficiles à régler, comme tout ce qui ne reconnaît pas la loi de la raison; et lorsque la mysticité pénètre au sein du christianisme même, elle en accepte rarement le frein, elle trouve encore trop lourd le joug léger de l'Évangile, et, s'efforçant témérairement d'anticiper sur la vie éternelle, elle tend à se faire elle-même un ciel, et peut, sans le savoir, se tourner en une nouvelle sorte d'idolâtrie.

La mysticité est donc quelque chose de plus que le sentiment religieux; le mysticisme est quelque chose de plus que la religion. Il y a une disposition spéciale de la nature humaine, dont chacun de nous a le germe en soi, mais qui, plus puissante et plus développée chez quelques-uns, engendre les véritables mystiques, sorte de gens qu'il est très difficile de définir, et qui, se plaçant en dehors de tout ce qui est pratique, naturel, rationnel, établi par

(1) Paris, 1 vol. in-8°, chez Hachette.

le commun consentement des intelligences, poursuivent le divin et l'idéal, et n'atteignent souvent que le merveilleux et l'imaginaire. Par le caractère même d'une telle tendance et l'indétermination de son objet, on voit qu'elle peut mener au faux comme au vrai, au sacré comme au profane, au bien comme au mal. La mysticité ainsi comprise n'est donc pas inhérente à la religion. Elle peut exister en dehors du christianisme ; elle peut se rencontrer dans les sciences et jusque dans la politique; il y a même un mysticisme irréligieux, un mysticisme révolutionnaire. Comme penchant intellectuel, c'est en quelque sorte une forme qui s'adapte à toutes les matières, et suivant la distinction des esprits, la nature des croyances et la délicatesse des consciences, elle donne des produits aussi inégaux, aussi différens que la spiritualité si pure de Gerson ou de Fénelon, les rêveries téméraires de Boehm, la théosophie suspecte de Swedenborg, les chimères aventureuses de Mesmer et de Cagliostro, l'illuminisme grossier de dom Gerle et de Catherine Théot.

C'est plutôt du côté de Fénelon qu'il faut placer Saint-Martin, qui, vers la fin du siècle dernier, a, dans sa foi naïve et subtile, tenté de remplacer tout ensemble l'esprit philosophique et la tradition ecclésiastique par une révélation dont il ne trouvait le titre que dans sa pensée. De tous les mystiques hétérodoxes, Saint-Martin est peut-être le plus chrétien; c'est assurément le plus intéressant. Il est de ces hommes dont on ne parle que pour en dire du bien. On ne lit guère ses écrits, mais on loue l'auteur. Ses vertus personnelles et sa vie presque ascétique ont laissé une bonne et pure renommée, et des esprits supérieurs ont estimé le sien. Cependant il est resté, quoique son nom soit presque célèbre, *le philosophe inconnu*, et il ne cesserait pas de l'être, si l'on ne devait le connaître que par ses ouvrages. Quoiqu'ils contiennent des choses remarquables, ils ne peuvent être goûtés, si l'on n'est de sa secte, ou si l'on ne partage ses dispositions. Pour l'immense majorité des lecteurs, ils sont obscurs, vagues, ennuyeux, et cependant ils sont très dignes de curiosité. Saint-Martin est au nombre des écrivains qu'il est difficile de lire et qu'il est bon de connaître; par conséquent, il gagne à être interprété. Pour qui n'est pas mystique, le mysticisme n'est intelligible que s'il est analysé, et ceux qui le jugent se font mieux entendre que ceux qui le prêchent.

Mais il faut que l'interprète soit fidèle, l'analyse exacte, le juge compétent. Ces conditions sont remplies par l'ouvrage que M. Caro a publié sous le titre d'*Essai sur la vie et la doctrine de Saint-Martin*. M. Caro n'est point mystique, mais il aime et comprend le mysticisme; il en connaît et il en montre la faiblesse et le danger, mais il sait combien dans Saint-Martin la doctrine était noble, élevée, moralement irréprochable. C'était un libéral nullement révolutionnaire, un chrétien de cœur, sinon d'esprit, un philosophe par l'intention et non par la méthode. Le tableau des opinions au milieu desquelles il s'est formé, les simples événemens de sa vie, les antécédens de ses doctrines, leur caractère, leur portée, la valeur de ses ouvrages et de son talent, enfin le fort et le faible du mysticisme, tout est traité avec une parfaite clarté et une haute raison dans l'ouvrage qui nous occupe. Éclairé par la philosophie, appuyé sur la foi, M. Caro peut en toute assurance se prononcer sur les questions qu'il agite; son intelligence, souple et pénétrante, est bien maîtresse de son sujet; quand il expose et quand il conclut, il mérite et captive la confiance, et nous aimons mieux l'en croire sur Saint-Martin

qu'entendre Saint-Martin lui-même. La lecture d'un pareil ouvrage transporte l'esprit bien loin du temps présent, et c'est par là qu'elle nous paraît convenir au temps présent. CHARLES DE RÉMUSAT.

Nous avons déjà parlé d'une correspondance russe écrite à Paris par M. Ph. Chasles, professeur au Collége de France, traduite et publiée en russe à Saint-Pétersbourg, dirigée en général contre la société et la littérature françaises, en particulier contre la *Revue des Deux Mondes* et son directeur. Le *Journal de Saint-Pétersbourg*, publié en français, nous apporte à ce sujet une pièce que nous devons mettre sous les yeux de nos lecteurs. Cette pièce, tout honorable pour les rédacteurs de la *Gazette* (russe) *de Saint-Pétersbourg*, prouve que, mieux éclairés sur le caractère de la correspondance de M. Ph. Chasles, ils n'ont pas hésité à se séparer de leur correspondant. Voici en effet ce que nous lisons dans le *Journal de Saint-Pétersbourg* à la date du 24 juin (6 juillet) dernier : « M. le rédacteur de la *Gazette* (russe) *de l'Académie* nous prie d'insérer la déclaration suivante : « Nos lecteurs ont déjà connaissance « d'un procès littéraire très désagréable pour nous, puisqu'il a été intenté con- « tre un de nos correspondans, M. Philarète Chasles, qui s'est rendu coupable « d'attaques dirigées contre M. Buloz, directeur de la *Revue des Deux Mondes*. « Ce n'est point à nous de juger l'affaire; mais nous croyons de notre devoir « d'annoncer : 1° que, ne voulant pas donner lieu à des discussions qui nous « sont étrangères, mais néanmoins fort désagréables, nous interrompons, « *avant la fin du procès*, toutes relations littéraires avec M. Philarète Chasles; « 2° que toutes ses lettres qui ont paru jusqu'à présent dans la *Gazette* (russe) « *de Saint-Pétersbourg* (gazette de l'Académie) ont été traduites par le sous- « signé; 3° que plusieurs expressions y ont été omises, mais que rien n'y a « été ajouté, la rédaction s'étant vue obligée d'ailleurs de remplacer quelques « mots par d'autres à peu près équivalens, *mais moins durs*; 4° enfin que « l'original des lettres de M. Philarète Chasles est déposé à la rédaction de la « *Gazette* (russe) *de Saint-Pétersbourg*. A. OTSCHKINE,

« Rédacteur de la *Gazette* (russe) *de Saint-Pétersbourg* (gazette de l'Académie). »

Ainsi le rédacteur de la *Gazette* (russe) *de Saint-Pétersbourg* ne s'est pas contenté de publier cette déclaration dans sa feuille, qui avait accueilli les lettres de M. Chasles; il a voulu aussi qu'elle fût insérée en français dans le *Journal de Saint-Pétersbourg*, afin de mieux montrer sans doute que sa religion avait été surprise. Il s'est heureusement trouvé à Saint-Pétersbourg un journal et un écrivain pour répondre aux attaques dont nous étions l'objet sans le savoir; nous remercions l'écrivain et le *Journal* (français) *de Saint-Pétersbourg* d'avoir, par une initiative honorable et bienveillante, provoqué la loyale déclaration de M. Otschkine. Cette déclaration de la *Gazette* (russe) *de Saint-Pétersbourg* est un premier résultat qui nous permet d'attendre sans impatience le jugement de la magistrature française. V. DE MARS.

V. DE MARS.

BOLINGBROKE

SA VIE ET SON TEMPS.

I.

On demandait un jour devant M. Pitt quelles étaient les plus regrettables des œuvres excellentes de l'esprit humain que le temps nous a ravies. L'un disait : Les livres perdus de Tite-Live; un autre, ceux de Tacite; un troisième, une tragédie latine. — Un discours de Bolingbroke, dit M. Pitt. — La réputation d'orateur que Bolingbroke a laissée est en effet du premier ordre. La postérité l'a respectée sur la foi des contemporains. L'homme d'état n'a pas échappé aux arrêts sévères de l'histoire. La raison a contesté les doctrines du philosophe, et, si le mérite de l'écrivain est encore reconnu, il a été mis à son rang par la critique. Le caractère de Bolingbroke, comme sa politique, ses principes et ses ouvrages, est tous les jours librement discuté; mais son éloquence est hors de question, et l'on peut dire que c'est la seule partie de sa renommée que le temps ait laissée tout entière. « Lord Bolingbroke, dit Voltaire, un des plus brillans génies et l'homme le plus éloquent de son siècle! » Comment contester ce jugement? Comment apprécier un talent dont aucun monument ne subsiste? Dans les recueils les plus complets des débats du parlement britannique, à peine rencontre-t-on cinq ou six fois le nom de Bolingbroke, et, réunis ensemble, les extraits de discours qu'on lui attribue ne formeraient pas vingt lignes. A toutes les époques, les Anglais ont estimé l'éloquence à son prix. L'histoire, depuis deux

siècles et plus, ne nomme pas un de leurs hommes illustres sans dire comment il parlait, et c'est chez eux le plus populaire comme le plus nécessaire des talens. Cependant un long temps s'est écoulé avant que l'on prît soin de livrer et de conserver à la nation les discours prononcés pour elle. Non-seulement les discussions des deux chambres sont restées généralement secrètes jusqu'à l'époque de la guerre d'Amérique, mais on essayait peu, avant cette époque, de dérober au mystère et à l'oubli les paroles les plus mémorables, les plus décisives, les plus brillantes, qui remuaient les assemblées, influaient sur les affaires, et pouvaient devenir des élémens de l'histoire. Si quelquefois les opinions étaient recueillies par des auditeurs un peu plus curieux que les autres, leurs maigres analyses n'en conservaient guère que la substance, et il faut arriver jusqu'à lord Chatham pour trouver quelques fragmens développés, où se reconnaissent encore le mouvement, la forme et la couleur du talent. Quant à Bolingbroke, on doit renoncer, autrement que par ses écrits qui ont parfois le ton un peu oratoire, à se faire une exacte idée des moyens de séduction qu'au rapport des contemporains il portait du monde à la tribune. Mais, quels qu'ils fussent, il a joué par eux un assez grand rôle dans les affaires de son pays et de l'Europe, la supériorité de son esprit est attestée par d'assez frappans témoignages, enfin il offre dans sa personne un assez curieux assemblage de bien et de mal, de qualités éclatantes et de passions dangereuses, d'idées élevées et d'opinions suspectes, pour qu'on puisse avec un vif intérêt rechercher quelle fut sa vie, et la raconter avec l'espérance d'être lu. Son nom d'ailleurs est parmi nous plus connu que lui-même. C'était un ministre qui plaisait à Louis XIV et un philosophe du goût de Voltaire. Il a résidé en France longtemps, et il avait laissé quelques souvenirs à la société du XVIIIe siècle. Heureusement ces souvenirs sont restés obscurs; on ne sait pas bien précisément parmi nous ce qu'il faut penser du rôle qu'il a rempli, de ses talens vantés avec une sorte de mystère, de son caractère, sur lequel ceux mêmes qui l'ont loué ne s'expliquaient pas. L'histoire d'Angleterre, que l'on nous permette de le dire, a été en France, après la chute des Stuarts, si mal sue et si peu comprise, qu'il était difficile à nos aïeux, contemporains de Bolingbroke, de se bien expliquer un tel personnage, et l'on est toujours frappé d'étonnement, quand on lit ce qui, pendant plus de cent ans, s'écrivait chez nous sur le compte de nos voisins. Il faut, bien entendu, excepter Voltaire et Montesquieu; mais ni l'un ni l'autre n'entrent dans les détails de l'histoire, et quand le premier parle de Bolingbroke, on sent qu'il ne dit pas tout. Séduit peut-être par sa renommée philosophique, un écrivain qui avait pu le voir, un élève de Voltaire, Saint-Lambert, a composé en 1753 un essai sur

la vie de Bolingbroke. C'était assurément un homme d'esprit et un homme du monde. Il y a des choses agréables dans son ouvrage; mais, sans parler de quelques erreurs matérielles assez étranges, il est singulier de voir à quel point les affaires d'Angleterre y sont présentées sous un faux jour. Ce qu'apportent avec elles les révolutions, ce que sont les partis dans un pays libre, ce que les opinions politiques peuvent inspirer de passions, imposer de devoirs, entraîner d'excès, enfin la situation et le rôle de la royauté, des chambres, des ministres *aux murs de Westminster*, tout cela qu'on pouvait en quarante-huit heures aller voir de ses yeux, semble aussi ignoré d'un écrivain qui connaît Versailles, d'un colonel qui sera de l'Académie, que pouvaient l'être les événemens énigmatiques de quelque obscure république de l'antiquité. Un an après Saint-Lambert, Favier traduisit, sous le titre de *Mémoires secrets de mylord Bolingbroke*, une lettre apologétique où cet homme d'état explique sa conduite comme il lui convient. Favier était, on le sait, un publiciste de profession. Il faisait pour Louis XV et pour ses ministres des mémoires sur les cours de l'Europe, et il a été le maître de Dumouriez. Cependant il n'a pas l'air de s'être rendu un compte bien lumineux des affaires de la cour de Saint-James, et ce qui est public en Angleterre est encore resté pour lui un secret d'état. Enfin le général Grimoard, qui en 1808 a publié une traduction en trois volumes de lettres choisies de Bolingbroke avec un essai sur sa vie, a beau venir après la révolution française, il comprend les choses à peu près comme ses devanciers, et il parle de l'Angleterre avec autant d'intelligence que le faisait à la même époque *le Moniteur universel*. Ce sont là de ces exemples trop communs qui donnent de terribles doutes sur tout ce qui se raconte, et qui font trembler pour la vérité de l'histoire.

Après ces remarques, il y aurait une insupportable fatuité à promettre des récits plus vrais et des appréciations plus justes, si l'on ne se hâtait de dire que l'on s'appuie en écrivant sur les documens que l'Angleterre fournit en si grand nombre aujourd'hui à qui veut étudier un moment ou un événement quelconque de son histoire dans le dernier siècle (1). Et puis, pourquoi n'en pas convenir? on s'imagine que ceux qui ont vécu, depuis trente ou quarante ans, au cœur

(1) Ce n'est pas qu'il existe en Angleterre rien de complet sur Bolingbroke. Ce qu'il y a de mieux se trouve dans les *Revues*: deux excellens articles dans celle d'Édimbourg, l'un de lord Brougham, l'autre attribué à M. Macaulay; un troisième dans le *Quarterly*, et que je crois de M. Croker. Les *Mémoires* publiés à Londres en 1752 ne sont qu'un fragment d'apologie. La vie écrite par Olivier Goldsmith, mise en tête d'un ouvrage de Bolingbroke en 1771, et de ses œuvres complètes en 1777, est un éloge élégant et bref qui avait grand besoin des supplémens ajoutés dans les éditions de 1809 et de 1844. M. Cooke a publié en 1835, sous le titre de *Mémoires*, une biographie de Bolingbroke en deux volumes. L'ouvrage, assez instructif, n'a pas eu beaucoup de succès.

des affaires de la France ont appris la langue que parle l'histoire d'Angleterre. Les sentimens et les pensées qui animent les acteurs ou les témoins de ces scènes appelées restauration, révolution, la vie des partis, le monde parlementaire, sont des choses qu'ils doivent connaître au moins par expérience. Il peut être aujourd'hui très inutile de savoir tout cela, et nous penchons à le croire; mais enfin ils le savent, et il leur manque la flexibilité d'esprit nécessaire pour apprendre autre chose. Peut-être leur passera-t-on d'oser écrire sur ce qu'ils pensent connaître, de profiter d'une expérience qui probablement doit finir avec eux, et de parler de ce dont ils se souviennent avant que ce soit tout à fait oublié. Les hommes d'aujourd'hui seront plus heureux : dispensés d'un laborieux apprentissage, ils recueilleront sans avoir semé; leur destinée ne leur coûtera nul effort; ils jouiront du bonheur de leur patrie sans y être pour rien, et s'étonneront qu'on ait pris tant de peine avant eux pour des choses aussi indifférentes que les affaires publiques.

Essayons donc de raconter ce qui se passait au commencement du dernier siècle chez une nation condamnée par la Providence à cette sorte de travail forcé que l'on nomme la liberté politique.

II.

Henry Saint-John naquit le 1er octobre 1678 à Battersea, dans un domaine longtemps possédé en Surrey par ses ancêtres. Sa famille était d'une ancienne noblesse : le nom de Saint-John se lit parmi ceux des compagnons de Guillaume le Conquérant. Guillaume de Saint-Jean était, suivant le rôle de l'abbaye de la Bataille, le quartier-maître général ou le maréchal des logis de l'armée normande, comme disent les écrivains qui ne se piquent pas de rester aussi fidèles au ton des chroniques que M. Augustin Thierry. Mabile, dernière héritière du nom de Saint-Jean, le porta dans la maison des seigneurs de Basing, en épousant Adam de Post, d'une race saxonne du Hamshire, laquelle possédait vingt-cinq manoirs avant la conquête. Guillaume, son fils, prit sous le roi Jean le nom maternel, et devint le chef et la souche d'une famille considérable et quelquefois citée dans l'histoire. Des deux branches titrées, l'une, celle des lords de Bletsho, comtes de Bolingbroke, se distingua lors de la révolution dans le parti du parlement; l'autre, celle des seigneurs de Lidyard Tregoze, vicomtes Grandison, se signala dans le parti du roi. Vers le même temps, le chef d'une autre ligne, sir Walter Saint-John de Battersea épousait sa cousine, la fille du lord grand juge Saint-John, qui avait marqué dans le parti républicain. Il siégea au parlement sous Charles II et Guillaume III, et ne mourut qu'en 1708. Son fils épousa lady Mary,

seconde fille du comte de Warwick, et il en eut plusieurs enfans. L'aîné était Henry, le seul de cette race qui dût illustrer son nom; sa famille était pieuse et austère, séparée par des dissidences religieuses de l'église épiscopale; et quoique son père ne fût rigide ni dans la foi ni dans les mœurs, on croit que son enfance fut soumise à la discipline prêcheuse des ministres puritains. Du moins dit-il quelque part qu'on l'obligeait, chez son aïeul, à lire jusqu'à la dernière page les commentaires d'un docteur Manton, qui se vantait d'avoir composé cent dix-neuf sermons sur le cent dix-neuvième psaume.

Eton est l'école de l'Angleterre qui ressemble le plus à nos colléges malgré de notables différences, et qui a produit le plus grand nombre d'hommes illustres dans la politique et dans les lettres. Deux élèves s'y faisaient remarquer à la fin du XVIIe siècle : Robert Walpole et Henry Saint-John; l'un d'un esprit droit, solide, pénétrant, mais sans éclat et même sans facilité, et qui n'arrivait au succès que par le travail; l'autre, d'une intelligence vive et brillante, dont le talent précoce se développait sans effort et se formait sans étude. Dès lors, tous deux se déplurent; ils furent rivaux, destinés à demeurer tels et même quelque chose de plus pendant toute leur vie; c'étaient, pendant toute leur vie, d'anciens ennemis de collége.

Celui qui devait un jour succomber dans la lutte semblait de beaucoup alors le plus richement partagé des dons qui présagent la fortune et aident à la renommée. Sa figure belle et prévenante, les grâces de sa personne et de ses manières, ajoutaient au charme d'un esprit vif et piquant, secondé par des facultés puissantes, et quand Saint-John entra à l'université d'Oxford par le collége de l'église du Christ, il y fit aussitôt admirer ses talens et prédire ses succès. Mais une certaine inquiétude se mêlait déjà aux espérances que donnait sa brillante jeunesse. Quoiqu'il ne négligeât pas d'orner et d'exercer son esprit, son penchant l'entraînait avec excès vers le plaisir, et sans scrupule comme sans choix, il s'abandonnait à toutes les passions dont la cour de Charles II avait laissé l'exemple à la jeune noblesse. Quoiqu'il possédât la littérature latine, sût très bien l'italien et le français, et qu'il prétende avoir toujours conservé le goût de l'étude, il ne parut, à peine entré dans le monde, connaître d'autre ambition que celle de tout dépasser par l'éclat de ses désordres : complaire aux ruineux caprices des plus fastueuses courtisanes, absorber sans trouble apparent des flots de vins précieux, c'est toute la réputation qu'il paraissait poursuivre, et rien n'indiquait encore à cette époque qu'il dût être autre chose qu'un libertin spirituel, ni laisser d'autre souvenir que celui de quelques bons mots improvisés dans l'ivresse. Cependant il faisait quelquefois des vers. On en a conservé qu'il écrivit

à la louange de Dryden et de sa traduction de Virgile (1). Il protégea, dit-on, généreusement la vieillesse et la décadence du poète dont il aimait le mâle talent et la très libre conversation. Une ode, *Almahide*, des stances à une maîtresse et le prologue d'une tragédie d'*Altemire*, tels sont les médiocres monumens de son talent poétique. Il composait des vers pour se faire en tout comparer à Rochester; mais il ne l'égalait pas.

Il fit bientôt un voyage sur le continent; on croit qu'il y séjourna deux années. Dans ce voyage, dont il ne reste aucune trace hors deux lignes d'une lettre où l'on voit qu'il passa par Milan, il acheva d'acquérir une connaissance assez parfaite de la langue française pour qu'il pût la parler et l'écrire avec facilité, avantage dont il tira beaucoup de parti dans sa carrière politique. A son retour, il se maria, quoique peu préparé par son âge et par ses mœurs pour un tel engagement. Il épousa, à vingt-deux ans, la fille de sir Henry Winchescomb, qui lui apporta une grande fortune, 40,000 livres sterling, dit-on. Cette union, comme on pense bien, ne fut pas heureuse. Le mari, impérieux et volage, se plaignit bientôt de l'humeur de sa femme, qui se plaignait de ses infidélités. Les griefs de part et d'autre firent un peu de bruit, et longtemps avant le jour où les événemens les séparèrent, ils vécurent dans les froids rapports d'une mutuelle indépendance. Mais avant toute rupture, au moment où par son mariage Saint-John semblait régler sa vie, il tourna ses regards vers le parlement. Son grand-père, qui vivait encore, y avait siégé pour le comté de Wilts, où son père était élu par le bourg de Wotton-Basset. La famille de sa femme figurait aussi avec influence dans la chambre des communes, et il y remplaça son père aux élections générales de 1700. Au même moment, son ancien condisciple Robert Walpole entrait au parlement pour le bourg de Castle-Rising, Norfolk. Rivaux futurs, déjà peut-être jaloux, il ne pouvaient s'unir sous un commun drapeau. Le parti whig ouvrit ses rangs au jeune Walpole. Pour Saint-John, il avait été élevé parmi les dissidens attachés tous aux principes de la révolution de 1688. Son père, homme de mœurs légères, n'était ni presbytérien ni républicain; pourtant, élu par les

(1) Parmi le peu de vers qu'a laissés Bolingbroke, on cite ordinairement une petite pièce en l'honneur de l'*ingénieux et savant docteur Mathanasius*, insérée avec d'autres poésies en diverses langues en tête du curieux *Chef-d'œuvre d'un Inconnu*. Ce sont vingt-six vers anglais, bien qu'imprimés en caractères grecs, qui dans l'édition de La Haye 1714 sont signés H. D. B. A. A. S. Ces initiales sont, dans une édition postérieure, expliquées par ces mots : *Henricus de Bolinbroke (sic) Annæ a secretis*. Jamais Bolingbroke, quoique Goldsmith s'y soit trompé, n'avait travaillé pour l'œuvre du sieur de Sainte-Hiacynthe. C'est celui-ci qui s'empara des vers insérés dans l'édition du Virgile de Dryden, et les appliqua avec de très faibles changemens à la gloire de son fameux pseudonyme.

whigs, il votait en whig au parlement. Le fils était un esprit libre et téméraire, au moins indifférent aux croyances religieuses, peu touché de l'autorité des traditions, des engagemens ou des doctrines, entreprenant, indépendant, ambitieux; il se jeta dans le parti tory, dont il devint bientôt la force et la parure.

Mais ici, pour bien expliquer sa conduite, il faut écrire, ou peu s'en faut, un fragment de l'histoire d'Angleterre.

III.

Rien n'est plus populaire aujourd'hui dans la Grande-Bretagne que le souvenir de 1688 et la gloire de Guillaume III; mais le sentiment de la postérité n'était pas celui des contemporains. Sans doute la révolution avait assuré la puissance et l'inviolabilité des principes pour lesquels la nation avait souffert et lutté, surtout depuis quarante ans. La vieille et chère constitution, développée dans le sens de la liberté publique, était enfin assise ou raffermie sur de solides fondemens. Le pays voyait à la fois ses traditions consacrées, son ambition satisfaite, sa sagesse récompensée par ses lois, et un prince dont il pouvait être fier lui avait été donné comme pour rattacher à la délivrance d'un grand peuple le prestige d'un grand homme. Cependant, tant que dura son règne, l'inquiétude, le doute et même un certain mécontentement émurent, sinon profondément le gros de la nation, au moins les grands partis et ce qu'on appelle dans les états libres le monde politique. Quand on a exécuté l'entreprise toujours hasardeuse de se donner un gouvernement, j'entends un gouvernement fondé sur des principes et tenu d'observer la justice et les lois, on devient d'autant plus difficile pour lui, qu'on en a plus attendu, et les obstacles qu'il rencontre, les périls qu'il court, les fautes qu'il commet, étonnent et inquiètent d'autant plus qu'il est nouveau, qu'il a ses preuves à faire, son existence même à justifier. Sitôt que, par une fatalité inévitable, il laisse apercevoir qu'il est dans la condition de toutes les choses humaines, c'est-à-dire imparfait, gêné, destructible, on entre en défiance de sa durée, on se demande si l'on a eu raison d'applaudir ou de coopérer à son établissement. Les timides s'effraient trop, les difficiles exigent trop. Un pouvoir héréditaire que l'on n'a pas vu naître, qu'on ne croit pas voir mourir, est admis presque comme quelque chose de nécessaire. On peut plaindre ses revers ou blâmer ses erreurs, on en conçoit peu d'inquiétude. Les individus ne se sentent pas responsables de sa destinée et sont portés à croire en son avenir, parce qu'ils semblent n'y pas être personnellement intéressés. Un sentiment contraire, qui devrait rendre plus indulgent pour un gouvernement qu'on a vu s'éta-

blir, rend quelquefois plus sévère à son égard; on lui pardonne moins parce qu'on s'y intéresse davantage, et la crainte même qu'il n'échoue l'affaiblit encore et le met en péril. Bien donc que la nation anglaise ne se soit jamais repentie d'avoir ôté la couronne aux Stuarts pour la donner aux Nassau, des citoyens éclairés purent, en voyant les embarras du nouveau règne, les résistances des partis, leurs luttes ardentes secondées et comme animées par les institutions nouvelles, se demander avec anxiété si le grand changement de 1688 avait été nécessaire, et l'établissement d'alors, conçu pour le plus grand bien de la société. Il en avait coûté à beaucoup de consciences pour y souscrire. Ce sacrifice fait à l'utilité publique, avait-on eu raison de le faire? C'est là de ces questions qu'on peut indéfiniment agiter et dont la solution est en grande partie du ressort des événemens. Dans l'église surtout, on se la posait avec des scrupules rétroactifs. Jacques II était détesté, mais son frère avait laissé dans le cœur des Anglais un bon souvenir qui ne s'explique guère chez un peuple aussi sensé, et il a fallu toutes les révélations de l'histoire pour ramener son nom au degré de mépris qui lui est dû. Tandis que leurs récens malheurs rendaient moins odieux le nom des Stuarts, leur habile successeur se donnait dans sa pensée une mission un peu différente de ce que la nation attendait de lui. Les grands intérêts du protestantisme, la grande cause de l'indépendance de l'Europe, menacée à ses yeux par la France, les grandes passions qui tout jeune l'avaient engagé, lui, le chef contesté d'une petite république de marchands, dans une lutte d'égal à égal contre le plus puissant monarque du monde, ne cessèrent pas de le préoccuper sur le trône de l'Angleterre autant et plus peut-être que le maintien littéral et l'heureux ménagement des institutions de son royaume. Quelquefois peut-être cette fière nation put croire que les pensées de son roi avaient un autre objet qu'elle-même, et qu'elle n'était pour lui, faut-il le dire? qu'un instrument. Jusque dans son gouvernement intérieur, il ne fut jamais peut-être en pleine intelligence avec ceux-là même qui l'avaient appelé à la couronne. Sincèrement résolu à respecter la religion et les institutions nationales, il avait peine à concevoir qu'on prît plus de sûretés contre lui que contre les princes qui les avaient comprimées ou trahies. Jamais il n'admit que son nom, ses convictions, son avénement, sa gloire, ne fussent pas la première sauvegarde des droits du pays, et qu'on lui demandât plus qu'aux Tudors ou aux Stuarts. Il voyait une défiance injurieuse, il voyait de l'injustice et de l'ingratitude dans les précautions, dans les restrictions que chaque loi nouvelle opposait à l'exercice de son pouvoir. Habitué par tradition de famille à faire une guerre de chicane à l'esprit républicain, il croyait le retrouver dans le génie constitutionnel de

l'Angleterre, et il doutait quelquefois s'il était roi, trouvant sa politique moins libre, sa volonté moins à l'aise dans le palais de Henry VIII et d'Élisabeth que dans la résidence presque municipale de Guillaume le Taciturne. Il n'accepta souvent qu'avec effort les conditions qui lui étaient faites; plusieurs fois il menaça de déposer son autorité plutôt que de la garder à ce prix, et il fallut toute la supériorité de son âme pour qu'il consentît à exécuter loyalement, contre son orgueil et contre sa raison, les clauses du contrat passé entre la nation et lui. Ce ne fut pas sans combats qu'il parvint à mettre d'accord son rôle et sa nature, et à demeurer à la fois un roi constitutionnel et un grand homme. Il y réussit cependant. De lui date cette forme nouvelle et perfectionnée de la royauté dans le monde, et il est probable que d'ici à plus d'un siècle, peu de monarques auront autant de mérite à l'accepter ; car si elle gêne les grands hommes, elle élève les hommes ordinaires. Mais s'il tint suffisamment sa parole, il disputa tout ce qu'il put disputer; il ne dissimula ni scrupules ni ennuis, et son humeur mélancolique, sa froideur un peu défiante, ses manières simples et sévères, sa fierté qui dédaignait de plaire, ses amitiés exclusives, sa rare bienveillance, sa discrétion impénétrable, enfin ses qualités autant que ses défauts, éloignèrent de lui la faveur publique à ce point qu'un historien a pu dire avec raison que Guillaume III fut un roi moins populaire que Charles II.

Ce contraste entre son caractère et sa situation rendit laborieuse cette première expérience de la monarchie représentative. Tout fut contesté; chaque pas fut lent et parut hasardé. On ne revint pas en arrière, mais on avança péniblement. Les hésitations ébranlèrent la confiance; chaque victoire trop disputée ne put être obtenue sans transaction, et parut incomplète, ou laissa quelque ressentiment au vainqueur. On ne sut gré de rien : on ne se sentit pas toujours rassuré ni satisfait; mais on apprit à réussir et à mériter, on apprit l'obstination et la prudence, ces deux vertus des peuples libres. Ainsi l'on gagna plus en réalité qu'on ne l'aurait fait, si la vie politique eût été plus facile; mais les esprits absolus se plaignirent, les esprits faibles se troublèrent, les esprits hostiles prirent soin de tout envenimer. Tandis que ceux qu'on appelait les whigs républicains, et qui n'étaient guère que des libéraux défians, s'irritaient que la révolution portât si peu de fruits, ou les portât si péniblement, les jacobites demandaient ironiquement si elle valait ce qu'elle avait coûté, et exigeaient d'elle plus que de raison, habiles à trouver dans les institutions des armes contre les institutions mêmes. Ces opinions extrêmes se rencontraient parfois réunies dans une opposition querelleuse. Les whigs, qui pendant douze années restèrent prédominans, étaient bien obligés, en maintenant dans les lois les

principes de la révolution, de soutenir le pouvoir, de l'assister dans ses embarras, de le couvrir dans ses périls, enfin de lui passer les exigences et même les fautes qui ne compromettaient rien d'essentiel. C'est à eux que revenait presque constamment la tâche ingrate de réprimer les complots ou les menaces des ennemis de la royauté protestante. Ils n'avaient pu le faire toujours avec une juste mesure, jamais sans paraître se départir en quelque chose des principes de liberté et de tolérance que réclamaient ceux-là surtout à qui ces principes étaient nouveaux. Tandis que le prince les trouvait encore trop près d'être républicains et se plaignait de leur jalousie envers le pouvoir, il obtenait assez d'eux pour que leurs adversaires les appelassent des courtisans. Dans le langage des partis, on est courtisan quand on appuie la royauté, républicain quand on défend la liberté, traître ou déserteur quand, de l'opposition montant au pouvoir, on soutient le gouvernement qu'on a voulu; jamais on ne peut changer de situation sans passer pour changer de principes. Les tories n'épargnaient pas ces injustices à leurs adversaires, et, les accusant d'une souplesse excessive, se donnaient le facile avantage de les mettre en contradiction avec leur passé, sans négliger de montrer au besoin que le gouvernement pourrait trouver ailleurs des appuis plus honorables et plus consistans. Ils dénonçaient tour à tour leurs adversaires comme trop complaisans pour des whigs, ou trop révolutionnaires pour des royalistes; eux seuls ils étaient le parti qui aurait su être gouvernemental avec indépendance et monarchique sans apostasie. Parfois opposans jusqu'à l'hostilité contre les principes de 1688, ils ne l'étaient pas contre le pouvoir royal en lui-même, et semblaient s'offrir à lui comme une réserve, aux Stuarts comme une avant-garde. Parmi eux d'ailleurs un grand nombre avaient pris part à la révolution. Les conséquences leur en pouvaient déplaire, et parmi ces conséquences la plus déplaisante était la puissance des whigs. C'est au point que, si cette puissance eût été exclusive et perpétuelle, l'irritation, la défiance et la crainte auraient peut-être replié successivement tous les tories sur les jacobites. Jamais cependant ils ne se laissèrent pousser tous à cette extrémité : une modération véritable ou une ambition intelligente retint plusieurs de leurs chefs dans un état de disponibilité pour le ministère. Le concours primitif des deux partis dans l'établissement de la dynastie nouvelle, leur force respective, la politique de Guillaume, n'avait presque jamais permis que le torisme fût absolument exclu de l'administration. Il y fut sans cesse représenté, soit par des hommes qui n'en avaient jamais renié les principes, soit par ces habiles, plus sincères qu'on ne croit, qui touchent alternativement aux deux partis, et qui peuvent les servir tour à tour sans les captiver ni les compromettre.

Cependant les whigs, qui formaient le parti prépondérant, et dans les cas extrêmes toute la majorité, subissaient la loi commune aux partis de gouvernement; ils s'étaient usés au pouvoir. Chaque dissolution avait éclairci leurs rangs dans le parlement. Attaqués à des titres divers, jugés ici trop maniables, là trop indociles, peu agréables au roi, si ce n'est dans la personne de quelques chefs, compromis dans l'opinion pour avoir toléré ou exploité les abus inévitables, ils voyaient baisser leur force et leur crédit, le gouvernement leur tombait des mains, et ils n'entraient au parlement qu'en nombre presque égal à celui des tories, quand Henry Saint-John fut élu membre de la chambre des communes.

IV.

Le cabinet formé cinq ou six ans auparavant s'était peu à peu décomposé. Quoique les ministères de Guillaume III aient été en général des coalitions, quoiqu'il se soit presque toujours efforcé d'y réunir en de certaines proportions les deux partis qui l'avaient appelé au trône, cependant la nécessité des affaires l'avait, en 1694, forcé à donner aux whigs une domination à peu près exclusive. Parmi les tories modérés auxquels il pouvait sans trop de défiance laisser une grande part dans le gouvernement, le comte de Nottingham l'avait quitté le dernier; homme versatile, mais attaché à la succession protestante et qui ne la trahit jamais. Sunderland, que ses variations profondément calculées avaient enfin amené au cœur du parti whig; Shrewsbury, qui n'était lié au parti que par ses actions; Godolphin, serviteur capable et fidèle de toute politique régnante, pourvu qu'elle fût raisonnable; enfin Somers, Montague, Russell, dont les noms parlent d'eux-mêmes, étaient restés au pouvoir. C'est sous leurs yeux que s'était faite la paix de Ryswick; ils en avaient l'honneur et la responsabilité. Ce traité, qui sans être glorieux avait au moins l'avantage de faire reconnaître au plus auguste représentant de la monarchie héréditaire et absolue une royauté fondée par une révolution, et qui amenait Louis XIV à s'entendre avec Guillaume III pour disposer de la monarchie espagnole, devait être le terme du pouvoir de ceux qui l'avaient signé. A peine avait-il été conclu qu'une grande question s'était élevée, celle des armées permanentes. Le fait l'a décidée sur le continent, et il faudra que de gré ou de force la liberté politique, si elle s'y naturalise jamais, s'accommode de cette solution; mais on peut douter qu'elle se fût établie et consolidée en Angleterre, si au XVIIe siècle l'existence continue des troupes soldées n'y eût été considérée comme une exception, et si par exemple sous les Stuarts la force habituelle de l'armée se fût élevée à plus de sept

ou huit mille hommes. Par le *bill des droits*, toute armée permanente était interdite en temps de paix sans le consentement du parlement. Cet article avait été suspendu par la guerre; mais la pacification générale de l'Europe devait mettre un terme au développement excessif de l'état militaire du pays. Cependant Guillaume III voulait conserver des forces de terre et de mer assez imposantes; il craignait qu'un désarmement n'encourageât ou ne ranimât la belliqueuse ambition de la France. Soit conviction, soit déférence, les hommes d'état whigs s'accordaient avec lui sur ce point, mais ils n'entraînaient pas tout leur parti, et donnaient beau jeu aux tories, qui, en désarmant le roi de la révolution, semblaient cette fois entrer dans l'esprit de la constitution et jouer le rôle du patriotisme. La majorité fut avec eux. Vainement le roi menaça-t-il de renoncer au gouvernement. L'armée fut licenciée, ou du moins réduite à sept mille hommes. La résistance que les chefs du parti de la cour avaient faite à cette mesure produisit un double et triste effet; elle porta un coup funeste à la popularité des whigs dans l'esprit de la nation, et comme elle fut vaine, elle acheva de persuader au roi que pour le moment ils ne formaient pas à eux seuls un suffisant parti de gouvernement, et que sa politique serait mieux comprise ou mieux servie par les tories, s'il parvenait à les rallier. Déjà, devant la sévérité de l'opinion, lord Sunderland s'était cru obligé de résigner ses fonctions de lord chambellan. Édouard Russell, comte d'Orford, qui avait habilement dirigé la marine dans la dernière guerre, quitta l'amirauté, soupçonné de malversation. Enfin le premier des whigs, le chancelier Somers, poursuivi par la malveillance de la chambre, fut forcé de rendre le grand sceau. Ainsi l'administration s'en allait en lambeaux. Le duc de Shrewsbury avait été forcé, par une chute de cheval, de renoncer au poste de secrétaire d'état. Lui-même était convenu avec lord Sunderland qu'il fallait refaire une nouvelle majorité, et il partit pour l'Italie. Force était donc de recomposer le cabinet. Ce fut, avec l'agrément du roi, lord Rochester qui ouvrit la porte aux tories. Sous le titre de lord lieutenant d'Irlande, avec dispense de résider dans son gouvernement, il fut mis à la tête de l'administration. Le second fils du célèbre comte de Clarendon, Laurens Hyde, comte de Rochester, était un tory intolérant en politique comme en religion, à qui il ne manquait pour être jacobite que d'être resté fidèle en 1688 à Jacques II, son beau-frère. Ambitieux, impérieux, violent, il apportait au pouvoir plus d'autorité que d'habileté. Il fallait un ministre pour les affaires. Montague, qui sous ce rapport possédait la confiance des communes, avait tout facilité en quittant la chambre et l'échiquier pour le titre, alors vacant, de lord Halifax. Godolphin fut élevé à la dignité de premier commissaire de la trésorerie. Il avait plutôt

de la sagesse que des principes, et il couvrit le nouveau cabinet de son expérience et de sa neutralité. Sa présence au pouvoir annonçait l'adhésion du comte de Marlborough, dont la fille avait épousé son fils. Marlborough, disgracié quelque temps sous le dernier ministère, réconcilié depuis peu avec le roi, était puissant par son habileté et par ses intrigues, par une certaine grandeur qui frappait dans sa personne et couvrait son égoïsme et son avidité d'un prestige qu'on ne s'expliquait pas, car les jours de sa gloire n'étaient pas venus. Séparé de ses plus anciens conseillers, isolé dans son ministère, le roi réserva plus que jamais sa confidence pour des amis personnels, tels que les deux Hollandais Bentinck et Keppel, l'un comte de Portland, l'autre comte d'Albemarle, et il attendit de sang-froid la nouvelle majorité dont on lui annonçait la venue.

Il avait à regret consenti, six ans auparavant, à l'acte qui réduisait à trois années la durée des parlemens. Le quatrième de son règne avait atteint le terme légal en 1700, et c'est en vertu de cette loi que fut, au commencement de 1701, convoqué le cinquième parlement du règne, celui où parut Saint-John pour la première fois. Les tories l'avaient emporté dans les élections, et l'on comptait pour diriger la chambre sur Robert Harley. C'était un homme d'un âge déjà mûr, qui siégeait depuis longtemps dans le parlement sans y jouer un premier rôle, quoiqu'il s'y fût fait remarquer dès 1692 plutôt cependant par son intelligence que par son éloquence. Il avait en tout temps conduit un de ces détachemens d'hommes éclairés et flottans qu'on appelle en France *tiers-parti*, et qui pour leur politique louvoyante sont connus dans l'histoire d'Angleterre sous le nom expressif de *trimmers*. Mécontent de n'être pas compté autant qu'il s'estimait, il avait fini par pencher du côté des tories, et il passait après Montague pour le membre le plus habile dans les matières de finances. A cette époque, les fonctions d'orateur de la chambre des communes n'étaient pas, comme aujourd'hui, reléguées dans un ministère d'impartialité. Loin de se renfermer dans une immobile dignité, le président pouvait sans trop se compromettre servir d'intermédiaire entre la couronne et l'assemblée, et exercer autour de lui une influence qui allait quelquefois jusqu'à la corruption. Harley, désigné par la cour, fut élu par 249 voix contre 125.

Trois grandes affaires occupèrent la session. La première est la succession au trône d'Angleterre. Anne, belle-sœur de Guillaume III et fille de Jacques II, mariée à George, prince de Danemark, était l'héritière constitutionnelle de la couronne; mais elle venait de perdre le duc de Gloucester, son fils unique. Sophie, nièce par sa mère de Charles Ier et veuve du premier électeur de Hanovre, était après Anne la seule princesse du sang royal qui professât la religion ré-

formée. Dans l'esprit de la révolution de 1688, c'était elle qui devait être appelée à la couronne. En ouvrant la session, le roi avait recommandé au parlement de prendre des mesures pour assurer la succession dans la ligne protestante, et Harley proposa ces mesures. Sa motion surprit et satisfit le public. Les tories étaient soupçonnés d'un secret penchant pour l'héritier direct de Jacques II. La plupart n'avaient pas sans regret porté atteinte aux règles ordinaires de l'hérédité monarchique, et auraient accueilli tout moyen honorable d'y revenir; mais ils n'étaient pas ennemis de la constitution de leur pays, mais ils étaient zèles pour la religion de leur pays, ils se regardaient comme le parti de l'église. D'ailleurs on les attendait à cette épreuve. L'opinion publique était impérieuse, la nécessité pressante; tout effort pour s'y soustraire eût été une vaine témérité. Il n'y avait de possible que ce qu'on fit. Saint-John en convient, et il s'associa aux mesures proposées, quoiqu'il ait écrit plus de trente ans après que son parti n'en fut pas extrêmement charmé et n'affecta pas de le paraître. Il convient qu'il y avait alors *un grand levain de jacobitisme dans le camp tory*. Le roi put d'ailleurs s'apercevoir qu'il avait peu gagné à ses nouvelles alliances. A la déclaration que la couronne ne pourrait jamais être portée hors de la communion de l'église établie par la loi, on ajouta dans le même bill quelques dispositions pour prévenir l'influence des étrangers dans le gouvernement, assurer l'indépendance et la responsabilité du conseil privé, exclure les fonctionnaires de la chambre des communes et garantir l'inamovibilité des juges. Whigs et tories, par des motifs divers, s'accordèrent pour prendre ces précautions constitutionnelles, qui, même depuis qu'on s'est relâché de quelques-unes, font de l'acte d'établissement (*act of settlement*) un complément nécessaire du *bill des droits*.

Une autre question des plus graves était posée par les événemens. Le roi d'Espagne venait de mourir léguant ses états au duc d'Anjou, second fils du dauphin de France, et Louis XIV avait accepté le testament. Cependant, en conséquence de la paix de Ryswick, un traité réglait le partage éventuel de cette monarchie, et il ne semblait pas que les puissances qui l'avaient signé fussent libres de ne le pas exécuter. La France, en le foulant aux pieds, ranimait les craintes jalouses de la Hollande et de l'Angleterre. Si le traité de partage ne devait pas subsister, au moins de nouvelles garanties devaient-elles être prises dans l'intérêt de l'équilibre européen. Des signes de guerre paraissaient donc à l'horizon. Cependant, comme le dernier traité avait été mal accueilli et qu'au fond les tories, alors prépondérans, n'épousaient point contre Louis XIV tous les ressentimens de Guillaume III, l'opinion fut d'abord incertaine; on hésitait à rallumer une conflagration générale, parce qu'une convention d'une utilité

douteuse était mise en oubli. Le roi écrivait, le 16 novembre 1700, au grand pensionnaire Heinsius : « Le testament du roi d'Espagne n'a pas été plus tôt connu, que l'opinion a prévalu généralement qu'il valait mieux pour l'Angleterre voir la France accepter le testament qu'exécuter le traité de partage... Ces sentimens sont contraires aux miens, car je suis parfaitement convaincu que s'il en arrive ainsi, l'Angleterre et la république sont dans le dernier danger d'être ruinées et perdues. Je veux espérer que la république le comprend ainsi et déploiera toute sa force pour empêcher un si grand mal. C'est une extrême mortification pour moi, dans cette importante affaire, de ne pouvoir agir avec toute la vigueur qu'elle réclame et donner le bon exemple; mais il faut que la république le fasse... » Il essaya, quant à lui, de gagner du temps; mais la Hollande elle-même ayant consenti à reconnaître Philippe V, sauf à prendre ses sûretés, Guillaume, contraint par l'opinion et par son conseil, adopta non sans regret la même résolution (avril 1701); cependant il ne la publia pas en Angleterre, comptant bien que les événemens lui permettraient de retirer une concession qui coûtait à son orgueil et à sa prévoyance. Ainsi le traité de partage, dont lui seul peut-être dans son royaume avait senti toute la nécessité, proclamée plus tard par Bolingbroke lui-même, était de fait abandonné.

Il avait été négocié sous le dernier ministère; la nouvelle chambre ne l'avait jamais approuvé. Par cette convention, la France, l'Angleterre et la Hollande, disposant sans le concours de l'empereur, avaient attribué l'Espagne à l'archiduc Charles, son second fils, les Deux-Siciles au dauphin, et distribué le reste à titre de compensations, suivant les intérêts des puissances contractantes. Mal reçu dans tous les pays qu'il concernait, ce traité, négocié par le comte de Portland sous la direction du roi, avait été seulement communiqué à quelques-uns des ministres. Les droits soit du conseil de cabinet, soit du conseil privé, étaient encore imparfaitement réglés; il n'y avait même pas d'usage constant. Un certain nombre de personnages importans dans l'état, dans le palais, dans les chambres, avaient le titre de membres du conseil privé. Dans certaines occasions, la couronne en convoquait à son choix quelques-uns et les réunissait aux ministres; et c'était là le conseil privé en exercice, le seul conseil exécutif dont l'existence fût et soit encore légale. Les actes du souverain, obligatoires pour les sujets, doivent être ainsi rendus par lui en conseil privé. Quant au conseil de cabinet ou des ministres, jusqu'ici même aucune loi ne l'a constitué ou reconnu. La nécessité des affaires a peu à peu amené les choses dans l'état que nous voyons. Le chancelier, le président du conseil, trois secrétaires d'état, les chefs de la trésorerie et un certain nombre de fonctionnaires, tous désignés officiellement

pour composer le cabinet, se réunissent habituellement pour délibérer sur les affaires du gouvernement, et forment comme une section permanente du conseil privé, dont ils sont d'ailleurs tous membres. C'est là le ministère. Il n'en était pas encore tout à fait ainsi au commencement du XVIIIe siècle. Cette organisation, qui satisfait aux nécessités d'état, réalise toutes les conditions de la responsabilité ministérielle. Guillaume III ne les admettait pas dans leur plénitude, et surtout en matière de négociation il prenait beaucoup sur lui. Le traité de partage n'avait été délibéré par aucun conseil; le chancelier, sur une simple lettre du roi, l'avait scellé en blanc. La chambre, sans se rendre parfaitement compte des meilleurs moyens de s'assurer le contrôle efficace et régulier du gouvernement, sans pouvoir réclamer l'appui de règles formelles, avait le sentiment de ses droits et les exerçait avec indépendance. Son énergie était cette fois animée par sa passion. Cabinet et majorité ressentaient un vif désir de traiter en ennemis les derniers ministres. A la haine contre les whigs s'unissait une malveillance secrète contre Guillaume. C'était d'ailleurs une vraie satisfaction que de suspendre sur la tête des whigs ces mots de trahison ou d'accusation par eux prononcés tant de fois, et de dénoncer à son tour des favoris et des courtisans. Quoique le traité, critiquable dans le fond et dans la forme, ne fût criminel à aucun degré, il devint l'occasion ou le prétexte d'une de ces haineuses poursuites que les partis alors ne s'épargnaient pas les uns aux autres. Le renversement d'un ministère suffisait rarement à leur vengeance, et les rancunes implacables caractérisent en particulier les factions qui se croient les conservatrices par excellence de l'ordre et du pouvoir. Une première accusation fut lancée contre le comte de Portland, le négociateur d'un traité qualifié de destructif du commerce anglais et de dangereux pour la paix de l'Europe, et Saint-John fut avec Harley, Harcourt, Bromley et d'autres chefs du même parti, nommé du comité de trente-deux membres chargé d'aller soutenir l'*impeachment* devant la chambre des lords. Somers, Orford, Halifax, furent bientôt compris dans les mêmes poursuites; mais la chambre haute était animée des pensées de Guillaume III. L'esprit de la révolution s'y maintenait dans sa pureté première, à l'abri des fluctuations de l'opinion publique. C'était là d'ailleurs que siégeaient les ministres whigs et qu'ils exerçaient toute leur influence. Il y eut conflit entre les deux pouvoirs. Le tribunal donna tort à l'accusateur; l'une des deux chambres censura l'autre. Celle des communes s'irrita et devint menaçante. Les francs-tenanciers du Kent lui adressèrent une pétition qui ressemblait à une remontrance et qui fut déclarée séditieuse. C'est pour la condamner que pour la première fois Bolingbroke prit la parole. Ceux qui l'avaient remise allèrent en pri-

son. La presse envenima la querelle. Swift, alors peu connu, publia son premier ouvrage politique. C'était une histoire des dissensions de la noblesse et du peuple dans Athènes et dans Rome, où, sous le voile des allusions, il dénonçait l'esprit de violence et d'envahissement de la chambre élective, et défendait les pairs accusés : Portland était Phocion, Somers Aristide, Orford Thémistocle, et Halifax Périclès. Cet ouvrage, encore estimé des critiques, est tout à la gloire des whigs et de Guillaume III. Swift, porté en général pour la prérogative royale, était destiné à devenir un tory forcené; mais à cette époque on accusait les tories de faire alliance avec les républicains, et les communes, pour satisfaire leurs passions, exagéraient leurs priviléges. De Foe, le pamphlétaire le plus fécond du temps, et qui appartenait au parti populaire, écrivit dans le même sens que Swift, et sous la forme d'une pétition supposée, une représentation hardie qu'il signa *Légion* et qu'il remit, dit-on, lui-même déguisé en femme à l'orateur au moment où celui-ci entrait au parlement. La chambre chercha vainement à se venger; l'anonyme était à cette époque une protection suffisante, et aujourd'hui encore la loi anglaise donne peu de moyens d'en déchirer le voile. Une controverse très animée suivit, où De Foe soutint sa thèse par des écrits successifs. Les droits tant des pairs que du peuple contre les communes furent énergiquement revendiqués; la nature du gouvernement fut étudiée et discutée dans de nombreux écrits dont quelques-uns sont attribués à lord Somers. Le public en général, celui du moins dont la voix se fait entendre, ne fut pas pour la chambre élective. Dans la situation critique où était l'Europe, elle choquait, en cédant aux préjugés et aux rancunes de la petite aristocratie des campagnes moitié tory, moitié jacobite, la politique des hommes d'état et le patriotisme des masses.

A cette époque, la guerre était devenue inévitable. En apprenant que l'Angleterre et la Hollande reconnaissaient la royauté du duc d'Anjou, l'empereur s'était plaint, non sans raison, et il avait réuni ses armées. Les états-généraux, à qui la France ne donnait nulle satisfaction sur leurs intérêts liés de tant de manières à la question de la succession d'Espagne, et qui voulaient avant tout se faire une frontière du côté des Pays-Bas, avaient réclamé l'appui des Anglais. Le parlement consulté, et qui commençait à ouvrir les yeux, avait promis au roi son concours *dans l'assistance qu'il prêterait à ses alliés et à la liberté de l'Europe.* On en venait à regarder la royauté d'un Bourbon en Espagne comme incompatible avec l'équilibre général. L'opinion publique revenait au roi, abandonnant avec les communes le ministère qui les avait soutenues dans leurs luttes contre les lords. Guillaume alors sent qu'il redevient le maître. Aussitôt il

proroge le parlement, nomme le comte de Marlborough général en chef, devinant dans cet homme naguère en disgrâce l'héritier et le vengeur de sa politique guerrière, et il va sur le continent former cette coalition célèbre qui fut appelée *la grande alliance*. Sur ces entrefaites, Jacques II se meurt à Saint-Germain (septembre 1701), et Louis XIV, touché des pleurs d'une femme, oubliant auprès du lit d'un mourant qu'il avait à Byswick reconnu une autre royauté, croit sa grandeur intéressée à proclamer étourdiment, sous le nom de Jacques III, le prince de Galles encore enfant. C'était le sûr moyen de populariser en Angleterre la guerre de la succession qui commençait. Cette faute inouïe rendait à Guillaume toute sa liberté. Affranchi désormais de son parlement et de son ministère, il dissout l'un, dédaigne l'autre, et, tandis que le prince Eugène marchait en Italie, il ouvre la session du parlement nouveau par un discours remarquable qui peut être regardé comme son testament politique, et où l'on crut reconnaître la main de lord Somers (30 décembre 1701). La nation était avec lui, et les dernières élections, sans ôter aux tories la majorité, les avaient affaiblis. Quarante-six d'entre eux n'avaient point été renommés. Une majorité faible reporta Harley au poste d'orateur. Le sentiment public d'ailleurs pesait sur les communes et forçait les dissidences à s'effacer en présence du danger. Un bill d'*attainder*, c'est-à-dire une mise hors la loi pour haute trahison, fut rendu contre le *prétendu* prince de Galles. Un autre bill connu sous le nom de bill d'abjuration, et qui obligeait tous les officiers publics, tous les membres de l'église ou des universités, toutes les personnes qui tenaient école, à reconnaître par serment le droit de Guillaume, à nier par serment le droit de Jacques et de sa race, prit naissance à la chambre des lords, et, bien que modifié par l'autre chambre, il fut regardé comme une victoire éclatante de ceux qui se glorifiaient de la révolution sur ceux qui s'en excusaient. Il créa dans la nation une nouvelle division, celle des *jureurs* et des *non-jureurs*, mais il ne laissa aux incertains que la ressource de la restriction mentale ou du parjure.

La main mourante de Guillaume III signa ces lois conservatrices de la succession protestante et des principes de 1688. Le 19 mars 1702, ce grand homme n'était plus.

V.

Un mois avant de mourir, il avait donné au comte de Carlisle la place de Godolphin et demandé à Rochester sa démission; mais la reine Anne arrivait au trône le cœur plein de ressentiment contre la mémoire de son beau-frère. Elle n'aimait ni sa personne, ni ses prin-

cipes, ni ses amis. Élevée dans les idées de la pure église anglicane, elle avait par zèle protestant adhéré à la révolution, mais elle regardait l'autorité royale comme sacrée, la tolérance religieuse comme une faiblesse, les dissidens comme des hérétiques ou des profanes, les whigs comme des républicains. Les tories l'avaient soutenue contre le roi, d'après l'usage invariable de toute opposition d'appuyer l'héritier de la couronne contre la couronne même, et c'est à eux qu'elle croyait devoir l'avantage de tenir sa dotation et tout son établissement du parlement et de la loi, non de la munificence royale. Son avénement présageait donc celui des tories. Son mari, le prince George de Danemark, était pour eux, quoique avec modération, et elle avait toute confiance dans le comte de Rochester, son oncle, qui était comme leur chef. Cependant sa première affection semblait toujours appartenir à la célèbre Sarah Jennings, comtesse de Marlborough. Cette confidente de sa jeunesse et de ses disgrâces avait lutté avec elle et pour elle contre les volontés de Guillaume III, et, quoique déjà son impérieuse autorité se fît pesamment sentir, elle était encore la plus forte. Les souvenirs d'une affection de vingt ans, l'habitude, la faiblesse, cette obstination d'amour-propre qui empêche de rompre, car une rupture ressemble à l'aveu d'une erreur, tout soumettait encore la reine à l'ascendant d'une femme supérieure, dont l'âme était grande, mais altière, ambitieuse, violente, passionnée d'amour et d'orgueil pour la gloire de son mari. Lady Marlborough n'aimait ni lord Rochester, ni lord Nottingham, ni l'église, ni les tories. Si elle eût été absolument libre, elle aurait laissé aux whigs une grande part du gouvernement; mais, disgraciée sous le dernier règne, elle comptait, ainsi que lord Marlborough, dans le parti opposé. Elle n'entreprit pas de lutter ouvertement contre le courant qui le ramenait au pouvoir. Il lui suffit d'être la maîtresse de la cour, avec les titres de première dame, d'intendante de la garde-robe et de la cassette, et de gouvernante du parc de Windsor (1), tandis que son mari commanderait les armées. Il voulait la guerre, et seul il pouvait la conduire. La reine, qui la trouvait toute décidée et qui la savait populaire, consentait à la déclarer, et, pour la faire, Marlborough annonçait qu'il ne pouvait répondre de rien, si les finances ne dépendaient entièrement de Godolphin, son allié. C'est ainsi que Godolphin fut lord trésorier et que Rochester redevint lord lieutenant d'Irlande. Le prince de Danemark, qui entrait dans le cabinet comme lord grand amiral, les autres ministres, les deux secrétaires d'état, lord Nottingham et sir Charles Hedges, étaient tories.

(1) *First lady of the bed chamber, lady of the wardrobe, groom of the stole, keeper of the privy purse, ranger of Windsor.*

Marlborough et Godolphin passaient pour l'être; mais le premier ne pensait qu'à sa propre grandeur, et l'autre, homme froid et grave, aimant le pouvoir, mais aimant l'état, médiocre en talens, mais non en jugement, en intégrité, en fermeté, n'avait les préjugés d'aucun parti. Cependant toute l'administration aurait paru homogène, même exclusive, si les ducs de Devonshire et de Somerset n'eussent, en leur qualité de membres du conseil privé, exercé quelquefois une influence modératrice. Ils grossirent la majorité qui, dans le premier conseil, décida, contre le vœu de Rochester, que la politique du feu roi serait suivie et que l'Angleterre agirait, non comme auxiliaire, mais comme partie principale dans la guerre qui éclatait. Le vent de l'opinion publique soufflait dans ce sens. Les récens adversaires du traité de partage ne pouvaient être contre la politique de guerre. Harley, qui sans être ministre demeurait chargé de la direction de la chambre, suivit en cela le mouvement du ministère, et Saint-John, qui s'était étroitement attaché à lui, a toujours reconnu que la guerre de la succession était nécessaire.

Harley était presbytérien d'origine; Saint-John avait été comme nourri dans le puritanisme. L'un et l'autre pourtant s'étaient jetés dans le parti de l'église. Les whigs étaient dissidens ou s'appuyaient sur les dissidens. Les tories, soupçonnés d'être jacobites, ménageaient les jacobites. Le danger de l'église protestante menacée par les dissidens, le danger de la succession protestante menacée par les jacobites, tels étaient les deux griefs ou les deux prétextes dont les deux partis s'armaient l'un contre l'autre, comme des seuls moyens d'exciter les passions publiques. La cause de l'église était donc celle qu'affectaient de servir un indifférent comme Harley, un profane comme Bolingbroke. Seulement l'un la soutenait avec des ménagemens pour les dissidens qui lui gardaient un reste de confiance, l'autre avec une ardeur qui rachetait sa vie scandaleuse et son incrédulité soupçonnée. Tous deux voyaient que le protestantisme épiscopal était, après l'amour de sa prérogative, le plus stable des sentimens de la reine, et le disputait pour le moins à l'amour de la liberté politique dans le cœur de la multitude. Là donc ils prenaient tous deux leur point d'appui. Harley, prudent jusqu'à l'indécision, réservé jusqu'à la dissimulation, savait gagner sans éclat une utile influence sur les hommes. La souplesse de son esprit égalait celle de son caractère. Sans inspirer à personne une foi entière, il donnait à tous des espérances, et son habileté dans la diplomatie parlementaire semblait le réserver à un grand pouvoir, dont son aptitude aux affaires l'aurait rendu digne, si l'hésitation et l'artifice n'eussent à la longue compromis sa réputation et son autorité. Plus jeune et plus brillant, moins gouverné par l'expérience, plus entraîné par ses

goûts, Saint-John n'était plus sincère qu'autant qu'il était plus passionné; car la parfaite loyauté politique eût paru duperie à ce grand esprit, qui comprenait tout, excepté la supériorité du bien sur le mal. Noble et gracieux, remuant et hardi, généreux, insinuant, éloquent, il fascinait par ses talens et ses manières ceux que ses excès avaient choqués ou qui redoutaient ses principes. Capable d'application au milieu des plaisirs, pénétrant avec facilité, laborieux avec aisance, habile à couvrir de maximes générales des combinaisons toutes personnelles, il avait plus de vues que de sagesse, et il aurait été encore plus capable de faire de grandes choses que de bonnes choses. Mais son activité, son opiniâtreté, son audace, pouvaient compenser de graves défauts. Il avait tous les dons heureux et redoutables qui séduisent les cours, entraînent les assemblées, et trompent quelquefois jusqu'à la postérité. Cependant cette dernière bonne fortune a manqué à Bolingbroke.

Au commencement d'un règne, la loi ne laissait plus au parlement que six mois d'existence. Un nouveau parlement fut donc convoqué, où les tories arrivèrent en foule (octobre 1702). Ils fortifièrent leur majorité, qu'on évaluait à deux contre un, en décidant suivant leur intérêt tous les cas d'élections contestées, et commencèrent leurs délibérations par un hommage à lord Marlborough. Il avait, disait leur adresse, *rétabli* (*retrieved*) la gloire de la nation. C'était un trait lancé contre le feu roi et le traité de Ryswick. A son retour, le général, qui dans une première campagne avait fondé sa renommée, fut complimenté au nom des deux chambres. La reine le fit duc; mais lorsqu'elle voulut qu'une pension de 5,000 livres sterling lui fût assignée sur le produit des postes, la chambre des communes rejeta cette aliénation partielle d'un revenu public, et de ce jour Marlborough se défia des tories.

Cette même chambre, qui disait la gloire nationale *rétablie*, avait exprimé le vœu de voir l'église *restaurée* dans ses droits et priviléges, et l'on va connaître comment sa piété entendait cette restauration dont Saint-John se porta aussitôt un des fervens promoteurs.

La tolérance religieuse était une des qualités de Guillaume III. Dévoué à la cause de la réformation, attaché par tradition de famille au plus rigoureux calvinisme, élevé dans une politique qui s'appuyait en Hollande du fanatisme du peuple contre les doctrines plus modérées de l'aristocratie républicaine, il s'élevait par ses lumières au-dessus de ces préjugés et de ces calculs misérables, et il commença son règne par la tentative de réunir sous une loi commune toutes les sectes protestantes. Il avait échoué, mais du moins un des premiers actes sanctionnés par lui, l'acte de tolérance, *toleration act*, accordait l'impunité et la liberté civile à toutes celles qui se distin-

guaient de l'église épiscopale. Contre ces dissidens, dont le nombre était estimé à deux millions ou aux deux cinquièmes de la population du royaume, subsistait la loi qui prescrivait, pour l'admission aux divers emplois publics, même electifs, l'épreuve appelée *test*, c'est-à-dire l'obligation de recevoir le sacrement suivant le rit anglican. Cependant cette obligation dégénérait en simple formalité : tout dissident à qui sa conscience ne l'interdisait pas s'y soumettait une fois, prenait possession de son emploi, et retournait ensuite aux pratiques et aux assemblées de sa secte. On échappait donc à l'uniformité religieuse que la législation avait voulu établir au moins parmi les serviteurs de l'état. Ceux qui éludaient ainsi la loi étaient appelés les *conformistes par occasion*, et depuis longtemps la *conformité occasionnelle* était attaquée violemment dans la chaire et par la presse, comme une dérision de la loi, un mensonge autorisé, une hypocrisie tolérée, une profanation, un sacrilége. Dans le parlement, l'opposition dévote déclamait sur ce texte, et devenue majorité, c'était naturellement un de ses premiers devoirs que d'abolir le scandale qu'elle avait longtemps dénoncé. Ce qui rendait ce devoir très doux à remplir, c'est qu'en général les dissidens étaient presbytériens, et les presbytériens whigs, et qu'en les frappant de certaines incapacités, on comptait diminuer leur nombre et surtout leur influence. Un bill contre la conformité occasionnelle était donc une mesure d'exclusion contre les whigs, et proposer un tel bill à la chambre, c'était, sous couleur de fortifier, de glorifier l'église, proposer à la majorité d'affaiblir l'opposition. La loi fut présentée en effet. Elle prononçait des peines contre quiconque, après avoir satisfait au *test*, assisterait aux offices d'un culte différent du culte épiscopal; elle doublait la pénalité en cas de récidive; elle autorisait, pour être appliquée, un espionnage inquisitorial et délateur. Et par qui fut-elle présentée, cette loi de persécution, qui aurait eu tant besoin de l'insuffisante excuse que la ferveur de l'orthodoxie prête à ses injustices? Par un des futurs maîtres de Voltaire.

Saint-John, qui, choisi cette année pour accompagner la reine à Bath, avait, en passant par Oxford, été reçu docteur à l'université, s'unit pour faire cette motion avec Arthur Annesley, un tory assez vif qui fut depuis lord Anglesea; avec William Bromley, vrai modèle du gentilhomme de province, tous deux membres du parlement pour cette même université d'Oxford, l'*alma mater* de l'intolérance anglicane. Le bill passa avec grande faveur à la chambre des communes; mais à celle des lords il souleva une vive résistance. Là vivait encore l'esprit du dernier règne; là le cabinet ne dominait pas. La discussion fut brillante et animée. Cependant le principe même du bill fut à peine combattu. C'est à ses conséquences, à la rigueur des dispo-

sitions que l'on s'attaqua. Godolphin et Marlborough l'appuyèrent de leurs votes. Le prince de Danemark, qui siégeait comme duc de Cumberland, et qui lui-même était conformiste occasionnel, puisqu'il était luthérien, vota comme le ministère; seulement il disait à lord Wharton dans son anglais germanique : « Mon cœur est avec vous » (*my heart is vid you*). Toutefois des amendemens furent adoptés. Un conflit s'éleva entre les deux chambres, parce que celle des lords avait réduit le taux des amendes et paru statuer ainsi en matière de taxation. On chicana, on conféra; Saint-John alla dans la chambre peinte argumenter contre Somers, et Bromley contre Halifax; puis enfin l'on persista; la chambre haute maintint ses trois amendemens, chacun à une voix de majorité, et chaque fois cette voix ne fut pas celle du même pair. Enfin, pour cette session, le bill fut perdu.

Cependant il était appuyé au dehors par une opinion très forte : dans le peuple, il trouvait des adhérens passionnés; les femmes surtout se montraient fort exaltées. Ce qui prouve néanmoins que la mesure n'était religieuse qu'en apparence, c'est que la plupart des évêques votèrent avec l'opposition. Ainsi les évêques n'étaient pas de la haute église, car c'est de ce temps surtout que date la distinction usitée entre la haute et la basse église : l'une signalée par une orthodoxie étroite, zélée pour la monarchie au point de soutenir le principe de l'obéissance passive, cherchant l'appui de la cour et le monopole des dignités de la hiérarchie, jacobite, ou peu s'en faut, à force d'absolutisme; l'autre, plus populaire par ses mœurs et ses maximes, passionnée pour la révolution, dévouée à la succession protestante, presque presbytérienne par haine du pouvoir absolu. Celle-ci avait pour elle l'archevêque de Canterbury et la majorité de l'épiscopat: celle-là, l'archevêque d'York et l'évêque de Londres. De là deux grands partis, au fond beaucoup plus politiques que religieux. De l'aveu de Swift, qui n'est pas un témoin suspect, la reine elle-même n'avait pas grande crainte pour l'église, et en la défendant ne songeait qu'aux intérêts de son pouvoir. Le parti de la haute église, des tories de *haute volée*, des *high flyers*, comme on les appelait, était celui de la cour, celui du ministère, celui de Rochester, de Buckingham, de Nottingham, celui que Harley comblait de caresses, celui dont Saint-John se fit avec effronterie l'énergique instrument. Le bill de la conformité occasionnelle devint la pierre de touche qui servit, jusque dans le torisme, à distinguer les ardens et les tièdes. Repris souvent et sans succès, il divisa souvent la majorité, et ne finit par triompher qu'au moment où l'esprit qui l'inspirait touchait au terme de son pouvoir.

Quand on n'a pas vécu dans les temps de révolution, on a peine à s'expliquer la conduite des partis à cette époque de l'histoire d'An-

gleterre : les opinions se croisent, se confondent, se transforment dans un désordre apparent où il est difficile de les reconnaître. Des mesures commencées dans un esprit se terminent dans un autre, et une opinion se défend contre une opinion rivale avec les armes que celle-ci lui a forgées. Le bill contre les non-conformistes débutait par une déclaration en faveur de la tolérance, et aboutissait à une nouvelle persécution. Nous allons voir une mesure accordée aux plaintes du jacobitisme devenir une garantie pour la révolution. La chambre des communes avait adopté une proposition qui donnait un an de délai à ceux qui n'auraient pas encore abjuré *le prétendu prince de Galles*, mais les pairs y firent plusieurs amendemens, un entre autres qui érigeait en crime de haute trahison toute tentative de troubler l'ordre de la succession protestante. L'autre chambre, prise au dépourvu, n'osa pas rejeter ces amendemens. Le seul sur lequel il y eut un vote ne passa qu'à une voix de majorité, et le nom de Saint-John figura sur la liste des opposans. On ne demanda pas de division sur l'article qui créait un nouveau cas de trahison; mais il fut vivement combattu, et par les mêmes adversaires. La liste des cent dix-sept opposans put donc être présentée comme un dénombrement officiel des ennemis de la succession protestante, et douze ans après on y trouva un chef d'accusation contre lord Bolingbroke. Au moment même où la question se décidait, elle semblait tellement posée entre le successeur hanovrien et le prétendant de Saint-Germain, qu'on raconte que Granville, s'étant approché de sir Matthiew Dudley, lui dit en souriant : «Comment vous portez-vous, *mein Herr Dudley!* — *Fort bien, monsieur Granville*, » répondit en français sir Matthiew.

Godolphin et Marlborough, moins persuadés chaque jour que les intérêts du torisme fussent ceux de l'état, reconnaissaient que la guerre, leur plus grande affaire, exigeait d'eux une politique supérieure à leur parti. Quoique le rang de premier ministre ne fût pas régulièrement attaché au titre de grand trésorier, Rochester avait toujours envié ce poste à Godolphin. Il aimait la domination, sans y être fort habile; il avait tous les préjugés de son parti, un zèle violent, une volonté rude, et las des échecs que ses collègues ne sauvaient pas à sa cause, il se retira, et le gouvernement de l'Irlande fut donné au duc d'Ormond, moins tory peut-être et plus jacobite, un seigneur brave et léger, plus fait pour la guerre que pour le gouvernement. La duchesse de Marlborough, toujours activement ambitieuse, continua de miner la haute église et ses adhérens dans l'esprit de la reine, et quand, dans la session suivante, le bill contre la conformité occasionnelle fut reproduit, le cabinet s'y montra plus indifférent. Godolphin, sans refuser son vote, parla d'inopportunité; le prince de Danemark s'absenta de la chambre haute, et le projet

n'alla pas jusqu'à la seconde lecture. Ce résultat, précédé de vives discussions, en provoqua de plus violentes encore. Les évêques s'étaient toujours en majorité prononcés pour la tolérance, leur primat, l'archevêque de Canterbury, leur donnant l'exemple. Burnet, évêque de Salisbury, le célèbre auteur de l'*Histoire de mon Temps*, avait prononcé un discours qui lui fait grand honneur. Pour répondre aux attaques dont il était l'objet, il le publia, et les attaques redoublèrent. Du côté de la persécution, le défenseur accoutumé de la haute église, Charles Leslie, qui refusait le serment contre les Stuarts, se signala par ses publications, et du côté de la tolérance, un jeune ministre commença par une apologie des évêques la réputation qui devait recommander le nom de Hoadley à tous les amis d'un christianisme libéral. « Jamais je n'ai vu ni lu d'exemple d'une si grande et si ardente explosion d'esprit de parti, écrivait le docteur Swift, qui se trouvait alors à Londres (16 décembre 1703). C'était si général que j'ai trouvé les chiens des rues plus querelleurs et plus insolens qu'à l'ordinaire, et la veille au soir du jour où le bill a été discuté, un comité de chats whigs et tories a eu un chaud et bruyant débat sur le toit de notre maison. Mais comment s'en étonner, quand les dames mêmes sont divisées en haute et basse église, et par zèle pour la religion ont à peine le temps de dire leurs prières? » L'échec qu'éprouva l'église fut imputé par son parti au ministère. On l'accusa de maladresse ou de froideur; on regretta hautement lord Rochester. La majorité des communes devint plus défiante et plus irritable. La chambre des lords, à qui un complot jacobite en Écosse venait d'être dénoncé, avait nommé un comité d'information. Aussitôt l'autre chambre l'accusa d'empiéter sur l'autorité royale, sans s'apercevoir qu'en chicanant sur des questions de forme elle s'exposait au reproche d'indifférence sur le fond, et semblait préférer la prérogative du trône à sa sûreté. La monarchie en effet fut toujours plus chère aux tories que le monarque. La reine aimait leur zèle; mais elle commençait à trouver qu'il ne s'adressait pas assez à sa personne, et les communes, qui lui plaisaient par leurs principes, la contrariaient par leur exigence. La chambre des pairs, qui ne pensait pas comme elle, lui donnait moins d'embarras : celle-ci soutenait le gouvernement sans s'y fier, le suppléait quelquefois, et le pouvoir, s'appuyant sur elle sans le déclarer, cherchait son indépendance dans la lutte des deux chambres. Nous avons vu en France, sous la restauration, le ministère opposer par instans l'expérience de la chambre des pairs à l'ardeur royaliste de celle des députés. Nous l'avons vu quelquefois se servir de l'opposition en la désavouant, pour se défendre de la domination exclusive de son propre parti. Le ministère de la reine Anne tenait une conduite analogue, et alors il

suffisait à Godolphin de laisser agir l'influence des ducs de Somerset et de Devonshire dans le conseil privé. Aussi lord Nottingham demanda-t-il qu'ils n'y fussent plus appelés, et comme la reine, très attachée à Somerset, résista, il donna sa démission. Deux tories déclarés quittèrent avec lui des charges de cour. La partie modérée du ministère se sentit plus forte. Ainsi l'esprit des whigs, à défaut des whigs eux-mêmes, reprenait peu à peu le dessus.

VI.

Cependant il y avait nécessité de ménager une majorité forte et passionnée. On pouvait ne pas la satisfaire sur les choses, non la blesser dans le choix des personnes; on devait se rapprocher d'elle, même en s'éloignant de ses idées. La situation voulait une politique compliquée. Le torisme franc et qui marche à découvert, déjà suspect à la chambre haute, le devenait à l'opinion publique. Il fallait quelque chose de moins décidé; il fallait des hommes adroits et clairvoyans, à qui toute consistance fût indifférente, à qui la passion fût étrangère, qui prissent pour règle l'intérêt du moment et fissent du pouvoir le but et non le moyen, de ces hommes qui n'ont pas une cause à servir, mais une ambition à satisfaire, et qui au besoin gouvernent comme d'autres conspirent. Harley fut nommé secrétaire d'état à la place de lord Nottingham. Il était attaché au parti de la haute église sans partager ses fureurs; il était puissant dans la chambre basse, il y était peu compromis, puisqu'il la présidait et n'y parlait pas. Son intelligence était prompte et flexible, ses formes conciliantes, son expérience consommée, son égoïsme bienveillant; mais, quoique courageux au besoin et persévérant, il avait l'esprit timide et indécis : il ajournait tout, il négligeait tout, dépensant beaucoup d'activité à éviter l'action, usant toute son habileté dans l'intrigue, et condamné par ses défauts à une incomparable fausseté.

Saint-John s'était dévoué à lui, autant du moins que Saint-John se dévouait. Saint-John était de position comme l'extrême droite de Harley, mais il n'avait pas plus de préjugés que lui, et son esprit était aussi souple, quoique son caractère le fût moins. La chambre n'avait pas de plus grand orateur. Harley fit Saint-John secrétaire de la guerre (avril 1704). Cette place, importante dans les circonstances où se trouvait l'Angleterre, ne donnait pourtant pas plus qu'aujourd'hui le rang de ministre ni l'entrée dans les conseils de cabinet; mais elle posait Saint-John dans la chambre comme représentant du gouvernement, à côté des deux secrétaires d'état Hedges et Harley, et de Boyle, chancelier de l'échiquier. C'était un ministère intermédiaire, un de ces ministères contre lesquels tout le monde se

coalise s'ils sont malheureux, avec qui personne ne veut rompre s'ils ont du bonheur. Celui-ci fut heureux. La campagne de 1704 fut une des plus brillantes de Marlborough; elle le fit passer du rang des généraux habiles dans celui des grands capitaines. C'est l'année de la bataille de Hochstett. La gloire désintéresse les nations; elle donne au pouvoir plus d'indépendance, elle calme ou décourage les partis, comme une grande passion glace dans l'âme toutes les autres. « Quand arriva la nouvelle de la bataille de Blenheim, dit spirituellement dans ses mémoires lady Marlborough, on eût dit qu'au lieu de battre les Français, c'était l'église qu'il avait battue. »

Cette fois le bill contre les non-conformistes rencontra une forte résistance même dans la chambre des communes. On échoua dans la tentative de l'annexer à la loi de l'impôt foncier pour forcer le vote de l'autre chambre, car il est de principe que les pairs ne peuvent amender les lois de taxation, qui doivent être adoptées ou rejetées intégralement. C'est Harley, dit-on, qui suggéra cet expédient à Bromley et aux tories, qui donnèrent dans le piége, et ne s'aperçurent pas que Harley voulait leur plaire et non les servir. Le débat venu, Harley se tut; mais le chancelier de l'échiquier Boyle combattit fortement et le bill et l'expédient. Saint-John parla contre un procédé qui pouvait compromettre le vote des subsides nécessaires aux frais de la guerre. Une nouvelle division se créa dans le sein du parti; on distingua les *tackers* des non-*tackers*, ceux qui voulaient de ceux qui ne voulaient pas clouer le bill à une loi de finances. Il y eut même une fraction de *tackers* modérés aux dépens desquels la polémique s'égaya, et les tories crièrent à la trahison des ministres. Harley et Saint-John avaient en effet voté contre le *tack*, quoique le premier passât pour l'avoir conseillé. Aussi, après le vote négatif de la chambre des lords, le duc de Buckingham ne crut-il pas pouvoir garder le sceau privé, qui fut confié au duc de Newcastle, connu par ses relations avec les whigs. On vit bientôt arriver du continent le duc de Marlborough, amenant avec lui son prisonnier de Hochstett, le maréchal de Tallard. Il venait comme pour recueillir sa gloire. Il n'était plus question de lui refuser une récompense nationale. Une adresse des communes en fit la demande à la reine, et, par un bill que proposa Saint-John, le manoir royal de Woodstock fut donné à la maison de Marlborough, avec un vaste domaine où le contrôleur des bâtimens de la couronne eut ordre de faire construire, au milieu d'un parc magnifique, le palais de Blenheim, massif monument du goût médiocre de sir John Vanbrugh.

Marlborough, au faîte de la puissance, devenait le véritable chef de l'administration et plus que premier ministre. C'était le plus intrigant des grands hommes. Toujours maître de lui-même, mêlant la

feinte et l'audace, la flatterie et la fierté, il savait tout supporter, tout oser, tout feindre, et arrachait à l'admiration ce qu'il n'aurait pu obtenir de la confiance. Telle est l'insaisissable souplesse de sa politique que des historiens différens le peignent au même moment de sa vie, les uns comme le chef des whigs, les autres comme l'espérance des Stuarts. Il ne refusait le mensonge de ses promesses à personne, poussait la duplicité jusqu'à la perfidie, et ne se dévouait qu'à sa fortune, dont sa gloire même était un instrument. Saint-John, qui a fini par être l'ennemi le plus direct de sa politique, mais dont l'imagination était séduite par son génie, a, longtemps après avoir succombé dans la lutte, écrit qu'il le regardait « comme le plus grand général et le plus grand ministre que son pays et peut-être aucun pays eût produit. » Un jour, en France, on rappelait devant lui l'avarice trop souvent reprochée au vainqueur de Blenheim, et Bolingbroke exilé, proscrit pour l'avoir combattu, répondait : « C'est un si grand homme, que j'ai oublié ses vices. »

En 1705, le secrétaire de la guerre pouvait les connaître, mais songeait encore moins à s'en souvenir. C'était une bonne fortune pour un orateur que d'avoir à défendre le budget des exploits d'un tel capitaine. Entraîné dans le mouvement d'une guerre qu'on a pu justement appeler une guerre whig, il semble qu'à cette époque Saint-John négligeait un peu ces distinctions de parti et coopérait avec ardeur à une politique qu'il devait bientôt sévèrement juger et arrêter dans son essor. Il écrivait à Marlborough : « Nous espérons bien que les Hollandais se rendront aux désirs de votre grâce, sans quoi la guerre devient un jeu pour nos ennemis et ne peut finir que par une mauvaise paix, qui est notre ruine certaine. » Le gouvernement dont il était membre commençait à se croire assez fort par ses succès pour s'élever, au moins en apparence, à une neutralité supérieure à toutes les opinions. La grande personnalité de Marlborough tendait à s'affranchir de tous les liens des factions, et la sagesse de Godolphin aurait ambitionné de pouvoir être impartiale. On résolut donc qu'aux élections prochaines (octobre 1705) les ministres assisteraient en spectateurs. Les tories n'étaient pas habitués à cet abandon, et l'église, en sonnant l'alarme, avertit les dissidens, qui portèrent des candidats modérés. Les whigs, reprenant confiance, déployèrent une grande activité. Le vent de l'opinion avait changé, et les élections en fournirent la preuve. Godolphin comprit ce signal. Il n'y avait plus dans le cabinet de tory extrême que le garde du grand sceau, sir Nathan Wright, méprisé de tous les partis. Godolphin le remplaça par William Cowper, légiste renommé, qui passait pour le meilleur orateur des whigs modérés, et dont le nom est encore placé non loin de celui de Somers dans la mémoire du parti. Quand la chambre des

communes eut à choisir son président, elle préféra John Smith, proposé par Robert Walpole, à Bromley, le promoteur opiniâtre du bill de conformité, et le gouvernement, appuyé sur une majorité de conciliation, mais dont la tendance avait changé de côté, parut replacé dans sa situation naturelle.

Il s'écoula deux années, les plus calmes, et qui comptent parmi les plus glorieuses du glorieux règne accordé par la Providence à la fille maussade de Jacques II. La guerre continua d'être brillamment favorable à la grande alliance. Les batailles de Ramillies et de Turin contristèrent de nouveau la vieillesse de Louis XIV. L'Angleterre se calmait dans son orgueil. Au parlement, l'opposition était impuissante; un bill, dit le bill de régence, pourvut sagement au cas où le trône deviendrait vacant; la débile santé de la reine faisait une loi de le prévoir. On avait pensé à réclamer la présence de la princesse Sophie en Angleterre; mais cette seule idée irritait la reine, et l'on régla seulement comment serait constituée une régence intérimaire, si l'héritier présomptif ne se trouvait pas dans le royaume au moment de la fin du règne. Cette mesure, que les tories combattirent, fut regardée comme une nouvelle garantie donnée à la succession protestante. La grande affaire de l'union de l'Écosse à l'Angleterre fut terminée quelque temps après avec l'appui des whigs, qui en espéraient un nouveau renfort pour le presbytérianisme, et le royaume de la Grande-Bretagne fut constitué (mai 1707). Il fallut à cette occasion changer le titre de quelques-uns des premiers officiers de l'état, et on la saisit pour nommer lord Cowper chancelier de la Grande-Bretagne. Robert Walpole entra dans le conseil de l'amirauté, tandis que, par compensation, sir Simon Harcourt et d'autres amis de Harley obtenaient des positions importantes; mais de toutes les promotions qui signalaient l'influence des whigs, la plus significative avait eu lieu l'année précédente. Lord Sunderland avait remplacé Hedges dans le poste de secrétaire d'état. L'ancien ministre de Guillaume III, le gendre de Marlborough, était un singulier collègue pour Harley, dont la situation, comme celle de Saint-John, devenait fausse dans une administration où ils semblaient n'être entrés que pour assister au déclin de leur parti.

Mais ces contradictions entre les faits, les opinions et les paroles n'étaient pas une insurmontable difficulté pour de tels hommes. Saint-John était protégé par l'éclat de son talent. Il s'était appliqué dans ses fonctions spéciales à bien servir l'armée et son chef. Il se rendait agréable à Marlborough, et nul ne savait plus éloquemment le louer dans la chambre des communes. Les succès de deux campagnes déposaient en faveur de l'administration militaire, et Saint-John après tout était le secrétaire de la guerre de Blenheim et de

Ramillies. D'ailleurs, n'étant pas ministre, il avait plus d'indépendance et moins de responsabilité, et sa position était inattaquable tant que celle de Harley demeurait assurée. Quant à celui-ci, il se jouait au milieu des intérêts divers qui se croisaient autour de lui; il ne se piquait ni de conséquence, ni de franchise; il s'épargnait les professions de foi publiques, en diversifiant les manifestations particulières de dévouement. On croyait peu en lui, mais on le disait capable, et on ne le supposait pas entreprenant. On profitait de son aptitude aux affaires, de la facilité de son commerce, et comme il paraissait songer à se maintenir, non à diriger, Godolphin, à qui il avait su plaire, le regardait comme un élément utile d'un ministère où l'esprit de gouvernement devait dominer l'esprit de parti. Et cependant tout le monde se défiait de lui. « Hier, 5 janvier 1705-6, écrivait lord Cowper dans son journal, j'ai dîné avec le secrétaire d'état Harley, qui m'avait invité. Présens, le duc de Marlborough, le lord trésorier (Godolphin), lord Halifax, M. Boyle, chancelier de l'échiquier, M. Saint-John et lord Sunderland. Lord Somers, à ce que j'ai compris, avait été invité, mais il n'est pas venu, étant allé à sa maison de campagne; du reste, le secrétaire Harley dit qu'il lui avait écrit une lettre très aimable pour s'excuser de son absence. J'ai pensé, dès que j'ai vu la compagnie, que la réunion avait pour but de réconcilier Somers et Halifax avec Harley, ce qui m'a été confirmé, lorsque après le départ du lord trésorier, qui s'en est allé le premier, le secrétaire Harley a pris un verre et bu à l'amour et à l'amitié, et à l'éternelle union, et a demandé, pour y boire encore, du vin de Tokay (nous en avions bu deux bouteilles, bon, mais épais). J'ai répondu que son Lisbonne blanc était le meilleur pour boire à l'union, parce qu'il était très-clair. Je suppose qu'il a saisi cela, comme l'a fait, je l'ai remarqué, presque toute la compagnie, et qu'il a compris cette allusion à son humeur, qui est de ne jamais agir clairement, ouvertement, mais toujours avec réserve, si ce n'est dissimulation ou simulation, et d'aimer les détours, même lorsqu'ils ne sont pas nécessaires, mais par une satisfaction intérieure qu'il trouve à s'applaudir de son adresse. Si jamais homme est né sous la nécessité d'être un traître, c'est lui. »

Les calculs de Harley étaient plus profonds et plus redoutables que ne le soupçonnaient ses collègues. Tandis qu'il se prêtait complaisamment à leurs desseins, il observait la reine. Il ne lui échappait pas qu'elle était triste, contrainte, humiliée, que la nomination de lord Sunderland avait été arrachée à sa faiblesse, que la politique à laquelle elle prêtait son nom lui déplaisait au fond, surtout qu'elle souffrait impatiemment le joug de sa favorite officielle, cette altière Sarah, alors au comble de la grandeur. Harley entreprit secrètement

de la délivrer, ou tout au moins de la consoler, en s'introduisant dans son intime confidence, grâce à une intrigue de petits appartemens dont il fit naître ou saisit l'occasion avec beaucoup d'adresse et de mystère.

Quoique ce récit ne soit pas de la biographie de Bolingbroke, il l'intéresse, et nous en rappellerons les principaux incidens.

La reine avait mal aux yeux; on s'en inquiétait. « Elle aura mal aux yeux, dit un jour son mari, tant qu'elle aura la manie de veiller comme elle fait. » Ces mots échappés au prince George donnèrent à penser à lord Godolphin, surtout à la duchesse de Marlborough. Pourquoi la reine veillait-elle? avec qui, pour qui? On la savait faible, plaintive, aimant les confidences, les amitiés dérobées. Ce n'était point avec sa première dame qu'elle passait ainsi les nuits. De son côté, le lord trésorier entrevoyait dans le parlement des obstacles qui ne lui semblaient pas naturels : il soupçonnait une intrigue, peut-être même l'intrigant; mais il ne savait rien.

La duchesse de Marlborough avait, plusieurs années auparavant, secouru les enfans d'une sœur de son père, mariée à un marchand de la Cité qui s'était ruiné. L'aînée de ces orphelins était une fille, Abigaïl Hill, qui disait avoir avec Robert Harley les mêmes liens de parenté qu'avec lady Marlborough; mais il n'avait, ajoutait-elle, jamais rien fait pour elle, et ce n'est pas à lui, mais à sa toute puissante cousine qu'elle devait le titre de femme de chambre de la reine, encore princesse de Danemark. Dans l'été de 1707, la duchesse fut étonnée d'apprendre qu'Abigaïl était secrètement mariée avec un gentilhomme de la chambre du prince, du nom de Masham; elle la fit venir, lui reprocha ce mystère, et, l'attribuant à la timidité et au défaut d'usage, elle lui pardonna, l'embrassa, et lui demanda seulement si la reine était instruite. Mme Masham répondit avec un air de naturel que les autres femmes de chambre lui en avaient parlé; mais quand lady Marlborough témoigna à la reine sa surprise de ce qu'elle n'avait pas eu la bonté de l'informer du mariage de sa cousine, cette princesse ne sut répondre que ces mots : « Je lui ai dit cent fois de vous en parler, mais elle n'a pas voulu. » La reine avait donc été dans le secret. Il y avait là quelque intimité cachée; l'œil perçant de la duchesse eut bientôt tout pénétré. La jeune Masham était une favorite, la vraie favorite; la reine l'avait dotée; elle avait assisté à son mariage dans la maison du docteur Arbuthnot, un Écossais, son médecin de confiance. Abigaïl venait tous les soirs chez la reine, quand le prince était couché; elle restait enfermée deux heures avec elle. Une correspondance secrète de Harley passait par ses mains.

Lady Marlborough écrivit à sa cousine qu'elle connaissait sa conduite et son ingratitude, et ayant averti Godolphin de se tenir sur

ses gardes, elle ne s'occupa guère de regagner la tendresse de la reine; elle aurait su mal s'y prendre. Soit franchise, soit orgueil, soit confiance dans la hauteur de sa position, elle parla sévèrement à son obscure rivale, la traita en ennemie, et n'entretint la reine que d'amitié blessée et de services méconnus. De là des entrevues pénibles, des raccommodemens passagers, des alternatives de tendresse et d'aigreur qui ne pouvaient que rendre plus agréables et plus nécessaires les complaisances d'une nouvelle amie. Cependant Godolphin et Marlborough pressèrent la reine de faire un choix entre eux et le secrétaire d'état, dont elle avait fait un confident. Ils menacèrent d'une démission qui peut-être était acceptée, si la chambre n'avait aussitôt fait entrevoir la menace d'un refus de subsides. En même temps on découvrit que le maréchal de Tallard, qui vivait prisonnier en Angleterre, correspondait avec Chamillart, et que ses lettres passaient par l'office du secrétaire d'état. Un commis, qui avait même obtenu la confiance de Harley, fut arrêté, et sur son aveu condamné pour trahison. Cette arrestation amena celle de quelques espions soupçonnés de servir à la fois ou plutôt de trahir à la fois la France et l'Angleterre, et que Harley avait toujours protégés. La chambre des pairs intervint dans l'examen de cette affaire, et, sans inculper directement le ministre, parut l'accuser de négligence, en votant une adresse à la reine pour éveiller sa vigilance sur le retour possible de semblables trahisons. Marlborough et Godolphin lui firent de nouvelles représentations, et lui annoncèrent leur retraite, sans produire sur elle beaucoup d'impression. Ils s'abstinrent en conséquence de paraître au prochain conseil. La reine le présidait; Harley commençait à rendre compte de quelques affaires, et les ministres assistans semblaient l'écouter avec impatience, quand le duc de Somerset dit et répéta avec force qu'on ne pouvait délibérer en l'absence du trésorier et du général. L'attitude du reste du conseil avertit la reine que son ministère était dissous. Elle leva la séance, manda le duc de Marlborough et lui annonça la démission de Harley (février 1708). Sa retraite entraîna celle de ses amis : on pense bien que Saint-John était du nombre. Il eut pour successeur Robert Walpole, destiné à se trouver partout son rival et son adversaire; Harley fut remplacé par Boyle. Ce n'était pas le moment d'entourer le trône d'amis douteux; le bruit courait d'une invasion des côtes de l'Écosse, préparée à Dunkerque et commandée par le prétendant en personne. Des mesures de défense furent ordonnées, et l'on remarqua que la reine, dans sa réponse aux adresses du parlement, remercia la chambre des lords de son zèle et de son ardeur à soutenir *la révolution*, mot qu'elle affectait jusque là de ne point prononcer.

La dissolution qui suivit changea décidément la majorité, et bien-

tôt le grand ministère whig fut constitué. Les cinq *lords de la junte*, comme on les appelait, Somers, Orford, Wharton, Halifax et Sunderland, furent réunis sous Godolphin dans le même cabinet avec Marlborough et Cowper. On peut remarquer que la chambre des pairs domine dans cette administration, qui est restée célèbre dans les annales du parti whig. C'est peut-être une des circonstances qui ont donné à ce parti, le plus populaire après tout, une réputation aristocratique. Nous verrons au reste, pendant la première moitié du XVIIIe siècle, plus d'un exemple de cette composition ministérielle. Walpole finit par être presque le seul *commoner* du cabinet qu'il dirigeait; mais il le valait tout entier, tandis qu'en 1708 le secrétaire d'état Boyle et le chancelier de l'échiquier Smith étaient loin d'égaler leurs collègues de l'autre chambre. D'ailleurs ce même Walpole, quoique ses fonctions ne le fissent pas ministre, était là pour les seconder, pour les suppléer même. Trois ans auparavant, Spencer Compton lui écrivait : « M. Smith a une fluxion sur les yeux, et si M. Walpole devait être absent, les pauvres whigs pourraient perdre les occasions favorables qui pourraient s'offrir, faute de quelqu'un pour les guider (*a leader*). »

VII.

Le ministère de Godolphin fait cependant époque dans les fastes parlementaires, non qu'il se soit à l'intérieur signalé par rien de remarquable, mais il profita de la nouvelle gloire que les journées d'Oudenarde et de Malplaquet jetèrent sur le nom de Marlborough. L'opposition fut un moment réduite au silence, comme sous l'administration de Chatham pendant la guerre de sept ans, et l'on crut à la longue durée d'un pouvoir confié aux premiers hommes du pays, appuyé par l'opinion, favorisé par la fortune, rehaussé par la victoire. Sa prospérité même devait abréger son existence. Il semble que trop confiant dans sa force, il négligea les soins dont la force ne peut se passer. Il ne persécuta pas ses adversaires, mais il les dédaigna; il n'opprima pas la reine, mais il la négligea, et ne tint compte ni de sa vanité ni de son humeur. Elle ne craignait rien tant que d'être menée, et elle était très exigeante sur l'étiquette que le ministère oubliait souvent. Obligé par la politique d'inquiéter ses préjugés monarchiques et religieux, il aurait dû ménager sa personne et son caractère, et chercher à s'assurer d'une bienveillance qu'on pouvait gagner par de petites choses. Marlborough était respectueux et complimenteur, mais son ambition était insatiable, et sa grandeur eût fait ombrage au moins jaloux des monarques. Il alla, dit-on, jusqu'à ambitionner le titre de général en chef à vie, et le brevet en aurait

été peut-être signé sans la noble résistance de lord Cowper, qui refusa de le sceller. La hauteur de sa femme, la froideur de Godolphin, la vivacité de Sunderland, pesaient à la reine, qui se voyait comme captive d'une seule famille. Lord Somers avait plus de mesure et de douceur. On a loué ses manières aimables, mais son goût et sa santé n'en faisaient pas un membre actif du cabinet: il s'effaçait même volontiers, et ne savait que motiver avec supériorité son avis dans le conseil. Tant que la guerre durait, le ministère pouvait se croire nécessaire, puisque Marlborough était indispensable: il ne faisait pas de doute, par politique comme par intérêt, que la guerre ne dût être poussée à outrance et continuer d'être heureuse et populaire. Il ne songeait pas assez que toute guerre n'a qu'un temps, que la victoire même conduit au désir de la paix, qui en est la récompense naturelle, et qu'il ne faut pas s'exposer au soupçon d'exploiter, dans un intérêt ministériel, jusqu'à la gloire de son pays.

Aux élections de 1708, Saint-John n'avait pas été réélu, tant le mouvement de l'opinion était contraire à son parti. A cette époque, il disparaît complétement de la scène politique. On dit que pendant deux ans il s'adonna sérieusement à l'étude et perfectionna les talens littéraires qu'il devait déployer dans la seconde partie de sa vie. Lui-même a prétendu que sa retraite fut alors celle d'un philosophe, quoiqu'un de ses amis ait proposé pour le pavillon où il travaillait une inscription cyniquement expressive, dont nous n'oserions, même en anglais, citer les vers. « Il est vrai, écrivait-il en français, en 1711, à un ami de sa jeunesse, que je me suis retiré, il y a trois ans, à la campagne, et il est aussi vrai que j'y ai passé mon temps dans la lecture et les plaisirs champêtres, sans avoir jamais regretté ou la cour ou cette fortune riante dont mon ambition s'était flattée. » Il est probable cependant que ces deux années d'études ne furent pas perdues pour le plaisir et pour l'intrigue. Saint-John n'était pas homme à négliger l'un ni l'autre. Harley, son maître et encore son ami, devait le tenir quelque peu au courant des menées secrètes qu'il n'avait pas interrompues.

La reine était vaincue, mais non résignée. Son amour-propre et sa conscience, ses affections et ses préjugés, tout souffrait en elle. Avec son nouveau ministère, l'église lui paraissait livrée aux esprits forts et l'état aux républicains. Les exploits de Marlborough commençaient à l'embarrasser au lieu de l'enorgueillir, et à lui faire désirer davantage une paix qu'ils lui rendaient plus facile. Elle n'osait encore, dans sa pensée, secouer le joug d'un défenseur si illustre et si populaire: mais elle trouvait chaque jour plus gênante la présence de celle qui négligeait également de lui plaire et de la conduire. Devant lady Marlborough, elle était contrainte et n'était plus dominée. Capri-

cieuse dans ses affections, vive et dissimulée dans ses antipathies, c'est pour les satisfaire, c'est pour se débarrasser de serviteurs importuns, beaucoup plus que pour changer de politique, qu'elle entra enfin dans une conspiration contre ses ministres. On a parlé d'une paire de gants que la duchesse de Marlborough lui avait refusée, d'une porte fermée avec fracas en signe de colère, du fameux verre d'eau qu'elle répandit sur la robe de mistress Masham. Ce qui est sûr, c'est que la docilité insinuante de cette seconde favorite devint à la fois la consolation et la ressource de la reine. C'est la discrète Abigaïl qui, secrètement raccommodée avec Harley, transmettait ses condoléances, ses conseils, ses promesses. Quoique le parlement fût unanime, c'est-à-dire qu'aucune opposition n'osât le diviser, Harley ne désespérait pas. Il voyait naître peu à peu dans la nation un retour vers les idées pacifiques; il suivait, il encourageait au besoin les efforts constans de la haute église pour propager dans les cœurs ses ressentimens et ses alarmes, et il savait que ces prédications trouvaient accès dans la multitude, et ranimaient le feu caché du fanatisme orthodoxe. Le prince de Danemark avait cessé de vivre. Quoiqu'il partageât les sentimens de la reine, il les tempérait, et surtout il lui recommandait le bon accord avec Marlborough, qu'il traitait comme un ami. Livrée à elle-même, aigrie encore par sa tristesse, Anne devint plus violente dans ses ressentimens et plus hardie dans ses espérances. Cependant elle ne trahissait que par une froideur morne le secret de ses émotions et de ses manœuvres. Elle se prêtait de mauvaise grâce aux exigences de ses ministres, résistait quelquefois, n'éclatait jamais. Il devenait impossible de la regagner ou de la subjuguer assez pour supprimer ce travail souterrain de dissolution qu'elle poursuivait silencieusement dans sa chambre à coucher et dans son cabinet de toilette. Les ministres étaient forcés de souffrir ce qu'ils ne pouvaient empêcher, et ce qu'ils se persuadaient qu'ils ne devaient pas craindre. Confians dans leur union, dans leurs succès, dans leur influence parlementaire, ils pensaient que l'état serait plus fort que la cour, ou plutôt, comme l'état, la cour même était avec eux. La cour, c'étaient eux. Que pouvait faire une camarilla obscure, un complot de femmes de chambre, contre la politique des pairs du royaume, contre le concert des chefs de l'aristocratie du pays, défendue dans le sénat par de grands orateurs, dans les camps par un grand capitaine?

Cette confiance portait ses fruits ordinaires. Les ministres se laissaient aller chacun à leurs défauts. Godolphin avait plus de jugement que d'esprit. Il était inactif, il négligeait les hommes pour les affaires. Ses collègues, supérieurs en talent, commençaient à se plaindre. Marlborough, plus propre que personne, par le charme et l'adresse de ses manières, à maintenir l'union et à diriger les esprits,

était chaque année longtemps absent, et durant ses campagnes c'était sa femme seule qui le représentait, avec plus de dévouement que d'habileté. On trouvait d'ailleurs qu'il ne pensait qu'à lui et faisait du parti whig le marchepied de sa puissance. Lady Marlborough, en revanche, se disait mécontente de la froideur de Somers, de l'ambition de Halifax, de l'ingratitude de Sunderland. Par son caractère, elle était incapable de diriger son parti; par sa position, elle l'était devenue de le servir. Ses rapports avec la reine avaient changé de nature depuis la promotion de lord Sunderland au poste de secrétaire d'état. La duchesse avait abusé de son pouvoir pour arracher cette nomination que son mari absent ne désirait pas. Anne, avant d'être reine, avait, dans sa facile générosité pour ses favorites, donné de ses deniers une dot de dix mille livres sterling à lady Anne Churchill pour épouser Sunderland, ce qui n'avait pas empêché celui-ci de s'opposer vivement, dans la chambre haute, à l'établissement par la loi de la dotation de la princesse de Danemark. La reine d'Angleterre n'oubliait pas les injures de la princesse de Danemark, et elle n'avait pu pardonner à lady Marlborough de les oublier pour elle. Pendant quelque temps, une vieille familiarité donna aux relations de ces deux femmes un caractère d'odieuse fausseté. Aux jours de leur intimité et de leurs communes disgrâces, elles s'étaient, pour s'affranchir de la gêne de l'étiquette, donné par convention mutuelle des noms bourgeois dont elles continuaient d'user dans leurs entretiens et leurs correspondances; les curieux mémoires de lady Marlborough sont remplis de lettres aigres-douces où mistress Freeman rappelle ses vingt-cinq ans de dévouement et de services à mistress Morley, qui supplie *sa chère Freeman* d'épargner ses plaintes *à sa pauvre, à son infortunée Morley*. Cette lecture est fort piquante: mais survient une lettre où la Freeman dit à la Morley : *Votre Majesté*, et l'on sent alors que l'orage est près d'éclater.

Dès le mois de mars 1708, la duchesse écrivit à la reine qu'elle jugeait convenable de se retirer à la campagne, et, lui rappelant une certaine promesse de donner à ses deux filles ses divers emplois, elle lui offrit d'en faire l'abandon. La reine ne répondit point, et les deux amies ne se virent plus qu'aux jours de cérémonie. Une fois seulement (avril 1710), la duchesse demanda une audience qui devint une scène de rupture et précipita les événemens.

Le ministère avait fait une faute. Au commencement de la session de 1709, au moment où le duc de Marlborough, félicité de nouveau par les deux chambres, semblait encore tout-puissant, une motion fut dirigée dans celle des communes contre le docteur Henri Sacheverell. C'était un déclamateur chagrin, turbulent et de mauvais goût, au dire de Saint-John lui-même, et qui, dans un sermon pro-

noncé récemment à Saint-Paul, commentant les paroles de l'apôtre sur les périls parmi les faux frères, avait attaqué les dissidens et leurs patrons, lancé de vives allusions contre leur influence, et, en opposant la reine à son gouvernement, prêché l'absolutisme de la prérogative et anathématisé toutes les doctrines de liberté. C'était évidemment prêcher contre la révolution et la constitution; mais, quoique l'orateur eût été complimenté par le lord-maire, l'incident en lui-même avait peu de gravité : le discours était médiocre, et ce n'était pas la première fois que des sectateurs de la haute église avaient apitoyé les fidèles sur la triste condition de la royauté, en condamnant comme autant de sacriléges les limitations légales de son pouvoir. Cependant l'impunité de ces attaques commençait à lasser la patience des ministres, et surtout de Godolphin. Ils craignaient sans doute qu'elles ne parvinssent à tourner l'opinion, et ils conçurent l'idée malheureuse de la retenir et de la fixer par un procès. Contre l'avis de Somers et de Marlborough, ils donnèrent les mains au projet d'accusation présenté dans la chambre des communes, et, après un vif débat, Sacheverell fut traduit devant la cour des pairs. Des ministres, Boyle et Smith, Walpole, alors trésorier de la marine, le général Stanhope, un des hommes considérables du parti, figurèrent dans le comité d'*impeachment*. Cette affaire, qui ne méritait pas une si imposante intervention, porta le trouble dans le public. La chaire et la presse s'en emparèrent. Londres n'eut plus d'autre entretien. Toute la passion était pour l'accusé. La faction des *high flyers* se déploya dans toute sa violence, et le ministère fut peu appuyé.

Ce procès impolitique fut cependant l'occasion d'une belle et mémorable discussion, soutenue avec une liberté, une habileté, une éloquence qui le rendent encore un instructif et intéressant sujet d'étude. Le débat roulait sur ces questions : — Quels sont les principes du gouvernement civil? Quel contrat unit la royauté et le peuple? L'obéissance est-elle sans limite? Existe-t-il un droit de résistance? — On le voit, ce n'est pas moins que la révolution de 1688 qui était en débat; c'est la vraie théorie de la révolution, de la constitution anglaise, que les accusateurs revendiquaient contre un prédicateur d'absolutisme, contre ces doctrines serviles auxquelles croyaient Charles Ier et Louis XIV, les Stuarts et les Bourbons, Laud et Bossuet, une bonne part des clergés anglican et gallican. Sous ce procès où l'on semblait ne discuter qu'une question de l'histoire d'Angleterre, le vrai sens d'un événement, le vrai sens de la loi établie, s'agitait la plus grande question philosophique que la politique ait posée aux nations modernes : il s'agissait des droits du genre humain. Burke a eu raison de rechercher dans une analyse du procès de Sacheverell

l'esprit de la constitution de son pays, et peut-être aurait-il pu en concevoir après cet examen une idée plus haute et plus vaste encore qu'il ne l'a fait. Les hommes de cette époque n'étaient pas au-dessous de leur cause; ils voyaient plus profondément qu'on ne l'a dit ce que renfermaient leurs principes. Seulement ils avaient le bonheur de les trouver écrits de la main du temps dans leur histoire et dans leur loi. Aussi la discussion fut-elle digne de son objet. On cite encore les discours des jurisconsultes Lechmere et Parker. Quand on les relit aujourd'hui, quand on étudie ce débat où une révolution était expliquée et défendue, au nom d'un gouvernement, par des hommes de gouvernement tels que Stanhope et Walpole, on ne peut s'étonner que le pays qui donnait, il y a cent quarante ans, de pareils spectacles au monde, témoin alors si peu attentif de pareils spectacles, soit aujourd'hui ce qu'il est en Europe, la leçon vivante des nations : *En populus sapiens et intelligens!*

Mais le procès avait un mauvais côté. On demandait un jour à Guillaume III l'autorisation de poursuivre un ecclésiastique si ardent qu'il se réjouirait du martyre. « S'il est ainsi, dit le roi, je l'attraperai bien. » La persécution pouvait seule faire un personnage du docteur Sacheverell. Sa cause fut habilement soutenue par ses conseils, à la tête desquels se présenta Simon Harcourt. L'accusé lui-même se défendit avec art et avec succès dans un discours qu'on attribua à la coopération de Harcourt et d'Atterbury. On le trouva mesuré et touchant, ce qu'on n'attendait pas du pétulant prédicateur. Beaucoup de gens sensés disaient qu'on aurait mieux fait de le dédaigner. Si d'ailleurs il avait enseigné de faux principes, il avait, par voie d'allusion, fait la satire du ministère. Godolphin, sous le nom de *Volpone*, le renard de la comédie de Ben Jonson, jouait un rôle dans son sermon, et le reproche d'avoir calomnié l'administration figurait parmi les quatre chefs d'accusation. La poursuite ressemblait donc à une vengeance de la vanité ministérielle. La liberté de la presse en était presque menacée. Un accusé qui appartient au clergé a d'ailleurs beau jeu à invoquer sa conscience. Ce n'est jamais lui, c'est l'église qui a parlé par sa bouche, qui est persécutée dans sa personne. L'opinion publique prit donc Sacheverell sous sa protection. La multitude se souleva bruyamment pour lui. Londres paraissait en feu. La cour des pairs était ennuyée d'avoir sur les bras une telle affaire. Les ministres regrettaient de l'avoir entamée. « Ce fatal procès prend tout mon temps et me rend malade, écrivait Godolphin; une vie de galérien serait un paradis pour moi. »

Cependant les commissaires de l'*impeachment* réussirent à faire admettre leurs quatre articles d'accusation. La cour des pairs déclara Sacheverell coupable; mais elle ne prononça ni amende, ni

prison, et se contenta de lui interdire la chaire pour trois ans et d'ordonner que ses sermons fussent brûlés en présence du lord-maire et des shériffs de Londres. Cette sentence modérée fut accueillie comme un acquittement. C'est le procès qui parut condamné. Sacheverell eut tout ensemble l'attitude d'un vainqueur et celle d'un confesseur de la foi. Il fut promené en pompe dans les rues de Londres, alla solennellement rendre des actions de grâces dans toutes les églises, reçut les hommages de la Cité, un cadeau de 3,000 guinées d'un prosélyte anonyme, et après avoir vu sa gloire célébrée par les feux de joie, par les cris de la populace, il partit, *martyr sans martyre, héros sans héroïsme,* pour une tournée triomphale dans les comtés, où il fut accueilli par des cavalcades, des harangues, des salves d'artillerie et de cloches, des banquets et des illuminations. « Les ministres avaient un curé à rôtir, a dit Bolingbroke, et ils l'ont rôti à un feu si violent, qu'ils s'y sont brûlés eux-mêmes. »

« La partie est gagnée, » s'était écrié Harley en apprenant à la campagne, où il était à table avec des amis, l'affaire de Sacheverell; et faisant sur-le-champ atteler ses chevaux, il était retourné à Londres. Là il n'avait rien négligé pour attiser le feu de la passion publique en faveur d'un homme qu'il ne voulut pourtant défendre à la chambre qu'en se moquant de ses sermons. Il savait que la reine, après les avoir blâmés devant Burnet, les prenait fort à gré. Elle ne déguisait plus son intérêt pour ce nouvel apôtre de sa prérogative. Cachée dans une tribune particulière, elle avait assisté au procès; elle s'était refusée à toute répression sévère contre les émeutes qui avaient menacé les maisons de quelques-uns des accusateurs et des juges. Enfin elle était tellement outrée contre ses ministres, qu'elle voulut voir Harley. Par les soins de mistress Masham, de secrets entretiens leur furent ménagés. Harley était méfiant; il se tint sur ses gardes. Anne se plaignit de sa réserve; elle n'osait le lui dire, elle le lui écrivit. Un soir, il reçut une lettre toute salie des mains d'un commissionnaire qui lui dit la tenir d'un jardinier de Kensington. Cette lettre faisait connaître les embarras de la reine, l'exhortait à s'expliquer librement, lui demandait prompte assistance. Mistress Masham ouvrit de nouveau son escalier dérobé. Harley, avec sa prudence ordinaire, ne parla pas à la reine d'un changement total; il dit seulement qu'il serait bon de revenir à un système moins exclusif, à une politique de modération, que la reine ne pouvait être esclave d'un parti, qu'il fallait qu'elle fût maîtresse d'accorder ses bonnes grâces à qui les méritait, à des partisans de la haute comme de la basse église, et qu'elle devait peu à peu réduire le pouvoir exorbitant de Godolphin et de Marlborough, en reprenant la libre disposition des emplois. On convint qu'elle saisirait la première occa-

sion de faire une nomination sans consulter ses ministres. La lieutenance de la Tour de Londres était vacante. On décida qu'elle serait donnée à lord Rivers, qui seulement, afin de ne rien brusquer, irait solliciter l'agrément de Marlborough pour la demander à la reine. Le duc ne refusa pas, disant avec sa manière courtoise que la place était trop peu de chose pour lord Rivers; mais, convaincu que la reine ne ferait rien sans le consulter, quand il la vit il lui proposa pour l'emploi vacant le duc de Northumberland, dont le régiment eût été donné au comte de Hertford, que la reine ne pouvait souffrir. Elle lui répondit qu'il venait trop tard, et qu'elle avait nommé lord Rivers. Marlborough surpris ne cacha pas son dépit; mais la chose était faite.

Vers le même temps, on commençait à redire que la France faisait des propositions de paix, et quoique les conférences de La Haye n'eussent rien produit, le bruit se répandait en Europe qu'un changement dans l'opinion et dans le gouvernement de l'Angleterre allait bientôt faciliter un accommodement. Enhardie par ces circonstances ou docile aux obsessions de sa chère confidente, la reine, qui cherchait désormais les occasions de rupture, demanda à lord Marlborough un régiment vacant par la mort du comte d'Essex pour un frère d'Abigaïl Masham. C'était un mauvais officier et un ennemi politique. Marlborough, blessé, quitta Londres et se retira à Windsor. L'affaire fit du bruit; la chambre des communes s'en émut; on prétendit qu'elle voterait une adresse contre les conseils et l'influence des favorites. Anne, qui avait résisté aux représentations de Godolphin, prit peur et retira sa recommandation. Elle se contenta de donner à James Hill une pension de 1,000 livres sterling, et à lui, ainsi qu'à son beau-frère Masham, le grade d'officiers généraux. Non découragée cependant par cette tentative avortée, elle écrivit à Godolphin, qui était à Newmarket, qu'elle voulait faire duc le marquis de Kent et nommer à sa place lord chambellan le duc de Shrewsbury. C'était un homme considérable, très éclairé, très aimé, mais d'un caractère inquiet et timide, et qui ne savait ni dominer ni se soumettre. Il avait épousé une Italienne, longtemps sa maîtresse, et lady Marlborough avait traité la nouvelle duchesse avec sa hauteur accoutumée, tandis que la reine, malgré sa pruderie, lui avait témoigné beaucoup de bienveillance et offert un rang à la cour. Offensé par l'une, encouragé par l'autre, Shrewsbury avait voté pour l'acquittement de Sacheverell. C'était à lui que Harley avait prié la reine de soumettre ses propositions. Consulté sur les dangers possibles d'un changement de cabinet, il avait fait les réponses les plus rassurantes, et comme il passait pour craintif, sa résolution avait affermi les courages. Le choix d'un tel nom était pour Godolphin un

coup imprévu. Il le sentit et ne put l'éviter. Malgré une lettre forte et sensée, qu'il écrivit de Newmarket, la clé et la baguette de lord chambellan furent données à Shrewsbury. Cette hardiesse en annonçait une plus grande. Tout à coup en effet, Marlborough, qui était retourné à son quartier général en Flandre, apprit que Sunderland allait être remplacé comme secrétaire d'état. Écarter son gendre du conseil, sans motif apparent, c'était s'attaquer à lui. Il s'empressa d'écrire à la reine une lettre où il la suppliait au moins d'attendre son retour. Sa femme, qui ne voyait plus Anne seule, lui demanda une audience, et la trouva inébranlable. Lord Dartmouth fut nommé secrétaire d'état. Aux cris de joie des tories répondit la baisse des fonds publics. Des deux côtés du détroit, on s'alarma, comme si Marlborough avait déjà quitté ou perdu son commandement. Les huit ministres lui adressèrent une lettre commune pour le conjurer, au nom de sa gloire et de son pays, de ne point abandonner son armée : il fallait tout faire, lui disaient-ils, pour éviter la dissolution du parlement. Des députés de la banque d'Angleterre vinrent, introduits par le duc de Newcastle, exposer à la reine les inquiétudes de la Cité : Anne assura qu'elle ne projetait pas d'autres changemens; mais elle reçut avec un vif déplaisir les représentations de l'empereur et des états-généraux qui avaient pris l'alarme, tandis que le gouvernement français annonçait avec empressement dans la gazette officielle le renvoi de lord Sunderland. Marlborough résolut de patienter jusqu'à ce qu'il pût juger de l'état des affaires. Les stériles conférences de Gertruydenberg venaient de se rompre (25 juillet 1710). Il prenait des villes, tandis que lord Townshend à La Haye soutenait diplomatiquement la politique de la guerre. Rien au dehors n'était donc encore compromis; mais au dedans la position du cabinet ne pouvait se prolonger.

La reine avait sans doute compté sur des démissions spontanées que l'opinion publique, moins imbue qu'aujourd'hui du principe de l'unité du ministère, ne commandait pas. Cependant lord Godolphin se rendit auprès d'elle et la pressa d'expliquer enfin ses intentions. Elle répondit en le priant de lui continuer ses services, et le jour même (8 août 1710), un groom des écuries en habit de livrée apporta au premier ministre une lettre où elle lui demandait de briser sa baguette de lord trésorier, ce qui serait pour tous deux moins désagréable qu'une entrevue. Il rompit aussitôt la précieuse baguette blanche, *white staff*, et en jeta les morceaux dans la cheminée en présence de Smith, qui fut chargé de porter sa réponse au palais. Smith profita de l'entrevue pour offrir sa démission de chancelier de l'échiquier. Harley le remplaça dès le lendemain, et la trésorerie ayant été mise en commission, il en fut un des commissaires. A la

manière successive dont s'opéra le renouvellement du cabinet, on supposa que Harley en aurait voulu garder quelques membres. On dit qu'il fit des efforts pour retenir Cowper et des offres à Walpole lui-même, en le menaçant s'il les refusait; mais Walpole avait de bonne heure conseillé à ses amis une retraite en masse, pensant qu'une rupture moins tardive et plus éclatante aurait peut-être intimidé la reine et son conseiller. Celui-ci trouvait déjà que les choses allaient trop loin : il répugnait aux changemens complets et aux systèmes exclusifs; mais toute transaction était impossible, ni les whigs ni les tories n'en voulaient, et la reine tenait à se délivrer d'une *junte oppressive*. Au mois de septembre, elle réunit le conseil, et fit lire une proclamation portant dissolution du parlement et préparée par Simon Harcourt, qu'elle venait de nommer tout exprès attorney général. Le chancelier Cowper voulut prendre la parole: elle lui imposa silence. Les jours suivans, elle annonça la formation d'un nouveau cabinet. Rochester en était le chef avec le titre de président du conseil, Harcourt avait le grand sceau, et Saint-John était secrétaire d'état. Le duc d'Ormond remplaçait le comte de Wharton dans le gouvernement de l'Irlande. Le renouvellement fut complet. Toutes les places passèrent aux tories. De tous ses anciens serviteurs, Anne ne garda que le duc et la duchesse de Somerset, pour laquelle elle avait un goût particulier. Lady Marlborough ne fut pas d'abord congédiée; mais elle avait cessé d'être reçue par sa maîtresse. Une révolution ministérielle déterminée tout entière par un acte de bon plaisir est une chose rare dans les annales politiques de la Grande-Bretagne. On rencontrerait peu d'exemples analogues dans toute la durée du XVIIIe siècle. Il faut descendre jusqu'au règne du triste George III, jusqu'au ministère de lord Bute en 1762 ou au renvoi de M. Fox en 1784, pour retrouver un de ces capricieux coups de tête de la prérogative royale.

CHARLES DE RÉMUSAT.

(*La seconde partie au prochain n°.*)

LA PRESSE

AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE.

LA PRESSE AUX ÉTATS-UNIS.

I.

LES ORIGINES DE LA PRESSE AMÉRICAINE.

Les États-Unis de l'Amérique du Nord sont le seul pays au monde où la presse périodique n'ait point eu à soutenir de luttes longues et pénibles, où elle n'ait point acquis l'influence et la popularité au prix de la persécution, où elle ait pris place de bonne heure et presque sans résistance dans les mœurs nationales. Aussi est-ce la plus jeune des nations qui nous offre les journaux les plus anciennement établis, des feuilles politiques déjà plus que centenaires. On peut dire que les Américains ont eu des journaux dès qu'ils ont pu les imprimer. La presse, dont les débuts ont été si laborieux en Europe, n'a guère rencontré au-delà de l'Atlantique d'autres obstacles à son développement que les difficultés matérielles, difficultés inévitables dans un pays nouveau, où tout était à créer, et où la politique jalouse de l'Angleterre, étouffant à dessein le moindre germe d'industrie, tournait opiniâtrément tous les esprits vers les occupations agricoles. Ce n'est pas sans surprise que l'historien voit apparaître les journaux dans les colonies anglaises dès les premières années du XVIIIe siècle. C'est une preuve irrécusable, et de l'activité intellectuelle de cette société naissante, et de la rapidité avec laquelle les idées et les usages se transmettaient déjà de la métropole au continent américain.

On doit se rappeler en effet (1) qu'en 1704 le journal était encore une nou-

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 décembre 1852, dans la livraison du 1er janvier 1853, l'histoire de *la Presse en Angleterre*.

veauté en Angleterre. La presse, poursuivie avec acharnement par les Stuarts, n'avait commencé à respirer qu'en 1688. Aucun journal n'avait d'existence assise, de clientelle étendue, de réputation faite. La première feuille quotidienne ne devait paraître à Londres que vingt ans plus tard, en 1723. S'il en était ainsi dans la riche et populeuse Angleterre, où de si grands intérêts commerciaux avaient besoin de la publicité, et avec une capitale comme Londres, qui était déjà la ville la plus peuplée du monde, quelles chances d'existence pouvait avoir un journal dans les colonies d'Amérique? La population totale des *plantations*, comme on les appelait alors, atteignait déjà à 200,000 âmes; mais cette population, disséminée sur trois cents lieues de côtes, se répartissait entre dix ou onze colonies, dont quelques-unes encore à l'état d'enfance, et qui formaient toutes autant de sociétés distinctes, gouvernées par des administrations séparées, régies par des lois différentes et sans relations entre elles. Les colonies de la Nouvelle-Angleterre, qui composaient le groupe le plus considérable, n'avaient ensemble que 80,000 habitans, et Boston, qui, par le nombre de ses habitans, par l'activité de son commerce, par les ressources qu'elle offrait, tenait, sans conteste, le premier rang parmi les cités américaines, Boston ne comptait pas plus de 8,000 âmes. La population d'ailleurs n'était pas seulement clair-semée, elle était pauvre et privée des industries les plus indispensables. Le journal ne peut exister sans l'imprimerie, et rien n'était plus facile que de compter les presses qui fonctionnaient alors sur le continent américain. En 1671, soixante-quatre ans après le premier établissement des Anglais dans la Virginie, le gouverneur, sir William Berkeley, disait dans un rapport : « Grâces en soient rendues à Dieu, nous n'avons ici ni écoles gratuites, ni imprimerie, et j'espère que nous n'en aurons point d'ici cent ans; car l'instruction a mis au monde l'indocilité, les hérésies et les sectes, et l'imprimerie a propagé, avec tous ces maux, les attaques contre les gouvernemens. » Le vœu de Berkeley faillit être exaucé; soixante ans s'écoulèrent encore avant que la Virginie, la plus peuplée et la plus riche des colonies, eût une seule imprimerie. La plupart des autres colonies n'en eurent guère que vers le milieu du XVIIIe siècle. Non-seulement les fondateurs des premières imprimeries avaient presque tous commencé ou complété leur apprentissage à Londres, mais ils étaient obligés de faire venir d'Angleterre leur matériel et leurs caractères. Franklin est le seul Américain qui ait pu fondre des caractères d'imprimerie avant la guerre de l'indépendance; il y parvint par l'aiguillon de la nécessité et à l'aide de procédés de son invention.

Cependant l'imprimerie n'est pas la seule condition indispensable à l'existence d'un journal : un service de postes n'est pas moins nécessaire. A moins d'avoir une très grande ville pour berceau, le journal végète et étouffe au lieu où il a pris naissance, s'il n'a pas les moyens de se répandre au dehors et d'aller chercher au loin le curieux et l'oisif. Au commencement du XVIIIe siècle, il n'y avait en Amérique que trois localités qui méritassent le nom de villes, Boston, New-York, Philadelphie, et il n'existait aucune communication entre elles. Ces trois villes n'avaient de nouvelles les unes des autres que par les navires de Boston qui allaient aux Bermudes ou à la Jamaïque chercher le sucre, la mélasse et le rhum, et qui, soit à l'aller, soit

au retour, faisaient escale à Philadelphie ou à New-York. Pendant l'hiver, aucune communication n'avait lieu par mer, et n'était possible par terre. Cet ensemble de circonstances défavorables n'empêcha pas pourtant les journaux de naître sur le continent américain; mais on ne s'étonnera point que l'histoire des premiers efforts de la presse ne se puisse séparer ici de l'histoire de l'imprimerie et de l'histoire de la poste.

I.

En 1638, un ministre dissident d'Angleterre, le révérend John Glover, envoya en présent à l'université que les colons venaient de fonder à Cambridge un assortiment de caractères d'imprimerie. Des marchands d'Amsterdam, par pure charité et en vue de venir en aide à la foi protestante, donnèrent à l'université une somme de 40 livres sterling pour acheter une presse; des souscriptions firent le reste. Parmi les premiers colons se trouvait un ouvrier imprimeur, Stephen Daye, qui manœuvra cette presse, mais qui ne tarda point à succomber à la rigueur du climat. Thomas Green, à qui l'on doit la publication de quelques écrits de théologie et de quelques livres classiques pour l'université, est vraiment le premier qui ait introduit l'imprimerie en Amérique. Il eut pour successeurs non-seulement son fils aîné, Barthélemy Green, qui fut longtemps le seul imprimeur de Boston, et qui devait y imprimer le premier journal américain, mais toute une lignée de petits-enfans qui propagèrent son art dans toute la Nouvelle-Angleterre. On trouve quelqu'un des descendans de Thomas Green au berceau de quatorze ou quinze des plus anciens journaux des États-Unis.

C'est aux Campbell que revient l'honneur d'avoir organisé le premier service de postes; mais cette création se fit longtemps attendre. Le 5 novembre 1639, l'assemblée des colons du Massachusetts désigna, dans la ville naissante de Boston, la maison de Richard Fairbanks comme le lieu où seraient reçues en dépôt les lettres arrivées d'Europe ou à destination d'outre-mer. Fairbanks était rendu responsable des lettres remises à sa garde, et il lui était alloué 1 penny par lettre, comme dédommagement de ses peines. Chacun demeurait libre de recourir ou non à l'entremise de ce dépositaire. Il paraît que cette rétribution de 1 penny était une lourde charge pour les premiers colons, car elle ne fut pas payée. Près de quarante ans plus tard, en 1677, on voit les principaux marchands de Boston se plaindre du grand nombre de lettres qui sont perdues : personne n'en veut prendre soin sans rétribution; on les entasse pêle-mêle sur une table au milieu de la Bourse, à la merci du premier qui veut s'en emparer. Sur la demande des commerçans, la cour générale du Massachusetts nomma un dépositaire, chargé de recevoir les lettres apportées d'outre-mer par chaque navire et de les faire remettre à leurs destinataires; mais il ne s'agissait encore que des lettres venues d'Europe ou à destination d'Angleterre : de relations postales entre les diverses colonies, il n'en était pas question.

Ce n'est que sous Guillaume III qu'on voit naître quelque chose qui ressemble à un service de postes. En 1691, un certain Thomas Neale obtint du roi, par lettres-patentes, l'autorisation d'établir dans les principaux ports

des *plantations* des bureaux pour recevoir et expédier les lettres et dépêches, suivant un tarif qui serait arrêté par les assemblées coloniales, et à la charge de transporter gratuitement les correspondances relatives au service public. Les bénéfices éventuels de l'entreprise devaient revenir à Thomas Neale; mais l'administration et la nomination des agens furent réservées à un directeur-général (*postmaster-general*) désigné lui-même par le directeur-général des postes d'Angleterre. La spéculation de Neale fut très malheureuse, malgré le monopole dont les assemblées coloniales investirent son entreprise et malgré les subventions qu'elles lui votèrent en plusieurs occasions. Dans le Massachusetts, les recettes arrivaient à peine à couvrir le tiers des dépenses; le service y fut organisé en 1693 par l'Écossais Duncan Campbell, et dix ans plus tard, en 1703, on voit le directeur des postes, John Campbell, successeur de Duncan, réclamer de l'assemblée coloniale des mesures pour assurer l'observation du monopole des postes et une allocation annuelle pour couvrir l'insuffisance régulière des recettes. C'est ce John Campbell qui, ne recevant pas le salaire attribué à ses fonctions et obligé de faire marcher la poste à ses frais, eut l'idée de publier un journal pour se créer une source de revenus et se faire un titre de plus à la bienveillance des autorités du Massachusetts.

Le célèbre ministre John Cotton avait importé d'Angleterre en Amérique l'habitude d'adresser le jeudi à ses paroissiens une allocution où il expliquait quelque point d'histoire ou de morale pris dans la Bible : c'est ce qu'on appelait la *leçon* (*lecture*), et l'usage s'en est conservé à Boston. L'affluence qu'attirait chaque jeudi le désir d'entendre le plus éloquent et le plus renommé des prédicateurs puritains détermina l'assemblée ou *cour générale* du Massachusetts à établir ce jour-là à Boston un franc-marché. Les colons prirent donc l'habitude de se rendre à Boston le jeudi. Aussitôt après la leçon, on se répandait sur le marché pour causer des affaires de la colonie, pour échanger les nouvelles locales, pour s'informer des nouvelles d'outre-mer. Par suite, on avait fixé à ce jour-là le départ de la poste pour les autres colonies. Ce concours de monde, cette curiosité universelle, donnèrent à John Campbell l'idée de son entreprise. Directeur des postes, il était le premier au courant des nouvelles d'Europe : les courriers lui apprenaient les on-dit de toute la colonie; les jours de marché, sa maison ne désemplissait pas de visiteurs qui venaient apporter ou retirer leurs lettres. Il s'avisa qu'il y aurait peut-être quelque profit pour lui à imprimer et à mettre en vente une feuille volante contenant les actes et ordonnances des autorités, les bruits de la colonie et le résumé des nouvelles d'outre-mer. C'est ainsi que naquit le premier journal américain, le *Boston News-Letter* (*Lettres de nouvelles de Boston*), dont le titre rappelle les feuilles manuscrites qui ont précédé les journaux et en ont donné l'idée. Quant à l'imprimeur, nous avons vu que John Campbell n'avait pas le choix : il n'y avait pas encore à Boston d'autre imprimerie que celle de Barthélemy Green, fils aîné de Thomas Green, imprimeur de l'université de Cambridge. Le *Boston News-Letter* fut donc imprimé par Barthélemy Green, et la vente en fut confiée au papetier Nicolas Boone, dont la boutique était située en face de la maison de prière où se faisait la leçon du jeudi. Le premier numéro parut le jeudi 24 avril 1704.

Il est probable que Campbell avait reçu les encouragemens des autorités

locales, car il semble avoir cru qu'en publiant le *Boston News-Letter* tous les jeudis, il remplissait une sorte de service public. Non-seulement il parle de sa mission (*trust*), mais dans les nombreuses pétitions qu'il adresse à la cour générale pour obtenir une subvention en faveur de la poste, la publication de son journal est presque le premier titre qu'il mette en avant : « Depuis deux ans, dit-il dans une pétition de 1706, le pétitionnaire s'est imposé pour le bien public la charge et la dépense d'imprimer chaque semaine une lettre de nouvelles, contenant les événemens du dehors et de l'intérieur, et l'a publiée à un prix plus modéré qu'on ne le fait dans une partie de l'Angleterre, quoique les frais soient ici quatre fois plus considérables. Cependant le pétitionnaire n'a point reçu encore un encouragement suffisant pour défrayer les charges indispensables de son œuvre. » Les plaintes réitérées de Campbell montrent que son entreprise n'était pas des plus lucratives; elle fut en outre traversée par des malheurs. Le grand incendie du 9 octobre 1711, qui consuma une grande partie de Boston, détruisit les bureaux de la poste, la maison que Campbell venait de rebâtir, son mobilier, la presse et le matériel d'imprimerie qu'il avait achetés.

Campbell, sans se décourager, eut de nouveau recours aux presses de Barthélemy Green, et le *Boston News-Letter* n'éprouva aucune interruption; la collection en existe encore, et elle a été consultée avec fruit par les annalistes de Boston quand ils ont voulu écrire l'histoire de leur ville. Les feuilles sont numérotées et se succèdent régulièrement de semaine en semaine, mais le format varie perpétuellement de l'in-folio à l'in-quarto, et même à l'in-octavo. Campbell en donne ingénument la raison dans son numéro 577, en date du 2 mai 1715 : « Si l'entrepreneur, dit-il, recevait un encouragement convenable, soit sous la forme d'un traitement, soit par un nombre suffisant de souscripteurs qui s'engageraient pour l'année entière, il donnerait une feuille par semaine pour répandre les nouvelles; mais, faute de l'un ou de l'autre de ces encouragemens, il est réduit à faire de son mieux. » Quand la publication du journal coïncidait avec l'arrivée d'un navire d'Europe, on donnait une pleine feuille aux abonnés; on se réduisait par économie à l'in-octavo quand les nouvelles chômaient. Peu à peu les annonces vinrent se joindre aux nouvelles; elles finirent par rendre lucrative une entreprise d'abord onéreuse, et lorsqu'en 1718 Campbell fut remplacé dans ses fonctions de directeur des postes, il n'en continua pas moins à publier son journal.

Le *Boston News-Letter* demeura près de seize ans le seul journal américain. Ce n'est qu'en 1719 qu'André Bradford, qui cumulait à Philadelphie le métier d'imprimeur-libraire et les fonctions de directeur des postes, suivit l'exemple que lui avait donné Campbell, et publia, le 19 décembre, l'*American Weekly Mercury*, le premier journal qu'ait eu la Pensylvanie. D'autres journaux ne devaient pas tarder à naître. Le successeur de Campbell dans la direction des postes, William Brooker, fit paraître, le 18 décembre 1720, la *Gazette de Boston*. M. Thomas, dans son *Histoire de l'Imprimerie américaine*, fait remonter au 21 décembre 1719 l'apparition de la *Gazette*, qui aurait été, suivant lui, le second journal non-seulement de Boston, mais de l'Amérique. Cette publication fut un coup sensible pour le vieux Campbell, qui, dans sa feuille, s'exprima en ces termes sur le compte de son concurrent : « Je plains

les lecteurs du nouveau journal; ses feuilles sentent la bière forte bien plus que l'huile studieuse; ce n'est pas là une lecture pour les honnêtes gens. » Malgré la concurrence de la *Gazette*, le *Boston News-Letter*, ou, comme on l'appelait habituellement en constatant son droit d'aînesse, le *vieux journal*, demeura une bonne affaire : Campbell ne s'en défit qu'en 1722. Il céda tous ses droits à son imprimeur, Barthélemy Green. Il vécut encore six ans, et la date précise de sa mort nous est donnée par le journal qu'il avait fondé. On lit dans le *Boston News-Letter* du 7 mars 1728 : « Lundi dernier, à courant, est mort ici, à l'âge de 75 ans, John Campbell, écuyer, jadis directeur des postes en cette ville, éditeur du *Boston News-Letter* pendant longues années, et l'un des juges de paix de sa majesté pour le comté de Suffolk. »

La *Gazette* avait déjà changé de mains. En quittant la direction des postes, William Brooker céda son journal à son successeur. Pour constater ses relations avec la poste, la *Gazette* paraissait avec une vignette représentant d'une part un navire, et de l'autre un postillon sonnant du cor. Elle demeura le journal de la poste jusqu'en 1732. Un nouveau directeur nommé Husk, n'ayant pu s'arranger avec son prédécesseur, publia à son compte une feuille qu'il intitula *The Post-Boy* (*le Postillon*), et qui prit pour vignette le postillon sonnant du cor, ne laissant que le navire à la *Gazette*. Celle-ci avait été acquise par l'imprimeur Thomas Green, frère cadet de Barthélemy, qui continua de la publier jusqu'en 1752. Appelé dans le Connecticut pour y être l'imprimeur officiel de la colonie, Green céda son journal à un de ses confrères, à Kneeland. Le nouveau propriétaire fit prendre à la *Gazette* un sous-titre d'une longueur interminable : il l'intitula « *Weekly Advertiser* (*l'Annonceur hebdomadaire*), contenant les nouvelles les plus fraîches de l'intérieur et d'outre-mer. » Ce sous-titre d'*Advertiser* finit par prédominer, et nous verrons un journal s'emparer du titre de *Gazette de Boston* et faire oublier complètement la feuille qui la première avait porté ce nom.

La *Gazette de Boston* se bornait, comme le *News-Letter*, auquel elle faisait concurrence, à publier les ordonnances administratives, à enregistrer les faits locaux, les arrivages et le prix des denrées. Elle n'accompagnait les nouvelles d'aucun commentaire, et ne soumettait les actes de l'autorité à aucune discussion. Elle répondait donc impartaitement à l'idée que nous nous faisons d'un journal. Sept mois après son apparition, on vit naître à Boston une feuille qui devait au contraire publier des articles originaux et intervenir activement dans les affaires locales, mais qui allait aussi pour la première fois mettre la presse aux prises avec la justice et attirer sur elle les rigueurs de la loi.

Il y avait alors à Boston un fabricant de chandelles nommé Josiah Franklin, homme intelligent et industrieux, instruit dans les matières théologiques, estimé de toute la ville pour sa probité rigide et sa piété. Fils d'un cultivateur aisé du comté d'Oxford en Angleterre, Josiah Franklin devint presbytérien vers les dernières années du règne de Charles II, et en 1682, lorsque l'on crut au renouvellement des persécutions contre les non-conformistes, il passa en Amérique. Il y épousa en secondes noces la fille d'un des plus anciens émigrans de la Nouvelle-Angleterre, d'un des patriarches de la colonie, de Peter Folger, que Cotton Mather mentionne dans ses *Magnalia Christi* parmi

les serviteurs les plus éprouvés du Christ. Arrivé à l'aisance par son industrie, Josiah Franklin envoya James, l'aîné de ses fils, faire dans la mère-patrie l'apprentissage du métier d'imprimeur. James revint d'Angleterre en 1717 avec une presse, des caractères et un matériel complet, et s'établit à Boston. Il eut pour premier apprenti son frère cadet, alors dans sa treizième année, enfant studieux, d'un esprit vif et pénétrant, que l'on avait destiné au métier de coutelier, et qui obtint, à force d'instances, d'être employé dans l'imprimerie de son frère. Les loisirs involontaires de James Franklin furent plus d'une fois consacrés à publier des ballades ou des complaintes sur les événemens du jour, premiers essais de cet enfant qui débutait par des chansons, et qui devait finir par être le représentant glorieux et l'un des législateurs de son pays. A la fin de 1720, James Franklin fut chargé d'imprimer les premiers numéros de la *Gazette de Boston*, mais ce travail lui fut ôté presque aussitôt pour être donné à Thomas Green. Le ressentiment de ce procédé fut sans doute au nombre des causes qui suggérèrent au jeune imprimeur, homme d'esprit, mais emporté, opiniâtre et vindicatif, l'idée de publier un journal pour son propre compte.

Les encouragemens ne durent pas lui manquer au sein de sa propre famille. Josiah Franklin avait été rejoint en Amérique par son frère Benjamin. Celui-ci s'était toute sa vie occupé de politique plus qu'il ne convenait peut-être à un homme de sa condition et plus qu'il n'avait été avantageux à ses intérêts. Il avait employé une partie de son avoir à faire collection de tous les pamphlets et de toutes les brochures relatives aux affaires d'Angleterre qui avaient paru de 1641 à 1717. Il avait en outre pris des notes étendues sur les événemens de chaque jour, grâce à un système de sténographie dont il était l'inventeur. Enfin il avait, à ses loisirs, composé plusieurs ouvrages de piété destinés à ne jamais voir le jour. L'oncle Benjamin était l'oracle de la famille; c'était lui qui s'était chargé en quelque sorte de l'éducation du plus jeune des fils de Josiah, de son filleul Benjamin. Il avait enseigné à celui-ci son système de sténographie, et il récompensait l'aptitude et l'assiduité de son élève en lui racontant une foule d'anecdotes sur les hommes et les choses du temps. Très pieux, mais un peu porté à la controverse, il développait chez son neveu le goût de la discussion et la subtilité naturelle à un esprit pénétrant. Un tel homme ne devait pas s'effrayer d'un journal. En outre, plusieurs des gens les plus considérés de la ville se réunissaient fréquemment chez les Franklin; les uns étaient attirés par l'esprit de Benjamin, les autres estimaient dans Josiah le gendre de Pierre Folger, l'homme d'un sens droit et juste, toujours de bon conseil. Dans ces assemblées, on causait des événemens et des préoccupations du jour : on devait aisément en écrire. Sept mois après la publication de la *Gazette de Boston*, le 17 juillet 1721, on vit paraître le premier numéro du *Courrier de la Nouvelle-Angleterre* (*New-England Courant*). Dès le premier jour, le nouveau journal différa sensiblement de ses deux devanciers. Ceux-ci ne contenaient que des nouvelles locales, des extraits des lettres d'outre-mer, les prix des marchés et quelques annonces, jamais aucun article de fond. Le *Courrier* au contraire fut presque exclusivement composé d'articles originaux, de courtes dissertations de morale ou de littérature. L'Angleterre avait vu fleurir, de 1709 à 1718, *le Babillard*,

le Spectateur, *le Tuteur*, tous ces recueils de critique et de morale tués bientôt par une législation fiscale, mais dont l'existence éphémère a suffi pour immortaliser les noms de Swift, de Steele et d'Addison. Ce fut un journal du même genre que voulurent faire les Franklin : la mode retardait de dix ans d'un hémisphère à l'autre.

Le jeune Benjamin, qui avait eu assez de crédit pour faire imprimer ses ballades par son frère, contribua peut-être de ses avis à faire donner au *Courrier* ce caractère didactique. Lui-même a raconté quelle impression profonde produisit sur lui la lecture d'un volume dépareillé du *Spectateur* que le hasard lui fit rencontrer à cette époque, et par quel travail acharné il arriva à s'assimiler complétement les idées et jusqu'au style et à la manière d'Addison. C'était là l'occupation de ses nuits; le jour était employé à composer et à tirer le journal, ou bien à le porter en ville aux abonnés. L'apprenti ne tarda point pourtant à devenir un des principaux rédacteurs du *Courrier*. Le soir, en se retirant, il déposait sous la porte de l'imprimerie des articles non signés qui étaient recueillis le lendemain; il assistait inaperçu, mais le cœur plein de joie, aux discussions que ces articles anonymes soulevaient entre les amis de la famille, et il avait presque toujours le plaisir de les voir insérer dans le *Courrier*. Bientôt il lui arriva de se trahir, et il fut admis au conseil. Rien ne permet aujourd'hui de reconnaître la part qui revient à Franklin dans les essais sous forme d'articles ou de lettres et dans les courts paragraphes qui remplissent les premiers numéros du *Courrier*. Cette égalité de ton tourne à l'éloge du journal autant qu'à celui du jeune auteur : ni l'esprit, ni même le talent d'écrire ne manquaient aux collaborateurs de Franklin. Le *Courrier* contient sur les poètes du temps des appréciations où un jugement sévère est assaisonné de gaieté, et qui sont de bons articles de critique à la façon anglaise; mais la morale y tient beaucoup plus de place que la littérature; les vices du temps sont censurés avec verve, quelquefois avec brutalité, et le ton est le plus habituellement celui de la satire. Ni le gouvernement, ni le clergé puritain ne sont ménagés; toutefois on évitait avec quelque soin les personnalités, et il est rare de rencontrer un nom propre dans le *Courrier*; la critique demeure presque toujours générale, mais elle arrive parfois à la rudesse et à la violence, et même ne hait pas toujours les gros mots. Néanmoins, à tout prendre, et surtout à le comparer aux journaux qui suivirent et même aux journaux américains de notre temps, le *Courrier* n'offre rien de très répréhensible.

On n'en jugeait point ainsi alors, et les Franklin se firent immédiatement beaucoup d'ennemis. La suprême influence dans la colonie appartenait encore au clergé presbytérien. Toutes les affaires importantes se décidaient dans les réunions des ministres : nul candidat n'arrivait aux honneurs municipaux ou aux assemblées législatives que de leur gré et avec leur appui. Ils ne se bornaient pas à contrôler la marche du gouvernement, ils censuraient la conduite des particuliers, mettant les citoyens à l'index, qui pour une opinion hétérodoxe, qui pour sa négligence à venir aux offices, qui pour la tiédeur de sa foi. Cette domination de la chaire n'avait pas toujours produit d'heureux effets : il n'y avait pas bien longtemps encore que toute la colonie avait été bouleversée, toutes les familles mises en alarme et le sang

innocent répandu à flots, par suite de l'accusation de sorcellerie portée par des ministres contre quelques infortunés. Aussi, quoique la ferveur religieuse fût loin de s'assoupir, un certain nombre d'esprits commençaient à être impatiens du joug, et ils trouvaient appui chez tous les dissidens. Les ministres défendaient énergiquement leur pouvoir contesté et menaçaient volontiers de recourir à l'emploi de la force, à l'exil et à la persécution, pour rétablir l'unité de foi et ramener le respect de leurs décisions. Une intolérance passionnée était encore le trait distinctif du puritanisme. Les Franklin avaient de tout autres idées. Non-seulement leur père et leur oncle avaient souffert pour leur foi religieuse, mais leur grand-père maternel, Pierre Folger, avait toujours été partisan de la tolérance; il avait même publié en 1675 une pièce de vers où il réclamait la liberté de conscience pour les quakers, les anabaptistes et autres sectaires, alors cruellement persécutés par les puritains du Massachusetts. Par tradition et par principes, les Franklin étaient donc les adversaires du joug que la chaire faisait peser sur la population, et surtout de la contrainte morale, de l'hypocrisie que devait s'imposer quiconque avait une étincelle d'ambition : ils firent la guerre aux faux dévots et à la confusion du sacré et du profane. Aussi ne tardèrent-ils point à être considérés comme des impies, comme des ennemis du Seigneur, et les réunions qui avaient lieu chez James Franklin furent baptisées du nom de *club des libres penseurs*, et même de *club des diables d'enfer*. Le doyen des ministres puritains, le vieil Increase Mather, alors âgé de quatre-vingts ans, avait été au nombre des premiers souscripteurs du *Courrier;* mais dès le troisième numéro il y reconnut l'inspiration de Satan, et il refusa de le recevoir. Ce fut bien pis quand le *Courrier* entra en lutte directe avec le clergé sur une question médicale. Les ministres, les deux Mather à leur tête, recommandaient chaudement la pratique de l'inoculation; les médecins la combattaient comme une innovation dangereuse, et le *Courrier*, sous prétexte d'impartialité, servait d'organe à ces derniers. La controverse s'aigrit et entraîna même des désordres quand la passion populaire se mit de la partie. Increase Mather ne put y tenir, et le 24 janvier il fulmina dans la *Gazette de Boston* une véritable excommunication contre le *Courrier*. Cette pièce extraordinaire, qu'il signa de son nom et qui était un appel direct aux rigueurs du pouvoir civil, se terminait ainsi : « Moi qui ai vu ce qu'était la Nouvelle-Angleterre à ses commencemens, je ne puis qu'être confondu de la dégradation de cette terre. Je me souviens du temps où le gouvernement civil aurait pris des mesures efficaces pour supprimer un *pamphlet maudit* comme celui-là. Si ces mesures ne sont prises, j'ai bien peur que quelque *terrible jugement* ne pèse sur ce pays, que la *colère de Dieu ne se lève*, et qu'il n'y ait point de remède. Je ne puis m'empêcher de prendre en pitié ce pauvre *Franklin;* il est bien *jeune* encore, mais peut être aura-t-il *bientôt* à comparaître devant le trône et au jugement de DIEU, et quelle excuse donnera-t-il alors pour avoir imprimé des choses si indignes et si abominables? Et je dois en conscience inviter les abonnés du *Courrier* à réfléchir aux conséquences d'être *complices des crimes d'autrui*, et à ne plus soutenir ce *journal de perdition.* »

Les Franklin s'empressèrent de réimprimer l'excommunication d'Increase

Mather avec tout son luxe de *capitales* et d'*italiques* comminatoires : ils répondirent sur le ton du badinage, et, quinze jours après, ils informèrent malicieusement Mather et le public qu'il leur était venu quarante nouveaux abonnés depuis le commencement du mois. Ils avaient jusqu'ici les rieurs de leur côté, mais ils ne devaient pas braver impunément un parti qui était en possession du pouvoir. La session de la cour générale arriva, et le *Courrier* du 11 juin 1722 ayant lancé un sarcasme contre les lenteurs des autorités en une circonstance insignifiante, James Franklin fut cité dès le lendemain devant la cour générale, et condamné à la prison comme coupable d'avoir publié des articles contenant « des réflexions audacieuses sur le gouvernement de sa majesté, sur l'administration de cette province, sur le sacerdoce, les églises et l'université, qui tendent à remplir de vanité l'esprit du lecteur au grand déshonneur de Dieu et au détriment des bonnes âmes. »

Cette condamnation de James Franklin est surtout remarquable en ce qu'elle fut l'œuvre du pouvoir populaire. Ce fut la cour générale qui s'arrogea le droit de juger et de condamner l'écrivain, et elle le frappa, non-seulement sans l'intervention du jury, mais sans aucune forme de procès, sans débat contradictoire, et sans dire où elle puisait cette autorité. C'est la première affaire où la liberté de la presse se soit trouvée en jeu en Amérique. Les législatures coloniales, à l'imitation du parlement anglais, n'hésitèrent jamais à se croire affranchies, vis-à-vis des écrivains, de toutes les formes établies, et même du principe fondamental de la loi anglaise, qui est le jugement par jury; mais les mœurs furent plus fortes qu'elles, et la révolution qui consacra l'indépendance des États-Unis consacra du même coup la liberté absolue de la presse.

James Franklin demeura un mois en prison, et le *Courrier* fut dirigé dans cet intervalle par le jeune Benjamin, qui sut, comme il le dit, trouver l'occasion de « donner sur les doigts à leurs adversaires. » James, qui, de sa prison, encourageait les vivacités de son frère, était loin de songer à modifier le ton de son journal. Le premier numéro qui fut publié après sa sortie de prison parut avec cette épigraphe, tirée d'un sermon célèbre du temps : « Et voici qu'après avoir anathématisé un homme et l'avoir abandonné au démon, quand le démon n'a pas pu ou n'a pas voulu le prendre, ils envoient le shérif et le geôlier ramasser les restes du démon. » On juge aisément de la glose qui accompagnait un pareil texte. C'était d'abord le vingt-neuvième chapitre de la grande charte, avec le commentaire tout entier de lord Coke, puis d'innombrables citations de jurisconsultes et de membres du parlement sur la liberté individuelle et sur la liberté de la presse. Ce fut le point de départ d'une polémique nouvelle, plus ardente encore que la première, et qui ajouta à l'irritation des adversaires du *Courrier*. Ceux-ci mirent à profit le ressentiment des autorités et l'influence du clergé, et six mois ne s'étaient pas écoulés que James Franklin se vit un second démêlé avec la cour générale. L'accusation s'empara cette fois d'un article sur *l'hypocrisie*, où l'on maltraitait les hypocrites de toute sorte, mais où il n'était fait mention d'aucun nom propre ni d'aucune classe de personnes. Voici le passage le plus saillant de l'article coupable; il semble bien difficile d'y démêler la moindre allusion : « On a raison de dire que la religion est la chose essentielle, mais trop de religion est pire

que pas du tout. Le monde regorge de fourbes et de scélérats; mais de tous les fourbes le pire est le fourbe religieux, et les scélératesses commises sous le manteau de la religion sont les plus exécrables de toutes. On assure que l'honnêteté morale ne suffit pas à conduire par elle-même un homme au ciel; soit, je suis sûr pourtant que personne n'y entre sans la posséder. — Renfermerais-tu de pareilles gens dans ton sein, ô Nouvelle-Angleterre? Plût au ciel qu'il ne s'en rencontrât aucun! mais, hélas! je le crains, le nombre n'en est que trop grand. Certains disent : Trouvez-moi un honnête homme qui se conduise en tout comme un dévot? Qui aurait cru qu'une pareille distinction fût possible? C'est que le pays tout entier porte la peine des coquineries de quelques loups revêtus de la peau d'agneaux, et, grâce à eux, nous sommes représentés partout comme un ramassis de fourbes et d'hypocrites. »

Voilà l'article qui mit en émoi toute la ville de Boston, et qui souleva la colère de la législature du Massachusetts. On ne saurait croire quelle passion fut déployée en cette occasion. L'article coupable parut le lundi 14 janvier 1723; le soir du même jour, la chambre basse de la cour générale nomma une commission pour étudier l'affaire et présenter un rapport et des conclusions; le 15, le rapport fut fait et les conclusions votées; le 16, le bill fut adopté par l'autre chambre et sanctionné par le gouverneur, et il fut signifié le 17 à James Franklin. Le rapport de la commission existe encore dans les archives législatives du Massachusetts; il est ainsi conçu :

« La commission nommée pour prendre en considération le journal intitulé : *Courrier de la Nouvelle-Angleterre* et publié le lundi 14 de ce mois, est humblement d'avis :

« Que la tendance du journal est de tourner la religion en ridicule et de déverser sur elle le mépris; qu'il y est fait un abus profane des saintes Ecritures, que les fidèles ministres de l'Evangile y sont l'objet de critiques injurieuses, que le gouvernement de sa majesté est outragé, et la paix et le bon ordre des sujets de sa majesté dans cette province troublés par ledit *Courrier*. Pour prévenir le retour de semblables délits, la commission propose humblement qu'il soit fait à James Franklin, imprimeur et éditeur dudit journal, sévères défenses d'imprimer ou de publier le *Courrier de la Nouvelle-Angleterre,* ni aucun pamphlet ou journal analogue sans l'avoir soumis d'abord à la révision du secrétaire de cette province, et les juges de session de sa majesté pour le comté de Suffolk, à leur prochaine réunion, sont invités à exiger dudit Franklin caution suffisante de se bien conduire pendant douze mois. »

La peine dont on frappait James Franklin était hors de proportion avec l'offense commise : l'opinion publique en jugea ainsi dès lors; mais ce qui frappa surtout les colons, profondément imbus des idées anglaises, c'est qu'au mépris des principes fondamentaux de la législation britannique, l'éditeur du *Courrier* venait d'être pour la seconde fois condamné sans avoir été entendu et sans être jugé par ses pairs. Non-seulement il n'y avait pas de liberté possible pour la presse, mais il n'y avait plus de sécurité pour aucun citoyen, si les assemblées législatives usurpaient le pouvoir des cours de justice, et s'arrogeaient le droit de rendre des arrêts en dehors de toutes les formes con-

sacrées. La mesure qui atteignait James Franklin causa donc une émotion extrême, et du Massachusetts cette impression se répandit bientôt dans les autres provinces, malgré la difficulté des communications. André Bradford, qui publiait à Philadelphie le *Mercure Américain*, reproduisit dans son numéro du 26 février le texte de la décision rendue contre Franklin, et fit suivre ce document de l'article à la fois violent et satirique que voici :

« Punir d'abord et s'informer ensuite, c'est, de l'avis de lord Coke, renverser les notions de la justice. Voici pourtant une sentence sévère portée contre M. Franklin, sentence qui va jusqu'à lui enlever partie de son gagne-pain, sans qu'il soit admis à donner aucune explication. Ce vote contre le *Courrier* est propre à faire croire aux gens mal informés que l'assemblée du Massachusetts est entièrement composée de tyrans et de bigots qui font de la religion l'instrument même de la ruine du peuple. Cela paraîtrait d'autant plus vraisemblable, que la lettre du *Courrier* censurée par l'assemblée peint au naturel et démasque les hypocrites qui se parent de religion, et de fait les politiques les plus en renom de cette province, tels que l'infâme gouverneur Dudley et sa famille, ont toujours été remarquables pour leur hypocrisie, et c'est l'opinion générale dans le Massachusetts que quelques-uns des hommes au pouvoir n'y ont été élevés que pour être comme une verge entre les mains du Très-Haut et châtier les péchés du peuple.

« Nous n'avons pu nous empêcher de faire entendre ces vérités, par compassion pour les malheureux habitans de cette province, qui doivent désormais renoncer à faire usage de leur bon sens et de leur raison, et se soumettre à la tyrannie du joug clérical et de l'hypocrisie.

« *P. S.* Des lettres particulières de Boston nous informent que les boulangers de cette ville appréhendent de n'avoir plus permission de faire et de vendre du pain sans soumettre préalablement la pâte à l'inspection et aux balances du secrétaire général. »

La décision de la cour générale, qui soumettait le *Courrier* à la censure préalable, jeta James Franklin dans une grande perplexité. Il sortit d'embarras au moyen d'une de ces supercheries auxquelles se prête la jurisprudence anglaise. Le numéro du 11 février contint la déclaration suivante : « Le prudent éditeur de ce journal a reconnu que la nécessité d'aller soumettre tous les manuscrits et toutes les nouvelles publiques au secrétaire du gouvernement entraînerait tant d'inconvéniens, que les bénéfices de la publication disparaîtraient : il a donc entièrement abandonné son entreprise. » Ce numéro portait en effet la signature de Benjamin Franklin le jeune. Celui-ci, même après son départ de Boston, demeura l'éditeur nominal du *Courrier* tant que le journal vécut, c'est-à-dire jusqu'à la fin de 1727. Non-seulement la cour générale du Massachusetts ne s'offensa point d'une supercherie qui mettait à néant une de ses décisions; mais, intimidée sans doute par le mauvais effet de sa première campagne contre la presse, elle s'abstint de toute poursuite ultérieure, quoique le *Courrier* n'eût rien rabattu de la vivacité de son langage ni de l'âpreté de sa polémique. Cependant, si ce journal ne baissa point le ton, il perdit son meilleur rédacteur, celui dont la collaboration donne seule aujourd'hui à la collection du *Courrier* un intérêt historique. Huit mois après la seconde condamnation du journal, Benjamin Franklin quitta Boston.

Des démêlés avec son frère aîné furent la cause déterminante, mais ne furent pas l'unique raison de son départ. Josiah Franklin s'alarmait de l'ardeur que son jeune fils apportait dans les luttes de la presse; il croyait découvrir en lui un irrésistible penchant pour la médisance et la satire, et l'avertissait sans cesse de se tenir en garde contre ces deux défauts. Ce père sensé n'était pas seul de son avis. Bien des gens prenaient mauvaise opinion de ce tout jeune homme déjà si batailleur, et déploraient qu'il ne consacrât son intelligence et son esprit « qu'à ridiculiser et vilipender son prochain. » Franklin d'ailleurs ne se contentait pas d'écrire; il parlait, il recherchait ardemment les occasions de controverse, afin de faire briller la subtilité et la causticité de son esprit. Dans un pays où la dévotion était générale et où elle atteignait si aisément au fanatisme, il mettait la discussion sur les matières religieuses, et débattait les questions de foi avec plus d'ardeur que de prudence et de jugement. Aussi les bonnes âmes le montraient-elles au doigt comme un jeune homme sans religion et même comme un athée. Franklin s'alarma et se fatigua de cette situation, et quelques dégoûts qu'il essuya chez son frère le déterminèrent à quitter furtivement Boston dans l'été de 1723. Franklin, du reste, n'était pas perdu pour le journalisme : nous le retrouverons à Philadelphie.

Le *Courrier* vécut encore quatre années; il ne cessa de paraître qu'en 1727. A cette époque, James Franklin, qui faisait de médiocres affaires à Boston, où plusieurs imprimeries avaient été fondées, se résolut à quitter cette ville. Il émigra dans la colonie de Rhode-Island, où il n'y avait point encore d'imprimerie, et s'établit à Newport, qui demeura jusqu'à la révolution la seconde ville de la Nouvelle-Angleterre. Il y publia, à partir de septembre 1732, la *Gazette de Rhode-Island*. Il mourut deux ans et demi après, en février 1735; mais après une courte interruption son journal fut repris par sa veuve et par ses héritiers. Le départ de James Franklin de Boston mit fin à l'existence du *Courrier;* néanmoins le succès qu'avait obtenu ce journal avait déjà engagé Barthélemy Green, demeuré propriétaire du *Boston News-Letter*, à publier concurremment avec cette feuille, remplie exclusivement de nouvelles et d'annonces, un journal politique et portant à peu près le même titre : ce fut le *Weekly News-Letter*, dont le premier numéro parut le 5 janvier 1727. Green réunit bientôt ses deux journaux en un seul, sous le nom de *Boston Weekly News-Letter;* mais tout en ayant la prétention de faire un journal politique, il s'efforça de vivre en paix avec tout le monde, et ne se permit aucune des témérités qui avaient valu au *Courrier* une dangereuse célébrité. On n'eut jamais le moindre écart à reprocher à Barthélemy Green; c'est ce qu'attesterait au besoin l'épitaphe du digne imprimeur, qu'on lit encore dans le cimetière de Boston : « Il eut soin de ne rien publier qui pût donner offense, et qui fût léger ou nuisible. » Le *Boston News-Letter* sortit des mains de la famille Green en 1769, pour passer entre celles de Draper, imprimeur en titre de la cour générale, qui le fondit avec la *Gazette du Massachusetts*, dont il était propriétaire. Le nouveau journal, qui réunissait les titres de ses deux devanciers, continua de paraître le jeudi.

Au moment où le plus ancien des journaux américains essayait de se transformer, le 27 mars 1727 paraissait le *New-England Journal*, qui fut imprimé

conjointement par Thomas Green et Samuel Kneeland pendant près de vingt-cinq ans. L'un des premiers numéros de ce journal mentionne aux nouvelles locales la mort, à l'âge de 77 ans, de l'oncle de Franklin, Benjamin Franklin, « chrétien rare et exemplaire. » L'apparition du *New-England Journal* coïncide avec la naissance du grand mouvement religieux dont les prédicateurs méthodistes Edwards et Whitefield furent les principaux propagateurs, et qui arriva à son apogée en 1740. Ce fut comme une recrudescence et comme un rajeunissement du puritanisme : on faillit voir renaître les passions religieuses, la rigueur ascétique et l'austère discipline des anciens jours. Le *New-England Journal* fut l'organe de ce mouvement extraordinaire; c'est dire assez que la controverse religieuse et la théologie y tinrent une grande place. « Notre but, disent les éditeurs dans le premier numéro, est de mettre sous les yeux du public tous les renseignemens édifians que nous pourrons recueillir. » En conséquence, ils publiaient de nombreux extraits des ouvrages de piété, et surtout des livres qui pouvaient jeter quelque lumière sur l'état du protestantisme dans le monde, sur ses progrès ou ses souffrances. Du reste, le *New-England Journal* était assez bien fait; si l'élément religieux y prédominait, les nouvelles étrangères et les nouvelles locales n'en étaient pas moins recueillies et classées avec soin. C'est le premier journal américain qui se soit astreint à enregistrer régulièrement les décès et les naissances, pour permettre aux statisticiens de suivre les mouvemens de la population. A l'imitation du *Courrier*, il publiait de temps en temps des essais philosophiques ou littéraires. La tradition rapporte cette part de la rédaction du journal à un prédicateur alors en vogue, le docteur Byles, et à Matthew Adams, ce protecteur bienveillant qui avait mis sa bibliothèque à la disposition de Franklin tout enfant, et à qui celui-ci a consacré dans ses mémoires quelques lignes reconnaissantes. D'après tout ce qui précède, on voit que la politique ne tenait qu'une place secondaire dans le *New-England Journal*, qui ressemblait, plus exactement encore que le *Courrier*, au *Spectateur* et aux autres journaux didactiques de l'Angleterre.

On en peut dire autant du *Weekly Rehearsal*, dont le premier numéro parut le 27 septembre 1731. Ce journal fut fondé et rédigé presque en entier par un homme qui jouait un rôle considérable dans la Nouvelle-Angleterre, par Jérémy Gridley, jurisconsulte profond et bon écrivain, d'opinions libérales, mais très royalistes, et qui eut cette singulière fortune d'instruire et de former pour le barreau plusieurs des promoteurs de l'indépendance américaine. Procureur-général du Massachusetts, député à la législature, colonel de la milice, président de la société maritime, grand-maître des francs-maçons, Jérémy Gridley ne put longtemps cumuler tant de fonctions avec la rédaction d'un journal. Il se défit du *Weekly Rehearsal*, au bout d'un an, en le cédant à son imprimeur, Thomas Fleet. Celui-ci était un radical anglais qui s'était fait plus d'une affaire à Londres pour ses opinions démocratiques et son hostilité contre le haut clergé. En butte à des poursuites pour quelques propos malsonnans tenus à l'occasion d'une procession tory, il émigra en Amérique et s'établit à Boston, où ses descendans existent encore. Fleet avait vu à l'œuvre la presse anglaise; aussi, dès qu'il eut acquis le *Rehearsal*, il s'empressa de transformer complétement ce journal. Il changea son nom contre celui d'*Eve-*

ning Post, il lui fit prendre le format, l'aspect et la distribution des journaux de Londres. L'*Evening Post* vécut vingt-trois ans entre les mains de Fleet et des fils de celui-ci. L'impartialité de sa rédaction, le mérite de ses articles politiques, l'abondance et la variété de ses renseignemens, le choix de ses nouvelles, assuraient à l'*Evening Post* le premier rang parmi les feuilles politiques de la Nouvelle-Angleterre. Il eût été à la tête de toute la presse américaine, si Benjamin Franklin n'était rentré dans la carrière.

Nous avons vu Franklin quitter Boston dans l'été de 1723. C'est dans les mémoires de ce grand homme qu'il faut lire l'intéressante et instructive histoire des épreuves qui l'attendaient à Philadelphie d'abord, et ensuite en Angleterre. Cinq ans plus tard, nous retrouvons Franklin de retour à Philadelphie, établi sur la place du Marché, à la fois imprimeur, libraire et papetier, et faisant aussitôt, grâce à sa bonne conduite et à son activité, une rude concurrence à son ancien patron Keimer, et même à André Bradford. Dès que Franklin se vit à la tête d'une imprimerie, en face de caractères souvent inactifs et de papier blanc, la démangeaison d'écrire le reprit, et il rêva de faire un journal. Il y en avait déjà un à Philadelphie, l'*American Mercury*, établi en 1720 par André Bradford, mais cette circonstance était loin de décourager Franklin. « Je fondais, dit-il, mes espérances sur ce que l'unique journal qui existât alors était tout à fait insignifiant, fort mal administré, dépourvu de tout agrément, et rapportait pourtant de l'argent à Bradford. » Franklin ne sut pas tenir son dessein secret, en attendant qu'il eût réuni les moyens d'exécution nécessaires, et Keimer, averti par une indiscrétion, s'empressa de devancer son jeune concurrent. Il distribua immédiatement dans Philadelphie un prospectus rempli des plus belles promesses, et fit paraître, dès les premiers jours de 1729, un journal qui portait ce titre monstrueux : *l'Instructeur universel dans tous les arts et toutes les sciences, ou Gazette pennsylvanienne*. Un homme moins avisé que Franklin eût été fort embarrassé; en vrai journaliste, il avait sa vengeance toute prête. Il se fit le collaborateur bénévole de Bradford, pour relever le journal de celui-ci et arrêter l'essor de la feuille rivale. L'*American Mercury* publia, sous le titre de *the Busy-Body* (*l'Officieux*), une série d'articles sur les mœurs, les usages et les ridicules du pays, véritable galerie de satires morales, où l'imitation d'Addison est manifeste pour le style et pour les idées. L'allure en est assez vive et la langue en est bonne, mais le fond est des plus minces. Cinq ou six de ces articles sont l'œuvre exclusive de Franklin; pour les autres, il fut aidé ou même suppléé par son ami Breintnall. Les deux collaborateurs, du reste, ne s'étaient point proposé de corriger la société, mais de se créer un cadre pour jeter le ridicule à pleines mains sur le prospectus comme sur le journal de Keimer, et ils arrêtèrent tout net le développement de *l'Instructeur universel*.

Keimer ne put soutenir longtemps la lutte : à l'expiration du troisième trimestre, il fit offrir à Franklin, pour une bagatelle, son journal et ses quatre-vingt-dix abonnés. Franklin accepta immédiatement le marché : Keimer en était pour son mauvais procédé, et se trouvait lui avoir épargné tous les frais de premier établissement. Le premier numéro de la *Gazette de Pennsylvanie*, car tout le reste du titre disparut, qui soit sorti des presses de

Franklin, est le quarantième, publié le 25 septembre 1729. Le jeune imprimeur résolut de métamorphoser complétement le journal dont il était devenu maître, il y mit même une sorte de coquetterie : il se servit de papier bien collé et bien blanc, il fit choix de son plus beau caractère, et soigna extrêmement l'impression; il ne voulut pas seulement être lisible, il voulut être agréable à l'œil. On n'avait encore rien vu de semblable comme typographie dans la province, où les publications du gouvernement étaient faites sur du papier gris et sale, et étaient souvent inintelligibles à force de fautes d'impression; mais la *Gazette de Pennsylvanie* ne se recommanda pas seulement par la beauté de l'exécution matérielle : elle eut tout de suite une politique très nette. Franklin n'ignorait pas, après l'expérience de ce qu'il avait vu à Boston, quel puissant moyen d'influence et d'action, quel admirable instrument est un journal entre des mains fermes, prudentes et honnêtes. Aussi n'hésita-t-il point à prendre part dans les querelles politiques qui divisaient alors la Pensylvanie.

Une lutte assez vive venait de s'engager entre le gouverneur Burnet et l'assemblée, lutte qui devait se continuer sous les gouverneurs suivans. Burnet, conformément à ses instructions, réclamait comme gouverneur un traitement fixe de mille livres sterling une fois voté. L'assemblée, sans chicaner sur le chiffre, voulait que ce traitement fût voté tous les ans avec les dépenses ordinaires. « Elle regardait l'obligation qu'on voulait lui imposer comme contraire à la charte de la province et à la grande charte. Elle croyait à la nécessité d'une dépendance mutuelle entre le gouverneur et les gouvernés. Rendre le gouverneur indépendant ne pouvait manquer d'être dangereux et funeste pour la liberté de la province; c'était le plus court chemin vers la tyrannie. On croyait d'ailleurs que la province n'en demeurait pas moins dans la dépendance de la couronne, lorsque le gouverneur à son tour dépendant de ses administrés et de sa propre conduite pour un traitement libéral, puisque les actes qu'il pouvait être contraint de sanctionner avaient besoin pour être valables de l'approbation de la métropole. » Dès le 2 octobre 1729, c'est-à-dire dès le second numéro qu'il publia, Franklin se prononça de la façon la plus catégorique pour l'assemblée dans un article qu'il rédigea lui-même et dont la lecture est encore curieuse. Ceux qui savent que le gouvernement anglais voyait de très mauvais œil les assemblées coloniales débattre sans cesse leurs droits et leurs franchises, et les colons discuter sur la politique au lieu de planter du tabac et du coton, ne peuvent s'empêcher de prendre pour autant d'épigrammes les complimens un peu ironiques que Franklin adresse à la mère-patrie. Après avoir loué le gouverneur de l'honorable fidélité avec laquelle il suivait les instructions qui lui étaient envoyées d'Angleterre, Franklin poursuivait ainsi : « L'amour et le dévouement de cette province pour la dynastie actuelle sont trop connus pour qu'on puisse seulement soupçonner sa fidélité. On nous permettra donc de donner aussi quelques éloges à cette assemblée qui continue à soutenir si résolûment ce qu'*elle croit* être son droit, le droit du peuple qu'elle représente, et cela en dépit des manœuvres et des menaces d'un gouverneur renommé pour son adresse et son habileté politique, soutenu par des instructions venues d'Angleterre, et puissamment aidé par cet avantage assuré à sa politique de pou-

voir attirer à son parti les hommes influens par la libre disposition de tant de postes qui donnent honneur et profit. Notre heureuse mère-patrie remarquera peut-être avec satisfaction que, si ses coqs belliqueux et ses limiers incomparables perdent de leur feu et de leur intrépidité naturelle, quand ils sont transportés sous un autre climat comme ce peuple l'a été, — du moins ses *fils*, même à l'extrémité du monde, même à la troisième et quatrième génération, conservent encore cet ardent amour de la liberté et cet indomptable courage qui de tout temps ont si glorieusement distingué les Bretons et les Anglais entre tous les hommes. »

Cette déclaration de principes donna pour abonnés à Franklin tous les membres de l'assemblée; elle lui fit en outre des recrues dans le gros du parti populaire, et fut pour lui la source de divers avantages. « Les hommes importans de la province, dit-il, voyant un journal entre les mains de gens qui savaient aussi se servir d'une plume, jugèrent à propos de m'être agréables et de me venir en aide. » Franklin en effet ne tarda pas à devenir l'imprimeur de l'assemblée, puis le rédacteur de ses procès-verbaux. Lorsque la province émit du papier-monnaie, ce fut lui qui fut chargé de l'imprimer, ce qui lui valut par contre-coup l'impression du papier-monnaie des provinces voisines. Aucun autre imprimeur n'aurait pu faire aussi bien que lui et à si bon compte; pourtant on n'eût peut-être pas songé à lui sans son journal. A la différence de la plupart des hommes qui rejettent volontiers loin d'eux l'échelle dont ils se sont servis, Franklin aima toujours son métier et lui demeura reconnaissant. Quand il enregistre dans ses mémoires quelqu'un de ces petits avantages qui furent pour lui autant de pas vers la fortune, il ne manque jamais de s'écrier : « Voilà ce que me valut d'avoir appris quelque peu à écrivasser! (*to scribble.*) »

La *Gazette de Pennsylvanie* eut bientôt un grand nombre d'abonnés, et le propriétaire de l'*American Mercury* en prit naturellement ombrage. Bradford, qui était directeur des postes, ne craignit pas, pour nuire à son concurrent, d'interdire aux courriers de se charger de la *Gazette*, et de prendre aucune lettre, aucune dépêche à l'adresse de Franklin. Celui-ci trouva le procédé peu loyal, et il le déjoua en gagnant à prix d'argent les courriers. Néanmoins le public demeura convaincu que le journal de Franklin était confiné dans Philadelphie, et qu'il avait par conséquent une circulation moins étendue que le journal de la poste, qui pouvait aller partout. Par suite de cette opinion, presque toutes les annonces étaient portées au *Mercury*, et Bradford se faisait ainsi à peu de frais un beau revenu. Après d'inutiles efforts, Franklin finit par s'adresser au directeur-général des postes, et réclama contre l'usage exclusif de la poste que Bradford s'attribuait au préjudice de ses concurrens et du public. Le directeur-général lui donna gain de cause, et on lit dans la *Gazette* du 28 juillet 1735 l'avis suivant : « Grâce à l'indulgence de l'honorable colonel Spotswood, directeur-général des postes, l'imprimeur de ce journal est autorisé à expédier la *Gazette* franche de port sur tout le parcours de la route postale, de la Virginie à la Nouvelle-Angleterre. » Deux ans plus tard, en 1737, Spotswood, mécontent de la négligence que Bradford apportait dans son service et de la façon irrégulière dont il tenait ses comptes, le destitua et offrit la direction des postes à Franklin, qui l'accepta

dans l'intérêt de son journal. « Les appointemens étaient minces, dit-il, mais les facilités de correspondance que me donnait cette position me permirent d'améliorer mon journal, augmentèrent le nombre des abonnés et multiplièrent les annonces, si bien que la *Gazette* finit par me rapporter un gros revenu. » Le préjugé qui avait été préjudiciable à Franklin opérait désormais en sa faveur; le *Mercury* perdit ce que gagnait la *Gazette*, et, satisfait de ce retour de la fortune, Franklin ne songea point à rendre à Bradford le tour que celui-ci lui avait joué en mettant l'interdit sur son journal.

On sera peut-être curieux de savoir quelles étaient la célérité et la régularité de cette poste dont la faveur faisait et défaisait la fortune des journaux. Nous voyons par un avis inséré dans le *Boston-News-Letter* qu'à la fin de 1714 on établit un service postal entre Boston et New-York, les deux plus grandes villes des colonies. Tous les quinze jours, des courriers partaient de chacun des deux points extrêmes pour se rencontrer alternativement à Saybrook et à Hartford, les deux principaux centres de population du Connecticut, et y échanger leurs sacs de lettres. Chacun de ces courriers distribuait lui-même le long de la route les lettres des stations intermédiaires. Les choses étaient moins avancées encore en Pensylvanie, ainsi que le prouve l'avis suivant inséré dans la *Gazette* à la date du 27 octobre 1737, pour annoncer l'entrée en fonctions de Franklin : « Avis est donné au public que le bureau de la poste est établi maintenant chez Benjamin Franklin, rue du Marché, et qu'Henry Pratt est nommé courrier de la poste pour toutes les étapes entre Philadelphie et Newport, en Virginie. Il part vers le commencement de chaque mois et revient au bout de vingt-quatre jours. Les particuliers, les commerçans et autres peuvent être assurés qu'il transportera soigneusement leurs lettres et exécutera fidèlement leurs commissions, ayant déposé à cette fin un bon cautionnement entre les mains de l'honorable colonel Spotswood, directeur-général des postes pour toutes les possessions de sa majesté en Amérique. » Six ans plus tard, en 1743, un léger progrès fut accompli : la poste partait de Philadelphie pour New York tous les huit jours en été et tous les quinze jours en hiver; la poste pour la Virginie partait une fois par quinzaine en été et une fois par mois en hiver.

Revenons à la *Gazette de Pennsylvanie*. Franklin avait deux qualités qui ne se trouvent pas toujours réunies chez le même homme : il avait l'esprit à la fois inventif et pratique. Aussi son journal fut-il entre ses mains un puissant instrument de progrès, une tribune toujours au service de toute amélioration, de toute pensée utile. Il ne se bornait pas en effet à traiter les questions politiques, quoiqu'il fût l'âme du parti populaire; il étudiait avec soin les intérêts locaux. Dès que son attention était appelée sur un mal, il cherchait aussitôt le remède, faisant aussi bon accueil aux suggestions d'autrui qu'à ses inspirations propres et allant droit à l'application. C'est dans son journal qu'il émit plusieurs de ses idées les plus utiles, qu'il fit comprendre, par exemple, à ses concitoyens la nécessité de tenir prêts les moyens d'éteindre les incendies très fréquens et très désastreux dans une ville nouvelle et remplie de constructions en bois. Il en résulta la formation de compagnies de pompiers, munies de pompes déposées en lieu sûr et toujours prêtes à fonctionner, institution que l'Angleterre a empruntée à l'Amérique,

et la France à l'Angleterre. La sécurité des personnes et des propriétés n'avait d'autre garantie à Philadelphie que la surveillance négligente de la milice urbaine. On dut au journal de Franklin l'institution d'une garde de nuit permanente et les moyens de subvenir à cette dépense. Ce fut encore la *Gazette* qui appela l'attention des autorités provinciales et du gouvernement anglais sur la nécessité de mettre en état de défense les côtes et les frontières de la Pensylvanie.

C'était là, après tout, d'assez grands intérêts, mais Franklin ne dédaignait pas non plus les petites réformes et les améliorations de détail. C'est ainsi qu'il fit paver le marché de Jersey, qui était proche de sa maison, puis sa rue, qui conduisait au marché, puis finalement la ville tout entière. La ville pavée, il s'agissait de la tenir propre. Franklin suggéra et fit adopter un système de cotisation pour faire balayer deux fois par semaine ces pavés dont on lui devait l'idée. Ce grand homme était peut-être plus fier de ces petits succès dus à son journal que de ses plus belles découvertes en physique. Il rapporte ces victoires de sa plume avec complaisance, n'oubliant jamais de dire que c'est à force de causer et de barbouiller du papier qu'il a fait prévaloir telle ou telle réfome utile. Il nous raconte même, à propos d'une idée d'autrui, quelle était sa règle de conduite et sa petite tactique. Un de ses meilleurs amis, le docteur Bond, eut, en 1751, la pensée d'établir à Philadelphie un hôpital pour les malades indigens et les émigrans. Il se donna une peine extrême pour recueillir des souscriptions; mais l'idée d'un hôpital était toute nouvelle en Amérique, on ne comprenait bien ni le projet lui-même ni les moyens d'exécution, et les démarches du docteur eurent peu de succès. Bond vint conter sa mésaventure à Franklin, ajoutant que si personne ne souscrivait, c'est que lui, Franklin, l'âme de toutes les améliorations, ne se mêlait pas de l'affaire. « Je questionnai le docteur, dit Franklin, sur la nature et sur l'utilité probable de son projet, et recevant de lui des explications satisfaisantes, non-seulement je m'inscrivis parmi les souscripteurs, mais j'entrai de grand cœur dans le dessein de provoquer les souscriptions d'autrui. Seulement, avant toute sollicitation individuelle, j'entrepris de préparer les esprits en écrivant sur ce sujet dans le journal; ce qui était ma constante habitude en pareil cas, et ce que le docteur avait négligé de faire. » Franklin écrivit donc dans la *Gazette de Pennsylvanie* deux articles sur le projet du docteur Bond, puis ces deux articles furent réimprimés en brochure et distribués. Les souscriptions affluèrent, et le premier hôpital américain fut fondé.

Si fécond cependant que fût l'esprit de Franklin, il n'avait pas toujours des réformes à proposer ou à patroner; en outre les nouvelles chômaient quelquefois, la malle d'Angleterre n'arrivait qu'une fois par mois en été, et à de plus longs intervalles encore en hiver. Comment remplir le journal d'une malle à l'autre sans nouvelles d'outre-mer et sans discussions locales? Les autres feuilles d'Amérique faisaient flèche de tout bois, et on lit dans un journal de cette époque le séduisant appel que voici : « Tous les gens d'esprit, soit en cette ville, soit à la campagne, feraient plaisir à l'éditeur en lui envoyant par écrit et franc de port leurs réflexions. Nous désirons en effet que les affaires de la Nouvelle-Angleterre ne tombent pas dans un complet oubli,

comme les affaires et l'histoire des anciens habitans de ce pays. Nous imprimerons ces communications avec soin, sur le plus beau papier possible et dans le format in-4°. » Franklin, quoique plus riche de son propre fonds, se trouvait aussi quelquefois en présence d'une page blanche; mais il faisait tourner au profit de la morale ces lacunes de la politique. « Je considérais aussi mon journal, dit-il quelque part, comme un moyen de plus de répandre l'instruction, et dans cette vue j'y réimprimais fréquemment des extraits du *Spectateur* et d'autres écrits moraux; j'y publiais aussi parfois de petites pièces de ma façon qui avaient été composées pour être lues au sein de notre société littéraire. » Franklin cite particulièrement deux pièces de ce genre : « un dialogue socratique tendant à prouver qu'un homme vicieux, quels que soient ses dons naturels et ses talens, ne peut jamais être avec justesse qualifié d'homme de sens; et un discours sur l'empire à exercer sur soi-même, ayant pour objet de montrer que la vertu n'est bien assurée qu'autant que la pratique du bien est passée en habitude, et ne rencontre plus l'opposition d'inclinations toutes contraires. » On voit, par les paroles mêmes que nous venons de citer, que Franklin conservait pour *le Spectateur* une admiration persévérante. L'imitation d'Addison est manifeste dans son journal : Franklin emprunte la manière, le ton, et jusqu'à la mise en scène de l'écrivain anglais. Ses articles sont de petits essais de morale, ou le développement de pensées philosophiques, parfois de simples lieux communs, maladroitement rajeunis. On trouve dans le nombre une couple de portraits à la façon de La Bruyère, et finement esquissés; mais le cadre que Franklin affectionne est celui d'une lettre, et il prend à ravir le ton du badinage ou celui d'une malicieuse bonhomie. Il s'est adressé à lui-même une foule de lettres humoristiques sur des points de morale pratique et sur l'économie domestique. Un assez grand nombre de ces articles ont été recueillis dans l'édition des œuvres complètes de Franklin, par M. Jared Sparks; nous n'en citerons donc aucun, préférant nous en tenir à une annonce qui se trouve dans le numéro du 23 juin 1737 : « Il a été enlevé, il y a quelques mois, d'une des stalles de l'église, un livre de prières relié en rouge, doré et portant sur les deux couverts les initiales D et F (Deborah Franklin). La personne qui a pris ce livre est invitée à l'ouvrir, à y lire le huitième commandement, et à le replacer ensuite dans la stalle où il était, moyennant quoi il ne sera plus question de rien. » Nous ne savons si la femme de Franklin retrouva son livre de prières à sa place, mais l'avis au voleur méritait ce succès : il est caractéristique, et montre mieux que de longues citations la manière originale de cet excellent journaliste et le tour piquant qu'il savait donner à ses idées.

L'âge et l'expérience avaient corrigé chez Franklin ce penchant à la satire et à la malignité qu'il s'accuse d'avoir trop écouté dans sa jeunesse; aussi la *Gazette* ne lui attira-t-elle aucun des désagrémens que le *Courrier* avait valus à son frère et à lui. Il publia même dans son journal, en 1737, sur la liberté de la parole et de la presse, un article dont les doctrines étonneraient bien ses successeurs de la presse américaine. Franklin avait d'autant plus de mérite à s'observer ainsi, qu'il était, comme les journalistes de tous les temps et de tous les pays, en butte à de perpétuelles obsessions de la part de tous les gens qui avaient une rancune à satisfaire ou un amour-propre à soulager. Il rend

témoignage lui-même de ces importunités intéressées et du soin avec lequel il se surveillait : « Dans la direction de mon journal, dit-il, je m'attachais à exclure toutes ces diffamations, toutes ces attaques personnelles qui, dans ces dernières années, ont fait si grand tort à notre pays. Toutes les fois qu'on me demandait l'insertion d'un article de ce genre, et que l'auteur, suivant l'usage, invoquait la liberté de la presse et comparait les journaux aux diligences, où tout le monde a droit à une place pour son argent, je répondais invariablement que j'imprimerais cet article séparément si l'auteur le désirait, et lui fournirais autant d'exemplaires qu'il en voudrait distribuer lui-même, mais que je ne voulais pas prendre sur moi de répandre ses attaques; que j'avais contracté vis-à-vis de mes abonnés l'engagement de leur fournir une lecture utile ou agréable, et que je ne pouvais, sans une injustice manifeste, remplir leur journal de querelles particulières qui ne les intéressaient en rien. »

Franklin écrivait ces lignes dans sa vieillesse, longtemps après avoir quitté la carrière, et quand il se rendait à lui-même ce témoignage, il ne pouvait se dissimuler que son exemple n'avait été suivi ni par ses contemporains, ni surtout par ses successeurs. Aussi ajoute-t-il, peut-être par allusion aux attaques incessantes dont lui-même, dont Washington, dont les défenseurs les plus dévoués de l'indépendance furent l'objet de la part de la presse américaine : « Aujourd'hui la plupart de nos imprimeurs ne se font aucun scrupule de satisfaire et de flatter la malice des gens par de fausses accusations contre les plus nobles réputations du pays, et d'augmenter les animosités mutuelles jusqu'à provoquer des duels. De plus ils poussent l'indiscrétion jusqu'à publier sur le gouvernement des états voisins, et même sur la conduite des meilleurs alliés de la nation, des réflexions injurieuses qui peuvent entraîner les plus funestes conséquences. Je ne parle de tout ceci que pour faire réfléchir les jeunes imprimeurs, et pour les encourager à ne pas salir ainsi leurs presses, et à refuser avec fermeté de ternir par ces ignobles pratiques l'honneur de la profession. Ils peuvent voir, par mon exemple, qu'après tout cette ligne de conduite ne sera nullement préjudiciable à leurs intérêts. »

Franklin n'avait point en effet à se plaindre de la fortune : son journal, qui était déjà une entreprise assez lucrative, lui avait valu une clientèle nombreuse, les impressions de la législature coloniale et plusieurs commandes importantes; il était l'imprimeur le plus occupé, non-seulement de la Pensylvanie, mais des provinces voisines. L'*Almanach du bonhomme Richard*, qu'il publia vingt-cinq ans, et dont il vendait, en dépit des contrefaçons et des imitations, le nombre presque incroyable de dix mille exemplaires, représentait à lui seul un revenu considérable dans un pays tout neuf où l'argent était rare; n'oublions pas non plus la direction des postes, à laquelle un traitement était attaché. Enfin, par l'influence croissante de la *Gazette*, des services rendus et de la fortune, Franklin, d'abord secrétaire-rédacteur de l'assemblée coloniale, était devenu député lui-même et l'âme du parti populaire. Dès qu'il fallait composer une commission ou remplir un poste de confiance, il était le premier sur lequel on jetât les yeux; aussi dut-il songer à se décharger d'une partie de ses occupations, et surtout de la direction de son imprimerie : il prit pour associé un Écossais du nom de David Hall. Cette

association, qui commença en 1748, dura dix-huit ans. David Hall se consacra tout entier aux impressions, à la librairie et à la vente du papier : c'était en effet Franklin qui fournissait de papier plusieurs des imprimeurs américains, trop pauvres pour s'approvisionner directement en Angleterre. Franklin continua à s'occuper spécialement de la *Gazette*, car on voit, par sa correspondance avec sa femme, que même dans ses missions à la frontière, soit pour négocier avec les Indiens, soit comme commissaire de la province près de l'armée, il se faisait suivre par ses lettres, ses journaux et les cancans de la province, ce qu'il appelle les histoires de X, Y, Z, et il gronde quand la bonne Deborah, trop occupée dans son ménage, a oublié de lui écrire et de lui envoyer les journaux des provinces du nord. En 1757 seulement, lorsque Franklin reçut de l'assemblée de Pensylvanie sa première mission en Angleterre, la *Gazette* tomba aux mains de David Hall; celui-ci la dirigea avec prudence et habileté, et en 1766, quand il eut complétement remboursé Franklin, il demeura seul maître de l'imprimerie et du journal qui en était une dépendance (1).

Même après cette séparation, Franklin ne rompit pas complétement avec la *Gazette de Pensylvanie*; il y publia de loin en loin quelques lettres et quelques articles, lorsqu'il voulut donner son avis, ou lorsqu'il eut besoin d'intervenir dans les affaires intérieures de la province. Il aimait trop son métier pour y renoncer entièrement, et il connaissait trop bien le parti qu'on peut tirer de la publicité pour ne pas s'en servir au profit de la cause qu'il soutenait. Il suivait donc avec une attention extrême la presse anglaise, et ne manquait jamais d'adresser des rectifications à qui de droit, quand on médisait de ses commettans, quand on mettait en doute la fidélité des Américains ou qu'on les tournait en ridicule. L'opposition anglaise appuyait les réclamations des colonies; Franklin était en relation avec les journaux de l'opposition et leur fournissait des notes et des articles. C'est ainsi que le *Chronicle* de Londres publia en 1766 les lettres de Franklin à Shirley sur les taxes qu'on voulait imposer aux colonies; en 1767, une apologie des colonies accusées de favoriser la contrebande; en 1768, un exposé des griefs et des prétentions des Américains. On voit donc que, pour avoir passé les mers et avoir changé de théâtre, Franklin n'avait pas brisé sa plume. Cependant l'histoire de ce grand homme ne nous appartient plus, dès qu'il cesse d'être directeur de journal, et que ses relations avec la presse deviennent purement accidentelles; laissons-le donc suivre la brillante carrière dont la presse lui a ouvert l'entrée, et revenons à notre sujet.

Le premier-né de la presse avait attendu quinze ans l'apparition d'une feuille rivale; les vingt années qui suivirent furent plus fécondes. En 1740, il existait déjà quatorze journaux en Amérique. On en comptait cinq dans la seule ville de Boston : le *Boston Weekly News-Letter*, de Green l'aîné; la *Gazette de Boston*, de Thomas Green; le *New-England Journal*, de Thomas Green et Samuel Kneeland; le *Post-Boy*, journal de la direction des postes;

(1) Dans une lettre adressée d'Amérique à Franklin à la fin de 1766, la *Gazette* est appelée « le journal de M. Hall, » et au commencement de 1767 Franklin parle de son association avec Hall comme expirée. David Hall mourut en 1772.

enfin l'*Evening-Post*, de Thomas Fleet. New-York en avait deux : la *Gazette* et le *Journal*. Dans le Maryland, une *Gazette* avait été publiée à Annapolis, de 1727 à 1736, par William Parker. Après neuf années d'interruption, elle fut ressuscitée en 1745 par Jonas Green, et ne cessa plus de paraître régulièrement. La *Gazette de Maryland* existe encore, et se trouve le plus ancien des journaux américains. La Caroline du sud avait une *Gazette* à Charlestown depuis 1731, le Rhode-Island une à Newport depuis 1732, la Virginie une également à Williamsburgh depuis 1736. La Pensylvanie était, après le Massachusetts, la province la mieux partagée. On trouvait à Philadelphie la *Gazette* et le *Mercury*, qui devait en 1742 passer aux mains de William Bradford et devenir le *Journal de Pennsylvanie*, et à Germantown un journal allemand, fondé en 1739 par un nommé Sower. Ce dernier fait est curieux, mais il n'est pas le seul qui prouve que les Allemands affluaient déjà en Pensylvanie, où ils forment aujourd'hui au moins la moitié de la population. Sur six imprimeries alors établies dans la colonie, deux n'imprimaient que l'allemand, deux imprimaient l'allemand et l'anglais, deux seulement étaient complétement anglaises. En 1743, un journal allemand fut établi à Philadelphie par un allemand nommé Anthony Ambruster, à qui Franklin dut défendre de faire usage de son nom. En 1751, un journal fut publié à Lancaster, moitié en allemand et moitié en anglais. Du reste, dès cette époque, quand on voulait qu'une annonce s'adressât à tout le monde, on était obligé de la publier à la fois en anglais et en hollandais, afin qu'elle fût comprise des Allemands de la Pensylvanie et des riches familles hollandaises de la province de New-York.

A la date à laquelle nous sommes arrivés, et en présence de quatorze journaux, nous pouvons considérer la presse périodique comme bien établie en Amérique. Les années suivantes virent naître un nombre encore plus considérable de feuilles politiques : bientôt non-seulement chaque colonie, mais chaque ville un peu importante aura la sienne. Ce serait donc se perdre dans des détails infinis que de vouloir faire connaître l'origine et la fortune de ces feuilles, souvent insignifiantes et presque toujours éphémères. C'est l'histoire collective des journaux qu'il nous faut poursuivre désormais, en essayant de montrer le rôle de la presse dans les affaires intérieures des colonies et son influence sur les événemens.

II.

Les écrivains qui, soit en Angleterre, soit en France, se sont occupés des États-Unis, ne font presque tous commencer l'histoire des colonies américaines qu'à la veille même de leur rupture avec la métropole, à l'opposition que rencontra l'acte du timbre. Si les cent années qu'on néglige ainsi méritaient cet oubli, ne serait-ce point un légitime sujet de surprise que de trouver tant de décision, de fermeté et d'ensemble dans la résistance des colonies sur une question de principe? car il n'y avait rien d'excessif ni d'onéreux dans les impôts décrétés par le parlement. Cette lutte juridique et légale qui précède la lutte à main armée, cette union, cette énergie, cette prudence soutenues pendant quinze ans, ne sont point le fait d'un peuple au berceau. Le

fait est que la population des Etats-Unis n'en était pas à faire son apprentissage de la liberté. Cette société si jeune encore était, pour l'éducation politique, au niveau, sinon en avance de l'Angleterre elle-même. L'Amérique avait faiblement ressenti le contre-coup des révolutions de la métropole. Le puritanisme, faisant prévaloir dans la société civile les idées et les formes de son organisation religieuse, avait pu développer presque sans résistance les principes démocratiques qu'il contient en germe : la nécessité, cette incomparable maîtresse, avait enseigné aux colonies à s'administrer et à se défendre elles-mêmes. Enfin le pouvoir royal, représenté par des gouverneurs changés à tout instant et sans cesse incertains du lendemain, avait toujours été faible, précaire, hors d'état de mettre obstacle aux progrès de l'esprit de liberté.

Si le parlement d'Angleterre rencontra en Amérique des adversaires habiles et décidés qui ne faiblirent jamais et qui lui rendirent coup pour coup, c'est que la lutte contre la métropole avait été précédée, comme préparation et comme apprentissage, par la lutte obscure des assemblées provinciales contre les gouverneurs, qui représentaient ou la royauté ou les propriétaires féodaux. Il n'était pas une assemblée coloniale qui ne prétendît, vis-à-vis du gouverneur, à tous les droits que le parlement anglais exerçait vis-à-vis de la couronne. Cette lutte commença avec les premières années du XVIIIe siècle, et se termina presque partout, vers le milieu du siècle, par le triomphe des assemblées. Le lendemain de leur victoire, les assemblées se trouvèrent en face du parlement et l'affrontèrent avec le même succès. Les journaux américains, qui exercèrent une influence décisive sur cette seconde lutte, avaient eu une part modeste, mais réelle, à la première.

Jefferson n'a point dédaigné d'écrire l'histoire des démêlés de la Virginie avec ses gouverneurs. Lui-même y avait pris une part active, et c'est la réputation d'écrivain et d'orateur qu'il s'y était faite qui lui valut d'être envoyé, malgré sa jeunesse, au congrès continental, pour y représenter la province. C'est également au milieu de ces luttes obscures que Patrick Henry acquit cette popularité qui lui permit d'exercer une action décisive sur l'esprit de ses compatriotes aux jours de la révolution. On connaît déjà le rôle joué par Franklin dans l'histoire intérieure de la Pensylvanie; deux ouvrages publiés par lui en Angleterre, et dont l'un eut à Londres même deux éditions, font connaître dans le plus grand détail tous les points en litige entre les colons et les descendans de Penn, demeurés propriétaires de la province. Ces deux ouvrages sont en quelque sorte le résumé de la polémique soutenue pendant trente ans par Franklin en faveur du parti populaire, depuis le jour où il devint maître de la *Gazette de Pennsylvanie*. C'est l'influence acquise par Franklin, comme l'écrivain et la sentinelle vigilante du parti colonial, qui lui valut d'être envoyé à l'assemblée, et de voir chaque fois sa réélection combattue avec acharnement par les gouverneurs. On réussit enfin à l'écarter de l'assemblée; mais celle-ci le vengea noblement en le chargeant d'aller défendre à Londres, devant le conseil du roi et devant le parlement, les intérêts qu'on avait voulu priver de son appui.

Nulle part la lutte entre l'assemblée coloniale et les gouverneurs royaux ne fut plus vive et plus obstinée que dans la colonie de New-York. Cette lutte y trouvait pour alimens les traditions libérales soigneusement conservées par

les riches propriétaires d'origine hollandaise, et la répulsion instinctive ressentie par cette partie de la population pour tout ce qui venait d'Angleterre. New-York, que la métropole avait dotée de franchises, qu'elle avait embellie de constructions dispendieuses, qu'elle avait comblée de faveurs de toutes sortes, New-York, résidence d'un gouverneur habituellement pris dans la haute aristocratie et d'un nombreux personnel de fonctionnaires, New-York, garnison préférée des fils de famille, qui y menaient grand train, était toute dévouée à la couronne; Albany était dans des sentimens tout contraires, et le fonds de la population dans les campagnes appartenait tout entier à l'opposition. La lutte atteignit son apogée sous le gouvernement de William Cosby, de 1732 à 1736. William Bradford, père d'André Bradford de Philadelphie, avait fondé, en 1725, un journal hebdomadaire, la *Gazette de New-York*. Ce journal était dans les intérêts du gouverneur, ou, comme on disait déjà, de la cour. Le chef de l'opposition, Rip Van Dam, dont le nom trahit assez l'origine hollandaise, encouragea un imprimeur de ses compatriotes, John Peter Zenger, à entrer à son tour dans la carrière. Le *New-York weekly Journal* (*Journal hebdomadaire de New-York*) parut en 1733, et prit une attitude très-hostile vis-à-vis du gouverneur et de son conseil. Outre le *Journal*, on publiait de temps en temps des ballades où on tournait en ridicule les partisans de William Cosby dans la législature. Le gouverneur et le conseil prirent fort mal ces attaques, et, par un arrêté motivé, déclarèrent que les nos 7, 47, 48 et 49 du journal de Zenger et deux des ballades publiées par le même imprimeur étaient attentatoires à la dignité du gouvernement de sa majesté, contenaient des outrages contre la législature et les personnes les plus distinguées de la colonie, et tendaient à provoquer à la sédition et au trouble. En conséquence, journaux et ballades furent condamnés à être brûlés par la main du bourreau. A l'ouverture de la session législative, en octobre 1734, l'assemblée fut invitée à voter une récompense pour arriver à découvrir les auteurs de ces libelles séditieux; mais les membres de l'opposition, qui goûtaient fort les articles du *Journal*, et qui passaient même pour les écrire, étaient en majorité dans l'assemblée, et on vota l'ordre du jour sur cette proposition. Alors le gouverneur et le conseil firent intenter directement des poursuites par le procureur-général; Zenger fut arrêté et traduit devant la justice comme coupable de diffamation et de calomnie.

Ce procès mit toute la colonie en émoi. Les avocats de Zenger, Alexander et Smith, commencèrent par attaquer la compétence du tribunal. Au lieu d'avoir été nommés par la couronne et à vie, les juges avaient été nommés par le gouverneur Cosby seul, sans le concours du conseil, et par commission temporaire indéfiniment révocable. Les avocats prétendirent que les membres de la cour ne siégeaient pas en vertu d'une investiture légale, et n'offraient à l'accusé aucune garantie d'impartialité. La cour frappa de suspension les deux avocats, comme coupables d'offense envers elle. Zenger constitua deux nouveaux avocats, John Chambers de New-York, et le doyen du barreau de Philadelphie, André Hamilton, qui fit le voyage tout exprès pour plaider cette cause. Une foule considérable accourut pour assister aux débats. Zenger se reconnut l'imprimeur et l'éditeur des journaux incriminés,

il assuma la responsabilité de tous les articles, et il demanda à faire la preuve des faits articulés. Le président se refusa à laisser faire cette preuve, parce qu'elle ne pouvait qu'aggraver la diffamation. Il prétendit même, selon la jurisprudence qui prévalait alors en Angleterre, que le jury, juge du fait, devait se borner à constater si Zenger était ou non l'éditeur des articles incriminés, et laisser à la cour, juge du point de droit, l'appréciation du caractère diffamatoire de ces articles. André Hamilton soutint la thèse contraire. « Puisqu'on nous refuse de faire la preuve des faits, dit-il aux jurés, c'est votre conscience que nous invoquons en témoignage de nos assertions. Si vous croyez que nous avons dit vrai, souvenez-vous que vous avez le droit d'apprécier aussi bien que de constater les faits, et que c'est peut-être votre devoir d'user de ce droit. » Il termina par ces paroles : « La question qui se débat devant vous n'est pas seulement la cause d'un pauvre imprimeur, ni même celle de la colonie de New-York seule; c'est la meilleure des causes, la cause de la liberté. Tout homme qui préfère l'indépendance à une vie d'esclavage bénira et honorera en vous les hommes dont l'impartial verdict, comme un fondement inébranlable, aura assuré à nous, à notre postérité, à nos voisins ce droit que nous donnent et la nature et la dignité de notre pays, la liberté de combattre l'arbitraire en disant, en écrivant la vérité. » Le jury presque sans délibérer acquitta Zenger, et son verdict fut accueilli dans la salle par trois salves d'applaudissemens : Zenger fut mis en liberté le lendemain, après huit mois de détention préventive. Le conseil municipal de New-York vota des remerciemens à Hamilton, et lui conféra le droit de bourgeoisie « pour son habile et généreuse défense des droits de l'homme et de la liberté de la presse. » Le diplôme de bourgeoisie fut présenté à Hamilton dans une boîte d'or du poids de cinq onces et demie; sur le couvercle étaient gravées les armes de la ville avec cette inscription : *Demersæ leges, timefacta libertas tandem emergunt.* On lisait à l'intérieur : *Non nummis, virtute paratur*, et autour de la boîte ce mot de Cicéron : *Ita cuique veniat ut de republica meruit.* Telle fut l'impression produite par ce procès, que, cinquante ans plus tard, Gouverneur Morris ne craignait pas d'appeler l'acquittement de Zenger « l'aube de la révolution américaine. »

Pierre Zenger mourut dans l'été de 1746, la publication de son journal fut continuée après lui par sa veuve et ensuite par son fils John Zenger. La qualité d'organe de l'opposition semble du reste avoir valu au *Journal de New-York* plus de popularité que d'argent, car, en tête du numéro du 25 février 1751, on lit l'avis au public qui suit :

« MM. les abonnés de la campagne sont instamment priés d'envoyer l'arriéré de ce qu'ils doivent; s'ils ne s'acquittent promptement, je suspendrai l'envoi du journal, et je verrai à faire rentrer mon argent autrement. Quelques-uns de ces abonnés commodes sont en arrière de plus de sept années. Après les avoir servis tant d'années, je crois qu'il est temps et grand temps qu'ils me remboursent mes avances, car la vérité est, ils peuvent m'en croire, que j'ai usé mes habits jusqu'à la corde.

« *N. B.* Messieurs, si vous n'avez pas d'argent comptant par devers vous, pensez pourtant à votre imprimeur; quand vous aurez lu cet avis et que vous y aurez réfléchi, vous ne pouvez faire moins que de dire : « Allons, ma

femme (c'est aux gens mariés surtout que je m'adresse, mais que les célibataires en fassent leur profit), allons, ma femme, envoyons à ce pauvre imprimeur de la farine ou quelques jambons, du beurre, du fromage ou de la volaille, etc.! En attendant, je suis votre serviteur, JOHN ZENGER. »

Il ne semble point que cet appel attendrissant ait eu beaucoup de succès, et qu'à défaut de l'argent comptant, qui était alors fort rare dans les colonies, les provisions aient afflué chez Zenger, car dans le courant de l'année suivante il fut obligé de suspendre la publication du *Journal de New-York*. Cette publication ne fut reprise qu'après un intervalle de plusieurs années, à l'époque des premiers démêlés des colonies avec l'Angleterre, lorsque l'opposition sentit de nouveau le besoin d'un organe spécial. La presse n'était point un métier lucratif, car de 1740 à 1770 on voit naître et mourir à New-York douze ou quinze journaux dont quelques-uns n'ont pas vécu plus de deux ou trois ans. Un de ceux qui fournirent la carrière la plus longue fut *le Postillon hebdomadaire*, fondé en janvier 1743 par James Parker, et qui allait entrer dans sa dixième année, lorsque Parker se mit la justice à dos par un article contre l'église épiscopale, plus puissante à New-York que dans aucune autre colonie. C'est une lettre de Franklin qui nous apprend ce fait en même temps qu'elle nous révèle l'opinion de ce grand homme sur les procès de presse. La lettre est adressée à Cadwallader Colder, qui remplissait à New-York les fonctions de conseiller près le gouverneur, et qui fut même quelque temps vice-gouverneur : « J'apprends, écrit Franklin, que Parker a fait la sottise de publier dans son journal un article qui lui suscite bien des tracas. Je ne puis imaginer comment il s'est laissé aller à cette publication, car je le connais pour un croyant sincère et très opposé à tout ce qu'on appelle *liberté de penser*. Il est maintenant fort au regret de ce qu'il a fait et me demande d'intervenir près de vous pour que vous obteniez du gouverneur une ordonnance de non-lieu, promettant d'être très circonspect à l'avenir et très attentif à ne plus donner pour la politique ou la religion aucun sujet de plainte à vous et à vos amis, et je crois cette promesse très sincère de sa part.... Quant à la cause de la religion, le meilleur service qu'on puisse lui rendre, à mon avis, est d'arrêter les poursuites; car si l'on appréhende quelque fâcheux effet de la publication de cet article, l'éclat d'un procès et d'une condamnation lui donnera mille fois plus de publicité, tant est grande la curiosité des gens en pareil cas. Cet article est d'ailleurs une vieillerie qui a déjà été publiée, en Angleterre d'abord, ensuite ici (à Philadelphie), par André Bradford. Comme on n'y prit pas garde, cela tomba à plat et fut mis en oubli : il en arriverait encore autant aujourd'hui, si on faisait preuve de la même indifférence. »

La révolution de 1776 et le triomphe des idées démocratiques devaient seuls faire prévaloir cette doctrine de Franklin, qui est devenue la thèse favorite de tous les Américains et la règle de conduite de leur gouvernement; mais, avant 1776, elle avait contre elle l'opinion de tous les jurisconsultes et l'intérêt des autorités coloniales. La feuille de Parker cessa d'exister; le même sort attendait encore plusieurs journaux.

Le Massachusetts, qui exerça une action si décisive dans la révolution et qui détermina la rupture avec la mère-patrie, était aussi de toutes les colonies celle où les luttes politiques étaient les plus vives. Deux partis s'y étaient

constitués de bonne heure, l'un favorable et l'autre contraire à la suprématie de la métropole et à l'autorité des gouverneurs envoyés par elle : ces partis, à l'imitation de ceux qui divisaient l'Angleterre, avaient pris les noms de tories et de whigs. Des relations, éphémères d'abord, mais qui se cimentèrent et devinrent plus régulières et plus étroites avec le temps, s'étaient nouées entre les partis anglais et les partis qui leur correspondaient en Amérique. Cependant pour les whigs d'Angleterre les questions de liberté n'étaient guère encore qu'une arme de parti, et si les traditions de 1688 leur servaient à la fois d'enseigne et de bouclier, il n'y avait chez eux aucune hostilité ni pour la royauté ni pour l'église établie. Les whigs d'Amérique prenaient plus au sérieux et avaient plus à cœur les principes qui leur étaient communs avec l'opposition anglaise : sans le savoir peut-être, et assurément sans mesurer toute la portée et toutes les conséquences de leurs doctrines, ils allaient beaucoup plus loin que leurs coreligionnaires apparens; ils ne datoient pas seulement de 1688, ils datoient volontiers de 1640 et même de 1649. L'agitation religieuse, dont nous avons déjà parlé, avait eu pour objet de ramener à sa ferveur première le puritanisme languissant et dégénéré : les Whitefield, les Davenport, les Crosswell, en prenant le rôle de missionnaires et de prédicateurs ambulans, en allant de village en village dénoncer la tiédeur et l'indélité du clergé presbytérien, en proclamant partout du haut de la chaire la nécessité du *réveil* religieux, ne s'étaient proposé que de rétablir dans sa rigueur l'orthodoxie calvaniste. Toutefois il était impossible de raviver le puritanisme et de restaurer la suprématie de l'autorité spirituelle dans les affaires civiles, sans faire revivre en même temps le vieil esprit des *pèlerins*, qui, identifiant la société politique avec la société religieuse, où toute autorité dérivait de l'élection et où la décision de la majorité faisait loi, avait abouti directement à la souveraineté du peuple. Aussi le grand mouvement religieux qui, au XVIIIe siècle, transforma la Nouvelle-Angleterre eut-il pour conséquence immédiate une résurrection du républicanisme. La génération qui prépara et qui accomplit dans le Massachusetts la révolution arriva à la jeunesse et à la vie politique de 1740 à 1750. Cette génération, qui se croyait simplement libérale, était au fond républicaine : elle prétendait borner sa tâche à défendre les droits des colons et à repousser d'injustes empiètemens : mais la conséquence logique des principes qu'elle invoquait, c'était la négation absolue de l'autorité de la métropole, c'était l'indépendance. Une part considérable dans la propagation de ces idées doit être rapportée à l'université d'Harvard, pépinière où se recrutait le clergé puritain, et qui conservait soigneusement comme le feu sacré les traditions des anciens jours. Les ouvrages d'Algernon Sidney, de Milton et de Locke y faisaient la base de l'enseignement du droit politique et du droit civil. C'est d'Harvard que sortirent presque simultanément — James Otis, délégué du Massachusetts au premier congrès révolutionnaire; John Hancock, qui mit le premier son nom au bas de la déclaration d'indépendance; Josiah Quincy, qui dès 1774 écrivait de Londres à ses concitoyens qu'il fallait « sceller leur témoignage de leur sang; » Joseph Warren, qui tomba sur le premier champ de bataille de l'indépendance; Samuel Adams, John Adams, Jonathan Mayhew, qui tous furent ou les précurseurs ou les directeurs du mouvement révolutionnaire.

L'esprit des *pèlerins* revivait tout entier en Samuel Adams; la passion politique était entretenue et enflammée chez lui par la passion religieuse. Ni Endicott, ni Higginson, ni même aucun des indépendans du long parlement n'eut pour l'épiscopat et pour la royauté une haine plus vivace et plus vigoureuse : un fanatisme inexorable fut la source de tous ses écrits et la règle de toute sa conduite. Ce fut en 1743 qu'il soutint à Harvard son second examen pour la maîtrise ès-arts; il choisit pour sujet de thèse la question suivante : « Est-il légitime de résister au magistrat suprême, si la communauté ne peut être sauvée autrement? » C'était à mots couverts et sous le vêtement de l'école la question de la légitimité du droit d'insurrection. Samuel Adams se prononça pour l'affirmative. Il avait économisé une partie de la pension que ses parens lui faisaient à l'université : à sa sortie, il employa cet argent à publier une brochure intitulée : *Englishmen's Rights*, où il revendiquait pour les colons tous les droits des citoyens anglais; mais l'important était de définir ces droits, et le pamphlet d'Adams, qui semblait n'être qu'un exposé des principes whigs, contenait en substance une théorie qui conduisait droit au républicanisme.

Le père de Samuel Adams le destinait au barreau; sa mère voulait le tourner vers le commerce : le jeune maître ès-arts se consacra presque exclusivement à la politique. Il rassembla ses anciens camarades de l'université et les compagnons de sa jeunesse, et forma une société où l'on débattait les affaires de la colonie. Le public ne se blessa point des opinions ardentes de ces jeunes gens, ni de la liberté et de la vivacité de leur langage; il n'y vit que l'exagération naturelle à leur âge, et il appela ironiquement les réunions présidées par Adams le *club des claqueurs de fouet*. Cependant Samuel Adams ne s'en tint pas à des paroles : il s'entendit avec les imprimeurs Rogers et Daniel Fowle pour la publication d'un journal auquel chacun des membres du club serait obligé de fournir à son tour un article. Ainsi naquit en 1748 l'*Independent Advertiser*, qui avait pour vignette l'image de la déesse de la liberté, et qui fixa immédiatement l'attention par l'attitude hostile qu'il prit vis-à-vis du gouverneur de la colonie. Au nombre des jeunes gens qui rédigeaient ou inspiraient ce journal était un homme remarquable qui, en 1747, à l'âge de vingt-sept ans, avait été élu ministre d'une des principales paroisses de Boston. C'était le fondateur de la secte des unitaires, aujourd'hui en majorité dans le Massachusetts; c'était Jonathan Mayhew, le premier membre du clergé américain qui ait osé rejeter ouvertement le dogme de la Trinité. Mayhew, pour son début, prêcha et fit imprimer un sermon sur les droits du jugement individuel dans les matières de foi; mais, par une conséquence facile à prévoir, l'orateur qui revendiquait pour la conscience une indépendance sans contrôle dans le domaine spirituel devait admettre difficilement que l'homme ne fût pas aussi le souverain juge de ses obligations dans l'ordre temporel. Mayhew, qui rompait avec l'orthodoxie calviniste, ne devait pas s'incliner davantage devant le prestige de l'autorité monarchique. Le 30 janvier 1749, anniversaire séculaire de la mort de Charles Ier, avait été, des deux côtés de l'Atlantique, pour la plupart des prédicateurs, l'occasion de payer un tribut d'hommages à la mémoire d'un prince infortuné, et, pour les théologiens anglicans, le prétexte d'exposer leurs théories favorites sur l'autorité royale.

Le 30 janvier de l'année suivante, Mayhew prit à son tour pour sujet d'un sermon la *légitimité* de la mort de Charles Stuart : avec une amertume de langage digne des anciens indépendans, il soutint que ce prétendu martyr avait été un tyran, et qu'il avait mérité son sort par ses attentats contre la liberté civile et contre la vérité religieuse, et il qualifia de résistance légitime et glorieuse la conduite du parlement régicide. Ce discours produisit une immense sensation qui eut son contre-coup jusqu'en Angleterre; mais les plus avancés des dissidens l'envisagèrent eux-mêmes comme une hardiesse inutile et comme une imprudence. L'*Independent Advertiser*, au contraire, reproduisit ce sermon et le combla d'éloges : il tint la même conduite à propos de plusieurs des discours de Mayhew, et notamment d'un sermon prêché en 1754 à l'occasion d'une élection générale. Dans ce sermon, Mayhew, en feignant de combattre encore la monarchie absolue, et sans diriger d'attaque directe ni même de blâme contre une monarchie limitée, fit l'apologie du gouvernement républicain, qu'il présenta comme fondé sur la volonté et par l'autorité du peuple, et comme le seul gouvernement qui tende uniquement au bien-être et à la prospérité des nations.

Cette année 1754 vit la mort de l'*Independent Advertiser*. Le gouverneur avait obtenu la majorité dans la législature; il fit adopter un bill qui établissait certains droits de douanes. Ce vote fut amèrement blâmé par le journal, qui publia, sous le titre de *Monstre des Monstres*, une violente diatribe contre la législature. L'imprimeur du journal, Daniel Fowle, fut immédiatement arrêté, et, comme il se refusa à faire connaître l'auteur de l'article, il fut mis en jugement et condamné à un an d'emprisonnement. Cette mésaventure le dégoûta momentanément du métier : en 1756, Daniel Fowle quitta Boston, et se transporta à Portsmouth, où il établit la première presse qui ait fonctionné dans le New-Hampshire, et où il fit paraître, à partir du 7 octobre 1756, la *Gazette de New-Hampshire*, qu'il dirigea jusqu'à sa mort, arrivée en 1787, et qui existait encore, il y a quelques années, entre les mains de ses successeurs.

La place laissée vacante par l'*Independent Advertiser* fut immédiatement remplie. Les imprimeurs Edes et Gill firent paraître en avril 1755 la *Gazette de Boston*, qu'Edes publia sans interruption jusqu'en 1798. Samuel Adams, éclairé par l'expérience et mûri par l'âge, en fut le principal rédacteur. La *Gazette de Boston* prit la même vignette et la même devise que l'*Independent Advertiser;* mais elle ne commit aucune des imprudences gratuites qui avaient perdu ce journal : elle fut le défenseur non-seulement le plus ferme, mais aussi le plus habile des droits des colonies. Aussi devint-elle à la fois le point de ralliement des whigs contre les gouverneurs Barnard et Hutchinson, et du clergé dissident contre l'anglicanisme. Les ministres Mayhew et Cooper, étroitement unis avec tous les chefs des whigs, développaient en chaire les principes que leurs amis soutenaient dans la *Gazette*, et le journal combattit avec eux, de 1760 à 1764, le projet attribué à la métropole de vouloir établir dans la Nouvelle-Angleterre des évêques et toute la hiérarchie anglicane. La passion politique et la passion religieuse amenèrent ainsi, chacune à son tour, des auxiliaires à Samuel Adams, et groupèrent peu à peu autour de la *Gazette*, avec Mayhew et Cooper, le bouillant James Otis, devenu cher à tout

le Massachusetts pour avoir osé plaider en 1758 l'illégalité du droit de perquisition que s'arrogeaient les employés des douanes; le jurisconsulte Oxenbridge Thacher, profondément versé dans les questions de droit administratif, de commerce et de finances; l'opulent Samuel Dexter, qui mettait sa fortune et son esprit au service des lettres et de ses amis politiques; John Adams, qui devait être le premier successeur de Washington; James Bowdoin, et toute cette pléiade d'orateurs, de légistes et de patriotes qui se prononcèrent pour l'indépendance dès le début de la lutte, qui ne désespérèrent point après les premiers revers, et que les Américains désignent par cette appellation collective : *les hommes de* 76, comme nous disons en France les hommes de 89.

A cette époque, la conquête du Canada vint dissiper les inquiétudes qu'inspirait aux Américains le voisinage de la domination française, et rendit moins nécessaire à leurs yeux la protection de la métropole. Cette sécurité, longtemps souhaitée, fut favorable au développement des sentimens d'indépendance qui fermentaient déjà dans quelques colonies, et dont l'acte du timbre détermina la première explosion. L'impulsion partit de la province où les théories politiques avaient été le moins débattues et où elles semblaient devoir exercer le moins d'empire. Ce fut l'assemblée de Virginie qui donna le signal par la célèbre déclaration qui porte le nom de *Résolutions de Virginie,* et où les droits des colonies sont établis et les prétentions du parlement repoussées, en vertu des mêmes principes qui servirent, douze ans plus tard, de base à la déclaration d'indépendance. Ces résolutions furent proposées et défendues par un légiste dont l'éloquence est demeurée proverbiale aux États-Unis, par Patrick Henry; elles furent votées le 29 mai 1765. Le gouverneur se fit apporter par le secrétaire de l'assemblée le registre des délibérations; il en arracha lui-même le texte de la déclaration qu'il mit en pièces, et il prononça immédiatement la dissolution de l'assemblée. Cependant une copie des résolutions avait déjà été envoyée à Annapolis, à la *Gazette du Maryland,* qui s'empressa de publier ce document et qui y donna toute son approbation. Dans cette *Gazette du Maryland* écrivait alors Charles Carroll, qui fut un des signataires de la déclaration d'indépendance, et qui, comme plusieurs des hommes qui exercèrent une influence décisive sur la révolution américaine, devait à la France et aux idées françaises une partie de son éducation et de ses convictions. D'origine irlandaise et catholique de naissance, Charles Carroll avait été envoyé tout enfant au célèbre collége de Saint-Omer, où fut élevé plus tard O'Connell, et de là à Louis-le-Grand, puis enfin à Bourges, où il étudia le droit civil. Il avait ensuite passé deux ans à Londres, à Temple-Bar, pour apprendre la jurisprudence anglaise. Il venait de rentrer dans son pays natal à l'âge de vingt-sept ans, et de débuter avec éclat au barreau, quand l'acte du timbre le jeta dans la presse et fit de lui le chef de l'opposition dans le Maryland. C'est par le journal de Carroll que le texte des *Résolutions de Virginie* fut connu dans les colonies du centre. On s'arracha la *Gazette du Maryland,* et le président de l'assemblée de Pensylvanie, Galloway, ne put s'en procurer un exemplaire pour l'envoyer à Franklin : il dut transcrire de sa main la copie qu'il avait. Franklin, que ses compatriotes consultaient, les exhorta à la résistance et reprit la plume pour les encourager. Il ne se borna pas à attaquer l'acte du timbre dans ceux des journaux

anglais qui lui ouvrirent leurs colonnes; il adressa à la *Gazette de Pennsylvanie* plusieurs lettres où il traitait la question de l'impôt au point de vue du principe qui veut que toute taxe soit consentie. Tous ses amis prirent parti dans le même sens et devinrent les collaborateurs volontaires de la *Gazette de Pennsylvanie*. « Ce n'est pas seulement notre propriété que nous défendons, écrivait Charles Thomson, le voisin et l'ami de Franklin, c'est notre liberté, ce sont nos droits les plus essentiels qu'on détruit. » La question fut envisagée au même point de vue par le parti populaire dans la Caroline du sud. Il existait déjà deux journaux à Charleston, la *Gazette de la Caroline du sud*, fondée le 8 janvier 1732 par Thomas Whitmarsh, et la *Gazette générale Américaine*, établie en 1758 par Robert Wells. Un troisième journal, la *Gazette and Country journal*, fut créé en 1765 par Charles Crouch, uniquement pour combattre l'acte du timbre.

La déclaration de l'assemblée de Virginie ne fut connue dans la Nouvelle-Angleterre que par la publication qu'en fit le premier un journal de la colonie de Rhode-Island, le *Newport Mercury* (1). Cette publication, qui fut considérée par les autorités anglaises presque comme un acte de trahison, faillit coûter l'existence à ce journal. Le *Mercury* ne s'en tint pas là cependant; il prit hautement parti pour les droits des colonies, et pendant toute la période révolutionnaire il fut l'organe du ministre puritain Ezra Stiles, des Ellery, des Vernon, des Ward, des Marchant et de tous les hommes qui, par leurs écrits, leurs discours et leur exemple, entraînèrent la population de Rhode-Island dans le parti de l'indépendance. Après la colonie de Massachusetts, celle de Rhode-Island est celle qui, relativement au chiffre de sa population, a fourni le plus de soldats aux armées américaines de 1775 à 1782.

Si l'œuvre de Patrick Henry arriva tardivement à la connaissance des whigs du Massachusetts, elle les trouva du moins tout préparés à la résistance. Dès l'année précédente, sur la seule nouvelle des projets du ministère anglais, la *Gazette de Boston* s'était énergiquement prononcée, et Oxenbridge Thacher, dont la mort fut, en 1765, un deuil pour toute la colonie, avait publié, sous ce titre : *Sentimens d'un Anglo-Américain sur l'établissement des droits de douane dans les colonies*, un petit écrit dans lequel il ménageait fort peu le gouvernement de la métropole. Thacher avait emprunté l'épigraphe de ses articles à la fable de Phèdre : *l'Âne et les Voleurs*.

..... Ergo, quid refert mea
Cui serviam? clitellas dum portem meas.

Cette épigraphe résumait parfaitement la pensée de l'écrivain, qui concluait au retrait des impôts ou à la rupture du lien colonial. James Otis, dont l'intelligence allait s'éteindre vaincue par la passion, par la préoccupation de la lutte et par l'excès du travail, publia la même année 1764 son meilleur écrit,

(1) Ce journal avait été fondé à Newport en 1758 par James Franklin, fils du frère aîné de Benjamin : il fut continué après la mort de son fondateur par la veuve de celui-ci et par Samuel Hall. Il existe encore et se trouve aujourd'hui le doyen des journaux de la Nouvelle-Angleterre.

la célèbre brochure, *les Droits des colonies revendiqués et démontrés,* dont John Adams a dit qu'elle était alors aussi familière à tous les Américains que leur alphabet. Otis prenait pour point de départ ce principe, « que l'autorité suprême ne peut enlever à aucun homme aucune part de sa propriété sans qu'il y ait consenti en personne ou par son représentant, » et il en concluait qu'aucune taxe ne peut être levée sur le peuple sans son consentement ou celui de ses députés. Mais si la Grande-Bretagne n'avait le droit de tirer de ses colonies aucun revenu, les dépenses que lui imposaient leur administration, leur défense et la protection de leur commerce étaient pour elle des charges sans compensation. La thèse d'Otis ne laissait à la métropole qu'une souveraineté nominale incapable d'aucun effet utile, et, malgré les protestations de l'écrivain, elle conduisait à une séparation. Lorsque l'acte du timbre eut été voté, Jonathan Mayhew, qu'attendait une mort prochaine, monta en chaire et prêcha sur les devoirs des chrétiens qu'il définit ainsi : défendre à tout prix leurs libertés religieuses et conserver soigneusement leurs droits civils. Les émeutes de Boston suivirent de quinze jours ce sermon. Au même moment, John Adams, récemment sorti d'Harvard et qui venait de se faire inscrire au barreau de Boston, débuta dans la *Gazette de Boston* en y publiant un *Essai sur le droit canon et le droit féodal* qui fut réimprimé comme brochure en Angleterre, et y reçut les applaudissemens intéressés de toutes les sectes dissidentes et de l'opposition parlementaire.

Cet *Essai* est un véritable pamphlet écrit avec toute l'ardeur de la jeunesse et au milieu des entraînemens de la lutte; le style en est vif et nerveux, et d'une éloquence quelquefois déclamatoire, mais où respirent la ferveur religieuse et la passion politique. John Adams célèbre avec enthousiasme les fondateurs de la Nouvelle-Angleterre, ces puritains si souvent honnis et ridiculisés par les courtisans comme des enthousiastes, comme des hommes superstitieux et comme des républicains, et de chacun de ces sujets de reproche il leur fait un titre d'éloges. Les auteurs qu'il invoque sont Hampden, Vane, Milton, Nedham, Harrington, les orateurs, les écrivains, les théoriciens du long parlement et de la république. L'objet de ces articles était de prouver que le droit canon et le droit féodal, présentés comme étant en vigueur en Angleterre et comme près d'être appliqués aux colonies, étaient les deux plus grands systèmes de tyrannie qui eussent jamais existé. Le gros de la démonstration roulait sur cette proposition, qu'au début et dans l'âge d'ignorance de l'espèce humaine, la monarchie avait été la forme universelle de gouvernement, mais que le peuple s'était rendu plus libre à mesure qu'il était devenu plus éclairé; que l'amour du pouvoir, qui avait souvent engendré la servitude, avait aussi fait naître par contre-coup la liberté. En effet, si cette passion avait toujours entraîné les rois, les nobles et les évêques à renverser par la violence et la fraude les bornes mises à leur autorité, toujours aussi elle avait eu pour résultat de provoquer dans les masses le désir de l'indépendance, et de susciter des efforts pour renfermer l'autorité des grands dans les limites de l'équité et de la raison. On imagine aisément les développemens passionnés auxquels prêtait un pareil thème. Le jeune auteur, sans garder de vains ménagemens et sans voiler sa pensée, se reposait sur le courage du peuple pour repousser la tyrannie du parlement britannique; il faisait appel

à la chaire, au barreau, aux universités, les suppliant de jeter tous ensemble le cri de liberté.

La sensation produite par ces articles fut profonde et s'accrut encore de tout le succès qu'ils obtinrent en Angleterre, où lord Chatham, Burke et les chefs de l'opposition prêtaient leur appui moral à la résistance des colonies. John Adams acquit aussitôt une grande popularité, à laquelle il ajouta par de nouveaux écrits, et Samuel Adams seul put lui disputer le premier rang parmi les écrivains du parti populaire. La *Gazette de Boston* devint la directrice de l'opinion dans les colonies, le point d'appui de la résistance, et elle obtint même le dangereux honneur d'occuper d'elle le parlement anglais. Le ministère voulut, en 1767, attirer sur l'audacieux journal les rigueurs de la législature. M. Grenville se leva un jour au sein de la chambre des communes, et déclara qu'il prenait la parole pour appeler l'attention de la chambre sur un article de la *Gazette de Boston* qu'il avait entre les mains, article qui niait formellement l'autorité législative du parlement, et où les délits de rébellion et de haute trahison étaient manifestes, et il demanda que cet article fût lu et déféré à la justice de la chambre. L'opposition combattit cette motion et parvint à la faire rejeter. Le duc de Bedford, qui fit le même jour une motion analogue au sein de la chambre des lords, n'eut pas plus de succès, et ce double échec fut l'avant-coureur du rappel de l'acte du timbre. Ce ne fut pas du reste la seule fois que la *Gazette de Boston* eut le privilége de défrayer les débats du parlement et la polémique des journaux anglais. Telle était l'influence que John Adams acquit par son active collaboration à la *Gazette*, par ses brochures, par sa participation à toutes les réunions et à toutes les démarches de l'opposition, que le gouvernement songea à le détacher du parti populaire, ou au moins à s'assurer sa neutralité. Un de ses amis les plus chers, quoique dans les rangs opposés, Jonathan Sewall, qui venait d'être nommé avocat-général du Massachusetts, fut chargé en 1768 de lui offrir le poste honorable et lucratif d'avocat-général près la cour d'amirauté. John Adams, pauvre et déjà chargé de famille, répondit par un refus.

Il faut le reconnaître d'ailleurs, la population des colonies était unanime pour repousser l'acte du timbre et toute tentative d'établir un impôt direct au profit de la métropole : les hommes les plus modérés et les plus sincèrement attachés à la domination anglaise ne se séparaient pas sur ce point de leurs compatriotes, et si les colonies du sud n'employaient pas le langage ardent et agressif de la Nouvelle-Angleterre, elles n'étaient pas moins fermes dans leurs idées de résistance. Cependant des doutes naquirent plus tard, lorsque le parlement se fut restreint à établir des taxes indirectes, des droits de douane, en invoquant la suprématie commerciale que les colonies ne lui avaient jamais déniée, et lorsqu'on entrevit une lutte violente et la possibilité d'une séparation. Alors seulement la division se mit dans les rangs des colons, et un parti nombreux, qui comprenait l'élite du barreau et du clergé, se rattacha à la mère-patrie, et lui demeura fidèle, même au prix des plus grands sacrifices et de l'exil.

Ce serait donc une erreur de penser que les droits de la métropole ne trouvèrent de défenseurs ni dans la population ni dans la presse. Aux États-

Unis, où l'on paraît croire que pour justifier la révolution de 1776 il est nécessaire de la présenter comme accomplie par l'effort unanime du peuple, le jour de la justice peut n'être pas encore venu pour les *loyalistes* américains; mais l'impartiale postérité doit tenir compte à ceux-ci de leurs efforts et de leurs travaux, et elle leur fera une place dans l'histoire de la lutte. C'est dans les provinces du sud que l'Angleterre conserva le plus de partisans : en Géorgie, l'opinion loyaliste demeura maîtresse du terrain jusqu'au dernier jour de la guerre; dans la Caroline du sud, il fallut que l'opposition fondât un journal pour avoir un organe, et dans la Caroline du nord ce ne fut que très tard qu'un champion prit en main la cause populaire, encore était-ce un homme étranger à la province. Ce n'est qu'en 1773 que William Hooper, natif de Boston et ancien élève d'Harvard, qui était venu s'établir comme avocat au barreau de Wilmington, publia ses *Lettres de Hampden*.

Dans la Virginie, au contraire, les whigs se trouvèrent dès le premier jour en possession du champ de bataille; le parti tory n'avait ni écrivain ni journal à opposer aux trois hommes remarquables qui prêtaient à l'opposition le secours de leur plume. Jefferson, Richard Bland et Arthur Lee n'eurent donc pas d'adversaires. Néanmoins la Virginie, province tout agricole, où nul intérêt commercial n'était compromis, où nulle passion religieuse n'était allumée, se montra toujours assez tiède pour la cause révolutionnaire. L'opinion publique y eût été plus hésitante encore, si quelque voix avait pu s'élever en faveur de la mère-patrie. Dans le Maryland, un homme de savoir et d'esprit, un jurisconsulte renommé, l'avocat-général Daniel Dulany, combattit avec persévérance et talent pour les droits de la couronne, et tint tête à lui seul à Charles Carroll, à Stone, à Samuel Chase et à Paca, qui tous les quatre devaient signer la déclaration d'indépendance. Samuel Chase, caractère ardent et passionné, donna le signal de la démolition des bureaux du timbre et des bureaux de la douane. Après avoir soutenu la polémique la plus vive contre le maire et les autorités municipales d'Annapolis, il transporta la lutte des régions de la spéculation dans le domaine des faits, et quitta la plume pour servir la révolution de sa personne, soit au congrès, soit dans de nombreuses et importantes missions. L'âme de la lutte au sud de l'Hudson fut Charles Carroll, le plus riche particulier peut-être de toutes les colonies, et qui mit sans réserve au service de la cause américaine sa fortune, son influence, son temps et son talent. Dès le début de la querelle, il dit à Samuel Chase : « Nous n'en serons pas quittes sans les baïonnettes, » et toute sa conduite fut réglée d'après cette conviction. Personne n'aventurait un enjeu aussi considérable dans la lutte, personne ne fut plus promptement décidé et ne se prononça plus hautement et avec plus d'énergie. L'ardeur de son cœur perçait jusque dans ses écrits. Un membre de la chambre des communes, M. Graves, frère de l'amiral de ce nom, publia sur les troubles d'Amérique une lettre adressée à Charles Carroll, et dont l'objet était de tourner en ridicule toute idée d'une résistance de la part des colons. M. Graves prétendait que 6,000 soldats anglais traverseraient le continent américain d'une extrémité à l'autre. Carroll fit à cette lettre une réponse passionnée qui était un véritable cri de guerre. Après avoir reproduit la bravade de Graves, il ajoutait : « Vos soldats traverseront l'Amérique? Soit! mais ils ne seront maîtres que du terrain sur lequel ils campe-

ront. Devant eux, autour d'eux, ils ne trouveront que des ennemis. Si nous sommes battus en plaine, nous nous retirerons dans nos montagnes et nous vous braverons encore. Nos ressources croîtront avec nos besoins. La nécessité nous stimulera, jusqu'à ce que, lassée de combattre en vain et de lutter contre une résolution que victoires sur victoires ne sauraient dompter, l'Angleterre rappelle ses armées et se retire de la lice après d'immenses sacrifices. Non, notre parti est pris de supporter toutes les conséquences du duel qui s'apprête : il nous en coûtera peut-être des flots de sang, mais nous ne doutons pas du succès.»

Dans la colonie de New-York, les deux chefs de l'opposition, Philip Schuyler et George Clinton, étaient tous deux étrangers à la presse. On dut faire revivre le vieil organe des whigs, le *Journal de New-York*, dont nous avons raconté la triste fin entre les mains de John Zenger. Ce fut l'imprimeur John Holt qui se chargea de cette résurrection, et la plume fut tenue par un Ecossais du nom de Mac Dougal. Le parti de la cour disposait au contraire de plusieurs journaux, et notamment de la *Gazette Royale*, imprimée par James Rivington. La polémique de ces journaux était alimentée par des écrivains habiles, appartenant à la magistrature ou au clergé anglican : c'étaient l'avocat-général Seabury, le révérend Samuel Chandler, le révérend John Vardill, auteur de satires politiques dans lesquelles les whigs étaient fort maltraités, le docteur Myles Cooper, président du collége du roi, et, le plus habile de tous, Isaac Wilkins, chef du parti royaliste dans la législature coloniale, écrivain et orateur distingué, dont il nous reste quelques discours vraiment remarquables, et qui ne jeta point sans succès dans la balance du côté de l'Angleterre le poids de son influence et de son talent. La province de New-York, fort endettée par suite des sacrifices qu'elle avait dû faire pour la conquête du Canada, n'avait pas été moins hostile que les autres colonies à l'acte du timbre qui menaçait son commerce; mais l'opposition perdit toute force dès qu'on eut obtenu satisfaction sur ce point : l'opinion publique, grâce aux efforts des écrivains loyalistes, se calma de plus en plus, et l'assemblée garda constamment vis-à-vis de la métropole l'attitude la plus conciliante. Cette tiédeur de la législature et de la population faisait le désespoir des whigs, et Mac Dougal soulagea son mécontentement dans un véritable pamphlet intitulé : *Un Fils de la liberté aux habitans trahis de la bourgeoisie de New-York*. Cet écrit lui valut une arrestation en décembre 1769, et une détention de plusieurs mois qu'il prolongea volontairement par son refus de faire amende honorable. La cause populaire trouva de plus habiles et de plus heureux défenseurs dans Livingston, ancien gouverneur de New-Jersey, et dans le gendre de celui-ci, Jay, dont le nom indique assez l'origine française. Toutefois la partie était encore inégale entre les avocats et les adversaires de la couronne, lorsque l'équilibre fut rétabli par l'apparition d'un nouveau champion dans l'arène. C'était l'homme qui devait être l'ami, le confident et le coadjuteur fidèle de Washington, Alexandre Hamilton, écrivain, administrateur et soldat, qui mit au service de son pays une épée vaillante et un génie organisateur; Hamilton, dont la mémoire était demeurée sans tache, malgré les insinuations de l'envieux et vindicatif Jefferson, mais dont la gloire grandit à mesure que le temps et l'expérience font mieux apparaître ce qu'il y avait

de désintéressement dans sa conduite, de patriotisme et de sagesse dans ses opinions, de clairvoyance et presque de divination dans ses jugemens. Plus la vérité se fera jour, et plus l'historien reconnaîtra qu'après le nom de Washington la révolution américaine n'en offre pas de plus pur que celui d'Hamilton. Le publiciste profond qui devait dans ses écrits jeter les bases de la constitution fédérale, et qui devait être le défenseur et le commentateur encore admiré des lois de son pays, débuta, comme jadis Franklin, par des chansons. Il est vrai qu'il avait alors seize ans. Fils d'un père écossais et d'une mère française, né en 1757 à l'île de Nevis, une des Antilles, Hamilton se trouvait à New-York pour faire ses études au moment où la révolution éclata. John Vardill, dans ses satires politiques, accablait de sarcasmes le parti populaire, et jetait à pleines mains le ridicule sur John Holt et le malheureux *Journal de New-York*. Hamilton adressa à Holt des réponses en vers burlesques, où il rendait coup pour coup à l'écrivain loyaliste, avec autant de verve que de gaieté. Ce fut là son entrée dans la carrière. Bientôt après, dans une réunion populaire, les avis étaient partagés et la discussion s'égarait, lorsqu'un tout jeune homme, encouragé par ses voisins, profita d'un moment de silence, et par l'éclat de sa parole, par la vigueur et la puissance de son argumentation, entraîna l'assemblée. C'était encore Hamilton. Il devint dès lors le collaborateur assidu du *Journal de New-York*, et chaque semaine rompit des lances contre son ancien professeur Myles Cooper. Celui-ci s'étonnait des progrès que faisait M. Jay, dont il estimait d'ailleurs le savoir et le talent; quelles furent et sa surprise et son incrédulité lorsqu'on lui apprit que le polémiste redoutable auquel il avait affaire était un de ses élèves, qui même n'avait point encore tout à fait renoncé à profiter de ses leçons! Cependant le parti loyaliste redoublait d'efforts : Isaac Wilkins, qui avait déjà publié un écrit remarquable sur la « contestation entre la Grande-Bretagne et ses colonies, » fit paraître, à la fin de 1774, en collaboration avec Seabury, deux attaques très vives contre le congrès révolutionnaire. La première était intitulée : *Libres Réflexions sur les mesures prises par le congrès continental*; la seconde : *Examen de la conduite du congrès par un fermier de Westchester*. Ces deux écrits, pleins de talent et d'habileté, et où les conséquences d'une rupture avec l'Angleterre étaient présentées avec force, produisirent une grande impression : le gouvernement anglais les fit réimprimer et distribuer à profusion dans les colonies, sans excepter le Massachusetts. Là le parti populaire répondit à cette distribution en mettant en pièces et en brûlant solennellement tous les exemplaires qu'il put trouver; mais brûler n'était pas répondre : Hamilton se chargea de cette tâche, et la façon dont il s'en acquitta lui mérita les applaudissemens de tout le parti, le plaça, malgré sa jeunesse, au premier rang des écrivains patriotes, et lui valut le surnom d'apologiste et de vengeur du congrès (*vindicator of congress*) que les journaux de Boston lui décernèrent.

A mesure que la querelle se prolongeait et s'aggravait entre les colonies et la mère-patrie, la polémique des partis s'envenimait. Les chefs de l'opposition dans le Massachusetts ne se contentaient plus ni des philippiques acérées de leurs journaux, ni des correspondances qu'ils avaient organisées entre toutes les colonies, ni des circulaires et des manifestes qu'ils lançaient dans

le public. Ils publièrent à Boston, en 1768, sous le nom de *Journal of Occurrences*, une espèce de compte-rendu, moitié imprimé, moitié manuscrit, destiné uniquement à enregistrer jour par jour les agressions ou les petits excès dont pouvaient se rendre coupables les soldats des deux régimens cantonnés à Boston et les employés des douanes. Aucun moyen n'était négligé pour stimuler l'esprit public. Lors de la dernière guerre, Franklin avait publié dans la *Gazette de Pennsylvanie* du 9 mai 1754 un article sur un succès obtenu par les Français dans le Canada, et sur l'avantage que leur donnait l'unité de direction et de commandement; suivant son habitude de toujours traduire sa pensée en images et en comparaisons pratiques, afin de la mieux fixer dans l'esprit des lecteurs, il avait mis au bas de son article, en guise de signature, une vignette en bois, représentant un serpent coupé par morceaux. Chaque tronçon du serpent contenait la lettre initiale d'une des colonies, et au centre on lisait en grosses capitales cette devise : *Join or die* (*s'unir ou périr*). Les journaux whigs allèrent déterrer cette vignette de Franklin, pour se l'approprier comme un signe de ralliement, et la plupart d'entre eux la reproduisirent régulièrement en tête de leurs colonnes, avec sa devise significative. La *Gazette de Boston* tenait toujours le premier rang parmi les adversaires du parlement britannique. Les vides laissés dans sa rédaction par la mort prématurée de Thacher et de Mayhew, par la démence de James Otis, avaient été promptement comblés : Josiah Quincy, Warren, le ministre puritain Chauncy, marchèrent hardiment dans la voie tracée par leurs devanciers. Samuel Adams redoublait de vivacité et d'efforts; il apportait dans la lutte une persévérance infatigable, une vigilance de tous les instans, et cette habileté, cette souplesse qui s'allient plus communément qu'on ne croit avec le fanatisme. « Je ne connais pas sous le ciel, disait de lui le gouverneur Hutchinson, d'homme plus habile à tuer la réputation du prochain. » John Adams lui-même, quoique moins absolu dans ses idées que son fougueux homonyme et d'un caractère plus calme, se laissait entraîner, par la contagion de l'exemple et l'échauffement de la lutte, à d'étranges violences de langage. Dans un tableau d'une éloquence presque sauvage, il comparait les administrateurs de la colonie à une volée de corbeaux abattue sur la Nouvelle-Angleterre, et dont l'avidité ne trouvait de bornes que dans la rapacité plus grande du vautour anglais, auquel il fallait laisser la plus grosse part. Pour expliquer l'opiniâtreté de l'Angleterre, il représentait Grenville, le chancelier de l'échiquier, en face d'un trésor vide et imaginant de taxer les colonies pour jeter une pâture aux cormorans affamés du parlement britannique. Il dépeignait Hutchinson en proie aux tiraillemens de l'avarice, plus impérieux chez lui que ceux de la faim. Si tel était le langage que se permettait un homme éminent et d'un esprit élevé, on jugera facilement des excès auxquels se livraient les journaux de Boston. Le déchaînement de la presse du Massachusetts s'explique jusqu'à un certain point par les mesures de rigueur dont la ville de Boston était l'objet, par la fermeture violente de son port et la ruine de son commerce. Ce que l'on comprend moins aisément, ce sont les outrages prodigués par certains journaux aux patriotes les plus éprouvés. Il n'était pas jusqu'à Franklin, l'habile défenseur des colonies devant le parlement, qui ne fût souvent l'objet de leurs attaques. On lui reprochait trop de temporisation

et de mollesse; on l'accusait de vouloir, tout en servant les colonies, sauver sa place de directeur des postes de Pensylvanie et la place de son fils, gouverneur de la province de New-Jersey. Bientôt la *Gazette* elle-même parut trop pâle à une portion du parti whig, et en 1769 le *Massachusetts Spy* fut fondé.

Ce journal représente le côté exagéré et violent de la révolution américaine. Les rédacteurs de la *Gazette de Boston,* malgré l'ardeur de leur polémique, n'arrivèrent que graduellement et assez tard à désirer l'indépendance de leur pays. Ils s'efforcèrent aussi longtemps que possible de prévenir toute agression matérielle et de renfermer la résistance dans les limites de la stricte légalité. Favorables en principe au régime républicain, ils eussent accepté la suprématie nominale de la monarchie anglaise, si elle avait respecté leur liberté religieuse et leurs franchises locales; ils se gardaient surtout d'attaquer les conditions essentielles du gouvernement, et tous, à l'exception de Samuel Adams, devaient plus tard se rallier franchement à la constitution fédérale. Un tout autre esprit animait les jeunes gens inexpérimentés et les théoriciens aventureux qui rédigeaient le *Massachusetts Spy.* Dès 1771, ce journal, sous la signature *Mutius Scévola,* proclamait la déchéance de toutes les autorités, qualifiait le gouverneur Hutchinson d'intrus et d'usurpateur, et sommait l'assemblée de prendre en main l'administration de la province. Le *Massachusetts Spy* ne se contenta point de pousser de toutes ses forces à une rupture violente, de conseiller sans cesse le recours aux armes, et d'attaquer avec passion tous les hommes qui parlaient de conciliation, il se fit en outre l'écho de toutes les idées émises par la philosophie du XVIIIe siècle sur les droits de l'homme, sur l'organisation du pouvoir et sur l'égalité universelle. Au nom de la liberté individuelle, ses rédacteurs eussent anéanti toute autorité et jusqu'à l'empire de la loi. La guerre, en tournant vers les opérations militaires l'attention de tous les esprits, enleva aux prédications du *Massachusetts Spy* tout le danger qu'elles pouvaient avoir. Au début des hostilités, on fut contraint de transporter ce journal dans la petite ville de Worcester, et à la paix, il s'y éteignit obscurément, après avoir essayé de se transformer en une revue. Une pérégrination semblable fut imposée par les succès des Anglais à un autre journal, à la *Gazette d'Essex,* fondée en 1768 à Salem par l'imprimeur Hall, transportée en 1775 à Cambridge sous le nom de *New England Chronicle,* et transférée à Boston en 1785. Ce journal mérite une mention, parce que sa collection offre peut-être le récit le meilleur et le plus complet de la guerre de l'indépendance; elle est extrêmement précieuse à consulter pour l'exactitude des faits et des dates, et pour une multitude de détails qui ne se trouvent point ailleurs. Nommons ici, par la même occasion, un autre journal que la querelle avec l'Angleterre fit naître dans une petite ville du Massachusetts, la *Gazette* créée à Newburyport par Thomas et Tinges.

On voit avec quelle rapidité croissait le nombre des journaux d'opposition; le gouvernement anglais ne manquait point cependant de défenseurs, même dans le Massachusetts. John Mein, imprimeur et libraire à Boston, s'associa avec un autre imprimeur de la ville, John Fleming, pour publier le *Boston Chronicle,* dont le premier numéro parut en décembre 1767. Pour la grandeur du format, pour la beauté du papier, pour l'exécution typographique,

le nouveau journal l'emportait sur toutes les feuilles de l'opposition : il eut de plus sur elles l'avantage immense de paraître deux fois par semaine au lieu d'une. Grâce à ses relations avec le gouvernement, il était aussi le plus vite et le mieux renseigné sur les affaires d'Europe; il publiait des extraits des livres nouveaux et des articles littéraires intéressans. Il eut donc tout d'abord un assez grand succès. Les droits de la couronne y étaient défendus avec habileté et surtout avec verve. John Mein était lui-même un bon écrivain, plein de malice et de gaieté, et autour de lui s'étaient groupés quelques gens d'esprit qui lui prêtaient un concours actif. C'était d'abord un négociant de Boston, Joseph Green, grand faiseur de petits vers et de bons mots, qui parodiait à ravir les sermons politiques du docteur Byles et des autres prédicateurs méthodistes, qui persiflait impitoyablement les francs-maçons, tous engagés dans l'opposition, et à qui le papier-monnaie du Massachusetts inspira les *Lamentations de M. Vieux-Cours*, contre-épreuve américaine de la complainte française sur la mort de *M. Crédit*. C'était ensuite un employé supérieur des douanes, Samuel Waterhouse, qui employait à défendre la mère-patrie les loisirs forcés que lui faisait l'opposition, et qui excellait à saisir les ridicules des gens, enfin quelques jeunes officiers de la garnison de Boston. Le fanatisme religieux et politique des chefs des whigs, l'affectation qu'ils mettaient à copier les puritains, leurs déclamations, leurs perpétuelles harangues, leur ardeur à sauver tous les matins les droits du peuple et la patrie, étaient autant de sujets de moqueries pour le *Boston Chronicle*, dont la verve railleuse n'épargnait ni les hommes ni les choses. Mais il en est, paraît-il, des journaux comme des enfans : quand ils ont trop d'esprit, ils vivent peu. Le parti populaire prit en une haine profonde le journal qui tournait en dérision ses chefs et ses principes, et à mesure que les passions s'échauffèrent, Mein, qui signait le *Chronicle* comme éditeur, se vit en butte à une animadversion dangereuse : il fut l'objet de menaces, et il finit par avoir des raisons sérieuses d'appréhender pour sa vie. Dans l'automne de 1769, il fut obligé de se cacher, et au mois de novembre il s'embarqua secrètement pour l'Angleterre, laissant à l'abandon sa librairie, qui fut fermée. Le gouvernement anglais le dédommagea de ses pertes, et l'employa dans les journaux de Londres, où il put impunément maltraiter les Américains. Après le départ de son associé, Fleming essaya de continuer la publication du *Boston Chronicle*, mais le soin de sa sûreté l'obligea d'y renoncer dans les premiers mois de 1770. Cet acte de prudence ne désarma point les ennemis que lui avait faits son journal, et en 1778 Fleming fut compris dans l'acte de proscription qui bannit du Massachusetts, sous peine de mort, les personnes demeurées fidèles à la cause royale, et qui confisqua leurs propriétés. Force lui fut d'aller rejoindre Mein en Angleterre.

Après la suspension du *Chronicle*, plusieurs des hommes importans de la province se réunirent pour fonder, dans l'intérêt de la cause royaliste, un journal ou plutôt une sorte de revue qui paraissait tous les samedis sans nouvelles, ni étrangères ni locales, sans annonces, et qui contenait uniquement des articles politiques. Ce recueil fut appelé *le Censeur;* on fit venir pour le diriger un nommé Ézéchiel Russell, qui avait essayé sans succès de fonder un journal à Portsmouth dans le New-Hampshire. Il n'eut pas meil-

leure chance avec *le Censeur*, qui vécut à peine une année. *Le Censeur* mort, il ne resta plus au gouvernement d'autre organe que la *Gazette du Massachusetts*, publiée tous les lundis par les imprimeurs Mill et Hicks. La cause royaliste fut soutenue avec talent dans ce journal par plusieurs des hauts fonctionnaires et des personnages marquans de la province; presque tous les rédacteurs étaient ou des légistes, ou des hommes politiques habitués au maniement des affaires et qui avaient joué un rôle dans la colonie. On peut citer parmi les principaux le jurisconsulte Daniel Leonard, qui avait débuté par être whig; le lieutenant-gouverneur André Ollivier, le doyen du conseil du Massachusetts; William Brattle, en qui John Adams trouva un rude jouteur, et l'avocat-général Jonathan Sewall. La *Gazette du Massachusetts* dut à Daniel Leonard une série d'articles fort habiles, signés, suivant l'usage anglais, du pseudonyme latin de *Massachusettensis*, et qui firent une si grande impression que les whigs jugèrent nécessaire d'en publier une réfutation en règle. Le soin de l'écrire fut confié à John Adams, qui prit à son tour le pseudonyme de *Novanglus*. Cette polémique remarquable, qu'on n'a pas dédaigné de réimprimer en 1823 comme un document capital pour l'histoire de la révolution, fut brusquement terminée par la journée de Lexington, qui vit couler le sang américain. A partir de ce moment, il fut impossible de rien publier en faveur de la cause royale sans attirer sur soi les violences populaires. Ce ne fut pas seulement à Boston que la terreur imposa silence aux écrivains loyalistes : à New-York, un rassemblement se forma et se porta sur le collége du roi pour saisir et jeter à l'eau le docteur Myles Cooper. Hamilton, averti de ce qui se passait, devança le rassemblement, et, du haut des marches du collége, il harangua la foule, la suppliant de ne pas déshonorer la cause américaine par un assassinat : il arrêta quelques instans cette multitude furieuse, et donna par-là à son ancien maître le temps de s'échapper et de gagner un des bâtimens de guerre stationnés dans la rade. Hamilton réussit également à sauver la vie de Thurman, membre de la législature de New-York, mais il ne put préserver du pillage et de la destruction la maison et les ateliers de James Rivington, imprimeur de la *Gazette royale*. Ce furent ces excès, préludes de nombreux massacres et de proscriptions en masse, qui révoltèrent l'âme noble et généreuse d'Hamilton et le jetèrent dans la vie des camps. Pour se soustraire au spectacle de scènes qui eussent attristé son cœur et ébranlé ses convictions, il déposa momentanément la plume et endossa l'habit du soldat.

Ces violences et ces persécutions, qui devaient redoubler de rigueur pendant la guerre, s'expliquent par les défections journalières que subissait la cause populaire. A mesure que la rupture avec la métropole devenait plus imminente et la nécessité de décider la querelle par les armes plus manifeste, le doute pénétrait dans les esprits et l'hésitation dans les cœurs. Les hommes modérés et réfléchis élevaient la voix pour prêcher la conciliation. Beaucoup de patriotes sincères croyaient la prospérité de l'Amérique attachée à son union avec la métropole, et étaient convaincus que, même si la guerre réussissait et conduisait à l'indépendance, on n'aboutirait par des flots de sang qu'à la ruine des colonies. Était-ce pour une question théorique, où le droit paraissait douteux, qu'il fallait rompre avec l'Angleterre, au lendemain du jour où cette

puissance avait dépensé des millions et un sang généreux pour délivrer les colonies du dangereux voisinage des Français et des missionnaires papistes du Canada? Toutes ces raisons et mille considérations secondaires agissaient fortement sur les esprits. A New-York, sur 2,500 électeurs municipaux, on ne put jamais, en mars 1775, faire concourir plus de 929 votans à l'élection des délégués au congrès continental; dès qu'une force anglaise parut, la ville et la colonie se prononcèrent en faveur de la métropole, et des milliers de volontaires s'enrôlèrent au service de la cause royale. Il en fut de même dans le New-Jersey, et le gouverneur de cette colonie, le propre fils de Franklin, surpris dans sa demeure et enlevé par une compagnie de partisans, refusa de jamais se rallier à la cause de l'insurrection, et émigra en Angleterre dès qu'il en eut la faculté. Dans la Géorgie et les Carolines, la majorité appartenait incontestablement aux loyalistes. En Pensylvanie, on vit se rattacher à la même cause l'homme le plus considérable de la province, Joseph Galloway, qui avait été le compagnon fidèle de Franklin pendant toute la lutte contre le gouvernement des propriétaires, qui avait été durant de longues années le président de l'assemblée provinciale, qui en 1765 avait pris parti en cette qualité contre l'acte du timbre, et qui avait siégé dans le congrès continental. Il en fut de même d'Allen, qui siégeait aussi dans le congrès, et de Duché, qui en était à la fois le secrétaire et le chapelain. John Dickinson, qui en 1765 avait publié contre l'acte du timbre les *Lettres d'un Fermier*, tant louées par Franklin et réimprimées en Angleterre, et qui, jusqu'en 1774, avait été le membre le plus actif et le plus influent du parti whig, combattit de toutes ses forces en 1776 la déclaration d'indépendance. Des hommes importans de la Pensylvanie, Franklin et Hopkinson seuls persévérèrent jusqu'au bout; la délégation de la province au congrès se trouva également partagée au moment du vote sur l'indépendance, et Morton, qui fit pencher la balance, mourut de douleur un an après, en déclarant que depuis ce jour funeste il n'avait jamais goûté un instant de calme ni reposé paisiblement une nuit. La Virginie elle-même, la Virginie qui avait donné au mouvement révolutionnaire son généralissime et ses officiers supérieurs, au congrès ses orateurs et ses écrivains, la patrie de Washington, de Patrick Henry, de Jefferson, des frères Lee, de Madison, hésitait encore au 15 mars 1776, ainsi que l'atteste une lettre écrite par le colonel Joseph Read à Washington inquiet. Cette lettre nous apprend en même temps l'action puissante qu'exerçaient sur les esprits les écrits de Thomas Paine, et surtout sa brochure intitulée : *Common Sense* (*le Sens Commun*).

Le premier homme de guerre qui mit au service de la cause américaine son expérience et ses talens militaires fut un officier supérieur anglais, le général Lee. Par une coïncidence singulière, le premier écrivain qui accepta complétement la pensée et les conséquences d'une rupture absolue et qui écrivit le mot *indépendance*, contre lequel John Adams protestait encore à la veille de la journée de Lexington, fut aussi un écrivain anglais. Ce fut Thomas Paine, qui était établi en Pensylvanie depuis quatre ou cinq ans au plus, et qui, de juillet 1775 à juillet 1776, publia à Philadelphie un recueil mensuel, le *Pennsylvania Magazine or American Museum*, dans lequel il prêchait une séparation absolue avec l'Angleterre. A la fin de 1775, il écrivit dans la

même intention sa célèbre brochure *Common Sense*, uniquement consacrée à démontrer les avantages de toute sorte que les colonies gagneraient à se déclarer et à se rendre indépendantes. Cette brochure, fort applaudie par les whigs, produisit une impression profonde, et il s'en vendit en quelques mois le nombre prodigieux de cent mille exemplaires. Ce succès encouragea Paine, à qui il donna à la fois un nom et de l'autorité : il renonça à son recueil pour publier de temps en temps, sous le titre de *Crise Américaine*, de petits pamphlets reliés l'un à l'autre par la communauté du titre et par un numéro d'ordre. Il en parut dix ou douze, à des intervalles inégaux, chaque fois que des circonstances graves demandèrent qu'on stimulât l'esprit public, et tous les témoignages contemporains s'accordent à constater l'action efficace que plusieurs de ces écrits exercèrent sur l'opinion.

Toutefois, ce qui parle plus haut que ces témoignages, ce qui atteste invinciblement l'influence considérable exercée par la presse sur un des plus grands événemens du XVIIIe siècle, ce sont les hésitations mêmes des patriotes les plus sincères et la défection de beaucoup d'entre eux. Il fallut de la part de la presse une prédication incessante et des efforts infatigables pour grouper et retenir la masse du peuple autour des chefs de l'opposition, pour prévenir et combattre les défaillances de l'opinion, pour entretenir la foi et l'ardeur dans les âmes à travers les épreuves d'une lutte prolongée. Il existait entre les colonies et la métropole bien des causes de désunion, mais il y avait aussi de puissans motifs de rapprochement, et la séparation pouvait être ajournée pour longtemps. Si l'on cherche attentivement quel était le fond des idées et des opinions dans la Nouvelle-Angleterre, on arrive aisément à se convaincre que l'*Essai sur le droit canon et le droit féodal* était l'expression fidèle de l'esprit public, et que d'une part le fanatisme puritain et les tendances démocratiques du Massachusetts, de l'autre l'intolérance religieuse et les institutions aristocratiques de l'Angleterre, créaient entre deux peuples sortis de la même souche un antagonisme inconciliable. On comprend à merveille que la Nouvelle-Angleterre, une fois engagée dans la lutte, y ait apporté toute l'énergie et toute la persévérance de la race anglo-saxonne, qu'elle ait entraîné et violenté en quelque sorte les autres colonies, qu'elle ait supporté presque à elle seule le poids de la guerre, et que l'indépendance ait été pour elle comme une représaille des persécutions autrefois subies par ses fondateurs; mais qui éveilla ce fanatisme religieux et politique alors qu'il sommeillait? qui évoqua ces souvenirs du passé? qui passionna pour des questions théoriques cette population de laboureurs et de marchands? qui l'anima d'un même esprit de sacrifice, sinon les hommes dont les noms se sont déjà tant de fois rencontrés sous notre plume?

On prend d'habitude la date de 1776 comme le début de la révolution américaine; nous dirions volontiers que cette date en marque le couronnement. C'est le 4 juillet 1776 que la déclaration d'indépendance fut définitivement votée. La même nuit, John Adams, dont l'éloquence avait emporté ce vote, écrivait à sa femme : « Hier a été décidée la plus grande question qui ait été débattue en Amérique, et jamais peut-être question plus grande n'a été agitée entre des hommes. Une résolution a été votée, sans le dissentiment d'une seule colonie, portant que les États-Unis sont et de droit doivent être

des états libres et indépendans. Ce jour est maintenant passé. Le 4 juillet 1776 demeurera une époque mémorable dans l'histoire de l'Amérique. Je suis disposé à croire qu'il sera fêté par les générations à venir comme le grand anniversaire de la patrie. Il devrait être solennisé comme un jour de délivrance par des actes publics d'adoration envers le Dieu tout-puissant. Il devrait être, aujourd'hui et à tout jamais, célébré par des pompes, des processions, des jeux, des réjouissances, par le son du canon et des cloches, par des feux d'artifice et des illuminations, et cela d'un bout du continent à l'autre. Vous allez croire que l'enthousiasme me transporte : il n'en est rien. Je sais parfaitement tout ce qu'il va coûter de labeur, de sang et d'argent pour soutenir cette déclaration, pour défendre et faire vivre ces états nouveaux, et cependant à travers cette sombre perspective je puis voir que la fin vaut plus encore que tous les moyens qu'elle coûtera, je vois la postérité qui triomphe, quoique vous et moi puissions pleurer amèrement, et pourtant je ne suis pas sans espoir. » Le jour où une pareille lettre fut écrite par un père de famille à une femme justement adorée, le jour où de pareils sentimens étaient dans le cœur de tout un peuple, tout était consommé. La partie dramatique de la révolution, celle qui frappe les imaginations et se grave dans les mémoires, les vicissitudes de la guerre, les victoires et les revers, les alternatives de la joie et de la douleur, tout cela devait se dérouler encore pendant sept années, mais déjà une barrière infranchissable s'élevait entre les colonies et la métropole. L'Angleterre eût remporté vingt victoires, ses armées eussent incendié toutes les villes, ses flottes détruit tous les ports des États-Unis, qu'elle n'aurait pu dompter la résistance des Américains; pour avoir été retardé de quelques années, pour avoir été acheté au prix de plus grands malheurs et par une plus grande effusion de sang, l'inévitable dénoûment de la lutte eût été l'indépendance de l'Amérique. L'épée de Washington ne fit que défendre une révolution déjà accomplie par l'opinion; mais former cette opinion, briser un à un tous les liens que la tradition, l'habitude, l'affection, les souvenirs de famille, les services réciproques avaient établis entre les colonies et la métropole, éveiller dans le peuple le sentiment de ses droits et la conscience d'un avenir distinct de celui de l'Angleterre, habituer ce peuple à séparer dans l'idée de patrie la terre américaine de cette autre terre natale qu'il avait coutume d'appeler ses foyers (*home*) ou son vieux pays (*old country*), l'amener à envisager de sang-froid et même à désirer une rupture, créer un esprit national américain, enfanter enfin l'indépendance morale dont l'indépendance matérielle ne fut que la conséquence et la consécration, ce fut l'œuvre de la presse durant dix longues années, et, de l'avis de John Adams lui-même, « ce fut là vraiment la révolution américaine. »

CUCHEVAL-CLARIGNY.

L'IRLANDE

DEPUIS LA DERNIÈRE FAMINE.

Pendant les cinq années qui ont suivi l'année 1847, l'Irlande a dû lutter chaque jour contre les conséquences de la famine. Cette terre si habituée au malheur a été soumise à des épreuves de souffrance qui lui étaient inconnues. Il suffit de citer un chiffre pour en faire mesurer l'étendue. L'Irlande comptait, avant la dernière famine, de 8 à 9 millions d'habitans : elle n'en possédera bientôt plus que 6 ou 5 millions. Si tous ceux qui ont disparu ne sont pas morts de misère, de maladie et de faim, c'est que beaucoup se sont dérobés au péril en fuyant leur pays natal. Le fléau ne s'est pas borné à exercer ses ravages sur les choses qui seules paraissaient être de son empire : sa prolongation et son intensité ont agi sur les imaginations, modifié les mœurs, changé les idées du peuple. La situation sociale tout entière est devenue incertaine et précaire; à chaque heure, elle se transforme. Il y a trois ans encore, la plupart des propriétaires ignoraient s'ils étaient riches ou ruinés, si l'héritage de leurs pères était une fortune ou devenait un fardeau. Tel qui possédait 50,000 acres n'avait pas le lendemain un seul acre au soleil. Ceux des pauvres qui n'étaient pas morts de faim, ou qui n'avaient pas émigré, ne savaient comment conserver les seuls biens qui appartiennent aux plus malheureux, la vie et la patrie. L'Irlande devait-elle produire désormais pour eux la subsistance? Combien, lesquels seraient contraints de s'expatrier? Cela dépendait du hasard de la prochaine récolte. C'est que les pommes de terre n'avaient pas uniquement ici l'importance d'une denrée alimentaire difficile à remplacer. Dans la condition économique de l'Irlande, aucune autre production aussi nutritive ne pouvait être cultivée

par la masse de la population. Un changement de culture nécessitait une véritable révolution sociale, et c'est une grande révolution, celle qui détruit la culture à la main, force à mettre en herbages la terre de labour, divise la propriété, ne permet d'exploiter la terre qu'à la condition de posséder des capitaux et contraint le petit tenancier à se faire journalier!

Aujourd'hui cette révolution est en partie accomplie, la famine s'est chargée de la besogne que des théories violentes voulaient imposer à la législation. Quel que soit le sort de la récolte des pommes de terre, les plus mauvais jours de l'Irlande ne se renouvelleront pas. Après cinq années d'un malheur inouï, elle marche vers un état économique meilleur et plus stable. Les désastres ont été connus, le bien ne doit pas rester ignoré, et il nous paraît intéressant de rechercher comment s'est améliorée une situation qui paraissait désespérée. On ne peut avoir habité l'Irlande sans éprouver une vive sympathie pour ce pays, sans désirer faire connaître les causes réelles de ses souffrances et les espérances qu'il est permis de concevoir pour son avenir. Le spectacle de la misère irlandaise n'est pas d'ailleurs seulement de nature à émouvoir le cœur; il ne montre pas seulement sous leur forme la plus douloureuse les effets du mal, il apprend à s'attacher à tout ce qui est vrai en économie publique, en politique, en morale et en religion.

On nous permettra cependant d'exprimer très-peu d'opinions théoriques. Dans l'état transitoire de l'Irlande, les systèmes courraient grand risque d'être démentis par les faits. Sur toutes les questions de l'ordre moral et de l'ordre matériel plane aujourd'hui en Irlande la question des subsistances. La révolution agricole qui transforme la situation sociale modifie en même temps les conditions morales du pays; la solution de nombreux problèmes économiques, politiques et religieux est subordonnée à la disparition ou à la durée de la cause même qui a produit la famine et a amené la dépopulation. Si les passions s'agitent toujours, ce n'est pas à elles seules qu'il appartiendra de décider des événemens : la sagesse comme la folie demeurent frappées d'impuissance en face des cruels caprices de la nature.

Aussi c'est la famine, ce sont des souffrances cruelles qui ont ouvert en Irlande la voie des améliorations pour les générations futures. En présence d'infortunes poignantes frappant du même coup toutes les classes de la société, on ne saurait de sang-froid supputer les avantages économiques qui résultent de la mort des uns, de l'expatriation des autres, de la ruine de beaucoup. A cette heure sans doute, le champ de la famine est circonscrit, cette question de vie ou de mort que doit décider la maladie ou la santé d'une racine ne s'applique plus à la généralité : beaucoup de propriétaires et de tenanciers

sont définitivement sauvés; mais le sort de tous n'est pas fixé encore, et s'il répugne à l'humanité de faire la théorie des faits inévitables, d'autres motifs commandent également de ne peindre qu'avec le langage de la modération un état de choses qui offre malheureusement trop de prise aux déclamations passionnées.

De grands crimes ont certainement été commis en Irlande, et une cruelle responsabilité pèse sur les auteurs de ces crimes. Ce n'est pas seulement l'oppression d'une génération qu'on doit leur reprocher : ils ont organisé la misère et la famine pour les générations suivantes; mais les coupables n'existent plus, et les enfans s'efforcent de réparer ce qu'ont fait leurs pères. Aucun gouvernement ne s'est imposé pour son propre pays des sacrifices aussi considérables que ceux de l'Angleterre en Irlande depuis dix ans. Aucune révolution démocratique n'a décrété en faveur des pauvres plus que n'a donné dernièrement la propriété irlandaise. Est-ce le moment de s'appesantir sur les anciens griefs et de signaler avec amertume ceux qui restent à redresser? Laissons de côté les colères historiques les plus légitimes : elles doivent se taire devant deux sentimens, la pitié pour ceux qui souffrent, le respect pour ceux qui s'efforcent de les soulager.

Nous autres Français, nous sommes particulièrement tenus d'admirer la fermeté d'âme déployée par tous au milieu de cette horrible crise. Quelques faits suffiront pour faire juger l'étendue des dangers contre lesquels l'Irlande a eu à lutter depuis 1847. Plus de la moitié de la population totale de l'île, c'est-à-dire la population entière de certaines provinces, a dû être employée dans les ateliers nationaux. Deux millions d'hommes poussés par la famine ont quitté pour toujours leur patrie. Dans ce pays, quiconque n'est pas propriétaire est *tenant*, expression qui s'applique à tout locataire d'une maison, d'une ferme ou d'une parcelle de terre. Les idées socialistes durent donc prendre en Irlande une forme spéciale, et les *tenanciers*, s'étant persuadé qu'ils resteraient maîtres de la terre placée entre leurs mains après la dépossession des propriétaires, se vendaient entre eux au milieu même de la famine, à des prix considérables, des baux onéreux. — Quel était pendant ce temps d'angoisse le chiffre de l'armée anglaise en Irlande? Il ne montait pas au tiers de l'armée française en France relativement au nombre des habitans des deux pays. Cette société ruinée, affamée, exposée à tous les périls du pillage, de l'assassinat et de l'insurrection, n'a pas été un seul instant effrayée. Elle s'est confiée dans sa propre énergie et dans la Providence. Après s'être imposé les plus durs sacrifices, après avoir donné volontairement ce que la violence n'aurait pu arracher, aujourd'hui elle se retrouve libre, active, mieux assise qu'avant la tempête, et travaille à réparer ses pertes à l'aide de l'expérience du passé. Tant de malheur

et tant de courage commanderaient l'indulgence, s'il était jamais permis de se poser en juge sévère de ceux qui donnent de tels exemples de constance, de fermeté et de générosité pratique.

I.

Pour donner une idée même superficielle de l'état actuel de l'Irlande, il est nécessaire de rappeler en quelques mots les causes historiques de la misère irlandaise. Sur ce point comme sur beaucoup d'autres, le livre de M. Gustave de Beaumont permet d'épargner les développemens. Cet ouvrage éclaire encore aujourd'hui le procès permanent de l'Irlande. Si des événemens nouveaux sont survenus, si la conduite du gouvernement anglais et de l'aristocratie irlandaise, d'indifférente et d'oppressive, est devenue active et généreuse, les conséquences des crimes séculaires n'en subsistent pas moins. Après les guerres mi-partie nationales, mi-partie civiles qui, pendant des siècles, ont ravagé l'Irlande, les guerres religieuses lui portèrent un coup plus fatal encore. La masse presque entière de la propriété fut confisquée, et le vainqueur, non content d'avoir dépouillé le vaincu, s'efforça de le maintenir indéfiniment dans un état d'abaissement social. Une série de mesures barbares et iniques, appelées les *lois pénales*, s'opposèrent à ce que les catholiques irlandais pussent acquérir la richesse et l'instruction. Toutes les plaies sociales de l'Irlande datent des *lois pénales*. La misère irlandaise est fille de l'oppression. La famine de ces dernières années a donné au milieu du XIXe siècle le spectacle d'une famine du moyen-âge. Cette fièvre contagieuse qui a succédé à la famine, et qui a été plus meurtrière qu'elle, c'est une épidémie du moyen-âge. Ce qui blesse nos cœurs, ce qui afflige nos yeux, c'est le spectacle d'une situation qui était celle de toute l'Europe il y a quelques siècles. Ici la transition a été plus brusque: la marche de la civilisation, si longtemps retardée, a été précipitée ensuite d'une manière artificielle, et surtout il y a eu des témoins, enfans d'une civilisation meilleure, pour dénoncer le crime. Au jour de la justice tardive, l'Irlande s'est trouvée dans une situation économique analogue à celle d'une colonie d'esclaves émancipés, c'est-à-dire avec des propriétaires ruinés, avec un peuple dépourvu d'industrie et de capitaux, sans classe moyenne qui eût pu accumuler des richesses et fût capable de les employer dans l'intérêt social.

Au fond de toutes les questions économiques et agricoles que soulève l'état de l'Irlande, on retrouve toujours comme raison dominante le manque de capitaux. Les lois pénales, qui s'appliquaient aux 8/10mes de la population, c'est-à-dire à la population entière de la

plus grande partie de l'Irlande (car la portion protestante de l'Ulster forme un tout à part), ces lois pénales se sont opposées directement à la formation du capital irlandais, et en provoquant un état de malaise moral qui dure encore, elles ont empêché l'introduction du capital anglais. En Irlande, il n'y a guère que des terres nues et des bras sans outils. Le produit de chaque récolte ne sert pas à féconder la récolte suivante. Aucune réserve n'est accumulée, aucune dépense productive ne peut être effectuée. Le propriétaire, riche en apparence, n'est pas le maître de son revenu, qui passe entre les mains des créanciers hypothécaires. Les fermiers n'ont ni avance ni industrie. Cet agent, accumulé de génération en génération, qui rend les fils moins misérables que ne l'ont été les pères, qui fait vivre une population considérable là où languissaient des hordes clair-semées, qui assure une production plus grande pour la même somme de travail, le capital fait défaut. En même temps, lorsqu'une denrée nouvelle, susceptible par le travail à la main de fournir une plus grande quantité de nourriture sur la même étendue de terrain, a été introduite, la population pauvre de l'Irlande a doublé en quarante ans. Tandis que le misérable augmentait sa famille, le propriétaire multipliait ses dettes, se fiant sur l'accroissement temporaire des revenus que créait une situation anormale. Toutes les difficultés sociales, toutes les absurdités agricoles, tous les vices dans la position réciproque du propriétaire et du tenancier, les cruautés et les vengeances, se sont multipliés avec l'accroissement général de la population, accompagné d'une diminution graduelle dans la richesse réelle; puis, quand est venu le jour où la récolte des pommes de terre a manqué, trois millions d'Irlandais ont péri ou ont été obligés de s'expatrier! Que ceux qui accusent l'invention des machines et les progrès de l'industrie moderne d'avoir amené le paupérisme veuillent bien prendre la peine de visiter le Connaught; ils apprendront à estimer l'industrie et la civilisation. Que ceux qui appellent le capital du riche le *tyran du pauvre* se rendent dans le Connemara; ils verront une misère sans égale produit de la loi agraire, car on ne peut appeler autrement un état de choses où le terrain est divisé par acre et par demi-acre, et où le tenancier ne paie pas le propriétaire. Qu'on n'attribue pas non plus à la différence de races et de religions la supériorité des environs de Belfast sur le reste de l'Irlande : si la partie protestante de l'Irlande est riche et la partie catholique misérable, c'est que les lois pénales n'ont que partiellement agi dans l'Ulster, c'est que la législation n'a pas été la même pour tous les habitans de cette terre. Ceux qui ont joui de leur liberté naturelle sont actifs et intelligens; ceux que pendant des siècles on a cherché à dégrader et à abaisser sont restés pauvres et ignorans.

Ce qui rend très-difficile l'appréciation des affaires d'Irlande, c'est que, par suite de l'accroissement successif de la population et de plusieurs années de famine, les effets de l'oppression se font surtout sentir depuis l'époque même où l'oppression a disparu, c'est qu'ils ont atteint leur maximum dans les temps d'une réparation généreuse. Aussi, il faut le dire, John Bull et les *Wild Irish* ne se ménagent pas les invectives réciproques; ils répètent les déclamations du passé quand les faits ont changé de face, et beaucoup de gens doux et pacifiques prennent encore des attitudes, les uns de tyran, les autres de rebelle. Cette tyrannie et cette rébellion ne sont plus maintenant que de vieilles formes oratoires; pour le démontrer, il suffit d'énumérer les principales mesures adoptées par le gouvernement anglais depuis le grand acte de l'émancipation des catholiques en 1829.

En Irlande, les choses matérielles et morales se tiennent de si près, qu'il convient de placer en première ligne, parmi les mesures salutaires, l'abolition de la taxe pour la réparation des églises protestantes et la commutation des dîmes en un prélèvement fait sur le propriétaire. Aujourd'hui c'est le propriétaire, en général protestant, qui paie directement pour le culte protestant, tandis qu'autrefois c'était le tenancier catholique qui remettait la dîme de ses propres mains dans celles du ministre anglican. Cette concession toute morale était devenue nécessaire à cause des troubles soulevés par la perception de la dîme, car peu importe, au point de vue économique, que l'impôt soit payé par le propriétaire ou par le fermier. Après ce premier pas dans une voie de ménagemens pour les justes susceptibilités des catholiques, le gouvernement anglais, pressé par l'esprit de liberté qui régnait alors dans le monde, obtint du parlement d'autres témoignages d'une tolérance active. On sait qu'une subvention fixe a été accordée au grand séminaire catholique de Maynooth. Quatre grands colléges laïques ont été subventionnés par l'état, et le système nouveau des écoles nationales pour l'instruction primaire a acquis un immense développement. Cinq cent cinquante enfans reçoivent dans ces écoles une instruction plus élevée que celle d'aucun autre pays. Sous le patronage de l'état, catholiques et protestans sont admis dans les mêmes lieux, sous les mêmes maîtres, sur un pied d'égalité parfaite. Plusieurs bills ont déjà passé, et d'autres sont discutés en ce moment pour régler, dans un autre ordre d'intérêts, la question si difficile des droits du propriétaire et du tenancier. Malheureusement, en pareille matière, la législation ne peut rien sans les mœurs et contrairement à l'état social; plusieurs grosses injustices ont déjà néanmoins disparu de la loi, et si l'importance du *tenant right bill* est circonscrite dans le présent, elle est grande pour l'avenir.

Les sacrifices faits par l'Angleterre au milieu de la famine de l'Irlande ont été immenses. En estimant à 200 millions de francs les secours publics et les charités privées, on n'est pas au-dessus de la réalité. Toutes les formes ont été essayées pour arriver au soulagement de la misère. Une partie des fonds du gouvernement a été distribuée en purs dons, sans conditions. Ce mode de distribution n'a pas été le seul, et on a plusieurs fois changé de système. C'est ainsi qu'à une autre époque de la crise on a accordé une subvention égale au montant des sommes votées pour le soulagement de la misère par chaque grand jury de comté. Enfin, à une autre époque encore, le gouvernement avança à chaque comté de l'Irlande les sommes votées par lui, remboursables par annuités en quarante ans. Depuis cette avance, il a été créé une caisse permanente de subventions et de prêts pour stimuler le travail : de subventions, lorsque les travaux de desséchement conduisent à l'amélioration des voies navigables anciennes ou à la construction de voies navigables nouvelles; — de prêts, lorsque les travaux n'ont pour résultat que l'amélioration des propriétés privées. Presque partout en Irlande, les fermes ne sont ni entretenues, ni bâties par le propriétaire. Le plus souvent la demeure du tenancier n'est qu'une misérable hutte appelée *cabine* comme celle de l'oncle Tom. Un autre fonds spécial a été consacré, non pas à développer le crédit foncier et la dette hypothécaire (on verra comment le gouvernement anglais traite les terres hypothéquées), mais à favoriser certaines améliorations agricoles définies qu'empêchait d'effectuer le manque de capitaux. Les conditions du prêt sont 6 pour 100, intérêt et amortissement compris, et en vingt ans l'emprunteur est libéré.

La grande innovation en faveur de laquelle et contre laquelle il y a le plus à dire, c'est l'établissement d'un vaste système de charité publique. Les *poor laws* ont commencé à agir en Irlande en 1839. En 1846, la dépense était de plus de 10 millions; en 1847, de plus de 20 millions; en 1848, de près de 46 millions; en 1849, d'environ 54 millions; depuis, elle a diminué. Ce n'est pas tout, on a fondé trois sortes d'hôpitaux publics soutenus par des prélévemens de sources différentes, et dans chaque circonscription limitée on a institué des dispensaires avec le traitement et les remèdes gratuits.

Enfin, au moment même où les revenus diminuaient par suite de la famine et de l'émigration, alors que la taxe des pauvres écrasait les propriétaires et les mettait hors d'état de payer les intérêts des créances hypothécaires anciennes, tout à coup les difficultés légales qui s'opposaient à l'expropriation de toute espèce de propriété ont été supprimées, et c'est dans une situation exceptionnelle accablante pour le propriétaire que s'est opérée une liquidation forcée dont les

conséquences ont été d'amener des propriétaires nouveaux là où existaient des propriétaires obérés et de morceler les grands domaines. La cour des *encumbered estates* (propriétés grevées d'hypothèques) a été instituée pour juger sommairement dans tous les cas où l'intérêt de la dette dépasse le revenu réel. Elle procède immédiatement à la vente et délivre ce qu'on appelle des titres parlementaires de propriété, c'est-à-dire des titres désormais inattaquables, qui facilitent les mutations. Près d'un cinquième de la propriété irlandaise est aujourd'hui à la disposition de la cour des *encumbered estates*.

Telles sont les principales mesures prises par l'Angleterre pour diminuer une responsabilité que la dernière famine rendait accablante; mais à côté de ces questions tout irlandaises, il en est d'autres plus générales qui influent également sur la situation économique de l'Irlande. De ce nombre sont le *free trade*, l'*income tax* appliquée à l'Irlande, et la distribution relative des impôts entre les deux grandes îles britanniques.

Comme tous les malheureux, les Irlandais ont l'habitude de se plaindre; ils se plaignent généralement à raison et quelquefois à tort. En ce qui touche l'agriculture anglaise, les effets de la suppression des droits sur les céréales ont été longtemps controversés, mais il n'est pas possible de considérer le *free trade* comme préjudiciable à l'Irlande. Si bas que puisse tomber le prix du grain dans ce pays, il sera encore trop élevé relativement à celui de la main-d'œuvre et aux ressources du pauvre, tandis que le haut prix des bestiaux, des laines, du beurre, favorise extrêmement le fermier et le propriétaire. En augmentant dans une proportion considérable la consommation de la viande en Angleterre, le *free trade* accroît les bénéfices de la branche d'industrie agricole la plus importante de l'Irlande, créée par la nature pays de pâturages et destinée de plus en plus à le redevenir.

Il serait injuste d'isoler la question de l'*income tax* appliquée à l'Irlande d'un autre fait financier. L'établissement de cet impôt, insupportable sans doute à cause du mode de perception, mais insupportable en Angleterre comme en Irlande, a été compensé pour cette dernière par la remise des intérêts et du capital de la dette contractée envers le trésor public pendant la famine et appelée les *consolidated annuities*. Plus la localité était pauvre, plus la charge des *consolidated annuities* était élevée. Presque nulle dans l'Ulster, elle devenait accablante dans le Connaught. En outre elle était payée moitié par le propriétaire, moitié par le fermier; le propriétaire était responsable pour une charge proportionnelle à la totalité du revenu de sa terre, quelles que fussent les dettes hypothécaires, et le tenancier d'un bail de 125 fr. devait payer sa quote-part. Avec l'*income tax*,

tous les tenanciers dont le bail ne monte pas à 5,000 fr. sont exceptés, et l'intérêt de la dette hypothécaire est défalqué du revenu imposable. Aussi cette innovation a-t-elle plus agité le parlement que l'Irlande; en réalité, cela n'a été que la substitution d'un impôt de quotité là où existait le système de la répartition pour le paiement d'une dette de valeur égale, et une charge plus considérable imposée aux riches afin de dégrever les pauvres. Toutefois il eût été de meilleure politique de se montrer généreux plutôt qu'équitable à la suite des ravages de la famine et de remettre les *consolidated annuities* sans exiger de compensation. Si un ministre aussi libéral et aussi éclairé que M. Gladstone n'a pas agi ainsi, c'est que l'extension de l'*income tax* à l'Irlande a été la séduction offerte à l'Angleterre pour obtenir la prolongation générale de l'impôt pendant sept ans.

La répartition de l'impôt entre les deux îles est pour les Irlandais un thème d'incessantes récriminations. Les patriotes irlandais, considérant que les intérêts politiques et coloniaux de la Grande-Bretagne doivent être indifférens à l'Irlande, prétendent que les dépenses coloniales et maritimes, les arrérages de la plus grande partie de la dette, doivent être payés exclusivement par l'Angleterre. Posée dans ces termes, la discussion financière devient une querelle de nationalité. Rien cependant n'est plus simple en soi que la question de la distribution de l'impôt entre les deux îles. En Angleterre et en Irlande, presque tous les impôts destinés à subvenir aux dépenses de l'état sont des impôts indirects, et en matière de taxe indirecte il est certain qu'on paie en proportion de la consommation. Ces taxes peuvent peser inégalement sur différentes classes dans un même pays; elles ne peuvent pas être réparties inégalement entre deux pays. Il y a plus, l'Irlande est exemptée de plusieurs des taxes indirectes qui se paient en Angleterre; mais d'un autre côté elle a à subvenir aux frais de deux cultes différens, elle paie l'un volontairement, et l'autre contrainte par la loi. Le somptueux établissement du clergé anglican est un luxe que se donne l'Angleterre protestante aux dépens de l'Irlande catholique. On peut dire encore que si, par sa nature, la taxe des pauvres est une taxe essentiellement locale, des situations par trop chargées devraient cependant appeler le secours de la communauté tout entière, et puisqu'une portion des frais généraux d'établissement pour les *poor houses* est supportée en Angleterre par l'état, il serait juste que le même secours et quelques autres soulagemens fussent accordés à l'Irlande, comme l'a parfaitement démontré M. Scully dans une des dernières séances du parlement. En somme, l'Irlande, sous le rapport financier, n'est pas traitée cruellement par l'Angleterre, mais elle a grand'peine à supporter l'égalité; elle a besoin, pour pouvoir se relever, d'être ménagée.

Sans doute, des critiques peuvent être adressées au principe et à

l'exécution de plusieurs des mesures qui viennent d'être signalées. Les allocations du gouvernement anglais pendant la famine ont été généralement mal dépensées. Ce n'est pas seulement en France que les ateliers nationaux donnent un travail improductif. Les prêts faits pour provoquer les améliorations agricoles ont au contraire eu des résultats excellens, mais les secours partiels d'un gouvernement ne modifient pas une situation économique tout entière. Il y a beaucoup à dire en principe contre la loi des pauvres; après l'avoir vue fonctionner en Irlande, je n'en souhaite pas l'application en faveur des classes souffrantes de mon pays. Elle aurait eu, sans l'émigration, des conséquences atroces pour les pauvres, et d'un autre côté, dans certains districts, elle a été une spoliation véritable de la propriété. Néanmoins, prises dans leur ensemble, les mesures adoptées par le gouvernement anglais ont un caractère de bienveillance qu'il serait injuste de méconnaître. Pourquoi paraissent-elles à la fois insuffisantes et excessives?

Les deux plus importantes de ces mesures, les *poor laws* et la cour des *encumbered estates*, ne s'appliquent qu'aux situations extrêmes et perdues. Celle-ci dégage la terre en ruinant le propriétaire, celle-là empêche le pauvre de mourir de faim à la condition qu'il ira en prison. Toutes deux étaient inévitables, elles étaient les conséquences nécessaires d'une situation fatale; mais le principe du mal n'est pas atteint. Comme dirait un médecin, on n'a traité que les symptômes. La cause pour laquelle l'Irlande a été jetée en arrière de plusieurs siècles, comme état économique, n'est pas suffisamment modifiée. Les motifs qui font que la propriété se vend à un prix si inférieur dans une des îles britanniques, que l'intérêt hypothécaire y est accablant, que le capital manque pour produire le travail, — qui ferait la richesse des uns et assurerait la vie des autres, — ces motifs subsistent encore ou ne sont que faiblement atténués. Dieu me garde de blâmer aucune des mesures de charité publique adoptées en Irlande! Le peuple mourait non pas seulement de misère, mais de faim : il fallait à tout prix venir à son secours. Seulement ce serait une grande erreur de juger des avantages de la loi des pauvres par les charges qu'elle impose à la propriété, et de croire qu'elle enrichit les uns parce qu'elle ruine les autres. Elle ne donne aucun moyen à l'homme abattu de se relever; elle absorbe tous les revenus de la propriété, elle diminue la somme des salaires consacrés au travail productif, elle rend toutes les améliorations impossibles, elle appauvrit la généralité et n'a de contrepoison que l'expatriation. De plus, en Irlande la loi des pauvres place le propriétaire vis-à-vis du tenancier dans des conditions de dureté particulière dont j'aurai à examiner les effets.

C'est un préjugé très commun que la terre ne paie rien ou presque

rien en Irlande, parce qu'aucun impôt de l'état ne pèse sur elle. La terre paie en Irlande beaucoup plus qu'en Angleterre, plus même qu'en France, et, ce qui surtout est grave, elle paie d'une manière inégale et incertaine. Le *county cess* et le *vestry cess* (impôts de comté et de paroisse) doivent pourvoir à ces dépenses, nécessaires dans tous les pays civilisés, auxquelles subviennent en France les centimes départementaux et communaux, avec cette différence que, la commune ayant très peu d'importance en Irlande, ce qui est dépense communale en France est ici dépense de comté, — avec cette aggravation aussi, que, dans l'organisation administrative anglaise, un grand nombre de dépenses sont localisées, et qu'en Irlande l'entretien des routes et une grande partie des frais de la police armée tombent à la charge du comté. Depuis la publication du livre de M. de Beaumont, le montant des *county cess* a doublé; il atteint aujourd'hui un chiffre qui est le huitième de la valeur imposable du pays. Ce n'est pas tout. Parmi les dépenses localisées se trouve l'entretien de l'église anglicane en Irlande, qui donne lieu à un impôt spécial créé en remplacement de la dîme. Les *church rates* ont été supprimés, et les églises du culte établi sont entretenues au moyen de prélèvemens faits sur les traitemens des hauts dignitaires. Le système de perception des dîmes a été amélioré, et on a diminué le montant de la rente fixe qui l'a remplacé lorsque l'assiette de cette taxe fut modifiée. Malgré ces améliorations, le fardeau financier du *tithe rent charge* (1) est encore bien lourd, sans parler des griefs moraux que cet impôt soulève. En additionnant le revenu de la dîme et celui des biens dont jouit le clergé établi, on arrive à un résultat étrange que peut seul expliquer le petit nombre de personnes professant le culte anglican en Irlande. Relativement au nombre des fidèles, sur le pied où est payé le culte anglican dans ce pays, les frais du culte catholique monteraient en France à près de 500 millions. Encore ce culte si bien rétribué n'est-il pas celui de la majorité de la population. Celle-ci doit subvenir par des dons volontaires à l'entretien du clergé catholique. C'est une charge nouvelle qui retombe sur la terre et dont il est difficile d'évaluer le montant. Non-seulement la dépense du culte n'est pas en Irlande supportée par l'état, mais l'Irlandais paie deux fois : il paie pour soutenir les ministres de la religion qu'il professe; il paie surtout pour maintenir un culte qui lui est au moins indifférent.

La taxe des pauvres et toutes les autres taxes de charité publique qui se perçoivent en même temps que le *poor rate*, et ne sont pas confondues avec le *county cess*, s'élevaient, comme on l'a déjà vu, à plus de 54 millions de francs en 1849. Le montant varie chaque

(1) C'est le nom de l'impôt fixe substitué à la dîme.

année et suivant chaque localité. Je prends l'année 1849 comme exemple, tout en faisant remarquer qu'elle a été particulièrement chargée, et que la taxe des pauvres a beaucoup diminué depuis. D'après l'évaluation cadastrale opérée en 1841 sous le contrôle des commissaires de la loi des pauvres, le produit net de la propriété immobilière en Irlande montait à 13,187,421 livres sterling. En 1849, la charge du *poor rate* a été de 2,177,651 livres sterling, c'est-à-dire à peu près le sixième du revenu présumé. Encore la réduction de la dépense ne peut-elle être proportionnelle à l'amélioration future de la condition du peuple. Un tiers de la taxe est dévoré par les frais généraux et permanens des *poor houses;* c'est la condition nécessaire du système. L'évaluation en chiffres français des frais de l'administration pour le soulagement des pauvres fera mieux ressortir l'énormité de l'abus : cette administration coûte en Irlande 17 millions avant qu'un seul malheureux ait été secouru; mais les moyennes ici donnent une idée très insuffisante des cas particuliers. Quand on parle de l'Irlande comme d'un tout, on se sert d'une expression fausse : la situation du nord ne ressemble à aucun degré à celle de l'ouest. L'effet de la taxe des pauvres a donc dû être très différent en Ulster et en Connaught, très différent aussi pour chaque localité dans chacune des provinces, car les frais généraux du *poor house* se prélèvent par *union* (1), et les frais d'entretien des pauvres sont répartis entre les districts électoraux relativement au nombre des habitans de chacun de ces districts qui ont été secourus. Je prends quatre exemples, deux dans l'Ulster et deux dans le Connaught.

Londonderry (dans l'Ulster)	Évaluation du revenu.	111,959 liv. sterl.
	Poor rate en 1849. . .	7,199
Lisburn.	Évaluation du revenu.	136,397 liv. sterl.
	Poor rate en 1849. . .	4,294

On ne peut considérer dans les lieux qui viennent d'être cités la taxe des pauvres comme un fardeau accablant; mais cette taxe n'est pas un *cess* ou impôt fixe, c'est un *rate*, en d'autres termes une contribution qui s'accroît indéfiniment en proportion des besoins, comme une assurance mutuelle. Voyez ce qui se passe dans le Connaught :

Westport.	Évaluation du revenu.	38,876 liv. sterl.
	Poor rate en 1849.	32,113
Clifden.	Évaluation du revenu.	22,426 liv. sterl.
	Poor rate en 1849.	22,526

(1) On appelle *union*, en Irlande, une division du comté dont la superficie tient le milieu entre l'étendue d'un arrondissement et celle d'un canton français. Le district électoral est une subdivision de l'*union*.

Comme on dit dans le langage irlandais, on paie dans l'union de Clifden 21 shillings sur 20. Je me trompe, on paie beaucoup plus. Il y a encore à solder le *county cess* et le *tithe rent charge*. Avant le budget de M. Gladstone, on avait aussi à payer les *consolidated annuities*. Je ne sais pas précisément à combien elles montaient à Clifden; mais dans une union voisine la dette contractée envers le gouvernement, pour secourir les affamés pendant la famine, s'élevait au quadruple du produit annuel de la propriété et faisait peser sur elle pendant quarante ans une charge de 2 shillings par livre. Aussi 300,000 acres d'un seul tenant, appartenant à l'union de Clifden, ont-ils été vendus presque simultanément à la cour des *encumbered estates*, et l'ancien propriétaire de l'admirable château de Clifden est aujourd'hui ministre de la paroisse. Il existait dans ce pays sauvage du Connemara une propriété célèbre par son étendue. Ce qu'on appelait la loge du portier de Ballynahinch était à 21 milles irlandais du château, c'est-à-dire à 9 ou 10 lieues françaises. Il y a deux générations à peine, le *landlord* de Ballynahinch disait avec orgueil : « Un rescrit du roi ne vaut pas un denier au milieu de mes lacs et de mes bruyères. » Voici quel a été le sort du dernier propriétaire de ce domaine extraordinaire. J'ai entendu raconter son histoire sur les lieux; la trouvant répétée avec simplicité dans un livre de jurisprudence écrit en faveur des procédés de la cour des *encumbered estates*, je me borne à traduire.

« Feu Thomas Barnewell Martin, qui mourut de la fièvre prise pendant qu'il remplissait ses devoirs de gardien de la loi des pauvres, et il était vraiment un gardien des pauvres, ne laissa qu'une fille, la dernière descendante d'une des familles normandes établies le plus anciennement en Irlande. Cette dame contracta une dette personnelle dans le temps de la famine, afin d'acheter des vivres qui pussent nourrir ses tenanciers affamés. Lorsque le paiement fut exigé, avec l'humanité caractéristique de sa famille, elle ne voulut pas trop presser dans leur détresse ceux qui dépendaient d'elle, et on saisit, par exécution du shériff, le château et le domaine de Ballynahinch. Ce coup précipita sa ruine. L'héritière des Martin fut contrainte à fuir, avec son mari, sa maison démantelée, et elle aussi dut s'expatrier et chercher un refuge de l'autre côté de l'Atlantique. Elle mourut avant d'avoir atteint la terre étrangère. Elle mourut sans enfant et sans patrie, méritant ainsi, en terminant les destinées d'une race illustre, cette devise mélancolique et triomphante que Richard Cœur de Lion avait conférée à son grand ancêtre sir Olivier Martin, lorsqu'il combattit à ses côtés dans la terre-sainte et partagea ensuite sa captivité : *Sic itur ad astra.* »

De si grands sacrifices ont-ils ramené l'abondance dans ces contrées désolées? D'autres sacrifices faits postérieurement, et dont la forme soulève des questions morales des plus controversables, ont-ils du moins relevé la misère du Connemara jusqu'au niveau ordinaire

de la misère irlandaise? Nullement. Encore aujourd'hui ce pays porte partout les stigmates de la famine; mais, je l'avoue, le Connemara est une exception dans le Connaught, comme le Connaught est une exception en Irlande. Pour montrer jusqu'où pouvait aller la loi des pauvres, j'ai pris les cas les plus extrêmes. Les unions qui avoisinent celles de Clifden et de Westport se rapprochent davantage de la moyenne, non pas de l'Irlande, mais du Connaught.

A Ballinrobe, l'évaluation du revenu est de	85,217 livr. sterl.
Le *poor rate* a été en 1849 de	39,844
A Castlebar, l'évaluation du revenu est de	50,000
Le *poor rate* a été en 1849 de	32,000

Or, si l'on considère que, d'un côté, dans les parties les plus malheureuses de l'Irlande, le revenu a diminué depuis l'évaluation cadastrale, que, d'un autre côté, là plus qu'ailleurs les propriétés sont grevées d'hypothèques, on se trouve, pour une portion du Connaught, en présence de cette situation économique également fatale au propriétaire et au tenancier : tous les bénéfices de la propriété qui ne sont pas consacrés au paiement des créanciers hypothécaires sont absorbés par l'entretien des *poor houses*! Tant que durera un pareil état de choses, toute amélioration est impossible dans la condition du propriétaire et dans celle du pauvre, tout progrès social est arrêté. L'expropriation des uns, l'expatriation des autres, sont les seules solutions d'une question ainsi posée. Il semble qu'il ne s'agisse plus de créatures humaines, mais de choses inanimées, et que la mort seule puisse engendrer la vie. La première fois que je vins en Irlande, sur le chemin de fer de Kingstown à Dublin, que l'on prend en descendant du paquebot d'Holyhead, un voyageur me demanda si j'avais jamais vu l'Irlande, et il ajouta : « C'est un pays bien malheureux, qui sera bien riche quand tous les anciens propriétaires seront dépossédés, et quand tous les anciens habitans auront disparu. » En visitant plus tard le Connaught, je me rappelai cet odieux propos. Pendant quelques années, on frémit de le dire, les faits ont été en harmonie avec les vœux les plus sacriléges. Les cœurs humains étaient prêts à désespérer. Heureusement une logique infernale ne gouverne pas le monde, et il arrive un moment où le mal combat lui-même le mal.

A côté des mesures prises par le gouvernement pour combattre la famine se place un fait considérable qui les a merveilleusement secondées, et qui les domine en quelque sorte. L'émigration d'un grand nombre d'Irlandais, cette émigration provoquée par l'excès de la misère et du désespoir, a amélioré la condition de ceux qui restent dans leur pays. La Providence, en donnant une bonne récolte l'année dernière, en permettant d'espérer une récolte encore plus

abondante cette année, a relevé l'Irlande des profondeurs de la détresse où elle était tombée. Ceux qui ont pu résister à la tempête ouvrent leur voile avec confiance aux brises de l'avenir. Mais ici s'élèvent des doutes nouveaux : jusqu'où ira l'émigration? quels seront les effets économiques de la dépopulation ?

Tout le monde a entendu parler de la folie avec laquelle les paysans irlandais faisaient surenchérir la location des terres. Quiconque ne pouvait réussir à devenir tenancier se croyait un homme mort. Les passions agraires ont couvert cette terre de crimes sanglans; mais la famine a brisé tous les anciens instincts. Les sentimens se sont transformés. Depuis la maladie des pommes de terre, l'Irlandais est dégagé de son amour pour le sol. Il a peur de ne pouvoir vivre dans son pays; il songe à faire fortune et espère trouver le bonheur sur une autre terre. Les *national schools* ont grandement élargi ses idées; les nouvelles qui arrivent de l'autre côté de l'eau portent les imaginations au-delà des mers. Est-ce une preuve de progrès et d'initiation à la vie civilisée? Le vol tient actuellement dans les statistiques judiciaires la place que le meurtre occupait autrefois. Comment des populations si pauvres, auxquelles manque la subsistance journalière, trouvent-elles à se procurer les sommes nécessaires pour l'expatriation? Au commencement, un grand nombre de propriétaires ont payé le passage des tenanciers, qui ruinaient la terre quand on la leur laissait cultiver, et qui, dans le cas contraire, menaçaient de représailles sanglantes. Les gardiens de la loi des pauvres ont été autorisés à accorder des passages gratuits aux plus malheureux. Chacun, à l'exception du clergé catholique, poussa à l'émigration. Chose singulière, ces émigrans semblent perdre l'ardeur de la foi religieuse en même temps que le sentiment national. Ils songent moins à l'éternité dès qu'ils aspirent au bien-être sur cette terre. Cependant l'expatriation n'aurait pas eu les proportions colossales qu'elle a atteintes, elle ne s'accroîtrait pas sur une échelle chaque jour plus large, si l'émigration ne fournissait elle-même aux dépenses de l'émigration. Un des traits les plus honorables de la population irlandaise, c'est le dévoûment des fils pour leurs pères, c'est l'esprit de charité qui anime tous ces malheureux : ils se secourent les uns les autres et partagent le repas de la misère. Dès qu'un Irlandais est débarqué en Amérique, il s'efforce de réunir la somme nécessaire pour payer le voyage d'un de ses parens et soutenir les autres en attendant. Le nouveau venu imite la conduite de celui qui l'a précédé, et en deux ou trois ans la famille entière est de l'autre côté de l'eau. Plus il y a de gens partis, plus il arrive d'argent pour en faire partir d'autres, car l'ouvrier irlandais trouve aux États-Unis un salaire élevé en même temps que des vivres à bon marché. Dans toutes les lettres écrites aux parens, qui circulent de main en main parmi les habitans de la

paroisse, on retrouve toujours cette phrase : « Je gagne un dollar par jour, je mange du pain et de la viande, j'économise pour le passage d'un tel ou d'une telle. Si je n'ai pas écrit plus tôt, c'est que je n'ai pas voulu envoyer une lettre vide à mes parens. »

Ce n'est pas par des relevés statistiques qu'on peut avoir une idée complète du mouvement de l'émigration. Presque tous ceux qui s'embarquent à Liverpool pour les États-Unis sont des Irlandais, et beaucoup d'autres, attirés en Angleterre par le haut prix des salaires, y remplacent les Anglais qui se dirigent vers l'Australie. On peut cependant, sans se tromper beaucoup, évaluer à un tiers de la population catholique le chiffre des émigrans irlandais, et ce nombre, déjà si considérable en lui-même, paraîtra encore plus important, si l'on considère qu'il est composé presque exclusivement d'individus jeunes et valides. Quel était donc l'état de l'Irlande avant l'émigration? De quoi vivaient ses habitans? Le tiers de la population pauvre, plus de la moitié des bras actifs ont disparu dans les districts catholiques, et le manque d'ouvriers ne se fait pas encore sentir. C'est à peine si le prix des salaires est augmenté; dans beaucoup de lieux, il est resté absolument le même. Mangeait-on moins? Que pouvaient retrancher les pauvres sur leur nourriture actuelle? Ce n'est pas à dire pour cela que l'Irlande fût trop peuplée pour la fécondité incomparable de son sol, et qu'elle ne doive, dans d'autres conditions sociales, nourrir un nombre d'habitans égal ou supérieur à la population qui y meurait de faim. La partie protestante, où la population est la plus dense, est celle où l'on a le moins émigré. Ce qui est trop certain, c'est que les portions catholiques de l'Irlande, celles autrefois opprimées et depuis agitées, manquaient des moyens nécessaires pour féconder le sol. Le pays créé riche par la nature avait été appauvri par les effets combinés de l'oppression et de l'ignorance. Il possédait l'outil et l'ouvrier, mais il lui manquait le capital et l'industrie. Sans les qualités si différentes de l'Anglo-Saxon et de l'Irlandais, sans la fermeté inébranlable et l'insouciance hardie qui écartent également les craintes, on serait très effrayé du développement progressif de l'émigration. Voici tout simplement ce que l'on dit : Si la diminution des bras accroît le prix du salaire, on aura moins de *poor rate* à payer. Les ouvriers seront plus heureux, et les propriétaires y gagneront. Quand un déficit trop considérable se fera sentir dans la population, les lois naturelles qui augmentent l'offre en proportion de la demande rétabliront l'équilibre; aucun danger n'est égal à celui de revoir les temps de la famine.

Cette fermeté que l'on montre en face d'une perturbation nouvelle qui menace l'avenir au lendemain de crises terribles est d'autant plus remarquable, que les effets futurs de l'émigration ne peuvent être qu'imparfaitement appréciés. Si l'imagination des faiseurs de

systèmes se plaît, je ne sais pourquoi, à l'horrible spectacle d'une population tout entière s'expatriant en masse, de toute une race de propriétaires disparaissant du sol, les faits ne marchent pas si vite, et, Dieu merci, la pratique sera plus modérée que ne le sont les théories. Loin de voir les ouvriers anglais se transporter sur un sol où ne les attire pas un salaire de 8 *pence* par jour, l'Irlande voit ses propres enfans émigrer en Angleterre. Les Anglais n'ont pas acheté plus d'un dixième des propriétés vendues par la cour des *encumbered estates*. Sans doute la proportion entre le nombre des catholiques et celui des protestans a changé par suite de l'émigration; mais la grande majorité du peuple irlandais restera catholique, et la question religieuse demeurera toujours la même. Ce qui supplée le vide de la population n'est pas une population nouvelle, ce sont les changemens agricoles. L'état de l'Irlande est encore trop agité, les préjugés anglais contre ce pays sont trop enracinés pour qu'un grand nombre de fermiers paisibles d'Angleterre vienne transporter ici leur industrie et leurs capitaux. D'un autre côté, si des colons écossais sont venus exploiter quelques parties du Connaught entièrement ravagées par la famine, l'Irlande est trop peuplée, trop civilisée pour exciter l'ardeur des coureurs d'aventures; sa situation n'est pas assez bonne pour séduire les uns, et elle n'est pas assez mauvaise pour attirer les autres. La transformation que subit l'Irlande est donc une transformation intérieure; c'est elle-même qui se modifie à mesure que sa population diminue, et chaque incident arrête ou précipite le mouvement. Si on n'est pas arrivé au terme de cette transformation, il est certain qu'elle ne sera pas absolue, et pour ne parler que de l'émigration, quoi de plus puéril et de plus odieux que de penser et d'espérer que tous les Irlandais quitteront leur pays? Comment! cette race réputée pour son patriotisme abandonnerait sa patrie quand elle pourra espérer y vivre aussi bien qu'ailleurs! Défiez-vous de ces théories que l'on invente pour justifier les crimes du passé, pour se dispenser d'être humain, pour se réjouir du mal en l'appelant un bien; si elles charment l'intolérance de sectaires économiques ou religieux, elles n'en sont pas moins condamnables pour être contraires à la vérité aussi bien qu'à la morale. Un tableau fidèle de la situation actuelle des diverses parties de l'Irlande suffira pour le démontrer, en complétant ce que nous avons dit des effets généraux de la dernière famine.

La crise a offert des aspects singulièrement variés, suivant les provinces, suivant les localités, et dans chaque localité en proportion du plus ou moins de fécondité du sol, surtout en raison du mode de fermage. Les colonies presbytériennes établies depuis longtemps dans l'Ulster ont fait d'une partie de cette province socialement et moralement quelque chose comme l'Écosse. On s'y plaît à répéter :

Belfast est plus près de Glasgow que de Dublin; nous sommes plus Écossais qu'Irlandais. Dans la partie du Leinster qui formait l'ancien *pale*, c'est-à-dire le pays conservé par les Anglais depuis la première invasion, naturellement les populations, les mœurs, l'état social et économique offrent un mélange qui n'est ni tout à fait l'Angleterre, ni tout à fait l'Irlande. L'Irlande pure existe dans le Munster et dans le Connaught, mais la différence entre les deux provinces est extrême pour certaines parties du moins. Le Tipperary et le Limerick, par exemple, possèdent des terres d'une fécondité admirable et sont des pays d'une grande richesse naturelle. Je n'ai vu nulle part un sol aussi fertile; grâce à la nature de la terre et à la qualité de l'atmosphère, l'herbe croît avec une telle violence, qu'elle semble pousser sous la dent des bestiaux affamés par les privations de l'hiver. C'est un dicton du comté de Limerick que rien de ce qu'on a perdu dans un pré ne se retrouve, parce que l'herbe pousse pendant qu'on cherche. Il y a dans le Tipperary même des terres arables louées en corps de ferme (comme on dirait en Brie, ce qui, appliqué à l'Irlande, est une expression figurée) à 100 et 125 francs l'acre irlandais, c'est-à-dire à près de 200 à 250 francs l'hectare. Il y a aussi des étendues considérables louées par parcelles sur le pied de 200 francs l'acre irlandais, c'est-à-dire de 400 francs l'hectare, tout cela au lendemain de la famine, au milieu de l'émigration.

Dernièrement je rencontrai un homme tel que la France seule en produit. Après avoir fait comme matelot la pêche de la baleine et s'être livré à des entreprises variées, le hasard le conduisit dans une ville maritime d'Irlande. Le mariage l'y retint; sans s'inquiéter des principes de la division du travail, ce Français se fit à la fois courtier de commerce, interprète pour toutes les langues et loueur de chevaux. A ces industries diverses il en ajouta deux autres, l'établissement d'un bal public et une exploitation agricole. L'occasion me parut bonne pour connaître au juste les profits ou les pertes qu'avait pu faire un fermier dans les parties riches du Munster l'année dernière, la première des bonnes années après la famine. Voici le résumé de ce que me dit avec sincérité notre compatriote : « Je loue douze acres (six hectares), je paie mon propriétaire deux livres par acre (100 francs par hectare). Mes déboursés sont montés l'année dernière à 40 livres *cess* et *rate* compris. Le rendement brut a été de 84 livres, j'ai donc eu un bénéfice net de 20 livres (500 francs). » Que dans une année bonne relativement à celles qui l'avaient précédée, mais en réalité moyenne, le fermier gagne vingt là où le propriétaire obtient vingt-quatre, que six hectares rapportent 600 francs à l'un et 500 francs à l'autre, ce n'est pas, à vrai dire, une mauvaise condition agricole, et le fermier n'est pas mal partagé; mais si ces douze acres avaient été divisés entre douze tenanciers, comme cela n'arrivait que

trop souvent, il y a quelques années encore, en Irlande, il aurait fallu partager entre douze familles un bénéfice de 500 francs et faire vivre là-dessus une cinquantaine d'individus. Si même la personne dont je viens de faire le compte avait eu pour unique industrie l'exploitation d'une ferme de douze acres, elle aurait misérablement vécu. En effet, un des plus grands malheurs de l'Irlande était la subdivision infinie des locations dans les parties où on ne cultive que des denrées alimentaires et où les produits exceptionnels ne donnent pas des prix rémunérateurs pour le travail à la main. Peut-être le plus grand progrès économique qui se soit produit est la réduction du nombre des petites fermes qu'essaient d'effectuer les propriétaires, et qui ne peut s'opérer que grâce à l'émigration. La division à peu près égale des terres à cultiver entre tous les habitans était un des fléaux de l'Irlande. Autant de chefs de famille, autant de fermes. Bien peu pouvaient vivre convenablement sur les produits de la terre qu'ils cultivaient, et aucun ne pouvait trouver de l'ouvrage ailleurs.

En deux ans seulement, à partir de 1847, le nombre des fermes au-dessous d'un acre a diminué de quarante mille, et celui des fermes d'un acre à cinq acres de plus de trente-trois mille. Ce mouvement s'est continué depuis. Beaucoup de petits tenanciers deviennent des journaliers; ils travaillent dans les fermes agglomérées, et reçoivent un salaire. Si la terre rapporte moins d'une manière absolue, le bénéfice relatif que l'on en retire est plus considérable, et le nombre des malheureux dont l'existence dépend uniquement de la récolte des pommes de terre a infiniment diminué. Ainsi des fermiers riches et des prolétaires certains de trouver du travail, en d'autres termes des capitaux et des salaires, voilà le premier pas vers la destruction du paupérisme en Irlande. Les faits, on le voit, n'y plaident pas en faveur des doctrines socialistes. J'étais, il y a un an, dans le Munster; les fermiers parlaient toujours de réductions de loyer et demandaient des *abatemens*. Croire à un meilleur avenir pour l'Irlande passait encore pour être un trait de vanité nationale. A cette heure, chacun dit qu'aucun pays du monde n'est plus fertile. On raconte que la récolte d'un acre peut se vendre jusqu'à 1000 francs. Après chaque foire de village, on prétend qu'il s'est vendu autant de bestiaux qu'à la foire de Ballinasloe, ce qui est pour le fermier irlandais l'expression superlative de l'abondance.

En réalité, l'influence combinée de l'émigration, du *free trade*, des changemens agricoles et des habitudes meilleures se fait fortement sentir en Irlande; la valeur de la propriété se relève, les dernières ventes accusent une augmentation de prix d'un tiers sur ceux d'il y a trois ans. Grâce au prix des bestiaux, qui se maintient, les fermiers font des bénéfices. Il est vrai que le revenu de la terre ne s'est encore que faiblement accru depuis la famine; cela tient à une

reste d'ébranlement et à la nécessité de modifier la culture. D'ailleurs on exploite contre les propriétaires les souffrances réelles du passé. Deux des usages les plus pernicieux de l'Irlande étaient la location des terres à des prix exorbitans, et par contre l'habitude de ne pas payer le prix total du fermage. Cela conduisait à la ruine des tenanciers dans le temps où la terre était recherchée. Depuis que le fermier est devenu rare, la question a changé de face, et c'est lui qui abuse à son tour de la position des propriétaires.

Il y a un an, les *cabines* encore peuplées n'avaient pas l'air plus habitable que celles qui étaient abandonnées. Les murs en terre étaient lézardés, gluans et verdâtres. Le chaume pourri de la toiture pendait dans l'intérieur. On aurait dit que les habitans se considéraient comme des occupans passagers; peu leur importait de se coucher sous des décombres humides, leur existence tout entière n'était-elle pas précaire et désolée? Aujourd'hui ces chaumières ne sont certes pas des palais, leur aspect navrera le cœur du voyageur qui ne les a pas vues dans un état pire encore; mais si l'on compare l'état des habitations irlandaises en 1853 à l'aspect qu'elles offraient au commencement de 1852, on aperçoit des traces de soins, et rien ne prouve plus le retour de l'espoir que le soin de soi-même et de sa pauvre demeure. La population paraît aussi mieux nourrie, et le nombre des malheureux demandant à être enfermés dans les *poor houses* a diminué de moitié. On sent que la partie catholique de l'Irlande, qui possède le plus bel instrument de richesse, une terre généreuse, et où le pauvre est cependant si misérable, pourrait être dans peu d'années aussi prospère que le Yorkshire, si le capital y était aussi abondant. C'est le manque de capital, joint à l'ignorance créée par la pauvreté, qui perpétue les procédés les plus désastreux; c'est lui qui fait croupir le paysan dans la paresse, dans la misère et dans l'agitation politique. Même sur les points les plus riches, faute de numéraire, on se paie par échange de denrées, par échange de services, par équivalens. On cultive l'orge et l'avoine à la bêche, et l'on fait produire des champs quarante années de suite sans jamais les fumer.

Si le manque de capital a fait si cruellement sentir son influence dans des lieux où un sol riche appelle les soins de l'homme et le récompense du travail même inintelligent, que sera-ce des territoires naturellement pauvres? Dans le Connaught, par exemple, on trouvera partout visibles les traces de la famine. J'ai entendu dire que là aussi, à certains égards du moins, grâce à de nouveaux acquéreurs qui avaient apporté des capitaux, grâce surtout à l'émigration, la situation était mieux assise qu'avant le fléau. Parler ainsi, c'est dire que les épidémies fortifient les populations, parce qu'elles tuent les faibles et ne laissent vivre que les robustes. A ce compte, les districts les plus pauvres de l'Irlande ont besoin, pour paraître tout à

fait prospères, de la bénédiction d'une nouvelle famine. La détresse est là d'une telle profondeur, qu'on se sent pris de vertige à la considérer. Vous éprouvez une sensation analogue à celle qui vous ébranle lorsque vous visitez une maison de fous. Personne ne saurait rester insensible devant cet amas de misère humaine qui, sur quelques points de l'Irlande, attire et repousse à la fois les regards. Le mal est trop profond pour que la charité privée puisse l'atténuer sensiblement, et la charité publique contribue à diminuer la charité privée. Une des pensées les plus cruelles, c'est que l'excès de la misère arrête l'élan de la charité. Si vous appreniez qu'il existe près de vous une personne assez misérable pour vivre d'orties pilées, dont le mets le plus succulent se compose de quelques grains d'avoine jetés dans l'eau salée, vous vous empresseriez de la secourir; mais ce n'est pas une seule personne, c'est une population entière qui vit ainsi, et dans les districts les plus pauvres, plus de la moitié du revenu du propriétaire est consacrée à la charité légale. Ce sacrifice, très supérieur à celui que font ailleurs la plupart des gens riches, ce sacrifice, nuisible aux pauvres à d'autres égards, ne produit qu'un soulagement insuffisant. J'ai connu des âmes assez belles et assez fortes pour ne pas s'arrêter devant l'impossible, celles-là sont en petit nombre; puis, on doit le dire, c'est contre le pauvre qu'il faut lutter lorsqu'on travaille à le sauver, car tous les préjugés de ce monde ne sont pas aristocratiques. La misère irlandaise est la vieille compagne des absurdités agricoles et des procédés défectueux de culture. Le pauvre se voit dépossédé comme tenancier, et ne sait pas que le grand fermier donne du travail et des salaires. Le progrès est pour l'Irlandais l'inconnu et la violence; il s'attache à la routine comme le naufragé à la planche pourrie que le vent chasse loin du rivage. Que le propriétaire veuille rompre avec les procédés qui paralysent le développement du travail, il est accusé de cruauté. Qu'il renvoie des tenanciers qui ne le paient pas et ruinent la terre, sa cruauté paraîtra encore plus grande; et quoique rien ne semble plus naturel que cet acte de propriétaire, il n'est pas toujours moralement permis de l'accomplir en Irlande. Cependant la taxe des pauvres, on l'a vu, est accablante dans les parties les moins riches. Son poids, joint au fardeau de la dette hypothécaire, met le propriétaire dans une situation qui l'expose à manquer à ses engagemens personnels, s'il se montre toujours compatissant. Il ferait la charité aux malheureux qu'il pressure, s'ils n'étaient pas ses tenanciers; il les laisserait habiter au moins leurs cabines, si la loi des pauvres ne le contraignait pas à nourrir tôt ou tard les gens inoccupés. Ainsi, même quand il ne demande pas l'aumône, le pauvre devient un être nuisible, sa présence seule est une cause de ruine pour le propriétaire, et on comprendra quelles conséquences peuvent sortir d'une pareille

situation, pour peu qu'on réfléchisse à la nature et à l'étendue de la propriété en Irlande. Tandis que le propriétaire devient insolvable s'il se montre humain, le pauvre a pour compensation la possibilité d'aller chercher en prison une nourriture de trois sous par jour, et d'abandonner pour cette maigre pitance sa femme et ses enfans, qui viendront bientôt le joindre. Il y a donc un vice radical dans la situation, elle est immorale et cruelle; la question est toujours la même avant et après les lois des pauvres, avant et après la famine, avant et après l'émigration et l'institution de la cour des *encumbered estates*. A peine le terrain est-il déblayé d'un côté, que la source du mal jaillit d'un autre. Un gouvernement ne peut se proposer pour but, ni de déposséder successivement les propriétaires de la terre, dans l'espérance qu'elle s'engraissera des capitaux que chacun y versera avant sa ruine, ni de chasser les gens de leur pays. La Providence n'a pas créé une race d'hommes pour être impuissante à vivre sur son sol natal et capable de prospérer ailleurs. Il est insensé de reprocher aux gouvernemens les malheurs inhérens à toute société humaine; mais, quand la mesure ordinaire du mal est de beaucoup dépassée, on a le droit de leur reprocher l'excès de l'infortune, et la raison et l'impartialité accusent alors à juste titre la législation.

II.

Il faut le reconnaître, beaucoup de personnes croient qu'il y a dans la force des choses en Irlande un obstacle qui résiste à tous les essais de réforme. Au moment où l'œuvre de la réparation est aux trois quarts achevée, on semble prêt à désespérer. Le découragement s'est emparé dernièrement des hommes d'état les plus généreux. Comment une tiédeur subite a-t-elle pu succéder à l'ardeur qui emporta le grand acte de l'émancipation des catholiques? Depuis vingt ans que l'Angleterre a rompu avec les anciens erremens de sa politique irlandaise, elle a brisé un à un chacun des chaînons de la tyrannie. En imposant le propriétaire au profit du pauvre, elle a frappé le protestant en faveur du catholique; en fondant des écoles laïques, elle a mis à la portée des hommes de toutes les croyances des moyens d'instruction. Des fonctionnaires des deux cultes remplissent sur un pied d'égalité des emplois publics. Chaque jour, le gouvernement n'est-il pas l'objet d'attaques passionnées, parce qu'il a admis dans son sein des Irlandais catholiques? Ce sont là de grands changemens, ils ont exigé de la part du gouvernement anglais des efforts considérables, et quelle récompense a-t-il recueillie pour les progrès faits dans la voie de la justice?

A en croire les discours de ceux qui représentent l'Irlande, les tories comme les radicaux, la situation matérielle du pays s'est peu amélio-

rée; quant à la situation morale, elle n'a subi aucun changement; jamais peut-être des mesures aussi justes n'ont obtenu des résultats aussi contestés. Il semble que chaque concession faite à l'Irlande, au lieu d'inspirer de la reconnaissance, accroît l'ardeur des attaques, et le terrain de la discussion, pour être plus rétréci, n'en est pas moins ouvert à la violence des passions. Quiconque se bornerait à lire ces discours et prendrait les mots pour des réalités croirait l'Irlande dans une situation morale très peu différente de celle qui précéda l'émancipation des catholiques. M. O'Connell donnait au moins un corps, une forme, aux griefs du peuple irlandais; il était menaçant et intelligible. A cette heure, ce sont des rumeurs vagues, des déclamations d'apparat, des querelles intestines et des irritations dont il n'est pas toujours aisé d'entrevoir le but. Cette violence de paroles n'a d'autre effet que de provoquer une indifférence systématique. Sous le coup de ces récriminations incessantes, on se laisse aller à la mauvaise humeur, le fond des choses est oublié, on accuse le climat, la race, la religion, tout ce qui est Irlandais, riche et pauvre, catholique et protestant. Cependant le climat de Belfast ressemble à celui de Galway; l'Irlandais bien nourri travaille en Angleterre comme un Anglo-Saxon, et même avant son heureuse révolution, la Belgique catholique était un pays très industrieux et très avancé en agriculture. — Raison de plus, ajoute-t-on, l'Irlande ne ressemble à rien; l'Irlande, c'est l'Irlande; ce qui est vrai ailleurs n'est pas vrai là. — On ne peut nier certains défauts du caractère irlandais, à d'autres égards si plein de charme : il règne dans la *verte Érin* un goût naturel pour l'agitation, une disposition à croire que, parce que le gouvernement a opprimé jadis, une fois qu'il est devenu humain, il doit faire le bonheur de ses propres mains comme il a fait le malheur. La situation de rebelle sans rébellion paraît agréable. Beaucoup d'autres critiques peuvent être fondées : elles prouveraient seulement une chose, c'est que l'action du bien est d'autant plus lente que celle du mal a été plus prolongée. L'accumulation du mal a produit en Irlande un effet semblable à celui qu'on appelle en chimie la chaleur latente : celle-ci s'épuise tandis que le thermomètre marque toujours le même degré; mais, tout en étant niés à la fois par les ennemis et par les défenseurs officiels, les progrès moraux n'en sont pas moins réels dans une certaine mesure, et les semences de justice ont porté leurs fruits.

Si l'on doit à l'émigration d'avoir débarrassé le pays de toutes les bandes d'assassins agraires, il est certain que, pour une cause ou pour une autre, elles ne se reforment pas. L'Irlande est à cette heure une contrée où la vie des hommes est aussi en sûreté que dans aucune autre portion de l'empire britannique. Sans pousser trop loin les

inductions, ce fait nouveau ne prouve-t-il pas au moins l'assoupissement des passions haineuses dont le meurtre était le symptôme cruel? Il n'est pas possible, je le crois, de contester l'heureuse influence exercée par les *national schools*. Si les partis extrêmes se liguent pour les attaquer, c'est qu'elles ruinent l'esprit de faction. Leur plus grand mérite, quoique ce mérite soit grand, n'est peut-être pas de répandre l'instruction : elles inspirent des sentimens de conciliation, et font comprendre qu'un gouvernement peut n'être pas toujours un ennemi. Les fondateurs des *national schools*, les hommes impartiaux de toutes croyances appelés à les diriger, seront considérés un jour comme les régénérateurs de l'Irlande. J'ai bien des fois entendu dire à des gens en guenilles : « Les enfans qui grandissent seront moins malheureux que ne l'ont été leurs pères; ils seront instruits, ils sauront gagner leur vie, ils se détesteront moins. » Ces pauvres gens sont infiniment plus reconnaissans du soin pris pour les instruire que de tous les secours pécuniaires. C'est pour eux la preuve que l'Angleterre ne cherche pas à les dégrader; cela les charme et les étonne. Si grande que soit leur détresse, les Irlandais ont en horreur le *poor house*; ils aiment tant la liberté et peut-être l'oisiveté! On les voit causer autour de leur feu de tourbe ou au coin d'un champ, appuyés sur leur bêche, comme s'ils étaient des méridionaux. La conversation et, je crains, la conversation politique est la consolation de leur misère; mais tous savent et quelques-uns disent que les propriétaires ont fait de grands sacrifices pour les empêcher de mourir de faim. Quelles qu'en soient les causes, la famine, l'émigration, la conduite du gouvernement anglais, celle des propriétaires, l'excès des malheurs ou le développement des lumières, la situation s'est sensiblement améliorée, et l'état moral du peuple irlandais ne ressemble pas au tableau qu'on en fait. Il paraît être dans une situation incertaine et transitoire plutôt que passionnée. J'ai plus d'une fois adressé cette question à des hommes en guenilles : « A quelle cause attribuez-vous la misère du peuple en Irlande? » On m'a répondu : « Nous avons pensé ceci, nous avons pensé cela, nous ne savons plus que croire, mais des hommes ne devraient pas être aussi malheureux que nous le sommes. » Dans la classe plus élevée, dans celle qui « mange du pain, » pour répéter l'expression avec laquelle un enfant me l'a une fois désignée, l'amertume paraît plus vive, soit qu'on y sente plus fortement les griefs, soit qu'on y exprime plus librement sa pensée.

Néanmoins il y a toujours quelque chose de fondé dans les préjugés, et il serait superficiel de passer trop légèrement sur les accusations qu'adressent au climat irlandais et à la race celtique les détracteurs de l'Irlande. Lorsqu'on soutient avec raison que l'action

de la législation est très considérable sur les mœurs, on ne saurait nier à plus forte raison celle de la religion; mais d'un autre côté il faut que toutes les conditions soient portées en ligne de compte, il faut savoir pourquoi tel climat, telle race, telle religion, produisent en Irlande des effets qu'on ne saurait leur imputer ailleurs. En Irlande, tout est original; le climat, l'aspect des lieux, la nature des caractères, le tour de l'esprit et les élémens contraires y sont dans un état de lutte constant. Pour donner une idée exacte de la situation de ce pays, il faudrait pouvoir à la fois le peindre en touriste et le juger en philosophe. Chacun se fait une idée de ce qu'on appelle un climat tempéré, un climat du nord, un climat du midi; celui de l'Irlande n'a de rapports avec aucun des trois. C'est d'abord le climat d'une île et ensuite celui du nord-ouest; cela veut dire des journées d'hiver chaudes comme celles d'été et des jours d'été froids comme ceux d'hiver; beaucoup de pluie, toujours du vent et peu de soleil, une température variant plusieurs fois dans le cours d'une journée et plus égale qu'aucune autre relativement aux différentes saisons de l'année. « C'est un charmant climat que celui-ci, me disait un Irlandais. Nous n'avons jamais ni froid ni chaleur; le vent sèche la terre et supplée le soleil. » Lorsque le vent d'est ne règne pas, l'atmosphère est imprégnée d'une humidité pénétrante. Les jours de pluie, très communs, ne sont pas même les plus humides. L'hiver, quand souffle la tempête, on se croirait en mer, tant le vent sévit avec violence, et les gens sortent de leurs cabines pour apprécier les ravages de l'ouragan, comme un marin à la cape examine les avaries qu'il devra réparer dès que le calme sera revenu; mais, à la première éclaircie, sans avoir éprouvé les rigueurs des contrées septentrionales, on a toutes les jouissances de leurs printemps magiques. L'air est doux, la terre est couverte d'herbes et de fleurs; il n'est pas de chose plus délicieuse et plus rare qu'un beau jour d'Irlande. Si le ciel est bas, tellement bas qu'on aurait envie de se baisser pour voir au loin, ces nuages venus des extrémités de l'Atlantique déroulent presque au niveau du sol des formes d'une ampleur grandiose, et en dépit de la latitude, l'épaisseur leur donne des couleurs si puissantes, que les teintes paraissent chaudes. Au lever du soleil (qui se lève tard ici en hiver), tandis que l'éclat de la lumière est encore intercepté par la couche épaisse des nuages, quelques rayons brisés frappent celle-ci par en bas et produisent des effets de couleur d'une violence admirable. C'est qu'aussi en Irlande, le fluide humide est toujours en mouvement; on y connaît à peine les brouillards épais de l'hiver, bien que dans les beaux jours d'été une brume de chaleur intercepte souvent les rayons du soleil, comme si on était sous les tropiques.

En somme, l'Irlande est un pays salubre, on n'y meurt que de faim, et comme dans certaines parties il règne sous un sol gras et riche une couche de pierres calcaires, la terre, continuellement arrosée et drainée par la nature, devient d'une fécondité admirable. Malheureusement ce climat, qui ne nuit point à la santé et qui certes n'arrête pas l'accroissement de la population, porte singulièrement à la mollesse. A degré égal de misère, un homme vivra peut-être en Irlande quand il ne pourrait ailleurs supporter les mêmes privations : l'air y est peu stimulant et sans influences pernicieuses; mais certainement celui qui veut travailler en Irlande comme on travaille dans un autre pays doit être au moins aussi bien nourri, je crois même qu'il doit l'être mieux, pour être en état de résister à l'influence énervante de l'atmosphère. C'est l'action combinée du climat et d'une nourriture insuffisante qui explique la langueur de l'ouvrier irlandais en Irlande. J'ai dit plus haut quel était le prix de l'alimentation dans les *poor houses*, trois sous français par jour. Cette alimentation est encore supérieure à celle de la population pauvre. Un père de famille gagne en été 8 *pence*, c'est-à-dire 16 sous français, sur lesquels doit vivre une famille toujours nombreuse; encore autrefois était-il très difficile de se procurer de l'ouvrage, et même depuis l'émigration, en comptant comme de raison les dimanches et les jours de fête, les enterremens auxquels se rend toute la population, une chose, une autre, les tempêtes violentes, — l'ouvrier irlandais occupé ne travaille guère plus de cent cinquante jours par an. Travaillant la moitié moins de temps que l'ouvrier anglais ou français, moins bien payé qu'eux, il ne se nourrit aussi qu'à moitié, et tandis qu'il souffre cruellement, son travail se ressent de sa faiblesse; on a reconnu dans les grands travaux qu'en définitive le prix de la main-d'œuvre était toujours aussi cher en Irlande qu'en Angleterre. Les animaux de travail n'étant guère mieux nourris que ceux qui les conduisent, hommes et bêtes sont toujours affamés. Peut-être aussi les longues soirées d'hiver et le grand nombre de journées inoccupées contribuent-ils à maintenir dans la campagne, en Irlande, cet état d'agitation politique qui se remarque sur le continent parmi les ouvriers des grandes villes, dont la profession est sédentaire; mais quand on considère dans son ensemble ce malheureux peuple d'Irlande si déguenillé et si intelligent, plein de vivacité et d'esprit, incapable d'efforts suivis, on ne peut s'empêcher de s'écrier : Voilà les conséquences de la misère héréditaire! Quand on réfléchit aux causes des vices qui accablent ces malheureux, vices que l'on retrouve, sans être toujours accompagnés des mêmes vertus, partout où l'homme a subi les entraves de la tyrannie, on réprime un premier sentiment de dédain pour tourner sa colère contre les causes du mal.

Tout le monde convient que les effets économiques créés par une législation injuste ne peuvent être détruits en un jour. Comment peut-on se refuser à admettre qu'il en soit de même pour les effets moraux? Le plus grand crime de l'oppression est d'abaisser l'opprimé. Lorsque l'oppresseur devient juste et humain, l'opprimé reste longtemps avant de paraître son égal. Il semble en quelque sorte, par ses mœurs, justifier après coup la tyrannie du passé; la sympathie qu'excitait l'injustice dont il était victime a disparu avec elle : on le plaint moins et on le juge plus sévèrement. Ce n'est pas en un jour que la loi donne l'activité, la prévoyance, l'industrie, les lumières et les vertus de l'homme libre. On dit que l'Irlande n'est jamais satisfaite, que chaque concession nouvelle accroît l'ardeur de ses exigences : je ne sais. Il est possible que les Irlandais soient toujours ce peuple qui n'a jamais pu être dompté et qui n'a jamais su garder son indépendance; mais voici ce dont je suis certain, c'est qu'en matière de justice ce n'est pas assez de faire beaucoup : on n'a rien fait quand on n'a pas tout fait. Une grosse injustice, qui blesse à la fois le sentiment national et le sentiment religieux, subsiste toujours. Il y a dans la législation un péché capital capable de détruire à lui seul la fécondité de toutes les bonnes semences. Une des plus grandes fautes politiques que l'on puisse commettre dans tous les pays, c'est, en brisant les fers, de laisser subsister leurs empreintes, c'est d'afficher le dédain pour les sentimens tout en respectant les droits. Quand deux causes peuvent être assignées à un mal cruel, — l'une obscure, confuse, inventée peut-être par le préjugé, l'autre claire et palpable, celle-là irrémédiable, celle-ci à la portée du législateur, — il n'est vraiment pas permis d'hésiter, et l'Angleterre n'a pas le droit de se plaindre de l'ingratitude de l'Irlande, tant qu'elle ne saura pas elle-même sacrifier ses préjugés.

Par ses mœurs, par ses croyances, par sa misère, par l'action calculée de la législation, le peuple irlandais a été jeté en dehors du mouvement de la civilisation britannique. Amoureux des traditions du passé, respectant toutes les ruines qui jonchent le sol de sa patrie, les familles de ses chefs naturels ayant pour la plupart disparu dans les guerres civiles, il a dû, dans son isolement et dans sa faiblesse, chercher un guide et un maître. Qui pouvait être ce guide et ce maître, si ce n'est le clergé catholique? L'influence du clergé est le fait dominant de la situation morale de l'Irlande. Les catholiques riches et laïques eux-mêmes, dans l'état d'opposition de classes qui divise ce pays, ne sauraient exercer l'influence politique d'un clergé qui, sortant des rangs du peuple, s'en distingue par l'instruction, par le caractère sacré, par l'organisation, sans que les liens de classes soient ou paraissent jamais brisés. Le clergé a souffert tout ce qu'a

souffert le peuple: il personnifie son malheur et son histoire. Si puissante en ce qui concerne les mœurs, la nationalité irlandaise est plus vraie en religion qu'en politique. Depuis longtemps, elle n'aspire plus à l'indépendance absolue; elle tend seulement à créer un empire dans l'empire. C'est avec une grande raison que M. Burke écrivait il y a soixante ans : « Prenez garde, le catholicisme en Irlande n'est pas seulement une religion, c'est aussi une nationalité. » Bien plus, à côté de l'abandon de soi-même et d'une imprévoyance dégradante, par une noble réaction de la nature humaine, l'âme du pauvre en Irlande s'élève à une contemplation passionnée du bonheur éternel. Le malheur a engendré chez lui un état moral mélangé d'insouciance et d'enthousiasme, de ce qu'il y a de plus abject et de plus élevé, et qu'on peut appeler le mysticisme de la misère. Tout le porte à rester fidèle à la vieille religion, pour me servir de son expression habituelle, et au clergé qui le soutient par ses consolations spirituelles, alors que tout secours humain paraît impuissant.

En un sens, les ennemis du clergé irlandais ont raison: il n'y a de questions politiques véritablement graves dans ce pays que les questions religieuses ou celles adoptées par le clergé. La paix avec l'église peut seule diminuer l'agitation permanente des esprits, et la sanction morale de l'acte d'union, c'est un concordat avec Rome. Oui, la situation actuelle de l'église catholique d'Irlande perpétue le malaise, accroît le trouble des esprits, maintient l'état chronique de désaffection qui ronge ce beau pays. C'est un grand malheur pour l'Irlande que l'action de la religion et celle de la civilisation y soient en quelque sorte ennemies, c'est un grand malheur pour l'église, pour le gouvernement et pour le peuple. Il serait grand temps de faire cesser une guerre qui produit la misère et le crime : dans ce pays, la responsabilité morale est cruelle pour ceux qui gouvernent comme pour ceux qui sont chargés du salut des âmes.

On ne voit pas sans surprise les hommes s'indigner, s'irriter même quand, dans le champ de la morale et de la politique, ils récoltent ce qu'ils ont semé. On a fait des lois pour empêcher les catholiques irlandais d'acquérir l'instruction et la richesse, puis on s'étonne de leur ignorance et de leur misère. On maintient le clergé catholique dans une situation extra-légale, en même temps on s'indigne de ne pas trouver en lui une force gouvernementale; ses principes sont attaqués au nom de la liberté, et sa conduite est accusée au nom de l'ordre. Évidemment, tout principe d'autorité possède une tendance vers le despotisme. L'Angleterre elle-même, qui a su si glorieusement trouver les moyens de concilier l'ordre et la liberté, en offre plus d'un exemple. Sous la reine Anne, la chambre des lords n'a-t-elle pas ordonné que le fameux décret de l'université d'Oxford

sur l'obéissance passive fût brûlé par la main du bourreau comme contraire à la liberté du sujet et aux lois du royaume? Mais lorsqu'il s'agit de l'empire britannique, la question véritable n'est pas de savoir quelles sont les tendances générales de l'église catholique dans les pays où elle domine. Si la religion catholique est celle de la majorité en Irlande, elle est celle de la minorité dans l'ensemble des îles britanniques. Son action politique ne peut s'exercer que dans la nomination d'un douzième des membres du parlement impérial, et on ne saurait comprendre comment la religion d'une minorité catholique menace les libertés civiles d'un pays protestant. Il y a plus, l'accusation réelle portée contre le clergé irlandais est de tout autre nature : c'est celle de semer l'agitation, de fomenter la haine du pauvre contre le riche et d'exciter des sentimens de déloyauté, en se servant de ce mot dans le sens anglais.

La nature de ces imputations prouve à elle seule qu'en accusant l'église irlandaise, c'est autre chose que le principe catholique qu'on attaque : il n'est pas de l'essence de la religion catholique d'être animée d'un esprit révolutionnaire et de se livrer à des manœuvres socialistes. C'est un manque de respect pour la sainteté du dogme et pour celle de l'église de rendre celle-ci responsable des vices d'un système qui lui a été imposé par les conséquences nécessaires de l'intolérance exercée contre elle. Je l'ai déjà fait remarquer, l'église catholique d'Irlande n'a pas d'existence légale; ce qui est plus grave, elle subsiste par les dons d'une population misérable. Que des préjugés ennemis s'efforcent d'agrandir le débat et essaient de confondre une exception funeste avec le principe; que des amis violens ne craignent pas de compromettre le principe, afin de couvrir l'exception; qu'ils semblent s'entendre implicitement les uns et les autres pour dissimuler la vérité : — c'est ce qu'on rencontre d'ordinaire dans l'histoire des passions; mais pour qui conserve en même temps sa foi et son impartialité, il ne s'agit en réalité que d'une question de politique pratique, — l'appréciation des effets de la contribution volontaire appliquée à l'église catholique d'Irlande.

Lorsqu'une société est assez heureuse pour posséder à la fois ces deux biens, des sentimens religieux et des mœurs publiques, elle se gouverne en quelque sorte elle-même. Tout ce qui est la liberté lui convient, et le système de la contribution volontaire peut être sans inconvénient, appliqué aux États-Unis aussi bien que dans certaines parties de l'Écosse. Il n'en est pas de même là où le sentiment religieux est défaillant, ni là où les mœurs publiques sont faibles, et si, par suite d'événemens séculaires, la foi religieuse se confond avec les passions nationales, si les intérêts de la politique et ceux de la religion s'unissent dans les cœurs, si la diversité des croyances stimule

les haines de classes, alors la contribution volontaire pour l'entretien des ministres du culte devient un système extrêmement dangereux. Ce serait une erreur d'espérer que l'organisation de la hiérarchie puisse, dans une situation pareille, conjurer tous les périls. Le prêtre nommé par l'évêque ne dépend-il pas toujours pour sa subsistance du bon vouloir de ses paroissiens? Ceux-ci peuvent à leur gré le mettre dans l'aisance ou le plonger dans la misère. Il est moralement leur directeur et matériellement leur dépendant. Sans doute le montant de la contribution à payer par les catholiques suivant leur fortune est en principe réglé dans chaque diocèse, mais qui ne comprend que ces règles doivent être mal observées? Elles le sont à ce point que la rétribution devient tout à fait arbitraire et se perçoit parfois de la manière la plus fâcheuse. Il n'y a là aucun rapport avec ce que nous appelons en France le casuel; c'est par l'aumône, à la façon des ordres mendians, que vit le clergé irlandais; encore ceux qui prennent sur leurs privations pour l'aider à soutenir son existence et son rang sont-ils ceux-là mêmes dont il doit diriger les consciences et contrôler les préjugés. En Irlande, le système de la contribution volontaire est donc de nature à produire des effets à peu près semblables à ceux du suffrage universel appliqué à la nomination des ecclésiastiques, suffrage universel d'une seule classe et de la classe pauvre, d'une seule nation quand il y a deux nationalités en présence, n'agissant pas directement sur la nomination, mais exerçant tous les jours une influence indirecte! S'il était vrai que le prêtre irlandais, si remarquable par sa piété, par son zèle, par sa moralité, toujours prêt à censurer avec fermeté et à corriger avec vigueur les mœurs individuelles, fût faible, incertain, vacillant devant les passions générales, et quelquefois parût être leur instigateur ou leur complice, il n'y aurait pas lieu d'en être surpris. Comment remplir la tâche ingrate de demander de l'argent à des gens qui meurent de faim, et ne pas ménager leurs préjugés? comment vivre par l'aumône des mendians, et leur prêcher les vertus sociales en même temps que les vertus chrétiennes? D'ailleurs, les choses humaines ne sont pas d'une clarté absolue; on peut croire bon d'exciter les passions quand elles ravivent la foi; on se sert sans scrupule de l'arme de la politique lorsqu'on se persuade qu'elle protége la cause de la religion, et que l'influence de l'homme de parti accroît celle du prêtre.

Cependant les vertus chrétiennes sont capables de triompher des vices de la situation la plus fausse, et grâce au respect héréditaire du peuple irlandais pour son clergé, celui-ci pourrait maintenir son autorité par la seule puissance du caractère religieux. Il n'est nécessaire ni de nier des accusations peut-être trop généralisées, ni de les

faire porter sur la religion, pour expliquer une agitation que ferait naître la position du clergé irlandais sans aucune provocation de sa part. Ceux qui ont créé cette situation, ceux qui la maintiennent, sont responsables de ses conséquences fatales. A côté de ce clergé qui vit à la lettre sur le denier de la veuve et de l'orphelin, il en existe un autre très respectable dans ses mœurs, mais dans des conditions différentes à tous autres égards. De tous les contrastes, le plus choquant n'est pas le contraste de l'inégalité naturelle des conditions, c'est celui de l'inégalité légale dans des positions semblables. Ici les positions ne sont pas même semblables. Le clergé rétribué a pour fidèles les gens riches, l'autre les pauvres; celui-ci possède un troupeau nombreux, celui-là dans beaucoup de paroisses compte à peine quelques auditeurs, et, ce qui est tout en Irlande, le clergé rétribué est anglican, le clergé non rétribué est catholique et Irlandais. On a cru résoudre la difficulté en changeant la dîme en une contribution sur le propriétaire; mais chaque fois que l'Irlandais pauvre remet son offrande au prêtre catholique, ce sacrifice réveille son amertume, et rappelle les griefs anciens de l'Irlande. Qu'il me soit permis de répéter encore ici le mot si puissant de M. Burke : « Le catholicisme en Irlande est non-seulement une religion, c'est aussi une nationalité. » Pourquoi le clergé protestant est-il rétribué? pourquoi le clergé catholique ne l'est-il pas? Si l'Angleterre n'a pas agi en Écosse comme en Irlande, bien que le culte dominant n'y fût pas le culte anglican, c'est que l'Écosse n'a pas été conquise. Ces biens que possède aujourd'hui le clergé anglican ont autrefois appartenu à l'église catholique d'Irlande. Pourquoi n'en jouit-elle plus? Encore une fois, parce que l'Irlande a été conquise. L'Irlande est donc traitée en pays conquis; la liberté religieuse a été rendue, mais la blessure du sentiment national n'a pas été cicatrisée. Pour peu que l'on ait visité ce pays et causé avec quelques hommes du peuple, on voit à quel point cette question des biens du clergé agite les esprits. Après tous les récens efforts de l'Angleterre pour se concilier l'Irlande, il semble qu'elle n'ait rien fait, parce que ce déni de justice subsiste encore.

Jamais ceux qu'animent des passions contraires ne comprennent bien les questions de sentiment. Il a fallu toute la supériorité de M. Pitt pour penser, comme M. Fox, que la première chose à faire pour pacifier l'Irlande était de subvenir sur les fonds de l'état aux dépenses du clergé catholique en Irlande, et de lui donner ainsi un équivalent pour ses biens irrévocablement perdus. Certes chacune des lois pénales était plus odieuse que l'injustice dont l'église catholique d'Irlande est victime; le grand acte de l'émancipation paraît d'une importance plus considérable que ne peut l'être la simple ré-

tribution du clergé catholique : on oublie que sur tous ces points la question de sentiment est la même. C'est la puissance des émotions qu'ils éprouvent, et non l'importance du but, qui agite les hommes. Il n'était ni grand politique ni grand connaisseur du cœur humain, celui qui disait avec étonnement dans la chambre des lords : « Nous n'entendions pas parler des catholiques avant d'avoir adouci les lois contre eux; depuis que nous les avons délivrés d'une partie de l'oppression, ils se montrent désaffectionnés. — Cela est vrai, lui a-t-on répondu; mais cela prouve que vous avez fait trop ou trop peu; vous n'avez aujourd'hui ni les bénéfices de la rigueur ni ceux de la douceur. Les lois qui empêchaient les catholiques d'acquérir la puissance et la richesse sont rappelées, les lois qui pouvaient les irriter subsistent. Si vous étiez déterminés à offenser les catholiques, vous auriez dû les maintenir dans leur état de faiblesse; si vous avez pris la résolution de laisser jouir les catholiques de leurs forces naturelles, vous auriez dû cesser de les offenser; et comme il n'est pas sur la terre un homme assez dépravé pour songer à imposer aux catholiques d'Irlande leurs anciennes chaînes, quelle absurdité de ne pas rendre leurs dispositions amicales, quand on laisse leurs bras et leurs jambes libres? »

Les violences de l'intolérance politique et religieuse n'ont pas complétement disparu, mais c'est en général par des argumens d'une autre nature qu'on attaque aujourd'hui l'Irlande : on dit : — La famine, la dépopulation, l'expropriation, suffisent pour régénérer ce pays; il est inutile de s'occuper d'autres questions, les fléaux matériels dispensent désormais d'être justes. — Qui parle ainsi blesse non-seulement l'honnêteté, mais méconnaît la réalité de la situation : nulle part autant qu'en Irlande les causes morales n'ont agi sur les faits matériels : c'est à la justice de réparer les maux de l'oppression, c'est l'équité seule qui peut donner la confiance et le crédit, plus que jamais nécessaires au moment d'une transformation. D'ailleurs, qu'on ne s'y trompe pas, l'Irlande n'est pas un pays vaincu par la famine et prêt à céder la place à des occupans étrangers; beaucoup de sociétés fières de leur prospérité ne manifestent pas l'énergie et la jeunesse qui éclatent sur cette terre, dont les habitans sont destinés, dit-on, à disparaître. Si tout paraît faire question en Irlande, la population, le mode de fermage, les procédés d'agriculture, l'administration, la justice, l'éducation publique, la nationalité, la religion; si sur toutes ces questions plane le plus cruel de tous les problèmes de l'humanité, le paupérisme; si l'on n'est d'accord que sur un point : l'étendue de la misère, — au milieu de tant de choses incertaines ou du moins débattues, il est possible de reconnaître une amélioration sensible dans l'ordre moral comme dans l'ordre matériel. Ce

conflit de tous les élémens qui se heurtent sans rien perdre de leur force n'est pas une décomposition; ce chaos à travers lequel l'esprit ne sait rien entrevoir, c'est celui d'une création nouvelle, on sent vibrer la vie sous les ruines; l'ancien état de choses fait insensiblement place à une société mieux organisée, et l'avenir, toujours obscur, paraît cependant assuré. Les individus ont souffert, beaucoup souffrent encore, mais l'Irlande est sauvée, et peut-être ne sera-t-elle pas toujours une exception cruelle parmi les malheurs de l'humanité. Il dépend de deux puissances, l'une temporelle, l'autre spirituelle, d'accélérer ou d'arrêter des progrès incontestables, de perpétuer la misère ou de l'atténuer. Tous les systèmes reconnaissent également cette vérité : une des plus grandes causes de la détresse de l'Irlande, c'est le manque de capitaux. Que les capitaux anglais consentent à venir chercher des placemens en Irlande, où ils rapporteraient le double de ce qu'ils rendent en Angleterre; que l'Irlande possède à la bourse de Londres un crédit semblable à celui dont jouit Ceylan ou l'Amérique du Sud : toutes les améliorations qui paraissent aujourd'hui chimériques deviennent à l'instant même possibles. Pour les stimuler, il n'y aurait besoin ni d'expatrier ceux-ci, ni de ruiner ceux-là, ni d'inventer des systèmes nouveaux, ni d'accroître les dépenses du gouvernement; il suffirait de laisser agir l'instrument du travail que l'Angleterre possède en si grande abondance. A d'autres égards, l'Irlande a pu se plaindre des conséquences inévitables de sa position géographique; mais son union avec l'Angleterre lui donne des moyens de se relever qui n'existeraient pour aucun autre pays aussi pauvre, livré à ses propres forces. Malheureusement, si les intérêts de l'Angleterre et de l'Irlande sont identiques, les passions sont ennemies dans les deux pays, et l'antagonisme des passions l'emporte sur la communauté des intérêts. Une seule chose peut faire abonder les capitaux en Irlande, c'est le repos définitif et assuré de cette île, et c'est à troubler ce repos que chacun tour à tour semble s'appliquer. On a peine à comprendre l'acharnement d'une lutte qui a le paupérisme pour témoin et pour victime, et qu'après des siècles d'expérience on hésite à se montrer complétement juste et à assurer le progrès matériel. Lorsqu'il quitta la vice-royauté d'Irlande, il y a plus de cent ans, lord Chesterfield disait à un évêque anglican : « Songez moins à la papauté et plus à la pauvreté. » C'est pour n'avoir pas suivi ce conseil que des millions d'hommes ont péri et que des millions d'hommes souffrent encore.

JULES DE LASTEYRIE.

Irlande, juillet 1853.

LE TIERS-ÉTAT

ET

DE SON ROLE POLITIQUE EN FRANCE.

Essai sur l'histoire de la formation et des progrès du Tiers-État, par M. Augustin Thierry

On ne mesure l'action exercée par les esprits créateurs qu'en comparant le point où ils ont pris la science avec celui où ils l'ont conduite. En se reportant à ce qu'étaient les études historiques pour la génération qui nous a précédés, nous embrassons sans effort l'étendue de la révolution qui s'opéra sous l'influence de quelques intelligences supérieures éclairées par le jour que les bouleversemens de notre siècle ont soudainement répandu sur le passé. Qu'était l'histoire de France pour la jeunesse à laquelle on l'enseignait d'après les résumés d'Anquetil? Qu'était-elle pour nos pères, condamnés à l'étudier dans les dissertations du père Daniel et les narrations pompeuses de l'abbé Velly, les seules sources ouvertes aux gens du monde depuis que le sévère Mézeray avait vieilli et que Varillas était enterré sous l'amas de ses compilations indigestes? Quelle idée éveillait dans l'esprit, quelle émotion pouvait susciter dans l'âme ce froid récit espacé règne par règne, dans le cours duquel tous les acteurs revêtaient le même costume, parlaient la même langue, exprimaient invariablement les mêmes idées? La France administrative de Colbert, la monarchie absolue de Richelieu, les guerres de Flandre du grand roi et les plaisirs de sa cour, tel était le cadre où se montraient, habillés comme on l'était au Théâtre-Français avant la réforme de Talma, ces chefs barbares qui avaient renversé la société gallo-ro-

maine, sans même soupçonner l'existence de la future monarchie française dont on les proclamait rois. Dans cette longue galerie qui s'ouvrait à Pharamond pour se clore à Louis XV, venaient se ranger, comme des héritiers naturels se succédant les uns aux autres, Clovis en manteau fourré d'hermine, Childéric transformé par Velly en prince aimable, perdant sa couronne pour avoir trop aimé, et les princes fainéans dépeints les uns en moines, les autres en Sardanapales. Puis arrivait Charlemagne, vêtu en roi de cœur; plus loin, suivaient dans leur rang et ordre les rois capétiens, sans que rien laissât soupçonner ni par le fond des choses ni par la couleur la transformation sociale dont l'avénement de la troisième dynastie avait été la manifestation en même temps que la conséquence.

Dans ces placides récits, on montrait les successeurs de Hugues Capet triomphant, par la seule force de leur droit monarchique, de la rébellion des grands vassaux; l'émancipation des communes était présentée comme un retour sous la domination directe des rois légitimes; puis l'on vous faisait voir ceux-ci triomphant de l'Angleterre par leur épée au xve siècle, comme ils avaient auparavant triomphé de la féodalité. Dans ce programme, le pouvoir royal était le seul pivot de l'activité nationale, l'alpha et l'oméga de l'histoire. L'œuvre principale des écrivains qui se vouaient à l'écrire consistait naturellement dès lors à éclairer les origines de la monarchie, à faire ressortir son antiquité et ses droits, à décrire les batailles où nos rois marchaient toujours au premier rang, et les fêtes brillantes de leur cour, qui avait fait de la France la plus policée des nations en même temps que la première des monarchies.

L'université impériale goûtait assez cette manière d'écrire l'histoire. L'empereur Napoléon, qui tenait fort à hériter de Charlemagne, aimait à voir celui-ci succéder à Clovis, afin de parfaire les quatorze siècles monarchiques dont il entendait être l'expression dernière et suprême. La restauration attachait un prix plus grand encore à renouer la chaîne des temps et à faire émaner de l'initiative royale toutes les institutions et tous les progrès; mais le temps des lieux communs et des généralités historiques était passé. Une grande révolution s'était opérée dans l'opinion au sein de la France émancipée; des partis s'étaient constitués autour d'une tribune retentissante, et, pour paraître avec plus d'autorité sur le théâtre des luttes politiques, ceux-ci aspiraient à se donner des racines dans l'histoire. Au grand air de la liberté, tous les horizons furent agrandis, et, sous l'ardent reflet des révolutions, le passé rayonna de lumières inattendues. Deux hommes contribuèrent surtout en France à renouveler les études historiques : M. Guizot par ses cours et M. Augustin Thierry par ses livres imprimèrent à la pensée publique une impulsion fé-

conde en introduisant dans l'histoire, l'un l'esprit politique issu des temps modernes, l'autre la couleur locale empruntée à la vivante évocation du passé. Tandis que l'auteur de l'*Histoire de la Civilisation en France et en Europe* étudiait dans leurs élémens générateurs la formation des sociétés modernes et celle des gouvernemens libres, l'auteur de l'*Histoire de la Conquête de l'Angleterre par les Normands* s'emparait du plus grand épisode du moyen âge après celui des croisades et le peignait avec un éclat incomparable. M. Thierry, substituant l'histoire des peuples à celle des individualités royales, faisait pour la première fois revivre dans un grand tableau les races les plus diverses par leur origine, par leur génie et par leurs destinées : élémens antipathiques destinés à se fondre par le travail des siècles dans une glorieuse unité. La brutalité de l'oppression et les joies sensuelles de la conquête, les humiliations et les tristesses du servage, l'orgueil des vainqueurs, le désespoir des vaincus dépossédés de la terre natale, — tous ces contrastes d'abord terribles, puis affaiblis de génération en génération, mais toujours persistans lors même que le secret en échappe, — des luttes gigantesques finissant par des guet-apens de voleurs, des combats homériques aboutissant à des légendes, — telle fut l'épopée par laquelle M. Augustin Thierry remplaça les traités philosophiques du XVIIIe siècle et les œuvres incolores qui les avaient précédés.

Un tel début révélait une mission : l'écrivain y dévoua sa vie et ses forces. Pendant que M. Guizot était contraint de suspendre pour les devoirs de la vie publique ses grands travaux commencés, M. Thierry s'enfonçait de plus en plus dans la retraite et dans le silence. La Providence, comme si elle eût voulu l'isoler de ce monde, ne lui avait laissé que la lumière intérieure; il dut faire recueillir par d'autres mains ces fruits du savoir destinés à mûrir laborieusement pour lui dans le silence et dans la nuit, et ce fut sous le reflet de sa pensée qu'il contempla cette nature extérieure resplendissante sous son pinceau de tant de couleurs et de clartés.

Après avoir donné à l'Angleterre l'explication du grand fait historique qui l'a constituée, et dont l'empreinte est restée vivante dans ses mœurs comme dans ses lois, M. Thierry appliqua sa pensée et sa méthode à la France. Il voulut la doter, non d'une histoire complète, rendue difficile par la variété de nos transformations sociales et la diversité des races qui les ont subies, mais de récits épisodiques dans lesquels cette histoire viendrait se condenser autour d'un petit nombre de types habilement choisis. Les *Lettres sur l'Histoire de France* et les *Récits des temps mérovingiens* ont éclairé les siècles les plus obscurs par de saisissantes évocations. Autour d'un chef barbare, quelquefois autour d'un moine ou d'une jeune fille, vient se

grouper ou une classe ou une race entière, et dans ces admirables esquisses, c'est le cœur de tout un peuple qu'on sent battre dans quelques poitrines.

Cependant, en consommant cette révolution littéraire dans l'isolement complet des joies et des affaires du monde, M. Augustin Thierry était loin de demeurer étranger aux passions qui agitaient la France : il en subissait l'influence et les reflétait vivement dans tous ses écrits. Sans le vouloir et sans le soupçonner, il transportait parfois rétrospectivement dans le domaine de l'histoire l'esprit des luttes engagées par le libéralisme de la restauration contre les théories politiques de la droite. C'était le temps où M. Royer-Collard posait à la tribune, à l'état de théorie philosophique, le gouvernement des classes élevées par la pensée et par le travail. M. Guizot préparait par ses livres l'œuvre à laquelle il allait consacrer sa vie. Benjamin Constant s'attachait à ramener à des formules précises les doctrines de l'école libérale. — M. Thierry s'efforça de donner une généalogie à cette école fort ignorante du passé, et qui s'obstinait à ne dater que de 1789. C'était au nom de l'histoire qu'il prétendait transporter à la bourgeoisie cette légitimité du droit et cette prédominance dans l'exercice de la puissance publique que la royauté réclamait pour elle-même, au nom des principes qui avaient constitué la nation depuis l'origine de la monarchie française.

A l'ardeur de ces luttes succéda, après la révolution de juillet, l'apaisement protecteur qui suit la victoire et la modération que suscite la responsabilité. L'illustre historien avait vu dans l'érection de la monarchie de 1830 la consécration logique et solennelle de toutes ses théories historiques. A ses yeux, la bourgeoisie venait d'imiter ce qu'avait fait l'aristocratie française au xe siècle en imprimant à une victoire, œuvre légitime du progrès des temps, le sceau définitif qui marque presque toujours les grandes transformations sociales. Dans un renouvellement de jeunesse et d'ardeur, il se dévoua à étudier, en remontant à ses sources les plus obscures, l'origine de ce tiers-état qui, parvenu à la plénitude de son développement intellectuel et de son influence, venait de faire un roi à la manière des grands vassaux couronnant le duc de France. Préoccupé de sa pensée fondamentale, il put arriver à M. Thierry de faire souvent dans le passé la part de la bourgeoisie trop grande, celle de la noblesse et surtout la part de l'église trop petite; il parut parfois méconnaître que, sans figure et au pied de la lettre, la France avait été faite par la main du clergé du VIe au XIIe siècle, et que ses frontières avaient été tracées par le sang de la noblesse du XVe au XVIIe. On aurait dit parfois qu'il portait aux deux premiers ordres de l'état des sentimens analogues à ceux que le duc de Saint-Simon professait pour le troisième; et si l'élévation de sa pensée ne l'avait défendu

contre les entraînemens de sa nature, on aurait pu craindre qu'il ne devînt le Boulainvilliers de la bourgeoisie.

C'est mûrie par les années, et sans doute aussi par les déceptions, que cette pensée nous arrive aujourd'hui. L'*Essai sur l'histoire de la formation et du progrès du tiers-état* est le résumé fidèle et comme le solennel testament de cette laborieuse vie, si passionnée dans son calme, si animée dans sa solitude. L'école monarchique avait donné l'établissement de la royauté comme but final à l'histoire. C'était pour arriver au plein épanouissement de l'autorité royale telle que la France l'avait possédée au XVIIe siècle, qu'au dire de ses écrivains les races conquérantes et conquises s'étaient enfin confondues, et que l'unité nationale s'était élevée sur les ruines des antiques provinces soumises à une administration uniforme. Invasion du droit romain dans le droit coutumier, prédominance conquise par le pouvoir judiciaire sur le baronage, fusion des peuples, des idées et des idiomes, tous ces miracles d'alchimie historique avaient eu pour conséquence dernière l'unité nationale constituée et représentée par l'unité monarchique. De toutes ces affirmations, M. Thierry n'en conteste qu'un petit nombre. Il accorde volontiers aux théoriciens de la puissance royale presque toutes leurs prémisses, mais il aboutit à de tout autres conclusions. Il établit qu'en faisant le vide autour d'elle, en brisant sous ses pieds toutes les forces indépendantes, la royauté préparait, dans une profonde ignorance du résultat final, l'avénement d'une classe qu'elle avait élevée sans soupçonner son avenir. Dans cet abaissement de toutes les grandes existences, dans ce nivellement du sol et des personnes, où l'école monarchique voyait un but définitif, M. Thierry ne signale qu'un moyen, et la prépondérance politique des classes industrielles et lettrées lui semble sortir du système de Louis XIV aussi nécessairement que le règne du grand roi était sorti de l'œuvre séculaire de saint Louis, de Philippe le Bel, de Louis XI et de Henri IV.

Les lecteurs habituels de ce recueil savent assez que notre pensée concorde sur ce point-là presque complétement avec celle de l'auteur de l'*Essai sur l'histoire du tiers-état*. Nous tenons comme lui pour démontré que du long enchaînement des idées et des faits qui en constituent l'unité, l'histoire de France aboutit à cette double conclusion, — que le pouvoir doit avoir chez nous pour instrumens les intelligences, et pour lest les intérêts, et que l'avénement à la suprême direction de la société des hommes qui représentent la double puissance de la pensée et du capital est un fait normal et légitime comme l'avait été au Xe siècle celui des grands barons qui représentaient alors notre nationalité naissante contre les traditions germaniques. Mais si le gouvernement de la démocratie rencontre devant lui la résistance de tous les intérêts, le gouvernement de l'aristocratie

ce le de tous les instincts nationaux, et si le génie de ce pays rend l'un et l'autre impossible, de son côté la bourgeoisie possède-t-elle toutes les qualités requises pour l'exercice du pouvoir? Est-elle, quant à présent, en mesure de l'exercer d'une manière permanente sans le concours de ceux qui constituaient jadis les ordres privilégiés de la société, et qui viennent de plus en plus, par l'effet des mœurs et des institutions civiles, se confondre dans ses rangs? A-t-elle l'esprit à la hauteur de sa fortune, et ne serait-ce pas dans le désaccord au moins temporaire qui existe entre sa mission sociale et son insuffisance à l'accomplir qu'il faudrait chercher le triste secret de toutes les révolutions de notre temps? Cette formidable question s'est certainement trouvée posée pour l'auteur de l'*Essai sur l'histoire du tiers-état*, comme elle l'est depuis longtemps pour nous-même.

Lorsqu'à la fin du xe siècle la féodalité militaire chassa les débiles successeurs de Charlemagne pour placer l'un des siens à sa tête, et qu'elle érigea une royauté française dégagée de toute solidarité avec la Germanie, patrie primitive des conquérans, cette grande révolution eut un succès complet, et nul n'a peint en traits plus originaux que M. Thierry lui-même (1) ce changement de dynastie, œuvre d'une idée et date d'une ère nouvelle. Mais la bourgeoisie contemporaine a-t-elle réussi, et les destinées de la monarchie de 1830 ont-elles été les mêmes que celles de la monarchie de Hugues Capet? Le principe du suffrage universel, qui domine aujourd'hui tous les pouvoirs publics, n'est-il pas le contre-pied de son propre principe? La bourgeoisie a-t-elle défendu contre une surprise le gouvernement qui était la plus haute expression de ses idées, de ses vœux et de ses intérêts? A-t-elle tenté le plus léger effort pour conserver le pouvoir, et une journée n'a-t-elle pas suffi pour le lui enlever? N'avait-elle pas montré la même impuissance et la même faiblesse soixante années auparavant? N'avait-elle pas laissé sortir la spoliation et la mort d'une révolution qu'elle avait faite pour garantir sa prépondérance exclusive, et les discours des orateurs de 1791 n'ont-ils pas abouti à la république aussi bien que ceux des orateurs réformistes? D'aussi désastreuses récidives n'ont pu manquer de frapper l'esprit de M. Thierry, et peut-être ont-elles obscurci en quelques points la perception qu'en des temps moins troublés il avait de son sujet. Il y a dans son livre pourtant des pages qui jettent un jour singulier sur l'esprit natif de la bourgeoisie et sur les défaillances soudaines qui ont humilié la France depuis 1792 jusqu'à notre temps. La bourgeoisie peut y apprendre à quelles conditions elle a autrefois conquis l'indépendance, et à quelles conditions plus tard elle a conquis le pouvoir, — à quel prix de tels biens s'achètent et à quel prix on les garde;

(1) Voyez les *Lettres sur l'histoire de France*, et spécialement la lettre xiie.

elle peut reconnaître aussi combien a été lente son initiation politique. Je ne voudrais d'autres témoignages que ceux de M. Thierry, d'autres documens que ceux qu'il nous fournit avec une si merveilleuse abondance, pour constater qu'après des luttes séculaires le sens de la vie publique commençait à peine à se développer dans la classe de la nation dont il retrace l'histoire. Qu'on interroge avec nous ce tableau magnifique où dans un cadre restreint se pressent tant de figures et s'amoncellent tant de siècles : ce n'est qu'après avoir résumé les traits principaux que nous chercherons à en tirer une conclusion, ou du moins à formuler quelques-unes des conséquences auxquelles, en nous aidant de ce grand travail, nous avons été conduit.

Rien ne rappelle mieux l'idée du chaos avant l'heure où la parole créatrice eut divisé les élémens et fécondé l'abîme que le flot confus de ces populations barbares destinées à former un jour les diverses nations modernes, en s'incorporant, sous la vivifiante influence du christianisme, les débris des vieilles sociétés renversées par elles. Auprès des malheureux Gallo-Romains dépossédés par l'invasion de la majeure partie de leurs propriétés héréditaires, vous apercevez les Francks, divisés eux-mêmes en deux tribus principales, l'une vivant selon le droit salique, l'autre sous la législation des Ripuaires. Bien avant celles-ci, vous découvrez sur le sol ravagé des Gaules d'autres tribus d'origine germaine, mais déjà rapprochées de la civilisation romaine par des croyances et des habitudes communes, et qui occupent une sorte de situation intermédiaire entre les sauvages conquérans et les tristes débris de l'empire, tombés de la plénitude du luxe et des jouissances au dernier degré de l'abaissement et de la misère. Chacune de ces races possède un droit distinct, et la répression pénale s'exerce de l'une à l'autre selon la qualité des personnes et la dignité originaire de leur sang. Une seule classe d'hommes reste, sans distinction d'origine, invariablement soumise à l'oppression qui l'écrase et au mépris qui l'atteint. Le Franck, le Burgonde et le Visigoth n'ont guère plus d'entrailles que le citoyen romain ou le Gaulois tributaire pour ces êtres maudits auxquels appartient à peine le nom d'hommes, de telle sorte que, dans l'infinie bigarrure de ces sociétés agitées, où les races sont partout juxtaposées sans être nulle part confondues, l'esclavage apparaît comme la seule institution commune et la seule doctrine universellement admise.

Néanmoins cette rude condition ne tarda pas à s'adoucir sous une double influence. En embrassant le christianisme, les Barbares comme les Gallo-Romains avaient subi l'influence lente, mais certaine, d'une loi de fraternité et d'une religion d'amour. Il suffisait de prier aux mêmes autels, de connaître l'identité d'origine des enfans d'Adam et la destinée commune des membres et des héritiers du Christ, pour que l'esclavage païen subît une transformation profonde. Une autre

cause, que M. Augustin Thierry met dans tout son jour, avança singulièrement cette modification, commencée avant l'invasion des Gaules : ce fut la transition par laquelle les tribus conquérantes passèrent de l'état nomade et guerrier à une situation sédentaire et agricole. L'esclave, transporté de la maison au domaine rural, quittant le service personnel pour le maniement de la charrue, avait déjà, et par ce seul fait, changé de condition : de la catégorie des choses mobilières il était entré dans celle des immeubles. Pendant que l'esclavage se transformait sous l'action de ces causes diverses, mais également puissantes, la classe des petits propriétaires libres allait diminuant chaque jour par l'effet des bouleversemens quotidiens qui transformaient sans cesse cette société mobile comme la mer soulevée par les tempêtes. Ces petits propriétaires, en disparaissant, allaient se perdre dans la classe des colons et dans celle des *lites*, tandis que, par un mouvement simultané, les esclaves transformés en serfs se rapprochaient à leur tour de cette condition intermédiaire entre l'esclavage et la liberté. Ce fut le premier pas vers la fusion des races par la création d'une population rurale ayant certains intérêts à mettre en commun en dehors de ceux des dominateurs du sol. « Dans le colonat se fit donc la rencontre des hommes libres déchus vers la servitude et des esclaves parvenus à une demi-liberté. »

Cette situation se dessine nettement à partir du VIIIe siècle. Alors commence à se faire sentir dans son énergie souveraine l'action civilisatrice de l'église. Maîtresse de terrains immenses concédés avec les populations rurales qui les garnissent, l'église trouvait groupés sur ses domaines ces colons et ces serfs déjà passés à l'état de semi-liberté. Des chapelles s'élevaient de toutes parts sur les ruines des temples païens, au bord des sources consacrées et dans l'enceinte des cromlechs druidiques. La circonscription immédiate de ces chapelles devint une paroisse, ce premier élément de la vie civile. De nombreux monastères furent construits au sein des solitudes en partie pour les défricher, en partie pour les protéger par une solennelle consécration. Au pied de leur clocher se groupèrent les industries indispensables à la culture renaissante et aux besoins de ces populations si diverses d'origine, mais alors réunies par une même foi et protégées par un même symbole. Tandis que les serfs défrichaient les forêts, ou s'efforçaient de retrouver les traditions perdues des arts, leurs fils étaient admis à s'enfermer dans l'enceinte sacrée; ils y vivaient dans le recueillement et dans l'étude, sur le pied de la plus complète égalité avec les fils de leurs maîtres, et l'on voyait les rois barbares incliner leur front chevelu devant ces colons et ces serfs couverts du froc monastique ou revêtus de la mitre épiscopale.

Dans les campagnes, sous l'autorité des abbés, — dans les villes, sous celle des prélats, — on vit donc renaître les rudimens de l'existence

municipale. Les traditions romaines furent recueillies et appliquées là où elles n'avaient pas entièrement péri, et ce fut conformément à celles-ci que l'église reçut le dépôt des actes qui, sous l'administration impériale, s'inscrivaient sur les registres de la cité. Le christianisme fut le centre commun qui attira tant de forces résistantes. Au xᵉ siècle, la transformation de l'antique esclavage en servage de la glèbe était consommé sur tous les points. On cessa d'appartenir à l'homme pour appartenir à la terre.

Vers la même époque se dessinait une nationalité nouvelle dans laquelle les distinctions primitives des races tendaient de plus en plus à disparaître, d'abord entre les tribus conquérantes successivement établies dans les Gaules, puis entre ces tribus elles-mêmes et le reste des populations indigènes. A ces divisions originaires se trouva substituée celle que le temps et les événemens avaient tracée. On eut d'un côté tous les possesseurs du sol, formant pour le défendre une puissante fédération militaire, de l'autre les habitans de toute origine qui garnissaient et cultivaient la terre, population sans énergie et sans nul moyen de défense, forcément soumise aux seigneurs comme les castes agricoles l'ont été sous toutes les civilisations aux castes guerrières. La première pensée comme le premier intérêt de cette confédération baroniale fut de se conférer à elle-même un caractère héréditaire et de l'imprimer à la terre, qui était le signe et le gage de sa puissance; mais ce passage de l'état viager à l'état féodal ne servit pas seulement les intérêts des possesseurs du sol et de la caste militaire : cette révolution eut aussi une influence heureuse sur la condition des serfs. Participant à la fixité que prenaient les institutions et les personnes, ceux-ci cessèrent d'être transportés comme un bétail d'un domaine sur un autre; ils durent vivre et mourir sur celui qui les avait vus naître, à la possession duquel ils se trouvaient indirectement participer, et la famille agricole se constitua fortement par la permanence de la résidence et du servage, et par l'effet même des restrictions qui enchaînaient ou limitaient la liberté des personnes en attachant celles-ci au sol natal.

Pendant que la société rurale s'asseyait sur la propriété comme sur le roc, les villes grandissaient par l'effet même des désastres qui les frappaient quelquefois et dont elles étaient incessamment menacées. Pour les protéger ici contre les hommes du Nord que l'Océan vomissait sur toutes les grèves, là contre les brigands descendant comme des vautours de leur aire suspendue au haut des rochers, on ceignait ces villes de fortes murailles, on les couronnait de bastions. Les évêques dans les cités où ils avaient la juridiction territoriale, les agens royaux dans celles du domaine, réunissaient des approvisionnemens et des armes; ils y appelaient les populations circonvoisines et s'efforçaient de les y fixer au prix de concessions précieuses, afin de

rendre leurs villes plus fortes et d'avoir plus de bras à opposer à l'ennemi. Les populations se condensèrent donc dans ces lieux d'asile, et le spectacle des grandes perturbations suscita le besoin, fit naître le désir d'obtenir des garanties pour sa fortune et pour sa personne. Dès le commencement du XIe siècle, on sentait circuler dans ces agglomérations bourgeoises comme un premier frisson de liberté. Sous le réseau d'acier dont la féodalité enlaçait la France, se ranimaient de confus souvenirs du droit municipal, réchauffés au foyer des inspirations chrétiennes. Ce mouvement était surtout prononcé dans les provinces qui touchaient à l'Italie, où la ruine des institutions romaines avait été moins complète, parce que le flot de l'invasion y était en quelque sorte venu mourir. Aucune puissante monarchie ne s'était constituée au-delà des Alpes; les villes toscanes et lombardes avaient pu se maintenir et s'organiser dans une sorte d'isolement, et les traditions de l'antique municipe vinrent se combiner avec le génie de l'époque féodale dans un système de gouvernement à la fois très énergique et très libre dont rien en Europe n'avait pu jusqu'alors donner l'idée. Le peuple conféra à des magistrats élus par lui et placés sous son contrôle la triple puissance administrative, judiciaire et militaire, et des souvenirs dont la grandeur remplissait encore le monde firent généralement attribuer à ces magistrats municipaux le nom de consuls. Ce mouvement pénétra la France, d'un côté par les Alpes, et de l'autre par la mer. M. Thierry nous montre, au XIIe siècle, le consulat établi dans les nombreuses cités françaises liées à l'Italie par leurs relations maritimes; il constate que cette influence italo-romaine s'étendit successivement à toutes les provinces méridionales, c'est-à-dire à près d'un tiers de la France actuelle.

Pendant ce temps, les provinces du nord marchaient au même but par des voies différentes. Sans aucun concert et sans aucun centre commun d'action, une révolution se préparait dans toutes les agglomérations urbaines par la seule influence des germes de liberté jetés à tous les vents du haut des chaires chrétiennes. Une aspiration irrésistible vers l'affranchissement personnel, un besoin général de garanties pour la fortune mobilière et les industries naissantes se produisirent simultanément du Rhin aux Pyrénées. Malgré la conformité du but, ce mouvement affecta deux formes opposées, selon l'influence qui prédominait au sein des villes où il se révélait. Tandis que le consulat s'établissait dans les pays d'outre-Loire, la commune jurée naquit dans le nord, non des souvenirs romains à peu près perdus dans ces contrées, mais des traditions germaines appliquées aux besoins nouveaux qui commençaient à se produire dans cette partie de la France aussi bien que dans les provinces méridionales. Cette double forme de la commune

jurée et de la commune régie par des consuls divisa donc le royaume du nord au sud sans rien ôter d'ailleurs, par sa diversité, à la puissance du grand mouvement émancipateur. Ces conquêtes étaient arrachées par la force ou achetées à prix d'argent, suivant la résistance que faisaient les seigneurs ou les charges dont ils étaient grevés, et les chartes, gages et monumens de ces populaires victoires, assuraient aux bourgeois qui les avaient scellées de leur sang une sorte de souveraineté dans l'enceinte des villes analogue à celle que les barons exerçaient sur les campagnes. Quelle que fût la forme extérieure sous laquelle se traduisit l'idée d'affranchissement, il s'agissait toujours de ramener au régime public de la cité et sous la garantie des conventions écrites tous ceux qui vivaient antérieurement sous la juridiction illimitée des chefs de la hiérarchie territoriale.

Parvenus à ce point de l'histoire, nous touchons au doigt la racine des temps et des intérêts modernes. « La bourgeoisie, nation nouvelle, dit M. Thierry, dont les mœurs sont l'égalité civile et l'indépendance dans le travail, s'élève entre la noblesse et le servage et détruit pour jamais la dualité sociale des premiers temps féodaux. Ses instincts novateurs, son activité, les capitaux qu'elle accumule, sont une force qui réagit de mille manières contre la puissance des possesseurs du sol, et, comme aux origines de toute civilisation, le mouvement recommence par la vie urbaine. L'action des villes sur les campagnes est l'un des grands faits sociaux du XIIe et du XIIIe siècle; la liberté municipale à tous ses degrés s'écoula des unes sur les autres, soit par l'influence de l'exemple et la contagion des idées, soit par l'effet d'un patronage politique ou d'une agrégation territoriale. »

Nul n'a peint avec des couleurs plus vives que M. Thierry le grand tableau de l'affranchissement des communes. Les *Lettres sur l'histoire de France* avaient depuis longtemps popularisé ces pittoresques annales de Vézelay, de Reims et de Laon, auxquelles l'historien du tiers-état vient d'ajouter une œuvre de science et d'art bien plus complète encore en nous donnant la monographie de la constitution communale d'Amiens. Le panégyriste des classes moyennes s'arrête avec une complaisance bien naturelle sur cet âge héroïque de la bourgeoisie, qui est demeuré en même temps la période la plus politique de son histoire. La bourgeoisie se jeta en effet avec un admirable entrain dans le grand mouvement d'émancipation des XIIe et XIIIe siècles, parce que ce mouvement, bien qu'inspiré par une pensée générale et généreuse, avait pour elle l'extrême avantage de demeurer local et de ne se lier qu'à ses intérêts propres. C'est pour cela qu'il fut, bien plus que les autres crises dans lesquelles la bourgeoisie a eu un rôle, inspiré de son esprit et marqué à son empreinte. Des nombreuses révolutions que cette classe de la société a tentées,

celle-là est la seule qui lui ait pleinement réussi et où elle soit demeurée jusqu'au bout maîtresse de son terrain et de sa victoire.

Les franchises locales une fois conquises et le droit municipal fondé, la seule pensée politique qu'il soit possible de signaler au sein des classes bourgeoises durant la seconde moitié du moyen âge, c'est un dévouement sans bornes à l'autorité monarchique. Ce sentiment provenait pour elles d'une double source : il leur était inspiré par le souci de leurs propres intérêts, puisque la royauté féodale ne pouvait échanger son pouvoir nominal contre un pouvoir effectif qu'en élevant de plus en plus la condition des hommes nouveaux placés comme elle dans un état d'antagonisme contre la caste militaire et l'aristocratie territoriale. Le tiers-état le puisait aussi dans les traditions impériales, ranimées par l'étude du droit romain, que toute l'Europe empruntait alors à l'Italie. Par une des plus étranges singularités de l'histoire, il arriva que les descendans affranchis des serfs consacrèrent leur sang et leurs efforts les plus persévérans à transformer les héritiers du premier chef couronné par la féodalité en successeurs des empereurs aux mains desquels le peuple-roi avait abdiqué sa toute-puissance. Saint Louis empruntait au Digeste et à la Bible, commentés par les prélats et par les légistes, l'idée de son autorité souveraine. Des bourgeois remplissaient ses conseils, siégeaient dans ses cours de justice désertées par ses barons, et poursuivaient avec acharnement l'extension de la puissance royale en invoquant en faveur du petit-fils de Robert le Fort les souvenirs confondus des Césars et des rois hébreux.

La monarchie féodale avait formé les grandes assemblées de la nation selon l'esprit des coutumes germaines; ces assemblées s'étaient recrutées des seuls représentans des possesseurs du sol et des chefs de l'église, parce que la féodalité et le clergé avaient seuls exprimé pendant longtemps la totalité des intérêts sociaux. Sitôt qu'il exista en dehors de la hiérarchie ecclésiastique et militaire des hommes libres et propriétaires, encore que dans une condition subordonnée, ceux-ci se trouvèrent tout naturellement appelés à profiter du principe féodal, qui reconnaissait à tous les membres de la société le droit de voter les subsides et de participer à l'autorité publique. La bourgeoisie bénéficia de ce droit sans même le revendiquer : à l'origine en effet, l'usage en importait bien plus à la royauté qu'à elle-même, car, confinée dans ses intérêts locaux et placée sous le régime des franchises municipales, qui suffisaient pour sauvegarder ceux-ci, la bourgeoisie n'était pas sensiblement affectée par les questions de politique générale ou de législation. Aussi le droit de siéger dans les assemblées nationales paraît-il n'avoir été pendant longtemps de sa part l'objet d'aucune insistance, la matière d'aucune réclamation, et, comme le fait observer M. Thierry, cette partici-

pation à l'autorité publique, tout importante qu'elle soit, semble aux contemporains à peine digne d'une mention. Cependant, après que d'irréparables désastres provoqués par l'imprévoyance de la royauté et la folle témérité de la noblesse eurent, dans le cours du XIVe siècle, ouvert la France à l'ennemi, décimé sa population et anéanti toutes les ressources de la monarchie, il s'opéra dans l'esprit de la bourgeoisie un changement notable, et son attitude, jusqu'alors si effacée aux états-généraux, se trouva tout à coup transformée.

Aux demandes réitérées de subsides provoquées par les calamités de la guerre et par les dilapidations princières, les représentans des villes répondirent par des plaintes suivies bientôt après de menaces et de projets pour l'entière réformation de l'état. Lorsque, après la bataille de Poitiers, la France vit son roi prisonnier et la plupart de ses gentilshommes tués ou captifs, les bourgeois se prirent, au dire de Froissart, « à parlementer et à murmurer, à tant haïr et blâmer les chevaliers et escuyers retournés de la bataille, que envis ils s'embatoient ès-bonnes villes. » Dans cette fermentation générale, accrue chaque jour par l'annonce de nouveaux malheurs, huit cents députés, dont quatre cents de la bourgeoisie, entreprirent la réforme du gouvernement avec une ardeur qui ne tarda pas à leur faire dépasser le but. Délibérant sans distinction d'ordres et avec toute la violence des temps révolutionnaires, l'assemblée de 1356 forma dans son sein une sorte de comité de salut public; elle notifia à la royauté, représentée par un jeune prince écrasé sous le coup qui venait d'atteindre son père, des résolutions qui allaient à déclarer les états à peu près souverains en toute matière; elle exigea la mise en accusation des conseillers du roi, la destitution en masse des magistrats, et le droit de se réunir désormais en tout temps sans nulle convocation royale. C'était la république supplantant la monarchie.

Effrayés d'un mouvement auquel ils s'étaient associés sans en mesurer la portée, les députés ecclésiastiques désertèrent l'assemblée; il en fut de même de ceux de la noblesse, moins propres à discuter des plans d'organisation politique et financière qu'à mourir bravement une hache d'armes à la main, et qui aimaient mieux chercher leur revanche de Crécy et de Poitiers que tenir tête aux gens du tiers. Les états, abandonnés par les deux premiers ordres, subirent alors sans contre-poids la pression de la plus basse démocratie, et les bourgeois se trouvèrent à la merci de passions populaires qu'ils étaient fort inhabiles à réfréner. Alors se déroula cette longue série d'événemens dont on avait déjà fait ressortir le caractère étrange et presque prophétique, mais que l'auteur de l'*Histoire du tiers-état* a placé dans un cadre où ils ne peuvent manquer de fixer tous les regards et d'éveiller toutes les pensées. Une assemblée désertée par le clergé et par la noblesse, et dans laquelle le tiers-état domine seul; l'auto-

rité royale impuissante et avilie; les députés des villes se subordonnant, moitié par besoin de direction, moitié par l'influence des menaces populaires, à la députation de Paris; la démagogie et l'émeute se mettant dans la capitale au service du pouvoir municipal, et bientôt après le menaçant lui-même; la révolution se faisant homme dans la personne d'Étienne Marcel, qui formule, en termes presque conformes à ceux de notre langue politique contemporaine, la souveraineté du peuple et le transport de l'autorité publique de la couronne à la nation; cet homme versant le sang moins pour satisfaire ses propres passions que celles des instrumens auxquels il obéit en paraissant leur commander, arborant des couleurs nouvelles, comme symbole d'une révolution populaire, et, pour sanction de ce changement, aspirant à faire passer la couronne de la branche de Valois à la branche d'Évreux; puis, à la suite des longs désordres de la capitale, la jacquerie dans les provinces, avec ses colères et ses vengeances, l'étranger profitant de cette universelle anarchie pour ajouter toutes les humiliations à toutes les douleurs : telle est la grande page d'histoire dans laquelle la bourgeoisie de 1789 aurait pu lire, à près de cinq siècles de distance, ses espérances et ses déceptions.

Si la prudence consommée de Charles V tira la France d'une crise devenue plus redoutable par les agitations populaires que par les succès mêmes de l'ennemi, les calamités du règne suivant la replongèrent dans l'abîme. Durant l'orageuse minorité et la longue démence de Charles VI, le tiers-état, excité par le spectacle de tous les scandales et des plus odieuses dilapidations, reprit le cours des idées politiques formulées aux états de 1355 et de 1356; mais dans cette tentative nouvelle il perdit plus vite et plus complétement encore la direction du mouvement qu'il avait suscité. Les réformes réclamées au commencement du xve siècle, les hardies tentatives concertées entre le corps de ville et l'université, dont l'un fournissait à la bourgeoisie ses hommes d'action et l'autre ses hommes de parole, aboutirent à l'émeute des cabochiens et à la formation d'une faction plus menaçante encore pour les chefs du tiers-état que pour les agens de l'autorité royale. Le concert des Maillotins et des Bourguignons avait livré Paris au bras des écorcheurs, et l'on avait vu les lettrés et les riches marchands, après avoir, sinon invoqué, du moins subi le concours de la plus brutale populace, monter confondus avec les meneurs de celle-ci sur les potences élevées par la réaction monarchique. Écrasés de confiscations juridiques, pressurés d'impôts, les bourgeois de Paris subirent le contre-coup de la victoire que venait de remporter la royauté sur les communes flamandes. La bataille de Rosebecque fut gagnée contre eux, et après de longues et stériles agitations l'on vit le pouvoir de la couronne sortir plus éclatant et moins contesté des tentatives par lesquelles le tiers-état s'était efforcé de

lui imposer des règles et des limites. La légitimité du but avait été compromise par la violence des moyens, et les essais malheureux du XVe siècle provoquèrent une alliance toute nouvelle entre la royauté et la noblesse. Marcel et les jacques, Caboche et les écorcheurs avaient rapproché des forces jusqu'alors incompatibles. Servie par les terreurs publiques, devenue le seul symbole de la nationalité française contre l'étranger maître de la moitié du territoire, la royauté gagnait chaque jour du terrain, malgré les velléités des résistances bourgeoises si malheureuses et si maladroites, résistances presque complétement concentrées d'ailleurs dans la capitale. M. Thierry a fort bien démêlé cette opposition entre les tendances politiques et quasi-révolutionnaires de la bourgeoisie parisienne et le génie inerte, pacifique et purement légiste du tiers-état dans le reste du royaume. Des deux classes qui le composaient en effet, la classe commerçante était exclusivement attachée aux franchises municipales, à l'existence privilégiée des communes, et elle aspirait à étendre son importance et sa richesse beaucoup plus qu'à s'engager dans la vie publique dont elle n'avait ni le goût ni l'intelligence. La seconde classe, celle des officiers royaux de justice et de finance, sortie presque tout entière de la roture, ne connaissait qu'une science, la jurisprudence romaine, n'admettait qu'un droit, celui de l'état, et qu'un représentant de l'état, le roi. Chez les hommes appartenant à ces deux catégories, chaque jour plus nombreuses et plus puissantes, le sentiment de l'égalité civile était vif, mais celui de la liberté politique était nul : ils tenaient beaucoup moins à participer au pouvoir qu'à grandir leur position personnelle, et la seule pensée générale qui les inspirât était l'abaissement de toutes les puissances et de toutes les forces sous le niveau commun de la loi. Le pouvoir absolu de la royauté était donc la conséquence nécessaire des dispositions natives de la bourgeoisie.

Si celles-ci ne rencontrèrent pas dans la personne du roi Louis XI leur expression la plus vraie, il faut du moins voir dans ce prince l'instrument prédestiné à faire passer dans les faits les idées, les désirs et les antipathies de la bourgeoisie française. D'une part, il abaissa tellement les têtes, qu'il dépassa par sa sévérité jusqu'aux plus cruelles exigences de l'envie; de l'autre, il abaissa tellement les caractères, qu'aucune parole généreuse ne put sortir de la conscience publique, lorsque sa main de plomb eut cessé de peser sur elle. Aux états-généraux de 1484, le tiers-état resta fort en arrière des idées qu'il avait exprimées à ceux de 1413. Bien qu'on y votât par tête, mode qui assurait aux députés des villes un avantage considérable, on ne vit ceux-ci reprendre aucun des hardis projets de réforme issus, au commencement du siècle, du concert de l'échevinage parisien avec l'université. La forte discipline de Louis XI avait enlevé aux esprits l'audace et jusqu'à la tentation des projets novateurs. Si

le journal de Masselin enregistre quelques mots hardis de certains députés des deux premiers ordres, il constate que dans cette assemblée le tiers ne se passionna que pour la suppression des tailles et la rédaction par écrit des coutumes, double préoccupation qui correspondait au soin constant de ses intérêts et à sa tendance non moins constante vers l'unité de législation civile.

Depuis le règne de Louis XI jusqu'au réveil des passions publiques par les guerres de religion, les états-généraux, irrégulièrement convoqués, exercèrent sur les affaires une influence de moins en moins prononcée. Ils furent, en effet, insensiblement supplantés dans leur action politique par ces grandes cours judiciaires qu'avait instituées la royauté pour appliquer les lois du royaume, et qui, par des miracles de patience et d'habileté, parvinrent à transformer une pure formalité d'enregistrement en droit de remontrance, et bientôt après en droit de contrôle. Ce surcroît de puissance ne profita d'ailleurs qu'à la bourgeoisie, puisque de ses rangs sortaient presque tous les magistrats du royaume, et que par la vénalité des offices ceux-ci réussissaient à transformer leurs charges en propriétés presque indépendantes. Déjà d'ailleurs l'universelle impulsion sortie de la renaissance était venue donner aux classes intermédiaires une importance sociale spontanément acceptée par les classes élevées et consacrée par les témoignages les plus éclatans de la faveur royale. L'Italie envahie par les armes françaises, et dont les destinées se liaient alors étroitement aux nôtres, avait donné à la cour, comme à la noblesse militaire, le goût des lettres et des arts, et la contemplation de ses chefs-d'œuvre avait transformé le génie national. Le tiers-état se vouait seul à ces études et à ces œuvres de l'esprit qui allaient devenir une glorieuse profession; c'était de ses rangs que sortaient aussi ces artistes, imitateurs et rivaux de ceux que nous envoyait l'Italie, et dont les constructions, répandues comme des diamans innombrables sur tous les points du territoire, signalaient les surprenans progrès de cette société dans toutes les voies de l'intelligence et du goût comme dans celles de la richesse. Durant l'ère trop courte, dans sa magnifique fécondité, qui suivit les guerres calamiteuses avec l'Angleterre et précéda de si peu les sombres luttes de la réformation, il s'ouvrit de toutes parts des sources nouvelles de prospérité et de grandeur. « L'industrie, le commerce, l'agriculture, la police des eaux et forêts, l'exploitation des mines, la navigation lointaine, les entreprises de tout genre et la sécurité des transactions civiles furent l'objet de dispositions législatives dont quelques-unes sont encore en vigueur. Il y eut continuation de progrès dans les arts qui font l'aisance de la vie sociale et que le tiers-état pratiquait seul, et il y eut dans la sphère plus haute de la pensée et du savoir un élan spontané de toutes les facul-

tés de l'intelligence nationale. Là se rencontre à son apogée cette révolution intellectuelle qu'on nomme d'un seul mot — la renaissance, et qui renouvelle tout, sciences, beaux-arts, philosophie, littérature, par l'alliance de l'esprit français avec le génie de l'antiquité. »

La France est la terre des contrastes, des abaissemens soudains, comme des retours plus soudains encore. Après ces beaux jours de Louis XII et de François Ier, dont M. Thierry peint à grands traits l'éclatant tableau, la noble nation tomba tout à coup dans le sombre abîme au fond duquel la postérité voit tournoyer la ronde des assassins et des victimes, des mignons et des empoisonneurs. Après Bayard, elle eut Catherine de Médicis; après les grandes guerres d'Italie, les massacres nocturnes; après la construction des chefs-d'œuvre, le marteau des iconoclastes.

Parvenue au XVIe siècle presque à la plénitude de son développement intellectuel et social, maîtresse de toutes les fonctions administratives et judiciaires, depuis les secrétaireries d'état et la chancellerie jusqu'aux présidiaux et aux intendances, la bourgeoisie ne pouvait manquer de jouer un grand rôle dans la crise que l'introduction du protestantisme avait ouverte dans l'ordre moral et que la question successoriale allait ouvrir dans l'ordre politique. Je crois, et M. Thierry me permettra de le dire, que l'auteur de l'*Histoire du tiers-état* n'a pas envisagé sous son jour véritable l'action si persévérante et si politique déployée par la bourgeoisie dans le drame qui s'ouvre sous les derniers Valois pour finir à l'avénement de la maison de Bourbon. Dans ces tristes temps, cette classe de la société, préservée de l'influence italienne, fut, après tout, la moins dépravée dans ses mœurs, la plus modérée dans ses actes, en même temps que la plus fermement attachée à des croyances religieuses identifiées avec les principes mêmes de la nationalité française. Moins féroce que le bas peuple, moins corrompu que la noblesse, le tiers-état réfréna presque partout, sauf à Paris, les implacables passions qui aspiraient alors à s'étancher dans le sang. Si la bourgeoisie municipale fut l'instigatrice et l'âme de la ligue par tout le royaume, cette audacieuse et patriotique association, la plus imposante et la plus durable qui se soit jamais formée dans ses rangs, n'était-elle pas justifiée par l'imminent péril que courait la foi nationale avant les engagemens pris par Henri de Navarre et l'acte solennel de Saint-Denis? Qui peut nier, en se reportant aux idées de ce temps, que l'établissement d'une dynastie protestante à Paris n'équivalût à une victoire décisive de la réforme en France? S'il est une vérité historique étincelante d'évidence, c'est que la ligue seule a sauvé le catholicisme, et, avec la religion de nos pères, l'originalité de notre génie, le dépôt sacré de nos traditions et de nos destinées à venir. Loin donc qu'il y ait à

blâmer la bourgeoisie d'avoir suscité ce grand mouvement, qui n'était pas moins patriotique que religieux, et qui achevait l'œuvre de Jeanne d'Arc en arrachant la France au joug intellectuel de l'Angleterre, il faudrait l'en féliciter hautement, surtout lorsqu'on recherche avec une curiosité aussi pieuse que celle de M. Thierry jusqu'aux plus faibles symptômes du génie politique dans les rangs du tiers-état. La seconde moitié du XVIe siècle est certainement l'époque où la bourgeoisie a le moins mérité le reproche qu'on avait pu lui adresser antérieurement et qui continue malheureusement à l'atteindre depuis. En maintenant résolument la religion par laquelle vivait la France, en sachant s'unir, agir et mourir au besoin pour elle, la bourgeoisie s'appuyait sur ce qui lui a manqué trop souvent, sur une idée générale prise en dehors de ses intérêts privés; son cœur battait pour une passion désintéressée et généreuse; elle rencontrait une cause qui était moins la sienne que celle du pays tout entier.

N'oublions pas d'ailleurs que ce fut du sein des parlemens et des corporations municipales, d'abord très vivement engagés dans la ligue, que sortit enfin la grande transaction qui rendit à la France le signalé service d'y conserver l'intégrité de la religion nationale et celle du système monarchique. Malgré les tempéramens de la conduite et du langage, le parti politique auquel appartiennent les hommes les plus considérables de cette époque était au fond aussi ferme que les ligueurs les plus fanatiques sur la nécessité de mettre la monarchie héréditaire en harmonie avec le sentiment national, et, si l'abjuration de Saint-Denis n'avait opéré cette conciliation, la ligue aurait infailliblement triomphé jusque dans ses plus extrêmes conséquences. La haute sagesse de Henri IV empêcha seule de se réaliser alors, sous les auspices de l'église et de l'esprit municipal, ce que j'ai quelque droit d'appeler l'idée-mère de M. Thierry, l'érection d'une dynastie nouvelle élevée et maintenue par les seuls efforts du tiers-état. La maison de Guise aurait nécessairement représenté la bourgeoisie triomphant dans sa foi et dans son influence; cette maison se serait trouvée conduite à constituer une monarchie populaire sur la base d'une vaste fédération municipale, c'est-à-dire sur le principe contraire à celui de la centralisation que la royauté capétienne avait fait prévaloir depuis Louis le Gros, et dont Richelieu était à la veille de tirer les dernières conséquences. Ce sont là des hypothèses rétrospectives un peu hasardées sans nul doute, mais qui, flattant, bien loin de les contredire, les plus chères aspirations de l'historien du tiers-état, devraient modifier, ce semble, la rigueur de ses jugemens sur l'acte politique le plus décisif auquel la classe moyenne ait jamais attaché son nom. De toutes les tentatives essayées par la bourgeoisie française dans le cours de son histoire, celle du XVIe siècle

est la seule où elle ait pleinement réussi à faire prévaloir un grand intérêt national, en atteignant son but sans le dépasser.

Je puis d'autant moins concorder avec M. Thierry sur l'appréciation de ce grand épisode, que personne n'a relevé avec plus de justesse l'heureuse influence qu'eut sur l'esprit politique du tiers-état sa résistance à la réforme, dont la cause se trouvait d'ailleurs, en France comme par toute l'Europe, identifiée avec celle de l'aristocratie territoriale. La masse entière de la population urbaine avait été agitée par le grand courant des opinions du siècle. Les hommes de tous les rangs et de toutes les professions, depuis l'artisan et l'avocat jusqu'au grand seigneur, s'étaient pour la première fois rapprochés les uns des autres dans la fraternité d'une même croyance et sous le drapeau d'un même parti, ainsi qu'il le constate lui-même. La ligue dissoute, mais dissoute après une victoire du tiers-état, obtenue par sa persistance et conservée par sa modération, il dut se développer un sentiment commun de confiance et de dignité personnelle dans l'âme de tous ceux qui avaient concouru à ce résultat national : ils le transmirent comme un héritage à leurs enfans, tout en retournant eux-mêmes, après la clôture des conciliabules, les uns à leurs occupations manuelles, les autres aux labeurs de leurs professions libérales.

Le côté fatal de l'événement qui fraya au chef de la maison de Bourbon les voies du trône, ce fut la prépondérance excessive que prit bientôt après le pouvoir royal, en transformant en une victoire remportée par lui-même ce qui n'avait été qu'une transaction entre son droit héréditaire et la volonté nationale. Servie successivement par le souple génie de Henri IV et l'inflexible génie de Richelieu, la royauté ne tarda pas à absorber tous les pouvoirs et à faire fléchir sous le niveau, non de la loi commune, mais de ses caprices personnels, toutes les forces indépendantes. Si la noblesse fit une perte irréparable pour son avenir politique en échangeant son existence territoriale contre la vie de cour, M. Thierry ne permettra de penser que les pertes faites alors par le tiers-état, bien loin de n'avoir été qu'apparentes, furent tout aussi réelles et non moins désastreuses. Les assemblées nationales mises en oubli, les communes dépouillées de toutes leurs libertés et de leur quasi-souveraineté locale, le pouvoir municipal perdant sa juridiction civile et criminelle, les droits des villes devenus matière de finances et rachetés par elles pour être de nouveau confisqués, les parlemens se voyant contester jusqu'à la simple remontrance et devenant factieux pour être quelque chose : toutes ces conquêtes, faites par une application démesurément exagérée du principe de la centralisation administrative, allèrent atteindre au cœur la bourgeoisie tout entière, non point, il est vrai, en ar-

rêtant ses progrès matériels, mais en faussant la direction de ses idées et en la déshabituant des affaires et des intérêts de la vie publique. Une seule force lui fut donnée pour contrebalancer ces pertes immenses, la force d'opinion, dont Paris était le centre, l'instrument nécessaire et presque exclusif. Cette force-là grandissait, il est vrai, chaque jour, et devait, à travers les crises intellectuelles de deux siècles, aboutir à l'explosion suprême de 1789; mais la bourgeoisie arrivait alors au pouvoir dans les conditions les plus funestes : elle n'était plus rien, et se croyait destinée à être tout. Elle ne disposait plus d'aucune force, ni dans la cité, ni dans la province, au moment où le royaume tout entier tombait à sa merci, et où il lui était donné de le bouleverser de fond en comble. Impuissante pour la résistance, même la plus légitime, la bourgeoisie n'était forte que pour l'agression; la force d'opinion, qui avait remplacé toutes les autres, devenait entre ses mains une force toute révolutionnaire, et cette puissance même mettait le tiers-état à la discrétion de la capitale, dont l'action désastreuse, après avoir provoqué ses premiers échecs aux XIVe et XVe siècles, allait lui préparer au XVIIIe des épreuves mille fois plus cruelles encore. L'illustre écrivain ne s'étonnera donc pas si je considère l'établissement du pouvoir absolu en France comme une calamité nationale également funeste à toutes les classes de la société, et si je n'estime pas comme lui que la nation doive se consoler philosophiquement, par les coups portés à la noblesse et par l'abaissement des ordres privilégiés, des atteintes non moins irréparables portées à la moralité politique de la bourgeoisie.

L'atonie des provinces, contrastant avec l'agitation fébrile de la capitale, fut le résultat principal de cette situation nouvelle. Ce fait, dont la nation a subi si souvent les désastreuses conséquences, commence de se produire dès le XVIIe siècle. Sous la minorité de Louis XIII comme sous celle de Louis XIV, Paris remua à peu près seul, et la France indifférente le regarda faire, disposée à recevoir sans plus de résistance que de sympathie la loi des vainqueurs, selon le succès de misérables intrigues qui ne dépassaient pas le rayon de la cité et des halles. Entre la génération bourgeoise qui donnait les mains à la fronde pour des intérêts privés fort étrangers aux siens — et celle qui avait organisé la ligue, il y avait toute la différence qui sépare une grande cause religieuse et nationale d'une inspiration égoïste et d'un accès de vanité. La noblesse seule, cette fois, savait ce qu'elle voulait; les grands seigneurs espéraient se faire payer leurs dettes, les grandes dames attendaient de grosses charges pour leurs amans. La magistrature, tête de la bourgeoisie parisienne, s'engagea dans ces conflits stériles sans aucun but nettement déterminé, par ce seul besoin d'influence et d'agitation qui allait devenir l'élément principal de sa vie,

besoin impérieux qu'entretenait un désaccord de jour en jour plus choquant entre son importance croissante dans la société et sa nullité de plus en plus complète dans l'état. La bourgeoisie parisienne abdiqua devant la noblesse sous la fronde, comme dès l'ouverture de la révolution française elle devait abdiquer devant les masses populaires.

Durant la longue période dont l'*Essai sur l'histoire du tiers-état* retrace le tableau, la classe moyenne n'exerça donc d'action prépondérante et décisive que dans l'affranchissement des communes qui fonda la liberté civile, et dans la courte période de la ligue qui conserva l'intégrité de la loi par laquelle s'était constituée la nationalité française. Du VIe au XIIe siècle, l'église seule fit adhérer l'un à l'autre des éléments antipathiques; le clergé fut l'instrument de tous les progrès, l'agent à peu près exclusif de la grande œuvre sociale. Du XIIe au XVIIe siècle, ce rôle incombe à la royauté, qui, entre toutes les forces qui concoururent à constituer la France, fut la plus persévérante dans ses desseins, la plus féconde dans son action, la seule douée d'un sens véritablement politique. Au commencement du XVIIe siècle, la noblesse, vendant son droit d'aînesse pour des lentilles, se fit payer en honneurs stérilement dangereux le prix de son sang généreusement répandu, et consentit à n'être qu'une caste, lorsqu'elle aurait pu devenir un pouvoir. Atteinte au cœur comme l'aristocratie elle-même par les progrès du pouvoir absolu et par l'influence d'un rationalisme stérile, la bourgeoisie ne manqua pas moins que la noblesse à sa mission et à son avenir. C'est à cette dernière époque de l'histoire de la bourgeoisie que nous amène le livre de M. Thierry.

En attendant que l'historien nous montre un jour la classe moyenne pendant la période révolutionnaire, on nous permettra d'aller un peu au-delà des limites où il s'est renfermé jusqu'à présent. Parvenu au siècle de Louis XIV, il revendique pour le tiers-état la presque totalité des illustrations littéraires et artistiques du grand règne: au siècle suivant, il aurait pu nous montrer l'influence des gens de lettres se régularisant, pour prendre dans l'état, à côté et au-dessus des pouvoirs légaux, la consistance d'un grand pouvoir moral. Subordonnés aux grands seigneurs sous Louis XIV, les gens de lettres deviennent sous Louis XV les directeurs souverains de l'opinion, les inspirateurs hautains des princes et des ministres. Les économistes règnent lorsqu'ils ne gouvernent pas; les traitans cessent d'être des Turcarets pour devenir des personnages sérieux, et concentrent en leurs mains tout le mouvement de la richesse publique. Il ne se pouvait pas que le *tiers-état, qui était tout* dans l'ordre intellectuel, n'aspirât pas à devenir *quelque chose* dans l'ordre politique, car en France bien moins qu'ailleurs l'autorité peut être séparée de l'influence. Aussi chacun

prévoyait-il, dès la fin du règne de Louis XV, que la situation était à la veille de se dénouer par une crise. La révolution de 1789 était en effet le dernier mot de l'histoire de France telle que l'église et la royauté l'avaient faite. Malheureusement elle s'opéra sous l'influence de la philosophie, à la fois déclamatoire et négative, qui s'était élevée en contradiction patente avec toutes les croyances comme avec toutes les traditions nationales. La génération qui recevait mission de donner son complément et sa forme définitive à l'œuvre des ancêtres lisait *la Pucelle* à la veille d'entrer dans la vie publique. Elle avait appris la politique dans Rousseau, la philosophie sociale dans Condorcet, — et le naturalisme sentimental de Bernardin de Saint-Pierre en avait préparé la portion la plus honnête aux naïvetés théophilanthropiques. Je crois fermement que la génération de la ligue aurait pu maintenir la révolution de 1789 dans l'ordre des intérêts bourgeois où elle avait été conçue, parce que ces intérêts auraient eu un contre-poids dans les croyances, et que celles-ci eussent maintenu le caractère à la hauteur de la pensée; mais je ne puis éprouver aucun étonnement de ce que les contemporains de Mirabeau et de Louvet, qui admiraient le roman de l'un et les orgies de l'autre, qui ne croyaient pas plus à la pudeur qu'à la vérité, aient glissé du premier pas jusqu'au fond de l'abîme, et dépensé à satisfaire de stériles rancunes contre le passé toute la force dont il aurait fallu se servir pour résister à la démagogie, qui seule alors menaçait l'avenir.

La grande transformation de 89 aurait-elle pu s'opérer par d'autres voies et s'accomplir sans violence? La royauté était-elle en mesure d'y suffire par sa seule initiative? — Ce n'est pas incidemment qu'une telle question peut être examinée; nous avons eu occasion de l'aborder d'ailleurs dans des études qu'on nous pardonnera de rappeler ici (1), puisque ces études commencent au temps même où l'œuvre de M. Thierry s'arrête. Nous n'aurons donc qu'à répéter aujourd'hui nos conclusions d'alors, et nous les soumettons avec confiance à l'illustre écrivain.

Puissante par l'autorité que conserve en Europe les idées politiques qu'elle a émises la première de 1789 à 1791, la bourgeoisie française se distingue de moins en moins chaque jour des classes de la société au sein desquelles elle se recrute. Lorsque l'on parle des idées constitutionnelles, ce mot-là présente à tous les esprits un sens clair et distinct; on sait qu'il s'agit de cet ensemble de doctrines politiques qui tranche également et avec les théories de l'école de 1815 et avec celles de l'école de 1848, et qui n'admet pas plus la

(1) *La Bourgeoisie et la Révolution française*, notamment dans les livraisons du 15 février, 15 mai, 15 juin 1850, et 1er octobre 1852.

souveraineté inamissible des princes que la souveraineté numérique des masses. Mais si des idées l'on passe aux personnes, et de l'école bourgeoise au parti bourgeois, alors la confusion éclate de toutes parts. Où commence aujourd'hui la bourgeoisie et où finit-elle? L'ancien tiers-état est-il donc le seul ancêtre de l'école constitutionnelle? Y a-t-il vraiment une bourgeoisie dans un pays où il n'y a plus de noblesse, où le code civil bat en brèche les fortunes territoriales, et où il existe à peine quelques hommes qui n'aient besoin d'ajouter par leur travail à l'héritage paternel? Lorsque les écussons des croisés deviennent des panonceaux de notaires et que les grands seigneurs affluent dans les galeries de la Bourse, plus nombreux et plus émus qu'autrefois dans les galeries de Versailles, c'en est fait assurément de la bourgeoisie comme de la noblesse. Il faut bien reconnaître que ces classifications-là ne subsistent désormais que par ce qu'elles ont de plus funeste, par des antipathies et des souvenirs survivant aux réalités.

L'effet des longs bouleversemens qui ont transformé le pays a été de créer pour la France du XIXe siècle une situation analogue à celle qu'a si bien décrite l'auteur de l'*Essai sur l'histoire du tiers-état*, lorsqu'il nous montre la nationalité française s'élevant, du VIIIe au Xe siècle, sur un double élément : d'une part, les possesseurs du sol, quel que fût leur origine; de l'autre, ceux que le sort condamnait à le cultiver, à quelque race qu'ils eussent primitivement appartenu; les premiers s'emparant du gouvernement de la société du droit que leur donnait leur situation territoriale, les autres acceptant cette prépondérance justifiée par une manifeste supériorité d'intelligence et d'organisation. Il n'y a plus en effet parmi nous que des riches et des pauvres, que des propriétaires auxquels la possession d'un capital accumulé a permis des loisirs consacrés à la culture intellectuelle, et des travailleurs obligés d'acquérir un capital avant d'acquérir des lumières. Dans l'immense rotation qui s'opère, on voit sans cesse se confondre ces deux classes par les accidens de la bonne comme par ceux de la mauvaise fortune. On est donc forcé de le reconnaître : si l'école constitutionnelle a un symbole vraiment distinct, le parti bourgeois n'a pas de frontière. Ce parti ne saurait prendre aujourd'hui, sans mentir à la vérité, ni l'esprit exclusif ni les prétentions jalouses d'une caste, et ce serait aux hommes en mesure de lui parler, comme M. Augustin Thierry, avec une haute autorité, de lui enseigner tout ce qu'il y a de fécond dans l'assimilation, de stérile dans l'isolement.

LOUIS DE CARNÉ.

MINA DE WANGEL[1]

Mina de Wangel naquit dans le pays de la philosophie et de l'imagination, à Kœnigsberg. Vers la fin de la campagne de France, en 1814, le général prussien comte de Wangel quitta brusquement la cour et l'armée. Un soir, c'était à Craonne, en Champagne, après un combat meurtrier où les troupes sous ses ordres avaient arraché la victoire, un doute assaillit son esprit : un peuple a-t-il le droit de changer la *manière intime et rationnelle suivant laquelle un autre peuple veut régler son existence matérielle et morale?* Préoccupé de cette grande question, le général résolut de ne plus tirer l'épée avant de l'avoir résolue; il se retira dans ses terres de Kœnigsberg.

Surveillé de près par la police de Berlin, le comte de Wangel ne s'occupa que de ses méditations philosophiques et de sa fille unique Mina. Peu d'années après, il mourut, jeune encore, laissant à sa fille une immense fortune, une mère faible et la disgrâce de la cour, — ce qui n'est pas peu dire dans la fière Germanie. Il est vrai que, comme paratonnerre contre ce malheur, Mina de Wangel avait un des noms les plus nobles de l'Allemagne orientale. Elle n'avait que seize ans; mais déjà le sentiment qu'elle inspirait aux jeunes militaires qui faisaient la société de son père allait jusqu'à la vénération et à l'enthousiasme; ils aimaient le caractère romanesque et sombre qui quelquefois brillait dans ses regards.

Une année se passa; son deuil finit, mais la douleur où l'avait jetée la mort de son père ne diminuait point. Les amis de Mme de Wangel commençaient à prononcer le terrible mot de *maladie de poitrine*.

(1) Nous extrayons encore cette étude des écrits posthumes de M. Henri Beyle (de Stendhal) : quelques tons un peu crus, que l'auteur eût sans doute adoucis, ne nous ont point paru en affaiblir l'intérêt.

Il fallut cependant, à peine le deuil fini, que Mina parût à la cour d'un prince souverain dont elle avait l'honneur d'être un peu parente. En partant pour C..., capitale des états du grand-duc, Mme de Wangel, effrayée des idées romanesques de sa fille et de sa profonde douleur, espérait qu'un mariage convenable et peut-être un peu d'amour la rendraient aux idées de son âge. — Que je voudrais, lui disait-elle, vous voir mariée dans ce pays! — Dans cet ingrat pays! dans un pays, lui répondait sa fille d'un air pensif, où mon père, pour prix de ses blessures et de vingt années de dévouement, n'a trouvé que la surveillance de la police la plus vile qui fut jamais! Non, plutôt changer de religion et aller mourir dans le fond de quelque couvent catholique!

Mina ne connaissait les cours que par les romans de son compatriote Auguste Lafontaine. Ces tableaux de l'Albane présentent souvent les amours d'une riche héritière que le hasard expose aux séductions d'un jeune colonel aide de camp du roi, mauvaise tête et bon cœur. Cet amour, né de l'argent, faisait horreur à Mina. — Quoi de plus vulgaire et de plus plat, disait-elle à sa mère, que la vie d'un tel couple un an après le mariage, lorsque le mari, grâce à son mariage, est devenu général-major, et la femme dame d'honneur de la princesse héréditaire! que devient leur bonheur, s'ils éprouvent une banqueroute?

Le grand-duc de C..., qui ne songeait pas aux obstacles que lui préparaient les romans d'Auguste Lafontaine, voulut fixer à sa cour l'immense fortune de Mlle de Wangel. Plus malheureusement encore, un de ses aides de camp se mit à faire la cour à Mina, peut-être avec *autorisation supérieure*. Il n'en fallut pas davantage pour la décider à fuir l'Allemagne. L'entreprise n'était rien moins que facile.

— Je veux quitter ce pays, dit-elle un jour à sa mère, je veux m'expatrier.

— Quand tu parles ainsi, tu me fais frémir; tes yeux me rappellent ton pauvre père, lui répondit Mme de Wangel. Eh bien! je serai neutre, je n'emploierai point mon autorité; mais ne t'attends point que je sollicite auprès des ministres du grand-duc la permission qui nous est nécessaire pour voyager en pays étranger.

Mina fut très malheureuse. Les succès que lui avaient valus ses grands yeux bleus si doux et son air si distingué diminuèrent rapidement quand on apprit à la cour qu'elle avait des idées qui contrariaient celles de son altesse sérénissime. Plus d'une année se passa de la sorte; Mina désespérait d'obtenir la permission indispensable. Elle forma le projet de se déguiser en homme et de passer en Angleterre, où elle comptait vivre en vendant ses diamans. Mme de Wangel s'aperçut avec une sorte de terreur que Mina se livrait à de sin-

guliers essais pour altérer la couleur de sa peau. Bientôt après, elle sut que Mina avait fait faire des habits d'homme. Mina remarqua qu'elle rencontrait toujours dans ses promenades à cheval quelque gendarme du grand-duc; mais, avec l'imagination allemande qu'elle tenait de son père, les difficultés, loin d'être une raison pour la détourner d'une entreprise, la lui rendaient encore plus attrayante.

Sans y songer, Mina avait plu à la comtesse de D...; c'était la maîtresse du grand-duc, femme singulière et romanesque s'il en fut. Un jour, se promenant à cheval avec elle, Mina rencontra un gendarme qui se mit à la suivre de loin. Impatientée par cet homme, Mina confia à la comtesse ses projets de fuite. Peu d'heures après, Mme de Wangel reçut un billet écrit de la propre main du grand-duc, qui lui permettait une absence de six mois pour aller aux eaux de Bagnères. Il était neuf heures du soir; à dix heures, ces dames étaient en route, et fort heureusement le lendemain, avant que les ministres du grand-duc fussent éveillés, elles avaient passé la frontière.

Ce fut au commencement de l'hiver de 182... que Mme de Wangel et sa fille arrivèrent à Paris. Mina eut beaucoup de succès dans les bals des diplomates. On prétendit que ces messieurs avaient ordre d'empêcher doucement que cette fortune de plusieurs millions ne devînt la proie de quelque séducteur français. En Allemagne, on croit encore que les jeunes gens de Paris s'occupent des femmes.

Au travers de toutes ses imaginations allemandes, Mina, qui avait dix-huit ans, commençait à avoir des éclairs de bon sens; elle remarqua qu'elle ne pouvait parvenir à se lier avec aucune femme française. Elle rencontrait chez toutes une politesse extrême, et après six semaines de connaissance, elle était moins près de leur amitié que le premier jour. Dans son affliction, Mina s'aperçut qu'il y avait dans ses manières quelque chose d'impoli et de désagréable, qui paralysait l'urbanité française. Jamais avec autant de supériorité réelle on ne vit tant de modestie. Par un contraste piquant, l'énergie et la soudaineté de ses résolutions étaient cachées sous des traits qui avaient encore toute la naïveté et tout le charme de l'enfance, et cette physionomie ne fut jamais détruite par l'air plus grave qui annonce la raison. La raison, il est vrai, ne fut jamais le trait marquant de son caractère.

Malgré la sauvagerie polie de ses habitans, Paris plaisait beaucoup à Mina. Dans son pays, elle avait en horreur d'être saluée dans les rues et de voir son équipage reconnu; à C..., elle voyait des espions dans tous les gens mal vêtus qui lui ôtaient leur chapeau : l'incognito de cette république qu'on appelle Paris séduisit ce caractère singulier. Dans l'absence des douceurs de cette société intime que le cœur un peu trop allemand de Mina regrettait encore, elle

voyait que tous les soirs on peut trouver à Paris un bal ou un spectacle amusant. Elle chercha la maison que son père avait habitée en 1814, et dont si souvent il l'avait entretenue. Une fois établie dans cette maison, dont il lui fallut à grand'peine renvoyer le locataire, Paris ne fut plus pour elle une ville étrangère. Mlle de Wangel reconnaissait les plus petites pièces de cette habitation.

Quoique sa poitrine fût couverte de croix et de plaques, le comte de Wangel n'avait été au fond qu'un philosophe, rêvant comme Descartes ou Spinoza. Mina aimait les recherches obscures de la philosophie allemande et le noble stoïcisme de Fichte, comme un cœur tendre aime le souvenir d'un beau paysage. Les mots les plus inintelligibles de Kant ne rappelaient à Mina que le son de voix avec lequel son père les prononçait. Quelle philosophie ne serait pas touchante et même intelligible avec cette recommandation! Elle obtint de quelques savans distingués qu'ils vinssent chez elle faire des cours, où n'assistaient qu'elle et sa mère.

Au milieu de cette vie qui s'écoulait le matin avec des savans et le soir dans des bals d'ambassadeurs, l'amour n'effleura jamais le cœur de la riche héritière. Les Français l'amusaient, mais ils ne la touchaient pas. — Sans doute, disait-elle à sa mère, qui les lui vantait souvent, ce sont les hommes les plus aimables que l'on puisse rencontrer. J'admire leur esprit brillant, chaque jour leur ironie si fine me surprend et m'amuse; mais ne les trouvez-vous pas empruntés et ridicules dès qu'ils essaient de paraître émus? Est-ce que jamais leur émotion s'ignore elle-même? — A quoi bon ces critiques? répondait la sage Mme de Wangel. Si la France te déplaît, retournons à Koenigsberg; mais n'oublie pas que tu as dix-neuf ans et que je puis te manquer; songe à choisir un protecteur. Si je venais à mourir, ajoutait-elle en souriant et d'un air mélancolique, le grand-duc de C... te ferait épouser son aide de camp.

Par un beau jour d'été, Mme de Wangel et sa fille étaient allées à Compiègne pour voir une chasse du roi. Les ruines de Pierrefonds, que Mina aperçut tout à coup au milieu de la forêt, la frappèrent extrêmement. Encore esclave des préjugés allemands, tous les grands monumens qu'enferme Paris, cette *nouvelle Babylone*, lui semblaient avoir quelque chose de *sec*, d'*ironique* et de *méchant*. Les ruines de Pierrefonds lui parurent touchantes, comme une ruine de ces vieux châteaux qui couronnent les cimes du Brocken (1). Mina conjura sa mère de s'arrêter quelques jours dans la petite auberge du village de Pierrefonds. Ces dames y étaient fort mal. Un jour de pluie sur-

(1) Le Brocken, montagne de l'Allemagne et le point central du Hartz, a 1,895 mètres d'élévation.

vint. Mina, étourdie comme à douze ans, s'établit sous la porte cochère de l'auberge, occupée à voir tomber la pluie. Elle remarqua l'affiche d'une terre à vendre dans le voisinage. Elle arriva un quart d'heure après chez le notaire, conduite par une fille de l'auberge qui tenait un parapluie sur sa tête. Ce notaire fut bien étonné de voir cette jeune fille vêtue si simplement discuter avec lui le prix d'une terre de plusieurs centaines de mille francs, le prier ensuite de signer un compromis et d'accepter comme arrhes du marché quelques billets de mille francs de la banque de France.

Par un hasard que je me garderai d'appeler singulier, Mina ne fut trompée que de très peu. Cette terre s'appelait *le Petit-Verberie*. Le vendeur était un comte de Ruppert, célèbre dans tous les châteaux de la Picardie. C'était un grand jeune homme fort beau; on l'admirait au premier moment, mais peu d'instans après on se sentait repoussé par quelque chose de dur et de vulgaire. Le comte de Ruppert se prétendit bientôt l'ami de Mme de Wangel; il l'amusait. C'était peut-être parmi les jeunes gens de ce temps le seul qui rappelât ces roués aimables dont les mémoires de Lauzun et de Tilly présentent le roman embelli. M. de Ruppert achevait de dissiper une grande fortune; il imitait les travers des seigneurs du siècle de Louis XV, et ne concevait pas comment Paris s'y prenait pour ne pas s'occuper exclusivement de lui. Désappointé dans ses idées de gloire, il était devenu amoureux fou de l'argent. Une réponse qu'il reçut de Berlin porta à son comble sa passion pour Mlle de Wangel. Six mois plus tard, Mina disait à sa mère : — Il faut vraiment acheter une terre pour avoir des amis. Peut-être perdrions-nous quelques mille francs si nous voulions nous défaire du *Petit-Verberie;* mais à ce prix nous comptons maintenant une foule de femmes aimables parmi nos connaissances intimes.

Toutefois Mina ne prit point les façons d'une jeune Française. Tout en admirant leurs grâces si séduisantes, elle conserva le naturel et la liberté des façons allemandes. Mme de Cely, la plus intime de ses nouvelles amies, disait de Mina qu'elle était *différente,* mais non pas singulière : une grâce charmante lui faisait tout pardonner; on ne lisait pas dans ses yeux qu'elle avait des millions; elle n'avait pas la *simplicité* de la très-bonne compagnie, mais la vraie séduction.

Cette vie tranquille fut troublée par un coup de tonnerre : Mina perdit sa mère. Dès que sa douleur lui laissa le temps de songer à sa position, elle la trouva des plus embarrassantes. Mme de Cely l'avait amenée à son château. — Il faut, lui disait cette amie, jeune femme de trente ans, il faut retourner en Prusse, c'est le parti le plus sage; sinon, il faut vous marier ici dès que votre deuil sera

fini, et, en attendant, faire bien vite venir de Kœnigsberg une dame de compagnie qui, s'il se peut, soit de vos parentes.

Il y avait une grande objection : les Allemandes, même les filles riches, croient qu'on ne peut épouser qu'un homme qu'on adore. Mme de Cely nommait à Mlle de Wangel dix partis sortables ; tous ces jeunes gens semblaient à Mina vulgaires, ironiques, presque méchans. Mina passa l'année la plus malheureuse de sa vie ; sa santé s'altéra, et sa beauté disparut presque entièrement. Un jour qu'elle était venue voir Mme de Cely, on lui apprit qu'elle verrait à dîner la célèbre Mme de Larçay : c'était la femme la plus riche et la plus aimable du pays ; on la citait souvent pour l'élégance de ses fêtes et la manière parfaitement digne, aimable et tout à fait exempte de ridicule, avec laquelle elle savait défaire une fortune considérable. Mina fut étonnée de tout ce qu'elle trouva de commun et de prosaïque dans le caractère de Mme de Larçay. — Voilà donc ce qu'il faut devenir pour être aimée ici ! — Dans sa douleur, car le désappointement du *beau* est une douleur pour les cœurs allemands, Mina cessa de regarder Mme de Larçay, et, par politesse, fit la conversation avec son mari. C'était un homme fort simple, qui, pour toute recommandation, avait été page de l'empereur Napoléon à l'époque de la retraite de Russie, et s'était distingué par une bravoure au-dessus de son âge dans cette campagne et dans les suivantes. Il parla à Mina fort bien et sans prétention de la Grèce, où il venait de passer une ou deux années, se battant contre les Turcs. Sa conversation plut à Mina ; il lui fit l'effet d'un ami intime qu'elle reverrait après en avoir été longtemps séparé.

Après dîner, on alla voir quelques sites célèbres de la forêt de Compiègne. Mina eut plus d'une fois l'idée de consulter M. de Larçay sur ce que sa position avait d'embarrassant. Les airs élégans du comte de Ruppert, qui ce jour-là suivait les calèches à cheval, faisaient ressortir les manières pleines de naturel et même naïves de M. de Larçay. Le grand événement au milieu duquel il avait débuté dans la vie, en lui faisant voir le cœur humain tel qu'il est, avait contribué à former un caractère inflexible, froid, positif, assez enjoué, mais dénué d'imagination. Ces caractères produisent un grand effet sur les âmes qui ne sont qu'imagination. Mina fut étonnée qu'un Français pût être aussi simple.

Le soir, quand il fut parti, Mina se sentit comme séparée d'un ami qui, depuis des années, aurait su tous ses secrets. Tout lui sembla sec et importun, même l'amitié si tendre de Mme de Cely. Mina n'avait eu besoin de déguiser aucune de ses pensées auprès de son nouvel ami. La crainte de la petite ironie française ne l'avait point

obligée, à chaque instant, à jeter un voile sur sa pensée allemande si pleine de franchise. M. de Larçay la dispensait d'une foule de petits mots et de petits gestes demandés par l'élégance. Cela le vieillissait de huit ou dix ans; mais, par cela même, il occupa toute la pensée de Mina pendant toute la première heure qui suivit son départ.

Le lendemain, elle était obligée de faire un effort pour écouter même Mme de Cely; tout lui semblait froid et méchant. Mina ne regardait plus comme une chimère, qu'il fallait oublier, l'espoir de trouver un cœur franc et sincère, qui ne cherchât pas toujours le motif d'une plaisanterie dans la remarque la plus simple; elle fut rêveuse toute la journée. Le soir, Mme de Cely nomma M. de Larçay; Mina tressaillit et se leva, comme si on l'eût appelée; elle rougit beaucoup et eut bien de la peine à expliquer ce mouvement singulier. Dans son trouble, elle ne put pas se déguiser plus longtemps à elle-même ce qu'il lui importait de cacher aux autres. Elle s'enfuit dans sa chambre. — Je suis folle, se dit-elle. A cet instant commença son malheur : il fit des pas de géant; en peu d'instans, elle en fut à avoir des remords. — J'aime d'amour, et j'aime un homme marié ! — Tel fut le remords qui l'agita toute la nuit.

M. de Larçay, partant avec sa femme pour les eaux d'Aix en Savoie, avait oublié une carte sur laquelle il avait montré à ces dames un petit détour qu'il comptait faire en allant à Aix. Un des enfans de Mme de Cely trouva cette carte; Mina s'en empara et se sauva dans les jardins. Elle passa une heure à suivre le voyage projeté de M. de Larçay. Les noms des petites villes qu'il allait parcourir lui semblaient nobles et singuliers; elle se faisait les images les plus pittoresques de leur position; elle enviait le bonheur de ceux qui les habitaient. Cette douce folie fut si forte, qu'elle suspendit ses remords. Quelques jours après, on dit chez Mme de Cely que les Larçay étaient partis pour la Savoie. Cette nouvelle fit une révolution dans l'esprit de Mina; elle éprouva un vif désir de voyager.

A quinze jours de là, une dame allemande, d'un certain âge, arrivait à Aix en Savoie, dans une voiture de louage prise à Genève. Cette dame avait une femme de chambre contre laquelle elle montrait tant d'humeur, que Mme Toinod, la maîtresse de la petite auberge où elle était descendue, en fut scandalisée. Mme Cramer, c'était le nom de la dame allemande, fit appeler Mme Toinod. — Je veux prendre auprès de moi, lui dit-elle, une fille du pays qui sache les *êtres* de la ville d'Aix et de ses environs; je n'ai que faire de cette belle demoiselle que j'ai eu la sottise d'amener et qui ne connaît rien ici.

— Mon Dieu ! votre maîtresse a l'air bien en colère contre vous !

dit Mme Toinod à la femme de chambre, dès qu'elles se trouvèrent seules.

— Ne m'en parlez pas, dit Aniken les larmes aux yeux; c'était bien la peine de me faire quitter Francfort, où mes parens tiennent une bonne boutique. Ma mère a les premiers tailleurs de la ville et travaille absolument à l'instar de Paris.

— Votre maîtresse m'a dit qu'elle vous donnerait trois cents francs, quand vous voudriez, pour retourner à Francfort.

— J'y serais mal reçue; jamais ma mère ne voudra croire que Mme Cramer m'a renvoyée sans motifs.

— Eh bien! restez à Aix, je pourrai vous y trouver une condition. Je tiens un bureau de placement; c'est moi qui fournis des domestiques aux baigneurs. Il vous en coûtera soixante francs pour les frais, et sur les trois cents francs de Mme Cramer, il vous restera encore dix beaux louis d'or.

— Il y aura cent francs pour vous, au lieu de soixante, dit Aniken, si vous me placez dans une famille française : je veux achever d'apprendre le français et aller servir à Paris. Je sais fort bien coudre, et, pour gage de ma fidélité, je déposerai chez mes maîtres vingt louis d'or que j'ai apportés de Francfort.

Le hasard favorisa le roman qui avait déjà coûté deux ou trois cents louis à Mlle de Wangel. M. et Mme de Larçay arrivèrent *à la Croix de Savoie* : c'est l'hôtel à la mode. Mme de Larçay trouva qu'il n'y avait là que des benêts, et prit un logement dans une charmante maison sur le bord du lac du Bourget. Les eaux étaient fort gaies cette année-là; il y avait grand concours de gens riches, souvent de très beaux bals, où l'on était paré comme à Paris, et chaque soir grande réunion à la *Redoute*. Mécontente des ouvrières d'Aix, peu adroites et peu exactes, Mme de Larçay voulut avoir auprès d'elle une fille qui sût travailler. On l'adressa au bureau de Mme Toinod, qui ne manqua pas de lui amener des filles du pays évidemment trop gauches. Enfin parut Aniken; les cent francs de la jeune Allemande avaient redoublé l'adresse naturelle de Mme Toinod. L'air sérieux d'Aniken plut à Mme de Larçay; elle la retint et envoya chercher sa malle.

Le même soir, dès que ses maîtres furent partis pour la *Redoute*, Aniken se promenait en rêvant, dans le jardin, sur le bord du lac. « Enfin, se dit-elle, voilà cette grande folie consommée! Que deviendrai-je si quelqu'un me reconnaît? Que dirait Mme de Cely, qui me croit à Kœnigsberg! » Le courage qui avait soutenu Mina tant qu'il avait été question d'agir commençait à l'abandonner. Son âme était vivement émue, sa respiration se pressait. Le repentir, la crainte, la honte, la rendaient fort malheureuse. Enfin la lune se leva der-

rière la montagne de Haute-Combe : son disque brillant se réfléchissait dans les eaux du lac doucement agitées par une brise du nord; de grands nuages blancs à formes bizarres passaient rapidement devant la lune, et semblaient à Mina comme des géans immenses. « Ils viennent de mon pays, se disait-elle; ils veulent me voir et me donner courage au milieu du rôle singulier que je viens d'entreprendre. » Son œil attentif et passionné suivait leurs mouvemens rapides. « Ombres de mes aïeux, se disait-elle, reconnaissez votre sang; comme vous j'ai du courage. Ne vous effrayez point du costume bizarre dans lequel vous me voyez; je serai fidèle à l'honneur. Cette flamme secrète d'honneur et d'héroïsme que vous m'avez transmise ne trouve rien de digne d'elle dans le siècle prosaïque où le destin m'a jetée. Me mépriserez-vous parce que je me fais une destinée en rapport avec le feu qui m'anime? » Mina n'était plus malheureuse.

Des sons harmonieux se firent entendre dans le lointain; la voix partait apparemment de l'autre côté du lac. Ses accens mourans arrivaient à peine jusqu'à l'oreille de Mina, qui écoutait attentivement. Ses idées changèrent de cours, elle s'attendrit sur son sort. « Qu'importent mes efforts? pourrai-je seulement m'assurer que cette âme céleste et pure que j'avais rêvée existe en effet dans le monde? Elle restera invisible pour moi. Est-ce que jamais j'ai parlé devant ma femme de chambre? Ce déguisement malheureux n'aura pour effet que de m'exposer à la société des domestiques d'Alfred. Jamais il ne daignera me parler. » Elle pleura beaucoup. « Je le verrai du moins tous les jours, » dit-elle tout à coup; et reprenant courage, « un plus grand bonheur n'était pas fait pour moi... Ma pauvre mère avait bien raison : « Que de folies tu feras un jour, me disait-« elle, si jamais tu viens à aimer! »

La voix qui résonnait sur le lac se fit entendre de nouveau, mais de beaucoup plus près. Mina comprit alors qu'elle partait d'une barque dont le mouvement se communiquait aux ondes argentées par la lune. Elle distingua une douce mélodie digne de Mozart. Au bout d'un quart d'heure, elle oublia tous les reproches qu'elle avait à se faire, et ne songea qu'au bonheur de voir Alfred tous les jours. « Et ne faut-il pas, se dit-elle enfin, que chaque être accomplisse sa destinée? Malgré les hasards heureux de la naissance et de la fortune, il se trouve que mon destin n'est pas de briller à la cour ou dans un bal. J'y attirais les regards, je m'y suis vue admirée, — et mon ennui, au milieu de cette foule, allait jusqu'à la mélancolie la plus sombre! Tout le monde s'empressait de me parler; moi, je m'y ennuyais. Depuis la mort de mes parens, mes seuls instans de bonheur ont été ceux où, sans avoir de voisin ennuyeux, j'écoutais la musique de Mozart. Est-ce ma faute si la recherche du bonheur, natu-

relle à tous les hommes, me conduit à cette étrange démarche? Probablement elle va me déshonorer : eh bien! les couvens de l'église catholique m'offrent un refuge.

Minuit sonnait au clocher d'un village de l'autre côté du lac. Cette heure solennelle fit tressaillir Mina; la lune n'éclairait plus; elle rentra. Ce fut appuyée sur la balustrade de la galerie qui donnait sur le lac et le petit jardin que Mina, cachée sous le nom d'Aniken, attendit *ses maîtres*. La musique lui avait rendu toute sa bravoure. — Mes aïeux, se disait-elle, quittaient leur magnifique château de Ki... pour aller à la Terre-Sainte; peu d'années après, ils en revenaient seuls, au travers de mille périls, déguisés comme moi. Le courage qui les animait me jette, moi, au milieu des seuls dangers qui, en ce siècle puéril, plat et vulgaire, soient à la portée de mon sexe. Que je m'en tire avec honneur, et les âmes généreuses pourront s'étonner de ma faiblesse, mais en secret elles me la pardonneront.

Les jours passèrent rapidement et trouvèrent bientôt Mina réconciliée avec son sort. Elle était obligée de coudre beaucoup; elle acceptait gaiement les devoirs de ce nouvel état. Souvent il lui semblait jouer la comédie : elle se plaisantait elle-même quand il lui échappait un mouvement étranger à son rôle. Un jour, à l'heure de la promenade, après dîner, quand le laquais ouvrit la calèche et déploya le marchepied, elle s'avança lestement pour monter. — Cette fille est folle, dit Mme de Larçay. Alfred la regarda beaucoup: il lui trouvait une grâce parfaite. Mina n'était nullement agitée par les idées du *devoir* ou par la crainte du ridicule. Les idées de *prudence humaine* étaient bien au-dessus d'elle : toutes les objections qu'elle se faisait ne venaient que du danger d'inspirer des soupçons à Mme de Larçay. Il y avait à peine six semaines qu'elle avait passé toute une journée avec elle et dans un rôle bien différent.

Chaque jour, Mina se levait de grand matin et passait deux heures à quelques apprêts de toilette exigés par le rôle qu'elle s'était donné : ces cheveux blonds si beaux, et qu'on lui avait dit si souvent qu'il était si difficile d'oublier, quelques coups de ciseaux en avaient fait justice; grâce à une préparation chimique, ils avaient pris une couleur mélangée, tirant sur le châtain foncé. Une légère décoction de feuilles de houx, appliquée chaque matin sur ses mains si délicates, leur donnait l'apparence d'une peau rude. Chaque matin aussi, ce teint si frais prenait quelques-unes des teintes douteuses que rapportent des colonies les blancs dont le sang a eu quelque rapport avec la race nègre. Contente de son déguisement, Mina songea à ne pas avoir d'idées d'un ordre trop remarquable. Absorbée dans son bonheur, elle n'avait aucune envie de parler. Placée auprès d'une fenêtre, dans la chambre de Mme de Larçay, et occupée

à ranger des robes pour le soir, vingt fois par jour elle entendait parler Alfred et avait de nouvelles occasions d'admirer son caractère. Oserai-je le dire?... Pourquoi pas, puisque nous peignons un cœur allemand? Il y eut des momens de bonheur et d'exaltation où elle alla jusqu'à se figurer que c'était un être surnaturel. Le zèle sincère et plein d'enthousiasme avec lequel Mina s'acquittait de ses nouvelles fonctions eut son effet naturel sur Mme de Larçay, qui était une âme commune : elle traita Mina avec hauteur, et comme une pauvre fille qui était trop heureuse qu'on lui donnât de l'emploi. « Tout ce qui est sincère et vif sera donc à jamais déplacé parmi ces gens-ci? » se dit Mina. Elle laissa deviner le projet de rentrer en grâce auprès de Mme Cramer, et presque tous les jours elle demandait la permission d'aller la voir.

Mina avait craint que ses manières ne donnassent des idées singulières à Mme de Larçay; elle reconnut avec plaisir que sa nouvelle maîtresse ne voyait en elle qu'une fille moins habile à la couture que la femme de chambre qu'elle avait laissée à Paris. M. Dubois, le valet de chambre d'Alfred, fut plus embarrassant. C'était un Parisien de quarante ans et d'une mise soignée, qui crut de son devoir de faire la cour à sa nouvelle camarade. Aniken le fit parler et s'aperçut qu'heureusement sa seule passion était d'amasser un petit trésor pour être en état d'ouvrir un café à Paris. Alors, sans se gêner, elle lui fit des cadeaux. Bientôt Dubois la servit avec autant de respect que Mme de Larçay elle-même.

Alfred remarqua que cette jeune Allemande, quelquefois si gauche et si timide, avait des façons fort inégales, des idées justes et fines qui valaient la peine d'être écoutées. Mina, voyant dans ses yeux qu'il l'écoutait, se permit quelques réponses délicates et justes, surtout quand elle avait l'espoir de n'être pas entendue ou de n'être pas comprise par Mme de Larçay.

Si, durant les deux premiers mois que Mlle de Wangel passa à Aix, un philosophe lui eût demandé quel était son but, l'enfantillage de la réponse l'eût étonné, et le philosophe eût soupçonné un peu d'hypocrisie. Voir et entendre à chaque instant l'homme dont elle était folle était l'unique but de sa vie : elle ne désirait pas autre chose, elle avait trop de bonheur pour songer à l'avenir. Si le philosophe lui eût dit que cet amour pouvait cesser d'être aussi pur, il l'eût irritée encore plus qu'étonnée. Mina étudiait avec délices le caractère de l'homme qu'elle adorait. C'était surtout comme contraste avec la haute société dans laquelle la fortune et le rang de son père, membre de la chambre haute, l'avaient placé, que brillait le caractère du tranquille Larçay. S'il eût vécu parmi des bourgeois, la simplicité de ses manières, son horreur pour l'affectation et les grands airs, l'eus-

sent peint à leurs yeux comme un homme d'une médiocrité achevée. Alfred ne cherchait jamais à dire des choses piquantes. Cette habitude était ce qui, le premier jour, avait le plus contribué à faire naître l'extrême attention de Mina. Voyant les Français à travers les préjugés de son pays, il lui semblait que leur conversation avait toujours l'air de la fin d'un couplet de vaudeville. Alfred avait vu assez de gens distingués en sa vie pour pouvoir faire de l'esprit avec sa mémoire; mais il se serait gardé comme d'une bassesse de dire des mots de pur agrément qu'il n'eût pas inventés dans le moment, et que quelqu'un des auditeurs eût pu savoir comme lui.

Chaque soir, Alfred conduisait sa femme à la *Redoute*, et revenait ensuite chez lui pour se livrer à une passion pour la botanique que venait de faire naître le voisinage des lieux où Jean-Jacques Rousseau avait passé sa jeunesse. Alfred plaça ses cartons et ses plantes dans le salon où travaillait Aniken. Chaque soir, ils se trouvaient seuls ensemble des heures entières, sans que, de part ni d'autre, il fût dit un mot. Ils étaient tous les deux embarrassés et pourtant heureux. Aniken n'avait d'autre prévenance pour Alfred que celle de faire fondre d'avance de la gomme dans de l'eau, pour qu'il pût coller dans son herbier des plantes sèches, et encore elle ne se permettait ce soin que parce qu'il pouvait passer pour faire partie de ses devoirs. Quand Alfred n'y était pas, Mina admirait ces jolies plantes qu'il rapportait de ses courses dans les montagnes si pittoresques des bords du lac du Bourget. Elle se prit d'un amour sincère pour la botanique. Alfred trouva cela commode et bientôt singulier. « Il m'aime, se dit Mina; mais je viens de voir comment mon zèle pour les fonctions de mon état a réussi auprès de Mme de Larçay. »

Mme Cramer feignit de tomber malade; Mina demanda et obtint la permission de passer ses soirées auprès de son ancienne maîtresse. Alfred fut étonné de sentir décroître et presque disparaître son goût pour la botanique : il restait le soir à la *Redoute*, et sa femme le plaisantait sur l'ennui que lui donnait la solitude. Alfred s'avoua qu'il avait du goût pour cette jeune fille. Contrarié par la timidité qu'il se trouvait auprès d'elle, il eut un moment de fatuité : « Pourquoi, se dit-il, ne pas agir comme le ferait un de mes amis? Ce n'est après tout qu'une femme de chambre. »

Un soir qu'il pleuvait, Mina resta à la maison. Alfred ne fit que paraître à la *Redoute*. Lorsqu'il rentra chez lui, la présence de Mina dans le salon parut le surprendre. Cette petite fausseté, dont Mina s'aperçut, lui ôta tout le bonheur qu'elle se promettait de cette soirée. Ce fut peut-être à cette disposition qu'elle dut la véritable indignation avec laquelle elle repoussa les entreprises d'Alfred. Elle se retira dans sa chambre. « Je me suis trompée, se dit-elle en pleu-

rant; tous ces Français sont les mêmes. » Pendant toute la nuit, elle fut sur le point de retourner à Paris.

Le lendemain, l'air de mépris avec lequel elle regardait Alfred n'était point joué. Alfred fut piqué; il ne fit plus aucune attention à Mina et passa toutes ses soirées à la *Redoute*. Sans s'en douter, il employait le meilleur moyen. Cette froideur fit oublier le projet de retour à Paris : « Je ne cours aucun danger auprès de cet homme, » se dit Mina, et huit jours ne s'étaient pas écoulés qu'elle sentit qu'elle lui pardonnait ce petit retour au caractère français. Alfred sentait, de son côté, à l'ennui que lui donnaient les grandes dames de la *Redoute*, qu'il était plus amoureux qu'il ne l'avait cru. Cependant il tenait bon. A la vérité, ses yeux s'arrêtaient avec plaisir sur Mina, il lui parlait, mais il ne rentrait point chez lui le soir. Mina fut malheureuse; presque sans s'en douter, elle cessa de faire avec autant de soin tous les jours la toilette destinée à changer sa physionomie. « Est-ce un songe? se disait Alfred; Aniken devient une des plus belles personnes que j'aie jamais vues. » Un soir qu'il était revenu chez lui par hasard, il fut entraîné par son amour, et demanda pardon à Aniken de l'avoir traitée avec légèreté.

— Je voyais, lui dit-il, que vous m'inspiriez un intérêt que je n'ai jamais éprouvé pour personne; j'ai eu peur, j'ai voulu me guérir ou me brouiller avec vous, et depuis je suis le plus malheureux des hommes.

— Ah! que vous me faites de bien, Alfred! s'écria Mina au comble du bonheur.

Ils passèrent cette soirée et les suivantes à s'avouer qu'ils s'aimaient à la folie et à se promettre d'être toujours sages.

Le caractère réfléchi d'Alfred n'était guère susceptible d'illusions. Il savait que les amoureux découvrent de singulières perfections chez la personne qu'ils aiment. Les trésors d'esprit et de délicatesse qu'il découvrait chez Mina lui persuadaient qu'il était réellement amoureux. « Est-il possible que ce soit une simple illusion? » se disait-il chaque jour, et il comparait ce que Mina lui avait dit la veille à ce que lui disaient les femmes de la société qu'il rencontrait à la *Redoute*. De son côté, Mina sentait qu'elle avait été sur le point de perdre Alfred. Que serait-elle devenue, s'il eût continué de passer ses soirées à la *Redoute!* Loin de chercher à jouer encore le rôle d'une jeune fille du commun, elle n'avait de sa vie tant songé à plaire. « Faut-il avouer à Alfred qui je suis? se disait Mina. Sa haute raison blâmera une folie même faite pour lui. D'ailleurs, ajoutait Mina en soupirant, il faut que mon sort se décide ici. Si je lui nomme Mlle de Wangel, dont la terre est à quelques lieues de la sienne, il aura la certitude de me retrouver à Paris. Il faut, au contraire, que la perspective de

ne me revoir jamais le décide aux démarches étranges qui sont, hélas! nécessaires pour notre bonheur. Comment cet homme si sage se décidera-t-il à changer de religion, à se séparer de sa femme par le divorce, et à venir vivre comme mon mari dans mes belles terres de la Prusse orientale? » Ce grand mot *illégitime* ne venait pas se placer comme une barrière insurmontable devant les nouveaux projets de Mina; elle croyait ne pas s'écarter de la vertu, parce qu'elle n'eût pas hésité à sacrifier mille fois sa vie pour Alfred.

Peu à peu Mme de Larçay devint décidément jalouse d'Aniken. Le singulier changement de la figure de cette fille ne lui avait point échappé; elle l'attribuait à une extrême coquetterie. Mme de Larçay eût pu obtenir son renvoi de haute lutte. Ses amies lui représentèrent qu'il ne fallait pas donner de l'importance à une fantaisie : il fallait seulement éviter que M. de Larçay fît venir Aniken à Paris. — Soyez prudente, lui dit-on, et votre inquiétude finira avec la saison des eaux.

Mme de Larçay fit observer à Mme Cramer et essaya de faire croire à son mari qu'Aniken n'était qu'une aventurière qui, poursuivie à Vienne ou à Berlin, pour quelque tour répréhensible aux yeux de la police, était venue se cacher aux eaux d'Aix, et y attendait probablement l'arrivée de quelque chevalier d'industrie, son associé. Cette idée, présentée comme une conjecture fort probable, mais peu importante à éclaircir, jeta du trouble dans l'âme si ferme d'Alfred. Il était évident pour lui qu'Aniken n'était pas une femme de chambre; mais quel grave intérêt avait pu la porter au rôle pénible qu'elle jouait? Ce ne pouvait être que la peur. — Mina devina facilement la cause du trouble qu'elle voyait dans le regard d'Alfred. Un soir, elle eut l'imprudence de l'interroger: il avoua. Mina fut interdite. Alfred était si près de la vérité, qu'elle eut d'abord beaucoup de peine à se défendre. La fausse Mme Cramer, infidèle à son rôle, avait laissé deviner que l'intérêt d'argent avait peu d'importance à ses yeux. Dans son désespoir de l'effet qu'elle voyait les propos de Mme Cramer produire sur l'âme d'Alfred, elle fut sur le point de lui dire qui elle était. Apparemment l'homme qui aimait Aniken jusqu'à la folie aimerait aussi Mlle de Wangel; mais Alfred serait sûr de la revoir à Paris, elle ne pourrait obtenir les sacrifices nécessaires à son amour!

Ce fut dans ces inquiétudes mortelles que Mina passa la journée. C'était la soirée qui devait être difficile à passer. Aurait-elle le courage, se trouvant seule avec Alfred, de résister à la tristesse qu'elle lisait dans ses yeux, de souffrir qu'un soupçon trop naturel vînt affaiblir ou même détruire son amour? Le soir venu, Alfred conduisit sa femme à la *Redoute* et n'en revint pas. Il y avait ce jour-là bal masqué, grand bruit, grande foule. Les rues d'Aix étaient encom-

brées de voitures appartenant à des curieux venus de Chambéry et même de Genève. Tout cet éclat de la joie publique redoublait la sombre mélancolie de Mina. Elle ne put rester dans ce salon, où, depuis plusieurs heures, elle attendait inutilement cet homme trop aimable qui ne venait pas. Elle alla se réfugier auprès de sa dame de compagnie. Là aussi elle trouva du malheur; cette femme lui demanda froidement la permission de la quitter, ajoutant que, quoique fort pauvre, elle ne pouvait se décider à jouer plus longtemps le rôle peu honorable dans lequel on l'avait placée. Loin d'avoir un caractère propre aux décisions prudentes, dans les situations extrêmes Mina n'avait besoin que d'un mot pour se représenter sous un nouvel aspect toute une situation de la vie. « En effet, se dit-elle, frappée de l'observation de la dame de compagnie, mon déguisement n'en est plus un pour personne, j'ai perdu l'honneur. Sans doute je passe pour une aventurière. Puisque j'ai tout perdu pour Alfred, ajouta-t-elle bientôt, je suis folle de me priver du bonheur de le voir. Du moins au bal je pourrai le regarder à mon aise et étudier son âme. »

Elle demanda des masques, des dominos; elle avait apporté de Paris des diamans qu'elle prit, soit pour se mieux déguiser aux yeux d'Alfred, soit pour se distinguer de la foule des masques et obtenir peut-être qu'il lui parlât. Mina parut à la *Redoute*, donnant le bras à sa dame de compagnie et intriguant tout le monde par son silence. Enfin elle vit Alfred, qui lui sembla fort triste. Mina le suivait des yeux et était heureuse lorsqu'une voix dit bien bas : « L'amour reconnaît le déguisement de Mlle de Wangel. » Elle se retourna éperdue. C'était le comte de Ruppert. Elle ne pouvait pas faire de rencontre plus fatale. — J'ai reconnu vos diamans montés à Berlin, lui dit-il. Je viens de Tœplitz, de Spa, de Baden; j'ai couru toutes les eaux de l'Europe pour vous trouver. — Si vous ajoutez un mot, lui dit Mina, je ne vous revois de la vie. Demain à la nuit, à sept heures du soir, trouvez-vous vis-à-vis la maison n° 17, rue de Chambéry.

« Comment empêcher M. de Ruppert de dire mon secret aux Larçay, qu'il voit intimement? » Telle fut l'idée fatale qui toute la nuit plongea Mina dans la plus pénible agitation. Plusieurs fois, dans son désespoir, elle fut sur le point de demander des chevaux et de partir sur-le-champ. « Mais Alfred croira toute sa vie que cette Aniken qu'il a tant aimée ne fut qu'une personne peu estimable fuyant sous un déguisement les conséquences de quelque mauvaise action. Bien plus, si je prends la fuite sans avertir M. de Ruppert, malgré son respect, il est capable de divulguer mon secret. Pourtant, si je reste, comment éloigner les soupçons de M. de Ruppert? Par quelle fable? »

Au même bal masqué, où Mina fit une rencontre si fâcheuse, tous ces hommes du grand monde, sans esprit, qui vont aux eaux prome-

ner leur ennui, entourèrent Mme de Larçay comme à l'ordinaire. Ne sachant trop que lui dire ce soir-là, parce que les lieux communs qui conviennent à un salon ne sont plus de mise au bal masqué, ils lui parlèrent de la beauté de sa femme de chambre allemande. Il se trouva même parmi eux un sot plus hardi qui se permit quelques allusions peu délicates à la jalousie que l'on supposait à Mme de Larçay. Un masque tout à fait grossier l'engagea à se venger de son mari en prenant un amant; ce mot fit explosion dans la tête d'une femme fort sage et accoutumée à l'auréole de flatteries dont une haute position et une grande fortune entourent la vie.

Le lendemain du bal, il y eut promenade sur le lac. Mina fut libre et put se rendre chez Mme Cramer, où elle reçut M. de Ruppert. Il n'était pas encore remis de son étonnement. — De grands malheurs qui ont changé ma position, lui dit Mina, m'ont portée à rendre justice à votre amour. Vous convient-il d'épouser une veuve? — Vous auriez été mariée secrètement! dit le comte pâlissant. — Comment ne l'avez-vous pas deviné, répondit Mina, lorsque vous m'avez vue vous refuser, vous et les plus grands partis de France? — Caractère singulier, mais admirable! s'écria le comte, cherchant à faire oublier son étonnement. — Je suis liée à un homme indigne de moi, reprit Mlle de Wangel; mais je suis protestante, et ma religion, que je serais heureuse de vous voir suivre, me permet le divorce. Ne croyez pas cependant que je puisse, dans ce moment, éprouver de l'amour pour personne, même quand il s'agirait de l'homme qui m'inspirerait le plus d'estime et de confiance : je ne puis vous offrir que de l'amitié. J'aime le séjour de la France; comment l'oublier quand on l'a connue? J'ai besoin d'un protecteur. Vous avez un grand nom, beaucoup d'esprit, tout ce qui donne une belle position dans le monde. Une grande fortune peut faire de votre hôtel la première maison de Paris. Voulez-vous m'obéir comme un enfant? A ce prix, mais seulement à ce prix, je vous offre ma main dans un an.

Pendant ce long discours, le comte de Ruppert calculait les effets d'un roman désagréable à soutenir, mais toujours avec une grande fortune, et au fond avec une femme réellement bonne. Ce fut avec beaucoup de grâce qu'il jura obéissance à Mina. Il essaya de toutes les formes pour pénétrer plus avant dans ses secrets. — Rien de plus inutile que vos efforts, lui répondait-on en riant. Aurez-vous le courage d'un lion et la docilité d'un enfant? — Je suis votre esclave, répondit le comte. — Je vis cachée dans les environs d'Aix, mais je sais tout ce qui s'y fait. Dans huit ou neuf jours, regardez le lac au moment où minuit sonnera à l'horloge de la paroisse : vous verrez un pot à feu voguer sur les ondes. Le lendemain à neuf heures du soir, je serai ici et je vous permets d'y venir. Prononcez mon

nom, dites un mot à qui que ce soit, et de votre vie vous ne me revoyez.

Après la promenade sur le lac, pendant laquelle et plus d'une fois il avait été question de la beauté d'Aniken, Mme de Larcay rentra chez elle dans un état d'irritation tout à fait étranger à son caractère plein de dignité et de mesure. Elle débuta avec Mina par quelques mots fort durs, qui percèrent le cœur de la jeune Allemande, car ils étaient prononcés en présence d'Alfred, qui ne la défendait pas. Elle répondit, pour la première fois, d'une façon fine et piquante. Mme de Larçay crut voir dans ce ton l'assurance d'une fille que l'amour qu'elle inspire porte à se méconnaître, et sa colère ne connut plus de bornes. Elle accusa Mina de donner des rendez-vous à certaines personnes chez Mme Cramer, qui, malgré le conte de la brouille apparente, n'était que trop d'accord avec elle.

— Ce monstre de Ruppert m'aurait-il déjà trahie? se dit Mina.

Alfred la regardait fixement comme pour découvrir la vérité. Le peu de délicatesse de ce regard lui donna le courage du désespoir : elle nia froidement la calomnie dont on la chargeait, et n'ajouta pas un mot. Mme de Larçay la chassa. A deux heures du matin qu'il était alors, Mina se fit accompagner chez Mme Cramer par le fidèle Dubois. Enfermée dans sa chambre, Mina versait des larmes de rage en songeant au peu de moyens de vengeance que lui laissait l'étrange position où elle s'était jetée. — Ah! ne vaudrait-il pas mieux, se dit-elle, tout abandonner et retourner à Paris? Ce que j'ai entrepris est au-dessus de mon esprit. Mais Alfred n'aura d'autre souvenir de moi que le mépris; toute sa vie, Alfred me méprisera, ajouta-t-elle en fondant en larmes. — Elle sentit qu'avec cette idée cruelle qui ne la quitterait plus, elle serait encore plus malheureuse à Paris qu'à Aix. « Mme de Larçay me calomnie; Dieu sait ce qu'on dit de moi à la *Redoute!* Ces propos de tout le monde me perdront dans l'âme d'Alfred. Comment s'y prendrait un Français pour ne pas penser comme *tout le monde!* Il a bien pu les entendre prononcer, moi présente, sans les contredire, sans m'adresser un mot pour me consoler! Mais quoi? est-ce que je l'aime encore? Les affreux mouvemens qui me torturent ne sont-ils pas les derniers efforts de ce malheureux amour? Il est bas de ne pas se venger! » Telle fut la dernière pensée de Mina.

Dès qu'il fut jour, elle fit appeler M. de Ruppert. En l'attendant, elle se promenait agitée dans le jardin. Peu à peu un beau soleil d'été se leva et vint éclairer les riantes collines des environs du lac. Cette joie de la nature redoubla la rage de Mina. M. de Ruppert parut enfin. — C'est un fat, se dit Mina en le voyant approcher; il faut d'abord le laisser parler pendant une heure.

Elle reçut M. de Ruppert dans le salon, et son œil morne comptait les minutes à la pendule. Le comte était ravi; pour la première fois cette petite étrangère l'écoutait avec l'attention due à son amabilité. — Croyez-vous du moins à mes sentimens? disait-il à Mina comme l'aiguille arrivait sur la minute qui achevait l'heure de patience.

— Vengez-moi, je crois tout, dit-elle.

— Que faut-il faire?

— Plaire à Mme de Larçay, et faire que son mari sache bien qu'elle le trompe, qu'il ne puisse en douter. Alors il lui rendra le malheur dont les calomnies de cette femme empoisonnent ma vie.

— Votre petit projet est atroce, dit le comte.

— Dites qu'il est difficile à exécuter, répondit Mina avec le sourire de l'ironie.

— Pour difficile, non, reprit le comte piqué. — Je perdrai cette femme, ajouta-t-il d'un air léger. C'est dommage, c'était une bonne femme.

— Prenez garde, monsieur, que je ne vous oblige nullement à plaire réellement à Mme de Larçay, dit Mina. Je désire seulement que son mari ne puisse douter que vous lui plaisez.

Le comte sortit; Mina fut moins malheureuse. Se venger, c'est agir; agir, c'est espérer. — Si Alfred meurt, se dit-elle, je mourrai! — Et elle sourit. Le bonheur qu'elle ressentit en ce moment la sépara pour toujours de la vertu. L'épreuve de cette nuit avait été trop forte pour son caractère; elle n'était point préparée à se voir calomniée en présence d'Alfred et à le voir ajouter foi à la calomnie. Désormais elle pourra prononcer encore le mot de vertu, mais elle se fera illusion; la vengeance et l'amour se sont emparés de tout son cœur.

Mina forma dans son esprit tout le projet de sa vengeance; était-il exécutable? Ce fut le seul doute qui se présenta à elle. Elle n'avait d'autre moyen d'action que le dévouement d'un sot et beaucoup d'argent.

M. de Larçay parut. — Que venez-vous faire ici? dit Mina avec hauteur.

— Je suis fort malheureux; je viens pleurer avec la meilleure amie que j'aie au monde.

— Quoi! votre première parole n'est point que vous ne croyez pas à la calomnie dirigée contre moi! Sortez.

— C'est répondre à de fausses imputations, reprit Alfred avec hauteur, que de vous dire, comme je le fais, que je ne conçois pas de bonheur pour moi loin de vous. Aniken, ne vous fâchez point, ajouta-t-il la larme à l'œil. Trouvez un moyen raisonnable de nous réunir, et je suis prêt à tout faire. Disposez de moi, tirez-moi de

l'abîme où le hasard m'a plongé; pour moi, je n'en vois aucun moyen.

— Votre présence ici rend vraies toutes les calomnies de Mme de Larçay; laissez-moi, et que je ne vous voie plus.

Alfred s'éloigna avec plus de colère que de douleur. « Il ne trouve rien à me dire, » se dit Mina; elle fut au désespoir; elle était presque obligée de mépriser l'homme qu'elle adorait. Quoi! il ne trouvait aucun moyen de se rapprocher d'elle! Et c'était un homme, un militaire! Elle, jeune fille, avait trouvé, dès qu'elle l'avait aimé, un moyen et un moyen terrible, le déguisement qui la déshonorait à jamais, s'il était deviné!... Mais Alfred avait dit : *Disposez de moi, trouvez un moyen raisonnable....* Il fallait qu'il y eût encore un peu de remords dans l'âme de Mina, car ces mots la consolèrent : elle avait donc pouvoir pour agir. « Cependant, reprenait l'avocat du malheur, Alfred n'a point dit : Je ne crois pas à la calomnie. — En effet, ma folie a beau s'exagérer la différence des manières entre l'Allemagne et la France, je n'ai point l'air d'une femme de chambre. En ce cas, pourquoi une fille de mon âge vient-elle déguisée dans une ville d'eaux? — Tel qu'il est... je ne puis plus être heureuse qu'avec lui. — « Trouvez un moyen de nous réunir, a-t-il dit; je suis prêt à tout « faire. » — Il est faible et me charge du soin de notre bonheur. — Je prends cette charge, se dit-elle en se levant et se promenant agitée dans le salon. Voyons d'abord si sa passion peut résister à l'absence, ou si c'est un homme à mépriser de tout point. Alors Mina de Wangel parviendra à l'oublier. »

Une heure après, elle partit pour Chambéry, qui n'est qu'à deux lieues d'Aix.

Alfred, sans croire beaucoup à la religion, trouvait qu'il était de mauvais ton de n'en pas avoir. En arrivant à Chambéry, Mme Cramer engagea un jeune Genevois, qui étudiait pour devenir ministre protestant, à venir, chaque soir, expliquer la Bible à elle et à Aniken que désormais, par amitié et pour la dédommager de sa colère passée, elle appelait sa nièce. Mme Cramer logeait dans la meilleure auberge, et rien n'était plus facile à éclairer que sa conduite. Se croyant malade, elle avait fait appeler les premiers médecins de Chambéry, qu'elle payait fort bien. Mina les consulta par occasion sur une maladie de la peau, qui quelquefois lui enlevait ses belles couleurs pour lui donner le teint d'une *quarteronne*.

La dame de compagnie commença à être beaucoup moins scandalisée du nom de Cramer qu'on l'avait engagée à prendre et de toute la conduite de Mlle de Wangel; elle la croyait tout simplement folle. Mina avait loué les *Charmettes*, maison de campagne sur un coteau

à une demi-lieue de Chambéry, où J.-J. Rousseau raconte qu'il a passé les momens les plus heureux de sa vie. Les écrits de cet auteur faisaient sa seule consolation. Elle eut un jour un moment de bonheur délicieux. Au détour d'un sentier, dans le petit bois de châtaigniers, vis-à-vis la modeste maison des Charmettes, elle trouva Alfred. Elle ne l'avait pas vu depuis quinze jours. Il lui proposa avec une timidité qui enchanta Mina de quitter le service de Mme Cramer et d'accepter de lui une petite inscription de rente. « Vous auriez une femme de chambre, au lieu de l'être vous-même, et jamais je ne vous verrais qu'en présence de cette femme de chambre. » Aniken refusa par des motifs de religion. Elle lui dit que maintenant Mme Cramer était excellente pour elle, et lui semblait se repentir de la conduite qu'elle avait tenue en arrivant à Aix. — Je me souviens fort bien, finit-elle par lui dire, des calomnies dont j'ai été l'objet de la part de Mme de Larçay : elles me font un devoir de vous prier instamment de ne plus revenir aux Charmettes.

Quelques jours plus tard, elle alla à Aix; elle fut fort contente de M. de Ruppert. Mme de Larçay et ses nouvelles amies profitaient de la belle saison pour faire des excursions dans les environs. A une partie de plaisir que ces dames firent à Haute-Combe (abbaye située de l'autre côté du lac du Bourget, en face d'Aix, et qui est le Saint-Denis des rois de Sardaigne depuis 1814), M. de Ruppert, qui, d'après les instructions de Mina, n'avait pas cherché à être de la société de Mme de Larçay, se fit remarquer errant dans les bois qui environnent Haute-Combe. Les amis de Mme de Larçay s'occupèrent beaucoup de cet acte de timidité chez un homme connu par son audace. Il leur sembla clair qu'il avait conçu pour elle une grande passion. Dubois apprit à Mina que son maître vivait dans la plus sombre mélancolie. — Il regrette une aimable compagnie, et, ajouta Dubois, il a un autre sujet de chagrin. Qui l'eût dit d'un homme si sage? M. le comte de Ruppert lui donne de la jalousie!

Cette jalousie amusait M. de Ruppert. — Voulez-vous me permettre, dit-il à Mlle de Wangel, de faire intercepter par ce pauvre Larçay une lettre passionnée que j'écrirai à sa femme? Rien ne sera plaisant comme les dénégations de celle-ci, s'il se détermine à lui en parler. — A la bonne heure, dit Mina; mais surtout, ajouta-t-elle d'un ton fort dur, songez à ne pas avoir d'affaire avec M. de Larçay; s'il meurt, jamais je ne vous épouse.

Elle se repentit bien vite du ton sévère avec lequel elle avait dit ce mot, et s'appliqua à se le faire pardonner. Elle s'aperçut que M. de Ruppert n'avait pas senti la dureté du mot qui lui était échappé et son éloignement pour lui. M. de Ruppert lui conta que

peut-être Mme de Larçay n'eût pas été tout à fait insensible à ses soins; mais pour s'amuser lui-même, tout en lui faisant la cour la plus assidue, il avait grand soin, toutes les fois qu'il trouvait l'occasion de lui parler en particulier, de ne lui adresser que les mots les plus indifférens et les propos les plus décolorés. Mina fut contente de cette manière d'agir. Il était dans ce caractère, qui, avec quelques apparences de la raison, en était l'antipode, de ne pas mépriser à demi. Elle consulta hardiment M. de Ruppert sur un placement considérable qu'elle voulait faire dans la rente de France, et lui fit lire les lettres de son homme d'affaires à Kœnigsberg et de son banquier à Paris. Elle remarqua que la vue de ces lettres éloignait un mot qu'elle ne voulait pas entendre prononcer : son intérêt pour M. de Larçay.

« Quelle différence! se disait-elle pendant que M. de Ruppert lui donnait de longs avis sur le placement d'argent. Et il y a des gens, ajoutait-elle, qui trouvent que le comte a plus d'esprit et d'amabilité qu'Alfred! O nation de gens grossiers! ô nation de vaudevillistes! Oh! que la bonhomie grave de mes braves Allemands me plairait davantage, sans la triste nécessité de paraître à la cour et d'épouser l'aide de camp favori du grand-duc! »

Dubois vint lui dire qu'Alfred avait surpris une lettre singulière adressée à Mme de Larçay par le comte de Ruppert; Alfred l'avait montrée à sa femme, qui avait prétendu que cette lettre n'était qu'une mauvaise plaisanterie. A ce récit, Mina ne fut plus maîtresse de son inquiétude. M. de Ruppert pouvait jouer tous les rôles, excepté celui d'un homme trop patient. Elle lui proposa de venir passer huit jours à Chambéry; il marqua peu d'empressement. — Je fais des démarches assez ridicules, répondit-il; j'écris une lettre qui peut faire anecdote contre moi; au moins ne faut-il pas que j'aie l'air de me cacher. — Et justement, il faut que vous vous cachiez, reprit Mina avec hauteur. Voulez-vous me venger, oui ou non? Je ne veux pas que Mme de Larçay me doive le bonheur d'être veuve. — Vous aimeriez mieux, je parie, que son mari fût veuf! — Et que vous importe? repartit Mina. — Elle eut une scène fort vive avec M. de Ruppert, qui la quitta furieux; mais il réfléchit apparemment sur le peu de probabilité qu'on inventât la calomnie qu'il redoutait. Sa vanité lui rappela que sa bravoure était connue. Il pouvait réparer par une seule démarche toutes les folies de sa jeunesse, et conquérir en un moment une grande position dans la société de Paris; cela valait mieux qu'un duel.

La première personne que Mina revit aux Charmettes le lendemain de son retour d'Aix, ce fut M. de Ruppert. Sa présence la ren-

dit heureuse; mais le soir même elle fut vivement troublée : M. de Larçay vint la voir. — Je ne chercherai ni excuse, ni prétexte, lui dit-il avec simplicité. Je ne puis rester quinze jours sans vous voir, et hier il y a eu quinze jours que je ne vous ai vue. — Mina aussi avait compté les jours; jamais elle ne s'était sentie entraînée vers Alfred avec autant de charme; mais elle tremblait qu'il n'eût une affaire avec M. de Ruppert. Elle fit tout au monde pour obtenir de lui quelque confidence au sujet de la lettre interceptée. Elle le trouva préoccupé, mais il ne dit rien; elle ne put obtenir autre chose que ceci : — J'éprouve un vif chagrin, lui dit-il; il ne s'agit ni d'ambition, ni d'argent, et l'effet le plus clair de ma triste position est de redoubler l'amitié passionnée que j'ai pour vous. Ce qui me désespère, c'est que le devoir n'a aucun empire sur mon cœur. Décidément je ne puis vivre sans vous. — Moi, je ne vivrai jamais sans vous, lui dit-elle en prenant sa main qu'elle couvrit de baisers et en l'empêchant de lui sauter au cou. Songez à ménager votre vie, car je ne vous survivrai pas d'une heure. — Ah! vous savez tout! reprit Alfred, et il se fit violence pour ne pas continuer.

Le lendemain de son retour à Aix, une seconde lettre anonyme apprit à M. de Larçay que, pendant sa dernière course dans les montagnes (c'était le temps qu'il avait employé à aller à Chambéry), sa femme avait reçu chez elle M. de Ruppert. L'avis anonyme finissait ainsi : « Ce soir, vers le minuit, on doit recevoir M. de R... Je sens trop que je ne puis vous inspirer aucune confiance; ainsi n'agissez point à la légère. Ne vous fâchez, si vous devez vous fâcher, qu'après avoir vu. Si je me trompe et si je vous trompe, vous en serez quitte pour une nuit passée dans quelque cachette auprès de la chambre de Mme de Larçay. »

Alfred fut fort troublé par cette lettre. Un instant après, il reçut un mot de Aniken. « Nous arrivons à Aix; Mme Cramer vient de se retirer dans sa chambre. Je suis libre; venez. » — M. de Larçay pensa qu'avant de se mettre en embuscade dans le jardin de la maison, il avait le temps de passer dix minutes avec Aniken. Il arriva chez elle extrêmement agité. Cette nuit, qui était déjà commencée, allait être aussi décisive pour Mina que pour lui; mais elle était tranquille. A travers toutes les objections que lui faisait sa raison, elle avait la même réponse : la mort. — Vous vous taisez, dit Mina à M. de Larçay; il est clair qu'il vous arrive quelque chose d'extraordinaire. Puisque vous avez tant fait que de venir, je ne veux pas vous quitter de toute la soirée.

Contre l'attente de Mina, Alfred y consentit sans peine. Dans les circonstances décisives, une âme forte répand autour d'elle une sorte

de maganimité qui est le bonheur. — Je vais faire le sot métier de mari, lui dit enfin Alfred. Je vais me cacher dans mon jardin; c'est, ce me semble, la façon la moins pénible de sortir du malheur où vient de me plonger une lettre anonyme. — Il la lui montra.

— Quel droit avez-vous, lui dit Mina, de déshonorer Mme de Larçay? N'êtes-vous pas en état de divorce évident? Vous l'abandonnez et renoncez au droit de tenir son âme occupée; vous la laissez à l'ennui naturel à une femme de trente ans riche et sans le plus petit malheur : n'a-t-elle pas le droit d'avoir quelqu'un qui la désennuie? Et c'est vous qui me dites que vous m'aimez, vous, plus criminel qu'elle, car avant elle vous avez outragé votre lien commun; c'est vous qui voulez la condamner à un éternel ennui!

Cette façon de penser était trop haute pour Alfred; mais le ton de voix de Mina lui donnait de la force. Il admirait le pouvoir qu'elle avait sur lui; il en était charmé. — Tant que vous daignerez m'admettre auprès de vous, lui dit-il enfin, je ne connaîtrai pas cet ennui dont vous parlez.

A minuit, tout était tranquille depuis longtemps sur les bords du lac; on eût distingué le pas d'un chat. Mina avait suivi Alfred derrière une de ces murailles de charmille encore en usage dans les jardins de Savoie. Tout à coup un homme sauta d'un mur dans le jardin. Alfred voulut courir à lui; Mina le retint fortement. — Qu'apprendrez-vous si vous le tuez? lui dit-elle fort bas. Et si ce n'était qu'un voleur ou l'amant d'une autre femme que la vôtre, quel regret de l'avoir tué! — Alfred avait reconnu le comte; il était transporté de colère. Mina eut beaucoup de peine à le retenir. Le comte prit une échelle cachée le long d'un mur, la dressa vivement contre une galerie en bois de huit ou dix pieds de haut qui régnait le long du premier étage de la maison. Une des fenêtres de la chambre de Mme de Larçay donnait sur cette galerie. M. de Ruppert entra dans l'appartement par une fenêtre du salon. Alfred courut à une petite porte du rez-de-chaussée qui donnait sur le jardin; Mina le suivit. Elle retarda de quelques instans le moment où il put saisir un briquet et allumer une bougie. Elle parvint à lui ôter ses pistolets.

— Voulez-vous, lui dit-elle, réveiller par un coup de pistolet les baigneurs qui occupent les autres étages de cette maison? Ce serait une plaisante anecdote pour demain matin! Même dans l'instant d'une vengeance ridicule à mes yeux, ne vaut-il pas mieux qu'un public méchant et désœuvré n'apprenne l'offense qu'en même temps que la vengeance?

Alfred s'avança jusqu'à la porte de la chambre de sa femme; Mina le suivait toujours. — Il serait plaisant, lui dit-elle, qu'en ma présence vous eussiez le courage de maltraiter votre femme! — Parvenu à la

porte, Alfred l'ouvrit vivement. Il vit M. de Ruppert traverser la pièce et courir à la fenêtre. Le comte avait six pas d'avance; il ouvrit la fenêtre, s'élança sur la galerie de bois, et de la galerie dans le jardin. M. de Larçay le suivit rapidement; mais au moment où il arriva au mur à hauteur d'appui qui séparait le jardin du lac, la barque dans laquelle s'était jeté M. de Ruppert était déjà à cinq ou six toises du bord. — A demain, monsieur de Ruppert! lui cria M. de Larçay. On ne répondit pas. M. de Larçay remonta à l'instant chez sa femme. Il trouva Mina agitée qui se promenait dans le salon qui précédait la chambre à coucher. Elle l'arrêta comme il passait. — Que prétendez-vous faire? lui dit-elle. Assassiner Mme de Larçay? De quel droit? Je ne le souffrirai pas. Si vous ne me donnez pas votre poignard, j'élève la voix pour la prévenir de se sauver. Il est vrai que ma présence ici me compromet d'une manière atroce aux yeux de vos gens. — Mina vit que ce mot faisait effet. — Quoi! vous m'aimez et vous voulez me déshonorer! — ajouta-t-elle vivement. M. de Larçay lui jeta son poignard et entra furieux dans la chambre de sa femme. La scène fut vive. Mme de Larçay, parfaitement innocente, avait cru qu'il s'agissait d'un voleur; elle n'avait ni vu ni entendu M. de Ruppert. — Vous êtes un fou, finit-elle par dire à son mari, et plût à Dieu que vous ne fussiez qu'un fou! Vous voulez apparemment une séparation; vous l'aurez. Ayez du moins la sagesse de ne rien dire. Demain je retourne à Paris; je dirai que vous voyagez en Italie, où je n'ai pas voulu vous suivre.

— A quelle heure comptez-vous vous battre demain matin? dit Mlle de Wangel, quand elle revit Alfred.

— Que dites-vous? répondit M. de Larçay.

— Qu'il est inutile de feindre avec moi. Je désire qu'avant d'aller chercher M. de Ruppert, vous me donniez la main pour monter dans un bateau; je veux me promener sur le lac. Si vous êtes assez sot pour vous laisser tuer, l'eau du lac terminera mes malheurs.

— Eh bien! chère Aniken, rendez-moi heureux ce soir. Demain peut-être ce cœur qui, depuis que je vous connais, n'a battu que pour vous, cette main charmante que je presse contre mon sein, appartiendront à des cadavres éclairés par un cierge et gardés dans le coin d'une église par deux prêtres savoyards. Cette belle journée est le moment suprême de notre vie, qu'elle en soit le plus heureux!

Mina eut beaucoup de peine à résister aux transports d'Alfred. — Je serai à vous, lui dit-elle enfin, mais si vous vivez. Dans ce moment-ci le sacrifice serait trop grand; j'aime mieux vous voir comme vous êtes.

Cette journée fut la plus belle de la vie de Mina. Probablement

la perspective de la mort et la générosité du sacrifice qu'elle faisait anéantissaient les derniers mouvemens de remords.

Le lendemain, longtemps avant le lever du soleil, Alfred vint lui donner la main et la fit monter dans un joli bateau de promenade. — Pourriez-vous rêver un bonheur plus grand que celui dont nous jouissons? disait-elle à Alfred en descendant vers le lac.

— De ce moment vous m'appartenez, vous êtes ma femme, dit Alfred, et je vous promets de vivre et de venir sur le rivage appeler le bateau là-bas, auprès de cette croix.

Six heures sonnèrent au moment où Mina allait lui dire qui elle était. Elle ne voulut pas s'éloigner de la côte, et les bateliers se mirent à pêcher, ce qui la délivra de leurs regards et lui fit plaisir. Comme huit heures sonnaient, elle vit Alfred accourir au rivage. Il était fort pâle. Mina se fit descendre. — Il est blessé, peut-être dangereusement, lui dit Alfred. — Prenez ce bateau, mon ami, lui dit Mina. Cet accident vous met à la merci des autorités du pays; disparaissez pour deux jours. Allez à Lyon; je vous tiendrai au courant de ce qui arrivera. — Alfred hésitait. — Songez aux propos des baigneurs. — Ce mot décida M. de Larçay; il s'embarqua.

Le jour suivant, M. de Ruppert fut hors de danger; mais il pouvait être retenu au lit un mois ou deux. Mina le vit dans la nuit, et fut pour lui parfaite de grâce et d'amitié. — N'êtes-vous pas mon *promis?* lui dit-elle avec une fausseté pleine de naturel. Elle le détermina à accepter une délégation très considérable sur son banquier de Francfort. — Il faut que je parte pour Lausanne, lui dit Mina. Avant notre mariage, je veux vous voir racheter le magnifique hôtel de votre famille que vos folies vous ont obligé de vendre. Pour cela, il faut aliéner une grande terre que je possède près de Custrin. Dès que vous pourrez marcher, allez vendre cette terre; je vous enverrai la procuration nécessaire de Lausanne. Consentez un rabais sur le prix de cette terre s'il le faut, ou escomptez les lettres de change que vous obtiendrez. Enfin ayez de l'argent comptant à tout prix. Si je vous épouse, il est convenable que vous paraissiez au contrat de mariage aussi riche que moi.

Le comte n'eut pas le moindre soupçon que Mina le traitait comme un agent subalterne, que l'on récompense avec de l'argent.

A Lausanne, Mina avait le bonheur de recevoir par tous les courriers des lettres d'Alfred. M. de Larçay commençait à comprendre combien son duel simplifiait sa position à l'égard de Mina et de sa femme. « Elle n'est pas coupable envers vous, lui disait Mina : vous l'avez abandonnée le premier, et au milieu d'une foule d'hommes aimables, peut-être s'est-elle trompée en choisissant M. de Ruppert; mais le bonheur de Mme de Larçay ne doit pas être diminué du côté

de l'argent. » Alfred lui laissa une pension de cinquante mille francs; c'était plus de la moitié de son revenu. « De quoi aurai-je besoin? écrivait-il à Mina. Je compte ne reparaître à Paris que dans quelques années, quand cette ridicule aventure sera oubliée. » — « C'est ce que je ne veux pas, lui répondit Mina; vous feriez événement à votre retour. Allez vous montrer pendant quinze jours à l'opinion publique pendant qu'elle s'occupe de vous. Songez que votre femme n'a aucun tort. »

Un mois après, M. de Larçay rejoignit Mina au charmant village de Belgirate, sur le Lac Majeur, à quelques milles des îles Borromées. Elle voyageait sous un faux nom; elle était si amoureuse, qu'elle dit à Alfred : « Dites, si vous voulez, à Mme Cramer, que vous êtes fiancé avec moi, que vous êtes mon *promis*, comme nous disons en Allemagne. Je vous recevrai toujours avec bonheur, mais jamais hors de la présence de Mme Cramer. »

M. de Larçay crut que quelque chose manquait à son bonheur; mais dans la vie d'aucun homme on ne saurait trouver une époque aussi heureuse que le mois de septembre qu'il passa avec Mina sur le Lac Majeur. Mina l'avait trouvé si sage, que peu à peu elle avait perdu l'habitude d'emmener Mme Cramer dans leurs promenades.

Un jour, en voguant sur le lac, Alfred lui disait en riant : — Qui êtes-vous donc, enchanteresse? pour femme de chambre, ou même mieux, de Mme Cramer, il n'y a pas moyen que je croie cela.

— Eh bien! voyons, répondit Mina, que voulez-vous que je sois? Une actrice qui a gagné un gros lot à la loterie, et qui a voulu passer quelques années de jeunesse dans un monde de féerie, ou peut-être une demoiselle entretenue qui, après la mort de son amant, a voulu changer de caractère?

— Vous seriez cela, et pire encore, que, si demain j'apprenais la mort de Mme de Larçay, après-demain, je vous demanderais en mariage.

Mina lui sauta au cou. — Je suis Mina de Wangel, que vous avez vue chez Mme de Cely. Comment ne m'avez-vous pas reconnue? Ah! c'est que l'amour est aveugle, ajouta-t-elle en riant.

Quelque bonheur que goûtât Alfred à pouvoir estimer Mina, celui de Mina fut plus intime encore. Il manquait à son bonheur de pouvoir ne rien cacher à son ami. Dès qu'on aime, celui qui trompe est malheureux.

Cependant Mlle de Wangel eût bien fait de ne pas dire son nom à M. de Larçay. Au bout de quelques mois, Mina remarqua un fonds de mélancolie chez Alfred. Ils étaient venus passer l'hiver à Naples avec un passeport qui les nommait mari et femme. Mina ne lui déguisait aucune de ses pensées; le génie de Mina faisait peur au sien.

Elle se figura qu'il regrettait Paris; elle le conjura à genoux d'y aller passer un mois. Il lui jura qu'il ne le désirait pas. Sa mélancolie continuait. — Je mets à un grand hasard le bonheur de ma vie, lui dit un jour Mina; mais la mélancolie où je vous vois est plus forte que mes résolutions. — Alfred ne comprenait pas trop ce qu'elle voulait dire, mais rien n'égala son ivresse quand, après midi, Mina lui dit : — Menez-moi à Torre del Greco.

Elle crut avoir deviné la cause du fonds de tristesse qu'elle avait remarqué chez Alfred, depuis qu'elle était toute à lui, car il était parfaitement heureux. Folle de bonheur et d'amour, Mina oublia toutes ses idées. — La mort et mille morts arriveraient demain, se disait-elle, que ce n'est pas trop pour acheter ce qui m'arrive depuis le jour où Alfred s'est battu. — Elle trouvait un bonheur délicieux à faire tout ce que désirait Alfred. Exaltée par ce bonheur, elle n'eut pas la prudence de jeter un voile sur les fortes pensées qui faisaient l'essence de son caractère. Sa manière de chercher le bonheur, non-seulement devait paraître singulière à une âme vulgaire, mais encore la choquer. Elle avait eu soin jusque-là de ménager dans M. de Larçay ce qu'elle appelait les préjugés français; elle avait besoin de s'expliquer par la différence de nation ce qu'elle était obligée de ne pas admirer en lui : ici Mina sentit le désavantage de l'éducation forte que lui avait donnée son père, cette éducation pouvait facilement la rendre odieuse.

Dans son ravissement, elle avait l'imprudence de penser tout haut avec Alfred. Heureux qui, arrivé à ce période de l'amour, *fait pitié* à ce qu'il aime et non pas envie ! Elle était tellement folle, son amant était tellement à ses yeux le type de tout ce qu'il y avait de noble, de beau, d'aimable et d'adorable au monde, que, quand elle l'aurait voulu, elle n'aurait pas eu le courage de lui dérober aucune de ses pensées. Lui cacher la funeste intrigue qui avait amené les événemens de la nuit d'Aix était déjà depuis longtemps pour elle un effort presque au-dessus de ses facultés.

Du moment où l'ivresse des sens ôta à Mina la force de n'être pas d'une franchise complète envers M. de Larçay, ses rares qualités se tournèrent contre elle. Mina le plaisantait sur ce fonds de tristesse qu'elle observait chez lui. L'amour qu'il lui inspirait se porta bientôt au dernier degré de folie. « Que je suis folle de m'inquiéter ! se dit-elle enfin. C'est que j'aime plus que lui. Folle que je suis, de me tourmenter d'une chose qui se rencontre toujours dans le plus vif des bonheurs qu'il y ait sur la terre ! J'ai d'ailleurs le malheur d'avoir le caractère plus inquiet que lui, et enfin, Dieu est juste, ajouta-t-elle en soupirant (car le remords venait souvent troubler son bonheur

depuis qu'il était extrême), j'ai une grande faute à me reprocher : la nuit d'Aix pèse sur ma vie. »

Mina s'accoutuma à l'idée qu'Alfred était destiné par sa nature à aimer moins passionnément qu'elle. « Fût-il moins tendre encore, se disait-elle, mon sort est de l'adorer. Je suis bien heureuse qu'il ne soit pas un homme infâme; je sens trop que les crimes ne me coûteraient rien, s'il voulait m'y entraîner. » Un jour, quelle que fût l'illusion de Mina, elle fut frappée de la sombre inquiétude qui rongeait Alfred. Depuis longtemps, il avait adopté l'idée de laisser à Mme de Larçay le revenu de tous ses biens, de se faire protestant et d'épouser Mina. Ce jour-là, le prince de S... donnait une fête qui mettait tout Naples en mouvement, et à laquelle naturellement ils n'étaient pas invités; Mina se figura que son amant regrettait les jouissances et l'éclat d'une grande fortune; elle le pressa vivement de partir au premier jour pour Kœnigsberg. Alfred baissait les yeux et ne répondait pas. Enfin il les leva vivement, et son regard exprimait le soupçon le plus pénible, mais non l'amour. Mina fut atterée.

— Dites-moi une chose, Mina. La nuit où je surpris M. de Ruppert chez ma femme, aviez-vous connaissance des projets du comte? En un mot, étiez-vous d'accord avec lui?

— Oui, répondit Mina avec fermeté. Mme de Larçay n'a jamais songé au comte; j'ai cru que vous m'appartenez parce que je vous aimais. Les deux lettres anonymes sont de moi.

— Ce trait est infâme, reprit Alfred froidement. L'illusion cesse, je vais rejoindre ma femme. Je vous plains et ne vous aime plus.

Il y avait de l'amour-propre piqué dans le ton de sa voix. Il sortit.

« Voilà à quoi les grandes âmes sont exposées, mais elles ont leur ressource, » se dit Mina en se mettant à la fenêtre et suivant des yeux son amant jusqu'au bout de la rue. Quand il eut disparu, elle alla dans la chambre d'Alfred et se tua d'un coup de pistolet dans le cœur. — Sa vie fut-elle un faux calcul? Son bonheur avait duré huit mois. C'était une âme trop ardente pour se contenter du réel de la vie.

HENRI BEYLE.

LES

PIRATES MALAIS

I. *A Visit to the Indian Archipelago in H. M. Ship Meander*, by captain the Hon. Henry Keppel, R. N.; 2 vol. London, R. Bentley, 1853. — II. *Five years in China, with an account of the occupation of the Islands of Labuan and Bornco*, by lieutenant F. E. Forbes, R. N.; 1 vol. — III. *Recollections of Manilla and the Philippines*, by Robert Mac Micking; 1 vol. London, R. Bentley, 1851.

Il se fait à Singapore un grand commerce d'armes de guerre. Le voyageur qui entre dans l'un de ces vastes bazars où les négocians anglais entassent les produits les plus variés de l'industrie européenne, remarque avec surprise, à côté des pacifiques ballots de draps et de cotonnades, un assortiment de lances, de fusils, de canons, etc., exposés pour la vente. Poudre, balles, boulets, affûts, rien n'y manque; c'est un véritable arsenal où chacun peut s'armer à prix fixe. Ce trafic que les gouvernemens d'Europe soumettent d'ordinaire, et non sans raison, à une police très rigoureuse, est parfaitement libre dans le port franc de Singapore. L'administration britannique ne s'en préoccupe que pour inscrire sur les registres de la douane les quantités d'armes et de munitions qui entrent et qui sortent. — Si vous demandez à qui se vendent toutes ces armes, on vous répondra qu'elles trouvent leur principal débouché dans les îles de la Malaisie et à bord des milliers de caboteurs ou *pros* qui fréquentent la rade de Singapore. Aussi lit-on régulièrement, dans les récits des croisières entreprises contre les pirates par les navires de sa majesté britannique, que les fusils et les pierriers conquis sur l'ennemi portent la marque anglaise. Singapore serait-il donc l'arsenal où s'approvisionnent les pirates? — Précisément. Il y a bien, dans le nombre, d'honnêtes capitaines qui, à la veille de s'aventurer dans les parages malsains de l'archipel, jugent à propos de compléter leurs

moyens de défense, parfois aussi les souverains de Siam, de Cochinchine, de Bornéo, achètent de fortes cargaisons de fusils pour se procurer l'innocent plaisir d'armer leurs troupes à l'européenne; mais ce qui demeure avéré, c'est que les pirates sont, pour les bazars de Singapore, d'excellentes pratiques, et que les négocians anglais, trop discrets pour s'enquérir des intentions de leurs acheteurs, exploitent sans le moindre remords cette riche clientèle. Quant au gouvernement, on sait qu'il a pour principe de ne point intervenir dans les transactions des particuliers; il laisse donc faire. Cependant la Grande-Bretagne poursuit impitoyablement les pirates; elle les attaque sur terre et sur mer, au milieu des détroits de l'archipel et sur la côte même de Bornéo : de temps à autre, ses vaillans officiers de marine vont reprendre entre les mains des forbans les armes sorties des bazars de Singapore. L'honneur national est sauf et la civilisation est vengée!

Il serait assurément beaucoup plus simple de refuser aux tribus malaises les munitions qu'elles achètent si commodément dans l'arsenal britannique et d'exercer sur ce genre d'affaires une active surveillance; mais le commerce n'y trouverait plus son compte, et que diraient les partisans du *free trade*? De quel droit priverait-on les usines de Birmingham des commandes qui leur sont faites, et les Malais des marchandises qu'ils demandent? A chacun son rôle; s'il y a des pirates, cela regarde les navires de sa majesté. Il faut ajouter que l'on trouve encore en Angleterre et dans l'Inde un certain nombre d'incrédules à l'endroit de la piraterie. Dans le parlement, M. Hume accuse, au moins une fois l'an, le rajah Brooke d'avoir inventé les pirates de Bornéo, afin de justifier la prise de possession du district de Sarawak et les combats livrés aux tribus voisines; à Singapore même, les marchands d'armes seraient tout prêts à certifier l'honnêteté de leurs clients malais, qui paient comptant. Quoi qu'on ait pu dire, la mer et les détroits de la Malaisie n'en sont pas moins aujourd'hui, comme par le passé, infestés de pirates, dont il faut incessamment surveiller les manœuvres et corriger les méfaits.

N'est-il pas singulier qu'en plein XIXe siècle, alors que la civilisation dispose de tant de ressources et s'empare si vite, grâce à la vapeur, de toutes les régions du globe, il y ait encore, à l'extrémité de l'Asie, des bandes de forbans qui tiennent bravement la mer? Il semble que ces vestiges de barbarie auraient dû depuis longtemps disparaître devant le pavillon européen, qui sillonne sans relâche toutes les routes de l'archipel asiatique. Déjà, à plusieurs reprises, l'Angleterre, la Hollande, l'Espagne et même la France ont infligé aux Malais de rudes leçons. Cependant la piraterie résiste : à peine chassée sur un point, elle reparaît sur un autre; elle se multiplie par l'extrême mobilité de ses escadres, bloque les détroits, pénètre au fond des baies, remonte les fleuves; elle a son organisation particulière pour la course et pour le combat, ses points de rendez-vous et de ravitaillement, ses marchés pour la vente du butin. Ce n'est point seulement une habitude, encouragée longtemps par le succès et l'impunité ou entretenue par de sauvages instincts; c'est une véritable industrie, une profession traditionnelle, à laquelle se livrent des tribus entières. Comment s'étonner dès lors que les croisières européennes aient tant de peine à lutter contre de pareils ennemis? Les Malais, qui s'accommodent si bien de leur métier de pirates et qui ont

pris dès leur enfance le goût de cette vie aventureuse et nomade, ne se laisseront pas aisément persuader qu'ils doivent préférer la paisible culture d'un champ de riz. Ils mourront comme ils ont vécu, et la guerre que la civilisation leur déclare aujourd'hui ne peut être qu'une guerre d'extermination. Que l'on se rappelle combien il a fallu expédier d'escadres sur les côtes d'Afrique pour châtier les pirates barbaresques. Il y a à peine trente ans que la Méditerranée est libre; en 1816, lord Exmouth a trouvé à Alger plus de mille esclaves chrétiens. C'est seulement depuis 1830 que la piraterie a complétement disparu. Les Malais ne seront pas moins tenaces, et ils ne désarmeront que le jour où le pavillon européen, flottant sur toute l'étendue de leurs côtes, les aura chassés définitivement de leurs repaires.

Les navires européens sont rarement attaqués par les pirates : encore faut-il que les capitaines fassent bonne garde et qu'ils aient sans cesse leurs canons chargés; malheur à ceux qui se laisseraient surprendre en temps de calme! Les Malais sont très agiles à l'abordage, et une fois sur le pont, ils se rendent bientôt maîtres du bâtiment. Quant aux navires échoués ou naufragés sur leurs côtes, c'est une proie facile, et le pillage s'effectue avec une dextérité prodigieuse. L'équipage est massacré, la cargaison enlevée, l'eau-de-vie bue sur place : en pareil cas, les tribus les plus inoffensives sentent s'éveiller en elles l'amour du butin, et elles font cause commune avec les pirates, sauf à leur disputer ensuite les dépouilles de l'ennemi. Ces sinistres, il est vrai, sont peu fréquens, et l'on pourrait citer, dans toutes les mers, des exemples de cruautés commises par les indigènes sur les équipages naufragés. Ce sont principalement d'ailleurs les barques malaises et les innocentes jonques chinoises qui excitent la convoitise des pirates. Lorsque la navigation est peu active, ceux-ci débarquent, et vont dans l'intérieur envahir le tribus qui se livrent à l'agriculture; ils détruisent les plantations, pillent les cases, emmènent la population en esclavage; puis, remontant sur leurs *pros*, ils partent vers une autre île où le butin est vendu au profit de la bande. On comprend que de semblables pratiques entravent le développement des échanges réguliers et l'exploitation des richesses naturelles du sol. Le commerce européen en souffre par contre-coup, et dès lors il semble rationnel qu'indépendamment des intérêts de la civilisation et de la morale, l'intérêt mercantile ait déterminé les divers gouvernemens à rétablir dans ces parages voisins de leurs établissemens coloniaux la sécurité des communications et des affaires.

Sir James Brooke, ou si l'on aime mieux le *rajah* Brooke, a pris une grande part, et une part très honorable, à la répression de la piraterie. Après s'être installé à Sarawak comme souverain indigène, il a installé l'Angleterre à Laboan, dont il a été nommé gouverneur au nom de la reine Victoria. Rajah, il est parvenu à introduire des habitudes d'ordre et de travail parmi les tribus soumises à son pouvoir absolu; gouverneur de Laboan, il a disposé des bâtimens de guerre anglais pour diriger à propos de fréquentes expéditions contre les Sakarrans et les Serebas, les plus incorrigibles pirates de Bornéo. En 1843 et 1844, le capitaine Keppel, commandant la frégate *Dido*, a vigoureusement concouru à l'œuvre entreprise par le rajah Brooke, et il a publié à son retour un livre intéressant dont la *Revue* a rendu

compte (1). Appelé, de 1846 à 1848, à remplir sur le *Maeander* la même mission, il vient de compléter dans un second ouvrage les renseignemens qu'il avait déjà recueillis sur Bornéo et les tribus de l'archipel. M. Henry Keppel s'est fait ainsi l'historiographe de la piraterie asiatique, et il a levé un coin du voile qui cache encore aux yeux de l'Europe la vie intime des populations malaises.

Les Serebas, qui tiennent une grande place dans les récits du capitaine Keppel, se composent de deux élémens que l'on retrouve mélangés dans la plupart des tribus qui habitent la côte nord-ouest de Bornéo, — l'élément malais pur et l'élément dayak. — Les Malais n'ont point d'origine bien connue; ils sont un jour descendus de leurs *pros* sur le littoral de Serebas, et après avoir accepté pendant quelque temps la suzeraineté du rajah de Johore, qui au XVIIe siècle était tout puissant dans ces mers (le descendant de ce fameux rajah vit aujourd'hui fort tranquillement près de Singapore avec une rente de 100,000 francs que lui paie la compagnie des Indes), ils se déclarèrent indépendans et exercèrent librement leur métier de forbans. La population malaise de Serebas ne compte pas plus de quinze cents combattans; mais ce sont des hommes intrépides. Quant aux Dayaks, qui représentent l'élément indigène, ils sont beaucoup plus nombreux et forment plusieurs villages. Dans l'origine, ils se contentaient de chercher querelle aux tribus voisines et ne couraient point la mer. Peu à peu ils s'engagèrent comme rameurs à bord des *pros* malais; ils apprécièrent les avantages d'une industrie qui leur procurait aisément de belles parts de prises, et ils devinrent à leur tour d'excellens pirates : c'est une profession qui n'exige pas un long apprentissage. L'association des Dayaks avec les Malais modifia profondément les mœurs de la piraterie. Les Malais n'avaient en vue que le butin, et ils épargnaient la vie de leurs captifs qu'ils allaient vendre comme esclaves sur les marchés de l'archipel. Les Dayaks, au contraire, faisaient surtout la chasse aux hommes; il leur fallait des têtes. Dans ces tribus primitives, un jeune homme ne pouvait décemment aspirer à la main d'une jeune fille sans présenter à sa fiancée, dans la corbeille de noces, une tête d'ennemi. Ainsi les uns pillaient, les autres tuaient, et la piraterie malaise, secondée par les sanglans caprices des amours dayaks, devint cruelle; de là les massacres nombreux qui désolèrent presque périodiquement les détroits et les côtes de Bornéo. Aujourd'hui tous ces forbans sont parfaitement équipés : ils ont le kris et la lance qu'ils savent manier avec une habileté merveilleuse, et les armes à feu qu'ils peuvent depuis vingt ans acheter à Singapore : ce sont les seuls emprunts qu'ils aient faits jusqu'ici à notre civilisation.

On nomme *pros* ou *praws* les embarcations des Malais, et *bangkongs* celles des Dayaks. Ces bateaux portent en moyenne trente-cinq hommes, et sont armés d'un canon à l'avant. Les *pros* de guerre, montés par les principaux chefs, ont vingt à trente mètres de longueur et trente bancs de rameurs; ils sont surmontés d'une espèce de terrasse où se tiennent les combattans. Les *bangkongs* sont généralement moins longs; ils tirent moins d'eau et sont mieux

(1) Voyez la *Revue des Deux Mondes* du 15 mai 1846, *Politique coloniale de l'Angleterre, Expédition de Bornéo*, par M. A. Audiganne.

taillés pour la course; ils glissent si rapidement sur l'eau, que par une nuit obscure on ne saurait distinguer le bruit de leur sillage ni deviner leur approche. Dans une escadre de pirates, les *pros*, avec leur artillerie et leur nombreux équipage, représentent en quelque sorte les vaisseaux de ligne, et les *bangkongs*, plus légers et plus vites, remplissent l'office d'espions pour découvrir l'ennemi et d'éclaireurs pour diriger la route. Les rôles sont donc très régulièrement distribués quand une *balla* ou flotte de pirates (et parfois la flotte dépasse cent bateaux) entreprend une croisière sur la côte.

Lorsque le *Mæander* se montra à Bornéo en 1849, les Serebas, qui commençaient à oublier le passage de la frégate *Dido*, préparaient avec les Sakarrans une nouvelle expédition. On avait ramené captif à Sarawak un jeune Malais arrêté en mer sur une petite barque qui s'en allait à la dérive. Cet indigène, qui appartenait à la tribu des Serebas, avoua très naïvement qu'étant embarqué sur une *balla*, il était descendu à terre pour s'y procurer le plaisir de couper quelques têtes (*to procure a few heads for his private gratification*), et qu'à son retour il avait trouvé la flotte partie; il s'était alors déterminé à prendre un canot pour remonter la rivière, mais le courant l'avait entraîné. Le prisonnier fut remis en liberté sous caution. — Quelques jours après, on fut informé que la *balla* des Serebas venait d'entrer dans la rivière Sadong et qu'elle y commettait les plus affreux ravages. Les pirates avaient fort habilement choisi le moment de la moisson, alors que les hommes sont répandus dans les champs et que les femmes et les enfans restent seuls dans les cases. Le pays fut complétement ruiné. A cette nouvelle, le rajah Brooke arma sa flottille indigène de cinquante-cinq *pros*, embarqua dix-huit cents hommes, convoqua ses auxiliaires dans les tribus voisines et se mit en campagne; mais les pirates, dont la police est toujours admirablement servie, s'étaient dérobés à sa poursuite, et cette démonstration demeura à peu près sans résultat.

Cependant, on supposait avec raison que les Serebas et les Sakarrans, leurs alliés, dont les *ballas* réunies comptaient plus de deux cents *pros*, ne se tiendraient pas pour battus. On équipa à Sarawak une nouvelle flottille qui fut renforcée par le *Royalist*, la *Nemesis*, par les embarcations de l'*Albatros*, et placée sous le commandement du capitaine Farquhar. On bloqua les embouchures des rivières Serebas et Kaluka, où l'on savait que les pirates venaient de pénétrer, et l'on attendit l'ennemi au retour. Dans la nuit du 31 juillet, la *balla* fit son apparition. Dès qu'elle fut signalée, toutes les embarcations de la croisière, échelonnées sur un espace de près de dix milles, se disposèrent pour l'attaque, qui eut lieu à l'entrée de la rivière Serebas. Les pirates voulurent forcer le passage : ils furent immédiatement assaillis par un feu bien nourri qui partait de toutes les directions. La confusion, augmentée par l'obscurité de la nuit, se mit dans leur flottille; une centaine de leurs *pros* furent coulés ou échouèrent, et on évalue à cinq cents le nombre de leurs morts; les survivans s'échappèrent à force de rames ou se réfugièrent dans les jungles du rivage, qui leur offraient un abri presque inaccessible.

C'était un coup terrible porté à la tribu des Serebas; cependant il fallait que la leçon fût complète, et on résolut de pousser une reconnaissance sur

tous les points de la côte qui étaient d'ordinaire fréquentés par les pirates. On savait d'ailleurs que plusieurs *pros*, détachés de la grande *balla*, avaient opéré une diversion dans la direction de Sambas, pillé une colonie chinoise, et visité même l'embouchure de la rivière de Sarawak. La flottille commandée par le capitaine Farquhar et par le rajah Brooke remonta donc le Serebas; mais, après une courte navigation, on dut laisser au mouillage la *Nemesis* et les *pros* de fort tonnage pour ne garder que les embarcations légères. Un petit steamer, le *Ranee*, conduisait la marche. Arrêté brusquement par un tronc d'arbre qui se trouvait en travers de la rivière, il fut drossé par le courant et ne tarda pas à échouer; le mécanicien lâcha la vapeur, qui, en s'échappant de la chaudière, produisit le sifflement accoutumé. Cet incident jeta l'effroi parmi les indigènes, qui ne s'expliquaient pas d'où pouvait venir un tel bruit : les uns se jetèrent à l'eau en désespérés pour nager vers la terre; les autres, plus résignés, invoquèrent pieusement Allah! Bref, ce fut une épouvante, une confusion impossible à décrire, et les Anglais eurent toutes les peines du monde à rassurer leurs braves alliés.

De distance en distance, les pirates avaient essayé de barrer la rivière avec des troncs d'arbre que l'on coupait à coups de hache afin d'ouvrir la route. On débarquait alors quelques détachements pour protéger les travailleurs contre les attaques des jungles. Ces différentes manœuvres exigeaient une grande prudence. Les Malais, cachés à quelques pas de la rive sous d'épaisses touffes de broussailles, saisissaient au passage les hommes qui restaient en arrière de la bande, et partout où il y avait un sentier praticable, ils avaient imaginé de ficher en terre une foule de petits pieux extrêmement pointus qui entraient sous la plante des pieds et causaient souvent de cruelles blessures. Malgré ces difficultés, l'expédition s'avança à une assez grande distance dans l'intérieur, et elle châtia plusieurs tribus avant de revenir à l'embouchure de Serebas, où elle retrouva la *Nemesis*.

Le 9 août, toute l'escadre se rendit à Beang. Cette ville est habitée par la tribu des Milanows, qui, pour se soustraire aux déprédations des pirates, s'est avisée de construire ses cases sur pilotis à quarante pieds au-dessus du sol. Ce n'est pas tout : chaque case, armée comme une forteresse, contient une provision de pierres destinées à servir de projectiles, et lorsqu'il paraît un *pro* suspect à l'horizon, les femmes s'empressent de préparer de l'huile bouillante pour en asperger au besoin les assaillans. Du reste, cette singulière tribu des Milanows, si prudemment juchée dans ses demeures aériennes, n'est point tout à fait sans reproche : un jeune homme de la tribu qui avait accompagné l'expédition fit sa rentrée au milieu des siens en rapportant avec orgueil une tête fraîchement coupée, et il reçut de ses compatriotes, surtout des femmes, un accueil enthousiaste.

Après avoir rassuré les Milanows, l'escadre de Sarawak visita la rivière Kanowit, dont les rives sont habitées par les Sakarrans et par d'autres tribus qui ont constamment fourni leur contingent à la piraterie. Lorsqu'elle se présentait devant un village, les chefs accouraient à la rencontre des officiers anglais, et ces forbans dont les cases étaient, suivant l'usage, décorées de trophées humains, se défendaient très énergiquement de toute complicité avec les Serebas : à peine avouaient-ils qu'il pouvait bien se trouver dans

une population aussi nombreuse quelques jeunes têtes folles avides de butin et d'aventures. A les en croire, ils étaient pour l'établissement de Sarawak de fidèles alliés et les meilleurs voisins du monde. Sir James Brooke avait trop d'expérience pour se laisser duper par ces tardives protestations; mais il pensa qu'il suffisait pour le moment d'admonester les pirates et de leur prouver que les Anglais sauraient, en cas de récidive, les atteindre à plus de cent milles dans l'intérieur des terres. La flottille remit donc à la voile pour Sarawak, où elle rentra triomphante le 24 août, après une croisière d'un mois. Elle venait de détruire complétement la plus formidable *balla* qui fût encore sortie des rivières de Bornéo, et l'énergie de son attaque avait arrêté, au moins pour un temps, les ravages de la piraterie. A peine le rajah Brooke fut-il de retour dans sa capitale, qu'il reçut la visite des principaux chefs malais et dayaks, qui promirent solennellement de renoncer à leur coupable industrie, et de tourner vers l'agriculture et le commerce l'activité des tribus. Le rajah se montra clément; il accorda aux nobles étrangers qui étaient accourus près de lui de nombreuses audiences, mit tout en œuvre pour les amuser pendant leur séjour, leur fit même montrer la lanterne magique; enfin, ce qui ne leur fut pas moins agréable, il rendit la liberté aux prisonniers, qu'il renvoya dans leurs familles chargés de présens et de pièces de calicot à la marque anglaise. Excellente occasion pour répandre dans les districts de Bornéo quelques échantillons de cotonnades!

Si les chefs malais avaient pu être sincèrement convertis, quelle impression ne devait point produire sur eux la vue de l'établissement de Sarawak tel que l'avait créé et développé sir James Brooke en y introduisant une administration à peu près régulière! Le capitaine Keppel et la plupart des officiers de la marine anglaise qui ont visité Bornéo s'accordent à reconnaître que le rajah européen a opéré dans cet ancien nid de voleurs et de pirates un véritable prodige. En 1842, la population de Sarawak atteignait à peine huit mille âmes; elle s'élevait dès 1849 à quarante-cinq mille. La ville occupe une vaste étendue de terrain sur les deux bords de la rivière; elle est protégée par un fort. Elle contient déjà plusieurs édifices, — une église protestante et une mosquée, un palais de justice, une école publique, un hôpital, de bazars où sont étalées les marchandises apportées de l'entrepôt de Singapore, des chantiers de construction pour les navires. De belles routes la traversent en tous sens et rayonnent dans la campagne, où sont situées les villas des résidens européens. Que l'on se figure en un mot une métamorphose complète, une apparence d'ordre et de bien-être là où naguère végétaient de misérables tribus. Et tout cela est l'ouvrage d'un seul homme! Est-il besoin d'ajouter que M. Brooke s'est réservé sur ses nouveaux sujets une autorité absolue? Il règne et gouverne sans partage; les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire demeurent réunis entre ses mains, et les habitans de Sarawak ne connaissent pas d'autre constitution que la volonté respectueusement obéie de leur rajah exotique. — Tout à l'heure M. Brooke, l'implacable ennemi des pirates, menait en guerre sa flotte de *pros* dont il est naturellement le grand-amiral; le voici maintenant sur son siége de magistrat, expédiant la justice, sans avocats et sans code. L'audience est publique; Malais, Dayaks, Chinois, y assistent en foule, les uns alignés sur des bancs de bois, les autres accrou-

pis par terre à la façon orientale. Une sorte de jury composé d'Européens et d'indigènes, présidé, bien entendu, par le rajah qui préside tout et à tout, vous représente le tribunal devant lequel comparaissent tour à tour les parties civiles, les prévenus, les témoins appelés par l'huissier audiencier le fidèle Subu, un vieil ami de M. Brooke. Le capitaine Keppel est admis à prendre place au milieu des juges. Cet honneur accordé à un étranger de distinction, à un officier de la marine de sa majesté britannique, ne peut manquer de produire un excellent effet sur les indigènes. Les débats suivent leur cours; un procès criminel succède à une affaire civile, et la procédure est des plus simples, ou plutôt il n'y a point de procédure et partant point de frais. Quand la cause est entendue, le rajah délibère quelques instans avec son jury, puis il fait à haute voix le résumé qui contient souvent une ingénieuse leçon de morale à l'adresse de l'auditoire, et il prononce enfin l'arrêt, qui est immédiatement transcrit sur le registre de la cour. Bien rarement les affaires sont remises à huitaine; le juge est toujours prêt à juger. Si la loi malaise n'est pas applicable, il prend la loi anglaise; si la loi anglaise fait également défaut, il crée une jurisprudence séance tenante et la consacre dans les considérans d'un jugement sans appel. Qu'importe après tout avec de pareils justiciables la source du droit? Il suffit que les bons se rassurent et que les méchans tremblent; le rajah Brooke ne veut rien de plus. Est-ce à dire qu'il soit bien rigoureux dans ses arrêts, et qu'il tienne ses sujets sous une verge de fer? Nullement. Le juge n'ignore pas qu'il a affaire à une population au sein de laquelle le meurtre n'a été longtemps considéré que comme une peccadille, et qu'il est impossible de la ramener brusquement à des mœurs plus douces. A chaque audience, il trouve l'occasion de rappeler à ses sujets qu'il leur est interdit de se faire justice par la force, et que la raison du kris n'est pas la meilleure. Une tribu de Dayaks envahit le territoire d'une tribu voisine et venge une vieille insulte par le massacre de dix-huit personnes: les meurtriers sont cités devant le tribunal de Sarawak, qui leur adresse les plus sévères remontrances, les menace de toute la rigueur des lois, mais en définitive ne les condamne qu'à l'amende. De même, dans les procès qui impliquent des questions de mariage et de divorce, le tribunal est obligé de se montrer fort tolérant, sous peine de heurter les irrésistibles préjugés du pays. Aussi le plus souvent les peines se traduisent en réparations pécuniaires : les prisons demeurent vides, et le bourreau se croise les bras.

Assurément ce n'est point là l'image d'une société parfaite: il faut comparer le district de Sarawak avec les districts encore soumis aux chefs indigènes, pour apprécier les résultats obtenus par M. Brooke; mais qu'arrivera-t-il lorsque l'intrépide rajah n'y sera plus? car s'il existe au monde un souverain qui ait le droit de dire : L'état, c'est moi! à coup sûr, ce souverain est M. Brooke. Après lui, quelle main assez habile et assez ferme saura tenir en bride les populations malaises et intimider la piraterie? Cet édifice, élevé au prix de tant d'efforts, ne paraît-il pas bien fragile? Il ne repose que sur la vie, sur la présence d'un homme, et d'un jour à l'autre il peut être jeté bas par un heureux coup de main. Il y a quelques mois à peine, les pirates ont attaqué les deux forts de Sakarran et de Linga, qui ont été construits sur la côte après la campagne de 1849; ils ont tué les commandans anglais que M. Brooke

y avait placés, et ils se préparaient à ravager de nouveau les districts agricoles. Il ne faut donc pas s'imaginer que la paix soit faite avec les Sakarrans et les Serebas; on doit au contraire s'attendre à de longues luttes, et surveiller de plus près les tribus de Bornéo.

Dans l'espace compris entre la pointe nord-est de cette grande île et l'extrémité sud-ouest de Mindanao s'étend l'archipel Soulou, dont les habitans ont figuré avec éclat dans les fastes de la piraterie. Pendant de longues années, ces forbans ont tenu victorieusement la mer qui baigne les Célèbes, les Moluques et les Philippines. Tandis que leurs *pros* allaient jusque dans la baie de Manille, sous le canon des forts espagnols, enlever des villages entiers, ils recevaient sur le marché de leur capitale le produit des rapines exercées dans les autres parages de la Malaisie par les Sakarrans, les Serebas et les Illanos. En diverses rencontres, ils avaient vu fuir devant eux les *faluas* (chaloupes canonnières) chargées de protéger les côtes de Luçon, et ils bravaient impunément les menaces du capitaine-général, qui réclamait, au nom de la couronne d'Espagne, la propriété ou tout au moins le protectorat de leur archipel. — En 1577, six ans après la fondation de Manille, une escadre des Philippines parut devant Soulou, qui fut obligé de capituler; mais dès que le pavillon espagnol se fut éloigné de la rade, la population reprit ses habitudes de piraterie. A la suite de plusieurs expéditions, les Espagnols se décidèrent, en 1638, à occuper Soulou; ils l'évacuèrent en 1644, et pendant près d'un siècle ils n'y firent plus d'apparition. Ce fut seulement vers le milieu du XVIIIe siècle que leur attention fut de nouveau attirée sur l'archipel dans une pensée de propagande catholique. Le sultan Aly-Muddin venait de monter sur le trône. Comme il avait passé une partie de sa jeunesse à Samboangan, dans un collége de jésuites, le roi d'Espagne pensa que le moment était opportun pour introduire le catholicisme à Soulou, et il écrivit au sultan une lettre en faveur de la foi chrétienne. Aly-Muddin consentit à recevoir quelques jésuites. Peu après, on le vit débarquer à Manille dans l'état le plus misérable. Il annonça qu'il avait été chassé par son frère et qu'il venait demander asile à ses alliés. Il fut accueilli avec enthousiasme, comblé d'honneurs et de présens; on fit mieux : le capitaine-général arma une escadre qui devait le reconduire en triomphe et le rétablir sur le trône. Malheureusement on découvrit en route que le pieux Aly-Muddin s'entendait parfaitement avec son frère. Il avait imaginé de se rendre à Manille pour y étudier de plus près les ressources et les forces des Espagnols, qu'il avait le projet d'attaquer plus tard au centre même de leurs possessions. Le sultan qui avait osé se jouer si effrontément de la crédulité du roi des Espagnes fut ramené à Manille et jeté dans un cachot, d'où il ne sortit qu'en 1763, lorsque les Anglais se furent emparés des Philippines. Il obtint alors d'être transporté à Soulou, moyennant la cession de l'île de Balambagan, où la Grande-Bretagne établit une garnison, et son frère lui remit fidèlement son autorité. Ce dernier trait de probité malaise n'est pas le moins curieux de toute cette histoire. Le nom et les aventures du sultan Aly-Muddin sont demeurés populaires dans l'archipel. Il est inutile d'ajouter que la propagande tentée par les jésuites fut complétement stérile, et qu'il n'y eut jamais d'autres chrétiens à Soulou que les esclaves vendus par les pirates.

Ces brigandages, trop longtemps subis, devaient avoir un terme. De 1845

à 1850, les îles Soulou ont été successivement visitées par les escadres de la France, des Pays-Bas, de l'Angleterre et de l'Espagne. C'est la France, qui, provoquée par l'assassinat d'un officier et de deux matelots appartenant à l'équipage de la corvette *la Sabine*, a eu l'honneur d'inaugurer contre ces sauvages le système d'une énergique répression; les Espagnols ont achevé l'œuvre. En 1850, une escadre, commandée par le capitaine-général des Philippines, don Antonio de Urbistondo, a bombardé Soulou.

On sait que, dans cette partie de l'Asie où les puissances coloniales ont conquis d'immenses et riches territoires, la France ne possède pas même un îlot. Il semble qu'elle ait volontairement déserté ces régions lointaines, dont l'avenir est cependant plein de grandeur. Nous voyons l'activité européenne envahir l'extrême Orient : l'Angleterre recule chaque jour les limites de son empire indien; c'est à l'habile exploitation de Java qu'il faut demander le secret de la prospérité hollandaise; l'Espagne trouvera dans les Philippines une source inépuisable de richesses, lorsque la paix et l'ordre auront raniné au sein de la métropole les grandes entreprises; le Portugal enfin, si déchu en Europe, conserve encore dans les mers asiatiques quelques épaves de son ancienne fortune. Pourquoi ne pas comprendre dans ce dénombrement des nations qui se sont partagé les archipels un peuple dont on a longtemps ignoré ou méconnu le génie colonisateur, et qui pourtant est parvenu sans bruit à s'établir sur tous les points, — le peuple chinois? Les émigrations du Céleste Empire versent sans relâche des flots de colons sur le sol de l'Asie; là même où les Européens pénètrent à peine, elles s'aventurent et se fixent; elles ne redoutent pas le voisinage des pirates de Bornéo; elles vivent et trafiquent au milieu des pirates de Soulou. — Et tandis que tous ces peuples, Anglais, Espagnols, Hollandais, Portugais, Chinois, luttent d'intelligence et d'adresse pour occuper la plus large place sur les marchés de l'Asie, la France reste à l'écart. Elle n'est intervenue dans la Malaisie que pour y châtier une misérable tribu de sauvages, et c'est ainsi que, par un singulier hasard, elle a porté le premier coup aux forbans de Soulou.

Cet incident, qui attribue à la France un rôle fort imprévu dans l'histoire de la piraterie malaise, se rattache aux opérations de l'escadre envoyée dans les mers de Chine pour appuyer l'ambassade de M. de Lagrené (1843-46). Désireux d'assurer un abri à nos navires en cas de guerre et de fonder en Asie un établissement analogue à celui qui avait été créé aux îles Marquises, le gouvernement de juillet avait conçu la pensée d'acquérir l'île de Bassilan qui dépend du groupe de Soulou et qui fait face à l'établissement espagnol de Samboangan, sur l'île de Mindanao. La corvette *la Sabine* fut donc expédiée à Bassilan pour étudier la côte et s'y livrer à des travaux hydrographiques. Les Malais ne parurent point s'inquiéter de la présence d'un navire de guerre dont le pavillon leur était à peu près inconnu; quelques pirogues s'approchèrent de la corvette, et les relations, de part et d'autre, étaient assez amicales. Du reste, afin d'éviter toute occasion de querelle, le commandant avait interdit les communications avec la terre, et les canots étaient exclusivement consacrés à l'accomplissement de la mission confiée aux ingénieurs. Un jour cependant, l'un des officiers, M. de Maynard, obtint la permission d'explorer l'embouchure d'une petite rivière qui se jetait dans la rade à très courte dis-

tance du mouillage. Il prit le *you-you* (c'est ainsi que l'on nomme la plus frêle embarcation du bord), emmena un patron, deux mousses et un jeune Hollandais qui servait d'interprète, et il partit après avoir reçu la recommandation expresse de ne point remonter la rivière et de ne pas perdre la corvette de vue. Malheureusement, entraîné par un sentiment de curiosité qui n'était que trop naturel et par le désir de tirer quelque parti de son exploration, M. de Maynard s'engagea dans la rivière, et la vue d'une bande de Malais qui manifestaient les dispositions les plus bienveillantes le détermina à pousser plus loin. Le chef de la bande demanda même à prendre place dans le you-you avec deux de ses hommes : il y fut admis sans défiance et s'assit à côté de l'officier qu'il invita à poursuivre sa route vers le village, où il assura que les Français seraient bien accueillis. Le sabre de M. de Maynard et un fusil de chasse qui se trouvait dans le canot excitèrent l'admiration et bientôt la convoitise du Malais, qui demanda très humblement d'abord, puis avec un certain air d'autorité, qu'on lui donnât le fusil. M. de Maynard refusa net. La situation devenait très critique, et l'interprète conseilla de retourner vers la corvette; mais il était trop tard : le Malais exaspéré se précipita sur le malheureux officier et lui plongea son kris dans le cœur. En même temps, ses deux compagnons tuaient le patron. Les mousses et l'interprète se jetèrent à l'eau et essayèrent de gagner la rive. Saisis par les Malais qui accouraient au signal des leurs, ils furent emmenés prisonniers au village.

Cependant l'inquiétude était vive à bord de *la Sabine;* le canot que l'on avait vu entrer dans la rivière ne reparaissait pas! En vain cherchait-on à expliquer ce retard : on ne pouvait se défendre de sinistres pressentimens. Lorsque des Malais appartenant à une autre tribu de l'île apportèrent la nouvelle de l'infâme guet-apens, il y eut dans tout l'équipage une explosion d'indignation et de douleur... Il fallait d'abord délivrer les prisonniers. Le gouverneur de Samboangan fut employé comme intermédiaire, et moyennant le paiement d'un millier de piastres les Malais rendirent les deux mousses et l'interprète; on pouvait alors venger les victimes. La corvette *la Victorieuse* ayant rallié *la Sabine*, les deux navires firent voile pour Soulou, afin de demander raison au sultan du crime commis par les habitans de Bassilan, qui étaient considérés comme ses tributaires. Le sultan déclina toute responsabilité; il déclara que les gens de Bassilan s'étaient constamment montrés rebelles à son autorité, et il les livra sans hésitation à la juste colère des Français. Les corvettes revinrent donc au mouillage de Bassilan, et leurs canots, remontant avec peine la rivière où avait été consommé le meurtre, attaquèrent une palissade très solidement construite derrière laquelle l'ennemi s'était embusqué. L'engagement fut assez vif : les canots ne se retirèrent qu'à la descente de la marée, après avoir tué ou blessé une vingtaine de Malais. De notre côté, nous eûmes deux matelots tués et plusieurs blessés; mais l'affaire ne pouvait en demeurer là : le commandant de *la Sabine*, M. Guérin, expédia *la Victorieuse* à Manille pour rendre compte au chef de l'escadre, M. le contre-amiral Cécille, des événemens qui venaient de se passer.

La Cléopâtre et *l'Archimède* arrivaient à peine à Manille. Ils avaient à bord M. de Lagrené et la plupart des membres de la mission de Chine, qui devait visiter les colonies hollandaises de la Malaisie. Dès que les nouvelles de

Bassilan furent connues, l'amiral et le ministre de France résolurent de se rendre immédiatement dans l'archipel Soulou et de rejoindre *la Sabine* pour aviser aux mesures que commandait l'honneur de notre pavillon. Ils quittèrent Manille le 8 janvier 1845, et après une traversée de quatre jours ils mouillèrent sur les côtes de Bassilan, où *la Sabine* les attendait.

La situation s'était gravement compliquée. M. Guérin avait cru devoir déclarer le blocus de l'île, bien que le gouverneur de Samboangan fît valoir les droits de la couronne d'Espagne sur Bassilan et invoquât une espèce de soumission consentie par les principaux chefs de cette île au mois de février 1844. Les prétentions du gouverneur étaient appuyées par le brigadier Bocalan, commandant de la frégate espagnole *l'Esperanza*, qui se trouvait en croisière sur les côtes de Mindanao : prétentions singulières, car il était notoire que jamais l'Espagne n'avait été obéie à Bassilan, et d'ailleurs comment pouvait-elle concilier un droit quelconque de suzeraineté avec les démarches précédemment faites par le gouverneur de Samboangan pour obtenir à prix d'argent et par une négociation officieuse la délivrance des prisonniers de *la Sabine?* Les réclamations des officiers espagnols n'étaient donc fondées ni en fait ni en droit; aussi, lorsqu'une *falua* voulut tenter de forcer le blocus, le commandant Guérin n'hésita pas à lui envoyer des boulets. Ce fut au milieu de ces embarras, de ces susceptibilités fort envenimées de part et d'autre, que l'amiral Cécille et M. de Lagrené parurent à Bassilan; mais en attendant que la question de propriété relative à ce coin de terre fût résolue en Europe par les explications échangées entre les deux gouvernemens, les malentendus regrettables qui s'étaient produits sur les lieux mêmes ne pouvaient en aucune manière paralyser la liberté d'action de notre escadre, dès qu'il s'agissait de venger nos compatriotes et d'infliger une correction exemplaire à un ramassis de forbans.

Les navires français avaient jeté l'ancre à petite distance de terre, dans une baie abritée contre les vents. Le rivage était en quelque sorte tendu d'un vert rideau de palétuviers, et les branches des arbres, inclinées vers la mer, semblaient reposer sur l'eau. On n'apercevait aucune trace d'habitation ou de culture, tout était désert ou sauvage. Au fond de la baie, entre Bassilan et l'îlot de Malamawi, s'ouvrait un chenal de trois milles de long, que *l'Archimède* parcourut dès le premier jour de notre arrivée. J'étais embarqué sur le steamer, et je me souviens du spectacle vraiment admirable qui s'offrit à nos yeux. Qu'on se figure un canal parfaitement droit, encaissé entre deux forêts vierges et reflétant dans une eau calme et limpide la fraîche verdure de ses bords : des essaims d'oiseaux au riche plumage voltigeaient d'une rive à l'autre. *L'Archimède*, poussé rapidement par la vapeur, troublait seul, au bruit de ses roues, cette charmante solitude. Ce n'était pas seulement un délicieux tableau, c'était un port merveilleux, et déjà nos imaginations impatientes défrichaient les forêts, fondaient une ville, construisaient des forts et comptaient dans ce magnifique bassin des milliers de navires ! Beaux rêves, qui devaient, comme tant d'autres, s'évanouir ! Aujourd'hui encore, le port de Malamawi n'est sillonné que par les rares pirogues des indigènes de Bassilan.

Notre premier séjour en vue des côtes de l'île se prolongea près de trois

semaines : nous ne pouvions aller à terre que sur l'îlot désert de Malamawi, où les chasseurs se mirent d'abord en campagne. On tua un sanglier et quelques singes qui figurèrent sur les tables des états-majors; on fit aussi rencontre d'un caïman, et cette découverte refroidit le zèle des plus intrépides. C'était d'ailleurs une assez médiocre distraction, que de se promener, le fusil à la main, au milieu d'épaisses broussailles et sur un sol marécageux où le pied enfonçait à chaque pas. Il fallait à tout moment se héler pour ne point se perdre; le maître-canonnier de *la Cléopâtre* s'égara dans les palétuviers; six hommes, envoyés à sa recherche, s'égarèrent à leur tour; on ne les retrouva que le lendemain; ils avaient passé la nuit, non pas même à la belle étoile, mais à l'ombre peu hospitalière de la forêt. On s'imagine volontiers, sur la foi des poètes, que les forêts vierges sont peuplées de grands arbres qui projettent librement leurs immenses rameaux et qui se dressent, majestueux et solennels, comme les géans de la création! Cette description, consacrée par les classiques, est assurément très hasardée. Dans les forêts inexplorées des tropiques, la végétation ne produit guère qu'un fouillis d'arbres rabougris, de racines, de lianes, dont l'ensemble, couvert d'un manteau de verdure, peut de loin charmer la vue; mais n'allez pas contempler ces merveilles de trop près, et ne vous avisez point d'expérimenter les agrémens de ces bois vierges! Quant à nous, après quelques jours de tentatives infructueuses pour nous orienter dans ce dédale, nous avions pris le sage parti de ne plus quitter le rivage, où la pêche des coquillages remplaça l'exercice de la chasse. Notre relâche malaise aurait donc été des plus tristes, si nous n'avions eu pour nous distraire les visites de quelques chefs indigènes qui venaient conférer avec l'ambassadeur et l'amiral sur la destinée de leur île.

Le territoire de Bassilan est partagé entre plusieurs tribus, dont les chefs se font souvent la guerre. C'était sur la tribu du chef Youssouk que nous avions à tirer vengeance de l'assassinat de M. de Maynard, et nous entretenions des intelligences avec Baran, Panglimat Tiran et Arac, chefs d'une autre tribu. Ces trois sauvages se rendirent plusieurs fois à bord de *l'Archimède* et de *la Cléopâtre*. Baran portait des souliers, une robe de coton et un sabre qui lui avaient été donnés par *la Sabine;* mais cet accoutrement trop compliqué paraissait le gêner singulièrement, les Malais de sa suite ne portaient presque rien. De part et d'autre, les relations étaient fort amicales, et si si l'on avait eu la pensée de s'établir immédiatement dans l'île, la tribu s'y serait sans doute prêtée de très bonne grâce. En tous cas, avant d'entreprendre une nouvelle expédition contre Youssouk, on jugea convenable de s'entendre avec le sultan de Soulou. Le 4 février, *la Cléopâtre, la Victorieuse* et *l'Archimède* quittèrent les côtes de Bassilan, et le lendemain les trois navires étaient mouillés devant la capitale de l'archipel.

L'arrivée de trois navires de guerre produisit un grand effet dans la ville. La plage était couverte de monde, et nous pouvions distinguer dans la foule les symptômes d'une vive agitation. Les maisons ou plutôt les cases de Soulou s'avancent jusque dans la mer et sont bâties sur pilotis; au second plan, on aperçoit un fort garni de quelques pièces de canon; autour de la ville s'étend une vaste plaine qui s'élève en amphithéâtre et qui paraît bien cultivée. Ce tableau était donc beaucoup plus gai, plus animé que celui des palé-

tuviers de Bassilan, et nous avions la perspective d'une relâche moins maussade; nous devions cependant être internés à bord, car il n'eût pas été prudent de s'aventurer au milieu d'une population qui semblait fort excitée, et dont les antécédens n'inspiraient pas la moindre confiance. Les habitans de Soulou ne savaient pas d'ailleurs si nous venions en amis ou en ennemis, et ils se tenaient sur leurs gardes. Nous vîmes défiler sur la plage une bande de Malais armés de kris et de longues lances, les uns à cheval, les autres sur des buffles, et se dirigeant vers la ville qu'ils croyaient sans doute menacée. En même temps, les nombreuses pirogues qui se trouvaient disséminées le long de la côte rentraient en toute hâte au port. Lorsque le premier émoi fut passé, quelques bateaux se détachèrent du rivage et s'approchèrent de l'escadre; peu à peu, chaque navire fut entouré par une flottille de pirogues remplies de provisions, poulets, fruits, légumes, que nous apportaient des Chinois et des Malais. Dès que les gamelles eurent fait leur choix, vint le tour des marchands de kris, de coquillages, de perroquets, etc. Les Chinois demandaient généralement à être payés en piastres; mais les Malais acceptaient des bouteilles vides, des miroirs cassés, des couteaux, des mouchoirs, des boutons, en sorte que l'équipage pouvait se livrer à peu de frais aux spéculations de la place. Le marché fut en pleine activité pendant la durée de notre séjour. Les échanges étaient souvent des plus grotesques et donnaient lieu aux scènes les plus divertissantes. Il fallait voir les matelots marchandant avec les *Bédouins!* Ils saisirent l'occasion de vider leurs sacs, et Dieu sait ce que contient, après une longue campagne, le sac d'un matelot.

Dans les pirogues qui stationnaient le long du bord, nous avions remarqué plusieurs Tagals (indigènes de Luçon). La plupart avaient été enlevés par les pirates de Bornéo qui les avaient vendus sur le marché de Soulou : leurs maîtres leur défendaient de s'entretenir avec l'équipage. Une nuit, la sentinelle de *l'Archimède* vit apparaître tout à coup sur le pont un homme qui avait accosté le navire à la nage, et qui se précipita à genoux en faisant mille signes de croix. C'était un Tagal : il venait de s'échapper de terre, et il suppliait qu'on lui accordât asile et protection. Il annonça qu'il y avait à Soulou un grand nombre de prisonniers chrétiens. Les Malais avaient eu soin d'envoyer la plupart de leurs esclaves dans l'intérieur de l'île, dès que l'escadre avait été signalée; mais plusieurs captifs réussirent à s'évader, et l'amiral ordonna qu'on les reçût à bord. Pendant quatre ou cinq nuits, il nous arriva ainsi des réfugiés. Les Malais, n'osant réclamer leurs esclaves, doublèrent leurs sentinelles, établirent une ligne de pirogues qui croisaient autour de l'escadre, allumèrent des feux sur le rivage et exercèrent la plus active surveillance. Parfois, nous entendions des coups de fusil, dirigés sans doute contre les malheureux qui venaient à nous. On eut du moins la consolation de sauver une douzaine de Tagals qui furent plus tard reconduits à Manille.

Cependant le ministre de France s'était mis en relation avec le sultan, et celui-ci avait choisi pour principal intermédiaire un Anglais, nommé Wyndham, qui habitait Soulou depuis plusieurs années. — Les Anglais sont partout! Sur quelque rive que l'on aborde, on est sûr de rencontrer un fils d'Albion se livrant au négoce et préparant les voies à l'invasion des produits britanniques. Même au milieu des tribus les plus sauvages, il se sent protégé par son

titre de sujet anglais; il sait qu'à la moindre insulte, un navire de guerre sera là pour le défendre ou le venger. — M. Wyndham exerçait sur le sultan une grande influence; ce fut lui qui amena à bord les chefs malais, ce fut lui encore qui servit d'interprète dans les conférences relatives à la cession de Bassilan. Comment s'étonner des progrès de la politique anglaise dans les mers d'Asie, lorsque partout le cabinet de Saint-James se trouve ainsi représenté par des agens non officiels, par conséquent irresponsables, qu'il peut, suivant les circonstances, soutenir ou désavouer? C'est la diplomatie la plus commode et la moins coûteuse; parfois il en est sorti des hommes éminens qui par d'heureux coups d'audace ont merveilleusement servi leur pays sans le compromettre : témoin ce rajah Brooke que nous avons vu tout à l'heure trônant à Sarawak. L'Anglais de Soulou, M. Wyndham, n'arrivera jamais sans doute à une si haute fortune; mais il remplit dans cet archipel, encore peu fréquenté par les Européens, le rôle utile d'éclaireur, et il ne manque pas de faire connaître au gouverneur de Singapore ou aux commandans des navires de guerre qui croisent dans ces parages les moindres incidens dont il est chaque jour témoin. Au moment même où l'escadre française était mouillée devant Soulou, une frégate anglaise, la *Samarang*, venait jeter l'ancre auprès d'elle, et M. Wyndham s'empressa naturellement d'instruire le capitaine sir Edward Belcher des négociations pendantes au sujet de Bassilan. Du reste, il eût été bien difficile d'assurer le secret de ces négociations, car les entrevues de l'ambassadeur et de l'amiral avec le sultan avaient lieu dans une grande salle où siégeaient les *datous* (principaux chefs de l'île) et en présence du peuple qui était admis en armes au sein du conseil. Les discussions furent très animées. A chaque discours, la foule manifestait librement son opinion par des applaudissemens ou par des injures; souvent on voyait briller les kris et frémir les lances à la voix d'un orateur populaire qui repoussait avec éloquence la proposition de l'étranger. Le forum était là avec ses tempêtes et ses calmes. Un moment, la délibération fut sur le point de tourner au tragique. Un banc surchargé de monde se cassa, et voilà une dizaine de Malais par terre. Le peuple du dehors, qui entend le tumulte sans en connaître la cause, se figure qu'une lutte s'est engagée, et il veut se précipiter dans la salle. Vainement les *datous*, qui ont à défendre non-seulement leur propre dignité outragée, mais encore le caractère et peut-être même la vie de leurs hôtes, tentent-ils d'apaiser la colère de la foule. Comment se faire entendre à travers ces clameurs auxquelles se mêle le cliquetis fort significatif et peu rassurant des armes tirées hors du fourreau? Nous-mêmes, demeurés à bord des navires, nous ne savions que penser de l'agitation extrême qui s'était répandue dans la ville, et nous observions avec la plus vive anxiété le mouvement inaccoutumé qui poussait dans la direction du palais la population du rivage. L'ignorance complète où nous étions de l'incident qui venait de se produire augmentait notre inquiétude, et nous nous rappelions avec effroi la trahison de Bassilan. Cette fois, c'étaient les deux chefs de l'expédition qui se trouvaient exposés aux fureurs d'une tribu de pirates! Heureusement tout finit par se calmer; le sultan parvint, non sans peine, à contenir ses sujets, et la délibération reprit son cours. Mais quelle émotion pour un banc cassé! Quant à la demande qui était en discus-

sion, elle rencontra de graves obstacles; je crois cependant que si le gouvernement français avait persisté dans son désir d'acquérir Bassilan, il lui eût été facile d'obtenir plein succès, à force de piastres, argument irrésistible aux yeux des Malais.

Après ces pourparlers, aucune affaire ne nous retenait à Soulou, et le 22 février l'escadre remit à la voile pour Bassilan. *La Cléopâtre*, *la Victorieuse*, *la Sabine* et *l'Archimède* se trouvèrent de nouveau réunis au mouillage de Maloco, en vue du territoire appartenant à la tribu du chef Youssouk. Les équipages, qui appréciaient médiocrement les lenteurs de la diplomatie, étaient impatiens de venger sur cette bande d'assassins le meurtre de leurs camarades. Les mesures prises à bord de chaque navire par ordre de l'amiral annoncaient une expédition prochaine. Enfin le 27 février, au point du jour, toutes les embarcations furent armées en guerre : une partie, sous le commandement du capitaine de vaisseau de Candé, se dirigea vers l'embouchure de la rivière de Maloco, où l'on savait que les Malais avaient établi une forte palissade, tandis que les autres canots allaient déposer sur la plage une compagnie de débarquement qui devait pénétrer à travers bois dans l'intérieur de l'île, et prendre à revers la position de l'ennemi. Ces mesures paraissaient bien combinées : malheureusement la forêt était trop épaisse pour que la compagnie de débarquement, embarrassée par l'artillerie de campagne, pût s'y frayer un passage, et tout le poids de la lutte porta sur le détachement qui s'était engagé dans la rivière. Arrivés devant la palissade, les canots furent accueillis par une décharge de mitraille qui tua deux hommes. Ils ripostèrent avec leurs caronades; mais les boulets frappaient vainement les énormes troncs d'arbres derrière lesquels les Malais s'étaient mis à l'abri, et la lutte menaçait de se prolonger, lorsque le commandant de Candé eut l'idée de débarquer avec une partie de ses hommes, et de tourner la palissade par terre. Cette manœuvre réussit. Les Malais, attaqués à l'improviste, prirent immédiatement la fuite, laissant entre nos mains leurs armes, un canon et quatre espingoles, qui plus tard furent portés à Paris comme trophées de cette petite expédition. Le lendemain, les équipages retournèrent sur le lieu du combat. Les Malais avaient tout abandonné; leur village, situé à peu de distance de la palissade, sur les deux bords de la rivière, était désert. Les matelots se dispersèrent par bandes dans la plaine; le feu fut mis à toutes les cases et aux greniers de riz; on abattit les cocotiers et les bananiers; on fit la chasse aux buffles, aux poules, etc. En quelques heures, le village de Youssouk était réduit en cendres, et la population complétement ruinée. Sans doute une nation civilisée ne doit point se glorifier de tels exploits : quand on envisage froidement cette œuvre de dévastation, où l'homme vient détruire comme à plaisir les fécondes richesses du sol, quand on songe aux misères que laisse après elle l'aveugle razzia, on se sent disposé à condamner le vainqueur et à lui contester le droit de pousser ainsi à l'extrême la raison du plus fort. Cependant, il faut bien le dire, il n'y a point d'autre moyen de châtier ces peuplades incorrigibles qui sont perpétuellement en guerre contre la propriété d'autrui. De pareilles exécutions sont indispensables pour contenir ces tribus de bandits et de pirates : ce sont les seuls argumens qu'elles comprennent, les seules vengeances qu'elles redoutent, et la civilisation est condamnée à

employer contre elles leurs propres armes. Les Malais de Bassilan et de Soulou ne se convertiront pas plus que les Serebas et les Sakarrans de Bornéo, et l'escadre française, par la razzia de Maloço, a rendu à la navigation de ces mers un service signalé, en même temps qu'elle a accompli un acte de légitime vengeance. Le 2 mars, nous nous éloignions des côtes de Bassilan pour reprendre dans l'archipel de la Malaisie le cours de notre pacifique mission.

S'il faut en croire le capitaine Keppel, les habitans de Soulou auraient renoncé à la piraterie. Le 27 décembre 1848, le *Mæander*, ayant à bord sir James Brooke, jeta l'ancre devant Soulou, et les Anglais apprirent que, peu de temps avant leur arrivée, deux navires de guerre hollandais avaient lancé quelques boulets sur la ville et brûlé plusieurs cases, entre autres celle de M. Wyndham. Sauf cet incident, il ne s'était passé dans ces parages, depuis le départ de l'escadre française, aucun fait digne d'attention. Le sultan reçut en audience solennelle M. Brooke et les officiers du *Mæander*. Le capitaine Keppel nous le représente entouré de son conseil de *datous* et de son peuple en armes, tel que l'avaient vu précédemment M. de Lagrené et l'amiral Cécille. L'entrevue fut des plus cordiales. « Après les politesses d'usage, dit M. Keppel, la conversation fut engagée par sir James Brooke, qui, en sa qualité de commissaire de sa majesté britannique, soumit au sultan certaines propositions relatives au commerce. Sa majesté se montra fort disposée à y accéder. Elle rappela à sir James que la famille royale de Soulou était l'obligée des Anglais, puisque l'un de ses ancêtres avait été en 1763 tiré des prisons espagnoles de Manille et rétabli sur son trône par Alexandre Dalrymple. Ce retour vers le passé était d'autant plus généreux de la part de sa majesté, que son royal ancêtre n'avait point à cette époque laissé sans récompense le service qui venait de lui être rendu, car il avait cédé au gouvernement anglais une belle île voisine de Soulou (cession dont on ne paraît pas s'être prévalu), ainsi que la pointe nord de Bornéo et la pointe sud de Palawan avec les îles intermédiaires. Nous prîmes congé de sa majesté. Il ne fut point conclu de traité avec le sultan : mais sir James avait préparé les voies pour l'ouverture du commerce et pour le développement de nos relations avec les indigènes. » Cette courte citation ne saurait passer inaperçue. On y voit poindre les prétentions des Anglais sur différentes régions fort importantes de l'archipel, prétentions qui d'un jour à l'autre deviendront plus explicites, et pourraient bien se traduire par une prise de possession. C'est ainsi que la Grande-Bretagne se crée partout des droits qu'elle tient soigneusement en réserve et qu'elle fait valoir en temps opportun. M. Wyndham, ce paisible négociant de Soulou, qui n'oublie jamais, je le dis à son honneur, les intérêts de son pays, n'avait-il pas, de son côté, conseillé à ses amis les Malais de placer sur le pavillon de leurs *pros* la croix de Saint-George, pour être reconnus et ménagés par les croiseurs anglais? Le procédé était fort simple : cependant les Malais ne se laissèrent point séduire par la croix de Saint-George, et ils gardèrent leur pavillon. Ce détail, mentionné par le capitaine Keppel, est assez caractéristique. Le *Mæander* resta huit jours dans la baie de Soulou. Sir James Brooke n'avait échangé avec le sultan que des paroles et des politesses, et il n'était pas homme à se contenter de si peu. L'habile rajah de Sarawak ne se met point en campagne sans avoir dans sa poche un traité de com-

merce qu'il présente intrépidement, comme une traite échue, à l'acceptation des majestés indigènes. Au mois d'avril 1849, il reparut à Soulou avec l'inévitable traité, et cette fois il obtint la signature du sultan, devenu par ce fait l'allié et l'ami des Anglais. Aussi le capitaine Keppel se hâte-t-il de déclarer que, sous l'influence de sir James Brooke, cet ancien chef de pirates s'est entièrement converti, et il blâme très amèrement les Espagnols d'avoir cherché querelle à Soulou au moment même où les Européens, c'est-à-dire les Anglais, allaient profiter des avantages que leur offrait l'ouverture d'un nouveau marché.

De toutes les nations européennes qui possèdent des colonies dans ces parages reculés de la Malaisie, l'Espagne est sans contredit la plus intéressée à réprimer les audacieuses entreprises des pirates. Pendant de longues années, elle avait fermé les yeux sur les brigandages qui se commettaient jusque sur les côtes des Philippines : la marine de Manille était trop faible pour exercer dans ces mers une surveillance efficace; mais l'expédition des Français contre le village de Maloco révéla à l'Espagne les inconvéniens et les dangers d'une tolérance qui accusait si manifestement sa faiblesse, et le cabinet de Madrid comprit qu'il ne pouvait laisser à d'autres pavillons la police de l'archipel sans abdiquer en quelque sorte les droits de souveraineté qu'il avait invoqués à l'occasion de la campagne de Bassilan. Son intérêt et même son honneur lui commandaient de prendre à son tour des mesures décisives contre la piraterie. Au mois de février 1848, le général Claveria, gouverneur des Philippines, arma une flottille, partit de Manille avec quatre mille hommes, et alla attaquer une tribu de Soulou qui était établie sur l'île de Balanguigui. Les pirates s'étaient retranchés dans une forteresse en bambou, défendue par quatorze pièces de canon. Les troupes de débarquement donnèrent l'assaut le 13 février. Les Malais se battirent bravement; quand ils virent que la résistance était désespérée, ils massacrèrent eux-mêmes les femmes, les enfans et les vieillards de la tribu, et se firent tuer jusqu'au dernier. Deux autres forts (Sipac et Sumzap) furent pris pendant la même campagne. — A son retour, le général Claveria fut accueilli avec enthousiasme; on lui dressa des arcs de triomphe ornés d'inscriptions pompeuses, et la population tagale, qui n'a guère d'ardeur que pour les fêtes et les combats de coqs, célébra par les démonstrations les plus joyeuses cette première victoire remportée contre les *Mores*. Il ne s'agissait pourtant que de la destruction de trois forts en bambou et de la défaite d'une poignée de sauvages; mais les Tagals, élevés dans la crainte de Dieu et des Mores, ne pouvaient rien imaginer qui fût au-dessus d'un pareil exploit. Le général Claveria y gagna le titre de grand d'Espagne et de comte de Manille. — Par une singulière aventure, ses lettres de noblesse tombèrent entre les mains de pirates chinois. L'officier qui les lui apportait d'Europe par la malle de Suez fut attaqué dans une traversée de Hong-kong à Macao. Heureusement les pirates furent pris à leur tour par un croiseur anglais et pendus à Hong-kong : on retrouva dans leur butin les dépêches de Madrid et le brevet, qui parvinrent ainsi à leur destination.

Deux ans après l'expédition de Balanguigui, le gouverneur général des Philippines, don Antonio de Urbistondo, marquis de la Solana, qui venait de

succéder au général Claveria, saisit la première occasion qui s'offrit à lui pour demander raison au sultan de Soulou de divers actes de piraterie commis au préjudice de sujets espagnols. Il voulut en même temps conclure avec le souverain de l'archipel un traité qui assurât à l'Espagne les avantages concédés à l'Angleterre sur les instances de sir James Brooke. Il se présenta donc devant Soulou, vers la fin de février 1851, avec des forces considérables. Loin d'accueillir ses propositions et de faire droit à ses demandes, les Malais insultèrent le pavillon espagnol et provoquèrent la lutte. Ils occupaient plusieurs forts armés d'une centaine de pièces de canon. Les navires ouvrirent le feu sur la ville pendant que les troupes de débarquement s'élançaient à l'attaque des forts, qui furent enlevés après une vive résistance. Le sultan et les *datous* se réfugièrent dans l'intérieur de l'île, où il eût été difficile de les poursuivre. Cette victoire coûta aux Espagnols trente-quatre hommes tués et quatre-vingt-quatre blessés; mais elle fut décisive, et elle prouva aux pirates que désormais le gouvernement des Philippines ne se laisserait plus outrager impunément.

Ces corrections répétées suffiront-elles cependant pour intimider les Malais? Cela est douteux, et les croiseurs anglais, hollandais et espagnols devront longtemps encore exercer dans l'archipel une police rigoureuse. On ne détruit pas en un jour des habitudes aussi invétérées. Essayez donc de prêcher la morale et le respect de la propriété à des tribus qui pendant des siècles ont vécu de rapine et de pillage! La force seule aura raison de ces forbans. C'est par la conquête, par la domination absolue, que les peuples européens couperont le mal dans sa racine et effaceront les derniers vestiges de la barbarie asiatique. On a conclu de nombreux traités avec les principaux chefs de tribus, qui, sous la menace du canon, se sont empressés de renier la piraterie et d'accueillir les plus séduisantes propositions de paix et de commerce; mais à peine les navires de guerre sont-ils hors de vue que les Malais remontent sur leurs *pros*, réunissent leurs *ballas* et partent en course. Tôt ou tard, et le plus tôt sera le mieux, on se lassera de cette chasse continuelle à la poursuite d'ennemis presque insaisissables, et au lieu d'expédier dans les détroits d'insuffisantes et coûteuses croisères, on occupera définitivement les territoires, et on comprendra la nécessité en même temps que l'économie de la conquête. L'Angleterre est déjà entrée dans cette voie. L'établissement de Sarawak, qu'est-ce autre chose que le début de l'invasion britannique sur les côtes de Bornéo, et sir James Brooke, vainement déguisé sous son titre de rajah, ne représente-t-il pas bien plutôt un délégué de la reine Victoria qu'un souverain malais? — Les Hollandais seront également tenus de consolider et d'étendre leur domination dans les îles de la Sonde; ils possèdent à Batavia une forte marine à vapeur et de vaillantes troupes qui ont récemment fait leurs preuves contre les indigènes de Bali. — Les Espagnols eux-mêmes, on vient de le voir, ont résolument attaqué Soulou. — Si la France s'était emparée de Bassilan, elle aurait eu, elle aussi, un rôle à jouer dans la lutte engagée avec la piraterie.

Je ne crois pas qu'on doive regretter l'abandon des projets formés sur Bassilan. Les événemens dont j'ai rendu compte se passaient en 1845; à cette époque, le gouvernement avait tout intérêt à ne pas compliquer par des diffi-

cultés intempestives l'un des actes les plus hardis de sa politique extérieure, la négociation des mariages espagnols. Il ne s'agissait d'ailleurs que d'un îlot qui n'a de valeur que par son port, et en y plantant notre drapeau, nous nous serions imposé les charges d'une surveillance très dispendieuse sur les *pros* de Soulou. Mais ce qu'il faut déplorer amèrement, c'est de voir la France complétement en dehors des intérêts qui s'agitent dans ces régions de l'Asie. D'autres peuples, mieux avisés et plus heureux, se sont assurés de tous les archipels, de toutes les îles; nous sommes arrivés trop tard, il ne restait plus rien. Serons-nous donc éternellement condamnés à assister de loin, et sans y prendre part, à l'extension de l'influence européenne sur un si vaste théâtre? N'existe-t-il aucun moyen de pénétrer dans l'extrême Orient et d'y fonder pour l'avenir un établissement digne de nous? — Parmi les grandes îles qui dépendent des Philippines et de l'archipel de la Sonde, il en est sur lesquelles l'Espagne et la Hollande ne possèdent qu'une autorité nominale et dont elles ne sont pas en mesure d'exploiter les immenses richesses. Pourquoi ne tenterait-on pas d'obtenir, à prix d'argent, la cession d'un territoire appartenant à l'une ou à l'autre de ces deux puissances? En face des agrandissemens gigantesques de la domination anglaise, notre présence en Asie maintiendrait, au profit de la Hollande et de l'Espagne, l'équilibre qui menace à chaque instant d'être rompu par la Grande-Bretagne; elle garantirait à la Hollande l'exécution du traité de 1824, à l'Espagne la propriété de Luçon : elle serait, en un mot, pour tous les peuples un gage de sécurité et de paix, en même temps qu'elle procurerait à l'œuvre commune de la colonisation asiatique un nouvel et puissant auxiliaire. — Dira-t-on que la France n'a que faire de s'engager dans une pareille aventure et de porter son ambition si loin? On aurait pu, il y a vingt ans, tenir ce langage; aujourd'hui, bien aveugles ceux qui n'aperçoivent pas le mouvement irrésistible qui entraîne l'Occident vers l'Orient! Bornéo, Sumatra, Mindanao, ces grandes îles encore sauvages, sont appelées à devenir de magnifiques colonies. Encore un peu de temps, l'Europe les pénétrera de toutes parts, et la piraterie malaise, noyée dans les flots toujours montans de la civilisation, aura disparu.

C. LAVOLLÉE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 juillet 1853.

Le dénouement que l'Europe attend, que tout le monde appelle de ses vœux dans les complications survenues en Orient, doit-il donc être le fruit de la lassitude? Est-il destiné à être moins une conclusion nette et franche de ce différend malheureux qu'un compromis arraché à un besoin universel de paix, habilement ou péniblement combiné de manière à tout sauver sans rien engager, et poursuivi encore longtemps à travers toutes les obscurités et les détours de multiples négociations? Il faudrait presque le croire, à voir par quelles phases successives passe la question orientale, comment elle se traîne d'incidens en incidens, éveillant toutes les conjectures sans en justifier aucune, et faisant à chaque semaine, à chaque jour sa part d'incertitude et d'anxiété, sans laisser voir jusqu'ici bien clairement où elle aboutira. Depuis bien des jours déjà, on parle d'une pacification prochaine. Douloureusement éprouvée par toutes ces incessantes péripéties du différend turco-russe, qu'on pourrait plutôt appeler russo-européen, l'opinion publique s'est remise à compter sur un dénouement favorable, par cela même que le dénouement contraire n'avait point éclaté dans des circonstances qui semblaient le rendre inévitable. Rien n'est assuré pourtant, rien surtout ne justifierait une trop complète illusion. La réalité est que cette pacification, tout le monde la désire; plus on avance, plus on compte sur l'impossibilité de la guerre, plus on répugne à ce recours suprême à la force. Quant au fond même des choses, il n'en reste pas moins deux difficultés singulièrement graves à vider pour arriver à une solution pleinement rassurante; la première indubitablement, c'est la recherche d'un moyen propre à terminer le différend lui-même, et ici il ne s'agit de rien moins que de concilier les intimations solennelles faites par la Russie avec les refus également solennels opposés par la Turquie, appuyée en cela par l'Europe. La seconde difficulté, inséparable de la première aujourd'hui, et qui en est la conséquence, est celle de savoir comment et à

quel moment s'opérera l'évacuation des principautés danubiennes. Sans prétendre pénétrer les secrets des chancelleries, il est bien permis de croire qu'aucune d'elles n'a adhéré à ce droit nouveau, d'après lequel l'invasion d'un territoire ne serait pas un fait de guerre. C'est donc probablement sur ces bases que reposent les négociations en ce moment nouées entre les grands centres diplomatiques de l'Europe. C'est dans ces termes que les dernières nouvelles laissent encore la question des affaires d'Orient.

Peut-être s'est-on un peu hâté de croire à une multitude de propositions et de combinaisons diverses, à des acceptations prématurées du tsar. Il n'est point de jour qui n'ait eu son projet, l'un éclos à Constantinople, l'autre à Vienne, celui-ci à Paris ou à Londres, et, pour tout dire, la télégraphie privée, en multipliant les nouvelles, n'est point sans avoir aidé à la confusion. Dans tout cela, ce qu'il y a de plus vrai, c'est un effort réel, un incontestable travail de la diplomatie pour arriver à trouver une transaction de nature à être proposée à la Russie. Maintenant, que cette proposition prenne la forme d'une démarche directe de la Porte ottomane, d'une médiation de l'Autriche, d'une dernière tentative essayée par l'Angleterre et la France, qu'importe quand le fond est le même, lorsque toutes les pensées tendent au même but? Ainsi, dans cette période nouvelle dont l'occupation des provinces du Danube est le point de départ, les puissances occidentales n'ont cessé de garder leur attitude conciliante et modératrice. On pourrait même ajouter que la question a fait un pas dans ce sens, en montrant l'Autriche et la Prusse réunies à la France et à l'Angleterre pour tenter aujourd'hui un suprême effort. Si le gouvernement français, par une dépêche rendue publique et parfaitement nette, a cru devoir opposer une réponse nouvelle à la seconde note-circulaire de M. de Nesselrode, il ne laissait pas moins la porte ouverte à toute transaction. Quant à la Turquie elle-même, principalement intéressée dans cette triste affaire, au point où en sont les choses, quelle est sa situation? Il est évident que des influences bien contraires travaillent ce malheureux empire : d'un côté, il y a le vieux fanatisme turc qui se révolte contre la pression exercée par la Russie et n'aspire qu'à courir les chances inégales de la lutte; de l'autre, il y a ce sentiment de prévoyance qui ne voit le salut de l'empire que dans la paix maintenue sous les auspices de l'Europe. Il n'est point surprenant que ces influences se retrouvent dans l'entourage du sultan et jusque dans son conseil : de là naissait tout récemment à Constantinople une crise ministérielle qui pouvait avoir les conséquences les plus graves. Les tendances belliqueuses et les tendances plus pacifiques se sont un moment heurtées; la victoire est restée quelques heures indécise, à ce qu'il semble. Heureusement l'homme d'état qui représente le mieux les influences européennes, Reschid-Pacha, est resté au pouvoir. C'était au premier bruit de l'invasion des principautés qu'éclatait cette crise. Le divan s'est borné à sauvegarder son droit par une protestation contre l'agression de la Russie. On ne saurait certes demander plus de modération dans un document de ce genre; la réserve y est poussée à l'extrême, le sentiment du droit y parle le langage le plus humble. La Turquie proteste, il est vrai, en ne faisant l'abandon d'aucun principe; mais elle proteste comme un état qui ne demande pas mieux que d'entrer dans tous les accommodemens compatibles avec son indépen-

dance et sa plus stricte dignité, de telle sorte que dans toutes les paroles soit de la Porte ottomane, soit de la France et de l'Angleterre, il y a toujours la paix au fond. Dans les paroles de la Russie même, il y a la paix; seulement dans ses actes, on n'est nullement fondé jusqu'ici à croire qu'il y ait autre chose que l'intention d'aller jusqu'au bout, ce qui ne serait point précisément tout à fait la paix, on en conviendra.

Or c'est là un fait à remarquer, lorsqu'on veut apprécier l'ensemble de cette crise prolongée qui a mis soudainement en lutte la politique russe et l'intérêt européen. S'il est quelque chose de frappant, c'est la diversité d'attitude des puissances qui ont eu à prendre une position, à professer une politique et à la pratiquer. Nous savons bien qu'on a essayé de déplacer les situations, de changer les rôles, en rejetant la responsabilité d'une agression sur la France et sur l'Angleterre. Sur ce point, il y a une impression universelle qui répond mieux même que les protocoles. Dans le fait, quelle a été la politique de la Russie? Depuis le premier jour où le prince Menchikof a paru à Constantinople, elle s'est présentée moins comme une négociatrice que comme une suzeraine revendiquant son droit sur un vassal insoumis. Elle a imposé des lois sans en tolérer la discussion. Elle a multiplié ses armemens, fait appareiller ses flottes, mis ses troupes en mouvement; elle a menacé la Turquie de l'invasion d'une partie de son territoire, et au jour dit l'armée russe est entrée dans la Valachie et la Moldavie, où elle est encore. Les généraux du tsar ont même interdit la publication dans les principautés des firmans du sultan par lesquels se trouvaient confirmés les priviléges de la religion grecque. La Russie étend son action jusqu'en Perse pour susciter un ennemi de plus à la Turquie; partout elle se sert des deux leviers les plus puissans qu'on puisse mettre en jeu, — l'instinct de nationalité et l'instinct religieux. Nous ne prétendons pas dire que la Russie voulait la guerre, et qu'elle n'est point encore aujourd'hui disposée à la paix; mais enfin on pourrait s'y tromper. Quelle a été au contraire la politique de l'Europe occidentale? La France et l'Angleterre, en défendant ce qu'elles considéraient à juste titre comme un intérêt universel, n'ont cessé d'interposer leur action modératrice. En appuyant la Turquie, elles l'ont poussée dans la voie des concessions. Bien mieux, si la Russie se fût contentée du fait de son immense protectorat religieux sans prétendre lui donner le caractère d'un droit sanctionné et étendu par un nouveau traité international, elles n'eussent rien dit peut-être. Tandis que le gouvernement russe envoyait son armée vivre dans les provinces moldo-valaques un peu comme en pays conquis, l'Angleterre et la France entretenaient et entretiennent encore à grands frais leurs flottes dans les eaux de l'Orient, et l'invasion de ces provinces n'était considérée par elles que comme une occasion de négociations nouvelles. Depuis quelques mois, on pourrait presque dire que la paix est littéralement sollicitée de l'empereur Nicolas, et quand nous nous servons de ce mot, c'est qu'il y a de l'honneur dans ces sollicitations mêmes, quand elles émanent de pays comme l'Angleterre et la France et qu'elles ont pour but la paix du monde. Mais il est bien clair qu'une telle situation ne saurait se prolonger, parce qu'alors en vérité elle se prolongerait dans des conditions trop inégales, la Russie ne concédant rien, poursuivant les desseins de sa politique sans rencontrer au-

cun obstacle efficace, l'Europe concédant tout sans parvenir même à rendre la paix moins incertaine. C'est ce qui doit d'autant plus faire hâter la marche des négociations actuellement pendantes, et s'il est vrai, comme on le dit aujourd'hui, que la Turquie ait accepté les bases proposées par l'internonce d'Autriche, M. de Bruck, et approuvées par les représentans des autres grandes puissances, c'est bien le moins qu'on doive attendre une prompte solution. Jusqu'ici d'ailleurs, ce que l'on peut savoir de ces bases ne semble nullement en contradiction avec ce qu'on a déjà fait pour le maintien de la paix du continent; elles sont peut-être une fin, et c'est beaucoup dire. Dans tous les cas, l'Europe, ce nous semble, doit retirer de cette crise quelque durable enseignement. Elle se retrouve tout à coup en présence d'une question qu'elle avait un peu oubliée au milieu de tant d'autres problèmes redoutables. Le malheur est que, quand rien ne remue en Orient, on n'en parle pas, on se remet à croire à l'intégrité de l'empire ottoman comme à un article infaillible du code des nations; qu'un incident inattendu éclate, on s'aperçoit bientôt que la question a fait du chemin sans nous, souvent contre nous, et il se trouve que cette intégrité solennellement inscrite dans le droit international tend de plus en plus à n'être qu'un mot dépourvu de toute réalité.

De quelque manière, en effet, que se dénoue la crise présente, la question d'Orient n'en subsiste pas moins dans toute sa gravité. Les événemens récens eux-mêmes ne font que rendre cette vérité plus palpable, et c'est là ce qu'ils ont d'instructif, d'utile pour l'Europe. Si l'empire ottoman n'était qu'un état faible, ce ne serait rien, les états faibles peuvent avoir leur place dans le système du monde. Le malheur de la Turquie, c'est qu'elle est un grand état sans cohésion et sans unité, condamné à mourir de son principe même ou à faire appel, pour se rajeunir, à un autre esprit, à une autre civilisation qui doit achever de le dissoudre pour donner naissance à quelque chose d'entièrement nouveau. Il se peut qu'on parvienne aujourd'hui à préserver matériellement la Turquie; mais compte-t-on avec l'imprévu? Demain un incident nouveau peut naître : ces populations chrétiennes, sur lesquelles l'empereur de Russie cherche à étendre sa protection, peuvent se soulever; de son côté, le fanatisme turc peut tenter un effort désespéré pour ressaisir son ascendant violent; le gouvernement lui-même, animé d'intentions équitables et libérales, peut être pris entre ces deux élémens redoutables pour lui; la dissolution peut prendre toutes les formes, être ajournée de cinquante ans, être précipitée en un jour. Aussi s'attache-t-il un singulier intérêt au mouvement de ces populations grecques qui grandissent dans l'empire et en sont la portion la plus vivace. Ces races, qui se comptent par millions d'hommes, sont visiblement destinées à jouer un grand rôle dans les transformations possibles de l'Orient; elles le sentent, et il ne faut point s'étonner que les dernières complications aient éveillé en elles les impressions les plus vives. Ces événemens frappent leur imagination, surexcitent en elles l'instinct de nationalité, le sentiment religieux, et il ne faudrait pas beaucoup aujourd'hui sans doute pour les pousser à quelque tentative d'affranchissement. C'est là peut-être pour elles le danger le plus sérieux. Céder aux séductions de la Russie, ce ne serait que changer de joug et livrer l'avenir. Précipiter en ce moment la dissolution de la Turquie, c'est soulever une autre question, celle de savoir

i ces populations sont aptes à recueillir l'héritage de la domination ottomane. L'intérêt des chrétiens orientaux n'est-il pas plutôt de se préparer à recueillir cet héritage? Le jour où les populations grecques, par leur développement moral, intellectuel, civil, réuniraient les conditions d'une nationalité compacte et forte, la question d'Orient, il faut en convenir, aurait fait un grand pas et se présenterait sous une face nouvelle. Quoi qu'il en soit de cette idée d'un empire grec qui échauffe aujourd'hui plus d'une imagination en Orient, et qui a produit déjà plus d'une brochure dans le jeune royaume hellénique, ces espérances, aussi bien que les crises de l'empire turc, sont des symptômes sur lesquels l'Europe doit avoir l'œil fixé désormais, non certes pour aider à aucune combinaison factice, non pour ébranler d'une main ce qu'elle est forcée d'étayer périodiquement de l'autre, mais pour faire sa part à l'intérêt occidental dans toutes les transformations que la force invincible des choses peut faire naître.

De tels problèmes sont certainement la plus puissante diversion que le caprice des événemens puisse jeter parfois dans la vie intérieure d'un pays. Ce n'est pas seulement sur les esprits d'élite, inclinés par nature vers l'étude des spectacles politiques, qu'ils exercent leur influence; ils réagissent sur tout, sur le mouvement de chaque jour, sur le développement des affaires et des intérêts qu'ils ralentissent, et par là ils deviennent une préoccupation universelle, même chez bien des gens qui ne se soucient point autrement du Grand-Turc. Il en est ainsi en France depuis quelque temps, nous l'avons déjà remarqué, et il en sera ainsi tant qu'il restera quelque incertitude. Qu'a-t-il fallu, il y a peu de jours, sinon pour balancer l'intérêt des événemens d'Orient, du moins pour fixer assez vivement l'attention publique? C'est une coïncidence singulière qui, à côté de ces questions souveraines de la paix ou de la guerre, du développement et de l'équilibre des peuples, est venue placer une question d'un genre bien différent, vulgaire en apparence et touchant néanmoins à l'existence matérielle tout entière du pays. On s'est demandé un moment si la France n'était point menacée d'une disette. La rigueur et l'inconstance de la saison ont fait craindre une insuffisante récolte. Heureusement ces craintes sont dissipées aujourd'hui, et si l'approvisionnement probable de la France n'égale point ce qu'il est dans les années abondantes, il suffit pour ne laisser place à aucune inquiétude sérieuse. On n'ignore pas quelle influence peuvent exercer parfois ces questions de subsistances sur l'état politique du pays. Ce serait beaucoup dire sans doute que de signaler, comme le fait l'auteur d'un mémoire récent, une sorte d'intime lien entre les périodes de disette et les époques les plus agitées de notre siècle. Il n'en est pas moins vrai qu'il y a soixante ans la révolution française commençait sous l'empire d'une famine, et qu'on échappait à peine à une des plus rigoureuses années, lorsque éclatait la catastrophe de 1848. Ce n'est pas seulement en France au surplus qu'on a pu craindre une insuffisance de grains; il en est de même en Italie; et en Espagne, depuis bien des mois déjà, il y a une province tout entière, la Galice, qui est en proie à une affreuse famine, à laquelle on n'a pu porter encore remède. Étrange contraste pourtant qui est fait pour diminuer un peu l'orgueil de notre triomphante civilisation! Le genre humain est en perpétuel enfantement de toute sorte d'inventions;

il multiplie les spectacles merveilleux, il réduit les élémens à l'état d'esclaves obéissans. Ne découvrait-on pas récemment encore le moyen de labourer, de bêcher la terre à la vapeur? La civilisation fait de l'homme le roi de la création. Voici pourtant qu'un jour ce triste roi, qui a des chemins de fer, des télégraphes électriques, est exposé à la famine au milieu de ces spectacles grandioses, pour peu que l'inclémence de l'air frappe accidentellement une moisson de stérilité! L'homme découvrira, s'il faut, le moyen de faire son pain à la vapeur; il n'y a que ce petit grain, premier élément de sa nourriture, qu'il ne peut faire. Quoi qu'il en soit, s'il n'y avait point à craindre une famine réelle en France, c'était du moins une disette ou une insuffisance de récolte à laquelle on a fort heureusement échappé; mais ne reste-t-il point aujourd'hui au gouvernement à rechercher comment il pourrait prévenir ces crises de subsistances par quelque réforme de notre législation sur les céréales? On sait quel est le régime auquel est soumis le commerce des grains: c'est celui d'une échelle mobile, d'après laquelle les droits d'importation et d'exportation s'élèvent ou s'abaissent suivant l'élévation ou l'abaissement des prix sur le marché national. Ce mécanisme ingénieux est-il toujours efficace? offre-t-il toujours une sécurité complète au commerce? C'est là une question. Le remède est bien simple, disent les économistes : c'est la liberté entière du commerce. Oui, mais alors c'est l'agriculture nationale qui souffrira; on aura déplacé le mal sans le guérir, et ce seront les propriétaires, les agriculteurs qui seront quelque peu réduits à la famine. La meilleure économie politique, il nous semble, est celle qui, sans esprit de système, chercherait à concilier ces divers intérêts, celui de la production nationale et celui de l'alimentation publique.

Les problèmes d'économie politique ne sont pas les seuls qui préoccupent de notre temps. Tous les problèmes d'économie sociale ont été l'objet des plus savantes études et souvent des plus attentifs, des plus intelligens essais d'application. On sait notamment combien tout ce qui touche aux réformes pénitentiaires a produit de recherches et d'expériences. Peut-être même est-on arrivé parfois à des raffinemens philanthropiques qui éloignaient du but des lois pénales. Récemment encore il s'élevait une savante discussion sur la déportation au sein de l'Académie des Sciences morales, où figurait lord Brougham comme témoin des résultats du régime appliqué par l'Angleterre à ses condamnés. Nous n'avons pas le dessein d'entrer dans ce débat, qui embrasse, à vrai dire, toutes les conditions du système pénal. En général, de nos jours, il est une idée dont on se préoccupe singulièrement au sujet des hommes que la loi a frappés, c'est l'idée de leur réhabilitation. Nous ne savons jusqu'à quel point cette réhabilitation est possible, et si elle n'est pas toujours un fait exceptionnel lorsqu'il s'agit de condamnés arrivés à l'âge où le crime laisse des traces profondes; mais une des dispositions les plus salutaires et les plus généreuses de la législation pénitentiaire à coup sûr est celle qui réalise cette pensée à l'égard des jeunes condamnés. C'est un devoir pour la société de chercher quelque remède à cette triste précocité du crime ou du vice, d'enlever ces âmes qui ont à peine vécu à l'influence du mal, et de leur donner, s'il se peut, une direction meilleure. Tel est le but de la législation qui organise tout un régime spécial pour les jeunes détenus en les

mettant à part des autres condamnés, en les assujettissant au travail, en leur accordant le bienfait d'un enseignement professionnel, de l'éducation religieuse et morale. Chose douloureuse à avouer, la même progression qui existe en général dans le nombre des crimes en France se retrouve encore ici parmi ces jeunes coupables. De 1846 à 1850, le nombre des enfans soumis à la détention correctionnelle était huit fois plus fort que de 1826 à 1830. Voilà ce qui ressort d'une intéressante statistique consacrée par un inspecteur des prisons, M. Paul Bucquet, à cette malheureuse tribu d'enfans tombés dans le mal. C'est la restauration qui a commencé la réforme du régime appliqué aux jeunes détenus; depuis, des mesures successives ont développé la même pensée jusqu'en 1850, où une loi était votée sur l'éducation et le patronage des enfans condamnés. Ce n'est point l'état seul, du reste, qui s'est proposé cette œuvre de moralisation des jeunes détenus. On connaît les colonies de Mettray, de Petit-Bourg, de Saint-Ilan, d'Ostwald, fondées et dirigées par de simples particuliers auxquels sont remis les jeunes enfans condamnés. Là ne s'arrête point encore la sollicitude dont les détenus sont l'objet. Au moment où ils sortent des colonies correctionnelles, ils sont reçus par des sociétés de patronage qui se chargent de les placer et peuvent ainsi travailler à compléter leur régénération morale. Reviennent-ils tous au bien sous l'influence permanente et bienfaisante de la règle, du travail et de l'éducation religieuse? Il en est malheureusement chez qui le vice semble inné. Ceux-là ne font que sortir des colonies correctionnelles pour passer bientôt dans les prisons. Il en est d'autres aussi dont le cœur s'épure dans une atmosphère meilleure, et dont la nature reprend sans effort le pli de l'honnêteté et du bien. Ainsi s'accomplit obscurément une œuvre utile et inspirée par la plus noble et la plus morale des pensées, celle d'arracher des enfans aux contagions, aux funestes exemples, à cette inexorable logique du crime ou du vice qui conduit si souvent jusqu'au bout ceux qui ont succombé une première fois.

C'est par des œuvres de ce genre après tout que se manifeste ce qu'il y a de meilleur dans la vie sociale contemporaine. Ce n'est pas que cet instinct universel d'amélioration, de réhabilitation, de régénération n'ait lui-même ses illusions et ses piéges; mais enfin il peut aboutir, comme ici, à des résultats pratiques, et il reste toujours une des tendances les plus caractéristiques de notre temps. Cette tendance, on peut la retrouver dans le domaine intellectuel, avant même de la voir passer dans le domaine des expériences publiques; elle a donné naissance à toute une littérature sociale dont le mouvement est aujourd'hui suspendu. Que reste-t-il à la place dans le monde intellectuel? Le cours des choses ramène les esprits aux essais de l'imagination, aux études de l'histoire, à l'observation du passé, — et ce passé lui-même, dans ce qu'il a de glorieux, de frivole ou de terrible, n'est-il pas un perpétuel enseignement? C'est toujours pour la littérature un des objets les plus sérieux et les plus élevés d'étudier la société dans ce qu'elle a été, de la suivre dans ses phases diverses et ses transformations, de surprendre les changemens qui s'opèrent dans les mœurs comme dans la vie politique, de comparer les époques qui se succèdent et s'enchaînent. Il est surtout deux momens de la société française, bien différens quoique bien rapprochés l'un de l'autre, et que deux

livres récens remettaient sous nos yeux en même temps, comme pour rendre le contraste plus saisissant. Ces deux momens sont la période qui a précédé immédiatement la révolution et la terreur; ces deux ouvrages sont un livre de *Mémoires* d'une femme d'esprit de l'ancienne société française, de la baronne d'Oberkirch, et la suite de l'*Histoire de la Convention nationale* de M. de Barante. Mais qu'était-ce donc que la baronne d'Oberkirch? C'était une personne née d'une grande famille alsacienne, ayant vécu dans l'intimité des princes de Montbéliard-Wurtemberg, conduite plus tard à Paris et naturellement amenée à figurer dans le plus grand monde. La baronne d'Oberkirch avait été l'amie intime de cette princesse de Wurtemberg qui fut la femme du grand-duc, depuis empereur Paul de Russie. Cette amitié s'était continuée et entretenue par une correspondance assidue. Lors du voyage fait en France en 1782 par le grand-duc et la grande-duchesse de Russie, sous le nom du comte et de la comtesse du Nord, la baronne d'Oberkirch était là, elle assistait à toutes les réceptions, à tous les spectacles de la cour; elle était vue avec faveur par la reine. En 1784 et 1786, elle renouvelait ses voyages à Paris. C'était assurément une femme d'esprit, observant bien, racontant simplement, n'oubliant rien surtout. Ses *Mémoires*, qui embrassent une vingtaine d'années jusqu'à 1789, perdent sans doute en venant après tant d'autres publications de ce genre. Leur intérêt est de reproduire encore une fois tout ce monde brillant et frivole marqué déjà au front du signe inexorable. Encore quelques années à peine, et parmi tous ces personnages dans la familiarité desquels vous fait entrer l'auteur de ces *Mémoires*, quel est celui qui survivra? quel est celui qui répondra à l'appel? Les femmes elles-mêmes auront disparu dans la tempête, Marie-Antoinette comme la princesse de Lamballe. Le grand-duc Paul, l'époux de Marie Fedorowna, devenu empereur, sera, lui aussi, mort assassiné. Au milieu des frivolités de son récit, la baronne d'Oberkirch du reste laisse percer parfois le pressentiment des catastrophes prochaines. En écrivant les noms des grands seigneurs de la cour, elle ajoute : « Je les trace avec un plaisir mélancolique, sait-on ce qui arrivera? » Et quand elle clôt ses *Mémoires*, juste en 1789, sous le coup de la prise de la Bastille et des désordres révolutionnaires qui envahissent jusqu'au comté de Montbéliard, elle ne peut s'empêcher de dire : « Nos enfans sont venus au monde dans un triste moment! » C'est là que s'arrête la baronne d'Oberkirch dans son récit.

Allez un peu plus loin maintenant, vous assisterez à la tragédie, vous verrez toute cette société s'abîmer dans ce gouffre sanglant où pénètre M. de Barante, la lumière de l'histoire à la main; vous verrez à l'œuvre le plus gigantesque effort de destruction auquel il ait été donné à l'homme d'assister. Le mérite de l'*Histoire de la Convention nationale*, aujourd'hui terminée, c'est de raconter simplement, nettement, cette effroyable époque, c'est de montrer tous ces hommes dans leur petitesse réelle, dans leur orgueil sanguinaire, dans leurs contradictions. Ils n'étaient point, certes, aussi grands qu'on se plaît à le dire souvent par une étrange manie d'apothéose rétrospective. On a imaginé de créer, pour expliquer ce temps, une sorte de fatalité grandiose et terrible. Dans la réalité, c'était une lutte forcenée d'hommes aveuglés par la fureur et par le sang, et qui, après avoir détruit tout ce qu'ils trouvaient devant eux, finissaient par se détruire les uns les autres, sauf à dire comme

Lebon après les plus exécrables forfaits : « J'ai été bon père, bon fils, bon époux, bon ami. » Sait-on comment Saint-Just, ce jeune et féroce sectaire qui se croyait un Lycurgue, définissait la république? : « Vous avez voulu la république, disait-il naïvement; ce qui constitue une république, c'est la destruction totale de ce qui lui est opposé. » Et de fait n'était-ce point la destruction qui régnait souverainement? C'est ce que Saint-Just appelait *bronzer la liberté*, et ce jeune insensé, qui, par un incompréhensible mystère de la Providence, tenait un pays comme la France sous son joug, qui faisait décréter la spoliation et la mort, ajoutait gravement au bout de ses lugubres programmes: « Mettez le bon sens et la modestie à l'ordre du jour! » Non, il n'y avait heureusement dans ces hommes nulle grandeur, si ce n'est celle du crime. La véritable grandeur, ainsi que le remarque justement M. de Barante, elle était dans les armées, dans ces soldats qui faisaient obscurément leur devoir, dévorant leurs amertumes et cherchant souvent la mort pour échapper aux spectacles qu'ils laissaient derrière eux. Là où était la grandeur encore, c'est dans les prisons regorgeant de victimes. Le malheur développait une élévation singulière de sentimens et une sorte de fierté méprisante pour la mort et pour les bourreaux. Toutes les classes du reste se trouvaient représentées et confondues, et l'infortune créait entre elles, d'une manière plus noble et plus sûre, cette égalité que les despotes révolutionnaires imaginaient imposer à la société par leurs décrets. Une des histoires les plus curieuses serait celle des prisons pendant la révolution. M. de Barante en retrace quelques traits. On y retrouverait bien des exemples de courage, bien des incidens bizarres et fort peu de faiblesses. Il n'est pas jusqu'aux natures les plus abjectes elles-mêmes qui ne se relevassent sous le couteau, témoin cette fille de joie dont M. de Barante rappelle l'histoire, et qui disait à ce pauvre duc du Châtelet, lequel se lamentait un peu trop : « Fi donc! monsieur le duc, sachez que ceux qui n'ont pas de nom en gagnent un ici, et que ceux qui en ont un doivent savoir le porter! » Chaumette avait eu l'infamie de vouloir faire monter cette fille sur la même charrette que Marie-Antoinette, et comme on lui demandait ce qu'elle aurait fait, elle répondait : « J'aurais bien attrapé les coquins; je me serais jetée à ses pieds, et ni bourreau ni diable ne m'auraient fait relever. » Étrange spécimen des bizarreries de ce bouleversement social dans lequel était plongée la France! Au fond, un des plus déplorables effets de la révolution française, c'est que par ses crimes elle a laissé de profondes plaies morales, politiques, intellectuelles dans notre pays. Plus que tout autre régime, elle a mis la force en honneur; elle en a donné l'exemple, et elle a créé la nécessité de recourir à une force d'un autre genre qui pût protéger contre elle. Elle a fait douter de la liberté, c'est son plus grand crime au point de vue politique, et c'est là le motif de l'insurmontable répugnance que ressentent pour elle tous les esprits virils : c'est ce qui fait aussi que nous ne sommes pas tenus de professer un grand respect pour la révolution, en quelque pays qu'elle se produise de notre temps.

C'est là un ordre d'épreuves d'où pour son malheur la Suisse n'est point sortie encore. Depuis que le radicalisme domine les cantons helvétiques, il s'est arrangé au pouvoir de manière à ne pas quitter si aisément la place, et

il n'en est point à faire sentir à ces populations ce que coûte son tenace despotisme. N'est-ce point de là, à vrai dire, que naissent les complications extérieures elles-mêmes qui se sont élevées dans ces derniers temps entre la Suisse et l'Autriche? Quelles sont les raisons de ces difficultés? Ce sont des actes révolutionnaires du gouvernement du Tessin, ce sont les complicités de ce gouvernement avec les agitateurs de la Lombardie. Il est vrai que ces complicités sont niées. Jusqu'ici cependant, les mesures de rigueur prises par l'Autriche contre le canton du Tessin n'ont point cessé; le blocus continue. Tel est encore l'état de la question d'après le récent exposé fait par le gouvernement suisse à l'assemblée fédérale, qui s'est réunie il y a peu de temps. L'assemblée fédérale a eu à s'occuper à peu de jours de distance de deux affaires qui dominent aujourd'hui encore la situation de la Suisse. La première est le différend avec l'Autriche. Deux propositions étaient en présence, — l'une émanant de la commission de l'assemblée, et consistant à laisser au conseil fédéral le soin de terminer un conflit nuisible à tous les intérêts; — l'autre venant des radicaux et invitant le conseil fédéral à insister auprès du gouvernement autrichien pour qu'il mît fin aux mesures exceptionnelles dont le Tessin est l'objet, sauf à aviser dans le délai d'un mois, s'il n'était pas fait droit à cette demande. C'était très probablement le moyen d'aggraver encore ces difficultés; aussi est-ce la proposition de la commission du conseil national qui a été adoptée, et dans ces termes les négociations qui se poursuivent peuvent atteindre leur but. Sans qu'une telle intervention ait aucun caractère officiel, il est possible que l'Angleterre et la France aident à ce résultat et facilitent un arrangement de nature à faire cesser un état de choses principalement nuisible à coup sûr pour la Suisse et pour le canton du Tessin. La seconde affaire dont avait à s'occuper le conseil national suisse, c'est la situation du canton de Fribourg. On se souvient des scènes qui se sont fréquemment renouvelées dans ce malheureux canton, courbé depuis 1848 sous le joug radical, — des efforts tentés par les populations pour obtenir un gouvernement plus conforme à leurs vœux, des pétitions nombreuses adressées à l'assemblée fédérale pour demander la révision de la constitution cantonale. D'un autre côté, on n'a point oublié qu'à la suite de l'insurrection du 22 avril le conseil fédéral avait cassé les décisions d'une cour martiale saisie de cette affaire par les autorités de Fribourg. Cette résolution, qui semblait fort simple, a soulevé pourtant les colères radicales. Il en est résulté que l'assemblée fédérale s'est trouvée en même temps saisie de pétitions continuant à demander la révision de la constitution de Fribourg, et de réclamations contre l'acte qui avait cassé les arrêts de la cour martiale. Le conseil national a vu sans doute un moyen de se tirer d'affaire en renvoyant ensemble conservateurs et ultra-radicaux, et en définitive il a voté l'ordre du jour sur les pétitions concernant la révision de la constitution fribourgeoise en même temps qu'il sanctionnait la décision sur les arrêts de la cour martiale. Il reste maintenant à savoir si les mécontentemens profonds qu'excite la domination radicale dans le canton de Fribourg ne produiront pas de nouveaux troubles. Et si après avoir épuisé toutes les voies légales, après avoir manifesté leurs vœux sous toutes les formes par des pétitions, par des élections conservatrices, sans rien obtenir, ces populations se laissaient de

nouveau aller à tenter de se faire justice par l'insurrection; quelles raisons sérieuses aurait-on à leur opposer? Le radicalisme triompherait encore peut-être, puisqu'il est en possession de tous les moyens de gouvernement, soit; mais plus il s'imposera par ces moyens violens, plus il deviendra manifeste qu'il n'est que le plus odieux et le plus injustifiable despotisme, ne pouvant se soutenir que par la force qui lui a servi à s'emparer de la Suisse.

Le triste effet du radicalisme révolutionnaire, c'est qu'il compromet tout ce qu'il touche; toutes les questions dont il s'empare s'enveniment, les contrées qu'il envahit sont saisies d'un malaise violent et permanent. Un des avantages, au contraire, des pays exempts de ce fléau, c'est de pouvoir envisager avec calme et maturité les questions les plus graves qui s'offrent à leurs délibérations. La Hollande, on le sait, est depuis quelques jours en face d'une de ces questions. Le projet présenté par le cabinet de La Haye pour régler la surveillance de l'état sur les communions religieuses n'a point cessé de préoccuper les esprits. Les catholiques, comme cela est naturel, adressent aux chambres des pétitions contre ce projet; les protestans signent des adresses en faveur de la loi; en un mot, c'est tout un mouvement religieux qui se produit néanmoins sans agitation extérieure dans le pays, et comme c'est là pour le moment la plus vive, sinon l'unique préoccupation publique, il est tout simple que les incidens parlementaires en portent la trace. Il s'est élevé récemment à la seconde chambre une interpellation qui se rattachait de fort près aux questions actuellement en discussion. Le ministre des affaires catholiques du cabinet hollandais, M. de Lightenvelt, a reçu, il y a peu de temps, la mission de se rendre à Rome, et, pendant son absence, la direction des affaires du culte catholique a été confiée à un de ses collègues qui n'est point de cette religion. C'est sur ces deux points que portait l'interpellation de la seconde chambre. M. Dommer van Poldersveldt demandait au ministre des affaires étrangères d'abord quelle était la nature de la mission de M. de Lightenvelt, et en outre pour quel motif la direction des affaires catholiques avait été confiée à un ministre non-catholique. Au fond, cette dernière question ne pouvait avoir une grande importance, l'absence de M. de Lightenvelt n'étant que momentanée. Quant à la nature même de la mission du ministre des affaires catholiques, le chef du cabinet, M. Van Hall, a répondu que M. de Lightenvelt s'était rendu à Rome pour empêcher que le saint père ne pût concevoir des impressions défavorables au sujet de la loi sur la surveillance des cultes, en d'autres termes, pour fournir probablement toutes les explications nécessaires au saint-siége et pour s'entendre avec lui. Il est difficile, on le conçoit, de savoir quel sera le résultat de la mission de M. de Lightenvelt. Maintenant c'est la loi même qui reste à discuter, et ici commencent les divergences dont le rapport de la commission de la chambre offre le complet résumé. Nous ne saurions, bien entendu, énumérer les opinions diverses qui ont pu se produire. Il suffit de connaître les deux nuances principales. Sur quoi s'appuient les adversaires de la loi? Ils invoquent l'article 164 de la constitution, qui accorde la pleine liberté de la profession religieuse en tout ce qui n'est point une attaque contre la société ou contre ses membres individuellement. Si l'état a la faculté de s'immiscer dans l'organisation des communions religieuses, à quoi aboutit cette liberté? La disposition fondamen-

tale, d'après laquelle le roi veille à ce que tous les cultes restent dans la limite des lois, n'a et ne peut avoir, selon les adversaires du projet, aucun caractère préventif, qui serait d'ailleurs incompatible avec la stipulation constitutionnelle. Que disent, au contraire, les partisans de la loi? Ils soutiennent que l'article de la constitution ne s'applique qu'aux individus, à la famille, au culte pratiqué dans l'enceinte domestique. Quant au culte public, c'est l'article suivant qui le règle, et l'article 165 de la constitution ne parle plus de liberté absolue, mais de protection égale accordée par l'état à toutes les communions, d'où naît pour le gouvernement le droit d'intervenir dans l'organisation des cultes. Il faudrait ajouter à ce rapide exposé bien des avis intermédiaires. Cela suffit, il nous semble, pour donner une idée de la nature de la discussion qui va prochainement s'ouvrir dans les chambres de La Haye. La Hollande a donné assez de preuves de modération et de sagesse pour que ces débats soient moins à redouter qu'ailleurs, et pour qu'il soit permis de penser que de toutes ces difficultés d'un moment le principe de la liberté religieuse sortira intact et de nouveau confirmé en quelque sorte par la conscience publique.

En Danemark, les affaires qui depuis si longtemps occupent le pays et l'Europe ont reçu une solution que cette fois l'on peut regarder comme définitive. On se rappelle qu'en mai 1852, les puissances intéressées dans la question, le Danemark, l'Angleterre, l'Autriche, la France, la Prusse, la Russie et la Suède, avaient signé à Londres un traité destiné à régler la succession danoise dans l'éventualité prévue de l'extinction de la dynastie régnante. Ce traité appelait à l'hérédité présomptive, ainsi que sa descendance masculine, le jeune duc Chrétien de Glucksbourg, issu par son père de la ligne mâle des rois de Danemark et très proche parent par sa mère du roi actuellement régnant; mais par un protocole signé à Varsovie, entre le cabinet de Copenhague et celui de Saint-Pétersbourg, il avait été convenu qu'en renonçant à ses prétentions sur les portions des duchés qui pouvaient lui revenir en cas de dissolution de la monarchie danoise, le tsar se réservait toutefois d'être admis à les faire valoir le jour où la ligne mâle de Glucksbourg viendrait à son tour à s'éteindre. On pourrait donc concevoir que la famille de Holstein-Gottorp, dont l'empereur de Russie est le chef, fût un jour admise à régner sur une portion des duchés. Or, le traité de Londres ayant d'autre part établi que les diverses provinces de la monarchie forment un tout indivisible, n'y avait-il pas lieu de craindre que le trône danois ne se trouvât ainsi ouvert, dans un cas donné, aux souverains de Russie? Voilà ce que le parti national tout entier pensa dès le premier moment en Danemark. Quand le ministère vint demander aux chambres de donner leur assentiment officiel au traité de Londres, il rencontra donc une opposition non équivoque. Dans le pays comme dans le parlement, il y eut un mouvement très marqué d'inquiétude, et soit que le cabinet lui-même partageât jusqu'à un certain point ces inquiétudes, vivement exprimées par les organes de la presse, soit qu'il ne voulût que rassurer le pays, il avait cru devoir prendre l'opinion des puissances signataires du traité de Londres sur la manière dont ce traité devait être compris quant au point devenu l'objet des alarmes publiques.

La réponse avait heureusement dissipé tous les doutes. Les cabinets consultés s'étaient rencontrés dans la même pensée : à savoir que l'intégrité du Danemark et l'ordre de succession dans ce pays constituent une question européenne, et que la couronne ne pourrait devenir vacante sans que les puissances signataires de la convention de Londres fussent appelées à participer à de nouveaux arrangemens. Le cabinet danois et les chambres ont trouvé cette explication pleinement rassurante, et le traité a reçu la sanction dont il avait besoin pour faire loi dans l'état dont il règle l'avenir. On ne peut qu'applaudir au dénoûment que reçoit cette question, si grave pour l'équilibre européen. Plusieurs années déjà avant la révolution de 1848, la succession au trône de Danemark et le maintien de l'intégrité de ce pays préoccupaient les populations du royaume et les cabinets. La révolution, survenant au milieu de ces préoccupations, les avait envenimées au dernier point. On avait vu les duchés transformés en un champ de bataille où des chocs sanglans avaient eu lieu, et le Danemark avait dû payer largement sa dette au génie de la guerre. Au reste, on ne saurait trop louer le courage et le patriotisme qu'il a montrés au milieu de ces épreuves. Le gouvernement et les citoyens ont à cet égard rivalisé de dévouement et de zèle. Les passions de parti se sont tues devant le grand intérêt qui était en jeu, et aucun sacrifice n'a été épargné pour la défense nationale. Les Danois ont donné là une preuve éclatante de vitalité et d'énergie politique. Ils sortent de cette crise assurés de leur avenir et entourés de l'estime de tous ceux qui savent apprécier le civisme et le courage dans la vie des peuples.

De ce spectacle du vieux continent, jetons maintenant un moment les regards vers le Nouveau-Monde. Certes, l'histoire de ces états d'hier n'est point sans incidens et sans catastrophes, et il est curieux souvent de suivre les reflets de l'Europe jusque dans ces républiques de l'Amérique, où toutes les influences, toutes les passions, entrent en lutte pour n'aboutir malheureusement qu'à une anarchie sans cesse renaissante. La Nouvelle-Grenade, on peut s'en souvenir, est un de ces états où ont sévi toutes les influences révolutionnaires de l'Europe, et qui a eu la merveilleuse fortune d'être gouverné à la façon démocratique, et même socialiste; du reste, bien loin de s'arrêter dans cette voie, la Nouvelle-Grenade ne fait qu'aller plus avant. Dans l'année qui vient de s'écouler, tous les évêques ont été exilés du pays. L'ancien président, le général Hilario Lopez, vient d'être remplacé, il y a peu de temps, par le général Obando, dont la candidature a vu le jour dans les clubs les plus violens de Bogota. Le parti démocratique gouverne d'une manière à peu près absolue; il n'existe plus même de journaux conservateurs; enfin une constitution élaborée depuis deux ans déjà vient d'être définitivement votée; comme on doit le penser, elle consacre tout ce que la démocratie a imaginé de mieux. D'abord tous les magistrats sont soumis à l'élection populaire. Les gouverneurs des provinces sont également élus; mais ce qu'il y a de plus particulier, c'est qu'ils sont en même temps les agens du pouvoir exécutif, qui se trouve ainsi dispensé du soin de les choisir et de les nommer. Voici quatre ans déjà pourtant qu'un tel état dure dans la Nouvelle-Grenade, que toutes les prédications révolutionnaires y soufflent l'anarchie, que le pays tout entier se trouve enveloppé dans un réseau de clubs de la plus extrême violence,

et comme il faut bien que toutes ces semences portent leurs fruits, ce sont aujourd'hui les sociétés démocratiques qui veulent régner et imposer leurs caprices au congrès lui-même. Un triste incident, qui a eu lieu récemment à Bogota, donne l'idée de la situation où est tombée la république grenadine. Le congrès était sur le point de voter une loi de douanes diminuant les droits sur certains objets de luxe entrant dans la Nouvelle-Grenade : très certainement c'était une mesure empreinte d'un caractère libéral; mais ici intervient la *Société démocratique* de Bogota. Ladite société a vu dans une telle loi une atteinte portée aux droits des travailleurs, et dès lors elle a organisé l'une de ces manifestations révolutionnaires destinées à convaincre les assemblées à l'aide du poignard et du couteau. Le jour de la discussion de la loi, les membres de la Société démocratique envahissaient donc le congrès et signifiaient aux députés qu'ils eussent à abandonner leur projet. Notez que ce congrès lui-même réunit tout ce que la Nouvelle-Grenade compte de démocrates exaltés. Les députés grenadins n'accueillaient pas naturellement du premier coup ces étranges pétitionnaires. Ils cherchaient à parlementer, mais alors une effroyable confusion commençait, et la lutte devenait sanglante. Il est difficile de savoir ce qui fût arrivé sans l'assistance énergique prêtée par les étudians de Bogota au congrès. Il n'est résulté de cette échauffourée que quelques morts; mais voilà où conduisent ces déplorables imitations des mœurs révolutionnaires de l'Europe. A l'origine, quelques habiles ont discipliné ces clubs pour s'en servir, et ils s'en sont servis en effet. Aujourd'hui c'est contre eux-mêmes que se tourne cette force redoutable qu'ils ont organisée, et bientôt ce ne sera plus que dans l'excès de l'anarchie et du désordre que la Nouvelle-Grenade pourra entrevoir la possibilité de revenir à une situation plus régulière et plus stable.

CH. DE MAZADE.

UN MEETING

DE LA SOCIÉTÉ ROYALE D'AGRICULTURE D'ANGLETERRE.

A M. LE DIRECTEUR DE LA REVUE DES DEUX MONDES.

Londres, 25 juillet.

Permettez-moi, monsieur, d'interrompre un moment mes études commencées sur l'économie rurale en Angleterre, en Écosse et en Irlande, pour vous adresser le récit d'un épisode récent qui se rattache à ce sujet : je veux parler du *meeting* annuel de la *Société royale d'agriculture* d'Angleterre, qui vient de se tenir à Glocester pour 1853, et auquel j'ai eu le plaisir d'assister.

La Société royale d'agriculture est une de ces sociétés, si nombreuses en Angleterre, qui existent uniquement par elles-mêmes, ne reçoivent aucun secours du gouvernement, et qui cependant disposent de sommes considérables qu'elles doivent aux contributions volontaires de leurs membres. Fondée en 1838, elle compte à peine quinze ans d'existence, et elle couvre de ses ramifications tout le sol du royaume. Elle se compose de membres à vie et de sous-

cripteurs annuels. Parmi ses membres à vie figure presque toute l'aristocratie de l'Angleterre et la fleur des *country gentlemen;* ses souscripteurs annuels se recrutent parmi les petits propriétaires et les simples fermiers; elle ne compte pas moins de 5,000 membres pour la seule Angleterre (car l'Écosse et l'Irlande sont en dehors), dont 1,000 environ à vie et 4,000 annuels. Le taux le plus commun de la souscription annuelle est d'une livre sterling, ou 25 francs; celui de la souscription à vie est de 10 livres, et pour ce qu'on appelle les *gouverneurs,* de 50.

Avec ces ressources, la vente d'un journal et quelques autres accessoires, la Société royale jouit d'un revenu annuel de 10,000 livres ou 250,000 francs. Elle s'en sert uniquement pour activer les progrès de l'agriculture nationale. Elle tient des séances hebdomadaires où se discutent toutes les questions agricoles à l'ordre du jour; elle ouvre des concours spéciaux sur ces questions; elle publie un recueil excellent où sont réunis les mémoires qui lui paraissent dignes de l'impression; elle paie des professeurs pour faire des cours de sciences appliquées à l'agriculture, et entre autres, un chimiste spécialement chargé des analyses de terres ou d'engrais qui lui sont demandées. Nous avons aussi à Paris une Société nationale et centrale d'agriculture qui fait quelque chose de pareil, mais avec moins de largeur, parce qu'elle a moins d'argent. Cette société, composée d'hommes éminens, a trop le caractère d'une académie, sa base n'est pas assez large. Elle se complétait par une autre institution, le *Congrès central d'agriculture*, beaucoup plus accessible à tous, mais qui aujourd'hui n'existe plus, de sorte qu'en réalité nous n'avons rien en France qui corresponde exactement à la Société royale d'Angleterre, ce qui est regrettable assurément, car il n'y a pas d'institution plus utile et plus nationale.

La Société royale, et c'est là le but principal de sa fondation, ouvre chaque année un grand concours de bestiaux et de machines aratoires, où elle convoque tous les producteurs de l'Angleterre. Le lieu où se tiennent ces concours change tous les ans, afin que toutes les parties du pays aient successivement des facilités spéciales pour en profiter. Le premier a eu lieu en 1839, à Oxford, qui est la ville la plus centrale du sud de l'Angleterre; en 1840, on a choisi Cambridge, qui est le centre des comtés de l'est; en 1841, la grande cité commerciale de Liverpool; en 1842, un autre grand port de l'ouest, Bristol; en 1843, Derby, capitale du comté montueux du même nom; en 1844, Southampton, le port bien connu de la Manche; en 1845, Shrewsbury, sur la frontière du pays de Galles; en 1846, Newcastle, le grand port du nord; en 1847, Northampton; en 1848, York; en 1849, Norwich, capitale du comté agricole de Norfolk; en 1850, Exeter, capitale du Devonshire; en 1851, à cause de l'exposition universelle, Windsor, à la porte de Londres; en 1852, Lewes, près de Brighton, dans le comté de Sussex; cette année enfin, Glocester. Il n'est pas un seul point de l'Angleterre où l'on ne puisse aujourd'hui, grâce au réseau des chemins de fer, arriver en quelques heures des lieux les plus éloignés. Pour favoriser les concours de la Société royale, tous les *railways* transportent les bestiaux de concours *gratuitement*, et les machines à moitié prix. Des convois spéciaux transportent également les personnes à des prix réduits et avec des vitesses exceptionnelles.

Depuis plus de quinze jours, tous les murs de Londres et des autres villes d'Angleterre étaient couverts de grandes affiches annonçant pour le 13 de ce mois l'*agricultural show* de Glocester. Tous les journaux en avaient d'avance parlé avec détail. On s'en entretenait presque autant que du camp de Chobham et de la grande revue passée par la reine. Ici, dès qu'il s'agit de l'agriculture, toutes les attentions sont éveillées; ceux même qui ne s'y intéressent pas veulent avoir l'air de s'y intéresser, pour obéir à la mode. Il y a bien peu de familles riches qui ne comptent au moins un membre dans la Société royale, et dans le monde le plus élégant, l'agriculture est un des sujets de conversation les mieux goûtés. La période de transition et de crise que l'agriculture anglaise vient de traverser ajoute à l'intérêt habituel qu'elle inspire. Tout le monde veut savoir si de nouveaux perfectionnemens sont introduits dans la production du bétail, et surtout si l'emploi des machines, que l'on considère comme devant avoir un jour pour la culture les mêmes conséquences que pour l'industrie, fait des progrès. Rien ne manquait donc à l'*attraction* de la fête, comme disent nos voisins.

Glocester est une ville d'environ 40,000 âmes, à 114 milles anglais ou 45 lieues de Londres. On y va par le *great Western Railway*. Parti de Londres à huit heures et demie du matin, j'étais à Glocester vers une heure de l'après-midi. Le chemin de fer remonte la vallée de la Tamise jusque près de sa source; on traverse les comtés de Bucks et de Berks, en passe sur les limites de ceux de Wilts et d'Oxford. Jusqu'à Reading, c'est l'argile tenace des environs de Londres; après Reading, la chaîne crayeuse qui court du comté de Cambridge à celui de Wilts; après Didcot, le terrain oolitique du sud-ouest; on arrive à Glocester par les plateaux ou *cotswolds*. Sur tout ce parcours, notamment dans la partie crayeuse, le sol est généralement plus que médiocre. Le paysage n'est cependant pas sans charme: partout ce sont les mêmes champs carrés, entourés de haies, où se succèdent les cultures de l'assolement quadriennal: ici, le sol préparé pour les turneps; plus loin, de l'orge ou de l'avoine, puis du trèfle, et enfin du froment; de distance en distance, quelques prairies qui venaient d'être fauchées et dont le foin blanchissait sous la pluie, et de nombreux pâturages livrés au bétail.

La ville de Glocester avait bien fait les choses. Toutes les rues ornées d'arcs de triomphe de feuillage, toutes les maisons pavoisées de drapeaux aux couleurs nationales, les guirlandes de fleurs formant des devises appropriées à la circonstance : *Honneur à l'agriculture! Dieu protége la charrue!* Le mot *welcome*, bienvenue, inscrit de toutes parts, la population entière sur pied, les saltimbanques, les théâtres ambulans, les chanteurs des rues, les marchands de fruits et de *ginger beer*, tout avait un air de fête. Après avoir jeté un coup d'œil sur la cathédrale, qui a une grande réputation, et qui la mérite, je m'acheminai avec le nombreux concours de curieux arrivés en même temps que moi vers le théâtre de l'exposition, situé à un mille anglais de la ville. La route était couverte d'omnibus, de voitures, de cavaliers, de piétons, qui allaient et venaient sans cesse.

Suivant l'usage éternellement suivi en Angleterre, on payait à la porte pour entrer dans l'enceinte, une demi-couronne ou un peu plus de 3 francs pour voir les machines, le lendemain une autre demi-couronne pour voir les

animaux, un shilling pour acheter chacun des deux catalogues, en tout 9 francs que tout visiteur devait payer à la Société. J'ai calculé combien chacun des étrangers venus à Glocester avait dû dépenser pour son voyage, et j'ai trouvé au moins 100 francs par tête; le lit seul coûtait pour une nuit une demi-guinée ou 13 francs. Je doute qu'en France l'amour de l'agriculture attirât beaucoup de monde dans de pareilles conditions. J'ai ouï dire qu'au dernier concours d'Orléans, dont le gouvernement avait pourtant fait tous les frais, et qui n'était qu'à trente lieues de Paris, il n'y avait pas une bien nombreuse assistance; à Glocester, plus de 40 mille personnes ont payé à la porte pour entrer. Cet empressement des Anglais est d'autant plus remarquable, que le concours de la Société royale n'est pas le seul; il n'y a presque pas de comté qui n'ait sa société particulière et ses concours spéciaux, dont le public volontaire paie également la dépense. La chose commence même à être poussée à l'excès, et cette succession si rapide de *meetings* et d'*exhibitions* impose aux cultivateurs qui veulent se tenir au courant un véritable sacrifice de temps et d'argent.

L'exhibition de la Société royale était divisée en deux parties, les machines et les animaux; les produits agricoles n'y sont pas appelés, je ne sais pourquoi. Il me paraîtrait utile de comparer aussi les blés, les orges, les avoines, les racines, les fromages, les beurres, etc.

Le département des machines, de beaucoup le plus important, couvrait dix acres anglais ou quatre hectares de terrain. En 1839, à la première exposition de la Société royale, il y avait en tout 23 instrumens, et dans ce temps-là les *gentlemen farmers* protestaient en toute occasion qu'ils ne s'étaient jamais servis et ne se serviraient jamais que des instrumens connus de leurs pères. Cette année, plus de 2 mille machines, envoyées par 121 exposans, prenaient part au concours. Sans doute plusieurs sont encore à l'essai, et ce sont les plus dispendieuses; mais le plus grand nombre est devenu d'un usage courant, et d'un bout à l'autre de la Grande-Bretagne les fabricans en vendent des quantités considérables. Les prix des plus recherchées baissent d'année en année, ce qui indique un débit croissant; ainsi, le célèbre rouleau de Crosskill, qui se vendait dans l'origine 20 livres, se donne aujourd'hui pour 14, avec six mois de crédit ou 5 pour 100 d'escompte, et quand on en prend trois à la fois, l'escompte est de 15 pour 100. 14 livres sterling ou 350 fr., c'est encore beaucoup pour un rouleau, sans compter les frais de port qui peuvent être énormes, car c'est une lourde machine qui ne peut être traînée que par trois chevaux; il n'en est pas moins remarquable, pour quiconque la connaît, qu'on puisse la donner pour ce prix-là, surtout avec la hausse du fer.

On retrouvait à Glocester tous les instrumens dont l'expérience de ces dernières années a éprouvé l'utilité, et qui font partie aujourd'hui de toute ferme bien tenue : tels sont, avec le rouleau brise-mottes de Crosskill, la herse de Norvége du même fabricant, qui coûte le même prix que son rouleau; les semoirs de Garrett, qui se vendent jusqu'à 1,000 et 1,200 fr.; la houe à cheval du même, du prix de 400 fr.; la charrue de Ransome, du prix de 100 fr., le scarificateur de Biddell, de 500 fr.; celui de Bentall, qui n'en coûte que 170; les machines à fabriquer les tuyaux de drainage, les hache-pailles, les coupe-racines, etc., etc. L'attention se détournait de ces excellens instrumens, main-

tenant généralement connus, pour se porter sur les instrumens nouveaux, comme un distributeur d'engrais exposé par Garrett, une machine fort compliquée fabriquée par le même pour éclaircir les turneps, et par-dessus tout les machines à moissonner et les machines à vapeur. 12 machines à moissonner, 23 machines à vapeur, attestaient, par leur nombre et leur importance, l'intérêt qui s'attache aujourd'hui en Angleterre à ces nouveaux progrès de l'art agricole; tous les grands fabricans d'instrumens aratoires avaient tenu à honneur d'envoyer leur contingent.

On sait le bruit que fit en 1851, lors de son apparition à l'exposition universelle, la machine américaine à moissonner de Mac-Cormick, venue du fond de l'Illinois. Je l'avais vue alors fonctionner dans une ferme près de Londres, et j'avais pu apprécier ce qu'elle avait à la fois d'ingénieux et d'incomplet. Parfaitement à sa place dans un pays comme l'Illinois, où la terre est pour rien et la main-d'œuvre hors de prix, elle ne répondait pas encore suffisamment aux besoins d'un pays comme l'Angleterre, où la perfection du travail n'est pas moins à considérer que la promptitude; mais l'imagination des agronomes anglais avait été frappée du résultat obtenu : il était désormais évident qu'une machine à moissonner était possible, il ne s'agissait plus que de la perfectionner. Or, l'utilité d'une pareille machine devient de plus en plus sensible depuis que les troupes d'Irlandais faméliques qui venaient tous les ans couper les blés en Angleterre sont éclaircies et probablement bientôt seront supprimées par l'émigration, et que la demande croissante de travail pour le commerce, les manufactures et l'agriculture elle-même fait monter les salaires en quelque sorte à vue d'œil.

On attache donc un grand prix au succès de la machine à moissonner, *reaping machine*. J'ai fait le voyage de Londres à Glocester avec de simples fermiers, non des millionnaires qui se ruinent à cultiver pour leur agrément, mais des cultivateurs praticiens ayant de lourdes rentes à payer, qui faisaient leurs cinquante lieues uniquement pour voir par eux-mêmes si le problème était résolu : tous disaient que la difficulté de trouver des moissonneurs devenait un sérieux embarras. Je n'ai pas besoin d'ajouter qu'ils étaient déjà munis de machines à battre, *thrashing machines*. Ces sortes d'instrumens, qui coûtent en moyenne un millier de francs, sont maintenant très répandus; il y en avait vingt-quatre à l'exposition de Glocester. Mes compagnons de voyage disaient qu'avec leur secours, ce qui coûtait autrefois des *shillings* s'obtenait aujourd'hui avec des *pence*, et ils espéraient bien que la machine à moissonner finirait un jour ou l'autre par leur donner les mêmes avantages. Je le souhaite, car ils m'avaient l'air de bien braves gens et tout entiers à leur affaire. Ils n'ont pas dit un mot pendant tout le voyage qui ne s'appliquât à des questions agricoles; ils paraissaient fort au courant de tout ce qui se fait en culture d'un bout à l'autre de l'Angleterre, et doivent être des lecteurs assidus du *Mark lane Express* et du *Farmer's Magazine*.

Le prix de 20 souverains (500 francs) promis par la Société royale pour la meilleure *reaping machine* n'a pas été encore décerné; on veut attendre l'époque de la moisson pour essayer sur place celles qui ont été envoyées au concours. On s'est borné à en choisir six sur douze pour les admettre à l'épreuve définitive. Celle qui paraît avoir le plus de chances de l'emporter

pour toutes sortes de raisons est celle dite de Bell. Au moment où la machine américaine de Mac-Cormick excitait la plus grande rumeur, il y a deux ans, on apprit tout à coup qu'un Écossais nommé Bell avait déjà inventé un instrument du même genre et s'en servait obscurément dans sa ferme depuis environ douze ans. De là une vive émotion dans toute la Grande-Bretagne. L'orgueil national, qui venait de subir plusieurs échecs de la part des *Yankees*, notamment dans la fameuse régate de l'île de Whigt où un *yacht* américain avait si complétement battu l'élite des *yachts* anglais, s'est attaché à la machine de Bell pour l'opposer à celle de Mac-Cormick et à toutes les autres qui sont venues d'Amérique depuis. Elle a déjà obtenu le prix de la Société d'agriculture d'Écosse au dernier *meeting* de Perth, et le grand fabricant d'instrumens aratoires du Yorkshire, William Crosskill, s'en étant emparé pour l'importer en Angleterre, elle y paraît destinée au même succès.

Outre son origine nationale, la machine de Bell paraît avoir une véritable supériorité sur ses rivales d'Amérique; elle est beaucoup plus chère, puisqu'elle coûte 42 livres sterl., tandis que celle de Hussey n'en coûte que 15, et de plus elle paraît plus lourde; mais elle n'emploie qu'un homme, tandis que les autres en exigent généralement deux. Outre le charretier qui conduit les chevaux, la machine de Mac-Cormick a besoin d'un ouvrier qui ramasse avec un râteau les épis sciés par l'appareil tranchant, tandis que dans celle de Bell cette besogne est faite par la machine elle-même. Quant à la précision du travail, on la dit plus grande, et c'était bien nécessaire; car la machine de Mac-Cormick, la seule que j'aie vue marcher, laissait encore beaucoup de paille et souvent beaucoup d'épis sur le sol. L'inventeur affirme que, dans sa pratique, elle moissonne parfaitement 12 acres anglais ou près de cinq hectares de froment, orge ou avoine par jour : l'expérience décidera. Je n'essaie pas ici de la décrire; une description sans figures serait tout à fait inintelligible.

La Société royale avait promis en même temps un prix de 10 souverains pour la meilleure machine à faucher, *mowing machine;* le prix n'a pas été donné, bien que onze instrumens aient concouru : les juges n'ont pas trouvé que le résultat désirable fût suffisamment obtenu.

Arrivons aux machines à vapeur, *steam engines.* Voilà, plus encore que la machine à moissonner, la grande question actuelle de l'agriculture anglaise. Ici seulement la question change un peu de nature; pour le *reaper,* c'est la valeur même de l'instrument qui est en cause. Pour le *steam engine,* l'utilité n'est pas douteuse : toute la difficulté est dans le prix. Sous ce rapport même, le progrès est sensible. A l'exposition de Norwich, en 1849, la meilleure machine à vapeur pour les usages agricoles était celle de Garrett, qui consommait 11,50 livres anglaises de charbon par cheval de vapeur et par heure. A Exeter, en 1850, Hornsby avait déjà réduit cette consommation à 7,56 liv. En 1851, à la grande exposition, le même la réduisit à 6,79, et en 1852, à Lewes, à 4,66; cette année, c'est Clayton qui a obtenu le prix avec 4,32. Voilà en quatre ans une économie de près de deux tiers sur la consommation du charbon, et il est probable qu'on ne s'arrêtera pas là. Tels sont les effets de la libre concurrence.

Le 6 juin dernier, à la dernière séance d'une autre association agricole, le

club des fermiers de Londres, car les sociétés de ce genre foisonnent en Angleterre, une conversation fort intéressante a eu lieu sur les mérites comparatifs des machines à vapeur fixes et des portatives pour l'agriculture. Un des principaux fabricans d'instrumens aratoires du comté de Suffolk, M. Ransome, a pris la parole. Dans un discours parfaitement technique, qui a été rapporté par tous les journaux agricoles, et qui suppose dans ceux qui l'écoutaient des connaissances assez étendues en mécanique, il est entré dans les détails les plus précis sur la construction des machines à vapeur, et, après avoir longuement parlé de haute et basse pression, de bouilleurs, etc., il a conclu que les machines fixes, étant les plus économiques, devaient être préférées toutes les fois que l'exploitation était assez considérable et assez concentrée pour les occuper, mais que dans les moindres fermes la machine portative valait mieux, parce qu'elle permettait à plusieurs cultivateurs de s'associer pour en avoir une, et de participer ainsi aux avantages de son emploi. Cette opinion a été partagée par le club, et la Société royale s'y est ralliée, car elle a primé en même temps une machine fixe et une portative; c'est Clayton qui a eu les deux prix.

Voilà donc la machine à vapeur tout à fait naturalisée dans l'agriculture. C'était un beau et curieux spectacle que de voir à l'exposition de Gloucester ces 23 machines mises pour la plupart en mouvement par le souffle de feu qui les anime, et accomplissant sous les yeux du public leurs principaux travaux, battant le blé, hachant la paille, broyant les fèves et les tourteaux, etc. La machine portative de Clayton, de la force de 6 chevaux, consommant 30 livres anglaises de charbon par heure, ou 13 kilos 600 grammes, coûte 220 livres sterling ou 5,500 francs; une autre, de la force de 4 chevaux seulement, consommant 24 livres anglaises de charbon par heure, coûte 180 liv. ou 4,500 francs. La machine fixe, de la force de 6 chevaux, coûte 165 livres ou 4,125 francs. Ces prix sont sans doute élevés; mais, tels qu'ils sont, ils ne sont pas inabordables pour un grand nombre de fermiers anglais, et ils se réduiront sans doute. Même en Angleterre, les plus utiles machines n'entreront largement dans les habitudes qu'autant qu'elles seront à bon compte. En Amérique, elles sont généralement à meilleur marché qu'en Angleterre, et les consommateurs anglais se plaignent avec raison de cette différence, qui ne peut pas durer.

Ce que j'en dis n'est pas pour engager les cultivateurs français à adopter aveuglément toutes ces machines. Pour les neuf dixièmes de la France au moins, c'est un progrès qui ne peut s'accomplir qu'après avoir été précédé par beaucoup d'autres. Tout se tient dans l'organisation agricole d'un pays, et l'organisation agricole elle-même n'est qu'une part de l'ensemble économique et social. Même dans cette portion du territoire français qui se trouve dans des conditions économiques analogues à celles de l'Angleterre, l'importation des machines anglaises ne peut se faire utilement qu'avec de grands ménagemens. Le haut prix du fer, l'inexpérience de nos fabricans, la mauvaise volonté de nos ouvriers ruraux, moins accoutumés que les Anglais à l'usage des machines, la diversité de nos cultures, la division plus grande de nos exploitations, le défaut de capital chez beaucoup de nos cultivateurs, la densité de notre population agricole, tout met des obstacles à cette importa-

tion. A mesure qu'on s'éloigne de Paris et des autres centres de consommation, les conditions défavorables vont en s'aggravant. Dans quelques années, la population agricole proprement dite sera en Angleterre le sixième seulement de la population totale; en France, elle descend rarement au-dessous de la moitié, et, sur beaucoup de points, elle dépasse encore les trois quarts; il y a peu de place pour les machines là où les bras abondent à ce point.

Mais les révolutions vont vite de nos jours, et si l'emploi des machines aratoires n'est pas encore une nécessité chez nous comme en Angleterre, le temps n'est peut-être pas loin où elles commenceront à le devenir. A l'heure qu'il est, une épargne subite et notable de main-d'œuvre amènerait dans nos campagnes, surchargées de familles pauvres, un véritable bouleversement; il est donc heureux à beaucoup d'égards que d'autres causes rendent un large emploi des machines à peu près impossible. Cependant, à mesure que les débouchés s'ouvriront, que le trop plein des campagnes s'écoulera, que la demande croissante de produits exigera un surcroît de production, que les procédés perfectionnés s'introduiront dans la pratique pour y faire face, que les rentes, les profits et les salaires tendront à s'élever à la fois par l'effet d'une plus grande richesse rurale et d'une meilleure distribution du travail, les machines arriveront peu à peu, non exactement semblables à celles de l'Angleterre, parce que la diversité de nos sols, de nos climats et de nos cultures exigera toujours des changemens, mais conformes au même principe économique. Nous voyons déjà depuis quelques années, dans les régions les plus avancées, s'introduire avec succès la machine à battre, le coupe-racines, le hache-paille, les rouleaux perfectionnés, les semoirs, etc.

Tout annonce d'ailleurs en Angleterre de prochains et immenses perfectionnemens. Un petit livre récemment publié sous ce titre bizarre, *Talpa*, contient à cet égard, sous des formes piquantes et humoristiques, des aperçus qui, pour être hardis jusqu'à l'étrangeté, n'en sont pas moins dignes d'attention. L'auteur fait le procès à la bêche, à la charrue, à la herse, à tous les instrumens usités jusqu'à ce jour pour travailler la terre, et qu'il considère comme l'enfance de l'art. Selon lui, le type du bon cultivateur, c'est, le croirait-on? la taupe, ce petit travailleur souterrain que la plupart d'entre nous proscrivent sans miséricorde. Déjà les plus éclairés commençaient à s'apercevoir que cet animal si détesté, si poursuivi, n'était pas aussi dangereux qu'il en avait l'air, et qu'à la seule condition d'étendre avec soin les taupinières, il nous apportait, en fouillant la terre sans relâche, un véritable secours. On avait même, sur cette donnée, inventé en Angleterre une espèce de charrue à sous-sol fort ingénieuse, qu'on avait appelée *charrue-taupe*, parce qu'elle imitait jusqu'à un certain point l'œuvre ténébreuse de l'infatigable mineur; mais personne n'avait songé jusqu'ici à faire de cette humble bête le modèle complet de l'agriculture perfectionnée. Cette initiative était réservée à l'auteur anonyme de *Talpa*, et en vérité, en le lisant, on se sent porté à croire qu'il pourrait bien y avoir beaucoup de vrai dans ses idées. Nous en avons tant vu en fait d'inventions originales, que rien ne nous paraît plus impossible.

Voici comment l'auteur justifie son assertion : « Ce que recherchent les cultivateurs, dit-il, c'est le moyen de réduire la terre en poussière, afin d'en extirper les plantes adventices, et de la rendre complétement perméable aux

engrais et aux influences atmosphériques; or c'est précisément ce que fait la taupe, et l'idéal de la bonne culture serait de réduire le sol entier d'un champ à l'état où se trouve la terre des taupinières. Pour cela, que faut-il? Imiter la taupe, s'armer comme elle de griffes et gratter la terre de manière à la pulvériser. La bêche et la charrue sont des instrumens arriérés; ce qu'il faut, ce sont des multitudes de pattes de taupes mises en mouvement par une force assez puissante pour vaincre la résistance des terres les plus compactes. Cette force, on ne l'avait pas jusqu'ici; mais aujourd'hui on la possède, c'est la vapeur, éminemment propre à produire un mouvement de rotation en avant, et à fouiller le sol avec des griffes de fer comme elle bat déjà l'eau avec des roues. »

Cette idée renferme peut-être le germe d'une révolution radicale. Plusieurs indices montrent déjà que le génie mécanique est sur la voie. A l'exposition de Glocester, le jury a décerné une médaille à une machine nouvelle nommée machine à piocher (*digging machine*), qui repose exactement sur ce principe. Encore un pas, et les mille pattes de taupe seront trouvées. On commence même à dire vaguement qu'elles le sont, et qu'un inventeur américain a résolu le problème en combinant la force de la vapeur avec celle des chevaux. La grande difficulté qui empêchait jusqu'ici le labourage à la vapeur serait ainsi tournée. Ce ne serait pas précisément du labourage, mais ce serait mieux; toutes les façons successives qui se donnent aujourd'hui à la terre se donneraient à la fois et par un même instrument, immense économie de temps et de force. Avant peu, l'expérience sera faite; un des plus grands constructeurs d'instrumens aratoires de l'Angleterre s'en occupe, dit-on, car on va vite dans ce pays-là, et les idées n'y restent pas longtemps à l'état théorique. Nous verrons bien. Si la tentative réussit, nous dirons que, nous aussi, nous en avions trouvé le germe dans la *défonceuse* de M. Guibal, couronnée deux fois au concours de Versailles, et nous aurons quelque raison; mais hélas! le germe n'a pas été fécondé.

Le département des animaux contenait à Glocester plus de *mille* têtes. Voilà encore des chiffres qui montrent une véritable émulation chez les éleveurs. Les belles espèces de bétail sont maintenant généralement répandues en Angleterre. Je visitais, il y a quelques jours, un des coins du comté de Bucks; dans les plus petites fermes, j'ai trouvé des taureaux courtes-cornes, des vaches d'Ayrshire et d'Alderney. L'exposition de cette année, malgré le nombre et la beauté des animaux exposés, n'a pourtant pas complétement satisfait les amateurs. On a remarqué une diminution dans le nombre sur les années précédentes; il y avait eu à Windsor, en 1851, plus de 1,200 têtes de bétail. On a trouvé aussi que, pour la qualité, certaines espèces, surtout les bœufs courtes-cornes, laissaient à désirer. Cet affaiblissement tient à plusieurs causes, d'abord le trop grand nombre d'expositions et de concours qui se tiennent presque à la fois sur tous les points du territoire, ensuite le degré de perfection où l'on est arrivé pour l'élève du bétail et qui ne paraît pas susceptible d'être dépassé; on pourrait plutôt remarquer un mouvement en arrière, un commencement de réaction contre les races qui prennent la graisse trop vite et trop abondamment, et qui pourrait bien aboutir à une dégénérescence.

Lord Ducie, qui vient de mourir après avoir rendu tant de services à l'agriculture anglaise, avait fait décider par la Société royale que les animaux trop gras pour faire de bons reproducteurs ne seraient pas admis au concours de Glocester. Cette réforme était devenue nécessaire; pour obtenir les prix, les éleveurs poussaient leurs animaux de concours à un tel état d'obésité, que quelques-uns pouvaient à peine se soutenir. Outre que ces prétendus reproducteurs n'étaient plus bons qu'à abattre, les consommateurs commencent à s'insurger contre l'excès de graisse que présente quelquefois la viande de boucherie. Les Anglais aiment plus que nous la viande grasse, mais il y a une borne à tout, et le but allait évidemment être dépassé. L'exclusion prononcée sur la proposition de lord Ducie a donc satisfait à un besoin de l'opinion, mais elle n'a pas été aussi bien reçue parmi les éleveurs. Plusieurs d'entre eux, et des plus éminens, n'ont pas paru au concours sous prétexte qu'il était fort difficile de saisir le point précis où un animal était assez gras pour avoir toute sa beauté, sans l'être trop aux yeux de la Société royale. De là la froideur qui s'est fait sentir à l'exposition de Glocester, comme il arrive toujours dans les momens de transition. Il est possible aussi que la pluie diluvienne, une de ces pluies comme on n'en voit qu'en Angleterre, et dans l'ouest de l'Angleterre, qui n'a cessé de tomber pendant trente-six heures, et qui avait rendu impraticables les abords de l'exposition, ait eu son influence sur les dispositions des curieux.

Rien n'est plus difficile que la rédaction d'un bon programme pour un concours d'animaux. Toute sorte de questions s'y rattachent. Les races de bétail sont multiples, elles varient suivant les natures du sol et les besoins économiques, la plupart de leurs qualités s'excluent mutuellement, et il est à peu près impossible de les ramener à un type unique de perfection. Voyez, par exemple, le bétail à cornes: on peut lui demander principalement, suivant les lieux, ou du travail, ou du lait, ou de la viande; or, les meilleures races de travail étant peu laitières et peu propres à la production rapide de la viande, si vous primez le travail, vous excluez les grandes qualités du laitage et de la boucherie, et si vous primez celles-ci, vous excluez le travail. Il y a plus, même en primant à part chaque qualité spéciale, comme le travail, la viande ou le lait, il y a des races qui sont plus travailleuses, plus laitières et plus propres à la boucherie que les autres, et comme il n'est pas possible d'avoir ces races partout, parce qu'elles ne s'accommodent pas également de tous les climats et de toutes les autres conditions de culture, si vous les admettez au concours là où elles ne sont pas naturalisées, vous excluez par ce seul fait les races du pays qui leur sont inférieures, mais mieux appropriées qu'elles aux circonstances locales, et si vous ne les admettez pas, vous ne présentez pas au cultivateur des types supérieurs à ceux qu'il possède, vous ne le poussez pas dans la voie du progrès.

La Société royale a pris son parti, elle prime par races. Ainsi, pour les bêtes à cornes, elle admet quatre catégories qui concourent pour des prix spéciaux, les *courtes-cornes*, les Hereford, les Devon et toutes les autres races réunies ensemble; à Glocester, elle a fait en outre une catégorie spéciale pour les races du pays de Galles, à cause du voisinage de cette région exceptionnelle; pour les moutons, elle admet trois catégories, les Leicester d'abord, les *South-*

down et les autres races à laine courte ensuite, et enfin les races à longue laine autres que les Leicester. Je ne puis pas dire que ce programme me satisfasse complètement; je trouve d'abord que la qualité laitière, la première de toutes à mon avis dans le gros bétail, est trop sacrifiée dans cette qualification aux qualités de boucherie : je sais bien que dans chaque catégorie on prime avec le plus beau taureau, la plus belle vache et la plus belle génisse, mais ce n'est pas assez, et je voudrais voir les meilleures laitières primées à part, surtout quand la scène se passe à Glocester, c'est-à-dire au centre d'un pays qui tire toute sa richesse agricole de ses fromageries; je trouve ensuite que, même au point de vue de la boucherie, la division par race, excellente en soi et parfaitement conforme à un ordre considérable de faits, ne devrait pas être exclusive, et qu'après avoir donné lieu à des concours particuliers toutes ces races devraient concourir entre elles pour un prix principal.

Cette distinction par races, ainsi posée d'une manière absolue, a cet inconvénient entre autres, qu'elle semble écarter les croisemens. La Société royale semble poser en principe qu'il faut chercher uniquement à améliorer les races par elles-mêmes, sans y introduire de sang étranger. Si le principe contraire était posé avec la même rigueur, je le repousserais également; je crois qu'il y a des cas où les croisemens sont utiles, d'autres où ils doivent être évités avec soin, pour s'en tenir aux races locales dans toute leur pureté, d'autres enfin où le mieux est d'abandonner la race locale et de la remplacer immédiatement par une autre; tout dépend des circonstances, je ne repousse qu'un principe absolu, quel qu'il soit. Nous avons vu en France de grands efforts faits dans un sens contraire; on a tenté systématiquement d'introduire partout le sang anglais parmi les chevaux et le sang Durham parmi les bêtes à cornes; ces tentatives ont échoué, c'est ce qui devait être : on ne défait pas en un jour l'œuvre des siècles, et les races locales ont leur raison d'être, qui sait bien se faire respecter; mais cela n'empêche pas que le cheval anglais ne soit le meilleur cheval de course et le bœuf Durham le meilleur bœuf de boucherie qui existe, et partout où se rencontrent à la fois et une demande suffisante de chevaux de course ou de bœufs de boucherie, et un moyen suffisant de les produire dans des conditions marchandes, il vaut mieux adopter ces types perfectionnés que rester dans l'ornière, il vaut mieux même, si l'on ne peut pas les avoir purs, s'en servir pour des croisemens là où ces croisemens peuvent se faire dans de bonnes conditions.

Cette question des programmes est un peu moins compliquée en Angleterre qu'en France, parce qu'un des principaux éléments de la difficulté chez nous, le travail, disparaît chez eux à peu près complétement. Je ne doute pas cependant que la Société royale ne soit amenée un jour à modifier son programme. En revanche, une partie de ce programme, qui me paraît excellente et qu'il serait bien à désirer de voir introduire dans nos propres concours, c'est celle qui consiste à primer des femelles. Ce n'est pas assez que d'avoir de bons reproducteurs mâles, il faut aussi de bonnes femelles : tous les éleveurs savent parfaitement que, tant que la mère est défectueuse, le produit n'est pas bon, quelle que soit la valeur du père. Il y avait à Glocester autant de prix pour les juments, les vaches, les brebis et les truies que pour les taureaux, les étalons, les béliers et les verrats; on avait même primé à

part, ce qui me paraît moins nécessaire, les meilleurs élèves dans les deux sexes. Les porcs étaient partagés en grandes et petites races, division qui n'est peut-être pas parfaitement logique, car ici, le but étant le même pour tous les individus, rien n'oblige à avoir une race plutôt qu'une autre; ce qui importe, c'est la quantité et la qualité de la viande qu'on obtient avec une quantité donnée de nourriture, que la race soit grande ou non.

Le prix pour les bœufs *courtes-cornes* ou de Durham a été obtenu par lord Berners; c'est la partie du concours qui a paru la plus faible. Les Hereford, dont le pays est très voisin de Glocester, étaient magnifiques; c'est encore un lord, lord Berwick, qui a eu le prix. M. George Turner a obtenu, comme d'ordinaire, tous les prix pour la race du Devonshire. Les races galloises ont excité peu d'intérêt. Pour les moutons, ce sont encore les vainqueurs habituels qui l'ont emporté. La Société royale ne prime pas les chevaux de course; elle n'accorde de prix qu'aux chevaux de trait employés par l'agriculture et à ce qu'on appelle les *roadsters*, chevaux de route, trotteurs. Bien qu'ici les prix ne fussent pas accordés par races, c'est la race de Suffolk qui a eu, comme toujours, le prix pour les chevaux agricoles; l'ancienne supériorité de cette race ne se dément pas. Les porcs étaient presque tous admirables.

Une dernière exhibition fermait la marche, celle des volailles. Les Anglais attachent tous les jours un plus grand prix à avoir de belles volailles, bien que leur climat s'y prête peu; nul doute qu'ils ne finissent par en venir à bout. La race cochinchinoise, la favorite du moment, a cédé cette fois à la race nationale dite de Dorking, nom d'un district du comté de Surrey, dont elle est originaire C'est le capitaine Hornby, de la marine royale, qui a eu le prix pour un coq et deux poules vraiment magnifiques. Je voudrais bien savoir ce qu'on dirait en France si un officier de marine occupait ses loisirs à élever des poules; je ne vois pourtant pas que la marine royale d'Angleterre en soit plus mauvaise pour cela.

Plus de mille personnes ont assisté au dîner qui termine d'ordinaire ces sortes de solennités, bien que le prix du billet fût de 10 shillings ou 12 francs 50 centimes. Un immense pavillon, dressé par les soins de la Société royale, contenait un nombre suffisant de tables, dominées, suivant l'usage anglais, par la *high table*, où ont pris place les personnes de marque. Le président était lord Ashburton, ayant à sa droite le lord-maire de la ville de Glocester, et à sa gauche le ministre des États-Unis; parmi les assistans, on remarquait lord Powis, lord Harrowby, lord Leicester, le marquis de Bath, le comte de Jersey et d'autres membres de la pairie, un grand nombre de membres de la chambre des communes, les professeurs du collége royal agricole de Cirencester, les fermiers et éleveurs les plus connus de l'Angleterre, et parmi les étrangers le général Arista, ancien président du Mexique, et le célèbre juge de la Nouvelle-Ecosse, Halliburton, l'auteur de *Sam Slick*, dont la *Revue* a déjà plusieurs fois entretenu ses lecteurs (1). Le dîner se composait de viandes froides avec une pinte de *sherry;* tout s'est passé dans cet ordre parfait naturel aux Anglais. Nul n'a touché aux plats placés devant lui avant que le président ait prononcé les quelques mots du *benedicite* anglais qui

(1) Voyez sur Halliburton la *Revue* du 15 avril 1841 et du 15 février 1850.

donnent le signal du repas; nul n'a continué après que le président a prononcé les quelques mots qui remplacent les *grâces*. J'admirais dans mon coin ces usages religieux universellement respectés, cette patience d'une telle foule en présence d'un service nécessairement insuffisant, et surtout cette bienveillance générale qui se lisait sur ces bonnes figures de cultivateurs.

Le moment des toasts était venu; le président a commencé par porter suivant l'usage, au milieu d'un profond silence, le toast national à la reine et à la famille royale; l'assemblée entière, debout, y a répondu par l'enthousiasme traditionnel et avec les dix salves de hourras requises en pareil cas. Voilà déjà bien des fois que j'assiste à l'accomplissement de cette formalité indispensable de toute réunion anglaise, et ce n'est jamais sans émotion que je vois ce grand peuple renouveler avec orgueil cet acte de respect et d'amour pour la personnification de la majesté nationale. Le nom de la reine représente pour tout Anglais l'ensemble de cette organisation politique qui fait à la fois la puissance du pays et la liberté de chacun de ses membres, et certes cette démonstration n'est jamais mieux à sa place que quand il s'agit de l'agriculture, qui doit toute sa prospérité au régime constitutionnel dont l'histoire se confond avec celle de la maison de Hanovre.

Après les toasts *loyaux*, comme on les appelle, les toasts particuliers et les discours. M. Ingersoll, ministre des Etats-Unis, a répondu au toast dont il a été l'objet avec l'aplomb et la facilité dont il a déjà fait preuve dans plusieurs réunions semblables. C'est encore un des excellens usages de l'Angleterre que cette habitude d'appeler les étrangers de distinction, aussi bien que les personnages importans du pays, à ces grandes assemblées. La nation peut ainsi connaître personnellement, outre ses propres chefs, ceux qui représentent auprès d'elle les nations étrangères. M. Ingersoll n'est pas seulement le ministre des Etats-Unis auprès du gouvernement anglais, il a eu déjà plusieurs fois l'occasion de parler publiquement à des *meetings*, et ses discours, reproduits par tous les journaux, sont lus dans l'Angleterre entière. Tout le monde aujourd'hui connaît M. Ingersoll et ses argumens en faveur de l'émigration anglaise en Amérique. Il en est de même d'Halliburton. Sans cette occasion, la plupart de ceux qui étaient présens n'auraient jamais vu l'honnête visage de Sam Slick et entendu sa parole pleine d'une bonhomie facétieuse. Aujourd'hui l'auditoire, qu'il a amusé par ses saillies et qui a ri de si bon cœur en l'écoutant, ne l'oubliera plus, et je suis pour mon compte heureux de l'avoir vu.

Le discours du président, lord Ashburton, me paraît particulièrement digne de remarque au milieu de tous ceux qui ont été prononcés. Le noble lord a développé cette idée, que, de toutes les industries britanniques, l'agriculture était la plus florissante, la plus perfectionnée, et il a eu raison. « D'autres nations, a-t-il dit, peuvent nous disputer la palme pour les manufactures et le commerce : la France produit de plus belles soieries, la Suisse de meilleures cotonnades, l'Amérique nous égale pour la navigation; mais le produit de l'agriculture anglaise est sans égal. Le monde entier vient apprendre l'agriculture à notre école. » L'orateur s'est d'autant plus félicité de ce succès qu'eu égard aux risques de tout genre qui menacent le cultivateur, l'agriculture lui paraît le plus difficile, le plus chanceux de tous les arts, celui qui fait le plus grand honneur à l'énergie humaine. L'exis-

tence du cultivateur ne lui paraît comparable qu'à celle du marin qui conduit sa barque au milieu des tempêtes de l'océan. « Comme le marin, s'est-il écrié, vous luttez sans cesse contre les vicissitudes des élémens. Vous ne pouvez arrêter les déluges de pluie, mais vous écoulez par le drainage l'humidité surabondante; vous ne pouvez prévenir la sécheresse, mais vous pulvérisez la terre par vos machines à une telle profondeur, vous donnez une telle vigueur aux plantes par vos engrais, que vous la défiez; vous ne pouvez empêcher la multiplication des insectes nuisibles, mais vous pressez par des moyens artificiels la végétation de vos turneps de manière à leur échapper. Vous avez inventé des races d'animaux qui vous permettent de faire un bœuf dans vingt mois et un mouton dans quinze; vous avez appelé la vapeur à vous aider dans votre œuvre, et la vapeur vous a obéi; en un mot vous avez ôté à l'agriculture son caractère empirique pour en faire la première des sciences et le premier des arts, ralliant sous une direction unique, dans une intime coopération, les travaux du chimiste, du physiologiste et du mécanicien. Oui, nous les cultivateurs d'Angleterre, plus contrariés qu'aucune autre industrie par la nature, accablés en outre de lourdes charges, nous avons par notre courage et notre persévérance élevé notre profession au premier rang; *nous avons fait de grands et généreux sacrifices au bien public, et après ces sacrifices, nous avons fait de plus grands progrès que ceux mêmes qui nous les avaient demandés!* »

Ces derniers mots résument parfaitement la situation actuelle des esprits en Angleterre, et notamment dans la classe agricole. Bien différens des Français, qui se plaignent toujours, les Anglais n'aiment pas à se plaindre; ils ne se plaignent jamais longtemps. Habitués de temps immémorial à ne compter que sur eux-mêmes, ils sont mal à l'aise dans l'opposition. Leur système de gouvernement étant à leurs yeux le meilleur qui existe, quiconque est en définitive condamné par la majorité doit avoir tort, et une libre carrière étant ouverte à tous les efforts individuels, quiconque ne sait pas faire ses affaires doit être un maladroit. Ils tiennent donc à réussir dans ce qu'ils font, autant par amour-propre que par intérêt, et plus ils rencontrent d'obstacles devant eux, plus ils sont jaloux de les surmonter. Après l'abolition des *corn laws,* il y a eu parmi les agriculteurs un moment de découragement à peu près universel. Tant qu'on a cru possible de revenir sur la mesure, on a jeté les hauts cris; mais dès qu'on a vu que c'était impossible, on a pris son parti, et peu à peu l'optimisme naturel est revenu. Vous rencontrez aujourd'hui nombre de gens qui vous disent que les *corn laws* ont fait le plus grand tort à l'agriculture nationale et que ses véritables progrès vont dater de leur abolition, ce qui est très exagéré sans doute, mais avec un fonds de vérité, au moins pour ce qui concerne l'avenir.

Dans ce pays, où la terre produit déjà en moyenne deux fois plus qu'en France, il est maintenant généralement reconnu qu'on peut doubler encore la production. Les cultivateurs eux-mêmes en conviennent. Le progrès n'est pas encore réalisé, mais on le sent, on le voit venir, on en possède tous les élémens; cela suffit. L'agriculture reprend le haut ton et réclame de nouveau sa place, par la voix de lord Ashburton, à la tête des industries nationales. Noble et frappant spectacle assurément et qui fait le plus grand honneur à

cette nation vigoureuse! « Nous nous endormions dans la protection, vous disent aujourd'hui de simples fermiers, nous ne faisions pas tout ce que nous pouvions faire ; nous avions d'ailleurs toujours devant nous un inconnu, nous n'osions pas nous lancer dans la crainte que l'abolition des *corn laws*, réclamée par tant de puissans intérêts, ne vînt nous surprendre ; aujourd'hui le nuage est dissipé, le monstre que nous redoutions est venu, nous l'avons mesuré, et nous avons vu qu'il n'était pas si terrible ; le sol est affermi sous nos pas, nous n'avons plus rien à craindre, nous ne dépendons plus que de Dieu et de nous. »

Une circonstance inattendue pour beaucoup de monde, quoique depuis longtemps prévue et prédite, est venue depuis quelque temps fortifier cette confiance. On avait travaillé dans la persuasion que les prix des denrées agricoles resteraient ce qu'ils étaient depuis 1848, c'est-à-dire d'environ 25 pour 100 au-dessous des anciens, et au moment où l'on espérait regagner par une culture perfectionnée cette différence sur le prix de revient, les prix ont recommencé à monter. Depuis six mois environ, malgré l'accroissement continu de la production nationale, malgré les importations de blé et de viande que le monde entier envoie en Angleterre, une hausse persistante s'est déclarée. L'immense essor que le *free trade* a donné au commerce et qui se manifeste par les rapports officiels sur les importations et exportations, la prodigieuse prospérité qui en résulte pour toutes les classes de la nation et qui se révèle à son tour par les états du revenu public, ont augmenté la consommation à un tel point, que les moyens d'approvisionnement redeviennent insuffisans. Les pluies continues de l'été, en donnant des inquiétudes sérieuses sur la récolte, ont précipité le mouvement. Dans le seul marché de lundi dernier, à Londres, le blé a monté de 3 shillings ; le quarter de froment, qui se vendait 40 shillings il y a un an, en vaut aujourd'hui 54, soit 23 fr. l'hectolitre au lieu de 17. La viande avait déjà subi une augmentation analogue, et le troisième des grands produits agricoles anglais, la laine, avait dû au redoublement d'activité des manufactures, à la diminution des arrivages de l'Australie depuis la fièvre de l'or, une hausse non moins forte.

Ainsi, l'agriculture gagne à la fois des deux mains; elle augmente ses produits, elle diminue ses frais, et elle vend aussi cher qu'autrefois. Cette hausse, qui lui est si avantageuse, n'a d'ailleurs rien d'artificiel et de forcé; c'est la conséquence de la nature des choses et non d'un privilége légal, l'agriculture peut en profiter en toute sûreté de conscience. Elle sera sans doute suivie d'une nouvelle baisse, car de toutes parts le génie commercial est en quête de nouveaux moyens d'approvisionnement ; le besoin qu'on a des blés de la Mer-Noire et de la Baltique est la grande cause qui arrête la guerre contre la Russie ; on va jusqu'en Amérique chercher d'énormes quantités de farine et de maïs. La concurrence réduit partout les frais de transport ; aujourd'hui un bœuf vient du centre de l'Irlande à Londres pour 25 francs, la distance est de 511 milles anglais ou plus de 200 lieues; de Rotterdam à Londres, le port d'un bœuf est de 18 francs, celui d'un veau de 6 francs, celui d'un mouton de 3 fr. Malgré ces facilités, il ne paraît pas probable que la baisse future soit jamais aussi forte qu'après 1848. Bien que, depuis trente-huit ans, 3 millions et demi d'Anglais, Écossais ou Irlandais, aient quitté le royaume-uni pour les

régions les plus lointaines; bien que l'émigration se soit élevée l'année dernière à 1,000 personnes par jour, le flot de la population monte toujours, au moins dans la Grande-Bretagne, et la demande de travail monte plus vite encore. Au train qu'ont pris les choses, on ne serait pas surpris de voir bientôt la viande à Londres à 1 shilling la livre anglaise, ou 3 fr. le kilo. Quel immense surcroît de consommation une pareille hausse suppose!

Le colonel Challoner a porté un toast à l'union de l'agriculture, des manufactures et du commerce, ce qui était, sous une autre forme, la reproduction des opinions émises par lord Ashburton. Lord Harrowby en a porté à son tour un aux classes laborieuses, qu'il a accompagné de quelques nobles paroles, et qui n'était encore que l'expression de cette grande idée, que tous les intérêts bien entendus sont solidaires, ceux des classes inférieures avec ceux des classes supérieures, aussi bien que ceux de l'agriculture avec ceux de l'industrie et du commerce. Quand une nation en est là, tout devient possible pour elle, et un avenir indéfini s'ouvre pour la grandeur nationale comme pour la prospérité des individus. Il y a déjà longtemps qu'on s'en doute en Angleterre, car Pope l'a dit un des premiers dans un vers admirable, *toute discorde n'est qu'une harmonie incomprise :*

All discord harmony not understood.

Tel est le résumé rapide de cette belle fête. L'année prochaine, le *meeting* de la Société royale se tiendra à Lincoln, au centre du comté le plus florissant peut-être sous le rapport agricole. Ceux qui ont fait cette année le voyage de Glocester pour voir l'exposition ont pu compléter leur excursion en visitant, à peu de distance de cette ville, le collége royal agricole de Cirencester. Ce collége a été fondé en 1845 par une société de souscripteurs, sous le patronage du prince Albert; les plus grands noms de l'aristocratie anglaise figurent parmi les souscripteurs comme parmi ceux de la Société royale. On y enseigne les sciences au point de vue de la culture. Une ferme de 700 acres ou 280 hectares, louée à lord Bathurst, y est annexée; les bâtimens sont disposés pour recevoir 200 élèves. Le collége royal de Cirencester a été fondé quelques années avant notre institut agronomique, et il lui a survécu, bien que les pertes, s'il y en avait, dussent être supportées par des bourses privées. Voilà encore une leçon que nous donnent nos voisins.

Agréez, etc.

LÉONCE DE LAVERGNE.

MÉMOIRES DE DANIEL DE COSNAC, archevêque d'Aix, publiés par le comte Jules de Cosnac (1). — L'une de nos associations littéraires les plus actives, la *Société de l'Histoire de France*, poursuit depuis tantôt vingt ans, avec une persévérance infatigable, le cours de ses études et de ses publications. A partir de 1837, elle a édité chaque année un *annuaire* qui renferme pour l'étude du moyen âge des renseignemens fort utiles, et de plus elle a donné une

(1) 2 vol. in-8°; Paris, Renouard.

soixantaine de volumes, dont les uns sont d'excellentes éditions rectifiées et annotées d'ouvrages déjà connus, tels que les *histoires* et les *chroniques* de Grégoire de Tours, d'Eginhard, de Guillaume de Nangis, de Richer, etc.; les autres, des documens publiés pour la première fois. Sagement éclectique dans ses investigations, la Société de l'Histoire de France, fidèle à son titre, ne s'enferme point dans les sujets d'archéologie ou de pure érudition: elle les embrasse, mais en les dépassant, et elle s'attache surtout de préférence à ce qu'on pourrait appeler la partie humaine et vivante. Partie de l'époque mérovingienne avec Grégoire de Tours, elle est arrivée, avec l'avocat Barbier, aux jansénistes, aux convulsionnaires et aux traitans, après nous avoir fait connaître dans ses moindres détails, grâce aux recherches de M. Quicherat, le procès et le martyre de Jeanne d'Arc, et plus tard les mazarinades et l'Hôtel-de-Ville de Paris sous la Fronde. Tout récemment encore, elle vient d'ajouter à cette collection si variée deux volumes relatifs au règne de Louis XIV; ces volumes contiennent les souvenirs de Daniel de Cosnac, archevêque d'Aix, et forment un curieux appendice à ces mémoires autobiographiques qui sont sans contredit l'une des branches les plus importantes et les plus originales de la littérature du XVIIe siècle.

Les *Mémoires* de l'archevêque d'Aix ont été édités avec beaucoup de soin et une connaissance très exacte de l'époque à laquelle ils se rattachent par l'un des membres de sa famille, M. le comte Jules de Cosnac. Le premier volume s'ouvre par une notice de l'éditeur, notice qui se distingue par une grande impartialité, et dans laquelle sont résumés, à côté des faits purement biographiques, les événemens auxquels l'archevêque a été mêlé comme acteur ou comme spectateur. Né en 1630, dans le Limousin, d'une famille qui avait donné dans le XIVe siècle un cardinal à l'église, Daniel de Cosnac entra de bonne heure dans les ordres et fut placé auprès du prince de Conti en qualité de premier gentilhomme de la chambre. Il le suivit à Bordeaux, et resta dans cette ville aussi longtemps que le prince y séjourna lui-même, avec la duchesse de Longueville et la princesse de Condé, pour surveiller et diriger, dans les provinces du midi, les affaires de la fronde, pendant que Condé combattait en Flandre à la tête des Espagnols. La paix ayant été conclue en 1653 entre les frondeurs et les généraux de l'armée royale, Cosnac se retira avec son protecteur au château de La Grange, près Pézénas, et ce fut là qu'il reçut, en 1654, le brevet d'évêque de Valence; mais au XVIIe siècle, les évêchés n'obligeaient point toujours à la résidence, et le nouveau prélat, qui savait s'*avantager*, ainsi que le dit Saint-Simon, acheta la charge de premier aumônier de *Monsieur*, Philippe d'Orléans, frère de Louis XIV. Il y avait, on le voit, dans la conduite de l'évêque de Valence un certain fonds d'ambition mondaine qu'il ne tarda point, du reste, à expier par des tracas de toute espèce. Forcé de vendre sa charge, il se retira dans son diocèse pour s'y livrer exclusivement à ses fonctions épiscopales; mais un arrêt d'exil le relégua bientôt à l'île Jourdain, en Languedoc. Cet exil finit en 1673; il revint alors à Valence, fit partie en 1682 et 1685 des assemblées générales du clergé, et fut promu en 1687 à l'archevêché d'Aix. Il mourut dans cette ville le 18 janvier 1708, après cinquante-quatre ans d'épiscopat.

Daniel de Cosnac, mêlé jeune aux troubles de la fronde et lié avec des per-

sonnages importans, fut en position, sinon de bien juger les événemens, du moins de les étudier de près. Comme la plupart des hommes, il commença par l'ambition pour finir par le désenchantement, et de la sorte sa vie se partagea en deux périodes distinctes, l'une mondaine et même un peu turbulente parfois, l'autre sévère et absorbée par les devoirs de l'épiscopat. Il en résulte qu'il touche par ses souvenirs aux choses les plus opposées, à Molière, à Mme Henriette d'Angleterre, à la révocation de l'édit de Nantes, au siége de Bordeaux par le duc de Vendôme, et à la réforme des couvens du diocèse d'Aix. L'anecdote qui concerne Molière rectifie quelques erreurs relatives aux premières années de la carrière dramatique de ce grand écrivain, alors qu'il n'était encore que directeur d'une troupe ambulante. Dans un ordre de faits tout différent, les détails qui se rapportent à la mort de Mme Henriette d'Angleterre complètent la relation écrite par un chanoine de Saint-Cloud, M. Feuillet, qui assista la princesse dans ses derniers momens. Les pages consacrées par Daniel de Cosnac au récit de cette mort si éloquemment pleurée par Bossuet, et dont le mystère ne sera jamais éclairci, ces pages, disons-nous, sont très touchantes. Le 29 juin 1670, à cinq heures du soir, Madame fut saisie de douleurs atroces. Elle comprit, par la violence du mal, le danger de sa situation, et son premier soin fut de demander le crucifix sur lequel la reine, sa belle-mère, avait rendu le dernier soupir. Elle y attacha ses lèvres, et bientôt, mêlant ses prières et ses larmes, elle exprima en termes simples et pleins d'onction ses regrets de n'avoir pas mis en Dieu seul toute sa confiance. Le roi vint la visiter, mais il avait le cœur si serré qu'il put à peine lui adresser quelques mots. — Ah! monsieur, dit-elle, ne pleurez pas, vous m'attendririez. Vous perdez une fort bonne servante. — A onze heures du soir, M. Feuillet lui administra les secours de la religion. « Il lui parla, dit l'auteur des *Mémoires,* avec beaucoup de force, l'exhortant à s'humilier sous la puissante main de Dieu, qui allait anéantir toute cette trompeuse grandeur. — Vous n'êtes, lui disait-il, qu'une misérable pécheresse, qu'un vaisseau de terre qui va tomber et qui se cassera en pièces. — Monsieur, pendant ce temps, avait fait prévenir Bossuet. — Madame, l'espérance! dit le prélat en entrant dans la chambre. — Je l'ai tout entière, répondit-elle, je suis soumise à Dieu. » Bossuet se prosterna pour prier, et ne cessa de consoler et d'exhorter la princesse jusqu'au moment où sa main glacée laissa tomber le crucifix. « Ainsi, dit l'auteur des *Mémoires,* ainsi mourut à l'âge de vingt-six ans, qu'elle avait accompli depuis quelques jours, cette princesse plus grande par son esprit et par son cœur que par sa naissance, sans avoir jamais témoigné dans une telle surprise aucun trouble, aucune faiblesse, non plus qu'aucune ostentation. Tout ce qu'elle disait venait naturellement et sans effort, et on ressentait en la voyant et en l'écoutant que c'était son cœur qui parlait. Toute la France, qui la regretta au dernier point, fut édifiée de sa piété et étonnée de la grandeur et de la fermeté de son courage. »

La partie des *Mémoires de Cosnac* relative aux rigueurs exercées contre les protestans après la révocation de l'édit de Nantes présente quelques détails nouveaux. En ne prenant les choses que du point de vue politique, on se demande comment un gouvernement qui avait donné tant de preuves

d'habileté a pu commettre de pareilles fautes, rappeler sur le champ de bataille des hommes soumis et désarmés depuis longtemps, appauvrir le pays de bras et d'argent, soulever des haines implacables, pour la simple satisfaction d'arracher de force ou à prix d'argent des conversions qui, obtenues par de pareils moyens, ne pouvaient pas être sincères; ce n'était pas seulement de la cruauté, c'était de la folie; et à la façon dont en parle Daniel de Cosnac, il est facile de voir qu'il était loin d'approuver ce prosélytisme violent. Il convient que s'il y eut des conversions nombreuses dans son diocèse, la crainte des dragons y contribua beaucoup plus que ses propres efforts, et, dans tous les cas, il se montra fort accommodant. Quelque suspectes que lui parussent les abjurations, il se hâtait de les recevoir, et, par cette tolérance, il eut le bonheur de sauver la vie à plus de deux mille personnes. Du reste, il faut rendre cette justice aux membres du clergé français, qu'ils montrèrent au milieu de toutes ces persécutions beaucoup moins d'animosité que les fonctionnaires laïques, la plupart de ces derniers ayant presque toujours exagéré la rigueur de leurs ordres en même temps qu'ils trompaient le roi par de faux rapports.

Comme tous les hommes qui dans le grand siècle de notre littérature ont tenu la plume sans faire métier d'écrire, l'archevêque d'Aix a le style ferme et net, la phrase de pleine venue, le mot vif et pénétrant; il excelle à tracer le portrait, sans doute avec moins de verve et d'éclat que Saint-Simon, — car ce grand peintre n'a point de rival dans notre langue, — mais avec plus de vérité peut-être, parce qu'il a moins de préjugés, moins de passion, et qu'il sait, par une longue pratique des affaires, qu'en fait de vertus publiques ou privées il ne faut demander aux hommes que ce qu'ils peuvent donner. Ce qu'il dit, entre autres, du prince de Conti, du chevalier de Lorraine, d'Henriette d'Angleterre, d'Anne et de Marie-Thérèse d'Autriche, de Mazarin, de Monsieur, mérite d'être recueilli par l'histoire.

A la suite des souvenirs autobiographiques de l'archevêque d'Aix, on trouve comme appendice des pièces détachées qui forment la seconde partie du deuxième volume; ce sont des lettres, des actums, des harangues prononcés soit dans les assemblées du clergé de France, soit dans les réunions des états de Provence. On remarquera dans le nombre le discours sur les limites du pouvoir des papes. L'orateur y développe, avec une vivacité singulière, les théories suivantes, à savoir, 1° que les rois ne doivent reconnaître que Dieu seul comme ayant autorité sur leur temporel; 2° que la connaissance et la domination des affaires de ce monde ayant été défendues aux apôtres, les papes, qui sont apostoliques, ne doivent pas s'en mêler; 3° que le concile est supérieur au pape. Pour appuyer cette doctrine, Cosnac invoque tous les grands noms du catholicisme français, saint Bernard, Hugues de Paris, Richard de Saint-Victor, et nous pensons, pour notre part, qu'il est facile d'en établir la constante filiation à travers notre histoire. Au XVIIe siècle, le clergé était unanime sur ce point; mais de nos jours une réaction très vive s'est opérée dans certains esprits, et dans ce débat, aussi bien que dans les persécutions qui ont suivi la révocation de l'édit de Nantes, ce sont les laïques qui se sont montrés les plus excessifs et les plus ardens. Les pragmatiques, la déclaration de 1682, le concordat qui les confirme et les couronne,

ne sont, aux yeux de ces défenseurs attardés des théories de Grégoire VII sur la suprématie universelle du saint-siége, que des hérésies mitigées. Aussi la publication des *Mémoires de Cosnac* a-t-elle donné lieu à une prise d'armes de l'opinion ultra-catholique. Un journal qui s'en est fait l'organe a frémi en voyant se dresser devant lui le fantôme du gallicanisme dans la personne d'un membre de l'assemblée de 1682, et aussitôt, pour ruiner la doctrine, il s'est mis à attaquer l'homme qui la défendit si vivement dans cette assemblée célèbre. Lorsqu'il s'agit d'un évêque contre lequel, malgré quelques ambitions mondaines, ses contemporains n'ont jamais élevé le moindre reproche, il faut du moins, avant d'en venir aux accusations, vérifier les faits, et c'est précisément ce qu'on a oublié de faire. Ainsi l'on reproche à Daniel de Cosnac de s'être attaché à madame d'Angleterre uniquement pour s'avancer dans les faveurs du roi, et il se trouve précisément qu'à l'époque où le prélat appartint, comme on le disait au XVIIe siècle, à cette princesse, elle expiait, par une disgrâce complète, le désir trop vivement manifesté de faire prendre au duc d'Orléans, son époux, une attitude digne de son rang. On reproche encore à Daniel de Cosnac, après sa promotion à l'archevêché d'Aix, d'avoir administré son diocèse sans être préconisé, et on insinue que ce fait constitue une véritable prévarication; or, il se trouve que l'archevêque d'Aix fut préconisé en 1693. S'il prit possession de son siége avant que les formalités de la préconisation fussent remplies, il agit en cela comme tous les évêques promus à la même époque, qui tous administraient leurs diocèses, en attendant que les difficultés qui existaient entre la cour de Rome et le gouvernement français fussent aplanies. Ceci posé, nous ferons encore remarquer que ceux qui présentent ce fait comme une prévarication mettent en cause la cour de Rome elle-même, puisqu'ils lui reprochent implicitement d'avoir reconnu des prélats indignes, et nous ajouterons que si l'on s'est trompé sur les détails, on a également fait fausse route en ce qui touche la principale question, car si l'on s'était donné la peine d'étudier le gallicanisme du XVIIe siècle, on aurait vu que cette doctrine, présentée comme un corollaire rationaliste de l'hérésie et une négation de la suprématie religieuse du souverain pontife, n'est en réalité à cette date qu'une simple question de politique internationale. Quelque peu fondées que soient les attaques dont nous venons de parler, elles ont eu cependant un certain écho; mais nous ne doutons pas que les lecteurs sérieux qui s'occuperont des *Mémoires de Cosnac*, au lieu d'y voir un sujet de scandale, n'y trouvent qu'un document historique intéressant, écrit avec une sincérité parfaite par un homme qui a tenu dignement sa place dans l'épiscopat. Nous ne doutons pas non plus que, malgré la censure du parti ultra-catholique, ils ne sachent gré à M. le comte Jules de Cosnac d'avoir mis en lumière, en l'éclairant de notes savantes et impartiales, un manuscrit qui ne peut manquer d'intéresser les amis de notre histoire nationale, sans compromettre le moins du monde le clergé du XVIIe siècle.

CHARLES LOUANDRE.

Homes of American Authors (1). — Ce brillant volume contient des notices sur dix-sept auteurs célèbres des Etats-Unis, la description de leurs demeures et des paysages au sein desquels ils vivent. Un volume, qui paraîtra prochainement, complétera cette intéressante série de biographies descriptives. Des gravures d'après des dessins esquissés sur les lieux mêmes, à deux ou trois exceptions près, reproduisent les charmantes demeures des auteurs américains, avec les sites et les paysages environnans. Les portraits des écrivains sont malheureusement trop peu nombreux, et nous faisons des vœux pour qu'au volume suivant ou à une seconde édition de cet ouvrage, le portrait de chaque auteur accompagne sa biographie. Puisqu'on nous montre les palais et les ermitages, qu'on nous montre donc en même temps les grands seigneurs et les solitaires qui les habitent. Une collection de portraits compléterait l'intérêt du livre et en ferait un des documens les plus précieux qu'on pût se procurer à l'avenir pour l'histoire littéraire contemporaine de l'Amérique. Ceux que contient ce volume nous font vivement regretter qu'ils ne soient pas plus nombreux. La dignité calme de M. Everett, la physionomie charmante et heureuse de M. Washington Irving, vraie physionomie de *dilettante*, où respire la volupté intellectuelle, le desir d'admirer; la figure un peu sombre, triste, presque mystérieuse de M. Hawthorne, expliquent parfaitement la nature du talent de ces écrivains. Les demeures des écrivains américains sont réellement des plus agréables, et méritaient bien d'être reproduites à côté des portraits de leurs propriétaires. Ces demeures, à l'exception d'une ou deux, de celle de M. Irving, qui a un caractère oriental où se révèle bien l'admirateur de l'Alhambra et de l'Espagne, et de celle de Fenimore Cooper, qui a un faux air de bâtisse romaine, ont toutes le même caractère, une élégance et un bon goût rustique : on dirait les demeures de héros d'idylles, ou, mieux encore, de terriers lettrés et artistes. Les notices, rédigées par des écrivains célèbres eux-mêmes, parmi lesquels nous citerons MM. Curtis, Bryant, Rufus Griswold, amis et collègues des auteurs dont ils nous entretiennent, sont faites avec talent et contiennent des détails intéressans et quelquefois précieux. C'est un livre qu'il y aura lieu de rappeler plus d'une fois, quand on parlera de la littérature de l'Amérique; bornons-nous pour aujourd'hui à féliciter les auteurs américains d'être si bien logés.

E. MONTEGUT.

(1) Un vol. in-8°; New-York, George Putnam, 1853.

V. DE MARS.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

DE L'ALLEMAGNE.

III.

LA RÉNOVATION PHILOSOPHIQUE ET RELIGIEUSE DEPUIS 1850. [1]

I. *System der Wissenschaft* (*Système de la Science*), par M. Rosenkranz; 1 vol. Koenigsberg, 1850. — II. *Meine Reform der Hegelschen Philosophie* (*Ma Réforme de la Philosophie de Hegel*), par le même; Koenigsberg, 1852. — III. *System der Ethik* (*Système de l'Éthique*), par M. Hermann Fichte; 1 vol. Leipzig, 1850. — IV. *System der speculativen Ethik* (*Système de l'Éthique spéculative*), par M. Chalybæus; 2 vol Leipzig, 1850. — V. *Religiæse Reden und Betrachtungen für das deutsche Volk, von einem deutschen Philosophen* (*Discours et Méditations religieuses adressés à la nation allemande par un philosophe allemand*), 1 vol. Leipzig, 1850. — VI. *Christian Maerklin, ein Lebens und Charakterbild aus der Gegenwart* (*Christian Maerklin, Histoire d'une vie et d'un caractère de ce temps*), par M. David Frédéric Strauss; 1 vol. Mannheim, 1851.

Après la crise qu'elle vient de traverser, il est difficile que l'Allemagne s'intéresse très vivement à la philosophie. Cette science sublime et toutes les questions religieuses et sociales qui en dépendent ne trouvent plus aujourd'hui que des auditeurs indifférens ou effrayés. Voltaire, dans un de ses dialogues, s'écrie avec son intrépidité aventureuse : « Puisque vous croyez que le partage du brave homme est d'expliquer librement ses pensées, vous voulez donc qu'on puisse tout imprimer sur le gouvernement et sur la religion? — Qui garde le silence sur ces deux objets, qui n'ose regarder fixement ces deux pôles de la vie humaine n'est qu'un lâche. » On est tenté, à l'heure qu'il est, de modifier singulièrement ces paroles. Ce qui nous frappe au lendemain de ces révolutions où la philosophie a été compromise par tant d'excès, ce n'est pas la timidité de ceux qui se taisent, c'est le courage et la foi de ceux qui parlent. Comment poursuivre des travaux que tant de plumes

(1) Voyez, dans les livraisons du 1er février et du 15 avril 1853, *le Roman* et *la Poésie en Allemagne depuis* 1850.

indignes ont décrédités? Comment s'adresser encore à des hommes que le nom seul de philosophie effraie comme une menace? Ne vaut-il pas mieux servir silencieusement le culte de la raison et attendre pour parler une occasion plus favorable? Entretenons sans bruit le feu sacré; un jour viendra, soyons-en sûrs, où l'esprit humain redemandera ce qu'il rejette aujourd'hui; la recherche du vrai est immortelle. Ainsi raisonnent sans doute bien des esprits, et cette réserve se comprend aisément. S'il s'agissait de défendre les droits de la pensée contre ces hommes que toute lumière irrite, il n'y aurait, ajoutent-ils, aucun moyen de garder le silence; mais non, ce n'est pas à des ennemis systématiques, c'est à des intelligences justement alarmées que nous avons affaire. Soumettre à une étude persévérante les dogmes des sciences morales et les mille problèmes qui s'y rattachent, n'est-ce pas, dans une société à peine rassise, renouveler les secousses de la veille? L'ordre se rétablit, le bruit de la rue est apaisé, la démagogie est réduite à l'impuissance; pourquoi remettre en circulation les idées et les formules dont les passions hier encore faisaient un si terrible usage? — De telles craintes sont puériles et attestent une vue bien fausse de la situation présente. La meilleure façon de prouver que le désordre est vaincu, c'est de reprendre les nobles études qui sont la force et l'honneur des sociétés prospères. Le mal qu'une science mensongère a fait, la vraie science peut seule le guérir. Des prédicateurs sans mission avaient endoctriné les peuples; des philosophes indignes de ce titre avaient compromis ce qu'il y a de plus élevé dans le cœur et dans l'intelligence de l'homme; n'est-il pas toujours temps de défendre le drapeau de la raison et de rebâtir en quelque sorte une forteresse inexpugnable, où la vérité, gardée par des esprits convaincus, ne sera plus défigurée par les sophistes et portée au milieu des troubles civils comme une arme incendiaire? Quand le calme renaît, cette nécessité est plus impérieuse encore, et le silence n'a plus d'excuse. La restauration morale que nous avons déjà signalée dans le domaine de l'art ne serait qu'un résultat bien précaire, si l'on ne voyait pas le même mouvement transformer aussi les sciences philosophiques.

L'Allemagne a compris ainsi ses devoirs. Malgré le discrédit dont les *jeunes hégéliens* avaient frappé les spéculations de la pensée pure, elle est revenue avec réserve sans doute, mais avec les intentions les plus loyales, aux travaux qui ont toujours été la meilleure préoccupation de son esprit. On a même vu la force de la situation opérer naturellement entre les faux et les vrais philosophes une séparation décisive. Ceux qui cherchaient surtout dans les problèmes philosophiques un moyen de déchaîner les passions ont senti que le moment ne leur était pas propice. Les autres, animés seulement de l'amour du vrai, sentant d'ailleurs combien les désordres de ces derniers temps ont fait de ruines qu'il faut réparer et répandu de préjugés qu'il faut combattre, se sont mis patiemment à l'œuvre. Je ne dirai pas que de nouveaux systèmes aient été construits de toutes pièces : Kant, Fichte, Schelling, Hegel, n'ont pas eu de successeurs; mais la conscience publique a travaillé, et un groupe, sinon une école de sages et ingénieux écrivains a porté ses efforts sur tous les points menacés. Ici, ce sont des disciples de Fichte ou de Hegel qui modifient dans un sens plus pratique les doctrines de leurs maîtres et s'appliquent surtout à fermer toutes les brèches par où un esprit anti-social avait pénétré dans ces

grandes constructions; là, c'est l'école de Herbart, tenue jusqu'ici dans l'ombre par l'éclatante domination de Hegel, qui retrouve tout à coup une juvénile ardeur, et, profitant de la déroute des hégéliens, s'empare du premier rang; ailleurs enfin, et des différens groupes que je signale celui-là n'est pas le moins intéressant, ce sont de libres esprits qui ont secoué le joug des écoles, qui ont renoncé aux formules pédantesques, et qui, traitant dans le langage de tous les questions où nous sommes tous engagés, dissipent loyalement les vieilles ténèbres. On a souvent reproché aux métaphysiciens allemands de fuir devant la critique, comme les dieux d'Homère, devant la lance d'Ajax, s'enfuyaient dans les nuages. Les écrivains dont je parle, au risque de s'attirer le dédain des pédans, ont résolu de converser sur la philosophie et la morale dans un idiome intelligible. Soit intention mûrement réfléchie, soit simple désir d'être lus, ils ont pris le parti d'être clairs, et il ne paraît pas que cela leur ait mal réussi. La clarté, dit Vauvenargues, est la bonne foi des philosophes. La clarté est plus que cela, elle est leur sauvegarde à eux-mêmes, elle leur montre le droit chemin, et, s'ils s'égarent, c'est elle qui les ramène. Tout philosophe qui n'est pas en même temps un écrivain, comme Aristote et Platon, comme Descartes et Leibnitz, fût-il d'ailleurs un penseur énergique, on ne doit l'étudier qu'avec défiance. Les métaphysiciens allemands, depuis ces dernières années, aspirent à être des écrivains; quand il n'y aurait que cette seule réforme dans la littérature philosophique de nos voisins, elle mériterait d'être signalée.

Nous avons des résultats plus graves encore à mettre en lumière. A côté de ces réformes philosophiques, il se fait aussi une sorte de rénovation religieuse. Bien plus, ce double travail s'accomplit souvent par les mêmes mains. L'ardent Lessing, il y a un siècle, voyant la théologie rationaliste de son temps sacrifier à la fois et les mystères du christianisme et les spéculations sublimes de la raison, accourut subitement au secours de la religion afin de défendre la philosophie menacée. Quelque chose de semblable se reproduit sous nos yeux. Toute atteinte aux fondemens du christianisme est une atteinte à la philosophie elle-même. Ce qui était en lutte dans ces dernières années, c'était la matière et l'esprit, c'était le visible et l'invisible, c'était la théorie de l'*immanence*, comme parlent nos voisins, et le dogme de la *transcendance;* c'était enfin le matérialisme le plus grossier qui fut jamais et la plus simple croyance à un monde supérieur qui éclaire le nôtre et le gouverne. Une fois les choses ainsi poussées à l'extrême, une réaction était inévitable; elle a éclaté presque sur tous les points. Il n'est pas de philosophe en ce moment qui ne considère le sentiment religieux comme le foyer de la vie spirituelle et qui ne cherche à l'affermir, à le rectifier parfois, à le diriger enfin selon ses vues, pour lui confier la défense de ses propres doctrines. De tels efforts méritent une scrupuleuse attention, il ne conviendrait pas d'approuver avec trop de confiance un mouvement intellectuel où tant d'intérêts si graves sont engagés; mais, quelles que doivent être nos conclusions, nous pouvons avouer avec quel sentiment de joie inespérée nous commençons l'étude de la rénovation philosophique et religieuse de l'Allemagne.

I.

Il y a vingt-cinq ans à peine, l'influence de Hegel était toute-puissante en Allemagne. Par l'exemple de sa vie, par la dignité morale de sa personne, l'illustre auteur de la *Phénoménologie de l'esprit* suppléait admirablement à tout ce qui manque à ces doctrines. Il croyait sincèrement, et bien des esprits solides étaient persuadés avec lui, qu'il avait concilié à jamais le christianisme et la philosophie. Son autorité était immense : on peut dire qu'il gouvernait, du haut de sa chaire de Berlin, les plus beaux domaines de la pensée. Le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume III, considérant ce maître austère comme le fondateur d'une doctrine destinée à pacifier les intelligences et à réformer le siècle. Le ministre de l'instruction publique, M. le baron d'Altenstein, était son ami le plus dévoué. Dans toutes les universités du Nord, c'étaient ses disciples qui étaient chargés de l'enseignement supérieur, et tous alors, attentifs à la parole du chef, tous graves et enthousiastes, semblaient préparer, comme disait Hegel, le règne de l'esprit et couronner le christianisme allemand. Or, il y a deux ans, un des écrivains les plus recommandables de cette école, celui qui la représente seul aujourd'hui dans sa gravité première, celui qui en maintient ou en rectifie les principes avec le plus d'autorité, M. Charles Rosenkranz, écrivait ces paroles : « La philosophie de Hegel, dites-vous, exerce encore un grand empire? Une telle assertion a de quoi nous surprendre. Le fondateur de ce système est mort depuis vingt ans. Son Mécène, le ministre d'Altenstein, l'a suivi dans la tombe voilà plus de dix ans déjà. Depuis plus de dix années aussi, son plus imposant adversaire, Schelling, enseigne à Berlin sa philosophie positive. Notre école ne s'est pas seulement fractionnée en plusieurs partis, ces partis eux-mêmes sont dissous, et il n'en reste plus que des personnalités isolées, lesquelles ont si peu de rapport les unes avec les autres, qu'elles semblent toujours prêtes à donner le signal d'une guerre de tous contre tous. Les deux recueils, organes de l'ancienne école et de la nouvelle, sont morts et ensevelis. L'école de Herbart au contraire, gagne chaque jour du terrain, et, maîtresse qu'elle est des journaux de Leipzig, elle pousse contre nous toute la presse quotidienne avec une infatigable ardeur. Nous sommes, à les entendre, des ignorans, des spinozistes, des destructeurs de tout ordre moral. Les partisans de Krause et de Baader nous attaquent dans les mêmes termes; pour la presse catholique, notre philosophie est une œuvre anti-chrétienne, une œuvre satanique, et partout où l'ultramontanisme gouverne, il destitue les professeurs soupçonnés d'attachement au système de Hegel. Quant à ceux qui, comme Ulrici, Weisse, Hermann Fichte, Maurice Carrière, doivent tant aux idées de mon maître, ce sont pour nous des adversaires plus impitoyables que des théologiens comme Staudenmaier ou Sengler, comme Gunther ou Trebisch, comme Schaden ou Hofmann. »

L'ouvrage où M. Rosenkranz exhale cette plainte amère porte ce titre : *Ma Réforme de la Philosophie de Hegel*. Ce rapprochement est expressif : M. Rosenkranz lui-même a compris qu'une réforme de l'hégélianisme était indispensable. Son dévouement ne l'a pas aveuglé, il a vu les désordres inouïs

dont la philosophie hégélienne a été l'occasion ou le prétexte, et il a compris qu'il était urgent de justifier son maître. Je ne sais si M. Rosenkranz réussira; ce dont je suis bien certain, c'est que personne mieux que lui ne pouvait convenir à une telle entreprise. *Si Pergama dextra defendi possent...* Si le système de Hegel, devenu à tort ou à raison le foyer de l'athéisme et de la démagogie, doit reprendre un rang glorieux et utile parmi les grands travaux de l'esprit humain; si la génération présente, surmontant le dégoût qu'excitent les faux hégéliens, doit profiter encore de tout ce que le système du maître contient de vrai et de fécond, M. Rosenkranz était naturellement appelé au rôle qu'il s'attribue aujourd'hui. M. Rosenkranz est un esprit net et ingénieux; il joint à la science ce que la science ne donne pas toujours, un sentiment très vif de la réalité. La philosophie n'a jamais été sous sa plume l'art de combiner avec adresse de vides abstractions théologiques. Il aime les libres productions de l'intelligence, et il comprend à merveille le jeu de toutes les facultés humaines. On a de lui une *Histoire générale de la Poésie*, une *Histoire de la Poésie allemande au moyen âge*, et une excellente étude intitulée *Goethe et ses œuvres*, qui attestent la force et la souplesse de son talent. Cette souplesse habile et ce sentiment de la vie, il les a portés dans ses travaux métaphysiques. Je sais qu'il n'a jamais dédaigné l'exposition dogmatique des idées; il est manifeste cependant que l'histoire a pour lui un singulier attrait. Sa biographie de Hegel et ses doctes résumés de Schelling et de Kant ont acquis en Allemagne une légitime autorité. Avec toutes ces dispositions précieuses, on ne s'étonnera pas que M. Rosenkranz soit demeuré le défenseur dévoué des traditions de son maître. Porté par la droiture naturelle de son esprit à rectifier, même sans le savoir, les principes de la dialectique hégélienne, il ne lui a pas été difficile d'échapper aux naïves alarmes ou aux violences fiévreuses qui ont dissous cette grande école. Tandis que de nobles et tendres âmes comme M. Gœschel faisaient du système de Hegel un mysticisme chrétien et en venaient peu à peu à supprimer toute philosophie, tandis que des intelligences désordonnées comme celles des *jeunes hégéliens* prétendaient au contraire tirer de la doctrine du maître une apothéose insensée du genre humain d'où l'on redescendait vite à une démagogie abjecte, M. Rosenkranz demeurait fidèle à un spiritualisme sérieux. Au milieu des excitations de 1848, les esprits réputés les plus graves de l'école, M. Michelet (de Berlin) par exemple, avaient fini par suivre le drapeau des athées; M. Rosenkranz déploya dans le péril des qualités nouvelles, et on le vit occuper son poste avec une fidélité courageuse. Combien son rôle a grandi depuis ce jour-là! A l'époque où l'école hégélienne, déjà divisée, mais puissante encore, formait plusieurs partis comme une assemblée délibérante; à l'époque où il y avait la droite, la gauche, le centre, sans compter le centre gauche et le centre droit, dans cette chambre des députés que régissait la constitution de Hegel, M. Rosenkranz était le chef du juste-milieu. Depuis 1848, il n'est plus le *leader* d'un grand parti, il n'est plus le centre, il est à lui seul l'école de Hegel tout entière. Un des chefs des *jeunes hégéliens*, le démagogue Arnold Ruge, s'est vanté quelque part d'avoir opéré la dissolution complète de la philosophie hégélienne; il oubliait que M. Rosenkranz était là, esprit aussi ferme qu'élevé, aussi résolu que pénétrant, et il

se flattait, Dieu merci, d'une orgueilleuse illusion, s'il croyait que le dernier mot appartiendrait aux docteurs ébouriffés qui proclamaient au nom de Hegel la sauvage divinité du moi. Accablés par le mépris public, les *jeunes hégéliens* se renient les uns les autres, et voilà M. Rosenkranz qui rassemble en un corps de doctrines les principes modifiés de l'ancienne école; voilà le lévite fidèle qui essaie de relever les murailles du temple, le voilà qui chasse les sophistes et lave la pierre du parvis!

L'ouvrage dans lequel M. Rosenkranz s'est proposé de défendre et de rectifier, s'il y a lieu, la philosophie qu'il aime, est intitulé *Système de la Science*. Publié en 1850, ce livre a vivement excité l'attention, et la polémique dont il a été l'objet a obligé l'auteur à le compléter l'année dernière dans l'écrit que je signalais tout à l'heure. Le *Système de la Science* et le curieux manifeste qui porte ce titre, *Ma réforme de la Philosophie de Hegel*, tels sont les deux plaidoyers que M. Rosenkranz a publiés pour l'honneur de sa cause. Bien que M. Rosenkranz soit une intelligence résolue, il était impossible cependant que l'inspiration du livre ne révélât pas çà et là une tristesse trop justifiée : « Je ne tiendrai pas, s'écrie-t-il dans la préface de son livre, que le spectacle de ces deux dernières années ne m'ait causé maintes fois une affliction profonde. Un antagonisme terrible partage notre temps et se manifeste en d'incroyables luttes. Le ténébreux fantôme que je voyais, dans le domaine de la science comme dans celui de la réalité, diriger fixement vers nous ses lèvres pâles et ses vides paupières, me rappelait le disciple de Saïs qu'a chanté notre grand Schiller. Des jeunes gens, des hommes à l'âme puérile, téméraires plutôt que hardis, turbulens plutôt qu'empressés, animés d'un violent égoïsme au moment où ils croient faire acte de piété, s'élancent impétueusement pour soulever le voile qui cache les traits de la déesse. La foule applaudit comme à une action héroïque, et les applaudissemens les enivrent; mais quand ils ont accompli leur attentat, la déesse outragée les foudroie de son regard, et ils tombent évanouis. Certes de tels hommes sont trop orgueilleux pour être sincères; nous soupçonnons pourtant que dans le secret de leur conscience, ils doivent se dire comme le disciple de Schiller : « Malheur à celui qui marche à la vérité par la voie des impies! jamais la vérité ne réjouira son âme. » M. Rosenkranz signale surtout avec douleur ces ardeurs matérialistes comprimées aujourd'hui, mais dont les derniers troubles ont révélé la désastreuse action, et qui éclateront un jour ou l'autre. Il se demande si l'on peut espérer que le genre humain prenne encore intérêt à la science, si un temps ne viendra pas où le souverain bien pour l'homme sera de manger dans quelque phalanstère. « Mais laissons là, reprend-il, ces désolantes pensées! Il y a des heures où l'espèce humaine peut se croire en proie à une maladie mortelle; ce n'est là toutefois qu'une phase de l'humanité, et la France, l'Italie et l'Allemagne ne sont pas le monde entier. » Cette consolation du philosophe est singulièrement triste; nous n'avons pas assez de stoïcisme pour nous en contenter. Nous aimons mieux croire que l'amour de la vérité anime encore chez nous des milliers d'âmes généreuses, que le culte des jouissances grossières n'étouffera pas la foi spiritualiste. J'en atteste l'ouvrage même de M. Rosenkranz et le succès qui l'a couronné en Allemagne : non, la vieille Europe, Dieu merci, n'est pas encore obligée d'aban-

donner à des races plus jeunes la mission qu'elle a reçue; l'heure n'a pas encore sonné où il faudra la placer à son rang dans la nécropole de l'histoire.

Le *Système de la science* est un résumé des principes et des résultats de la philosophie hégélienne telle que l'entend M. Rosenkranz. Or ce qu'on avait e plus sévèrement condamné jusqu'ici dans le système de Hegel a disparu de cette exposition habile. Le système de Hegel, qu'il nous soit permis de le rappeler en peu de mots, présente surtout trois grandes évolutions mystérieuses qui donnent le secret du monde entier. L'infini existe avec ses propriétés merveilleuses, mais il n'existe d'abord qu'en puissance, comme on dit dans le langage de l'école; il n'a pas encore conscience de lui-même. Pour qu'il acquière cette conscience, il faut qu'il sorte de ses propres liens et se manifeste au dehors Il se manifeste, et par cela seul voilà le fini qui est créé. Mais 'existence du fini mérite-t-elle vraiment ce nom, tant que le fini ne sait pas quels liens l'attachent indissolublement à cet infini dont il émane? Qu'il le sache donc; qu'il rentre dans le sein sacré de la vie, qu'il rapporte à cette puissance, divine sans doute, mais confuse et enveloppée, la conscience et la personnalité qui lui manquent : alors la raison infinie a terminé son œuvre, et le mystère du monde est achevé! Réduit à ces formules, le système de Hegel ressemble à quelque cosmogonie indienne. Ce sont là certainement d'étranges hallucinations. Cependant dans ce cadre fantastique, dans cette *construction* sans base et sans réalité, que de détails ingénieux et profonds! que de vues originales sur la marche et le développement de l'esprit! quel sentiment de la vie universelle! Ce Proclus du XIXe siècle, qui s'imaginait interpréter philosophiquement la religion du Christ et qui en sapait la base, est sorti du moins de ces abstractions chimériques pour prendre possession du monde réel, et il a éclairé d'une lumière inattendue l'histoire logique de l'intelligence humaine. M. Rosenkranz supprime le cadre de ce grand système, et n'en conserve que les détails. Ce passage de l'infini au fini et ce retour du fini à l'infini, ce dieu qui ne se connaît pas d'abord et qui n'atteint que dans l'esprit de l'homme la conscience claire et complète de son être, toute cette ontologie insensée a disparu. L'auteur admet sans doute les divisions générales adoptées par son maître, il place au premier rang la logique, c'est-à-dire l'étude de l'éternelle raison considérée en soi; il passe de là à la philosophie de la nature, et arrive enfin à la philosophie de l'esprit, où l'intelligence de l'homme, s'élevant à la notion absolue du beau, du vrai, du bien, semble posséder Dieu même; mais du moins, en reproduisant ces termes qui rappellent les trois évolutions gigantesques racontées par Hegel, il a grand soin de soutenir que l'esprit infini est un esprit personnel, que Dieu, possédant toutes les perfections, possède avant tout la perfection de la connaissance, que l'homme enfin, nature essentiellement dépendante, est séparé par un abîme de cet absolu qu'entrevoit et que poursuit éternellement sa raison.

Le défaut capital du programme tracé par M. Rosenkranz, c'est qu'il prétend embrasser la science entière, et qu'à côté d'une métaphysique et d'une psychologie il tente l'explication philosophique de toutes les puissances de la nature. C'était aussi l'ambition de Hegel; mais toutes les parties du système chez le philosophe de Berlin étaient liées ensemble par cette évolution de l'esprit infini que M. Rosenkranz a eu raison de ne pas emprunter à son

maître. Il ne reste donc chez le disciple que des fragmens juxtaposés. Comment passe-t-il de sa logique à la philosophie de la nature et de la philosophie de la nature à la philosophie de l'esprit? Il ne le dit pas, il ne peut le dire, et le lecteur ne saurait voir dans cet arrangement de son édifice qu'une fantaisie arbitraire. M. Rosenkranz, en un mot, a fait trop ou trop peu. Il devait modifier plus hardiment la construction de Hegel, ou bien, comme l'auteur de la *Phénoménologie de l'esprit*, il devait chercher la chaîne mystérieuse dont les anneaux embrassent le monde. Quand on se place d'emblée, comme Hegel, au sein de l'être infini, au lieu de s'élever régulièrement du connu à l'inconnu et de la psychologie à Dieu, on se condamne aux plus extravagantes hypothèses. M. Rosenkranz a repoussé les hypothèses, mais il n'a pas eu le courage de combattre en face les préjugés hautains de la philosophie allemande, et de revenir à la vraie, à la seule méthode, à cette méthode psychologique fondée il y a deux mille ans par Socrate, et agrandie au XVIIe siècle par le génie de Descartes. Il n'y a que deux méthodes en présence dans la philosophie moderne : cette méthode cartésienne qui a établi le spiritualisme sur ses bases immortelles, cette méthode qui a exercé une si noble influence sur notre grand siècle, qui a prêté un si précieux secours à la théologie chrétienne, que Fénelon, Malebranche, Bossuet lui-même, ont si magnifiquement appliquée, — et l'orgueilleuse méthode de Hegel, qui, après s'être flattée de conquérir à l'esprit de l'homme de plus sublimes domaines, l'a rabaissé en fin de compte au grossier délire de l'athéisme.

Un esprit très distingué, M. le docteur Wirth, dans un recueil qu'il publie à Stuttgart sous le titre d'*Études philosophiques*, a donné une critique approfondie de l'ouvrage de M. Rosenkranz, et il lui reproche hautement les nombreuses contradictions de son système. « M. Rosenkranz, dit-il, a l'intention manifeste de réformer le système de Hegel, mais il conserve encore bien des principes qui rendent sa tentative infructueuse. » M. Wirth devait aller plus loin et mieux préciser son reproche. Les erreurs de M. Rosenkranz sont toutes dans la méthode hégélienne; tant que les disciples du philosophe de Berlin n'auront pas renoncé à leur dédain de l'expérience, tant qu'ils auront la prétention de créer de toutes pièces une ontologie absolue pour embrasser de là le système entier du monde, les meilleures intentions ne produiront pas de résultats. Dans sa brochure intitulée *Ma Réforme de la Philosophie de Hegel*, M. Rosenkranz répond avec vivacité aux objections de M. Wirth; il repousse surtout l'accusation d'athéisme si souvent adressée à son maître; Hegel, assure-t-il, croyait à la personnalité de Dieu, et ce premier être sans conscience et sans volonté, cette substance infinie qui a besoin de se manifester dans ses contraires afin d'arriver à se connaître, ce germe de Dieu qui ne fleurira et ne portera ses fruits que sur le théâtre complet de l'univers, ce n'étaient pour Hegel que de simples abstractions nécessaires à l'infirmité de notre esprit. A la bonne heure! mais que l'athéisme fût ou non dans la pensée de Hegel (et je veux rester persuadé qu'il n'y était pas), il n'en est pas moins vrai qu'il est contenu dans le système général du philosophe, et que les *jeunes hégéliens* n'ont pas manqué de logique. Tous ces docteurs effrontés qui ont proclamé la divinité de l'homme n'ont rien compris, dites-vous, à la véritable pensée du maître; soit : — ils n'ont pas été fidèles à l'intention secrète de Hegel,

mais, cela est trop évident, ils ont été fidèles à sa méthode. Que cet avertissement vous éclaire. Témoin des désordres où cette logique infatuée a conduit toute une école, M. Rosenkranz serait inexcusable de s'arrêter à moitié chemin. Les hommes qu'il combat aujourd'hui, les faux disciples, les faux savans, les insulteurs de la déesse de Saïs, ont suivi docilement, non pas la pensée de Hegel, mais les procédés de sa dialectique; soyez fidèles, vous, à cette pensée que vous avez le courage de revendiquer, et pour cela renoncez désormais à sa méthode! « D'où viennent les argumens des athées? » disait Descartes dans la préface de ses *Méditations*. « De ce que l'on feint dans Dieu des affections humaines, ou de ce qu'on attribue à nos esprits tant de force et de sagesse que nous avons bien la prétention de vouloir déterminer et comprendre ce que Dieu peut et doit faire. » Il semble, en vérité, que ces paroles s'appliquent à la moderne philosophie allemande. Hegel prétend déterminer ce que Dieu peut et doit faire; il débute par une théodicée *à priori*, et cette théodicée a beau répugner à toutes les notions du sens intime, à toutes les inductions de l'expérience, il la proclame comme une vérité hors de doute, il en fait la base de tout son édifice; or, comme c'est la fantaisie métaphysique de Hegel qui s'est substituée à Dieu, les écoles qui se rattachent à lui finissent aussi, de déduction en déduction, par se substituer à l'essence suprême, et cette substitution dès lors n'est plus, comme chez Hegel, une témérité de méthode, c'est une impiété orgueilleuse et cynique : le grave Hegel est remplacé par MM. Feuerbach et Stirner. « De sorte, reprend Descartes, que tout ce qu'ils disent ne nous donnera aucune difficulté, pourvu seulement que nous nous ressouvenions que nous devons considérer nos esprits comme des choses finies et limitées, et Dieu comme un être infini et incompréhensible. » Voilà la vérité, voilà la solution du problème. Ce Dieu infini, incompréhensible, n'essayez plus de le connaître *à priori;* élevez-vous à lui par le double travail de l'observation psychologique et de la raison; en d'autres termes, renoncez à la méthode insensée par laquelle vous prétendez être plus qu'un homme, et reprenez courageusement la route qu'avait tracée Descartes. M. Rosenkranz est en de bonnes conditions pour cela; il proclame la personnalité de Dieu sans se soucier du dédain des *humanistes*, et la meilleure partie de son livre incontestablement, c'est la psychologie. La prétendue méthode ontologique n'a donné que trop de preuves de son impuissance ou de son délire; il est temps de revenir à l'étude de l'âme et de rentrer dans le domaine de la vie. Il s'en faut bien que le spiritualisme de Descartes ait produit tout ce qu'il renferme; portez-y vos richesses, déployez-y la hardiesse désormais contenue de l'esprit allemand; c'est le seul moyen de faire disparaître à jamais les fantômes sinistres qui vous obsèdent et de renouveler le champ de la science.

L'exemple est donné à M. Rosenkranz; il semble qu'on revienne de toutes parts à la philosophie de Kant. Kant ou Descartes, le point de départ est le même. On sait que l'illustre maître de Kœnigsberg, en étudiant les facultés de l'intelligence, avait cru découvrir que la raison ne pouvait nous assurer la connaissance du vrai. Comme un moule qui donne son empreinte à la matière, l'esprit impose sa forme et sa marque aux objets qu'il conçoit, et nos

idées, bien loin de représenter les choses, en sont une transfiguration continuelle. Ce scepticisme étrange, fondé sur les antinomies entre lesquelles Kant fait osciller notre raison, avait conduit peu à peu, — non pas, comme on pourrait le croire, par une réaction désespérée, mais par une déduction audacieuse et subtile, — à une doctrine absolument contraire. L'esprit transfigure les choses, disait Fichte d'après son maître, et, s'avançant d'un pas résolu dans cette voie, il concluait que le monde en effet, le monde moral comme le monde matériel, était la création de l'esprit de l'homme. Kant avait élevé autour du *moi* des barrières qu'il croyait infranchissables; Fichte, par une dialectique aventureuse, identifiait la raison de l'homme avec la raison impersonnelle dont la lumière le guide, et toutes les barrières de Kant s'évanouissaient. C'est donc le scepticisme de Kant qui a produit ce dogmatisme hautain où s'est réfugiée l'ardente métaphysique des Allemands, et pour vaincre cet idéalisme extravagant d'où la démagogie athée est sortie, c'est le scepticisme de Kant qu'il faut vaincre. Déjà un des adversaires les plus résolus de l'idéalisme, le contradicteur le plus redoutable de Hegel, le philosophe Herbart disait pour caractériser son propre système : « Je suis un kantiste réformé. » Le mot est spirituel et indique une intention profonde. Il faut en effet revenir à Kant, mais avec un ferme désir de le réformer; il faut ramener la science à l'étude psychologique, mais il faut triompher de cette critique de Kant, dont les interdictions et les doutes ont poussé l'imagination philosophique de l'Allemagne à tant de folles entreprises. Eh bien! presque tous les philosophes de l'Allemagne, tous ceux du moins qui attirent aujourd'hui l'attention, tous ceux qui cherchent à sortir d'une situation désastreuse, sont des *kantistes réformés*. Le mouvement dirigé par Herbart n'a pas produit d'ouvrages considérables. Depuis les travaux de MM. Hartenstein et Drobisch, c'est-à-dire depuis environ une quinzaine d'années, cette école n'a guère fait que protester dans l'ombre; elle reprend aujourd'hui une vie inespérée. Ce ne sont pas d'éclatans ouvrages qu'elle fait paraître; mais, — M. Rosenkranz nous le disait tout à l'heure, — elle a son centre à Leipzig, elle règne dans la capitale de la presse, et, maîtresse d'une grande partie des journaux, elle fait une rude guerre à l'idéalisme. La philosophie de Herbart (ce n'est pas le moment de l'apprécier) contient sans doute de graves erreurs et des bizarreries étranges; son originalité et sa force, c'est l'opposition si résolue qu'elle fait aux extravagances de l'idéalisme. Voilà surtout ce qu'on lui emprunte. On ne prononce guère le nom de Herbart, mais de fermes esprits issus de différentes écoles, des disciples de Fichte, de Schelling, de Hegel lui-même, ne craignent pas de déclarer comme lui qu'ils sont des kantistes réformés. Ainsi on est ramené invinciblement au point où Kant avait laissé la philosophie; c'est le vrai point. Les systèmes qui ont suivi ne sont que des excursions aventureuses, des excursions d'où on avait rapporté çà et là de riches trésors, mais qui conduisaient aux abîmes. La génération actuelle a compris qu'il importait de rentrer dans les grandes voies de la science. Kant, comme Descartes, avait pris pour point de départ l'étude de la raison; seulement son mâle et subtil génie avait soulevé une objection redoutable qui arrêtait tous les efforts de la pensée métaphysique : la chose urgente, à l'heure qu'il est, est de triom-

pher de cette objection. Et comment pourra-t-on échapper à ce cercle fatal? Par les mystiques élans de Fichte? par le panthéisme de Schelling et de Hegel? Non; par l'étude sévère de la réalité : toute la situation est là.

Parmi les écrivains qui travaillent à la solution du problème, il faut citer au premier rang M. Chalybæus, M. Hermann Fichte et M. Maurice Carrière; ils reviennent tous aux faits de l'expérience, à l'étude des sentimens humains, et sans trop se préoccuper de ces antinomies de Kant qui se dressaient naguère comme un épouvantail sur les pas des penseurs, ils s'attachent à l'examen de la réalité et de la vie. Le commencement de la philosophie, selon Herbart, c'étaient les faits de l'expérience, mais les faits de l'expérience contrôlés et rectifiés par la métaphysique. Il pensait ainsi réformer Kant, car il admettait avec le philosophe de Kœnigsberg que les facultés de l'homme ne donnaient pas une perception exacte et complète de la réalité; seulement, au lieu de croire, comme le critique de la raison, que la vérité fût interdite à notre esprit, il attribuait à une réflexion supérieure, qu'il appelait métaphysique, le droit et le pouvoir de redresser les fausses notions de l'expérience. Il s'en faut que cette théorie se distingue par la précision et la netteté; n'est-il pas manifeste cependant que cette place réservée à l'expérience est une indication féconde? C'était un des principes d'Herbart, qu'il fallait additionner tous les faits, toutes les notions acquises, avant de construire la science philosophique; il ajoutait même que la philosophie de la religion n'était pas encore possible, l'humanité n'ayant pas jusqu'ici une expérience suffisamment longue de ses destinées religieuses. Voilà certes une bizarrerie singulière, comme il y en a en si grand nombre dans l'incomplet système de Herbart. Cette opinion révèle pourtant le prix que ce penseur ingénieux attachait à la réalité et la crainte qu'il avait des excès de l'idéalisme. L'école qui se forme aujourd'hui éprouve les mêmes défiances et s'entoure des mêmes précautions : c'est là un excellent signe. M. Hermann Fichte, M. Chalybæus et M. Maurice Carrière consacrent toute leur attention à la vie religieuse et morale du genre humain.

M. Hermann Fichte est le fils du penseur célèbre qui, pour se soustraire aux antinomies du philosophe de Kœnigsberg, a fondé l'idéalisme le plus audacieux qui fut jamais. On n'échappe aux dangers de cet idéalisme que par la vigueur naturelle d'une conscience droite. Fichte était une nature austère. Soit qu'il prît son point d'appui, comme son maître Kant, dans un stoïcisme héroïque, soit que sur la fin de sa carrière il puisât sa force morale dans un mysticisme enthousiaste, l'auteur des *Discours à la nation allemande* a donné pendant toute sa vie l'exemple d'une âme droite et d'un grand caractère. Ces nobles traditions paternelles revivent aujourd'hui chez M. Hermann Fichte. Occupé d'abord de travaux philologiques, collaborateur habile de Boeckh et de Buttmann, M. Hermann Fichte a senti bientôt que sa vraie vocation le portait vers les études où s'était illustré son père. Il avait été tour à tour disciple de Schleiermacher et de Schelling; mais de secrètes prédilections, qui se comprennent aisément, le ramenaient toujours à ces fortes doctrines morales qui avaient été la préoccupation de l'illustre Fichte. Un des meilleurs travaux de M. Hermann Fichte, c'est la belle et complète biographie qu'il a consacrée à son père. Si son enseignement à Bonn ne se

distinguait pas par des allures très précises, on y remarquait néanmoins, comme une inspiration toujours présente, le plus vif sentiment de la dignité de l'homme. Cette inspiration s'est fortifiée depuis 1848, et M. Hermann Fichte prend aujourd'hui une des meilleures places dans ce groupe d'écrivains qui veulent relever la science avilie. L'ouvrage que M. Hermann Fichte a publié en 1850 est intitulé *Éthique*. Le premier volume, le seul qui ait paru, est une histoire de tous les systèmes de morale qui se sont produits depuis cent ans. C'est depuis cent ans en effet, c'est depuis le mouvement du XVIIIe siècle que l'esprit humain, révolté contre le christianisme, a été incessamment en travail d'une loi nouvelle. Jamais prétentions plus hautaines ne se sont déployées dans le domaine de l'esprit, jamais plus d'affirmations contraires n'ont tenu en suspens les intelligences déroutées. On n'avait pas encore résumé dans un tableau d'ensemble cette étonnante mêlée philosophique; M. Hermann Fichte a entrepris cette tâche, et il y a fait preuve d'une sagacité remarquable. Les métaphysiciens allemands depuis Kant, les psychologues anglais et écossais, les publicistes et les réformateurs de la France, depuis Montesquieu et Rousseau jusqu'aux écoles contemporaines, sont caractérisés par M. Hermann Fichte avec précision et vigueur. Ce n'est pas une histoire abstraite de la philosophie, c'est une histoire vivante; l'auteur se préoccupe surtout de l'application des doctrines. C'est ainsi qu'il peut réunir tant de doctrines contraires et composer une œuvre d'une vigoureuse unité. Sévère pour les théories dangereuses et pour les divagations incohérentes, M. Hermann Fichte ne perd jamais de vue l'inspiration pratique de son travail; il cherche avant toutes choses à extraire des systèmes des maîtres toutes les vérités durables. L'Allemagne s'est longtemps moquée de l'éclectisme, c'est-à-dire de l'esprit même du XIXe siècle, et elle a affecté de n'y voir qu'un syncrétisme sans idéal; elle y revient aujourd'hui, comprenant enfin que ces orgueilleux systèmes, composés tout d'une pièce, ne vaudront jamais les vérités lentement acquises et contrôlées en quelque sorte par la grande épreuve de la vie. Quelle lumière guidera M. Hermann Fichte dans cette confuse mêlée des opinions? Tout philosophe éclectique a besoin d'un principe supérieur; l'idée qui inspire M. Hermann Fichte est excellente; son but, il le déclare sans détour, c'est le perfectionnement moral du genre humain. Toute idée, toute doctrine qui peut contribuer à ce résultat doit être relevée avec honneur et séparée des erreurs qui la déparent. C'est ainsi qu'il revendique la belle conception du devoir si fortement établie par le philosophe de Kœnigsberg; c'est ainsi qu'avec une piété touchante et une impartialité respectueuse, il juge les sublimes écrits de son père, et maintient comme éternellement acquises tant de nobles théories sur la destination religieuse et scientifique de l'homme. Partout, dans tous les pays, dans toutes les écoles dignes de ce nom, chez M. Stahl et M. de Savigny comme chez Kant et Fichte, chez Baader et Krause comme chez Schleiermacher et Schopenhauer, chez Dugald-Stewart et Reid comme chez Montesquieu et Rousseau, il cherche et il est heureux de trouver des principes qui ont contribué à l'éducation morale des esprits. Quand l'intention seule est digne d'éloges, il signale la bonne volonté du penseur et soumet ses travaux à une critique résolue. C'est ainsi que les écrits de l'école mystique et piétiste, les écrits d'Adam Müller et de M. Stahl trouvent chez lui un juge à

la fois bienveillant et sévère. La France a souvent opposé les travaux psychologiques des Anglais et des Ecossais aux ambitieuses témérités de la métaphysique allemande; M. Hermann Fichte ne craint pas de condamner le dédain de ses compatriotes à l'égard de l'école écossaise, et, suivant MM. Cousin et Jouffroy, il marque avec une véritable sympathie la place de cette sage école dans le développement du XIXe siècle.

Cette belle et féconde étude n'est que le préliminaire du système moral que nous promet M. Hermann Fichte. Ce système, on peut l'entrevoir déjà, il est écrit dans tous les jugemens de l'auteur. « Depuis un siècle, dit M. Fichte, on s'est attaché surtout à la conquête des droits de l'homme, et on a pensé que l'établissement de ces droits était le but de la science. Le but, c'est le perfectionnement moral de l'humanité, et les droits que l'homme réclame, les droits que lui ont assurés déjà les transformations de notre siècle, ne doivent être pour lui qu'un moyen de marcher plus sûrement à ce but. Ce n'est pas assez de dire : « Le droit est corrélatif au devoir; tout droit suppose nécessairement un devoir; » il faut établir surtout que les droits nouvellement acquis, la liberté civile, l'égalité devant la loi, en un mot toutes les garanties sociales, indiquent le début d'une période nouvelle dans ce travail de perfectionnement, qui est la suprême loi de l'humanité. Ce sont des instrumens meilleurs, ce sont des armes plus savantes qu'on lui donne; quel usage en fera-t-elle? Voilà ce que la philosophie morale doit lui dire. Tout système de morale sociale qui ne parle à l'homme que de ses droits et des devoirs corrélatifs à ces droits ne soupçonne même pas les conditions du problème. »

Il y a, ce me semble, une belle inspiration, une ardeur vraiment originale dans l'*Ethique* de M. Hermann Fichte. Une telle préface oblige singulièrement celui qui l'a écrite; espérons que l'auteur tiendra toutes ses promesses. Or, au moment où M. Fichte établissait ainsi la loi du perfectionnement spirituel, un autre écrivain du même groupe, M. Henri-Maurice Chalybæus, publiait un système complet de morale intitulé : *Système de l'Éthique spéculative, ou Philosophie de la famille, de l'état et de la vie religieuse*. M. Chalybæus s'était fait connaître, il y a déjà plusieurs années, par une opposition habile au panthéisme de Hegel; son *Histoire de la philosophie allemande depuis Kant* attestait une intelligence nette et résolue. Dans l'ouvrage qu'il donne aujourd'hui, il ne se contente pas de condamner des erreurs assez décriées déjà par les conséquences qu'elles ont produites, il met en face du panthéisme et de l'idéalisme absolu une doctrine toute pratique. « La science! disent les docteurs hégéliens, le système de la science! » La grande affaire de l'homme, à les entendre, ce serait le savoir universel; quant à l'art de bien vivre, leur philosophie ne s'en occupe guère. Il s'est formé dans l'école une sorte de quiétisme intellectuel, et l'orgueil ou la prétention de savoir y a détruit le juste sentiment de la vie. Ce quiétisme a eu dans l'Allemagne d'aujourd'hui les mêmes résultats que le mysticisme du moyen âge. Une fois qu'ils ont senti le besoin de vivre, et qu'ils sont redescendus sur la terre, les disciples, déshabitués de toute règle, ont embrassé la matière avec délire. Les écrivains dont je rassemble ici les noms sont bien décidés à faire ce que fit Socrate il y a plus de deux mille ans, lorsqu'il obligea la philosophie à sortir des nuages, et qu'il lui apprit à marcher au milieu des hommes. M. Chalybæus a hor-

reur du pédantisme : « Le but de la vie, dit-il, ce n'est pas la science, c'est la sagesse. » Ce que M. Hermann Fichte affirme des droits politiques, lesquels ne sont que l'instrument du devoir, M. Chalybæus l'affirme aussi de la science, chose inutile, chose dangereuse, si elle n'est l'instrument de la loi morale et la préparation d'une existence meilleure.

La science allemande, comme on voit, rentre ici complétement dans les grandes voies de l'école française. L'auteur commence par établir avec force le dogme de la liberté. Les vieilles objections contre le libre arbitre de l'homme ont été rajeunies de nos jours; le panthéisme et le matérialisme du XIXe siècle ont essayé de donner une forme nouvelle à ces sophismes séculaires : il faut poursuivre l'erreur sous tous ses déguisemens, il faut déchirer tous ses masques. De ce que la liberté n'a pas de place dans le monde qui nous porte et nous entoure, on a conclu que nous étions soumis nous-mêmes à cette nécessité qui règne sur l'univers matériel; la seule loi, dès lors, était de nous abandonner à nos instincts, comme la matière obéit aux lois physiques, et les fureurs révolutionnaires, avec leurs concupiscences sauvages, étaient tout naturellement justifiées. C'est vraiment la honte de l'esprit humain, qu'il faille toujours recommencer sur nouveaux frais cette démonstration de la liberté. La liberté n'est nulle part, dit le panthéiste, un mouvement fatal emporte le monde entier. — « Eh! pauvre sophiste, répond M. Chalybæus, ne vois-tu pas que si tu es homme, c'est précisément parce que, seul dans le monde créé, tu possèdes ce pouvoir de résister à la nécessité et de régler toi-même tes actions? Quoi! parce que la liberté n'est pas partout, tu ne sais pas la reconnaître? Eh! que dirais-tu du savant qui nierait l'existence de l'aimant, parce que l'aimant n'attire ni le plomb ni l'étain, mais seulement le fer? Que dirais-tu du physicien qui nierait la lumière, parce que la lumière ne traverse pas les corps opaques? Tu prononces de grands mots, l'unité de la science, l'unité du *cosmos*, et un écolier te ferait la leçon! » — Il est triste, encore une fois, qu'il faille établir sans cesse des vérités si simples; mais enfin la démonstration était nécessaire, et M. Chalybæus y a consacré d'excellentes pages. Cette démonstration de la liberté morale était d'autant plus urgente, que le hardi penseur, soutenu par son enthousiasme et ses intentions généreuses, va ouvrir à l'âme de vagues domaines où le dogme de la personnalité pourrait bien être mis en péril. Préoccupé avant tout de l'influence pratique, M. Chalybæus a bien soin de rattacher l'homme, dès le début de sa théorie, à la famille dont il est membre; le fond de la volonté, c'est l'amour, et la notion de la liberté morale est indissolublement liée à la notion de la solidarité humaine; mais cet amour, dans les pages imprudentes de M. Chalybæus, a parfois des ravissemens où il est dangereux de le suivre. L'esprit de l'homme, à l'entendre, n'est pas seulement le membre d'une communauté immense qui accomplit sous la main de Dieu ses destinées infinies; il n'a pas seulement des rapports nécessaires avec le genre humain, qui le soutient en quelque sorte, et avec ce Dieu partout présent qui l'appelle : il faut qu'il vive de la vie universelle, il faut que la nature, l'humanité et Dieu se reflètent sans cesse dans son microcosme, et qu'à chaque instant de la durée il porte toute l'éternité dans son cœur. A ces vagues et séduisantes formules, M. Chalybæus ne craint pas d'ajouter des paroles plus téméraires encore : « Le Saint-Esprit,

dit-il, habite en nous, et nous apprend que nous sommes une même substance avec Dieu. Nous ne nous perdons pas pour cela dans l'abîme de l'infini, nous ne nous confondons pas avec la Divinité; c'est notre conscience qui saisit la notion de l'*immanence* de Dieu en nous, et qui jouit dès ici-bas des célestes béatitudes. » M. Chalybæus, on le voit par ce passage, ne craint pas de se contredire. Après avoir recherché avec ardeur ce que Bossuet appelle si bien de *fausses sublimités*, il est obligé d'atténuer ces formules au point de ne plus laisser dans l'esprit aucune pensée intelligible. Ainsi est faite l'imagination philosophique des Allemands; ceux-là même qui se séparent le plus sincèrement du panthéisme ne peuvent renoncer aux séductions de l'abîme. Ce que l'Allemagne appelle la *transcendance*, c'est l'idée d'un Dieu extérieur et supérieur à l'homme, d'un Dieu personnel, d'un Dieu vivant, comme l'*immanence* représente l'idée du Dieu de Spinoza et de Hegel. Eh bien! la doctrine de la *transcendance* (j'emploie le terme consacré) est tellement antipathique au génie allemand, ce système est tellement décrié, ce mot même est si bien considéré comme une insulte, que M. Chalybæus est entraîné à revendiquer le système contraire. Il attaque expressément le panthéisme, et il arbore le drapeau de l'*immanence!* Rassurons-nous cependant : M. Chalybæus a établi avec force le dogme de la liberté morale, il croit à la personnalité de Dieu et à la conscience de l'homme; ces brillantes fusées de mysticisme sont un tribut payé aux vieilles erreurs dont l'Allemagne aura tant de peine à se débarrasser complétement.

Je ne suivrai pas l'auteur dans ses curieuses études sur la famille, l'état et la religion. Ces antiques problèmes de la morale sociale et religieuse sont rajeunis chez M. Chalybæus par l'esprit le plus ingénieux et les plus charmantes richesses de détail. On ne traite ordinairement ces grands sujets que comme des vérités abstraites; M. Chalybæus se place au sein même de la vie; il fait l'éducation de l'homme avec une paternelle tendresse, il le conduit d'un âge à l'autre et lui ouvre à chaque période un domaine nouveau du royaume de l'amour. Toutefois, que M. Chalybæus me permette de le lui dire, malgré le désir qu'il a de fonder la science sur la réalité, son système est plus souvent un tableau d'imagination qu'un manuel de moralité pratique. Je ne lui objecterai pas qu'un Pascal serait saisi d'effroi en voyant sa confiance dans la bonté native de l'homme, et que Montaigne applaudirait à ses gracieux chapitres sur la musique et la danse : je lui dirai simplement qu'il a écrit en maints endroits le poème d'une humanité plus privilégiée que la nôtre. Le christianisme qu'il invoque sans cesse en de si nobles paroles, le christianisme qui est pour lui la solution de toutes les difficultés, la conclusion et la synthèse supérieure de tous les systèmes qui se sont disputé le cœur de l'homme, ce n'est pas encore, il faut qu'il le sache, le christianisme complet, ce n'est pas ce conseiller vigilant et austère qui connaît si bien les misères de notre nature. Si M. Chalybæus n'a voulu que nous montrer l'idéale figure du genre humain, comme semblerait l'indiquer le titre de son ouvrage, *Éthique spéculative*, il a réalisé son plan avec une rare élévation et une grâce attrayante. S'il a prétendu au contraire, comme cela résulte de maintes affirmations de son livre, subordonner la théorie à la pratique et la science à la sagesse, il n'a pas pris garde aux imprudences de ses

paroles. Nobles imprudences après tout, et qui s'expliquent assez par le désir de consoler les âmes affligées! Après tous les dévergondages de nos jours, après les efforts qu'a faits une sophistique éhontée pour déchaîner en nous la bête féroce, comment ne pas prendre plaisir à voir la vie morale du genre humain glorifiée avec confiance en d'idéales peintures?

Le mouvement signalé par les réformes de M. Rosenkranz, par les théories morales de MM. H. Fichte et Chalybæus, se développe de jour en jour avec une activité croissante. M. H. Fichte dirigeait autrefois un recueil philosophique qui avait disparu dans la tourmente de 1848; ce recueil vient de reparaître, et ses premiers numéros attestent le zèle du groupe sérieux que je rassemble ici. Ce n'est pas M. Fichte tout seul qui préside à l'entreprise; il s'est associé deux esprits fort distingués, M. Ulrici et M. Wirth. M. Ulrici est un de ces écrivains judicieux qui se sont mis naturellement en garde contre le danger des vides abstractions par l'étude de l'homme tout entier. Nous avons déjà dit, à propos de M. Rosenkranz, combien la pratique des travaux littéraires avait rendu de services à la philosophie; M. Ulrici a mené de front l'histoire de l'art et les recherches métaphysiques. En même temps qu'il attaquait les prétentions de l'idéalisme (*du Principe et de la Méthode de la philosophie hégélienne*, Halle 1841), il publiait un remarquable tableau de la poésie grecque, et des études sur Shakspeare qui étaient, sans contredit, avant l'important ouvrage de M. Gervinus, le meilleur travail que l'Allemagne possédât sur le grand poète anglais. M. le docteur Wirth, celui-là même que nous avons vu critiquer sévèrement le système de M. Rosenkranz et obtenir de lui d'intéressantes explications, s'est attaché dans tous ses écrits à revendiquer la personnalité de l'homme contre le panthéisme de Hegel. On s'aperçoit aisément que M. Wirth a étudié Leibnitz avec amour, et, en s'inspirant de ce mâle penseur, qui pourrait donner tant de leçons à l'Allemagne d'aujourd'hui, il a fourni une indication qui, je l'espère, ne demeurera pas stérile. Ces deux hommes étaient les collaborateurs naturels de M. H. Fichte; une même inspiration les anime. On ne saurait affirmer qu'ils soient d'accord sur tous les points; ce sont des esprits qui cherchent, mais ils cherchent du moins sur un terrain qui leur est commun à tous trois; ils proclament un Dieu personnel, un Dieu libre, un Dieu vivant, et ils veulent protéger contre les sophistes la dignité morale de l'homme.

L'entreprise de MM. H. Fichte, Ulrici et Wirth excite en ce moment une vive attention en Allemagne. Or, ce qu'on aime surtout dans ce recueil, c'est précisément ce que je suis obligé d'y blâmer, je veux dire une bienveillance excessive et disposée à tout admettre. Le recueil de M. Fichte, dans sa première période, était l'organe timide d'une école, mais cette école était assez bien définie; depuis que son ambition est devenue plus haute, il a perdu, par une contradiction étrange, la sévérité d'allures qui devrait être son premier devoir. Le danger des systèmes exclusifs, disent d'excellens esprits, a été clairement dévoilé, et l'infatuation philosophique a été poussée à ses dernières limites; n'est-ce pas un bon symptôme qu'une association d'intelligences libres et sincères cherchant la vérité dans toutes les routes de la science? Un penseur distingué que nous retrouverons tout à l'heure, M. Fortlage, disait tout récemment à ce propos : « Les écoles exclusives sont comme la cellule

d'une prison, où l'imagination s'exalte et tourne à la folie. En lisant le recueil de M. H. Fichte, nous sommes dans une capitale et nous allons d'un quartier à l'autre, étudiant l'activité humaine sous ses aspects multipliés. » Il y a, ce me semble, une singulière imprudence dans ces paroles. Sans doute, les bases d'une doctrine une fois bien établies, il est permis d'appeler à soi tous les esprits sérieux, quels que soient d'ailleurs les procédés particuliers de leurs méthodes. Prenez garde toutefois : si l'infatuation philosophique est un péril, il faut se défier aussi d'une complaisance banale. Les réformes sérieuses se font par des principes nettement arrêtés et vigoureusement défendus. Que veut M. Fichte? Quel but poursuivent MM. Wirth et Ulrici? Ils veulent, si je ne m'exagère pas leurs intentions, relever le drapeau de la vraie philosophie, établir les premiers principes, les principes sauveurs, la liberté de Dieu et la liberté de l'homme; ils veulent arracher l'Allemagne à l'obsession du panthéisme et faire rentrer dans le néant la bande noire des athées. Qu'ils le veuillent donc avec une fermeté plus résolue. Les préjugés sont encore bien puissans en Allemagne; il y a bien des écrivains qui craignent de passer pour des intelligences timides et rétrogrades, s'ils ne proclament pas l'*immanence* de Dieu dans le monde. Nous avons vu tout à l'heure M. Chalybæus associer aux doctrines les plus généreuses ces vieilles formules d'une école qu'il maudit. Combien d'âmes qui renient ainsi leur Dieu, et que le troisième chant du coq ne rappelle pas à elles-mêmes! Il faudrait un maître résolu, un Descartes, un Leibnitz, pour rallier ces disciples pusillanimes. Que des philosophes issus d'écoles différentes se réunissent sur le terrain de M. Hermann Fichte et mettent en commun leurs efforts, rien de mieux assurément; que M. Drobisch y défende le système de Herbart contre M. Trendelenburg, professeur à l'université de Berlin, il n'y a rien là qui nuise à l'unité de ce groupe; mais comment comprendre que M. Michelet (de Berlin) puisse, à côté de M. Hermann Fichte, à côté de M. Wirth, attaquer, comme une croyance puérile, le dogme d'un Dieu personnel et libre? « Nous parcourons, dit M. Fortlage, la grande ville de la science, et nous allons d'un quartier à l'autre pour y suivre le tableau varié de la vie. » Il est des quartiers où M. Fichte fera bien de ne pas nous conduire; sinon, au lieu de diriger un mouvement salutaire, il ne sera que le représentant d'un dilettantisme frivole, et cette réforme dont il comprend l'urgence, cette réforme qu'il est si digne de diriger, que l'Allemagne appelle du fond de sa détresse, ne devra plus compter sur ses travaux.

II.

Il y a une branche de la philosophie qui ne fleurit guère en France, c'est la philosophie religieuse. Depuis que Descartes a séparé le domaine de la raison du domaine de la foi, la philosophie proprement dite s'est presque toujours abstenue d'étudier les hautes questions théologiques. Ces hardiesses de la pensée n'ont été possibles chez nous qu'aux époques de foi positive et ardente, et les témérités des docteurs de la scholastique forment un singulier contraste avec la circonspection de la science moderne. Un jour viendra-t-il où l'ordre des vérités naturelles et l'ordre des vérités surnaturelles seront considérés comme les deux parties d'un même domaine? Verrons-nous

le temps où l'intelligence humaine, s'élevant de l'expérience à la spéculation la plus pure et des clartés de la raison aux mystères de la foi, pourra entrevoir dans son ensemble l'immensité du monde spirituel? Serons-nous un jour autorisés à dire avec Scot Erigène : « La vraie religion est la vraie philosophie; la vraie philosophie est la vraie religion? » Et nous sera-t-il permis de répéter sans péril ces audacieuses paroles de saint Thomas d'Aquin : « Tout ce qui est contraire aux principes naturels de la raison est contraire à la divine sagesse? » M. Joseph de Maistre, dans un de ces rapides éclairs qui sillonnent ses ouvrages, manifeste éloquemment cet espoir, quand il parle « de l'affinité naturelle de la religion et de la science, » et qu'il s'écrie : « Tout annonce je ne sais quelle grande unité vers laquelle nous marchons à grands pas. » C'est là sans doute une sublime espérance, et lors même qu'elle ne devrait pas se réaliser, elle restera toujours comme un idéal pour provoquer les efforts du genre humain. A supposer même que la puissance de cette grande unité à la fois scientifique et religieuse fût réservée à une civilisation plus haute, il faudrait reconnaître que la sévère réforme accomplie par Descartes était indispensable à cette magnifique évolution de la pensée. Le moyen âge aspirait mutilement à ces splendeurs du monde invisible, parce qu'il méconnaissait la véritable méthode; il a eu une merveilleuse vision de ce futur édifice de la science, mais l'édifice qu'il construisait lui-même n'avait pas une base scientifique solidement établie, et tout s'écroula au premier choc. Cette base, Descartes l'a donnée : c'est la pensée, c'est l'esprit, c'est l'âme. L'œuvre de Descartes était incomplète assurément, car l'auteur du *Discours de la Méthode* s'était appliqué surtout à établir certains points essentiels, l'existence de Dieu, l'existence et la spiritualité de l'âme, et le genre humain, une fois en possession de ce qu'il doit aux génies supérieurs, aspire toujours à des conquêtes nouvelles. Sans vouloir enfermer les intelligences dans le système de Descartes, on peut se rappeler que cette philosophie est le commencement nécessaire et la condition des conquêtes durables. Les partisans du moyen âge lui ont reproché sa témérité, les métaphysiciens d'outre-Rhin blâment sa circonspection : eh bien! si le pressentiment de M. Joseph de Maistre vient à se réaliser, si la philosophie religieuse parvient à établir l'affinité naturelle de la raison et de la foi, le système qui aura le plus contribué à ce résultat, ce sera précisément celui qui a arraché l'esprit moderne aux séductions du mysticisme, qui l'a accoutumé à une mâle discipline et lui a ouvert les voies fécondes de sa virilité. La philosophie cartésienne et tout ce qu'elle a produit est peut-être une magnifique préface à cette œuvre de la métaphysique chrétienne, qui a été l'inutile ambition du moyen âge. Dans ces problèmes de haute spéculation religieuse comme dans les questions purement philosophiques, c'est toujours à l'école française qu'il faut revenir.

L'Allemagne a négligé cette méthode, elle a voulu jouir de la vérité avant de l'avoir conquise. Sur ce point, la science germanique, depuis Kant, offre de singuliers rapports avec le moyen âge. En même temps que les philosophes construisaient une sorte de scholastique, les théologiens les plus célèbres, Schleiermacher et ses disciples, rappelaient souvent, avec plus de science et moins de candeur, l'aventureuse audace des mystiques du XIVe siècle. De

là sans doute bien des erreurs, et par suite bien des découragemens. N'importe: c'est là une préoccupation sublime. On avait renoncé à ces nobles études depuis une vingtaine d'années; on y retourne aujourd'hui, et c'est encore un des heureux symptômes que je prends plaisir à consigner ici. M. Edgar Quinet n'a pas craint de dire : « Quand l'esprit allemand n'est pas dans la nue, il rampe. » Puisque ce sévère jugement est exact, — et les désordres de ces dernières années l'ont prouvé plus qu'il n'était besoin, — puisque l'esprit allemand, s'il ne se nourrit pas de spéculations sublimes, se perd bientôt dans l'athéisme, c'est bon signe de voir les questions théologiques étudiées de nouveau avec ferveur. Je ne parle pas ici des théologiens de profession, je parle surtout des écrivains laïques qui cherchent librement et au nom de la raison à contempler de plus près les mystérieuses vérités du christianisme.

Au premier rang de ce groupe, il faut placer un homme de cœur et d'imagination, demi-philosophe et demi-théologien, M. Maurice Carrière. M. Carrière est un de ces disciples de Hegel qui ont échappé de bonne heure au joug du maître. Il a emprunté au philosophe de Berlin la théorie du développement progressif des siècles; mais ce qu'il y a de fatal dans le tableau tracé par Hegel répugnait à cette âme naturellement religieuse : il croyant à la personnalité de Dieu, à la liberté de l'homme, et le christianisme lui apparaissait comme le programme de la vérité philosophique, programme interprété jusqu'ici d'une manière insuffisante et dont il faut déployer toutes les richesses. M. de Lamartine, dans son ode sur *les Révolutions*, a dit :

> Les siècles page à page épellent l'Évangile;
> Vous n'y lisiez qu'un mot, et vous en lirez mille.

Ces vers pourraient servir d'épigraphe aux ouvrages de M. Carrière. M. Carrière cite quelque part un écrivain allemand, M. Roth, qui s'est exprimé ainsi sur le christianisme : « Nous sommes trop accoutumés à ne considérer l'enseignement du Christ que comme un enseignement religieux; le christianisme est une religion et une philosophie. » C'est aussi là le résumé fidèle de sa pensée et le secret de ses efforts. M. Carrière est dévoué au christianisme, mais il y est dévoué comme un homme qui ne possède pas encore la vérité, comme un esprit généreux et inquiet qui aspire ardemment à des lumières plus vives.

De tous les travaux que M. Carrière avait publiés avant 1848, le plus recommandable est consacré à la grande crise philosophique et religieuse du XVIe siècle; il porte ce titre : *De la Philosophie au temps de la réforme et de ses rapports avec notre siècle*. L'auteur commence par établir que la religion est le plus haut développement des facultés humaines, que tout ce qu'il y a de grand ici-bas est sorti de son sein et tend à y retourner. L'esprit humain, émancipé de la longue et nécessaire tutelle du moyen âge, ne devait plus vivre d'une foi enfantine; il fallait qu'il s'attachât lui-même et librement à Dieu. Situation périlleuse, mais sublime! échappé au joug de l'autorité, il allait être tenté par les puissances mauvaises qui ne travaillent qu'à l'éloigner de Dieu, et la grande lutte morale commençait. Voilà ce qui donne aux

trois derniers siècles une si glorieuse valeur dans l'histoire de l'humanité. Jamais plus grands intérêts n'avaient été en jeu sur le théâtre du monde, et si, d'après le mot d'un ancien, la lutte d'un homme de cœur avec la destinée est le plus noble tableau qui puisse réjouir les dieux, jamais la Providence suprême n'avait assisté sur la terre à un pareil spectacle. Il y a une légende du XVe siècle, la légende de Faust, qui nous donne la figure exacte de l'humanité nouvelle : au milieu des exaltations et des découragemens de la science, l'homme est devenu la proie des séductions diaboliques. Or le plus profond poète du XIXe siècle s'est emparé de cette légende, et il a essayé de donner une solution au drame intérieur qu'elle retrace. « N'est-ce pas là, dit M. Carrière, le symbole de la mission de notre temps? La lutte engagée aux XVe et XVIe siècles, c'est nous qui devons la terminer; c'est nous qui devons trouver enfin ce christianisme viril, et nous y attacher, non plus comme le moyen-âge, avec l'aveugle amour de l'enfant, mais avec la liberté d'une intelligence qui se possède. » C'est avec ces hautes idées que M. Carrière étudie tous les penseurs de la renaissance et de la réforme. Les mystiques allemands qui précèdent Luther, les panthéistes italiens, les philosophes de la nature, sont à ses yeux des groupes d'esprits qui se partagent la grande étude du *cosmos* et marchent sans le savoir à une même conclusion, que notre siècle doit recueillir en l'épurant.

Après avoir étudié sous ce nouvel aspect l'histoire philosophique de la renaissance, M. Carrière s'est tourné vers notre siècle, vers l'Allemagne : il a publié en 1850 un livre intitulé : *Discours et méditations religieuses adressés à la nation allemande par un philosophe allemand.* A l'époque où l'Allemagne s'apprêtait à secouer le joug de la France, le grand patriote Fichte publiait ses *Discours à la nation allemande.* Ce n'est pas le patriotisme aujourd'hui qui est en péril, c'est le sentiment religieux; M. Carrière l'a compris, et il a écrit son livre. Ceraes, la rénovation morale dont nous rassemblons ici les titres doit inspirer de sérieuses espérances, lorsqu'on voit un ancien disciple de Hegel ouvrir son manifeste par ces nobles paroles : « Je veux parler au peuple de l'esprit du christianisme, afin qu'il sache ce qu'il croit, et que son propre cœur lui soit révélé. L'heure présente est sombre et pleine d'inquiétudes. Nous avons appris par de cruelles expériences ce que peuvent produire les soulèvemens du peuple, quand le peuple n'est pas guidé par une conscience vraiment religieuse, quand son âme n'est pas épurée par le sentiment de Dieu : nous avons vu cette barbarie sans frein, ces convoitises sauvages, ces vengeances, ces assassinats, ces désordres inouïs des actions et des paroles. La religion elle-même n'était-elle pas menacée de disparaître, obscurcie d'un côté par la superstition, étouffée de l'autre par une impiété sauvage? N'était-ce pas déjà une opinion universellement admise qu'un philosophe ne pouvait parler du Sauveur sans prononcer son oraison funèbre et sans le ranger (il s'agit des plus tolérans), sans le ranger auprès des grands morts dans le panthéon de l'histoire? Quant à moi, je sens que rien n'est mort, que rien ne mourra de ce qui a véritablement vécu, et je vois dans les luttes et les convulsions de notre temps les premières douleurs d'un enfantement nouveau, les premiers signes d'une régénération du christianisme. » Voilà de généreuses espérances. L'ouvrage de M. Carrière n'est lui-

même autre chose qu'un consolant symptôme. Ce qu'il prêche ne ressemble guère à une foi positive, et ce titre austère de religion ne saurait convenir à de confuses aspirations de la conscience. Le christianisme de M. Carrière est trop souvent un christianisme symbolique. L'auteur a beau mettre la distance de l'infini entre les plus grands génies, entre les plus glorieux bienfaiteurs du genre humain et celui qu'il n'hésite pas à nommer le Sauveur du monde : on ne sait pas cependant d'une façon précise comment il entend la divinité de Jésus-Christ. Malgré toutes les bonnes intentions de l'auteur, la réforme qu'il nous prêche ne serait-elle autre chose que le christianisme du docteur Strauss?

Je rencontre dès le début une déclaration très expressive. Tout en saluant dans le fils de Marie le fils et l'envoyé du Saint des Saints, M. Carrière craint de reconnaître un dogme nettement arrêté, et de construire un édifice circonscrit où les nobles esprits qu'il aime ne trouveraient pas une libre place. Écoutez-le : « Si le christianisme, comme font aujourd'hui certains custodes de la ville sainte, devait exclure les héros de l'esprit, les héros de la vie allemande, un Goethe, un Schiller, un Fichte, alors, en vérité, pareil au vieux chef germanique Radbot, je m'éloignerais des eaux du baptême, et j'aimerais mieux une place dans l'enfer avec ces nobles âmes qu'un trône dans le paradis des cafards. Si le christianisme, réduit aux préjugés vulgaires, nous présentait toujours le dualisme d'autrefois, — au-delà du monde une Divinité mystérieuse, et sur la terre des hommes qui ont l'espoir de gagner par leurs vertus une existence immortelle, — j'aimerais mieux en rester à la foi des brahmanes, et aspirer dans toutes les manifestations de la nature le souffle de la vie créatrice; j'aimerais mieux, avec les anciens Perses, adorer la lumière, invoquer chaque jour le soleil levant comme un compagnon d'armes dans ma lutte contre le péché et la folie, et attendre le médiateur, le prince de la paix, celui qui doit un jour terrasser le mal et en faire l'esclave du bien. J'aimerais mieux encore me faire initier aux mystères d'Éleusis, car là du moins je trouverais dans Cérès et Bacchus une transfiguration poétique du pain et du vin, puisque le siècle présent ne veut pas comprendre la consécration religieuse par laquelle le pain et le vin sont devenus la chair et le sang du Seigneur! » On comprend que de telles dispositions ne soient pas très favorables à la recherche du vrai christianisme. Cette dernière phrase surtout révèle les tendances hégéliennes que M. Carrière, à son insu, je n'en doute pas, porte dans ses investigations religieuses. Si c'était là l'unique inspiration de M. Carrière, son livre ne mériterait pas d'être discuté. Ce ne serait qu'une reproduction, après cent autres, des théories panthéistiques et des doctrines antichrétiennes de notre âge. L'originalité de M. Carrière, c'est qu'il croit et veut être chrétien. Il revient sans cesse à Jésus-Christ, à sa personne, à sa vie, à ses enseignemens sacrés. Il ne le révère pas, il nous l'a dit lui-même, comme le plus grand des morts qui dorment dans le panthéon de l'histoire, il l'adore comme le Dieu du genre humain. Il ne croit pas à un Christ abstrait, mais à un Christ vivant. Il ne croit pas à une infinité de Christs, comme le docteur Strauss, il croit au Christ historique, à celui qui est venu racheter l'homme, et qui est mort crucifié. Seulement, s'il n'admet qu'un Christ, il proclame plusieurs christianismes très différens les uns des

autres. — Jésus-Christ, dit M. Carrière, a confié une semence divine à la terre; cette semence, divine et infinie comme celui qui nous l'a donnée, doit nécessairement produire des fruits sans nombre. Chaque époque de l'humanité cueille un de ces fruits d'or sur l'arbre miraculeux. Parce que le genre humain, sous l'inspiration du médiateur, a réalisé à une certaine époque une certaine forme de christianisme, ce n'est pas à dire qu'il faille s'y emprisonner à tout jamais. Combien de formes nouvelles qui jailliront à leur tour! Or l'humanité moderne, continue l'ardent rêveur, travaille depuis plus de trois siècles à cette grande œuvre, et l'heure n'est pas loin où s'élèvera, à la place de l'étroite église d'autrefois, l'église universelle!

« Apprenez l'histoire, s'écrie-t-il, et ouvrez l'oreille à ses avertissemens. Voilà bientôt deux mille ans écoulés depuis la venue du Christ, et les mêmes signes qui se manifestèrent alors apparaissent de nouveau sur les flots du temps. Les dernières convulsions de la république romaine se sont reproduites dans les effroyables luttes de la révolution française. Les ombres de Marius, de Sylla, de Catilina, ont reparu dans les sanglantes figures de Danton, de Saint-Just, de Robespierre, et le siècle de César a recommencé avec le siècle de Napoléon. Depuis les Gracques, le monde païen n'a pas connu le repos jusqu'à la révélation du Christ; depuis Luther, le monde moderne n'a pas joui non plus d'une heure de paix; ce ne sont que déchirements, guerres civiles par l'épée et par l'esprit, et pour que ce monde repose enfin, il faut, non plus, il est vrai, la révélation du Christ, mais l'intelligence et l'accomplissement de sa loi. La discorde est partout dans les doctrines religieuses. Depuis trois siècles, depuis le dernier concile, l'église catholique est plongée dans un sommeil profond; le schisme grec est engourdi ou déchiré par les hérésies; le protestantisme se dissout lui-même et s'écrie : « Tout est consommé! » Dans le domaine des sciences philosophiques, on est arrivé à une conviction, à la conviction de tout ce qui nous manque, à la conviction que le passé est impuissant à satisfaire les besoins de l'humanité. Les négations, si je puis ainsi parler, les négations flegmatiquement enragées de la science allemande ont été jusqu'aux extrêmes limites du nihilisme. Quant à l'idéalisme, voyez-le aussi étroit, aussi impuissant à produire quelque chose de durable que l'était naguère le matérialisme des encyclopédistes français. De là ce bourdonnement, ce tapage d'opinions, de théories et de systèmes qui assourdit l'Europe. Les rêves et les espérances, les croyances généreuses et les effroyables blasphèmes des siècles qu'a déjà traversés le genre humain, les hérésies chrétiennes et le panthéisme des Indiens, le dualisme des Perses et le monothéisme des Hébreux, tout cela reparaît de nouveau. L'idéalisme et le matérialisme sont là, en face l'un de l'autre, et tous demandent au ciel que l'heure du jugement dernier sonne enfin. Ce jugement dernier, ce sera l'étincelle de vie qui, pénétrant tous ces systèmes à la fois, les consumera, les purifiera et les fera tous ressusciter dans une doctrine plus haute, savoir dans la vérité chrétienne. C'est là une anarchie comme il n'y en eut jamais, anarchie si terrible, qu'elle amènera infailliblement une crise. Il y a partout dans le monde une aspiration, un effort immense, et cet effort du genre humain a été si infructueux jusqu'ici, qu'il appelle de toute nécessité le secours du Père universel, le secours de celui qui règne sur la terre comme au ciel. Ce secours a-t-il jamais

été refusé? Dieu a-t-il jamais négligé de gouverner l'histoire, chaque fois que le monde a tendu vers lui ses mains suppliantes, et qu'il lui a crié, par la voix de tous les peuples : « Montre-toi à nous, seigneur Dieu! »

Certes M. Maurice Carrière dépeint ici avec une poignante émotion la détresse de l'Allemagne. Le malheur, c'est qu'il prétend trouver lui-même cette transformation religieuse, et qu'il en cherche les bases dans les capricieux domaines de l'imagination. Les prophètes et les évangélistes de ce nouveau développement du christianisme, aux yeux de M. Carrière, ce sont les poètes, c'est Lessing, c'est Goethe, c'est Schiller. Ceux-là même qui ont été les plus hostiles à la pensée chrétienne se transforment pour lui en des réformateurs. Étrange religion, à coup sûr, que celle dont les livres saints ont été écrits par les plumes fantasques de Rachel de Varnhagen et de Bettina d'Arnim! M. Carrière se trompe, s'il croit servir ainsi la religion, dont il parle d'ailleurs avec une effusion éloquente. Il applique au christianisme les exemples de la société païenne. Il a vu Sophocle et Euripide, comme Aristote et Platon, décomposer à leur insu le polythéisme, et préparer les esprits aux divines clartés de la révélation : il croit aussi que le christianisme sera transfiguré par ces poètes allemands qui ont chanté depuis un siècle les angoisses et les aspirations d'une époque troublée. Dans ce cas, ce ne serait pas une transformation supérieure du christianisme, ce serait une religion toute nouvelle qu'il faudrait attendre. Les poètes que vous invoquez, interprètes fidèles et passionnés de leur temps, ont exprimé tour à tour des sentimens chrétiens et de vagues aspirations panthéistiques. Si vous vous attachez à ce qu'ils ont de chrétien, qu'est-il besoin d'une forme nouvelle? Si c'est le panthéisme de leurs œuvres qui vous séduit, pourquoi parler de christianisme? M. Carrière, qui défend si bien l'esprit du christianisme et les simples croyances de l'humanité contre les subtilités à outrance des écoles de son pays, se doit à lui-même de poser le problème avec netteté, et de se prononcer sans ambages. Toute la dialectique allemande a abouti au panthéisme; si les réformateurs nouveaux ne se proposaient pas d'autre tâche que de mettre le panthéisme en rapport avec la religion du Christ, ils tenteraient une œuvre impossible et rentreraient dans le cercle qu'ils veulent briser. Il ne s'agit pas de traiter avec les hégéliens, il faut rompre avec eux. Lorsque l'illustre Schleiermacher publia en 1799 ses *Discours sur la religion*, il avait affaire à un siècle sans croyances et à une théologie sèchement rationaliste. Son but était de réveiller partout l'idée de Dieu, de montrer ce Dieu partout présent, de nous attacher, si je puis parler ainsi, au sein maternel de l'infinie substance. Il écrivit ses *Discours* enthousiastes, et, entraîné par l'ardeur même de son zèle, il ne craignit pas de se jeter dans le panthéisme. La situation des esprits rendait cette erreur moins funeste : le sentiment religieux était mort, Schleiermacher le réveilla. Combien tout est changé aujourd'hui! Voilà plus de cinquante ans que le panthéisme règne, et il a produit comme conséquence dernière l'athéisme le plus éhonté qui fut jamais. M. Carrière a bien compris qu'il fallait ranimer le sentiment religieux, mais il n'a pas vu qu'il fallait procéder cette fois tout autrement que le mystique auteur des *Discours*. Encore une fois, c'est le panthéisme qu'il faut expulser de la science, le panthéisme généreux des rêveurs comme le panthéisme abject des démagogues. A cette condition seule, la réforme dont

vous parlez jettera des racines profondes, et l'on ne verra plus l'Allemagne tourner éternellement dans le cercle fatal qui va de la religion à l'athéisme.

Ce n'est pas comme M. Maurice Carrière dans des ouvrages dogmatiques, c'est dans des biographies que M. le docteur Strauss poursuit le développement de sa philosophie religieuse. Nous avons raconté ici les diverses transformations de M. Strauss depuis le scandale éclatant de sa *Vie de Jésus*. On sait combien le célèbre hégélien a redoublé d'efforts pour réparer les ruines qu'il a faites. Malgré l'influence funeste exercée par son livre, et bien que son nom représente encore pour la foule les plus violens désordres de l'exégèse allemande, M. Strauss ne ressemble en rien aux athées de la *jeune école hégélienne*. Ces négations flegmatiquement enragées dont parle M. Carrière, ce n'est pas lui qui s'en est rendu coupable. Alors même que sa dialectique menteuse lui défendait de croire à un Dieu personnel, son esprit seul était victime des bouleversemens de la science; son âme restait ouverte à maintes aspirations religieuses. Dans ses *Feuilles pacifiques*, dans ses *Discours* aux paysans de la Souabe, dans sa *Vie de Schubart*, on voyait une intelligence sincère qui se débattait contre ses propres entraves, et qui cherchait ardemment un point fixe au milieu des révolutions de la théologie. Cette âme inquiète avait-elle enfin trouvé le repos? Il s'en faut bien. Après avoir essayé de conserver au moins une vague idée du Christ, il avait paru se résigner simplement à défendre la noblesse morale de l'homme. Les principes de la dialectique hégélienne ne lui permettaient pas de faire respecter par les *humanistes* cette ombre même de christianisme à laquelle sa pensée s'attachait: il se borna dès lors à protéger contre les démagogues la dignité de notre nature, dût-il être obligé pour cela de demander un appui au monde antique et de retourner au paganisme des Hellènes. C'étaient là les conclusions de sa *Vie de Schubart*. Assurément de telles doctrines sont tristes. Ce qui est intéressant chez M. Strauss, c'est l'inquiétude de son âme, c'est la désolation sincère de cette conscience qui, même en repoussant comme un fantôme trompeur la notion d'un Dieu personnel, semble toujours, du fond de sa détresse, invoquer la foi qui lui manque. Le nouvel ouvrage de M. Strauss, la *Vie de Maerklin*, ne contient pas de plus précieuses consolations que la *Vie de Schubart*; mais on peut y étudier plus à nu les souffrances, les efforts, toutes les luttes intérieures de ces malheureuses intelligences emprisonnées dans les liens du sophisme. Le livre de M. Strauss est intitulé : *Christian Maerklin, histoire d'une vie et d'un caractère de ce siècle*. Ce titre est exact; ce n'est pas un personnage isolé, c'est toute une école, tout un groupe, c'est lui-même surtout que M. Strauss a peint avec franchise en tracant le portrait de son ami.

Christian Maerklin, fils d'un prélat protestant du Wurtemberg, avait étudié la théologie pour consacrer sa vie au service de son église. Vicaire, puis diacre, il avait apporté à ses fonctions, avec une âme généreuse et droite, une intelligence nourrie de toutes les subtilités de la science. Hegel s'était emparé de lui avant qu'il se dévouât à la prédication du Christ. Maerklin eut beau déployer tout le zèle, toute la charité évangélique dont son noble cœur était capable: il comprit bientôt qu'il ne pouvait plus se faire illusion à lui-même, et que, chargé d'enseigner le christianisme positif, il méconnaissait ses devoirs ou manquait à sa conscience. En vain s'efforça-t-il encore de se créer une sorte

de terrain neutre d'où il pouvait, sans se manquer à lui-même, tendre les mains aux fidèles; en vain sentait-il son cœur saigner au moment de rompre les liens qui l'attachaient à la communauté chrétienne : sa loyauté l'emporta, et le sacrifice fut accompli : Maerklin sortit des rangs de l'église. Mort à la fleur de l'âge il y a quelques années, Maerklin nous présente au complet, dans l'obscurité de sa vie, toutes les infortunes morales dont le protestantisme allemand est le théâtre. Jamais ces luttes n'ont déchiré une âme plus noble, jamais plus touchante victime n'a mieux exprimé le malheur de tous.

On devine avec quelle sympathie M. Strauss a dû traiter un tel sujet. Il nous raconte la première éducation de Maerklin; il suit le jeune écolier au couvent de Blaubeuren; il nous le montre dans cette austère retraite, au milieu de ses condisciples qui presque tous, plus tard, prirent une part si active à ce travail de dissolution religieuse dont nous avons vu les derniers résultats. C'était le démocrate Zimmermann, l'ardent historien de la guerre des paysans, qui a siégé au parlement de Francfort; c'était le *jeune hégélien* Vischer, auteur d'une *Esthétique* célèbre où les désolantes doctrines de son école sont appliquées avec un talent incontestable et une hardiesse sans vergogne; c'était Gustave Pfizer, que l'imagination a préservé au moins des désordres de la pensée : poète aimable qui a mêlé à la douceur souabe une gravité sereine, critique honnête, résolu, qui le premier a combattu au nom des vraies traditions germaniques les tendances d'Henri Heine et provoqué hardiment les redoutables invectives du railleur; c'était enfin M. le docteur Strauss lui-même. Au milieu de ce groupe d'élite, le jeune Maerklin s'était fait tout d'abord une place distincte par la sérénité de son intelligence et la parfaite droiture de son cœur. Comment ne pas être attristé en voyant ce noble esprit initié de si bonne heure à tous les sophismes d'une dialectique subtile et mensongère? Maerklin était destiné au sacerdoce, et déjà, avant d'avoir vécu, avant d'avoir étudié par lui-même la réalité des choses humaines, il avait parcouru avidement tout le domaine des abstractions sophistiques.

Quand il fut nommé diacre, c'est-à-dire second pasteur de la ville de Calw en 1835, Christian Maerklin ne tarda pas à sentir que son christianisme n'était pas celui qu'il était chargé d'enseigner et de répandre. Cette triste découverte n'eut pas lieu tout à coup. La petite ville de Calw, située dans une fertile vallée sur la lisière de la Forêt-Noire, est une cité industrielle. Il y avait là bien des misères à soulager; Maerklin s'y employa avec un admirable zèle, et l'exercice de la charité entretint longtemps ses illusions. Grave et pur, il se croyait très sincèrement chrétien, quoique le Christ ne fût pour lui qu'une grande et belle âme, mieux inspirée que Socrate et Platon. Le jour où son ami Strauss publia la *Vie de Jésus*, Maerklin n'était pas encore aussi engagé que le célèbre novateur dans les voies de la négation. Ce Christ qui n'était autre chose qu'un personnage mythique aux yeux du docteur Strauss, il le reconnaissait comme un être réel; — et bien que l'union du divin et de l'humain fût pour lui, d'après la théorie hégélienne, un fait éternel, un dogme supérieur et antérieur à Jésus, c'était le Christ cependant qui, par la sainteté de sa vie, avait réalisé cette union et conquis à l'humanité son glorieux patrimoine. C'était là, comme on voit, un christianisme hégélien, un christianisme où

toutes les rêveries panthéistiques de l'Allemagne pouvaient se donner carrière. Or, entre ces deux termes, la contradiction est absolue. Le système de Hegel une fois introduit dans le christianisme, il faut que le christianisme disparaisse. Maerklin ne tarda pas à en faire l'expérience. De vives luttes qu'il eut à soutenir contre les piétistes de Calw l'amenèrent peu à peu à voir plus clairement le fond de son âme; les conséquences des principes auxquels il était attaché se développèrent tout naturellement dans l'ardeur de la discussion, et, descendant la pente glissante sur laquelle il croyait pouvoir s'arrêter, il alla bientôt rejoindre l'auteur de la *Vie de Jésus*. De là à l'athéisme de M. Feuerbach la distance n'est pas longue. Le noble Maerklin se sentit en effet puissamment attiré par cette dialectique pernicieuse aux enseignemens de laquelle son intelligence n'était que trop préparée. Que faire dans une telle situation? M. Strauss décrit ici avec émotion les angoisses de ces jeunes théologiens chargés d'enseigner des dogmes auxquels ils ne croient pas. Ils hésitent à rompre leurs liens; ils n'ont pas le courage de sortir de l'église. Chez quelques-uns, sans doute cette hésitation tient à des motifs terrestres; mais combien il en est aussi qui sont retenus par les plus pures attaches! Maerklin avait une fortune suffisante; il n'avait pas besoin, comme tant d'autres confrères moins heureux, de songer à sa famille, à ses enfans, à la difficulté de se créer une carrière nouvelle : rien de tout cela ne l'eût effrayé; mais quoi! abandonner cette église qu'il aimait, ces pauvres qu'il avait assistés, ces humbles d'esprit qu'il avait réconfortés en leur parlant du Christ! Il ne pouvait s'y résoudre; il le fallut bien cependant. Le voile une fois déchiré, une clarté impitoyable révélait à Maerklin l'anéantissement complet de ce semblant de christianisme qui lui avait longtemps suffi. Il commençait d'ailleurs à être suspect. La droiture de sa conscience ne lui permit plus de prolonger davantage cette situation impossible. Entre le Christ et Hegel, Maerklin avait choisi, — sans bruit, sans scandale, après de secrets et douloureux débats avec lui-même; il ne lui restait plus qu'à déposer son ministère.

Dès que sa résolution fut prise, Maerklin poussa un cri de joie. Il avait obtenu une place de professeur au lycée de Heilbronn; ces fonctions nouvelles lui semblaient un affranchissement. Ce rôle de théologien qu'il ne pouvait plus garder qu'à force de subterfuges et de capitulations subtiles avec sa conscience, il le quittait enfin pour respirer, disait-il, avec les écrivains de la Grèce et de Rome l'air franc de la nature et de la vérité. Expliquer Homère et Sophocle, commenter Virgile et Tacite, quel bonheur pour ce panthéiste occupé depuis tant d'années à mettre d'accord les doutes de son âme et les obligations du sacerdoce! « Combien je me réjouis, écrivait-il, de partir pour Heilbronn! Que ma position sera franche! Me voilà délivré de ces liens qui m'enlaçaient. La théologie et l'église, qu'était-ce pour moi! Une vie entortillée, contraire à la vérité, contraire à la nature. J'aspire avec ardeur à la saine nourriture de l'histoire et des classiques de l'antiquité. Je veux être un païen de toutes les forces de mon cœur. Là au moins, tout est vrai, tout est naturel, tout est grand. » Maerklin se plongea donc avec amour dans l'étude de l'art et de la philosophie grecque. Une seule chose lui restait de son existence ecclésiastique, je veux dire cette charité qu'il avait pratiquée avec un

zèle si pieux et la pureté d'une vie irréprochable. Il écrivait un jour à un ami : « La science doit se transformer pour nous en religion; c'est elle qui doit élever et purifier nos âmes. Oh! quel plaisir j'aurais fait à mes ennemis de Calw, si j'eusse été un homme sans mœurs! Le jour où tous ceux qui partagent nos principes montreront une pure noblesse morale, ce jour-là seulement notre cause sera gagnée. Au contraire, tant que notre foi philosophique ne sera pas devenue une force réelle et féconde en vertus, elle n'aura aucune action à revendiquer sur le monde, et le vieux principe tiendra toujours le timon du navire. » On voit qu'il y a tout un abîme entre Maerklin et les *jeunes hégéliens*. Ce n'étaient pas là de vaines paroles; la vie de l'ancien diacre de Calw était toute consacrée à la pratique du bien, et chaque fois qu'il voyait un des panthéistes de son école se signaler par ses désordres, il en ressentait une affliction amère.

Le professeur de Heilbronn éprouva surtout bien des douleurs de ce genre pendant la tumultueuse période qui suivit les révolutions de 1848. M. Strauss, qui eut tant à souffrir lui-même des démagogues, nous donne sur le rôle de Maerklin à cette époque les détails les plus intéressans. Dès la fin de mars, Maerklin écrivait à un de ses amis : « En toute chose ici-bas, il y a au début une belle et virginale période; puis la débauche commence, et tout est perdu. Que les premières semaines ont été sublimes! A présent le ciel est couvert de ténèbres. Il est difficile, au milieu de tels désordres, de conserver sa foi en la grande idée qui devait être l'âme des mouvemens populaires. Si l'Europe est mûre pour la liberté civile, pour le développement des nationalités et la libre expansion des forces individuelles, c'est ce qu'un avenir prochain nous montrera. En Allemagne, ce grand bouleversement a trouvé le peuple par trop grossier, et, je le prévois, ce sera pour nous la cause de bien des malheurs. N'importe, advienne que pourra! Nous devons nous incliner devant la nécessité du mouvement historique. L'ancien ordre de choses était vermoulu; quiconque pense ne saurait le regretter. Il ne nous reste plus qu'à attendre l'avenir tranquillement, courageusement, toujours prêts à sacrifier notre bonheur et nos préférences personnelles. » Ces stoïques dispositions de Maerklin furent mises bientôt à de rudes épreuves. Candidat au parlement de Francfort, descendu dans l'arène au milieu des passions déchaînées, l'austère païen fut exposé dans sa personne et dans sa réputation aux plus odieuses fureurs de la populace. Heilbronn était le centre de la démagogie du Wurtemberg. M. Strauss nous peint avec une dramatique habileté ces scènes révolutionnaires où triomphaient la violence et l'ineptie. Il y avait là surtout un certain brasseur, — espèce de Robert Blum au petit pied, dit M. Strauss, qui représentait, à côté de Maerklin, la stupidité en face de l'intelligence et la passion brutale en face de la démocratie honnête. — Ce sont surtout les expériences de Maerklin qui offrent de curieuses leçons. Maerklin s'était déclaré sans détour en faveur de la monarchie constitutionnelle; c'était le moment où MM. Hecker et Struve agitaient le pays de Bade, c'était l'heure glorieuse où les corps francs du poète Herwegh venaient d'entrer en campagne; on devine quelles avanies furent infligées au candidat. Quelques semaines après, il écrivait à M. Strauss : « Je pressens que nous devrons traverser encore une révolution sanglante. Si le ciel nous accorde jamais

une existence politique, nous serons obligés de la payer cher. Les prince sont incorrigibles; le peuple est sauvage, il n'a que des instincts confus, et il en est d'autant plus fanatique. Je suis heureux de voir que tu penses comme moi sur tout cela. Tu es un aristocrate, nous le sommes tous. Chose singulière! voilà que ce mot désigne déjà un crime, un attentat à la majesté du peuple. Qu'est-ce donc que cela, être aristocrate? C'est vouloir que le peuple prenne part, selon la mesure de sa capacité, à l'exercice des droits politiques et à la conduite des affaires communes; c'est vouloir que l'influence appartienne à l'intelligence et à l'esprit, et non au nombre, à la masse, au corps de la nation. Voilà du moins notre aristocratie. Mais maintenant il faut que la science politique nous vienne des cabarets : au lieu d'un souverain qui nous maltraitait du moins avec convenance, nous avons des milliers de despotes brutaux qui veulent tout niveler, tout rabaisser à leur taille. » Maerklin assista aux événemens de 1848 et de 1849 avec cette tristesse résignée. Sa santé, naturellement faible, avait éprouvé de rudes échecs au milieu de tant d'émotions. Une rapide maladie l'emporta le 18 octobre 1849, à l'âge de quarante-deux ans et quelques mois.

Telle est cette *Vie de Maerklin*, où M. Strauss a peint en traits expressifs toute une phase de la pensée religieuse de l'Allemagne. Les conclusions répondent bien à la tristesse du récit. « Combien d'hommes, dit l'auteur, exercent par leurs enseignemens et leurs actes une influence profonde, sans que le souvenir de leur nom demeure attaché à ce qu'ils ont fait! Maerklin avait renoncé depuis longtemps à l'idée d'une existence ultérieure; cette existence, il la méritait cependant; c'est pour la lui assurer qu'un ami a écrit ce livre et a placé en quelque sorte sa statue sur son tombeau. » Ainsi, quand la mort a fermé nos paupières, nous ne pouvons prétendre qu'à cette double forme de l'existence : ou bien c'est une existence impersonnelle quand notre influence seule se perpétue et que notre nom périt, ou bien c'est une existence personnelle, quand une main amie a sculpté notre statue et attaché notre nom à nos œuvres. Voilà tout l'avenir que nous promet M. Strauss, et c'est à cela que se réduit notre immortalité! Le dernier mot de Maerklin et de son biographe, c'est l'orgueilleuse résignation de ces hommes qui ne croyaient plus au polythéisme, et que n'avait pas encore éclairés la lumière des idées chrétiennes. Chose étrange! le plus grand mérite de l'école hégélienne, c'est le sentiment qu'elle a eu du progrès continu des sociétés, de la marche incessante de l'esprit humain dans l'histoire, et, après tant de travaux et d'efforts, voilà qu'elle nous ramène au stoïcisme! Cependant il y a ici un phénomène qui me touche : M. Strauss a beau s'enfermer comme son ami dans l'impassible vertu des stoïciens, il lui est impossible de ne pas revenir sans cesse à ces discussions théologiques. La *jeune école hégélienne* a dit un jour par la bouche de M. Arnold Ruge : Le système de Hegel, en définitive, était une théologie; nous l'avons mis en pièces. — Eh bien! malgré la *jeune école hégélienne*, M. Strauss est et demeure un théologien. Les athées plus résolus lui en ont souvent fait le reproche; il poursuit néanmoins sa tâche, il prend plaisir à sonder sa plaie, à examiner son doute; il aime à raconter ses souffrances. Avec quelle tendresse il peint la charité évangélique de Maerklin avec quelle sympathie il expose ses combats intérieurs, surtout ses indéci-

sions et ses angoisses au moment de quitter la communauté chrétienne! En vain s'écrie-t-il avec son héros : Soyons païens de tout notre cœur! il est grave, il est ému, et son intelligence attristée ne peut se détourner de ces sublimes problèmes. Cette disposition nous suffit; nous n'en demandons pas plus pour absoudre le stoïcien. Si tristes que soient les conclusions de ce livre, la *Vie de Maerklin*, comme les *Deux Feuilles pacifiques*, comme les *Discours* théologiques aux paysans du Wurtemberg et la *Vie de Schubart* nous révèlent chez M. Strauss une âme préoccupée des questions vitales de l'homme, une âme généreuse et vaillante, qui est bien loin d'avoir dit son dernier mot.

Ce que je dis là de M. le docteur Strauss, on peut le dire des lettres allemandes en général. Ces problèmes religieux étudiés soit dans l'histoire, soit dans la philosophie, intéressent de nouveau les intelligences; n'est-ce pas un signe manifeste que l'Allemagne est rendue à elle-même? Encore une fois, je ne parle pas des théologiens de profession. Tandis que l'excellent recueil des *Studien und Critiken*, sous la direction de MM. Ullmann et Umbreit, maintient avec un zèle croissant l'école de Schleiermacher, les domaines plus spécialement littéraires et philosophiques s'enrichissent de sérieuses études. C'est un historien littéraire, M. Gelzer, qui écrit une biographie de Luther, remarquable avant tout par le sentiment qui l'anime; c'est M. Frédéric Hurter, qui consacre trois doctes volumes à l'empereur d'Autriche Ferdinand II, et à ses rapports avec la révolution religieuse; c'est M. Heimbürger qui met en lumière, grâce à des documens inédits, les travaux d'un théologien ignoré, Urbanus Rhegius, et peint dans ce bizarre personnage une des plus curieuses figures de la réforme. C'est un diplomate célèbre, M. le chevalier de Bünsen, qui, trouvant dans des manuscrits récemment découverts les renseignemens les plus inattendus sur la vie d'un saint de la primitive église, mêle un grave intérêt dogmatique aux piquantes révélations de l'histoire, et développe son système sur les relations de la raison et de la foi.

En face de ces recherches historiques, citons aussi l'édition complète des mystiques écrits de Baader, publiée par ses disciples avec un zèle tout filial, et un recueil de lettres de Schleiermacher dû aux soins de M. Gass. N'oublions pas de mentionner les leçons enthousiastes qu'un ancien disciple de Hegel, M. Goeschel, vient de faire à Berlin sur *la Divine Comédie*. M. Goeschel ne s'est jamais séparé du christianisme; la philosophie hégélienne, dans les libres interprétations de cet affectueux esprit, était une préparation à l'intelligence des dogmes révélés; on comprendra que le brillant songeur soit plus à son aise aujourd'hui qu'il expose la philosophie du christianisme d'après les *Cantiques* de Dante. Les leçons de M. Goeschel ont été un événement à Berlin, et le roi de Prusse les a honorées de sa présence. Il faut signaler enfin une *Histoire de la philosophie depuis Kant*, par M. Fortlage, histoire savante et bien composée, mais intéressante surtout par les conclusions. M. Fortlage proclame que le vrai, le seul progrès social, est dans la vie religieuse, et il propose, comme un idéal à notre XIXe siècle, cette institution des frères moraves, fondée il y a cent ans par l'enthousiaste comte Zinzendorf. M. Fortlage exprime une idée plus claire et plus pratique lorsqu'il conseille à la philosophie d'emprunter aux frères moraves le sentiment humble et pieux de la dépendance de l'homme, et de mettre fin au panthéisme.

On voit quel a été le travail philosophique et religieux de la pensée allemande pendant ces dernières années. De tels symptômes, si je ne m'abuse, sont la promesse d'une transformation féconde. Il n'y a pas là d'école, à proprement parler; il n'y a pas de grandes constructions métaphysiques : nos voisins sont disposés à traiter avec dédain un mouvement d'idées qui s'annonce avec si peu de fracas; mais ne doit-on pas préférer à une école altière et isolée cette ardeur presque unanime? Il y a des pays où ces deux mots, philosophie et religion, représentent encore deux idées qui se combattent; en Allemagne, on commence à comprendre quels indissolubles liens unissent toutes les sciences et toutes les vérités morales. La philosophie n'avait pas moins souffert que la religion des outrages de *la jeune école hégélienne*, et ce sont des philosophes que nous voyons maintenant relever de leurs mains le christianisme pour y mettre à l'abri leurs croyances insultées. Qu'importe que les réformes de M. Rosenkranz, les systèmes de M. Fichte et de M. Chalybæus, les tentatives religieuses de M. Maurice Carrière, les plaintives confessions et les mélancoliques souvenirs de M. le docteur Strauss offrent encore sur bien des points des lacunes regrettables? C'est l'esprit général qu'il faut voir, c'est cette protestation spontanée contre les désordres de la période qui vient de finir. L'Allemagne avait presque touché le fond de l'abîme; nulle part on n'avait vu de négations plus arrogantes, et, comme dit M. Carrière, plus flegmatiquement enragées. — Si elle renaît enfin de cette chute profonde, si elle restaure par la philosophie ce spiritualisme chrétien que la philosophie avait détruit chez elle, l'Europe entière profitera de ses travaux. Elle n'y réussira toutefois qu'en ralliant son enthousiasme avec l'école française; notre Descartes est et restera le maître de la philosophie moderne. Dans la science comme dans la politique, on l'a dit plus d'une fois, l'union de l'Allemagne et de la France offrirait de sérieux avantages. Si l'esprit français apporte à cette alliance la netteté supérieure de son inspiration, l'Allemagne y apportera de quoi satisfaire son légitime orgueil; c'est à elle qu'il faudra demander la ferveur religieuse, le sentiment hardi des choses cachées, la préoccupation constante de l'infini, instincts sublimes, instincts périlleux aussi, qui, égarés par une méthode fatale, l'ont jetée violemment dans le panthéisme et de là dans les plus brutales folies, mais qui, réglés avec force et conduits par une route sûre, sauront lui gagner des trésors. Le mouvement dont j'ai signalé les indices n'est que l'aurore d'une période meilleure; puisse le jour grandir! puissent les semences fructifier au soleil! Il y a trente ans, un philosophe illustre, avec la vive ardeur et l'enthousiasme aventureux de la jeunesse, racontait à la France *comment les dogmes finissent;* aujourd'hui, après tant d'expériences douloureuses et tant d'avertissemens sinistres, il serait temps pour l'Allemagne de montrer au XIXe siècle comment les croyances se relèvent.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

BEAUMARCHAIS

SA VIE, SES ÉCRITS ET SON TEMPS.

X. [1]

BEAUMARCHAIS CRÉANCIER D'UNE RÉPUBLIQUE ET ÉDITEUR DE VOLTAIRE.

I. — DÉBATS DE BEAUMARCHAIS AVEC LES ÉTATS-UNIS.

L'histoire des rapports de Beaumarchais avec les États-Unis ne serait pas complète, si on ne cherchait à éclaircir la dernière question qu'elle soulève. Il s'agit encore d'un procès, mais d'un procès de plusieurs millions, où Beaumarchais rencontre un adversaire plus redoutable que M. de La Blache, que Goëzman, que la Comédie-Française même, car cet adversaire est un gouvernement à la fois juge et partie dans la cause. Aussi la victoire sera-t-elle pour lui plus difficile, il mourra à la peine, et ses héritiers seuls verront le dénouement de cet inextricable débat. Nous touchons à l'époque où l'auteur du *Barbier* va nous ramener, par *le Mariage de Figaro*, en pleine littérature; mais, avant de le suivre sur le théâtre le plus connu de ses succès, il faut nous arrêter encore devant le plaideur et le spéculateur, montrer l'un aux prises avec la ténacité américaine, et l'autre au milieu des difficultés de l'opération de librairie la plus considérable de son temps.

Le traité d'alliance entre la France et les États-Unis avait été signé le 6 février 1778 à Versailles, et peu de temps après Silas Deane,

(1) Voyez les livraisons des 1er et 15 octobre, 1er et 15 novembre 1852, 1er janvier, 1er mars, 1er mai, 1er juin et 15 juillet 1853.

celui des trois commissaires américains qui, arrivé le premier à Paris, avait traité avec Beaumarchais au nom du congrès, fut rappelé à Philadelphie pour rendre compte de sa conduite et défendre les engagemens pris par lui contre les imputations de son collègue Arthur Lee. Ce dernier l'accusait, on s'en souvient, d'avoir, par un concert frauduleux avec Beaumarchais, et contrairement aux intentions du gouvernement français, transformé un don gratuit en une opération commerciale. Cette assertion, dont nous avons déjà démontré la fausseté, offrant l'avantage de dispenser l'Amérique de toute reconnaissance et de tout paiement envers Beaumarchais, le congrès était naturellement assez disposé à l'adopter. Silas Deane, accueilli d'abord aux États-Unis avec des préventions défavorables, eut à soutenir une lutte très vive contre les deux frères d'Arthur Lee, qui exerçaient une assez grande influence dans le congrès. Des débats scandaleux s'élevèrent non-seulement sur les engagemens contractés avec Beaumarchais, mais sur l'emploi des fonds fournis directement aux agens de l'Amérique par la cour de France. Cependant Silas Deane était muni des attestations les plus honorables du gouvernement français : le roi Louis XVI lui avait donné son portrait; M. de Vergennes avait écrit en sa faveur les lettres les plus flatteuses, et l'ancien premier-commis de M. de Vergennes, M. Gérard, qui arrivait en même temps à Philadelphie comme ministre plénipotentiaire de la cour de France, se montrait plein d'estime pour lui. M. Gérard avait reçu mission de n'intervenir qu'avec prudence dans les querelles de personnes; mais, voyant que celle-ci prenait les proportions d'une lutte entre l'influence française et le parti anglais, représenté au sein du congrès par les frères Lee, il prit vivement l'offensive contre ces derniers. « Les relations de M. Arthur Lee, écrit-il à M. de Vergennes, ne sont qu'un tissu absurde de mensonges et de sarcasmes qui ne peuvent que compromettre ceux qui ont le malheur d'être forcés d'avoir quelque correspondance avec lui. Souffrez, monseigneur, que je me félicite au moins de vous avoir débarrassé de ce fardeau (1). » Dans une autre dépêche, M. Gérard écrit au ministre : « Je me suis expliqué graduellement et à l'instant même où cela était indispensable pour empêcher que ce dangereux et méchant homme (Arthur Lee) ne remplaçât M. Franklin (2) et ne fût en même temps chargé de la négociation avec l'Espagne. Je ne puis vous dissimuler, monseigneur,

(1) A la suite de cette querelle, il fut décidé en effet qu'Arthur Lee à son tour serait rappelé.

(2) Arthur Lee travaillait de toutes ses forces à faire aussi rappeler Franklin pour rester seul chargé de représenter les États-Unis à la cour de France; mais le gouvernement français, qui le soupçonnait de liaisons secrètes avec l'Angleterre, et qui se défiait de lui, s'y opposait de son côté et demandait à garder Franklin, qui fut seul maintenu.

que je m'applaudis tous les jours davantage d'avoir pu contribuer à prévenir ce malheur. »

Quant aux accusations dirigées contre Silas Deane, M. Gérard les attribue à l'*esprit d'ostracisme*, « qui, dit-il, a déjà commencé à prévaloir contre les hommes qui ont rendu des services importans, lorsqu'ils ont cessé d'être nécessaires. » Malgré l'appui de M. Gérard, Silas Deane n'obtint en effet qu'une demi-victoire. Il fut déchargé de toute accusation, et on lui alloua pour ses dépenses personnelles 500 livres sterling par an pour le temps qu'avait duré sa mission en France; mais il ne fut fait aucune mention de ses services. On décida qu'il retournerait en Europe régler tous ses comptes, mais sans aucun titre officiel. « C'est l'ostracisme, écrit derechef M. Gérard à M. de Vergennes, c'est l'ostracisme le plus dur et le plus réfléchi. On ne pense pas à répondre aux lettres que vous avez écrites en sa faveur. »

De son côté, Silas Deane écrit à Beaumarchais : « J'ai été traité ici d'une façon à laquelle ni vous, ni mes amis, ni même mes ennemis ne s'attendaient. Cependant je ne doute pas que l'Amérique ne finisse par devenir plus équitable envers vous ainsi qu'envers moi. » Le congrès, en effet, commençait à ne plus avoir autant de confiance dans les rapports d'Arthur Lee. Il était d'ailleurs partagé entre le désir de ne point payer les anciennes fournitures et l'envie d'en recevoir de nouvelles. Or l'agent de Beaumarchais, Francy, déclarait que son patron n'enverrait plus rien, à moins qu'on ne reconnût sa créance pour le passé, et qu'un contrat bien en règle ne le garantît contre toute difficulté pour l'avenir. Le contrat qui devait satisfaire à cette dernière condition avait été passé le 6 avril 1778, entre les membres du comité du commerce et Francy agissant au nom de Beaumarchais. Seulement le congrès, toujours défiant, ordonna que le contrat serait envoyé à Paris et ne serait ratifié qu'après que la députation américaine aurait obtenu du ministre des affaires étrangères une réponse catégorique sur la question de savoir si Beaumarchais était bien réellement créancier du congrès pour les 5 millions de cargaisons déjà expédiées, ou si ces cargaisons, comme n'avait cessé de l'affirmer Arthur Lee, étaient un don gratuit de la part du gouvernement français. Une note fut présentée dans ce sens à M. de Vergennes le 10 septembre 1778, par les trois commissaires Franklin, Arthur Lee, qui n'était pas encore rappelé, et John Adams, qui venait d'être envoyé à Paris pour remplacer Silas Deane. Voici la réponse du ministre; elle est adressée à M. Gérard, représentant de la France aux États-Unis, qui était chargé de la transmettre au congrès.

« Les commissaires du congrès viennent de m'adresser un *office* qui renferme deux objets : le premier concerne l'apurement du compte de M. de Beau-

marchais sous le nom de la maison *Roderigue Hortalez et Cᵉ*; le second, la ratification du contrat que le congrès ou plutôt le comité du commerce, sous son nom, a passé avec le sieur Théveneau de Francy, agent du sieur Caron de Beaumarchais. M. Franklin et ses collègues désirent connaître les articles qui leur ont été fournis par le roi et ceux que M. de Beaumarchais leur a fournis pour son compte particulier, et ils m'insinuent que le congrès est dans la persuasion que tout ou au moins une grande partie de ce qui lui a été envoyé est pour le compte de sa majesté. Je leur ai répondu que le *roi ne leur a rien fourni*, qu'il a simplement permis à M. de Beaumarchais de se pourvoir dans ses arsenaux, à la charge de remplacement; qu'au surplus j'interviendrais avec plaisir pour qu'ils ne fussent point pressés pour le remboursement des objets militaires. »

Quant au nouveau contrat passé entre Beaumarchais et le congrès, le ministre ajoutait qu'il n'avait point de conseil à donner sur la ratification de ce traité, n'étant point chargé de répondre des engagemens de la maison Roderigue Hortalez et Cᵉ.

Dans cette réponse de M. de Vergennes, très nette en ce qui touche les droits de Beaumarchais comme créancier du congrès, il y avait deux choses : une réticence commandée par la politique, et qui consistait à passer sous silence la subvention pécuniaire secrètement accordée à Beaumarchais avant la rupture entre la France et l'Angleterre; mais il y avait aussi la vérité, qui perçait dans la dernière phrase du ministre relativement aux objets militaires. Cette phrase prouvait que, si Beaumarchais avait été subventionné, il ne l'avait pas été pour envoyer gratis des fournitures, mais pour les envoyer à crédit, en laissant aux débiteurs une assez grande latitude, spécialement pour les munitions de guerre. Or il est évident que Beaumarchais se conformait aux instructions ministérielles, car depuis deux ans, sauf deux cargaisons de 150,000 francs chacune dont il avait été obligé de s'emparer d'autorité, il n'avait pu obtenir un liard pour 5 millions de fournitures militaires ou autres; et lorsqu'il demandait des à-comptes, on lui répondait par la négation de sa créance, ou on ne lui répondait pas du tout.

En présence de la déclaration formelle du ministre, reproduite et fortifiée dans une note adressée au congrès par M. Gérard, dans laquelle il était dit que le *gouvernement français était complétement étranger aux opérations commerciales de Beaumarchais*, il fallut bien que le congrès s'exécutât enfin et reconnût l'auteur du *Barbier de Séville* comme un créancier réel. C'est alors seulement, en janvier 1779, qu'on lui envoya l'adresse si flatteuse que nous avons citée dans le chapitre précédent. En lisant ces mots : « le *congrès gémit* des contre-temps que vous avez soufferts pour le soutien de ses états, il va prendre les mesures les plus promptes pour l'acquittement de

la dette qu'il a contractée envers vous, » Beaumarchais se crut enfin à la veille de toucher de l'argent ou de recevoir du tabac : c'était encore une illusion. Au lieu de lui donner un à-compte au moins en nature, le congrès, prétextant le mauvais état de ses finances et le *danger de la navigation*, préféra lui envoyer, en octobre 1779, à valoir sur son compte général, 2,544,000 livres de lettres de change à trois ans de date, tirées sur Franklin. Il est certain que le congrès usait largement du droit que lui avait conféré M. de Vergennes, de n'être point *trop pressé* par Beaumarchais, puisque, sur une créance de 5 millions qui datait de trois ans, il envoyait un à-compte en lettres de change à trois ans de distance, lettres de change souscrites par une nation à peine reconnue comme telle, et qui par conséquent ne pouvaient guère passer pour de l'argent comptant.

Malgré les remerciemens si pompeux du congrès, il y avait dans sa conduite une arrière-pensée : il persistait au fond à ne pas prendre au sérieux la créance de Beaumarchais, et il ne désespérait pas de trouver quelque moyen de se débarrasser de lui. On est tout étonné quand on voit deux ans plus tard le ministre des finances, Robert Morris, parler à Franklin d'un biais pour ne pas payer les lettres de change, et Franklin lui démontrer que son plan est impraticable, parce que ces lettres de change sont maintenant en circulation. On n'est pas moins étonné lorsqu'on voit Franklin, — en réponse à une demande que lui adresse le chef du bureau des fonds aux affaires étrangères, M. Durival, pour le règlement des nombreux millions que son pays a reçus de la France et dont nous reparlerons tout à l'heure, — revenir sur une question qui semblait résolue, et trois ans après la déclaration de M. de Vergennes, deux ans après l'envoi de la lettre du congrès et des lettres de change, demander derechef au ministre, le 15 mai 1781, si les fournitures faites par Beaumarchais ne sont pas un don du roi de France. M. Durival lui répond très laconiquement sur ce point : *Quant aux objets fournis et avancés par M. de Beaumarchais, le ministre n'en a point connaissance.*

Cependant Beaumarchais, mécontent de se voir si mal payé par le congrès général, avait essayé de commercer avec les états particuliers de l'Amérique; il n'avait pas été plus heureux : deux cargaisons vendues par lui, l'une à l'état de Virginie, l'autre à l'état de la Caroline du sud, avaient été payées en papier-monnaie, et ce papier, avant qu'il eût pu s'en débarrasser, avait subi une dépréciation énorme (1). Tout cela n'était pas encourageant; aussi, dès 1780, il

(1) « Je suis bien mortifié, écrivait à ce sujet à Francy, en décembre 1779, Jefferson, alors gouverneur de l'état de Virginie, que la malheureuse dépréciation du papier-monnaie ait enveloppé dans la perte commune M. de Beaumarchais, qui a si bien mérité de nous. »

avait de son côté refusé de ratifier le traité conclu en son nom avec le congrès par Francy. Tirant le meilleur parti possible des lettres de change à trois ans de date, il ne spéculait plus avec les corps constitués, et se bornait à attendre que le congrès réglât définitivement son compte général.

En 1781, Silas Deane revint en France pour apurer tous les comptes qu'il avait laissés en suspens; celui de Beaumarchais fut fixé par lui le 6 avril à une somme de 3,600,000 livres, après déduction des à-comptes payés, et en y comprenant les intérêts à partir des premiers envois. Muni de ce titre, Beaumarchais réclama du congrès son remboursement. Pas de réponse pendant deux ans. En 1783, un nouvel agent des États-Unis, M. Barclay, arrive à Paris avec la qualité de consul-général et la mission de réviser les comptes arrêtés par Silas Deane. Beaumarchais refuse de soumettre son compte déjà réglé à un nouveau règlement; M. Barclay lui déclare que le congrès n'entendra et ne paiera rien, à moins que son compte n'ait été de nouveau débattu et examiné. Après un an de résistance, Beaumarchais cède. Le compte est révisé et réduit par M. Barclay; mais le gouvernement américain persiste à ne rien payer, et bientôt un incident qui s'élève à l'insu de Beaumarchais détermine le congrès à ajourner indéfiniment la créance de ce dernier; voici cet incident.

Les États-Unis ayant déjà reçu beaucoup d'argent du gouvernement français et demandant, en 1783, un nouveau prêt de six millions, il fut convenu qu'en leur prêtant ces six millions, on règlerait leur situation vis-à-vis de la France par une récapitulation exacte dans le contrat de toutes les sommes qu'ils avaient déjà reçues, soit à titre de prêt, soit à titre de don. Dans la première classe, à titre de sommes prêtées successivement, on énonça d'abord 18 millions, plus un emprunt de 10 millions en Hollande, garanti par le roi de France et dont il payait les intérêts; enfin les six millions, objet du dernier emprunt. Tout cela constitua une somme de *trente-quatre millions*, que les États-Unis s'engagèrent à rembourser à différentes époques, et qui, par parenthèse, ne furent pas très exactement soldés aux échéances. Enfin la générosité du roi fit entrer dans le contrat une seconde catégorie de sommes, dont il déclarait faire don aux États-Unis. Cette catégorie se composait : 1° de 3 millions *accordés*, disait le contrat, antérieurement au traité d'alliance de février 1778; 2° de 6 millions donnés en 1781. C'était donc 9 millions que le roi de France, indépendamment des sommes prêtées et des sommes énormes dépensées dans la guerre d'Amérique, déclarait abandonner gratuitement. Or, par une étourderie assez bizarre, Franklin, qui avait signé ce contrat le 25 février 1783, ne s'aperçut que trois ans plus tard, en 1786, lorsqu'il était déjà retourné en Amérique, qu'il y

avait une explication à demander sur les 3 millions indiqués comme ayant été *donnés* antérieurement à 1778. Il n'avait reçu du gouvernement que 2 millions, mais il avait reçu en 1777 un million en plus des fermiers généraux, pour lequel million les États-Unis avaient payé un à-compte en tabac de 153,229 livres. « Il est possible, écrit Franklin au banquier des États-Unis à Paris, que ce million fourni ostensiblement par les fermiers généraux ait été en réalité un don de la couronne; mais dans ce cas, comme l'observe M. Thompson, les fermiers généraux nous doivent les deux cargaisons de tabac qu'ils ont reçues à valoir sur cette somme. » Ce qui est assez naïf, c'est que Franklin n'ajoute pas qu'au cas où le million en question ne serait pas celui des fermiers généraux, les États-Unis doivent au contraire, depuis neuf ans, aux fermiers généraux la différence entre un million reçu en 1777 et un à-compte en tabac de 153,229 livres. Il faut dire qu'à cette époque les États-Unis, nation jeune et pauvre, étaient assez habitués à recevoir de toutes mains et plus disposés à accepter qu'à rendre (1). Le banquier des États-Unis, M. Grand, fut donc chargé de s'informer auprès de M. de Vergennes si, parmi les 3 millions que le roi déclarait avoir accordés gratuitement pour les États-Unis, figurait le million des fermiers généraux. Il lui fut répondu par M. Durival, au nom de M. de Vergennes, que le roi était étranger à l'avance faite par les fermiers généraux, mais que la somme en question était *un million délivré par le trésor royal le* 10 *juin* 1776. C'était précisément le million donné secrètement à Beaumarchais. Or quelle avait été la pensée du gouvernement en insérant dans le contrat du 25 février 1783 la mention de ce million à la suite des 8 millions donnés directement aux agens de l'Amérique? Était-ce une simple récapitulation de l'argent déboursé à titre gratuit en faveur des États-Unis, récapitulation faite pour le règlement des comptes du trésor et sans qu'on eût réfléchi aux inconvéniens qu'elle pourrait avoir par rapport à Beaumarchais? ou bien le gouvernement entendait-il par là que celui qui avait reçu ce million en rendrait compte aux États-Unis? Si cette dernière supposition était la vraie, il faudrait bien reconnaître que Beaumarchais, en demandant le paiement intégral de toutes ses cargaisons, sauf à rendre compte de son côté à qui de droit, aurait agi contrairement aux vues du gouvernement qui l'avait subven-

(1) Je lis à ce sujet dans une dépêche de notre chargé d'affaires à Philadelphie, M. de Marbois, à M. de Vergennes, en date du 24 août 1784, les lignes suivantes : « Je ne crois pas M. M... (le ministre des finances des États-Unis) susceptible d'aversion ou d'affection pour aucune puissance; mais j'ai lieu de croire que son avidité peut le rendre capable d'irrégularités très répréhensibles, et qu'à moins qu'il ne soit lié par les instructions du congrès général, il s'embarrassera toujours fort peu de remplir les obligations des États-Unis envers sa majesté. »

avait de son côté refusé de ratifier le traité conclu en son nom avec le congrès par Francy. Tirant le meilleur parti possible des lettres de change à trois ans de date, il ne spéculait plus avec les corps constitués, et se bornait à attendre que le congrès réglât définitivement son compte général.

En 1781, Silas Deane revint en France pour apurer tous les comptes qu'il avait laissés en suspens; celui de Beaumarchais fut fixé par lui le 6 avril à une somme de 3,600,000 livres, après déduction des à-comptes payés, et en y comprenant les intérêts à partir des premiers envois. Muni de ce titre, Beaumarchais réclama du congrès son remboursement. Pas de réponse pendant deux ans. En 1783, un nouvel agent des États-Unis, M. Barclay, arrive à Paris avec la qualité de consul-général et la mission de réviser les comptes arrêtés par Silas Deane. Beaumarchais refuse de soumettre son compte déjà réglé à un nouveau règlement: M. Barclay lui déclare que le congrès n'entendra et ne paiera rien, à moins que son compte n'ait été de nouveau débattu et examiné. Après un an de résistance, Beaumarchais cède. Le compte est révisé et réduit par M. Barclay; mais le gouvernement américain persiste à ne rien payer, et bientôt un incident qui s'élève à l'insu de Beaumarchais détermine le congrès à ajourner indéfiniment la créance de ce dernier; voici cet incident.

Les États-Unis ayant déjà reçu beaucoup d'argent du gouvernement français et demandant, en 1783, un nouveau prêt de six millions, il fut convenu qu'en leur prêtant ces six millions, on règlerait leur situation vis-à-vis de la France par une récapitulation exacte dans le contrat de toutes les sommes qu'ils avaient déjà reçues, soit à titre de prêt, soit à titre de don. Dans la première classe, à titre de sommes prêtées successivement, on énonça d'abord 18 millions, plus un emprunt de 10 millions en Hollande, garanti par le roi de France et dont il payait les intérêts; enfin les six millions, objet du dernier emprunt. Tout cela constitua une somme de *trente-quatre millions*, que les États-Unis s'engagèrent à rembourser à différentes époques, et qui, par parenthèse, ne furent pas très exactement soldés aux échéances. Enfin la générosité du roi fit entrer dans le contrat une seconde catégorie de sommes, dont il déclarait faire don aux États-Unis. Cette catégorie se composait : 1° de 3 millions *accordés*, disait le contrat, antérieurement au traité d'alliance de février 1778; 2° de 6 millions donnés en 1781. C'était donc 9 millions que le roi de France, indépendamment des sommes prêtées et des sommes énormes dépensées dans la guerre d'Amérique, déclarait abandonner gratuitement. Or, par une étourderie assez bizarre, Franklin, qui avait signé ce contrat le 25 février 1783, ne s'aperçut que trois ans plus tard, en 1786, lorsqu'il était déjà retourné en Amérique, qu'il y

avait une explication à demander sur les 3 millions indiqués comme ayant été *donnés* antérieurement à 1778. Il n'avait reçu du gouvernement que 2 millions, mais il avait reçu en 1777 un million en plus des fermiers généraux, pour lequel million les États-Unis avaient payé un à-compte en tabac de 153,229 livres. « Il est possible, écrit Franklin au banquier des États-Unis à Paris, que ce million fourni ostensiblement par les fermiers généraux ait été en réalité un don de la couronne; mais dans ce cas, comme l'observe M. Thompson, les fermiers généraux nous doivent les deux cargaisons de tabac qu'ils ont reçues à valoir sur cette somme. » Ce qui est assez naïf, c'est que Franklin n'ajoute pas qu'au cas où le million en question ne serait pas celui des fermiers généraux, les États-Unis doivent au contraire, depuis neuf ans, aux fermiers généraux la différence entre un million reçu en 1777 et un à-compte en tabac de 153,229 livres. Il faut dire qu'à cette époque les États-Unis, nation jeune et pauvre, étaient assez habitués à recevoir de toutes mains et plus disposés à accepter qu'à rendre (1). Le banquier des États-Unis, M. Grand, fut donc chargé de s'informer auprès de M. de Vergennes si, parmi les 3 millions que le roi déclarait avoir accordés gratuitement pour les États-Unis, figurait le million des fermiers généraux. Il lui fut répondu par M. Durival, au nom de M. de Vergennes, que le roi était étranger à l'avance faite par les fermiers généraux, mais que la somme en question était *un million délivré par le trésor royal le* 10 *juin* 1776. C'était précisément le million donné secrètement à Beaumarchais. Or quelle avait été la pensée du gouvernement en insérant dans le contrat du 25 février 1783 la mention de ce million à la suite des 8 millions donnés directement aux agens de l'Amérique? Était-ce une simple récapitulation de l'argent déboursé à titre gratuit en faveur des États-Unis, récapitulation faite pour le règlement des comptes du trésor et sans qu'on eût réfléchi aux inconvéniens qu'elle pourrait avoir par rapport à Beaumarchais? ou bien le gouvernement entendait-il par là que celui qui avait reçu ce million en rendrait compte aux États-Unis? Si cette dernière supposition était la vraie, il faudrait bien reconnaître que Beaumarchais, en demandant le paiement intégral de toutes ses cargaisons, sauf à rendre compte de son côté à qui de droit, aurait agi contrairement aux vues du gouvernement qui l'avait subven-

(1) Je lis à ce sujet dans une dépêche de notre chargé d'affaires à Philadelphie, M. de Marbois, à M. de Vergennes, en date du 24 août 1784, les lignes suivantes : « Je ne crois pas M. M... (le ministre des finances des États-Unis) susceptible d'aversion ou d'affection pour aucune puissance; mais j'ai lieu de croire que son avidité peut le rendre capable d'irrégularités très répréhensibles, et qu'à moins qu'il ne soit lié par les instructions du congrès général, il s'embarrassera toujours fort peu de remplir les obligations des États-Unis envers sa majesté. »

tionné; mais ce qui va suivre la réponse de M. Durival nous donne le droit d'affirmer plus que jamais que le gouvernement donateur n'avait point entendu que Beaumarchais serait comptable de ce million envers les États-Unis.

En effet, après avoir lu la lettre de M. Durival, qui indiquait ce million comme donné le 10 juin 1776 sans autre spécification, le banquier des États-Unis, M. Grand, écrit pour avoir communication du reçu et du nom de la personne qui a touché le million. Le chef du bureau des fonds consulte M. de Vergennes et répond par un premier refus. Le banquier insiste de nouveau, alléguant sa propre responsabilité. M. Durival adresse alors au ministre un rapport secret sur cette question *s'il y a lieu de fournir à M. Grand la copie qu'il demande du reçu de M. de Beaumarchais*. Après avoir établi que le reçu porte que M. de Beaumarchais en rendra compte à M. de Vergennes seul, le chef du bureau des fonds conclut ainsi : « *Il pourrait y avoir de l'inconvénient à fournir une arme contre M. de Beaumarchais* en produisant à M. Grand la copie qu'il demande de la reconnaissance du million délivré le 10 juin 1776. » En marge du rapport, il est écrit : *Référé le* 5 *septembre* 1786, et au-dessous, également en marge, se trouve la décision de M. de Vergennes, ainsi conçue : *Il ne peut pas y avoir lieu à donner la copie de la reconnaissance énoncée dans ce rapport*. Conformément à cette décision du ministre, le chef du bureau des fonds répond au banquier des États-Unis par la lettre suivante :

« Versailles, 10 septembre 1786.

« Le ministre persiste, monsieur, dans l'opinion que le reçu dont vous demandez copie n'a rien de commun avec les affaires dont vous êtes chargé, et que cette pièce est inutile dans le nouveau point de vue sous lequel vous l'envisagez. Il vous est bien facile, monsieur, de prouver que la somme en question n'a point été versée dans vos mains, puisque vous n'avez commencé à être chargé des affaires du congrès qu'en janvier 1777, tandis que le reçu dont il s'agit est daté du 10 juin 1776. J'ai l'honneur d'être, etc.

« DURIVAL. »

De ce refus du ministre, le congrès se crut suffisamment autorisé à conclure : 1° que c'était Beaumarchais qui avait reçu ce million, 2° que ce million devait être restitué par lui au congrès, 3° que le congrès ne devait rien payer jusqu'à ce que ce mystère eût été éclairci. Toutes ces conclusions n'étaient pas également justes, car il ne s'agissait plus ici, comme dans la déclaration du ministre, en 1778, d'une réticence commandée par la politique: le gouvernement français ne cachait plus, en 1786, qu'il avait assisté les colonies insurgées avant la rupture avec l'Angleterre, puisqu'il déclarait formellement qu'il avait donné dans ce but 3 millions avant le traité de

1778, et qu'il allait jusqu'à préciser la date du premier million délivré le 10 juin 1776. — S'il refusait de dévoiler aux États-Unis le nom de l'homme à qui avait été avancé ce million, ce n'était donc plus par des considérations de prudence politique, mais par un motif d'équité personnelle à l'égard de Beaumarchais, *pour ne pas fournir aux Américains une arme contre lui*, comme l'énonçait expressément M. Durival dans son rapport au ministre. — Par ce refus de communiquer aux États-Unis le reçu de Beaumarchais, le ministre leur disait, ce semble, implicitement : — J'ai classé ce premier million dans le contrat du 25 février 1783 parmi les millions donnés gratuitement par moi pour votre service; mais comme il n'a pas été donné à vous, comme l'homme à qui je l'ai donné s'est engagé par son reçu à rendre compte de son emploi à moi et non à vous, cet homme ne peut être comptable qu'envers moi. Si je vous demandais le remboursement de ce million, vous auriez le droit de le réclamer de votre côté à celui qui l'a reçu; mais, comme je ne vous demande rien, c'est à moi seul qu'il appartient de décider jusqu'à quel point cette avance gratuite d'un million faite par moi pour vous doit vous profiter, à vous ou à l'homme à qui je l'avais donné, pour concourir à une opération secrète qui vous a été très utile, mais qui jusqu'ici, par votre refus d'acquittement, paraît avoir été plus pénible que fructueuse pour lui.

Cette réticence en faveur de Beaumarchais était ici d'autant mieux justifiée, que cet incident se passait complétement à son insu, qu'il n'avait été appelé à faire valoir ses droits ou ses intérêts ni sur la mention faite dans le contrat du 25 février 1785 du million reçu par lui, contrat secret et qu'il ne connaissait pas, ni sur la demande en communication du reçu fait par le banquier des États-Unis en 1786 et refusée par le ministre.

Tandis que ces explications s'échangeaient entre M. de Vergennes et le banquier des États-Unis, Beaumarchais pressait en vain auprès du congrès la liquidation de son compte, ajournée depuis neuf ans, demandant au moins un arbitrage, proposant comme un de ses arbitres M. de Vergennes lui-même, et acceptant, de la part des Américains, tous les arbitres qu'il leur plairait de choisir, excepté Arthur Lee, son ennemi personnel. En 1787, à bout de patience, il écrivait au président du congrès, en date du 12 juin, une lettre inédite dont j'extrais le passage suivant :

« Que voulez-vous, monsieur, qu'on pense ici du cercle vicieux dans lequel il paraît qu'on s'enveloppe avec moi? Nous ne ferons aucun remboursement à M. de Beaumarchais que ses comptes ne soient réglés par nous, et nous ne règlerons point ses comptes pour n'avoir point de remboursement à lui faire!

— Un peuple devenu puissant et souverain peut bien regarder, dira-t-on, la gratitude comme une vertu de particulier au-dessous de sa politique; mais rien ne dispense un état d'être juste et surtout de payer ses dettes. J'ose espérer, monsieur, que, touché de l'importance de l'affaire et de la force de mes raisons, vous voudrez bien m'honorer d'une réponse officielle sur le parti auquel l'honorable congrès s'arrêtera, soit de me régler promptement et de solder son règlement, comme un souverain équitable, soit de choisir enfin des arbitres en Europe pour juger les points en débat, d'*assurances* et de *commission*, ainsi que M. Barclay eut l'honneur de vous le proposer lui-même en 1783, soit enfin de m'écrire sans détour que les souverains d'Amérique, oubliant mes services passés, me refusent toute justice : alors j'adopterai le parti le plus convenable à mes intérêts méprisés, à mon honneur blessé, sans sortir du profond respect avec lequel je suis, du congrès général et de vous, monsieur le président, le très-humble, etc.

« CARON DE BEAUMARCHAIS. »

Le congrès trouva cette lettre un peu hardie, et pour apprendre à vivre à son créancier, il confia précisément l'examen de sa créance au seul homme que Beaumarchais eût exclu de cet examen, à Arthur Lee. Le compte fut bientôt réglé : en un tour de main, Arthur Lee constata que le fournisseur, à qui le congrès avait envoyé en 1779 de si belles protestations de reconnaissance et dont la créance avait été réglée, en 1781, à 3,600,000 livres, non-seulement n'avait *rien* à réclamer des États-Unis, mais qu'il devait au contraire aux États-Unis *dix-huit cent mille francs*. Après quatre ans de protestations de la part de Beaumarchais, le congrès confia, en 1793, un nouvel examen de cette créance à l'un des hommes d'état les plus distingués de l'Amérique, M. Alexandre Hamilton, qui, réformant le compte fabuleux d'Arthur Lee, fit repasser Beaumarchais de l'état de débiteur de 1,800,000 fr. à l'état de créancier légitime du congrès, pour une somme de *deux millions deux cent quatre-vingt mille francs*. Il n'y avait, on le voit, que 4 millions de différence entre les calculs d'Arthur Lee et ceux d'Hamilton: mais en même temps Hamilton proposa qu'il fût sursis à tout paiement jusqu'à ce qu'on eût fait de nouvelles tentatives auprès du gouvernement français pour obtenir la communication du mystérieux reçu d'un million, refusée sept ans auparavant, estimant que, si le reçu était signé de Beaumarchais, il y avait lieu à déduire un million sur sa créance. Conformément aux instructions du congrès, le ministre des États-Unis auprès de la république française, Gouverneur Morris, par une lettre en date du 21 juin 1794, demanda cette communication à Buchot, alors ministre des affaires étrangères. Celui-ci, sans égards pour les déclarations officielles et pour les refus de ses prédécesseurs, voulant, dit-il, donner aux États-Unis la satisfaction qui leur avait été refusée par

les ministres de l'*ancien régime*, Buchot livra à un gouvernement étranger un titre contre un particulier qui, en vertu de ce titre même, n'était comptable qu'envers le gouvernement français.

Dès ce moment, la créance de Beaumarchais subit une nouvelle série de difficultés. Le congrès lui dit : — Par un contrat passé entre nous et le gouvernement français le 25 février 1783, le gouvernement déclare qu'il nous abandonne gratuitement neuf millions. Nous n'en avons reçu que huit, c'est vous qui avez reçu le neuvième! Prouvez-nous que ce million, reçu par vous le 10 juin 1776, n'est pas celui qui nous était destiné, sinon nous le retiendrons sur votre créance. — Beaumarchais répond au congrès : « Je demande qu'il me soit donné acte de la déclaration la plus précise que je fais, que jamais je n'ai reçu du roi Louis XVI, de ses ministres, ni de personne au monde, *ni un million, ni même un seul shilling pour vous être offerts en présent;* — que tout l'or que j'ai employé pour vous servir, en ami bien zélé, en loyal négociant, et au seul titre d'un commerce équitable, n'a été rassemblé par moi, tant en France qu'en d'autres états de l'Europe, qu'à titre d'association *d'emprunt ou de circulation;* — que tous mes créanciers, moins patiens envers moi que je n'ai dû l'être envers vous, ne m'ont pas laissé vingt années sans exiger leur compte et leur acquittement, et que s'il *m'en restait quelques-uns à solder, question qui vous est étrangère en qualité de débiteurs,* ce ne serait qu'une obligation de plus pour vous de me mettre en état de le faire en vous acquittant envers moi. Quant au contrat de 1783, dont vous m'apprenez l'existence et que j'ai toujours ignoré, je déclare que ce contrat, où je n'ai pas été appelé ni par vous, ni par les ministres de France, m'est absolument étranger, sous quelque point de vue qu'on l'envisage, par cela seul que je n'y ai point été appelé, ce qui était indispensable, si vous deviez, après douze ans, essayer de vous en faire un titre pour éluder ou éloigner mon paiement, après avoir épuisé tous les autres (1). »

Tel est le débat interminable dans lequel Beaumarchais consuma les dernières années de sa vie. Dans cette période de la lutte, sa destinée était fort assombrie. Il était proscrit, réfugié à Hambourg, il se croyait complétement ruiné en France; il ne voyait pour sa fille unique d'autre ressource d'avenir que cette créance américaine, et il s'y cramponnait avec l'énergie du désespoir. De son grenier à Hambourg, il adressait des volumes au congrès, aux ministres des États-Unis, même au *peuple américain tout entier*. Un de ces mémoires inédits, écrit d'une main lourde et fatiguée, m'a frappé par une péroraison où, à travers la pesanteur de la vieillesse, on retrouve quelque chose

(1) Extrait d'un *mémoire* inédit de Beaumarchais du 10 avril 1795.

de la verve toujours un peu incorrecte, mais colorée, du Beaumarchais d'autrefois.

« Américains (s'écrie le vieillard), je vous ai servis avec un zèle infatigable, je n'en ai reçu dans ma vie qu'amertume pour récompense, et je meurs votre créancier. Souffrez donc qu'en mourant je vous lègue ma fille à doter avec ce que vous me devez. Peut-être qu'après moi, par d'autres injustices dont je ne puis plus me défendre, il ne lui restera rien au monde, et peut-être la Providence a-t-elle voulu lui ménager, par vos retards d'acquittement, une ressource après ma mort contre une infortune complète. Adoptez-la comme une digne enfant de l'état! Sa mère aussi malheureuse et ma veuve, sa mère vous la conduira. Qu'elle soit regardée chez vous comme la fille d'un citoyen! Mais si après ces derniers efforts, si après tout ce qui vient d'être dit, contre toute apparence possible, je pouvais craindre encore que vous rejetiez ma demande; si je pouvais craindre qu'à moi ou à mes héritiers vous refusiez des arbitres, désespéré, ruiné, tant en Europe que par vous, et votre pays étant le seul où je puisse sans honte tendre la main aux habitans, que me resterait-il à faire, sinon à supplier le ciel de me rendre encore un moment de santé qui me permît le voyage d'Amérique? Arrivé au milieu de vous, la tête et le corps affaiblis, hors d'état de soutenir mes droits, faudrait-il donc alors que, mes preuves à la main, je me fisse porter sur une escabelle à l'entrée de vos assemblées nationales, et que, tendant à tous le bonnet de la liberté, dont aucun homme plus que moi n'a contribué à vous orner le chef, je vous criasse : Américains, faites l'aumône à votre ami, dont les services accumulés n'ont eu que cette récompense. *Date obolum Belisario!*

« PIERRE-AUGUSTIN CARON BEAUMARCHAIS.

« D'auprès d'Hambourg, ce 10 avril 1795. »

Le congrès resta sourd aux réclamations de son fournisseur: non-seulement il le laissa mourir sans avoir liquidé sa créance; mais pendant les trente-six ans qui suivirent sa mort, depuis 1799 jusqu'en 1835, tous les gouvernemens qui se succédèrent en France et tous les ambassadeurs de ces gouvernemens auprès des États-Unis appuyèrent en vain la demande des héritiers de Beaumarchais. Il y avait contre cette créance un parti-pris qui se transmettait religieusement d'une génération de législateurs à l'autre. Non-seulement on disait : Nous avons à déduire sur la créance, fixée en 1793, par M. Hamilton, à la somme de 2,400,000 livres, la somme de 1 million donnée *pour nous* à Beaumarchais le 10 juin 1776; mais on ajoutait : Comme les intérêts de ce million, dont on ne nous a pas rendu compte depuis 1776, absorbent l'excédant, nous sommes quittes envers les héritiers de Beaumarchais, et nous ne leur paierons rien. De leur côté, les héritiers de Beaumarchais répondaient au congrès : D'après le compte de notre auteur, vous deviez, en 1793, y compris les intérêts, non pas 2,400,000 livres, comme l'a réglé M. Hamilton, mais plus de 4 millions. Payez-nous au moins la somme fixée par votre propre rappor-

teur. — Quant au million que les États-Unis prétendaient déduire, le gouvernement français, s'appuyant sur les déclarations officielles faites au congrès, en 1778, par M. de Vergennes, intervenait vivement à l'appui des héritiers Beaumarchais, et la première dépêche adressée par le ministre Talleyrand sur cette question, le 28 germinal an XI, à notre ambassadeur auprès des États-Unis, nous dispensera de reproduire toutes les autres dépêches écrites successivement par d'autres ministres, toujours dans le même sens :

« On oppose, écrit Talleyrand, aux héritiers de M. de Beaumarchais un reçu donné par ce dernier le 10 juin 1776 pour 1 million à lui remis par ordre de M. de Vergennes, et l'on prétend imputer cette somme sur les fournitures faites par lui aux États-Unis. Comme le paiement et la destination de ce million tenaient à une mesure de service politique secret ordonnée par le roi et exécutée immédiatement, il ne paraît ni juste ni convenable de la confondre avec des opérations mercantiles, et postérieures en date, d'un particulier avec le congrès. Par conséquent, on ne peut tirer contre M. de Beaumarchais, en sa qualité de créancier personnel des États-Unis pour fournitures à eux faites, aucune induction de la pièce communiquée par l'ex-commissaire des relations extérieures Buchot au ministre américain.

« Je vous invite, citoyen ministre, à soutenir de votre influence les réclamations de la famille Beaumarchais, et à faire valoir les considérations de loyauté et d'honneur national qu'elle invoque. Un citoyen français qui hasardait pour le service des Américains sa fortune tout entière, et dont le zèle et l'activité leur ont été si essentiellement utiles pendant la guerre qui leur a valu leur liberté et leur rang parmi les nations, pourrait sans doute prétendre à quelque faveur : au moins doit-il toujours être écouté lorsqu'il ne demande que bonne foi et justice. Agréez, etc.

« TALLEYRAND. »

En 1816, le gouvernement des États-Unis fit demander par M. Gallatin au duc de Richelieu, alors ministre des affaires étrangères, si le gouvernement français consentirait à déclarer formellement que le million fourni le 10 juin 1776 à Beaumarchais *n'avait rien de commun avec les fournitures faites par ledit Beaumarchais aux États-Unis*. Le duc de Richelieu, se fondant sur la note officielle adressée au congrès par M. Gérard en 1778, n'hésita pas à faire la déclaration demandée. Cela n'était exact qu'*officiellement;* mais il semble que cette déclaration eût dû suffire pour terminer le débat, car enfin, en admettant que Beaumarchais eût tiré tout son argent des coffres de l'état, il y avait certainement quelque chose d'étrange et de peu digne dans l'attitude d'une nation, devenue puissante, qui, après avoir reçu d'un particulier à une époque d'extrême détresse les services les plus signalés, s'obstinait à dire à ce particulier ou à ses héritiers : « Qui vous a donné l'argent avec lequel vous m'avez

secourue si à propos et que vous me réclamez en vain depuis tant d'années? Je crois que vous avez reçu cet argent pour m'en faire cadeau. Votre gouvernement m'a adressé à ce sujet, entre 1778 et 1783, deux déclarations, dont l'une affirme positivement que je dois vous payer toutes vos fournitures, et dont l'autre me porte à penser qu'on a voulu me faire cadeau d'un million sur ces mêmes fournitures. Depuis cette époque, votre gouvernement déclare sans relâche qu'il n'a rien de commun avec vos opérations commerciales, et que je dois vous solder intégralement; mais, comme je soupçonne qu'il y a là-dessous un mystère de cabinet, j'aime mieux admettre que les secours que vous m'avez fournis devaient être gratuits, et que je ne dois les payer ni à votre gouvernement, qui n'en réclame pas le paiement, ni à vous, qui le réclamez avec son adhésion. »

Telle était évidemment la situation faite au gouvernement des États-Unis par la déclaration formelle du duc de Richelieu en 1816. Ce gouvernement n'en persista pas moins à repousser la créance, et malgré l'opinion favorable de plusieurs légistes éminens de l'Amérique, malgré la présence de la fille de Beaumarchais, qui en 1824 vint, accompagnée d'un de ses fils, solliciter en personne le congrès, à chaque reprise du débat il se trouva une majorité inflexible pour écarter la réclamation. En 1835 seulement, lorsque se présenta pour la seconde fois la fameuse affaire des 25 millions, et lorsque les procédés un peu violens du président Jackson nous eurent appris que le gouvernement américain était un créancier moins patient que nous, l'on songea à faire entrer la créance des héritiers Beaumarchais dans les compensations réclamées au nom de la France; mais cette créance fut singulièrement réduite. Depuis trente-six ans, la famille de l'auteur du *Barbier de Séville* réclamait au moins les 2,400,000 francs stipulés dans le rapport de M. Hamilton en 1793; on lui donna à choisir en 1835 entre *huit cent mille francs* ou rien : elle préféra 800,000 fr., et ce long et difficile procès entre Beaumarchais et les États-Unis fut enfin terminé, comme se terminent beaucoup de procès, par une *cote très mal taillée*.

Je me suis attaché à l'exposer avec une entière impartialité. Je pense avoir prouvé que l'accusation dirigée contre Beaumarchais en Amérique d'avoir trompé le gouvernement français en lui faisant croire qu'il envoyait gratis au congrès des fournitures dont il exigeait le paiement est complétement fausse. En admettant même que la chose fût possible, ce qui n'est pas, il est évident, et par les lettres de M. de Vergennes, et par celles de Beaumarchais, et par les explications demandées à diverses reprises au ministre de la part du congrès, que dès le commencement jusqu'à la fin de l'opération le ministre fut constamment au courant des prétentions de Beaumarchais, et que,

s'il les eût désapprouvées, rien ne lui eût été plus facile que de s'y opposer, même sans sortir du mystère que lui commandait la situation avant la rupture avec l'Angleterre, et à plus forte raison après cette rupture. J'ai dû néanmoins rétablir aussi, contrairement à l'opinion très sincère des héritiers de Beaumarchais et aux déclarations des divers ministres depuis 1778, toutes basées sur la première déclaration officielle de M. de Vergennes, j'ai dû rétablir la vérité quant au fait du fameux million, qui fut incontestablement donné par le gouvernement, non pas pour un service politique *secret, étranger aux fournitures américaines,* mais pour ces fournitures mêmes. — Maintenant je dois faire plus. En entreprenant cette étude sur un homme très calomnié, mais qui n'est certainement pas un héros ou un sage, en l'entreprenant surtout comme un moyen de pénétrer plus intimement dans les mœurs et dans l'esprit du XVIIIe siècle, je ne me suis nullement proposé d'être partout et toujours l'avocat de Beaumarchais. Je dirai donc, en sacrifiant à un devoir absolu de sincérité la crainte de froisser peut-être un peu les sentimens si respectables d'une famille qui a bien voulu me confier les papiers de son aïeul, je dirai que j'ai trouvé récemment, en dehors des papiers qui m'étaient confiés, des documens d'une authenticité incontestable qui prouvent non pas que la réclamation de Beaumarchais était mal fondée par rapport aux États-Unis (sous ce point de vue, elle me semble toujours parfaitement légitime), mais que sa créance prise en elle-même était peut-être moins intéressante que je ne le croyais d'abord, et voici pourquoi. Partant de l'idée qu'il n'avait reçu du gouvernement français qu'une subvention d'un million pour une opération des plus périlleuses, il me paraissait souverainement injuste que, cette subvention ayant eu pour résultat de l'entraîner dans une dépense de plus de 5 millions, Beaumarchais, après avoir été payé très mal et à peine de la moitié de ces 5 millions, eût tant de difficultés à vaincre pour obtenir le paiement du reste. J'avais peine à m'expliquer l'attitude de M. de Vergennes, car d'un côté le ministre semblait dire clairement que l'intention du gouvernement était de laisser à Beaumarchais, en même temps que les chances d'insuccès, les chances de bénéfice dans l'entreprise, et d'un autre côté il le soutenait à peine dans ses réclamations. Se contentant de *ne pas fournir d'armes contre lui,* il paraissait garder une sorte de neutralité entre le fournisseur qui sollicitait son paiement et les États-Unis, qui, malgré une première déclaration officielle du ministre, lui demandaient sans cesse, en refusant de payer : Est-il bien vrai que cette créance est sérieuse? Cette tiédeur de M. de Vergennes, comparée au zèle manifesté plus tard en faveur de la créance par tant d'autres ministres qui ne connaissaient pas bien le fond des choses, me semblait inexplicable. De

nouvelles recherches m'ont enfin donné le mot de cette énigme : c'est que M. de Vergennes avait fait à son agent la partie plus belle que je ne pensais. Non-seulement Beaumarchais avait reçu 1 million le 10 juin 1776; mais ce million de l'Espagne, que j'avais d'abord contesté comme douteux pour le moins, parce que je n'en avais trouvé nulle trace dans les papiers de l'auteur du *Barbier de Séville* (1), ce million avait été bien réellement fourni par M. d'Aranda. Toutefois, pour garantir le secret de l'opération, ce million avait fait un petit circuit : l'ambassadeur d'Espagne l'avait versé au trésor public de France; il en avait tiré une reconnaissance du caissier; il avait remis cette reconnaissance à M. de Vergennes, lequel l'avait transmise à Beaumarchais en échange du reçu que je cite textuellement d'après l'original.

« J'ai reçu de son excellence M. le comte de Vergennes la reconnaissance d'un million de livres tournois que M. Duvergier avait donnée à M. l'ambassadeur d'Espagne, avec laquelle reconnaissance je toucherai au trésor royal ladite somme d'un million tournois, de l'emploi de laquelle je rendrai compte à sadite excellence M. le comte de Vergennes.

« CARON DE BEAUMARCHAIS. »

« A Versailles, le 11 août 1776. »

Ce million espagnol du 11 août, ajouté au million français du 10 juin, rend déjà la situation de Beaumarchais moins affligeante; mais ce n'est pas tout. J'avais trouvé dans les papiers de l'auteur du *Barbier de Séville* une lettre en date du 18 février 1777, de laquelle il résultait qu'il avait vainement demandé un nouveau secours d'un million, et, partant toujours de l'idée qu'il n'avait reçu qu'un million, je pensais que, ses cargaisons dépassant de beaucoup ce chiffre et les Américains ne lui envoyant rien, il avait dû se trouver fort embarrassé. Il l'était en effet; mais un premier refus ne le décourageait pas, et il revint à la charge, sans doute appuyé par M. de Maurepas, car j'ai constaté que dans cette même année 1777, après une demande infructueuse au mois de février, il reçut de M. de Vergennes, le 31 mai 1777, 400,000 liv., le 16 juin, 200,000 liv., le 3 juillet, 474,496 liv., ce qui fait un total de 1 million 74,496 livres, lequel, ajouté aux deux millions déjà donnés, permet évidemment à Beaumarchais de supporter avec plus de patience les difficultés qu'il éprouve à se faire payer du congrès. Il paraît de plus qu'à la fin de 1777 il avait fait en Amérique un envoi extraordinaire de fusils que le ministère devait lui rembourser à part, car en 1778 il réclame une nouvelle somme de 360,000 livres, et le rapport de M. de Vergennes au roi, en date du

(1) Voyez la livraison du 15 juillet.

8 avril 1778, pour être autorisé à lui délivrer cette nouvelle somme, est motivé ainsi :

« M. le comte de Maurepas ayant autorisé l'année dernière, de l'ordre de votre majesté, le sieur de Beaumarchais à faire un envoi de 15,000 fusils dans l'Amérique septentrionale, avec promesse d'en être remboursé, le sieur de Beaumarchais sollicite pour qu'il lui soit payé une somme de 360,000 livres, valeur desdits fusils, etc. »

Au bas de ce rapport, le roi écrit *bon*, et Beaumarchais touche les 360,000 livres en question. Seulement il paraît qu'on trouvait qu'il avait reçu assez d'argent pour toute cette affaire, et qu'on tenait à ce qu'il *jurât ses grands dieux* de n'en pas demander davantage; c'est ce qu'indique la forme assez bizarre de son dernier reçu des 360,000 livres, qui est rédigé ainsi :

« Je reconnais que sa majesté a bien voulu me rembourser de quinze mille louis que j'avais avancés pour des objets relatifs à son service. Je les reçois avec reconnaissance en cet instant où j'en ai le plus grand besoin; mais ces objets ayant cessé, *je m'engage d'honneur, et sous toutes les formes possibles,* à ne rien réclamer davantage du trésor royal, quelque face que prennent les affaires de mon commerce, assurant humblement sa majesté qu'à moins de nouveaux ordres de sa part, je n'engagerai pas un écu de plus dans mes affaires qui ait aucun rapport avec celles de sa majesté.

« CARON DE BEAUMARCHAIS.

« A Paris, ce 18 avril 1778. »

C'est en effet là le dernier reçu de Beaumarchais qui ait trait aux fournitures américaines. Toutes les sommes que nous venons de mentionner ont été incontestablement données pour concourir à ces fournitures. C'est ce qui résulte du rapport de M. Durival à M. de Vergennes, du 5 septembre 1786, à propos de la demande faite par le banquier des États-Unis. Tous les paiemens faits à Beaumarchais y sont récapitulés sur une feuille à part avec ce titre : *Paiemens ordonnés pour le service de l'Amérique,* mais ce rapport confirme en même temps la thèse générale que nous avons constamment soutenue, car si l'on y trouve la preuve que M. de Vergennes avait donné plus d'argent que nous ne le pensions d'abord, on y trouve aussi la démonstration que c'était au ministre seul, non aux Américains, que Beaumarchais devait rendre compte de l'argent reçu. Il reste également certain que la politique relativement à l'Angleterre suffisait pour faire en 1776 à M. de Vergennes une loi de vouloir que l'opération eût un caractère commercial, non pas *fictif,* mais réel, et que Beaumarchais, en lui donnant ce caractère, suivait les instructions du ministre. Si, dans les années 1777 et 1778, qui furent les années décisives pour les destinées de l'Amérique, les *insurgens* avaient

succombé, Beaumarchais aurait perdu, non-seulement l'argent qu'il avait su, par son habile insistance, se procurer de la France et de l'Espagne pour venir à leur secours, mais encore sa fortune personnelle; car il est incontestable qu'agissant tout à la fois, et dans l'espérance d'un bénéfice plus grand, et aussi (je ne crois pas qu'on puisse équitablement lui refuser ce mérite) sous l'influence d'un désir ardent d'associer son nom au succès de la cause américaine, il avait dépassé de beaucoup les 3 millions qu'il avait reçus. Il n'en est pas moins vrai qu'il avait reçu ces 3 millions, et que M. de Vergennes conservait le droit de lui en demander compte. Ce compte a-t-il été rendu et sous quelle forme? Le ministre aurait-il exigé de Beaumarchais un remboursement partiel ou total dans le cas où ce dernier aurait été payé intégralement par les Américains? Pourquoi dans le contrat de 1783 avec l'Amérique M. de Vergennes mentionnait-il un seul des trois millions donnés à Beaumarchais et ne parlait-il pas des deux autres? Pourquoi, après avoir mentionné ce million, refusait-il aux Américains de communiquer le nom de celui qui l'avait touché? Prit-il en considération que non-seulement Beaumarchais ne pouvait obtenir du congrès le paiement de ce qui restait dû sur ses fournitures, mais qu'il avait fait dans ses expéditions aux États-Unis des pertes considérables, que plusieurs de ses vaisseaux avaient été capturés par les Anglais, et que le seul état de Virginie, par la dépréciation du papier-monnaie, lui avait fait perdre une somme qu'il évaluait à trois millions? Ces pertes furent-elles considérées comme une sorte d'acquittement des trois millions reçus de la France et de l'Espagne? Toutes ces questions sont plus faciles à poser qu'à résoudre. Dans une affaire de ce genre, il y a toujours des points sur lesquels on en est réduit aux probabilités et aux conjectures.

En résumé et pour en finir sur cette mystérieuse opération, qui a fait échanger pendant cinquante ans, entre la France et l'Amérique, plus de cinquante dépêches dont pas une n'est exacte, Beaumarchais, indépendamment de ses réclamations contre les états particuliers de l'Union, réclamait en 1795 du congrès une somme de 4,141,171 liv., y compris les intérêts du compte réglé en 1781 par Silas Deane : après *quarante ans de débats*, ses héritiers ont touché *huit cent mille francs!* Ce qu'il a perdu représente donc au moins la subvention secrète de *trois millions* qu'il avait reçue. Ce résultat est moins inique en lui-même que si la subvention n'existait pas, mais il n'en fait pas plus d'honneur à la reconnaissance et à la générosité du gouvernement américain.

Ce n'est donc point dans ses rapports avec le congrès que Beaumarchais s'est enrichi, il y a perdu au contraire; mais lorsque le subside de la France et de l'Espagne lui eut permis de monter gran-

dement une maison de commerce, il suivit cette veine avec l'ardeur qu'il mettait dans ses procès ou dans ses comédies, et entama un grand nombre de spéculations diverses. Ces tentatives furent en général moins fructueuses qu'elles auraient pu l'être si Beaumarchais n'eût apporté dans sa carrière de spéculateur les qualités et les défauts de l'artiste; il aimait les entreprises difficiles, pourvu qu'elles fussent brillantes ou utiles, et il embrassait trop de choses à la fois. J'ai sous les yeux un tableau général de ses affaires depuis le 1er octobre 1776 jusqu'au 30 septembre 1783, c'est-à-dire pendant les sept années qui représentent plus particulièrement sa carrière commerciale. Ce tableau indique un mouvement de fonds de 21,044,191 livres en dépense et de 21,092,515 en recette; l'excédant de la recette sur la dépense n'est donc que de 48,327 livres. A la vérité, les dépenses portent sur diverses entreprises qui plus tard ne donneront plus que de la recette; mais le chiffre peu élevé de cet excédant de recette obtenu dans un espace de sept ans suffit, ce me semble, pour donner l'idée d'un négociant un peu audacieux, le plus actif d'ailleurs et le plus amusant des négocians. On a vu Beaumarchais jusqu'ici mêlant le commerce à la politique; on ne sera peut-être pas fâché de le considérer un instant à l'état de commerçant pur et simple, courant d'un port à l'autre, achetant ou construisant des vaisseaux, *bridant,* comme il dit, *ses divers capitaines, afin d'en tirer un peu de profit,* et discutant une expédition maritime avec l'aplomb d'un armateur consommé. Parmi les cinq cents lettres qui le représentent sous cet aspect, je n'en citerai qu'une. Il est à Bordeaux surveillant un de ses armemens, et il écrit à son agent Francy, revenu d'Amérique et resté à Paris :

« Bordeaux, ce 19 octobre 1782.

« Maintenant, mon Francy, je sais tout ce qui regarde mon armement; mais je ne saurais rien, si j'étais parti avant d'avoir vu. *La Ménagère* sera parfaitement gérée; Folignè (c'est le nom du capitaine), à quelques lubies près, est un excellent homme : son état-major est charmant, et son équipage a la meilleure volonté! Voilà pour un. *L'Aimable Eugénie,* au lieu d'être de 600 tonneaux de port, est à peine de 500. Son capitaine est un homme indocile, volontaire et peu soigneux. Sans me rien dire, on a mis 32 canons, 160 hommes et tout ce qu'ils entraînent, de façon qu'au retour ce navire, qui fait 9,000 livres de dépenses par mois et m'a coûté au moins 300,000 livres, ne peut donner que de la perte. Ils n'ont pris que 1,000 barils de farine faisant 125 tonneaux, 105 milliers de *poudre au roi* faisant à peine 50 tonneaux, ma cargaison, qui n'en fait pas tant, — et le navire est si fort au comble, qu'ils ont laissé à Nantes du feuillard que j'avais demandé pour *la Ménagère,* et pour lequel ils n'ont pas trouvé de place.

« Pour faire tenir la voile à ce navire, ils ont mis 76 milliers de briques

inutiles en lest, au lieu de prendre du charbon qui se fût bien vendu à Saint-Domingue. En outre ils ont 30 tonneaux de fer en lest, et leur arrimage est si mal fait, qu'il leur a fallu glisser d'ici 25 tonneaux de fer pour que le navire ne retombât pas sur sa quille avec saccade dans les forts temps; mais je remédie autant qu'il est en moi à tous ces maux par la nature des instructions que je donne à Levaigneur et au papa Folizné. Voilà pour deux.

« *L'Alexandre* marche comme un *panier percé*, c'est l'expression de Grégory (autre capitaine); mais il tient en cale beaucoup plus que l'*Eugénie*; il arrive demain de La Rochelle en rivière. Il n'a rien dans ses bois, mais ses agrès, voiles et mâtures sont très endommagés. Il s'est battu six heures (le croiriez-vous?) à la vue de quatre frégates françaises et d'un vaisseau de 64 qui n'ont pas fait le moindre mouvement pour le secourir. Quand il s'en est plaint à Rochefort, on lui a dit qu'il aurait dû faire des signaux. Le capitaine a répondu très bien que le bruit et le feu des canons était le meilleur signal qu'il eût pu faire. Il va rester à Souillac sans monter à Bordeaux, et j'espère qu'il partira avec les deux autres. Il ne marche pas assez pour l'envoyer seul nulle part. Nous ne le neutraliserons point, et je compte sur le fret du roi. Gregory lui-même a la tête assez chaude; il s'entendrait mal avec Baudin (autre capitaine), plus volontaire et despote que lui. Je vais les brider tous, de manière qu'ils obéiront et me donneront un peu de profit, car j'en espère fort peu, vu le dernier prix des denrées d'Europe aux îles, l'abaissement du fret et l'avilissement du prix des denrées des îles en Europe.

« Donc me voilà cloué jusqu'au départ à l'endroit où je ne devais rester que trois semaines. Rien ne se ferait, je le vois, et tout irait encore une fois au diable.

« Comment va votre frêle santé? comment va votre douce et très aimable belle-sœur? Votre projet de voyage dans les pays chauds n'est qu'une de ces idées de malade que la raison réprime. Du repos et du régime, voilà ce qu'il vous faut. Jasez de ma lettre avec ma femme, afin qu'elle soit au courant de tout. J'ai ici tous les états-majors et plus de mouvement qu'il n'en faut pour gaspiller tout mon temps. Je ne sais si je pourrai lui écrire aujourd'hui.

« Dites à Cantini (1) que j'ai reçu sa dernière lettre avec celles qu'elle contenait. Je le prie de m'envoyer un mot tous les courriers, soit que je lui écrive ou non.

« Je puis maintenant tout finir ici sous quinze jours; ainsi voilà le terme à peu près de mon voyage. Bonjour, mon Francy. »

Le jeune Francy aimait le luxe: il s'était enrichi par les intérêts que Beaumarchais lui donnait dans ses opérations, et quoiqu'il fût logé chez son patron, il se permettait d'avoir trois chevaux à lui. Beaumarchais avait aussi un certain penchant pour le faste: mais quelquefois les accusations du docteur Dubourg lui revenaient à l'esprit : il redoutait les envieux, se sentait pris par saccades d'une belle pas-

(1) C'était son caissier, dont il eut plus tard à se plaindre, et qui fut remplacé par le frère aîné de son ami Gudin.

sion pour la simplicité, et il écrivait alors à Francy, tout au travers d'une lettre de commerce, des sorties *ab irato* dans le genre de celle-ci, qui est également datée de Bordeaux :

« Bordeaux, ce 26 octobre 1782.

« ..... Ce que je désapprouve, c'est que vous nourrissiez trois chevaux à Paris dans votre état : ce luxe est une inconséquence et plus qu'une inutilité. Vous faites tous crier après moi, après vous, après nous enfin. Et, dans le temps où je voudrais réformer une partie de mes dépenses, j'ai le chagrin d'entendre dire qu'on jette tout par les fenêtres autour de moi.

« Certes je ne dois compte, pas plus que vous, de ma conduite à personne, cependant il y a ce qu'on appelle décence d'état, et quand on l'enfreint, on a tous les sots, les envieux, les parens, les ennemis, les grands, les petits contre soi. Par cela seul que vous êtes chez moi, je m'afflige qu'on puisse me dire que tout ce qui m'approche est d'un luxe effréné. Que diable avez-vous besoin de ce train? Eh! vivez simplement, et chassez les inutilités. Vous m'exposez à ne plus savoir comment je vis pour mes écuries : je suis volé de toutes parts, et cela naît du désordre, dont ils profitent. Dix chevaux et trois cochers qui s'entendent pour piller! Je vous le demande en grâce, nous sommes tous hors de nos places, mon ami (1). Je vais ordonner qu'on vende deux jumens à moi; j'en ai assez, trop même de cinq, et vous, ne soyez pas la cause que je ne puisse mettre de l'ordre dans mon domestique. Dès qu'il y a confusion, il y a volerie. Ce que je vous mande est juste et raisonnable : je veux vivre désormais dans la plus grande simplicité. Quand vous saurez de quelle hauteur partent les observations critiques qui donnent lieu à mes confidences, vous trouverez que je ne puis trop me précautionner contre la méchanceté, vous ne voudriez pas me faire du mal, et tout cela m'en fait. C'est mon cœur qui vous parle, comme un ami le fait à son ami. »

Malgré les adoucissemens de la forme, ces observations déplurent sans doute à Francy, qui était fier, un peu capricieux en sa qualité de malade, et qui entretenait ses trois chevaux à ses frais; car, dans la lettre qui suit celle que nous venons de citer, Beaumarchais, si guerroyant au dehors, mais qui aimait avant tout la paix dans son intérieur, lui répond amicalement : « Personne ne m'entend ni ne veut m'entendre. Eh bien! faites à votre fantaisie, n'en parlons plus, et portez-vous bien; c'est le principal. »

La santé de ce jeune homme, atteint d'une maladie de poitrine, déclinait de jour en jour. Il était allé passer quelque temps à Dunkerque chez des amis. L'auteur du *Barbier*, au milieu de tous ses travaux, trouve le temps de se transformer pour *son Francy* en médecin, et il lui écrit cette lettre qui me semble empreinte d'un caractère de bonté touchante en raison même des artifices délicats que

(1) Ceci est du Beaumarchais à la fois plein de bon sens et de délicatesse.

Beaumarchais emploie pour décider son jeune ami à suivre un traitement rigoureux.

« Paris, ce 26 août 1783.

« Mon pauvre Francy, vous n'êtes qu'une bête de dire que je vous oublie; mais comme vous êtes une bête malade, je vous pardonne. Si vous vous occupez de votre santé autant que je le fais, vous vous rétablirez assez promptement. Il faut seulement, mon ami, que vous n'ayez nulle pitié de vous-même, et que vous fassiez rigoureusement ce que je vais vous prescrire.

« J'ai eu deux conférences très graves avec M. Seiffert, votre médecin. Il n'a pas approuvé la saignée du pied, quoiqu'il ne vous l'ait pas écrit : il a craint de faire travailler votre esprit, et il a tourné autour du pot sur cet objet; mais moi, avec qui il faut toujours parler net, voici ce que j'ai appris de lui pour résultat de sa théorie et de la belle expérience qu'il vient d'en faire sur Mme de Saint-Alban, qui était à la mort, — par conséquent bien autrement malade que vous, ayant la fièvre, l'extinction de voix, le marasme, crachant ses poumons, enfin désespérée et abandonnée de tout le monde. Ecoutez-le raisonner : « L'âcreté de l'humeur qui se jette sur une partie affaiblie par accident, ou faible par nature, forme enfin un ulcère où se porte toute l'acrimonie du sang; mais alors le crachement et tous les accidens provenant de la partie affligée ne sont eux-mêmes qu'un mal local, et tous les remèdes qu'on leur porte pallient, adoucissent ce local, sans détruire le premier vice. Quelques efforts qu'on fasse, si la compassion pour le malade empêche d'aller au fait sur le principe du mal, il ne fait que durer plus long-temps, mais il reste incurable. Je ne connais donc dit M. Seiffert qu'un seul moyen, qui est de détourner l'humeur du cours entier qu'elle a pris sur une partie faible, et de la porter à l'extérieur, d'autorité, et même avec violence. En conséquence, notre médecin, sans égard pour tous les galans, parens, complaisans, etc., de notre jolie petite Saint-Alban, vous lui a flanqué deux vésicatoires aux deux bras. Ils ne rendaient pas assez, selon lui, il lui en a flanqué un sur les épaules, et si l'humeur n'eût pas abondamment donné, il allait lui en mettre un sur la poitrine. — *Bourreau!* lui criait-on; il allait son train. Enfin, mon ami, elle a moins toussé, moins craché, elle a dormi, a retrouvé l'appétit, et lorsqu'on s'apprêtait à la pleurer, il a fallu rire avec elle de son emplâtre universel, qui lui a sauvé la vie. Elle a souffert, mais quelle différence de sort! Depuis six semaines, elle se porte au mieux : elle a repris sa chair, ses couleurs, sa voix pour parler et chanter. Voilà ce que j'ai sous les yeux. Seiffert vous condamne donc, et *moi aussi,* à revenir vous faire emplâtrer de vésicatoires, ou bien prenez sur vous de le faire où vous êtes; mais soyez sûr qu'après bien des raisonnemens nous convenons tous qu'il faut s'y soumettre, et que la santé future en dépend. Tout le reste est de la graine d'ignorant. « Je le ferais, dit Seiffert, sur moi-même tout à l'heure, si mon mal de poitrine ne s'était pas terminé. » Eh! vite aux vésicatoires, mon ami! Criez, si cela vous soulage, ou revenez, et nous vous promettons de n'avoir nulle pitié de vos répugnances.

« Je ne puis trop remercier vos amis et les miens de tous les soins qu'ils

prennent de vous; mais si vous manquez tous de résolution pour notre terrible régime, revenez à nous, car il n'y a pas de temps à perdre. Souffrons quelques jours pour sauver l'édifice entier, et n'attendons pas que le danger soit plus pressant : c'est le vœu et l'ardent désir de votre ami.

« CARON DE BEAUMARCHAIS. »

La sollicitude de Beaumarchais ne put sauver le jeune Francy, il mourut peu de temps après avoir reçu cette lettre, et son testament, que j'ai sous les yeux, contient un article qui, rapproché du passage déjà cité du testament de Julie, est un titre de plus en faveur de l'homme ainsi jugé par ses amis mourans. Après avoir distribué à sa famille la fortune assez considérable qu'il avait gagnée au service de son patron. Francy termine par ces lignes : « Je nomme, pour exécuter mon testament, M. Caron de Beaumarchais, mon ami; les *obligations que je lui ai ne me permettent de lui faire aucun legs*, bien persuadé qu'il se portera à me rendre ce dernier service. » Il me semble qu'il y a quelque chose de flatteur pour Beaumarchais dans cette manière de motiver l'absence de legs en sa faveur et ce dernier service qu'on attend de lui.

Pour compléter le tableau de la vie de Beaumarchais à cette époque, il faudrait le montrer après la désastreuse bataille navale où le comte de Grasse perdit en 1782 la plus magnifique de nos flottes, s'enflammant d'un beau zèle au milieu de la consternation générale, envoyant dans tous les cafés de Paris des hommes qui crient : *Souscription! souscription!* et qui proposent de remplacer ainsi les vaisseaux perdus, écrivant à toutes les chambres de commerce du royaume, leur adressant à chacune 100 louis et les pressant d'adopter son idée. Bientôt cette idée se répand comme une traînée de poudre : chaque ville, chaque corporation offre un vaisseau, et le désastre éprouvé par notre marine est réparé avec une rapidité merveilleuse. Beaumarchais court lui-même dans toutes nos villes maritimes pour activer et échauffer ce mouvement patriotique. M. de Vergennes lui écrit : « Comme ministre je n'ai pas le droit d'approuver, mais comme citoyen j'applaudis de tout mon cœur au sentiment énergique que vous communiquez à vos compatriotes..... Quelque succès que puisse avoir votre démarche, elle n'en fait pas moins d'honneur à votre zèle, et c'est avec bien de la satisfaction que je vous en fais mon compliment. » L'amiral d'Estaing, qui s'est rendu avec Beaumarchais à Bordeaux, enchanté de la coopération de l'auteur du *Barbier de Séville*, lui écrit de son côté dans son style toujours un peu facétieux : « Lorsque le cerveau de feu Jupiter accoucha de la belligérante Minerve, il lui fallut certainement une accoucheuse comme vous. » Et Beaumarchais, continuant la métaphore, répond à l'amiral : « Votre sage-femme, comme vous m'appelez, n'eût fait

faire à son Jupiter qu'une fausse-couche au lieu d'une Minerve, si, en dévorant tout ce qui n'allait pas au but, elle n'eût mis beaucoup d'onction et d'indulgence pour tout ce qui peut y servir. » A travers ces élans patriotiques, on aurait à montrer Beaumarchais se livrant aux spéculations commerciales les plus diverses : — établissement d'une caisse d'escompte, association avec les frères Périer pour la fondation de la pompe à feu de Chaillot, etc. : — mais cela nous entraînerait trop loin : de toutes ses affaires de commerce qui datent de cette époque, une seule, par son importance littéraire et historique et par les divers incidens qui s'y rattachent, nous semble mériter une attention particulière : c'est à celle-là que nous nous arrêterons.

II. — BEAUMARCHAIS ÉDITEUR DE VOLTAIRE.

Il fallait un homme aussi aventureux que Beaumarchais pour oser entreprendre en 1779 d'imprimer et de publier les *Œuvres Complètes* de Voltaire. Comme opération de librairie, c'était la plus forte qui eût été tentée jusque-là. L'*Encyclopédie* n'a que trente-trois volumes, et il s'agissait ici de produire presque en même temps une édition en soixante-dix volumes in-8° et une édition in-12 à meilleur marché en quatre-vingt-douze volumes. Ce n'est pas précisément le nombre des volumes qui rendait cette opération effrayante pour tout autre que pour l'auteur du *Barbier*. Il y avait une difficulté bien plus grave encore : la moitié à peu près des ouvrages de Voltaire était prohibée en France. Ces ouvrages prohibés n'en circulaient pas moins assez librement; mais de temps en temps le gouvernement se croyait tenu de faire acte de rigorisme : on brûlait des éditions, et ceux-là même qui souvent achetaient et lisaient ces ouvrages avec le plus d'avidité envoyaient pour l'exemple en prison les marchands qui les vendaient. C'est un des caractères essentiels des sociétés qui menacent ruine que ce désaccord choquant entre ce qui est défendu par la loi et ce qui est non-seulement toléré, mais approuvé et recherché par les mœurs.

Une édition complète des ouvrages de Voltaire ne pouvait donc s'imprimer en France, mais elle avait besoin de pouvoir y pénétrer avec quelque sécurité; un coup de rigueur eût été mortel à une entreprise aussi vaste. D'un autre côté, vu l'importance et le fracas de l'opération, comment espérer qu'elle ne soulèverait pas beaucoup de clameurs et que le gouvernement, même dans l'hypothèse où il serait favorable, n'aurait pas la main forcée? C'était une chance que nul libraire n'osait courir. Panckoucke, qui avait acheté des héritiers de Voltaire ses manuscrits inédits, et qui se proposait d'abord de faire cette édition générale, trouva l'entreprise trop dan-

gereuse et vint l'offrir à Beaumarchais. Si j'en crois le manuscrit inédit de Gudin, l'impératrice Catherine de Russie aurait fait proposer à Panckouke d'imprimer à Saint-Pétersbourg même la collection des œuvres de Voltaire :

« Beaumarchais, dit Gudin, jaloux de l'honneur de son pays, ne fut pas plus tôt informé des démarches que faisaient les agens de l'impératrice, qu'il courut à Versailles remontrer au comte de Maurepas quelle honte ce serait pour la France de laisser imprimer chez les Russes les ouvrages de l'homme qui avait le plus illustré la littérature française. Ce ministre en fut vivement frappé; mais, placé entre les deux grands corps du clergé et du parlement, il appréhendait leur opposition et les clameurs de ces esprits timides qui, *trop semblables aux oiseaux de la nuit* (c'est toujours Gudin qui parle), *s'effarouchent à l'éclat du jour*. Après quelques momens de silence et de réflexion, M. de Maurepas dit à Beaumarchais : « Je ne connais qu'un seul homme qui osât courir les chances d'une telle entreprise. — Et qui, monsieur le comte? — Vous. — Oui, sans doute, monsieur le comte, je l'oserais; mais quand j'aurai exposé tous mes capitaux, le clergé se pourvoira au parlement, l'édition sera arrêtée, l'éditeur et les imprimeurs flétris, la honte de la France complétée, et rendue plus ostensible. » M. de Maurepas promit la protection du roi pour une entreprise qui aurait l'assentiment de tous les bons esprits et qui intéressait la gloire de son règne. »

Je ne suis pas bien sûr que M. de Maurepas se soit exprimé ainsi, et il me paraît que Gudin lui prête un peu son philosophique langage; mais ce qui est certain, c'est que le vieux ministre, aussi voltairien que Voltaire, accorda à l'opération son patronage secret, et que jusqu'à la fin elle se poursuivit, comme on le verra, avec la complicité permanente du directeur général des postes (1).

Ce serait nous écarter trop de notre sujet que de discuter ici la question tant de fois rebattue de l'influence des ouvrages de Voltaire; nous sommes de ceux qui pensent que les *vérités vraies*, en religion,

(1) M. de Maurepas n'avait pas toujours été favorable à Voltaire. A l'époque de son premier ministère sous Louis XV, quand le ministre et le poète étaient jeunes tous deux, il y avait eu entre eux non pas une hostilité de principes, attendu qu'ils n'étaient pas plus austères l'un que l'autre, mais une querelle à l'occasion de la candidature de Voltaire à l'Académie en remplacement du cardinal de Fleury. Louis XV, jugeant que l'éloge du cardinal ne convenait pas précisément à Voltaire, s'était opposé à sa candidature, et le poète insistant auprès de M. de Maurepas, ce dernier, dans la vivacité du débat, lui aurait dit : « Je vous écraserai. » Ce mot fut reproduit dans la notice de Condorcet sur Voltaire, ajoutée à l'édition de Beaumarchais après la mort de M. de Maurepas; mais Beaumarchais, tout en permettant à Condorcet de reproduire ce mot très connu, crut devoir, par reconnaissance pour la protection que M. de Maurepas avait accordée à son édition, y ajouter une note de son chef, dans laquelle il déclare que M. de Maurepas, consulté par lui, a toujours nié le mot que Voltaire lui attribuait, et qu'il se flattait au contraire d'être pour beaucoup dans la permission accordée à Voltaire de revenir à Paris à la fin de sa vie.

en morale ou en politique, ont assez de force pour résister par elles-mêmes aux assauts de l'esprit de licence et d'erreur. Cette lutte éternelle entre la vérité et l'erreur est non-seulement la loi du monde moral, mais en quelque sorte le creuset où la vérité s'éprouve, et d'où elle se dégage épurée et rajeunie. Ce n'est donc pas la vérité qui a péri sous les coups de Voltaire. Toute la partie de ses ouvrages où il n'a été que l'écho des travers et des vices de son temps est déjà à peu près morte et enterrée; il n'en est pas moins vrai que ceux qui le maudissent de nos jours comme une personnification de Satan reproduisent chaque matin, surtout quand ils croient en avoir besoin pour eux-mêmes, un assez bon nombre d'idées justes qu'il a contribué plus que personne à mettre en circulation. La collection de ses œuvres ressemble à cette statue dont il est question dans la *Vision de Baboue*, qui était composée « de tous les métaux, des terres et des pierres les plus précieuses et les plus viles. » Aussi le temps a-t-il rongé et détruit une partie de la statue. Il n'est pas aujourd'hui beaucoup de personnes qui, à moins d'y être forcées, lisent les quatre-vingt-douze volumes de l'édition de Beaumarchais. Quant à lui, il se crut obligé de recueillir avec une dévotion scrupuleuse tout ce qui, durant plus de soixante-cinq ans, était sorti de la plume intarissable de Voltaire. Pour donner plus de solennité à cette opération, qui était alors un événement, il fonda, sous le titre pompeux de *Société philosophique, littéraire et typographique*, une société qui se composait de *lui tout seul* (« la société, *qui est moi*, » dit-il dans une de ses lettres intimes), et en même temps, pour n'effaroucher la jalousie de personne, il s'intitula modestement *correspondant général* de cette société idéale. Il acheta *cent soixante mille francs* au libraire Panckouke des manuscrits inédits qui ne contenaient guère qu'un morceau véritablement intéressant, les fragmens de la *Vie de Voltaire* écrits par lui-même. Il dépêcha un agent en Angleterre pour faire l'acquisition, moyennant 150,000 livres, des caractères d'imprimerie les plus estimés de l'époque, ceux de Baskerville; il en expédia un autre en Hollande pour y étudier la fabrication du papier: il acheta trois papeteries dans les Vosges, et enfin il s'occupa de chercher hors de France et sur la frontière quelque terrain neutre où il pût fonder avec sécurité un vaste établissement de typographie.

Le margrave de Bade possédait à Kehl un vieux fort, aujourd'hui démoli, dont il ne tirait aucun parti; Beaumarchais lui demanda l'autorisation de s'établir dans ce fort, en payant, bien entendu, et d'y réunir beaucoup d'ouvriers qui dépenseraient dans son margraviat tout l'argent qu'ils gagneraient à imprimer Voltaire. La proposition était séduisante; mais il se présentait des difficultés. Beaumarchais, homme de précaution, demandait que le prince s'engageât par écrit,

en cas de procès, à permettre que la société eût recours contre lui sur les biens qu'il possédait en Alsace; le margrave s'y refusa, et Beaumarchais renonça à sa prétention. Le margrave, à son tour, exigeait de Beaumarchais une petite concession qui n'était rien moins que le droit de supprimer tout ce qui, dans les ouvrages de Voltaire, serait par trop offensant pour la religion et les mœurs, promettant d'ailleurs de n'user de ce droit qu'avec une extrême modération. Gudin prétend malignement que ce qui inquiétait surtout le margrave, c'était de passer pour complice des insolences de l'auteur de *Candide* à l'égard de l'illustre famille de Thunder-ten-Tronck en particulier et des petits princes de la Germanie en général. Quoi qu'il en soit, après bien des débats, Beaumarchais envoie son ultimatum au margrave sous la forme d'une *lettre ostensible* que son agent de Kehl est chargé de communiquer à son altesse. Cette lettre me semble assez curieuse par son effronterie. Pour apprécier l'originalité des passages un peu impertinens qu'elle contient, il faut se figurer l'agent de Beaumarchais lisant avec un grand sérieux ce document *officiel* au margrave de Bade :

« Paris, ce 25 février 1780.

« La requête, monsieur, que vous nous avez envoyée, comme étant présentée en notre nom à son altesse monseigneur le margrave de Bade, a été lue et approuvée par toute la société.

« Les objections dont vous nous avez rendu compte sont de deux sortes. La première, qui regarde les biens de S. A. en Alsace, nous paraît absolument levée par votre réponse, que nous approuvons tous. La deuxième, qui regarde la mutilation des œuvres de l'homme célèbre, n'est pas en notre pouvoir, quand elle serait dans notre volonté. Vous auriez pu vous rappeler qu'une des conditions de la vente qu'on nous a faite de ces manuscrits est que nous ne nous donnerons aucune liberté sur les ouvrages du grand homme. C'est lui tout entier que l'Europe attend, et si nous lui ôtions les cheveux noirs, ou blancs, selon l'opinion de chaque moraliste, il resterait chauve, et nous ruinés.

« La France, Genève, la Suisse, la Hollande, fourmillent des œuvres qu'on voudrait que nous retranchassions de cette édition. Il faudrait peut-être en effet qu'on s'y obstinât, si nous les imprimions séparément, comme on les donne partout; mais s'il se trouve dans soixante volumes d'œuvres complètes quelques passages ou même quelques morceaux entiers qui, en faisant le charme des uns, choquent l'austérité des autres, il est impossible à des éditeurs d'œuvres complètes de les en distraire.

« Je n'entends pas bien quel principe porterait un gouvernement à une telle rigueur. S'il détruisait par là ce qui lui déplaît, et si l'autorité de chaque administration avait une influence universelle, il y aurait une conséquence rigoureuse dans ces sortes de prohibitions ; mais, comme en parcourant le monde, on change de mœurs, de goûts et d'opinions avec les derniers chevaux de chaque frontière, l'homme qui écrit pour tous, ou la compagnie qui

prennet un célèbre auteur complet, ne peuvent se soumettre à aucune de ces restrictions particulières.

« Montaigne, qui s'imprime partout avec privilége, s'est bien donné d'autres libertés. Son chapitre de *la Boiteuse*, celui où il a inséré un vers portant un gros mot bien obscène et mis exprès par lui, pour être à son tour, dit-il, un livre de boudoir, n'ont jamais été retranchés de ses œuvres; l'éditeur qui voudrait aujourd'hui les soustraire serait déshonoré comme un sot, et personne n'achèterait son édition. Il doit en être ainsi de tous les grands hommes. Vous avez fort bien dit que toutes ces défenses, portant sur les blasphèmes et les écrits contre les mœurs, ont une latitude trop étendue pour qu'on s'y oblige sans spécification; cela ouvre trop de voies à la persécution. M. de Voltaire, le premier homme de notre siècle, avant ses opinions à lui. Il les exprimait avec toute la liberté philosophique et le goût exquis dont il a toujours été le modèle. Quel blasphème peut-il se trouver dans tout cela? Il a dit son sentiment sur tous les gouvernemens, sur toutes les sectes, et son grand système étant la tolérance universelle, on ne peut rien ôter à ce grand homme, qu'on n'affaiblisse tout son ensemble. Les contes de La Fontaine, avec des estampes, ont été imprimés à Paris avec *privilége du roi*, parce qu'il y a longtemps qu'on sent qu'il est absurde de défendre ce qui est dans les mains de tout le monde et ce qui fait les délices des gens de goût.

« La société pense donc que, quelque bien qui résultât pour elle de l'emplacement de Kehl, son premier bien est la sécurité dans ses travaux, et qu'elle doit préférer le prince assez philosophe pour attirer dans ses états le plus magnifique établissement de littérature, dont tout l'avantage est pour son pays, à l'administration assez rigoureuse pour balancer de si grands avantages par des considérations classiques ou de controverse. Nous pourrions être arrêtés au milieu d'une dépense de plusieurs millions, parce qu'un philosophe a badiné légèrement sur ce qu'on appelle *Cantique des Cantiques*, morceau par lui-même si étrange qu'on n'a jamais osé le faire lire à des yeux pudibonds et le faire entendre à des oreilles un peu chastes! Que deviendrait la philosophie? que deviendraient nos fortunes? Et combien les Anglais, les Hollandais, les Suisses, les Genevois et même les contrefacteurs français riraient de nous, en profitant de nos dépouilles, d'avoir été nous établir dans des états où l'on nous fait de si dures conditions, pendant qu'on nous offre, à quelques pas plus loin, toute la liberté dont on est bien sûr qu'une société formée sur d'aussi nobles principes n'abusera jamais!

« Remerciez donc, monsieur, toutes les personnes qui vous ont montré de la bienveillance; rendez grâce à son altesse, de la part de la société, pour la bonne volonté qu'elle a daigné vous témoigner; mais cet établissement est trop considérable pour que des obstacles de la nature de ceux qu'on nous oppose nous permettent de le fonder dans des états où on leur donne autant d'importance.

« Vous avez offert de n'imprimer les œuvres d'aucun auteur vivant, *benè sit;* de ne vous jamais prévaloir sur les terres du prince en Alsace, *benè sit;* de ne pas ajouter un mot aux œuvres du grand homme qui puisse choquer les opinions ou les mœurs très austères de notre siècle timoré, *benè sit;* mais nous ne châtrerons point notre auteur, de crainte que tous les lecteurs de

l'Europe qui le désirent tout entier ne disent à leur tour, en le voyant ainsi mutilé : *Ah! che schiagura d'aver lo senza*..... Et quels sots pédans étaient ses tristes éditeurs!

« Nous vous saluons tous, et moi qui me rends l'organe de la *Société philosophique*, je suis avec tous les sentimens que vous me connaissez, monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur,

« CARON DE BEAUMARCHAIS. »

Le margrave de Bade, voyant qu'il fallait absolument choisir entre des scrupules de moralité et les avantages de sa location de Kehl, apprenant d'ailleurs qu'un autre prince allemand, celui de Neuwied, paraissait disposé à s'arranger avec Beaumarchais, se résigna à faire capituler la morale et à laisser imprimer Voltaire sans mutilation. La vérité m'oblige à ajouter un fait qui n'est pas connu : c'est que Beaumarchais, assez semblable en cela à son patron Voltaire, tout en ne cédant rien aux scrupules moraux d'un petit prince allemand, ne manquait pas de complaisance quand la question de vertu n'était pas en jeu. Ainsi le même homme qui refusait d'abandonner au margrave de Bade la paraphrase du *Cantique des Cantiques* consentait, pour plaire à Catherine II, à cartonner la correspondance de l'impératrice avec Voltaire, qui par conséquent a subi des suppressions, et à s'imposer pour cela un supplément de dépenses dont je le vois solliciter en vain le remboursement dans une lettre au prince de Nassau, en date du 6 octobre 1790 :

« Je vous avais prié, mon prince, de savoir de sa majesté l'impératrice si elle avait donné quelque ordre au sujet du dédommagement équitable que l'on m'a garanti en son nom, lorsque j'ai promis à MM. de Montmorin et Grimm de mettre des cartons à tous les exemplaires de toutes les éditions de Voltaire aux endroits où sa majesté a paru le désirer. Je vous avais donné une lettre où ces détails étaient bien exprimés, où je marquais comme un fait avéré que nous avions été obligés de réimprimer 112,000 pages pour mettre toutes nos éditions dans l'état où elle les voulait; que cette dépense, jointe au remuage et travaux de reliure de cette immense collection, nous avait coûté plus de 15,000 livres. Depuis plus de deux ans, on ne m'a pas répondu un mot à ce sujet. »

Surveiller la fabrication, l'impression et la publication de ces 162 volumes (pour les deux éditions) tirés à 15,000 exemplaires, les introduire en fraude, à la vérité avec la connivence du pouvoir, mais sous le coup d'un danger permanent de prohibition, c'était une entreprise singulièrement laborieuse pour un homme déjà écrasé par tant d'autres occupations. Beaumarchais semble quelquefois plier sous le fardeau. « Me voilà, s'écrie-t-il, *obligé d'épeler sur la papeterie, l'imprimerie et la librairie.* » Cependant il apprend assez vite ce nouveau métier, et ce n'est pas une des parties les moins intéres-

santes de sa correspondance que celle où il discute de Paris avec son agent de Kehl tous les détails de cette immense opération. Cet agent, nommé Le Tellier, était un jeune homme très intelligent, qui avait beaucoup contribué à monter la tête à Beaumarchais et à le décider à entreprendre cette édition en se faisant fort de le débarrasser des soucis de l'exécution matérielle, mais il avait l'esprit un peu chimérique : il voulait rattacher à l'édition de Voltaire toutes sortes d'entreprises; il était de plus très susceptible et très impérieux avec ses subordonnés. Beaumarchais le dirige, le contient, l'adoucit, et se montre, dans l'abandon de ces lettres intimes, non-seulement plein de raison et souvent très spirituel, mais plein de douceur, de bonté, dominé en tout par un sentiment de loyauté commerciale dont il est impossible de ne pas être frappé.

« Paris, ce 10 mars 1780.

« Quand je vous écris, mon cher, c'est absolument comme si je vous parlais. Mon style est teint de la couleur de mon esprit, et vous devez me répondre comme lorsque nous conversons. Je ne vous ai point fait de reproches de négligence, mais peut-être de trop embrasser, et c'est la crainte de mal étreindre qui me ramène sans cesse à ces réflexions. . . . . .

« Tout ce que nous entreprenons se charge de vues pénibles, et nous ne marchons pas assez simplement pour aller au but dans les temps donnés. Comment voulez-vous, par exemple, que nous promettions pour les premiers mois de 1782 une édition qui n'a encore ni feu ni lieu en mars 1780, dont les moulins à papier sont à faire, les caractères à fondre, les presses à monter et l'établissement à former ?

« Voilà déjà un an de perdu, à peine nous reconnaissons-nous. Votre échantillon de papier numéro 3 est si médiocre, que c'est se moquer d'en vendre les exemplaires à 6 francs le volume. En se passant ainsi la médiocrité sur tous les points, à mesure que les obstacles se présentent, vous n'offrirez qu'une édition très inférieure au public mécontent, et j'avoue que cette frayeur qui me saisit au milieu des promesses que je fais à tout le monde et de l'espoir d'une belle chose qui m'avait échauffé le cœur, cette frayeur du médiocre, dis-je, empoisonne ma vie. Voilà du papier plus qu'inférieur pour l'in-8°; voilà des caractères qui, non lissés sur ce maigre papier, n'auront aucune grâce, et les libraires, offensés de notre éloignement à nous servir d'eux, vont nous accabler de sarcasmes et de reproches publics. J'avoue que je ne les soutiendrais pas... Je ne sais pas ainsi m'arranger avec moi-même et me contenter de moins à mesure que je vois la difficulté de donner plus. Ce n'est pas là ce que j'ai cru, et le comble du ridicule serait, je l'avoue, d'avoir embrassé une branche honorable, si elle était belle, pour être rangé dans la classe des vils imposteurs et spéculateurs en éditions, tels que je vois traiter et traite moi-même tous ceux qui trompent le public en cette partie. Si vous m'avez entraîné par ma confiance en vos lumières et ressources en ce genre de travaux, ne me laissez pas du moins tomber au-dessous de mes engagemens envers le public : vous auriez empoisonné une carrière qui n'avait nul

besoin de livres pour être honorable, et je serais désolé que le seul fruit de l'amitié que vous m'avez inspirée devînt aussi amer pour moi. . . . . .

« Échauffé par les facilités que vous m'avez montrées à faire une belle chose, honorable aux lettres et à moi-même, je me suis laissé engager sans connaître rien aux détails qui pouvaient accélérer, ou retarder, ou même anéantir le succès que vous vous promettiez. Tout le monde s'accorde à dire que vous n'aurez pas fini dans quatre ans, et quand je prends la parole pour combattre cette opinion, on rit et on dit : *Vous verrez, vous verrez.*

« Faire attendre est un mal, mais faire attendre pour donner du médiocre est cent fois pis. Je crains que vous ne vous flattiez, et ces mélanges de papiers médiocres me paraissent du plus mauvais augure.

« Je vous montre mon anxiété, parce qu'au milieu des occupations les plus graves et les plus tyranniques pour mon temps, cette affaire ajoute au mal qui m'enveloppe. Son exécution me paraît pénible, au point que je tremble pour les prédictions fâcheuses qu'on nous fait de toutes parts. Vous vous flattez que vos papiers s'embelliront en les manipulant, et moi, je vois que nous allons montrer la corde, dès le prospectus, en donnant pour modèle votre numéro 3 à 6 francs le volume.

« Après vous avoir dit tout ce que je crains, je reviens à l'encouragement. Ne vous passez rien sur la médiocrité, car c'est là où l'on vous attend; et sans tourner autour de petites espérances incertaines, prenez un parti net sur chaque chose, de façon que vous sachiez absolument à quoi vous en tenir, car la médiocrité est un mal auquel je ne consentirai jamais. . . . . »

Plusieurs lettres portent particulièrement sur le caractère intraitable de ce Le Tellier; les ouvriers qu'il emploie le nomment le *tyran de Kehl,* ils sont souvent mécontens et reviennent en France; de toutes parts, on se plaint de lui, et Beaumarchais s'évertue à lui enseigner comment on doit conduire les hommes.

« Paris, ce 21 mai 1781.

« ..... Les gens de Kehl, lui écrit-il, me paraissent bien enflammés contre vous. Il n'en faut pas plus quelquefois pour traverser la meilleure entreprise. Je crois que vous avez toujours rigoureusement raison; mais, de l'optique où je vous regarde, il me semble que la raideur de vos argumens et la fierté de votre maintien éloignent souvent de vous ceux qu'un peu plus de douceur vous conserverait. — Quelque opinion que j'aie de votre zèle et de vos talens, comme vous ne pouvez tout faire, l'art de vous conserver des adjoints pour aider à la besogne me paraît souvent vous manquer. Figurez-vous que je n'ai pas reçu une seule lettre, depuis que vous vous mêlez du Voltaire, qui ne m'apporte un reproche sur vous, soit qu'elle vienne de Paris, ou de Londres, ou des Deux-Ponts, ou de Kehl! Enfin, de quelque endroit que ce soit, je suis perpétuellement attaqué. Il est impossible de n'en pas conclure qu'avec la meilleure intention du monde vous vous isolez par je ne sais quoi de dédaigneux qui offense les hommes ordinaires, lesquels jugent toujours de l'homme par l'écorce. Vous me direz que ce n'est pas votre faute si vous êtes aussi mal entouré; mais je vous répondrai que la masse du

peuple et des ouvriers est la même partout, que partout on fait des établissemens avec des instrumens qui ne valent pas mieux que ceux que vous employez, et qu'en général tous les reproches qu'on fait de vous ont pour principe un air de supériorité dédaigneuse qui désoblige tout le monde. Cette inflexible hauteur est ce qui vient de perdre M. Necker (1). Un homme à beau avoir les plus grands talens : dès qu'il vend sa supériorité trop cher à ceux qui lui sont subordonnés, il s'en fait autant d'ennemis, et tout va au diable sans qu'il y ait de la faute de personne..... Ce que vous devez conclure de tout ceci, c'est que, modéré, conciliant et circonspect, je puis au moins vous servir d'exemple sur la manière dont on traite avec les hommes, et qu'il serait fort à désirer que chacun pût dire de vous ce que je suis déterminé à vous mettre toujours dans le cas de dire de votre serviteur et ami

« CARON DE BEAUMARCHAIS. »

Il fallut trois ans à Beaumarchais pour organiser une entreprise montée sur un plan aussi vaste. Indépendamment des difficultés matérielles, il était nécessaire de faire un triage entre les nombreux ouvrages imprimés ou manuscrits attribués à Voltaire et dont plusieurs n'étaient pas de lui, d'élaguer ou de fondre ensemble les morceaux faisant double emploi (2), de recueillir la correspondance de l'auteur et de faire un choix parmi ses lettres (3). Cette direction littéraire de l'entreprise, comprenant à la fois la révision des manuscrits et des épreuves, la rédaction des commentaires et des notes, fut confiée à Condorcet, qui, au dire de La Harpe, s'en acquitta assez mal; il semble en effet que les commentaires de Condorcet ne sont pas merveilleux. Quant à Beaumarchais, il n'intervint dans cette partie du travail qu'avec une modestie et une réserve qu'on n'attendrait pas d'un éditeur-propriétaire et écrivain lui-même, pouvant avoir pour son compte des prétentions littéraires et se lais-

(1) Ce ministre venait d'être éloigné des affaires une première fois.

(2) Dans la préface du premier volume de l'édition de Kehl, les éditeurs déclarent qu'ils ont supprimé un *très petit nombre* de morceaux, restés, disent-ils, trop imparfaits pour que le respect dû à la mémoire de Voltaire permît de les publier. Il est certain qu'ils n'ont guère abusé de cette permission. En imprimant par exemple sous la rubrique de *philosophie* plusieurs rapsodies sans sel et sans goût, où le vieillard de Ferney, tombé dans une sorte de radotage païen, travestit et insulte de la manière la plus grossière le Christ et les martyrs, Beaumarchais n'a pas fait de tort au christianisme, mais il a grandement nui à Voltaire.

(3) Les lettres de Voltaire entraînèrent Beaumarchais plus loin qu'il ne pensait. Il avait d'abord le projet de faire entrer toute l'édition en soixante volumes in-8°; c'était le chiffre qu'il avait annoncé. La *Correspondance* exigea dix volumes de plus. Quelques souscripteurs s'en plaignirent; mais en général ce supplément fut bien accueilli. L'on peut affirmer aujourd'hui que dans cette volumineuse collection, la *Correspondance* est une des parties qui ont le moins vieilli et qui se lisent avec le plus d'intérêt autant à cause du talent charmant de Voltaire dans le genre épistolaire qu'à cause des renseignemens curieux que ces lettres nous fournissent sur l'homme lui-même et sur son siècle.

ser induire à parler souvent de lui à propos de Voltaire. Les notes de Beaumarchais sont très rares dans cette édition de Kehl; elles ne portent en général que sur des faits, mais elles sont parfois assez originales (1).

C'est seulement en 1783 (quoique le prospectus datât de 1780) que les premiers volumes de l'édition de Voltaire commencèrent à paraître. — Beaumarchais ne négligeait rien pour affriander les souscripteurs; non content de faire tout le bruit possible dans les gazettes étrangères (2), il inventa un procédé souvent imité depuis sous diverses formes : il offrit des primes en médailles et en loterie. Un fonds de 200,000 francs fut consacré par lui à former quatre cents lots en argent en faveur des quatre mille premiers souscripteurs, et quoique ce chiffre de souscripteurs n'ait jamais été atteint, la loterie annoncée fut exactement tirée aux époques fixées. Les deux éditions ne purent être terminées qu'en sept ans. Cette lenteur s'explique et par les nombreuses tribulations personnelles que Beaumarchais eut à subir durant cette période et par divers obstacles inhérens à l'opération elle-même. Il avait compté sur la protection du premier ministre, auprès duquel il jouissait d'une faveur marquée; mais M. de Maurepas mourut en novembre 1781, et l'éditeur de Voltaire perdit en lui un appui contre les attaques du clergé et du parlement. Le premier de ces deux corps se plaignit plusieurs fois au roi de la tolérance que témoignait le ministère en faveur des ouvrages d'un adversaire de l'église; le second ne poussa pas, je crois, le zèle jusqu'à une poursuite en forme. On fit cependant circuler une brochure très violente, intitulée *Dénonciation au Parlement de la Souscription pour les Œuvres de Voltaire,* avec cette épigraphe : *ululate et clamate.* Beaumarchais répondit à cette brochure dans les journaux étrangers en plaisantant sur l'épigraphe, et il n'en continua pas moins sa publication. La vérité est qu'à cette époque il ne se trouvait plus dans les âmes des gouvernans assez de convictions en aucun genre pour les pousser à une attaque sérieuse et suivie contre une entreprise dans laquelle Beaumarchais avait l'opinion pour complice. L'éditeur de

(1) C'est ainsi par exemple qu'en publiant les lettres de Voltaire où ce dernier s'occupe de lui sans le connaître, et le défend contre les odieuses rumeurs qui circulaient à l'époque de son procès contre Goëzman, Beaumarchais ne peut résister au désir de dire son mot à ce sujet. Voltaire écrivait à M. d'Argental : « Un homme vif, passionné, impétueux comme Beaumarchais, peut donner un soufflet à sa femme et même deux soufflets à ses deux femmes, mais il ne les empoisonne pas. » L'éditeur ajoute en note : « Je certifie que ce Beaumarchais-là, battu quelquefois par des femmes comme la plupart de ceux qui les ont bien aimées, n'a jamais eu le tort honteux de lever la main sur aucune. (*Note du correspondant général de la Société littéraire-typographique.*) »

(2) L'édition, étant légalement interdite, ne pouvait être annoncée dans les journaux français.

Voltaire eut seulement à combattre des tracasseries accidentelles, et il ne cessa de trouver des auxiliaires au sein du pouvoir lui-même. Il avait perdu M. de Maurepas, mais il avait conquis M. de Calonne et surtout le frère du ministre, l'abbé de Calonne, auquel il donnait de très bons dîners, et qui en revanche lui prêtait main-forte pour faciliter l'introduction et la circulation du *Voltaire*.

« J'ai l'honneur de vous adresser, monsieur l'abbé, lui écrit Beaumarchais en septembre 1786, une nouvelle lettre que nous recevons de Kehl, avec la copie d'une lettre de M. le garde des sceaux aux fermiers généraux, et celle d'une lettre des fermiers à leur directeur de Strasbourg, lequel, étant en ce moment à Paris, *peut prendre les ordres ou arrangemens nécessaires à l'introduction du Voltaire*. Sitôt que vous aurez quelque chose à m'apprendre à cet égard, ne me le laissez pas ignorer; j'ai la *preuve en main que c'est d'accord avec les ministres du roi* que j'ai commencé cette grande et ruineuse entreprise (1), qui me tient plus de deux millions en dehors, avec le risque affreux de les perdre. Il s'agissait alors de l'honneur de la nation et de l'émulation de plusieurs arts qui nous mettaient dans la dépendance de l'étranger. Aujourd'hui c'est une persécution qui n'a pas d'exemple, quoiqu'on m'eût bien promis qu'il n'y en aurait jamais. Vous connaissez ma tendre et vive reconnaissance.

« BEAUMARCHAIS. »

La persécution ne fut ni bien durable, ni bien sévère, à en juger par la lettre suivante, qui, en nous donnant la date exacte de la publication du dernier volume des *Œuvres complètes* de Voltaire, constate en même temps la connivence du gouvernement durant toute l'opération. Elle est adressée par Beaumarchais au directeur général des postes, M. d'Ogny :

« Paris, le 1er septembre 1790.

« Monsieur,

« Je ne pourrai plus vous offrir que de stériles remercîmens pour tous les bons offices que vous nous avez rendus dans les temps les plus difficiles. Ce volume de la *Vie de Voltaire*, que j'ai l'honneur de vous adresser, est le complément de notre ouvrage.

« Mais, monsieur, je n'oublierai jamais que, sans votre obligeante assistance, nous serions restés en chemin, et que, morts à la peine, nous n'aurions pu donner à l'Europe impatiente la collection des œuvres du grand homme. Cette audacieuse entreprise me coûte plus d'un million de perte en capitaux et intérêts; mais grâce à vous, monsieur, j'ai tenu mes paroles données, et c'est une consolation pour moi. Quelques accessoires arriérés occupent encore nos presses. Tout ce qui en sortira vous sera présenté, monsieur, comme un léger tribut de ma reconnaissance.

« Je vous salue, vous honore et vous aime,

« BEAUMARCHAIS. »

(1) En quoi consistait cette preuve? Je ne l'ai pas retrouvée dans les papiers de Beaumarchais.

Cette lettre et plusieurs autres prouvent aussi que de toutes les spéculations de Beaumarchais, l'édition de Voltaire fut une des plus malheureuses. Comptant sur un succès d'enthousiasme, il avait tiré à 15,000 exemplaires, et il eut à peine 2,000 souscripteurs. Soit que l'édition antérieure à la sienne, celle de Genève, par Cramer, bien que très incomplète, lui eût nui, soit que la lenteur de l'opération eût refroidi le public, soit que le fanatisme pour Voltaire fût déjà un peu tombé, soit enfin que l'état d'agitation dans lequel entra bientôt la France rendît les lecteurs moins disposés à une acquisition aussi coûteuse, toujours est-il que Beaumarchais se trouva en perte des frais énormes qu'il avait faits, et qu'après la dissolution de son établissement de Kehl, où il imprima encore une édition de Rousseau et quelques autres ouvrages, il lui resta pour tout bénéfice de son métier d'éditeur des masses de papier imprimé qu'il dut entasser dans sa maison du faubourg Saint-Antoine, et qui lui attirèrent plus tard des visites peu amicales du peuple souverain, persuadé que l'auteur du *Barbier de Séville* accaparait du blé ou des fusils, et tout étonné de ne trouver que des alimens ou des armes d'une nature purement spirituelle.

Le désagrément d'une spéculation manquée se reflète dans la correspondance de Beaumarchais au sujet de l'édition de Voltaire : il n'est pas toujours de bonne humeur, et comme c'est à lui que s'adressent de tous les points de la France des souscripteurs souvent peu polis ou injustes dans leurs réclamations, il entretient avec eux une correspondance *commerciale* qui parfois ne laisse pas d'être piquante. Voici, par exemple, un libraire de Versailles, M. Blaizot, qui lui transmet un billet écrit par un de ses cliens et ainsi conçu :

« Plusieurs personnes ont quinze nouveaux volumes de la suite de Voltaire, et on m'assure même que cette édition est complétée par Beaumarchais. Si cela est vrai, je vous prie, monsieur Blaizot, de me procurer la suite de ma souscription, l'argent est tout prêt. « H... »

Beaumarchais, qui était sans doute mal disposé en ce moment, trouve le billet de M. H. incivil, et répond par le billet suivant :

« Monsieur Blaizot, dites à H... qu'il aura ses quinze volumes quand la cessation des proscriptions permettra qu'on les livre à tout le monde. Si j'ai donné à quelques Français la préférence dangereuse de leur faire arriver de Kehl ces quinze volumes avant le temps, c'est qu'ils l'ont demandée d'un ton qui convenait à Beaumarchais. Je ne connais pas H..., mais à son style je juge que H... est l'initiale de *Huron*.

« CARON DE BEAUMARCHAIS. »

Ailleurs, ce sont des négocians de Bordeaux qui se souviennent

très tard qu'ils ont souscrit à la première livraison du *Voltaire*, et qui la réclament impérieusement. Réponse de Beaumarchais :

« MM. Betman et Desclaux, négocians à Bordeaux, sont de drôles de souscripteurs : c'est en avril 1791 qu'ils se réveillent en sursaut pour demander la première livraison des œuvres du grand homme, souscrites il y a douze ans, commencées il y a plus de sept ans, et achevées il y a plus de deux ans. Si cet ouvrage eût été relié en sucre ou en café, il y a longtemps que l'œuvre entière serait enlevée; n'importe, elle leur est due. . . . . »

Plus loin, c'est M. Laustin, qui se dit *président des traites foraines à Rethel-Mazarin en Champagne*, et qui traite Beaumarchais du haut en bas en lui demandant toutes sortes d'explications, bien qu'il ne soit qu'un souscripteur de troisième main. Réponse de l'éditeur de Voltaire :

« Paris, ce 4 août 1789.

« Il n'y a peut-être que vous, monsieur le président, qui ne sachiez pas ce que nous avons appris à l'Europe entière, il y a près d'un an, par la voie des gazettes étrangères, les françaises nous étant alors fermées : savoir que toutes les éditions du *Voltaire* sont achevées et en pleine livraison au dernier volume près, contenant sa vie et la table des matières qui sera distribuée à part.

« Il n'y a peut-être que vous, monsieur, qui ignoriez aussi que les deux loteries gratuites composant ensemble un présent de 200,000 francs fait par nous à nos souscripteurs ont été tirées publiquement à leurs époques, il y a plus de trois ans; que pour l'édition in-8°, tous les numéros portant un 4 à l'unité, et pour la deuxième édition in-12 tous ceux portant un 6 ont gagné des lots constatés en argent ou en exemplaires et qui sont payés à mesure qu'on se présente pour les recevoir.

« Il n'y a peut-être que vous enfin qui ne sachiez pas même qu'il reste à livrer aux souscripteurs de l'in-12 vingt-quatre volumes et non pas treize. On peut bien ignorer ces choses à Rethel-Mazarin en Champagne, quand on n'y lit pas les papiers publics; mais ce qu'on doit savoir en tout pays, monsieur, c'est qu'avant de donner des leçons d'équité aux autres, on ferait bien d'examiner si l'on n'a pas besoin soi-même de quelques leçons de prudence, de discrétion et de politesse, car ce n'est pas assez d'être président des traites foraines à Rethel-Mazarin en Champagne, il faut être honnête avant tout : c'est une chose convenue.

« Mais puisque, malgré vos *judicieux* mécontentemens, vous voulez bien me faire encore la grâce de vous dire mon serviteur avec les *sentimens les plus parfaits*, permettez-moi, pour n'être point en demeure avec vous, de vous assurer que je suis avec la reconnaissance la plus exquise de vos leçons,

« Monsieur le *président des traites foraines*, etc., votre très humble, etc.,

« CARON DE BEAUMARCHAIS,

« *Soldat citoyen de la garde bourgeoise de Paris.* »

Tel est le genre de conversation que Beaumarchais entretient avec

les souscripteurs impolis. « Jugez, monsieur, écrit-il à un autre, quelle figure fait une sortie comme la vôtre à travers une affaire aussi ruineuse que compliquée, et dont tous les engagemens ont été remplis avec une fidélité scrupuleuse. » Nous devons sans doute à quelque vivacité analogue de Beaumarchais éditeur, réclamant un quatrain inédit de Voltaire, ce billet assez bien tourné d'un littérateur du temps, Cailhava. Ce billet n'est pas daté, mais il s'applique évidemment à l'édition de Voltaire :

« Ma foi, mon confrère en Thalie, je vous l'ai déjà dit et je vous le répète, vous êtes un homme universel. Quand vous faites des drames, ils sont attendrissans; quand vous faites des comédies, elles sont plaisantes. Êtes-vous musicien? vous enchantez; plaideur? vous gagnez tous vos procès; armateur? vous battez les ennemis, vous vous enrichissez, vous discutez vos droits avec les souverains; amant? *vous êtes toujours le même;* enfin devenez-vous éditeur? vous l'êtes; oh! mais vous l'êtes comme tous les éditeurs ensemble, témoin la fin de votre billet. Je vous envoie le quatrain objet du traité, et suis, mon confrère en Thalie, votre très humble, etc.,

« CAILHAVA. »

Beaumarchais était bien en effet un homme universel, car c'est au milieu des tracas de sa vie d'agent politique, d'armateur, d'éditeur, de spéculateur en tous genres, c'est en suffisant à toutes les obligations qu'entraîne l'existence la plus répandue, qu'il trouvait encore le temps de consacrer une partie de ses soirées à légitimer le titre un peu suranné de *confrère en Thalie* que lui donne Cailhava. « Ce qui le caractérisait particulièrement, dit Gudin, c'est la faculté de changer d'occupation inopinément et de porter une attention aussi forte, aussi entière sur le nouvel objet qui survenait que celle qu'il avait eue pour l'objet qu'il quittait. » Beaumarchais appelait cela *fermer le tiroir d'une affaire.* Essayons de l'imiter en ce point; *fermons ici le tiroir* de l'édition de Voltaire et des spéculations en général, pour ouvrir celui des relations de société et des affaires de théâtre, à propos de cette comédie que tout le monde connaît, et qui est à elle seule un des grands événemens du XVIIIe siècle.

LOUIS DE LOMÉNIE.

BOLINGBROKE

SA VIE ET SON TEMPS.

DEUXIÈME PARTIE.[1]

VIII.

Voici donc Saint-John enfin ministre. L'histoire commence véritablement pour lui, et nous allons le mieux connaître. Jusqu'ici nous n'avons vu qu'à peine sa figure apparaître sur la scène, on sait de lui peu de chose encore, et nous avons prolongé un récit qui ressemblait peu à une biographie; mais peut-être la sienne, sans ce récit, eût-elle été moins bien comprise, et fallait-il montrer avec un peu de détail dans quel monde il devait se mouvoir, pour donner de la clarté et de l'intérêt au drame où il figurera désormais en principal acteur.

On raconte qu'il prétendait à quelque ressemblance avec Alcibiade, et des écrivains ministériels, le servant selon son goût, ont essayé par occasion de faire de Harley un Périclès. Le parallèle était encore plus hasardé, et Saint-John n'y aurait pas souscrit. Lui-même, peut-on se le figurer, quand il buvait avec Swift et Prior, semblable au jeune homme *couronné de violettes* qui vient avec tant de grâce et de passion troubler le banquet de Socrate, et la fameuse Gumley représente-t-elle à l'imagination l'éloquente Diotime? Swift a raison de dire que de ses deux modèles, Alcibiade et Pétrone, c'est

(1) Voyez la livraison du 1er août.

au second que Saint-John aimait encore le mieux ressembler. C'est dans les *Mémoires de Grammont* qu'il faudrait chercher des caractères et des exemples propres à nous donner une juste idée de ce côté de notre personnage; on ne sait plus même aujourd'hui comment redire dans une histoire ce qu'expriment parfois avec une vivacité naïve les mémoires du XVIIe siècle. Bornons-nous à quelques citations, sans oser y comprendre des vers qu'on lit dans Swift et qui caractérisent les goûts de celui que Swift appelle lui-même un *roué achevé, a thorough rake.* « Quand milord Bolingbroke fut fait secrétaire d'état, dit Voltaire, les filles de Londres qui faisaient alors la bonne compagnie se disaient l'une à l'autre : « Betty, Bolingbroke est ministre. Huit mille guinées de rente, tout pour nous! » Dans ses lettres diplomatiques à Matthew Prior, Bolingbroke lui-même parle d'un agent secret de la France, *le gros abbé Gautier,* qui lui avait promis son portrait : « Assure-le bien, ajoute-t-il, que je le placerai parmi les Jenny et les Molly, et que je le préférerai à elles toutes. » Mais c'en est assez sur une partie de son histoire que l'histoire doit oublier. Ce n'est pas que ses goûts ardens et frivoles, ce n'est pas que quelques souvenirs des temps et des idées de Hamilton et de Saint-Évremond n'aient pu influer sur sa politique comme sur sa philosophie. Ce que les Anglais recherchaient tant alors, l'esprit, *wit,* était regardé comme incompatible avec le puritanisme, et une certaine licence d'imagination et de pensée était requise pour n'être pas un sot, quand on était du bel air, suivît-on le parti de la haute église. La littérature, peu sévère jusque-là, commençait à peine à s'épurer; mais elle était très goûtée et ne déparait ni un courtisan ni un homme d'état. Harley savait bien le grec, et Saint-John, à défaut de grec, se piquait d'être bon latiniste. Tous deux s'entourèrent de poètes et d'écrivains, et leur demandèrent plus que de les divertir et de les louer : ils leur demandèrent de les servir, se laissant conseiller par eux en même temps que par eux ils se faisaient défendre. Saint-John surtout eut fort à cœur de faire coopérer la presse et le gouvernement, et il entendit à merveille l'art d'employer l'une à l'avantage de l'autre.

Dans les pays libres, les affaires, en même temps qu'elles se font sur leur véritable terrain, dans les conseils, les assemblées, les camps, les congrès, sont comme répétées sur un autre théâtre, celui que la presse dresse devant le public. La pièce se joue deux fois, ou plutôt il y a la réalité et puis la représentation; mais celle-ci à son tour réagit sur celle-là par les idées et les passions qu'elle donne au public, et elle devient quelquefois ainsi la première des affaires de l'état. Saint-John ne l'ignorait pas plus que Harley. Le mouvement d'opinion qui avait facilité leur retour au pouvoir était l'ouvrage

de la chaire et de la presse beaucoup plus que de la tribune. Quoique justement confiant dans sa puissance oratoire, Saint-John ne négligea donc pas d'autres secours. Il arma sa politique de pamphlets et de journaux, et nul ministère peut-être n'avait encore été plus discuté et mieux défendu. Rien qu'en analysant les innombrables publications qui parurent de la fin de 1710 à l'avénement de George Ier, on retrouverait toute la série des événemens, toute la suite des affaires, et ce morceau d'histoire littéraire serait un fragment tout fait de l'histoire du gouvernement: ce serait le drame écrit, doublure du drame joué.

Au commencement du XVIIe siècle, la liberté de la presse existait effectivement en Angleterre, non pas cette liberté complète, légalement garantie, que nous y voyons régner aujourd'hui et qui étonne encore ceux-là même qui s'y croient les plus accoutumés, mais une liberté de fait, suffisante pour la discussion des affaires publiques. Depuis 1693, toute nécessité d'une autorisation préalable pour imprimer, toute censure avait cessé d'exister. Les juges s'obstinaient bien à prétendre qu'une critique dirigée contre le ministère l'était contre le gouvernement, conséquemment contre la reine, et constituait un libelle dans le sens de la loi, et c'étaient les juges qui en décidaient, non les jurés, réduits au droit de constater le fait de publication ou l'exactitude des extraits: mais cette jurisprudence redoutable était rarement appliquée, parce que les poursuites étaient peu fréquentes, les formes de l'instruction criminelle et l'absence d'un ministère public ayant de tout temps rendu difficiles en Angleterre certaines oppressions par la voie judiciaire. Ce qui était bien plus à craindre, c'est l'intervention des chambres de parlement. Elles s'arrogeaient le droit non-seulement, ce qui se fût compris, de condamner et de punir les écrivains qui attaquaient leurs priviléges ou l'honneur de leurs membres, mais de flétrir et d'expulser ceux de ces membres qui avaient abusé de la presse, de déclarer séditieuses les publications qui leur semblaient telles, d'ordonner qu'elles fussent brûlées, et d'en mettre les auteurs à la disposition du pouvoir royal. Mais enfin ces coups d'autorité ne revenaient que de loin en loin. D'ailleurs, au temps passé, un fait général dont nous n'avons plus l'idée était singulièrement favorable à la liberté réelle : c'était l'imperfection de la police. Rien n'était plus facile alors, et particulièrement à Londres, que de dissimuler le nom d'un auteur et souvent d'un imprimeur. Les écrits politiques étaient pour la plupart anonymes ou pseudonymes, et la découverte de leur véritable origine n'était point facile à la justice. Tous les partis ayant besoin, chacun à leur tour, de la protection du secret, respectaient le voile dont se couvraient leurs adversaires. D'autres moyens de dissimula-

tion propres à rendre vaine l'action judiciaire étaient communément employés. On ne désignait point par leurs noms ceux que l'on attaquait; les blancs, les initiales, les trois étoiles, les noms altérés ou contrefaits, les sobriquets épigrammatiques, les fictions, qui transportaient dans un cadre imaginaire les personnages et les actes du monde réel, toutes les ressources de l'allégorie satirique, toutes les rubriques de l'art des Aristophanes, servaient à garantir la licence et l'impunité. Les journaux proprement dits, les gazettes, se livraient à peine à la discussion politique; mais des pamphlets sérieux et quelquefois d'un vrai mérite paraissaient en grand nombre. On commençait à créer des recueils périodiques; enfin des multitudes de pièces détachées en prose et en vers, familières, mordantes, bouffonnes, injurieuses, cyniques, se vendaient sur la voie publique, et du nom de la rue où elles étaient imprimées on les appelait des *Grub-streets*. On menaça plus d'une fois ces sortes de publications de mesures répressives ou fiscales; mais ce ne fut qu'au mois d'avril 1712 qu'un acte qui frappa d'une taxe d'un *penny* par demi-feuille tous les journaux et pamphlets vint restreindre les publications à bon marché, quoiqu'il ne les supprimât pas. On peut donc dire que la liberté politique de la presse existait de fait sous la reine Anne, sauf une seule restriction importante et qui paraît étrange aujourd'hui, quoique en droit elle subsiste encore : il était défendu de rendre compte des débats des deux chambres, et la défense était observée.

Les Anglais appellent encore le temps de la reine Anne leur âge d'Auguste. Nous serions assez de l'avis de lord Brougham, qui place un peu plus tôt leur véritable âge d'Auguste, *true Augustan age*. Cependant, à quelque époque que ce nom soit donné, il paraît bien ambitieux quand on pense à Horace et à Virgile, et qu'il faut les comparer à Pope, à Prior, à Gay, à Congrève; mais on devient plus tolérant au souvenir des prosateurs excellens qui ont alors fixé la forme de la langue anglaise, Shaftesbury, Swift, Addison, Bolingbroke. Quel que soit au reste leur mérite, la plupart, sortant du paisible monde des lettres, consacrèrent leur plume à la politique. On pourrait presque dire que les plus éminens se firent journalistes; c'est du moins en relisant leurs œuvres qu'on verrait retracée avec le plus de relief et de vérité l'orageuse administration de Harley et de Saint-John. Ce serait un tableau littéraire et politique très intéressant à reproduire dans son ensemble; nous ne pouvons ici que l'esquisser légèrement,

Lord Somers était souvent intervenu, sans se nommer, dans les controverses des vingt dernières années, et les ouvrages qu'on lui attribue se reconnaissent à la droiture de sens et à la fermeté d'esprit. Il écrit du ton de l'homme d'état; mais les infirmités précédaient pour lui la vieillesse, et il allait peu à peu se retirer de la

scène. Parmi les écrivains qui se partageaient l'attention publique, nous distinguerons De Foe, Steele, Addison et Swift.

On connaît De Foe par *Robinson Crusoe*, comme Swift par *Gulliver*; en France du moins, on ne sait guère que cela. Ni l'un ni l'autre en 1710 n'avait acquis encore son principal titre à la renommée littéraire, et cependant le premier était déjà en possession d'une célébrité que le second allait atteindre bientôt et dépasser. De Foe est l'auteur de nombreux récits où, comme dans *Robinson*, la fiction est merveilleusement revêtue des apparences de la réalité : son talent, c'est le naturel; mais De Foe est aussi un écrivain politique, et c'est comme tel qu'il a publié plus des neuf dixièmes des deux cent dix ouvrages qu'on met sur son compte. Né presbytérien, fils d'un boucher de Londres, élevé dans le petit commerce de cette ville, malheureux et ruiné par les divers trafics qu'il avait essayés, soldat volontaire dans l'armée de Monmouth, whig bourgeois, libéral de boutique, il commença à écrire à vingt ans contre Jacques II. La révolution le transporta de joie; mais il resta obscur et misérable avec tous ses pamphlets, feuilles légères, vers de circonstance, jusqu'au jour où il publia son *Véritable Anglais* (*Trueborn Englishman*, 1701), dont on vendit quatre-vingt mille exemplaires. C'était une défense de Guillaume III, qui en fut touché, voulut voir l'auteur, le prit en gré, et lui fit espérer sa protection. De Foe redoubla d'ardeur et de fécondité. Il écrivit sur toutes les questions, sur tous les événemens, et il écrivit avec force, avec clarté, avec bon sens, d'un style bien anglais, mais peu élégant, peu élevé, et qui n'est pas toujours correct. Il n'affecte ni la délicatesse ni la profondeur; il n'a ni grande politique ni grande littérature, mais une verve intarissable, de la logique, de la franchise et du courage. Dévoué au roi et aux principes de la révolution, il les défend avec opiniâtreté, et il y croit assez pour ne pas soupçonner aisément que l'esprit de l'un et de l'autre cesse d'animer le pouvoir, ce qui fait qu'il se méprend parfois, et défend le gouvernement en lui prêtant ses opinions, parce que le gouvernement devrait les avoir. La grande et irritante question de la conformité occasionnelle le passionna plus qu'aucune autre. Dissident lui-même et chrétien fidèle, il la traite en vingt écrits du point de vue de la tolérance, et la *haute volée* ecclésiastique n'a pas d'ennemi plus acharné. Un de ses pamphlets, *le Moyen le plus court pour en finir avec les dissidens* (1703), émut vivement le public. C'était une exposition des doctrines d'absolutisme ecclésiastique d'après Sacheverell et ses patrons, où, poussant avec ironie leurs principes à l'extrême, il trompa d'abord ses lecteurs, et même un peu l'université d'Oxford. Cependant, comme tout le monde n'était pas dupe, on rechercha l'auteur, car l'ouvrage était anonyme, et quand on découvrit

son nom, il y eut clameur contre lui. La chambre des communes ordonna que l'ouvrage fût brûlé, et De Foe, activement poursuivi par les soins de lord Nottingham, fut saisi, traduit aux assises d'Old Bailey, condamné au pilori et à la prison pour le temps qu'il plairait à la reine (1703). Il composa une hymne au pilori, ode ou satire piquante, fière, indignée. Enfermé à Newgate, il ne cessa pas d'occuper le public. C'est là qu'il conçut l'idée de *la Revue,* recueil périodique qu'il composait à lui seul et qui parut pendant neuf ans, sans que l'auteur interrompît pour cela le cours de ses publications détachées. La seconde année de sa détention, il reçut un message de Harley; celui-ci, qui avait remplacé lord Nottingham, demandait au prisonnier ce qu'il pouvait faire pour lui. Comme on sait, il ne pratiquait pas pour son compte l'intolérance religieuse, et laissant son parti poursuivre les dissidens en masse, il les protégeait en détail. Le ministère d'ailleurs était modéré. La reine cependant ne se laissa pas d'abord attendrir : elle refusa à De Foe sa grâce en envoyant un secours à sa femme; mais Godolphin s'étant joint à Harley, tous deux obtinrent la liberté de l'écrivain vers la fin de 1704. Celui-ci fut même, quelque temps après, employé par le gouvernement. Il ne cessa pas d'imprimer; seulement ses obligations nouvelles commencèrent à mettre un peu de gêne dans sa polémique. Fidèle à sa reconnaissance pour la reine dont il voulait ignorer les préjugés, pour Harley dont il palliait les torts, il continua de soutenir les mêmes principes, de combattre les mêmes ennemis, en ayant soin d'épargner le gouvernement. Il ne déserta ni la cause de la tolérance, ni celle de la révolution, ni la gloire de Marlborough; mais, avec des principes whigs, il ne s'enrôla pas dans le parti whig, et grâce à quelques distinctions, à quelques réticences, il écrivit à sa mode et fit la guerre pour son compte. Son talent se soutint sans s'élever. Il y a beaucoup de remplissage dans ses œuvres, une facilité remarquable, de la fécondité sans éclat, de la chaleur sans éloquence, rien de supérieur, rien d'exquis, mais une certaine égalité d'intelligence, de raisonnement et d'entrain, qui se retrouve en toutes circonstances et sur tous les sujets. Au moment de la formation du second ministère de Harley, le rédacteur de *la Revue* se trouvait engagé dans la lutte la plus vive contre la haute église. Le procès de Sacheverell avait exalté les passions; la multitude insultait ses adversaires. De Foe, menacé de toutes les manières, avait fait tête à l'orage et dénoncé comme un complot factieux les desseins des tories. Or, l'artisan du complot était son protecteur, peut-être son corrupteur, Harley. L'embarras dut être grand pour De Foe. En attaquant ce qu'il n'aimait pas, l'église, le torisme, les Stuarts, les catholiques, il était habitué à avoir pour soi le gouvernement, et même comme on disait alors, la cour. Il aimait cette posi-

tion, et le moment de la quitter n'était pas celui où il voyait le gouvernement et la cour représentés par l'homme qui l'avait tiré de prison. Après tout, le pouvoir n'est jamais tout à fait une faction : il a des intérêts permanens, identiques à ceux de l'état, et le prudent Harley en particulier ne demandait pas mieux que de se poser en arbitre entre son parti et ses adversaires. Cette tactique allait à l'esprit et sans doute aux intérêts de notre écrivain. On le devina, car il parut avec un grand succès un pamphlet, intitulé *Fautes des deux parts*, qu'on attribua d'abord à Harley, puis à De Foe. Il n'était ni de l'un ni de l'autre; mais il pouvait à tous deux leur servir de programme. De Foe, avant de se prononcer sur la politique, chercha un terrain neutre. Les fonds avaient baissé; le monde financier était pour le ministère whig. Soutenir le crédit public est toujours œuvre de bon citoyen. De Foe écrivit pour dissiper les alarmes qui le déprimaient, et trouva moyen de seconder ainsi les nouveaux ministres sans dire aucun mal de leurs prédécesseurs. Deux écrits qu'il donna sur ce sujet étaient faits avec assez d'intelligence pour qu'on les ait crus de Harley lui-même, et qu'ils aient été imprimés sous son nom. Ainsi commença la nouvelle phase de la vie de De Foe comme pamphlétaire. Nous le verrons suivre avec sa verve accoutumée le cours de cette incohérente polémique, se ménager, se compromettre, attaquer dans ses doctrines le parti des ministres, en exceptant les ministres, s'obstiner à ne voir qu'un côté de la politique de Harley, tory pour les whigs, whig pour les tories, et sans abandonner ses opinions ni même ses passions, déserter ou combattre ceux qui les partagent, pour aider ou justifier leurs adversaires. On n'oserait affirmer que l'intérêt privé, la lassitude d'une position précaire, la crainte de nouveaux dangers personnels n'aient été pour rien dans un manége si compliqué; pourquoi n'y pas voir aussi un besoin de bon citoyen, d'honnête bourgeois qui répugne à donner tort au gouvernement de la révolution, et cède à la séduction naturelle d'un certain rôle d'impartialité? On aime aisément à signaler toutes les fautes, à éviter tous les excès, et on finit par encourir toutes les inimitiés. De Foe eut dans la presse le sort de Harley dans le gouvernement. C'est dire qu'il ne fut jamais le journaliste de Bolingbroke.

Avec *la Revue*, deux recueils périodiques se partageaient l'attention générale: *l'Observateur*, par Tutchin, écrit en dialogues, où ne manque pas l'injure personnelle, et *le Babillard* (*the Tattler*), par Richard Steele, plus modéré, mais dont l'esprit est le même. Tous deux étaient inspirés par la politique whig, et Steele avait la fidélité et la violence d'un homme de parti. Sous le ministère de Godolphin, il avait été choisi pour diriger *la Gazette de la cour*, le journal officiel du temps, et on l'avait en même temps pourvu d'une place de

commissaire du timbre. A la chute de ses patrons, il renonça à *la Gazette* et garda sa place; il donna tous ses soins au *Tattler*, fondé depuis un an, et qui paraissait tous les deux jours. Ce recueil, premier essai d'un genre nouveau, eut le plus grand succès, et il est resté dans la littérature anglaise. J'ignore si on le lit, mais on le cite encore. C'est bien plutôt un journal de mœurs qu'un pamphlet politique, une de ces sortes d'ouvrages que Johnson place entre la comédie et les caractères, entre Molière et La Bruyère. La politique ne s'y rencontre guère que par voie d'allusion et plutôt sous la forme de la satire générale. Steele commença le *Tattler* sous le nom d'Isaac Bickerstaff, pseudonyme déjà mis à la mode par Swift dans ses *Prédictions pour l'année* 1708, et qui devint tout à fait populaire. Des portraits crayonnés avec gaieté, avec malice, de l'esprit, non du plus fin, non du moins piquant, un style de bonne qualité, une certaine fermeté de manière qui n'évite pas toujours la lourdeur, caractérisent Steele et son œuvre. Il la soutint avec beaucoup de fécondité, quelquefois aidé par Swift lui-même, plus souvent par l'habile écrivain dont l'amitié illustre sa vie. Addison enrichit le *Tattler* de plusieurs articles remarquables, et se découvrit ainsi le talent dont il devait laisser un impérissable monument. Addison n'avait encore rien publié d'éminent, et cependant la dignité et la modération de son caractère, la solidité de ses principes, la supériorité de sa conversation l'avaient, du rang littéraire le plus modeste, élevé à une position respectée et placé fort au-dessus de ses égaux. C'était un whig décidé et sage; il avait rempli en Irlande les fonctions de principal secrétaire auprès de lord Wharton, il avait quitté les affaires avec son parti, et dans les prochaines élections si fort disputées, il fut sans conteste envoyé à ce parlement où il ne parlait pas. Il imposait à Swift, qui le ménageait. Il soutenait et contenait Steele, dont il estimait la constance et l'énergie. Addison est plus qu'un journaliste. *Le Spectateur*, qu'il fonda quand *le Babillard* eut cessé de paraître, durera autant que la langue anglaise. Il écrivit rarement sur la politique; mais, quand il le fit, on reconnut la main d'un maître : c'est du moins l'avis de Johnson, qui détestait ses principes. Sous la direction d'Addison, Steele se jeta bientôt dans la mêlée, en vrai soldat. Il est hardi, il est âcre, sa main est pesante et n'est pas toujours adroite. Supérieur à De Foe pour la culture intellectuelle, pour l'élévation des habitudes de l'esprit, il ne l'égale pas peut-être pour le naturel et le raisonnement; mais son talent est plus littéraire et n'est pas moins passionné. Sa haine était puissante et elle appelait la haine; celle d'une majorité appuyée d'une cour et d'un clergé ne lui fit pas défaut, et elle le poursuivit à outrance. Au temps où nous sommes cependant, il conservait encore une certaine retenue. C'était

la condition tacite à laquelle, par la médiation d'Addison et de Swift, il avait gardé sa place. Mais attendons-nous à le voir bientôt briser son dernier lien avec le gouvernement.

Tandis que le *Tattler* en effet se maintenait encore sur la réserve, Arthur Maynwering publiait *le Mélange* (*the Medley*), recueil auquel contribua Steele, et plus tard Oldmixon et Ridpath. L'esprit d'opposition s'y montra dans une polémique plus ouverte, et le gouvernement, comme on le voit, avait besoin d'être défendu. Il avait bien pour gazette le *Post-Boy* (*le Postillon*), auquel répondait le *Flying Post* (*le Courrier*), mais on y trouvait plus de faits que d'idées. *La Répétition* (*the Rehearsal*), fondée par Charles Leslie, n'était qu'un recueil de dialogues injurieux, dans le genre de *l'Observateur*, et plaidait violemment la cause de l'intolérance religieuse. C'eût été un défenseur compromettant pour un ministère, et d'ailleurs ce journal ne s'était pas soutenu. On songea donc à en créer un nouveau, et le 3 août 1710 l'*Examiner* parut. C'est Saint-John qui en eut la pensée. On assure que c'est la première fois qu'un journal de discussion politique se publia sous les auspices du gouvernement, et les libertés que celui-ci prit dès son début contribuèrent à la liberté de tous. La discussion devint plus franche, plus directe; beaucoup de détours et de ménagemens en usage furent abandonnés. Saint-John, qui contribua à la rédaction des premiers numéros, plaça tout de suite l'*Examiner* sur un pied de vive polémique. Une lettre à l'éditeur, où il attaque rudement la duchesse de Marlborough pour avoir travaillé contre la formation du ministère, provoqua les réponses d'Addison et de lord Cowper. Ce dernier écrivit à Isaac Bickerstaff, le rédacteur du *Tattler*, une lettre que nous pouvons lire encore, et il est curieux de voir comment, sous le masque de l'anonyme, un chancelier sortant de charge et un secrétaire d'état en exercice dirigent l'un contre l'autre l'arme de la presse. Saint-John abandonna bientôt la plume aux rédacteurs ordinaires. Matthew Prior, le poète, secrétaire d'ambassade à Ryswick, et le docteur Atterbury, théologien absolutiste, prédicateur habile, destiné à l'épiscopat. Tous deux étaient dans l'intimité de Saint-John, mais il est douteux que l'*Examiner* eût produit une sensation durable, si un combattant beaucoup plus redoutable n'en eût fait son instrument de guerre.

Jonathan Swift avait alors quarante-trois ans. D'une famille anglaise, il était né en Irlande, où il tenait le modeste vicariat de Larascore, dans le diocèse de Meath. Sa réputation n'était pas encore très étendue, quoique ses talens fussent fort appréciés des connaisseurs. Le fameux *Conte du Tonneau*, qu'il n'avoua jamais, avait paru sans nom d'auteur. Une sorte de plaisanterie sérieuse, le mélange d'ironie, de critique et de fantaisie qui plaît tant aux Anglais, la vivacité

des traits, la vigueur et la rapidité du style avaient recommandé à tous les bons juges cette singulière production si profondément empreinte du goût national. Comme Rabelais, l'auteur attaque, avec une liberté qui tourne à la bouffonnerie et effleure le cynisme, toutes les querelles théologiques, même toutes les dissidences religieuses; ses traits à travers les sectes atteignent les croyances, et Voltaire a pu le prendre pour un des siens. Le vrai paraît être que Swift, grand partisan de l'épiscopat, entendait conclure en faveur d'une foi légale, d'une église établie, liée étroitement à l'état, qui lui emprunte et lui prête de la puissance. Cette pensée ne fut pas clairement aperçue; la liberté du ton parut de la licence et scandalisa les âmes scrupuleuses, notamment la reine Anne, qui, malgré tant de sympathies politiques, ne voulut jamais faire de Swift un évêque, et se laissa longtemps prier pour lui donner un bon bénéfice.

Or Swift arrivait d'Irlande chargé de suivre à Londres quelques réclamations du clergé de ce pays, lorsque le ministère de Harley se forma. Jusque-là, sa politique avait été assez incertaine. Élevé parmi les whigs, lié avec Somers, à qui le *Conte du Tonneau* est dédié, avec Halifax, surtout avec Addison, il s'était, dans ses divers voyages à Londres, montré disposé à leur confier l'avenir de sa fortune. Il avait dans leur commerce conçu des espérances qui ne s'étaient pas réalisées. Leur gouverneur en Irlande, lord Wharton, l'avait mal accueilli. A Londres, lord Godolphin, encore ministre, le reçut avec sa froideur accoutumée, et Swift dévoua Godolphin et Wharton aux dieux infernaux, c'est-à-dire à la vengeance dont le talent dispose. Ulcéré et vain, il alla trouver le nouveau ministre et se présenta comme une victime de la dernière administration. Harley était accueillant et le plus grand prometteur du monde. Il recherchait les gens de lettres, non moins que Saint-John, leur pair en même temps que leur patron. Le cabinet annonçait pour l'église une politique qui allait à Swift, fort ecclésiastique s'il n'était fort chrétien. Swift prit son parti et se donna aux tories.

Il est aisé de savoir comment. Nous avons les éphémérides de cette partie de sa vie dans le *Journal à Stella*. On sait que cet homme singulier nourrissait un sentiment indéfinissable, et sur la nature duquel les doctes disputent encore, pour une jeune personne, Hester Johnson, qu'il avait emmenée avec une de ses compagnes en Irlande, et elles habitaient son presbytère en son absence seulement. Par parenthèse, il contracta également, en séjournant à Londres, un goût non moins énigmatique pour Esther Vanhomrigh, qui se prit de passion pour son génie. Partagé entre ces deux femmes, il les rendit toutes deux assez malheureuses. Pendant un temps, elles s'ignorèrent l'une l'autre; mais enfin il épousa la première, et la seconde en

mourut, suivie bientôt de sa rivale au tombeau. C'est bien le roman le plus étrange, si rien devait étonner de la part des hommes qui prennent leur imagination pour leur sensibilité. Quoi qu'il en soit, il nommait poétiquement l'une Stella, l'autre Vanessa, et pendant deux années il raconta les moindres incidens de sa vie de Londres à Stella, dans une correspondance presque quotidienne où il n'économisait pas les détails, sans compter deux relations par lui rédigées, l'une de la formation du cabinet de 1710, l'autre de son administration et de sa fin, plus un jugement sur sa conduite, sans compter de nombreux écrits où tantôt il expose, tantôt il discute, tantôt il se moque. On pourrait chercher la chronique secrète du gouvernement de 1710 à 1714 dans le *Journal à Stella*, qui n'offre pas cependant un intérêt continu; on y trouve bien du bavardage et d'innombrables petits faits de la vie usuelle qu'une excessive personnalité pouvait seule redire à une excessive affection. Les révélations curieuses, les anecdotes instructives, les traits de mœurs et de caractères sont assez clair-semés dans ces singuliers mémoires, et la lecture n'en est pas constamment amusante : c'est pourtant un précieux document historique.

Là, nous apprendrons que dès ses premiers numéros l'*Examiner* prit contre le parti du ministère tombé une vigoureuse offensive. La vivacité provocante de la rédaction fit du bruit, elle dépassait la mesure ordinaire de l'apologie officielle; mais, dans l'état des esprits, elle réussit. Cependant alors, pas plus qu'aujourd'hui, un ministre ne pouvait se faire journaliste. Après deux mois d'expérience, il fallut chercher un principal rédacteur. Swift commençait à se faire distinguer de Harley. Quoiqu'il vécût encore dans l'intimité des écrivains whigs, d'Addison, de Steele, de Rowe, il voyait sans cesse le ministre; il s'était lié intimement avec Érasme Lewis, son secrétaire. Déjà depuis deux mois, il avait publié deux satires, — deux vengeances : c'étaient un portrait du comte de Wharton, sanglant spécimen de la hardiesse injurieuse de son talent; puis une pièce de vers énigmatique, *la Verge de Sid Hamet*, c'est-à-dire la baguette de Sidney Godolphin, baguette magique dont il vantait ironiquement les miracles. Les premiers pas étaient donc faits. Le 31 octobre et le 1er novembre, Swift dînait avec Addison, et le 2 parut le quatorzième numéro de l'*Examiner*; l'article était de Swift. Il y exposait en termes encore modérés la situation et les chances du ministère, et commençait sa polémique contre le parti de la guerre, *multis utile bellum* (Lucain). C'était un jeudi; il était invité à dîner pour le lendemain chez Harley, qui l'engagea encore pour le dimanche. Dans l'intervalle, le samedi, il dîna encore avec Addison et Steele à Kensington; mais il fut invité pour le 11 chez Saint-John. Les attentions de ce nouveau protecteur le charmèrent : « Ne voilà-t-il pas qui est bizarre?

dit-il dans son journal; le père est un homme de plaisir qui court le mail (1), fréquente le café de Saint-James et les *maisons à chocolat*, et le jeune fils est principal secrétaire d'état; il m'a dit que M. Harley ne pouvait rien garder avec moi, tant j'avais l'art de le captiver. J'ai bien vu que c'était un compliment; je le lui ai dit, et c'était vrai. Pourtant c'est un peu fort de voir ces grands hommes me traiter comme un de leurs maîtres, et vos pantins en Irlande me regardaient à peine! » C'est que Swift était devenu le rédacteur en chef de l'*Examiner*, et il continua pendant sept ou huit mois à l'écrire presque tout entier. Ce recueil hebdomadaire prit dans ses mains une véritable importance. Un style excellent y relevait une forte discussion. On y trouvait avant lui plus de l'esprit que les Anglais appellent *wit*; on y trouva sous lui plus de l'esprit que les Anglais appellent *humour*. C'est la différence des traits piquans aux idées originales. Le docteur fit une franche guerre à ceux qui avaient été un peu ses amis, à Steele surtout qu'il finit par accabler; le seul qu'il ménagea, Addison, répondit par quelques feuilles d'un *Examiner whig* que le docteur Johnson proclame supérieur, mais qui ne parut que cinq fois. « Swift se félicita, dit Johnson, de voir mourir celui qu'il n'aurait pu tuer. » Mais Addison se plaisait peu dans le combat, et l'irascible Jonathan resta à peu près maître du champ de bataille. « Le présent ministère a une difficile tâche, écrivait-il à Stella (20 novembre, v. s.), et il a besoin de moi. Autant que j'en puis juger, ils ont en vue le véritable intérêt du public; ainsi je suis content de les seconder de tout mon pouvoir. » Ce pouvoir était réel. Son talent véhément et sarcastique, qui se permettait tout, animé par une vanité colère, se déploya avec une licence et un succès qui le rendirent indispensable à sa cause et au cabinet. Tantôt grave, tantôt comique, mais prenant fort au sérieux son rôle et son influence, il devint le commensal habituel et le confident des ministres directeurs, et il se crut leur directeur à son tour. Il est probable que sa conversation originale leur fut aussi agréable que sa plume leur était utile; il dînait chez eux deux ou trois fois par semaine, mais surtout le samedi en petit comité chez Harley, avec Saint-John, Harcourt et lord Rivers : il les soignait, il les défendait, il les amusait; mais, indépendant d'esprit, il se tenait pour fier et pour exigeant; il leur parlait parfois avec rudesse et les querellait sur de petites choses, quand surtout elles touchaient à sa dignité ou à ses manies. Il est un des exemples les plus remarquables du caractère et de la position de l'homme de lettres dans les états libres, lorsqu'il se jette dans la politique, en restant exclusivement

(1) C'était l'emplacement d'un ancien jeu de mail, *Mall*, et une promenade qui longe le parc de Saint-James.

écrivain. Il devient très important aux yeux de son parti, plus encore auprès du gouvernement qu'il sert; mais cette importance, il en abuse, parce qu'il l'exagère; il la défend, parce qu'on la conteste; il obtient des ménagemens, même des caresses, sans être toujours considéré de ceux qui le flattent; il régente plus qu'il n'influe, gourmande sans persuader, sert en grondant, pense dominer en causant, agir en écrivant, se plaint de n'être pas assez écouté, et menace incessamment d'abandonner ceux qui se perdraient, dit-il, s'il ne les sauvait tous les jours.

« Le docteur n'est pas seulement notre favori, disait le garde du grand sceau Harcourt, il est notre gouverneur. » Il était surtout le lien entre les deux principaux ministres, et dès lors ce lien n'était pas inutile. On voit dans ses lettres que Swift aimait au fond le chancelier de l'échiquier plus que le secrétaire d'état; l'un avait plus de douceur et de liant dans le commerce, l'autre plus de verve et de piquant; là plus d'égalité, ici plus de vivacité; l'un blessa quelquefois Swift en lui offrant trop naïvement de l'argent et trop facilement des espérances qu'il ne réalisait jamais; l'autre, à la fois plus grand seigneur et plus homme de lettres, ne le contrariait qu'en le forçant à boire trop de vin de champagne, et en l'obligeant à des séances de table au-dessus de sa santé et de sa condition. Swift, qui trouvait Harley un peu trop whig et Saint-John un peu trop tory, les tempérait l'un par l'autre et leur faisait à tous deux du bien. Il finit par soupçonner que l'un avait plus de sagesse et l'autre plus de génie, puis il s'aperçut que leur différence de nature tournait à l'incompatibilité d'humeurs, et il désespéra enfin de les unir et de les sauver; mais dans les premiers mois il ne trouvait que profit et plaisir dans leur commerce. On ne pouvait se passer de lui. Il devait à ses rapports avec le gouvernement de vivre dans une société charmante. « Les ministres, écrivait-il, sont de bons et braves enfans pleins de cœur; je les traite comme des chiens, parce que je m'attends à en être traité de même. Ils ne m'appellent que Jonathan, et j'ai dit que je croyais qu'ils me laisseraient Jonathan comme ils m'avaient trouvé, n'ayant jamais vu un ministre faire quelque chose pour ceux dont il fait les compagnons de ses plaisirs; mais je m'en moque. » « Le diable soit du secrétaire (d'état)! dit-il une autre fois : quand je suis venu le voir ce matin (31 octobre 1711), il avait du monde; mais il m'a dit de venir dîner chez Prior aujourd'hui, et que nous ferions toutes nos affaires dans l'après-dîner. A deux heures, Prior me prévient par un mot qu'il a un autre engagement. Le secrétaire et moi, nous allons dîner chez le brigadier Britton; nous restons à table jusqu'à huit heures, nous devenons gais; adieu les affaires. Nous nous quittons sans fixer un moment pour nous retrouver. C'est le défaut de tous les

ministres actuels : ils me tourmentent à mort pour avoir mon assistance, font reposer là-dessus tout le poids de leurs affaires, et puis ils laissent échapper toutes les occasions. »

IX.

La situation des choses n'était pourtant pas des plus simples. Il fallait satisfaire et contenir à la fois tout un parti. « Harley, disait Swift, est comme un isthme entre les whigs et les tories violens. » En écrasant de puissans adversaires, on devait éviter de s'en faire de nouveaux; défendre la monarchie de 1688, ménager ses ennemis, maintenir la maison de Hanovre en s'appuyant sur des jacobites; exciter et contenter la passion de la paix, en poussant la guerre avec une vigueur suffisante; essayer enfin d'anéantir les amis de Marlborough, sans attaquer Marlborough, et de lui laisser son commandement en annulant son influence. Et toute cette tâche si compliquée devait être menée à bien par un ministère dont le chef apparent était un homme d'un esprit étroit, de formes rudes, sans pénétration, sans dextérité, car tel était Rochester. Mais Harley avait éminemment tout ce qui lui manquait, et cependant on doute que Harley eût réussi, même pour un temps, si Bolingbroke n'avait été ministre des affaires étrangères.

Saint-John, tombé du pouvoir, disait avec une certaine ingénuité : « J'ai bien peur que nous ne soyons arrivés à la cour (au ministère) avec les dispositions qui animent tous les partis, que le principal ressort de nos actions n'ait été le désir d'avoir dans nos mains le gouvernement de l'état, que nos principales vues n'aient eu pour objet la conservation de ce pouvoir, de grands emplois pour nous, de grands moyens de récompenser ceux qui avaient servi à notre élévation et de frapper ceux qui s'y étaient opposés; » mais il ajoute : « Il est vrai cependant qu'à ces considérations d'intérêt privé et d'intérêt de parti, il s'en mêlait d'autres qui avaient pour objet le bien public, ou du moins ce que nous regardions comme le bien public. »

Nous dirons, d'après lui, comment on pourrait concevoir la politique générale dont il devint le principal instrument.

Celle de Guillaume III avait été une politique personnelle. Elle subordonnait le roi d'Angleterre au stathouder des Provinces-Unies, ou plutôt la grande pensée d'une nouvelle union d'états réformés, Angleterre, Hollande, Écosse, Irlande, union dont il aurait été le fondateur et le chef, d'une sorte de république protestante, rivale de la monarchie absolue et catholique de Louis XIV, dominait cet ambitieux esprit, et les forces, les partis, les institutions de son nouveau royaume, n'étaient pour lui que des moyens plus ou moins efficaces

et pliables dans ses mains pour réaliser ses grands desseins. Cette politique personnelle était guerrière. Les opinions et les passions des whigs s'y étaient accommodées, et le mouvement imprimé aux affaires par l'extension de la dette et la circulation des effets publics, par cette sorte d'activité commerciale que la guerre développe, avait rattaché à ce système tout ce qui spécule dans les grandes villes, tout le monde financier, *monayed interest*, lié dès longtemps aux opinions des whigs. Tel n'était pas le monde foncier, l'intérêt territorial, *landed interest*, c'est-à-dire le fond permanent de la nationalité anglaise. Par leurs idées, leurs goûts et leurs calculs, les propriétaires des champs, surtout la classe moyenne des provinces, ne cherchaient ni les nouveautés, ni les aventures. Une politique conservatrice et pacifique était leur politique naturelle. Ils avaient pu accidentellement, par entraînement ou par nécessité, consentir à la révolution, acquiescer à la guerre; mais pousser l'une ou l'autre à outrance n'était pas de leur goût. Une réaction contraire s'était dès longtemps manifestée parmi eux. Or là était, aux yeux de Saint-John, l'intérêt continu et général de la société, le véritable esprit anglais, fidèle aux traditions de la monarchie et de l'église. C'est dans ce milieu qu'il fallait replacer le gouvernement, c'est sur ce point d'appui qu'il fallait le poser. Suivre ou plutôt conduire le mouvement qui ramenait ainsi l'Angleterre à elle-même, telle devait être la politique du cabinet de 1710; et si dans cette direction il se rencontrait, chose inévitable, avec le parti des rois exilés, si, comme on devait s'y attendre, les intérêts et les principes jacobites servaient cette politique ainsi qu'ils en étaient servis, il ne fallait pas repousser cette sorte d'auxiliaires, il ne fallait ni s'effrayer, ni se formaliser puérilement de leur secours. Tout au contraire, le moyen devait être accepté en faveur du but; le mouvement donné devait être suivi à tous risques; rien ne devait être exclu de ce qui pouvait rasseoir sur ses véritables bases le gouvernement national.

C'est quelques années plus tard que Saint-John donnait de sa conduite une explication systématique qui ressemble à ce qu'on vient de lire. Au moment de l'action, il pouvait bien appeler en aide à ses combinaisons de parti et d'ambition quelques idées générales, c'est un besoin de tous les temps pour les esprits distingués : on aime à trouver la maxime de ses actions; mais il est probable que les circonstances, les engagemens parlementaires, l'état de la cour, les caractères, les goûts, les antipathies, les doutes qui planaient encore sur la succession au trône, la possibilité d'une contre-révolution entrevue ou cherchée, l'intérêt de la défense, le besoin du succès, le désir d'une revanche, mille causes particulières enfin contribuèrent encore plus puissamment à déterminer et le langage et la marche du

cabinet, dont Rochester, Harley et Saint-John pouvaient, à divers titres, être regardés comme les chefs.

Tous les yeux étaient fixés sur les élections. Elles furent moins défavorables aux whigs qu'on ne devait s'y attendre. Les deux partis revinrent en force à peu près égale. C'était, dit-on, le vœu secret de Harley. Il n'aimait pas les majorités qu'il faut suivre sans regarder derrière soi. La servitude des partis compromet ceux qui la subissent, et il cherchait à s'y soustraire en les opposant les uns aux autres. Plus habile à les jouer qu'à les maîtriser, il aurait voulu contenir les animosités des vainqueurs, et surtout contre Marlborough. Du moins désirait-il rester étranger à tout ce qui serait tenté contre lui. « Pour ce qui regarde le grand homme, écrivait Saint-John, sa position future dépendra de lui-même. Les choses avaient été portées si loin, que nous ne reviendrons jamais à un pareil esclavage. Il faut qu'il abandonne ceux qui l'ont fait agir jusqu'à présent. Il est sage sans doute, et j'ose dire que c'est en dépit de son propre jugement qu'il s'est laissé entraîner dans les mesures violentes de cette faction; mais je ne répondrais pas qu'il ne se laissât entraîner encore. » En lui annonçant la formation du ministère, la reine avait prévenu le général en chef qu'il ne devait pas compter sur les remerciemens accoutumés du parlement. Du premier coup d'œil, l'homme d'état avait jugé sa situation. Dans une lettre très remarquable qu'il écrit à la duchesse, il annonce une patience à toute épreuve tant qu'il pourra servir, et il compte sur ses services pour prévenir ou grandir sa retraite. « Je sais bien, dit-il, qu'il faudra souffrir deux ou trois mois. » Contrarié même dans son commandement, il se résigna, ne voulant pas être accusé de quitter son armée par dépit politique et de préférer le pouvoir à la gloire. Fort du cordial appui du prince Eugène et de la confiance des Hollandais, il espérait encore s'imposer au nom de la grande alliance et du droit de la victoire. A son retour en Angleterre, il dissimula tout ressentiment; il évita les hommages du public, reçut les ministres avec courtoisie, et quand on le sondait pour l'attirer aux tories, qu'on essayait de le placer entre une rupture avec les whigs et le danger d'une accusation parlementaire, il répondait avec un calme impénétrable qu'il n'était d'aucun parti et ne servait que la reine et l'état. Anne entendit de lui le même langage. Dans une audience qu'il eut d'elle le 17 janvier 1711, il lui porta une lettre où la duchesse exprimait sa douleur d'être séparée de sa maîtresse. Il essaya d'obtenir que le moment où elle quitterait la cour fût ajourné. La reine ne répondit qu'en demandant qu'elle lui renvoyât la clé d'or. Lady Marlborough la lui renvoya le lendemain avec sa démission de tous ses emplois, hors le gouvernement du parc de Windsor qu'elle avait pour un certain nombre d'années. La du-

chesse de Somerset lui succéda comme maîtresse de la garde-robe (*groom of the stole*), et la garde de la cassette privée fut confiée à la fidèle Abigaïl.

Docile aux passions de son parti, Saint-John mit sous les yeux de la chambre l'état des affaires d'Espagne et les mesures ordonnées par la reine pour y relever l'honneur de ses armes. Après une campagne assez brillante, Stanhope avait été surpris par Vendôme à Brihuega et forcé de capituler avec son corps d'armée. La victoire de Villaviciosa, remportée deux jours après sur les troupes impériales, était venue réveiller le souvenir de la bataille d'Almanza, gagnée sur lord Galway par le maréchal de Berwick. Galway ou plutôt le comte de Ruvigny, Français réfugié, et Stanhope étaient whigs. On eut l'idée de s'enquérir du système de guerre suivi en Espagne: on trouva qu'il avait été prescrit ou accepté par le dernier ministère, et comme il n'avait pas réussi, le parlement décida, contre l'autorité de Marlborough, que ce système était mauvais, remercia publiquement le comte de Peterborough, qui l'avait combattu, et blâma lord Galway, qui l'avait proposé, lord Sunderland, qui l'avait approuvé.

La réaction marchait à grands pas sous les auspices d'un parti vindicatif. Déjà le ministère ne la contentait plus. Harley surtout était accusé de faiblesse ou d'arrière-pensée. Dans la majorité parlementaire, ces propriétaires de campagne, *squires*, hobereaux, gentillâtres, qui ont de l'indépendance et de la probité, mais nul discernement, nulle modération, et qui, s'ils tiennent aux conditions de la tranquillité publique, comprennent peu celles de la grandeur de l'état, toléraient impatiemment les ménagemens du cabinet pour lord Marlborough. Celui-ci, dont la souplesse égalait l'orgueil, renouvelait ses professions de désintéressement, désavouant tout, consentant à tout, fatiguant les whigs par son impartialité affectée, et parmi ses ennemis désarmant les sages, tandis qu'il enhardissait les violens. La reine avait grande envie d'être avec les derniers. Quand il lui disait qu'il était sans ambition, elle regrettait, disait-elle, de ne pouvoir le mettre à la porte en lui riant au nez. Les réunions parlementaires songeaient à chercher dans la gestion du général quelque motif d'accusation; mais les ministres, peu sûrs encore de la paix, ne croyaient prudent ni pour l'Angleterre ni pour eux de disgracier un chef toujours victorieux. Un gouvernement sensé ne se sépare pas volontiers d'une pareille gloire. On craignait au contraire que Marlborough dégoûté ne quittât son commandement, et Saint-John, qui avait avec lui de bons rapports, cherchait dans de secrets pourparlers les moyens de le séparer des whigs. Swift lui-même, si prompt à ressentir toutes les animosités de parti, ne croyait pas le moment venu d'éclater contre Marlborough. Dans l'*Examiner*, dont

il ne s'avouait pas l'auteur, il relevait bien en toute occasion ce que coûtaient à l'état et les triomphes et le triomphateur. Il opposait le compte de la reconnaissance romaine envers un général vainqueur au compte de l'ingratitude britannique, et il calculait que les frais de la première s'élevaient à 994 livres sterling, tandis qu'à la fin de 1710 Marlborough avait coûté à la seconde la modeste somme de 540,000. Dans le numéro 28, du 8 février 1711 v. s., il donna comme traduite du latin une prétendue lettre à Crassus après la conquête de la Mésopotamie, satire sanglante où chaque mot déchire celui dont elle proclame l'habileté et la gloire. Cependant Swift nous raconte que lord Rivers se plaignait devant lui que l'*Examiner* traitât trop poliment Marlborough, et il épuisait son éloquence pour persuader aux extrêmes tories d'être plus modérés ou plus patiens. Saint-John, qui les caressait beaucoup, ne pouvait non plus en cela se résoudre à leur complaire; mais leur mécontentement ne retombait pas sur lui : c'est Harley qu'ils accusaient, et la reine même, qui ne voyait guère dans la politique que les questions de personnes, commençait à se défier d'un zèle qui n'épousait pas ses antipathies. Avec l'autorité du ministère, celle de Harley aurait fini peut-être par s'ébranler, si un incident imprévu n'était venu la raffermir.

Un Français du pays des Cévennes, l'abbé de la Bourlie, frère du comte de Guiscard, lieutenant-général, avait compromis son nom et son état dans tous les dérèglemens de jeunesse qui commencent la vie des aventuriers. On disait même qu'il avait enlevé des religieuses, extorqué de l'argent par la torture, empoisonné une maîtresse qui le gênait, mérité enfin d'être pendu en effigie dans la capitale du Rouergue. Puis, reprenant son épée de gentilhomme, il s'était jeté parmi les révoltés du haut Languedoc, les appelant à la liberté civile et religieuse par des harangues imitées du Catilina de Salluste; c'est du moins ce qu'on lit dans ses mémoires. Cette entreprise ayant échoué, il s'était fait, sous le nom de marquis Antoine de Guiscard, accueillir à la cour de Savoie, encourager par le prince Eugène, et vers 1706 il était venu en Angleterre. Là il s'était adressé à Saint-John, alors secrétaire de la guerre, qui aimait les Français et ne haïssait pas les aventuriers, quand ils étaient hommes de plaisir. Une sorte d'intimité s'établit entre eux, et la vertu n'en fut pas le lien. Guiscard avait des besoins et des projets. Il pressa les ministres, et on lui donna à commander des régimens de protestans réfugiés qui formaient un corps de débarquement réuni à Torbay pour tenter une expédition sur notre littoral. Au moment de partir, on reconnut un peu tard que ses plans ne reposaient sur rien de sérieux, et comme lord Galway, qui guerroyait en Espagne, demandait du renfort, une partie du corps expéditionnaire fut dirigée sur le Portugal. A la ba-

taille d'Almanza (25 avril 1707.) Guiscard commandait un régiment de dragons qui fut taillé en pièces; puis il revint en Angleterre sans emploi et sans solde. Il commençait à être estimé ce qu'il valait. Il sollicitait une pension; c'était sous le précédent ministère, et, peu recommandé par sa liaison avec Saint-John, sa demande était restée sans effet. Quand il vit au pouvoir son ancien ami, il conçut plus d'espérance; mais tous deux s'étaient, dit-on, récemment querellés pour une femme. Faiblement appuyé, Guiscard obtint cependant une pension de 500 livres sterling, réduite aussitôt à 400, et mal assurée faute d'affectation sur aucun fonds déterminé. Dans son mécontentement, il songea à faire sa paix avec la France, ce qui n'était guère possible qu'en trahissant l'Angleterre. Il adressa à Paris des lettres dirigées par le Portugal qui revinrent dans les mains du gouvernement. On n'a jamais bien su ce qu'elles contenaient, probablement des avis en l'air et de fausses révélations. On le fit surveiller, entourer par des gens qui, en jouant avec lui, en buvant avec lui, pénétrèrent dans sa confidence. On sut qu'il avait voulu faire passer une lettre dans la correspondance commerciale d'un marchand de la Cité. Elle fut saisie; elle contenait des preuves de trahison flagrante, et le lendemain d'un jour où il avait été reçu par la reine pour lui demander l'augmentation et le paiement exact de sa pension, il fut, en vertu d'un mandat signé, selon l'usage, par le secrétaire d'état, qui n'était autre que Saint-John lui-même, arrêté dans le parc de Saint-James sous prévention de haute trahison. Les messagers de la reine le conduisirent à Cockpit (1), donnant les signes d'un violent désespoir (19 mars 1711). Dans la chambre où il fut retenu, il trouva moyen de se saisir d'un canif sans être vu de ses gardiens. Conduit bientôt devant un comité du conseil privé où siégeaient les principaux ministres, il montra d'abord une assurance effrontée; mais lorsqu'il vit qu'on lui représentait sa lettre, il demanda à parler en particulier au secrétaire d'état qui l'interrogeait. Saint-John lui répondit que cela était impossible; que, prévenu d'un crime, il devait s'expliquer devant tout le monde. Comme il s'obstinait, on sonna pour le faire emmener. « Voilà qui est dur, dit-il. Quoi! pas un mot! » Saint-John était assez loin de lui et hors de sa portée. Guiscard s'approcha de la table, et, se précipitant sur Harley, il s'écria : « Alors voilà pour toi. » Et il le frappa avec une grande force de deux coups de canif. La lame se brisa contre les os de la poitrine. Cependant Harley tomba. « Le misérable l'a tué! » s'écria Saint-John, et il tira son épée. Le duc de Newcastle en fit autant, et tous deux se jetèrent sur le meurtrier. Les gardes accoururent et le frappèrent à leur tour

(1) Près de White-Hall; c'était l'office du conseil privé.

pour s'emparer de lui, car il se débattait vigoureusement. Enfin on parvint à le dompter. Il poussait des cris de fureur et disait au duc d'Ormond, toujours en français : « Mylord, que ne m'expédiez-vous tout de suite? — Ce n'est pas l'affaire des honnêtes gens, lui répondit Ormond dans la même langue; c'est l'affaire d'un autre. »

Guiscard était grièvement atteint, il languit quelques jours, et après avoir plusieurs fois vu les ministres, à qui il ne dit rien que de vague et d'obscur, il mourut, mais, à ce qu'on prétendit, d'une blessure reçue par derrière dans sa lutte contre les officiers de police. Une loi fut rendue pour les exempter de toute poursuite, et l'on eut soin de bien établir que ce n'était pas le coup d'épée de Saint-John qui l'avait tué. Le mystère de toute cette aventure occupa beaucoup le vulgaire, qui croit toujours avec peine aux crimes fortuits et extravagans, et l'on essaya de découvrir quelque manœuvre de gouvernement dans les complots désespérés et le brusque attentat d'un forcené qui manquait de sens. Cependant ce qui domina dans le monde, ce fut un vif intérêt pour Harley. Au premier moment de sa blessure, qui pouvait être mortelle, il avait montré beaucoup de calme et de générosité. On reconnut bientôt qu'elle n'était pas dangereuse; mais il s'en était fallu de bien peu que le cœur ne fût percé. Harley resta malade quelque temps; toute la ville s'occupa de lui; on dit même qu'il prolongea les soins que son état réclamait, pour ajouter à l'effet de l'événement. Après sa guérison, il fut complimenté par les deux chambres, qui prirent cette occasion de recommander à la reine de se préserver des attentats des papistes, précaution très opportune après le crime d'un abbé défroqué, camisard d'occasion, mécréant par principe, renégat de toutes les croyances.

Le chancelier de l'échiquier n'était pas tout à fait rétabli, lorsqu'un second événement vint élever sa fortune au niveau de sa popularité, renouvelée par un péril récent. Rochester mourut à l'improviste (mai 1711). Délivré d'un chef inhabile et importun, Harley fut nommé lord trésorier et promu à la pairie avec le titre de comte d'Oxford et Mortimer. Le duc de Buckingham, cher à la haute église, malgré son libertinage d'esprit, fut président du conseil, et l'on donna peu après la charge de lord du sceau privé, vacante par la mort du modéré duc de Newcastle, à Robinson, évêque de Bristol, nomination singulière, qui devait, disait-on, rattacher à jamais le clergé au chef du cabinet. L'exemple ne s'est pas reproduit : il n'est pas d'usage que les évêques soient ministres. « Il est impossible, écrivait dans les premiers momens le secrétaire d'état à lord Raby, qui avait remplacé lord Townshend à La Haye, il est impossible de vous exprimer la fermeté et la magnanimité que M. Harley a montrées dans cette étrange circonstance. Moi qui l'ai toujours admiré,

jamais je ne l'ai admiré autant; un coup si soudain, une blessure si aiguë, la confusion qui s'ensuivit, ne purent changer sa contenance ni altérer sa voix. Vous serez étonné si je vous dis que les whigs de la chambre des communes, dans une occasion faite pour exciter l'indignation de tout homme qui prétend aux sentimens ordinaires d'humanité, ont eu l'air indifférent. Et quand l'affaire est venue à la chambre des lords, ils ont quitté leurs siéges, et ne pouvant pendre M. Harley, ils ont résolu de ne montrer aucun ressentiment contre Guiscard pour l'avoir poignardé. » C'est cependant de ce moment que les nuances qui distinguaient les deux ministres devinrent des ombrages, et les ombrages des ressentimens. Au moment de cette blessure, Harley était en perte d'influence. Or cette blessure, elle pouvait être destinée à Saint-John, ses amis du moins affectaient de le dire. Pourquoi avait-elle profité à la fortune de Harley? On avait parlé un moment d'une triple promotion à la pairie, dans laquelle tous deux auraient été compris avec Harcourt. Pourquoi une seule avait-elle eu lieu? En restant à la chambre des communes, Saint-John, plus mécontent qu'affaibli, plus maître de son action, demeurait seul en contact journalier avec le gros du parti : il était le ministre parlementaire; mais Harley attirait à lui cette sorte de suprématie attachée au gouvernement des finances et à la distribution des faveurs et des emplois. Or Saint-John était jaloux : c'est un trait constant de son caractère. « M. Harley depuis son rétablissement, écrivit-il au comte d'Orrery, n'a pas du tout paru au conseil, ni à la trésorerie, et très rarement à la chambre des communes. Nous qui passons pour être de son intimité, nous avons peu d'occasion de le voir et aucune de causer librement avec lui. Comme il est l'unique canal par lequel passe le bon plaisir de la reine, tout reste et tout doit rester dans une stagnation complète, jusqu'à ce qu'il lui plaise de se montrer et de rendre aux eaux leur courant. » Oxford aurait pu répondre que, s'il se réservait tous les priviléges de sa place, Saint-John cherchait à lui dérober tantôt le mérite de ses actes, tantôt la réalité de la direction. Par exemple, il avait soutenu ou insinué, contre les aveux de Guiscard mourant, que le coup de canif lui était destiné; n'était-ce pas pour s'attirer une popularité à laquelle il n'avait aucun droit? Quant au pouvoir effectif, que devait penser le lord trésorier, lorsque le 4 juin, trois jours après avoir prêté serment en sa nouvelle qualité, il avait la surprise de recevoir la demande de 28,000 livres sterling pour envoi d'armes et de marchandises au Canada? Cette dépense se rattachait à une expédition projetée sur cette partie du nord de l'Amérique, et Oxford a écrit que sa résistance à faire les fonds demandés irrita vivement Saint-John, qui lui apporta pour la vaincre un ordre exprès de la reine.

Il céda, mais, à l'en croire, il y avait là quelque opération illicite dans laquelle on a prétendu que mistress Masham était intéressée. L'expédition avait été concertée avec elle et conseillée à la reine par Saint-John, pour donner un commandement au brigadier Hill, frère de la favorite. Le secrétaire d'état s'était occupé avec un zèle tout particulier de ce projet, qu'il regardait comme son œuvre et qui eut l'issue la plus malheureuse (octobre 1711). Le revers fut très sensible au cabinet dont c'était la première entreprise, et qui, affrontant les reproches qu'il adressait aux précédens ministres, l'avait ordonnée, sans l'aveu du parlement. Saint-John, d'abord très mortifié, s'en consola dans l'intérêt de la paix. Quant à la spéculation qui lui est reprochée, on n'en sait rien que l'affirmation d'Oxford, qui impute au chancelier Harcourt d'avoir dit qu'un gouvernement ne vaudrait pas la peine d'être servi, s'il ne permettait de tels profits à ses serviteurs.

Comme Saint-John ne négligeait aucun moyen de se créer une clientèle propre et même un parti, il forma vers ce temps un club choisi, qui, sous l'apparence d'une réunion inspirée par le goût de l'esprit et des lettres, pouvait devenir une coterie dévouée. Les clubs étaient déjà fort à la mode. Le *Beefsteak-Club*, qui existe encore, avait été fondé en l'honneur du vin et de la bonne chère. *Kit-cat-Club*, quoiqu'il portât le nom d'un pâtissier célèbre par ses pâtés de mouton, était devenu, depuis 1699 que lord Somers l'avait fondé avec Prior et Congrève, une association politique animée de l'esprit des whigs. Le club du Cellier (*the Cellar*) appartenait à la même opinion. Bolingbroke se moque quelque part *des beaux esprits du Kit-cat et des sages du Cellar*. On parlait avec scandale d'une société mystérieuse qui, sous le nom odieusement équivoque de *Club de la tête de veau* (*Calve's head Club*), passait pour célébrer d'une manière peu monarchique le jour de la décapitation de Charles Ier. Enfin un véritable club politique, ou plutôt une réunion parlementaire où siégeait un tiers de la chambre des communes, s'était formé sous le nom de *Club d'octobre*, pour représenter et soutenir les principes les plus purs de la haute église. Dans cette société d'ultra-tories, qui se réunissait à la taverne de la Cloche, près de Westminster, abondaient ces *squires* si souvent décrits dans les romans anglais, ces gentilshommes de campagne (*country gentlemen*), grands amateurs de la bière nouvelle brassée *en octobre*, défenseurs de l'intérêt territorial, des doctrines de loyauté et presque d'absolutisme, sectateurs intolérans de l'orthodoxie anglicane. Là le ministère trouvait un appui, un aiguillon, un embarras. La prudence de lord Oxford y était souvent taxée de lâcheté ou de perfidie, et Saint-John, accueilli comme un jeune homme qui n'aurait demandé qu'à bien faire, allait

y dîner quelquefois avec William Bromley, et s'y ménageait une faveur bienveillante qui ne fit que s'accroître avec le temps. Son ardeur convenait au tempérament de l'assemblée. Les tavernes principales étaient chacune le lieu de réunion habituelle de quelque société particulière formée par une communauté d'opinion ou de goût. Londres était en outre rempli, à cette époque, de maisons à café et à chocolat (*coffee houses, chocolate houses*), très fréquentées du monde politique et littéraire. Ces cafés, qu'on imita bientôt sur le continent, étaient des lieux de conversation et de jeu, où les hommes connus, influens, vivaient pour ainsi dire en public. On y donnait les nouvelles, on y discutait les questions, on y écrivait des lettres et des articles; les orateurs et les auteurs s'y rencontraient avec les journalistes et les critiques. Là se traitaient des affaires de toutes sortes. Voltaire, qui, seize ans après, visita ces établissemens, en a décrit un semblable dans sa comédie de *l'Écossaise*, et tels furent les antécédens des clubs si nombreux qui aujourd'hui sont à Londres une des conditions de la vie sociale.

Le club que fonda Saint-John était plus choisi (juin 1711). Il devait éviter *l'extravagance du Kit-cat, l'irrégularité de Beefsteak*, et prendre le titre de club des frères (*Brothers' Club*). C'est le nom que les membres se donnèrent entre eux, et leurs femmes mêmes, parmi lesquelles il y avait des duchesses, furent quelquefois appelées *sœurs*. La réunion, très recherchée, très élégante, au moins pour l'esprit, n'était que de douze en commençant, et ne devait jamais beaucoup s'étendre. « Elle a pour but, dit Swift, la conversation et l'amitié, et l'on n'y admettra que des hommes d'esprit et d'influence. » C'est là qu'auprès des ducs d'Ormond et de Shrewsbury, de Masham à cause de sa femme, et de Hill à cause de sa sœur, siégeaient, avec Swift et Prior, Arbuthnot, l'ami de Pope et le médecin de la reine, et sir William Wyndham, l'ami de Saint-John et son émule pour la grâce des manières, le goût du plaisir et le talent de la parole. Cette société intime, qui se réunissait tous les jeudis, qui faisait le fonds du salon de Saint-John et de celui de mistress Masham, ne fut pas sans action sur les affaires, et servit pendant un temps à tenir unis autour d'un centre commun des hommes qui auraient pu se partager entre les deux chefs du cabinet. Oxford y fut, dès l'origine, représenté par son fils, lord Harley; mais l'esprit de Saint-John y dominait. Toutefois, à côté de la politique, il y avait dans cette réunion, au moins pour certains membres, quelque arrière-pensée d'une fondation qui aurait pu ressembler à l'Académie française, et c'est de là que sortit le *Scribierus' Club*, que Swift, Pope, Gay, Arbuthnot, ont rendu célèbre dans l'histoire de la littérature de leur pays.

Une rupture était impossible entre les ministres tant que la ques-

tion de la guerre ou de la paix n'était pas résolue. Il y avait entre eux un secret qui les unissait plus que ne les divisaient leurs caractères, c'était leur participation commune aux menées d'une diplomatie occulte qui sera bientôt expliquée. L'un ne pouvait éclater contre l'autre, qu'il ne sût à quoi s'en tenir sur le succès de leur périlleuse entreprise, et, sans mutuelle confiance, ils marchaient avec un accord apparent qui ne trompait pas la malveillance clairvoyante de l'opposition, mais qui suffisait pour rendre vains tous ses efforts. Swift, qui avait la confiance de tous deux, s'appliquait à éclaircir les malentendus, à prévenir les dissidences. Tous deux se disputaient sa conversation et son amitié. C'était à qui, lorsqu'on allait à Windsor, le mènerait avec lui, et il trouvait ces voyages charmans, quoiqu'il y constatât d'ordinaire que la reine ne le connaissait pas, et que leur protection avait peu avancé ses affaires auprès d'elle. Il se lia dans ce temps davantage avec Saint-John, qui, plus inquiet et plus irritable, avait besoin de paroles calmantes et de sages conseils. Oxford comptait sur le temps pour tout arranger. Il ne s'alarmait pas aisément, et lorsque Swift cherchait à éveiller sa sollicitude pour quelque affaire, même pour les siennes, il lui fermait la bouche avec ces paroles françaises : « Laissez faire à don Antoine. » Saint-John, quoiqu'il contînt ses impressions propres, ne dissimulait pas qu'il eût autrement conduit les choses, s'il avait été le maître; mais il ne l'était point : la reine ne le trouvait point assez animé contre les Marlborough. Mistress Masham n'avait de vraies conférences politiques qu'avec Oxford, au point qu'on se croyait obligé, pour détourner la médisance, de faire remarquer qu'elle n'était pas jolie. Saint-John cherchait à s'assurer de plus en plus le zèle de ceux que négligeait son chef. Il emmenait Swift à la campagne de Buckleberry, terre en Berkshire, qu'il tenait de sa femme, et s'y faisait admirer du docteur pour son aisance avec les gens de province et sa transformation en propriétaire rural. Swift prenait goût à voir se développer devant lui cette nature riche et flexible d'un gentilhomme propre à tout, et on lit, à quelques pages de distance, dans son journal, les lignes suivantes : « Lord Radnor et moi, nous nous promenions dans le mail ce soir, et M. le secrétaire nous rencontra, fit un tour ou deux, puis il s'échappa, et nous avons cru tous les deux que c'était pour aller ramasser quelque femme. » — « Je suis allé de bonne heure aujourd'hui chez le secrétaire, mais il était sorti pour faire ses dévotions et recevoir le sacrement. Bien des roués en font autant. Ce n'est point affaire de piété, mais de fonctions, pour se conformer à l'acte du parlement. » — « Je regarde Saint-John comme le plus grand jeune homme que j'aie connu. Esprit, capacité, beauté, promptitude à saisir, beaucoup d'instruction et un goût excellent; le meilleur orateur

de la chambre des communes, une conversation admirable, un bon naturel, de bonnes manières; généreux et méprisant l'argent. Son unique défaut est de prendre avec ses amis un ton plaintif, comme s'il était accablé du fardeau des affaires, ce qui a certain air d'affectation, et il tâche trop de mêler l'élégant gentilhomme et l'homme de plaisir avec l'homme d'affaires. Que peut-il y avoir en lui de vérité et de sincérité? Je ne sais. Il n'a que trente-deux ans, et il a été plus d'un an secrétaire d'état. »

Nous accorderons à Swift que, par le talent de l'orateur et la sagacité du diplomate, Saint-John était à la hauteur de ses fonctions. Ce n'est pas l'habileté qui manquait à sa politique, c'est plutôt sa politique qui aurait compromis son habileté. Rien pour les affaires ne vaut un bon jugement dans une âme honnête. Il y avait dans la conduite d'un ministre, tory par calcul et par goût plus que par principes, homme de parti par ses passions plus que par ses doctrines, obligé par position de défendre un établissement révolutionnaire en s'aidant des ennemis de la révolution, engagé d'honneur à la cause de la succession protestante, sans la résolution de rompre à jamais avec la succession opposée, appelé à faire la guerre en désirant la paix, à rechercher la paix sans faiblir devant l'ennemi, sans trahir des alliés, condamné à se garder de la majorité qui le soutenait, du général qui servait sa diplomatie, du chef même du ministère qui l'avait adoptée: il y avait, dis-je, dans une telle situation une fausseté et une complication qui défiait toute la dextérité du plus adroit, toute la prudence du plus sage, tout le courage du plus intrépide.

X.

Cependant il avait eu le mérite et le bonheur de s'attacher, dans toute cette confusion, à une idée simple, celle de la paix. Il croyait sincèrement que la paix était un grand bien, et que la paix était possible. Consciencieux sur ce point, lui qui ne l'était guère dans le reste, il se soutint par là, et crut que ce seul succès répondrait à tout. Si l'on ne juge ni ses motifs, ni ses moyens, on reconnaîtra que là était toute la moralité et toute la puissance de sa politique.

Dès l'année 1706, la France avait désiré la paix. Elle avait essayé de plusieurs médiateurs. Encore saignante du coup reçu à Ramillies, elle offrait des conditions modestes, l'abandon pour le duc d'Anjou des royaumes d'Espagne et des Indes, ou de toutes possessions en Italie, la concession à la Hollande d'une frontière protégée par cette ligne de places fortes qu'on appelait la Barrière; mais l'Angleterre et la Hollande suspectaient ou calomniaient la sincérité de

la France. Ses offres ou plutôt ses demandes furent repoussées. « Le succès de leurs armes, dit Torcy, les avait aveuglés au point de rejeter la paix que Louis XIV demandait aux conditions même les plus dures. »

Lorsqu'on négocie les armes à la main, on ne renonce pas en traitant à combattre ses ennemis, à leur nuire du moins et à les diviser si l'on peut. On est donc toujours exposé au reproche de mauvaise foi, surtout si l'adversaire est fier et jaloux. Lorsqu'en 1709 Louis XIV demanda à traiter, qu'il envoya presqu'à tout risque Torcy, son ministre, à La Haye, il était réduit à la dernière extrémité; une paix glorieuse, trop glorieuse pour la grande alliance, semblait facile. Le vieux roi consentait à abandonner son petit-fils, à traiter sans lui, il ne refusait que de lui faire la guerre. On voulut l'y réduire. C'était un affront gratuit, qui révolta tout ce qu'il y avait de grand dans son âme. Il résista noblement, et, pour la première fois de sa vie, il en appela aux sentimens de son peuple. Ce beau mouvement devait avoir sa récompense. Le grand-pensionnaire Heinsius, tout rempli de l'esprit de Guillaume III, son maître et son ami; Marlborough, avide de gloire, de richesse et de puissance; Townshend, whig hardi et décidé, qui négociait en homme de parti peut-être plus qu'en homme d'état, avaient découragé, trompé le plénipotentiaire français pour humilier son maître. Ils haïssaient assez Louis XIV pour le soupçonner de perfidie contre l'évidence. Ils avaient assez éprouvé la fortune pour compter sur elle et s'assurer qu'ils en pouvaient abuser. Ces passions du patriotisme leur permettaient de céder à des passions moins désintéressées, et de s'obstiner dans une guerre qui faisait leur puissance et le désespoir de leurs adversaires. Il arrive souvent que, par entêtement d'amour-propre ou par routine de l'esprit, on persiste dans la politique où l'on est engagé sans regarder si l'on est suivi et si elle n'a pas cessé d'être conforme à l'intérêt de ceux mêmes dont elle a d'abord servi la fortune.

Tout en faisant d'énergiques efforts pour se défendre, Louis XIV ne s'arrêta pas dans la voie des concessions. Il les poussait jusqu'aux dernières limites, vers la fin de 1709, lorsque Townshend, voulant fixer aux négociations une limite qu'on ne pût franchir, prit sur lui de conclure avec les états-généraux le fameux traité de la Barrière. La Grande-Bretagne et la Hollande y prenaient sous leur commune et mutuelle garantie la succession protestante dans la maison de Hanovre et le maintien dans les Pays-Bas d'une ligne de forteresses qui cessaient ainsi de pouvoir être l'objet d'aucune transaction. Ce traité, qui créait un nouvel obstacle à la paix, devint en Angleterre l'objet des critiques de la presse, et une preuve souvent invoquée qu'il y avait un parti de la guerre pour la guerre. Ce parti ne put

cependant empêcher de s'ouvrir les conférences de Gertruydenberg. De La Haye, où tout leur était rapporté, Marlborough et Eugène, toujours unis dans la diplomatie comme dans les batailles, maintinrent inexorablement les conditions odieuses que Louis XIV ne pouvait accepter, et rendirent vaines toutes négociations, nourrissant peut-être l'espoir insolent d'aller dicter la paix dans les murs de Paris; mais la Providence réservait cette humiliation à un autre orgueil que celui de Louis XIV.

Cependant la cause de la paix avait plus gagné par les événemens de Londres que par toutes les négociations du continent. Un jour du mois de janvier 1711, le marquis de Torcy apprit que l'abbé Gautier, venant d'Angleterre, descendrait sous peu de jours à la maison de l'Oratoire de la rue Saint-Honoré, et dès le soir de son arrivée, le ministre le vit entrer dans son cabinet, à Versailles. « Voulez-vous la paix? » fut le premier mot du nouveau-venu. « Interroger alors un ministre de sa majesté s'il souhaitait la paix, dit humblement Torcy dans ses mémoires, c'était demander à un malade attaqué d'une longue et dangereuse maladie, s'il en veut guérir. » L'abbé Gautier, ancien aumônier de l'ambassade de France à Londres, y était resté depuis la guerre, disant la messe chez le ministre d'Autriche, étudiant le pays, écrivant quelquefois au gouvernement français. Il avait des relations avec le comte de Jersey, marî d'une femme catholique, parent de Saint-John, ami des nouveaux ministres. Ceux-ci l'avaient vu en grand secret, et c'est de leur part qu'il venait annoncer à Torcy que le cabinet de la Grande-Bretagne voulait la paix. Sans instruction écrite, il ne demandait à rapporter qu'une lettre de compliment pour lord Jersey. Il obtint à peu près ce qu'il voulut, partit, revint et repartit avec un mémoire dressé par ordre du roi, contenant des bases de négociations pour la paix générale.

C'était précisément l'époque de la mort de l'empereur Joseph Ier, qui laissait ses états autrichiens à son frère Charles, déjà candidat à la couronne d'Espagne, maintenant candidat à l'empire. Quelques mois après, l'archiduc était empereur, et l'Europe était exposée, s'il triomphait dans la Péninsule, à voir réunir sous le sceptre d'un seul homme plus d'états qu'elle n'avait craint d'en voir partagés entre les deux branches de la maison de Bourbon. L'équilibre des puissances et du monde était donc menacé d'un autre côté, et la guerre avait une raison de moins. En faisant connaître au parlement l'intention de la reine de continuer son appui à la maison d'Autriche, les ministres exprimèrent l'espérance de *terminer heureusement la guerre par une sûre et honorable paix*, et ils laissèrent entrevoir la pensée que la mort de l'empereur supprimait le grand obstacle à l'avénement de Philippe V comme roi de l'Espagne et des Indes. Les deux chambres

parurent s'associer à leurs espérances, et ils transmirent à La Haye les propositions encore secrètes du roi de France. Le successeur de Townshend, lord Raby, parut d'abord surpris et défiant. Il croyait, comme les Hollandais, que Louis XIV ne voulait qu'amuser et diviser les alliés. Saint-John lui répondit de manière à lui faire sentir que l'affaire était sérieuse, l'engageant à venir prendre langue à Londres, et l'assurant que la reine ne tarderait pas à lui donner la pairie. Les yeux du diplomate s'ouvrirent, et, devenu bientôt comte de Strafford, il comprit de mieux en mieux la politique de Saint-John; il distingua son rôle confidentiel de son rôle officiel, reconnut qu'il était là pour lutter contre Heinsius et Marlborough, et que ses adversaires n'étaient pas les ennemis. Sur la réponse des Hollandais, on résolut de demander au cabinet de Versailles de nouveaux éclaircissemens. On ne se contenta pas cette fois de dépêcher l'abbé Gautier. On envoya, sous un nom supposé, le fidèle Prior, qui passa plusieurs fois le détroit, et dont les voyages ne purent rester aussi secrets que les négociations dont il était chargé. Pour détourner l'attention du public, Swift imagina d'imprimer une relation supposée du voyage de Prior à Paris. Ce récit était donné comme la traduction d'une lettre d'un habitant de Boulogne, que Prior aurait pris pour valet de chambre secrétaire, en passant dans cette ville, où Torcy serait venu l'attendre sous le nom de M. de La Bastide. Ce serviteur, Du Beaudrier en son nom, les avait ensuite accompagnés à Paris et à Versailles. Dans cette relation, semée de détails assez bien trouvés pour la rendre vraisemblable, où même Louis XIV et Mme de Maintenon jouent leur personnage, quelques bribes de conversations saisies au vol par le curieux secrétaire donnent à croire que l'agent anglais s'est montré exigeant, impérieux, que la France a un vif besoin et un désir sincère de la paix, et qu'enfin les affaires de la Grande-Bretagne sont admirablement bien faites. Ce récit, dont la fiction trompa tout le monde, fut enlevé par la crédulité publique, et Swift raconte que, le jour même où l'ouvrage parut, Prior, chez qui il dînait, lui dit en le lui montrant d'un air chagrin : « Voilà bien notre liberté anglaise! » Le docteur fit semblant de lire quelques pages, témoigna son approbation, et dit qu'il était jaloux du coquin qui avait eu cette idée, et que, si elle lui était venue en tête, il aurait certainement écrit tout cela. La brochure est spirituelle, et à quelques bévues près, inévitables quand on imagine un pays étranger, elle était assez propre à faire l'illusion de la réalité.

De son côté, Daniel De Foe, tout en repoussant la qualité de ministériel, tout en défendant avec fidélité la mémoire de son maître Guillaume III et le traité de partage dans le passé, écrivait pour la paix et ne manquait pas de raisons pour expliquer comment, depuis

l'avénement de l'archiduc à l'empire, la question espagnole avait changé de face. Ainsi les esprits étaient préparés à tolérer les négociations et à les deviner sans les connaître. Entamées à l'insu des alliés, révélées seulement aux Hollandais par une demi-confidence, propres à devenir les préliminaires d'une paix séparée, elles ne pouvaient être avouées par le cabinet, et elles restèrent clandestines plutôt qu'ignorées. Prior n'était venu chercher en France que des explications et des réponses. Il n'avait aucun pouvoir pour traiter. Louis XIV jugea utile de transporter la négociation à Londres, et l'on y vit arriver le 18 août un Français, député de Rouen au conseil de commerce, et qui se nommait Mesnager, plénipotentiaire occulte, accompagné de l'abbé Gautier et, dit-on, de l'abbé Dubois, qui aurait ainsi préludé à sa future politique de l'alliance anglaise. On eut grand besoin de cacher leur voyage, et ils entrèrent aussitôt en pourparlers. Les conférences se tenaient en maison tierce; elles n'étaient point officielles. Lord Oxford, le duc de Shrewsbury et les deux secrétaires d'état Dartmouth et Saint-John y assistaient. Prior servait souvent d'intermédiaire. Quand on fut d'accord sur les points principaux, il fallut conclure. Les ministres anglais étaient sans pouvoirs. Saint-John écrivit en hâte à la reine, qui envoya de Windsor un ordre non contre-signé par un ministre, non scellé du grand sceau, et en vertu de cet acte informe les deux secrétaires d'état signèrent les bases préliminaires d'un traité éventuel. Tout cela était irrégulier et hasardeux. Contrairement aux traités, on négociait en dehors et à l'insu des alliés. Contrairement aux lois, on négociait avec un gouvernement qui donnait asile aux Stuarts. On se mettait à la discrétion de Louis XIV, avec lequel on entrait en connivence secrète; car si l'on soutenait que lui seul était engagé, Mesnager déclarait que la France ne l'était par ces préliminaires que dans le cas de la conclusion d'une paix générale. Elle demeurait donc maîtresse, si elle divulguait ces transactions, de porter le trouble et la division dans la grande alliance. Saint-John seul avait tout bravé pour atteindre son but. Oxford lui-même s'était ménagé, et Shrewsbury, prévoyant et scrupuleux, n'avait pas caché ses hésitations et sa réserve. On ne pouvait cependant prolonger le mystère. Il fallut donner communication des préliminaires convenus au comte Gallas, ministre de l'empire, qui les fit insérer dans un journal. La reine lui interdit de paraître à la cour; mais les nouvelles conventions, ainsi rendues publiques, ne satisfirent pas l'opinion. On y voyait bien que Louis XIV reconnaissait la succession protestante, qu'il garantissait que les deux couronnes de France et d'Espagne ne seraient jamais réunies sur la même tête, qu'il promettait la démolition des ouvrages militaires et maritimes de Dunkerque; mais tout se bornait en faveur des

alliés à une assurance générale de leur donner satisfaction. Aucune puissance allemande, la Hollande elle-même, ne trouvait ses intérêts expressément garantis. Le gouvernement s'occupa donc de refroidir, d'indisposer même la nation anglaise contre ses alliés, pour qu'elle fermât l'oreille à leurs plaintes. La presse ministérielle eut fort à faire. C'est alors que Swift composa, sous les yeux du secrétaire d'état, son pamphlet intitulé : *La Conduite des alliés et du dernier ministère* (27 novembre 1711). C'est un de ses meilleurs écrits politiques, et il agit fortement sur l'opinion. Il s'en vendit en peu de temps dix-sept mille exemplaires. Les suites ruineuses d'une longue guerre, la duperie funeste d'en supporter les frais et les dangers pour d'égoïstes alliés, sont des sujets qu'on rend aisément populaires. Arbuthnot, inspiré par Swift, les traita sous une forme comique, avec beaucoup de verve et de succès, dans son *Histoire de John Bull*. C'est une parodie où la ligue entre l'Angleterre et la Hollande contre les Bourbons est travestie en un procès intenté par *Bull* (taureau) et *Frog* (grenouille), pour disputer l'héritage de lord *Strutt* (lord glorieux) à Louis et Philippe *Baboon* (babouins), et cette plaisanterie, fort accommodée au goût national, conclut à cette moralité : « La chicane est un fossé sans fond. »

XI.

Cependant le ministère si bien défendu ne se sentait pas encore vainqueur.

En ouvrant le parlement (6 décembre 1711), la reine fut obligée de faire des déclarations de fidélité à tous ses engagemens, et ne put que lancer un trait contre ceux *qui prenaient plaisir à la guerre*. On avait de grandes inquiétudes sur l'adresse des lords. Dans cette chambre dominait Marlborough. Il n'avait pas caché à la reine sa désapprobation, mais sans l'ébranler le moins du monde. A lui, à ses partisans, s'unissaient dans cette question quelques anciens amis de la haute église qui ne trouvaient pas qu'on eût préparé à l'Angleterre une paix digne de ses victoires. A leur tête figurait lord Nottingham, esprit inconséquent et disparate, fervent ennemi des dissidens, mais que son zèle religieux attachait à la maison de Hanovre, et qui, en vrai protestant, tenait les Bourbons pour ennemis. Il se formait un nouveau parti que les ministres appelaient le parti des capricieux, *whimsicals*, et qu'on désigna sous le nom de tories hanovriens. Cette défection se manifestait toutes les fois qu'elle trouvait compromis les intérêts de la princesse Sophie et de son fils l'électeur. Elle s'appuyait à la cour sur le duc et la duchesse de Somerset. Le duc était grand-écuyer. Après avoir, par suite d'une

querelle avec Godolphin, contribué à la formation du ministère, il avait désapprouvé toutes ses mesures. On lui savait les opinions d'un whig modéré. Son crédit était grand au palais, parce que sa femme était l'amie de la reine. Quoiqu'il cessât depuis longtemps d'assister au conseil, il y voulut reparaître dans l'été de 1711 à Windsor; mais Saint-John refusa d'y siéger avec lui, et le duc fut obligé d'aller à une course de chevaux. On comprend qu'il n'en était pas devenu plus ami du cabinet. On le prétendait réconcilié avec Godolphin. Comme lui, toute la défection s'entendait avec l'opposition, et lord Wharton disait : « C'est pourtant *Dismal* (le sinistre, surnom de Nottingham dont la figure était sombre), c'est *Dismal* qui au bout du compte sauvera l'Angleterre. » Nottingham, en effet, proposa de représenter à la reine, par un amendement à l'adresse des lords, qu'aucune paix ne serait honorable et sûre, si l'Espagne et les Indes étaient laissées à des princes de la maison de Bourbon; l'amendement fut adopté. En recevant l'adresse, la reine répondit qu'elle serait bien fâchée que l'on pût penser qu'elle ne fît pas son possible pour reprendre l'Espagne et les Indes à la maison de Bourbon. Le mensonge était flagrant, car en acceptant les préliminaires signés par la France, on avait, au moins tacitement, renoncé à lui imposer cette condition. La chambre des communes, où dominait Saint-John, et qui entrait d'elle-même dans l'esprit des négociations, rejeta le même amendement à 232 voix contre 106.

Peu après, la nouvelle coalition se manifesta par une mesure qui ne fut pas à l'honneur des whigs. Jaloux de montrer qu'il n'avait point abandonné sa foi et de se conserver la faveur de l'église, lord Nottingham reprit le bill contre la conformité occasionnelle, en le mitigeant dans le fond et dans les termes, et, pour le récompenser sans doute de son opposition nouvelle, les whigs, sacrifiant les principes, ne firent aucune résistance. Lord Oxford demeura sourd aux réclamations plaintives de ses anciens coreligionnaires, et le bill, à travers les sarcasmes et les récriminations de Daniel De Foe, fut, par l'accord calculé des deux chambres, inscrit au nombre des lois de l'état. Il n'en devait être effacé que la cinquième année du prochain règne (1719).

Une nouvelle adresse sur la paix, où le concert avec la Hollande et les alliés était expressément recommandé, passa sur une motion de lord Nottingham. Les agens de l'électeur de Hanovre, qui se croyait trahi, excitaient la défiance de la nation. Les états-généraux ajournaient par tous moyens l'ouverture des conférences. Marlborough, s'il retournait sur le continent, pouvait, par quelque opération hardie, par quelque succès décisif, changer l'aspect des affaires, et bouleverser les négociations. Une malencontreuse victoire rendait impos-

sibles ou nulles toutes les concessions faites ou promises à la France. On hésitait pourtant à attaquer un général dont la popularité altérée n'était pas détruite. Retranché au sein de la chambre des lords, il s'y croyait inviolable. Le ministère, entamé par Nottingham près de la haute église, à la cour par Somerset, se sentait ébranlé. Une rupture avait éclaté entre la duchesse de Somerset et mistress Masham, et la reine n'avait pas abandonné sa grande-maîtresse. En vain Swift multipliait-il les écrits en prose et en vers, et s'épuisait-il en moqueries sur les cheveux rouges de la duchesse. Les feuilles à deux sous, connues sous le nom de papiers de *Grub-street*, renaissaient incessamment sous la plume du caustique docteur; mais, si elles divertissaient le public, elles ne le convertissaient pas. Les épigrammes et les pointes contre *Dismal*, qui n'était whig que parce qu'il était *not-in-game* (parce qu'il n'était pas de la partie), contre *Carrots* (*les carottes*), qui sont *in summer set* (plantées en été), contre *Avaro, Harpy, Hocus, le général Crassus* et tous les surnoms de Marlborough, amusaient plus l'écrivain qu'elles ne servaient la cause. La situation devenait inquiétante. « Les ministres, dit Swift, ont jadis tant prêché à la reine le danger de se laisser gouverner comme elle faisait sous l'ancien ministère, qu'aujourd'hui elle ne suit que trop leurs maximes à cet égard; elle est jalouse de ceux qui l'ont délivrée du joug. » Saint-John était en froid avec elle, il croyait lui avoir déplu en faisant attaquer les Somerset. Il ne se trouvait pas suffisamment soutenu. Le faible Dartmouth commençait à dire que la reine pouvait bien avoir son parti pris et donné parole aux whigs. Des amis conseillaient aux ministres d'offrir leur démission. Aux avertissemens, aux présages, lord Oxford répondait : « Tout ira bien; » mais on l'accusait d'imprévoyance : il n'avait pas assez pris soin de prévenir les scissions, de garder ou de regagner les amitiés chancelantes. Que faisait-il de tout ce *patronage* (la distribution des emplois et des faveurs), dont il ne laissait aucune part à ses collègues? Il s'était occupé de sa santé, altérée pendant assez longtemps, surtout du mariage projeté de son fils avec l'héritière des ducs de Newcastle, et Saint-John lui a reproché plus tard de n'avoir eu d'autre rêve que de faire entrer ce duché vacant dans sa famille. On se plaignait de la négligence de lord Oxford; mais au fond il hésitait peut-être, il se ménageait du moins. S'il n'eût été au pouvoir, il aurait certainement marché avec les tories hanovriens. C'était là sa véritable opinion. Le jour de l'amendement de lord Nottingham, il n'avait pas même paru à la chambre. Le *Journal* de Swift *à Stella*, dans un extrait de quelque étendue, décrira au vrai cette situation :

« 8 décembre 1711 (v. s.). — J'ai vu ce matin le secrétaire (Saint-John) et nous avons causé à fond des affaires. Il espérait qu'aujourd'hui, lorsque le

rapport sur l'amendement serait fait, la chambre des lords contredirait son comité, et qu'ainsi l'affaire aurait bonne issue, sauf un petit accroc à la réputation du lord trésorier. J'ai dîné avec le docteur Cockburn, et il est venu après dîner un membre écossais qui nous a dit que l'amendement avait passé contre la cour à la chambre des lords, à près de 2 voix contre 1. Je suis immédiatement allé chez Mme Masham, et, rencontrant le docteur Arbuthnot, le médecin favori de la reine, nous sommes entrés ensemble. Elle ne faisait que d'arriver, ayant assisté au dîner de la reine, et pour prendre le sien. Elle n'avait rien entendu dire de notre échec. Il paraît que le lord trésorier a poussé la négligence jusqu'à rester avec la reine pendant que la question se décidait à la chambre. J'ai dit aussitôt à Mme Masham qu'ou bien elle et le lord trésorier s'étaient réunis à la reine pour nous trahir, ou que tous deux ils étaient trahis par elle. Elle m'a protesté solennellement que la première supposition était fausse, et je l'ai cru, mais elle m'a donné quelques indices du changement de la reine; car hier, quand la reine sortait de la chambre, où elle était venue entendre le débat, le duc de Shrewsbury, lord chambellan, lui a demandé si c'était lui ou le grand-chambellan Lindsay (1) qui devait la conduire à sa sortie. « — Aucun de vous deux, » a-t-elle répondu brièvement, et elle a donné la main au duc de Somerset, qui était plus violent que personne dans la chambre pour la clause contre la paix. Elle m'a cité encore un ou deux exemples du même genre, qui me donnent la conviction que la reine est de mauvaise foi ou du moins fort incertaine. M. Masham nous a priés de rester, parce que le lord trésorier devait venir, et nous avons pris la résolution de tomber sur lui, à propos de sa négligence à s'assurer la majorité. Il est arrivé, et s'est montré de bonne humeur, suivant son usage; mais j'ai trouvé que sa contenance était fort abattue. Je me suis moqué de lui et lui ai demandé sa baguette; il me l'a donnée, et je lui ai dit que, s'il voulait me la laisser une semaine, je remettrais tout en ordre. Il m'a demandé comment. « — Je chasserais immédiatement lord Marlborough, ai-je dit, ses « deux filles, le duc et la duchesse de Somerset, et lord Cholmondley, » et j'ai ajouté qu'il n'avait pas, je crois, un ami qui ne fût de mon opinion. Arbuthnot lui a demandé comment il en était venu à n'avoir pas de majorité assurée; il n'a rien pu répondre, si ce n'est qu'il ne pouvait empêcher les gens de mentir et de manquer de parole. Pauvre réponse pour un grand ministre. Puis il a laissé échapper ce mot de l'Ecriture : « Les cœurs des rois « sont impénétrables. » Je lui ai dit alors que c'était précisément ce que je craignais, et que j'apprenais de lui la plus mauvaise nouvelle qu'il me pût donner. J'ai cependant voulu savoir en quoi il plaçait sa confiance. Il a hésité un peu, puis il m'a dit de n'avoir pas peur, et que tout irait bien. Nous voulions lui faire manger quelque chose sur place, mais il a voulu rentrer, il était six heures passées; il m'a emmené avec lui, et nous avons trouvé chez lui son fils et M. le secrétaire (Saint-John). Il a fait faire à son fils une liste de tous ceux de la chambre des communes qui ont des places et qui cependant ont voté contre la cour, comme s'ils devaient être destitués; mais j'ai grand doute qu'il soit capable d'en venir à bout. Le lord garde du sceau

(1) On sait que les titres de grand-chambellan et de lord chambellan désignent des offices différens. Le premier est héréditaire, le second est politique.

est arrivé au bout d'une heure, et ils sont allés à leurs affaires. Je suis sorti et retourné chez Mme Masham; mais elle avait du monde, et je n'ai pas voulu rester.

« Voilà une longue gazette, et d'un jour qui peut produire de grands changemens et exposer l'Angleterre à sa ruine. Les whigs sont tout triomphans. Ils prédisaient l'événement, mais nous pensions que c'était une vanterie. Bien plus, ils annoncent que le parlement sera dissous avant Noël, et cela pourrait bien être. Tout est l'ouvrage de votre d..... duchesse de Somerset. Je les ai avertis il y a neuf mois, et cent fois depuis. Le secrétaire s'en est toujours méfié. J'ai dit au lord trésorier que j'aurais sur lui un avantage, car il y perdrait sa tête, et je ne serais que pendu; ainsi mon corps serait tout entier dans son tombeau.

« Le 9. — J'étais ce matin avec le secrétaire : nous sommes tous les deux d'avis que la reine est de mauvaise foi. Je lui ai dit ce que j'avais appris, et il l'a confirmé par d'autres circonstances. Je suis ensuite allé chez mon ami Lewis, qui avait envoyé chez moi. Il ne parle que de se retirer dans son bien du pays de Galles; il m'a donné ses raisons de croire que tout est arrangé entre la reine et les whigs; il entend dire que lord Somers sera trésorier, et croit que, plutôt que de renvoyer la duchesse de Somerset, elle dissoudra le parlement, et en aura un whig; il suffira de manœuvrer les élections. Les affaires sont maintenant dans la crise, et un jour ou deux en décideront. Je l'ai prié de demander au lord trésorier, aussitôt qu'il croira le changement résolu, de m'envoyer à l'étranger comme secrétaire de légation, ici ou là, quelque part où je puisse rester jusqu'à ce que les nouveaux ministres me révoquent, et alors je serai malade cinq ou six mois, jusqu'à ce que la bourrasque soit passée. J'espère qu'il me l'accordera, car je ne me soucierais pas de rester à la discrétion de mes ennemis tout le temps que leur colère sera encore fraîche. J'ai dîné aujourd'hui avec le secrétaire. Il affecte la gaieté, et semble espérer que tout marchera comme il faut. Je l'ai pris à part après le dîner, je lui ai rappelé comment je l'avais servi, que je n'avais pas réclamé de récompense, mais que je croyais pouvoir lui demander sûreté pour ma personne, et je lui ai dit alors mon désir d'être envoyé à l'étranger avant le changement. Il m'a embrassé et m'a juré qu'il prendrait soin de moi autant que de lui-même, etc.; mais il m'a dit d'avoir bon courage, car, dans deux ou trois jours, la sagesse de mylord trésorier apparaîtrait plus grande que jamais; il avait à dessein souffert tout ce qui est arrivé, et pris ses mesures pour faire tourner le tout à notre avantage. J'ai répondu : « Dieu le veuille! » Mais je n'en ai pas cru une syllabe, et autant que j'en puis juger, la partie est perdue...

« 11 décembre. — Je suis allé entre deux et trois voir Mme Masham. Tandis que j'étais là, elle a passé dans sa chambre à coucher pour essayer un jupon. Le lord trésorier est venu pour la voir, et me trouvant dans la première pièce, il s'est mis à se moquer de moi et m'a dit : « Vous auriez mieux fait de me tenir compagnie qu'à un pauvre garçon comme Lewis, qui n'a pas l'âme d'un poulet ni le cœur d'une mouche. » Il est entré alors chez Mme Masham, et en revenant, il lui a demandé de me permettre de le suivre pour aller dîner chez lui. Il m'a demandé à moi si je n'avais pas peur d'être vu avec lui. Je lui ai répondu que de ma vie le lord trésorier n'avait eu de valeur

pour moi, et qu'ainsi j'aurais toujours la même estime pour M. Harley ou pour lord Oxford. Il semblait parler avec confiance, comme s'il s'était assuré que tout dût tourner à notre avantage. Je n'ai pu m'empêcher de lui faire entendre qu'il n'était pas sûr de la reine, et que ces coquins affamés de lords n'auraient jamais osé voter contre la cour, si lord Somerset ne leur avait garanti que cela ferait plaisir à la reine. Il est convenu que c'était vrai, et que Somerset avait tenu ce langage.

« 13. — J'ai vu ce matin le secrétaire. Il a nécessairement la prétention de parler comme si tout devait aller bien. « Le croirez-vous, m'a-t-il dit, si tout ce monde-là est renvoyé? — Oui, ai-je répondu, si je vois expulsés le duc et la duchesse de Somerset. » Il m'a juré de renoncer à sa place, s'ils ne l'étaient pas...

« 15. — Je suis allé aux informations à la secrétairerie d'état pour savoir de M. Lewis comment allaient les affaires. J'ai trouvé là M. Prior, qui m'a dit qu'il croyait tout perdu, etc., et son opinion est que le ministère entier quittera la semaine prochaine. Lewis pense qu'il ne partira pas avant le printemps, époque de la fin de la session. Tous deux désespèrent tout à fait... A quatre heures, je suis allé chez Masham. Il est venu et m'a glissé à l'oreille qu'il tenait de bonne source que tout irait bien, et je les ai trouvés tous les deux fort satisfaits. La compagnie est allée à l'Opéra, et ils m'ont demandé de venir souper. Je suis venu à dix heures; le lord trésorier était là, et il est resté avec nous jusqu'après minuit, et il était plus content que je ne l'ai vu depuis dix jours. Mme Masham m'a dit qu'il avait été fort abattu il y a quelques jours, et il n'a pu effectivement me le dissimuler. Arbuthnot espère fort que la reine ne nous a pas trahis, mais qu'elle a été seulement effrayée et flattée; mais je ne puis être de cette opinion...

« 16. — J'ai pris courage aujourd'hui, et je suis allé à la cour avec une contenance de satisfaction. Il y avait grande foule, les deux partis étant venus pour s'observer l'un l'autre. J'ai évité le salut de lord Halifax jusqu'à ce qu'il m'y ait forcé; mais nous ne nous sommes point parlé. Je n'ai pu faire moins de quatre-vingts saluts, dont vingt environ peuvent avoir été pour des whigs. Le duc de Somerset est parti pour Petworth, et j'apprends que la duchesse est partie aussi, ce qui me donne une grande joie. Le prince Eugène, qui était attendu ici il y a quelques jours, ne viendra pas du tout, nous dit-on maintenant. Les whigs avaient le projet d'aller au-devant de lui avec quarante mille cavaliers...

« 17..... — Nous sommes encore en suspens, et je crois qu'il nous reste peu d'espérance. La duchesse de Somerset n'est pas allée à Petworth; mais seulement le duc, ce qui est un pauvre sacrifice. Je crois que la reine a le dessein arrêté de changer son ministère.

« 18 ..... — On a imprimé en *grub street* (en parodie populaire) un discours de lord Nottingham, et il a été assez oison pour s'en plaindre à la chambre des lords, qui a fait saisir l'imprimeur en conséquence. J'ai entendu dire à la cour que Walpole, un grand membre whig, a dit que *moi et mon absurde club* nous avions écrit cela à une de nos réunions, et que c'était moi qui le paierais. Il apprendra qu'il a menti, et je lui ferai connaître par une main tierce mon opinion sur son compte. Il doit être secrétaire d'état, si le ministère change; mais il a eu dernièrement un fait de corruption prouvé contre

lui au parlement, du temps qu'il était secrétaire de la guerre. Il est un des principaux orateurs whigs. »

Cette situation est exprimée avec beaucoup de force dans ce fragment de lettre de Saint-John à lord Strafford :

« 15 décembre 1711. — Vous avez raison, nous sommes les plus mauvais hommes politiques et les meilleurs hommes de parti qu'il y ait sous le soleil. Ceux qui s'opposent aux mesures de la reine savent aussi bien que nous, qui les soutenons, que la guerre est devenue impraticable, que le but auquel ils prétendent viser est chimérique, et qu'ils ruinent leur pays en poursuivant ce plan vain et fastueux qui nous a éblouis tant d'années; mais ils en courent le risque, et ils sacrifieraient bien davantage, si plus grand sacrifice est possible, pour regagner un pouvoir que rien que la détresse nationale ne peut ramener ou du moins assurer dans leurs mains. La vraie, la réelle, la naturelle force de la Bretagne appartient à d'autres. Leur puissance à eux est fondée sur une force accidentelle que la nécessité publique a créée, et qu'entretiennent les avantages gagnés par des gens adroits condamnés à n'en plus recueillir de pareils, si la guerre finit. Maintenant que j'ai la plume à la main, je ne puis m'empêcher de vous dire que, dans ma sincère conviction, c'est ici la plus grave conjoncture où prince se soit vu, depuis le temps où l'aïeul de votre excellence fut attaqué par la faction qui commença par lui la tragédie qu'elle ne devait pas finir, même en frappant son maître. Ce roi scella l'ordre de sa propre exécution, lorsqu'il livra son serviteur, et votre maîtresse n'a aucun moyen de se garantir elle-même que de déployer son pouvoir pour protéger les ministres qui l'ont délivrée d'un esclavage domestique, et qui vont l'affranchir d'une oppression étrangère. Je ne vous tromperai jamais, mon cher lord; je ne le voudrais pas, fût-ce de la plus pardonnable, de la plus agréable manière, en vous célant des dangers réels et en vous donnant de fausses espérances. Vous pouvez donc vous fier à moi, quand je vous dis que je crois tout en sûreté et la reine décidée. La seule difficulté qui la tourmente, c'est, outre un peu de lenteur naturelle, l'habitude qu'elle a prise de la duchesse de Somerset, et la crainte de ne pas trouver quelqu'un qui lui plaise pour remplir une place si rapprochée de sa personne. »

Ceux qui ont vécu dans l'intérieur du gouvernement jugeront de la vérité de ces divers tableaux. Craintes, soupçons, découragemens, forfanterie, crédulité, défiance, ressentimens, pronostics, précautions, enfin faussetés ou exagérations de toute sorte, tel est le monde politique. La situation était critique et le pas difficile à franchir; mais le mal n'était pas si avancé que se le faisait l'imagination inquiète du docteur, et tout n'était pas non plus si bien prévu ni si sagement préparé que le lui promettait le confiant ministre. Swift eut encore à subir des confidences désespérantes de lord Dartmouth, de Lewis, à qui Oxford disait toujours : *Bah! bah! tout ira bien;* mais il reprit courage, quand Abigaïl Masham lui annonça qu'il y aurait une promotion de pairs dans laquelle son mari serait compris; on lui donna

même un moment l'espoir que les Somerset quitteraient la cour, ce qui ne se trouva vrai que du duc. Le 30, le docteur alla au palais pour les visites de nouvelle année. « J'étais dans la chambre à coucher, causant avec lord Rochester, lorsqu'il se trouva face à face avec lady Burlington, qui lui demanda qui j'étais, et lady Sunderland, et elles se mirent à chuchoter à mon sujet. Je priai lord Rochester de dire à lady Sunderland que je la soupçonnais de n'avoir pas plus d'amour pour moi que je n'en avais pour elle; mais il ne voulut pas se charger du message. La duchesse de Shrewsbury vint à moi en courant, et elle étendit son éventail pour nous cacher à la compagnie, et nous nous communiquâmes notre joie du changement des affaires; mais nous soupirâmes en pensant que la famille Somerset n'était pas dehors... Le duc de Marlborough était là; mais presque personne n'a fait attention à lui. »

En effet, le jour même, en conseil, la reine avait destitué le duc de Marlborough de tous ses emplois. Il avait été plus facile d'obtenir d'elle ce coup d'autorité que la disgrâce de lady Somerset. Elle le détestait, et, toute politique à part, elle était pour le ministère qui la délivrait des importuns. On avait longtemps hésité à frapper si haut; on avait résisté aux murmures des impatiens. Nous avons dit ce qu'étaient les membres du *Club d'octobre*, la fleur du torisme, les *ultra* du parti; intolérans, vindicatifs, persécuteurs, ils appuyaient le ministère en se défiant de lui, en se plaignant de sa mollesse, en réclamant des destitutions, en gourmandant surtout la suspecte modération de lord Oxford. Saint-John leur allait mieux, et Swift avait été souvent employé à leur faire entendre raison. A des gens qui ne voyaient jamais chez leurs adversaires que rébellion, trahison, concussion, il suffisait de lâcher la bride. Dès ses débuts, le parlement avait été sur le point de s'attaquer à la mémoire de Guillaume III. Il fut question de rechercher et de reprendre toutes les libéralités qu'il avait accordées. La haine ne s'était pas même arrêtée devant la réputation d'intégrité de lord Godolphin.

Naturellement les partisans de la paix n'avaient à la bouche que le mot d'économie. L'excès des dépenses sous le dernier trésorier fut un thème exploité même par Saint-John, qui, en provoquant un examen financier, savait bien qu'il servait les haines des chercheurs de malversations. A son discours vif et menaçant, Walpole avait répondu avec force, avec indignation, mais sans pouvoir empêcher la formation d'un hostile comité d'enquête. Les rapports de ce comité furent remplis de ces conclusions vagues et sévères qui, en matière de deniers publics, ont un effet certain sur l'opinion. Rien ne porta plus de préjudice aux whigs. Godolphin, sans être directement accusé, fut laissé sous le coup d'une inculpation générale de profusion et de

désordre. La vérification de ses comptes lui avait été favorable, on n'en parla pas; mais on insista sur trois irrégularités relevées dans la gestion de Marlborough, moins bien défendu que Godolphin par sa réputation. Il établit, dans une lettre rendue publique, que les gratifications qu'il avait prélevées sur les fonds destinés à l'approvisionnement des troupes ou à la solde des auxiliaires étaient accordées à ses devanciers ou autorisées par la reine. C'est alors que, sans même attendre la décision parlementaire, cette princesse en son conseil déclara qu'une information étant commencée contre lui, elle jugeait à propos de lui retirer tous ses emplois. Pour soutenir un coup si hardi, il fallait briser la majorité de la chambre haute; on créa douze nouveaux pairs. Je ne sais si cet exercice inusité de la prérogative s'est jamais renouvelé, et la chambre ainsi frappée ne se soumit qu'en murmurant. La mesure ne fut approuvée de personne. On ne la défendit qu'à raison de la nécessité absolue, et comme pour en donner une preuve, on fit voter la chambre par manière d'essai sur un ajournement qui passa juste à douze voix de majorité. En apprenant ce résultat, Saint-John dit insolemment dans une des salles de Westminster : « Si les douze ne suffisent pas, on leur en donnera une autre douzaine. » Cependant il a grand soin, dans son mémoire apologétique, de présenter cette mesure, *que la nécessité ne saurait qu'à peine excuser,* comme un expédient tout personnel dont lord Oxford avait eu besoin pour remédier à son discrédit dans la chambre des pairs.

XII.

A la nouvelle de la disgrâce de Marlborough, tout s'émut sur le continent : les alliés se sentirent abandonnés; le prince Eugène accourut en Angleterre pour défendre les intérêts de l'Allemagne et ceux de son compagnon d'armes. L'inaltérable union de ces deux capitaines, cette union qui nous fut si fatale, est un fait bien rare dans l'histoire des hommes de guerre. Eugène fut reçu avec de grands honneurs, mais espionné avec grande vigilance, et la reine lui accorda une audience en présence de Saint-John, à qui, prétextant sa santé, elle le renvoya pour la conversation. Tous les conseils d'Eugène furent éludés; fêté par les whigs, ménagé par les tories, insulté par les jacobites, il partit sans avoir pu se faire écouter. On prétendit même, dans le monde ministériel, et l'on insinua à la reine qu'il avait avec Marlborough comploté un coup de main pour s'emparer du gouvernement, et la presse répandit cette absurde imputation, par voie d'allusion, dans le public. On cita de lui, avec plus de vérité, quelques mots heureux. La reine lui disait qu'il était le plus

grand homme qui commandât les armées. « Si cela est, répondit-il, c'est à votre majesté que je le dois. » On lui montrait un libelle contre Marlborough, où il était dit que ce général avait peut-être une fois eu du bonheur. « C'est le plus grand éloge qu'on puisse faire de lui, observa le prince, puisqu'il a réussi toujours. »

Le déchaînement n'en était pas moindre contre Marlborough. L'envie profitait de ses vices contre sa gloire: ses amis, ses lieutenans, étaient chassés de leurs emplois, ses deux filles quittaient la cour; quant à lui, il fut censuré par la chambre des communes pour perceptions illégales: l'orateur porta cette résolution à la reine, qui ordonna au procureur-général de poursuivre la répétition des sommes indûment perçues. La vengeance s'étendit jusqu'à Robert Walpole, secrétaire de la guerre pendant les campagnes de 1708 et de 1709. Sous un prétexte de malversation, il fut envoyé à la Tour, expulsé du parlement, et comme le bourg de Lynn-Regis le réélut, son élection fut cassée. Quoi que l'histoire ait dit de la cupidité de Marlborough, il ne paraît pas qu'il eût rien fait de plus que profiter d'abus consacrés ou tolérés par les mœurs administratives de l'époque, et quant à Walpole, sa condamnation a communément été regardée comme une vengeance de parti. Il avait fait donner sur une fourniture de fourrage cinq cents livres à trois personnes, dont l'une était Robert Mann, son agent, le père du correspondant de son fils Horace. Cette pratique assurément peu louable était commune, et rien n'indique que celui qui passe pour avoir acheté tant de monde se soit jamais vendu.

Après Marlborough, après Walpole, le nom qui venait des premiers dans la haine du *Club d'octobre* était celui de Townshend. Le traité de la Barrière, regardé comme un obstacle à la paix, fut blâmé par délibération de la chambre, et lord Townshend déclaré, pour l'avoir signé sans autorisation, ennemi de la reine et du royaume. Cependant on paraissait encore agir en commun avec la Hollande. Le duc d'Ormond, nommé capitaine-général en remplacement de Marlborough, était allé prendre le commandement de l'armée de Flandre, et du consentement des états-généraux, inquiets et malveillans, les conférences d'Utrecht s'étaient ouvertes au milieu de janvier 1712. On y devait traiter de la paix générale. Saint-John avait donc atteint son but. L'effort avait été laborieux, les moyens dangereux et violens; mais enfin le parti de la guerre avait perdu beaucoup de terrain, et c'est à l'active volonté, à l'infatigable application du secrétaire d'état qu'en revenait tout l'honneur. Ses dépêches sont encore citées comme de bons modèles de correspondance diplomatique.

Les représentans de l'Angleterre, de la France et de la Hollande parurent seuls à Utrecht. Ceux de la première étaient l'évêque de Bristol, lord du sceau privé, et le comte de Strafford. Ceux de la se-

conde, le maréchal d'Uxelles, l'abbé de Polignac et Mesnager, commencèrent par faire leurs propositions. Elles parurent insuffisantes, et cependant ils les présentaient comme les conditions auxquelles la reine Anne serait reconnue. La maladresse, pour ne pas dire plus, était insigne. Elle embarrassa les négociations, blessa l'Angleterre, compromit son gouvernement. On répandit qu'un accord secret entre les deux cours avait pu seul encourager une si insolente prétention. Sur la motion de lord Halifax, la chambre des pairs fit une adresse très vive, et le ministère fut obligé de ne point contredire *la juste indignation* qu'elle éprouvait pour l'honneur de la reine. Celle-ci ne put se dispenser d'en faire ses remercîmens. Ce début avait glacé le courage des plénipotentiaires. Il fallut que le secrétaire d'état le réchauffât du sien. Ce fut souvent son rôle dans tout le cours de cette affaire. En la commençant, il savait que l'intrépidité et l'opiniâtreté étaient les conditions du succès. Sans cesse obligé de ranimer l'énergie de lord Oxford ou de se passer de lui, il marcha résolument jusqu'au terme, bravant le danger, surmontant les obstacles, et les scrupules comme des obstacles. Il reconnut bientôt qu'en satisfaisant aux convenances diplomatiques par son concert apparent avec les alliés, il devait ouvrir ou plutôt continuer avec la France une négociation séparée. Tandis qu'à Utrecht des difficultés s'élevaient, qui arrêtaient même les envoyés anglais, Saint-John s'en expliquait avec Torcy, tantôt l'engageant à céder, tantôt lui promettant de tout aplanir, imputant tous les retards aux efforts de la faction expirante de la guerre, se faisant fort de la réduire ou de la jouer. Ainsi, pendant qu'on négociait sans conclure en Hollande, Londres et Paris traitaient par correspondance, et les plénipotentiaires français ne produisaient à Utrecht aucun plan qui n'eût été préalablement communiqué à l'Angleterre. La duplicité de cette conduite allait être singulièrement aggravée par les hostilités qui reprenaient au printemps. Il était difficile et périlleux de s'entendre en se faisant la guerre, genre de débat qu'on ne peut soutenir par argumens communiqués. Le prince Eugène, à la tête des troupes allemandes et hollandaises, s'apprêtait à rentrer en campagne, et le duc d'Ormond ne pouvait se dispenser de l'y suivre avec l'armée anglaise et les auxiliaires à sa solde. Les traités obligeaient tous les contractans à une active coopération. Qu'arriverait-il cependant de la négociation, si la fortune des armes venait à changer la position respective des parties belligérantes, et surtout empirer la condition de la France? Comment l'Angleterre retirerait-elle les concessions déjà promises, ou y amènerait-elle ses alliés? Le parti de la paix était condamné à craindre la victoire.

Un jour, à la chambre des communes, un membre du nom de Hampden se récria sur la mollesse avec laquelle la guerre était con-

duite : « Elle est aussi vaine que les négociations, dit-il; nous sommes amusés au dedans par les ministres, joués au dehors par les ennemis. » Saint-John ne put se contenir, et il avoua avec émotion qu'il se sentait blessé par des insinuations qui portaient jusqu'à sa majesté. Pour de moindres offenses, des membres avaient été envoyés à la Tour; mais il espérait, si l'orateur avait cherché cet honneur, que la chambre serait d'un autre avis. Saint-John dut être éloquent sur ce thème, et nous n'avons de son discours que ces paroles de procès-verbal, auxquelles sir Richard Onslow fit une réponse célèbre. Il qualifia cet emploi du nom de la reine de violation des priviléges du parlement (22 mai 1712).

Il n'était que trop vrai cependant que la reine était personnellement engagée dans le double jeu auquel se condamnait son gouvernement. L'Angleterre ne faisait plus la guerre qu'en apparence. Ce fut la reine elle-même qui, sans avoir prévenu Saint-John (il le raconte ainsi), proposa en conseil de donner au duc d'Ormond l'ordre de rester inactif les armes à la main. Au premier moment, le secrétaire d'état, inquiet, voulut hasarder un doute; mais elle fit un certain mouvement d'éventail qu'il connaissait pour le signe d'une résolution prise, et il se soumit. Les instructions générales données au duc lui prescrivaient de poursuivre la guerre avec vigueur, et l'instruction particulière que Saint-John écrivit, par le commandement de la reine, lui interdit d'entreprendre aucun siége ou de risquer aucune bataille sans une expresse autorisation. Le même jour, cette résolution, secrète pour les alliés, était communiquée à la France, et par elle à Villars, qui commandait son armée. Ormond était un homme léger, mais brave, et qui prétendait au caractère chevaleresque. Son gouvernement le mettait, il faut en convenir, dans une situation peu digne de sa loyauté. Pressé d'agir par Eugène, qui voulait attaquer Le Quesnoy, Ormond refusa sous divers prétextes. Villars, qui avait les mêmes instructions, croyant à une suspension d'armes de fait, se gardait négligemment. Eugène apercevait des occasions favorables; il les voulait saisir, et il en était toujours empêché par les objections ou les lenteurs du général anglais. Les alliés soupçonnaient qu'ils étaient trahis. Ormond colorait comme il pouvait sa conduite. Il avoue dans ses lettres à Saint-John qu'il est souvent bien embarrassé, et que ce jeu ne pourra durer longtemps. Il parvint ainsi à entraver quelques opérations importantes; mais il ne put refuser aux alliés des détachemens d'auxiliaires. Villars se plaignit; Ormond s'excusa, alléguant la fausseté de sa position et promettant de ne s'associer comme partie principale à aucune offensive. C'était déjà trop pour le prince Eugène et pour les états-généraux, et quand leurs plaintes furent portées à Utrecht, l'évêque de Bristol,

sans donner là-dessus aucune explication, déclara que la reine d'Angleterre, lasse de voir la Hollande n'entrer de concert avec elle dans aucun plan de pacification, se croyait en droit de prendre séparément ses mesures et libre de tout engagement (2 juin 1712).

Pendant ce temps, on avait eu connaissance à Londres des instructions données au duc d'Ormond. Halifax à la chambre des lords, Pulteney à celle des communes, crièrent à la trahison. « J'espère, dit Saint-John, n'être jamais taxé de trahison pour avoir agi dans le plus grand intérêt de la Grande-Bretagne. Je me glorifie de ma faible part dans cette négociation, et à quelque censure que je puisse m'exposer pour cette cause, la pure satisfaction d'avoir agi dans cette vue serait une récompense et une consolation suffisante pour tout le reste de ma vie. » L'esprit pacifique avait fait d'assez grands progrès pour que ce mot de paix fût une réponse à tout, et un vote de confiance dans les deux chambres vint donner au gouvernement tout pouvoir d'aller de l'avant. La première chose à faire était maintenant d'arriver à une suspension d'armes que Saint-John n'aurait osé consentir, si quelques points fondamentaux n'avaient été préalablement réglés. Le premier de ces points était la renonciation du roi d'Espagne à la couronne de France pour lui et ses descendans, car on ne songeait plus à le détrôner. La question, même ainsi réduite, était d'une grande difficulté. « L'aîné de la race est l'héritier nécessaire de la royauté, disait Torcy, c'est la loi de la monarchie, et nous sommes persuadés en France que Dieu seul peut l'abolir. » — « Nous voulons bien croire, répondait en français Saint-John, que vous êtes persuadés en France que Dieu peut seul abolir la loi sur laquelle le droit de votre succession est fondé; mais vous nous permettrez d'être persuadés dans la Grande-Bretagne qu'un prince peut se départir de son droit par une cession volontaire, et que celui en faveur de qui cette renonciation se fait peut être justement soutenu dans ses prétentions par les puissances qui deviennent les garantes du traité. » Cette renonciation, péremptoirement exigée, avait enfin été obtenue de Philippe V, et cette épineuse question semblait à peu près aussi bien réglée qu'elle peut l'être là où l'on ne consulte pas ceux qui ont seuls caractère pour la régler définitivement, c'est-à-dire les peuples.

C'est de ce moment que la reine s'était déclarée affranchie de toute obligation envers ses alliés. Elle n'avait plus pour conclure l'armistice qu'à obtenir une garantie des engagemens pris avec elle. Elle l'obtint par la promesse d'ouvrir à ses troupes les portes de Dunkerque, et, une fois maîtresse de ce point, elle vint en personne communiquer au parlement les conditions générales auxquelles elle espérait la paix (6 juin 1712). C'était le fruit des efforts persévérans

de son ministre: il n'avait pas été moins actif à se préparer une majorité qui osât braver le mécontentement public, car les fonds baissèrent, chose étrange, à l'annonce d'une paix. Il est vrai que bien des espérances populaires étaient déçues, et l'orgueil national mal satisfait. L'adresse de remerciemens n'en fut pas moins aux communes votée par acclamation, et, malgré l'opposition de Godolphin et de Cowper, les pairs ne purent résister à l'exemple. Seulement une protestation très forte contre le rejet d'un amendement de Cowper ne fut rayée du registre qu'à la majorité de 90 voix contre 64. Ce fut là le vote décisif. Le 31 juin, la reine prorogea le parlement par un discours habilement fait, où elle l'engageait au-delà des termes des adresses qu'il avait votées. On crut reconnaître dans ce discours la touche de Saint-John, et l'on observa que tant qu'il fut ministre, les harangues royales, auxquelles il employait la plume même de Swift à défaut de la sienne, furent remarquables par une rédaction supérieure.

L'impulsion était donnée, et désormais irrésistible. Quelle que fût la paix, elle serait accueillie, et l'on souscrirait aux stipulations jugées inacceptables peu de mois auparavant. Dès lors on marcha d'un pas rapide au dénoûment. Une suspension d'armes fut consentie entre la France et l'Angleterre: le duc d'Ormond signifia aux confédérés qu'il cessait toute coopération, et le brigadier Hill entra dans Dunkerque. Le prince Eugène, qui avait pris Le Quesnoy, tenait la campagne; mais Villars gagnait sur le comte d'Albemarle la bataille de Denain, et Saint-John était créé pair, baron Saint-John de Lidyard-Tregoze dans le Wiltshire, et vicomte Bolingbroke. C'est le nom qui a passé à la postérité. Par ces titres, il réunissait les honneurs des deux branches de sa famille, l'une royaliste, l'autre parlementaire au temps de Charles Ier, et sa prétention était de concilier ces deux esprits dans sa personne et dans sa conduite. Comme il n'avait pas d'enfans, il fut décrété que ses honneurs seraient reversibles à son décès sur la tête de son père, qui vivait encore, et sur celle des enfans de son père.

Ce père, sir Henry Saint-John, était un personnage original, d'une réputation équivoque, et qui dans sa jeunesse avait eu besoin de lettres d'abolition pour avoir tué dans un souper un des convives. Quand son fils fut nommé vicomte : « Ah ! lui dit-il, Harry, j'ai toujours dit que vous seriez pendu ; mais à présent je crois que vous serez décapité. » Cette pairie, à laquelle se joignit la lieutenance du comté d'Essex, semblait cependant élever selon ses vœux la fortune de Saint-John; mais à son ancien dévouement pour le comte d'Oxford avait succédé la défiance, puis le mépris, puis l'aversion. Il le trouvait incapable, irrésolu et inactif, si ce n'est pour l'intrigue, et d'une

fausseté qui rendait avec lui les rapports insupportables. Il se croyait envié de son supérieur officiel, — et persuadé qu'à lui seul était dû le succès de leur commune administration, puisqu'il était le véritable auteur de la paix, il songeait à lui disputer le premier rang. Du sein de l'assemblée, où son éloquence était sans rivale, il se jugeait déjà aussi puissant et certainement plus redoutable qu'un premier ministre cantonné dans l'autre chambre, où ne prévalait pas son esprit. « Il siérait mal à l'amitié que je professe pour vous, écrivait-il le 23 juillet à lord Strafford, de ne pas vous confier naturellement ce qui se passe dans mon cœur, et de ne pas vous avouer ce que je n'avouerais à nul autre : c'est que ma promotion a été pour moi une mortification. Dans la chambre des communes, je puis dire que j'étais à la tête des affaires, et j'aurais continué à m'y maintenir avec ou sans la cour. Il n'y avait donc rien qui pût flatter mon ambition à me faire sortir de là, si l'on ne me donnait le titre qui a été pendant beaucoup d'années dans ma famille, et qui n'a fait retour à la couronne qu'il y a un an, par la mort du dernier aîné de ma maison... Me créer pair n'était pas une faveur, quand on a été forcé d'en créer tant d'autres pour avoir la majorité, et comme *Elle* a eu besoin de mes services dans la chambre des communes pendant la session, elle ne pouvait moins faire que de me créer vicomte. Sans cela, j'aurais été précédé par des gens que je n'étais pas né pour suivre... Je vous avoue que de ma vie je n'ai été aussi indigné, et le seul motif qui m'ait empêché de me porter à des extrémités est ce qui aurait dû engager quelqu'un à en mieux user avec moi. Je savais que la moindre rupture entre moi et le lord trésorier donnerait du courage à nos ennemis communs. » Ici perce le regret de n'avoir pas au moins obtenu un titre égal à celui d'Oxford, d'autant que Powlet Saint-John était mort au mois d'octobre précédent comte de Bolingbroke. On semblait donc avoir eu l'intention de mettre entre le trésorier et le secrétaire d'état une inégalité que la reine marqua davantage encore en donnant au premier seul l'ordre de la Jarretière. On peut dire que de cette époque, il y eut rupture entre les deux chefs du même parti, les deux membres du même cabinet, et telle fut leur mutuelle inimitié, qu'ils y sacrifièrent désormais l'un et l'autre non-seulement le bien de l'état, mais le succès de leurs propres opérations, et jusqu'à l'intérêt de leur fortune et de leur sûreté. Cette division fut la ruine de leur parti, qui n'a pas mis moins de soixante ans à s'en relever.

Il fallait cependant conclure la paix générale; elle n'existait encore qu'en projet. L'Angleterre en avait posé les bases, et par la suspension d'armes, elle avait de son chef pris le rôle de médiatrice. Le procédé n'était ni courtois ni loyal. Abandonner en pleine guerre ses alliés, c'était porter à la fois le trouble dans les négociations et dans

les opérations de la campagne. Les pièces de l'échiquier étaient déplacées. On avait vu, par ce revirement subit, Ormond se concerter avec Villars et gêner ou desservir Eugène; on avait vu les auxiliaires à la solde des Anglais les déserter pour suivre le drapeau de la coalition. La médiation dont l'Angleterre s'emparait de vive force n'était acceptée de personne, et les conditions annoncées semblaient peu propres à la rendre désirable. La France devait reconnaître formellement la succession protestante dans la maison de Hanovre et forcer le prétendant à quitter son territoire. Philippe V était accepté pour roi des Espagnes et des Indes moyennant renonciation solennelle de sa part à tous droits à la couronne de France, et de la part des ducs de Berry et d'Orléans à tous droits à la couronne d'Espagne. L'Angleterre garderait Gibraltar et le Port-Mahon. Dunkerque devait être démoli. Un traité de commerce serait conclu. La Hollande aurait les frontières et les agrandissemens convenables. Le duc de Savoie prendrait la Sicile, et ses états deviendraient un royaume. Les Pays-Bas, Naples, la Sardaigne, une partie de la Toscane et de la Lombardie, passeraient à l'empereur. Des accroissemens de territoire étaient indiqués pour les électeurs de Bavière et de Cologne. En soi, ces conditions étaient assez équitables : de la part de l'Angleterre, elles pouvaient passer pour modérées. Jamais, je crois, en de telles circonstances Guillaume III n'eût consenti à laisser un Bourbon à Madrid. Après Oudenarde et Malplaquet, on pouvait croire que l'ascendant de Marlborough, et certainement une victoire de plus, eût réduit la France à de bien autres sacrifices. L'orgueil britannique avait pu espérer et Louis XIV redouter bien davantage. Il sortait de la lutte vaincu, médiocrement affaibli, point humilié. C'était peu pour la haine trop implacable d'une nation rivale, trop légitime d'une nation protestante, contre un roi conquérant et persécuteur. Cependant la paix ainsi faite était encore avantageuse, et une politique très généreuse pouvait s'en contenter; mais l'électeur de Hanovre professait qu'il ne se séparerait pas de l'empereur, mais l'empereur se disait lésé dans le partage, mais la probité des Hollandais déclarait qu'elle n'accepterait pas un traité refusé de leurs alliés. N'importe, toute résistance venait trop tard. Le cabinet anglais ne pouvait plus s'arrêter; la trêve allait expirer. Il ne restait plus qu'à en finir séparément avec la France, l'Espagne et la Savoie, et Bolingbroke partit pour Paris.

CHARLES DE RÉMUSAT.

(*La troisième partie au prochain n°.*)

SYLVIE

SOUVENIRS DU VALOIS.

I. — NUIT PERDUE.

Je sortais d'un théâtre où tous les soirs je paraissais aux avant-scènes en grande tenue de soupirant. Quelquefois tout était plein, quelquefois tout était vide. Peu m'importait d'arrêter mes regards sur un parterre peuplé seulement d'une trentaine d'amateurs forcés, sur des loges garnies de bonnets ou de toilettes surannées, — ou bien de faire partie d'une salle animée et frémissante couronnée à tous ses étages de toilettes fleuries, de bijoux étincelans et de visages radieux. Indifférent au spectacle de la salle, celui du théâtre ne m'arrêtait guère, — excepté lorsqu'à la seconde ou à la troisième scène d'un maussade chef-d'œuvre d'alors, une apparition bien connue illuminait l'espace vide, rendant la vie d'un souffle et d'un mot à ces vaines figures qui m'entouraient.

Je me sentais vivre en elle, et elle vivait pour moi seul. Son sourire me remplissait d'une béatitude infinie; la vibration de sa voix si douce et cependant fortement timbrée me faisait tressaillir de joie et d'amour. Elle avait pour moi toutes les perfections, elle répondait à tous mes enthousiasmes, à tous mes caprices, — belle comme le jour aux feux de la rampe qui l'éclairait d'en bas, pâle comme la nuit, quand la rampe baissée la laissait éclairée d'en haut sous les rayons du lustre et la montrait plus naturelle, brillant dans l'ombre de sa seule beauté, comme les Heures divines qui se découpent, avec une étoile au front, sur les fonds bruns des fresques d'Herculanum!

Depuis un an, je n'avais pas encore songé à m'informer de ce qu'elle pouvait être d'ailleurs; je craignais de troubler le miroir magique qui me renvoyait son image, — et tout au plus avais-je prêté l'oreille à quelques propos concernant non plus l'actrice, mais la femme. Je m'en informais aussi peu que des bruits qui ont pu courir sur la princesse d'Élide ou sur la reine de Trébizonde, — un de mes oncles qui avait vécu dans les avant-dernières années du XVIIIe siècle, comme il fallait y vivre pour le bien connaître, m'ayant prévenu de bonne heure que les actrices n'étaient pas des femmes, et que la nature avait oublié de leur faire un cœur. Il parlait de celles de ce temps-là sans doute; mais il m'avait raconté tant d'histoires de ses illusions, de ses déceptions, et montré tant de portraits sur ivoire, médaillons charmans qu'il utilisait depuis à parer des tabatières, tant de billets jaunis, tant de faveurs fanées, en m'en faisant l'histoire et le compte définitif, que je m'étais habitué à penser mal de toutes sans tenir compte de l'ordre des temps.

Nous vivions alors dans une époque étrange, comme celles qui d'ordinaire succèdent aux révolutions ou aux abaissemens des grands règnes. Ce n'était plus la galanterie héroïque comme sous la fronde, le vice élégant et paré comme sous la régence, le scepticisme et les folles orgies du directoire; c'était un mélange d'activité, d'hésitation et de paresse, d'utopies brillantes, d'aspirations philosophiques ou religieuses, d'enthousiasmes vagues, mêlés de certains instincts de renaissance; d'ennuis des discordes passées, d'espoirs incertains, — quelque chose comme l'époque de Pérégrinus et d'Apulée. L'homme matériel aspirait au bouquet de roses qui devait le régénérer par les mains de la belle Isis; la déesse éternellement jeune et pure nous apparaissait dans les nuits, et nous faisait honte de nos heures de jour perdues. L'ambition n'était cependant pas de notre âge, et l'avide curée qui se faisait alors des positions et des honneurs nous éloignait des sphères d'activité possibles. Il ne nous restait pour asile que cette tour d'ivoire des poètes, où nous montions toujours plus haut pour nous isoler de la foule. A ces points élevés où nous guidaient nos maîtres, nous respirions enfin l'air pur des solitudes, nous buvions l'oubli dans la coupe d'or des légendes, nous étions ivres de poésie et d'amour. Amour, hélas! des formes vagues, des teintes roses et bleues, des fantômes métaphysiques! Vue de près, la femme réelle révoltait notre ingénuité; il fallait qu'elle nous apparût reine ou déesse, et surtout n'en pas approcher.

Quelques-uns d'entre nous néanmoins prisaient peu ces paradoxes platoniques, et à travers nos rêves renouvelés d'Alexandrie agitaient parfois la torche des dieux souterrains, qui éclaire l'ombre un instant de ses traînées d'étincelles. — C'est ainsi que, sortant du théâtre avec

l'amère tristesse que laisse un songe évanoui, j'allais volontiers me joindre à la société d'un cercle où l'on soupait en grand nombre, et où toute mélancolie cédait devant la verve intarissable de quelques esprits éclatans, vifs, orageux, sublimes parfois, — tels qu'il s'en est trouvé toujours dans les époques de rénovation ou de décadence, et dont les discussions se haussaient à ce point, que les plus timides d'entre nous allaient voir parfois aux fenêtres si les Huns, les Turcomans ou les Cosaques n'arrivaient pas enfin pour couper court à ces argumens de rhéteurs et de sophistes.

« Buvons, aimons, c'est la sagesse ! » Telle était la seule opinion des plus jeunes. Un de ceux-là me dit : « Voici bien longtemps que je te rencontre dans le même théâtre, et chaque fois que j'y vais. Pour *laquelle* y viens-tu ? »

Pour laquelle ?... Il ne me semblait pas que l'on pût aller là pour une *autre*. Cependant j'avouai un nom. — « Eh bien ! dit mon ami avec indulgence, tu vois là-bas l'homme heureux qui vient de la reconduire, et qui, fidèle aux lois de notre cercle, n'ira la retrouver peut-être qu'après la nuit. »

Sans trop d'émotion, je tournai les yeux vers le personnage indiqué. C'était un jeune homme correctement vêtu, d'une figure pâle et nerveuse, ayant des manières convenables et des yeux empreints de mélancolie et de douceur. Il jetait de l'or sur une table de whist et le perdait avec indifférence. — Que m'importe, dis-je, lui ou tout autre ? Il fallait qu'il y en eût un, et celui-là me paraît digne d'avoir été choisi. — Et toi ? — Moi ? C'est une image que je poursuis, rien de plus.

En sortant, je passai par la salle de lecture, et machinalement je regardai un journal. C'était, je crois, pour y voir le cours de la Bourse. Dans les débris de mon opulence se trouvait une somme assez forte en titres étrangers. Le bruit avait couru que, négligés longtemps, ils allaient être reconnus. — C'est ce qui venait d'avoir lieu à la suite d'un changement de ministère. Les fonds se trouvaient déjà cotés très haut; je redevenais riche.

Une seule pensée résulta de ce changement de situation, celle que la femme aimée si longtemps était à moi si je voulais. — Je touchais du doigt mon idéal. N'était-ce pas une illusion encore, une faute d'impression railleuse ? Mais les autres feuilles parlaient de même. — La somme gagnée se dressa devant moi comme la statue d'or de Moloch. « Que dirait maintenant, pensai-je, le jeune homme de tout à l'heure, si j'allais prendre sa place près de la femme qu'il a laissée seule ?.. » Je frémis de cette pensée, et mon orgueil se révolta.

Non ! ce n'est pas ainsi, ce n'est pas à mon âge que l'on tue l'amour avec de l'or : je ne serai pas un corrupteur. D'ailleurs ceci

est une idée d'un autre temps. Qui me dit aussi que cette femme soit vénale? — Mon regard parcourait vaguement le journal que je tenais encore, et j'y lus ces deux lignes : « *Fête du Bouquet provincial.* — Demain, les archers de Senlis doivent rendre le bouquet à ceux de Loisy. » Ces mots, fort simples, réveillèrent en moi toute une nouvelle série d'impressions : c'était un souvenir de la province depuis longtemps oubliée, un écho lointain des fêtes naïves de la jeunesse. — Le cor et le tambour résonnaient au loin dans les hameaux et dans les bois; les jeunes filles tressaient des guirlandes et assortissaient, en chantant, des bouquets ornés de rubans. — Un lourd chariot, traîné par des bœufs, recevait ces présens sur son passage, et nous, enfans de ces contrées, nous formions le cortége avec nos arcs et nos flèches, nous décorant du titre de chevaliers, — sans savoir alors que nous ne faisions que répéter d'âge en âge une fête druidique survivant aux monarchies et aux religions nouvelles.

II. — ADRIENNE.

Je regagnai mon lit et je ne pus y trouver le repos. Plongé dans une demi-somnolence, toute ma jeunesse repassait en mes souvenirs. Cet état, où l'esprit résiste encore aux bizarres combinaisons du songe, permet souvent de voir se presser en quelques minutes les tableaux les plus saillans d'une longue période de la vie.

Je me représentais un château du temps de Henri IV avec ses toits pointus couverts d'ardoises et sa face rougeâtre aux encoignures dentelées de pierres jaunies, une grande place verte encadrée d'ormes et de tilleuls, dont le soleil couchant perçait le feuillage de ses traits enflammés. Des jeunes filles dansaient en rond sur la pelouse en chantant de vieux airs transmis par leurs mères, et d'un français si naturellement pur, que l'on se sentait bien exister dans ce vieux pays du Valois, où, pendant plus de mille ans, a battu le cœur de la France.

J'étais le seul garçon dans cette ronde, où j'avais amené ma compagne toute jeune encore, Sylvie, une petite fille du hameau voisin, si vive et si fraîche, avec ses yeux noirs, son profil régulier et sa peau légèrement hâlée!... Je n'aimais qu'elle, je ne voyais qu'elle, — jusque-là! A peine avais-je remarqué, dans la ronde où nous dansions, une blonde, grande et belle, qu'on appelait Adrienne. Tout d'un coup, suivant les règles de la danse, Adrienne se trouva placée seule avec moi au milieu du cercle. Nos tailles étaient pareilles. On nous dit de nous embrasser, et la danse et le chœur tournaient plus vivement que jamais. En lui donnant ce baiser, je ne pus m'empêcher de lui presser la main. Les longs anneaux roulés de ses cheveux d'or effleuraient mes joues. De ce moment, un trouble inconnu s'empara de moi. — La belle

devait chanter pour avoir le droit de rentrer dans la danse. On s'assit autour d'elle, et aussitôt, d'une voix fraîche et pénétrante, légèrement voilée, comme celles des filles de ce pays brumeux, elle chanta une de ces anciennes romances pleines de mélancolie et d'amour, qui racontent toujours les malheurs d'une princesse enfermée dans sa tour par la volonté d'un père qui la punit d'avoir aimé. La mélodie se terminait à chaque stance par ces trilles chevrotans que font valoir si bien les voix jeunes, quand elles imitent par un frisson modulé la voix tremblante des aïeules.

A mesure qu'elle chantait, l'ombre descendait des grands arbres, et le clair de lune naissant tombait sur elle seule, isolée de notre cercle attentif. — Elle se tut, et personne n'osa rompre le silence. La pelouse était couverte de faibles vapeurs condensées, qui déroulaient leurs blancs flocons sur les pointes des herbes. Nous pensions être en paradis. — Je me levai enfin, courant au parterre du château, où se trouvaient des lauriers, plantés dans de grands vases de faïence peints en camaïeu. Je rapportai deux branches, qui furent tressées en couronne et nouées d'un ruban. Je posai sur la tête d'Adrienne cet ornement, dont les feuilles lustrées éclataient sur ses cheveux blonds aux rayons pâles de la lune. Elle ressemblait à la Béatrice de Dante qui sourit au poète errant sur la lisière des saintes demeures.

Adrienne se leva. Développant sa taille élancée, elle nous fit un salut gracieux, et rentra en courant dans le château. — C'était, nous dit-on, la petite-fille de l'un des descendans d'une famille alliée aux anciens rois de France; le sang des Valois coulait dans ses veines. Pour ce jour de fête, on lui avait permis de se mêler à nos jeux; nous ne devions plus la revoir, car le lendemain elle repartait pour un couvent où elle était pensionnaire.

Quand je revins près de Sylvie, je m'aperçus qu'elle pleurait. La couronne donnée par mes mains à la belle chanteuse était le sujet de ses larmes. Je lui offris d'en aller cueillir une autre, mais elle dit qu'elle n'y tenait nullement, ne la méritant pas. Je voulus en vain me défendre, elle ne me dit plus un seul mot pendant que je la reconduisais chez ses parens.

Rappelé moi-même à Paris pour y reprendre mes études, j'emportai cette double image d'une amitié tendre tristement rompue,— puis d'un amour impossible et vague, source de pensées douloureuses que la philosophie de collége était impuissante à calmer.

La figure d'Adrienne resta seule triomphante, — mirage de la gloire et de la beauté, adoucissant ou partageant les heures des sévères études. Aux vacances de l'année suivante, j'appris que cette belle à peine entrevue était consacrée par sa famille à la vie religieuse.

III. — RÉSOLUTION.

Tout m'était expliqué par ce souvenir à demi rêvé. Cet amour vague et sans espoir, conçu pour une femme de théâtre, qui tous les soirs me prenait à l'heure du spectacle, pour ne me quitter qu'à l'heure du sommeil, avait son germe dans le souvenir d'Adrienne, fleur de la nuit éclose à la pâle clarté de la lune, fantôme rose et blond glissant sur l'herbe verte à demi baignée de blanches vapeurs. — La ressemblance d'une figure oubliée depuis des années se dessinait désormais avec une netteté singulière; c'était un crayon estompé par le temps qui se faisait peinture, comme ces vieux croquis de maîtres admirés dans un musée, dont on retrouve ailleurs l'original éblouissant.

Aimer une religieuse sous la forme d'une actrice!... et si c'était la même! — Il y a de quoi devenir fou! C'est un entraînement fatal où l'inconnu vous attire comme le feu follet fuyant sur les joncs d'une eau morte... Reprenons pied sur le réel.

Et Sylvie que j'aimais tant, pourquoi l'ai-je oubliée depuis trois ans?... C'était une bien jolie fille, et la plus belle de Loisy!

Elle existe, elle, bonne et pure de cœur sans doute. Je revois sa fenêtre où le pampre s'enlace au rosier, la cage de fauvettes suspendue à gauche; j'entends le bruit de ses fuseaux sonores et sa chanson favorite :

La belle était assise
Près du ruisseau coulant...

Elle m'attend encore... Qui l'aurait épousée? elle est si pauvre!

Dans son village et dans ceux qui l'entourent, de bons paysans en blouse, aux mains rudes, à la face amaigrie, au teint hâlé! Elle m'aimait seul, moi le petit Parisien, quand j'allais voir près de Loisy mon pauvre oncle, mort aujourd'hui. Depuis trois ans, je dissipe en seigneur le bien modeste qu'il m'a laissé et qui pouvait suffire à ma vie. Avec Sylvie, je l'aurais conservé. Le hasard m'en rend une partie. Il est temps encore.

A cette heure, que fait-elle? Elle dort... Non, elle ne dort pas; c'est aujourd'hui la fête de l'arc, la seule de l'année où l'on danse toute la nuit. — Elle est à la fête...

Quelle heure est-il?

Je n'avais pas de montre.

Au milieu de toutes les splendeurs de bric-à-brac qu'il était d'usage de réunir à cette époque pour restaurer dans sa couleur locale un appartement d'autrefois, brillait d'un éclat rafraîchi une de ces pendules d'écaille de la renaissance, dont le dôme doré surmonté

de la figure du Temps est supporté par des cariatides du style Médicis, reposant à leur tour sur des chevaux à demi cabrés. La Diane historique, accoudée sur son cerf, est en bas-relief sous le cadran, où s'étalent sur un fond niellé les chiffres émaillés des heures. Le mouvement, excellent sans doute, n'avait pas été remonté depuis deux siècles. — Ce n'était pas pour savoir l'heure que j'avais acheté cette pendule en Touraine.

Je descendis chez le concierge. Son coucou marquait une heure du matin. — En quatre heures, me dis-je, je puis arriver au bal de Loisy. Il y avait encore sur la place du Palais-Royal cinq ou six fiacres stationnant pour les habitués des cercles et des maisons de jeu : — A Loisy! dis-je au plus apparent. — Où cela est-il? — Près de Senlis, à huit lieues. — Je vais vous conduire à la poste, dit le cocher, moins préoccupé que moi.

Quelle triste route, la nuit, que cette route de Flandres, qui ne devient belle qu'en atteignant la zone des forêts! Toujours ces deux files d'arbres monotones qui grimacent des formes vagues; au-delà, des carrés de verdure et de terres remuées, bornés à gauche par les collines bleuâtres de Montmorency, d'Écouen, de Luzarches. Voici Gonesse, le bourg vulgaire plein des souvenirs de la ligue et de la fronde...

Plus loin que Louvres est un chemin bordé de pommiers dont j'ai vu bien des fois les fleurs éclater dans la nuit comme des étoiles de la terre : c'était le plus court pour gagner les hameaux. — Pendant que la voiture monte les côtes, recomposons les souvenirs du temps où j'y venais si souvent.

IV. — UN VOYAGE A CYTHÈRE.

Quelques années s'étaient écoulées : l'époque où j'avais rencontré Adrienne devant le château n'était plus déjà qu'un souvenir d'enfance. Je me retrouvai à Loisy au moment de la fête patronale. J'allai de nouveau me joindre aux chevaliers de l'arc, prenant place dans la compagnie dont j'avais fait partie déjà. Des jeunes gens appartenant aux vieilles familles qui possèdent encore là plusieurs de ces châteaux perdus dans les forêts, qui ont plus souffert du temps que des révolutions, avaient organisé la fête. De Chantilly, de Compiègne et de Senlis accouraient de joyeuses cavalcades qui prenaient place dans le cortége rustique des compagnies de l'arc. Après la longue promenade à travers les villages et les bourgs, après la messe à l'église, les luttes d'adresse et la distribution des prix, les vainqueurs avaient été conviés à un repas qui se donnait dans une île ombragée de peupliers et de tilleuls, au milieu de l'un des étangs alimentés par la

Nonette et la Thève. Des barques pavoisées nous conduisirent à l'île, — dont le choix avait été déterminé par l'existence d'un temple ovale à colonnes qui devait servir de salle pour le festin. — Là comme à Ermenonville, le pays est semé de ces édifices légers de la fin du XVIIIe siècle, où des millionnaires philosophes se sont inspirés dans leurs plans du goût dominant d'alors. Je crois bien que ce temple avait dû être primitivement dédié à Uranie. Trois colonnes avaient succombé emportant dans leur chute une partie de l'architrave; mais on avait déblayé l'intérieur de la salle, suspendu des guirlandes entre les colonnes, on avait rajeuni cette ruine moderne, — qui appartenait au paganisme de Boufflers ou de Chaulieu plutôt qu'à celui d'Horace.

La traversée du lac avait été imaginée peut-être pour rappeler le *Voyage à Cythère* de Watteau. Nos costumes modernes dérangeaient seuls l'illusion. L'immense bouquet de la fête, enlevé du char qui le portait, avait été placé sur une grande barque; le cortége des jeunes filles vêtues de blanc qui l'accompagnent selon l'usage avait pris place sur les bancs, et cette gracieuse *théorie* renouvelée des jours antiques se reflétait dans les eaux calmes de l'étang qui la séparait du bord de l'île si vermeil aux rayons du soir avec ses halliers d'épine, sa colonnade et ses clairs feuillages. Toutes les barques abordèrent en peu de temps. La corbeille portée en cérémonie occupa le centre de la table, et chacun prit place, les plus favorisés auprès des jeunes filles : il suffisait pour cela d'être connu de leurs parens. Ce fut la cause qui fit que je me retrouvai près de Sylvie. Son frère m'avait déjà rejoint dans la fête, il me fit la guerre de n'avoir pas depuis longtemps rendu visite à sa famille. Je m'excusai sur mes études, qui me retenaient à Paris, et l'assurai que j'étais venu dans cette intention. « Non, c'est moi qu'il a oubliée, dit Sylvie. Nous sommes des gens de village, et Paris est si au-dessus! » Je voulus l'embrasser pour lui fermer la bouche: mais elle me boudait encore, et il fallut que son frère intervînt pour qu'elle m'offrît sa joue d'un air indifférent. Je n'eus aucune joie de ce baiser dont bien d'autres obtenaient la faveur, car dans ce pays patriarcal où l'on salue tout homme qui passe, un baiser n'est autre chose qu'une politesse entre bonnes gens.

Une surprise avait été arrangée par les ordonnateurs de la fête. A la fin du repas, on vit s'envoler du fond de la vaste corbeille un cygne sauvage, jusque-là captif sous les fleurs, qui de ses fortes ailes, soulevant des lacis de guirlandes et de couronnes, finit par les disperser de tous côtés. Pendant qu'il s'élançait joyeux vers les dernières lueurs du soleil, nous rattrapions au hasard les couronnes, dont chacun parait aussitôt le front de sa voisine. J'eus le bonheur de saisir une des plus belles, et Sylvie souriante se laissa embrasser

cette fois plus tendrement que l'autre. Je compris que j'effaçais ainsi le souvenir d'un autre temps. Je l'admirai cette fois sans partage, elle était devenue si belle! Ce n'était plus cette petite fille de village que j'avais dédaignée pour une plus grande et plus faite aux grâces du monde. Tout en elle avait gagné : le charme de ses yeux noirs, si séduisans dès son enfance, était devenu irrésistible; sous l'orbite arquée de ses sourcils, son sourire, éclairant tout à coup des traits réguliers et placides, avait quelque chose d'athénien. J'admirais cette physionomie digne de l'art antique au milieu des minois chiffonnés de ses compagnes. Ses mains délicatement allongées, ses bras qui avaient blanchi en s'arrondissant, sa taille dégagée, la faisaient tout autre que je ne l'avais vue. Je ne pus m'empêcher de lui dire combien je la trouvais différente d'elle-même, espérant couvrir ainsi mon ancienne et rapide infidélité.

Tout me favorisait d'ailleurs, l'amitié de son frère, l'impression charmante de cette fête, l'heure du soir et le lieu même où, par une fantaisie pleine de goût, on avait reproduit une image des galantes solennités d'autrefois. Tant que nous pouvions, nous échappions à la danse pour causer de nos souvenirs d'enfance et pour admirer en rêvant à deux les reflets du ciel sur les ombrages et sur les eaux. Il fallut que le frère de Sylvie nous arrachât à cette contemplation en disant qu'il était temps de retourner au village assez éloigné qu'habitaient ses parens.

V. — LE VILLAGE.

C'était à Loisy, dans l'ancienne maison du garde. Je les conduisis jusque-là, puis je retournai à Montagny, où je demeurais chez mon oncle. En quittant le chemin pour traverser un petit bois qui sépare Loisy de Saint-S...., je ne tardai pas à m'engager dans une *sente* profonde qui longe la forêt d'Ermenonville; je m'attendais ensuite à rencontrer les murs d'un couvent qu'il fallait suivre pendant un quart de lieue. La lune se cachait de temps à autre sous les nuages, éclairant à peine les roches de grès sombre et les bruyères qui se multipliaient sous mes pas. A droite et à gauche, des lisières de forêts sans routes tracées, et toujours devant moi ces roches druidiques de la contrée qui gardent le souvenir des fils d'Armen exterminés par les Romains! Du haut de ces entassemens sublimes, je voyais les étangs lointains se découper comme des miroirs sur la plaine brumeuse, sans pouvoir distinguer celui même où s'était passé la fête.

L'air était tiède et embaumé; je résolus de ne pas aller plus loin et d'attendre le matin, en me couchant sur des touffes de bruyères.

— En me réveillant, je reconnus peu à peu les points voisins du lieu où je m'étais égaré dans la nuit. A ma gauche, je vis se dessiner la longue ligne des murs du couvent de Saint-S....., puis de l'autre côté de la vallée, la butte aux Gens-d'Armes, avec les ruines ébréchées de l'antique résidence carlovingienne. Près de là, au-dessus des touffes de bois, les hautes masures de l'abbaye de Thiers découpaient sur l'horizon leurs pans de muraille percés de trèfles et d'ogives. Au-delà, le manoir gothique de Pontarmé, entouré d'eau comme autrefois, refléta bientôt les premiers feux du jour, tandis qu'on voyait se dresser au midi le haut donjon de la Tournelle et les quatre tours de Bertrand-Fosse sur les premiers coteaux de Montméliant.

Cette nuit m'avait été douce, et je ne songeais qu'à Sylvie; cependant l'aspect du couvent me donna un instant l'idée que c'était celui peut-être qu'habitait Adrienne. Le tintement de la cloche du matin était encore dans mon oreille et m'avait sans doute réveillé. J'eus un instant l'idée de jeter un coup d'œil par-dessus les murs en gravissant la plus haute pointe des rochers; mais en y réfléchissant, je m'en gardai comme d'une profanation. Le jour en grandissant chassa de ma pensée ce vain souvenir et n'y laissa plus que les traits rosés de Sylvie. « Allons la réveiller, » me dis-je, et je repris le chemin de Loisy.

Voici le village au bout de la sente qui côtoie la forêt : vingt chaumières dont la vigne et les roses grimpantes festonnent les murs. Des fileuses matinales, coiffées de mouchoirs rouges, travaillent réunies devant une ferme. Sylvie n'est point avec elles. C'est presque une demoiselle depuis qu'elle exécute de fines dentelles, tandis que ses parens sont restés de bons villageois. — Je suis monté à sa chambre sans étonner personne; déjà levée depuis longtemps, elle agitait les fuseaux de sa dentelle, qui claquaient avec un doux bruit sur le carreau vert que soutenaient ses genoux. « Vous voilà, paresseux, dit-elle avec son sourire divin, je suis sûre que vous sortez seulement de votre lit! » Je lui racontai ma nuit passée sans sommeil, mes courses égarées à travers les bois et les roches. Elle voulut bien me plaindre un instant. « Si vous n'êtes pas fatigué, je vais vous faire courir encore. Nous irons voir ma grand'tante à Othys. » J'avais à peine répondu, qu'elle se leva joyeusement, arrangea ses cheveux devant un miroir et se coiffa d'un chapeau de paille rustique. L'innocence et la joie éclataient dans ses yeux. Nous partîmes en suivant les bords de la Thève à travers les prés semés de marguerites et de boutons d'or, puis le long des bois de Saint-Laurent, franchissant parfois les ruisseaux et les halliers pour abréger la route. Les merles sifflaient dans les arbres, et les mésanges s'échappaient joyeusement des buissons frôlés par notre marche.

Parfois nous rencontrions sous nos pas les pervenches si chères à Rousseau, ouvrant leurs corolles bleues parmi ces longs rameaux de feuilles accouplées, lianes modestes qui arrêtaient les pieds furtifs de ma compagne. Indifférente aux souvenirs du philosophe genevois, elle cherchait çà et là les fraises parfumées, et moi, je lui parlais de *la Nouvelle Héloïse,* dont je récitais par cœur quelques passages. « Est-ce que c'est joli? dit-elle. — C'est sublime. — Est-ce mieux qu'Auguste Lafontaine? — C'est plus tendre. — Oh! bien, dit-elle, il faut que je lise cela. Je dirai à mon frère de me l'apporter la première fois qu'il ira à Senlis. » Et je continuais à réciter des fragmens de l'*Héloïse* pendant que Sylvie cueillait des fraises.

VI. — OTHYS.

Au sortir du bois, nous rencontrâmes de grandes touffes de digitale pourprée; elle en fit un énorme bouquet en me disant : « C'est pour ma tante; elle sera si heureuse d'avoir ces belles fleurs dans sa chambre. » Nous n'avions plus qu'un bout de plaine à traverser pour gagner Othys. Le clocher du village pointait sur les coteaux bleuâtres qui vont de Montméliant à Dammartin. La Thève bruissait de nouveau parmi les grès et les cailloux, s'amincissant au voisinage de sa source, où elle se repose dans les prés, formant un petit lac au milieu des glaïeuls et des iris. Bientôt nous gagnâmes les premières maisons. La tante de Sylvie habitait une petite chaumière bâtie en pierres de grès inégales que revêtaient des treillages de houblon et de vigne-vierge; elle vivait seule de quelques carrés de terre que les gens du village cultivaient pour elle depuis la mort de son mari. Sa nièce arrivant, c'était le feu dans la maison. « Bonjour, la tante! Voici vos enfans! dit Sylvie; nous avons bien faim! » Elle l'embrassa tendrement, lui mit dans les bras la botte de fleurs, puis songea enfin à me présenter, en disant : « C'est mon amoureux! »

J'embrassai à mon tour la tante, qui dit : « Il est gentil... C'est donc un blond!... — Il a de jolis cheveux fins, dit Sylvie. — Cela ne dure pas, dit la tante; mais vous avez du temps devant vous, et toi qui es brune, cela t'assortit bien. — Il faut le faire déjeuner, la tante, dit Sylvie, » et elle alla cherchant dans les armoires, dans la huche, trouvant du lait, du pain bis, du sucre, étalant sans trop de soin sur la table les assiettes et les plats de faïence émaillés de larges fleurs et de coqs au vif plumage. Une jatte en porcelaine de Creil, pleine de lait, où nageaient les fraises, devint le centre du service, et après avoir dépouillé le jardin de quelques poignées de cerises et de groseilles, elle disposa deux vases de fleurs aux deux bouts de la nappe. Mais la tante avait dit ces belles paroles : « Tout cela, ce n'est que

du dessert. Il faut me laisser faire à présent. » Et elle avait décroché la poêle et jeté un fagot dans la haute cheminée. « Je ne veux pas que tu touches à cela ! dit-elle à Sylvie, qui voulait l'aider; abîmer tes jolis doigts qui font de la dentelle plus belle qu'à Chantilly ! tu m'en as donné, et je m'y connais. — Ah ! oui, la tante !... Dites donc, si vous en avez, des morceaux de l'ancienne, cela me fera des modèles. — Eh bien ! va voir là-haut, dit la tante; il y en a peut-être dans ma commode. — Donnez-moi les clés, reprit Sylvie. — Bah! dit la tante, les tiroirs sont ouverts. — Ce n'est pas vrai, il y en a un qui est toujours fermé. » Et pendant que la bonne femme nettoyait la poêle après l'avoir passée au feu, Sylvie dénouait des pendans de sa ceinture une petite clé d'un acier ouvragé qu'elle me fit voir avec triomphe.

Je la suivis, montant rapidement l'escalier de bois qui conduisait à la chambre. — O jeunesse, ô vieillesse saintes ! — qui donc eût songé à ternir la pureté d'un premier amour dans ce sanctuaire des souvenirs fidèles? Le portrait d'un jeune homme du bon vieux temps souriait avec ses yeux noirs et sa bouche rose, dans un ovale, au cadre doré suspendu à la tête du lit rustique. Il portait l'uniforme des gardes-chasse de la maison de Condé; son attitude à demi martiale, sa figure rose et bienveillante, son front pur sous ses cheveux poudrés, relevaient ce pastel, médiocre peut-être, des grâces de la jeunesse et de la simplicité. Quelque artiste modeste invité aux chasses princières s'était appliqué à le pourtraire de son mieux, ainsi que sa jeune épouse, qu'on voyait dans un autre médaillon, attrayante, maligne, élancée dans son corsage ouvert à échelle de rubans, agaçant de sa mine retroussée un oiseau posé sur son doigt. C'était pourtant la même bonne vieille qui cuisinait en ce moment, courbée sur le feu de l'âtre. Cela me fit penser aux fées des Funambules qui cachent, sous leur masque ridé, un visage attrayant, qu'elles révèlent au dénoûment, lorsqu'apparaît le temple de l'Amour et son soleil tournant qui rayonne de feux magiques. « O bonne tante, m'écriai-je, que vous étiez jolie ! — Et moi donc ? » dit Sylvie, qui était parvenue à ouvrir le fameux tiroir. Elle y avait trouvé une grande robe en taffetas flambé, qui criait du froissement de ses plis. « Je veux essayer si cela m'ira, dit-elle. Ah ! je vais avoir l'air d'une vieille fée ! »

« La fée des légendes éternellement jeune !..... » dis-je en moi-même. — Et déjà Sylvie avait dégrafé sa robe d'indienne et la laissait tomber à ses pieds. La robe étoffée de la vieille tante s'ajusta parfaitement sur la taille mince de Sylvie, qui me dit de l'agrafer. « Oh ! les manches plates, que c'est ridicule ! » dit-elle. Et cependant les sabots garnis de dentelles découvraient admirablement ses bras nus, la gorge s'encadrait dans le pur corsage aux tulles jaunis, aux

rubans passés, qui n'avait serré que bien peu les charmes évanouis de la tante. « Mais finissez-en ! Vous ne savez donc pas agrafer une robe ? » me disait Sylvie. Elle avait l'air de l'accordée de village de Greuze. « Il faudrait de la poudre, dis-je. — Nous allons en trouver. » Elle fureta de nouveau dans les tiroirs. O que de richesses ! que cela sentait bon, comme cela brillait, comme cela chatoyait de vives couleurs et de modeste clinquant : deux éventails de nacre un peu cassés, des boîtes de pâte à sujets chinois, un collier d'ambre et mille fanfreluches, parmi lesquelles éclataient deux petits souliers de droguet blanc avec des boucles incrustées de diamans d'Irlande ! « Oh ! je veux les mettre, dit Sylvie, si je trouve les bas brodés ! »

Un instant après, nous déroulions des bas de soie rose tendre à coins verts; mais la voix de la tante, accompagnée du frémissement de la poêle, nous rappela soudain à la réalité. « Descendez vite ! » dit Sylvie; et quoi que je pusse dire, elle ne me permit pas de l'aider à se chausser. Cependant la tante venait de verser dans un plat le contenu de la poêle, une tranche de lard frite avec des œufs. La voix de Sylvie me rappela bientôt. « Habillez-vous vite ! » dit-elle, et entièrement vêtue elle-même, elle me montra les habits de noces du garde-chasse réunis sur la commode. En un instant, je me transformai en marié de l'autre siècle. Sylvie m'attendait sur l'escalier, et nous descendîmes tous deux en nous tenant par la main. La tante poussa un cri en se retournant. « O mes enfans ! » dit-elle, et elle se mit à pleurer, puis sourit à travers ses larmes. — C'était l'image de sa jeunesse, — cruelle et charmante apparition ! Nous nous assîmes auprès d'elle, attendris et presque graves; puis la gaieté nous revint bientôt, car, le premier moment passé, la bonne vieille ne songea plus qu'à se rappeler les fêtes pompeuses de sa noce. Elle retrouva même dans sa mémoire les chants alternés, d'usage alors, qui se répondaient d'un bout à l'autre de la table nuptiale et le naïf épithalame qui accompagnait les mariés rentrant après la danse. Nous répétions ces strophes si simplement rhythmées, avec les hiatus et les assonnances du temps, amoureuses et fleuries comme le cantique de l'Ecclésiaste; — nous étions l'époux et l'épouse pour tout un beau matin d'été.

VII. — CHAALYS.

Il est quatre heures du matin ; la route plonge dans un pli de terrain ; elle remonte. La voiture va passer à Orry, puis à La Chapelle. A gauche, il y a une route qui longe le bois d'Hallatte. C'est par là qu'un soir le frère de Sylvie m'a conduit dans sa carriole à une solennité du pays. C'était, je crois, le soir de la Saint-Barthélemy.

A travers les bois, par des routes peu frayées, son petit cheval volait comme au sabbat. Nous rattrapâmes le pavé à Mont-Lévêque, et quelques minutes plus tard nous nous arrêtions à la maison du garde, à l'ancienne abbaye de Chaâlys. — Chaâlys, encore un souvenir!

Cette vieille retraite des empereurs n'offre plus à l'admiration que les ruines de son cloître aux arcades byzantines, dont la dernière rangée se découpe encore sur les étangs, — reste oublié des fondations pieuses comprises parmi ces domaines qu'on appelait autrefois les métairies de Charlemagne. La religion, dans ce pays isolé du mouvement des routes et des villes, a conservé des traces particulières du long séjour qu'y ont fait les cardinaux de la maison d'Este à l'époque des Médicis : ses attributs et ses usages ont encore quelque chose de galant et de poétique, et l'on respire un parfum de la renaissance sous les arcs des chapelles à fines nervures, décorées par les artistes de l'Italie. Les figures des saints et des anges se profilent en rose sur les voûtes peintes d'un bleu tendre, avec des airs d'allégorie païenne qui font songer aux sentimentalités de Pétrarque et au mysticisme fabuleux de Francesco Colonna.

Nous étions des intrus, le frère de Sylvie et moi, dans la fête particulière qui avait lieu cette nuit-là. Une personne de très illustre naissance, qui possédait alors ce domaine, avait eu l'idée d'inviter quelques familles du pays à une sorte de représentation allégorique où devaient figurer quelques pensionnaires d'un couvent voisin. Ce n'était pas une réminiscence des tragédies de Saint-Cyr, cela remontait aux premiers essais lyriques importés en France du temps des Valois. Ce que je vis jouer était comme un mystère des anciens temps. Les costumes, composés de longues robes, n'étaient variés que par les couleurs de l'azur, de l'hyacinthe ou de l'aurore. La scène se passait entre les anges, sur les débris du monde détruit. Chaque voix chantait une des splendeurs de ce globe éteint, et l'ange de la mort définissait les causes de sa destruction. Un esprit montait de l'abîme, tenant en main l'épée flamboyante, et convoquait les autres à venir admirer la gloire du Christ, vainqueur des enfers. Cet esprit, c'était Adrienne transfigurée par son costume, comme elle l'était déjà par sa vocation. Le nimbe de carton doré qui ceignait sa tête angélique nous paraissait bien naturellement un cercle de lumière; sa voix avait gagné en force et en étendue, et les fioritures infinies du chant italien brodaient de leurs gazouillemens d'oiseau les phrases sévères d'un récitatif pompeux.

En me retraçant ces détails, j'en suis à me demander s'ils sont réels, ou bien si je les ai rêvés. Le frère de Sylvie était un peu gris ce soir-là. Nous nous étions arrêtés quelques instans dans la maison du garde, — où, ce qui m'a frappé beaucoup, il y avait un cygne éployé

sur la porte, puis au dedans de hautes armoires en noyer sculpté, une grande horloge dans sa gaîne, et des trophées d'arcs et de flèches d'honneur au-dessus d'une carte de tir rouge et verte. Un nain bizarre, coiffé d'un bonnet chinois, tenant d'une main une bouteille, et de l'autre une bague, semblait inviter les tireurs à viser juste. Ce nain, je le crois bien, était en tôle découpée. Mais l'apparition d'Adrienne est-elle aussi vraie que ces détails et que l'existence incontestable de l'abbaye de Chaâlys? Pourtant c'est bien le fils du garde qui nous avait introduits dans la salle où avait lieu la représentation; nous étions près de la porte, derrière une nombreuse compagnie assise et gravement émue. C'était le jour de la Saint-Barthélemy, — singulièrement lié aux souvenirs des Médicis, dont les armes accolées à celles de la maison d'Este décoraient ces vieilles murailles... Ce souvenir est une obsession peut-être! — Heureusement voici la voiture qui s'arrête sur la route du Plessys; j'échappe au monde des rêveries, et je n'ai plus qu'un quart d'heure de marche pour gagner Loisy par des routes bien peu frayées.

VIII. — LE BAL DE LOISY.

Je suis entré au bal de Loisy à cette heure mélancolique et douce encore où les lumières pâlissent et tremblent aux approches du jour. Les tilleuls, assombris par en bas, prenaient à leurs cimes une teinte bleuâtre. La flûte champêtre ne luttait plus si vivement avec les trilles du rossignol. Tout le monde était pâle, et dans les groupes dégarnis j'eus peine à rencontrer des figures connues. Enfin j'aperçus la grande Lise, une amie de Sylvie. Elle m'embrassa. « Il y a longtemps qu'on ne t'a vu, Parisien! dit-elle. — Oh! oui, longtemps. — Et tu arrives à cette heure-ci? — Par la poste. — Et pas trop vite! — Je voulais voir Sylvie; est-elle encore au bal? — Elle ne sort jamais qu'au matin, elle aime tant à danser. »

En un instant, j'étais à ses côtés. Sa figure était fatiguée; cependant son œil noir brillait toujours du sourire athénien d'autrefois. Un jeune homme se tenait près d'elle. Elle lui fit signe qu'elle renonçait à la contredanse suivante. Il se retira en saluant.

Le jour commençait à se faire. Nous sortîmes du bal, nous tenant par la main. Les fleurs de la chevelure de Sylvie se penchaient dans ses cheveux dénoués; le bouquet de son corsage s'effeuillait aussi sur les dentelles fripées, savant ouvrage de sa main. Je lui offris de l'accompagner chez elle. Il faisait grand jour, mais le temps était sombre. La Thève bruissait à notre gauche, laissant à ses coudes des remous d'eau stagnante où s'épanouissaient les nénuphars jaunes et blancs, où éclatait comme des pâquerettes la frêle broderie des

étoiles d'eau. Les plaines étaient couvertes de javelles et de meules de foin, dont l'odeur me portait à la tête sans m'enivrer, comme faisait autrefois la fraîche senteur des bois et des halliers d'épines fleuries.

Nous n'eûmes pas l'idée de les traverser de nouveau. — Sylvie, lui dis-je, vous ne m'aimez plus! — Elle soupira. — Mon ami, me dit-elle, il faut se faire une raison; les choses ne vont pas comme nous voulons dans la vie. Vous m'avez parlé autrefois de *la Nouvelle Héloïse*, je l'ai lue, et j'ai frémi en tombant d'abord sur cette phrase : « Toute jeune fille qui lira ce livre est perdue. » Cependant j'ai passé outre, me fiant sur ma raison. Vous souvenez-vous du jour où nous avons revêtu les habits de noces de la tante?... Les gravures du livre présentaient aussi les amoureux sous de vieux costumes du temps passé, de sorte que pour moi vous étiez Saint-Preux, et je me retrouvais dans Julie. Ah! que n'êtes-vous revenu alors! Mais vous étiez, disait-on, en Italie. Vous en avez vu là de bien plus jolies que moi! — Aucune, Sylvie, qui ait votre regard et les traits purs de votre visage. Vous êtes une nymphe antique qui vous ignorez. D'ailleurs les bois de cette contrée sont aussi beaux que ceux de la campagne romaine. Il y a là-bas des masses de granit non moins sublimes, et une cascade qui tombe du haut des rochers comme celle de Terni. Je n'ai rien vu là-bas que je puisse regretter ici. — Et à Paris? dit-elle. — A Paris.... »

Je secouai la tête sans répondre.

Tout à coup je pensai à l'image vaine qui m'avait égaré si longtemps.

— Sylvie, dis-je, arrêtons-nous ici, le voulez-vous?

Je me jetai à ses pieds; je confessai en pleurant à chaudes larmes mes irrésolutions, mes caprices; j'évoquai le spectre funeste qui traversait ma vie.

— Sauvez-moi! ajoutai-je, je reviens à vous pour toujours.

Elle tourna vers moi ses regards attendris...

En ce moment, notre entretien fut interrompu par de violens éclats de rire. C'était le frère de Sylvie qui nous rejoignait avec cette bonne gaieté rustique, suite obligée d'une nuit de fête, que des rafraîchissemens nombreux avaient développée outre mesure. Il appelait le galant du bal, perdu au loin dans les buissons d'épine, et qui ne tarda pas à nous rejoindre. Ce garçon n'était guère plus solide sur ses pieds que son compagnon, il paraissait plus embarrassé encore de la présence d'un Parisien que de celle de Sylvie. Sa figure candide, sa déférence mêlée d'embarras, m'empêchaient de lui en vouloir d'avoir été le danseur pour lequel on était resté si tard à la fête. Je le jugeais peu dangereux.

— Il faut rentrer à la maison, dit Sylvie à son frère. A tantôt! me dit-elle en me tendant la joue.

L'amoureux ne s'offensa pas.

IX. — ERMENONVILLE.

Je n'avais nulle envie de dormir. J'allai à Montagny pour revoir la maison de mon oncle. Une grande tristesse me gagna dès que j'en entrevis la façade jaune et les contrevents verts. Tout semblait dans le même état qu'autrefois; seulement il fallut aller chez le fermier pour avoir la clé de la porte. Une fois les volets ouverts, je revis avec attendrissement les vieux meubles conservés dans le même état et qu'on frottait de temps en temps, la haute armoire de noyer, deux tableaux flamands qu'on disait l'ouvrage d'un ancien peintre, notre aïeul; de grandes estampes d'après Boucher, et toute une série encadrée de gravures de l'*Émile* et de *la Nouvelle Héloïse*, par Moreau; sur la table, un chien empaillé que j'avais connu vivant, ancien compagnon de mes courses dans les bois, le dernier carlin peut-être, car il appartenait à cette race perdue.

— Quant au perroquet, me dit le fermier, il vit toujours; je l'ai retiré chez moi.

Le jardin présentait un magnifique tableau de végétation sauvage. J'y reconnus, dans un angle, un jardin d'enfant que j'avais tracé jadis. J'entrai tout frémissant dans le cabinet, où se voyait encore la petite bibliothèque pleine de livres choisis, vieux amis de celui qui n'était plus, et sur le bureau quelques débris antiques trouvés dans son jardin, des vases, des médailles romaines, collection locale qui le rendait heureux.

— Allons voir le perroquet, dis-je au fermier. — Le perroquet demandait à déjeuner comme en ses plus beaux jours, et me regarda de cet œil rond, bordé d'une peau chargée de rides, qui fait penser au regard expérimenté des vieillards.

Plein des idées tristes de ce retour tardif en des lieux si aimés, je sentis le besoin de revoir Sylvie, seule figure vivante et jeune encore qui me rattachât à ce pays. Je repris la route de Loisy. C'était au milieu du jour; tout le monde dormait fatigué de la fête. Il me vint à l'idée de me distraire par une promenade à Ermenonville, distant d'une lieue par le chemin de la forêt. Il faisait un beau temps d'été. Je pris plaisir d'abord à la fraîcheur de cette route qui semble l'allée d'un parc. Les grands chênes d'un vert uniforme n'étaient variés que par les troncs blancs des bouleaux au feuillage frissonnant. Les oiseaux se taisaient, et j'entendais seulement le bruit que fait le pivert en frappant les arbres pour y creuser son nid. Un instant, je risquai

de me perdre, car les poteaux dont les palettes annoncent diverses routes n'offrent plus, par endroits, que des caractères effacés. Enfin, laissant le *Désert* à gauche, j'arrivai au rond-point de la danse, où subsiste encore le banc des vieillards. Tous les souvenirs de l'antiquité philosophique, ressuscités par l'ancien possesseur du domaine, me revenaient en foule devant cette réalisation pittoresque de l'*Anacharsis* et de l'*Émile*.

Lorsque je vis briller les eaux du lac à travers les branches des saules et des coudriers, je reconnus tout à fait un lieu où mon oncle, dans ses promenades, m'avait conduit bien des fois : c'est le *Temple de la philosophie*, que son fondateur n'a pas eu le bonheur de terminer. Il a la forme du temple de la Sibylle Tiburtine, et, debout encore, sous l'abri d'un bouquet de pins, il étale tous ces grands noms de la pensée qui commencent par Montaigne et Descartes, et qui s'arrêtent à Rousseau. Cet édifice inachevé n'est déjà plus qu'une ruine, le lierre le festonne avec grâce, la ronce envahit les marches disjointes. Là, tout enfant, j'ai vu des fêtes où les jeunes filles vêtues de blanc venaient recevoir des prix d'étude et de sagesse. Où sont les buissons de roses qui entouraient la colline? L'églantier et le framboisier en cachent les derniers plants, qui retournent à l'état sauvage. — Quant aux lauriers, les a-t-on coupés, comme le dit la chanson des jeunes filles qui ne veulent plus aller au bois? Non, ces arbustes de la douce Italie ont péri sous notre ciel brumeux. Heureusement le troëne de Virgile fleurit encore, comme pour appuyer la parole du maître inscrite au-dessus de la porte : *Rerum cognoscere causas!* — Oui, ce temple tombe comme tant d'autres, les hommes oublieux ou fatigués se détourneront de ses abords, la nature indifférente reprendra le terrain que l'art lui disputait; mais la soif de connaître restera éternelle, mobile de toute force et de toute activité!

Voici les peupliers de l'île, et la tombe de Rousseau, vide de ses cendres. O sage! tu nous avais donné le lait des forts, et nous étions trop faibles pour qu'il pût nous profiter. Nous avons oublié tes leçons que savaient nos pères, et nous avons perdu le sens de ta parole, dernier écho des sagesses antiques. Pourtant ne désespérons pas, et comme tu fis à ton suprême instant, tournons nos yeux vers le soleil!

J'ai revu le château, les eaux paisibles qui le bordent, la cascade qui gémit dans les roches, et cette chaussée réunissant les deux parties du village, dont quatre colombiers marquent les angles, la pelouse qui s'étend au-delà comme une savane, dominée par des côteaux ombreux; la tour de Gabrielle se reflète de loin sur les eaux d'un lac factice étoilé de fleurs éphémères; l'écume bouillonne, l'insecte bruït.... Il faut échapper à l'air perfide qui s'exhale en gagnant les grès poudreux du désert et les landes où la bruyère se relève le

vert des fougères. Que tout cela est solitaire et triste! le regard enchanté de Sylvie, ses courses folles, ses cris joyeux, donnaient autrefois tant de charme aux lieux que je viens de parcourir! C'était encore un enfant sauvage, ses pieds étaient nus, sa peau hâlée, malgré son chapeau de paille, dont le large ruban flottait pêle-mêle avec ses tresses de cheveux noirs. Nous allions boire du lait à la ferme suisse, et l'on me disait : « Qu'elle est jolie, ton amoureuse, petit Parisien! » Oh! ce n'est pas alors qu'un paysan aurait dansé avec elle! Elle ne dansait qu'avec moi, une fois par an, à la fête de l'arc.

X. — LE GRAND FRISÉ.

J'ai repris le chemin de Loisy; tout le monde était réveillé. Sylvie avait une toilette de demoiselle, presque dans le goût de la ville. Elle me fit monter à sa chambre avec toute l'ingénuité d'autrefois. Son œil étincelait toujours dans un sourire plein de charme, mais l'arc prononcé de ses sourcils lui donnait par instans un air sérieux. La chambre était décorée avec simplicité, pourtant les meubles étaient modernes, une glace à bordure dorée avait remplacé l'antique trumeau, où se voyait un berger d'idylle offrant un nid à une bergère bleue et rose. Le lit à colonnes chastement drapé de vieille perse à ramage était remplacé par une couchette de noyer garnie du rideau à flèche; à la fenêtre, dans la cage où jadis étaient les fauvettes, il y avait des canaris. J'étais pressé de sortir de cette chambre où je ne trouvais rien du passé. « Vous ne travaillerez pas à votre dentelle aujourd'hui?... dis-je à Sylvie. — Oh! je ne fais plus de dentelle, on n'en demande plus dans le pays; même à Chantilly, la fabrique est fermée. — Que faites-vous donc? » Elle alla chercher dans un coin de la chambre un instrument en fer qui ressemblait à une longue pince. « Qu'est-ce que c'est que cela? — C'est ce qu'on appelle la mécanique; c'est pour maintenir la peau des gants afin de les coudre. — Ah! vous êtes gantière, Sylvie? — Oui, nous travaillons ici pour Dammartin, cela donne beaucoup dans ce moment; mais je ne fais rien aujourd'hui; allons où vous voudrez. » Je tournais les yeux vers la route d'Othys : elle secoua la tête; je compris que la vieille tante n'existait plus. Sylvie appela un petit garçon et lui fit seller un âne. « Je suis encore fatiguée d'hier, dit-elle, mais la promenade me fera du bien; allons à Chaâlis. » Et nous voilà traversant la forêt, suivis du petit garçon armé d'une branche. Bientôt Sylvie voulut s'arrêter, et je l'embrassai en l'engageant à s'asseoir. La conversation entre nous ne pouvait plus être bien intime. Il fallut lui raconter ma vie à Paris, mes voyages... « Comment peut-on aller si loin? dit-elle. — Je m'en étonne en vous revoyant. — Oh! cela se dit! — Et

convenez que vous étiez moins jolie autrefois. — Je n'en sais rien. — Vous souvenez-vous du temps où nous étions enfans! et vous la plus grande? — Et vous le plus sage! — Oh! Sylvie! — On nous mettait sur l'âne chacun dans un panier. — Et nous ne nous disions pas *vous*... Te rappelles-tu que tu m'apprenais à pêcher des écrevisses sous les ponts de la Thève et de la Nonette? — Et toi, te souviens-tu de ton frère de lait qui t'a un jour retiré *de l'eau*. — Le *grand frisé!* c'est lui qui m'avait dit qu'on pouvait la passer... *l'eau!* »

Je me hâtai de changer la conversation. Ce souvenir m'avait vivement rappelé l'époque où je venais dans le pays, vêtu d'un petit habit à l'anglaise qui faisait rire les paysans. Sylvie seule me trouvait bien mis; mais je n'osais lui rappeler cette opinion d'un temps si ancien. Je ne sais pourquoi ma pensée se porta sur les habits de noces que nous avions revêtus chez la vieille tante à Othys. Je demandai ce qu'ils étaient devenus. « Ah! la bonne tante, dit Sylvie, elle m'avait prêté sa robe pour aller danser au carnaval à Dammartin, il y a de cela deux ans. L'année d'après, elle est morte, la pauvre tante! »

Elle soupirait et pleurait si bien, que je ne pus lui demander par quelle circonstance elle était allée à un bal masqué; mais, grâce à ses talens d'ouvrière, je comprenais assez que Sylvie n'était plus une paysanne. Ses parens seuls étaient restés dans leur condition, et elle vivait au milieu d'eux comme une fée industrieuse, répandant l'abondance autour d'elle.

XI. — RETOUR.

La vue se découvrait au sortir du bois. Nous étions arrivés au bord des étangs de Chaâlys. Les galeries du cloître, la chapelle aux ogives élancées, la tour féodale et le petit château qui abrita les amours de Henri IV et de Gabrielle se teignaient des rougeurs du soir sur le vert sombre de la forêt. — C'est un paysage de Walter Scott, n'est-ce pas? disait Sylvie. — Et qui vous a parlé de Walter Scott? lui dis-je. Vous avez donc bien lu depuis trois ans! Moi, je tâche d'oublier les livres, et ce qui me charme, c'est de revoir avec vous cette vieille abbaye, où, tout petits enfans, nous nous cachions dans les ruines. Vous souvenez-vous, Sylvie, de la peur que vous aviez quand le gardien nous racontait l'histoire des moines rouges? — Oh! ne m'en parlez pas. — Alors chantez-moi la chanson de la belle fille enlevée au jardin de son père, sous le rosier blanc. — On ne chante plus cela. — Seriez-vous devenue musicienne? — Un peu. — Sylvie, Sylvie, je suis sûr que vous chantez des airs d'opéra! — Pourquoi vous plaindre? — Parce que j'aimais les vieux airs, et que vous ne saurez plus les chanter.

Sylvie modula quelques sons d'un grand air d'opéra moderne.... Elle *phrasait!*

Nous avions tourné les étangs voisins. Voici la verte pelouse, entourée de tilleuls et d'ormeaux, où nous avons dansé souvent! J'eus l'amour-propre de définir les vieux murs carlovingiens et de déchiffrer les armoiries de la maison d'Este. — Et vous! comme vous avez lu plus que moi! dit Sylvie. Vous êtes donc un savant?

J'étais piqué de son ton de reproche. J'avais jusque-là cherché l'endroit convenable pour renouveler le moment d'expansion du matin; mais que lui dire avec l'accompagnement d'un âne et d'un petit garçon très éveillé qui prenait plaisir à se rapprocher toujours pour entendre parler un Parisien? Alors j'eus le malheur de raconter l'apparition de Chaâlys, restée dans mes souvenirs. Je menai Sylvie dans la salle même du château où j'avais entendu chanter Adrienne. — Oh! que je vous entende! lui dis-je; que votre voix chérie résonne sous ces voûtes et en chasse l'esprit qui me tourmente, fût-il divin ou bien fatal! — Elle répéta les paroles et le chant après moi :

Anges, descendez promptement
Au fond du purgatoire!...

— C'est bien triste! me dit-elle.

— C'est sublime... Je crois que c'est du Porpora, avec des vers traduits au XVIe siècle.

— Je ne sais pas, répondit Sylvie.

Nous sommes revenus par la vallée, en suivant le chemin de Charlepont, que les paysans, peu étymologistes de leur nature, s'obstinent à appeler *Châllepont*. Sylvie, fatiguée de l'âne, s'appuyait sur mon bras. La route était déserte; j'essayai de parler des choses que j'avais dans le cœur, mais, je ne sais pourquoi, je ne trouvais que des expressions vulgaires, ou bien tout à coup quelque phrase pompeuse de roman, — que Sylvie pouvait avoir lue. Je m'arrêtais alors avec un goût tout classique, et elle s'étonnait parfois de ces effusions interrompues. Arrivés aux murs de Saint-S..., il fallait prendre garde à notre marche. On traverse des prairies humides où serpentent les ruisseaux. — Qu'est devenue la religieuse? dis-je tout à coup.

— Ah! vous êtes terrible avec votre religieuse... Eh bien!... eh bien! cela a mal tourné.

Sylvie ne voulut pas m'en dire un mot de plus.

Les femmes sentent-elles vraiment que telle ou telle parole passe sur les lèvres sans sortir du cœur? On ne le croirait pas, à les voir si facilement abusées, à se rendre compte des choix qu'elles font le plus souvent : il y a des hommes qui jouent si bien la comédie de l'amour! Je n'ai jamais pu m'y faire, quoique sachant que certaines

acceptent sciemment d'être trompées. D'ailleurs un amour qui remonte à l'enfance est quelque chose de sacré... Sylvie, que j'avais vue grandir, était pour moi comme une sœur. Je ne pouvais tenter une séduction... Une tout autre idée vint traverser mon esprit. — A cette heure-ci, me dis-je, je serais au théâtre... Qu'est-ce qu'Aurélie (c'était le nom de l'actrice) doit donc jouer ce soir? Évidemment le rôle de la princesse dans le drame nouveau. Oh! le troisième acte, qu'elle y est touchante!... Et dans la scène d'amour du second! avec ce jeune premier tout ridé...

— Vous êtes dans vos réflexions? dit Sylvie, et elle se mit à chanter :

A Dammartin l'y a trois belles filles :
L'y en a l'une plus belle que le jour...

— Ah! méchante! m'écriai-je, vous voyez bien que vous en savez encore des vieilles chansons.

— Si vous veniez plus souvent ici, j'en retrouverais, dit-elle, mais il faut songer au solide. Vous avez vos affaires de Paris, j'ai mon travail; ne rentrons pas trop tard : il faut que demain je sois levée avec le soleil.

XII. — LE PÈRE DODU.

J'allais répondre, j'allais tomber à ses pieds, j'allais offrir la maison de mon oncle, qu'il m'était possible encore de racheter, car nous étions plusieurs héritiers, et cette petite propriété était restée indivise; mais en ce moment nous arrivions à Loisy. On nous attendait pour souper. La soupe à l'oignon répandait au loin son parfum patriarcal. Il y avait des voisins invités pour ce lendemain de fête. Je reconnus tout de suite un vieux bûcheron, le père Dodu, qui racontait jadis aux veillées des histoires si comiques ou si terribles. Tour à tour berger, messager, garde-chasse, pêcheur, braconnier même, le père Dodu fabriquait à ses momens perdus des coucous et des tourne-broches. Pendant longtemps, il s'était consacré à promener les Anglais dans Ermenonville, en les conduisant aux lieux de méditation de Rousseau et en leur racontant ses derniers momens. C'était lui qui avait été le petit garçon que le philosophe employait à classer ses herbes, et à qui il donna l'ordre de cueillir les ciguës dont il exprima le suc dans sa tasse de café au lait. L'aubergiste de *la Croix d'Or* lui contestait ce détail; de là des haines prolongées. On avait longtemps reproché au père Dodu la possession de quelques secrets bien innocens, comme de guérir les vaches avec un verset dit à rebours et le signe de croix figuré du pied gauche, mais il avait

de bonne heure renoncé à ces superstitions, — grâce au souvenir, disait-il, des conversations de Jean-Jacques.

— Te voilà! petit Parisien, me dit le père Dodu. Tu viens pour débaucher nos filles? — Moi, père Dodu? — Tu les emmènes dans les bois pendant que le loup n'y est pas? — Père Dodu, c'est vous qui êtes le loup. — Je l'ai été tant que j'ai trouvé des brebis; à présent je ne rencontre plus que des chèvres, et qu'elles savent bien se défendre! Mais vous autres, vous êtes des malins à Paris. Jean-Jacques avait bien raison de dire : « L'homme se corrompt dans l'air empoisonné des villes. » — Père Dodu, vous savez trop bien que l'homme se corrompt partout.

Le père Dodu se mit à entonner un air à boire; on voulut en vain l'arrêter à un certain couplet scabreux que tout le monde savait par cœur. Sylvie ne voulut pas chanter, malgré nos prières, disant qu'on ne chantait plus à table. J'avais remarqué déjà que l'amoureux de la veille était assis à sa gauche. Il y avait je ne sais quoi dans sa figure ronde, dans ses cheveux ébouriffés, qui ne m'était pas inconnu. Il se leva et vint derrière ma chaise en disant : « Tu ne me reconnais donc pas, Parisien? » Une bonne femme, qui venait de rentrer au dessert après nous avoir servis, me dit à l'oreille : « Vous ne reconnaissez pas votre frère de lait? » Sans cet avertissement, j'allais être ridicule. « Ah! c'est toi, *grand frisé!* dis-je, c'est toi, le même qui m'a retiré de *l'ieau!* » Sylvie riait aux éclats de cette reconnaissance. « Sans compter, disait ce garçon en m'embrassant, que tu avais une belle montre en argent, et qu'en revenant tu étais bien plus inquiet de ta montre que de toi-même, parce qu'elle ne marchait plus; tu disais : « La *bête* est *nayée*, ça ne fait plus tic-tac; qu'est-ce que mon oncle va dire?... »

— Une bête dans une montre! dit le père Dodu, voilà ce qu'on leur fait croire à Paris, aux enfans!

Sylvie avait sommeil, je jugeai que j'étais perdu dans son esprit. Elle remonta à sa chambre, et pendant que je l'embrassais, elle me dit : « A demain, venez nous voir! »

Le père Dodu était resté à table avec Sylvain et mon frère de lait; nous causâmes longtemps autour d'un flacon de *ratafiat* de Louvres. « Les hommes sont égaux, dit le père Dodu entre deux couplets, je bois avec un pâtissier comme je ferais avec un prince. — Où est le pâtissier? dis-je. — Regarde à côté de toi! un jeune homme qui a l'ambition de s'établir. »

Mon frère de lait parut embarrassé. J'avais tout compris. — C'est une fatalité qui m'était réservée d'avoir un frère de lait dans un pays illustré par Rousseau, — qui voulait supprimer les nourrices! — Le père Dodu m'apprit qu'il était fort question du mariage de Sylvie

avec le *grand frisé*, qui voulait aller former un établissement de pâtisserie à Dammartin. Je n'en demandai pas plus. La voiture de Nanteuil-le-Haudoin me ramena le lendemain à Paris.

XIII. — AURÉLIE.

A Paris! — La voiture met cinq heures. Je n'étais pressé que d'arriver pour le soir. Vers huit heures, j'étais assis dans ma stalle accoutumée; Aurélie répandit son inspiration et son charme sur des vers faiblement inspirés de Schiller, que l'on devait à un talent de l'époque. Dans la scène du jardin, elle devint sublime. Pendant le quatrième acte, où elle ne paraissait pas, j'allai acheter un bouquet chez Mme Prévost. J'y insérai une lettre fort tendre signée : *Un inconnu*. Je me dis : Voilà quelque chose de fixé pour l'avenir, — et le lendemain j'étais sur la route d'Allemagne.

Qu'allais-je y faire? Essayer de remettre de l'ordre dans mes sentimens. — Si j'écrivais un roman, jamais je ne pourrais faire accepter l'histoire d'un cœur épris de deux amours simultanés. Sylvie m'échappait par ma faute; mais la revoir un jour avait suffi pour relever mon âme : je la plaçais désormais comme une statue souriante dans le temple de la Sagesse. Son regard m'avait arrêté au bord de l'abîme. — Je repoussais avec plus de force encore l'idée d'aller me présenter à Aurélie, pour lutter un instant avec tant d'amoureux vulgaires qui brillaient un instant près d'elle et retombaient brisés. — Nous verrons quelque jour, me dis-je, si cette femme a un cœur.

Un jour, je lus dans un journal qu'Aurélie était malade. Je lui écrivis des montagnes de Salzbourg. La lettre était si empreinte de mysticisme germanique, que je n'en devais pas attendre un grand succès, mais aussi je ne demandais pas de réponse. Je comptais un peu sur le hasard et sur — l'*inconnu*.

Des mois se passent. A travers mes courses et mes loisirs; j'avais entrepris de fixer dans une action poétique les amours du peintre Colonna pour la belle Laura, que ses parens firent religieuse, et qu'il aima jusqu'à la mort. Quelque chose dans ce sujet se rapportait à mes préoccupations constantes. Le dernier vers du drame écrit, je ne ne songeai plus qu'à revenir en France.

Que dire maintenant qui ne soit l'histoire de tant d'autres? J'ai passé par tous les cercles de ces lieux d'épreuves qu'on appelle théâtres. « J'ai mangé du tambour et bu de la cymbale, » comme dit la phrase dénuée de sens apparent des initiés d'Éleusis. — Elle signifie sans doute qu'il faut au besoin passer les bornes du non sens et de l'absurdité : la raison pour moi, c'était de conquérir et de fixer mon idéal.

Aurélie avait accepté le rôle principal dans le drame que je rapportais d'Allemagne. Je n'oublierai jamais le jour où elle me permit de lui lire la pièce. Les scènes d'amour étaient préparées à son intention. Je crois bien que je les dis avec âme, mais surtout avec enthousiasme. Dans la conversation qui suivit, je me révélai comme l'*inconnu* des deux lettres. Elle me dit : — Vous êtes bien fou; mais revenez me voir... Je n'ai jamais pu trouver quelqu'un qui sût m'aimer.

O femme! tu cherches l'amour... Et moi, donc?

Les jours suivans, j'écrivis les lettres les plus tendres, les plus belles que sans doute elle eût jamais reçues. J'en recevais d'elle qui étaient pleines de raison. Un instant elle fut touchée, m'appela près d'elle, et m'avoua qu'il lui était difficile de rompre un attachement plus ancien. — Si c'est bien *pour moi* que vous m'aimez, dit-elle, vous comprendrez que je ne puis être qu'à un seul.

Deux mois plus tard, je reçus une lettre pleine d'effusion. Je courus chez elle. — Quelqu'un me donna dans l'intervalle un détail précieux. Le beau jeune homme que j'avais rencontré une nuit au cercle venait de prendre un engagement dans les spahis.

L'été suivant, il y avait des courses à Chantilly. La troupe du théâtre où jouait Aurélie donnait là une représentation. Une fois dans le pays, la troupe était pour trois jours aux ordres du régisseur. — Je m'étais fait l'ami de ce brave homme, ancien Dorante des comédies de Marivaux, longtemps jeune premier de drame, et dont le dernier succès avait été le rôle d'amoureux dans la pièce imitée de Schiller, où mon binocle me l'avait montré si ridé. De près, il paraissait plus jeune, et, resté maigre, il produisait encore de l'effet dans les provinces. Il avait du feu. J'accompagnais la troupe en qualité de *seigneur poète;* je persuadai au régisseur d'aller donner des représentations à Senlis et à Dammartin. Il penchait d'abord pour Compiègne; mais Aurélie fut de mon avis. Le lendemain, pendant que l'on allait traiter avec les propriétaires des salles et les autorités, je louai des chevaux, et nous prîmes la route des étangs de Commelle pour aller déjeuner au château de la reine Blanche. Aurélie, en amazone, avec ses cheveux blonds flottans, traversait la forêt comme une reine d'autrefois, et les paysans s'arrêtaient éblouis. — Mme de F... était la seule qu'ils eussent vue si imposante et si gracieuse dans ses saluts. — Après le déjeuner, nous descendîmes dans des villages rappelant ceux de la Suisse, où l'eau de la Nonette fait mouvoir des scieries. Ces aspects chers à mes souvenirs l'intéressaient sans l'arrêter. J'avais projeté de conduire Aurélie au château, près d'Orry, sur la même place verte où pour la première fois j'avais vu Adrienne. — Nulle émotion ne parut en elle. Alors je lui racontai tout; je lui

dis la source de cet amour entrevu dans les nuits, rêvé plus tard, réalisé en elle. Elle m'écoutait sérieusement et me dit : — Vous ne m'aimez pas! Vous attendez que je vous dise : La comédienne est la même que la religieuse; vous cherchez un drame, voilà tout, et le dénoûment vous échappe. Allez, je ne vous crois plus!

Cette parole fut un éclair. Ces enthousiasmes bizarres que j'avais ressentis si longtemps, ces rêves, ces pleurs, ces désespoirs et ces tendresses,... ce n'était donc pas l'amour? Mais où donc est-il?

Aurélie joua le soir à Senlis. Je crus m'apercevoir qu'elle avait un faible pour le régisseur, — le jeune premier ridé. Cet homme était d'un caractère excellent et lui avait rendu des services.

Aurélie m'a dit un jour : — Celui qui m'aime, le voilà!

XIV. — DERNIER FEUILLET.

Telles sont les chimères qui charment et égarent au matin de la vie. J'ai essayé de les fixer sans beaucoup d'ordre, mais bien des cœurs me comprendront. Les illusions tombent l'une après l'autre, comme les écorces d'un fruit, et le fruit, c'est l'expérience. Sa saveur est amère; elle a pourtant quelque chose d'âcre qui fortifie, — qu'on me pardonne ce style vieilli. Rousseau dit que le spectacle de la nature console de tout. Je cherche parfois à retrouver mes bosquets de Clarens perdus au nord de Paris, dans les brumes. Tout cela est bien changé!

Ermenonville! pays où fleurissait encore l'idylle antique, — traduite une seconde fois d'après Gessner! tu as perdu ta seule étoile, qui chatoyait pour moi d'un double éclat. Tour à tour bleue et rose comme l'astre trompeur d'Aldebaran, c'était Adrienne ou Sylvie, — c'étaient les deux moitiés d'un seul amour. L'une était l'idéal sublime, l'autre la douce réalité. Que me font maintenant tes ombrages et tes lacs, et même ton désert? Othys, Montagny, Loisy, pauvres hameaux voisins, Chaâlys, — que l'on restaure, — vous n'avez rien gardé de tout ce passé! Quelquefois j'ai besoin de revoir ces lieux de solitude et de rêverie. J'y relève tristement en moi-même les traces fugitives d'une époque où le naturel était affecté; je souris parfois en lisant sur le flanc des granits certains vers de Roucher, qui m'avaient paru sublimes, — ou des maximes de bienfaisance au-dessus d'une fontaine ou d'une grotte consacrée à Pan. Les étangs, creusés à si grands frais, étalent en vain leur eau morte que le cygne dédaigne. Il n'est plus, le temps où les chasses de Condé passaient avec leurs amazones fières, où les cors se répondaient de loin, multipliés par les échos!... Pour se rendre à Ermenonville, on ne trouve

plus aujourd'hui de route directe. Quelquefois j'y vais par Creil et Senlis, d'autres fois par Dammartin.

A Dammartin, l'on n'arrive jamais que le soir. Je vais coucher alors à *l'Image Saint-Jean*. On me donne d'ordinaire une chambre assez propre tendue en vieille tapisserie avec un trumeau au-dessus de la glace. Cette chambre est un dernier retour vers le bric-à-brac, auquel j'ai depuis longtemps renoncé. On y dort chaudement sous l'édredon, qui est d'usage dans ce pays. Le matin, quand j'ouvre la fenêtre, encadrée de vigne et de roses, je découvre avec ravissement un horizon vert de dix lieues, où les peupliers s'alignent comme des armées. Quelques villages s'abritent çà et là sous leurs clochers aigus, construits, comme on dit là, en pointes d'ossemens. On distingue d'abord Othys, — puis Ève, puis Ver; on distinguerait Ermenonville à travers le bois, s'il avait un clocher, — mais dans ce lieu philosophique on a bien négligé l'église. Après avoir rempli mes poumons de l'air si pur qu'on respire sur ces plateaux, je descends gaiement et je vais faire un tour chez le pâtissier. « Te voilà, grand frisé! — Te voilà, petit Parisien! » Nous nous donnons les coups de poings amicaux de l'enfance, puis je gravis un certain escalier où les joyeux cris de deux enfans accueillent ma venue. Le sourire athénien de Sylvie illumine ses traits charmés. Je me dis : « Là était le bonheur peut-être; cependant... »

Je l'appelle quelquefois Lolotte, et elle me trouve un peu de ressemblance avec Werther, moins les pistolets, qui ne sont plus de mode. Pendant que le *grand frisé* s'occupe du déjeuner, nous allons promener les enfans dans les allées de tilleuls qui ceignent les débris des vieilles tours de brique du château. Tandis que ces petits s'exercent, au tir des compagnons de l'arc, à ficher dans la paille les flèches paternelles, nous lisons quelques poésies ou quelques pages de ces livres si courts qu'on ne fait plus guère.

J'oubliais de dire que le jour où la troupe dont faisait partie Aurélie a donné une représentation à Dammartin, j'ai conduit Sylvie au spectacle, et je lui ai demandé si elle ne trouvait pas que l'actrice ressemblait à une personne qu'elle avait connue déjà. — A qui donc? — Vous souvenez-vous d'Adrienne?

Elle partit d'un grand éclat de rire en disant : « Quelle idée ! » Puis, comme se le reprochant, elle reprit en soupirant : « Pauvre Adrienne! elle est morte au couvent de Saint-S..., vers 1832. »

GÉRARD DE NERVAL.

DU

MOUVEMENT INTELLECTUEL

PARMI LES POPULATIONS OUVRIÈRES.

LES OUVRIERS DU MIDI DANS LES CEVENNES

ET L'INDUSTRIE DE LA SOIE.[1]

On pourra bientôt se rendre en un jour, à travers la France entière, des froides régions que baigne la Mer du Nord aux tièdes rivages de la Méditerranée. On aura quitté la veille des champs où croissent le pommier et le houblon à côté du chêne druidique, et on se trouvera le lendemain au milieu des grenadiers, des oliviers et des ravissans arbustes du jardin des Hespérides. L'aspect des populations n'aura pas moins changé que l'aspect de la nature. Entre les hommes du midi et ceux du nord de la France, il existe des différences essentielles et de visibles contrastes à côté de traits communs qu'expliquent les progrès généraux de la civilisation et le mouvement si rapide de la nation française vers l'unité. Ces variétés sont beaucoup plus frappantes dans les couches inférieures de la population, condamnées à l'isolement de la vie locale, que dans les rangs élevés, où les relations embrassent une plus grande sphère et où le degré d'instruction est à peu près le même en tous lieux. C'est au sein des classes ouvrières que se conservent le plus fidèlement l'esprit du sol et le caractère traditionnel des races. L'existence matérielle, la vie

1) Voyez les livraisons des 1er juin, 1er septembre, 15 octobre 1851, — 15 février, 1er août 1852, — 15 janvier 1853.

morale, le mouvement intellectuel, tout diffère dans ces classes de province à province. Ainsi l'Alsace et le Forez ne nous ont pas offert des spectacles pareils à ceux de la Flandre ou de la Normandie. Le tableau du midi de la France est empreint de couleurs encore plus singulières et plus inattendues. Ici règnent, puissantes et respectées, des influences absolument inconnues dans le reste du pays. De plus, tandis que les classes ouvrières du nord sont associées à un mouvement industriel déjà ancien et qui se continue, celles du midi dépendent presque partout de fabrications nouvellement acclimatées, ou dont l'essor est récent. Aussi le caractère originel de ces dernières populations n'a-t-il pu être que faiblement entamé encore par les usages que tend à propager la vie manufacturière.

On ne connaît d'ailleurs que fort imparfaitement l'état industriel de nos provinces méridionales, soit parce qu'elles sont éloignées de la capitale et que les moyens de communication y sont assez rares et souvent difficiles, soit parce que le régime du travail s'y présente dans des conditions auxquelles on n'est pas accoutumé. Au lieu d'avoir, comme la Flandre, pour l'écoulement de ses produits des canaux rayonnant en tous sens, la vieille Gaule narbonnaise ne possède que le canal des Deux-Mers, monument admirable sans contredit, mais débouché commercial insuffisant. En fait de chemins de fer, hormis le réseau du Gard, si hardiment conçu, et le tronçon des Bouches-du-Rhône, on en est encore à des projets dont l'exécution est à peine commencée. Bien que quatre ou cinq villes jouissent, sous le ciel brillant du midi, d'une notoriété industrielle plus ou moins éclatante, on n'y aperçoit point d'agglomérations de fabriques comparables à celles de la Flandre ou de l'Alsace. La dissémination des forces manufacturières est, au contraire, un des traits saillans du tableau.

C'est au milieu de ces conditions, souvent défavorables, que l'industrie a cependant étendu son domaine. Ses moyens se sont développés surtout depuis que la conquête de l'Algérie est venue donner une importance nouvelle au bassin de la Méditerranée. On a vu éclater parfois dans les fabriques méridionales cette initiative hardie, cet esprit d'entreprise infatigable qui élargit les horizons et marque les grandes destinées. A côté de ces progrès de la production matérielle, il y a là aussi tous les signes d'un curieux mouvement intellectuel et moral. La diversité qu'on observe dans le domaine du travail se retrouve dans les mœurs et dans les tendances des populations. Les différences de religion, d'idiomes, concourent, avec la dissémination de l'activité industrielle, pour créer une foule de petits centres distincts ayant chacun sa vie propre et sa physionomie originale. Une première difficulté dans l'étude des populations ouvrières du midi,

c'est le classement, l'ordre à établir parmi tant d'intérêts et de questions qui se rattachent à de récens progrès. Heureusement notre division est tracée par la nature même du pays que nous avons à parcourir. Le Rhône scinde en deux portions inégales nos provinces du sud. — Les contrées de la rive gauche, pressées entre les Alpes et le fleuve impétueux qui semble couler sans toucher ses rives, sont le siége d'industries spéciales, dont quelques-unes n'existent nulle part ailleurs, du moins dans de telles proportions, et dont d'autres unissent, d'une façon singulière, le travail agricole au travail purement industriel. Là, le caractère provençal présente à l'observation sa vivacité pétulante et sa proverbiale naïveté. — Les provinces de la rive droite du Rhône sont comprises entre les montagnes de l'Aveyron et du Limousin et la muraille pyrénéenne, entre les rivages de la Méditerranée et les côtes de la Gascogne. Ces régions renferment des fabrications extrêmement diverses, et pourtant on éprouve d'abord quelque peine à en apprécier la richesse industrielle. De belles cultures y frappent seules les regards; on y voit des districts immenses, toute la riche vallée de la Garonne, par exemple, qui sont exclusivement agricoles. C'est dans le Languedoc, dans le bas Languedoc principalement, qu'au milieu des vignes luxuriantes, des oliviers et des mûriers de l'Hérault et du Gard, on rencontre enfin l'industrie manufacturière. Quelques cités plus ou moins actives, les villages et les hameaux des montagnes, sont les siéges préférés du travail industriel, qui se réfugie parfois aussi au fond de vallées solitaires et sur les bords de torrens inconnus. Pour continuer parmi les populations méridionales les recherches commencées dans la France de l'est et du nord, nous nous placerons d'abord sur la rive droite du Rhône. Les industries de Nîmes, des Monts-Garrigues et des Cévennes nous occuperont successivement dans cette première étude.

I. — NÎMES, LES GARRIGUES ET LES CÉVENNES. — INDUSTRIES LOCALES.

La chaîne des Cévennes, qui compte à peu près 400 kilomètres de longueur et traverse huit ou dix départemens, s'en va toucher aux Vosges du côté du nord et se relie par le sud au gigantesque rideau des Pyrénées. Elle se divise en quelques larges massifs d'une hauteur fort inégale, ayant chacun son nom particulier. La partie de ces montagnes située dans le nord du département du Gard et dans le sud du département de l'Ardèche porte le nom de *Cévennes propres;* là même commence un autre réseau, celui des Monts-Garrigues, qui, après s'être inclinés vers Nîmes, débordent sur les départemens de l'Aveyron et de l'Hérault. Cette région, où la nature a multiplié les sites pittoresques, où des collines et des vallons d'une

fertilité inouie sont dominés par des plateaux d'une attristante aridité, est le siége du premier groupe d'ouvriers languedociens. La masse de la population y est employée soit à des travaux exclusivement manufacturiers, soit à la production et aux premières préparations de la soie. Nîmes sur la lisière du sud, Alais et Viviers vers le nord, Le Vigan au centre, Ganges du côté de l'ouest, et vingt autres localités moins importantes, disséminées çà et là, y partagent leur activité entre ces deux branches du travail industriel.

Nîmes, qui, entre toutes les autres villes de ce district, représente avec un éclat incomparable la production manufacturière, est bâtie sur le revers de sept collines conservant le nom général de Garrigues, et dont les sommets la dominent au nord-ouest, tandis que la vallée du Vistre s'étend à perte de vue à l'est et au midi. Cette ville en renferme pour ainsi dire trois entre ses murailles. La vieille cité romaine, dont les magnifiques vestiges rappellent tant de grandeurs évanouies, excite dans l'âme une admiration mêlée de tristesse. La ville industrielle, qui avait déjà un rang distingué dans la fabrication française aux XVe et XVIe siècles (1), un moment abattue par la révocation de l'édit de Nantes, reprend bientôt un remarquable essor; mais sa prospérité s'éteint de nouveau sous la terreur, reparaît avec le consulat et l'empire, fléchit en 1815, se relève ensuite pendant la restauration, et jette son plus grand éclat de 1834 à 1847. Quant à la troisième section de la cité, que nous appellerons, à défaut d'un autre mot, la ville aristocratique, elle renferme, avec quelques représentans de l'ancienne noblesse, cette partie de la bourgeoisie adonnée aux professions libérales, qui tient à rester complétement en dehors de l'industrie.

Sur une population de 53,000 âmes, le travail industriel fait vivre à Nîmes environ 25,000 individus, sans parler des familles qu'il occupe dans les campagnes. La fabrique met en œuvre toutes les matières textiles, sauf le lin et le chanvre; la soie, la laine et le coton, purs ou mélangés, entrent dans ses châles brochés ou imprimés, dans ses tapis, ses articles de bonneterie, ses foulards, fichus et cravates.

L'industrie des châles, qui reste encore à l'heure qu'il est la plus importante des productions nîmoises, décline cependant depuis plusieurs années, par suite de circonstances diverses. Au moment où elle souffrait déjà de difficultés intérieures inhérentes à la mobilité des goûts publics ou provenant de la rivalité de quelques autres cités françaises, elle s'est vu ravir à peu près complétement ses dé-

(1) Au XVIe siècle, Nîmes avait obtenu des lettres-patentes et statuts royaux qui lui accordaient, comme à Paris, Tours et Lyon, *le privilége d'exercer le commerce, art et fabrique du drap d'or, d'argent, de soie et autres étoffes mélangées.*

bouchés extérieurs. Les fabricans de Vienne en Autriche, ceux de Paisley et de Glasgow dans le royaume-uni, qui ont l'avantage soit d'acheter les laines à plus bas prix, soit de posséder de plus puissans moyens de fabrication et de plus grandes ressources commerciales, lui ont enlevé les riches marchés de l'Amérique du Nord, et ceux de la Hollande et de la Belgique. Ni le goût et la fécondité artistiques de nos fabricans et de nos dessinateurs, ni les expédiens de fabrication toujours nuisibles d'ailleurs à la qualité des marchandises, ni l'expérience des ouvriers, dont quelques-uns, du reste, avaient été embauchés par la concurrence étrangère, ne purent triompher du malaise qui suivit ce grand échec. Les deux tiers au moins des tisseurs de châles travaillant à leur domicile furent contraints de vendre leurs métiers et de s'enrôler au service d'autres fabrications.

La belle industrie des tapis récemment installée à Nîmes, où elle jouit d'une merveilleuse prospérité, put heureusement recueillir un grand nombre de ces travailleurs dépossédés de leur besogne habituelle. Embrassant tous les genres, la tapisserie de cette ville a rapidement conquis la faveur du commerce, qui étale assez souvent ses articles sous les noms les plus anciennement connus (1). Elle semble appelée à une fortune croissante, si, en élargissant ses moyens de production, elle parvient, par l'abaissement de ses prix, à propager l'usage des tapis, encore extrêmement restreint dans nos habitudes domestiques. Les ouvriers qu'elle emploie, et qui travaillent tantôt chez eux et tantôt en atelier, se trouvent dans des conditions économiques des plus favorables.

La troisième branche de l'industrie nîmoise, la bonneterie, a su combiner l'ancien métier à mailles avec la mécanique Jacquart, de manière à créer des genres nouveaux imitant la dentelle avec des dessins chinés, qui ont procuré au travail un utile aliment. On a ainsi rempl cé une fabrication jadis florissante, celle des bas de soie aujourd'hui tout à fait déchue. Ce qui faisait la fortune de cet article, outre l'usage universel et quotidien du bas de soie parmi les classes aisées, c'était l'exportation dans les deux Amériques: mais les fabricans nîmois, quoique placés dans un pays qui produit les plus belles soies du monde, quoique trouvant dans les Cévennes

(1) Nîmes confectionne les moquettes de toutes qualités, les étoffes de luxe pour meubles et tentures, les tapis écossais, jaspés ou serges, les tapis veloutés et à chenilles, qui permettent l'emploi des fils de toutes couleurs, à la différence des moquettes, et présentent un tissu plus fini et des dessins mieux modelés. Ces derniers tapis cherchent à reproduire l'aspect des ouvrages des Gobelins, sans prétendre, bien entendu, à les égaler. Tandis qu'un ouvrier fabrique à Nîmes 2 mètres de tapis par jour, aux Gobelins on en fait quelques centimètres seulement, et les pièces coûtant aux Gobelins 25 ou 30,000 francs descendent à 1,000 francs dans le département du Gard.

la main-d'œuvre à bon marché, ont eu le malheur, faute d'efforts persévérans, de se laisser encore ici supplanter par l'Angleterre. La ganterie de soie, que la mode avait jadis délaissée et qu'elle semble vouloir reprendre, s'est mieux entendue à améliorer sa fabrication. D'installation beaucoup plus récente à Nîmes que la confection des bas, cette industrie forme, soit dans la ville même, soit dans les montagnes voisines, un élément de travail assez notable (1). Les ouvriers bonnetiers de Nîmes, quelquefois réunis en atelier, travaillent le plus souvent chez eux en famille; leur besogne monotone est plus ennuyeuse que fatigante, aussi est-elle une des moins rétribuées du pays.

Les tissus en soie pure ou mélangée, derniers restes de la vieille fabrication locale, considérablement modifiée depuis le XVIe siècle, ne comprennent plus aujourd'hui que des foulards et fichus imprimés, des cravates en gros de Naples ou en taffetas noir, quelques rares étoffes pour robes, et enfin un genre spécial de tissus unis, à carreaux, ou lamés en or, en argent, en cuivre. Ces tissus, qui sont destinés à l'Algérie et à la côte d'Afrique, méritent, à cause de leur destination, une mention spéciale: ils se fabriquaient à Nîmes, mais en très-petite quantité, sous le nom de mouchoirs du Levant, même avant la conquête de l'Algérie. Remarquablement améliorés depuis quelques années, ils éclipsent tout à fait les produits similaires, autrefois célèbres, de Tunis et de Tripoli. Il y a là de riches écharpes rayées et mêlées de fils d'or ou d'argent, des turbans de 5 ou 6 mètres de long, des robes communes à couleurs bizarrement mêlées et qu'on noue tout simplement sur la hanche (2). En dehors de ses relations avec les Arabes, Nîmes ne conserve plus guère qu'en Espagne et en Italie quelques débris de ce commerce extérieur, jadis si profitable à ses fabricans de châles et à ses fabricans de bas : l'intérieur forme le principal marché de ses produits. Toulouse, Bordeaux et Bayonne, dans le midi de la France, sont des centres d'importantes affaires qui

(1) On peut évaluer la production annuelle à 90,000 douzaines de gants de soie et 35,000 de gants de filet, etc.

(2) Quelquefois on met du cuivre dans certains tissus communs. Quand on a commencé à employer ce métal, les consommateurs africains l'ont pris pour de l'or et ont été dupes de leur erreur. Aujourd'hui ces fraudes criminelles ne sont plus possibles, et les prix sont fixés en raison de la matière; mais le commerce des tissus en Algérie, de quelque lieu que soient tirés ces articles, est encore exposé à des pratiques frauduleuses, provenant surtout de l'initiative des Juifs arabes, par les mains desquels passe tout le négoce local. Ces marchands, qui ont dans les cités et les bourgades de l'Afrique des boutiques où s'entassent pêle-mêle les objets les plus disparates, où le client n'entre jamais et achète par la fenêtre, viennent en France deux fois par année pour leurs approvisionnemens. Le plus grand nombre est sans cesse à la piste de nouveaux moyens de tromperie que doit repousser la loyauté comme l'intérêt de nos fabricans.

contribuent puissamment à entretenir le mouvement de ses métiers.

Dans les autres cités manufacturières du groupe des Cévennes et des Garrigues, les ouvriers de l'industrie textile ne pratiquent que la bonneterie, à l'exception de la petite ville de Sommières, où se confectionnent ces étoffes grossières appelées *limousines*, destinées aux manteaux des rouliers. Les bonnetiers du Vigan, dans le Gard, et de Ganges, dans l'Hérault, qui ont considérablement accru leurs opérarations depuis quelques années, sont renommés pour le bon marché de leurs produits. Au besoin cependant, on y sait attaquer aussi les articles de luxe, surtout à Ganges, où les broderies et les dessins à jour s'exécutent avec une finesse merveilleuse.

Sur un des points de la même contrée, les ouvriers des grandes usines d'Alais et ceux des houillères de la Grand'Combe accomplissent une tâche d'un ordre tout différent. Le chemin de fer qui conduit chez eux, et qui n'a qu'une seule voie, part de Nîmes et monte d'abord pendant 10 kilomètres à travers un pays aride et triste; mais ensuite, à mesure qu'on descend vers le village de Ners, où se réunissent les deux torrens qui portent le nom de Gardon, le *Gardon d'Alais* et le *Gardon d'Anduze*, la campagne prend un aspect de plus en plus frais et vivant. Des mûriers alignés symétriquement dans les champs charment les yeux par l'éclat de leur feuillage. La ville d'Alais est assise entre des coteaux chargés d'arbres jusqu'au faîte, au sein d'un vallon qui ressemble à une corbeille de verdure. — Une ligne de quais magnifiques, dont la base, durant l'été, est à peine baignée par des eaux rares et inoffensives, garantit la cité contre les débordemens périodiques et terribles du Gardon. Singulière circonstance! au milieu de ces collines boisées, l'industrie manque d'eau pour entretenir des moteurs hydrauliques. Dans les hauts-fourneaux et les forges d'Alais, on n'a pour ressource qu'un réservoir alimenté par une pompe aboutissant au Gardon, et tous les appareils sont exclusivement mus par la vapeur. Établies dans un site enchanteur, dont les aspects doux et calmes sembleraient mieux convenir aux loisirs champêtres qu'aux travaux d'une bruyante industrie, ces usines possèdent l'avantage trop rare en France d'avoir à peu de distance le minerai et la houille. L'extraction du minerai est une besogne facile dont se chargent volontiers les ouvriers de la localité. Les travailleurs employés autour des brasiers intérieurs ont une tâche beaucoup plus rude, que les enfans de ces molles vallées abandonnent à des ouvriers étrangers, pour la plupart Belges ou Piémontais. L'industrie métallurgique, avec les sept ou huit cents individus qu'elle emploie, n'en occasionne pas moins un mouvement d'affaires dont profite toute la population du pays. Il faut en dire autant, à plus forte raison, des mines de la Grand'Combe, situées à 13 kilomètres d'Alais. Ces mines

emploient environ trois mille individus, dont le travail ressemble à celui des charbonniers de la Loire (1).

C'est pour le transport des minéraux et des métaux qu'ont été construits les chemins de fer du Gard; mais ces voies de communication rendent en même temps d'immenses services à une industrie bien plus importante pour ces contrées que la métallurgie : je veux parler de la seconde branche de travail du groupe des Cévennes, — la production de la soie. Agricole dans son principe, parce qu'elle exige la culture du mûrier, dont les feuilles sont le seul aliment des vers à soie, l'industrie séricicole donne lieu, pour l'*éducation* même de ces précieux insectes, à un travail d'un genre spécial, qui devient tout à fait manufacturier aussitôt que l'*éducation* est finie.

On sait que les vers à soie, dont il a été compté jusqu'à trente familles, vivent à peine cinquante jours, et que, durant cette courte existence, ils passent rapidement à travers les plus merveilleuses métamorphoses. L'insecte sort d'un œuf extrêmement petit, dont il brise la coquille quand vient la douce température du printemps. L'éclosion des œufs, qu'on a soin d'exposer à un même degré de chaleur, afin d'obtenir des résultats simultanés, n'a guère lieu que le matin, de trois à neuf heures. Le ver se développe très rapidement, mais avec une organisation fort imparfaite, sans artères, sans veines, privé du sens de la vue, réclamant des soins constans et minutieux de la part des mains qui l'élèvent, et n'ayant d'autre instinct que celui de reconnaître la feuille du mûrier et de distinguer les feuilles desséchées des feuilles nouvellement cueillies. Il change plusieurs fois de peau et de museau: ces renouvellemens périodiques, marqués par des signes singuliers et qu'on appelle *mues*, sont autant de crises très souvent mortelles. Les phénomènes se succèdent avec une rapidité croissante à mesure qu'approche le moment où l'appareil soyeux que le ver recèle dans ses flancs va distiller la matière gommeuse qu'il contient. La formation du cocon, qu'il est possible d'observer pendant un certain temps, jusqu'à ce que le rideau s'épaississe au point de cacher entièrement la chenille, prend à peu près quatre jours, qui sont pour l'insecte quatre jours d'un travail presque continu. Renversé sur le flanc, le ver déroule un fil d'une longueur de 800 à 1500 mètres, dont une partie seulement, les deux tiers environ, sont plus tard susceptibles d'être dévidés. Si l'existence de la chenille s'arrêtait au milieu de sa couche soyeuse, l'espèce serait

(1) La Grand'Combe avait fourni le premier exemple des fusions entre compagnies diverses, fusions qui viennent d'être assujetties par un décret à l'autorisation du gouvernement. Ces alliances peuvent sans doute avoir leurs dangers; cependant, il est juste de le dire, elles ont donné le signal d'une très utile réforme dans l'exploitation des houillères en France.

anéantie, car le ver, sous sa première forme, est incapable de laisser une lignée. C'est le papillon, s'échappant de la chrysalide mystérieuse au bout d'une quinzaine de jours, vers l'heure où le soleil se lève, qui est chargé de la conservation de la race : mais on ne laisse arriver qu'un petit nombre de vers à cette métamorphose, qui briserait le fil de soie, et on étouffe les chrysalides au moyen d'une forte chaleur. De même que tous les papillons nocturnes à la classe desquels ils appartiennent, les papillons issus du ver à soie ne sont pourvus d'aucun organe destiné à la nutrition, et par conséquent ils ne sauraient vivre longtemps. Aussitôt que la femelle a déposé ses œufs, dont le nombre varie de trois cents à sept cents, et qui écloront à leur tour l'année suivante, la génération éclose se dessèche et dépérit en deux ou trois jours.

De notables progrès ont été accomplis, depuis une vingtaine d'années, dans l'*éducation* des vers à soie, soit pour la disposition même du local destiné à l'éclosion des œufs, c'est-à-dire des magnaneries, soit pour la nourriture et l'hygiène des chenilles. Dans la pratique ordinaire livrée à l'esprit de routine, on néglige trop souvent les précautions qui sont le mieux indiquées par la science : aussi la déperdition est-elle considérable. Un habile et soigneux éducateur d'Alais nous donnait naguère, sur les lieux mêmes, les chiffres suivans, comme résultant de ses longues observations : une once de graines ou d'œufs de vers à soie produit, en moyenne, 40 kilog. de cocons et 3 kilog. de soie, tandis qu'on aurait dû obtenir 100 kilog. de cocons et 7 kilog. 1/2 de soie. Dans les magnaneries mal soignées, le déchet est bien plus grand : on y voit régner plus cruellement les maladies qui déciment les insectes, et dont la plus terrible, connue sous le nom de *muscardine*, a causé récemment tant de dommages à nos *éducateurs*. Ces périls attachés à l'*éducation* des vers, cette incertitude des récoltes, rendent très aléatoire le sort des ouvriers employés à la production de la soie, aussi bien pour la partie agricole que pour la partie manufacturière.

La première opération véritablement industrielle consiste à enlever les fils soyeux enroulés autour de la chrysalide (1). A son état naturel, la soie n'est pas, comme le coton ou la laine, composée d'une multitude de filamens plus ou moins longs. Elle est produite à l'état de fil par le ver lui-même ; mais pour dévider ces fils, dont la ténuité est extrême, il faut recourir à l'industrie appelée improprement *filature de la soie*, et aujourd'hui pratiquée en grand dans des ateliers mécaniques. On ne pourrait pas tirer la soie d'un cocon pris isolé-

(1) La chrysalide, qui, dans certaines contrées, sert à la nourriture des animaux et même quelquefois, en Chine, à celle des hommes, n'est employée chez nous que comme engrais, après avoir été mélangée avec diverses matières.

ment, il faut au moins joindre deux fils ensemble. Les femmes qui sont généralement chargées de ce travail délicat en saisissent le plus souvent trois, quatre ou même davantage, jusqu'à dix ou douze, suivant la grosseur qu'on veut obtenir. Les cocons sont plongés dans des bassines remplies d'eau chaude, où on les bat quelques instans avec un petit balai de bruyère, pour décoller les filamens et les enrouler ensuite sur des dévidoirs. Cette tâche n'est pas très rude; mais comme, avec les procédés suivis jusqu'à une époque récente où d'heureux essais ont été faits pour la conservation des cocons, le plus beau fil était celui qu'on laissait le moins longtemps sur les chrysalides, on a pris l'habitude de pousser le dévidage avec la plus grande activité, et de prolonger la durée du travail quotidien jusqu'à quinze et seize heures. La saison de la filature n'occupe ainsi que trois ou quatre mois; les nouveaux procédés permettront d'en étendre la durée, et de resserrer la tâche quotidienne des fileuses dans des limites plus rationnelles.

Au sortir de la filature, la soie n'est pas encore en état d'être livrée aux fabrications qui l'emploient; elle doit passer dans des ateliers d'un autre genre appelés *ouvraisons* ou *moulinages*, où les fils sont *bobinés*, tordus et mis en écheveaux. La difficulté principale de cette opération consiste à éviter la rupture des fils et à les rattacher adroitement quand ils viennent à se briser. A la différence des filatures de soie, les moulinages demeurent en activité toute l'année. Bien qu'on n'y ait pas les mêmes motifs que dans les premiers établissemens pour précipiter l'ouvrage, le travail effectif y est aussi long. Pour s'écarter ainsi du terme légal de douze heures, on allègue la nécessité de lutter contre la concurrence extérieure. A nos yeux, les producteurs de soie devraient demander les moyens d'amoindrir le prix de revient de cette riche matière à la bonne organisation des magnaneries, à la simplification des procédés de la filature et du moulinage, qui, même après les notables améliorations réalisées depuis quarante années, sont loin des perfectionnemens de nos autres industries textiles (1).

L'*éducation* des vers à soie et la *filature* occupent dans le Gard, dans les arrondissemens d'Uzès, du Vigan, et principalement dans celui d'Alais, un nombre de bras plus considérable qu'en aucun autre district du midi de la France. Les *ouvraisons* sont au contraire plus multipliées dans l'Ardèche, aux environs de Viviers (2). Partout dans

(1) Le système de moulinage adopté par les Anglais est plus simple que le nôtre, et il en résulte que les fils moulinés coûtent moins cher en Angleterre qu'en France.

(2) Après le Gard, placé en première ligne sur l'échelle de nos départemens sérifères, viennent la Drôme, l'Ardèche, Vaucluse, l'Hérault, l'Isère, etc. Aucun pays ne produit de meilleures soies que la France, mais elles reviennent à un prix plus élevé qu'en beaucoup d'autres lieux. Notre production ne suffit pas d'ailleurs aux besoins de nos fabriques; nous tirons le supplément qui nous est nécessaire de la Sardaigne principalement, et puis des autres états de l'Italie, de la Suisse, de l'Espagne, de la Turquie, etc.

les Cévennes et dans les Garrigues, la population est tenue en haleine jour et nuit, durant l'été, autour des débiles insectes de qui dépend sa propre existence. La production de la soie prête du reste des couleurs singulières à la vie morale des travailleurs qu'elle occupe, comme on en jugera par le tableau de cette vie même, comparée à celle des ouvriers de fabrique.

II. — MOEURS ET CARACTÈRE DES OUVRIERS CÉVENOLS.

On connaît le mouvement industriel dont les centres principaux sont situés dans les Cévennes et les Monts-Garrigues: tous les ouvriers de cette région de la France vivent dans une bien plus fréquente communication que ceux du nord avec la nature extérieure. Grâce au climat, ils prennent une plus large part de grand air et de soleil; cependant il se produit dans la région des Cévennes une différence essentielle, sous ce rapport, entre ceux qui manient des métiers dans les villes, soit à leur domicile, soit en atelier, et ceux que le genre de leur travail ou leur demeure isolée dans la campagne associe, en une certaine mesure, à la destinée des cultivateurs. Les variétés de caractères qui découlent de la diversité des situations matérielles sont fidèlement représentées, — d'un côté, par les ouvriers de Nîmes, — de l'autre, par les travailleurs occupés à la production de la soie.

Les premiers toutefois n'ont pas plus que les autres de goût pour une existence murée dans leur maison: ils y échappent le plus qu'ils peuvent. On les voit, durant la semaine, prendre leurs repas en plein vent, et le soir après le travail se promener quelque temps dans la ville pour jouir d'un ciel presque toujours sans nuages. Leur penchant se manifeste bien plus encore le dimanche, alors que tous les métiers ont cessé de battre. La population laborieuse émigre ce jour-là pour s'en aller sur les collines qui dominent la cité, et où un assez grand nombre de familles ont un pied à terre, une sorte de petite maison de campagne qu'on appelle *mazet*. Rarement prises en location, ces modestes villas sont en général un patrimoine héréditaire. Comme le terrain rocailleux des Garrigues, sauf en quelques rares cantons où la vigne vient assez bien, n'a presque aucune valeur, la possession d'un *mazet* ne représente pas un capital de plus de 150 à 400 fr. Les ouvriers qui n'en possèdent point se réunissent à des parens ou à des voisins plus favorisés de la fortune. Ces chalets languedociens n'étant jamais à plus d'un ou deux kilomètres de la cité, on peut y porter aisément les plus jeunes enfans, et on ne laisse personne derrière soi. Chaque domaine se compose de quelques mètres de terre et d'un pavillon étroit bâti à une des extrémités de l'enclos; une table et quelques siéges grossiers forment à peu près tout l'ameublement de ces cases, qui n'ont pas besoin de cheminées. A force de peines, on

est parvenu à faire pousser sur un sol ingrat quelques oliviers ou mûriers, quelques ceps de vigne, quelques fleurs dont un soleil ardent a bientôt desséché la tige. Disposés en amphithéâtre au-dessus de la ville, les *mazets* prêtent un aspect animé à des lieux naturellement nus et tristes. Une fois arrivés, les hommes prennent quelque soin de leur jardin; puis on s'assied, on se couche sous l'ombre rare de grêles arbustes, ou bien on va sur la route la plus voisine jouer à un jeu qui est une véritable passion dans ce pays, le jeu de boules. On vous dit avec fierté qu'il faut venir à Nîmes, venir sur les Garrigues, pour rencontrer les premiers joueurs de boules du monde entier. Il y a là des renommées dont l'horizon est borné sans doute, dont le souvenir doit vite s'effacer, mais qui n'en flattent pas moins l'orgueil de ceux qui les possèdent. Les femmes s'occupent pendant ce temps de soins intérieurs dans la petite maison où la famille doit dîner; puis, quand s'élève la brise rafraîchissante du soir, on redescend vers la ville en chantant. Rien, au premier coup d'œil, ne révèle le charme de ces excursions sur des collines brûlantes; bientôt pourtant on s'aperçoit que dans ces asiles solitaires les ouvriers se sentent plus chez eux qu'à la ville, qu'ils s'y épanouissent avec plus de liberté. Durant la semaine, le *mazet* est une espérance pour les familles qui l'aperçoivent de loin sur le coteau, et le dimanche venu, il leur offre un moyen de diversion à la vie quotidienne. N'est-ce rien, en effet, que de savoir où diriger ses pas? Si les Garrigues manquent de frais ombrages, on y jouit d'une belle perspective : on a la ville à ses pieds, et les regards peuvent se promener au loin sur le tapis verdoyant des plaines du Vistre.

Des distractions d'un genre différent exercent encore un puissant empire sur la population nîmoise, je veux parler de ces spectacles à ciel ouvert qui se donnent dans les arènes des Antonins, et qui se composent de luttes d'hommes ou de courses de taureaux. L'antique amphithéâtre où se rassemble la foule prête une incroyable grandeur à des scènes assez vulgaires. Un autre goût plus calme, celui du chant, n'est pas ici moins général; il est favorisé par des dispositions naturelles très communes dans ces contrées, où s'annonce déjà l'Italie. Les ouvriers nîmois, qui aiment à former des chœurs, ont eu de tout temps des sociétés chantantes. Toutes les chansons familières à la population laborieuse sont composées dans ce patois languedocien dont les dialectes, quoique émanés d'une même source primitive, sont extrêmement nombreux et varient d'une ville à l'autre. A Nîmes, par exemple, le patois a le caractère, les désinences, les articles et les diminutifs de la langue italienne, tandis qu'à Montpellier, dans le département voisin, il penche vers l'espagnol. Une grande partie des chansons nîmoises ont été composées par des ouvriers; celles même

qui paraissent venir d'hommes appartenant à une classe plus instruite ne vivent guère que dans les souvenirs populaires. Précieux élémens pour l'étude du caractère local, ces rapsodies sont très difficiles à réunir, parce que les individus qui les savent par cœur sont incapables de les écrire. L'amour en forme le sujet le plus commun, et on y rencontre souvent la véritable inspiration poétique. Ce qui distingue les compositions de ce genre, c'est la tendresse, mais la tendresse liée à la mélancolie et à la passion. Quelques morceaux littéralement traduits donneront une idée de ces épanchemens de la pensée populaire. Un amant s'adresse ainsi à sa maîtresse :

« Je t'aime... — comme le rossignol des champs — aime à chanter sur la mousse — en voyant le soleil couchant. — Je t'aime comme une paquerette — aime le gazon velouté; — comme une rose épanouie, — quand le vent la fait balancer. — Je voudrais être la chansonnette — qui te fait chanter tout le jour, — et la tourterelle blanchette — qui te fait soupirer d'amour. — Je voudrais, quand tu pleures en silence, — te consoler en cachette : — je voudrais emporter ta souffrance — et tes larmes dans un baiser. »

Une autre chanson, intitulée *la Fileuse*, représente une jeune fille qui a quitté ses montagnes pour venir travailler à la ville, filant assise sur un banc de pierre au moment où le soleil *regardait sournoisement* (*espinchounava*) à travers le brouillard du matin :

« Et tout en filant elle chantait, — et tout en chantant elle disait : — Que tu es heureuse, hirondelle !... — Si comme toi j'avais des ailes, — je sais bien où je volerais. »

Et la fileuse laisse voler son imagination au-delà des montagnes qui s'élèvent à l'horizon lointain, vers une chaumière *bien vieille dont les murs sont couverts de lierre, et où les petits lézards gris vont durant l'hiver boire le soleil* (*van beouré lou sourel*) :

« C'est là que j'irais voir — le narcisse au bord du fossé, — et puis pour me mirer, — l'eau limpide comme un verre... — C'est là qu'au temps de la moisson, — Joseph, vers la fin d'un jour, — me parla de son amour; — moi j'étais toute troublée... — Alors je trouvai la vie — belle comme un jour de mai; — le soleil brillait davantage, — la rose était plus jolie... — Le bonheur ne dure guère, — le mien fut bientôt fini... »

La jeune fille raconte qu'elle vit mourir sa mère et partir son amant, enlevé pour le service militaire :

« Et moi, loin de mon pays, — je laisse envoler ma pensée — vers mon amant à l'armée, — vers ma mère au paradis. »

Après l'amour, la plaisanterie nous semble être pour les chansonniers du bas Languedoc la source la plus féconde où ils vont puiser. Les chansons dans le genre plaisant emploient fréquemment, il est

vrai, des traits assez vulgaires; il y règne toutefois une gaieté franche qui charme par son abandon. Il faut aussi faire une part aux chants de circonstance, aux chants politiques; malheureusement ces derniers forment par leur ton violent un triste contraste avec les autres compositions patoises. On s'y adresse dans un vil langage à des passions brutales, à des ressentimens qu'on peut qualifier de féroces. En 1815, par exemple, les boulevarts de la cité nîmoise retentissaient, chaque soir, de chansons abominables qui étaient de véritables appels au meurtre, appels trop bien écoutés. A la même époque, l'empereur Napoléon fut en butte à de stupides invectives dans les chansons du jour, qui le comparaient au diable ou l'accusaient d'avoir voulu faire mourir toute la nation. En 1830, nouveau flux de chansons patoises dirigées alors contre les Bourbons détrônés; on se borna même parfois à retourner purement et simplement contre eux les attaques dirigées en 1815 contre l'empereur. Le roi Louis-Philippe n'échappa pas non plus, en 1848, à ces grossières invectives qui n'épargnent aucun drapeau. Quoique la tendance à prodiguer ainsi l'injure aux pouvoirs renversés soit trop générale, les chants politiques se distinguent ici par un caractère de passion particulier aux populations méridionales de la France. Des chansons aussi irritantes devaient nuire aux anciens chants du pays et en dénaturer les allures traditionnelles. Dans les momens de crise, les modulations douces et régulières cèdèrent la place à de véritables vociférations. Après la révolution de février, des fragmens politiques en langue française firent invasion parmi les ouvriers nîmois, et alors le soir, dans les rues, on hurlait plutôt qu'on ne chantait.

L'ancienne inspiration indigène éprouve encore, même aujourd'hui, quelque peine à retrouver son empire sur les habitudes publiques (1); elle convient cependant mieux qu'aucune autre aux mœurs d'un pays où le vice de l'ivrognerie, qui fait dégénérer les chants en clameurs, est à peu près inconnu. A Nîmes, le vin est à bas prix, et comme nul n'en est privé dans la vie ordinaire, il est fort rare qu'on mette son plaisir à en abuser. Un grand manufacturier du Languedoc, qui occupe environ 1,500 individus, nous disait qu'en quinze ans il n'avait pas vu plus de trois ou quatre exemples d'ivresse. Quand l'ivrognerie apparaît à l'état d'habitude, on peut être sûr que des ouvriers étrangers à ces régions sont venus suppléer, dans quel-

(1) Outre les chansons, le patois du bas Languedoc, bien que moins riche en littérature que celui du haut Languedoc, si heureusement ravivé de nos jours par le poète Jasmin, possède cependant une foule d'autres compositions, depuis la fable jusqu'à des fragmens de poèmes épiques. Peu à peu ces legs d'un autre temps s'effacent des souvenirs populaires; il faut, pour les apprécier, avoir une connaissance parfaite de l'idiome local.

ques ateliers d'un genre spécial, comme les usines d'Alais, les travailleurs du pays. Les ouvriers de Nîmes, de même que ceux de Lyon, délaissent volontiers le cabaret pour le café, où ils dépensent peut-être davantage, mais où ils ne se livrent pas à d'abrutissans excès. Bien qu'ils soient faciles à entraîner par saccades, on peut dire d'eux, en les prenant en masse, qu'ils sont assez sobres et assez économes. L'économie est une vertu que pratiquent volontiers à Nîmes toutes les classes sociales. Dans les rangs populaires, les bonnetiers principalement, malgré la modicité de leur gain, donnent l'exemple de la modération et de la prévoyance.

Le goût de la parure est cependant un trait caractéristique de la population de Nîmes. Les filles employées par la fabrique placent presque tout leur salaire en articles de toilette. Quant aux hommes, ils poussent parfois à l'excès la pensée de se distinguer entre eux au moyen de leurs vêtemens. L'ouvrier de l'industrie ne veut pas être confondu avec le journalier qu'il place fort au-dessous de lui; laissant au manœuvre l'humble veste, il prend le paletot ou la redingote. Dans le cercle même de l'industrie manufacturière, on remarque ces mêmes tendances. Les bonnetiers, par exemple, se croient d'un ordre plus élevé que les autres agens de la fabrique, qu'on englobe communément sous le nom de *taffetassiers*. Ils sont fiers de leur état: ils vous disent avec orgueil qu'avant 1789, ils avaient le droit de porter l'épée, et, sur la foi d'une tradition dont l'origine est un peu obscure, ils ajoutent que Louis XIV a mis ses royales mains sur un métier de bonneterie. Dans ces souvenirs qui les flattent, dans ces intentions qui les dirigent, comment ne pas voir une idée profondément enracinée de hiérarchie, de classification sociale? Les doctrines qui, sortant du cercle de l'égalité civile et même de celui de l'égalité politique, visaient naguère si bruyamment à une égalité absolue des conditions, se brisaient aussi bien ici contre les faits inhérens à la vie des masses que contre la raison froidement interrogée.

Les sentimens de fierté que les ouvriers nîmois manifestent les uns envers les autres ne les éloignent pas absolument de certaines habitudes humiliantes qu'on ne remarque pas chez les ouvriers de Lyon. A Nîmes, par exemple, et dans tout le Gard, on sollicite volontiers l'aumône. En arrivant du département des Bouches-du-Rhône, où la mendicité est interdite, on se voit arrêté, dès qu'on a franchi le pont de Beaucaire, par des mendians nombreux, dont quelques-uns ont quitté les ateliers dans des momens de crise et se sont fait de la mendicité une profession nouvelle.

Autre différence avec les ouvriers de l'agglomération lyonnaise : profondément attachés à leurs traditions, les ouvriers nîmois ne sont pas portés à la rêverie. Doués d'une imagination ardente, ils n'éprouvent

pas cependant le besoin de s'abandonner à des contemplations chimériques; leur intelligence vive, mais non téméraire, ne s'intéresse qu'à ce qu'elle comprend bien. On est à Nîmes plus criard, plus pétulant qu'à Lyon; mais l'humeur locale, naturellement gaie et plaisante, préfère aux déclamations les farces et les saillies.

L'adresse ne manque pas d'ailleurs aux ouvriers nîmois dans leur travail journalier. A une remarquable habileté de mains ils joignent le désir d'améliorer les appareils qu'ils emploient. Quelques-uns d'entre eux ont apporté divers perfectionnemens au métier Jacquart; mais ne leur demandez pas cette âpreté dans le travail, cette infatigable patience que possèdent d'autres régions, l'Alsace par exemple. L'état moral proprement dit, sans offrir le spectacle d'une dépravation éhontée, n'y saurait non plus être représenté sous des couleurs très favorables. Les fautes précoces y sont assez fréquentes parmi les filles des ateliers. Ce n'est pas qu'on rencontre à Nîmes, comme dans certaines autres cités manufacturières, cette désolante habitude qui entraîne une partie des ouvrières sur la voie publique le soir après leur journée. Non, ici la débauche est prude et le libertinage ombrageux; mais si le mal est moins visible, il est tout aussi réel.

La seconde branche de la famille laborieuse du groupe des Cévennes, celle qui est vouée à la production de la soie, est plus sincèrement, plus profondément morale que la population groupée à Nîmes ou dans les environs. Le frein de l'opinion, au milieu de cercles étroits où chacun se connaît et où rien ne s'oublie, exerce une puissance extrême sur les esprits. Les fautes sont rares, et s'il se produit quelques scandales, des unions régulières viennent presque toujours les couvrir.

Les ouvriers de cette deuxième catégorie se rattachent de tous côtés à la vie agricole ou pastorale; la campagne n'est plus pour eux seulement un objet de distraction. S'il y a dans Nîmes une population manufacturière qui aime les champs, ici les masses, lors même qu'elles s'adonnent à des occupations vraiment industrielles, conservent tous les caractères d'une population agricole. Les magnaneries empruntent à l'agriculture des travailleurs que les occupations rurales retiennent bien plus longtemps que la rapide *éducation* du ver à soie. Les femmes qui peuplent les manufactures de soie sont le plus souvent aussi distraites des campagnes. Le personnel même des ateliers de moulinage, qui forme la partie la plus industrielle de cette population, est par ses relations mêmes constamment ramené au souvenir de la vie champêtre.

Les ouvriers de la soie sont pris pour la plupart sur les lieux de la production ou à une très petite distance. Dans les filatures seulement, comme la population locale ne suffirait pas toujours aux exigences d'un travail précipité, on recrute des bras dans les monta-

gnes du nord du Languedoc. Les filles de cette région aride et pauvre descendent par essaims vers les basses Cévennes pour se louer temporairement. C'est ainsi à peu près que, dans les plaines de la Beauce, au temps de la moisson, des bandes d'ouvriers supplémentaires viennent de la Normandie, de la Champagne ou de la Sologne, aider les riches fermiers de l'Ile de France. A part cet élément mobile, les travailleurs de la soie sont très sédentaires; ils aiment le sol qui les nourrit et dont ils possèdent souvent quelques parcelles à titre de propriété. Ils ont des habitudes laborieuses, et pourvu qu'il ne s'agisse pas d'une besogne exigeant un grand déploiement de force corporelle, ils consentent sans peine à se mettre à l'œuvre de grand matin et à y rester fort avant dans la soirée. Point de large aisance parmi les familles séricicoles, mais aussi point de misère, sauf les années où la récolte des cocons vient à manquer complétement. On a fort peu d'argent, c'est vrai; qu'importe cependant, si grâce à la douceur ordinaire de la température, on peut se passer de beaucoup d'objets dont la privation constituerait ailleurs, dans le nord de la France par exemple, une extrême misère? Les habitations, bâties sur le penchant des coteaux ou au fond de vertes vallées, plaisent par leur situation comme par la propreté avec laquelle on les entretient. Le travail des magnaneries inculque naturellement à ceux qui en sont chargés des idées d'ordre, car toute négligence est cruellement punie par la perte rapide d'insectes délicats qui emportent en mourant l'espoir du travailleur.

Ces habitudes se retrouvent dans l'organisation même des familles cévenoles et prêtent une rare énergie à l'autorité paternelle. Dans ces districts écartés du monde, la déférence que les enfans doivent à ceux qui les ont élevés n'a été que faiblement entamée par le contact des influences extérieures. J'ai vu un exemple frappant de cette hiérarchie domestique, véritable tradition de l'âge patriarcal. Une famille composée du père et de la mère parvenus à un âge avancé, et de six ou sept fils, dont plusieurs étaient mariés, vivait réunie sous un même toit. Quoique chacun des fils eût son état particulier, nul ne travaillait pour son compte; le gain individuel revenait au père de famille, qui nourrissait et entretenait toute sa lignée. Fidèles à l'exemple paternel, les enfans se montraient ambitieux du travail, et la tribu jouissait d'une aisance qui, dans ces contrées, passait pour de la fortune. Le rôle le plus digne cependant d'attirer l'attention, c'était celui de la mère de famille. C'est à son influence toujours présente et toujours inaperçue, à sa bienveillance inaltérable, naturellement pacifiante, qu'on était redevable en réalité du maintien de l'harmonie dans cette petite nation.

Au sein de leurs solitudes, où les entraves conventionnelles de la

vie sont à peu près inconnues, les travailleurs de la soie jouissent d'une liberté qui se reflète dans leur attitude extérieure. Leurs allures sont dégourdies et remuantes, leur physionomie ouverte et gaie. Ces ouvriers des montagnes aiment les chants comme les Nîmois, et ils égaient volontiers leurs travaux par de continuels refrains. Doués d'un caractère sympathique, ils accueillent les étrangers avec bienveillance et se complaisent dans de longues causeries. On remarque chez les Cévenols une sorte de sentimentalité primitive unie à des facultés aimantes très vives, dont un écrivain du dernier siècle, né dans ce pays, Florian, a été l'interprète assez fidèle. Combien il y a loin cependant des chansons patoises que nous avons citées, qui sont connues jusque dans ce district, aux accens de Florian, qui ne célébraient guère que le plaisir! Un trait poétique de la population cévenole, c'est la lutte presque toujours victorieuse des intérêts religieux contre les passions sensuelles. Cette population aime les fêtes, les jeux, les divertissemens de tous genres, mais elle reste frugale et économe dans son existence ordinaire, plus frugale et plus économe encore qu'à Nîmes. En outre, malgré la mobilité de ses instincts, elle conserve dans les actes sérieux un profond respect de la parole donnée.

III. — ÉTAT INTELLECTUEL ET INSTITUTIONS DES OUVRIERS NÎMOIS ET CÉVENOLS.

Au point de vue intellectuel, le développement des ouvriers séricicoles est plus étendu que ne le ferait croire l'état de l'instruction parmi eux. Leur travail même sollicite presque toujours leur intelligence par quelque côté et l'empêche de tomber dans l'engourdissement. Les merveilleux phénomènes qui s'accomplissent, par exemple, dans l'*éducation* des vers à soie, on l'a dit avant nous, portent l'esprit à la réflexion. Aussi la population de ce pays n'est-elle pas une population abrutie, même quand elle manque de ces études élémentaires que le patois contrarie sans cesse, et qui restent dans les Cévennes plus rares que dans la cité nîmoise.

On n'aurait pas, sous ce rapport, une idée exacte de la physionomie du groupe des Cévennes et des Garrigues, si on ignorait que le mouvement intellectuel n'y a guère dépendu jusqu'à ce jour des progrès de l'instruction. A Nîmes comme à Alais, comme à Uzès, dans les villes comme dans les campagnes, l'activité morale est dominée par des passions religieuses sorties toutes vivantes des souvenirs du passé. C'est de cette source que découlent les signes les plus originaux du caractère local. Ces animosités qui se sont mêlées à tous les événemens de l'histoire contemporaine, à tous les mouvemens matériels des populations, jettent de vives lumières sur l'esprit politique des classes ouvrières dans ce pays.

Quoique le culte réformé soit largement assis dans les Cévennes, les catholiques y sont beaucoup plus nombreux que les protestans. A Nîmes, ils forment les deux tiers de la population, et, dans les autres villes du même groupe, la supériorité numérique leur appartient encore en une proportion plus considérable. Si certaines communes champêtres, celles du district de L'Avaumage, par exemple, situé entre Anduze et la route de Montpellier, ne comptent guère que des protestans, il y en a beaucoup plus qui sont demeurées tout entières fidèles à la vieille foi catholique. Que les deux cultes soient rapprochés l'un de l'autre ou qu'ils règnent exclusivement dans une commune, une même hostilité les divise, une hostilité profonde, qui passe, à tout moment, du domaine religieux dans le champ des questions temporelles. Vaste foyer de ces animosités, Nîmes est le lieu où on peut le mieux en saisir le véritable aspect.

La majorité des ouvriers nîmois, notamment tous les *taffetassiers*, sont catholiques, tandis que les chefs de l'industrie et du commerce, les capitalistes en un mot, appartiennent en général à la religion réformée. Longtemps exclus de toutes les fonctions publiques, de toutes les professions dites libérales, les protestans n'avaient eu pour refuge que les carrières industrielles; plus ils s'élançaient dans cette arène, plus les catholiques étaient portés à s'en éloigner. Qu'arriva-t-il cependant? Les premiers, recueillant les fruits de leurs efforts, s'enrichissaient par la fabrication et le négoce; les autres, murés dans des voies très honorables, mais encombrées, et où de trop minces bénéfices ne permettaient pas l'épargne, s'appauvrissaient au contraire à chaque partage de succession. Quand une même famille s'est divisée en deux branches, l'une restée dans le giron de la croyance de ses pères, l'autre enrôlée sous l'étendard des doctrines nouvelles, on remarque presque toujours d'un côté une gêne progressive et de l'autre une richesse croissante.

Cette différence dans l'exercice de l'activité individuelle, et les résultats qui en étaient la suite, ne pouvaient qu'aigrir et développer les divisions existantes. Étrange contraste dans presque toute cette région, les croyances sont assez peu profondes parmi les masses, les habitudes religieuses assez faibles: pourtant les haines de culte à culte restent vivaces et implacables. Ce n'est pas le clergé catholique qui souffle l'irritation dans les esprits : exemplaire dans ses mœurs, charitable dans ses actes, il est dirigé par un prélat qui n'a jamais cherché qu'à pacifier les cœurs. Si quelques ministres protestans se laissaient aller, il y a quelque temps encore, à des opinions exaltées, il n'en serait pas moins également injuste d'attribuer aux enseignemens du temple la cause des animosités religieuses. La population puise son intolérance en elle-même; sa passion couve sous les cendres toujours brûlantes du passé. Nulle part on n'a mieux gardé la

mémoire du fameux édit d'Henri IV, de cet édit de transition, intervenu au lendemain d'une longue lutte, qui ne fut jamais complétement exécuté, et qui demandait, après Richelieu, dans l'intérêt de l'unité nationale, une réforme et non une révocation. Le vieil esprit des camisards n'est pas éteint dans ces contrées; mais les volontaires n'y manqueraient pas non plus dans des momens de crise, s'il fallait recomposer les bandes des *cadets de la croix*. Les odieux et plus récens exploits des Servan et des Truphemy ont encore ravivé le souvenir des anciennes luttes où furent commis de part et d'autre, sous le masque religieux, tant d'actes abominables qui avaient leur source dans le plus mauvais côté du cœur humain.

Silencieux et enveloppés en temps ordinaire, les sentimens qui découlent de cette douloureuse histoire engendrent une réciproque et continuelle défiance. On dirait que les maisons mêmes se regardent d'un air soupçonneux. Comme une tribu qui a été persécutée, les protestans semblent écouter si un nouveau cri d'alarme ne retentit pas dans le lointain. Les catholiques aiment à se compter. Fiers d'être la souche antique, d'avoir pour eux la tradition ininterrompue de longs siècles, ils semblent ne se résigner que péniblement au principe de la liberté de conscience. Si, malgré cette profonde séparation, les nécessités sociales entraînent, soit parmi les classes ouvrières, soit dans des rangs plus élevés, des rapports journaliers entre les hommes des deux cultes, des incidens sérieux ou futiles n'en viennent pas moins démontrer à tout moment que ces relations n'ont créé aucun lien solide entre les individus. On est prompt à se décréditer de part et d'autre, surtout si le discrédit doit rejaillir sur le culte. On accueille avec la plus étrange crédulité, on propage avec le plus grand empresement les bruits qui peuvent nuire à la religion opposée. Des histoires scandaleuses circulent ainsi en se grossissant de bouche en bouche, et quand on veut remonter à l'origine de ces récits, on s'aperçoit qu'une simple supposition est arrivée peu à peu à une affirmation catégorique. Il suffit encore que, dans un culte, on ait pris une initiative quelconque, pour que dans l'autre on adopte immédiatement le parti contraire. L'antagonisme descend parfois jusqu'à des puérilités auxquelles on attache un intérêt immense (1).

En dehors de l'agitation morale que ces divisions entretiennent, il n'y a point parmi les ouvriers nîmois de mouvement intellectuel bien sérieux. Dans quelque situation qu'on prenne l'homme, son esprit, délicat ou grossier, a toujours besoin d'avoir un aliment : il faut que l'âme se retrouve quelque part. Ainsi, durant les entraînemens de ces

(1) Ces divisions se retrouvent jusque dans la maison de force et de correction de Nîmes, établie dans l'ancienne citadelle, et qui reçoit des détenus de l'Algérie, de la Corse et de cinq départements du midi. Quatre cultes y sont d'ailleurs en plein exercice : on y comptait naguère 837 détenus catholiques, 145 musulmans, 126 protestans et 30 israélites.

dernières années, les masses laborieuses, sur divers points de la France, égarèrent un moment leur activité intellectuelle dans les folles rêveries du socialisme. Ces préoccupations étranges n'aboutissaient à rien moins qu'à les séparer des autres classes sociales; sur le sol nîmois, au contraire, les idées qui remuent véritablement les intelligences sont communes à tous les individus d'un même culte, quelle que soit du reste leur position. Que la préoccupation religieuse revête ici telle ou telle forme suivant les circonstances, c'est elle, c'est toujours elle qui domine. Les dissentimens politiques mêmes dont la réalité est incontestable projettent leurs plus profondes racines sur le terrain de la religion. Quand, sous le gouvernement de juillet, le haut commerce, la grande industrie dirigeaient les affaires locales, voyait-on dans ce fait la prépondérance des intérêts économiques? Non, c'était plutôt l'influence protestante qui se sentait triompher. Lorsque, grâce au nouveau mode électoral, grâce aux votes des ouvriers, l'influence contraire a été assez puissante pour annuler l'élément le plus riche de la cité, pour exclure en masse les protestans du conseil municipal, est-ce une opinion politique qui s'applaudit du succès? Aucunement; c'est encore une pensée religieuse. S'il était permis de supposer tous les individus embrassés dans le cercle d'un même parti, tous les fronts rangés sous un même drapeau, on n'en verrait pas moins l'animosité religieuse, conservant sa place dans les cœurs, créer bientôt, pour s'épancher au dehors, des contestations purement arbitraires.

En raison de ces tendances si énergiques et passées à l'état d'instinct, on ne s'étonnera pas que la vie publique des ouvriers nîmois ne ressemble nullement à la vie des ouvriers d'autres grandes villes manufacturières. D'abord on n'a jamais vu dans les Garrigues ces tiraillemens continuels entre patrons et ouvriers qui rendent les relations quotidiennes inquiètes et désagréables, et dégénèrent souvent en désordres extérieurs. Les coalitions y sont un fait inconnu; on ne s'y concerte pas pour les questions de salaires. Un poète nîmois a pu dire avec raison que sa ville

N'arme jamais son bras pour demander du pain.

Sous le coup de la révolution de février, à la nouvelle des événemens de Paris, une forte émotion s'empara de la population industrielle de Nîmes; mais en dépit des influences politiques qui cherchaient alors à réunir en un même faisceau les travai leurs enrôlés au service des fabriques, les ouvriers nîmois ne se laissèrent pas entraîner à l'agitation au nom de ce qu'on leur présentait comme leur intérêt collectif. Ce qui parut inquiétant, ce fut l'attitude des catholiques et des protestans les uns à l'égard des autres. Il suffisait de l'ardente influence des événemens pour réchauffer tout d'abord les

répugnances anciennes. Cependant, comme les passions religieuses n'étaient point directement en jeu, la paix ne fut pas troublée. L'interruption à peu près complète du travail, qui ne laissait aux familles laborieuses d'autres ressources que des ateliers communaux fournissant à peine le pain nécessaire pour vivre (1), n'occasionna point les manifestations menaçantes qui répandirent tant d'effroi dans d'autres cités. Au mois de juin 1848, le contre-coup de la collision insensée dont Paris était le théâtre fut plus vif à Nîmes que celui de la révolution de février. Les intérêts politiques avaient eu le temps de se préparer à la lutte et de profiter des difficultés économiques pour ramener le souvenir des masses vers les anciennes querelles. Aussi l'ordre public ne tint qu'à un fil; mais il fut aisé de voir que c'était encore le vase des passions religieuses qui était près de déborder.

Plus tard, le socialisme, à l'aide de ses publications et de ses émissaires, tâcha, ici comme partout, de s'emparer des sentimens populaires. Sur un sol accoutumé à des émotions très nettement déterminées, il ne trouvait pas les intelligences prêtes à se passionner pour ses axiômes solennels, mais nuageux. Il s'était flatté d'ailleurs de dominer les haines religieuses, non par un égal respect, mais par un profond dédain pour toutes les croyances, et il s'était mis ainsi en désaccord avec les tendances locales. L'indifférence en matière de religion qu'il semait dans quelques esprits, l'envie qu'il éveillait chez d'autres dans l'ordre des intérêts temporels, étaient loin de remplacer les forces vives que lui aliénaient son attitude impie et son étalage d'incrédulité. Toutefois, quand on parle à l'homme, même en termes vagues, de son bonheur actuel, quand on lui promet des jouissances, on est toujours sûr de troubler au moins la surface des âmes. Tel fut l'effet des prédications socialistes dans les Garrigues et dans les Cévennes; seulement on y eut, au mois de décembre 1851, la mesure réelle des conquêtes de la doctrine nouvelle, et l'on vit à quoi s'y réduisent les influences politiques abandonnées à elles-mêmes. Les ouvriers de Nîmes ne bougèrent pas, ne se sentant pas inquiétés dans la partie intime de leur existence par les événemens accomplis. Sur des appels transmis de la ville et accompagnés de bruits controuvés, plusieurs communes rurales s'agitèrent et prirent les armes. On se mit en route pour marcher sur le chef-lieu du département du Gard; puis, au premier avis défavorable, on se débanda, et chacun rentra chez soi. Est-ce donc qu'on s'était compté? Est-ce donc que les fils dégénérés des camisards avaient eu peur d'un échec? A d'autres époques, de semblables motifs n'avaient pas engourdi les bras et fait

(1) Ces ateliers coûtèrent 400,000 francs à la caisse municipale pour des travaux qui n'en valaient pas 4,000.

déserter la lutte, c'est qu'alors le sentiment religieux était véritablement enflammé. Cette fois, au contraire, l'émotion avait sa source dans des instincts beaucoup moins profonds et beaucoup moins ardens. Une levée de boucliers, opérée sous l'influence de la politique, s'affaissait promptement sur elle-même. Dans cette contrée, en effet, la vie publique n'a aucun ressort, pour peu que l'idée religieuse ne vienne point s'associer aux préoccupations matérielles : c'est un trait du caractère des populations nimoises et cévenoles que l'examen des institutions locales destinées aux classes ouvrières fera mieux encore ressortir.

Dans tout le groupe des Cévennes et des Garrigues, dans l'importante cité même qui en forme le chef-lieu industriel, il n'a surgi qu'un très petit nombre de ces institutions qui, destinées à protéger les masses laborieuses, se distinguent par un caractère à la fois économique et chrétien, charitable et social. On ne rencontre point ici de ces créations dont nous avons vu tant d'exemples en Alsace, et à l'aide desquelles des chefs d'établissemens, des associations particulières ou des municipalités cherchent soit à étendre l'instruction, soit à stimuler l'esprit de prévoyance parmi les classes ouvrières, soit à prêter aux familles dans certaines circonstances une assistance immédiate. A défaut d'une initiative prise en dehors de leur sein, les travailleurs cévenols n'ont fait aucun effort pour se constituer eux-mêmes des moyens collectifs de soulagement. On ne les a pas vus, comme dans le nord de la France, comme dans des cités rapprochées du midi, Lyon et Saint-Étienne, tenter quelques essais plus ou moins aventureux, mais toujours très significatifs, en fait d'associations destinées à faciliter la vie quotidienne. A Nîmes, trois ou quatre sociétés de secours mutuels fondées à une autre époque n'avaient trouvé dans la fabrique qu'un accueil froid et décourageant.

Si les manufacturiers du Gard ne se sont pas montrés empressés de suivre les exemples du dehors, ce n'est pas leur indifférence seulement qu'il faut accuser. Sous l'empire de passions religieuses qui créent tant de résistances et de haines, il n'y a guère de place pour les institutions de patronage ou pour un rapprochement des situations et des intérêts particuliers. Un climat doux et agréable, des habitudes généralement sobres, limitent singulièrement aussi les besoins matériels. Les rares élémens qui ont pu se développer malgré ces obstacles particuliers n'en méritent pas moins d'attirer l'attention. Quel qu'en soit l'objet, ces fondations sont pures de tout contact avec les idées d'association excessive telles qu'elles étaient naguère formulées par les sectes socialistes, et qui avaient capté en plus d'un endroit les esprits aveuglés des masses. On n'a même aperçu nulle part dans ces régions après 1848, pas plus parmi les ouvriers des villes que

parmi ceux des campagnes, ces tendances vers les exploitations collectives appelées *sociétés d'ouvriers* ou *sociétés de patrons et d'ouvriers* qu'ont poursuivies peut-être trop d'anathèmes à la suite de trop d'éloges. L'individualisme, qui forme le fond du caractère local, se révèle au contraire constamment dans les institutions de la cité nîmoise. En séparant la ville en deux camps, les luttes religieuses ont accoutumé chaque homme à ne connaître d'autre signe de ralliement que le drapeau de son culte.

La tradition favorisait trop ce penchant des âmes pour que des efforts soutenus se produisissent en vue de combattre ce qu'il avait d'excessif et de périlleux. Vous trouvez à Nîmes, bien que portant toujours le cachet de la différence des cultes, les maisons habituelles de secours et de refuge. On y a fondé en outre plusieurs établissemens destinés à la population catholique, et où des sœurs de diverses corporations religieuses se livrent aux soins des malades ou à l'éducation des orphelines pauvres avec un infatigable dévouement. Citons une création singulière qui avait devancé de plusieurs siècles notre loi sur l'assistance judiciaire : on l'appelle *l'avocaterie des pauvres*. En l'année 1482, un habitant de Nîmes légua ses biens pour assurer la défense gratuite des pauvres devant tous les tribunaux de la ville. Était-ce là l'expression réfléchie d'un sentiment de justice sociale? On doit y voir plutôt, ce me semble, la conception d'une imagination méridionale, comme il s'en produit de temps en temps des exemples de l'autre côté des Alpes. En fait, *l'avocaterie des pauvres* n'aboutit guère qu'à des consultations gratuites en matière de procédure.

L'instruction populaire est dotée par la cité nîmoise d'une subvention d'à peu près 43,000 fr., répartie entre les écoles gratuites des deux cultes. Les classes catholiques sont tenues par les frères de la doctrine chrétienne, qui possèdent dans la ville quatre maisons recevant 1,600 élèves. Exclusivement fréquentées par les jeunes garçons protestans, les écoles d'enseignement mutuel en renferment 700. Les classes gratuites pour les filles comptent une population totale de 2,300 élèves. La direction des établissemens catholiques est confiée à la vigilante sollicitude de la congrégation de Saint-Vincent de Paul ou de celle de Saint-Maur. Dans un pays où les préoccupations religieuses exercent tant d'empire, l'instruction populaire devait, plus qu'en tout autre lieu, revenir exclusivement à des corps religieux, qui portent d'ailleurs dans l'accomplissement de cette mission sociale de si remarquables qualités. Quelques institutions sont alimentées à la fois par des libéralités privées et par des subventions municipales. Il n'existe de classes d'adultes que pour les catholiques, et comme ceux-ci composent la masse de la population, c'est parmi eux seule-

ment que le besoin s'en fait sentir. L'enseignement du chant rentre dans le programme des écoles primaires, soit chez les frères, soit chez les instituteurs protestans. Un cours public de chant est en outre destiné aux adultes, surtout aux jeunes gens sortis des classes élémentaires et qui ont montré des dispositions spéciales. Il faut mentionner, parmi les maisons d'enseignement, l'école de fabrication et l'école de dessin instituées par la municipalité, et dont nous avons eu déjà l'occasion de parler (1). Qu'on y prenne garde : ces derniers établissemens, l'école de fabrication surtout, se distinguent essentiellement des autres créations locales. Nées de l'industrie, elles se rattachent à l'esprit du nord de la France, aussi sont-elles très peu fréquentées par les ouvriers mêmes.

Ce n'est point assez d'ailleurs de répandre gratuitement l'instruction et les secours; il y aurait ici mieux à faire encore, à resserrer par exemple les liens qu'en dépit des dissidences les plus enracinées, la nature des choses tend toujours à établir entre les diverses classes sociales. Les sociétés de secours mutuels, qui avaient jadis éveillé si peu de sympathies sur le sol nîmois, figurent néanmoins au premier rang des institutions qui peuvent intéresser les populations laborieuses au maintien de l'ordre public; elles ont d'ailleurs l'avantage d'appartenir au domaine du travail, sans avoir été compromises dans les luttes antérieures. Prudemment combinées et sagement conduites, elles parviendraient aujourd'hui, nous le croyons fermement, à l'aide des facilités accordées par la loi actuelle, à triompher des obstacles légués par le passé. On devrait, dans l'administration municipale et dans le sein de la fabrique de Nîmes, s'occuper de cette question avec l'ardeur réfléchie et soutenue sans laquelle les meilleurs projets demeurent stériles. Que dans les associations mutuelles on tienne compte de la différence des cultes, ce sera longtemps sans doute une nécessité; mais la conformité de religion ne devrait être demandée qu'aux associés participans et non aux membres honoraires; autrement, on exclurait le concours d'à peu près tous les chefs de fabrique, et le but serait manqué : on n'aurait point rapproché les uns des autres les divers élémens de la communauté industrielle, on n'aurait point assuré aux faibles le patronage des forts. C'est par une telle coopération seulement que des idées de paix pourront, sans porter atteinte à la foi religieuse, commencer à pénétrer dans un pays si profondément divisé.

A côté de ces institutions destinées à diminuer les mauvaises chances qui menacent les classes laborieuses, il est un objet qui importe infiniment encore à la masse de la population nîmoise : c'est le progrès

(1) Livraison du 1er juin 1851, *De l'Enseignement industriel en France.*

de la fabrication locale. Dans l'état de concurrence qui se maintient entre les industries des Cévennes et celles d'autres localités françaises ou étrangères, les constans efforts des manufacturiers pour perfectionner leurs procédés, élargir la base de leurs opérations et s'ouvrir de nouveaux débouchés, sont ici, plus encore qu'ailleurs, absolument indispensables, si l'on veut assurer le travail et les biens moraux et matériels qui en découlent. Dans l'industrie séricicole, par exemple, tout procédé nouveau qui augmente la production profite immédiatement aux nombreux travailleurs cévenols. Des améliorations du même genre peuvent seules exercer une salutaire influence au sein de l'agglomération nîmoise. Quand on songe à l'esprit d'invention et au bon goût qui distinguent la manufacture de Nîmes, quand on se rappelle que ce furent des ouvriers de ce pays qui, après la révocation de l'édit de Nantes, allèrent créer le tissage de la soie en Angleterre et en Allemagne, on se demande comment cette ville ne prend pas une plus large part dans le mouvement industriel de la France; on s'étonne qu'après avoir touché à tant d'articles, elle en ait laissé dépérir un si grand nombre. Rien de plus commun que de voir faire dans cette région du midi des essais merveilleux; mais après des résultats éclatans, on s'arrête subitement sur la route. On dirait que la fabrication ne brille que par éclairs soudains et rapides comme un feu d'artifice. Ces soubresauts continuels, ces efforts passagers et ces promptes défaillances, il faut les attribuer quelquefois à la situation géographique, mais plus souvent au fait même des hommes. Nîmes est trop éloignée du commerce parisien, ce vaste centre de la consommation intérieure. Les articles que les maisons de gros ou les grandes maisons de détail peuvent trouver à Lyon, elles ne s'inquiètent pas d'aller les chercher dans le département du Gard. La puissante fabrique lyonnaise semble placée sur la route du midi pour arrêter les affaires au passage. De plus la cité des Cévennes a le malheur de manquer d'eau durant l'été pour alimenter ses fabriques (1). Le courage industriel, qui serait si nécessaire en pareilles circonstances, est d'ailleurs paralysé chez nos manufacturiers du bas Languedoc par cet esprit d'individualisme régnant à tous les degrés de l'échelle sociale, par le désir qu'ont tous les chefs d'établissement de se retirer des affaires le plus tôt qu'ils peuvent. Ce

(1) Depuis de longues années, on s'occupe des moyens de suppléer à l'insuffisance de la belle, mais avare source locale appelée *la Fontaine,* et de satisfaire ainsi à un des plus pressans besoins de la cité. Parmi divers projets qui ont été mis en avant, la restauration du vieil aqueduc romain jusqu'aux sources d'Eure, situées près d'Uzès, semble offrir le plus d'avantages. Après des lenteurs incroyables et des ajournemens sans fin, l'aide du gouvernement, récemment et formellement promise au conseil municipal lors du passage à Nîmes du chef de l'état, stimulera peut-être les efforts locaux.

n'est pas là le caractère des manufacturiers de la Grande-Bretagne, de ces fabricans de châles, de ces fabricans de bas de soie, qui nous ont dépossédés d'une partie de nos débouchés extérieurs. Ici, le chef ne se retire presque jamais, ou bien, quand il se retire, il reste l'associé de ses successeurs; le plus souvent il se survit à lui-même dans ses enfans, en sorte que les efforts commencés ne sont point interrompus. L'habitude contraire occasionne, dans nos fabriques du Gard, une pénurie de capitaux qui suffirait pour paralyser les grandes entreprises et frapper d'incertitude la situation des ouvriers. Le manufacturier qui prend sa retraite réalise ses bénéfices et enlève ses fonds des affaires; à défaut de commanditaires qui s'associent à sa fortune, celui qui le remplace sur la brèche ne réussit à se procurer des ressources que par des emprunts, par le mode ruineux des engagemens personnels. Quand on sait en outre que la fabrique nimoise est divisée en une multitude de mains, on comprend combien il lui devient difficile de produire en grand et de lutter avec la concurrence intérieure ou extérieure. C'est par suite de cet éparpillement des forces productives qu'elle a négligé de se tenir au courant des goûts publics chez les étrangers et qu'elle s'est laissée devancer par ses rivales du dehors en fait de perfectionnemens mécaniques.

Enfin, s'il est vrai de dire, en prenant la France dans son ensemble, que nous savons mieux fabriquer que vendre, que nous possédons le génie industriel à un plus haut degré que le génie commercial, ce reproche ne s'applique nulle part plus justement qu'à Nîmes. Pourquoi les manufacturiers de cette ville n'envoient-ils pas leurs enfans apprendre le négoce dans les pays du nord, en Angleterre surtout? Ils seraient étonnés eux-mêmes, au bout de quelques années, des changemens qui en résulteraient dans l'état de leur fabrique. Ils se plaignent volontiers, et parfois avec raison, que l'industrie n'éveille pas les sympathies de la cité, qu'on n'y fait rien ou à peu près rien pour aider à son développement, qu'on semble même regarder ses succès avec des yeux jaloux : ce ne sont pas là des motifs pour s'abandonner au découragement. On devrait au contraire chercher plus activement à créer des germes pour l'avenir. En un mot, dans la France du nord et de l'est, les institutions qui naissent du développement de la classe ouvrière ont surtout pour but de garantir la vie matérielle et d'améliorer la vie morale. Dans le midi, c'est l'instinct du commerce qu'elles devraient provoquer à côté de l'instinct du travail et de l'étude; ce n'est pas seulement vers le perfectionnement, c'est aussi vers l'écoulement des produits qu'elles devraient diriger la sollicitude des populations. La vie industrielle n'attend pour s'affermir qu'une meilleure impulsion donnée à l'activité commerciale.

A. Audiganne.

LE

ROMAN BIBLIQUE

EN AMÉRIQUE.

I. — *The Wide, Wide World*, par Élizabeth Wetherell, 1852.
II. — *Queechy*, du même auteur; London, G. Routledge; Paris, Stassin et Xavier, 1853.

Presque tous les voyageurs ont noté, mais insuffisamment selon nous, la place que tient la Bible dans la vie américaine. Pour montrer dans toute sa puissance, dans toute son intensité croissante, l'influence biblique telle qu'elle s'exerce aux États-Unis, c'est trop peu des rapides aperçus que comporte un récit de voyage. Un cadre plus vaste ou plus souple permet seul de suivre cette influence dans ses directions si variées, tantôt réglant la vie privée, tantôt dominant la vie publique. Mieux que toute autre forme peut-être, celle du roman se prête à cette curieuse étude, et c'est un romancier en effet qui a entrepris, dans deux récits également remarquables, de signaler ce grand trait du caractère national. Mistress Wetherell, qui, en deux ou trois ans, s'est fait une réputation littéraire, était doublement préparée pour cette tâche, par un vif sentiment religieux d'abord, puis par un talent d'observation qui sait ne négliger aucun détail du tableau le plus complexe, et qui, dominant chez elle la passion même, garantit la sévère fidélité de ses portraits.

Déjà, dans le roman de mistress Beecher Stowe, ce sentiment biblique éclatait : il se retrouve encore plus marqué, encore plus sérieusement affirmé dans le commentaire apologétique qu'elle vient de

publier à l'appui de son premier livre, si solennellement débattu dans la presse et au congrès; mais, ni dans *la Case de l'oncle Tom*, ni dans *la Clé de la Case*, la donnée religieuse ne domine comme dans les deux romans de mistress Wetherell, où la Bible, citée à chaque instant, commentée par tous les personnages, devient peu à peu, si ce mot est permis, *l'héroïne* de ces deux récits. Mistress Stowe, au besoin, descend dans l'arène inférieure où les intérêts humains se débattent entre eux sans intervention d'en haut. Elle prend à partie les mœurs ou la loi, très fréquemment, de par la philosophie et la raison, sans recourir aux anathèmes des patriarches ou des prophètes inspirés, — quitte à les invoquer à leur tour et à faire donner sur la fin du combat, pour décider la victoire, leurs phalanges drapées de blanc. Mistress Wetherell est plus exclusive, et sans se refuser, çà et là, le bénéfice de quelques causticités purement mondaines, on voit qu'elle mesure tout, pèse tout, juge tout d'après la suprême autorité du Livre par excellence. Que ce soit là sa force ou sa faiblesse, qu'on doive l'en critiquer ou l'en féliciter, nous ne prendrons pas sur nous de le décider, la conscience et les lumières de chacun devant servir de règle à cet égard; nous chercherons seulement à nous expliquer cette tendance, qui serait chez nous réputée assez singulière, et qui paraît toute simple en Amérique.

La Bible est là ce qu'elle n'est pas ailleurs, une tradition historique, et la plus ancienne de toutes. Ce furent des persécutions religieuses, — la religion et la politique s'étant singulièrement amalgamées, — qui poussèrent sur ces rives lointaines les premiers colons anglais. Ils y arrivèrent imbus de ces doctrines austères qui n'avaient pu se plier aux nécessités gouvernementales, et qui, de l'examen libre accordé à la conscience, déduisaient irrésistiblement le droit de *self-government* dans l'ordre des intérêts politiques. Reportez-vous au temps du Covenant, alors que la république s'appelait le « Seigneur Jésus, » et Charles Ier « l'Antechrist, » alors que le clergé écossais, sommant tous les liges de seize à soixante ans de se présenter en armes, les invitait « à se tourner vers Dieu par le jeûne et la prière, » et déclarait que *Juda* (le presbytérianisme écossais) ne pouvait longtemps demeurer en liberté, si « *Israël* était emmené captif, » c'est-à-dire si la prélature et le papisme venaient à prévaloir en Angleterre. A cette époque déjà, que de malheureux avaient fui, de l'autre côté de l'Atlantique, l'oppression royale exercée contre eux *sous les deux espèces*, au spirituel et au temporel! Descendez ensuite le cours des temps jusqu'à la restauration des Stuarts, et vous verrez derechef les sectaires indépendans ne trouver de refuge pour leurs opinions, de sûreté pour leurs personnes, que sur ces rives lointaines, où les reléguait une politique plutôt embarrassée d'eux que

redoutant leurs attaques. De manière ou d'autre, ces exilés politiques, sociniens, anabaptistes, indépendans, quakers, etc., durent se croire et se crurent en effet les martyrs de leurs doctrines religieuses. Ils souffraient pour la cause de Dieu, et Dieu se manifestait à eux par la Bible. Déjà, comme protestans, ce livre leur était devenu sacré. Que n'était-il pas pour eux après tant de sacrifices!

Ce dépôt de la foi biblique qu'ils emportaient ainsi dans l'exil, rien ne devait en altérer à leurs yeux la valeur. Emporté dans un tourbillon de luttes continuelles, de labeurs gigantesques, de développemens inouïs, le peuple américain n'a presque pas ressenti le contre-coup des révolutions intellectuelles qui ont agi d'une manière si remarquable sur la marche des idées en Europe. Jusqu'à ces derniers temps, où la philosophie allemande a trouvé dans Emerson un interprète, un vulgarisateur aimé, l'Amérique s'est tenue à l'écart de ces examens plus ou moins utiles, plus ou moins dangereux, comme on voudra. Contente d'avoir établi pour chacun de ses citoyens le droit absolu d'adorer Dieu à sa guise, elle a pris d'autant moins d'intérêt à la révolte de la raison contre l'autorité religieuse, que cette autorité ne pouvait être aux yeux de personne, en ce pays de liberté, ni usurpatrice de biens temporels, ni complice de certaines persécutions, ni surtout appelée à corroborer, par toute son influence sur les esprits, le despotisme de l'autorité politique. Si la Bible eût été invoquée, dans les années qui précédèrent l'émancipation des États-Unis, par un clergé salarié, pour justifier le droit absolu de la métropole à taxer les colonies, il est probable que nous ne la verrions pas si respectée aujourd'hui, et si en revanche le catholicisme français, au lieu d'unir étroitement les intérêts du trône à ceux de l'autel, eût élargi l'interprétation des Écritures de manière à y laisser place au courant des idées démocratiques, il est possible que les penseurs du XVIIIe siècle eussent attaqué avec moins d'irrévérence les traditions de la foi chrétienne.

Sans insister sur ces hypothèses d'une application très délicate, constatons les faits. Les textes de la révélation chrétienne sont en grand honneur chez les républicains protestans d'Amérique, où tout le monde lit la Bible. En France, nous ne croyons rien avancer de trop hardi, si nous disons que, sur dix mille catholiques rassemblés au hasard, la chance serait heureuse d'en trouver *un* qui eût ce livre entre les mains, et *deux* qui en eussent fait l'objet d'une étude suivie à un autre point de vue que celui de la curiosité littéraire. Chez nous, pour les enfans, le catéchisme supplée la Bible; plus tard, c'est l'*Imitation de Jésus-Christ*. Peut-être y aurait-il un parallèle curieux à établir, malgré leur inégalité originelle, entre ces deux sources de réflexions et de consolations; peut-être cette com-

paraison ramènerait-elle sous nos yeux la grande question des races humaines et de leurs instincts si tranchés; mais où n'irions-nous pas sur cette voie sans terme? Bornons-nous donc à laisser pressentir une conclusion à laquelle nous serions peut-être amenés : — c'est que par nature nous préférons la moelle qui nourrit les forts au miel extatique dont les faibles se contentent, et que, sans méconnaître la beauté de l'abnégation humaine, de l'absorption en Dieu, de l'amour universel, de l'humilité qui s'abdique et se renie, nous redouterions et l'énervement des individus et l'abâtardissement des sociétés, si les uns ou les autres étaient saturés de ces doctrines ascétiques. Admirables pour la rêverie du solitaire, elles sont, selon nous, beaucoup moins que la morale biblique, à l'usage d'un individu qui lutte contre la fortune, ou d'une communauté politique qui cherche la pondération de ses forces diverses, les conditions vraies de son existence et de son bien-être. Pour le pionnier hardi, perdu, lui et sa famille, dans le sein de vastes forêts, obligé de compter avec tous les instincts, toutes les passions, tous les dangers, il faut une lecture plus appropriée à ces besoins divers : au lieu de paroles d'éternel amour et d'éternel repos, il faut ces récits variés où l'enthousiasme du soldat brille à côté de la résignation des martyrs, où le clairon résonne, où l'hymne triomphale éclate sur la plaine ensanglantée, où la prudence du législateur se manifeste à côté de la poésie la plus haute: il faut à sa compagne, harassée par les soins matériels de la vie, ces graves enseignemens qui rehaussent à ses yeux sa tâche infime. Elle trouverait des trésors de patience inerte dans le livre de Thomas A'Kempis ou de Jean Gerson; elle puise la force, la fierté, la résignation énergique et active dans cette vaste et multiple épopée où a passé le souffle vivifiant du grand ouvrier.

Les femmes américaines paraissent être de cet avis. Beaucoup d'entre elles vivent et meurent « la Bible à la main (1). » Ce livre est familier aux plus mondaines, car leur enfance a été comme imprégnée de ses leçons; pour celles qui restent auprès du foyer, c'est la lecture de chaque matin et de chaque soir, le texte des enseignemens maternels, des prédications domestiques. A défaut de ministre, une ménagère américaine distribue autour d'elle, en même temps que la nourriture du corps, celle de l'âme, certaine de ne pas errer dans le dogme tant qu'elle reste fidèle au texte sacré. Inquiète d'elle-même, découragée, froissée dans quelqu'une de ces susceptibilités féminines qui sont de tous les pays et de toutes les conditions, c'est la Bible qui la rassure, qui la ranime, qui la console. Mistress We-

(1) « ..... La Bible, repartit Saint-Clare, la Bible était le livre que ma mère lisait le plus souvent. Elle a vécu, elle est morte ce livre à la main. » (*La Case de l'oncle Tom*, chap. XVI.)

therell l'affirme du moins, et nous l'en croyons, car elle nous fait comprendre et apprécier par ses récits essentiellement exacts, d'une fidélité stricte, minutieuse, incontestable, l'influence prestigieuse de la Bible sur l'imagination, sur la raison, sur la volonté des personnages féminins qu'elle met en scène.

Voyez par exemple quelle place tient la Bible dans le premier des deux romans de mistress Wetherell. Cette jeune fille, ou pour mieux dire cette enfant qu'on vient d'enlever à sa mère, à sa mère atteinte d'un mal mortel, suivons-la dans ce *wide, wide world* (1), ce « vaste monde » où elle semble devoir se perdre, chétif atôme, parmi ces étrangers qui se sont chargés à regret de la prendre avec eux, et de la déposer à un endroit désigné, où elle doit trouver une sœur de son père entre les mains de laquelle on la laissera. Pénétrons-nous de cette terreur nerveuse qui saisit la petite Ellen Montgomery en face de ces froids visages, de ces physionomies indifférentes et dédaigneuses dont elle est tout à coup entourée, elle qui vient de quitter, baignée de larmes, les tendres étreintes de sa mère, et de subir les angoisses d'une inévitable séparation. A la pauvre brebis dépouillée de sa chaude toison, Dieu cette fois ne mesure pas le vent. Ce vent du dehors souffle rude et glacial sur son cœur qui frissonne. Les larmes qui s'en échappent, on y prend à peine garde, comme à un ennui de plus, un désagrément de la mission acceptée. Le capitaine Dunscombe remplit rigoureusement la consigne qu'il a bien voulu recevoir de son collègue, le capitaine Montgomery. Sa femme, hautaine et sèche créature, dissimule à peine le mécontentement que lui cause cette gênante corvée. Leur enfant, gourmande, moqueuse, insolente, encouragée par les dédains qu'on témoigne à la petite étrangère, ne se gêne guère pour railler sa mise hors de saison, son embarras, sa tristesse : elle rougit d'une compagne qui n'a pas de gants aux mains, et qui porte une capote blanche à la fin d'octobre. Qu'arriverait-il si les *misses* Mac-Arthur, embarquées sur le même paquebot, allaient croire à quelque lien de parenté entre elle et cette petite personne si peu fashionable? — Voilà ce qu'elle pense, ce qu'elle dit même tout bas, et ce qu'Ellen entend de reste, après l'avoir deviné à moitié.

Aux blessures de la sensibilité viennent s'ajouter les souffrances de l'amour-propre; les consolations qui font défaut sont remplacées par l'insulte et le mépris. Aussi la nature se voile devant les yeux d'Ellen, refoulée en elle-même, et dont le cœur se serre :

(1) *Wide, wide world,* locution consacrée, idiotisme intraduisible. Il exprime cette idée d'immensité que le monde présente à l'individu faible et sans secours qui doit y frayer sa route.

— hier encore, idole d'un cœur ardent; aujourd'hui, seule, à peine protégée, fardeau que chacun se rejette! C'est alors, c'est à cette heure de souffrance et d'abandon, que la religion s'offre à elle, doux recours, solide étai des âmes blessées et chancelantes. Un étranger, vêtu de noir, qui a paru plusieurs fois devant elle sur le pont où elle a voulu rester lorsque ses compagnons de voyage descendaient pour déjeuner, — et qui a scruté sa pâleur, ses larmes dérobées, son triste regard perdu sur les flots mobiles, — finit par l'aborder avec quelques amicales paroles : ses bienveillantes questions commandent la confiance, ses paroles austères inspirent le respect. « Savez-vous, dit-il à l'enfant, d'où vient la souffrance et quel tendre Père nous l'envoie, bien à regret? Êtes-vous un de ses enfans, Ellen? — Non, monsieur, répond-elle les yeux baissés. — Et qu'en savez-vous? — Je sais que je n'aime pas le Sauveur. — Vous ne l'aimez pas?... — Je ne l'aime pas comme il veut être aimé, par-dessus toute chose... car j'aime maman bien mieux que lui. » Ainsi débute cet entretien du sage ministre et de l'enfant qui pleure. Certes le moment est mal choisi pour persuader à Ellen que le Dieu qui lui retire sa mère, il faut le préférer à cette mère elle-même, et cependant ce premier pas dans la voie sainte, le ministre l'obtient d'une jeune âme qu'aigrissait le chagrin, mais qui s'épanouit et se fond sous la bénigne influence d'une parole amie.

D'ailleurs la Bible est là, dernier présent de la mère absente. Avec l'aide de ce talisman précieux, le ministre se fait obéir d'Ellen en lui prescrivant l'oubli complet des étranges procédés auxquels elle est en butte, le renoncement à toute rancune, la sincère application du grand principe évangélique : rendre le bien pour le mal.

Ellen en aura besoin. Les épreuves du premier jour ne sont rien auprès de celles qui l'attendent plus loin. Née dans les villes, élevée au sein de ces mille petits comforts qui, superflus à la rigueur, constituent néanmoins le *nécessaire* des gens d'un certain rang, elle va faire l'apprentissage, chez sa tante Fortune, d'une vie toute nouvelle.

Le début n'est pas encourageant. Laissée par les Dunscombe à la porte d'une hôtellerie de petite ville, la pauvre enfant, debout à côté de sa malle, voit disparaître, avec le *stage-coach* qui repart, tout ce qui lui restait de protecteurs. Personne ne vient à elle, personne ne se trouve là pour la recevoir. Sa tante Fortune l'attend de pied ferme, à quelque cinq ou six lieues de là, sans se préoccuper autrement de ce que fera sa nièce pour arriver. Vous reconnaîtrez là ce trait du génie américain, constaté aux gares des *rail-ways* par M. Ampère, dans cette *Promenade en Amérique* qu'on a pu lire ici-même, — rare insouciance d'autrui qui met toute créature, en ce beau pays, sous sa propre sauve-garde. Ellen, sur la voie publique, ne sait à qui s'en

prendre, et sauf un pauvre diable qui balaie le devant de l'auberge, personne ne lui accorde même un regard de curiosité. Que le balayeur rentre au logis, et tout espoir de renseignemens paraît perdu. C'est donc à lui qu'en désespoir de cause la petite voyageuse s'adresse, pour savoir si miss Emerson n'est pas en ville. Le balayeur ne connaît pas miss Emerson, du moins sous son nom de famille. Par bonheur, il appelle l'aubergiste, qui devine de qui veut parler Ellen. Pour le moment, voilà rattaché le fil à demi rompu de cette destinée en dérive. Ellen arrivera chez sa tante; elle y arrivera grâce à un obligeant voisin qui la prend sur sa charrette à bœufs, et l'y installe tant bien que mal au moyen d'une chaise que la maîtresse de l'auberge veut bien prêter à la nièce de miss Emerson. Mépriserait-on ces détails? On aurait tort, à notre avis, et dans tous les cas il faudrait dès à présent se tenir pour dit que les romans de mistress Wetherell doivent une bonne partie de leur mérite à ces scènes de mœurs prises sur le fait. Pour les goûter, il faut se placer à un certain point de vue, celui qui convient à une peinture flamande, où pas un détail ne sera omis, ni du jardin, ni du grenier, ni de la cuisine. Introduit par elle dans cette ferme américaine, vous respirerez l'atmosphère qu'on y respire. Vous y grelotterez dans les chambres sans cheminées ou devant les cheminées sans feu. Vous pesterez contre les portes mal closes, les murailles nues, les boiseries sans peintures, les tables boiteuses, les meubles absens. Vous assisterez (soyez-en averti par avance) aux intéressantes opérations moyennant lesquelles la ménagère économe se joue du haut prix des épiceries. — Vous verrez battre le beurre et fabriquer le savon, mettre au four la pâtisserie, préparer les conserves, fumer le jambon; mais, pour le moment, nous pouvons faire connaissance avec Van Brunt, le conducteur du chariot où voyage Ellen. Ce personnage, qui, au premier abord, semble fort secondaire, jouera plus tard un des rôles principaux. En attendant, il chemine paisiblement, son grand fouet en main, côtoyant ses bœufs à la paresseuse allure. De rares habitations sont éparses sur les côtés de la route presque déserte. Les arbres n'ont plus de feuilles; les vertes collines ont revêtu les teintes brunes de l'automne qui finit. De temps en temps le grand fouet claque sur la tête des bœufs, jamais il n'arrive jusqu'à leur peau.

« A quoi bon les blesser? remarqua tout haut Van Brunt... Ce sont des entêtés qui n'en font qu'à leur tête. » Ellen était tout à fait de cet avis.

Après un long silence, et quand il eut bien et dûment examiné, sur son trône roulant, la petite reine dont il était, pour le moment, le premier ministre :

« Ainsi donc, dit Van Brunt, vous êtes la nièce de miss Fortune?

— Oui, répondit Ellen.

— Eh bien! reprit son guide, essayant d'arriver à un compliment quelconque, j'aimerais assez que vous fussiez la mienne. »

On verra plus tard quelle secrète pensée se tapit au fond de ce vœu bizarre, auquel vraiment Ellen ne pouvait s'associer. Aussi le voyage continue-t-il sans beaucoup d'autres dialogues. La nuit tombe, les étoiles émaillent le ciel : la fraîcheur du soir, la fatigue, ont engourdi la jeune fille; mais lorsque Van Brunt lui annonce qu'ils sont arrivés, une sensation poignante lui traverse le cœur; elle s'éveille en sursaut, et, par un mouvement involontaire, étend les mains devant elle comme pour percer les épaisses ténèbres qui lui cachent l'habitation. Van Brunt l'enlève dans ses bras robustes et la dépose sur le sol :

« Nous voici rendus..., et un peu tard. Vous devez être lasse... Allez droit devant vous, à cette petite porte que vous voyez.

— Mais... je ne vois rien, remarqua timidement Ellen.

— Venez donc, je vais vous montrer... Eh! prenez garde, vous allez vous heurter à la barrière.... Par ici!... Allez droit à cette porte, là-bas, au bout du petit chemin... ouvrez, et vous verrez de quel côté tourner... Ne frappez pas... Tirez tout bonnement le loquet, et entrez!... »

« Puis il s'en retourna vers ses bœufs...

« Ellen finit par distinguer sur le ciel le profil massif de la maison, et sur la terre une ligne blanchâtre tracée par le sentier qu'on lui indiquait. Ses pas indécis la conduisirent en avant jusqu'à ce que son pied se heurta au degré qui précédait le seuil. Ses mains tremblantes trouvèrent le loquet et le soulevèrent : elle entra. L'obscurité était complète. A droite cependant, une fenêtre laissait filtrer quelques minces rayons de lumière. Elle se dirigea de ce côté, découvrit à tâtons un autre loquet plus difficile que le premier, mais dont elle vint cependant à bout. Elle poussa la porte pesante et se trouva dans une cuisine de bonnes dimensions, d'aspect assez gai. Un excellent feu flambait dans l'énorme cheminée; à sa lueur les murs et le plafond, blanchis à la chaux, paraissaient jaunes. Il jetait assez de clarté pour qu'on pût se dispenser de flambeaux : aussi n'en avait-on pas allumé. La table était mise pour le souper, et avec sa nappe d'un blanc de neige, sa garniture brillante de propreté, elle offrait certainement l'idée du bien-être. La seule personne assise près de la cheminée était une femme très âgée, dont Ellen ne voyait que le dos, et qui, tout occupée de son tricot, ne tourna seulement pas la tête. Ellen avait fait un ou deux pas dans la pièce, hors d'état de parler ou d'avancer... « Serait-ce ma tante Fortune? pensait-elle... Elle ne peut être si vieille que cela? »

« La minute d'après, une porte s'ouvrit sur la droite, et sur le premier degré d'un escalier qui, de la cuisine, descendait en quelque cellier, parut une seconde figure. C'était une femme qui entra, rejetant du pied derrière elle la porte qui venait de lui livrer passage. A la vérité ses mains étaient occupées, car elle portait dans l'une un couteau et une lampe, dans l'autre une assiettée de beurre. A la vue d'Ellen, elle s'arrêta tout court.

« — Qu'est ceci? dit-elle. Et pourquoi donc, enfant, laissez-vous la porte ouverte?

« Puis, assiette et lampe à la main, elle alla droit à la porte qu'elle poussa vigoureusement.

« — Qui êtes-vous? que voulez-vous? reprit-elle ensuite.

« — Je suis Ellen Montgomery, madame, dit Ellen intimidée.

« — *Comment?* s'écria la dame avec une expression de surprise assez marquée.

« — Est-ce que vous ne m'attendiez pas, madame? demanda Ellen. Papa cependant a dû vous écrire.

« — Ah! voilà Ellen Montgomery,... dit miss Fortune, apparemment réduite à tirer de ce qu'elle voyait cette conclusion logique.

« — Oui, madame, répondit Ellen.

« Miss Fortune alla droit à la table, et mit en place le beurre d'abord, la lampe ensuite, sans se trop hâter.

« — Vous dites que votre père devait m'annoncer votre arrivée?

« — C'est du moins ce qu'il avait dit.

« — Eh bien! il ne l'a pas fait.... Je n'ai pas eu le moindre mot de lui.... Comme cela lui ressemble!... Je n'ai pas encore vu Morgan Montgomery remplir une seule de ses promesses...

« Le rouge monta au visage d'Ellen, qui sentit son cœur se gonfler. Elle resta debout, immobile.

« — Et comment êtes-vous arrivée ce soir ici?

« — Dans la charrette de M. Van Brunt.

« — Ah!... il est donc de retour, M. Van Brunt? — Et comme elle entendait un bruit au dehors, miss Fortune s'élança vers la porte, disant à Ellen, au moment où elle ouvrait : — Asseyez-vous, enfant, et posez vos affaires.

« Ellen obéit avec grand plaisir à la première partie de cet ordre; mais elle ne se trouvait pas encore assez *chez elle* pour se mettre tout à fait à l'aise : elle n'ôta que son chapeau.

« — Eh bien! monsieur Van Brunt, disait miss Fortune à la cantonade, m'avez-vous rapporté un baril de farine?

« — Non, miss Fortune, répondit la voix de l'honnête conducteur, je vous ai apporté mieux que cela.

« — Où l'avez-vous trouvée? reprit miss Fortune d'un ton passablement bref.

« — Là haut, chez les Forbes.

« — Et ce que vous amenez là?

« — C'est une malle. Où faut-il qu'elle aille?

« — Une malle?... En haut, sans aucun doute;... mais je ne sais pas encore comment elle s'y prendra pour y monter.

« — Oh! je m'en charge, madame, si seulement vous voulez bien ouvrir la porte.

« — Vraiment?... avec vos souliers?... impossible, absolument impossible, s'écria miss Fortune, manifestant toute l'indignation d'une ménagère soigneuse.

« — Eh bien! alors... sans mes souliers, dit Van Brunt, qui sembla étouffer

à demi un éclat de rire, et dont Ellen entendit tomber à terre la lourde chaussure... Place maintenant, madame!... livrez-moi passage.

« Miss Fortune vint prendre la lampe, et, ouvrant une autre porte, conduisit, à travers la cuisine, vers un escalier intérieur qu'Ellen ne voyait pas, M. Van Brunt et son fardeau. Au bout d'une ou deux minutes, ils rentrèrent tous deux, et l'homme aux bœufs se dirigea vers la porte.

« — On va servir le souper, monsieur Van Brunt, dit la maîtresse du logis.

« — Il faut que je m'en aille, madame.... il est si tard.... J'ai besoin chez moi. — Puis il ferma la porte derrière lui.

« — Qui vous a donc tant retardés? demanda miss Fortune à Ellen..... »

On ne goûterait pas complétement le sel tout américain de cette scène si caractéristique, si nous n'anticipions un peu sur celles qui suivent. Il faut savoir que Van Brunt, cet honnête fermier, n'est ni plus ni moins que le *prétendu* de miss Fortune, et qu'il finit par l'épouser à quelque temps de là, décidé peut-être à prendre une femme si revêche par la perspective d'être l'oncle d'Ellen, qu'il a prise dès l'abord, et sans qu'elle puisse s'en douter, en affection singulière. Mais revenons à l'installation de la jeune fille, à cet accueil si peu encourageant au premier abord. Il tient ce qu'il a promis. Une fois Ellen mise en possession d'une chambre parfaitement propre, où le soleil entre le matin par deux grandes fenêtres sans rideaux, et meublée aussi succinctement que possible, sans miroir d'aucune espèce, de deux chaises et d'une console en bois de sapin montée sur trois longs pieds à peine équarris, — miss Fortune croit avoir rempli tous les devoirs de l'hospitalité. Le lit, des plus simples, est un *cot-bed*, une caisse de bois blanc, élémentaire dans sa forme, et on l'a garni d'un lourd couvre-pied en étoffe blanche et bleue tressée à la ferme. La couverture est chaude, les draps sont en coton. Aucune sorte de toilette ni de *lavabo*. En s'éveillant le lendemain de son arrivée, Ellen, avertie par certaines émanations culinaires que l'heure du déjeuner ne saurait se faire attendre longtemps, descend auprès de sa tante, qu'elle trouve absorbée dans la confection d'un ragoût matinal dans lequel vont figurer d'épaisses tranches de porc. A peine si le sifflement de la poêle à frire permet à la pauvre enfant de souhaiter le bonjour à miss Fortune, qui la regarde sans lever la tête, penchée sur son œuvre qui s'achève. De là grand embarras pour notre jeune citadine. — J'attendrai, pense-t-elle, que ce tapage soit fini. Comment crier tout haut que j'ai besoin d'un pot à l'eau et d'une serviette? — L'opération terminée en apparence, les tranches de porc mises en bon ordre sur un plat, il ne reste plus qu'un peu de graisse liquide au fond de la poêle, et, dans sa naïveté, l'enfant suppose que ce reste-là va tomber dans l'auge aux pourceaux : une telle prodigalité n'est pas à l'usage de miss Fortune.

« ... Elle courut dans un office ouvert non loin de là, et revint apportant un bol de crème qu'elle versa tout entier sur la graisse fumante; puis elle courut encore chercher dans le même office une petite boîte ronde en étain, dont la partie supérieure était à jours comme une passoire; elle l'agita doucement au-dessus de la crème qu'elle recouvrit ainsi d'une pluie de fine farine. Le tout replacé sur le feu se remit à frémir, et à la grande surprise d'Ellen, se transforma presque aussitôt en une épaisse et forte écume que miss Fortune fit tomber adroitement sur ses escalopes de porc. Alors seulement, voyant qu'il n'y avait plus une minute à perdre, Ellen osa formuler à voix bien basse son humble requête; miss Fortune n'y répondant pas tout d'abord, il lui fallut la réitérer.

« — Voudriez-vous bien, madame, m'indiquer l'endroit où je puis faire ma toilette?

« — Certainement, dit miss Fortune, qui se redressa tout à coup; il faudra descendre à l'*auget*. »

Comme on pourrait bien ignorer le sens de ce mot sacramentel, il est bon de dire que les meuniers appellent ainsi l'extrémité inférieure de la *trémie;* or la trémie elle-même est une grande auge large du haut, étroite du bas, par laquelle descend, dirigée sur un point quelconque, l'eau venue d'un fonds supérieur. Chez miss Fortune, l'auget déversait les eaux d'un ruisseau voisin dans une sorte de cuisine souterraine destinée à toute sorte d'opérations fort étrangères les unes aux autres. Cette eau y tombait de quinze à seize pouces de haut dans une rigole en pierre destinée à la recevoir. Tel était ce cabinet de toilette où Ellen, sans autre auxiliaire qu'un essuie-main, devait parfaire ses ablutions matinales. Nous laissons à nos petites-maîtresses parisiennes le soin de commenter ce passage. Il nous suffit de montrer jusqu'où mistress Wetherell pousse le scrupule de la vérité absolue, et combien elle sait au besoin se montrer rigoureuse pour ses compatriotes, dont l'amour-propre, paraît-il, ne s'est pas trop révolté contre de si terribles leçons.

Le romancier poursuit ainsi, fibre à fibre, la dissection du ménage de miss Fortune et de ce caractère dont l'analogue existe à peine chez nous. Cette femme, sans cesse à l'œuvre, fonctionnant avec la régularité d'un chronomètre, complétement étrangère à toutes les choses du cœur, armée en guerre contre toutes les délicatesses physiques et morales, méconnaissant même les *vrais* devoirs qu'inspire l'hospitalité corroborée par les liens du sang, jusqu'au point d'ouvrir et de lire la première les lettres adressées à sa fille par la pauvre mistress Montgomery, qui se meurt loin d'elle, — cette femme a quelque chose d'abrupt, de péremptoire, de grossier, qui met en déroute nos idées civilisées. Remarquez bien qu'elle n'est ni foncièrement méchante, ni, à quelque degré que ce puisse être, suspecte d'une indé-

licatesse réfléchie, d'un calcul improbe. Non, elle n'a pour nous repousser ainsi que sa nature obtuse, sa rudesse impérieuse, son antipathie aveugle contre tout ce qui est en travers de sa voie, à quelque règne, à quelque genre ou sous-genre qu'appartienne l'obstacle. Sa juxtaposition avec ce pauvre oiseau du bon Dieu que le hasard pousse sous son toit et à qui elle fait un destin si dur, le contraste de l'autorité brutale qu'elle fait peser sur Ellen avec la bonhomie protectrice de l'honnête Van Brunt, nous la rendent haïssable au même degré que si, forçant les couleurs, mistress Wetherell lui eût donné ou la féroce avarice du père Grandet, ou l'hypocrisie mielleuse du Pecksniff de Charles Dickens.

Et avec quels menus traits de caractère on arrive à ce résultat final! Ellen, s'égarant dans les prairies qui entourent la maison, est entrée jusqu'à mi-jambe dans un invisible fossé; ses beaux bas blancs sont couverts de boue quand elle rentre. Miss Fortune ne la sermonne pas avec autant de rigueur qu'on pourrait s'y attendre; mais elle se fait immédiatement ouvrir la malle de l'enfant, prend tous ses bas, choisis avec amour par mistress Montgomery, et les jette dans un grand chaudron plein d'une décoction brune et mal odorante; ils sortent de là teints en bleu d'ardoise, au grand désespoir d'Ellen. Ce désespoir vous touche-t-il? Fort peu, sans doute; mais, dans le roman, il serre le cœur. Nous en dirons autant d'un autre épisode où la pauvre Ellen, lasse d'oisiveté, — car sa tante, durant les premiers jours, loin de réclamer d'elle aucun service, lui adresse à peine la parole, — demande d'elle-même à reprendre ses études :

« — Libre à vous, lui dit miss Fortune. — A quelle école puis-je aller? — Celle qui vous plaira. — Mais encore, quelles sont celles des environs? — Vous avez à La Croix celle du capitaine Conklin; à Thirlewall, celle de miss Emerson. — Cette miss Emerson est-elle de vos parentes? — Non. — Il me semble que je dois de préférence aller chez une femme... M'autorisez-vous à prendre ses leçons? — Oui. — Puis-je commencer dès lundi? — Oui. — Je préparerai donc mes livres... Mais comment irai-je? — Je n'en sais rien. — Thirlewall est à deux milles d'ici; aller et revenir le même jour serait trop fort pour moi, du moins M. Van Brunt me l'a dit. — C'est votre affaire. — Tante Fortune, dites-moi vous-même comment vous voulez que je fasse? Comment me rendre chaque jour à cette école? — Je suis désolée de n'avoir pas de voiture à vous offrir. M. Van Brunt pourrait vous conduire dans la charrette. — La charrette?... mais cela lui prendrait toute la journée. — Naturellement. — Alors il m'est donc impossible de suivre mes études... Pourquoi me dire que vous y consentez? — Pas de réponse; un simple sourire empreint de quelque mépris, car Ellen avait des larmes dans la voix. — Ah! reprit-elle, si j'avais un poney!... — Et qui soignerait le poney?... qui vous suivrait pour vous ramasser, si le poney vous jetait à terre? répondit miss Fortune foulant vigoureusement aux pieds les espérances qu'elle semblait avoir laissé naître tout exprès. Puis,

après quelques paroles ironiques, elle s'empara des plaintes de l'enfant inoccupée : — Soyez tranquille, reprit-elle; si la besogne vous fait faute, je ne vous en laisserai pas manquer. Pendant que je vais en bas, préparez-moi ces assiettes et ces verres que je vais laver tout à l'heure... »

Mais la Bible, direz-vous? nous voici bien loin de la Bible. Pas le moins du monde; la Bible ne quitte pas Ellen. Quand le désespoir gagne cette enfant poussée à bout, on le conçoit, par la dureté de sa tante, c'est dans sa petite Bible qu'elle trouve une consolation, dans sa Bible et dans l'amitié d'une jeune fille qui, fort à propos, l'a rencontrée un jour où des pensées fatales l'assiégeaient de toute parts. Alice Humphreys a un frère, beau jeune homme voué au service divin, qui, trouvant Ellen installée chez lui, se prend d'amitié pour cette « petite sœur. » Puis, comme il arrive souvent en pareille occurrence, à mesure qu'Ellen grandit, cette amitié devient de l'amour. Il y a des nuances originales dans ce progrès d'un attachement des deux côtés également pur, et la Bible intervient ici de nouveau, interprète de sentimens qui s'ignorent encore. Ne joue-t-elle pas un rôle à peu près semblable dans les amours bien autrement tristes de Kitty Bell et de Chatterton? Ceux d'Ellen Montgomery et de John Humphreys sont destinés à une meilleure issue; mais après combien de peines sérieuses la pauvre fille n'en vient-elle pas à ce port de salut qu'on appelle le mariage! Les raconter en détail serait impossible et inutile. Ce n'est point par le fond des événemens que subsistent les romans de mistress Wetherell. Tout leur mérite est dans l'invention de chaque incident, la mise en œuvre des plus menus faits de la vie la plus humble et la plus terre-à-terre. Nous en avons indiqué plusieurs. On peut bien par ceux-là juger des autres.

Ce qu'il faut admirer après tout, ce n'est pas tant le talent qu'on déploie à cet examen microscopique de l'existence vulgaire que l'intérêt toujours croissant dont ce travail est l'objet. Le moindre individu, s'il est peint et regardé à la loupe, devient sympathique à la foule, qui se reconnaît dans cette reproduction strictement fidèle. Jadis les rois seuls occupaient les planches du drame ou les pages de la fiction; si les bergers s'y montraient parfois, on sait à quelles conditions et grâce à quelles bizarres métamorphoses. Aujourd'hui le roi est à la porte, et le berger trône : il trône en blouse, les bras nus, vêtu de toile bise et sans la moindre houlette, armé du fouet comme Van Brunt ou, comme le *Champi*, du fléau berrichon. Il faut savoir s'accommoder de cette pacifique révolution, sans l'épouser toutefois dans ses exagérations puériles, sans substituer systématiquement, par exemple, l'étude du manant au culte des héros. C'est ce que semble avoir compris mistress Wetherell dans son second roman, *Queechy*.

En y réservant une large place aux plus modestes réalités de la vie, on sent en effet qu'elle a voulu peindre aussi la société américaine dans tout ce qu'elle a de plus aristocratique, et comme cette aristocratie ne lui suffisait pas encore, elle a donné le beau rôle à un *nobleman* anglais de la plus haute naissance, auquel, pour surcroît de distinction, elle départ 40,000 liv. sterl., c'est-à-dire un million de revenus.

Queechy est le nom d'un domaine où nous sommes transportés dès les premières scènes du roman. M. Carleton, *nobleman* anglais, dans une tournée qu'il fait aux États-Unis, est amené par un jeune officier américain, à la suite d'une partie de chasse, chez le grand-oncle de ce compagnon de plaisir. Ils y reçoivent une cordiale hospitalité, bien que le vieillard qui la leur offre soit depuis longtemps dans une position de fortune très embarrassée. Le petit domaine de Queechy, pour l'exploitation duquel il s'est associé un homme d'affaires fort peu scrupuleux, est déjà hypothéqué pour tout ce qu'il peut valoir, et le moment approche où le malheureux propriétaire, M. Ringgan, menacé d'éviction, ne saura où abriter sa tête blanchie. Avec lui est sa petite-fille Elfleda Ringgan, pauvre orpheline dont il est le seul protecteur, et dont l'avenir incertain trouble, par ses menaçantes perspectives, les derniers jours de cet excellent homme. Lorsque cette situation, si émouvante déjà, vient se compliquer encore, lorsqu'un brutal créancier vient sommer le vieillard et l'enfant de quitter leur humble demeure, une main inconnue leur vient tout à coup en aide. C'est celle de l'opulent et généreux Carleton; mais sa tardive intervention n'a pas tous les effets qu'il en pouvait espérer. Dans ses dernières luttes contre l'infortune, le cœur du bon vieillard s'est brisé. A peine libéré de ses plus pressans embarras, il meurt presque subitement, laissant Elfleda aux mains d'une vieille sœur infirme, qui se sent hors d'état d'accepter utilement une si délicate tutelle. Ici Carleton intervient encore. Voyageant avec sa mère, il peut placer Elfleda sous la protection de cette dame, et il demeure convenu qu'ils conduiront tous deux l'orpheline chez un oncle à elle, le fils du défunt propriétaire de Queechy. M. Rossitur, cet oncle, riche négociant de New-York, est en ce moment à Paris, où il mène la vie prodigue et fastueuse de l'Américain en voyage. Durant la traversée, et surtout durant le séjour qu'ils font à Paris, Elfleda, — c'est encore une enfant,— a laissé prendre à son jeune protecteur une grande influence, une grande autorité sur son esprit. Il ne lui est pas en vain apparu, dans ses premiers jours de malheur, comme un envoyé du ciel; il ne lui a pas en vain, depuis lors, prodigué les soins les plus dévoués et les plus délicats. Bref, à quatorze ans, miss Fleda,—c'est ainsi qu'on abrége son nom,—n'est pas plus stoïque que ne le serait à sa place

mainte femme faite et parfaite; Carleton, de son côté, qui se trompe peut-être sur la nature du sentiment auquel il a déjà obéi, admire chez la jeune Américaine une droiture de cœur, une fermeté de caractère qui s'allient en elle à la sensibilité la plus exquise. Au surplus, ils sont l'un pour l'autre un sujet d'étonnement. Carleton ne s'explique pas le rapide développement moral que Fleda doit à la lecture assidue de la Bible. Fleda ne peut comprendre que, sans le secours de ce livre divin, Carleton soit aussi près de la perfection chrétienne, lui qui croit à peine en Jésus-Christ. Cette absence de principes religieux chez l'homme pour lequel, sans bien s'en rendre compte, elle éprouve un sentiment de préférence presque passionnée, la déconcerte, la trouble, la désespère quelquefois. Elle lui jette alors des regards empreints de la surprise douloureuse qu'un ange doit éprouver à la première vue de quelqu'une de nos terrestres défaillances. Parfois, piqué au jeu, le jeune homme essaie de porter le doute dans l'esprit ingénu de sa protégée; mais elle est invincible sous l'armure qu'elle s'est donnée, et l'unique résultat de leurs controverses, un peu longuement racontées, il faut en convenir, est au contraire de faire réfléchir Guy Carleton sur l'emploi futile de sa vie, de son intelligence, de sa richesse.

De là finalement une résolution subite. Sans dire à personne, pas même à sa mère, le secret du parti qu'il va prendre, Carleton se décide à quitter Paris. Elfie elle-même, — Elfie est encore un diminutif d'Elfleda, — ignorera-t-elle l'influence qu'elle a exercée sur cet esprit jusque-là si entier, si dédaigneux, si porté au mépris des autres et de lui-même? Il le faudrait peut-être par prudence; mais où vîtes-vous prudence pareille chez un amoureux sans le savoir. Carleton va donc prendre congé de sa petite amie, de sa *fée*, comme il l'appelle en souriant. Elle peut à peine supporter ce coup inattendu. Cependant, lorsqu'elle entrevoit chez le préféré de son cœur la ferme résolution de se donner ici-bas une mission selon l'esprit de Dieu, elle se ranime, et le courage lui revient :

« — Monsieur Carleton..., lui dit-elle tout à coup, changeant de couleur.

« — Parlez, Elfie!

« Le sang abandonna de nouveau ses joues : — Monsieur Carleton, vous fâcherez-vous de quelque chose que je voudrais vous dire?

« — Me connaissez-vous assez peu pour m'adresser une pareille question? lui demanda-t-il à son tour avec douceur.

«—J'ai une demande à vous adresser... Et vous ne sauriez le trouver mauvais.

« — Qu'est-ce donc? dit-il, cherchant à deviner le sujet de cette timide requête; — mais n'importe. Je ferai ce que vous désirez.

« Les yeux de la jeune fille étincelèrent. Cependant elle éprouvait à poursuivre une certaine difficulté.

« — Je le ferai, vous dis-je, quoi que ce puisse être, répéta-t-il plus attentif que jamais.

« — M'attendrez-vous ici quelques instans, monsieur Carleton?

« — Je vous donne une demi-heure.

« Elle s'élança radieuse à travers ses larmes; mais sa physionomie était redevenue mélancolique et son attitude presque gênée lorsqu'elle reparut quelques instans après, un livre à la main. Il y avait à la fois dans cette physionomie si mobile un mélange bizarre de timidité, de zèle ardent, de modestie, tandis qu'elle s'avançait vers M. Carleton, et lui mettait dans les mains ce petit volume, — qui était sa propre Bible.

« — Lisez-la, lui dit-elle en même temps d'une voix contenue et sans oser lever les yeux sur lui.

« Il vit de quel livre il s'agissait, et, prenant la douce main qui le lui avait remis, il la baisa deux ou trois fois avec respect. Une princesse n'eût pas obtenu mieux.

«—Vous avez déjà ma promesse, Elfie, reprit-il ensuite. Inutile de la répéter.

« Alors elle leva les yeux et lui jeta un regard si reconnaissant, si tendre, si plein de bonheur, que jamais ce regard ne fut oublié de lui. Un moment après, ce rapide éclair avait disparu, et, au même endroit où il l'avait laissée, la jeune fille écoutait le bruit de ses pas, de plus en plus faible, à mesure qu'il descendait les degrés. Elle entendit le dernier de tous, et s'affaissa sur ses genoux, toute en larmes. »

Ces amans selon la Bible seront peut-être taxés d'un peu de froideur, si nous ajoutons que six années vont se passer sans qu'ils aient l'air de se préoccuper le moins du monde de la destinée l'un de l'autre. Voilà cependant à quoi nous sommes réduits, et tandis que Guy Carleton, au sein de ses vastes domaines, y remplit tous les devoirs d'un propriétaire évangélique, il nous faut suivre Elfleda Ringgan, qui retourne en Amérique après quelques mois passés encore à Paris, où elle a perfectionné son éducation de salons.

Peu après son retour à New-York, sa destinée subit un changement nouveau. Son oncle, M. Rossitur, s'est engagé dans de vastes spéculations avec cet esprit aventureux qui caractérise au plus haut degré les citoyens de la libre Amérique. Téméraire d'une part, trompé de l'autre, il se trouve un beau jour complétement ruiné, mis en faillite, et obligé d'abandonner à ses créanciers jusqu'au splendide mobilier qu'il avait rapporté de France. M. Rossitur a trois enfans, deux fils et une fille, Charlton, Hugh et Marion. Charlton est au service et peut se suffire. Marion, après s'être mariée en Europe, y est demeurée. Ce brusque retour de la fortune n'atteint donc, avec M. et mistress Rossitur, que leur fils cadet; mais la pauvre orpheline dont ils étaient devenus les seuls appuis, noblement reconnaissante, n'abandonnera pas dans le malheur ceux dont elle a partagé l'opulence.

Le plus proche parent de M. Rossitur, un vieux médecin excentrique, espèce de *bourru bienfaisant*, voyant ce malheureux sans ressources, lui propose de quitter New-York et d'aller tenter fortune sur un domaine dont ce médecin est devenu le propriétaire. Toute autre chance lui étant enlevée, il faut bien que M. Rossitur se décide à courir celle-ci, bien qu'il ne se sente ni trop d'aptitude pour l'exploitation agricole, ni trop de goût pour la vie des champs. Il se décide donc, et, avec quelques avances obtenues de çà, de là, va prendre possession de ce domaine, qui est justement celui ou Fleda Ringgan a passé son enfance, ce Queechy bien-aimé, dont le souvenir l'avait suivie, même au sein du tourbillon parisien.

C'est à ce moment que la figure de la jeune fille grandit tout à coup. Son oncle, poursuivi par le regret du bien-être qu'il a si follement compromis, découragé par le mauvais succès de ses premiers efforts, mécontent de tout parce qu'il l'est de lui-même, mal vu de ses nouveaux voisins par cela même qu'il est à contre-cœur au milieu d'eux, n'a rien de ce qu'il faudrait pour la lutte à laquelle le sort l'a condamné. Mistress Rossitur, trop longtemps amollie par les habitudes du luxe, n'a pour lui venir en aide qu'une bonne volonté stérile, un zèle mal dirigé. Tout le fardeau retombe donc sur Fleda, qui l'accepte sans un murmure, et le porte vaillamment. Ici le détail abonde, mais dans une situation pareille et avec une donnée aussi simple, c'est le détail seul qui peut préciser les sacrifices, faire mesurer l'abnégation, passionner les lecteurs pour cet humble héroïsme d'une jeune fille douée des plus belles qualités morales, habituée aux élégances de la vie, préparée aux plus douces jouissances du développement intellectuel sous toutes ses formes, et qui devient du jour au lendemain le *factotum* d'une pauvre ferme, l'intendant d'un cultivateur ruiné, la cheville ouvrière d'un ménage aux abois. Les obstacles qu'elle rencontre, les secours qu'elle trouve, les combinaisons par lesquelles elle supplée à tout ce qui fait défaut, la gaieté qu'elle affecte, les découragemens qu'elle cache, les injustices qu'elle subit, l'influence dominante que cependant elle acquiert par degrés, et la reconnaissance qu'elle impose sans le vouloir, forment un tableau d'une vérité attachante et d'une incontestable moralité. En même temps, ce tableau nous fait connaître, mieux qu'aucun livre purement didactique, les mœurs rurales des états américains. Dans telle petite scène purement épisodique, — celle, par exemple, où M. Rossitur, fort embarrassé dès le début, est amené par les conseils de sa bien avisée pupille à implorer l'aide d'un riche paysan quelque peu apparenté à sa famille, — resplendit sous son vrai jour cette indépendance que nous ne pouvons nous empêcher d'envier aux compatriotes de Washington. Au milieu du champ à demi labouré, le pied sur le

soc de la charrue, entouré de subalternes qui tous reconnaissent une autorité de droit en même temps qu'une supériorité de fait, l'honnête fermier Plumfield reçoit sans la moindre morgue, mais sans le moindre abaissement, l'hommage forcé que vient lui rendre M. Rossitur, qui, hier encore, fier de ses gros revenus, aurait à peine cru possible de le reconnaître pour son parent. Aujourd'hui ces dédains ne sont plus de mise, et tout décidé qu'il est, — on le voit de reste, — à garer de tout échec sa dignité un peu compromise, le citadin est contraint de confesser l'embarras qu'il éprouve de demander secours, et de l'accepter, qui pis est, bien que ce secours lui soit quelque peu marchandé.

De même, lorsque, plus tard, deux pécores de soubrettes, emmenées de New-York par mistress Rossitur, quittent la maison de plus en plus appauvrie, de moins en moins tenable, il faut bien que l'orgueil de l'ancien riche se plie à de grands sacrifices. A Queechy, personne ne sert volontiers; les plus pauvres font leurs conditions, et n'acceptent pas indistinctement, en échange de quelques dollars, le rôle qu'on veut bien leur assigner. Les voyages de Fleda à la recherche d'une cuisinière constituent une épopée bourgeoise du plus singulier caractère. Qu'on nous permette d'insister sur cet épisode dont plus d'une lectrice et même plus d'un lecteur comprendra l'intérêt.

Fleda s'est d'abord rappelé une sorte de gouvernante qu'avait feu son grand-père, et avec qui elle pense pouvoir établir de meilleurs rapports qu'avec toute autre. Elle se fait indiquer la demeure où s'est retirée cette duègne en disponibilité. Miss Cynthia Gall, voilà son nom. Elle va la trouver dans une pauvre maisonnette d'où semble à jamais exclu tout comfort : cheminée froide, toit délabré, carreaux de vitre à grand'peine réparés et recollés, ou remplacés par quelques lambeaux de papier. Pas une pauvre fleur, pas un arbuste d'agrément autour de cette masure; au dedans, miss Cynthia, toujours revêche et pincée, toujours sur ses ergots, toujours occupée à faire valoir son importante personnalité! Après un entretien amical, mille souvenirs évoqués, des précautions oratoires sans fin, Fleda croit enfin pouvoir aborder le sujet essentiel de la conférence :

« — Vous ne devineriez jamais ce qui m'amène, ma bonne Cynthy.

« — Qui sait? dit Cynthy jetant vers le feu qu'elle avait allumé à grand' peine un de ses regards les plus ambigus... Je suppose que vous avez affaire de moi.

« — Je suis venue savoir si vous ne voudriez pas venir demeurer chez ma tante mistress Rossitur. Nous sommes seules, et il nous faudrait bien quelqu'un pour nous aider. J'ai tout d'abord pensé à vous naturellement.

« Cynthy gardait le plus complet silence. Elle était assise devant le feu, ses jambes étendues de toute leur longueur dans la direction du foyer, ses bras

croisés sur sa poitrine, ne quittant pas du regard les bûches qui fumaient à qui mieux mieux; toutefois aux deux coins de sa bouche se dessinait déjà la menace d'un sourire qui déplut à Fleda.

« — Qu'en dites-vous, Cynthy?

« — Je crois que vous feriez mieux de vous adresser à quelque autre, répondit enfin miss Gall avec une sorte de sécheresse condescendante et un sourire qui en disait long.

« — Pourquoi? reprit Fleda. J'aimerais bien mieux une ancienne amie qu'une personne étrangère.

« — C'est vous qui êtes chargée du ménage? demanda Cynthy avec une certaine brusquerie.

« — Oh! je fais un peu toute chose,... même la cuisine, et la ménagère aussi, quand cela se trouve... Mais si vous venez, Cynthy, vous serez la femme de charge.

« — Je pense que mistress Rossitur n'a pas grand'chose à démêler avec les personnes qui l'aident,... n'est-ce pas? demanda Cynthy après une pause durant laquelle les coins de sa bouche n'avaient pas bougé. Ce ton de susceptibilité indépendante jeta quelques lueurs dans l'esprit de Fleda.

« — Ma tante n'est pas assez forte pour faire beaucoup par elle-même;... il lui faut quelqu'un qui la dispense de presque tous les soins intérieurs. Vous aurez le champ libre, allez, Cynthy.

« — Votre tante a-t-elle deux tables distinctes?... Je le présume; mais enfin cela est-il ainsi?

« — Oui... Mon oncle ne veut avoir avec lui que sa famille.

« — Eh bien!... je vois que je ne conviendrais pas, dit miss Gall après une autre pause, et se baissant tout à coup comme pour ramasser quelques brindilles éparses devant le foyer; mais Fleda put voir le rouge qui lui était monté au visage et le sourire nettement dessiné où venait se peindre le plaisir de la vengeance immédiate qu'elle venait de se procurer par son refus. Il ne lui en fallut pas davantage pour rester convaincue que miss Gall, en effet, « ne conviendrait pas. » Toutefois elle était peinée en même temps de voir la joie méchante avec laquelle, sans aucune nécessité, son ancienne gouvernante la désappointait ainsi. »

La jeune ménagère ne se décourage pourtant pas, et, sur de nouvelles indications, se rend chez les Finns. — Il serait possible qu'une des *demoiselles* de la maison voulût entrer chez mistress Rossitur. Mistress Finn, installée dans sa cuisine et le balai à la main, donne audience à Fleda. Quand elle apprend ce dont il s'agit : « — Eh bien! dit-elle, on pourrait voir. Je vous donnerais bien Hannah,... mais nous en avons besoin chez nous... D'ailleurs elle est un peu maladive, et il vous faut une personne solide. Nous avons encore Lucy..., mais il faudrait que ce fût son idée. Elle ne fait rien que selon son idée... »

Fleda insistant pour savoir à quoi s'en tenir là-dessus, et Lucy étant allée travailler au dehors, mistress Finn engage la nièce de

M. Rossitur à venir *passer la soirée* chez elle. Lucy ne manquera pas de s'y trouver, et on pourra la pressentir. Fleda déclinerait volontiers cette invitation aussi peu attrayante qu'inattendue; mais la nécessité la presse, et nous assistons à une scène passablement étrangère à nos mœurs, qui n'admettent guère qu'on aille prendre le thé avec la personne dont on se propose de faire sa domestique. On prend soin de placer Fleda tout auprès de Lucy Finn, cette cuisinière en perspective dont il s'agit de fixer l'humeur capricieuse et d'apprivoiser la volonté fantasque; mais un certain embarras, très naturel à notre sens, arrête sur les lèvres de miss Ringgan les ouvertures qu'elle devait faire. Lucy, de son côté, garde le plus complet silence. Une causerie générale s'établit, aussi intéressante qu'on peut la supposer dans des circonstances pareilles; bientôt elle prend un tour plus direct, plus personnel :

« — Votre oncle se déplaît-il au fermage? demanda une des personnes présentes.

« Fleda fut la cette question délicate en disant que c'était pour M. Rossitur une besogne toute nouvelle.

« — Eh! que faisait-il donc? à quoi s'occupait-il jusqu'à cette heure? reprit la questionneuse.

« Fleda expliqua qu'il n'exerçait aucune profession déterminée, et, après le temps nécessaire pour qu'une notion pareille eût pénétré dans les intelligences dont elle était entourée, elle tressaillit à la voix de Lucy s'élevant tout à coup près d'elle.

« — Il est un peu curieux, n'est-ce pas vrai? qu'un homme ait vécu jusqu'à l'âge de quarante ou cinquante ans sans rien connaître à la terre qui lui fournit son pain de chaque jour!

« — Eh! qui vous fait penser que M. Rossitur en soit là? demanda miss Thornton, non sans quelque vivacité.

« — Lucy ne parlait de personne en particulier, objecta la tante Syra.

« — Je parlais... je parlais de l'*homme*,... j'en parlais d'une manière abstraite, reprit la voisine de Fleda.

« — Abstraite?... Qu'est-ce qu'abstraite? demanda miss Anastasia (la maîtresse du logis), — et cette question exprimait assez de dédain.

« — Où allez-vous chercher ces mots difficiles, Lucy? reprit mistress Douglass.

« — Je ne sais, madame... Ils me viennent tout seuls... par habitude, à ce que je pense... Je ne cherchais vraiment pas à être obscure.

« — Un mot ou un autre, quand on y est habitué, cela revient bien au même, n'est-il pas vrai? dit la première interlocutrice.

« — Encore une fois, que veut dire abstraite? demanda miss Anastasia.

« — Si vous tenez à le savoir, prenez un dictionnaire, lui répondit sa sœur.

« — Je ne tiens pas à le savoir... je tiens à vous le faire dire.

« — Où prenez-vous le temps d'apprendre ces choses, ma chère Lucy? re-

commença mistress Douglas... N'avez-vous pas bien d'autres chiens à fouetter?

« — Sans doute, madame; mais il y a des momens où on est plus en train de travailler, d'autres au contraire où on est moins disponible. Et quand je me sens abattue ou mélancolique, eh bien! je me retire dans ma chambre pour y contempler les étoiles ou me livrer à la composition. »

Un nouveau tour est donné à la causerie. Chacun à son tour place Fleda sur la sellette, et chacune de ses réponses, même les plus insignifiantes, est commentée avec une remarquable avidité. On la met au pied du mur pour savoir si elle préfère le séjour de New-York à celui de Queechy. Ici, miss Lucy reprend la parole :

« — J'aimerais à parcourir plus d'un pays, dit-elle tout à coup, paraissant pour la première fois destiner ses précieuses remarques à l'attention spéciale de Fleda. Rien ne rend les gens aussi comme il faut. J'ai déjà remarqué ceci en plusieurs rencontres.

« Malgré tout ce que cette profession de foi pouvait avoir d'encourageant, Fleda ne se sentit pas en état de demander à Lucy si elle ne voudrait pas expérimenter par elle-même, chez les Rossitur, la justesse de son observation. Une nouvelle surprise lui était réservée. La première question que lui adressa Lucy fut pour savoir — si elle n'avait jamais *étudié les mathématiques*.

« — Non, répondit Fleda. Et vous?

« — Oh! moi... certainement. Nous étions ici quelques-unes qui voulions les apprendre, et il y a longtemps que nous avons mis cette étude en train. C'est, pour le développement de la pensée, la plus excell...

« Ici l'entretien fut brusquement interrompu par mistress Barns, la directrice des travaux, qui, voyant rentrer la troisième sœur :

« — J'espère, Hannah, s'écria-t-elle, que vous n'avez pas fait le pain avec ces mains noires que je vous vois.

« — En vérité, madame, répondit la jeune fille, je les ai d'abord bien lavées, puis j'ai fait le pain, et *ceci* même n'a pu les nettoyer comme il faut.

« — Est-ce que vous regardez les étoiles, vous aussi, Hannah? demanda mistress Douglass, dont la question souleva un murmure moqueur et des rires étouffés... »

Fleda comprend bien qu'une servante si familière avec les sciences exactes ne lui serait pas une auxiliaire très utile, aussi se tient-elle pour battue encore une fois. Après quelques autres mésaventures, et à grand'peine vraiment, elle se procure une servante forte et laborieuse, la seule dans le pays qui lui paraisse en état de la seconder; mais si Barby, — c'est le nom de ce trésor, — est une vaillante fille, remplie de ressources, ne s'embarrassant de rien, sobre, économe, infatigable, elle a peu l'habitude du monde, et dès le lendemain de son entrée en fonctions, ses façons familières mettent Fleda dans de fort graves embarras. En effet, lorsqu'elle a mis la nouvelle venue au courant de ses devoirs, la jeune ménagère croit pouvoir se reposer un peu de ses fatigues. Elle est dans le salon, avec sa tante, occu-

pée à feuilleter un des volumes de la petite bibliothèque échappée à la faillite de M. Rossitur, lorsque la porte, brusquement poussée, livre passage à la tête de Barby Elster.

« — Où est le savon mou? »

« Le livre de Fleda lui tomba des mains, et son cœur bondit d'épouvante à cette brusque apostrophe, car son oncle était assis auprès de la croisée. Mistress Rossitur releva la tête, confondue en apparence par cette question à brûle-pourpoint.

« — Voyons, reprit Barby, où met-on le savon mou?

« — Le savon mou? répondit enfin mistress Rossitur,... mais je ne sais vraiment si nous en avons. Fleda, savez-vous cela, vous?

« — Je cherchais à me rappeler, chère tante... Je ne crois pas que nous en ayons.

« — Où le tient-on? recommença Barby.

« — Il n'y en a pas, à ce que je crois, répondit mistress Rossitur.

« — Alors, dites-moi où vous le *mettez*.

« — Nulle part... Il n'y en a jamais eu ici

« — Vous n'avez jamais eu de savon mou!... s'écria miss Elster d'un ton qui en disait bien plus long que ses paroles, puis elle disparut, tirant la porte aussi brusquement qu'elle l'avait poussée.

« — Qu'est-ce que tout cela signifie? s'écria M. Rossitur, se levant comme poussé par un ressort et se dirigeant vers la porte de la cuisine. Fleda se jeta au-devant de lui.

« — Mais rien... rien absolument, oncle Rolf.. Cette pauvre fille n'en sait pas plus long... voilà tout.

« — Eh bien! il faut lui donner une leçon... Laissez-moi passer, Fleda.

« — Mais, cher oncle, un moment...Veuillez m'écouter... Je vous en prie, ne la grondez pas... Ces gens-ci n'ont aucune idée de certaines convenances... Tenez, laissez-moi lui parler, ajouta Fleda posant ses mains sur les deux bras de son oncle... je me charge de la faire marcher. »

« La colère de M. Rossitur était excitée au plus haut point, et il eût impitoyablement renversé tout obstacle moins doux que celui qui se plaçait entre lui et l'impertinente cuisinière... Si ces mains elles-mêmes l'eussent repoussé un peu plus rudement, si ce regard eût été moins humblement suppliant, Fleda eût certainement échoué; mais devant une résistance si bien ménagée, il s'arrêta, grondant d'abord, souriant ensuite :

« —Vous... faire marcher cette créature?

« — Oui, reprit Fleda, riant cette fois et employant toute sa force à repousser son oncle vers le siége d'où il s'était levé... Oui, oncle Rolf, tout ceci ne vous regarde pas. Vous avez, ma foi, bien autre chose à faire... Si quelque chose ici va mal, c'est contre moi qu'il faut vous fâcher... Je serai le fil conducteur du paratonnerre, et je ferai tomber la foudre jusque dans la cuisine, à l'endroit même où elle peut faire le plus de ravages... Voyez-vous, oncle Rolf, nous avons dans l'autre pièce une arme excellente, mais qu'il faut savoir manier... et les précautions qu'il y faut mettre sont d'autant plus indispensables, qu'à défaut de celle-ci, notre arsenal serait complétement vide...

« — Allons, petite folle, dit son oncle, qui riait maintenant et de son inquiétude, et des plaisanteries qu'elle employait à la déguiser... arrangez-vous comme vous voudrez... Que votre nouvelle acquisition ne se trouve pas trop souvent en travers de ma route, et je vous promets de ne pas gêner la sienne... Mais prenez garde que cette arme ne me parte pas brusquement au nez comme elle vient de le faire... Je ne suis pas homme à le supporter. »

« Ainsi apaisé, M. Rossitur reprit sa lecture. Fleda laissa la sienne interrompue pour aller retrouver Barby. »

Ce sont là, si l'on veut, des scènes bien humblement vraies, mais elles le sont, et la vérité, quand elle porte avec elle sa garantie, se recommande toujours à l'attention. Ce personnage de Rossitur est pris sur nature. On le retrouve dans une autre scène éminemment américaine. Son fils Charlton, profitant d'un congé de quelques semaines, est venu chasser à Queechy. Il ne connaît que très superficiellement la position gênée de ses parens. Il ne se doute pas qu'en ce moment-là même ils sont talonnés de près par la misère. Avec la légèreté de son âge et l'insouciance de sa profession, il s'étonne, il s'indigne presque de voir Fleda raccommoder elle-même ses souliers endommagés, ou d'apprendre qu'elle se lève tous les matins à l'aurore pour récolter et envoyer vendre les fruits, les fleurs, et les légumes du petit jardin qu'elle a elle-même planté et ensemencé. Tout cela lui semble incompréhensible et choquant. Il ne peut s'habituer à l'absence du journal, et ne s'explique pas qu'on n'y soit pas abonné. L'humeur le gagne peu à peu, et, malgré les instances de Fleda, qui le supplie de ne pas sonder imprudemment ce qu'elle appelle «les secrets de la famille,» Charlton, un beau matin, à l'issue du déjeuner, entame la fatale question, à propos d'une scierie dont Fleda vient de parler.

« — Cette petite usine, dit Charlton, rend-elle ce qu'elle coûte de travail? Cette fois il s'adressait directement à son père.

« — Qu'entendez-vous par là? On ne la fait pas fonctionner pour le seul plaisir des yeux, répondit M. Rossitur aussi sèchement, pour le moins, qu'il avait été questionné.

« — Je demande seulement si les profits compensent le temps que ce moulin fait perdre à mon frère Hugh.

« — Si votre frère juge qu'il n'en est pas ainsi, rien ne le force à continuer.

« — Je ne perds pas mon temps au moulin, dit Hugh avec empressement... Je ne sais comment je l'emploierais sans cela.

« — Et sans le moulin, ajouta mistress Rossitur, je ne sais trop ce qui arriverait de nous.

« Ceci donnait à Charlton la désastreuse occasion qu'il attendait.

« — Est-ce que vous avez été désappointé dans vos espérances de fermage, mon père? demanda-t-il.

« — Et les espérances de votre compagnie, où en sont-elles? repartit M. Rossitur. »

Sur quoi, Charlton, bien averti qu'il n'obtiendra pas d'autre réponse à ses indiscrètes questions, entame avec Fleda une longue discussion à propos de la guerre du Mexique. Notons, en passant, que les quakers détestent la guerre, et que mistress Wetherell, qui appartient à cette secte, se fait ici leur organe. Fleda suppute les frais de la campagne qui naguère aboutit à l'occupation de Mexico par les troupes des États-Unis, et demande à son cousin si, pour la moitié de cette somme (100,000,000 de dollars), le Mexique n'eût pas *vendu* le territoire qu'on lui a *pris*. L'achat substitué à la conquête, morale de peuple riche; mais elle n'est de mise que vis-à-vis d'un peuple pauvre. Qu'on aille donc marchander le Canada aux Anglais!

Revenons au roman. Charlton a présenté à sa famille un sien ami, M. Thorn, qui s'éprend pour Fleda d'un très vif attachement. Inutile de dire qu'il n'est nullement payé de retour. Le souvenir de Carleton ne laisse aucune chance à personne, à M. Thorn bien moins qu'à tout autre, car ce *gentleman* est un assez triste échantillon de la jeunesse américaine, qui serait, à la juger d'après lui, égoïste, sceptique, aussi maladroite dans ses flatteries que malavisée et peu mesurée dans ses tentatives d'épigrammes. A défaut d'autres séductions, Thorn possède un talisman mystérieux dont il fait usage, à la dernière extrémité, pour dompter la résistance de Fleda. Entraîné par des embarras pécuniaires à une criminelle folie, M. Rossitur a placé, au bas d'un billet souscrit par lui, l'aval du père de M. Thorn, dont il a contrefait la signature. A l'échéance, le billet a été payé par le prétendu garant, qui n'a pas voulu perdre un ancien ami. Toutefois, et par une contradiction assez invraisemblable, cet homme si généreux a laissé connaître à son fils un secret dont dépend l'honneur de l'homme qu'il voulait sauver : — il lui a même confié le billet fatal, la preuve matérielle du faux, ce qui donne à ce jeune homme la tentation d'en abuser pour placer Fleda dans ce terrible dilemme, ou de devenir sa femme, ou, se refusant à ce sacrifice, de vouer au déshonneur le malheureux dont elle est en quelque sorte la fille adoptive.

A ce moment, Carleton, longtemps éloigné de la scène, y a finalement reparu, toujours calme, impassible, suivant de l'œil Fleda, lui parlant à peine, et cuirassé contre les malignes insinuations dont on le poursuit au sujet de cette jeune fille. De temps en temps, une parole affectueuse, une attention délicate, un splendide bouquet, et voilà tout ce qu'il fournit d'alimens à la flamme cachée dont elle brûle pour lui; mais si telle est sa réserve, celle de la prudente enfant ne lui cède en rien. Elle le voit, sans jamais se démentir, en butte aux coquetteries de deux jeunes et brillantes cousines auprès desquelles elle est venue passer quelque temps. Leur mère, qui ne

serait pas fâchée de voir l'une ou l'autre des deux charmantes sœurs conquérir un si riche parti, et dont la pénétration n'a pas méconnu la rivalité inavouée de Fleda, déploie, sans que la jeune fille en paraisse émue, toutes les ressources de la malignité féminine pour élever des barrières entre elle et son silencieux adorateur. Tous deux, unis dans la Bible, échappent à ces piéges et déjouent ces calculs.

Thorn insiste cependant, et ses menaces indirectes arrivent jusqu'à Rossitur, qui prend la fuite. Une promesse ambiguë de son persécuteur, trop favorablement interprétée par Fleda, la décide à courir après son oncle qu'elle ramène chez lui; mais cette fausse démarche n'aboutit qu'à la mettre de plus en plus sous la dépendance de Thorn. Maintenant Rossitur ne peut plus échapper aux poursuites dont il est l'objet, et c'est elle qui l'a irrévocablement compromis. Elle sera responsable de tout ce que peut amener une situation si violente. Aussi commence-t-elle à désespérer, et la Bible seule soutient ce caractère si fortement éprouvé.

Cependant, — il en est grand temps, — Carleton se décide à la questionner. Il lui arrache le secret des soucis qui la dévorent, et de ce moment il se donne pour mission de les faire cesser. L'entrevue où il obtient de son rival malheureux la remise du billet souscrit par M. Rossitur est, quoique un peu trop détaillée, une scène bien faite. Sans nous interdire quelques suppressions, nous croyons pouvoir la donner comme montrant sous un nouveau jour le talent de mistress Wetherell. A son arrivée chez Thorn, Carleton est conduit dans une des pièces les plus reculées de l'appartement, et la porte est refermée derrière lui.

« — Ceci ne vous contrariera pas, j'espère, dit M. Thorn en donnant un tour de clé.

« — Certainement non, répliqua froidement M. Carleton, qui ôta la clef de la serrure et la mit dans sa poche. L'affaire qui m'appelle n'a pas besoin de témoins.

« — D'autant moins qu'elle vous touche de plus près, n'est-ce pas? dit Thorn avec un accent railleur.

« — En quoi, s'il vous plaît, monsieur? demanda M. Carleton avec un tact parfait.

« Cette réserve piqua son antagoniste, mais le contraignit à s'observer davantage.

« — Je vais vous l'apprendre, répondit-il enfin, s'élançant au bout de la pièce, où il ouvrit à grand bruit un ou deux meubles. — Voilà, dit-il, revenant ensuite et plaçant devant son hôte une paire de pistolets d'apparence très-peu pacifique. — Prenez une de ces armes et mettez-vous en place. Il n'est rien de tel que d'aller droit au but.

« Thorn était plus animé qu'il ne voulait le paraître. M. Carleton le regardait avec attention et demeura immobile, examinant le pistolet qui lui avait été remis. Cette arme était chargée.

« — Vous me prenez un peu à court, dit-il avec calme. Je ne comprends pas trop bien ce que ceci veut dire.

« — Eh bien! je le comprends, moi, et cela suffit. Placez-vous, monsieur. Vous m'avez échappé une fois,... mais cela n'arrivera pas une seconde, ajouta-t-il avec une emphase effrayante.

« — Prétendez-vous dire que le souvenir d'un si ancien démêlé...

« — Non, monsieur, non, pas d'équivoque... L'offense que vous me fîtes alors, je la méprise comme celui dont elle émana; mais vous vous êtes plus récemment heurté à moi.

« — Veuillez me dire comment, dit M. Carleton, abaissant son pistolet vers la table et s'appuyant sur cette arme.

« — Que me demandez-vous là?... Vous le savez on ne peut mieux, reprit Thorn, dont les lèvres commençaient à écumer. Si vous prétendez le contraire, vous mentez impudemment... Allons, monsieur, voulez-vous vous mettre en place?

« — S'il est décrété qu'il faut me battre, répliqua Guy du ton le plus insouciant, naturellement je n'y puis que faire... Mais comme j'ai à traiter avec vous une affaire qui sera mieux discutée avant tout duel, permettez-moi de réclamer d'abord pour elle toute votre attention.

« — Non, dit Thorn... Je ne veux rien écouter de vous... Je vous connais. Je n'écouterai pas une seule parole... Cette affaire, on y verra plus tard... En place, vous dis-je.

« — Je ne veux pas me servir de pistolets, dit froidement M. Carleton, jetant sur la table celui qu'il tenait en main... Cela fait trop de bruit.

« — Eh! qu'importe le bruit? s'écria Thorn... Ce n'est pas le bruit qui vous fera du mal, et les portes sont closes.

« — A la bonne heure, mais les oreilles ne le sont pas.

« Ni son accent, ni son attitude, ni son regard n'avaient rien perdu de leur parfaite sérénité. Elle commençait à agir sur Thorn.

« — A votre aise donc, au nom du diable! dit-il, jetant aussi son pistolet et courant chercher d'autres armes... Voici des épées, si vous les préférez... Ce n'est pas mon goût... J'aime mieux ce qui est plus tôt fini... Enfin les voici... Vous pouvez choisir.

« Guy les examina pendant quelques minutes avec le plus grand soin, et, les couchant toutes deux sur la table, posa sur elles sa main robuste.

« — Je ne choisirai, monsieur Thorn, qu'après vous avoir parlé de ce qui m'amène. C'est au nom d'autrui que je suis venu chez vous. Je manquerais à ma mission, si je me laissais détourner par vous des communications que j'ai à vous faire. C'est par là qu'il faut commencer.

« Thorn étudia d'un regard irrité les symptômes que pouvaient lui révéler les yeux et l'attitude de son antagoniste. Il vit bien qu'il n'avait pas deux partis à prendre.

« — Allons.... parlez.... et finissons-en; mais je sais d'avance tout ce que vous m'allez dire. »

Le débat s'engage entre eux pour savoir l'usage que Thorn veut faire du faux commis par Rossitur, et le jeune Américain se montre

inflexible. Il ressaisit une fois encore son pistolet, que Carleton lui enlève des mains sans perdre un instant son beau sang-froid, alors même que Thorn se permet les allusions les plus blessantes pour Fleda et pour le jeune protecteur qu'elle a choisi. Tout au contraire, Carleton s'empare de ces allusions pour lui faire remarquer qu'en poussant à toute rigueur les poursuites qu'il a le droit d'exercer contre Rossitur, c'est en définitive à la nièce de ce malheureux, à la jeune fille dont il se dit épris, qu'il va porter le plus grave préjudice. Et comme Thorn ne se rend pas encore, il le menace de divulguer partout où son nom peut être connu les causes, honteuses pour lui, de l'acharnement qu'il déploie contre la famille Rossitur. Cette perspective exaspère Thorn, qui se jette sur ses armes; mais elles lui sont une fois encore arrachées des mains.

« — Arrière! lui dit Carleton... Je vous ai promis de courir ces chances, mais quand le moment serait venu. Terminons d'abord notre affaire.

« — Que voulez-vous terminer? reprit Thorn en fureur... Vous ne sortirez peut-être pas vivant de cette chambre... Vous vous raillez sans doute.

« — Non, monsieur; — ma vie n'est pas en vos mains, et je veux, avant de la risquer, avoir le cœur net de l'affaire qui m'amène. Si je ne la règle pas avec vous, j'irai trouver votre père, monsieur Thorn..., votre père qui en est l'arbitre le plus naturel.

« — Il faudrait pour cela quitter cette chambre, dit Thorn avec dérision.

« — Cela dépend de moi, répliqua son adversaire, à moins qu'on ne m'en empêche par des moyens qui, je l'espère, ne sont pas à votre usage. »

Thorn garde d'abord le silence, et bientôt, à bout de raisons, en est réduit à se rejeter sur le tort pécuniaire que M. Rossitur lui a causé. Carleton l'attendait là, et offre le remboursement intégral de la somme payée par M. Thorn le père, moyennant la remise immédiate du billet faux. Thorn, qui a hâte d'en venir aux mains avec son rival, croit entrevoir dans cette proposition un moyen de finir promptement la discussion dans le cercle de laquelle on l'a retenu malgré tous ses efforts.

« — Au surplus, dit-il ensuite avec un rire à demi réprimé, c'est tout bonnement de la folie... car, à moins que mes yeux ne me jouent quelque tour inattendu, ce papier me rentrera d'ici à cinq minutes... Il y a chance pour tout ici-bas.

« Et il alla de nouveau fouiller son secrétaire, d'où il rapporta l'endossement fatal. M. Carleton vérifia lentement et avec soin l'identité de cet effet, et remit à son adversaire un billet de pareille somme, tiré sur une des plus grandes maisons de New-York.

« — Il n'y a chance pour rien, monsieur, dit-il ensuite, approchant d'un flambeau le document accusateur.

« — Que voulez-vous dire?

« — Qu'il y a au-dessus de nous un Régulateur suprême, lequel, entre

autres choses, dispose de notre vie comme il l'entend... Et maintenant, monsieur, je vais vous donner, contre la mienne, ces chances dont vous m'avez paru si altéré.

« — A la bonne heure! en place! dit Thorn, prenant son pistolet. Armez-vous... Allez au bout de la table... et ne faites pas attention au bruit.

« — Je resterai où je suis, dit M. Carleton, croisant paisiblement ses bras sur sa poitrine. Placez-vous où il vous plaira.

« — Mais vous n'êtes pas armé! s'écria Thorn avec impatience. Pourquoi ne vous apprêtez-vous pas?... qu'attendez-vous donc?

« — Pardon, monsieur Thorn, reprit l'autre avec un sourire; je n'ai que faire de vos armes... Je n'ai aucune envie de vous nuire, aucun mauvais vouloir contre vous... Vous êtes libre, en revanche, de disposer de moi comme vous l'entendrez.

« — Mais votre promesse? dit Thorn avec désespoir.

« — Je la tiens, monsieur.

« Thorn laissa retomber ses mains armées; ses regards étaient effrayans. Il y eut un silence de quelques minutes.

« — Eh bien? dit M. Carleton, levant les yeux et souriant.

« — Eh bien! monsieur, je ne puis que ce que vous voulez, répondit Thorn d'une voix rauque, et jetant çà et là des regards rapides.

« — Je vous l'ai dit, monsieur, disposez de moi. Je n'ai aucune raison d'exercer les moindres représailles.

« Il y eut un moment de silence, pendant lequel la physionomie de Thorn faisait pitié à voir dans les ténèbres qui la couvraient encore; il ne bougeait pas.

« — Je ne suis pas venu ici comme votre ennemi, monsieur Thorn, lui dit enfin Carleton se rapprochant de lui. Maintenant encore je ne le suis nullement. Si vous m'en croyez, vous renoncerez à ce qui vous reste de haine contre moi, et, pour me le prouver, vous prendrez la main que je vous offre. »

Il faut, convenons-en, que le préjugé national soit bien affaibli, et que l'amour-propre tant reproché aux Américains soit de bien bonne composition, pour que la supériorité si pleinement accordée au *gentleman* anglais sur le *citizen* de New-York n'ait fait aucun tort au succès du livre que nous venons d'analyser. Et qui sait? Peut-être au contraire une des conditions de ce succès a-t-elle été, pour toute une classe de lecteurs, l'histoire de cette bonne petite ménagère *yankee* qui devient, en épousant Carleton, la belle-sœur de lady Peterborough et l'égale des plus altières châtelaines des trois royaumes. Le culte de la hiérarchie et l'amour des distinctions nobiliaires s'amalgament, on le sait, d'une façon très remarquable avec le sentiment de l'égalité politique chez cette race à part dont les inconséquences n'empêchent pas la grandeur, et qui pourrait d'ailleurs, si nous la critiquions pour si peu, nous en reprocher bien d'autres.

Serait-ce par hasard une de ces anomalies que l'enthousiasme

biblique uni aux tendances de la plus franche démocratie, tel que nous le voyons à chaque instant dans les livres de mistress Wetherell? Nous ne l'admettrions pas volontiers, comme on a pu le voir déjà. Autant le sentiment religieux, exploité ou compris de certaine manière, — on devine aisément laquelle, — est antipathique aux notions de la liberté humaine, autant il atténue chez les hommes le sentiment de leur valeur propre et s'efforce de les rendre indifférens à toutes les humiliations qui dérivent de l'asservissement politique, autant la véritable interprétation des livres où on cherche l'inspiration d'en haut nous paraît propre à moraliser l'homme en l'éclairant sur ses devoirs aussi bien que sur ses droits. Pour un peuple libre, quel est le grand problème à résoudre? C'est de remplacer par l'autorité morale de la loi le despotisme d'une volonté arbitraire, de substituer à d'ignobles entraves des liens respectables et sacrés. Or, comment opérer, mieux que par la mise en honneur des vrais préceptes religieux, cette substitution sans laquelle les révolutions risquent de demeurer stériles? Quelle loi sera plus vénérable que celle dont les siècles ont respecté la teneur, dont toutes les fluctuations de la pensée humaine ont laissé subsister les fortes assises, et qui, mise en pratique comme elle l'est par la race anglo-saxonne, lui donne cette énergique patience, cette ardeur contenue et continue, cette cohérence, cette force de prosélytisme qu'elle déploie aux yeux de l'univers étonné?

La Bible, dans ses applications à la vie privée, — et c'est surtout ainsi que nous pouvons l'envisager en appréciant les fictions de mistress Wetherell, — la Bible est un code à la fois doux et sévère. Il ne conduit pas à ces renoncemens extatiques du monachisme si chers aux natures rêveuses, et dont elles savent se faire d'idéales voluptés. Il n'autorise pas ces tendances quelquefois sublimes, plus souvent raffinées en égoïsme, qui retranchent l'homme de la grande famille humaine et le dérobent à toutes les souffrances du cœur, à toutes les responsabilités du travail. Vous n'y trouverez en germe ni l'ascétisme paresseux, ni les pénitences inutiles des bonzes d'Orient, mais la grandeur du dévouement, l'impérieux devoir de la charité active, le dédain de toute hiérarchie selon les hommes, la ferme croyance en une égalité de nature qui implique l'égalité des droits. Voulez-vous un exemple de cette tendance dans le roman biblique? Prenez l'entretien de Fleda et de Carleton, lorsque ce dernier, noble entre les nobles, riche entre les riches, demande la main de cette pauvre petite Cendrillon américaine. Croyez-vous qu'elle s'excusera de sa pauvreté? Croyez-vous qu'elle aura quelques scrupules sur la différence de leurs conditions? Croyez-vous qu'elle sera pénétrée de l'honneur qu'elle reçoit, de la condescendance qu'on lui témoigne?

En vérité non, car, à travers ses larmes de joie, elle relit la petite Bible jadis donnée à Carleton, et que celui-ci vient de lui rendre pour lui prouver que ce talisman ne l'a jamais quitté. « Je ne la reprendrai, lui dit-il, qu'avec celle de qui je la tiens. » Et Fleda, surprise sans doute, émue, tremblante, mais nullement éblouie, nullement confuse, pour toute réponse laisse retomber le saint livre dans la main de son fiancé.

La rapide popularité, le prompt succès des romans de mistress Wetherell ne sont pas dus à des qualités purement littéraires. C'est par le fond même de sa pensée, non par la forme dont elle la revêt, qu'elle se montre supérieure. Pour ne la comparer qu'à ses contemporaines écrivant dans le même idiome, nous ne lui reconnaissons qu'à un degré secondaire la vigueur toute virile de Currer Bell, le profond coup d'œil de miss Austen, la grâce de lady Fullerton, l'amertume plaintive de mistress Gaskell, l'élégance aristocratique de mistress Norton. Mistress Beecher Stowe est bien autrement communicative, bien autrement apostolique, et réchauffe ses pages d'une passion bien autrement *enfiévrante*, pour nous servir du néologisme de Beaumarchais. Cependant la quakeresse américaine se distingue par une qualité dominante, la vérité, qui sert d'excuse à l'extrême diffusion de son pinceau et de passeport à la longueur de ses homélies dialoguées. Ses livres sont des trésors d'observations qu'on peut quelquefois accuser de vulgarité, mais dont l'exactitude est incontestable. La société américaine y est daguerréotypée à tous ses degrés, société curieuse à étudier ainsi, dans le menu détail de l'existence individuelle, et qu'on y voit dominée par deux influences souveraines, l'argent et la Bible: l'argent, mobile premier de toute activité mondaine; la Bible, règle première des lois que la conscience impose à la volonté. Si l'une de ces influences ne balançait pas l'autre, on se demande vraiment ce qui arriverait de ce peuple si remuant, si confiant en lui-même, si impatient de tout frein et de tout obstacle, si accessible aux impressions du fanatisme religieux. La Bible seule le conduirait peut-être aux extravagances des sectaires les plus insensés et à leurs hostilités irréconciliables; le *money-making* seul, à l'abrutissement sensuel où tombent les peuples riches à qui manque tout ressort moral. Les deux influences se modèrent l'une par l'autre, et de l'équilibre qui s'établit ainsi résulte ce vaste élan, cette ardeur sans pareille, cette force d'action qui transforme le Nouveau-Monde en attendant qu'elle réagisse sur l'ancien.

E.-D. Forgues.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 août 1853.

Si les apparences ne sont point trompeuses, si de ce tourbillon d'incidens contradictoires et d'efforts confus il ne sort rien qui vienne encore déconcerter les prévisions, l'Europe peut se croire sur le point d'être déchargée d'un grand poids; elle semble toucher au terme des incertitudes et des perplexités de ces derniers mois au sujet de la crise d'Orient, et ce terme, ce sera la paix. Il y a deux mois comme aujourd'hui, on croyait sans doute à la paix : on y croyait, parce qu'on la voulait; on la voyait même, il faut le dire, là où la Russie ne semblait pas prendre un grand souci de la mettre; mais en définitive, entre des prétentions aussi nettement avouées que celles du tsar et une résistance aussi légitime, aussi fermement appuyée que celle de la Porte Ottomane, le difficile était de savoir comment on parviendrait à trouver un moyen de conciliation : on était dans un labyrinthe dont on n'apercevait pas l'issue. Aujourd'hui c'est cette issue qui commence à se dévoiler. La Russie a poursuivi son invasion dans les principautés moldo-valaques avec toutes les apparences d'une conquête réelle, au point même de rompre le dernier lien de ces provinces avec le sultan. La Turquie a continué ses armemens, les flottes de l'Angleterre et de la France sont restées à Besika, et pendant ce temps la diplomatie a fait son œuvre, elle a renoué les fils rompus des négociations. C'est dans une conférence diplomatique tenue à Vienne, et où étaient représentées les quatre grandes puissances occidentales, qu'a été préparé un projet de transaction destiné à mettre un terme à ces tristes complications. Le plan de la conférence de Vienne a dû être immédiatement soumis au tsar et au sultan. Il n'y avait plus que deux choses à savoir, d'abord si la transaction serait acceptée par la Russie et par la Turquie, ensuite quels sont les termes mêmes de cet arrangement. Quant à l'acceptation, il s'est déjà confirmé qu'elle avait eu lieu, et elle ne pouvait guère être douteuse. Quelque intérêt propre que l'Autriche et la Prusse aient à dé-

fendre dans cette affaire, leur coopération au projet de Vienne garantissait d'avance évidemment qu'il ne serait proposé à l'empereur Nicolas rien que de très acceptable pour lui, et d'un autre côté la France et l'Angleterre étaient assez engagées en faveur de la Turquie pour que le divan dût se rendre aux conséquences de leur intervention pacificatrice. Quant à l'arrangement en lui-même, dont la diplomatie n'a point révélé le secret, les circonstances disent ce qu'il peut être : il ne peut avoir pour but que de concilier quelque déclaration nouvelle en faveur de l'indépendance de l'empire ottoman avec une certaine satisfaction donnée aux prétentions récemment émises par la Russie. Il y a seulement une différence, c'est qu'une déclaration de plus ou de moins sur l'intégrité de la Turquie ne résout malheureusement rien en présence de la force invincible des choses, tandis que le résultat le plus clair, le plus réel, le plus effectif de cette crise, c'est la satisfaction nouvelle que recevra la Russie, même sous une forme et dans une mesure moins décisives que ce qui était d'abord dans ses prétentions.

Cela ne veut point dire que la conférence de Vienne n'ait pas répondu au vœu public en facilitant une transaction, en travaillant au maintien de la paix; cela veut dire qu'il n'y a plus à se méprendre, et qu'il est encore moins possible de s'endormir sur un aussi laborieux et aussi fragile succès. Ce serait sans doute la plus étrange illusion de croire que le prestige du droit, que l'alliance de la France et de l'Angleterre, que l'accord plus unanime des puissances de l'Occident dans un intérêt européen, que rien de tout cela ait eu pour effet de modifier en quoi que ce soit la politique russe. Obtenir, en fin de compte, ce qui était à peu près offert dès les premiers jours, c'est peu de chose pour le tsar, dira-t-on ; — oui, sans doute, mais ce peu de chose est l'attestation nouvelle de sa politique en ce qui regarde l'Orient. Il y a un autre résultat encore, c'est que pendant cinq mois la Russie a tenu les gouvernemens et les peuples en suspens; pendant cinq mois, elle a troublé tous les intérêts de ses *ultimatums* et de ses appareils militaires, elle s'est fait une arme de tous les fanatismes religieux et de tous les instincts d'ambition nationale habilement surexcités; elle a attaché un prix singulier à prouver que nul appui ne pouvait soustraire la Turquie aux démonstrations de sa puissance, et au milieu de cette crise créée par elle, entretenue et prolongée par elle pendant cinq mois, elle a été en quelque sorte l'arbitre de la paix publique sur le continent : c'était assez pour une fois, et quoi qu'en en dise, c'est déjà trop pour l'Occident. Maintenant l'Europe aura donc la paix, — c'est à quoi elle aspire, parce que la paix est un bien universel, parce qu'elle est dans l'intérêt de la civilisation et de la tranquillité intérieure de tous les pays, parce que sans elle cet immense travail de commerce et d'industrie qui se poursuit partout deviendrait une occasion d'effrayantes catastrophes, parce que c'est une nécessité pour l'Angleterre d'avoir ses approvisionnemens libres dans la Mer-Noire; mais cela même suffit pour jeter une lumière de plus sur la nature du spectacle qui vient de s'offrir au monde, pour montrer ce qu'il y a de profondément distinct entre l'intérêt européen et la politique russe, — l'Europe prenant la paix pour but, pour objet de ses constans efforts, faisant même des sacrifices pour y arriver, — la Russie marchant droit aux conséquences extrêmes d'une politique traditionnelle d'agrandissement. La mora-

lité de cette crise en un mot, c'est d'éclairer d'un jour nouveau cette question orientale qui préoccupe depuis si longtemps les esprits et qui n'est point finie, qui reste au contraire comme un aliment de complications sans cesse renaissantes, jusqu'au moment où il faudra que l'Europe se sonde pour prendre un parti.

Quelque certaine que soit devenue pour le moment une solution pacifique, il est évident, en effet, que la question d'Orient ne fait qu'entrer dans une phase nouvelle, ou sinon complétement nouvelle, du moins plus nette, plus tranchée, plus débarrassée d'élémens étrangers, et à ce point de vue, la dernière crise a une bien autre portée que la crise de 1840. De quoi s'agissait-il donc à cette époque? Il s'agissait de savoir si un vassal du grand-seigneur aurait quelques territoires, quelques villes de plus ou de moins sous sa dépendance; s'il les aurait à titre viager ou à titre héréditaire. La politique française eût-elle réussi, les événemens ont bien prouvé que ce n'était point une combinaison menaçante pour l'avenir de l'empire ottoman, parce qu'elle tenait au génie d'un homme, génie lui-même assez douteux. Quant à s'en prendre à la France comme à l'ennemie de l'intégrité de la Turquie, il est surabondamment démontré que, si cela était habile de la part de la Russie, il y avait de la part de l'Angleterre une puérilité d'antagonisme peu digne d'un tel peuple. On pourrait dire aujourd'hui que c'était une question détournée de son sens, complétement obscurcie par des considérations étrangères. La véritable question d'Orient, c'est celle dont la crise présente vient de mettre à nu le caractère, et ce caractère permanent, profond, c'est d'être une lutte, — au point de vue religieux, entre l'église grecque orientale et le catholicisme occidental, — au point de vue politique, entre l'Europe et la Russie. C'est là toute la question sous son double aspect, telle que les récens événemens l'ont posée et la laissent encore, telle qu'elle ressort des faits, des traditions de l'histoire, de toutes les données de la politique moderne. Si quelque chose peut rendre cette vérité palpable, c'est l'exposé substantiel et instructif qu'un homme compétent, M. César Famin, vient de consacrer aux affaires orientales sous le titre d'*Histoire de la rivalité et du protectorat des églises chrétiennes en Orient*. Ce ne sont point des déclamations ou des conjectures, ce sont des documens qui montrent l'enchaînement de ces deux ordres de faits, — les faits religieux et les faits politiques : d'un côté, la lutte des églises sur cet illustre et séculaire champ de bataille des lieux saints; de l'autre, le travail obstiné de la Russie. Quels sont donc les grands traits de cette histoire? La vigueur primitive de l'islamisme va en s'épuisant, la décadence de l'empire ottoman, une fois commencée, se précipite; la lutte religieuse des églises, inaugurée au berceau même du christianisme, se poursuit de siècle en siècle, et se résout en défaites successives pour l'église latine, en progrès croissans pour l'église grecque; l'influence politique occidentale se retire, soit par l'oubli des traditions, soit par suite des commotions du continent, et tandis que ces faits se développent, survient la Russie, qui se fraie un chemin vers la Mer-Noire et le Bosphore par la guerre ou par les traités, par la diplomatie ou par la force, pour finir par prétendre résumer en elle la prépondérance religieuse et la prépondérance politique, — toutes les deux également menaçantes pour l'Europe.

Quand nous parlons de la marche ascendante de l'église grecque et de ses

ambitions nouvelles, ce n'est point un fait imprévu; bien des esprits s'en préoccupent depuis longtemps déjà, et pour ceux qui attachent quelque prix à ces symptômes, il y avait assurément un singulier intérêt dans des pages que publiait cette *Revue* même il y a quelques années, et qui émanaient d'un des hommes les plus remarquables de la Russie (1). L'auteur n'arrivait à rien moins qu'à annoncer la future absorption de l'église romaine dans l'église grecque, et, en parlant du voyage de l'empereur Nicolas à Rome en 1846, il signalait comme un fait providentiel le retour de « l'empereur orthodoxe » au berceau des apôtres après plusieurs siècles d'absence. C'est le dernier mot de cette marche ascendante dont nous parlons. C'est ce qui fait que la question des lieux saints, tout obscure qu'elle soit, n'est point pour cela une question secondaire. S'il ne s'agissait que de quelques sanctuaires et de quelques pauvres religieux se disputant les lieux où se sont accomplis les mystères du christianisme naissant, il est bien des esprits forts en politique qui n'y attacheraient qu'une médiocre importance; mais en réalité, sous une forme religieuse, c'est l'image de la grande querelle qui divise aujourd'hui le monde. Cette histoire des lieux saints, telle que l'écrit M. Famin avec un zèle d'exactitude et de critique des plus attentifs, est même tout un drame curieux où se retrouvent tous les élémens de ce qui est devenu la question d'Orient. Que voit-on en effet? Pendant des siècles, les Latins et les Grecs se disputent la possession et la garde de ce qu'on nomme les lieux saints de Jérusalem. Les Latins soutiennent la lutte le mieux qu'ils peuvent, ils ont pour eux l'incontestable antériorité de la possession, le droit confirmé par des actes nombreux; les Grecs ont pour eux l'obstination, la ruse, souvent la violence; chaque sanctuaire devient un champ de bataille. Entre les deux se tient le pouvoir turc, qui crée le plus étrange système d'équilibre et rançonne les uns et les autres en leur accordant ou en leur retirant successivement des privilèges toujours payés à prix d'argent. C'est de la nécessité de garantir le droit des Latins qu'est né le protectorat religieux de la France, formellement reconnu par les sultans et définitivement consacré dans la dernière capitulation de 1740. Tant que l'influence de la France s'est fait sentir, les Latins ont pu lutter sans un désavantage trop marqué; l'intervention des agens diplomatiques français arrivait à temps pour les rétablir dans leurs droits. A mesure que l'influence de la France est devenue inefficace, ils ont perdu du terrain sans pouvoir le regagner, si bien que, de défaite en défaite, ils se sont trouvés successivement dépossédés de la plupart des sanctuaires sur lesquels ils avaient un droit reconnu. Lorsque récemment cette question s'est réveillée, à quoi prétendait le gouvernement français? Il ne demandait même pas l'exécution complète des stipulations du dernier siècle, qui fixaient le nombre des sanctuaires dévolus aux catholiques; ses réclamations, accueillies d'ailleurs en partie, étaient infiniment plus modérées. Mais alors l'église grecque, héritière des pertes de l'église latine, avait eu le temps d'asseoir son ascendant, et derrière elle apparaissait la Russie, dont le protectorat, sous prétexte de couvrir la religion grecque, ne tendait à rien moins qu'à se substi-

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1er janvier 1846, *la Papauté romaine au point de vue de Saint-Pétersbourg*.

tuer à la souveraineté du sultan. C'est ainsi que sous une forme religieuse, comme nous le disions, cette affaire des lieux saints n'est qu'une image de la querelle qui vient d'agiter l'Europe. Les Anglais à l'origine ont traité légèrement les réclamations de la France au sujet des sanctuaires de Jérusalem, ils se sont réveillés le lendemain en face de la question d'Orient dans sa redoutable gravité; ils n'avaient point aperçu que le protectorat français n'avait rien d'exclusivement propre à notre pays, qu'il ne faisait que représenter en Orient l'influence occidentale dans son expression traditionnelle la plus élevée.

Ce qu'il y a de plus étrange, c'est que de toutes les nations que les événemens ont amenées à étendre leur action protectrice sur les chrétiens d'Orient, c'est la dernière venue qui tend à pousser à son degré le plus extrême l'interprétation de ce droit de protection. A quoi cela tient-il? C'est qu'au fond, il faut le dire, ce n'est plus ici une considération religieuse, c'est une considération politique; c'est le développement même de la Russie qui suit son cours et marche au même but par des voies diverses depuis un siècle, et c'est là l'autre face de la question orientale. Sans vouloir méconnaître les qualités du peuple russe et du chef qui sert si bien ses aspirations, il est permis de croire que la religion est pour la Russie un grand levier politique, un puissant instrument de grandeur nationale. Constantinople est la métropole de la foi grecque, Sainte-Sophie attend le retour de l'empereur orthodoxe, soit; mais Constantinople tient aussi les clés de la Méditerranée et de la Mer-Noire. Les chrétiens grecs orientaux ont besoin d'une protection efficace, soit encore; mais ces chrétiens sont au nombre de onze millions, répandus dans les provinces fertiles d'un vaste empire que la Russie est occupée à démembrer et à ébranler depuis cent ans périodiquement, sinon pour le remplacer d'une manière définitive, tout au moins pour l'asservir à son influence, ainsi que le confessait M. de Nesselrode dans sa note de 1830. Il y aurait d'ailleurs une question à se poser, c'est celle de savoir si ces traités mêmes qu'invoque la Russie justifient ses prétentions actuelles. Nous ne savons quelle est la portée réelle de l'arrangement qui vient d'être conclu. Ce qui n'est point douteux, c'est que le traité de Kainardgi ne peut évidemment contenir le germe d'un protectorat aussi étendu que celui auquel l'empereur Nicolas aspire, et auquel il ne renonce pas sans doute, quel que soit le résultat des négociations récentes. Il y a peu de temps encore, le cabinet de Saint-Pétersbourg rappelait, pour la justification de sa politique, que lors de la constitution de la Grèce, l'ambassadeur français, au nom de son gouvernement, avait fait au chef du jeune royaume hellénique l'abandon du droit de protection de la France sur les chrétiens de cette portion de l'empire ottoman : d'où il concluait que la protection de la France s'étendait dès lors aux sujets mêmes du sultan. C'était tomber dans une erreur singulière, ainsi que le constate M. Famin. Ce n'était nullement comme sujets du sultan que les chrétiens de la Grèce étaient protégés, mais bien comme *dépendant de la France;* c'est le titre qui leur avait été donné lorsqu'à une époque antérieure Venise avait cédé aux rois de France son droit de protection sur les chrétiens de cette partie de la Turquie. Que reste-t-il donc en écartant les prétextes et les subterfuges de l'ambition russe? Il reste ce fait malheureusement trop certain, c'est qu'au point de vue

religieux comme au point de vue politique, — et à vrai dire les deux se confondent ici, — il y a entre la Russie et l'Europe un antagonisme permanent dont l'Orient est le champ de bataille.

Telles sont quelques-unes des lumières utiles contenues dans le livre de M. César Famin, qui montre la question d'Orient sous son double aspect en racontant la singulière et confuse histoire des lieux saints et l'histoire diplomatique des diverses puissances de l'Europe dans leurs rapports avec l'empire ottoman. Cette histoire diplomatique, elle se résume presque dans un fait, l'agrandissement de la Russie en Orient. Il fut cependant un temps où le nom de la France était environné d'un souverain prestige dans ces contrées. C'est à l'abri de son pavillon que les vaisseaux de la plupart des nations européennes se hasardaient dans les mers du Levant, et l'influence de la France était d'autant plus grande qu'elle était désintéressée; les pèlerins comme les marchands trouvaient en elle un appui; une sorte de protectorat universel lui était décerné. Aujourd'hui encore, par un reste de ces traditions anciennes, la religion chrétienne n'a point cessé d'être aux yeux des musulmans la religion des *Francs*, comme pour prouver à quel point le nom de notre pays est demeuré le symbole de la civilisation. Ainsi que nous le disions, l'ascendant de la France n'avait rien d'exclusif, c'était l'expression la plus élevée de l'influence occidentale couvrant de son abri la religion, le commerce de toutes les nations. Comment cette influence a-t-elle cessé de s'exercer? C'est là l'œuvre des règnes corrompus du XVIIIe siècle et des révolutions qui sont survenues. C'est sous Louis XV d'abord que la politique française en Orient a commencé de décliner. Pendant la révolution, bien qu'on eût la fantaisie de protéger encore les chrétiens de la Terre-Sainte, quelle autorité pouvaient avoir pour défendre un intérêt religieux ceux qui abolissaient Dieu? Puis, avec des gouvernemens meilleurs sont venues les rivalités nationales déguisées sous les dissidences religieuses, les luttes de prépondérance politique, les jalousies puériles souvent. Les diversions intérieures ont absorbé ou détourné l'attention, et au bout de cette carrière de bouleversemens et d'antagonismes stériles, lorsque la force des choses est venue poser cette redoutable question d'Orient, il s'est trouvé que l'Europe était divisée et affaiblie, tandis que la Russie grandissait et marchait droit à son but. Telle est encore la situation où nous sommes. Ce qu'on peut demander aujourd'hui, ce n'est point sans doute que l'Europe se jette dans quelque lutte hasardeuse pour tenter de refaire en Orient un ensemble de choses et d'influences qui n'est plus; elle a un but plus simple et plus immédiat à se proposer : en travaillant à sauvegarder la paix comme elle le fait, elle a désormais à prévoir les questions inévitables, à s'efforcer de prévenir les catastrophes, à chercher dans son passé, dans son histoire, dans toutes les causes qui ont amené la situation actuelle, les moyens de maintenir sans faiblesse cet intérêt supérieur qui n'est celui d'aucun pays en particulier, mais qui est ce qu'on peut appeler un intérêt européen, celui de l'Angleterre comme celui de la France, celui de la Prusse comme celui de l'Autriche et du reste de l'Occident. C'est là le fruit qu'on peut retirer d'une histoire de l'Orient et de ses crises contemporaines.

Les différends suscités entre la Russie et la Turquie, et qui sont devenus si promptement, si légitimement l'affaire de l'Europe, sont donc l'événement

caractéristique de ces derniers mois; la solution pacifique de ce grand débat est l'événement de ces derniers jours. On ne saurait se le dissimuler, c'est un poids de moins sur la situation intérieure de tous les pays, dont la vie sans doute va reprendre son cours. Quant aux faits intérieurs en France, ils sont encore en petit nombre; ils se réduisent à quelques actes du gouvernement, tels que l'organisation d'une vaste inspection générale du pays confiée à des conseillers d'état, à des bruits, à des préparatifs de fête, à des procès de sociétés secrètes un peu de toute couleur, où on voit des conspirateurs qui ne sont pas fort dangereux, à ce qu'il semble. Nous n'avons pas le dessein, on le comprend, de nous arrêter sur ces procès, qui viennent d'être jugés. N'y a-t-il pas seulement parfois des épisodes assez curieux? n'y rencontre-t-on pas d'une manière ou d'autre des personnages qui font une étrange figure? Voici, par exemple, un des héros de la dernière période révolutionnaire, M. Proudhon, que l'amour de la famille induit à écrire des placets monarchiques à M. le comte de Chambord. Qu'en faut-il conclure? C'est qu'évidemment, si le célèbre inventeur de l'anarchie écrit d'une main ses pamphlets socialistes, il a une plume de rechange pour rédiger les exposés de services et en demander la récompense. C'est déjà quelque chose, en cumulant ces sortes de travaux, de ne point se tromper et de ne pas confondre les couleurs. Élevons-nous au-dessus de ces incidens que quelque révélation imprévue jette parfois à la curiosité publique, comme pour aider à déchiffrer le caractère moral de notre temps. Il y avait récemment une cérémonie qui, sans avoir un intérêt politique, se rattache toujours néanmoins par quelque côté à l'ensemble des choses propres à fixer un moment l'attention : c'est la distribution des prix du grand concours. C'est une fête presque intime pour les familles, mais ces solennités ont en même temps un autre sens plus général; il y a une sorte d'intérêt émouvant et élevé à contempler cette arène d'où vont sortir tant de jeunes gens qui seront hommes demain, qui auront à remplir laborieusement leur destinée, qui joueront peut-être un rôle sur la scène du monde. Alors on se prend à méditer dans un recueillement religieux sur ce qu'il y a de grave dans la mission de l'enseignement public, sur les devoirs qu'elle impose à ceux qui en sont chargés. Former des hommes, tel est le but; mais parmi les chemins divers qui s'offrent pour y arriver, quel est le meilleur et le plus sûr? Là est toujours la question. Peut-être a-t-on souvent trop de foi aux méthodes, aux combinaisons nouvelles d'études. A nos yeux, il y a une influence permanente du maître, une direction morale, une sorte de création de tous les instans très supérieure à ces réformes mêmes, dont il était encore question l'autre jour à la Sorbonne. M. le ministre de l'instruction publique n'a point voulu laisser à d'autres le soin de rendre justice à ces réformes, qui ont en effet leur importance, et qui ont si profondément modifié l'éducation publique en France. Quels en seront les résultats? La prévoyance de M. le ministre de l'instruction publique sait apercevoir dès aujourd'hui tout ce qu'ils ont de fécond. En un an, c'est beaucoup que de se croire déjà assuré du succès, quand il s'agit de tout un système nouveau d'enseignement; mais le temps confirmera sans doute ces prévisions, et le monument n'en sera pas moins réel pour s'être élevé plus lentement. Peut-être M. le ministre de l'instruction publique a-t-il un peu cédé au penchant des réformateurs en

traitant avec quelque sévérité les systèmes anciens d'enseignement. Après tout, ces systèmes ne sont pas les seuls coupables, et s'ils ont fait des générations ambitieuses et impuissantes, ils en ont fait aussi de grandes et d'illustres, même dans ce siècle. Quoi qu'il en soit, le grand-maître de l'université ouvrait l'autre tour la carrière à une jeunesse nouvelle, et c'est sans doute pour mieux l'initier d'avance à la vie publique qu'il l'entretenait de la politique extérieure. Pauvres jeunes gens! ils auront en effet à les résoudre, ces terribles questions, celles-là et bien d'autres encore d'où dépend l'avenir de notre pays et de l'Europe. Cela nous faisait souvenir d'un discours qu'un homme dont nous parlions il y a quelque temps, Jouffroy, prononçait à pareil jour, devant des enfans réunis pour la même solennité. Il leur parlait avec un accent de sévérité émue et mélancolique, il leur montrait au sortir du collége la vie rude, le devoir difficile, le but lointain et le bonheur presque nulle part, si ce n'est dans un autre monde. « Vous pourriez me dire comment on imagine la vie, ajoutait-il, je peux vous dire comment elle est. » Étranges paroles peut-être dans une distribution des prix! Mais enfin n'ont-elles point leur à-propos dans des temps comme le nôtre, où chaque génération qui vient court au-devant des déceptions? La génération même qui s'élève aujourd'hui et qui entre à peine dans la vie n'a-t-elle pas sa laborieuse tâche à remplir, des obstacles de tout genre à surmonter, presque des impossibilités à vaincre? N'a-t-elle pas à raffermir en elle le sentiment moral, le culte des idées saines? Ne voit-elle pas s'ouvrir une carrière où elle a à se refaire elle-même sa destinée, où elle a à multiplier les efforts dans la politique comme dans les lettres?

Quoi qu'il arrive en effet, dans un pays comme la France, la vie intellectuelle occupe toujours une grande place, la première peut-être; il est même des momens où c'est la moitié de la vie politique. A quoi servent les productions de l'esprit, si ce n'est à montrer les tendances qui se succèdent, les influences qui déclinent, les goûts qui se réveillent, en un mot l'ensemble d'une époque dans son mouvement le plus intime et le plus secret? Aussi bien cette vie littéraire est comme une galerie où mille apparitions passent et s'enfuient rapidement; les figures d'hier ne sont plus celles de demain, les œuvres qui ont eu un jour de retentissement vont souvent mourir dans le silence et dans l'oubli. Combien y a-t-il de noms et d'ouvrages qui restent? Le tout est de saisir cette vie étrange dans sa confusion, de démêler les symptômes féconds, de flétrir les corruptions de l'esprit, de résister aux engouemens, de marquer d'un trait l'œuvre durable et sincère. C'est la tâche de la critique de notre temps, tâche qui n'est point sans difficultés au milieu des déviations intellectuelles et des défaillances du goût. M. Edmond Texier est un de ceux qui se sont faits les libres et ingénieux observateurs de tout ce mouvement dans ses *Critiques et Récits littéraires*. Ce n'est point une critique dogmatique, jugeant souverainement dans les scrupuleuses balances de l'art. C'est de l'observation, comme nous le disions, — une observation qui cherche partout un aliment, qui ne choisit pas, mais qui caractérise rapidement le spectacle, l'événement, le succès littéraire, la renommée du jour. Il en résulte qu'on se retrouve dans son livre au milieu d'un monde assez mêlé. Ses fragmens d'ailleurs sont moins des portraits des écrivains dont le nom vient sous sa plume que des esquisses fugitives et souvent spirituelles. C'est ainsi que se

succèdent, dans les *Récits littéraires* de M. Texier, des pages arrachées aux journaux sur les incidens de la vie intellectuelle de chaque jour. Ce qu'il y aurait à noter dans ces pages, c'est la netteté, le bon sens, le goût du style simple et clair. Parfois l'esquisse littéraire y devient tout un petit chapitre de fine morale et même, par exception, de politique. *Olibrius* est assurément une amusante peinture des facéties socialistes. On peut se demander seulement à quel titre se retrouve dans les *Critiques littéraires* le récit du voyage du président de la république dans le midi de la France en 1852. Comme cela ne paraît point être une œuvre d'enthousiasme, et que, d'un autre côté, ce n'est point à coup sûr une œuvre littéraire, il ne reste guère d'autre motif que celui de compléter un livre; mais ce n'est point là une raison absolument suffisante. Quoi qu'il en soit, les *Critiques et Récits littéraires* sont comme une galerie ouverte par M. Texier. Ce qui trouverait merveilleusement sa place dans cette galerie, ce sont des livres comme *les Nuits italiennes* de M. Méry ou *les Femmes* de M. Alphonse Karr.

Ce n'est pas que nous comparions entièrement les deux ouvrages et les deux écrivains. M. Méry semble, depuis quelque temps, possédé du besoin de rassembler pour les laisser à la postérité toutes les pages qu'il a jetées à tous les vents. Il est seulement à craindre qu'elles n'aillent à toutes les adresses, hormis à la véritable. M. Méry a publié *les Nuits de Londres*, il publie *les Nuits italiennes;* il pourrait aussi bien peut-être publier les nuits du talent, si tant est qu'il y ait eu jamais un talent bien réel dans ce prétentieux cliquetis de mots, dans toute cette affectation d'esprit, dans toute cette quintessence alambiquée de verve marseillaise, assez froide au fond sous son exubérance factice. Quant aux *Femmes* de M. Alphonse Karr, c'est une œuvre spirituelle et mordante qui ne brille pas sans doute par la révérence pour le sujet, ni même toujours par une exquise délicatesse; mais il y a souvent des traits d'une observation juste et pénétrante sur les mœurs contemporaines et sur la position faite à la femme dans notre société. M. Karr semble surtout s'être proposé un but bizarre, celui de corriger les femmes de leurs caprices de mode. Peut-être est-ce un point sur lequel il insiste un peu longuement, et il entre même dans des détails de toilette qui trouvent ici singulièrement leur place. En un mot, il se pourrait que M. Karr fût un moraliste piquant et sagace, enveloppant son observation d'une forme humoristique qui n'est pas toujours paradoxale, mais trop occupé de modes et du détail extérieur des mœurs pour pénétrer bien avant dans ce monde mystérieux de l'âme d'une femme, le plus étrange de tous les problèmes peut-être, — si le cœur de l'homme n'existait pas.

Certes, si des productions de l'esprit peuvent différer entre elles, ce sont bien ces livres dont nous parlons avec ces deux œuvres étrangères, l'une allemande, l'autre flamande, — les *Scènes villagoises de la Forêt-Noire* et *la Guerre des paysans*, — qu'une traduction vient de naturaliser dans notre langue. Les esquisses de M. Auerbach et le roman de M. Conscience sont le fruit de cette inspiration contemporaine qui va chercher un aliment dans le spectacle des mœurs populaires, de la vie des paysans, et s'efforce de reproduire dans sa rude simplicité ce monde si étrangement défiguré par les pastorales du XVIIIe siècle. C'est là ce que les deux ouvrages ont de commun, tout

le reste diffère, et la scène et le caractère, et la nature de l'action et la pensée première elle-même. Ce qui fait le mérite des récits de M. Auerbach, c'est d'être une peinture fidèle des conditions populaires. Ce n'est pas le turbulent ouvrier des villes qu'il peint, c'est l'habitant du pauvre village perdu dans la Forêt-Noire, le bûcheron, le laboureur, le maître d'école lui-même, le malheureux qui émigre, et qui, dans sa patrie nouvelle, songe au lieu natal. Tous ces personnages vivent d'une vie réelle, à commencer par ce brave Tolpatsch, à la large figure et aux yeux bleus, gauche et amoureux, timide et assez lourd, bonne nature au fond. Il se fait soldat pour se façonner aux belles manières et plaire à sa maîtresse, mais il perd sa maîtresse et il se trouve enrôlé; le désespoir le fait émigrer en Amérique, où il n'oublie pas chaque année de célébrer la fête de Nordstetten, son village. Il y a dans l'une des scènes de M. Auerbach, — *la Pipe de guerre*, — un mot qui nous a frappés. L'auteur, dans un coin du tableau, montre les batailles de l'empire, le passage des armées gigantesques dans la Forêt-Noire : « Le plus souvent, ajoute-t-il, tout ce magnifique spectacle ne coûtait pas autre chose au fortuné paysan que sa maison, sa ferme et même aussi pourtant quelquefois sa vie. » Ce serait là la meilleure épigraphe de *la Guerre des paysans*. Quel est donc le sujet choisi par M. Conscience? C'est l'invasion du pays flamand par les armées françaises de la république. Si M. Auerbach peint les paysans dans leur vie simple et rude de tous les jours, à peine entrecoupée d'incidens, M. Conscience les peint dans la lutte, s'armant pour leur foi, pour leurs coutumes, pour leur nationalité, pour leurs femmes; il les montre emportant dans leur fuite leurs vieillards, leurs enfans et leurs blessés, et à travers ce triste tableau apparaissent d'héroïques figures de jeunes filles, comme Genoveva. M. Conscience, comme on sait, s'est fait en Belgique le promoteur d'une réaction flamande principalement dirigée contre la France, et il est même souvent allé assez loin dans cette voie, ainsi qu'il arrive à tous ceux qui s'absorbent dans un sentiment trop local; mais après tout, ce sentiment patriotique n'est-il pas un peu naturel ici? On raconte souvent le côté éclatant des guerres, et ce sont les vainqueurs qui se plaisent dans ces récits; on n'en montre point le côté lugubre et douloureux, celui que les vaincus seuls pourraient dévoiler : tout un peuple conquis et violenté dans ses plus chers instincts, les foyers dévastés, les villages livrés aux flammes. C'est ainsi par malheur que les invasions de la république ont laissé plus d'un germe de haine dans bien des pays et plus d'un embarras à la politique de la France. C'est le fruit de cet esprit de conquête tel qu'il est sorti, enflammé et armé, de la révolution pour se répandre sur l'Europe pendant vingt ans, et finir en nous laissant une situation territoriale diminuée.

Aussi bien, quand les révolutions commencent pour un pays, on ne sait pas où elles doivent conduire, ni comment elles finiront. L'Espagne, dans son histoire contemporaine, en a fait l'expérience. Est-ce donc que la révolution règne encore au-delà des Pyrénées, ou qu'elle menace de se réveiller? Non, certainement; mais la situation actuelle de la Péninsule n'est que la conséquence de toutes les péripéties par lesquelles elle est passée depuis vingt ans. Du reste, il faut le dire, cette situation offre un singulier caractère d'incertitude. Quelle est la tendance qui domine réellement? Quelle est la poli-

tique qui gouverne l'Espagne? Il serait assez difficile de rien préciser à ce sujet. Ce n'est point une politique de réaction absolue, puisqu'il n'est plus question des projets de réformes constitutionnelles qui avaient été présentés il y a quelques mois, et qui ont été, on s'en souvient, l'élément le plus considérable des crises du commencement de l'année; mais ce n'est point non plus évidemment une politique s'inspirant de la stricte légalité constitutionnelle, puisqu'on ne parle pas de la convocation des chambres. Les incidens mêmes qui se produisent ne caractérisent pas fort nettement le sens général de cette situation. Récemment, en effet, une nouvelle crise ministérielle avait lieu à Madrid, le ministre de *fomento* ou des travaux publics, M. Claudio Moyano, se retirait et était remplacé par M. Esteban Collantes; mais la raison de cette démission, quelque importante qu'elle fût, ne touchait pas peut-être aux points les plus essentiels de la politique. M. Claudio Moyano était d'avis que le gouvernement ne devait point valider les concessions de chemins de fer faites jusqu'ici sans le concours des cortès; le reste du cabinet a été d'une opinion opposée. En principe, il est évident que M. Moyano avait raison; d'un autre côté, il faut considérer la perturbation qui allait en résulter dans toutes les entreprises de ce genre et le retard qui pouvait s'ensuivre dans l'exécution des chemins de fer espagnols. C'est cette considération sans doute qui a dirigé le gouvernement. Quoi qu'il en soit, c'est une question vidée aujourd'hui. Si elle avait d'ailleurs un caractère des plus sérieux, nous le répétons, elle n'était point, il s'en faut, toute la politique. Il reste pour le cabinet espagnol des questions plus graves à résoudre; il lui reste à prendre un parti sur la convocation des chambres, sur l'opportunité des réformes constitutionnelles, même sur le rappel du général Narvaez. C'est là ce qui constitue aujourd'hui la politique au-delà des Pyrénées, et c'est sur ces points que le cabinet de Madrid ne saurait tarder davantage, il nous semble, à prendre une décision qui mette un terme à toutes les incertitudes et montre sous son vrai jour la situation du pays. Il le peut d'autant mieux en ce moment, que les passions se taisent, qu'aucun symptôme sérieux d'agitation ne se manifeste, et que l'Espagne ne demande qu'à entrer dans la voie de toutes les améliorations matérielles, à l'abri d'un régime à la fois libéral et protecteur, et surtout empreint d'un caractère certain et durable.

Si l'Espagne n'est point pour elle-même exempte d'embarras, elle a enfanté tout un monde au-delà des mers où malheureusement les agitations sont loin de s'apaiser avec le temps. Il semble au contraire que chaque effort de ces états hispano-américains doive être suivi de convulsions nouvelles. Qu'on observe les régions de la Plata : depuis moins de deux ans, la République Argentine a vu tomber Rosas et se succéder deux ou trois révolutions. D'abord, au mois de juin 1852, c'est un coup d'état accompli par le général Urquiza; un peu plus tard, le 11 septembre, c'était une révolution opérée à Buenos-Ayres pour renverser Urquiza. A la fin de l'année, on s'en souvient, survenait un nouveau mouvement tenté dans la campagne de Buenos-Ayres contre le gouvernement issu de la révolution de septembre et en faveur d'Urquiza. Il y a plus de six mois déjà, et la guerre civile n'a cessé de sévir dans ces contrées. Le malheur de la lutte actuelle, c'est qu'elle se complique de tous les élémens anciens des révolutions de ce pays, passions anarchiques, chimères d'un libéralisme outré et inapplicable, antagonisme de la ville de Bue-

nos-Ayres et des provinces. Quel est le coupable de cette situation violente? Les libéraux de Buenos-Ayres accusent Urquiza et ses prétentions dictatoriales, et ils sont à leur tour accusés par celui qui a conservé jusqu'ici le titre de directeur provisoire de la confédération. La plus grande erreur des hommes qui en ce moment encore gouvernent la ville de Buenos-Ayres, c'est certainement de n'avoir pas voulu reconnaître qu'après une révolution comme celle qui venait de renverser Rosas, celui qui en était l'instrument devait, par la force des choses, avoir une grande place dans les combinaisons nouvelles de la politique.

Ils ont engagé la lutte et ils ont été vaincus d'abord, puis ils ont ressaisi un moment la victoire, et ils en viennent aujourd'hui à être assiégés par une armée d'Urquiza. Buenos-Ayres subit à son tour le sort qu'a eu Montevideo pendant près de dix ans; mais il est infiniment probable que le siége ne continuera pas aussi longtemps cette fois. Depuis quelque temps, on a essayé de négocier un arrangement entre Urquiza et les chefs du gouvernement de Buenos-Ayres; mais ces tentatives ont été sans succès. Une commission nommée par les deux parties a échoué, ou du moins le général Urquiza n'a point ratifié un traité signé par elle. Une médiation du ministre du Brésil et du chargé d'affaires de la Bolivie n'a abouti à rien. Il n'est point jusqu'au chef de la station navale française, M. le contre-amiral de Suin, qui s'est entremis un peu imprudemment peut-être au milieu de ces passions ardentes, et qui a retiré ses bons offices après avoir mécontenté un peu tout le monde. Au bout de tout cela, un armistice, qui avait été d'abord signé, a été dénoncé, et les hostilités ont recommencé plus animées que jamais. Maintenant, la question est de savoir à qui restera la victoire dans cette étrange lutte. D'un côté, Urquiza assiége la ville, il l'a mise en état de blocus, il la cerne de toutes parts; de l'autre, une assez grande résolution semble dominer chez les défenseurs de Buenos-Ayres enfermés dans leurs murs. Chaque jour, ce sont de nouveaux combats entre les assiégeans et les assiégés. Tandis que ces faits se développaient cependant, le congrès général réuni à Santa-Fé pour travailler à l'organisation de la république votait une constitution. C'était le 1er mai que cette constitution a vu le jour; elle est assurément fort libérale dans ses dispositions; elle contient les clauses les plus favorables au développement des immigrations, elle proclame d'une manière définitive le principe de la liberté de la navigation des fleuves. Quant à son caractère intérieur, elle constitue la république sous le régime fédéral, en maintenant l'indépendance des provinces et en organisant un gouvernement supérieur de la confédération. Urquiza a déjà fait proclamer cette constitution; il s'occupait même, assure-t-on, de faire élire dans la campagne une salle des représentans de la province de Buenos-Ayres pour la faire sanctionner; la question est de savoir si la ville, qui a toujours refusé d'envoyer des députés au congrès de Santa-Fé, acceptera la constitution du 1er mai. Ce n'est pas qu'il y ait des objections sérieuses et fondées, mais il y a la passion, et dans ces malheureux pays c'est la passion qui gouverne, au hasard de faire prédominer des antagonismes vulgaires sur les immenses intérêts que la paix verrait aussitôt se développer et grandir.

CH. DE MAZADE.

V. DE MARS.

DALILA

PERSONNAGES PRINCIPAUX.

ANDRÉ ROSWEIN, compositeur et poète.
LE CHEVALIER CARNIOLI, riche mélomane.
SERTORIUS, violoncelliste et professeur de contrepoint.
MARTHE, sa fille.
LEONORA, PRINCESSE FALCONIERI.

PERSONNAGES SUBALTERNES.

MARIETTA, suivante.
GIULIA, MARQUISE NARNI.
LADY WILSON.
LE PRINCE KALISCH.
LE MARQUIS DE SORA.
MATTEO, domestique.

(LA SCÈNE SE PASSE A NAPLES.)

I.

CHEZ SERTORIUS.

Maisonnette très simple et d'une apparence à demi rustique, sur une colline, aux environs de Naples, en vue de la mer. Une vigne encadre les fenêtres. Un petit jardin planté d'orangers et de jasmins sépare la maison du chemin, qui serpente au pied de la colline.

Dans la chambre de Sertorius, un piano chargé de cahiers de musique. Sur un vieux canapé, un violoncelle dans sa boîte. Quelques poteries antiques pleines de fleurs. Intérieur fort simple et un peu encombré, mais attestant les goûts distingués d'un artiste et les soins délicats d'une femme.

Une vieille domestique achève de desservir une petite table que Sertorius et sa fille viennent de quitter. Sertorius est assis dans un grand fauteuil près de la fenêtre, les mains croisées sur son ventre et les yeux mi-clos : il regarde vaguement à l'horizon la mer qui se teint des couleurs du soir. Marthe, accoudée sur l'espagnolette, travaille à un ouvrage de femme; de temps à autre, elle se penche par dessus la tête de son père et jette un coup d'œil inquiet sur le chemin dans la direction de Naples.

SERTORIUS.

Tu ne dis rien, ma fille?

MARTHE.

Non. J'ai peur de vous troubler; vous avez l'air si heureux! L'enfant qui dort dans son berceau n'a pas l'air plus heureux que vous, mon père.

SERTORIUS.

J'aime ta comparaison, petite. S'il y a en effet deux images qui présentent également la vie humaine sous une face heureuse et touchante, c'est, d'une part, un enfant innocent qui repose sous l'œil de sa mère, et, de l'autre, un vieillard honnête qui digère paisiblement au coucher du soleil.

MARTHE *sourit, l'embrasse doucement, et se penchant au dehors.*

La belle soirée, et le ravissant tableau!

SERTORIUS.

N'est-ce pas, ma fille?... Plus je vais et plus je m'applaudis de mon acquisition. Je ne changerais pas cette chaumière modeste contre les plus splendides palais du Bosphore... Je dois dire que je vénère profondément le Romain qui eut la pensée d'élever en ce site délicieux un temple à la Fortune. On suppose que ce fut Lucullus, et l'idée lui en vint, selon toute apparence, par une soirée comme celle-ci... Il me semble que j'assiste à cette scène de noble gratitude... Oui, sur une de ces terrasses dont nous voyons les ruines de marbre à deux pas, couché dans la pourpre de Tyr et couronné de roses de Pœstum, le vainqueur du Parthe achevait sans doute un de ces repas célèbres où il savait allier le faste à la délicatesse; aspirant doucement, comme moi-même en cet instant, l'haleine parfumée de cette belle terre napolitaine, il suivait de l'œil sur le golfe vermeil, et du rêve jusque sur les mers fabuleuses, les blanches voiles des trirèmes; le chant lointain des pêcheurs de corail, mêlé aux soupirs de la vague dormante, berçait son extase enchantée... Tout à coup, levant vers l'azur de ce ciel sans égal son regard humide d'une divine volupté : « Je voue, s'écria-t-il, je voue un temple à la Fortune! » Ainsi, ma fille, n'en doute pas, ainsi eut lieu cette dédicace. Et remarque, mon enfant, je te prie, que vingt siècles écoulés ont encore fécondé ces merveilles depuis le jour où elles charmaient ce délicat épicurien. Combien de souvenirs, combien d'ombres illustres qu'il ne put connaître, peuplent aujourd'hui ce coin radieux du monde, du cap Misène au Vésuve, du tombeau du Pausilippe à la villa de Sorrente! Je serais donc, à plus d'un titre, pire qu'un païen, si je ne vouais à ma façon mon temple à la Fortune, c'est-à-dire, ma fille, si je ne découvrais mon front pour remercier le Dieu de bonté qui me fait ces loisirs! *Il ôte sa toque, après un moment de méditation, il se recouvre et dit :* Il faut avouer, Marthe, que le ciel m'a comblé de ses faveurs.

MARTHE, *distraite.*

Certainement.

SERTORIUS.

Me voici arrivé à la vieillesse, c'est-à-dire à un âge où ce grand bienfait de la vie semble perdre pour la plupart des hommes quelque

chose de sa valeur; eh bien! moi, jamais je ne l'ai goûté avec plus de plénitude.

MARTHE.

Il y a peu d'hommes qui vous ressemblent, mon père bien-aimé.

SERTORIUS.

Il y en a très peu, tu dis vrai. Ainsi n'est-il pas en quelque sorte prodigieux que j'aie conservé à soixante ans la santé d'un athlète? Au surplus, je ne sais, ma fille, si tu l'as remarqué, mais j'ai été doué véritablement d'une constitution extraordinaire. Il semble que la nature, par une grâce spéciale, ait violé en ma personne ses lois les plus constantes, logeant dans l'enveloppe grossière d'un Hercule le génie d'un Athénien... J'entends par ce mot génie, Marthe, tu ne t'y trompes pas, j'entends uniquement ce goût naturel du beau qui distinguait les moindres citoyens de la ville de Périclès. Je n'ai pas à cet égard de prétentions plus élevées.

MARTHE.

Moi, j'en ai. Je suis la fille d'un grand artiste, et je m'en vante.

SERTORIUS.

Si tu ne veux pas me faire une peine sensible, ma fille, n'accolle jamais au nom de ton père ce titre banal d'artiste; tu sais combien je le méprise. Toutefois, puisque tu en parles, je ne le nierai point : le dieu de l'harmonie, pour parler comme un ancien, avait semblé présider à ma naissance... Oui, j'ai vu un temps où, sans être taxé de présomption, je pouvais espérer pour ce pauvre nom de Sertorius, voué maintenant à l'obscurité et au dédain...

MARTHE.

Au dédain, mon père! vous ne le pensez pas. N'ai-je pas entendu dire vingt fois au chevalier Carnioli qu'il vous considère comme le plus fort violoncelliste et le premier compositeur de notre temps?

SERTORIUS.

Bah!... dit-il cela, ce Carnioli? C'est une espèce de fou, et qui pis est un homme sans mœurs; néanmoins il se connaît à la musique, j'en conviens... Le plus fort violoncelliste... non... c'est une erreur... il faut qu'il n'ait pas entendu Batta... Mais où diantre m'a-t-il entendu moi-même? car, depuis vingt ans, je ne pense pas être sorti une seule fois, si ce n'est dans notre tête-à-tête, ma fille, de mon humble rôle de professeur... Oh! si fait cependant; je me souviens qu'un jour, cédant aux importunités de cet enragé, je lui esquissai sur mon violoncelle le thème d'un motet de ma composition... Ah! il se le rappelle donc?

MARTHE.

Il se le rappelle si bien, qu'il a passé, depuis ce temps-là, plus d'une nuit à la belle étoile, dans l'espoir de vous entendre malgré

vous. Il prend une veste et un bonnet de pêcheur, et vient se planter sous l'ombre de ce jasmin, comme un amoureux d'Espagne. Nous l'avons fort bien reconnu, Gertrude et moi.

SERTORIUS, souriant.

Ah! le traître! Comment diable! pour un simple motet, le voilà qui bat la campagne! Parbleu! je serais curieux de savoir ce qu'il eût dit ou fait, si je lui avais joué seulement huit mesures de mon chant du *Calvaire!*

MARTHE.

Et quand l'entendrai-je, moi, ce fameux chant du *Calvaire!*

SERTORIUS.

Le soir de ton mariage, mon enfant, comme je te l'ai promis. Tu es dès à présent capable de l'apprécier; mais je préfère le réserver pour cette solennité. Ah! ce sera un beau moment, petite! Ou je me trompe fort, ou tu verseras bien des larmes.

MARTHE.

Et si je ne me marie pas, je ne l'entendrai pas?

SERTORIUS.

Pourquoi ne te marierais-tu pas? Quelle singulière hypothèse! Que te manque-t-il donc? D'abord tu es gracieuse et jolie, quoique un peu grave pour une jeune fille... Tu es même, selon moi, une beauté... En second lieu, quoique jamais, Dieu merci, tu n'aies eu ni ne doives avoir l'impudeur de te produire en public, ce qui est de la part d'une femme le dernier degré du cynisme, — tu possèdes en musique des talens hors ligne dont tout homme de goût te tiendra compte. Quant aux qualités morales, tu apporteras au foyer de ton époux, j'en puis répondre, tout le trésor des saintes vertus domestiques. — Joins à ces considérations de premier ordre mes trois cents écus de rente, le revenu annuel de mes leçons, et enfin cette maisonnette que je compte abandonner à ton jeune ménage...

MARTHE.

Mon père!...

SERTORIUS.

En te priant, bien entendu, de m'y garder une petite place,... car sans toi, ma fille, je ne jouirais de rien au monde... Tu es le soleil qui éclaire tout:... tu fais le chant dans ma vie!... Mais enfin, avec tout cela, je te demande un peu, de bonne foi, ce qui te manque pour te marier?

MARTHE, souriante et embarrassée.

Mais, mon père, vous me jugez avec trop de complaisance... Vous serez trop difficile,... trop ambitieux pour moi?...

SERTORIUS.

Ambitieux, grand Dieu! Et quelle ambition puis-je avoir en ce

monde, si ce n'est celle de te voir heureuse? Va, ma fille, qu'un jeune homme te plaise, le premier venu, et je lui ouvre mes deux bras sans marchander.

MARTHE, levant les yeux avec une attention particulière.

Le premier venu?

SERTORIUS.

Le premier venu; telle est ma confiance en ton goût et en ton jugement. Ton choix me répondra des qualités personnelles de mon gendre. Quant à sa profession et à sa condition sociale, peu m'importe; riche ou pauvre, prince ou berger, tout m'est égal, dis-je, — pour peu, bien entendu, qu'il n'appartienne ni de près ni de loin à la caste détestable des artistes... Choisis donc librement, mon enfant... Et puisque nous en sommes là, voyons, n'aurais-tu pas quelque confidence à me faire? Je l'écouterais avec plaisir, ma fille.

MARTHE.

Aucune. Je n'y pense pas. Ainsi il est inutile d'en parler.

SERTORIUS.

Non?... Et ce petit Crocelli, ce jeune bureaucrate que nous voyons le jeudi chez Mme Santa-Fede, et qui me fait si assidûment ma partie d'échecs — en cravate blanche,— tu crois donc, Marthe, qu'il aime sérieusement ce jeu-là?

MARTHE.

Je l'espère.

SERTORIUS.

Ah! fort bien! — Du reste, je ne savais rien de particulier sur son compte, si ce n'est qu'il passe pour laborieux et qu'il ne porte point de moustaches, ce qui indique chez un jeune homme une dose de bon sens plus qu'ordinaire.

MARTHE.

Je n'ai pas remarqué. — Voyez donc, mon père, cet effet de soleil couchant sur la mer!

SERTORIUS.

Glorieux spectacle!... (Après une pause.) Un poète dirait que le divin Phœbus,

> Pour descendre aux balcons de leurs palais humides,
> Fait un escalier d'or aux blondes Néréides!

Ce sont ma foi des vers... Gronde-moi, ma fille, gronde ton vieux fou de père! — Toutefois ils sont viables... je les donnerai à Roswein pour son opéra... Peuh! il les trouvera trop classiques, ce jeune homme!

MARTHE.

A propos, mon père, n'est-il pas étrange que nous n'ayons pas vu M. Roswein depuis plus de quinze jours?

SERTORIUS.

Nullement, mon enfant. Il doit être dans le feu de ses répétitions. Poète et compositeur tout à la fois, ce n'est pas une mince besogne!... Pauvre André! voilà une rude épreuve pour sa santé de demoiselle!

MARTHE.

Vous n'avez pas entendu dire qu'il fût malade?

SERTORIUS.

Du tout... au contraire. Le chevalier Carnioli, qui faillit m'écraser hier sur le quai, me cria du haut de son char : Bonjour, maître... André va bien... Puis il ajouta quelques paroles que je n'entendis pas... c'est un tourbillon que ce Carnioli... Mais qu'as-tu donc, ma fille? tu sembles troublée... inquiète?

MARTHE, *prenant le journal sur la table.*

Vous n'avez pas lu ce journal, mon père? il annonce pour ce soir l'opéra de M. Roswein...

SERTORIUS, *vivement.*

Pour ce soir?... c'est impossible, Marthe!

MARTHE.

Voyez... cela m'a préoccupée tout le jour.

SERTORIUS, *lisant.*

« Théâtre Saint-Charles. Ce soir, 15 mai, première représentation de *la Prise de Grenade*, opéra en trois actes, attribué pour les paroles et pour la musique au jeune maestro dalmate André Roswein. La présence de la cour ajoutera à l'éclat de cette fête impatiemment attendue par le monde entier des dilettanti. On sait que le maestro, déjà connu à Naples par plusieurs compositions transcendantes, est l'élève favori du savant Sertorius. » — 15 mai... c'est ce soir en effet... voilà ce qu'ajoutait Carnioli... Allons! c'est bien! *Il rend le journal à sa fille d'une main tremblante.*

MARTHE.

Il est à peine croyable, mon père, que M. André ne vous ait pas même envoyé un billet pour cette représentation?

SERTORIUS, *avec amertume.*

Pourquoi donc? est-ce que tu n'as pas entendu? la cour y sera! qu'a-t-il besoin de nous?... *Il reprend le journal.* Ah! le savant Sertorius!... Oui, cela fait bien dans une réclame!... mon élève favori!... sans doute! — et reconnaissant!... cela va sans dire!

MARTHE.

C'est une erreur de ce journal, mon père... Un tel excès de négligence vis-à-vis de vous, qui l'avez fait ce qu'il est, serait trop surprenant, trop indigne!

SERTORIUS.

Surprenant? pas du tout. Indigne, c'est différent! *(Avec une émotion croissante.)* Oui, que cet enfant, que j'ai enrichi en peu d'années de

toute la science d'une longue vie, dont j'ai fécondé le génie au feu le plus ardent de mon âme, à qui j'ai versé pour ainsi dire dans les veines le meilleur sang de mon cœur, que cet enfant, dès sa première heure de triomphe, dédaigne son vieux maître, le père de son esprit! et le laisse à la porte comme un valet à sa livrée... oui, cela est indigne!... Pardon, ma fille, tu m'as vu supporter en riant bien des ingratitudes... mais celle-ci ne me serait pas plus sensible quand la main d'un fils m'en aurait porté le coup... oui, la main d'un fils! c'est la pure vérité!

MARTHE, l'embrassant.

Mon père, un peu de patience seulement, et tout s'expliquera pour le mieux, vous verrez.

SERTORIUS.

Tout est expliqué, ma fille. Ce n'est pas d'aujourd'hui que je connais cette espèce. (Il se lève et marche avec agitation.) Si les sept péchés capitaux ont besoin d'un blason, je me charge de le leur fournir : une plume et un pinceau, un ébauchoir et un archet! — Il semble véritablement, Marthe, qu'une sorte de malédiction pèse sur ce nom d'artiste dont s'affuble aujourd'hui tout ce qui défriche ou pille, à un titre quelconque, le champ de l'idéal... Voilà ce Roswein : si jamais visage humain porta l'empreinte d'une âme élevée, simple et loyale, c'est le doux et sévère visage de ce jeune homme. Eh bien! tu le vois, il n'a pas fait deux pas dans sa fatale carrière, qu'il se retourne et nous montre le front d'un traître; il faut bon gré mal gré qu'à la première page de sa vie d'artiste il inscrive une lâche action... il faut que l'enfant gagne ses éperons! — Ah! ma fille, il y a eu, tu le sais, dans ma vie un moment terrible : celui où tout près de recueillir dans l'applaudissement public le fruit de mes veilles enthousiastes, je sentis tout à coup mes doigts et mon cerveau même comme frappés de paralysie; cette timidité maladive, pétrifiante, qui me suivit partout où j'essayai, sous quelque forme que ce fût, de répandre au dehors les flots harmonieux qui bouillonnaient dans ma tête, ce mal bizarre et ridicule me plongea d'abord dans les derniers abîmes du désespoir... Mais combien de fois depuis j'ai remercié Dieu de sa rigueur paternelle! combien je le bénis surtout aujourd'hui, dans la paix de ma conscience et dans la dignité de ma vieillesse! (Marthe lui a pris le bras et marche près de lui; après un silence, il reprend :) Quelle heure est-il donc, mon enfant?

MARTHE.

Voici l'angelus qui sonne aux Camaldules.

SERTORIUS.

L'angelus... déjà! — Allons! il ne peut venir maintenant... tout est dit... pour aujourd'hui et pour toujours, c'est un ingrat! (André Roswein entre sur ces mots et se jette dans les bras de Sertorius.)

SERTORIUS, ANDRÉ, MARTHE.

ANDRÉ, l'embrassant avec force.

Que vous ai-je fait, voyons? comment ai-je mérité cela? qui est-ce qui est injuste? qui est-ce qui est ingrat? — Ah! Dieu! quel homme!

SERTORIUS.

Allons! la paix! la paix! ne m'étouffe pas, mon garçon... je suis bien aise de te voir, mon ami... je suis enchanté de te voir, j'en conviens. C'est ce journal, cet imbécile de journal qui annonçait ton opéra pour ce soir...

ANDRÉ.

Mais il a raison.

SERTORIUS.

Eh bien! mon enfant, tu m'avoueras, en ce cas-là, que j'avais quelque droit d'attendre aujourd'hui un petit message de ta part, et que, voyant approcher la nuit, j'étais fondé en quelque sorte à désespérer...

ANDRÉ.

Certainement, cher maître, j'aurais pu vous envoyer votre loge ce matin; mais je tenais à vous l'apporter moi-même et à vous embrasser une dernière fois avant la bataille... A ma première minute de liberté, je suis accouru.

SERTORIUS.

Bien, très bien, André, n'en parlons plus... J'ai eu tort... Ah! çà, c'est donc pour ce soir, sérieusement?

ANDRÉ.

Très sérieusement.

SERTORIUS, se frottant les mains, avec joviialité.

Diantre! oh! oh!... Mais, dis-moi donc, jeune homme... sais-tu que c'est fort grave cela?... Et tu ris, je crois?... Il rit, Marthe, ma parole d'honneur! Ces jeunes gens riraient à la bouche du canon!... Mais, voyons, André, sois franc, quelle est ton impression réelle à l'approche de cette crise? Quel effet ressens-tu intérieurement? Le cœur bat-il un peu la chamade, hein, garçon?

ANDRÉ.

Je suis dans un état singulier. Je m'entends parler et marcher, comme si je marchais et parlais sous une voûte d'une sonorité particulière. Quoique j'aie passé mes trois dernières nuits à refaire mon ouverture, il me semble que de ma vie je n'aurai besoin de dormir. Je me sens la légèreté d'un oiseau, et je ne sais pas pourquoi je ne m'envole pas, car j'ai une belle peur.

SERTORIUS.

Povero! — Mais tu es satisfait cependant, eh? L'exécution est suffisante? Parle-nous-en donc un peu... Ton ténor, ta prima donna, ton orchestre, çava-t-il un peu, tout ça?

ANDRÉ.

L'orchestre, supérieurement. Ce n'est pas moi qui le conduis, au reste. Le ténor, c'est Chiari, vous savez... Il y a des choses qu'il ne dit pas mal... par exemple, le chant de Boabdil, à la fin du trois... Quant à la prima donna, c'est une sotte, — et musicienne comme un Anglais, avec cela... mais elle a un superbe contralto, et en la serinant, elle marche.

SERTORIUS.

Entends-tu cela, Marthe? Il fait marcher les prime donne à présent... Ah! çà, comment t'y prends-tu, jeune homme? car cela ne passe pas généralement pour une petite affaire... Quant à moi, lorsque j'essayai dans mon temps de me lancer au théâtre, je ne pus jamais me rompre aux façons de ces créatures-là : elles ont un aplomb infernal! — Je me souviens que dès que j'en rencontrais une dans un couloir (tu sais que les théâtres sont pleins de couloirs), je me collais contre la muraille comme une planche. Ah! les gaillardes! — Or çà, que voulais-je donc te demander encore?... Ah! — que pensent-ils de ton œuvre, ces gens de théâtre?

ANDRÉ.

Rien. Ils me le diront à minuit. — Ah! cher maître, si vous aviez voulu me faire la grâce d'entendre une seule répétition, je serais plus tranquille; car en vérité c'est vous que je redoute bien plus que le public.

SERTORIUS.

Mon ami, j'ai eu pour me refuser à ton désir plusieurs raisons excellentes. D'abord mon appréciation, portant sur l'ensemble de l'œuvre, sera plus sûre, plus complète, et te sera plus profitable. Ensuite j'ai pu en toute conscience déclarer à droite et à gauche que je ne connaissais pas une seule note de ton opéra, de sorte que personne n'aura le droit d'associer mon nom au tien, et de dire, je suppose : Sertorius par-ci... Sertorius par-là, ce qui aurait pu te blesser et entamer ta couronne.

ANDRÉ.

Ma couronne! que Dieu vous entende! car, si je tombe, je suis mort!

SERTORIUS.

Allons, Roswein, point de cela! point de faiblesse, mon enfant! que diable! on tombe et on se relève. D'ailleurs, quoi! mets les choses au pire : t'arrivera-t-il jamais rien qui approche de ce que j'ai éprouvé, moi qui te parle?... Figure-toi donc, André, cette immense salle de l'ancien opéra de Vienne remplie jusqu'au comble, et au premier rang la cour impériale d'Autriche, qui vaut bien, je crois, ta petite cour de Naples : j'arrive, mon violoncelle à la main; un silence imposant se fait dans l'assemblée; je m'assieds; je place mon archet...

puis je prétends préluder... Oh! Dieu puissant! mes doigts sont de fer... mon bras est inerte! On murmure dans l'assistance... c'était naturel... Je veux parler, et je demeure la bouche béante, immobile, glacé, stupide, pareil à la femme de Loth! Les huées éclatent, et l'on m'emporte évanoui! — Voilà, mon garçon, ce qu'on peut appeler une chute, et cependant, tu le vois, je n'en suis pas mort, bien que le seul souvenir de cet instant me fasse perler la sueur à la racine des cheveux.

MARTHE.

Est-ce pour le rassurer, mon père, que vous lui contez cela?

SERTORIUS, [illegible]

Sans doute: c'est pour l'aguerrir!... Allons! [illegible] courage, grand homme!... Et à quelle heure commence-t-on?

ANDRÉ.

A neuf heures. Vous avez encore une heure et demie. Tenez, pendant que j'y songe, voici votre loge: il y a une place pour Gertrude.

SERTORIUS.

Ah! tu as pensé à la vieille Gertrude? Entends-tu, Marthe? il a pensé à la vieille Gertrude... Tu dis à neuf heures, mon ami?

ANDRÉ.

Oui, maître. Je suis venu dans une voiture à trois places dont je vous prie de disposer... car, moi, je dois attendre ici le chevalier Carnioli qui est allé porter un billet dans les environs, — chez la princesse... je ne sais comment, et qui m'a promis de me prendre en revenant.

SERTORIUS.

Ah!... à propos, comment supporte-t-il cette circonstance, ton Carnioli?

ANDRÉ.

Oh! convulsivement: il rit aux éclats, et rugit comme un tigre; il danse, il chante, il interpelle les passans, il invoque le ciel, il menace le public... C'est un drame, une comédie et un ballet tout à la fois... Il a passé ces trois nuits dans ma chambre à copier les parties et à me faire du café, m'appelant tantôt son âme et sa vie, tantôt misérable faquin, suivant le style mélangé que vous lui connaissez... Ah! le terrible protecteur!... mais il a beau faire, je ne puis oublier que, sans lui, je garderais encore, à l'heure qu'il est, des chèvres dans mes montagnes.

SERTORIUS.

Cela est vrai. Tu lui dois beaucoup. Il a tiré le bloc de la carrière. Il s'entend d'ailleurs à la musique, on ne peut le nier, et de plus il use noblement de sa fortune. Pourquoi faut-il qu'aux vertus de Mécène il unisse les mœurs d'un lansquenet?... Ai-je rêvé qu'il était nommé ambassadeur à Madrid?

ANDRÉ.

Non, vous ne l'avez pas rêvé. Il doit même partir cette nuit, dès que mon sort sera décidé.

SERTORIUS, préoccupé.

Ah! il va en Espagne... Diantre! mais je ne sais pas trop comment la rigide Espagne... Au reste, ça la regarde.

MARTHE.

Mon père, est-ce que vous n'allez pas vous habiller un peu?

SERTORIUS.

Un peu? Tu pourrais dire beaucoup, Marthe, car, de par le ciel, je compte déployer à cette occasion tout le luxe de l'Orient... Mon jabot de malines est-il en état, ma fille?... oui?... eh bien! va t'apprêter, va te faire belle, ma chère petite. Pour moi, il ne me faudra que deux minutes, et je désire parler à Roswein en particulier. (Marthe sort.)

SERTORIUS, ROSWEIN.

SERTORIUS, avec gravité.

Mon enfant, lorsqu'un élève sort de mes mains, je crois de mon devoir de lui donner quelques conseils que j'adapte, autant qu'il est en moi, à son caractère, à ses talens et à son avenir présumé. Toutefois, et bien que cette leçon suprême soit à mes yeux le couronnement essentiel de ma tâche, je ne l'impose à personne. Je te demande donc, André, s'il te convient de m'écouter, et si tu veux bien encore, pour un instant, me reconnaître vis-à-vis de toi l'autorité d'un maître, d'un vieillard et d'un ami.

ANDRÉ.

L'autorité d'un père, d'un père chéri et respecté, maître Sertorius, et non pour un instant, mais pour toute ma vie.

SERTORIUS.

Je te remercie, jeune homme; mais, sans t'offenser, c'est plus que je ne demande, et ma rude expérience me force d'ajouter : c'est plus que je n'attends. Au surplus, il n'importe. Hem! assieds-toi, je te prie. Hem! hem! (Il lui donne un siége, et se pose en face de lui dans son fauteuil.) — André Roswein, parmi les différentes ramifications de l'art sublime qui a fait depuis sept années l'objet de nos études, tu as choisi, pour y tailler ton chef-d'œuvre, la branche dramatique. — Je ne te le reproche pas : il faut qu'un jeune homme sacrifie à la mode dans une certaine mesure; mais si tu parviens, comme tes rares talens me donnent tout lieu de l'espérer, à te faire accepter du public sous cette forme populaire, il m'est doux de penser que tu profiteras de ta renommée pour remettre en honneur les fortes et viriles compositions de nos pères. — J'entends par-là d'abord la musique sacrée, qui

semble renvoyer à Dieu le plus beau de ses dons: j'entends l'*oratorio*, cette épopée de l'harmonie; j'entends même la sonate et le *concerto da camera*, autrement dit la musique de chambre, œuvres sévères, nobles récréations du génie, auxquelles la futilité moderne a substitué la fantaisie, l'air varié et la romance, — ces productions de l'impuissance et ces délices des niais. — Défends-toi, comme du péché, des flons flons de la rue et de la musiquette de salon. — Ne flatte le goût de la multitude que pour le redresser peu à peu. Tâche d'amener la foule dans le sanctuaire; mais surtout n'en sors jamais. — Respecte l'école et les anciens. — Écris hardiment sur ton drapeau ces deux grands mots ou plutôt ces deux grands principes qui font la risée et la terreur de l'ignorance : — Le contre-point et la fugue ! C'est comme si tu y écrivais en toutes lettres : — Palestrina, Pergolèse, Bach, Haydn, ces noms de cent coudées. (Il s'anime.) Le contre-point et la fugue pour toujours ! Et écoute, André : tout homme qui se prétend musicien et qui dédaigne ces deux bases éternelles de l'art, dis-lui de ma part, de la part de Sertorius, qu'il n'est qu'un ménétrier de carrefour... qu'il n'est qu'un bâtard! et pis qu'un bâtard, — car il ne connaît ni son père ni sa mère ! c'est un poète qui fait fi de sa langue maternelle ! c'est un prêtre qui renie la sainte Bible et les saints Évangiles !... (Il s'arrête, et reprend d'une voix calme et basse.) Je terminerai ici, mon ami, la partie en quelque sorte professionnelle de cette instruction. Ce n'est, comme tu le vois, et ce ne pouvait être qu'un bref résumé de l'esprit général qui a dominé mon enseignement. — As-tu quelque objection à m'adresser, mon enfant ?

ANDRÉ.

Aucune, maître. Je vous promets de demeurer fidèle, suivant ma force, à la dignité de mon art et aux pures traditions que vous m'avez transmises.

SERTORIUS.

C'est bien. — Maintenant, mon cher André, le maître a parlé : c'est le tour de l'ami et du vieillard. (Il se recueille un instant et reprend :) André Roswein, le ciel t'a doué avec une munificence que j'ai souvent admirée : il t'a fait musicien et poète, il t'a donné la lyre et la harpe; il a exhaussé ton jeune front pour y placer deux couronnes... Songe, mon fils, que l'ingratitude se mesure au bienfait. Tu n'as qu'une façon de t'acquitter envers Dieu : il t'a prêté le génie, — rends-lui la vertu; — il t'a fait grand : sois honnête ! — Et si ce n'est pas assez que ta conscience te le commande, j'ajoute, André, que ton avenir et ta gloire sont à ce prix. Oui, si tu ne veux pas, comme tant d'autres, disparaître de la sphère des arts après une nuit d'éclat, si tu ne veux pas que le souffle te manque au milieu de ta carrière, si tu te soucies de porter jusqu'au sommet ton noble fardeau, — règle ton

cœur et ta vie; ceins tes reins en brave, et préserve avec soin ta virile jeunesse. Un corps énervé ne recèle plus qu'un génie fourbu. — Ne pense pas, jeune homme, trouver une inspiration sincère et durable dans les émotions du désordre, dans la fougue des sens et dans l'excitation maladive des passions : le délire n'est point la force. — La contemplation austère et sereine des merveilles de Dieu et des misères de l'homme, — le reflet de l'œuvre divine dans une intelligence élevée, voilà l'éternel et l'unique foyer où s'allume l'inspiration d'un poète digne de ce nom. — Souviens-toi que les anciens, nos maîtres, appelaient du même nom la vertu et la force, l'ordre et la beauté! Souviens-toi que, dans leurs profondes allégories, ils faisaient les vestales gardiennes du feu sacré, — les Muses chastes, — et Vénus idiote! — C'est assez te dire que je n'ignore pas quels dangers t'attendent, quelles tentations assiégent la vie fiévreuse de l'artiste, quels philtres se glissent dans sa veine sans cesse enflammée... Mais, André, lorsque Dieu t'a ouvert dans l'âme ces deux larges sources de jouissances plus qu'humaines : le sentiment du beau et la puissance créatrice, — si tu n'as pas la force de repousser la coupe des ivresses vulgaires, tu es un lâche, et tu es perdu. — Que la mort ou la folie t'enlève, comme tant d'autres, à la conscience amère de ta précoce décrépitude, — ou que tu ailles grossir la foule envieuse et ridicule des soupirans de coulisse, des vagabonds d'atelier et des grands hommes de tabagie, — peu importe, — tu es perdu! — Je te le répète, André : règle ton cœur et règle ta vie; tout est là. Dans tes nuits de défaillance, évoque à ton aide les ombres des vaillans et des forts, évoque ces illustres bénédictins de notre art, les seuls peut-être qui aient heurté du front les voûtes de l'idéal, Palestrina, notre Moïse, — Beethoven, notre Homère, — Mozart, notre Molière et notre Shakspeare à la fois... Ceux-là n'étaient pas seulement de grands hommes... ils étaient des saints!... (Avec émotion.) — Et si j'ose me nommer après ces colosses, songe aussi quelquefois, mon ami, à ton vieux maître : du sein de la gloire qui t'attend sans doute, retourne quelquefois ton regard vers mon obscurité. (Sa voix se trouble.) Nous allons nous quitter, mon ami; nous allons rompre la chaîne de nos études communes et de nos enthousiasmes partagés;... c'est un déchirement pour mon cœur, je ne te le cache pas... Jamais je n'ai semé sur un sol plus heureux... jamais moisson plus féconde ne paya les soins de l'humble laboureur... Je te remercie, André, des joies que tu m'as données, et je prie Dieu qu'il t'en récompense!... Et maintenant, (Il se lève, très ému.) maintenant, adieu, mon enfant, adieu, mon disciple bien-aimé... Embrasse-moi!

ANDRÉ, se jetant dans ses bras.

Mon père! (Il pleure.)

SERTORIUS.

Oui, tu es bon, je le sais... mais tu es faible aussi, prends garde à cela. (La porte s'ouvre. Marthe reparaît en toilette de fête, une lumière à la main.)

MARTHE.

Encore ici, mon père... et huit heures passées, y pensez-vous?

SERTORIUS.

Ne me gronde pas, ma chérie. Quelques minutes vont me suffire. Mais que je te voie donc, mon enfant... (Il prend le flambeau des mains de Marthe et la contemple.) Oh! oh! diantre! Eh! signor maestro, — l'homme au chef-d'œuvre, regardez donc un peu par ici, s'il vous plaît.

MARTHE, (s'approchant de la lumière et rougissant.)

Votre barbe n'est pas faite, mon père.

SERTORIUS.

Est-ce une raison pour humilier ce jeune homme, Marthe? Tu lui donnes à croire que tu dédaignes son jugement... Qu'est-ce que vous avez donc eu ensemble?... Je remarque parfois qu'elle te traite de Turc à Maure, mon garçon... Au reste, ce sont vos affaires... (Se levant et prenant le flambeau.) Dis-moi, fillette, il me semble, à moi, que cette barbe pourrait fort bien aller.

MARTHE.

Oh! mon père!

SERTORIUS.

Au fait, la cour y sera: je ne veux point passer pour un démagogue : je vais me raser. (Il sort.)

ROSWEIN, MARTHE.

La chambre est à demi éclairée par les dernières lueurs du crépuscule. Marthe va s'asseoir sur le bord de la fenêtre; elle regarde au dehors, le coude appuyé sur la balustrade et la tête dans sa main. — Roswein marche à travers la chambre en mettant ses gants.

ROSWEIN, (demi-voix, avec entrain.)

Allons!

MARTHE.

Qu'y a-t-il?

ROSWEIN.

Rien... un bouton de mon gant.

MARTHE.

Est-il parti? Attendez. (Elle se lève et va prendre une aiguille dans sa corbeille.) Approchez-vous du jour.

ROSWEIN.

Non, je vous en prie.

MARTHE.

Venez donc. Un gant sans bouton est horrible. Il vous faut une tenue sans reproche ce soir. (Elle lui prend la main.) Ah! si vous tremblez, je pique. — Vous avez mal aux nerfs, eh?

ROSWEIN

Je suis un peu agité, oui... Quelle ravissante coiffure vous avez!... Ces larges tresses blondes qui encadrent vos joues et couronnent votre front vous donnent l'air d'une jeune reine de vos légendes du Nord.

MARTHE.

Mille fois trop poli. — Allez, c'est fait.

ROSWEIN.

Je vous remercie. — (Après une pause, il ajoute d'une voix émue:) Vous et votre père, vous êtes ce qu'il y a de meilleur au monde!

MARTHE, sèchement.

Vous me rappelez le seigneur Carnioli, à qui je venais de rendre le même service, et qui me dit que j'étais une divinité. (Roswein hausse légèrement les épaules, et fait quelques pas: Marthe revient s'asseoir sur la fenêtre.)

ROSWEIN, se rapprochant d'elle et s'appuyant sur l'espagnolette.

N'était-ce pas l'angélus qui sonnait aux Camaldules pendant que je montais à votre ermitage?

MARTHE.

Oui.

ROSWEIN.

Toutes ces cloches de village se ressemblent... Ces sons me parlaient au cœur... Ils me parlaient de mon enfance et de ma patrie... En quinze ans à peine, quel changement dans ma vie et dans ma pensée!

MARTHE, avec indifférence.

Il y a quinze ans, à cette heure où nous sommes, qu'est-ce que vous faisiez?

ROSWEIN.

Je rassemblais mes chèvres sur la lisière des bois, et je reprenais à leur suite le chemin de la vallée... Les premiers tintemens de l'angélus à la petite église de San Jacob nous donnaient chaque soir le signal de la retraite... Je me souviens que je m'arrêtais sur chaque pointe de rocher pour voir s'allumer derrière moi les feux des bûcherons sous les noires arcades des sapins; — à mes pieds, dans la brume, les fanaux des pêcheurs, — les étoiles sur ma tête. La nuit tombante emplissait l'air de parfums et de rosée. De temps à autre, la voix sauvage de la mer Illyrienne s'élevant comme par bouffées répondait aux graves murmures descendus des forêts... Quelles scènes grandes et tranquilles! De quelle allégresse elles me pénétraient!... Je ne pouvais m'en détacher... Je demeurais souvent une partie de la nuit accoudé sur ma fenêtre, perdu dans je ne sais quelle extase attendrie, versant des larmes avec des prières... Puis je passais, sans en avoir conscience, de cette douce veille au doux sommeil, comme un enfant passe d'un songe à un songe... J'étais heureux!

MARTHE.

Sérieusement, Roswein, et poésie à part, voudriez-vous de ce bonheur-là aujourd'hui?

ROSWEIN.

Oui, Marthe... oui, si je devais retrouver avec ma misère et mon obscurité la paix... la paix divine de mes premières années!

MARTHE.

La paix est dans le cœur.

ROSWEIN.

Elle n'est pas dans le mien. Ni dans mon cœur, ni dans mon esprit. Jamais!

MARTHE, [illegible].

Que voulez-vous que je vous dise, mon ami? Tant pis. ([illegible] se détourne.)

ROSWEIN.

J'ai failli être prêtre, — saviez-vous cela?.. Le vieux curé de San Jacob m'avait pris en affection. Il me donnait des souliers et m'apprenait le latin. Il voulait me mettre en état de lui succéder un jour... Il vit encore... Je suis tenté quelquefois d'aller le retrouver... Ce pauvre presbytère, avec sa cour pleine de mousse, son tilleul et sa fontaine, m'apparaît comme un asile enchanté... Pourquoi pas? Je ferais un assez bon prêtre de campagne... Rien ne me manquerait — que la foi!

MARTHE, [illegible].

S'il vous plaît de déraisonner en ma présence, signor Roswein, que ce soit sur d'autres sujets, je vous prie.

ROSWEIN.

Ah! de la colère, je crois! de la colère, vous! Il y a donc du sang dans les veines du marbre!.. la mer de glace a donc ses tempêtes!

MARTHE, se levant.

Vous désirez être seul apparemment?

ROSWEIN.

Je vous ai offensée... je vous ai offensée... pardon! C'est la première fois de ma vie, ce sera la dernière... Marthe, je sens bien qu'il faut que je vous quitte... Ce rôle doit vous coûter... ce masque de froideur et de dureté que vous portez pour moi seul, je suis sûr qu'il vous pèse... Je vous en délivre... Vous ne me verrez plus. Jamais je ne repasserai le seuil de cette chère maison, je vous le promets... J'aurais dû vous comprendre plus tôt... Je vous comprenais,... mais le courage me manquait... Maintenant ma résolution est prise, comptez-y... Seulement, ne nous quittons pas sur un mot de colère, je vous en supplie... Votre main,... votre main en signe de bon souvenir, de souvenir fraternel. (Marthe, qui s'est rassise lentement, lui tend la main; Roswein la porte à ses lèvres, en disant à voix basse: Adieu! adieu! — (Marthe détourne la tête, tandis que le jeune homme rentre dans la partie la moins éclairée de la chambre.)

MARTHE, après un moment.

Et mon père, André?

ROSWEIN.

Pauvre vieillard!... au moins qu'il ne me croie pas ingrat, Marthe, je vous en prie. Dites-lui tout plutôt. Dites-lui la vérité.

MARTHE.

La vérité... Il faut donc que je la devine, André?

ROSWEIN.

Dites-lui que je vous aimais et que vous ne m'aimiez pas, et tout sera dit.

MARTHE, d'une voix basse.

Je ne vous aimais pas... non... je ne pouvais vous aimer. D'autres sentimens me séparaient de vous à jamais.

ROSWEIN.

D'autres sentimens!... Allons!... c'est le dernier coup... J'espérais que vous n'aimeriez qu'au ciel.

MARTHE.

Je ne pouvais vous aimer, André, et c'est un bonheur, laissez-moi vous le dire, un bonheur pour nous deux, — pour vous surtout. L'existence qui vous est réservée ne veut point d'entraves... elle ne veut point de racines prématurées... Votre avenir se fût trouvé à la gêne dans l'humble rêve de votre jeunesse. Je me serais reproché toujours d'avoir enchaîné dans l'ombre d'un ménage votre belle vie d'artiste!

ROSWEIN.

La vie d'artiste m'est odieuse!... Depuis que je la connais, mon amour pour vous a grandi de toute la haine qu'elle m'inspire! Désormais je n'ai plus contre elle ni soutien ni refuge... Elle fera de moi ce qu'elle voudra... soit! mais de grâce au moins ne me la vantez pas.

MARTHE.

Qu'a donc cette vie de si terrible? Je ne puis vous comprendre.

ROSWEIN.

Ah! votre père me comprendrait... Cette belle vie d'artiste, il sait assez, lui, qu'elle ne réside pas sur ces hauteurs idéales où vous la voyez tout entière, comme je l'y voyais moi-même autrefois, — dans des nuages d'or et sous des pluies de fleurs! Il sait dans quels tristes abîmes elle se traîne, entre ces fugitives apothéoses! Ce n'est pas sans raison, Marthe, croyez-moi, qu'il écrase de son mépris tout ce qui hante ces régions malsaines de l'atelier et de la taverne, de la coulisse et du boudoir, — cette tourbe vaniteuse d'âmes flétries, d'imaginations surmenées et de cœurs malades, que dévorent, au bruit des rires éclatans et des pleurs étouffés, la passion sans règle et la pensée sans frein!... Un Érèbe plein de flammes et de ténèbres! un monde hors du vrai, un monde hors la loi, qui révolte — et qui entraîne! Votre

père le sait! Il sait quelles ivresses courent dans l'atmosphère d'orgie qu'on y respire... quels monstres enfante ce brûlant chaos, et combien le meilleur d'entre nous a peine à s'en défendre!

MARTHE.

Vous vous en défendrez, André. Je vous connais.

ROSWEIN.

Vous me connaissez, Marthe... oui... depuis tant d'années que ma vie a été comme la sœur de la vôtre, vous devez me connaître... et vous pensez que j'étais né pour le bien, n'est-il pas vrai?

MARTHE.

Vous ou personne.

ROSWEIN, avec feu.

Oui... vous me rendez justice... Dieu sait que j'aimais le bien comme j'aime la face radieuse de ce firmament!... Aussi de quels amers dégoûts ce monde m'abreuve!... Et cependant il me trouble... il m'imprègne malgré moi de ses poisons... Il mêle aux nobles tourmens de l'art et du travail je ne sais quelles fièvres importunes... quelles insomnies perverses! il m'attache au flanc je ne sais quels lambeaux de la tunique du centaure!... Ah! ceux de nous qui ont près d'eux une mère, une sœur, une famille, — quelqu'un qui leur rappelle Dieu.... ceux-là sont heureux! ils ont le remède à côté du mal... ils peuvent chaque jour retremper leur âme, leur talent, leur honneur, à la source du devoir et de l'éternelle vérité! — Pour moi, je suis seul... cette vie factice m'enveloppe et me possède sans relâche... Je ne m'en reposais qu'en vous, chère Marthe, dans le présent comme dans l'avenir... Que de fois votre doux fantôme est venu bénir mes heures éprouvées... m'apportant le courage — ou du moins le remords!... Cette paix que je cherche, je ne la trouvais que dans vos yeux... cette force qui me manque, elle passait dans mon cœur dès que je touchais votre main... même en songe... Oh! Dieu! vivre là, entre votre père et vous, dans la sérénité sainte et recueillie de votre foyer de famille, sous le charme de votre présence... sous l'inspiration de votre beauté... sous la garde de votre vertu!... vivre là, mourir là!... Ah! pourquoi la pensée m'en est-elle jamais venue?

MARTHE.

Cette pensée... soyez juste, André... ai-je rien épargné pour l'éloigner de votre esprit?

ROSWEIN.

Rien... Près de vous, je ne pouvais m'abuser... votre accueil, votre langage, votre silence même — depuis un an, — tout me disait que vous ne m'aimiez pas... mais à peine vous avais-je quittée, j'oubliais tout... je me rattachais aux plus légères ombres d'espérance... je me rappelais un regard moins sévère, une parole plus tendre, échappée

à votre pitié, et je vivais là-dessus... — Depuis quelques mois surtout, vous voyant moins souvent, je me faisais de plus faciles illusions... je cherchais à me persuader que votre devoir filial pouvait comprimer vos secrets sentimens, que l'horreur de votre père pour ce nom d'artiste était le seul obstacle qui nous séparât...

MARTHE, baissant les yeux.

Eût-il été le seul, il eût suffi.

ROSWEIN.

Ah! je l'aurais vaincu.

MARTHE.

Jamais, André.

ROSWEIN.

Cette nuit même peut-être... C'était un projet ardemment caressé dans ma tête depuis longtemps,... une chimère dont je me repaissais encore il n'y a pas une heure, en venant ici... et que votre premier regard a fait évanouir... Aussi, maintenant, que mon opéra tombe ou qu'il aille aux nues, je vous jure que je m'en soucie peu.

MARTHE, lentement.

Comment?... Pourquoi?... Pensiez-vous que votre succès dût changer les idées de mon père?

ROSWEIN.

Je l'espérais à peine:... cependant, malgré lui, il m'eût estimé plus haut... Vous savez comme moi, Marthe, à quel point ces succès du théâtre, qui ont été l'ambition de sa jeunesse, l'émeuvent et l'exaltent!... Je me serais armé contre lui de son unique faiblesse... Si j'avais réussi, je me faisais une fête de venir cette nuit le surprendre dans sa retraite,... au moment même où il m'aurait cru sans doute plus oublieux que jamais.... je serais accouru:... oui, je lui aurais offert à genoux ma jeune gloire, toute palpitante... Il eût oublié l'artiste,... il m'eût ouvert ses bras,... il m'eût appelé son fils!... il m'eût tout accordé...

MARTHE, d'une voix étouffée.

Essayez.

ROSWEIN.

Marthe! que me dites-vous?

MARTHE.

Silence! Voici mon père.

ROSWEIN.

Bonté du ciel!

MARTHE, ROSWEIN, SERTORIUS, entrant. (Il est fort pâle, il tient un flambeau de chaque main et s'avance comme une chèsse.)

SERTORIUS.

Or çà, que chacun ici me considère à loisir... Eh bien! où sont-ils

donc, ces enfans? — Roswein! — (L'apercevant.) Ah! ah! tu as l'air tout effaré, mon garçon? Tu ne m'avais jamais vu si beau, eh! — J'offre à tes regards en ce moment, mon ami, le costume d'ensemble que je portais dans cette fameuse soirée où je restai court devant mon auguste auditoire... Boucles d'or, jabot de malines, habit tabac d'Espagne et gilet à ramages, — avec des oiseaux sur les poches... Ah! çà, comment me trouves-tu, Marthe, en définitive? car vous ne me dites rien, tous deux... Est-ce que je suis ridicule, voyons?

MARTHE.

Vous êtes très bien, mon père.

ROSWEIN, (à part.)

Vous êtes charmant et majestueux... Il faut que je vous embrasse!

SERTORIUS.

Qu'est-ce qu'il a donc?... Est-ce que tu veux dévorer mon jabot?... Laisse-moi tranquille. — Admire-moi de loin, si tu veux, et même je t'y engage : tu peux ici te donner une idée exacte de ce qu'était la tenue d'un artiste dans mon temps, jeune homme : — la sévérité mariée discrètement à l'élégance.

ROSWEIN.

Il vous manque de la poudre.

SERTORIUS.

Il ne me manque rien, gamin! — Partons, ma fille, allons siffler ce jeune insolent.

MARTHE.

Partons! Une poignée de main, Roswein, et bon courage! (A demi-voix :) A bientôt!

SERTORIUS, (lui serrant les deux mains.)

Allons! du calme, du calme. — Fume, si tu veux, en attendant Carnioli : je te permets, vu la gravité de la circonstance, d'empoisonner mon domicile. (Arrivé près de la porte, il se retourne.) Ah! çà, si tu as composé de la musique de guinguette, du fredon d'opéra comique, il vaudrait mieux me le déclarer tout de suite que d'exposer ton vieux maître de sa personne au plus sanglant des affronts, mon garçon?

MARTHE.

Il n'y a pas de fredon; vous verrez, mon père. Venez. (Ils sortent.)

ROSWEIN, seul.

Est-ce vrai? est-ce possible?... Elle m'aimait,... elle m'aime? Je suis donc sauvé! Plus de fièvre, plus de vertiges, plus de combats, plus d'enfer! Dieu me reprend! Mon Dieu! je vous remercie, je vous bénis du fond de l'âme! (Il s'approche de la fenêtre, au bruit de la voiture qui emporte Sertorius et Marthe; il la suit de l'œil à travers les ténèbres croissantes.) Elle m'aime! Splendeur

du ciel, il me semble que je vous vois pour la première fois! Pure clarté des étoiles, chants des vagues, brises italiennes, je vous retrouve, vous m'inondez le cœur! (Il fait quelques pas dans la chambre.) Son époux! ô chaste vision de mes nuits troublées, tu n'es plus un songe!... (Il regarde autour de lui.) J'aime cette chambre, ces objets familiers,... ces meubles que sa main touche à chaque moment,... cet air même qu'agite le froissement de sa robe... J'enfermerai ma vie dans ce sanctuaire!... Quelle joie que le travail près d'elle!... Quand je venais sous cette fenêtre, le soir, avec Carnioli, je la voyais là, tantôt penchée sur son aiguille de fée, gracieuse et immobile comme la statue de la vertu domestique, tantôt relevant sa tête, pour mieux écouter son père, sa tête pensive et grave comme celle d'une muse... Il me semblait que j'avais sous les yeux quelque tableau d'un monde supérieur,... d'une vie meilleure que celle des hommes... Et je prendrai ma place entre ces deux créatures de Dieu!... — Elle m'aime!... quel repos profond s'est fait en moi tout à coup. J'avais le cerveau plein de désordre et d'orages... Le souffle d'un ange a passé sur mon front!... J'éprouve une paix immense,... bienheureuse. (Après un moment.) Tout m'est égal maintenant... (En allumant un cigare.) Si je tombe ce soir à Saint-Charles, ce sera une contrariété sans doute, très vive même; mais je retrouverai cette occasion perdue... J'ai cent opéras qui me chantent dans la tête!... ce sera un délai, rien de plus... (Il s'assied dans le grand fauteuil de Sertorius.) Ouf! je suis brisé! Je voudrais qu'on me laissât là tranquille toute la soirée... (Il regarde le ciel, rêve et murmure des phrases entrecoupées.) Non, jamais je ne la tromperai, jamais je ne ferai couler une larme de ses yeux,... jamais... Acres séductions, spectres ardens,... magiciennes fardées,... je vous défie,... l'ombre de ses ailes vous chassera. — Que je suis las!

UNE VOIX au dehors.

Roswein! *Andrea mio!* (En récitatif.) *è venuto, il terribil' istante!*

ROSWEIN.

Qui m'appelle?

LA VOIX.

Descends donc, animal!

ROSWEIN.

C'est Carnioli. — Chevalier, je ne conduis pas l'orchestre, vous savez?... Je suis inutile là-bas... Laissez-moi ici, je vous en prie.

CARNIOLI, du dehors.

Poltron! descendras-tu? (En récitatif.) *S'il figlio m'abandonna, io son perduto!*

ROSWEIN.

Mon bon chevalier!... Ouf! Diable d'homme!... Allons!...

que vous n'êtes plus assez malheureux, faquins sublimes que vous êtes!... parce que vous ne mourez plus de faim dans un grenier comme autrefois, dans les beaux temps des arts, parce qu'on vous paie trop cher et qu'on vous nourrit trop bien...

ROSWEIN.

Il faut nous crever les yeux et nous mettre en cage, ce sera plus simple.

CARNIOLI.

Là! là! voyons, mon André; voyons, mon cher cœur,... j'ai été un peu vif, j'en conviens,... car cette épouvantable idée de mariage m'a mis hors de moi; mais tu sais que je t'aime comme mon enfant, comme la prunelle même de mes yeux...

ROSWEIN.

Si vous m'aimez, chevalier, pour Dieu, laissez-moi être heureux à ma façon!

CARNIOLI, [illegible]

A ta façon!... à la façon d'un bonnet de nuit! à la façon d'une courge! à la façon de cet âne de bourgeois qui passe... en redingote bleu clair! [illegible] Oui, monsieur, vous êtes un âne, vous, votre femme et vos quatre enfans!... Il rit, cette bête-là! Tiens, regarde-le; voilà comme tu seras!

ROSWEIN, riant.

C'est ce que je demande.

CARNIOLI.

Plat coquin que tu es!... Je m'emporte, c'est vrai;... j'ai tort... Ne t'offense pas de mes injures;... elles partent d'un cœur qui t'adore, tu le sais... Raisonnons de sang-froid, mon fils, je ne demande pas mieux... Tu veux être heureux, dis-tu? Si tu devais l'être dans cette vie que tu rêves, je t'aime assez, — oui, je t'aime assez, le diable m'enlève! pour sacrifier mon bonheur au tien;... mais quelle créature au monde peut être heureuse hors de sa voie, hors de sa destinée?... Regarde là-bas ce noble vaisseau,... tu peux l'apercevoir encore,... à la pointe d'Ischia;... il s'en va, les ailes déployées, gagner le libre océan pour y courir sa carrière magnifique, tantôt sous le soleil, tantôt sous la foudre, un jour déchiré par l'écueil, le lendemain abordant des rives fortunées... Eh bien! suppose qu'une force quelconque le précipite tout à coup dans un étang à canards, dans un vil marécage communal, et l'y condamne à croupir éternellement comme une épave fossile;... suppose cela et suppose-lui une âme, à ce vaisseau... Sera-t-il heureux? Le crois-tu?

ROSWEIN.

Qu'est-ce que cela me fait? Moi, je le serai.

CARNIOLI.

Tu ne le seras pas, traître, je t'en défie! Tu auras tout juste le bonheur de ces mauvais moines qu'une fausse vocation a jetés dans le cloître et qui meurent de consomption en mordant les barreaux de leur cellule!

ROSWEIN.

Bah! des phrases!

CARNIOLI.

Des phrases, maraud impertinent!... Mais c'est dit, je ne veux point me fâcher contre toi dans cette glorieuse soirée, quand même tu m'insulterais avec une grossièreté inouïe... Non, mon ami, ce ne sont point des phrases... Ta prétendue vocation pour le calme de la vie de famille n'est qu'une bluette de circonstance... Tu es en ce moment épuisé de travail, d'émotions et d'inquiétudes; tu éprouves un de ces dégoûts passagers qui vous font rêver la campagne le lendemain d'une orgie ou la veille d'une bataille... Pas autre chose, crois-moi... Ne te prépare point d'amers regrets;... ne te plonge pas à la fleur de ton âge dans ces froids limbes de l'hymen... Comment, diable! y as-tu réfléchi?... Tu prétends ployer dans une boîte à marmotte l'imagination d'un poète,... cloîtrer dans la prison d'un nain les passions d'un géant,... et tu te flattes de goûter le repos d'un bourgeois, parce que tu en habiteras la carapace!... Crois-tu donc, en comprimant les forces expansives de ton sang et de ton esprit, crois-tu les anéantir? Non! elles te dévoreront sur place!... Tu seras, — passe-moi la comparaison, — comme une locomotive déraillée que sa propre vapeur consume stérilement au fond d'un tunnel;... tu sentiras tes ailes coupées s'étendre douloureusement vers l'espace, comme ces mutilés qui souffrent encore aux membres qu'ils n'ont plus!... Tu parles des misères de la vie d'artiste : elles sont fécondes du moins! Oses-tu les comparer à ces tortures d'autant plus poignantes qu'on les sent inutiles?.... Et d'ailleurs la connais-tu, la vie d'artiste?... Tu prends à peine ton essor;... tu n'en as éprouvé jusqu'ici que les ennuis... Attends donc avant de la juger qu'elle t'ait donné tout ce qu'elle promet à un génie comme le tien, et alors, quand tu auras de l'or comme un Juif, des femmes... comme un Turc, de la gloire comme un dieu,... alors je te permettrai d'épouser les onze mille vierges, si le cœur t'en dit... — Ah! malheureux! si tu savais en quels termes me parlait de toi, il n'y a pas vingt minutes, la plus belle femme de l'Italie!

ROSWEIN.

Qui cela? votre princesse?

CARNIOLI.

Ce n'est pas ma princesse, singe irrespectueux. C'est la veuve la

plus noble et la plus vertueuse comme la mieux tournée de ce globe. La princesse Leonora Falconieri... qui est alliée aux Colonna de Rome, aux Doria de Gênes, aux Zustiniani de Venise, et à la maison d'Este par-dessus le marché... Entends-tu, rapin?... Mais au reste, tu l'as vue à ce bal où je t'ai conduit lundi dernier chez l'ambassadeur d'Espagne.

ROSWEIN.

Est-ce cette dame avec qui vous avez valsé?... Une trentaine d'années... un peu grande... des cheveux noirs comme les ailes du corbeau... un teint d'orage... et des épaules antiques qui ondoient comme un marbre liquide quand elle les replace dans sa robe?

CARNIOLI.

Ah! parfait! tu as remarqué cela, et tu veux te marier, mon petit ami? Pardieu! tu les verras plus d'une fois entre ta femme et toi, ces épaules-là, je t'en réponds!... Eh bien! cette magnifique personne me parlait de toi tout à l'heure.

ROSWEIN.

Et elle vous disait?

CARNIOLI.

Elle me disait, écoute bien ceci... une femme hautaine dont on n'approche qu'à genoux!... elle me disait : Mon cher ambassadeur, est-ce que vous ne me présenterez pas un jour cet éminent jeune homme?

ROSWEIN, *seul.*

C'est tout!

CARNIOLI.

Et qu'est-ce qu'il te faut de plus, bandit sans vergogne? Ne voudrais-tu pas qu'elle débutât par venir loger dans ton garni?

ROSWEIN.

Parlons de choses sérieuses, chevalier, car nous arrivons. — Ce serait une vive contrariété pour moi que de ne pas vous avoir à mon mariage... Est-ce que vous partez toujours demain pour Madrid?

CARNIOLI.

Je te brûlerai la cervelle avant de partir!... Non, ma parole, tu es fou!... Si encore je te voyais épouser quelque torche italienne!... ce serait de la vie au moins... Mais non, la fille de Sertorius... une fille rose! une espèce de Hollandaise qui cultivera des tulipes dans ton cœur — et qui te fera flegmatiquement des légions d'enfans, comme on fait des bulles de savon!

ROSWEIN.

Je l'espère bien. Quand vous reviendrez d'Espagne, chevalier, ils vous tireront les moustaches. Cela vous réjouira. — Bah! vous les aimerez!

CARNIOLI.

Je leur tordrai le cou! (Ils arrivent devant le péristyle du théâtre Saint-Charles; deux laquais en livrée prennent les rênes : Carnioli saute à terre.) Ah çà, Roswein, jure-moi de ne pas donner de suites à cette fantaisie de goîtreux, ou je vais de ce pas te préparer une cabale effroyable, quand cela devrait me coûter cent mille écus!

ROSWEIN.

A votre aise, excellence.

CARNIOLI.

Ingrat! va-nu-pieds!... Eh bien! est-ce que tu n'entres pas?

ROSWEIN.

Ma foi! non, Je n'ai que faire là-dedans, moi... je vais me promener sur la place et fumer des cigares jusqu'à ce que mort s'ensuive.

CARNIOLI, tirant son porte-cigares.

Tiens, en voilà, des cigares... comme tu n'en as jamais fumé, truand! Mais c'est égal, va... ton opéra est flambé, tu peux être tranquille! (Il entre au théâtre.)

La salle du théâtre Saint-Charles. Mouvement, animation, éclat d'une première représentation. La toile se baisse sur la fin du deuxième acte, au milieu d'acclamations enthousiastes.

Dans la loge de la princesse Falconieri : la loge s'encombre de visites pendant l'entr'acte.

LEONORA PRINCESSE FALCONIERI, GIULIA MARQUISE NARNI, toutes deux assises sur le devant. — LADY WILSON. — LE PRINCE KALISCH. — LE MARQUIS DE SORA. FEMMES ET JEUNES GENS.

LEONORA.

Mais c'est un rêve du ciel que cette musique!

LE MARQUIS DE SORA.

Vous savez que le poème est également l'œuvre du jeune maestro?

VOIX DIVERSES.

Le Tasse... Mercadante... Metastase... Rossini! Début de géant!

LA MARQUISE NARNI.

Très beau, si l'on veut, mais trop savant pour moi.

LE PRINCE KALISCH.

Et pour moi. Poûh!

LEONORA.

Vous, prince Kalisch, je vous soupçonne d'apprécier principalement, en fait de musique, le son martial du tambour... Ciel! vous voilà plus rouge qu'une fraise des Alpes, chère marquise... vous n'êtes pas indisposée?

LA MARQUISE, sèchement.

Non. — Vous connaissez sans doute particulièrement l'auteur de ce charivari flamand, ma belle?

LEONORA.

Je le connais si peu particulièrement, ma belle, que j'ai entendu ce soir son nom pour la première fois, et c'est de votre bouche... Il est même bizarre, quand j'y songe, que le chevalier Carnioli ne m'ait jamais parlé de ce Roswein, puisque c'est lui qui l'a inventé, à ce qu'on dit.

LA MARQUISE.

Le chevalier avait à vous entretenir apparemment de quelque objet plus intéressant, ma toute belle.

LEONORA.

Apparemment, ma mignonne. — Prince Kalisch, est-il vrai que vous ayez eu, dans le Caucase, les deux oreilles emportées par un boulet de canon?... Cela m'expliquerait, jusqu'à un certain point, votre goût musical.

LE PRINCE KALISCH.

Ce sont des histoires composées à plaisir, princesse. Il ne m'est jamais rien arrivé de pareil, je vous le jure.

LEONORA.

Ah! si vous me le jurez!... Comment, Giulia, est-ce que vous nous quittez?

LA MARQUISE.

Oui, cette musique batave m'est insupportable. Un acte de plus me tuerait... Prince Kalisch, pouvez-vous m'offrir votre bras jusqu'à ma voiture?

LEONORA.

Certainement, et même jusqu'en Sibérie, n'est-ce pas, prince Charmant!... Adieu, chère enfant bien-aimée.

LA MARQUISE.

Adieu, ma belle chérie. (La marquise se drape et sort, suivie du prince Kalisch.)

LEONORA.

On ne saurait jouir d'une plus belle paire de favoris que ce prince Kalisch.

LE MARQUIS DE SORA.

Vous l'avez ce soir fortement endommagé, madame.

LEONORA.

Mon Dieu, c'est uniquement par amitié pour ma petite Narni!... mais il paraît qu'il n'y a pas moyen...

CARNIOLI, paraissant à l'entrée de la loge.

Eh bien! mon cygne dalmate, qu'en pense-t-on par ici? (Tous battent des mains, et crient : bravo! bravo!)

LE MARQUIS DE SORA.

C'est un succès de rage... Vous êtes heureux, j'espère?

CARNIOLI.

Heureux, mon ami? Je suis exaspéré!.. Mon cygne est une poule

mouillée, un oison!... Mais quel génie, hein?... Le fat! j'ai failli l'étrangler de mes mains tout à l'heure.

LEONORA.

Bah!... Et à quel propos?

CARNIOLI.

Ne m'en parlez pas, je vous en prie... Un poète!... un niais! mais quel génie, hein?... Est-ce du génie cela, voyons, princesse?

LEONORA.

Mais cela y ressemble beaucoup... Et où est-il donc, votre astre? On l'appelle à tout rompre... pourquoi ne paraît-il pas?

CARNIOLI.

Peuh! est-ce que je sais? Il vague par les rues comme un insensé. Tous les machinistes courent après lui; c'est comique. — Petit misérable, va!... Ah ça! qu'est devenue la marquise Giulia? Je croyais l'avoir aperçue à côté de vous?

LEONORA.

Elle vient de s'en aller.

CARNIOLI.

Ah! *barbara!* elle est donc malade?

LEONORA.

Non. Elle trouve cela trop savant, et elle est partie avec le prince Kalisch, qui ne lui offre pas le même inconvénient... Mais, dites-moi, chevalier, où avez-vous déniché votre prodige? Qu'est-ce qu'il y a de vrai dans tout ce qu'on raconte?

CARNIOLI, exalté.

Je ne sais ce qu'on raconte, mais voici la vérité. J'avais été chargé d'une mission en Turquie, il y a une douzaine d'années, pour les lieux saints... J'eus la fantaisie de revenir par terre en côtoyant l'Adriatique,... une inspiration! — Je traversai la Dalmatie de part en part,... un pays superbe, plus beau que celui-ci, — le climat de l'île de Calypso, et un peuple taillé comme les bas-reliefs de Ninive; mais, par malheur, une musique de Hottentots... Ils n'ont qu'un instrument par là, figurez-vous, et cet instrument n'a qu'une corde, notez bien... Ils appellent cela une *guzla*. — Quand on en joue, c'est comme si on éternuait dans un chaudron... Voilà où ils en sont... La serinette est de la civilisation auprès de ça. — D'abord j'essayai d'en rire; je suis un voyageur assez accommodant... j'ai mangé du fromage en Suisse... Mais, ma foi! entendre la même note... sur la même corde,... du même instrument, pendant cent quatre-vingts lieues de poste, c'était trop fort! Je tombai dès le second jour de ce régime dans une mélancolie qui dégénéra bientôt en marasme... et le moment arriva où la plus lointaine vibration de cette guimbarde

nationale m'arrachait des sanglots plaintifs... Les postillons me prenaient pour un orphelin... d'un certain âge...

LEONORA.

Il est bête, ce Carnioli!

CARNIOLI.

J'en étais là, princesse, quand un soir, — c'était quelques lieues avant Fiume, dans un petit village frais et coquet, assis sous l'ombrage des tilleuls, entre les montagnes et la mer, comme une jeune nymphe qui se baigne les pieds....— je relayais en me bouchant les oreilles... Tout à coup je crois saisir dans l'air les échos d'une harpe, d'un piano,... je ne sais quoi, .. des sons humains au moins... Je me précipite hors de ma voiture,... c'était un violon.... un simple violon tourmenté par une main ignorante, mais inspirée.... une harmonie sauvage, fantasque, admirable,... des traits inouïs courant comme des farfadets sur un océan de tierces, de quintes, d'accords éoliens... Je me demande si l'âme de Paganini revient dans cette bourgade... J'interroge un vieillard biblique, à longue barbe blanche, qui prenait le frais sur le seuil de sa porte... Il me montre du doigt une espèce d'œil-de-bœuf,... un trou pratiqué dans l'argile de sa grange, — et là j'aperçois un petit bonhomme en haillons, — attelé à un violon de quatre sous, dont il s'escrimait avec l'ardeur frénétique d'un écureuil qui fait tourner sa roue...

LEONORA.

Pauvre innocent!

CARNIOLI.

Le curé du hameau passait par là... Je le presse de questions... L'enfant n'avait plus ni père ni mère... On le nourrissait par charité dans cette ferme, où il était employé à garder des chèvres.

LEONORA.

Apollon parmi les bergers.

CARNIOLI.

Tout juste; ce brave curé lui avait appris tout ce qu'il savait lui-même, un peu de latin et de musique. Il me parla des progrès surprenans de son élève avec une sorte d'épouvante : il n'était pas loin de le croire possédé. — Sur ces entrefaites, Apollon était descendu de son grenier, et pour m'achever, il me chanta, en s'accompagnant de sa pochette, — devinez quoi? — La cinquième églogue de Virgile, la mort de Daphnis... *Cur non, Mopse, boni*... Un opéra en latin!... Je n'y tins pas,... je lui sautai au cou. Mais tu as du génie, galopin, lui dis-je;... viens avec moi, et dans quinze ans tu seras un grand homme, je t'en donne ma parole d'honneur!...

LEONORA.

Et il vous suivit, comme cela?

CARNIOLI.

Il hésitait, s'il vous plaît... Tantôt il me saluait jusqu'à terre en riant aux éclats, tantôt il secouait la tête d'un air pensif, en répétant à demi voix : Non, non,... Sylvia,... Sylvia!... Au nom de Sylvia, je supposai naturellement une amourette arcadienne éclose avant le temps dans ce cœur de poète... Eh bien! qu'est-ce que c'est que ta Sylvia? lui dis-je; je l'adopte,... je l'emmène;... je l'élèverai avec toi, et tu l'épouseras... Va me la chercher. Là-dessus, il disparut d'un bond, et revint la minute d'après portant dans ses bras une petite chèvre blanche et noire; c'était Sylvia.

LADY WILSON.

Oh! très gracieux.

CARNIOLI.

Je la marchandai aussitôt. Le vieillard biblique, son maître, qui par parenthèse manquait tout à fait de délicatesse, en demandait le poids en or... Pendant mes négociations avec ce vénérable escroc, je voyais se former peu à peu autour de ma voiture des groupes menaçans, — ameutés, je crois, par ce brave curé, — qui, au fond, n'était pas non plus une fameuse pièce... Furieux de perdre son phénomène, d'autant plus qu'il lui servait la messe tous les matins...

LEONORA.

Pauvre bonhomme! il aimait cet enfant, tout bêtement!

CARNIOLI.

Si vous voulez... En tout cas, ce n'était pas une raison pour déchaîner contre moi les superstitions les moins orthodoxes du pays... Grâce à ses bons soins, en effet, le mot de vampire commençait à circuler dans la foule... Bref, voyant l'état des choses, je me hâtai de conclure mon marché avec la barbe blanche, qui définitivement reçut de sa chèvre le prix d'un bœuf, — et je me sauvai au galop avec ma proie, non pas sans avoir recueilli préalablement, sous la forme d'une grêle de pierres, les bénédictions de ce peuple pasteur... Princesse, voilà l'histoire.

LEONORA.

C'est un roman. — Eh bien! vous avez tenu parole à l'enfant : le voilà un grand homme.

CARNIOLI.

Je m'en flatte.

LEONORA.

Comment est-il fait de sa personne, ce ci-devant sauvage?

CARNIOLI.

Il est fait d'un habit noir et d'une paire de gants paille, comme vous et moi.

LADY WILSON.

Et Sylvia, chevalier? Je m'intéresse à cette bête. Croyez-vous que le maestro voulût la vendre?

CARNIOLI.

Sylvia, milady, mourut de nostalgie pendant la route... et ce qu'il y eut de plaisant, c'est que j'arrosai sa tombe de mes larmes... Imaginez-vous que pour plaire à mon jeune Dalmate, j'eus l'attention de faire inhumer sa favorite sous les bosquets d'un joli parc que j'ai aux environs de Mantoue. J'avais mené le deuil moi-même avec toute la componction désirable. Toutefois j'eus peine à tenir ma gravité, quand, l'opération terminée, je vis mon drôle se placer solennellement, son violon à la main, sur le tertre tumulaire; mais là, ma foi! il exécuta une élégie en *la* mineur d'une expression si déchirante, que bon gré mal gré mon envie de rire se fondit en eau... Et mon grand flandrin de Joseph, qui avait fait l'office de fossoyeur, pleurait comme une vigne de son côté... J'augmentai ses gages de cinquante écus à cette occasion... C'est ce même Joseph, — le croiriez-vous, mesdames? ce sensible Joseph qui a été depuis condamné aux galères pour avoir assommé son père... en combat singulier,... ce qui prouve une fois de plus que l'art et la nature, cela fait deux...

LEONORA.

Que vous êtes bavard ce soir, Carnioli! Est-ce que vous êtes gris?

CARNIOLI.

Non, princesse, je suis ivre. (On entend frapper trois coups sur le théâtre. Ah! on va commencer le troisième acte... Mesdames, en rentrant dans vos loges, fermez vos portes tout doucement, — et ne remuez pas vos tabourets, je vous en conjure par tout ce que vous avez de sacré,... tant sur la terre que dans le ciel... Vous allez entendre au lever du rideau le chœur des jeunes Grenadines... (Chantant plaintivement. La, la, la la la... — Des adieux à l'Alhambra, vous comprenez?... Et ensuite le ballet triomphal des jeunes Espagnoles. (Vivement. Traderi, traderi, traderi... Mais ce que je vous recommande surtout, c'est le chant de Boabdil à la fin tout à fait... *O patria, dolc' è crudel mio tesoro!*... Là, il faut se prosterner et adorer en silence,... ou l'on est classé pour le reste de ses jours parmi les madrépores... (Tout en parlant, il salue les femmes, et serre la main aux jeunes gens qui sortent de la loge.) Au reste, le public se comporte très bien... Je suis content de lui... S'il avait sifflé, j'incendiais la salle... j'y étais décidé... Vous n'avez pas de commissions pour Madrid, mesdames!... Hélas! oui! je pars demain,... cette nuit même... (Il chantonne. *O patria, dolc' è crudel mio tesoro!*... Je vous recommande cela, milady. (La loge se vide peu à peu; Carnioli reste seul avec Leonora.)

LEONORA, CARNIOLI.

LEONORA, promenant sa lorgnette dans la salle.

Pourquoi, Carnioli, ne m'aviez-vous jamais soufflé mot de ce jeune homme?

CARNIOLI, lorgnant de son côté.

Je voulais vous en faire la surprise complète, ma princesse.

LEONORA.

Vous êtes singulier. — Il a bien du talent!

CARNIOLI.

Il en est injecté des pieds à la tête, — le lâche ingrat!

LEONORA.

Est-ce qu'il est ingrat?

CARNIOLI.

Parbleu!... Chut! de grâce, écoutez-moi cela! (Le rideau se lève, l'orchestre joue; Carnioli bat la mesure du pouce et de l'index; le chœur des jeunes Grenadines est couvert d'applaudissemens.) Suave mélancolie!... Et vous, vous ne dites rien?... Une larme! vous pleurez! Merci du ciel! vous avez une belle âme, princesse! je vais décidément vous confier mes douleurs... Nous perdrons le ballet, mais peu importe... Cette soirée triomphale a été cruellement empoisonnée pour moi, ma chère princesse... Le glorieux édifice de ma vie s'écroule, si vous ne venez à mon aide... C'est en sortant de chez vous que j'ai appris cette effroyable nouvelle, qui a changé subitement mon allégresse en deuil, mes lauriers en cyprès... Mon poète me porte un coup d'une perversité atroce... le traître veut se marier!

LEONORA.

Et où est le mal?

CARNIOLI.

Où est le mal, princesse?... Cela n'est pas sérieux! vous vous riez de votre serviteur... Ah! ah!... où est le mal — est délicieux!

LEONORA.

Non, vraiment, je ne comprends pas.

CARNIOLI, riant.

Allons donc! Et qu'est-ce que vous voulez qu'il fasse quand il sera marié?... du jardinage?... Ce qu'il faut au poète, c'est l'air libre et le désordre des élémens! Si nous laissons cette organisation fougueuse s'ensevelir dans la léthargie du bonheur domestique, ne voyez-vous pas qu'elle tombe fatalement au rang de ces génies privés, de ces talens bourgeois, qui dévident entre leurs repas des opéras de famille et des romans d'éducation!... Vous allez me citer Byron, qui se maria et qui n'en devint que plus enragé? Sans doute, parce qu'il eut la chance énorme d'être très malheureux en ménage. S'il ne l'eût pas été, si sa femme avait su le prendre, je vous déclare qu'il aurait passé

sa vie à chasser le renard et à drainer ses terres! Le monde ignorerait son nom!

LEONORA.

Et qui vous dit que votre jeune homme sera heureux?

CARNIOLI.

Qui me le dit? Il épouse une sainte, ma pauvre princesse! Il n'y en a qu'une sur la terre pour le quart d'heure, et il faut que cet animal-là l'épouse! C'est à se briser la tête contre les murailles, vous m'avouerez!

LEONORA.

Quelle est donc cette rare personne?

CARNIOLI.

Marthe Sertorius, la fille de ce vieux musicien allemand qui est votre voisin de campagne... Tenez, vous pouvez la voir là-bas, dans la loge en face, une fille blonde, diaphane, des yeux bleus... On la regarde beaucoup.

LEONORA, [illegible].

Elle est drôlement fagotée, pauvre fille!

CARNIOLI.

Possible... mais le physique est bien.

LEONORA.

Et il l'aime fort?

CARNIOLI.

A deux genoux!

LEONORA.

Eh bien! que voulez-vous que j'y fasse?

CARNIOLI, [illegible].

Princesse, ce lien funeste que je n'ai pu briser, ni par menaces ni par prières, un seul de vos regards suffirait à le réduire en cendres.

LEONORA.

Vous perdez la tête, Carnioli?

CARNIOLI.

Pourquoi? parce que j'ose vous supplier de rendre à l'univers civilisé en général, et à moi en particulier, un service immense — qui vous coûterait à peine un sourire..., un sourire, princesse, l'ombre d'une apparence, une fanfreluche de coquetterie, un rien... Vous voyez la position : c'est un grand homme qui se noie; pour le conserver à lui-même, à son art, à son siècle, je sacrifierais sans marchander un de mes bras tout à l'heure... Ne pouvez-vous sacrifier un sourire? Voilà la question.

LEONORA.

Vous êtes absurde. Voilà la réponse.

CARNIOLI.

Eh bien! je suis fâché de vous le dire, mais vous n'aimez pas la musique!

LEONORA.

Pas à ce point-là, j'en conviens.

CARNIOLI.

Vous ne l'aimez pas! On aime comme un criminel ou l'on n'aime point... Silence! écoutez bien cela... la cavatine d'Isabelle... *La croce trionfa*... (Battant vivement une marche.) Ratapantapan... pam... pam... (Bravos dans la salle : Roswein ! Roswein !) Vous avez entendu? Et penser que cette aurore superbe n'aura point de midi! Quoi! divine princesse, cette idée ne vous fend pas le cœur!... Voyons, vous m'avez fait l'honneur de m'inviter à souper chez vous ce soir..., permettez-moi de vous amener mon jeune lauréat, c'est tout ce que je vous demande... Vous lui direz deux mots de politesse, et la petite Sertorius ne sera plus de ce monde!... Je ne vois pas en vertu de quoi vous me refuseriez une chose si parfaitement simple et convenable.

LEONORA, riant.

Comment! vous venez me conter que ce garçon est éperdûment amoureux de cette fille, et sur deux mots de politesse que je lui dirais, vous vous figurez qu'il la planterait là?

CARNIOLI.

Mais c'est un artiste, ma chère princesse! Vous ne connaissez pas cette race puissante et débile, séduisante et perfide!... Des imaginations plus ardentes et plus mobiles que la flamme!... Des cœurs vaniteux, faibles, passionnés et sensuels!... Un attrait irrésistible vers tout ce qui brille, vers tout ce qui caresse l'orgueil, vers tout ce qui flatte l'aristocratie naturelle et voluptueuse de leurs instincts!... L'or, le luxe, la soie, le velours, les fleurs, les mains blanches et l'hermine parfumée des duchesses! voilà ce qui les fascine, voilà ce qui les damne, ces pauvres enfans!... Que le mien ait une fois l'œil ouvert sur ces horizons-là, je le tiens. — Ah! çà, je vais vous le présenter, eh? (Il se lève.)

LEONORA.

Est-ce que je veux tremper dans vos manigances diaboliques?... Vous êtes ridicule.

CARNIOLI.

Allons! soit, j'y renonce. (Il se rasseoit, et lorgne en parlant avec distraction.) Aussi bien, je crois que vous avez raison, ce serait peine perdue... J'ai déjà essayé, chemin faisant, de vous mettre en avant, — discrètement, comme cela, — et pour dire la vérité, cela ne m'a pas réussi.

LEONORA.

J'aime à croire que vous plaisantez?

CARNIOLI.

Non, princesse. Je vous en adresse toutes mes excuses; mais, me trouvant à bout d'argumens et ne sachant plus à quel saint me vouer

pour détourner ce malheureux de sa ruine, j'ai tenté de l'éblouir en lui présentant, — vaguement, bien entendu, — dans un chaste nuage, le prestige de votre haute sympathie.

LEONORA.

Mais cela n'a pas de nom!

CARNIOLI.

C'est abominable!... Je vous en demande pardon à mains jointes. Mais vous me connaissez, dès que l'art est en jeu, je n'ai plus rien de sacré... Cela m'est échappé au vol de la conversation. Au surplus, je n'ai pas insisté...

LEONORA.

C'est heureux.

CARNIOLI.

Surtout quand j'ai vu le peu de cas qu'il faisait de mon insinuation. J'en ai été mortifié... L'enfant a le cœur plus engagé et la tête plus solide que je ne l'aurais cru.

LEONORA.

Enfin que lui avez-vous dit? Jusqu'où m'avez-vous compromise vis-à-vis de ce monsieur? je veux le savoir.

CARNIOLI.

Bon! compromise! voilà de l'exagération, princesse! Je lui ai laissé entendre tout uniment que vous m'aviez parlé de lui avec une nuance d'intérêt, — que vous aviez daigné m'exprimer le désir de le voir un instant... de l'entendre sur le piano, et deux ou trois babioles dans le même genre.

LEONORA.

Bien obligée, en vérité... et il a répondu comme autrefois: Sylvia! Sylvia!

CARNIOLI.

Sylvia *for ever!* mon Dieu oui!

LEONORA.

Bref, vous m'avez exposée en effigie aux dédains de ce petit jeune homme?

CARNIOLI.

Ah! — n'allez-vous pas vous piquer d'une misère pareille? (Leonora hausse les épaules et se retourne vers la salle.) Ah! diantre! Boabdil va chanter son grand air... Attention, je vous en supplie, c'est le diamant de l'ouvrage. (Boabdil chante son air, qui est accueilli par des transports frénétiques; toute la salle se lève et témoigne d'un enthousiasme.) Si vous voulez, princesse, contempler une expression de visage véritablement surhumaine, regardez la fiancée du poète: elle est admirablement belle et heureuse, elle nage dans sa gloire et dans son amour; c'est un archange en extase devant le Seigneur!

LEONORA, lorgnant.

Elle doit être poitrinaire, cette fille-là. (L'opéra s'achève : on appelle le maestro avec fureur.) Ah çà, est-ce qu'il ne va pas paraître, à la fin?

CARNIOLI, se levant et se penchant hors de la loge.

Le voilà. Bravo! bravo, mon fils! (Roswein s'avance sur le théâtre en saluant. Les bravos éclatent avec plus de force; une pluie de bouquets tombe sur la scène; les femmes, debout dans leurs loges, applaudissent en agitant leurs mouchoirs. On rappelle Roswein à plusieurs reprises.) Voyez, princesse, je vous en prie, quels regards il échange avec la Sertoria... Le ciel va les foudroyer bien certainement... c'est plus de bonheur que la terre n'en comporte!... C'est égal, il faut avouer qu'ils sont gentils tous deux... Ma foi! après tout, qu'ils s'aiment, qu'ils s'épousent... il y aurait effectivement quelque chose de monstrueux à troubler la pure félicité de ces deux âmes charmantes!—Vous ne lui jetez pas votre bouquet?

LEONORA.

Si ça peut vous être agréable. (Elle lance son bouquet sur le théâtre; sensation dans la salle; murmures d'étonnement; tous les regards se dirigent vers Leonora, qui se renverse brusquement dans son fauteuil en éclatant de rire.)

CARNIOLI.

Qu'est-ce qui arrive donc?

LEONORA, riant.

Oh! Dieu! mon Dieu! Carnioli! mon mouchoir qui est parti avec le bouquet!

CARNIOLI.

C'est une inadvertance.

LEONORA.

J'avais enveloppé la queue de mon bouquet dans mon mouchoir... vous comprenez?

CARNIOLI.

Je comprends très bien. (La toile se baisse.)

LEONORA, se levant.

Oh! sauvons-nous. (Elle rit.) Oh! mon Dieu! quelle aventure! un mouchoir magnifique, s'il vous plaît. (Prenant le bras de Carnioli, elle sort.) Est-ce qu'il rapporte, votre poète? (Elle rit aux éclats.)

SUR LA ROUTE DE POUZZOLES.

La même nuit. Clair de lune.

ROSWEIN, marchant lentement.

... Étrange regard!... Je l'avais déjà remarqué à ce bal... un incendie dans la nuit! sa noire prunelle roule dans ses profondeurs de chaudes effluves et des parcelles d'or, comme une mer sombre incrustée d'étoiles...—Quelles pensées mystérieuses s'agitent dans cette

tête hautaine, sous ce front pâle et ennuyé?... Bah! qui plongerait dans l'abîme de cette poétique mélancolie n'y trouverait que le vide et le néant! — Les préoccupations banales d'une femme, la routine mondaine! le souvenir d'une valse ou la conception d'une coiffure!... Notre imagination, avide d'idéal, édifie tous les jours sur de vaines apparences ces prétendus types romanesques, qui se dissipent, dès qu'on les touche, en élémens vulgaires! — Rien de plus semblable sous le soleil qu'une femme — et une femme! — Elles sont rares celles dont l'âme ne dément pas les rêves doux ou profonds qu'a fait naître leur beauté... [illegible]. Chère Marthe!... chère vérité!... [illegible] Une distraction... c'est évident... elle a été la première à en rire... et cependant, au moment où son bouquet quittait sa main, je la regardais : son œil s'est ouvert soudain comme un nuage qui lance la foudre... elle m'a couvert de flammes!... [illegible] Ah! que m'importe!... [illegible] Ce misérable chiffon de dentelle me brûle la poitrine!... [illegible] Va-t'-en! [illegible] Ce sont les parfums mortels de l'Orient... elle l'a trempé dans le poison comme un poignard indien! Que me veut cette femme? elle a su ce qu'elle faisait, j'en suis certain!... Que me veut-elle? quel divertissement barbare s'est-elle proposé? jusqu'où l'eût-elle conduit?... Ah! pourquoi supposer le mal?... Une rêveuse enthousiaste peut-être, toute grande dame qu'elle est! une pauvre âme éprise de chimères, qui berce dans des songes d'enfant ses loisirs éternels!... Ce monde m'est étranger... que de fois j'ai souhaité de pénétrer dans le sanctuaire d'une de ces oisivetés olympiennes,... d'étudier sur un de ces cœurs blasonnés un idiome inconnu de la langue des passions!... Prestige invincible dont nous éblouissent ces fières patriciennes! Il semble que leur beauté, plus pure et plus exquise, se soit peu à peu divinisée dans les raffinemens de leur luxe héréditaire... il semble que leurs corps superbes soient pétris d'une substance immortelle... et que le seul contact de leur main vous doive saisir de cette volupté terrible, qui pétrifiait les bergers antiques visités par les déesses amoureuses!... Illusion ridicule!... une heure... un instant me suffirait pour éteindre cette dernière curiosité de ma jeunesse... je serais plus tranquille ensuite, ne laissant derrière moi aucune séduction vivante, aucune sensation debout... cet idéal vu de près tomberait en poussière comme tous les autres... — Elle demeure près d'ici... oui, un instant me suffirait... je pourrais, sans trahir ma parole... Ah! honte sur moi! lâche cœur, je te briserais plutôt de ma main! sang maudit, je te répandrais plutôt hors de mes veines! (Il s'éloigne à pas précipités.)

UN BOUDOIR DE LA VILLA FALCONIERI.

Intérieur d'une somptueuse élégance.

LEONORA, plongée dans les coussins d'un divan, LE CHEVALIER CARNIOLI, debout, jouant avec une chaise.

CARNIOLI.

Ainsi je puis espérer de vous voir à Madrid vers le milieu de juin?

LEONORA.

Oui.

CARNIOLI.

Votre conversation est celle d'une personne qui s'ennuie, princesse. — Si pour rompre le cours de vos idées nous soupions, qu'en pensez-vous?

LEONORA.

Non.

CARNIOLI.

Voulez-vous que je m'en aille?

LEONORA.

Non.

CARNIOLI, touchant le clavier d'un piano.

Voulez-vous que je vous joue le chant de Boabdil?

LEONORA.

Non.

CARNIOLI.

Voulez-vous que je vous dise ce que vous voulez?

LEONORA.

Dites.

CARNIOLI.

Vous voulez voir le signor André Roswein.

LEONORA, tranquillement.

Vous êtes un insolent, Carnioli; mais cela m'est bien égal. Je me soucie de vous, mon ami, et du monde entier comme d'une pièce de cinq francs.

CARNIOLI.

Du monde entier, excepté du petit André Roswein.

LEONORA.

Bien entendu.

CARNIOLI.

Un peu de patience. Il va venir, allez.

LEONORA, avec la même nonchalance.

S'il avait cette incroyable effronterie, osez-vous me dire en face que je le recevrais?

CARNIOLI.

Permettez, princesse : vous le recevriez mal, vous le passeriez au

laminoir de vos plus écrasans mépris, et vous le renverriez tout écloppé à sa demoiselle : cela n'est pas douteux:... mais enfin vous vous en donneriez l'émotion. On n'a pas tous les jours un poète à se mettre sous la dent.

LEONORA.

Dites tout de suite que je lui ai jeté mon mouchoir volontairement, et n'en parlons plus.

CARNIOLI.

Je ne dis pas cela.

LEONORA, [illegible] sur le [illegible], avec violence.

Vous le pensez! Est-ce que je ne vois pas clairement que vous le pensez? Soyez franc une fois en votre vie! Vous avez cru que j'obéissais servilement, comme une esclave de harem, aux odieuses suggestions dont vous m'aviez circonvenue toute la soirée!... Vous êtes un misérable!... Ah! certes, j'en suis fâchée pour ce jeune homme, qui est bien innocent de toutes vos manœuvres:... mais s'il vient, malheur à lui! Je le ferai souffleter par un valet!... J'écraserai sur sa joue vos indignes soupçons!

MATTEO, [illegible].

Un jeune homme est là qui insiste pour qu'on remette cette carte à madame la princesse. [illegible] les yeux et se met à rire.

LEONORA.

Sortez, Matteo: je vous rappellerai. [illegible] – A [illegible] C'est lui. Que me conseillez-vous?

CARNIOLI, très grave.

Princesse, il est dangereux de rire avec vous : je viens de vous entendre qualifier avec une étrange sévérité quelques plaisanteries dont le goût pouvait être équivoque, mais dont l'intention assurément ne l'était pas. Il est humiliant pour moi d'avoir à vous apprendre que mon idolâtrie artistique ne va point jusqu'à immoler sur les autels de mon fétiche les sentimens les plus inviolables de l'amitié et de l'honneur. — Pour ne pas m'exposer deux fois à de telles méprises, je ferai une réponse sérieuse à une question qui, je pense, ne l'est guère : il ne faut point, madame, recevoir ce jeune homme.

LEONORA.

Pourquoi?

CARNIOLI.

Parce que ce serait un scandale. Cela crève les yeux.

LEONORA.

Ne vouliez-vous pas vous-même tantôt que je l'invitasse à souper?

CARNIOLI.

Sans doute; mais autre chose est, madame, de recevoir un homme à titre d'invité ou en qualité de galant castillan qui s'aventure dans

les maisons sur la foi d'un bouquet et d'un mouchoir tombés à ses pieds. La distraction que vous avez eue cesserait d'en être une aux yeux du monde, si vous alliez justifier en quelque sorte la manière avantageuse dont ce garçon semble l'avoir interprétée.

LEONORA.

Ne m'avez-vous pas suppliée, dans l'intérêt de l'art et de l'univers civilisé, de me mettre en frais de coquetterie vis-à-vis du jeune maestro?

CARNIOLI.

Je vous ai demandé quelques légères amorces de coquetterie, soit, mais non pas un coup de filet comme celui-là!

LEONORA.

Il fallait vous expliquer, mon ami.

CARNIOLI.

Je m'explique, princesse. Il en est temps encore. Perdre son mouchoir n'est rien; mais accueillir chez soi, au beau milieu de la nuit, celui qui l'a trouvé, cela devient quelque chose. — J'ajoute que ce serait trop présumer de ma belle humeur que de me croire disposé à égayer de ma présence une entrevue de ce genre-là.

LEONORA.

A quelle heure partez-vous pour l'Espagne?

CARNIOLI.

Dès que vous m'aurez donné à souper, ou que vous m'aurez mis à la porte.

LEONORA.

Eh bien! partez.

CARNIOLI. (Il prend son chapeau, salue profondément Leonora, et se dirige vers la porte. Au moment de sortir, il murmure en riant dans sa barbe :)

Allons, je n'ai pas mal joué cela! (Il sort.)

LEONORA.

Matteo! (Matteo rentre.) Faites entrer ce monsieur. — Ah! Matteo, veillez à ce que je vous ai dit. (Matteo sort.)

LEONORA, seule un instant. Elle se soulève, jette un regard dans une glace placée derrière elle, et se rasseoit. Elle demeure pensive, la tête dans sa main. — ROSWEIN entre : ses traits sont altérés.

LEONORA, d'une voix onctueuse.

Monsieur Roswein,... (Elle le regarde un moment.) j'ai entendu dire que vous alliez vous marier... Vous venez apparemment m'inviter à votre noce?

ROSWEIN, troublé.

Ma démarche, madame, je le sais...

LEONORA.

Votre démarche, monsieur, m'honore beaucoup. Comment ne se-

rais-je pas flattée jusqu'au fond de l'âme des sentimens de considération particulière pour ma personne qui vous l'ont évidemment inspirée? Il est vrai qu'à la rigueur je pourrais me plaindre de l'heure que vous avez choisie pour effectuer votre politesse; mais ce n'est là qu'une vétille, et l'on ne regarde pas aux formalités quand on est une paire d'amis comme nous sommes, vous et moi, monsieur Roswein, n'est-il pas vrai?... [illegible] Eh bien! est-ce que vous vous trouvez mal, monsieur? Vous êtes d'une pâleur effrayante.

ROSWEIN, [illegible]

Je me retire... J'étais venu simplement pour vous remettre... ce mouchoir... qui, m'a-t-on dit, vous appartient...

LEONORA, [illegible]

Mais vous vous trouvez mal, cela est certain... Je vais sonner. [illegible]

ROSWEIN.

Non... de grâce!... Je me retire. [illegible]

LEONORA, [illegible]

Vous allez tomber... Asseyez-vous jusqu'à ce que vous soyez mieux. Je vous laisse, vous serez plus libre. [illegible] Mon Dieu! mais c'est un enfant tout à fait... Asseyez-vous donc!... et ne vous brouillez pas la cervelle plus longtemps... C'est une affaire terminée. [illegible] Voyons! Asseyez-vous! [illegible] Vous êtes, à ce que je vois, monsieur André, un de ces nécromanciens à cœur tendre qui s'évanouissent devant l'apparition qu'ils ont évoquée?

ROSWEIN, d'une voix basse.

C'est la fatigue,... madame.... une fatigue excessive... Veuillez m'excuser.

LEONORA.

En de telles entreprises, ce n'est pas la défaillance qui a besoin d'excuses. — Causons de votre opéra. — Allez-vous le publier bientôt?

ROSWEIN.

Oui, madame.

LEONORA.

Ne comptez-vous pas arranger pour une voix seule le motif du chœur des Grenadines?

ROSWEIN.

Oui, madame, c'est mon intention.

LEONORA.

J'en serai bien aise pour ma part.

ROSWEIN.

Vous chantez, madame?

LEONORA.

Oui, mais pas de duos. — Pianotez-moi quelque chose pour achever de vous remettre. Avez-vous de la voix?... Oui,... une voix de compositeur... Allons, je vous écoute.

Roswein se met au piano. Après quelques préludes, il chante une mélodie d'un rhythme lent et religieux, soutenue par un accompagnement qui s'anime et s'exalte peu à peu. Leonora se lève pendant la sérénade et s'approche doucement d'une haute fenêtre à balcon qui est ouverte au niveau du parquet, et qui laisse voir, noyés dans une clarté boréale, les escaliers, les bosquets et les statues d'un parc italien. Elle se tient immobile, le coude appuyé sur une de ses mains, tandis que l'autre coupe le pur ovale de son visage d'une gracieuse et sévère étreinte. Par intervalle, elle se détourne pour jeter un coup d'œil rapide sur Roswein. Quand le jeune homme cesse de chanter, Leonora demeure plongée dans sa contemplation. Sa silhouette élégante se dessine, dans le cadre de la fenêtre, sur la blancheur du ciel et sur les arabesques à jour du balcon. Roswein la regarde en silence.

LEONORA, se retournant brusquement.

Eh bien?

ROSWEIN.

Madame?

LEONORA.

C'est fini!... Ah! c'est bien. Vous voilà avec un visage présentable. Vous pouvez partir maintenant; votre fiancée ne s'apercevra de rien. — Allez, mon enfant.

ROSWEIN, suppliant.

Vous me pardonnez, madame?

LEONORA.

Permettez, monsieur Roswein : pas de méprise, s'il vous plaît. Vous êtes tombé malade chez moi, et je vous ai traité en malade; mais ne m'en demandez pas davantage! Ce serait véritablement un peu trop méconnaître, pour un poète, les ressorts les plus élémentaires du cœur d'une femme. (Elle se rassied en riant.) Car enfin, c'est inouï! vous n'êtes pas même amoureux de moi!... Cette banale excuse dont se couvrent généralement les témérités du genre de la vôtre, et la seule dont une femme soit disposée à se payer plus ou moins, vous ne pouvez pas même l'invoquer! Vous venez chez moi, parce que cela vous convient, uniquement! parce que c'est une fantaisie que vous avez!... Vous entrez dans ma chambre comme dans un bal public,... comme dans une loge de comédienne; vous dérobez une heure de vos loisirs à votre maîtresse, et vous me faites la grâce de m'en favoriser!... En bonne conscience, monsieur André, ces sortes de gentillesses s'adressant à une femme qui n'y est pas accoutumée... (Elle rit.) Au reste, tenez, je vous pardonne de grand cœur. Travaillez bien, monsieur Roswein : voilà le principal. Donnez-nous dans un an un bel opéra comme *la Prise de Grenade*, et soyez sûr que j'irai vous

applaudir de toutes mes forces, en ayant soin seulement de mieux tenir mon mouchoir, afin de ne plus vous déranger de vos occupations. Je vous salue, monsieur. (Roswein s'incline et s'en va, quand il est près de la porte, Leonora reprend avec plus de douceur.) Vous ne m'en voulez pas?

ROSWEIN.

Je n'en veux qu'à moi, madame... La leçon toutefois est amère, elle est sans pitié:... du moins, qu'elle soit complète : ne me laissez pas croire, madame, je vous en prie, qu'il ne m'ait manqué qu'un peu d'audace pour acheter votre pardon et votre meilleur souvenir:... que moins de respect eût obtenu plus de merci;... que quelques mots d'amour m'eussent servi près de vous mieux que mon silence et ma confusion.

LEONORA.

Vous êtes un jeune homme très prudent, monsieur André: vous tâtez l'eau, comme on dit. Vous ne refuseriez pas absolument de me dire quelques mots d'amour, si je vous en priais bien fort, n'est-ce pas? mais encore voudriez-vous être bien assuré, par devant notaire probablement, qu'on vous en tiendrait compte, et que vous n'en seriez pas pour vos avances... Par malheur, je ne puis rien vous garantir de bien positif à cet égard ..., attendu que je suis une femme un peu singulière, et que je me décide quelquefois d'inspiration.

ROSWEIN.

Je n'ai point de paroles d'amour à vous dire, madame;... vous l'avez compris, et vous m'en savez gré... Je ne vous aime pas... Vous m'êtes apparue... J'ai suivi, comme dans un rêve sacrilége, la trace lumineuse de vos regards,... et je suis venu m'éveiller à vos pieds... sur les marches du temple où règne votre beauté! Voilà mon crime : ne le jugez pas, je vous en supplie, selon les lois d'un monde que je connais mal, je l'avoue... Vous avez châtié l'homme qui ne sait pas vivre... Maintenant ne voudrez-vous pas pardonner au poète,... à celui qui vous a fait sourire,... qui vous a fait pleurer!... S'il n'était pas un fou, il n'aurait pas cette douce puissance... Même quand elle s'égare, madame, même quand elle vous offense, daignez absoudre cette folie qui vous donne vos fêtes préférées, — cette ivresse qui vous verse vos plaisirs!... Daignez me comprendre,... je vous en prie... Nous sommes tous, comme le sculpteur grec, douloureusement épris de l'œuvre de nos mains... Ce monde de la fiction, ce monde supérieur dont la vision fugitive au milieu des nimbes d'un théâtre vous exalte un moment, il nous possède,... il nous tente,... il nous ravit toujours;... nous en poursuivons la chimère dans un rêve sans fin... Nous voulons habiter ces nuages... et aimer ces ombres!... Mon excuse, madame, si j'en ai une, la voilà :... c'est ce monde magique dont j'ai vu,... dont j'ai cru voir dans vos yeux le prestige surhu-

main;... c'est ce monde dont je suis venu chercher près de vous,... dans la splendeur sacrée de votre palais,... fût-ce pour un instant,... fût-ce au prix du remords et de la honte,... l'éblouissante réalité!

LEONORA, simplement.

Et l'avez-vous trouvée?

ROSWEIN.

Oui!... oui,... quand vous étiez là, il n'y a qu'un moment, près de cette fenêtre, laissant peut-être vous-même surprendre votre pensée aux songes des nuits d'été, n'ai-je pas vu de mes yeux le demi-jour diaphane d'une aurore immortelle baigner le balcon de Juliette?... N'ai-je pas senti frissonner à mes côtés la robe blanche de la pâle Desdémone?... Oui, madame, j'ai vu s'animer dans le rayonnement de votre présence tous les fantômes charmans qui peuplent la rêverie humaine;... j'ai vécu un instant de leur vie surnaturelle;... j'ai respiré l'air qu'ils respirent;... j'ai désaltéré ma lèvre vivante à la coupe divine de l'idéal,... et c'est votre main qui me l'a présentée... Vous ne l'avez pas voulu, et cependant je vous remercie!...

LEONORA.

Vous parlez comme un livre... Mais en définitive, quel est le fond de tout cela?... Une bonne raison vaut mieux que cent mauvaises... M'aimez-vous?

ROSWEIN, essayant de sourire.

Je vous ai dit que non, madame.

LEONORA, impérieuse.

Répondez-moi donc, monsieur! Il me semble qu'une pareille question, quand je la fais, mérite une réponse!

ROSWEIN, très ému.

Madame,... il y a si peu de temps que j'ai dit à une autre que je l'aimais! (Il se frappe le front avec angoisse.)

LEONORA, d'une voix lente, avec une amère ironie.

Monsieur Roswein, j'ai grande envie de vous mortifier un peu... Vous êtes un poète;... l'amour est votre science en quelque sorte officielle... Je suis tentée de vous prouver qu'une pauvre femme,... dont le métier n'est pas de soutenir thèse sur la matière,... peut cependant à l'occasion,... simplement parce qu'elle est femme et parce qu'elle a une âme,... s'y connaître mieux que vous... Ainsi vous êtes amoureux, dites-vous?... de qui? je l'ignore, — et vous aussi, je crois;... mais enfin vous êtes amoureux,... et vous tremblez,... vous avez peur;... peur de la souffrance,... du remords,... de la honte,... que sais-je? peur de tout!... Eh bien! moi, monsieur, si j'avais aimé jamais,... si une passion véritable était jamais entrée non dans ma tête, comme un vain rêve de poète,... mais dans mon cœur et dans le sang de mes veines,... je vous atteste que je

n'aurais eu peur de rien!... J'aurais été coupable peut-être;... mais certainement je n'aurais pas été lâche!

ROSWEIN.

Madame!

LEONORA.

J'aurais bravement regardé le spectre les yeux dans les yeux:... j'aurais senti dès la première vue que je lui appartenais tout entière,... et je me serais abandonnée sans faiblesse,... sans hypocrites réserves... à sa mortelle étreinte! (Elle se lève, s'avance vers lui d'un pas, et poursuit d'une voix sourde et ardente.) J'aurais fait plus, monsieur Roswein... Il m'eût fallu un nom respecté, un honneur sans tache, une illustre destinée à déchirer, à sacrifier en même temps que ma vie et mon âme sous les pieds de celui que j'aurais aimé... Il m'eût fallu quelque occasion solennelle pour rehausser l'éclat,... le scandale d'une honte qui m'eût été chère... J'aurais voulu jeter mon gant publiquement,... en plein théâtre,... à l'estime du monde, afin de ne plus laisser rien d'entier, rien de possible dans ma vie que mon amour...

ROSWEIN.

Madame!... par le ciel!... je vous en conjure,... ne jouez pas avec ma raison! (On entend le bruit d'une voiture qui s'arrête sous les fenêtres.)

LEONORA. (Comme si elle voyait quelque chose d'effroyable dans l'avenir de cette heureuse.)

Et si j'avais été dédaignée, Roswein,... ce qui n'eût pas manqué,... car de tels amours, il y en a rarement deux sur terre à la même heure, eh bien! j'aurais trouvé... oui, j'aurais trouvé un étrange plaisir dans l'excès même de mon humiliation... Je serais allée seule... seule à jamais... dans quelque coin ignoré du monde, heureuse et souriante comme vous me voyez, m'ensevelir dans mes flammes... et mourir de ma blessure!... (Elle s'arrête tout à coup.) Adieu... et maintenant faites des sonnets sur l'amour... vous saurez au moins de quoi vous parlez... (Elle se dirige vers la porte. Roswein demeure sur le divan, la regardant d'un œil égaré; elle revient tout à coup sur ses pas, saisit vivement de ses deux mains la tête du jeune homme, et lui baise le front.) Adieu! (Elle sort à la hâte.)

DANS LA CHAMBRE DE SERTORIUS. MÊME NUIT.

Une petite table, servie pour le souper, au milieu de la chambre. — La fenêtre est ouverte.

SERTORIUS, MARTHE, assis devant la table en vis-à-vis.

SERTORIUS. (Le bout de sa serviette est passé dans son gilet.)

Eh bien! petite, la faim ne vient donc pas?

MARTHE.

Je mange, mon père, vous voyez.

SERTORIUS.

Des miettes de pain sec, arrosées d'eau claire... Tu me désoles, mon enfant... Tu ne souffres pas?

MARTHE.

Oh! pas du tout, mon père. (Elle boit un verre d'eau.)

SERTORIUS.

Comment! ce petit aileron doré ne te sourit pas, ma chérie? Il faut donc que je le prenne... Ah! je vois ce que c'est! tu es encore à Grenade, — en plein Alhambra, — dans la cour des Lions? Oui... ton oreille distraite et tes regards perdus me le disent assez : ton âme voyage encore au gré des brises harmonieuses, sous les arcades mauresques et sur la cime aérienne des palmiers... C'est un tort, mon enfant. Nous ne sommes pas de purs esprits. L'âme, malgré sa suprématie incontestable, ne doit pas empiéter sur les droits de l'humble matière. Il faut nous appliquer, quoi qu'il en coûte, à maintenir entre ces deux élémens de notre être l'équilibre que commandent également l'hygiène et la morale... J'ai ceci d'excellent, moi, que les plus vives impressions de ma vie intellectuelle ne sauraient entraver le jeu régulier de mes facultés physiques : je serais assis à la table des neuf Muses, que je n'en perdrais pas un coup de dent!... Au reste, il est rare, je le sais, que la machine humaine fonctionne dans la jeunesse avec cette parfaite pondération; il faut toujours qu'elle penche d'un côté ou de l'autre. — Encore de l'eau! tu vas te noyer!

MARTHE.

Cette nuit est brûlante. On étouffe.

SERTORIUS.

Où prends-tu qu'on étouffe? Ah! tu es à Grenade, — je l'oubliais! — Admire, ma fille, la puissance du poète! Qu'est-ce qu'un théâtre? Un sale plancher, entouré de paravens badigeonnés, sur lequel s'agitent, à la triste lueur d'une rampe infecte, quelques femmes sans mœurs et quelques jeunes gens sans beauté... Eh bien! un poète vient qui exhale un souffle de sa poitrine sur ce tréteau et sur ces marionnettes, — et soudain nous voilà, devant cette scène vulgaire, devant ce groupe ignoble, ravis en extase, comme si un pan du ciel s'était entr'ouvert sous nos yeux!... Le tréteau se fait nuage... le gaz fumeux répand un jour d'apothéose sur des palais fantastiques... les marionnettes grandissent à la taille des Génies, — et parlent entre elles je ne sais quel langage surhumain! Ah! si jamais un homme peut sentir son cœur se gonfler d'un juste orgueil, c'est quand il opère, d'un coup de baguette, à la face d'une foule captivée, une de ces sublimes transfigurations, — c'est quand il apparaît lui-même, semblable à un dieu, dans l'auréole de ce monde radieux qu'il a tiré du néant!... — Ce jeune Roswein est heureux! Au surplus il le mérite... Je bois

à sa santé ce verre de lacryma christi... cette larme du soleil! Je me promets d'aller demain lui souhaiter le bonjour au saut du lit : je suis curieux de savoir quel accueil il me fera; penses-tu qu'il soit homme à me mépriser désormais, Marthe?

MARTHE, se lève et s'approchant de la fenêtre.

Ce serait bien prompt.

SERTORIUS.

Il aurait tort, car, si je ne me trompe, nous avons lui et moi un talent du même ordre; seulement le sien est plus en dehors et le mien plus en dedans : voilà la seule différence que j'y verrais. — Son chant de Boabdil est taillé sur le même patron que mon chant du Calvaire, cela est très remarquable, ma fille.

MARTHE.

Il est naturel que votre élève ait pris votre manière.

SERTORIUS.

Ce n'est pas ma manière, à proprement parler, Marthe... (il tousse) C'est la grande manière. — J'ai été bien aise de voir que le public y revienne peu à peu. — Ma foi! j'ai passé une soirée fort agréable!.. si j'en excepte ce malheureux pas de six, qui s'en ira tout droit aux orgues de Barbarie, l'enfant a fait un vrai *capo d'opera*... Encore une fois je bois à lui, à son génie, à sa fortune... (il boit.) Je n'ajoute point à ses amours, Marthe... ah! ah! pardonne-moi cette plaisanterie, ma fille... mais je craindrais d'engager ma conscience, vu que les amours d'artistes ne sont pas en général dignes des encouragemens d'un père de famille. (il se lève.) Que considères-tu donc si attentivement par la fenêtre, petite? (il s'approche de la fenêtre.) Quel beau clair de lune! on y voit comme en plein jour.

MARTHE.

On dirait qu'il y a de la neige là-bas sur les ruines.

SERTORIUS.

C'est, ma foi, vrai! si nous étions en Allemagne, je jurerais que c'est de la neige!

MARTHE.

Ne regrettez-vous jamais l'Allemagne, mon père?

SERTORIUS, sérieux tout à coup.

Jamais.

MARTHE.

On dit cependant que l'attrait de la terre natale devient irrésistible pour le cœur d'un vieillard... et quant à moi, je vous y suivrais avec joie... l'Allemagne, c'est le pays dont je rêve.

SERTORIUS.

Enfant! enfant gâté! L'univers entier rêve l'Italie... elle rêve l'Allemagne!... Ah! tu es bien femme de ce côté-là, ma fille!

MARTHE.

C'est ma patrie. — Si longtemps que j'aie vécu sous ce beau ciel italien, je m'y sens toujours exilée... mon visage même me rappelle que j'y suis étrangère... mes yeux cherchent sans cesse un nuage dans cet éternel azur!... Je n'étais point née pour l'éclat de cette vie en plein soleil... Cette agitation, ce langage turbulent, ces passions bruyantes et factices du midi m'importunent... J'aspire à l'ombre et au silence... Je serais heureuse d'enfermer ma vie près de la vôtre dans une vieille maison flamande à vitraux d'église,... dans un de ces intérieurs austères et paisibles qu'on voit dans les tableaux, et qu'animent quelques bonnes figures de voisins allemands à demi éclairées par la douce lueur du foyer... J'aimerais ces longues soirées d'hiver qu'on passe sous le manteau d'une antique cheminée, continuant le travail et la causerie de la veille, tandis que la neige s'amasse au dehors sur les toits gothiques,... et que la bise murmure à la porte les légendes de Noël... Voilà mon Allemagne.

SERTORIUS.

Je te remercie bien... c'est la Russie, ton Allemagne!

MARTHE.

Vous m'avez pourtant promis, mon père, de m'y conduire un jour.

SERTORIUS, grave.

Oui, nous irons, ma fille, nous irons accomplir un triste et pieux pèlerinage...

MARTHE.

Et nous n'y resterons pas?

SERTORIUS, vivement.

Non... oh! non... grand Dieu! tu ressembles trop à ta mère!... (Il fait quelques pas.) Je n'ai pas oublié le jour où je quittai à la hâte ma sombre patrie, emportant dans mes bras tout ce qui me restait au monde... une pauvre enfant vêtue de noir qui souriait à mes larmes!

MARTHE.

Vous allez me gronder, mon père chéri;... mais il y a une pensée qui me tourmente, et je veux vous la dire une fois, pour n'en plus parler jamais... Je ne mourrais pas tranquille, si vous ne me promettiez que je reposerai sous le même gazon que ma pauvre mère.

SERTORIUS.

Tais-toi! deviens-tu folle? tais-toi!

MARTHE.

Je suis pleine de vie et de force, mon père... je le sens... ne craignez rien... ce n'est qu'une faiblesse de mon esprit;... mais puisque j'ai eu le courage de vous la confier, ôtez-m'en le souci,... faites-moi la promesse que je vous demande.

SERTORIUS.

Tais-toi donc, malheureuse enfant!

MARTHE.

Mon père, promettez-le-moi.

SERTORIUS.

Je vous le promets. — Mais c'est mal, ma fille.... Je n'aime point ces accès romanesques d'une sensibilité inutile. Je suis mécontent.

MARTHE, l'arrêtant par la main et riant.

Non!... c'est fini... Vous me pardonnez? Dites-moi que vous me pardonnez.

SERTORIUS.

Oui. (Il marche.)

MARTHE.

Vous ne le dites pas de bon cœur.

SERTORIUS.

Si fait.

MARTHE, riant toujours.

Prouvez-le... Jouez-moi le chant du Calvaire... je vous promets de pleurer.

SERTORIUS.

Impossible... petite!... J'en ai fait le vœu... le jour de ton mariage, pas une minute avant! (Marthe se retourne vivement au bruit d'une voiture qui passe dans la fenêtre; elle se penche au dehors, pousse un cri terrible, et s'affaisse sur le parquet.)

SERTORIUS, accourant.

Ciel! qu'as-tu donc! [illegible] Misérable! il m'a pris mon enfant! il m'emporte mon enfant! Oh! misérable!... oh! Dieu bon! Dieu juste! Dieu vengeur!... Gertrude!... à moi! à moi! ma pauvre Gertrude! (Il enlève dans ses bras sa fille évanouie.)

II.

DEUX ANS PLUS TARD.

Villa Falconieri. Un riche boudoir d'artiste. Piano, étagères, bibliothèque, divan. Porte au fond, porte à gauche. — Deux fenêtres s'ouvrant sur un balcon.

Il est huit heures du soir en automne; Marietta entre dans le boudoir et va prendre sur une console deux vases antiques qu'elle emporte. Au moment de sortir, elle s'arrête, effrayée, entendant du bruit sur le balcon. — Un homme pousse du dehors une des fenêtres entr'ouvertes.

MARIETTA, jetant un cri.

Ah!... au voleur!

CARNIOLI, entrant.

Paix, Marietta. C'est moi.

MARIETTA.

Son excellence!

CARNIOLI, tranquillement.

Mon excellence. (Il brosse de la main les pans de son habit.)

MARIETTA.

Par la fenêtre!

CARNIOLI.

Par la fenêtre. Ta maîtresse, à ce qu'il paraît, m'a consigné à sa porte. Précaution fantasque vis-à-vis d'un homme qui revient d'Espagne! Je ne fais autre chose depuis deux ans, Marietta, que d'escalader des balcons — comme un lierre. Tu dois me trouver maigri. Approche, mon enfant. (Il la regarde fixement.) Ah! çà, en deux mots, comment cela va-t-il?

MARIETTA.

Votre excellence a trop de bonté. Comme vous voyez.

CARNIOLI.

T'imagines-tu que je reviens d'Espagne pour m'informer de ta santé, toi? Je te demande comment cela va dans la maison. Tu sais ou je t'apprends que je porte un intérêt particulier au jeune et célèbre maestro qui est depuis deux ans l'hôte et le commensal de ta belle maîtresse.

MARIETTA.

C'est un bon jeune homme, excellence.

CARNIOLI.

Soit. Mais ce bon jeune homme, qui me doit tout, sans aucune exception, a cessé de m'écrire depuis plus d'un an. Peu m'importerait sa négligence, si je pouvais l'attribuer à ses occupations artistiques; mais on n'annonce de lui aucune œuvre nouvelle. J'ai su par Donati, l'impresario de Saint-Charles, qu'il n'avait pas encore livré une seule scène de son second opéra, *Torquato Tasso*, bien qu'il en ait reçu le prix à l'avance. Cela m'étonne et m'inquiète. Je viens expressément pour connaître la raison de cette déraison. — Te voilà au courant. Maintenant, Marietta, admire ceci. (Il tire de sa poche une poignée de pièces d'or qu'il empile sur le coin de la table.) Ces vingt-cinq pistoles que je te prie d'accepter ne sont nullement un moyen détourné de capter ta confiance et de t'éloigner de ton devoir : je sais que tu es fidèle à ta maîtresse. Ce sont quelques curiosités espagnoles que je t'ai collectionnées, connaissant ton goût. Voilà tout. — Tu ris? allons, tant mieux! — A propos, tu es toujours bien ici?... Je suis un peu commère, tu sais.

MARIETTA.

Très bien, monseigneur. Cependant il y a une place que je rêve, et si monseigneur voulait m'aider à l'obtenir...

CARNIOLI.

Quelle place, Marietta?

MARIETTA.

Une place d'institutrice dans quelque famille anglaise.

CARNIOLI.

Bon! et à quoi cela te mènerait-il?

MARIETTA.

Monseigneur, j'épouserais le fils.

CARNIOLI.

Tu as emprunté à ta maîtresse, Marietta, une manière de plaisanter qui donne le frisson. — Au reste, j'y songerai, je te le promets; je n'aime pas les Anglais; je ne serai pas fâché que tu en épouses un... Venons à mes affaires... et d'abord où sont-ils en ce moment?

MARIETTA.

Ils achèvent de dîner.

CARNIOLI.

Bien. Et ceci est l'appartement du maestro, n'est-ce pas?

MARIETTA.

Oui, monseigneur.

CARNIOLI.

Et d'où vient que je t'y trouve, toi, entre chien et loup? Cela n'est pas dans l'ordre. Il n'y a point de détail insignifiant, quand on étudie une situation. Chasserais-tu par hasard sur les terres de ta maîtresse, fine mouche?

MARIETTA.

Ah! fi! monseigneur connaît mes principes.

CARNIOLI.

Oui, Marietta, je les connais: tu n'en as pas.

MARIETTA.

Je suis une honnête fille, Dieu merci, excellence.

CARNIOLI.

Et moi, je suis un honnête homme, Marietta: ainsi embrassons-nous. (Il l'embrasse [illegible], et poursuit.) Réponds-moi... que venais-tu faire ici?

MARIETTA.

Je venais par ordre de madame, pendant que le maestro n'y est pas, chercher ces deux vases qui seront d'un bon effet, dit-elle, dans la niche du grand escalier. Hier je suis venue enlever un guéridon que madame a eu la fantaisie de mettre dans son salon d'été. Avant-hier je décrochais un tableau...

CARNIOLI.

C'est un déménagement donc?

MARIETTA.

Ma foi! excellence, je ne sais pas ce que c'est.

CARNIOLI.

Tu mens, Marietta, suivant ta funeste habitude. Tu sais ce que

c'est. C'est la fin. Ta maîtresse démolit aujourd'hui d'une pantoufle distraite l'édifice qu'élevaient hier ses mains amoureuses... Le temple est inutile où l'idole n'est plus... Et que dit le maestro de ce procédé?

MARIETTA.

Je doute qu'il s'en aperçoive, excellence. Son esprit est ailleurs.

CARNIOLI, vivement.

Ah! ah! bravo! Il travaille, Marietta?

MARIETTA.

Il fume, excellence. Il passe des jours entiers, la tête en bas et les jambes en l'air, à fumer en regardant le ciel.

CARNIOLI.

Le lâche paresseux!... Oui, c'est là ce que j'avais présumé... Il est à Capoue! il se prélasse dans la mollesse! il s'assoupit dans la volupté! il engraisse!...

MARIETTA.

Quant à cela, non, excellence.

CARNIOLI.

Il n'engraisse pas, Marietta? c'est déjà quelque chose. Mais comment ta maîtresse ne le pousse-t-elle pas au travail? Y a-t-il du bon sens à laisser en jachères, pendant deux siècles de jeunesse, une intelligence de cette force?... Elle aimait pourtant la musique autrefois!..

MARIETTA.

Elle l'aime toujours, excellence; elle en fait même assez souvent, depuis quelque temps, avec le signor Paolo Maria, un jeune ténor beau comme le jour, qui vient de débuter avec beaucoup d'éclat dans l'opéra du maestro.

CARNIOLI.

Ah! et le maestro les accompagne au piano, cela va sans dire? Il a la confiance enfantine et l'orgueil naïf du génie... Il ne supposera jamais qu'on le trompe, encore moins qu'on lui préfère un histrion. Et cependant le vent souffle de là, eh?

MARIETTA.

Je ne sais, excellence : on ne sait jamais ce que pense madame.

CARNIOLI.

Le sot! L'occasion est belle pourtant de se mettre martel en tête! Si la jalousie lui mordait le cœur, cela lui donnerait du ton, il travaillerait!... (Il feuillette rapidement quelques cahiers de papier à musique répandus sur le piano et sur la table.) Rien!... Comment, pas une ligne, pas une note en vingt mois!... N'y a-t-il pas vingt mois qu'ils sont revenus de leur voyage?

MARIETTA.

Oui, monseigneur; mais sur ces vingt mois vous devez d'abord en rabattre six, car il n'en a pas fallu moins au maestro pour se rétablir de son coup d'épée.

CARNIOLI, tremblant de colère.

Son coup d'épée! quel coup d'épée? Enfer! qui a osé le frapper? Je jure par mon Dieu que j'aurai le sang et la vie de celui qui a fait cela! — Dis-moi son nom.

MARIETTA.

Pas si haut, monseigneur! — C'est le marquis de Sora.

CARNIOLI.

Eh bien! Sora est un homme mort, aussi vrai que j'existe. — Vite, conte-moi tout, Marietta.

MARIETTA.

Comment votre excellence a-t-elle ignoré cette aventure?... L'installation du signor Roswein chez madame fit beaucoup de jaloux à Naples... Le marquis de Sora en particulier tint de méchans propos, — et fort injustes, excellence, car le maestro n'avait consenti à venir loger au palais qu'à la condition, — monseigneur va rire, — de payer tous les ans à madame la princesse une grosse somme que madame donne aux pauvres.

CARNIOLI.

Ne voulait-il pas me payer pension à moi-même dès qu'il a pu gagner un sou, l'absurde imbécile!... [illegible] Mon pauvre André!... Continue. — La vérité devait être connue à Naples: pourquoi l'enfant n'a-t-il pas méprisé ces calomnies?

MARIETTA.

Il s'y serait décidé, je crois, si madame... (Elle hésite.)

CARNIOLI.

Si madame?... Tempêtes du ciel! achève.

MARIETTA.

Mon Dieu! excellence, madame lui conseillait de ne pas se battre; mais peut-être s'y prit-elle mal. — Si vous étiez militaire de votre métier, lui dit-elle, à la bonne heure....: mais vous êtes un poète... Naturellement les poètes n'ont pas grand goût pour la bataille... Ainsi, dès qu'il n'y a pas nécessité absolue, tenez-vous tranquille.

CARNIOLI, à demi-voix.

Vipère!

MARIETTA.

Là-dessus, le maestro prit son chapeau et s'en alla brusquement. Deux heures après, on nous le rapportait avec une lame d'épée rompue dans la poitrine.

CARNIOLI, sombre.

Et ta maîtresse, que fit-elle?

MARIETTA.

Pour être juste, madame la princesse fut admirable, monseigneur.

Elle passa dix nuits debout au chevet du blessé, les mains dans le sang et dans les drogues, comme une vraie religieuse d'hôpital.

CARNIOLI.

Parbleu! du roman..., du drame..., du sang! la bonne aubaine!... — Et combien y a-t-il que ce malheur est arrivé?

MARIETTA.

Dix-huit mois, excellence.

CARNIOLI.

Mais il est bien remis, n'est-ce pas?

MARIETTA.

Depuis un an, monseigneur, il mange et il boit comme tout le monde.

CARNIOLI.

Eh! s'il mange et boit, il peut travailler, quand le diable y serait! Ah! j'en reviens à ce que je disais : son bonheur l'engourdit... Tu hoches la tête... Est-ce qu'il a des chagrins, Marietta? — Parle!

MARIETTA.

Il aime madame.

CARNIOLI, soucieux.

Tu n'y entends rien : s'il avait des chagrins, il travaillerait. J'ai mon système là-dessus. Je te dis qu'il est trop heureux.

MARIETTA.

Il n'en a pas la mine.

CARNIOLI.

Quelle mine a-t-il donc? Parle net. Tu me fais griller à petit feu, méchante bestiole! — Tu m'as donc trompé? Il souffre encore de sa blessure?

MARIETTA.

Il n'est plus question de sa blessure. Et cependant il a la mine d'un homme qui se meurt.

CARNIOLI.

Sang du diable! et de quel mal?

MARIETTA.

C'est un jeune homme à qui il faudrait une vie tranquille.

CARNIOLI.

Idiote! Une vie tranquille convient aux bergers et non aux artistes. — Qui se meurt! Bon! pour quelques soucis d'amour, n'est-ce pas? Voilà mes pécores qui s'imaginent qu'elles tiennent la vie d'un homme au bout de leurs caprices! Quand on ne meurt que de ce mal-là, on meurt de vieillesse, entends-tu? Je suis mort dix fois d'amour, moi, et je me porte bien.

MARIETTA.

Le jeune homme n'est pas fait de la même pâte que votre excellence.

CARNIOLI.

Tu es une créature stupide ! tais-toi !...

MARIETTA, [illegible]

Excellence, ils viennent, sauvez-vous. [illegible]

CARNIOLI.

C'est sa voix ! Ah ! il paraît qu'il se meurt assez gaiement, dis-moi ?

MARIETTA.

Cela ne va pas durer.

CARNIOLI.

Pas un mot, toi, tu entends ? [illegible] Marietta sort par la [illegible]

ROSWEIN, LEONORA. [illegible]

LEONORA, [illegible]

Comment ! dans un couvent de moines, Carnioli !

ROSWEIN, [illegible]

De capucins, s'il vous plaît !

LEONORA.

Bah ! contez-moi donc cela. [illegible] Ce bon chevalier !

ROSWEIN, [illegible]

S'il m'avait soupçonné, il me tuait. — Au reste, c'était un tour infâme:... mais j'étais très jeune, et je ne réfléchissais guère aux conséquences des choses... Nous étions alors à Rome, où je l'avais précédé de quelques semaines. Il me traita un jour si brutalement, que je jurai de me venger... Je lui écrivis, avec l'assistance d'un ami, une lettre datée d'un prétendu couvent de Santa-Eufrasia, mont Esquilin, rue Saint-Onufre, lequel n'était autre que ce fameux couvent de capucins. Cette lettre lui assignait un rendez-vous pour la nuit dans le jardin de l'établissement : on lui indiquait, avec des détails minutieux, les moyens d'escalader les murs avec sécurité, et une fois dans la place, il devait recevoir d'une jeune novice, qui passait pour n'être point sans beauté, la confidence d'un secret important. Cette vive épître était signée de deux initiales, et suivie d'un post-scriptum où l'on se recommandait à la discrétion et à l'honneur d'un gentilhomme.

LEONORA.

Et il y fut pris? Carnioli!

ROSWEIN.

D'autant plus aisément qu'il se reprochait, comme une tache dans sa vie, de n'avoir jamais eu de ces aventures de couvent, qui, disait-il, sont l'idéal du genre. Je connaissais son faible. — Le soir, en dînant...

LEONORA.

Fumez donc.

ROSWEIN, allumant un cigare.

En dînant, il me laissa voir une gaieté plus qu'ordinaire. Quant à moi, je me sentais assez mal à l'aise. André, me dit-il tout à coup, comme je m'y étais attendu, tu es à Rome depuis quelque temps... Connaîtrais-tu par hasard ici près, dans nos environs, le couvent de Santa-Eufrasia? — Je me mis à réfléchir — Santa-Eufrasia? ici près? c'est apparemment ce couvent qui est rue Saint-Onufre, mont Esquilin. — C'est cela même, mon ami, reprit Carnioli. Quartier isolé. Fort bien... Tu sauras, mon garçon, que je suis au comble de mes vœux. Je suis mandé dans ce couvent pour y donner mon avis sur un cas de conscience des plus épineux. — Et il se frottait les mains. En le voyant si gaillard, le cœur me manqua, car au fond je l'aimais, et je lui dis avec une étourderie qui eût dû cent fois lui ouvrir les yeux : Croyez-moi, chevalier, n'y allez pas; ces moines n'entendent pas toujours raillerie... Comment! des moines, reprit Carnioli... Parbleu! la naïveté est trop forte! Je vais donc voir des moines, à ton compte!... Et il me fit lire, en se rengorgeant, la lettre que j'avais eu l'honneur de lui écrire.

LEONORA, riant.

Oh! là là!

ROSWEIN.

Je le félicitai de mon mieux; puis, comme la soirée s'avançait, et que le rendez-vous était pour onze heures, il me quitta plein d'allégresse, après s'être muni d'une échelle de soie et s'être couvert d'aromates... Dès qu'il fut parti, je tombai dans des angoisses mortelles... Une heure s'écoula, et j'allais courir à sa recherche, n'en pouvant plus d'inquiétude et de repentir, quand je l'entendis monter l'escalier à pas lents; je me précipitai sur ma porte pendant qu'il traversait le vestibule; il me sembla qu'il marchait un peu courbé, et qu'il évitait mon regard; je ne l'en tins pas quitte. — Eh bien! chevalier, lui dis-je, la signora? — Charmante, mon ami, charmante!... répondit-il en passant rapidement devant moi, charmante!... (Léonora rit.) Arrivé au bout du couloir, il se retourna et reprit : A propos, André, es-tu bien sûr que ce soit le couvent de Santa-Eufrasia, cet édifice qui est rue Saint-Onufre? — Mais vous me l'avez dit, chevalier... Est-ce que vous n'avez pas trouvé?... — Si fait, mon ami, si fait, parbleu! charmante! charmante! — Et il s'enfonça dans sa chambre à la hâte. (Il rit.)

LEONORA, riant.

Oh! Seigneur! Mais est-ce possible? Carnioli! avec tout son esprit! Au reste, un homme d'esprit, quand il se fourvoie, s'en met jusque-là : c'est la règle... Et qu'est-ce qui lui était arrivé?

ROSWEIN.

Je ne l'ai jamais su exactement. C'était une corde que nous n'étions

pressés d'attaquer ni l'un ni l'autre... Seulement, quelques jours après, comme on discutait, dans un atelier, sur l'existence de cette chimère adorée du rapin, qu'on appelle la femme à la barbe, il prit un air sérieux, et nous affirma sur l'honneur qu'il l'avait connue, et que même il lui avait fait la cour...

LEONORA, rêveuse.

C'est probable, myope comme il l'est... Mais enfin l'avait-on battu?

ROSWEIN.

Je le crains, car, à dater de cette soirée néfaste, il ne sortit plus qu'armé d'un poignard, prétendant qu'il avait à Rome des ennemis secrets, qu'il en était certain; et quand nous venions à rencontrer des moines sur notre route, il ne manquait jamais de murmurer entre ses dents : — Vile engeance! Fourbes hypocrites! Farceurs de bas aloi! Brutes!... D'où je conclus... Voulez-vous une cigarette?

LEONORA.

Grande comme ça, invisible.

ROSWEIN, [illegible].

Que les capucins n'avaient pas pris sa démarche en bonne part. [illegible] Cher Carnioli!... j'en ris... mais c'est un de mes remords...

LEONORA.

Par exemple, vous êtes bien bon! Rien de moins intéressant sur la terre qu'un fat étrillé... [Elle allume sa cigarette.] Avez-vous eu de ses nouvelles depuis peu?

ROSWEIN.

Je ne lui répondais pas; il ne m'écrit plus. — Ah! je suis un fier ingrat! Il y a longtemps qu'on me l'a dit!... [Il s'assombrit.]

LEONORA.

Voilà les diables bleus qui arrivent; gare!

ROSWEIN.

Non. [Il fait quelques pas, puis, s'arrêtant devant elle.] Vous êtes belle ce soir, Leonora?

LEONORA, fumant.

Toujours.

ROSWEIN.

C'est vrai. Mais vous êtes en toilette de cérémonie, il me semble... Est-ce que vous allez sortir?

LEONORA.

Non.

ROSWEIN.

Tant mieux. Je vous en remercie. Nos soirées en tête-à-tête sont si rares maintenant.

LEONORA.

Si c'est un reproche, il est plaisant. Ne m'avez-vous pas engagée

vous-même à revoir un peu le monde, puisque le monde voulait encore de moi?

ROSWEIN.

Je ne vous reproche rien. Seulement nous sommes un peu loin, qu'en dites-vous, de cette solitude à deux, où vous aviez résolu d'enfermer votre vie, ne concevant plus d'autre fête ni d'autre gloire sous le ciel que d'aimer votre amant, et de recueillir la première sur ses lèvres la chanson fraîche éclose?

LEONORA.

Mais, mon ami, faites-en, des chansons, je les recueillerai; vous n'en faites pas!

ROSWEIN.

La vérité est que je vous ennuie.

LEONORA.

Bah! quelle idée! Pourquoi m'ennuieriez-vous? N'êtes-vous pas très aimable?

ROSWEIN.

Non, je ne le suis pas, je le sais. Quand je vous vois, quand je respire près de vous, ma vie est suspendue, et mon esprit captif. Votre présence me plonge dans la douce langueur des enchantemens et des rêves... Je suis heureux, — mais je ne suis pas aimable... Ah! du moins je vous aime bien véritablement... Si j'ose encore quelquefois élever vers Dieu une pensée,... une prière, c'est qu'au fond même de ma faute et dans l'abîme où je suis descendu,... il peut voir un dévouement digne d'un martyr, une tendresse digne du ciel! Non, vous ne saurez jamais, Leonora, tout ce qu'il y a eu d'amour pour vous dans ce pauvre cœur tourmenté... ou si vous le savez un jour, — car on dit qu'il se fait de soudaines lumières dans l'esprit sur les choses qui ne sont plus,... il sera trop tard pour me serrer la main, et me dire : merci!

LEONORA.

Allons, nous y voilà : Frère, il faut mourir.

ROSWEIN.

J'ai tort. Pardon. Je me sens mieux ce soir, je me sens très bien... Je vais travailler. — Laissez-moi baiser votre main, ô reine des muses! — Mettez-vous là... que je vous voie bien... (Il dérange un peu le fauteuil de Leonora; la regardant :) Vous avez la beauté pure et terrible d'une bacchante au repos.

LEONORA.

Est-ce un compliment?

ROSWEIN.

Vous avez dormi longtemps, Leonora, n'est-il pas vrai, dans un des palais ensevelis de Pompéi, et vous vous êtes éveillée sur votre

lit d'ivoire, toute pâle encore de l'orgie romaine interrompue par le volcan?

LEONORA.

Oui.

ROSWEIN, se mettant au piano.

Où en suis-je donc? A Sorrente... Le Tasse, seul... il rêve, en *si bémol* mineur... *Amor senza nome*... C'est fini, cela... Puis l'orage... La princesse entre avec sa suite... *Ah! che vedo!*... Il lui offre une chaise... Queue d'orage dans l'orchestre.... chœur en sourdine, et la voix du Tasse brochant sur le tout... Bon! — Puisque vous daignez me tenir compagnie, je fais serment d'achever mon acte ce soir. (Il frappe les accords.)

LEONORA.

Mais, mon ami, ne vous ai-je pas dit que j'allais sortir?

ROSWEIN, se retournant brusquement.

Comment? Vous venez de me dire tout le contraire!

LEONORA.

C'est donc par distraction, car j'ai pris dès longtemps, pour ce soir, un sérieux engagement auquel je ne puis manquer.

ROSWEIN, se levant.

Ah! c'est odieux!

LEONORA.

Qu'est-ce que c'est que ce ton-là? Est-ce à moi que vous parlez? Qu'est-ce qui est odieux?

ROSWEIN.

Vous me tuez à coups d'épingle, Leonora: mais vous me tuez aussi sûrement que si vous me mettiez un couteau dans le cœur.

LEONORA, avec le même accent tranquille.

Mon ami, vous êtes insupportable. Je vous dis cela entre nous... Je prononce par inadvertance un non au lieu d'un oui; je fais un pas à droite au lieu de le faire à gauche... une mouche vous effleure la peau, et vous criez : Au meurtre! Franchement, c'est pousser un peu loin la sensibilité poétique. Certes, je ne me pique point de ces dévouemens de martyr que le ciel, à vous en croire, regarde d'un œil de complaisance; mais mon amitié, convenez-en, doit être faite, en sa petite manière, d'un métal assez solide, si deux années remplies de ces exigences et de ces irritations puériles n'ont pu en altérer la trempe.

ROSWEIN.

Puisque je souffre de ces misères, puisque vous le savez, et puisque vous m'aimez, pourquoi ne pas me les épargner? Voilà ce que je ne comprends pas. Vous avez de grandes qualités, Leonora, mais vous manquez de bonté... Au reste, je n'ai jamais prétendu gêner votre liberté... Où allez-vous donc ce soir?

LEONORA.

Venez avec moi, si vous voulez.

ROSWEIN.

Non, je n'aime pas le monde. D'ailleurs je ne le puis pas. Il faut que je travaille. Donati m'a payé d'avance ce malheureux *Torquato*, et il n'y a pas encore deux scènes de faites... C'est un poids horrible que j'ai sur l'esprit... Ah! j'ai eu grand tort d'accepter ce marché... L'argent gâte tout... Les muses sont fières, et ne veulent pas de chaînes, fussent-elles d'or... Mais où donc allez-vous?

LEONORA.

Je vais passer quelques instans d'abord au concert de Paolo Maria.

ROSWEIN.

Ah! — Et ensuite?

LEONORA.

C'est tout; mais j'y tiens, parce que je lui ai promis, à ce garçon.

ROSWEIN.

Et voilà ce sérieux engagement que vous ne pouviez me sacrifier?.. C'est une dérision outrageante, Leonora!

LEONORA.

Ah! mon Dieu! que d'affaires! — Eh bien! je n'irai pas; je n'irai pas, calmez-vous. (Elle prend un livre.) Je vais lire. Travaillez. (Roswein lui baise les cheveux.) Vous avez quinze ans, mon ami. — Allez au piano, voyons!

ROSWEIN, au piano.

Le Tasse à la princesse... *Quando l'aurora nascente*... La situation est poétique, il me semble...

LEONORA.

Étonnamment.

ROSWEIN. (Il essaie plusieurs chants. — S'interrompant tout à coup, et portant la main à sa poitrine, à demi-voix.)

Aïe!... qu'est-ce que j'ai donc là! (Il reprend. — Après avoir arrêté une mélodie qu'il répète deux ou trois fois, il se retourne vers Leonora.) Vous avez entendu?... Est-ce bon, cela?

LEONORA.

Pas trop.

ROSWEIN.

Vous avez de l'humeur, Leonora.

LEONORA.

Pas l'ombre. Vous me demandez mon avis; je vous le donne; mais il faudrait toujours vous flatter pour vous plaire.

ROSWEIN.

Il faudrait, dès que j'ai une lueur de courage, ne pas l'éteindre d'un revers de main, voilà tout.

LEONORA.

Si vous le trouvez joli et neuf, ce chant, gardez-le.

ROSWEIN.

Non. Il ne vaut rien, vous avez raison. (Il frappe violemment du poing sur le clavier et se lève.)

LEONORA.

Vous y renoncez? Vous faites bien; vous n'êtes pas en verve ce soir.

ROSWEIN, avec ironie.

Ni ce soir ni jamais. — Mon talent est mort; toutes les cordes de mon cerveau sont flétries, desséchées, comme si la flamme y avait passé. Vous ne me l'apprenez pas.... mes nuits sans sommeil le savent assez!... Mais est-ce à vous de me le reprocher?... à vous qui avez usé dans des luttes stériles, dans de misérables agitations, dans de mesquines douleurs, toute la force de mon esprit?... Oh! Dieu, en si peu de temps un tel changement! Hier encore les meilleurs dons du ciel, la riante poésie et la féconde jeunesse chantant tous leurs hymnes à l'espérance;... aujourd'hui le vide, le silence et le froid de la tombe... voilà mon âme!... Ah! s'il est, comme on le dit, des créatures de Dieu que leur faute ait déshéritées d'une splendeur et d'une puissance divines, — je sais ce qu'elles souffrent dans leur dégradation! J'ai le secret des amertumes qui rongent éternellement leur pensée... Que ne pouvez-vous un seul instant, vous aussi, connaître ces angoisses!... du moins vous ne les insulteriez pas!... Mais vous les connaîtrez, Leonora;... oui.... le jour où le premier souffle de la vieillesse vous jettera bas de votre trône, désarmée à jamais de votre pouvoir, déchue pour toujours de votre beauté... ce jour-là... je serai vengé!

LEONORA.

Délicieux intérieur!

ROSWEIN.

Laissez-moi. Allez à ce concert, et dites à ce jeune homme, à ce chanteur, qu'il peut se dispenser de venir mendier plus longtemps à ma porte.... que je n'ai rien à lui donner, que ma tête est désormais aussi pauvre,... aussi nulle que la sienne! (Il se laisse tomber sur un divan.)

LEONORA.

Pensez-vous m'affliger beaucoup? Vous figurez-vous par hasard que je sois éprise de ce garçon?

ROSWEIN.

On le dit à Naples.

LEONORA.

C'est parfaitement vrai. Je l'adore.

ROSWEIN.

Ah! de grâce, Leonora, une minute de repos!... Je ne suis plus de force à supporter cela... Je ne vous demande qu'un peu de charité. Aimez qui vous voudrez. Dites un mot, et je m'en irai, si vous n'avez pas la patience d'attendre qu'on m'emporte.

LEONORA.

Comme c'est gai, ceci! — Je vous dirai, Roswein, qu'il n'y a pas plus de courage que de bon goût à prendre ainsi à tout propos des attitudes d'agonisant et à faire étalage de votre suaire devant les dames, — surtout quand vous n'avez d'autre maladie, à ma connaissance, qu'un rhume de cerveau.

ROSWEIN, jetant aux pieds de Leonora un mouchoir qu'il a porté à sa bouche et qui est teint de sang.

Tenez!

LEONORA.

Tous les artistes crachent le sang.

ROSWEIN.

Vous êtes une malheureuse! (Il éclate en sanglots et cache sa tête dans ses mains.)

LEONORA.

Je n'aime pas les hommes qui pleurent. Bonsoir. (Elle se lève et sort.)

ROSWEIN, CARNIOLI se montrant hors du balcon dès que Leonora est sortie.

CARNIOLI.

André!

ROSWEIN, se levant.

Carnioli!

CARNIOLI, lui prenant le bras.

Viens-t'en.

ROSWEIN.

Comment? pourquoi?... Où voulez-vous que j'aille?

CARNIOLI.

Sortons d'ici, te dis-je! Je ne veux pas que tu restes une minute de plus dans cet enfer.

ROSWEIN.

Qui m'y a jeté, Carnioli?

CARNIOLI, frappant du pied.

C'est moi, mille diables! Ne me le répète pas; je me le suis dit assez. (Il le regarde.) Tu es bien changé, mon pauvre enfant... (Il l'embrasse.) Allons, viens!

ROSWEIN.

Je ne puis. — Ah! Carnioli, pourquoi m'avez-vous précipité dans ces abîmes!

CARNIOLI.

Encore! Je m'en repens, te dis-je! Que te faut-il de plus? Pourquoi m'as-tu envoyé recevoir une volée de coups de bâton chez les capucins, toi? Il me semble que chacun a ses torts en ce monde... Moi, du moins, je croyais te rendre service,... oui, sur mon âme, je le croyais sincèrement!... En thèse générale, j'avais raison; mais

ton tempérament individuel a déjoué mes calculs... Pouvais-je prévoir, bon Dieu! que tu prendrais avec un sérieux tragique la moindre aventure galante qui tenterait ta fantaisie? Avais-je l'idée d'un amoureux de ton espèce? Était-il vraisemblable qu'un homme de ton mérite fût d'humeur à jouer entre les mains de la première femelle venue le rôle d'un pantin au bout d'un fil? Non: il m'a fallu, pour le croire, assister de ma personne à cette scène burlesque et lugubre où je t'ai vu exécuter docilement tous les exercices d'un jeune acrobate sous le fouet d'une coquette impitoyable. Sang de mes veines! à quoi te sert donc cette cravache que voilà? (Il prend une cravache suspendue au mur, en cingle deux coups sur les meubles et la jette sur le parquet.) Viens-t'en!

ROSWEIN.

Non, Carnioli, je suis entré dans un chemin mauvais, mais j'y veux marcher droit. Ma vie est scellée pour jamais dans cet amour qui fut ma faute : mon propre mépris m'étoufferait, si je n'avais pas le cœur de rester fidèle à ma trahison. Que m'importe la souffrance! Je ne souffre pas assez.... mon crime ne sera jamais aussi cruel pour moi qu'il le fut pour d'autres... (Vivement.) Ne me parlez pas d'eux,... je ne sais ce qu'ils sont devenus,... je ne veux pas le savoir... Mais ce ne sera pas du moins un entraînement passager, un futile caprice qui m'aura fait commettre cette lâche action que vous savez : ce sera une grande et irréparable passion dont j'épuiserai le calice jusqu'à la lie.... jusqu'à la mort!... C'est le seul devoir qui me reste,... je le garde : c'est la seule vertu qui me sauve de l'extrême désespoir... Laissez-la-moi!

CARNIOLI.

Penses-tu m'abuser avec ce jargon mystique? espères-tu t'abuser toi-même? Qu'ont de commun le devoir et la vertu avec la vie abjecte que tu mènes ici? Ose dire la vérité! cette femme, qui te tient sous son talon, qui te roule et te déchire en riant dans la poussière et dans la fange de ses pas, tu l'aimes!

ROSWEIN.

Eh bien! oui, je l'aime! Je ne pourrais vivre loin d'elle : il n'y a pas au monde un sentiment, un spectacle, un triomphe dont je puisse jouir, si elle ne le partage, si sa présence ne l'éclaire. Où elle n'est pas, il n'y a ni cieux, ni soleil... Le jour se lève dans ses yeux,... mon cœur n'est plus que l'écho de son cœur,... ma vie n'est plus que l'ombre de la sienne... Je l'aime! vous l'avez dit.

CARNIOLI.

Misérable enfant! as-tu perdu l'honneur avec le reste? Attendras-tu qu'elle te jette hors de chez elle par les épaules? Ne comprends-tu pas que ta place n'est plus chez cette femme, dès que tu n'y es plus aimé?

ROSWEIN.

Vous la connaissez mal, Carnioli : c'est une âme orageuse et troublée, mais loyale. Quand elle ne m'aimera plus, elle me le dira. Ne lui ai-je pas offert cent fois de la quitter? Pourquoi me retient-elle, si elle ne m'aime pas?

CARNIOLI.

Pourquoi? — Sur ma parole, c'est une naïveté qui ferait rire un mort!... Pourquoi le tigre a-t-il les mœurs du tigre? — Pourquoi joue-t-il avec sa victime avant de lui donner le coup de dent suprême? Dis-moi cela, mon garçon?... Et n'est-ce rien d'ailleurs que de s'entendre répéter tout le long des jours, en langage poétique, qu'on est belle et qu'on est adorée? Et n'est-ce rien encore pour ces palais blasés que la saveur raffinée d'un amour en partie double? N'est-ce rien pour ces consciences mortes que le plaisir de tromper? N'y a-t-il pas un égal divertissement pour l'esprit et pour le cœur dans les âcres émotions et dans la stratégie savante de la trahison? Je te dis qu'elle aime ce Paolo Maria, et je suis prêt à le jurer, si tu le veux.

ROSWEIN.

Encore une fois, Carnioli, vous la connaissez mal : elle serait capable d'un crime peut-être, mais non d'une basse infamie.

CARNIOLI.

Mon ami, elle est capable de tout, comme toute femme qui n'a d'autre principe de conduite que la passion. L'as-tu jamais vue mettre le pied dans une église? Non. Eh bien! méfie-toi également des femmes qui ne sortent pas des églises et de celles qui n'y entrent jamais : ce sont deux espèces venimeuses. — Hors du cercle chrétien, André, je connais des hommes honnêtes, mais pas une honnête femme. Outre que les passions d'un homme ne sont pas soumises à des règles aussi sévères, elles sont moins violentes, elles s'affaiblissent d'ailleurs en se dispersant : l'honneur humain peut suffire à les dompter. Mais les passions d'une femme, à la fois plus fougueuses et plus exclusives, veulent le frein religieux. — Il n'y a que Dieu contre ce torrent. — Ta maîtresse est un esprit fort; il ne m'en faut pas davantage. Je vais te conter son histoire : elle a eu des amans, elle en a et elle en aura. C'est à quoi se réduit dans la pratique toute la philosophie du sexe : toute femme qui n'est pas au Christ est à Vénus.

ROSWEIN.

Je ne m'en irai pas, Carnioli : ainsi vous perdez vos peines et vos calomnies.

CARNIOLI, s'accoudant sur le dossier d'un fauteuil, et parlant sur le ton d'une ironie amère, mais contenue.

Mes calomnies, jeune homme!... Ah! je vois ce que c'est... Après

t'avoir enlevé par un coup de main de courtisane, il fallait raffermir ton estime ébranlée... C'est la manie de ces femmes que de vouloir être estimées... Il fallait aussi bien t'édifier sur le passé pour mieux t'aveugler sur le présent et sur l'avenir... Alors on s'est drapé dans sa robe d'innocence,... on a pris à tes pieds des poses virginales,... l'oiseau de proie a modulé des soupirs de colombe. La lionne a bêlé! et tandis que tu palpitais sous sa griffe, elle t'a persuadé que tu étais son vainqueur. Tu as demandé pardon au ciel d'avoir mis à mal une si pure victime, et tu as juré de consacrer ta vie à réparer cet énorme forfait!

ROSWEIN.

Assez!

CARNIOLI.

Tu vois que je la connais. — Par un juste retour, après t'avoir apitoyé sur son sort, cette généreuse personne se sera, je n'en doute pas, attendrie sur le tien. — Enfant que vous êtes, t'aura-t-elle dit pendant que sa blanche main rivait ta chaîne, fuyez! Mon amour est fatal! J'ai fait voeu de ne jamais aimer! Tout ce que j'aime souffre et meurt. — Et alors elle t'a parlé de son mari, qu'elle aimait et qui est mort, — de ses fleurs préférées, qui sont mortes; que sais-je? de son épagneul favori qui est mort, et après cette énumération funèbre, elle t'a engagé de plus belle, en t'enlaçant de ses bras magnifiques, à fuir la malédiction qui pesait sur ta tête... Ah! ce sont de douces heures dans la vie, je ne le nie pas!... Et lorsque enfin elle a eu bien solidement doublé et triplé sur tes yeux le bandeau classique, lorsqu'elle t'a vu convaincu bien à fond que tu étais son premier amant et que tu serais le dernier, elle en a pris bravement un sixième!

ROSWEIN.

Vous mentez!

CARNIOLI.

Tu ne crois pas au sixième? eh! morbleu! tu croiras du moins au quatrième,... car c'était moi!

ROSWEIN, violemment, lui saisissant le bras.

Tu mens! (Leonora se précipite dans la chambre.)

LES MÊMES, LEONORA.

LEONORA, prenant les deux mains de Roswein.

Merci, André, merci, mon amour!... Mais il ne fallait pas lui répondre! il n'y a pas de termes de mépris qui ne glissent sur son front. — Monsieur Carnioli, je n'ai rien à vous dire. Sortez de chez moi.

CARNIOLI, grave.

Madame, je suis très fâché de vous voir. Je n'aime pas les scènes

de ce genre-ci; mais enfin vous voilà. Eh bien! si jamais vous avez su ce qu'il en coûte de perdre ses plus chères illusions, ne prolongez pas l'agonie de ce jeune homme : puisque j'ai été forcé de lui briser le cœur pour vous en arracher, rendez-lui le service du coup de grâce; attestez que j'ai dit la vérité.

LEONORA.

J'atteste que vous mentez.

CARNIOLI.

Princesse, je ne sais véritablement pas où vous voulez en venir: vous avez la tête forte, j'en conviens; mais vous n'ignorez pas que je vous tiens dans ma main, et que j'ai la main ferme. Je me demande par quelle issue vous espérez m'échapper, cela me passe.

LEONORA.

Comment! le misérable ne veut pas sortir!... André, il vous a reproché, je crois, de ne pas savoir manier cette cravache... donnez-la-moi donc!

CARNIOLI, hors de lui.

Ah! mille serpens à sonnettes! elle veut que nous nous coupions la gorge l'enfant et moi! voilà son plan! j'aurais dû le deviner dès qu'elle est entrée... Pas un mot, pas un geste, André, ou tu t'en repentiras le reste de tes jours!... J'ai chez moi un paquet de ses lettres; dans vingt minutes, je te le rapporte!

ROSWEIN.

Leonora, que dit-il donc?

LEONORA.

Il ment.

CARNIOLI.

Attends-moi vingt minutes, si tu es un homme. (Il sort.)

ROSWEIN, LEONORA. (Dès que Carnioli est sorti, Leonora s'affaisse sur ses genoux, la tête dans ses mains, et éclate en sanglots.)

ROSWEIN.

Leonora!... pourquoi ces larmes?... je ne le crois pas!

LEONORA, d'une voix étouffée.

Tuez-moi! tuez-moi avant qu'il ne revienne!

ROSWEIN.

Ciel puissant! c'est donc vrai! (Leonora sanglote sans répondre; ses cheveux inondent ses épaules.) Oh! Dieu juste! (Il marche à travers la chambre. Moment de silence. Revenant près d'elle, il reprend d'une voix sourde :) Pourquoi m'avez-vous trompé? A quoi bon? Ne vous aurais-je pas tout pardonné?

LEONORA, toujours prosternée sur le parquet et sanglotant.

Et m'auriez-vous aimée?... aimée de cette pure tendresse, — de ce

noble amour d'enfant dont j'étais si indigne, André, — mais par lequel j'étais si heureuse!... Hélas! que de fois l'aveu de mon infamie a failli s'échapper malgré moi d'un cœur qui débordait!... car c'était un bonheur bien troublé que le mien, André... je vous avais trompé!... l'amertume de cette pensée se mêlait à toutes mes joies... elle empoisonnait ma vie... mes paroles... mon humeur... c'était la source unique de ces mauvais caprices dont je vous torturais, pauvre enfant!... Que de fois j'ai fléchi sous le fardeau! que de fois j'ai été près de vous dire : Ne touchez pas mon front... il souille vos lèvres!... et puis le courage me manquait... je ne pouvais... je ne pouvais!... (Elle pleure.) Je vous aimais... vous me croirez peut-être maintenant que tout est fini, Roswein... je vous ai bien aimé!

ROSWEIN.

Je ne vous crois pas.

LEONORA.

Non... je ne puis m'en plaindre... j'ai tué la confiance... tout est fini, je le sais bien... (Elle se lève et tombe épuisée sur le divan.) Je ne vous demande rien... rien... Ah! je serais la première à vous mépriser, si vous restiez:... mais ne me jugez pas du moins plus sévèrement que je ne le mérite,... je vous en supplie... Ne croyez pas à tout ce qu'a dit Carnioli,... à tout ce qu'il vous dira... Je ne vaux rien, mais il vaut moins que moi... J'ai été sa maîtresse,... voilà ce qu'il y a de vrai,... et c'est assez pour la honte de toute ma vie:... mais tout le reste est faux, et il le sait bien,... ces lettres même dont il se vante, ces lettres vous le prouveront!

ROSWEIN.

Je ne vous crois pas. Taisez-vous.

LEONORA, suppliante.

Ah! pourquoi me traiter si durement, Roswein!... Quand je serais, comme il vous l'a dit, une créature, une courtisane, tout ce qu'il y a de plus vil,... ne vous ai-je pas aimé — et aimé fidèlement? Qu'aurait pu faire de plus pour vous le cœur le plus pur!... Je suis sous vos pieds... épargnez-moi... (Elle pleure.) Si vous aviez la patience de m'entendre, je vous dirais ma vie tout entière;... mais vous ne me croiriez pas encore,... et cependant la dernière des femmes a encore ses momens de sincérité et de vertu,... et vous voyez bien du moins que je suis dans un de ces momens-là, André!... Oui... il n'y a qu'une faute dans ma vie... c'est Carnioli!... Jusque-là j'étais au niveau des plus irréprochables sinon des meilleures;... ce monde au milieu duquel j'avais été abandonnée toute jeune... presque enfant... ne m'avait même pas effleurée de sa corruption;... j'en aimais avec ardeur le mouvement, les plaisirs, la vie factice et brillante;... il me prodiguait aussi des adulations qui m'enivraient;... ma pensée s'absorbait tout entière

dans l'espoir — ou dans le souvenir de ses fêtes — et de mes frivoles triomphes. Ce fut toute la passion de ma jeunesse!... vous pouvez me croire, André; je n'attends, je ne veux plus rien de vous qu'un peu de justice et de pitié... Ah! si je vous avais rencontré alors,... j'aurais pu vous aimer en repos, grand Dieu!... Enfin... les années étaient venues,... mon esprit était las de tant de futilité,... mon cœur s'agitait dans le vide,... j'étais seule... malheureuse;... j'aurais donné, pour m'appuyer sur une main amie, mon nom, ma richesse, mon sang!... je fis plus... Je me donnai!...

ROSWEIN.

A Carnioli!... Tout autre,... je l'aurais compris, peut-être... Mais Carnioli!... Étrange début pour une honnête femme!

LEONORA, amèrement.

Oui,... n'est-ce pas?... Je le pensai comme vous, quand je le pus connaître, quand, sous ces formes chevaleresques, sous ce langage enthousiaste, qui m'avaient séduite,... je ne trouvai que l'égoïsme glacé d'un fat,... la sécheresse et la décrépitude d'une âme de libertin vulgaire... Ah! c'est lui qui me reproche de vous avoir trompé,... d'avoir surpris votre amour,... de m'être faite meilleure que je n'étais... Lui! il est hardi!... Mais il avait de l'esprit du moins, et Dieu sait comme il en usa! Certes il n'a pas tenu à lui que je ne sois devenue telle qu'il me dépeignait à vos yeux tout à l'heure, telle qu'il me croit peut-être,... car je n'épargnais aucun soin pour soustraire à son insolente ironie tous les songes de jeunesse et de vertu... que ses leçons,... que son contact flétrissant avaient refoulés,... mais non étouffés au fond de mon cœur!... Je vous gardais, André, quoi qu'il en puisse dire, cet humble, ce pur trésor de mon âme... Mon âme! comment l'aurait-il souillée? Il ne l'a pas connue. C'est vous qui me l'avez révélée, je ne la dois qu'à vous; elle s'est éveillée sous votre souffle... Allez, mon ami, elle vous survivra pour vous venger!... (Elle cache sa tête dans les carreaux du divan; Roswein, debout, la regarde en silence. Elle se lève tout à coup et va à lui.) Partez!... qu'il ne vous retrouve pas ici,... que je n'aie pas à rougir devant lui... Encore cette grâce,... partez! (Elle lui prend une main, qu'elle baise en s'inclinant, et poursuit d'une voix entrecoupée de larmes:) Je ne vous aimais pas, André, puisque vous ne voulez point me croire,... je vous respectais,... je vous adorais... Cela est bien vrai,... vous étiez pour moi plus qu'un amant bien-aimé,... vous étiez ma religion,... ma prière,... mon lien avec le ciel... Vous osiez me parler de Dieu!... je n'osais vous répondre,... mais je comprenais... Tout ce que j'avais de bon et d'honnête,... tout ce qui me consolait de moi-même,... vous emportez tout!... tout va s'éteindre avec le cher regard de vos yeux... André! mon André! adieu!... (Elle tombe à genoux, lui baisant les mains.) Merci de m'avoir aimée!...

ROSWEIN.

Leonora, vous êtes plus coupable que des paroles ne peuvent le dire, si vous dépensez tant de larmes et de sermens pour tromper un être aussi confiant que moi. — Relevez-vous : je vous aime.

LEONORA, se relevant, et le regardant avec anxiété.

Non... André!... si c'est une raillerie,... si cette joie entrée en mon cœur doit en sortir,... je vous jure que le châtiment sera plus grand que la faute.

ROSWEIN.

Je ne raille point. Je t'aime. (Il a serré dans ses bras et la porte défaillante sur le divan.)

LEONORA, [illegible] les yeux et le regardant.

Il y a des anges!... Mais que suis-je, moi? que suis-je,... mon Dieu! (Elle cache son visage.)

ROSWEIN.

N'y pensez plus. Oubliez comme j'oublie. La souffrance vous a rachetée. (Il se lève.) Mais je ne veux pas que cet homme rentre ici. Je vais le prévenir. Je vais à Naples. — Vous êtes brisée. Allez prendre du repos. Dormez en paix. A demain.

LEONORA, se levant et l'interrogeant des yeux.

André... je ne vous reverrai plus?

ROSWEIN.

Demain, au point du jour, si vous n'êtes point trop lasse,... nous irons comme autrefois, comme au printemps de notre amour, courir sur les rochers, fouiller les ruines et moissonner dans la rosée. Me croyez-vous?

LEONORA.

Je vous crois, je vous crois. (Elle [illegible] les mains. André la conduit jusqu'à la porte de gauche.) A bientôt!... (Elle la [illegible] de la main, et sort.)

ROSWEIN, seul.

Oui,... ce sont des accens de vérité,... ou la lumière même du jour n'est que mensonge et ténèbres! — Que va-t-il dire, lui? Il va encore charger ses accusations... Mais j'ai un mot à lui répondre : Celui qui a le cœur de pousser dans les bras d'un autre la femme qu'il a aimée, — celui qui, pour servir ses desseins, fait de la beauté de sa maîtresse une enseigne et un piége, celui-là peut prétendre à tout dans le monde, — hormis à la confiance d'un honnête homme. Il y a un quart d'heure à peine qu'il est parti;... en me hâtant, je le trouverai encore à Naples,... ou du moins je le rencontrerai sur le chemin... (Carnioli ouvre la porte du fond.) Lui!... Déjà!

CARNIOLI.

Déjà. Ah! tu es seul? tant mieux! — Je ne suis pas allé à Naples,

j'y ai envoyé Beppo, que j'avais laissé devant la grille avec mon cheval. Dans un instant il sera ici avec les lettres, et tu pourras te convaincre, mon ami...

ROSWEIN.

C'est inutile. Elle m'a tout avoué.

CARNIOLI.

Ah!... Je m'en doutais. — Or ça, fais ton paquet, et partons.

ROSWEIN.

Non.

CARNIOLI, vivement, le regardant.

Non?... Eh bien! je suis fâché de te le dire, mon garçon, mais tu es...

ROSWEIN.

Un lâche, c'est entendu. Écoutez, Carnioli : vous avez été, à votre façon, mon bienfaiteur. Je m'en suis souvenu jusqu'ici; mais en voilà assez, croyez-moi. Un mot de plus dépasserait tout ce que la reconnaissance humaine peut supporter.

CARNIOLI. (Il se promène un moment en silence, le front soucieux : puis il reprend d'une voix brève et agitée :)

Mon cher, — tu seras cause que je terminerai mes jours dans un couvent, toi, vois-tu! — J'ai trop aimé la musique, tu as trop aimé une femme... Nous expions tous deux. — Chaque homme reçoit une certaine dose de sensibilité, une certaine faculté d'aimer et de se dévouer qu'une loi supérieure lui ordonne apparemment de répandre autour de lui dans des proportions réglées, — en attribuant une part au donateur, une autre à la famille, une autre à la patrie, à ce qu'on nomme le devoir enfin, — et réservant le surplus pour les distractions et pour les loisirs de la vie. Nous avons tous deux violé cette loi, nous avons concentré toute notre puissance d'affection sur un seul objet, et ce qu'il y a de pis, sur un objet de luxe : moi sur la musique, toi sur une femme. Nous sommes maudits à cause de cela, mon garçon. — Ma passion, à moi, est frappée au cœur par les ressorts mêmes qu'elle avait tendus. Je perds l'œuvre de ma vie par les combinaisons que j'avais méditées pour la sauvegarder — à la secrète rougeur de mon front, et, pour tout achever, je vois une main que j'ai emplie de bienfaits prête à se lever contre mon visage. Cela est dur! — Toi, tu assistes, comme un témoin désespéré, mais impuissant, à la ruine de ton corps, de ton âme et de ton génie! Cela n'est pas gai non plus. — Il y a un Dieu, Roswein, positivement.

ROSWEIN.

Je le sais.

CARNIOLI, dont l'agitation augmente.

Ah! cette femme!... Comment ai-je pu oublier qu'il a suffi en tout temps d'un de ces fragiles écueils pour briser toute force humaine?

Un enfant le sait!... Omphale, Circé, Dalila! ces noms de magiciennes qui flamboient comme des phares dans la tradition du monde, comment ne m'ont-ils pas éclairé?... Mais ce qui peut être sauvé encore de ton naufrage, je le sauverai!... oui, — à tout prix! S'il te reste un lambeau de cœur dans la poitrine, je te tirerai de ce harem, — quand je devrais, comme Ulysse, te mettre devant les yeux un miroir d'acier, — quand tu devrais en sentir le reflet jusque dans la moelle de tes os!... Aussi bien il le faut... Seulement j'aurais voulu t'y préparer... Il n'est plus temps. Écoute.

ROSWEIN.

Non... Laissez-moi!

CARNIOLI.

Ah! pour une fois en ma vie que je parle sérieusement, tu daigneras m'écouter!... — Je ne suis pas venu d'Espagne directement. Une affaire d'intérêt m'appelait en Sicile, et avant de toucher à Naples, je suis allé passer une semaine dans une villa que j'ai entre Palerme et Monreale. — Je ne savais que faire de mes soirées, et je les employais à courir la campagne, qui est fort belle par là, — un coin de l'Éden oublié par le déluge... Jamais personne, je m'en vante, ne fut moins que moi enclin à la mélancolie... Et cependant je ne saurais dire par quelle bizarrerie j'éprouvais, durant ces promenades solitaires, la pesanteur d'une âme repliée sur elle-même, — et le vague abattement d'un esprit qui se nourrit, comme un fiévreux, de sa propre substance... Était-ce fatigue du voyage, était-ce pressentiment?... Quoi qu'il en soit, un soir, — c'était jeudi dernier... (Il hésite.) Donne-moi un verre d'eau. (Roswein lui verse de l'eau. Carnioli boit une gorgée, pose le verre près de lui, s'assoit et poursuit.) Au déclin du jour, je traversais un étroit vallon que de hautes collines préservent des vents de la mer, et qui est renommé dans le pays pour la salubrité de l'air qu'on y respire. Parmi les ignobles masures éparses dans ce vallon, je remarquai une petite habitation d'une propreté britannique..., une espèce de cottage; — ces Anglais se fourrent partout! — Comme je m'en approchais, poussé par une curiosité banale, — j'entendis tout à coup s'élever du fond d'un verger attenant à la maisonnette les sons graves et veloutés d'un violoncelle.

ROSWEIN.

Carnioli!

CARNIOLI.

Je reconnus l'archet... je reconnus la main!

ROSWEIN.

De grâce, Carnioli!

CARNIOLI.

Crois-tu que ce récit m'amuse? — Un homme de moyen âge, à

face carrée et à favoris roux, se tenait sur le seuil du logis. Il vint à moi, croyant lire sur mes traits l'expression d'une souffrance subite... Je l'interrogeai... Il avait dans sa ferme depuis un an deux hôtes — qu'il me nomma... Ma raison me disait de fuir ce lieu... Mais le violoncelle chantait toujours, et ma passion musicale, se joignant à un sentiment que je ne pourrais définir, m'attirait jusqu'au fond de cet abîme d'amertume, — sur le bord duquel le hasard m'avait amené.

ROSWEIN.

Le hasard, Carnioli?

CARNIOLI. (Sa voix devient plus brève.)

Comme tu voudras... J'entrai dans le verger... Je me glissai sans bruit derrière les arbres, et je pus voir un groupe de trois personnes que le feuillage d'un figuier protégeait contre les rayons du soleil couchant... Une d'elles m'était inconnue... mais je compris que c'était un médecin...

ROSWEIN.

Oh! Dieu!

CARNIOLI.

Quant aux deux autres, je les connaissais, et tu les connais. — Le vieillard seul me parut changé... Les traits de la jeune fille me semblèrent à peine altérés, et cependant son attitude, le fauteuil garni d'oreillers où elle était à demi couchée, l'éclat singulier de son regard, tout m'annonçait que le médecin venait pour elle... Comme j'arrivais,... il n'y a pas un détail de cette scène qui ne me restât présent, quand je vivrais dix mille ans!.. (Il frappe le parquet du pied.) Son père déposa son archet, et lui demanda comment elle se trouvait... Mieux, dit-elle en souriant, de mieux en mieux; mais l'Allemagne seule me guérira tout à fait... Puis elle ferma les yeux, et murmura quelques mots indistincts... Je ne pus entendre que ton nom...

ROSWEIN.

Par pitié, Carnioli!

CARNIOLI.

Mon enfant, dit alors le vieillard, confie-moi tout... Ce secret que tu t'obstines à garder, il double ton mal... Confie-moi tout, je t'en prie; je te promets de ne pas le maudire... Il t'a trompée, n'est-ce pas? — Elle rouvrit les yeux : — Non, non, reprit-elle,... je me suis trompée moi-même, moi seule... Il n'y a d'autre coupable que moi; aimez-le toujours. — Puis, dès que sa paupière se refermait, comme si le délire la reprenait subitement, elle changeait de langage,... elle t'accusait,... elle répétait tes paroles d'amour,... elle priait son père,... elle priait Dieu de te pardonner.

ROSWEIN.

Oh! malheur! Carnioli, si vous m'avez aimé jamais!...

CARNIOLI. (Sa voix s'altère.)

Pendant ce temps-là, les doigts du vieillard posés sur les cordes du violoncelle en tiraient par saccade des sons,... des plaintes, qui m'entraient dans l'âme... La jeune fille se réveilla et dit : Mon père, j'ai deux grâces à vous demander... Souriez-moi d'abord; — il essaya de sourire! — Merci, reprit-elle, et maintenant jouez-moi *le Chant du Calvaire*... — Non, non, dit le bonhomme avec l'accent d'une gaieté poignante, le jour de ton mariage, fillette... L'enfant sourit en le regardant fixement : il baissa les yeux sans répliquer. D'un geste plein de douleur, il secoua ses cheveux blancs sur son front plus pâle que le marbre, et prit son archet... J'entendis alors *le Chant du Calvaire*... *Le Chant du Calvaire*, oui! (Sa voix s'étrangle.) Pendant qu'il jouait, je voyais de grosses larmes tomber une à une sur ses pauvres mains amaigries et tremblantes... Il pleurait! Le bois et le cuivre pleuraient!... Le médecin détournait les yeux.... et moi!... L'enfant seule ne pleurait pas... Elle n'avait plus de larmes!... (Il se lève vivement ému et fait quelques pas.)

ROSWEIN.

Assez! assez! O Dieu miséricordieux! Dieu! (Il tombe sur un siége.)

CARNIOLI, (brusque.)

C'est fini. Calme-toi. — Je sortis. J'attendis le médecin à la porte. Je lui demandai s'il restait quelque espérance. Il me montra le ciel. Mais, lui dis-je, si celui qu'elle aime lui était rendu?... Alors, répondit-il, quoiqu'il soit bien tard,... peut-être!

ROSWEIN, (se levant.)

Partons. Partons vite!

CARNIOLI.

Partons.

ROSWEIN.

Carnioli, je vous jure que je vais vous suivre; mais il faut que je revoie une fois encore celle que je quitte à jamais. Il le faut. Je ne lui parlerai pas. Elle ne me verra pas. Je jetterai un dernier regard sur son visage, et je vous suivrai.

CARNIOLI.

Tu faiblis déjà?...

ROSWEIN.

Non. Accompagnez-moi, venez. Je ne l'éveillerai pas.

CARNIOLI.

Viens donc, et finissons.

Ils sortent par la porte de gauche, traversent une galerie, et arrivent dans la pièce qui précède la chambre à coucher de la princesse; une lampe d'albâtre éclaire à demi cette antichambre. Marietta sommeille dans un fauteuil. A l'entrée des deux hommes, elle se lève effrayée.

ROSWEIN, à demi-voix, à Marietta.

Elle dort?

MARIETTA.

Oui. Parlez bas.

ROSWEIN.

Je reviens. Attendez-moi là. (Il se dirige vers la chambre.)

MARIETTA, l'arrêtant.

Madame la princesse a recommandé qu'on ne la troublât sous aucun prétexte. Elle était souffrante.

ROSWEIN.

Laisse. Je ne l'éveillerai pas. Je veux la voir seulement.

MARIETTA.

Monsieur, pardon; mais je serais chassée.

ROSWEIN.

Elle ne me verra pas. Retire-toi. Pourquoi trembles-tu, sotte?

MARIETTA.

Monsieur, n'entrez pas, je vous en supplie.

CARNIOLI, d'une voix éclatante.

Elle n'y est pas! Je parie ma tête qu'elle n'y est pas! — Ah! voilà pour couronner l'œuvre! (Il rit.) — Tu peux entrer, va: tu ne réveilleras personne.

ROSWEIN, repoussant Marietta éperdue.

Ote-toi! (Il ouvre violemment la porte: la chambre est vide; se frappant le front:) Elle me trompait donc! Elle mentait encore! Non! quand un ange de Dieu me l'eût dit, je ne l'aurais pas cru! (Apercevant une lettre sur la table.) Ah! une lettre d'elle! (Il l'ouvre et lit.) « Mon cher maestro, je quitte quand il me plaît; mais on ne me quitte pas. Adieu. Leonora. » — (Il reste un instant immobile, appuyant fortement une main sur sa poitrine.)

CARNIOLI.

Eh bien! il faut la remercier. Tu en auras l'esprit plus libre. Viens-t'en.

ROSWEIN, saisissant le bras de Marietta.

Écoute, toi, et réponds-moi avec vérité, ou ne te tiens pas une heure de plus à portée de ma main; car, sur ma vie, tu paierais pour tous: — elle est partie avec ce chanteur, n'est-ce pas?

MARIETTA, à Carnioli.

Au secours, monseigneur.

CARNIOLI.

Réponds-lui.

MARIETTA.

Avec le chanteur,... oui.

ROSWEIN.

Où sont-ils?

MARIETTA.

A Gaëte.

ROSWEIN.

A Gaëte! — Suivez-moi, chevalier. Beppo doit être revenu. Nous trouverons vos chevaux à la grille.

CARNIOLI.

Mais que vas-tu faire?

ROSWEIN.

Vous verrez bien. Venez.

CARNIOLI.

Est-ce que je veux m'embarquer dans ton algarade? tu es fou!

ROSWEIN.

Ne venez donc pas. Bonsoir. [illegible]

CARNIOLI.

Arrête, mort-dieu! je te suis... Je serai destitué.... mais cela m'est égal!

ROSWEIN.

Passons chez moi. Il nous faut des armes. [illegible]

Minuit. — Une rampe escarpée sur le chemin de Gaëte. — A droite, des collines chargées de bois et plongées dans l'ombre. A gauche, la mer, plus lumineuse, battant le pied d'une falaise, que la route gravit en tournant.

ROSWEIN, CARNIOLI, [illegible] la rampe au galop.

CARNIOLI.

Cette route est déserte comme le Sahara. La Marietta nous a trompés. Du train que nous marchons, nous les aurions rejoints nécessairement, s'ils suivaient cette direction... Peut-être aussi vont-ils par mer... Retournons, crois-moi.

ROSWEIN.

Retourne si tu veux. — Hop! hop là!

CARNIOLI.

Pense à la Sicile, André,... pense au chant du Calvaire.

ROSWEIN.

Je le chante, le chant du Calvaire!

CARNIOLI.

Pas si vite, que diantre! — Voilà une horrible nuit... Il y a des momens où ma raison me quitte... Si je croyais à l'enfer, je croirais y être!... Nous perdons notre temps, te dis-je.

ROSWEIN.

Avançons! Je vois un point sombre là haut... n'est-ce pas une voiture?

CARNIOLI.

Le ciel nous en préserve ! — Moi, je ne vois rien... La nuit est noire comme la face du diable... Je vais d'une minute à l'autre tomber à la mer avec mon cheval, — et j'en rirai, — tant je suis gai !

ROSWEIN.

J'ai entendu le bruit d'un fouet, j'en suis certain. Hop là ! (Il presse son cheval écumant.) Ah ! saints du ciel ! que va-t-il se passer ?

CARNIOLI.

Donne-moi tes pistolets, André ! tu n'es pas maître de toi !... Je veux bien te servir de témoin contre ce jeune homme... mais si tu prétends me faire assister au meurtre d'une femme... corps du Sauveur ! je n'en suis plus !

ROSWEIN.

Une femme ! est-ce que c'est une femme ?... et puis que m'importe ?... Comment ! on fera ce qu'elle a fait... on fera litière sous ses pieds de tout ce qu'il y a de sacré et d'inviolable, on fera vingt fois le jour de la parole un mensonge, du sourire et des larmes une comédie, — de l'âme d'un homme un hochet, — du nom même du ciel une lâche trahison,... et on en sera quitte pour dire : Je suis une femme !... Non, de par Dieu ! — Ah ! les vois-tu, maintenant !... Arrête là bas ! (On aperçoit une voiture qui gravit la côte.)

CARNIOLI.

Donne-moi tes pistolets, malheureux enfant !... Je te jure que je te les rendrai pour tout combat digne de toi.

ROSWEIN.

Halte-là, postillon !... Arrête ou je te brûle !

Il saute à bas de cheval. Carnioli l'imite aussitôt. Tous deux s'approchent en courant de la voiture, qui est arrêtée.

CARNIOLI.

C'est une méprise !... André, prends garde !... Cette voiture n'est pas la sienne !

ROSWEIN.

Nous allons voir.

Ils arrivent près de la voiture. Roswein ouvre violemment la portière ; il aperçoit le vieux Sertorius assis près d'une bière couverte d'un drap blanc et semée de fleurs. — Il recule en poussant un cri terrible. — Carnioli l'éloigne de la main et se place devant lui comme pour lui cacher ce spectacle.

SERTORIUS, d'une voix sourde et tremblante.

Qu'y a-t-il ?... Que voulez-vous, messieurs ? — Je l'emporte en Allemagne, elle l'a désiré. — C'est ma fille, messieurs,... (Sa voix se brise.) ma fille unique,... mon unique enfant ! — Que voulez-vous de moi ?

CARNIOLI.

Monsieur, n'ayez aucune crainte.

SERTORIUS.

Je ne crains rien... Vous êtes des voleurs,... des bandits:... vous n'êtes pas des artistes. Je ne crains que les artistes, messieurs. C'est un artiste qui a tué ma fille. Un de vous en aurait eu pitié,... un tigre l'eût épargnée!...

CARNIOLI.

Passez en paix, monsieur! passez en paix.

SERTORIUS.

Merci, messieurs, merci. — Je l'emporte en Allemagne, elle l'a désiré.

CARNIOLI.

Oui, monsieur, allez en paix. Que Dieu vous soit en aide! (Il ferme la portière. La voiture se [illegible] (Carnioli se retourne.) André,... où es-tu, mon André? (Il [illegible] le [illegible] sur le bord de la falaise, il court à lui.) Souffres-tu, mon enfant?... Comme tu es pâle!... Donne-moi ton pouls... Ah! miséricorde!...

ROSWEIN.

Écoutez!

On entend un bruit de chants et de musique sur la mer : une barque pavoisée de feux apparaît, doublant la pointe de la falaise. Les sons deviennent plus distincts; la voix de Leonora s'élève, chantant les adieux à Grenade. Roswein pousse un gémissement étouffé et s'affaisse sur le rocher.

CARNIOLI, se dressant sur le bord de la falaise, sans quitter la main de Roswein, et criant [illegible]

Le cygne dalmate expire, et tu chantes, canaglia! (La barque s'éloigne. Carnioli tombe sur ses genoux et pose sa main sur le cœur du jeune homme.) Plus rien!... Pauvre enfant!... pauvre enfant!... (Il l'embrasse et sanglotte.) Ah! prie pour moi! (Les chants s'éteignent dans le lointain.)

OCTAVE FEUILLET.

BOLINGBROKE

SA VIE ET SON TEMPS.

TROISIÈME PARTIE.[1]

XIII.

Bolingbroke arriva le 17 août 1712 à Paris, accompagné de Prior et de l'abbé Gautier, et descendit chez Mme de Croissy, mère du marquis de Torcy, qui vint en poste le joindre de Fontainebleau, où était le roi. On tomba bientôt d'accord sur les points importans, et l'on décida que la convention définitive serait précédée d'une nouvelle suspension d'armes par mer et par terre. Deux jours après, Bolingbroke fut conduit à Fontainebleau. Il y logea dans un appartement disposé pour le maréchal de Bouffiers, et dès le lendemain, le dimanche 21, à neuf heures du matin, il eut une audience du roi. On remarqua la bonne grâce avec laquelle il s'acquitta de sa commission. La facilité de son élocution dans notre langue fut admirée, et tout confirma la haute opinion que la réputation de ses talens et son obstination pour la paix avaient donnée de lui à la cour de France. Louis XIV s'exprima, comme il savait le faire, avec naturel, avec dignité, mais en *parlant extrêmement vite*. Il témoigna pour la reine d'Angleterre les sentimens de bienveillance et d'affection que la France assurément lui devait; puis il entendit la lecture des articles qu'il approuva et la convention pour une suspension d'armes de quatre mois, laquelle fut signée dans la soirée. Les courtisans s'em-

(1) Voyez les livraisons du 1er et du 15 août dernier.

pressèrent de faire fête à l'homme qui fixait tous les yeux. Il soupa chez le duc de Noailles, neveu de Mme de Maintenon, avec tout ce qu'il y avait de plus considérable, et le 24 août, il prit congé du roi, qui lui fit présent d'un diamant d'une valeur de cent mille francs.

Dans le cabinet du roi, il fut convenu que l'Angleterre paierait, à titre de douaire, une somme annuelle de soixante mille livres sterling à la veuve de Jacques II, et que son fils, désigné désormais sous le nom de chevalier de Saint-George, sortirait de France. Dès le mois de juin, on avait annoncé qu'il se rendrait en Lorraine. Cependant il était encore venu au mois d'août à Fontainebleau, et n'en partit qu'à la nouvelle du débarquement de Bolingbroke à Calais. Il dut alors quitter la petite cour de Saint-Germain et se retirer incognito au château de Livry, ce qui ne l'empêcha point d'aller à l'Opéra, dans une loge du roi destinée à Bolingbroke. Quand celui-ci parut au théâtre, ce fut un grand embarras; mais il fut conduit dans une autre loge par les soins du duc de Trèmes, premier gentilhomme de la chambre, et en le voyant, tous les spectateurs se levèrent pour lui faire honneur. Il laissa aux comédiens des marques de sa générosité, surtout au Cid et à Chimène. Dans le monde, il ne manqua pas à sa réputation de galanterie. On remarqua qu'il parut touché des charmes de Mme de Parabère; il fit connaissance et resta en commerce de lettres avec Mme de Ferriol, la sœur du cardinal de Tencin et la mère de d'Argental. Là probablement est l'origine de ses relations avec Voltaire. En attendant qu'il le connût, il rapporta de France ce jugement qu'on appréciera comme on le voudra et qu'il jette en passant dans une lettre à Prior : « Nos compatriotes ne sont pas beaucoup meilleurs politiques que les Français ne sont poètes. »

Quoique satisfaite de la paix, la reine trouva mauvais que Bolingbroke n'eût pas quitté le spectacle dès que le prétendant assistait à la représentation. En tout, on jugea que Bolingbroke avait eu en France plutôt l'attitude d'un allié que d'un négociateur. Il paraît que sur sa route les populations l'avaient accueilli avec trop de sympathie. On raconta qu'il avait vu secrètement la reine douairière, et que le prétendant, prenant le titre de duc de Gloucester, ne s'éloignait de Paris que jusqu'à Reims. Les gazettes de Hollande ne négligèrent rien de tout ce qui pouvait rendre la paix suspecte aux yeux des Anglais; mais la suspension d'armes avait été publiée dans les deux royaumes, et toute paix est dans les premiers momens populaire. Bolingbroke, à son retour, fut donc passablement reçu. Quoique la guerre ne fût terminée que de fait, on envoya un ambassadeur en France, et ce fut le duc de Shrewsbury. La mort de Godolphin vint porter un dernier coup à la position de Marlborough, qui passa la mer pour se retirer à Aix-la-Chapelle. Cependant les

difficultés ne tardèrent pas à naître. Aux villes cédées en compensation de la démolition du port de Dunkerque, Louis XIV voulait qu'on ajoutât Tournai, et cette demande semblait exorbitante. L'électeur de Hanovre refusait d'adhérer aux stipulations qui le concernaient, prétextant que la reine était jeune, que sa mère était vivante, qu'il ne pouvait ni prendre la qualité d'héritier de la couronne d'Angleterre, ni comme prince allemand se séparer de l'empereur et des Hollandais. On pouvait se passer de l'un, et Saint-John ne négligea aucune occasion de le lui faire sentir. Quant aux autres, leur concours était indispensable. Ils se firent prier; mais ils obtinrent presque tout ce qu'ils voulurent, même un nouveau traité de Barrière. Les questions de commerce furent très-longues à résoudre. Il y eut de grandes contestations pour Terre-Neuve et la pêche de la morue. Dans les premiers mois de 1713, Bolingbroke crut plus d'une fois que tout allait se rompre. « Nous sommes en ce moment, écrivait-il à Prior le 22 janvier, dans la crise de notre maladie. Nous mourrons tout d'un coup, ou tout d'un coup nous serons guéris. » Mais il ne se découragea pas; il résista, il céda; il mêlait les argumens aux supplications et quelquefois les menaces; il dit à Prior, qu'il avait laissé à Paris, et son négociateur de prédilection : « Que M. de Torcy se rappelle son voyage à La Haye, et qu'il compare les plans de 1709 et de 1712. » Et une autre fois : « Dites-lui que s'il ne s'accorde pas avec la reine, je cours risque d'être un réfugié... Par le ciel! les Français en usent comme des colporteurs, et ce qui est encore pis, comme des procureurs. » Enfin, quand tout fut terminé : « La paix est conclue, et je remercie votre amitié du compliment qu'elle m'en fait. J'ai acquis quelque expérience, et c'est tout ce que j'en attends, outre le bien public. J'ai appris qu'on ne doit jamais désespérer, et que la persévérance compense beaucoup de défauts dans les mesures et dans la conduite. J'ai appris aussi qu'en Angleterre du moins faire peu vaut mieux que faire beaucoup, et que ne rien faire vaut mieux que l'un et l'autre. » Ceci était à l'adresse du comte d'Oxford.

Le vendredi saint, 3 avril, v. s., Bolingbroke vit enfin arriver d'Utrecht son frère, George Saint-John, annonçant que les traités avaient été signés le mardi précédent par les ministres de toutes les puissances, excepté l'empereur, et le secrétaire d'état s'empressa de porter à Whitehall cette grande nouvelle; puis il rentra chez lui, car il avait du monde à dîner, et il entretint ses convives de l'événement de la journée. Nous savons exactement qui dînait chez lui ce jour-là. Ce n'était pas moins que Joseph Addison. Swift, qui malgré des refroidissemens passagers voyait sans cesse l'homme dont il préférait la conversation à toute autre, avait demandé à Bolingbroke de l'inviter. On ne refusait rien quand il s'agissait d'Addison. Swift s'atten-

dait cependant à un dîner très guindé; de part et d'autre, on se piqua de politesse, mais enfin on s'anima (il le fallait bien, on resta jusqu'à minuit à table), et alors on se tint amicalement un langage de parti. Addison présenta ses objections contre la paix, et Bolingbroke y répondit avec complaisance; puis le fidèle whig proposa la santé de lord Somers, et l'adhésion fut unanime. Swift le pria seulement de ne pas prononcer le nom de lord Wharton, parce qu'il ne pourrait le suivre jusque-là. C'était, comme on sait, l'objet de son aversion particulière : il avait, dans l'*Examiner*, comparé Wharton en Irlande à Verrès en Sicile. Il dit même tout nettement à Bolingbroke qu'Addison n'aimait pas lord Wharton plus que lui. Il y eut encore probablement un autre sujet d'entretien qui, après la paix, devait occuper l'esprit d'une compagnie aussi lettrée. On annonçait pour le vendredi suivant la représentation à Drury-Lane de la tragédie de *Caton*, qui était fort attendue, et Swift, à qui autrefois Addison en avait montré des fragmens, alla trois jours après entendre une répétition, de compagnie avec l'évêque de Clogher, celui-ci caché dans la galerie, tandis que le docteur se tint sur le théâtre, non loin de la célèbre Oldfield, qui jouait la fille de Caton. La tragédie réussit de manière éclatante. Elle était dans un genre nouveau, tout entière consacrée à peindre l'amour de la patrie et de la liberté. Les whigs voulurent tirer de là un succès politique. On fait quelquefois une épigramme du nom d'une vertu, et le mot de patriotisme peut, selon les temps, devenir une leçon ou un reproche. Pope, qui n'était pourtant pas de l'opposition, présenta dans le prologue la nouvelle tragédie comme seule digne, par les sentimens qu'elle exprimait, d'être entendue par des Anglais, et Steele, dans le *Guardian*, en parla comme d'une grande leçon de vertu publique. Lord Wharton lui-même, qui ne brillait point par l'austérité des mœurs, applaudit bruyamment aux plus beaux traits de morale dont la pièce est remplie, et sir Gilbert Leathcote, gouverneur de la banque d'Angleterre, était venu à la tête de ses commis, les politiques les plus résolus des tavernes de la Cité, pour assurer à la force des mains la gloire du poète de leur opinion. Tant d'effort n'était pas nécessaire; l'*Examiner*, comme le *Guardian*, constata un grand succès. Personne n'eut la gaucherie de protester. Les tories applaudirent sans hésiter, et Bolingbroke, donnant l'exemple, battait des mains au milieu des amis qu'il avait amenés avec lui. Toutefois, pour tempérer un peu l'enthousiasme politique de l'assemblée, il fit venir dans un entr'acte Booth, qui s'était distingué dans le rôle de Caton, et il lui donna publiquement une bourse de cinquante guinées, pour s'être montré si bon défenseur de la cause de la liberté contre un dictateur perpétuel. Tout le monde alors se rappela que Marlborough avait osé briguer le commandement général à

vie, et que cette ambition incroyable passait pour n'avoir échoué que par la fermeté de lord Cowper. Quant à l'aimable, à l'heureux Addison, quelques mois après, il était réélu au parlement avec la facilité qu'il rencontrait en tout. « Je crois, disait Swift, que s'il avait l'idée d'être élu roi, il serait bien difficile de le refuser. »

XIV.

Mais revenons à la paix d'Utrecht. Quatre jours après qu'on eut appris qu'elle était signée, la reine tint un conseil où elle déclara Simon Harcourt pair et lord chancelier de la Grande-Bretagne, et proposa de ratifier les traités. Lord Cholmondeley et sir Richard Temple demandèrent seuls qu'on prît un peu de temps pour les examiner. Ils y perdirent, l'un sa place de trésorier de la maison royale, l'autre le commandement d'un régiment de dragons, et deux jours après la reine ouvrit en personne le parlement. Elle annonça la paix, et les deux chambres votèrent des adresses de félicitation, où cependant l'approbation des traités était réservée. En effet, lorsque le traité de commerce fut soumis à la chambre, les critiques commencèrent à se faire entendre. Cette convention, universellement condamnée à l'époque où elle fut faite, honorerait aujourd'hui ses auteurs. Elle était conçue dans la pensée que le commerce international était d'autant plus prospère qu'il était plus facile, et qu'en particulier celui de la France n'était pas la ruine de l'Angleterre. Les préjugés opposés à cette double pensée étaient en pleine vigueur, et un acte rendu sous Charles II avait décidé en principe que les importations françaises épuisaient le trésor de la nation. Bolingbroke, supérieur à de telles erreurs, s'était laissé guider par les conseils d'un ancien négociant très riche, maintenant un des lords commissaires du bureau du commerce, Arthur Moore, qui était en ces matières son négociateur de confiance, comme Prior en matière politique. Sa propre correspondance atteste d'ailleurs une parfaite intelligence des questions qu'il traite; mais le public n'en était pas là. Il s'éleva une polémique très vive. De Foe, qui était lui-même fort éclairé sur les intérêts du commerce, soutint le traité dans *la Revue;* il publia une brochure spéciale; on lui attribua un pamphlet ministériel, *Mercator ou le Commerce restauré,* qui n'était pas de lui, et auquel les whigs répondirent par *le Marchand anglais.* Addison lui-même entra en lice, et imprima son petit écrit prohibitioniste. Quand la question vint au parlement, elle était perdue d'avance.

L'article 9 du traité stipulait que dans les deux mois une loi de douanes accorderait à la France le traitement des nations les plus favorisées. Cette clause, contraire aux engagemens de l'Angleterre avec

le Portugal, choquait les intérêts ou les préjugés du commerce. La clameur de la Cité vint retentir jusque dans le parlement. Le bill pour l'exécution du traité fut rejeté le 18 juin 1713 à neuf voix de majorité.

Cet avertissement aurait dû faire réfléchir sérieusement les ministres: il présageait un mouvement grave dans l'opinion; ce n'était qu'un symptôme de la défiance qui planait sur leur tête. La nation avait pu sacrifier aux avantages de la paix l'arrogant espoir d'en dicter arbitrairement les conditions: mais l'intérêt de la succession protestante lui tenait au cœur. La santé de la reine déclinait, et la question pouvait se poser d'un jour à l'autre. Les relations du torisme avec le jacobitisme et des ministres avec l'un et l'autre, le caractère d'Oxford et de Bolingbroke, dont l'un passait pour le plus faux des hommes et l'autre pour le plus audacieux, la faveur marquée qu'avait montrée au second le grand monarque ennemi de Guillaume III et des huguenots, la faiblesse et les penchans connus de la reine, le bruit accrédité de quelques intrigues occultes, de quelques rapprochemens suspects, enfin et surtout je ne sais quelle couleur générale répandue sur tous les actes du cabinet, et qui n'était pas celle du patriotisme, tout excitait, tout envenimait les soupçons du public. Si le prétendant avait fait imprimer une protestation assez peu connue contre le traité d'Utrecht, l'électeur de Hanovre ne l'avait pas approuvé davantage, et protestait par son abstention même. Des adresses où l'esprit jacobite se montrait ouvertement avaient été présentées à la reine par des Écossais et insérées dans les journaux du gouvernement. Les deux chambres y répondaient bien en demandant que l'on pressât le duc de Lorraine et toutes les puissances amies d'interdire leurs états au prétendant; mais ces manifestations de loyauté étaient reçues froidement, la reine semblait n'y voir que des témoignages de défiance, et quand elle prorogea le parlement avant de le dissoudre, elle eut soin de recommander l'union, ce qui, dans la langue du pouvoir, veut dire la complaisance. Elle se plaignit qu'il y eût des gens qui n'étaient jamais contens du gouvernement, et que le parlement n'entendît pas bien les matières de commerce. On a observé que c'est à partir seulement du règne de George Ier qu'une sorte de mauvaise humeur a disparu des discours de la couronne. La sévérité de Guillaume III laissait percer dans son ferme langage le ressentiment de ce qu'il regardait comme les injustices ou les préjugés de son parti. Le ton aigre ou plaintif de la reine Anne avait tous les inconvéniens de l'indiscrétion sans le mérite de la franchise.

On arrivait ainsi aux élections générales (août 1713) après une année où la politique ministérielle avait eu son triomphe. C'est souvent un moment critique pour un cabinet. Une grande affaire à

conduire, un grand but à atteindre peut donner de la force au gouvernement. Sa tâche alors le soutient, dès qu'elle ne l'accable pas. Il en est plus actif, plus uni, mieux servi; son parti se discipline et se subordonne à ses vues. Tout cela change quand la cause est gagnée. C'est alors que les mécontentemens amassés pendant le travail éclatent; les vanités et les ambitions se mettent à l'aise; les partis deviennent exigeans et ingrats. Si surtout un des ministres s'attribue tout l'honneur du succès dont profite le premier ministre, la division n'est pas loin, et celle du parti devance celle de ses chefs. Telle était la situation où touchait le gouvernement. Le public, sans bien connaître l'état intérieur du cabinet, sentait cependant qu'une crise approchait. Il régnait beaucoup d'obscurité dans tous les esprits. La santé de la reine était incertaine comme ses résolutions, les intentions de lord Oxford aussi douteuses que son caractère, jusque-là qu'un de ses apologistes convient qu'il courait sur son compte onze opinions différentes. L'ambition de Bolingbroke était chose moins mystérieuse, mais tendait-elle à un changement de ministère ou de dynastie? On l'ignorait. Les nominations n'étaient pas rassurantes. Bromley, sir William Wyndham, qui passaient pour jacobites, étaient devenus, l'un secrétaire d'état à la place de lord Dartmouth, l'autre chancelier de l'échiquier. Sacheverell, dont l'interdiction expirait, était, après avoir prêché devant la chambre des communes, nommé recteur de Saint-André dans Holborn; Atterbury, bon prédicateur et pamphlétaire meilleur, obtenait l'évêché de Rochester. Le pauvre Swift n'avait pu devenir évêque, ni même doyen de Windsor : les préventions de la reine étaient invincibles. Elle objectait toujours qu'il passait pour l'auteur du *Conte du Tonneau*, qu'elle n'était pas sûre qu'il fût chrétien, et quand elle paraissait s'adoucir, lady Somerset intervenait et lui demandait à genoux de ne point faire un prélat de celui qui, dans la prophétie de Windsor, l'avait appelée *carotte*. Enfin le duc d'Ormond, qui avait repris la lieutenance de l'Irlande, le fit nommer doyen de Saint-Patrick à Dublin, bénéfice estimé à 700 livres sterling de revenu.

Dans ces circonstances, l'opinion publique ne pouvait être pleinement rassurée sur un point, le danger de la succession protestante. Quiconque paraissait croire à ce danger était de l'opposition, et le ministère le traitait en ennemi, ce qui augmentait les craintes, au lieu de les calmer. Plus d'un grand seigneur tory n'était tombé en disgrâce que pour avoir exprimé des inquiétudes que le gouvernement justifiait en le disgraciant. Il propageait la défiance en la tenant pour hostile, et ses meilleurs amis étaient ceux qui ne croyaient point aux dangers de la succession protestante. Or qui était moins touché de ces dangers que les jacobites? Rien donc de plus équivoque que la

situation du ministère, et ce qui semble montrer qu'il n'était pas innocent de certaines arrière-pensées, c'est qu'il acceptait cette situation et ne faisait rien pour en conjurer les périls. Les élections durent cependant les lui révéler. Les whigs revinrent plus forts qu'ils ne l'espéraient; mais une opinion surtout, celle des tories hanovriens, parut en grand progrès.

Avec de la sincérité et de l'accord entre eux, les ministres auraient pu encore traverser la crise; malheureusement la sincérité leur était impossible, soit qu'ils fussent engagés dans un véritable complot en faveur des Stuarts, soit que la complication de leurs intrigues les condamnât à des évasions et à des réticences aussi dangereuses que la trahison, soit enfin qu'incertains dans leurs prévisions, prêts pour toutes les hypothèses, ils voulussent ne se fermer aucune issue et se ranger du côté des événemens. Il faudra bien tout à l'heure nous expliquer sur cette question encore controversée; mais ce qui n'est pas une question, c'est que la vérité n'était ni dans leur caractère, ni dans leur politique, ni dans leur position. Quant à la désunion, elle était arrivée à l'inimitié. Bolingbroke ne pouvait plus supporter l'empire, encore que mollement exercé, de son rival. Ses lettres à lord Strafford, à lord Anglesea, au chancelier d'Irlande, à Prior enfin, sont remplies de ses plaintes. Il se présente comme abandonné, comme trahi, comme entouré de piéges. Les whigs relèvent la tête, la reine est insultée; avec une majorité immense, le gouvernement succombe, parce qu'il est déserté par ses amis, parce qu'il se déserte lui-même. Personnellement il n'est attaqué et menacé que pour avoir supplié de changer de conduite celui qui a laissé les choses en venir là. Il paraît qu'en effet les défauts du comte d'Oxford s'étaient, selon l'usage, accrus et divulgués dans le pouvoir. Il fatiguait ses collègues, son parti, la reine elle-même. Indécis, menteur, indolent, il n'avait plus que l'activité nécessaire pour dissimuler ses négligences, ses perfidies et ses fautes. Plus brillant, plus décidé, plus entraînant, Bolingbroke portait plus de loyauté dans les détails, et ne trompait que dans de plus grandes choses. Il disait qu'il fallait un peu de ruse dans les affaires, comme il faut un peu d'alliage dans les monnaies d'or ou d'argent, mais que la monnaie devient fausse, si l'on dépasse la dose. Son succès dans l'importante affaire de la paix l'avait confirmé dans son imprudence naturelle. Il entreprit donc résolument de supplanter le premier ministre. Celui-ci, quoi que l'on racontât de ses relations avec le prétendant, jugeait la situation avec plus de vérité. Par timidité ou par sagesse, il se compromettait moins, c'est son caractère plutôt que sa conduite qui inspirait les soupçons. Essentiellement propre à louvoyer entre tous les vents, il apercevait l'écueil. Il n'avait entièrement rompu aucun

de ses liens avec les diverses opinions, et attestant par momens ses souvenirs de famille ou d'éducation, il n'était regardé par personne, et surtout par les non-conformistes, comme un irréconciliable ennemi; mais il était profondément décrié et manquait de l'énergie nécessaire pour se relever. Une nature différente et plus encore peut-être la passion de le combattre en toutes choses emportaient Bolingbroke aux extrémités qu'Oxford semblait éviter. Tandis que celui-ci cherchait sous main à s'entendre avec Marlborough, celui-là poussait la fortune du duc d'Ormond, lui obtenait de nouveaux titres, et projetait avec lui une réorganisation de l'armée qui eût achevé de détruire l'influence du vainqueur de Blenheim, et qui manqua parce que le lord trésorier, peut-être à dessein, négligea de faire les fonds nécessaires à la dépense. Partout il y avait conflit, deux esprits, deux intrigues, deux plans. Bolingbroke avait raison d'écrire, quelques années plus tard, que dès l'automne de 1713 il n'y avait plus de gouvernement.

Ce sont là de ces momens où la presse prend ses ébats. Elle ne connaît plus ni discipline, ni tactique, et ses imprudences, à défaut de ses perfidies, aggravent le mal et propagent la confusion. Le parti jacobite ne pouvait manquer cette occasion de jeter dans le public l'alarme de ses espérances. Un docteur Higden publia une *Démonstration du droit héréditaire de la couronne*, qui se répandit sous la protection de Bromley, et causa un tel scandale, qu'il fallut que son collègue Bolingbroke en fît poursuivre l'éditeur. De Foe, que ses publications inconsistantes avaient brouillé avec tous les partis, et qui, tout à la fois ministériel et hanovrien, ne parvenait à se donner un air d'indépendance qu'en passant d'un extrême à l'autre, fit spécialement pour les provinces du nord une dénonciation contre les émissaires jacobites, intitulée *Précaution opportune*. — Irrité des promesses dont on trompait le peuple, il pensa les décréditer en les poussant à l'extrême, et publia trois pamphlets ironiques où il décrivait toutes les conséquences d'une restauration. L'ironie lui avait déjà mal réussi, et le pauvre De Foe n'avait plus une de ces réputations intactes de fidélité politique qui permette d'employer, sans se rendre suspect, l'artifice hasardeux de la contre-vérité. Tandis que ses trois écrits faisaient crier les catholiques à la perfidie, des esprits malveillans ou grossiers s'indignaient dans le parti contraire, et un écrivain whig, William Benson, portait plainte contre l'auteur en justice, car on sait que la plainte pour un délit public est ouverte à tous en Angleterre. De Foe fut cité, saisi, obligé à donner caution, enfin livré à toutes les tracasseries préalables d'un procès criminel. En vain s'épuisait-il à protester, aux magistrats et au public, de la loyauté de ses intentions, à expliquer comment il avait exprès dit le contraire de sa

pensée; on ne le croyait pas, on avait contre lui d'anciens griefs; on trouvait au moins sa ruse irrespectueuse ou dangereuse. «Moi, jacobite! s'écriait-il: il serait aussi aisé de me prouver que je suis mahométan. » Lord Oxford, qui pouvait reconnaître dans un auteur pris à son propre piége l'inconvénient d'avoir plusieurs langages, vint en aide à De Foe, essaya sans succès d'arrêter la poursuite en déclarant le délit imaginaire, et reconnut bientôt que le seul moyen de le sauver était de lui faire grâce. Les lettres de pardon, délivrées sous le contre-seing de Bolingbroke, enregistrèrent l'acte de soumission de l'impétrant, reconnurent que ses paroles avaient déçu ses intentions, et que c'était ironiquement qu'il avait dit que le prétendant octroierait à ses sujets le privilége de porter des sabots et les délivrerait de la peine d'élire des parlemens.

Un débat plus sérieux par ses conséquences s'était élevé entre Steele et Swift. Il n'y avait plus trace entre eux de leur ancienne liaison. Ces deux esprits de genres fort différens, mais âcres et violens, se combattaient à outrance. Steele, qui au *Tattler* avait fait succéder un recueil analogue *The Guardian* (12 mars 1713, v. s.), se plaignait dans le numéro 128 des retards apportés à la démolition de Dunkerque (7 août), et comme ce sujet était de ceux qui excitaient le plus les ombrages populaires, étant sur le point de se porter candidat aux élections de Stockbridge, il soutint son journal par une brochure intitulée : *Considérations sur l'importance de Dunkerque*. Swift répondit par ses *Considérations sur l'importance du Guardian*. Déjà attaqué dans ce recueil, il avait des ressentimens à satisfaire. Absent depuis quelques mois par lassitude des divisions ministérielles, rappelé par les deux rivaux qu'il s'efforçait de réunir et de sauver, inquiet et irrité, il épancha toute sa bile dans deux ou trois publications, et en blessant Steele, qui répliqua rudement, il attaqua tout le parti qui le soutenait. Élu membre du parlement, Steele avait renoncé à cet emploi dans l'administration du timbre que Swift prétendait lui avoir fait conserver, et, sous l'inspiration de ses amis, il avait publié un pamphlet intitulé *la Crise*. C'étaient des réflexions sur la vacance éventuelle du trône. L'ouvrage avait été revu par Addison. Une réponse très vive avait paru, écrite par Swift sous les yeux de Bolingbroke : *l'Esprit public des Whigs*. Comme elle contenait quelque passage offensant pour des pairs écossais, lord Wharton, si souvent victime des traits envenimés de l'implacable écrivain, lord Wharton, toujours prompt et hardi aux motions provocantes, dénonça au début de la session le pamphlet de Swift. Le lord trésorier répondit sans hésiter qu'il détestait l'ouvrage et en ignorait l'auteur, puis il écrivit à Swift un billet d'une écriture contrefaite pour le charger de remettre à l'auteur ou à l'éditeur menacé de poursuites

cent livres sterling; après quoi, par un artifice de procédure, il s'arrangea pour rendre non recevables en justice les témoins qui auraient pu trahir l'anonyme, et promit par proclamation royale, à qui ferait connaître le coupable, trois cents livres sterling de récompense. Cette comédie amusait Oxford et Swift, et ne trompait personne. La contre-partie fut jouée dans la chambre des communes. Dès le premier jour, Steele, ayant pris la parole, fut accueilli par ce cri : *Tattler! tattler!* (babillard! babillard!) Chacune de ses phrases suscitait ces murmures blessans, ces interruptions moqueuses, que les majorités n'épargnent pas aux écrivains de l'opposition. « Ce n'est pas si aisé de parler à la chambre, » lui criait-on de toutes parts. Comme la reine avait dans son discours recommandé au parlement la suppression des libelles séditieux, on appliqua cette qualification à l'écrit de Steele, et l'on demanda son expulsion. Forcé de se défendre comme un accusé, il quitta sa place, comparut devant la chambre assisté par Addison, et il parla avec force et avec talent. Une discussion très animée suivit, où Walpole, rétorquant l'accusation contre les écrivains jacobites que protégeait le ministère et caressait la cour, déploya cette violence éloquente qui ne lui manqua jamais dans l'opposition; mais 245 voix contre 152 ordonnèrent l'expulsion de Steele. Son crime était d'avoir dit que la succession protestante était en péril sous la présente administration. La motion fut donc faite dans les deux chambres de déclarer que la succession protestante n'était pas en danger sous le gouvernement de sa majesté. Quelquefois les assemblées répugnent à affirmer ce dont elles ne souffrent pas la négation. La motion eut peine à passer. Elle passa cependant; mais à la chambre des lords, là où Bolingbroke se défendait lui-même avec ce talent dont on parle encore, la majorité ne fut que de 12 voix, juste autant que le ministère avait nommé de nouveaux pairs. C'était une majorité apostée. C'est dans cette discussion que lord Anglesea, qui jusque-là avait appuyé les ministres, dit « qu'après avoir, sur leur parole, cru à une paix avantageuse et glorieuse, maintenant qu'il avait entendu leurs réponses, il demandait pardon à Dieu, à son pays, à sa conscience, ajoutant que s'il reconnaissait qu'il y eût eu perfidie, il poursuivrait un mauvais ministre du cabinet de la reine à la Tour, et de la Tour à l'échafaud. »

La chambre des lords, qui n'osait, en termes généraux, déclarer sa défiance envers le gouvernement, la témoignait par mille résolutions particulières. Ainsi elle s'interposa avec instance en faveur des Catalans, victimes de la paix d'Utrecht. Dès l'année 1705, l'Angleterre avait engagé ces populations à se soulever en faveur de l'archiduc Charles, avec promesse d'assurer à la paix la reconnaissance de leurs libertés. Ces hommes si jaloux de leurs priviléges avaient pris les

armes, et l'honneur de l'Angleterre était engagé dans leur cause. Cependant, malgré un article du traité, Philippe V ne leur avait pas donné satisfaction. La race de Louis XIV ne pouvait être ni reconnaissante de leur conduite, ni touchée de leurs droits, et Bolingbroke, qui, dans ses dépêches officielles, les appelait *une petite nation turbulente*, avait réduit à quelques vaines réclamations la protection que leur devait la reine. C'était un des points les plus vulnérables de la conduite ministérielle. La foi britannique avait souffert une triste atteinte, et la question ne pouvait s'élever sans émouvoir la chambre et embarrasser le cabinet. Saisissant les dispositions de l'assemblée, lord Halifax fit voter une adresse à la reine, pour demander que le prétendant fût expulsé de Lorraine, et qu'une récompense fût promise à qui le livrerait à la justice, s'il débarquait dans un des trois royaumes; mais diverses mesures dans le même sens ayant divisé la chambre en nombre égal, le ministère un peu raffermi obtint du parlement entier une adresse portant approbation générale des traités de paix. Les lords de l'opposition, d'accord avec l'envoyé du Hanovre, songèrent alors à réclamer la présence de l'électeur comme duc de Cambridge. La reine y répugnait avec une opiniâtreté suspecte, son conseil se partagea sur la question. La majorité, guidée par Bolingbroke, fut pour elle; le lord trésorier se trouva en minorité, lui quatrième. Anne écrivit aussitôt à sa tante, l'électrice douairière Sophie, et à son cousin, pour motiver son refus, en s'engageant expressément pour la succession hanovrienne, et Oxford, qui voulait prendre ses sûretés, adressa pour son compte au prince une lettre remplie d'habiles conseils et d'un dévouement calculé. Sans doute il savait dès lors, il entrevoyait du moins qu'un plan d'administration conçu par Bolingbroke avait été soumis en haut lieu, et que son rival, secondé par lady Masham, pressé par la crainte de voir s'aggraver jusqu'au péril les infirmités de la reine, n'attendrait pas longtemps pour agir. La mort de la princesse Sophie, qui survint, ne fit que rendre la situation plus critique (28 mai 1714).

Pour hâter le dénouement, on posait des questions décisives. Sir William Wyndham, qui maintenant dirigeait les débats de la chambre des communes, se concerta avec Bolingbroke et l'évêque de Rochester pour proposer le bill qui fut appelé l'acte du schisme. Cette loi interdisait de tenir école ou de remplir les fonctions de précepteur à quiconque n'aurait pas souscrit une déclaration de conformité à la foi épiscopale et obtenu une permission de l'évêque diocésain, en prouvant qu'il avait reçu le sacrement dans l'année. Cet acte odieux, qu'un plus odieux machiavélisme pouvait seul arracher à l'indifférence philosophique de Bolingbroke, avait pour but d'abattre ces dissidens, mortels ennemis d'une seconde restauration, et d'embarrasser

Oxford, qui passait pour les protéger encore. Celui-ci s'en tira en n'ayant pas d'avis. Tantôt il n'avait pas assez étudié la mesure, tantôt il s'absentait à l'heure où elle était discutée. Pour Bolingbroke, il osa dire que le bill était de la dernière importance, puisqu'il intéressait la sécurité de l'église, le meilleur et le plus ferme appui de la monarchie, et qu'il devait être soutenu par les honnêtes gens. « La vérité nous appartient, s'écria en parlant du culte anglican le déiste sceptique que devait invoquer Voltaire, et tout doit tendre à la vérité. » C'est la pure formule de la persécution religieuse. Il s'attira les justes railleries de lord Wharton, qui se dit agréablement surpris de voir les hommes de plaisir devenus les patrons de l'église. Après quelques amendemens singulièrement aristocratiques qui l'adoucirent en faveur surtout des précepteurs des fils de lords, le bill passa pour n'être jamais exécuté.

En attendant, la confiance des jacobites s'exalta; leur imprudence n'eut plus de bornes. Des allusions furent faites en pleine chambre à la possibilité d'une restauration. Des deux côtés, on semblait s'attendre à un conflit entre deux prétendans. Le parlement, dont la majorité malgré ses divisions n'hésitait pas entre la maison de Brunswick et les Stuarts, vota des adresses et des lois pour prévenir et punir toute tentative de rébellion en faveur de la royauté déchue; le gouvernement ne put se dispenser d'agir ; la reine consentit à la proclamation demandée par la chambre haute, et promit 5,000 livres sterling de récompense à quiconque s'emparerait de la personne du prétendant, s'il paraissait sur le territoire. On s'apprêtait à voter une adresse de remerciemens, quand Bolingbroke entra dans la chambre. Pris au dépourvu par une de ces motions qui embarrassaient toujours le ministère, il dit un peu à l'aventure que la meilleure mesure de défense pour la succession protestante serait une loi qui qualifierait de haute trahison tout enrôlement au service du prétendant. On le prit au mot; un bill en ce sens fut proposé. On nomma le ministre lui-même président du comité de la chambre où la rédaction fut discutée, et il donna sans préméditation un nouveau gage à la cause hanovrienne.

C'étaient là des nécessités de situation qu'il fallait longuement expliquer aux amis du continent. La proclamation contre le prétendant fut une de ces mesures dont chacun des deux principaux ministres se disculpa soigneusement auprès du cabinet de Versailles, en se l'imputant réciproquement comme un piége que l'un avait tendu à l'autre pour le forcer à se trahir. Chacun prétendit qu'il n'aurait pu s'y opposer sans se perdre, du moins l'abbé Gautier l'écrivit à Torcy le 27 juin, le tenant du comte d'Oxford; le 8 juillet, le tenant de lord Bolingbroke. « La proclamation ne changera rien, » répéta ce der-

nier à l'envoyé de France d'Iberville, et le plus probable, c'est qu'il espérait qu'elle brouillerait Oxford avec les jacobites, et qu'Oxford comptait qu'elle le raccommoderait avec les Hanovriens. Il y eut dans cette affaire un assaut de ruses digne du théâtre.

La reine, qui jouait de mauvaise humeur sa part de cette comédie, eut encore la force de venir elle-même au parlement annoncer la prorogation, mais sans un mot rassurant et positif sur l'avenir de la royauté; elle ne sut encore que reprocher aux chambres leurs divisions et les engager à imiter, dans leur respect pour sa prérogative, son respect pour les droits de son peuple.

XV.

Anne était malade; la goutte et d'autres accidens lui laissaient peu de forces et de repos; une étrange habitude avait contribué à altérer sa santé. Lors de la signature des conventions de Fontainebleau, Louis XIV lui envoya, avec six magnifiques habillemens, deux mille cinq cents bouteilles de vin de Champagne, et ce présent était malheureusement trop bien adressé. On sait quel goût grossier déparait alors les mœurs anglaises. Les orgies de Bolingbroke ont été célèbres, et Oxford, dont on loue la vie régulière, passe pour l'avoir abrégée par l'usage immodéré du vin. Le prince de Danemark, homme du Nord, adonné aux habitudes analogues de son pays, les avait communiquées à sa femme, qui même, assure-t-on, n'excluait pas les liqueurs spiritueuses. Un écrivain de notre temps l'excuse par un besoin trop légitime d'échapper aux ennuis attachés à la royauté (1). Toujours est-il que dans les dernières années de sa vie elle était souffrante et abattue, et sa mélancolie semblait l'avoir ramenée à d'anciens regrets, ou plutôt à d'anciens repentirs. Avant de régner, peu ménagée par Guillaume III, elle s'était reproché son adhésion à la révolution de 1688. Elle avait renoué quelques relations avec son père exilé. Du moins, aussitôt que le roi Jacques eut fermé les yeux, la reine Marie de Modène écrivit à sa belle-fille qu'il était mort en lui pardonnant, et en priant Dieu de la convertir *et de la confirmer dans la résolution de réparer envers son fils le tort qui lui avait été fait à lui-même.* Cette lettre se rapporte même à des protestations antérieures qui furent d'abord oubliées sur le trône, mais que l'âge et le chagrin purent rappeler à la mémoire d'une veuve sans enfans, sans famille, combattue entre ses préjugés politiques et ses préjugés religieux. Quoiqu'une lettre assez pressante écrite en 1711 par le chevalier de Saint-George à sa tante fût restée

(1) Leigh Hunt, *Men, Women and Books,* t. Ier, 1847.

sans réponse, les historiens s'accordent à croire que, dans ses derniers jours, Anne nourrissait quelque projet arrivé à maturité, et s'excitait, par la pensée de sa faiblesse même, à l'accomplir. Méditait-elle toute une révolution, ou donnait-elle seulement cours à ses ressentimens en projetant le renvoi de lord Oxford? Il était visible du moins qu'il allait être frappé. Lui-même s'était rapproché des whigs. Il avait envoyé son frère en Hanovre, noué quelques relations avec lord Cowper, et, dit-on, secrètement averti lord Marlborough, qui vint à Ostende. L'impossibilité de retenir ensemble dans le même cabinet Oxford et Bolingbroke était devenue évidente. Swift, qui avait été le témoin et le lien de leur ancienne amitié, s'enfuyait de désespoir à la campagne. Jusqu'au mois de mai 1714, il avait tout fait pour rétablir le bon accord. Il voyait presque tout le conseil, Harcourt, Atterbury, lady Masham et bientôt Ormond se séparer de lord Oxford. Il voyait ce dernier, insouciant ou préoccupé, négliger de satisfaire à leurs plaintes, de dissiper leurs ombrages, et, dans la vue peut-être d'un prochain changement de règne, refuser ou ajourner les mesures qu'ils réclamaient. « Dès que la reine est malade, disait Oxford, on abandonne tout; est-elle rétablie, on veut agir comme si elle était immortelle. » Il semblait se préparer pour un autre avenir que ses collègues, et cet avenir n'était pas celui que rêvait la reine. Swift, qui n'a jamais voulu voir ou convenir que la succession protestante fût, sans qu'on l'avouât, le sujet de la division, avait tenté un dernier essai de réconciliation. Il fit rencontrer Oxford et Bolingbroke chez lord Masham. La dernière fois qu'il les y réunit, seul avec eux, il leur parla très librement et leur déclara qu'il allait partir, puisque tout était perdu. Bolingbroke lui dit tout bas qu'il avait raison, et Oxford finit la conversation en promettant que tout irait bien; mais bientôt lady Masham signifia au premier ministre qu'il ne devait plus compter sur elle, et qu'elle ne se chargerait plus de ses commissions pour la reine.

Swift était parti pour Oxford; de là il se retira chez un de ses amis en Berkshire, décidé à ne plus retourner à Londres. « Je serai bien aise d'avoir de vos nouvelles, écrivait-il à miss van Homrigh le 8 juin 1714, non comme habitante de Londres, mais comme amie; car je ne donnerais pas trois sous pour des nouvelles, et je n'en ai pas entendu une syllabe depuis que je suis ici. Le prétendant ou le duc de Cambridge pourraient être débarqués tous deux, que je n'en serais pas mieux informé; mais quand ce lieu serait dix fois pire qu'il n'est, rien ne me fera retourner à la ville tant que les choses y seront dans la situation où je les ai laissées. »

Cependant il avait à Londres de nombreux correspondans, et bientôt il fut tenu au courant de la marche des affaires par des lettres

presque quotidiennes dont nous donnerons pour tout récit des extraits textuels.

Du docteur Arbuthnot au docteur Swift. Kensington, 26 juin, v. s., 1714. — « J'ai tâché avec grand soin de vivre dans l'ignorance; mais je voulais en même temps jouir du jardin de Kensington, et là tel ou tel m'écoutent affairé vient se mettre en travers de mon chemin, me commence quelque histoire fâcheuse, et avant d'aller souper, j'ai la tête aussi troublée de soucis que si j'étais l'homme le plus au courant. Je vous donnerai un peu votre part d'ennui en vous disant que le Dragon (1) est dur à mourir. Il donne maintenant des coups de pied et des coups de poing autour de lui comme un beau diable. Vous savez que le manège parlementaire est son fort; mais point d'espérances d'arrangement entre les deux champions. Le Dragon a dit hier soir à Lady Masham et à moi qu'il avait beaucoup de peine à empêcher ses amis, qui sont très nombreux, de tout mettre en pièces. »

De Barber (imprimeur de Swift), 6 juillet. « J'ai, par grand bonheur, trouvé lord Bolingbroke hier; je venais de recevoir votre lettre à la minute. Je l'ai attaqué pour le vin, et il a sur-le-champ commandé pour vous deux douzaines de bouteilles de vin rouge de France et une douzaine de vin blanc d'Aziania sec... Mylord m'a chargé de vous dire ce matin qu'il vous écrira, et de vous informer, grand philosophe que vous êtes, que vous avez gagné le point, que les affaires publiques sont menées avec le même zèle et la même expéditive célérité qu'au temps où vous étiez ici, même qu'il y a eu progrès sous quelques rapports, que la même bonne intelligence continue, qu'il espère que le monde profitera de votre retraite, que jamais on n'eut plus qu'aujourd'hui besoin de votre inimitable plume, et d'autres choses que je ne me rappelle pas. »

D'Erasme Lewis (secrétaire de lord Dartmouth), 6 juillet. — « Les deux ladies (Somerset et Masham) paraissent avoir résolu la chute du Dragon et nourrir la chimérique pensée qu'il n'y aura pas de *monsieur le premier*, mais que tout le pouvoir résidera dans l'une et profitera à l'autre. L'homme de Mercure (2) les berce de cette pensée avec beaucoup d'adresse et de raison, car il sera naturellement *monsieur le premier* en vertu du petit sceau. Il a une trop mauvaise réputation pour être le grand porte-enseigne. Il prend donc un autre moyen, et je crois un très habile : c'est de garder sa position actuelle, à laquelle le pouvoir peut être attaché tout entier aussi convenablement qu'à la baguette... *Mercurialis* se plaint de ce que le Dragon l'a traité d'une manière sauvage; il l'accuse d'être avec les démocrates et de ne l'avoir pas oblié dans la moindre chose depuis qu'il a la baguette. *Le temps nous éclairera* (3). »

De Charles Ford (ami de Swift), 6 juillet. — « *Le Colonel* (Oxford) et ses amis tiennent la partie pour perdue, et je crois que la semaine prochaine nous verrons lord Bolingbroke à la tête des affaires. L'évêque de Rochester aura

(1) Sobriquet demi-ironique donné dans la société de Swift à lord Oxford, à la fois parce qu'il était très doux de caractère, et qu'il était chargé de la garde du trésor.

(2) Ou *Mercurialis*, surnom de Bolingbroke à cause de son éloquence.

(3) En français.

le sceau privé. On parle de plusieurs autres changemens... J'imagine que l'on répand ces bruits pour attirer tous ceux qui pourraient être opposés au nouveau système. Je puis difficilement croire que personne soit expulsé du cabinet, excepté le trésorier et le sceau privé (lord Dartmouth). »

D'Arbuthnot à Swift, 10 juillet. — « Nous sommes en politique dans une étrange condition, telle qu'on ne saurait dire pour qui l'on est. Cela vaudrait vraiment la peine que vous fussiez ici seulement vingt-quatre heures, pour voir la bizarrerie de la scène. Je suis sûr que vous en goûteriez mieux la vie des champs. Le Dragon tient très ferme et d'une mortelle étreinte la précieuse petite machine (la baguette). S'il avait pris la moitié autant de peine pour d'autres affaires qu'il s'en est dernièrement donné contre l'*Esquire* (William Bromley), il aurait pu être un dragon au lieu d'un Dagon. S'il fallait faire ou souffrir autant que lui, j'aimerais autant m'enrôler sur les galères. *Hæc inter nos.* »

De lord Bolingbroke à Swift, 13 juillet. — « Je n'ai jamais ri, mon cher doyen, de votre départ de la ville : au contraire j'ai trouvé que votre résolution de vous éloigner, à l'époque où vous l'avez prise, était très sage; mais je confesse que j'ai ri de tout mon cœur quand j'ai appris que vous prétendiez trouver dans le village de Letcombe tout ce que votre cœur désirait. En un mot, je vous ai jugé absolument comme vous me dites dans votre lettre que je dois vous juger. Si mes grooms n'avaient pas vécu d'une vie plus heureuse que je n'ai fait pendant ces longs derniers temps, je suis sûr qu'ils planteraient là mon service. Veuillez appliquer cette réflexion. Oui, j'aurais voulu être avec vous, avec Pope et Parnell, *quibus neque animi candidiores.* Dans un temps bien court peut-être, je puis avoir le loisir d'être heureux. Je persiste dans les opinions et les résolutions où vous m'avez laissé. Je me maintiendrai ou tomberai avec elles. Adieu. »

De Charles Ford à Swift, 15 juillet. — « On nous dit maintenant que nous n'aurons aucun changement, et que le duc de Shrewsbury pacifiera tout comme il faut. Je suis sûr que vous ne le croirez pas plus que moi, mais le Dragon a été plus gai que de coutume pendant trois ou quatre jours, et les gens en concluent que les brèches seront réparées. J'incline plutôt à l'opinion de ceux qui disent qu'il doit être fait duc et avoir une pension. »

De Lewis à Swift, 17 juillet. — « Je ne rencontre ni homme ni femme qui ait de bonnes raisons pour prétendre décider qui l'emportera. Notre ami femelle (lady Masham) a dit chez elle au Dragon, jeudi matin, ces propres mots : « Vous n'avez jamais rendu aucun service à la reine, et vous n'êtes capable de lui en rendre aucun. » Il n'a rien répondu; mais il a soupé avec elle et *Mercurialis*, le soir, chez elle-même. Il n'en médite pas moins de se venger. Il parle clairement et distinctement à tout le monde. Ceux qui se rangent sous sa bannière appellent la dame *dix mille fois chienne et fille de cuisine*. Ceux qui le haïssent parlent de même de lui. Et je regrette de toute mon âme qu'elle donne ainsi libre cours à sa colère, car elle est capable de véritable amitié et a beaucoup de qualités sociales et domestiques. Le grand procureur qui vous a fait l'offre ignoble d'un bénéfice en Yorkshire (lord Harcourt) a eu une longue conférence avec le Dragon mardi, l'a embrassé en partant et l'a chargé de ses malédictions le soir. »

De Charles Ford à Swift, 20 juillet. — « Une réconciliation est impossible, et

je ne puis deviner pour quelle raison l'affaire tarde autant, à moins que ce ne soit pour gagner quelques lords qui tiennent fort au Dragon, et d'autres qui ont de l'aversion pour le Capitaine (Bolingbroke). Le duc de Shrewsbury se déclare contre lui dans ses conversations particulières. C'est, je suppose, contre tout ministre principal, car on sait qu'il n'a pas de tendresse pour le Colonel (Oxford). »

De Lewis à Swift, 22 juillet. — « Vendredi dernier, le lord chancelier est allé à la campagne avec le dessein d'y rester jusqu'au 10 août; mais mardi il a été rappelé par un exprès de lord Bolingbroke. Mardi prochain, la reine va à Windsor. Les changemens quelconques que nous devons avoir paraîtront probablement avant son départ. »

De Charles Ford à Swift, 22 juillet. — « La reine va à Windsor mardi prochain, et l'on s'attend que tout sera réglé auparavant..... Les amis du Capitaine se croient sûrs de leur affaire, et ceux du Colonel sont tellement du même avis, qu'ils ne boivent à sa santé que pendant qu'il est encore en vie. Cependant on pense qu'il tombera fort doucement, avec une pension de 4,000 livres sterling par an et un duché. La plupart des tories français sont contens du changement, et les capricieux (tories hanovriens) prétendent aujourd'hui que tout leur mécontentement venait de ce qu'on favorisait trop les whigs! Bref, nous nous promettons de très heureux jours tant que le règne durera, et si l'*incertaine craintive nature* (la reine) ne vient pas nous désappointer, nous avons une très belle perspective. Le Dragon et son antagoniste se rencontrent chaque jour dans le cabinet; ils mangent souvent et boivent et se promènent ensemble, comme s'il n'y avait aucun désaccord, et quand ils se quittent, j'entends qu'ils se donnent des noms tels que d'autres que des ministres d'état ne pourraient l'endurer sans se couper la gorge. »

24 juillet. — « Nous nous attendions que la grande affaire se serait faite hier, et maintenant tout le monde s'accorde à dire que c'est pour ce soir. »

D'Arbuthnot à Swift, 24 juillet. — « La chute du Dragon ne provient pas entièrement de son ancien ami, mais de l'auguste personne que j'ai reconnue à quelques petits signes pour profondément offensée. En tout, le Dragon a été si mal traité, et il lui faudrait servir à de telles conditions dans l'avenir, s'il devait servir encore, que je jure bien que je ne conseillerais pas à un Turc, à un Juif, à un païen d'accepter situation pareille. »

De Lewis à Swift, 27 juillet. — « Vous jugez bien : ce n'est pas d'être mis dehors, c'est la manière qui m'enrage. La reine a dit à tous les lords ses raisons pour se séparer de lui, savoir qu'il négligeait toutes les affaires, qu'il était rarement compréhensible, que, lorsqu'il exposait ses idées, elle ne pouvait se fier à la vérité de ce qu'il disait, qu'il ne s'était jamais rendu auprès d'elle à l'heure convenue, qu'il était venu souvent ivre, que dernièrement, pour couronner tout, il s'était conduit envers elle avec de mauvaises manières, inconvenance, manque de respect. *Pudet hæc opprobria nobis*, etc. — Je suis hors de moi, quand je pense à tout cela et à l'orgueil du vainqueur. »

Du comte d'Oxford à Swift, 27 juillet. — « Si je disais à mon cher ami quel prix je mets à son amitié si peu méritée, j'aurais l'air de me défier de lui et de moi-même. Quoique je n'aie plus eu d'autorité depuis le 25 juillet 1713 (1),

(1) Ce jour-là, Oxford, malade, avait adressé par écrit à Bolingbroke son plan d'administration, qui n'avait jamais été exécuté.

je crois maintenant pouvoir, comme simple particulier, me permettre de renouveler votre congé, à la condition que votre absence me vaudra votre présence, car demain matin je serai un simple particulier. Dès que j'aurai réglé ici mes affaires domestiques, j'irai à Wimple; de là, seul dans le Herefordshire. Si nos tête-à-tête ne vous ont pas ennuyé, accourez pour tout ce temps-là vers quelqu'un qui vous aime; je crois que dans la masse des âmes les nôtres ont été faites pour être l'une auprès de l'autre. Je vous envoie une imitation de Dryden, qui m'est venue en allant à Kensington (chez la reine). « Servir avec amour et répandre son sang est approuvé là-haut; mais ici-bas « les exemples montrent qu'il est fatal d'être bon. »

De Lady Masham à Swift, 29 juillet. — « Mon bon ami, j'avoue que cela n'a pas l'air très aimable à moi de passer tout ce temps sans vous remercier de votre sincère et aimable lettre, mais j'avais résolu d'attendre que je pusse vous dire que la reine avait assez pris l'avantage sur le Dragon pour lui retirer son pouvoir des mains. Il a été pour elle et pour tous ses amis l'homme le plus ingrat qui soit jamais venu au monde. Je ne puis avoir en ce moment tout le temps de vous écrire, parce que ma chère maîtresse n'est pas bien, et je pense que je puis mettre son mal à la charge du trésorier, qui depuis trois semaines entières l'a tourmentée, vexée sans interruption, et elle n'a pu se débarrasser de lui que mardi dernier (27 juillet)... Nous abandonnerez-vous et irez-vous en Irlande? Non, c'est impossible; votre bonté est toujours la même, votre charité et votre compassion pour cette pauvre lady, qui a été barbarement traitée, ne vous permettent pas de vous éloigner. Je sais que vous aimez à secourir les malheureux, et il ne peut y avoir un plus grand objet de pitié que cette excellente lady. Je vous en prie, cher ami, restez ici..... »

Voici maintenant ce qui s'était passé. Le 9 (20) juin, Oxford, poussé à bout, adressa à la reine un compte-rendu de son administration. Dans ce mémoire, qui est curieux par la simplicité, et qui n'est pas d'un grand ministre (mais peut-être il fallait se mettre à la mesure de la reine Anne), il lui rappelle les travaux et les succès de sa gestion financière, et revendique une forte part dans la conclusion de la paix. Il accuse Bolingbroke d'avoir voulu, dès le mois de février 1711, se faire un parti dans la chambre, et il ajoute que c'est à la même époque que le secrétaire d'état l'a invité à dîner pour la dernière fois. Il lui reproche son irritation lors de sa promotion à la pairie, sa négligence de certaines mesures pendant tout le temps que lui, Harley, avait été malade, et il montre combien il serait injuste de reporter sur lui-même la responsabilité de tous les manquemens du secrétaire d'état. On aperçoit bien que, sans l'accuser, il s'en prend à lady Masham, et en effet, n'ayant plus à la ménager, il venait de mettre opposition à une gratification annuelle de 1,500 livres sterling qu'elle avait obtenue.

La reine avait sa résolution prise; elle ne fit aucune réponse, et, comme elle était souffrante, elle ne tint point de conseil. On doit

soupçonner que l'ancien escalier dérobé de lady Masham ne fut pas fermé pour Bolingbroke. Le 20 juillet, la reine le manda avec le chancelier, et sept jours après elle reçut Oxford, qui la trouva entourée de ses ennemis, Bolingbroke, Harcourt, lady Masham. Il y eut une scène très vive qui dura jusqu'à deux heures du matin. Oxford ne ménagea personne; il montra le ridicule et le péril du plan de ses adversaires, prédit qu'il serait vengé et qu'il les verrait, réduits à leur abjection primitive, payer leur dette à la justice nationale. La reine parut fort troublée, mais nullement touchée, et elle lui reprit la baguette blanche, signe du titre de lord trésorier.

Les amis d'Oxford, et parmi eux Swift lui-même, ont attribué sa disgrâce à son attachement pour la succession protestante. Il faut supposer en effet un grief bien sérieux dans l'esprit de la reine, à moins qu'on ne veuille tout ramener à quelque vengeance de lady Masham. Comment s'expliquer la défection de tous ceux qu'il avait faits ministres, si ces derniers ne l'avaient cru séparé de la reine et d'eux sur un point fondamental? Le duc de Shrewsbury seul reste difficile à comprendre; il passa du côté de Bolingbroke probablement pour rester du côté de la reine, mais il avait ses desseins. Pour Bolingbroke, il triomphait; on le croyait premier ministre. Ormond, Atterbury, Wyndham, Bromley, Moore, semblaient prêts à le suivre. Buckingham, Strafford, le comte de Mar, secrétaire d'état pour l'Écosse, devaient s'unir à lui. Tous ces noms semblent des preuves parlantes d'un complot jacobite, et l'on ne peut guère supposer que l'exclusion perpétuelle des Stuarts fût la pensée fondamentale de la nouvelle coalition. Cependant il semble que rien entre eux n'était décidément convenu. Très peu de jours après le renvoi d'Oxford, lord Lansdowne, se trouvant en voiture seul avec Wyndham, lui dit que, maintenant que le pouvoir était entièrement dans leurs mains, ils pouvaient aisément ménager une restauration. — « Chassez cette idée de votre tête, répondit sir William, cela ne se fera jamais. Jacques est un homme impraticable, jamais on ne le pourra réduire. » C'était apparemment une allusion à l'obstination religieuse du prétendant. En effet, loin de faire une cour exclusive aux jacobites, Bolingbroke, fidèle à l'usage de tous ceux qui arrivent au pouvoir par une opinion extrême, recherchait déjà les chefs de l'opinion contraire; il réunissait à dîner, dans sa maison de Golden-Square, Walpole, Stanhope, Pulteney, les principaux orateurs whigs, et cherchait ces rapprochemens forcés toujours faciles aux opinions franchement opposées, parce qu'ils ne tirent pas à conséquence. On parla même un moment d'un ministère de coalition, et un ancien négociant, John Drummond, un des confidens de Bolingbroke, eut ordre de se tenir prêt à partir pour le Hanovre, où il devait aller traiter avec l'électeur. Le soir du

samedi 31 juillet, il attendit à Kensington, pour recevoir ses dernières instructions, Bolingbroke, qui ne vint pas. Tout indique donc que ce dernier avait, comme on dit, fait son thème en plusieurs façons; mais, quel que fût son plan préféré, il allait s'évanouir dans la région fantastique où s'envolent les rêves des ambitieux. La scène de la rupture avait profondément ébranlé la reine. Elle se trouva mal le 29 juillet, et son état parut aussitôt désespéré. En ce moment critique, tous les partis furent sur pied. Les whigs s'y étaient préparés dès longtemps. Ils étaient organisés, prêts à soutenir la loi par la force, si la force attentait à la loi. Le général Stanhope devait s'emparer de la Tour de Londres, et Marlborough passer le détroit. Les jacobites s'échauffaient dans leurs espérances; mais, bercés d'illusions, ils avaient compté sur la reine, sur une conspiration de cour, et la cour était éperdue, la reine mourante, le ministère dissous. Le gouvernement était pris au dépourvu en pleine crise ministérielle. Oxford n'était plus chef du cabinet, mais Bolingbroke ne l'était pas encore. Il comptait sur lord Shrewsbury, mais Shrewsbury était un esprit élevé et clairvoyant. Son ambition était supérieure à son courage; il avait pu manquer de franchise et de constance, mais il aimait le bien public et savait le discerner dans les circonstances décisives. Ni sa timidité ni sa conscience ne s'accommodait d'une politique aventureuse. Réservé, dissimulé même, il sut prendre son parti sans le dire, et n'oublia pas qu'il avait participé à la révolution de 1688. Il prévint donc secrètement les ducs d'Argyll et de Somerset, et au moment où un conseil privé, composé des grands officiers et des ministres, s'assemblait à Kensington, les deux lords whigs y parurent sans avoir été convoqués; Shrewsbury les remercia et les invita à prendre séance. Sur les déclarations des médecins que le danger de la reine était pressant, ils proposèrent de pourvoir aux fonctions de lord trésorier, et de prononcer à la reine le nom de Shrewsbury. Le coup fut terrible; Bolingbroke pâlit, mais ni lui ni personne n'osa faire d'objection, et lui-même ne put refuser d'aller avec les deux autres secrétaires d'état, Bromley et le comte de Mar, auprès du lit de la reine lui proposer la nomination du duc de Shrewsbury pour lord trésorier. Elle répondit d'une voix faible qu'on ne pouvait lui recommander personne qui lui convînt mieux, et, en lui remettant la baguette, elle lui dit : « Usez-en pour le bien de mon peuple; » puis elle retomba épuisée, si même elle ne l'était trop déjà pour avoir prononcé ces paroles.

Le conseil privé se compose, comme on sait, des hommes les plus considérables des deux chambres, de ceux qui remplissent ou qui ont rempli de grandes charges; mais ceux-là seuls y assistent qui sont spécialement appelés. Sur la proposition d'Argyll et de Somerset, Shrewsbury le convoqua tout entier. Non-seulement lord Oxford,

mais lord Somers et tous les chefs du parti whig y reparurent, et la puissante coalition qui avait fait la révolution fut en un instant reconstituée. A peine la reine eut-elle expiré (1er août 1714) — en prononçant, dit-on, quelque plainte en souvenir de son frère, la régence était établie, l'électeur de Hanovre était appelé, une escadre allait à sa rencontre, toutes les troupes avaient des ordres, toutes les mesures étaient prises, et George Ier était proclamé au milieu de la joie publique. L'acte de proclamation portait la signature de tous les ministres. Bolingbroke avait donné la sienne, quoique Atterbury lui offrît de proclamer Jacques III à Charing-Cross, demandant à ouvrir lui-même la marche en costume épiscopal; mais Bolingbroke n'osa, et le prélat dit avec une exclamation peu orthodoxe : « Voilà la meilleure cause qu'il y ait en Europe perdue faute de hardiesse. » Cette hardiesse eût été une folle témérité. Tout ceci fut une surprise, mais une surprise écrasante. « Le comte d'Oxford a été congédié mardi, écrivait Bolingbroke à Swift, la reine est morte dimanche. Qu'est-ce que ce monde? et comme la fortune se moque de nous! » — « Milord Bolingbroke est pénétré de douleur, écrivait d'Iberville, le chargé d'affaires de France: il m'a assuré que ses mesures étaient si bien prises, qu'en six semaines de temps on aurait mis les choses en tel état qu'il n'y aurait eu rien à craindre de ce qui vient d'arriver. » C'est ce jour-là que Bolingbroke eut besoin de se confirmer dans sa devise : *Nil admirari*.

S'il faut en croire De Foe, qui peut être récusé comme l'historiographe dévoué du comte d'Oxford, dans son *Histoire secrète de la Baguette blanche*, Bolingbroke s'écarta beaucoup du sang-froid stoïque que lui commandait sa devise. En voyant le duc de Shrewsbury lui enlever la première place, il se serait écrié : « Que le souffle de l'enfer et la rage d'un million de diables soient sur la maudite baguette (jetant son sac (1) sur le plancher)! C'est lui (Oxford) qui nous a déçus et qui a rompu toutes nos mesures. — Nous enlever la baguette! aurait dit l'évêque de Rochester. Par Lucifer, je ne pouvais croire qu'elle l'osât. Que pouvons-nous faire sans cela? Nous n'avons plus qu'une ressource, la France et l'héritier légitime. Voilà ce qu'il faut et ce qui sera, par Dieu! » On ne sait ce qu'a pu dire Atterbury; mais, quoique frappé par l'événement, Bolingbroke ne mesura pas d'abord toute la profondeur de sa chute. Il adressa une lettre assez convenable au nouveau roi, et le même jour, 3 août, il écrivait à Swift : « Comme la prospérité divise, peut-être l'adversité pourra-t-elle nous unir à un certain degré. Les tories semblent réso-

(1) Le sac tenait alors lieu de portefeuille. Voyez les sacs de procès dans *les Plaideurs*. Ils sont encore en usage au barreau anglais.

lus à n'être pas écrasés, et cela suffit pour empêcher qu'on ne le soit... J'ai tout perdu par la mort de la reine, excepté mon énergie d'esprit, et je vous proteste que je la sens s'accroître en moi. Les whigs sont un tas de jacobites, voilà quel sera le cri dans un mois, si vous voulez. » — On voit dans la réponse sérieuse et réfléchie du docteur qu'il ne partageait pas ces espérances et ne lui laissait d'autre rôle que celui de chef du parti de l'église. « Nous avons certainement plus de têtes et de bras que nos adversaires, mais il faut reconnaître qu'ils ont de plus fortes épaules et de plus fermes cœurs. Je soupçonne seulement que nos amis, j'entends le vulgaire du parti, sont devenus *trimmers* pour le moins, et que le cri *commerce et laine* (1), opposé au cri *Sacheverell et l'église,* a fort refroidi leur zèle. » Sans aucun doute, au premier moment, une partie des tories espérèrent qu'ils trouveraient leur place dans le nouvel établissement, et beaucoup durent se prévaloir de ne l'avoir pas directement attaqué. Pour Bolingbroke, il vit bientôt qu'il n'était qu'au début de ses épreuves.

Ce ne fut pas la moins dure assurément que l'obligation de remplir son office de secrétaire d'état sous les ordres du conseil de régence. Conformément à l'acte de 1705, ce conseil se composait de dix-huit lords de justice désignés d'avance par l'électeur de Hanovre dans un instrument secret confié en triple expédition aux mains de trois dépositaires, et la plupart de ces membres se trouvèrent être pris parmi les plus grands adversaires de Bolingbroke. Addison était secrétaire du conseil; mais comme Bolingbroke conservait, jusqu'à ce que le roi se fût prononcé, le titre et les sceaux de secrétaire d'état, il en remplit les fonctions apparentes pendant un mois sous les ordres d'un conseil qui agissait, disait-il, comme aurait pu le faire le saint-office. On lui infligeait l'humiliation d'attendre chaque jour à la porte de la salle où délibérait la régence, sans être admis aux délibérations, et pour donner ensuite à quelques actes la forme officielle qu'il pouvait seul leur donner. Il était obligé de remettre dans les mains d'Addison toutes les dépêches qui lui étaient adressées. Enfin, au bout d'un mois, un ordre vint du Hanovre, qui le remplaçait par lord Townshend, et l'ordre fut exécuté sans ménagement. (31 août v. s.) « La manière dont j'ai été congédié, écrivait-il, m'a bien affecté au moins deux minutes. » Il partit pour la campagne. Là, il reçut avis de revenir à Londres pour assister à la remise des sceaux de son office. Comme ses papiers les plus importans avaient été mis en sûreté par son secrétaire, il s'excusa, mais demanda l'honneur de baiser la main du roi. Il fut dédaigneusement refusé.

(1) Les préjugés économiques froissés par les stipulations commerciales de la paix d'Utrecht avaient modifié les dispositions des tories.

XVI.

Bientôt des pensées plus sérieuses encore que des ressentimens ou des regrets durent agiter son esprit : le pouvoir passait aux mains de ses ennemis. L'accusation de trahison avait été le thème habituel de l'opposition. N'eût-il nourri aucun dessein contre les lois et ses sermens, il ne pouvait ignorer quelles apparences suspectes s'élevaient contre lui, et l'usage des partis n'était pas alors de dédaigner les simples apparences ni d'épargner les vaincus. Il avait vu Oxford, fier de sa récente disgrâce, s'empresser d'aller avec une sérénité affectée à la rencontre du nouveau roi; lui-même il avait cru de sa prudence ou de son devoir d'assister au couronnement. Mais la presse commençait à gronder; celle qui le défendait, qui du moins attaquait ses adversaires, n'était pas la moins violente. Elle irritait la haine et provoquait les vengeances: elle appelait le péril, au lieu de le conjurer. Un libelle, du moins le gouvernement le désignait ainsi, avait été publié sous le titre d'*Avis amiables aux francs tenanciers de l'Angleterre*. On l'attribuait à la plume de son ami l'évêque de Rochester, et cet écrit semblait dicté par la haine contre le nouveau roi et sa maison.

Bolingbroke assure que dans les premiers momens il n'y avait pas de jacobites, que du moins il ne s'en montrait pas; mais il convient que bientôt la masse des tories tourna les yeux vers le prétendant, et que même, au commencement de l'année suivante, il reconnut à quelques signes l'existence d'un projet d'entreprise en faveur de sa cause. Seulement il impute ce retour d'une opinion d'abord découragée aux mesures violentes du gouvernement, et il accuse les whigs d'avoir créé le complot en le supposant, d'avoir suscité des jacobites en traitant comme tels tous leurs ennemis. Cependant, de son aveu même, quelques-uns de ses amis se jetèrent dès l'abord dans une vive opposition, et l'on peut douter qu'une partie des tories ne fût pas un peu dès la veille ce que, selon lui, ils devinrent le lendemain. Il est vrai que bien que George Ier eût annoncé l'intention de ne point se montrer exclusif dans le choix de ses serviteurs, une fois en Angleterre (18 septembre 1714), la force du courant l'emporta, et son avénement fut le triomphe du parti whig, destiné à gouverner au moins pendant deux règnes. Le parti opposé n'avait que trop préparé cette réaction, ses fautes et ses revers le condamnaient à la subir. Il avait montré à ses adversaires comment on abuse de la victoire. On devine d'avance quels furent les nouveaux ministres : les noms de Cowper, Somers, Sunderland, Wharton, Nottingham, Townshend, Stanhope, se présentent sur-le-champ à l'esprit. Il n'y eut point de lord trésorier; la trésorerie fut mise en commission sous la présidence de Ha-

lifax, qui s'étonna de n'être pas premier ministre. Marlborough reprit son titre de commandant général, et reçut toute sorte d'honneurs; mais, soit par la défiance des whigs, soit par le conseil de sa femme, il ne rentra point dans le gouvernement. C'est Townshend, premier secrétaire d'état, qui passait pour le chef de l'administration. Walpole, son beau-frère, payeur général, et Pulteney, secrétaire de la guerre, n'étaient pas dans le cabinet; cependant avec Stanhope ils conduisaient les affaires de la chambre des communes. Bolingbroke dit que c'est Walpole qui ne répondit de la nouvelle chambre qu'autant qu'on laisserait aux whigs leur pleine liberté d'action, c'est-à-dire les droits d'un parti triomphant. En effet, les nouvelles élections leur donnaient la majorité (janvier 1715). Avant même que le parlement se réunît, des recherches menaçantes avaient commencé; les scellés avaient été mis sur les papiers de Strafford, et Prior était rappelé de Paris. Dès le début de la session (17 mars), l'adresse des pairs exprima l'espoir que le règne nouveau rétablirait (*recover*) la réputation du royaume dans les contrées étrangères, à peu près comme à l'avénement de la reine Anne l'adresse des communes parlait de réparer (*retrieve*) l'honneur de la nation. Ces représailles sont inévitables; elles n'arrêtent et n'éclairent personne. A cette proposition d'une sentence générale contre la diplomatie de tout un règne, Bolingbroke demanda que le mot *maintiendrait* remplaçât le mot *rétablirait*. Il défendit la mémoire de la feue reine, et son discours fut digne de lui. C'est le dernier qu'il ait prononcé; malheureusement pas plus que les autres il n'a été conservé. Lord Shrewsbury appuya en vain l'amendement. Le chancelier Cowper insista pour que l'adresse contînt une censure de la paix d'Utrecht et de ceux qui l'avaient conseillée, et le chancelier, soutenu par Nottingham et Wharton, fut écouté. Aux communes, Walpole proposa une adresse plus explicitement sévère, la commenta en termes plus sévères encore, et malgré Wyndham, Bromley, Shippen, combattus par Stanhope et Pulteney, le vote de censure obtint 244 voix contre 138.

C'étaient là de sombres présages. On savait que des recherches s'opéraient dans les dépôts des correspondances officielles. L'opposition, dans ses débats antérieurs, avait qualifié la conduite du dernier ministère en termes violens qu'elle pouvait avoir à cœur de justifier. Au mois d'avril précédent, lord Anglesea, qui n'était pourtant qu'un tory hanovrien, avait prononcé le mot sinistre d'échafaud, et l'on chantait dans les rues des couplets qui se lisent dans l'histoire et dont voici le sens : « Oh! les coquins de faiseurs de paix, Bob (Oxford), Harry (Bolingbroke), Arthur (Moore), Matt (Prior), qui ont perdu notre commerce, trahi nos amis, et tout cela pour servir une fille de chambre (lady Masham)! — Marlborough le grand a défait nos ennemis; puissent-ils être encore assommés par lui! Puissent le

laquais être écorché (Moore, fils d'un valet de pied) et le garçon de cabaret fouetté (Prior, fils d'un maître de taverne), mais Bob et Harry pendus! »

Enfin, de quelque manière que l'on juge leur conduite, difficilement *Bob* et *Harry* pouvaient se croire irréprochables et attendre l'épreuve d'une enquête en parfaite sécurité de conscience. C'était payer un peu cher les santés que, dans un autre temps, la marquise de Croissy, ayant à souper Prior auprès d'elle, portait gaiement « à Harry et à Robin! au sorcier et à son démon familier! » Dans ce commun péril, la conduite des deux anciens ministres ne fut pas la même. Oxford témoigna une grande indifférence, nulle affectation dans sa manière de vivre. Il allait à la campagne, il revenait à la ville, sans paraître ni rien fuir ni rien braver, attentif seulement à rappeler ce qu'il avait fait pour la succession protestante. Bolingbroke manifesta d'abord beaucoup d'assurance. Il semblait au-dessus de la crainte comme des regrets. Il disait que pour lui l'adversité n'était pas le malheur. Il se montrait partout. Son langage au parlement avait été vif et hardi; il semblait défier l'accusation. A ceux qui s'alarmaient, il disait que tant qu'elle n'était pas votée, tant qu'il n'y avait pas d'*impeachment* décrété, sa liberté ne courait aucun risque. Tout à coup il apprend que Prior, débarqué à Douvres, a promis de tout révéler, et il se décide à fuir. C'est du moins le jour où cet ancien confident, après avoir été reçu par le roi, dîna chez lord Townshend avec Stanhope et ses amis, que Bolingbroke quitta Londres secrètement. Le vendredi 25 mars, il s'était montré au spectacle à Drury-Lane; il avait, comme cela se pratiquait, demandé une autre pièce pour le lendemain, et souscrit pour un opéra nouveau dont on annonçait la représentation : le soir même, sous le déguisement d'un domestique de Lavigne, courrier du cabinet français, il gagna Douvres, où le mauvais temps le retint toute une journée. Enfin, après avoir excité plus d'un soupçon, malgré sa perruque noire, sa redingote boutonnée jusqu'au menton et les portemanteaux dont il chargeait ses épaules, il s'embarqua le dimanche 27, et atteignit Calais à six heures du soir. Le gouverneur de la ville le vint trouver sur-le-champ et l'emmena chez lui. Le même jour, il courut à Londres une lettre de lui que les journaux répétèrent, et dans laquelle il écrivait à lord Lansdowne qu'il avait décidé son prompt départ sur l'avis de personnes initiées au secret des affaires, qu'il y avait dessein formé de le poursuivre jusqu'à l'échafaud. S'il eût pu attendre un loyal examen des deux chambres, qui l'avaient préjudiciellement condamné sans l'entendre, il n'aurait reculé devant aucune épreuve, car il pouvait défier ses plus cruels ennemis de produire contre lui le moindre indice de correspondance criminelle. Il n'était coupable que d'avoir servi trop fidèlement sa royale maî-

tresse; mais il savait que son sang devait être le ciment d'une nouvelle alliance.

On a prétendu que l'avis de s'éloigner lui avait été secrètement donné par le duc de Marlborough. Il a depuis allégué, pour motiver sa fuite, l'impossibilité où la manière de procéder contre lui le mettait de se défendre; sa répugnance à chercher son salut dans la protection des tories hanovriens, qui commençaient à revenir sur leurs pas (il dit qu'il aurait mieux aimé le tenir des whigs eux-mêmes); enfin l'horreur qu'il éprouvait à voir sa situation assimilée à celle de lord Oxford. « Rien peut-être ne contribua tant à me déterminer que ce sentiment. Un principe d'honneur ne m'aurait pas permis de séparer sa cause de la mienne : extrémité pire que la mort même. »

La haine de Bolingbroke pour Oxford ne s'est en effet jamais démentie. Il écrivait à Swift : « Je ne me pardonnerai jamais d'avoir été si longtemps la dupe d'un orgueil si réel et d'une humilité si gauche, d'une telle apparence d'amitié familière avec un cœur si vide de toute affection, d'un tel penchant naturel à s'emparer des affaires et du pouvoir, et d'une incapacité si parfaite pour conduire les unes, avec une disposition de tyran à abuser de l'autre. Mais assez sur lui : je ne peux l'accuser d'être un coquin sans me convaincre moi-même d'être un sot. »

La haine donne de mauvais conseils, si elle détermina le départ de Bolingbroke. Cette fuite fit scandale. Le danger était réel pourtant; mais le public aime à voir les hommes d'état persécutés poser devant lui dans une attitude intrépide. La retraite de celui-ci parut une faiblesse et un aveu : elle pèse encore sur sa mémoire, et elle a en partie décidé l'histoire à le déclarer coupable.

Douze jours après qu'il avait disparu, Stanhope mit sous les yeux de la chambre des communes les nombreuses pièces relatives aux négociations de la paix d'Utrecht et de la suspension d'armes qui l'avait précédée. Un comité secret de vingt et un membres fut nommé au scrutin pour en prendre connaissance, véritable commission d'accusation dont Walpole était président, et qui procéda avec une activité passionnée. Prior fut un des principaux témoins; mais, s'il avait promis de tout dire, il ne fit pas de révélations graves, soit qu'il n'eût en effet rien à révéler, soit qu'il n'eût promis de parler que pour acquérir une faveur utile à la défense de son protecteur et de son ami. Il se compromit même au point de se faire arrêter. Néanmoins Walpole, le 9 juin, présenta le rapport du comité. C'était une œuvre habile et passablement concluante. On demanda sans succès l'ajournement de l'examen à douze jours, et Walpole, en son nom, proposa l'accusation de Bolingbroke pour haute trahison. Sa fuite avait découragé tous ses amis. Deux voix s'élevèrent à peine pour le défendre

faiblement: la motion passa sans division. « Vous avez accusé l'écolier, j'accuse le maître, » dit lord Coningsby, et l'*impeachment* fut également prononcé contre le comte d'Oxford. Toutefois il sembla que le comité avait fait une différence entre les deux ministres, et les hommes les plus considérables, Walpole, Stanhope, laissèrent à d'autres l'initiative de cette seconde accusation. Oxford parut le lendemain à la chambre des pairs; mais il vit que tout le monde l'évitait, et il se retira. Il reparut le jour où les vingt-deux articles d'accusation y furent portés. Il se défendit en alléguant, en insinuant du moins que plusieurs des actes incriminés n'avaient été que l'exécution d'exprès commandemens de la reine. Il parla avec simplicité et modération, et il inspira de l'intérêt. Le reproche de mauvaise foi envers les alliés, envers les chambres, envers le public, ne pouvait être écarté; mais il rendit au moins douteux que la mauvaise foi fût arrivée jusqu'à la trahison. Il usa largement de la faculté de nier qu'il eût connu ou conseillé certains actes de la volonté royale, et sa défense montre qu'une assez grande incertitude régnait encore dans les esprits sur la juste étendue de la responsabilité ministérielle. Walpole dit spirituellement que cette défense pouvait s'écrire en deux lignes : « La reine a tout fait, et c'était une pieuse et sage princesse. » Comme l'assemblée avait paru touchée, une minorité assez forte essaya de détourner ou d'ajourner le coup, mais en vain : Oxford fut envoyé à la Tour de Londres.

L'accusation contre le duc d'Ormond souffrit plus de difficulté; elle fut demandée le 21 juin par Stanhope. Le duc avait beaucoup d'amis : si sa conduite à la tête de l'armée de Flandre était peu conforme aux vertus militaires, il n'avait fait qu'obéir à son gouvernement. Son caractère aimable et généreux le rendait populaire; mais après qu'il eut étalé beaucoup de confiance et de faste, bravé ses ennemis par des rapports publics avec l'opposition jacobite, l'emprisonnement d'Oxford l'intimida. Sa dignité n'était pas de la fermeté. Il songea aussi à la retraite, et étant allé voir le captif à la Tour de Londres, il lui conseilla de chercher un moyen d'évasion. Oxford refusa avec ce calme sans éclat qui ne l'abandonna jamais, et tous deux, en souvenir des célèbres adieux du prince d'Orange et du comte d'Egmont, se dirent en se quittant : « Adieu, comte sans tête! — Adieu, duc sans duché! » Et Ormond passa en France. Aussi la motion contre lui fut-elle adoptée, mais à 234 voix contre 187. Comme il était fugitif ainsi que Bolingbroke, l'*impeachment* contre tous deux fut changé en *attainder*, c'est-à-dire qu'au lieu d'une accusation portée par la chambre des communes devant celle des lords, un bill, passé par les deux chambres presque sans opposition, les déclara *attaint* ou hors la loi : peine de mort, mort civile, amende,

confiscation, perte de titres, déchéance de la race, ou, comme on dit, *corruption du sang*, telles étaient les conséquences de ces sortes de lois de proscription.

Lord Oxford ne parut pas d'abord gagner beaucoup à s'être montré plus confiant dans la justice de son pays. On l'oublia deux ans à la Tour de Londres. Lui-même ne réclama pas, soit qu'il cédât à son indolence naturelle, soit qu'il comptât sur le temps pour calmer les passions, médiocrement animées contre lui. Enfin le 22 mai 1717 il adressa une pétition pour demander jugement. Le 24 juin, la chambre des pairs siégeait dans Westminster-Hall, et les débats allaient commencer sur le premier article d'accusation, quand lord Harcourt, l'ancien chancelier, fit remarquer que la poursuite était à la fois pour haute trahison et pour de simples délits, et qu'au lieu d'examiner un à un tous les chefs d'accusation, ce qui serait infini, il vaudrait mieux vider immédiatement la question de haute trahison, puisque la condamnation sur ce point finirait tout; en cas d'acquittement, il resterait à juger un procès plus simple qui devait faire cesser la détention préventive d'un pair du royaume. Or le crime de haute trahison ne pouvait être suffisamment prouvé. Cette motion était donc toute dans l'intérêt de l'accusé. A cette époque, Townshend et Walpole étaient sortis des affaires. Dans leur opposition nouvelle, ils se croyaient obligés de ménager les tories. Walpole, qui s'était toujours montré moins acharné contre Oxford, avait cessé de paraître au comité d'accusation. La motion de Harcourt passa malgré la résistance de Sunderland, alors chef du ministère. Cette nouvelle manière de procéder déplut à la chambre basse : elle vit dans cette prétention de régler l'ordre de l'accusation une violation de ses priviléges, et comme elle était assez refroidie sur le fond de l'affaire, elle s'échauffa sur la forme, au point de faire défaut le jour indiqué pour rouvrir le débat. La cour des pairs attendit un quart d'heure, et, ne voyant point d'accusateur paraître, elle rendit une sentence d'acquittement qui fut accueillie par les applaudissemens de la multitude. Dans un temps calme, toute absolution prononcée contre le gré du pouvoir est populaire. Oxford d'ailleurs s'était fait grand honneur par sa patience et sa modération. On ignorait que du fond de sa prison il eût écrit au prétendant pour lui offrir ses services. Lui-même peut-être n'attachait pas grande importance à cette démarche, qui rentrait dans ses habitudes de négociation universelle. Quand il fut libre, le roi lui interdit de venir à la cour; mais il avait de nombreux amis, son commerce était plein d'agrémens : il vécut encore six ans dans une heureuse tranquillité, jouissant des plaisirs de la société et des trésors d'une magnifique bibliothèque. Elle contenait, dit-on, plus de cent mille volumes; elle fut dispersée après sa mort, mais sa précieuse collection de plus de sept mille manuscrits (*Har-*

leian library) est encore une des richesses les plus renommées du Musée Britannique. Cette fin de vie, sa modestie, sa douceur, son courage sans faste dans de grandes épreuves, lui méritèrent un retour de faveur publique, et ont en partie effacé les taches que la flexibilité sans conscience et l'égoïsme versatile de son caractère politique auraient pu laisser sur sa mémoire. D'Oxford et de Bolingbroke, c'est Oxford après tout qui a choisi la meilleure part.

XVII.

Bolingbroke, une fois en France, ne tarda pas à former de publiques relations avec le prétendant, et bientôt à devenir le ministre de ce roi sans royaume. Rien n'a contribué davantage à convaincre les contemporains et les historiens que, du temps même où il participait au gouvernement de son pays, il préparait ou souhaitait le retour des Stuarts, conspirait avec eux au moins par la pensée, et méritait moralement la condamnation qui a détruit sa fortune, châtié son ambition, flétri son nom. Sous ce rapport, la notoriété historique s'élève encore contre lui; des écrivains très éclairés, parmi lesquels il suffit de citer lord Brougham, lord Mahon, sir James Mackintosh, M. Hallam, n'hésitent pas en jurés à prononcer : coupable. Cependant ils ne sont d'accord ni sur l'étendue de la culpabilité ni sur la nature des preuves, et ils laissent encore percer des doutes dans le cours de leurs recherches, tout en se montrant assez affirmatifs dans leur jugement général. Il est impossible de se taire sur cette question difficile et controversée; il est impossible de la traiter dans tous ses détails : ce serait le sujet d'un ouvrage. Les quatre dernières années du règne de la reine Anne sont regardées comme un problème historique, et ce problème comprend l'examen de la paix d'Utrecht, laquelle se lie à la politique générale de l'Europe depuis plus d'un siècle. Enfin le rôle biographique, anecdotique, si l'on veut, de chaque personnage connu dans tous les événemens de cette époque constitue pour chacun d'eux un problème particulier qu'il est souvent impossible de résoudre et toujours difficile d'éclaircir. Sans pouvoir éviter de toucher à ces divers sujets, nous ne dirons que l'indispensable pour mettre dans son jour la conduite du seul Bolingbroke.

Il a lui-même et plus d'une fois essayé de l'expliquer. Dans sa *Lettre à sir William Wyndham*, écrite en 1717 et publiée après sa mort dans une *Dissertation sur l'état des partis à l'avénement du roi George Ier*, composée en 1738 pour Frédéric, prince de Galles; enfin dans la huitième de ses *Lettres sur l'étude et l'usage de l'Histoire*, et qui est une défense habilement élaborée du traité d'Utrecht, il s'est attaché à prouver ce qu'il affirme positivement : c'est que,

malgré toutes anecdotes contraires, il n'y a jamais eu ni dessein formé d'écarter la succession protestante pendant les quatre dernières années de la reine Anne, ni parti organisé pour accomplir ce dessein à l'époque de la mort de cette princesse. Swift, dans tous ses écrits, dans toutes ses lettres, longtemps même après les événemens, répète cent fois la même chose, et nie d'une manière si absolue l'existence d'un pareil dessein parmi toutes les personnes attachées au gouvernement, qu'il a fini par inspirer à M. Hallam des doutes sur sa propre innocence. La preuve en effet qu'il donne avec le plus de confiance du néant d'un pareil complot, c'est qu'il n'en a rien su. La naïveté est grande assurément. Un historien judicieux, très attaché et plus que Swift aux principes de la révolution de 1688, Somerville, suivi en cela par le seul biographe de Bolingbroke, M. Cooke, a établi avec soin, non qu'il n'y avait point de parti jacobite, non que les vœux secrets de la reine n'étaient point pour ce parti, mais que le gouvernement n'a jamais donné les mains aux projets ni de la reine, ni des Stuarts, ni de leurs adhérens, et que la succession protestante n'a jamais été sérieusement en danger. Un écrivain français, qui connaît à merveille toute cette époque de l'histoire d'Angleterre, M. Grimblot, a tâché de démontrer par des documens nouveaux que lord Bolingbroke et même la reine n'avaient jamais songé sérieusement à une restauration, et à de très précieuses preuves, très ingénieusement discutées, il ne craint pas d'en ajouter une : c'est le *caractère ouvert et généreux* de Bolingbroke. Nous croyons malheureusement que le seul moyen de disculper les hommes d'état de cette époque de l'accusation de trahison, c'est d'insister sur la fausseté de leur caractère. Pour qu'ils n'aient pas trahi la maison de Hanovre, il faut qu'ils aient trompé les Stuarts, et leur fidélité n'est justifiée que s'ils démontrent leur duplicité.

On dit en effet pour leur défense que telle était la force et l'unité du parti whig, que le ministère de 1710 ne pouvait se soutenir, s'il ne réunissait toutes les fractions du parti tory. Or, si les tories n'étaient pas tous jacobites, les jacobites étaient tories, et comment rallier ceux-ci, à moins de leur donner des espérances? Pense-t-on que, pour avoir reconnu une certaine analogie entre les vues du cabinet et leurs théories de gouvernement, ils se seraient empressés de lui prêter un gratuit appui? Se donnaient-ils à si bon marché? Est-ce l'usage des amis d'une dynastie détrônée que de soutenir une monarchie nouvelle, parce qu'elle est encore une monarchie, et de l'aider surtout à faire triompher une politique qui, en rentrant dans leurs idées, doit leur paraître d'autant plus propre à la sauver, par conséquent à perdre sans retour la dynastie opposée? Leur penchant au contraire ne les porterait-il pas à s'allier au parti de l'autre extrémité, et à devenir républicains avec toute monarchie qui n'est

pas la leur? En arrivant au pouvoir, il fallait donc qu'Oxford et Bolingbroke tentassent l'une de ces deux choses, diviser le parti whig ou gagner le parti jacobite. Sans aucun doute, la première était plus dans le génie de Harley; il aurait aimé à s'entendre avec Somerset, avec Newcastle, avec lord Cowper et même avec lord Somers, et vers la fin de son ministère, c'est à cette politique qu'il s'efforça de revenir pour lutter contre lady Masham et Bolingbroke. Cependant, s'il ne l'abandonna jamais au fond du cœur, il ne réussit jamais à la pratiquer, et, surtout au début, il dut apercevoir qu'essayée seulement, elle le conduirait rapidement à sa perte. Un seul parti lui restait donc à prendre, tromper les jacobites pour les avoir, et il s'y employa avec cette hardiesse de fausseté qui le caractérise. Quand l'abbé Gautier fut pour la première fois envoyé en France, il vit de sa part le maréchal de Berwick, le frère naturel du prétendant et l'homme le plus considérable et le plus éclairé du parti des Stuarts. Il lui proposa un véritable complot entre la cour de Saint-Germain et la cour de Saint-James, et un des premiers fruits de cette proposition fut un ordre envoyé de France aux jacobites de l'Angleterre d'appuyer le ministère au parlement et aux élections. Berwick raconte dans ses mémoires toute la négociation. Il dit qu'elle dura trois ans au moins, qu'Oxford se borna toujours à des assurances de dévouement et à de vagues promesses, et il conclut que l'artificieux ministre ne voulut jamais qu'acheter leur appui au prix d'une espérance. Berwick avait raison.

Voilà donc le système de défense. Il fallait l'appui des jacobites; on ne pouvait l'obtenir qu'en les trompant, les tromper que par des promesses, leur promettre qu'une restauration. De là avec eux tous les préliminaires, et au dehors toutes les apparences d'une conspiration. Or, cette conspiration, le parti contraire, qui avait intérêt à y croire, qui l'aurait supposée s'il ne l'avait soupçonnée, devait la dénoncer au premier signe, l'exagérer et l'envenimer encore, et par là en persuader de plus en plus la réalité à ceux qui n'espéraient qu'en elle. C'est ainsi qu'on explique les illusions des jacobites, les préjugés des whigs, l'erreur du public, du parlement, du roi George et des historiens.

Ce plaidoyer peut faire acquitter Oxford. Il serait impossible de soutenir qu'à aucun moment de sa vie, sous l'empire des nécessités changeantes d'une politique de mensonge, il n'ait fait entrer dans ses plans l'hypothèse d'une restauration : il a pu s'y résigner, s'y préparer même par momens; mais ce ne fut jamais son hypothèse de choix, jamais son projet habituel, s'il eut d'autres projets que de se maintenir et de gagner le pouvoir comme les ouvriers gagnent leur pain de chaque jour. Sa vraie pensée, sa vraie cause, c'était la succession protestante.

Bolingbroke, au moins pendant longtemps, obtint pour lui-même la bienveillance des jacobites par des services plutôt que par des promesses. Plus jacobite que Harley dans sa conduite publique, il le fut moins peut-être dans ses relations secrètes, ou il sut les tenir mieux cachées. Il avait plus de respect pour ses paroles; il ne savait pas mentir à tout venant, à tout risque, ni se jeter et se démener dans ces dédales de contradictions et d'artifices où certains esprits vivent à l'aise. Il aimait mieux se populariser parmi les membres du *Club d'octobre* en les délivrant ou en les vengeant de leurs ennemis, en demandant la destitution des whigs les plus modérés, en persécutant les non-conformistes, en s'exposant à tout pour hâter la paix avec le roi protecteur des Stuarts. Cette politique, nous en convenons volontiers, était plus digne, elle était même plus prudente, car souvent les actions engagent moins que les paroles; mais elle ne pouvait avoir qu'un temps : un jour devait venir où elle obligerait de tout abandonner ou de franchir le pas qui la séparait du crime d'état.

Il faut remarquer que les idées de fidélité, de loyauté politique, n'étaient pas alors placées aussi haut ni aussi solidement établies qu'elles le sont aujourd'hui : je parle de l'Angleterre. Le principe de l'obligation envers l'état et sa constitution actuelle peut se rattacher sans doute à des principes de morale universelle; mais il tient aussi à des conventions sociales qui sont de leur nature variables. Aux époques où les événemens les exposent à des variations fréquentes, où toutes ces choses, loi, constitution, dynastie, sont sujettes au changement, dans les temps révolutionnaires en un mot, le devoir politique, moins distinct, est moins stable et moins inflexible. Il faut plus de lumières pour discerner où est le droit, où est le bien public, où est le possible et le juste, et la conscience n'est engagée que dans la mesure de l'intelligence. Une certaine indulgence est donc naturelle à de pareilles époques et même légitime dans l'appréciation morale des actions politiques, il faut oser le reconnaître, quoique nos yeux soient blessés des conséquences dégradantes où ce relâchement peut conduire. Ce n'est pas avec le rigorisme aveugle des temps où l'autorité est tenue pour sacrée, parce qu'elle semble immuable, qu'il faut juger l'Angleterre après 1640 ou même après 1688. De nobles intérêts, de justes causes, la religion, la liberté, la royauté, l'hérédité, la loi, les droits des peuples, ceux des rois, le bonheur public, la grandeur nationale, tout avait été à la fois mis en jeu, tout avait été divisé, et entre toutes ces choses graves ou sacrées, il avait fallu souvent faire un choix. Quand la mort avait enlevé à Guillaume III la fille des Stuarts qui partageait sa couronne, il était devenu roi pour son compte, et aux yeux des casuistes de l'hérédité monarchique, aucun mélange de droit de succession n'avait plus tempéré ce qu'ils appelaient usurpation. Lorsqu'il avait à son

tour disparu, le retour du sceptre dans les mains d'Anne Stuart avait semblé une quasi-restauration. Jacques II n'était plus roi pour personne, et son fils était assez jeune pour qu'on pût regarder Anne comme une régente légitime. A l'aide de cette fiction, les jacobites avaient décidé que son gouvernement était de ceux qu'on pouvait servir, mais à une condition, c'est que son règne fût l'heureuse transition qui ramenât dans sa patrie la branche proscrite de la maison royale. Même, sans être jacobite, on pouvait préférer cette manière de pourvoir à la vacance inévitable du trône. Autrement, pour le remplir, il fallait aller chercher dans une famille étrangère une vieille femme inconnue ou plutôt un prince allemand qui ne parlait pas même anglais. Une seule chose recommandait ce prince : il était protestant. Ainsi du côté de Jacques Stuart la nationalité, du côté de George de Brunswick la religion; on pouvait hésiter dans le choix. Quand l'acte dit d'établissement eut été rendu, la question fut décidée, et, je n'en doute pas, décidée dans le vrai sens de l'opinion nationale, dans le véritable intérêt de la liberté britannique; mais enfin, même après l'acte d'établissement, qu'est-ce donc qui séparait l'Angleterre des Stuarts? Une seule loi fondée sur un seul motif, la religion. Que Jacques embrassât la réforme, le motif disparaissait; que la loi fût rapportée, l'obstacle était levé. On conçoit donc que, sans une perversité bien audacieuse, des esprits livrés aux passions et aux doutes qu'engendrent les temps de parti accueillissent l'idée de ramener les Stuarts au protestantisme et au pouvoir, ou même de préparer l'abrogation d'une loi que pouvait détruire le parlement qui l'avait faite, si seulement des garanties raisonnables étaient données à la religion nationale. On conçoit encore mieux qu'une princesse d'un esprit faible et inquiet, qui croyait avoir perdu tous ses enfans pour s'être réunie aux vainqueurs du roi son père, préférât sa famille à des collatéraux éloignés, et, sans songer à céder son trône, rêvât d'y faire monter son frère après elle. Sans sa dévotion protestante, Anne n'aurait pas hésité. Avec sa dévotion protestante, elle était combattue, incertaine; mais ses désirs n'étaient pas équivoques, et sa foi même pouvait lui faire espérer la conversion de l'héritier qu'aurait choisi son cœur. Charles Leslie, ministre anglican, écrivain passionné, avait même été envoyé à Bar pour convertir le chevalier de Saint-George, et dans l'été de 1714, il annonçait au moins de sa part de grandes dispositions à la tolérance religieuse, et il s'en montrait satisfait.

Si vous ajoutez à tous ces motifs l'empire moins innocent des intérêts et des passions, l'ardeur du combat, le ressentiment, la crainte, les angoisses de la prévoyance, le désir de passer du côté des événemens, et puis enfin cette impudence de déloyauté que produit l'expérience des révolutions, étonnez-vous qu'Oxford et Bolingbroke aient intrigué avec les Stuarts, lorsqu'il y a des indices historiques

que Marlborough, que même Godolphin, n'ont pas négligé de faire parvenir à la cour du prétendant les protestations d'un dévouement éventuel. Bolingbroke avoue avec une certaine sincérité que les deux partis, whig et tory, étaient devenus des factions. L'ambition, la peur, la nécessité, la vengeance, les conduisaient chacun à tout sacrifier à leur victoire. Les whigs, selon lui, condamnaient leur pays à une guerre éternelle dans l'intérêt de leur domination. N'a-t-il pu dans son parti se trouver des hommes prêts à négliger l'honneur de leur pays pour obtenir une paix qui assurât leur pouvoir, et si ce pouvoir devait tomber par l'avénement de la maison de Hanovre, ces hommes n'ont-ils pu méditer de lui fermer les avenues du trône? De part et d'autre, n'en était-on pas arrivé à considérer comme solidaires, comme identiques, le bien public et le bien du parti?

Ces réflexions enlèveraient à l'acte pour lequel fut condamné Bolingbroke les proportions du crime. Je manquerais pourtant à mes convictions, si je le présentais comme un de ces actes indifférens que les partis seuls incriminent, et qui ne sont jugés que par le succès. A mon avis, Bolingbroke, jugé comme ministre, était coupable.

Il faut distinguer deux questions : y a-t-il eu trahison dans les négociations pour la paix? et la paix faite, y a-t-il eu trahison envers la succession protestante?

Pour innocenter Bolingbroke négociateur, on cite une anecdote. Un jour il vit, au temps de leurs conférences, l'abbé Gautier laisser sur sa table, en sortant de chez lui, une lettre à son adresse cachetée aux armes d'Angleterre. Il en devina sur-le-champ l'origine, rappela Gautier, l'interrogea sévèrement, obtint un aveu, et lui signifia que, s'il était reconnu pour l'intermédiaire d'une telle correspondance, il quitterait le royaume dans les vingt-quatre heures. Nous admettons le fait; mais si Bolingbroke, à cette époque, eût servi les Stuarts, il l'eût fait d'une manière tacite, par une sorte de sous-entendu entre les Français et lui; jamais il ne se serait compromis par une infraction matérielle de la loi de l'état. Il était trop avisé pour correspondre avec les Stuarts. Nous ajouterons que rien ne prouve d'ailleurs qu'en négociant la paix, leur intérêt l'ait jamais conduit. C'était à la vérité les servir indirectement que de ménager Louis XIV et de mettre un terme à une guerre qui grandissait le nouveau gouvernement de l'Angleterre; mais les ministres avaient pour faire la paix des motifs plus généraux et des motifs plus personnels. Le temps de la politique pacifique vient naturellement après la victoire, et leur tort n'est pas de l'avoir adoptée, mais de ne s'être pas scrupuleusement demandé à quelles conditions cette politique était bonne, et d'avoir dès lors poursuivi la paix pour elle-même, quelle qu'elle fût, quoi qu'elle coûtât. Leur premier abandon a été celui de toute loyauté

avec tout le monde. Ainsi ils commencent par déclarer aux Hollandais que la paix n'est acceptable que demandée par l'ennemi, et au même moment ils font faire à la France une offre clandestine. Depuis au moins l'année 1703, il était admis en principe que le premier objet de la guerre était l'exclusion des Bourbons du gouvernement de l'Espagne et des Indes. Le parlement en avait renouvelé la déclaration à la fin de 1711. On pouvait revenir là-dessus ouvertement, en montrant, par exemple, aux alliés qu'à la manière dont tournait la guerre dans la Péninsule, il y avait des raisons pour ne pas rester inflexible sur ce point. Au lieu de donner ces raisons et de changer franchement cette base de la politique, on eut l'air de la maintenir, on continua le même langage avec le parlement, avec la Hollande, avec l'Autriche; mais on n'en fit pas moins signer à la France des préliminaires de paix où le titre de Philippe V était accordé. Puis, sous prétexte que cette signature n'engageait que la France, qui pensait, de son côté, avoir obtenu une concession définitive, on donna pour instruction aux plénipotentiaires de tenir à l'expulsion des Bourbons d'Espagne, ce qui était tromper les alliés par l'apparence d'une fermeté qu'on n'avait pas et les maintenir dans une voie où l'on ne pouvait plus les appuyer. La même duplicité présida à toute la diplomatie et bientôt à la conduite des opérations militaires. On feint la guerre et l'on pratique la paix; on élude, on évente la victoire; on se cache de ses alliés et l'on se concerte avec ses ennemis; on décourage les premiers dans leur insistance, on encourage les seconds dans leur résistance.

Cette attitude, cette tactique est à peu près sans exemple dans l'histoire de la diplomatie. Enfin que faut-il penser du traité en lui-même tel qu'il sortit de cette longue et singulière élaboration? On ne saurait complétement répondre à cette question sans considérer l'état entier de l'Europe. Nous nous bornerons à une appréciation très générale. Il nous en coûterait de reprocher, même par hypothèse, au ministère anglais de 1710 de n'avoir pas réalisé le vœu qu'il prête à Marlborough d'aller dicter la paix dans les murs de Paris, ou le désir attribué au prince Eugène d'entrer la torche en main dans le palais de Versailles. Nous sommes dispensé de nous associer à ces rêves insolens de la victoire; mais nous concevons cependant la question qu'en 1715, dans un souper de Paris, les ducs de La Feuillade et de Mortemart adressaient à lord Bolingbroke : « Vous auriez pu nous écraser dans ce temps-là (1709); pourquoi ne l'avez-vous pas fait? » Il répondit, c'est lui qui le raconte : « Parce que dans ce temps-là nous avons cessé de craindre votre puissance. » Cette réponse, qui est équivoque, si elle n'est impertinente, n'a au fond nul sens dans la bouche d'un ministre qui a cru la cessation de

la guerre si nécessaire à son pays. Bolingbroke, qui ne défend pas absolument les conditions du traité d'Utrecht, s'attache, dans ses écrits, à prouver que soit en 1706, soit en 1709, il eût été facile à l'Angleterre de conclure une paix beaucoup plus avantageuse, et il établit cette opinion avec beaucoup d'art et de très heureux développemens. Quand cette sorte d'apologie parut avec les *Lettres sur l'Histoire* dans les œuvres complètes de Bolingbroke, en 1754, le vieux lord Walpole de Wolterton, le frère du ministre, *l'oncle Horace*, tant moqué par le neveu Horace dans ses amusantes lettres, diplomate capable, qui avait été attaché à l'ambassade de lord Townshend à La Haye, entra dans une grande indignation, et il entreprit de réfuter méthodiquement Bolingbroke, de *démasquer*, ce sont ses termes, *ce pervers imposteur*. Il écrivit onze lettres, qui ne parurent qu'après sa mort. Le style est médiocrement littéraire, mais les raisonnemens sont clairs et les faits précis. Il prouve très bien qu'il y avait d'assez bonnes raisons pour ne pas faire la paix de 1706 à 1709. Cependant on peut tenir pour accordé que, soit une politique systématiquement guerrière, soit une défiance aveugle de la sincérité de la France, nous ont épargné la terrible paix que l'Angleterre pouvait exiger alors. Mais indépendamment de l'argument *ad hominem* de lord Walpole, qui observe qu'en 1706 Harley, alors ami inséparable de Bolingbroke, était secrétaire d'état, pourquoi, si la paix à de meilleures conditions était faisable en 1706 ou 1709, ne l'était-elle plus en 1710? Les dernières victoires de Marlborough avaient-elles empiré la condition de l'Angleterre? Le traité d'Utrecht n'est assurément pas un traité désavantageux pour elle. A la distance des événemens, on peut, avec M. Macaulay, l'approuver encore dans son ensemble. Cependant voici comment il a été jugé par deux autorités irrécusables : l'une est Bolingbroke, l'autre Torcy. Le premier dit dans sa huitième lettre : « Je ne serais pas surpris si vous pensiez que la paix d'Utrecht ne répondait pas aux succès de la guerre et aux efforts qu'elle nous avait coûtés. Je le trouve moi-même, et j'ai toujours avoué, même quand elle se faisait ou qu'elle était faite, que tel était mon avis. Ayant fait une folie heureuse, nous devions en tirer un parti plus avantageux. » Le second, dans ses mémoires, parlant le langage d'un bon Français et d'un bon ministre, dit que la paix d'Utrecht fut « une paix heureuse et solide, avantageuse à la France par la restitution des principales places qu'elle avait perdues pendant le cours de la guerre, par la conservation de celles que le roi offrait trois ans auparavant; glorieuse par le maintien d'un prince de la famille royale sur le trône d'Espagne; nécessaire par la perte fatale que le royaume fit, deux ans après, du plus grand des rois qui jusqu'alors eût porté la couronne. » Assurément tel n'était pas le dénoûment que devait nous faire craindre le

long et sanglant drame de la guerre de la succession. Pour justifier d'une manière relative ce qu'il ne défend pas en soi, Bolingbroke donne pour raisons qu'il fallait bien conclure la paix d'une façon quelconque, et que la résistance de la Hollande et de l'empire, en divisant dans les négociations la grande alliance, forçait chaque puissance à se contenter de conditions inférieures à celles que toutes réunies elles auraient pu obtenir. C'est là répondre à la question par la question: cette division même était son ouvrage: c'est la paix absolument voulue et cherchée séparément par l'Angleterre, qui avait d'avance affaibli et désarmé les négociateurs, et ce que Bolingbroke accuse, c'est ce qu'il a fait. Nous sommes donc forcé de conclure que dans cette grande affaire, ni l'intérêt, ni la dignité, ni la loyauté de l'Angleterre n'ont été assez pris à cœur par son gouvernement, et que le ministère auteur de la paix d'Utrecht méritait du parlement une censure qui pouvait aller jusqu'à l'accusation politique.

Mais que cette accusation dût donner lieu à un procès et ce procès à une condamnation, on en peut douter. Sans contredit, l'article 8 de la grande alliance avait été outrageusement violé (1) : on avait traité sans les alliés, contre les alliés, et de cette première violation avaient découlé tous les artifices employés pour forcer ou dérober leur consentement, pour éluder ou paralyser leur résistance, toutes les omissions et toutes les faiblesses qui laissèrent sans garanties suffisantes les grands intérêts qui avaient mis aux Anglais les armes à la main. Toutefois, à ces griefs constatés on pouvait opposer qu'ils incriminaient une politique encouragée par une opinion publique puissante, par la majorité des communes, et formellement approuvée dans ses actes et dans ses résultats par décision de deux parlemens. Il n'y a rien d'assuré, rien de définitivement jugé dans le régime constitutionnel, si l'approbation explicite des chambres ne met pas la politique qu'elles sanctionnent à l'abri, non des reviremens de l'opinion et des appréciations d'une majorité nouvelle, mais des poursuites, ou tout au moins des rigueurs judiciaires. — Cet argument de Wyndham nous paraît très fort, et il aurait pu suffire pour préserver les ministres de la reine Anne, non du blâme, mais de la peine. Pour qu'il cessât d'être valable, il aurait fallu qu'il fût infirmé par la découverte postérieure aux votes parlementaires d'un cas formel de trahison. Or c'est ce que n'alléguèrent point les accusateurs. Dans les articles portés devant la cour des pairs, il n'est question que de forfaiture politique.

Cependant une arrière-pensée était dans tous les esprits, celle d'une conspiration au moins tacite du ministère avec les Stuarts.

(1) Texte de cet article : *Neutri partium fas sit, bello semel incepto, de pace cum hoste tractare, nisi conjunctim et communicatis consiliis cum altera parte.*

Si la paix n'en contenait aucune preuve, pouvait-on dire la même chose de la conduite de Bolingbroke après la paix? C'est la seconde question.

Que non-seulement les accusateurs de Bolingbroke, mais ses amis sur le continent, ceux qu'on pourrait appeler ses complices, n'hésitent pas à lui prêter l'intention de trahir la cause de la succession protestante, c'était de son temps l'opinion commune. Lord Chesterfield, qui avait alors vingt ans, et qui se trouvait sur le continent à la mort de la reine Anne, écrivait à un Français de ses amis : «Quand je vois combien les choses étaient déjà avancées en faveur du prétendant et du papisme, et que nous étions à deux doigts de l'esclavage, je compte absolument pour le plus grand bonheur qui soit jamais arrivé à l'Angleterre la mort de cette femme, qui, si elle eût vécu encore trois mois, allait sans doute établir sa religion et par conséquent la tyrannie, et nous aurait laissé, après sa mort, pour roi, un bâtard, tout aussi sot qu'elle, et qui, comme elle, aurait été mené par le nez par une bande de scélérats. La déclaration du prétendant et mille autres choses sont des preuves convaincantes du dessein qu'avaient ces conjurés du ministère de le faire entrer (1). » Dans sa proclamation du 29 août 1714, le prétendant avait en effet parlé des *bonnes intentions de sa sœur envers lui*. C'était, disait-il, la confiance qu'elle lui inspirait qui avait motivé son inaction. Le prétendant se trompait-il ou voulait-il tromper? Chesterfield calomniait-il la reine et ses ministres? Il faut pour le savoir se bien représenter la situation et la conduite de Bolingbroke.

Si la paix d'Utrecht ne réussissait pas pleinement dans l'opinion publique, si, comme il est arrivé, elle devenait un sujet de reproche contre le ministère, elle le mettait dans la nécessité de se jeter avec plus d'abandon dans les bras du parti qui en approuvait la conclusion. Or ce parti, c'était l'église absolutiste, les tories passionnés, les jacobites, les catholiques, enfin le parti français : il fallait, c'était au moins une nécessité ministérielle, soit par les actes parlementaires, soit par le choix des hommes, s'éloigner de plus en plus de la révolution de 1688, de la succession protestante, de la maison de Hanovre. C'était forcément se rapprocher de la restauration et des Stuarts. Oxford hésita, puis recula. Bolingbroke, conduit, je le veux, par l'instinct de sa conservation et par sa haine contre lord Oxford, continua à marcher résolument dans cette voie. On n'a point la preuve qu'il ait jamais avoué ou promis en termes formels son entier concours à un projet actuel de restauration. Parmi les agens des Stuarts, si l'un, Lockart, l'affirme, un autre, Carte, le nie. Bolingbroke se défiait, sans aucun doute, de la famille exilée, et il lais-

(1) Lettre (en français) à M. Jouneau, de Paris, 7 décembre 1714.

sait entre elle et lui subsister la barrière du protestantisme. Tant que cet obstacle n'était pas abattu, il ne prenait pas, à ce qu'il semble, d'engagement définitif. Ou il espérait que l'exemple de Henri IV payant le trône d'une abjuration déciderait ses arrière-petits-fils, ou il se ménageait jusqu'au dernier moment une objection insurmontable, un moyen de tout rompre au besoin. Mais s'il ne voulait pas positivement la restauration, que faisait-il? Sa politique ne marchait-elle pas vers un point où elle ne pourrait plus avoir d'autre issue? Il n'est pas douteux que la reine ne fût de plus en plus amenée par ses scrupules, ses regrets et ses antipathies, à désirer, pour son frère, la couronne après elle. Lui-même, lorsqu'elle mourut, l'affirma dans sa proclamation. L'héritier protestant avait été journellement repoussé plus avant dans le sein du parti whig. Chaque jour, Bolingbroke s'était éloigné de lui davantage, à mesure qu'Oxford s'en rapprochait. Tout le monde savait que les jours de la reine étaient comptés, et Bolingbroke travaillait à se rendre, comme on dit, impossible avec la royauté hanovrienne. Lorsque enfin Oxford aurait rompu avec lui, lorsque, avec toute sa clientèle, il serait allé grossir l'opposition, déjà si forte, lorsque sa retraite serait venue donner contre le ministère un nouvel aliment aux défiances nationales, quel asile devait rester à Bolingbroke? Faut-il le supposer absolument sans prévoyance, livré aux caprices et aux imprudences d'une mauvaise humeur aveugle et puérile? On sait qu'il prétendait avoir un plan: la mort soudaine de la reine a déconcerté, dit-il, toutes ses mesures. Or la première de ces mesures était la réorganisation de l'armée, une réorganisation telle que l'armée échappât à l'influence de Marlborough pour passer sous l'autorité du duc d'Ormond, jacobite déclaré, et qui le prouva les armes à la main. Qu'allait donc devenir Bolingbroke, entouré de jacobites tels qu'Ormond, Wyndham, Bromley, Mar, Atterbury, brouillé sans retour avec les whigs, avec les hanovriens, avec les amis d'Oxford, incompatible avec le nouveau souverain, avec son parti, avec le mouvement d'opinion qui suivrait son avénement, s'il ne méditait pas, au moins comme un recours possible, l'appel d'un autre candidat à la couronne et une révolution dans le gouvernement? Bolingbroke était, dans certaines hypothèses, décidé à servir les Stuarts, ou il n'était qu'un étourdi. Ce ne sont pas ses ennemis seulement, intéressés, comme De Foe, à le calomnier, ce sont ses amis, c'est Gautier, d'Iberville, Torcy, les confidens des Stuarts, qui ont dit qu'il était pour eux, parce qu'ils l'ont vu jouer un jeu à n'avoir pas d'autre chance de salut. Qu'il les trompât dans une certaine mesure, qu'il se tînt libre de tout engagement irrévocable, qu'il voulût rester jusqu'au dernier moment maître de se décider suivant les circonstances, je le crois volontiers; mais je ne doute pas que la trahison

envers la succession hanovrienne n'entrât au besoin dans ses calculs et ne fût au nombre des expédiens qu'il se réservait. J'ajoute qu'il se conduisait absolument comme si cet expédient eût été son but. A l'entendre, nul homme sérieux, avant la mort de la reine, n'y pensait sérieusement; c'est le gouvernement de George Ier qui aurait provoqué les complots jacobites en se plaçant dans un parti exclusif; s'il eût été plus conciliant, tout le monde s'y serait rallié : sa politique est responsable des ennemis qu'elle lui a faits. Lui-même, Bolingbroke, n'était devenu le conseiller des Stuarts que pour avoir été persécuté. On laisse à penser si le jacobite du lendemain était bien loin de l'être la veille, et si les hommes qui s'étaient retranchés dans les positions les plus hostiles au parti hanovrien ont bonne grâce à se plaindre que ce parti ne leur ait pas tendu les bras. C'est, il est vrai, une grave question que celle de savoir si George Ier devait se faire exclusivement whig. Elle fut ouvertement discutée dans le temps même et décidée en connaissance de cause. Nous avons encore des pamphlets, écrits avec beaucoup de sens politique, où les deux opinions sont exposées. Il en est un où le système de transaction, de coalition, suivi, autant que possible, par Guillaume III, est accusé de toutes les difficultés du règne de George Ier (*The first Steps of the Ministry after the Revolution*, 1714). Dans un autre, Robert Walpole, qu'on en dit l'auteur et à qui Bolingbroke impute le système de partialité qui prévalut, établit que la conduite du nouveau roi n'a été ni violente, ni tyrannique, et défend le système en le représentant suivant l'esprit de sa politique propre, qui fut en général intolérante en principe, exclusive pour les personnes et modérée dans les actes (*A secret History of one year*, 1714). Mais, quoi qu'on pense des premiers ministères de George Ier, et bien que la conciliation semble la règle naturelle d'une dynastie qui s'établit, ce qui arriva était à peu près inévitable. Les haines étaient trop vives, les griefs trop récens, les défiances trop profondes, les séparations trop absolues, pour qu'un rapprochement des partis fût praticable au début d'un règne, et Bolingbroke surtout, après avoir poussé les choses à l'extrême dans un sens, n'avait nul droit de s'indigner qu'on se jetât dans l'extrémité opposée. Sur ce point encore, il se plaint du résultat de ses fautes. Enfin ces fautes mêmes se sont-elles élevées jusqu'au crime d'état? Selon nous, il a abordé la pensée du crime d'état, si le crime d'état était nécessaire à sa fortune. Plus certainement encore, sa conduite a été telle qu'elle devenait absurde, s'il ne conspirait pas contre l'ordre établi. Ainsi condamné par les plus fortes apparences, il a fui à la première accusation, et, après sa fuite, un de ses premiers actes a été de commettre publiquement le crime dont il était soupçonné. Nous pouvons trouver trop rigoureux, nous

ne pouvons trouver injuste le jugement porté contre Bolingbroke par l'Angleterre et confirmé par l'histoire.

Enfin, sous un dernier point de vue, le procès d'Oxford et de Bolingbroke est un acte mémorable, et qui marque une date dans l'histoire constitutionnelle de la Grande-Bretagne. Auparavant, sans doute, l'idée de la responsabilité ministérielle était connue. Il est impossible que des ministres siégent dans les assemblées sans qu'une certaine approbation de leurs collègues, même une certaine influence sur les délibérations, leur soit nécessaire pour exercer d'une manière facile et durable l'autorité qui leur est confiée, et de là l'obligation d'être toujours prêts à justifier leur politique et leurs actes. En cela consiste la vraie responsabilité, la plus usuelle, la plus pratique responsabilité. Cependant le principe n'en est peut-être définitivement établi que par ses applications juridiques. Or, antérieurement à 1715, on avait bien accusé et poursuivi des ministres, mais c'était lorsque l'opinion ou la passion les supposait coupables d'une action personnelle, d'une participation directe aux volontés royales que l'on n'osait ou ne pouvait attaquer. Cette distinction, et quelquefois ce subterfuge, était plutôt un expédient du mécontentement, de l'inimitié, ou, si l'on veut, de la justice nationale, qu'une règle posée, et, comme on dit, une fiction légale. La volonté du prince, son ordre exprès, demeurant une excuse qu'on pouvait alléguer, tout au moins une circonstance atténuante, et particulièrement en ce qui touche la guerre et la paix, il restait une certaine obscurité sur l'étendue et le caractère de la prérogative royale. Aucun précédent n'avait encore décidé en principe que les limites de la prérogative et de la responsabilité étaient les mêmes, et que tout ce que le roi voulait, les ministres l'avaient conseillé. Les accusations, assez mal inspirées d'ailleurs, que la paix de Ryswick avait attirées aux ministres de Guillaume III supposaient bien ce principe admis, si elles ne le consacraient pas formellement, mais d'ailleurs elles avaient échoué. Les poursuites dirigées contre les auteurs du traité d'Utrecht ont établi d'une manière irrévocable que le droit de paix et de guerre, selon qu'il en est bien ou mal usé, tombe sous le contrôle, tant moral que juridique, du parlement. Et ainsi se trouve confirmé et réglé ce que disait Torcy avec un certain étonnement : « La vue de l'avenir doit toujours être présente dans un pays sujet aux révolutions. La nation anglaise se persuade qu'elle ne doit point imputer à ses rois ce qu'elle regarde comme fautes essentielles dans le gouvernement, mais qu'elles sont uniquement l'effet des mauvais conseils; que ceux qui les ont donnés sont les seuls coupables; qu'ils doivent par conséquent porter la peine due à leur malversation. »

CHARLES DE RÉMUSAT.

SECTES RELIGIEUSES

AU XIXE SIÈCLE.

LES IRVINGIENS ET LES SAINTS DU DERNIER JOUR.

I. *The Mormons or Latter-Day Saints, a contemporary history*, London, 1852. — II. *A Narrative of Events affecting the position and the prospects of the whole Christian Church.* — *A few Words about Irvingism*, London, 1848. — III. Publications diverses sur la secte des Mormons, Philadelphie, 1852.

Les églises protestantes ont vu depuis un quart de siècle se produire dans leur sein un mouvement qui mérite l'attention la plus sérieuse. La tendance à l'autonomie, qui est le propre de ces églises, a engendré en Angleterre et en Écosse des conséquences dont il est encore difficile de prévoir la portée; mais c'est aux États-Unis surtout que les manifestations les plus singulières se sont récemment multipliées : c'est à deux sectes américaines, — celles des Irvingiens et des Mormons, — que revient l'honneur plus ou moins enviable d'avoir formulé avec le plus d'audace les doctrines qui découlent de la nouvelle interprétation du protestantisme. L'histoire de ces deux sectes a donc sa place, comme un chapitre de quelque importance, dans l'histoire des idées religieuses au XIXe siècle. Nous essaierons de la retracer, ou du moins d'en rapprocher ici les principaux élémens, d'après les documens les plus dignes de foi.

Un lien qu'on a trop peu remarqué unit le mouvement religieux de l'Amérique du Nord à celui de l'Angleterre et de l'Écosse. Ce lien est le principe de l'indépendance de l'église vis-à-vis de l'état, pratiqué avec mesure dans le royaume-uni, sans restriction au-delà de l'Atlantique. La liberté religieuse est presque toujours dans un rapport assez étroit avec le milieu politique où elle se développe. C'est ainsi qu'en Angleterre, où le gouvernement est entre les mains de l'aristocratie, l'église a adopté un régime tout aristocra-

tique. L'autorité du monarque est dans l'ordre spirituel encore plus nominale que dans l'ordre temporel, et le pouvoir appartient en réalité aux évêques et aux grands dignitaires : telle est l'origine de cette liberté, de cette vie intérieure qui, sortie de l'église d'Angleterre, se développe dans l'église d'Écosse et atteint ses dernières limites aux États-Unis. En Écosse, l'église presbytérienne (*Kirk of Scotland*) présente comme en Angleterre une hiérarchie aristocratique; seulement l'aristocratie est, dans l'église comme dans le pays, un peu plus mitigée : elle ne constitue plus une caste et tire son origine de l'élection. L'autorité appartient aux synodes composés des députés des presbytères, et ces députés ont des ministres qui ont été librement choisis par les congrégations. Le presbytérianisme écossais renferme donc déjà en germe les éléments du républicanisme religieux, et de la séparation qu'il admet entre l'église et l'autorité temporelle on a été conduit naturellement à poser en principe que l'état ne doit s'immiscer dans aucune question d'organisation religieuse.

Ce furent ces idées que les presbytériens persécutés portèrent au-delà des mers, dans la Nouvelle-Angleterre. Elles furent encore développées et fortifiées par les sectes dissidentes qui se multiplièrent, au XVIIe et au XVIIIe siècles, dans le sein du protestantisme anglican. Le fondateur des quakers, George Fox, adopta, comme principe fondamental de son église, que l'autorité civile ne devait exercer aucun droit sur la croyance religieuse. A la suite des quakers, les indépendans, les congrégationalistes, les universalistes, les baptistes, une partie des méthodistes, proclamèrent ce même principe de la séparation des églises et de l'état. La liberté religieuse, qui n'existait que d'une manière incomplète dans la Grande-Bretagne, où les dissidens étaient simplement tolérés et où la suprématie restait à l'église anglicane, devint, comme la liberté politique, complète aux États-Unis.

Peuplé d'abord presque exclusivement de dissidens appartenant aux communions les plus diverses, ce pays nouveau consacra dans sa constitution ce qu'on pourrait appeler l'*autonomie* des cultes. La religion fut abandonnée à la conscience privée, ses manifestations furent réglées par des conventions et des associations particulières. Quand des hommes d'une même foi se trouvent en nombre suffisant pour fonder une église, ils peuvent se réunir librement, se choisir un pasteur, qu'ils font souvent même consacrer par des ministres d'une secte différente de la leur. Avec l'aide de quelques théologiens, ils se formulent une profession de foi, puis s'agrègent, comme ils l'entendent, à d'autres communautés religieuses déjà existantes. Cette indépendance des églises devient en Amérique de plus en plus absolue. Les liens hiérarchiques qui subsistaient dans les sectes primitives se relâchent ou disparaissent dans les nouvelles. Ainsi, tandis que les anciens indépendans donnaient à leurs synodes l'autorité législative, les congrégationalistes n'en ont plus fait que des comités consultatifs, regardant chaque église comme un corps organisé et muni de tout ce qui est nécessaire pour remplir sa mission.

Tel est le mouvement dont les dernières conséquences se produisent aujourd'hui sous une forme si étrange dans les petites communautés dont il nous reste à retracer l'histoire. L'esprit de séparatisme montre ainsi sa puissance. Son action ne se borne pas aux États-Unis; elle se fait sentir en Écosse

même, d'où la première impulsion donnée aux sectes américaines était partie. Elle y a fait naître depuis douze ans un grand schisme, et nombre de pasteurs ont renoncé aux avantages d'une position dans le sein de l'église établie, afin d'être plus libres dans leur foi. La tendance des méthodistes français, suisses, etc., les pousse également à s'organiser en communautés distinctes des églises reconnues et salariées par l'état. Il y a là, en dépit de fâcheuses exagérations, le signe d'une vie religieuse qu'il faut étudier avec attention, si l'on veut saisir dans sa vraie direction le travail de l'esprit moderne au sein du christianisme.

I.

Quelques mots suffiront pour montrer comment l'histoire des Mormons et des Irvingiens se rattache à l'histoire même du protestantisme. Dès l'origine du mouvement religieux provoqué par la réforme, on voit naître deux tendances distinctes, — la tendance rationaliste, — la tendance mystique. La première, qui a commencé avec Zwingli, a été représentée par le socinianisme, puis par les unitaires de l'Angleterre et des États-Unis; elle est venue aboutir en Allemagne au rationalisme de l'école exégétique et hégélienne. Ce protestantisme rationaliste, qui compte aussi quelques adeptes chez les calvinistes hollandais et français, est demeuré plutôt à l'état de doctrine scientifique que de religion. A certaines époques, il a fortement travaillé les esprits et joui d'une faveur assez générale, mais il n'a jamais beaucoup pénétré dans le culte. Voulant des intelligences éclairées, des personnes versées dans les connaissances historiques, il ne parle pas à l'imagination du vulgaire et n'échauffe pas l'enthousiasme; renfermé dans le cercle des savans et des penseurs, il ne peut donc guère aspirer à une grande popularité. En Angleterre, où le protestantisme rationaliste a pris une forme plus religieuse qu'ailleurs, et s'est constitué, sous le nom d'*unitarisme*, à l'état d'église, il ne compte pas un grand nombre d'adhérens avoués et ne fait que peu de prosélytes. C'est certainement aux États-Unis que l'unitarisme a le plus de fidèles. A Boston, ceux-ci forment la cinquième partie de la population, et ils appartiennent à la classe la plus riche et la plus éclairée. Ce sont eux qui se sont mis à la tête de l'instruction des classes inférieures : quelques-uns de leurs ministres, Channing, Sparks, Dewey, ont acquis une grande réputation de science et de vertu; mais en dehors du Massachusetts on ne retrouve plus, à beaucoup près, autant d'unitaires. Les quakers unitaires, qui existent en Angleterre et aux États-Unis, ne voient pas davantage grossir leurs rangs, et parmi les nombreuses sociétés de missions évangéliques, il n'en est aucune qui appartienne à la catégorie des protestans rationalistes. Les progrès de ceux-ci sont aussi lents que ceux de l'instruction et des lumières, sur lesquels ils s'appuient exclusivement.

Il en est tout autrement du protestantisme mystique. Nous entendons par là celui qui accorde la préférence à l'inspiration et aux lumières de la grâce sur celles de la raison et de la science. Le protestantisme mystique, ainsi défini, fait de la théologie une intuition et non une étude purement historique et philosophique. C'est cette tendance mystique, développée à des

degrés divers et dirigée dans des sens différens, qui a fait naître la grande majorité des sectes protestantes, depuis les méthodistes et les piétistes jusqu'aux récens *spiritualistes*. Elle est en effet le véritable fondement de la religion évangélique, puisque celle-ci repose tout entière sur la lecture et la méditation de l'Ecriture sainte. On cherche à s'inspirer des sentimens divins qui y sont répandus, et cette inspiration est tenue pour si puissante et si formelle, qu'on en fait un guide spirituel bien supérieur à tous les autres. C'est au nom de l'Ecriture sainte que la réforme a été faite. La Bible, distribuée à profusion, est placée entre les mains de tous, sans notes et sans commentaires, parce que l'on suppose à son texte une véritable puissance d'illumination. Ce n'est pas dominé par une pure curiosité scientifique et un simple intérêt historique que le protestant doit lire l'Ecriture, comme avaient fini par le faire dans ces derniers temps les exégètes allemands : c'est pour se nourrir du sens moral et religieux qui s'y trouve renfermé, et que l'esprit de Dieu communique aux simples comme aux savans qui le cherchent. Ainsi recommandée, la lecture de la Bible provoque l'inspiration individuelle, et de cette façon, l'Esprit saint envoyé par Jésus-Christ aux apôtres continue à nous fortifier, à nous consoler dans notre foi et nos espérances.

Dans la Bible cependant, les mystiques font un choix; ils passent rapidement sur les livres de l'Ancien Testament ou du Nouveau qui ont un caractère purement narratif, et s'attachent de préférence aux écrits prophétiques. Les livres dont le sens est le plus obscur et les figures les plus bizarres leur fournissent un texte inépuisable d'enseignemens et d'interprétations. Isaïe, Ezéchiel, Daniel, sont expliqués dans les sens les plus divers, les plus contradictoires, et cependant l'interprète protestant fait chaque fois ressortir la clarté et l'évidence de son explication. L'Apocalypse, qui reproduit avec des couleurs plus fortes les images et le style des prophètes, est avant tout l'objet de la prédilection des mystiques. Là les ténèbres de la pensée permettent de proposer à loisir toutes les interprétations. Les prophètes hébreux sont assurément fort peu compréhensibles; mais dans l'ensemble de leurs œuvres, dans leurs passages principaux, on s'accorde à reconnaître l'annonce des grands événemens qui ont précédé ou accompagné la venue du Messie et la dispersion du peuple juif. L'Apocalypse au contraire, qui appartient à la religion nouvelle, l'Apocalypse, que l'apôtre bien-aimé du Sauveur a écrite peu de temps avant de remonter à lui, n'a point encore reçu, à ce qu'il semble, sa réalisation. Que nous indiquent le drame mystérieux qui s'y trouve décrit, et les bizarres, mais sublimes scènes dont saint Jean a été témoin en esprit? C'est là une question que s'adressent presque tous les protestans.

La doctrine la plus claire qui ressorte de l'Apocalypse est celle du *millenium*. L'apôtre distingue deux résurrections. Après que l'ange du Seigneur aura saisi le grand dragon et l'aura jeté pour mille ans dans l'abîme, le Christ règnera durant ce laps de temps avec ses saints : c'est la première résurrection. Quand ces mille ans seront accomplis, Satan sera délivré de sa prison, et il sévira avec fureur sur les nations jusqu'au moment où aura lieu la fin du monde. Dieu fera descendre le feu du ciel, l'univers sera consumé, la seconde résurrection aura lieu; puis un ciel nouveau et une terre nouvelle apparaîtront. Ce sera la nouvelle Jérusalem où Dieu habitera avec ses élus.

Ce fait du règne des mille ans du Christ qui doit précéder la fin du monde est donné dans l'Apocalypse d'une manière trop explicite pour que celui qui croit réellement à son inspiration puisse conserver le moindre doute. Le protestant mystique réfléchit avec inquiétude sur ce chiffre mystérieux et sacramentel, et s'efforce de saisir la liaison qui rattache cette prophétie assez claire à tout le reste du livre. C'est ce qui explique la prodigieuse quantité de traités et de commentaires sur l'Apocalypse qui ont paru chez les réformés et notamment en Angleterre. La plupart de ces livres sont lus et goûtés, et quelques-uns, comme le prouvent des exemples contemporains, arrivent à leur troisième, à leur quatrième édition. Chez les méthodistes de la Suisse et de la Hollande, je veux dire ici les calvinistes zélés et anti-rationalistes auxquels on a étendu cette appellation, ces mêmes ouvrages n'ont pas moins de succès. Dans certaines familles pieuses, ils forment la lecture du soir. Il y a déjà longtemps qu'il en est ainsi, et l'on n'a point oublié que le grand Newton a quitté quelque temps la poursuite de ses admirables découvertes pour expliquer à sa façon l'Apocalypse.

Le millénarisme, qui avait compté de nombreux partisans chez les disciples de saint Jean et qui en a conservé à toutes les époques chez les catholiques, est devenu ainsi par excellence l'enfant d'adoption du protestantisme. Toutefois cette croyance ne fut longtemps pour les réformés qu'un dogme accessoire, qui ne portait aucune atteinte à la constitution de la religion et n'agissait pas directement sur le symbole et sur le culte. Il n'en fut plus de même le jour où certains protestans se persuadèrent que la fin du monde était proche, et que le *millenium* ou règne de mille ans allait s'accomplir. Comme l'Apocalypse nous annonce formellement un nouveau ciel et une nouvelle terre, comme tout dénote qu'à la fin des temps la loi que le Christ nous a donnée sera changée et qu'une constitution religieuse nouvelle lui succédera, ces protestans admirent qu'une partie des dogmes reconnus aujourd'hui serait modifiée, que de nouveaux rites viendraient remplacer les anciens, en un mot qu'il allait y avoir une phase religieuse analogue à celle qui s'opéra quand le christianisme détrôna le mosaïsme, ou lorsque le mosaïsme fut substitué à la religion patriarcale. De même que l'époque où Dieu avait un peuple d'élection a eu un terme, quoique Jéhovah eût annoncé à Israël une alliance éternelle, le christianisme finira à son tour, bien que la plupart des chrétiens, tombant dans la même erreur que les Juifs, s'imaginent que la seconde alliance doive toujours durer.

Ces idées conduisirent à constituer en quelque sorte le *millenium*, à le faire choisir pour point de départ d'une autre religion, donnée comme celle de l'église que Jésus-Christ doit gouverner en personne jusqu'à la fin du monde. L'introducteur de cette religion fut un Suédois, Emmanuel Svedenborg, né en 1688. Ce théosophe, doué de connaissances prodigieusement étendues, avait commencé par être un homme éminent dans la science, et la noblesse lui avait été conférée comme récompense de ses travaux; mais vers la fin de sa vie, il se livra exclusivement à des théories religieuses dont le millénarisme constituait le fond. Cette doctrine n'était plus seulement pour lui une opinion, c'était une religion à peu près distincte du christianisme. Il reconnaissait les trois phases ou époques religieuses dont il vient d'être ques-

tion, — le christianisme, le mosaïsme, la religion de Noé et des patriarches. Il les faisait même précéder d'une autre, l'époque adamique ou de la religion d'Adam, différente, selon lui, de la religion de Noé, ce qui, joint à la phase nouvelle qu'il annonçait, faisait en tout cinq époques. Les réformateurs religieux de nos jours ont beaucoup affectionné ces grandes divisions de l'histoire religieuse et morale de l'humanité. Saint-Simon et Fourier ont eu les leurs, et dans une foule d'écrits socialistes le progrès de l'humanité est ainsi classifié par colonnes synoptiques.

Swedenborg s'imaginait être en rapport journalier avec le monde invisible, le monde des anges et des esprits; il conversait avec eux, et dans des hallucinations qui n'avaient altéré en rien son intelligence, quoiqu'elles eussent faussé ses idées, il s'imaginait voyager dans l'univers intellectuel ou supra-sensible; il en donnait minutieusement la carte et la description. Ces hallucinations devinrent contagieuses, absolument comme les *manifestations spirituelles* qui font aujourd'hui tant de bruit, c'est le mot, aux États-Unis. Une nouvelle secte prit naissance, celle des *nouveaux jérusalemites*. Non-seulement en Suède, mais en Hollande, en Angleterre et en général dans toutes les contrées protestantes, parfois même dans certains cantons catholiques, elle rencontra d'assez nombreux prosélytes; elle se répandit surtout dans les villes manufacturières anglaises, dont la population ignorante était facilement séduite par les rêveries du théosophe suédois. Manchester devint le grand centre du swedenborgisme, qui se transporta ensuite en Amérique. Il n'y opéra pas de nombreuses conversions; cependant il éleva plusieurs chapelles, et y recrute encore aujourd'hui des adhérens. Si l'église de la nouvelle Jérusalem ne parvint pas directement à son but, elle fit au moins pénétrer ses principes dans une foule de têtes américaines, et donna de la sorte naissance à d'autre sectes qui avaient au fond les mêmes tendances, les mêmes idées qu'elle. Par exemple, c'est du sein des swedenborgiens que sortent en réalité les *new-lights* ou *nouvelles lumières*, dont les croyances forment avec le protestantisme un contraste assez frappant, pour qu'on doive les regarder comme les adhérens d'une religion nouvelle. Ce fut en 1803 que la doctrine des *new-lights* germa dans le cerveau de cinq ministres qui avaient abandonné l'église presbytérienne, et s'étaient constitués en une congrégation distincte qu'on désigna d'abord sous le nom de *springfield-presbytery*. Les événemens extraordinaires dont la révolution française avait été le commencement les avaient persuadés que la fin du monde n'était pas éloignée; aussi prêchaient-ils l'avenement du *millenium*, condamnant toutes les croyances, toutes les professions de foi, tous les catéchismes, et puisant dans leurs seules inspirations les principes destinés à constituer la foi nouvelle. Toutefois ils prenaient encore la Bible pour point de départ, la Bible, il est vrai, étrangement expliquée. La secte des *spiritualistes* n'a fait plus tard que donner une forme théologique à des rêveries superstitieuses dont l'influence sur la société américaine remontait à une date déjà ancienne. Ces théories sur l'existence des âmes qui reviennent faire des révélations aux vivans avaient joui toujours aux États-Unis de quelque faveur. Nous avons connu des méthodistes qui les tenaient pour avérées et respectables, sans adopter néanmoins toutes les idées du théosophe suédois. Or on sait que ce fut chez des méthodistes,

dans la famille Fox, établie à Hydesville, état de New-York, que les *manifestations spirituelles* ont commencé sous la forme de *cognemens* (*rappings*). Les hallucinations auxquelles ces bruits sont vraisemblablement dus, quand la fraude ne vient point au secours des esprits, se produisaient fréquemment chez les nouveaux jérusalémites. Le *spiritualisme* des Américains se rattache assez étroitement, on le voit, à leur *millénarisme*.

Du *spiritualisme* et du *millénarisme* aux nouvelles sectes américaines il n'y a plus qu'un pas à franchir. C'est sous l'influence en effet du millénarisme que l'idée d'une rénovation religieuse, qui doit précéder la fin du monde, s'est depuis plusieurs années emparée d'une foule de têtes. On rencontre en Amérique bon nombre de ministres qui, sans admettre une reconstruction complète de la religion, croient cependant que le temps est marqué pour une phase nouvelle : ce sont principalement des congrégationalistes et des universalistes. Plusieurs se sont déjà composé une théologie à leur usage, dans laquelle ils ont fait entrer les idées philosophiques modernes. On sait qu'en Amérique il suffit que la majorité des membres d'une communauté religieuse adopte des principes nouveaux pour que la minorité, tout adhérente qu'elle soit à la doctrine primitive, se voie dépossédée de sa chapelle; les exclus doivent aller chercher ailleurs une église plus orthodoxe. L'Écriture, s'est-on dit, n'a pas encore donné toutes les lumières qu'elle est appelée à fournir; c'est une source qui est fort loin d'être tarie. Nous sommes en avant de Luther et de Calvin pour son intelligence, de même que ces réformateurs étaient en avant de saint Bonaventure et de saint Thomas (1). Ces idées ont conduit à des dogmes en quelques sorte nouveaux, à des principes qui sont en complet désaccord avec le vieux protestantisme. Ces chrétiens progressistes, qui se rapprochent au reste beaucoup des *latitudinaires*, admettent que tous les hommes peuvent être sauvés, quelle que soit leur croyance. Ils ont renoncé au dogme redoutable de l'éternité des peines, et y ont substitué une sorte d'épuration graduelle de l'âme dans l'autre vie. — Nous mourons, disent-ils, chargés de souillures que nous ont laissées les fautes commises ici-bas, et, suivant le nombre et l'énormité de ces fautes, plus ou moins de temps nous est nécessaire pour les expier, pour nous en laver, et arriver ainsi à la béatitude éternelle. — Voilà presque la substitution du purgatoire à l'enfer chez des protestans dont une des idées primitives les plus enracinées était la négation du purgatoire!

Le socialisme, qui s'est infiltré non-seulement en Allemagne et en France, mais en Angleterre et aux États-Unis, est venu en quelque sorte se greffer sur ce mouvement religieux. Comme il annonce une régénération sociale complète, une nouvelle ère pour la politique et les croyances en progrès sur le christianisme, il offre par là un point de contact tout naturel avec les doctrines mystiques dont Swedenborg a été le père. Le millénarisme sert merveilleusement son utopie, et l'Apocalypse lui fournit des prophéties, une sorte d'Évangile à son usage. On trouve en effet déjà de bonne heure chez les millénaires la plupart des théories qui ont reparu dans les diverses écoles socia-

(1) Voyez à ce sujet le discours du pasteur Robinson, cité par M. Ch. Lyell dans sa *Seconde Visite aux États-Unis*.

listes; presque tous s'accordent à faire de la *nouvelle Jérusalem* une société civile et religieuse en progrès notable sur la nôtre. La misère y sera abolie, et la concorde la plus parfaite régnera entre tous les citoyens; il n'y aura plus de vices, car les vices ne trouveront plus ni mobiles ni complices (1). Ces croyances christiano-socialistes ont pris tellement faveur, qu'on les trouve rattachées, par certains spiritualistes, à leurs étranges idées sur les manifestations des esprits ici-bas. Le *spiritualisme*, sorti des jongleries ou des hallucinations de la famille Fox, tend à se constituer en religion, et voilà pourquoi il s'efforce de s'approprier les opinions aujourd'hui en crédit, et de les convertir en articles de son symbole.

Le journal socialiste des États-Unis, rédigé par les amis de M. Considérant, montre une prédilection marquée pour la doctrine des *spiritualistes*, — la secte à laquelle nous devons la *danse des tables*. A Mountain-Cor, en Virginie, où les spiritualistes ont pour chef un certain personnage qui se prétend inspiré par saint Paul, ils travaillent activement à la rédaction d'un nouveau Pentateuque, que les esprits de l'autre monde leur dictent en cognant sur des tables ou même en leur parlant à l'oreille. Il paraît que ce Pentateuque sera l'exposé de doctrines socialistes empruntées à Saint-Simon, à Auguste Comte et à Fourier. La banque de M. Proudhon, dont la chute s'est si peu fait attendre, a été reprise avec avantage par les mêmes spiritualistes à Chicago, dans l'Illinois. Au lieu d'un conseil d'administration composé de notables de l'opinion radicale, c'est un comité mi-partie de vivans et de morts. Les morts sont les âmes, qui manifestent leur présence par des bruits et des coups (*rappings*, *knockings*), et qui s'occupent encore dans l'autre vie d'affaires commerciales. Les âmes des anciens Scandinaves se livraient dans le ciel à des chasses et à des combats; le paradis des Américains ne pouvait être qu'une bourse ou une banque!

On voit maintenant par quelle gradation s'est opéré le développement du protestantisme mystique. Parti de l'Apocalypse, il donne l'éveil aux théories de Svedenborg. Pénétrant aux États-Unis, il y crée les sectes *millénaires* et *spiritualistes*. Il en vient enfin à s'allier avec le socialisme. Que peut-il sortir de cette union? C'est l'histoire des Irvingiens et des Mormons qui va nous répondre.

II.

Il y a déjà plus de vingt ans que certains ministres écossais annoncèrent une rénovation complète de l'église du Christ, et prédirent que le temps n'était pas éloigné où l'Esprit saint enverrait de nouveau ses dons aux fidèles. L'idée d'une restauration du christianisme primitif était liée pour eux à celle de l'approche de la fin du monde. Durant les derniers mois de 1827, on fit circuler dans la Grande-Bretagne un écrit soi-disant émané des douze apôtres du Saint-Esprit, et qui était adressé à tous les patriarches, archevêques, évêques et autorités quelconques de l'ordre spirituel, aussi bien qu'aux empe-

(1) Un des plus célèbres millénaires, Towers, dans son *Illustration des Prophéties*, publiée en 1796, est un de ceux qui ont poussé le plus loin ces idées. On dirait, en parcourant son livre, avoir sous les yeux la *Théorie des Quatre Mouvemens*.

reurs, rois, princes, souverains, et en général aux dépositaires du pouvoir parmi les nations baptisées. On y annonçait formellement que de nouveaux apôtres avaient reçu la mission d'appeler le monde chrétien à la pénitence et de préparer les voies du Seigneur, car son sanctuaire allait être bâti. Ces opinions singulières attirèrent contre les ministres qui s'en firent les propagateurs et les adhérens une sorte de persécution. Ces ministres, qui étaient pour la plupart Écossais, se virent repoussés de l'église nationale et contraints d'aller constituer une église à part. Le plus notable de ces pasteurs exclus par leurs confrères les presbytériens était un certain Édouard Irving, ministre de l'église écossaise à Londres. Cet ecclésiastique dissident devint un des plus zélés et des plus fougueux apôtres du néo-protestantisme. Il exposa la croyance à une rénovation chrétienne et à la fin prochaine de l'univers avec tant de chaleur, il s'éleva, du haut de la chaire ou dans ses écrits, si ouvertement contre ce qu'il appelait la corruption du siècle, qu'il finit par devenir l'âme de la nouvelle secte. Il fut regardé, par ceux qui s'étaient laissés persuader, comme l'envoyé du Seigneur, comme un évangéliste et un prophète, et en cette qualité il demeura jusqu'à sa mort, arrivée le 8 décembre 1834, le chef ou, suivant l'expression de ses disciples, l'*ange* de la nouvelle église.

Les Irvingiens, tel est le nom sous lequel ces sectaires ne tardèrent pas à être connus en Angleterre, étaient en général des chrétiens fort sincères, d'une tournure d'esprit faible et mystique, depuis longtemps tourmentés sur le vrai moyen de faire leur salut. Irving paraît, comme ses disciples, avoir souvent adressé à Dieu de fréquentes prières, afin d'obtenir les lumières du Saint-Esprit et le retour de ses dons miraculeux, dont l'église était depuis longtemps déshéritée. En cela, il ne faisait que se conformer aux exhortations que plusieurs pasteurs anglicans et presbytériens adressaient depuis quelque temps à leurs ouailles. Un de ces pasteurs, M. Haldane Stewart, avait notamment publié un livre où il engageait tous les fidèles à réunir leurs prières en vue d'obtenir une nouvelle communication de l'Esprit saint, et ce livre, ainsi que plusieurs sermons éloquens, prêchés dans le même sens par M. Hugh M'Neile, avait produit une grande sensation. Suivant les Irvingiens, Dieu exauça ces prières ferventes et réitérées. Des grâces miraculeuses se répandirent sur les membres de la nouvelle église et réveillèrent ainsi l'esprit et la sainteté du christianisme primitif, qui s'étaient depuis longtemps perdus. Les nouveaux apôtres du Saint-Esprit et leurs disciples rentrèrent en possession des grâces extraordinaires qui avaient marqué la mission des apôtres du Christ. Cela veut dire que le don des langues, celui de prophétie, celui de guérir les malades et en général d'opérer des miracles furent accordés aux Irvingiens. Ceux-ci sont à cet égard pleinement convaincus, et ils citent, comme témoins oculaires, des faits qu'ils opposent à la critique incrédule.

Dans leur organisation, les Irvingiens s'efforcent de reproduire les formes et la hiérarchie de la première société chrétienne, car ils représentent les *saints* qui composent le royaume de Jésus-Christ pendant le *millenium*. Ce royaume, gouverné par le Sauveur comme grand-prêtre, est administré par trois sortes de pasteurs auxquels le Fils de Dieu délègue sa puissance : les *évêques* ou *anges*, les *prêtres* ou *anciens*, les *diacres*. Chacun de ces ordres

spirituels a le quadruple caractère *apostolique*, *prophétique*, *évangélique* et *pastoral*. L'*ange* gouverne chaque église particulière, et il est assisté par les *anciens* et les *diacres*; mais le gouvernement de l'église universelle appartient à Dieu, autrement dit aux apôtres appelés par l'Esprit saint, et qui relèvent directement du Seigneur. Ce sont ces apôtres du Saint-Esprit qui désignent les prophètes, les évangélistes et les pasteurs choisis dans l'ordre des anges ou *inspecteurs*.

Les Irvingiens justifient cette hiérarchie en s'appuyant sur les Actes des Apôtres, les Epîtres, l'Apocalypse, et même sur les prophètes de l'Ancien Testament. Ce n'est, disent-ils, que par une usurpation que l'un des anges ou évêques, celui de Rome, s'est emparé de l'autorité. Les fonctions de prophètes ont été depuis longtemps abandonnées, elles sont tombées en désuétude, parce que les chrétiens ont négligé l'imposition des mains et l'invocation du Saint-Esprit, par le moyen desquelles les apôtres communiquaient ce don merveilleux. Ils faisaient, disent-ils, l'*acte de foi*, et le prophète donnait son oracle conformément à cet acte. Les Irvingiens ont transporté cette pratique dans leur église. Il faut, selon eux, la plus grande prudence dans l'exercice du don de prophétie, car l'esprit du mal imite souvent la voix du Consolateur. Tantôt c'est l'Esprit saint qui parle par la bouche même du prophète et qui lui dicte les mots qu'il emploie, tantôt il ne fait qu'illuminer son intelligence, et il le laisse lui-même choisir ses expressions.

Dans leur liturgie, dans le costume qu'il ont adopté pour leurs prêtres, les Irvingiens s'efforcent aussi de revenir à la primitive église; ils ne s'appuient que sur des passages positifs du Nouveau Testament. Leurs dogmes n'offrent rien de bien exclusif. Les Irvingiens admettent parmi eux des chrétiens de toutes les communions, et se défendent avec force de l'idée de constituer une secte à part. Ils attachent peu d'importance aux symboles, aux professions de foi, aux décrets et canons des conciles, aux bulles des papes et des patriarches: tout cela est impuissant à leurs yeux pour entretenir la perfection dans l'église et encore plus la sainteté dans l'âme. Il n'y avait pas, disent-ils, de législation dogmatique au temps des apôtres, et les fidèles n'en étaient pas moins religieux.

Les disciples d'Irving n'attachent d'importance qu'aux formes liturgiques, aux sacremens destinés à nourrir l'âme de pensées saintes et à rappeler au chrétien sa mission; tels sont la prière de tous les jours, l'office du matin et du soir, car ils se rendent deux fois par jour au temple, — le baptême et la communion. Sur ce dernier sacrement, ils se rapprochent beaucoup plus des catholiques que toutes les sectes protestantes. L'eucharistie a, disent-ils, un caractère double, quoique indivisible: c'est à la fois le sacrifice du corps et du sang du Christ et l'action de le recevoir comme nourriture. Ils n'admettent cependant pas, dans l'acception véritable du mot, la présence réelle. Sans doute, les deux espèces deviennent réellement le corps et le sang du Sauveur, mais en tant qu'elles sont agréées comme sacrifice par Dieu, d'une manière suprà-sensible. La substance matérielle du pain et du vin n'a pas disparu.

Les Irvingiens ont recruté et recrutent encore de nombreux partisans en Angleterre, en Ecosse et en Allemagne. Ils en comptent aussi en Amérique, et ils ont aujourd'hui des missionnaires à Paris. Leurs assemblées religieuses

rappellent à beaucoup d'égards celles des quakers et des méthodistes. L'inspiration y joue un grand rôle. Tout à coup, au milieu de l'office, un des prophètes se sent sollicité par l'Esprit saint. « Voilà, dit-il à haute voix, le *fiancé* (*bridegroom*) qui vient, » c'est là leur expression favorite, et il se met à prophétiser. D'autres fois, un fidèle parle des langues étrangères, et le miracle de la Pentecôte se renouvelle assez fréquemment. Souvent aussi ce sont des scènes moins édifiantes. C'est, par exemple, un possédé qu'on exorcise. Dernièrement, dans un village de la Poméranie, à Klein-Schweisen, à la fête de Pâques, tandis que les sectaires, au nombre de quarante, se trouvaient réunis dans l'oratoire et se livraient à des chants et à des prières, l'un d'eux s'écria qu'il se sentait possédé du diable, et supplia les assistans de l'en délivrer au plus vite. Ses coreligionnaires, saisis d'horreur, se munirent aussitôt de bâtons et se mirent à frapper le prétendu possédé à coups redoublés. Le malheureux endura cette bastonnade avec un courage vraiment stoïque, et lorsqu'au bout d'une demi-heure, les coups des exorcistes commencèrent à porter sur la partie supérieure de la poitrine et sur celle du dos qui y correspond : « Tout va bien, leur dit-il, le démon chassé par vos coups n'a cessé de monter, et il se trouve déjà dans mon gosier; vous n'avez qu'à me serrer le cou, et il s'échappera immanquablement par ma bouche. » C'est ce qu'on fit, et le malheureux rendit..... l'esprit. Ses coreligionnaires, sans s'émouvoir, portèrent le cadavre dans une chambre voisine, puis ils reprirent leurs chants et leurs prières.

C'est surtout par la crainte de la fin du monde que l'*irvingisme* fait des progrès. Les grands événemens qui se sont accomplis depuis le commencement de notre révolution s'offrent à l'esprit de beaucoup de gens comme les signes précurseurs de la fin toujours ajournée de l'univers. Cette idée travaille encore de nos jours bien des têtes, précisément celles qui sont le plus tournées au mysticisme et dont la foi est la plus vive. Elle a été très répandue chez les jansénistes depuis la fin du siècle dernier jusqu'au commencement de celui-ci, comme on peut en juger en parcourant leurs écrits, et notamment ceux d'Asfeld, de Duguet et du président Agier. La Babylone dont il est question dans l'Apocalypse n'est pas seulement Rome, disent les Irvingiens. Cette ville n'est qu'une des rues de la *Cité de confusion*. Le christianisme actuel est la grande Babylone. Le mystère de fornication et d'iniquité est arrivé aujourd'hui à un degré que n'avait jamais atteint la Rome papale avant la réformation; mais cet état de choses ne tardera pas à cesser l'église de Rome comme celle d'Angleterre aura sa fin, et Jésus-Christ reprendra lui-même la direction de son église. La Bible seule est insuffisante à gouverner nos cœurs, il faut que l'esprit saint nous éclaire et nous conduise. Les nouveaux *saints* ne craignent ni la persécution, ni les accusations d'hérésie; ils justifient hautement leur désaccord avec l'église protestante, comme le fit l'année dernière dans sa défense M. John Canfield Sterling devant l'église épiscopale d'Amérique. Leur langage, leur hardiesse et leurs convictions, nous pouvons dire aussi, pour beaucoup, leur sévère moralité, leur donnent une certaine conformité de physionomie avec les premiers chrétiens.

Le mormonisme a avec la doctrine irvingienne une assez grande ressemblance de principes et même quelque analogie d'organisation, quoique les

disciples d'Irving n'entendent avoir rien de commun avec ceux de Joseph Smith, qu'ils tiennent pour des envoyés du démon. C'est également sur l'idée de la fin prochaine du monde qu'est fondée la nouvelle église des Mormons. De même que les Irvingiens, les disciples de Smith s'appellent entre eux les *saints*, seulement ils ajoutent à ce nom les mots *du dernier jour* (*latter day saints*), car c'est en vue de cette grande catastrophe, qu'ils tiennent pour n'être pas éloignée, qu'ils se sont séparés du reste de la chrétienté, choisissant un genre de vie qui pût leur assurer une sentence favorable quand Dieu fera le jugement solennel de ses créatures. Pour atteindre à un état de sainteté qui fasse d'eux un peuple élu, les Mormons s'efforcent de revenir à la constitution des âges apostoliques. C'est précisément, comme on l'a vu, ce que font les Irvingiens. Toutefois les Mormons vont plus loin qu'eux. L'Evangile n'est pas le seul livre qu'ils prennent pour loi et fondement de leur organisation : ils entendent se régler sur l'Ancien Testament et renouveler à leur profit la théocratie biblique. Le fondateur de la secte mormonienne, Joseph Smith, exploita d'abord ces craintes de la fin du monde qui agitent de temps en temps les peuples chrétiens, et ont surtout beaucoup d'influence sur les esprits crédules de l'Amérique. Chaque tremblement de terre dont il était question dans les journaux, chaque nouvelle comète découverte, chaque chute de météore observée, chaque bruit de guerre qui circulait, chaque naissance monstrueuse d'hommes ou d'animaux, chaque événement tant soit peu extraordinaire en un mot était représenté par le prophète comme un signe certain de la fin prochaine de l'univers. Il assaisonnait ses prédictions de citations de la Bible, de formules éjaculatoires, de paroles d'un caractère inspiré qui produisaient beaucoup d'effet chez les hommes simples, qui ne manquent pas dans l'état d'Ohio où il résidait. Les têtes se montèrent en sa faveur, et il ne tarda pas à grouper autour de lui des disciples ardens, qui le 1er juin 1830 tinrent dans la ville de Fayette, sous la présidence de Joseph Smith, leur premier concile.

C'est de cette époque que date réellement l'existence du mormonisme; mais la vocation de leur prophète et les idées qu'il suggéra à ses dupes remontaient plus haut. Dès son enfance, Joseph Smith avait reçu communication des lumières de l'esprit saint, et il nous a raconté fort au long l'histoire, en partie vraie et en partie supposée, mais encore plus supposée que vraie, de sa vocation. Joseph Smith fut tourmenté de bonne heure par des préoccupations religieuses et des réflexions sur les choses célestes. Quoique n'ayant reçu qu'une instruction très imparfaite et n'ayant été presque exclusivement occupé par son père qu'à des travaux agricoles, la tournure de son esprit était sérieuse et réfléchie : il adressait sans cesse à Dieu de ferventes prières, afin de savoir quelles étaient les véritables conditions du salut. S'étant retiré un jour dans un petit bois, non loin de la ferme paternelle, il vit tout à coup comme un feu s'échapper du ciel et illuminer tout l'horizon. Cette flamme mystérieuse s'avançant incessamment, le jeune Joseph s'attendait à voir le feuillage s'allumer, et il allait se retirer, quand il se sentit soudain environné lui-même et pénétré dans tout son être d'une sensation indéfinissable. Ses yeux furent alors détachés des objets environnans, et il fut ravi dans une vision céleste. Deux personnages dont les traits étaient absolument les mêmes

s'offrirent à lui et lui annoncèrent que ses péchés lui étaient remis. Joseph Smith n'aurait pu, sans cette intervention miraculeuse, prétendre au titre d'*inspiré*, car il avoue lui-même qu'il avait été d'abord cruellement tenté par les puissances des ténèbres, et bien qu'il dise avoir vigoureusement résisté, on entrevoit que l'absolution divine venait là fort à propos pour le mettre en état de paraître devant Dieu. Les deux inconnus étaient, à ce qu'il semble, soit deux anges, soit les deux premières personnes de la sainte Trinité. Smith apprit de la bouche de ces êtres célestes que toutes les religions de la terre étaient entachées d'erreur, et que Dieu n'en reconnaissait aucune pour son église et son royaume. Promesse lui fut faite que la véritable doctrine ne tarderait pas à lui être révélée; puis la vision s'évanouit, et en revenant à lui-même, il se trouva dans un état de calme et de paix indescriptible.

On pourrait croire que le jeune inspiré attendit dans la prière et les bonnes œuvres l'heureux moment où la promesse qui lui était faite recevrait son exécution. Il n'en fut rien cependant. La seule chose qui paraît l'avoir frappé, c'est le pardon qu'il avait obtenu. Ce pardon lui permit de commettre de nouveaux péchés, de se livrer aux joies de ce monde et aux folies de la jeunesse. Smith comptait certainement sur la rémission de ses nouvelles fautes, et il n'avait pas tort. Le 21 septembre 1823 au soir, le Seigneur vint visiter Smith dans sa propre demeure. Sa maison parut tout enflammée, et, ravi encore en extase, il vit un ange qui lui annonçait que ses péchés lui étaient pardonnés et que ses prières avaient été exaucées. Comment Smith reconnut-il que le visiteur était un ange? Très certainement ce fut par sa ressemblance avec ceux que nous décrivent les Écritures : un vêtement parfaitement blanc et sans coutures, un regard où brillaient à la fois l'énergie et la douceur. Le messager divin lui apportait la joyeuse nouvelle du prochain rétablissement de l'alliance faite jadis avec Israël. Le Messie devait bientôt commencer son règne ici-bas, règne de paix et de félicité universelle. Il ne restait plus qu'à se préparer à ce grand événement. Nouveau Noé, Smith avait été choisi pour recevoir les confidences du Très-Haut. L'Évangile éternel, l'Évangile complété devait être prêché à toutes les nations, et un peuple nouveau allait être préparé par la foi et la vérité au règne de Dieu sur la terre. Là ne se bornèrent pas les étonnantes révélations de l'ange du Seigneur. Smith apprit que les Indiens d'Amérique étaient des descendans d'une des tribus d'Israël, qu'au temps où ils avaient émigré dans le Nouveau-Monde, ils formaient encore un peuple éclairé, possédant la connaissance du vrai Dieu et obtenant journellement les effets de sa grâce et de ses bénédictions. Chez eux avaient existé des prophètes et des écrivains inspirés qui avaient reçu l'ordre de consigner par écrit l'histoire des événemens les plus importans, et ces annales s'étaient transmises de génération en génération jusqu'au moment où les enfans d'Israël étaient tombés dans une extrême perversité. La majeure partie de la nation périt; mais le livre saint, qui renfermait un grand nombre de révélations relatives à la fin des temps, avait été déposé en lieu sûr, pour être ainsi soustrait aux mains de ceux qui voulaient le détruire. — Voilà comment finit la vision, qui fut accompagnée pour Smith de circonstances intérieures semblables à celles qui avaient marqué la première. Elle se renouvela encore dans la nuit, l'ange ajoutant chaque fois quelque chose à ses instructions.

Enfin, le lendemain matin, comme Joseph Smith sortait pour se rendre à son travail accoutumé, le messager divin se trouva là devant lui pour lui enseigner le lieu mystérieux du dépôt. C'était sur la grande route qui conduit de Palmyre à Canandigua, dans le comté d'Ontario, état de New-York, au voisinage du petit village de Manchester, qu'habitait la famille de Smith. A main droite, sur le côté occidental d'une haute colline, était pratiquée une excavation au fond de laquelle se trouvait un petit caveau formé de quatre pierres polies, scellées par une cinquième. C'est là que Smith, conduit par l'ange, put contempler le précieux dépôt fait il y avait trente siècles. En ce moment il fut illuminé des lumières du Saint-Esprit, les cieux s'ouvrirent, la gloire du Seigneur brilla à ses côtés et s'arrêta sur sa tête. L'ange lui dit : « Regarde. » et le prince des ténèbres passa devant lui, suivi de son nombreux cortége. « Tout cela t'est montré, reprit le messager divin, le bien et le mal, le saint et l'impur, la gloire de Dieu et le pouvoir des ténèbres, afin que tu puisses désormais distinguer les deux puissances et n'être jamais ni vaincu ni influencé par la mauvaise; mais tu ne peux pas encore obtenir le livre que tu aperçois, le commandement de Dieu est formel : c'est par la prière et l'exacte observance de ses lois que l'on peut seulement acquérir les choses saintes. Elles sont destinées non point à devenir un moyen de richesse et de puissance, mais uniquement à glorifier son nom. »

Quatre ans s'écoulèrent avant que Smith fût jugé digne d'entrer en possession des annales sacrées, quoique recevant fréquemment des instructions de l'ange, qui était vraiment devenu son génie familier. Le matin du 22 septembre 1827, le précieux trésor lui fut enfin délivré. L'ange du Seigneur lui remit des feuilles de métal qui avaient l'apparence de l'or, et qui étaient reliées à la manière d'un volume. Ces plaques étaient attachées ensemble par trois anneaux qui les traversaient toutes. L'épaisseur des feuilles était légère, et sur une partie d'entre elles on voyait apposé un sceau mystérieux. Les caractères que portaient ces plaques métalliques avaient un aspect étrange, ils étaient disposés en colonnes. Smith nous a appris que c'étaient des lettres égyptiennes. A en juger par le spécimen qui nous en est parvenu, on peut croire que Champollion et ses disciples n'eussent pas été précisément du même avis. Telle fut aussi l'opinion d'un savant de New-York, M. Charles Anthon, auquel un des nouveaux convertis, Martin Harris, apporta une copie des caractères déterrés à la colline de Cumorah. Toutefois la science humaine ne saurait avoir rien de commun avec la révélation, et l'ange ayant dit à J. Smith que c'était de l'égyptien, cela a suffi aux Mormons. D'ailleurs l'objection que pourraient élever les égyptologues contre l'authenticité des plaques tombe d'elle-même, puisque Smith ajouta que ces caractères n'étaient pas de l'égyptien pur, mais de l'égyptien réformé; c'est ce qui se lit dans le livre même. Or, comme nous ne savons pas en quoi a consisté la réforme que les descendans d'Israël ont fait subir à la langue des pharaons, on peut très bien admettre qu'elle a été assez profonde pour que le nouvel égyptien ne ressemblât plus du tout à l'ancien. Ces plaques portaient en outre la trace de la plus haute antiquité. Leur authenticité étant donc désormais hors de conteste, il ne restait plus qu'une seule chose à faire, c'était de les interpréter. L'entreprise eût été certainement des plus difficiles, si ceux

qui les avaient enterrées n'avaient pas paré à la difficulté en déposant à côté deux pierres transparentes comme du cristal, montées à la manière d'une lorgnette, et qui n'étaient autres que l'*urim* et le *thummim* placés jadis sur le pectoral du grand-prêtre hébreu. Ces gemmes, qui ont tant exercé la sagacité des érudits, servaient à consulter la volonté du Seigneur, et permettaient de lire dans l'avenir Tel était aussi l'usage qu'en devaient faire les descendans américains des Israélites. Il n'y avait donc plus besoin de philologue pour déchiffrer les caractères égyptiens réformés; il suffisait de braquer la lorgnette magique sur les plaques en question, et le sens vous en était révélé. Grâce à ces lunettes merveilleuses, Smith traduisit tout le contenu des plaques, et il écrivit de la sorte le *Livre de Mormon ou Histoire sacrée des peuples aborigènes de l'Amérique*, dont l'un des apôtres de la secte, M. John Taylor, a donné une version en français.

Le *Livre de Mormon* renferme plusieurs parties distinctes portant chacune le nom du patriarche américain qui en est l'auteur : *Nephi*, *Jacob*, *Enos*, *Alma*, *Hélaman*, *Mormon* enfin, dont le nom a été étendu à tout le livre, et qui est censé avoir composé la dernière partie. C'est ce patriarche qui nous apprend que les caractères sont de l'égyptien réformé, langue que ces Israélites ont préférée à l'hébreu, parce que les lettres hébraïques eussent occupé trop de place, et que les plaques n'étaient point d'une largeur suffisante. Voilà qui nous donne à penser que les mots de l'égyptien réformé ont, comme les mots turcs du *Bourgeois-Gentilhomme*, la propriété de dire toute une phrase en quelques syllabes. Après le *Livre de Mormon* vient une sorte de *post-scriptum* dont l'auteur est un ange du Seigneur du nom de Moroni, qui avait été lui-même un ancien prophète parmi les descendans de la tribu de Joseph sur le continent américain. C'est Moroni qui a scellé les annales en les accompagnant d'une exhortation à ses frères.

Le *Livre de Mormon* est une contrefaçon évidente de la Bible, une sorte de pastiche de la Genèse, des Livres des Rois, des Épîtres des Apôtres et de l'Apocalypse. Non-seulement on y rencontre des imitations fort transparentes, mais jusqu'à de véritables emprunts. On ne saurait dire cependant que ce livre, pour des personnes naïves et habituées à la lecture de l'Écriture sainte, soit dépourvu de toute espèce d'intérêt. Pour celles au contraire qui sont moins faciles et plus éclairées, les anachronismes, les invraisemblances, l'étrange discordance des noms, enlèvent au livre toute autorité. Les prophéties placées dans la bouche de personnages antérieurs au Christ, sur sa venue et sur l'établissement du christianisme, celles de Jésus lui-même, que l'on suppose s'être rendu en Amérique après sa résurrection, et avoir annoncé son Évangile aux descendans d'Israël, sont assez transparentes pour qu'on s'aperçoive aisément de la supposition; mais n'en était-il pas de même des oracles des sibylles inventés par les premiers chrétiens? Et cependant que de fidèles s'y sont laissés prendre, des pères de l'église compris!

Trois peuples figurent dans le *Livre de Mormon* : le peuple de *Jared*, dont les ancêtres sont venus en Amérique après la confusion des langues; le peuple de *Zarahemla*, qui a quitté Jérusalem au temps de la captivité de Sédécias; enfin les descendans de *Lehi*, qui ont aussi abandonné la ville sainte sous le même roi, mais au commencement de son règne. Ces trois peuples occupent

dans le livre de Smith une place fort inégale : le premier, qui a péri, a laissé des plaques mystérieuses dont le contenu constitue le *Livre d'Ether;* le second n'est guère mentionné qu'en passant ; le troisième fait le sujet véritable de la Bible nouvelle. Il se divise en *Néphites* et en *Lamanites*. Les Nephites sont bons, les Lamanites méchans. Les premiers se laissent corrompre à leur tour, et disparaissent en punition de leur faute. Les Lamanites seuls restent maîtres de l'Amérique. Ce sont les Indiens ou *Peaux-Rouges*.

Comment un homme aussi peu lettré que semble l'avoir été Smith a-t-il pu composer un pareil livre? C'est ce qu'on ne saurait suffisamment expliquer. Il y a toujours dans l'origine des religions je ne sais quoi de mystérieux, d'obscur, qui empêche qu'on puisse rendre compte de bien des faits extraordinaires, et qui sert singulièrement la foi des fidèles. On prétend, et la chose paraît vraisemblable, que Smith n'est pas l'auteur de son livre. C'est un roman qui fut jadis composé par un révérend Salomon Spaulding, dont l'imagination fut éveillée par la découverte d'antiquités américaines aux environs de New-Salem, où il habitait. Cela se passait vers 1812. Il prêta son manuscrit à ses voisins, qui donnèrent à ce roman le nom de *Bible d'or* (*Golden Bible*). L'auteur, par un artifice bien souvent renouvelé, supposait que ce livre était l'œuvre d'un des derniers descendans d'une race éteinte, et l'avait intitulé pour ce motif : *Manuscrit trouvé* (*Manuscript found*). Le roman fut remis à un imprimeur de Pittsbourg, en Pensylvanie, du nom de Patterson. Celui-ci, qui trouvait sans doute le livre bizarre et jugeait qu'il était nécessaire d'avertir le public de la fiction, voulait une préface et un nouveau titre. Spaulding les refusa, et le manuscrit resta pendant longtemps oublié dans l'imprimerie de Patterson, où un certain Sidney Rigdom vint enfin le copier; mais comment la copie passa-t-elle ensuite entre les mains de Smith? C'est ce que nous ne savons pas parfaitement. Il n'y eut là du reste rien de bien inexplicable : Rigdom, qui paraît avoir été aussi simple qu'ignorant, devint un des premiers disciples du nouveau prophète. Il en fut donc la dupe ou le complice. Toujours est-il que la femme, l'associé, plusieurs amis et le frère de Salomon Spaulding ont affirmé sous serment l'identité des principales parties du *Livre de Mormon* avec le *Manuscrit trouvé*. Quant à l'auteur, mort en 1816, il ne pouvait plus, bien entendu, déposer contre son plagiaire le prophète. Smith a dû faire subir au roman de l'innocent ministre un remaniement approprié à ses projets, et c'est ici que se montre son génie de faussaire. Les fautes grammaticales, les anachronismes, abondent dans le *Livre de Mormon;* mais, nous le répétons parce qu'on nous semble avoir un peu trop déprécié la nouvelle Bible, toutes ces fautes disparaissent au milieu du récit, dont le fond captive l'attention. Le livre peut n'être pas entièrement approprié à notre esprit et à nos idées; il l'est certainement au goût de plusieurs Américains. D'ailleurs, si les écrits de Smith ne sont pas tous d'une grande valeur littéraire, les Mormons ont heureusement rencontré un théologien qui a prêté à leur cause le secours de sa dialectique et de son érudition : c'est Orson Pratt, l'avocat par excellence de la nouvelle révélation. Cet apôtre, qui a organisé à Liverpool une agence d'émigration mormonienne, est un des amis du successeur de Smith, Brigham Young. C'est lui qui s'est chargé du soin d'abattre toutes les objections qui se sont dressées en foule

sur la nouvelle voie qu'avait ouverte Smith, et qui menaçaient de lui barrer le passage. Orson Pratt est, comme tous les ministres protestans, extrêmement versé dans la connaissance de la Bible, et il excelle à y découvrir les textes qui peuvent justifier ses idées.

Il serait trop long ici d'inscrire *in extenso* le *credo* mormon (1). Cependant nous devons en extraire ce qui est de nature à compléter le tableau que nous venons de donner de la religion nouvelle. Nous passerons ce qui est purement et simplement emprunté à la foi chrétienne, à laquelle les Mormons ont la prétention de se rattacher.

« Nous croyons qu'il n'y a qu'un seul vrai système de doctrines et de culte religieux, révélé du ciel aux hommes, par lequel ils puissent être dirigés et gouvernés, et obtenir la vie éternelle; — que ce seul vrai système a été révélé au commencement du monde par le Créateur et le Père du genre humain, en se manifestant lui-même à ses enfans et en conversant avec eux, en leur envoyant des anges, et leur donnant des visions et l'esprit de révélation et de prophétie; — que cet unique plan de salut a été souvent perverti et perdu de vue par l'homme, à tel point qu'il devint nécessaire que le Père du ciel et de la terre le révélât de nouveau par les mêmes voies qu'au commencement. De là la nécessité de diverses dispensations et manifestations de la miséricorde divine envers les hommes à différentes époques et en divers pays (Noé, Abraham, Moïse, Jean-Baptiste). — Nous croyons que Jésus-Christ le Messie, après sa résurrection, les administra en personne aux Juifs en Palestine, aux restes de la tribu de Joseph en Amérique, aux dix tribus perdues d'Israël dans les pays du Nord, aux esprits en prison, ou à ceux qui étaient morts sans l'Evangile, et que l'Évangile et le royaume de Dieu furent établis par ce moyen dans les différentes parties de la terre; — que les gentils aussi eurent part à ce plan de salut après Jésus-Christ, non par son ministère personnel parmi eux, mais au moyen de ses apôtres et par le Saint-Esprit, qui le révélait et rendait témoignage à leurs esprits qu'il était ressuscité des morts comme roi et sauveur des hommes; — que cet unique plan de salut a été corrompu, altéré par les Juifs et les gentils, au point que ses vrais principes et son pouvoir ont été perdus de vue depuis de longs siècles, et qu'ils ne sont nulle part compris et possédés dans leur plénitude parmi les hommes. De là cette anarchie universelle, ces guerres sans fin qui ont désolé la terre et fourvoyé l'esprit humain. »

Telle est, réduite à quelques points essentiels, la révélation mormonienne. Nous avons raconté une partie de l'histoire de son prophète. A partir du moment où la nouvelle révélation trouve des adeptes, ce n'est plus la vie de Smith, ce sont les progrès de toute une secte que nous avons à suivre.

III.

La propre famille de Joseph Smith fut une des premières à se ranger sous sa bannière. Peu de temps après le concile de Fayette, le nombre des adhé-

(1) Ce *credo* a été inséré dans *l'Etoile du Déseret, organe de l'église de Jésus-Christ et des Saints du dernier jour*, publiée à Paris en décembre 1851 et les mois suivans, par John Taylor.

rens s'élevait à trente. Smith commença à donner le baptême par immersion, et fit, pour faciliter l'administration de ce sacrement, construire une digue dans un cours d'eau des environs de la ville de Fayette. La populace, qui voyait d'assez mauvais œil le nouveau prophète, et qui n'attend pas d'ordinaire les tribunaux pour exécuter les arrêts de ce qu'elle appelle la justice, fit irruption sur la digue, poussant des cris et des menaces contre Smith et les siens, le traitant d'imposteur et d'escroc. Le prophète ne se laissa pas intimider par ce premier symptôme de persécution. Il fit devant tout le monde une humble confession de sa vie passée, dont il ne dissimula ni les torts ni les désordres; mais il ajouta avec fermeté, avec une apparence de profonde conviction, que le Seigneur lui avait remis ses péchés. C'était le Seigneur qui, dans ses insondables desseins, l'avait choisi, tout faible et tout pecable qu'il était, pour être l'instrument de sa gloire. « Je suis, ajouta-t-il, sans lettres, sans instruction; mais saint Pierre n'était-il pas aussi ignorant que moi? Saint Jean et les autres apôtres que le Christ appela à lui ne sortaient-ils pas d'une condition aussi humble que la mienne? Dieu ne peut-il pas faire une seconde fois ce qu'il a fait une première? » Cette allocution produisit son effet; elle fortifia la foi du petit nombre de ses disciples, et ferma la bouche à quelques-uns de ses adversaires. Quant aux autres, leur haine ne fit que s'échauffer davantage. Ils méditèrent contre J. Smith des projets de vengeance. Le nouvel envoyé de Dieu sentit que son éloquence pourrait bien n'avoir pas deux fois raison; aussi abandonna-t-il avec sa famille Palmyre et Fayette, et alla-t-il se fixer à Kirtland, petite ville située, comme Fayette, dans l'état d'Ohio.

La persécution fit naître chez les Mormons l'idée d'émigration. On songea dès lors parmi eux à aller choisir dans le *Far-West* quelque territoire où ils pourraient en sécurité pratiquer leur nouvelle foi. Ils envoyèrent à la découverte l'un d'eux, nommé Olivier Cowdery, qui ne tarda pas à revenir en faisant un rapport si favorable sur la beauté, la fertilité du comté de Jackson, dans le Missouri, que Smith se détermina à aller examiner cette nouvelle terre promise. En compagnie de quelques-uns de ses plus zélés apôtres, il se rendit, non sans peine, après un voyage de plus d'un mois, dans le Missouri. Le nouveau prophète approuva le choix qu'avait fait Cowdery, et il prit la résolution irrévocable de fixer dans le Missouri la *Nouvelle-Sion*. Aussi, dès le premier dimanche après son arrivée, avait-il commencé à convertir au milieu du désert une troupe d'Indiens et de pionniers attirés par la vue de ces hommes inconnus arrivés depuis peu. Il rallia au mormonisme quelques-uns de ses auditeurs, puis prépara tout pour l'établissement de sa prochaine colonie. Il commit à Martin Harris, l'un des *anges* de Dieu, c'est-à-dire un des évêques de la nouvelle église, le soin du petit troupeau. Après avoir choisi l'emplacement du nouveau temple et en avoir fait solennellement la consécration, il reprit le chemin de Kirtland. Il retrouva là les *saints* restés au bercail, mais dont le nombre n'avait pas grossi en son absence. Poursuivant avec une ardeur infatigable son apostolat, Smith courut alors une partie des Etats-Unis, prêchant à droite et à gauche sa nouvelle doctrine. Le nombre des convertis s'augmentait de jour en jour, mais à ce succès se mêlaient pour le prophète certaines amertumes. Il voyait poindre dans sa nouvelle

église les divisions, les schismes. Déjà, à son retour du Missouri, un dissentiment s'était élevé entre lui et un de ses disciples les plus ardens, Sidney Rigdom. Ce disciple ambitieux aspirait à l'autorité suprême dans la communauté, et le prophète n'avait pu apaiser le dissentiment qu'en lui donnant la charge fort importante de caissier de la banque mormonique; car J. Smith, qui, en sa qualité d'Américain, entendait fort bien les affaires commerciales, avait fondé à Kirtland, pour faire aller sa communauté, un comptoir, un entrepôt de marchandises et un moulin. Toutefois Rigdom n'était pas le seul qui fût pris de ces tentations de Lucifer. Un autre, nommé E. Maclellan, qui avait trouvé assez facile le procédé de révélation dont Smith faisait usage, et qui avait plus d'instruction que Rigdom, voulut se mettre à parler au nom du ciel. Un troisième, nommé Ezra Booth, dénonça le prophète comme un imposteur et un homme pervers, et mit en danger sa réputation et ses jours. Enfin des obstacles d'autre sorte entravèrent momentanément l'exécution des projets du théosophe. Il était temps de quitter l'Ohio, qui menaçait de devenir une terre de malédiction, et autant pour échapper à ses persécuteurs que pour aller savoir ce qu'était devenu le troupeau de Martin Harris, laissé dans le Missouri, J. Smith partit pour Louisville, toujours menacé sur sa route par ses ennemis, et obligé de recourir à la protection du capitaine du *steamer* sur lequel il s'était embarqué.

Smith arriva à la Nouvelle-Sion le 26 avril 1832, et eut la satisfaction, peut-être fort inattendue, de trouver dans l'état le plus florissant le champ qu'il avait semé à la hâte. Le grain avait levé au centuple. Il fut reçu avec enthousiasme par les *saints*, qui attendaient avec impatience son arrivée et qui le proclamèrent leur prophète, leur seigneur, le grand-prêtre de la nouvelle église. En son absence, et conformément à un ordre que Dieu avait donné par sa bouche à son départ, une imprimerie avait été montée, et un journal mensuel créé en faveur de la foi mormonique par W. W. Phelps. Il avait pour titre *l'Étoile du soir et du matin* (*Evening and morning Star*). Smith forma aussitôt le projet de fonder un journal hebdomadaire, qui prit le titre de *l'Avertisseur du haut Missouri* (*Upper Missouri Advertiser*). Ces journaux inondèrent le pays et les territoires ou états voisins des déclamations inspirées de Smith et de ses apôtres. Grâce à cet actif moyen de publicité, le nombre des Mormons ne tarda pas à s'élever à deux ou trois mille, la plupart habitans du Missouri.

Tout prospérait donc dans la Nouvelle-Sion, et ce n'était plus là que la présence du prophète devenait le plus nécessaire. On avait laissé le mormonisme dans une position assez critique au milieu des populations de l'Ohio. Smith dut donc retourner à Kirtland pour veiller à son moulin, à son entrepôt, à sa ferme, dont il avait plus que jamais besoin pour faire face aux nécessités inséparables d'une colonie naissante. Le départ du prophète faillit devenir funeste à la communauté qu'il croyait si définitivement constituée dans le Missouri. Les nouveaux sectaires étaient vus de très mauvais œil par les habitans de cet état. Des gens d'assez médiocre réputation qui s'étaient agrégés à eux n'avaient fait qu'accroître les préventions à leur égard. Mille accusations circulaient sur leur compte. On répétait qu'ils ne reconnaissaient pas la propriété, et qu'ils admettaient non-seulement la communauté des biens mais encore celle des

femmes. Les journaux mormons avaient beau démentir ces accusations, elles n'en prenaient pas moins de plus en plus crédit. Et puis le caractère de peuple élu que s'attribuaient les sectaires leur donnait ce même orgueil, cette même aversion des infidèles, qui faisaient détester les Juifs des autres nations. On redoutait d'autant plus les Mormons, qu'ils ne cachaient pas leur espoir d'être un jour maîtres de tout le Missouri. Des germes de dissension et de schisme venaient encore compliquer leur position. Enfin, en juin 1833, un des journaux mormons ayant prêché l'émancipation complète des hommes de couleur, la secte ameuta encore contre elle les partisans très nombreux de l'esclavage. La presse anti-mormonienne signala Smith comme un faux prophète, et fit tout un corps d'accusations des reproches et des calomnies dont les Mormons étaient l'objet. Un *meeting* de plus de 3,000 personnes prit la résolution unanime de chasser les sectaires du territoire du Missouri, et sur différens points du comté de Jackson de pareilles propositions recurent une adhésion publique. On signifia à M. Phelps, le rédacteur du journal *l'Étoile du soir et du matin*, à l'évêque, M. Partridge, et aux principales autorités de la colonie, une adresse fort peu rassurante pour eux. Il s'agissait de leur interdire de s'accroître dans le pays, de leur faire donner caution de leur futur départ du canton qu'ils s'étaient choisi pour patrie, de fermer sur-le-champ leur imprimerie, leurs boutiques et tous leurs magasins. Les Mormons demandèrent un délai pour répondre à une adresse si insolente et si impérative. Il fallait avoir le temps d'écrire à Joseph Smith, dans l'Ohio. Les anti-mormoniens ne voulurent rien entendre. La populace du Missouri s'empara de Phelps, de Partridge et d'un autre *saint*. Le premier parvint à se soustraire à la fureur du *mob;* mais les deux autres furent moins heureux. Suivant la méthode de Lynch (*Lynchian method*), ils furent dépouillés de leur vêtement, goudronnés, enduits de plumes et renvoyés dans cet état ridicule. Le lieutenant-gouverneur du Missouri, Lilburn W. Boggs, prêta la main à toutes ces violences, et dans certaines églises les Mormons furent signalés du haut de la chaire comme des ennemis du genre humain qu'il fallait à tout prix détruire. Une troupe armée, qui avait arboré le drapeau rouge en signe de vengeance, annonça les intentions les plus sanguinaires dans le cas où les sectaires n'abandonneraient pas le pays. Toute résistance était impossible. Il fallut capituler, et les Mormons prirent l'engagement de se retirer du Missouri en deux caravanes, à trois mois d'intervalle; la publication de leur journal cessa : à ces conditions, on respecta leur vie.

Dans cette position critique, les *saints* expédièrent en toute hâte un des leurs, Cowdery, à Kirtland, auprès du prophète. Un conclave solennel fut tenu. On y décida que *l'Étoile du soir et du matin* serait continuée à Kirtland, et qu'on créerait en outre un nouveau journal. Puis la résolution fut prise d'en appeler au nom de la justice à la protection du gouverneur de l'état du Missouri, M. Dunklin; mais le prophète ne se hasarda pas à faire le voyage fort dangereux de la nouvelle Jérusalem, qui venait de rencontrer son Titus, et suivi de quelques-uns de ses disciples, il alla recruter des fidèles au Canada. L'appel fait au gouverneur Dunklin fut néanmoins écouté. Ce magistrat blâma ouvertement les violences que l'on voulait faire aux Mormons, et menaça leurs ennemis de les traduire devant les tribunaux. Le manifeste du

gouverneur du Missouri rendit quelque confiance aux sectaires, et au lieu de continuer leurs préparatifs de départ, ils songèrent à organiser une troupe pour se défendre; mais la menace des tribunaux ne produit, comme on sait, pas grand effet aux États-Unis : les citoyens y ont peu de respect pour les juges qu'ils font eux-mêmes. Les exhortations de M. Dunklin n'eurent donc d'autre résultat que de faire donner le sac par les anti-mormoniens à la Nouvelle-Sion, ou, comme on appelait généralement cette ville, à *Independence*. Une lutte assez chaude s'engagea. La milice, commandée par le lieutenant-gouverneur Boggs, vint prêter main-forte aux anti-mormoniens. L'exaspération devint générale, et la colonie de J. Smith fut définitivement obligée de vider son territoire au plus vite. La fuite des Mormons rappela un peu celle des Israélites au milieu du désert. Ils emportèrent avec eux tous les biens, tous les meubles, toutes les provisions qu'ils purent réunir, et ils allèrent çà et là chercher un refuge, les uns, et c'était le plus grand nombre, dans le comté de Clay, les autres dans celui de Van-Buren, plusieurs dans celui de Lafayette; mais, moins heureux que les premiers, les fugitifs de ces deux dernières catégories furent repoussés bientôt de leurs asiles.

Les malheurs des Mormons excitèrent dans les parties du Missouri qui étaient restées étrangères à l'effervescence de la population du comté de Jackson une sympathie universelle. L'attorney-général du Missouri écrivit que, si la nouvelle communauté voulait rentrer dans la possession de ses biens, il lui enverrait des forces pour l'appuyer. Il lui proposa même des armes dans le cas où elle voudrait s'organiser en milice. Cependant le prophète, de retour à Kirtland après son excursion en Canada, écrivait à son troupeau dispersé que les maux qui le frappaient étaient une punition envoyée par le ciel pour leurs fautes, leurs discordes, leur manque de soumission à ses décrets. Il engageait les Mormons à acheter dans le comté de Clay des terres qu'ils cultiveraient en attendant qu'ils pussent rentrer dans Sion, que Dieu avait formellement désignée comme l'héritage de ses saints. Les Mormons suivirent les conseils de leur chef, et jetèrent dans le comté de Clay les fondemens de deux villes, Far-West et Adam-on-Diahman; mais ses prédictions sur leur retour à Independence ne se réalisèrent pas, et Dieu ne vint point en personne, comme il leur avait été annoncé, les faire rentrer dans la terre de promission.

J. Smith se décida à partir pour la nouvelle colonie du comté de Clay, afin d'en animer les travaux par sa présence. Il organisa une caravane le 5 mai 1834, et prit le chemin de l'Illinois. Rien n'offrait un coup d'œil plus étrange que la petite armée mormonienne qui allait rejoindre ses frères du désert. Les jeunes gens étaient armés; suivaient les anciens et les différens membres du sacerdoce; derrière eux était une longue suite de chariots remplis d'ustensiles et d'instrumens de toute espèce. On marchait à petites journées. Tous les soirs, on dressait les tentes, et au son de la trompette on s'agenouillait devant le Seigneur. Le matin, la prière se faisait de même, puis l'on reprenait sa marche à travers des contrées encore à peine peuplées. Cette singulière expédition attirait les regards de tous ceux qui la rencontraient; mais les Mormons, qui avaient tant de fois bu à la coupe de la persécution, se gardaient bien de se faire connaître. Arrivés au bord de l'Illinois, ils le tra-

versèrent en bac et allèrent camper à deux journées plus loin, sur l'emplacement d'un ancien cimetière indien. C'était là une belle occasion pour le prophète de rappeler l'histoire merveilleuse du peuple primitif de l'Amérique qu'il avait lue sur les lames de métal. Il fit creuser la terre à un pied environ de profondeur, et l'on découvrit un squelette entre les côtes duquel une flèche était engagée. Alors se renouvela le miracle accompli jadis en Egypte par le solitaire Macaire. Le crâne d'un ancien Egyptien avait appris à l'anachorète chrétien l'histoire de l'homme à la tête duquel il avait appartenu: Joseph Smith sut de même toute celle du guerrier dont on venait de découvrir les ossemens : c'était un nommé Zelph, tué dans un grand combat entre les Lamanites et les Néphites, et qui servait sous le célèbre prophète Omandagus. Cette petite comédie produisit son effet; elle fortifia la foi des fidèles, peut-être un peu ébranlée par un si long voyage. La caravane poursuivit sa route, passa le Mississipi malgré les menaces de la population qu'elle rencontra, et qui voulait l'empêcher de se rendre de l'Illinois dans le Missouri. Les Mormons n'avaient à leur disposition qu'un seul bateau, et au lieu où ils traversèrent le Mississipi, ce fleuve n'a pas moins d'un mille et demi de large. Deux jours furent donc employés pour accomplir ce difficile passage. Les saints croyaient toucher au terme de leurs fatigues; ils se trouvaient enfin dans le voisinage du pays d'où ils avaient été chassés. Une députation fut envoyée dans le comté de Jackson afin de traiter de l'achat de toutes les terres qu'on avait contraint les Mormons d'abandonner à Independence; mais à peine la nouvelle se fut-elle répandue du retour de la secte maudite, que l'agitation gagna les habitans du Missouri. Un nommé Campbell jura de tuer le prophète et de donner sa chair à manger aux oiseaux de proie. Cet enragé courut au-devant des Mormons. Comme il voulait passer le Missouri, son bateau coula, et il fut noyé, lui et ses compagnons. On pense bien quel parti tira Joseph Smith de la fin inattendue de Campbell. Cette mort fut l'occasion d'une nouvelle révélation que Dieu lui envoya pour consoler les *saints*.

Les Mormons n'étaient cependant pas arrivés au terme de leurs épreuves. Le choléra avait éclaté parmi eux. Le prophète tenta vainement de guérir les malades par l'imposition des mains; le fléau allait son train, et J. Smith dut reconnaître que, quand le grand Jehovah a décrété la destruction, nul ne doit se mettre en travers de ses volontés. La seule consolation qu'il procura aux Mormons, ce fut de leur annoncer que leurs ennemis auraient encore plus à souffrir qu'eux de la maladie, ce qui se réalisa.

Le prophète arriva enfin parmi les colons du comté de Clay; mais il ne fit qu'un court séjour dans leurs cités naissantes. Il y laissa la petite troupe qu'il avait amenée à travers tant d'épreuves et reprit le chemin de Kirtland. Malgré les persécutions, les attaques incessantes dont les Mormons étaient l'objet, leur nombre augmentait de jour en jour. Tout l'état de Missouri se passionnait pour ou contre eux. Pendant ce temps, J. Smith tâchait d'activer dans l'Ohio ses opérations commerciales; mais il paraît qu'elles ne furent pas toujours prospères, puisque dans l'automne de 1837 sa banque fut obligée de suspendre ses paiemens, et tout le district de Kirtland se trouva inondé de son papier sans valeur. Le prophète n'avait plus qu'une ressource : Dieu. Une

révélation vint lui commander de retourner dans le Missouri et d'aller s'y établir définitivement.

La fuite était le grand moyen de Smith, et ses *hégires* se comptent par dizaines. Il décampa nuitamment, en vrai banqueroutier, et alla tomber, quand on ne l'attendait pas, au milieu du comté de Clay, où il trouva son église dans le plus fâcheux état. L'anarchie, le schisme, y levaient insolemment la tête. Le théosophe se vit dans la nécessité de frapper de grands coups et de se séparer de ses plus anciens et de ses plus fidèles serviteurs. Il dénonça comme des traîtres et Martin Harris, l'évêque de la première église du Missouri, et Sidney Rigdom, qui était presque son égal dans le pontificat, et Olivier Cowdery, qu'on avait vu plusieurs fois lui servir d'ambassadeur, et qui était de plus l'un des trois témoins de l'authenticité des plaques. La populace du pays, plus hostile que jamais aux Mormons, profita de cette désunion pour attaquer les *saints* en diverses occasions et essayer de les expulser une seconde fois. Ces tentatives aboutirent à une attaque en règle à la fin d'octobre 1838, dirigée par la milice du pays et commandée par le brigadier général Doniphan. Les autorités avaient définitivement pris parti contre les sectaires. Après divers pourparlers, on surprit les Mormons à Haun's Mill, et on en massacra impitoyablement un grand nombre. La nouvelle église devint alors toute militante. Ses membres ne s'occupèrent plus guère que des moyens de se défendre d'abord, et ensuite d'aller chercher un refuge dans l'Illinois. Le major-général Clarke, qui commandait les troupes du pays, annonçait tout haut le projet de leur entière extermination. Le prophète tomba avec son frère Hyrum au pouvoir de ses ennemis, ainsi que trois autres des principaux Mormons. Les *saints du dernier jour* s'étaient défendus et avaient combattu à la fois pour leurs propriétés et pour leur vie. On les accusait de trahison comme s'étant insurgés contre l'état de Missouri; de meurtre, parce que dans un des engagemens ils avaient tué quelques-uns des assaillans; de félonie, parce qu'à la suite de ces luttes à main armée, il y avait eu des biens pillés et saccagés. Joseph et Hyrum Smith parvinrent, non sans peine, à se faire acquitter, après six mois de détention et de souffrances. Pendant ce temps, les habitans du Missouri obligeaient les Mormons, désormais sans défense, de quitter leur établissement, et dans l'hiver fort rude de 1838 à 1839, toute la colonie fut inexorablement chassée sans avoir le temps de traiter de la vente de ses fermes. Obligés de s'enfuir dans les prairies et dans les forêts, les infortunés gagnèrent par petites troupes et dans le plus affreux dénûment l'état d'Illinois, où heureusement les attendait l'accueil hospitalier des habitans américains et indiens. Des souscriptions furent ouvertes en leur faveur; on leur procura des fermes, des moulins, des magasins. La société des *saints du dernier jour* entra dans une période de prospérité qui fut marquée comme toujours par de nombreuses conversions. C'est au milieu de son église régénérée que J. Smith, sorti de prison, vint tout à coup faire son apparition au printemps de 1839. Il réchauffa par son éloquence l'enthousiasme des sectaires et appela de tous les points des États-Unis vers l'Illinois ceux qui avaient embrassé sa religion, les invitant à venir apporter à la nouvelle Jérusalem le secours de leurs bras et de leur argent.

Le grand développement que prit dans l'Illinois la secte mormonique in-

spira à ses adhérens une confiance qui servit la cause des *latter day saints*. Ils organisèrent des missions en Angleterre, et en 1843, le nombre des convertis dans la Grande-Bretagne s'élevait déjà à dix mille. L'année suivante, l'un des apôtres, Lorenzo Snow, présentait à la reine Victoria et au prince Albert un exemplaire du *Livre de Mormon*. Une partie des nouveaux convertis alla joindre ses coreligionnaires et grossir la population, déjà assez considérable, de leur colonie. La construction d'une magnifique église, dont au reste les journaux mormons, qui avaient reparu de plus belle, exagérèrent beaucoup la grandeur et la somptuosité, fut poussée activement. Joseph Smith, qui avait appris en outre par tout ce qui s'était passé combien sa communauté avait besoin d'une force armée, organisa un corps de troupes dont il se fit le lieutenant-général. Il passa plusieurs fois en revue, avec apparat et en présence d'étrangers, cette légion de *saints* dans laquelle toute sa famille avait reçu des grades.

Le chiffre des Mormons s'élevait alors environ à cent cinquante mille. J. Smith présidait avec une incroyable activité à l'administration de la colonie, quittant les armes pour examiner les opérations commerciales de la communauté, qui étaient son grand moyen de ressource, ou les cultures, qui prospéraient à vue d'œil, puis abandonnant parfois ses frères pour aller porter chez les sauvages indiens de l'Illinois ce qu'il appelait la parole de vie. Malheureusement cette ère de grandeur ne fut pas de bien longue durée. L'aversion que les sectaires avaient soulevée contre eux dans les comtés de Jackson et de Clay ne tarda pas à se déclarer aussi dans l'état d'Illinois. La puissance des Mormons inspirait d'ailleurs de légitimes appréhensions. Leurs prétentions à se gouverner par eux-mêmes et à décliner l'autorité de l'état fut une première occasion d'hostilité. Leur prospérité commençait à faire un grand bruit dans toute l'Amérique. Joseph Smith ne manquait aucune occasion de se mettre en évidence. Il ouvrit une correspondance avec plusieurs hommes d'état éminens de l'Union, et finit même par poser en 1844 sa candidature à la présidence de la république. Loin de le fortifier dans la position qu'il avait prise, cet accroissement de renommée ne l'exposa que davantage aux attaques de ses ennemis. Peu de temps avant la candidature de J. Smith à la présidence, un guet-apens avait déjà été dressé contre lui. Des habitans du Missouri avaient profité de sa présence à Dixon, sur la frontière de cet état et de celui d'Illinois, pour l'enlever par surprise. Plus tard, l'ancien lieutenant-gouverneur Boggs, qui poursuivait les Mormons de sa haine implacable, fit demander officiellement à l'état d'Illinois l'extradition du prophète, afin qu'il pût être jugé devant un jury du Missouri sous les chefs d'accusation dirigés depuis longtemps contre lui. Comme pour ajouter à tout le merveilleux de cette histoire, une prophétie réalisée d'une manière éclatante vint déjouer les projets perfides de Boggs. Le conseiller J. Arlington Bennett prit la défense des Mormons et engagea les citoyens de l'Illinois à ne point souffrir l'extradition de Smith; il annonça formellement que les persécutions dirigées contre la nouvelle secte tourneraient bientôt contre leur but, que J. Smith serait mis à mort, mais que cette mort ne ferait qu'accroître le nombre de ses partisans, et que, repoussés de tous côtés, on verrait ceux-ci aller un jour s'établir au-delà des Montagnes-Rocheuses, où ils formeraient un état puissant.

Les dangers auxquels la société des *saints du dernier jour* était exposée de la part de ses ennemis du dehors n'étaient peut-être pas les plus redoutables. Les divisions intestines la travaillaient plus que jamais : les schismes et les hérésies sont la plaie de toutes les religions naissantes, et nulle n'en était moins exempte que celle des Mormons. Un certain Higbee, qui paraît avoir été du reste un aventurier d'assez triste espèce, était devenu un ennemi acharné du prophète, dont il avait pourtant embrassé la foi. Accusé par celui-ci d'avoir séduit plusieurs femmes et chassé en conséquence de Nauvoo, la capitale des sectaires, Higbee attisa tous les ressentimens contre J. Smith. Un docteur Foster, membre aussi de la nouvelle église, retourna contre son chef les accusations dont Higbee avait été l'objet. Il accusait l'homme de Dieu d'avoir voulu faire de sa femme à lui son *épouse spirituelle*. Il fonda, sous le titre de *Expositor*, un journal à Nauvoo même, uniquement dirigé contre J. Smith. Celui-ci, en sa qualité de maire de Nauvoo, et assisté des aldermen et des principaux magistrats, tous Mormons, condamna le journaliste imprudent, ordonna la destruction de son imprimerie et la suppression de son journal. On en brûla tous les numéros. Foster et Law, son complice, furent obligés de fuir et allèrent se réfugier dans la ville de Carthage, où ils déposèrent leurs plaintes.

L'aventure de Foster et celle de Higbee ne faisaient que confirmer davantage la population de l'Illinois dans l'opinion peu favorable qu'elle avait des nouveaux sectaires. Le reproche de polygamie et de mauvaises mœurs, qu'on leur faisait depuis bien longtemps, trouvait là une très claire justification. Les autorités de Carthage prirent donc la défense des persécutés, et Foster et Law ayant déposé une plainte en règle contre J. Smith, son frère Hyrum et seize autres personnes qui avaient pris part à son abus d'autorité contre les rédacteurs de l'*Expositor*, on intima l'ordre au maire de Nauvoo et à ses coaccusés d'avoir à se présenter devant le tribunal de Carthage. Les Mormons, qui se sentaient plus puissans que jamais et qui avaient fortifié leur ville, refusèrent d'obtempérer à la sommation des autorités du comté, et déclarèrent leur intention de combattre jusqu'à la dernière extrémité plutôt que de livrer leur prophète.

Lorsque la conduite des habitans de Nauvoo fut connue dans l'Illinois, elle produisit une agitation générale. Les uns soutenaient les sectaires; les autres, et c'est le plus grand nombre, se prononçaient énergiquement contre eux. Une lutte pareille à celle dont le Missouri avait été le théâtre était à craindre. Le gouverneur de l'état, M. Ford, craignant l'effusion du sang, obtint que les deux frères Smith se rendraient volontairement devant la cour du comté, et il donna sa propre parole, il engagea l'honneur de l'état qu'il ne serait rien fait d'illégal contre les Mormons et leur chef. A cette condition, Nauvoo devait abandonner son attitude hostile, et la légion qu'elle entretenait pour sa défense devait accepter le commandement d'un officier de l'état.

La patience, la parfaite modération dont J. Smith faisait preuve dans toutes ces conjonctures sont vraiment remarquables. Jamais il n'avait mieux paru convaincu de la divinité de sa mission que depuis qu'il était en butte de tous côtés, au dedans et au dehors, à des attaques contre sa vie et sa réputation. Des visions, des apparitions d'anges venaient fortifier son courage et lui

inspirer une énergie qu'il savait allier avec la résignation et la douceur. « Je vais, dit-il à ses frères de Nauvoo, en les quittant pour se rendre à Carthage, comme un agneau à la boucherie; mais je suis calme comme un matin d'été, j'ai conscience de n'avoir offensé personne, et je mourrai innocent. » J. Smith n'avait qu'un trop juste pressentiment de ce qui l'attendait à Carthage, en dépit des garanties données par le gouverneur. A peine fut-il écroué dans la prison de cette ville avec Hyrum, son frère, que la populace, n'attendant pas l'issue du procès dirigé contre lui, fit retentir les rues de menaces et de cris de vengeance. La milice, au lieu de maintenir l'ordre, fit cause commune avec les agitateurs. Les Mormons, naturellement fort inquiets sur le sort de leurs apôtres, exigèrent qu'une garde fût placée à la prison. Le matin du 16 juin 1844, le gouverneur était venu visiter les détenus et les avait assurés de sa protection contre les violences dont ils étaient incessamment menacés. Bientôt le bruit se répandit dans la ville qu'on voulait acquitter les Mormons et que le gouverneur était de connivence avec eux. Une bande de misérables s'écria que, puisque la loi ne pouvait pas les atteindre, ce serait la poudre et les balles qui s'en chargeraient. Le lendemain, à sept heures du soir, une troupe d'environ deux cents hommes, qui s'étaient noirci le visage afin de n'être pas reconnus, força l'entrée de la prison et pénétra dans la chambre où se trouvaient ceux à qui ils en voulaient. Les Smith étaient alors en consultation avec deux de leurs amis. Les furieux tirèrent. Hyrum tomba le premier en s'écriant : « Je suis un homme mort. » Joseph essaya de sauter par la fenêtre, mais il fut atteint avant d'y réussir, et expira en prononçant ces mots : « O Seigneur! mon Dieu! » Enfin l'un des deux autres Mormons, John Taylor, fut grièvement blessé, mais il guérit heureusement de ses blessures.

Ce guet-apens produisit un effet déplorable : il consterna tous ceux qui, opposés à la doctrine des Mormons, blâmaient cependant toute violence exercée à leur égard; il fit de Joseph Smith un martyr, et tous ses détracteurs se turent devant son cadavre; l'enthousiasme, le fanatisme de la nouvelle église n'en gagnèrent que plus de terrain. Mille légendes commencèrent à circuler sur le compte du prophète. Comme ses assassins n'avaient pas été découverts, que son corps n'avait point été d'abord retrouvé, l'imagination des sectaires se donna libre carrière. On compara Smith à Moïse et à Jésus-Christ, dont le corps avait de même disparu. Les Mormons réunirent leur légion et se tinrent en armes, tant pour leur défense (car ils ignoraient à quelle autre extrémité on pouvait se porter contre eux) que pour assister aux funérailles des deux martyrs. Ces funérailles furent célébrées avec la plus grande pompe, et furent conduites par le plus jeune frère du prophète, Samuel H. Smith, qui ne survécut que peu de semaines à la mort de ses aînés. Le gouverneur Ford redoutait la vengeance des Mormons : il chercha à les calmer par une adresse où il laissait cependant entendre qu'il repousserait avec énergie toute agression de leur part; mais, loin de songer à des représailles, les Mormons témoignèrent les dispositions les plus pacifiques. Ils consentirent même à rendre leurs armes à la condition qu'on opérerait le désarmement de leurs adversaires, et protestèrent de leur soumission aux lois.

La secte, en perdant son chef, allait passer par une nouvelle crise. Les

fidèles sentaient qu'ils avaient besoin d'éloigner tout obstacle du dehors, afin de vider les difficultés intérieures. Il s'agissait de remplacer J. Smith, et une rivalité terrible s'était établie entre Sidney Rigdom et Brigham Young, l'un des douze apôtres (1). Rigdom avait eu une révélation qui ordonnait aux saints d'abandonner Nauvoo et d'aller s'établir en Pensylvanie. Cet ordre du ciel était en contradiction formelle avec tout ce qu'avait dit Joseph Smith de son vivant. Rigdom fut sommé de comparaître devant le tribunal des douze apôtres, parmi lesquels, outre Brigham Young, figuraient Heber C. Kimball, Parley P. Pratt, Orson Hyde, Willard Richards, John Taylor et Orson Pratt. Rigdom fut condamné devant ce premier concile. Ainsi, chose remarquable, se trouvèrent successivement évincés de la société mormonienne ceux qui en avaient été les véritables fondateurs, les premiers compagnons de J. Smith, Rigdom, Cowdery, Martin Harris.

Les *saints du dernier jour* ne restèrent guère que deux années à Nauvoo, sous le gouvernement de Brigham Young, devenu l'héritier de Smith. Malgré les adhérens que la secte ne cessait de recruter dans les différens états de l'Union, et qui venaient chaque jour accroître la population de la colonie dans l'Illinois, les attaques, les accusations contre les *saints* se succédaient sans interruption. Leur grand publiciste Phelps, dans son journal intitulé *Times and Seasons*, les défendait de son mieux. Le temple qu'ils avaient construit était surtout le thème de ses amplifications complaisantes. Il s'élevait comme par enchantement; l'argent abondait pour faire face aux dépenses de sa construction, et tout promettait un édifice plus splendide qu'aucun de ceux qu'avaient érigés les religions anciennes. Les Mormons n'appelaient plus Nauvoo que la *Cité sainte*, la *Cité de Joseph;* mais ces mots leur portaient malheur, et la *Cité sainte* se voyait assaillie par des cohortes prêtes à recommencer contre la nouvelle Jérusalem l'œuvre de destruction accomplie sous Vespasien contre l'ancienne. Une fois, la populace anti-mormonienne vint incendier les maisons et les greniers possédés par les sectaires dans le sud du comté de Handcock; une autre fois, on alla mettre un siége en règle devant Nauvoo. Ces attaques furent si réitérées, que la nouvelle église prit le parti d'abandonner son territoire et d'aller chercher encore ailleurs sa terre promise.

C'est ici que commence véritablement l'exode des nouveaux Israélites. Le peuple élu, car les Mormons formaient déjà tout un peuple, après avoir subi les horreurs d'un siége où il fut bombardé pendant trois jours, laissant le sol couvert de cadavres, s'enfuit à grand'peine, en septembre 1846, dans la direction de la vallée du grand Lac-Salé, où il fonda son établissement définitif. Qui guida les Mormons dans le choix de ce territoire si fort éloigné de leurs anciennes demeures? Il semble qu'ils aient marché un peu à l'aventure. Leur voyage fut plutôt une succession d'émigrations, une vie nomade qu'une expédition proprement dite. Des éclaireurs avaient été en avant; ils avaient traversé les Montagnes-Rocheuses, avaient vécu avec les Indiens, poussant devant eux les troupeaux qui fournissaient à leur alimentation, et dressant leurs tentes à chaque station; une longue file de chariots portait leurs ba-

(1) La hiérarchie mormonienne, on le verra plus loin, comprend, outre un *prophète*, douze *apôtres*, soixante-dix *conseillers* et plusieurs *anciens* ou *prêtres*.

gages et les grains dont ils avaient besoin pour leurs semailles. Une fois établis dans le territoire d'Utah, ou, comme ils l'appellent, dans celui de Déséret, sans rivaux, sans voisins, unis par la nécessité de vivre, éclairés par l'expérience de longues souffrances, les Mormons se soumirent à une organisation qui en fit bientôt, non plus une secte, mais une nation.

IV.

La société mormonienne est en grande partie modelée sur l'ancien peuple d'Israël : les sectaires ont emprunté à la Bible, à l'Ancien Testament leurs notions théologiques et leurs doctrines politiques. Peuple de Dieu, ils se croient gouvernés par Dieu directement, et se le donnent comme chef immédiat; dès lors ils ont été entraînés, à l'instar des Hébreux, mais plus encore qu'eux, à se représenter Dieu comme un roi tout humain qui a nos passions, nos idées et même notre figure. Joseph Smith, dans un de ses écrits, nous dit que Dieu est une intelligence matérielle organisée, qui possède un corps et des parties; il a, selon lui, la forme humaine, et appartient en réalité à notre espèce, quoique infiniment supérieur à nous en perfection; de là la négation de ce que l'on appelle l'ubiquité de la Divinité. Jehova n'est pas à la fois présent partout : c'est là une vieille erreur qui date des premiers temps du christianisme. Saint Epiphane a parlé de certains hérétiques qui soutenaient que Dieu avait une figure humaine d'après laquelle l'homme avait été créé, et ce qu'il y a de particulier, c'est que ces *anthropomorphistes* conservaient aussi, comme les Mormons, beaucoup des prescriptions juives, s'inspirant exclusivement, ainsi qu'eux, de la lettre matérielle de l'Ancien Testament.

La constitution mormonique repose sur le code qui a pour titre : *Le Livre de la Doctrine et des Alliances de l'église de Jésus-Christ, des Saints du dernier jour* (*the Book of Doctrine and Covenants*), seconde composition de J. Smith, sorte de Coran qui lui fut, comme à Mahomet, révélé par un ange. Si Smith n'a pas été aidé dans la rédaction de ce second ouvrage par Orson Pratt, il avait certainement beaucoup gagné comme écrivain depuis sa traduction des *lames d'or*. Les Mormons sont actuellement gouvernés par un prophète ou président qui est le représentant de Jésus-Christ sur la terre, un véritable pape. Les Irvingiens, les saints-simoniens, ont aussi eu le leur. L'autocratie est, comme on le voit, la forme primitive de presque toutes les religions. Au-dessous du prophète sont douze apôtres, puis un conseil dit des soixante-dix, et un certain nombre d'anciens, de prêtres, d'enseignans et de diacres. C'est l'apôtre qui ordonne les différens membres de cette hiérarchie sacerdotale; il administre le pain et le vin, qui sont les emblèmes de la chair et du sang du Christ; il confirme ceux qui ont été baptisés, en leur donnant par l'imposition des mains le second baptême, celui du feu et du Saint-Esprit; il préside les assemblées, et en son absence est remplacé par les anciens. Le prêtre prêche, enseigne, explique, exhorte; au défaut de l'apôtre, il administre le baptême et le sacrement; il visite les membres de l'église dans leur demeure, se mêle à leurs prières qu'il dirige au besoin, et peut aussi ordonner des prêtres, des enseignans et des diacres. L'enseignant assiste le prêtre; il prêche la parole sainte, mais ne peut ni baptiser, ni donner l'eucharistie. Les anciens

sont nommés par les autres anciens ; ils composent l'administration de l'église et se réunissent de temps en temps en conférences et en synodes. Il existe deux ordres de prêtrise, celui de Melchisédech et celui d'Aaron. C'est au premier qu'appartient la supériorité, parce que Melchisédech était le grand-prêtre de Dieu, l'homme qui avait été commis par le Christ. Le sacerdoce aaronique ne tenait au contraire que les clés du ministère des anges. La prêtrise de Melchisédech a autorité sur toutes les choses saintes, et le ministre de cet ordre peut officier dans toutes les églises. Les prêtres d'Aaron, qui sont gouvernés par des évêques, n'administrent que le baptême de repentance; ceux de Melchisédech ont vraiment les clés du royaume des cieux.

Dans les rites comme dans la hiérarchie, les Mormons cherchent à se rapprocher des premiers chrétiens; ils baptisent par immersion, et le baptême ne doit être administré qu'aux personnes qui croient et se repentent, conformément aux paroles de saint Marc. Celui qui baptise doit être appelé et autorisé par Jésus-Christ; il se plonge avec le catéchumène dans l'eau baptismale, en appelant celui-ci à haute voix par son nom. Cette cérémonie du baptême par immersion est un emblème frappant de la purification de l'âme; sur des imaginations vives et impressionnables, elle exerce une action vraiment puissante. C'est par là qu'il faut expliquer les progrès considérables qu'une autre secte, celle des baptistes, qui administre de la sorte le baptême, ne cesse de faire en Amérique, et surtout dans les classes inférieures, chez les noirs et les pionniers du *Far-West*. En Californie, la première église protestante qui ait été construite est une église baptiste, et ce qu'il y a de remarquable, c'est qu'une des branches des baptistes, les *general-baptists*, qui ont substitué le baptême par aspersion au baptême par immersion, ont beaucoup moins de succès que les *particular-baptists*, qui tiennent pour l'immersion. On peut même dire que c'est ce mode d'administration du baptême qui constitue la différence essentielle entre les sectaires baptistes et les autres protestans. Ils n'ont guère d'unité de dogme, et un de leurs premiers apôtres, Jean Smith, qui prêchait en Angleterre vers le commencement du XVIIe siècle, faisait surtout consister dans le baptême par immersion sa nouvelle doctrine.

Quand on étudie la statistique des églises baptistes, on est frappé de leur accroissement considérable. En Amérique, il y avait déjà en 1793 — 956 églises de *particular-baptists*, 20 de *general-baptists*, 12 de *baptistes-sabbataires*, et quelques autres congrégations avec des nuances différentes. Aujourd'hui le nombre en a plus que doublé. Dans le seul état de Virginie, où ils n'étaient, en 1771, que 1,335 membres, on en comptait 31,052 en 1810, et, il y a quelques années, près de 50,000. Les baptistes ont envoyé des missionnaires jusque dans les Indes, et l'un d'eux, W. Carey, a été un orientaliste fort distingué. En Angleterre, ils demeurent encore fort nombreux, et leurs chapelles se multiplient tous les jours. Cette influence qu'exerce le baptême par immersion, principalement sur l'esprit des noirs, n'a point échappé aux méthodistes, dont le zèle ne le cède guère du reste à leurs rivaux les *rebaptisans*, et beaucoup ont pris le parti d'administrer le baptême par immersion, que les nègres s'entêtent à tenir pour le plus efficace. Les négresses surtout ont un goût particulier pour le sacrement ainsi donné. On en a vu souvent qui se faisaient

baptiser à chaque nouvelle mission. Il est vrai que les robes blanches dont on les habille, et les souliers à boucles d'argent dont on les chausse le jour de leur baptême, entretiennent singulièrement leur ferveur de néophyte. Les rigides méthodistes sont contraints de recourir à ces moyens pour faire des prosélytes; on en a vu même, poussant plus loin l'indulgence, permettre aux nègres, — dont ils mettaient un peu trop par leurs discours la patience à l'épreuve, — des rondes et des mouvemens cadencés autour de la chaire, ce qui finissait par dégénérer en gambades exécutées au chant des psaumes.

Le baptême par immersion n'est, on le voit, qu'un emprunt fait par les Mormons à des sectes plus anciennes : l'imposition des mains a, chez les Mormons comme chez les Irvingiens, un tout autre caractère. Les deux sectes se fondent sur les Actes des Apôtres pour établir que le don du Saint-Esprit es perpétué parmi les *saints* à l'aide de cette cérémonie. Le droit d'imposer le mains appartient aux apôtres ou aux anciens, leurs délégués, et le don du Saint-Esprit ne doit être communiqué qu'à ceux qui croient, se repentent et sont baptisés dans la nouvelle église de Jésus-Christ. Cette imposition des mains constitue le baptême de l'esprit, de même que l'immersion, le baptême de l'eau. Ceux auxquels ces deux baptêmes ont été administrés ont leurs péchés pardonnés, et deviennent les enfans, les héritiers présomptifs du royaume de Dieu.

L'argumentation par laquelle John Taylor, qui est, après Orson Pratt, le théologien mormon le plus exercé, soutient la continuation des manifestations de l'Esprit saint dans l'homme, est une des plus serrées et des plus logiques qui soient sorties de la chaire des *saints du dernier jour*. On dirait que John Taylor a emprunté une partie de ses raisonnemens à son prédécesseur Irving, qui le premier a défendu en Angleterre la même cause avec adresse. Le don des langues, celui de prophétie, celui même des miracles, sont les effets de l'inspiration du Saint-Esprit, et les Mormons, à l'instar des Irvingiens, en allèguent des preuves journalières. Je ne parle pas seulement de Smith, qui a prophétisé l'étonnant succès de son église et son établissement dans le *Far-West*, mais des autres apôtres, des autres saints, dont la vertu prophétique se décèle en une foule de circonstances particulières. Cet esprit de prophétie finit souvent par dégénérer en contagion, comme on en peut juger dans ces assemblées étranges si fréquentes aux États-Unis, et qui sont connues sous le nom de *general camp meetings*. Là on voit des hommes appartenant aux sectes les plus diverses, méthodistes d'abord, puis quakers, presbytériens, unitaires même, s'imaginer être possédés par l'Esprit saint, et, sous l'influence de cette idée délirante, danser, sauter, grogner, japper, et finir par tomber à la renverse, en proie à de véritables accès d'épilepsie. Ces protestans, qui sont si révoltés de l'encens et des génuflexions de l'église romaine, empruntés au paganisme, ne se font aucun scrupule de renouveler les folies des galles et des corybantes. Ces prédications en plein air sont un grand moyen de prosélytisme dans le Kentucky, l'Ohio et la Virginie. Là, on voit sans cesse au milieu des clairières les *field-methodists* dresser leurs tréteaux, comme le font certains moines à Naples, et, à part leurs gambades, il faut reconnaître qu'ils donnent souvent de très bonnes paroles à la population.

La nouvelle secte revendique avec l'esprit de prophétie le don des miracles.

ici encore elle s'appuie sur la tendance singulière des populations d'un pays où la croyance au merveilleux est partout répandue. Nous n'insisterons pas sur ces traits bien connus de la physionomie des Mormons; c'est sur les causes plus profondes de leur succès, sur leur situation actuelle et leur avenir que notre attention doit se porter.

Il est incontestable que les Mormons ont fait et font encore beaucoup de prosélytes, non-seulement chez les pionniers des nouveaux territoires de l'Union, mais encore en Angleterre et dans diverses parties du nord de l'Europe. Tout récemment, 1,300 nouveaux convertis sont partis du Danemark et des duchés pour les bords du grand Lac-Salé et la nouvelle Jérusalem. Il s'est même rencontré au Havre quelques gens crédules qui, avant de s'embarquer pour l'Amérique, se sont fait baptiser *mormoniquement*. En Océanie, le mormonisme fait aussi de grandes conquêtes. Les missionnaires rencontrent là des populations vierges de toute incrédulité et d'une innocence intellectuelle vraiment primitive. Elles sont indifféremment préparées à admettre que le grand *Atoua* s'appelle Jésus-Christ ou n'est autre que Joseph Smith. Leur conversion à telle ou telle religion dépend en réalité de la vitesse de tel ou tel steamer, de tel ou tel baleinier. On s'empare de leur foi comme de leur terre, par droit de premier occupant. On peut donc prédire aux Mormons un grand succès dans la Polynésie, s'ils sont en mesure de prévenir l'arrivée des missionnaires catholiques ou méthodistes, et le zèle que déploient leurs apôtres rend la chose fort possible. Leurs missions ont depuis longtemps commencé. Brigham Young, Orson Pratt et Heber Kimball, trois des fondateurs du mormonisme, sont venus évangéliser eux-mêmes la Grande-Bretagne, et en 1843 ils avaient déjà gagné à leur religion plus de vingt milles personnes. John Taylor s'est rendu en France, mais son apostolat a été moins heureux.

La cause principale du succès de la nouvelle religion n'est pas tant néanmoins dans les efforts de ses missionnaires que dans l'ignorance des émigrans auxquels ils s'adressent. On sait que l'Angleterre, l'Irlande, l'Allemagne, versent chaque année dans le Nouveau-Monde une foule d'indigens de leurs villes et la portion la plus simple, la plus grossière de leur population rurale. Pour ces gens-là, les anachronismes du livre de Joseph Smith et l'absurdité de l'égyptien réformé ne sauraient être des objections. Ils appartiennent d'ailleurs à une race qui s'est toujours fait remarquer par sa tendance mystique ou théosophique, comme on voudra. C'est chez eux que les nouveaux prophètes recrutent principalement leurs dupes, et cela non-seulement dans le peuple, mais chez les classes prétendues éclairées.

Une autre cause de succès pour la secte mormonique, particulière aux Etats-Unis, tient à l'extrême orgueil national de leurs habitans. Les Américains ont des annales fort courtes, qui ne remontent pas très haut, mais qui n'en sont ni moins intéressantes ni moins belles. Cela ne leur suffit point. Ils voudraient posséder une histoire ancienne, et les Peaux-Rouges ne leur ayant pas laissé de mémoires sur leurs émigrations, ils font les plus énergiques efforts pour tirer des antiquités américaines des indications historiques. L'idée favorite de bon nombre de savans américains, c'est que les Indiens viennent de l'Orient, de la Palestine. Il a été écrit plusieurs livres dans ce sens. Josiah Priest, dans

ses *American Antiquities and discoveries in the West* (1835), fait arriver dans le Nouveau-Monde des tribus d'Israël, et l'Arsareth mentionné dans le livre d'Esdras est, selon lui, l'Amérique. M. George Jones, dans une *Histoire de l'ancienne Amérique* publiée en 1843, identifie les Peaux-Rouges aux Tyriens et aux Juifs, et reprend toutes les rêveries des missionnaires espagnols sur l'introduction du christianisme en Amérique par saint Thomas. Ces antiquaires sont encore les plus réservés. Il en est d'autres, comme M. William Pidgeon, qui en ont découvert beaucoup plus long, grâce au dernier des Indiens-Elans (*Elks*), De-coo-Dah, qui a confié à M. Pidgeon toutes les traditions de sa contrée, et lui a raconté les aventures des *Mound-Builders*. Une monnaie romaine découverte sur les bords de la rivière d'Espères, dans le Missouri, et une monnaie persane trouvée sur les bords de l'Ohio prouvent d'ailleurs d'une manière irréfragable que les Egyptiens sont venus dans le Nouveau-Monde, où ils ont laissé des momies! Ce sont des antiquaires de cette force qui ont sans doute inspiré à M. Spaulding son étrange roman, mis au jour par J. Smith, et le succès des ouvrages dont je viens de parler explique et justifie celui du *Livre de Mormon*. L'ancien monde avait sa Bible, pourquoi le nouveau n'aurait-il pas la sienne? D'ailleurs les Indiens étant définitivement venus de l'Egypte, ils avaient tous les droits à obtenir un second Moïse.

Le choix de la nouvelle patrie adoptée par les Mormons, et dans laquelle leur société a pris un si rapide et si étonnant accroissement, paraît être un des élémens principaux de leur prospérité. Le Désèret comprend la vallée du grand Lac-Salé. Cette vallée s'étend, à moitié chemin, entre le vaste territoire du Mississipi et la Californie. Elle occupe une large dépression appelée le *Grand-Bassin*, qui forme comme une oasis au milieu de l'aride solitude des Montagnes-Rocheuses. Il était impossible de mieux tomber, tant pour la sécurité de la communauté naissante que pour l'avenir de ses relations. La vallée du Grand-Bassin n'est dans la dépendance d'aucun autre canton. Nulle rivière ne va porter au dehors le tribut de ses eaux; la chaîne de montagnes qui l'entoure lui forme un rempart naturel. Tandis qu'aucune végétation ne vient reposer l'œil de l'émigrant qui se rend en Californie après avoir quitté la *Blue-River*, de magnifiques arbres ombragent la ville des Mormons, et lui ont valu le surnom de *Diamant-du-Désert*. Ce ne fut que dans l'été de 1847 que les Mormons atteignirent la vallée du grand Lac-Salé, et trois ans après (1850), c'était déjà un pays cultivé, qui fournissait en grande partie à la subsistance de ses habitans. Ce fait montre quelle est la fertilité du sol, et quelque activité, quelque intelligence agricole que l'on prête d'ailleurs aux colons, il faut reconnaître qu'ils ont dû être grandement servis par la libéralité de la nature en ce pays.

Tout donne à penser que la Californie est appelée aux plus belles destinées. La découverte providentielle des gisemens aurifères y a réuni une population nombreuse, et ces aventuriers deviendront la souche d'une nation riche et puissante. Un sol vierge, un climat tempéré, de vastes cours d'eau, une magnifique position par rapport à l'Océan Pacifique, feront peut-être passer un jour dans ces contrées la prospérité et la civilisation de notre Europe, qui n'occupera plus que le second rang. En même temps que l'état de

Déséret domine ce pays de l'avenir, il se lie par les affluens du Mississipi et du Missouri, qui n'en sont pas très éloignés, à l'Union, et par suite à l'ancien monde.

Le danger que court peut-être la société mormonienne tient à son annexion aux États-Unis. Déjà, depuis 1849, le pays des Mormons est reconnu comme territoire, mais il aspire à devenir un état. Une fois entré dans la grande fédération américaine, il subira l'influence des autres populations. Le gouvernement, qui aujourd'hui est au fond une théocratie ayant à sa tête Brigham Young, devra se modifier et se mettre à l'unisson de l'organisation républicaine des autres provinces. Cette droiture, cette loyauté que les voyageurs ont admirée chez les nouveaux sectaires, ce sentiment d'ordre et de discipline, qui anime la colonie depuis son arrivée au bord du Lac-Salé, ne peuvent que perdre au contact des autres hommes. L'esprit de séparatisme, favorisé par le territoire qu'ils se sont choisi, leur inspire cette force, cette rigidité de principes par laquelle ils veulent se distinguer des gentils. Leur qualité de peuple élu, sur laquelle repose leur religion, ne saurait s'accorder avec des relations trop fréquentes entre eux et les disciples des vieilles croyances. Il y a certainement une assez frappante ressemblance entre les Mormons et les anciens Israélites. Institutions et territoires sont analogues. Les États-Unis ont été véritablement leur Égypte, et le grand Lac-Salé rappelle tout à fait la Mer-Morte. Pour ajouter à l'analogie, les Mormons ont baptisé du nom de Jourdain la rivière qui en sort. Or la nationalité juive, le mosaïsme primitif, reçurent une atteinte mortelle le jour où l'extension du commerce et les conquêtes des monarques assyriens firent sortir les Hébreux de la terre promise, où ils restaient auparavant confinés. Plus ce peuple se répandit sur la terre, plus l'esprit du Pentateuque s'affaiblit parmi eux pour faire place à des idées et à des croyances étrangères. Les Mormons, une fois entrés dans l'Union, seront donc entraînés à modifier les dogmes que leur a imposés J. Smith, et de deux choses l'une : ou ils se rapprocheront des sectes chrétiennes déjà existantes, dont ils ne constitueront plus qu'une variété, ou ils amalgameront à leurs doctrines actuelles les idées nouvelles qui courent les têtes aux États-Unis, sans avoir pris encore une forme religieuse.

Certainement le plus grand obstacle apparent qui s'oppose à ce que les Mormons puissent entrer dans le mouvement de notre civilisation européenne est leur tolérance en matière de polygamie. Les Mormons prétendent, il est vrai, qu'on les calomnie sur ce point; mais les témoignages du capitaine Stansbury (1) et du lieutenant Gunnison (2) sont formels à cet égard. Ces deux officiers, qui ont visité le territoire d'Utah et qui d'ailleurs se montrent très favorables aux Mormons, ne peuvent laisser aucun doute. Chez ces sectaires, lorsqu'un homme déjà marié désire prendre une seconde femme, il

(1) *Exploration and Survey of the valley of the great Salt Lake of Utah*, by Howard Stansbury; Philadelphie 1852, in-8° (publié par ordre du sénat des États-Unis). Cet ouvrage nous a fourni sur les Mormons divers renseignemens.

(2) *The Mormons or Latter-Day Saints in the valley of the great Salt Lake*, by lieut. J.-W. Gunnison; Philadelphie 1852, in-12.

faut qu'il obtienne d'abord, comme chez nous, le consentement de l'épouse qu'il a en vue et celui de ses parens ou tuteurs, après quoi il doit faire approuver son union par le *voyant*, et la femme lui est alors *scellée* sous la sanction solennelle de l'église. La seconde épouse entre alors dans la maison de son mari absolument sur le même pied que la première; elle jouit d'autant de respect et de considération. Ce second mariage peut prendre même le caractère d'un véritable sacerdoce, et dans ce cas il est considéré comme infiniment plus sacré et plus obligatoire que l'union matrimoniale ne l'est dans le monde des gentils. Cela tient à ce que la foi mormonique met le salut futur de la femme dans une dépendance étroite de celui de l'homme. Aucune femme, disent les *saints*, ne peut atteindre à la gloire céleste sans le mari, ni celui-ci arriver à la plénitude de la perfection dans le monde à venir sans au moins une femme. Plus est donc grand le nombre des épouses qu'un homme peut prendre, plus il fera d'élues, et plus élevé sera son siége dans le paradis. Ces idées expliquent pourquoi la polygamie est désignée chez les Mormons sous le nom de *système de la femme spirituelle*. Il est digne de remarque que la polygamie fut aussi prêchée par les premiers anabaptistes. Ces excentricités morales ont été chez eux de peu de durée : elles n'ont point empêché leurs disciples et leurs successeurs d'être des gens de mœurs simples et pures. Il en pourra fort bien être de même des Mormons. Le *système de la femme spirituelle* ne constitue pas une partie assez essentielle de leur *credo* pour qu'ils ne le laissent pas tomber en désuétude, lorsque la politique l'ordonnera. N'est-ce pas ce qui est arrivé pour les Juifs, chez lesquels la loi talmudique a aboli la polygamie, afin de les mettre à l'unisson des peuples chrétiens? Et en effet des informations datées du 15 juin dernier nous apprennent qu'un schisme s'est opéré chez les Mormons d'Utah. Un grand nombre de ces Mormons qui ont pris la désignation de *gladstonistes*, du nom de leur chef, repoussent la pluralité des femmes.

Ce qui fait avant tout la force des Mormons, c'est leur énergie colonisatrice; cette énergie a toujours sauvé leur société près de périr et assure maintenant leur triomphe. Ce sont eux qui les premiers ont exploité les gîtes aurifères, exploitation qui a été une des premières sources de leur prospérité. Ils frappèrent des monnaies d'or à leur titre, portant d'un côté l'œil de Jehovah surmonté d'une espèce de mitre avec cette inscription : *Holiness to the Lord*, et de l'autre deux mains jointes en signe d'amitié, puis la date et la valeur de la pièce. Cependant les *saints du dernier jour* ont compris de bonne heure que ce n'était pas dans l'abondance de ce métal que consistait la véritable richesse : ils se sont tournés avant tout vers la culture et l'industrie, et les progrès qu'ils y eut faits sont vraiment extraordinaires. La propreté, l'élégance de leurs maisons, chacune entourée d'un jardin et pourvue de tous les ustensiles et de tous les bestiaux nécessaires, frappent le voyageur qui tombe dans l'oasis de Déséret. Il y a deux ans, la ville comptait plus de six mille âmes et sept mille aux environs, tant au nord, du côté de la rivière Weber, qu'au sud, vers le lac d'Utah ou Salé, dont les rives sont à environ neuf milles de la ville. Le reste de la population est distribué dans tout le territoire. Les Mormons sont déjà parvenus à y introduire plusieurs de nos arbres fruitiers, les pommiers et les pêchers. Les vête-

mens des habitans sont propres et bien tenus. Les enfans surtout se distinguent par un caractère de fraîcheur et de santé; leurs parens en prennent un grand soin. Les enfans sont en effet l'avenir de la colonie et de la religion, et c'est peut-être afin de multiplier le nombre de ces rejetons de la société des *saints* que les sectaires se permettent la polygamie.

Toute colonisation demande une grande persévérance. Voilà pourquoi nous sommes aujourd'hui, nous autres Français, de si mauvais colons. Voilà aussi pourquoi la race germanique est la race colonisante par excellence. La patience dans le travail est la vertu distinctive des Allemands, et il est à noter que les meilleurs colons qu'ait la France viennent précisément de contrées d'origine germanique : ce sont les Alsaciens et les Francs-Comtois. L'entreprise de Joseph Smith n'avait rien de bien original en Amérique : c'est la persévérance qui l'a fécondée. Coloniser par un mobile religieux, répéter le procédé de Moïse et promettre une nouvelle terre de Canaan est une idée qui s'était déjà présentée plusieurs fois aux compatriotes du théosophe de Kirtland. On connaît la tentative de la célèbre Jeminah Wilkinson. Cette quakeresse se fit passer à Philadelphie pour une incarnation de Jésus-Christ. Elle avait auprès d'elle deux autres femmes assez naïves pour croire à sa mission, qu'elle donnait comme les deux *témoins* dont il est parlé au chapitre XI de l'Apocalypse. Chassée de la société des quakers, elle proposa à ses partisans (elle en avait recruté un bon nombre) d'aller s'établir dans une terre nouvelle aux environs du lac *Seneca* et du lac *Crooked*. Une compagnie de New-York, qui avait acheté aux Indiens des terres dans ce canton, lui en céda une certaine étendue, où les disciples du Christ féminin vinrent s'établir; mais le *Friends-Settlement* n'eut pas de longues destinées. Jemimah, qui, sous le nom de *l'Amie*, gouvernait la colonie, et, comme Joseph Smith, recevait ses inspirations du ciel, dut abandonner la nouvelle Jérusalem.

Si Joseph Smith et ses adhérens eussent montré moins de persévérance, moins de ténacité dans leurs projets, le prophète n'eût été qu'une pâle copie de Jeminah Wilkinson; il eût purement et simplement grossi d'un nom la liste des fanatiques et des imposteurs qui font tous les jours des dupes aux États-Unis, et trouvent encore des disciples, même après qu'ils sont démasqués. C'est la persistance des *saints du dernier jour* à réédifier chaque fois leur église renversée par la persécution, qui les distingue d'autres sectes moins vigoureusement trempées. Cette persistance est la grande condition de vitalité qu'apporte avec elle la communauté établie à Déseret. — Il lui reste aujourd'hui à choisir entre deux destinées, celle d'une petite église qui grossirait le nombre des mille associations du même genre sorties du sein du protestantisme, ou celle d'une société nouvelle qui s'éleverait à l'existence d'un état indépendant entre le Mexique et la fédération américaine. Quelque choix que fassent les Mormons, c'est à leur esprit de persévérance qu'ils devront, dans l'une ou dans l'autre voie, demander le succès.

ALFRED MAURY.

LES TOMBEAUX

DE CORNETO.

Les personnes qui préfèrent à toutes choses les agrémens d'un dîner au Café de Paris, et la promenade sur le boulevard, ne devraient jamais voyager. Elles trouveront pis partout. En aucun lieu du monde, elles ne pourront échanger quelques pièces de monnaie contre des plaisirs aussi bien arrangés et aussi dépouillés de tout inconvénient. A la vérité, quels sont ces plaisirs? Ceux que peuvent goûter les âmes les plus vulgaires, ceux qui se fondent sur la vanité et sur les penchans les plus communs. C'est la connaissance de cette grande vérité qui vaut à Paris et à ses environs la présence de vingt mille Anglais, et c'est l'ignorance de cette même vérité qui fait tant de voyageurs mécontens et donnant au diable de grand cœur le caprice qui les a poussés — en Italie par exemple.

Il faudrait, avant de monter en malle-poste, rendre justice à son âme et se demander fort sérieusement si l'on ne préfère pas à tout un déjeuner servi par des garçons bien vêtus et répondant à des impatiences *de bon ton* exactement comme ceux du Café de Paris.

Parmi ces voyageurs qui n'ont pas fait bien exactement leur examen de conscience, un des plus plaisans est peut-être celui que je rencontrai, il y a quelque temps, à Corneto, où il était allé visiter la nécropole de l'ancienne ville de Tarquinies, celle-là précisément qui fut la patrie des deux Tarquins, rois de Rome. On voit qu'il ne s'agit pas de choses d'hier. En effet, la curiosité qui depuis quelques années seulement attire les voyageurs à Corneto et à Civita-Vecchia a pour objet des tombeaux qui remontent à deux mille ans au moins, et peut-être à quatre mille; rien ne saurait arrêter les conjectures.

Seulement il me semble suffisamment prouvé que la curiosité romaine n'a eu aucune connaissance de ces tombeaux, qui, en effet,

sont soigneusement cachés sous trois pieds de terre. Mon voyageur parisien s'attendait apparemment à trouver de jolies petites statues dorées et posées sous de belles glaces, dans des armoires de palissandre. Au lieu de cela, un guide vêtu en paysan lui offrit de descendre dans des tombeaux terreux à peine fermés par des portes grossières, qui s'ouvrent sous l'effort de grosses clés d'un pied de long, et, pour arriver à ces portes, il faut passer par des fossés rapides et glissans, où il est très facile de se casser le cou, surtout lorsqu'il a plu. Jamais je ne vis d'homme aussi furieux que mon voyageur et aussi plaisant dans sa colère contre l'Italie. — Monsieur, répétait-il souvent, je puis vous le jurer, depuis Marseille je n'ai pas dîné ! Et tout cela pour voir de pareilles horreurs !

Les voyageurs qui d'avance ont pris leur parti sur ces petits inconvéniens viennent de Rome à Corneto rechercher des produits de l'art qui déjà auraient été des antiquités du temps des Tarquins, si alors ils eussent été connus; mais très probablement ces tombeaux n'ont été dépouillés pour la première fois que dans le bas-empire. Oubliés depuis, ils ne furent découverts de nouveau que vers 1814, et cela par un accident arrivé à une charrue. Un fermier de M. le prince de Canino labourait son champ près de Canino, gros bourg qui a donné son titre à M. Lucien Bonaparte, frère de l'empereur Napoléon. Ce joli bourg est situé dans les terres, à cinq ou six lieues de Corneto et de la mer, près de la Fiora, et à peu près au centre de l'ancienne Étrurie. Le bœuf du paysan qui labourait tomba dans un trou de douze ou quinze pieds de profondeur; on reconnut bientôt qu'il était dans une sorte de cave assez spacieuse, et il fallut pratiquer une rampe jusqu'au fond de cette cave pour en retirer le bœuf. Les paysans s'aperçurent que les parois intérieures de la cave étaient revêtues des couleurs les plus brillantes.

Aussitôt leur imagination italienne conclut de l'éclat singulier de ces couleurs qu'elles avaient été appliquées depuis peu, et comme ils étaient bien sûrs que de mémoire d'homme personne n'avait travaillé dans leur champ, ils crurent fermement que quelque magicien était venu construire chez eux ce palais souterrain. Ils y avaient trouvé huit ou dix vases d'une belle couleur orange, ornés de peintures représentant en noir des hommes et des chevaux. Ces paysans n'ignoraient pas tout à fait le prix des vases antiques; ils portèrent ceux-ci à Rome, et comme l'exagération n'est pas ce qui manque au caractère italien, ils demandèrent 1,400 francs de leurs vases au premier marchand d'antiquités chez lequel ils entrèrent, et leur étonnement fut grand de se voir prendre au mot; mais ils n'eurent pas la prudence de se taire. A peine de retour au pays, ils se vantèrent de leur bonne fortune, et M. le prince de Canino, propriétaire du champ, leur intenta un procès en restitution.

Je ne sais si le prince gagna ce procès, mais il se mit à faire des fouilles et trouva des vases qu'il vendit 700.000 francs. Les principales découvertes eurent lieu sur les bords de la Fiora, petit fleuve en miniature qui sépare l'État Romain de la Toscane, et qui, après avoir coulé dans un lit de rochers calcaires, va se jeter à la mer sous Montalto. On trouva surtout beaucoup de vases et de bronzes dans une colline factice nommée *la Cucumella* par les gens du pays, et dans l'espace situé entre la Cucumella et la Fiora. En 1835, on fouilla dans la ville même de l'ancienne *Vulci*, sur la rive droite de la Fiora, et on y trouva, entre autres objets précieux, une magnifique statue de bronze qui fut achetée par le roi de Bavière.

Mais pour en revenir aux 700.000 francs reçus par le prince en échange de ses vases, ce furent l'Angleterre et l'Allemagne qui payèrent avec plaisir cette somme énorme; la France n'y participa que pour 5.000 francs, tant le goût des arts est encore incertain chez nous lorsqu'il n'est pas fortifié par la mode. Or comment les pauvres vases de Corneto auraient-ils été à la mode? Ils n'étaient protégés par personne. Un savant étranger m'a appris que le numéro du *Moniteur* du 28 juillet 1830, le dernier *Moniteur* du règne de Charles X, imprimé au milieu de la bataille et qui, comme de raison, n'en dit mot, contient une longue lettre qui explique assez bien ce que c'est que les vases de Corneto, comme quoi il y en a de tout noirs, d'autres qui présentent des figures noires sur un fond orange, d'autres enfin qui ont des figures oranges sur un fond noir. J'ai scandalisé le savant étranger en lui disant qu'on ne lit jamais dans *le Moniteur* que les ordonnances qui nomment les ministres; que, quant aux articles littéraires, on leur trouve je ne sais quoi d'officiel et d'illisible. J'ai ajouté que les antiquités ne seront jamais à la mode en France, par la raison que certains charlatans trop connus s'en sont emparés comme de leur domaine. En France, pays du charlatanisme et de la camaraderie, personne ne veut être dupe des charlatans trop connus.

Il y a une raison plus invincible pour que les antiquités ne soient jamais véritablement à la mode à Paris : il faut une certaine attention pour les comprendre. Cette attention profonde qui nous manque fait le grand mérite des Anglais et l'unique mérite des Allemands : ces peuples-là, pour se venger de notre esprit et se consoler de ce que depuis dix ans leurs théâtres *nationaux* ne jouent que des pièces de M. Scribe, nous appellent *légers*.

Je ne serai point injuste envers ces messieurs; je ne leur disputerai point leur goût véritable pour les antiquités. Le roi de Bavière, après avoir fait acheter des vases de Corneto et de Canino pour plusieurs centaines de mille francs, est venu lui-même visiter les six tombeaux ouverts à Corneto. Il a voulu se les faire expliquer dans le

plus grand détail par le célèbre chevalier Manzi, qui a écrit de très bonnes dissertations sur l'origine de ces tombeaux, et par le savant M. Acolti de Corneto. Le roi est descendu dans tous les tombeaux, et comme le contact de l'air altère promptement les couleurs brillantes dont leurs parois intérieures sont revêtues, sa majesté a fait venir de Rome M. Ruspi, peintre fort distingué et surtout fort consciencieux; elle lui a ordonné de s'établir pour quinze jours dans cette nécropole et de faire des copies exactes des quatre côtés et du plafond de chacun de ces tombeaux.

Vingt-deux de ces tableaux, de la grandeur des originaux, sont exposés dans deux salles du musée de Munich et offrent la réunion de la couleur la plus brillante, si ce n'est la plus vraie, et du dessin le plus sublime. La manière dont les torses sont dessinés rappelle ce qu'il y a de plus beau dans les figures du Parthénon; mais ce qui est fort singulier, les mains ont à peine la forme humaine.

Nous avons eu occasion, il y a trois ans, de voir M. Ruspi travailler à de nouvelles copies de ces peintures singulières : elles représentent en général des cérémonies funèbres ou des combats; les figures ont de deux à quatre pieds de proportion. Nous nous sommes assuré que M. Ruspi n'ajoutait rien au dessin vraiment sublime et aux brillantes couleurs des originaux. Jamais, par exemple, il n'a voulu corriger les mains, qui ressemblent tout à fait à des pattes de renoncules. Mais nous apprenons que depuis trois ans les couleurs de ces fresques ont bien changé. Un chien *lupo* placé au pied d'une des tables, dans un des tableaux représentant une cérémonie funèbre, et dont on admirait la vérité et l'esprit, a disparu entièrement.

Les vases de Corneto n'ont été un peu connus à Paris que par la vente du cabinet de M. Durand, l'homme de ces derniers temps qui a le mieux connu la valeur vénale des objets d'art. M. Durand racontait que dès 1792 il avait parcouru la côte d'Étrurie, de Pise jusqu'à Civita-Vecchia et Cervetri, trouvant dans chaque village huit ou dix vases à vendre; mais jamais il ne put savoir des paysans comment ils s'étaient procuré ces vases. Il est vrai que cette ignorance était compensée par la modicité de leurs prétentions. M. Durand obtenait pour 2 écus pièce (11 francs) des vases qui valaient 2 louis à Rome et 6 louis à Londres.

Vers 1802, des Anglais, amis du célèbre John Forsyth, qui étaient venus à Civita-Vecchia pour la chasse du sanglier, ayant été conduits tout à fait sur le bord de la mer, vers Montalto, trouvèrent les soldats chargés de garder les tours placées le long du rivage qui, pour se désennuyer, tiraient à la cible avec leurs fusils de munition sur de beaux vases peints de deux pieds de haut. Ces vases, quoique atteints déjà de plusieurs balles, furent payés fort cher par les Anglais. Plusieurs hasards du même genre ont mis les vases en grand hon-

neur parmi les paysans des environs de Canino, Montalto, Corneto, Civita-Vecchia et Cervetri.

M. Donato Bucci, amateur passionné, ancien négociant en draps, commerce qu'il a abandonné pour celui des vases, a acquis des possesseurs du terrain le droit de fouiller dans de vastes localités. Comme les tombeaux étrusques sont de petites caves soigneusement recouvertes de trois ou quatre pieds de terre, rien ne paraît à l'extérieur; il faut aller à la découverte. A cet effet, M. Bucci fit creuser tout au travers de la plaine des fossés fort étroits, de six pieds de profondeur, et qui avaient quelquefois quatre ou cinq cents pas de long. Si, sur cent tombeaux que l'on rencontre, on en trouve un seul qui n'ait pas été dévalisé anciennement, la spéculation est excellente. Les ouvriers que l'on emploie et qui viennent d'Aquila, dans le royaume de Naples, sont payés à raison de 23 *bajocchi* (25 sous) par jour; ils sont d'une probité parfaite et remettent fidèlement à la personne qui les fait travailler les pierres gravées, les *as* romains et autres médailles que l'on trouve, en assez grande quantité, dans cette antique patrie de la civilisation, maintenant inculte et presque déserte. Ces ouvriers d'Aquila reconnaissent au premier coup de bêche la terre qui n'a pas été ouverte depuis huit ou dix siècles. Il paraît que vers l'an 800 ou 1000, les tombeaux de Corneto ont été visités par deux genres de curieux : les uns cherchaient des métaux et laissaient les vases, ou quelquefois les brisaient de colère, apparemment; d'autres avaient pour but la recherche des vases.

Mais je m'aperçois qu'il est temps de décrire les tombeaux où l'on trouve les vases peints et les vases noirs. Un tombeau étrusque est une petite chambre de douze à quinze pieds de long, sur huit ou dix de large, haute de huit pieds et revêtue ordinairement de peintures à fresque, fort bien conservées et fort brillantes au moment où l'on ouvre le tombeau. Ces tombeaux, tous également recouverts de quelques pieds de terre, sont pour la plupart creusés dans le *nenfro*, pierre tendre du pays.

Dans des niches creusées ou construites tout autour du tombeau, comme les étagères d'une armoire, sont déposés les corps, dans des caisses basses de *nenfro*. Quelquefois, au lieu de squelettes, on ne trouve que des débris d'os brûlés. Il paraît que le tombeau terminé, on comblait le trou où il avait été construit; du moins aujourd'hui, rien absolument n'indique à l'extérieur l'existence d'un tombeau. En général, trois ou quatre pieds de terre recouvrent la partie supérieure, et pour parvenir à la très petite porte, il faut descendre à douze et même quinze pieds au-dessous du niveau général du plateau élevé où se trouve la nécropole de Tarquinies.

Je me hâte d'ajouter qu'il y a des tombeaux, peut-être d'une autre époque, qui sont annoncés par un monticule en terre de quinze à

vingt pieds d'élévation. On trouve dans les pentes très adoucies de la suite de collines désertes qui avoisinent la côte, de Montalto à Cervetri, des cassures de rocher de quinze à vingt pieds de haut. On a souvent creusé des tombeaux dans ces rochers, en général fort tendres; mais je ne les crois pas de la même époque ou peut-être du même peuple que les tombeaux de Corneto, qui consistent dans une petite cave recouverte de trois pieds de terre.

Je pars de cette idée : — les Romains cherchaient à montrer leurs tombeaux, les Étrusques à les cacher. Un tombeau, chez les Romains, était une affaire de gloire mondaine; chez les Étrusques, c'était peut-être l'accomplissement d'un rite prescrit par une religion sombre et jalouse de son empire. Sans ajouter foi à toutes les imaginations dénuées de preuves du célèbre Niebuhr, il reste suffisamment prouvé que vers le temps de la fondation de Rome, l'Étrurie était gouvernée par des prêtres fort jaloux de la petite partie d'autorité qu'ils ne pouvaient se dispenser de laisser aux chefs civils de la nation (les *lucumons*). Les prêtres étrusques, par exemple, retardèrent beaucoup trop la guerre indispensable que les lucumons voulaient faire à Rome envahissante. Les Romains plaçaient leurs tombeaux le long des grands chemins; un tombeau romain vise toujours à être un édifice remarquable; on y mettait une inscription indiquant les choses louables qu'avait faites pour l'utilité de sa patrie le personnage qui y était déposé. Probablement les prêtres étrusques n'admettaient point cette idée mondaine et basse d'utilité ; il fallait obéir aux dieux avant tout.

La plupart des voyageurs ont vu dans les salles du Vatican, et j'ose le dire avec une sorte de respect, le tombeau de cet ancien Scipion, qui fut consul, censeur, et qui mérita bien de sa patrie. L'inscription qui nous apprend ces choses est tracée en lettres irrégulières et mal formées; l'orthographe est antérieure à celle de Cicéron, ce qui n'empêche pas un jeune savant français de prétendre que cette inscription a été renouvelée dans les temps du bas-empire; il est vrai que ce jeune savant, qui sera de l'Institut, n'a jamais vu le Vatican. On voit, par l'exemple de ce tombeau de Scipion et par celui de cent autres moins connus, qu'un tombeau romain fut toujours, même dans les temps les plus voisins de la fondation de la ville, un monument élevé à la gloire toute mondaine d'un personnage plus ou moins marquant par ses exploits ou par ses dignités.

En général, on ne trouve point de tombeaux étrusques au midi du Tibre et point de tombeaux romains au nord de ce fleuve. Un tombeau romain est ordinairement un édifice isolé, haut de vingt, trente ou même soixante pieds, et placé sur le côté d'une voie consulaire, dans une situation apparente. Un Étrusque croyait, au contraire, ne

pouvoir trop cacher le tombeau d'un être qui lui fut cher. Cette coutume lui venait-elle de l'Égypte?

Le cimetière antique de Tarquinies est celui que les étrangers visitent le plus ordinairement, par la raison que l'on peut y aller de Rome en neuf heures. Cette nécropole est à un mille de Corneto, jolie petite ville remarquable par des édifices remplis de caractère et située elle-même à dix-neuf lieues de Rome. La nécropole de Tarquinies était vingt fois grande comme la ville, ce qui est fort naturel, quand on bâtit des cimetières éternels. C'est dans cette nécropole que MM. Bucci et Manzi de Civita-Vecchia ont pratiqué des fouilles étendues. Ce cimetière a une lieue et demie de long sur trois quarts de lieue de large.

A l'exception de quelques petits monticules, rien ne paraît à l'extérieur; on ne voit qu'une plaine nue, garnie de broussailles et presque de niveau avec le coteau sur lequel Corneto est bâti; on domine la mer, qui n'est qu'à une petite lieue de distance. L'amour de la culture, qui commence à renaître dans les environs de Rome, a profité, pour planter des oliviers, des longs fossés creusés pour aller à la recherche des tombeaux. La magnifique route due à la munificence du pape Grégoire XVI, et qui de Rome conduit à Pise, en suivant toujours le bord de la mer, passe à dix minutes de la nécropole de Tarquinies et tout près de la petite nécropole de Montalto, où M. Manzi vient de découvrir un vase peint estimé quatre-vingts louis. Les ouvriers d'Aquila, en approchant de la petite porte du tombeau qui contenait ce magnifique vase, trouvèrent des morceaux de charbon et deux cercles de roues en fer; ils en conclurent que le personnage placé dans ce tombeau était un guerrier célèbre, et qu'on avait brûlé son char de guerre à la porte de son tombeau.

Les vases se trouvent, dans ces petites chambres souterraines, placés dans toute sorte de positions, tantôt sur les étagères ou plutôt dans les niches creusées le long des murs, tantôt suspendus à des clous fixés à ces murs. M. Donato Bucci avait dans ses magasins, à Civita-Vecchia, des coupes qui, après avoir été suspendues à des clous pendant une longue suite de siècles, ont fini par y adhérer, et ont emporté, fixée à une de leurs anses, une partie du clou oxydé auquel elles étaient attachées.

Une société d'amateurs des arts écrit de Rome à Civita-Vecchia; on lui procure une permission de fouiller dans une des nécropoles environnantes; on engage pour elle une compagnie de neuf ouvriers d'Aquila, qui, à 25 sous par tête, coûte 11 francs 5 sous par jour, et en dix journées, c'est-à-dire pour 112 francs 50 centimes, on peut voir exécuter sous ses yeux une fort jolie fouille. On trouve là le même genre de plaisir qu'à la chasse. Il est fort rare qu'en dix jours

on ne découvre pas pour une centaine de francs de vases. Si l'on rencontre un tombeau non encore exploré, on trouve des siéges et des flambeaux de bronze, souvent des pendans d'oreilles, des diadèmes et des bracelets élastiques fort légers, mais admirablement travaillés, et de l'or le plus pur. En général, un tombeau non encore exploré vaut 5 ou 600 francs.

Don Alessandro Torlonia, qui a consacré une partie de son immense fortune à protéger les arts, a fait faire des fouilles l'année dernière dans différentes parties de son duché de Ceri. Ses ouvriers ont trouvé dans un seul tombeau des bracelets et des bagues qui, après tant de siècles, avaient encore conservé une élasticité parfaite. Un seul de ces bracelets, qui pouvait ainsi s'adapter également à tous les bras, et qui s'est trouvé d'un or beaucoup plus pur que celui des napoléons, pesait quatre-vingt-quatre napoléons d'or.

J'ai remarqué que, lorsqu'on va visiter une fouille, après avoir admiré la forme élégante des vases, des trépieds d'airain et autres objets découverts, la curiosité humaine se trahit constamment par une dernière discussion; on se demande toujours : Dans quel temps ces tombeaux ont-ils été construits?

On vient d'élever à Paris, dans la rue d'Anjou Saint-Honoré, une jolie petite église gothique. La postérité croira-t-elle que cette construction est du XIIe siècle? A Rome, l'extrême civilisation du siècle d'Auguste et le dégoût de la guerre amenèrent le dégoût des choses utiles, bientôt même on cessa d'aimer le beau; tous les arts cherchèrent à surprendre par quelque chose de nouveau, par quelque chose de bizarre. La bonne compagnie fut travaillée par une sorte de maladie semblable à notre goût pour l'architecture de la renaissance et pour les meubles du moyen âge. Quelques seigneurs romains eurent la fantaisie de se placer dans des tombeaux étrusques. J'ai vu dans un de ces tombeaux une peinture évidemment romaine. Dans un autre, on m'a montré les croix du christianisme. En conclurons-nous que ces tombeaux ont été bâtis sous Constantin et ses successeurs?

Pour être admis dans le corps d'ailleurs si respectable des archéologues, il faut savoir par cœur Diodore de Sicile, Pline et une douzaine d'autres historiens; de plus, il faut avoir abjuré tout respect pour la logique. Cet art importun est l'ennemi acharné de tous les systèmes; or comment un livre d'archéologie peut-il attirer l'attention du monde, même légèrement, sans le secours d'un système un peu singulier? Je connais onze systèmes sur l'origine des vases peints et des tombeaux étrusques cachés sous terre. Le plus absurde est, ce me semble, celui qui suppose que tout cela a été fait sous Constantin et ses successeurs. Le système que j'adopterais volontiers et que je proposerais au lecteur, tout en convenant qu'il est malheureusement

dénué de preuves suffisantes, est celui qui m'a été enseigné par le vénérable père Maurice, lequel, pendant dix ans, a dirigé de nombreuses et importantes fouilles. Cet homme vénérable, d'une amabilité parfaite et qui connaît tous les historiens de l'antiquité, comme nous Français nous connaissons Voltaire, pense que les tombeaux que nous déterrons appartiennent à un peuple fort antérieur aux Étrusques, peut-être contemporain des premiers Égyptiens, et que comme aujourd'hui notre religion nous enseigne à placer des crucifix auprès de la dernière demeure des personnes qui nous ont été chères, de même chez ce peuple primitif on plaçait des vases ou au moins des coupes dans le tombeau de ceux qu'on voulait honorer.

Un M. Dempstey, savant archéologue de Florence, a publié, il y a plusieurs années, en dix volumes in-folio, l'histoire des systèmes inventés de son temps. Je connais six ou huit volumes in-8° allemands, dont chacun prétend résoudre définitivement la question qui nous occupe. Plusieurs de ces ouvrages sont écrits avec beaucoup de science; tous se moquent fort de la logique et admettent comme preuve irréfragable de belles phrases pompeuses, ou bien, comme Niebuhr, prouvent une certaine chose, ajoutent une supposition à la chose prouvée, et, deux pages après, partent de la supposition comme d'un fait incontestable: c'est ainsi que l'on est un grand homme au-delà du Rhin. Tout ce que l'on peut accorder à ces messieurs, qui se moquent de notre légèreté, c'est qu'ils savent par cœur quinze historiens ou poètes anciens. Ce n'est pas peu: une tête qui contient cela peut-elle contenir autre chose?

Je n'ai retenu que deux faits suffisamment prouvés de tous ces ouvrages allemands.

Les vases découverts dans les tombeaux de Tarquinies, situés à neuf heures de Rome, n'ont pas été connus des Romains et leur sont antérieurs. Pline fut un homme exact, genre de mérite fort rare dans l'antiquité; comme tous les Romains, il était avant tout citoyen de sa république, et a cherché dans son histoire naturelle à exalter son pays. Comme tout bon Romain, il était fort jaloux des arts et de l'élégance de la Grèce : aurait-il négligé de parler des figures admirablement dessinées et des vases que l'on trouvait enfouis sous terre, à neuf heures de Rome?

Cicéron, si je ne me trompe, raconte que des vétérans appartenant à une légion de César, ayant obtenu des terres dans le voisinage de Capoue, trouvèrent, en cultivant ces terres, des vases antiques; mais le peu que Cicéron dit de ces vases ne se rapporte nullement à l'espèce de ceux que l'on trouve dans les tombeaux de Tarquinies. Je pense que ces tombeaux seront fort connus dans une dizaine d'années.

HENRI BEYLE.

MÉMOIRES

D'UNE FAMILLE HUGUENOTE

Memoirs of a huguenot Family, etc., translated by Anna Maury; New-York, 1853.

Je viens de lire ce petit volume avec un vif intérêt. C'est le récit de la vie d'un homme obscur, et qui n'a pris qu'une bien petite part aux événemens de la fin du XVIIe siècle : cependant cette biographie a son importance historique; elle permet d'entrevoir les mœurs et les opinions de la société moyenne en France, à une époque où cette classe ne faisait guère parler d'elle, et où les gens de cour et d'église semblaient avoir le privilége exclusif de s'adresser à la postérité. L'auteur de ces *Mémoires* (ou plutôt de la partie la plus considérable du recueil), Jacques Fontaine, donne des détails curieux sur les persécutions qui précédèrent et suivirent la révocation de l'édit de Nantes, sur l'exil des protestans et leur établissement en pays étranger. Il est inutile de remarquer qu'on ne doit pas s'attendre à trouver dans ce livre des appréciations politiques profondes, ni même ingénieuses; il n'y faut chercher ni modération, ni vues exactes : livre d'émigré, c'est tout dire. Cependant, malgré sa passion et ses préjugés, le narrateur surprend la sympathie tout d'abord; c'est un de ces hommes singuliers, tout d'une pièce, qui furent peut-être insupportables dans leur temps, mais auxquels on s'attache involontairement après leur mort. Tel était le fameux Agrippa d'Aubigné, si difficile à vivre pour ses contemporains, si aimable pour nous qui lisons ses mémoires; tel

était l'auteur du livre dont j'ai à rendre compte. Ministre de l'Évangile par profession, fabricant de draps ou négociant par nécessité, soldat par occasion et surtout par inclination, Jacques Fontaine est un mélange de contrastes qui, sous la plume de Walter Scott, ferait la fortune d'un roman. Malheureusement notre auteur, comme la plupart des hommes d'action, n'est pas fort habile dans l'art de raconter. On regrette qu'il passe si rapidement sur maints détails qui nous intéresseraient vivement aujourd'hui; mais il va toujours droit au but avec une concision lacédémonienne, si ce n'est quand parfois il trouve l'occasion de faire un sermon; alors il se plaît à faire voir qu'il n'a pas oublié son métier de prédicateur. Observons toutefois que nous n'avons qu'une traduction anglaise de ces *Mémoires*; selon toute apparence le style de l'auteur a conservé dans sa langue natale quelque chose de l'originalité de son caractère, et voilà ce qu'une traduction n'a pu reproduire. Je fais des vœux pour qu'on publie un jour la version première de Jacques Fontaine dans cette belle langue du XVIIe siècle, non moins admirable dans les mémoires des gens du monde que dans les livres des grands écrivains.

Jacques Fontaine commence l'histoire de sa famille par celle de son arrière-grand-père, lequel était un gentilhomme du Maine, prenait le *de* dans les actes qu'il signait, et avait été gendarme dans une compagnie d'ordonnance sous François Ier. Cette situation n'était pas quelque chose de considérable, tant s'en faut; cependant, riches ou pauvres, tous les gentilshommes commençaient ainsi leur carrière au XVIe siècle. Le gendarme des ordonnances quitta le service pour embrasser la religion réformée dès son apparition en France, et vécut quelque temps au Mans, dans la retraite, d'un petit patrimoine qu'il possédait. Là, en 1563, durant les premières guerres civiles, ou pendant une de ces trêves mal observées qui suspendaient à peine les hostilités entre les deux partis, il fut assassiné avec sa femme, dans sa maison, par une bande de fanatiques, ou plutôt de brigands qui prenaient un drapeau religieux pour piller avec impunité. Ses fils se sauvèrent comme ils purent, et gagnèrent La Rochelle, qui était alors la capitale et la citadelle des réformés. Le grand-père de Jacques Fontaine, arrivant en cette ville à demi nu, dépourvu de toutes ressources, fut heureux d'être recueilli par un cordonnier qui l'adopta et lui apprit à tailler le cuir. Il y réussit, à ce qu'il paraît, et gagna même une petite fortune à faire des souliers. C'était un fort bel homme. Il se maria deux fois, — la seconde fois, étant déjà sur le retour, mais encore vert, et portant bien une barbe grisonnante qui lui couvrait la poitrine. Cela n'empêcha pas que sa seconde femme ne voulût l'empoisonner: on ne dit pas pour quels motifs. En France, dès ce temps-là, on s'intéressait fort aux grands coupables, et les

bonnes âmes de La Rochelle remuèrent ciel et terre pour empêcher Mme Fontaine d'être pendue. Le roi Henri IV se trouvant de fortune en ces parages, on lui remit des placets pour obtenir la grâce de cette femme légère. Avant de rien décider, le roi se fit montrer le mari, qui probablement sollicitait comme les autres. On lui présenta un grand gaillard haut de six pieds, d'apparence plus propre à manier une lance qu'un tranchet. « Elle n'a pas d'excuse, s'écria le roi, qui avait aussi une barbe grise. Ventre saint-gris! empoisonner le plus bel homme de mon royaume! qu'on la pende! » Ainsi fut fait.

La pauvre femme incomprise à qui ce malheur arriva n'avait pas donné d'héritier au cordonnier son époux, et le père de Jacques Fontaine était le dernier enfant du premier mariage. Déjà la famille était en voie de prospérité, car ce fils, au lieu de faire des chaussures, fut ministre de l'Évangile, et s'acquit une certaine réputation d'éloquence par ses prédications. Il avait fait plusieurs voyages à Londres, et même y avait pris femme. A cette époque, les relations de l'Angleterre avec la province de Saintonge étaient assez étroites. Un commerce actif et la contrebande des grains et des eaux-de-vie favorisaient les communications et les intrigues des réformés avec leurs coreligionnaires de la Grande-Bretagne. C'est de ce pays qu'ils tiraient des secours et des munitions pendant les guerres civiles: ce fut sur l'espoir tant de fois déçu d'une grande expédition anglaise que les Rochelois soutinrent ce long siége qui détruisit leur commerce et leur importance politique.

Jacques Fontaine naquit en 1658. Il fut élevé comme devait l'être l'arrière-petit-fils d'un martyr et le fils d'un ministre ardent et passionné pour sa croyance. Doué d'une constitution robuste et d'une force morale peu commune, il semblait destiné par la nature à la carrière des armes, mais un accident l'ayant rendu boiteux, tout enfant, on le fit étudier pour en faire un jour un pasteur. La mission des ministres protestans commençait à devenir pénible et même périlleuse. Des tracasseries continuelles préludaient à la persécution, et chaque jour la partialité des agens du gouvernement mettait à l'épreuve la constance des prédicateurs évangéliques. Jacques Fontaine était d'un caractère à se distinguer dans ces temps malheureux, et l'éducation dure de son enfance ne fit que développer sa résolution et son énergie. On en peut juger par cette petite anecdote qu'il rapporte de ses premières années. « M. Arnauld (c'était le maître d'école qui lui apprit à lire) suivait à la lettre le précepte de Salomon qui recommande de ne pas épargner les étrivières à la jeunesse. D'ailleurs c'était toujours en particulier qu'il administrait le fouet à ses élèves, car il avait dans son école des filles aussi bien que des garçons. Nous autres garçons, parlant un jour de la sévérité de notre maître, nous cherchions à

supputer de combien de coups de verges se composait une fessée. Personne ne pouvant résoudre le problème, je m'offris pour en avoir le cœur net à la première occasion. Elle ne tarda pas à se présenter. Pendant les préparatifs de l'exécution, je criais et je pleurais à l'ordinaire; mais au premier coup de verges je me tus, reconnaissant qu'il était impossible de crier et de compter en même temps. Un peu surpris de mon silence, M. Arnauld me regarda en face pour voir ce que j'avais, et, ne me trouvant rien d'extraordinaire, il me donna un second coup plus fort que le premier. Je ne dis mot pas plus que la première fois, comptant mentalement, tout préoccupé de mon addition et de ne pas laisser voir ce que je faisais. Mon maître, encore plus surpris, frappe de toute sa force sans pouvoir me faire oublier mon occupation, mais pourtant je ne pus m'empêcher de crier, et très haut : *trois!* — Ah! petit drôle, tu comptes? dit M. Arnauld. Eh bien! compte, compte, compte! et les coups se succédèrent si rapidement, que je crains fort de m'être embrouillé dans mon calcul. »

Le fouet avait une place considérable dans toutes les éducations de ce temps, et Jacques Fontaine aurait été sans doute bien embarrassé pour donner le chiffre exact des corrections qui lui furent infligées. Jamais Spartiate ne reçut plus galamment les étrivières devant la statue de Diane Orthie. Il avait un camarade, un *copin*, comme nous disions au collége, avec lequel il partageait tout. Il voulut partager avec lui jusqu'au fouet. Lorsqu'un des deux amis avait mérité une correction, l'autre aussitôt, de propos délibéré, commettait quelque faute pour s'associer au châtiment, si bien que le maître, averti bientôt de ce dévouement si contraire à la discipline, fut obligé de transiger avec Nisus et Euryale, et de tenir un registre spécial où il marquait leurs mauvais points, pour ne les fouetter qu'ensemble, et lorsque leurs comptes respectifs se balançaient à peu près exactement.

Malgré l'excellence de cette vieille méthode selon laquelle furent élevés nos pères, Jacques Fontaine demeura longtemps un fort mauvais écolier. Il ne fit de progrès dans ses études qu'assez tard et lorsqu'il fut confié aux soins d'un professeur fort avancé pour son temps. Celui-ci, piquant avec adresse l'amour-propre de cet enfant opiniâtre et audacieux, en fit un bon humaniste et lui apprit plus de latin qu'il ne lui en fallait pour argumenter sur la théologie contre tout venant.

Au moment où Jacques Fontaine se disposait à embrasser le ministère évangélique, une crise décisive allait éclater. Depuis assez longtemps déjà, le protestantisme n'était plus que toléré dans le royaume, si l'on peut appeler tolérance le régime d'exception qui pesait sur les religionnaires. Louis XIV voyait en eux, non-seulement des héré-

tiques qui troublaient l'ordre et la paix de l'église, mais, ce qui était peut-être non moins grave à ses yeux, des rebelles toujours prêts à secouer le joug et à réclamer l'assistance des ennemis de sa maison. A son apparition en France, la réforme, qui avait trouvé comparativement beaucoup plus de prosélytes dans les châteaux que dans les chaumières, ressemblait un peu à une révolte de la haute noblesse contre l'autorité royale. Bientôt les grands seigneurs huguenots, mauvais théologiens, embarrassés d'ailleurs pour soutenir une guerre difficile, avaient appelé des ministres dans leurs conseils pour leur fournir des argumens, rédiger leurs manifestes et leur recruter des soldats. De là un élément démocratique tout nouveau et parfois quelque peu embarrassant. Les ministres devinrent des espèces de tribuns du peuple, sortis de ses rangs, interprètes de ses plaintes et de ses passions. Les synodes provinciaux, où les ministres dominaient par leur éloquence et leur caractère sacerdotal, étaient plus dangereux et plus irritans pour les rois que les grandes compagnies telles que les parlemens; il était plus difficile de les gagner ou de les intimider, car si l'on écartait un pasteur populaire, cent autres se présentaient pour lui succéder. Lorsque l'abjuration de Henri IV et la politique de ses successeurs eurent enlevé à la cause protestante la plupart des grands noms qui l'avaient soutenue d'abord, la tendance républicaine des synodes n'en devint que plus manifeste et plus intolérable pour la royauté. A cette époque, l'issue d'une lutte entre le souverain et les sectaires ne pouvait être douteuse. D'ailleurs la réforme n'avait pour elle ni le nombre ni la force morale; l'enthousiasme et l'ardeur de ses débuts commençaient à lui faire défaut. La grande majorité du peuple haïssait les religionnaires. L'orgueil des chefs était insupportable, l'austérité de toute la secte semblait un masque odieux ou ridicule à une nation gaie, railleuse, amie du plaisir. On se souvenait des irruptions et des surprises qui avaient livré quantité de villes à une poignée d'hérétiques. Partout des églises profanées, des tombes violées, rappelaient les exploits des protestans. On ne pouvait surtout leur pardonner un crime, dont à la vérité les catholiques s'étaient rendus coupables à leur tour, celui d'avoir appelé les étrangers en France, et de les avoir mêlés à nos querelles nationales.

Leurs malheurs, il faut le dire, n'excitèrent que peu de sympathie. Les catholiques fervens applaudissaient aux rigueurs, les indifférens ne voyaient dans les religionnaires que des fous entêtés. Pour obtenir des conversions, toutes les manœuvres étaient permises, et c'était à qui s'ingénierait pour forcer les sectaires à l'abjuration. On leur payait l'apostasie, on leur faisait payer l'attachement à leur croyance. Leurs contributions étaient doublées, on faisait peser sur eux la lourde charge des logemens militaires. Ce dernier moyen de persuasion, qui

ruinait en peu de temps toute une famille, fut inventé, dit-on, par M. de Louvois, alors ministre de la guerre, et le succès en fut si merveilleux, qu'on attribua à son département la direction des conversions ou des *dragonades*. « Les pères seront hypocrites, disait Mme de Maintenon, mais les enfans seront catholiques. » Et pour beaucoup de gens de bonne foi, ce résultat justifiait les contraintes les plus odieuses. M. Pierre Clément, dans son excellent livre sur le gouvernement de Louis XIV de 1683 à 1689, explique fort bien comment les ministres du roi le trompèrent indignement sur la sincérité de ces conversions et sur les moyens employés pour parvenir à l'extirpation de l'hérésie. Chaque fois que la vérité se fit jour jusqu'au prince, il défendit les violences, et les malheureux réformés obtinrent un instant de répit; mais bientôt, abusé de nouveau par de faux rapports, il laissait les persécutions suivre leur cours, et ces alternatives de sévérité et de clémence furent encore plus funestes aux protestans que ne l'aurait été un système de rigueur franchement maintenu. Passant tour à tour de l'espérance au découragement, ils ne savaient à quel parti se résoudre. Ils épuisaient leurs ressources dans une résistance inutile, et lorsque enfin, à bout de patience, ils ne virent plus que l'émigration pour remède à leurs maux, la plupart, réduits au dernier dénûment, ne pouvaient faire les frais du voyage, ou bien arrivaient en mendians sur la terre étrangère.

Pendant les premières persécutions, favorisées, mais non encore avouées par le gouvernement, Fontaine se fit remarquer par sa fermeté et son adresse à se tirer des mauvais pas où l'entraînait son zèle enthousiaste. Mis en prison pour avoir prêché, bien qu'il n'eût pas encore reçu l'ordination, il se défendit fort bien, railla très agréablement le ministère public, et finit par être acquitté devant le parlement de Bordeaux. On voit par ses *Mémoires* que cette compagnie était en général fort peu disposée à la rigueur contre les réformés et n'obéissait qu'à contre-cœur aux ordres de la cour; mais les ministres inférieurs de la justice voyaient dans la persécution des hérétiques une bonne occasion de les rançonner, et malgré les injonctions très précises du premier président, Jacques Fontaine ne sortit du guichet que débarrassé de tout son argent.

Il se remit à prêcher de plus belle, et comme l'humeur s'aigrit vite dans de pareilles luttes, ce n'était plus par un appel aux lois qu'il voulait défendre sa croyance ; le moment était venu, disait-il, de la soutenir à coups de fusil. Heureusement ses exhortations à la guerre civile ne produisirent aucun effet. Les dragons de *mons* de Louvois étaient redoutables et redoutés, et la Saintonge n'a pas, comme les Cévennes, des rochers et des précipices pour lasser et détruire des soldats réguliers dans une guerre d'escarmouches incessantes. D'ail-

leurs tel était alors en France le respect de la nation pour son roi, que beaucoup de protestans zélés, longtemps inébranlables dans leur croyance, se firent scrupule de résister à la volonté du souverain dès qu'il l'eut manifestée. « Plusieurs personnes, dit Fontaine, qui avaient supporté sans broncher les épreuves de la persécution et qui s'étaient laissé dépouiller de tous leurs biens sans succomber à la tentation, y cédèrent à la fin, vaincues par les argumens de faux amis qui leur représentaient que Dieu commande d'honorer les rois et de leur obéir, si bien que c'était manquer à son devoir envers le Seigneur que de refuser obéissance aux décrets monstrueux du roi. C'est ainsi qu'ils devinrent d'idolâtres renégats, et se mirent à adorer ce qu'ils savaient n'être qu'un morceau de pain. »

Parmi cette loyauté et cette timidité générales, Fontaine courait le pays armé jusqu'aux dents et déguisé, prêchant dans les solitudes, gourmandant les indécis, échauffant les braves, et mourant d'envie de rencontrer au coin d'un bois quelques-uns de ces soldats qui faisaient l'*œuvre du démon* en Saintonge. A sa confiance dans le Seigneur, Fontaine joignait, comme Cromwell l'exigeait de ses soldats, quelques précautions temporelles. Il était excellent cavalier; il montait un barbe fin coureur, et dès son enfance il s'était exercé à abattre un blanc en tirant au galop; enfin il connaissait tous les bois, tous les sentiers de la province. « Je savais bien, dit-il, que pas un seul des dragons ne pourrait m'atteindre à la course, et j'étais décidé, s'ils me poursuivaient, à fuir en Parthe. J'aurais attendu que le mieux monté eût dépassé ses camarades pour me retourner et lui casser la tête; puis, piquant des deux, j'aurais rechargé pour en faire de même à un autre. » D'après quelques expressions obscures, peut-être à dessein, je serais porté à croire que cette manœuvre ou quelque autre semblable n'aurait pas été inutile au digne ecclésiastique, et il adresse des louanges au Seigneur pour certaines grâces occultes qu'il en aurait reçues, lesquelles peut-être ont coûté cher aux dragons de Louis le Grand.

Mais avec un barbe et une paire de pistolets on ne fait pas une révolution ni même une révolte. Bientôt, n'ayant plus d'autre ressource que la fuite, il fit marché avec un capitaine anglais qui, pour cent francs par tête, transportait dans son pays les protestans qui voulaient émigrer. De par le roi, la fuite était interdite à ces malheureux, et tandis que les dragons les traquaient dans les bois, des vaisseaux croisaient le long des côtes pour arrêter les fugitifs. Fontaine décrit avec une certaine verve les péripéties de cet embarquement hasardeux. Neuf femmes et deux hommes s'étaient jetés avec lui dans une petite barque qui devait accoster le vaisseau anglais à quelque distance au large. Pour que leur manœuvre ne parût pas suspecte à une frégate française qui croisait le long de la côte, ils passèrent

plusieurs heures à portée de la voix de ce bâtiment, dont le capitaine pouvait avoir envie de les visiter. Les douze protestans étaient couchés au fond de la barque, cachés sous des voiles et des filets de pêche. La nuit et le vent les favorisèrent, et ils purent gagner le vaisseau anglais.

A peine débarqué sur le sol britannique, Fontaine entra chez un boulanger pour acheter du pain. Frappé du bon marché, il emploie aussitôt le peu d'argent qu'il avait apporté à faire une spéculation sur les farines, charge un bâtiment, fait vendre ses farines en France, et malgré les droits de commission et les tours de bâton de ses associés, il réalise un très honnête bénéfice. C'était un assez brillant début pour un pauvre ecclésiastique.

Si Fontaine avait l'instinct du commerce, il croyait que tout n'est pas matière à spéculations, et que l'argent n'est pas le bien le plus désirable en ce monde. Parmi les neuf compagnes de son aventureuse évasion, il y avait une demoiselle Boursiquot qu'il voyait d'un œil fort doux; sous les voiles et les filets où ils avaient passé de longues heures, l'amour leur avait tenu compagnie, et ils avaient échangé une promesse de mariage écrite, engagement autorisé par les lois de ce temps. Cette demoiselle, fort jolie à ce qu'il paraît, attira tout d'abord l'attention d'un Anglais très riche, qui voulut l'épouser. Mlle Boursiquot ne savait pas un mot d'anglais, l'Anglais pas un mot de français; il s'adressa bravement en latin à Fontaine, et le pria de faire la proposition à Mlle Boursiquot, offrant à son interprète une sœur à lui avec une belle dot en dédommagement. Les deux émigrés soutinrent noblement cette épreuve, envoyèrent promener l'Anglais et sa sœur, et se marièrent riches d'amour, mais sans un sou vaillant.

Peu de temps après, nouvelle tentation du malin. Le mariage romanesque de ces deux jeunes gens avait fait une certaine sensation et leur avait procuré des protecteurs. On offrit à Fontaine une prébende de trente livres sterling par an, situation assez bonne alors, même pour tout autre qu'un émigré; mais, pour l'obtenir, il fallait confesser le symbole de l'église d'Angleterre, et Fontaine fut pris de scrupules. « Je ne trouvais rien à redire à la liturgie de cette église, dit-il : je l'avais étudiée à fond, et j'adoptais de grand cœur les trente-neuf articles; mais le gouvernement de l'église et le point capital de l'épiscopat me parurent avoir un peu trop de ressemblance avec le papisme. De plus, j'appris que l'église anglicane persécutait cruellement ses frères calvinistes à cause de cette question de l'épiscopat. On me dit encore que tous les pauvres gens qui, peu de jours avant notre arrivée, avaient été exécutés à cause de la rébellion du duc de Monmouth (et dont les têtes et les membres, exposés aux portes des villes et des carrefours, donnaient le spectacle d'étaux de boucher)

n'étaient coupables d'aucun crime, sinon de professer la croyance des presbytériens. » Il n'en fallut pas davantage pour le décider. Échappé aux dragons, il était prêt à braver les jurés de Jeffreys; il se reconnut aussitôt pour presbytérien et refusa le bénéfice qu'on lui offrait. D'ailleurs Jeffreys, qui en voulait surtout aux presbytériens riches, laissa en repos les pauvres réfugiés français.

Pour vivre et faire vivre sa femme, qui bientôt lui donna un nombre très respectable d'enfans, Fontaine se fit tout à la fois épicier, mercier, chapelier; puis il s'avisa de fabriquer du drap. Telle était alors l'ignorance des arts industriels en Angleterre, que notre brave ministre se fit une petite fortune en inventant ou plutôt en important un procédé très grossier pour débarrasser le drap des longs poils qui restent à sa surface après le tissage. Aujourd'hui on connaît vingt machines plus ingénieuses les unes que les autres pour tondre les draps. Fontaine brûlait tout bonnement les longs poils avec une torche de paille dont la flamme passait assez rapidement pour ne pas roussir l'étoffe. Il avait tout d'abord trouvé le tour de main qu'il fallait pour réussir dans cette opération délicate. Pour le temps, c'était une découverte assez importante, qui naturalisait une industrie en Angleterre. On sait que ce n'est pas la seule qu'elle ait gagnée à la révocation de l'édit de Nantes.

La révolution de 1688, en émancipant les presbytériens, rendit Fontaine à ses travaux spirituels, sans pourtant l'arracher entièrement à ses spéculations industrielles et commerciales. Nommé ministre d'une communauté de réfugiés établis à Dublin, il ne tarda pas à se brouiller avec ses ouailles, qu'il paraît avoir menées un peu militairement. Il les quitta pour aller prêcher l'Évangile et fonder un établissement de pêcheries dans le nord de l'Irlande, en pays de catholiques ou plutôt de sauvages. Là avec sa femme, ses enfans et quelques domestiques, la plupart français, il pêchait et prêchait, toujours sur le qui-vive, au milieu de paysans qui le haïssaient doublement en sa qualité d'étranger et d'hérétique. Le gouvernement anglais favorisait autant qu'il lui était possible alors ces établissemens dans la partie septentrionale de l'Irlande; c'étaient comme autant de petites colonies protestantes intéressées à y maintenir l'autorité du nouveau prince. Fontaine, ayant remarqué que la baie où il avait fixé sa demeure recevait d'assez fréquentes visites des corsaires français, s'adressa au duc d'Ormond, lord-lieutenant d'Irlande, et lui proposa d'élever un fort qui défendrait ses pêcheries et toute la baie. Surpris de voir un ministre disserter doctement sur l'art de la guerre, le duc lui répondit un peu sèchement : « Priez Dieu pour nous, monsieur; nous saurons bien vous défendre. » Fontaine se mordit les lèvres, et rempocha son projet de fort; mais quelques mois plus tard il écrivait au duc : « Milord, je me suis acquitté fidèlement

de mon devoir de prier pour vous; mais votre grâce a oublié sa promesse, car elle ne m'a pas défendu, et il a bien fallu que j'en prisse le soin moi-même. » Un corsaire français avait débarqué auprès des pêcheries et avait voulu piller la maison de Fontaine : il avait trouvé à qui parler. Le brave ministre n'avait que deux ou trois domestiques en état de combattre; mais sa maison était un arsenal. Mme Fontaine et les enfans chargeaient les fusils, et le saint homme canardait vigoureusement les corsaires, qui, désespérant d'en venir à bout, furent obligés de lever le siége après huit heures de combat. Ils laissaient trois morts sur la place et emportaient bon nombre de blessés. Pendant cette bataille, deux cents paysans irlandais, rassemblés en amateurs sur les falaises voisines, regardaient tranquillement les prouesses de leur pasteur et jugeaient les coups.

Ce siége si galamment soutenu fit grand bruit en Irlande et attira les faveurs du gouvernement sur l'émigré français qui payait de son sang sa dette d'hospitalité. Le duc d'Ormond adopta les idées de Fontaine et fit bâtir un fort auprès de ses pêcheries; mais ces précautions ne firent qu'irriter les corsaires. Bien servis par leurs espions irlandais catholiques, ils surprirent la petite garnison et s'emparèrent du fort sans coup férir. La maison du pasteur se défendit mieux, mais comment résister au nombre? Après avoir épuisé ses munitions, grièvement blessé et entouré de flammes, Fontaine capitula avec les pirates et ouvrit ses portes. Ils le traitèrent fort mal, et il put dire avec Cicéron : *Beneficium latronum non accidere*. Durement rançonné, pillé et incendié, Fontaine déjà vieux paraît avoir renoncé dès lors aux aventures. Il termine ses *Mémoires* domicilié à Dublin, où il subsistait d'une pension du gouvernement. Ses fils étaient établis. Un d'eux, qui avait servi comme officier dans l'armée de milord Peterborough, en Catalogne, alla s'établir en Amérique, emportant une copie des *Mémoires* dont nous venons de rendre compte. C'est celle qui vient d'être publiée à New-York, traduite, je crois, par une des petites-nièces de l'auteur.

Le reste du volume contient le journal assez insignifiant du fils de Fontaine qui passa en Amérique, et quelques lettres de différens membres de sa famille qui paraissent avoir oublié assez vite leur origine française. On remarque une lettre d'un colonel William Fontaine, de l'armée de Washington, qui vient de voir les troupes de lord Cornwallis, prisonnières de guerre, défiler devant les milices américaines et leurs auxiliaires français. « Croyez, dit-il à son correspondant, que ces derniers ne ressemblent pas du tout à ces mangeurs de grenouilles et de mauvais légumes dont on nous apprenait à nous moquer. Je n'ai jamais vu de plus belles troupes. »

PROSPER MÉRIMÉE.

DE

LA PERSPECTIVE AÉRIENNE

Τήλοθεν, ἐκ Σολύμων ὀρέων.
De loin, de dessus les montagnes de Solyme.
HOMÈRE.

La perspective proprement dite est une science tout à fait mathématique, qui n'admet aucune contradiction, qui n'a rien à voir avec la *folle du logis*, l'imagination, et dont les démonstrations, on pourrait même dire les axiomes, n'ont jamais soulevé aucune réclamation ni rencontré aucune dissidence d'opinions. Ainsi un objet rapproché de nous *paroît plus gros* en proportion de sa proximité. Une maison voisine nous cache un grand édifice plus éloigné. La lune, qui n'est en diamètre que le tiers ou le quart de la terre, nous cache, dans les éclipses, le soleil entier, qui est cent douze fois plus étendu dans chaque dimension que notre terre, parce que la lune est quatre cents fois plus près de nous que le soleil, et compense par son voisinage ce qui lui manque en grosseur.

C'est encore un effet de perspective qui nous fait croire que les arbres d'une longue avenue vont en se rapprochant à mesure qu'ils sont plus loin du promeneur. Lorsque du sommet des Alpes, des Pyrénées ou des montagnes de la France centrale, on aperçoit des troupeaux de bœufs sur les versans éloignés, on peut à peine se figurer, à cause de leur petitesse apparente, que ce soient même des troupeaux de moutons. A cette distance, les hautes forêts de sapins se confondent avec les humbles pâturages qui s'étendent à leurs pieds, et les aigles qui planent entre ces hautes cimes semblent à peine égaler en grosseur nos pigeons ou nos hirondelles domestiques.

Ainsi donc tout le monde est d'accord que, dans un paysage, dans un tableau, un buisson vu de près doit être représenté de la même grandeur qu'un arbre éloigné, qu'un chien trois fois plus éloigné qu'un chat doit être de même dimension sur la toile que son confrère en domesticité, enfin qu'un canal vu de face, pour paraître d'une largeur uniforme, doit être dessiné bien plus étroit vers le fond du paysage que sur le premier plan.

Ce n'est pas qu'on ne trouve encore quelques tableaux ou dessins dont les auteurs ont violé sans aucun scrupule toutes ces règles mathématiques. C'est surtout dans le raccourci des membres du corps vus de face ou de profil, ou entre les deux positions, que se commettent les plus grandes fautes contre la perspective. L'histoire de la peinture cite le Corrège comme un des plus habiles, des plus heureux et des plus hardis *metteurs en œuvre* des ressources de la perspective pour grouper et *faire fair* des figures représentées dans des poses exceptionnelles.

Le présent sujet n'est-il pas un peu trop sérieux pour permettre de citer une requête de Piron à « MM. les dessinateurs, graveurs, peintres, décorateurs, etc ? » Il les supplie très humblement, quand un bœuf et un mouton sont tout près l'un de l'autre, de vouloir bien faire le mouton plus petit que le bœuf, et de même, quand un coq est dans une basse cour, d'avoir la charité de ne pas faire la tête du coq dépassant le faîte de la maison, de ne pas faire des oiseaux arrivant à leur nid dix ou douze fois plus gros que le nid qui doit les recevoir, enfin mille autres prescriptions du sens commun oubliées par les artistes presque autant que par les autres hommes.

Tout le monde connaît ces cadres garnis de fils tendus de droite à gauche et de haut en bas, et formant comme un treillis de carreaux à jour, au travers desquels les artistes regardent quelquefois les paysages, les groupes ou les modèles, mais surtout les objets compliqués qu'ils veulent reproduire. Le tableau étant divisé en autant de compartiments que le cadre placé entre l'artiste et les objets qu'il veut dessiner, la place et la grandeur relative de tous ces objets se trouvent marquées d'avance et ne laissent rien à faire à l'estime souvent trompeuse des sens.

Rien encore de mieux que les épreuves photographiques pour la perspective rigoureuse, du moins quand le tableau est à une distance suffisante; et puisque l'occasion s'en présente, je dirai à tous ceux qui font poser un être humain pour le photographier sur plaque daguerrienne, sur papier, sur verre gélatiné, collodionné ou autrement, que leur usage général de mettre le nez du modèle en saillie, la recommandation qu'ils font à celui-ci de regarder la boîte de l'instrument, produisent naturellement une proximité plus grande du nez, et par suite une exagération peu agréable de ses dimensions. Un honnête bourgeois, pourvu du reste d'un nez très proéminent, d'un front bas, de joues minces et fuyantes, semble, suivant l'expression d'un auteur ancien, n'être que l'*accessoire* de son nez.

Les personnes qui peignent le paysage se servent quelquefois de grosses boules de verre étamées en dedans au mercure et au bismuth, comme ces espèces de grosses perles représentant des fruits mêlés aux fleurs artificielles des bouquets qui se vendent devant l'église de Saint-Étienne-du-Mont, aux jours de la fête de Sainte-Geneviève. Les maisons, les arbres, les nuages, le bleu du ciel s'y mirent et s'y reflètent en petit de manière à désespérer l'art le plus raffiné. Quand assis auprès d'un pareil globe, à une fenêtre donnant sur un des boulevards de Paris ou sur le tournant d'une grande rue bien fréquentée, on contemple le tableau mobile et fidèle de cette foule active d'hommes, de voitures, de chevaux qui s'y peignent aussi fidèlement que passagèrement, on a peine à détacher les yeux de ce tableau animé qui par-

ticipe de la vie, qui fait le charme principal des représentations théâtrales: eh bien! si de près on y cherche sa propre figure, le nez en occupe la moitié, les parties voisines sont démesurément rapetissées, tandis que les épaules et les bras sont eux-mêmes peu en rapport avec la tête. Ainsi, là comme devant la boîte daguerrienne, *il ne faut pas que le nez avance plus que le front;* autrement, gare la perspective et le *défigurement!* Mais en faisant prendre au modèle une pose où le front et le nez soient à la même distance de l'appareil photographique, ces deux parties sont en vraie grandeur, les yeux ne sont pas rapetissés, pas plus que les joues; la bouche et le menton sont devenus un peu plus délicats que dans la nature, et en y joignant l'attention de ne pas poser les mains en avant pour ne pas leur donner une énorme dimension, on aura tout ce que l'on peut faire de mieux avec la photographie, d'après les lois de la perspective. Cependant, je le déclare, tant que l'on s'obstinera à produire de près, comme on le fait, les portraits daguerriens, on aura toujours des images sensiblement déformées : l'optique et la logique infaillible de la perspective ne peuvent être en défaut. Je vais faire se récrier toute la classe des photographes en affirmant qu'il n'y a de fidèle portrait que celui qui est pris ou qui serait pris à dix mètres du modèle; mais qu'y faire? c'est la vérité, la vérité mathématique, *incontredisable.*

Les boules convexes étamées dont nous venons de parler reproduisent le paysage avec tout son éclat naturel, toutes ses couleurs, tout son orgueil de riches teintes de bleu, de vert, de blanc, de jaune pâle, pour le ciel, les arbres, les nuages, le sol. Les dessinateurs qui ne veulent reproduire les objets que par le blanc et le noir emploient, au lieu de miroirs étamés, un miroir de même forme, mais taillé dans un verre noir qui détruit la couleur des objets et les ramène en partie à la lumière et à l'ombre. On fait cas surtout des miroirs d'obsidienne, espèce de verre d'un brun noirâtre que la nature produit dans ses fourneaux volcaniques et notamment en Islande, et qui rendent le paysage, comme nous l'avons dit, blanc et noir, sans laisser subsister les couleurs primitives des objets. Dans toutes ces représentations, on recherche la fidélité de la perspective, et le dessinateur qui les reproduit ne fait que les copier sans avoir besoin de se rappeler, ou sans avoir même jamais appris les règles de la perspective ordinaire, désignée encore sous le nom de perspective linéaire.

La perspective aérienne est bien autre chose. Il n'est point de peintre qui ne vous dise qu'entre une figure et un fond même très rapproché il y a *perspective aérienne,* que c'est d'après cette perspective que la figure se détache du fond qu'elle touche presque, et que si la perspective linéaire est impuissante à montrer une différence entre un objet et un fond très voisin, il y a cependant entre eux *de l'air,* qui fait que l'objet est saillant et ne se confond pas avec le mur sur lequel il est presque collé.

Il y a *de l'air!* à la bonne heure; mais il y en a peu. Les physiciens, et M. Arago en tête, qui ont *mesuré* que 100 ou 200 mètres d'air (à moins qu'on ne soit dans un temps de brouillard) n'éteignent pas sensiblement les rayons de lumière, ont de la peine à attribuer quelque effet à 1 mètre, un 1/2 mètre d'air, ou même moins encore. Ce n'est pas à dire qu'il n'y ait là aucun effet produit. La saillie de la figure sur le fond est indubitable, mais l'air n'y est pour rien. Dans le vide de la machine pneumatique, comme au fond d'une eau

bien transparente, en un mot là où il n'y a point d'air, les effets attribués à l'air dans la perspective dite aérienne s'observent tout à fait de la même manière que dans l'air libre et pur.

Avant d'aller plus loin, remarquons que toutes les parties de nos connaissances qui s'appuient sur la double base de deux sciences différentes sont toujours celles qui sont en retard. Chaque esprit d'un ordre supérieur s'attache à une branche bien définie et la fait avancer. Rarement deux branches sont assez bien connues d'un même individu pour que les notions de l'une servent à l'avancement de l'autre. C'est principalement pourtant à de telles alliances que sont dus les progrès des arts de nos jours. La mécanique, en empruntant à la physique la force élastique de la vapeur, a fait les locomotives; en lui empruntant l'électricité, elle a fait les télégraphes électriques. Quels emprunts l'art de guérir n'a-t-il pas faits à la chimie dans les médicamens, sans compter les agens qui suppriment la douleur! Il y a plus de quatre cents ans aujourd'hui que l'art de la guerre a amené sur les champs de bataille un agent physico-chimique explosif, tandis que cette semaine même les grands sceaux de l'état pour le règne de Napoléon III, avec l'aigle et les attributs les plus délicats, ont été faits de toutes pièces par la galvanoplastie électrique, qui a formé avec un bain liquide les plaques solides de cuivre et d'argent qui portent ces empreintes artistiques corrigées et recorrigées plusieurs fois.

C'est donc au nom de l'optique, bien plus qu'au nom des arts du dessin, que nous nous hasarderons à donner une théorie des effets artistiques très réels que l'on attribue à la cause très imaginaire de l'interposition de l'air, dite perspective aérienne. Mais n'y a-t-il donc pas de véritable perspective aérienne? C'est une question que nous n'avons fait qu'indiquer en parlant du stéréoscope (1); nous voudrions nous y arrêter aujourd'hui.

Lorsque du sommet d'une éminence on regarde une chaîne d'autres hauteurs fort éloignées de celle où l'observateur est placé, l'imparfaite transparence de l'air, qui est bleu, éteint toute autre couleur envoyée par les objets distans, et ces sommets lointains sont fortement *bleuis* par l'interposition de l'air. C'est surtout sous le beau ciel de Naples ou sous celui de Rome, qui n'a point d'égal au monde pour la perfection des observations astronomiques, que les lointains deviennent très bleus, comme l'atmosphère elle-même. Lorsque les conquêtes d'Italie eurent amené à Paris les tableaux de Raphaël, on s'étonnait de l'azur intense de ses ciels, et avec la confiance qu'inspire une longue habitude de sa propre infaillibilité, plus d'un maître de l'art français inclinait plutôt à douter du bleu du ciel d'Italie qu'à douter de l'universalité de la teinte bleu-pâle du ciel de Paris. Mais redisons ici que si plusieurs kilomètres d'air interposé donnent une partie de leur teinte aux rayons qui les traversent, quelques dizaines de mètres ne font absolument aucun effet. Dans plusieurs des tableaux de Claude Lorrain, dans plusieurs des fabriques dont le Poussin a enrichi ses compositions, on voit des effets de vraie perspective aérienne pour les lointains, mais jamais rien de pareil pour les objets rapprochés du premier plan.

(1) Voyez la livraison du 15 juillet.

Au sommet des montagnes, au-dessus de l'humidité qui, mêlée à l'air, pâlit de sa teinte blanche le bleu foncé de l'air pur, ce bleu atteint une intensité considérable. De Saussure, M. de Humboldt et M. Arago ont construit des appareils optiques donnant des bleus gradués et qui peuvent servir à mesurer la force de la teinte de l'air en chaque contrée, en chaque saison et pour toutes les hauteurs de montagnes. On connaît cette boutade poétique de lord Byron qui voulait employer le cyanomètre de M. de Humboldt à mesurer la teinte d'une lady *bas-bleu!*

Lorsque, dans les pâturages alpestres de la Suisse, un ours vient inquiéter les troupeaux, le taureau qui est à leur tête se met à la recherche de l'ours, et souvent il réussit à le pousser contre la paroi escarpée d'un roc. Alors, faisant effort de ses pieds qu'il arcboute et de son corps qui pèse sur l'ours, il l'étouffe entre le rocher et lui; mais il ne quitte point la partie après la mort de son adversaire, il le tient plusieurs jours pressé contre le mur naturel, il l'écrase à la lettre et le réduit à la forme d'une planche sans saillie. Il s'acharne tellement à jouir de son triomphe, qu'on est obligé d'aller le chercher et de l'arracher de sa position. Or un artiste de mes amis, grand partisan de la perspective aérienne comprise à l'ordinaire, avait peint cette scène pastorale au naturel. Le taureau, l'ours aplati et le rocher semblaient ne faire qu'un seul corps. Eh bien! lui dis-je, voilà qui est très beau! mais j'espère que vous ne prétendrez pas qu'il *y ait de l'air* entre vos personnages et le fond auquel ils sont presque incorporés! — Certes, il y en a, — fut sa réponse. Il m'est du reste arrivé plus d'une fois de traiter cette question bien moins paisiblement avec des paysagistes montagnards ou des peintres au milieu de leurs chevalets. Alors la dissidence théorique de nos opinions arrivait jusqu'à une violente dispute, et la pleine conviction de chacun dans sa manière de voir se traduisait, de part et d'autre, non-seulement par une obstination invincible à persister dans sa théorie, mais encore par une intolérance offensive qui ne voulait pas permettre à un antagoniste de persévérer dans une opinion différente.

Posons les faits et voyons l'explication qu'on en peut donner; ensuite nous établirons les règles qu'on en doit tirer pour les divers cas qui peuvent se présenter dans chaque espèce de composition.

Évidemment nous distinguons parfaitement un objet sur un fond même très rapproché : un serpent qui rampe montant sur une roche en pente, un tableau attaché à un mur, une mouche sur un papier blanc. Or je dis que pour distinguer, pour faire la différence de ces objets, il n'est point besoin de faire intervenir la présence de l'air. L'organe seul de la vue suffit pour cela.

En effet, quand deux objets sont l'un à côté de l'autre, on les aperçoit du même coup d'œil tous les deux également bien; l'organe qui s'adapte tacitement à la distance de ces objets, les deux yeux qui se fixent vers le même point, — tout étant le même pour l'un et pour l'autre objet, — nous font sentir qu'ils sont à la même distance. Mais pour peu que l'un des deux objets soit plus éloigné, l'œil sera obligé de subir la modification habituelle pour passer de la vision d'un objet à celle d'un autre objet plus voisin ou plus éloigné; nous aurons ainsi le sentiment de la différence de la distance. Bien plus, si l'on fixe son attention sur un des objets, ce qui fera que l'œil s'ajustera pour le voir au mieux, l'autre objet, qui est à une autre distance, semblera confus,

parce que l'œil ou les yeux ne seront pas ajustés convenablement pour lui, et cette confusion fera sentir la différence de distance. Tout écrivain qui tient une plume à la main peut faire l'expérience que voici. Tenez le bec de votre plume entre le papier qui porte l'écriture et votre œil, à peu près à moitié de la distance. Vous expérimenterez le plus simplement du monde que quand votre regard et votre attention se portent sur la plume, l'écriture paraît confuse et ne se lit pas, tandis que si l'on veut lire l'écriture sur le papier, la pointe de la plume paraît confuse et émoussée.

Si donc un objet est placé devant un autre qui lui serve de fond, quelque petite que soit leur distance (à moins qu'ils ne soient tous les deux hors de la bonne portée de la vue), répétons que ces deux objets ne se peindront pas dans nos yeux avec la même netteté, et qu'il y aura une différence entre la sensation de l'un et de l'autre, différence de sensation qui nous les fera tout naturellement *distinguer* sans avoir recours à l'idée de l'air interposé. Cette idée de l'air interposé doit donc se traduire dans le langage précis de la science par l'idée d'une différence de distance accusée par une différence d'impression sur l'organe. On sera donc averti très simplement que l'objet est plus près que le fond, et par suite il *se détachera* de ce fond. De plus, si l'objet est isolé, les parties les plus éloignées seront distinctes des plus voisines. Elles *fuiront*, elles *tourneront*, suivant des expressions consacrées; le corps prendra du relief, l'organe sentira la nature dans tous ses détails. A la distance où l'on écrit, il ne faut pas avoir une vue exceptionnellement bonne pour distinguer une feuille de papier posée sur une autre, même du côté où aucune ombre, aucune différence de teinte n'est observable.

Par quels termes rendre plus claire cette théorie? L'œil, par le plus ou moins de netteté, perçoit les distances et les juge, comme le tact les fait sentir au moyen du bras qui s'allonge plus ou moins pour obtenir la sensation d'un objet plus ou moins voisin. Une fois la perception de la distance admise, on fera la différence entre l'objet et le fond sur lequel il est projeté. Cet objet saillira donc en avant de ce fond; rien ne semble plus clair. En un mot, l'expression des artistes : il y a *de l'air* entre l'objet et le fond, quelque rapproché qu'il soit, doit s'entendre par cette autre expression logique : il y a de *la distance* entre l'objet et le fond. Voyons maintenant les applications de ces principes d'optique.

1° Une miniature est placée devant nous à la distance la plus convenable. Nous la voyons des deux yeux, nous distinguons tout le fini de la peinture. Tout le monde sentira qu'il y a là une grande invraisemblance, puisque tous les points de la peinture sont à la même distance de l'œil ou des yeux, et que pour représenter quelque chose de naturel, ces distances devraient différer. Que fait l'artiste pour sauver cet inévitable inconvénient? Il ombre les parties fuyantes; il fait, par une diminution de lumière, que l'œil perçoive moins bien ces parties fuyantes, comme il les aurait en effet moins bien perçues à cause de la confusion due à la distance. Seulement, ce n'est pas tout à fait la même chose. Ce qui dans la nature aurait paru confus, mais clair, est rendu dans la miniature par une ombre qui diminue la perception sans produire la confusion, puisque tout est à la même distance de l'œil. Il y a enfin pour la miniature une autre invraisemblance, c'est que les deux yeux ne devraient pas voir exactement les mêmes parties de la figure, que l'œil droit pénètre

plus du côté gauche de la figure et l'œil gauche du côté droit : d'où ce principe qu'il faut être borgne pour bien voir une miniature. Pourtant, tel passionné amateur qu'on soit d'une belle miniature de Fragonard, on se contente de fermer un œil.

2° Passons à un tableau vu à petite distance, comme un portrait, un tableau de chevalet, ne comprenant qu'un seul plan. Le même artifice et la même invraisemblance y subsisteront, quoique avec moins d'inconvéniens, à cause de la distance plus grande que celle où l'on voit la miniature. Ainsi les fuyans dont la sensation est moins nette seront rendus par les ombres, qui diminuent aussi, *mais autrement*, la sensation. Les parties antérieures du tableau devront être touchées confusément, mais très claires; confusément, parce que l'œil, en se fixant sur la partie principale du tableau, ne doit point percevoir nettement les parties antérieures qui sont trop près de lui, et cependant ces parties, par cela seul qu'elles sont plus voisines de l'œil, doivent être tout à fait claires. Le plan principal du tableau doit être bien éclairé et peint avec une extrême netteté, puisque l'œil est censé s'y arrêter et le discerner au mieux. Enfin, ce qui fera le fond du tableau sera peint un peu obscur et surtout un peu confus, à peu près comme le devant, mais cependant un peu moins, à cause de la distance qui varie comparativement moins; car, par exemple, la variation d'un mètre sur une distance de trois mètres, qui sera, je suppose, la distance des objets antérieurs du tableau au spectateur, sera bien plus considérable que la même variation d'un mètre sur la distance des objets du fond du tableau, supposés à dix mètres du spectateur. Dans le premier cas, la variation est de un mètre pour trois, c'est-à-dire un tiers, et dans le second cas, c'est un mètre pour dix, ou un dixième.

3° Portons nos yeux sur un beau paysage de Berghem avec des objets antérieurs comme repoussoirs, avec un plan principal au-delà de ces premiers objets, enfin avec un fond terminé par un horizon lointain. Nous y reconnaîtrons l'application de notre théorie tout entière.

Les objets situés en avant, les repoussoirs mal vus par l'œil, qui doit être censé fixé sur le plan principal du tableau, sont peints *confus*, et de plus, clairs et grands, car ils sont vus de près. Les objets du plan principal du tableau sont moyennement éclairés, mais surtout ils sont reproduits très nettement, puisqu'ils sont à la vraie portée de l'œil. Plus loin, la confusion recommence, puisque l'œil, qui s'est ajusté pour la perception des objets du plan principal, ne l'est pas pour ces objets plus lointains. De plus, ils seront moins clairs et rapetissés par la position. Enfin les grands lointains du fond seront bleuis fortement par la distance, si le ciel est pur; et s'il est vaporeux, ces lointains seront éteints dans un gris blanchâtre qui laissera voir l'air interposé, en pâlissant les objets situés derrière cette partie d'atmosphère nébuleuse ou brumeuse.

Remarquons que, relativement aux objets qui sont au-delà du plan principal, plusieurs peintres ont pris le rapetissement sensible qui commence alors pour une plus grande netteté, et qu'au lieu de peindre là les objets un peu diminués, un peu moins brillans, et beaucoup moins distincts, ils les ont faits distincts et petits plutôt que de les faire seulement amoindris en dimensions.

Tels sont les principes d'optique applicables en général à la composition artistique. Ils ne sont nullement l'art, mais l'art ne peut pas les heurter sans s'écarter de la nature. Aller contre ces principes, c'est faire quelque chose de

mauvais, mais la stricte observance des lois de la perspective ne constituerait pas à elle seule une bonne peinture, comme en littérature un écrivain qui ne fait pas de faute de langue n'est pas pour cela un écrivain de génie.

Examinons cependant quelques cas remarquables, quelques *tours de force* à grand effet, et surtout à effet *du premier moment*.

1° Une figure bien caractérisée est éclairée par une lumière artificielle, par un jour tombant d'une ouverture unique, comme dans quelques têtes ou tableaux de l'école espagnole. L'effet est prodigieux, mais le bizarre n'est pas le beau, encore moins le grandiose.

2° Dans presque tous les tableaux de Rembrandt, dans les belles gravures anglaises qui les premières furent apportées sur le continent, la partie principale seule du tableau où l'on veut appeler l'attention du spectateur est en plein jour. Tout le reste est sacrifié par des ombres qui sont loin d'être légitimées par aucun accident de lumière. Le premier effet est magique. L'œil, qui, en se fixant sur la scène principale, n'aurait pas fait attention au reste, est ici servi à souhait, puisque les parties accessoires sont éteintes outre mesure; mais dès que l'attention se porte à côté de la scène principale, l'œil y reconnaît tout de suite un contre-sens effroyable, et le premier effet magique fait place au plus faux de tous les effets.

3° Et pour conclusion :

Une école hardie, déterminée à faire de l'art à tout prix, même aux dépens de la nature, admet en principe, comme dans les exemples précédens, qu'il ne faut montrer à l'œil que ce qu'on veut qu'il voie, dût-il en résulter les effets les plus bizarres. Dans ce système, on ne peint, pour ainsi dire, que ce qui doit produire l'effet artistique cherché. Nous avons en littérature une école tout à fait semblable, qui, passant sous silence toutes les transitions naturelles d'un sujet, tous les remplissages qu'exigeait l'école d'Homère, de Virgile, de Racine et même de Châteaubriand, ne traite de chaque sujet que les parties en relation avec le but qu'elle a en vue. On ne peut nier que souvent on n'obtienne ainsi des effets étonnans. Cela revient à peu près à ne réciter dans une tragédie de Racine que les morceaux transcendans. Mais dans un ouvrage de longue haleine, ce *trop épicé* résultant du rapprochement de tout ce que le sujet peut offrir de saillant fatigue le goût à la longue, comme tout ce qui n'est pas naturel. Trop de beautés accumulées se nuisent réciproquement. L'admiration est de toutes les sensations celle qui fatigue le plus vite celui de qui on l'exige; tout le monde sait que les romans écrits en feuilletons et dont chaque partie doit être en soi-même un petit tout dramatique perdent beaucoup à une lecture suivie. Ce n'est donc pas une voie tout à fait sûre que de faire de l'effet dans une œuvre artistique ou littéraire en supprimant tout ce qui ne peut concourir directement et immédiatement au but principal. Il semble qu'il y ait pour les artistes de cette école, outre la perspective linéaire et la perspective dite aérienne, une troisième perspective, la perspective de l'imagination. Là-dessus il y aurait bien des choses à dire ou à répéter. Je les abandonne volontiers à de plus compétens que moi, car le propre des sciences exactes, c'est précisément de ne s'attacher qu'aux vérités placées hors du domaine de l'imagination.

BABINET, de l'Institut.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 août 1853.

On est si fort accoutumé à voir sans cesse de nouvelles péripéties sortir de l'affaire d'Orient, que malgré tout il semble toujours subsister quelque doute sur le dénoûment réel de cette crise. Au moment même où la diplomatie touche péniblement à son but, on en est peut-être encore à se demander si c'est bien cette fois la vraie, la bonne solution. Ce n'est pas même, bien entendu, de la solution définitive qu'on se préoccupe beaucoup : celle-là, il faut la recommander à Dieu et au temps, ces deux grands maîtres des choses humaines; elle viendra quand elle pourra et dans la mesure de ce qu'on aura fait pour la préparer, pour la rendre bonne ou mauvaise; — non, c'est à la solution du moment qu'il s'attache une sorte de doute inquiet, à la plus urgente, à celle qui peut conjurer aujourd'hui une conflagration universelle et gigantesque. C'est au point de vue de cette solution actuelle qu'il semble toujours que rien n'est fait tant qu'il reste quelque chose à faire. Tant que quelque acte patent et décisif ne vient point montrer les difficultés aplanies, le fatal génie des conflits désarmé, les relations de la Russie et de la Porte replacées dans leurs conditions normales, on croit à la paix sans doute, mais on y croit sans trop d'illusions peut-être, avec un reste de méfiance et un sentiment d'attente pour ainsi dire. Si la conférence de Vienne, représentant une sorte de haute médiation de l'Europe, s'arrête aux termes d'un arrangement qui concilie tout, on attend impatiemment l'acceptation des gouvernemens intéressés; si l'adhésion de la Russie est connue, on attend encore ce qui viendra de Constantinople; si enfin on est d'accord sur le fond des choses, sur ce qui faisait le principe même de la querelle, l'impatience publique se rejette vers quelque autre point resté douteux, par exemple la manière dont l'armée russe évacuera les principautés du Danube. L'opinion européenne assiste ainsi à l'apaisement de ce triste différend en parcourant l'échelle de toutes les impressions. C'est le plus sensible témoignage de l'importance de cette question orientale, qui est venue peser comme un cauchemar sur l'Oc-

cident, et c'est aussi l'effet de l'ébranlement imprimé à l'esprit public en ces quelques mois, durant lesquels la situation du monde est restée à la merci des incidens et des prétentions de la politique russe. On ne se remet pas si promptement d'une telle secousse, au point de s'endormir en toute sécurité au premier symptôme favorable : il faut que les dernières obscurités de cette question s'évanouissent.

Une des plus récentes lumières jetées sur la crise soulevée en Orient est la discussion qui a eu lieu dans le parlement anglais à la fin de la session. Ce n'est pas que la conversation engagée dans le parlement britannique ait été un véritable débat, ni même qu'elle ait révélé rien de nouveau ou de particulier; c'est plutôt une explication donnée par lord John Russell, un simple résumé de l'état de la question au moment où il parlait. En traçant une sorte de généalogie de la dernière crise orientale et des négociations qui ont abouti à la note de Vienne, lord John Russell semble avoir eu pour but de constater plusieurs points principaux, — d'abord que ces complications étaient en voie d'arrangement pacifique, en outre que l'Angleterre et la France n'avaient cessé et ne cessaient d'avoir une même politique au sujet de l'Orient, et enfin qu'on ne souscrirait à aucun arrangement qui n'impliquerait pas ou ne mentionnerait pas l'évacuation des principautés moldo-valaques par les troupes russes. Depuis, le gouvernement français a fait connaître que la note de Vienne, qui avait déjà reçu l'adhésion de la Russie, était également acceptée par la Porte, sauf quelques modifications peu importantes. Or maintenant, quelle est au fond cette note de Vienne, et quelles sont les modifications demandées par le divan? Rien n'est connu encore avec précision, on le conçoit. Il semble cependant que la note préparée à Vienne porte, de la part de la Turquie, un témoignage de considération pour les réclamations adressées par le prince Menchikof et pour l'intérêt exprimé par le tsar en faveur des chrétiens grecs. La Porte assurerait un caractère de perpétuité aux droits et immunités de l'église grecque; elle se déclarerait toujours prête à observer les traités de Kaïnardgi et d'Andrinople, et garantirait aux chrétiens grecs le bénéfice des avantages ou priviléges qui pourraient être accordés aux autres communions chrétiennes; elle confirmerait de nouveau les derniers firmans relatifs aux lieux-saints, et s'engagerait à donner des ordres pour la construction de l'église, du couvent et de l'hospice russes à Jérusalem. D'un autre côté, la Porte réclamerait, dit-on, qu'il fût bien spécifié que les traités de Kaïnardgi et d'Andrinople ne doivent être entendus que d'une manière générale, sans impliquer en aucun cas un droit particulier de protection pour la Russie, et que les chrétiens grecs, dans leur assimilation avec les autres communions, ne peuvent revendiquer d'autres bénéfices que ceux dont jouiraient les chrétiens sujets ottomans, et non ceux qui résulteraient de capitulations existantes en faveur de chrétiens sujets étrangers. C'est la version qui s'accrédite aujourd'hui, et qui ne peut manquer de recevoir de prochains éclaircircissemens. Voilà donc où en est venue cette question compliquée : les notes diplomatiques courent les routes de l'Europe, la Russie a accepté définitivement le projet élaboré à Vienne, la Porte ottomane accepte ce projet avec quelques modifications de rédaction, le continent attend le dernier mot de toute cette crise; dans l'ensemble, la

pensée d'un arrangement pacifique a évidemment prévalu, ne laissant place qu'à des discussions de détails qui peuvent bien tenir encore en suspens, mais qui ne semblent pas faites pour changer le dénouement. Dans l'un des plateaux de la balance on a mis la paix, dans l'autre tous ces élémens confus qui composent la question orientale; c'est la paix qui l'emporte. C'est une victoire sans doute, et on n'a point tort d'en faire honneur à la modération des gouvernemens. Il ne faut point cependant s'y méprendre : ce n'est point dans la manière de régler l'affaire d'Orient que consiste cette victoire, c'est dans le maintien de la paix, — la paix étant aujourd'hui une condition presque indispensable d'existence pour les sociétés occidentales. Une fois de plus l'Europe est parvenue à empêcher la guerre de venir trancher les différends qui l'agitent et de l'emporter dans un tourbillon où on ne sait plus quel gouvernement resterait debout, quelle société soutiendrait victorieusement le choc. Quant à la question en elle-même, il n'est point douteux que la Russie ait atteint plus qu'à demi son but. Il faudrait une singulière puissance d'illusion pour imaginer que la Russie a pu voir une défaite pour elle dans la note soumise à son acceptation. Elle a accepté cette note, parce que si elle ne lui donnait pas pour le moment d'une manière absolue ce qu'elle demandait, elle le lui donnait à coup sûr en partie, et dans tous les cas laissait sa politique intacte pour l'avenir. Or c'est cette politique qui est la grande affaire; les derniers incidens ne sont qu'un symptôme.

Si on observe les effets de cette crise, qui est aujourd'hui sur le point de se dénouer pacifiquement, il est facile d'en apercevoir quelques-uns, — les plus saillans. Les complications survenues en Orient ont eu d'abord pour résultat de rapprocher l'Angleterre et la France, et de confondre leur action en les montrant associées dans une même pensée de préservation. Non-seulement elles ont rapproché l'Angleterre et la France, elles ont encore fini par contraindre les quatre principaux cabinets du continent à s'unir pour faire face à la Russie, pour sauvegarder un grand intérêt européen sans se départir de cet autre intérêt non moins grave, — la paix générale, — qui a pris facilement la première place. Ne serait-ce point aujourd'hui pour tous les gouvernemens une œuvre intelligente et prévoyante d'accepter cette situation nouvelle comme le point de départ d'une politique commune à l'égard de l'Orient? La paix qui se conclut au lendemain des difficultés de ces derniers mois servirait de peu, si elle ne servait pas à éclairer l'Europe sur les intérêts de prépondérance ou même de simple sécurité, si l'on veut, qui se trouvent engagés dans les conflits périodiques suscités par l'ambition croissante d'un peuple. Mais il y a dans cette question un côté qui n'est pas moins curieux, c'est le mouvement qu'elle a eu pour effet de provoquer en Orient même, parmi toutes ces populations grecques dont le nom et les droits étaient invoqués par la Russie, — mouvement que nous indiquions récemment, qui continue, qui continuera après la crise, et qui trouve son expression dans une multitude de publications : *Quelques Mots sur la question d'Orient*, — *l'Église orthodoxe*, — *l'Orient chrétien et l'Europe*, etc. C'est d'Athènes et de Corfou que viennent quelques-unes de ces publications, précieux témoignage d'ailleurs, dans leur imperfection même, des aspirations, du travail, des tendances de ces races. Quel est l'esprit de ces brochures? Elles sont en général d'accord sur bien des

points, d'abord sur l'impossibilité de maintenir la domination turque, parce que la race musulmane est en déclin depuis trois siècles, depuis qu'elle a cessé de conquérir, tandis que la race grecque, malgré les oppressions dont elle a souffert, s'est maintenue, s'est relevée et est plus vivace que jamais. Elles font l'apologie de la religion et de la nationalité grecques, et elles sont malheureusement aussi en grande partie d'accord sur un autre point, — l'incrimination de la politique européenne. L'une d'elles même accuse l'Europe de se mettre avec les Turcs en 1853, comme elle les laissait en 1453 prendre possession de Constantinople, — par haine du schisme grec ou de l'église orthodoxe, puisque ainsi se nomme l'église grecque. Il y a sans doute beaucoup de vrai dans les peintures qu'on fait des misères de la domination turque, de la stérilité qu'elle produit partout où elle s'établit; c'est un spectacle criant que celui d'une population de douze millions de chrétiens courbée sous le joug de deux ou trois millions de musulmans. Il n'en est pas moins vrai, d'un autre côté, que la race grecque a donné le plus rare exemple de vitalité en entretenant dans l'oppression le dépôt de ses croyances religieuses et de sa nationalité, et qu'elle forme aujourd'hui la portion la plus intelligente, la plus active, la plus industrieuse de la population des états du sultan; mais au bout de tout ceci, le difficile est toujours d'arriver à un résultat pratique.

Pense-t-on qu'il soit très aisé de créer un empire grec ou une confédération de royaumes grecs en couronnant l'œuvre par l'institution de Constantinople comme ville libre, ainsi qu'on le propose? Le plus clair, c'est que l'empire ottoman n'existerait plus, et qu'on aurait frayé un peu plus vite la route à la Russie, sans que les chrétiens orientaux fussent beaucoup plus libres. Non, ce n'est point par un goût prononcé pour le fanatisme musulman que l'Europe soutient l'empire turc actuel; c'est parce qu'elle ne peut pas faire autrement pour sa propre sécurité, et qu'en le soutenant, elle acquiert le droit de le contraindre à faire la part de la civilisation, à améliorer la condition des peuples qui lui sont soumis, à laisser pénétrer l'esprit moderne dans ses institutions, dans ses mœurs, dans sa politique. Ce n'est là, dira-t-on, pour la domination ottomane qu'une autre manière de mourir. Cela est bien possible; mais dans tous les cas, ce ne serait pas aux populations grecques de s'en plaindre, puisque alors elles seraient arrivées lentement, progressivement à la possession de la vie politique et civile, et l'Europe se trouverait avoir mieux servi leurs intérêts qu'on ne le lui demande par d'autres moyens. Quant à la proposition merveilleuse faite à toutes les communions chrétiennes de détruire immédiatement la suprématie turque pour aller se réconcilier et s'embrasser au saint-sépulcre, soit; mais à une condition, c'est que nous n'y serons pas conduits par la Russie, régnant sur près de cent millions d'hommes, et désormais en mesure de dicter impérieusement ses volontés à l'Occident. Quoi qu'il en soit, ce mouvement d'idées et d'aspirations développé chez les populations qui forment l'empire ottoman n'en est pas moins aujourd'hui un des élémens principaux de la question d'Orient; la crise actuelle ne l'a point créé, elle n'a fait que l'exciter en lui offrant un nouvel aliment; elle le laisse survivant encore après elle, comme elle laisse l'Europe lassée de cette série de complications, et mieux instruite aussi sans doute, mieux éclairée sur ses intérêts pour l'avenir.

La paix semble donc assurée aujourd'hui, tous les signes l'attestent, malgré les inquiétudes passagères que peut faire naître parfois la lenteur du dénoûment définitif et officiel. Le premier effet de cette certitude, c'est de ramener chaque pays à ses préoccupations ordinaires, à ses conditions normales. Pendant quelques mois, tous les esprits étaient tendus vers un point unique, tous les regards se tournaient alternativement du côté de Constantinople, de Saint-Pétersbourg, ou, en dernier lieu, de Vienne : maintenant que le résultat est pressenti d'avance, c'est à peine si on fait attention à quelques engagemens, non prévus par la diplomatie, qui semblent avoir eu lieu entre les avant-postes russes et les avant-postes turcs; et si l'émotion n'est plus là, elle ne sera point, à coup sûr, dans la politique intérieure, depuis longtemps débarrassée, comme on sait, de toute cause d'excitation superflue.

La politique intérieure, elle est justement aujourd'hui dans l'absence de toute préoccupation purement politique; la saison et la circonstance aidant, elle est dans les fêtes, dans les voyages. C'était le 15 août dernier que revenait, pour la seconde fois depuis le régime nouveau, la fête de Napoléon, et elle était célébrée comme se célèbrent toutes les fêtes auxquelles la foule ne manque jamais, plus fidèle aux feux d'artifice qu'aux gouvernemens. Divertissemens, joûtes, illuminations, c'est l'accompagnement habituel de ces sortes de solennités; c'était cette fois dans des proportions particulières de magnificence et de splendeur. Nous ne parlons pas des distributions de faveurs officielles, des revues, des réceptions, qui offraient, dit-on, au chef de l'état l'occasion de renouveler au corps diplomatique l'assurance du maintien de la paix. Par sa destination même, par les emblèmes partout multipliés, par tout ce qui servait à le caractériser, ce jour venait marquer une fois de plus les transformations politiques accomplies dans la vie de la France. En y songeant un peu, combien cette fête résumait de changemens, de bouleversemens, d'évolutions successives, de 1815 à l'empire de 1853, des gouvernemens qui se sont succédé pendant trente ans au gouvernement actuel! Nous ne parlons pas de la république; déjà, dès ce moment, la transition était plus qu'à demi accomplie par le fait même des dangers où une anarchie imprévue plongeait la France. Voilà ce qui est désormais prouvé et ce que rappelait le 15 août : c'est que la république en France contient nécessairement un empire. A côté de ces fêtes d'un jour, nous parlions des voyages, qui sont aussi un des traits politiques du moment; en effet, le voyage de l'empereur et de l'impératrice à Dieppe n'a-t-il point ce caractère? C'est une excursion où se manifeste, à coup sûr, plus d'un signe curieux à observer, et le moins singulier n'est pas la délibération en vertu de laquelle le conseil municipal a offert en don à l'empereur l'hôtel-de-ville de Dieppe. Rien n'était plus naturel certainement de la part du conseil municipal dieppois que d'exprimer son enthousiasme pour le chef de l'état; seulement l'enthousiasme ne lui faisait-il pas oublier un peu de se demander s'il disposait en parfaite compétence? Qu'eût donc fait l'empereur de l'hôtel-de-ville de Dieppe, et qu'eût fait le conseil municipal de Dieppe sans son hôtel-de-ville? Il en est résulté que l'empereur a cru devoir refuser le don qui lui était offert, en se fondant sur ce que la liste civile ne pouvait pas multiplier à ce point les résidences impériales.

La certitude de la paix ramène, disions-nous, les esprits à leurs préoccu-

pations ordinaires dans les diverses régions de l'activité publique. Durant ces derniers mois, la menace incessante de conflits possibles avait dû finir nécessairement par avoir son action sur un certain nombre d'intérêts matériels; elle pesait sur les spéculations financières, sur les entreprises commerciales, sur les combinaisons de l'industrie. Chaque péripétie nouvelle se traduisait en oscillations successives dans toutes les valeurs publiques. Il n'y aurait point eu un grand malheur, si cela n'eût fait qu'amortir cette ardeur factice, cette fièvre de spéculation qui joue avec tous les ressorts de la fortune nationale jusqu'à les rompre parfois. Voici cependant qu'aujourd'hui toute cette fièvre industrielle semble renaître d'elle-même et se rallumer plus vive que jamais à la faveur des présages pacifiques. Il y a sans doute les entreprises utiles, les travaux sérieux, et telles sont en première ligne les concessions nouvelles faites par le gouvernement pour compléter le réseau des chemins de fer français : chemins de Tours au Mans, de Nantes à Saint-Nazaire, de Besançon à Belfort, de Paris à Mulhouse, de Nancy à Gray, etc. Ces nouvelles concessions, qui embrassent une étendue de 888 kilomètres, sont faites à des compagnies déjà existantes, celles de Strasbourg, d'Orléans, de Dijon à Besançon, et en réalité la dépense qui en résultera, distribuée en huit années, sera suffisamment couverte par l'accroissement des recettes de ces compagnies. Ce sont là d'ailleurs des entreprises nationales qui ont pour effet d'ajouter aux moyens et aux ressources de la France, en complétant ses voies de communication ferrées. Mais en vérité n'y a-t-il donc que cela aujourd'hui dans le monde industriel et financier? Comptez au contraire les projets qui se succèdent, les plans merveilleux qui se multiplient, les combinaisons de tout genre qui ont grand soin de commencer par attirer les curieux! Faut-il des applications nouvelles du système de crédit foncier? Faut-il des sociétés pour prendre l'entreprise des eaux en France? Faut-il des compagnies pour créer subitement de nouveaux quartiers dans Paris? Quoi encore? Tout cela se trouvera sans nul doute, tout cela fera du bruit, se constituera sous une forme quelconque, sera patroné par des noms connus, prôné par des voix intéressées, poussé hardiment par des maîtres dans l'art de travailler au succès d'une affaire. Et ce qui est pis, c'est la prétention étrange d'organiser ces entreprises de manière à les rendre accessibles à ceux qui ont peu, de les démocratiser en un mot, comme on dit. — Oui, ce n'est point assez que la fièvre du jeu se soit emparée de certaines classes douteuses, qu'il s'élève dans certaines régions de ces fortunes capricieuses et subites dues au hasard d'une spéculation audacieuse. Le beau idéal, ce sera quand l'ouvrier jouera à la Bourse, quand le paysan se fera actionnaire, quand le pauvre diable qui aura fait quelques économies ira les porter à quelque caisse voisine toujours plus ouverte pour recevoir que pour rendre, quand les uns et les autres iront risquer dans des jeux scabreux qu'ils ne connaissent pas le peu de bien qu'ils auront recueilli ou lentement amassé. Et quand ils seraient heureux, quand ils gagneraient comme tant d'autres, ils perdraient en même temps quelque chose de bien plus précieux, car ils arriveraient à mépriser le travail, qui est l'instrument des lentes et honnêtes fortunes, pour se dévouer au hasard, qui en crée de subites dont personne ne s'avise d'aller rechercher les sources. Que veut dire cela? C'est qu'il y a de notre temps un

mouvement industriel juste et légitime qui est dans l'ordre de la civilisation, parce qu'il est le fruit du travail, parce qu'il n'exclut ni la conscience ni la rectitude, parce que même, quand il n'arrive pas au succès, il reste sérieux et honnête, et il y en a un autre dont la spéculation est le premier but, dont le jeu est l'aliment, et qui en réalité n'est que la corruption du premier. Les projets, les plans, les combinaisons ne sont pour lui que des moyens de tenter la fortune sous toutes les formes. C'est contre cette ardeur fiévreuse et factice que la sévérité morale serait nécessaire; elle serait nécessaire surtout dans un temps d'industrie et de commerce, pour épurer et assainir cet ensemble d'intérêts et d'entreprises dont le mouvement forme le progrès matériel de notre siècle.

Un des infaillibles moyens de préparer une voie où l'instinct moral s'équilibrera plus justement avec l'instinct de tous les progrès et de toutes les facilités qu'on peut demander à la vie matérielle, ce sera toujours l'éducation publique. C'est ce qui fait qu'il s'attache une si souveraine importance à tout ce qui touche à l'instruction publique, à sa direction, aux réformes qui peuvent en modifier l'organisation ou le sens. On comprend qu'on tient par là dans sa main l'instrument par lequel les générations se transforment, et la vie intellectuelle prend un nouveau cours. Bien des choses d'ailleurs sont nécessaires pour que cet instrument atteigne complétement son but : il n'y a pas seulement des questions de méthodes et de programmes, il y a tout ce qui constitue en quelque sorte le régime intérieur de l'éducation publique, il y a les rapports du maître avec l'élève, il y a ces mille conditions pratiques de l'enseignement qui concourent toutes au même objet. Aux réformes qu'il a déjà réalisées dans ces matières si délicates, le gouvernement vient d'en ajouter une qui certes a son intérêt et son prix sous l'apparence d'une mesure secondaire : il vient, par un décret récent, de transformer entièrement la situation des maîtres d'étude dans les lycées. On sait ce que sont le plus souvent aujourd'hui ces sortes de maîtres. N'ayant point de place dans la hiérarchie universitaire, dépourvus de tout caractère sérieux et par suite de toute autorité, ils se trouvent pour ainsi dire pris entre les autres professeurs, qui ne les estiment point comme leurs égaux, et les élèves, qui ne les respectent pas. Ce sont des espèces d'agens vulgaires préposés à une certaine discipline extérieure qu'ils sont fort impuissans à maintenir. Et cependant c'est peut-être là le maître dont le choix est le plus digne d'attention, parce qu'il est en rapport presque permanent avec l'enfant, parce qu'en dehors des cours il peut exercer une influence de tous les instans. Cette influence n'existe point aujourd'hui, et c'est là justement ce qu'il y a d'anormal. En s'exerçant, elle peut être bonne ou funeste, et c'est ce qui doit dicter des choix plus prudens. M. le ministre de l'instruction publique a supprimé les maîtres d'étude, pour les remplacer par des maîtres répétiteurs qui sont eux-mêmes des auxiliaires du professorat ordinaire et des aspirans aux fonctions plus élevées de l'enseignement. Non-seulement les nouveaux maîtres ont leur mission habituelle de discipline, mais ils ont encore leur part dans l'enseignement en coopérant au service des répétitions, des conférences, en suppléant parfois aussi les professeurs. La condition des maîtres d'étude se trouve évidemment relevée par cette mesure pleine de sollicitude. On a bien

raison du reste quand on s'occupe de tout ce qui touche à l'éducation publique et qu'on recherche les moyens de la rendre meilleure. Une bonne éducation est comme une bonne mère : quand elle a laissé quelque chose de sain et de viril dans une âme, les orages peuvent venir; il peut y avoir des oublis et des abandons, mais l'empreinte primitive finit par reparaître, et l'intelligence, comme le cœur, se retrouve bientôt avec cette sûreté d'instinct due aux influences bienfaisantes du premier âge.

Cet ordre d'idées et de préoccupations, nous aurions pu le retrouver encore ces derniers jours à l'Académie, quoique sous des formes assez différentes et plus généraux. Ne s'agissait-il point en effet de cette autre éducation morale plus libre donnée par des ouvrages de choix, par des exemples de vertu, et que l'Institut est chargé d'encourager par des récompenses particulières? Tous les ans, l'Académie se réunit à cette époque pour décerner ses prix : prix d'éloquence, prix Montyon, prix aux œuvres les plus remarquables sur l'histoire ou la littérature. Par malheur, tous les états ne semblent pas également favorables à l'éloquence académique : il y a pour elle des saisons stériles, si bien que l'éloquence académique n'a point eu cette fois ses couronnes; mais tous les ans l'Académie peut distribuer ses prix aux ouvrages les plus utiles aux mœurs comme aux actes de vertu, et alors se pose cette autre question de savoir ce que c'est que l'ouvrage le plus utile aux mœurs et ce que c'est qu'un acte de vertu : question qui n'est point peut-être aussi facile à résoudre qu'on le pense, et que l'Académie tranche de son mieux, — en faisant prononcer ses jugemens par une de ces paroles supérieures et sûres qui marquent d'un trait ineffaçable tout ce qu'elles touchent. Voici bien longtemps que M. Villemain fait au nom de l'Académie ces résumés périodiques, et chaque année il semble y mettre un intérêt et un éclat nouveaux. Nul ne triomphe avec plus d'aisance de la difficulté qu'il y a à réunir des choses si différentes, à passer d'une œuvre d'histoire à un travail de philosophie, d'une étude d'économie politique à un livre de poésie, de l'antiquité à notre temps, en recueillant et fixant à chaque pas les lumières qui naissent du contraste des siècles, de la diversité des événemens, de la mobilité du spectacle humain. Ne reste-t-il pas toujours cependant cette question : — l'ouvrage le plus utile aux mœurs est-il une étude psycologique des facultés de l'âme, un essai sur les doctrines politiques d'un autre siècle, un résumé d'histoire littéraire depuis le moyen âge, un tableau de la littérature française dans les pays étrangers depuis le XVIIe siècle? — Cela n'ôte rien assurément au mérite de ces divers travaux; mais l'Académie ne pense pas sans doute avoir bien strictement observé son programme. Par une bizarrerie singulière, l'œuvre qui eût semblé au premier abord se rapprocher le plus, en un certain sens élevé et moral, du but proposé est celle qui a eu à essuyer les plus vives critiques : c'est une œuvre de poésie qu'on connaît, le recueil des *Poèmes évangéliques* de M. de Laprade. Pour tout dire, l'Académie a eu des scrupules, non point des scrupules d'orthodoxie religieuse, ce dont elle se défend bien, mais des scrupules d'orthodoxie littéraire. Quoi donc! le contraire n'eût-il pas semblé plus vrai? On pourrait concevoir que le respect pour les livres sacrés arrêtât la poésie et l'art, de peur qu'une inspiration trop profane ne vînt se mêler à cette inspiration sainte; mais, si ce scrupule est écarté, comment trouver

surprenant que la poésie s'inspire de toutes les merveilles de l'histoire évangélique? Reste toujours sans doute la question de l'exécution; au fond, cela ne veut dire qu'une chose : c'est qu'il y a des poètes, comme on en a vu beaucoup, traduisant les psaumes et la Bible en vers assez ridicules, tandis qu'il y a des poètes, comme M. de Laprade, qui, avec une inspiration honnête et pure, savent puiser dans ces sources mystérieuses et profondes une poésie que tout le monde peut goûter sans péril, et même sans risquer son orthodoxie littéraire, parce qu'au respect de la chose sainte vient s'allier un art plein d'abondance et d'éclat.

C'était M. Viennet cette fois qui avait la mission de raconter les actes de vertu couronnés par l'Académie, et l'auteur des *Fables* s'en est tiré en faisant contre les détracteurs des prix de vertu une vive sortie qui ne convaincra peut-être personne, mais qui n'en est pas moins spirituelle et mordante, et qui allait d'ailleurs atteindre bien d'autres que ceux qui n'ont pas une foi entière à l'efficacité des couronnes académiques pour enfanter la vertu. Si M. Viennet n'avait en vue que d'opposer ces dévouemens obscurs, ces vies simples et pleines de bien pratique dont il était l'historien, au vice insolent, aux fortunes scandaleuses, aux héros de la Bourse, aux coureurs d'emplois de tous les régimes, certes rien n'était plus juste; mais cela ne veut point dire que l'institution de récompenses pécuniaires soit la preuve d'une grande estime accordée par un peuple à la vertu. La principale raison, non pas essentiellement contre les distributions secourables faites par l'Académie, mais contre le titre un peu fastueux donné à ces récompenses, c'est qu'en réalité ce ne sont point des prix de vertu, car autrement cette prime offerte à l'accomplissement du devoir serait faite pour détruire la plus simple idée du bien. Et puis, si c'était réellement un concours ouvert aux actions vertueuses, il faudrait en conclure que la vertu n'a qu'une forme, celle du domestique fidèle à son maître, du pauvre paysan qui adopte des enfans pour les arracher au dénûment, puisque l'Académie ne couronne que ce genre d'actions : de telle sorte qu'après avoir laissé tomber l'humiliant aveu que la vertu n'est pas du côté du sexe masculin dans le dernier concours académique, M. Viennet serait conduit encore à confesser qu'elle n'appartient qu'à une classe qui n'est point la sienne. M. Viennet propose, il est vrai, de décerner des prix à des actes plus élevés : il veut des récompenses pour les vertus civiques. Malheureusement il pourrait étendre ce cercle sans que le nombre des lauréats fût immense. Cependant qui sera le juge du concours? Quand l'Académie réunirait tous les fonds qu'elle possède, elle ne parviendrait point à égaler ce que peut gagner en un moment un joueur de bourse; ceux qui ont besoin de ce stimulant seront donc peu sensibles aux offres de l'Académie, et ceux qui sont habitués à puiser ailleurs la règle de leurs convictions ont encore moins besoin de ses encouragemens. Cela n'a point empêché M. Viennet de raconter avec émotion les actes de vertu couronnés par l'Académie, après avoir défendu vivement la pensée même de ces prix. Par une rencontre singulière, M. Viennet ne s'est point borné, dans ces derniers temps, à son discours académique : il vient de publier des vers sous le titre de *Mélanges de poésie*, et nous devons ajouter qu'ils respirent le plus honorable parfum classique. Ce sont des vers de 1825, un poème sur *les Nègres*, un autre sur *Parga*,

des dithyrambes sur Missolonghi et sur le général Foy, hélas! et même des dialogues des morts entre François Ier et Louis XI, Charles VI et George III, sans compter *Napoléon jugé par ses pairs*. Le malheur des vers de M. Viennet, entre plusieurs autres inconvéniens qu'on pourrait citer, c'est d'avoir un air un peu étranger dans ce pauvre monde littéraire si bouleversé et si transformé depuis que le digne académicien chantait Parga et les nègres, ou faisait dialoguer Napoléon avec Thémistocle ou Fontanes sur le mode lyrique et dithyrambique.

L'inspiration littéraire en effet a subi bien des métamorphoses depuis trente ans; elle a traversé tous les domaines, — le drame, la poésie, le roman. Où est-elle aujourd'hui encore? Quels signes de vie donnent les talens contemporains qui se sont manifestés dans ces divers genres? *Les Maîtres Sonneurs* sont la dernière œuvre de l'auteur d'*Indiana* : c'est encore une histoire de paysans qui vous transporte au milieu des bûcherons et des muletiers du Berry et du Bourbonnais; mais en réalité les paysans de Mme Sand sont-ils toujours des paysans? N'y a-t-il pas dans leurs amours une certaine métaphysique qui revient assez fâcheusement de temps à autre, et se manifeste par des subtilités peu naturelles? N'y a-t-il pas quelque chose d'étrange dans un paysan dominé par l'idée fixe de la musique et prétendant reproduire sur sa cornemuse les souvenirs de son enfance, les vallées pleines de murmures, les matinées printanières? Notez qu'il y a une certaine fille du nom de Brulette et d'une fine oreille à coup sûr, qui prétend reconnaître toutes ces choses. Dans la donnée première, pas plus que dans le drame des passions ou la combinaison des caractères, *les Maîtres Sonneurs* n'offrent rien de bien nouveau et de bien saisissant. Quant au style, il faudrait être un peu plus Berrichon pour en apprécier les mérites, puisque c'est dans cette langue que le roman est écrit. Il y a cependant une réflexion indépendante de tout ceci, que suggère le livre nouveau de Mme Sand : ce qui manque le plus certainement dans *les Maîtres Sonneurs*, c'est le relief, c'est cette empreinte particulière qu'une imagination vigoureuse laisse toujours sur son œuvre, même quand elle se trompe. Or pour un tel talent, qui a créé *André*, *Valentine*, *Mauprat*, *la Mare au Diable*, le pire de tout, c'est d'en venir à ce point : — d'écrire moins pour exciter l'attention par le relief ou la grâce originale de l'invention que pour offrir un aliment aux curiosités oisives. Ce n'est point là, il nous semble, le genre de succès auquel peut se borner l'auteur des *Lettres d'un Voyageur*. Et tandis que nous parlons de ces choses vivantes de la littérature et de l'art, voici cependant un jeune homme qui s'en va de ce monde avant l'heure, et qu'une mort précoce a enlevé en quelques jours. M. Charles Reynaud avait les dons de la fortune, et il avait aussi ceux du talent. Il aimait les lettres avec toute la ferveur d'un esprit jeune et facile. Récemment encore, on peut s'en souvenir, il publiait des *Épîtres et Pastorales*, poésies pleines d'ardeur et de sentiment, où partout se reflétait l'image de son pays natal. C'était donc une vie heureuse et un talent distingué qui promettait plus d'une œuvre gracieuse, plus d'un récit ingénieux, comme celui qu'on a pu lire ici sur *un Hiver en Corse*, lorsque la mort est venue le surprendre au détour de toutes ses espérances et de ses récens succès. C'est ainsi que la mort se fait cruellement sa place même

dans l'histoire des choses littéraires, moins agitée pourtant que l'histoire des choses politiques contemporaines.

Revenons à cette histoire politique, qui n'embrasse pas seulement notre pays, mais qui s'étend à tous les peuples. L'Angleterre est assurément au premier rang de ces peuples. L'Angleterre, comme la France, a eu pour principale affaire, dans ces derniers temps, la préoccupation de la crise orientale. C'est lorsque cette crise semblait entrer dans une voie décidément pacifique, que le parlement a été prorogé; le 20 de ce mois, il s'est séparé après avoir entendu le discours d'usage, prononcé au nom de la reine. Du reste, rien de bien particulier ne caractérise ce discours, si ce n'est que d'un côté il constate le concert politique qui existe entre l'Angleterre et la France au sujet des affaires d'Orient, et de l'autre il exprime une sorte de juste orgueil de voir l'état florissant des revenus publics, l'accroissement incessant du commerce, le progrès de l'aisance et du bien-être dans les classes laborieuses, résultats éclatans qui viennent à l'appui de la politique de l'Angleterre. La fin de la session laisse donc le cabinet anglais en possession à peu près incontestée du pouvoir. Ce n'est point qu'il ne soit permis de croire à certaines divergences entre les membres du ministère, à l'occasion même des crises extérieures qui viennent de se produire. Lord Aberdeen, homme de 1815, particulièrement en rapport avec les cours de l'Europe, est évidemment plus pacifique que lord Palmerston, qui eût peut-être consenti à quelque action plus décisive contre la Russie; mais à travers tout c'est la nécessité qui maintient l'union du ministère. Les whigs, qui seraient portés à suivre de préférence la politique plus belliqueuse de lord Palmerston, craindraient aujourd'hui de dissoudre la coalition sur laquelle repose le cabinet actuel. Quant au pays en lui-même, bien que très pacifique d'intérêts comme de croyances, il eût appuyé aisément une politique plus décidée peut-être; mais en définitive le fond de l'opinion est d'abord pour le maintien du ministère, ou, en d'autres termes, de la situation actuelle, ce qui s'explique facilement par la prospérité surprenante dont jouit l'Angleterre. C'est là pour le cabinet une force qui en vaut bien une autre.

Les dernières crises, du reste, ont produit en Angleterre un spectacle singulier qu'il n'est point inutile d'observer. Que n'a-t-on point dit sur l'impossibilité de diriger une grande affaire de politique extérieure au milieu des discussions incessantes du régime constitutionnel! Eh bien! voilà une occasion qui s'est offerte, et certes il ne s'en offrira pas de plus grave : le parlement était réuni; il suivait naturellement les incidens successifs de ces complications, il interrogeait le gouvernement; cependant, dès que le cabinet refusait de répondre dans un intérêt public, les interpellations cessaient aussitôt. Il y a des journaux français qui ont eu la fantaisie de se moquer quelque peu de l'Angleterre, parce qu'en Angleterre, disaient-ils, on ne savait rien du gouvernement, tandis que la France avait *le Moniteur*. Ils auraient dû, avec un peu plus de bon sens, admirer cette ferme contenance d'un peuple libre qui s'impose à lui-même de ne point troubler son gouvernement dans la poursuite d'un intérêt de premier ordre. C'est ainsi, comme on le remarquait récemment, que l'Angleterre est arrivée à demeurer inébranlable au milieu des révolutions qui ont bouleversé l'Europe, et à rester constitutionnelle et libre

au milieu des réactions que les révolutions ont enfantées. Au moment où on niait la vitalité du régime parlementaire, elle a offert le spectacle de ce régime dans toute sa puissance et dans toute sa force contenue. Un des dangers pour le gouvernement constitutionnel anglais, c'était la dissolution presque complète des partis qui se produisait dans ces dernières années. Le ministère actuel est venu justement pour arrêter cette dissolution, pour essayer de créer, par une coalition de forces diverses, une politique nouvelle, et ce n'est pas là le moindre trait du patriotisme britannique d'appuyer le ministère dans cette œuvre. L'Angleterre fait des coalitions conservatrices comme nous avons fait des coalitions destructives.

Voici maintenant un autre pays constitutionnel tout occupé d'un incident d'une nature différente. Depuis quelques mois, on le sait, le mariage du prince royal de Belgique, du duc de Brabant, avec une archiduchesse d'Autriche, était décidé. Ce mariage vient de s'accomplir au milieu des fêtes et des pompes de tout genre. La jeune archiduchesse s'est retrouvée dans sa patrie nouvelle au milieu des souvenirs de Marie-Thérèse. C'est là évidemment un fait qui vient ajouter un élément de stabilité de plus à la royauté belge, d'autant plus qu'il s'appuie sur les démonstrations monarchiques les plus vives et les plus complètes de la part du pays. Est-ce bien l'heure de se demander si un tel événement entraîne un changement de politique pour la Belgique? C'est, à ce qu'il paraît, l'avis de l'auteur d'une brochure intitulée *la Belgique et le mariage autrichien*. Afin sans doute que le déguisement soit complet, l'auteur signe de ces mots : *Un Belge*. En vérité, il y a quelque mauvais goût à venir doctoralement poser ces questions dans une circonstance semblable. Quoi donc! la Belgique, monarchie jeune encore parmi les monarchies européennes, a trouvé l'occasion d'une alliance avec l'une des plus anciennes maisons royales; cette alliance, elle l'a due à la sagesse de son chef, à l'habileté avec laquelle il a su diriger ses destinées, et il faut en conclure aussitôt que la Belgique est autrichienne! Il y a pour ce pays une politique plus sage, qui consiste à n'être ni autrichien ni français, mais à être lui-même avant toute chose, consultant ses intérêts et y trouvant la règle de ses alliances naturelles. Il suffit, il nous semble, que la Belgique suive cette voie pour que, même après le mariage qui vient de s'accomplir, elle reste avec la France dans des rapports qui se fondent sur les intérêts des deux pays. C'est ce qui fait que les fâcheux présages du *Belge*, auteur de la brochure dont nous parlions, ne nous semblent pas peser d'un grand poids dans la balance.

Le mariage du duc de Brabant n'est pas le seul qui s'accomplisse en ce moment même; celui de l'empereur d'Autriche avec une jeune princesse de Bavière vient d'être également décidé, et, par une circonstance singulière, c'est peut-être celui-ci qui a la moins grande importance politique. Si du reste, à part le mariage du jeune empereur, l'Autriche, comme les autres pays, a été absorbée dans ces derniers temps par les préoccupations de la question d'Orient, sa politique, sur un autre point, vient de subir des modifications sensibles. La situation de la Lombardie a reçu des adoucissemens particuliers; l'état de siége a été tempéré; en un mot, le gouvernement autrichien s'est relâché un peu de la rigueur compressive dont il avait jusqu'ici

fait usage. Il y a quelques mois déjà, le comte de Rechberg avait été chargé par l'empereur de diviser la Lombardie et de préparer les élémens d'une organisation plus régulière à donner aux provinces italiennes. C'est à la suite de cette mission qu'ont été prises les résolutions récentes. Sans doute, l'état de siége existe toujours, il continue surtout à être appliqué en matière politique; mais il est restreint à ce genre de crimes et de délits. De plus, le gouvernement général lombardo-vénitien est divisé en deux sections, l'une civile, l'autre militaire, sans cesser d'être sous la direction supérieure du maréchal Radetzky. Au fond, le but que poursuit le gouvernement autrichien, c'est l'assimilation lente et progressive des provinces italiennes au reste de l'empire. L'assimilation matérielle, administrative, il est toujours facile sans doute à un gouvernement fort de l'accomplir; mais l'assimilation morale est une œuvre un peu plus difficile, quand on se trouve en présence d'un sentiment national aussi vif et aussi profond que le sentiment national italien, et dans tous les cas ce n'est point certainement par la rigueur et l'abus de la compression que le succès peut être considéré comme possible. Pendant que la politique autrichienne semblait ainsi s'adoucir sur un point de l'Italie, des bruits de conspiration couraient à Rome, et de nombreuses arrestations venaient confirmer ces bruits. Les conjurés, à ce qu'il semble, avaient débarqué clandestinement entre Civita-Vecchia et Fiumicino, et avaient réussi à s'introduire dans Rome. Divers papiers auraient été découverts; un comité de salut public était constitué, un ministère était formé. Voilà malheureusement quels fermens d'incendie couvent sans cesse dans une portion de l'Italie et surtout à Rome. Les artisans de ces désordres et de ces conspirations ne s'aperçoivent pas qu'ils ne font que rendre la situation plus dure, la sévérité du gouvernement plus inflexible, toute réforme plus impossible, et les destinées italiennes plus difficiles à s'accomplir.

Tandis que l'Europe suit le cours de ses affaires, ou soutient comme elle peut le poids de ses complications, il y a un fait singulier qui grandit chaque jour et qui tend de plus en plus à prendre place dans la politique générale; ce fait, c'est l'ambition avouée des États-Unis de s'immiscer dans les questions qui s'agitent en Europe. Cette politique américaine, on l'a vue plus ou moins se dessiner dans diverses circonstances; on a pu entendre retentir au-delà de l'Atlantique toutes les déclamations en faveur des opprimés de l'ancien monde. Une circonstance récente vient de fournir encore à cette pensée l'occasion de se produire dans des conditions, certes assez remarquables, qui prouvent que, si les États-Unis entendent faire reconnaître leurs droits comme grande puissance, c'est en respectant aussi peu que possible les droits des autres.

Comme on sait, depuis l'avénement du général Franklin Pierce au pouvoir, M. Soulé, l'un des chefs principaux du parti démocrate américain, a été nommé ministre à Madrid. C'était déjà une mesure étrange, car le nouveau ministre des États-Unis s'était signalé par les plus violentes sorties contre l'Espagne au sujet de Cuba; mais ce n'est pas tout encore. Il y a peu de temps, M. Soulé était sur le point de partir pour l'Europe, et avant son départ il était l'objet d'une ovation singulière; celui qui était à la tête de

cette ovation était un exilé de Cuba. Or que répondait M. Soulé au discours qui lui était adressé? Il répondait par les plus ardentes protestations en faveur de tous les opprimés de l'ancien continent, en y ajoutant qu'il était du devoir d'un citoyen et d'un ministre américain de leur venir en aide. Quant à Cuba même, les allusions étaient assez transparentes. Voici donc le représentant des Etats-Unis transformé en une sorte d'agent de propagande américaine en Europe! Maintenant la question est de savoir comment l'Espagne entendra qu'on pratique chez elle cette propagande, et surtout à l'égard de Cuba. Les manifestations de M. Soulé pourront devenir pour lui un singulier embarras à Madrid; quand le gouvernement espagnol refuserait de le recevoir, comme on le lui conseillait ces derniers jours, comment ne serait-il pas approuvé par les autres cabinets agissant dans un sentiment de solidarité élevée? Si les instructions données à M. Soulé étaient conformes aux paroles qu'il a prononcées à New-York, il faudrait évidemment s'attendre à des complications nouvelles. Ces complications fussent-elles écartées d'ailleurs, on voit quelles perspectives ouvre l'ambition de la politique américaine.

Chose étrange! les Etats-Unis ont la grande prétention d'écarter l'Europe du règlement des graves questions qui peuvent s'élever sur le continent américain. Ils considèrent comme une usurpation, non-seulement une occupation territoriale, mais encore le moindre acte d'influence. On peut se souvenir de toutes les discussions qui ont eu lieu, il y a quelques mois, à ce sujet dans le sénat de Washington. C'est cependant avec ce sentiment si étrangement développé et si exclusif de leurs propres droits et de leurs prérogatives que les Etats-Unis prétendent intervenir dans les affaires de l'ancien monde. C'est ainsi que l'Europe se trouve aujourd'hui entre ces deux menaces redoutables, — l'une venant de la Russie, l'autre venant du côté de l'Atlantique.

CH. DE MAZADE.

LES SOCIÉTÉS DE CRÉDIT FONCIER.

On s'occupe beaucoup de crédit foncier depuis quelques jours, à propos d'une affaire lancée avec un luxe d'annonces tout à fait exceptionnel. L'emphase des réclames a eu son effet ordinaire : elle a fait naître le désir de savoir le vrai des choses. Comme nous avons suivi avec une sympathie sincère les tentatives faites pour naturaliser en France les banques foncières, nous nous croyons en mesure de répondre à la légitime curiosité du public.

Si l'on prenait la peine de relire une étude dans laquelle nous avons exposé théoriquement les diverses combinaisons essayées jusqu'à ce jour dans l'intérêt des propriétaires obérés (1), on verrait que l'essence du crédit foncier est de faciliter les emprunts sur biens-fonds, en garantissant les trois choses que les prêteurs doivent rechercher naturellement, la solidité du gage, le paiement régulier de l'intérêt, la possibilité de rentrer à volonté dans le capital dont on s'est dessaisi. Ces conditions peuvent être réalisées de deux manières. Des compagnies de propriétaires désirant emprunter livrent successivement à chacun de ceux qui entrent dans l'association, non pas de l'argent, mais un papier garanti collectivement, que l'emprunteur négocie lui-même, à ses risques et périls, pour se procurer l'argent dont il a besoin. — Ou bien ce sont des sociétés de capitalistes spéculateurs qui lancent à la Bourse des titres hypothécaires, de même que l'état émettrait des titres de rentes, et réalisent ainsi les écus dont ils font l'avance à leurs cliens. Dans le premier système, les titres, arrivant au jour le jour sur la place, y prennent naturellement le niveau des autres valeurs; les emprunteurs, acceptant d'avance les chances de gain ou de perte, obtiennent l'argent à bon marché quand il abonde, le paient cher quand il est rare, ce qui est dans l'ordre, et de cette manière il n'y a pas d'obstacle à ce que les prêts se multiplient indéfiniment. Dans le second système, l'emprunteur touche exactement la somme pour laquelle il s'engage, sans courir aucune chance; mais alors les prêts sont limités, n'ayant lieu qu'autant que les intermédiaires trouvent un bénéfice dans les négociations dont ils prennent la responsabilité.

En déclarant que la première combinaison est la plus rationnelle et la plus féconde, nous avons fait pressentir qu'elle ne prévaudrait probablement pas chez nous. L'honorable classe des propriétaires n'y brille pas par son esprit d'initiative. Aurait-elle fourni des hommes assez zélés pour organiser, sans bénéfice personnel, une entreprise d'intérêt général, pour agir auprès du pouvoir, provoquer une intelligente publicité, diriger sagement les émissions des lettres de gage et en soutenir au besoin les cours? Parmi les emprunteurs, ignorant pour la plupart les plus vulgaires notions du crédit, en eût-on trouvé beaucoup qui consentissent à recevoir du papier pour solde de leurs borde-

(1) Voir la *Revue des Deux Mondes*, livraison du 1er mars 1852.

reaux? Ce papier, arrivant sur la place sans ensemble et sans appui, y aurait-il conservé quelque prestige aux yeux des gens du parquet et de la coulisse? Tout cela est fort douteux. D'ailleurs, bien qu'il soit de mode en France de déclamer contre les jeux de bourse, une opération nouvelle n'est chaleureusement accueillie qu'autant qu'elle donne occasion de jouer. Il faut que l'affaire soit ou paraisse une belle affaire pour ceux qui la dirigent. La foule ne cherche jamais à se rendre compte de ce que vaut une conception par elle-même : elle la juge par l'habileté attribuée à ceux qui la patronnent. Une liste de noms bien connus dans le monde financier est là principale garantie du succès, du moins jusqu'au jour où les dividendes mesurent exactement la valeur de l'entreprise. Cette inertie du public français est déplorable sans doute, mais il en faut prendre son parti.

Le crédit foncier s'est donc naturalisé chez nous, au moyen d'un groupe de capitalistes formant le trait d'union entre les prêteurs et les emprunteurs. Ce ne fut pas sans tâtonnemens qu'on parvint à régulariser ce système. Il avait d'abord paru naturel de diviser la France en circonscriptions, et de laisser aux hommes éminens de chaque ressort le soin d'adapter aux besoins de leurs localités le mécanisme des banques territoriales. Paris donna l'exemple. En vertu d'un décret de 28 mars 1852, une société représentée par trente et une personnes, et devant fournir un fonds de garantie de 25 millions de francs, fut autorisée à prêter aux propriétaires d'immeubles dans les sept départemens du ressort de la cour d'appel de Paris, et à faire des émissions successives d'obligations foncières pour réaliser les fonds destinés aux prêts. Dans l'annuité à servir par le débiteur, l'intérêt de l'argent limité à 5 pour 100 au maximum, les frais d'administration et l'amortissement devaient être calculés de manière à ce que la durée de l'opération n'excédât pas cinquante ans, conditions en vertu desquelles on devait élever à 5 fr. 45 centimes pour 100 francs de capital la redevance annuelle de l'emprunteur. D'autres tentatives étaient faites dans le reste de la France. A Marseille, une société destinée à desservir trois départemens (Bouches-du-Rhône, Var et Basses-Alpes), fut autorisée par décret du 12 septembre 1852. Une autre compagnie, comprenant dans son ressort les départemens de la Nièvre, du Cher et de l'Allier, prit naissance en octobre 1852. L'expérience en était à ce point lorsqu'elle eut à subir tout à coup une transformation radicale.

Aux termes d'une convention passée le 18 novembre et divulguée seulement le 10 décembre 1852, peu de jours avant l'élection pour l'empire, le privilége de la société parisienne fut étendu à la France entière, à l'exception des six départemens au service desquels étaient destinées les sociétés de Marseille et de Nevers. Il est probable que des tentatives de fusion eurent lieu, mais que les prétentions locales élevèrent des difficultés insurmontables. Quant à l'établissement qui se trouvait appelé à desservir quatre-vingts départemens sur quatre-vingt-six, il reçut le titre de *Crédit foncier de France*, et s'engagea à distribuer entre les départemens de son domaine, au prorata de leurs dettes hypothécaires, un prêt de 200 millions, à raison d'une annuité de 5 pour 100 (1) devant éteindre la dette en cinquante années. Après

(1) Toutefois, en vertu d'une combinaison financière qui sera expliquée plus loin, les

l'épuisement des 200 premiers millions, la société continuera son office aux mêmes conditions, dût-elle abandonner un quart sur la part qui lui est allouée à titre de frais et bénéfices. Une succursale de la banque métropolitaine a dû être installée dans chaque ressort de cour impériale avant le 1er juillet de l'année courante. Enfin, pour lancer l'entreprise, le gouvernement lui a attribué la totalité du fonds de 10 millions consacré par le décret du 22 janvier 1852 à l'établissement du crédit foncier : cette subvention doit être touchée proportionnellement à l'importance des prêts effectués.

Muni de ce privilége, le *Crédit foncier de France* se constitua immédiatement. Son capital de garantie fut porté à 60 millions de francs, divisés en 120,000 actions. Toutefois on limita le premier appel de fonds à la moitié de ces chiffres. On avisa en même temps aux moyens de réaliser la somme qu'on avait pris l'engagement de prêter. Cette somme de 200 millions fut représentée par 200,000 *obligations foncières* de 1,000 francs, portant 3 pour 100 d'intérêt, remboursables en cinquante ans au taux de 1,200 francs à mesure qu'elles seraient désignées par le sort, donnant enfin chance à quatre tirages par an de lots montant ensemble à 1,200,000 francs pour les deux premières années et à 800,000 francs pour les années suivantes.

Grâce au concours empressé des grands capitalistes, le plus éclatant succès couronna d'abord toutes ces combinaisons. Les 20,000 actions de la société primitive montèrent jusqu'à 1,300 francs. Les promesses d'obligations, cotées dès le premier jour avec 50 fr. de prime, touchèrent le cours de 1,130 fr. Disons-le franchement : cette première impulsion dépassait la mesure. Mais les valeurs de bourse sont comme le pendule qui, lancé avec plus ou moins de force, en revient toujours à ses oscillations naturelles. Le nombre des actions primitives ayant été triplé en raison de l'accroissement du capital, cette circonstance justifia aux yeux du public l'affaissement de la prime. Depuis cette époque jusqu'au jour où les affaires d'Orient sont venues déprécier toutes les valeurs de bourse, les cours flottaient entre 820 et 880 francs. Les obligations se tenaient entre 1,075 et 1,090 francs. Entraînés dans la déroute générale, les titres divers du crédit foncier subirent une baisse très forte. La reprise ne leur a pas fait regagner, à beaucoup près, ce qu'ils ont perdu, et voici qu'un appel de fonds considérable au profit des petites agences de Marseille et de Nevers suscite à la société principale une rivalité assez inopportune dans l'état actuel de la place.

Malgré les réclames triomphantes, on ne saurait nier qu'il n'y ait en ce moment, dans le monde de la Bourse, quelque indécision à l'égard du crédit foncier. Les spéculateurs de profession se sont attiédis sur un genre d'entreprise dont ils n'apprécient pas exactement le mécanisme et les ressources : disposition fâcheuse, car les impressions superficielles des gens de bourse, propagées dans les causeries intimes, forment en définitive l'opinion de cette classe prépondérante qui alimente les entreprises financières par le placement de ses économies.

personnes qui désireraient racheter leur dette dans le cours des quinze premières années, auraient avantage à emprunter suivant les conditions de la société primitive, c'est-à-dire moyennant 5 fr. 45 cent. par annuité.

En cette circonstance, c'est rendre service à tout le monde que d'exposer les faits sans préventions comme sans complaisance. Nous allons donc nous placer tour à tour au point de vue des différens intérêts engagés, c'est-à-dire des actionnaires fondateurs, des preneurs d'obligations qui prêtent l'argent, des propriétaires obérés qui l'empruntent, et enfin du pays qui s'est flatté, au moyen du crédit foncier, de relever la propriété affaissée sous le poids de ses dettes hypothécaires.

Commençons par l'établissement normal dont le siége est à Paris.

Les actionnaires fondateurs du *Crédit foncier de France* ne sont pas dans la situation des capitalistes qui commanditent une spéculation industrielle. Un chemin de fer qui n'est pas fréquenté, une usine dont les produits se placent mal, une banque d'escompte qui éprouve des sinistres, dévorent les versemens qui les alimentent. Les fonds de garantie avancés par les actionnaires du crédit foncier n'ont à subir aucune chance de perte : pour qu'ils fussent entamés, il faudrait de ces épouvantables cataclysmes qu'il n'est pas permis de prévoir. Ces fonds, placés sans aucun doute, fournissent leur intérêt naturel, premier élément du dividende auquel ils ont droit. La seconde chance de gain doit résulter du boni croissant sur les frais d'administration, à mesure que l'affaire se développera. La compagnie s'applique 60 centimes par 100 francs placés, jusqu'au chiffre de 200 millions. Au-delà de cette limite, les frais pourraient être abaissés à 45 centimes, si cette remise était nécessaire pour augmenter l'intérêt alloué aux acheteurs d'obligations. Supposez 600 millions d'affaires (ce serait un échec, si ce chiffre n'était pas atteint), les frais administratifs fourniraient au minimum 3 millions, le double à peu près de ce que dépense la Banque de France, dont le service est beaucoup plus compliqué, beaucoup plus minutieux que ne le sera jamais celui du crédit foncier. Lorsque le prélèvement pour frais administratifs produira 3 millions, il y aura au moins sur cet article 1,800,000 fr. de bénéfice à répartir en dividendes (1). Il semblerait enfin que la subvention de 10 millions à encaisser proportionnellement à l'importance des prêts effectués dût procurer un supplément de bénéfices; mais les calculs de la société ne sont pas en concordance avec les nôtres. Il en résulte, au contraire, que cette subvention tout entière, capital et intérêts, sera complétement absorbée par les nécessités de la première opération. Même dans cette hypothèse, et en admettant que le contingent des actionnaires dût se réduire à l'intérêt du fonds de garantie et au boni sur les frais d'administration, le dividende atteindra un chiffre très satisfaisant pour les détenteurs d'actions.

Le second intérêt à prendre en considération est celui des propriétaires emprunteurs. On a fait sonner bien haut l'avantage de ces prêts qui éteignent 100 francs de dettes au moyen de cinquante annuités de cinq francs; mais il y a au fond de cette offre un inconvénient sur lequel il est bon d'ouvrir les yeux. On sait que la société s'engage à rembourser au taux de

(1) Suivant M. Josseau, les frais d'administration ressortent en Allemagne à 25 cent. par 100 francs; mais il y a dix-huit administrations dont les prêts réunis s'élèvent à peine à 600 millions de francs. Il est évident qu'une seule compagnie opérant sur la même somme réduirait beaucoup ses frais généraux.

1,200 francs chacune de ces obligations qu'elle vend 1,000 francs. Or cette différence de 200 francs retombe en perte sur le débiteur qui désire se libérer avant que la créance ait été réduite par le jeu de l'amortissement. Par exemple, un propriétaire emprunte 1,000 francs à éteindre en cinquante ans, moyennant l'annuité de 5 pour 100; deux ans plus tard, il y a nécessité de libérer l'immeuble, soit que l'emprunteur ait besoin de réaliser complétement son capital, soit qu'il y ait lieu à licitation après décès. Eh bien! indépendamment de 100 francs qui ont déjà été versés pour deux annuités, il reste à payer pour le principal 1,199 francs 37 centimes; en définitive, cet argent si libéralement promis à 5 pour 100 aura coûté 15 pour 100. C'est seulement à partir de la seizième année que la plus-value de 200 francs se trouve amortie, et dès lors la somme que le débiteur doit payer pour se libérer va en s'amoindrissant d'année en année. Cette combinaison n'est-elle pas bizarre et regrettable? Le crédit foncier, dont la mission est de relever, de moraliser la propriété, devrait offrir une prime aux débiteurs laborieux et économes qui font effort pour s'affranchir au plus tôt; c'est au contraire une perte dont ils sont menacés. La société a si bien senti cette anomalie, qu'elle a institué deux tarifs de prêts et deux modes de libération. Les personnes qui consentent à payer par annuité 5 francs 45 centimes conservent le droit d'éteindre leur dette à court terme, sans être exposées à restituer plus qu'elles n'ont reçu. On peut encore rapprocher la libération en augmentant la puissance de l'amortissement; on s'acquitte, par exemple, en payant 5 francs 82 centimes pendant quarante ans, ou 6 francs 52 centimes pendant trente ans, 8 francs 07 centimes pendant vingt ans. Au surplus, quel que soit le mode qu'on adopte, le mécanisme du crédit foncier est incontestablement favorable aux propriétaires, et ce ne sont pas seulement ceux dont on admet les demandes qui profitent de l'institution; la propriété tout entière y trouvera du soulagement. L'expérience est à peine commencée, et déjà, assure-t-on, les capitaux offerts par l'entremise des notaires ont tendance à la baisse.

Jusqu'ici, le *Crédit foncier de France* s'annonce comme une affaire avantageuse pour les actionnaires fondateurs et pour les propriétaires qui sont admis à emprunter. C'est beaucoup; mais cela suffit-il? Pour prix du privilége qui lui a été accordé, il a une importante mission à remplir. Il doit au pays d'opérer sur une très large échelle la transformation de la dette hypothécaire. Le mode d'emprunt qu'il a adopté est-il assez attrayant pour déterminer cette grande révolution dans les habitudes des capitalistes? Là est le nœud de la question. Nous avons quelques doutes que nous allons justifier en examinant l'institution nouvelle au point de vue des intérêts généraux du pays.

Le *Crédit foncier de France* a dans son ressort une population de 34 millions d'âmes, avec une dette foncière de 12 milliards 1/2. Depuis une année environ qu'il fonctionne, les ouvertures qui lui ont été faites pour des emprunts représentent un total de 180 millions; mais il ne faut tenir compte que des demandes régulières, appuyées des pièces requises par les statuts: celles-ci atteignaient en ces derniers jours le chiffre de 6,339 et s'élevaient à la somme de 121,730,935 francs; la moyenne par demande est d'environ 17,000 francs. Les prêts autorisés jusqu'à ce jour ne dépassent pas le nombre de 431, pour une somme totale de 29,568,200 francs. La moyenne des allo-

cations s'élève donc à 68,600 francs, chiffre montrant que l'utilité de l'entreprise n'a guère été sentie jusqu'à présent que par la grande propriété.

Sous l'impulsion de M. Wolowski, l'apôtre du crédit foncier en France, l'administration centrale fonctionne aussi activement que le permet la nouveauté de l'expérience. Les succursales sont à peu près organisées dans les quatre-vingts départemens dont se compose le domaine de la société. Chaque semaine, le conseil d'administration s'assemble et autorise de nouveaux prêts. L'hostilité qu'on avait quelque raison de craindre de la part des notaires ne s'est pas manifestée ouvertement : au contraire, ceux d'entre eux qui sont intelligens commencent à sentir que le crédit foncier, en leur donnant autant d'actes à faire, les décharge de la responsabilité qu'ils encouraient en procurant à leurs clients des placemens hypothécaires. Bref, à en juger par l'allure que l'opération a prise, il faudrait environ deux ans encore pour distribuer les 200 millions que la société a promis de prêter. Sur ces 200 millions, 40 seulement sont réalisés. Dans l'état actuel de la place, où tant d'affaires se disputent les capitaux, deux ans suffiront-ils pour obtenir des porteurs d'obligations les 160 millions dont ils sont encore redevables?

Le *Crédit foncier de France* a eu le tort, selon nous, de ne pas mesurer la grandeur de sa mission et le poids de sa tâche. Il a eu la Bourse en vue, quand il fallait regarder le pays dans ses profondeurs. Il a imaginé une de ces combinaisons financières, efficaces quand il s'agit d'enlever lestement une petite somme, mais insuffisantes en présence d'une opération à longs termes, ayant pour but de remuer une masse énorme de créances.

En émettant des obligations foncières à intérêt de 3 pour 100, on a beaucoup trop compté sur le prestige des chances aléatoires attachées à ces titres. On a cru ingénieux de combiner les remboursemens avec accroissement de capital comme pour les obligations de chemins de fer, avec les espèces de loteries mises à la mode par les emprunts de la ville de Paris. On a pensé peut-être que quatre tirages par an équivaudraient à un système d'incessantes réclames. Calcul trompeur, à notre avis. Ces sortes d'amorces n'ont d'effet que dans un rayon assez restreint : elles échauffent quelques esprits aventureux; elles attirent momentanément une partie des valeurs flottantes vouées à la spéculation; mais elles n'ébranlent pas ces grandes masses de capitaux, ces réserves de famille qui cherchent des placemens normaux et durables.

En finances, d'ailleurs, les chances aléatoires se ramènent à des valeurs positives que les gens d'affaires doivent savoir apprécier. La chance d'être remboursé dans le cours d'un demi-siècle avec une plus-value de 20 pour 100 correspond à un accroissement d'intérêt de 40 centimes par 100 francs. En second lieu, 800,000 francs de lots entre 200,000 joueurs équivalent à une mise individuelle de 40 centimes par 100 francs. Le produit effectif d'une obligation foncière de 1,000 francs peut donc être calculé ainsi :

Intérêt du principal à 3 pour 100.	30 francs.
Plus-value de remboursement.	4
Participation aux tirages de lots.	4
Total.	38 francs.

Or, comme le titre s'est vendu à la Bourse au-dessus du pair, ce genre de

placement produit en définitive moins de 3 pour 100 d'intérêt fixe, plus deux billets de loterie, dont l'un doit sortir, suivant la moyenne probable, dans vingt-cinq ans, et dont l'autre ne sortira probablement jamais. Ces conditions sont-elles assez attrayantes pour déterminer sur une large échelle la conversion de la dette hypothécaire? Le doute est permis.

Le grand inconvénient de ces emprunts aléatoires, qui s'adressent, non pas à l'intérêt bien entendu, mais à la cupidité irréfléchie, c'est qu'il suffit pour les éclipser, d'une autre combinaison présentée d'une manière plus spécieuse et annoncée avec plus de retentissement. Ce danger, auquel le *Crédit foncier de France* s'est exposé, vient de se manifester par l'annonce d'une affaire qui remplit depuis quelques jours la quatrième page des journaux quotidiens.

Les sociétés de *Crédit foncier de Marseille et de Nevers* ont concédé à M. Mirès le droit d'émettre en leurs noms un emprunt de 48 millions, divisé en 480,000 titres de 100 francs au porteur, procurant un intérêt fixe de 3 fr. 65 centimes par an, plus un intérêt aléatoire de 75 centimes, c'est-à-dire que 100 lots, d'une valeur totale de 360,000 francs, doivent être distribués chaque année aux cent souscripteurs désignés par le sort. Les versemens doivent être faits par quart et en quatre années; seulement, comme une commission de 10 pour 100 est allouée à M. Mirès pour ses frais et peines, le souscripteur doit verser la première année 35 francs au lieu de 25, ce qui porte à 110 fr. l'action, qui ne sera remboursée qu'à 100 francs, suivant son taux nominal.

Rien de plus séduisant que cette annonce, sauf un léger oubli. On a omis de faire connaître au public ce que sont les sociétés de Marseille et de Nevers, la date de leur existence légale, leur personnel administratif, leur régime financier, les besoins et les ressources du domaine livré à leur exploitation. On ne dit pas, du moins dans les annonces de journaux, si les tirages de lots et les paiemens d'intérêts se feront à Marseille, à Nevers ou à Paris; on ne dit pas comment sont garantis les fonds versés pendant les quatre années qui précéderont la délivrance des lettres de gage. Que des personnes qui se présentent pour emprunter 48 millions, et qui les trouvent, oublient de dire leurs noms et leurs adresses, n'est-ce pas un trait digne de l'âge d'or?

Pour réparer autant que possible cette inadvertance, nous nous sommes mis en quête de renseignemens. Nous avons découvert que la société du *Crédit foncier de Marseille* est formée au capital de 3 millions, divisé en six mille actions de 500 francs chacune. Une première série de deux mille actions, la seule qui ait été émise jusqu'à présent, a été immédiatement partagée entre 158 actionnaires fondateurs. Le fonds de garantie n'est donc provisoirement que de 1 million, dont la moitié seulement a été versée. Les clauses reproduisent presque littéralement la première rédaction des statuts de la société parisienne, lorsque son ressort était limité à sept départemens. Le maximum des prêts est de 300,000 francs. L'annuité à payer pendant cinquante ans par l'emprunteur est de 6 pour 100. La direction est confiée à M. Delpuget, juge au tribunal de commerce. Les opérations doivent s'étendre à trois départemens. Depuis que la société est en exercice, il lui a été adressé des demandes d'emprunt pour environ 6 millions : il n'est pas à notre connaissance qu'aucune allocation ait été accordée jusqu'à ce jour. — Quant au *Crédit foncier*

de Nevers, son fonds nominal n'est que de 2 millions, divisé en 4,000 actions de 500 francs chacune. Cent seize actionnaires-fondateurs ont émis une première série de 1,200 actions, soit 600,000 francs, dont la moitié seulement devait être versée aux termes des statuts. Bien que l'article 29 du même acte portât que « 10 centimes par 100 francs pour lots et primes, s'il y a lieu, » seront compris dans l'annuité, les lots ont été élevés à 75 centimes. Les opérations ont commencé le 15 avril dernier. 281 demandes, formant un ensemble de 4,825,400 francs, ont été reçues; 35 seulement ont été accueillies. Elles s'élèvent en sommes à 1,295,700 francs, soit en moyenne 37,020 francs.

On nous dira peut-être qu'il est inutile aux capitalistes de connaître avec précision la constitution et le bilan des banques foncières, que ces établissemens, opérant dans des limites étroitement tracées par la loi et sous l'inspection d'un commissaire de gouvernement, ne peuvent en aucune façon compromettre le capital qui leur est confié. Il faut s'entendre à ce sujet.

Lorsque le prêt a été effectué conformément aux prescriptions légales, le titre hypothécaire mobilisé sous le nom de *lettre de gage* constitue assurément la valeur la plus sûre qu'il soit possible de créer: la sécurité qu'elle inspire est la raison de la faveur comparative dont elle jouit; mais, dans le système adopté chez nous, lorsque les prêts se font par l'intermédiaire d'une société qui emprunte pour replacer les fonds avec bénéfice, il y a un moment de transition où le prêt n'est pas *gagé*, où les avances faites par les bailleurs de fonds n'ont d'autre garantie que la solvabilité personnelle des banquiers emprunteurs. Jusqu'au jour où la compagnie a effectué des placemens hypothécaires, les fonds disponibles qu'elle a empruntés, et pour lesquels elle paie intérêt, doivent être utilisés. Si elle ne retrouvait pas un intérêt égal à celui qu'elle paie, elle subirait une perte; si elle se chargeait à l'avance d'une masse de capitaux hors de proportion avec ses besoins, elle s'exposerait à de graves embarras.

Il est regrettable, à ce point de vue, que les *Crédits fonciers de Marseille et de Nevers* aient négligé de produire leur état de situation et la perspective de leurs affaires. Les fondateurs de ces sociétés n'ont probablement pas demandé 48 millions en quatre ans sans avoir étudié les besoins de leurs localités. Toutefois, à en juger par les expériences faites à Paris, la somme nous semble beaucoup trop forte. En prenant pour mesure relative des valeurs immobilières l'impôt foncier et celui des portes et fenêtres, les six départemens composant le domaine des sociétés de Marseille et de Nevers représentent en importance la vingtième partie du territoire. Or, faire un appel de 48 millions, c'est demander autant que si la société de Paris avait demandé 960 millions! Douze millions par an (c'est ce que l'on compte placer à Nevers et à Marseille) correspondent à 240 millions de placemens annuels faits par le *Crédit foncier de France*. Eh bien! après cinq ou six mois d'exercice, à ne compter que depuis sa transformation, il n'a encore appelé que 40 millions, dont il lui reste une dizaine en disponibilité.

La France n'en est encore qu'aux premiers tâtonnemens en matière de crédit foncier : les illusions sont donc bien excusables. On conçoit que les fondateurs d'une société provinciale, voyant leurs départemens grevés de 3 ou 400 mil-

lions d'hypothèques (1), considèrent comme très facile d'y placer 6 millions par année; mais, indépendamment de la routine et de l'inertie, combien d'empêchemens qu'on ne pouvait prévoir! Les uns, par fausse honte, préfèrent l'emprunt mystérieux fait chez le notaire; d'autres craignent de s'engager avec un créancier qui n'accorde pas de répit; le plus grand nombre n'a pas de pièces régulières à produire. Les premiers travaux du *Crédit foncier de France* ont révélé un fait à peine croyable : c'est que dans nos campagnes un nombre considérable de familles possèdent la terre sans titres valables, et sous la sauvegarde de la notoriété publique. L'abus a causé de tels embarras, que des notaires sollicitent, comme une mesure d'ordre public, un renouvellement général des titres de propriété, en forçant chacun à se mettre en règle pour l'avenir.

Ces difficultés expliquent pourquoi le *Crédit foncier de France*, malgré l'avantage qu'il aurait à multiplier ses placemens, n'a pu distribuer qu'une trentaine de millions. Nous ne savons pas si les banques foncières de Marseille et de Nevers rencontreront les mêmes résistances. Ce qui est certain, c'est que si, ne trouvant pas à placer chacune leurs 6 millions par an, elles restaient nanties de fonds sans emploi, elles auraient d'autant plus de peine à les faire valoir provisoirement, qu'elles empruntent à un taux plus fort. Elles se vantent, dans leurs réclames, de donner plus que la rente sur l'état et les caisses d'épargne; mais, qu'on le remarque bien, ce n'est pas seulement 4 fr. 40 c. qu'elles auraient à recouvrer. Les souscripteurs devant participer aux chances complètes de la loterie avant même qu'ils aient complété leurs versemens, la société supportera une redevance équivalant à un intérêt de 6 francs 65 cent. pour la première année, de 5 francs 10 cent. la seconde, et de 4 francs 65 cent. la troisième.

C'est sans doute pour éviter de se charger d'une masse de fonds, et aussi pour se mettre à la portée des petites bourses, qu'on a réparti sur quatre années le versement de la modique somme de 100 francs; mais ce mode d'emprunt a l'inconvénient de reculer la délivrance des lettres de gage. Pendant quatre ans, le créancier n'aura qu'une simple promesse; son prêt ne sera pas gagé hypothécairement; la garantie principale restera suspendue. Le *Crédit foncier de France* a aussi distribué des promesses; mais, en vertu d'une décision récemment prise, on a la faculté de compléter les versemens, afin de régulariser immédiatement les titres. Remarquons d'ailleurs que la société parisienne, qui a émis des titres provisoires seulement pour 40 millions, a dans ses coffres un fonds social de 15 millions en espèces réalisées : la garantie est ici surabondante.

Quant aux revenus offerts aux capitalistes, une polémique assez aigre s'est engagée à la Bourse et dans les journaux entre les partisans des diverses sociétés. Ceux qui tiennent pour Nevers et Marseille font valoir la supériorité de l'intérêt fixe, qui est de 3 francs 65 cent. par an; mais on objecte qu'il faut payer en surcharge la prime de commission, qui est de 10 francs, et qu'ainsi

(1) Les inscriptions hypothécaires dans les trois départemens du ressort de la société nivernaise s'élèvent à 345,399,280 francs. Pour les trois départemens de la société marseillaise, elles sont de 374,108,680 francs.

on ne tirera en réalité que 3 francs 31 cent. 4/5; l'intérêt fixe ne sera même que de 2 francs 61 centimes la première année, et de 3 francs 04 centimes la seconde. Au cours actuel des *obligations foncières* (1,035, avec déduction de 5 francs pour l'intérêt échu, soit 1,030), le revenu fixe correspond à 2 francs 91 cent. 1/3. Ce n'est pas tout : le *Crédit foncier de France* rembourse ses actionnaires, non pas au pair, comme l'entreprise rivale, mais avec une plus-value de 20 pour 100; ce qui est non pas une chance fugitive et illusoire comme celle des loteries, mais un revenu certain, quoique différé, équivalant à un intérêt de 40 centimes pour 100 francs. La *rente positive*, au cours du jour, est donc d'un côté de 3 francs 31 cent. 4/5, et d'autre côté de 3 francs 31 cent. 1/4. La différence est imperceptible.

Reste l'amorce dont le bon public se montre si friand, le billet de loterie. Marseille et Nevers se vantent d'élever les lots dans la proportion de 75 centimes par 100 francs de capital. La grande société de Paris n'accorde aux chances aléatoires que 60 centimes les deux premières années, et 40 centimes pour le reste de la période d'amortissement; mais, dit-on de ce côté, en fait de loterie, ce qui enflamme le public, c'est l'importance des lots, c'est la douce espérance de se réveiller riche un beau matin. Pour les deux petites sociétés, le plus gros lot est de 50,000 francs, et sur vingt-cinq gagnans vingt n'ont que 1,000 fr. Avec le *Crédit foncier de France*, le gros lot est de 100,000 fr.; les moindres lots sont de 5,000 francs. Et puis la compagnie parisienne s'engage à distribuer toujours le même nombre de lots entre les porteurs d'obligations non remboursées : c'est-à-dire que les chances de gain augmenteront à mesure que le nombre des prétendans diminuera, de sorte qu'au dernier tirage, 4,000 personnes seulement auront 800,000 francs de lots en perspective. En sera-t-il de même dans les tirages de Marseille et de Nevers? On ne s'est pas expliqué à ce sujet.

En reproduisant ces commentaires des joueurs, nous sommes des échos passifs; nous ne nous prononçons pas sur les avantages des divers systèmes. Nous ne dissimulerons pas néanmoins que ces calculs si compliqués, ce ballottage de chances, cette subtilité à chatouiller les instincts cupides et la passion du jeu, fléaux de notre temps, nous confirment dans la répugnance que nous avons pour les loteries appliquées à de grandes et sérieuses affaires.

En résumé, il est probable que les *Crédits fonciers de Marseille et de Nevers* trouveront leurs 48 millions, parce que leur emprunt, extrêmement morcelé, est présenté de manière à affriander un public nouveau, celui des caisses d'épargne.

Le *Crédit foncier de France*, de son côté, a déjà réalisé 40 millions par l'appel d'un premier cinquième. Un nombre assez grand de souscripteurs, désirant se mettre en règle en échangeant les billets-promesses contre des titres hypothécaires, offrent d'effectuer le versement complémentaire de 800 francs. A ceux-ci, on délivrera, s'ils le désirent, des coupons de 100 fr. portant intérêt de 3 pour 100 et payables au porteur (1). Au moyen de ces

(1) Quand une obligation sera remboursable, chacune des coupures de 100 francs sera liquidée à 120 francs. Pour les tirages de loterie, le gain entier sera attribué à une seule des coupures. Avant le tirage général, le hasard désignera la série gagnante. Supposons

paiemens volontaires, la compagnie pourra retarder les appels de fonds obligatoires : circonstance très heureuse en raison de l'état de la place et de la diversion que viennent faire les sociétés provinciales. Espérons donc que le pays n'attendra pas trop longtemps les 200 millions qui lui ont été promis avec tant d'emphase.

Deux cents millions ! Ce serait un gros chiffre pour une opération ordinaire; relativement aux immenses besoins de la propriété, ce n'est rien. Dans les quatre-vingts départemens entre lesquels cette somme doit être répartie, les inscriptions hypothécaires s'élèvent à 12,482,000,000 francs, sans compter les emprunts sans gages, sans compter les besoins que suscitent au jour le jour les incessantes transformations de la propriété. Cette avance de 200 millions ne représente pas plus de 1 franc 60 centimes pour 100 francs d'hypothèques inscrites. Quand ce premier effort sera accompli, il faudra lancer de nouvelles séries d'obligations pour continuer l'œuvre. Croit-on qu'on lèvera indéfiniment des centaines de millions en offrant un faible intérêt, avec des billets de loterie pour appoints? Ce serait se faire une étrange illusion.

Encore une fois, les capitaux qui se livrent aux aventures sont très limités et très inconstans. Les gens qui ont vidé leur bourse avec le plus d'entrain dans les emprunts aléatoires deviennent les plus ardens à dénigrer le système, quand cinq ou six tirages ne leur ont pas apporté un gros lot. Le crédit foncier est une affaire à part : il ne doit pas compter sur l'argent déjà consacré aux actions industrielles, ni sur les économies qui s'accumulent au jour le jour; les jeux de bourse leur offrent actuellement des tentations trop irrésistibles, et les sommes qu'on en pourrait détacher au profit de la propriété immobilière seraient insignifiantes en présence de la plus grosse dette qui soit au monde. La vraie mission du crédit foncier est de convertir la dette hypothécaire en déterminant les anciens créanciers à échanger les contrats nominatifs dont ils sont détenteurs contre des obligations impersonnelles et garanties par une hypothèque collective sur tous les biens grevés.

Comme solidité, les obligations foncières procurent un placement incomparable. Elles sont les titres d'une hypothèque réelle; elles n'ont pas à craindre, comme les rentes sur l'état, ces retranchemens qu'on appelle des conversions; elles ne portent pas, comme la plupart des actions industrielles, la tache de ces monopoles commerciaux contre lesquels l'opinion publique pourrait tôt ou tard réagir : elles possèdent un mode d'amortissement incessant, infaillible, puisque la société les reprend toujours au pair des mains de ses débiteurs. Que leur manque-t-il donc pour devenir le meilleur des placemens? De procurer un intérêt qui n'amoindrisse pas trop les revenus auxquels les rentiers hypothécaires sont accoutumés. Il faudrait, en un mot, que les obligations foncières, dégagées de toutes les chances illusoires, offrissent aux porteurs un revenu fixe de 4 pour 100. A ce cours, et avec tous les autres avantages qu'elles réunissent, elles se négocieraient assez rapidement, assez

le numéro 5 sorti de l'urne où sont les dix numéros de série, toutes les coupures portant le numéro 5 et appartenant aux obligations favorisées par le sort gagnent la totalité du lot au détriment des neuf autres.

abondamment pour que la conversion de la dette hypothécaire s'exécutât rapidement et sur une vaste échelle.

Nous allons plus loin. Pourquoi ne réaliserait-on pas dès à présent une telle amélioration? Tout le monde y gagnerait, les prêteurs, les emprunteurs, le pays tout entier. Si nous ne nous trompons pas, le *Crédit foncier de France* supporte pour intérêts, primes, amortissement et frais de gestion, une redevance de 5 francs 10 centimes par 100 francs qu'il emprunte, l'excédant de 10 centimes étant compensé par la subvention. Eh bien! en élevant à 4 pour 100 l'intérêt annuel, 64 centimes suffiraient pour l'amortissement; l'extension des affaires permettrait en même temps de réduire les frais d'administration, de sorte que les résultats se rapprocheraient beaucoup de ce qui existe aujourd'hui.

Certes, nous n'avons pas la prétention de donner des conseils à une société qui réunit dans son comité directeur quelques-uns des hommes les plus clairvoyans du monde financier; nous ne faisons que traduire les vœux que nous avons entendu énoncer plus d'une fois. Le moyen de s'assurer des véritables dispositions du public serait d'émettre une nouvelle série d'obligations à 4 pour 100, en laissant aux porteurs des séries précédentes la faculté de changer les titres anciens contre les nouveaux. Pour ceux qui tiennent aux remboursemens avec plus-value et aux tirages de loteries, on combinerait les chances aléatoires de manière à réserver leurs droits. Violerait-on l'esprit et la lettre du contrat passé entre la société et les porteurs d'obligations, en réduisant la somme consacrée aux lots, si le nombre des numéros participant aux tirages était réduit proportionnellement? Nous ne le croyons pas. Quant aux coupures de 100 francs, un excellent moyen d'en développer la circulation serait d'en faire payer la rente dans toutes les succursales. Si en même temps une publicité incessante, ingénieuse, parlant divers langages pour pénétrer partout, faisait comprendre dans les salons et dans les chaumières le mécanisme du crédit foncier et les garanties vraiment exceptionnelles que présentent les lettres de gage, on accoutumerait le public à voir dans ces nouvelles valeurs un placement normal et solide, sur lequel on peut asseoir avec sécurité l'avenir d'une famille. Les petites coupures, ramassant les économies stagnantes, remplaceraient en beaucoup de cas les caisses d'épargne, et, nous en sommes convaincu, la conversion de l'ancienne dette hypothécaire s'opérerait si rapidement, que le *Crédit foncier de France* pourrait bientôt distribuer à ses actionnaires un dividende de 8 à 10 pour 100, même en abaissant beaucoup, si cela devenait nécessaire, la prime qu'il se réserve pour ses frais et bénéfices.

Nous tiendrons nos lecteurs au courant de ce qui se fera en matière de crédit foncier, car il ne s'agit point ici d'une vulgaire entreprise intéressant seulement un groupe de spéculateurs, mais d'une affaire d'utilité générale dont la réussite ou l'avortement ne sera pas sans influence sur les destinées du pays.

André Cochut.

V. de Mars.

PROMENADE

EN AMÉRIQUE.

LE MEXIQUE.

TRAVERSÉE DE LA HAVANE A VERA-CRUZ. — VERA-CRUZ. — DÉPART POUR MEXICO. — LES BANDITS. — LE MARDI-GRAS DANS UN RANCHO. — ARRIVÉE A MEXICO. — LA VILLE ANCIENNE ET LA VILLE MODERNE. — CLIMAT, POPULATION. — CONDITION ET SUPERSTITION DES INDIENS. — ITURBIDE. — ABSENCE DE SÉCURITÉ. — UN COUCHER DE SOLEIL A MEXICO. — L'ALAMEDA. — SCÈNES DE L'ANCIENNE VIE AZTÈQUE. — CATHÉDRALE. — CALENDRIER MEXICAIN. — ARCHITECTURE MEXICAINE. — COUVENS, MOINES. — CONCERT. — ROMAN CALIFORNIEN. — ÉDUCATION DES FEMMES. — COLLÈGE SAINT-JEAN-DE-LATRAN. — ÉCOLE DE DESSIN. — SÉANCE DES CHAMBRES. — ÉTAT POLITIQUE DU PAYS.

17 janvier 1852, en mer.

Jusqu'ici j'ai toujours usé des bâtimens à vapeur, et j'avais presque oublié qu'il existât d'autre moyen de franchir les mers. La navigation à la voile semble aujourd'hui quelque chose de primitif et d'imparfait, et on n'y a recours qu'en cas d'extrême nécessité. La certitude d'être arrivé à peu près à jour fixe est un si grand avantage, et il est si incommode, au contraire, de ne pas savoir combien de temps on restera en mer! Cependant la voile a aussi son mérite; elle est plus pittoresque; je suis bien aise de faire connnaissance avec elle. Il y a certainement un charme, ignoré sur le bateau à vapeur, dans l'absence du bruit que font la machine et les roues, et de la trépidation qu'elles impriment au bâtiment. La vapeur est une force violente, elle marche à travers les obstacles contre *vent et marée*, heurtant la lame, fendant la vague, allant droit au but, comme un homme au caractère fort et dur brise tout ce qui résiste. La voile tourne les obstacles ou leur cède

à demi pour les vaincre, et, s'appuyant même sur le vent contraire, avance par des manœuvres habilement concertées. C'est comme une puissance intelligente et insouciante qui conduit, au lieu d'entraîner. Il y a plaisir à sentir notre corvette onduler avec le mouvement de la mer, et obéir à l'impulsion du vent. Ces efforts concourent harmonieusement, au lieu de se contrarier, comme il arrive quand la vapeur et le vent sollicitent en sens contraires le bâtiment qui, à la faveur de la première, doit lutter contre le second. De plus, notre petit navire, avec ses huit ou dix passagers, ne ressemble guère à ces réceptacles immenses d'une foule ou plutôt d'une cohue qui se trouve emprisonnée pendant quelques jours dans la même geôle flottante. Tout le monde se connaît, tout le monde s'est parlé. Nous sommes presque des compagnons de chambrée. L'aspect du pont est différent de celui que présente le pont d'un bâtiment à vapeur. On y voit rôder un vilain petit chien de bord et quelques matous: les poules qui gloussent, les pigeons qui roucoulent, donnent à notre habitation un certain air rustique: on dirait presque la basse-cour d'une ferme, n'était que les pauvres canards sont un peu tristes de marcher sur des planches sèches: une grande chèvre erre d'un air bête et ennuyé sur ce sol mouvant où elle ne trouve pas de rochers.

Tantôt lisant, tantôt sommeillant à demi, je vois s'éloigner les cimes montagneuses de Cuba, ou bien mon œil tombe et s'arrête, avec cette complaisance que donne l'oisiveté pour tout ce qui peut la distraire, sur les objets dont je suis environné, sur un chat par exemple qui s'est établi dans un pli de voile, où il fait sa toilette avec beaucoup de tranquillité. Ce premier jour de traversée se passe à regarder les ondulations de la mer, bleue auprès de nous, argentée à l'horizon, à faire connaissance avec nos compagnons de route, avec l'équipage où se trouvent deux matelots chinois, avec le capitaine, grand Espagnol, grave, simple, et, nous dit-on, très prudent. On s'établit, on s'arrange à bord pour le temps qu'on doit y passer. L'événement d'une journée en mer, c'est le coucher du soleil: celui d'aujourd'hui a été magnifique: en s'abaissant et s'élevant, la voile le cachait et le montrait tour à tour. La nuit venue, étendu au pied du grand mât, j'ai contemplé longtemps les étoiles qui semblaient osciller autour de lui: l'air était doux, doux aussi le ciel et l'océan.

18 janvier.

Le temps est toujours beau: le vent a augmenté: souvent des poissons volans s'élèvent un peu au-dessus des flots, se soutiennent quelques instans, puis viennent effleurer la surface de la mer, et alors ricochent pour ainsi dire, c'est-à-dire se relèvent pour aller tomber un peu plus loin.

Aujourd'hui comme hier, admirable coucher de soleil; mais jamais deux de ces merveilleux spectacles gratuits ne se ressemblent. Ce soir, on a vu d'abord comme une coupole d'or resplendir à l'occident, puis la coupole a été remplacée par des amas de nuages rouges, figurant une montagne embrasée sur laquelle deux grands lions semblaient dormir.

19 janvier.

La nuit, tout semble plongé dans le sommeil; on dirait que la corvette marche par enchantement. Dans la blancheur de l'écume, je distingue la vive clarté des étoiles phosphorescentes qui jaillissent et fuient des deux côtés du navire, je m'endors en écoutant l'eau glisser le long de ses flancs avec un bruit pareil au gazouillement d'un ruisseau.

20 janvier.

Calme plat : je comprends maintenant l'énergie de cette expression. La mer est de plomb fondu; elle en a la couleur et semble en avoir la densité. Le bâtiment ne marche point; il n'est pas pour cela immobile, mais il oscille comme au hasard, s'incline tantôt d'un côté tantôt de l'autre, et bat lourdement les airs de ses voiles détendues, qui retombent sur elles-mêmes de leur propre poids; on dirait un oiseau blessé agitant ses ailes demi-brisées sur ses flancs malades. C'est un supplice de se sentir ballotté et secoué sans se voir avancer. Rien n'est plus irritant qu'un tel calme, rien n'est plus harassant qu'un tel repos.

21 janvier.

Nous avons recommencé à marcher, et on entrevoit les montagnes du Mexique. Elles ont des formes plus frappantes que les montagnes de Cuba, ce qui tient à leur origine volcanique. C'est à une semblable origine que l'horizon de Naples et l'horizon de Rome doivent en grande partie leur beauté. Nous entrons dans l'atmosphère brûlante et malsaine de la *terre-chaude*. Ce soir, l'air est étouffant et l'on n'ose pas rester sur le pont, car il y a tant d'humidité que tout ce que l'on touche est ruisselant.

22 janvier.

Nous voici à quinze lieues de Vera-Cruz; nous pouvons y être demain; si le *norte* (vent du nord) soufflait, nous n'y serions peut-être que dans trois semaines, car lorsque le *norte* s'élève avec quelque violence, ce qui est très ordinaire à cette époque de l'année, il est impossible de débarquer à Vera-Cruz, dont la rade est la plus mauvaise du monde, en supposant qu'on puisse appeler rade un lieu exposé de telle sorte que par le vent du nord il faut s'en éloigner, à la lettre, sans perdre une minute, car une minute de retard suffit pour que le bâtiment soit entraîné sur des écueils. On recommande aux voya-

geurs de se hâter de débarquer leurs effets, autrement il se pourrait qu'on ne leur donnât pas le temps de les prendre avec eux, et qu'à peine mis à terre, ils vissent le bâtiment s'éloigner avec leur bagage et aller prendre le large jusqu'à ce que le *norte* eût cessé de souffler. Ce terrible *norte* est l'élément dramatique de la traversée. Menacé d'être condamné, au moment de toucher le port, à le fuir pour courir devant la tempête pendant plusieurs jours ou plusieurs semaines, le voyageur est dans des transes perpétuelles, et à chaque léger changement dans l'atmosphère ou dans le ciel il croit voir ce vent fatal fondre sur lui pour l'écarter du rivage qu'il est près d'atteindre. Cette fois le *norte*, bien que souvent annoncé, nous a été épargné, et nous arrivons au pied du château de Saint-Jean-d'Ulloa, qui nous rappelle doublement le souvenir de la France. Il a été pris vaillamment par nos soldats, et il avait été construit par un Français nommé Grandpierre. Ce château-fort n'a défendu Vera-Cruz ni contre les Français ni contre les Américains des États-Unis. Je ne sais vraiment à quoi il sert, et je suis assez de l'avis de notre capitaine, lequel disait qu'on ferait bien de jeter ce fort inutile par terre, ou plutôt dans l'eau, pour en faire un môle qui rendrait tenable la rade de Vera-Cruz. En ce moment sont étalées devant nous les carcasses d'une vingtaine de bâtimens jetés tous à la côte le même jour par ce fameux coup de vent dont on parlait tant à La Havane avant notre départ, et dont nous voyons aujourd'hui les tristes effets. Et il n'y a pas à éviter cette chance, car alors on s'expose à des chances encore plus fâcheuses. Comme le dit M. de Humboldt, pour arriver à Vera-Cruz il faut choisir entre la saison des tempêtes et la saison de la fièvre jaune : les tempêtes valent mieux, surtout quand, comme nous, on ne les rencontre point; mais c'est vraiment avoir du bonheur, et je ne m'y attendais guère à cette époque de l'année, après avoir lu dans Volney ce formidable renseignement : « Les marins citent cette mer pour être la plus féconde de toutes celles de la zone torride en orages, en tonnerres, en trombes, en *tornados* ou tourbillons, en calmes étouffans et en ouragans. »

Vera-Cruz, 24 février.

Enfin nous voilà au Mexique. Malgré ce qu'on nous avait prédit à La Havane, Vera-Cruz n'est point en révolution. La représentation de la comédie révolutionnaire ou contre-révolutionnaire qu'on nous avait annoncée est retardée, peut-être de quelques semaines seulement. Il y a relâche; mais ce serait avoir du malheur que de passer un mois au Mexique sans y voir une révolution!

Restent la fièvre jaune et les brigands. On sait que Vera-Cruz est la terre classique de la fièvre jaune, comme la Basse-Égypte est la patrie de la peste. Heureusement pour nous, cette saison est celle où

le fléau exerce le moins de ravage. Néanmoins il est toujours prudent de s'arrêter ici le moins possible. A vingt-cinq lieues de la mer, on n'est plus exposé aux atteintes de la maladie; à deux lieues de la ville, le danger est déjà beaucoup moindre; la ville même est le lieu du monde où cette maladie, qui porte, comme à La Havane, le nom lugubre de vomissement noir (*vomito negro*), attaque le plus fréquemment les étrangers. Quelquefois elle les frappe au passage comme une balle invisible. On a vu des voyageurs, venus de l'intérieur, traverser Vera-Cruz en chaise à porteur, s'embarquer sur un navire qui partait à l'heure même, et, touchés au vol pour ainsi dire, aller mourir en mer. Aussi avons-nous retenu nos places pour demain dans la diligence de Mexico; en même temps nous les avons arrêtées pour l'Europe sur le bateau à vapeur qui partira d'ici le 7 avril, et j'ai écrit au Collége de France que j'ouvrirai mon cours le 10 mai, bien que je parte pour Mexico et que je me trouve à environ deux mille lieues de ma chaire.

Quant aux brigands, depuis qu'ils sont devenus rares en Italie et en Espagne, c'est ici que les touristes doivent venir les chercher. On exagère quand on dit que la diligence est toujours arrêtée entre Vera-Cruz et Mexico; elle ne l'est que très souvent. A en croire une épigramme dont l'auteur est du pays, on doit, quand on voyage au Mexique, commencer par faire son testament. Cette précaution n'est point nécessaire. Il est rare que les bandits assassinent les voyageurs qui ne se défendent point : ils se contentent en général de les voler. Aussi a-t-on soin de n'emporter que ce qui est nécessaire, de ne pas prendre avec soi beaucoup d'argent; mais il faut avoir une cinquantaine de francs pour ne point être arrêté les mains vides, ce qui mettrait les voleurs de très mauvaise humeur et pourrait attirer aux voyageurs des traitemens fâcheux. Ceux qui n'ont pas pris cette précaution s'en sont mal trouvés. Il y a quelques années, on lut affiché dans les rues de Mexico l'avis suivant : « *Le général des bandes*, ayant été informé que les voyageurs se dispensent d'emporter une somme raisonnable avec eux, les prévient que ceux qui ne seraient pas trouvés porteurs de douze piastres seront bâtonnés. » Quelquefois aussi les bandits vous dépouillent et vous attachent à un arbre, ou se portent à des violences encore plus grandes. Il est donc sage d'avoir sa petite contribution toute prête, à moins que plusieurs voyageurs qui se connaissent ne s'entendent pour être bien armés, auquel cas on est rarement attaqué; mais un ou deux voyageurs qui seuls ont des armes n'imposent point à ces troupes en général nombreuses, et font courir le plus grand risque à leurs compagnons de voyage. Il faut que tout le monde soit armé, ou que personne ne le soit. Les escortes, dit-on, chevauchent en avant ou en arrière, à une

assez grande distance pour ne rien empêcher, et arrivent au grand galop tout juste pour voir les voleurs s'enfuir après avoir fait leur coup. Cependant il est bon d'avoir une escorte, car ceux qui la composent s'entendent souvent avec les brigands : ils leur font comprendre qu'il ne faut pas toujours arrêter les voyageurs qu'ils sont censés protéger, sans quoi on ne se ferait plus escorter, et quand on les refuse, ils avertissent les voleurs que cette fois il n'y a rien à ménager.

Vera-Cruz, quand on y arrive par mer, n'a point le triste aspect que lui prêtait mon imagination qui l'associait à ce terrible *vomito*, lequel, avec le *norte* toujours en perspective pendant la traversée et les brigands aux aguets sur la route de Mexico, fait le fond de toutes les conversations qu'on peut avoir avec ceux qui sont allés au Mexique. Vera-Cruz est une ville régulièrement bâtie. Les rues sont assez larges, bordées souvent d'arcades; la propreté y est entretenue par de petits vautours noirs qu'on y rencontre à chaque pas, et qui rendent ici les mêmes services qu'en Égypte, en faisant disparaître les immondices. Leurs pattes sont garnies de plumes et ils trottinent dans les rues comme un homme qui aurait des manchettes aux jambes. Ils se perchent sur le toit des maisons, vivant en paix, ce me semble, avec tous les oiseaux, car j'ai vu des hirondelles voleter familièrement et sans crainte autour d'eux. Ils n'aiment que la corruption : il y a des gens qui ont le même goût que ces vautours.

C'est ici que Cortez toucha pour la première fois la terre du Mexique. A quelques lieues du point où est aujourd'hui Vera-Cruz, il jeta les fondemens d'une ville qu'il nomma *la Ville riche de la Croix*, résumant dans cette dénomination expressive les deux sentimens qui poussaient ses compagnons aux aventures : la soif de l'or et l'enthousiasme religieux. En changeant un peu de place, la cité actuelle n'a gardé que la partie la plus noble de son nom.

Au sortir de Vera-Cruz, on trouve des sables entremêlés de marécages dont l'aspect est triste et fiévreux autant que possible. Pour traverser ces sables la voiture est mise sur un chemin de fer, ce que l'on reconnaît à ce qu'on avance plus lentement : puis on reprend la route, et huit mules vous emportent au grand galop, avec mille secousses, à travers de grandes prairies qui font penser à la *campagne* de Rome et à la *prairie* des États-Unis. La nuit était étouffante et humide : tout à coup, au milieu de la solitude, les sons de la guitare se sont fait entendre : — nous nous sommes arrêtés devant un *rancho* : on appelle ainsi les demeures des Indiens. Les *ranchos* sont formés de roseaux juxtaposés, ce qui les fait ressembler assez à des cages à poulets. Devant le *rancho*, on dansait en l'honneur du carnaval qui allait finir. J'avais un peu oublié le mardi-gras; c'était lui que je re-

trouvais ainsi dans une forêt du Mexique. Somme toute, cette danse du *rancho* était plus curieuse que le bal de l'Opéra.

26 janvier.

Pendant la nuit, nous avons commencé à nous élever; l'air est devenu plus léger. Je vois l'Orizaba resplendir aux feux du soleil levant. Sa forme volcanique et son sommet neigeux rappellent un peu l'Etna; mais il est presque deux fois plus élevé. C'est le Vésuve en hiver perché sur le Mont-Blanc.

La route monte à travers un fouillis de végétation d'un aspect tout nouveau pour moi. Je remarque des arbres couverts de belles fleurs rouges que j'ai vues en Europe dans les serres chaudes, et qui brillent ici au soleil. De loin en loin se présentent des habitations indiennes avec leurs murs à claire-voie; sur la route, des hommes à pied et à cheval passent enveloppés dans leur *sarapé* rayé, et ayant par-dessus leur pantalon un second pantalon plus large et ouvrant sur les côtés. D'autres portent des fardeaux sur la tête; hommes et femmes, la plupart du temps, courent ainsi chargés. On dit même qu'ils ont besoin d'un fardeau pour bien courir, et que, quand ils accompagnent une voiture remplie de bagages, ils ont coutume de prendre une malle et de la mettre sur leurs épaules pour se tenir en haleine. Quelquefois une pauvre Indienne, outre le fardeau retenu par une courroie qui lui serre le front, porte sur son dos, enveloppé dans un linge, son enfant, dont on voit les petits pieds passer. C'est la première fois que je me trouve en Amérique au milieu d'une population réellement différente, par l'aspect extérieur, des populations européennes, que je vois des costumes et des habitations qui ne ressemblent pas aux nôtres. Il est si difficile aujourd'hui de se dépayser; il faut aller si loin pour sortir de chez soi!

A travers cet amusement de la surprise et de la nouveauté, nous arrivons à Jalapa, dont les environs sont ravissans, et qui n'a qu'un inconvénient, c'est d'être la patrie du jalap. Ce nom médicinal gâte un peu pour mon imagination le charme des vallons remplis d'orangers et du frais paysage au milieu duquel la ville est placée. Après Jalapa la nature s'agrandit et devient plus sévère. Les montagnes ressemblent à celles de l'Andalousie, seulement elles sont moins arides; à une montée, nous avions à nos pieds une vaste étendue de pays, enceintrée de pentes magnifiques, sur lesquelles glissait dans le lointain une cascade à peine visible. Au bord de la route croissaient des cactus et des aloès (1). Au sommet était une forêt d'arbres toujours verts. A mesure qu'on s'élève, près de la végétation tropi-

(1) J'appelle ainsi l'*agave americana*, qui porte au Mexique le nom de *maguey*, pour éviter en français le pédantisme d'un nom latin ou d'un nom mexicain.

cale vient se placer la végétation des zones tempérées et même boréales. On voit en même temps des yuccas et des sapins. Du reste, le bois que nous avons traversé ne rappelait en rien l'aspect des régions septentrionales de l'Europe. Le feuillage des arbres semblait d'un vert moins sombre et d'un effet plus gracieux. Cependant, en approchant de Perrote, la température permet de songer au nord. Étrange contraste propre à un pays élevé qui est situé sous les tropiques! hier nous étouffions dans les environs marécageux de Vera-Cruz, aujourd'hui nous grelottons sur un plateau des Alpes. Nous dormons ou plutôt nous couchons quelques heures à Perrote.

A trois heures du matin, nous remontons dans la diligence tout transis et ne nous apercevant point que nous sommes sous la zone torride; mais quel lever de soleil! quelle scène extraordinaire! Les grands pics neigeux à l'horizon; plus près, des montagnes de formes diverses s'éclairant successivement de toutes les teintes de l'aurore, depuis l'azur sombre jusqu'au lilas clair et au rose tendre. Quelques maisons dans cette vaste solitude, quelques aloès sur un terrain aride, forment les premiers plans de ce paysage grandiose, si différent des frais vallons de Jalapa. La route offre un changement de décoration perpétuel, sauf les sommets volcaniques qui dominent toujours de leurs masses imposantes le mobile horizon. Puis de nouveau une chaleur brûlante s'est fait sentir. Je n'ai plus vu que la poussière dont les tourbillons nous entouraient, et je n'ai plus senti que les affreux cahotemens de la voiture jusqu'à Puebla.

Ces cahotemens sont au-delà de tout ce qu'on peut dire. Chacun se souvient de quelque secousse extraordinaire, quand par accident un cocher coupe mal un ruisseau profond et vous jette sur vos voisins ou contre les parois de la voiture. Eh bien! sauf de rares exceptions, c'est ce qui se renouvelle continuellement de Vera-Cruz à Mexico. J'admirais la solidité de ces voitures, construites aux États-Unis, et un peu la solidité de ma propre personne. Tantôt le chemin, à peine tracé, va au travers des pierres et des rochers, tantôt on rencontre quelques restes de l'ancienne route espagnole, et alors on n'en saute que mieux. C'est ainsi qu'on atteint la seconde ville du Mexique, Puebla de los Angeles (la cité des anges), ainsi nommée parce que des anges ont, dit-on, bâti sa cathédrale. Comme en revenant je compte m'arrêter à Puebla, je remets à l'époque de mon retour ce que j'ai à dire de cette curieuse ville et de la grande pyramide de Cholula, qui est à deux lieues de Puebla.

Les Indiens que je vois sur la route ne sont pas beaux; ils sont gros, courts, et ont un certain air de *soprani*. Les *Peaux-rouges* sont mieux taillés, leurs traits sont plus fiers et plus mâles. La peau des Indiens du Mexique est d'un jaune terreux peu agréable. Cette

couleur pain d'épice m'a paru générale, sauf quelque diversité de teintes plus ou moins foncées. J'ai laissé Paris très effrayé de la république rouge, je trouve ici la république jaune.

1er mars.

Nous sommes partis ce matin de Puebla pour Mexico, où nous arriverons avant la nuit. Dans la diligence, il y a des Espagnols du Mexique et un Espagnol d'Europe. Celui-ci vante sans cesse son pays, on le laisse dire; mais s'il met pied à terre, on profite de ce moment pour dire du mal de l'Espagne. Un Français établi au Mexique, qui a fait des affaires aux États-Unis, commence par dire des *Yankees* tout le mal possible : *son insolentes, malos;* puis, en parlant de bateaux à vapeur, de chemins de fer, de l'activité industrielle et commerciale des Américains, il arrive à un enthousiasme sans bornes et dit : « Ils font de merveilleux progrès, c'est un grand peuple. »

Après avoir traversé un bois de pins appelé le Piñal, célèbre dans l'histoire des bandits mexicains, on arrive à un point d'où le plateau de Mexico se développe devant le regard. C'est un des plus étonnans spectacles qui soit dans l'univers. Les grands sommets neigeux qui dominent tout, les montagnes amoncelées à leur base, les lacs au pied de ces montagnes, des arbres tropicaux et des arbres toujours verts, la neige vue à travers les aloès, composent un ensemble beaucoup plus singulier que la nature des tropiques avec la majestueuse et riante monotonie de ses palmiers, de ses cocotiers, de ses bananiers. Cette végétation n'a point, au premier coup d'œil, l'air exotique de la végétation de Cuba. Voilà des arbres analogues aux arbres de l'Europe tempérée, aux ormes, aux frênes, aux peupliers; seulement ce ne sont ni des ormes, ni des frênes, ni des peupliers; c'est un aspect étranger, mais non pas étrange, un inconnu qui rappelle le connu, qui en diffère et qui lui ressemble.

En approchant de la capitale du Mexique, on passe entre les deux lacs de Chalco et de Tezcuco. On les appelle *laguna,* et ils ont en effet un air de lagune. Sur les bords, des troupes de cigognes blanches se pressent comme un troupeau de brebis. La plaine qui entoure Mexico a formé le fond d'un grand lac. Les deux qui subsistent aujourd'hui sont un faible reste de l'immense nappe d'eau qui baignait autrefois le pied de ces hautes montagnes.

Enfin nous entrons à Mexico. C'est une sensation singulière de rencontrer ainsi à deux mille lieues de l'Europe, à sept mille pieds au-dessus du niveau de la mer, une ville de cent cinquante mille âmes, une capitale dont l'aspect est européen, — de retrouver au bout du monde des souvenirs historiques, et quels souvenirs ! ceux du fait le plus extraordinaire peut-être qui ait été accompli par l'audace humaine.

L'aspect de Mexico ne frappe pas d'abord autant qu'on s'y attendait. La ville a une physionomie moins caractérisée, moins marquée du vieux type espagnol que Puebla; mais quand on a parcouru les longues et larges rues qui traversent Mexico dans toute son étendue, en voyant sur sa route s'élever les dômes colorés des couvens et des églises, on commence à ressentir le charme de cette singulière et lointaine cité, à laquelle on arrive du climat brulant de Vera-Cruz en montant de zone en zone l'échelle des végétations successives, et qui, à la hauteur de l'hospice du mont Saint-Bernard, jouit d'un ciel délicieusement tempéré. Ce soir, la nuit est admirable: les vastes rues de Mexico sont blanchies par la lune; la grande place paraît immense. De deux côtés, elle est bordée de portiques; en face de moi, la cathédrale s'élève derrière une rangée d'arbres, sur l'emplacement de l'ancien temple mexicain; le palais du président et des deux chambres se prolonge à ma droite comme une longue bande blanche. Malheureusement tous ces édifices, y compris la cathédrale et le palais, ne sont pas assez élevés pour l'étendue de la place, l'une des plus spacieuses et des plus régulières qu'il y ait au monde. Ce qui en fait le charme à cette heure, c'est la grandeur de l'espace céleste que le regard embrasse, c'est cette coupole d'un bleu si pur et si doux, qui semble s'appuyer de toutes parts sur un carré de marbre blanc, et au sommet de laquelle la lune est suspendue comme une lampe d'albâtre à une tente d'azur. Dès neuf heures du soir, la place est vide, les rues sont désertes. Peu de piétons les traversent; quelques voitures roulent dans l'éloignement et rappellent qu'on est dans une capitale, capitale endormie et muette, qui semble se recueillir dans les souvenirs de son passé et se préparer aux soucis de son avenir, car sur cette place ont défilé vainqueurs ces hommes entreprenans du nord, qui en savent maintenant le chemin et qui y reviendront.

2 mars.

Après avoir entrevu hier Mexico aux approches du soir et au clair de lune, j'ai erré aujourd'hui dans les rues et les faubourgs. Au sein de cette ville espagnole, comparativement ancienne, je retrouve la régularité à laquelle m'avaient accoutumé les cités neuves des États-Unis. Presque toutes les rues se coupent à angle droit, comme les rues de New-York ou de Philadelphie. Chose étrange, cette symétrie, caractère des villes qu'on bâtit aujourd'hui de toutes pièces dans l'Amérique du Nord, parce qu'on n'est gêné par aucun débris du passé, comme on aligne les sillons d'un champ nouvellement défriché, cette symétrie est ici un legs de l'ancienne civilisation aztèque (1)!

(1) *Aztèques* était le nom que se donnaient les populations qui occupaient Mexico et gouvernaient une partie du Mexique à l'arrivée de Cortez.

Cortez, après avoir détruit la ville de Montezuma (1), fit construire la sienne sur le même plan. Les quartiers de la ville actuelle correspondent aux quatre quartiers de l'ancienne capitale et de plusieurs autres villes aztèques. Celle-ci était construite avec la plus exacte symétrie et divisée en carrés et en parallélogrammes. Cette disposition, qui est évidente sur un plan de la ville aztèque dont on possède un fragment, me paraît avoir été assez générale au Mexique avant la conquête. J'ai vu deux autres plans d'anciennes villes qui offrent la même régularité : elle est encore sensible dans l'aspect de la ville de Cholula.

Le Mexico primitif était traversé par des canaux comme Venise, ou plutôt comme les villes de Hollande, car il y avait en général un chemin latéral entre le canal et les maisons. Quoi qu'il en soit, Cervantes a pu, dans une de ses nouvelles, comparer Venise à Mexico. Aujourd'hui on a d'abord de la peine à s'expliquer cette comparaison. Les canaux ne sont visibles que dans un quartier de la ville, partout ailleurs ils ont disparu aux regards, mais ils existent encore sous le sol pavé des rues qui les ont remplacés et qui marquent la direction des canaux. Un changement pareil attend probablement Venise elle-même. Un jour, ses canaux seront comblés, et les voitures rouleront où glissent maintenant les gondoles; partout l'extraordinaire, le singulier, tendent à disparaître; l'uniformité et la monotonie s'emparent du monde. Quelquefois les anciens canaux, aujourd'hui transformés en égouts, se révèlent par l'odeur qu'ils exhalent. Çà et là, dans les faubourgs de la ville, je vois des amas d'ordures et des eaux stagnantes et croupissantes. Rien ne montre mieux combien l'air de Mexico est salubre. Partout ailleurs ces cloaques produiraient mille maux; mais à huit mille pieds au-dessus de la mer, à une hauteur qui est celle de la moyenne région des Alpes, la pureté de l'atmosphère est telle que les maladies si fréquentes dans les parties basses du pays sont ici entièrement inconnues. Seulement la situation de Mexico est contraire aux poitrines délicates, qui peuvent difficilement respirer dans une atmosphère si rare. L'été, cette atmosphère est troublée par des orages presque journaliers. A cela près, le climat de Mexico est très sain; il est aussi très agréable, parce qu'il n'atteint jamais les extrémités du chaud et du froid, et forme sous ce rapport un parfait contraste avec les brusques changemens de climat des États-Unis. Son plus grand inconvénient, c'est que, durant plusieurs mois, au lieu des pluies continues ordinaires dans les pays tropicaux, il

(1) Le véritable nom de ce prince était Motenczuma. J'ai suivi l'usage établi. Je ne vois pas quel agrément donne à une phrase française l'introduction d'un nom bizarre et inaccoutumé. Je dirais volontiers *Montézume*, et je regrette le temps où Bossuet appelait M. de Fuentes *le valeureux comte de Fontaines*.

tombe ici tous les jours une averse dans l'après-midi. A l'époque de l'année où nous sommes, il n'y a rien de pareil; cependant chaque soir on s'aperçoit d'un certain trouble qui n'est pas suffisant pour altérer la sérénité du temps, mais semble toujours la menacer.

La pureté de l'air, ici comme en Égypte, est accompagnée d'une extrême sécheresse. Les cigares se cassent comme nos chapeaux de paille se cassaient sur le Nil. On ne sait ce qu'est l'humidité: cette extrême sécheresse et les orages quotidiens de l'été fatiguent les organisations délicates et surtout les personnes nerveuses. Ces dernières ne peuvent vivre à Mexico.

Ce qui est particulier à Mexico et ne se trouve nulle part aux États-Unis, c'est qu'au bout de chacune de ces rues larges et droites, on aperçoit une montagne, comme dans certaines petites villes des Alpes ou des Pyrénées; mais ici le spectacle frappe davantage, parce qu'on est dans une plaine et dans une ville de cent cinquante mille âmes. Imaginez qu'au bout de la rue du Faubourg-Saint-Honoré ou de la rue du Bac on aperçoive un sommet bleuâtre s'élevant à dix mille pieds : on avouera que ces rues gagneraient à la perspective.

Les faubourgs sont tristes et ont l'air assez misérable. On ne s'y doit risquer vers le soir qu'avec précaution. Il arrive parfois qu'aux portes de la ville un cavalier qui passe à vingt pas de vous, vous lance subtilement le *lazo* : c'est une corde enroulée au pommeau de la selle et avec laquelle il vous atteint comme un bœuf ou un cheval sauvage, vous entraîne et vous assassine un peu plus loin tout à son aise. Un voyageur anglais raconte qu'il n'a échappé qu'à grand'-peine à ce danger. Le *lazo* est, comme on voit, une arme qui peut être mortelle, et cela est si vrai, que pour avoir le droit d'en être muni on a besoin d'un port d'armes.

Mexico est une grande ville espagnole qui a l'air plus imposant, plus majestueux, plus *capitale* qu'aucune cité d'Espagne, sans en excepter Madrid. Surmonté de ses nombreux clochers et environné d'une vaste plaine terminée par des montagnes, Mexico rappelle un peu Rome. Ses grandes rues droites, larges, régulières, lui donnent une apparence assez voisine de celle qu'offre Berlin. Il a aussi quelque chose de Naples et de Turin, avec un caractère qui lui est propre. Mexico fait penser à plusieurs villes d'Europe, et diffère cependant de chacune de ces villes. Il rappelle tout et ne ressemble à rien.

Quand on va dans la rue des *Plateros* (1) et dans le quartier marchand, dont elle forme le centre, on a le plaisir d'entendre parler français dans presque tous les magasins. Les Français sont assez nombreux à Mexico. Ils y font le commerce d'orfévrerie ou de modes;

(1) La rue des Orfévres, mot à mot des argentiers.

ils sont bottiers, cuisiniers, coiffeurs, gagnent beaucoup d'argent en peu de temps, et selon leur habitude, quand ils ont fait fortune, quittent le pays pour retourner chez eux. Il y a aussi bon nombre de négocians anglais; en général, ils s'établissent sur un grand pied. J'ai rencontré également des négocians allemands, surtout des Hambourgeois.

Les Indiens forment la masse de la population dans l'intérieur du pays, ils en composent la presque totalité. Les Indiens sont les paysans du Mexique. L'esclavage des noirs est aboli depuis la proclamation de l'indépendance; mais on emploie les Indiens, sous le nom de *péons* ou d'engagés, à faire ce que faisaient les nègres. Ils s'engagent en effet pour un an; mais au bout de ce temps, il se trouve souvent qu'ils ont contracté une dette envers leurs patrons. Ils ne peuvent recouvrer leur liberté jusqu'à ce que cette dette soit payée. Cette situation est à quelques égards pire que l'esclavage, car le maître n'a pas les mêmes raisons de soigner son engagé que le propriétaire de soigner son esclave. S'ils sont malades, point d'infirmerie, de médecin; ils meurent quelquefois sur le bord d'un chemin sans que personne en prenne souci.

La condition des Indiens est en général assez misérable. L'autorité a conservé envers eux des habitudes un peu espagnoles. Le clergé, à la voix de Las Casas, se déclara leur protecteur après la conquête, des inquisiteurs même prirent leur parti avec chaleur; mais aujourd'hui j'entends dire que les curés font peu pour les instruire ou les moraliser, et même rançonnent leurs paroissiens sans miséricorde. Les pauvres Indiens peuvent dire avec le poète mexicain Galvan : « Je suis un Indien, c'est-à-dire un ver qui se tapit dans l'herbe. Toute main l'évite et tout pied le meurtrit. » Les Indiens sont d'un naturel habituellement doux et tranquille, mais dans l'occasion capables de courage et même de férocité. Ceux qui vivent dans des lieux écartés conservent certaines superstitions dont l'origine se rattache à l'ancienne religion de leurs pères. On peut lire dans le curieux *Voyage* de Th. Gage, écrit au XVIIe siècle, comment ce dominicain découvrit au fond des forêts, dans une grotte obscure, une idole en bois, et comment, l'ayant apportée dans sa chaire, il la détruisit à coups de hache, à la grande indignation de quelques-uns de ses paroissiens, qui, pour venger leur dieu, tentèrent même de faire à Gage un mauvais parti. Encore aujourd'hui, certains Indiens honorent les idoles que le temps a épargnées, et qu'ils appellent *les vieux saints* (*los santos antiguos*). A Mexico même, quand il y a quatre-vingts ans on eut déterré la statue d'une affreuse divinité dont je parlerai bientôt, on observa chaque matin qu'elle avait été couronnée de fleurs pendant la nuit.

L'hôtel que nous habitons a été le palais d'Iturbide. Singulière destinée! après avoir combattu les insurgés pendant plusieurs années, Iturbide embrassa leur cause et en décida le triomphe. Élu empereur, il entra en lutte avec les chambres et s'en débarrassa par un coup d'état: puis, vaincu à son tour par le parti républicain, il fut banni du Mexique et se réfugia en Italie. Les dissensions perpétuelles de la patrie qu'il avait délivrée et asservie le rappelèrent dans cette patrie. Il y revint, on ne sait pas bien dans quel dessein, car étant descendu à terre, il fut arrêté et fusillé immédiatement. Il n'en est pas moins considéré aujourd'hui comme le vrai fondateur de la république mexicaine. A Puebla, une rue porte son nom, et à Mexico son sabre est placé dans la salle des représentans. Le palais qu'il a habité est très beau, et quand l'hôtel qui l'occupe sera terminé, ce sera un magnifique hôtel. On y est assez bien, et la cuisine n'y est pas espagnole. Les chambres sont disposées autour de deux grandes cours, dont l'une est entourée d'un portique soutenu par de légères colonnes. Les ornemens ciselés sur les murs du palais sont d'un goût singulier, mais qui n'est pas sans charme. L'architecture européenne a le droit d'être un peu bizarre à Mexico.

J'ai eu le plaisir de retrouver, dans le ministre de France au Mexique, M. Levasseur, ancien aide de camp du général Lafayette, que j'avais vu autrefois à Lagrange. Son accueil m'a rappelé la cordiale hospitalité toujours offerte dans le château féodal du libérateur de l'Amérique, et rendue si douce par la respectable et charmante famille qui l'habitait. M. Levasseur m'a mené faire une promenade en voiture dans les allées qui sont aux portes de la ville. Les grands volcans qu'on aperçoit de ce lieu donnent à l'horizon un caractère de sublimité incomparable. Ici on sent la vérité de cette exclamation de M. Carpio, poète indigène, quand, s'adressant au Mexique dans le poème qu'il a consacré à célébrer sa patrie, il lui dit : « Que tu as de magnifiques horizons! »

Che magnificos tienes horizontes!

Les horizons sont en effet la grande beauté du Mexique. Partout le paysage est bordé par d'admirables sommets. Le plateau de Mexico, qu'embrasse un dédoublement de la Cordillère, est placé au centre d'un cercle de montagnes. Quand le soleil dore les cimes neigeuses qui pyramident au-dessus des nuages, on a aux portes de la ville et sous le ciel le plus doux le spectacle des plus grands tableaux que présente la nature des Alpes.

Vers le soir, la promenade est fréquentée par les voitures et les cavaliers; des tourbillons de poussière rendent la condition de piéton peu agréable. Les voitures m'ont semblé assez lourdes; elles sont

en général fermées et sont loin de l'élégance originale des *volantes* de La Havane. Parmi les promeneurs à cheval, il en est qui portent le costume mexicain : le chapeau à vastes bords, le large pantalon à boutons de métal et ouvert à la partie inférieure sur le côté, les étriers énormes. Ils ont parfois un air de brigand très pittoresque, et cette apparence n'est pas toujours trompeuse. Un Français se promenait ici avant la nuit; un cavalier, après s'être assuré qu'en ce moment personne n'était en vue, fondit sur lui et lui mit la pointe d'un sabre sur la poitrine. Le Français avait des pistolets à l'arçon de sa selle; on ne se promène guère sans armes. Il en dirigea un contre le brigand, qui fit volte-face, se coucha sur son cheval et s'enfuit. Notre compatriote, de qui je tiens le fait, porta plainte à un personnage élevé. Celui-ci lui dit tout d'abord : « Ce ne peut être qu'un tel; lui seul est capable d'une pareille impudence. — Eh bien! qu'on l'arrête et qu'on me confronte avec lui; qu'on le juge. — Oh! non, il ne serait pas condamné. C'est un homme dangereux. Pourquoi ne l'avez-vous pas tué? »

En effet le seul moyen d'avoir justice en ce pays, c'est de se faire justice soi-même. Seulement il faut avoir soin de tuer son homme du coup; si on se contente de le blesser, il se venge tôt ou tard, et de plus, si l'on est étranger, on s'expose à être condamné pour voies de fait contre un citoyen du Mexique. On m'a assuré qu'un Français avait été en prison trois mois pour avoir donné un coup de bâton à un Indien qui se précipitait sur lui un couteau à la main. Telle est la justice au Mexique. Un voleur de profession disait : On n'est jamais condamné quand on a 25 piastres à donner. Aussi les vols et les meurtres abondent à Mexico. L'autre jour, un particulier a été assassiné en plein jour, chez lui, par des bandits, à deux pas du palais où réside le président et où s'assemblent les deux chambres. Hier, un médecin distingué et très aimé dans le pays est allé, à cheval, visiter un malade aux portes de la ville; il avait engagé sa femme à l'accompagner en voiture et à faire de cette petite course une promenade. Il a été tué sous les yeux de sa femme et de ses enfans. Les voleurs ont été arrêtés. Comme cette mort avait mis la ville dans la consternation, on se flatte cette fois que par extraordinaire les meurtriers seront condamnés et exécutés (1). Voilà où en est la sûreté publique à Mexico. Aussi les soldats à cheval qui sont en faction au milieu du *paseo* me semblent placés là moins pour faire la police des voitures que pour garder les promeneurs.

Je ne résiste pas à la tentation d'essayer de décrire un de ces ad-

(1) C'était une illusion. Depuis mon retour en Europe, j'ai appris par les journaux qu'ils avaient été mis en liberté.

mirables couchers de soleil dont je jouis presque tous les soirs, en suivant, à l'heure de la promenade, une grande allée qui est aux portes de Mexico.

Le ciel est parfaitement pur, non pas de ce bleu foncé qu'on admire en Italie, mais d'un bleu délicat d'une extrême suavité. Les grands vallons élèvent sous ce ciel leurs sommets d'une étincelante blancheur qui devient graduellement une blancheur dorée. A gauche sont des montagnes d'un ton gris cendré très doux; à droite, d'autres montagnes d'un bleu mat; le ciel prend ces teintes vertes, fleur de pêcher, si rares dans nos climats, mais fréquentes sous les tropiques, et qu'a si bien décrites Bernardin de Saint-Pierre. Les cônes neigeux semblent reposer sur une pyramide violette qui s'éclaire et s'empourpre aux splendeurs du couchant. Pendant que je contemple ces métamorphoses de la lumière, j'écoute la cloche d'un couvent et le cri égaré d'un petit oiseau. La plaine est parfaitement uniforme de ton, simple et sévère : c'est la campagne de Rome, bordée par des cimes qui ressemblent à ce qu'on imagine de l'Himalaya. Mais, nouvel incident survenu dans le magique spectacle, voici que la base de la montagne est devenue d'un gris tirant sur le bleu; les sommets sont roses. Puis ce rose, au moment de son plus vif éclat, pâlit soudainement; les nuages ont conservé le leur et semblent un reflet céleste des cimes terrestres qui se décolorent. Le Popocatepetl résiste plus longtemps; enfin il blêmit, et son cratère neigeux n'offre plus qu'un blanc mat remplacé bientôt par la teinte presque livide que prennent en Suisse les glaciers quand le soleil a disparu. L'aspect de cette neige terne, après l'éblouissement que produisent les derniers jeux de la lumière, est profondément triste : c'est un brusque passage de ce que la vie a de plus brillant à ce que la mort a de plus sombre.

Près de ce lieu si imposant, je trouve un souvenir assez grotesque de la France. Dans une petite île entourée d'une eau croupissante est un misérable bouchon sur lequel le propriétaire, qui ne peut être qu'un compatriote et qui doit être un philosophe, a mis pompeusement pour enseigne : *la isla de Jean-Jacques Rousseau* (l'île de Jean-Jacques Rousseau). — L'eau des fossés est couverte d'une végétation si serrée, que l'on a peine à la distinguer de la verdure du sol. Hier j'ai manqué y mettre le pied comme sur un terrain solide. Cela fait comprendre l'existence des *chinampas*, ou prairies flottantes, sur le lac de Chalco, dont parlent les historiens de la conquête, que M. de Humboldt a encore vues, et qu'on me dit ne plus exister.

Dans l'intérieur de Mexico est une autre promenade nommée l'*Alameda*. Toutes les villes en Espagne ont leur *alameda*. Ce nom si gracieux, et qu'on serait tenté de prendre pour un nom arabe, a ce-

pendant une origine latine, et veut dire un lieu planté d'ormes. Ce ne sont pas des ormes qui font la parure des *alamedas* des tropiques : à La Havane c'étaient des palmiers, ici ce sont des arbres au feuillage délicat dont je ne sais pas le nom, mais que je suis bien sûr de n'avoir pas vus en Europe. Ces arbres sont toujours verts, et cependant leurs feuilles se renouvellent, mais graduellement et insensiblement, de sorte que les rameaux ne se dépouillent jamais de leur verdure. Tous les jours, je vais de grand matin à l'*Alameda*, je m'assieds sous ces beaux arbres; je regarde et j'écoute l'eau jaillir d'une fontaine à la forme singulière, aux ornemens capricieux, qui date du XVIe siècle, et vers laquelle viennent converger les allées. Ces allées sont pavées comme dans l'*Alameda* de Séville. C'est un lieu très agréable. Le matin, il est très solitaire. J'y retourne à cinq heures du soir, à l'heure de la promenade. On ne fait guère que le traverser pour aller aux grandes allées. Il y a deux siècles, on y étalait le luxe de cette époque. L'Anglais Gage, dont le voyage offre une peinture curieuse de ce qu'était alors le Mexique, nous montre à l'*Alameda* les gentilshommes accompagnés d'une suite nombreuse, leur voiture conduite par six esclaves nègres vêtus d'une livrée brillante chargée de galons d'or et d'argent, avec des bas de soie sur leur jambe noire, des rosettes à leurs souliers et l'épée au côté. Aujourd'hui ce luxe bizarre a disparu, mais il n'y a plus d'esclaves.

La douceur et la pureté de l'air sont pour beaucoup dans le charme des promenades de Mexico. Nulle part on ne sent l'existence si égale et si légère. Au sein d'une grande ville, on respire comme dans une haute vallée de la Suisse, et l'on sait que cette oasis aérienne s'élève au milieu d'un pays brûlant. Le calme délicieux qu'on éprouve dans cette région a quelque chose de la sérénité de l'Olympe.

Dimanche, 14 mars.

J'ai eu aujourd'hui le spectacle de l'ancienne existence aztèque. Après avoir suivi une longue chaussée presque déserte, je me suis trouvé à l'extrémité de la promenade appelée *las Vigas*. Là, j'ai aperçu tout à coup, sur le canal qui réunit la ville au lac de Chalco, des barques remplies d'Indiens et d'Indiennes qui portaient la plupart sur leurs cheveux noirs des fleurs rouges, parmi lesquelles figurait l'œillet mexicain, qu'on employait autrefois à parer les morts. Sur les bateaux, l'on dansait et l'on jouait de la harpe. Il en est ainsi tous les dimanches. C'est probablement un souvenir de quelque vieille solennité nationale dont l'origine est oubliée. Le canal sur lequel a lieu cette promenade traditionnelle longe une allée où, à la même heure, se rassemble le beau monde. La foule civilisée a bien aussi sa physionomie un peu sauvage : à côté des calèches élégantes et des *coches* qui voiturent les bourgeois de Mexico, galopent des hommes

au visage et au costume de bandits; mais cependant le contraste est grand entre le Longchamp mexicain et ce canal couvert de barques portant l'antique population du pays, avec son costume, ses fleurs, ses danses au son de la harpe et ses chansons. On assure que ces Indiens déplorent encore aujourd'hui dans leurs chants la chute de l'empire de Montezuma. Les femmes portent, sous le manteau bleu dans lequel elles sont enveloppées, des robes très peu montantes, de sorte qu'au moindre mouvement qu'elles font, on aperçoit une grande partie de leur brune personne.

Dans le quartier de Mexico où les anciens canaux existent encore, on voit, certains jours de la semaine, les fleurs et les fruits qui doivent se vendre au marché arriver de grand matin sur des bateaux plats, recouverts de nattes, et conduits par des Indiens ou des Indiennes. Ce gracieux spectacle est plus frappant peut-être que celui que je décrivais tout à l'heure, car ce n'est pas à un divertissement, conservé par hasard, des temps anciens qu'on assiste : on se trouve transporté au sein de la vie quotidienne des Aztèques. Les choses se passaient exactement ainsi avant la conquête : on a devant les yeux un petit coin du tableau qui frappa les regards de Cortez et de ses compagnons. Le marché aux fruits offre un aspect du même genre. C'est le premier marché aux fruits du monde, car nulle part autant qu'à Mexico on ne peut trouver réunies les productions des diverses zones : où voit-on, par exemple, des cerises à côté des ananas et des bananes? Il faut être pour cela dans un pays où se trouvent toutes les températures, et par suite toutes les végétations.

Comme je traverse la grande place, le tambour bat aux champs, le poste en faction au palais sort musique en tête : c'est qu'on porte à un malade le saint-sacrement dans une voiture attelée de deux mules blanches. Tout le monde se découvre, s'arrête et fléchit le genou d'aussi loin qu'on peut entendre la clochette. Ces hommes épars sur cette immense place, agenouillés, inclinés, recueillis, forment un tableau grave et imposant. En Espagne, j'ai vu quelque chose d'analogue, mais d'un effet moins sérieux. J'étais au théâtre. Tout à coup les acteurs se turent, les spectateurs se levèrent et tournèrent le dos à la scène. C'est qu'on avait entendu la clochette qui annonçait le passage du saint-sacrement, qu'on appelle *sa majesté*, majesté devant laquelle s'humilia l'orgueil de Philippe II le jour où, ayant rencontré le pieux cortége, il descendit de sa voiture, y fit monter le prêtre qui portait l'hostie consacrée, et suivit à pied.

Les seuls monumens dignes de ce nom qui décorent la grande place de Mexico sont la cathédrale et le *Sagrario* (1). L'intérieur de la ca-

(1) C'est le lieu où l'on baptise et où l'on marie.

thédrale est peu remarquable. Le sol est en planches; des figures de moines et de religieuses en bois peint rappellent les collections de Curtius à Paris ou celle de Mme Tussaud à Londres. Au-dessus du tabernacle, des anges couleur de chair soutiennent une madone dans les nuages. Au dehors, on retrouve l'architecture espagnole surchargée des deux derniers siècles; les ornemens de la façade du *Sagrario* sont particulièrement tourmentés et fouillés. L'architecture mexicaine, c'est le goût espagnol outré par le génie sauvage.

Sur l'emplacement où s'élève la cathédrale était le grand *téocalli* ou temple mexicain. Autour d'une pyramide surmontée d'une chapelle se groupaient soixante-dix-huit édifices, sanctuaires, habitations des prêtres, etc. Dans le mur de la cathédrale, on a encastré le fameux calendrier mexicain, trouvé près de là, avec la statue de la déesse de la Mort, et la pierre dite *des sacrifices*. Le premier de ces monumens paraît n'être qu'un fragment d'un morceau plus considérable et ne présenter que la moitié de l'année. Tel qu'il est, son poids est évalué à près de cinquante mille livres.

Un antiquaire mexicain, Gama, a consacré à l'examen de cette pierre une savante dissertation, à laquelle je renvoie ceux des lecteurs qui désireraient faire une connaissance plus particulière avec ce curieux monument astronomique (1). J'en dirai seulement quelques mots. Au milieu est le soleil, la grande divinité des Mexicains, représenté par une tête vue de face et tirant la langue. A l'entour sont figurés les vingt mois solaires de dix-huit jours chacun dont se composait l'année mexicaine de trois cent soixante-cinq jours, en y comprenant cinq jours complémentaires. C'était exactement l'année des Égyptiens avec les jours épagomènes, et comme l'année véritable est plus longue de près de six heures, il fallait pour ce calendrier comme pour tous les autres une correction qui au bout d'un certain temps compensât ce que chaque année mexicaine perdait sur l'année véritable. Une correction de ce genre a été le problème à résoudre dans la formation de tous les calendriers. On sait comment il a été résolu dans le nôtre par les années bissextiles, qui intercalent tous les quatre ans un jour de plus après le 28 février, et suppriment ce jour complémentaire dans la dernière année de trois siècles sur quatre. Les Égyptiens remédiaient à la différence de l'année de trois cent soixante-cinq jours et de l'année vraie par leur période de quatorze cent soixante ans, au bout de laquelle les deux années se retrouvaient d'accord. Les Mexicains n'attendaient pas si longtemps. Au bout de cinquante-deux ans, ils ajoutaient alternativement douze et treize

(1) *Descripcion historica y cronologica de las dos Piedras que... se hallaron el año de* 1790, por Antonio y Leon de Gama.

jours, ce qui faisait vingt-cinq jours au bout de cent quatre ans, et ce temps écoulé, l'année de trois cent soixante-cinq jours se trouvait ramenée à l'année vraie. Ces cent quatre ans formaient le grand cycle mexicain. Alors, comme si le monde avait recommencé une nouvelle existence, ils renouvelaient tous les objets de leur culte et même les meubles et les ustensiles destinés à des usages privés; ils rallumaient le feu sacré dans leurs temples. — Tel était le système du calendrier mexicain. Gama l'appelle le plus parfait de tous les calendriers: on voit du moins qu'il était ingénieux et prouvait chez le peuple qui l'avait imaginé une civilisation assez avancée.

Je reviens à la description de la pierre astronomique de Mexico. Autour du soleil sont indiqués par leurs symboles les quatre autres soleils qui, dans les idées mexicaines, avaient précédé le nôtre et étaient morts avant lui. La mort de chacun de ces soleils avait été accompagnée de la destruction de l'espèce humaine. La première fois les hommes avaient été dévorés par des tigres à la suite d'une disette; la seconde fois, de grands vents avaient renversé les maisons, et les hommes, enlevés par ces vents impétueux, avaient été changés en singes; la troisième fois, ils avaient été attaqués par le feu et transformés en oiseaux; la quatrième enfin, submergés par un déluge et changés en poissons. Le soleil actuel devait mourir aussi, et avec lui le genre humain disparaître dans un incendie. Aussi, à la fin de chaque cycle de cent quatre ans, on craignait que la destruction de l'univers ne s'accomplît, et on recommençait le cycle suivant avec de grandes marques de joie, après que chacun avait fait couler un peu de son sang en l'honneur des dieux, et ce qui est plus fâcheux, après avoir immolé des victimes humaines. On trouve dans la plupart des cosmogonies, particulièrement dans celle des anciens Scandinaves, l'idée de ces époques successives séparées par des destructions et des renouvellemens que produisent l'eau et le feu. Il ne faut pas en conclure à un rapport historique entre les peuples qui ont eu ces idées, et voir, comme on l'a fait, dans un personnage merveilleux de la tradition mexicaine nommé Votan, le Woden ou Odin des peuples germaniques. Ces analogies peuvent avoir leur raison d'être dans l'unité de l'esprit humain, naturellement porté à expliquer par des suppositions semblables les origines qu'il ignore. La similitude des erreurs est une loi de notre nature aussi bien que leur variété. Peut-être dans cette croyance à des rénovations périodiques du monde se cache un souvenir traditionnel d'anciennes catastrophes géologiques. Les révolutions du globe terrestre, les phases de la vie organique à sa surface, semblent, d'après les opinions le plus généralement admises aujourd'hui dans la science, avoir pour causes de grands cataclysmes produits par les soulèvemens volcaniques et qui

sont accompagnés de déplacemens dans le lit des mers, ce qui ressemble assez aux périodes séparées par des incendies et des déluges telles qu'on les trouve chez les Mexicains, chez les anciens Scandinaves, chez divers peuples de l'Orient, et telles que nous les ont transmises plusieurs philosophes et plusieurs poètes de l'antiquité (1).

Le style de décoration qui prévaut dans l'intérieur de la cathédrale se trouve dans toutes les autres églises de Mexico. Partout sont des *retables*, c'est-à-dire des peintures séparées les unes des autres par des cadres sculptés, par des figures en demi-relief et en ronde bosse, mélange singulier qui frappe l'œil dans toutes les églises espagnoles des deux mondes. Le cadre est un objet d'art comme le tableau, et souvent tient autant de place que lui; quelquefois l'accessoire est devenu le principal : il en résulte un ensemble qui souvent n'est pas d'un goût très pur, mais presque toujours d'une grande richesse et d'un grand effet. Quelquefois les peintures expriment un vif sentiment de ferveur; en général elles sont peu remarquables et souvent tout à fait mauvaises. Des crèches, d'un goût puéril, ressemblent à des jouets d'enfant. J'ai vu un grand Christ dont la tunique était semée de roses qui simulaient des gouttes de sang : mélange du gracieux et du sombre qui peignait assez bien le double génie de la dévotion espagnole.

Les cloîtres abondent à Mexico; on dit qu'il y existe cinquante-huit églises et trente-six couvens. L'enceinte de San-Francisco renferme plusieurs églises et plusieurs cloîtres entourés d'un grand mur qui donne à l'ensemble l'air d'une forteresse. Il semble que la tradition du grand *téocalli* mexicain, qui comprenait soixante-dix-huit édifices consacrés au culte des Aztèques, se soit conservé sur une moindre échelle dans cet entassement d'édifices religieux chrétiens. Comme la *Nouvelle-France* du Canada est en réalité pour nous la vieille France, la *Nouvelle-Espagne* est vraiment la vieille Espagne, l'Espagne avec des moines et avec tous les abus de la vie monacale dégénérée. Les moines de Mexico sont loin de mener une vie édifiante. Un légat du pape est en ce moment dans cette ville; il y a été envoyé pour tâcher d'introduire dans les couvens une réforme dont ils ont grand besoin. On dit qu'il désespère de réussir. Le pape actuel voudrait faire ici ce qu'il a tenté à Rome : réduire le nombre des couvens en agglomérant les religieux d'un même ordre dispersés dans plusieurs maisons, dont

(1) Gama, mais cette opinion lui est, je crois, particulière, a cru remarquer, au pourtour de la pierre de Mexico, huit trous dans lesquels il suppose qu'étaient plantés des gnomons entre lesquels on tendait, selon lui, des fils dont l'ombre projetée sur la pierre pouvait indiquer les équinoxes et les solstices. Quoi qu'il en soit, ce monument est trop curieux pour que je n'aie pas cru devoir en dire quelques mots, propres du moins à en faire apprécier l'importance.

chacune possède des fondations qu'a rendues démesurées la diminution graduelle de ceux pour qui on les avait instituées. Les moines de Mexico, malgré toutes les révolutions, sont encore trop riches; le meilleur emploi qu'ils fassent de leur argent est de le prêter à 6 pour 100, ce qui est d'une véritable utilité dans un pays où le taux ordinaire du prêt est beaucoup plus élevé, mais ce qui est peu en harmonie avec leur vocation et avec les doctrines de l'église catholique, si peu favorable au placement à intérêt, dans lequel elle a toujours eu beaucoup de peine à ne pas voir une usure déguisée.

Pendant le carême, les spectacles sont fermés à Mexico; mais nous allons avoir un concert au grand théâtre. Je verrai du moins la salle et le public. La salle est loin d'avoir le brillant aspect de celle de La Havane; le carême empêche qu'elle soit remplie. On fume au parterre. De temps à autre, j'entends un petit bruit sec : c'est le frottement d'une allumette destinée à allumer un cigare. En Hollande, on fume dans les couloirs du théâtre, et à Séville des prêtres savouraient devant moi la cigarette dans la sacristie de la cathédale; mais fumer en plein parterre, c'est ce que je n'ai vu qu'à Mexico. On nous annonce une chanteuse qui vient de Californie. Le concert n'aura lieu que lorsque les robes de Mme *** seront arrivées; elles se trouvent maintenant entre Vera-Cruz et Mexico, et il faut bien qu'elles arrivent, car elles sont annoncées sur l'affiche. Les toilettes successives de Mme *** y figurent aussi bien que les morceaux qu'elle doit chanter.

En attendant, on raconte son histoire. Mme *** est Française. Les parens d'un jeune homme qui l'aimait imaginèrent d'envoyer leur fils en Californie pour le guérir de son amour. Il y avait consenti et attendait à Bordeaux le moment de s'embarquer. Sur ces entrefaites, Mme *** était venue chanter sur le théâtre de Bordeaux; le vent se trouvant contraire, le jeune homme alla un matin voir Mme ***. Le résultat fut que le soir, au lieu de paraître sur le théâtre, elle était avec lui embarquée pour la Californie. Le bateau à vapeur envoyé à leur poursuite arriva tout juste pour voir cingler vers la pleine mer le navire qui les emportait. Voilà un petit roman californien assez agréable, et qui, comme tout roman bien conduit, s'est terminé par un mariage.

Les autres plaisirs de Mexico sont le jeu et les combats de coqs. Je n'ai pas cherché à être témoin de ce cruel passe-temps, que les Mexicains aiment avec passion. Quant au jeu, je n'ai nulle envie de perdre mon argent au *monte*, ne voulant point avoir recours à la ressource dont parfois ont usé, m'assure-t-on, des jeunes gens de Mexico qui, se trouvant à sec, sortaient d'un salon et allaient arrêter un passant dans la rue, puis rentraient et continuaient leur partie avec les sommes qu'ils s'étaient ainsi procurées.

Il y a ici, comme en Espagne, des combats de taureaux dans lesquels les Mexicains montrent une audace qu'ils n'ont pas constamment trouvée devant l'ennemi. Il y a diverses sortes de courage : tel homme qui a l'une n'a pas toujours l'autre. En ce moment, on ne nous offrait d'autre divertissement que le combat d'un ours et d'un taureau. Il faut le désœuvrement du voyageur pour aller chercher un pareil spectacle. Cependant je dois avouer qu'il a été assez curieux par le dénouement inattendu qu'il a présenté. Comme l'ours avait tué, il y a quelques jours, deux ou trois imprudens qui s'étaient trop approchés du poteau auquel il était enchaîné, on l'a enfermé avec son ennemi dans une enceinte formée par de grandes poutres plantées verticalement, à travers lesquelles on n'apercevait que difficilement ce qui se passait. Néanmoins les spectateurs en voyaient assez pour être indignés de la couardise de l'ours, qui faisait le tour du champ clos en rasant les poutres; les coups qu'on lui donnait à travers cette muraille à jour ne pouvaient le décider à combattre. Le taureau, de temps en temps, semblait vouloir fondre tête baissée sur son lâche ennemi; puis, le voyant si humble, il dédaignait de le frapper. Enfin l'ours a perdu patience, il a jeté ses deux fortes pattes autour du col du taureau, qui dès ce moment est resté immobile, tirant la langue, entièrement maîtrisé par cette rude étreinte. La nuit est arrivée avant que rien eût été changé à la situation respective des deux combattans; mais tous les connaisseurs assuraient, en s'en allant, que l'ours certainement étoufferait le taureau.

Une autre curiosité a rassemblé la foule dans la même enceinte, l'enlèvement non d'un aérostat à gaz, mais d'une montgolfière soutenue par la dilatation de l'air échauffé. C'est l'enfance du ballon, et il faut aller à Mexico pour trouver, au milieu du dix-neuvième siècle, cette forme antédiluvienne d'un voyage aérien.

J'ai peu de chose à dire des mœurs mexicaines. Il faudrait vivre plus longtemps dans ce pays pour avoir une opinion fondée à cet égard. La vie de Mexico a été peinte dans le très agréable livre de Mme Calderon. Les scènes de l'intérieur, l'existence aventureuse qu'on mène dans les portions à peine civilisées du pays, ont été dans cette *Revue* l'objet d'une série de tableaux et de récits attachans qu'on m'assure ici ne pas manquer de fidélité. L'auteur de ces récits vient de finir tristement sa vie dans les flammes qui ont consumé le bateau à vapeur *l'Amazone*, sur lequel il s'était embarqué pour aller en Californie (1).

J'entends dire que les Mexicains ne sont pas très sociables, qu'ils

(1) M. Gabriel Ferry de Bellemare. Voyez ses études sur le Mexique dans la *Revue des Deux Mondes*, — du 15 avril 1846 au 15 septembre 1849.

se mêlent peu aux étrangers, quoique les négocians européens épousent souvent des Mexicaines; qu'ils acceptent avec empressement les invitations qu'on leur fait, sans être très empressés de les rendre. Ce que je sais, c'est que M. Levasseur m'a mis en relations avec des hommes fort distingués et fort aimables. J'aurai l'occasion de parler bientôt de M. Ramirez et de M. Lacunza. J'ai vu aussi chez notre ministre M. Carpio, sénateur et, ce qui vaut mieux, poète mexicain, qui a chanté le Mexique, dont les vers ont de l'élévation, de l'ampleur et cette majestueuse harmonie de la poésie espagnole qu'on ne saurait égaler dans aucune langue vivante. M. Olagibel, avocat distingué et membre de la chambre des représentans, a été pour moi d'une obligeance rare. Sa bibliothèque, qui serait remarquable partout, et où se trouvaient deux Murillos, a été mise par lui à ma disposition de la manière la plus complète; j'étais même autorisé à m'y établir et à y travailler en son absence. Entouré de livres sur le pays, des meilleures éditions des classiques anciens et de tous les chefs-d'œuvre des littératures modernes, je me sentais à la fois au Mexique et en Europe. Il en était de même durant mes agréables et instructives conversations avec M. Olagibel. Tout le monde n'est pas aussi européen à Mexico. Un homme instruit du reste et très considéré m'a demandé un jour si le vin de Champagne ne venait pas de la campagne de Rome.

Les femmes mènent une vie tout orientale: la promenade, le bain, la sieste, l'amour, occupent leurs momens. Le luxe est poussé ici très loin; la façon d'une robe coûte, m'assure-t-on, de 200 à 250 fr. Il est vrai que tout est très cher à Mexico. Si les Mexicaines sont en général peu cultivées, je ne m'en étonne pas après avoir vu une maison d'éducation, tenue au reste d'une manière remarquable en tout ce qui ne concerne point l'instruction des jeunes personnes. Cet établissement, situé dans une espèce de palais, porte le nom de Saint-Ignace. Je l'ai visité avec M. Lacunza, l'un de ces hommes distingués dont je parlais tout à l'heure, qu'on est étonné de trouver dans un pays si mal gouverné. L'établissement renferme cent cinquante jeunes filles et femmes de tout âge; on y entre à neuf ans, et on peut y finir ses jours. Les habitantes du lieu sont divisées en groupes de huit personnes ayant leur ménage à part et un dortoir commun. Les lits m'ont paru d'une assez grande élégance. Chaque groupe vit sous la direction d'une *nana*, présidente nommée par la rectrice (*rectora*), qui elle-même est nommée par la *junta*. C'est ce qu'on appelle en anglais le *board* et en français le *comité*. La *junta* se compose de deux représentans des provinces basques et de quatre représentans du Mexique. Nommés primitivement par leurs concitoyens, ils ont depuis ce temps désigné leurs successeurs, ce qui n'est, pour des rai-

sons diverses, nullement dans l'esprit d'un *board* anglais ou américain ni d'un comité français. On m'a montré les portraits des trois fondateurs de l'établissement et on m'a raconté leur histoire. Ayant entendu une petite fille prononcer des paroles grossières, ils conçurent le projet de l'institution, et à l'aide de souscriptions formèrent une fondation considérable. Les jeunes personnes ont une tenue parfaite; elles apprennent à coudre, à broder, à lire, à écrire, à compter, un peu de musique. J'ai demandé ce qu'elles étudiaient et lisaient, une fois sorties de l'enfance; on m'a répondu qu'elles ne lisaient et n'étudiaient point. Quelle différence de cette éducation à celle des petites filles de l'école de Philadelphie, qui connaissaient si bien l'histoire de leur pays et même les hommes et les partis du temps présent!

J'ai vu aussi avec M. Lacunza le collége de Saint-Jean de Latran. Ce collége, ainsi que deux autres, délivre des diplômes qui permettent d'exercer la profession d'avocat. On donne les diplômes au bout de huit ans d'étude dans l'établissement, *sans examens* définitifs; mais chaque année on est examiné avant d'être admis à passer dans la classe supérieure. Ce privilége est menacé, car on va demander l'instruction libre : le droit possédé par les trois colléges de donner ces diplômes n'est qu'un usage et n'est fondé sur aucune loi.

Au collége de Saint-Jean de Latran est adjointe une classe d'enfans parmi lesquels j'ai eu un certain plaisir à voir toutes les couleurs confondues, même la couleur noire. C'est ce que je n'aurais, il faut le dire, trouvé nulle part aux États-Unis. Dans le collége de Saint-Jean de Latran, les études nécessaires sont le latin, la philosophie, le droit. Les études libres sont le français, l'anglais, l'escrime, la gymnastique, le dessin et l'art du menuisier (*carpinteria*); l'étude principale est celle du droit, dont la base est le droit romain, tel qu'il se trouve dans les *Siete partidas* d'Alphonse X, rédigées de nouveau (*recopiladas*) sous Charles III et complétées par les décrets des présidens. Il y a dans le collége deux bibliothèques, l'une dont les étudians ont le libre usage, l'autre qu'on ne peut consulter que sur une permission de M. Lacunza. Il ne doit pas l'accorder trop facilement, car j'y ai vu les romans de Pigault-Lebrun et *Faublas* à côté de la philosophie et du droit romain.

J'ai visité ensuite l'école de dessin, qui semble établie sur un assez grand pied, mais peu remplie. On y enseigne la peinture, la gravure, la sculpture. L'état envoie de jeunes artistes à Rome. Ce qui manque ici aussi bien qu'aux États-Unis, ce sont des modèles. Je n'ai pas vu un tableau de grand maître, sauf un Murillo douteux. Un élève de Tenerani a sculpté l'Hercule mexicain, dont le nom impossible à retenir, comme tous les noms aztèques, commence par *tet* et finit par *tol*. Destiné à la mort, Montezuma voulut lui faire grâce; mais il

demanda à mourir en gladiateur, ce qui était une sorte d'immolation religieuse et volontaire. J'ai eu beaucoup de plaisir à causer avec un peintre homme d'esprit et avec l'auteur de la statue. Je sympathise fort dans son admiration pour Tenerani, que j'ai eu à Rome le chagrin de voir trop immolé à Thorwaldsen, à la mode parmi les Anglais parce qu'il était Scandinave.

Enfin, pour terminer cette journée sérieuse, employée à la manière d'une journée aux États-Unis, j'ai vu un pénitencier qui m'a paru assez bien tenu; mais ce qui là était un des intérêts principaux du voyage, l'organisation des établissemens d'utilité publique, est ici un intérêt assez secondaire. Ce qu'il faut venir voir au Mexique, ce sont les grands tableaux de la nature, dont j'ai cherché à esquisser quelques traits, et les antiquités; mais avant d'aller étudier celles-ci au musée de Mexico, j'ai voulu visiter le sénat et la chambre des représentans.

La salle où se rassemblent les sénateurs est une bonbonnière, que j'ai trouvée à peu près vide. Dans la salle des représentans, on discutait, et il y avait quelques personnes dans la galerie publique. Au-dessus de la tête du président est une image de Notre-Dame de Guadalupe, et devant lui, sur le bureau, un crucifix. Il y a deux tribunes, l'une à gauche et l'autre à droite, apparemment pour que les orateurs aient moins de chemin à faire et leur épargner la fatigue de traverser la salle. Voilà du républicanisme bien méridional, cela seul ferait douter que les Mexicains soient très propres à cette forme de gouvernement; ce qui paraît évident, c'est que jusqu'ici elle n'a produit que des alternatives d'anarchie et de despotisme, ce qui est la pire des conditions pour un peuple. C'est aujourd'hui le tour de l'anarchie, l'année prochaine ce sera celui du despotisme; puis l'anarchie reviendra.

Rien ne peut approcher de la désorganisation de cette société. Les Mexicains ont adopté une constitution modelée sur celle des États-Unis, ce qui était très déraisonnable, car rien ne se ressemble moins que les citoyens des États-Unis et les habitans du Mexique. La masse de la population est indienne, et la population d'origine espagnole n'a nullement cette énergie, cette activité, cette habitude de compter sur soi-même, sans laquelle la république n'est pas possible. De plus, chaque état est à peu près indépendant, de sorte qu'il n'y a nulle autorité dans le gouvernement, nulle union dans le pays. Deux généraux viennent de déclarer de leur chef la franchise de deux ports situés dans les provinces où ils commandent. Le journal qui relate ce fait y ajoute une réflexion trop vraie : « Rien n'est dans son centre, tout est détraqué (*desquisiado*), et notre existence politique est un phénomène effrayant. » Là où personne n'obéit, l'impôt rentre mal ou est gaspillé par l'administration. Ce qu'il y a de certain, c'est que les

finances mexicaines ne sont pas florissantes. Le président Arista, dans son dernier discours aux chambres, a prononcé ces propres paroles : *L'état du trésor est véritablement misérable.*—Cela n'est point déguisé, et le président confirme la vérité de son assertion en établissant un déficit égal à la cinquième partie du revenu, et en déclarant qu'une partie des fonctionnaires n'est plus payée. Personne ici n'a le sentiment qu'un tel état de choses puisse durer. La crise financière précipitera la dislocation inévitable de l'état. On m'assure que le gouvernement mexicain a vécu jusqu'ici sur les 15 millions de dollars que les États-Unis ont donnés au Mexique en indemnité des provinces qu'ils lui avaient prises. Cette somme a été soldée par quartiers; les derniers sont échus tout récemment, et le Mexique est ruiné depuis qu'il n'a plus à dépenser l'argent de ses vainqueurs. Il lui faudrait une seconde invasion pour rétablir ses finances; mais cette fois les États-Unis prendraient tout et ne paieraient rien.

Le Mexique semble un condamné à mort qui a obtenu un répit d'une durée indéterminée; le répit ne saurait être bien long. Cette conviction est dans tous les esprits, et j'ai lieu d'être certain qu'un personnage très haut placé a exprimé dans la conversation le désir que la France ou l'Angleterre voulût bien s'emparer du Mexique, afin que son pays échappe aux États-Unis. Si les États-Unis ont d'ici à quelque temps autre chose à faire, que deviendra jusque-là ce beau et malheureux pays, le plus beau, le plus riche en productions de tous genres qui soit au monde, le seul qui réunisse les métaux précieux aux productions végétales des climats tropicaux et des climats tempérés? Cependant on sent qu'il va mourir, parce qu'il ne peut pas vivre. Après avoir vu aux États-Unis un peuple naître et grandir, je vois ici une nation se dissoudre et s'éteindre. Ce qui est bien frappant et bien propre à faire réfléchir, c'est qu'une agonie mortelle ne supprime pas chez un peuple les apparences de la vie. A voir cette grande ville avec son luxe, ses magasins, ses promenades remplies d'une foule insouciante et parée, il semble qu'on soit au sein d'une société régulière et durable. Et cependant on sait, à n'en pouvoir douter, que cette société, minée par la base, repose sur le vide et finira par s'y abîmer. Singulier et effrayant spectacle! Il en était ainsi dans l'empire romain la veille de son renversement par les Barbares, quand Ausone s'amusait à décrire en vers coquets le luxe et la sécurité de l'opulence romaine aux bords de la Moselle, à quelques pas des Barbares qui allaient venir; quand cet empire, comme disait Salvien, *mourait en riant.* Les peuples qui laissent se briser dans leur sein les ressorts de la vie morale et de la société sont pareils à ces arbres, creux au dedans, qui ont à l'extérieur tous les semblans de la durée, et qui, un petit vent venant à souffler, tombent tout à coup.

J.-J. AMPÈRE.

JEAN-JACQUES ROUSSEAU

SA VIE ET SES OUVRAGES.

VII.[1]

SÉJOUR DE ROUSSEAU A L'ERMITAGE. — AMOUR POUR Mme D'HOUDETOT. — ROUSSEAU AVEC Mme D'ÉPINAY.

La Nouvelle Héloïse fut commencée à l'Ermitage; mais Rousseau n'eut pas le temps de l'y finir : il quitta brusquement la retraite que Mme d'Épinay lui avait donnée, rompit avec elle, avec Grimm, avec Diderot, et alla s'établir à Montmorency, chez M. le duc de Luxembourg, changeant ainsi tout à coup d'amis, passant d'un milieu dans un autre, des philosophes chez les grands seigneurs, pour les quitter et les maudire bientôt tous, égaré par les noirs accès de sa maladie.

Il y a dans le récit du séjour de Rousseau à l'Ermitage trois points principaux : 1° l'amour de Rousseau pour Mme d'Houdetot; 2° le départ de l'Ermitage et la rupture avec Mme d'Épinay; 3° la rupture avec Grimm et avec Diderot.

C'est à La Chevrette, chez Mme d'Épinay, que Rousseau rencontra Mme d'Houdetot. Elle était bienveillante et aimable. Voyant Rousseau timide et embarrassé dans le monde, elle causa avec lui : cela le charma. Mme d'Houdetot, étant à Eaubonne et sachant Rousseau à l'Ermitage, vint l'y voir. « Cette visite, dit Rousseau, eut un peu l'air d'un début de roman. Elle s'égara dans la route, son carrosse s'embourba dans le fond du vallon. Elle voulut descendre et faire le reste du trajet à pied. Sa mignonne chaussure fut bientôt percée; elle en-

(1) Voyez les premiers chapitres de cette série dans les livraisons des 1er janvier, 15 février, 1er mai, 1er août, 15 novembre 1852, et 15 juin 1853.

fonçait dans la crotte; ses gens eurent toutes les peines du monde à la dégager, et enfin elle arriva à l'Ermitage en bottes, et perçant l'air d'éclats de rire auxquels je mêlai les miens en la voyant arriver. Il fallut changer de tout, Thérèse y pourvut, et je l'engageai d'oublier sa dignité pour faire une collation rustique dont elle se trouva fort bien. Il était tard, elle resta peu; mais l'entrevue fut si gaie, qu'elle y prit goût et parut disposée à revenir. Elle n'exécuta pourtant ce projet que l'année suivante. A cette seconde visite, elle était à cheval et en homme. Quoique je n'aime guère ces sortes de mascarades, je fus pris à l'air romanesque de celle-là, et pour cette fois ce fut de l'amour. Comme il fut le premier et l'unique en toute ma vie..., qu'il me soit permis d'entrer dans quelques détails sur cet article (1). »

Avant de noter quelques-uns de ces détails, qu'il me soit permis à mon tour de faire une remarque. Rousseau dit que sa passion pour Mme d'Houdetot fut son premier et son unique amour. N'a-t-il donc pas aimé Mme de Warens? N'a-t-il pas aimé à Lyon, en 1741, Mlle Serre? N'y a-t-il pas même dans sa correspondance une lettre d'amour adressée à Mlle Serre? Un des commentateurs de Rousseau trouve cette lettre très passionnée, je la trouve banale et vulgaire : « Votre charmante image me suit partout, dit-il; je ne puis m'en défaire, même en m'y livrant (2); elle me poursuit jusque pendant mon sommeil; elle agite mon cœur et mes esprits; elle consume mon tempérament (3). » Quel style! Otez je ne sais quelle grossièreté qui est trop souvent la marque de l'amour dans Rousseau, quelle banalité! Et comme je comprends bien que Rousseau, se mettant à aimer Mme d'Houdetot, ait oublié cette lettre de 1741, dont moi-même je n'aurais pas parlé, si, en la lisant, je n'y avais trouvé une preuve de plus du singulier phénomène qui caractérise le talent de Jean-Jacques Rousseau, ce talent qui, longtemps ignoré de l'auteur lui-même, éclata tout à coup et brilla pendant plus de vingt ans, puis sembla peu à peu s'ensevelir dans la souffrance et l'égarement de la maladie (4). La lettre à Mlle Serre précède l'éruption du génie de Rousseau.

(1) *Confessions*, livre IXe.

(2) Phrase singulière, et que je ne puis expliquer que par cette autre-ci de Julie à Saint-Preux : « Je crains que tu n'outrages ta Julie à force de l'aimer. » (Deuxième partie, lettre XVe.)

(3) *Correspondance*, p. 182.

(4) Rousseau, dans son second Dialogue, dit, en parlant de son discours sur *les lettres et les arts* en 1749 : « De la vive effervescence qui se fit alors dans son âme (Rousseau, dans ses Dialogues, parle de lui-même à la troisième personne) sortirent les étincelles de génie qu'on a vu briller dans ses écrits durant deux ans de délire et de fièvre, mais dont aucun vestige n'avait paru jusqu'alors, et qui vraisemblablement n'auraient plus brillé dans la suite, si, cet accès passé, il eût voulu continuer d'écrire. » Deuxième Dialogue, t. IV, édit. Furne, p. 79.)

Mme d'Houdetot, qui inspira à Rousseau une passion si ardente, était-elle belle ou était-elle jolie? Ni l'un, ni l'autre. Rousseau dit lui-même qu'elle n'était pas belle : « Son visage était marqué de petite vérole, son teint manquait de finesse, elle avait la vue basse et les yeux un peu ronds; mais elle avait l'air jeune avec tout cela, et sa physionomie, à la fois vive et douce, était caressante. Elle avait l'esprit très naturel et très agréable; la gaieté, l'étourderie et la naïveté s'y mariaient heureusement; elle abondait en saillies charmantes qu'elle ne recherchait point, et qui partaient quelquefois malgré elle. Pour son caractère, il était angélique, la douceur d'âme en faisait le fond (1). » Voilà un portrait qui se sent de l'amour que Rousseau a eu pour Mme d'Houdetot. J'ai voulu, pour mieux connaître Mme d'Houdetot, consulter les témoignages des femmes de son temps, de son monde, et particulièrement celui de Mme d'Épinay, sa belle-sœur. Mme d'Épinay dit partout beaucoup de bien de Mme d'Houdetot. Il y a plus : Mlle d'Ette, cette commensale malicieuse de Mme d'Épinay, qui médisait tant qu'elle pouvait des personnes qui la recevaient, et qui peignait d'une manière si piquante tous les vices ou tous les défauts dont elle profitait, Mlle d'Ette, la précéptrice et l'espionne du mal dans toute cette société riche, spirituelle et frivole, Mlle d'Ette est elle-même favorable à Mme d'Houdetot. « Vous savez, dit Mlle d'Ette, que la comtesse d'Houdetot est devenue très aimable; son esprit s'est formé. Elle est bien un peu étourdie, mais elle est si naturellement honnête, que c'est un agrément de plus pour une femme aussi jeune. Il ne tiendrait qu'à nous de la croire coquette; mais Émilie (Mme d'Épinay) nous assure qu'il n'en est rien (2). » Voyons maintenant ce que Mme d'Épinay dit elle-même de Mme d'Houdetot : « La comtesse d'Houdetot est venue hier me dire adieu. Que c'est une jolie âme, naïve, sensible et honnête! Elle est ivre de joie du départ de son mari, et vraiment elle est si intéressante, que tout le monde en est heureux pour elle (3)... » Et ailleurs : « ... La comtesse d'Houdetot est venue hier souper avec nous. Le marquis de Saint-Lambert était avec elle; il venait m'apprendre son départ pour l'armée. Mme d'Houdetot en est désespérée; elle ne s'attendait pas à cette séparation. Elle ne se possède pas, et laisse voir sa douleur avec une franchise au fond très estimable, mais cependant embarrassante pour ceux qui s'intéressent à elle... Mon Dieu! que j'ai d'impatience de voir dix ans de plus sur la tête de cette femme! Si elle pouvait acquérir un peu de modération, ce serait un ange. »

(1) *Confessions*, livre IXe.
(2) *Mémoires de Mme d'Épinay*, t. Ier, p. 205.
(3) *Ibid.*, t. II, p. 384.

Voilà certes un portrait où il n'y a pas de malveillance, et il y en a même si peu, que Mme d'Épinay ne parle pas de la figure de Mme d'Houdetot. Ce n'était pas en effet par la figure qu'elle plaisait, Rousseau nous l'a déjà dit : c'était par sa grâce et par son amabilité (1). Il y a encore aujourd'hui dans le monde des personnes qui ont vu Mme d'Houdetot à Eaubonne avec M. de Saint-Lambert et avec M. d'Houdetot, avec son amant et avec son mari. J'ai recueilli çà et là leurs témoignages (2), et je les rassemble comme ils sont restés dans ma mémoire, sans chercher à les grouper, n'ayant d'autre intention que d'achever le portrait de Mme d'Houdetot, et de faire mieux connaître celle qui inspira à Rousseau une passion d'autant plus vive, qu'il ne parvint jamais à la faire partager et qu'il en fit seul les frais, ce qui s'arrangeait du reste fort bien avec son genre de passion ou d'imagination.

Ce qui faisait vraiment le charme de Mme d'Houdetot, c'est qu'elle avait, comme le dit si bien Mme d'Épinay, une *jolie âme*, c'est-à-dire une âme gracieuse et naïve, honnête, comme le dit encore Mme d'Épinay, non pas de cette honnêteté qui fait aimer ou suivre le devoir, mais de cette honnêteté qui consiste à ne déguiser aucun de ses sentimens, de cette honnêteté qui faisait que Mme d'Houdetot était ivre de joie du départ de son mari et désespérée du départ de son amant. A ce genre d'honnêteté, ôtez la naïveté qu'y mettait Mme d'Houdetot; ôtez l'excuse que faisaient la facilité des mœurs du siècle, les usages singuliers du monde, l'insouciance des maris ou l'embarras même qu'ils avaient d'aimer leurs femmes; ôtez ces excuses, et cette honnêteté touchera à l'effronterie du vice. Il n'en était rien, et si je ne

(1) Dans ses *Anecdotes pour servir de suite aux Mémoires de Mme d'Epinay*, Mme la vicomtesse d'Allard, qui, plus jeune que Mme d'Houdetot, avait pourtant beaucoup vécu dans sa société, dit « que ce sera une consolation pour les femmes laides d'apprendre que Mme d'Houdetot, qui l'était beaucoup, a dû à son esprit et surtout à son charmant caractère d'être si parfaitement et si constamment aimée; elle avait non-seulement la vue basse et les yeux ronds, comme le dit Rousseau, mais elle était extrêmement louche, ce qui empêchait que son âme ne se peignît dans sa physionomie; son front était très bas, son nez gros; la petite vérole avait laissé une teinte jaune dans tous ses creux, et les pores étaient marqués de brun : cela donnait un air sale à son teint, qui, je crois, était beau avant cette maladie. » Je crois bien que ce portrait, fait par une jeune femme qui se souvient d'une vieille, sans pitié et sans prévoyance, ne représente pas Mme d'Houdetot telle qu'elle était dans sa jeunesse et telle que Rousseau la vit à l'Ermitage : Mme d'Allard exagère un peu la laideur de Mme d'Houdetot pour mieux faire ressortir son esprit et son charmant caractère; car c'est là ce dont Mme d'Allard, comme tous ceux qui avaient vécu dans la société de Mme d'Houdetot, avait gardé le plus de souvenir.

(2) Parmi ces témoignages, celui qui m'a été le plus utile et qui m'est le plus cher est celui de M. Hochet, mon bon et affectueux parent, un de ces hommes d'esprit que les affaires enlèvent aux lettres, qui honorent les affaires par leur intelligence et par leurs succès, mais qui se retournent toujours avec amour vers les lettres, et font de l'étude le délassement de leurs travaux et l'ornement de leur bonheur.

craignais de tomber dans le paradoxe, je dirais volontiers que la morale alors était plus corrompue que les mœurs, ce qui arrive souvent, tandis qu'il y a des temps au contraire où les mœurs sont plus corrompues que la morale. Au XVIIe siècle et sous Louis XIV, la morale était chrétienne et les mœurs étaient souvent païennes. Au XVIIIe siècle, vers 1750, l'idée de la loi était effacée dans les âmes; mais le libertinage des principes était plus grand que le libertinage de la conduite. Dans cette singulière et aimable société du XVIIIe siècle, les devoirs étaient transposés et intervertis plutôt que détruits. Mme d'Houdetot resta toujours fidèle à M. de Saint-Lambert, et M. d'Houdetot, qui, au moment où il épousa Mme d'Houdetot, aimait éperdûment une dame qu'il ne pouvait épouser, resta fidèle aussi à cette affection. La personne qu'aimait M. d'Houdetot ne mourut qu'en 1793, c'est-à-dire quarante-huit ans après le mariage de M. d'Houdetot, et pendant tout ce temps il l'aima constamment, de même que, pendant tout ce temps aussi, Mme d'Houdetot aima Saint-Lambert, de telle sorte que M. d'Houdetot disait fort spirituellement : « Nous avions, Mme d'Houdetot et moi, la vocation de la fidélité; seulement il y a eu un malentendu. »

M. d'Houdetot, sa femme et M. de Saint-Lambert sont morts tous trois dans un âge très avancé. Ceux qui les ont vus dans leur retraite d'Eaubonne remarquaient que l'amant avait souvent de l'humeur et grondait beaucoup dans sa vieillesse, tandis que le mari était plein d'attentions pour sa femme, si bien qu'à voir les soins de l'un et les boutades de l'autre, un étranger se serait trompé, et aurait pris l'amant pour le mari.

Mme d'Houdetot avait l'esprit simple et délicat, juste et vif, sans empressement de se montrer. Toujours entourée d'hommes de lettres et d'hommes du monde, la conversation, chez elle, était spirituelle et intéressante; elle n'y prenait part qu'avec réserve et à propos, pour la ranimer ou pour la résumer, et elle le faisait toujours par un mot juste et fin qui, lorsqu'il venait comme conclusion, ne laissait plus rien à dire. Ceux qui l'ont vue, même dans sa vieillesse, ont gardé le souvenir de quelques-uns de ces mots doux et justes dont elle avait le secret. — Un jour, me disait M. Hochet, on causait chez elle des femmes, de leurs qualités, de leurs défauts, et comme c'était sous le directoire, le temps faisait qu'on médisait plus qu'on ne louait. Mme d'Houdetot finit la conversation, qu'elle n'avait pas contrariée, en nous disant : « Sans les femmes, la vie de l'homme serait sans assistance au commencement, sans plaisir au milieu, et sans consolation à la fin. » C'était là son genre d'esprit, élégant et même réfléchi par habitude de la bonne compagnie, et pourtant toujours naturel.

Elle faisait de jolis vers qu'elle disait à ses amis, mais qu'elle n'a

jamais voulu faire imprimer, fuyant la célébrité littéraire, quoique entourée d'auteurs. Ces vers lui arrivaient naturellement pour exprimer les émotions de sa vie, qui fut douce et heureuse, ce qui laisse croire qu'il y a toujours dans notre destinée un peu de notre âme et de notre caractère. Ses chagrins étaient les départs de Saint-Lambert pour l'armée; de là ces vers souvent cités, mais vraiment charmans :

L'amant que j'adore,
Prêt à me quitter,
D'un moment encore
Voudrait profiter.
Félicité vaine
Qu'on ne peut saisir,
Trop près de la peine
Pour être un plaisir!

Quand vint la révolution, les dangers du temps n'empêchèrent pas Mme d'Houdetot de songer à ses amis. Elle vint d'Eaubonne au Val, près Saint-Germain-en-Laye, voir Mmes la duchesse de Poix et la comtesse de Noailles, qui s'y étaient réfugiées et y vivaient fort solitaires. Elle resta trois jours au Val, avec une insouciance du péril que ne partageaient pas ses hôtesses, et qui tenait à une sorte de difficulté qu'avait son âme de croire au mal et au malheur. En partant, elle leur donna ces vers, qui n'ont point encore été publiés :

Malgré tant de malheurs, dans une paix profonde
Je passe encore ici les momens les plus doux;
Je puis auprès de vous oublier tout le monde :
Ce qu'il a de meilleur, je le retrouve en vous.
Ces grâces, ces vertus, dont vous êtes l'exemple,
Je les ai vu s'évanouir;
Mais votre retraite est un temple
Où je viens encore en jouir.
Telle une colonne superbe,
Monument des jours de splendeur,
Ne peut nous dérober sous l'herbe
Le souvenir de sa grandeur.
Dans votre asile solitaire,
Heureuses de nous rassembler,
Cherchons au moins à nous distraire,
Ne pouvant plus nous consoler.

La vieillesse elle-même, quoique Mme d'Houdetot en ressentît les inconvéniens, ne la corrigea point de cet optimisme, ou plutôt de cette disposition au bonheur qu'elle prenait dans la douceur de son âme. Voici comme elle parle de la vieillesse dans des vers fort spirituels, qui sont les derniers que je citerai :

Oh! le bon temps que la vieillesse!
Ce qui fut plaisir est tristesse,

Ce qui fut rond devient pointu ;
L'esprit même est *cagne-fêtu* (1).
On entend mal, on ne voit guère ;
On a cent moyens de déplaire.
Ce qui charma nous semble laid ;
On voit le miracle comme il est.
Qui nous cherchait nous abandonne :
Le bon sens, la froide vertu
Chez nous n'attirent plus personne.
On se plaint d'avoir trop vécu.
Mais dans ma retraite profonde,
Qu'un seul ami me reste au monde :
Je croirai n'avoir rien perdu.

Rassemblez tous les traits que je viens d'indiquer, faites-en un ensemble, et animez-le par la jeunesse : voilà Mme d'Houdetot telle que Jean-Jacques Rousseau l'a aimée.

Il y a deux récits de l'amour de Rousseau pour Mme d'Houdetot : le récit des *Confessions* et le récit des *Mémoires de Mme d'Épinay*. Ces deux récits ne s'éloignent pas beaucoup l'un de l'autre dans le commencement. Voyons d'abord le récit de Rousseau : c'est le roman.

Saint-Lambert était parti pour l'armée, et Mme d'Houdetot était seule et triste. Elle aimait à parler de son affection pour Saint-Lambert : elle en parla à Rousseau. A ce moment, Rousseau faisait *la Nouvelle Héloïse*, et, comme il le dit lui-même, « il était ivre d'amour sans objet. » Voyant Mme d'Houdetot et l'entendant parler d'amour, quoique pour un autre, elle devint peu à peu l'objet de ses chimères amoureuses. Il vit sa Julie en Mme d'Houdetot, et il vit Mme d'Houdetot telle qu'il rêvait Julie. Mme d'Houdetot prêta une figure et un corps à Julie ; Julie prêta sa beauté imaginaire à cette figure et à ce corps. « Elle me parlait de Saint-Lambert en amante passionnée. Force contagieuse de l'amour ! en l'écoutant, en me sentant près d'elle, j'étais saisi d'un frémissement délicieux que je n'avais jamais éprouvé auprès de personne. Elle parlait, et je me sentais ému : je croyais ne faire que m'intéresser à ses sentimens, quand j'en prenais de semblables : j'avalais à longs traits la coupe empoisonnée dont je ne sentais encore que la douceur. Enfin, sans que je m'en aperçusse et sans qu'elle s'en aperçût, elle m'inspira pour elle-même tout ce qu'elle exprimait pour son amant. Hélas ! ce fut bien tard, ce fut bien cruellement brûler d'une passion non moins vive que malheureuse pour une femme dont le cœur était plein d'un autre amour. Malgré les mouvemens extraordinaires que j'avais éprouvés auprès d'elle, je ne m'aperçus pas d'abord de ce qui m'était arrivé. Ce ne fut qu'après son départ que, voulant penser à Julie, je fus frappé de

(1) Agité sans rien faire.

ne pouvoir plus penser qu'à Mme d'Houdetot; alors mes yeux se dessillèrent (1)... »

Il fut d'abord effrayé. Il appela, dit-il, à son aide, pour triompher de son amour, ses mœurs, ses sentimens, ses principes, la honte, l'infidélité, le crime, l'abus d'un dépôt confié par l'amitié, « le ridicule enfin de brûler à son âge de la passion la plus extravagante pour un objet dont le cœur préoccupé ne pouvait lui rendre aucun retour ni lui laisser aucun espoir. » Tout fut inutile : bientôt même sa conscience se rassura par un sophisme, comme se rassurent en général les consciences complaisantes : que craindre d'un amour qui n'est point partagé? où est le danger? « Quel scrupule, pensai-je, puis-je me faire d'une folie nuisible à moi seul? Suis-je donc un jeune cavalier fort à craindre pour Mme d'Houdetot? Ne dirait-on pas, à mes présomptueux remords, que ma galanterie, mon air, ma parure vont la séduire? Eh! pauvre Jean-Jacques, aime à ton aise en sûreté de conscience, et ne crains pas que tes soupirs nuisent à Saint-Lambert! » Ainsi rassuré, il s'abandonne à son amour. Cependant, comme l'amour excite le caractère plus qu'il ne le corrige, quoique aimant, il fut défiant, inquiet, ombrageux, comme il était de sa nature de l'être. Si par hasard Mme d'Houdetot, à qui il avait avoué sa passion, voulait se moquer de lui! si elle ne pensait qu'à se divertir d'un barbon amoureux et de ses douceurs surannées! si elle en avait fait confidence à Saint-Lambert et s'ils s'entendaient tous les deux pour lui faire tourner la tête et le persifler! — Là-dessus, voilà sa tête qui se monte, ses soupçons éclatent. Mme d'Houdetot voulut d'abord en rire. « Ce furent alors de ma part, dit Rousseau, des transports de rage; elle changea de ton. J'exigeai des preuves qu'elle ne se moquait pas de moi; elle vit qu'il n'y avait nul autre moyen de me rassurer... Elle ne me refusa rien de ce que la plus tendre amitié pouvait accorder, elle ne m'accorda rien qui pût la rendre infidèle, et j'eus l'humiliation de voir que l'embrasement dont ses légères faveurs allumaient mes sens n'en porta jamais aux siens la moindre étincelle. »

J'ai quelque répugnance à citer ce passage : il y a en effet dans tous les amours de Rousseau, soit les siens, soit ceux de ses héros, un coin d'histoire naturelle qui me rebute; mais j'avais besoin de le citer pour plusieurs raisons. 1° Il est impossible de se tenir plus près de la vérité et de faire en même temps plus de roman que ne le fait Rousseau dans cette scène. Quand Rousseau laissa éclater ses soupçons, il fit sur Mme d'Houdetot l'effet d'un malade ou d'un maniaque; mais comme aucun romancier ne fait volontiers de son héros un malade, comme tout auteur de mémoires et de confessions s'érige toujours

(1) *Confessions*, livre IXe.

en personnage héroïque ou intéressant, Rousseau n'a pas manqué de se donner des transports de rage. La rage sied en amour, et, de nos jours surtout, la passion recourt de bonne grâce à la frénésie, que beaucoup de gens confondent avec l'énergie. Était-ce en effet dans Rousseau rage de n'être point aimé? Cela m'attendrirait. Non, c'était crainte d'être moqué; c'était orgueil, ce qui est beaucoup moins intéressant. Quoi qu'il en soit, Mme d'Houdetot eut peur de cette frénésie, ou plutôt elle en eut pitié, et Rousseau ne s'y trompa pas, car il avoue qu'il en abusa, et qu'il se fit rassurer par des marques de tendre amitié, ne pouvant pas avoir plus. Mme d'Houdetot, avec le caractère doux que nous lui avons vu, craignant les orages et les secousses, prit le parti d'apaiser et de soigner ce maniaque amoureux. Elle ne le trompa point, elle ne trompa point davantage Saint-Lambert; mais elle accorda à Rousseau ce qu'il fallait pour que s'entretînt cette passion occupée d'elle-même, qui s'employait à la fois à peindre Julie et à transfigurer Mme d'Houdetot, et qui, par une singularité propre à Rousseau, échauffait sa tête, son imagination, ses sens même, sans jamais prendre l'âme, ce qui rendait cet amour éloquent et peu dangereux. C'est peut-être ce que Mme d'Houdetot avait compris, et ce qui la rendait indulgente.

« J'ai tort, continue Rousseau voulant peindre l'ardeur de son amour, j'ai tort de dire que l'amour que je ressentais n'était point partagé; il l'était en quelque sorte. Il était égal des deux côtés, quoiqu'il ne fût pas réciproque. Nous étions ivres d'amour l'un et l'autre, elle pour son amant, moi pour elle. Nos soupirs, nos délicieuses larmes se confondaient. Tendres confidens l'un de l'autre, nos sentimens avaient tant de rapports, qu'il était impossible qu'ils ne se mêlassent pas en quelque chose. Et toutefois, au milieu de cette dangereuse ivresse, jamais elle ne s'est oubliée un moment; et moi je proteste, je jure que si, quelquefois égaré par mes sens, j'ai tenté de la rendre infidèle, jamais je ne l'ai véritablement désiré. » Me permettra-t-on ici de rappeler un souvenir de mes entretiens à la Sorbonne avec les jeunes gens de nos écoles, parce que ce souvenir se rapporte exactement à l'émotion que je ressens encore aujourd'hui en transcrivant ces paroles? Je lisais ce passage devant mon jeune auditoire, passant çà et là quelques notes et quelques phrases, quand m'interrompant : « Je ne veux pas aller plus loin, dis-je à mes auditeurs, non par pruderie, mais parce que je sens dans toute cette scène je ne sais quoi de faux et de grotesque que dissimule mal la déclamation. Que me parlez-vous de l'ivresse de Mme d'Houdetot et de ses dangers, puisque cette ivresse n'était pas pour vous, puisqu'elle était pour Saint-Lambert absent, puisqu'elle n'avait que des souvenirs et point d'émotions? Cessez donc de calomnier en quelque sorte Mme d'Hou-

detot en nous vantant sa sagesse et sa force, comme s'il y avait eu pour elle du mérite à être sage où elle n'était point tentée, du mérite à être forte où il n'y avait pas de périls! Mais vous, philosophe, quel rôle aviez-vous dans ces tête-à-tête? Vous avez déjà joué le malade pour vous faire traiter tendrement en ami, ou tout au moins vous avez continué à paraître défiant quand déjà au fond vous ne l'étiez plus, afin d'obtenir des preuves que Mme d'Houdetot ne se moquait pas de vous. Et maintenant que faites-vous? Vous faites pire : vous la poussez vers les plus tendres souvenirs, vers les plus amoureuses pensées, espérant que ses souvenirs deviendront des émotions, et que vous en profiterez. Quoi! vous n'avez devant vous qu'un marbre qu'un autre seul peut animer, vous le savez, et pourtant vous essayez d'échauffer ce marbre, vous essayez d'en faire une femme! Et quelle femme ce serait, si elle allait ressentir vos suggestions! » Mes jeunes gens pensaient comme moi, et je n'en étais pas étonné. Ils sentaient avec l'âme qu'on a à leur âge et que gardent toujours les honnêtes gens, ils sentaient que cet amour moitié romanesque et moitié brutal de Rousseau ne méritait pas le nom d'amour. Triste condition en effet de l'amour tel que l'a peint Rousseau : il veut en faire une passion au lieu d'un plaisir. Mais cette passion que Rousseau ressent pour Mme d'Houdetot, passion non partagée et qui semble fort à son aise pour être toute platonique, comme il la rend grossière en dépeignant l'agitation de ses sens! C'est l'amour platonique de Priape. Voyez en effet ce qu'il dit de ses courses de Montmorency à Eaubonne, où demeurait Mme d'Houdetot, de ses palpitations, de ses mouvemens convulsifs, de ses éblouissemens (1) en chemin à l'idée du baiser qui l'attendait à son arrivée; et le grotesque ou le dégoût étant, grâce à Dieu, la punition ordinaire de la grossièreté, voici de quelle manière étrange Rousseau finit la description de cet amour pour Mme d'Houdetot qu'il a voulu rendre intéressant : « Cet état et surtout sa durée, pendant trois mois d'irritation continuelle et de privation, me jeta dans un épuisement dont je n'ai pu me tirer de plusieurs années, et finit par me donner une descente que j'emporterai ou qui m'em-

(1) « Un éblouissement m'aveuglait, mes genoux tremblans ne pouvaient me soutenir; j'étais forcé de m'arrêter, de m'asseoir; toute ma machine était dans un désordre inconcevable; j'étais prêt à m'évanouir. Instruit du danger, je tâchais en partant de me distraire et de penser à autre chose. Je n'avais pas fait vingt pas, que les mêmes souvenirs et tous les accidens qui en étaient la suite revenaient m'assaillir, sans qu'il me fût possible de m'en délivrer..... J'arrivais à Eaubonne faible, épuisé, rendu, me soutenant à peine. A l'instant que je la voyais, tout était réparé; je ne sentais plus auprès d'elle que l'importunité d'une vigueur inépuisable et toujours inutile (*).» C'est la clinique de l'amour peut-être, mais ce n'est pas l'amour.

(*) *Confessions*, livre IXe.

portera au tombeau. Telle a été la seule jouissance amoureuse de l'homme du tempérament le plus combustible, mais le plus timide en aucun temps que peut-être la nature ait jamais produit (1). »

Que dire de cet amour qui finit par une hernie et de l'homme qui le raconte et qui croit nous toucher par ce détail d'hôpital? Il y a de tout dans l'amour de Rousseau, de l'enthousiaste et du séducteur, du satyre et du malade : il n'y manque que l'amour vrai, simple, et par conséquent décent. Comment de plus, dans ces étranges confidences, ne pas remarquer la folie de cette incroyable vanité qui fut la grande maladie de Rousseau et qui est devenue la maladie épidémique de notre siècle, de cette vanité qui fait que chaque homme veut avoir tout et être tout, changeant de prétentions selon les goûts mobiles du temps, et, dans chaque prétention, visant à l'excès, qui semble la perfection? « Si un mortel, dit Pindare, jouit d'un bonheur sans mélange, si ses richesses sont suffisantes et s'il y joint la gloire, qu'il n'aspire pas à devenir dieu! » Conseil bien simple en apparence et le plus difficile à suivre, si nous consultons l'expérience. C'était, au temps de Pindare, un grand bien qu'une vie paisible, riche et glorieuse, et ce l'est encore, je pense; mais quoi? si j'ai la paix, la fortune et la gloire, pourquoi n'aurais-je pas les autres biens de l'humanité? Si j'ai le génie, pourquoi n'aurais-je pas le pouvoir? Si j'ai le pouvoir, pourquoi n'aurais-je pas le plaisir? Et si j'ai le plaisir, pourquoi n'aurais-je pas, pour le trouver et le sentir plus vite et mieux que les autres, une inépuisable sensibilité? Que dis-je? être sensible, c'est trop peu au siècle où tout le monde veut l'être; il faut être combustible, car il faut primer en tout; il faut être en tout, en bien ou en mal, le plus grand effort de la nature : il faut être dieu!

Quant à moi, je fais peu de cas, je dois l'avouer, de la glorification que Rousseau fait de la combustibilité de son tempérament. Est-ce de ma part dédain des sens? est-ce audace de spiritualisme? Eh mon Dieu non! Si je fais fi de cette combustibilité, c'est que je la trouve fort commune; c'est que le chapitre d'histoire naturelle que Rousseau intercale si malheureusement dans le récit de son amour pour Mme d'Houdetot est un lieu commun, si je puis parler ainsi, au lieu d'être un paradoxe; c'est que ce chapitre a plus ou moins sa place dans toutes les confessions des jeunes gens, et que ce que Rousseau prend pour une originalité et une supériorité de tempérament n'est au contraire qu'une banalité.

Est-ce à dire pourtant que dans le récit que fait Rousseau de son amour pour Mme d'Houdetot, il n'y ait rien qui soit gracieux et intéres-

(1) *Confessions*, livre IXe.

sant? Je me souviens que, dans ma jeunesse, les dévots de Rousseau vantaient beaucoup la scène du bosquet d'Eaubonne. Voyons cette scène que Rousseau a deux fois racontée, une fois dans ses *Confessions* et l'autre dans sa *Correspondance*. « Un soir, dit Rousseau dans les *Confessions*, après avoir soupé tête à tête, nous allâmes nous promener au jardin par un très beau clair de lune. Au fond de ce jardin était un assez grand taillis, par où nous fûmes chercher un joli bosquet, orné d'une cascade dont je lui avais donné l'idée et qu'elle avait fait exécuter. Souvenir immortel d'innocence et de jouissance! Ce fut dans ce bosquet qu'assis avec elle, sur un banc de gazon, sous un acacia tout chargé de fleurs, je trouvai, pour rendre les mouvemens de mon cœur, un langage vraiment digne d'eux. Ce fut la première, l'unique fois de ma vie; mais je fus sublime, si l'on peut nommer ainsi tout ce que l'amour le plus tendre et le plus ardent peut porter d'aimable et de séduisant dans un cœur d'homme. Que d'enivrantes larmes je versai sur ses genoux! Que je lui en fis verser malgré elle! Enfin, dans un transport involontaire, elle s'écria : « Non, jamais homme ne fut si aimable et jamais amant n'aima comme vous! Mais votre ami Saint-Lambert nous écoute, et mon cœur ne saurait aimer deux fois. » Je me tus en soupirant; je l'embrassai... Quel embrassement! mais ce fut tout. Il y avait six mois qu'elle vivait seule, c'est-à-dire loin de son amant et de son mari; il y en avait trois que je la voyais presque tous les jours, et toujours l'amour en tiers entre elle et moi! Nous avions soupé tête à tête; nous étions seuls, dans un bosquet, au clair de la lune, et après deux heures de l'entretien le plus vif et le plus tendre, elle sortit au milieu de la nuit, de ce bosquet et des bras de son ami, aussi intacte, aussi pure de corps et de cœur qu'elle y était entrée. » Cette scène n'est pas tout à fait racontée de même dans la *Correspondance*. « Rappelle-toi, dit Rousseau à Mme d'Houdetot dans une ces lettres qui semblent composées pour un roman, rappelle-toi ces temps de félicité qui pour mon tourment ne sortiront jamais de ma mémoire. Cette flamme invisible dont je reçus une seconde vie, plus précieuse que la première, rendait à mon âme, ainsi qu'à mes sens, toute la vigueur de la jeunesse. L'ardeur de mes sentimens m'élevait jusqu'à toi. Combien de fois ton cœur, plein d'un autre amour, fut-il ému des transports du mien! Combien de fois m'as-tu dit dans le bosquet de la cascade : « Vous êtes l'amant le plus tendre dont j'eusse l'idée; non, jamais homme n'aima comme vous! » Quel triomphe pour moi que cet aveu dans ta bouche! Assurément, il n'était pas suspect (1). » Entre cette version et celle des *Confessions*, la différence est notable. Dans les *Confessions*, c'est une

(1) Rousseau, édition Furne, tome IV. *Correspondance*, p. 263.

seule fois, un soir, dans un bosquet charmant, que Rousseau a été *sublime* en peignant son amour, et que Mme d'Houdetot a été émue jusqu'à avoir besoin de se souvenir de Saint-Lambert, et jusqu'à dire qu'elle ne pouvait aimer deux fois, tant elle était près de le faire. Ici, ce qui est fort différent, c'est dans plusieurs soirées que Mme d'Houdetot a dit à Rousseau qu'il était l'amant le plus tendre dont elle eût l'idée, car Rousseau n'était pour elle que l'idée d'un amant, et cet aveu, qui était fort impartial dans la bouche de Mme d'Houdetot, est un triomphe pour Rousseau, qui a l'air de se contenter de cette admiration purement littéraire. On dirait qu'il lui suffit de bien exprimer l'amour, sans se soucier beaucoup de le ressentir ou de l'inspirer. La scène des *Confessions*, scène unique et où Rousseau a rassemblé en une seule fois toutes ses émotions et toutes les sympathies de Mme d'Houdetot pour rendre le tableau plus vif et plus touchant, la scène des *Confessions* ressemble un peu à celle des rochers de Meillerie dans *la Nouvelle Héloïse*; elle ne m'inquiète pourtant pas pour Mme d'Houdetot, dût-elle même se renouveler plusieurs fois; car Mme d'Houdetot n'aime pas Rousseau. En effet, à prendre le récit de la *Correspondance*, la scène s'est renouvelée plusieurs fois, et par conséquent fort tempérée. Ce que Rousseau arrange en scène de drame n'était qu'une conversation prolongée et reprise, un sujet d'entretien, un exercice d'éloquence pour Rousseau et une distraction pour Mme d'Houdetot pendant l'absence de Saint-Lambert.

Le récit de la *Correspondance* fait partie des lettres que Rousseau avait écrites à Mme d'Houdetot et qu'il lui redemanda après leur rupture, quand Mme d'Houdetot voulut qu'il lui rendît les siennes. « Elle me dit qu'elle les avait brûlées, dit Rousseau dans ses *Confessions;* j'en osai douter et j'en doute encore. Non! on ne met point au feu de pareilles lettres. On a trouvé brûlantes celles de la Julie; eh Dieu! qu'aurait-on donc dit de celles-là! Non, non, jamais celle qui peut inspirer une pareille passion n'aura le courage d'en brûler les preuves; mais je ne crains pas non plus qu'elle en ait abusé : je ne l'en crois pas capable, et de plus j'y avais mis bon ordre. La folle, mais vive crainte d'être persiflé m'avait fait commencer cette correspondance sur un ton qui mît mes lettres à l'abri des communications. Je portai jusqu'à la tutoyer la familiarité que j'y pris dans mon ivresse. Mais quel tutoyement! elle n'en devait sûrement pas être offensée. » Si ces lettres, où Rousseau tutoyait Mme d'Houdetot par défiance, dit-il, et afin qu'elles ne fussent pas montrées, mais un peu aussi, selon moi, par fantaisie littéraire et pour s'exercer aux lettres de *la Nouvelle Héloïse*, si ces lettres ont été brûlées par Mme d'Houdetot, d'où vient donc celle qui est dans la *Correspondance* et d'où j'ai tiré le second récit de la scène du bosquet? D'un brouillon de Jean-Jac-

ques Rousseau. Oui, Jean-Jacques Rousseau faisait des brouillons de ces lettres brûlantes qu'il écrivait à Mme d'Houdetot. Rousseau ne peut pas croire que Mme d'Houdetot ait pu brûler ces lettres si bien composées. L'étonnement est naïf et dénote l'auteur. Les dévots de Rousseau non plus n'ont pas voulu croire que ces lettres aient été brûlées, et nous voyons, dans les *Anecdotes* de Mme la vicomtesse d'Allard, que « Mme Broutain, qui demeurait dans le voisinage d'Eaubonne, voulant connaître la vérité sur le sort de ces lettres, interrogea un jour sur ce sujet Mme d'Houdetot, qui lui répondit qu'effectivement elle les avait brûlées, à l'exception d'une seule qu'elle n'eut pas le courage de détruire, parce que c'était un chef-d'œuvre d'éloquence et de passion, et qu'elle l'avait remise à M. de Saint-Lambert. Mme Broutain saisit la première occasion pour s'informer auprès du poète du sort de cette lettre : elle s'était égarée dans un déménagement, il ne savait pas ce qu'elle était devenue, — telles furent ses réponses. » Faites donc des lettres brûlantes pour qu'elles s'égarent dans un déménagement! Quant à moi, la version que je tiens de M. Hochet sur ces lettres est un peu moins désolante pour la vanité des sentimens humains. Je lui parlais un jour de la scène du bosquet. « Je connais bien ce bosquet d'Eaubonne, et j'y ai bien souvent causé avec Mme d'Houdetot vieille, mais toujours aimable, et avec M. de Saint-Lambert, vieux aussi et un peu grondeur. Un jour je parlai de ces lettres, et Mme d'Houdetot me répondit fort simplement qu'elle les avait brûlées, excepté quatre qu'elle avait remises à M. de Saint-Lambert; je me tournai vivement vers celui-ci en lui demandant ce qu'il en avait fait? — Brûlées aussi, me répondit le vieux philosophe avec un sourire et une grimace. Je me tus malgré ma curiosité, qui me poussait à lui demander s'il les avait lues et si elles étaient bien ardentes; car il était facile de voir que tout le bruit que Rousseau avait fait de son amour pour Mme d'Houdetot et des belles lettres qu'il lui avait adressées leur semblait ridicule et leur était désagréable, en quoi je les approuvais fort. Les gens qui sont vraiment du monde n'aiment pas à passer dans le roman. » Voilà ce qu'il y a déjà plus de quarante ans racontaient à M. Hochet Mme d'Houdetot et M. de Saint-Lambert, vieux tous deux, et quarante ans après Rousseau, dans le même bosquet où Rousseau met la scène de son amour. Pour enseigner la vanité des choses humaines, le bosquet d'Eaubonne ce jour-là valait la vue des ruines de Rome.

Nous avons vu comment Rousseau raconte son amour pour Mme d'Houdetot; c'est un roman, et quoique nous ayons souvent contredit le roman, cependant il est impossible que ce récit, où Rousseau, fasciné par son imagination, donne souvent ses rêves pour ses souvenirs, n'ait pas fait quelque effet sur nous. Voyons maintenant

dans les *Mémoires de Mme d'Épinay* ce que fut cette fantaisie amoureuse que Rousseau eut pour Mme d'Houdetot, comment Mme d'Houdetot elle-même la prenait, ce qu'en pensait Mme d'Épinay, et achevons de réduire à sa juste expression cet amour dont Rousseau fait un roman qui n'est guère plus vrai que *la Nouvelle Héloïse*.

« Pourquoi donc, dit Grimm dans une lettre à Mme d'Épinay, ne me parlez-vous plus des amours de Rousseau? est-ce que vous n'en avez plus de nouvelles depuis l'arrivée du marquis (1)? vous avez de bons yeux; mandez-moi, je vous prie, ce que vous pensez de la comtesse dans cette occasion. Il me semble que vous ne lui supposez aucun tort. Je suis porté à la juger comme vous: mais encore faut-il savoir à qui l'on a affaire. Il y a quelque temps qu'elle mandait à Saint-Lambert que Rousseau était fou. Il faut que cela soit bien fort, disait-il, puisqu'elle s'en aperçoit (2). » Ainsi, d'après les témoignages de Saint-Lambert, Rousseau put pendant quelque temps être fou auprès de Mme d'Houdetot sans que Mme d'Houdetot s'en aperçut. Elle avait les yeux ailleurs. Elle n'a vu la folie de Rousseau que lorsque cette folie est arrivée à son plus haut point.

Mme d'Épinay répond à Grimm : « Certainement, si je l'avais voulu, je serais très fort au courant des amours de Rousseau, ou du moins au courant du bavardage de Thérèse. Elle est même venue plusieurs fois pour me porter ses plaintes, mais je l'ai toujours fait taire. » Ne pouvant pas se faire écouter de Mme d'Épinay, Thérèse allait bavarder avec les hôtes oisifs de La Chevrette, et fournir des sujets d'entretien à leur médisance. Mme d'Épinay était même souvent obligée de rappeler à ces médisans qu'ils devaient ménager sa belle-sœur, surtout quand elle ne méritait pas qu'on la déchirât. « En effet, sur quel fondement? Sur le rapport d'une fille jalouse, bête, bavarde et menteuse, qui accuse une femme qui nous est connue pour étourdie, confiante, inconsidérée à la vérité, mais franche, honnête et très honnête, sincère et bonne au suprême degré de la bonté. J'aime mille fois mieux croire que Rousseau s'est tourné la tête tout seul, sans être aidé de personne, que de supposer que Mme d'Houdetot s'est réveillée un beau matin coquette et corrompue..... Leurs promenades solitaires n'avaient sûrement pas d'autre but, de la part de la comtesse, que de métaphysiquer sur la morale, la vertu, l'amour, l'amitié et tout ce qui s'ensuit. Si l'ermite avait un but plus physique, je n'en sais rien: mais la comtesse n'en aura rien vu : s'il l'a expliqué de manière à n'en pouvoir douter, elle sera tombée des nues (3). »

(1) Saint-Lambert.
(2) *Mémoires de Mme d'Épinay*, t. III, p. 68.
(3) *Ibid.*, p. 71-72.

Le témoignage de Mme d'Épinay se rapporte ici d'une manière curieuse à celui de Saint-Lambert. Comme Saint-Lambert, Mme d'Épinay croit que pendant longtemps Mme d'Houdetot, préoccupée ailleurs, n'a pas vu la folie de Rousseau, et lorsqu'elle s'en est aperçue, elle est tombée des nues. Plus loin, Mme d'Épinay ajoute : « Eh bien! j'avais raison, lorsque je soutenais que les amours de Rousseau n'étaient qu'un bavardage. Il n'y a pas un mot de vrai dans tous les propos de Thérèse. Que je me sais de gré de n'avoir jamais voulu y prêter l'oreille! Le marquis de Croismare a fait une promenade tête-à-tête avec la comtesse, qui n'a fait que l'entretenir, à mots couverts plus clairs que le jour, de sa passion pour le marquis de Saint-Lambert. M. de Croismare l'a mise fort à son aise, et au bout d'un quart d'heure elle lui a confié que Rousseau avait pensé se brouiller avec elle, dès l'instant qu'elle lui avait parlé sans détour de ses sentimens pour Saint-Lambert... Il a épuisé toute son éloquence pour lui faire naître des scrupules sur cette liaison, qu'il nomme criminelle; elle est très loin de l'envisager ainsi. Quoi qu'il en soit, voilà, ce me semble, l'énigme expliquée des fréquentes conférences de Rousseau et de la comtesse (1). » Et voilà aussi le roman de Rousseau réduit à sa juste expression. Mme d'Houdetot, pleine de son amour pour Saint-Lambert, en parlait volontiers à tout le monde; elle en a parlé à Rousseau, qu'elle a pris pour confident. Le confident a voulu devenir un amant, et il a commencé par prêcher à Mme d'Houdetot de renoncer à Saint-Lambert au nom de la vertu. Mme d'Houdetot a résisté; peu à peu le moraliste s'est changé en amoureux passionné, et même il a avoué son amour : c'est à peine si Mme d'Houdetot s'en est aperçue. Ce n'est qu'à la fin qu'elle a compris que Rousseau l'aimait; sans se fâcher, elle a tâché de le guérir de cet amour, elle n'en a même point alors parlé à Saint-Lambert par discrétion ou par insouciance. C'est une lettre anonyme qui instruisit Saint-Lambert des fréquentes visites de Rousseau à Eaubonne.

Qui avait écrit cette lettre anonyme? — Mme d'Épinay, dit Rousseau dans ses *Confessions*, et ici nous arrivons à la rupture de Rousseau avec Mme d'Épinay et à son départ de l'Ermitage.

Dans le récit romanesque que Rousseau fait de son amour pour Mme d'Houdetot, Mme d'Épinay joue le rôle d'une rivale dédaignée et furieuse. Il se représente à La Chevrette causant avec Mme d'Houdetot, dans le parc, vis-à-vis l'appartement de Mme d'Épinay, sous ses fenêtres, « d'où, ne cessant de nous examiner et se croyant bravée, elle assouvissait son cœur de rage et d'indignation (2). »

(1) *Mémoires de Mme d'Épinay*, p. 82.
(2) *Confessions*, livre IXe.

C'est dans un de ces momens de rage que Mme d'Épinay, selon Rousseau, écrivit à M. de Saint-Lambert. L'orgueil de Rousseau s'accommodait de l'idée que Mme d'Épinay était près de l'aimer et qu'elle était jalouse de l'amour qu'il avait pour Mme d'Houdetot. Hélas! la rivale de Mme d'Houdetot, celle que l'amour de Rousseau pour Mme d'Houdetot rendait furieuse et désespérée, c'était Thérèse; c'était cette fille sotte, bavarde et jalouse, qu'il avait prise à la fois pour servante et pour femme, qu'il oubliait complétement pendant son amour pour Mme d'Houdetot, qu'il ne croyait pas même capable d'être jalouse, et qui l'était, ce qui me semble après tout fort naturel. Rousseau prétend que Mme d'Épinay pressait Thérèse de lui livrer les lettres que Mme d'Houdetot écrivait à Rousseau, et c'est Thérèse au contraire qui guettait ces lettres et qui les portait à Mme d'Épinay pour se plaindre de Rousseau. Ces deux femmes que Rousseau avait si malheureusement associées à son sort, Thérèse et la mère Levasseur, plus bavarde encore et plus menteuse que sa fille Thérèse, allaient sans cesse faire leurs confidences à Mme d'Épinay, qui les repoussait. « J'ai été obligée, dit Mme d'Épinay, de mettre fin à leur confidence, qui devient très scandaleuse. Elles ont trouvé une lettre; je ne sais trop ce que c'est, n'ayant voulu leur permettre d'entrer dans aucun détail; j'ai dit à Thérèse : Mon enfant, il faut jeter au feu les lettres qu'on trouve, sans les lire, ou les rendre à qui elles appartiennent (1). »

Cette morale de bonne compagnie n'était pas à l'usage de Thérèse. Elle avait la curiosité et le bavardage des petites gens; de plus, sa mère et elle s'étaient aperçues, avec la finesse que les gens d'en bas ont pour découvrir dans les gens d'en haut les défauts qui peuvent leur être profitables, que tout le monde à La Chevrette ne repoussait pas leurs confidences comme Mme d'Épinay, qu'il y avait là des oisifs et des curieux qui n'étaient pas fâchés d'entendre tous ces commérages d'antichambre, dont ils faisaient des médisances de salon. Elles bavardaient donc contre Rousseau et contre Mme d'Houdetot par tempérament, par dépit jaloux, et je ne puis pas en vouloir beaucoup à Thérèse de ce dépit, quoique je la déteste et la méprise fort à cause de sa conduite pendant la vie de Rousseau et après sa mort. Sa jalousie était sa moins mauvaise qualité. N'ayant de la femme que l'instinct et point les vertus, c'est par cet instinct qu'elle avait autrefois résisté à Rousseau, quand Rousseau voulait mettre ses enfans à l'hôpital, et c'est par cet instinct encore qu'elle s'irritait de l'affection que Rousseau laissait éclater pour Mme d'Houdetot. Thérèse et la mère Levasseur bavardaient aussi par intérêt, pour se faire

(1) *Mémoires de Mme d'Épinay*, t. III, p. 55.

plaindre et même aussi pour se faire payer. « Ah! si madame savait! disait la vieille Levasseur à Mme d'Épinay. On ne nous donne rien; nous sommes endettées d'un louis. » Mme d'Épinay donnait le louis; mais la vieille allait encore se plaindre aux autres commensaux de La Chevrette. Elle avait compris que, Rousseau étant un peu regardé par tout ce beau monde comme une bête curieuse et extraordinaire, les détails que ses gardiennes donnaient sur ses allures amusaient ce monde à la fois dupe et moqueur. Il y avait là, pour ainsi dire, deux sociétés en présence l'une de l'autre, — la société des petites gens, besoigneuse et mendiante, et la société du monde, frivole et curieuse. Dans cette rencontre, les petits, comme c'est l'ordinaire, attrapaient les grands. Puis venait Rousseau, qui, tiraillé entre ces deux sociétés, l'une qui était celle que lui faisait son talent, et l'autre qui était celle que lui faisaient ses habitudes et son caractère, allant sans cesse de bas en haut et de haut en bas, sans pouvoir jamais trouver sa vraie place et son vrai milieu, tantôt livré aux chimères de son imagination qui l'élevaient, et tantôt livré aux tracasseries et aux misères de son intérieur qui l'abaissaient, n'avait d'autre ressource que de jeter dans ses *Confessions* le vernis du roman sur les riens dont il faisait des scènes dramatiques, comme la scène du bosquet d'Eaubonne, sur les commérages de ses gouvernantes dont il faisait des complots pour les grandir : dupe à la fois de son imagination, qui transformait ses rêves en réalités, et de son orgueil, qui ne consentait pas à être la victime de caquets de cuisine. Essayez par exemple de persuader à Rousseau que la rivale de Mme d'Houdetot, que l'auteur de la lettre anonyme, celle qui l'a écrite ou qui l'a dictée, c'est Thérèse : quelle chute pour son orgueil! Aussi aime-t-il mieux accuser tout le monde que Thérèse, pour ne pas réduire son roman à la proportion d'une querelle de ménage, et de quel ménage!

C'est ici que commence, à vrai dire, la rupture de Rousseau avec Mme d'Épinay. Comme cette rupture est également racontée dans les *Mémoires de Mme d'Épinay,* nous pouvons encore ici comparer les deux récits et faire une sorte d'enquête. Je ne fais pas seulement cette enquête pour arriver à la vérité, je la fais surtout pour arriver à bien comprendre le caractère et j'allais presque dire la maladie de Rousseau, bizarre réunion d'orgueil, d'inquiétude, d'illusion et de fausseté. Quand les récits de Rousseau sont contraires à la vérité, ce n'est pas toujours qu'il mente, et ce n'est pas non plus toujours qu'il soit trompé par son imagination. Il y a en lui les deux choses : il croit voir des complots qui n'existent pas, et il a des soupçons qui sont des illusions; mais, quand ses illusions commencent à se dissiper, son orgueil les continue par une sorte de parti pris : il a com-

mencé par être dupe, il finit par être menteur, et le maniaque se change en calomniateur effronté, le tout avec un tel mélange de maladie et de perversité, qu'il est impossible de l'absoudre tout à fait comme un insensé et de le condamner tout à fait comme un méchant.

S'étant persuadé que Mme d'Épinay avait écrit la lettre anonyme, Rousseau n'allait plus à La Chevrette. Mme d'Épinay, qui ne le voyait plus depuis quelques jours, lui écrivit : « Je suis en peine de vous, mon ours; vous m'aviez promis, il y a cinq jours, que je vous verrais le lendemain; vous n'êtes pas venu et vous ne m'avez rien fait dire; vous n'êtes point accoutumé à me manquer de parole, vous n'avez sûrement pas d'affaires; si vous aviez du chagrin, mon amitié s'offenserait que vous m'en fassiez mystère. Vous êtes donc malade? Tirez-moi de mon inquiétude, mon bon ami; elle est proportionnée aux sentimens que vous me connaissez pour vous (1). » Cette lettre est affectueuse et bonne; elle est de plus fort naturelle de la part de quelqu'un qui, habitué à voir Rousseau presque tous les jours, s'étonnait de son absence. Voici la réponse de Rousseau : « Je ne puis rien vous dire encore. J'attends d'être mieux instruit et je le serai tôt ou tard. En attendant, soyez sûre que l'innocence accusée trouvera un défenseur assez ardent pour donner quelque repentir aux calomniateurs, quels qu'ils soient. » — « Je fus si étonnée de cette lettre, dit Mme d'Épinay dans ses *Mémoires*, elle me parut si inintelligible, que je questionnai Thérèse sur l'état de Rousseau et sur sa tête. Elle me dit qu'il était dans une agitation extrême. Au reçu de ma lettre, il s'était écrié : — N'est-ce pas ajouter l'ironie à l'injure que de vouloir que j'aille me consoler chez elle? On se moque de moi; mais patience (2)! »

Ces lettres injurieuses et violentes qui tout à coup rompaient avec un ami ne sont pas rares dans la vie de Rousseau; mais celle-ci était

(1) Les lettres de Mme d'Épinay, telles qu'elles sont dans les *Mémoires*, diffèrent de celles que Rousseau rapporte dans ses *Confessions*. C'est le même fonds d'idées et de sentimens, ce ne sont pas les mêmes phrases. La seule différence qu'on puisse noter, c'est que les lettres de Mme d'Épinay, dans les *Confessions*, eut un ton plus affectueux que celles de ses *Mémoires*, de telle sorte que le récit de Rousseau est encore plus favorable à Mme d'Épinay que celui qu'elle fait elle-même. Je ne puis m'expliquer cette différence, qui du reste n'a aucune importance, que d'une seule manière : Mme d'Épinay faisait son récit pour Grimm, son amant, alors absent, qui l'avait souvent blâmée de l'affection inconsidérée qu'elle témoignait à Rousseau, lui prédisant qu'elle en serait dupe quelque jour. Elle affaiblissait donc, en écrivant à Grimm, les marques d'amitié qu'elle donnait à Rousseau, afin d'éviter les reproches de Grimm. Le ton affectueux de ses billets à Rousseau, tels qu'ils sont rapportés dans les *Confessions*, n'en témoigne que mieux de sa bonté et de sa sincérité à l'égard de Rousseau.

(2) *Mémoires de Mme d'Épinay*, t. III, p. 87.

la première; c'était aussi son premier accès de défiance maladive. Bientôt Rousseau déclare à Mme d'Épinay qu'il la soupçonne d'avoir écrit la lettre anonyme à Saint-Lambert, et il termine sa lettre par des paroles qui ne sont plus du malade, mais du méchant. S'il parvient, dit-il, à découvrir que Mme d'Épinay est l'auteur de la lettre anonyme, il deviendra son irréconciliable ennemi. « Vos secrets seuls seront respectés, car je ne serai jamais un homme sans foi. Je n'imagine pas que les perplexités où je suis puissent durer bien longtemps. Je ne tarderai pas à savoir si je me suis trompé. Alors j'aurai peut-être de grands torts à réparer, et je n'aurai jamais rien fait en ma vie de si bon cœur. Mais savez-vous comment je rachèterai mes fautes durant le peu de temps qui me reste à passer près de vous? En faisant ce que nul autre ne fera que moi, en vous disant franchement ce qu'on pense de vous dans le monde et *les brèches que vous avez à réparer à votre réputation*. Malgré tous les prétendus amis qui vous entourent, quand vous m'aurez vu partir, vous pourrez dire adieu à la vérité : vous ne trouverez plus personne qui vous la dise. »

Que penserons-nous de ce projet de repentir, qui n'est qu'une occasion de plus d'insulter Mme d'Épinay? Il y avait de quoi blesser la femme la meilleure et la plus indulgente. Mme d'Épinay fut blessée, et sa réponse exprime ce sentiment. Ici cependant encore elle est plus blessée dans le billet qu'elle rapporte à Grimm, et plus affligée, plus émue dans la lettre des *Confessions*. Je cite les deux billets en regard :

LETTRE DANS LES CONFESSIONS.	LETTRE DANS LES MÉMOIRES DE MADAME D'ÉPINAY.
« Je n'entendais pas votre lettre de ce matin. Je vous l'ai dit parce que cela était. J'entends celle de ce soir. N'ayez pas peur que j'y réponde jamais; je suis trop pressée de l'oublier, et quoique vous me fassiez pitié, je n'ai pu me défendre de l'amertume dont elle me remplit l'âme. Moi! user de ruses, de finesses avec vous! Moi, accusée de la plus noire des infamies! Adieu! Je regrette que vous ayez la... Adieu! je ne sais ce que je dis... Adieu! je serai bien pressée de vous pardonner. Vous viendrez quand vous voudrez; vous serez mieux reçu que ne l'exigeraient vos soupçons. Dispensez-moi seulement de vous mettre	« Sans doute vous avez des preuves incontestables de ce que vous osez m'écrire, car il ne suffit pas du soupçon pour accuser une amie de dix ans. Vous me faites pitié, Rousseau. Si je ne vous croyais pas fou, ou sur le point de l'être, je vous jure que je ne me donnerais pas la peine de vous répondre, et je ne vous reverrais de ma vie. Vous voyez bien que votre lettre ne peut pas m'offenser; elle ne saurait me concerner; elle ne m'approche seulement pas. Il ne vous faudra pas de grands efforts pour vous avouer que vous ne pensez pas un mot de toutes ces infamies. Je suis cependant bien aise de vous dire que cette extravagance ne vous réussira pas avec moi. Si vous êtes d'humeur à changer de ton et à réparer l'injure que vous me faites, vous pouvez venir à cette condition; mais ce n'est qu'avec elle que je vous recevrai. Gardez-

en peine de ma réputation. Peu m'importe celle qu'on me donne. Ma conduite est bonne, et cela me suffit. Au surplus, j'ignorais absolument ce qui est arrivé aux deux personnes qui me sont aussi chères qu'à vous. »

vous de me parler de ma prétendue réputation. Loin de me donner par là une preuve d'amitié, donnez-m'en une du respect et de l'estime que vous me devez, en ne tenant que des propos que je puisse me permettre d'entendre. Sachez au reste que peu m'importe la réputation qu'on me donne; ma conduite est bonne, et cela me suffit. Je vous délierai, quand il vous plaira, sur mes secrets, pour peu qu'ils vous coûtent à garder. Vous savez mieux que personne que je n'en ai point qui ne me fissent honneur à divulguer. »

Ces deux lettres sont différentes. Celle des *Confessions* est d'une amie affligée; celle des *Mémoires* est d'une bienfaitrice offensée. Quelle est la vraie? Je crois plutôt à la lettre des *Confessions*, à celle où Mme d'Épinay se récrie si vivement contre l'accusation de Rousseau, et où elle le croit encore plus fou que méchant, plus digne de pitié que de haine, quoiqu'elle lui dise en même temps de quelle amertume il a rempli son âme : j'y retrouve plus l'émotion et l'idée du moment. Dans la lettre des *Mémoires*, au contraire, Rousseau est traité plus en méchant qu'en fou, et c'est là l'idée que les amis qu'il avait quittés et insultés avaient fini par prendre de lui; mais cette idée-là n'était pas encore celle qui prévalait en 1757. Déjà on le croyait malade; on ne le croyait pas encore méchant. Au reste, sans chercher davantage quelle est la vraie de ces deux lettres, ne témoignent-elles pas toutes deux de la sincérité de Mme d'Épinay? Y a-t-il là rien qui sente la femme jalouse, méchante et perfide que Rousseau s'imaginait en Mme d'Épinay?

Quel effet firent sur Rousseau les lettres de Mme d'Épinay? Loin d'en être touché, il prit cette bonté pour de la finesse et de l'habileté; que sais-je même? pour l'aveu d'une conscience embarrassée. Rompit-il dès ce moment avec Mme d'Épinay et quitta-t-il l'Ermitage? Non, et c'est ici que nous allons voir plus clairement que partout ailleurs ce qu'il y avait dans l'âme de Rousseau de faible et de tortueux; comme l'orgueil s'ajoutait à toutes ces faiblesses pour les couvrir et non pour les corriger, comme sa vanité ne voulait jamais rougir, alors ses faiblesses tournaient en effronteries, ses timidités en mensonges impudens, sans perdre pourtant leur air gauche et embarrassé. Rompre avec Mme d'Épinay sur un soupçon, quoique le soupçon fût injuste, c'était une conduite folle, mais honnête et franche. Ne point soupçonner au hasard et à tort, c'eût été une conduite sage. Rousseau ne tint aucune de ces conduites honnêtes et raisonnables. Il soupçonna, il accusa, et puis il se mit à craindre que Mme d'Épinay, indignement accusée, ne lui fît une réponse qui

le forçât à quitter l'Ermitage; puis Mme d'Épinay lui ayant répondu avec la bonté que nous avons vue, toute blessée qu'elle était, Rousseau prétend qu'il prit sa réponse pour une finesse. « Elle évita, dit-il, par sa réponse de me réduire à l'extrémité de quitter aussitôt l'Ermitage; mais il fallait ou sortir ou l'aller voir sur-le-champ, fort embarrassé de ma contenance dans l'explication que je prévoyais (1). » Quelle bizarre complication de vanité et de mensonges! Eh non! ce n'est point pour ne pas sortir de l'Ermitage, ce n'est point pour ne pas compromettre le nom de Mme d'Houdetot dans l'éclat de sa rupture avec Mme d'Épinay, ce n'est pas par ces raisons compliquées qu'il sent qu'il faut qu'il aille sur-le-champ voir Mme d'Épinay. C'est, j'ose le dire, par une raison meilleure et plus simple. Il a compris déjà l'erreur et l'injustice de ses soupçons contre Mme d'Épinay, et il va lui en demander pardon. Voilà la cause de sa visite. Oui, il fallait sortir de l'Ermitage ou avouer ses torts. Comme Rousseau alors les reconnaissait, comme il savait déjà qu'il avait bien injustement accusé Mme d'Épinay, il allait à La Chevrette avouer sa faute. Voilà Rousseau dans l'histoire; mais dans ses *Confessions*, dans ce roman de son orgueil, comment avouer qu'il a fait une faute, et surtout comment avouer qu'il a demandé pardon? Il aime mieux se calomnier à la fois lui-même et Mme d'Épinay; il calomnie Mme d'Épinay en expliquant sa bonté par l'habileté d'une femme rompue au monde, et il se calomnie lui-même par les airs de fausse politique qu'il se donne.

J'avais besoin de faire ces réflexions avant d'arriver à cette explication tant redoutée par Rousseau. Ici encore il y a deux récits de la scène : celui de Rousseau et celui de Mme d'Épinay. Citons-en d'abord les traits principaux. Le lecteur verra aisément quel est des deux récits le plus vraisemblable. Selon Rousseau, dans cette explication qu'il craignait tant, il en fut quitte pour la peur. « A son abord, dit-il, Mme d'Épinay lui sauta au cou en fondant en larmes. Cet accueil inattendu et de la part d'une ancienne amie l'émut extrêmement. Il pleura beaucoup aussi. Je lui dis quelques mots qui n'avaient pas grand sens; elle m'en dit quelques-uns qui en avaient encore moins, et tout finit là... Mon air embarrassé, continue Rousseau, devait lui donner du courage: cependant elle ne risqua point l'aventure : il n'y eut pas plus d'explication après le souper qu'avant. Il n'y en eut pas plus le lendemain... Puisqu'elle était seule offensée, au moins dans la forme, il me parut que ce n'était pas à moi de chercher un éclaircissement qu'elle ne cherchait pas elle-même, et je m'en retournai

(1) *Confessions*, livre IXe.

comme j'étais venu (1). » Quel lecteur, en lisant ce récit artificieux, ne serait tenté de croire que Mme d'Épinay, étant coupable, n'ose pas s'expliquer avec Rousseau? Qui ne prendrait son silence pour l'embarras que laisse une faute? Qui surtout ne prendrait ses pleurs pour un aveu? Quant à ceux de Rousseau, c'est pure émotion et faiblesse de cœur; ils ne témoignent pas contre lui. Voyons maintenant le récit de Mme d'Épinay : « Rousseau est arrivé l'après-dîner; nous étions tous à la promenade. Voyant qu'il ne pouvait me parler, il me demanda à me dire un mot. Je restai à quelque distance de la compagnie. Je ne veux point, lui dis-je, par égard pour vous, faire de ceci une scène publique, à moins que vous ne m'y forciez. Remettons notre conversation après la promenade, supposé que vous soyez venu avec les dispositions dans lesquelles je puis me permettre de vous entendre. Sinon, je n'ai rien à vous dire; vous pouvez repartir... Lorsque nous fûmes rentrés, j'allai dans mon appartement et je dis à Rousseau de me suivre. — Quittez, me dit-il, lorsque nous fûmes seuls, cet air froid et imposant avec lequel vous m'avez reçu; il me glace; en vérité, c'est me battre à terre. — N'êtes-vous pas trop heureux, lui dis-je, que je veuille bien vous recevoir et vous entendre après un procédé aussi indigne qu'absurde? — Je ne saurais vous rendre le détail de cette explication : il s'est jeté à mes genoux avec toutes les marques du plus violent désespoir; il n'a pas hésité à convenir de ses torts; *se taire, m'a-t-il dit, ne suffira pas à son cœur pour les réparer* (2)... Le résultat de notre conversation a été de lui promettre d'oublier les torts qu'il venait d'avoir avec moi, si je le voyais à l'avenir s'en souvenir assez pour ne plus faire injure à tous ses amis (3). »

Je crois que, dans ce récit fait à Grimm, Mme d'Épinay a cherché à se montrer plus fière et plus majestueuse que ne le lui ont permis sa bonté et l'idée surtout qu'elle avait que Rousseau était un malade encore plus qu'un méchant; mais je ne doute pas du fond du récit; je ne doute pas des pleurs de Rousseau et de ses aveux. « J'oubliai bientôt presque entièrement cette querelle, dit Rousseau en finissant le récit de son explication avec Mme d'Épinay.

(1) *Confessions*, livre IXe.

(2) Je recueille ici un morceau de vérité que je retrouve dans le récit des *Confessions* et qui se rapporte à la phrase de Mme d'Épinay : « Nos silencieux tête-à-tête ne furent remplis que de choses indifférentes ou de quelques propos honnêtes de ma part, par lesquels, lui témoignant ne pouvoir encore rien prononcer sur le fondement de mes soupçons, je lui protestais avec bien de la vérité que, s'ils se trouvaient mal fondés, *ma vie entière serait employée à réparer leur injustice.* »

(3) *Mémoires de Mme d'Épinay*, t. III, p. 92, 93.

et je crus bêtement qu'elle l'oubliait elle-même, parce qu'elle paraissait ne s'en plus souvenir. » La bête ici, selon moi, ce n'est pas Rousseau, qui se souvient bien plus qu'il ne le dit de la querelle, parce que c'est lui qui a fait l'injure, et qu'on oublie plus aisément les injures qu'on a reçues que celles qu'on a faites; la bête, et la bonne, est Mme d'Épinay, qui fait de la morale à Rousseau, et qui croit qu'elle le convertira à la reconnaissance.

Ce n'est pas que Mme d'Épinay ne commençât à s'éclairer sur le caractère de Rousseau. Ç'a été le sort de tous les dévots, et encore plus de toutes les dévotes de Rousseau, de finir par le détester; elles commençaient par le fétichisme, elles aboutissaient à l'antipathie, en voyant que le dieu n'était qu'un homme et moins qu'un homme. Son génie et son éloquence attiraient à lui tous ceux qui croyaient que derrière l'auteur il y avait un homme, tous ceux surtout qui prenaient au mot les prétentions que Rousseau avait à la vertu et à la sensibilité. Ne nous étonnons pas de l'illusion que faisait Rousseau; elle est fort naturelle : comment croire que dans un auteur il n'y a pas un homme, et l'homme que montre l'auteur? Comment ne pas se laisser aller du roman au romancier? Les femmes surtout, et cela fait honneur à leur nature, ayant plus besoin d'idéal que les hommes, sont fort disposées à cette duperie involontaire qui d'une lectrice fait d'abord une complice et ensuite une victime.

Deux choses avaient peu à peu guéri Mme d'Épinay de son enthousiasme pour Rousseau : ses observations et les avertissemens de Grimm. « On ne pouvait guère avoir plus de pénétration que Mme d'Épinay, dit Grimm dans sa *Correspondance*, un tact plus juste, de meilleures vues avec un esprit de conduite plus ferme et plus adroit. » Ayant à ce degré l'esprit d'observation, Mme d'Épinay, après le premier engouement, vit bien vite ce qu'il y avait de vide et de gonflé, par conséquent de faux dans Rousseau, ou plutôt le contraste malheureux qu'il y avait entre son génie et son caractère. Grimm, amant de Mme d'Épinay, et qui avait aussi l'esprit fin et juste, l'aida par ses avis à découvrir les défauts de Rousseau. Il est curieux de voir, dans les *Mémoires de Mme d'Épinay*, les progrès de ce désenchantement. « Ce que vous m'avez dit de cet homme, écrit Mme d'Épinay à Grimm, me l'a fait examiner de plus près : je ne sais si c'est prévention, ou si je le vois mieux que je ne le voyais; mais cet homme n'est pas vrai : lorsqu'il ouvre la bouche et qu'il en sort un propos dont je ne puis me dissimuler la fausseté, il se répand en moi un certain froid que je ne saurais bien rendre, mais qui me coupe la parole si décidément, qu'on me tuerait plutôt que de me faire trouver deux mots à lui dire. Il y a sûrement quelque cause

étrangère à sa conduite que je ne connais pas, et qui lui donne à mes yeux cet air faux (1). »

Je sais qu'observer, c'est déjà ne plus aimer; je sais de plus qu'un homme observé paraît aisément embarrassé et faux. Cependant il m'est impossible de ne pas remarquer avec quelle sagacité Mme d'Épinay a mis ici le doigt sur la plaie de Rousseau, la fausseté; et de tous les défauts qui nuisent au commerce de l'amitié, c'est là assurément le plus grand. Nos amis peuvent avoir beaucoup de travers; mais ce que je leur demande avant tout, c'est d'être vrais; ce que je veux, c'est qu'en les aimant, j'aime un homme et non un mannequin, c'est que leur parole soit un sentiment et non une phrase, c'est que leur poignée de main soit une bonne étreinte et non un beau geste. Or en Rousseau le geste dominait; le personnage avait détruit l'individu. Cette façon d'être toujours en scène devient insupportable aussitôt qu'elle est aperçue, et Mme d'Épinay l'apercevait chaque jour davantage dans Rousseau. Ainsi un matin Rousseau vient voir Mme d'Épinay; il lui annonce qu'il veut aller à Paris : « A Paris? — Oui, à Paris. — Et pourquoi? — Pour voir Diderot, se jeter à son cou, lui demander pardon de je ne sais quelle lettre trop vive qu'il lui a écrite... Quoiqu'il n'ait pas tort, dit-il, il veut lui aller jurer une amitié éternelle. — Si cette démarche était sincère, elle serait fort belle; mais il ne faut pas avoir de distractions, lorsque l'on veut en imposer. Rousseau *n'est plus à mes yeux qu'un nain moral, monté sur des échasses*... J'avais entamé un fort beau discours, très touchant, à ce qu'il me semblait, lorsque tout à coup il m'interrompit pour me demander si je n'avais pas un portefeuille à lui prêter pour emporter sous son bras. Cette demande me parut étrange. — Eh pourquoi donc faire? lui dis-je. — C'est pour mon roman, me répondit-il un peu embarrassé. Je compris alors le motif de son grand empressement à voir Diderot. — Tenez, lui dis-je sèchement, voilà un portefeuille; mais il est de trop dans votre voyage, il vous en fait perdre tout le fruit. Il rougit et entra dans une fureur inconcevable : je lui dis les choses les plus fortes sur les sophismes absurdes qu'il me débitait pour justifier une démarche que j'aurais pu trouver toute simple, s'il n'avait pas voulu la colorer d'un motif qui n'était pas le véritable. Je lui dis, entre autres choses, qu'à force de vouloir soutenir le rôle d'homme singulier, qui ne lui était jamais dicté par son cœur, mais seulement par je ne sais quel système de vanité et d'amour-propre, il deviendrait faux par habitude... Ce matin il est entré chez moi à six heures, comme je venais de me lever. Il a longtemps fixé les yeux sur moi,

(1) *Mémoires*, t. III, p. 35.

sans me parler; puis tout à coup je l'ai entendu sangloter. — Mon pauvre ami, lui ai-je dit, vous me faites pitié. — Vous êtes une femme bien singulière! s'est-il écrié, il faut que vous m'ayez ensorcelé, pour que je souffre patiemment tout ce que vous me dites. Quel art avez-vous donc de dire les vérités les plus dures et les plus offensantes sans qu'on pense vous en savoir mauvais gré? — Mon ami, ai-je répondu, c'est que vos torts ne sont qu'une erreur de votre esprit, et que votre cœur n'y a pas de part. — Où diable avez-vous pris cela? reprit-il avec la plus grande violence; sachez, madame, une fois pour toutes, que je suis vicieux, que je suis né tel, et que... et que vous ne sauriez croire, mordieu! la peine que j'ai de faire le bien, et combien peu le mal me coûte. Vous riez? Pour vous prouver à quel point ce que je vous dis est vrai, apprenez que je ne saurais m'empêcher de haïr les gens qui me font du bien. — Mon ami, lui dis-je, je n'en crois pas un mot, car c'est comme si vous me disiez que vous ne pouvez pas vous empêcher d'aimer ceux qui vous font du mal... Nous nous sommes quittés fort bons amis; il n'a pas pris le portefeuille; mais par ce qu'il m'a dit, je crains bien qu'il ne me pardonne pas le moment de franchise que je lui ai arraché (1). »

Mme d'Épinay avait raison. Ce que les gens qui se font un rôle pardonnent le moins, c'est d'être pénétrés, et en même temps leur grimace est si visible au bout de quelque temps, que tout le monde la connaît. C'est là ce qui arrivait à Rousseau et c'est là aussi ce qui le forçait, outre sa manie inquiète, de changer de temps en temps d'amis et de société, c'est-à-dire de théâtre. Dans la société de Mme d'Épinay, de Grimm, de Diderot, tout le monde savait que Rousseau jouait la comédie, un peu par caractère, un peu par manie, à la fois charlatan et dupe, comme on finit toujours par l'être. « Vous avez parlé comme un ange à Rousseau le jour de son départ pour Paris, répond Grimm à Mme d'Épinay; sa conversation est à imprimer. Si vous lui eussiez toujours parlé sur ce ton-là, vous lui auriez épargné bien des chagrins; mais je crains que sa folie ne soit trop avancée pour qu'on puisse espérer de le revoir jamais heureux et tranquille. La demande du portefeuille m'a fait sauter jusqu'aux nues. Il faut être bien sot pour être faux et vouloir faire des dupes (2). » Diderot, de son côté, voyait mieux aussi chaque jour le fond du caractère de Rousseau, et cela à propos même de cette lecture que Rousseau lui faisait de son roman. Rousseau, en effet, sur le sermon que lui avait fait Mme d'Épinay, n'avait renoncé qu'au por-

(1) *Mémoires*, t. III, p. 60, etc.
(2) *Ibid.*, p. 69.

tefeuille et point à la consultation qu'il voulait avoir de Diderot. « J'ai reçu hier une lettre de Diderot, dit Grimm à Mme d'Épinay, qui peint votre ermite comme si je le voyais. Il est venu s'établir chez Diderot, sans l'avoir prévenu, le tout pour faire avec lui la révision de son ouvrage... Rousseau l'a tenu impitoyablement à l'ouvrage depuis le samedi dix heures du matin jusqu'au lundi onze heures du soir, sans lui donner à peine le temps de boire et de manger. La révision finie, Diderot cause avec lui d'un plan qu'il a dans la tête et prie Rousseau de l'aider à arranger un incident qui n'est pas encore trouvé à sa fantaisie. — Cela est trop difficile, répond froidement l'ermite; il est tard, je ne suis point accoutumé à veiller. Bonsoir, je pars demain à six heures du matin. Il est temps de dormir. Il se lève, va se coucher, et laisse Diderot pétrifié de son procédé (1). »

C'est surtout pendant la querelle que Rousseau fait à Mme d'Épinay que Grimm multiplie ses avertissemens et ses prédictions sur le caractère de Rousseau, la blâmant d'avoir voulu garder encore les égards de l'amitié avec un homme qu'il ne fallait traiter que comme un fou ou un méchant. Mme d'Épinay défend la conduite qu'elle a tenue, juge à son tour Rousseau, et cette correspondance devient ainsi une sorte d'enquête sur le caractère et l'humeur de Rousseau. « Je vous en prie, dit Grimm à Mme d'Épinay, jouez dans tout ceci le rôle qui vous convient. Vous savez que les fous sont dangereux, surtout quand on biaise avec eux, comme vous avez fait quelquefois avec ce pauvre diable, par des égards malentendus pour ses folies : on en attrape toujours quelques éclaboussures. » Une fois informé de toute l'aventure, voici comment Grimm juge la conduite de Mme d'Épinay, lui reprochant toujours d'avoir été trop bonne et trop indulgente : « L'histoire de Rousseau m'afflige, dit-il; cet homme finira par être fou. Nous le prévoyons depuis longtemps; mais ce qu'il faut considérer, c'est que ce sera son séjour à l'Ermitage qui en sera cause. Il est impossible qu'une tête aussi chaude et aussi mal organisée supporte la solitude. Le mal est fait; vous l'avez voulu, ma pauvre amie, quoique je vous aie toujours dit que vous en auriez du chagrin. Je prends aisément mon parti sur lui : il ne mérite pas qu'on s'y intéresse, parce qu'il ne connaît ni les droits ni les douceurs de l'amitié; mais je voudrais vous garantir de tous les dangers, et voilà ce que je ne trouve pas facile; il est certain que cela finira par quelque diable d'aventure qu'on ne peut prévoir... Vous n'êtes pas assez sensible aux injures, je vous l'ai souvent dit : il faut les ressentir et ne s'en point venger; voilà ma morale. »

(1) *Mémoires*, p. 75.

Mme d'Épinay se défend. — « Si elle n'a pas témoigné plus de ressentiment contre Rousseau après l'injure qu'il lui faisait, c'est qu'elle n'a vraiment, dit-elle, aucun ressentiment contre lui, « attendu qu'il n'a pas eu un instant de soupçon réel contre moi. Cela ne se peut pas, j'en suis sûre, et je suis également certaine qu'il ne se serait pas permis de m'accuser auprès de personne. C'est une fausseté de sa part, à la vérité, mais une fausseté que lui a sans doute suggérée sa folie pour se brouiller, et par conséquent être quitte de la reconnaissance avec moi et partir pour son pays, afin d'y publier que tous ses amis l'ont chassé de celui-ci à force de mauvais procédés; c'est un moyen presque sûr d'être bien accueilli des hommes que d'avoir à se plaindre de leurs semblables (1). La folie de celui-ci me fait pitié, et sa fausseté m'inspire le plus profond mépris. Vous voyez que je le traite plus mal que vous ne me le conseillez, car vous croyez bien que je ne saurais marquer de l'amitié à celui que je méprise; mais je ne saurais davantage marquer du ressentiment à un fou : je m'en tiens donc à l'indifférence (2). »

Ainsi, tandis que Rousseau prenait Mme d'Épinay pour objet de sa manie soupçonneuse, Mme d'Épinay prenait elle-même pour Rousseau de la pitié et de l'indifférence. Avec ces sentimens des deux côtés, la rupture ne pouvait pas beaucoup tarder: mais cette rupture avec Mme d'Épinay devait être accompagnée de la rupture que fit Rousseau avec Grimm et avec Diderot, avec tous ses anciens amis. C'est cette rupture maintenant que je dois raconter : je le ferai le plus brièvement que je pourrai. Si pourtant je me laisse aller malgré moi à quelque détail, voici mon excuse. La rupture de Rousseau et de Diderot fut un événement à Paris, et pendant quelque temps cette rupture fut l'unique entretien de la société. Chamfort nous apprend que M. le duc de Castries en témoignait un jour son étonnement : « Mon Dieu ! disait-il, partout où je vais, je n'entends parler que de ce Rousseau et de ce Diderot ! Conçoit-on cela? Des gens de rien, des gens qui n'ont pas de maison, qui sont logés à un troisième étage ! En vérité, on ne peut pas se faire à ces choses-là. »

Il est donc important pour bien comprendre le XVIIIe siècle d'étudier *ces choses-là*.

SAINT-MARC GIRARDIN.

(1) Observation profonde et juste, qui explique l'intérêt que Rousseau a obtenu par ses *Confessions* auprès de la postérité.

(2) *Mémoires*, p. 112.

BOLINGBROKE

SA VIE ET SON TEMPS.

QUATRIÈME PARTIE.[1]

XVIII.

Bolingbroke, dont le père vivait, n'était riche que de la fortune de sa femme. Atteinte d'abord dans ses revenus par la confiscation, elle obtint bientôt une provision convenable. Elle paraît avoir ressenti noblement les malheurs d'un mari qui la regrettait peu, et rien ne prouve qu'elle méritât ses dédains. Swift parle d'elle avec estime, avec goût, et deux lettres d'elle qu'il nous a laissées ne sont pas d'une femme sans esprit. Il était tout simple d'ailleurs qu'elle restât en Angleterre, en s'occupant plutôt des intérêts que du bonheur de son mari. Quant à lui, il n'emporta dans son exil qu'une somme de 13,000 livres sterling; mais ce ne sont ni les pertes d'argent, ni les liens de famille, encore moins les peines de cœur, qui lui rendaient la proscription cruelle. Le sentiment de sa chute était sa vraie douleur, qui l'irritait pourtant et ne l'abattait pas. Son esprit n'était pas fait pour languir dans le découragement. Ce n'est pas au lendemain d'un revers qu'on en mesure la grandeur : ce qui est tout nouveau paraît rarement durable, et dans les premiers momens le triomphe d'un adversaire frappe comme un accident passager. Bolingbroke a écrit plusieurs fois qu'il avait de bonne heure regardé l'avénement

(1) Voyez les livraisons du 1er et 15 août, et du 1er septembre.

de George Ier comme un fait irrévocable, qu'en quittant l'Angleterre il ne formait ni dessein ni espérance du côté des Stuarts, et que les premières propositions qui lui vinrent de leur part n'avaient obtenu aucune réponse. S'il faut l'en croire, ce n'est que trois mois plus tard qu'il consentit à s'engager. Admettons, en effet, qu'il n'apportât pas avec lui la pensée que l'Angleterre fût prête à se révolter; cette pensée, il la trouva en France. Une émigration d'outre-mer l'accréditait à Bar-le-Duc, où résidait alors le prétendant, dont les agens venaient à leur tour la propager à Versailles. C'était le sujet des correspondances du duc d'Ormond et du maréchal de Berwick. Louis XIV se ranimait à l'idée de renverser, avant de mourir, l'ouvrage de Guillaume III, et trouvait digne de sa grandeur de préparer, au mépris de la foi jurée, un armement pour la cause d'une dynastie fugitive. Torcy entrait dans ce projet, l'arrière-pensée de sa politique depuis longues années. Bolingbroke trouva sans doute qu'on était trop confiant ou trop pressé. Il pensa que toute imprudence de sa part pourrait aggraver en Angleterre son sort et celui de ses amis, car le parlement n'avait pas encore statué. Il résolut donc de quitter Paris; mais auparavant il vit lord Stair, qui représentait en France son gouvernement, et voici ce qu'il dit en propres termes de cette entrevue dans sa lettre à sir William Wyndham : « Je lui promis de n'entrer dans aucun engagement jacobite, et je lui ai tenu parole. J'écrivis à M. le secrétaire Stanhope une lettre propre à écarter toute imputation de négliger le gouvernement, et puis me retirai en Dauphiné, pour parer à toute objection prise de ma résidence près la cour de France. » Voilà qui est positif; cependant le maréchal de Berwick ne l'est pas moins, quand il dit dans ses *Mémoires :* « Au commencement de l'année 1715, milord Bolingbroke... se sauva en France. A son arrivée à Paris, je le vis en secret, et il me confirma la bonne disposition des affaires en Angleterre; mais, ne croyant pas qu'il convînt encore qu'il se mêlât publiquement des affaires du jeune roi, il se retira à Lyon, d'où, après quelques mois, nos amis lui mandèrent qu'il eût à revenir à Paris, ce qu'il fit, et alors nous agîmes de concert en toutes choses. »

Tout s'explique. A l'époque du passage de Bolingbroke à Paris, le bill d'*attainder* n'était pas rendu. Ce n'est que dans les premiers jours d'août que Walpole vint, au nom du comité d'enquête, porter devant la chambre des lords ses redoutables accusations. On conçoit la prudence de Bolingbroke et pourquoi il se retira à Saint-Clair, près de Vienne, sur la rive gauche du Rhône. Peut-être le choix de cette retraite fut-il déterminé par d'anciennes relations avec Mme de Tencin, qu'il avait revue, et qu'il appelait la reine des cœurs. Lord Stair croyait même qu'il l'avait rencontrée sur sa route de Calais à

Paris et qu'elle avait dès lors surpris les secrets de sa politique, peut-être dans l'intérêt du gouvernement français (1). Retiré dans la province où elle était née, il reçut à la campagne son frère, depuis évêque et cardinal, et Pont-de-Veyle, fils de sa sœur, Mme de Ferriol. Cette solitude avait peu de charme pour lui. De là il tournait vers Paris et Londres des yeux inquiets. Il n'attendait de nouvelles heureuses que celles qui le rappelleraient vers le nord, et au commencement de juillet il vit arriver un messager qui lui fit de l'Angleterre la peinture la plus encourageante, et finit par lui remettre une pressante lettre du prétendant, qu'il avait vu en passant à Commercy. Bolingbroke était au lit avec la fièvre. Il délibéra quelques instans. On lui assurait que tous ses amis étaient engagés. Il dit que le point d'honneur, le ressentiment, la curiosité, le décidèrent, et il partit sans délai pour Commercy.

Il se croyait de l'expérience, il ne se savait pas d'illusions. Jamais il n'avait attendu des merveilles de la cour exilée. Il la vit... « Mes premières conversations avec le chevalier, écrit-il à Wyndham, ne répondirent nullement à mon attente, et je vous assure en toute vérité que je commençai dès lors, sinon à me repentir de mon imprudence, du moins à être convaincu de la vôtre et de la mienne. » Que lui dit le petit-fils de Charles Ier? « Il me parla comme un homme qui n'attendait que le moment de partir pour l'Angleterre ou l'Écosse, mais qui ne savait pas très bien ce qu'il y allait faire. » Le besoin de tenter quelque chose et la crainte de paraître timide suffisent parfois pour conduire un homme sage à des imprudences. Le duc d'Ormond, encore en Angleterre, où il tenait fièrement maison ouverte, s'était mis à la tête du parti jacobite, et prétendait avoir un plan. Ce plan comprenait une insurrection dans le nord de l'Écosse, promise à grand bruit, mais sur laquelle on pouvait compter, un mouvement beaucoup plus douteux dans le sud de l'île, et enfin un débarquement du prétendant, aidé par la France en navires, en hommes, en armes, en argent. Tout cela devait être simultané : c'est du moins l'opinion très juste que fit prévaloir Bolingbroke; mais rien n'était prêt ni assuré, et moins qu'aucune chose, la plus importante, le secours de l'étranger. Bolingbroke se chargea de l'obtenir en négociant avec la cour de France, et il accepta en conséquence les sceaux de secrétaire d'état du roi Jacques III; il partit comme son plénipotentiaire pour Paris. Singulière façon de convaincre d'imposture l'*attaindre* qui n'était pas encore rendu, l'accusation qui n'était pas encore portée! Quelle explication d'une telle conduite serait compa-

(1) Des écrivains placent cette entrevue à l'époque du premier voyage de Bolingbroke; mais il est peu probable que Torcy eût ainsi aposté Mme de Tencin sur la route de l'ambassadeur de la reine Anne.

tible avec l'innocence et l'honneur? Dans ses apologies, il n'en essaie aucune. Il affirme seulement qu'il n'a jamais trahi, et raconte comme la chose la plus simple du monde que, défenseur officiel, dix mois avant, de la royauté protestante, il l'ait, dix mois plus tard, menacée de guerre civile. Il semble ne s'absoudre d'avoir conspiré qu'en montrant complaisamment à quel point la conspiration était ridicule.

Dans les premiers temps de son séjour à Paris, il prit un ton de confiance et de colère. Il ferait repentir le gouvernement qui l'avait proscrit : il était plus puissant en France qu'en Angleterre, il n'avait rien à ménager; c'était aux whigs de craindre. Cependant de nombreux mécomptes l'attendaient. Le roi de France se mourait. Un appui public n'avait jamais pu être espéré. Même en secret, on ne voulait point donner de troupes régulières. On avait avancé un peu d'argent, on en promettait encore ainsi que des munitions; mais l'affaire demeurait en suspens, comme toutes les affaires. Il était probable que le futur régent changerait la politique du cabinet. Tout le trésor de Saint-Germain, où la veuve de Jacques II continuait de tenir sa cour, avait été épuisé pour préparer au Havre un petit armement. Cela n'empêchait pas que des fanatiques, des aventuriers et des intrigans ne formassent mille projets, en annonçant des prodiges. Tout ce monde parlait, se remuait, dirigeait; c'était une cohue de ministres (*mob ministry*). Bolingbroke, qui l'appelle ainsi, eut beaucoup de peine à prendre un peu d'autorité. Il ne doutait pas que lord Stair, dont il connaissait la vigilance et la pénétration, ne fût parfaitement au courant de ces menées et de ces préparatifs. Lord Stair effectivement savait tout cela et autre chose; nous avons des fragmens de son journal, et voici ce qu'il y écrit : « Mercredi 24 juillet. — J'aposte un homme pour observer lord Bolingbroke. — Samedi 27. — Saladin, un Genevois, m'a dit l'histoire de l'amour de Bolingbroke avec Mme Tencin, et sa rencontre avec le prétendant sur la route. » On lit, dans la correspondance d'un successeur de lord Stair, que cette femme intrigante livrait à Torcy les secrets de son amant; mais cet amant n'était pas aisé à tromper. « J'ai eu des relations il y a quelque temps, écrivait-il au roi Jacques, avec une femme qui a autant d'ambition et de ruse qu'aucune femme, peut-être qu'aucun homme que j'aie connu. Depuis mon retour à Paris, sous prétexte d'intérêt pour ma personne, elle a souvent tâché de découvrir à quel point j'étais engagé à votre service, et si quelque entreprise se préparait... Ces jours derniers, elle est revenue à la charge avec toute la dextérité possible, et elle a usé de tous les avantages que son sexe lui donne. J'ai feint de lui ouvrir mon cœur, et, suivant ce que j'ai écrit à votre majesté de mes conventions avec *Talon* (Torcy), je lui ai fait entrevoir l'impossibilité de rien tenter pour votre ser-

vice. Là-dessus elle est entrée dans une peinture qui m'a paru préparée de l'état présent des affaires: elle est convenue qu'avec l'âge et la santé de *Harry* (Louis XIV), on ne pouvait compter sur aucune résolution vigoureuse; mais elle a ajouté que le neveu de *Harry*, lorsqu'une fois sa 29 (régence) serait consolidée, serait indubitablement disposé à concourir à une si grande entreprise, et qu'elle ne voyait pas pourquoi un mariage entre vous et une de ses filles ne pourrait pas devenir pour lui un motif additionnel de détermination et un lien d'union entre vous. J'ai pris la chose en plaisantant et comme une saillie de son imagination; mais il doit y avoir quelque chose de plus, à raison de son caractère, de son intimité avec... (des chiffres), et du commerce particulier, mais étroit, que je sais qu'elle conserve avec un de ses confidens (1), et de son influence sur cet homme. » Bolingbroke termine sa lettre en conseillant de ne pas repousser cette ouverture, quoiqu'il avoue qu'une telle union pourrait déplaire en France et en Angleterre.

Il fallait en effet ménager l'Angleterre, qui commençait à s'agiter. Des réunions de non-conformistes avaient été troublées par le peuple. Quand Oxford s'était défendu dans la chambre haute, des rassemblemens avaient proféré le cri : « Haute église, Oxford et Ormond pour toujours! » On n'avait pas conduit l'accusé à la Tour sans émouvoir la Cité. Des désordres éclataient dans divers comtés: c'en était assez pour exalter les jacobites, et ils envoyèrent en France le plan tant annoncé par le duc d'Ormond; ils demandaient un corps de troupes réglées, ou tout au moins des armes pour vingt mille hommes, de l'artillerie, cinq cents officiers et de l'argent. Par les soins de Bolingbroke, le projet fut aussitôt mis sous les yeux du roi. Il ne pouvait être question de fournir des troupes, mais on fit espérer le reste. Un bâtiment fut aux frais de l'état disposé par un armateur pour le prétendant. Bolingbroke pensait que ces premiers secours en amèneraient d'autres, qu'ils suffiraient pour compromettre la France, que la défiance et l'irritabilité d'un gouvernement whig feraient le reste, et il accueillait une vague espérance de voir la paix d'Utrecht foulée aux pieds et une révolution opérée dans sa patrie par la main de l'étranger; mais deux événemens vinrent dissiper ces belles illusions. Un moine, qui se disait envoyé par Ormond, vint de sa part réclamer un débarquement immédiat en Angleterre. Accueilli avec empressement à Bar, il parut à Paris suspect à Bolingbroke, qui le força de confesser qu'il était sans mission, et tout à coup on apprit qu'Ormond venait d'arriver. Nous nous rappelons qu'après avoir fait une assez grande figure, il vit Oxford en prison et prit la fuite. Tous les

(1) Un des confidens du duc d'Orléans, probablement l'abbé Dubois.

projets reposaient sur lui; il était le chef désigné du mouvement. On avait vanté à Versailles sa valeur et son ascendant, et il débarquait en fugitif sans asile dans les trois royaumes. On le vit alors de près; on reconnut un homme brave et loyal, mais faible, vain, léger, à qui Berwick trouva *fort peu de connaissance du métier de la guerre*. Bolingbroke avait du malheur. Si la reine Anne eût vécu, il aurait rappelé peut-être les Stuarts; il espérait les ramener avec lui, si Louis XIV vivait. Louis XIV mourut le 1er septembre. « Mes espérances, dit-il, baissaient à mesure qu'il déclinait, et elles périrent quand il expira. »

Il se trouva un peu dépaysé dans la nouvelle cour. Des ministres de la régence ou de ceux qui tenaient la place des ministres, il ne connaissait que le duc de Noailles, qui ne le reconnut plus, et le maréchal d'Huxelles, qui remplaça Torcy dans la direction des affaires étrangères, et qui du moins agit loyalement, ne lui promettant rien qui excédât la politique d'un cabinet au fond défavorable au prétendant. Le régent était naturellement porté à l'entente, même à l'alliance avec le gouvernement anglais, non-seulement parce que le penchant inévitable du nouveau régime était de se séparer en tout de l'ancien, non-seulement parce que je ne sais quel instinct de réforme après soixante ans de monarchie absolue portait les esprits à quelque intelligence des principes de la révolution anglaise, mais encore et surtout parce que, séparé du trône par la vie d'un enfant, le duc d'Orléans avait un grand et légitime intérêt à s'appuyer sur le gouvernement gardien le plus jaloux de la validité des renonciations des Bourbons d'Espagne à la couronne de France. Si Bolingbroke et les Stuarts obtinrent de lui quelques promesses rarement réalisées et des secours toujours désavoués et bientôt retirés, c'est par suite de cette détestable habitude des gouvernemens d'entrer dans tous les systèmes à la fois et d'intriguer contre leur propre politique. Avant même que le roi rendît le dernier soupir, lord Stair avait vu le duc d'Orléans et promis à la régence l'appui de l'Angleterre, moyennant l'expulsion du prétendant, d'Ormond et de Bolingbroke. On n'alla pas jusque-là : on n'était pas assez sûr de la solidité de la royauté hanovrienne; mais on ne servit pas ses ennemis. Bolingbroke, habitué aux formes de la politique régulière, voulait traiter les affaires directement et sérieusement. Il s'entendait parfaitement avec le maréchal de Berwick, donné comme le vrai chef du parti et de l'armée du prétendant, et qui l'eût été en effet, s'il s'était agi d'une diplomatie et d'une guerre véritables. Alors aussi Bolingbroke aurait été vraiment secrétaire d'état; mais il n'y eut jamais que des menées d'intrigans et des coups de main d'aventuriers. Avant de compromettre la personne du prétendant, son mi-

nistre aurait voulu des assurances formelles de la part de la France, des renseignemens positifs sur les moyens de succès dans la Grande-Bretagne: mais, à la première sommation de l'ambassade anglaise, le régent faisait désarmer les bâtimens préparés dans le port du Havre, et l'on n'écrivait rien d'Angleterre, sinon qu'il fallait que l'héritier des Stuarts se pressât d'agir et de paraître. Dénués de ressources et pleins d'espérances, les jacobites prenaient sa présence pour une force magique, et comptaient sur elle pour accomplir ce qu'ils ne savaient comment entreprendre. Cependant le comte de Mar, plus résolu et mieux assuré de l'appui des fidèles Écossais, était parti pour les hautes terres le lendemain d'un jour où il avait assisté au lever de George Ier, et il commençait à tenir la campagne, quand le ministère, qui se défendait avec énergie et qui avait fait suspendre l'*habeas corpus*, demanda à la chambre des communes d'autoriser, avant sa prorogation, l'arrestation de six membres, parmi lesquels on comptait sir William Wyndham. C'était l'ami de Bolingbroke, et après lord Lansdowne, également arrêté, le correspondant peut-être sur lequel il eût le plus compté. Ainsi donc en Écosse une tentative avant le temps, en Angleterre rien de prêt: cette situation n'était pas encourageante. Bolingbroke soupçonnait que le plus sage eût été de tout ajourner; mais cette sagesse n'allait nullement à son parti : on faisait au prétendant un point d'honneur de s'engager dans l'action. L'humeur du duc d'Ormond était d'entreprendre. Il avait de la bravoure sans fermeté ni constance, et du mouvement d'esprit sans solidité ni coup d'œil. Quoiqu'il logeât avec Bolingbroke et qu'ils se vissent sans cesse, il se concertait peu avec lui; il se défiait des procédés diplomatiques et peut-être des intentions de l'ancien ministre; il voyait, et rien n'était plus visible, que le régent avait plus de goût pour les plaisirs que pour les affaires, et il concluait, ce qui était moins vrai, que l'on pouvait par les plaisirs influer sur les affaires, et que la plus puissante des négociations serait celle que dirigerait une main de femme. Dans cette multitude empressée qui se mêlait des affaires des Stuarts, les femmes avaient toujours joué un rôle. Le nom compromis de Fanny Oglethorp était souvent cité. Il y avait une certaine Olive Trant, qui, se destinant à être carmélite, cherchait à se détacher par la satiété des soins et des joies du monde. Elle avait, du vivant de la reine Anne, passé en Angleterre avec quelque mission du prétendant, s'y était liée avec le duc d'Ormond et en avait ramené une personne dont la beauté répondait apparemment à ses projets. Elle parvint à la faire connaître au régent, et entra ainsi en correspondance et même dans une certaine familiarité avec lui. Il la logea à Madrid, dans le bois de Boulogne, chez une vieille demoiselle La Chausseraye, qui avait été fille d'hon-

neur chez Madame, et qui jusque dans sa retraite vivait d'intrigues. L'abbé de Thésut, secrétaire du régent, visitait les deux associées, et c'est avec elles qu'Ormond négociait, trahi par l'une d'elles, peut-être par toutes deux, persuadé qu'il avait le secret du régent, à qui sans doute il livrait le sien. Encouragé on ne sait comment, pressé par les jacobites de l'Angleterre, lui-même prit les devans et s'embarqua dans un port de Normandie, tandis que le prétendant se rendait en Bretagne. Il descendit en Devonshire avec une quarantaine d'hommes, et n'y trouva ni un combattant ni un asile. Quelques arrestations avaient suffi pour réduire à l'impuissance tout son parti. Ormond se rembarqua précipitamment et vint rejoindre le prétendant à Saint-Malo. Une tempête fit échouer une seconde tentative; mais quoique les nouvelles de l'Écosse même fussent peu encourageantes, on jugeait qu'il était de l'honneur du prince d'entreprendre quelque chose. Olive Trant, qui avait accompagné Ormond jusqu'à la mer, était revenue à Paris, et elle fit alors prier Bolingbroke de se rendre à la maison de Madrid. Il l'y trouva avec Mlle de La Chausseraye, apprit d'elles une partie de leurs secrets, et fatigué de ne rien obtenir du cabinet par les voies officielles, il résolut d'user de la voie détournée qui s'offrait à lui. Il obtint dès l'abord de meilleures paroles, et même un billet signé du régent, en apparence écrit pour une femme, et qui, moyennant interprétation, pouvait être envoyé au comte de Mar. Le prince consentit même à une entrevue avec un gentilhomme venu d'Angleterre, à qui l'on promit des armes, et qui n'emporta rien qu'un peu d'argent fourni par l'Espagne; car l'Espagne, fidèle à la politique de Louis XIV, paraît seule avoir prêté aux Stuarts une assistance sincère, mais plus sincère qu'efficace. Aux plaintes de Bolingbroke, on répondait à Paris qu'il était soupçonné de voir secrètement lord Stair. Il voulut savoir à quoi s'en tenir, et il pria Berwick de s'en expliquer avec le régent. Le maréchal pensait comme lui, il jugeait Ormond comme lui, il avait même allégué sa qualité de sujet du roi de France pour décliner obéissance à l'ordre de se rendre en Écosse que le prétendant lui avait donné. Il vit le régent, qui convint que Bolingbroke lui avait été dénoncé, ajoutant qu'il ne croyait point à ce qu'on lui avait dit, mais qu'il lui en voulait seulement de choisir pour arriver à lui l'intermédiaire de certaines intrigantes qu'il qualifia avec sa liberté ordinaire de langage. Peu après, il consentit à voir Bolingbroke; il lui parla du même ton, ne laissa rien percer de ses intentions à l'égard des Stuarts, et lui défendit d'avoir aucun rapport avec les dames du bois de Boulogne. Cependant plus tard Ormond affirma à Bolingbroke qu'il ne lui avait caché toute cette intrigue que par l'ordre du régent; c'est probablement aussi par l'ordre du régent qu'elles s'étaient mises en rap-

port avec lui; puis enfin le régent sut mauvais gré à Bolingbroke de les avoir connues et employées. Ces contradictions n'ont rien que de conforme à la manière de gouverner de l'ancien régime. Le duc d'Orléans ne voulut jamais au fond rien faire pour les Stuarts; mais il voulait tout savoir et pratiquait la grande maxime d'avoir des intelligences avec tout le monde. Plus réservé à l'égard de Bolingbroke, d'un ancien ministre avec lequel tout engagement était sérieux, il se tint toujours sur un pied de défiance, tout en lui faisant proposer par le maréchal d'Huxelles et par le marquis d'Effiat de s'attacher à sa personne, d'accepter ses bienfaits, de s'en remettre à lui pour faire sa paix avec l'Angleterre. Bolingbroke dit qu'on lui offrit jusqu'à 500,000 francs, mais qu'il n'eut pas l'air d'entendre, et qu'on n'y revint plus; seulement il resta en froideur avec le régent.

Cette froideur s'accrut lorsqu'on apprit le mauvais succès de l'insurrection écossaise. Le 12 novembre, un corps de jacobites du nord de l'Angleterre fut battu à Preston, et le lendemain le duc d'Argyle arrêtait dans le Perth, à la bataille de Sheriffmuir, l'armée jusque-là victorieuse du comte de Mar. On avait cru quelques jours à Paris que Jacques III était roi de la Grande-Bretagne. « Personne, dit lord Stair, ne mettait plus le pied chez moi. » A dater de ces nouvelles, Jacques III ne fut plus qu'un prétendant; l'insurrection de l'Écosse ne fit que décliner, et tout était désespéré à la fin de décembre. C'est le moment que Jacques choisit pour s'embarquer à Dunkerque, et le 22 décembre il était à Peterhead. Bolingbroke convient que cette entreprise était devenue nécessaire à la réputation du prince, mais il ne dit pas qu'elle fût le moins du monde utile à ses affaires.

Resté en France pour y veiller, il remplit son office avec zèle. Il obtint de l'Espagne un nouvel à-compte sur les quatre cent mille écus qu'elle avait promis. Il enrôla quelques-uns des officiers irlandais qu'elle avait à son service; il reprit des négociations un peu romanesques pour décider le roi de Suède Charles XII, ennemi de l'électeur de Hanovre, à opérer une descente en Écosse. Il essaya d'embaucher des corsaires français; mais pour tout cela il avait besoin de l'appui de la France, et il n'obtenait d'elle que les vagues témoignages d'une stérile bienveillance. Avec lui, avec lord Stair, on tenait les langages les plus divers. Évidemment on attendait les événemens pour se décider; on voulait savoir quel serait l'effet de la présence d'un Stuart dans un pays que l'on connaissait, dit-il, comme le Japon. Las de ses efforts inutiles, il eut une conférence définitive avec le maréchal d'Huxelles, qui lui parla franchement, et ses derniers doutes étant dissipés, il résolut d'écrire au prétendant qu'il ne devait rien espérer, s'il ne pouvait réussir par lui-même, et il lui envoya un des rares navires qu'il eût à sa disposition pour le ramener en France

avec le comte de Mar et ses compagnons; mais quand son messager toucha l'Écosse, Jacques l'avait déjà quittée après une oisive et déplorable campagne, et il débarquait à Gravelines.

A la fin de février, il était à Saint-Germain. Dès le matin de son arrivée, il vit Bolingbroke qu'il reçut à bras ouverts. En apprenant son retour, ce dernier avait prévenu la cour de France, qui demanda que le chevalier se retirât sur-le-champ à Bar ou à Commercy. Il était de son intérêt de s'y rendre avant que le duc de Lorraine eût le temps de s'engager à ne le pas recevoir. On parlait de l'envoyer en Italie, ou du moins à Avignon, en terre papale, le pire des refuges pour un candidat à la couronne d'Angleterre. Bolingbroke porta donc le conseil d'un prompt départ à son prince, qui le renvoya demander à Paris la permission de rester à Saint-Germain et une entrevue avec le régent. Le maréchal d'Huxelles eut ordre de répondre par un refus. Bolingbroke revint auprès du prince, demeura avec lui jusqu'à deux heures du matin, et Jacques, dont les malles étaient faites et qui devait partir à cinq heures, le chargea, en le quittant, d'aller annoncer aux ministres son départ; il lui donna plusieurs ordres, lui demanda quand il pourrait le rejoindre, et lui dit adieu avec mille marques d'affection et de confiance.

Jacques partit en effet, mais pour la maison du bois de Boulogne. Il y resta caché quelques jours, y vit les ministres d'Espagne et de Suède et peut-être le duc d'Orléans, puis de là il envoya Ormond à Bolingbroke avec deux billets antidatés, pour qu'ils parussent écrits de la route. Ormond commença par dire dans la conversation tout ce qui pouvait persuader du départ du prétendant un homme parfaitement informé du contraire; puis il lui remit les deux écrits, tous deux de la main royale. L'un, adressé à Bolingbroke, lui signifiait laconiquement qu'on n'avait plus besoin de ses services; l'autre, au duc d'Ormond, le chargeait de recevoir tous les papiers de la prétendue secrétairerie d'état. Bolingbroke les lui remit sur-le-champ en lui rendant les sceaux, et déclara qu'il ne voulait plus avoir rien à démêler avec le prétendant et avec sa cause. Il tint parole cette fois, car peu après, la reine douairière l'ayant prié de ne pas se retirer, il refusa, disant qu'il était libre maintenant et qu'il aimerait mieux se brûler la main que prendre la plume ou l'épée à leur service. Il ne les revit plus en effet, et peu de jours après leur dernière séparation le chevalier de Saint-George était sur la route d'Avignon, c'est-à-dire qu'il abandonnait la partie. Le régent ne tardait pas à envoyer Dubois à Stanhope pour négocier un rapprochement entre les deux royaumes, et au commencement de 1717 le traité de la triple alliance entre la France, la Grande-Bretagne et la Hollande apprenait à l'Europe qu'une nouvelle politique commençait.

Dans les premiers jours de sa disgrâce, Bolingbroke évita de se montrer. Il fit connaître à quelques amis ce qui s'était passé et resta renfermé chez lui. Le maréchal de Berwick le vint bientôt trouver et lui parla des bruits qui couraient sur son compte. Il n'y avait dans toute l'émigration anglaise qu'un cri contre lui. Ormond et Mar ne le ménageaient pas; les moins malveillans disaient qu'il lui était échappé dans l'ivresse des paroles moqueuses ou blessantes pour le prétendant, et nous ne pouvons ici objecter l'invraisemblance. Quant au reproche de négligence ou d'incapacité qui donna lieu plus tard à des correspondances rendues publiques, et auquel il fallut que Bolingbroke répondît ou fît répondre par son secrétaire, nous n'y insisterons pas, et l'analyse des griefs serait fastidieuse. Ce sont récriminations de conspirateurs malheureux ou d'intrigans désappointés. Le désaccord est inévitable entre des exilés ardens, crédules, impatiens et un homme d'état judicieux, discret, sans empressement inutile, sans charlatanisme de parti, qui voit les choses comme elles sont, ne parle et n'écrit qu'à bon escient, et n'agit qu'autant qu'il aperçoit chance de réussir. La malveillance ou plutôt la calomnie osa même accuser Bolingbroke d'avoir détourné quelque partie des faibles ressources du trésor du prétendant et traîtreusement livré ses secrets à l'ambassadeur d'Angleterre. Lord Stair raconte en effet que des questions pressantes lui furent adressées, et qu'on voulait à toute force qu'il sût tout par cette voie: « mais, écrit-il à Walpole, je crois que tout le crime du pauvre Harry a été de ne pouvoir jouer son rôle avec un visage assez sérieux, ni s'empêcher de rire par-ci par-là de pareils rois et de pareilles reines. Il avait une maîtresse ici à Paris, s'enivrait de temps en temps, et dépensait pour elle l'argent avec lequel il aurait dû acheter de la poudre. » Bolingbroke se présente devant l'histoire mieux justifié par un imposant témoignage, celui du maréchal de Berwick, qui a tout vu, tout suivi, qui lui donne raison en tout, juge comme lui Jacques, Ormond, Mar et tout le parti; pour la droiture du cœur et de l'esprit, le maréchal ne le cédait à personne. Bolingbroke pensait de Berwick tout le bien qu'en a écrit Montesquieu, et c'est de lui qu'il a dit ce joli mot, que c'était le meilleur grand homme qu'il eût connu.

Quelle apparence d'ailleurs que Bolingbroke se fût engagé par ressentiment et par vengeance dans le parti de la restauration, pour le trahir et le perdre? Ce n'est pas sa faute s'il le servait autrement que ne l'entendaient les Irlandais, les courtisans, les jésuites, les femmes, tous les insensés qui composaient la coterie jacobite française; ce n'est pas sa faute s'il ne partageait pas toutes les illusions, s'il ne suivait pas toutes les fantaisies d'un parti bigot et frivole, condamné à une éternelle adversité. Sa faute était d'avoir cru

possible de le servir raisonnablement. Sincère dans ses intentions, il avait dû de bonne heure cesser de l'être dans ses espérances. Peu de momens avaient suffi pour lui révéler la vanité de l'entreprise. Il était embarrassé, peut-être honteux de son rôle, et se sentait déplacé et comme abaissé dans de telles affaires. Il convient qu'il lui tardait d'en sortir, et que son projet était, après que le prétendant serait rentré dans le repos, d'aller lui redemander sa liberté. Avec de telles dispositions, il ne pouvait éviter de montrer par ses discours, et même par sa conduite, une froideur suspecte. Il ne faut pas y voir trop clair pour conspirer. Embrasser sans enthousiasme une cause perdue est insensé, et celui qui sait discerner l'impossible du possible doit se garder de servir un parti qui n'a que du zèle.

Bolingbroke dit que dès son premier entretien avec le prétendant, il comprit son imprudence; mais qui l'obligeait à être imprudent? Il ajoute qu'un malentendu perpétuel séparait les jacobites d'Angleterre des jacobites de France. Les premiers ne voulaient qu'opposer à un roi whig un roi tory, et lui faire leurs conditions; les seconds avaient respiré l'air de Versailles, et ne songeaient qu'à restaurer un roi sans conditions. Comment Bolingbroke, que cette contradiction choquait, l'acceptait-il sans mot dire? Ainsi qu'il arrive souvent, il s'engageait contre sa raison, comptant sur le hasard, espérant l'imprévu, confiant dans son esprit, voulant enfin satisfaire sa passion et occuper son temps.

Pouvait-il ignorer enfin qu'il y avait entre le descendant des Stuarts et lui une dissidence fondamentale qui devait tôt ou tard éclater? Le prince était le fils de ce Jacques II dont un archevêque de Reims disait en le voyant sortir de sa chapelle à Saint-Germain : « Voilà un fort bon homme; il a quitté trois royaumes pour une messe. » Et Bolingbroke, qui aux opinions des libertins du siècle joignait un protestantisme tout politique, avait au fond toujours regardé l'abjuration de la religion catholique comme une condition de la restauration. L'entraînement des affaires et l'envie de se venger le lui faisaient oublier quelquefois, ou lui fermaient les yeux sur l'invincible opiniâtreté d'une foi supérieure à la tentation même d'une couronne. Il ne pouvait lui échapper que ce pauvre prince unissait à cette foi digne de respect tous les préjugés qui ne le sont pas, et que de puérils scrupules ne lui permettraient jamais le langage et la conduite nécessaires pour rendre au moins sa présence supportable au peuple anglais. Les jacobites protestans essayaient de se faire des illusions à cet égard. On racontait qu'il avait permis au docteur Leslie de l'entretenir de religion, et de célébrer l'office anglican dans sa maison. Bolingbroke, pour excuser la légèreté avec laquelle il négligea d'approfondir la question, prétend qu'il supposa que ses amis

d'Angleterre, dont il connaissait les sentimens et qui se montraient si pressés d'entreprendre, avaient obtenu satisfaction préalable sur l'article de la religion. Peut-être aussi se jugeait-il lui-même, comme on le lui fit sentir, peu propre à traiter ce sujet. Il avait beau avoir sans cesse à la pensée l'exemple de Henri IV; on aurait pu le défier, avec toute son éloquence, de le faire comprendre à celui qui aurait eu tant besoin de l'imiter. Quand il fallut que Jacques se fît précéder en Angleterre de déclarations où l'église nationale trouvât des garanties, il fit mille difficultés; il garda les projets qu'on lui présenta pour les revoir, les envoya de Bar à Saint-Germain pour les soumettre à la reine et à son conseil de conscience; puis, après les avoir retouchés à sa guise, il les fit imprimer avec le contre-seing de Bolingbroke, qui n'avait signé que la première rédaction. Bolingbroke réclama, et on en tira de nouveaux exemplaires sans sa signature. Les corrections royales étaient de ces subtilités qui présagent la mauvaise foi. Ainsi, dans une phrase où il devait exprimer sa sollicitude pour la prospérité de l'église anglicane, il avait rayé le mot *prospérité*. Il refusait de *protéger cette église*, et n'entendait s'engager qu'à en *protéger tous les membres*. Il ne voulait pas conserver à Charles Ier l'épithète de *martyr*, et quand on lui proposait de parler de sa sœur de *glorieuse et heureuse mémoire*, il n'admettait pas que cette mémoire fût *heureuse*, et ne consentait à louer en elle, au lieu de *sa justice éminente* et de *sa piété exemplaire*, que *son inclination pour la justice*. La portée de ces niaiseries n'était que trop évidente, et je ne m'étonne pas que Bolingbroke ait vu partir son nouveau maître pour l'Écosse sans la moindre espérance et sans beaucoup de sympathie. C'était assez pour qu'il fût un traître aux yeux du parti.

XIX.

On peut en croire Bolingbroke lorsqu'il dit que sa disgrâce lui rendit service en facilitant une rupture dont il aurait été obligé de prendre l'initiative. Il consomma cette rupture en répandant de par le monde ses réponses aux critiques et aux calomnies dirigées contre lui. Il était piquant, on doit en convenir, d'encourir, après moins d'une année, une nouvelle et contraire accusation de trahison (car il eut à répondre sur sept articles en forme), intentée au nom de celui pour lequel il venait d'être accusé d'avoir trahi son pays, et l'on conçoit quels sentimens durent s'élever dans cette âme orgueilleuse et vindicative. Non content de dire un éternel adieu au parti auquel il n'aurait dû jamais s'unir, il ne se fit point scrupule de dévoiler dans ses écrits et ses discours le néant de ce parti et de son chef, et la mémoire des Stuarts n'a pas eu de plus dangereux ennemi. Son ca-

ractère avait peu de nuances, et de certaines délicatesses lui étaient inconnues. Comme on le jugeait à Londres plus sévèrement qu'il ne méritait, on avait, du temps même qu'il était ministre de la cour de Saint-Germain, autorisé lord Stair à traiter avec lui. Ce dernier, qui le connaissait mieux, attendit sa disgrâce pour lui envoyer Saladin de Genève. Il s'ensuivit une entrevue où Bolingbroke déclara à l'ambassadeur qu'il se croyait obligé en honneur et en conscience de désabuser ses amis d'Angleterre sur la conduite du parti jacobite à l'étranger, et sur la valeur de tous ceux qui le composaient; que, dût-il demeurer à jamais en exil, il n'aurait plus rien de commun avec le prétendant; que si sa position dans sa patrie lui était rendue, il pourrait, en expliquant sa conduite, porter à la cause des Stuarts un coup mortel, et contribuer ainsi à mieux affermir l'autorité du roi et à lui rallier tous ses sujets. Il ajouta qu'il était prêt à rendre à son gouvernement tous les services, excepté ceux d'un délateur, et qu'il espérait que l'on croirait ses protestations sincères, sans exiger des gages qu'il refuserait de donner, ni risquer, en lui demandant trop, d'empêcher l'effet de ses promesses. Ces offres, dont lord Stair admit pleinement la sincérité, furent transmises à Londres, et même renouvelées au secrétaire d'état Craggs, qui vint peu après en France; et comme pour préparer le retour du fils dans son pays, le roi créa le père, qui vivait encore, vicomte Saint-John et baron de Battersea. En même temps Bolingbroke constata sa situation nouvelle en écrivant une longue lettre à sir William Wyndham, qu'il data du 13 septembre 1716, et qu'il envoya non-cachetée au maître général des postes, pour la mettre sous les yeux du gouvernement et la faire arriver ensuite à sa destination. Cette lettre, que M. Hallam regarde comme son ouvrage le plus achevé, est une apologie générale de sa conduite, qu'il faut lire avec défiance, mais d'où nous avons tiré bien des détails de notre récit. Quand elle parut, en 1753, et que Favier la traduisit sous le titre de *Mémoires secrets de milord Bolingbroke*, Voltaire trouva l'ouvrage peu digne de l'auteur qui n'était plus, et se plaignit de n'y rien apprendre. C'est qu'il savait assez bien cette partie de l'histoire contemporaine. L'ouvrage, en tout cas, offrait une peinture sérieusement satirique et malheureusement vraisemblable du prétendant et de son parti. Quoiqu'il ne dût pas être imprimé, il était fait pour être lu, et bien calculé pour nuire aux Stuarts et rendre Bolingbroke agréable au roi régnant. George le fit assurer de sa bienveillance, et le proscrit, plus confiant dans l'avenir, s'occupa de se créer une philosophie de l'exil au moment où il croyait entrevoir le terme du sien. L'ouvrage qu'il a intitulé *Réflexions sur l'exil* est une consolation philosophique, où il emprunte beaucoup à Sénèque et aux anciens. Ce lieu commun de morale stoïcienne est d'un esprit élevé,

médiocrement riche en idées, qui s'est fait un bon style d'académie, correct et soutenu, orné, élégant, mais sans aucunes qualités supérieures. Ainsi que beaucoup d'esprits cultivés de ce temps, presque toutes ses pensées lui viennent de l'antiquité. Dès qu'il écrit, il raisonne et paraît sentir comme un Romain; mais quand il agit, c'est autre chose. Lord Mahon a dit avec sévérité qu'en parlant comme Cicéron, il se conduisait comme Clodius. On pourrait ajouter, sous un autre rapport, qu'aux pensées de Sénèque il unissait la vie de Pétrone. On entrevoit dans ses lettres que, s'il se consolait de l'exil par le stoïcisme, il ne négligeait pas de s'en distraire par le plaisir.

Les mémoires du temps parlent à peine de son séjour en France. On sait seulement qu'il avait des relations intimes avec les Tencins et leur société. La plupart de ses lettres françaises sont adressées à Mme de Ferriol, la mère de D'Argental. On n'a aucune de celles qu'il dut écrire à sa sœur, Mme de Tencin. Il connut cette aimable Aissé qu'une fantaisie tout orientale d'un frère de M. de Ferriol avait élevée pour une étrange destination. On ne voit pas qu'avant 1722 il eût connu Voltaire, qui était lié dès le collége avec D'Argental, et dans une lettre écrite peu après le succès d'*Œdipe* (1719), il en parle comme un indifférent : « Je vous serai très obligé, ma chère madame (de Ferriol), de la lecture que vous voulez bien me procurer de la tragédie de M. Aronet. Si je n'avais pas entendu parler avec éloge de cette pièce, je ne laisserais pas d'avoir une grande impatience de la lire. Celui qui débute, en chaussant le cothurne, par jouter contre un tel original que M. Corneille fait une entreprise fort hardie, et peut-être plus sensée qu'on ne le pense communément. Je ne doute pas qu'on n'ait appliqué à M. Aronet ce que M. Corneille met dans la bouche du Cid. » A défaut de Voltaire, il fit connaissance avec l'abbé Alary, un homme instruit, d'une conversation agréable, qui, après avoir été attaché à l'éducation de Louis XV, entra à l'Académie française (1723), et n'en forma pas moins, un an après, une autre sorte d'académie, plus politique que littéraire, connue sous le nom de l'*Entresol*. Celle-ci tenait en effet ses séances chez lui, dans un entresol de la place Vendôme. C'était à la fois un club où l'on trouvait des rafraîchissemens et des journaux, et une société de droit public dont les membres composaient des mémoires, faisaient des lectures, discutaient des questions. Il s'y rencontrait des écrivains, des magistrats, jusqu'à des grands seigneurs : le marquis d'Argenson, qui a été ministre, l'abbé de Saint-Pierre, dont le nom est si connu. Cette réunion dura jusqu'en 1731, quoiqu'elle donnât un peu d'ombrage au cardinal de Fleury. Bolingbroke, qui y était admis sans en être membre, avait été pour quelque chose dans la fondation d'un établissement conçu, disait-on, dans les idées anglaises. On ajoute qu'il composa en fran-

çais, pour cette société, un essai qu'elle fit imprimer : ce sont des réflexions d'après Locke sur les idées innées; mais l'authenticité de cet écrit est contestée, et aucun des éditeurs de Bolingbroke ne l'a compris dans ses œuvres complètes.

Un de ses meilleurs amis, un des fondateurs du club de l'Entresol, le marquis de Matignon, était, comme l'abbé Alary, de la société de la marquise de Villette, avec laquelle Bolingbroke se lia en 1717. Marie-Claire Deschamps de Marsilly (1), d'une famille noble, avait été élevée à Saint-Cyr, et c'est elle qui jouait Zarès sous les yeux de Racine, quand *Esther* fut représentée devant Louis XIV. Elle était entrée chez les filles de Sainte-Geneviève, dirigées par Mme de Miramion, lorsqu'elle plut au chevalier de Villette de Mursay, petit-fils d'une fille d'Agrippa d'Aubigné et frère de Mme de Caylus, que Mme de Maintenon appelait sa nièce. Ce jeune homme, voulant épouser Mlle de Marsilly, la fit voir à son père, Philippe Le Valois, marquis de Villette, officier de marine distingué, de qui nous avons des mémoires. C'était un protestant converti par la cour depuis 1687. Il trouva sa bru future à son gré, et il l'épousa en 1695, quoiqu'il eût quarante-trois ans de plus qu'elle. « Elle est fort jolie, dit Dangeau, et n'a nul bien. M. de Villette a attendu que M. de Mursay, son fils, fût marié, pour conclure cette affaire. » Restée veuve en 1707, avec de la fortune, Mme de Villette avait, dix ans après, conservé sa beauté. On citait son esprit et sa conversation, et à quarante-deux ans elle inspira un goût assez vif à Bolingbroke pour qu'il formât une liaison très intime avec elle et ne la quittât presque plus. Jusque-là peu retenu, peu délicat dans ses amours, un attrait bien différent de ceux qui l'avaient séduit le captiva cette fois au point d'enchaîner sa destinée. On dit qu'il continua d'être infidèle, ce qui ne le dispensa pas d'être jaloux, car un jour qu'il dînait chez Mme de Villette avec un Écossais fort beau qui parut lui plaire, il renversa la table et tout ce qui la couvrait. Il fallut que le marquis de Matignon les raccommodât. Ce qui est certain, c'est qu'il alla faire avec sa nouvelle amie de longs séjours à la terre de Marsilly en Champagne, sous prétexte qu'il se connaissait en bâtimens et qu'elle reconstruisait son château. « *M. York* (Bolingbroke) part avec Mme de Villette, miss... est dans un couvent, » écrit lord Stair à son ministre (1717).

Il ne négligeait pas cependant de plus grandes affaires. Ses amis d'Angleterre, bien que parfois inquiets de ce qui se disait sur son compte, ne l'oubliaient pas. Swift, dans une de ses lettres, réfute,

(1) On écrit aussi Marcilly. Dans l'épitaphe que fit graver Bolingbroke, on lit Mary Clara des Champs *de Marcelly*. Nous suivons l'orthographe de M. Monmerqué.

auprès de l'archevêque de Dublin, le bruit qui courait que Bolingbroke allait revenir en achetant son pardon par des révélations : il dit avec raison qu'il n'en aurait pas à faire. Cependant sa haine persistante pour lord Oxford, et qu'il ne peut contenir même en écrivant à Swift, était loin de le servir, et l'empêchait de profiter de l'acquittement de son ancien complice et de la popularité relative qui l'entourait. Sa femme luttait pour lui, elle le dit du moins; on a d'elle deux lettres à Swift qui ne sont pas sans quelque grâce, et qui justifiaient le goût bienveillant du docteur pour elle. « Quant à mon humeur, écrit-elle le 5 mai 1716, je suis, s'il est possible, encore plus insipide et plus ennuyeuse (*dull*) que jamais, excepté dans quelques momens, et alors je suis une petite furie, surtout quand on ose parler de mon cher lord sans respect, ce qui arrive quelquefois. » Elle s'occupait activement de l'affaire de *son cher lord*. Elle trouva faveur auprès du roi, qui lui accorda main-levée de la confiscation des biens mobiliers; mais elle mourut un an après (novembre 1718), et, à en croire son mari, cette restitution partielle devint une perte pour lui. Apparemment faute de formalités et de précautions, ces valeurs se confondirent avec celles qu'elle possédait à sa mort et ne purent être retirées de sa succession. Il se dit appauvri d'autant, et il s'en prend, on ne sait trop pourquoi, à la dévotion de lady Bolingbroke. Il vivait sur le capital qu'il avait apporté en exil et augmenté du produit de quelques spéculations heureuses en ce temps où Law devançait le nôtre. On ne voit pas qu'il ait jamais éprouvé la gêne. Des considérations de fortune peuvent toutefois avoir contribué au singulier établissement qu'il forma quand il se vit tout à fait libre. Il vécut auprès de Mme de Villette, et l'emmena aux eaux d'Aix-la-Chapelle, où il paraît l'avoir épousée en mai 1720. On a prétendu qu'elle embrassa la religion protestante, puis on l'a nié et l'on a même contesté le mariage. Il est certain qu'en France Bolingbroke ne lui fit pas changer de nom : mais tous deux voulaient qu'on les tînt pour légitimement unis. Ils le déclarèrent même en 1722, et dans le caveau des Saint-John de l'église de Battersea, où la marquise est ensevelie, il fit graver une épitaphe qui lui donne le titre de vicomtesse Bolingbroke.

Au printemps de 1720, tous deux avaient, en se mariant, quitté Marsilly, qu'ils cessèrent d'habiter. Un an auparavant, Bolingbroke avait fait l'acquisition de la terre de La Source, ainsi nommée parce que le Loiret prend sa source dans le parc et y forme en naissant une vraie rivière, dont les eaux reproduisent un moment le beau phénomène de celles du Rhône à Genève. C'est dans ce lieu que Bolingbroke fixa sa retraite; il sut l'animer par les plaisirs de la société et de l'étude. Suivant toute apparence, ses longs séjours à la

campagne donnèrent naissance à ces recherches historiques où, pratiquant le libre examen à la manière de Bayle, il en vint à poser les fondemens de l'incrédulité systématique qu'on devait appeler bientôt philosophie. Vers le même temps, nous rencontrons enfin Voltaire. Il écrit de Blois à Thiriot (2 janvier 1722) : « Il faut que je vous fasse part de l'enchantement où je suis du voyage que j'ai fait à La Source chez milord Bolingbroke et chez Mme de Villette. J'ai trouvé dans cet illustre Anglais toute l'érudition de son pays et toute la politesse du nôtre. Je n'ai jamais entendu parler notre langue avec plus d'énergie et de justesse. Cet homme, qui a passé toute sa vie dans les plaisirs et dans les affaires, a trouvé pourtant le moyen de tout apprendre et de tout retenir. Il sait l'histoire des anciens Égyptiens comme celle d'Angleterre; il possède Virgile comme Milton, il aime la poésie anglaise, la française et l'italienne, mais il les aime différemment parce qu'il discerne parfaitement leurs différens génies. Après ce portrait que je vous fais de milord Bolingbroke, il me siéra peut-être mal de vous dire que Mme de Villette et lui ont été infiniment satisfaits de mon poème (*la Henriade*). Dans l'enthousiasme de leur admiration, ils le mettaient au-dessus de tous les ouvrages de poésie qui ont paru en France; mais je sais ce que je dois rabattre de ces louanges outrées. »

Bolingbroke ne quittait La Source que pour quelques voyages à Paris. Il ornait son nouveau séjour selon le goût de son temps, et de là il envoyait à ses amis d'Angleterre des épîtres empreintes d'une philosophie quelque peu affectée : « Je vis dans un plus petit cercle, écrivait-il à Swift, mais je pense dans un plus grand. » Il traduisait avec assez de facilité en vers anglais un fragment de la première épître d'Horace; il multipliait les citations de toutes sortes pour démontrer qu'il était ferme et serein, décrivait le lieu de sa résidence, son habitation, qui tenait le milieu *entre le château et la maison bourgeoise,* les embellissemens qu'il projetait d'y faire, et consultait sur les inscriptions latines en son propre honneur qu'il voulait y graver sur le marbre. Cependant, les yeux toujours fixés vers sa patrie, il finit par y envoyer sa femme. Elle y trouva Walpole premier ministre (1723).

A ce moment, les jacobites, habitués à s'exalter pour des causes frivoles, avaient conçu une telle joie de la naissance d'un fils du prétendant, qui fut appelé Charles-Édouard, qu'un comité de direction s'était formé dans leur sein, et qu'il y fermentait des projets qualifiés par la loi de haute trahison. Le roi George n'avait aucune popularité. Des rassemblemens à Londres avaient fait entendre le cri : « Haute église et Stuarts! » Le gouvernement s'était vu forcé de dénoncer et de poursuivre la conspiration. Atterbury, l'évêque de Ro-

chester et l'ancien ami de Bolingbroke, était, avec les autres membres de la junte secrète, traduit devant les deux chambres. Aux premières ouvertures qui lui furent faites en faveur de Bolingbroke, Walpole répondit avec sévérité: il s'écria même dans le conseil : « Puissent l'*attainder* n'être jamais aboli et les crimes jamais oubliés! » Tout espoir semblait perdu, si lord Harcourt, qui, plus fidèle à d'anciennes amitiés qu'à son ancienne politique, s'était rapproché du gouvernement, n'eût fait arriver Mme de Villette (elle ne prenait pas d'autre nom) jusqu'à la duchesse de Kendal. Erengarde Mélusine de Schulenbourg était une Allemande laide et vénale, maîtresse en titre de George Ier. On dit que ses bontés pour Bolingbroke ne furent pas payées moins de 11,000 livres sterling. Elle obtint une promesse du roi, que Walpole n'osa ou ne put faire rétracter, et il se borna à en réduire l'effet à la remise de la peine capitale. Il fut convenu que Bolingbroke pourrait résider en Angleterre, mais sans recouvrer ni ses droits, ni ses titres, ni sa fortune

Voltaire venait d'avoir la petite-vérole, et dans une épître assez faible où il remercie son médecin de l'avoir sauvé, heureux à la pensée qu'il reverrait ses amis, il s'écriait :

Et toi, cher Bolingbroke, héros qui d'Apollon
As reçu plus d'une couronne,
Qui réunis en ta personne
L'éloquence de Cicéron,
L'intrépidité de Caton,
L'esprit de Mécénas, l'enjouement de Pétrone,
Enfin donc je respire, et respire pour toi;
Je pourrai désormais te parler et t'entendre (1).

Mais cette joie, exprimée en vers si singuliers aujourd'hui, ne fut pas de longue durée, et bientôt Voltaire écrivait à son amie la présidente de Bernières : « Une chose qui m'intéresse, c'est le rappel de milord Bolingbroke en Angleterre. Il sera aujourd'hui à Paris, et j'aurai la douleur de lui dire adieu, peut-être pour toujours (avril 1723). » Il partit en effet quelque temps après, et le 11 juin il arrivait à Calais, quand il vit avec surprise débarquer l'évêque Atterbury, qu'un bill d'*attainder* venait de condamner au bannissement. « Je suis donc échangé! » s'écria le prélat en apprenant que Bolingbroke était là, prêt à passer le détroit.

En Angleterre, Bolingbroke trouva le roi parti pour le Hanovre, et il dut se borner à lui écrire une lettre de remerciemens, ainsi qu'à la

(1) Dans une première rédaction où il ajoutait aux autres dons de Bolingbroke *la science de Varron*, Voltaire le remerciait de s'être intéressé à lui pendant sa maladie :

Bolingbroke, à ma gloire, il faut que je publie, etc.

duchesse de Kendal et à lord Townshend, qui étaient du voyage. Il revit Harcourt et Wyndham, apprit d'eux beaucoup de choses sur l'intérieur de leur parti, et bientôt il eut un entretien avec Walpole. Il lui peignit les chefs des partis tory et jacobite comme fort découragés et disposés à imiter l'exemple de Harcourt. C'était s'offrir indirectement pour intermédiaire d'un rapprochement qui semblait désirable; mais Walpole craignait plus les rivaux que les adversaires. Il fit rarement des sacrifices pour regagner ses ennemis, et, jaloux de son pouvoir, il aimait mieux reléguer les ambitieux dans l'opposition que les introduire dans son parti. Il ne se souciait pas de rendre de l'importance à Bolingbroke. Il l'écouta froidement et lui conseilla, puisque sa réhabilitation dépendait d'un parlement whig, de ne pas renouer avec les tories.

Bolingbroke vit bien que pour cette fois il n'avait rien à gagner du côté de la politique. Il jouit quelques jours de l'accueil des amis que la littérature lui avait donnés. Il ne vit pourtant pas Swift, qui ne sortait pas de l'Irlande, et Prior était mort; mais Gay lui dédia ses églogues. Pope, qui l'avait connu peu de temps avant son départ, fut heureux de le revoir au moment où il perdait Atterbury, et de le retrouver *devenu philosophe sur les affaires de ce monde.* Le docteur Arbuthnot prononça qu'il avait gagné en instruction, en manières, en toute chose. Peu curieux cependant de rester dans un pays où il ne retrouvait qu'une position précaire et diminuée, Bolingbroke repartit pour aller se guérir de la goutte aux eaux d'Aix-la-Chapelle.

On dit qu'il voulait de là pousser jusqu'en Hanovre. Il en demanda la permission, mais ne l'obtint pas. Il tourna donc ses vues d'un autre côté. La mort du régent amenait au pouvoir *M. le Duc*, avec le titre de premier ministre, et Mme de Prie était toute-puissante sur cet héritier des Condé. Bolingbroke les connaissait l'un et l'autre et prétendait à quelque crédit. Dans ce moment, une lutte secrète opposait dans le cabinet anglais les deux secrétaires d'état l'un à l'autre, lord Carteret à lord Townshend. Walpole soutenait Townshend, son beau-frère, et, par suite de quelques intrigues dont le détail est sans intérêt, Carteret et Townshend étaient représentés tous deux à la cour de France, l'un par sir Luke Schaub, l'autre par Horace Walpole. Bolingbroke, qui vit bien où était la force, offrit à ce dernier son crédit, ses relations, ses moyens d'intrigue. Il offrit d'entretenir avec le cabinet de Saint-James une correspondance secrète, fit valoir son zèle et sa dextérité, enfin se rendit utile. Horace, qui ne l'aimait pas, se servit de lui et le servit peu, mais finit par triompher et devint ambassadeur en France, tandis que Carteret allait gouverner l'Irlande et faisait place au duc de Newcastle (1724). Persuadé qu'il devait être mieux en cour, Bolingbroke fit alors repartir pour Londres celle qu'il

appelait indifféremment Mme de Bolingbroke et la marquise de Villette. A ce voyage se rattache une anecdote du temps. La marquise demanda à Mme de Ferriol, restée, par la mort de son beau-frère du même nom, la protectrice peu généreuse de Mlle Aïssé, la permission d'emmener avec elle la pauvre affranchie. C'était le temps de la passion du chevalier d'Aydie. On partit en apparence pour l'Angleterre; mais Aïssé fut laissée secrètement dans une maison des faubourgs, et bientôt une petite fille fut transportée en Angleterre, et plus tard au couvent de Notre-Dame de Sens, pour y être élevée, sous le nom de miss Black, comme une nièce de Bolingbroke, près d'une fille de Mme de Villette. C'est l'enfant dont Aïssé parle d'une manière touchante dans ses charmantes lettres, et que le chevalier d'Aydie n'abandonna pas après la mort de sa mère. Lady Bolingbroke poursuivit son voyage, et pour mieux cacher le secret du service que rendait leur amitié, son mari écrivait de La Source à Mme de Ferriol : « Avez-vous eu des nouvelles d'Aïssé? La marquise m'écrit de Douvres. Elle y est arrivée le vendredi au soir après le passage du monde le plus favorable. La mer ne lui a causé qu'un peu de tournement de tête; mais pour sa compagne de voyage, elle a rendu son dîner aux poissons. »

Lady Bolingbroke était amenée à Londres par l'infidélité d'un banquier qui, chargé par elle de placer 50,000 livres sterling dans les fonds publics, lui cherchait querelle sur son état, exigeait qu'elle se fît autoriser par son mari, et menaçait de révéler le fait comme une violation de la loi de confiscation. Lord Townshend, indigné de cet abus de confiance, rendit la dénonciation vaine. La marquise de Villette, qui garda prudemment ce nom, put donner ses soins aux intérêts de son mari; et quoique le roi, dans ses idées allemandes, la trouvât bavarde et peu respectueuse, elle savait si bien les moyens de gagner la duchesse de Kendal, qu'une satisfaction entière lui fut promise. Il fallut cependant attendre encore pendant près d'une année. Bolingbroke prit patience, grâce aux lettres, aux champs, à quelques amis. Il continua de s'intéresser aux travaux de la société de l'Entresol, qu'il se permettait d'égaler à l'Académie française. On voit par une lettre à Pope qu'il traça le plan d'une histoire politique de l'Europe, et de là prit naissance l'ouvrage intitulé : *Lettres sur l'étude de l'histoire*. La physique et la métaphysique occupaient son temps à la campagne, où il retenait Lévêque de Pouilly, homme instruit qui l'avait initié aux mathématiques et aux sciences, et qui devint un des confidens de ses idées sur la religion. C'est à lui qu'il écrivait un jour qu'il était, avec Swift et lui-même, une des trois seules personnes dignes qu'on leur confiât le gouvernement des hommes. On trouve dans ses œuvres une lettre intéressante, rédigée entre 1720

et 1725, où il rappelle à Lévêque de Pouilly comment, à quarante ans, il est devenu philosophe en l'écoutant à Paris. Il lui rend compte d'une discussion dans laquelle il a soutenu contre un athée que Dieu existe et que le monde a eu un commencement. Le premier point est établi par la démonstration, le second par la tradition, quoique l'auteur rejette fort dédaigneusement le récit biblique. Le fond de toute religion cependant se trouve dans cet opuscule, où ne manque ni l'esprit, ni la logique, ni même une sorte d'érudition. C'est le premier essai philosophique de l'auteur. Il paraît que le bruit de ses nouvelles études se répandit. Les opinions auxquelles elles l'avaient conduit inquiétaient Swift, qui voulait l'effrayer de l'exemple de Spinoza, et Bolingbroke lui répondait qu'il trouvait Spinoza absurde, et qu'il n'était un *esprit fort* ou *free-thinker* que si l'on entendait par là « un homme qui fait un libre usage de sa raison, cherche la vérité sans passion ni préjugé, et s'y attache invariablement, et non pas un de ces fléaux de la société qui s'efforcent d'en relâcher les liens et d'ôter un frein de la bouche de l'homme, cet animal sauvage qu'il serait bon de contenir par une demi-douzaine d'autres freins. »

On raconte que l'abbé Alary visita l'Angleterre en 1725. Il avait connu Horace Walpole chez l'évêque de Fréjus, et fut mené par lui chez son frère. Il s'employa utilement, dit-on, pour Bolingbroke. Toujours est-il que le 25 mai 1725 lord Finch, fils de lord Nottingham, présenta une pétition par laquelle Henri Saint-John, ci-devant vicomte Bolingbroke, demandait que l'exécution de la loi rendue contre lui fût suspendue quant aux condamnations civiles, comme elle l'était déjà quant à la peine capitale. Walpole se leva aussitôt, et dit que le roi avait depuis sept ans reçu la soumission du pétitionnaire, et que, convaincue de ses intentions de loyauté, sa majesté consentait à l'admission de la pétition. On la reçut en effet, et comme il fut établi par les jurisconsultes de la couronne que le pardon royal ne pouvait abolir toutes les conséquences encourues par l'*attainder*, lord Finch proposa un bill que Walpole appuya, et qui autorisait Bolingbroke à rentrer dans son patrimoine et à posséder ou acquérir dans le royaume toute espèce de propriétés. Le bill fut vivement combattu par Methuen, qui, étant contrôleur de la maison du roi, s'excusa de son opposition aux intentions généreuses de sa majesté. Il fit impression sur l'assemblée, et fut soutenu par d'autres whigs, Arthur Onslow, lord William Powlett. Les tories se divisèrent. La plupart, guidés par lord Bathurst et par Wyndham, votèrent en faveur de leur ancien chef; mais les plus fidèles jacobites, obéissant à la consigne venue d'Avignon, refusèrent de le relever des déchéances d'un *attainder* encouru pour leur cause. Cependant la motion passa à 231 voix contre 113, et Walpole fit écarter une clause qui eût rendu

Bolingbroke incapable de siéger au parlement et de remplir aucun office à la nomination du roi. On dit, au reste, qu'il avait la parole de George Ier que jamais Bolingbroke ne recouvrerait aucune situation politique, et que rien ne lui serait accordé au-delà des droits de la vie civile. En effet, l'amnistié n'obtint jamais plus que ce qui lui fut en ce moment rendu, c'est-à-dire 120,000 francs de rentes et la faculté de recueillir la succession de son père, sans même en pouvoir disposer, les biens devant tous, après ce dernier, passer à ses héritiers naturels. Ces restrictions le blessèrent profondément, et la situation équivoque qui lui fut faite jeta beaucoup d'amertume dans toute sa vie. Il se crut dégagé de toute reconnaissance envers Walpole, et il ne tarda pas beaucoup à lui en donner la preuve. La conduite du puissant ministre paraîtra peu généreuse; il avait longtemps résisté; cependant nous savons par son fils que c'est contre le vœu de son parti, contre les instances de sa famille et de ses amis, qu'il consentit au rappel de Bolingbroke, aimant mieux transiger que rompre avec la duchesse de Kendal. Il n'était ni cruel, ni persécuteur, ni même vindicatif; mais il ne se piquait pas d'une magnanimité chevaleresque, et jamais, pour obtenir des louanges qu'il trouvait frivoles, il ne se serait de gaieté de cœur créé un obstacle de plus dans la carrière du pouvoir. Il eut regardé comme une duperie de retirer ses ennemis du néant.

XV.

De retour dans sa patrie, Bolingbroke songea à s'arranger une nouvelle existence dans les conditions qui lui étaient imposées. « Je suis aux deux tiers restauré, » écrivait-il à Swift. Comme son père vivait, il n'avait point de domaine et d'habitation; il acheta de lord Tankerville le domaine de Dawley, près d'Uxbridge en Middlesex, et s'y établit. Il renoua toutes ses relations littéraires, se lia plus étroitement avec Pope, et répéta qu'il ne se mêlerait pas des affaires du gouvernement. On rapporte pourtant que peu de jours avant le départ de l'abbé Alary pour la France, il lui confia qu'il ne pouvait refuser ses conseils aux instances des tories. « Adieu donc, monsieur, lui dit l'abbé, car vous pouvez vous perdre. » Il paraît qu'à dater de cette époque leurs relations languirent et cessèrent bientôt tout à fait, quoique l'abbé ne soit mort qu'en 1770.

Le premier mouvement de Bolingbroke fut de s'ensevelir dans la retraite, il en affecta du moins le projet. Il disposa son nouveau manoir comme une ferme ornée, s'entoura d'animaux domestiques, d'instrumens d'agriculture, suivit des chasses à cheval, se refit enfin

un parfait *country gentleman*. C'était une tradition de famille. Il ne semblait relever cette vie rustique que par le goût de l'esprit et des lettres. Pope, Gay, Arbuthnot, le venaient voir à Dawley, et au printemps de 1726 le docteur Swift, qui avait passé douze ans sans remettre le pied en Angleterre, reparut au milieu des débris de cette *Société des Frères* qu'il avait tant aimée. Sa réputation s'était encore augmentée en Irlande, grâce à l'heureuse part qu'il avait prise aux débats de la politique locale. Rien n'y était plus populaire que les *Lettres d'un Drapier*. Par ce pamphlet excellent, il avait à tort ou à raison délivré le pays d'une monnaie de billon qu'un spéculateur avait obtenu le singulier privilége de mettre en circulation. En Angleterre, Swift se montra fidèle à ses vieilles amitiés; mais l'expérience l'avait rendu circonspect, il se mêla peu des affaires publiques. Il fut partout accueilli avec une curiosité bienveillante. La princesse de Galles était une femme distinguée, qui correspondait avec Leibnitz et témoignait pour les lettres un goût légèrement pédantesque. Elle voulut voir Swift et lui promit ses bontés. Sa première dame du palais, Henriette Howard, qui préludait pour le moins au rôle plus important qu'elle devait jouer auprès du prince sous le titre de comtesse de Suffolk, devint l'intermédiaire entre sa maîtresse et Swift, qui entra avec elle en correspondance régulière, et même elle intercepta pour son compte les hommages de la coterie littéraire que dirigeait la politique de Bolingbroke. Le prudent doyen n'en rechercha pas moins les bonnes grâces de Walpole, qui le reçut à Chelsea, lui donna à dîner, le laissa parler sur les affaires d'Irlande et ne l'écouta guère. Cependant Swift trouva son voyage très agréable. La conversation était pour lui un plaisir passionné. Il se partageait entre Twickenham avec Pope et Dawley avec Bolingbroke, et se pressait médiocrement d'aller rejoindre Stella, quoiqu'elle fût tombée malade et commençât un état de langueur qui ne devait finir qu'avec sa vie (1728). Enfin il repartit pour l'Irlande au mois d'août, laissant à son imprimeur un manuscrit fort secret, et deux mois après Gay lui écrivait : « Il y a environ dix jours qu'il a paru un livre, les voyages d'un certain Gulliver, et ce livre a été depuis lors l'unique conversation de toute la ville. » — « Ouvrage merveilleux, écrit de son côté Pope, qui est à présent *publica trita manu*, et je prophétise qu'il sera un jour l'admiration du monde. » A partir de ce moment, toutes les correspondances de Swift sont remplies d'allusions à ce *Gulliver* que Swift n'avouait pas, et, nous permettra-t-on de le dire? si les lecteurs de ces pages rouvraient en ce moment ce livre célèbre, ils regretteraient moins peut-être, en trouvant qu'ils en ont la clé, le temps qu'ils ont pu perdre à nous lire. On devine quel dut être à Londres le succès d'une composition si originale par

celui qu'elle obtint à Paris, où très certainement on y comprit peu de choses. Les lettres de Mme Howard et de lady Bolingbroke à l'auteur montrent assez que ces fictions étaient devenues le divertissement de tous les esprits. Dans ce coin du monde où *le fermier* de Dawley réunissait ceux qu'il appelait *professeurs en une divine science, la bagatelle* (1), *Gulliver* devait être le sujet de tous les entretiens; mais un nouveau-venu y dut aussi, vers le même temps, montrer quelquefois un visage étincelant d'un malin génie. C'est au milieu de l'année 1726 qu'un odieux affront, alors impuni selon les lois et les mœurs de notre France, força Voltaire à chercher un asile dans *un pays où on pensait librement et noblement sans être retenu par aucune crainte servile.* Nous avons vu comment Voltaire appréciait Bolingbroke. Il avait voulu lui dédier *la Henriade.* Or en Angleterre le temps n'était pas encore passé où un tel hommage eût obligé à une coûteuse protection, et Bolingbroke, qui craignait *le ridicule des louanges,* pria Mme de Ferriol de savoir si l'intention du poëte était sérieuse. Il paraît que celui ci s'en tira par des complimens dont l'Anglais se montra touché sans en être dupe. Cependant il ne put manquer d'accueillir gracieusement l'hôte inattendu que l'exil lui envoyait. Wandsworth, où résida Voltaire chez M. Falkener, à qui il devait dédier *Zaïre,* est un village du Surrey, entre Londres et Twickenham, où s'étaient établis quelques protestans français. De là, Voltaire pouvait aisément se lier avec les amis de Bolingbroke. Ses écrits portent mille traces des souvenirs que lui avaient laissés les lieux et les hommes. Il y fait de nombreuses allusions aux conversations solides ou piquantes du monde d'élite où il avait vécu. Il ne cache pas l'impression profonde que produisit sur son esprit toute cette société si nouvelle par les institutions et par les idées. C'est d'Angleterre qu'il rapporta *Brutus,* et quand il l'imprima (1730), il le dédia à lord Bolingbroke. « Souffrez que je vous présente *Brutus,* quoique écrit dans une autre langue, *docte sermonis utriusque linguæ,* à vous qui me donneriez des leçons de français aussi bien que d'anglais, à vous qui m'apprendriez du moins à rendre à ma langue cette force et cette énergie qu'inspire la noble liberté de penser, car les sentimens vigoureux de l'âme passent toujours dans le langage, et qui pense fortement parle de même. » Cette dédicace est un discours sur la tragédie. Voltaire s'y montre encore tout rempli du génie de la littérature anglaise : elle a enhardi son goût et sa raison.

(1) Lettre de Bolingbroke à Swift, Gay et Pope, 23 juillet 1725. *Vive la bagatelle* était un mot de lord Oxford. On appelait dans cette société *bagatelle* les amusemens de l'esprit. De là ce vers de Pope :

And Swift cry wisely : *Vive la bagatelle !*

Ce voyage eut en effet sur lui une grande influence; mais peut-être doit-on regretter qu'il ait autant connu Bolingbroke. Peut-être l'exemple d'un homme si considérable, d'un homme d'état et de tribune qu'il comparait aux orateurs de l'antiquité, dut-il ajouter à l'audace de cette verve anti-chrétienne qu'il crut autorisée par l'opinion de l'Angleterre. Il prit à tort Bolingbroke pour un modèle destiné à faire école, et il s'enhardit par son exemple. Lui-même, à son tour, quel effet produisit-il sur les Anglais? Il faut convenir qu'on n'en sait rien. On ne rencontre dans leurs écrits de ce temps-là que de bien faibles traces du passage de Voltaire. Il resta chez eux plus de deux ans; il chercha beaucoup à voir, à entendre; il travailla beaucoup. Depuis lors, dans les sciences, dans la philosophie, dans la politique et même quelquefois dans l'art du théâtre, il s'est donné pour le disciple des Anglais. Ayant appris d'eux les noms de Newton, de Locke, de Shakspeare, il revint les révéler à la France. Ses *Lettres sur les Anglais,* son ouvrage le plus neuf peut-être et où se rencontrent presque toutes ses idées encore dans leur première fleur, firent pour un demi-siècle l'éducation de la société de Paris. Il écrivit deux essais en anglais, l'un sur la poésie épique, l'autre sur les guerres civiles de France. Il adressa celui-ci à Swift, en lui disant qu'il rougissait de ses ouvrages quand il lisait les *Miscellanées de Martinus Scriblerus.* Déjà il était assez lié avec lui pour le recommander à Versailles. Swift avait projeté un voyage en France qu'il ne fit jamais, et Voltaire écrivait à notre ministre des affaires étrangères de lui donner à dîner avec le président Hénault. En échange, il priait Swift de faire souscrire en Irlande à sa *Henriade,* dont il publiait à Londres la première édition complète, et qu'il dédiait en anglais à la reine, femme de George II (1727).

Cependant on ignore à peu près quelle fut sa vie en Angleterre. Ces deux années sont une lacune dans son histoire. Les mémoires et les correspondances le nomment à peine, la sienne même est presque muette. C'est un point de sa biographie ou plutôt un épisode de l'histoire de la littérature qui mériterait des recherches, et nous indiquons ce sujet aux curieux des choses de l'esprit. Le récit du voyage de Voltaire conduirait bien près du voyage de Montesquieu. L'observateur des gouvernemens vint à Londres, je crois, en 1729, amené de La Haye par lord Chesterfield; mais de qui fut-il vu en Angleterre? Qui se doutait dans le gouvernement que ce grand modèle politique posât devant son peintre? Quant à Montesquieu, ce qu'il vit, le voici : « A Londres, liberté et égalité! » On lit cela dans ses notes de voyage. Liberté, égalité, cent ans avant 1830, Montesquieu écrivait ces mots! Que le mal a déjà des racines profondes!

Voltaire et Montesquieu ont pu voir de leurs yeux marcher régu-

lièrement le système représentatif. L'époque où ils ont visité l'Angleterre n'était pas un temps de crise, et sans peut-être s'en rendre bien compte, la nation, sortant définitivement des révolutions, entrait alors en possession pleine et entière des institutions qu'elle tient de sa propre sagesse. L'ordre constitutionnel se fixait; mais combien cette stabilité naissante ressemblait peu à la tranquillité froide et silencieuse, recherchée par les peuples faibles comme leur souverain bien! La liberté politique jouait tout son jeu, et le mouvement des esprits était tel que Bolingbroke se repentit bientôt d'avoir écrit sur la porte de sa maison des champs : *Satis beatus ruris honoribus;* ou plutôt il sourit d'avoir si bien persuadé à Pope et aux autres qu'il était devenu fermier, planteur et philosophe. Il n'avait pas oublié qu'il était un écrivain. C'est dire qu'il rentra dans la politique.

XXI.

Walpole avait été servi par les événemens. Après avoir fait partie du premier ministère de George Ier, il l'avait hostilement quitté avec Townshend et Pulteney (1717). Son opposition violente n'aboutit qu'à le faire rentrer trois ans après, à des conditions moins bonnes que celles qu'il avait dédaignées; mais bientôt ses grands services accrurent son pouvoir, et en peu d'années la mort le délivra de tous les rivaux qui pouvaient le lui ravir. En 1722, elle avait fait disparaître l'ancienne junte des lords whigs; Marlborough, Somers, Halifax, Wharton, Sunderland, Stanhope, Shrewsbury, n'étaient plus. Walpole était de fait comme de droit premier ministre, bien secondé par lord Townshend, secrétaire d'état, qui s'étonnait seulement de servir sous Walpole après avoir été servi par Walpole. L'autre secrétaire d'état, lord Carteret, ayant prétendu à la domination, avait été relégué au gouvernement d'Irlande (1724), et le lord chambellan, Thomas Pelham, duc de Newcastle, avait, en prenant sa place, commencé son insignifiante carrière de quarante ans consécutifs de ministère. La politique de ce cabinet, la politique de Walpole était fort simple : c'était une politique de conservation et de paix. Au dedans, les institutions, plus d'une fois retouchées depuis 1688, semblaient avoir atteint une assez grande perfection pour qu'on se bornât à les éprouver paisiblement, sans essayer d'aucunes nouveautés. Le gouvernement parlementaire enfin établi était une nouveauté suffisante. Le temps des réformes ne semblait pas venu, et Walpole au pouvoir se souciait peu des réformes. Au dehors, la paix d'Utrecht, acceptée comme un fait irrévocable, avait amené un nouvel état de l'Europe que l'Angleterre devait tenter de développer à son profit,

dispensée qu'elle était, par une gloire récemment acquise, de le troubler par de nouvelles batailles. Elle n'avait d'ennemi que l'Espagne, qui montrait encore dans ce temps des prétentions de commerce maritime, qui rêvait la reprise de Gibraltar et de Minorque, et dont le roi se tenait pour dépouillé, par les derniers traités, de ses droits éventuels sur la France, comme les Stuarts de leurs droits à la couronne de la Grande-Bretagne. Toutefois, par leur position respective, l'Angleterre et l'Espagne pouvaient être sur un pied d'hostilités sans bouleverser le monde, et la première, soutenue désormais par la France, se fût peu inquiétée de cette rupture, si la seconde, par un singulier retour, n'eût regagné l'appui de l'Autriche. L'alliance défensive qui les avait unies allait encore compromettre la paix générale, quand la France réussit à faire prévaloir à Vienne des conseils de modération, et, par sa médiation, un armistice de sept années fut signé à Paris le 31 mai 1727. Cette trève peut être regardée comme un des premiers effets de l'union pacifique du cardinal de Fleury et de sir Robert Walpole; consolidée par des traités successifs, elle ouvrit à l'Europe une période de tranquillité qui, pour la Grande-Bretagne, se prolongea douze ans.

La nation anglaise semblait donc en voie de prospérité; mais ces résultats précieux n'avaient pu être obtenus que par la pratique d'une politique plus soucieuse d'assurer les intérêts que de chercher la gloire. Walpole gouvernait sans éclat. A l'intérieur, il conduisait les affaires avec sagesse, il les discutait en maître; mais il ne donnait rien à l'imagination des peuples, et, peu jaloux d'honorer les hommes, pourvu qu'il les dominât, il pesait tout au poids de l'utilité, ne dissimulant guère qu'il songeait seulement à mettre d'accord la leur avec la sienne : c'est ce qui donnait à son administration un caractère corrupteur. En effet, il ne s'interdisait pas la corruption, surtout il payait bien le zèle de ses amis plutôt qu'il n'achetait le désarmement de ses ennemis; mais ce qui aggravait à tous les yeux ces procédés trop usités de gouvernement, c'est qu'il ne cherchait ni à les déguiser ni à les relever, c'est qu'il affichait avec hardiesse ce principe général de sa politique, l'intérêt. A l'extérieur, la paix maintenue ou rétablie par la prudence et la modération suppose presque toujours beaucoup de négociations oiseuses ou mesquines, des changemens d'attitude ou de langage, de fausses démarches, des tâtonnemens enfin qui prêtent à la critique, et que le vulgaire juge sévèrement, parce qu'il croit toujours qu'on peut tout ce qu'on veut. Le ministère, quoique puissant et solide, était loin d'être respecté, et il essuyait, sans les redouter, les attaques d'une vive opposition. Ce n'est pas quand le public est tranquille qu'il est le plus indulgent.

Bolingbroke était un peu embarrassé. Comment approuver Wal-

pole? C'eût été déposer toutes ses passions. Cependant il était pour la paix, celle d'Utrecht était son ouvrage : les efforts dirigés contre elle sur le continent semblaient favoriser les Stuarts, désormais l'objet de son aversion; mais il trouvait un malicieux plaisir à voir des whigs encourir une certaine impopularité pour leur esprit pacifique, et il faisait des rapprochemens sévères sans tenir compte, bien entendu, du changement des intérêts et des circonstances. A défaut du but, il pouvait critiquer les moyens, et même on sait aujourd'hui que dans la conduite des affaires étrangères Walpole n'avait pas tout approuvé. Mais ce qui intéressait le plus Bolingbroke, c'était l'état des partis en Angleterre. Les questions politiques n'avaient pour lui de valeur qu'autant qu'il y trouvait des points d'attaque et les moyens d'aigrir de nouveau les esprits, car il jugeait que les anciennes divisions avaient fait leur temps.

Les jacobites purs étaient inébranlables; tout accès auprès d'eux lui était fermé. Heureusement il s'en trouvait de moins fervens et de moins opiniâtres. Convertis ou fatigués, ceux-ci pouvaient garder au fond de l'âme, comme ressource éventuelle, un jacobitisme spéculatif; mais ils l'ajournaient prudemment, et prenaient conseil des circonstances. Les tories grossissaient leurs rangs en ralliant ces jacobites sur leur droite, et les hanovriens sur leur gauche, ou plutôt ces deux fractions composaient presque tout le parti tory. Ce nom d'ailleurs ne désignait plus un parti ayant de certains principes à faire triompher. Les questions de prérogative, de droits populaires, de révolution, avaient été résolues par les événemens. L'esprit whig avait gagné presque toutes les positions constitutionnelles. Les tories ne pouvaient songer à réagir contre les faits accomplis. Ils formaient toujours un parti conservateur, puisque ce parti s'appuyait principalement sur les classes de la société dont l'esprit et l'intérêt est le plus stable: seulement, sous le coup d'un pouvoir manié avec vigueur par d'anciens adversaires, ils ne pouvaient songer qu'à se défendre, et toute opposition est tôt ou tard forcée d'invoquer des principes de liberté.

Sir William Wyndham était à tous les titres, dans la chambre des communes, le premier de ces hommes qui, faisant taire leurs sympathies ou les réservant pour des temps meilleurs, concevaient à la manière de Bolingbroke la possibilité de reprendre constitutionnellement dans le nouveau régime leur part de crédit et d'influence. Riche, noble, gendre du duc de Somerset, recommandable par son caractère moral, par sa constance politique, on ne lui reprochait qu'un peu de raideur et d'orgueil; mais l'expérience des hommes avait atténué ses défauts et développé des talens auxquels les meilleurs juges ont rendu hommage. Il avait moins ces qualités natu-

relles qui séduisent dès le premier jour que ces qualités solides que le temps mûrit et perfectionne. Il ne donnait rien à l'éclat, au succès du moment; il ne cherchait pas les journées brillantes, mais il était en toute occasion égal à lui-même, et chaque jour ajoutait à son influence et à sa réputation.

Guerroyer contre le pouvoir et la cour était un métier qui, mieux encore qu'aux tories, convenait à ceux des whigs que des convictions particulières ou des mécontentemens personnels avaient détachés. Dans un parti libéral, il y a toujours des radicaux. L'esprit franchement constitutionnel est sur la voie de l'esprit républicain. De la politique, les hommes défians, sévères ou satiriques, ne conçoivent que l'opposition. Enfin Walpole montrait, sous des formes modérées, une intolérance qui souffrait peu les amitiés douteuses, les opinions flottantes, et finissait par éloigner de lui tout ce qui ne s'enchaînait pas à lui. Il s'était donc formé une défection whig à la tête de laquelle brillait William Pulteney.

C'est une des fautes graves de Walpole que sa conduite à l'égard de Pulteney. Rien n'atteste mieux cette jalousie du pouvoir qui lui fit parfois oublier justice et prudence, et le rendit moins généreux envers ses émules qu'envers ses ennemis. Sous la reine Anne et au commencement du règne, Pulteney s'était conduit comme Walpole. Il l'avait défendu contre l'accusation de 1711; il s'était avec lui séparé, en 1717, de lord Sunderland. Cependant Walpole, revenu au pouvoir, avait cru s'acquitter en lui donnant le titre de caissier de la maison du roi, sinécure lucrative dont Pulteney s'était d'abord contenté, car il était intéressé malgré son immense fortune : c'était son plus grand défaut, et il nuisit à son ambition. Par sa naissance, par sa position, par son caractère, Pulteney semblait appelé à jouer dans le gouvernement le rôle dont ses moyens le rendaient digne. Son esprit était vif, élégant, orné, son éloquence facile et populaire, prodigue de traits acérés et piquans, toujours prompte, toujours vive à l'attaque et à la riposte. C'était un éminent talent d'opposition. Il portait alors ce titre de grand *commoner* qu'on avait un moment donné à Walpole, et qui allait bientôt passer à William Pitt. Fidèle aux principes généraux de son parti, il ne montrait pas dans ses opinions de détail une grande rigidité, ni, pour combattre, un grand scrupule dans le choix des armes. Il était aimé cependant, parce qu'il savait plaire au parlement et au public. A son intelligence vive et pénétrante il manquait une certaine solidité de jugement. Adroit, hardi, mais léger, il n'avait pas la suite et la fermeté qui caractérisent l'homme fait pour gouverner. Il aimait plus le combat que le succès, et le succès que le pouvoir. Walpole aurait pu, s'il eût voulu s'en donner la peine, dominer un tel personnage et le placer au premier

rang de ses défenseurs; mais il était sujet à trop dédaigner les défauts, à trop craindre les qualités des hommes supérieurs. Il trouva chez Pulteney trop de prétention ou trop de mobilité, je ne sais; il le négligea, le délaissa, et s'en fit un ennemi d'abord secret, puis déclaré, qui toutefois dut attendre vingt ans sa vengeance.

Deux hommes tels que Wyndham et Pulteney étaient bien capables, si leurs intérêts les rapprochaient, de concerter leurs attaques et de coaliser leurs partis; mais Bolingbroke avait une grande réputation de talent et d'intrigue. On recherchait ses conseils, on souhaitait son concours. Qui mieux que lui saurait comment on manie la presse, on se concilie la cour, on divise une majorité? Il était resté l'ami de Wyndham après avoir été son guide. Si la chevalerie jacobite se déchaînait contre lui, elle ne pouvait l'empêcher d'être l'avocat consultant du torysme, dont il avait été le martyr. On le savait en crédit parmi les gens de lettres; on soupçonnait sa faveur auprès de la duchesse de Kendal. Son esprit devait plaire à Pulteney, qui devait lui plaire à son tour, et une vieille prétention à réunir dans sa race et dans sa personne les traditions monarchiques et parlementaires le rendait singulièrement propre à pratiquer la fusion des deux oppositions.

Au mois de décembre 1726, Pulteney avait fondé un journal qui se publiait deux fois par semaine, *the Craftsman* (*l'Artisan*). Ce recueil, qui parut pendant dix ans, était dirigé par un certain Amherst, sous le pseudonyme de Caleb d'Anvers. Pulteney y semait à pleines mains l'outrage et le ridicule contre Walpole. C'était en quelque sorte un libelle périodique contre un seul homme. Les allusions les plus claires y étaient admises, les désignations les plus reconnaissables y étaient souffertes; mais, selon l'usage et la loi, jamais le nom de Walpole n'y était écrit. A peine quelquefois une ou deux initiales le rappelaient-elles dans les passages où il était parlé de lui sans injure. Ailleurs, on se bornait à signaler à la haine publique la *robinocratie* (1). C'était une exécution publique où le bourreau et le patient restaient masqués, mais ni l'un ni l'autre ne restait inconnu. Ce journal, qui sans doute est spirituellement écrit, mais qui contient assez peu d'articles sérieusement remarquables, a beaucoup contribué à diffamer Walpole et son gouvernement jusque dans l'opinion de la postérité.

Le concours de Bolingbroke était assuré au *Craftsman*, et ce que la rédaction contient de meilleur vient de lui. Cependant il dissimulait à son entourage cette reprise d'hostilité. Dans un billet à Swift, qui fit au printemps de 1727 son dernier voyage en Angleterre, il

(1) *Robin*, diminutif de Robert.

prétend, avec son affectation ordinaire, qu'il voudrait donner deux tiers de sa vie à l'amitié, en garder un tiers pour lui-même, et rien pour le monde. Il fait plus, il se plaint de Walpole, qui, sur la foi d'un espion, lui attribue de certains écrits. Or ces écrits, c'étaient trois lettres qu'il avait bien réellement, au commencement de l'hiver, publiées et signées *l'Écrivain d'occasion, the occasional Writer* (janvier-février 1727). Elles étaient adressées *à la seule personne à laquelle elles pussent appartenir*. Un auteur famélique possédé du besoin d'écrire, ayant tâté de tous les sujets, n'ayant réussi dans aucun, s'offrait pour tout défendre à celui qui voudrait acheter son zèle; puis, sous le prétexte que ses offres n'étaient pas accueillies, il entamait une critique sévère de la politique suivie à l'égard de l'Espagne, avec laquelle aucun accommodement n'était encore fait, et des épigrammes assez vives étaient opposées aux insinuations blessantes des journaux ministériels. En même temps, sous la forme d'une vision orientale, un article, inséré dans un des premiers numéros du *Craftsman*, représentait un roi prisonnier d'un seul homme, une assemblée tremblante au bruit des chaînes, tant que la bourse de cet homme était remplie. La bourse se vidait, et tout changeait de face. C'était une exhortation à refuser le budget. L'idée de la captivité du roi par la vénalité du parlement était en effet la thèse qu'affectionnait Bolingbroke, thèse qu'il pouvait, sans trop d'embarras, présenter au roi lui-même, et que probablement il ramenait souvent dans ses entretiens secrets avec la duchesse de Kendal. Cette femme, gagnée par son esprit et son argent, aurait bien voulu joindre aux grosses pensions qu'elle touchait sur les deniers de l'état une véritable influence politique, et Walpole n'avait pour elle que des ménagemens. Elle s'était donc chargée de donner au roi un mémoire où Bolingbroke exposait tous les dangers que le ministère faisait courir à l'état, et finissait par une demande d'audience. Le roi remit tout simplement le mémoire à Walpole, qui soupçonna par quelles mains il avait passé, et en obtint l'aveu de la bouche même de la duchesse. Pour toute réponse, il la pria de s'unir à lui afin de résoudre le roi à donner l'audience ainsi demandée. Soit embarras, soit défiance, le roi résista longtemps. Comme tous les princes, il n'aimait pas les conversations difficiles. Il ne parlait pas anglais et ne communiquait avec Walpole lui-même qu'en mauvais latin; mais il entendait le français, et Bolingbroke fut enfin reçu dans son cabinet. Il lui rappela ses promesses bienveillantes. Le roi lui dit qu'il lui accorderait volontiers une entière réhabilitation, mais que ses ministres assuraient qu'il régnait au parlement, surtout à la chambre des lords, tant de préventions contre lui, que la majorité n'y consentirait jamais. Bolingbroke répondit que sa majesté était trompée, que, pour que l'affaire se fît, il suffisait

que sir Robert Walpole le voulût, et qu'il le voudrait, si le roi lui disait qu'il le fallait. « Sir Robert est là, ajouta-t-il, à deux ou trois pièces seulement de ce cabinet; ordonnez qu'on l'appelle, et je répéterai tout en sa présence, et le convaincrai, devant votre majesté, que la chose peut se faire. — Non, non, dit vivement le roi, ne l'appelez pas. » Walpole en effet attendait dans un salon voisin. Lechmere survint; il avait, comme chancelier du duché de Cornouailles, à demander au roi quelques signatures. Il était mal avec Walpole depuis que ce dernier lui avait refusé l'héritage du chancelier Macclesfield. Il apprit avec étonnement quel personnage avait une audience en ce moment, et, dès qu'il le vit sortir, il entra brusquement dans le cabinet du roi, et sans excuse ni préambule il éclata violemment contre Walpole, qui, non content du mal qu'il faisait lui-même, introduisait à la cour un homme pire encore que lui, pour lui servir d'assistant; puis il partit outré, sans avoir songé à parler d'autre chose. Quand Walpole entra à son tour, il trouva le roi, que cette scène avait tellement amusé, qu'on n'en pouvait rien tirer de sérieux, et qu'à toutes les questions sur ce que Bolingbroke avait dit, il répondait ces mots français : « Bagatelles, bagatelles! »

Le ministre, malgré le peu de succès de cette première tentative, n'était pas sans inquiétude. Il voyait grossir le nuage de l'opposition; il craignait que la duchesse de Kendal, conduite par un homme artificieux et persévérant, ne fît à la longue quelques progrès dans l'esprit du roi. Que seulement Bolingbroke obtînt ce qu'il réclamait à titre de promesse, sa rentrée à la chambre des pairs, et il y pouvait conclure avec lord Carteret l'alliance formée par Wyndham à la chambre des communes avec Pulteney. Une coalition formidable était aussitôt sur pied. On a dit même que Walpole s'était vraiment cru en péril; mais il fut sauvé ou plutôt raffermi par un événement qui parut d'abord décider sa perte.

Le roi mourut subitement dans un voyage en Hanovre (juin 1727). Son fils avait depuis longtemps perdu toute sa bienveillance, et quoique dans leurs différends le ministre eût ménagé et quelquefois servi le prince de Galles, un nouveau monarque pouvait vouloir un nouveau gouvernement et prendre ses conseillers hors du cercle des serviteurs de son père. Telle fut en effet sa première pensée, et Walpole fut un instant remplacé; mais auprès de George II veillait une femme d'un esprit remarquable et d'un caractère supérieur encore à son esprit. Caroline d'Anspach était le bon génie du roi, son mari. Elle avait reconnu tout le prix d'un ministre tel que Walpole, et elle demeura sa constante protectrice. C'est par elle qu'il sut diriger, sans qu'elle se laissât apercevoir, les volontés incertaines d'un prince médiocre, mais droit et sensé. En tout, le règne de George II, qui

commence par Walpole et finit par Chatham, fut un grand règne. Sa grandeur ne vint pas du roi, mais le roi n'y fit pas obstacle, et George II est sans comparaison le premier des princes que l'Angleterre ait eus dans tout le cours du XVIIIe siècle.

Walpole avait aperçu de bonne heure le mérite de la reine et son crédit sur son époux. Bolingbroke ne pouvait manquer de s'y tromper et de croire que l'influence était ailleurs, puisque le roi avait une maîtresse. Henriette Howard ou lady Suffolk était belle; elle avait de la bonté, un caractère doux, le goût de l'esprit avec peu d'esprit et de la conversation, quoiqu'elle fût sourde. Tous les poètes de l'opposition la célébraient à l'envi, et Swift lui écrivait. On le retint même en Angleterre au moment où il voulait faire le voyage de Paris. Sa présence pouvait être nécessaire pour ce qui se préparait. « On n'a pas été aussi inactif que vous l'imaginez, lui dit Bolingbroke dans un billet. Partir en ce moment pour Paris n'aurait pas le sens commun. » — « Il y a ici mille projets dans lesquels on voudrait m'engager et que j'embrasse froidement parce qu'aucun ne me plaît, » écrivait le doyen à un de ses amis d'Irlande. Bolingbroke avait repris auprès de lady Suffolk le manége commencé avec la duchesse de Kendal. Lord Chesterfield, qui s'était de longue main ménagé la faveur de la petite cour de Leicester-House pour être secrétaire d'état lorsqu'elle serait la cour de Saint-James, fit comme lui fausse route, et crut la protection de la favorite meilleure que celle de la reine. Ces deux hommes, faits pour s'entendre et pour se plaire par l'esprit, se rapprochèrent alors, et tous deux se mirent à ourdir la trame que détruisait à mesure une Pénélope qui ne l'avait pas tissée. D'échec en échec, cette cabale de gens habiles finit par réduire ses prétentions à un titre de comte pour un ami, lord Bathurst. Lady Suffolk n'eut pas même la puissance d'arracher cette faveur, et il fallut bien s'avouer qu'on n'avait rien gagné au nouveau règne. Bolingbroke retourna philosopher à la campagne; mais il n'était point las d'intriguer ni d'écrire, et il employa huit longues années à perdre encore une fois la partie.

Le *Craftsman* était sa ressource. Sa collaboration fut active, et elle eut un grand succès. N'en déplaise à son talent, nous ne pouvons le suivre dans un journal. La presse périodique décrit et juge dans leur formation successive les événemens que l'histoire considère surtout dans leurs résultats, et elle compose ainsi des éphémérides de la politique courante qui avec le temps deviennent obscures et fastidieuses. Du moins ne peuvent-ils reprendre leur intérêt, si l'on ne se replace jour par jour dans les idées, dans les passions et, pour tout dire, dans les erreurs des contemporains. Ce serait demander au

lecteur trop de complaisance. Aussi les chefs-d'œuvre de la presse politique obtiennent-ils rarement un succès durable et sont-ils souvent condamnés à l'oubli. Les anciens seuls ont assuré l'immortalité à leurs pensées d'un jour.

Les écrits politiques de Bolingbroke, sans être des chefs-d'œuvre, ont pourtant un vrai mérite. On y trouve de l'esprit et des idées, un style élégant et animé. La verve de l'écrivain rappelle celle de l'orateur, et les traits satiriques, sans être du premier choix, se distinguent par une facilité piquante et dédaigneuse qui sent l'homme du grand monde. L'auteur montre une connaissance assez étendue de l'histoire politique, et sur tous les sujets un fond de réflexions qui se placent à propos et ne semblent pas improvisées pour les besoins de la cause; mais une droiture de sens et une clarté d'exposition, une vigueur et une suite dans le raisonnement, une manière saisissante et concluante de penser et de dire qui fait les pamphlets du premier ordre, voilà ce qui ne se retrouve pas toujours dans les siens. Sa raison est comme lui-même, elle manque de conscience, et s'il est assez adroit pour troubler la conviction, il est rarement assez fort pour l'imposer.

Les moins remarquables de ses articles, on s'en étonnera peut-être, me paraissent ceux où il traite des affaires étrangères. De 1727 à 1730, la question principale fut de savoir comment on viendrait à bout de soumettre au joug de la paix générale les ressentimens et les prétentions de l'Espagne. A l'alliance offensive qu'elle était parvenue à former à Vienne en 1725, on avait répondu par le traité de Hanovre, qui associait la France, l'Angleterre, la Prusse et la Hollande. Cette ligue intimida l'Autriche, qui se détacha en mai 1727; une trêve fut souscrite, et l'année suivante Philippe V signa les préliminaires d'une paix dont il renvoya la conclusion au congrès général. Ce congrès, qui se tint à Soissons, n'aurait peut-être rien fini, si William Stanhope n'eût réussi à négocier en Espagne le traité de Séville, qui termina le différend à la satisfaction de l'Angleterre (novembre 1729). Cette succession de négociations partielles et provisoires prête bien aux critiques de Bolingbroke: mais comme au fond il n'oppose pas la guerre à la paix ni système à système, il attaque plutôt les épisodes que l'ensemble, plutôt les argumens ministériels que les ministres. Il cherche plutôt à diminuer leur mérite qu'à contester l'utilité de leurs œuvres. Il paraît même que, par une lettre à demi publique aux tories, il avait défendu la trêve de 1727, et les dissertations que sous le nom de John Trot ou d'autres noms il inséra dans le *Craftsman* contiennent plutôt des observations de détail que de nouvelles solutions diplomatiques. Une rédaction heureuse et

quelques aperçus justes ou spirituels ne suffisent point pour donner de l'intérêt à une polémique qui ne conclut pas.

Il en est autrement d'une suite de vingt-quatre lettres réunies plus tard sous le titre de *Remarques sur l'histoire d'Angleterre*, par Humfrey Old Castle. C'est un ouvrage qu'admiraient Chatham et Chesterfield, et, quoiqu'il ait valu à son auteur le titre de *démagogue* que lui donne Disraëli, il mérite une véritable estime comme tableau historique de la constitution anglaise. On conçoit, en le lisant aujourd'hui, que tant que le *Craftsman* publia ces lettres, son succès ait dépassé celui même qu'avait obtenu *le Spectateur*. Ce journal paraissait dans un moment où la force de l'administration et la popularité de sa cause, sinon de ses membres, avaient découragé, attiédi du moins l'esprit d'opposition. En le réveillant par la hardiesse et quelquefois par le talent de ses écrivains, le *Craftsman* avait provoqué la colère du pouvoir et de son parti. L'opposition était factieuse; la licence de la presse était à son comble; l'état était en danger, la constitution subvertie. On connaît ces déclamations obligées des gouvernemens. Bolingbroke répliquait : « L'esprit de liberté n'est pas l'esprit de faction; c'est l'esprit de liberté que le nouveau journal a ranimé. Lui seul est l'âme de la constitution. L'histoire entière de l'Angleterre le montre toujours présent, toujours en progrès, et ce n'est que lorsqu'il s'éclipse que l'esprit de faction l'emporte. » Tel est le thème vrai et libéral que Bolingbroke développa par les argumens connus. On est surpris de voir l'ancien chef tory, l'ancien ministre du prétendant, plaider avec force et clarté les principes de la franche liberté, et, reprenant les traditions nationales au temps des Saxons, au temps des Bretons même, descendre jusqu'aux Stuarts pour combattre à fond les doctrines inaugurées par Jacques Ier et pour leur imputer les fautes et la perte de Charles Ier. L'écrivain s'arrête à la première révolution, mais sa thèse est suffisamment établie. On trouvera dans cette composition la suite et l'unité, l'intelligence de l'histoire, une idée générale largement développée, une fierté de langage qui plaît. Sans doute c'est un lieu commun de la politique libérale, mais il venait à propos, et nous-mêmes, nous écrivons dans un temps où ces sortes de lieux communs ont tout le piquant des paradoxes.

Les temps qui s'étaient écoulés depuis la première révolution furent étudiés dans la *Dissertation sur les Partis*. C'est, selon Goldsmith, le plus estimé des ouvrages de Bolingbroke, le plus travaillé et le plus admirablement écrit selon lord Brougham. Publié par lettres dans le journal, il fut réimprimé avec son nouveau titre en 1735. Une longue et habile dédicace à Walpole servit d'introduction. Dans

un langage digne et amer, l'idée générale de l'ouvrage lui était sévèrement appliquée. Cette idée, la voici : les anciens partis, dont la formation et la conduite devaient être cherchées dans l'histoire, n'existent plus, car ils n'ont plus de raisons d'être; leur nom même n'a plus de sens. S'ils semblent subsister encore, leur existence, fondée sur des intérêts, non sur des principes, est tout artificielle: elle est l'ouvrage d'une politique qui divise pour dominer et qui corrompt pour diviser, et comme la corruption asservit ceux qu'elle atteint, les garanties de la liberté sont anéanties, la constitution menace de s'écrouler. Ces considérations, où le mauvais côté de l'administration de Walpole est décrit avec vérité, mais avec grande exagération, s'appliqueraient dans une certaine mesure à toutes les administrations anglaises. On peut toujours soutenir que la division des partis a quelque chose de factice, que l'intérêt y joue un trop grand rôle, et que les engagemens qui unissent la majorité au pouvoir affaiblissent la puissance du contrôle parlementaire. Il y a de cela, mais il y a autre chose; voilà le mal, mais il y a le bien. Sur la proposition des deux élémens roule la controverse qui fait le fond permanent d'un régime de liberté. Corrupteur qui abuse de l'un, réformateur qui fortifie l'autre : entre ces deux caractères oscillent tous les cabinets; mais la vertu profonde du gouvernement représentatif, c'est qu'il institue une lutte dans laquelle le bien, après un peu de temps, doit dominer le mal, et que les passions et les intérêts auxquels il fait leur place ne sont pas seulement des causes de corruption, mais deviennent aussi des moyens de gouvernement et des moyens de résistance. Walpole sans doute pencha dans le sens de la corruption, il contribua à établir, à outrer même cet esprit de parti systématique, tolérable seulement jusqu'à un certain point, et qu'en Angleterre on a pourtant exagéré moins qu'en France. Ainsi, toute déduction faite du faux que la partialité mêle au vrai, les réflexions de Bolingbroke ont un fond de justesse; elles sont un préservatif contre les abus du gouvernement constitutionnel. Il y aurait plus à dire contre la conclusion pratique qu'il en voulait tirer. Toute sa polémique n'avait qu'un objet, la fusion des partis indépendans : jacobites, tories, whigs détachés, républicains, tous devaient oublier leurs origines et leurs querelles pour s'unir dans une opposition commune avec ce mot d'ordre, — la pureté de la constitution.

Le mot était beau, seulement l'armée ne valait pas le drapeau. La coalition que la pensée de Bolingbroke avait formée prétendait n'avoir plus qu'un principe, le bien public. Ceux qui la composaient n'acceptaient plus qu'un nom, celui de patriotes. Sous ce pavillon neutre et honoré, tout le monde pouvait se rallier. Les

hommes jeunes ou nouveaux, ceux à qui l'inexpérience, l'hésitation ou l'ambition font redouter la contrainte des engagemens politiques, pouvaient être attirés par l'appât d'une association qui posait en principe l'indépendance de ses membres. Naturellement privée des faveurs du pouvoir, elle avait beau jeu à parler désintéressement, dévouement, conscience, et à ne voir en dehors d'elle que corruption et servilité. L'opposition a ce privilége de pouvoir presque toujours prendre l'attitude favorable de la vertu dans l'adversité.

Mais dans cette œuvre de coalition il y avait une combinaison d'artifice et de déclamation qui indignait Walpole. Il trouvait l'un odieux et l'autre ridicule. C'était à la fois un homme de pouvoir et un homme de parti. La théorie de ses adversaires lui paraissait une métaphysique absurde autant qu'hypocrite. Dissoudre les partis et gouverner dans un pays libre comme s'il n'y en avait pas, c'était insensé; donner aux hommes pour unique mobile le bien public, c'était chimère ou mensonge. Les patriotes étaient des niais, s'ils n'étaient des charlatans; quant aux habiles qui les avaient enrégimentés, il leur avait fallu diffamer le gouvernement, au risque de soulever la colère du peuple. Sédition et diffamation, telle était donc leur devise, et tel était aussi le titre des pamphlets que ses partisans jetaient à ses adversaires. Il y eut alors un combat de plumes à outrance, et les deux patrons du *Craftsman*, Bolingbroke et Pulteney, ne furent pas épargnés. Leur défense fut vaillante, chacun d'eux écrivit; mais tandis que Pulteney poussait l'attaque jusqu'à la dénonciation personnelle et se compromettait au point d'être obligé de répondre l'épée à la main, Bolingbroke, se couvrant davantage, conservant un langage plus général et plus élevé, atteignait la personne à travers la politique et frappait de plus haut son ennemi.

A ces manœuvres de la presse répondirent les manœuvres parlementaires. Les plans de campagne étaient dressés par Bolingbroke. C'est lui qui, se souvenant du traité d'Utrecht, imagina de reprocher au ministère que le port de Dunkerque ne fût pas démoli. Il envoya son secrétaire Brinsden inspecter l'état des ouvrages, et, fort de son rapport, Wyndham fit une motion accusatrice contre le cabinet. La France n'avait pas bien littéralement exécuté la stipulation du traité; mais elle en avait fait assez, et le ministère avait assez insisté pour que la proposition d'une adresse de remerciemens au roi parût soutenable à la majorité. Walpole, faisant appel aux vieilles haines du parti whig, démasqua hardiment l'instigateur secret d'une tentative conçue dans l'intérêt d'un homme et non de la nation. Bolingbroke, attaqué directement, fut défendu par Wyndham, qui, le comparant à Walpole, exalta son caractère et ses talens; mais l'agression fut vive-

ment relevée par Henry Pelham, secrétaire de la guerre, et l'adresse votée à 125 voix de majorité (1). Pendant deux ou trois sessions consécutives, l'opposition, avec un acharnement systématique, harcela le cabinet de ses motions combinées. Le bruit se répandit jusque sur le continent que le ministère n'irait pas loin. Ce filet, si habilement tissu, devait enfin rapporter la majorité à ces pêcheurs d'hommes qui le jetaient avec tant de persévérance. On crut le moment venu en 1733. Chargé des iniquités vraies ou prétendues de douze ou treize ans d'administration, Walpole avait proposé un nouveau plan d'excise. On sait qu'il faut entendre sous ce nom toute contribution indirecte perçue à l'intérieur sur les objets de consommation. Ces sortes de taxes existaient dès longtemps, elles portaient sur le sel, la drèche et les distilleries; mais la perception en avait donné lieu à tant de fraudes et d'abus, qu'une réforme parut nécessaire. Cette réforme, Walpole l'avait entreprise; mais il fut accueilli par une telle explosion de mécontentement public, qu'il réduisit son plan à des mesures concernant le trafic du tabac. Il les fit adopter péniblement, à travers les débats les plus violens, par des majorités décroissantes, et jugeant que la victoire définitive coûterait trop cher, il s'arrêta à moitié route et laissa tomber son projet. Seulement, irrité contre les faibles ou les traîtres qui l'avaient déserté dans une épreuve décisive, il se dédommagea en les frappant. Avec l'intolérance qu'il avait toujours montrée pour les fantaisies d'opposition des gens d'esprit, avec cette jalousie de dominateur qui l'avait successivement privé de l'appui de Pulteney, de Carteret, de Townshend lui-même, il dépouilla lord Chesterfield du titre de grand-maître de la maison royale, et bon nombre de seigneurs, perdant leurs sinécures de cour ou même leurs commandemens militaires, allèrent à l'école des patriotes apprendre le métier du désintéressement.

Ce mélange de concessions et de rigueurs semblait avoir ébranlé le pouvoir de Walpole. A la session suivante, on demanda la réduc-

(1) Montesquieu assistait à cette séance. Voici comme il en rend compte : « J'allai avant-hier au parlement, à la chambre basse; on y traita l'affaire de Dunkerque. Je n'ai jamais vu un si grand feu : la séance dura depuis une heure après midi jusqu'à trois heures après minuit. Là, les Français furent bien mal menés; je remarquai jusqu'où va l'affreuse jalousie qui est entre les deux nations. M. Walpole attaqua Bolingbroke de la façon la plus cruelle, et disait qu'il avait mené toute cette intrigue. Le chevalier Windham le défendit. M. Walpole raconta en faveur (*sic*) de Bolingbroke l'histoire du paysan qui, passant avec sa femme sous un arbre, trouva qu'un homme pendu respirait encore. Il le détacha et le porta chez lui; il revint. Ils trouvèrent le lendemain que cet homme leur avait volé leurs fourchettes. Ils dirent : « Il ne faut pas « s'opposer au cours de la justice: il le faut rapporter où nous l'avons pris. » (*Notes sur l'Angleterre*). Cette historiette était pour Bolingbroke la menace d'un nouvel exil.

tion à trois ans de la durée septennale des parlemens. La proposition était populaire. Bolingbroke, qui dirigeait secrètement l'attaque, l'avait commencée dans la presse. Une forte discussion s'éleva, dans laquelle Wyndham, avec une véritable éloquence, lança contre Walpole une invective mémorable. Par une figure de rhétorique connue, il supposa un roi dominé par un ministre et une chambre qu'il peignait des plus noires couleurs, et il terminait ainsi : « C'est, je l'espère, ce qui ne doit jamais exister; mais enfin, comme il est possible que telle chose existe, plus grande malédiction peut-elle tomber sur une nation qu'un tel roi sur le trône, uniquement conseillé par un tel ministre, et ce ministre soutenu par un tel parlement? » Ce mouvement produisit un grand effet; Walpole fut ému. — Il a entendu le langage de la postérité, s'écriait déjà Bolingbroke; mais Walpole, reprenant une énergique offensive, passant par-dessus son adversaire apparent, s'attaqua à son invisible ennemi, et supposant à son tour un *anti-ministre* ingrat, factieux et traître, il dénonça Bolingbroke sans le nommer, et le menaça du ton d'un pouvoir tout prêt à se venger. 247 voix contre 184 sauvèrent le ministre. C'étaient là de fortes minorités auxquelles il n'était pas habitué. L'opinion du dehors semblait agitée, et le terme légal de la durée du parlement était venu. On pouvait espérer ou craindre de la prochaine dissolution un changement de majorité; la presse, souvent dupe du bruit qu'elle se fait à elle-même, commençait à prédire le triomphe de l'opposition. Cet espoir fut déçu encore une fois : l'élection générale donna à la cour une majorité un peu réduite, mais assurée, et à l'ouverture de la session (janvier 1735), la première division déclara la victoire du gouvernement.

CHARLES DE RÉMUSAT.

(La cinquième partie au prochain n°.)

VOYAGES

ET

PENSÉES MILITAIRES.

Sous l'impression d'une lutte qui durait encore, j'écrivais, il y a quelques années, des pages qui ont été accueillies avec bonté (1). C'était le plus sinistre épisode de nos guerres civiles que je cherchais à peindre, et presqu'à mon insu, entre les fantômes sanglans qu'évoquait mon souvenir, je ne m'attachais qu'à une seule image : j'essayais de montrer dans sa force que rien n'abat, dans son éclat que rien n'altère, le génie guerrier de notre pays. Je venais d'assister à un des plus étranges miracles de cette invincible puissance. Une troupe formée d'élémens tumultueux que le souffle des révolutions avait au hasard amoncelés était devenue en quelques jours l'armée des lois, de l'ordre, de la société. L'esprit militaire avait changé en ardens et ingénieux ennemis de la révolte les fils les plus turbulens de l'insurrection. Le corps dont j'ai raconté l'histoire si courte et si remplie a maintenant cessé d'exister; mais l'armée a reçu dans ses rangs plus d'un de ceux qui en faisaient partie : c'est aujourd'hui du sein de cette grande famille que je poursuis des tableaux devenus également chers à mes yeux et à mon cœur.

Je sais qu'on ne me demandera point la perfection de la peinture. Je n'ai fait et n'ai pu faire que des ébauches où j'ai essayé seulement de fixer un peu de la vie, tantôt imposante, tantôt passionnée, dont

(1) Voyez *la Garde mobile, souvenirs de la révolution de février*, dans la *Revue* du 1er novembre 1849.

étaient remplis les multiples objets que je me proposais tour à tour d'esquisser. Quand je parlerai de moi, qu'on me le pardonne, ce ne sera qu'une nécessité de mon récit. J'ai compris depuis plusieurs années, mieux qu'en aucun temps, ce que le moi a d'importun et de malsonnant. Mais les choses qui nous ont vraiment touchés nous reviennent, quand nous cherchons à nous les rappeler, tout imprégnées de la vie qu'elles ont tirée de notre âme, et peut-être serait-ce un tort de leur ôter cette irrécusable trace de nos émotions. On s'indignerait contre qui voudrait faire disparaître des taches de sang d'une lame suspendue dans un musée. Je n'essuierai donc nulle part la place où une larme, soit d'enthousiasme, soit de tristesse, a pu tomber. Qu'on ne redoute rien d'intime toutefois. Je n'érigerai jamais en faits qui puissent intéresser des curiosités étrangères ni les phénomènes de mon cœur, ni les accidens de ma destinée. Pour mettre tout de suite ce propos en pratique, je passerai rapidement sur les événemens dont le récit, fait déjà maintes fois par d'autres, ne pourrait emprunter quelque intérêt qu'à la vivacité de mes impressions.

Ce fut un dimanche d'avril qu'à midi j'aperçus entre un ciel sans nuages et une mer sans rides l'amphithéâtre où s'étalent au soleil, blanches comme des bernous de fête, les riantes maisons d'Alger. Je venais à peine de faire quelques pas sur le port, quand je vis, à l'entrée d'une rue inondée de lumière et âpre à monter comme un rocher, une compagnie de voltigeurs précédée par un clairon qui sonnait de tous ses poumons la marche. J'oubliai sur-le-champ tous les spectacles nouveaux, tous les personnages insolites dont mes regards venaient d'être frappés, ce tumulte de Maures et de Maltais qui vous arrachent votre valise, ces femmes vêtues comme des spectres, mais dont les suaires laissent voir un bout de jasmin et deux yeux noirs. J'étais tombé du premier coup sur les gens que je cherchais. J'avais devant moi ceux dont j'avais tant de fois désiré partager le pain et les cartouches. C'étaient bien eux. Je reconnaissais ces figures que d'habiles pinceaux ont déjà rendues populaires, car l'armée d'Afrique a maintenant ses types comme la vieille garde. J'éprouvais cette émotion dont nous remplit toujours la vue des êtres attendus. Voilà donc comme ils sont vêtus, comme ils marchent! Cette capote grise, humble et généreux vêtement qui brave la poussière et la bise, qui rit avec la pauvreté et se présente fièrement devant la gloire, ces guêtres blanches qui ont marché dans tant de chemins, et ces épaulettes de laine, ces épaulettes qui sont de saintes choses, tout dans cette troupe me parlait et me remuait. Que ceux qui riront songent à la tendresse de Werther pour son habit bleu et sa veste jaune. Il est vrai que cette veste et cet habit lui rappelaient Charlotte; mais cette capote et ces guêtres me rappelaient la France.

Comme tous ceux qui ont vécu en Afrique, je me suis bien vite familiarisé avec les pics sombres, les plaines brûlées, et ce ciel mobile où l'on dirait tantôt que l'on célèbre les noces du soleil, tantôt que l'on pleure la mort du Sauveur. Cependant, aux premiers jours de ma vie dans des régions toutes nouvelles, l'image de la patrie me traversait souvent le cerveau. Je me rappelle une matinée entre autres, où, au pied d'un de ces aloès que je ne sais quel régiment de ligne prit pour de gigantesques asperges, je sentis sous mon front tout rempli de cette maladive tendresse ce regard du pays qui me semblait rayonner d'une prunelle bleu-pâle comme le ciel de la Champagne ou de la Brie. J'avais devant moi les collines de Mustapha. J'étais dans ces environs d'Alger où je comprends que se soit amollie la race mauresque. Ces mystérieuses maisons de l'Orient, qui ont toutes l'air de cacher un paradis, me souriaient à travers des arbres dont je ne savais point les noms. Toutes ces graces de la nature et des hommes étaient pour moi choses perdues. J'étais envahi par cette tristesse des contrées étrangères qu'on sent courir à certaines heures sur les terres les plus parées comme le vent sur les bruyères. Heureusement, ce qui m'avait soutenu était toujours là. Ce fut dans ce paysage aux chagrines rêveries que je vis passer pour la première fois un cavalier du régiment où j'allais entrer. Un mois après mon arrivée à Alger, j'étais brigadier de spahis, et j'espère n'avoir pas donné au ciel d'Afrique ce spectacle insolite pour tous les cieux, d'un mélancolique brigadier.

J'ai promis de laisser de côté tout ce qui n'avait trait qu'à mon cœur: j'ai donc beaucoup à laisser. Les plus récens de mes souvenirs sont ceux sur lesquels j'insisterai le plus. Je ne raconterai point les courses en pays connus que j'ai faites dans la province d'Alger et dans celle de Constantine. Constantine cependant, quoiqu'on l'ait peinte maintes fois, est un bien attrayant sujet de tableau. De ses rochers où elle est assise comme une forteresse féodale, elle frappe au loin l'imagination des voyageurs. Il semble que derrière ses murailles il y ait quelque *empriuse* à accomplir, comme on disait aux temps chevaleresques. L'armée française l'a faite du reste, la tâche héroïque à laquelle Constantine nous conviait. Devant la porte Valée, à l'entrée d'un ravin, quatre murs de briques, dépassés, je crois, par quelques têtes de figuier, enferment de modestes tombes. Là reposent ceux qui donnèrent, il y a quelques années, une ville de plus à la France. Le sol de Constantine me semble devoir particulièrement convenir au sommeil des morts. Il y a quelque chose de solennel dans cette terre: c'est par excellence la région biblique.

Je me rappelle un âne gravissant à quatre heures un petit sentier le long d'une côte pierreuse, non loin d'un de ces abîmes où les eaux

du Rummel coulent sous des arbres désordonnés qui se penchent vers elles comme pris de vertige. L'âne était suivi par un homme vêtu à la manière de Jacob et d'Abraham. Je croyais que ce rêve fait si souvent par chacun de nous d'être transporté au sein d'une de ces époques où vit continuellement notre pensée venait de s'accomplir pour moi. Je respirais le parfum des œuvres sacrées, remplissant toute l'étendue d'une vaste contrée et non plus les pages d'un livre. Constantine m'a toujours paru une ville sainte, en comparaison surtout d'Alger, où l'on sentira éternellement comme le souvenir d'une volupté de pirate. Constantine se tient, comme un anachorète, sur un de ces rochers dont l'idée se lie, je ne sais trop pourquoi, à celle de la prière. Les souffles des mers ne font point circuler dans ses campagnes les molles langueurs. Le sol dépouillé qui l'entoure ne doit sa splendeur qu'à la pourpre dont il se revêt chaque soir et à la majesté de ses lignes. Mais tout récemment notre conquête s'est accrue d'une ville entourée d'un pays plus austère encore et moins souvent exploré que les campagnes de Constantine. J'ai hâte d'arriver à Lagouath.

La première pensée dont on est agité quand on met le pied sur le sol d'Afrique, c'est la pensée du désert. Peu de gens meurent sans avoir contemplé la mer ou les montagnes, mais il n'est donné qu'à un petit nombre d'aller saluer le désert, et il n'est pas d'imagination qui ne soit tourmentée par ce suprême mystère de la création. Notre esprit n'admet point de vastes espaces où rien ne se meut. Dans ces solitudes apparentes qui semblent repousser notre vie, où l'on dirait que l'homme et la terre ont divorcé, notre âme cherche une vie surhumaine. On se représente le désert comme le palais d'un hôte invisible, comme une région qui nous prépare aux pays où la mort doit nous conduire. C'était ainsi du moins que je voyais avec le regard du rêve la contrée que mes yeux ont entrevue, et j'ai trouvé que mes songes ne m'avaient point trompé.

L'automne dernier, une colonne commandée dans le sud par le général Yusuf eut de brillans combats qui l'amenèrent jusque sous les murs de Lagouath. Là nos troupes s'arrêtèrent. Toute une population fanatique était enfermée dans des murailles entourées presque sur tous les points de palmiers. Un siége était devenu nécessaire, et l'exemple encore récent de Zaatcha montrait ce qu'à certaines heures les milices musulmanes, défendues par les pierres de leurs maisons et par les arbres de leurs jardins, exaltées par le cri du sol, inspirées par le démon du foyer, peuvent opposer de résistance désespérée à la valeur même de nos soldats. Un corps d'armée conduit par le général Pélissier venait rejoindre la colonne du général Yusuf. Le gouverneur de l'Algérie, le général Randon, voulut ôter à une victoire

dont il ne doutait point toute possibilité d'être achetée par une de ces luttes qui sont pour nos ennemis de sanglantes consolations, et en apprenant que Lagouath était assiégée, lui-même se mit en route. J'avais l'honneur de l'accompagner.

I.

Vers les derniers jours du mois de novembre, je fis mes adieux à Alger; je montai à cheval et partis joyeux, comme ces pèlerins armés qui s'acheminaient vers Jérusalem. Les cœurs tressaillent des mêmes allégresses sous le spencer que sous la cuirasse. Chaque génération éprouve à son tour les mêmes attractions pour les horizons lointains, les cités inconnues, et ce jardin idéal aux fruits étincelans que crée la toute-puissante magie du danger.

La réalité cependant nous éprouva cruellement à nos débuts. Il y a des jours où ce ciel d'Afrique, d'ordinaire si éblouissant, se couvre d'une lugubre obscurité. Cette immense coupole d'azur se change en une voûte sombre et basse, ce réservoir de lumière devient un réceptacle d'ondes torrentueuses dont la terre est inondée. On craint, en dépit de l'arc-en-ciel, que la pensée du déluge n'ait traversé de nouveau l'esprit de Dieu, et l'on se mettrait volontiers à construire une arche. Le lendemain même du jour où nous avions quitté Alger, le ciel fit fondre sur nous une de ces pluies incessantes qui semblent à la fois les traits d'une inépuisable colère et les larmes d'une intarissable douleur.

Ce fut dans les gorges de la Chiffa, où je me trouvais avec un détachement peu nombreux, que cet orage d'hiver me parut se montrer dans toute sa désolation et atteindre toute sa force. Ce paysage, qui, par des journées de printemps, rappelle les beaux sites de la Suisse, dont la verdure éclatante et les eaux diamantées invitent l'âme aux rêveries radieuses, paraissait en ce moment possédé par toutes les puissances du désespoir. Le torrent avait l'air de s'enfuir en hurlant, les arbres secouaient leurs chevelures éplorées; quant aux montagnes, elles semblaient des murailles d'enfer. Un bruit sinistre sortait de leurs entrailles, et par instans, comme s'ils eussent été lancés par quelque puissance malfaisante, on voyait des quartiers de roche rouler sur leurs flancs, où se tordaient les arbustes fracassés. Encore si nous en avions été quittes pour ces affligeantes images; mais un fléau qui s'adressait à la vie même du corps, non plus à celle de la pensée, vint à se déchaîner sur nous.

Un vent glacé courut tout à coup dans un ciel morne d'où jusqu'alors la pluie seule était tombée, et quelques flocons de neige s'accrochèrent à la crinière de nos chevaux. Au bout de quelques heures, le

paysage avait changé d'aspect. La nature ressemblait à ces cadavres récemment abandonnés à la mort, dont les formes ne se trahissent plus que sous les plis du suaire : un même linceul recouvrait montagnes et vallées. Les voiles gris du ciel s'abaissaient sur ce drap mortuaire et nous enserraient dans une région de monotone horreur. Soudain je vis, avec une surprise dont je garde encore l'impression, quelques hommes du détachement que je commandais pencher leurs têtes sur leurs poitrines. Je leur parlai. Les mots tremblaient sur leurs lèvres, et le délire mettait ses clartés agonisantes dans leurs yeux. Je fus quelque temps avant de comprendre que c'étaient des gens qui allaient peut-être mourir. La plupart des catastrophes humaines sont des apparitions qui, au moment même où elles se montrent, nous trouvent incrédules. « Mon lieutenant, me dit en son langage un soldat qui me semblait particulièrement frappé, je suis *empoigné* par *la* froid. » Ce mot me fut répété par plusieurs bouches. Le froid était comme ce roi des aulnes que chante la ballade, un ennemi occulte, un invisible démon qui tirait à lui l'âme de ces malheureux.

Eh bien ! j'en demande pardon à Dieu, car c'était, je le crains, un mouvement d'orgueil, ce spectacle douloureux me donna presque un élan de joie. Je pensai que notre armée d'Afrique était heureuse des épreuves de toute sorte qu'elle est appelée à subir. Aujourd'hui c'est le soleil, demain c'est la neige qui luttent contre elle. Il faut qu'elle triomphe à la fois d'une race énergique et d'une nature passionnée, violente, qui semble avoir pris à tâche de secouer la domination des hommes. Je sais certainement, on nous l'a répété assez, que nous ne tombons pas sous les coups de la mort comme nos devanciers de la république et de l'empire : le soir, un seul de mes compagnons avait expiré sur la route, et nul de nous ne croyait avoir fait la campagne de Moscou; mais on nous apprend que le denier du pauvre a sa place dans les coffres-forts de Dieu; quelques souffrances obscures avaient fait tomber une obole dans le trésor de la patrie.

J'étais parti de Blidah avant le lever du soleil. La nuit régnait depuis longtemps quand j'arrivai à Médéah. Des troupes nombreuses faisaient de cette petite ville une véritable place de guerre : toutes les maisons regorgeaient de soldats. Je me couchai sur le plancher d'une salle d'auberge, devant un foyer où un grand chien allongeait vers des cendres brûlantes sa tête assoupie, et je m'endormis d'un de ces sommeils qui sont des trêves entre nous et les épreuves de cette vie.

Le lendemain, j'eus besoin de tout mon courage, car je pressentis un événement dont je ne pouvais pas avoir l'héroïsme de me réjouir : Lagouath allait être prise sans nous. Fidèle aux ordres qu'il avait reçus du gouverneur, le général Pélissier avait opéré sa jonction

avec le général Yusuf, et commandait maintenant toutes les troupes campées devant Lagouath. Dès le jour de son arrivée, il avait vigoureusement conduit une reconnaissance jusque sous les murs de la ville. Une hauteur où l'on devait établir la batterie de brèche avait été enlevée. Cette action nous avait coûté quelques braves soldats, entre autres le capitaine Franz, qui fut tué d'une balle au front, et le capitaine Bessière, officier intrépide qui s'efforçait chaque jour, par son intelligente et enthousiaste valeur, de jeter sur un nom illustre un nouvel éclat. La lettre qui nous annonçait nos pertes et notre succès nous apprenait que le général Pélissier était décidé à donner l'assaut. L'issue de cette entreprise ne pouvait pas être douteuse. Il y a des buts qu'on ne montre pas vainement à des troupes comme les nôtres. Je commençai à prendre le deuil de la fête dont j'avais cru avoir ma part.

La colonne qui se rassemblait à Médéah allait toutefois se mettre en route, quand un soir, — je vois encore le courrier qui apporta cette nouvelle, — un Arabe arrive essoufflé et nous apprend que Lagouath appartient aux Français. Des officiers entouraient ce cavalier en haillons qui, des plis de son bernous usé, jetait sur nous une nouvelle victoire. Pour indiquer le sort de la ville assiégée et de ses défenseurs, il étendait sur le sol sa longue main aux doigts noircis, et il répétait de sa voix gutturale : *Mort!* Ce geste et cette parole lugubres évoquaient pour moi une ville détruite, ensevelissant sous ses décombres une population vaincue et le chœur tout entier de mes espérances.

Je devais voir Lagouath cependant: *c'était écrit chez Dieu*, comme disent les Arabes. Le gouverneur décida que deux de ses officiers accompagneraient le général Rivet, qui partait avec un escadron de chasseurs pour le théâtre de l'action. On tira au sort, et je fus désigné pour cette course. Certes, le même but ne rayonnait point au bout du lointain voyage que j'avais entrepris avec tant de plaisir et que j'avais cru interrompre pour toujours; mais pour qui n'est étranger, comme dit Térence, à rien de ce qui est humain, chacun des grands spectacles de la vie a sa valeur et son attrait. J'allais voir un lendemain de combat, c'est-à-dire l'heure philosophique de la guerre, le moment où ceux qui survivent se jugent eux-mêmes et jugent les morts; puis j'allais visiter une de ces contrées où l'on est heureux d'avoir conduit son odyssée, parce qu'on voit apparaître sans cesse ensuite, parés d'une lumière chère à l'esprit et douce au cœur, les fantômes des jours qu'on y a laissés.

A notre départ de Médeah, ce ciel qui venait de nous traiter avec tant d'inclémence avait repris sa sérénité. Rien de plus charmant que la soirée de notre premier bivouac. Nous avions placé nos tentes

au milieu d'un bois de chênes et d'oliviers. Une véritable nuit africaine, une de ces nuits qui rappellent les mages, étendait au-dessus de nous des ombres bleues que des étoiles doucement curieuses semblaient chercher à percer avec le long regard de leurs yeux d'or. De loin en loin, des voix d'Arabes s'appelaient avec cet accent prolongé, particulier aux nomades du sud, qui semble chercher à se modeler sur l'étendue des longues plaines. Notre camp fut bientôt éclairé de feux pétillans et clairs rappelant dans cette solitude les joies babillardes du foyer. Cette soirée, qu'aucun événement n'a marquée, gardera pourtant une place dans mes souvenirs. Il y a des heures qui ressemblent à ces amis que nous chérissons souvent entre tous les autres, quoiqu'ils ne nous aient rendu aucun service : elles nous ont conquis d'un sourire, et, quel que soit le souci qui nous occupe, quand elles se présentent à notre pensée, elles trouvent toujours leur bienvenue.

C'était la route de Boghar que le général Rivet avait choisie pour nous conduire à Laghouat. Boghar est sur la frontière du Tell : du rocher où il s'élève, le regard embrasse tout le désert des Angades. Ce fut à quatre heures que j'abordai cette région nouvelle, qui n'est pas encore le vrai désert, mais qui porte déjà un autre caractère que le pays où jaunissent les épis. Je commençai à apercevoir ces grandes flaques de sable qui semblent pleurer l'océan, ces fragmens de rochers répandus au hasard, comme les débris d'une gigantesque bataille, et ces mornes espaces couverts d'une herbe rare et brûlée d'où ne s'élève aucun chant d'oiseau. Cette contrée, hostile à toute existence terrestre, est comme une lice où la lumière se livre avec emportement à ses ébats. On dirait, pour employer une comparaison classique, que là bondissent à leur gré, en faisant tomber des étincelles de leurs chevelures, tous les coursiers du Soleil. Rien de plus favorable d'ailleurs à ce pays que l'heure à laquelle il m'apparaissait. Quelque immense et mystérieuse ville, une Thèbes, une Babylone, une Palmyre, semblait brûler à l'horizon, où un éblouissant amas de formes confuses nageait dans des clartés d'incendie. Le sol uni et lumineux me faisait songer aux miroirs magiques. Nos ombres et celles de nos chevaux prenaient quelque chose de cabalistique en s'y projetant. De grands troupeaux d'êtres bizarres, dessinant leurs étranges silhouettes sur le fond de cet éclatant tableau, s'offrirent à nos yeux : c'étaient les chameaux destinés aux besoins de notre convoi. Notre bivouac au désert des Angades ne rappela guère notre bivouac de la forêt. Nous avions franchi en quelques heures les limites de deux mondes; nous avions quitté le Tell pour le désert.

Je suis étonné que les anciens, qui taillaient dans l'univers entier des fiefs pour leurs dieux, n'aient placé sous aucune royauté ces so-

litudes où aurait pu errer un souverain plus formidable encore que l'Océan. Peut-être avaient-ils réservé l'univers à ce Dieu inconnu qui, du fond de la conscience humaine, soulevait alors la surface du vieux monde comme le couvercle d'un sépulcre. Le fait est que le désert est chrétien. L'esprit y triomphe comme la lumière. Il y opprime la matière, dépouillée et stérile. Ariel s'y joue de Caliban. Il force le monstre vaincu à écouter dans un silence humilié le concert incessant des célestes harmonies.

Le désert, tel que je l'ai vu du moins, n'est pas cependant livré partout à une implacable aridité. Sans parler de ces oasis qui sont toujours pour l'âme et pour le regard de nouvelles surprises, on rencontre quelquefois de vastes plaines couvertes d'une délicate verdure où se joue un air parfumé ; ce sont des champs de térébinthe et de thym. Que font là ces immenses parterres? Je n'en sais rien ; mais on ne peut s'empêcher de croire que le vent qui les traverse doit aller porter leur encens dans quelque invisible palais. J'ai passé dans ces libres espaces d'heureux momens. Je me rappelle certaines matinées où, en dépit du mois de décembre, un véritable ciel de printemps, pur, léger, transparent, nous enfermait dans une demeure de fée, en faisant descendre sur tous les points de l'horizon ses voiles d'un azur vif et doux. Je songeais à cette expression germanique : *voyager dans le bleu ;* et, quand, poussant mon cheval au loin sur le flanc de la colonne, je me trouvais perdu dans un lumineux isolement, je croyais avoir fait le rêve de Virgile dans la divine églogue de ce berger emporté sous l'onde des fontaines. Je sentais mon âme comme envahie peu à peu par une surhumaine sérénité.

Quoique je sois bien près du temps dont je cherche à me souvenir, nombre d'images se sont déjà confondues dans mon esprit. Maintes lignes se mêlent, maints détails disparaissent dans cet éblouissement d'une constante lumière enveloppant de changeans paysages. Deux sites entre tous se sont gravés dans mon esprit. Un matin, on nous avertit que nous étions à quelques pas d'un phénomène, d'une montagne en sel: c'était là que devait avoir lieu la grande halte. Jamais je n'ai vu montagne aux contours plus arrêtés, à la cime plus aiguë, aux flancs mieux ombrés, que cette singulière hauteur. Elle s'élevait seule, comme un spectre gigantesque, sous un ciel où rayonnait un soleil que semblait braver son blanc linceul. Cette étrange apparition fut une joie pour toute la colonne. Nos chasseurs mettent pied à terre, s'arment de leurs haches, et courent à l'envi sur ce roc, dont chacun essaie de détacher un morceau. Les fragmens que l'on parvenait à arracher avaient le goût d'un sel excellent. Cette merveille me ramenait à la fois dans les régions de mon enfance, dans ces contes de fée où l'on trouve des villes construites

en substances appétissantes, et dans des régions plus élevées. Je pensais aux miracles dont parle la Genèse, à cette chair réprouvée, qui, sous la colère de Dieu, devint sel comme ce rocher. Le désert est un continuel commentaire de la Bible. C'est là que sont entassées ses splendeurs et ses épouvantes. Quelques Arabes aussi avaient gravi la montagne de sel, mais ils n'imitaient pas le travail de nos chasseurs. Assis ou debout sur les escarpemens les plus élevés, ils se tenaient dans cette immobilité solennelle qui imprime à cette race tout entière un caractère si mystérieux. On est toujours tenté de prendre ces hommes pour les témoins des âges que leurs costumes et leurs attitudes rappellent. Seuls, entre tous les peuples, ils semblent s'être éternellement passé, sans jamais le laisser éteindre, ce flambeau dont parle Lucrèce. La tradition est restée chez eux sacrée comme la lampe d'un temple. Rien n'a altéré la clarté séculaire qu'elle projette tour à tour sur chaque génération.

L'autre site qui est resté dans mon esprit en traits d'un énergique dessin et d'un ardent coloris est un paysage que je désespère de rendre. Sur un monticule rocailleux comme celui où put s'asseoir le Christ quand il fit le miracle des pains, s'élevait un marabout qu'on appelait, je crois, le marabout de Sidi-Maclouf. Autour de ce monument funéraire régnait partout une solitude infinie, mais qui n'avait rien de désolé. Quoique nous fussions à l'heure du jour qui est en Afrique la moins favorable à l'illusion, c'est-à-dire à midi, toute cette étendue de terres arides était enveloppée d'une sorte de charme. Cet immense horizon, au lieu de décourager la pensée, avait pour l'âme un religieux attrait, et de ces pierres ardentes, de cette terre brûlée, de ces sables où les rayons du soleil s'ensevelissaient comme au sein des mers, il sortait un parfum de recueillement. Je crus respirer la vie des anachorètes, et je songeai sans effroi à une existence qui s'écoulerait tout entière dans ces lieux, roulant, comme un fleuve, ses ondes profondes dans un cours lent et monotone, jusqu'à l'océan où tout s'abîme. La trompette m'arracha à ces rêveries. Nous n'étions plus qu'à quelques lieues de Lagouath.

Je crois que mon cheval était un enfant de cette oasis. Je le vis, quand nos yeux ne pouvaient pas distinguer encore le terme de notre voyage, pris d'une joie singulière qui s'exprimait par de longs hennissemens. Ses narines semblaient s'ouvrir à des souffles retrouvés, à des émanations aimées et connues. Quoiqu'il eût fait en huit heures près de vingt lieues, il paraissait avoir jeté au vent la fatigue et ne demandait qu'à s'élancer sur la trace de fantômes visibles pour ses yeux. Je suis de ceux qui croient au cœur et à l'esprit des bêtes; le chien de Jocelyn est de tous les personnages de M. de Lamartine celui qui me touche le plus. Je savais gré à mon cheval de son allé-

gresse. Moi aussi, je sentais des tressaillemens de joie, une attente émue de la patrie. J'allais voir une ville que le sang de nos soldats avait baptisée française. A une journée de Lagouath, notre voyage avait été marqué par un incident touchant. Nous avions distingué tout à coup à l'horizon, au milieu d'un groupe de cavaliers, l'uniforme de notre pays. Bientôt nous avions reconnu un des officiers qui venaient de contribuer le plus brillamment à notre récente victoire, le commandant Ranson, que le général Pélissier envoyait porter au gouverneur les drapeaux pris à l'ennemi. On avait mis pied à terre, on s'était embrassé, et chacun avait respiré l'ardente senteur de cet instant rapide. Ce royaume des apparitions bibliques était traversé par nos visions les plus chères; ce qui passait devant nous à travers ces plaines de sable, c'était l'ombre de la France et l'image de l'armée.

Lagouath est bâtie sur deux hauteurs unies entre elles comme les collines de Rome. Des jardins peuplés de palmiers s'étendent devant ses murs. Une seule de ses entrées est découverte, c'est celle qui regarde le mamelon où s'établit notre batterie. Sur ce mamelon s'élève un marabout que les boulets ont rudement traité, mais qui cependant portera longtemps encore le témoignage de sa pieuse origine et de ses orageuses destinées. Certes, si on applique à Lagouath les règles d'une science européenne, ce n'est qu'un amas de constructions misérables. La plupart de ses maisons ne sont que des huttes presque aussi sauvages que les *gourbis* des Kabyles, ses murs sont des monceaux de terre usés par le soleil, qui les bat éternellement de ses rayons, comme la mer bat nos falaises de ses vagues. Eh bien! est-ce l'effet d'un mirage? est-ce l'effet de multiples harmonies qui se combinent merveilleusement? tout cela est une féerie. Lagouath, à certaines heures, semble une apparition de ville antique. Ses murailles dentelées, ses toits étagés, projetant sur le fond d'un ciel oriental un net et vigoureux dessin, lui donnent un aspect de cité judaïque. On se demande si, derrière ses remparts, on ne retrouvera point les Macchabées. Une tour que nos boulets ont détruite augmentait la magie de cet aspect. « Quand nous avons vu Lagouath le matin de l'assaut, m'a dit un officier, élevant dans un ciel où le soleil se montrait déjà ses murs garnis de défenseurs, nous avons tous senti une profonde émotion. Il nous semblait que nous allions enlever la capitale d'un pays inconnu. » Certes le théâtre d'un fait d'armes est pour beaucoup dans le souvenir qu'en gardent les troupes. Toutes les circonstances où le siége de Lagouath s'est accompli, les séduisantes et formidables nouveautés que rencontraient à chaque instant les yeux, avaient produit sur l'esprit de l'armée une légitime exaltation. Toutefois il y avait dans cette action guerrière autre chose que

de l'héroïque poésie : le siége de Lagouath est destiné à marquer dans l'histoire militaire de l'Algérie.

Ma première soirée à Lagouath ne se passa point dans la ville même. Les blessés seuls occupaient les demeures que leur sang nous avait données. Le camp existait comme avant le siége. Seulement, devant la tente du général Pélissier, on voyait une pièce d'artillerie d'une forme bizarre : c'était un canon hollandais d'une époque déjà ancienne, qui, par je ne sais quel étrange destin, était venu des Pays-Bas défendre les remparts de Lagouath contre notre armée. Deux palmes cueillies sur le théâtre même de notre victoire dans les jardins de la ville assiégée ornaient cette pièce, devenue entre nos mains un trophée. Tout près de ce signe triomphal brûlait un vaste feu de bivouac. Là, sous un ciel où les étoiles se pressaient comme un immense peuple dans une cité en fête, quelques officiers devisaient sur leurs récens combats. Un des aides de camp du général Pélissier, le commandant Cassaigne, dont toute l'armée d'Afrique apprécie la belle intelligence et le noble cœur, me racontait les épisodes de l'assaut. Ce que je ne me lassais point de me faire redire, c'était tout ce qui touche un homme dont il ne reste plus que le souvenir aujourd'hui, le général Bouscaren.

J'ai servi sous les ordres du général Bouscaren, lorsqu'il commandait le 3e spahis, et j'ai conservé pour sa mémoire la respectueuse affection que sa personne avait le don d'inspirer. Ceux qui ne croient plus aux âmes chevaleresques ne l'ont point connu. La bravoure et la bonté marchaient enlacées dans sa vie comme deux sœurs. Quoique plus d'un genre de poignante tristesse ne lui fût point étranger, son visage avait toujours un sourire pour fêter la bienvenue de ceux qui le visitaient. On le trouvait gai ; je lui trouvais, moi, une de ces gaietés qui attendrissent, où l'on sent une nature dure à elle-même et douce envers le destin. Quand il reçut, devant Lagouath, la balle qui lui fracassa le genou, il dit à ceux qui l'entouraient : « Je n'ai qu'un regret, c'est de ne pas monter à l'assaut avec vous. » On l'appuya contre le marabout qui était derrière notre batterie de brèche; on l'assit sur un amas de gargousses dont se servait notre artillerie. Alors, avec un sourire : « J'aimerais, fit-il, à fumer ma vieille chibouque; mais ce n'est pas le moment d'imiter Jean-Bart : je ne veux pas mettre le feu aux poudres. » Plus tard, lorsqu'on le transporta devant le front des troupes, sur une litière improvisée, des bataillons tout entiers, saisis par un de ces mouvemens d'enthousiasme qu'éveillent au cœur des soldats les puissans spectacles de la guerre, présentèrent spontanément les armes en s'écriant : « Vive le général Bouscaren ! » Lui, se soulevant sur sa couche ambulante : « Mes amis, dit-il, ce qu'il faut crier, c'est vive la France ! » Malheur à qui verrait

dans ces paroles matière aux sarcasmes usés, à la raillerie vulgaire dont certains esprits poursuivent le sentiment national! Qu'on se reporte d'ailleurs à l'instant, au lieu où fut prononcée la phrase que nous écrivons aujourd'hui. On sentira tout simplement ce que sentirent les braves gens à qui le général Bouscaren s'adressait; on éprouvera une des émotions qui étaient toute la vie du cœur d'où ce cri est parti.

Bien des noms, qui sans doute ne seront pas environnés de gloire, mais qui brilleront d'un éclat sacré au fond de mémoires amies, revenaient sur la bouche du commandant Cassaigne. J'apprenais comment Morand, Bessière, Staël, Costa, avaient reçu les blessures dont ils sont morts. Le commandant Morand fut frappé dans les rues de Lagouath; il avait pris un clairon, et sonnait lui-même la charge aux zouaves, que sa bravoure entraînait. Il était enseveli déjà. Le capitaine de Staël était encore sur son lit de douleur. Sa blessure, à lui, rappelait d'autres souvenirs que ceux de l'assaut. Il avait eu l'épaule brisée dans une des brillantes actions de cavalerie que dirigea le général Yusuf quelques jours avant le siége. C'était un de ces soldats qui pratiquent la religion du devoir avec une rigoureuse exactitude et une enthousiaste ferveur. Une maladie, dont l'air natal aurait seul pu le guérir, l'avait atteint depuis quelques mois, quand survint l'expédition de Lagouath. Il venait d'obtenir un congé, lorsque son escadron se mit en marche. On le pressa en vain de partir pour la France. Il était de ceux qui refusent à la vie le nécessaire pour accorder le luxe à l'honneur. Il se mit en route pour Lagouath; au premier combat que livra le général Yusuf, il fut atteint d'un coup de feu en chargeant à la tête de cet escadron qu'il n'avait point voulu quitter. Toute blessure devait être mortelle pour un corps affaibli comme le sien. Aussi vit-il tout de suite l'issue de la lutte qu'il avait à soutenir contre la douleur. La mort du capitaine de Staël a eu un caractère doublement religieux; c'est en même temps la mort du champ de bataille et cet autre trépas si commun en Afrique, qui, au lieu d'être radieux comme la gloire, est humble comme le dévouement et ignoré comme la vertu.

Je me couchai, l'âme toute remplie des héroïques récits que j'avais recueillis d'une bouche complaisante. Ce qui devait me parler le lendemain, c'était le sol, c'étaient les pierres, c'était la chair encore vivante où la mort allait pénétrer.

II.

Ce fut par une admirable journée de novembre, vers deux heures, que je pénétrai pour la première fois dans l'enceinte même de La-

gouath. Le général Pélissier était monté à cheval pour aller visiter les ambulances, et il m'avait permis de me joindre à son cortége. Je passai devant le marabout qui dominait la colline où l'action s'était si vivement engagée. Je regardai avec une curiosité pieuse ces murailles qui me semblaient devoir frémir encore de la vie passionnée que la guerre avait déchaînée autour d'elles. Un lourd soleil tombait sur ces pierres qui n'avaient gardé que l'inerte empreinte des balles. Parfois, à certaines heures, des objets inanimés se dressent impassibles dans le tourbillon des existences humaines, et prennent alors une sorte de mystérieuse grandeur. Un officier m'a raconté une profonde et bien naturelle émotion qu'il avait eue dans ce marabout, devenu, en un instant, le théâtre de scènes dont on garde à jamais le souvenir. Ses yeux avaient rencontré, sur un de ces murs auxquels s'est adossé plus d'un mourant, une inscription musulmane rappelant aux hommes la vanité de leurs efforts et la brièveté de leurs jours. J'ai lu moi-même cette inscription, que je regrette de ne pouvoir transcrire; elle s'est effacée de mon esprit comme bien d'autres leçons du destin.

Devant le marabout s'étendait la brèche, vaste plaie encore béante, voie où l'on avait effacé le sang, mais qui avait gardé l'empreinte de la mort. Au milieu de ces débris faits par le canon se montrait une ouverture fermée par une grosse pierre, où tombait une lumière ardente. Dans ce trou étaient ensevelis quatre de nos morts. L'armée avait assisté toute entière à l'héroïque sépulture pratiquée sur cette route lugubre et triomphale. Jamais tombe ne m'a plus ému que ce sépulcre guerrier perdu sous le ciel du désert. J'ai presque envié ceux qui gisaient dans cette fosse si humble et si glorieuse, si touchante et si grossière. J'ai souvent revu, dans ma pensée, ce tombeau de la brèche, toujours en joignant son image à des idées de calme intrépide et de paix bienheureuse.

Mais bientôt la brèche est franchie, nous voici dans la ville même. Nous pénétrons dans des rues étroites, bordées de maisons qui ont toutes souffert. Parfois, sur des seuils dévastés, nous apercevons de vrais fantômes. Ce sont des femmes, qui lancent sur nous, de leurs yeux où l'épouvante a tari les larmes, des regards maintenant sans espoir comme sans terreur; ce sont quelques enfans étonnés qui se croient peut-être les jouets de songes funestes; ce sont des vieillards qui, suivant l'expression judaïque, ont l'air de chercher leurs tombes; ce sont enfin, çà et là, quelques hommes accroupis, couverts de sordides haillons, qui paraissent avoir abdiqué en même temps leur raison et leur énergie. C'est bien là un peuple vaincu aux premiers jours de sa défaite. On sent des gens que vient de frapper le glaive des colères divines. Ils n'appartiennent plus à cette terre d'où

la moitié de leurs frères a disparu, où leurs foyers se sont écroulés, où la place manquera peut-être pour leurs os : ils appartiennent déjà au monde où nous devons tous entrer. Là, comme dans ces étranges régions où Goethe a promené son Faust, les vivans se mêlent aux morts. A travers ces ombres apparaissent, dans leur gaîté inaltérable et dans leur perpétuelle activité, toutes les variétés du soldat français. Chasseurs, zouaves, voltigeurs, grenadiers, se coudoient, se reconnaissent, s'interpellent. Nous apercevons un endroit surtout où la foule des uniformes est pressée : c'est l'espace étroit où s'élève la demeure naguère habitée par les anciens chefs de Lagouath : cette demeure est devenue un hôpital.

C'est une de ces maisons arabes dont on retrouve le modèle sur presque tous les points de l'Afrique. Autour d'une cour claustrale s'étendent de longues galeries d'où l'on pénètre dans des chambres étroites et sombres. Ces chambres sont encombrées de blessés. On s'avance avec précaution à travers des salles pleines d'ombre où l'on sent que la douleur réside; on craint de heurter un membre saignant, de froler la plaie d'un amputé. Coté à côté gisent des hommes dont les traits expriment tous la souffrance, mais une souffrance qui se révèle, chez chacun, par différentes expressions d'énergie. Quelques têtes jeunes appartiennent à la région de l'idéal : çà et là une bouche, un front, un regard, expriment les tristesses immortelles, les hautes et mystérieuses mélancolies. Nombre de visages portent l'empreinte d'une réalité qui en ce moment et en ce lieu a aussi son côté touchant. Ainsi un vieux zouave aspire encore d'une bouche mourante les dernières bouffées d'une pipe que serrent ses dents crispées. Cette pipe courte, usée, noircie, qui a quelque chose de guerrier et de populaire, qui fait songer du cabaret et du camp, de la bouteille et du tambour, me cause un genre singulier d'émotion. Près de ce fumeur agonisant, un tirailleur indigène montre des dents blanches qui rappellent les dents de la panthère, et nous regarde avec des yeux où l'on sent le silencieux courage de la bête mortellement frappée. Du reste, on comprend que l'on est bien au milieu de soldats : point de cris, point de soupirs. La mort commencera son appel quand elle voudra dans ce lugubre dortoir; tous lui répondront avec le même calme. Aussi cette ambulance ne m'a-t-elle pas inspiré les pensées qu'une gémissante philosophie exprime souvent à propos des champs de bataille. Je n'ai vu là qu'un grand spectacle après tout, celui d'âmes fort tranquillement assises sur les débris de leurs corps.

Je devais voir un spectacle encore plus grand. En sortant de cet hospice improvisé, je montai sur une terrasse qui conduisait à des chambres où pénétrait un peu de l'air et de la lumière du désert. Une de ces chambres était occupée par le général Bouscaren. C'é-

tait, comme tous les appartemens mauresques, une pièce étroite et longue. Un rideau la séparait en deux parties. Derrière ce rideau, entr'ouvert au moment où j'entrai, était un lit large et carré, recouvert de tapis orientaux, qui ressemblait aux lits du moyen âge. Sur cette couche se tenait, tel que l'avaient fait déjà les approches de la mort, celui que j'allais visiter. Le général Bouscaren était enveloppé dans un caban rouge, à broderies d'or, souvenir de l'époque où il commandait ce régiment qu'il aimait comme le prince de Ligne aimait ses trabans, — le 3e spahis. Ses lèvres pressaient le bout d'une pipe turque, qui l'avait accompagné dans bien des expéditions. Son regard, qui était fixé droit devant lui, comme s'il eût aperçu déjà le but inconnu vers lequel allait se diriger son âme intrépide, s'anima d'un éclair de joie, lorsque je parus. Tous ceux que nous voyons arriver tout à coup à des heures suprêmes semblent avoir reçu une mission particulière de la Providence auprès de nous. « Soyez le bienvenu, » me dit-il en me tendant la main, et je m'assis au pied de son lit. Je craignais la fatigue que causent aux blessés tous les épanchemens du cœur, et je désirais pourtant l'entendre parler. Je le laissai me raconter lui-même ce qu'on m'avait raconté la veille, la manière dont il avait été frappé, ses héroïques regrets en tombant au début de l'assaut, l'élan de religieux enthousiasme qui avait saisi la troupe à l'aspect de sa civière, le cri qui l'avait salué et la parole toute rayonnante d'un patriotisme ardent comme la poudre, sacré comme la mort et le sang, que cette acclamation lui avait arrachée. Il repassa dans sa mémoire tous les hommages qui depuis quelques jours s'adressaient à son lit de douleur comme à un trône, toutes les marques de chaude et vraie sympathie que chacun donnait à une carrière où la vertu militaire avait eu constamment un de ses plus purs, un de ses plus éclatans foyers; puis d'une voix émue : « Je paierai bien peu, me dit-il, de pareilles joies en les payant de ma vie. »

Il avait parlé longtemps, il s'arrêta. Sa pipe était éteinte, il en demanda une autre et voulut me faire fumer aussi. Quand nous fûmes enveloppés tous deux dans la tiède fumée des chibouques, il se rappela son salon de Constantine, où souvent j'étais allé deviser avec lui. Il reprit en souriant quelques-uns des propos qui nous étaient le plus familiers; il me nomma des gens que nous aimions et des lieux qui nous étaient chers. Il me fit un éloge passionné de cette Afrique où il allait mourir. Cette terre, où il avait toujours suivi le drapeau de la France, était devenue pour lui une véritable patrie. Il l'aimait de toute la chaleur du sang qu'il y avait versé. « Si je dois rester en ce monde, » dit-il, — c'est le seul mouvement d'espoir que j'aie entrevu dans son esprit, — « je veux revoir les eaux de Mamescoutin. » Puis, comme s'il eût regretté ce fugitif élan de désir terrestre,

après un instant de silence, il reprit d'une voix ferme : « Mais ma vie a été tout ce qu'elle devait être, et je suis prêt à mourir ici. »

Au bout de sa chambre était pratiquée une fenêtre d'où l'œil découvrait un paysage qui est lié pour moi intimement aux derniers souvenirs de cette vie. Je me rappelle surtout un palmier qui se dessinait sur le ciel, mystérieux, solitaire, semblable à un arbre sauvé de la ruine du paradis terrestre. L'horizon de l'étrange tableau que cette étroite fenêtre encadrait m'apparaissait dans un lointain infini; il se perdait dans cette partie du désert qui à certaines heures prend l'aspect d'une mer aux ondes dorées. Depuis quelques instans, pendant que le général me parlait, mes regards étaient attirés par ces éblouissantes images, et j'étais saisi d'une émotion que je n'ai pas l'espoir d'exprimer, mais que je suis sûr de faire comprendre. Je cherchais à recueillir pour toujours dans ma pensée tous les détails de cette scène, cette chambre bizarre ayant à ses deux extrémités les deux plus grands spectacles du monde : ce lit où mourait un héros, et cette fenêtre où se montrait l'apparition lumineuse d'une nature inconnue. Jamais je n'avais senti plus vivement, à une même heure, la double présence sur cette terre de l'âme divine et de l'âme humaine. Je quittai le général Bouscaren avec un sentiment de tristesse profonde, mais mêlée cependant de consolation puissante et sereine. Ce mystère de la mort, que si souvent j'ai vu environné d'ombres sinistres, me paraissait transparent cette fois comme le ciel sous lequel il s'accomplissait.

Je revins seul au camp, et je m'engageai, en sortant de Lagouath, dans les jardins qui environnent la ville. On sentait que la guerre avait passé dans ces verdoyantes enceintes. De temps en temps, mon cheval était obligé de franchir le tronc d'un palmier gisant sur le sol comme la colonne d'un temple abattu. Cependant ces lieux avaient gardé quelque chose de frais, de doux, de paré, une secrète magie d'oasis qui se mêlait étrangement au deuil dont ils étaient voilés. Quelques cadavres qui n'avaient point pu être ensevelis encore reposaient sur une herbe brillante, parmi des plantes en fleurs. Parfois, dans ces instans où l'on demande à son âme un redoublement d'attention, à ses sens un redoublement d'énergie, comme si l'on espérait percevoir quelque forme ou quelque son du monde invisible, j'entendais dans un coin obscur le monotone murmure d'une source. Jamais je n'ai connu de jardins plus propices à la rêverie que les jardins de Lagouath, surtout au moment où je les ai visités. J'aurais voulu y rester de longues heures, car il me semblait toujours que j'allais y apprendre quelque secret. Tant de puissances étaient réunies là : les enchantemens de la nature, les formidables souvenirs de la guerre, l'attrait du gazon et des arbres, la pensée des morts. Près

de cette solitude si peuplée, une autre solitude allait m'apporter une nouvelle sorte d'émotions.

Les jardins de Lagouath étaient séparés de notre camp par les sables du désert. En les quittant, on pouvait, grâce aux inégalités du sol, pour peu qu'on s'écartât de sa route, se placer de manière à ce que nos tentes disparussent derrière des mamelons. C'est ce que je me complus à faire. Après quelques instans de galop, je me trouvai en pleine aridité, en plein silence, seul entre un ciel et une terre qui luttaient de morne étendue. Je sentis au cœur des frémissemens de joie, car évidemment cette terre est une geôle, nous sommes les fils des libres espaces, et les océans d'eau ou de sable nous attendrissent, parce qu'ils nous rappellent notre patrie.

Quelques jours après cette visite aux blessés de Lagouath, j'étais de nouveau en route. Un matin, avant la première halte, au moment où, le corps affaissé sur son cheval, on poursuit les songes de la nuit, un courrier vint à nous et tira un billet de son bernous. On nous apprenait que le général Bouscaren était mort. Pendant une opération chirurgicale, son âme avait quitté l'asile de douleur où Dieu ne voulait plus la faire vivre. Notre route fut interrompue, et puis silencieusement reprise. Je repassais dans ma mémoire les paroles que j'ai répétées, bien d'autres qui resteront enfouies au fond de moi, et tant de choses qui n'appartiennent qu'à la pensée, qui défient le plus subtil langage, un regard, un son de voix, ces jeux de la lumière spirituelle sur nos traits qu'on appelle les expressions du visage. Je me disais en contemplant avec un esprit en même temps ému et apaisé les magnificences dont j'étais alors environné : « Il voit celui dont il nous est permis uniquement en ce monde de baiser le glorieux manteau. »

L'épisode le plus intéressant de notre retour fut notre visite à Aïn-Maidi. A sept ou huit lieues de Lagouath, en s'enfonçant dans le désert, vers l'ouest, on rencontre une ville entourée d'une muraille dentelée comme les murailles du moyen âge : c'est Aïn-Maidi. Aucun jardin n'environne cet amas de maisons. Sous ces pierres sont blottis des hommes qui vivent comme des lézards, sans végétation, sans eau, se baignant dans l'éternelle lumière du soleil. Il pouvait être onze heures quand la petite colonne dont je faisais partie arriva aux portes de cette étrange cité. Nous n'étions pas encore descendus de cheval, qu'une longue procession de personnages en bernous blanc accourait à notre rencontre. C'étaient les notables du lieu qui venaient nous saluer, ayant à leur tête leur chef, le marabout Tagini. Aujourd'hui Tagini est mort: le tribunal mystérieux de l'autre monde avait porté contre lui un décret qui a eu son exécution. C'était alors un être plein de vie. Je ne saurais mieux le comparer qu'à un de ces moines

qui allumèrent les implacables colères des réformateurs du XVIe siècle. Seulement c'était un moine comme ceux dont parle Mme de Sévigné, qui pouvaient se passer de soutane pour dire la messe. Il était à peu près nègre. Du reste, il ne lui manquait aucun des traits que Walter Scott a illustrés dans sa création de frère Tuck. Il avait le ventre rebondi, les lèvres sensuelles; il semblait ne connaître qu'un seul souci, celui des joies terrestres. Tagini était cependant un homme renommé par sa piété. Ses richesses, que maintenant des héritiers se sont partagées, étaient dues aux continuelles offrandes qu'il recevait de tous les croyans du désert. Je ne sais trop par quel moyen il était parvenu à maintenir sa productive popularité. Ce n'était point à coup sûr par des prédications belliqueuses. Il ne jugeait point la guerre comme Mahomet : il la considérait comme un jeu dangereux, dont on ne saurait trop s'abstenir. Les cris d'enthousiasme et de désespoir poussés récemment encore si près de lui n'avaient éveillé dans son âme aucun écho. C'était le sourire sur les lèvres qu'il s'offrait aux vainqueurs de Lagouath. Il avait seul profité de sa prudence. Son peuple était dans le plus misérable état : sa maison élégante et spacieuse dominait des huttes délabrées où notre intelligence se refusait à placer des existences humaines. Chacun de nous eut la même impression. A coup sûr, il y avait là quelque secret d'iniquité. Je dois rendre cependant cette justice à Tagini, qu'il nous donna le plus succulent des déjeuners.

J'étais resté un peu en arrière pour m'occuper de mes chevaux : le général que j'accompagnais et tout son état-major étaient entrés déjà dans Ain-Maidi. Je pénètre à mon tour dans la ville, et l'on m'indique la demeure du marabout. Je m'engage dans des escaliers obscurs, aux lignes abruptes, et tout à coup je débouche dans une pièce qui était faite pour frapper la plus insensible des imaginations. C'était une sorte de galerie dont les ornemens rappelaient tous les âges, tous les goûts et tous les pays. Quelques grandes armoires coloriées, ressemblant à des meubles du temps de Louis XV, garnissaient un côté de la pièce. De l'autre côté, c'était une pendule gigantesque qui me fit songer, par ses formes primitives, au présent que Charlemagne reçut d'Aroun-al-Raschid. Des armes curieuses, de volumineux manuscrits, se montraient çà et là; enfin, dans un coin de cette chambre, près d'un rideau à demi soulevé qui laissait entrevoir un immense lit, se dressait un petit meuble d'un exécrable style, appartenant aux créations les plus modernes et les plus vulgaires de l'ébénisterie parisienne. Cette réunion d'objets disparates était éclairée par une fenêtre donnant sur le désert. Jamais la vie ne m'avait semblé affecter davantage l'aspect des songes.

Le logis renfermait des hôtes tout à fait en accord avec ses meu-

bles. Sur un tapis paré de ces éclatantes couleurs qu'on ne trouve qu'au pays de la lumière, le général Rivet était couché à côté de Tagini. Tout autour de l'appartement se tenaient assis ou accroupis, pour mieux dire, des officiers français à qui des serviteurs arabes offraient d'innombrables tasses de thé et de café. C'est du thé surtout que j'ai conservé la mémoire. Une sorte d'échanson coiffé d'un turban blanc et vêtu d'une tunique rouge-pâle me présentait à chaque instant une nouvelle coupe de ce breuvage, et semblait éprouver une indignation mêlée de tristesse, si je me refusais à vider son calice. Je me résignais, et je crois pourtant qu'il me faisait avaler un philtre diabolique, car je n'ai jamais bu un thé qui m'ait paru d'une fabrication plus compliquée; des plantes de toute nature confondaient leurs aromes dans cette bizarre décoction. Mais on devait bientôt nous servir une série de plats propres à faire disparaître de nos gosiers la plus violente espèce de goûts. La cuisine indienne ne peut pas renfermer plus d'élémens incendiaires que n'en avait entassés dans ses mets le maître d'hôtel du marabout. L'eau qu'on nous présentait dans des tasses d'argent à fleurs ciselées, ou dans des carafes de cristal au col élancé et délicat, ne suffisait pas à éteindre la soif inextinguible dont nous étions dévorés, et cependant nous ne pouvions nous rassasier de ces brûlans ragoûts. On aura beau faire, *Manon Lescaut* nous plaira toujours mille fois plus que *Paul et Virginie*. Il y a dans les choses ardentes une attraction qu'il faut se résigner à subir. Il n'est pas un de nous que n'ait séduit la cuisine passionnée de Tagini.

Quand le repas fut fini, notre hôte se leva et se fit apporter de merveilleux tissus qu'il déroula complaisamment devant nous : c'étaient des tapis qu'il offrait au général Rivet. Il accompagna son présent de ces paroles où se déploie dans toute sa grâce la politesse arabe. Il parla de sa tendresse pour ses hôtes, de son amour pour la France, de son désir d'avoir encore un jour le bonheur de nous posséder dans son logis. Nous ne reverrons plus maintenant cette créature humaine avec qui nous avons échangé d'affectueux sourires, et je dois dire que cette pensée ne m'inspire pas une bien profonde mélancolie. J'aime assez à voir procéder la vie comme les drames de Shakspeare. A côté de ces personnages dont le rôle, si long qu'il soit, ne me lassera jamais, je ne hais point ces personnages épisodiques qui disent quelques mots et se retirent. Je suis fort content d'avoir vu et très résigné à ne plus revoir le marabout d'Aïn-Maidi.

Malgré le soleil, qui dardait sur nos cervelles ses traits les plus enflammés, je voulus, avant de me mettre en route, visiter la ville où le hasard des voyages m'avait conduit. Je me promenai dans des rues désertes bordées de maisons presque aussi ruinées que celles

de Lagouath. Aïn-Maidi a été prise autrefois par Abd-el-Kader, et ne s'est pas relevée des coups que l'émir lui a portés. Cependant des hommes naissent et meurent dans ces trous embrasés où le ciel n'envoie pas assez d'air pour faire vivre un liseron ou une marguerite. A certaine heure, des fusils pourraient encore sortir de ces décombres; il y a des gens pour qui cet îlot de pierres blanches perdu dans un océan de sables est une patrie.

Douze jours après notre pèlerinage d'Aïn-Maidi, nous rentrions dans le Tell. Nous retrouvions les rivières, les ombrages, le pays qu'habitent les esprits de la terre. Nos dernières journées de désert furent consacrées à la chasse aux gazelles. C'est un grand plaisir de lancer les chevaux dans des courses éperdues, à la poursuite de ces êtres aériens qui semblent possédés par des âmes de fée. La chair des gazelles est excellente, et les Arabes prétendent qu'elle fait rêver. Peut-être ont-ils raison : ces charmantes bêtes ont des yeux pleins de mystères comme les songes. Il est fâcheux qu'elles éveillent dans les cœurs le démon de la chasse, car il y a quelque chose qui s'afflige en nous quand ces tendres regards s'éteignent, quand le sang coule de ces corps gracieux et légers.

Dans le Tell, plus de gazelles, plus de chameaux, plus d'espaces démesurés et de courses sans frein; on rentre dans le domaine ordinaire de la vie. Cependant, même après les enchantemens du désert, je vis avec bonheur les attraits de certains paysages. Cette forêt de cèdres qui entoure Teniet-el-Had était parée, au moment où je la traversai, d'un charme incroyable de printemps. Nous étions aux derniers jours de décembre, et un ciel bleu, illuminé d'un sourire clément, se montrait à travers la chevelure des arbres. Je me rappelle l'ombre de mon cheval se projetant sur un sentier couvert d'un voluptueux gazon : je songeais à ces scènes moscovites de notre campagne à son début, à cette neige meurtrière comme du plomb, à ces nuages lugubres comme des suaires, à ces vents furieux, à cette terre glacée, et je me sentais pénétré de reconnaissance pour celui qui nous avait rendu cette lumière, cette fraîcheur, toutes les douces merveilles de cet Éden.

Le 1er janvier commença pour nous au camp. Ce fut au bivouac que notre petite troupe fêta les premières heures de la nouvelle année. Le soir, après une longue journée de marche, nous sentions la brise de la mer et nous apercevions une ville, une vraie ville, d'où sortait un bruit de voitures, où rayonnaient des lumières, où circulait la vie européenne : nous voyions apparaître Alger. Peut-être aurais-je mieux aimé une autre apparition en revenant de Lagouath; mais il ne faut pas médire d'Alger dans l'armée d'Afrique, car ces lieux, où plusieurs générations françaises se sont déjà suc-

cédé, renferment pour nombre de gens aujourd'hui les souvenirs, les illusions, les tendresses, tout ce qui compose enfin le vrai trésor des grandes cités.

III.

Je devais du reste revoir la France. Je retrouvai Paris dans sa floraison de tous les hivers. Je découvris à cette passion de ma jeunesse, à cette reine de mes souvenirs mille charmes secrets et nouveaux : rien d'étonnant à cela. René lui-même eût déposé dans cette ville, qu'il a si durement traitée, l'éternel fardeau de son ennui, si, au lieu de ces courses désordonnées à travers ce monde, il eût fait quelques campagnes régulières dans les rangs d'un honnête régiment. Toutefois, après quelques semaines données au foyer, je repris d'un cœur résigné le chemin de l'Afrique. Si Paris est le pays de l'hiver, l'Afrique est le pays du printemps. La guerre y renaît avec la verdure. « La riante aurore est déjà debout sur la cime des montagnes, » dit Shakspeare dans son *Roméo*. Mettez la guerre à la place de l'aurore, et vous aurez une phrase que tous les printemps on peut répéter en Algérie. C'était bien dans les montagnes que nos armes devaient se porter; seulement, au lieu de nous diriger vers ce qu'on appelle la Grande-Kabylie, nous allions chez des tribus qui pour la plupart n'avaient pas encore aperçu l'uniforme français. Peu m'importe, je l'avoue, l'endroit où l'on me conduit. Je me mis en route avec bonheur, persuadé qu'on ne peut faire qu'un noble et profitable voyage, quand on marche en compagnie de notre drapeau.

Ce fut le 1er mai que je m'acheminai vers Sétif, où le gouverneur avait fixé la réunion des troupes expéditionnaires. Le général Randon et une partie de son état-major devaient s'embarquer et gagner Sétif par Bougie. Quelques officiers, entre lesquels j'étais, avaient reçu l'ordre de prendre la route de terre avec les chevaux et les bagages. Je ne hais point ces sortes de corvées. Au début des expéditions surtout, il n'est pas de route qui ne soit joyeuse. Je partis donc, aussi content à peu près qu'on puisse l'être en ce monde. J'avais d'aimables compagnons et un ciel propice, mes chevaux étaient en bonne santé. J'étais pénétré de cette pensée, que je savourais une heure agréable de ma vie. Dès le soir, nous couchions sous la tente. Quant on se met en route, il faut dire adieu aux toits le plus tôt possible; c'est, du reste, ce que l'on a hâte de faire. La tente est certainement un des asiles les plus commodes et les plus naturels de l'homme; elle n'insulte point par sa durée à la brièveté de nos jours; elle est en harmonie avec ce que nos destins ont d'errant et de passager; elle ne nous prêche pas, comme les lourdes demeures bâties

à chaux et à mortier, une morale sédentaire. Libre, voyageuse, guerrière, elle vous dit : « Pars, je te suis. »

Notre premier bivouac fut à Larba, qui est un riant village européen construit au pied de hautes et graves montagnes. L'emplacement où s'élevèrent nos tentes est une sorte de prairie que parfumaient çà et là quelques bouquets de fleurs printanières. Le 1er mai était un dimanche. Des colons vêtus de leurs plus beaux habits passaient à quelques pas de nous sur la route. Des cris d'enfans et des chants de buveurs arrivaient à nos oreilles. Une journée qui avait été brûlante touchait à son terme. J'écoutais ces bruits tout en regardant un soleil qui se retirait pour laisser régner à sa place une charmante nuit que, depuis la prairie jusqu'aux montagnes, toute la nature semblait saluer comme une aimable souveraine. Peut-être une légère mélancolie m'aurait-elle envahi sans l'heure du dîner qui réunit autour d'une table d'auberge une des meilleures compagnies où je me sois jamais trouvé. Quelques-uns de ces officiers étrangers, qui viennent tous les ans nous demander l'hospitalité du bivouac, s'étaient joints à nous et mêlaient à notre gaieté l'enjouement plus contenu de leur pays. Notre repas se prolongea sans que l'ennui vînt un seul instant effaroucher les légères pensées qui voltigeaient à travers la fumée de nos pipes. Vers dix heures, nous rentrions sous la tente, et le lendemain, aux premières lueurs du jour, nous poursuivions notre route.

Jusqu'à Aumale, ce fut une série de gracieux paysages. Nous cheminions sur des crêtes d'où par momens nous apercevions Alger, qui semblait nous poursuivre de sa blanche apparition. A Aumale, nos plaisirs devaient changer de nature. La campagne dépouillée qui entoure cette ville aux maisons uniformes et correctement alignées rappelle certaines parties fort durement qualifiées de la Champagne bien plutôt que les merveilles du Sahara. Elle ne dit rien à l'imagination; mais là où se taisait le langage qui jusqu'alors nous avait charmés, nous allions entendre de nouveaux accens. Nous devions rencontrer à Aumale un de ces régimens que nous avions hâte de joindre. Depuis deux jours, le 11e léger, commandé par le colonel Thomas, était campé dans ces lieux, où notre course allait prendre avec l'allure de l'expédition son véritable caractère.

Je ne puis pas dire avec quel plaisir j'entendis la marche du 11e léger le jour où je quittai Aumale. On avait abattu les tentes à trois heures et demie du matin; on se mettait en route avant même que l'aurore eût achevé sa riante toilette. Un air un peu vif, un vent presque piquant aiguillonnaient dans notre cervelle la troupe allègre des pensées matinales. Rien ne pouvait mieux répondre aux mouvemens joyeux de nos cœurs que le bruit de fanfares et de tambours

qui accompagnait notre départ. Puis je me sentais avec bonheur repris par le charme, je pourrais presque dire par l'empire de la musique militaire : ces instrumens de cuivre et de peau, qui nous font éprouver en tout temps des frémissemens si étranges, deviennent en campagne les régulateurs et comme les maîtres de notre vie. Le matin, c'est la diane qui fait entendre le déluge de ses sons précipités; le soir, c'est la retraite qui nous annonce un repos dont la vigilance ne doit pas être bannie, par une cadence adoucie, mais toujours animée et fière. Ces voix semblent celles des génies mâles et bienfaisans du bivouac; elles ont des consolations toutes puissantes sans pernicieux attendrissemens; elles nous disposent aux devoirs qu'elles nous dictent; elles rendent attrayantes toutes les routes où elles nous poussent. Je saluai donc d'une âme affectueuse ces accens bien connus auxquels j'ai promis une obéissance qui, je l'espère, ne me coûtera jamais.

Notre marche se passa sans incidens; nous traversions un pays que nos colonnes avaient souvent sillonné. J'eus le regret d'apercevoir dans le lointain seulement le formidable passage des Portes-de-Fer. J'aurais aimé m'engager dans ces défilés où notre armée se jeta hardiment aux premières années de notre conquête. Je m'arrêtai un instant sur une hauteur pour les contempler. Je me consolai en pensant que nous aussi nous allions, comme nos devanciers, parcourir des montagnes inconnues. Je songeais que j'étais encore entre les privilégiés, car dans peu il n'y aura plus d'espace blanc sur les cartes que nous traçons chaque année de nos possessions africaines. L'Algérie nous aura dit tous ses secrets. Malgré mon horreur pour les itinéraires en pays connus, je ne veux point cependant passer sous silence, avant notre arrivée à Bordj-Bou-Areridj, notre bivouac de Mansoura.

Je crois d'ailleurs que Mansoura peut avoir encore, pour nombre de gens, le mérite de la nouveauté. Il y a dans ce site un grand charme de fraîcheur et de verdure. L'emplacement de nos tentes était un véritable jardin qui semblait disposé pour une fête champêtre. Aussi le colonel du 11e léger eut-il la pensée toute française de donner dans ces lieux une soirée que peu de *raouts* militaires surpasseront certainement en piquante originalité. Des lanternes en papier de couleur, qui rappelaient les illuminations parisiennes, avaient été suspendues à des branches d'arbres dans une vaste clairière où des bols de punch flamboyaient au milieu d'un cercle d'officiers. Je crois qu'Hoffmann lui-même eût préféré notre punch à celui qu'il prenait tous les soirs en compagnie des frères Sérapion. Je ne veux médire de rien cependant, car c'est bien au domaine de la poésie qu'on peut appliquer les paroles du Christ à propos d'un autre

domaine : « Il y a plus d'une demeure dans la maison de mon père. » A coup sûr, toutefois, cette grande chambre que j'ai bien souvent entrevue dans ma pensée, où le violon de maître Kreissler était suspendu entre une chauve-souris et une pipe, où dans un coin obscur quelque clavecin effleuré par des doigts distraits résonnait d'une mélodie de Palestrina, la chambre de *Don Juan*, du *Petit Zacharie* et du *Chat Murr*, n'était pas un meilleur théâtre pour les songeries que ce bosquet éclairé par les étoiles d'un ciel africain, où des hommes séparés de leur patrie buvaient aux belliqueuses aventures.

Un personnage, entre autres, donnait au punch de Mansoura un caractère tout particulier : c'était un caïd du voisinage que le colonel Thomas avait convié. Peu à peu ce magistrat kabyle s'était engagé dans les régions de l'ivresse. Il avait oublié le prophète d'abord en vidant un premier verre de punch, puis toute la race des croyans en remplissant son verre de nouveau pour le vider encore. Il ne voyait plus que des Français dans l'univers; il l'affirmait à un capitaine de voltigeurs en mettant sa main sur sa poitrine. Cette bizarre figure me rappela je ne sais quel opéra bouffe dont les notes moqueuses et touchantes pourtant se mirent à voltiger, pour moi, entre les branches des arbres, sur le vent de la nuit.

Ce vent, je ne veux pas l'oublier du reste, puisqu'il vient de revenir à ma pensée. Des souffles qui d'abord avaient été caressans devinrent violens et oppresseurs. Quand, la soirée finie, chacun se fut retiré sous sa tente, notre camp fut assailli par une vraie tempête. Les frêles abris dont je faisais tout à l'heure l'éloge furent renversés. Ma demeure, à laquelle je sus gré de ne pas être en pierre, s'abattit une des premières, et, pour me servir d'une bien simple expression qui m'a toujours semblé charmante, je me trouvai à la belle étoile. Ce fut le regard fixé sur cette belle étoile que je m'endormis, après avoir mis sous ma tête l'oreiller de Jacob, c'est-à-dire un énorme caillou. Je crois cet oreiller béni, car mon sommeil ne se dissipa qu'aux accens de la diane. Je me séparai de mon honnête couche avec une certaine mélancolie; je souhaite à d'autres d'y trouver la paix que Dieu m'y a accordée cette nuit-là.

En quittant Mansoura, nous nous engageons dans la Medjana, immense plaine que sillonnaient autrefois des partis nombreux de cavaliers. Un soir, vers trois heures, nous arrivons à Bordj-bou-Areridj. Là s'élèvent quelques maisons isolées qu'entourent de vastes horizons. Une sorte de forteresse rappelle les châteaux du moyen âge: c'est la demeure du colonel D'Argent. Voilà je ne sais combien d'années que cet intelligent et intrépide officier est confiné dans cette solitude. Il ne connaît pas l'ennui. Le mot de César aurait fait fortune dans l'armée d'Afrique. On y aime avant tout le commande-

ment, puis on y est subjugué, sans même s'en apercevoir, par le charme d'une vie mêlée d'un repos infini et d'une ardente activité. Dans une de ses poétiques comédies, Alfred de Musset parle d'une coupe avide que l'homme tend sans cesse à la nature, et que la nature, dit-il, ne parvient pas à remplir. Le ciel d'Afrique verse dans cette coupe le plus précieux des philtres, il y fait couler l'oubli. D'abord dans ces lumineux lointains qui charment et fatiguent la vue, on cherche l'image de la patrie, on croit voir des formes connues, des fantômes adorés; peu à peu on n'y voit plus rien que ces vagues attraits dont se revêt pour nous à certaines heures le ciel de tous les pays. On s'abandonne à une existence pleine en même temps de monotonie et d'imprévu. Quand tout à coup des cheveux blancs et des rides vous avertissent que dans ces lieux où vous ne vous êtes pas senti vivre, vous avez laissé nombre de vos jours, vous croyez avoir dormi d'un sommeil magique. Bordj-bou-Areridj a été un de ces points du sol africain d'où il m'a semblé que ma tente se détachait avec le plus de peine. J'ai été heureux cependant quand j'ai aperçu les murs de Sétif.

Toutes les troupes expéditionnaires y étaient rassemblées. L'armée devait se diviser en deux corps conduits, sous les ordres du gouverneur, l'un par le général Bosquet, l'autre par le général Mac-Mahon. Ces deux corps étaient réunis devant Sétif; ils occupaient un camp rempli d'espace, où les bataillons pouvaient manœuvrer, et où les chevaux pouvaient fournir de longues courses. A une des extrémités de notre horizon, nous apercevions les montagnes que nous devions parcourir, ces sommets abrupts des Babors, qui semblaient des régions inhumaines où les aigles, les vents et les nuages, pouvaient seuls errer. Sétif, qui longeait une des faces de notre camp, est une ville d'une construction toute moderne et toute française, mais où s'élèvent quelques ruines romaines d'une incontestable grandeur. Ainsi, près d'une porte, on aperçoit une de ces tours carrées qui font rêver des siéges antiques, des machines de guerre, des échelles pliant sous les soldats, de ces combats où les âmes et les corps faisaient, avant l'invention de la poudre, des efforts si désespérés. Un jardin situé à l'entrée de la ville est devenu un véritable musée. On a disposé entre des arbres tous les objets que d'habitude nous voyons dans d'obscures galeries, ces pierres, ces bas-reliefs, ces colonnes dont les antiquaires se servent pour reconstruire, en leurs savantes rêveries, les mondes disparus. Je n'ai aperçu du reste ce musée que de loin; je ne l'ai pas visité, quoique son aspect pittoresque, sa physionomie pensive m'eussent prévenu en sa faveur; mais je ne sais pourquoi la science me glace. Dès que je découvre quelque part ses traces, je m'enfuis. Une étiquette me gâte la plus odorante et la plus

éclatante des fleurs. Je ne défends pas cet instinct: je me contente de m'y livrer.

Je ne crois pas que Sétif soit d'habitude le séjour de la gaieté: mais le camp y faisait circuler une vie dont toutes ses rues, toutes ses maisons étaient animées. Les cabarets y regorgeaient de buveurs: les marchandes de tabac y débitaient derrière leurs comptoirs toutes leurs provisions d'œillades et de cigares. Les plus chétifs restaurans renfermaient autant de tables que Véfour ou le Café de Paris. Au milieu de cette joyeuse agitation, de cette foule, de ce bruit, flottait je ne sais quoi qui sentait la guerre. Des soldats du train passaient escortant des caisses à cartouches, des Arabes chevauchaient en attirail d'expédition, leurs fusils en travers de leurs selles. Il y eut une heure surtout où ce sentiment de la lutte prochaine me monta au cœur comme un parfum de printemps. Je songeai à d'autres combats que je ne pourrai jamais me résoudre à haïr, malgré ce qu'ils avaient de douloureux et de sinistre, parce qu'ils resteront mêlés en définitive aux plus vifs souvenirs de ma jeunesse. J'ai respiré dans les rues de Paris, j'ai senti sur la dalle des quais, entre les arbres des boulevards, cette sorte d'émanation belliqueuse qui s'échappe des lieux où vont se déchaîner les énergiques instincts des âmes humaines. Je retrouvais cette odeur avec joie.

On s'amusait à Sétif comme s'amuse une armée qui entre en campagne. On n'y traitait avec superbe aucun plaisir, on y fêtait tout ce qui hâte la marche des heures. Outre les cigares, le vin et l'absinthe, Sétif nous offrit un théâtre, où, pour ma part, j'ai passé de gais et rapides momens. Les acteurs de ce théâtre étaient des *zéphyrs*. Je n'ai pas besoin, j'espère, de décrire l'espèce de gens que ce nom désigne. Je crois que les zéphyrs sont connus depuis longtemps en France. Ce sont des soldats dont on a peut-être un peu trop exalté l'humeur excentrique et les allures bohémiennes. Ces hommes, que la loi militaire a l'intention de punir, trouvent le moyen de transformer une vie d'expiation en vie d'une folle insouciance. On les appelle indifféremment les *zéphyrs* ou les *joyeux*. Ce dernier nom est même celui qui maintenant sert le plus souvent à les désigner. En dépit d'une série tout entière de vieilles et banales maximes, qui attribuent une particulière énergie aux cœurs où le vice prend ses ébats, je préférerai toujours aux zéphyrs, quand il s'agira d'aller au feu, ceux de nos soldats que l'honneur n'a jamais rayés de sa noblesse: mais je ne puis nier qu'ils n'aient parfois une verve amusante et que leur entrain même ne rende des services, car, ainsi que je l'ai entendu répéter souvent à un des généraux les plus expérimentés de l'armée d'Afrique, la gaieté est un élément essentiel de l'existence militaire.

Quoi qu'il en soit, les zéphyrs nous donnaient la comédie à Sétif. Le théâtre n'avait pas trop un air de grange. C'était une pièce assez vaste, avec un parterre, une galerie et deux loges d'avant-scène. Toutes ces places étaient occupées d'habitude par des soldats et des officiers, excepté les loges, où je me rappelle avoir vu un soir deux femmes en toilette parisienne, qui un instant emportèrent ma pensée dans de bien lointains pays. Les pièces qu'on nous donna appartenaient pour la plupart au répertoire du Palais-Royal. Elles étaient vraiment jouées avec beaucoup d'entrain, de bonne humeur et de malicieux esprit. Le jeune premier, qui s'occupait, je crois, d'art culinaire pendant le jour, avait de la sensibilité, de la grâce, et portait fort bien la perruque poudrée. Les comiques avaient toutes sortes d'expressions imprévues, de grimaces triomphantes, qui auraient été de l'effet le plus divertissant sur nos meilleures scènes. Les femmes n'étaient pas nombreuses. C'étaient deux aimables personnes fort connues de l'armée d'Afrique, qu'elles avaient visitée dans ses postes les plus isolés. Une de ces méritantes *gitanas* avait de jolis yeux, une voix agréable, et, en dépit de l'ardente contrée où s'était promenée sa jeunesse, une apparence de fraîcheur. Toute cette troupe déployait un zèle dont il aurait été bien injuste de ne pas lui savoir gré. Puis, ce qui devait nous rendre avant tout indulgens pour ce théâtre, c'est qu'il nous rappelait la patrie. Ces airs de vaudeville étaient écoutés par le public de Sétif avec le cœur bien plus qu'avec les oreilles. De là le plaisir qu'ils m'ont causé, de là le souvenir que je leur consacrerais même dans des pages qui n'auraient pas la familiarité de ce récit; car, suivant moi, tout ce que n'a point dédaigné le cœur a le droit de dire à la pensée : « Cherche à me sauver de l'oubli. »

Il y avait huit jours à peine que le camp de Sétif était formé quand le gouverneur vint prendre le commandement des troupes. Le général Randon arriva par une radieuse matinée, et je crois vraiment pouvoir dire, sans tomber dans un style officiel qui ne serait guère à sa place ici, que soldats et colons lui firent un accueil dont il dut être profondément touché. Il y a des popularités semblables au trésor que Dieu permet quelquefois à l'honnête homme d'amasser : elles ont été lentes à se construire, mais il arrive une heure où elles se montrent dans un éclat qui est salué de tous, parce que chacun sait de quels élémens elles sont composées. Le général Randon jouit en Afrique d'une popularité de cette nature. Le hasard n'a point dirigé l'affection qui s'est attachée à lui. Le pays qu'il gouverne maintenant l'a vu suivre une loi invariable dans des situations qui ont changé. Cette vie consacrée au devoir a éveillé dans l'âme des populations de l'Algérie un sentiment de sérieuse sympathie dont le

gouverneur trouvait l'expression sur tous les visages qu'il rencontrait.

Avant son entrée à Sétif, sa venue avait été célébrée par une des plus éclatantes *fantasias* que j'aie encore vues. J'ai assisté à un bien grand nombre de ces fêtes sans en être fatigué, car on ne se fatigue pas de la poudre et des chevaux, mais je puis dire que j'ai perdu depuis longtemps l'habitude d'en être ému : eh bien! je me sentis remué par la *fantasia* de Sétif. Tout ce que la province de Constantine renferme de plus hardis et de plus brillans cavaliers était là. Cette race guerrière des Mokrani, à qui les traditions assignent une héroïque et romanesque origine, avait voulu se produire dans toute sa magnificence. On voyait, comme aux courses d'Alger, les selles étincelantes, les caparaçons aux riches couleurs, les splendides costumes faisant des apparitions subites sous les bernous qu'agite le vent; seulement, par un effet de l'imagination peut-être, tout cela avait, sur le plateau de Sétif, un aspect plus imposant que sur le terrain de Mustapha. On sentait un autre appareil que celui des carrousels; puis le théâtre de ces pompes n'était plus le même : il n'y avait là ni arène ni spectateurs, mais un pays sur lequel planait la guerre, et des hommes prêts au combat.

Le gouverneur employa les rapides journées qu'il passa sous les murs de Sétif à préparer ses opérations militaires et à inspecter ses troupes. On peut dire que le camp offrait une admirable réunion de toutes les armes. Les trois régimens de zouaves avaient là leurs colonels et leurs drapeaux. A cette vaillante infanterie, où sont en vigueur toutes les traditions de la guerre africaine, se joignaient des régimens de ligne éprouvés déjà par plus d'un combat, par de rudes travaux, par de longues marches, et un bataillon de tirailleurs indigènes, le bataillon de Constantine, où l'on retrouvait, sous des traits étrangers d'une originalité piquante et vive, le courage, l'entrain, la discipline de nos soldats. La cavalerie, moins nombreuse que les autres corps, parce que l'expédition devait se passer tout entière dans les montagnes, était représentée par deux escadrons de chasseurs d'Afrique et un escadron de spahis, sous les ordres du prince de la Moskowa. Le génie, appelé à jouer un rôle important dans un pays difficile, inconnu, où l'on allait marcher avec la sape et la mine, avait fourni un nombreux état-major que dirigeait le général de Chabaud-Latour. Rien n'avait été négligé de ce qui peut rendre d'avance une armée maîtresse de son champ de bataille et de ses ennemis.

Le gouverneur, avant de quitter Sétif, adressa aux troupes un ordre du jour qui traduisait les pensées dont tous étaient animés. Il montrait aux soldats ces montagnes qui se dressaient à l'horizon de notre camp; il leur disait que bientôt leurs cris de victoire retenti-

raient sur ces cimes sombres et muettes. Dans ce langage qui ne peut, je crois, s'adresser qu'à une armée française, il s'écriait : « Je ne vous retiens plus. » Le 17 mai, cet ordre du jour était lu dans chaque corps; le 18, le camp était levé.

A trois heures et demie, le canon, les tambours et les clairons sonnaient le réveil; à quatre heures, toutes les tentes étaient abattues. Cette ville de toile avait quitté le sol et s'en allait sur le dos des mulets. Avant cinq heures, toutes les troupes étaient en mouvement. L'armée expéditionnaire se divisait en deux colonnes qui se séparaient immédiatement pour se rejoindre dans un prochain avenir, après avoir toutes deux combattu. Le gouverneur voulut voir défiler devant lui tout entière la colonne du général Mac-Mahon. Les officiers qui se quittaient se saluaient du sourire et du sabre; on entendait les mêmes mots de tous les côtés : « Adieu et bonne chance ! » C'était un de ces momens, comme en présente si souvent la vie militaire, où une petite pointe de mélancolie qui se produit presque insensiblement sous des pensées résolues, souriantes et calmes, procure à l'esprit un état des plus agréables. Quand les derniers bataillons du général Mac-Mahon se furent éloignés de nous, le gouverneur, par un temps de galop, rejoignit la tête de la colonne avec laquelle il marchait, et nous voilà en route à notre tour. Chacun allume son cigare, s'abandonne au mouvement de son cheval et s'établit dans ses songeries.

Le soir, nous bivouaquions devant les montagnes où nous devions pénétrer le lendemain. Les cimes des Babors sont tellement abruptes, qu'on arrive à leur pied sans que rien s'évanouisse de leur grandeur. Elles s'élevaient devant nous dans un ciel pur, parées de mystère, attrayantes de péril. L'une d'elles surtout me plaisait dans sa formidable apparence : c'était une hauteur droite et sombre, découpée en trois grandes dents, qui avait vraiment quelque chose de cabalistique. Ainsi pouvait être la montagne où Faust et son infernal compagnon assistaient aux fêtes des ombres. — Vous n'avez plus qu'un jour, pensais-je en apostrophant au fond de moi-même ces sommets superbes et rêveurs, à garder le secret de vos arrogantes solitudes; demain, nos chevaux et nos mulets passeront dans vos sentiers. Vos échos seront forcés de répéter le bruit de nos coups de fusil et de nos clairons. Les hommes que vous protégez, parce que leur esprit comme le vôtre est silencieux et farouche, vous demanderont vainement secours. Nos balles les atteindront sur les plus inaccessibles de vos pentes. Les aigles même et les vautours vous maudiront pour ne leur avoir pas donné un sûr abri. Il n'est pas de lieu en ce monde où la France ne puisse pénétrer, et ce n'est pas la nuit qu'elle choisit pour accomplir ses entreprises : l'heure où elle est

dans toute sa puissance est celle où le soleil est dans tout son éclat. Demain, au grand jour, nos soldats fouleront vos bruyères et pendront à vos flancs leurs tentes; vous ne serez plus le royaume de l'inconnu, vous serez une partie du domaine de la France.

Le 19 mai, nous entrions dans ce pays que nos regards cherchaient à pénétrer la veille. J'étais à l'arrière-garde; j'avais sous les yeux le spectacle de cette énergie quotidienne que déploie notre infanterie. Dès huit heures du matin, le ciel devint un brasier; quelques brises soufflaient sur les cimes, mais un air lourd et enfiammé remplissait les ravins. Nos soldats poursuivaient gaiement leur âpre chemin; ils semblaient porter sans y songer le sac, le fusil, le bâton de tente, le bidon, la gamelle, tout le fardeau que les expéditions leur imposent. A chaque halte, on entendait de joyeux propos. Certainement je sais qu'on est disposé à une particulière indulgence pour la plaisanterie qui sort de la martiale et honnête bouche du troupier; toutefois je me rappelle bien des mots que n'auraient pas dédaignés les gens qu'on est convenu d'appeler les gens d'esprit. Voltigeurs, sapeurs, grenadiers, dans ces attitudes que nos peintres militaires ont rendues célèbres, lâchaient des lazzis consolateurs entre deux bouffées de pipe. Il y avait un contraste singulier entre la gaieté de nos hommes et la solennité des pays qu'ils parcouraient. Ainsi je me souviens d'une profonde vallée où un ruisseau courait sur des pierres sombres, entre deux montagnes austères qui semblaient tout indignées de ce qu'on violait leurs secrets. Quelques-uns de ces chiens qui suivent les régimens, partageant le pain, la fatigue et le danger du soldat, se mirent à hurler en s'engageant dans ces lieux lugubres. — « Eh bien! *cadet*, dit un sapeur à son caniche, il paraît que le pays ne te convient pas! » Pour moi, j'avoue que le pays me convenait. Ces sites à la Salvator Rosa, où toutes les montagnes semblaient faites pour cacher des nids de brigands, où tous les arbres affectaient, les uns une majesté de druide, les autres une superbe de gladiateur, cette campagne à la fois passionnée et grave me remplissait le cœur de joie. L'étape me parut courte. Quand l'arrière-garde arriva, le camp était déjà établi. Il s'élevait au milieu de champs assez vastes, dont la surface verte et unie interrompait les accidens de ce sol tourmenté. Il pouvait être deux heures quand je gagnai ma tente. On m'apprit qu'à trois heures le gouverneur montait à cheval pour faire une pointe en territoire ennemi.

A trois heures, tambours et clairons sonnent l'assemblée. Toutes les troupes destinées à sortir se rémissent. L'infanterie est fraîche et alerte. Les hommes ont laissé leurs sacs; ils n'ont que leurs cartouches et leurs fusils. Les cavaliers se mettent en selle. L'aumônier arrive sur sa mule. Le train amène ces fauteuils de cuir et de bois, si

souvent ensanglantés, qui rappellent l'agonie de plus d'un brave, les cacollets. La guerre se montre dans son sérieux appareil, escortée par ses saintes et glorieuses souffrances, qui, au lieu de voiler son attrait, ne font que le rehausser. La colonne se forme sur une des faces du camp. C'est là que les bataillons sont massés. On ordonne à la troupe de charger les armes. Un petit bruit, clair, net, distinct, qui court dans chaque rang, annonce qu'on flambe les fusils. En ce moment, un de ces brillans et aimables officiers dont la race ne se perdra jamais en France me jette un regard d'une amicale gaieté : « Voici, comme dit le *Cantique des Cantiques*, l'instant où va venir la fiancée. »

Enfin le signal est donné; les fanfares résonnent, la troupe est en marche. Autour de nous voltigent des cavaliers arabes, tenant leurs fusils comme des lances : ce sont les cavaliers du *goum*. A leurs *haïcks* sont attachés des rameaux qui annoncent une journée de fête guerrière. On entend cette musique indigène, composée de flûtes et de tambours, dont les sons, tantôt aigus comme le sifflement des balles, tantôt pleins comme l'explosion de la poudre, s'allient si bien au bruit des combats. A l'instant où notre marche commence, il est près de trois heures et demie; c'est une heure que j'aime partout, mais qui prend pour moi, en Afrique, un charme particulier. La chaleur du matin est tombée, l'air n'a plus rien d'oppresseur; la vie de l'âme peut librement y circuler. La lourde et uniforme lumière du jour fait place aux clartés légères et bigarrées du soir. Le pays que nous traversons est inconnu; nous ne savons pas quel accueil nous y est réservé : chaque rocher peut cacher des fusils. Nous apercevons çà et là, au flanc des hauteurs, quelques villages entourés d'arbres qui semblent plongés dans une paix champêtre; des coups de feu vont peut-être en partir. On attend.

D'abord nous croyons que nos espérances vont être trompées. Des premiers *gourbis* que nous rencontrons, sortent des hommes et des femmes qui s'avancent jusqu'au cheval du gouverneur. Ce sont des supplians : ils ont mis leurs habits de fête. Les femmes poussent ce long cri dont elles saluent ceux qu'elles veulent réjouir et honorer. Une d'elles, qui est d'une singulière beauté, tient à la main une branche fleurie. Dans la Kabylie, heureusement l'harmonie n'a jamais régné. Auprès d'une tribu qui veut la paix vit une tribu qui veut la guerre. Un pâtre kabyle regarde brûler, en faisant paître son troupeau, le champ et la maison de son voisin. A quelques pas de ces populations empressées, nous entrons dans un pays morne et désert; en face de nous, entre des rochers, nous apercevons des villages muets, d'où personne ne vient à notre rencontre. La colonne s'arrête; un coup va être frappé. On voit soudain les *goums* qui s'élancent; puis

on entend, dans l'air sonore, le bruit attendu si impatiemment par toutes les oreilles. La fusillade a commencé.

Nos *goums* sont établis sur une hauteur; de là, ils dominent ces villages silencieux tout à l'heure, où maintenant retentissent les coups de feu. Ils ont mis pied à terre. Tandis que leurs chevaux broutent paisiblement, ils chargent et déchargent leurs armes; on voit se dessiner sur le ciel leurs silhouettes et celles de leurs fusils. Le gouverneur s'élance au galop jusqu'au lieu de l'action. Quand il est près des villages où l'on se bat, il fait avancer deux bataillons de zouaves et un bataillon du 20e de ligne. Nos fantassins se jouent de tous les obstacles du terrain; ils disparaissent dans un ravin profond et reparaissent sur une pente rapide qu'ils gravissent au milieu des balles et des pierres. Bientôt une épaisse fumée, suivie d'une lueur ardente, annonce le châtiment de nos ennemis. Pendant quelques heures, la fusillade continue. On entend le duo du fusil français et du fusil kabyle. L'un rend un bruit sec et vif, l'autre un son lourd et prolongé. Peu à peu le fusil kabyle parle moins souvent. Enfin le combat cesse tout à fait; le clairon sonne le ralliement des tirailleurs. Tandis que la colonne se reforme pour rentrer au camp, je promène mes regards sur le paysage où le hasard des guerres m'a conduit. C'est un lieu charmant, qui se laisse gracieusement envahir par la paix voluptueuse du soir. Un chêne est auprès de moi, qui étend sur un gazon dont mon cheval me semble tendrement épris, une ombre protectrice du repos et amie de la rêverie. Un caprice de ma pensée me rappelle une célèbre élégie de M. de Lamartine en sa jeunesse, et j'adresse mentalement sur un champ de bataille à l'auteur du *Soir* ces vers que d'un autre endroit Alfred de Musset adressait à l'auteur du *Lac :*

> C'est là, le croirais-tu? chaste et noble poète,
> Que de tes chants divins je me suis souvenu.

Je crois qu'on peut toujours s'abandonner consciencieusement, en tout temps, en tout lieu, aux jouissances que veulent bien nous donner soit les génies impérieux de l'inspiration, soit les douces fées de la mémoire. L'action ne s'indigne pas de ces plaisirs qui ne la rendent ni moins obéie, ni moins aimée de ceux dont elle dirige la vie : si j'avais eu des doutes à ce sujet, notre armée me les aurait enlevés.

Dans l'état-major qui entourait le gouverneur, à cette journée du 19 mai, était le colonel de La Tour du Pin, venu tout exprès en Afrique, où le ramène régulièrement la saison des coups de fusil, pour occuper un esprit qu'envierait le plus goûté des écrivains et complaire à un cœur qui se fait aimer du plus obscur de nos soldats. M. le marquis de La Tour du Pin dira un jour, je l'espère, et dira mieux

que moi quelle union la vie pratique et une autre vie peuvent contracter dans une existence militaire; mais je reviens à mon récit.

Voici donc la colonne qui se dispose à regagner le camp. Cette fois tous nos cacollets ne sont plus vides. Quelques mulets portent des fardeaux sanglans. Un de nos blessés a voulu rester à cheval : c'est Wagner, un maréchal des logis de spahis, dont l'épaule vient d'être brisée par une balle. Il a le regard rempli de douceur et de calme. Dieu nous permet quelquefois d'acheter avec un peu de sang des instans d'une paix inconnue à ceux dont les veines ne se sont jamais ouvertes. Depuis que la croix s'est levée sur le monde, tout être qui souffre, s'il supporte avec résignation sa douleur, sent qu'il marche dans une voie bénie. Il éprouve dans toute son âme un apaisement subit, un bien-être secret et profond. Je crois qu'il reçoit la visite de celui qui n'a oublié aucune des angoisses de la chair.

Notre retour nous fait traverser des sentiers que nous n'avions point parcourus ou que je n'avais pas remarqués. Un chemin où nos chevaux bondissent serpente entre des haies fleuries et de rians arbustes, comme une allée de parc anglais. C'est un de ces chemins que les Kabyles pratiquent dans leurs villages. Sur le seuil des *gourbis* à demi cachés par la verdure, quelques femmes nous regardent passer. La musique des *goums* fait retentir dans l'air du soir ses notes les plus vibrantes. Bientôt nos fanfares éclatent aussi; nous rentrons au camp. Les soldats qui n'ont point pris part à la sortie sont rangés sur les pas du gouverneur; ils saluent leurs camarades d'un cordial sourire; demain ils auront leur tour. On descend de cheval, on dîne, puis chacun va chercher sous sa tente un repos qui ne lui manquera pas. Si j'avais la folie de croire au bonheur, comme dit René, je le chercherais dans une vie où se succéderaient des journées semblables à celle-là.

IV.

Le 20 mai, nous restons chez les Djermouna; ainsi s'appelaient les gens que nous avions châtiés la veille. Le général Bosquet dirige une sortie sur les villages que les approches de la nuit n'ont pas permis aux *goums* de visiter. Le 21, nous poursuivons notre route. Nous n'avions pas foulé encore un sol aussi accidenté. C'était une succession perpétuelle de ravins et de montagnes. A chaque instant, des arbres déracinés, des eaux torrentueuses, des blocs de granit, arrêtaient la marche de la colonne. Il fallait avoir recours au génie; sur-le-champ les sapeurs se mettaient à l'œuvre, et les obstacles disparaissaient sous leurs vigoureux efforts. On jetait aux torrens des pelletées de terre et des branches d'arbres; on brisait les angles des rochers.

Chacun de nos pas était une conquête; mais rien de plus charmant que la nature qui nous obligeait à ces luttes. Je vois encore certains sites d'une fraîcheur que ne surpasse point à coup sûr le pays même où Obermann promena ses rêveries.

Ainsi, à notre gauche, au pied d'une montagne, un petit village était blotti entre des ruisseaux et des arbres, qui appelait à lui, du fond de notre âme, ces essaims de pensées que la verdure attire comme des bandes d'oiseaux. Les habitans de cette retraite avaient prudemment suspendu à leurs maisons des drapeaux et des branches garnies de feuillage, pour témoigner de leurs sentimens pacifiques. Le gouverneur craignit que ces signes ne fussent un langage méconnu des zouaves; il mit ces aimables lieux sous la protection de son porte-fanon. Je me suis arrêté là un instant, pendant que la sape et la pioche étaient aux prises avec les difficultés de la route. La demeure devant laquelle était planté le fanon du gouverneur ressemblait plutôt à une maison mauresque qu'à un *gourbi*. C'était une habitation blanche, recouverte en tuiles luisantes et soigneusement façonnées. Un mur qui offrait quelques vestiges de dessins coloriés semblait recevoir avec plaisir l'amoureuse caresse d'un rayon de soleil. Toute une famille était devant la porte. Un grand garçon de dix-huit ans cherchait à se faire comprendre de nos soldats auxquels il offrait du lait; un vieillard attachait sur nous un regard qui n'était ni étonné, ni triste, mais résigné et bienveillant; une femme tenait un enfant sur son sein. Ce coin du monde renfermait tout ce qui redouble l'indignation de certaines âmes contre la guerre et ce qu'on nomme ses fléaux : pour moi, j'y voyais un tableau qui ne me troublait point dans l'ordre habituel de mes sentimens et de mes idées. Ces objets gracieux, ces êtres tranquilles ne me rendaient que plus chère la région ardente où j'allais vivre dans quelques instans. Le Tasse a saisi une des lois les plus impérieuses de l'art en jetant au milieu de ses récits guerriers son épisode des pasteurs. Je sais toujours gré à la vie de ressembler aux œuvres des grands poètes.

C'est au milieu de ces pensées que vinrent me surprendre quelques coups de fusil tirés à l'avant-garde. Un combat commençait. L'ennemi nous avait attendus à un col que l'on appelle Tisi-Sekkat. Un passage étroit conduit à un plateau entouré de cimes escarpées où le gouverneur avait résolu d'établir son camp. Les Kabyles étaient décidés à défendre ce passage; ils s'étaient postés sur les hauteurs qui dominaient l'entrée et déterminaient l'enceinte de notre futur bivouac. La place qu'on m'avait assignée ce jour-là dans la marche m'éloignait du lieu où s'engageait l'action; toutefois, malgré les difficultés du terrain et la longueur de la colonne, je pus, en éperonnant mon cheval, gagner rapidement l'endroit où retentissait la

fusillade, et j'arrivai à temps pour jouir d'un admirable spectacle. Nos ennemis abandonnaient les montagnes qu'escaladait notre infanterie. Un bataillon du 2me zouaves, commandé par le colonel Vinoy, avait enlevé la plus haute des cimes qui entouraient notre camp. Le colonel La Tour du Pin avait suivi ces intrépides fantassins dans cette ascension guerrière. La résistance vaincue sur les montagnes se réfugiait dans les ravins. A l'entrée du camp s'ouvrait une vallée profonde où retentissaient des coups de feu que multipliaient à l'infini des échos d'une prodigieuse sonorité. Une fumée épaisse flottait dans cette vallée, laissant voir nos soldats aux prises avec des tirailleurs abrités par des arbres et des pierres. Cette sorte de gouffre, rempli de fracas et d'obscurité, où se passaient les péripéties d'un combat, offrait un aspect d'un farouche attrait. Tout à coup j'aperçus le gouverneur, qui, accompagné d'un seul officier, mon ami Fernand de Lagny, entrait dans cette gorge bruyante. Un temps de galop me porte auprès de lui, et me voici engagé sur ses traces dans des chemins où ma pensée avait devancé mes pas.

J'ai vu dans nos guerres civiles de longues rues au pavé désert qu'éclairait un soleil sinistre. Le souvenir de ces voies parisiennes m'est revenu au moment où je pénétrais dans le ravin kabyle, et j'ai remercié Dieu d'avoir conduit ma vie dans des routes si dissemblables, où cependant j'ai senti passer les mêmes souffles. A l'entrée de la vallée était couché un spahi qui venait d'être traversé par une balle. Son corps avait, sous les plis du bernous rouge, une de ces attitudes dont Géricault a dérobé à la mort elle-même la formidable grandeur. Près de ce spectacle, qui avait quelque chose d'héroïque, une image d'une nature plus simplement, plus doucement triste s'offrit à nos yeux. On asseyait sur un cacollet un chasseur à pied qui venait d'être frappé mortellement par une balle. Ce blessé était un de ces jeunes soldats qui paient avec probité leur dette à la patrie, qui *vont au feu comme les camarades*, suivant une touchante expression des camps. Il mourait honnêtement sans faire entendre une plainte; il avait enfoncé son képi sur ses yeux pour empêcher peut-être qu'on ne lût dans son regard une trop vive expression de souffrance. Le sang coulait sur son pantalon de couleur sombre, inondait ses guêtres, marquait au flanc le mulet qui le portait, et tombait enfin sur l'herbe que foulait le pas de nos chevaux. D'autres blessés étaient auprès de nous; mais, je ne sais pourquoi, celui-là attira particulièrement ma vue. Il y avait quelque chose d'une singulière mélancolie dans ce sang qui venait se perdre au sein du gazon, en laissant une trace le long de ces pauvres habits. Le gouverneur dit quelques mots à ce brave homme, et cette figure, qui semblait ne devoir plus exprimer

que les douleurs suprêmes de l'agonie, essaya encore de trouver une expression de reconnaissance.

Cependant la fusillade continuait, et notre course continuait aussi. La vallée nous découvrait à chaque instant de nouveaux trésors pour l'imagination et pour le regard. C'était une scène à mille jeux dramatiques et à mille effets pittoresques. Ainsi, au détour d'un âpre sentier, un torrent jaillissait d'une roche sombre et droite, pareille à ces fantômes alpestres qu'interrogeait l'âme désespérée de Manfred. Une onde sauvage, que semblaient faire bouillonner les génies de la violence et de l'inquiétude, venait couler à nos pieds et se mêler à l'écume qui baignait le poitrail de nos chevaux. Le gouverneur avançait toujours, suivi par des zouaves et par des voltigeurs du 68e qui avaient pris le pas de course. Il s'arrêta sur un petit plateau qui dominait une vallée nouvelle, mais une vallée verdoyante et fleurie, où étaient répandus des villages kabyles. Là, je compris ce qui se passait : une compagnie, entraînée par cet irrésistible élan que le péril inspire à nos troupes, s'était jetée sous cette feuillée tout imprégnée de poudre et retentissante de coups de fusil. Il s'agissait de rallier nos hommes pour empêcher un de ces désastres isolés qui attristent trop souvent nos victoires africaines. Le gouverneur n'avait voulu confier ce soin à personne. Il venait remplir lui-même les fonctions d'un capitaine, mettant en pratique cette belle maxime du maréchal Marmont, que, dans toute campagne, un général doit donner une heure de sa vie au péril du simple soldat. Un de ses officiers, le capitaine Galinier, qui l'avait aperçu du haut d'un rocher, le rejoignit là tout haletant d'une longue course pédestre. Au camp, on ne savait même point que le général en chef était dans le coin d'une vallée, s'acquittant sans appareil, sans faste, pour obéir à une loi de sa conscience militaire, d'un devoir obscur et sacré.

Le gouverneur appela un clairon : il n'y avait pas de clairon auprès de lui; il fit signe alors à un tambour appartenant à une des compagnies du 68e, que dirigeait le commandant Archinard, de se mettre auprès de son cheval. Là, le tambour battit le ralliement des tirailleurs. Bientôt un son partit de la vallée en réponse à cette batterie. Le clairon de la compagnie qui s'était aventurée nous avait entendus. Au bout de quelques instans, les nôtres reviennent le visage animé, les fusils fumans, les cartouchières épuisées. Un soldat raconta au gouverneur qu'il avait failli tomber dans un groupe de Kabyles; une excavation du sol lui avait servi d'abri; il avait entendu les ennemis parler et charger leurs armes au-dessus de sa tête. Un sergent-major, qui avait une belle et martiale figure, offrit au général Randon un *flitta*, c'est-à-dire un long coutelas qu'il venait de

prendre à l'instant. « Je viens, dit-il, de l'arracher à un sauvage qui avait la vie dure; il a fallu deux coups de fusil pour tuer ce gredin-là. »

Quelques heures après cet épisode, le gouverneur était au camp, et nous déjeunions sous la tente. Après le repas, j'allai parcourir du regard les lieux que j'avais entrevus à travers les bruits et la fumée du combat. Un soleil de midi éclairait de son implacable lumière toutes les anfractuosités des montagnes, toutes les profondeurs des vallées, tous les replis du sol, que le mystère et le danger animaient le matin. Le paysage muet semblait avoir subi une funeste métamorphose. Je me rappelai ces salles de fête que leurs hôtes viennent de quitter : l'orchestre a disparu, les danseuses se sont envolées, la solitude a envahi l'espace où couraient les sons des instrumens, le babil des lèvres souriantes, les rêveries légères et les tendres pensées; les lustres seuls sont restés et versent une lumière devenue lugubre sur les banquettes inoccupées que recouvraient les robes de gaze. Toutefois ce site, dépouillé du charme que son premier aspect m'avait offert, me plaisait encore : j'y retrouvais plus d'un souvenir qui, malgré son aride éclat, ne l'avait pas abandonné. Je sentais d'ailleurs que Tisi-Sekkat est un de ces lieux à la physionomie changeante comme celle des êtres humains, qu'il ne faut point juger en une heure.

A cette mobilité de tous les sites africains, où les jeux du soleil multiplient les phases les plus diverses, cette région de montagnes joint une mobilité particulière. Pendant les huit jours que j'y ai passés, j'y ai vu se succéder constamment une clarté offensante qui effarouchait les fantômes du cœur, et une lumière voilée qui ramenait la bande des rêves. Quelquefois les nuages s'amoncelaient sur ce plateau et semblaient en déborder comme d'une coupe. Jamais contrée n'a été hantée par de plus romantiques orages; le tonnerre, répété par d'innombrables échos, portait aux oreilles un bruit prolongé et mystérieux comme celui de quelque chute surhumaine d'un dieu précipité du ciel et roulant d'abîme en abîme jusqu'au fond de la terre. Les éclairs, en déchirant les nuées, découvraient d'incroyables spectacles. Ce chaos de montagnes, un moment caché à notre vue, se remontrait au milieu de la pompe des tempêtes, dans une éclatante horreur, et la nuit, quand par un ciel transparent la lune se levait sur cet amas de cimes désordonnées qui semblaient s'élancer vers elle, de quelle vie étrange et inconnue on sentait toute cette nature remplie! C'est sous de pareils cieux qu'on ne peut pas s'écrier : « Le monde est vide! » J'ai vu une fois à minuit entre des rochers, près d'une fontaine, mon cheval, qui avait senti la présence d'un lion, s'arrêter et me dire par tout le tremblement de son corps : « Il est là. » Ainsi fait notre âme à certaines heures, devant certains

as ects; elle aussi suspend tout mouvement, et s'arrête haletante, éperdue. Ne lui dites point : « Il n'est pas là; » elle vous répondra en aspirant le redoutable souffle de l'existence qu'elle vient de sentir.

Quoique à Tisi-Sekkat je me sois complu dans bien des rêveries, je n'ai pas assurément consacré tout le temps que j'ai passé en ce lieu à la vie contemplative. Ainsi le 22 mai fut encore une journée de poudre. Le gouverneur me permit d'accompagner le général Bosquet, qui allait achever la soumission d'une grande tribu, les Beni-Tisi, et me voilà pénétrant de nouveau dans la gorge où le jour de notre arrivée s'étaient lancés nos tirailleurs. Il s'agissait cette fois d'opérer méthodiquement dans le pays que nos soldats avaient envahi du premier coup. Le général Bosquet avait divisé ses troupes en deux colonnes, qui devaient, après avoir longé deux lignes parallèles de crêtes, se rejoindre à l'extrémité de la vallée, où les Beni-Tisi avaient la plus grande partie de leurs oliviers et de leurs maisons. A l'heure dite et au point désigné, les deux colonnes firent leur jonction. Cette journée m'a montré à quel degré de perfection des officiers intelligens peuvent amener une guerre qu'ils pratiquent depuis longtemps. Nos ennemis, toujours dominés, essayèrent en vain de se défendre. Nos balles les atteignaient de tous les côtés; s'ils essayaient de se porter en avant, leurs *gourbis* brûlaient derrière eux. Les accidens de leur terrain, éclairés par nos tirailleurs, ne leur offraient que des asiles funestes. Soixante Kabyles, embusqués dans un ravin, furent tués par les zouaves du colonel Vinoy. Les troupes étaient sorties du camp à midi; à cinq heures, le mouvement de retraite commença. Les sentiers que nous avions parcourus dans la matinée offraient le soir des traces irrécusables de notre passage. Aussi le lendemain les soumissions arrivaient au camp, empressées et nombreuses. Les peuples primitifs disent à ceux qui veulent les soumettre : « Montrez-nous qui vous êtes. » Ils se prosternent avec une sorte de sentiment religieux devant la force qui s'est manifestée à eux par des signes certains. Je crois qu'en cela du reste ils ressemblent à la race humaine tout entière. Un Dieu seul peut fonder sa domination en refusant à ceux qui veulent le tenter toute marque visible de sa grandeur. Cette hauteur divine n'est point permise à la puissance terrestre.

Le 30 au matin, j'eus un des plaisirs les plus rares de ce monde, c'est-à-dire un réveil plein de charme. Nous étions arrivés la veille dans un lieu où l'on devait faire séjour. Aussi j'avais laissé passer au-dessus de mon sommeil les allègres accens de la diane. Vers sept heures, mon spahi soulève un des pans de ma tente, et je vois, en ouvrant mes yeux au jour, un paysage paré d'un attrait de soudaineté, d'un éclat imprévu, comme la décoration que découvre brus-

quement le rideau d'un théâtre. Semblable au dormeur éveillé, je me trouve, sans quitter mon lit, sur une scène pleine de mouvement et de lumière : autour de moi, toute la vie du camp, — les cavaliers qui conversent avec leurs chevaux en les étrillant, les fantassins qui s'en vont, le bâton à la main, fureter partout où l'on peut s'avancer sous la protection des grand'gardes, les officiers qui fument sur le seuil de leur logis, enfin l'activité et les loisirs d'une armée en campagne; à l'horizon, des montagnes qui portent encore les couleurs galantes de l'aurore, qui sont nuancées de rose, de lilas et de vert tendre. Je me rappelle, je ne sais trop pourquoi, Xavier de Maistre, car mon voyage ne ressemble guère au *Voyage autour de ma chambre;* mais j'éprouve une sorte de rêverie béate, et, avec une compassion mêlée d'une joie un peu égoïste, je plains tous ceux qui n'ont pas approché leurs lèvres de la coupe où je bois à longs traits.

Le pays où je suis, qui se nomme, je crois, Bou-Leaf, est rempli de discrets agrémens. Il n'a pas la sombre majesté de Tisi-Sekkat. Ce n'est pas une salle mystérieuse pour le sabbat des vents, de la foudre et des nuages; c'est une contrée humaine. On y voit çà et là quelques arbres d'une taille gracieuse et d'un feuillage arrondi qui lui donnent une fraîcheur normande, et, tout en retrouvant une lointaine image de la patrie, on peut se dire avec une volupté secrète qu'on est perdu au sein d'une solitude profonde. On sait que l'on n'entendra point parler de tout ce qui donne au cœur des émotions presque douloureuses, et à l'esprit d'indicibles irritations. Dans la vie des courses au grand air, à travers les régions inconnues, l'intelligence se reprend aux choses simples. On s'entretient de la chasse, des chevaux, du temps que l'on désire ou que l'on redoute : quand par hasard la pensée veut s'élever de terre, elle gagne tout naturellement des régions hautes et sereines, où elle plane sans effort et d'où elle retombe sans douleur.

J'ai fait, aux environs de Bou-Leaf, une promenade dont je veux dire quelques mots. Il s'agissait d'aller reconnaître la route que nous devions parcourir le lendemain. Vers trois heures, nous montons à cheval et nous nous engageons dans une vallée d'un aspect plus sauvage que notre bivouac, mais où est répandu partout cependant un air de tristesse et de douceur. Une senteur enivrante nous arrive : c'est le parfum d'un bois d'orangers que l'on ne voit pas, et dont pourtant on ne peut nier la présence. Il semble que la nature, dont nous trahissons les secrets, dont nous violons l'asile, s'enfuit en nous jetant son bouquet. Un de mes compagnons me montre des rochers où Gelimer, dit-il, a cherché un refuge, après avoir été battu par les Romains. « C'est du reste, ajoute-t-il, un fait que tous les savans n'admettent pas. » Je sais à peine ce qu'était Gelimer; je

sais seulement que le pays qui est sous mes yeux serait une merveilleuse retraite pour une irréparable infortune, et qu'il s'accommode on ne peut mieux d'un mélancolique souvenir. Si on ne m'avait point parlé de Gelimer, j'aurais songé au roi Lear. C'est bien en de semblables lieux qu'ont dû être versées ces larmes dont Shakspeare a fait des joyaux immortels. On dirait que là un cœur s'est brisé comme un vase d'encens, laissant à tout un paysage le parfum d'une impérissable douleur.

Le 31 mai, nous quittons Bou-Leaf. A l'entrée de la route que nous devions suivre s'élevait une montagne qu'il était impossible de tourner. Depuis vingt-quatre heures, le génie pratiquait un chemin qu'aucun effort humain ne pouvait empêcher d'être âpre, étroit et suspendu sur des abîmes. C'est ce sentier que prend notre armée. Le général Bosquet s'était établi au passage le plus difficile. Debout sur un quartier de rocher, il dirigeait le convoi, dont le défilé dura presque autant que le jour. « Va, Marie, s'écriait le soir un homme du train en s'adressant à sa mule, tu peux dire qu'il y a eu un bon Dieu pour toi aujourd'hui. » Il y a deux noms que portent invariablement toutes les mules, ce sont les noms de Marie et de Jeanne. Les soldats semblent prendre plaisir à prononcer ces mots qui leur rappellent sans doute la terre natale et les tendresses du village. Le fait est que la Marie dont il était question avait couru de grands dangers : elle avait roulé quelques instans sur le flanc de la montagne; je ne sais quel accident de terrain l'avait retenue et lui avait permis de se relever. Elle avait repris sa marche adroite et patiente avec ce doux regard que j'ai rencontré chez toutes les mules africaines. Je ne vois point pourquoi la Providence ne se serait pas intéressée à cette humble et utile créature. Oui, Marie, je crois qu'il y a un bon Dieu pour toi : si tu te mettais à parler comme l'ânesse de la Bible, tu pourrais le dire suivant l'expression de ton guide, de ton guide qui te doit une profonde reconnaissance; car tu as mieux fait que de porter son bidon et sa gamelle, tu lui as inspiré une parole touchante et une bonne pensée.

Après cette difficile ascension, nous descendons une rampe boisée, qui côtoie des précipices verdoyans d'où s'échappe par instans un murmure de ruisseau. Tout à coup, à travers les arbres, nous sentons une brise singulière qui nous porte une fraîcheur dont nous sommes étonnés et ravis. J'entends à quelques pas de moi une voix qui crie : « C'est la mer! » et bientôt j'aperçois de grands espaces d'un bleu changeant. La Méditerranée est devant nous. Je ne sais pas si la France elle-même, s'offrant à moi tout à coup, m'aurait plus charmé que cette apparition. La mer est, comme le ciel, une patrie universelle où toutes les âmes aspirent des souffles qu'elles connais-

sent, où toutes les rêveries retrouvent des chemins qu'elles ont par courus. Puis, au sortir des montagnes kabyles, cette région aimée des poètes semble nous rendre la grâce attique; elle nous rappelle mille tendres souvenirs, elle nous dit mille noms chéris. Notre bivouac est près de la plage; il s'appelle *Sidi-Rhean,* ce qui veut dire, je crois, « le seigneur des myrtes. » Ainsi s'appelait un marabout qui a son tombeau entre les montagnes et les vagues. Ce lieu est peuplé de myrtes en effet, qui se mêlent à des lauriers-roses, à des orangers et à des grenadiers. Des eaux vives sillonnent cette terre ombragée. Quoique la nuit soit encore loin de nous, le ciel est voilé. Le paysage me semble gagner à la lumière attendrie où se noient tous ses contours; il a quelque chose en même temps de païen et de mystique. Presque toujours les lieux évoquent pour moi un souvenir humain. C'est à Fénelon que me fait songer cette belle et rêveuse campagne. — Ainsi se confondent les grâces de deux mondes dans les pages où ce divin esprit a laissé sa plus vive empreinte. Je croyais avoir trouvé à Sidi-Rhean le pays que tous les voyageurs attendent, et attendent en vain bien souvent, pour dire : « Voilà ce que je cherchais! » Mais je devais voir l'Oued-Agrioun.

L'Oued-Agrioun est une sorte de fleuve qui se jette dans la Méditerranée. C'est sur ses rives que nous allons camper au sortir de Sidi-Rhean. On peut dire que notre nouveau bivouac nous offre tout ce que peuvent souhaiter les yeux. D'un côté la mer nous apparaît entre deux collines, de l'autre s'étend devant nous une vallée qui est une véritable Tempé. C'est bien un de ces paysages qu'évoquait Poussin dans les grandioses rêveries de son pinceau. A travers des prairies d'un vert sombre coule une onde que bordent des touffes de laurier-rose, et qu'ombragent çà et là quelques bouquets d'arbres à l'opaque feuillée. Le sol présente partout des effets semblables à ceux que l'art produit à grand' peine dans nos parcs. Des rochers couverts d'une végétation épaisse forment des grottes où l'imagination place des scènes tendres et merveilleuses. Des orangers, des citronniers et des myrtes composent des bosquets où l'Albane pourrait loger tous ses Amours. De distance en distance, des chênes déploient la pompe de leur grande taille et de leur opulente chevelure. Parfois quelques trembles, qui ressemblent à d'ascétiques rêveurs égarés dans des régions voluptueuses, élèvent au-dessus des plantes odorantes leur front pâle et élancé. Le regard va se perdre à l'horizon sur une chaîne de hauteurs boisées qui ont une douceur de colline et une majesté de montagne. Je ne sais pas comment est la véritable Grèce; mais ce pays-là est à coup sûr la Grèce de nos esprits, la Grèce des poètes. De pareils lieux inspirent, suivant moi, comme toutes les apparitions dans

notre vie de la félicité humaine, une sorte de tristesse qui est bien loin d'être amère toutefois. S'ils ne ressemblent pas à la couche des déesses antiques, s'ils ne rendent pas immortel celui qui les a aimés, — qu'ils ont aimé, on pourrait presque le dire, tant ils exhalent de vivante tendresse, — ils lui permettent du moins de laisser à sa tombe cette épitaphe où les regrets terrestres ont trouvé la plus touchante de leurs expressions : « Et moi aussi, j'ai vécu en Arcadie. »

C'est au camp de l'Oued-Agrioun que nous rejoignirent deux visiteurs qui furent les bienvenus : le prieur de la Trappe, le révérend père Régis, et le peintre ordinaire de l'armée française, Horace Vernet. Le moine et l'artiste arrivaient de compagnie, couchant sous la même tente, ayant une mule et un cheval à eux deux. Je vis avec plaisir ces hôtes nouveaux de notre bivouac. Le père Régis me rappelait ce couvent de Staouéli que j'ai voulu visiter aux premiers jours de mon arrivée en Afrique, ce mystérieux réservoir de pieuses tristesses dont je désirais sonder les profondeurs. Horace Vernet évoquait pour moi un ordre de souvenirs bien différens, mais qui me remuaient aussi : je songeais, en le voyant, qu'à cette heure même où nous cheminions dans la Kabylie, Paris goûtait ses jouissances intellectuelles de tous les ans, regardait, jugeait, louait, blâmait et oubliait les pensées humaines, devenues dessin et couleur, que lui offraient des artistes tremblans. Puis, qu'il vienne de Paris ou de Pékin, Horace Vernet est un hôte que je serai toujours heureux d'accueillir, surtout sous la tente où depuis longtemps sa place est marquée. Lui aussi, il a fait de la peinture sacrée, car le souffle du drapeau a passé devant sa face. S'il n'a pas été soulevé du sol par la prière, il a été enlevé de terre plus d'une fois par la trompette et par le tambour. Il a peint des batteries prises, des villes forcées, des tirailleurs sabrés. Il a saisi la furie française et l'a jetée sur la toile. Ses tableaux attestent que de notre temps il existe, tout comme avant nous, une espèce de soldats leste, hardie, résolue, qui accomplit en se jouant les plus austères devoirs du patriotisme et de l'honneur.

Vernet arriva au moment même où s'opérait un mouvement qui fut pour chacun de nous une vraie fête : la jonction des deux corps d'armée qui s'étaient séparés aux débuts de l'expédition. Un soir, nous apprenons que le général Mac-Mahon est campé à quelques lieues de nous. Le gouverneur fait tirer un coup de canon, et nous entendons, à travers les montagnes, un canon ami qui nous répond. Le lendemain, c'était le 4 juin, le camp de Sétif était reformé sur l'Oued-Agrioun. Les troupes du général Mac-Mahon avaient, comme les nôtres, triomphé de tous les obstacles qu'elles avaient rencontrés; elles avaient eu de vifs engagemens et de pénibles marches. Officiers

et soldats disaient qu'ils n'avaient jamais parcouru sentiers plus âpres, plus étroits, plus brisés par toutes les natures d'accidens. On peut s'imaginer l'effet que produisaient l'Oued-Agrioun et ses rives parfumées sur des gens qui sortaient de ce labyrinthe insensé de montagnes. Pendant quelques heures, ce ne fut au camp que réjouissances. Chaque soldat de notre colonne cherchait dans la colonne qui arrivait un hôte qu'il festoyait de son mieux. Un ravitaillement récent avait permis aux cantines de se garnir. Aussi aurait-on pu craindre un moment que Bacchus ne se déchaînât dans ce beau paysage arcadien; mais nous étions heureusement dans une nature en état de siége. La discipline, qui ne perd jamais ses droits là où nos soldats sont rassemblés, fit régner l'ordre sous l'ombrage des myrtes et des lauriers-roses. Le soir, après la retraite, aucun écho ne répétait les accens d'une voix avinée.

Le 5 juin, le gouverneur voulut que ce camp, où se trouvait réunie l'armée expéditionnaire, fût le théâtre d'une solennité qui devait terminer une partie de la campagne. Il fit venir devant sa tente les chefs de toutes les tribus des Babors; là, après leur avoir adressé des paroles dignes, énergiques et simples, il leur donna le bernous d'investiture. Cette cérémonie eut un caractère d'une incontestable grandeur. Je ne suis certes pas porté à m'exagérer l'éclat des fêtes, je crois que les hommes, lorsqu'ils veulent, par des cérémonies extérieures, glorifier eux-mêmes leurs œuvres, les fins humaines de leur vie, se trouvent réduits d'ordinaire à une visible impuissance, qui est le châtiment de leur orgueil; mais cette fois maintes circonstances se réunissaient pour empêcher cet effet habituel de se produire. Un pays d'un aspect nouveau et d'une beauté incomparable, un ciel lumineux et doux, des hommes aux poses et aux costumes exempts de toute apparence vulgaire, voilà ce qu'offrait le camp de l'Oued-Agrioun. Les chefs kabyles formaient un grand cercle autour du gouverneur, entre deux haies de soldats sous les armes. Chacun d'eux était appelé tour à tour et recevait le bernous, double signe de son autorité et de sa soumission. Il jurait fidélité à la France, puis retournait à sa place, paré de son manteau écarlate, avec cette dignité des sauvages que rien n'embarrasse, rien n'étonne, qui prennent tous les accidens de leur existence comme nous prenons les caprices du sommeil. Ces gens-là, je le veux bien, sont inférieurs aux habitans des villes; mais on ne peut nier qu'ils ne participent à cette splendeur mystérieuse que Dieu donne aux arbres, aux plantes, à tout ce qui vit sous le regard du ciel.

Le 5 juin était un dimanche. Quand l'investiture fut terminée, le gouverneur, après avoir congédié les Arabes, se dirigea vers un en-

droit du camp où l'on avait élevé un autel. On célébra le sacrifice de la messe. Le père Régis officiait. Il avait placé derrière le tabernacle une croix dont toutes les imaginations furent frappées. C'étaient deux branches d'arbre à peine dépouillées de leurs feuilles, et noueuses, tordues, sauvages. Cette croix rappelait la Trappe, ses agrestes solitudes et son âpre piété. Il y avait, dans ce bois étrangement contourné qui se détachait sur un ciel d'un bleu ardent, une sorte de violence mystique comme celle d'une âme qui se tord dans le brasier de la prière. Je ne suis pas très partisan des messes en plein air, d'abord parce que cela me fait involontairement penser à de fades descriptions dont mon enfance a été ennuyée, puis parce que j'ai en horreur cette opinion philosophique, que la nature est le seul temple qui convienne à l'Être suprême. Jamais la religion ne murmure à mes oreilles de plus frémissantes paroles que sous la voûte des églises; le souffle divin, quand il s'enferme dans une habitation terrestre, y produit une atmosphère où les âmes se sentent soulevées. Toutefois j'assistai avec joie à la messe du père Régis; j'étais heureux que la prière eût sa place dans une journée qui, sans elle, n'aurait était consacrée qu'à la gloire humaine; car « la gloire humaine, dit un saint livre, est toujours accompagnée de tristesse. »

Au sortir de l'Oued-Agrioun, nous allâmes passer huit jours dans un lieu qu'on appelle Ziama. C'est une région montagneuse qui s'étend au bord de la mer. Dans la partie la plus voisine de la grève, on retrouve les ruines fort apparentes d'une ville romaine. Si l'un des groupes de maisons que nous répandons à travers l'Afrique venait à être détruit maintenant par quelque action violente soit de la nature, soit des hommes, il n'en resterait dans bien peu d'années que d'informes décombres, des tuiles, du bois, des plâtres; le souffle d'un seul siècle suffirait pour balayer cette poussière. Les Romains semblaient songer à autre chose qu'à se construire des abris. Comme toutes les nations antiques, ils voulaient laisser après eux sur cette terre, l'unique domaine de leur vie, des fantômes de pierre et de marbre. La cité dont j'ai visité les débris était assurément une ville bien obscure, où ne vivaient que des Romains ignorés de Rome; eh bien! son existence est attestée par des portiques qui ont de la grâce et de la majesté. La nature en a pour longtemps encore avant de dévorer ces ruines avec lesquelles aujourd'hui elle semble prendre plaisir à se jouer. Des liserons s'enroulent autour de sombres arcades, et de pâles bluets se serrent contre des colonnes brisées. Je me suis arrêté près d'un sépulcre rempli d'une eau où des oiseaux se désaltéraient. J'ai retrouvé sur cette tombe des sculptures qui continuent, malgré les altérations qu'elles ont subies, à rendre la pensée qu'on

leur a confiée autrefois : elles représentent un lit nuptial que la mort a rendu solitaire. D'un côté de cette couche est un groupe de pleureuses, de l'autre une figure qui doit être celle d'un funèbre génie tenant un flambeau renversé. Pendant une bien longue suite d'années, ce langage séculaire d'une joie et d'une douleur d'un jour n'a été recueilli par personne. Je crois que les Kabyles ont peu de souci des ruines; toutefois ils ne les persécutent point : comme les liserons, ils se suspendent à leurs faîtes. J'ai vu accroupis sur une sorte d'aqueduc des pâtres long-vêtus qui tantôt abaissaient leurs yeux vers leurs troupeaux, tantôt dirigeaient devant eux à travers l'espace leur regard aux muettes et insondables profondeurs.

Le ciel, qui, au camp de l'Oued-Agrioun, avait un moment revêtu sa plus éclatante parure, se couvrit à Ziama d'une effroyable obscurité, et une de ces pluies africaines dont j'ai parlé déjà nous emprisonna dans nos tentes. Je me rappelle sans déplaisir ces instans de captivité. Tandis que les eaux du ciel martelaient la toile qui me servait d'abri, je m'abandonnais à ces complets loisirs, malheureusement trop rares dans notre vie, où se trouvent réunis tous les repos. Je vis presque avec chagrin la renaissance du beau temps; je me trouvais bien dans ma tombe; j'aurais dit volontiers avec un personnage de Shakspeare : « Par pitié, ne m'étendez pas de nouveau sur la roue de la vie. »

Pourtant notre départ de Ziama fut marqué, pour moi, par un spectacle d'une vive et originale beauté : ce fut un lever du soleil au bord de la mer, dans les plus étranges conditions. Tandis que la nature de droite était toute chrétienne, celle de gauche était toute païenne. A droite, ce sont des montagnes ascétiques, des profils de granit effilés, des élévations solitaires qui semblent attendre des demeures d'anachorète. Au-dessus d'une de ces hauteurs s'élevait en ligne directe, d'une correction inflexible, une étoile isolée qui rappelait l'hostie soulevée par un miracle au-dessus du calice. A gauche, c'est la Méditerranée qui regarde l'aurore de l'ancien monde, prête à jeter son sourire aux humains. On sent que l'aimable déesse est à demi sortie de la couche où dort son vieil époux. Comme des draperies qu'elle n'a pas fixées encore sur ses membres charmans, des voiles teints de roses, de safran et de pourpre flottent à l'horizon. Tout à fait au-dessus des flots, dans une région qu'envahit déjà la lumière, tremblent des étoiles prêtes à s'évanouir, qui ressemblent à des danseuses surprises dans une salle de fête par la clarté du jour. D'un côté je lis l'Évangile, et de l'autre je lis Homère.

Du reste, l'Afrique nous offre les beautés de toutes les contrées et de tous les livres. Ainsi le 11 juin nous traversons une forêt où au-

raient pu se perdre Chactas et Atala. J'aperçois ces lianes mystérieuses qui éveillent, en se pendant aux rameaux vigoureux des chênes dont elles semblent aspirer la vie, des idées d'impérieuses et sensuelles amours. Nous pénétrons dans un vrai chaos de verdure. Tout à coup le sol se rétrécit sous nos pieds: peu à peu il devient un sentier qui, d'un côté, est dominé par des rochers couverts d'une inextricable végétation, et qui, de l'autre, domine un ravin où les eaux d'un torrent coulent entre des troncs d'arbres et des bruyères.

C'est à travers ces aspects changeans que nous arrivons aux lieux où l'expédition doit finir, dans le pays des deux tribus qui ne sont point venues se soumettre encore, les Beni-Affeur et les Beni-Zdeur. Nous avions rêvé dans ces contrées des combats que nous ne trouvons point. La décision de notre marche, la promptitude de nos succès, ont jeté le découragement chez les Kabyles. Beni-Affeur et Beni-Zdeur accourent à notre camp: tous ont compris qu'il n'y avait pas à lutter contre des gens qui tombaient sur eux des sommets mêmes de leurs montagnes. On reçoit leurs moutons, leurs bœufs, leurs poules, et on leur accorde l'*amann*; mais on veut que leur pays conserve une trace ineffaçable de notre passage. Sur un ordre du gouverneur, nos bataillons quittent le fusil, prennent la pioche, et entreprennent avec un incroyable élan une œuvre immense qui est accomplie en quelques jours. A travers une véritable confusion de bois, de rochers et de montagnes, ils pratiquent une route où des voitures pourraient s'engager. Je n'oublierai jamais ce qu'ont été nos soldats dans cette tâche, qui exigeait d'eux la plus difficile espèce de dévouement. Je ne veux insulter à aucun temps, à aucune pensée, à aucun homme, car je désire qu'on respire dans ces pages une seule passion: mais je n'ai pu m'empêcher pourtant, à l'aspect de ces travailleurs, de songer aux travailleurs d'une si différente espèce que j'ai vus à une époque récente. Ce travail qui mérite vraiment d'être glorifié, ce travail que depuis bien longtemps la religion elle-même a élevé à la dignité de la prière, je l'avais enfin sous les yeux : il m'apparaissait avec ses purifiantes ardeurs, avec son courage sacré, avec sa patience bénie.

Le jour où la route qui relie maintenant Constantine à Djigelli fut praticable, le gouverneur voulut juger par lui-même de cette voie presque en même temps ébauchée et finie. Zouaves, chasseurs à pied, soldats de tous les régimens, se tenaient sur son passage, la pioche à la main, la tête découverte, offrant avec insouciance au soleil leurs fronts où ruisselait la sueur. Sur cette longue ligne où résonnait l'accent du clairon, on rencontrait un même entrain, une même gaieté, un même sourire. Pas un visage où ne fût empreinte

une joyeuse résignation. Il y avait dans cette singulière revue d'une armée victorieuse du sol, tenant à ses pieds, sous les instrumens de son travail, son ennemi dompté et transfiguré, un entraînement qu'il était impossible de ne pas subir. A l'entrée d'un pont élégant et hardi qui faisait passer la route au-dessus d'un torrent, le gouverneur tendit tout à coup la main aux deux officiers du génie qui avaient eu dans ces travaux la plus grande part. Toute une chaîne humaine sentit l'émotion électrique de ce mouvement.

Quelques jours après cet épisode, nous nous embarquions à Djigelli. Le 1er juillet, nous entrions dans le port d'Alger. Heureusement nous n'avons pas dit de longs adieux aux bois, aux rochers, aux montagnes, au sommeil de la tente, au réveil des clairons, à la recherche des coups de fusil. Quand on a connu la vie de l'expédition, c'est avec une étrange tristesse qu'on la quitte. On se demande comment on pourra remplacer tant de biens dont on aurait cru la réunion impossible : — une activité sans inquiétude, une oisiveté sans remords, des élans passionnés, des espérances placides, de pieux souvenirs et de philosophiques oublis. On rentre avec angoisse dans un monde qu'on n'était pas sûr de n'avoir point abandonné pour toujours. N'exagérons rien cependant, car si la vérité doit être quelque part, c'est ici. Il y a des jouissances qu'au sortir de toute campagne on retrouve avec une profonde émotion. La tente ne fait pas oublier le foyer, la nature ne fait pas oublier la patrie, et tous les cœurs où se glisse encore, suivant l'expression d'un grand poète, *le seul rayon dont s'illumine la vie* savent ce que ne fait pas oublier le danger.

PAUL DE MOLÈNES.

LA POÉSIE

EN 1853.

La passion des poètes pour le moyen âge paraît s'attiédir. Quelques disciples attardés des doctrines prêchées sous la restauration poursuivent encore la rénovation de l'art gothique; mais leurs œuvres, si tant est qu'elles méritent ce nom, ne valent pas la peine d'être mentionnées. La croisade entreprise pour la forme réduite à elle-même, vivant par elle-même, se suffisant à elle-même, semble aujourd'hui terminée: le bon sens public a fait justice des folles espérances proclamées à son de trompe. Chacun comprend aujourd'hui que la forme sans idée n'est qu'un passe-temps puéril, un hochet, et rien de plus. Le moyen âge, comme tous les âges de l'histoire, avait et garde encore son droit de cité en poésie; mais pour réhabiliter poétiquement le moyen âge selon le programme de la restauration, il fallait quelque chose de plus que l'imitation matérielle des ballades chantées en-deçà et au-delà de la Loire du XIIe au XVe siècle. Réduire la réhabilitation poétique du moyen âge à la peinture de la vie extérieure et négliger la partie humaine, c'est-à-dire la substance éternelle de toute poésie, c'était se condamner d'avance et marcher au-devant d'un échec. Que reste-t-il aujourd'hui de l'école gothique? Quelques préfaces ingénieuses, quelques pièces lyriques, où la richesse de la rime dissimule aux yeux de la foule l'absence de la pensée. Quand je parle de l'absence de la pensée, je me place au point de vue des esprits vulgaires qui ne sont pas initiés aux secrets de l'école gothique. Je me souviens en effet d'avoir recueilli avec éton-

nement, il y a quelques années, l'explication et la défense des ballades enfantines applaudies dans les salons de la restauration. Un disciple fervent et convaincu de l'école gothique me disait très sérieusement : Que nous reprochez-vous? De négliger le sentiment et la pensée? C'est une étrange accusation. L'art, tel que nous le comprenons, est par lui-même une chose si parfaite, qu'il se passe tout à son aise du sentiment et de la pensée. L'émotion et la réflexion sont la substance ordinaire de la poésie, je ne le nie pas; mais un art qui n'appelle pas à son secours ces deux élémens appartient à un ordre bien plus élevé. A l'aide du sentiment et de la pensée, le premier venu, habile ou inhabile, peut émouvoir et intéresser; nous autres partisans de l'art pour l'art, nous procédons autrement. Nous abandonnons le sentiment à la foule, la pensée au solitaire, et nous voulons, par la combinaison des images, par la variété du rhythme, par la richesse de la rime, remplacer le sentiment et la pensée. — Je prenais d'abord cette définition de l'école gothique pour une ingénieuse ironie; mais la suite de l'entretien me prouva que je m'étais trompé, et en effet toutes les œuvres de l'école gothique s'expliquent par la domination de la forme sur la pensée, ou plutôt par l'effacement de la pensée devant la forme. Le disciple indiscret et imprudent m'avait livré tout entier le secret de ses maîtres.

La cause de l'art gothique est aujourd'hui perdue. Entendons-nous pourtant : je ne veux pas dire que le moyen âge soit interdit sans retour à la poésie. Voici à quels termes se réduit ma pensée. Le moyen âge, comme toutes les époques de l'histoire humaine, est soumis aux conditions qui dominent toute poésie. La forme sans l'idée se traduira toujours en œuvres puériles. Aujourd'hui les poètes abandonnent le moyen âge et se retournent vers l'antiquité. La solitude qui s'est faite autour de l'art gothique, le silence dédaigneux et légitime qui accueille les derniers échos de cette école, ont suggéré à quelques esprits amoureux de la renommée le désir de sonder la Grèce antique, et de chercher dans cette mine féconde quelques filons oubliés. Malgré l'anathème lancé par Berchoux contre les Grecs et les Romains, cette tentative mérite d'être prise en sérieuse considération. Reste à savoir si cette pensée, très acceptable en elle-même, sera poursuivie avec persévérance, si les poètes de notre temps étudieront l'antiquité plus sincèrement et plus profondément qu'ils n'ont étudié le moyen âge. Si nous devons avoir la chlamyde et le *peplum* au lieu du surcot et du tabard, ce n'était vraiment pas la peine de changer de thème. Si le chapiteau roman et l'ogive gothique doivent céder la place au chapiteau dorique ou corinthien, sans que la nature humaine tienne plus de place dans cette rénovation que dans la précédente, la tentative d'aujourd'hui ne vaut pas mieux que la tentative d'hier. Exa-

minons pourtant les pièces du procès et ne prononçons pas légèrement. Voici MM. Ponsard et Leconte de Lisle qui prétendent, chacun à sa manière, réveiller en nous le sentiment et l'intelligence de l'antiquité. Qu'ils soient les bienvenus, s'ils ont compris la supériorité de la pensée sur la forme, s'ils n'ont pas confondu l'écorce avec l'aubier.

Les mystères de la religion chrétienne, déclarés à tout jamais rebelles à la poésie par un esprit ingénieux, dont les arrêts étaient acceptés par les contemporains de Racine et de Molière comme des vérités à l'abri de toute discussion, ont tenté parmi nous plus d'une âme fervente, où la religion se concilie avec le culte de l'art. Les dangers signalés se sont évanouis devant le désir de rallier la foule à la foi par le charme de l'imagination. M. Victor de Laprade est entré dans cette voie nouvelle, et ses efforts ont droit à toute notre attention. Il essaie dans le domaine poétique pour la tradition chrétienne ce que MM. Ponsard et Leconte de Lisle ont essayé pour la tradition païenne. Pour juger avec impartialité cette périlleuse entreprise, il convient, je crois, de l'envisager sous l'aspect purement littéraire. Si nous abordions l'autre côté de la question, l'impartialité serait trop difficile. Nous risquerions de mécontenter, d'irriter peut-être les esprits chez qui la foi domine tous les problèmes philosophiques et littéraires, et de paraître injuste à ceux qui, tout en acceptant la tradition chrétienne, n'ont pas renoncé à l'exercice de la raison et du goût. J'essaierai donc de parler librement de M. Victor de Laprade.

Enfin la poésie personnelle, qui a tenu sous la restauration une si large place dans notre littérature, se métamorphose aujourd'hui. Au lieu de nous entretenir sans relâche de l'isolement des âmes d'élite, du néant des affections humaines, de la nature sourde à nos plaintes et à nos questions, elle consent à célébrer les joies de la famille, le calme du foyer domestique, la sérénité de la vie champêtre, les consolations de l'amitié. Nous saluons avec bonheur cette transformation. Sans prétendre au don de prophétie, nous avions prévu depuis longtemps que la poésie personnelle épuiserait bientôt le thème qu'elle avait choisi, et s'il nous est permis de citer une preuve à l'appui de notre affirmation, nous rappellerons que nous avions deviné le caractère poétique de *Jocelyn* avant d'en avoir lu le premier vers, avant même que le premier vers fût imprimé. Pour prévoir la signification de ce poème, il ne fallait pas une grande pénétration; aussi croyons-nous pouvoir invoquer ce souvenir sans manquer aux lois de la modestie : il suffisait, pour me servir d'une expression vulgaire, d'avoir tâté le pouls de l'opinion publique. La foule témoignait chaque jour une indifférence de plus en plus marquée pour la poé-

sie égoïste, pour l'analyse et la peinture des souffrances enfantées par la solitude et que la solitude ne peut consoler. Pressentir que la foule passerait bientôt de l'indifférence au dégoût, du dégoût à l'aversion, était chose trop facile; la connaissance du présent révélait l'avenir à tous les esprits attentifs, et l'attention n'est pas un mérite dont on puisse se vanter : c'est un devoir, et rien de plus.

La transformation de la poésie personnelle n'est pas moins importante à nos yeux que le retour vers l'antiquité, vers la tradition chrétienne. Quoique cette transformation n'ait pas encore porté tous ses fruits, je m'efforcerai d'en parler avec indulgence. Je ne demanderai pas à l'idée naissante les œuvres qui n'appartiennent qu'à l'idée mûrie par une longue réflexion. Je tâcherai d'apprécier les faits accomplis, non pas en eux-mêmes, mais d'après l'intention dont ils relèvent. Si je me trompe, j'espère au moins ne pas pécher par excès de sévérité. Je sens et je professe une vive sympathie pour tous les esprits qui comprennent la nécessité des affections et ne cherchent pas dans la passion pour la solitude un signe de royauté intellectuelle. J'accepte sans réserve ce verset de l'*Ecclésiaste :* « Il n'est pas bon que l'homme soit seul. »

Avant d'examiner les *Études antiques* de M. Ponsard, je dois parler de la préface. M. Ponsard n'entend pas raillerie sur la critique. J'avais cru pouvoir lui dire qu'il se méprenait sur le caractère des bacchantes, et je m'étais modestement abrité derrière Virgile et Euripide. L'auteur d'*Ulysse* s'est bien gardé de répondre directement à mon objection, et en effet la tâche eût été plus que difficile. De quelque manière qu'on envisage la tragédie des *Bacchantes,* il est impossible d'y découvrir l'apologie de M. Ponsard. Aussi le poète, indigné du reproche que je lui adressais, n'a rien trouvé de mieux que de me comparer à Tityre, en parodiant les deux premiers vers de la première églogue pour me prouver qu'il sait Virgile par cœur. J'admire avec tout le monde, comme je le dois, l'exquise finesse de cette ingénieuse plaisanterie; je reconnais, sans me faire prier, que j'écris avec une plume de mince valeur. Malheureusement pour M. Ponsard, ma plume valût-elle cent fois moins encore, la tragédie d'Euripide, la vingt-sixième idylle de Théocrite et le troisième livre des *Métamorphoses* d'Ovide seraient encore là pour me donner raison : le poète athénien, le poète sicilien et le poète romain racontent de la même manière la mort de Penthée. Je ne croyais pas devoir répondre à ces aimables gausseries. Ceux qui connaissent l'antiquité partagent mon avis, je devais naturellement me contenter de leurs suffrages : quant à ceux qui ne la connaissent pas, je n'ai pas à m'inquiéter de leur opinion; mais on m'assure que les gens du monde, brouillés depuis longtemps avec les études de leur jeunesse, donnent

raison à M. Ponsard, parce qu'il a parlé le dernier. Je suis donc forcé de rompre le silence et de rétablir en quelques mots les vrais termes de la question. Que M. Ponsard ait traduit pour sa tragédie d'*Ulysse* plusieurs chœurs d'Euripide, c'est ce qui importe peu; il s'agit de savoir si un poète grec s'est jamais permis de comparer aux bacchantes les filles folles de leur corps; tant que M. Ponsard n'aura pas établi l'affirmative, les traits les plus acérés de sa puissante ironie viendront s'émousser contre l'évidence. Il est très vrai, et je n'ai jamais songé à le contester, que deux siècles avant l'ère chrétienne le sénat romain fut obligé de rendre un décret contre la licence des bacchanales, où les hommes s'étaient introduits; mais quoi! dans la tragédie d'*Ulysse* il s'agit des bacchantes de la Grèce héroïque. Or, d'après les marbres de Paros, le siége de Troie remonte à douze siècles avant l'ère chrétienne; Homère écrivait trois siècles après le siége de Troie : un enfant tirerait la conclusion. M. Ponsard, qui croit posséder une pleine connaissance de l'antiquité, parce qu'il a mis au théâtre avec succès quelques pages de Tite-Live, a commis tout simplement une erreur de mille années. Vouloir assimiler les bacchantes de la Grèce héroïque aux bacchanales romaines — deux siècles avant l'ère chrétienne — est une prétention plus qu'étrange : autant vaudrait, à mon avis, chercher dans l'Évangile l'apologie de l'inquisition. Les bûchers allumés en Europe au nom de la foi catholique ne rendent pas l'Évangile responsable d'un tel crime; les dogmes prêchés par les apôtres n'ont rien à voir dans la Saint-Barthélemy. Les bacchantes de la Grèce héroïque n'ont rien à démêler non plus avec la licence des bacchanales romaines. J'espère que M. Ponsard se contentera de ma réponse, et n'obligera pas une plume de si mince valeur à soutenir plus longtemps une si terrible discussion. Si mon adversaire ne joignait pas la clémence au génie, je me verrais forcé d'abandonner la partie, car je ne suis pas en mesure de lui rendre flèche pour flèche, et j'aurais beau relire Virgile : inhabile à le parodier, je serais accablé.

Après avoir défendu assez maladroitement sa tragédie, M. Ponsard entreprend de démontrer que la France a perdu l'intelligence et le sentiment de l'antiquité. André Chénier lui-même ne trouve pas grâce devant ce juge impitoyable. André Chénier, qui depuis trente ans passait pour avoir retrouvé la grâce et la simplicité du génie attique, n'est, aux yeux de M. Ponsard, qu'un poète tout au plus virgilien. Quant au génie grec, il n'en faut pas parler après avoir lu *l'Aveugle* et *la Jeune Captive*. Tout au plus virgilien! l'expression est dure, et pourtant M. Ponsard semble vouloir user d'indulgence envers ce pauvre Chénier. Voyez pourtant où peut nous conduire l'ignorance. Toute la France lettrée croyait en paix, depuis trente ans, que Chénier avait

compris la Grèce; toute la France s'était trompée. M. Ponsard, qui possède l'intelligence de Tite-Live, ne devine pas moins sûrement le vrai sens d'Homère par droit de parenté. Nourri du miel de l'Hymète, il parle sans effort la langue de Patrocle et d'Agamemnon. Aussi généreux que savant, il n'a pas voulu garder pour lui seul un si précieux secret; il nous associe à son opulence avec une libéralité que je ne saurais trop louer. Pour nous montrer comment il faut s'y prendre pour peindre l'antiquité, il vient de traduire à sa manière un chant de l'*Odyssée*, la rencontre d'Ulysse et de Nausicaa, et de l'encadrer dans un récit de son invention; mais avant d'apprécier cette hardie tentative, il nous faut parler en quelques mots des principes exposés par M. Ponsard. S'il se fût contenté de dédaigner André Chénier, nous ne connaîtrions pas à fond ses doctrines littéraires; il a bien voulu nous les révéler, et cet enseignement a été accueilli partout avec une reconnaissance unanime. Nous savons maintenant, à n'en pouvoir douter, qu'il procède à la fois de Corneille, de Racine et de Molière; avec de tels aïeux, on peut à bon droit défier toutes les atteintes de la critique. Il est vrai que ses trois illustres ancêtres ont chacun un style qui leur appartient et qui ne peut être confondu avec le style des deux autres; il est vrai que *le Cid*, *Athalie* et *le Misanthrope*, bien qu'écrits dans le même siècle, ne sont pas écrits dans la même langue; il est vrai que la simplicité familière de Molière n'a pas grand' chose à démêler avec la période nombreuse de Racine ou la phrase énergique de Corneille; mais leurs disciples et leurs descendans ne s'arrêtent pas à de pareilles vétilles. De toutes parts, on demandait à l'auteur d'*Ulysse* quels étaient ses principes, il fallait bien répondre à la curiosité universelle. Dieu merci, notre attente n'a pas été trompée; nous connaissons maintenant la généalogie littéraire de M. Ponsard. A la rigueur, il aurait pu se dispenser de nous exposer ses opinions, il suffisait de nommer ses aïeux. Sachons-lui gré pourtant de ne s'être pas tenu dans une réserve majestueuse; il a poussé la condescendance jusqu'à nous expliquer par quels liens mystérieux il se rattache aux chefs de sa famille. Le génie seul possède le secret de ces merveilleuses causeries.

Voyons maintenant le vrai sens d'*Homère*. Un poète moins hardi que M. Ponsard eût hésité peut-être à mettre Homère en scène. Au premier aspect en effet, une telle entreprise a quelque chose de dangereux; mais une victoire sans péril ne saurait tenter que les âmes vulgaires. Quand on a cueilli le laurier-rose sur les bords de l'Eurotas, on trouve sans peine sur ses lèvres des paroles dignes d'Homère. La fable inventée par M. Ponsard est d'une naïveté charmante, et prouvera aux plus incrédules que l'auteur d'*Ulysse* entend l'antiquité bien autrement qu'André Chénier. Voyez plutôt. Homère, re-

cueilli par un armurier de Cumes, le charme et l'intéresse par l'éclat et la variété de ses récits. Malgré les instances de son hôte, il ne veut pas s'asseoir à sa table sans payer son écot. Il espère que les notables de la ville, après avoir entendu un chant de l'*Odyssée*, n'hésiteront pas à lui assigner une pension sur le trésor public. Vaine espérance! les notables de Cumes écoutent sans émotion l'entretien d'Ulysse et de Nausicaa. Ignorans, égoïstes, sourds aux accens du génie, ils demandent à quoi sert la poésie. Un bourgeois du Marais ne parlerait pas autrement. Après une délibération de quelques instans, les notables de Cumes décident à l'unanimité qu'ils ne prendront pas à leur charge l'aveugle mendiant. Il paraît que dans cette ville maudite, au dire du moins de M. Ponsard, l'avarice et l'ignorance ne régnaient pas seules; il y avait parmi ces boutiquiers sans entrailles, sans lettres et sans goût, des critiques envieux, comme dans notre malheureux pays, qui se plaisaient à dénigrer le génie. En traçant le portrait de ces critiques de Cumes, l'héritier de Corneille, de Molière et de Racine s'en est donné à cœur-joie. En lisant cette page écrite sur l'airain avec un stylet d'acier, tout homme habitué à dire son avis sur les poètes de son temps sent ses cheveux se dresser sur sa tête, un frisson d'épouvante glace le sang dans ses veines. En présence de son image, il reconnaît toute son indignité, et comprend, mais trop tard, hélas! que les poètes sont infaillibles, et que la discussion la plus modeste est une atteinte portée à leur inviolabilité.

Il faut pourtant bien parler du chant de l'*Odyssée* traduit par M. Ponsard. Je n'aborde qu'en tremblant cette tâche difficile. Quand l'auteur d'*Ulysse* parle en son nom, quand il nous raconte l'entretien d'Homère et de Tychius l'armurier, il parle une langue qui n'est pas celle d'André Chénier, je le reconnais volontiers. Les images ne sont pas toujours bien choisies: parfois la rime amène des idées quelque peu puériles, dont la vile prose ne s'accommoderait pas. L'imitation de la période homérique, toujours évidente, est bien rarement heureuse. Lorsque Homère parle à son tour par la bouche de M. Ponsard, hélas! nous avons grand' peine à le reconnaître. André Chénier, ce poète si maladroit, tout au plus virgilien, ne trouvant pas dans notre langue l'équivalent précis de l'expression homérique, s'est laissé plus d'une fois séduire par le charme d'une périphrase élégante; ce n'est pas moi qui entreprendrai de le défendre. Il rappelle, sans les égaler, la finesse attique, la mollesse ionienne. M. Ponsard dédaigne résolument la périphrase: par malheur, il confond la trivialité avec la simplicité. Au risque de me voir confondu avec les critiques de Cumes, j'oserai dire que je préfère le style à peine virgilien d'André Chénier au style homérique de M. Ponsard. Je n'aime pas la périphrase, et j'aime encore moins les expressions crues et tri-

viales. Ulysse et Nausicaa parlent dans le poème de M. Ponsard, je veux dire dans le chant de l'*Odyssée* qu'il a traduit, un langage sans grâce et sans élévation. C'est une manière toute nouvelle de comprendre l'antiquité, très nouvelle assurément, qui ne séduira pas les gens du monde guidés par les seules lumières du goût, et qui étonnera fort les érudits, car les passages les plus familiers, les plus naïfs de l'*Odyssée* n'ont jamais rien de trivial. Les choses sont appelées par leur nom; mais la précision des termes n'exclut ni l'énergie, ni l'élévation. Il y a d'ailleurs dans le style d'Homère une qualité précieuse et constante que M. Ponsard oublie complétement, je veux dire l'unité. Les expressions les plus franches n'ont jamais rien d'inattendu, parce qu'elles sont préparées par le ton général de la pensée. Dans la traduction de M. Ponsard, les couleurs les plus vraies prennent un accent criard et discordant. Pourquoi? C'est qu'il n'a pas tenu compte de l'unité; dans son horreur pour la périphrase, que je suis loin de lui reprocher, il ne garde aucune mesure. Pour mieux prouver qu'il tient à nommer les choses par leur nom, ayant à choisir entre deux termes, il choisit presque toujours le plus vulgaire et le plus bas. C'est là ce qu'il appelle retrouver la simplicité homérique. Cette prétendue fidélité n'est, aux yeux des hellénistes, qu'une infidélité flagrante. Cette interprétation, qui se donne pour littérale, défigure Homère qu'elle prétend copier.

Qu'ai-je dit, mon Dieu? M. Ponsard va me trouver bien hardi, bien téméraire. Après avoir mis en question la vérité de son *Ulysse*, j'ose révoquer en doute l'exactitude de sa traduction. Je n'ignore pas les périls de ma franchise : la rude leçon qu'il m'a donnée dans sa préface aurait dû me rendre plus prudent et plus modeste. Cependant une pensée me rassure. Après m'avoir comparé à Tityre, quel plus terrible anathème M. Ponsard peut-il lancer contre moi? Le pire qui puisse m'arriver, c'est d'être baptisé du nom de Zoïle, et je m'en consolerai facilement en pensant que M. Ponsard n'avait pas d'autre moyen de se mettre sur la même ligne qu'Homère. Les poètes de nos jours ont l'humeur quinteuse et s'appliquent à justifier de plus en plus l'opinion exprimée par l'ami de Virgile et de Mécène. Ils forment une race plus que jamais irritable. Discuter leur savoir, refuser de croire qu'ils ont tout deviné, qu'ils n'ont besoin de rien apprendre, c'est leur manquer de respect. Vouloir les soumettre aux conditions vulgaires de l'étude et de la réflexion, c'est nier l'auréole lumineuse suspendue au-dessus de leurs têtes. Quelque durs que soient de tels reproches, il faut bien les subir avec résignation. J'ai le malheur de penser, malgré ma profonde sympathie pour l'imagination, que l'étude n'a jamais rien gâté, que les plus heureux dons du génie ne sauraient suppléer la connaissance de l'histoire. Les poètes sont à

mes yeux des êtres supérieurs, privilégiés, mais ils ne cessent pourtant pas d'être hommes. Corneille, un des aïeux de M. Ponsard, a consumé sa vie dans l'étude, et son génie ne s'en est pas mal trouvé. Dante, Goethe et Milton savaient toute la science de leur temps, et je ne vois pas que cette science laborieusement amassée ait attiédi l'ardeur de leur imagination. Aujourd'hui, les choses sont bien changées. La plupart des hommes qui inventent se croient dispensés d'étudier. La poésie est une création, donc elle est divine, donc elle n'a rien à démêler avec les procédés vulgaires de l'intelligence. Étudier, fi donc! cela est bon tout au plus pour les petits esprits. Les esprits de haut lignage, les inventeurs, les poètes, ne sont pas soumis à cette cruelle nécessité. Que poésie et création soient synonymes, je le veux bien: mais je renvoie les poètes aux premiers versets de la Genèse. Moïse ne dit pas que Dieu ait tiré le monde du néant; la volonté divine a mis l'ordre dans le chaos, c'est une part assez belle, ce me semble, et dont les poètes devraient se contenter. Qu'ils traitent comme une fange immonde, comme une argile impure, toutes les connaissances amassées lentement dans la mémoire des hommes, ce dédain puéril n'excitera pas ma colère; mais qu'ils descendent au moins jusqu'à feuilleter l'histoire, s'ils veulent en parler. M. Ponsard, qui a prouvé son amour pour l'antiquité, n'a pas établi aussi victorieusement ses droits au titre d'érudit. Les applaudissemens très légitimes prodigués à *Lucrèce* ne détruisent pas la différence qui sépare la Rome des Tarquins de la Rome républicaine et de la Rome impériale. Or, dans cette tragédie, émouvante assurément, moins émouvante pourtant que le récit de l'historien romain, plus d'une fois les mœurs de ces trois époques si diverses sont mêlées et confondues. C'en est assez pour montrer que le savoir de M. Ponsard n'est pas à l'abri de toute objection. Assurément la pleine connaissance des détails recueillis par l'érudition sur la Grèce et l'Italie antiques n'est pas indispensable aux poètes, mais il faut au moins confesser qu'elle leur rendrait plus d'un service. M. Ponsard n'est pas de cet avis : il trouve très mal avisés tous ceux qui se permettent de relever ses bévues. Les faits les plus constans, les mieux avérés, lorsqu'il les a oubliés ou qu'il les ignore, sont à ses yeux comme non avenus, et si la critique, dans les termes les plus modestes, sans afficher l'érudition, prend la peine de les rappeler, il s'étonne et s'indigne. Il ferait beaucoup mieux de suivre l'exemple de son aïeul Corneille, et de corriger sans dépit les erreurs qu'on veut bien lui signaler.

Les *Poèmes antiques* de M. Leconte de Lisle méritent une attention sérieuse. Il y a dans ce livre un ensemble de pensées constamment élevées. Je regrette que l'auteur, au lieu de présenter son œuvre seule et nue, ait cru devoir lui donner pour cuirasse une préface très

malencontreuse. Les poètes qui entrent dans la carrière ont toujours mauvaise grâce à traiter de haut en bas ceux qui les ont précédés. M. Leconte de Lisle ne paraît pas même avoir entrevu cette vérité si vulgaire. Il parle avec un dédain superlatif de tous les hommes qui depuis cinquante ans, soit en France, soit dans le reste de l'Europe, ont mis leur parole au service de leur fantaisie. Il exagère jusqu'au ridicule une pensée très vraie dans son principe, à savoir que la poésie purement personnelle de la France, de l'Allemagne et de l'Angleterre a obscurci et presque effacé l'intelligence du passé. Il est hors de doute que la poésie lyrique des cinquante dernières années n'a rien à démêler avec le savoir historique, ce n'est pas une raison pour la maudire; c'est une forme nouvelle de l'imagination, que l'antiquité n'a pas connue, qui relève directement du développement religieux des nations modernes, et qu'un esprit attentif ne traitera jamais avec indifférence. Byron et Lamartine, poètes très personnels, sont pour nous et seront pour la postérité, je le crois, des hommes de premier ordre. La peinture de leurs sentimens nous offre un intérêt aussi puissant que le tableau du passé. Je n'ignore pas, et j'ai signalé plus d'une fois les dangers que présente cette poésie égoïste; je sais tout ce qu'il y a d'énervant dans cette analyse de la souffrance : cependant, quoi que puissent penser les moralistes, il faut bien reconnaître que Lamartine et Byron sont au premier rang parmi les poètes de la génération présente. La préface de M. Leconte de Lisle prouve jusqu'à la dernière évidence que le maniement de la mesure et de la rime n'enseigne pas les lois les plus élémentaires de la prose. Les idées les plus justes ont besoin d'être présentées sous une forme claire et précise; or M. Leconte de Lisle paraît dédaigner résolument la précision et la clarté. Ses idées ne s'enchaînent pas, et s'offrent à nous sous une forme vague et confuse. Habitué à parler la langue des dieux, il bégaie la langue des hommes, et nous sommes réduits à deviner sa pensée. Oublions donc cette préface malencontreuse, et parlons des *Poèmes antiques*.

Il y a dans le recueil de M. Leconte de Lisle un sentiment très vrai de l'antiquité que je me plais à louer sans réserve; par malheur ce sentiment, qui promettait les plus beaux fruits, est contrarié par des velléités d'érudition. *Hélène, le Centaure* et *Niobé* révèlent chez l'auteur l'intelligence intime de la Grèce antique. Personne depuis André Chénier n'avait sondé le passé avec autant d'attention et de vigilance, et certes ce n'est pas un mince éloge. Pourquoi faut-il que l'auteur, oubliant l'arrêt prononcé par Boileau sur Ronsard, ait voulu parler grec en français? Je reconnais volontiers que la mythologie païenne, en passant de la Grèce à l'Italie, a subi des altérations nombreuses; l'altération des noms n'est pas la moins importante :

cependant, comme il s'agit avant tout de se faire comprendre, il est très dangereux de substituer les dénominations grecques aux dénominations latines qui sont entrées dans notre langue. L'érudition peut réclamer tout à son aise; mais à moins d'écrire pour les érudits dans la langue d'Homère, il faut accepter les dénominations latines. Jupiter et Junon sont deux noms que tout le monde comprend. *Zeus* et *Héré* sont deux énigmes pour la plupart des lecteurs. La poésie n'a rien à gagner à ces restitutions purement philologiques: j'ajouterai que ces restitutions, énigmatiques pour la foule, sont trop souvent insuffisantes pour les érudits. Ainsi, par exemple, Junon, que M. Leconte de Lisle baptise du nom d'*Héré*, ne s'est jamais appelée de ce nom, ni parmi les contemporains de Périclès, ni parmi les contemporains de Canaris. Il suffit d'ouvrir Homère pour voir qu'*Héré* est une pure invention, et que Junon chez les Grecs s'appelait *Hèré*. La confusion de l'*epsilon* et de l'*éta* est une étourderie difficile à concevoir chez un poète qui se donne comme érudit et reproche aux hommes de son temps d'ignorer l'antiquité. Je suis forcé d'en dire autant d'*Athéné* substituée à Minerve: les écoliers de douze ans, assis sur les bancs de nos colléges, savent très bien que Minerve, dans l'*Iliade* et dans l'*Odyssée*, s'appelle *Athènè* et non pas *Athéné*. Cette remarque toute philologique pourra sembler puérile aux esprits frivoles, je crois cependant qu'elle n'est pas sans importance. Lorsqu'il s'agit, en effet, d'un poète modeste qui produit sa pensée sans afficher l'érudition, il est permis de lui témoigner de l'indulgence; mais lorsque le poète jette à la face de son temps le reproche d'ignorance, la sévérité devient un droit et un devoir. *Hélios* n'est pas une monstruosité moins étrange qu'*Athéné* et *Héré*. Tous les écoliers savent que le soleil s'appelle, dans la langue d'Homère, *Hêlios* et non pas *Hélios*. Ce n'est pas d'ailleurs la seule bévue commise par M. Leconte de Lisle, car il dit à plusieurs reprises « le jeune Hélios : » or, dans la langue d'Homère, on peut dire « le jeune, le blond *Phoibos;* » quant au *jeune Hêlios*, c'est une locution parfaitement inconnue. *Hêlios* est la dénomination d'une chose; *Phoibos* est la dénomination d'un dieu. Plût à Dieu que cette erreur si évidente fût la seule à relever, car il ne s'agirait après tout que de la confusion d'une brève avec une longue, bévue prosodique sans excuse aux yeux des hellénistes, mais facilement pardonnée par ceux qui n'ont pas vécu dans le commerce familier de Sophocle et de Démosthènes. Les erreurs de M. Leconte de Lisle vont beaucoup plus loin; il confond parfois les substantifs avec les adjectifs. Je prévois le sourire des gens du monde, mais je n'en veux tenir aucun compte, car il s'agit d'une vérité élémentaire bonne à rappeler. Homère appelle les Grecs en maint endroit, soit dans l'*Iliade*, soit dans l'*Odyssée*,

Èüknémides, et le tréma n'est mis là que pour avoir un pied de plus, car, sans les exigences de la versification, les Grecs s'appelleraient *Euknémides*. M. Leconte de Lisle, dans un accès d'étourderie que j'ai peine à concevoir, confond les *knémides*, c'est-à-dire les hommes chaussés, avec les *knémes*, c'est-à-dire les chaussures. Une pareille bévue suffit pour ruiner l'édifice entier de son érudition. Après une telle méprise, il n'est plus permis de reprocher aux poètes de notre nation de substituer Jupiter à Zeus, sous peine de se voir appliquer la parabole de l'Évangile sur la poutre et le fêtu. L'érudition est chose fort salutaire, mais à la condition d'être complète. Toute érudition superficielle est plutôt un danger qu'un secours. Les poèmes de M. Leconte de Lisle, trop souvent énigmatiques pour les gens du monde, étonnent et blessent les érudits, et quand je m'exprime ainsi, je ne veux pas parler seulement de la philologie, j'entends parler aussi des sciences naturelles. Les citations botaniques portent malheur au poète aussi bien que les citations helléniques. Il lui arrive de confondre le calice avec la corolle; comme rien ne l'obligeait à employer cette dénomination purement scientifique, il fallait au moins l'employer à propos.

Mes réserves une fois faites contre l'érudition très incomplète de M. Leconte de Lisle, je me plais à reconnaître qu'il y a dans son recueil plusieurs pièces très dignes d'attention. *Helène*, *Niobé*, *le Centaure*, révèlent chez l'auteur une connaissance approfondie, sinon de la langue, au moins de la tradition grecque. Son vers n'est pas toujours d'une irréprochable correction. Parfois, pour obéir à la rime, il donne plus d'une entorse à notre idiome; mais, à tout prendre, sa pensée ne manque ni de grandeur ni de sérénité. C'est une âme vraiment poétique, capable de comprendre et d'exprimer le sens intime de toute chose; mais cette âme si intelligente ne tient compte ni des temps ni des lieux. *Hélène*, *le Centaure* et *Niobé*, interprétés par M. Leconte de Lisle, seraient pour Eschyle et Sophocle de véritables énigmes, car le poète français, au lieu de s'en tenir à la tradition grecque, encadre cette tradition dans sa pensée personnelle et lui prête un sens qu'elle n'a jamais eu pour les païens. Je ne dis pas que la philosophie répudie le sens qu'il prête à cette tradition; mais j'affirme que la poésie ne peut s'en accommoder. Il nous dit qu'il raconte l'enlèvement d'Hélène d'après une tradition dorienne, je le veux bien; mais jamais aucune tradition hellénique n'a fait jouer au Destin un rôle aussi important dans la chute d'Hélène. Pour les Grecs comme pour nous, Ménélas est un mari trompé, Pâris un amant hardi et entreprenant. Le Destin n'a rien à voir dans la mésaventure de Ménélas. *Le Centaure* et *Niobé* donnent lieu à des remarques du même genre. *Le Centaure*, dans le recueil de

M. Leconte de Lisle, parle comme un homme qui aurait lu Herder et Spinoza. Il est permis aux générations modernes d'interpréter les traditions grecques, mais il est défendu aux poètes de prêter aux personnages de ces traditions les pensées qu'une longue série de siècles a pu seule développer. Niobé vantant sa fécondité, excitant la jalousie de Latone et voyant périr toute sa famille sous les flèches d'Apollon, est assurément un sujet très pathétique. M. Leconte de Lisle ne s'est pas contenté de la donnée fournie par la mythologie, il a prêté à Niobé des sentimens que la Grèce n'a jamais connus. S'il faut dire en un mot toute ma pensée, il défigure l'antiquité, qu'il la connaisse. Il a le sentiment du passé, et cependant les poèmes qu'il vient de publier sont entachés d'un perpétuel anachronisme. Il met sous des noms grecs des pensées qui n'ont pu éclore que parmi nous, sous le ciel brumeux qui nous abrite.

Parlerai-je du *Bagharat!* C'est une tentative que le goût français ne peut accepter. L'épopée indienne, où les plus hautes questions métaphysiques se mêlent au récit des combats et à la poésie descriptive, ne sera jamais pour nous qu'un sujet d'étude. Vouloir l'imiter, c'est méconnaître le génie de notre nation. Il y a certainement dans le *Bagharat* de M. Leconte de Lisle des parties très dignes d'éloges, empreintes d'une véritable élévation: par malheur cette qualité, si recommandable d'ailleurs, ne saurait racheter tout ce qu'il y a d'énigmatique et de confus dans le récit. Tous ceux qui, sans avoir étudié le sanscrit, ont pu lire le *Ramayana* dans la traduction anglaise de Marshman accueilleront avec un sourire d'étonnement le récit inventé par M. Leconte de Lisle. L'épopée indienne, qu'il croit avoir naturalisée parmi nous, ne procède pas par des moyens aussi puérils. Elle nous étonne par l'image de l'infini; mais en face de cette terrible image elle ne place jamais des chagrins vulgaires. Les poètes français peuvent et doivent consulter l'Orient; seulement, toutes les fois qu'ils entreprendront de le calquer, ils peuvent être sûrs de rencontrer l'indifférence ou la surprise. Le génie de l'Inde et le génie de la France ne sont pas faits pour se concilier. L'Inde chérit le mystère; la France aime la clarté. Kalidasi et Valmiki ne seront jamais lus avec une sympathie empressée dans la patrie de Molière et de Voltaire. Le *Bagharat* de M. Leconte de Lisle, objet de curiosité pour les érudits, ne sera pour la foule qu'une énigme impénétrable, une sorte de défi porté à l'esprit de notre nation. Il y a pourtant dans le recueil de M. Leconte de Lisle un sentiment poétique très vrai, très élevé, que je ne veux pas méconnaître. En renonçant à l'érudition qui lui porte malheur, il pourra, je n'en doute pas, révéler toute la puissance de ses facultés.

J'aime à reconnaître dans M. Victor de Laprade un poète sincère

et convaincu. Il y a dans ses *Poèmes évangéliques* plus d'une page qui serait avouée par les esprits les plus élevés de notre temps. L'art n'est pas pour lui un pur délassement, mais un besoin impérieux. Le dirai-je cependant? M. de Laprade ne me paraît pas comprendre assez nettement l'intervalle qui sépare la poésie de la philosophie. Animé de sentimens généreux, ému comme toutes les âmes délicates en présence de la nature, initié à toutes les grandes pensées que la philosophie a mises en circulation depuis cinquante ans, il confond trop souvent l'enseignement avec l'inspiration. Je proclamerai en toute occasion les relations étroites du beau et du vrai, mais je n'affirmerai jamais avec un accent moins résolu la distinction profonde de la philosophie et de la poésie. La poésie la plus haute ne doit renfermer qu'un enseignement implicite. Dégagez la vérité, présentez-la sous une forme explicite, et vous détournez la poésie de sa vraie mission. La leçon, une fois offerte au lecteur dans toute sa nudité, appartient à la philosophie. Voilà précisément ce que M. de Laprade me paraît ignorer, ou du moins avoir oublié. Voué à l'expression du sentiment religieux, acceptant sans réserve tous les dogmes chrétiens, il les métamorphose à son insu, en les interprétant, pour les appliquer comme un baume salutaire aux plaies de notre âge. L'intention est excellente, mais l'Évangile soumis à cette épreuve perd bientôt son caractère primitif. Le poète a beau croire de toutes les forces de son âme aux vérités révélées, il en altère la simplicité par le travail de la réflexion.

Je ne m'arrêterai pas à discuter si le Nouveau Testament est une matière poétique; l'arrêt prononcé en France au XVIIe siècle a été réfuté victorieusement par Klopstock. Ce qu'il m'importe de signaler dans les *Poèmes évangéliques* de M. Victor de Laprade, c'est le caractère didactique. *Le Précurseur* et *la Tentation* sont à coup sûr l'œuvre d'une imagination très heureusement inspirée; mais ces deux poèmes, dont je me plais d'ailleurs à louer l'élégance et l'austérité, agiraient plus sûrement sur la foule, si l'intention de l'auteur était indiquée, au lieu d'être formulée. La confusion de la poésie et de la philosophie, que la raison ne saurait accepter, amène dans la trame du style une diversité de couleurs que le goût ne peut avouer. Tour à tour poétique et philosophique, le langage de M. de Laprade ne contente que d'une manière incomplète les philosophes et les poètes. Oui, je crois que le Nouveau Testament est une mine féconde pour les âmes initiées à la foi chrétienne et soumises sans réserve aux prescriptions de la loi nouvelle; mais à quelle condition cette mine peut-elle être exploitée? Il me semble qu'à cet égard les avis ne sauraient être divisés. Il suffit de lire l'Évangile pour comprendre que les récits de saint Luc et de saint Matthieu, de saint

Marc et de saint Jean ne peuvent, sans se dénaturer, servir à l'exposition des idées modernes. Je ne dis pas que la philosophie contredise ou même contrarie seulement la doctrine évangélique, telle n'est pas ma pensée. Quand l'Évangile n'enseignerait que la charité, il faudrait le considérer comme un des livres les plus précieux offerts à l'intelligence humaine. Ce que je tiens à établir, ce que personne, je crois, ne voudra contester, c'est que la doctrine prêchée en Judée il y a dix-huit siècles offre un caractère constamment poétique, et que ce caractère ne peut être méconnu, oublié un seul instant sans que l'Évangile ne soit aussitôt dénaturé. Le Christ, dans les leçons qu'il donne à la foule, ne procède ni par syllogismes, ni par enthymèmes, ni par sôrites, et pourtant bien avant que le précepteur d'Alexandre eût défini et classé ces instrumens dialectiques, les hommes les plus illettrés les possédaient et les maniaient à leur insu. Le Christ procédait par paraboles. M. Victor de Laprade ne l'ignore pas, et il encadre habilement dans ses récits les paraboles du Christ; mais, au lieu de les accepter dans toute leur simplicité, il cède au besoin de les commenter, et cette tentative, très légitime dans le domaine philosophique, ralentit singulièrement la marche de la narration. C'est pourquoi je conseille à M. de Laprade de surveiller sévèrement, avec une vigilance assidue, le développement de sa pensée; il faut qu'il choisisse sans plus tarder entre la philosophie et la poésie. Qu'il émeuve ou qu'il enseigne, qu'il charme ou qu'il instruise; mais qu'il n'espère pas identifier l'émotion et l'enseignement, qu'il n'essaie pas de concilier ces deux tâches si diverses et de les accomplir toutes deux en même temps. Il me répondra peut-être, ou ses amis me répondront pour lui, qu'il cède à sa double nature et qu'il trouve en lui-même l'instinct du poète et l'instinct du moraliste. Lors même qu'il sentirait au fond de sa conscience une propension égale pour l'enseignement et pour l'invention, il ne serait pas dispensé de faire un choix. Qu'il prenne garde, malgré ses facultés éminentes, de manquer le but qu'il veut atteindre. La double tendance que je signale se retrouve dans les pièces purement lyriques, et même dans la *Dédicace* et la *Consécration* adressées par l'auteur à sa mère. J'admire dans ces deux morceaux l'expression de la piété filiale, l'accent d'une âme profondément attendrie par le spectacle de la souffrance et le souvenir d'une mort résignée; mais dans la révélation même de ces sentimens tout personnels, M. Victor de Laprade manifeste encore sa double nature : parfois trop prosaïque pour les poètes, parfois aussi trop poétique pour les philosophes, il ne satisfait pleinement ni la réflexion ni l'imagination.

Je ne voudrais pas laisser croire que M. Victor de Laprade n'est à mes yeux qu'une intelligence fourvoyée cheminant à tâtons sur une

route inconnue; loin de là, ses œuvres m'inspirent une vive sympathie : seulement, je voudrais le voir marcher d'un pas plus résolu vers un but mieux défini. Il possède le sentiment du paysage. Depuis le chuchotement des ruisseaux jusqu'au murmure des chênes séculaires, il n'y a pas un accent de la nature qui le trouve inattentif. Souvent il exprime son émotion sous une forme éloquente, mais je voudrais qu'il tînt compte des temps et des lieux et ne prêtât pas au Christ et aux apôtres des pensées dont le germe est sans doute contenu dans l'Évangile, mais dont l'entière éclosion ne s'est accomplie que sous nos yeux. Cet oubli du temps s'explique par la confusion que je signalais tout à l'heure entre la philosophie et la poésie. Si l'auteur, en effet, ne se fût proposé que l'émotion, au lieu de se proposer en même temps l'enseignement, il n'eût pas mis dans la bouche des apôtres des vérités qui par le fond ne contredisent pas la doctrine chrétienne, mais dont la forme est toute moderne.

Si M. de Laprade était à mes yeux un esprit secondaire, je me garderais bien de discuter les procédés de son intelligence. C'est précisément parce que j'attribue à ses œuvres une véritable importance que je crois devoir les juger avec une sévérité qui pourra paraître excessive. Les objections que je lui soumets ne m'appartiennent pas tout entières. Plus d'une fois j'ai entendu exprimer l'opinion que j'exprime aujourd'hui, plus d'une fois j'ai vu les plus belles pièces signées de son nom émouvoir au début, et ne laisser pourtant dans la mémoire des lecteurs éclairés qu'une trace bientôt effacée. J'ai voulu savoir la cause de cette mésaventure, et j'ai reconnu qu'elle se trouvait dans la confusion à peu près constante de la philosophie et de la poésie. En nous racontant la fable de Psyché, M. Victor de Laprade avait déjà succombé à la tentation que j'ai tâché de caractériser. Au lieu de rester païen dans un sujet païen, il avait interprété cette tradition ingénieuse à l'aide des idées de notre temps. En nous racontant les travaux et la mort de saint Jean-Baptiste, il n'a pas su demeurer purement chrétien. C'est donc chez lui une habitude invétérée d'outrepasser les limites de son sujet. Tous ceux qui aiment la poésie vraiment élevée, qui en suivent les développemens avec une attention sympathique, doivent souhaiter que M. de Laprade combatte énergiquement ses instincts philosophiques. La tâche du poète est assez belle, assez grande pour qu'un esprit élevé s'en contente. Païen ou chrétien, le sujet une fois choisi, il faut le traiter selon sa nature, et ne pas le détourner du sens légitime qu'il présente. La vérité poétique est à ce prix.

J'arrive à M. Charles Reynaud, que la mort vient d'enlever. C'était un des heureux de ce monde; tout lui souriait : loisir, affections de famille, amitiés sincères, rien ne lui manquait. Après avoir voyagé

librement pendant quelques années, il revenait en France et publiait dans un style simple et familier le récit de ses impressions, et c'est au moment où il se préparait à recueillir le fruit de son travail que la mort est venue le frapper. Doué d'un caractère bienveillant, il n'a pas eu un seul jour d'amertume et de dégoût. Tous ceux qui l'ont connu le regrettent, car il s'intéressait aux succès de ses amis beaucoup plus vivement qu'à lui-même. Il ne se contentait pas de les applaudir; il recrutait pour eux des applaudissemens. Au théâtre, quand il voyait la soirée compromise, il réchauffait les tièdes, soutenait les pusillanimes, et, la bataille gagnée, se sentait plus heureux que le vainqueur. Cette nature généreuse se réfléchit tout entière dans les deux livres qu'il a laissés. Dans son voyage d'*Athènes à Baalbek* comme dans son volume de poésies, le souvenir de ses amis occupe toujours la première place. Son talent n'avait pas encore atteint une maturité complète; il y a pourtant dans ses épîtres familières plus d'une page qui mérite d'être citée. La meilleure, à mon avis, de toutes ces épîtres s'adresse à un compagnon de voyage dont M. Charles Reynaud ne dit pas le nom. C'est avec ce compagnon, ce camarade de jeunesse, qu'il a visité l'Orient. Il y a dans cette pièce un sentiment très vrai de la nature et de la vie nomade qui se traduit en vers simples et ingénieux; mais le poète ne s'en tient pas là. Après avoir rappelé les émotions du voyage, les rêves de ses nuits passées à la belle étoile, il fait un retour sur lui-même et songe à la fuite des années; puis, comparant ses visions de vingt ans et la réalité qui s'offre à lui dix ans plus tard, au lieu de gémir sur les illusions qui s'envolent, il se console du présent en ressuscitant le passé. Le temps n'est plus où, couché sur l'herbe, enveloppé dans son bernous, entre le chameau accroupi et les chevaux entravés, il voyait passer dans son imagination ardente des femmes demi-voilées qui s'offraient à ses caresses. L'ébène de ses cheveux est déjà semé de fils d'argent; la raison succède à la rêverie. Le poète, au lieu de s'affliger, prend bravement son parti; il possède dans ses souvenirs un trésor que personne ne saurait lui disputer. Accoudé sur le bras de son fauteuil, tête-à-tête avec un ami, en face d'un feu de genêts, il se met à revivre les jours évanouis et nargue joyeusement la fuite des années. Les amis de M. Charles Reynaud ont cité avec raison *la Ferme à midi*. Il y a en effet dans cette petite pièce si courte plusieurs traits d'une vérité précieuse; c'est la vie des champs finement observée, rendue avec un rare bonheur. Je regrette seulement que l'auteur, au lieu de s'en tenir à la peinture de ses impressions personnelles, ait mêlé à ce tableau si frais, d'un effet si salutaire, la pensée de nos discordes civiles. Les chevaux dételés, les bergers endormis près des laboureurs, la chèvre broutant

le cytise et le thym, et la poule, perchée sur le toit, chantant comme au lever du soleil, suffisaient à composer un poème dans le goût de Ruysdael ou de Teniers. A quoi bon mêler à ces épisodes de la vie champêtre le bruit du canon qui gronde dans les rues de Paris? Le souvenir du sang versé n'est que trop vivant dans toutes les mémoires. L'intention de M. Charles Reynaud était excellente, j'en suis convaincu : il voulait opposer le calme des champs aux agitations de la ville; peut-être eût-il agi plus sûrement en nous offrant le tableau fidèle de ce qu'il avait vu. L'esprit du lecteur eût tiré sans effort la moralité de cette peinture.

Les pièces adressées à M. Ponsard, à M. Émile Augier, à M. Meissonnier, écrites dans une langue limpide, nous offrent l'expression d'une amitié sincère. Heureux, trois fois heureux ceux qui ont inspiré et savent garder une telle amitié! La pièce adressée à M. Émile Augier se distingue par un accent particulier. M. Charles Reynaud remercie son ami de lui avoir enseigné l'art des vers. Je ne m'étonne pas qu'il juge son maître avec une extrême indulgence, qu'il le félicite d'avoir associé dans une harmonieuse unité la franchise de Regnier à l'élégance d'André Chénier. Si tel est le but que se propose M. Émile Augier, et je le crois volontiers, ses amis doivent lui dire qu'il ne l'a pas encore touché. Et d'ailleurs, en supposant même qu'il eût résolu ce problème difficile, il resterait à savoir si la solution de ce problème importe vraiment à la comédie. Pour ma part, je me permets d'en douter. Certes, et Molière nous en offre des preuves nombreuses, dans l'action comique engagée de la manière la plus vive, il y a des momens où les personnages sont amenés à expliquer leur pensée intime sans avoir devant eux aucun interlocuteur : c'est ce qu'on appelle penser tout haut; mais dans ces momens mêmes il n'est pas bon, à mon avis du moins, que ce personnage parle comme un poète de profession. Molière a fait plus d'un emprunt à Regnier, et je crois qu'il a très sagement agi; quant à Chénier, je ne pense pas qu'il ait droit de bourgeoisie dans le style comique. Lors même qu'il s'agit de l'expression de la passion, il n'est pas sage d'emprunter le langage des poètes lyriques, et chacun sait que la passion n'occupe jamais qu'un rang secondaire dans une action destinée à la peinture du ridicule; mais c'est insister trop longtemps sur une erreur de goût excusée par l'amitié.

Ce que je voudrais pouvoir caractériser, c'est le sentiment de bienveillance universelle qui respire dans le dernier volume de M. Charles Reynaud. Il saisit le meilleur côté de tout homme et de toute chose. Il n'a pas pu parvenir à l'âge de trente-cinq ans sans subir plus d'un mécompte, sans voir s'attiédir bien des amitiés qui promettaient de demeurer ferventes et fidèles; mais il garde pour lui seul les mé-

comptes et les trahisons. Il célèbre avec bonheur les amitiés demeurées fidèles, il pardonne sans effort aux amitiés défaillantes, et ne songe pas même à les rappeler. C'est pourquoi je ne crains pas de dire que M. Charles Reynaud, envisagé sous l'aspect moral, nous offre une nature d'élite. Mêlé depuis longtemps à la vie littéraire par ses relations de chaque jour, il avait su se défendre contre la contagion. Son âme calme et sereine n'a jamais connu la vanité jalouse. Il s'efforçait de bien faire, et, tout en faisant de son mieux, ne courait pas après les louanges. Il voyait dans les œuvres applaudies un sujet d'émulation, et ne reprochait à personne de lui avoir pris sa place au soleil. MM. Ponsard et Augier n'ont pas oublié et n'oublieront sans doute jamais avec quelle ardeur il a combattu pour eux. Il s'associait à toutes les souffrances avec une tendre sympathie. Je trouve dans son dernier volume une pièce qui suffirait seule à établir toute l'excellence de sa nature : *la Mort de Juliette*. L'histoire de cette pauvre fille enivrée d'applaudissemens, entourée d'hommages et de flatteries, aimée pendant quelques mois, crédule un jour et bientôt abandonnée, élevant avec amour le fruit de sa faiblesse et se réfugiant dans la mort comme dans un dernier asile, est à coup sûr un des récits les plus touchans qui puissent être offerts à l'esprit blasé de notre temps. M. Charles Reynaud a recueilli avec un soin pieux tous les épisodes de cette tragique histoire, et les cœurs les plus endurcis ne pourront la lire sans attendrissement. Pour peindre en traits si poignans l'abandon et le désespoir, il faut posséder une sensibilité profonde et en même temps une grande simplicité de langage, car *la Mort de Juliette* offrait un écueil dangereux. Le mélange des émotions vraies et des émotions factices exposait le poète à plus d'un faux pas. Les comédiennes, lors même qu'elles pleurent des larmes sincères, gardent trop souvent dans leur désespoir le souvenir de leur profession. M. Charles Reynaud a compris le danger, et son récit n'a rien de théâtral. Juliette, couchée dans son tombeau, oublie en face de Roméo la douleur feinte que son rôle lui commande pour sa douleur réelle, sa douleur de chaque jour, et se dérobe à ses angoisses par une mort volontaire.

J'aurais à noter bien d'autres pièces qui attestent chez l'auteur un goût délicat, un sentiment exquis de la forme; mais je croirais manquer à mon devoir, si je ne mettais pas ses qualités morales bien au-dessus de ses qualités littéraires. *La Fleur du blé, la Haie,* sont des modèles de naïveté qui réuniront tous les suffrages. Ce qui domine pour moi dans le recueil de M. Charles Reynaud, c'est la bienveillance, la générosité. Je ne pousserai pas l'ingénuité jusqu'à le louer du bonheur qu'il ressentait; je ne dirai pas, comme un ami imprudent et maladroit, qu'ayant à choisir entre l'affliction et le contentement,

entre l'affliction qui est à la mode et le contentement qui est à peu près hors d'usage, il avait choisi le contentement. Ce sont là des flatteries qui ne sortiront jamais de ma bouche. J'ai rencontré plus d'une fois M. Charles Reynaud, j'ai pu l'étudier tout à mon aise, et je dois dire que son bonheur n'était pas un masque officiel, un parti pris. Il était heureux par nature; les souffrances qu'il avait éprouvées, comme toutes les âmes généreuses, il les cachait avec soin, dans la crainte d'affliger ses amis. Il s'efforçait de répandre autour de lui le contentement intérieur qui formait le fond de sa vie. D'après les pages qu'il a laissées, il n'est pas permis d'affirmer qu'il possédât des facultés éminentes, je ne crois pas qu'il fût destiné à conquérir une éclatante renommée; mais je pense qu'un rang très honoré lui était promis dans notre littérature, et quoique la mort l'ait enlevé à trente-cinq ans, il a donné des gages assez nombreux pour que la durée de son nom ne soit pas menacée. Le recueil de ses poésies contraste en effet d'une manière trop frappante avec les recueils publiés chaque jour pour qu'on ne lui assigne pas une place à part. La plupart des poètes qui ont élevé la voix depuis trente ans n'entretiennent la foule que de leurs souffrances, et se prennent trop volontiers pour le centre du monde. M. Charles Reynaud, guidé par la générosité de ses instincts, s'efface toujours devant ses amis. Il croit au bonheur, à la sincérité des affections, et nous entretient de ses espérances. Lors même que son talent aurait moins de finesse, son langage moins d'élégance et de clarté, il serait encore assuré de laisser une trace durable dans les esprits sérieux. La bienveillance, dans une âme façonnée à la pénétration par ses facultés natives et par la pratique de la vie, a quelque chose de touchant qui excite et enchaîne la sympathie. M. Charles Reynaud ne croyait pas à la bonté universelle, mais il voyait dans le nombre des âmes fausses et perverses une raison de plus pour aimer les âmes sincères. Que fût-il devenu si le temps ne lui eût pas manqué pour réaliser ses rêves? Je n'ai pas la prétention de le deviner; mais, avec le loisir qu'il tenait de sa naissance, il est probable qu'il eût trouvé moyen de produire des œuvres, sinon puissantes, au moins délicates et pures. La nature de son talent ne semblait l'appeler ni au roman ni au théâtre. La poésie lyrique allait mieux à ses facultés, bien qu'il n'eût pas à sa disposition une grande richesse, une grande variété d'images. L'épître familière convenait merveilleusement à son caractère et à son esprit, c'est dans ce champ si aride en apparence qu'il se déployait en toute liberté. Il savait le féconder par les souvenirs de sa jeunesse; il associait avec bonheur à l'expression de ses sentimens personnels le tableau de la nature qu'il avait sous les yeux. En parlant de son verger, de ses champs et de ses bois, il trouvait des accens d'une vérité pénétrante. Il disait

ce qu'il avait senti mieux encore que ce qu'il avait rêvé. Son émotion n'avait rien de factice. Chez lui, la rime n'appelait jamais la pensée rebelle ou absente. Sans attacher une grande importance aux doctrines littéraires, il avait choisi presque à son insu la meilleure et la plus sûre de toutes les doctrines : il ne cherchait dans la parole que l'écho de ses sentimens.

C'est pourquoi nous devons le regretter, car les âmes de cette trempe ne sont pas nombreuses de nos jours. Les talens ne manquent pas; toutes les formes de la pensée trouvent parmi nous d'habiles interprètes; ce qui fait trop souvent défaut, c'est la sincérité de l'émotion : le maniement du langage s'est tellement perfectionné, que l'homme disparaît sous l'ouvrier. Les ruses inventées pour tromper la foule sont tellement savantes, tellement multipliées, qu'il faut une rare pénétration pour distinguer le mensonge de la vérité. En lisant les vers de M. Charles Reynaud, l'hésitation n'est pas permise; si le poète ne possède pas encore une habileté consommée, nous sommes du moins en présence d'un homme sincère. Il y a dans sa voix un accent qui ne saurait tromper. Les sentimens qu'il exprime ne sont pas nés de la combinaison des mots. Il s'adresse au cœur, et le cœur lui répond. Le temps et le travail auraient pu lui révéler bien des secrets qu'il ignorait encore; mais il possédait un trésor que le travail le plus persévérant ne suffira jamais à conquérir. Il avait en lui-même une mine féconde dont l'art eût dégagé peu à peu tous les filons. Ne parlant qu'à son heure, il n'était pas exposé à balbutier des paroles sonores et vides. Aussi le recueil de ses poésies, quoique imparfait dans la forme, mérite par son caractère substantiel notre attention et notre sympathie. Bien des poèmes écrits dans une langue plus pure et plus harmonieuse, enrichis d'images plus éclatantes et plus variées, ne laisseront dans la mémoire qu'une trace passagère. M. Charles Reynaud, chez qui le cœur dominait l'esprit, gardera longtemps la faveur qu'il avait conquise en quelques mois, parce que cette faveur ne dépend pas des caprices de la mode.

La tâche de l'analyse est maintenant achevée; il s'agit de formuler les conclusions auxquelles l'analyse nous a conduit. Et d'abord parlons de l'antiquité. La tentative de M. Ponsard ne mérite pas une attention sérieuse, car elle se réduit au pastiche, au pastiche maladroit et infidèle. Mettre en vers la traduction de Mme Dacier et substituer au mot naïf le mot vulgaire, ce n'est pas, quoi qu'on puisse dire, réhabiliter poétiquement l'antiquité, c'est un caprice, et rien de plus. De pareilles tentatives peuvent se multiplier pendant plusieurs années sans rien changer à l'état de notre poésie. Les érudits n'ont rien à y voir, car ils n'y trouveraient pas le souvenir de leurs études; quant aux gens du monde, ils n'ont aucun profit à en tirer, car ils

n'y apprendraient pas ce qu'ils se vantent d'avoir oublié pour se dispenser d'avouer qu'ils ne l'ont jamais su. Avec la meilleure volonté du monde, il me paraît difficile de découvrir dans les *Études antiques* de M. Ponsard quelque chose qui ressemble à une pensée personnelle, éclose de nos jours, ayant une date certaine. Les amis du poète auront beau répéter qu'il a retrouvé la naïveté homérique, c'est une flatterie qui ne mérite pas d'être discutée. Non-seulement en effet M. Ponsard, — malgré le secours de Mme Dacier, qu'il vante à bon droit, puisqu'elle rappelle souvent Homère plus heureusement que Dugas-Montbel, — interprète infidèlement les sentimens et les pensées de l'*Odyssée*, mais encore il resterait à établir la naïveté homérique, dont on fait tant de bruit. Si on entend par naïveté vérité, simplicité, Homère est à coup sûr un poète très naïf; mais si l'on entend par naïveté rudesse primitive, l'erreur est manifeste et démontrée depuis longtemps. Quelle que soit l'opinion que l'on adopte sur l'origine des poèmes homériques, qu'on y voie, comme Wolf, un recueil de chants populaires réunis par une main habile sous la domination de Pisistrate, écrits par des auteurs inconnus, comme les romances espagnoles ou les ballades écossaises, ou qu'on y cherche l'œuvre puissante d'un esprit unique, peu importe. Ce qu'il y a de certain, c'est que les poèmes homériques appartiennent à une civilisation très avancée et ne portent pas l'empreinte des générations primitives. Mais passons, car cette distinction nous entraînerait trop loin. Les *homéristes* et les *polyhoméristes* accueilleront avec un égal étonnement les *Études antiques* de M. Ponsard. Je regrette, pour ma part, que l'auteur de *Lucrèce* et de *Charlotte Corday*, après avoir obtenu des applaudissemens très légitimes, ait compromis par cette tentative imprudente la réputation d'érudit que ses amis avaient bien voulu lui faire.

Les *Poèmes antiques* de M. Leconte de Lisle ont sans doute une autre importance; mais toutes les âmes qui ne demandent à la poésie que l'émotion ne peuvent manquer d'accueillir avec défiance cet essai purement archéologique. J'ai démontré surabondamment que M. Leconte de Lisle n'a pas contenté les archéologues; ses erreurs philologiques sur plusieurs points très élémentaires prouvent tout ce qu'il y a d'incomplet dans ses investigations. Quant à l'esprit même qui anime ses poèmes, je l'ai caractérisé assez nettement. Qu'il s'agisse d'Hélène ou de Niobé, du Centaure ou de Baghavat, il oublie constamment la date des personnages qu'il met en scène; il met dans leur bouche des pensées toutes modernes, ou qui du moins ne sont que l'interprétation moderne des pensées antiques. Ce perpétuel anachronisme, trop facile à démontrer, diminue singuliè-

rement la valeur de ces poèmes. Parfois le paysage rappelle la couleur de l'antiquité, l'esprit s'attend à retrouver dans ce paysage un héros de la même date que le cadre où il figure : illusion passagère, espérance bientôt déçue! Sous les chênes fatidiques de Dodone, dans les montagnes de la Thrace, nous trouvons des personnages animés des sentimens qui dirigent notre vie de chaque jour. S'il me fallait caractériser en quelques mots la pensée qui a dicté ces *Poèmes antiques*, je n'hésiterais pas à dire qu'ils expriment tout simplement un dégoût profond pour la place faite au poète dans la civilisation moderne. Et qu'on ne m'accuse pas d'injustice envers un esprit laborieux que je suis bien loin de vouloir décourager. Je sens aussi bien que personne tout ce qu'il y a d'élevé dans les *Poèmes antiques* de M. Leconte de Lisle, et je me plais à le reconnaître, mais je ne puis renoncer à signaler la pensée qui domine toutes les pages de son livre : or cette pensée, interprétée avec soin, signifie bien plutôt le dégoût de la vie moderne que l'intelligence de la vie antique. C'est avec tristesse que je constate cette vérité trop évidente : je ne puis trouver un autre sens à la pièce intitulée *Dies iræ*. Si les poètes ne sont pas aujourd'hui bannis par la volonté du législateur, comme dans la république de Platon, il est trop certain que la poésie, aujourd'hui comme au temps de Périclès, n'est pas une profession. Les charpentiers et les tisserands sont assurés de vivre, pourvu qu'ils soient vigoureux et que la santé ne leur manque pas. Les poètes vivent au hasard, car l'imagination défie tous les calculs: c'est un malheur sans doute, un malheur dont tous les esprits généreux doivent s'affliger, et je crains bien que ce ne soit un malheur sans remède. Toute l'histoire littéraire est là pour montrer que l'imagination qui enchante la foule, qui l'enlève au sentiment de ses misères, ne peut jamais compter sur un salaire assuré. Soyez poète, peintre ou statuaire : si le succès vient couronner vos efforts, si la popularité accepte ou exagère la valeur de vos œuvres, vous serez riche, applaudi, honoré, envié; mais si vous n'avez pour vous que votre seul mérite, vos études, votre savoir, votre persévérance, si les prôneurs vous manquent, votre vie sera toujours plus incertaine et plus menacée que celle du tisserand et du laboureur, car le besoin que vous contentez n'est qu'un besoin que les hommes de loisir appellent un besoin de luxe, bien qu'il soit aussi incontestable que les besoins de la vie matérielle. L'Évangile a dit : « L'homme ne vit pas seulement de pain, » et l'Évangile a eu raison, car l'intelligence n'est pas moins avide que le corps. Si le cœur a besoin de croire, l'imagination a besoin d'être charmée; mais la foule n'a pas le temps de songer aux plaisirs de l'imagination, ou, lorsqu'elle s'y livre, c'est d'une manière

toute passagère. C'est pourquoi les poètes qui rêvent la gloire et qui la méritent doivent accepter leur isolement, comme la condition même de leur supériorité.

Je n'ai pas à résumer ce que j'ai dit de MM. Victor de Laprade et Charles Reynaud : je crois n'avoir laissé aucun doute sur le fond de ma pensée. M. Victor de Laprade a traité la tradition chrétienne avec le zèle d'un disciple fervent, seulement il a dépassé plus d'une fois le but qu'il se proposait. Quant à M. Charles Reynaud, s'il n'a pas réalisé complétement sa pensée, il y a certainement dans les essais qu'il nous a laissés plus d'une page très digne de louange. Aussi je suis loin de m'associer aux plaintes que j'entends répéter chaque jour : malgré les paroles attristées que j'ai prononcées tout à l'heure, je ne crois pas que la poésie soit destinée parmi nous à périr d'une mort prochaine. Applaudie ou négligée, encouragée par des esprits pénétrans et généreux ou affligée par l'indifférence de la foule, sa vie n'est pas moins certaine que la vie de l'industrie. Il n'est pas au pouvoir du veau d'or, qui menace de devenir le seul dieu des sociétés modernes, de supprimer une de nos facultés. La richesse, qui nous donne le bien-être, ne suffit pas à contenter tous nos besoins. La poésie vivra aussi longtemps que l'humanité; elle compte encore parmi nous des apôtres dont la ferveur égale l'éloquence. Les aberrations que j'ai signalées n'attiédissent pas ma sympathie pour les hommes qui se vouent à l'étude et à l'expression de la beauté. A l'heure où je parle, nous attendons encore un génie nouveau, qui se révèle par une œuvre puissante et nous commande une admiration sans réserve. Est-ce à dire que nous ayons le droit de nous plaindre et de nous étonner? Si le talent est la monnaie du génie, Dieu merci le talent ne manque pas, et nous sommes encore loin de la pauvreté. Acceptons sans dédain et sans dépit le lot qui nous est échu, et attendons sans impatience un génie nouveau. Notre siècle, malgré ses agitations, occupera certainement un rang élevé dans l'histoire littéraire, car s'il manque de discipline, il ne manque pas d'énergie, et je nourris la ferme confiance que l'imagination poursuivra son œuvre aussi activement, aussi glorieusement que l'industrie.

GUSTAVE PLANCHE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 septembre 1853.

Faut-il croire que la crise d'Orient est arrivée à son terme, ainsi qu'on le disait il y a quelques jours encore? Doit-on penser plutôt qu'elle n'est rien moins que terminée, qu'elle ne fait au contraire qu'entrer dans une phase nouvelle et prendre un tour plus décisif en changeant d'aspect? Elle serait terminée, si on consultait les penchans de l'opinion, les vœux des gouvernemens, une sorte d'impatience universelle d'en finir avec cette éternelle question, posée devant l'Europe comme une énigme périlleuse et irritante. Elle n'est point au bout des surprises qu'elle nous réserve, si on observe les faits. D'un côté, les efforts continuent pour favoriser un accommodement, les cabinets agissent, la diplomatie redouble de zèle et de persistance dans la recherche d'une issue pacifique; de l'autre, les incidens se succèdent chaque jour et échappent à toutes les prévisions. On n'a point oublié où en étaient assez récemment les affaires d'Orient. La conférence de Vienne avait mis toute son habileté dans la rédaction d'une note destinée à tout concilier, — l'indépendance de l'empire ottoman, les griefs de la Russie et l'intérêt européen engagé dans ce conflit. On sait aussi que cette note, après avoir obtenu l'adhésion du tsar, allait à Constantinople, où le divan ne l'acceptait pas sans lui faire subir quelques modifications. Au premier abord, ces modifications n'étaient rien, disait-on; bientôt on y apercevait quelque importance, et aujourd'hui enfin l'acceptation par l'empereur Nicolas de la note modifiée est devenue plus que douteuse. S'il en était ainsi, le but de la conférence de Vienne se trouverait manqué, et ce qu'il y a de plus grave, c'est qu'il serait manqué non par le fait de la Russie, mais par le fait de la Turquie. Expliquons-nous rapidement sur cette situation nouvelle, qui peut encore se dénouer heureusement par l'acquiescement du cabinet russe aux modifications proposées, mais qui peut devenir aussi, dans le cas d'un refus, le point de départ de complications d'un autre genre.

Quel était le but de la note préparée par la conférence de Vienne pour ser-

vir de moyen d'arrangement entre l'empire ottoman et la Russie? C'était de maintenir autant que possible l'état actuel des choses. Le divan se déclarait prêt à observer dans leur esprit et dans leur lettre les traités de Kaïnardgi et d'Andrinople; il assurait aux Grecs la participation dans une mesure équitable, aux avantages dont jouissent les autres chrétiens; il parlait avec déférence de la sollicitude de la Russie pour l'église grecque, sans rien spécifier d'où on pût inférer un droit formel de protectorat. La première condition de succès pour la note de Vienne, il faut le dire, c'était qu'on n'insistât pas trop sur ses termes, et que de part et d'autre on ne cherchât pas trop à en accuser le sens. Il est parfaitement clair que du moment où chacun prétendrait mettre sous les paroles de cette déclaration un sens entièrement conforme à sa propre politique, il n'y avait plus d'accord possible. C'est l'habileté de la Russie de n'avoir rien discuté dans la note de Vienne, d'avoir tout accepté, soit qu'elle se tînt pour satisfaite des assurances nouvelles qui lui étaient offertes, soit que, dans sa situation actuelle en Europe, elle ne se crût point en mesure de pousser plus loin l'accomplissement de ses desseins sur l'Orient. La Turquie en a jugé autrement; elle a cru de son honneur de faire des modifications qui sont aujourd'hui connues par la publication de la note de Vienne elle-même et du mémorandum de Rechid-Pacha qui accompagne et explique les changemens opérés par le divan. Ces changemens, on le sait, tendent à préciser la portée réelle des traités de Kaïnardgi et d'Andrinople; ils font la distinction entre les chrétiens relevant des gouvernemens étrangers, en vertu de dispositions particulières, et les chrétiens grecs sujets ottomans; quant à ceux-ci, la sollicitude de la Russie est écartée pour ne laisser debout que la sollicitude et la protection des sultans. Avec toute la bonne volonté possible, ces modifications ne sauraient être considérées comme absolument dénuées de signification. Elles sont même si essentielles, qu'elles déplacent la question telle qu'elle avait été posée à la conférence de Vienne, ou plutôt qu'elles la replacent, après trois mois de négociations et d'efforts, dans les termes où elle se trouvait au moment où le prince Menchikof quittait Constantinople. Il y a seulement une différence considérable. A l'origine de cette triste querelle, la Porte ottomane avait pour elle les puissances de l'Occident, l'appui de leur diplomatie, de leurs conseils et de leurs flottes. Depuis, ces puissances ont interposé leur médiation et négocié un arrangement. Or, en présence des modifications introduites par la Turquie dans cet arrangement, que pourraient-elles répondre à la Russie, si celle-ci venait dire aux cabinets : — Vous avez proposé un moyen de pacification, vous avez rédigé une note, j'ai accepté cette note sans y changer un mot; c'est la Turquie qui refuse de souscrire à l'œuvre de votre médiation. Maintenant c'est à vous de faire accepter par la Porte ce que vous avez proposé, ou laissez-moi vider seule ma querelle! — Sans doute le meilleur moyen serait que la Russie acceptât la note de Vienne, même avec les modifications du divan; sans doute aussi l'intérêt européen reste le même, et n'en est pas moins opposé aux tendances de la politique russe; il est vrai encore qu'en tout ceci l'attitude de la Turquie n'est point sans dignité. Cela veut dire seulement que la situation n'est devenue facile pour personne. Il y a un autre inconvénient à signaler.

Lorsque la question d'Orient a éclaté, la politique de l'Europe, de la France et de l'Angleterre en particulier semblait s'identifier avec celle de l'empire ottoman. Cette identité n'était point réelle au fond évidemment, ou du moins elle n'était que transitoire; mais enfin les circonstances l'avaient créée, les circonstances avaient un moment confondu les deux intérêts, celui de l'Europe et celui de la Turquie. Il n'en est plus ainsi aujourd'hui; il est évident qu'il y a un intérêt européen qui parle à Vienne et un intérêt turc qui parle à Constantinople. L'intérêt turc a ses réserves et ses susceptibilités; il stipule pour lui-même, pour l'honneur musulman, pour son présent et pour son avenir. L'Europe n'est point aussi ambitieuse peut-être ou aussi soigneuse de l'avenir de la domination musulmane. Elle défend l'indépendance et l'intégrité de l'empire ottoman, moins pour le bien de la Turquie elle-même que parce que cette intégrité et cette indépendance sont aujourd'hui un des élémens de l'équilibre continental. Ce n'est pas le pouvoir musulman qu'elle soutient, c'est le gouvernement neutre qui occupe Constantinople. Enfin l'intérêt européen, c'est surtout la paix, même au prix de quelques sacrifices. N'eût-il pas été plus sage pour la Turquie de ne point laisser éclater ces différences, et de remettre le soin d'interpréter la note de Vienne aux puissances qui l'avaient préparée, et qui ne cessaient de conserver un intérêt opposé aux progrès de la Russie en Orient? Oui, il faut l'avouer, c'est une faute de la part du divan, et elle est d'autant plus grave, que deux fois en peu de temps la Turquie a eu l'occasion d'identifier sa politique avec celle de l'Europe, et deux fois elle l'a manquée. La première occasion a été l'affaire de l'emprunt turc. Certes rien n'était plus propre à créer une puissante solidarité d'intérêts entre la Porte et les états européens. La Turquie a cédé à d'étroits et aveugles préjugés. La seconde occasion, c'est la conférence même de Vienne, par où l'empire ottoman pouvait entrer dans le concert européen et arriver à voir son indépendance de nouveau garantie par les cabinets. Ici surviennent encore des difficultés nouvelles tendant à créer une sorte de séparation avec l'Europe. Mais si la Turquie nous semble avoir mal calculé ses résolutions et ses intérêts, cela veut-il dire que la Russie, malgré les apparences, soit fondée à repousser absolument les modifications proposées? L'empereur Nicolas aurait, ce nous semble, un rôle beaucoup plus élevé et plus généreux à remplir : ce serait de faire cesser l'état violent qui dure depuis six mois, en acceptant la note de Vienne telle qu'elle est revenue de Constantinople, ce qui aurait en outre l'avantage d'effacer les impressions pénibles qu'a dû susciter l'attitude de la Russie dans les commencemens de cette crise. Malheureusement il n'est point certain qu'une pensée de ce genre domine en ce moment le gouvernement russe. Quant à l'Europe, lors même que le cabinet de Saint-Pétersbourg n'accepterait pas les modifications proposées par le divan, il n'est point dit certainement qu'elle dût renoncer à l'emploi de tout moyen diplomatique, ou qu'elle pût laisser longtemps se poursuivre une guerre inégale entre la Russie et la Turquie, si elle venait à éclater définitivement. L'Europe, après tout, aurait toujours à sauvegarder l'intérêt de l'Occident; mais pour cela, qu'on nous permette de le dire, il faudrait une unité d'efforts qui n'est point aussi réelle au fond peut-être qu'il l'a paru jusqu'ici. Il est possible que la situation actuelle eût été évitée, si

l'Angleterre n'eût refusé pour sa part de laisser s'accomplir, il y a quelque temps, le passage projeté des Dardanelles par les flottes combinées, — passage que le cabinet de Saint-Pétersbourg, au reste, a cru un moment réalisé. Cela indique assez toutes les transformations, toutes les crises par lesquelles peut avoir encore à passer cette éternelle et énigmatique question d'Orient.

Si les difficultés s'élèvent aujourd'hui en Europe, ce n'est point certes qu'on les appelle et qu'on se plaise à les rechercher : elles naissent souvent de causes plus fortes que les volontés; elles sont le produit du choc inévitable des intérêts et des tendances nationales, et c'est ce qui crée parfois un si singulier contraste entre le mouvement des choses extérieures et l'existence intérieure de chaque pays. Ici, après l'excès des agitations passées, tout est redevenu calme. La lassitude et le déplacement de toutes les conditions politiques ont amené cet état si difficile à décrire, et qui ne s'explique que par le besoin du repos. Qu'on observe la France : quelques élections de membres du corps législatif viennent de se faire, et c'est à peine si on y a songé. Du reste, les candidats du gouvernement étaient à peu près sans concurrens. Autrefois une élection devenait facilement un champ de bataille : c'était tout simple, il s'agissait de soutenir ou d'attaquer une politique, d'envoyer un auxiliaire ou un antagoniste à un ministère; aujourd'hui ce n'est point un député, on le sait, qui peut changer une politique ni même un cabinet. Les conseils généraux viennent aussi d'avoir leur session annuelle, et le bruit de leurs travaux n'a guère dépassé l'enceinte locale. L'un d'eux, celui de l'Hérault, a renouvelé son vote habituel en faveur de la liberté commerciale, et il y a joint cette année un vœu pour l'abolition de l'échelle mobile qui règle le commerce des céréales : vœu de circonstance, car en définitive, au milieu de la stagnation politique, dans l'absence d'événemens intérieurs propres à émouvoir fortement l'attention, quel est le fait plus capable d'exciter un intérêt réel et sérieux que cette question des subsistances qui s'est réveillée récemment?

Ce n'est point d'aujourd'hui qu'on s'est inquiété de l'insuffisance des dernières récoltes en France; voici quelque temps que l'incertitude se prolonge. Dans ces derniers jours, la préoccupation a redoublé, et il n'est point même impossible que, l'exagération s'en mêlant, les calculs du déficit probable dans la production des céréales n'aient dépassé la réalité. Toujours est-il que le pays s'est senti menacé, que le prix des grains a haussé partout, et que la sollicitude du gouvernement a dû naturellement se porter sur une telle situation. Le gouvernement a fait la seule chose qu'il pût faire : il a rendu divers décrets abolissant certaines prohibitions, réduisant les droits d'entrée, provoquant l'abaissement du prix de transport des grains, farines et légumes sur les chemins de fer, affranchissant de tout droit de navigation intérieure sur les rivières et sur les canaux les bateaux chargés de ces mêmes produits. On sait bien qu'en tout le reste il serait trop périlleux pour un gouvernement de se substituer à l'action libre du commerce, — et des déclarations officielles réitérées n'ont fait que confirmer cette vérité. Le gouvernement en effet a cru devoir démentir des bruits qui avaient pu se propager sur des achats de grains faits par lui au dehors; il s'est borné à demander à l'étranger les approvisionnemens pour l'armée et pour la marine. On peut rechercher

et imaginer bien des procédés pour suffire à ces crises alimentaires ou pour les prévenir; le plus simple et le plus efficace encore aujourd'hui, c'est la liberté de l'industrie privée et du commerce : il n'en est point qui remplace celui-là. Tout autre moyen qui tendrait à transformer l'état en pourvoyeur général, outre qu'il aurait l'inconvénient d'être entaché d'un esprit peu en faveur auprès du pays, aurait pour effet de suspendre et de paralyser toutes les transactions. Quant à la mesure prise pour maintenir à Paris le prix du pain à un taux inférieur aux indications des mercuriales, ce qu'on en peut dire, c'est que ce n'est là qu'une mesure spéciale à Paris. Il n'est point probable que le gouvernement, au moment où il déclarait vouloir laisser toute liberté au commerce sous une de ses formes, eût la pensée de le gêner sous une autre forme.

Il y a quelques mois déjà, il paraissait un *Mémoire*, qui n'est point sans intérêt, sur ces périodes de disette en France. En décomposant les chiffres des importations et des exportations de grains, l'auteur, M. A. Hugo, est arrivé à découvrir que la disette et l'abondance alternaient par périodes de cinq ou six années : c'est l'éternelle histoire des sept vaches grasses et des sept vaches maigres. Il en est ainsi en France depuis 1816. Sept périodes alternatives se sont succédé. Nous touchons à la huitième marquée pour la disette. Seulement, en comparant dans ces trente-six dernières années le chiffre général des importations et des exportations, il se trouve qu'il y a pour la France un déficit en froment de plus de vingt et un millions d'hectolitres : d'où il résulterait que l'abondance ne compense pas la disette, et qu'en établissant une moyenne de production, la France ne se suffit pas à elle-même. S'il en est ainsi, n'est-ce point à l'état d'infériorité où est l'agriculture française qu'il faut l'attribuer? Quant à l'influence que la disette peut exercer sur les grands événemens publics, l'auteur du *Mémoire* en cite un exemple curieux : il rappelle que la campagne de Russie ne manqua peut-être en 1812 que par suite de la disette de cette époque, la nécessité d'assurer l'approvisionnement de Paris ayant retenu l'empereur du 10 mars au 9 mai. Il se peut qu'il en soit ainsi. Convenons cependant qu'il y a d'autres explications plus élevées, et que cela prouve seulement combien les causes secondes viennent concourir parfois aux grands résultats de l'histoire.

Un des caractères de la crise qui nous menace, c'est de se produire au milieu d'un mouvement immense d'industrie et de travaux qui peuvent être certainement une source de richesse, mais qui pour l'instant malheureusement absorbent les capitaux et les détournent du commerce ordinaire. Partout en effet les plus vastes entreprises se poursuivent et sont en voie d'exécution. La ville de Paris elle-même, au premier rang, a assumé la charge de se transformer matériellement. On a chaque jour le témoignage de ce qui peut s'accomplir en quelque sorte à vue d'œil. Ce n'est pas seulement le Louvre qui s'élève, — ce Louvre qu'on avait eu la si étrange idée de baptiser le palais du peuple; — des voies nouvelles sont percées sur tous les points, des boulevards s'ouvrent presque à l'improviste, la grande artère de la rue de Rivoli traverse déjà Paris, des quartiers entiers disparaissent pour faire place à des quartiers nouveaux. Sait-on combien de maisons sont tombées sous le marteau dans ces derniers temps? M. le préfet de la Seine, dans un mémoire récent, en donnait le chiffre,

qui est de 637, — 637 maisons occupant une surface de 76,841 mètres. L'expropriation de ces 637 maisons a été nécessaire pour la création des halles et de la rue de Rivoli seulement. Ces dépenses, qui forment un budget à part pour la ville de Paris, sont couvertes à l'aide d'un emprunt qui a produit un peu plus de 61 millions. Cependant, en supposant même que les dépenses réelles ne dépassent pas les prévisions, il restera un déficit de 5 millions; mais ce déficit devra être imputé par année sur le budget municipal ordinaire à dater de 1855, époque probable de l'achèvement des halles. Ce n'est pas par un stérile besoin de supputer des chiffres, des maisons abattues, des quartiers qui disparaissent, des constructions qui s'élèvent, que nous constatons les travaux qui s'accomplissent dans Paris et en changent presque entièrement la face, — c'est parce qu'ils ont leur place dans le mouvement actuel, et ensuite parce qu'il y a quelque chose de curieux dans ce labeur d'une ville occupée à briser sa vieille enveloppe pour paraître sous une forme nouvelle. Dans ces maisons qui croulent de vétusté avant que le marteau vienne les achever, c'est un passé qui s'en va. On assainit la ville, un air plus salubre pénètre là où on ne respirait pas, les architectes tracent des voies droites, régulières et élégantes, on s'entend merveilleusement à tout ce qui constitue la vie extérieure; en même temps aussi il y a un sens moral des choses anciennes qui s'évanouit, il y a un caractère qui s'efface dans les monumens restés debout, isolés et dépaysés en quelque sorte au milieu des splendeurs des voies et des constructions modernes. On en a un exemple par cette tour Saint-Jacques-la-Boucherie, demeurée intacte dans la rue de Rivoli, et qui doit, à ce qu'il paraît, être entourée d'une balustrade, d'une plantation d'ormes et d'acacias. Le monument n'a pas changé, c'est sa destination qui n'existe plus. Autrefois il avait un sens historique, aujourd'hui il n'est plus qu'une curiosité d'art appelée à figurer au milieu d'un square. Il en sera de même de l'Hôtel-Dieu, qui doit, dit-on, être déplacé et reconstruit. On bâtira un plus bel hospice; ce ne sera plus la maison hospitalière adossée à l'église, mettant les pauvres à côté du temple et résumant la vieille idée religieuse dans ce qu'elle avait à la fois de plus élevé et de plus touchant. C'est ainsi que, dans les transformations matérielles d'une ville, on peut voir partout les signes multipliés des transformations qui s'accomplissent dans le monde moral et dans le monde intellectuel.

Ces transformations du monde intellectuel, il serait facile aussi d'aller les rechercher directement dans les œuvres de l'esprit. Là les signes n'abonderaient pas moins; on pourrait voir comment les goûts varient, comment les tendances se succèdent et se renouvellent, comment les mots eux-mêmes changent de sens fréquemment : ce serait une étude comparative à faire de l'esprit et des procédés intellectuels des divers siècles de notre littérature, et, après tout, notre temps ne serait point sans avoir encore dans ce large tableau une part suffisante à côté des tristes et violens excès qui ont pris trop souvent le nom d'inspiration. Pour aujourd'hui malheureusement, il n'y a pas beaucoup d'œuvres tout à fait actuelles qui pussent rentrer dans ce tableau, et en supposant que l'école réaliste y eût sa place, — une place toujours fort restreinte, — ce ne serait point par les *Contes d'été*, que M. Champfleury vient de publier. Ce n'est pas que M. Champfleury n'ait

à certains points de vue un talent remarquable; mais, — l'auteur lui-même l'avoue et ses ouvrages le disent assez, — c'est un réaliste, et ce qu'il est véritablement, il affecte encore plus de l'être en poussant jusqu'à l'abus la minutieuse anatomie des choses qu'il entreprend de peindre et de décrire. Nous ne parlons pas des étranges licences d'expressions qui représentent peut-être aux yeux de l'auteur le plus beau triomphe du réalisme. Que disent donc ces *Souffrances de M. le professeur Delteil* et ce *Trio des Chenizelles*, qui sont les principaux morceaux des *Contes d'été*? Le pauvre professeur Delteil est une victime de l'amour du grec; il travaille à un dictionnaire depuis sa jeunesse, et il vit de rien pour pouvoir le faire imprimer. Il transporte son œuvre de collége en collége, et il tombe au lycée de Laon, où il est en butte à toute sorte de méfaits d'écoliers sans pitié qui le torturent et passent leur temps à élever des vers à soie. Le malheureux Delteil a un autre amour cependant que celui du grec : il est amoureux d'une modiste chez laquelle il loge, et qui a eu des infortunes dans sa jeunesse; mais il ne s'en aperçoit que quand la modiste va se marier avec un gros docteur apoplectique, — et alors, chassé de son collége pour n'avoir pas su réprimer l'indiscipline de ses écoliers, il n'a d'autre ressource que d'entrer dans le nouveau ménage comme précepteur de l'enfant que la modiste a eu dans ses malheurs de jeunesse. — Quant au *Trio des Chenizelles*, il serait encore plus difficile de donner une idée de cette aventure singulière, où le principal rôle appartient à un pauvre diable de musicien amoureux d'une jeune femme, laquelle finit par se donner quelque peu à lui pour punir son mari de sa tyrannie et de ses injustes soupçons.

Ces histoires ne sont rien en elles-mêmes : le sujet n'existe pas; ce qui est quelque chose, c'est le talent d'observation de l'auteur, qui peint certaines souffrances obscures, certains côtés vulgaires de la vie provinciale avec une sagacité singulière parfois; seulement l'auteur est atteint d'une maladie très difficile à guérir, parce qu'elle est le résultat d'un système. Il croit qu'il suffit d'observer, quelle que soit la chose qu'on observe, pourvu qu'elle ait un caractère réel. L'art cependant ne consiste pas exclusivement à observer, il consiste à observer des choses qui intéressent; il consiste à choisir, à combiner, et à faire d'une fiction l'image idéale de la réalité. M. Champfleury croit que l'intérêt d'un roman ou d'un conte réside dans la reproduction minutieuse des vulgarités les plus crues, et voici l'auteur inconnu d'un recueil publié sous le titre de *Six Nouvelles contemporaines*, qui trace d'une main rapide quelques esquisses d'une vie plus relevée. Le livre vient de Genève, et c'est sans doute une plume mondaine qui l'a écrit. Là peut-être est le trait le plus distinctif de ces récits sans prétention, qui ne manquent parfois ni de facilité ni d'élégance. L'auteur peint un peu les mœurs sociales contemporaines; il mêle même à quelques-unes des aventures qu'il raconte nos soldats de Rome et d'Afrique. *Valentine de Trèves* et *Louise* sont les meilleures de ces nouvelles; mais quoi! n'y a-t-il point quelque monotonie dans l'invention? Ici, dans le premier de ces contes, c'est un mari embarrassant qui meurt fort à point pour permettre à sa femme de voler à un second mariage; là, dans *Louise*, c'est une femme qui disparaît à propos pour permettre à son mari de se rapprocher d'une jeune fille du peuple qu'il a aimée, et qui avait eu la

fortune d'épouser un amiral anglais. Heureusement un certain voile de distinction recouvre ces ressorts assez pauvres, et on lit les *Nouvelles contemporaines* sans ennui, comme aussi sans y attacher un trop grand intérêt littéraire, et sans se demander ce qu'elles prouvent. C'est au contraire le caractère d'un des premiers romanciers de la Suisse contemporaine, de Jeremias Gotthelf, de laisser une profonde empreinte morale dans chacun de ses récits. On n'a point oublié certainement *Ulrich le valet de ferme*, ce simple et saisissant tableau de la vie bernoise.

Politiquement aussi bien que littérairement, la France en est donc à traverser une période peu féconde en œuvres et en événemens de premier ordre. La saison vient contribuer à une stagnation qui s'explique aussi par la nature des temps; les seuls faits significatifs sont ceux par lesquels le mouvement politique de la France se rattache à la situation générale de l'Europe. Or, en observant cette situation dans son ensemble, qu'aperçoit-on? quels symptômes se manifestent? quelles affaires se poursuivent? Il y a d'abord sans doute la crise orientale, la première de toutes les préoccupations dans ces derniers mois, la première de toutes les affaires pour la France comme pour l'Autriche, pour la Prusse comme pour l'Angleterre, sans compter même les deux puissances le plus directement en lutte, la Russie et la Turquie? N'y a-t-il point en outre cependant un certain nombre de questions faites pour ramener l'Europe au sentiment de sa situation intérieure, ou qui peuvent, dans un temps donné et dans une mesure différente, exercer leur influence sur la politique générale? Il ne serait peut-être point impossible qu'après s'être beaucoup occupée de l'Orient, la diplomatie n'eût profité de ses réunions récentes pour s'occuper un peu de l'Occident et de quelques-unes de ces questions dont nous parlons, — du travail des sectes révolutionnaires, des relations très refroidies de l'Autriche et du Piémont, des difficultés survenues à Smyrne entre l'Autriche et les États-Unis au sujet d'un réfugié hongrois. L'état de l'Europe est resté tel après les dernières commotions, qu'il suffit de la moindre crise pour réveiller les espérances de tous les agitateurs révolutionnaires; aussitôt les congrès occultes sont convoqués, les tronçons dispersés des sociétés secrètes cherchent à se rejoindre, l'effervescence se ranime au premier bruit de guerre qui éclate sur un point quelconque. On vient d'en avoir un exemple par une réunion dont on parlait récemment, et qui a eu lieu, dit-on, en Suisse : c'était, à ce qu'il paraît, *la Jeune Allemagne* qui cherchait à se réorganiser sur le modèle de *la Jeune Italie*. La création primitive de *la Jeune Allemagne* est déjà ancienne, elle est antérieure à 1848; mais ces derniers temps ne lui avaient point été favorables : il lui a toujours un peu manqué ce que *la Jeune Italie* sait si bien trouver, — les ressources financières. Ce ne sont pas les adhérens qui font défaut, seulement à l'article de la contribution pécuniaire l'enthousiasme perd visiblement de son intensité; il n'en reste pas moins un contingent suffisant et fanatisé que les chefs de *la Jeune Allemagne* semblent se proposer d'organiser et d'accroître pour être en mesure d'agir à l'heure voulue. En dehors même des répugnances qu'inspirent les idées et les pratiques révolutionnaires à un point de vue général, n'est-ce point une chose étrange que ce travail occulte d'hommes à qui la grande et vraie société ne suffit pas pour vivre, pour agir, pour produire

leurs pensées, — qui ont besoin de l'ombre des conciliabules, du mystère des organisations ténébreuses, et qui passent leur temps à créer une autre société invisible et souterraine entièrement fondée sur l'esprit de destruction? Que les gouvernemens cherchent à se préserver de ces armées secrètes, formidables en certains momens par leur organisation même, qu'y a-t-il de surprenant? C'est là au surplus un fait général tenant aux conditions politiques dans lesquelles se trouvent placés tous les pays secoués par les révolutions des dernières années.

Mais à côté, comme nous l'indiquons, il est des questions internationales qui ne sont pas moins graves pour l'Europe. Nous passons le différend austro-suisse, bien qu'il ne soit point terminé, et qu'il semble même faire peu de chemin vers une solution. Il reste toujours le démêlé qui est venu, il y a quelques mois, réveiller les difficultés les plus épineuses entre l'Autriche et le Piémont. On sait quelle a été l'origine de ce démêlé; c'est le décret de séquestre rendu par le gouvernement autrichien sur les biens des émigrés de la Lombardie. Un certain nombre de ces réfugiés étant devenus sujets piémontais, le gouvernement sarde s'est vu dans l'obligation de réclamer d'abord, de protester ensuite et enfin de rappeler son ministre à Vienne, M. de Revel, en déguisant ce rappel sous la forme d'un congé. Le représentant de l'Autriche dans le Piémont, M. le comte Appony, n'avait point cependant jusqu'ici quitté Turin; les relations officielles des deux pays restaient donc dans des conditions à demi régulières, des négociations étaient possibles encore, lorsqu'une circonstance particulière est venue jeter un élément nouveau de froideur dans des rapports devenus déjà assez difficiles. L'Autriche avait demandé l'extradition d'un sujet lombard qui avait assassiné le docteur Vandoni à Milan. Le gouvernement piémontais mettait-il tout le zèle possible à accueillir la réclamation de l'Autriche? Est-il vrai au contraire, comme on l'a dit, qu'il ait favorisé le départ du coupable revendiqué par le ministre autrichien? Quoi qu'il en soit, la demande d'extradition n'a point eu de suites, et il en résulte aujourd'hui que M. le comte Appony quitte Turin à son tour par voie de congé. Quant à l'époque du retour du représentant de l'Autriche, elle est d'autant plus incertaine, que M. le comte Appony est, dit-on, désigné pour le poste de ministre à Rome. Ainsi, bien loin de marcher vers un arrangement, les difficultés entre l'Autriche et le Piémont n'ont fait que s'envenimer, au point de devenir une rupture à peine déguisée, qui peut laisser place aux plus sérieuses complications.

Ces faits prennent un caractère plus grave encore quand on considère l'état général de la péninsule italienne, le malaise profond de ce pays si cruellement éprouvé, les symptômes presque permanens d'agitation, le travail obstiné des propagandes révolutionnaires, auquel viennent répondre périodiquement les répressions des gouvernemens. En ce moment même, à Milan, soixante-quatre condamnations viennent d'être prononcées par les commissions militaires pour des faits relatifs à la tentative insurrectionnelle du 6 février dernier. Dans les états pontificaux, à Rome, à Bologne, les arrestations continuent à la suite du complot récemment découvert, et prennent chaque jour des proportions plus considérables. Enfin, à Naples, le dernier procès sur l'insurrection du 15 mai 1848 vient de se dé-

nouer par vingt sentences de mort, quinze condamnations aux fers et trois au bannissement perpétuel. Parmi les condamnés à mort se trouvent d'anciens ministres, d'anciens députés, des prêtres, des écrivains, le duc Cirelli, le baron de Dominicis, M. La Cecilia, M. Salicetti, M. Paolo Ruggiero. On a certainement quelque droit de croire que le roi de Naples ne laissera pas s'exécuter ces sentences terribles. Ce qui fait, disons-nous, que la situation du Piémont est d'autant plus grave dans ces conditions difficiles où se trouve l'Italie, c'est que le sol piémontais sert d'asile à beaucoup de ces réfugiés atteints par les autres gouvernemens, par l'Autriche en particulier. Le Piémont doit aux émigrés italiens la sécurité de l'asile qu'il leur offre, et il doit aussi à son propre intérêt, à la sûreté de ses institutions, de vivre le plus possible en bonne intelligence avec les autres gouvernemens de la péninsule. Si le prestige du droit a fait sa force au commencement de son démêlé avec l'Autriche, c'est sa modération et sa prudence qui doivent maintenir ces avantages.

Une autre question assurément aussi délicate et qui se rattache à un ordre de conflits politiques dont l'importance doit inévitablement s'accroître dans un avenir plus ou moins lointain, c'est un incident survenu dans le port de Smyrne et qui a mis en présence l'Autriche et les États-Unis. De quoi s'agissait-il? Un réfugié hongrois du nom de Martin Costa se trouvait à Smyrne. Le consul d'Autriche a eu la malheureuse pensée de vouloir s'emparer de ce réfugié; il l'a fait enlever, à l'aide de quelques hommes armés, dans un café turc, et il l'a remis au brick autrichien *le Hussard*. Aussitôt le capitaine américain Ingraham, commandant le vaisseau *le Saint-Louis*, a préparé ses batteries et a menacé d'ouvrir le feu sur le navire autrichien, si on ne lui livrait le réfugié prisonnier, en se fondant sur ce que Costa avait fait aux États-Unis les démarches nécessaires pour devenir citoyen américain, et avait acquis ainsi des droits à la protection du pavillon de l'Union. Heureusement le conflit matériel s'est arrêté là, et le réfugié Costa a été en fin de compte remis à la garde du consul de France, qui ne doit le livrer que sur la demande collective des consuls d'Autriche et des États-Unis. Quand cette demande viendra-t-elle? Elle ne peut évidemment se produire que quand la question sera diplomatiquement vidée entre les deux pays. Or cette question ne se présente pas dans des conditions très propres à favoriser un prompt et surtout un amiable dénoûment. Le gouvernement autrichien, pour sa part, a récompensé le commandant du brick *le Hussard* et son consul à Smyrne pour leur conduite énergique; il a adressé au cabinet de Washington et aux autres gouvernemens un *memorandum* où, d'après le droit des gens, il repousse les prétentions des États-Unis et appelle la condamnation sur la conduite du capitaine Ingraham. De son côté, le cabinet de Washington paraît approuver entièrement l'acte du commandant du *Saint-Louis*. Dans les villes américaines, le nom du capitaine Ingraham est salué par des applaudissemens enthousiastes : Si on se souvient qu'il y a deux ans les ovations décernées à M. Kossuth amenaient une sorte de rupture entre l'Autriche et les États-Unis, on comprendra que des incidens comme celui de Smyrne soient assez propres à réchauffer ce vieux levain. Le malheur est que, des deux côtés, il y a eu des actes également injustifiables. Il est évident que le consul d'Autriche ne pou-

vait sérieusement se prévaloir d'aucun privilége pour mettre la main de sa propre autorité sur un homme résidant en pays neutre : en usant de violence, il s'exposait à provoquer l'emploi d'un moyen semblable; mais en même temps comment admettre que, sans déclaration de guerre, le commandant d'un vaisseau puisse ouvrir le feu sur un autre navire dans un port neutre? Et en outre, le réfugié Costa eût-il fait les démarches préliminaires pour acquérir le titre de citoyen américain, il n'avait pas encore ce titre, d'après la législation américaine elle-même. Il y a donc eu des deux côtés excès de prétentions et abus de la force. Ce qui est le plus caractéristique et le plus grave dans ce fait, c'est la tendance qu'il révèle, c'est la politique qu'il annonce une fois de plus de la part des États-Unis vis-à-vis de l'Europe. On a vu récemment les protestations de M. Soulé en faveur de tous les opprimés, selon son langage; l'acte du capitaine Ingraham est la mise en pratique des paroles du ministre de l'Union à Madrid, c'est la protection des États-Unis étendue et assurée à tous ceux qui sont en lutte avec leur gouvernement. Et dans ces termes, on en conviendra, il est difficile que l'Europe reconnaisse ce droit singulier d'intervention en faveur de tous les révolutionnaires à qui il peut plaire d'invoquer le nom américain. Aussi ne serait-il pas surprenant que les gouvernemens européens se concertassent pour repousser ces prétentions. Déjà, dit-on, les cabinets s'en sont occupés. En attendant, le fait de Smyrne subsiste avec les conséquences qu'il peut avoir, et le réfugié Costa nous semble fort devoir prolonger son séjour au consulat de France, s'il faut, pour le rendre complétement à la liberté, une demande collective de l'Autriche et des États-Unis.

A ces incidens divers, dont l'ensemble forme la situation actuelle de l'Europe dans ce qu'elle a de plus de saillant, se rattachent, on le voit, bien des questions délicates et graves touchant à la sécurité générale du continent, aux relations internationales, aux rapports qui tendent sans cesse à s'accroître en se compliquant entre l'ancien monde et l'audacieuse race américaine. Il y a aussi les faits purement domestiques pour chaque pays. Sans doute, même dans un événement comme celui qui vient de s'accomplir en Belgique, — le mariage du prince royal avec une archiduchesse d'Autriche, — même dans les efforts que ne cesse de faire l'Espagne pour savoir dans quel sens elle doit marcher, à quelle influence elle doit obéir, — sans doute dans ces faits il y a un intérêt général; mais ici les considérations intérieures prédominent. Dans cet ordre de faits suffisamment graves, mais qui ne perdent pas entièrement le caractère domestique, la Hollande a sa part comme les autres pays. Les questions religieuses suscitées il y a quelques mois viennent de trouver leur solution. La loi proposée par le cabinet hollandais pour régler la surveillance de l'état sur les communions religieuses a reçu aujourd'hui la sanction des deux chambres de La Haye.

C'est après quinze jours de débats remarquables que ces difficultés ont été tranchées par le vote des états-généraux. Dans cette lutte parlementaire, le gouvernement était appuyé par le parti réformé historique, par la fraction modérée du parti libéral qui s'est rattachée au nouveau ministère; de l'autre côté étaient naturellement au premier rang les catholiques et les libéraux plus avancés qui avaient soutenu l'ancien cabinet, dirigé par M. Thorbecke.

Or que résulte-t-il des débats qui viennent d'avoir lieu à La Haye? Sans parler des points secondaires ou spéciaux de cette discussion consistant à savoir si la loi française de germinal an X conservait sa force en Hollande et dans quelle mesure elle était appliquée, si le concordat de 1827 existait légalement ou s'il n'était qu'une lettre morte, le projet du gouvernement hollandais soulevait plusieurs questions des plus sérieuses qui peuvent se résumer en ceci : — La loi était-elle constitutionnelle d'abord? Secondement, était-elle nécessaire? Quant au caractère constitutionnel de la loi, le gouvernement et ses partisans ne le mettaient point en doute; ils maintenaient le droit inhérent à l'autorité publique d'intervenir par sa surveillance dans l'organisation et dans l'exercice des divers cultes. Ce droit, les adversaires du projet ne l'eussent point nié peut-être absolument en principe; mais, à leurs yeux, ce qui était dans la loi fondamentale, c'était le droit d'intervention de l'état par voie répressive, et non par voie de prévention, comme l'établissait la législation nouvelle. Prétendre s'immiscer à un titre quelconque dans l'organisation des divers cultes en présence de la constitution, qui proclame la liberté religieuse, c'était se mettre en contradiction avec le droit public inauguré en 1848. C'est toujours, comme on voit, l'éternel et insoluble problème de la réglementation de la liberté, — problème insoluble, disons-nous, tant qu'on se débat avec des théories, et qui n'est susceptible de solutions pratiques que dans les faits, à la lumière de l'expérience. Quant à la nécessité et à l'opportunité de la loi, c'était peut-être le point le plus grave.

Le gouvernement, pour sa part, n'hésitait pas à considérer cette nécessité comme pleinement démontrée par les faits mêmes qui s'étaient produits, par l'agitation qui s'était propagée soudainement en Hollande à la suite de l'organisation du culte catholique. Seulement ici encore les partisans et les adversaires de la loi ne pouvaient pas s'accorder davantage. Là où les premiers avaient vu une agitation sérieuse et profonde, les seconds voyaient une émotion réelle sans doute, mais singulièrement exagérée dans un intérêt politique, afin d'arriver à un changement dans la direction des affaires générales du pays, ce qui s'était réalisé en effet par l'avénement d'un nouveau ministère. La loi nouvelle était donc une loi de tendance, de parti; pour un avantage douteux, pour donner satisfaction aux susceptibilités d'une fraction de l'opinion, elle risquait de froisser une autre fraction considérable de la population, et de plus la mesure prise aujourd'hui en vue des catholiques se retournerait demain infailliblement contre toutes les communions. C'était justement ce caractère de loi de tendance que repoussait le gouvernement, en ajoutant qu'il n'avait fait que s'interposer dans la crise religieuse en conciliateur, afin de prévenir le retour d'agitations de ce genre. Il faut dire du reste que, sans abandonner le principe de la loi, le gouvernement s'appliquait à en atténuer la portée dans l'application, en désavouant toute pensée d'immixtion dans l'organisation intérieure des cultes. Ce sont là quelques-uns des traits principaux de cette grande discussion, qui tenait en suspens de si sérieux intérêts, et à laquelle prenaient part, — d'un côté, le ministre des affaires étrangères, M. van Hall, le ministre de la justice, M. Donker Curtius, MM. Groen, van Lynden, Mackay, — de l'autre, les anciens ministres, MM. Thorbecke, van Bosse, Strens, et les députés catholiques, MM. Luyben, van Nyspen, Meeussen.

Le même caractère se retrouvait à peu près dans les débats plus récens de la première chambre, sauf les explications particulières de M. de Lightenvelt, ministre des affaires catholiques dans le cabinet de La Haye. M. de Lightenvelt avait à éclaircir une situation personnelle assez délicate, puisqu'on l'avait dit opposé à la présentation de la loi, et que depuis il avait fait un voyage à Rome qui avait été l'objet de plus d'un commentaire dans la seconde chambre des états-généraux. La vérité est que le ministre des affaires catholiques était opposé à la loi, et qu'il n'a point cru pour cela devoir déposer son portefeuille, sacrifiant son goût à un intérêt plus élevé et pensant mieux servir son culte religieux par sa présence dans le conseil que par sa retraite. Ce qu'il y a à remarquer au reste, et ce qui se rattache essentiellement à la mission de M. de Lightenvelt à Rome, c'est qu'au milieu des vives inquiétudes nées de la dernière crise, — inquiétudes qui se sont traduites et se traduisent encore en pétitions de tout genre, — l'esprit de conciliation tend évidemment à dominer tous les conseils et à mettre fin au différend survenu entre le gouvernement néerlandais et la cour de Rome. Quel autre sens pourraient avoir quelques-uns des derniers actes du saint-siége vis-à-vis de la Hollande? Non-seulement le souverain pontife a consenti à ne point laisser l'archevêque d'Utrecht et l'évêque de Harlem s'établir dans ces deux villes, où le gouvernement de La Haye considérait leur présence comme pouvant offrir quelques inconvéniens, mais encore il accédait récemment à des modifications dans la formule du serment canonique par une addition qui réserve la fidélité au roi et à ses successeurs. En outre, les sermens déjà prêtés par les évêques néerlandais doivent être interprétés dans le sens de l'addition récente. Enfin les évêques sont autorisés par le pape à prêter le serment civil de fidélité aux lois du royaume. La mission de M. de Lightenvelt n'est point indubitablement étrangère à ces résultats, qui témoignent des dispositions du saint-siége à faire tout ce qui est en son pouvoir pour désarmer les susceptibilités hollandaises.

C'est donc sous le bénéfice de ces rapprochemens et de ces tendances conciliantes que la loi destinée à régler la surveillance de l'état sur les cultes vient d'être votée, — dans la seconde chambre des états-généraux, par 41 voix contre 27, — dans la première chambre, par 21 voix contre 16. Le chiffre même de la majorité indique assez les divisions profondes de l'opinion publique. Maintenant le gouvernement a dans la main l'arme qu'il demandait; c'est à lui d'en user dans des vues libérales et tolérantes, de corriger en quelque sorte le principe par l'application. De quelque manière qu'on juge sous d'autres rapports la loi nouvelle, il est bien clair que ce n'est point la liberté religieuse, au moins complète et telle qu'elle semblait exister; il est bien évident qu'il peut surgir des difficultés imprévues. Ces difficultés, il est au pouvoir du gouvernement néerlandais de les rendre moins possibles et moins graves, en ne laissant place à aucune considération étroite et exclusive dans l'organisation des cultes qui devra suivre probablement la promulgation de la législation nouvelle. Ce n'est pas seulement l'intérêt des communions religieuses, c'est l'intérêt de la Hollande, qui s'est souvent fait un juste titre de son renom de tolérance.

La crise que traverse l'empire ottoman continue d'être l'objet, au sein des

diverses populations chrétiennes de la Turquie, de publications nombreuses; il est curieux d'y rechercher l'effet produit sur les chrétiens d'Orient par l'attitude du gouvernement russe. En définitive, la stabilité du pays dépend de l'obéissance de ces populations. Le jour où elles auraient pris le parti de repousser la domination turque les armes à la main, la tâche à laquelle on soupçonne la Russie de viser serait singulièrement simplifiée. La Turquie d'Europe, on le sait, est habitée presque exclusivement par des chrétiens; les musulmans ne sont que dans la proportion de 1 contre 6; dans quelques provinces même, comme la Serbie, ils sont presque imperceptibles, et en Moldavie ainsi qu'en Valachie l'on n'en rencontre pas un seul. Une insurrection des chrétiens sur un point quelconque de la Turquie d'Europe causerait donc aux Osmanlis de terribles embarras, et si une pareille tentative se généralisait, elle mettrait leur existence politique en péril. S'ils n'ont pas jusqu'à ce jour couru de plus grands dangers, c'est qu'à aucune époque les chrétiens n'ont su agir de concert dans leurs insurrections, et qu'au lieu de s'entr'aider dans ces momens de crise, ils ne songeaient qu'à se contrecarrer. C'est ainsi, pour ne rappeler qu'un seul exemple, que les Serbes sont restés absolument indifférens pour le soulèvement de la Grèce en 1821, et que les Valaques l'ont combattu de toutes leurs forces à l'heure même où Ypsilanti essayait de se former une armée sur leur territoire. Les dispositions des chrétiens sont-elles aujourd'hui ce qu'elles étaient alors? Comment envisagent-ils les événemens qui depuis six mois se passent sous leurs yeux, et dont ils sont le prétexte? Sont-ils animés d'un vif désir de rompre tout lien avec la Turquie, et sont-ils aussi jaloux de leurs priviléges et de leurs immunités religieuses qu'une grande puissance voisine affecte de l'être pour eux?

Nous n'hésiterons pas à répondre négativement. A plusieurs reprises, nous avons montré, par des écrits publiés en Orient que les chrétiens ne songent pas à la destruction de l'empire ottoman, parce qu'ils comprennent admirablement que, si une pareille catastrophe arrivait aujourd'hui, ils pourraient bien en être les premières victimes. Les Serbes, les Bosniaques, les Albanais, les Bulgares eux-mêmes, quoiqu'ils aient plus à se plaindre que les autres de l'administration ottomane, trop peu intelligente à leur égard, pensent comme que les Grecs sur les conséquences éventuelles d'une chute précipitée de l'empire turc. Les Moldo-Valaques seraient-ils plus désireux de s'affranchir de la domination ottomane? Plus rapprochés de la Russie, auraient-ils plus de penchant à seconder ses vues? Ce serait une erreur de le penser. Bien qu'il y ait dans les principautés quelques familles puissantes, les phanariotes en particulier, pour qui l'annexion à la Russie est un but depuis longtemps poursuivi, la masse des boyards, du clergé, de la bourgeoisie et du peuple redoute une pareille éventualité. C'est ce sentiment qui perce dans un écrit publié récemment sous le titre de *Dernière Occupation des principautés danubiennes par la Russie*, et qui sort évidemment d'une plume valaque. Cet écrit renferme des considérations pleines d'intérêt sur la situation des principautés et sur leur attitude vis-à-vis du protectorat que la Russie présente aux autres populations chrétiennes comme le bonheur qu'elle a rêvé et préparé pour elles. L'écrivain valaque prouve sans peine que le droit peut fournir des argumens irréfragables à ses concitoyens contre toute prétention

au protectorat; malheureusement il oublie que la question de droit disparaît ici devant la question de force, et que l'on aura vainement démontré que la justice est du côté des Valaques, si en même temps ils n'ont pour eux le nombre des baïonnettes. Ce qu'il y a d'important à relever dans ce travail, c'est le sentiment qui l'inspire plutôt encore que la conclusion à laquelle il arrive; c'est le désir qu'il révèle du maintien de la suzeraineté ottomane et de l'intégrité de l'empire. Si, parmi les populations de cet empire, il en est une pourtant qui semble avoir, par l'état avancé de ses mœurs et de ses lois civiles, des raisons de cesser de faire partie d'une société où la religion et les usages sont si éloignés de ceux de l'Occident, ce sont les Moldo-Valaques. Que l'on juge par là des tendances des Slaves, qui, sous l'influence du génie de l'Orient, ont pris la plupart des habitudes des Ottomans et ne sont séparés d'eux que par la religion.

CH. DE MAZADE.

LA BOURSE ET LA BANQUE D'ANGLETERRE.

Il y a de l'inquiétude et du malaise à la Bourse. Depuis une quinzaine de jours, le fonds régulateur, le 3 pour 100, a rétrogradé par petites secousses, de 80 fr. à 77 francs. Peu de valeurs ont résisté à ce mouvement restrictif. Le bénéfice produit par les espérances de pacification se trouve à moitié dévoré. On ne saurait dire précisément à quoi tient cette défaveur. Parmi les spéculateurs au jour le jour, qui veulent savoir chaque soir le motif de la hausse ou de la baisse, on échange des conjectures plus ou moins sombres sur la querelle turco-russe ou sur l'insuffisance des céréales; mais des faits positifs, des appréhensions suffisamment justifiées, on n'en articule point. Il y a même des optimistes qui expliquent la pesanteur des fonds et l'inertie des affaires, par l'absence des princes de la finance, et qui affirment que le retour des vacances sera le signal d'une brillante reprise. L'explication la plus naturelle à nos yeux est l'état de la place de Londres, où se manifestent, en pleine prospérité, les symptômes précurseurs d'une crise monétaire. Londres étant aujourd'hui ce qu'était Amsterdam au siècle dernier, le grand marché des espèces métalliques, les influences que subit sur cette place le commerce de l'or et de l'argent sont ressenties dans le monde entier, et à cet égard les mesures récemment prises par la Banque d'Angleterre méritent d'être étudiées avec la plus vigilante attention.

Représentons-nous d'abord le mécanisme interne d'une banque privilégiée, afin de nous rendre compte de ces alternatives d'abondance et de pénurie monétaires qu'on appelle en termes du métier *expansion* et *contraction*.

Nous supposons, par exemple, une banque possédant à son point de départ un fonds de 100 millions en valeurs métalliques. La portée naturelle de ses affaires autorise une émission de 200 millions en papier. En même temps, des capitalistes détenteurs d'une somme de 200 millions dont ils n'ont pas l'emploi immédiat la confient provisoirement à la banque à titre de *dépôt* gratuit. Voilà donc l'établissement privilégié en possession d'un encaisse de

300 millions. Résistera-t-il à la tentation de le faire valoir? Non, sans doute: il pourra sans inconvéniens élever la somme des avances qu'il fait au commerce; il sera modéré s'il ne la porte qu'à 600 millions. Ce n'est pas tout : les 200 millions déposés dans les coffres de la banque ne servent pas moins aux transactions; ils y sont représentés par des *mandats* que les propriétaires tirent sur la banque, mandats transmissibles de mains en mains et payables à vue, comme les billets au porteur. Ainsi, dans l'hypothèse où nous nous plaçons, la *circulation*, c'est-à-dire l'ensemble des facilités offertes au commerce, comprend d'une part 600 millions en billets de banque et d'autre part 200 millions en mandats ou récépissés fonctionnant comme des billets; total : 800 millions. En pareil cas, l'argent surabonde. On surexcite l'industrie en la commanditant, le commerce en abaissant le taux des escomptes, les affaires de bourse en prêtant sur nantissemens de valeurs; en un mot, il y a *expansion*. Mais survient une circonstance telle que les capitalistes ont intérêt à reprendre les fonds déposés gratuitement, soit en vue d'un placement lucratif à l'intérieur, soit pour les faire valoir à l'étranger. 100 millions en espèces sont ainsi retirés et exportés. La banque, dont l'encaisse disponible se trouve réduit à 200 millions, est obligée de restreindre proportionnellement les émissions de son papier : elle les abaisse à 400 millions. Ainsi les moyens de crédit, amoindris par le retranchement de 200 millions en billets et 100 millions en mandats, tombent tout à coup de 800 millions à 500. Alors il faut élever le taux des escomptes afin de les restreindre : il faut même parfois créer des embarras au commerce, afin de modérer cet essor qui l'emporte à l'étranger avec les capitaux d'emprunt : il y a *contraction;* quand la contraction est trop brusque et trop violente, elle dégénère aisément en crise commerciale.

La théorie que nous venons de résumer va nous faire comprendre ce qui se passe en Angleterre, et comment l'état du *money-market* réagit actuellement sur la place de Paris.

Au commencement de l'année dernière, l'or arrivait abondamment de l'Australie et de la Californie, au moment même où l'appréhension d'une guerre générale suspendait en Europe les opérations à longs termes. Inactif et craintif, il alla comme d'habitude se réfugier provisoirement dans les coffres de la Banque d'Angleterre. Du mois de mars au mois d'août 1852, les dépôts, tant publics que particuliers, s'élevèrent communément à 160 millions de francs. En même temps, la somme des billets émis par la banque était rarement inférieure à 750 millions. Les réservoirs du crédit étaient donc riches à plus de 1,200 millions, ressources bien supérieures aux besoins réels du moment. Il y eut engorgement de capitaux : l'argent fut offert à bon marché. Provoquée par la concurrence que lui faisaient les autres capitalistes, la banque fut forcée d'abaisser à 2 pour 100 le taux de ses avances. Cette libéralité, coïncidant avec les assurances solennelles données en France pour le maintien de la paix, surexcita au plus haut degré le génie entreprenant de nos voisins. La spéculation britannique ne se contenta pas d'accélérer le mouvement industriel à l'intérieur; elle déborda de toutes parts; elle communiqua sa propre fièvre à d'autres nations fort disposées d'ailleurs à la contracter. Jalouse des résultats obtenus par les Américains en Californie,

elle se précipita sur l'Australie, non pas seulement pour y déterrer de l'or, mais avec la généreuse impatience d'y improviser un monde nouveau. Sur le continent européen, elle entra dans la plupart des grandes affaires, mais de manière à y fomenter cet agiotage qui sévit contagieusement depuis une année. Le concours des *capitaux anglais* n'est-il pas devenu en France une phrase banale de prospectus?

A force de se disséminer au loin, les capitaux disponibles se raréfièrent sur le grand marché. La Banque d'Angleterre jugea prudent de comprimer cet essor désordonné de la spéculation, en restreignant peu à peu les facilités offertes au commerce. Par une décision du 6 janvier dernier, elle éleva le taux de l'escompte à 2 1/2 pour 100. Quinze jours après, elle se mit au niveau de la Banque de France, en portant l'intérêt à 3 pour 100. Au commencement de juin, il fallut monter jusqu'à 3 1/2. On augmentait peu à peu la dose du calmant dans l'espoir de couper la fièvre : on n'y réussit pas.

A partir du mois de juin, des besoins d'argent plus multipliés, plus impérieux que jamais se manifestèrent. L'orage qui se formait du côté de l'Orient obligea l'état à des armemens dispendieux. Prévoyant l'insuffisance des récoltes, les négocians anglais, qui ont sur les nôtres l'avantage de la liberté commerciale, prirent l'avance pour faire au loin de grands achats de blés payables en argent. L'impulsion donnée aux manufactures coïncidant avec une émigration nombreuse, et le droit de se concerter étant acquis aux ouvriers anglais, il en est résulté une hausse notable dans les salaires, de sorte qu'il faut envoyer dans les comtés industriels beaucoup plus de monnaie pour le service quotidien. Un singulier engouement pour l'Australie s'est déclaré depuis six mois, de façon que ce pays, où tout est à faire, absorbe actuellement plus d'or monnayé qu'il n'en renvoie à sa métropole sous forme de lingots. Un autre genre de spéculation, fort lucratif sans doute, trouble momentanément le marché monétaire. On envoie sur le continent de l'or pour y acheter de l'argent (1), qui est relativement plus cher, et cet argent ne rentre probablement en Angleterre que sous forme de denrées ou de marchandises. Pour nombre de spéculateurs qui sont entrés comme actionnaires ou commanditaires dans les grandes compagnies, surtout en France et en Espagne, l'instant est venu de répondre aux appels de fonds qui sont faits. Enfin une telle rage d'affaires s'est développée en Amérique, qu'on y emprunte à tous prix pour se jeter dans toutes sortes d'aventures industrielles, et qu'en ce moment, sur la place de New-York, on peut faire des placemens suffisamment garantis à 12 pour 100 d'intérêt : c'est une tentation à laquelle succombent beaucoup de capitalistes anglais.

Voici donc l'argent sollicité de dix côtés en même temps, sollicité surtout pour l'exportation. La possibilité d'utiliser très avantageusement des fonds auxquels la banque n'accorde aucun intérêt produit son effet ordinaire, le retrait des dépôts. Dans la première quinzaine du mois de juillet, les *dépôts*

(1) Par exemple, la loi française déclare qu'un poids d'or vaut quinze fois et demi un poids égal d'argent. Si, par suite des trouvailles faites en Californie et en Australie, l'or perdait dans le commerce de sa valeur relative, c'est-à-dire, si au lieu de quinze fois et demi, il ne valait plus sur le marché que quinze fois son poids d'argent, il y aurait un bénéfice évident à échanger l'or anglais contre l'argent français.

particuliers dépassaient encore la somme de 335 millions de francs (1). Depuis cette époque, ils ont subi de semaine en semaine une décroissance qu'on va apprécier :

Diminution des dépôts particuliers pendant la semaine finissant le	16 juillet	1853.	915,475 fr.
—	23	id.	6,054,150
—	30	id.	10,620,000
—	6 août	id.	6,987,750
—	13	id.	7,137,700
—	20	id.	14,160,925
—	27	id.	12,255,675
—	3 sept.	id. (2).	2,901,075
		Total des retraits en huit semaines.	61,042,750 fr.

Le mouvement du marché monétaire démontre en même temps que les retraits de dépôts sont occasionnés en grande partie par des exportations d'espèces métalliques. Par exemple, pendant la semaine finissant le 27 août, il est arrivé de l'Amérique et de Hambourg une somme de 13,510,000 francs en argent, plus 400,000 francs en or venant de l'Australie et du Portugal. Pendant la même période hebdomadaire, il a été expédié 25,750,000 francs en or, somme sur laquelle la Russie a reçu 3,750,000 francs, et la France 17,500,000 francs. Hier encore, nous lisions dans des journaux postérieurs aux derniers bilans : « Des sommes considérables en or viennent d'être retirées de la banque, à destination de la Russie. Les envois d'or en France continuent également. »

C'est pour opposer un frein à cette tendance que la Banque d'Angleterre a élevé tout récemment son escompte à 4 pour 100; mais on ne s'abuse pas à Londres sur l'efficacité de cette mesure. Les besoins sont trop grands et trop urgens pour qu'elle suspende le retrait des dépôts et l'exportation des métaux précieux. Aussi s'attend-on généralement, dans le monde commercial, à un nouveau mouvement de contraction, c'est-à-dire à un resserrement des escomptes et à une élévation de l'intérêt au-dessus de 4 pour 100. La bourse de Londres a baissé avant-hier sur cette nouvelle. A Paris, une rumeur annonçant que l'escompte allait être élevé à 4 1/2 et même à 5 pour 100 n'a pas été sans influence sur la baisse des derniers jours.

A ne considérer que l'état actuel de la Banque d'Angleterre, les alarmes qui se répandent seraient bien prématurées. Le dernier bilan qui nous soit parvenu, en date du 3 septembre, accuse encore une situation normale et tout à fait rassurante. La dette instantanément exigible approche d'un milliard de francs, somme qui se décompose ainsi :

Billets au porteur, ou à moins de sept jours.	597,875,100 fr.
Dépôts publics (fonds du trésor, caisses d'épargne, etc.).	117,539,950
Dépôts particuliers (comptes courans)	275,932,825
Total du passif exigible. . .	991,347,875 fr.

(1) Nous traduisons les chiffres au change de 25 francs la livre sterling.

(2) Après la dernière élévation de l'escompte.

Pour faire face à ces engagemens, il y a un encaisse métallique de 412,501,700 francs, plus un portefeuille commercial d'environ 364 millions. Le reste de la garantie consiste dans la créance non remboursable de la banque sur le gouvernement britannique.

Si les choses se maintenaient dans cet état, les inquiétudes qui existent dans les hautes régions de la finance européenne ne tarderaient pas à se dissiper, et la spéculation retrouverait cet entrain communicatif qui depuis un an a fait la fortune de tant d'entreprises. Mais si, comme beaucoup de gens le craignent, les dernières mesures sont insuffisantes; si, pour rappeler l'argent sur le marché de Londres, la Banque d'Angleterre est obligée d'opérer une nouvelle contraction, les financiers influens, les grands industriels, craindront que la crise monétaire ne dégénère, comme en 1839, en crise commerciale : on se tiendra sur la réserve; on hésitera à s'engager dans des opérations nouvelles, et les valeurs anciennes, faiblement soutenues, auront à traverser une phase de décroissance.

Les personnes qui n'ont pas coutume d'envisager par ce côté les affaires de bourse penseront sans doute que nous attribuons une importance exagérée aux embarras de la place de Londres. Ne l'oublions pas : si les grands résultats arrivent par de petites causes, c'est surtout en matière de banque et de crédit. Que font les banques pour rappeler les espèces quand l'exportation des métaux précieux tend à rompre l'équilibre nécessaire entre la monnaie métallique et la somme des engagemens? Les directeurs de la Banque d'Angleterre l'ont dit eux-mêmes dans un mémoire présenté en 1832 à la chambre des communes : « L'or ne peut être ramené de l'étranger que par l'abaissement du prix de toutes les marchandises. » Voici comment ce remède héroïque est pratiqué. On limite les crédits qui alimentaient les spéculations, et on élève le taux de l'intérêt. Les négocians et les entrepreneurs, privés tout à coup des ressources sur lesquelles ils comptaient, en arrivent bientôt aux expédiens pour réaliser les fonds dont ils ont le plus urgent besoin : ils offrent au rabais les marchandises et les titres qu'ils possèdent. Une baisse générale, se déclarant sur toutes les valeurs, offre matière à un nouveau genre de spéculation. Il devient plus avantageux et plus sûr d'acheter à l'intérieur des marchandises au-dessous du cours que de risquer son argent dans des opérations lointaines et chanceuses. Les capitalistes se hâtent donc de retirer les fonds qu'ils ont engagés à l'étranger. En même temps les négocians importateurs, qui avaient donné des ordres en temps de hausse, craignent d'acheter au-dessus des nouveaux cours, et se hâtent d'envoyer contre-ordre à leurs agens. Au lieu de se couvrir des marchandises exportées par des achats de matières exotiques, on fait les retours en métaux précieux. Par l'effet de ces manœuvres, l'or et l'argent disséminés au loin rentrent de toutes parts. La circulation monétaire redevient surabondante, la banque reçoit des dépôts comme par le passé, relève son encaisse à un chiffre normal, et reprend majestueusement le cours de ses opérations; mais le commerce et l'industrie ont subi des pertes écrasantes.

Ce n'est pas de la théorie pure que nous faisons ici. Nous racontons l'histoire de la crise qui a désolé l'Angleterre de 1837 à 1839, crise dont la chambre de commerce de Manchester a consacré le souvenir dans un document des

plus instructifs. En possession d'une grande quantité d'or appartenant à la Compagnie des Indes, la Banque d'Angleterre avait surexcité la spéculation en lui offrant des facilités trop étendues : elle avait abaissé le taux des escomptes au-dessous de 3 pour 100. « Dès le commencement de l'année 1836, disent dans leur manifeste les membres de la chambre du commerce de Manchester, la fureur des spéculations sur les valeurs industrielles, et la formation d'innombrables sociétés par actions avertirent ceux qui avaient conservé le souvenir de 1825 que le monde commercial marchait rapidement à des scènes analogues à celles qui avaient caractérisé cette fatale année. » Pour mettre un terme au retrait des espèces et à la tendance qu'avaient les capitaux à s'engager au loin, les directeurs de la banque élevèrent successivement le taux des escomptes de 4 à 4 1/2 et enfin à 5 pour 100. « Tout le corps du commerce, disent les négocians de Manchester, sur lequel le moindre mouvement restrictif de la banque d'Angleterre agit avec une rapidité électrique, prit l'alarme : chacun s'empressa de réaliser ses valeurs, afin de se garantir autant que possible de l'imminente baisse des prix. Ainsi le but que se proposait la banque se trouva atteint. Pendant le printemps et l'été de 1837, le prix de toutes les marchandises qui avaient particulièrement servi de matière aux spéculations tombèrent à des prix inférieurs à ceux où on les avait vus descendre depuis un grand nombre d'années. » L'effet désiré fut obtenu. L'argent rentra en Angleterre. La banque refit largement sa réserve métallique. L'année suivante, reprise des escomptes à bon marché, nouvelle expansion des affaires. Au commencement de 1839, les capitalistes se trouvaient encore une fois engagés pour des sommes considérables dans les spéculations extérieures. Une mauvaise récolte nécessitait des achats de blés au comptant. Recourant au remède ordinaire, la banque releva brusquement le taux des escomptes à 5, à 5 1/2 et jusqu'à 6 pour 100; les négociations du papier de commerce devinrent tellement difficiles, que, par suite des ventes forcées, on estima à 25 pour 100, au minimum, la dépréciation de toutes les marchandises. Dans les pièces à l'appui du manifeste de Manchester se trouvent les factures d'un négociant importateur qui, sur un ensemble d'articles achetés par lui 2,854,900 fr., a perdu, en raison de la baisse foudroyante, 1,068,975, c'est-à-dire 37 1/2 pour 100.

Il n'est pas étonnant que le commerce anglais, où les souvenirs de 1839 sont encore cuisans, suive avec anxiété les opérations de sa banque. Au point de vue spécial de la Bourse de Paris, ces oscillations du marché monétaire sont également dignes d'intérêt. Il est évident que si les capitaux anglais engagés au loin étaient rappelés à Londres par les manœuvres que nous venons de décrire, il y aurait une tendance irrésistible à la baisse sur le continent

Le bruit s'était répandu la semaine dernière que la Banque de France allait aussi relever le taux de ses escomptes. Une pareille mesure n'aurait pas chez nous la même gravité qu'en Angleterre. Ces contractions violentes qui jugulent impitoyablement le commerce ne sont pas dans les traditions des régens de notre banque, c'est justice à leur rendre. Loin de tourmenter la circulation, ils la modèrent avec une prudence qu'on leur a souvent reprochée comme excessive, mais dont on sent le prix dans des circonstances comme celles où nous touchons. S'ils étaient obligés de modifier les conditions actuelles du

crédit, loin de spéculer sur ces rudes secousses qui ébranlent les intérêts commerciaux, ils s'appliqueraient au contraire à en adoucir les effets.

La question importante pour les spéculateurs n'est pas l'élévation possible du taux des escomptes; c'est de savoir jusqu'à quel point la Banque de France, exposée aussi à des retraits de dépôts et à des remboursemens multipliés pour solder les blés de Russie et d'Amérique, pourra continuer les avances qu'elle fait actuellement sur les titres négociables à la Bourse. Examinons à ce point de vue le dernier bilan publié, en date du 8 septembre :

Billets au porteur en circulation	661,015,375 fr.
Billets à ordre payables à court terme	5,228,148
Récépissés payables à vue	15,377,789
Dépôts du trésor	69,801,784
Dépôts particuliers et comptes courans	158,748,174
Total des dettes immédiatement exigibles	910,371,270 fr.

Les ressources provenant de l'encaisse et des valeurs de portefeuille échelonnées suivant la prévision des besoins sont les suivantes :

Monnaies et lingots pour la réserve de Paris et le service des succursales	452,932,370 fr.
Portefeuille : effets de commerce	294,102,841
Avances sur lingots et monnaies	1,875,693
— titres de rentes françaises	46,050,986
— titres de chemins de fer	86,048,996
Total des ressources immédiatement ou prochainement disponibles	881,010,886 fr.

Pour apprécier cette situation au point de vue de la Bourse, il faudrait savoir avec exactitude quelle est l'importance du déficit des récoltes, quelle somme a déjà été exportée pour les achats au comptant, quelle dépense il reste à faire pour compléter les approvisionnemens, et enfin dans quelle mesure les étrangers vendeurs de grains voudront bien se payer en nos propres marchandises. A défaut de renseignemens précis, chacun reste livré à ses propres évaluations. Il est prudent toutefois de se rappeler les faits suivans.

Pendant les derniers mois de 1846, dès que l'insuffisance des récoltes eut été constatée, la Banque de France eut à fournir 172 millions en espèces, destinés aux achats de blés à l'étranger. Les demandes d'argent pour l'exportation continuèrent pendant l'année 1847. La Banque refit péniblement son encaisse en achetant des lingots à très haut prix en Angleterre, et en livrant au gouvernement russe des titres de rentes françaises pour un capital d'environ 50 millions. Elle réussit, malgré l'affaiblissement de ses propres réserves, à aider largement le commerce au moyen des dépôts du trésor, qui furent abondans; mais les dépôts particuliers tombèrent au plus bas. On peut se demander aujourd'hui ce qui arriverait, si l'insuffisance des récoltes nécessitait une aussi large exportation de numéraire qu'en 1847. La Banque trouverait-elle à acheter des lingots en Angleterre, où la pénurie des espèces métalliques se fait sentir beaucoup plus que chez nous? Les négocians russes accepteraient-ils de nou-

veau des rentes françaises en compensation? Les fonds du trésor seraient-ils aussi abondans qu'ils l'étaient en 1847, à la suite d'un gros emprunt en partie encaissé? Et, à défaut de ces ressources, la Banque ne serait-elle pas obligée de limiter sa circulation, et par conséquent de réduire le crédit de 133 millions ouvert actuellement aux spéculateurs sur nantissement de titres de rentes et d'actions de chemins de fer?

Ces incertitudes contribuent, selon nous, d'une manière beaucoup plus immédiate que le différend turco-russe, sur lequel l'opinion est blasée, à suspendre l'essor des valeurs françaises. Les gens bien avisés enraient jusqu'à ce que la perspective soit éclaircie. Ils veulent savoir si la crise monétaire de Londres sera conjurée par les récentes mesures de la Banque d'Angleterre, ou bien si une contraction plus rigoureuse encore, devenue indispensable pour retenir l'argent qui fuit, ne déterminera pas dans le monde britannique une crise commerciale dont le contre-coup nous atteindrait. En ce qui concerne nos propres affaires, il est prudent d'attendre le moment où on sera suffisamment renseigné sur l'étendue des exportations métalliques. Gardons-nous jusque-là de la confiance irréfléchie, comme d'un découragement sans cause réelle. Avec son encaisse actuel de 453 millions, notre Banque peut encore fournir beaucoup de lingots sans être obligée de réduire sa circulation fiduciaire; puis, qui sait si les étrangers vendeurs de grains ne se couvriront pas en achetant de nos produits?

En attendant que la situation se dessine, les esprits spéculatifs sont plus que jamais en effervescence, et comme ils vivent dans la douce persuasion que le capital ne fait jamais défaut au génie, nombre d'affaires dans lesquelles on remue les millions par dizaines sont en voie d'élaboration. On annonce déjà, comme devant figurer prochainement à l'ordre du jour de la Bourse, l'emprunt pour la conversion des dettes communales, l'entreprise de la distribution des eaux dans les grandes villes, l'organisation des docks, la reconstitution de la société des mines de cuivre des Mouzaïas, une entreprise de navigation transatlantique basée sur un nouveau système d'impulsion, diverses compagnies de commerce maritime, d'éclairage, de charriage, etc. Nous parlerons de ces affaires à mesure qu'elles se produiront, si toutefois nous pouvons obtenir des renseignemens réellement instructifs.

ANDRÉ COCHUT.

REVUE LITTÉRAIRE.

DU CANGE, ET SES BIOGRAPHES.

I. *Étude sur la vie et les ouvrages de Du Cange*, par M. Léon Feugère; Paris, 1852, in-8°. — II. *Glossaire de la basse latinité*, cinquième édition, augmentée par MM. Henschel et Adelung; Paris, Didot, 7 vol. in-4°. — III. *Les Principautés d'outre-mer, histoire de Chypre sous les princes de la maison de Lusignan*, par M. de Mas-Latrie; Paris, 1853, tome I, in-4°.

Ce qui distingue particulièrement en France le XVIIe siècle, c'est le caractère initiateur des hommes qui l'ont illustré. Louis XIV fonde le gouvernement,

Colbert l'administration, Turenne et Condé la grande guerre, Molière la comédie, Corneille l'épopée dramatique, Pascal la prose éloquente et simple, Boileau la critique littéraire, Descartes la science d'apprendre et de raisonner. Puis à côté de ces hommes que leur génie a popularisés en les immortalisant se placent des savans ou des écrivains plus spéciaux, et par cela même moins en vue, mais qui, par la nouveauté et l'importance de leurs travaux, sont dignes d'une égale admiration. Au premier rang de ces *vieux illustres*, il faut nommer Du Cange, le créateur de la science du moyen âge, ou pour mieux dire, le père de notre histoire nationale. Consulté sans cesse comme un guide infaillible par tous ceux qui depuis tantôt deux siècles étudient le passé, ce savant que l'Europe nous envie sans lui trouver de rival, et qui a élevé à l'érudition le plus grand monument de l'antiquité et des temps modernes, n'a point eu à attendre de la postérité une réhabilitation tardive. Sans soupçonner lui-même la portée et l'étendue de son œuvre, il a joui vivant de la considération qui s'attachait à sa personne et à ses travaux, et le XVIIe siècle, comme le XVIIIe, lui a rendu pleine justice. « Si l'on veut des recherches historiques, a dit Voltaire, trouvera-t-on quelque chose de plus sagace et de plus profond que celles de Du Cange? De tels hommes méritent notre éternelle reconnaissance. » La reconnaissance n'a point fait défaut; mais aussi longtemps que la science historique est restée concentrée aux mains du clergé, des ordres religieux et de quelques membres des universités et des académies, la renommée de l'auteur du *Glossaire*, toute grande qu'elle fût, dut nécessairement se trouver renfermée dans un cercle assez étroit. Il n'en est plus de même aujourd'hui. La science s'est morcelée comme la propriété féodale, et si les véritables savans sont aussi rares que par le passé, ceux qui s'efforcent de le devenir sont du moins beaucoup plus nombreux. De là la popularité toujours croissante du nom de Du Cange, qui semble, comme ses contemporains du grand siècle, grandir par la distance et surtout par la comparaison.

En 1764, l'académie d'Amiens mit au concours l'éloge du savant que cette vieille capitale de la Picardie s'honore de compter au premier rang de ses illustrations, et quatre-vingts ans après ce premier hommage, la Société des antiquaires de la même ville ouvrait une souscription pour élever une statue à l'auteur du *Glossaire*. La statue, œuvre remarquable d'un Amiénois, M. de Forceville, fut inaugurée le 20 août 1849. Cette circonstance, qui sans doute n'ajoutait rien à la gloire de Du Cange, rappela cependant sur sa personne l'attention publique. Au milieu des graves préoccupations qui en ce moment absorbaient tous les esprits, ce fut comme une surprise de voir l'une de nos villes les plus importantes faire trêve à la politique, et se recueillir au milieu de l'agitation générale, pour rendre hommage à l'homme dont la vie tout entière avait été consacrée à l'étude d'un passé dont l'esprit même de la révolution qui venait de s'accomplir semblait nous avoir éloignés brusquement de plusieurs siècles en un jour. Les discours académiques et les médailles sont venus interpréter la statue. M. de Falloux, alors ministre de l'instruction publique, décida que les œuvres de Du Cange les plus importantes, qui étaient restées inédites, seraient publiées aux frais de l'état. Et tout récemment a paru, sous ce titre : *Étude sur la vie et les ouvrages de Du Cange*, une appréciation intéressante, dans laquelle on s'attache à faire connaître à la fois

l'homme et l'érudit : l'homme avec ses goûts simples et modestes, ses vertus de famille, son attachement inviolable aux devoirs qui font le bonheur et la dignité de la vie; l'érudit avec l'immensité de ses travaux, l'universalité de sa science, et cette sagacité divinatrice qui révéla un monde dont personne encore n'avait fait parler les ruines. Déjà l'auteur de cette étude, M. Feugère, avait publié de curieux travaux sur la littérature du XVIe et du XVIIe siècles, entre autres des *Études sur la vie et les ouvrages d'Étienne de La Boëtie*, sur *Étienne Pasquier*, sur *Mlle de Gournay*, ainsi que des éditions annotées de la *Précellence du langage français* et de *sa conformité avec le grec*, de Henri Estienne. C'était là, pour étudier Du Cange, une excellente préparation; mais il est à regretter que M. Feugère, au lieu de mêler l'histoire et l'analyse des ouvrages du savant amiénois à la biographie, n'ait pas fait deux parts distinctes, et surtout qu'il n'ait point rangé en ordre méthodique les écrits de ce savant illustre. Cette simple division eût donné sans aucun doute plus de relief à chaque chose, elle eût fait mieux comprendre en même temps la grandeur de l'ensemble. Il est à regretter aussi qu'au lieu de disséminer çà et là dans son volume, les indications biographiques, il n'ait point dressé le catalogue complet, non-seulement des imprimés, mais encore des manuscrits, en ajoutant à ces derniers les numéros qu'ils portent dans les bibliothèques publiques. Il eût, nous le savons, plus que doublé son travail; mais quand il s'agit du père de notre histoire, rien n'est à négliger, et le formalisme de l'érudition même la plus minutieuse est en quelque sorte obligatoire.

La famille de Du Cange, originaire de Calais, avait pris une part glorieuse à la défense de cette ville contre le roi d'Angleterre Édouard III en 1347. Expulsée par le vainqueur après s'être vue dépouillée de tous ses biens, elle vint se fixer en Picardie, où elle occupa dès le XVe siècle diverses charges de judicature. A la fin du siècle suivant, le père de notre érudit remplissait dans cette même province les fonctions de prévôt et de juge royal, comme le père de Corneille remplissait en Normandie les fonctions d'avocat du roi à la table de marbre; nous ne ferions pas ici ce rapprochement, assez insignifiant en lui-même, si la vie et le caractère de Corneille et de Du Cange n'offraient encore sur d'autres points une conformité singulière. Malgré la sévérité de sa charge et l'aridité de ses études officielles, le père de Du Cange était un homme aimable, instruit, sans pédantisme, chose rare dans tous les temps, qui faisait agréablement des vers, et savait les langues grecque et latine comme on ne les sait plus aujourd'hui lors même qu'on les enseigne, c'est-à-dire assez pour les bien écrire et les bien parler. Du Cange, qui naquit le 18 décembre 1610, se trouva donc placé tout enfant dans un milieu qui dut nécessairement influer sur sa vocation. Par l'ancienneté et les souvenirs de sa famille, il se trouvait personnellement intéressé à l'histoire. La science de son père devait l'initier sans effort à l'antiquité classique, et les fonctions auxquelles il était destiné rendaient pour lui la connaissance de la législation obligatoire. Tout jeune encore, il fit marcher de front l'étude du droit, de l'antiquité classique et de l'histoire. A treize ans, il savait le grec; à dix-huit, il terminait son cours de droit à l'université d'Orléans, et à vingt et un ans, le 11 août 1631, il prêtait devant le parlement de Paris le serment d'avocat, comme Corneille, cinq ans auparavant, en 1627, au même âge et à la faveur

de la même dispense, avait prêté le même serment devant la table de marbre de Rouen. Le savant fit d'ailleurs comme le poète, il oublia de plaider, et tandis que Corneille à Rouen s'occupait de *Mélite*, Du Cange à Amiens s'occupait de chartes, de chronologie, de linguistique et de législation. Isolé dans sa ville natale au milieu des livres et des manuscrits, et fortifié dans le travail par le recueillement de la vie de famille, il avait concentré sur son père, son premier maître et son guide, ses affections les plus vives. Il le perdit en 1638, et pour combler le vide que cette mort avait fait dans son cœur, il épousa la fille d'un trésorier des finances de la ville d'Amiens, Catherine Du Bos, femme aimable et douce, qui sut, ainsi que le dit M. Feugère, se prêter avec autant de grâce que de raison aux habitudes sérieuses de son mari. Plusieurs enfans étant nés de cette union, Du Cange, à qui l'érudition ne faisait point oublier ses devoirs de père, jugea que l'accroissement de sa famille lui imposait des obligations nouvelles, et en 1643 il acheta une charge de général des finances ou trésorier de France dans la généralité d'Amiens. Les soins de cette charge qu'il remplit toujours avec la plus grande exactitude, l'éducation de ses enfans qu'il fit lui-même, et l'étude du moyen âge partagèrent sa vie durant de longues années, sans qu'aucun incident en troublât la grave et calme uniformité, ce qui faisait dire à un savant du XVIIIe siècle, Duval, bibliothécaire de l'empereur d'Autriche, François Ier : — Comment peut-on avoir tant lu, tant pensé, tant écrit, et avoir été cinquante ans marié, et père de dix enfans? — La plupart de ces enfans étant morts, Du Cange, dont les goûts étaient très simples, jugea que son patrimoine serait désormais suffisant, et contrairement à ce qui se passe de notre temps, où tant de gens ne travaillent que pour avoir une place, Du Cange quitta sa place pour travailler. Libre désormais de toute préoccupation étrangère à ses goûts, il vint se fixer à Paris, où des documens beaucoup plus abondans et plus variés donnèrent à son esprit un nouvel essor.

Modeste parce que sa science lui avait appris à douter de lui-même, il ne se préoccupait nullement de la gloire et du bruit de ses œuvres. Il étudiait, parce qu'il voulait savoir, et quand on le pressait de faire part au public du fruit de ses recherches et de ses méditations, il répondait par ce mot de l'antiquité : *Mihi cano et musis*. Tel était même son peu d'empressement à se produire, et sa patience à thésauriser son savoir, que ce fut seulement en 1657, c'est-à-dire à l'âge de quarante-sept ans, qu'il publia son premier ouvrage : *Histoire de Constantinople sous les empereurs français*. Malgré le succès de ce livre, huit ans s'écoulèrent encore avant qu'il fît paraître un nouveau travail; mais bientôt la source jaillit avec une abondance intarissable, et le recueil des immenses matériaux qu'il avait amassés fut pour lui comme cette bourse inépuisable de Fortunatus d'où Pierre Schlemihl retirait sa main toujours pleine. Les publications se succédèrent aussi rapidement que pouvaient le permettre non-seulement l'importance et la nouveauté des sujets, — car il cherchait de préférence ce qui était obscur ou ignoré, — mais même l'importance matérielle des volumes, qui, dans ces temps d'infatigable labeur, se produisaient presque toujours sous la forme d'in-folios compactes. Du Cange, toujours calme, toujours occupé, arriva de la sorte à l'âge de soixante-dix-sept ans, sans avoir jamais éprouvé la moindre fatigue d'esprit ou la moindre indisposition, fai-

sant quotidiennement sa promenade à pied, jouant volontiers au jeu de balle, et ne laissant jamais deviner qu'il fût savant quand il se rencontrait avec des gens du monde, lorsque, au mois de juin 1688, une strangurie se déclara tout à coup, et il fut forcé de s'aliter. Au bout de quinze jours environ, il se trouva beaucoup mieux, et se rendit, pour visiter les bénédictins ses amis, à l'abbaye de Saint-Germain des Prés, qui était pour Paris et la France au XVIIe siècle ce que l'abbaye de Saint-Victor avait été dans le moyen âge, l'asile inviolable de l'étude et de la piété. L'amélioration qui avait permis cette visite ne fut pas de longue durée. La maladie se ranima bientôt avec une vivacité nouvelle; de graves accidens se déclarèrent dans les premiers jours de septembre, et Du Cange sentit qu'il fallait mourir. Chrétien comme Mabillon et résigné comme lui au milieu des plus vives souffrances, il mourut avec le même calme et la même piété, consolant ceux qui l'entouraient, exhortant sa famille à vivre avec honneur et à rester unie, et gardant jusqu'au moment suprême un calme et une présence d'esprit inaltérables. Baluze, qui fut son disciple et son ami, a raconté ses derniers instans comme dom Thierry Ruinart a raconté ceux de Mabillon, avec un sentiment profond d'attendrissement et de regrets. On sent, à la sincérité de sa douleur, tout ce que valait Du Cange comme ami et comme homme privé, et en comparant les deux récits on ne peut se défendre d'une sympathie mêlée de respect pour ces hommes simples et forts, si savans et si modestes, que la foi consolait de la mort, comme le travail et l'étude les avaient consolés de la vie.

Le 23 février 1688, Du Cange fut inhumé dans l'église Saint-Gervais au milieu d'un immense concours de savans et de gens de lettres. Sa tombe, ornée d'une épitaphe latine qui rappelait ses travaux et ses vertus, était placée entre deux chapelles auprès de la sacristie. Elle a disparu depuis longtemps, et parmi tous ceux qui fouillent des ruines, personne ne sait aujourd'hui sous quel pavé de la vieille église repose cet homme qui nous a révélé le passé.

M. Feugère, en racontant la vie de Du Cange, est resté fidèle à la méthode suivie par les biographes du XVIIe siècle, c'est-à-dire qu'il a réuni une foule de petits faits qui, pour être parfois un peu minutieux, n'en sont pas moins caractéristiques. Cette manière, qui sent son vieux temps, nous paraît, nous l'avouerons, bien préférable dans sa simplicité à ces considérations prétentieuses dont on surcharge trop souvent aujourd'hui les biographies des hommes célèbres. Les anecdotes, quand l'authenticité n'en est point suspecte, sont une source toujours féconde d'intérêt, et celles qui sont relatives à notre érudit ont l'avantage de le faire connaître et de le faire aimer. Suivant la juste remarque de M. Feugère, Du Cange se rattache à la fois, par ses côtés les plus saillans, au XVIe et au XVIIe siècle : il a l'esprit tenace et investigateur des savans de la renaissance, leur opiniâtreté au travail, leur infatigable curiosité; mais il n'a rien de leur pédantisme, rien de leurs passions politiques et religieuses, et par le calme de son esprit, l'exquise politesse des manières, l'aménité des relations et surtout le bon sens pratique, il appartient tout entier à l'époque de Louis XIV, moins le jansénisme et les souvenirs de la fronde. Sans ambition, sans prétention, étranger, comme le dit Morin, à cette maladie du bel esprit qui fait qu'on se montre partout, il ne cherchait dans l'étude « qu'un passe-temps honnête et agréable, » et il répétait sou-

vent : « Si je travaille, c'est pour le plaisir du travail, et non pour faire peine à personne, non plus qu'à moi-même; » car il savait que la science porte des fruits amers lorsqu'elle absorbe comme une passion toutes les facultés de l'âme, et que par ambition immodérée de la gloire et du bruit elle développe dans l'homme des sentimens jaloux et la douloureuse susceptibilité de l'amour-propre littéraire. Satisfait de sa fortune, toute modeste qu'elle fût, il trouvait qu'un homme d'étude est toujours assez riche, quand, assuré contre les besoins de la vie matérielle, il trouve encore dans ses épargnes le moyen d'acheter des livres. Obligeant autant que désintéressé, il pouvait dire comme La Bruyère : « Je ne suis point farouche, encore moins inaccessible; si vous avez à me parler, venez en assurance, je quitterai volontiers la plume pour vous écouter. » Non-seulement Du Cange quittait la plume, mais il tenait à la disposition de tous ses conseils et ses travaux. C'est ainsi qu'il fit l'abandon à Baluze de notes importantes, et qu'il remit une autre fois à un savant qui le consultait sur un projet d'ouvrage tous les matériaux qu'il avait réunis sur le même sujet. Il répondit à ceux qui s'étonnaient de cette générosité excessive : « Je serai ravi que ce savant profite de mon travail; il m'a paru avoir de bonnes idées, et c'est un point sur lequel je ne reviendrai plus. » Sa modestie égalait son obligeance. Un jour un étranger vient le consulter comme l'homme qui connaissait le mieux l'histoire : « Adressez-vous, lui dit-il, à dom Mabillon. » L'étranger va trouver le bénédictin. « On vous a trompé, dit celui-ci, en me désignant à vous comme pouvant vous donner les renseignemens les plus exacts; allez trouver M. Du Cange. — Mais, dit le visiteur, c'est de sa part que je viens. — Il est mon maître, répondit Mabillon. Toutefois, je n'en suis pas moins prêt à vous communiquer ce que je sais. » Après avoir raconté ces anecdotes et d'autres du même genre, le biographe de Du Cange dit qu'il y a là un salutaire exemple pour notre temps et un grand contraste. La remarque est juste, et si l'exemple est généralement peu suivi, le contraste est trop marqué aux yeux de ceux qui vivent dans ce que l'on appelle le monde savant pour qu'il soit besoin d'y insister.

De même que, pour bien saisir tout ce qu'il y a de puissant et d'initiateur dans le génie de Corneille, il faut lire les écrivains dramatiques auxquels il succède, de même, pour bien comprendre les immenses services rendus par Du Cange aux études historiques et saisir la grandeur de son esprit, il faut se reporter à tout ce qui s'était fait avant lui et au moment de ses débuts, puis à tout ce qui se faisait autour de lui. Nous regrettons que M. Feugère n'ait pas mis en relief ce côté important qui rehausse si bien la gloire de l'homme illustre dont il a heureusement, en d'autres points, fait ressortir l'étonnant mérite. Par cela même qu'elle était une réaction violente contre le moyen âge, la renaissance ne pouvait songer à l'étudier. Ébloui par les splendeurs de la civilisation païenne, elle ne voyait dans l'histoire qu'Athènes et Rome. La réforme elle-même avait contribué à fausser la notion du moyen âge. Les institutions du monde féodal, si profondément modifiées par Louis XI et par Richelieu, étaient restées inexpliquées dans leur origine et incomprises dans leur esprit. A côté de la langue latine profondément altérée et tombée pour ainsi dire à l'état de patois, il s'était formé une langue nouvelle, voisine de son apogée au temps de Du Cange, sans que personne eût

songé jusqu'alors à étudier et à expliquer ces deux idiomes, l'un dans sa décadence, l'autre dans sa formation. Un grand nombre de leurs mots étaient mêmes oubliés, et en cessant de les parler, on avait cessé de les comprendre. La chronologie, la numismatique, l'archéologie, la paléographie, la géographie du moyen âge, n'existaient pas et n'étaient même pas soupçonnées. On avait des mémoires, des chroniques; mais aucun travail de généralisation n'avait été entrepris, et les documens dont l'histoire positive pouvait s'autoriser se trouvaient perdus au milieu des fables. Les légendes frappaient de suspicion les écrits de la plupart des écrivains; en un mot, tout était à créer, les recherches, la mise en œuvre, la critique et la philosophie. Par une de ces illuminations qui n'appartiennent qu'aux hommes vraiment supérieurs, Du Cange, sans se rendre exactement compte de la portée de ses intentions, conçut le projet de chercher pour l'histoire du moyen âge cette méthode, ce *nouvel instrument* que Bacon et Descartes cherchaient pour les sciences et la philosophie. Il les trouva dans l'analyse, comme ces grands penseurs les avaient trouvés dans l'observation, et, comprenant dès l'abord que tout se touche et s'enchaîne dans la vie des peuples, il aborda l'étude du moyen âge dans son ensemble, par les faits, la langue, les lois, les mœurs, les monumens, les croyances, la littérature. Quand on sait par expérience ce qu'il en coûte de temps et d'efforts pour élucider la question la plus simple en apparence, quand on sait combien sont grandes souvent en présence des vieux textes les difficultés de la lecture, et quand on songe au nombre infini de documens que Du Cange a consultés, qu'il a soumis le premier aux vérifications de la critique, on est effrayé de la grandeur d'un tel projet, et l'on a peine à comprendre que la vie d'un seul homme, quelque longue qu'elle soit, ait pu suffire aux détails matériels de cette œuvre immense et à plus forte raison à sa synthèse philosophique.

Les travaux de Du Cange, imprimés ou inédits, peuvent se ranger en quatre classes distinctes : 1° histoire universelle du moyen âge en Europe; 2° histoire générale et particulière de la France; 3° histoire byzantine; 4° miscellanées érudites. La première de ses nombreuses publications fut, en 1657, celle de l'*Histoire de l'empire français de Constantinople*, qui marque le point de départ de ses études sur l'Europe orientale et la Terre-Sainte, études qui se complétèrent successivement par des éditions annotées de divers écrivains byzantins, les *Familles byzantines*, *Constantinople chrétienne*, les *Principautés d'outre-mer*. Ce dernier ouvrage comprend l'histoire des trois royaumes latins de Jérusalem, d'Arménie et de Chypre. C'est cette dernière histoire dont la rédaction définitive et la continuation ont été confiées à M. de Mas-Latrie, et qui se réimprime en ce moment à la Bibliothèque impériale. Le *Glossaire grec* du moyen âge complète cette vaste série de travaux. Tout en se faisant l'éditeur des écrivains originaux, Du Cange supplée comme toujours à leur silence; il les commente, les rectifie, les complète, et, sous les titres les plus modestes, il reconstitue l'histoire des croisades, du royaume de Jérusalem et de ses quatre baronnies, Jérusalem, Tripoli, Edesse, Antioche, — du royaume de Chypre et d'Arménie et de la Syrie sainte. Par le *Familles normandes*, il retrace la conquête de la Pouille, de la Calabre et de la Sicile. Par le *Glossaire*, il reconstitue la langue, les usages, la chrono-

logie, la législation, l'archéologie du bas-empire, et, suivant la juste expression de M. Quicherat, la Grèce lui doit la résurrection des siècles qui rattachent son présent à son immortelle antiquité. Enfin, par *Constantinople chrétienne*, il rebâtit la Byzance des empereurs telle qu'elle était sous les Constantin, les Comnène et les Paléologue, avec ses murailles, ses rues innombrables, ses palais, ses ports, ses cinq cents églises. Ce livre, véritable guide du voyageur ou plutôt véritable panorama vivant, peut être considéré comme l'une des reconstructions archéologiques les plus étonnantes qui aient été faites, car l'auteur n'avait point eu, comme tant d'autres l'ont eu pour Rome, le secours des ruines, la ville antique qu'il décrit ayant disparu tout entière sous le niveau de la conquête musulmane. Ce fut par la seule étude des textes qu'il parvint à la rebâtir ainsi, en complétant comme toujours l'histoire des monumens par celle des mœurs et des institutions.

Les études de Du Cange sur notre histoire nationale ne sont ni moins variées ni moins profondes. En abordant cette histoire, il fait table rase des opinions qui avaient cours avant lui, il va droit aux sources directes, et il embrasse, en encyclopédiste, le passé tout entier. Par la *Description de la Gaule* et la *Géographie de la France*, il donne une connaissance parfaite du sol en lui-même depuis les premiers temps connus, et dans ce travail immense, inachevé en quelques points, et par malheur encore inédit et décomplété, on trouve en germe la plupart des notions géographiques qui depuis ont défrayé l'érudition moderne. Cependant ce n'était là que la préface d'un ouvrage bien autrement considérable, et qui devait présenter, divisé en sept époques, le tableau complet de l'organisation sociale et politique de la monarchie française jusqu'à saint Louis. L'origine des Gaulois, leurs migrations, leurs croyances, leurs mœurs, l'ordre nouveau établi par la conquête romaine, le gouvernement des villes, les colonies, les municipes, puis sous la conquête franque l'administration des nouveaux maîtres, les origines et le développement de la féodalité, le servage, la noblesse, la chevalerie, l'état des personnes et des terres, en un mot tout ce qui constitua l'ancienne société dans ses transformations successives jusqu'au XIIIe siècle devait se dérouler dans une longue suite de dissertations. Quelques-unes sont complétement terminées; les autres, en plus grand nombre, ne sont qu'indiquées, mais dans les seules notes qui avaient été réunies pour la rédaction définitive, on trouve encore les renseignemens les plus précieux, et nous connaissons des érudits qui de notre temps même se sont fait un nom en se bornant à mettre en œuvre ces riches matériaux, sans jamais les citer. Le *Nobiliaire*, le *Traité des Armoiries*, l'*Histoire des grandes et des moyennes Dignités*, et dans la belle édition de Joinville les dissertations sur les guerres privées, les comtes palatins, l'oriflamme, la justice rendue par les rois, etc., justifient complétement ce que disait Perrault : « La postérité aura peine à croire qu'un seul homme ait possédé tant de science, et que sa vie ait suffi à tous les travaux qu'il a laissés. » Et pourtant, dans l'œuvre immense de cet homme, ce ne sont là que des morceaux pour ainsi dire accessoires. Esprit profondément analytique, Du Cange sentit la nécessité, pour faire comprendre et populariser cette science du moyen âge qu'il avait découverte, de la résumer dans une *somme*, comme saint Thomas avait résumé la théologie, et de la donner toute faite à ceux qui

viendraient après lui : nous avons nommé le *Glossaire grec* et le *Glossaire latin*. Conçus sur le même plan, exécutés avec la même sagacité divinatrice, ces deux ouvrages, qui n'avaient point de modèles et qui sans doute ne seront jamais surpassés, résument à la fois toute la science de Du Cange et tout le moyen âge. Leur mérite est égal; mais, par sa parenté plus intime avec notre race néo-latine, le *Glossaire latin* devait être et a été en effet plus usuel et plus populaire. Ce glossaire s'ouvre par une préface dans laquelle l'auteur trace à grands traits l'histoire de la langue latine dans sa décadence, tout en côtoyant celle de la langue française dans sa formation. Du Cange, suivant sa méthode habituelle, épuise le sujet, et, s'il laisse quelques recoins obscurs, c'est qu'il est impossible de les éclairer. Les philologues modernes n'ont rien ajouté à cette œuvre, unique et définitive à la fois, et tout ce que l'on a dit depuis sur l'universalité de la langue française et son ascendant en Europe se trouve exprimé là avec une clarté et une abondance de preuves vraiment extraordinaires.

Un catalogue biographique et bibliographique de cinq mille auteurs de la basse latinité s'ajoute à la préface, et enfin dans le glossaire se trouvent réunies cent quarante mille explications diverses de mots pris chacun dans leurs acceptions les plus variées. Au seul point de vue lexicographique, un semblable travail suffirait à la gloire d'un homme, puisqu'il offre la reconstitution d'une langue que sa décadence a pour ainsi dire complétement renouvelée, et sur laquelle aucun travail analogue n'avait été entrepris jusqu'alors; mais ce n'est encore là que le moindre mérite du glossaire, car ce livre ne donne pas seulement le sens des mots, il donne aussi le sens intime des choses. C'est une véritable encyclopédie où l'auteur recueille sur tous les points importans, et toujours en s'appuyant sur l'autorité des documens contemporains eux-mêmes, tous les éclaircissemens désirables. Substituez à l'ordre alphabétique, que l'auteur du reste ne paraît avoir adopté que pour rendre l'usage de son livre plus commode et plus prompt, l'ordre logique des matières, et vous vous trouverez tout à coup posséder sur ce sujet une série de dissertations dont la plupart resteront le dernier mot de la science historique, comme elles en sont aussi la première révélation. Montesquieu disait de Tacite qu'il abrégeait tout, parce qu'il voyait tout. On pourrait dire avec autant de raison de Du Cange qu'il savait tout, parce qu'il avait tout lu, historiens, romanciers, poètes, historiographes, livres liturgiques, lois, coutumes, les textes imprimés comme les textes inédits. Le premier, il fait servir à l'histoire des mœurs et des arts ces registres de comptes dont on a tant usé depuis; le premier, il tire des archives des villes le droit municipal, le droit féodal des alleux et des terriers, le costume des miniatures et des médailles. Au mot *communia*, vous trouverez, avec les noms des villes affranchies dans le grand mouvement d'émancipation du XIIe siècle, la complète exposition de notre ancienne organisation communale. Les mots *fiefs, servage,* suffiront à vous initier à tous les secrets de la féodalité; il en sera de même des mots *monnaie, duel, jugement de Dieu,* etc. Du Cange a tracé toutes les grandes lignes. Il a moissonné; nous glanons, et quand nous avons, sur ses vastes domaines, recueilli notre gerbe, nous oublions trop souvent que c'est à lui que nous la devons. L'industrie, le commerce, l'art militaire, la chevalerie, le costume, les mœurs,

les croyances, les lois, l'agriculture, les hommes, la terre, les monumens, les hérésies, les sciences occultes, la liturgie, les choses matérielles et les choses abstraites, il a tout recueilli, tout exposé. Ce livre immense, comme l'appellent les bénédictins, qui traite de tout et qui est ouvert à tous, *librum amplissimum, omnibus apertum*, avait cependant été fait sans préméditation, pour ainsi dire, sans fatigue et surtout sans vanité. L'auteur ne s'était pas même donné la peine de mettre au net son manuscrit, et ce fut seulement pour céder aux instances de quelques savans, auxquels il avait par hasard parlé de son travail, qu'il se décida enfin à le livrer à l'impression. « Ayant un jour fait venir quelques libraires dans son cabinet, dit un de ses biographes (1), Du Cange leur montra un vieux coffre placé dans un coin, en leur disant qu'ils y pouvaient trouver de quoi faire un livre, et que s'ils voulaient s'en charger, il était prêt à en traiter avec eux. Ils acceptèrent l'offre avec joie; mais, à la place du manuscrit qu'ils cherchaient, ils ne trouvèrent qu'un tas de petits morceaux de papiers, qui semblaient la plupart déchirés et hors d'usage. Du Cange sourit de leur embarras, et les assura de nouveau que le manuscrit était dans le coffre. L'un d'eux jeta pour la seconde fois les yeux sur ces lambeaux, et les trouva chargés de remarques savantes d'autant plus faciles à mettre en ordre que chaque papier contenait le mot particulier dont l'auteur entreprenait de donner l'explication. D'après cette découverte, jointe à la connaissance qu'ils avaient du talent de l'auteur, le marché fut bientôt conclu. » Telle est, dit-on, l'origine du premier glossaire. Malgré l'élévation de son prix, ce glossaire, seul peut-être entre tous les grands recueils d'érudition, a été réimprimé plusieurs fois. Les bénédictins au XVIIIe siècle en ont fait, avec d'importantes additions et un supplément, une fort belle édition en dix volumes in-folio, et de notre temps même MM. Firmin Didot, fidèles aux traditions savantes de l'ancienne librairie française, en ont donné une cinquième édition, dans laquelle MM. Henschel et Adelung ont fait des additions importantes.

Nous n'insisterons pas plus longtemps sur ce livre, car tout ce ce que nous pourrions dire n'en donnerait qu'une idée incomplète à ceux qui ne l'ont point pratiqué, et aux yeux de ceux qui le connaissent, l'éloge resterait toujours au-dessous de son mérite. Ce que nous avons voulu avant tout montrer à l'occasion du travail de M. Feugère, c'est que la gloire intellectuelle du XVIIe siècle n'est pas seulement dans ses œuvres littéraires, et que l'époque qui nous a donné le *Discours de la méthode*, les *Provinciales*, *Cinna*, *Tartufe*, *Athalie* et *le Lutrin*, a donné également par Du Cange la grande critique et la science du moyen âge non pas seulement à la France, mais à l'Europe entière. Ce que les Érasme, les Budé, les Estienne, les Scaliger, les Juste Lipse ont fait dans leurs efforts collectifs pour les dix siècles de l'antiquité grecque et romaine, Du Cange l'a fait à lui seul pour les quinze siècles de la barbarie gréco-latine. Il l'a fait sans effort, sans ambition, sans vanité, simplement, comme les grands hommes font les grandes choses. Nous félicitons vivement M. Feugère d'avoir choisi pour sujet d'étude ce savant si modeste, qui n'a pas moins honoré son pays par sa moralité sévère et ses

(1) Le père Daire, *Histoire littéraire d'Amiens*, p. 583.

vertus privées que par son infatigable labeur. En intéressant à ses travaux, par leur universalité même, tous les peuples dont la civilisation est née du christianisme et de la tradition grecque et latine, Du Cange s'est fait dans l'Europe savante une sorte de royauté solitaire, exceptionnelle, que personne ne conteste, à laquelle on n'oppose aucun prétendant. L'Allemagne elle-même, si fière de sa patience et de son génie polyglotte et critique, reconnaît que sur ce point elle a été devancée; l'Angleterre, à son tour, reconnaît qu'elle a été vaincue, en s'étonnant toutefois « qu'une nation aussi légère que la nôtre ait produit un esprit aussi grave et aussi pénétrant que Du Cange. »

CHARLES LOUANDRE.

La Néerlande et Venise (Nederland en Venetie), par M. de Jonge, archiviste du royaume (1). — La Hollande offre de nombreux traits de ressemblance avec l'ancienne république de l'Adriatique; Amsterdam s'enorgueillit du nom de *Venise du Nord* que les touristes et les poètes lui ont décerné. A Amsterdam, comme à Venise, le touriste est frappé par la quantité et l'étendue des canaux, par la splendeur de ces palais qu'une bourgeoisie opulente a élevés et qui cachent les trésors de plusieurs siècles. Cependant la ressemblance n'est pas purement extérieure. Sorties de la mer, les deux villes y ont grandi et ont tenu pendant quelque temps le sceptre de l'océan. Leur règne à la vérité ne fut pas long. L'ancienne énergie qui avait assuré leur indépendance s'était perdue avec l'éloignement du danger. Oubliant leur élément natal, de puissances maritimes elles s'étaient transformées en puissances territoriales, et s'engagèrent dans les questions qui agitaient le continent. L'esprit étroit et exclusif de l'oligarchie, qui dominait la noblesse vénitienne comme la bourgeoisie hollandaise, provoqua de fréquentes discordes civiles, et, affaiblies au dedans comme au dehors, les deux anciennes républiques furent la proie facile de la république française.

Le tableau des rapports politiques, commerciaux et littéraires de Venise et d'Amsterdam, tel que le retrace M. de Jonge, contient des détails d'un intérêt général. Il y a un moment dans l'histoire de Venise où l'esprit de révolte contre l'autorité papale, qui avait éclaté dans le monde catholique, fut sur le point de prendre possession de cette ville. Le feu mal éteint de révolte qui s'y était manifesté dès le commencement du XVIe siècle, s'y était rallumé avec une nouvelle force en 1606, lors de la mise en interdit prononcée par Paul V contre le pays et ses habitans. Tout le monde y lisait alors avec ardeur la Bible et les écrits des réformés. L'historien Paolo Sarpi atteste que des milliers de familles furent sur le point d'embrasser le protestantisme. Une vaste conspiration s'était organisée qui étendait ses ramifications sur le nord entier de l'Italie, et qui avait pour but l'introduction du culte réformé comme culte de l'état. M. de Jonge ne nous explique point par quelle voie le saint siége prévint ce nouveau danger et conserva la république dans la soumission; mais il nous montre avec quel empressement les états-généraux saisirent cette occasion pour se rapprocher de Venise et lui offrir leur assistance. Les documens tirés des archives d'Oldenbarnevelt, qu'il publie à ce sujet, jettent une vive

(1) Un vol. in-8°; La Haye, Belinfante frères, 1852.

lumière sur les desseins du roi Henri IV pour réunir, dans une ligue contre la puissance de l'Espagne, les états protestans avec le nord de l'Italie, et sur la protection presque paternelle dont il entoura la république naissante des Pays-Bas. Philippe de Mornay joue un rôle important dans les négociations qui ont pour but de resserrer les liens entre les deux pays. Accueillies d'abord par le sénat de Venise avec sa réserve et sa circonspection ordinaires, elles aboutissent, à la fin de 1619, à un traité d'alliance conclu pour quinze ans, par lequel les deux républiques se promettent mutuellement un subside annuel en cas de guerre : le sénat de Venise commençait alors à s'alarmer des armemens du gouverneur de Naples, le duc d'Ossune; mais lorsque plus tard les états-généraux exigèrent le paiement des subsides stipulés, le sénat y mettait d'abord de longs retards, puis le suspendait entièrement.

La conjuration de Venise de 1618 forme un épisode de l'histoire des négociations dont nous venons de parler. M. de Jonge rectifie l'opinion erronée que le comte Daru avait fait prévaloir sur cette conspiration. M. Daru, on le sait, accuse le gouvernement vénitien d'avoir été de connivence dans les projets du duc d'Ossune sur le trône de Naples. Pour dissimuler sa connivence au roi d'Espagne, ce gouvernement n'aurait pas hésité à faire le sacrifice gratuit de quelques centaines de victimes. On le voit au contraire conclure un traité d'alliance avec les Pays-Bas, dont une clause prévoit expressément le cas où quelques galères ou navires de guerre étrangers entreront dans l'Adriatique ou dans le golfe de Venise, et dont il va éluder les dispositions dès que le danger sera passé. Il prend à son service un grand nombre de navires et deux corps néerlandais commandés par les comtes de Nassau et de Leuwensteyn. Déjà les recherches de M. Ranke (1) avaient établi cet important résultat. L'historien allemand soutient que le gouvernement vénitien ignorait entièrement les projets du duc d'Ossune sur le trône de Naples, et traite le récit du comte Daru de fiction romanesque, ce que confirment également les rapports faits par le consul néerlandais aux états-généraux sur la découverte de la conspiration.

La politique commerciale de Venise s'appuyait sur le monopole. La république admettait seulement ses propres navires et ses propres marins. Les marchandises importées sur des navires étrangers étaient d'abord frappées de droits élevés et ensuite entièrement prohibées. Les commerçans étrangers étaient soumis à des vexations de toute espèce. L'histoire de Venise ne contient pas la trace d'un seul traité de commerce conclu avec la France, l'Angleterre, l'Espagne, ni avec les Pays-Bas, dont les propositions fréquentes à ce sujet furent toujours éludées. Avec la Porte seule, Venise se trouvait liée par un traité qui lui garantissait les privilèges du trafic du Levant, le dernier refuge de son commerce. Ce ne fut qu'en 1735, quand Ancône et Trieste furent déclarées ports libres, que le sénat se décida à ouvrir le port aux navires étrangers; mais cette mesure tardive ne pouvait plus le relever de l'état de décadence où il était tombé.

Dans l'intérêt de la navigation nationale, une loi défendait aux Vénitiens l'exportation par la voie de terre tant en Allemagne que dans les contrées

(1) *Ueber die Verschwörung gegen Venedig im Jahre* 1618, pages 31-124.

plus éloignées. Les Hollandais arrivaient alors à Venise par Cologne, Augsbourg et le Tyrol, pour y acheter les produits du Midi. A cause de l'insécurité des routes, ils se réunissaient en grandes caravanes et établissaient, chemin faisant, une espèce de commerce d'escales. Ce commerce leur offrait des profits si considérables, qu'ils continuèrent à suivre la route d'Allemagne jusqu'au milieu du XVIIe siècle. Les navires vénitiens venaient, de leur côté, chercher à Bruges et à Anvers les produits des riches fabriques flamandes et les objets qu'y appportaient les armateurs anséatiques. A la suite de la prise d'Anvers par le duc de Parme, les principaux habitans émigrèrent de cette ville et s'établirent en grand nombre à Amsterdam. Ils y furent précédés par les Juifs chassés d'Espagne et du Portugal. Ce furent ces émigrés, les derniers surtout, qui, ayant gardé de nombreuses relations dans l'Orient, expédièrent les premiers armemens hollandais dans la Méditerranée et jetèrent les fondemens du commerce du Levant, devenu célèbre. Les Juifs portugais d'Amsterdam possédaient une grande partie des fonds publics de Venise et étaient les intermédiaires de toutes les opérations de change entre les deux villes. Ces rapports commerciaux prirent un grand essor depuis la victoire remportée par Heemskerk près de Gibraltar, qui avait fait respecter le pavillon néerlandais dans toute la Méditerranée. Ils atteignirent leur apogée lors du traité de paix de Munster; la guerre de trente ans, qui désolait l'Allemagne, en favorisait beaucoup le progrès. Les navires hollandais apportaient à Venise les blés, les toiles, les matériaux de constructions navales et les produits des Indes. Après avoir déchargé leurs cargaisons, ils s'y affrétaient souvent au gouvernement ou aux particuliers, et se rendaient à Alexandrie et dans d'autres ports du Levant, protégés par leur pavillon contre les attaques des corsaires turcs et barbaresques. Les navires des Vénitiens avaient cessé alors presque entièrement de franchir le détroit de Gibraltar, et leur commerce avec les Pays-Bas était devenu tout à fait passif; ils avaient peu de produits à leur offrir en échange de ceux qu'ils recevaient. Les guerres des Pays-Bas avec la France et l'Angleterre, qui livraient la Méditerranée aux incursions des pirates barbaresques, l'importation des soies de Chine, l'introduction en France de l'industrie des soies, dont Venise avait fait son principal objet, — d'autres causes enfin amenèrent successivement le déclin des relations commerciales et marimes des deux pays.

Le tableau des rapports qui, au point de vue de l'art et des lettres, existaient entre la Hollande et Venise offre plus d'un trait curieux. Une frappante analogie rapproche l'ancienne école hollandaise de l'école vénitienne. L'imitation fidèle de la nature, le goût des scènes simples et journalières de la vie, une grande vérité de coloris, les distinguent au même point. Dès que la renommée de l'école fondée par Titien, Bassano, Tintoret et Paul Véronèse pénétra en Hollande, les peintres hollandais affluèrent en masse à Venise. Titien en recueillit plusieurs chez lui, notamment Dirk Barentsz et Corneille Cort (1). On raconte que ceux-ci et deux autres jeunes peintres hollandais l'aidaient dans la composition de ses plus grandes toiles. Une autre tra-

(1) M. H. Delaborde, dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er décembre 1850, fait un juste éloge de Cort comme graveur.

dition raconte que ce fut d'eux qu'il apprit l'art de peindre les paysages. Jean Schorel, « le flambeau de la Hollande, » son élève Martin Heemskerk, Henri Goltzius, plus tard les deux Jordaens, les deux Van Mieris, Karel Dujardin et bien d'autres se sont formés et ont séjourné longtemps à Venise.

Il existe un autre art dans lequel les Hollandais ont excellé longtemps, c'est l'art de l'imprimerie, inventé, suivant un récit populaire, par Coster de Harlem. Des Hollandais publièrent les premiers ouvrages imprimés à Venise et en Italie. Nicolas Pieters de Harlem publia en 1476 un livre à Padoue, et un autre à Vicence l'année suivante. Deux autres imprimeurs néerlandais, Dirk de Rynsbourg et Reynold de Nimègues, firent paraître à Venise trentre-quatre ouvrages depuis 1477 jusqu'à 1491. On rencontre encore à la même époque les noms de plusieurs éditeurs hollandais qui imprimaient déjà au XVe siècle les œuvres classiques de l'antiquité : Horace, Virgile, Lucain, Perse, Pline, Josèphe, les Institutes et les Pandectes de Justinien. Les travaux de saint Thomas d'Aquin, d'Albert le Grand et de Pétrarque virent également le jour par leurs soins. Les célèbres bibliothèques de Venise attiraient l'attention des savans néerlandais: Gansfort, Agricola, Erasme, y préparaient la restauration des lettres grecques et latines. Ce fut dans la bibliothèque de Saint-Marc que le chancelier de Philippe II, Viglius ab Aytta, découvrit la paraphrase grecque des Institutes de Justinien.

Lorsque Guillaume le Taciturne, pour récompenser les bourgeois de Leyde de l'héroïque défense de leur ville, la dota d'une université, il y appela Jos. Scaliger, issu d'une des plus nobles familles vénitiennes. C'est à l'école de Padoue que se formèrent les professeurs les plus illustres de la nouvelle université. Bientôt l'éclat de l'école de Leyde se répandait au loin, et la supériorité de l'enseignement, l'affluence des étudians de tous les pays lui assuraient une place à côté de celles de Padoue et de Bologne. Enfin les poètes néerlandais ne se lassaient pas de chanter la ville des doges, ses institutions et ses faits d'armes, tant en latin que dans la langue nationale. Daniel Heinsius, dans ses *Odes latines*, l'appelle la « reine des mers, la foudre de l'Italie, les délices du monde. » Son fils, Nicolas Heinsius, célèbre en vers savans l'alliance des deux républiques; Barlaeus et Scriverius tracent le parallèle de Venise et de Amsterdam; Pierre Francius, dans la langue et le style de Virgile, chante la conquête de la Morée. Les coryphées de la poésie nationale du XVIIe siècle, Hooft, Cats, Hoogstraten et Vondel, avaient les regards fixés sur la reine de l'Adriatique. Vondel surtout, le « divin » Vondel chantait l'illustre domination des Vénitiens, leurs victoires sur les Turcs, et appelait la chrétienté au secours de Candie menacée. En traçant de nos jours le parallèle historique de Venise et d'Amsterdam, M. de Jonge n'a fait, on le voit, que rester fidèle à cette tradition nationale. Son livre est un dernier témoignage des rapports qui unirent les deux républiques, et un document curieux, à plus d'un égard, sur l'histoire générale de l'Europe aux XVIe et XVIIe siècles.

J. BERGSON.

Les Danses des Morts, par M. Kastner (1). — On est bien loin d'avoir étudié tous les aspects de l'art du moyen âge. Le propre de la pensée humaine à cette époque, c'est de se complaire en des manifestations multiples et de tirer du thème le plus simple les modulations les plus variées. On sait sous combien de formes également charmantes les *Minnesinger* du XIIIe siècle ont traduit l'idée de l'amour. Quant au nombre des monumens inspirés par l'enthousiasme religieux, il échappe à tout calcul. A mesure qu'on se rapproche du XVIe siècle cependant, on voit s'augmenter la complication, la prodigalité des traductions plastiques d'une même idée. Ce n'est plus la poésie seule, comme au XIIIe siècle, ce n'est plus la sculpture comme au XIVe, qui suffisent à ce dernier déploiement de la fantaisie des vieux âges : la peinture et la musique arrivent à leur tour. Une récente publication nous montre dans ses phases diverses et trop peu étudiées cet épanouissement graduel des formes de l'art venant se grouper successivement autour d'un motif principal. *Les Danses des Morts*, ce cycle étrange et sombre de poèmes, de chants et de peintures murales, ont fourni à l'auteur de plusieurs travaux intéressans sur l'histoire de l'art musical, M. Kastner, l'occasion d'éclairer quelques-unes des questions les moins connues parmi celles que soulève l'art du moyen âge. En cherchant dans les temps les plus reculés l'idée première de cette étrange comédie de la mort continuée à travers plusieurs siècles, l'auteur a pu indiquer de curieux rapprochemens entre le symbolisme antique et le symbolisme chrétien. C'est à partir du XVe siècle toutefois que des monumens nombreux permettent d'étudier dans ses diverses manifestations le travail de plus en plus actif de la pensée du moyen âge sur le thème funèbre qu'elle transforme en se l'appropriant. A la série d'images et de tableaux qui personnifient la lutte de la vie et de la mort correspond toute une série de poèmes qui en sont le naïf commentaire; mais ces deux formes ne suffisent pas aux imaginations populaires, et la musique, la danse même, reprennent à leur façon le motif indiqué par la peinture et la poésie. De toutes les variations de cet étrange motif, celle-ci est assurément la moins connue. Les rondes funèbres n'ont pas été seulement reproduites en effet sur les murs des couvens et des églises : elles ont été exécutées, elles ont eu leur orchestre, des monumens nombreux le prouvent, et cet orchestre même, M. Kastner en fait l'histoire, qui répand une vive lumière sur l'histoire générale de la musique. Dans l'ensemble de ces instrumens qu'il passe en revue : psaltérions, tympanons, monocordes, rebecs, claquebois, c'est déjà l'instrumentation moderne à son berceau qui se révèle. On voit ce qu'il y a d'utile pour l'histoire de l'art à suivre ainsi la filière qu'a parcourue la pensée des générations d'avant la renaissance : sculpture, peinture, poésie, musique. Tous les moules dans lesquels est venue se jeter plus tard la fantaisie moderne ont été en quelque sorte préparés et façonnés du XIIe au XVe siècle, et le cycle de la *Danse des Morts* est un des plus curieux témoignages de cette merveilleuse élaboration. L'ouvrage de M. Kastner, complété par une composition musicale qui est elle-même une savante étude sur le style mélodique du moyen âge, mérite une place distinguée parmi les récentes publications d'archéologie. V. DE MARS.

(1) Un volume in-4°, avec planches, chez Brandus, rue Richelieu.

OPÉRA-COMIQUE.

LE NABAB.

La fable imaginée par MM. Scribe et Saint-Georges est d'une ingénuité qui défie toute définition. Il est impossible en effet d'imaginer une action plus innocente, plus digne de Florian et de Berquin que l'action qu'ils ont appelée *le Nabab*. Je ne les chicanerai pas sur le titre qu'ils ont donné au héros de la pièce : ce serait me montrer trop difficile. Jusqu'à présent, nous avions cru qu'un nabab était un négociant indien enrichi par le commerce. Vous dire comment un nabab est devenu entre les mains de MM. Scribe et Saint-Georges lord Evandale serait impossible. La reine Victoria peut élever au titre de baronnet ou de lord qui bon lui semble; mais jusqu'à présent la richesse n'a pas été considérée comme un droit suffisant. Donc ce nabab, pourvu ou non du titre de lord, s'ennuie à périr et veut se tuer. Un de ses amis, médecin très intelligent, lui donne contre l'ennui et la tentation du suicide une recette excellente, le travail. Clifford, c'est le nom du médecin, ne demande à son client qu'un sursis d'une année. Si la recette ne le sauve pas, lord Evandale sera libre de se tuer. Il faut savoir que lady Evandale, connue au théâtre sous le nom de Corilla, est le type achevé du caprice et de la rébellion. Il suffit que son mari souhaite une chose pour qu'elle souhaite le contraire. Au moment où lord Evandale se prépare à se tuer, arrive une jeune personne du nom de Dora. Réduite au désespoir par le dénûment, elle vient implorer la bienfaisance de lord Evandale, qui, tout entier à ses projets de suicide, l'envoie à tous les diables. La jeune fille, épouvantée de sa brusquerie, s'évanouit. Lord Evandale, en véritable héros d'opéra-comique, profite de son évanouissement pour déposer sur son tablier un bon de mille livres sterling. Héroïque générosité qui ne restera pas sans récompense! Lord Evandale part pour l'Europe avec la ferme résolution de suivre la recette de Clifford, abandonnant lady Evandale aux soins de sir Arthur, son cousin. Arrivé en Europe, il devient ouvrier, puis contre-maître, dans une manufacture de tabac du comté de Galles. Or maître Toby, le chef de cette manufacture, est précisément l'oncle de Dora. Naturellement Dora devient amoureuse de lord Evandale, qui a déguisé son titre et son nom; plus naturellement encore, elle ignore que son bienfaiteur est marié. J'oubliais de dire que Clifford, en ami dévoué, a résolu de n'envoyer à son client que cent livres sterling par an, environ six francs par jour, et son client avait un revenu de cinquante mille livres sterling; mais il fallait exécuter la recette dans toute sa rigueur. Maître Toby, en apprenant l'amour de sa nièce pour l'ouvrier nouveau-venu, s'emporte à bon droit. Il rend pleine justice aux vertus du nabab déguisé, mais il ne consentira jamais à lui donner la main de sa nièce. Cependant Dora réussit à fléchir son oncle. Elle va épouser son bienfaiteur, lorsqu'arrive lady Evandale : péripétie émouvante qui attendrit tous les spectateurs! Les deux amans seraient condamnés à une infortune éternelle, si Clifford, ange gardien de son client, ne tranchait le nœud gordien, car cette maudite Corilla, dont la vie n'est pas bien connue, était la femme de Clif-

ford avant d'épouser lord Evandale. Allégresse générale, chœur; la toile tombe.

Que pouvait faire M. Halévy de cette donnée? Quel parti pouvait-il en tirer? Sa science n'est mise en doute par personne. Plusieurs fois même, dans *l'Éclair*, dans *le Val d'Andorre*, dans *la Fée aux Roses*, il a fait preuve d'invention; mais, en présence d'une donnée pareille, il ne pouvait que multiplier les prodiges de l'escamotage, et c'est ce qu'il a fait. N'ayant pas de situations dramatiques, il s'est évertué à dissimuler l'absence d'émotion sous l'élégance et la variété des vocalises. L'ouverture semblera peut-être un peu prolixe, étant donné le nombre des thèmes; peut-être les instrumens à anche reprennent-ils avec trop de complaisance les idées exposées par les instrumens à cordes; peut-être les cuivres abusent-ils à leur tour du plaisir de répéter ce que les instrumens à anche ont déjà redit. Cependant il y a dans cette ouverture une délicatesse de style que je ne veux pas contester. Je n'ai guère à noter dans le premier acte qu'un morceau très applaudi, qui rappelle heureusement *Ma Tante Aurore*. Je ne m'arrêterai pas à relever la richesse des rimes accouplées par MM. Scribe et Saint-Georges; *sympathie* et *envie* sont des rimes très suffisantes pour l'Opéra-Comique. Ce souvenir de Boïeldieu a mis en belle humeur tous les habitués du théâtre. Ils se croyaient revenus au temps de Martin et d'Elleviou, et leur bonheur, je le confesse, avait quelque chose d'expansif et de contagieux. A voir leur mine épanouie, je me sentais pénétré d'une douce moiteur. Au second acte, nouvelle surprise, nouveau plaisir. Sir Arthur, en pénétrant dans la manufacture de tabac, ne peut résister aux émanations sternutatoires de la maison; il ne manque pas d'éternuer, et lady Evandale à son tour, en femme qui a fréquenté avec fruit le théâtre du Palais-Royal, ne manque pas de lui répondre : « Dieu vous bénisse! » Le duo de l'éternuement a obtenu un plein succès, je me hâte de le reconnaître. C'est le morceau capital du second acte. Au troisième acte, nous sommes dans une maison de plaisance qui appartenait à lord Melvil, et que lord Evandale vient d'acheter, car lord Melvil s'est ruiné. Craignant de ne pouvoir épouser sa chère Dora, lord Evandale a voulu du moins la mettre à l'abri du besoin, et lui a donné par acte notarié, sur papier vif, le domaine de lord Melvil. Au moment où Dora supplie son oncle Toby de lui apprendre un air de chasse gallois qui jouit dans le pays d'une très grande célébrité, survient pour la seconde fois lady Evandale.

Heureusement Clifford emmène sa femme, et le nabab épouse Dora. Qu'y a-t-il, me direz-vous, dans ce troisième acte pour la musique? Votre question m'étonne, et me semble par trop ingénue. Ne prévoyez-vous pas d'abord un chœur de paysans accueillant le nouveau seigneur? M. Halévy n'a pas négligé cette condition élémentaire du sujet. Mais le morceau capital, c'est l'air de chasse gallois. Il est malheureusement trop vrai que M. Halévy n'a oublié qu'une seule chose : c'est de trouver l'air gallois, car cet air, de l'avis même de ses plus fervens admirateurs, est encore à trouver. Enhardi sans doute par le succès qu'avait obtenu aux répétitions le duo de l'éternuement, il a cru pouvoir masquer la nullité complète de la mélodie, tout à fait imaginaire, dite une première fois par l'oncle Toby et répétée par Dora, sous les jappemens du chœur. Jappemens ou aboiemens, peu importe. Cependant je dois dire que tous les auditeurs habitués aux cris de la meute en

forêt n'ont pas reconnu dans ce chœur applaudi avec tant de frénésie la couleur locale qui devait sans doute, dans la pensée de M. Halévy, assurer le succès de ce morceau auprès des vrais connaisseurs. Pour être juste, je suis forcé d'avouer que le chœur de l'air gallois, si tant est qu'il y ait un air, peut rappeler tour à tour les jappemens des carlins ou les aboiemens des boule-dogues, mais n'a rien à faire avec les cris de la meute. C'est mon avis, c'est celui des chasseurs; mais la foule ne s'est guère inquiétée de notre avis, et a battu des mains. Que reste-t-il donc à louer dans cette partition, écrite avec un incontestable talent? Mon Dieu! j'ai regret à le dire, une science infinie, une connaissance complète de toutes les ressources dont peut disposer l'orchestre, et qui pourtant ne réussit pas à masquer l'absence de pensée. M. Halévy, qui connaît à merveille tout ce que l'étude peut enseigner, n'est pas doué d'une imagination très inventive. Ses œuvres les plus applaudies sont peuplées de souvenirs. *Les Mousquetaires de la Reine* sont quelque peu parens de *Lucie*. Encouragé outre mesure par les applaudissemens qui lui ont été prodigués, il a cru que la facture suffisait. La facture est une grande chose assurément; mais, si habile qu'on soit dans l'art de la parole, il faut avoir quelque chose à dire. Le grammairien le plus savant ne fera jamais un orateur éloquent. C'est la triste condition où se trouvait placé l'auteur du *Nabab*. Les situations imaginées par MM. Scribe et Saint-Georges ne lui suggéraient aucune mélodie; il a pensé que le maniement de l'orchestre, qu'il connaît depuis longtemps, suffirait à déguiser l'indigence de son imagination. Il s'est trompé, et la froideur des loges a dû ne lui laisser aucun doute à cet égard. Les érudits de la musique reprochent à Bellini de n'avoir pas connu à fond le contre-point; c'est un reproche trop facile à justifier; mais Bellini possédait un don précieux que le contre-point ne suppléera jamais, l'invention mélodique. La *Norma*, la *Beatrice*, *la Sonnambula*, sont là pour établir son rang dans l'histoire de son art. M. Halévy sait du contre-point autant qu'homme de France; mais il lui arrive rarement d'inventer quelque chose de vraiment nouveau, et *le Nabab* est une preuve ajoutée à tant d'autres pour démontrer la vérité de ce que j'avance. Les faiseurs dans toutes les branches de l'art sont une plaie que la critique doit signaler au bon sens public. Entre une imagination ardente qui ne sait pas se révéler clairement et une science consommée associée à une imagination tantôt tiède, tantôt stérile, le choix ne me semble pas difficile. Grétry, que M. Adolphe Adam a cru devoir enrichir d'une orchestration imprévue, ne parlait jamais sans avoir quelque chose à dire. M. Halévy parle si bien, qu'il ne prend pas toujours la peine de penser. C'est un abus de la science que le goût ne saurait amnistier. Les chanteurs ont été justement applaudis. M. Coudere, dans le rôle du nabab, s'est montré bon comédien. MM. Mocker et Bussine ont fait de généreux efforts pour animer les rôles ingrats de Clifford et de Toby. Mlle Favel a bien compris et bien rendu l'impertinence de lady Evandale. Quant à Mlle Miolan, elle a réuni tous les suffrages par la grâce et la hardiesse de ses vocalises. La mise en scène fait honneur au goût de M. Perrin.

GUSTAVE PLANCHE.

V. DE MARS.

TABLE DES MATIÈRES DU TROISIÈME VOLUME.

SECONDE SÉRIE DE LA NOUVELLE PÉRIODE. — JUILLET. — AOUT. — SEPTEMBRE.

SOUVENIRS D'UNE STATION DANS LES MERS DE L'INDO-CHINE. — Retour de *la Bayonnaise*. — Le roi George, l'empereur Y-shing et la reine Pomaré, par M. le capitaine de vaisseau E. Jurien de La Gravière. 5

LA HOLLANDE SOUS DEUX RÈGNES, SOUVENIRS HISTORIQUES SUR LE ROI LOUIS ET GUILLAUME Ier, par M. Vivien, de l'Institut. 48

LA DERNIÈRE BOHÉMIENNE, deuxième partie, par Mme Charles Reybaud. . 82

UN HIVER EN CORSE, RÉCITS DE CHASSE ET SCÈNES DE LA VIE DES MAQUIS, par M. Charles Reynaud. 118

DU MOUVEMENT POÉTIQUE EN ANGLETERRE DEPUIS SHELLEY. — Les Poésies de Julian Fane, par M. Arthur Dudley. 147

SAN FRANCESCO A RIPA, par M. de Stendhal (Henri Beyle). 166

LES PROTESTANS FRANÇAIS EN EUROPE. — Recherches nouvelles de M. Weiss sur l'Histoire des Réfugiés, par M. Charles Louandre. . . . 178

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. 195

LA DERNIÈRE BOHÉMIENNE, dernière partie, par Mme Charles Reybaud. . 209

REMBRANDT, SA VIE ET SES ŒUVRES, par M. Gustave Planche. 244

LES FRANÇAIS DU CANADA A PROPOS D'UNE HISTOIRE FRANÇAISE DU CANADA PUBLIÉE A QUÉBEC, par M. Th. Pavie. 278

PROMENADE EN AMÉRIQUE. — LES HOMMES ET LES CHOSES AUX ÉTATS-UNIS. — X. — La Havane et l'île de Cuba, par M. J.-J. Ampère. 305

BEAUMARCHAIS, SA VIE, SES ÉCRITS ET SON TEMPS, D'APRÈS DES PAPIERS DE FAMILLE INÉDITS. — IX. — Beaumarchais et sa Flotte dans la guerre de l'indépendance des États-Unis, par M. Louis de Loménie. 331

LES BAINS DE MER, poème, par M. A. Brizeux. 374

SCIENCES. — LE STÉRÉOSCOPE ET DE LA VISION BINOCULAIRE, par M. Babinet, de l'Institut. 383

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. 393

BOLINGBROKE, SA VIE ET SON TEMPS, première partie, par M. Charles de Rémusat, de l'Académie Française. 409

LA PRESSE AU XIXe SIÈCLE. — La Presse aux États-Unis. — Origines de la Presse américaine et son Rôle dans la révolution, par M. Cucheval-Clarigny. 451

L'IRLANDE DEPUIS LA DERNIÈRE FAMINE, par M. Jules de Lasteyrie. . 495

LE TIERS-ÉTAT ET SON ROLE POLITIQUE EN FRANCE (*Essai sur l'histoire de la formation du Tiers-État*, de M. Aug. Thierry), par M. L. de Carne. . 528
MINA DE WANGEL, par M. de Stendhal (Henri Beyle). 551
LES PIRATES MALAIS, par M. Charles Lavollée. 579
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. 599
MŒURS ANGLAISES. — LE MEETING AGRICOLE DE GLOCESTER EN JUILLET 1853, par M. L. de Lavergne.. 612
MOUVEMENT LITTÉRAIRE DE L'ALLEMAGNE. — La Rénovation philosophique et religieuse depuis 1850, par M. Saint-René Taillandier. . . . 633
BEAUMARCHAIS, SA VIE, SES ÉCRITS ET SON TEMPS, d'après des papiers de famille inédits. — X. — Beaumarchais citoyen d'une république, amateur et éditeur de Voltaire, par M. Louis de Loménie.. 663
BOLINGBROKE, SA VIE ET SON TEMPS, seconde partie, par M. Charles de Rémusat, de l'Académie Française. 700
SYLVIE, SOUVENIRS DU VALOIS, par M. Gérard de Nerval. 745
LES POPULATIONS OUVRIÈRES EN FRANCE. — Les Ouvriers du midi dans les Cévennes et l'industrie de la soie, par M. A. Audiganne. 772
LE ROMAN BIBLIQUE EN AMÉRIQUE. — LES ROMANS DE MISTRESS WETHERELL, par M. E.-D. Forgues. 799
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. 829
DALILA, par M. Octave Feuillet 841
BOLINGBROKE, SA VIE ET SON TEMPS, troisième partie, par M. Charles de Rémusat, de l'Académie Française. 919
HISTOIRE DES SECTES RELIGIEUSES AU XIXe SIÈCLE. — Les Irvingiens et les saints du dernier jour, par M. A. Maury. 961
LES TOMBEAUX DE CORNETO, par M. de Stendhal (Henri Beyle). 996
MÉMOIRES D'UNE FAMILLE HUGUENOTE (*Memoirs of a Huguenot family*), par M. Prosper Mérimée. 1005
SCIENCES. — DE LA PERSPECTIVE AÉRIENNE, par M. Babinet, de l'Institut. 1015
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. 1023
LA BOURSE ET L'INDUSTRIE. — Les Sociétés de Crédit foncier, par M. A. Cochut. 1037
PROMENADE EN AMÉRIQUE. — LE MEXIQUE. — I. — Vera-Cruz et Mexico, par M. J.-J. Ampère. 1049
JEAN-JACQUES ROUSSEAU, SA VIE ET SES OUVRAGES. — VII. — Rousseau à l'Ermitage, son Amour pour Mme d'Houdetot et ses rapports avec Mme d'Épinay, par M. Saint-Marc Girardin. 1076
BOLINGBROKE, SA VIE ET SON TEMPS, quatrième partie, par M. Charles de Rémusat. 1104
VOYAGES ET PENSÉES MILITAIRES, par M. Paul de Molènes.. 1144
LA POÉSIE ET LES POÈTES EN FRANCE EN 1853, par M. Gustave Planche. 1193
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. 1216
LA BOURSE DE PARIS ET LA BANQUE D'ANGLETERRE, par M. A. Cochut. 1230
REVUE LITTÉRAIRE. — Du Cange et ses Biographes, par M. Ch. Louandre. . 1237
THÉATRES. — *Le Nabab*, opéra-comique, de M. Halévy. 1252

FIN DE LA TABLE.

AP
20
R5
n.per.
ser.2
t.3

Revue des deux mondes

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY